Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_1

Approbation du compte rendu de la séance du Conseil municipal du mardi 8 avril 2025

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_1

Administration générale

Compte rendu de la séance précédente (8 avril 2025)

Objet : Approbation du compte rendu de la séance du Conseil municipal du mardi 8 avril 2025

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 8 avril 2025 qui a été dressé des interventions des conseillers municipaux à l'occasion de cette séance sur la base de la retransmission sténotypique qui en a été faite ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : le compte rendu de la séance précédente en date du 8 avril 2025, tel que joint en annexe à la présente délibération sous forme d'une retranscription sténotypique, est approuvé.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Bagneux

- :- :- :- :-

CONSEIL MUNICIPAL

- :- :- :- :-

- 8 AVRIL 2025 -

Corinne Imbertie
Sténotypiste de Conférences
18, route de Gif
91 190 Villiers-le-Bâcle
06 09 06 67 01
corinne.imbertie@gmail.com

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

SOMMAIRE

ADMINISTRATION GENERALE 2

1 - COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE (4 FEVRIER 2025) 2

Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal en date du 4 février 2025 2

TRANSITION ECOLOGIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE 3

2 - TRANSITION ECOLOGIQUE, PARTICIPATION CITOYENNE 3

Prise d'acte du bilan du Conseil local de la transition écologique (CLTE) à un an et demi d'activité 3

FINANCES 10

3 - GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE SEQENS POUR UN EMPRUNT SOUSCRIT AUPRES DE LA CDC 10

Octroie de la garantie communale au profit de Seqens, Société anonyme à loyer modéré, pour un prêt d'un montant total de 11 360 604 € souscrit auprès de la caisse des dépôts et consignations, destiné à financer l'acquisition en VEFA de 70 logements situés avenue Henri Barbusse à Bagneux 10

BATIMENTS 11

4 - DEMANDE D'UNE SUBVENTION AU TITRE DU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) AUPRES DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE 11

Approbation du programme des opérations présentées et de la sollicitation d'attribution du contrat d'aménagement régional auprès du conseil régional d'Île-de-France 11

5 - MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE PARIS ET LA VILLE DE BAGNEUX CONCERNANT LA GESTION DES CARRIERES 12

Approbation de la convention entre la Ville de Bagneux et la Ville de Paris relative à la participation au fonctionnement de l'Inspection Générale des Carrières 12

AMENAGEMENT URBAIN 14

6 - ENQUETE PUBLIQUE EMPRISE COMMUNALE ZAC DES MUSICIENS 14

Approbation de l'ouverture d'une enquête publique de déclassement par anticipation d'emprise communale dans la ZAC des musiciens 14

7 - OCCUPATION TEMPORAIRE EMPRISE COMMUNALE AU PROFIT DU DEPARTEMENT - COLLEGE JOLIOT CURIE 15

Approbation de la convention d'occupation temporaire d'une emprise communale au profit du Département des Hauts-de-Seine pour la construction du collège Joliot Curie 15

8 - DECLASSEMENT PARCELLE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL JACQUES PREVERT - ZAC DES MUSICIENS 16

Approbation du déclassement par anticipation de la parcelle cadastrée P90 correspondant au Centre Social et Culturel Jacques Prévert et nécessaire au futur Lot 4.2 de la ZAC des Musiciens 16

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

9 - DECLASSEMENT EMPRISE COMMUNALE PARCELLE 166 ZAC DES MUSICIENS 16

Déclassement par anticipation d'une emprise communale issue de la parcelle P166 nécessaire à la construction du Lot 4.2 de la ZAC des musiciens 16

10 - GESTION DES MARCHES COMMUNAUX D'APPROVISIONNEMENT (EVOLUTION DES TARIFS ET DES REDEVANCES Y AFFERENTS) 17

Approbation de l'évolution des tarifs et redevances appliqués dans le cadre de la délégation de service public relative à la gestion des marchés communaux d'approvisionnement 17

SERVICES TECHNIQUES 17

11 - REGLEMENT INTERIEUR SUR L'UTILISATION DES VEHICULES MUNICIPAUX 17

Approbation du règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules municipaux 17

CITOYENNETE ET VIE DES QUARTIERS 18

12 - APPEL A PROJET CITOYEN - 1RE SESSION 2025 18

Attribution de subventions à diverses associations au titre de la première session de l'appel à projet citoyen pour l'année 2025 18

13 - MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE LEO FERRE A L'ASSOCIATION U2CB 19

Mise à disposition gratuite exceptionnelle de l'espace Léo Ferré pour une soirée de gala en soutien à la population de Mayotte organisée par l'association U2CB 19

14 - VERSEMENT D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE AU CASC 20

Approbation de l'avenant n° 2 à la convention triennale conclue entre la commune et le CASC pour les années 2024-2026 et versement d'une subvention complémentaire de 10 960 € au CASC dans le cadre de la prise en charge du cadeau offert aux agentes communales lors de la journée internationale du droit des femmes le 8 mars 2025 20

CULTURE 21

15 - CONVENTION D'OBJECTIFS POUR LE PROJET DEMOS - MODIFICATION PAR AVENANTS 21

Approbation des avenants n° 1 et n° 2 à la convention d'objectifs pour le projet DEMOS 21

16 - PARTICIPATION FINANCIERE AUX FRAIS DE SCOLARITE GROUPE SCOLAIRE SAINT-GABRIEL 21

Approbation de l'avenant à la convention relative à la participation financière communale aux frais de scolarité des enfants balnéolais du Groupe Scolaire Saint Gabriel géré par la Fondation des Orphelins Apprentis d'Auteuil 21

SPORTS 23

17 - FINANCEMENT DE LA 3E EDITION DE L'EVENEMENT « BAGNEUX FETE LE SPORT » 23

Approbation d'une convention type entre la Commune et diverses entreprises relative au financement de la 3e édition de la fête du sport « Bagneux fête le sport » 23

MARCHES PUBLICS ET CONCESSION DE SERVICE PUBLIC 24

18 - GROUPEMENT DE COMMANDES 24

Approbation du groupement de commandes pour la passation d'un marché portant sur la

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

fourniture de mobiliers de bureau avec la ville de Clamart, le Centre Communal d'Action Social de Clamart, l'office public d'habitat Clamart Habitat, l'établissement Vallée Sud - Grand Paris, la société publique locale Vallée Sud Aménagement et la ville de Bagneux 24

ÉDUCATION 24

19 - FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS SCOLAIRES 24

Fourniture et installation de mobiliers Petite enfance, scolaires, périscolaires et Restauration 24

PERSONNEL 24

20 - PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS CMS 24

Reconduction de la prime exceptionnelle pour les agents du Centre Municipal de Santé 24

21 - FRAIS DE MISSION AGENTS ET ELUS MUNICIPAUX 25

Approbation de la revalorisation des indemnités forfaitaires de déplacements et frais de mission pour les agents et élus municipaux dans le cadre d'un ordre de mission 25

22 - FRAIS D'ABONNEMENT STATIONNEMENT DU PERSONNEL 25

Renouvellement de la prise en charge employeur au titre des frais d'abonnement au stationnement pour le personnel communal dans le cadre de la DSP 25

23 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS 25

Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs 25

24 - REMUNERATION DES AGENTS PUBLICS PLACES EN CONGE DE MALADIE ORDINAIRE 26

Maintien à 100 % de la rémunération des agents publics pendant les trois premiers mois de congé de maladie ordinaire 26

ADMINISTRATION GENERALE 29

25 - VOEU - SOUTIEN DE LA COMMUNE A L'APPEL D'ÉPINAY-SOUS-SENART RELATIF A LA POLITIQUE DE LA VILLE 29

Voeu de la majorité municipale pour le soutien de la commune de Bagneux à l'Appel d'Épinay-sous-Sénart relatif à la politique de la ville 29

26 - VOEU - CONDITIONS DE REUSSITE DE NOS ENFANTS ET OBTENTION D'UN LYCEE AMBITIEUX 34

VOEU DE LA MAJORITE MUNICIPALE POUR RENFORCER LES CONDITIONS DE REUSSITE DE NOS ENFANTS ET OBTENIR UN LYCEE AMBITIEUX 34

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

CONSEIL MUNICIPAL
- MARDI 8 AVRIL 2025 -

(La séance est ouverte à 20 h 05 sous la présidence de Mme Amiable.)

Mme le MAIRE. - Bonsoir chers collègues. Je vous propose de commencer notre Conseil municipal.

Je passe la parole à notre secrétaire de séance, Yasmine Boudjenah, pour l'appel.

Mme BOUDJENAH. - Merci, Madame le Maire.

Bonsoir à toutes et à tous.

Mme Boudjenah procède à l'appel…

AMIABLE Marie-Hélène, présente

BOUDJENAH Yasmine, présente

HOUSNI Farid, présent

MOUTAOUKIL Aïcha, présente

BARBEROUSSE Olivier, présent

TRIVIDIC Chloé, présente

CHASSAT Lionel, présent

PUJOL Corinne, présente

TUDER Bruno, présent

CILLIÈRES Hélène, présente

KANDEL Laurent, absent, pouvoir à Claire Gabiache

BIDAULT Ingrid, présente

HADDAD Mouloud, présent

QUILGARS Jean-Pierre, présent

BENSOUSSAN Paul, présent

REYNAUD Michel, présent

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

FAUVEL Élisabeth, absente, a donné pouvoir à Ingrid Bidault

GUILLEMIN Nicolas, présent

B. CANAL Blodine, présente

MEKER Pascale, présente

SALAUN Laurence, présente

LACRAMPE Rémy, présent

CHAMI-OUADDANE Nezha, absente, a donné pouvoir à Mouloud Haddad

DURU Patrick, présent

NDJEHOYA James, présent

FOURNIER Rafaëlla, présente

DIMBAGA Sidi, présent à compter de 20 h 16

DOUVILLE Fanny, présente

TEDJANI Mehdi, absent

GABIACHE Claire, présente

ABDOU Hakim, présent

BALSECA Agnès, présente

BIZERAY Léa, présente

HENNOUCHE Nassera, présente

PINARD Jean-Louis, présent

GORENDS Justine, absente, a donné pouvoir à Lionel CHASSAT

ZAMBETTI Gilbert, absent

ROUSSEAU Jean-Luc, présent

MARTIN Patrice, absent, a donné pouvoir à Jean-Luc Rousseau

KADOUCI Fatima, présente

ZANI Saïd, absent

OUÉDRAOGO Serges Kader Dieudonné, présent

CHIRINIAN Joëlle, absente

Le quorum est atteint, Madame le Maire.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1 - COMPTE RENDU DE LA SEANCE PRECEDENTE (4 FEVRIER 2025)

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

DU 4 FEVRIER 2025

Mme le MAIRE. - Nous avons à approuver le compte rendu de la séance du Conseil municipal du 4 février dernier.

Y a-t-il des remarques sur ce procès-verbal ?...

(Aucune.)

➲ ***VOTE : LE PROCES-VERBAL EST ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

2 - TRANSITION ECOLOGIQUE, PARTICIPATION CITOYENNE

PRISE D'ACTE DU BILAN DU CONSEIL LOCAL DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE (CLTE) A UN AN ET DEMI D'ACTIVITE

Mme le MAIRE. - Je vous proposerai dans quelques instants de voter. Avant, je vous rappelle la manière dont nous allons travailler pour cette partie du Conseil municipal. Il va y avoir une suspension de séance, afin que deux représentants du Conseil Local de la Transition Écologique (CLTE) puissent exposer les actions qui prennent forme depuis le lancement de cette instance en novembre 2023.

Évidemment, je me réjouis que cet échange puisse avoir lieu ce soir comme j'ai eu plaisir à prendre part à chacune des séances de travail de ce Conseil avec une diversité de Balnéolaises et de Balnéolais pour relever le défi climatique à l'échelle de la commune.

Si les Conseillers municipaux ont des questions qui appellent des réponses de la part des représentants du CLTE, il sera possible de les poser durant cette suspension de séance. Il s'agira uniquement de questions en direction du Conseil sur son fonctionnement et les actions qu'il entreprend.

À l'issue de la présentation et des éventuelles questions, la séance sera rouverte. Seuls les Conseillers municipaux pourront alors de nouveau s'exprimer.

Ce sera enregistré au procès-verbal comme d'habitude au Conseil municipal.

Les Conseillers municipaux pourront alors débattre de la présentation qui aura été faite avant de prendre acte de ce bilan.

Je passe la parole à Corinne Pujol, notre maire adjointe à la transition écologique.

Mme PUJOL. - Merci Madame la Maire. Bonjour chers collègues. Comme vous l'a expliqué Marie-Hélène Amiable, je vais vous dire en quelques mots le contenu de la délibération qui fera l'objet du vote dans un deuxième temps.

Deux membres du CLTE, porte-parole du Conseil, vont vous présenter le bilan des 18 premiers mois de fonctionnement de cette instance de participation citoyenne dont l'objectif est de contribuer à l'urgence écologique et climatique en mobilisant le plus grand nombre d'acteurs.

Pour mémoire, je vais juste vous rappeler quelques chiffres sans trop déflorer le contenu du bilan qui va vous être présenté.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

La création du CLTE remonte à décembre 2020, en pleine crise Covid, ce qui a retardé sa mise en place effective.

Cette instance est constituée de quatre collèges : un collège d'habitants, un collège de représentants d'associations, un collège de partenaires de la ville et un collège d'élus.

Cette instance travaille en étroite collaboration avec les services municipaux, notamment le pôle TEDD qui l'accompagne.

Cinq réunions plénières ont eu lieu depuis novembre 2023. Pendant trois ans, nous avons eu des difficultés à le mettre en place.

Trois projets collectifs sont actuellement entrés en phase opérationnelle. Je ne les détaillerai pas puisque c'est l'objet du bilan qui va vous être présenté par nos deux collègues.

Je laisse désormais la parole à Nour et Boye pour ce bilan que vous attendez tous.

Lorsque le Conseil municipal reprendra après la suspension, la délibération consistera à prendre acte de ce bilan.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci à Corinne Pujol.

Je vais proposer au Conseil municipal de voter la suspension de séance.

Y a-t-il unanimité pour permettre aux représentants du CLTE de prendre la parole ?

Je rouvre la séance du Conseil municipal.

Il s'agit de prendre acte de la présentation de ce rapport.

Je vais passer la parole aux collègues qui souhaitent intervenir sur ce qui nous a été présenté ce soir, le travail du CLTE, et la suite que nous voulons lui donner.

Farid Housni, nous vous écoutons.

M. HOUSNI. - Je veux commencer tout naturellement par un grand merci à toutes celles et à tous ceux qui font vivre le CLTE depuis un an et demi : habitants, associations, partenaires, élus, services municipaux et, plus précisément, le pôle TED et la DEPE (Direction des Espaces Publics et de l'Environnement).

Franchement, vous tenez debout une instance ambitieuse et, ce n'est pas rien dans un contexte politique compliqué.

Les gouvernements de droite relèguent au second plan la question de la transition écologique et les budgets alloués à la transition (fonds vert, rénovation des logements) subissent des coupes d'une manière quasi-systématique, donc merci pour tout le travail déjà réalisé.

Le travail du CLTE représente, pour mon groupe et le Groupe des Écologistes, la preuve qu'une démocratie locale, participative et vivante, ancrée dans le réel peut produire du changement.

D'ailleurs, en moins de deux ans, des projets concrets ont émergé, des idées ont circulé, des gens se sont rencontrés et formés et tout cela au service d'une transition écologique qui s'attaque aux vrais problèmes. Le projet des déchets en est l'illustration et les autres projets aussi.

Ce beau bilan, c'est un début pas une fin. Le CLTE mérite d'être renforcé, écouté, soutenu, pas juste félicité.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Si nous voulons que la transition écologique réussisse, il faut qu'il soit porté par les habitants avec leurs mots, leur colère, leurs idées, leur quotidien, en gros, une transition écologique populaire parce que l'écologie populaire, ce n'est pas un slogan, c'est la seule voie juste et durable pour changer la ville et le monde.

Donc oui, pour le Groupe EELV, nous prenons acte de ce beau bilan et nous ajoutons : « Continuons ensemble à faire de cette instance un vrai outil de pouvoir citoyen et un vrai outil de mise en œuvre des projets réels. Continuons à soutenir tous ceux qui travaillent dans ce sens. »

Enfin, encore une fois, merci pour tout ce qui a été fait et merci pour ce qui sera fait dans un avenir très proche.

Mme le MAIRE. - Merci à Farid Housni.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur Olivier Barberousse, à vous.

M. BARBEROUSSE. - Merci Madame la Maire.

Chers collègues, au nom du Groupe France Insoumise, je voulais m'associer au concert de louanges qui a été fait. Effectivement, le CLTE, c'est un peu un rayon de soleil dans un ciel bien sombre, sur le fond comme sur la forme.

Sur le fond, parler, défendre, informer sur les questions environnementales, c'est tellement important dans ce paysage terrible de réchauffement climatique croissant, de surexploitation des ressources terrestres, de désastre écologique en cours, alors même que loin de s'engager résolument dans la lutte contre tous ces fléaux, nombreux sont ceux qui prennent le chemin inverse, je pense en particulier à la droite et à l'extrême droite qui ont tombé les masques : après les beaux discours dépourvus d'action, ils sont passés à l'action mais pour défaire toutes les actions pourtant bien limitées et insuffisantes qui avaient commencé au Parlement européen, au Parlement national, partout, sans parler du carbo-fascisme, aujourd'hui au pouvoir, aux États-Unis.

C'est un bilan bien sombre, mais grâce peut être à ce rayon de soleil, à l'échelon qui est le nôtre, c'est-à-dire l'échelon communal, nous allons pouvoir enclencher une action vertueuse, positive qui va dans le bon sens, qui fait la part belle à l'éducation populaire, à la démocratie participative, à la réflexion et à l'action.

Bravo de tout cœur. Continuons et amplifions cette action.

Mme le MAIRE. - Merci.

D'autres collègues demandent-ils la parole ? Lionnel Chassat, nous vous écoutons.

M. CHASSAT. – Merci, Madame le Maire.

Madame la Maire, chers collègues, chers membres du Conseil Local de la Transition Écologique, au nom du Groupe des Élus Communistes et Citoyens, je veux d'abord adresser un grand merci aux membres du Conseil Local de la Transition Écologique. Merci pour votre engagement, votre rigueur, votre esprit de coopération.

Votre travail est à la fois humble, exigent et profondément utile. Il est le reflet d'une conviction forte. La transition écologique ne se décrète pas, elle se construit ensemble avec méthode, avec du temps et avec une volonté politique forte.

Depuis plusieurs années, Bagneux s'efforce de conjuguer transition écologique et démocratie participative. C'est une direction exigeante mais nécessaire, car changer en profondeur notre

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

manière d'habiter, de produire, de consommer, de nous déplacer ne peut se faire qu'avec l'implication active des habitantes et des habitants.

Le Conseil Local de la Transition Écologique est une pièce centrale de cette dynamique. Il n'est pas un simple espace consultatif ni une vitrine. Il est un véritable laboratoire citoyen, un lieu d'expérimentation démocratique, un levier d'actions concret, un espace où l'on réfléchit, débat, construit, propose, agit. Un espace où se croisent des savoirs, des expériences, des sensibilités différentes avec une même boussole : contribuer à une ville plus juste, plus verte, plus résiliente.

Depuis sa création, ce Conseil a su faire preuve d'une grande vitalité. En un an et demi, il a mis en place une charte de fonctionnement en expérimentant des modes de débats et de décisions collectives inspirés des démarches d'intelligence citoyenne.

Il a organisé des ateliers thématiques comme la Fresque des Frontières Planétaires qui permet de mieux comprendre les limites physiques de notre planète et, donc, les choix que nous devons collectivement faire.

Il a visité des lieux emblématiques de la transition à Bagneux, la géothermie de Bagéops, la friche des Monceaux, pour ancrer la réflexion dans le réel.

Trois grands axes de travail ont été priorisés : un état des lieux de la biodiversité locale, sujet essentiel dans un contexte d'effondrement généralisé du vivant, un événement annuel coconstruit sur la transition écologique pour sensibiliser largement et rassembler, et un projet de sensibilisation à la gestion des déchets pour renforcer la responsabilité partagée autour de la réduction des déchets à la source.

Ce que je veux souligner ici, c'est la qualité de la démarche, ce n'est pas une accumulation d'actions ponctuelles. C'est un processus, une construction progressive et collective.

Le CLTE donne du sens. Il fédère, il rend visible l'engagement citoyen, il donne de la profondeur à notre ambition écologique et, surtout, il montre que la transition n'est pas un domaine réservé aux experts ou aux techniciens. Elle est l'affaire de toutes et tous, elle peut, elle doit s'appuyer sur les savoir-faire locaux, sur l'expérience des habitantes et des habitants, sur leur capacité à faire évoluer les pratiques au quotidien.

À Bagneux, nous voulons que la transition écologique soit populaire, concrète, enracinée. Cela passe par le soutien aux associations, je pense au projet de végétalisation avec Environnement 92, aux jardins partagés, au tiers lieu de la Lisette animé par Bagneux Environnement. Cela passe aussi par le permis de végétaliser, par les composteurs collectifs issus du budget participatif, par la végétalisation des écoles, le développement des mobilités douces, le recours à la géothermie, la création d'espaces verts, mais cela passe surtout par la conviction que la parole citoyenne doit compter.

Le CLTE est un outil précieux pour cela. Il nourrit les politiques publiques, il éclaire les priorités, il incarne un nouveau rapport entre la ville et ses habitantes et habitants.

Dans un contexte d'urgence climatique et de crises multiples, nous avons une responsabilité immense. Nous le savons. Les canicules s'intensifient, la biodiversité s'effondre, les ressources s'amenuisent, les inégalités s'aggravent.

L'écologie ne peut pas être un supplément d'âme, elle doit structurer l'ensemble de nos choix, mais elle ne pourra être efficace que si elle est juste, partagée, solidaire.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

C'est pourquoi nous portons à Bagneux une écologie profondément sociale, accessible à toutes et tous, pensée pour celles et ceux qui, souvent, subissent le plus fortement les effets de la crise climatique.

Hélas, à l'échelle nationale, nous ne sommes pas aidés. Le gouvernement multiplie les effets d'annonce, mais refuse de changer de modèle. Le fonds vert reste insuffisant, la stratégie biodiversité est amputée de 130 M€ et que dire du discours de François Bayrou qui réussit à parler d'avenir sans jamais évoquer l'urgence climatique ni la sobriété ni les énergies renouvelables.

Pourtant, des victoires existent : l'abandon de l'autoroute A69, les mobilisations contre les mégabassines, les campagnes contre les OGM, la lutte historique de Notre-Dame-des-Landes. Toutes montrent que l'écologie populaire peut gagner, qu'elle peut, à force de détermination, faire reculer des projets destructeurs même face à des intérêts économiques puissants.

À Bagneux, nous prenons ces signaux au sérieux. Nous choisissons d'agir collectivement, localement avec méthode et conviction.

Le CLTE en est la preuve vivante.

Encore une fois, merci à vous toutes et tous pour votre énergie, votre engagement, votre lucidité. Vous portez cette belle idée que l'écologie n'est pas une option, elle est une nécessité, une priorité, un bien commun.

Merci également aux agents du pôle TEDD qui accompagnent avec sérieux et engagent cette dynamique.

Je vous remercie

Mme le MAIRE. - Merci. D'autres collègues souhaitent-ils prendre la parole ? Monsieur Rousseau.

M. ROUSSEAU. - Merci, Madame la Maire.

Je remercie l'équipe du CLTE pour le travail fourni. Je suis avec attention tous les travaux qui sont créés.

Ce CLTE a permis de faire un état des lieux. Il est toujours important de se remettre en question et de regarder ce qui se passe. Il a l'idée de s'intégrer dans les événements de la commune au cours de l'année, je trouve que c'est une bonne idée pour faire passer les messages sur la transition écologique.

En revanche, nous avons du mal à engager des habitants, des contributeurs de la société civile, des partenaires pour contribuer. Nous entendions bien tout à l'heure les inquiétudes que vous évoquiez.

Certes, on y retrouve des associations déjà bien impliquées, certes, il y a la cinquantaine de personnes qui travaille sur le projet. Un service spécifique a été créé au sein de la commune pour soutenir. C'est une opportunité, il ne faut pas rater ce temps. C'est important. Il y a besoin de soutien de la mairie, du territoire et, certainement, d'autres partenaires. C'est collectif.

Je vais contrarier un peu mes collègues, ce n'est ni de droite ni de gauche, tout le monde doit travailler ensemble sur ces sujets pour faire de l'écologie positive. Ce n'est pas en se renvoyant la balle à gauche, à droite, etc. qu'il sera possible de le faire. Il s'agit de réfléchir ensemble à la manière de travailler pour sensibiliser. Cela commence par des actions de terrain, on parlait des

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

résidences tout à l'heure, et de la gestion des déchets.

Merci beaucoup.

Mme le MAIRE. - D'autres collègues souhaitent-ils prendre la parole ? Madame Moutaoukil.

Mme MOUTAOUKIL. - Merci Madame la Maire.

Je me suis exprimée un peu tout à l'heure au nom de mon groupe, le Groupe Socialistes et Citoyens.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire déjà, un immense merci pour le travail réalisé. En effet, quand on parle de transition écologique, on se dit qu'il s'agit d'un domaine extrêmement ambitieux, qu'à l'échelle d'une ville comme la nôtre, tout ce qui peut être fait semble peut-être un peu modeste, mais quand on y réfléchit bien, ce sont des petits gestes comme ceux-là qui, ajoutés à d'autres, peuvent faire de longs fleuves, de grands océans. Des petits pas peuvent aussi faire avancer l'ensemble.

Je pense que, malgré une forme de modestie face à l'immensité de ce qu'il y aurait à faire pour que ce soit réellement prégnant - et mon collègue Lionel Chassat l'a dit dans son intervention – il y a un désengagement de l'État et des États car cette question devrait être mondiale, elle devrait concerner aussi les organisations multilatérales.

Je ne vais pas revenir sur ce qui se passe dans le monde aujourd'hui avec des dirigeants autocrates qui considèrent ces questions secondaires, même inexistantes en réalité puisque le Président Trump explique qu'il va forer des territoires pour sortir du pétrole : il n'y a qu'à se pencher, tout cela n'est finalement pas si grave.

Il y a aussi une défiance de ces responsables politiques vis-à-vis de la recherche, de la science ; ils considèrent que ce qui se passe avec les effets sur la planète dus à des ressources exploitées jusqu'à plus soif, tout cela est secondaire et qu'au fond, on peut continuer comme cela sans limite.

Le champ est évidemment immense. Nous avons en face de nous des responsables politiques complètement à côté de la plaque, qui ne sont absolument pas conscients des dangers qui nous guettent toutes et tous.

La planète est un bien commun qu'il faut chacune et chacun travailler à préserver.

Ce que vous faites en réalité est immense. Je voudrais encore une fois saluer votre travail, votre engagement citoyen. C'est extrêmement important. Ce que vous faites nous nourrit tous les jours. J'ai beaucoup d'admiration pour vous, je peux le dire au nom de mon Groupe, car ce n'est pas si évident que cela. Il y a une vraie crise du bénévolat. Chaque fois que des citoyens sont engagés, nous saluons leur action.

Je souhaite vous dire encore une fois à quel point, à nos côtés, vous œuvrez pour nous permettre d'offrir le meilleur pour celles et ceux qui n'ont pas beaucoup de moyens parce que les services publics que nous portons, que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, ma délégation, mais aussi dans le domaine que nous évoquons ce soir, la transition écologique, c'est le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas. C'est extrêmement important.

Au nom de mon Groupe, je voulais saluer votre travail, vous encourager, vous dire que nous avons entendu vos messages qui consistent à dire qu'il faut peut-être vous accompagner davantage, rendre plus visible ce que vous faites sur le terrain auprès des Balnéolaises et des Balnéolais, continuer à soutenir vos actions parce qu'elles sont extrêmement importantes.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Merci beaucoup.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je n'ai plus d'autres collègues inscrits, aussi, je vais vous dire quelques mots.

Je vous remercie tout d'abord une nouvelle fois chaleureusement pour votre engagement au sein du CLTE. Vous me permettrez de remercier aussi chaleureusement Laure et Maxime, du pôle de la Transition Écologique, qui vous accompagnent. Je pense qu'ils ont à cœur de le faire le mieux possible.

Je voulais souligner aussi, comme l'ont dit les collègues, le sérieux de votre travail, de votre implication et des idées concrètes que vous formulez, votre regard lucide et constructif. Merci vraiment d'avoir accepté de jouer ce rôle.

C'est un nouvel outil pour nous de démocratie participative que nous avons voulu à Bagneux. C'est un outil citoyen, ouvert, au service de l'intérêt général, mais c'est aussi pour moi-même et l'équipe municipale, le conseil municipal, une nouvelle aventure avec vous.

Nous apprenons aussi en même temps que vous, j'ai envie de le dire comme cela.

En tous les cas, nous avons une conviction forte que nous partageons : relever le défi écologique est une nécessité, une urgence. Cette responsabilité, nous devons la porter collectivement à toutes les échelles y compris à l'échelle locale. Nous avions pris l'engagement devant les Balnéolaises et les Balnéolais de faire de Bagneux une ville de transition écologique qui soit respectueuse de l'humain et de la planète.

À vous écouter, quatre sujets m'ont plu, m'ont interpellée.

Le premier est quand vous avez dit : « L'union fait la force ». Je partage tout à fait ce point de vue. C'est la collaboration entre les élus, les citoyens et ce que l'on appelle la société civile, le tissu associatif qui peut nous permettre d'avancer. En tous les cas, il est important que vous l'ayez souligné car, c'est, je crois, de cette manière que l'on peut faire avancer une ville ensemble.

Le deuxième est les remarques faites par les membres du CLTE sur l'importance de l'action concrète : on a besoin de réfléchir, de phosphorer, de se mettre à niveau tous ensemble car ni les élus ni les citoyens sommes des spécialistes de ces questions, mais nous en voyons l'urgence. Vous avez insisté sur l'importance de la mise en œuvre de pouvoir se confronter, de se mettre au travail sur le terrain. Il y aura des succès, parfois peut-être des échecs, en tous les cas, c'est ainsi qu'il est possible de progresser ensemble.

Le troisième est la manière d'améliorer l'accompagnement de la ville au CLTE. Vous avez appelé cela l'accompagnement institutionnel. En gros, c'est : comment sommes-nous mieux et plus facilitateurs de votre démarche ? Cela nous invite à réfléchir avec vous et peut-être à mieux définir avec vous quand vous avez besoin d'administratifs ou d'élus - vous pouvez préférer que ce soit parfois des administratifs et parfois des élus ou parfois encore les deux - sur des sujets de travail avec vous. Nous devons pouvoir y réfléchir. Un nombre d'élus est membre du CLTE, mais nous pouvons faire appel à d'autres élus en cas de besoin. Il ne faut pas hésiter à nous solliciter. Je pense que les collègues du Conseil municipal sont disponibles pour être avec vous, tout comme d'autres services de la ville en dehors de celui du CLTE.

La dernière chose que j'ai notée, c'est le renforcement - c'est pour l'avenir, que vous posez la question - de l'ambition du CLTE en en faisant davantage un partenaire de coconstruction des

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

politiques publiques de la ville sur les questions d'aménagement, de nature en ville, des mobilités, des enjeux énergétiques, de l'alimentation, tout ce qui fait en gros la vie d'une ville. Il faut que nous puissions de notre côté mieux réfléchir à la manière et au moment de vous associer dans les démarches et sur quels sujets, il ne s'agit pas d'étouffer les membres du CLTE par trop de sollicitations.

Un dernier mot, dans cette ambition, plusieurs collègues l'ont souligné, nous ne sommes pas beaucoup aidés en ce moment.

Je rappelle que le budget de la Nation 2025 a supprimé 3 Md€ à la transition écologique. Le budget des politiques publiques à mener est un des budgets les plus ponctionnés. C'est un très mauvais signe.

Les collectivités avaient un peu d'aide par le biais du Fonds vert, notamment pour les rénovations énergétiques des écoles par exemple ou des équipements publics comme les gymnases.

Aujourd'hui, ces budgets sont réduits à peau de chagrin. C'est un très mauvais signe, un mauvais pari sur l'avenir.

En tous les cas, cela fait partie du travail des élus que nous sommes de continuer à porter ces questions et à être en exigence sur les besoins que nous avons pour accélérer la transition écologique.

Merci beaucoup d'être venus ce soir, d'avoir accepté de venir présenter ce bilan, de votre travail, merci de votre engagement. Nous essayerons de vous accompagner au mieux et de continuer à travailler bien ensemble pour préparer un avenir désirable pour nos enfants, nos petits-enfants, etc.

Merci à vous.

(Applaudissements...)

Nous devons prendre acte du rapport.

Je pense que tout le monde sera d'accord pour dire que le rapport a été présenté.

Les élus prennent acte à l'unanimité du fait que ce rapport a été présenté.

Merci, chers collègues, d'avoir participé aussi activement.

Merci à vous.

FINANCES

3 - GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE SEQENS POUR UN EMPRUNT SOUSCRIT AUPRES DE LA CDC

OCTROIE DE LA GARANTIE COMMUNALE AU PROFIT DE SEQENS, SOCIETE ANONYME A LOYER MODERE, POUR UN PRET D'UN MONTANT TOTAL DE 11 360 604 € SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, DESTINE A FINANCER L'ACQUISITION EN VEFA DE 70 LOGEMENTS SITUES AVENUE HENRI BARBUSSE A BAGNEUX

Mme CILLIÈRES. - Chers collègues, il s'agit d'une délibération connue de garantie communale demandée à la ville de Bagneux par le bailleur local Seqens pour l'acquisition de 70 logements sociaux en VEFA (Vente en État Futur d'Achèvement) dans le bâtiment en cours de construction situé sur la place Lucie Aubrac. Comme pour chaque garantie communale, Seqens nous propose

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

en contrepartie 20 % de droit de réservation au profit de la ville de Bagneux, soit 14 logements.

La livraison de ce bâtiment au global est prévue pour le début 2026.

Il vous est proposé d'octroyer cette garantie communale au bailleur Seqens.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il des remarques sur ce sujet ?

(Aucune.)

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

BÂTIMENTS

4 - DEMANDE D'UNE SUBVENTION AU TITRE DU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) AUPRES DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

APPROBATION DU PROGRAMME DES OPERATIONS PRESENTEES ET DE LA SOLLICITATION D'ATTRIBUTION DU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL AUPRES DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Mme le MAIRE. - Nous allons solliciter des subventions auprès de la région. J'espère que nous les obtiendrons. Monsieur Bensoussan, nous vous écoutons.

M. BENSOUSSAN. - Merci Madame le Maire.

Chers collègues et chers habitants, notre ville continue de s'engager ici dans des projets relevant de la réussite éducative et de la transition écologique.

Rénover un groupe scolaire, Joliot-Curie en l'occurrence, dans un quartier en pleine transformation urbaine, c'est déterminant, sachant que le collège et le gymnase mitoyens vont être reconstruits par le Conseil départemental 92.

Il s'agit d'offrir un ensemble scolaire plus gymnase de qualité pour le parcours de nos élèves en primaire et en secondaire.

Ici, il vous est demandé d'approuver le plan de financement de la rénovation proposée en trois phases : maternelle première phase, maternelle deuxième phase et primaire troisième phase, qui débuteront dès septembre 2025 pour deux années scolaires.

Par ailleurs, les travaux seront complétés sur le toit de l'école primaire cet été par la pose de panneaux voltaïques avec la maîtrise du SIPPEREC, autorité délégante en matière d'énergies renouvelables.

Le montant prévu est de 5 258 993 € TTC.

Le deuxième projet qui vous est proposé est d'approuver le plan de financement du futur groupe scolaire des Mathurins pour un montant de 31 167 644 € hors taxes, après l'acquisition par une vente en état futur d'achèvement (VEFA), par une livraison de la coque brute du bâtiment appelé Y, un bâtiment existant comme vous le savez. Il s'agira de la réhabilitation et des aménagements intérieurs et extérieurs de ce bâtiment.

Au titre des travaux de réalisation ou d'amélioration d'équipement, le Conseil régional d'Île-de-France aide les communes en participant au financement à travers ce fameux CAR

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

(Contrat d'Aménagement Régional) pour un montant de 1 M€ majoré de 500 000 € si l'une des opérations du contrat relève de thématiques environnementales, ce qui est le cas ici avec ces travaux d'envergure notamment sur Joliot-Curie.

Il vous est donc proposé de solliciter la région, afin d'obtenir la subvention maximale autorisée, soit 1 M€ plus 0,50 M€, c'est-à-dire 1,50 M€, dans le cadre de ce CAR.

Il est important de continuer, dans ces moments budgétaires difficiles, la recherche de subventions pour mener à bien notre programme ambitieux.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des questions, des remarques sur ce dossier ?...

(Aucune.)

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Merci beaucoup.

5 - MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE PARIS ET LA VILLE DE BAGNEUX CONCERNANT LA GESTION DES CARRIERES

APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BAGNEUX ET LA VILLE DE PARIS RELATIVE A LA PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES

M. BENSOUSSAN. - Je poursuis avec une intervention sur le sujet des carrières, non pas sur l'aspect technique qui fait l'objet de nombreuses questions habituellement dans notre ville particulièrement impactée. Ici, il s'agit de prendre acte d'une décision du Conseil départemental du 92 qui a mis fin à la convention historique entre la ville de Paris et le CD 92 depuis 1969.

Cette convention prévoyait la prise en charge financière par le CD 92 des prestations techniques, administratives, d'inspection, d'analyse et d'expertise sur les carrières souterraines de la commune.

Le partenariat avec l'IGC (Inspection Générale des Carrières) est, comme vous le savez, indispensable, afin de garantir une gestion des zones concernées par les carrières.

La ville est ainsi mise au pied du mur de contracter une nouvelle convention directe avec la ville de Paris, afin de poursuivre ces prestations.

La contribution pour la ville sera de 13,39 % de l'assiette calculée dont le détail est fourni en annexe de la délibération.

Il s'agira d'une dépense supplémentaire de plus de 57 000 € par an sur l'exercice par exemple 2024.

Dans un contexte difficile, c'est une charge particulièrement impactante pour notre commune soumise à ce risque important.

Il est à noter que le CD 92 n'a pas informé les communes de sa décision. Tout cela par souci d'économie de quelques centaines de milliers d'euros.

Il vous est donc demandé d'approuver cette future convention qui sera payante.

Je vous remercie.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Madame Cillières.

Mme CILLIÈRES. - Merci.

Madame la Maire, chers collègues, vous me permettrez d'intervenir au titre de mon mandat départemental. Notre collègue, Paul Bensoussan, l'a dit, avec cette délibération qui s'impose à notre ville sans aucune information préalable du département, nous avons affaire à une nouvelle décision du département qui a un impact négatif sur nos finances et notre budget de fonctionnement. Pourtant, cette convention avec l'IGC était historique entre le département des Hauts-de-Seine et la ville de Paris. Je crois que cette décision est scandaleuse sur le fond comme sur la forme.

Aujourd'hui, c'est Bagneux dans les Hauts-de-Seine qui aura la plus forte dépense à prendre en charge puisque nous sommes la seule ville avec des montants qui dépassent 50 000 € annuels si l'on prend l'exemple de 2023 dans les dépenses. C'est la ville qui sera la plus impactée par cette décision puisque, cela a été dit, nous avons la plus grande surface de galeries et de carrières en sous-sol, première injustice.

Tout de même, si l'on additionne toutes les recettes dernièrement rognées par le département pour Bagneux, je pense à la baisse de l'enveloppe politique de la ville, nous en avons parlé ici, à la non prise en compte de l'inflation dans nos dotations (la non-revalorisation de l'inflation), à la suppression du financement du poste de coordination du CLSPD, l'impact pour Bagneux s'approche des 200 000 € annuels.

On sait que, par ailleurs, le département des Hauts-de-Seine est toujours assis sur son magot, ou son matelas, ou son tas d'or, cela dépend de nos interventions au département et, pourtant, le département cherche à rogner dans tous les coins pour faire face, il est vrai, à une baisse de ses recettes de DMTO (droits de mutation à titre onéreux) provoquée par la crise immobilière.

Pourtant, je sais qu'il y a encore de la marge d'après les éléments qui nous ont été fournis pour la discussion budgétaire de vendredi prochain en séance publique.

Madame la Maire, je voulais vous assurer, et aux collègues bien sûr, de mon engagement à vos côtés pour obtenir du département que ces sommes soient compensées dans l'intérêt de notre ville, de ses projets et des Balnéolaises et des Balnéolais.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Olivier Barberousse, à vous.

M. BARBEROUSSE. - Merci Madame la Maire. Chers collègues, je m'associe à l'intervention de notre conseillère départementale, le Groupe France Insoumise est en plein accord. Quand on croit que le Conseil départemental a touché le fond, il continue de creuser. Il devrait se méfier, il y a des carrières.

(Rires…)

Mme MOUTAOUKIL. - Madame la Maire, le Groupe Socialistes et Citoyens s'associe à l'intervention de notre conseillère départementale. S'agissant du creusement jusqu'aux carrières, nous verrons bien !

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Je trouve évidemment scandaleux ce qui se passe là et ce désengagement du département sans même nous en informer, en toute opacité. La question que je me pose à la lecture du document, puisque la convention prendra effet après le passage au sein du Conseil de Paris prévu le 21 avril 2025, que se passe-t-il entre aujourd'hui et le 21 avril ? Bénéficions-nous tout de même d'une couverture ? Comment cela fonctionne-t-il ?

Mme le MAIRE. - Je pense que cela fonctionne bien, puisqu'ils savent que nous allons payer. Il n'y a pas de souci. Ils savent que nous délibérons. De ce point de vue, nous sommes couverts. Comme l'évoquaient Paul Bensoussan et Hélène Cillières, c'est quelque chose que nous n'avions pas prévu, vous l'avez bien compris, lors du vote du budget primitif puisque, lorsque nous l'avons voté, nous n'avions pas cette information et on nous annonce, deux mois après, qu'il faut rajouter 57 000 € de dépenses de fonctionnement. C'est bien évidemment très compliqué pour nous car le département remet en cause un accord historique qui faisait qu'il contribuait à la place des trente-six communes des Hauts-de-Seine.

Nous avons eu cette demande directement par l'IGC, c'est l'inspection des carrières qui nous a écrit pour nous dire que le département ne financerait plus, alors que celui-ci ne nous a ni sollicités ni écrit.

J'ai sollicité l'Association des Maires des Hauts-de-Seine. Je n'ai pas eu un écho très favorable car la majorité des maires du département sont de la même tendance politique que le Président du Conseil départemental. Personne n'a trop réagi, ce n'est ni respectueux ni juste car le département pouvait tout à fait continuer d'assumer le financement ou entrer dans une discussion avec les communes. Nous pouvions éventuellement discuter de la répartition s'il le voulait. Là, ce n'est pas le cas.

N'importe comment, nous sommes obligés de voter cette délibération car nous avons besoin d'être couverts pour tous les projets et pour les usagers, les Balnéolais qui ont besoin de l'avis de l'IGC pour leurs permis : quand on veut faire des travaux, même dans un pavillon, etc. On a besoin de l'avis de l'IGC pour savoir s'il est possible ou non de les faire.

C'est pour qu'il n'y ait pas de rupture aussi bien pour les projets de la ville que pour ceux de nos concitoyens.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

AMÉNAGEMENT URBAIN

6 - ENQUETE PUBLIQUE EMPRISE COMMUNALE ZAC DES MUSICIENS

APPROBATION DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE DE DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION D'EMPRISE COMMUNALE DANS LA ZAC DES MUSICIENS

Mme BOUDJENAH. - À partir de là, nous avons plusieurs délibérations qui concernent la ZAC des Musiciens pour permettre la réalisation des premiers lots de cette ZAC. Pour ceux qui étaient à la réunion que l'on appelle « à 360° » de la ZAC des Musiciens, au mois de mars, nous avons pu présenter aux habitants les premiers lots de la ZAC qui ont été décidés avec un jury citoyen.

Pour cette première délibération, dans la ZAC des Musiciens, il s'agit de rappeler que, dans le

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

cadre de cette ZAC, l'aménageur SADEV 94 doit acquérir du foncier appartenant à la commune de Bagneux. Si la quasi-totalité du foncier appartient à Seqens, la ville a quelques petits morceaux de foncier qui sont indispensables pour permettre la réalisation de la ZAC.

Là, il s'agit essentiellement de deux grandes emprises et d'une petite de 17 m^2. Les deux autres sont un peu plus importantes : 664 m^2 qui correspondent au parking communal situé rue de Turin, à côté de l'ancien Auchan devenu Action, puis une emprise communale un peu plus grande encore, de près de 1 200 m^2, qui correspond à une partie du parc communal, Nelson Mandela, en bordure de la résidence Kirovakan.

La ville et SADEV sont convenus de régulariser l'ensemble des parcelles qui appartiennent à la commune dans le cadre d'un protocole foncier qui a été signé le 23 décembre dernier, mais avant toute cession, les parcelles concernées doivent être déclassées du domaine public communal.

Les trois parcelles que je viens de mentionner nécessitent, avant la procédure de déclassement, l'ouverture d'une enquête publique préalable. C'est l'objet de cette délibération.

Mme le MAIRE. - Merci.

M. ROUSSEAU. - Nous nous abstiendrons sur ces points pour rester en cohérence avec notre vote de décembre 2024, bien que nous sachions que l'enquête publique est nécessaire.

Merci.

Mme le MAIRE. – Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX S'ABSTENANT***

Je vous remercie.

7 - OCCUPATION TEMPORAIRE EMPRISE COMMUNALE AU PROFIT DU DEPARTEMENT - COLLEGE JOLIOT CURIE

APPROBATION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE EMPRISE COMMUNALE AU PROFIT DU DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA CONSTRUCTION DU COLLEGE JOLIOT CURIE

Mme BOUDJENAH. - Cela concerne le périmètre du quartier nord.

Je pense que tout le monde a en tête que le département des Hauts-de-Seine va démolir l'actuel collège Joliot-Curie et le gymnase et reconstruire un plus grand collège et le gymnase.

Cela se passe sur du foncier communal autant sur l'ancien site de l'école Chateaubriant pour le collège provisoire que sur le collège actuel et le futur collège neuf.

Le département nous demande une autorisation pour occuper l'emprise communale nécessaire à la construction du collège définitif.

Pour information, le collège provisoire sera bientôt terminé. Il le sera pour que les collégiens s'y installent dès la rentrée des vacances de printemps, de façon que les travaux du collège et du gymnase puissent s'engager dans la foulée.

La livraison est toujours prévue pour la rentrée 2027.

Une fois le collège définitif complètement livré, l'emprise sera bien cédée au profit du

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

département, mais là, il faut lui permettre de faire les travaux. Pour ce faire, il nous demande une convention d'occupation temporaire.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : LA DELIBERATION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE***

Nous vous avions annoncé par mail que l'inauguration aurait lieu le 15 mai. En fait, elle n'aura pas lieu à cette date. Ne tenez donc pas compte de ce mail. Le département nous a recontactés en fin d'après-midi pour nous dire que cette date tombait et qu'il nous proposera une autre date. Dès que nous l'avons de la part du Président du département, nous vous tenons au courant.

8 - DECLASSEMENT PARCELLE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL JACQUES PREVERT - ZAC DES MUSICIENS

APPROBATION DU DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION DE LA PARCELLE CADASTREE P90 CORRESPONDANT AU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL JACQUES PREVERT ET NECESSAIRE AU FUTUR LOT 4.2 DE LA ZAC DES MUSICIENS

9 - DECLASSEMENT EMPRISE COMMUNALE PARCELLE 166 ZAC DES MUSICIENS

DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION D'UNE EMPRISE COMMUNALE ISSUE DE LA PARCELLE P166 NECESSAIRE A LA CONSTRUCTION DU LOT 4.2 DE LA ZAC DES MUSICIENS

Mme BOUDJENAH. - Je propose de vous présenter les deux délibérations en même temps.

Il s'agit de parcelles que nous devons déclasser par anticipation : il faut que l'aménageur puisse se projeter sur la possibilité d'acquérir ces parcelles même si, dans l'immédiat, elles peuvent continuer d'être utilisées. Ce sont des endroits de passage non fermés.

Il s'agit de la parcelle P90 de 789 m^2 qui correspond à l'assiette foncière du centre social et culturel Jacques Prévert actuel et de la parcelle P 166 d'une surface de 4 m^2 sur laquelle il y a la piscine et le gymnase Henri Wallon, là où il y avait l'ancien sauna. Là aussi, il y a des besoins.

Pour ces deux parcelles, nous proposons d'autoriser Mme le Maire à prononcer le déclassement par anticipation toujours pour les besoins des premiers lots de la ZAC des Musiciens qui seront, Monsieur Rousseau, construits avec des exigences environnementales très fortes, il y a au moins 40 % de pleine terre. Je ne sais pas si cela peut faire changer votre vote, mais j'en profite pour le préciser.

Mme le MAIRE. - Nous passons aux votes.

➲ ***VOTE SUR LA DELIBERATION N° 8 : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX S'ABSTENANT***

➲ ***VOTE SUR LA DELIBERATION N° 9 : ADOPTE A LA MAJORITE, LE GROUPE MIEUX VIVRE A BAGNEUX S'ABSTENANT***

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

10 - GESTION DES MARCHES COMMUNAUX D'APPROVISIONNEMENT (EVOLUTION DES TARIFS ET DES REDEVANCES Y AFFERENTS)

APPROBATION DE L'EVOLUTION DES TARIFS ET REDEVANCES APPLIQUES DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE A LA GESTION DES MARCHES COMMUNAUX D'APPROVISIONNEMENT

Mme le MAIRE. - La revalorisation proposée est de 2,72 %. Elle a été proposée en commission des marchés qui s'est réunie le 27 mars dernier.

Y a-t-il des remarques ? Monsieur Ouédraogo, nous vous écoutons.

M. OUÉDRAOGO. - Bonsoir à tous.

Je voudrais simplement partager une inquiétude. Sur deux années, cette hausse va représenter plus de 10 %. Cela ne risque-t-il pas de rendre les places vides et d'entamer la créativité du marché ?

Mme le MAIRE. - C'est une question que nous pourrions poser. Nous faisons partie des communes où la place de marché au mètre carré n'est pas très élevée. Je vous rappelle qu'elle n'a pas augmenté en 2019, 2020, 2021et 2022 en raison des travaux de réfection de la halle du marché Léo Ferré et de la crise Covid. Aussi, en accord avec le concessionnaire et l'association des commerçants du marché, nous avons proposé une augmentation. Cette année, elle est très raisonnable : 2,72 %. Cela a été discuté en Commission des marchés.

Mme GABIACHE. - M. Kandel s'attendait à cette question. Il m'a dit de vous dire par ricochet que cela a été concerté avec les commerçants et voté à l'unanimité. Il y a eu un accord collectif. C'est aussi pour cela que cette décision est acceptée.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres questions sur ce sujet ?...

(Aucune.)

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

SERVICES TECHNIQUES

11 - REGLEMENT INTERIEUR SUR L'UTILISATION DES VEHICULES MUNICIPAUX

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR RELATIF AUX CONDITIONS D'UTILISATION DES VEHICULES MUNICIPAUX

Mme CILLIÈRES. - Encore un beau sujet relatif à la transition écologique au sein de notre collectivité.

Madame la Maire, chers collègues, la ville a pour objectif de décarbonner son administration en réduisant les gaz à effet de serre dans les déplacements professionnels.

Pour cela, nous avons acté différentes choses :

- une flotte mutualisée de vélos (vélos électriques, trottinettes dès 2021),
- la pose d'abris vélos extérieurs pour les personnels et nous aussi,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

- la mise en place de forfaits mobilité douce pour le personnel, un peu le parallèle de la prise en charge du Navigo mais pour les mobilités douces,

- la décision, que nous avons prise, du renouvellement du parc de véhicules municipaux en achetant des véhicules propres neufs électriques, hybrides ou GNV, avec l'effort de mutualisation pour encore une fois réduire tout cela.

Après une phase test qui a concerné plusieurs services, nous sommes, là, à une nouvelle étape du déploiement de cette flotte mutualisée de véhicules municipaux avec la nécessité de fixer nos règles communes d'utilisation.

Aujourd'hui, il est proposé le règlement intérieur d'utilisation des véhicules municipaux pour tous les agents, qui clarifie les règles de bonne conduite et les procédures de gestion existante, mais aussi, une nouvelle procédure d'accréditation à la conduite avec l'objectif de cette mise en place de flotte mutualisée.

Nous envisageons cette nouvelle étape pour l'été 2025 si c'est délibéré ce soir, le temps d'informer le personnel et de faire circuler les formulaires.

Je précise pour votre information que cela a été l'objet d'un vote unanime au sein de notre instance paritaire avec les représentantes et les représentants du personnel pour cette nouvelle étape de déploiement de notre flotte mutualisée.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

CITOYENNETÉ ET VIE DES QUARTIERS

12 - APPEL A PROJET CITOYEN - 1RE SESSION 2025

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS AU TITRE DE LA PREMIERE SESSION DE L'APPEL A PROJET CITOYEN POUR L'ANNEE 2025

M. BARBEROUSSE. - Il s'agit de la première mouture de 2025, la nouvelle mouture de l'appel à projet citoyen.

Nous avons sélectionné cette fois cinq projets que nous voudrions soutenir :

- une sortie familiale à Center Parc pour 2 832 €,

- une initiative de lutte contre la pollution plastique pour 417 €,

- un jardin partagé Tann'Nature pour 2 000 €,

- une participation aux actions qui ont eu lieu lors de la journée du 8 mars pour 1 900 €,

- une participation à une soirée de fête des voisins pour 1 800 €.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir approuver :

- l'attribution des subventions dans l'appel à projet citoyen pour un montant de 8 949 € aux cinq associations ci-dessus mentionnées,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

- l'avenant à conclure la convention avec l'association Foyer Jeunes Travailleurs Victor Hugo,

- d'autoriser Mme la Maire ou son représentant à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à l'appel à projet citoyen.

Merci.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des remarques ou des interventions ? Monsieur Rousseau, nous vous écoutons.

M. ROUSSEAU. – Je ferai une simple remarque : nous voterons évidemment favorablement, il n'y a pas de souci. Tels que certains apparaissent, nous avons l'impression que c'est presque plus une prestation de services qu'un projet participatif dans le temps, aussi, cela interroge. Pourrions-nous avoir des précisions sur cela ?

Nous pensons que ces projets citoyen doivent pouvoir perdurer, être construits, faire avancer, or, là, n'est-ce pas une prestation ? C'est mon inquiétude.

M. BARBEROUSSE. - J'espère que le dispositif de l'appel à projet citoyen perdurera. Pour ce qui est des actions ponctuelles, ce sont chaque fois des projets différents portés souvent par des associations, parfois par des individus qui sont assistés par les agents de la citoyenneté. Je les remercie pour leur dévouement et la qualité de leur travail.

Ce sont effectivement des actions ponctuelles qu'il s'agit de soutenir, de valoriser et d'aider les citoyens à mener des actions collectives pour améliorer le vivre ensemble dans notre ville. Cela n'a pas vocation à s'inscrire systématiquement dans la durée.

Je pense que cela devrait prendre une autre forme si nous voulions soutenir dans la longue durée des initiatives ou des associations, peut-être sous celle de subventions municipales à certaines associations comme cela existe, mais ce n'est pas l'objet à l'appel à projet citoyen.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

13 - MISE A DISPOSITION GRATUITE DE L'ESPACE LEO FERRE A L'ASSOCIATION U2CB

MISE A DISPOSITION GRATUITE EXCEPTIONNELLE DE L'ESPACE LEO FERRE POUR UNE SOIREE DE GALA EN SOUTIEN A LA POPULATION DE MAYOTTE ORGANISEE PAR L'ASSOCIATION U2CB

M. CHASSAT. - Madame la Maire, chers collègues, lors de la séance du 17 décembre 2024, le Conseil municipal a décidé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 4 500 € versée à trois associations : Croix-Rouge, Secours Populaire, Protection Civile pour leur aide aux sinistrés du cyclone tropical ayant frappé l'archipel des Comores et Mayotte le 14 décembre dernier.

Pour rappel, ce cyclone, le plus intense depuis 1934, a causé des dégâts majeurs notamment dans les bidons-villes de Mayotte.

Afin d'encourager la collecte de fonds organisée par l'association balnéolaise, U2CB, la municipalité a souhaité mettre gratuitement à disposition l'espace Léo Ferré pour la soirée du gala du 15 février 2025.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Cette mise à disposition représente un avantage en nature d'un montant de 765 €. Les fonds récoltés ont permis l'acheminement des conteneurs en attente d'expédition vers Mayotte pour les victimes.

Il est proposé en conséquence au Conseil municipal de se prononcer comme suit :

- accorder la mise à disposition gratuite à titre exceptionnel et dérogatoire de l'espace Léo Ferré à l'association U2CB le 15 février 2025 pour y organiser une soirée de gala en faveur des sinistrés de Mayotte,

- et d'approuver que cette gratuité constitue une aide indirecte exceptionnelle d'un montant de 765 € en faveur de l'association U2CB.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

14 - VERSEMENT D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE AU CASC

APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 A LA CONVENTION TRIENNALE CONCLUE ENTRE LA COMMUNE ET LE CASC POUR LES ANNEES 2024-2026 ET VERSEMENT D'UNE SUBVENTION COMPLEMENTAIRE DE 10 960 € AU CASC DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE DU CADEAU OFFERT AUX AGENTES COMMUNALES LORS DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DU DROIT DES FEMMES LE 8 MARS 2025

M. CHASSAT. - Dans le cadre de la journée internationale des droits de la Femme, la municipalité offre chaque année un cadeau aux agentes de la commune.

Ces cadeaux culturels ou autour du bien-être sont pris en charge par le CASC, l'association en charge des œuvres sociales du personnel communal.

Entre l'activité professionnelle et la charge mentale domestique, ce geste symbolique permet aux agentes de s'offrir un objet culturel ou un vêtement. Cette dépense vient s'ajouter aux dépenses de fonctionnement habituelles du CASC. Il convient donc d'augmenter la subvention annuelle versée au CASC au titre de l'année 2025 et de modifier, en conséquence, la convention triennale signée avec l'association pour la période 2024-2026.

Afin de permettre à l'association de commander les bons offerts aux agentes, il est proposé au Conseil municipal de se prononcer comme suit :

- approuver le versement d'une subvention complémentaire au CASC par un montant de 10 960 €,

- approuver l'avenant n° 2 ci-annexé à la convention d'objectifs triennale signée entre la commune et l'association pour la période 2024-2026,

- et autoriser Mme la Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tout document y afférent.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Je mets aux voix.

➲ *VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE*

Je vous remercie.

CULTURE

15 - CONVENTION D'OBJECTIFS POUR LE PROJET DEMOS - MODIFICATION PAR AVENANTS

APPROBATION DES AVENANTS N° 1 ET N° 2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS POUR LE PROJET DEMOS

Mme le MAIRE. - Nous avons deux avenants à la convention d'objectifs pour le projet DEMOS à approuver.

Je vous rappelle que le projet DEMOS est un dispositif d'éducation musical et orchestral à vocation sociale auquel la commune participe depuis 2022 pour une durée de trois ans.

Nous sommes engagés à accompagner, avec le centre social et culturel de la Fontaine Gueffier, quinze enfants scolarisés en classe élémentaire à Marcel Cachin et, par conséquent, à travailler avec l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris notamment au travers de la Maison de la musique et de la danse.

L'avenant n° 1 vise à préciser l'implication du conservatoire, de la Maison de la musique et de la danse et du département des Hauts-de-Seine qui est aussi financeur du dispositif. L'avenant n° 2 vise l'implication du conservatoire relative à l'organisation d'un rassemblement ainsi que la rémunération des intervenants musicaux et celle de la Philharmonie de Paris.

Je propose de voter ces avenants.

Je vais vous livrer mes inquiétudes concernant ce beau projet culturel, la Philharmonie : le département et les EPT ont décidé d'une pause pour retravailler ce projet. Derrière ce vocabulaire de pause, il y a surtout la baisse des financements à la culture. Il n'y aura pas de programme DEMOS pour la session 2025-2026.

Je voulais vous dire que je souhaite vivement que cette pause annoncée ne signe pas la fin d'un dispositif culturel reconnu et utile aux enfants des quartiers prioritaires en politique de la ville.

Je me permettais de faire cette incise, car nous votons ces avenants, pour vous dire que nous avons appris cette mauvaise nouvelle il y a peu de temps.

Nous serons très attentifs car ce dispositif fonctionne très bien, il est qualitatif pour des enfants qui n'ont pas du tout accès à la culture et encore moins au conservatoire.

Je vous propose de voter ces deux avenants.

➲ *VOTE : ADOPTES A L'UNANIMITE*

Je vous remercie.

ÉDUCATION

16 - PARTICIPATION FINANCIERE AUX FRAIS DE SCOLARITE GROUPE SCOLAIRE SAINT-GABRIEL

APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION FINANCIERE

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

COMMUNALE AUX FRAIS DE SCOLARITE DES ENFANTS BALNEOLAIS DU GROUPE SCOLAIRE SAINT GABRIEL GERE PAR LA FONDATION DES ORPHELINS APPRENTIS D'AUTEUIL

Mme BOUDJENAH. - Cet avenant vient, autant ne pas le cacher, après de nombreuses discussions, après des mois voire peut-être même des années de discussion puisque notre convention la plus récente date du Conseil municipal du 12 décembre 2022.

Comme vous le savez, la loi oblige les communes à participer aux frais de scolarité des élèves de la commune scolarisés dans des établissements privés sous contrat avec l'État. En l'occurrence, sur la ville de Bagneux, il y a le groupe Saint Gabriel géré par la Fondation des apprentis d'Auteuil. La commune doit participer aux frais de scolarité des élèves balnéolais de maternelle et d'élémentaire scolarisés dans cet établissement.

Depuis 2017, il y avait un processus de participation à travers plusieurs conventions. Or, depuis décembre 2022, la convention sur laquelle nous avions délibéré n'a pas pu être totalement mise en œuvre. C'est cette raison qui nous amène aujourd'hui à vous proposer cet avenant.

Dans la convention, à l'origine, le montant de la participation était fixé de manière indifférenciée pour les élèves de maternelle et les élèves d'élémentaire ; elle était à 616 € par élève. La convention prévoyait la possibilité de réviser ce montant.

Ce soir, il vous est proposé, pour l'année scolaire 2023-2024, de l'augmenter pour les enfants d'élémentaire à 638 € et de la différencier pour les élèves en maternelle, ce qui se fait dans la plupart des villes - on considère que la présence d'ATSEM auprès des élèves de maternelle engendre des frais de personnel plus importants - en portant le montant à 1 138 € par élève. Ce montant resterait le même pour l'année 2024-2025, mais pour les élèves élémentaires, il serait rehaussé à 783 €. C'est pour clôturer la période 2022-2025 de la convention en cours.

Une nouvelle convention devra intervenir à compter de la rentrée prochaine. Nous serons amenés à délibérer de nouveau en Conseil municipal.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Léa, nous vous écoutons.

Mme BIZERAY. - Merci Madame la Maire. Une réaction concernant cette convention et les montants alloués aux frais de scolarité des enfants dans le privé dernièrement, une assemblée citoyenne sur l'éducation a été organisée notamment sur l'évitement scolaire et le choix des écoles privées au détriment des établissements publics. Je souhaite exprimer mon regret quant à l'inscription dans la loi de l'obligation de contribuer aux frais de l'enseignement privé alors qu'il s'agit d'un choix des familles. Cette disposition ne favorise pas une mixité sociale optimale dans nos établissements à Bagneux.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres interventions ?...

(Aucune.)

Tout cela est la conclusion de discussions qui ont duré fort longtemps, je pense que vous l'avez toutes et tous compris, qui s'inscrivent dans le cadre de la loi que nous n'avons pas choisie.

Je vous propose de passer au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Merci.

SPORTS

17 - FINANCEMENT DE LA 3E EDITION DE L'EVENEMENT « BAGNEUX FETE LE SPORT »

APPROBATION D'UNE CONVENTION TYPE ENTRE LA COMMUNE ET DIVERSES ENTREPRISES RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA 3E EDITION DE LA FETE DU SPORT « BAGNEUX FETE LE SPORT »

M. HADDAD. - Madame la Maire, chers collègues, tout est dans le titre de la délibération.

Après une belle année sportive 2024 placée sous le signe des jeux olympiques sous les anneaux olympiques, nous souhaitons, cette année 2025 et pour la troisième année consécutive, organiser notre belle fête du sport, des sports faudrait-il dire. Après deux années nommées Bagneux fête ses jeux, Bagneux fêtera ses sports le 7 juin prochain avec nos partenaires du tissu sportif balnéolais, le COMB, l'OBS et les nombreuses autres associations sportives qui font bouger notre ville. Nous avons pour ambition lors de cet événement de mettre en avant cette richesse de l'offre sportive balnéolaise dans un esprit de fair-play, de convivialité et de bien vivre ensemble.

Il s'agit, ici chers collègues, d'approuver une convention-type entre la commune et les partenaires de la fête et de permettre à Mme la Maire de signer cette convention-type dont vous avez un exemplaire en annexe de la délibération.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci.

C'est la même que celle que nous avions proposée l'année dernière.

M. ROUSSEAU. – Nous signerons bien évidemment la convention. Je voudrais savoir combien vous estimez le montant global de cette manifestation. Par rapport à cette convention, par rapport aux années 2023 et 2024, avez-vous une idée de la proportion des donateurs par rapport au coût ?

Mme le MAIRE. - Je vais tenter une réponse. L'administration me dira si elle est erronée.

Je pense que, sur la fête des sports, nous sommes sur un coût de 30 000 à 40 000 €, pas plus. De mémoire, l'an dernier, le coût de l'événement était de 30 000 €. Nous sommes sur du petit sponsoring, nous ne sommes pas sur de grosses entreprises. Une entreprise locale, notamment, nous fournit par exemple tous les t-shirts que nous offrons aux enfants.

M. HADDAD. - À la dernière édition, cette prestation nous avait été offerte par le partenaire local.

Mme le MAIRE. - Nous n'allons pas collecter plus que ce que nous coûte la fête, si c'était votre question. Nous sommes sur de petits montants. De mémoire, les t-shirts ont coûté 1 500 €, l'an dernier. Cette petite somme a été financée par l'entreprise locale BTP rue de l'égalité.

Nous vous fournirons le bilan, après la fête de sponsoring que nous avons pu trouver.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

MARCHÉS PUBLICS ET CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

18 - GROUPEMENT DE COMMANDES

APPROBATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA PASSATION D'UN MARCHE PORTANT SUR LA FOURNITURE DE MOBILIERS DE BUREAU AVEC LA VILLE DE CLAMART, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIAL DE CLAMART, L'OFFICE PUBLIC D'HABITAT CLAMART HABITAT, L'ETABLISSEMENT VALLEE SUD - GRAND PARIS, LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE VALLEE SUD AMENAGEMENT ET LA VILLE DE BAGNEUX

Mme le MAIRE. - Nous avons déjà passé cette proposition de groupement de commandes entre nos villes et le territoire, afin d'obtenir des prix plus avantageux. Cela vous est proposé ce soir pour la fourniture de mobiliers de bureau.

Je mets aux voix

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

ÉDUCATION

19 - FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS SCOLAIRES

FOURNITURE ET INSTALLATION DE MOBILIERS PETITE ENFANCE, SCOLAIRES, PERISCOLAIRES ET RESTAURATION

Mme le MAIRE. - Madame Boudjenah, à vous.

Mme BOUDJENAH. - Merci Madame la Maire.

Nous avons relancé les marchés pour fournir nos écoles et le périscolaire (1er lot) et le mobilier de la petite enfance (2e lot). Pour les deux lots, la CAO a retenu le fournisseur NEL MOBILIER, seul candidat pour le 1er lot, il y en avait deux pour le 2e lot.

Mme le MAIRE. - Merci.

Je mets aux voix.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

PERSONNEL

20 - PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS CMS

RECONDUCTION DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE POUR LES AGENTS DU CENTRE MUNICIPAL DE SANTE

Mme le MAIRE. – Hélène Cillières.

Mme CILLIÈRES. - Merci Madame la Maire.

Une bonne nouvelle à nouveau cette année pour les agents du centre municipal de santé : le renouvellement de la prime exceptionnelle que nous avions pu leur verser l'année dernière, renouvellement décidé par décret de fin 2024.

Cette prime, appelée prime Coquerel du nom du député, Président de la Commission des finances, a été obtenue fin 2023 du gouvernement pour les centres municipaux de santé et les agents qui

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

n'avaient pas obtenu de prime Ségur alors même que leur engagement au quotidien dans la crise Covid a été essentiel pour protéger les habitants de nos villes.

Bagneux va ainsi bénéficier du versement de 94 829 € que nous vous proposons de répartir entre tous les agents présents de janvier à décembre 2024 au prorata du temps de travail, versement que nous envisageons sur la paie du mois de mai.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

21 - FRAIS DE MISSION AGENTS ET ELUS MUNICIPAUX

APPROBATION DE LA REVALORISATION DES INDEMNITES FORFAITAIRES DE DEPLACEMENTS ET FRAIS DE MISSION POUR LES AGENTS ET ELUS MUNICIPAUX DANS LE CADRE D'UN ORDRE DE MISSION

Mme CILLIÈRES. - Madame la Maire, chers collègues, il s'agit d'une délibération que je qualifierai de technique, puisqu'il s'agit de revaloriser les montants d'indemnité forfaitaires pour les déplacements et les frais de mission des agents et des élus dans le cadre d'un ordre de mission. La revalorisation fait suite à différents décrets et arrêtés nationaux.

Cela concerne les frais de repas, les indemnités d'hébergement pour les frais hôteliers et les indemnités kilométriques en cas d'utilisation du véhicule personnel pour des missions relatives au professionnel.

Mme le MAIRE. – Merci. C'est encadré par la loi. C'est le même montant pour tout le monde.

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

22 - FRAIS D'ABONNEMENT STATIONNEMENT DU PERSONNEL

RENOUVELLEMENT DE LA PRISE EN CHARGE EMPLOYEUR AU TITRE DES FRAIS D'ABONNEMENT AU STATIONNEMENT POUR LE PERSONNEL COMMUNAL DANS LE CADRE DE LA DSP

Mme CILLIÈRES. - Chers collègues, il s'agit d'un nouvellement de prise en charge de la ville comme employeur, de 50 % des frais d'abonnement de stationnement pour le personnel communal. Nous devons adopter ce renouvellement suite à celui de la concession et à la désignation d'un nouveau concessionnaire pour notre délégation de service public stationnement.

Le principe de 50 % reste inchangé avec l'application du tarif résident pour les agents communaux.

Mme le MAIRE. - Merci.

Nous procédons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

23 - TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Mme CILLIÈRES. - Il s'agit d'une délibération classique de tout ce qui s'est passé dans la

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

collectivité, et qui va se passer, sur les effectifs et les emplois. À noter pour le CMS, tel que cela a été proposé, une simplification du tableau des emplois pour les médecins avec la suppression, dans le tableau des emplois, des spécialités pour faciliter les recrutements en fonction des opportunités, c'est dans le cas où nous aurions des candidatures non attendues. Nous aurons toujours bien évidemment des spécialistes et des généralistes.

Mme le MAIRE. - Merci.

Monsieur Rousseau, nous vous écoutons.

M. ROUSSEAU. - Une précision, Madame Cillières, quelque chose m'a échappé. J'ai vu une création de poste de chargé de mission en catégorie A à temps complet. Quelle sera l'activité de ce chargé de mission ? Merci.

Mme CILLIÈRES. - Il s'agit d'une situation de reclassement de santé, d'accompagnement d'un personnel en situation de reclassement avec un passage par le service RH sur des missions relatives à différents sujets de RH. C'est un dossier de reclassement.

Mme le MAIRE. - Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Je vous remercie.

24 - REMUNERATION DES AGENTS PUBLICS PLACES EN CONGE DE MALADIE ORDINAIRE

MAINTIEN A 100 % DE LA REMUNERATION DES AGENTS PUBLICS PENDANT LES TROIS PREMIERS MOIS DE CONGE DE MALADIE ORDINAIRE

Mme CILLIÈRES. - Madame la maire, chers collègues, vous le savez, le Gouvernement a décidé, à compter du 1er mars dernier, d'abaisser à 90 % le taux de rémunération des agents publics durant les trois premiers mois d'arrêt maladie ordinaire alors qu'il était jusqu'à présent maintenu en intégralité.

Cette décision est injuste et prise sans concertation. Elle est même prise contre l'avis des employeurs publics qui ont voté contre cette mesure lors d'un conseil commun de la fonction publique en février dernier.

Cette décision fragilise singulièrement les agents de catégorie C majoritaires dans notre ville et les personnels exerçant des métiers pénibles.

Pour les agents C qui représentent aujourd'hui 75 % de la fonction publique territoriale, cet abaissement à 90 % cumulé aux jours de carence provoquerait une perte moyenne de 200 € pour 20 jours d'arrêt, à titre d'exemple.

En pleine crise inflationniste alors que le point d'indice n'a toujours pas été revalorisé à la hauteur de l'inflation, c'est une lourde ponction sur les revenus des agents publics.

Cette mesure va, de plus, accroître les inégalités de rémunération et les conditions d'accès aux soins, notamment inégalités avec les salariés du privé dont beaucoup dans notre pays sont couverts par leur employeur dans le cadre de conventions collectives.

Bagneux rejette les dispositions de ce décret. Comme de nombreuses autres communes, la municipalité exige que soit préservée pour les collectivités locales la possibilité d'une rémunération à 100 % des agents en maladie.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Face à cette situation, cette délibération proposée à notre Conseil municipal vise à ne pas appliquer cette mesure de régression sociale au regard de la gravité de la mesure gouvernementale.

Je souhaite vivement, chers collègues, que celle-ci obtienne l'unanimité de nos votes face aux remises en cause incessantes des acquis de la fonction publique et en particulier et singulièrement et de manière répétée de la fonction publique territoriale.

Nous restons pleinement mobilisés aux côtés des agents publics pour défendre le statut et l'emploi public.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Merci beaucoup.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Jean-Pierre Quilgars, nous vous écoutons.

M. QUILGARS. – Merci, Madame la Maire.

Chers collègues, comme vient de le dire Hélène Cillières, encore une fois, le Gouvernement fait le choix de s'en prendre aux fonctionnaires, mais tout en épargnant les plus riches.

Réduire l'indemnisation des trois premiers jours de maladie, c'est faire porter l'effort sur ceux qui tiennent nos services publics à bras-le-corps.

Comme si tomber malade était un privilège.

Dans le même temps, ce Gouvernement offre tranquillement 320 M€ au milliardaire Vincent Bolloré, l'indécence est totale.

On nous parle sans cesse d'économies, mais il y a toujours de l'argent pour les cadeaux fiscaux aux grandes fortunes et il demande toujours plus d'efforts à celles et ceux qui travaillent.

Ils n'ont aucune limite.

Après avoir saccagé l'assurance chômage et durci l'accès à la retraite, ils s'attaquent maintenant aux arrêts maladie de la fonction publique. Que vont-ils nous inventer ensuite ? Faire travailler par exemple gratuitement les bénéficiaires du RSA ? Ah non ! cela, c'est déjà fait, pardon.

En revanche, je ne sais pas si tout le monde est au courant ici autour de la table, mais le Gouvernement vient de décider tout simplement de réduire les indemnités chômage sur 30 jours par mois, quelle que soit la durée du mois, ce qui fait qu'au total les chômeurs seront indemnisés sur 360 jours et non plus 365, soit cinq jours de moins par an.

Vous voyez, ils n'ont vraiment aucune limite pour s'attaquer aux conquis sociaux, s'attaquer à celles et ceux qui n'ont que leur travail ou leur pension pour vivre.

Heureusement sur ce choix public de raboter de 10 % l'indemnisation des trois premiers jours de maladie, nous avons le pouvoir de dire non, et c'est ce que vous nous proposez aujourd'hui, Madame la Maire, au nom de la libre administration de notre collectivité, comme quoi, il est tout à fait possible d'utiliser ce droit de libre administration.

Nous nous félicitons évidemment de ce choix et soutenons pleinement cette position.

Refuser cette mesure injuste, c'est un acte de justice, de dignité, de résistance.

Merci Madame la Maire, pour cette initiative que nous voterons avec conviction.

Mme le MAIRE. - Michel Reynaud, nous vous écoutons.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

M. REYNAUD. - Merci Madame la Maire de me donner la parole.

Je voudrais ajouter qu'au-delà de l'inégalité de traitement terrible qu'il y a entre les salariés du secteur privé et les salariés du secteur public, cette mesure est absolument indispensable.

Dans le secteur privé, et pas uniquement dans le cadre des conventions collectives, par la pression des salariés mais aussi souvent par l'intelligence de certains employeurs, le délai de carence de trois jours est annulé.

Autre grosse différence, dans la fonction publique, au-delà d'un certain nombre de jours de maladie, on passe en demi-solde. Dans la plupart des entreprises privées, un système de prévoyance permet au salarié, durant trois ans, de bénéficier de son salaire intégral lorsqu'il est atteint, par exemple, d'un cancer.

Ce sont des choses sur lesquelles le public devrait prendre exemple et permettre à tous les salariés du service public, donc aux fonctionnaires, de bénéficier des mêmes avantages.

Merci Madame la Maire.

Mme le MAIRE. - Merci. Monsieur Haddad, à vous.

M. HADDAD. - Madame la Maire, chers collègues, je m'exprime ici au nom du Groupe Communistes et Citoyens.

Je remercie notre collègue Hélène Cillières pour sa présentation et ses mots. Ils expriment en effet toutes les valeurs d'attachement de notre municipalité au service public en général et au service public communal en particulier.

Le Groupe Communistes et Citoyens exprime ainsi sa profonde opposition avec une mesure qui affecte directement les agents de la fonction publique et, par truchement, la qualité des services publics.

Le taux de remplacement de la rémunération de 90 % du traitement, lors des congés maladie ordinaire, représente une diminution conséquente des droits des agents de la fonction publique.

Ces femmes et ces hommes, qui œuvrent quotidiennement au service du bien public, méritent un soutien et une reconnaissance à la hauteur de leur engagement.

Cette décision a des répercussions humaines mais aussi économiques graves.

Comme le dit fort justement le syndicat CGT, cette pseudo-réforme ne rapporte rien à la Sécu, l'État étant son propre assureur et c'est même l'État qui crée un impôt sur la maladie des salariés.

Cette mesure est ainsi une attaque non seulement contre les agents du service public, mais contre le service public lui-même car cette mesure risque fortement de diminuer l'attractivité d'une fonction publique qui fait déjà face à de nombreuses difficultés de recrutement dans de nombreux secteurs.

Les communes ont besoin de plus de soutien de l'État, pas moins.

Le Groupe Communistes et Citoyens soutient ainsi sans réserve et avec force le maintien du taux de remplacement de la rémunération des agents communaux à 100 % durant les trois premiers mois d'arrêt maladie ordinaire proposé par la délibération que vient de présenter notre collègue Hélène Cillières.

Je vous remercie.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Mme le MAIRE. – Merci.

D'autres collègues souhaitent-ils intervenir ?...

(Non.)

Nous passons au vote.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Merci beaucoup.

Je félicite le Conseil municipal de Bagneux de ce vote unanime. Il s'agit vraiment d'une mesure injuste qui différencie les salariés du public de ceux du privé alors que nous savons déjà que, dans la fonction publique, les salaires sont inférieurs à ceux du privé.

Merci beaucoup de votre vote.

Nous avons deux vœux à discuter.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

25 - VOEU - SOUTIEN DE LA COMMUNE A L'APPEL D'ÉPINAY-SOUS-SENART RELATIF A LA POLITIQUE DE LA VILLE

VOEU DE LA MAJORITE MUNICIPALE POUR LE SOUTIEN DE LA COMMUNE DE BAGNEUX A L'APPEL D'ÉPINAY-SOUS-SENART RELATIF A LA POLITIQUE DE LA VILLE

Mme le MAIRE. – Ce voeu s'appelle appel d'Épinay-sous-Sénart car la réunion a eu lieu dans cette commune. Il a été lancé par les principales associations du bloc communal villes et banlieues, l'association des Maires de France, France Urbaine entre autres, pour défendre la politique de la ville et une politique de la ville qui soit à la hauteur des enjeux.

Cet appel a été solennellement lancé comme en écho à de précédents appels. Je vous rappelle celui de Grigny en 2017 et celui d'Ouillon en 2023, encore plus récemment à Paris en marge du dernier congrès des Maires.

Chaque fois, c'est la même alerte, les quartiers populaires ne peuvent plus être la variable d'ajustement des politiques publiques. Ils ont besoin de reconnaissance, de moyens et, surtout, de constance dans l'engagement de l'État.

Nous partageons une même conviction : les habitants et les habitantes de ces quartiers doivent avoir accès aux mêmes droits et aux mêmes services que partout ailleurs, c'est-à-dire au droit commun, celui qui doit prévaloir sur l'ensemble du territoire national.

Ce principe fondamental est au cœur de notre engagement. Il ne peut exister deux vitesses dans la République, deux niveaux d'accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité ou au logement.

À Bagneux, vous le savez, nous avons trois quartiers qui relèvent de la politique de la ville, deux qui sont à l'échelle communale : celui de l'Abbé Grégoire Mirabeau Lincoln et celui de la Cité des Musiciens Pervenches Colibris, et un quartier intercommunal, celui des Blagis sur le sud de Bagneux avec Bourg-la-Reine, Fontenay-aux-Roses et Sceaux.

Dans ces quartiers maintenus, les indicateurs sociaux sont préoccupants avec une pauvreté plus élevée, un chômage accentué, de nombreuses familles monoparentales, une jeunesse très présente.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Les enjeux d'éducation, d'emploi, de culture et de sports y sont donc cruciaux.

Pourtant, au niveau national, les crédits consacrés à la politique de la ville ont été réduits également pour 2025. Comment peut-on justifier cette baisse quand le nombre de quartiers concernés a augmenté et quand la pauvreté progresse et que les attentes des habitants sont aussi fortes ?

Ce n'est pas de moins de politiques de la ville dont nous avons besoin, mais c'est d'une politique plus ambitieuse, plus transversale et plus cohérente.

Les associations d'élus à l'initiative de cet appel sont unanimes, les inégalités territoriales se creusent et la situation dans les quartiers se dégrade, ce que cet appel d'Epinay demande et que je vous propose de soutenir ce soir, c'est un engagement clair de l'État, d'abord sur un engagement budgétaire pluriannuel à la hauteur des transformations attendues puis une méthode interministérielle claire qui oblige chaque ministère à mesurer l'impact de ses actions sur les quartiers, une exigence de justice territoriale qui garantit à chaque habitant l'accès au droit commun, aux soins, à l'éducation, à la sécurité, à un logement digne et un cadre de vie de qualité et, enfin, un engagement pérenne de l'État sur les enjeux des quartiers de la rénovation urbaine avec des moyens renforcés, y compris via l'appui de financements européens.

La ministre de la ville, Juliette Méadel, a donc annoncé en réponse réunir un comité interministériel des villes avec, je cite : « Des actions concrètes et suivies ».

Alors, évidemment, comment ne pas exprimer notre mécontentement face au report, une nouvelle fois, de cette réunion stratégique ? Ce comité interministériel des villes qui était annoncé comme un moment rare et structurant devait se tenir le 17 avril à Montpellier sous la houlette du Premier Ministre. On nous parle désormais d'imprévus que même le chef du Gouvernement n'aurait pas pu maîtriser.

Résultat, ce rendez-vous est à nouveau reporté au 15 mai. Espérons que cette date va tenir, mais évidemment vous comprendrez que nous pensons important de soutenir cet appel proposé dans tous les Conseils municipaux concernés par des quartiers en politique de la ville.

Je vous remercie.

Je vous passe volontiers la parole.

Mme GABIACHE. - Je prends la parole aujourd'hui au nom du Groupe France Insoumise pour réaffirmer notre soutien à ce vœu.

Nous partageons les préoccupations exprimées quant à la situation budgétaire et financière critique de nos communes et intercommunalités.

Nous sommes particulièrement inquiets face à l'extinction silencieuse de la politique de la ville et du renouvellement urbain, alors que les besoins de transformation de nos quartiers n'ont jamais été aussi importants.

Il est crucial de rappeler que les inégalités territoriales se creusent de manière alarmante et que la situation des quartiers populaires se dégrade.

Nous insistons sur la nécessité de mettre en place une feuille de route interministérielle contraignant chaque ministère à mesurer et à ajuster son intervention en direction de ses territoires avec des objectifs chiffrés de réduction des inégalités des chances.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

L'éducation, l'accès à la culture, le sport et l'emploi sont des leviers essentiels pour l'émancipation citoyenne et l'autonomie.

Nous appelons à garantir la qualité du service public d'éducation dans les quartiers, à aligner la géographie d'éducation populaire sur les zonages des quartiers prioritaires et à soutenir l'initiative locale favorisant l'insertion et l'emploi.

Le renouvellement urbain doit être une priorité, avec une approche globale et ambitieuse, intégrant la mixité sociale et fonctionnelle, la lutte contre la paupérisation des logements et l'amélioration du cadre de vie.

Nous soutenons l'appel à garantir la livraison des projets NPNRU, à renforcer la participation de l'État et à préserver le rôle de l'ANRU.

Enfin, nous rappelons l'urgence d'agir sur les conditions de vie des quartiers, en garantissant l'accès aux soins, en soutenant la mise en accessibilité des logements et des espaces publics, en renforçant l'accompagnement des personnes en situation de précarité**.**

Le Groupe France Insoumise réaffirme son engagement à défendre une politique de la ville ambitieuse et à la hauteur des défis.

Nous appelons à une action forte et coordonnée de l'État et des collectivités pour construire une société plus juste et égalitaire.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres collègues ?

Mme BIDAULT. - Madame la Maire, chers collègues, les ministres ou secrétaires d'État à la ville se succèdent mais les villes populaires voient diminuer comme peau de chagrin les moyens alloués à cette politique publique.

Plus la situation économique et sociale de ces communes se dégrade, plus les besoins augmentent et plus les budgets s'amenuisent.

Comme l'a déclaré Jean-Louis Borloo à ces rencontres d'Epinay : « Tout se déglingue », d'où l'appel lancé, c'est assez inhabituel pour le souligner, par sept associations d'élus.

Tel est le résultat des politiques d'austérité qui sont l'alpha et l'oméga du Gouvernement actuel avec une diminution de près de 10 milliards des financements dédiés aux communes.

Le texte que nous sommes appelés à soutenir le dit clairement : « Nos villes ont besoin de plus de moyens pour les jeunes, pour favoriser l'accès à la culture, au sport, pour développer les dispositifs d'accès à la formation et à l'emploi ». Le logement et la santé sont des enjeux majeurs de la vie quotidienne, ils en pâtissent aussi lourdement.

Comment encourager la rénovation thermique des passoires quand les bailleurs sont privés de soutien ? Comment répondre aux 600 000 personnes en attente d'un logement en Île-de-France sans aide à la pierre et plan ambitieux pour construire ?

Quels moyens pour les projets de renouvellement urbain si nécessaire ?

De même, la réduction de la dépense publique qui affecte particulièrement la politique de la ville a un impact très négatif sur les actions pour relever le défi climatique.

Or, là encore, les quartiers populaires ont des besoins spécifiques en la matière.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Bagneux fait beaucoup sur l'ensemble de ces questions, mais nos trois quartiers en politique de la ville en ont besoin aussi.

La politique de la ville bénéficie d'effets d'annonce, mais derrière les gros titres, ce sont des millions d'habitants qui sont privés de l'action de l'État au bon niveau.

Il est temps d'entendre cet appel et les voix qu'il relaie. L'heure n'est plus aux appels à projet mais à des financements pérennes pour s'inscrire dans la durée. C'est aussi une question d'égalité républicaine.

Pourtant, l'argent existe pour répondre à ces enjeux. Il n'y a que l'embarras du choix entre les 100 Md€ qui partent dans les paradis fiscaux chaque année ou les six milliards consacrés l'année dernière à de nouvelles armes nucléaires.

Le mépris de nos habitants est injuste et insupportable jusqu'au Conseil interministériel des villes qui ne s'est pas tenu depuis octobre 2023 et qui a donc encore été reporté au 15 mai prochain. Décidément, les priorités du Gouvernement sont ailleurs.

Avec mon Groupe Communistes et Citoyens, nous allons donc soutenir ce nouvel appel d'Épinay dans lequel nous nous retrouvons aussi bien dans le constat que dans les exigences qu'il porte.

Merci.

Mme le MAIRE. – Pas d'autres intervenants ? Blodine, nous vous écoutons.

Mme B. Canal. - Bonsoir à tous. Merci Madame le Maire. Ce vœu, très intéressant, nous amène à nous poser question sur ce qui se passe au niveau global. C'est un effondrement, c'est l'impression que nous avons, mondial. Mon exemple est peut-être un peu large mais c'est ce que j'entrevois. Il y a quelques jours, il a été préféré de déplacer une école maternelle parce que des personnes vendaient de la drogue plutôt que d'y faire face et de dire non. Cela m'interpelle.

Avec ce Gouvernement, on se demande si l'État existe encore.

Quand on regarde ce qui se passe au niveau mondial, personnellement, cet appel me prend un peu aux tripes. Cela me rend inquiète pour notre avenir, pour celui de nos enfants.

C'est pour cela que, personnellement, je soutiendrai ce voeu.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Monsieur Rousseau, à vous.

M. ROUSSEAU. - Merci Madame la Maire.

C'est un vœu de votre majorité municipale, mais nous sommes d'accord avec le contenu de ce vœu, d'autant plus que cela inquiète l'ensemble des communes de France, quelles que soient leurs tendances politiques, ainsi que les associations du bloc communal.

Nous nous sommes demandé pourquoi afficher dans ce vœu le lien avec l'appel d'Épinay-sous-Sénart, mais vous nous l'avez dit tout à heure, alors que les associations du bloc communal portent ce vœu. Autant que ce vœu soit bien repris par les grosses associations et pas uniquement par Épinay-sous-Sénart et Bagneux. En tout cas, il est très important de travailler ce point.

Merci d'avoir proposé ce vœu.

M. HOUSNI. - Je vais commencer par dire merci pour ce vœu.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Notre Groupe les Écologistes s'associe pleinement à l'appel lancé par les associations du bloc communal. Cet appel, c'est un cri d'alerte et nous le partageons totalement.

Le budget voté par le Gouvernement Bayrou est une gifle à la transition écologique, mais aussi à la politique de la ville : moins 609 M€. Nous sommes face, alors, à une politique de l'effacement au lieu d'une politique de l'égalité.

Les habitants des quartiers populaires (des quartiers politiques de ville) ne sont pas des citoyens de seconde zone, ils méritent l'égalité réelle, pas des promesses creuses.

Les écologistes voteront le vœu et resteront mobilisés tant que l'État n'assumera pas pleinement ses responsabilités.

Merci encore pour ce vœu.

Mme MOUTAOUKIL. - Rapidement car tout a déjà été dit ou beaucoup pour nous associer, nous aussi, le Groupe Socialistes et Citoyens, à ce vœu d'Épinay-sous-Sénart qui a été porté par un certain nombre d'associations du bloc communal, elles sont nombreuses. Dans ces associations du bloc communal, inutile de dire que toutes les tendances politiques sont réunies. En effet, ce vœu touche aux quartiers politiques de la ville qui nous concerne, vous l'avez rappelé Madame la Maire. Nous en avons trois chez nous où le seuil de pauvreté est important. Nous y avons aussi une jeunesse importante qui rencontre de grosses difficultés.

Ce vœu embrasse quasiment tous les sujets qui nous intéressent sur ces territoires, que ce soit les inégalités territoriales, l'éducation, l'accès à la culture, au sport, à l'emploi, les conditions de vie en bonne santé, la sécurité, évidemment, la mixité sociale et fonctionnelle qui, dans ces quartiers, devrait être plus prégnante que partout ailleurs. Aussi parce que les inégalités sociales sont d'une très grande violence, elles n'ont pas de frontière en vérité : les responsables politiques qui nous gouvernent aujourd'hui pensent peut-être que ne pas s'en inquiéter ou s'en préoccuper peuvent les éloigner de leurs préoccupations, mais cela génère énormément de violence sociale. C'est la raison pour laquelle, unanimement, nous voterons ce vœu en espérant qu'il puisse en effet faire bouger un peu les choses au plus haut niveau.

Je vous remercie.

Mme BIZERAY. - Je souhaite juste revenir sur un point car il a été noté par mes précédents collègues le fait que toutes les tendances politiques sont représentées au sein du bloc communal. Néanmoins, je souhaite revenir sur le fait que, là, il s'agit d'un vœu rendu nécessaire par la situation politique actuelle et une politique de droite menée par le Gouvernement.

Cela me gênait que l'on revienne à plusieurs reprises sur le « toute tendance », car la politique menée au niveau national est une politique de droite. C'est bien pour cela que, malheureusement, les quartiers politiques de la ville sont délaissés.

Mme le MAIRE. - Merci.

D'autres collègues souhaitent-ils s'exprimer ? Madame Kadouci, nous vous écoutons.

Mme KADOUCI. - Bonsoir à tous.

Nous soutenons ce vœu bien évidemment, mais le soutenir, ce n'est pas faire de la politique politicienne, c'est faire de la politique utile avec un sens de la solidarité entre les communes qui vivent les mêmes urgences.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Nous soutenons ce vœu. Je souhaite dire ici que cet engagement ne reste pas symbolique, mais qu'il se traduit, aussi localement, par des actes concrets pour nos quartiers et leurs habitants.

Mme le MAIRE. - D'autres collègues souhaitent-ils intervenir ? Yasmine Boudjenah, à vous.

Mme BOUDJENAH. - Un petit mot pour dire qu'il serait important d'avoir un vote unanime du Conseil municipal ce soir - je pense que c'est tout l'enjeu - même si je respecte ce qu'a dit ma collègue Léa Bizeray. Il est important que nous envoyions ce signal, je représente la ville au sein de l'association Villes & Banlieues qui a été très moteur dans la construction de cet événement d'Épinay-sous-Sénart et cet appel d'Épinay comme elle l'avait été au moment de l'appel de Grigny. C'est une association pluraliste aussi dans l'idée de représenter mais de défendre ardemment et sans naïveté. Je partage le fait que ce sont évidemment des politiques publiques importantes qu'il faut développer et même des choix budgétaires qu'il faut modifier au bout du bout si nous voulons vraiment que soient retenues les exigences très fortes dans cet appel d'Épinay-sous-Sénart.

Je suis dans le WhatsApp de Villes & Banlieues. Nous comptabilisons le nombre d'habitants représentés par les villes même certains départements qui sont, en ce moment, en train d'adopter cet appel d'Épinay-sous-Sénart avec l'idée d'arriver à plus de 6 200 000 habitants qui seraient représentatifs des quartiers politiques de la ville en France.

Le vote de ce soir, en constatant visiblement qu'il sera unanime, est un important signal politique que nous envoyons.

Mme le MAIRE. - Merci.

J'ai compris que nous aurions un vote unanime du Conseil municipal. Je vous en remercie.

M. ROUSSEAU. – Il est écrit : « Vœu de la majorité municipale ». S'il y a unanimité, il faut modifier le libellé.

Mme le MAIRE. - Bien sûr, cela s'appellera : « Vœu du Conseil municipal ».

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Cela s'appelle donc : « Vœu du Conseil municipal ». Nous l'enverrons au Premier ministre et à la ministre politique de la ville.

Merci beaucoup, chers collègues.

26 - VOEU - CONDITIONS DE REUSSITE DE NOS ENFANTS ET OBTENTION D'UN LYCEE AMBITIEUX

VOEU DE LA MAJORITE MUNICIPALE POUR RENFORCER LES CONDITIONS DE REUSSITE DE NOS ENFANTS ET OBTENIR UN LYCEE AMBITIEUX

Mme le MAIRE. - L'éducation est au cœur des priorités de l'action publique de la ville. Vous savez combien nous sommes mobilisés car nous pensons que nos enfants méritent le meilleur. Dans une ville populaire comme Bagneux, nos enfants et nos jeunes ont besoin d'écoles pour apprendre, pour acquérir des repères mais aussi pour se construire et s'épanouir et notre vœu s'inscrit dans cette condition.

Le beau succès de la soirée de vendredi dernier dans cette même salle a montré à quel point elle était partagée par les parents d'élèves et les acteurs de l'Éducation nationale, elle a fait ressortir des préoccupations communes.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Ainsi, à l'image aussi de la très forte mobilisation locale dans nos écoles et dans nos collèges que la municipalité a soutenue, il est essentiel que les enseignants absents puissent être remplacés. Nous avons vécu ces dernières semaines une situation qui n'est tout simplement pas acceptable dans nos établissements scolaires.

Il y a besoin de faire de l'école publique une priorité politique et budgétaire, de rémunérer et de former les personnels à leur juste valeur et les moyens existent. Faut-il encore les mobiliser pour cela.

Grâce au travail de la Doctorante Lise Lécuyer, les collègues vendredi soir ont pu apprécier sa présentation, nous voyons à quel point cette dimension est importante et combien l'évolution en cours de la ville fait aussi bouger les lignes en matière de choix scolaire. La qualité des équipes pédagogiques dans les premier et second degrés y est pour beaucoup, de même, à travers notre partenariat fort avec l'éducation nationale, par le biais de notre haut niveau d'investissement dans les parcours culturels, artistiques et nature. Dans le cadre de nos actions péri extrascolaires, nous contribuons à favoriser la réussite de tous nos enfants.

Notre ambition, vous le savez, passe aussi par l'ouverture d'un lycée d'enseignement général, une demande qui répond à un besoin évident pour la ville la plus jeune du sud des Hauts-de-Seine et une des rares à ne pas avoir de lycée d'enseignement général.

La mobilisation des élus et de la population a permis d'obtenir que la région délibère favorablement en ce sens.

Vous le savez, il y a eu un premier jury de concours d'architectes qui s'est réuni en octobre et un deuxième doit se tenir à la rentrée prochaine, mais nous souhaitons avec ce vœu pouvoir recevoir de la Région l'assurance de l'ouverture de notre lycée à la rentrée 2028, comme l'a annoncée la région Île-de-France. Ce serait évidemment un signal fort pour notre ville pour nos enfants et un encouragement aux parents et familles à fréquenter plus nos établissements publics.

C'est aussi pour cette raison que nous portons l'ambition que ce lycée porte des filières notamment d'enseignement qui tirent vers le haut. Nous avons proposé de donner toute leur place aux matières scientifiques et artistiques, aux langues, aux Bac + 2 que nous réclamons.

Nous l'avons indiqué, vendredi soir, nous souhaitons aussi que notre lycée puisse être conventionné avec Sciences-Po. C'est une demande que nous avons formulée, qui rencontre un écho très favorable des parents d'élèves et de la communauté éducative. Je compte sur vous, chers collègues, pour soutenir le vœu qui vous est présenté ce soir.

Je passe la parole aux collègues qui le souhaitent.

Monsieur Rousseau, je vous en prie.

M. ROUSSEAU. - Merci Madame la Maire.

Sur ce vœu, notre groupe est en phase avec la priorité affichée dans ce vœu. L'éducation de nos enfants à travers l'enseignement public, mais je citerai aussi l'enseignement privé, doit être une priorité gouvernementale.

Pour répondre à ma collègue, je trouve normal que nous participions au financement pour les enfants de la ville de Bagneux dans un lycée privé.

Toutefois, en lisant ce vœu, je me suis posé la question suivante : à qui est-il destiné ? Est-il destiné au Gouvernement, à la région, à l'académie ? C'était un peu flou dans la lecture.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Concernant le lycée, avez-vous des informations précises, récentes sur les engagements avec la région ? De la manière dont est rédigé le vœu, nous avons l'impression que vous avez un doute sur la date d'ouverture à la rentrée 2028.

Je vous remercie.

Mme le MAIRE. - Y a-t-il d'autres collègues ? Léa Bizeray, nous vous écoutons.

Mme BIZERAY. - Au nom du Groupe France Insoumise, je voulais aussi saluer ce vœu et la priorité qui est donnée à l'éducation sur la ville. Ravie que cela se traduise par des mots comme le vœu d'aujourd'hui, mais concrètement aux côtés des mobilisations de parents d'élèves ou des mobilisations d'enseignants et par le fait aussi de mettre en place un financement des activités artistiques et culturelles à destination des élèves.

Mme le MAIRE. - Merci.

D'autres collègues ? Farid Housni.

M. HOUSNI. – Merci, Madame la Maire.

Naturellement, notre Groupe ne peut que saluer ce vœu.

À Bagneux, ville solidaire, écologique, populaire, la réussite de chaque enfant est une priorité. Nous pensons qu'il doit aussi l'être au niveau national.

Nous pensons, d'ailleurs nous sommes presque sûrs, que Bagneux fait sa part. Projets éducatifs ambitieux, soutien aux enseignants, aux familles, aux associations de parents d'élèves et naturellement d'autres projets pour accompagner la réussite des élèves, l'éducation est une priorité politique, mais cela ne suffit plus : les élèves ont besoin de plus de moyens, plus de soutien, plus de justice et cela commence par une chose simple : qu'un professeur absent soit remplacé immédiatement, c'est ce que demandent les parents d'élèves.

Les parents d'élèves, les familles de Bagneux, en février dernier, ont dit : « stop aux absences non remplacées », donc à leur colère, le Gouvernement, Mme Borne ne peuvent pas répondre par le silence.

L'égalité des chances commence à l'école. Faisons donc en sorte que tous les élèves de Bagneux et de France aient les mêmes droits à la réussite.

Les écologistes voteront ce vœu et resteront vigilants.

Mme le MAIRE. - Merci.

Y a-t-il d'autres collègues ? Yasmine Boudjenah.

Mme BOUDJENAH. - Un mot pour répondre en partie à M. Rousseau et au nom du Groupe Communistes et Citoyens pour soutenir ce vœu qui vient s'inscrire dans une démarche municipale bien ancrée : nous n'avons évidemment pas attendu ce vœu pour faire de l'éducation une priorité, une priorité budgétaire, une priorité dans nos actions politiques et de soutien aux parents d'élèves et aux enseignants en particulier, mais c'est bien un vœu qui s'inscrit dans une temporalité, bien au-delà de Bagneux, mais nous nous occupons déjà de ce qui se passe sur le territoire de notre commune.

Monsieur Rousseau, vous n'avez peut-être pas bien lu, c'est bien en faveur du service public de l'éducation, mais vous avez le droit de le voter. C'est bien un vœu qui réaffirme notre soutien plein

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

et entier. Si nous soutenons, c'est parce que nous avons des inquiétudes à l'égard du service public de l'éducation dont la mission fondamentale est de former nos enfants, de former des futurs citoyens.

Nous sommes dans une période où on voit bien que les questions de citoyenneté, de démocratie sont au cœur de l'avenir de notre société. Que le service public de l'éducation, le seul dont la mission est d'accueillir tous les enfants, quelle que soit leur situation particulière, soit mieux armé, en tout cas, ait aujourd'hui les moyens de remplir sa mission, ce qui n'est pas le cas.

On a beaucoup parlé de professeurs absents. J'ai eu l'occasion d'accompagner une délégation de parents d'élèves représentants de l'ensemble de la ville qui ont pu remettre les 2 160 pétitions qu'ils ont fait signer en particulier à l'occasion d'une journée importante menée devant toutes les écoles le 7 février dernier qui a eu un retentissement important.

Nous avons été reçus par l'adjoint de M. le Directeur académique des Hauts-de-Seine et toute une délégation de la Direction académique.

Je crois savoir que, depuis, nous restons très vigilants et très attentifs, mais les annonces qui nous ont été faites ce jour-là d'une attention particulière et d'un renforcement du nombre de remplaçants, ce qu'ils appellent les brigades, sont effectives sur le terrain, même si tous les matins, il faut continuer de s'assurer que cela suffit. Cela ne suffit clairement pas complètement, mais en tout cas, cela montre que la mobilisation des parents, des enseignants et des élus à leurs côtés est utile.

Ce vœu, c'est aussi pour que l'ensemble du Conseil municipal puisse réaffirmer cela ce soir.

Pour vous répondre, Monsieur Rousseau, ce sera évidemment adressé au DASEN, à la ministre Élisabeth Borne.

Ce vœu sera également adressé à la région et au rectorat. Deux mots sur le contenu du lycée, c'est bien auprès du recteur qu'il faut que nous poursuivions nos exigences en termes d'attractivité de ce lycée qui a été largement abordée à l'occasion de la soirée du 4 avril dernier, un lycée attractif proposant une offre scolaire la plus ambitieuse possible.

Quant à la région, nous proposons de lui dire ce soir que certains des enfants de Bagneux aujourd'hui dans les écoles élémentaires. Les familles, à juste titre, se projettent sur leur scolarisation dans ce lycée. Nous avons besoin que le calendrier soit maintenant clairement confirmé, que le processus se poursuive dans de bonnes conditions parce que les capacités d'accueil dans les lycées du bassin continuent d'être peu confortables pour accueillir l'ensemble des enfants et parce que nous voulons de l'ambition pour les enfants, les collégiens actuels de la ville afin qu'ils se projettent dans les études notamment au lycée général.

Or, le fait que le jury, initialement fixé à fin mai, pour décider du projet architectural, ait été reporté à la rentrée, et, normalement, qu'à la rentrée mais nous attendons une date claire, nous fait nous interroger sur le fait que le calendrier soit respecté pour la rentrée 2028, ce que la Région continue d'annoncer officiellement, mais je crois important que notre Conseil municipal continue de porter haut et fort l'exigence d'un lycée à la fois attractif, bien construit et surtout qui arrive le plus vite possible.

Mme MOUTAOUKIL. - Madame la Maire, pour joindre la voix du Groupe Socialistes et Citoyens aux voix qui se sont déjà exprimées pour soutenir avec force et détermination ce vœu qui rappelle, Yasmine Boudjenah vient de le dire, notre priorité aux politiques publiques de

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

l'éducation dans notre ville, je voudrais rappeler que nous sommes une ville qui - et c'est plutôt positif - s'agrandit, reçoit de plus en plus d'habitantes et d'habitants et de jeunes aussi puisque nous sommes, à Bagneux, dans la ville la plus jeune du sud du département avec des besoins extrêmement importants.

La plupart de nos jeunes aujourd'hui doivent aller au lycée à Montrouge ou alentours, mais beaucoup à Montrouge.

Nous sommes une ville de quasiment 43 000 habitants. Nous allons peut-être encore nous agrandir et nous n'avons toujours pas de lycée général sur notre territoire. Il est évidemment absolument temps d'en accueillir un.

Il est vrai que les dernières informations ne sont pas très rassurantes. Il nous faut maintenir notre vigilance et continuer à nous mobiliser pour que ce lycée puisse voir le jour en 2028 comme annoncé.

Nous avons beaucoup parlé de la belle soirée citoyenne sur l'éducation qui nous a mobilisés à la salle des fêtes, le 4 avril dernier. J'ai eu la chance d'être dans un des deux ateliers qui traitaient du lycée général. J'y étais avec notre élu au lycée, Hakim Abdou. Je peux vous dire que l'ambition qu'ont les habitantes et les habitants pour ce futur lycée général est extrêmement importante, les attentes sont fortes.

Nous voulons pouvoir le voir ouvrir aux dates annoncées avec, comme nous l'avons dit, un lycée pas de seconde zone mais un lycée qui pourra vraiment offrir le meilleur avec des filières attractives, une vraie mixité aussi.

Nous avons beaucoup évoqué par exemple la nécessité que ce lycée soit intercommunal. Cela aussi, c'est un combat à mener.

Nous allons tenter de nous battre aussi pour cela. En tout cas, mon Groupe ne pouvait que soutenir ce vœu en espérant qu'il ait, comme le précédent, un effet sur les décisions à venir et en particulier celles de la région.

Merci beaucoup.

Mme le MAIRE. - J'ai compris que ce vœu serait unanime. Je vous remercie.

Je n'ai plus de collègues inscrits.

Merci beaucoup.

➲ ***VOTE : ADOPTE A L'UNANIMITE***

Demain soir, ici même, il y a une réunion publique sur les questions de la santé à laquelle vous êtes toutes et tous conviés ainsi que les habitants.

Nous nous retrouverons - nous nous reverrons avant - pour le prochain Conseil municipal qui aura lieu le 17 juin. Retenez bien cette date.

Je vous souhaite une très bonne soirée et une très bonne nuit.

Au revoir.

(La séance est levée à 22 h 58.)

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_1-DE

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_2-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_2 — **Présentation des indicateurs financiers et de qualité comptable de la Commune**

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_2-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_2

Finances

Indicateurs financiers et qualité comptable de la Commune

Objet : Présentation des indicateurs financiers et de qualité comptable de la Commune

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_2-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-7 et suivants ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant que la Direction générale des finances publiques propose depuis 2024 une synthèse de la qualité des comptes clos des collectivités, qui s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la qualité des comptes locaux et de renforcement du partenariat entre l'ordonnateur, le Conseiller aux décideurs locaux et le comptable ;

Considérant l'intérêt de présenter à l'assemblée délibérante la synthèse de la qualité des comptes du budget principal de la commune établie pour l'année 2024 par la Direction générale des finances publiques ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prend acte de la présentation de la synthèse de la qualité des comptes du budget principal établie au titre de l'année 2024 par la Direction générale des finances publiques.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_3

Adoption du compte de gestion du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2024

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_3

Finances

Compte de gestion afférent à l'exercice 2024 (budget principal de la commune)

Objet : **Adoption du compte de gestion du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2024**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la Commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant qu'après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2024 ainsi que la décision modificative qui s'y rattache, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le comptable public de la Commune accompagné des états de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

Considérant qu'il apparaît après pointage que les opérations effectuées par le comptable public de la Commune au titre de l'exercice 2024 et reprises au compte de gestion correspondent à celles inscrites au compte administratif 2024, et que les résultats sont identiques ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le compte de gestion dressé pour l'exercice 2024 par le comptable public, visé et certifié conforme par l'ordonnateur qui fait ressortir les résultats suivants :

Fonctionnement	Excédent de l'exercice 2024	12 906 024,15 €
Investissement	Excédent de l'exercice 2024	3 981 158,18 €
	TOTAL	16 887 182,33 €

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025 IDENTIFIANT BUDGET 15600
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC MONTROUGE
N° CODIQUE 092109
Date Edition : 10/03/2025
Compte : DEFINITIF

BAGNEUX - COMMUNE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thierry VILBERT
Mme Chantal CAVAUD

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 29/03/2024
DU 02/04/2024 AU 10/03/2025

Population 43874
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 23
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 71

4EME PARTIE : Page des signatures 72

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
S²LO

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	227 048,12
Subventions d'investissement versées	2 673,05	Neutralisations et régularisations	22 191,10
Autres immobilisations incorporelles	2 080,29	Réserves	131 528,22
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	948,63
Terrains	27 819,12	Résultat de l'exercice	12 906,02
Constructions	218 274,78	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	461,65
Réseaux et installations de voirie	80 427,88	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**395 083,75**
Réseaux divers	1 557,62	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	7 887,30	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	**132,36**
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	9 394,71	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	51 280,86	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	47 519,49
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	12 940,49	Dettes financières et autres emprunts	479,31
Immobilisations financières (nettes)	5 088,38	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**47 998,80**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**419 424,48**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 761,58
Stocks		Autres dettes non financières	652,08
Créances	6 133,53	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**9 413,66**
Trésorerie	27 091,50	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**33 225,03**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**57 544,83**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	20,94
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**452 649,51**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**452 649,51**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		4 376 350,78	1 703 302,04	2 673 048,74	2 003 529,75
Autres immobilisations incorporelles		5 337 035,15	3 256 744,96	2 080 290,19	1 723 199,31
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		35 571 704,52	7 752 589,00	27 819 115,52	29 794 553,62
Constructions		219 027 158,18	752 374,77	218 274 783,41	214 047 320,73
Réseaux et installations de voirie		86 167 951,15	5 740 066,77	80 427 884,38	79 207 463,84
Réseaux divers		3 227 547,57	1 669 927,70	1 557 619,87	1 699 163,73
Installations techniques, agencements et matériel		22 503 546,37	14 616 244,07	7 887 302,30	7 876 409,11
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		28 350 782,33	18 956 070,50	9 394 711,83	9 293 106,91
Immobilisations corporelles en cours		51 280 859,02		51 280 859,02	49 244 797,80
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		12 940 488,39		12 940 488,39	12 940 488,39
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		5 088 379,23		5 088 379,23	5 003 179,23
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**473 871 802,69**	**54 447 319,81**	**419 424 482,88**	**412 833 212,42**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		2 771 358,66		2 771 358,66	457 982,96
Créances sur les redevables et comptes rattachés		2 476 513,54	53 332,90	2 423 180,64	5 880 553,74
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					27,05
Créances sur les autres débiteurs		948 386,89	9 400,00	938 986,89	320 681,07
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**6 196 259,09**	**62 732,90**	**6 133 526,19**	**6 659 244,82**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		27 091 499,95		27 091 499,95	22 005 076,37
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**27 091 499,95**		**27 091 499,95**	**22 005 076,37**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		2,00		2,00	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**507 159 563,73**	**54 510 052,71**	**452 649 511,02**	**441 497 533,61**

ETAT : I-2
092109

SGC MONTROUGE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		46 553 828,72	46 553 828,72
Fonds globalisés		76 522 589,11	74 105 006,81
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		959 698,51	783 495,78
Rattachées à un actif non amortissable		103 012 005,15	100 568 403,73
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		22 191 100,17	21 933 779,84
RÉSERVES		131 528 219,22	122 771 977,57
REPORT A NOUVEAU		948 628,71	3 584 635,21
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		12 906 024,15	6 120 235,15
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		461 653,03	461 653,03
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**395 083 746,77**	**376 883 015,84**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES		132 363,00	123 863,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**132 363,00**	**123 863,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		47 519 489,32	51 080 167,88
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		479 313,57	435 447,60
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**47 998 802,89**	**51 515 615,48**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 761 584,89	10 628 884,74
Dettes fiscales et sociales		2 062,27	1 691 110,74
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		193 762,54	
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		2 942,27	885,14
Autres dettes non financières		453 311,22	645 305,85
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**9 413 663,19**	**12 966 186,47**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**57 544 829,08**	**64 605 664,95**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		20 935,17	8 852,82
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**452 649 511,02**	**441 497 533,61**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	12 207,95	
Participations	7 242,43	
Compensations, autres attributions et autres participations	1 491,78	
Dons et legs		
Impôts et taxes	68 275,08	
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	10 208,38	
Produits des cessions d'actifs	1 777,90	
Autres produits de gestion	1 314,72	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	10,60	
Reprises du financement rattaché à un actif	89,61	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	98,06	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**102 716,52**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	19 315,90	
Charges de personnel	44 114,91	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	394,26	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	468,85	
Impôts et taxes	1 547,88	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	4 694,66	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1 520,58	
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	355,39	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**72 412,42**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	15 552,24	
Autres charges	56,46	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**15 608,70**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**14 695,40**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,15**	
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**1 789,52**	
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-1 789,38**	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**12 906,02**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		12 207 951,03		
Participations		7 242 427,00		
Compensations, autres attributions et autres participations		1 491 778,85		
Dons et legs				
Impôts et taxes		68 275 083,87		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		10 208 381,49		
Produits des cessions d'actifs		1 777 896,00		
Autres produits de gestion		1 314 719,56		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		10 600,00		
Reprises du financement rattaché à un actif		89 614,63		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		98 064,99		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**102 716 517,42**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		19 315 896,32		
Charges de personnel		44 114 914,61		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		32 097 184,74		
Dont charges sociales		12 017 729,87		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		394 256,09		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		468 850,72		
Impôts et taxes		1 547 881,53		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		4 694 659,31		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		1 520 575,67		
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		355 385,32		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**72 412 419,57**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		15 552 238,96		
Dont ménages		52 621,00		
Dont personnes morales de droit privé		1 529 620,00		
Dont collectivités territoriales				

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics		13 969 997,96		
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		56 458,35		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**15 608 697,31**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**14 695 400,54**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		147,28		
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**147,28**		
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		1 652 421,18		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières		137 102,49		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**1 789 523,67**		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-1 789 376,39**		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**12 906 024,15**		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-6			197 067,19		197 067,19	
4582-6				197 067,19		197 067,19

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Résultats budgétaires de l'exercice

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	40 889 463,34	100 810 487,70	141 699 951,04
Titres de recette émis (b)	24 731 509,98	107 286 707,99	132 018 217,97
Réductions de titres (c)		4 494 881,95	4 494 881,95
Recettes nettes (d = b - c)	24 731 509,98	102 791 826,04	127 523 336,02
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	40 889 463,34	100 810 487,70	141 699 951,04
Mandats émis (f)	20 838 822,74	99 721 408,00	120 560 230,74
Annulations de mandats (g)	88 470,94	9 835 606,11	9 924 077,05
Dépenses nettes (h = f - g)	20 750 351,80	89 885 801,89	110 636 153,69
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	3 981 158,18	12 906 024,15	16 887 182,33
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	5 487 830,74		3 981 158,18		9 468 988,92
Fonctionnement	9 704 870,36	8 756 241,65	12 906 024,15		13 854 652,86
TOTAL I	**15 192 701,10**	**8 756 241,65**	**16 887 182,33**		**23 323 641,78**
II - Budgets des services à caractère administratif					
15603-ZAC DES PONTS - ZAC DES PONTS					
Investissement	335 919,54				335 919,54
Fonctionnement	-335 034,40				-335 034,40
Sous-Total	**885,14**				**885,14**
TOTAL II	**885,14**				**885,14**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
15602-REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX -					
Investissement					
Fonctionnement			2 261,25		2 261,25
Sous-Total			**2 261,25**		**2 261,25**
TOTAL III			**2 261,25**		**2 261,25**
TOTAL I + II + III	**15 193 586,24**	**8 756 241,65**	**16 889 443,58**		**23 326 788,17**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		2 563 636,41	2 563 636,41
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	6 025 000,00	1 700 000,00	7 725 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	498 000,00	758 140,30	1 256 140,30
204	Subventions d'équipement versées	900 000,00	215 000,00	1 115 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 886 800,00	2 801 359,94	16 688 159,94
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	6 090 600,00	4 463 061,70	10 553 661,70
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS	90 000,00		90 000,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**27 490 400,00**	**12 501 198,35**	**39 991 598,35**
454111	Opération pour compte tiers n° 454111	50 000,00		50 000,00
45816	Opération pour compte tiers n° 45816		197 800,00	197 800,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**50 000,00**	**197 800,00**	**247 800,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**27 540 400,00**	**12 698 998,35**	**40 239 398,35**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	80 000,00	108 064,99	188 064,99
041	Opérations patrimoniales	462 000,00		462 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**542 000,00**	**108 064,99**	**650 064,99**
TOTAL GENERAL		**28 082 400,00**	**12 807 063,34**	**40 889 463,34**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
S²LO
15600 - BAGNEUX - COMMUNE
ETAT - II.3 - Page droite 19

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	2 563 636,41				2 563 636,41
16	7 725 000,00	7 561 575,35		7 561 575,35	163 424,65
20	1 256 140,30	537 885,21		537 885,21	718 255,09
204	1 115 000,00	1 100 000,00		1 100 000,00	15 000,00
21	16 688 159,94	9 107 905,75	88 470,94	9 019 434,81	7 668 725,13
23	10 553 661,70	2 048 785,42		2 048 785,42	8 504 876,28
26	90 000,00	85 200,00		85 200,00	4 800,00
SOUS-TOTAL	**39 991 598,35**	**20 441 351,73**	**88 470,94**	**20 352 880,79**	**19 638 717,56**
454111	50 000,00				50 000,00
45816	197 800,00	197 067,19		197 067,19	732,81
SOUS-TOTAL	**247 800,00**	**197 067,19**		**197 067,19**	**50 732,81**
TOTAL	**40 239 398,35**	**20 638 418,92**	**88 470,94**	**20 549 947,98**	**19 689 450,37**
040	188 064,99	187 679,62		187 679,62	385,37
041	462 000,00	12 724,20		12 724,20	449 275,80
TOTAL	**650 064,99**	**200 403,82**		**200 403,82**	**449 661,17**
TOTAL GENERAL	**40 889 463,34**	**20 838 822,74**	**88 470,94**	**20 750 351,80**	**20 139 111,54**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	1 650 000,00	8 756 241,65	10 406 241,65
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 004 235,00	3 632 350,96	7 636 585,96
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	9 955 465,00	-7 947 051,71	2 008 413,29
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
024	Produits de cessions (recettes)	2 480 000,00	-3 177 896,00	-697 896,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**18 089 700,00**	**1 263 644,90**	**19 353 344,90**
454121	Opération pour compte tiers n° 454121	50 000,00		50 000,00
45826	Opération pour compte tiers n° 45826		197 800,00	197 800,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**50 000,00**	**197 800,00**	**247 800,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**18 139 700,00**	**1 461 444,90**	**19 601 144,90**
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**			
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	4 980 700,00	3 798 826,71	8 779 526,71
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 500 000,00	2 058 960,99	6 558 960,99
041	Opérations patrimoniales	462 000,00		462 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**9 942 700,00**	**5 857 787,70**	**15 800 487,70**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		5 487 830,74	5 487 830,74
TOTAL GENERAL		**28 082 400,00**	**12 807 063,34**	**40 889 463,34**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	10 406 241,65	11 173 823,95		11 173 823,95	-767 582,30
13	7 636 585,96	2 709 418,78		2 709 418,78	4 927 167,18
16	2 008 413,29	4 083 055,56		4 083 055,56	-2 074 642,27
21					
024	-697 896,00				-697 896,00
SOUS-TOTAL	**19 353 344,90**	**17 966 298,29**		**17 966 298,29**	**1 387 046,61**
454121	50 000,00				50 000,00
45826	197 800,00	197 067,19		197 067,19	732,81
SOUS-TOTAL	**247 800,00**	**197 067,19**		**197 067,19**	**50 732,81**
TOTAL	**19 601 144,90**	**18 163 365,48**		**18 163 365,48**	**1 437 779,42**
21					
SOUS-TOTAL					
021	8 779 526,71				8 779 526,71
040	6 558 960,99	6 555 420,30		6 555 420,30	3 540,69
041	462 000,00	12 724,20		12 724,20	449 275,80
TOTAL	**15 800 487,70**	**6 568 144,50**		**6 568 144,50**	**9 232 343,20**
001	5 487 830,74				5 487 830,74
TOTAL GENERAL	**40 889 463,34**	**24 731 509,98**		**24 731 509,98**	**16 157 953,36**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	17 800 000,00	1 602 000,00	19 402 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	46 044 000,00	1 340 000,00	47 384 000,00
014	Atténuations de produits	40 000,00		40 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	17 233 000,00	-733 000,00	16 500 000,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	1 805 000,00	250 000,00	2 055 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	50 000,00		50 000,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	41 000,00		41 000,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**83 013 000,00**	**2 459 000,00**	**85 472 000,00**
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	4 980 700,00	3 798 826,71	8 779 526,71
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 500 000,00	2 058 960,99	6 558 960,99
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**9 480 700,00**	**5 857 787,70**	**15 338 487,70**
TOTAL GENERAL		**92 493 700,00**	**8 316 787,70**	**100 810 487,70**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	19 402 000,00	24 427 560,23	5 837 014,25	18 590 545,98	811 454,02
012	47 384 000,00	48 105 864,90	1 654 066,90	46 451 798,00	932 202,00
014	40 000,00	20 749,77	9 239,95	11 509,82	28 490,18
65	16 500 000,00	18 393 225,71	1 942 467,21	16 450 758,50	49 241,50
66	2 055 000,00	2 162 241,47	372 717,80	1 789 523,67	265 476,33
67	50 000,00	41 145,62	20 100,00	21 045,62	28 954,38
68	41 000,00	15 200,00		15 200,00	25 800,00
TOTAL	**85 472 000,00**	**93 165 987,70**	**9 835 606,11**	**83 330 381,59**	**2 141 618,41**
68					
023	8 779 526,71				8 779 526,71
042	6 558 960,99	6 555 420,30		6 555 420,30	3 540,69
TOTAL	**15 338 487,70**	**6 555 420,30**		**6 555 420,30**	**8 783 067,40**
TOTAL GENERAL	**100 810 487,70**	**99 721 408,00**	**9 835 606,11**	**89 885 801,89**	**10 924 685,81**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	152 000,00		152 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	10 031 200,00	136 700,00	10 167 900,00
73	IMPOTS ET TAXES	18 070 000,00	368 348,00	18 438 348,00
731	Fiscalité locale	46 214 400,00	2 792 269,00	49 006 669,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	17 537 500,00	1 355 141,00	18 892 641,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	403 600,00	829 740,00	1 233 340,00
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS SPECIFIQUES	5 000,00	1 777 896,00	1 782 896,00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS			
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**92 413 700,00**	**7 260 094,00**	**99 673 794,00**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	80 000,00	108 064,99	188 064,99
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**80 000,00**	**108 064,99**	**188 064,99**
002	Résultat de fonctionnement reporté		948 628,71	948 628,71
TOTAL GENERAL		**92 493 700,00**	**8 316 787,70**	**100 810 487,70**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	152 000,00	85 492,82	21 841,30	63 651,52	88 348,48
70	10 167 900,00	11 245 777,19	1 036 953,70	10 208 823,49	-40 923,49
73	18 438 348,00	18 439 242,00	600,00	18 438 642,00	-294,00
731	49 006 669,00	50 168 456,00	320 946,31	49 847 509,69	-840 840,69
74	18 892 641,00	23 992 093,80	3 049 936,92	20 942 156,88	-2 049 515,88
75	1 233 340,00	1 267 801,55	64 504,25	1 203 297,30	30 042,70
76		147,28		147,28	-147,28
77	1 782 896,00	1 889 417,73	99,47	1 889 318,26	-106 422,26
78		10 600,00		10 600,00	-10 600,00
TOTAL	**99 673 794,00**	**107 099 028,37**	**4 494 881,95**	**102 604 146,42**	**-2 930 352,42**
042	188 064,99	187 679,62		187 679,62	385,37
TOTAL	**188 064,99**	**187 679,62**		**187 679,62**	**385,37**
002	948 628,71				948 628,71
TOTAL GENERAL	**100 810 487,70**	**107 286 707,99**	**4 494 881,95**	**102 791 826,04**	**-1 981 338,34**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
S²LO

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	7 522 385,76		7 522 385,76
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 189,59		14 189,59
16818	Autres prêteurs	25 000,00		25 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**7 561 575,35**		**7 561 575,35**
2031	Frais d'études	413 101,79		413 101,79
2051	Concessions et droits similaires	124 783,42		124 783,42
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**537 885,21**		**537 885,21**
20422	Bâtiments et installations	1 100 000,00		1 100 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	**Subventions d'équipement versées**	**1 100 000,00**		**1 100 000,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100 395,04		100 395,04
2128	Autres agencements et aménagements	342 965,55		342 965,55
21311	Bâtiments administratifs	379 625,10	88 466,94	291 158,16
21312	Bâtiments scolaires	2 213 788,22		2 213 788,22
21314	Bâtiments culturels et sportifs	563 199,94		563 199,94
21318	Autres bâtiments publics	1 127 255,32		1 127 255,32
21351	Bâtiments publics	198 639,23		198 639,23
2152	Installations de voirie	1 635 440,01		1 635 440,01
21533	Réseaux câblés	35 019,31		35 019,31
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 516,00		6 516,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	1 070 933,46		1 070 933,46
21611	Biens sous-jacents	3 000,00		3 000,00
21621	Biens sous-jacents	8 380,00		8 380,00
21828	Autres matériels de transport	363 982,91	4,00	363 978,91
21838	Autre matériel informatique	201 152,65		201 152,65
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	93 400,20		93 400,20
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	50 444,92		50 444,92
2188	Autres	713 767,89		713 767,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**9 107 905,75**	**88 470,94**	**9 019 434,81**
2313	Constructions	1 563 538,39		1 563 538,39
2315	Installations, matériel et outillage techniques	485 247,03		485 247,03
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**2 048 785,42**		**2 048 785,42**
261	Titres de participation	85 200,00		85 200,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	**PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS**	**85 200,00**		**85 200,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**20 441 351,73**	**88 470,94**	**20 352 880,79**
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	197 067,19		197 067,19
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**197 067,19**		**197 067,19**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**20 638 418,92**	**88 470,94**	**20 549 947,98**
13911	État et établissements nationaux	24 733,00		24 733,00
13912	Régions	19 094,00		19 094,00
13913	Départements	7 900,00		7 900,00
139141	Communes membres du GFP	3 988,27		3 988,27
139148	Autres communes	5 720,58		5 720,58
139158	Autres groupements	27 733,78		27 733,78
13918	Autres	445,00		445,00
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	98 064,99		98 064,99
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**187 679,62**		**187 679,62**
21318	Autres bâtiments publics	12 724,20		12 724,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**12 724,20**		**12 724,20**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**200 403,82**		**200 403,82**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**20 838 822,74**	**88 470,94**	**20 750 351,80**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	1 951 853,63		1 951 853,63
10226	Taxe d'aménagement	465 728,67		465 728,67
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 756 241,65		8 756 241,65
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**11 173 823,95**		**11 173 823,95**
1311	État et établissements nationaux	34 416,50		34 416,50
1313	Départements	46 848,60		46 848,60
13158	Autres groupements	184 552,26		184 552,26
1321	État et établissements nationaux	24 158,06		24 158,06
1322	Régions	579 164,60		579 164,60
1323	Départements	1 360 355,16		1 360 355,16
1328	Autres	182 342,60		182 342,60
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	297 581,00		297 581,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**2 709 418,78**		**2 709 418,78**
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00		4 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	555,56		555,56
1676	Dettes envers locataires-acquéreurs	7 500,00		7 500,00
16818	Autres prêteurs	75 000,00		75 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**4 083 055,56**		**4 083 055,56**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**17 966 298,29**		**17 966 298,29**
4582	Opération pour compte de tiers n° 4582	197 067,19		197 067,19
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**197 067,19**		**197 067,19**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**18 163 365,48**		**18 163 365,48**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	355 385,32		355 385,32
2115	Terrains bâtis	1 520 575,67		1 520 575,67
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	15 017,88		15 017,88
28031	Frais d'études	7 505,07		7 505,07
28041512	Bâtiments et installations	95 457,14		95 457,14
280415321	Biens mobiliers, matériel et études	1 800,00		1 800,00
280415322	Bâtiments et installations	22 629,93		22 629,93
280421	Biens mobiliers, matériel et études	48 700,00		48 700,00
280422	Bâtiments et installations	261 893,94		261 893,94
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	158 271,38		158 271,38
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	66 929,21		66 929,21
28128	Autres agencements et aménagements	831 293,81		831 293,81
281318	Autres bâtiments publics	172,80		172,80
281351	Bâtiments publics	179 129,59		179 129,59

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28151	Réseaux de voirie	132 883,77		132 883,77
28152	Installations de voirie	282 135,70		282 135,70
281533	Réseaux câblés	126 844,96		126 844,96
281534	Réseaux d'électrification	92,64		92,64
281538	Autres réseaux	49 625,57		49 625,57
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	5 045,49		5 045,49
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	3 137,34		3 137,34
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	1 058 373,44		1 058 373,44
281828	Autres matériels de transport	241 515,31		241 515,31
281838	Autre matériel informatique	326 923,90		326 923,90
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	2 412,00		2 412,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	240 294,49		240 294,49
28188	Autres	521 373,95		521 373,95
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**6 555 420,30**		**6 555 420,30**
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	12 724,20		12 724,20
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**12 724,20**		**12 724,20**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**6 568 144,50**		**6 568 144,50**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**24 731 509,98**		**24 731 509,98**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	4 636 364,46	1 184 553,58	3 451 810,88
60611	Eau et assainissement	405 522,12	85 009,43	320 512,69
60612	Énergie - Électricité	2 665 911,51	521 311,17	2 144 600,34
60613	Chauffage urbain	566 643,89	158 323,31	408 320,58
60621	Combustibles	1 175,64	1 071,89	103,75
60622	Carburants	147 634,07	19 349,77	128 284,30
60623	Alimentation	3 697 701,74	600 758,01	3 096 943,73
60628	Autres fournitures non stockées	347 132,48	76 892,28	270 240,20
60631	Fournitures d'entretien	238 563,99	74 371,52	164 192,47
60632	Fournitures de petit équipement	867 552,86	315 217,52	552 335,34
60633	Fournitures de voirie	39 001,62	3 024,00	35 977,62
60636	Habillement et Vêtements de travail	139 341,18	43 080,29	96 260,89
6064	Fournitures administratives	42 009,68	5 881,74	36 127,94
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	55 927,95	2 286,07	53 641,88
60661	Médicaments	3 883,53		3 883,53
60662	Vaccins et sérums	73 553,76	395,63	73 158,13
60668	Autres produits pharmaceutiques	82 175,97	73 298,42	8 877,55
6067	Fournitures scolaires	237 683,47	7 157,64	230 525,83
6068	Autres matières et fournitures.	113 871,00	47 918,84	65 952,16
6132	Locations immobilières	246 649,14	22 397,58	224 251,56
61351	Matériel roulant	67 303,09	8 946,20	58 356,89
61358	Autres	380 425,43	105 642,50	274 782,93
614	Charges locatives et de copropriété	275 994,09	175 630,63	100 363,46
61521	Terrains	955 371,79	179 418,74	775 953,05
615221	Bâtiments publics	1 231 494,59	446 700,72	784 793,87
615231	Voiries	750 499,54	254 705,06	495 794,48
615232	Réseaux	23 707,80	5 148,00	18 559,80
61551	Matériel roulant	100 152,46	35 116,52	65 035,94
61558	Autres biens mobiliers	450 587,82	116 960,54	333 627,28
6156	Maintenance	1 134 061,83	212 575,34	921 486,49
6161	Multirisques	178 382,73	5 400,00	172 982,73
617	Études et recherches	270 491,31	186 319,08	84 172,23
6182	Documentation générale et technique	65 669,54	13 945,74	51 723,80
6184	Versements à des organismes de formation	222 237,49	114 476,39	107 761,10
6185	Frais de colloques et séminaires	1 885,00	1 675,00	210,00
6188	Autres frais divers	22 704,98	2 573,60	20 131,38

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	114,62		114,62
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	74,00		74,00
62268	Autres honoraires, conseils...	67 457,59	34 394,67	33 062,92
6227	Frais d'actes et de contentieux	119 089,80	37 354,78	81 735,02
6228	Divers	900 000,00		900 000,00
6231	Annonces et insertions	94 669,01	2 958,12	91 710,89
6232	Fêtes et cérémonies	88 574,01	27 010,24	61 563,77
6234	Réceptions	1 051,92		1 051,92
6236	Catalogues et imprimés	7 449,60		7 449,60
6238	Divers	343 496,57	115 831,85	227 664,72
6241	Transports de biens	1 350,00	1 158,00	192,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	694 604,87	175 229,43	519 375,44
6247	Transports collectifs du personnel	412,00	412,00	
6248	Divers	13 006,84	3 241,74	9 765,10
6251	Voyages, déplacements et missions	72 910,49	30 181,12	42 729,37
6261	Frais d'affranchissement	100 580,69	27 411,70	73 168,99
6262	Frais de télécommunications	116 148,06	1 170,61	114 977,45
627	Services bancaires et assimilés.	10 164,92		10 164,92
6281	Concours divers (cotisations...)	44 062,89	2 250,00	41 812,89
6283	Frais de nettoyage des locaux	514 015,54	179 367,38	334 648,16
62878	A des tiers	243 851,25	71 954,31	171 896,94
6288	Autres	10 927,20		10 927,20
63512	Taxes foncières	216 241,00		216 241,00
63513	Autres impôts locaux	2 850,00	914,00	1 936,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	43,76		43,76
6358	Autres droits	11,20		11,20
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	25 132,85	18 641,55	6 491,30
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**24 427 560,23**	**5 837 014,25**	**18 590 545,98**
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	48 581,25	45 511,25	3 070,00
6218	Autre personnel extérieur	2 290 201,13	1 343 197,53	947 003,60
6331	Versement mobilité	831 406,22		831 406,22
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	99 716,53		99 716,53
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	392 035,52		392 035,52
64111	Rémunération principale	15 026 929,50		15 026 929,50
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	687 075,54		687 075,54
64113	NBI	131 755,65		131 755,65

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
S²LO

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64118	Autres indemnités.	3 924 901,56	60 000,00	3 864 901,56
64121	Rémunération principale	658 358,46		658 358,46
64128	Autres indemnités	166 370,44		166 370,44
64131	Rémunérations	6 689 580,43	54 638,18	6 634 942,25
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	329 137,98		329 137,98
64138	Primes et autres indemnités	1 399 093,02		1 399 093,02
6414	Personnel rémunéré à la vacation	3 035 504,13		3 035 504,13
6417	Rémunérations des apprentis	80 749,02		80 749,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 086 042,34	110 000,00	5 976 042,34
6453	Cotisations aux caisses de retraite	5 276 243,77		5 276 243,77
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	27 440,55		27 440,55
6455	Cotisations pour assurance du personnel	179 091,72		179 091,72
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	67 380,97		67 380,97
64731	Versées directement	511 413,88	20 000,00	491 413,88
6475	Médecine du travail, pharmacie	17 147,46	16 719,94	427,52
6478	Autres charges sociales diverses	1 600,00	1 600,00	
6488	Autres	148 107,83	2 400,00	145 707,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**48 105 864,90**	**1 654 066,90**	**46 451 798,00**
703894	Reversements sur forfait de post-stationnement	442,00		442,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	20 307,77	9 239,95	11 067,82
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**20 749,77**	**9 239,95**	**11 509,82**
65131	Bourses	68 620,00	16 048,00	52 572,00
65132	Prix	49,00		49,00
65311	Indemnités de fonction	338 078,62		338 078,62
65312	Frais de mission et de déplacement	2 342,77	396,00	1 946,77
65313	Cotisations de retraite	29 098,67		29 098,67
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	14 005,95		14 005,95
65315	Formation	5 052,00	3 000,00	2 052,00
65316	Frais de représentation du maire	8 127,96		8 127,96
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	946,12		946,12
6541	Créances admises en non-valeur	49 986,25	80,89	49 905,36
6542	Créances éteintes	96 975,57	2 398,77	94 576,80
65561	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)	13 330 500,33	1 374 940,37	11 955 559,96
65568	Autres contributions	164 048,53	107 590,18	56 458,35
657363	CCAS/CIAS	2 014 438,00		2 014 438,00
65748	Autres personnes de droit privé	1 753 561,00	223 941,00	1 529 620,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	120,00		120,00
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	225 415,55	210 272,00	15 143,55
6584	Amendes fiscales et pénales	17 580,00	2 000,00	15 580,00
65888	Autres	274 279,39	1 800,00	272 479,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**18 393 225,71**	**1 942 467,21**	**16 450 758,50**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 690 713,98		1 690 713,98
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	334 425,00	372 717,80	-38 292,80
6681	Indemnités pour remboursement anticipé d'emprunt à risques	137 102,49		137 102,49
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**2 162 241,47**	**372 717,80**	**1 789 523,67**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	41 145,62	20 100,00	21 045,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**41 145,62**	**20 100,00**	**21 045,62**
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	10 500,00		10 500,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	4 700,00		4 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS**	**15 200,00**		**15 200,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**93 165 987,70**	**9 835 606,11**	**83 330 381,59**
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 520 575,67		1 520 575,67
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	355 385,32		355 385,32
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	4 679 459,31		4 679 459,31
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**6 555 420,30**		**6 555 420,30**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**6 555 420,30**		**6 555 420,30**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**99 721 408,00**	**9 835 606,11**	**89 885 801,89**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	85 181,94	21 841,30	63 340,64
6479	Remboursements sur autres charges sociales	310,88		310,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**85 492,82**	**21 841,30**	**63 651,52**
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	71 067,00	7 358,00	63 709,00
70312	Redevances funéraires	383,00		383,00
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	326 344,07	232 690,50	93 653,57
70323	Redevance d'occupation du domaine public	252 673,30	8 500,65	244 172,65
70383	Redevance de stationnement	900 000,00		900 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	1 428 461,72	110 000,00	1 318 461,72
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	15 498,60		15 498,60
70631	A caractère sportif	87 101,75	1 306,75	85 795,00
70632	A caractère de loisirs	91 647,79	2 315,50	89 332,29
7066	Redevances et droits des services à caractère social	2 322 949,38	77 127,80	2 245 821,58
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	4 559 781,25	324 470,06	4 235 311,19
706888	Autres	28 234,23	752,00	27 482,23
7082	Commissions	15 886,74		15 886,74
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	85 715,00	12 000,00	73 715,00
70841	à la collectivité de rattachement	12 000,00		12 000,00
70848	aux autres organismes	580 568,30	122 924,72	457 643,58
70873	par le CCAS/CIAS	349 786,03	126 333,33	223 452,70
70876	par le GFP de rattachement	1 500,00	500,00	1 000,00
70878	par des tiers	116 179,03	10 674,39	105 504,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**11 245 777,19**	**1 036 953,70**	**10 208 823,49**
73211	Attribution de compensation	14 370 294,00		14 370 294,00
73331	Communes (FSRIF)	4 068 948,00	600,00	4 068 348,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**IMPOTS ET TAXES**	**18 439 242,00**	**600,00**	**18 438 642,00**
73111	Impôts directs locaux	48 228 374,00		48 228 374,00
73118	Autres contributions directes	1 301,00		1 301,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	966 316,00		966 316,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	700 637,82	272 757,00	427 880,82
73154	Droits de place	13 002,00	6 374,00	6 628,00
731721	Taxe de séjour	142 177,39	41 815,31	100 362,08
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	56,00		56,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	95 846,79		95 846,79
7318	Autres	20 745,00		20 745,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**50 168 456,00**	**320 946,31**	**49 847 509,69**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
74111	Dotation forfaitaire des communes	5 210 234,00		5 210 234,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	6 657 477,00		6 657 477,00
744	FCTVA	249 606,03		249 606,03
74611	DGD	90 634,00		90 634,00
74718	Autres	577 667,92	56 319,96	521 347,96
7472	Régions	56 808,00	40 904,00	15 904,00
7473	Départements	745 008,64	188 224,11	556 784,53
74748	Autres communes	57 438,91	36 815,32	20 623,59
74758	Autres groupements	70 917,50		70 917,50
7476	Sécurité sociale et organismes mutualistes	20 000,00	20 000,00	
747888	Autres	8 695 493,95	2 638 644,53	6 056 849,42
7482	Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière	2 199,00		2 199,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	1 409 855,00	69 029,00	1 340 826,00
74836	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	74 465,85		74 465,85
7484	Dotation de recensement	7 790,00		7 790,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	66 498,00		66 498,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**23 992 093,80**	**3 049 936,92**	**20 942 156,88**
752	Revenus des immeubles	348 618,62	47 014,25	301 604,37
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	5 394,91		5 394,91
75886	Gains de change sur créances et dettes non financières	13 800,00	13 800,00	
75888	Autres	899 988,02	3 690,00	896 298,02
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**1 267 801,55**	**64 504,25**	**1 203 297,30**
761	Produits de participations	147,28		147,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**PRODUITS FINANCIERS**	**147,28**		**147,28**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	111 521,73	99,47	111 422,26
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 777 896,00		1 777 896,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**1 889 417,73**	**99,47**	**1 889 318,26**
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	2 000,00		2 000,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	8 600,00		8 600,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS**	**10 600,00**		**10 600,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**107 099 028,37**	**4 494 881,95**	**102 604 146,42**
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	98 064,99		98 064,99
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	89 614,63		89 614,63
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**187 679,62**		**187 679,62**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**187 679,62**		**187 679,62**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**107 286 707,99**	**4 494 881,95**	**102 791 826,04**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		45 491 103,14						45 491 103,14		45 491 103,14
10222	F.C.T.V.A.		48 915 574,26				1 951 853,63		50 867 427,89		50 867 427,89
10226	Taxe d'aménagement		5 200 493,53				465 728,67		5 666 222,20		5 666 222,20
10228	Autres fonds d'investissement		19 988 939,02						19 988 939,02		19 988 939,02
1022	**Sous Total compte 1022**		**74 105 006,81**				**2 417 582,30**		**76 522 589,11**		**76 522 589,11**
10251	Dons et legs en capital		1 062 725,58						1 062 725,58		1 062 725,58
1025	**Sous Total compte 1025**		**1 062 725,58**						**1 062 725,58**		**1 062 725,58**
102	**Sous Total compte 102**		**120 658 835,53**				**2 417 582,30**		**123 076 417,83**		**123 076 417,83**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		122 771 977,57				8 756 241,65		131 528 219,22		131 528 219,22
106	**Sous Total compte 106**		**122 771 977,57**				**8 756 241,65**		**131 528 219,22**		**131 528 219,22**
10	**Sous Total compte 10**		**243 430 813,10**				**11 173 823,95**		**254 604 637,05**		**254 604 637,05**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		3 584 635,21	8 756 241,65	6 120 235,15			8 756 241,65	9 704 870,36		948 628,71
11	**Sous Total compte 11**		**3 584 635,21**	**8 756 241,65**	**6 120 235,15**			**8 756 241,65**	**9 704 870,36**		**948 628,71**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		6 120 235,15	6 120 235,15				6 120 235,15	6 120 235,15		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**6 120 235,15**	**6 120 235,15**				**6 120 235,15**	**6 120 235,15**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		351 648,00	10 000,00			34 416,50	10 000,00	386 064,50		376 064,50
1312	Régions		244 067,00						244 067,00		244 067,00
1313	Départements		108 761,58				46 848,60		155 610,18		155 610,18
13141	Communes membres du GFP		27 916,27	27 916,27				27 916,27	27 916,27		0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13148	Autres communes		50 943,49	12 728,58				12 728,58	50 943,49		38 214,91
1314	**Sous Total compte 1314**		**78 859,76**	**40 644,85**				**40 644,85**	**78 859,76**		**38 214,91**
13158	Autres groupements		175 647,68	11 935,78			184 552,26	11 935,78	360 199,94		348 264,16
1315	**Sous Total compte 1315**		**175 647,68**	**11 935,78**			**184 552,26**	**11 935,78**	**360 199,94**		**348 264,16**
1318	Autres		6 691,76						6 691,76		6 691,76
131	**Sous Total compte 131**		**965 675,78**	**62 580,63**			**265 817,36**	**62 580,63**	**1 231 493,14**		**1 168 912,51**
1321	État et établissements nationaux		17 417 658,74				24 158,06		17 441 816,80		17 441 816,80
1322	Régions		9 545 798,03				579 164,60		10 124 962,63		10 124 962,63
1323	Départements		40 277 712,98				1 360 355,16		41 638 068,14		41 638 068,14
13241	Communes membres du GFP		213 879,87						213 879,87		213 879,87
13248	Autres communes		5 798 715,14						5 798 715,14		5 798 715,14
1324	**Sous Total compte 1324**		**6 012 595,01**						**6 012 595,01**		**6 012 595,01**
13251	GFP de rattachement		1 388 692,36						1 388 692,36		1 388 692,36
13258	Autres groupements		2 189 125,03						2 189 125,03		2 189 125,03
1325	**Sous Total compte 1325**		**3 577 817,39**						**3 577 817,39**		**3 577 817,39**
1328	Autres		21 235 685,64				182 342,60		21 418 028,24		21 418 028,24
132	**Sous Total compte 132**		**98 067 267,79**				**2 146 020,42**		**100 213 288,21**		**100 213 288,21**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		1 363 998,38				297 581,00		1 661 579,38		1 661 579,38
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		1 096 860,08						1 096 860,08		1 096 860,08

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1346	**Sous Total compte 1346**		**1 096 860,08**						**1 096 860,08**		**1 096 860,08**
134	**Sous Total compte 134**		**2 460 858,46**				**297 581,00**		**2 758 439,46**		**2 758 439,46**
1384	Communes		6 586,25						6 586,25		6 586,25
1388	Autres		33 691,23						33 691,23		33 691,23
138	**Sous Total compte 138**		**40 277,48**						**40 277,48**		**40 277,48**
13911	État et établissements nationaux	40 262,00			10 000,00	24 733,00		64 995,00	10 000,00	54 995,00	
13912	Régions	48 590,00				19 094,00		67 684,00		67 684,00	
13913	Départements	20 163,00				7 900,00		28 063,00		28 063,00	
139141	Communes membres du GFP	23 928,00			27 916,27	3 988,27		27 916,27	27 916,27		0,00
139148	Autres communes	22 434,00			12 728,58	5 720,58		28 154,58	12 728,58	15 426,00	
13914	**Sous Total compte 13914**	**46 362,00**			**40 644,85**	**9 708,85**		**56 070,85**	**40 644,85**	**15 426,00**	
139158	Autres groupements	22 798,00			11 935,78	27 733,78		50 531,78	11 935,78	38 596,00	
13915	**Sous Total compte 13915**	**22 798,00**			**11 935,78**	**27 733,78**		**50 531,78**	**11 935,78**	**38 596,00**	
13918	Autres	4 005,00				445,00		4 450,00		4 450,00	
1391	**Sous Total compte 1391**	**182 180,00**			**62 580,63**	**89 614,63**		**271 794,63**	**62 580,63**	**209 214,00**	
139	**Sous Total compte 139**	**182 180,00**			**62 580,63**	**89 614,63**		**271 794,63**	**62 580,63**	**209 214,00**	
13	**Sous Total compte 13**	**182 180,00**	**101 534 079,51**	**62 580,63**	**62 580,63**	**89 614,63**	**2 709 418,78**	**334 375,26**	**104 306 078,92**		**103 971 703,66**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (		123 863,00	2 000,00	10 500,00			2 000,00	134 363,00		132 363,00
1511	**Sous Total compte 1511**		**123 863,00**	**2 000,00**	**10 500,00**			**2 000,00**	**134 363,00**		**132 363,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
151	**Sous Total compte 151**		**123 863,00**	**2 000,00**	**10 500,00**			**2 000,00**	**134 363,00**		**132 363,00**
15	**Sous Total compte 15**		**123 863,00**	**2 000,00**	**10 500,00**			**2 000,00**	**134 363,00**		**132 363,00**
1641	Emprunts en euros		50 707 450,08			7 522 385,76	4 000 000,00	7 522 385,76	54 707 450,08		47 185 064,32
164	**Sous Total compte 164**		**50 707 450,08**			**7 522 385,76**	**4 000 000,00**	**7 522 385,76**	**54 707 450,08**		**47 185 064,32**
165	Dépôts et cautionnements reçus		15 847,60			14 189,59	555,56	14 189,59	16 403,16		2 213,57
1676	Dettes envers locataires-acquéreurs		20 000,00				7 500,00		27 500,00		27 500,00
167	**Sous Total compte 167**		**20 000,00**				**7 500,00**		**27 500,00**		**27 500,00**
16818	Autres prêteurs		399 600,00			25 000,00	75 000,00	25 000,00	474 600,00		449 600,00
1681	**Sous Total compte 1681**		**399 600,00**			**25 000,00**	**75 000,00**	**25 000,00**	**474 600,00**		**449 600,00**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		372 717,80	372 717,80	334 425,00			372 717,80	707 142,80		334 425,00
1688	**Sous Total compte 1688**		**372 717,80**	**372 717,80**	**334 425,00**			**372 717,80**	**707 142,80**		**334 425,00**
168	**Sous Total compte 168**		**772 317,80**	**372 717,80**	**334 425,00**	**25 000,00**	**75 000,00**	**397 717,80**	**1 181 742,80**		**784 025,00**
16	**Sous Total compte 16**		**51 515 615,48**	**372 717,80**	**334 425,00**	**7 561 575,35**	**4 083 055,56**	**7 934 293,15**	**55 933 096,04**		**47 998 802,89**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		22 918 496,79			98 064,99	355 385,32	98 064,99	23 273 882,11		23 175 817,12
193	Autres neutralisations et régularisation	984 716,95						984 716,95		984 716,95	
19	**Sous Total compte 19**	**984 716,95**	**22 918 496,79**			**98 064,99**	**355 385,32**	**1 082 781,94**	**23 273 882,11**		**22 191 100,17**
	Total classe 1	**1 166 896,95**	**429 227 738,24**	**15 313 775,23**	**6 527 740,78**	**7 749 254,97**	**18 321 683,61**	**24 229 927,15**	**454 077 162,63**	**1 193 930,95**	**431 041 166,43**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	182 357,01						182 357,01		182 357,01	
2031	Frais d'études	1 294 913,02				413 101,79		1 708 014,81		1 708 014,81	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2033	Frais d'insertion	6 906,24						6 906,24		6 906,24	
203	**Sous Total compte 203**	**1 301 819,26**				**413 101,79**		**1 714 921,05**		**1 714 921,05**	
2041512	Bâtiments et installations	1 431 857,08						1 431 857,08		1 431 857,08	
204151	**Sous Total compte 204151**	**1 431 857,08**						**1 431 857,08**		**1 431 857,08**	
20415321	Biens mobiliers, matériel et études	27 000,00						27 000,00		27 000,00	
20415322	Bâtiments et installations	339 449,00						339 449,00		339 449,00	
2041532	**Sous Total compte 2041532**	**366 449,00**						**366 449,00**		**366 449,00**	
204153	**Sous Total compte 204153**	**366 449,00**						**366 449,00**		**366 449,00**	
20415	**Sous Total compte 20415**	**1 798 306,08**						**1 798 306,08**		**1 798 306,08**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**1 798 306,08**						**1 798 306,08**		**1 798 306,08**	
20421	Biens mobiliers, matériel et études	243 500,00						243 500,00		243 500,00	
20422	Bâtiments et installations	1 234 544,70				1 100 000,00		2 334 544,70		2 334 544,70	
2042	**Sous Total compte 2042**	**1 478 044,70**				**1 100 000,00**		**2 578 044,70**		**2 578 044,70**	
204	**Sous Total compte 204**	**3 276 350,78**				**1 100 000,00**		**4 376 350,78**		**4 376 350,78**	
2051	Concessions et droits similaires	3 306 691,50				124 783,42		3 431 474,92		3 431 474,92	
205	**Sous Total compte 205**	**3 306 691,50**				**124 783,42**		**3 431 474,92**		**3 431 474,92**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	8 282,17						8 282,17		8 282,17	
208	**Sous Total compte 208**	**8 282,17**						**8 282,17**		**8 282,17**	
20	**Sous Total compte 20**	**8 075 500,72**				**1 637 885,21**		**9 713 385,93**		**9 713 385,93**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2111	Terrains nus	2 490 859,81						2 490 859,81		2 490 859,81	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 215 505,41						1 215 505,41		1 215 505,41	
2115	Terrains bâtis	14 869 462,03					1 520 575,67	14 869 462,03	1 520 575,67	13 348 886,36	
211	**Sous Total compte 211**	**18 575 827,25**					**1 520 575,67**	**18 575 827,25**	**1 520 575,67**	**17 055 251,58**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	750 530,52				100 395,04		850 925,56		850 925,56	
2128	Autres agencements et aménagements	17 322 561,83				342 965,55		17 665 527,38		17 665 527,38	
212	**Sous Total compte 212**	**18 073 092,35**				**443 360,59**		**18 516 452,94**		**18 516 452,94**	
21311	Bâtiments administratifs	14 399 326,03				379 625,10	88 466,94	14 778 951,13	88 466,94	14 690 484,19	
21312	Bâtiments scolaires	53 463 976,65				2 213 788,22		55 677 764,87		55 677 764,87	
21314	Bâtiments culturels et sportifs					563 199,94		563 199,94		563 199,94	
21316	Équipements du cimetière	388 513,19						388 513,19		388 513,19	
21318	Autres bâtiments publics	137 733 967,86				1 139 979,52		138 873 947,38		138 873 947,38	
2131	**Sous Total compte 2131**	**205 985 783,73**				**4 296 592,78**	**88 466,94**	**210 282 376,51**	**88 466,94**	**210 193 909,57**	
21351	Bâtiments publics	3 667 715,25				198 639,23		3 866 354,48		3 866 354,48	
2135	**Sous Total compte 2135**	**3 667 715,25**				**198 639,23**		**3 866 354,48**		**3 866 354,48**	
2138	Autres constructions	4 966 894,13						4 966 894,13		4 966 894,13	
213	**Sous Total compte 213**	**214 620 393,11**				**4 495 232,01**	**88 466,94**	**219 115 625,12**	**88 466,94**	**219 027 158,18**	
2151	Réseaux de voirie	37 080 112,73						37 080 112,73		37 080 112,73	
2152	Installations de voirie	47 452 398,41				1 635 440,01		49 087 838,42		49 087 838,42	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21533	Réseaux câblés	2 093 564,95				35 019,31		2 128 584,26		2 128 584,26	
21534	Réseaux d'électrification	59 577,75						59 577,75		59 577,75	
21538	Autres réseaux	1 035 574,94						1 035 574,94		1 035 574,94	
2153	**Sous Total compte 2153**	**3 188 717,64**				**35 019,31**		**3 223 736,95**		**3 223 736,95**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	163 802,89						163 802,89		163 802,89	
2156	**Sous Total compte 2156**	**163 802,89**						**163 802,89**		**163 802,89**	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	170 423,40				6 516,00		176 939,40		176 939,40	
21573	**Sous Total compte 21573**	**170 423,40**				**6 516,00**		**176 939,40**		**176 939,40**	
2157	**Sous Total compte 2157**	**170 423,40**				**6 516,00**		**176 939,40**		**176 939,40**	
2158	Autres installations, matériel et outill	21 091 870,62				1 070 933,46		22 162 804,08		22 162 804,08	
215	**Sous Total compte 215**	**109 147 325,69**				**2 747 908,78**		**111 895 234,47**		**111 895 234,47**	
21611	Biens sous-jacents					3 000,00		3 000,00		3 000,00	
2161	**Sous Total compte 2161**					**3 000,00**		**3 000,00**		**3 000,00**	
21621	Biens sous-jacents	330 443,84				8 380,00		338 823,84		338 823,84	
2162	**Sous Total compte 2162**	**330 443,84**				**8 380,00**		**338 823,84**		**338 823,84**	
216	**Sous Total compte 216**	**330 443,84**				**11 380,00**		**341 823,84**		**341 823,84**	
217538	Autres réseaux	3 810,62						3 810,62		3 810,62	
21753	**Sous Total compte 21753**	**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**	
2175	**Sous Total compte 2175**	**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
217	**Sous Total compte 217**	**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**	
21828	Autres matériels de transport	5 740 186,32			23 232,88	363 982,91	4,00	6 104 169,23	23 236,88	6 080 932,35	
2182	**Sous Total compte 2182**	**5 740 186,32**			**23 232,88**	**363 982,91**	**4,00**	**6 104 169,23**	**23 236,88**	**6 080 932,35**	
21838	Autre matériel informatique	5 477 620,42				201 152,65		5 678 773,07		5 678 773,07	
2183	**Sous Total compte 2183**	**5 477 620,42**				**201 152,65**		**5 678 773,07**		**5 678 773,07**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires					93 400,20		93 400,20		93 400,20	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	7 341 830,26			0,58	50 444,92		7 392 275,18	0,58	7 392 274,60	
2184	**Sous Total compte 2184**	**7 341 830,26**			**0,58**	**143 845,12**		**7 485 675,38**	**0,58**	**7 485 674,80**	
2188	Autres	8 049 810,38				713 767,89		8 763 578,27		8 763 578,27	
218	**Sous Total compte 218**	**26 609 447,38**			**23 233,46**	**1 422 748,57**	**4,00**	**28 032 195,95**	**23 237,46**	**28 008 958,49**	
21	**Sous Total compte 21**	**387 360 340,24**			**23 233,46**	**9 120 629,95**	**1 609 046,61**	**396 480 970,19**	**1 632 280,07**	**394 848 690,12**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	16 200,00						16 200,00		16 200,00	
2313	Constructions	40 338 810,98				1 563 538,39		41 902 349,37		41 902 349,37	
2315	Installations, matériel et outillage tec	8 400 357,86				485 247,03		8 885 604,89		8 885 604,89	
231	**Sous Total compte 231**	**48 755 368,84**				**2 048 785,42**		**50 804 154,26**		**50 804 154,26**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili	489 428,96					12 724,20	489 428,96	12 724,20	476 704,76	
23	**Sous Total compte 23**	**49 244 797,80**				**2 048 785,42**	**12 724,20**	**51 293 583,22**	**12 724,20**	**51 280 859,02**	
2421	de la collectivité territoriale	6 998 938,04						6 998 938,04		6 998 938,04	
2423	d'établissements publics de coopération	5 941 550,35						5 941 550,35		5 941 550,35	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
242	**Sous Total compte 242**	**12 940 488,39**						**12 940 488,39**		**12 940 488,39**	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		461 653,03						461 653,03		461 653,03
249	**Sous Total compte 249**		**461 653,03**						**461 653,03**		**461 653,03**
24	**Sous Total compte 24**	**12 940 488,39**	**461 653,03**					**12 940 488,39**	**461 653,03**	**12 478 835,36**	
261	Titres de participation	4 902 846,00				85 200,00		4 988 046,00		4 988 046,00	
266	Autres formes de participation	95 813,99						95 813,99		95 813,99	
26	**Sous Total compte 26**	**4 998 659,99**				**85 200,00**		**5 083 859,99**		**5 083 859,99**	
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	29,98						29,98		29,98	
275	Dépôts et cautionnements versés	4 489,26						4 489,26		4 489,26	
27	**Sous Total compte 27**	**4 519,24**						**4 519,24**		**4 519,24**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		150 316,12				15 017,88		165 334,00		165 334,00
28031	Frais d'études		29 078,33				7 505,07		36 583,40		36 583,40
2803	**Sous Total compte 2803**		**29 078,33**				**7 505,07**		**36 583,40**		**36 583,40**
28041512	Bâtiments et installations		901 952,16				95 457,14		997 409,30		997 409,30
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**901 952,16**				**95 457,14**		**997 409,30**		**997 409,30**
280415321	Biens mobiliers, matériel et études		16 200,00				1 800,00		18 000,00		18 000,00
280415322	Bâtiments et installations		182 661,93				22 629,93		205 291,86		205 291,86
28041532	**Sous Total compte 28041532**		**198 861,93**				**24 429,93**		**223 291,86**		**223 291,86**
2804153	**Sous Total compte 2804153**		**198 861,93**				**24 429,93**		**223 291,86**		**223 291,86**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280415	**Sous Total compte 280415**		**1 100 814,09**				**119 887,07**		**1 220 701,16**		**1 220 701,16**
28041	**Sous Total compte 28041**		**1 100 814,09**				**119 887,07**		**1 220 701,16**		**1 220 701,16**
280421	Biens mobiliers, matériel et études		34 700,00				48 700,00		83 400,00		83 400,00
280422	Bâtiments et installations		137 306,94				261 893,94		399 200,88		399 200,88
28042	**Sous Total compte 28042**		**172 006,94**				**310 593,94**		**482 600,88**		**482 600,88**
2804	**Sous Total compte 2804**		**1 272 821,03**				**430 481,01**		**1 703 302,04**		**1 703 302,04**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		2 888 274,01				158 271,38		3 046 545,39		3 046 545,39
28088	Autres immobilisations incorporelles		8 282,17						8 282,17		8 282,17
2808	**Sous Total compte 2808**		**8 282,17**						**8 282,17**		**8 282,17**
280	**Sous Total compte 280**		**4 348 771,66**				**611 275,34**		**4 960 047,00**		**4 960 047,00**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		210 512,19				66 929,21		277 441,40		277 441,40
28128	Autres agencements et aménagements		6 643 853,79				831 293,81		7 475 147,60		7 475 147,60
2812	**Sous Total compte 2812**		**6 854 365,98**				**898 223,02**		**7 752 589,00**		**7 752 589,00**
281312	Bâtiments scolaires		284,91						284,91		284,91
281318	Autres bâtiments publics						172,80		172,80		172,80
28131	**Sous Total compte 28131**		**284,91**				**172,80**		**457,71**		**457,71**
281351	Bâtiments publics		572 787,47				179 129,59		751 917,06		751 917,06
28135	**Sous Total compte 28135**		**572 787,47**				**179 129,59**		**751 917,06**		**751 917,06**
2813	**Sous Total compte 2813**		**573 072,38**				**179 302,39**		**752 374,77**		**752 374,77**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28151	Réseaux de voirie		2 904 797,85				132 883,77		3 037 681,62		3 037 681,62
28152	Installations de voirie		2 420 249,45				282 135,70		2 702 385,15		2 702 385,15
281533	Réseaux câblés		1 214 923,42				126 844,96		1 341 768,38		1 341 768,38
281534	Réseaux d'électrification		368,64				92,64		461,28		461,28
281538	Autres réseaux		274 261,85				49 625,57		323 887,42		323 887,42
28153	**Sous Total compte 28153**		**1 489 553,91**				**176 563,17**		**1 666 117,08**		**1 666 117,08**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		158 227,78				5 045,49		163 273,27		163 273,27
28156	**Sous Total compte 28156**		**158 227,78**				**5 045,49**		**163 273,27**		**163 273,27**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		157 820,52				3 137,34		160 957,86		160 957,86
281573	**Sous Total compte 281573**		**157 820,52**				**3 137,34**		**160 957,86**		**160 957,86**
28157	**Sous Total compte 28157**		**157 820,52**				**3 137,34**		**160 957,86**		**160 957,86**
28158	Autres installations, matériel et outill		13 233 639,50				1 058 373,44		14 292 012,94		14 292 012,94
2815	**Sous Total compte 2815**		**20 364 289,01**				**1 658 138,91**		**22 022 427,92**		**22 022 427,92**
2817538	Autres réseaux		3 810,62						3 810,62		3 810,62
281753	**Sous Total compte 281753**		**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**
28175	**Sous Total compte 28175**		**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**
2817	**Sous Total compte 2817**		**3 810,62**						**3 810,62**		**3 810,62**
281828	Autres matériels de transport		2 892 768,68	23 232,88			241 515,31	23 232,88	3 134 283,99		3 111 051,11
28182	**Sous Total compte 28182**		**2 892 768,68**	**23 232,88**			**241 515,31**	**23 232,88**	**3 134 283,99**		**3 111 051,11**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281838	Autre matériel informatique		4 268 317,55				326 923,90		4 595 241,45		4 595 241,45
28183	**Sous Total compte 28183**		**4 268 317,55**				**326 923,90**		**4 595 241,45**		**4 595 241,45**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires						2 412,00		2 412,00		2 412,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		4 521 754,63	0,58			240 294,49	0,58	4 762 049,12		4 762 048,54
28184	**Sous Total compte 28184**		**4 521 754,63**	**0,58**			**242 706,49**	**0,58**	**4 764 461,12**		**4 764 460,54**
28188	Autres		5 963 943,45				521 373,95		6 485 317,40		6 485 317,40
2818	**Sous Total compte 2818**		**17 646 784,31**	**23 233,46**			**1 332 519,65**	**23 233,46**	**18 979 303,96**		**18 956 070,50**
281	**Sous Total compte 281**		**45 442 322,30**	**23 233,46**			**4 068 183,97**	**23 233,46**	**49 510 506,27**		**49 487 272,81**
28	**Sous Total compte 28**		**49 791 093,96**	**23 233,46**			**4 679 459,31**	**23 233,46**	**54 470 553,27**		**54 447 319,81**
	Total classe 2	**462 624 306,38**	**50 252 746,99**	**23 233,46**	**23 233,46**	**12 892 500,58**	**6 301 230,12**	**475 540 040,42**	**56 577 210,57**	**473 871 802,69**	**54 908 972,84**
4011	Fournisseurs		1 680 456,09	20 029 469,13	18 439 229,78			20 029 469,13	20 119 685,87		90 216,74
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		81,62	532,55	450,93			532,55	532,55		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**81,62**	**532,55**	**450,93**			**532,55**	**532,55**		**0,00**
401	**Sous Total compte 401**		**1 680 537,71**	**20 030 001,68**	**18 439 680,71**			**20 030 001,68**	**20 120 218,42**		**90 216,74**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		1 223 575,88	12 152 437,21	12 050 236,96			12 152 437,21	13 273 812,84		1 121 375,63
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		68 714,19	72 541,31	3 827,12			72 541,31	72 541,31		0,00
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			36 390,00	36 390,00			36 390,00	36 390,00		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**68 714,19**	**108 931,31**	**40 217,12**			**108 931,31**	**108 931,31**		**0,00**
404	**Sous Total compte 404**		**1 292 290,07**	**12 261 368,52**	**12 090 454,08**			**12 261 368,52**	**13 382 744,15**		**1 121 375,63**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		7 656 056,96	7 685 116,67	7 579 052,23			7 685 116,67	15 235 109,19		7 549 992,52
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma			25 197,16	25 197,16			25 197,16	25 197,16		0,00
409	**Sous Total compte 409**			**25 197,16**	**25 197,16**			**25 197,16**	**25 197,16**		**0,00**
40	**Sous Total compte 40**		**10 628 884,74**	**40 001 684,03**	**38 134 384,18**			**40 001 684,03**	**48 763 268,92**		**8 761 584,89**
411	Redevables	1 231 550,59		6 771 599,33	6 780 079,01			8 003 149,92	6 780 079,01	1 223 070,91	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	63 330,71		306 061,45	308 356,37			369 392,16	308 356,37	61 035,79	
4161	Créances douteuses	859 842,86		1 064 920,02	1 025 513,64			1 924 762,88	1 025 513,64	899 249,24	
416	**Sous Total compte 416**	**859 842,86**		**1 064 920,02**	**1 025 513,64**			**1 924 762,88**	**1 025 513,64**	**899 249,24**	
4181	Redevables - Produits non encore facturé	3 774 462,48		293 157,60	3 774 462,48			4 067 620,08	3 774 462,48	293 157,60	
418	**Sous Total compte 418**	**3 774 462,48**		**293 157,60**	**3 774 462,48**			**4 067 620,08**	**3 774 462,48**	**293 157,60**	
41	**Sous Total compte 41**	**5 929 186,64**		**8 435 738,40**	**11 888 411,50**			**14 364 925,04**	**11 888 411,50**	**2 476 513,54**	
421	Personnel - Rémunérations dues		2 273,44	26 136 809,35	26 136 598,18			26 136 809,35	26 138 871,62		2 062,27
427	Personnel - Oppositions			96 850,90	96 850,90			96 850,90	96 850,90		0,00
4286	Autres charges à payer		20 000,00	20 000,00				20 000,00	20 000,00		0,00
428	**Sous Total compte 428**		**20 000,00**	**20 000,00**				**20 000,00**	**20 000,00**		**0,00**
42	**Sous Total compte 42**		**22 273,44**	**26 253 660,25**	**26 233 449,08**			**26 253 660,25**	**26 255 722,52**		**2 062,27**
431	Sécurité sociale			10 805 104,54	10 805 104,54			10 805 104,54	10 805 104,54		0,00
437	Autres organismes sociaux			7 839 115,50	7 839 115,50			7 839 115,50	7 839 115,50		0,00
4386	Autres charges à payer		110 000,00	110 000,00				110 000,00	110 000,00		0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4387	Produits à recevoir			32 510,00				32 510,00		32 510,00	
438	**Sous Total compte 438**		**110 000,00**	**142 510,00**				**142 510,00**	**110 000,00**	**32 510,00**	
43	**Sous Total compte 43**		**110 000,00**	**18 786 730,04**	**18 644 220,04**			**18 786 730,04**	**18 754 220,04**	**32 510,00**	
4411	Subventions à recevoir - Amiable	382 938,24		36 000,00	418 938,24			418 938,24	418 938,24		0,00
441	**Sous Total compte 441**	**382 938,24**		**36 000,00**	**418 938,24**			**418 938,24**	**418 938,24**		**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			790 147,08	790 147,08			790 147,08	790 147,08		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**790 147,08**	**790 147,08**			**790 147,08**	**790 147,08**		**0,00**
44311	Dépenses			15 580,00	15 580,00			15 580,00	15 580,00		0,00
44312	Recettes - Amiable			302 648,70	302 648,70			302 648,70	302 648,70		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**			**318 228,70**	**318 228,70**			**318 228,70**	**318 228,70**		**0,00**
44322	Recettes - Amiable			56 808,00	56 808,00			56 808,00	56 808,00		0,00
4432	**Sous Total compte 4432**			**56 808,00**	**56 808,00**			**56 808,00**	**56 808,00**		**0,00**
44342	Recettes - Amiable			5 268,25	5 268,25			5 268,25	5 268,25		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**			**5 268,25**	**5 268,25**			**5 268,25**	**5 268,25**		**0,00**
44351	Dépenses			28 511,25	28 511,25			28 511,25	28 511,25		0,00
44352	Recettes - Amiable			5 674,39	5 674,39			5 674,39	5 674,39		0,00
44356	Recettes - Contentieux	59 867,72						59 867,72		59 867,72	
4435	**Sous Total compte 4435**	**59 867,72**		**34 185,64**	**34 185,64**			**94 053,36**	**34 185,64**	**59 867,72**	
44371	Dépenses			1 913 689,00	1 913 689,00			1 913 689,00	1 913 689,00		0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44372	Recettes - Amiable			496 853,22	496 853,22			496 853,22	496 853,22		0,00
4437	**Sous Total compte 4437**			**2 410 542,22**	**2 410 542,22**			**2 410 542,22**	**2 410 542,22**		**0,00**
44381	Dépenses			946,12	946,12			946,12	946,12		0,00
44382	Recettes - Amiable			12 000,00	12 000,00			12 000,00	12 000,00		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**			**12 946,12**	**12 946,12**			**12 946,12**	**12 946,12**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**	**59 867,72**		**2 837 978,93**	**2 837 978,93**			**2 897 846,65**	**2 837 978,93**	**59 867,72**	
44551	T.V.A. à décaisser			7 217,00	7 217,00			7 217,00	7 217,00		0,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**7 217,00**	**7 217,00**			**7 217,00**	**7 217,00**		**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services			33 669,79	33 669,79			33 669,79	33 669,79		0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	15 177,00		26 513,00	24 902,00			41 690,00	24 902,00	16 788,00	
4456	**Sous Total compte 4456**	**15 177,00**		**60 182,79**	**58 571,79**			**75 359,79**	**58 571,79**	**16 788,00**	
44571	T.V.A. collectée			10 413,00	10 413,00			10 413,00	10 413,00		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**10 413,00**	**10 413,00**			**10 413,00**	**10 413,00**		**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'			15 177,00	15 177,00			15 177,00	15 177,00		0,00
4458	**Sous Total compte 4458**			**15 177,00**	**15 177,00**			**15 177,00**	**15 177,00**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**15 177,00**		**92 989,79**	**91 378,79**			**108 166,79**	**91 378,79**	**16 788,00**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			716 642,28	716 642,28			716 642,28	716 642,28		0,00
4486	Autres charges à payer		1 558 837,30	1 558 837,30				1 558 837,30	1 558 837,30		0,00
4487	Produits à recevoir			2 694 702,94				2 694 702,94		2 694 702,94	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
448	**Sous Total compte 448**		**1 558 837,30**	**4 253 540,24**				**4 253 540,24**	**1 558 837,30**	**2 694 702,94**	
44	**Sous Total compte 44**	**457 982,96**	**1 558 837,30**	**8 727 298,32**	**4 855 085,32**			**9 185 281,28**	**6 413 922,62**	**2 771 358,66**	
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	27,05		14 123,28	16 207,46			14 150,33	16 207,46		2 057,13
451003	Compte de rattachement avec... (à subdiv		885,14						885,14		885,14
451	**Sous Total compte 451**	**27,05**	**885,14**	**14 123,28**	**16 207,46**			**14 150,33**	**17 092,60**		**2 942,27**
45816	Dépenses (à subdiviser par mandat)				197 067,19	197 067,19		197 067,19	197 067,19		0,00
4581	**Sous Total compte 4581**				**197 067,19**	**197 067,19**		**197 067,19**	**197 067,19**		**0,00**
45826	Recettes (à subdiviser par mandat)			197 067,19			197 067,19	197 067,19	197 067,19		0,00
4582	**Sous Total compte 4582**			**197 067,19**			**197 067,19**	**197 067,19**	**197 067,19**		**0,00**
458	**Sous Total compte 458**			**197 067,19**	**197 067,19**	**197 067,19**	**197 067,19**	**394 134,38**	**394 134,38**		**0,00**
45	**Sous Total compte 45**	**27,05**	**885,14**	**211 190,47**	**213 274,65**	**197 067,19**	**197 067,19**	**408 284,71**	**411 226,98**		**2 942,27**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	2 601,00		1 777 896,00	1 780 497,00			1 780 497,00	1 780 497,00		0,00
4626	Créances sur cessions d'immobilisations			1 800,00	1 800,00			1 800,00	1 800,00		0,00
462	**Sous Total compte 462**	**2 601,00**		**1 779 696,00**	**1 782 297,00**			**1 782 297,00**	**1 782 297,00**		**0,00**
4632	Intérêts à payer			6 450,00	6 450,00			6 450,00	6 450,00		0,00
463	**Sous Total compte 463**			**6 450,00**	**6 450,00**			**6 450,00**	**6 450,00**		**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser			40,00	40,00			40,00	40,00		0,00
4648	Opérations pour le compte de tiers				193 762,54				193 762,54		193 762,54
464	**Sous Total compte 464**			**40,00**	**193 802,54**			**40,00**	**193 802,54**		**193 762,54**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
466	Excédents de versement		247,90	68 946,63	71 539,93			68 946,63	71 787,83		2 841,20
46711	Autres comptes créditeurs		593 107,83	15 611 968,42	15 412 094,55			15 611 968,42	16 005 202,38		393 233,96
4671	**Sous Total compte 4671**		**593 107,83**	**15 611 968,42**	**15 412 094,55**			**15 611 968,42**	**16 005 202,38**		**393 233,96**
46721	Débiteurs divers - Amiable	205 013,19		1 321 170,12	1 314 462,52			1 526 183,31	1 314 462,52	211 720,79	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	131 066,88		157 237,16	177 097,45			288 304,04	177 097,45	111 206,59	
4672	**Sous Total compte 4672**	**336 080,07**		**1 478 407,28**	**1 491 559,97**			**1 814 487,35**	**1 491 559,97**	**322 927,38**	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece			22 078,27	20 038,27			22 078,27	20 038,27	2 040,00	
4675	**Sous Total compte 4675**			**22 078,27**	**20 038,27**			**22 078,27**	**20 038,27**	**2 040,00**	
467	**Sous Total compte 467**	**336 080,07**	**593 107,83**	**17 112 453,97**	**16 923 692,79**			**17 448 534,04**	**17 516 800,62**		**68 266,58**
4686	Charges à payer		50 027,12	50 027,12	49 470,00			50 027,12	99 497,12		49 470,00
4687	Produits à recevoir			590 909,51				590 909,51		590 909,51	
468	**Sous Total compte 468**		**50 027,12**	**640 936,63**	**49 470,00**			**640 936,63**	**99 497,12**	**541 439,51**	
46	**Sous Total compte 46**	**338 681,07**	**643 382,85**	**19 608 523,23**	**19 027 252,26**			**19 947 204,30**	**19 670 635,11**	**276 569,19**	
4711	Versements des régisseurs		3,00	272 209,92	272 206,92			272 209,92	272 209,92		0,00
4712	Virements réimputés		1 920,00	59 448,08	65 294,14			59 448,08	67 214,14		7 766,06
47131	Versements sur contributions directes			48 250 420,00	48 250 420,00			48 250 420,00	48 250 420,00		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			15 936 659,00	15 936 659,00			15 936 659,00	15 936 659,00		0,00
47133	Fonds d'emprunt			8 000 000,00	8 000 000,00			8 000 000,00	8 000 000,00		0,00
47138	Autres			36 129 715,39	36 129 715,39			36 129 715,39	36 129 715,39		0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4713	**Sous Total compte 4713**			**108 316 794,39**	**108 316 794,39**			**108 316 794,39**	**108 316 794,39**		**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		8 023,69	92 739,74	89 273,94			92 739,74	97 297,63		4 557,89
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		579,13	639 162,98	638 781,85			639 162,98	639 360,98		198,00
47141	**Sous Total compte 47141**		**8 602,82**	**731 902,72**	**728 055,79**			**731 902,72**	**736 658,61**		**4 755,89**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			14 640,55	30 819,83			14 640,55	30 819,83		16 179,28
4714	**Sous Total compte 4714**		**8 602,82**	**746 543,27**	**758 875,62**			**746 543,27**	**767 478,44**		**20 935,17**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra			70,62	70,62			70,62	70,62		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**			**70,62**	**70,62**			**70,62**	**70,62**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		250,00	31 530,43	31 280,43			31 530,43	31 530,43		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**10 775,82**	**109 426 596,71**	**109 444 522,12**			**109 426 596,71**	**109 455 297,94**		**28 701,23**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			9 518 059,72	9 518 059,72			9 518 059,72	9 518 059,72		0,00
47218	Autres dépenses			2 585 656,83	2 585 656,83			2 585 656,83	2 585 656,83		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**12 103 716,55**	**12 103 716,55**			**12 103 716,55**	**12 103 716,55**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man			9 652,22	9 652,22			9 652,22	9 652,22		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			338 006,66	338 006,66			338 006,66	338 006,66		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**12 451 375,43**	**12 451 375,43**			**12 451 375,43**	**12 451 375,43**		**0,00**
4751	Redevables sur rôle			3 832 391,48	3 832 391,48			3 832 391,48	3 832 391,48		0,00
4757	Produits sur rôle			3 643 435,63	3 643 435,63			3 643 435,63	3 643 435,63		0,00
475	**Sous Total compte 475**			**7 475 827,11**	**7 475 827,11**			**7 475 827,11**	**7 475 827,11**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,34	0,34			0,34	0,34		0,00
4788	Autres comptes transitoires			2,00				2,00		2,00	
478	**Sous Total compte 478**			**2,34**	**0,34**			**2,34**	**0,34**	**2,00**	
47	**Sous Total compte 47**		**10 775,82**	**129 353 801,59**	**129 371 725,00**			**129 353 801,59**	**129 382 500,82**		**28 699,23**
4911	Dépréciations des comptes de redevables		48 632,90		4 700,00				53 332,90		53 332,90
491	**Sous Total compte 491**		**48 632,90**		**4 700,00**				**53 332,90**		**53 332,90**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d		18 000,00	8 600,00				8 600,00	18 000,00		9 400,00
496	**Sous Total compte 496**		**18 000,00**	**8 600,00**				**8 600,00**	**18 000,00**		**9 400,00**
49	**Sous Total compte 49**		**66 632,90**	**8 600,00**	**4 700,00**			**8 600,00**	**71 332,90**		**62 732,90**
	Total classe 4	**6 725 877,72**	**13 041 672,19**	**251 387 226,33**	**248 372 502,03**	**197 067,19**	**197 067,19**	**258 310 171,24**	**261 611 241,41**	**6 196 261,09**	**9 497 331,26**
5113	Titres spéciaux de paiement	492,81		74 888,53	72 550,79			75 381,34	72 550,79	2 830,55	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			2 050 193,09	2 050 193,09			2 050 193,09	2 050 193,09		0,00
51172	Chèques impayés			1 244,57	1 244,57			1 244,57	1 244,57		0,00
51178	Autres valeurs impayées			8 472,80	8 472,80			8 472,80	8 472,80		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**9 717,37**	**9 717,37**			**9 717,37**	**9 717,37**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	1 696,30		77 709,31	76 517,70			79 405,61	76 517,70	2 887,91	
511	**Sous Total compte 511**	**2 189,11**		**2 212 508,30**	**2 208 978,95**			**2 214 697,41**	**2 208 978,95**	**5 718,46**	
515	Compte au Trésor	21 994 450,99		111 488 909,10	106 405 485,94			133 483 360,09	106 405 485,94	27 077 874,15	
51	**Sous Total compte 51**	**21 996 640,10**		**113 701 417,40**	**108 614 464,89**			**135 698 057,50**	**108 614 464,89**	**27 083 592,61**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5411	Régisseurs d'avances (avances)	7 922,27		48 983,70	49 512,63			56 905,97	49 512,63	7 393,34	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	514,00						514,00		514,00	
541	**Sous Total compte 541**	**8 436,27**		**48 983,70**	**49 512,63**			**57 419,97**	**49 512,63**	**7 907,34**	
54	**Sous Total compte 54**	**8 436,27**		**48 983,70**	**49 512,63**			**57 419,97**	**49 512,63**	**7 907,34**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			6 755 824,12	6 755 824,12			6 755 824,12	6 755 824,12		0,00
584	Encaissement par lecture optique			551 552,73	551 552,73			551 552,73	551 552,73		0,00
586	Opérations financières entre le budget p			12 000,00	12 000,00			12 000,00	12 000,00		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			49 986,25	49 986,25			49 986,25	49 986,25		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**49 986,25**	**49 986,25**			**49 986,25**	**49 986,25**		**0,00**
588	Autres virements internes			4 548,88	4 548,88			4 548,88	4 548,88		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**7 373 911,98**	**7 373 911,98**			**7 373 911,98**	**7 373 911,98**		**0,00**
	Total classe 5	**22 005 076,37**		**121 124 313,08**	**116 037 889,50**			**143 129 389,45**	**116 037 889,50**	**27 091 499,95**	
6042	Achats de prestations de services (autre					4 636 364,46	1 184 553,58	4 636 364,46	1 184 553,58	3 451 810,88	
604	**Sous Total compte 604**					**4 636 364,46**	**1 184 553,58**	**4 636 364,46**	**1 184 553,58**	**3 451 810,88**	
60611	Eau et assainissement					405 522,12	85 009,43	405 522,12	85 009,43	320 512,69	
60612	Énergie - Électricité					2 665 911,51	521 311,17	2 665 911,51	521 311,17	2 144 600,34	
60613	Chauffage urbain					566 643,89	158 323,31	566 643,89	158 323,31	408 320,58	
6061	**Sous Total compte 6061**					**3 638 077,52**	**764 643,91**	**3 638 077,52**	**764 643,91**	**2 873 433,61**	
60621	Combustibles					1 175,64	1 071,89	1 175,64	1 071,89	103,75	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60622	Carburants					147 634,07	19 349,77	147 634,07	19 349,77	128 284,30	
60623	Alimentation					3 697 701,74	600 758,01	3 697 701,74	600 758,01	3 096 943,73	
60628	Autres fournitures non stockées					347 132,48	76 892,28	347 132,48	76 892,28	270 240,20	
6062	**Sous Total compte 6062**					**4 193 643,93**	**698 071,95**	**4 193 643,93**	**698 071,95**	**3 495 571,98**	
60631	Fournitures d'entretien					238 563,99	74 371,52	238 563,99	74 371,52	164 192,47	
60632	Fournitures de petit équipement					867 552,86	315 217,52	867 552,86	315 217,52	552 335,34	
60633	Fournitures de voirie					39 001,62	3 024,00	39 001,62	3 024,00	35 977,62	
60636	Habillement et Vêtements de travail					139 341,18	43 080,29	139 341,18	43 080,29	96 260,89	
6063	**Sous Total compte 6063**					**1 284 459,65**	**435 693,33**	**1 284 459,65**	**435 693,33**	**848 766,32**	
6064	Fournitures administratives					42 009,68	5 881,74	42 009,68	5 881,74	36 127,94	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					55 927,95	2 286,07	55 927,95	2 286,07	53 641,88	
60661	Médicaments					3 883,53		3 883,53		3 883,53	
60662	Vaccins et sérums					73 553,76	395,63	73 553,76	395,63	73 158,13	
60668	Autres produits pharmaceutiques					82 175,97	73 298,42	82 175,97	73 298,42	8 877,55	
6066	**Sous Total compte 6066**					**159 613,26**	**73 694,05**	**159 613,26**	**73 694,05**	**85 919,21**	
6067	Fournitures scolaires					237 683,47	7 157,64	237 683,47	7 157,64	230 525,83	
6068	Autres matières et fournitures.					113 871,00	47 918,84	113 871,00	47 918,84	65 952,16	
606	**Sous Total compte 606**					**9 725 286,46**	**2 035 347,53**	**9 725 286,46**	**2 035 347,53**	**7 689 938,93**	
60	**Sous Total compte 60**					**14 361 650,92**	**3 219 901,11**	**14 361 650,92**	**3 219 901,11**	**11 141 749,81**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6132	Locations immobilières					246 649,14	22 397,58	246 649,14	22 397,58	224 251,56	
61351	Matériel roulant					67 303,09	8 946,20	67 303,09	8 946,20	58 356,89	
61358	Autres					380 425,43	105 642,50	380 425,43	105 642,50	274 782,93	
6135	**Sous Total compte 6135**					**447 728,52**	**114 588,70**	**447 728,52**	**114 588,70**	**333 139,82**	
613	**Sous Total compte 613**					**694 377,66**	**136 986,28**	**694 377,66**	**136 986,28**	**557 391,38**	
614	Charges locatives et de copropriété					275 994,09	175 630,63	275 994,09	175 630,63	100 363,46	
61521	Terrains					955 371,79	179 418,74	955 371,79	179 418,74	775 953,05	
615221	Bâtiments publics					1 231 494,59	446 700,72	1 231 494,59	446 700,72	784 793,87	
61522	**Sous Total compte 61522**					**1 231 494,59**	**446 700,72**	**1 231 494,59**	**446 700,72**	**784 793,87**	
615231	Voiries					750 499,54	254 705,06	750 499,54	254 705,06	495 794,48	
615232	Réseaux					23 707,80	5 148,00	23 707,80	5 148,00	18 559,80	
61523	**Sous Total compte 61523**					**774 207,34**	**259 853,06**	**774 207,34**	**259 853,06**	**514 354,28**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**2 961 073,72**	**885 972,52**	**2 961 073,72**	**885 972,52**	**2 075 101,20**	
61551	Matériel roulant					100 152,46	35 116,52	100 152,46	35 116,52	65 035,94	
61558	Autres biens mobiliers					450 587,82	116 960,54	450 587,82	116 960,54	333 627,28	
6155	**Sous Total compte 6155**					**550 740,28**	**152 077,06**	**550 740,28**	**152 077,06**	**398 663,22**	
6156	Maintenance					1 134 061,83	212 575,34	1 134 061,83	212 575,34	921 486,49	
615	**Sous Total compte 615**					**4 645 875,83**	**1 250 624,92**	**4 645 875,83**	**1 250 624,92**	**3 395 250,91**	
6161	Multirisques					178 382,73	5 400,00	178 382,73	5 400,00	172 982,73	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
616	**Sous Total compte 616**					**178 382,73**	**5 400,00**	**178 382,73**	**5 400,00**	**172 982,73**	
617	Études et recherches					270 491,31	186 319,08	270 491,31	186 319,08	84 172,23	
6182	Documentation générale et technique					65 669,54	13 945,74	65 669,54	13 945,74	51 723,80	
6184	Versements à des organismes de formation					222 237,49	114 476,39	222 237,49	114 476,39	107 761,10	
6185	Frais de colloques et séminaires					1 885,00	1 675,00	1 885,00	1 675,00	210,00	
6188	Autres frais divers					22 704,98	2 573,60	22 704,98	2 573,60	20 131,38	
618	**Sous Total compte 618**					**312 497,01**	**132 670,73**	**312 497,01**	**132 670,73**	**179 826,28**	
61	**Sous Total compte 61**					**6 377 618,63**	**1 887 631,64**	**6 377 618,63**	**1 887 631,64**	**4 489 986,99**	
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache					48 581,25	45 511,25	48 581,25	45 511,25	3 070,00	
6218	Autre personnel extérieur					2 290 201,13	1 343 197,53	2 290 201,13	1 343 197,53	947 003,60	
621	**Sous Total compte 621**					**2 338 782,38**	**1 388 708,78**	**2 338 782,38**	**1 388 708,78**	**950 073,60**	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur					114,62		114,62		114,62	
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux					74,00		74,00		74,00	
62268	Autres honoraires, conseils...					67 457,59	34 394,67	67 457,59	34 394,67	33 062,92	
6226	**Sous Total compte 6226**					**67 531,59**	**34 394,67**	**67 531,59**	**34 394,67**	**33 136,92**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					119 089,80	37 354,78	119 089,80	37 354,78	81 735,02	
6228	Divers					900 000,00		900 000,00		900 000,00	
622	**Sous Total compte 622**					**1 086 736,01**	**71 749,45**	**1 086 736,01**	**71 749,45**	**1 014 986,56**	
6231	Annonces et insertions					94 669,01	2 958,12	94 669,01	2 958,12	91 710,89	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6232	Fêtes et cérémonies					88 574,01	27 010,24	88 574,01	27 010,24	61 563,77	
6234	Réceptions					1 051,92		1 051,92		1 051,92	
6236	Catalogues et imprimés					7 449,60		7 449,60		7 449,60	
6238	Divers					343 496,57	115 831,85	343 496,57	115 831,85	227 664,72	
623	**Sous Total compte 623**					**535 241,11**	**145 800,21**	**535 241,11**	**145 800,21**	**389 440,90**	
6241	Transports de biens					1 350,00	1 158,00	1 350,00	1 158,00	192,00	
6245	Transports de personnes extérieures à la					694 604,87	175 229,43	694 604,87	175 229,43	519 375,44	
6247	Transports collectifs du personnel					412,00	412,00	412,00	412,00		0,00
6248	Divers					13 006,84	3 241,74	13 006,84	3 241,74	9 765,10	
624	**Sous Total compte 624**					**709 373,71**	**180 041,17**	**709 373,71**	**180 041,17**	**529 332,54**	
6251	Voyages, déplacements et missions					72 910,49	30 181,12	72 910,49	30 181,12	42 729,37	
625	**Sous Total compte 625**					**72 910,49**	**30 181,12**	**72 910,49**	**30 181,12**	**42 729,37**	
6261	Frais d'affranchissement					100 580,69	27 411,70	100 580,69	27 411,70	73 168,99	
6262	Frais de télécommunications					116 148,06	1 170,61	116 148,06	1 170,61	114 977,45	
626	**Sous Total compte 626**					**216 728,75**	**28 582,31**	**216 728,75**	**28 582,31**	**188 146,44**	
627	Services bancaires et assimilés.					10 164,92		10 164,92		10 164,92	
6281	Concours divers (cotisations...)					44 062,89	2 250,00	44 062,89	2 250,00	41 812,89	
6283	Frais de nettoyage des locaux					514 015,54	179 367,38	514 015,54	179 367,38	334 648,16	
62878	A des tiers					243 851,25	71 954,31	243 851,25	71 954,31	171 896,94	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6287	**Sous Total compte 6287**					**243 851,25**	**71 954,31**	**243 851,25**	**71 954,31**	**171 896,94**	
6288	Autres					10 927,20		10 927,20		10 927,20	
628	**Sous Total compte 628**					**812 856,88**	**253 571,69**	**812 856,88**	**253 571,69**	**559 285,19**	
62	**Sous Total compte 62**					**5 782 794,25**	**2 098 634,73**	**5 782 794,25**	**2 098 634,73**	**3 684 159,52**	
6331	Versement mobilité					831 406,22		831 406,22		831 406,22	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					99 716,53		99 716,53		99 716,53	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					392 035,52		392 035,52		392 035,52	
633	**Sous Total compte 633**					**1 323 158,27**		**1 323 158,27**		**1 323 158,27**	
63512	Taxes foncières					216 241,00		216 241,00		216 241,00	
63513	Autres impôts locaux					2 850,00	914,00	2 850,00	914,00	1 936,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**219 091,00**	**914,00**	**219 091,00**	**914,00**	**218 177,00**	
6354	Droits d'enregistrement et de timbre					43,76		43,76		43,76	
6358	Autres droits					11,20		11,20		11,20	
635	**Sous Total compte 635**					**219 145,96**	**914,00**	**219 145,96**	**914,00**	**218 231,96**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					25 132,85	18 641,55	25 132,85	18 641,55	6 491,30	
63	**Sous Total compte 63**					**1 567 437,08**	**19 555,55**	**1 567 437,08**	**19 555,55**	**1 547 881,53**	
64111	Rémunération principale					15 026 929,50		15 026 929,50		15 026 929,50	
64112	Supplément familial de traitement et ind					687 075,54		687 075,54		687 075,54	
64113	NBI					131 755,65		131 755,65		131 755,65	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64118	Autres indemnités.					3 924 901,56	60 000,00	3 924 901,56	60 000,00	3 864 901,56	
6411	**Sous Total compte 6411**					**19 770 662,25**	**60 000,00**	**19 770 662,25**	**60 000,00**	**19 710 662,25**	
64121	Rémunération principale					658 358,46		658 358,46		658 358,46	
64128	Autres indemnités					166 370,44		166 370,44		166 370,44	
6412	**Sous Total compte 6412**					**824 728,90**		**824 728,90**		**824 728,90**	
64131	Rémunérations					6 689 580,43	54 638,18	6 689 580,43	54 638,18	6 634 942,25	
64132	Supplément familial de traitement et ind					329 137,98		329 137,98		329 137,98	
64138	Primes et autres indemnités					1 399 093,02		1 399 093,02		1 399 093,02	
6413	**Sous Total compte 6413**					**8 417 811,43**	**54 638,18**	**8 417 811,43**	**54 638,18**	**8 363 173,25**	
6414	Personnel rémunéré à la vacation					3 035 504,13		3 035 504,13		3 035 504,13	
6417	Rémunérations des apprentis					80 749,02		80 749,02		80 749,02	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					21 841,30	85 181,94	21 841,30	85 181,94		63 340,64
641	**Sous Total compte 641**					**32 151 297,03**	**199 820,12**	**32 151 297,03**	**199 820,12**	**31 951 476,91**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					6 086 042,34	110 000,00	6 086 042,34	110 000,00	5 976 042,34	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					5 276 243,77		5 276 243,77		5 276 243,77	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					27 440,55		27 440,55		27 440,55	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					179 091,72		179 091,72		179 091,72	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					67 380,97		67 380,97		67 380,97	
645	**Sous Total compte 645**					**11 636 199,35**	**110 000,00**	**11 636 199,35**	**110 000,00**	**11 526 199,35**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64731	Versées directement					511 413,88	20 000,00	511 413,88	20 000,00	491 413,88	
6473	**Sous Total compte 6473**					**511 413,88**	**20 000,00**	**511 413,88**	**20 000,00**	**491 413,88**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					17 147,46	16 719,94	17 147,46	16 719,94	427,52	
6478	Autres charges sociales diverses					1 600,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00		0,00
6479	Remboursements sur autres charges social						310,88		310,88		310,88
647	**Sous Total compte 647**					**530 161,34**	**38 630,82**	**530 161,34**	**38 630,82**	**491 530,52**	
6488	Autres					148 107,83	2 400,00	148 107,83	2 400,00	145 707,83	
648	**Sous Total compte 648**					**148 107,83**	**2 400,00**	**148 107,83**	**2 400,00**	**145 707,83**	
64	**Sous Total compte 64**					**44 465 765,55**	**350 850,94**	**44 465 765,55**	**350 850,94**	**44 114 914,61**	
65131	Bourses					68 620,00	16 048,00	68 620,00	16 048,00	52 572,00	
65132	Prix					49,00		49,00		49,00	
6513	**Sous Total compte 6513**					**68 669,00**	**16 048,00**	**68 669,00**	**16 048,00**	**52 621,00**	
651	**Sous Total compte 651**					**68 669,00**	**16 048,00**	**68 669,00**	**16 048,00**	**52 621,00**	
65311	Indemnités de fonction					338 078,62		338 078,62		338 078,62	
65312	Frais de mission et de déplacement					2 342,77	396,00	2 342,77	396,00	1 946,77	
65313	Cotisations de retraite					29 098,67		29 098,67		29 098,67	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					14 005,95		14 005,95		14 005,95	
65315	Formation					5 052,00	3 000,00	5 052,00	3 000,00	2 052,00	
65316	Frais de représentation du maire					8 127,96		8 127,96		8 127,96	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
653172	Cotisations au fonds de financement de l					946,12		946,12		946,12	
65317	**Sous Total compte 65317**					**946,12**		**946,12**		**946,12**	
6531	**Sous Total compte 6531**					**397 652,09**	**3 396,00**	**397 652,09**	**3 396,00**	**394 256,09**	
653	**Sous Total compte 653**					**397 652,09**	**3 396,00**	**397 652,09**	**3 396,00**	**394 256,09**	
6541	Créances admises en non-valeur					49 986,25	80,89	49 986,25	80,89	49 905,36	
6542	Créances éteintes					96 975,57	2 398,77	96 975,57	2 398,77	94 576,80	
654	**Sous Total compte 654**					**146 961,82**	**2 479,66**	**146 961,82**	**2 479,66**	**144 482,16**	
65561	Contributions au fonds de compensation d					13 330 500,33	1 374 940,37	13 330 500,33	1 374 940,37	11 955 559,96	
65568	Autres contributions					164 048,53	107 590,18	164 048,53	107 590,18	56 458,35	
6556	**Sous Total compte 6556**					**13 494 548,86**	**1 482 530,55**	**13 494 548,86**	**1 482 530,55**	**12 012 018,31**	
655	**Sous Total compte 655**					**13 494 548,86**	**1 482 530,55**	**13 494 548,86**	**1 482 530,55**	**12 012 018,31**	
657363	CCAS/CIAS					2 014 438,00		2 014 438,00		2 014 438,00	
65736	**Sous Total compte 65736**					**2 014 438,00**		**2 014 438,00**		**2 014 438,00**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**2 014 438,00**		**2 014 438,00**		**2 014 438,00**	
65748	Autres personnes de droit privé					1 753 561,00	223 941,00	1 753 561,00	223 941,00	1 529 620,00	
6574	**Sous Total compte 6574**					**1 753 561,00**	**223 941,00**	**1 753 561,00**	**223 941,00**	**1 529 620,00**	
657	**Sous Total compte 657**					**3 767 999,00**	**223 941,00**	**3 767 999,00**	**223 941,00**	**3 544 058,00**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					120,00		120,00		120,00	
6581	**Sous Total compte 6581**					**120,00**		**120,00**		**120,00**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE
S²LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					225 415,55	210 272,00	225 415,55	210 272,00	15 143,55	
6584	Amendes fiscales et pénales					17 580,00	2 000,00	17 580,00	2 000,00	15 580,00	
65888	Autres					274 279,39	1 800,00	274 279,39	1 800,00	272 479,39	
6588	**Sous Total compte 6588**					**274 279,39**	**1 800,00**	**274 279,39**	**1 800,00**	**272 479,39**	
658	**Sous Total compte 658**					**517 394,94**	**214 072,00**	**517 394,94**	**214 072,00**	**303 322,94**	
65	**Sous Total compte 65**					**18 393 225,71**	**1 942 467,21**	**18 393 225,71**	**1 942 467,21**	**16 450 758,50**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					1 690 713,98		1 690 713,98		1 690 713,98	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					334 425,00	372 717,80	334 425,00	372 717,80		38 292,80
6611	**Sous Total compte 6611**					**2 025 138,98**	**372 717,80**	**2 025 138,98**	**372 717,80**	**1 652 421,18**	
661	**Sous Total compte 661**					**2 025 138,98**	**372 717,80**	**2 025 138,98**	**372 717,80**	**1 652 421,18**	
6681	Indemnités pour remboursement anticipé d					137 102,49		137 102,49		137 102,49	
668	**Sous Total compte 668**					**137 102,49**		**137 102,49**		**137 102,49**	
66	**Sous Total compte 66**					**2 162 241,47**	**372 717,80**	**2 162 241,47**	**372 717,80**	**1 789 523,67**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					41 145,62	20 100,00	41 145,62	20 100,00	21 045,62	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					1 520 575,67		1 520 575,67		1 520 575,67	
6761	Différences sur réalisations (positives)					355 385,32		355 385,32		355 385,32	
676	**Sous Total compte 676**					**355 385,32**		**355 385,32**		**355 385,32**	
67	**Sous Total compte 67**					**1 917 106,61**	**20 100,00**	**1 917 106,61**	**20 100,00**	**1 897 006,61**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					4 679 459,31		4 679 459,31		4 679 459,31	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6815	Dotations aux provisions pour risques et					10 500,00		10 500,00		10 500,00	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					4 700,00		4 700,00		4 700,00	
681	**Sous Total compte 681**					**4 694 659,31**		**4 694 659,31**		**4 694 659,31**	
68	**Sous Total compte 68**					**4 694 659,31**		**4 694 659,31**		**4 694 659,31**	
	Total classe 6					**99 722 499,53**	**9 911 858,98**	**99 722 499,53**	**9 911 858,98**	**89 912 584,87**	**101 944,32**
70311	Concession dans les cimetières (produit					7 358,00	71 067,00	7 358,00	71 067,00		63 709,00
70312	Redevances funéraires						383,00		383,00		383,00
7031	**Sous Total compte 7031**					**7 358,00**	**71 450,00**	**7 358,00**	**71 450,00**		**64 092,00**
70321	Droits de stationnement et de location s					232 690,50	326 344,07	232 690,50	326 344,07		93 653,57
70323	Redevance d'occupation du domaine public					8 500,65	252 673,30	8 500,65	252 673,30		244 172,65
7032	**Sous Total compte 7032**					**241 191,15**	**579 017,37**	**241 191,15**	**579 017,37**		**337 826,22**
70383	Redevance de stationnement						900 000,00		900 000,00		900 000,00
70384	Forfait de post-stationnement					110 000,00	1 428 461,72	110 000,00	1 428 461,72		1 318 461,72
703894	Reversements sur forfait de post-station					442,00		442,00		442,00	
70389	**Sous Total compte 70389**					**442,00**		**442,00**		**442,00**	
7038	**Sous Total compte 7038**					**110 442,00**	**2 328 461,72**	**110 442,00**	**2 328 461,72**		**2 218 019,72**
703	**Sous Total compte 703**					**358 991,15**	**2 978 929,09**	**358 991,15**	**2 978 929,09**		**2 619 937,94**
7062	Redevances et droits des services à cara						15 498,60		15 498,60		15 498,60
70631	A caractère sportif					1 306,75	87 101,75	1 306,75	87 101,75		85 795,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70632	A caractère de loisirs					2 315,50	91 647,79	2 315,50	91 647,79		89 332,29
7063	**Sous Total compte 7063**					**3 622,25**	**178 749,54**	**3 622,25**	**178 749,54**		**175 127,29**
7066	Redevances et droits des services à cara					77 127,80	2 322 949,38	77 127,80	2 322 949,38		2 245 821,58
7067	Redevances et droits des services périsc					324 470,06	4 559 781,25	324 470,06	4 559 781,25		4 235 311,19
706888	Autres					752,00	28 234,23	752,00	28 234,23		27 482,23
70688	**Sous Total compte 70688**					**752,00**	**28 234,23**	**752,00**	**28 234,23**		**27 482,23**
7068	**Sous Total compte 7068**					**752,00**	**28 234,23**	**752,00**	**28 234,23**		**27 482,23**
706	**Sous Total compte 706**					**405 972,11**	**7 105 213,00**	**405 972,11**	**7 105 213,00**		**6 699 240,89**
7082	Commissions						15 886,74		15 886,74		15 886,74
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)					12 000,00	85 715,00	12 000,00	85 715,00		73 715,00
70841	à la collectivité de rattachement						12 000,00		12 000,00		12 000,00
70848	aux autres organismes					122 924,72	580 568,30	122 924,72	580 568,30		457 643,58
7084	**Sous Total compte 7084**					**122 924,72**	**592 568,30**	**122 924,72**	**592 568,30**		**469 643,58**
70873	par le CCAS/CIAS					126 333,33	349 786,03	126 333,33	349 786,03		223 452,70
70876	par le GFP de rattachement					500,00	1 500,00	500,00	1 500,00		1 000,00
70878	par des tiers					10 674,39	116 179,03	10 674,39	116 179,03		105 504,64
7087	**Sous Total compte 7087**					**137 507,72**	**467 465,06**	**137 507,72**	**467 465,06**		**329 957,34**
708	**Sous Total compte 708**					**272 432,44**	**1 161 635,10**	**272 432,44**	**1 161 635,10**		**889 202,66**
70	**Sous Total compte 70**					**1 037 395,70**	**11 245 777,19**	**1 037 395,70**	**11 245 777,19**		**10 208 381,49**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73111	Impôts directs locaux						48 228 374,00		48 228 374,00		48 228 374,00
73118	Autres contributions directes						1 301,00		1 301,00		1 301,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**48 229 675,00**		**48 229 675,00**		**48 229 675,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						966 316,00		966 316,00		966 316,00
7312	**Sous Total compte 7312**						**966 316,00**		**966 316,00**		**966 316,00**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr					272 757,00	700 637,82	272 757,00	700 637,82		427 880,82
7314	**Sous Total compte 7314**					**272 757,00**	**700 637,82**	**272 757,00**	**700 637,82**		**427 880,82**
73154	Droits de place					6 374,00	13 002,00	6 374,00	13 002,00		6 628,00
7315	**Sous Total compte 7315**					**6 374,00**	**13 002,00**	**6 374,00**	**13 002,00**		**6 628,00**
731721	Taxe de séjour					41 815,31	142 177,39	41 815,31	142 177,39		100 362,08
73172	**Sous Total compte 73172**					**41 815,31**	**142 177,39**	**41 815,31**	**142 177,39**		**100 362,08**
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux						56,00		56,00		56,00
73173	**Sous Total compte 73173**						**56,00**		**56,00**		**56,00**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure						95 846,79		95 846,79		95 846,79
7317	**Sous Total compte 7317**					**41 815,31**	**238 080,18**	**41 815,31**	**238 080,18**		**196 264,87**
7318	Autres						20 745,00		20 745,00		20 745,00
731	**Sous Total compte 731**					**320 946,31**	**50 168 456,00**	**320 946,31**	**50 168 456,00**		**49 847 509,69**
73211	Attribution de compensation						14 370 294,00		14 370 294,00		14 370 294,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**14 370 294,00**		**14 370 294,00**		**14 370 294,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
732	**Sous Total compte 732**						**14 370 294,00**		**14 370 294,00**		**14 370 294,00**
73331	Communes (FSRIF)					600,00	4 068 948,00	600,00	4 068 948,00		4 068 348,00
7333	**Sous Total compte 7333**					**600,00**	**4 068 948,00**	**600,00**	**4 068 948,00**		**4 068 348,00**
733	**Sous Total compte 733**					**600,00**	**4 068 948,00**	**600,00**	**4 068 948,00**		**4 068 348,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen					20 307,77	9 239,95	20 307,77	9 239,95	11 067,82	
739	**Sous Total compte 739**					**20 307,77**	**9 239,95**	**20 307,77**	**9 239,95**	**11 067,82**	
73	**Sous Total compte 73**					**341 854,08**	**68 616 937,95**	**341 854,08**	**68 616 937,95**		**68 275 083,87**
74111	Dotation forfaitaire des communes						5 210 234,00		5 210 234,00		5 210 234,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des						6 657 477,00		6 657 477,00		6 657 477,00
74112	**Sous Total compte 74112**						**6 657 477,00**		**6 657 477,00**		**6 657 477,00**
7411	**Sous Total compte 7411**						**11 867 711,00**		**11 867 711,00**		**11 867 711,00**
741	**Sous Total compte 741**						**11 867 711,00**		**11 867 711,00**		**11 867 711,00**
744	FCTVA						249 606,03		249 606,03		249 606,03
74611	DGD						90 634,00		90 634,00		90 634,00
7461	**Sous Total compte 7461**						**90 634,00**		**90 634,00**		**90 634,00**
746	**Sous Total compte 746**						**90 634,00**		**90 634,00**		**90 634,00**
74718	Autres					56 319,96	577 667,92	56 319,96	577 667,92		521 347,96
7471	**Sous Total compte 7471**					**56 319,96**	**577 667,92**	**56 319,96**	**577 667,92**		**521 347,96**
7472	Régions					40 904,00	56 808,00	40 904,00	56 808,00		15 904,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7473	Départements					188 224,11	745 008,64	188 224,11	745 008,64		556 784,53
74748	Autres communes					36 815,32	57 438,91	36 815,32	57 438,91		20 623,59
7474	**Sous Total compte 7474**					**36 815,32**	**57 438,91**	**36 815,32**	**57 438,91**		**20 623,59**
74758	Autres groupements						70 917,50		70 917,50		70 917,50
7475	**Sous Total compte 7475**						**70 917,50**		**70 917,50**		**70 917,50**
7476	Sécurité sociale et organismes mutualist					20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00		0,00
747888	Autres					2 638 644,53	8 695 493,95	2 638 644,53	8 695 493,95		6 056 849,42
74788	**Sous Total compte 74788**					**2 638 644,53**	**8 695 493,95**	**2 638 644,53**	**8 695 493,95**		**6 056 849,42**
7478	**Sous Total compte 7478**					**2 638 644,53**	**8 695 493,95**	**2 638 644,53**	**8 695 493,95**		**6 056 849,42**
747	**Sous Total compte 747**					**2 980 907,92**	**10 223 334,92**	**2 980 907,92**	**10 223 334,92**		**7 242 427,00**
7482	Compensation pour perte de taxe addition						2 199,00		2 199,00		2 199,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra					69 029,00	1 409 855,00	69 029,00	1 409 855,00		1 340 826,00
74836	Attribution du fonds départemental de pé						74 465,85		74 465,85		74 465,85
7483	**Sous Total compte 7483**					**69 029,00**	**1 484 320,85**	**69 029,00**	**1 484 320,85**		**1 415 291,85**
7484	Dotation de recensement						7 790,00		7 790,00		7 790,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						66 498,00		66 498,00		66 498,00
748	**Sous Total compte 748**					**69 029,00**	**1 560 807,85**	**69 029,00**	**1 560 807,85**		**1 491 778,85**
74	**Sous Total compte 74**					**3 049 936,92**	**23 992 093,80**	**3 049 936,92**	**23 992 093,80**		**20 942 156,88**
752	Revenus des immeubles					47 014,25	348 618,62	47 014,25	348 618,62		301 604,37

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7584	Recouvrement sur créances admises en non						5 394,91		5 394,91		5 394,91
75886	Gains de change sur créances et dettes n					13 800,00	13 800,00	13 800,00	13 800,00		0,00
75888	Autres					3 690,00	899 988,02	3 690,00	899 988,02		896 298,02
7588	**Sous Total compte 7588**					**17 490,00**	**913 788,02**	**17 490,00**	**913 788,02**		**896 298,02**
758	**Sous Total compte 758**					**17 490,00**	**919 182,93**	**17 490,00**	**919 182,93**		**901 692,93**
75	**Sous Total compte 75**					**64 504,25**	**1 267 801,55**	**64 504,25**	**1 267 801,55**		**1 203 297,30**
761	Produits de participations						147,28		147,28		147,28
76	**Sous Total compte 76**						**147,28**		**147,28**		**147,28**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur					99,47	111 521,73	99,47	111 521,73		111 422,26
775	Produits des cessions d'immobilisations						1 777 896,00		1 777 896,00		1 777 896,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)						98 064,99		98 064,99		98 064,99
776	**Sous Total compte 776**						**98 064,99**		**98 064,99**		**98 064,99**
777	Recettes et quote-part des subventions d						89 614,63		89 614,63		89 614,63
77	**Sous Total compte 77**					**99,47**	**2 077 097,35**	**99,47**	**2 077 097,35**		**2 076 997,88**
7815	Reprises sur provisions pour risques et						2 000,00		2 000,00		2 000,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci						8 600,00		8 600,00		8 600,00
781	**Sous Total compte 781**						**10 600,00**		**10 600,00**		**10 600,00**
78	**Sous Total compte 78**						**10 600,00**		**10 600,00**		**10 600,00**
	Total classe 7					**4 493 790,42**	**107 210 455,12**	**4 493 790,42**	**107 210 455,12**	**11 509,82**	**102 728 174,52**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total général	**492 522 157,42**	**492 522 157,42**	**387 848 548,10**	**370 961 365,77**	**125 055 112,69**	**141 942 295,02**	**1 005 425 818,21**	**1 005 425 818,21**	**598 277 589,37**	**598 277 589,37**

SGC MONTROUGE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE
BAGNEUX - COMMUNE

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15600 - BAGNEUX - COMMUNE

Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT Balance d'entrée	DEBIT Année en cours	DEBIT TOTAL	CREDIT Balance d'entrée	CREDIT Année en cours	CREDIT TOTAL	SOLDES Débiteurs	SOLDES Créditeurs
861 Portefeuille							0,00	0,00
activites csc gueffier	11 667,00	-1 167,00	10 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	9 000,00	0,00
activites csc prévert	28 621,21	-1 027,66	27 593,55	0,00	2 814,55	2 814,55	24 779,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 861	40 288,21	-2 194,66	38 093,55	0,00	4 314,55	4 314,55	33 779,00	0,00
862 Correspondant							0,00	0,00
activites csc gueffier	522,24	1 457,76	1 980,00	0,00	1 620,00	1 620,00	360,00	0,00
activites csc prévert	2 088,96	2 466,04	4 555,00	0,00	2 495,00	2 495,00	2 060,00	0,00
SOUS-TOTAL COMPTE 862	2 611,20	3 923,80	6 535,00	0,00	4 115,00	4 115,00	2 420,00	0,00
863 Prise en charge titre et valeur							0,00	0,00
activites csc gueffier	0,00	1 620,00	1 620,00	12 189,24	-1 209,24	10 980,00	0,00	9 360,00
activites csc prévert	0,00	2 495,00	2 495,00	30 710,17	-1 376,17	29 334,00	0,00	26 839,00
SOUS-TOTAL COMPTE 863	0,00	4 115,00	4 115,00	42 899,41	-2 585,41	40 314,00	0,00	36 199,00
TOTAUX	42 899,41	5 844,14	48 743,55	42 899,41	5 844,14	48 743,55	36 199,00	36 199,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_3-DE

Page des signatures

15600 - BAGNEUX - COMMUNE Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **BAGNEUX - COMMUNE** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 35
Votes contre : 2
Abstentions : 0
NPPV : 1

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_4 — **Adoption du compte administratif du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2024**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_4

Finances

Compte administratif afférent à l'exercice 2024 (budget principal de la commune)

Objet : **Adoption du compte administratif du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2024**

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

N'ayant pas participé au vote :
Madame Marie-Hélène AMIABLE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Compte de Gestion établi par le Comptable Public comptable assignataire de la Commune pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Vu la présentation faite par Madame le Maire du compte administratif 2024 ;

Considérant la présentation du Budget Primitif, du Budget Supplémentaire et de la décision modificative de l'exercice 2024 ;

Considérant que l'assemblée délibérante a voté le budget de l'exercice 2024 par nature et par chapitre ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le Compte Administratif 2024 de la commune arrêté comme suit :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	**SECTION D'INVESTISSEMENT**
Recettes de l'exercice 2024	102 791 826,04 €	24 731 509,98 €
Dépenses de l'exercice 2024	89 885 801,89 €	20 750 351,80 €
Résultat 2024	**12 906 024,15 €**	**3 981 158,18 €**
Excédent 2023 reporté	948 628,71 €	5 487 830,74 €
Déficit 2023 reporté		
Résultat 2024 cumulé (dont résultats 2023)	**13 854 652,86 €**	**9 468 988,92 €**
Résultat cumulé 2024 (dont résultats 2023)	**23 323 641,78 €**	
Restes à réaliser 2024 reportés sur 2025		
Dépenses reportées		12 633 703,15 €

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Recettes reportées		

Résultat net 2024 (dont résultats 2023 et restes à réaliser 2024 sur 2025)	**13 854 652,86 €**	**- 1 155 354,54 €**

Résultat net 2024 (dont résultats 2023 et restes à réaliser 2024 sur 2025)	***12 699 298,32 €***

Article 2 : atteste que les opérations effectuées ainsi que les résultats inscrits au Compte Administratif 2024 sont conformes au Compte de Gestion présenté par le Comptable Public pour l'exercice 2024.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Bagneux

Présentation brève et synthétique du compte administratif 2024

ANNEXE AU COMPTE ADMINISTRATIF 2024

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE

En application des dispositions de l'article L2313-1 du CGCT
modifié par l'article 107 de la loi NOtre

BUDGET PRINCIPAL COMMUNE DE BAGNEUX

INFORMATIONS GENERALES RATIOS BUDGETAIRES

	Ratio Ville de Bagneux BP 2024	**Ratio Ville de Bagneux CA 2024**	Moyennes nationales de la strate 20,000 à 50,000 hab (2023)
Ratio 1 : Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 892,08	**1 899,31**	1 348,42
Ratio 2 : Produit des impositions directes/population	1 019,01	**1 136,15**	777,00
Ratio 3 : Recettes réelles de fonctionnement/population	2 106,34	**2 338,61**	1 562,04
Ratio 4 : Dépenses d'équipement brut/population	487,20	**264,53**	367,10
Ratio 5 : Encours de dette/population	1 166,44	**1 062,21**	989,54
Ratio 6 : DGF/population	259,83	**270,50**	200,39
Ratio 7 : Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	55,47%	**55,74%**	60,46%
Ratio 8 : Dépenses de fonctionnement et remboursement dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	106,61%	**88,59%**	92,89%
Ratio 9 : Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	23,13%	**11,31%**	23,50%
Ratio 10 : Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	55,38%	**45,42%**	63,35%

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Bagneux

Présentation brève et synthétique du compte administratif 2024

EQUILIBRE GENERAL DU COMPTE ADMINISTRATIF PAR POSTES

133,9
millions d'euros
Budget total de la ville

- Fonctionnement : 103,7 millions d'euros
- Investissement : 30,2 millions d'euros

REPARTITION DU BUDGET

FONCTIONNEMENT

Charges de personnel : 46,5 M€	Recettes fiscales : 49,8 M€
Crédits d'activités des services : 18,6 M€	Dotations et fonds divers : 17,7 M€
Financement EPT : 11,9 M€	Attribution de compensation : 14,4 M€
Subventions: 4,5 M€	Subventions reçues : 7,2 M€
Frais financiers : 1,8 M€	Participation des usagers : 5,1 M€
Opérations d'ordre : 6,5 M€	Autres ressources : 8,6 M€
Résultat de fonctionnement : 13,9 M€	Excédent de fonctionnement reporté 0,9 M€

INVESTISSEMENT

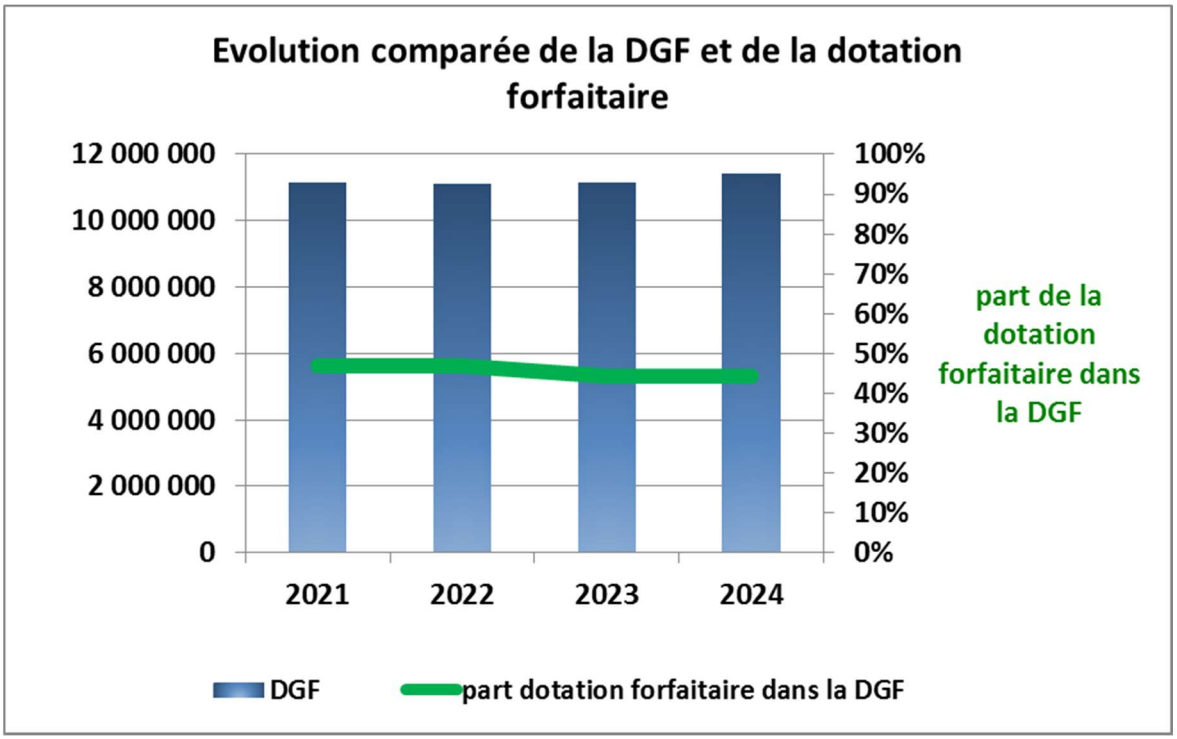
Remboursement emprunts : 7,5 M€	Ressources propres (résultats n-1, amortissements, fiscalité) : 21,3 M€
Programme d'investissement : 11,8 M€	Emprunt : 4 M€
Subventions et participations: 1,2 M€	Subventions : 2,7 M€
Dépenses d'ordres : 0,2€	Autres ressources : 2,2 M€
Résultat d'investissement : 9,5	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Bagneux

Présentation brève et synthétique du compte administratif 2024

LES RECETTES
Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)



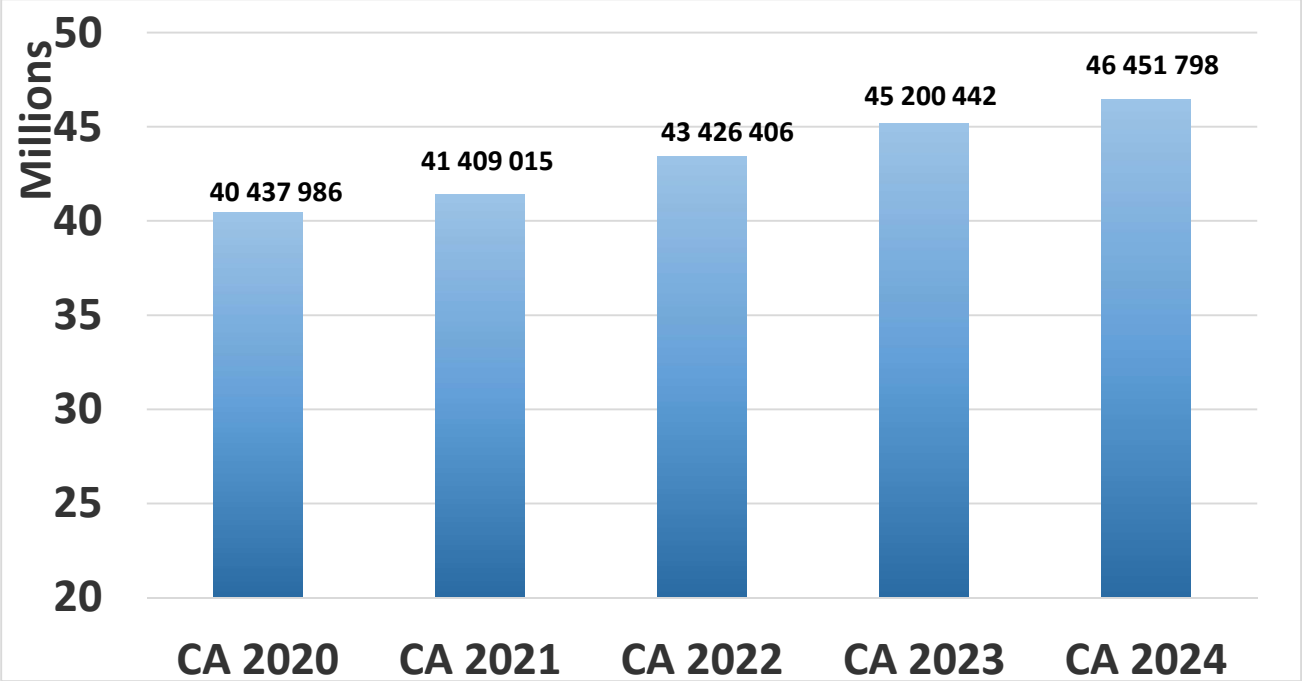
Evolution des produits d'impositions directes et des compensations d'exonérations fiscales

PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS				
	Réalisé 2021	**Réalisé 2022**	**Réalisé 2023**	**Réalisé 2024**
Produit et compensation taxe d'habitation	476 614	426 826	806 273	792 720
Produit et compensations foncier bâti	21 368 282	25 733 127	28 432 932	31 790 293
Versement coefficient correcteur	12 374 374	13 561 975	14 962 224	16 822 438
Produit et compensation foncier non bâti	148 656	153 634	167 715	163 749
Produits et compensation ménages	**34 367 926**	**39 875 562**	**44 369 144**	**49 569 200**
Compensations droits enregistrements	1 188	1 509	1 500	2 199
Total des produits et compensations	**34 369 114**	**39 877 071**	**44 370 644**	**49 571 399**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Présentation brève et synthétique du compte administratif 2024

LES DEPENSES
L'évolution des dépenses de personnel depuis 2020



Un endettement contenu, sécurisé, à un taux moyen en diminution

	2023	2024
Encours de la dette au 31 décembre	51 182 050 €	47 603 464 €
Répartition de l'encours	48% fixe	46% fixe
	42% variable	48% variable
	10% structuré	6% structuré
Taux moyen de la dette	3,30%	2,97%
Frais financiers	1 805 000 €	1 690 219 €
Classement de l'encours	94% en 1A	98% en 1A
	2% en 2A	2% en 2A
	4% en 1E	0% en 1E

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Bagneux

Présentation brève et synthétique du compte administratif 2024

BUDGET ANNEXE POMPES FUNEBRES

Balance de la section de fonctionnement

Dépenses			Recettes		
Nature	Libellé	Montant	Nature	Libellé	Montant
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT	12 000,00	706	PRESTATIONS DE SERVICES	14 261,25

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : MAIRIE DE BAGNEUX (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21920007800216

POSTE COMPTABLE : COMMUNE DE BAGNEUX

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : BUDGET BAGNEUX (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 24
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 25
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 26
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 27
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 30
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 34
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 39

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 42
A1.01 - Opérations non ventilables 44
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 45
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 77
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 89
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 90
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 91
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 98
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 106
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 112
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 113
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 114
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 120
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 122
A2.938 - Fonction 8 - Transports 125

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 129
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 130
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 138
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 140
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 141
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 143

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 144
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 145
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 146
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 147
B3.1 - Etat des provisions constituées 149
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 151
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 153
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 169
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés 170
B7.9 - Autres engagements reçus 171
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 172
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes 176
B9 - Etat du personnel 177
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 182
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 188
B11.2 - Liste des établissements publics créés 189
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 190
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 191
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties 208
B13 - Opérations liées aux cessions 209
B14 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 210
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 211
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 212
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 214
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 218

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 222
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble 223
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus 229
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 230
D11 - Décisions en matière de taux 233
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	43874

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1352.10

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1899.31
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2338.61
3	Dépenses d'équipement brut / population	264.53
4	Encours de dette / population (2) (3)	1062.21
5	DGF / population	270.50
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	55.74%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	88.59%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	11.31%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	45.42%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	17.05%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	110 636 153,69	127 523 336,02	6 436 459,45	A1	23 323 641,78
Investissement	20 750 351,80	24 731 509,98	(2) 5 487 830,74	A2	9 468 988,92
Dont 1068		8 756 241,65			
Fonctionnement	89 885 801,89	102 791 826,04	(3) 948 628,71	A3	13 854 652,86

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	12 636 877,15	III + IV	2 009 359,69	B1	-10 627 517,46
Investissement	I	12 636 877,15	III	2 009 359,69	B2	-10 627 517,46
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	12 696 124,32
Investissement	**A2 + B2**	-1 158 528,54
Fonctionnement	**A3 + B3**	13 854 652,86

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**12 636 877,15**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**2 563 636,41**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**219 628,08**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**3 478 463,08**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**6 375 149,58**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES

C5

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**2 009 359,69**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**2 009 359,69**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

II – PRESENTATION GENERALE

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET

II A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	89 885 801,89	G	102 791 826,04
	Section d'investissement	B	20 750 351,80	H	24 731 509,98
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	948 628,71 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	5 487 830,74 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	110 636 153,69	= G + H + I + J	133 959 795,47
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	12 636 877,15	L	2 009 359,69
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	12 636 877,15	= K + L	2 009 359,69
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	89 885 801,89	= G + I + K	103 740 454,75
	Section d'investissement	= B + D + F	33 387 228,95	= H + J + L	32 228 700,41
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	123 273 030,84	= G + H + I + J + K + L	135 969 155,16

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

II – PRESENTATION GENERALE

EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT

B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		2 709 418,78
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		4 082 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	537 885,21	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	1 100 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	9 019 434,81	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	2 048 785,42	0,00
Total des réalisations d'équipement		**12 706 105,44**	**6 791 918,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	2 417 582,30
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 561 575,35	555,56
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	85 200,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**7 646 775,35**	**2 418 137,86**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	197 067,19	197 067,19
Total des réalisations réelles en investissement		I **20 549 947,98**	II **9 407 123,83**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*187 679,62*	*5 034 844,63*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*12 724,20*	*1 533 299,87*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***200 403,82***	*IV* ***6 568 144,50***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**20 750 351,80**	II + IV	**15 975 268,33**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**5 487 830,74**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**8 756 241,65**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**20 750 351,80**	II + IV + VI + VII	**30 219 340,72**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**9 468 988,92**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

II – PRESENTATION GENERALE

EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT

II
B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	18 590 545,98	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	10 208 823,49
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	46 451 798,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	18 438 642,00
		731 Fiscalité locale	49 847 509,69
		74 Dotations et participations (1)	20 942 156,88
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	16 450 758,50	75 Autres produits de gestion courante (1)	1 203 297,30
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	11 509,82	013 Atténuations de charges (1)	63 651,52
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	81 504 612,30	Total recettes de gestion des services	100 704 080,88
66 Charges financières	1 789 523,67	76 Produits financiers	147,28
67 Charges spécifiques (1)	21 045,62	77 Produits spécifiques (1)	1 889 318,26
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	15 200,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	10 600,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I **83 330 381,59**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II **102 604 146,42**

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	*6 555 420,30*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*187 679,62*
043 Opérations ordre intérieur de la section	*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III* ***6 555 420,30***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV* ***187 679,62***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III **89 885 801,89**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV **102 791 826,04**

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 948 628,71

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V **89 885 801,89**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI **103 740 454,75**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	**13 854 652,86**

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – DEPENSES

C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*89 614,63*	89 614,63
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		7 561 575,35	*0,00*	7 561 575,35
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*98 064,99*	98 064,99
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		537 885,21	*0,00*	537 885,21
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		1 100 000,00	*0,00*	1 100 000,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		9 019 434,81	*12 724,20*	9 032 159,01
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		2 048 785,42	*0,00*	2 048 785,42
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		85 200,00	*0,00*	85 200,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		197 067,19	*0,00*	197 067,19
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**20 549 947,98**	***200 403,82***	**20 750 351,80**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	18 590 545,98		18 590 545,98
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	46 451 798,00		46 451 798,00
014	Atténuations de produits	11 509,82		11 509,82
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	16 450 758,50	*0,00*	16 450 758,50
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	1 789 523,67	*0,00*	1 789 523,67
67	Charges spécifiques (9)	21 045,62	*1 875 960,99*	1 897 006,61
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	15 200,00	*4 679 459,31*	4 694 659,31
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**83 330 381,59**	***6 555 420,30***	**89 885 801,89**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

II – PRESENTATION GENERALE
BALANCE GENERALE – RECETTES

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 417 582,30	*0,00*	2 417 582,30
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	2 709 418,78	*0,00*	2 709 418,78
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 083 055,56	*0,00*	4 083 055,56
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		355 385,32	355 385,32
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*1 520 575,67*	1 520 575,67
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*12 724,20*	12 724,20
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*4 679 459,31*	4 679 459,31
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	197 067,19	*0,00*	197 067,19
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**9 407 123,83**	***6 568 144,50***	**15 975 268,33**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**8 756 241,65**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**5 487 830,74**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	63 651,52		63 651,52
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	10 208 823,49		10 208 823,49
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 438 642,00		18 438 642,00
731	Fiscalité locale	49 847 509,69		49 847 509,69
74	Dotations et participations (8)	20 942 156,88		20 942 156,88
75	Autres produits de gestion courante (8)	1 203 297,30	0,00	1 203 297,30
76	Produits financiers	147,28	*0,00*	147,28
77	Produits spécifiques (8)	1 889 318,26	*187 679,62*	2 076 997,88
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	10 600,00	*0,00*	10 600,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**102 604 146,42**	***187 679,62***	**102 791 826,04**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**948 628,71**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**40 791 398,35**	**20 750 351,80**	**12 636 877,15**	**7 404 169,40**	**0,00**	**20 750 351,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 256 140,30	537 885,21	219 628,08	498 627,01	0,00	537 885,21
204	Subventions d'équipement versées (7)	1 115 000,00	1 100 000,00	0,00	15 000,00	0,00	1 100 000,00
21	Immobilisations corporelles	16 688 159,94	9 019 434,81	3 478 463,08	4 190 262,05	0,00	9 019 434,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 553 661,70	2 048 785,42	6 375 149,58	2 129 726,70	0,00	2 048 785,42
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**29 612 961,94**	**12 706 105,44**	**10 073 240,74**	**6 833 615,76**	**0,00**	**12 706 105,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	2 563 636,41	0,00	2 563 636,41	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	7 725 000,00	7 561 575,35	0,00	163 424,65		7 561 575,35
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	90 000,00	85 200,00	0,00	4 800,00	0,00	85 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**10 378 636,41**	**7 646 775,35**	**2 563 636,41**	**168 224,65**	**0,00**	**7 646 775,35**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	247 800,00	197 067,19	0,00	50 732,81	0,00	197 067,19
Total des dépenses réelles		**40 239 398,35**	**20 549 947,98**	**12 636 877,15**	**7 052 573,22**	**0,00**	**20 549 947,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*90 000,00*	*187 679,62*		*-97 679,62*		*187 679,62*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*462 000,00*	*12 724,20*		*449 275,80*		*12 724,20*
Total des dépenses d'ordre		**552 000,00**	**200 403,82**		**351 596,18**		**200 403,82**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**40 791 398,35**	**20 750 351,80**	**12 636 877,15**	**7 404 169,40**	**0,00**	**20 750 351,80**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**35 303 567,61**	**24 731 509,98**	**2 009 359,69**	**8 562 697,94**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	7 636 585,96	2 709 418,78	2 009 359,69	2 917 807,49
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	2 008 413,29	4 082 500,00	0,00	-2 074 086,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 644 999,25**	**6 791 918,78**	**2 009 359,69**	**843 720,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 406 241,65	11 173 823,95	0,00	-767 582,30
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	555,56	0,00	-555,56
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 080 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**11 486 241,65**	**11 174 379,51**	**0,00**	**311 862,14**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	247 800,00	197 067,19	0,00	50 732,81
Total des recettes réelles		**21 379 040,90**	**18 163 365,48**	**2 009 359,69**	**1 206 315,73**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*8 779 526,71*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*4 683 000,00*	*5 034 844,63*		*-351 844,63*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*462 000,00*	*1 533 299,87*		*-1 071 299,87*
Total des recettes d'ordre		***13 924 526,71***	***6 568 144,50***		***7 356 382,21***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***5 487 830,74***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**40 791 398,35**	**30 219 340,72**	**2 009 359,69**	**8 562 697,94**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**40 791 398,35**	**20 750 351,80**	**12 636 877,15**	**7 404 169,40**	**0,00**	**20 750 351,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 256 140,30	537 885,21	219 628,08	498 627,01	0,00	537 885,21
2031	Frais d'études	1 058 403,36	413 101,79	159 987,78	485 313,79	0,00	413 101,79
2033	Frais d'insertion	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	187 736,94	124 783,42	59 640,30	3 313,22	0,00	124 783,42
204	Subventions d'équipement versées (9)	1 115 000,00	1 100 000,00	0,00	15 000,00	0,00	1 100 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 115 000,00	1 100 000,00	0,00	15 000,00	0,00	1 100 000,00
21	Immobilisations corporelles	16 688 159,94	9 019 434,81	3 478 463,08	4 190 262,05	0,00	9 019 434,81
2111	Terrains nus	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	505 353,56	100 395,04	19 316,91	385 641,61	0,00	100 395,04
2128	Autres agencements et aménagements	688 734,75	342 965,55	12 000,00	333 769,20	0,00	342 965,55
21311	Bâtiments administratifs	691 163,82	291 158,16	64 371,04	335 634,62	0,00	291 158,16
21312	Bâtiments scolaires	1 624 547,43	2 213 788,22	1 076 547,12	-1 665 787,91	0,00	2 213 788,22
21314	Bâtiments culturels et sportifs	325 000,00	563 199,94	127 932,01	-366 131,95	0,00	563 199,94
21316	Equipements du cimetière	14 780,02	0,00	0,00	14 780,02	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	4 734 827,08	1 127 255,32	762 036,61	2 845 535,15	0,00	1 127 255,32
21351	Bâtiments publics	758 867,63	198 639,23	243 274,03	316 954,37	0,00	198 639,23
2138	Autres constructions	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 071 797,72	1 635 440,01	45 555,77	-609 198,06	0,00	1 635 440,01
21533	Réseaux câblés	160 668,41	35 019,31	111 597,14	14 051,96	0,00	35 019,31
21538	Autres réseaux	1 493,50	0,00	0,00	1 493,50	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	10 000,00	6 516,00	0,00	3 484,00	0,00	6 516,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 112 664,15	1 070 933,46	231 463,13	810 267,56	0,00	1 070 933,46
21611	Biens sous-jacents	0,00	3 000,00	6 583,20	-9 583,20	0,00	3 000,00
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	10 810,00	8 380,00	2 412,00	18,00	0,00	8 380,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	2 640,00	-2 640,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	921 478,49	363 978,91	492 334,57	65 165,01	0,00	363 978,91
21838	Autre matériel informatique	330 510,05	201 152,65	131 376,28	-2 018,88	0,00	201 152,65

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations opérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations opérées hors AP
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	196 565,90	93 400,20	14 695,19	88 470,51	0,00	93 400,20
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	82 645,37	50 444,92	21 713,19	10 487,26	0,00	50 444,92
2188	Autres immobilisations corporelles	846 252,06	713 767,89	112 614,89	19 869,28	0,00	713 767,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 553 661,70	2 048 785,42	6 375 149,58	2 129 726,70	0,00	2 048 785,42
2313	Constructions	7 092 177,13	1 563 538,39	3 543 931,82	1 984 706,92	0,00	1 563 538,39
2315	Install., matériel et outill. technique	2 473 130,31	485 247,03	1 942 863,50	45 019,78	0,00	485 247,03
238	Avances commandes immo corporelles	988 354,26	0,00	888 354,26	100 000,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**29 612 961,94**	**12 706 105,44**	**10 073 240,74**	**6 833 615,76**	**0,00**	**12 706 105,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	2 563 636,41	0,00	2 563 636,41	0,00		0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 563 636,41	0,00	2 563 636,41	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	7 725 000,00	7 561 575,35	0,00	163 424,65		7 561 575,35
1641	Emprunts en euros	7 700 000,00	7 522 385,76	0,00	177 614,24		7 522 385,76
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	14 189,59	0,00	-14 189,59		14 189,59
16818	Emprunts - Autres prêteurs	25 000,00	25 000,00	0,00	0,00		25 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	90 000,00	85 200,00	0,00	4 800,00	0,00	85 200,00
261	Titres de participation	90 000,00	85 200,00	0,00	4 800,00	0,00	85 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**10 378 636,41**	**7 646 775,35**	**2 563 636,41**	**168 224,65**	**0,00**	**7 646 775,35**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	247 800,00	197 067,19	0,00	50 732,81	0,00	197 067,19
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
45816	TRAVAUX RESIDENCE AUTONOMIE POUR CCAS	197 800,00	197 067,19	0,00	732,81	0,00	197 067,19
Total des dépenses réelles		**40 239 398,35**	**20 549 947,98**	**12 636 877,15**	**7 052 573,22**	**0,00**	**20 549 947,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*90 000,00*	*187 679,62*		*-97 679,62*		*187 679,62*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*90 000,00*	*187 679,62*		*-97 679,62*		*187 679,62*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*20 000,00*	*24 733,00*		*-4 733,00*		*24 733,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*15 000,00*	*19 094,00*		*-4 094,00*		*19 094,00*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations opérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations opérées hors AP
13913	*Subv. transf. Départements*	*5 000,00*	*7 900,00*		*-2 900,00*		*7 900,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*15 000,00*	*3 988,27*		*11 011,73*		*3 988,27*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*5 000,00*	*5 720,58*		*-720,58*		*5 720,58*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*10 000,00*	*27 733,78*		*-17 733,78*		*27 733,78*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*20 000,00*	*445,00*		*19 555,00*		*445,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*98 064,99*		*-98 064,99*		*98 064,99*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*462 000,00*	*12 724,20*		*449 275,80*		*12 724,20*
21311	*Bâtiments administratifs*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*		*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*30 000,00*	*0,00*		*30 000,00*		*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*250 000,00*	*12 724,20*		*237 275,80*		*12 724,20*
2152	*Installations de voirie*	*100 000,00*	*0,00*		*100 000,00*		*0,00*
21533	*Réseaux câblés*	*60 000,00*	*0,00*		*60 000,00*		*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**552 000,00**	**200 403,82**		**351 596,18**		**200 403,82**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Dépenses engagées non mandatées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**35 303 567,61**	**24 731 509,98**	**2 009 359,69**	**8 562 697,94**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	7 636 585,96	2 709 418,78	2 009 359,69	2 917 807,49
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	145 497,50	34 416,50	89 581,00	21 500,00
1312	Subv. transf. Régions	25 400,00	0,00	5 400,00	20 000,00
1313	Subv. transf. Départements	73 688,00	46 848,60	33 688,00	-6 848,60
13148	Subv. transf. Autres communes	7 919,34	0,00	45 820,39	-37 901,05
13158	Subv. transf. Autres groupements	404 757,07	184 552,26	106 557,70	113 647,11
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 244 404,50	24 158,06	280 000,00	940 246,44
1322	Subv. non transf. Régions	644 613,77	579 164,60	65 449,33	-0,16
1323	Subv. non transf. Départements	4 147 043,17	1 360 355,16	1 299 064,60	1 487 623,41
13258	Subv. non transf. Autres groupements	32 533,71	0,00	36 083,67	-3 549,96
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	613 147,90	182 342,60	47 715,00	383 090,30
1345	Amendes radars automatiques et de police	297 581,00	297 581,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	2 008 413,29	4 082 500,00	0,00	-2 074 086,71
1641	Emprunts en euros	1 925 913,29	4 000 000,00	0,00	-2 074 086,71
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	7 500,00	7 500,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	75 000,00	75 000,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 644 999,25**	**6 791 918,78**	**2 009 359,69**	**843 720,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves	10 406 241,65	11 173 823,95	0,00	-767 582,30
10222	FCTVA	1 500 000,00	1 951 853,63	0,00	-451 853,63
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	465 728,67	0,00	-315 728,67
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 756 241,65	8 756 241,65	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	555,56	0,00	-555,56
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	555,56	0,00	-555,56
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser (2)	Crédits sans emploi (3)
26	Participations et créances rattachées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 080 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**11 486 241,65**	**11 174 379,51**	**0,00**	**311 862,14**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	247 800,00	197 067,19	0,00	50 732,81
Total des recettes réelles		**21 379 040,90**	**18 163 365,48**	**2 009 359,69**	**1 206 315,73**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 779 526,71*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*4 683 000,00*	*5 034 844,63*		*-351 844,63*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*355 385,32*		*-355 385,32*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 500 000,00*	*15 017,88*		*4 484 982,12*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*7 505,07*		*-7 505,07*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*95 457,14*		*-95 457,14*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*1 800,00*		*-1 800,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*0,00*	*22 629,93*		*-22 629,93*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*48 700,00*		*-48 700,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*261 893,94*		*-261 893,94*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*158 271,38*		*-158 271,38*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*66 929,21*		*-66 929,21*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*831 293,81*		*-831 293,81*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*172,80*		*-172,80*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*179 129,59*		*-179 129,59*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*132 883,77*		*-132 883,77*
28152	*Installations de voirie*	*183 000,00*	*282 135,70*		*-99 135,70*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*126 844,96*		*-126 844,96*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*92,64*		*-92,64*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*49 625,57*		*-49 625,57*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*5 045,49*		*-5 045,49*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*3 137,34*		*-3 137,34*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*1 058 373,44*		*-1 058 373,44*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*241 515,31*		*-241 515,31*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*326 923,90*		*-326 923,90*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*2 412,00*		*-2 412,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*240 294,49*		*-240 294,49*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*521 373,95*		*-521 373,95*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*462 000,00*	*1 533 299,87*		*-1 071 299,87*
2031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*		*300 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*62 000,00*	*0,00*		*62 000,00*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réali... (2)	Crédits sans emploi (3)
2115	*Terrains bâtis*	***0,00***	***1 520 575,67***		***-1 520 575,67***
238	*Avances commandes immo corporelles*	*100 000,00*	*12 724,20*		*87 275,80*
Total des recettes d'ordre		***13 924 526,71***	***6 568 144,50***		***7 356 382,21***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Recettes justifiées non titrées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**98 934 526,71**	**81 951 914,37**	**7 933 887,52**	**0,00**	**9 048 724,82**	**0,00**	**89 885 801,89**
011	Charges à caractère général (3)	19 402 000,00	13 918 927,85	4 671 618,13	0,00	811 454,02	0,00	18 590 545,98
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	47 384 000,00	44 238 492,73	2 213 305,27	0,00	932 202,00		46 451 798,00
014	Atténuations de produits	40 000,00	10 348,52	1 161,30	0,00	28 490,18		11 509,82
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	16 500 000,00	15 737 380,68	713 377,82	0,00	49 241,50	0,00	16 450 758,50
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**83 326 000,00**	**73 905 149,78**	**7 599 462,52**	**0,00**	**1 821 387,70**	**0,00**	**81 504 612,30**
66	Charges financières	2 055 000,00	1 455 098,67	334 425,00	0,00	265 476,33		1 789 523,67
67	Charges spécifiques (3)	50 000,00	21 045,62	0,00	0,00	28 954,38		21 045,62
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	41 000,00	15 200,00			25 800,00		15 200,00
Total des dépenses financières		**2 146 000,00**	**1 491 344,29**	**334 425,00**	**0,00**	**320 230,71**		**1 825 769,29**
Total des dépenses réelles		**85 472 000,00**	**75 396 494,07**	**7 933 887,52**	**0,00**	**2 141 618,41**	**0,00**	**83 330 381,59**
023	*Virement à la section d'investissement*	*8 779 526,71*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*4 683 000,00*	*6 555 420,30*			*-1 872 420,30*		*6 555 420,30*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**13 462 526,71**	**6 555 420,30**			**6 907 106,41**		**6 555 420,30**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**						

Total des dépenses de fonctionnement cumulées		**98 934 526,71**	**81 951 914,37**	**7 933 887,52**	**0,00**	**9 048 724,82**	**0,00**	**89 885 801,89**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**97 985 898,00**	**99 174 545,99**	**3 617 280,05**	**0,00**	**-4 805 928,04**
013	Atténuations de charges (3)	152 000,00	51 141,52	12 510,00	0,00	88 348,48
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	10 167 900,00	8 822 011,39	1 386 812,10	0,00	-40 923,49
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 438 348,00	18 438 642,00	0,00	0,00	-294,00
731	Fiscalité locale	49 006 669,00	49 737 139,38	110 370,31	0,00	-840 840,69
74	Dotations et participations (3)	18 892 641,00	18 843 562,24	2 098 594,64	0,00	-2 049 515,88
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 233 340,00	1 200 304,30	2 993,00	0,00	30 042,70
Total des recettes de gestion des services		**97 890 898,00**	**97 092 800,83**	**3 611 280,05**	**0,00**	**-2 813 182,88**
76	Produits financiers	0,00	147,28	0,00	0,00	-147,28
77	Produits spécifiques (3)	5 000,00	1 889 318,26	0,00	0,00	-1 884 318,26
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	4 600,00			-10 600,00
Total des recettes financières		**5 000,00**	**1 894 065,54**	**6 000,00**	**0,00**	**-1 895 065,54**
Total des recettes réelles		**97 895 898,00**	**98 986 866,37**	**3 617 280,05**	**0,00**	**-4 708 248,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*90 000,00*	*187 679,62*			*-97 679,62*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**90 000,00**	**187 679,62**			**-97 679,62**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**948 628,71**				

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**98 934 526,71**	**100 123 174,70**	**3 617 280,05**	**0,00**	**-4 805 928,04**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**98 934 526,71**	**81 951 914,37**	**7 933 887,52**	**0,00**	**9 048 724,82**	**0,00**	**89 885 801,89**
011	Charges à caractère général (4)	19 402 000,00	13 918 927,85	4 671 618,13	0,00	811 454,02	0,00	18 590 545,98
6042	Achats de prestations de services	4 493 849,68	2 727 345,61	724 465,27	0,00	1 042 038,80	0,00	3 451 810,88
60611	Eau et assainissement	340 000,00	230 584,14	89 928,55	0,00	19 487,31	0,00	320 512,69
60612	Energie - Electricité	2 075 000,00	1 768 445,27	376 155,07	0,00	-69 600,34	0,00	2 144 600,34
60613	Chauffage urbain	544 993,54	335 665,17	72 655,41	0,00	136 672,96	0,00	408 320,58
60621	Combustibles	-295,33	103,75	0,00	0,00	-399,08	0,00	103,75
60622	Carburants	110 500,00	83 588,74	44 695,56	0,00	-17 784,30	0,00	128 284,30
60623	Alimentation	2 524 699,55	2 377 288,20	719 655,53	0,00	-572 244,18	0,00	3 096 943,73
60628	Autres fournitures non stockées	317 360,24	220 713,25	49 526,95	0,00	47 120,04	0,00	270 240,20
60631	Fournitures d'entretien	166 999,45	67 731,69	96 460,78	0,00	2 806,98	0,00	164 192,47
60632	Fournitures de petit équipement	551 691,84	440 494,94	111 840,40	0,00	-643,50	0,00	552 335,34
60633	Fournitures de voirie	41 000,00	26 033,73	9 943,89	0,00	5 022,38	0,00	35 977,62
60636	Habillement et vêtements de travail	89 525,73	51 238,25	45 022,64	0,00	-6 735,16	0,00	96 260,89
6064	Fournitures administratives	35 000,00	32 806,31	3 321,63	0,00	-1 127,94	0,00	36 127,94
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	35 900,00	49 274,34	4 367,54	0,00	-17 741,88	0,00	53 641,88
60661	Médicaments	3 000,00	3 883,53	0,00	0,00	-883,53	0,00	3 883,53
60662	Vaccins et sérums	81 000,00	73 158,13	0,00	0,00	7 841,87	0,00	73 158,13
60668	Autres produits pharmaceutiques	45 405,50	4 832,41	4 045,14	0,00	36 527,95	0,00	8 877,55
6067	Fournitures scolaires	271 800,00	142 394,50	88 131,33	0,00	41 274,17	0,00	230 525,83
6068	Autres matières et fournitures	85 863,20	56 101,70	9 850,46	0,00	19 911,04	0,00	65 952,16
6132	Locations immobilières	283 000,00	127 774,33	96 477,23	0,00	58 748,44	0,00	224 251,56
61351	Matériel roulant	51 100,00	57 841,96	514,93	0,00	-7 256,89	0,00	58 356,89
61358	Autres	342 533,39	205 992,14	68 790,79	0,00	67 750,46	0,00	274 782,93
614	Charges locatives et de copropriété	193 748,03	15 690,10	84 673,36	0,00	93 384,57	0,00	100 363,46
61521	Entretien terrains	703 500,00	614 069,83	161 883,22	0,00	-72 453,05	0,00	775 953,05
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	413 910,93	487 410,23	297 383,64	0,00	-370 882,94	0,00	784 793,87
615231	Entretien, réparations voiries	414 800,00	367 074,88	128 719,60	0,00	-80 994,48	0,00	495 794,48
615232	Entretien, réparations réseaux	15 000,00	18 559,80	0,00	0,00	-3 559,80	0,00	18 559,80
61551	Entretien matériel roulant	98 225,00	57 436,38	7 599,56	0,00	33 189,06	0,00	65 035,94
61558	Entretien autres biens mobiliers	302 558,39	178 581,96	155 045,32	0,00	-31 068,89	0,00	333 627,28
6156	Maintenance	874 235,47	810 196,77	111 289,72	0,00	-47 251,02	0,00	921 486,49

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6161	Multirisques	169 961,00	172 982,73	0,00	0,00	-3 021,73	0,00	172 982,73
617	Etudes et recherches	156 827,00	-39 027,89	123 200,12	0,00	72 654,77	0,00	84 172,23
6182	Documentation générale et technique	58 729,86	43 822,61	7 901,19	0,00	7 006,06	0,00	51 723,80
6184	Versements à des organismes de formation	166 000,00	4 616,64	103 144,46	0,00	58 238,90	0,00	107 761,10
6185	Frais de colloques et de séminaires	6 620,00	210,00	0,00	0,00	6 410,00	0,00	210,00
6188	Autres frais divers	19 390,00	16 167,98	3 963,40	0,00	-741,38	0,00	20 131,38
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	114,62	0,00	0,00	-114,62	0,00	114,62
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 400,00	74,00	0,00	0,00	1 326,00	0,00	74,00
62268	Autres honoraires, conseils	72 550,00	19 644,40	13 418,52	0,00	39 487,08	0,00	33 062,92
6227	Frais d'actes et de contentieux	76 497,79	43 270,37	38 464,65	0,00	-5 237,23	0,00	81 735,02
6228	Divers	900 000,00	609 885,80	290 114,20	0,00	0,00	0,00	900 000,00
6231	Annonces et insertions	107 000,00	85 668,77	6 042,12	0,00	15 289,11	0,00	91 710,89
6232	Fêtes et cérémonies	93 404,25	53 526,14	8 037,63	0,00	31 840,48	0,00	61 563,77
6234	Réceptions	3 492,00	1 051,92	0,00	0,00	2 440,08	0,00	1 051,92
6236	Catalogues et imprimés	8 000,00	7 449,60	0,00	0,00	550,40	0,00	7 449,60
6238	Divers	289 302,80	211 049,82	16 614,90	0,00	61 638,08	0,00	227 664,72
6241	Transports de biens	2 000,00	192,00	0,00	0,00	1 808,00	0,00	192,00
6245	Transports de personnes extérieures	529 000,00	367 206,72	152 168,72	0,00	9 624,56	0,00	519 375,44
6248	Divers	14 950,00	2 349,10	7 416,00	0,00	5 184,90	0,00	9 765,10
6251	Voyages, déplacements et missions	82 477,69	42 729,37	0,00	0,00	39 748,32	0,00	42 729,37
6261	Frais d'affranchissement	95 600,00	58 172,99	14 996,00	0,00	22 431,01	0,00	73 168,99
6262	Frais de télécommunications	100 000,00	114 977,45	0,00	0,00	-14 977,45	0,00	114 977,45
627	Services bancaires et assimilés	8 000,00	10 164,92	0,00	0,00	-2 164,92	0,00	10 164,92
6281	Concours divers (cotisations)	40 665,00	40 350,89	1 462,00	0,00	-1 147,89	0,00	41 812,89
6283	Frais de nettoyage des locaux	398 500,00	67 545,16	267 103,00	0,00	63 851,84	0,00	334 648,16
62878	Remb. frais à des tiers	163 000,00	122 232,84	49 664,10	0,00	-8 896,94	0,00	171 896,94
6288	Autres services extérieurs	83 000,00	5 463,60	5 463,60	0,00	72 072,80	0,00	10 927,20
63512	Taxes foncières	151 100,00	216 241,00	0,00	0,00	-65 141,00	0,00	216 241,00
63513	Autres impôts locaux	3 086,00	1 936,00	0,00	0,00	1 150,00	0,00	1 936,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	43,76	0,00	0,00	-43,76	0,00	43,76
6358	Autres droits	10 200,00	11,20	0,00	0,00	10 188,80	0,00	11,20
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	85 342,00	6 491,30	0,00	0,00	78 850,70	0,00	6 491,30
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	47 384 000,00	44 238 492,73	2 213 305,27	0,00	932 202,00		46 451 798,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	3 070,00	0,00	0,00	-3 070,00		3 070,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, gérées hors AE
6218	Autre personnel extérieur	1 080 000,00	-1 262 965,99	2 209 969,59	0,00	132 996,40		947 003,60
6331	Versement mobilité	1 005 000,00	831 406,22	0,00	0,00	173 593,78		831 406,22
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	137 500,00	99 716,53	0,00	0,00	37 783,47		99 716,53
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	397 000,00	392 035,52	0,00	0,00	4 964,48		392 035,52
64111	Rémunération principale titulaires	14 707 000,00	15 026 929,50	0,00	0,00	-319 929,50		15 026 929,50
64112	SFT, indemnité de résidence	987 000,00	687 075,54	0,00	0,00	299 924,46		687 075,54
64113	NBI	0,00	131 755,65	0,00	0,00	-131 755,65		131 755,65
64118	Autres indemnités	3 720 000,00	3 864 901,56	0,00	0,00	-144 901,56		3 864 901,56
64121	Rémunération principale	0,00	658 358,46	0,00	0,00	-658 358,46		658 358,46
64128	Autres indemnités	0,00	166 370,44	0,00	0,00	-166 370,44		166 370,44
64131	Rémunérations	12 910 000,00	6 634 942,25	0,00	0,00	6 275 057,75		6 634 942,25
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	329 137,98	0,00	0,00	-329 137,98		329 137,98
64138	Primes et autres indemnités	0,00	1 399 093,02	0,00	0,00	-1 399 093,02		1 399 093,02
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	3 035 504,13	0,00	0,00	-3 035 504,13		3 035 504,13
6417	Rémunérations des apprentis	72 000,00	80 749,02	0,00	0,00	-8 749,02		80 749,02
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 852 300,00	5 976 042,34	0,00	0,00	-123 742,34		5 976 042,34
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 244 000,00	5 276 243,77	0,00	0,00	-32 243,77		5 276 243,77
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	27 440,55	0,00	0,00	-27 440,55		27 440,55
6455	Cotisations pour assurance du personnel	253 500,00	179 091,72	0,00	0,00	74 408,28		179 091,72
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	57 300,00	67 380,97	0,00	0,00	-10 080,97		67 380,97
64731	Allocations chômage versées directement	503 000,00	491 413,88	0,00	0,00	11 586,12		491 413,88
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	260 000,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00		0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 000,00	-2 908,16	3 335,68	0,00	49 572,48		427,52
6478	Autres charges sociales diverses	17 200,00	0,00	0,00	0,00	17 200,00		0,00
6488	Autres	131 200,00	145 707,83	0,00	0,00	-14 507,83		145 707,83
014	Atténuations de produits	40 000,00	10 348,52	1 161,30	0,00	28 490,18		11 509,82
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	442,00	0,00	0,00	-442,00		442,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	40 000,00	9 906,52	1 161,30	0,00	28 932,18		11 067,82
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	16 500 000,00	15 737 380,68	713 377,82	0,00	49 241,50	0,00	16 450 758,50
65131	Bourses	62 000,00	25 516,00	27 056,00	0,00	9 428,00	0,00	52 572,00
65132	Prix	0,00	49,00	0,00	0,00	-49,00	0,00	49,00
65311	Indemnités de fonction	345 000,00	338 078,62	0,00	0,00	6 921,38	0,00	338 078,62

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
65312	Frais de mission et de déplacement	5 000,00	1 946,77	0,00	0,00	3 053,23	0,00	1 946,77
65313	Cotisations de retraite	30 000,00	29 098,67	0,00	0,00	901,33	0,00	29 098,67
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	29 900,00	14 005,95	0,00	0,00	15 894,05	0,00	14 005,95
65315	Formation	25 800,00	2 052,00	0,00	0,00	23 748,00	0,00	2 052,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	8 127,96	0,00	0,00	-8 127,96	0,00	8 127,96
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	946,12	0,00	0,00	-946,12	0,00	946,12
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	49 905,36	0,00	0,00	94,64	0,00	49 905,36
6542	Créances éteintes	10 611,00	7 430,98	87 145,82	0,00	-83 965,80	0,00	94 576,80
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	12 050 000,00	11 955 559,96	0,00	0,00	94 440,04	0,00	11 955 559,96
65568	Autres contributions	225 516,00	6 988,35	49 470,00	0,00	169 057,65	0,00	56 458,35
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 014 438,00	1 913 689,00	100 749,00	0,00	0,00	0,00	2 014 438,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 485 885,00	1 082 663,00	446 957,00	0,00	-43 735,00	0,00	1 529 620,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	120,00	0,00	0,00	-120,00	0,00	120,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	23 000,00	15 143,55	0,00	0,00	7 856,45	0,00	15 143,55
6584	Amendes fiscales et pénales	10 000,00	13 580,00	2 000,00	0,00	-5 580,00	0,00	15 580,00
65888	Autres	132 850,00	272 479,39	0,00	0,00	-139 629,39	0,00	272 479,39
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**83 326 000,00**	**73 905 149,78**	**7 599 462,52**	**0,00**	**1 821 387,70**	**0,00**	**81 504 612,30**
66	Charges financières	2 055 000,00	1 455 098,67	334 425,00	0,00	265 476,33		1 789 523,67
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 950 000,00	1 690 713,98	0,00	0,00	259 286,02		1 690 713,98
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100 000,00	-372 717,80	334 425,00	0,00	138 292,80		-38 292,80
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00		0,00
6681	Indemnités rbt anticipé emprunt à risque	0,00	137 102,49	0,00	0,00	-137 102,49		137 102,49
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	21 045,62	0,00	0,00	28 954,38		21 045,62
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	21 045,62	0,00	0,00	28 954,38		21 045,62
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	41 000,00	15 200,00			25 800,00		15 200,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	23 000,00	10 500,00			12 500,00		10 500,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	18 000,00	4 700,00			13 300,00		4 700,00
Total des charges financières et spécifiques		**2 146 000,00**	**1 491 344,29**	**334 425,00**	**0,00**	**320 230,71**		**1 825 769,29**
Total des dépenses réelles		**85 472 000,00**	**75 396 494,07**	**7 933 887,52**	**0,00**	**2 141 618,41**	**0,00**	**83 330 381,59**
023	*Virement à la section d'investissement*	*8 779 526,71*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*4 683 000,00*	*6 555 420,30*			*-1 872 420,30*		*6 555 420,30*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*1 520 575,67*			*-1 520 575,67*		*1 520 575,67*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*355 385,32*			*-355 385,32*		*355 385,32*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*4 683 000,00*	*4 679 459,31*			*3 540,69*		*4 679 459,31*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**13 462 526,71**	**6 555 420,30**			**6 907 106,41**		**6 555 420,30**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	341 829,08
Montant des ICNE de l'exercice N-1	372 079,39
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-38 292,80

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**97 985 898,00**	**99 174 545,99**	**3 617 280,05**	**0,00**	**-4 805 928,04**
013	Atténuations de charges (4)	152 000,00	51 141,52	12 510,00	0,00	88 348,48
6419	Remboursements rémunérations personnel	137 000,00	50 830,64	12 510,00	0,00	73 659,36
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	310,88	0,00	0,00	-310,88
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	10 167 900,00	8 822 011,39	1 386 812,10	0,00	-40 923,49
70311	Concessions cimetières (produit net)	45 000,00	57 036,00	6 673,00	0,00	-18 709,00
70312	Redevances funéraires	400,00	383,00	0,00	0,00	17,00
70321	Stationnement et location voie publique	167 400,00	-87 105,43	180 759,00	0,00	73 746,43
70323	Red. occupation dom. public	101 800,00	244 172,65	0,00	0,00	-142 372,65
70383	Redevance de stationnement	1 600 000,00	609 885,80	290 114,20	0,00	700 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	740 000,00	1 318 461,72	0,00	0,00	-578 461,72
7062	Redevances services à caractère culturel	18 400,00	15 498,60	0,00	0,00	2 901,40
70631	Redevances services à caractère sportif	79 000,00	85 795,00	0,00	0,00	-6 795,00
70632	Redevances services à caractère loisir	121 200,00	88 232,29	1 100,00	0,00	31 867,71
7066	Redevances services à caractère social	1 982 300,00	2 168 121,58	77 700,00	0,00	-263 521,58
7067	Redev. services périscolaires et enseign	4 419 000,00	4 020 953,59	214 357,60	0,00	183 688,81
706888	Autres	28 000,00	27 482,23	0,00	0,00	517,77
7082	Commissions	29 000,00	15 886,74	0,00	0,00	13 113,26
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	35 400,00	73 715,00	0,00	0,00	-38 315,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	12 000,00	0,00	0,00	-12 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	595 000,00	-101 164,72	558 808,30	0,00	137 356,42
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	155 000,00	173 452,70	50 000,00	0,00	-68 452,70
70875	Remb. frais par les communes du GFP	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	-500,00	1 500,00	0,00	-1 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	6 000,00	99 704,64	5 800,00	0,00	-99 504,64
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 438 348,00	18 438 642,00	0,00	0,00	-294,00
73211	Attribution de compensation	14 370 000,00	14 370 294,00	0,00	0,00	-294,00
73331	Communes (FSRIF)	4 068 348,00	4 068 348,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Re[illegible]	Crédits sans emploi
731	Fiscalité locale	**49 006 669,00**	**49 737 139,38**	**110 370,31**	**0,00**	**-840 840,69**
73111	Impôts directs locaux	47 700 269,00	48 228 374,00	0,00	0,00	-528 105,00
73118	Autres contributions directes	0,00	1 301,00	0,00	0,00	-1 301,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	700 000,00	966 316,00	0,00	0,00	-266 316,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	430 000,00	427 880,82	0,00	0,00	2 119,18
73154	Droits de place	6 400,00	6 628,00	0,00	0,00	-228,00
731721	Taxe de séjour	50 000,00	82 991,77	17 370,31	0,00	-50 362,08
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	56,00	0,00	0,00	-56,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	70 000,00	2 846,79	93 000,00	0,00	-25 846,79
7318	Autres	50 000,00	20 745,00	0,00	0,00	29 255,00
74	Dotations et participations (4)	18 892 641,00	18 843 562,24	2 098 594,64	0,00	-2 049 515,88
74111	Dotation forfaitaire des communes	5 210 234,00	5 210 234,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	6 657 477,00	6 657 477,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	65 000,00	249 606,03	0,00	0,00	-184 606,03
74611	DGD des communes et EPCI	90 600,00	90 634,00	0,00	0,00	-34,00
74718	Autres participations Etat	315 100,00	446 450,14	74 897,82	0,00	-206 247,96
7472	Participation régions	0,00	15 904,00	0,00	0,00	-15 904,00
7473	Participation départements	740 700,00	375 011,41	181 773,12	0,00	183 915,47
74748	Participation autres communes	10 000,00	-36 815,32	57 438,91	0,00	-10 623,59
74758	Participation autres groupements	55 300,00	70 917,50	0,00	0,00	-15 617,50
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	150 000,00	-20 000,00	20 000,00	0,00	150 000,00
747888	Autres	4 047 000,00	4 292 364,63	1 764 484,79	0,00	-2 009 849,42
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	1 500,00	2 199,00	0,00	0,00	-699,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 387 130,00	1 340 826,00	0,00	0,00	46 304,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	92 000,00	74 465,85	0,00	0,00	17 534,15
7484	Dotation de recensement	7 400,00	7 790,00	0,00	0,00	-390,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	63 200,00	66 498,00	0,00	0,00	-3 298,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 233 340,00	1 200 304,30	2 993,00	0,00	30 042,70
752	Revenus des immeubles	275 900,00	299 411,37	2 193,00	0,00	-25 704,37
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	171 000,00	0,00	0,00	0,00	171 000,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	5 000,00	5 394,91	0,00	0,00	-394,91
75888	Autres	781 440,00	895 498,02	800,00	0,00	-114 858,02
Total des recettes de gestion des services		**97 890 898,00**	**97 092 800,83**	**3 611 280,05**	**0,00**	**-2 813 182,88**
76	Produits financiers	0,00	147,28	0,00	0,00	-147,28
761	Produits de participations	0,00	147,28	0,00	0,00	-147,28

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser (2)	Crédits sans emploi (3)
77	Produits spécifiques (4)	**5 000,00**	**1 889 318,26**	**0,00**	**0,00**	**-1 884 318,26**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	111 422,26	0,00	0,00	-106 422,26
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	1 777 896,00	0,00	0,00	-1 777 896,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	4 600,00			-10 600,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	-4 000,00			-2 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	8 600,00			-8 600,00
Total des recettes réelles		**97 895 898,00**	**98 986 866,37**	**3 617 280,05**	**0,00**	**-4 708 248,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*90 000,00*	*187 679,62*			*-97 679,62*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*98 064,99*			*-98 064,99*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*90 000,00*	*89 614,63*			*385,37*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**90 000,00**	**187 679,62**			**-97 679,62**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Recettes justifiées non titrées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**7 632 585,76**	**3 920 333,62**	**0,00**	**148 705,69**	**2 758 335,42**	**2 018 740,50**	**578 454,02**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 547 385,76	14 189,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	460 693,30	0,00	6 406,31	0,00	720,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 136 383,54	0,00	142 299,38	2 758 335,42	961 469,62	89 238,62	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	1 056 550,88	489 215,40	0,00
26	Participations et créances rattachées	85 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	197 067,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**15 546 404,95**	**827 897,51**	**0,00**	**63 765,10**	**890 280,33**	**225 082,41**	**26 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	11 173 823,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	297 581,00	622 774,76	0,00	63 765,10	890 280,33	225 082,41	26 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 075 000,00	8 055,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	197 067,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**1 263 397,56**	**0,00**	**24 134,40**	**2 205 261,01**		**20 549 947,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		7 561 575,35
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	41 412,00	0,00	15 924,00	12 729,60		537 885,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 100 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 216 213,45	0,00	8 210,40	1 707 284,38		9 019 434,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	5 772,11	0,00	0,00	485 247,03		2 048 785,42
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		85 200,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		197 067,19
RECETTES		**99 536,62**	**0,00**	**0,00**	**484 398,56**		**18 163 365,48**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		11 173 823,95
13	Subventions d'investissement	99 536,62	0,00	0,00	484 398,56		2 709 418,78
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		4 083 055,56
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		197 067,19

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**7 632 585,76**
1641	Emprunts en euros	7 522 385,76
16818	Emprunts - Autres prêteurs	25 000,00
261	Titres de participation	85 200,00
RECETTES		**15 546 404,95**
10222	FCTVA	1 951 853,63
10226	Taxe d'aménagement	465 728,67
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	8 756 241,65
1345	Amendes radars automatiques et de police	297 581,00
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	75 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 831 041,97**	**0,00**	**88 651,65**	**0,00**	**0,00**	**640,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	14 189,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	335 909,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	124 783,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 855,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	291 158,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	844 182,35	0,00	33 254,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	134 090,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	35 019,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	89 221,62	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	363 978,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	201 152,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	22 396,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	64 035,81	0,00	55 397,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	197 067,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**827 897,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13158	Subv. transf. Autres groupements	158 552,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	24 158,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	365 064,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	555,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	197 067,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 920 333,62**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 189,59
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 909,88
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 783,42
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 855,78
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 158,16
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	877 436,80
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 090,36
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 019,31
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 861,62
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 978,91
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 152,65
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 396,94
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 433,01
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 067,19
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**827 897,51**
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 552,26
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 158,06
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 064,44
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555,56
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 067,19

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**148 705,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 705,69**
2031	Frais d'études	0,00	6 406,31	0,00	0,00	0,00	6 406,31
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	138 252,38	0,00	0,00	0,00	138 252,38
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 047,00	0,00	0,00	0,00	4 047,00
RECETTES		**0,00**	**63 765,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 765,10**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	16 916,50	0,00	0,00	0,00	16 916,50
1313	Subv. transf. Départements	0,00	46 848,60	0,00	0,00	0,00	46 848,60

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**6 516,00**	**0,00**	**0,00**	**2 373 269,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	2 213 788,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	64 548,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	93 400,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 531,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**780 243,35**	**110 036,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	780 243,35	105 765,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	4 271,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**378 550,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 758 335,42**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 213 788,22
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 548,87
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 516,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 400,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	378 550,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 082,13
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**890 280,33**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	886 008,95
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 271,38

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**8 380,00**	**348 239,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	345 239,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	8 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**10 982,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 100,16**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 100,16	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	10 982,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**417 588,80**	**1 170 730,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	104 500,86	113 459,77	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	223 082,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	90 005,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	1 056 550,88	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**6 629,96**	**67 171,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 018 740,50**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	563 199,94
21318	Autres bâtiments publics	0,00	6 629,96	0,00	0,00	0,00	0,00	229 712,68
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 380,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	14 837,18	0,00	0,00	0,00	14 837,18
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	52 334,60	0,00	0,00	0,00	142 339,82
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056 550,88
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225 082,41**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 100,16
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 982,25

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**530 875,31**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	20 105,84	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	18 149,81	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 404,26	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	489 215,40	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 578,71**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 210,80	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 367,91	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**578 454,02**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 105,84
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 149,81
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 210,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 772,17
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 215,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 000,00**
13158	Subv. transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**256 937,36**	**609 680,05**	**60 748,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**336 031,37**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	41 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	100 395,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	5 078,40	0,00	0,00	0,00	0,00	336 031,37
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	251 165,25	440 911,25	60 748,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	21 883,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	5 772,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 536,62**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 536,62

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 263 397,56**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 412,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 395,04
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 109,77
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 825,28
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 883,36
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 772,11
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 536,62**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 536,62

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**15 924,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 210,40**
2031	Frais d'études	0,00	15 924,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 134,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 924,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 210,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 205 261,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	12 729,60	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 635 440,01	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	71 844,37	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	485 247,03	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**466 898,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	463 363,96	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 534,60	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 205 261,01**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 729,60
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 635 440,01
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 844,37
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	485 247,03
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**484 398,56**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 363,96
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 534,60

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**2 445 757,99**	**36 513 761,04**	**0,00**	**1 713 157,41**	**17 789 620,85**	**5 638 397,05**	**12 767 761,22**	**0,00**
011	Charges à caractère général	227 862,52	7 324 670,21	0,00	661 159,79	4 463 065,68	1 526 351,00	914 489,06	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	15 471 119,01	0,00	1 051 997,62	13 177 439,62	4 059 276,50	9 726 514,16	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	11 067,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	392 126,18	13 706 904,00	0,00	0,00	149 115,55	52 769,55	2 126 758,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 789 523,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	21 045,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	15 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**81 813 476,28**	**2 362 895,59**	**0,00**	**44 285,00**	**1 806 428,08**	**1 112 982,84**	**10 810 831,79**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	63 651,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	468 163,58	207 470,92	0,00	0,00	1 776 804,49	357 819,10	4 831 540,29	0,00
73	Impôts et taxes	18 438 642,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	48 678 356,82	1 065 858,28	0,00	0,00	0,00	819,80	0,00	0,00
74	Dotations et participations	13 532 608,88	526 769,28	0,00	42 000,00	29 623,59	754 343,89	5 926 307,50	0,00
75	Autres produits de gestion courante	684 957,72	387 723,33	0,00	2 285,00	0,00	0,05	52 984,00	0,00
76	Produits financiers	147,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	111 422,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	10 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 879 183,28**	**355 977,05**	**1 867 476,65**	**1 359 289,05**		**83 330 381,59**
011	Charges à caractère général	0,00	1 330 012,98	123 367,33	681 186,58	1 338 380,83		18 590 545,98
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 546 551,30	232 609,72	1 186 290,07	0,00		46 451 798,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00		11 509,82
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 619,00	0,00	0,00	20 466,22		16 450 758,50
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 789 523,67
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 045,62
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 200,00
RECETTES		**0,00**	**4 242 406,67**	**6 628,00**	**36 177,96**	**368 034,21**		**102 604 146,42**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		63 651,52
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 223 130,64	0,00	0,00	343 894,47		10 208 823,49
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		18 438 642,00
731	Fiscalité locale	0,00	95 846,79	6 628,00	0,00	0,00		49 847 509,69
74	Dotations et participations	0,00	106 364,00	0,00	0,00	24 139,74		20 942 156,88
75	Autres produits de gestion courante	0,00	39 169,24	0,00	36 177,96	0,00		1 203 297,30
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		147,28
77	Produits spécifiques	0,00	1 777 896,00	0,00	0,00	0,00		1 889 318,26
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 600,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**2 445 757,99**
617	Etudes et recherches	722,40
627	Services bancaires et assimilés	10 153,12
63512	Taxes foncières	215 051,00
63513	Autres impôts locaux	1 936,00
6541	Créances admises en non-valeur	49 905,36
6542	Créances éteintes	94 576,80
65888	Autres	247 644,02
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 690 713,98
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-38 292,80
6681	Indemnités rbt anticipé emprunt à risque	137 102,49
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	21 045,62
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	10 500,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	4 700,00
RECETTES		**81 813 476,28**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	468 163,58
73111	Impôts directs locaux	48 228 374,00
73118	Autres contributions directes	1 301,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	427 880,82
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	56,00
7318	Autres	20 745,00
73211	Attribution de compensation	14 370 294,00
73331	Communes (FSRIF)	4 068 348,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	5 210 234,00
741123	DSU des communes	6 657 477,00
744	FCTVA	249 606,03
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 340 826,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	74 465,85
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	5 394,91
75888	Autres	679 562,81
761	Produits de participations	147,28
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	2 000,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	8 600,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**31 852 061,59**	**0,00**	**1 373 587,15**	**614 463,05**	**1 268 184,00**	**272 749,99**	**733 575,55**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	279 965,18	0,00	136 224,21	-2 500,00	0,00	6 354,64	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	320 512,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 144 600,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	408 320,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	103,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	127 022,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	-208,87	0,00	27 273,18	32 244,78	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	13 824,40	0,00	438,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	109 161,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	-16 856,49	0,00	3 229,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	101 567,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	36 927,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	969,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	46,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	136,66	0,00	7 776,97	0,00	0,00	0,00	2 656,79	0,00
6132	Locations immobilières	224 251,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	14 731,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	151 322,46	0,00	16 273,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	402 016,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	59 371,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	156 552,79	0,00	1 234,74	0,00	0,00	4 836,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	616 263,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	172 982,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	56 339,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	49 426,25	0,00	-450,14	0,00	0,00	0,00	1 507,68	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	106 585,10	0,00	1 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	9 562,98	0,00	6 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	3 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	947 003,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	74,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	17 446,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 031,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	22 613,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	83 137,89	0,00	8 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	60 795,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 051,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	7 449,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	234,00	0,00	207 879,08	0,00	0,00	0,00	2 018,44	0,00
6241	Transports de biens	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	515 966,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	529,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	43 110,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	74 631,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	114 977,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	12 633,06	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	334 648,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	10 927,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	207 996,47	0,00	17 306,86	9 213,54	0,00	4 550,59	13 038,61	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	25 181,97	0,00	2 101,62	1 126,91	0,00	527,22	1 675,39	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	98 346,87	0,00	8 195,23	4 373,17	0,00	2 156,25	6 134,40	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	43,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	4 809 213,69	0,00	225 445,32	219 313,61	0,00	126 060,74	304 598,95	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	212 173,41	0,00	8 538,87	8 087,10	0,00	3 843,42	15 651,33	0,00
64113	NBI	44 711,72	0,00	881,16	950,40	0,00	2 237,78	8 142,85	0,00
64118	Autres indemnités	1 294 177,15	0,00	53 393,13	121 014,87	0,00	37 846,75	82 767,60	0,00
64131	Rémunérations	1 490 459,21	0,00	212 087,88	60 074,89	0,00	12 825,84	76 138,02	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	66 165,73	0,00	7 552,58	1 808,75	0,00	357,64	1 905,05	0,00
64138	Primes et autres indemnités	377 586,40	0,00	74 257,95	8 581,61	0,00	2 442,29	15 531,31	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	51 788,79	0,00	32 795,39	1 833,26	0,00	0,00	9 310,80	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	49 107,63	0,00	420,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 420 259,24	0,00	136 738,41	55 312,71	0,00	23 478,56	78 417,61	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 615 464,99	0,00	87 534,67	74 537,70	0,00	42 454,00	105 143,72	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 138,52	0,00	973,97	207,80	0,00	0,00	272,65	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	115 667,70	0,00	1 190,00	789,00	0,00	300,00	1 848,04	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	27 909,90	0,00	894,69	873,39	0,00	502,99	1 202,13	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	97 219,38	0,00	20 984,88	15 910,36	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	427,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	45 092,38	0,00	5 220,56	259,20	0,00	1 975,28	583,18	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	49,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 946,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	2 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	946,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	11 955 559,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	33 373,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268 184,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	15 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	15 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	24 757,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	11 067,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 029 682,43**	**0,00**	**15 886,74**	**164 095,20**	**2 500,00**	**76 092,00**	**74 639,22**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	63 340,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	310,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 709,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,00	0,00	0,00
706888	Autres	27 087,03	0,00	0,00	395,20	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	15 886,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	88 009,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	966 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	99 542,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	176 429,00	0,00	0,00	20 000,00	2 500,00	0,00	8 141,22	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	143 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
74758	Participation autres groupements	15 617,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	83 894,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	2 199,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	7 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 498,00	0,00
752	Revenus des immeubles	263 626,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	124 096,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	111 422,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**390 565,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 160,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	93,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	338 078,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	29 098,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	14 005,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	8 127,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 574,29**	**36 513 761,04**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420 044,03
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 512,69
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 144 600,34
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 320,58
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103,75
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 022,30
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 309,09
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 262,97
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 161,34
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-13 626,85
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 567,48
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 927,93
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	969,06
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46,50
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 570,42
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 251,56
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 731,43
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 596,33
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 016,94
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 371,54
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 623,53
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616 263,74
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 982,73
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 339,52
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 483,79
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 761,10
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 162,98
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 070,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	947 003,60
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 477,04
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 613,79
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 710,89
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	768,00	61 563,77
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 051,92
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 449,60
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 131,52
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 966,06
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	529,48
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	-380,71	42 729,37
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 631,32
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 977,45
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 187,00	21 270,06
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 648,16
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 927,20
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 266,35
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 707,05
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 205,92
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,76
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 198,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 684 632,31
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 294,13
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 923,91
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 589 199,50
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 851 585,84
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 789,75
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 399,56
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 728,24
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 527,72

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 714 206,53
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 925 135,08
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 592,94
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 794,74
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 383,10
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 114,62
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	427,52
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 130,60
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 078,62
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 946,77
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 098,67
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 005,95
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 052,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 127,96
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	946,12
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 955 559,96
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 373,13
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268 184,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 144,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 580,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 757,82
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 067,82
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 362 895,59**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 340,64
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310,88
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 709,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 482,23
7082	Commissions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 886,74
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 009,95
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	966 316,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 542,28
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 070,22

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 700,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 617,50
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 894,56
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 199,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 790,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 498,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 626,41
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 096,92
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 422,26

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 593 089,77**	**0,00**	**120 067,64**	**0,00**	**1 713 157,41**
6042	Achats de prestations de services	0,00	591 003,28	0,00	0,00	0,00	591 003,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	5 593,30	0,00	0,00	0,00	5 593,30
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	-5 306,59	0,00	0,00	0,00	-5 306,59
6064	Fournitures administratives	0,00	-799,99	0,00	0,00	0,00	-799,99
6156	Maintenance	0,00	70 669,79	0,00	0,00	0,00	70 669,79
6331	Versement mobilité	0,00	14 115,15	0,00	2 030,80	0,00	16 145,95
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 660,55	0,00	258,10	0,00	1 918,65
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	6 668,39	0,00	964,41	0,00	7 632,80
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	396 895,64	0,00	64 288,41	0,00	461 184,05
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	18 450,92	0,00	1 928,58	0,00	20 379,50
64113	NBI	0,00	9 332,82	0,00	0,00	0,00	9 332,82
64118	Autres indemnités	0,00	235 196,32	0,00	19 091,58	0,00	254 287,90
64131	Rémunérations	0,00	32 989,66	0,00	0,00	0,00	32 989,66
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	1 009,16	0,00	0,00	0,00	1 009,16
64138	Primes et autres indemnités	0,00	5 947,08	0,00	0,00	0,00	5 947,08
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	71 414,19	0,00	9 276,90	0,00	80 691,09
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	133 745,75	0,00	20 990,12	0,00	154 735,87
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	81,68	0,00	0,00	0,00	81,68
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	2 445,95	0,00	204,00	0,00	2 649,95
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 582,14	0,00	257,14	0,00	1 839,28
6488	Autres	0,00	394,58	0,00	777,60	0,00	1 172,18
RECETTES		**0,00**	**44 285,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 285,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
7473	Participation départements	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
75888	Autres	0,00	2 285,00	0,00	0,00	0,00	2 285,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**2 013,10**	**0,00**	**4 442 506,07**	**1 080 290,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	422 190,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	11 730,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 013,10	0,00	2 605,28	23 464,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	45 081,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	230 479,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	359,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	166 282,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	-1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	32 681,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	78 450,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	8 202,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	37 279,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	1 416 681,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	71 852,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	14 559,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	301 460,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	200 958,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	9 911,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			Enseignement supérieur	
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	41 353,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	1 146 026,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	553 680,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	486 601,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	914,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	7 382,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	5 311,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	49 174,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	10 098,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	149 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**87 666,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	41 987,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	5 240,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	40 438,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**12 264 811,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 789 620,85**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	76 390,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 581,11
60623	Alimentation	0,00	0,00	3 012 757,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 012 757,31
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 730,27
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	37 955,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 955,22
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	175 626,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 709,02
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 081,08
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 479,33
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359,58
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	24 384,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 384,48
61358	Autres	0,00	0,00	40 813,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 813,20
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 282,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	70 745,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 745,96
6156	Maintenance	0,00	0,00	88 499,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 499,74
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 681,85
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	165 762,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 212,25
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	19 886,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 088,90
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	78 273,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 553,08
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	2 876 962,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 293 644,60
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	141 809,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 662,08
64113	NBI	0,00	0,00	13 975,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 534,97
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	572 746,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	874 207,63

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes						TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
64131	Rémunérations	0,00	0,00	1 834 036,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 034 995,40
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	110 150,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 062,07
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	267 448,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 801,04
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	269 895,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 415 922,33
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	1 197 641,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 751 322,23
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	1 011 547,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 498 149,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	6 871,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 786,05
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	17 071,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 454,69
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	11 045,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 356,96
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	108 434,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 608,21
6488	Autres	0,00	0,00	33 979,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 078,09
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 116,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	-0,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,45
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 709 761,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 806 428,08**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	1 689 138,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 731 125,96
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 240,36
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 438,17
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	20 623,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 623,59

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**872 976,05**	**1 113 557,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	10 549,30	336 046,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	111,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	3 033,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	16 034,56	12 251,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	226,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	14 219,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	3 219,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	15 051,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	3 968,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	17 226,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	8 423,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6331	Versement mobilité	16 709,71	13 378,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 965,94	1 669,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 538,98	6 348,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	163,20	5 380,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	305 054,03	204 032,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	11 417,13	8 806,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	3 030,21	1 472,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	75 934,78	50 314,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	63 743,47	156 514,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1 896,05	4 581,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	16 399,20	47 341,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	118 406,20	16 454,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	111 497,78	99 817,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	108 903,91	76 467,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	189,32	658,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 248,02	1 234,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 304,10	816,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	990,16	2 784,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**167 145,95**	**85 334,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	15 498,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
70631	Redevances services à caractère sportif	37 041,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	6 300,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	68 504,70	61 836,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	55 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**493 230,51**	**242 545,72**	**0,00**	**0,00**	**161 922,79**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	2 334,40	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	9 107,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	12 177,37	1 208,79	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	40 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	99 395,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	4 561,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 635,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	795,60	0,00	0,00	0,00	14 280,96	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 433,75	4 407,55	0,00	0,00	1 975,58	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	671,25	527,60	0,00	0,00	347,50	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 573,12	2 078,01	0,00	0,00	1 287,34	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	181 915,10	122 998,09	0,00	0,00	65 790,37	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	5 861,71	3 751,66	0,00	0,00	1 560,66	0,00
64113	NBI	1 763,71	1 473,44	0,00	0,00	664,56	0,00
64118	Autres indemnités	44 222,93	32 428,22	0,00	0,00	17 524,98	0,00
64131	Rémunérations	0,00	6 474,02	0,00	0,00	17 476,78	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	190,68	0,00	0,00	524,27	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	880,77	0,00	0,00	1 435,19	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	24 751,41	20 898,98	0,00	0,00	16 025,82	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	55 968,28	40 809,72	0,00	0,00	22 504,59	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	42,08	0,00	0,00	212,95	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	503,99	601,50	0,00	0,00	48,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	679,18	524,06	0,00	0,00	263,24	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	777,60	916,15	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**73 715,00**	**688,00**	**0,00**	**0,00**	**819,80**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	688,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	73 715,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	819,80	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**337 000,48**	**2 417 163,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 638 397,05**
6042	Achats de prestations de services	0,00	195 735,66	431 648,32	0,00	0,00	0,00	976 314,64
60622	Carburants	0,00	879,16	271,08	0,00	0,00	0,00	1 262,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	18 025,91	0,00	0,00	0,00	21 059,43
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	7 723,10	0,00	0,00	0,00	16 830,12
60631	Fournitures d'entretien	0,00	-397,78	0,00	0,00	0,00	0,00	-397,78
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	133 089,83	43 904,14	0,00	0,00	0,00	218 666,03
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	472,18	0,00	0,00	0,00	699,16
6068	Autres matières et fournitures	0,00	206,23	8 965,93	0,00	0,00	0,00	23 391,55
61358	Autres	0,00	499,96	16 883,38	0,00	0,00	0,00	20 602,36
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 304,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	3 575,52	6 481,90	0,00	0,00	0,00	124 504,58
61551	Entretien matériel roulant	0,00	1 103,03	0,00	0,00	0,00	0,00	5 664,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	433,00	0,00	0,00	0,00	2 068,75
6156	Maintenance	0,00	0,00	4 189,00	0,00	0,00	0,00	19 265,56
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 968,40
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 226,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	997,38	0,00	0,00	0,00	997,38
6248	Divers	0,00	0,00	812,12	0,00	0,00	0,00	9 235,62
6261	Frais d'affranchissement	0,00	37,67	0,00	0,00	0,00	0,00	37,67
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	11,80	0,00	0,00	0,00	11,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 070,00	14 985,83	0,00	0,00	0,00	17 222,83
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	36 802,70	0,00	0,00	0,00	78 707,84
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	4 368,26	0,00	0,00	0,00	9 550,05
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	17 392,40	0,00	0,00	0,00	37 217,96

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne			
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
63512	Taxes foncières	0,00	1 190,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190,00
6358	Autres droits	0,00	11,20	0,00	0,00	0,00	0,00	11,20
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 543,30
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	263 484,38	0,00	0,00	0,00	1 143 274,29
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	8 812,41	0,00	0,00	0,00	40 209,80
64113	NBI	0,00	0,00	4 665,72	0,00	0,00	0,00	13 070,39
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	75 652,10	0,00	0,00	0,00	296 077,34
64131	Rémunérations	0,00	0,00	355 291,82	0,00	0,00	0,00	599 500,38
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	14 890,02	0,00	0,00	0,00	22 082,16
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	80 738,07	0,00	0,00	0,00	146 795,10
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	436 226,02	0,00	0,00	0,00	571 087,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	330 756,22	0,00	0,00	0,00	603 747,30
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	125 459,65	0,00	0,00	0,00	430 113,17
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	1 488,18	0,00	0,00	0,00	2 591,34
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	4 113,44	0,00	0,00	0,00	7 748,98
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 029,46	0,00	0,00	0,00	4 616,23
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	42 404,79	0,00	0,00	0,00	42 404,79
6488	Autres	0,00	0,00	5 013,71	0,00	0,00	0,00	10 482,29
65131	Bourses	0,00	0,00	52 572,00	0,00	0,00	0,00	52 572,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	120,00
65888	Autres	0,00	0,00	77,55	0,00	0,00	0,00	77,55
RECETTES		**0,00**	**187 861,86**	**595 317,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 112 982,84**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 498,60
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	48 065,75	0,00	0,00	0,00	85 795,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	51 321,54	38 010,75	0,00	0,00	0,00	89 332,29
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	54 909,27	0,00	0,00	0,00	54 909,27
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 715,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	-15 760,36	0,00	0,00	0,00	0,00	-15 760,36
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	54 329,30	0,00	0,00	0,00	0,00	54 329,30
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	819,80
74718	Autres participations Etat	0,00	95 400,00	51 000,00	0,00	0,00	0,00	162 800,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	17 999,90	0,00	0,00	0,00	148 340,90
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 300,00
747888	Autres	0,00	2 571,38	385 331,61	0,00	0,00	0,00	387 902,99

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne			TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
75888	Autres	0,00	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,05

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**1 065 414,16**	**0,00**	**40 476,26**	**0,00**	**1 570 851,34**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	34 586,00	0,00	145 232,68	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	5 890,26	0,00	32 591,58	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	13 618,03	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00	3 883,53	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	73 158,13	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	5 268,25	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	6 047,44	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	18 408,74	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 080,65	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	1 192,07	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	229,33	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 345,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
6331	Versement mobilité	20 768,25	0,00	0,00	0,00	22 618,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 466,54	0,00	0,00	0,00	2 657,66	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 790,37	0,00	0,00	0,00	10 672,59	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	249 395,61	0,00	0,00	0,00	185 146,52	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	7 297,13	0,00	0,00	0,00	5 604,62	0,00
64113	NBI	5 162,47	0,00	0,00	0,00	768,93	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
64118	Autres indemnités	53 919,40	0,00	0,00	0,00	47 006,96	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	336 135,36	0,00	0,00	0,00	423 320,32	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	15 071,55	0,00	0,00	0,00	17 783,08	0,00
64138	Primes et autres indemnités	77 676,29	0,00	0,00	0,00	85 309,13	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	1 982,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	164 405,35	0,00	0,00	0,00	177 984,25	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	100 809,56	0,00	0,00	0,00	101 256,51	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 232,75	0,00	0,00	0,00	1 696,79	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 086,29	0,00	0,00	0,00	807,99	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	905,12	0,00	0,00	0,00	740,60	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	10 014,39	0,00	0,00	0,00	19 314,81	0,00
6488	Autres	7 295,32	0,00	0,00	0,00	5 107,15	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 244 028,88**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	1 279 407,39	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	91 338,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	8 964,72	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	811 334,77	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	51 184,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 014 438,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 781 016,97**	**295 564,49**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 940,24	6 414,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 421,91	395,99	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 600,82	1 219,72	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 944,14	1 901,64	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 040,00	2 477,52	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 403,98	306,86	0,00
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 313,59	326,65	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 766,77	2 935,97	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83,20	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 211,89	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 958,66	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114,62	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307,20	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 412,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 050,57	4 984,84	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 403,36	582,17	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 673,78	2 361,90	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 676 140,92	119 776,46	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 825,38	8 158,97	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 472,11	881,16	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 340,96	26 316,52	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 358,46	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 370,44	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	992 722,66	30 719,74	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 355,59	2 305,28	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 730,38	6 490,43	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	936 875,44	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 920,42	5 300,88	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 045,21	30 259,45	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605 271,37	39 507,98	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 057,16	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 241,74	1 287,83	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 258,68	459,84	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 696,50	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 906,82	192,69	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 014 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 320,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 174,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 140 233,37**	**289 680,98**	**0,00**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860 804,19	50 428,92	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 504 185,23	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	174,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 301,08	40 477,83	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 574 942,87	198 774,23	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 767 761,22**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 172,92
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 817,90
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 302,38
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 845,78
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 135,55
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 710,84
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 883,53
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 158,13
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 908,49
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 702,74
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83,20
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 507,44
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 620,63
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 039,31
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 192,07
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114,62
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	229,33
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307,20
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 412,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 345,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 421,66
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 109,73
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 498,64
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 230 459,51
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 886,10

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 284,67
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	493 583,84
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 358,46
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 370,44
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782 898,08
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 515,50
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 206,23
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938 857,85
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 221,30
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 503 694,26
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	846 845,42
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 986,70
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 423,85
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 364,24
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 025,70
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 501,98
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 014 438,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 320,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**135 714,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 810 831,79**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	271,81	0,00	0,00	0,00	2 190 912,31
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 504 185,23
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	135 442,75	0,00	0,00	0,00	135 442,75
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 338,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 743,63
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 585 051,87
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 184,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**421 466,19**	**1 034 614,31**	**893 983,97**	**24 106,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 012,14**
6042	Achats de prestations de services	13 500,00	17 695,89	2 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	2 803,39	134 311,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	43 634,20	19 455,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	2 927,87	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	10 013,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 363,46
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	735 649,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	18 559,80	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	67 546,73	11 603,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	92 510,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 520,00	0,00	-2 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 276,55
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	48 561,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 560,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	-16 634,41	0,00	0,00	0,00	0,00	5 819,50
6331	Versement mobilité	7 450,36	13 232,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 871,17
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	929,85	1 535,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	937,26
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 532,60	6 264,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 741,48
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	-250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	139 089,13	376 258,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 468,12
64112	SFT, indemnité de résidence	6 550,76	15 075,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510,98
64113	NBI	2 018,46	2 273,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	546,92
64118	Autres indemnités	45 549,45	91 765,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 298,22
64131	Rémunérations	67 346,88	45 747,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 694,15
64132	SFT, indemnité de résidence	2 934,94	1 333,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 335,27
64138	Primes et autres indemnités	26 343,68	6 025,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 371,25
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	51 208,54	69 786,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 440,35
6453	Cotisations aux caisses de retraites	49 599,31	126 893,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 586,73
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	330,37	165,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	624,68

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
6455	Cotisations pour assurance du personnel	143,50	2 304,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	740,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	552,91	1 492,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148,15
64731	Allocations chômage versées directement	1 026,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	838,96	1 958,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 677,90
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	2 619,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**214 460,02**	**19 250,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 008 696,59**
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318 461,72
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 668,92
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	95 846,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	90 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	15 904,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	28 153,23	3 346,06	0,00	0,00	0,00	0,00	7 669,95
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 777 896,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 879 183,28**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 329,89
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 114,46
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 089,86
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 927,87
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 013,60
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 363,46
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	735 649,05
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 559,80
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 149,73
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 510,39
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-28,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 276,55
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 121,23
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 814,91
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 554,47
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 402,70
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 538,48
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-250,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	553 815,95
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 137,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 839,19
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 612,78
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 788,40
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 603,34
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 740,03
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 435,84
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 079,19

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions			TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120,16
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 188,49
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 193,46
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026,49
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 475,33
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 619,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 242 406,67**
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318 461,72
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 668,92
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 846,79
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 460,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 904,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 169,24
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 777 896,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**334 054,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	65 661,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	29 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	27 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	700,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	4 061,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	519,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 923,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	40 760,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	1 250,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	21 147,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	68 184,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	2 076,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	17 203,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	34 248,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	16 991,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	281,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	319,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	163,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	1 555,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**6 628,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73154	Droits de place	0,00	0,00	6 628,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**21 922,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 977,05**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 661,32
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 250,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 756,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,01
6331	Versement mobilité	420,76	0,00	0,00	0,00	0,00	4 482,62
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	65,75	0,00	0,00	0,00	0,00	584,94
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	197,24	0,00	0,00	0,00	0,00	2 120,93
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 760,64
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250,28
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 147,74
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 184,49
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 076,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 203,98
6414	Personnel rémunéré à la vacation	13 908,62	0,00	0,00	0,00	0,00	13 908,62
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 543,40	0,00	0,00	0,00	0,00	38 791,69
6453	Cotisations aux caisses de retraites	552,29	0,00	0,00	0,00	0,00	17 543,77
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281,68
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319,99
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,08
64731	Allocations chômage versées directement	2 234,07	0,00	0,00	0,00	0,00	2 234,07
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 555,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 628,00**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 628,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**16 384,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 851 092,41**
6042	Achats de prestations de services	15 763,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 940,25
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627,91
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 768,43
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 358,54
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	150,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 971,03
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 369,19
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 766,99
6281	Concours divers (cotisations)	470,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 615,08
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 354,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 267,71
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 158,15
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 256,65
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 769,70
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 784,83
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 153,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 642,23
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 511,03
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 464,62
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 312,16
RECETTES		**36 177,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	36 177,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 867 476,65**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 703,69
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627,91
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 768,43
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 358,54
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,80
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 971,03
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 369,19
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 766,99
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 615,08
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 354,51
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 267,71
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	619 158,15
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 256,65
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 769,70
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 784,83
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 153,40
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 642,23
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 511,03
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 464,62
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 312,16
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 177,96**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 177,96

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**195,00**	**0,00**	**68 123,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	195,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	68 123,98	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 358 289,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	20 619,08	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	11 186,75	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	192 027,49	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	33 085,20	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	-617,69	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 466,22	0,00	0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**299 715,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	93 458,57	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	176 048,67	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	6 068,25	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	24 139,74	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 359 289,05**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 619,08
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 186,75
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 027,49
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 085,20
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-617,69
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 466,22
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**368 034,21**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 653,57
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 172,65
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 068,25
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 139,74

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**102 860 446,85**									
1641 Emprunts en euros (total)					99 860 446,85									
200701	Société de Financement Local	06/04/2007	01/05/2007	01/12/2007	6 396 027,25	F	Taux fixe à 3,80%	3,800	3,853	EUR	A	C	O	E-1
200703	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	27/06/2007	16/07/2007	16/10/2007	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4,62%	4,620	4,684	EUR	T	C	O	A-1
200704	Société de Financement Local	16/07/2007	30/11/2007	01/12/2008	3 403 972,75	C	Si Inflation annuelle France INSEE (HT) Postfixé <= 3% alors Inflation annuelle France INSEE (HT) Po	5,718	5,797	EUR	A	C	O	A-2
200801	Société de Financement Local	28/10/2008	31/12/2008	01/01/2010	500 000,00	V	Euribor 12m + 0,26%, flooré à 0,00%	3,309	3,364	EUR	A	C	O	A-1
200802	Société de Financement Local	31/12/2008	31/12/2008	01/01/2010	1 116 000,00	V	Euribor 12m + 0,12%, flooré à 0,00%	3,169	3,222	EUR	A	C	O	A-1
200803	Société de Financement Local	28/10/2008	01/01/2009	01/01/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4,72%	4,720	4,786	EUR	A	C	O	A-1
200901	Société de Financement Local	13/07/2009	28/08/2009	01/09/2010	3 350 000,00	F	Taux fixe à 4,29%	4,290	4,350	EUR	A	C	O	A-1
200902	Société de Financement Local	28/10/2008	25/08/2009	01/09/2010	2 150 000,00	V	Euribor 12m + 0,26%, flooré à 0,00%	1,582	1,604	EUR	A	C	O	A-1
200903	Caisse d'Epargne Ile de France	30/11/2009	29/12/2009	29/12/2010	1 000 000,00	V	TAM Postfixé + 0,80%, flooré à 0,00%	1,710	1,710	EUR	A	C	O	A-1

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Mode d'exercice des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
200904	Caisse d'Epargne Ile de France	30/11/2009	28/12/2009	28/12/2010	2 000 000,00	V	TAM Postfixé + 0,80%, flooré à 0,00%	1,710	1,710	EUR	A	C	O	A-1
200905	Caisse des Dépots et Consignations	15/12/2009	01/02/2012	01/02/2013	1 724 000,00	V	Livret A + 0,25%	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
201001	Société de Financement Local	10/09/2010	24/09/2010	01/01/2011	1 175 000,00	F	Taux fixe à 2,98%	2,980	2,980	EUR	T	P	O	A-1
201002	Société de Financement Local	10/09/2010	24/09/2010	01/01/2011	1 825 000,00	F	Taux fixe à 2,98%	2,980	2,980	EUR	T	P	O	A-1
201003	Caisse d'Epargne Ile de France	30/09/2010	30/09/2010	30/03/2011	3 953 000,00	V	Euribor 6m + 0,50%, flooré à 0,00%	1,650	1,673	EUR	S	C	O	A-1
201004	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	15/12/2010	28/12/2010	28/03/2011	3 000 000,00	F	Taux fixe à 3,21%	3,210	3,210	EUR	T	C	O	A-1
201101	Crédit Foncier	13/12/2011	30/12/2011	30/12/2012	5 357 000,00	F	Taux fixe à 3,38%	3,380	3,380	EUR	A	C	O	A-1
201301	Caisse des Dépots et Consignations	23/08/2012	01/10/2014	01/01/2015	2 191 000,00	V	Livret A + 0,60%	1,600	1,600	EUR	T	X	O	A-1
201402	Société de Financement Local	01/07/2014	01/08/2014	01/08/2015	8 505 542,85	F	Taux fixe à 3,66%	3,660	3,711	EUR	A	C	O	A-1
201602	Société de Financement Local	10/11/2016	18/11/2016	01/03/2017	8 299 904,00	F	Taux fixe à 0,36%	0,360	0,360	EUR	T	C	O	A-1
201701	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	13/11/2017	26/09/2018	27/12/2018	3 794 000,00	V	Euribor 3m + 0,39%, flooré à 0,39%	0,390	0,395	EUR	T	C	O	A-1
201702	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	20/11/2017	11/01/2018	10/04/2018	3 500 000,00	F	Taux fixe à 1,10%	1,100	1,100	EUR	T	C	O	A-1
201801	Crédit Mutuel Arkea	20/12/2018	11/03/2019	30/05/2020	7 000 000,00	V	Euribor 12m + 0,20%, flooré à 0,20%	0,200	0,203	EUR	A	C	O	A-1
201802	Banque Française de Crédit Coopératif	31/12/2018	05/11/2019	05/02/2020	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	1,200	EUR	T	C	O	A-1
201803	Crédit Mutuel Arkea	19/12/2018	21/12/2018	30/03/2019	1 400 000,00	V	Euribor 3m + 0,33%, flooré à 0,33%	0,330	0,335	EUR	T	C	O	A-1
2019-01	Société de Financement Local	18/07/2019	27/02/2020	01/03/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0,69%	0,690	0,700	EUR	A	C	O	A-1
201902	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	13/12/2019	17/02/2020	17/02/2021	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0,57%	0,570	0,570	EUR	A	C	O	A-1

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
202001	Crédit Agricole de Paris et d Ile-de-France	26/06/2020	23/05/2022	23/08/2022	**3 235 000,00**	V	Euribor 3m + 0,76%, flooré à 0,76%	0,760	0,771	EUR	T	C	O	A-1
2021-01	Crédit Mutuel Arkea	22/10/2021	30/11/2022	28/02/2023	1 985 000,00	F	Taux fixe à 0,58%	0,580	0,580	EUR	T	C	O	A-1
202301 Consolidation	Crédit Mutuel Arkea	26/12/2023	30/04/2024	30/07/2024	4 000 000,00	V	Euribor 3m + 0,83%, flooré à 0,83%	4,761	4,827	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 000 000,00									
201201	CA Corporate & Investment Bank	26/08/2011	02/07/2012	15/03/2013	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3,69%	3,690	3,752	EUR	A	C	O	A-1
201202	CA Corporate & Investment Bank	26/08/2011	02/07/2012	15/03/2013	1 500 000,00	F	Taux fixe à 3,69%	3,690	3,752	EUR	A	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**562 000,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					562 000,00									

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possi-bilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2021-02	Caisse d'Allocations Familiales	08/07/2020	13/12/2021	13/12/2022	**312 000,00**	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2022-01	Caisse d'Allocations Familiales	04/01/2021	22/04/2022	22/04/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2022-02	Caisse d'Allocations Familiales	05/08/2020	22/04/2022	22/04/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**103 422 446,85**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**47 185 064,32**					**7 522 385,76**	**1 690 219,21**	**0,00**	**333 874,52**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		45 985 064,32					7 372 385,76	1 643 679,09	0,00	332 029,52
200701	N	0,00	E-1	0,00	0,00	C	Si Euribor 12m <= 5,75% alors Taux fixe à 3,80% sinon 3,8% + 5 * Euribor 12m - 5,75%	3,800	2 046 728,72	84 743,09	0,00	0,00
200703	N	0,00	A-1	930 000,00	7,55	F	Taux fixe à 4,62%	4,620	120 000,00	47 204,85	0,00	9 070,60
200704	N	0,00	A-2	1 089 271,28	7,92	C	Si Inflation annuelle France INSEE (HT) Postfixé <= 3% alors Inflation annuelle France INSEE (HT) Po	4,524	136 158,91	53 730,79	0,00	4 106,92
200801	N	0,00	A-1	125 000,00	4,01	V	TAM Postfixé + 0,65%, flooré à 0,00%	4,582	25 000,00	5 750,85	0,00	5 711,34
200802	N	0,00	A-1	279 000,00	4,01	V	TAM Postfixé + 0,12%, flooré à 0,00%	4,052	55 800,00	11 215,09	0,00	11 461,53
200803	N	0,00	A-1	1 000 000,00	4,01	V	Euribor 3m + 0,26%, flooré à 0,00%	2,974	200 000,00	44 066,86	0,00	9 064,61
200901	N	0,00	A-1	837 500,00	4,67	F	Taux fixe à 4,29%	4,290	167 500,00	43 833,08	0,00	12 076,05

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
200902	N	0,00	A-1	537 500,00	4,67	V	Euribor 1m + 0,26%, flooré à 0,26%	3,105	107 500,00	24 902,86	0,00	1 470,06
200903	N	0,00	A-1	250 000,00	5,00	V	TAM Postfixé + 0,80%, flooré à 0,00%	4,730	50 000,00	14 400,00	0,00	25,97
200904	N	0,00	A-1	500 000,00	4,99	V	TAM Postfixé + 0,80%, flooré à 0,00%	4,730	100 000,00	28 800,00	0,00	103,89
200905	N	0,00	A-1	354 777,43	2,09	V	Livret A + 0,25%	3,250	118 259,16	15 373,69	0,00	10 537,38
201001	N	0,00	A-1	95 639,29	0,75	F	Taux fixe à 2,98%	2,980	92 841,83	4 585,65	0,00	704,60
201002	N	0,00	A-1	148 546,32	0,75	F	Taux fixe à 2,98%	2,980	144 201,12	7 122,40	0,00	1 094,37
201003	N	0,00	A-1	1 185 900,00	5,75	V	Euribor 1m + 0,50%, flooré à 0,00%	3,350	197 650,00	54 019,70	0,00	110,68
201004	N	0,00	A-1	900 000,00	5,99	F	Taux fixe à 3,21%	3,210	150 000,00	31 899,38	0,00	160,50
201101	N	0,00	A-1	1 874 950,00	7,00	F	Taux fixe à 3,38%	3,380	267 850,00	72 426,64	0,00	0,00
201301	N	0,00	A-1	1 237 620,66	9,76	V	Livret A + 0,60%	3,600	95 969,18	46 108,21	0,00	10 869,17
201402	N	0,00	A-1	3 266 988,25	6,59	F	Taux fixe à 3,66%	3,660	523 855,46	141 057,29	0,00	50 485,86
201602	N	0,00	A-1	4 979 942,40	11,93	V	Euribor 3m + 0,52%, flooré à 0,52%	3,234	414 995,20	230 467,36	0,00	14 354,68
201701	N	0,00	A-1	2 213 166,75	8,75	V	Euribor 3m + 0,39%, flooré à 0,39%	3,104	252 933,32	99 074,75	0,00	767,48
201702	N	0,00	A-1	1 925 000,09	8,03	F	Taux fixe à 1,10%	1,100	233 333,32	22 779,17	0,00	4 705,56
201801	N	0,00	A-1	4 666 666,65	9,42	V	Euribor 12m + 0,20%, flooré à 0,20%	2,660	466 666,67	218 253,93	0,00	109 140,37
201802	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,85	F	Taux fixe à 1,20%	1,200	200 000,00	25 500,00	0,00	3 666,67
201803	N	0,00	A-1	800 000,00	8,00	V	Euribor 3m + 0,33%, flooré à 0,33%	3,044	100 000,00	35 486,81	0,00	66,96

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
2019-01	N	0,00	A-1	3 571 428,56	9,17	F	Taux fixe à 0,69%	0,690	357 142,86	27 558,93	0,00	20 877,98
201902	N	0,00	A-1	2 933 333,32	10,14	F	Taux fixe à 0,57%	0,570	266 666,67	18 240,00	0,00	14 537,11
202001	N	0,00	A-1	2 695 833,30	12,41	V	Euribor 3m + 0,76%, flooré à 0,76%	3,474	215 666,68	132 560,16	0,00	10 149,81
2021-01	N	0,00	A-1	1 720 333,36	12,92	F	Taux fixe à 0,58%	0,580	132 333,32	10 457,65	0,00	831,49
202301 Consolidation	N	0,00	A-1	3 866 666,66	14,34	V	Euribor 3m + 0,83%, flooré à 0,83%	3,544	133 333,34	92 059,90	0,00	25 877,88
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		1 200 000,00					150 000,00	46 540,12	0,00	1 845,00
201201	N	0,00	A-1	600 000,00	7,21	F	Taux fixe à 3,69%	3,690	75 000,00	23 270,06	0,00	922,50
201202	N	0,00	A-1	600 000,00	7,21	F	Taux fixe à 3,69%	3,690	75 000,00	23 270,06	0,00	922,50
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**418 400,00**					**56 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		418 400,00					56 200,00	0,00	0,00	0,00
2021-02	N	0,00	A-1	218 400,00	6,95	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	31 200,00	0,00	0,00	0,00
2022-01	N	0,00	A-1	100 000,00	7,31	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	12 500,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
2022-02	N	0,00	A-1	100 000,00	7,31	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	12 500,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**47 603 464,32**					**7 578 585,76**	**1 690 219,21**	**0,00**	**333 874,52**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
200704	Société de Financement Local	3 403 972,75	1 089 271,28	2	25,00		Si Inflation annuelle France INSEE (HT) Postfixé <= 3% alors Inflation annuelle France INSEE (HT) Po	Si Inflation annuelle France INSEE (HT) Postfixé <= 3% alors Inflation annuelle France INSEE (HT) Po	0,00	Si Inflation annuelle France INSEE (HT) Postfixé <= 3% alors Inflation annuelle France INSEE (HT) Po	4,524	53 730,79	0,00	2,29
TOTAL (A)		**3 403 972,75**	**1 089 271,28**						**0,00**			**53 730,79**	**0,00**	**2,29**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 31/12/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)**	**Niveau du taux au 31/12/N (9)**	**Intérêts payés au cours de l'exercice (10)**	**au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**taux selon le capital restant dû**
200701	Société de Financement Local	6 396 027,25	0,00	1	25,00	01/05/2007 - 01/12/2008	Taux fixe à 3,80%	Si Euribor 12m <= 5,75% alors Taux fixe à 3,80% sinon 3,8% + 5 * Euribor 12m - 5,75%	0,00	Si Euribor 12m <= 5,75% alors Taux fixe à 3,80% sinon 3,8% + 5 * Euribor 12m - 5,75%	3,800	84 743,09	0,00	0,00
TOTAL (E)		**6 396 027,25**	**0,00**						**0,00**			**84 743,09**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**9 800 000,00**	**1 089 271,28**						**0,00**			**138 473,88**	**0,00**	**2,29**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	32	1	0	0	0	
	% de l'encours	97,69	2,29	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	46 514 193,04	1 089 271,28	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

B1.6

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2023-12-19
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens de faible valeur (strictement inférieur à 500 TTC)	1	19/12/2023
L	Frais d'étude non suivis de réalisation	5	19/12/2023
L	Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	19/12/2023
L	Logiciels	5	19/12/2023
L	Plantation d'arbres	7	19/12/2023
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	19/12/2023
L	Installations, agencement, aménagement des constructions bâtiments privés	20	19/12/2023
L	Matériel et outillage d'incendie	7	19/12/2023
L	Gros équipements de garages et ateliers	15	19/12/2023
L	Gros matériel ou installation de sport	15	19/12/2023
L	Installation matériel et outillage	7	19/12/2023
L	Installations et appareils de chauffage	15	19/12/2023
L	Gros appareil ou installation médicale	15	19/12/2023
L	Gros équipements de cuisine	7	19/12/2023
L	Outillage garage, ateliers espaces verts, voirie	7	19/12/2023
L	Restauration des uvres ou patrimoines historiques immobiliers	30	19/12/2023
L	Restauration des uvres ou patrimoines historiques mobiliers	5	19/12/2023
L	Aménagement de véhicules	10	19/12/2023
L	Camions, véhicules industriels de chantiers, autocars	15	19/12/2023
L	Engins à deux roues	10	19/12/2023
L	Voitures particulières véhicules légers	10	19/12/2023
L	Gros Matériel informatique	10	19/12/2023
L	Matériel micro-informatique	5	19/12/2023
L	Mobilier	15	19/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	19/12/2023
L	Electroménager	5	19/12/2023
L	Appareils et équipements médicaux	7	19/12/2023
L	Matériel sportif	5	19/12/2023
L	Matériel audiovisuel, son et lumière	5	19/12/2023
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	19/12/2023
L	Matériel de cuisine	5	19/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Autres grosses immobilisations corporelles	7	19/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2023
L	Subventions déquipement versées finançant des biens mobiliers matériels et études	5	19/12/2023
L	Subventions déquipement versées finançant des bâtiments et installations	30	19/12/2023

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**123 863,00**	**10 500,00**	**2 000,00**	**132 363,00**
Provisions pour litiges		**123 863,00**	**10 500,00**	**2 000,00**	**132 363,00**
Provision pour risques contentieux	28/06/2022	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00
Provision pour risques contentieux	28/06/2022	22 444,00	0,00	0,00	22 444,00
Provision pour risques contentieux	28/06/2022	23 419,00	0,00	0,00	23 419,00
Provision pour risques contentieux	29/12/2023	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
Provision pour risques contentieux	29/12/2023	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
Provision pour risques contentieux	29/12/2023	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
Provision pour risques contentieux	27/12/2024	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
Provision pour risques contentieux	27/12/2024	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
Provision pour risques contentieux	27/12/2024	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**40 000,00**	**4 700,00**	**8 600,00**	**36 100,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**40 000,00**	**4 700,00**	**8 600,00**	**36 100,00**
Provision pour depreciation des comptes de tiers redevables	12/02/2013	7 000,00	4 700,00	0,00	11 700,00
Provision pour depreciation des comptes de tiers redevables	17/12/2013	33 000,00	0,00	8 600,00	24 400,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**163 863,00**	**15 200,00**	**10 600,00**	**168 463,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant de [illegible] l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		163 863,00	15 200,00	10 600,00	168 463,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 1 — **Intitulé de l'opération : TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
45411 TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS (2)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
45421 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**

N° opération : 6 — **Intitulé de l'opération : TRAVAUX RESIDENCE AUTONOMIE POUR CCAS** — **Date de la délibération : 10/10/2023**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**197 800,00**	**197 067,19**	**0,00**	**732,81**	**197 067,19**
45816 TRAVAUX RESIDENCE AUTONOMIE POUR CCAS (2)	0,00	197 800,00	197 067,19	0,00	732,81	197 067,19
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**197 800,00**	**197 067,19**	**0,00**	**732,81**	**197 067,19**
RECETTES (b)	**0,00**	**197 800,00**	**197 067,19**	**0,00**	**732,81**	**197 067,19**
45826 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	197 800,00	197 067,19	0,00	732,81	197 067,19
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

N° opération : 6	Intitulé de l'opération : TRAVAUX RESIDENCE AUTONOMIE POUR CCAS					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**197 800,00**	**197 067,19**	**0,00**	**732,81**	**197 067,19**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**10 903 299,34**	**6 659 900,04**											**149 987,76**	**1 242 969,94**
Espérance Hauts-de-Seine	2002	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 536 000,00	212 163,60	2,50	A	V	Livret A + 1,20%	4,200	V	Livret A + 1,20%	4,200	A-1	EUR	11 645,00	65 098,22
Espérance Hauts-de-Seine	2014	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 227 341,29	934 306,94	21,18	T	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	33 836,56	28 980,30
Espérance Hauts-de-Seine	2014	X		Caisse des Dépôts et Consignations	139 958,05	84 858,09	11,17	T	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	3 149,06	6 034,26
SADEV 94	2022	C	Nouvelle ZAC des musiciens	Caisse d'Epargne Ile de France	8 000 000,00	5 428 571,41	4,50	T	F	Taux fixe à 1,65%	1,650	F	Taux fixe à 1,65%	1,650	A-1	EUR	101 357,14	1 142 857,16
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**477 732 981,93**	**389 036 299,30**											**11 467 193,99**	**8 176 984,38**
ADOMA	2022	X		Caisse des Dépôts et Consignations	108 457,68	94 078,18	15,59	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	3 528,39	3 932,65
CDC Habitat social	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	317 593,00	308 761,42	51,53	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	12 009,35	0,00
CDC Habitat social	2007	X		Caisse des Dépôts et Consignations	1 404 669,00	247 490,80	2,42	A	V	Livret A + 0,45%	3,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	11 182,83	76 649,33
CDC Habitat social	2022	X		Caisse des Dépôts et Consignations	352 543,73	321 588,35	16,01	A	V	Livret A + 0,90%	2,900	V	Livret A + 0,90%	3,900	A-1	EUR	9 779,24	15 626,71
CDC Habitat social	2016	X		Caisse des Dépôts et Consignations	2 605 235,00	2 292 920,32	31,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	83 910,32	37 921,92

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Devise ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC Habitat social	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 903 910,00	3 107 780,64	18,51	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	115 937,84	112 714,88
CDC Habitat social	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	127 503,78	81 670,05	4,92	A	V	Livret A + 1,00%	3,000	V	Livret A + 1,00%	4,000	A-1	EUR	3 862,55	14 893,77
CDC Habitat social	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 935 090,07	1 355 053,10	14,93	A	V	Livret A + 1,30%	2,050	V	Livret A + 1,30%	4,300	A-1	EUR	60 811,40	59 165,42
CDC Habitat social	2005	X		Caisse des Dépots et Consignations	215 981,00	125 027,54	16,01	A	V	Livret A + 0,50%	2,500	V	Livret A + 0,50%	3,500	A-1	EUR	3 262,64	5 478,24
CDC Habitat social	2005	X		Caisse des Dépots et Consignations	15 542,00	11 754,03	31,02	A	V	Livret A + 0,50%	2,500	V	Livret A + 0,50%	3,500	A-1	EUR	298,88	201,24
CDC Habitat social	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	58 124,00	55 614,41	31,02	A	V	Livret A + 0,90%	2,900	V	Livret A + 0,90%	3,900	A-1	EUR	1 649,49	1 264,45
CDC Habitat social	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 278 432,00	1 221 892,51	51,53	A	V	Livret A + 0,56%	1,310	V	Livret A + 0,56%	3,560	A-1	EUR	42 579,97	0,00
CDC Habitat social	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	64 293,00	61 449,61	51,53	A	V	Livret A + 0,56%	1,310	V	Livret A + 0,56%	3,560	A-1	EUR	2 141,37	0,00
CDC Habitat social	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	385 016,00	284 577,02	16,51	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	10 847,41	16 739,83
CDC Habitat social	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	139 694,00	120 472,70	31,52	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	3 437,95	2 311,14
CDC Habitat social	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	589 019,57	570 249,68	31,52	A	V	Livret A + 1,05%	3,050	V	Livret A + 1,05%	4,050	A-1	EUR	23 445,93	8 662,14
Coopérative Fonciere Francilienne	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 779 665,00	1 779 665,00	77,97	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	64 067,94	0,00
Coopérative Fonciere Francilienne	2023	C	Acquisition portage	Action logement	510 000,00	510 000,00	37,52	T	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Hauts de Seine Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	745 330,00	723 693,44	36,36	A	V	Livret A + 1,06%	1,810	V	Livret A + 1,06%	4,060	A-1	EUR	24 930,74	0,00
Hauts de Seine Habitat	2011	X		Caisse des Dépots et Consignations	7 912 275,54	2 070 057,66	3,00	A	V	Livret A + 1,20%	2,950	V	Livret A + 1,20%	4,200	A-1	EUR	81 435,46	474 800,32
Hauts de Seine Habitat	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 880 000,00	2 798 380,88	23,93	A	V	Livret A - 0,25%	2,750	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	34 275,97	81 619,12
Hauts de Seine Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 171 778,00	1 145 124,95	46,36	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	29 920,93	0,00
Hauts de Seine Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	631 479,00	619 431,28	46,36	A	V	Livret A + 1,06%	1,810	V	Livret A + 1,06%	4,060	A-1	EUR	17 916,01	0,00
Hauts de Seine Habitat	2011	X		Caisse des Dépots et Consignations	5 396 910,54	1 665 395,03	4,01	A	V	Livret A + 1,20%	2,950	V	Livret A + 1,20%	4,200	A-1	EUR	62 899,93	300 227,69
Hauts de Seine Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 224 172,00	1 184 004,47	36,36	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	37 561,78	0,00
Hauts de Seine Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	26 478,00	25 709,36	36,36	A	V	Livret A + 1,06%	1,810	V	Livret A + 1,06%	4,060	A-1	EUR	885,67	0,00
Hauts de Seine Habitat	2011	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 257 856,63	368 786,82	4,42	T	F	Taux fixe à 2,86%	2,860	F	Taux fixe à 2,86%	2,860	A-1	EUR	11 781,21	75 789,31
Hauts de Seine Habitat	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	7 393 408,00	7 206 100,73	23,93	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	114 919,94	187 307,27
ICF La Sablière	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	840 000,00	755 562,64	12,93	A	V	Livret A - 0,75%	-0,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	17 882,73	39 225,46
ICF La Sablière	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	436 146,00	350 270,50	11,93	A	F	Taux fixe à 0,26%	0,260	F	Taux fixe à 0,26%	0,260	A-1	EUR	985,32	28 699,53
IDF Habitat	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 021 200,00	795 460,79	18,01	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	14 437,75	29 553,24

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Devises ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	352 706,59	284 195,16	27,02	A	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	A-1	EUR	3 308,45	8 588,38
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 682 122,64	3 069 747,03	28,44	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	112 125,49	44 849,81
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	910 321,02	722 070,30	23,10	A	V	Livret A + 0,45%	1,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	25 492,65	16 847,23
IDF Habitat	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	531 000,00	531 000,00	36,27	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	399 213,87	323 670,92	28,44	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	9 222,22	5 694,02
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	903 926,92	772 772,43	33,11	A	V	Livret A + 0,45%	1,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	26 979,86	9 252,45
IDF Habitat	2026	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 609 154,00	0,00	41,19	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 235 621,46	2 896 872,28	33,11	A	V	Livret A + 0,80%	1,550	V	Livret A + 0,80%	3,800	A-1	EUR	111 274,96	31 416,23
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	115 555,96	89 550,93	23,10	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	2 572,34	2 318,49
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 470 000,00	1 905 721,49	14,51	A	F	Taux fixe à 1,18%	1,180	F	Taux fixe à 1,18%	1,180	A-1	EUR	23 850,64	115 518,91
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	317 731,76	251 780,35	24,68	A	V	Livret A + 0,25%	1,000	V	Livret A + 0,25%	3,250	A-1	EUR	8 284,93	3 140,57
IDF Habitat	2024	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 108 389,00	2 108 389,00	41,19	A	V	Livret A - 0,40%	2,600	V	Livret A - 0,40%	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	115 200,00	96 336,27	19,85	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	2 714,14	2 359,55

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	46 000,00	38 467,61	19,85	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	1 083,77	942,18
IDF Habitat	2024	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 442 712,05	2 442 712,05	81,22	A	V	Livret A + 0,49%	3,490	V	Livret A + 0,49%	3,490	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 625 954,00	3 603 123,31	76,97	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	65 549,79	0,00
IDF Habitat	2026	X		Caisse des Dépots et Consignations	608 980,00	0,00	41,19	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 196 000,00	931 620,74	18,01	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	16 909,07	34 611,91
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	820 760,43	709 547,07	33,11	A	V	Livret A + 0,80%	1,550	V	Livret A + 0,80%	3,800	A-1	EUR	27 255,20	7 694,95
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 774 606,38	3 297 293,17	37,03	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	86 638,20	34 945,43
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	672 770,32	561 960,64	27,02	A	V	Livret A + 0,95%	1,700	V	Livret A + 0,95%	3,950	A-1	EUR	16 894,21	10 724,52
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	947 617,85	750 921,38	24,68	A	V	Livret A + 0,25%	1,000	V	Livret A + 0,25%	3,250	A-1	EUR	24 709,36	9 366,58
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	329 256,10	255 159,46	23,10	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	7 329,44	6 606,11
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	308 290,85	263 559,65	33,11	A	V	Livret A + 0,45%	1,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	9 201,68	3 155,61
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 238 163,25	1 879 172,03	29,35	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	68 566,67	25 457,73
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	22 374 000,00	18 532 924,44	26,52	A	V	Livret A + 0,57%	1,320	V	Livret A + 0,57%	3,570	A-1	EUR	667 099,84	153 345,51

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Devise ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	30 272,22	25 306,73	33,11	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	718,68	360,47
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 089 505,79	877 874,94	27,02	A	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	A-1	EUR	10 219,77	26 529,37
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	761 978,32	609 845,43	27,02	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	11 229,62	14 022,25
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	38 384,76	29 856,04	24,68	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	848,09	432,97
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 274 855,00	2 263 886,38	76,97	A	V	Livret A + 1,01%	1,760	V	Livret A + 1,01%	4,010	A-1	EUR	47 360,04	0,00
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	107 887,33	57 274,02	6,50	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	2 324,26	7 288,79
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	5 164 950,33	2 874 271,20	8,01	A	V	Livret A + 0,45%	1,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	77 338,65	282 408,41
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 022 956,31	905 125,81	39,36	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	32 780,15	5 433,93
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	88 760,45	74 201,30	33,11	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	2 107,23	1 056,92
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 937 805,00	2 869 376,39	36,94	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	91 029,12	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 774 928,35	2 201 084,40	23,10	A	V	Livret A + 0,45%	1,200	V	Livret A + 0,45%	3,450	A-1	EUR	77 709,17	51 355,35
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 238 082,07	985 820,25	18,01	A	V	Livret A + 0,80%	1,550	V	Livret A + 0,80%	3,800	A-1	EUR	28 692,69	38 918,54
IDF Habitat	2026	X		Caisse des Dépots et Consignations	4 328 626,00	0,00	81,22	A	V	Livret A + 0,49%	3,490	V	Livret A + 0,49%	3,490	A-1	EUR	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	279 926,51	241 996,34	33,11	A	V	Livret A + 0,80%	1,550	V	Livret A + 0,80%	3,800	A-1	EUR	9 295,59	2 624,42
IDF Habitat	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 565 445,03	2 565 445,03	32,52	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	108 641,59	84 502,51	24,68	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	2 400,38	1 225,44
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	960 000,00	803 013,66	19,51	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	22 566,44	17 584,24
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 973 836,89	1 420 534,71	14,76	A	V	Livret A + 1,20%	1,950	V	Livret A + 1,20%	4,200	A-1	EUR	62 031,50	56 405,87
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	607 825,00	595 720,90	36,94	A	V	Livret A + 1,01%	1,760	V	Livret A + 1,01%	4,010	A-1	EUR	20 341,95	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	36 543 801,15	31 615 407,14	32,02	A	V	Livret A + 0,65%	1,400	V	Livret A + 0,65%	3,650	A-1	EUR	837 808,29	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	7 029 604,31	5 729 524,01	27,02	A	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	F	Taux fixe à 1,13%	1,130	A-1	EUR	66 700,17	173 146,17
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	147 509,94	126 552,74	38,44	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	3 576,19	1 168,41
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 358 217,30	1 196 848,07	38,44	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	43 369,63	7 863,77
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	59 302 859,00	50 374 316,67	28,52	A	V	Livret A + 0,90%	1,650	V	Livret A + 0,90%	3,900	A-1	EUR	1 970 005,64	138 648,38
IDF Habitat	2017	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 180 800,00	919 780,76	18,01	A	V	Livret A - 0,25%	0,500	V	Livret A - 0,25%	2,750	A-1	EUR	16 694,17	34 172,03
IDF Habitat	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 018 559,54	911 922,78	33,11	A	V	Livret A + 0,80%	1,550	V	Livret A + 0,80%	3,800	A-1	EUR	35 028,87	9 889,69

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IDF Habitat	2026	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 494 034,00	0,00	41,19	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2026	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 124 637,00	0,00	81,22	A	V	Livret A + 0,49%	3,490	V	Livret A + 0,49%	3,490	A-1	EUR	0,00	0,00
IDF Habitat	2016	X		Caisse des Dépots et Consignations	419 278,23	356 327,73	37,03	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	6 502,42	4 917,92
IDF Habitat	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	600 000,00	588 051,72	36,94	A	V	Livret A + 1,01%	1,760	V	Livret A + 1,01%	4,010	A-1	EUR	20 080,07	0,00
Immobilière 3F	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	6 922 000,00	6 842 007,53	38,94	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	178 388,07	79 992,47
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	431 000,00	431 000,00	39,53	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	784 000,00	784 000,00	49,53	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 793 000,00	2 598 014,33	17,68	A	V	Livret A + 0,60%	2,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	96 636,88	86 343,31
Immobilière 3F	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 805 000,00	2 791 257,59	58,96	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	72 288,14	13 742,41
Immobilière 3F	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 660 000,00	1 908 934,87	13,42	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	71 958,09	89 900,95
Immobilière 3F	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 286 000,00	1 272 814,00	38,94	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	37 810,47	13 186,00
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	742 000,00	742 000,00	59,54	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	472 000,00	462 429,55	37,44	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	19 021,93	391,25

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Opérations ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts courus de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 375 000,00	1 354 458,20	47,45	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	50 265,79	0,00
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	653 000,00	653 000,00	39,53	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 439 000,00	2 413 991,71	38,94	A	V	Livret A + 1,11%	4,110	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	71 710,53	25 008,29
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	63 000,00	63 000,00	35,44	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 540 000,00	1 074 849,34	13,42	A	V	Livret A - 0,45%	0,300	V	Livret A - 0,45%	2,550	A-1	EUR	28 829,52	55 720,21
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	472 000,00	462 429,55	37,44	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	19 021,93	391,25
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	680 000,00	680 000,00	39,53	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	634 000,00	621 144,79	37,44	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	25 550,65	525,53
Immobilière 3F	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	684 000,00	684 000,00	38,94	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2015	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 950 000,00	1 131 304,34	10,59	A	V	Livret A + 0,60%	1,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	43 353,83	72 968,66
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	795 000,00	795 000,00	29,52	A	V	Livret A + 0,53%	1,530	V	Livret A + 0,53%	3,530	A-1	EUR	0,00	0,00
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 046 000,00	1 030 373,29	47,45	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	38 238,56	0,00
Immobilière 3F	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	483 000,00	473 206,51	37,44	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	19 465,24	400,37

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Immobilière 3F	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 932 000,00	1 781 504,47	17,68	A	V	Livret A - 0,45%	1,550	V	Livret A - 0,45%	2,550	A-1	EUR	47 141,93	67 198,56
Seqens	2012	P	Acquisition 503 logements Résidence La Pierre Plate	Crédit Mutuel Arkea	5 909 637,00	5 224 795,61	38,02	T	V	Livret A + 1,05%	3,300	V	Livret A + 1,05%	4,050	A-1	EUR	213 330,99	67 938,91
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	634 622,70	602 662,01	36,27	A	V	Livret A + 1,06%	1,810	V	Livret A + 1,06%	4,060	A-1	EUR	24 548,20	1 973,44
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 715 074,73	1 715 074,73	58,71	A	V	Livret A + 0,26%	0,760	V	Livret A + 0,26%	3,260	A-1	EUR	36 587,92	0,00
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	7 464 830,00	7 275 713,30	23,77	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	148 122,49	189 116,70
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 148 068,00	2 123 244,35	38,27	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	27 609,92	24 823,65
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 033 000,00	2 860 760,40	13,93	A	V	Livret A - 0,75%	2,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	11 268,56	172 239,60
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	837 116,00	825 501,12	38,27	A	V	Livret A - 0,20%	2,800	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	8 389,60	11 614,88
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 754 500,00	1 414 889,84	11,34	A	V	Livret A - 0,75%	0,000	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	33 902,52	91 888,97
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 435 636,00	3 427 081,57	78,30	A	V	Livret A + 0,42%	3,420	V	Livret A + 0,42%	3,420	A-1	EUR	41 975,02	8 554,43
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	679 962,00	670 527,62	38,27	A	V	Livret A - 0,20%	2,800	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	6 814,60	9 434,38
Seqens	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	495 916,32	494 716,38	57,62	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	16 861,61	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et frais financiers de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	4 130 291,00	4 119 951,53	78,30	A	V	Livret A + 0,41%	3,410	V	Livret A + 0,41%	3,410	A-1	EUR	50 316,02	10 339,47
Seqens	2013	P	Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Crédit Foncier	4 100 000,00	3 674 018,16	38,77	A	V	Livret A + 1,11%	2,360	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	152 869,53	45 435,15
Seqens	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 618 000,00	2 319 950,58	12,51	A	V	Livret A - 0,75%	0,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	55 046,26	126 550,08
Seqens	2012	P	Acquisition 305 logements Ex patrimoine Icade	Dexia	11 825 417,05	4 896 832,31	5,01	A	F	Taux fixe à 4,50%	4,575	F	Taux fixe à 4,50%	4,500	A-1	EUR	255 805,40	709 861,31
Seqens	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 771 499,00	2 591 507,11	22,51	A	F	Taux fixe à 1,76%	1,760	F	Taux fixe à 1,76%	1,760	A-1	EUR	47 208,27	90 781,00
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 099 303,17	1 099 303,17	38,69	A	V	Livret A - 0,20%	0,300	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	29 933,62	0,00
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	486 812,61	456 178,64	36,27	A	V	Livret A - 0,20%	0,550	V	Livret A - 0,20%	2,800	A-1	EUR	12 870,07	3 466,69
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 496 000,00	2 874 023,46	11,09	A	V	Livret A - 0,75%	-0,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	68 427,54	167 200,37
Seqens	2012	C	Acquisition logements du Prunier Hardy	Crédit Foncier	2 193 833,00	1 740 980,42	26,68	A	F	Taux fixe à 3,68%	3,680	F	Taux fixe à 2,17%	2,170	A-1	EUR	38 800,94	47 081,28
Seqens	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	173 316,43	171 465,14	37,61	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	7 053,18	145,07
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 745 231,00	1 658 460,12	13,26	A	V	Livret A + 1,06%	4,060	V	Livret A + 1,06%	4,060	A-1	EUR	25 262,35	86 770,88

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaies ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	13 039 940,00	12 709 581,45	23,93	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	77 091,22	330 358,55
Seqens	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	688 358,14	685 771,79	57,62	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	20 780,28	0,00
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 284 152,61	1 238 650,78	56,29	A	V	Livret A + 0,55%	1,300	V	Livret A + 0,55%	3,550	A-1	EUR	39 563,98	0,00
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 036 093,57	999 096,00	56,29	A	V	Livret A + 0,50%	1,250	V	Livret A + 0,50%	3,500	A-1	EUR	31 547,50	0,00
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	108 000,00	108 000,00	36,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 494 000,00	2 396 857,48	18,76	A	V	Livret A - 0,45%	2,550	V	Livret A - 0,45%	2,550	A-1	EUR	35 133,87	97 142,52
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 048 646,53	991 340,30	36,27	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	35 857,43	4 699,39
Seqens	2012	C	Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Crédit Foncier	2 064 960,00	1 638 709,52	26,68	A	F	Taux fixe à 3,68%	3,680	F	Taux fixe à 2,17%	2,170	A-1	EUR	36 521,64	44 315,57
Seqens	2012	P	Acquisition 305 logements du patrimoine Icade	Dexia	5 321 437,63	2 203 574,53	5,01	A	F	Taux fixe à 4,50%	4,575	F	Taux fixe à 4,50%	4,500	A-1	EUR	115 112,43	319 437,58
Seqens	2013	P	Acquisition 216 logements - 1 à 9 allée du Prunier Hardy	Crédit Mutuel Arkea	826 800,00	694 093,71	29,02	T	V	Livret A + 1,03%	2,280	V	Livret A + 1,03%	4,030	-	EUR	28 329,31	14 129,21

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Monnaie ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et frais de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2009	P	Pierre Plate acquisition 346 logements	Dexia	2 983 329,06	1 114 751,03	5,01	A	F	Taux fixe à 4,50%	4,562	F	Taux fixe à 4,50%	4,500	A-1	EUR	58 233,43	161 598,04
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	675 000,00	675 000,00	38,27	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 899 639,00	3 454 960,66	21,10	A	F	Taux fixe à 0,46%	0,460	F	Taux fixe à 0,46%	0,460	A-1	EUR	16 577,79	148 906,91
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	3 191 335,00	3 154 455,09	38,27	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	41 019,42	36 879,91
Seqens	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	958 992,00	849 814,38	12,51	A	V	Livret A - 0,75%	0,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	20 163,84	46 356,19
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 170 764,03	1 127 886,63	13,68	A	V	Livret A + 1,04%	1,540	V	Livret A + 1,04%	4,040	A-1	EUR	47 298,87	42 877,40
Seqens	2013	P	Acquisition 414 logements 1 à 14 allée de la Madeleine	Crédit Mutuel Arkea	17 396 207,00	15 570 945,30	39,02	T	V	Livret A + 1,03%	2,280	V	Livret A + 1,03%	4,030	A-1	EUR	632 423,90	194 335,30
Seqens	2013	P	Acquisition logements 1 à 14, allée Madeleine	Crédit Mutuel Arkea	11 597 471,00	9 736 007,71	29,02	T	V	Livret A + 1,03%	2,280	V	Livret A + 1,03%	4,030	A-1	EUR	397 373,40	198 189,67
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 156 780,00	1 153 899,72	78,30	A	V	Livret A + 0,42%	3,420	V	Livret A + 0,42%	3,420	A-1	EUR	14 133,01	2 880,28
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 279 909,49	1 279 909,49	58,71	A	V	Livret A + 0,26%	0,760	V	Livret A + 0,26%	3,260	A-1	EUR	27 304,48	0,00
Seqens	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	593 697,73	585 396,43	37,61	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	21 127,06	1 466,44

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Devise ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2009	P	Acquisition 346 logements Pierre Plate	Dexia	6 961 101,10	2 601 085,46	5,01	A	F	Taux fixe à 4,50%	4,562	F	Taux fixe à 4,50%	4,500	A-1	EUR	135 877,98	377 062,11
Seqens	2014	X		Caisse des Dépots et Consignations	306 000,00	251 911,64	29,77	A	V	Livret A + 1,10%	2,100	V	Livret A + 1,10%	4,100	A-1	EUR	10 502,35	4 243,12
Seqens	2013	P	Acquisition 414 logements1 à 14 allée de la Madeleine	Crédit Mutuel Arkea	3 292 294,00	2 763 861,17	29,02	T	V	Livret A + 1,03%	2,280	V	Livret A + 1,03%	4,030	A-1	EUR	112 806,49	56 262,15
Seqens	2014	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 950 616,40	2 617 215,49	41,28	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	95 177,97	26 617,06
Seqens	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 281 810,20	1 281 810,20	38,69	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	40 767,45	0,00
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	558 000,00	558 000,00	38,27	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2012	P	Acquisition 503 logements Résidence La Pierre Plate	Crédit Mutuel Arkea	3 939 758,00	3 240 323,13	28,02	T	V	Livret A + 1,05%	3,300	V	Livret A + 1,05%	4,050	A-1	EUR	132 996,66	69 386,64
Seqens	2014	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 621 344,00	1 319 110,23	29,77	A	V	Livret A + 0,79%	1,790	V	Livret A + 0,79%	3,790	A-1	EUR	50 883,70	23 467,52
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	847 009,64	816 997,25	56,29	A	V	Livret A + 0,55%	1,300	V	Livret A + 0,55%	3,550	A-1	EUR	26 095,86	0,00
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	2 364 897,00	2 246 879,17	13,26	A	V	Livret A + 1,01%	4,010	V	Livret A + 1,01%	4,010	A-1	EUR	33 815,71	118 017,83
Seqens	2020	X		Caisse des Dépots et Consignations	231 164,43	228 695,23	37,61	A	V	Livret A + 1,11%	1,610	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	9 407,33	193,49

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Devise ou devises pouvant modifier l'emprunt	Intérêts et capital de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Seqens	2012	P	Acquisition logements Prunier Hardy	Crédit Foncier	15 122 288,00	13 583 410,82	37,19	A	V	Livret A + 1,07%	3,320	V	Livret A + 1,07%	4,070	A-1	EUR	560 067,84	177 469,80
Seqens	2018	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 425 506,95	1 146 730,23	21,18	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	42 188,15	25 162,74
Seqens	2019	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 820 920,00	1 640 960,57	21,35	A	V	Livret A + 0,60%	1,350	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	60 379,07	36 235,85
Seqens	2013	P	Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Crédit Foncier	2 078 082,00	1 746 874,88	28,77	A	V	Livret A + 1,11%	2,360	V	Livret A + 1,11%	4,110	A-1	EUR	73 248,48	35 326,49
Seqens	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	1 306 682,00	1 303 410,95	78,30	A	V	Livret A + 0,41%	3,410	V	Livret A + 0,41%	3,410	A-1	EUR	15 918,26	3 271,05
Seqens	2022	X		Caisse des Dépots et Consignations	983 071,69	983 071,69	14,26	A	V	Livret A - 0,75%	0,250	V	Livret A - 0,75%	2,250	A-1	EUR	0,00	0,00
Seqens	2014	P	Acquisition logements Prunier Hardy	Crédit Foncier	5 544 839,00	4 749 532,70	29,18	A	V	Livret A + 1,07%	2,320	V	Livret A + 1,07%	4,070	A-1	EUR	197 038,91	91 718,07
Seqens	2014	X		Caisse des Dépots et Consignations	5 479 717,31	4 638 122,91	31,27	A	V	Livret A + 0,60%	1,850	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	169 733,93	76 708,52
Toit et Joie	2021	X		Caisse des Dépots et Consignations	5 449 477,00	5 268 102,54	32,02	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	138 345,66	52 884,41
Vilogia	2023	X		Caisse des Dépots et Consignations	526 000,00	512 674,12	23,43	A	V	Livret A + 0,60%	3,600	V	Livret A + 0,60%	3,600	A-1	EUR	15 254,53	13 325,88
TOTAL GENERAL					**488 636 281,27**	**395 696 199,34**											**11 617 181,75**	**9 419 954,32**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	1 392 957,70
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	9 268 804,97
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**10 661 762,67**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**102 604 146,42**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**10,39**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.6

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					**5 362 270,00**	**68 823 273,00**	**1 276 000,00**
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**5 362 270,00**	**68 823 273,00**	**1 276 000,00**
Au profit d'organismes publics					**4 000 000,00**	**63 000 000,00**	**0,00**
2008	Portage foncier	Etablissement Public Foncier des Hauts-de-Seine	14	X	4 000 000,00	63 000 000,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					**1 362 270,00**	**5 823 273,00**	**1 276 000,00**
2011	Déficit ZAC Victor Hugo	SADEV	16	X	84 270,00	4 545 273,00	0,00
2016	Déficit ZAC Moulin Blanchard	SADEV	9	X	1 278 000,00	1 278 000,00	1 276 000,00
Engagements liés à des délégations de service public					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					**238 915,00**	**238 915,00**	**0,00**
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8028 Autres engagements reçus					**238 915,00**	**238 915,00**	**0,00**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements reçus des entreprises					**238 915,00**	**238 915,00**	**0,00**
2017	Excédent ZAC Albert Petit/rue des Blains	SADEV	8	X	238 915,00	238 915,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

IV
B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**3 220 293,00**	
Personnes de droit privé	**1 306 604,00**	
Associations	**1 306 604,00**	
A MOTS CROISES	400,00	
ADAVIP 92 AIDES AUX VICTIMES D'INFRACTIONS	760,00	
ADIB - ASSOCIATION DE DEVELOPPEM INTERCOMMUNAL DES BLAGIS - ADIB	16 299,00	
AFAB	0,00	PRÊT DE SALLES
AFPS ASS FRANCE-PALESTINE SOLIDARITE	730,00	
AFRIQUE GLAUCOME	0,00	PRÊT DE SALLES
AMICALE DE CHATEAUBRIANT COMITE DE BAGNEUX	700,00	PRÊT DE SALLES, TRANSPORT
AMICALE DE LA RESIDENCE PABLO PI ARPP	150,00	
AMICALE DES LOCATAIRES DE BAGNEU	150,00	
AMICALE DES LOCATAIRES DES 6 ET 8 ALLEE ANATOLE FRANCE	100,00	
AMICALE DES LOCATAIRES KIROVAKAN	150,00	PRÊT DE SALLES
AMICALE DES LOCATAIRES LA TANNER	150,00	
AMICALE DU CITE 8 MAI 1945	150,00	
AMICALE LOCAT MATHURINSFERNAND L	150,00	
AMICALE PERVENCHES/COLIBRIS	150,00	
ANKA DROITS	300,00	
APAM ASS. DES PARENTS ET AMIS DES MAR	200,00	PRÊT DE SALLES
ART MATURE	300,00	LOCAL
ART'PEGE	500,00	PRÊT DE SALLES, LOCAL
ARTS	0,00	PRÊT DE SALLES, TRANSPORT
ASSBAC SANS FRONTIERE	1 500,00	
ASSOCIATION AFRICAINE CONTRE L EXCISION ET LE MARIAGE FOR	100,00	
ASSOCIATION MARIE SYLVIE NGAH	0,00	PRÊT DE SALLES
ASSOCIATION NOUVELLES VOIES	10 500,00	
ASSOCIATION PERSPECTIVES ET MEDI	8 000,00	LOCAL
ASSOCIATION SOLIDARITE POUR L EM	3 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DU LP LEONARD DE VINCI	400,00	
ATTAC 92	150,00	
BAGNEUX AU FEMININ	0,00	LOCAL
BAGNEUX ENVIRONNEMENT	50 000,00	LOCAL, TRANSPORTS, PRÊT DE MATERIEL
CASC - COMITE D ACTION SOCIALE ET CULTURELLE	145 280,00	TRANSPORT
CBAF - CROIX BLEUE DES ARMENIENS DE FRANCE SECTION	150,00	
CCFD	200,00	
CERCLE D ECHECS DE BAGNEUX CHEZ MR AROUCHE	4 000,00	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHEZ BAXTEER GAMING	500,00	
CIDFF	14 100,00	
CK'S PRODUCTION	0,00	PRÊT DE SALLES
CLUB DE LA JOIE DE VIVRE	240,00	PRÊT DE MATERIEL
CLUB DE LA LISETTE	300,00	PRÊT DE SALLES
CLUB RELAIS ATELIER SARRAIL	500,00	LOCAL
COMB-CLUB OLYMPIQUE MULTISPORTS DE BAGNEUX	444 000,00	PRÊT DE SALLES, MATERIEL, LOCAUX, TRANSPORT
COMITE DE JUMELAGE	0,00	PRÊT DE SALLES
COMITE DE JUMELAGE DE BAGNEUX	1 500,00	PRÊT DE SALLES
COMPAGNIE DANSE NEG KAFE	0,00	PRÊT DE SALLES
COMPAGNIE GALANTE	14 100,00	PRÊT DE SALLES
COMPAGNIE MIMESIS	15 000,00	
COMPAGNIE SOUROUS	17 000,00	PRÊT DE MATERIEL
CROIX ROUGE FRANCAISE DELEGATION LOCALE DE BAGNEUX	3 500,00	PRÊT DE SALLES, MATERIEL, LOCAUX, TRANSPORT
CSA LE P'TIT PRINCE	500,00	
DOUCEMENT LES BASSES	3 100,00	PRÊT DE SALLES
DOULEURS SANS FRONTIERES	5 500,00	
ECOLE DE FOOTBALL JEAN MENDEZ	400,00	
EN COHESION POUR UNE VIE PLUS SI	300,00	
ESSENCE KARAIBES	0,00	PRÊT DE SALLES
ETIENNE HAJDU AMICALE DES LOCATAIRES	150,00	
FCPE-UNION LOCALE DES PARENT S D'ELEVES DE BAGNEUX	400,00	PRÊT DE SALLES
FNACA FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS D'ALGERI	400,00	PRÊT DE SALLES, MATERIEL, TRANSPORT
FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS VICTOR HUGO	9 100,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF JOLIOT CURI	150,00	
FRANCE ALZHEIMER	200,00	
FUTSAL ASSOCIATION SPORTIVE BAGNEUX	18 000,00	PRÊT DE SALLES, TRANSPORT
FUTSAL BAGNEUX ACADEMY	0,00	TRANSPORT
GAFIB	20 200,00	
GERMAE- GROUPE ETUDES ET RECHERCHE DES METHODES ACTUELLES	3 800,00	
INSTITUT D EDUCATION ET DES PRAT CITOYENNES IEPC CRECHE ARC EN CI	52 920,00	
L HEBERGERIE	700,00	PRÊT DE SALLES
L'AMICALE SOLARIS	150,00	
L'ARC EN SEL	100,00	PRÊT DE SALLES
LA CASCADE	75,00	PRÊT DE SALLES
LA CONFRÉRIE BALNÉOLAISE DES CHEVALIERS DE BACCHUS	1 000,00	PRÊT DE SALLES, MATERIEL, TRANSPORT
LA PIERRE PLATE AMICALE DES LOCATAIRES	150,00	
LA SOIE	140,00	PRÊT DE SALLES
LARMETIS COLLEKTIF	1 000,00	
LE CRI	0,00	PRÊT DE SALLES, MATERIEL
LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE	253 000,00	
LE RDV DES PHOTOGRAPHES	3 000,00	PRÊT DE SALLES
LES AMIS DES CHATS LIBRES DE BAGNEUX	760,00	LOCAL

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES AUXILIAIRES DES AVEUGLES	100,00	
LES JOYEUX VIGNERONS DE BAGNEUX	500,00	PRÊT DE SALLES, LOCAL
LES ROULETABOSSE	200,00	
LIRE ET FAIRE LIRE 92	0,00	PRÊT DE SALLES
LUDOMOBILE - L'ART DU JEU	300,00	PRÊT DE SALLES
MAMA LOVA	500,00	
MASS'AGES	350,00	PRÊT DE SALLES
MILLE HORIZONS	500,00	
MOUVEMENT DE LA PAIX	300,00	
NOS JEUNES AINES	200,00	
OFFICE BALNEOLAIS DU SPORT OBS	92 850,00	PRÊT DE SALLES, LOCAL
PARIS BREIZH	400,00	PRÊT DE SALLES
PCPS	1 500,00	
PHOTO CLUB BAGNEUX	800,00	
POTAGERS DU THEATRE VICTOR HUGO	400,00	PRÊT DE SALLES, LOCAL
PRUNIER HARDY AMICALE DES LOCATAIRES	150,00	
RACONTAGES	400,00	
REGIE DE QUARTIER DE BAGNEUX	24 000,00	LOCAL, PRÊT DE MATERIEL, PRÊT DE SALLES
RESEAU DE COOPERATION DECENTRALI POUR LA PALESTINE	3 400,00	
RESTAURANTS DU CURS	0,00	TRANSPORT
RSB 92 RETRAITE SPORTIVE BAGNEUX 92	200,00	
SALINA UNIES VERS'ELLES	4 600,00	
SALVADOR ALLENDE AMICALE DES LOCATAIRES	150,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS COMITE DE BAGNEUX	3 500,00	PRÊT DE SALLES, LOCAL
SOLI CIPROQUE	1 000,00	
SOS FEMMES ALTERNATIVE	1 000,00	
SOS MEDITERRANEE FRANCE	1 500,00	
STOP ADDICTION ALCOOL	1 200,00	PRÊT DE SALLES
SYNDICAT D INITIATIVE	3 000,00	TRANSPORT, PRÊT DE MATERIEL
TERRANGA MME SOUMARE KOUMBA	600,00	TRANSPORT, PRÊT DE SALLES
TOUS AU WEB MADAME BLANDINE DE GOUVILLE	27 000,00	LOCAL
UNAFAM-UNION NATIONALE DES FAMILLES DE MALADES MENTAUX	150,00	
UNAPEI DES HAUTS-DE-SEINE	450,00	
UNRPA - UNION NATIONALE DES RETRAITÉS ET PERSONNES AGÉES	450,00	LOCAL, TRANSPORTS, PRÊT DE SALLES
USFTB UNION SPORTIVE DES FONCTIO NAIRES TERRITORIAUX DE BAGNEUX	4 000,00	PRÊT DE MATERIEL
VIE LIBRE - SECTION BAGNEUX S/C LEMARIE PATRICE	400,00	
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**1 913 689,00**	
Etat	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**1 913 689,00**	
CCAS CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	1 913 689,00	
Autres	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV– ANNEXES	
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES	B8.1.2

SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES

(Articles L. 4312-11 et L. 3312-5 du CGCT)

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par la collectivité.

(2) Numéro à 9 chiffres.

(3) Détailler le numéro d'article.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**8,00**	**0,00**	**8,00**	**5,00**	**3,00**	**8,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP	A	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**245,00**	**0,00**	**245,00**	**132,00**	**79,00**	**211,00**
Adjoint administratif territorial	C	40,00	0,00	40,00	33,00	7,00	40,00
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	30,00	0,00	30,00	30,00	0,00	30,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	24,00	0,00	24,00	24,00	0,00	24,00
Administrateur	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Administrateur hors classe	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	86,00	0,00	86,00	19,00	57,00	76,00
Attaché hors classe	A	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Attaché principal	A	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Directeur territorial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	40,00	0,00	40,00	6,00	15,00	21,00
Rédacteur principal de 1ère classe	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Rédacteur principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**416,00**	**0,00**	**416,00**	**333,00**	**54,00**	**387,00**
Adjoint technique territorial	C	172,00	0,00	172,00	115,00	45,00	160,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	92,00	0,00	92,00	92,00	0,00	92,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	87,00	0,00	87,00	87,00	0,00	87,00
Agent de maîtrise	C	15,00	0,00	15,00	10,00	0,00	10,00
Agent de maîtrise principal	C	15,00	0,00	15,00	15,00	0,00	15,00
Ingénieur	A	14,00	0,00	14,00	1,00	5,00	6,00
Ingénieur en chef hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Ingénieur hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur principal	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	9,00	0,00	9,00	2,00	3,00	5,00
Technicien principal de 1ère classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 2ème classe	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**84,00**	**0,00**	**84,00**	**22,00**	**54,00**	**76,00**
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C	29,00	0,00	29,00	4,00	25,00	29,00
Assistant socio-éducatif	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistante maternelle	C	22,00	0,00	22,00	0,00	22,00	22,00
Educateur territorial de jeunes enfants	A	18,00	0,00	18,00	3,00	7,00	10,00
Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**65,40**	**15,60**	**81,00**	**34,50**	**30,60**	**65,10**
Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	32,00	1,00	33,00	12,00	12,00	24,00
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	12,00	0,00	12,00	12,00	0,00	12,00
Auxiliaire de soins principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Auxiliaire de soins principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
CHIRURGIEN DENTISTE	A	2,20	2,20	4,40	0,00	4,40	4,40
Conseiller.ère conjugal.e et familial.e	A	0,00	0,10	0,10	0,00	0,10	0,10
Infirmier de classe supérieure	B	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Médecin hors classe	A	1,00	10,30	11,30	2,00	9,30	11,30
Psychologue de classe normale	A	3,50	0,80	4,30	1,00	2,80	3,80
Puéricultrice	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Pédicures-podologues, ergothérapeutes,...	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Pédicures-podologues, ergothérapeutes,... hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Pédicures-podologues, ergothérapeutes,	A	0,00	0,50	0,50	0,50	0,00	0,50

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Technicien paramédical de classe normale	B	0,70	0,70	1,40	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**1,00**	**2,00**	**3,00**
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur territorial des A.P.S.	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**5,00**	**0,90**	**5,90**	**4,00**	**0,90**	**4,90**
Assistant d'enseignement artistique	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHARGE D ENSEIGNEMENT	B	0,00	0,90	0,90	0,00	0,90	0,90
FILIERE ANIMATION (i)		**107,00**	**3,00**	**110,00**	**86,00**	**8,00**	**94,00**
Adjoint territorial d'animation	C	44,00	3,00	47,00	42,00	5,00	47,00
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	18,00	0,00	18,00	18,00	0,00	18,00
Animateur	B	30,00	0,00	30,00	11,00	3,00	14,00
Animateur principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Animateur principal de 2ème classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Gardien-brigadier	**C**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**932,40**	**19,50**	**951,90**	**619,50**	**228,50**	**848,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
08/12/2009 - Concession	Les Fils de Madame Géraud	Les Fils de Madame Géraud	SARL	171 953,00
17/12/2013 - Délégation de Service Public	Bageops	Bageops	SA	0,00
03/10/2017 - Délégation de Service Public	Bagneux Urbis Park	Bagneux Urbis Park	Société par Actions Simplifiées	0,00
09/04/2019 - Délégation de Service Public	Dodeca	Dodeca	SA	0,00
06/10/2020 - Concession	Les éditions Anagraphis	Anagraphis	SA	0,00
12/12/2022 - Concession	Clear Channel	Clear Channel	SA	0,00
10/10/2023 - Concession	Hauts-de-Seine publicité	HSP	SAS	0,00
19/12/2023 - Concession	JC Decaux France	JC Decaux France	SAS	0,00
Détention d'une part du capital				
01/01/1993 - Participation au capital social	SEMABA	SEMABA	Société d'Economie Mixte	4 050 000,00
27/06/2016 - Participation au capital social	IDF HLM Habitat	IDF HLM Habitat	Société d'Economie Mixte	196 121,00
27/06/2016 - Participation au capital social	SADEV-94	SADEV 94	Société d'Economie Mixte	304 200,00
18/12/2017 - Participation au capital social	Logipostel	Logipostel	SCP d'HLM	1 525,00
15/12/2020 - Participation au capital social	Agence France Locale - Société Territoriale	Agence France Locale - Société Territoriale	SA à Conseil d'Administration	426 200,00
25/01/2023 - Participation au capital social	LA COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE	LA COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE	SA OFS	10 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
12/06/2002 -	Espérance Hauts-de-Seine	Association	Privé	212 163,60
22/12/2005 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	125 027,54
22/12/2005 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	11 754,03
14/05/2007 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	247 490,80
21/11/2008 - Acquisition 346 logements Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	2 601 085,46
07/05/2009 - Pierre Plate acquisition 346 logements	Seqens	ESH	Privé	1 114 751,03
01/01/2010 - Acquisition 305 logements du patrimoine Icade	Seqens	ESH	Privé	2 203 574,53
01/01/2011 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	2 070 057,66
01/01/2011 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	1 665 395,03
01/01/2011 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	368 786,82
30/08/2011 - Acquisition logements du Prunier Hardy	Seqens	ESH	Privé	1 740 980,42
30/08/2011 - Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	1 638 709,52
16/02/2012 - Acquisition logements Prunier Hardy	Seqens	ESH	Privé	13 583 410,82
16/02/2012 - Acquisition logements Prunier Hardy	Seqens	ESH	Privé	4 749 532,70

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
29/05/2012 - Acquisition 305 logements Ex patrimoine Icade	Seqens	ESH	Privé	4 896 832,31
30/12/2012 - Acquisition 503 logements Résidence La Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	5 224 795,61
30/12/2012 - Acquisition 503 logements Résidence La Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	3 240 323,13
02/01/2013 - Acquisition 216 logements - 1 à 9 allée du Prunier Hardy	Seqens	ESH	Privé	694 093,71
02/01/2013 - Acquisition 414 logements 1 à 14 allée de la Madeleine	Seqens	ESH	Privé	15 570 945,30
02/01/2013 - Acquisition logements 1 à 14, allée Madeleine	Seqens	ESH	Privé	9 736 007,71
02/01/2013 - Acquisition 414 logements1 à 14 allée de la Madeleine	Seqens	ESH	Privé	2 763 861,17
30/09/2013 - Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	3 674 018,16
30/09/2013 - Acquisition 501 logements Résidence La Pierre Plate	Seqens	ESH	Privé	1 746 874,88
07/03/2014 -	Seqens	ESH	Privé	2 617 215,49
07/03/2014 -	Seqens	ESH	Privé	4 638 122,91
19/08/2014 -	Espérance Hauts-de-Seine	Association	Privé	934 306,94
19/08/2014 -	Espérance Hauts-de-Seine	Association	Privé	84 858,09
23/09/2014 -	Seqens	ESH	Privé	251 911,64
23/09/2014 -	Seqens	ESH	Privé	1 319 110,23
30/07/2015 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 131 304,34
15/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	18 532 924,44
15/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	50 374 316,67
30/06/2016 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	308 761,42
30/06/2016 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	2 292 920,32
30/06/2016 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	1 221 892,51
30/06/2016 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	61 449,61
30/06/2016 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	120 472,70
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	284 195,16
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	3 069 747,03
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	722 070,30
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	323 670,92
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	772 772,43
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	89 550,93
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	251 780,35
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	709 547,07
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	3 297 293,17
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	561 960,64
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	750 921,38
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	255 159,46
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	263 559,65
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	1 879 172,03
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	25 306,73
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	877 874,94
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	609 845,43
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	29 856,04
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 874 271,20
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	905 125,81

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	74 201,30
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 201 084,40
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	241 996,34
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	84 502,51
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	31 615 407,14
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	5 729 524,01
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	126 552,74
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	1 196 848,07
30/06/2016 -	IDF Habitat	ESH	Privé	356 327,73
14/06/2017 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 565 445,03
26/12/2017 -	IDF Habitat	ESH	Privé	795 460,79
26/12/2017 -	IDF Habitat	ESH	Privé	931 620,74
26/12/2017 -	IDF Habitat	ESH	Privé	919 780,76
29/05/2018 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 908 934,87
29/05/2018 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 074 849,34
21/06/2018 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	3 107 780,64
01/07/2018 -	Seqens	ESH	Privé	1 146 730,23
01/07/2018 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	1 355 053,10
01/07/2018 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	284 577,02
01/07/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 896 872,28
01/07/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	57 274,02
01/07/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	985 820,25
01/07/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	1 420 534,71
01/07/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	911 922,78
18/10/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	96 336,27
18/10/2018 -	IDF Habitat	ESH	Privé	38 467,61
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	602 662,01
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	456 178,64
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	1 238 650,78
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	999 096,00
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	991 340,30
26/03/2019 -	Seqens	ESH	Privé	816 997,25
05/04/2019 -	Seqens	ESH	Privé	1 414 889,84
05/04/2019 -	Seqens	ESH	Privé	1 640 960,57
16/04/2019 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	723 693,44
16/04/2019 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	1 145 124,95
16/04/2019 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	619 431,28
16/04/2019 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	1 184 004,47
16/04/2019 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	25 709,36
05/06/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	1 905 721,49
05/06/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	803 013,66
26/11/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	3 603 123,31
26/11/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 263 886,38

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
26/11/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 869 376,39
26/11/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	595 720,90
26/11/2019 -	IDF Habitat	ESH	Privé	588 051,72
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	462 429,55
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 354 458,20
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	63 000,00
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	462 429,55
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	621 144,79
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 030 373,29
27/05/2020 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	473 206,51
09/07/2020 -	Seqens	ESH	Privé	494 716,38
09/07/2020 -	Seqens	ESH	Privé	171 465,14
09/07/2020 -	Seqens	ESH	Privé	685 771,79
09/07/2020 -	Seqens	ESH	Privé	585 396,43
09/07/2020 -	Seqens	ESH	Privé	228 695,23
10/11/2020 -	ICF La Sablière	ESH	Privé	755 562,64
10/11/2020 -	ICF La Sablière	ESH	Privé	350 270,50
28/01/2021 -	Seqens	ESH	Privé	2 874 023,46
28/01/2021 -	Seqens	ESH	Privé	3 454 960,66
11/03/2021 -	IDF Habitat	ESH	Privé	531 000,00
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	1 715 074,73
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	1 099 303,17
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	108 000,00
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	1 127 886,63
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	1 279 909,49
30/08/2021 -	Seqens	ESH	Privé	1 281 810,20
06/12/2021 -	Toit et Joie	ESH	Privé	5 268 102,54
30/03/2022 -	Seqens	ESH	Privé	983 071,69
27/04/2022 - Acquisition portage	Coopérative Fonciere Francilienne	ESH	Privé	510 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	431 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	784 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	742 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	653 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	680 000,00
22/06/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	795 000,00
27/06/2022 -	Seqens	ESH	Privé	849 814,38
29/06/2022 -	Seqens	ESH	Privé	2 319 950,58
29/06/2022 -	Seqens	ESH	Privé	2 591 507,11
01/07/2022 -	ADOMA	SEM	Privé	94 078,18
24/08/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	2 598 014,33
24/08/2022 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 781 504,47
24/08/2022 - Nouvelle ZAC des musiciens	SADEV 94	SEM	Privé	5 428 571,41
01/09/2022 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	321 588,35

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/09/2022 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	81 670,65
01/09/2022 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	55 614,41
01/09/2022 -	CDC Habitat social	ESH	Privé	570 249,68
16/11/2022 -	Coopérative Fonciere Francilienne	ESH	Privé	1 779 665,00
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	2 123 244,35
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	825 501,12
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	3 427 081,57
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	670 527,62
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	4 119 951,53
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	1 658 460,12
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	675 000,00
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	3 154 455,09
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	1 153 899,72
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	558 000,00
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	2 246 879,17
28/03/2023 -	Seqens	ESH	Privé	1 303 410,95
30/05/2023 -	Vilogia	ESH	Privé	512 674,12
06/09/2023 -	Seqens	ESH	Privé	7 275 713,30
06/09/2023 -	Seqens	ESH	Privé	2 396 857,48
15/11/2023 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	2 798 380,88
15/11/2023 -	Hauts de Seine Habitat	OPH	Public	7 206 100,73
16/11/2023 -	Seqens	ESH	Privé	2 860 760,40
16/11/2023 -	Seqens	ESH	Privé	12 709 581,45
20/11/2023 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	6 842 007,53
20/11/2023 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	2 791 257,59
20/11/2023 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	1 272 814,00
20/11/2023 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	2 413 991,71
20/11/2023 -	Immobilière 3F	ESH	Privé	684 000,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	1 609 154,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 108 389,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 442 712,05
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	608 980,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	4 328 626,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	2 494 034,00
22/02/2024 -	IDF Habitat	ESH	Privé	3 124 637,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
09/02/2016 - Subvention de fonctionnement	Le plus Petit Cirque du Monde	Le plus Petit Cirque du Monde	Association	253 000,00
26/01/2021 - Subvention de fonctionnement	Institut d'Etude des Pratiques Citoyennes	Institut d'Etude des Pratiques Citoyennes	Association	52 920,00
16/03/2021 - Subvention de fonctionnement	Centre Communal d'Action Sociale	Centre Communal d'Action Sociale	Etablissement de droit public	145 280,00
16/03/2021 - Subvention de fonctionnement	Club Olympique Multisport de Bagneux	Club Olympique Multisport de Bagneux	Subvention de fonctionnement	444 000,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
16/03/2021 - Subvention de fonctionnement	Comité d'Action Sociale et Culturelle de Bagneux	Comité d'Action Sociale et Culturelle de Bagneux	Association	145 800,00
16/03/2021 - Subvention de fonctionnement	Office Balnéolais du Sport	Office Balnéolais du Sport	Association	92 850,00
21/03/2023 - Subvention de fonctionnement	Tous au Web	Tous au Web	Association	27 000,00
21/03/2023 - Subvention de fonctionnement	Bagneux Environnement	Bagneux Environnement	Association	50 000,00
21/03/2023 - Subvention de fonctionnement	Regie de quartier	Regie de quartier	Association	24 000,00
Autres				
- Cotisation	Autolib et Vélib Métropole	Autolib et Vélib Métropole	Syndicat Mixte	5 550,00
- Cotisation	Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication	SIPPEREC	Syndicat Intercommunal	40 408,00
- Cotisation	Syndicat et Communication	SYNCOM	Syndicat Intercommunal	1 680,00
- Cotisation	Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne	SIFUREP	Syndicat Intercommunal	2 619,00
- Cotisation	Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité	SIGEIF	Syndicat Intercommunal	9 018,00
- Cotisation	Velib	Velib	Régie	76 078,00
-	EPFIF		EPIC	63 000 000,00
-	SADEV-94	SADEV 94	Société d'Economie Mixte	5 823 273,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
METROPOLE DU GRAND PARIS	01/01/2016		0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

IV
B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale			SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie des pompes funèbres de Bagneux	Régie des pompes funèbres de Bagneux			21920007800265	SPA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES

B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**12 706 105,44**	**291 360,91**	
Acquisitions à titre onéreux			**12 706 105,44**	**291 360,91**	
17/01/2024	INSTALLATION DE 2 POINTS D'EAU H.WALLON	202400017	11 520,62	0,00	0
17/01/2024	INSTALLATION POINT D EAU SALLE COWORKING GARLANDE	202400018	2 785,68	0,00	0
17/01/2024	REMPLACEMENT CHAUDIERE PAV 65 RUE PLUCHET	202400019	3 983,56	0,00	0
17/01/2024	REMPLACEMENT DE RADIATEUR CRECHE JEUNES POUSSES	202400020	2 473,14	118,00	20
18/01/2024	ENCEINTE AMPLIFIEE SUR BATTERIE	202400021	11 919,60	1 622,00	7
18/01/2024	ACHAT PEUGEOT PARTNER TOLE ESSENCE -IMMA GR-100-WB	202400022	17 897,88	1 705,00	10
25/01/2024	MISE EN ACCESSIBILITÉ DU CLOS DES SOURCES	202304845	7 007,62	0,00	0
25/01/2024	FAUX PLAFOND PRÉAU -MARCEL CACHIN MATERNELLE	202400002	5 605,55	0,00	0
25/01/2024	CHAISE-ECOLEMAURICE THOREZ	202400003	1 068,34	68,00	15
25/01/2024	FOURNITURE ET POSE FILMS D INTIMITÉ NIKI ST PHALL	202400004	4 065,32	0,00	0
25/01/2024	ISOLATION MUR EXTERIEUR ET GABIONS-PAUL ELUARD	202400005	14 847,52	0,00	0
25/01/2024	FAUX-PLAFOND- INSTALLATION DE PAVE LED JOLIOT CUR	202400006	6 607,51	0,00	0
25/01/2024	PROTECTION ACROVYN SUR MÉTAL-CSC FONTAINE GUEF	202400007	2 501,33	119,00	20
25/01/2024	MÉTRÉ DÉCRET TERTIAIRE-GYMNASE ROMAIN ROLLAND	202400008	15 211,32	0,00	0
25/01/2024	INST. RADIATEURS - FOYER GABRIEL COSSON	202400009	4 376,93	0,00	0
25/01/2024	INST. RADIATEURS ÉCONOMIES SALLE PIERRE CAUSE	202400010	6 948,95	0,00	0
25/01/2024	CRÉATION .ALIMENTATION POUR SAUTEUSE CUISINE.CEN	202400011	7 903,27	0,00	0
25/01/2024	TRAVAUX ELECTRICITE HOTEL DE VILLE	202400012	8 292,38	0,00	0
25/01/2024	INSTALLATION LUMINAIRES-JOLIOT CURIE ELEMENTAIRE	202400013	18 695,96	0,00	0
26/01/2024	MATÉRIEL INFORMATIQUE - OGLETS HP ACER	202400027	38 562,68	2 456,00	15
30/01/2024	CRECHE DES P.MOULINS MEUBLE PORTE HAUTE	202400161	666,07	40,00	15
30/01/2024	ASSISTANCE MARCHE FONDATIONS + INJECTION DCE/ACT	202400268	3 360,00	0,00	0
31/01/2024	ECOLE PAUL ELUARD - DECOUPE D'UN MUR EN BETON	202400023	2 445,78	0,00	0
31/01/2024	DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE	202400024	13 312,80	0,00	0
31/01/2024	AMENAGEMENT D UNE RECYCLERIE DANS UN HANGAR EXISTA	202400111	46 314,00	0,00	0
31/01/2024	ACQUISITION MATÉRIEL INFORMATIQUE- HP ELITE MINI	202400179	16 081,45	2 948,00	5
02/02/2024	CERTIFICAT CLIENT RGS (202305378)	202305346	414,00	378,00	1
02/02/2024	ÉTUDE DE TRAFIC SUR SECTEUR CLOS LAPAUME (202305379)	202305347	3 009,60	0,00	0
02/02/2024	ACHAT D UNE STATION DE RECHARGE DE BATTERIE (202305380)	202305348	5 676,00	1 084,00	5
02/02/2024	ACHAT SOUFFLEUSE THERMIQUE DOS BR700 (202305381)	202305349	1 494,31	285,00	5
02/02/2024	CRECHE F. LES J. POUSSES POUSSETTE DOUBLE TEAMY (202305382)	202305350	523,78	99,00	5
02/02/2024	JARDINIERE PEDAGOGIQUE PLASTIQUE RECYCLE MARRON (202305383)	202305351	5 249,33	706,00	7
02/02/2024	POSE D UN MIXER PLONGEANT ROBOT COUPE (202305384)	202305352	1 278,07	242,00	5

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
02/02/2024	FOURNITURE/POSE RAYONNAGE CLAYETTE CHAMBRE FRO (202305386)	202305354	5 130,25	974,00	5
02/02/2024	MEUBLE MURAL SÉCURISÉ EN MÉTAL-SCE INFORMATIQUE	202400026	540,00	33,00	15
02/02/2024	HALTE JEUX DES ROSIERS PISCINE A BALLE D ANGLE	202400028	508,20	31,00	15
02/02/2024	STRUCTURE TENTE 2*2 - STADES ET GYMNASES	202400029	3 804,00	501,00	7
02/02/2024	ACQUISITION VIDEO PROJECTEUR EPSON EB - 1780W	202400030	777,46	145,00	5
02/02/2024	ACQUISITION VIDÉO PROJECTEUR ET DISQUE EXTERNE	202400031	1 272,42	236,00	5
02/02/2024	ACHAT SUPPORT AC GALVA 80/40/1.5 - 4M + OBT	202400033	1 575,00	214,00	7
02/02/2024	CRECHE GRAINE DE LUNE - ACHAT DE BROSSE CYLIND	202400034	158,40	146,00	1
02/02/2024	CRECHE GRAINE DE LUNE - ACHAT D'UNE LAVEUSE	202400035	2 970,00	547,00	5
02/02/2024	INSTALLATION D HORLOGES A.PETIT ELEMENTAIRE	202400039	1 338,00	0,00	0
02/02/2024	CRÉATION RÉGULATION CHAUFFAGE DIVERS SITES	202400040	2 754,12	0,00	0
02/02/2024	MODERNISATION ÉCLAIRAGES PLATEAU ÉCONOMIE ENERGIE	202400041	29 631,73	0,00	0
02/02/2024	ACQUISITION MOBILES ER ACCESSOIRES SAMSUNG	202400042	6 363,60	394,00	15
05/02/2024	INSTALATION LUMINAIRES LED-JOLIOT CURIE ELEMENT	202400014	22 321,21	0,00	0
05/02/2024	RAVALEMENT HÉBERGE GAUCHE-ECOLE PAUL LANGEVIN	202400015	7 248,58	0,00	0
05/02/2024	MISSION DE MAÎTRISE DUVRE-RESSOURCERIE	202400025	14 596,71	0,00	0
05/02/2024	NIKI ST PHALL BANC INTERIEUR	202400032	630,00	39,00	15
05/02/2024	DIRECTION PETITE ENFANCE -ARMOIRES+RANGEMENTS	202400036	2 734,68	364,00	7
05/02/2024	CRECHE DES ROSIERS FAUTEUIL A TABLETTE	202400038	2 633,57	164,00	15
05/02/2024	JULIOT CURIE - INSTALLATION/RACCORDEMENT CAISSON	202400043	5 173,30	0,00	0
05/02/2024	CLAVIER MÉCANIQUE PORTE ARRIERE MAIRIE ANNEXE	202400044	890,45	0,00	0
05/02/2024	TABLE PLATEAU BATTANT MAURICE THOREZ	202400046	2 240,28	138,00	15
05/02/2024	MAISON DES ARTS- REMPLACEMENT ROBINET DE RADIATEUR	202400047	2 272,81	0,00	0
05/02/2024	CRECHE DES PETITS MOULINS - RELEVER DE 2 ETAGES	202400048	8 223,41	0,00	0
05/02/2024	FAUTEUIL-BUREAU-DRH MME BARBORA	202400049	1 047,42	66,00	15
05/02/2024	ARMOIRE MELANINE CRECHE GRAINE DE LUNE	202400050	1 264,68	78,00	15
06/02/2024	DIRECTION DE LA JEUNESSE - ACHAT TENTE + MAT INFO	202400073	1 122,04	144,00	7
08/02/2024	MAITRISE UVRE RÉHABILITAT TERRAIN SPORTIF ALFAN P	202204550	720,00	0,00	0
08/02/2024	AMÉNAGEMENT DE LA RECYCLERIE CONTROLE TECHNIQUE	202304846	3 813,44	0,00	0
08/02/2024	3323005101 2 CAMERAS DE SECURISATION POINT D/ RER	202305290	75 840,06	18 246,29	7
08/02/2024	AUTOLAVEUSE CUISINE CENTRALE (202305387)	202305355	4 547,28	606,00	7
08/02/2024	ACHAT ABRI EXTERIEUR A VELOS-MOTOS ET ANTIVOL CTM (202305388)	202305356	18 358,44	1 121,00	15
08/02/2024	FABRICATION ET POSE DE SIGNALETIQUE J.JAMBU (202305389)	202305357	10 702,85	0,00	0
08/02/2024	VTT ENFANT TOUT SUSPENDU DIRECTION DES SPORTS (202305390)	202305358	5 013,07	905,00	5
08/02/2024	POSE LAVE BATTERIE GRANULD CUISINE CENTRALE (202305391)	202305359	54 527,80	10 420,00	5
08/02/2024	GYMR.R-TRVX D ÉTANCHÉITÉ AVEC AJOUT DE COUVERTINES	202400051	14 374,20	0,00	0
08/02/2024	DEMOLITION ET RECONSTRUCTION D'UN ACROTERE EN BLOC	202400052	98 688,65	0,00	0
08/02/2024	CLOISONNEMENT DES ESCALIERS - TS 6 PORTES SUPP	202400053	41 319,41	0,00	0
08/02/2024	REFECTION TERRE CUITE EN SOUBASSEMENT	202400054	10 419,95	0,00	0
08/02/2024	MISE EN PLACE PANNEAU MEDIUM + FABRICATION GAINE	202400056	1 605,72	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
08/02/2024	FOURNITURE ET POSE DE LARMES DE BARDAGE - PPCM	202400057	3 309,41	0,00	0
08/02/2024	NSTALLATION D'ASCENSEUR JOLIOT CURIE	202400267	8 226,00	369,00	20
09/02/2024	BATTERIE 1500 SANS CHARGEUR/SOUFFLEUR AIRION 3 (202305392)	202305360	8 210,40	1 473,00	5
09/02/2024	AUDIT ÉNERGÉTIQUE TRINITE S/MER	202400062	4 092,00	0,00	0
09/02/2024	ACHAT MOBILIER URBAIN POTELET FIXE+ BARRIERE FIXE	202400063	12 144,00	1 585,00	7
13/02/2024	INSTALLATION 2 CHAUDIERES GS THOREZ	202400058	45 333,94	0,00	0
13/02/2024	CHAUDIÈRE PAUL ANGEVIN	202400059	59 089,40	0,00	0
13/02/2024	CREATION RESEAU DE CHAUFFAGE PVC	202400060	171 988,78	0,00	0
13/02/2024	TABLE RATTABLE-CSC GUFFIER	202400061	1 442,26	88,00	15
13/02/2024	M THOREZ ARMOIRE HAUTE A RIDEAU	202400065	541,62	33,00	15
13/02/2024	FAUTEUIL MME LAMETH ATSEM MAURICE THOREZ	202400066	305,33	279,00	1
14/02/2024	FAUTEUIL NOIR PANTHERE TERSIO S MAGASIN CENTRAL	202400160	291,61	256,00	1
15/02/2024	CHAISES VLORE HETRE FRAMBOI E.MAT PAUL V.COUTURIER	202400166	906,58	53,00	15
15/02/2024	TAPIS DE REGROUPEMENT+BANQUETTE MATERNEL LANGEVIN	202400167	1 040,27	60,00	15
15/02/2024	ARMOIRE HAUTE+TABLE RABATTABLE CHALET DES DECOUVER	202400168	1 973,71	115,00	15
19/02/2024	ACQUISITION OEUVRE : " COL MADAME BOVARY"	202400074	1 550,00	0,00	0
19/02/2024	SALLE DES FETES-ACHATS DE ROTEUR WIFI+KIT EMETTEUR	202400075	1 439,22	263,00	5
21/02/2024	2 TABLES MARCEL CACHIN ELEMENTAIRE	202400068	953,84	59,00	15
21/02/2024	BANQUETTE-TAPIS-MARCHANDE/PAUL ELUARD MATERN	202400069	750,01	46,00	15
21/02/2024	TABLE DE CUISINE-2 TABOURETS JOLIOT CURIE MATERNEL	202400070	1 431,00	88,00	15
21/02/2024	MEUBLE A 30 CASES+ROULETTES NIKI ST PHALLE	202400071	1 782,17	105,00	15
21/02/2024	MEUBLE 6 TIROIRS-TAPIS TESSU BANQUETTE WALLON	202400072	1 794,47	106,00	15
21/02/2024	BANCS A DOSSIER-MATELAS-ECOLE PAUL ELUARD	202400076	1 254,00	74,00	15
21/02/2024	TABLEAU SCOLAIRE SIMPLE BLANC CSC PREVERT	202400078	247,28	219,00	1
21/02/2024	NETTOYEUR VAPEUR CRECHE GRAINE DE LUNE	202400079	11 089,31	2 082,00	5
21/02/2024	ACHAT DE 6 CAMEO MARC LANVIN	202400080	7 140,00	1 261,00	5
21/02/2024	ADOUCISSEUR LINGERIE CENTRALE	202400081	2 956,11	522,00	5
22/02/2024	DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION COFFRAGE ST.PHALLE	202400067	2 090,60	0,00	0
22/02/2024	HOTEL DE VILLE - ACQUISITION IMPRIMANTE + SCANNER	202400077	2 550,59	147,00	15
22/02/2024	TRACTEUR ELECTRIQUE + PLAQUE REGLABLE+CHAPE	202400082	34 128,00	4 211,00	7
22/02/2024	ACHAT SIGNALISATION HORIZONTALES	202400083	7 865,05	1 014,00	7
26/02/2024	ARMOIRE POSITIVE INOX 1350 L R290 ECOLE M P.V COUT (202305394)	202305362	4 845,00	853,00	5
26/02/2024	ARMOIRE POSITIVE INOX 1350 L R290 ECOLE E. HENRI W (202305395)	202305363	4 845,00	853,00	5
26/02/2024	PROJECTEUR LED CHAUVET COLORADO (202305396)	202305364	14 555,29	2 555,00	5
26/02/2024	ACHAT DE MEUBLE PROFESSEURS - M.THOREZ	202400085	1 462,34	86,00	15
26/02/2024	ACM PAUL ELUARD - ACHAT DE BANQUETTE/TAPIS PUZZLE	202400086	4 181,23	244,00	15
26/02/2024	CSC PREVERT - ACHAT DE MEUBLE ARMAND+3COLONNES	202400088	2 229,41	127,00	15
26/02/2024	ACHAT DE MATERIEL DE PHOTO - SERVICE COMMUNICATION	202400089	4 726,00	819,00	5
26/02/2024	ACHAT VEHICULE IVECO DAILLY BLANC IMMATR:GV-848-AC	202400165	53 832,00	4 560,00	10
26/02/2024	ACHAT DE BILLARD MAISON CITOYENNE T.EH	202400180	5 569,00	314,00	15
27/02/2024	CERTIFICAT CERTIFIGNA 2024	202400090	414,00	354,00	1
27/02/2024	TRAVAUX DE CLÔTURES - STADE RENE ROUSSEAU	202400091	2 285,02	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
27/02/2024	TRAVAUX MAIN COURANTE RAMPE - AVENUE GABRIEL PERI	202400092	4 935,98	212,00	20
27/02/2024	PARC RICHELIEU - TRAVAUX POUR MISE AU NORME	202400093	2 158,86	92,00	20
27/02/2024	COMPRESSEUR 90 L	202400182	701,95	118,00	5
28/02/2024	INSTALLATION MATÉRIEL PPMS CRECHE GRAINE DE LUNE	202400097	9 448,80	405,00	20
28/02/2024	FOURNITURE ET POSE D'UNE HORLOGE ECOLE A. PETIT	202400098	690,00	0,00	0
28/02/2024	EQUIPEMENTS ELECTRIQUES GYMNASE ROMAIN ROLLAND	202400164	10 099,13	0,00	0
28/02/2024	DÉPOSE DE STRUCTURE	202400257	16 511,46	0,00	0
29/02/2024	RÉHABILITATION, AGRANDISSEME CMS	202204744	85 779,20	0,00	0
29/02/2024	MISE AUX NORMES/RENOVATI CENTRE MUNICIPAL DE SANTE (202305397)	202305365	9 840,00	0,00	0
29/02/2024	INTERFACE KONTROL 3 + CABLES POWERCON (202305398)	202305366	1 497,60	181,00	7
29/02/2024	TOTEM DE REPARATION POUR VELOS+STRUCTURE DE GONFLA (202305399)	202305367	14 059,20	1 701,00	7
29/02/2024	SAUTERUSE CUISNE PROFESSIONELLE RATIONAL IVARIO XL (202305400)	202305368	70 394,28	11 888,00	5
29/02/2024	GYMNASE ROMAIN ROLLAND - CREATION D'UN CANIVEAU	202400094	2 300,27	0,00	0
29/02/2024	TENINIS CLUB - FAUX PLAFOND ET ISOLATION	202400095	9 570,82	0,00	0
29/02/2024	EC NIKI ST PHALLE - CREATION DE GARDES CORPS	202400096	4 165,39	0,00	0
01/03/2024	SUDIO LA CHAUFFERIE - MATERIEL DE MUSIQUE	202400099	5 833,94	988,00	5
01/03/2024	CRECHE DES ROSIER - 3 EMETTEURS FAAC	202400100	222,00	189,00	1
04/03/2024	PUP MATHURINS CONTRAT DE MANDAT TRAVAUX	202204733	354 533,52	0,00	0
04/03/2024	ECOLE MAT PVC - ACHAT TABLEAU EMAILLE + SCOLAIRE	202400102	862,06	48,00	15
04/03/2024	ACHAT DE CORBEILLES ECOLES + BI-FLUX - CTM	202400103	12 103,20	1 484,00	7
04/03/2024	ACHAT DE VEHICULE RENAULT - GS-026-PW	202400104	33 572,90	2 881,00	10
04/03/2024	ECOLE MAT PVC - ACHATS DE MEUBLES	202400105	5 600,62	313,00	15
05/03/2024	GYMNASE R.R - AMENAGEMENT D'UNE RECYCLERIE	202400269	67 849,46	0,00	0
06/03/2024	FOURNITURE ET POSE DE STORE-PAUL LANGEVIN MATER	202400101	1 629,00	0,00	0
06/03/2024	GARDE-CORPS PROTECTION TUYAUTERIE	202400107	2 327,29	0,00	0
06/03/2024	INSTALLATION DE VISIOPHONE STADE MATHURINS	202400183	2 756,63	0,00	0
12/03/2024	ESPACE MARC LANVIN - ACHATS DE CHAUFFEUSE	202400108	3 508,00	196,00	15
12/03/2024	CTM - ACHAT DE FAUTEUIL BUREAU	202400109	310,81	260,00	1
12/03/2024	CTM - ACHAT DE FAUTEUIL BUREAU	202400110	310,81	260,00	1
13/03/2024	REMPLT CELLULE DE REFROIDISSEMENT A CHARIOT AR160 (202305401)	202305369	20 417,76	3 448,00	5
13/03/2024	POSE D UN BLOC DE 3 CABINES WC GARCON/GC ALBERT PE (202305402)	202305370	11 346,05	0,00	0
13/03/2024	BALAYSEUSE MANUELLE HS 770 DIRECTION DES SPORTS (202305403)	202305371	1 240,20	203,00	5
13/03/2024	ARMOIRE MÉTALLIQUE ETIC B (202305404)	202305372	1 011,19	121,00	7
13/03/2024	ARMOIRE METALIQUE 1/2 PEND UNICOLORE (202305405)	202305373	4 805,39	575,00	7
13/03/2024	RÉALISATION DUN CANIVEAU ET ÉVACUATION GS ROSENBER (202305406)	202305374	6 136,86	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
13/03/2024	PLANTATIONS D ARBRES (202305407)	202305375	8 032,27	962,00	7
13/03/2024	ISOLATION EN RELEVÉ D ACROTERE JOLIOT CURIE ELEMEN (202305408)	202305376	12 720,98	0,00	0
13/03/2024	ACHAT MOBILIER URBAIN - POTELET	202400184	13 453,80	1 537,00	7
13/03/2024	CULT/GO/CDS/AT/TRAVAUX COUVERTURE PT P	202400273	22 664,08	0,00	0
14/03/2024	MAT JULIOT CURIE - ACHAT ARMOIRE HAUTE 2 PORTES	202400112	572,16	31,00	15
15/03/2024	DIAGNOSTIC TERRAIN SPORTIF R.ROUSSEAU	202400190	4 680,00	0,00	0
18/03/2024	COORDINATION SPS AMÉNAGEMENT D UNE RECYCLERIE	202400186	551,60	21,00	20
19/03/2024	CONTRAT DE MANDAT MOD PUP MATHURINS (20203786)	202003786	105 480,00	0,00	0
19/03/2024	RNOVATION DES LUMINAIRES-JOLIOT CURIE	202400113	12 344,72	0,00	0
19/03/2024	BACHE DE RECOUVEREMENT- GYM HENRI WALLON	202400114	6 218,11	1 015,00	5
19/03/2024	BANC DE VESTIAIRE DIRECTION DES SPORT	202400115	2 228,16	363,00	5
19/03/2024	CLOISONNEMENT DES ESCALIER	202400116	124 528,67	0,00	0
19/03/2024	AQUISITION D OEUVRES ESPECE INCONNUE	202400187	810,00	0,00	0
20/03/2024	FOURNITURE DE MATERIEL D'ARROSAGE	202400193	187,68	146,00	1
25/03/2024	TRANCHEUSE A PIGNON TGP 300 STD (202305409)	202305377	2 760,00	450,00	5
25/03/2024	FOURNEAU 4 PLAQUES ELECTRIQUE CRECHE PETIT MOULINS (202305410)	202305378	2 646,00	432,00	5
25/03/2024	BAIES DE STOCKAGE	202400189	19 369,42	2 969,00	5
26/03/2024	HOTEL DE VILLE - ACHAT D'ADOUCISSEUR CTA - EC	202400118	1 416,64	217,00	5
26/03/2024	MAITRISE D'OEUVRE AMÉNAGEMENT R.ROUSSEAU	202400195	23 430,00	0,00	0
28/03/2024	ACQUISITION DE MOBILES ET ACCESSOIRES- SAMSUNG	202400188	2 220,00	336,00	5
28/03/2024	MAITRISE D UVRE - BAT PRINCIPAL CLOS DES SOURCES	202400191	22 700,00	0,00	0
28/03/2024	ISOLATION THERMIQUE ET COUVERTURES GS J.CURIE	202400192	27 751,68	0,00	0
29/03/2024	TRAVAUX DE REFECTION TROTTOIRS RUE DES MEUNIERS	202400117	1 688,76	0,00	0
29/03/2024	POSE CLAPETS ANTI-RETOUR HENRI WALLON BAT A ET B	202400119	1 830,80	0,00	0
29/03/2024	CERTIFICATS SELS - G2-3 ANS	202400120	480,00	368,00	1
29/03/2024	MODERNISATION DES ÉCLAIRAGES PLATEAU D ENERGIE	202400122	29 647,20	0,00	0
29/03/2024	REMBLAIEMENT DE FONTIS -2 RUE DES CUVERONS	202400123	59 673,24	0,00	0
29/03/2024	TRAVAUX SITE MATHURINS ACTION FIN D'ANNEE 2023	202400124	38 314,76	1 979,00	15
02/04/2024	ACHAT D'IMPRIMANTE CUISINE CENTRALE	202400125	1 026,67	155,00	5
04/04/2024	GYMNASE GUYMIER - INSTALLATION DE 3 IMPOSTES	202400130	6 786,58	0,00	0
04/04/2024	STADE PORT TALBOT - INSTALLATION GARDE DE CORPS	202400131	6 069,55	0,00	0
05/04/2024	ZAC VICTOR HUGO ESPACES PUBLICS EXTERIEURS	202400121	1 100 000,00	27 907,00	30
08/04/2024	BORDURES EN ACIER CORTEN ET BACS OUVERTS	202400126	5 248,20	784,00	5
08/04/2024	ARMOIRE A RIDEAUX DIRECTION PETITE ENFANCE	202400127	831,19	43,00	15
08/04/2024	FAUTEUIL BUREAU TISSU GRIS TERTIO S	202400128	310,81	237,00	1
08/04/2024	BAC DECOR ET JARDINIERE EN BOIS	202400129	5 078,40	198,00	20
08/04/2024	EQUIPEMENT AUDIO VISUEL DIRECTION DES SPORTS	202400194	6 584,14	962,00	5
11/04/2024	ACHAT DE TONDEUSE THERMIQUE A ROULEAUX	202400133	4 662,94	486,00	7
11/04/2024	CRECHE FAMILIALE - ACHAT DE LAVE VAISSELLE - BEKO	202400134	439,00	325,00	1
12/04/2024	TRAVAUX DE PLANTATIONS DE VEGETAUX COUR PVC	202400135	49 061,18	5 061,00	7

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
15/04/2024	CMS * CURAGE ET INSPECTIONS DES RESEAUX	202400136	10 782,60	0,00	0
15/04/2024	PARC DES SPORTS-CRÉATION GACHES + LECTEURS BADGE	202400137	7 081,76	0,00	0
15/04/2024	MULTI-SITES - INSTALLATIONS DE PANNEAUX INT ET EXT	202400138	22 551,60	0,00	0
15/04/2024	ECOLE MAT PVC-CREATION DE TROPS PLEINS + ENTRETIEN	202400139	10 338,83	0,00	0
15/04/2024	PARC DES SPORS - GACHES ELECTRIQUES VESTIAIRES	202400140	2 125,15	0,00	0
17/04/2024	NETTOYEUR VAPEUR TRAINEAU NUSTEAM COMPACT	202400132	3 417,30	499,00	5
18/04/2024	DÉTECTION DES RÉSEAUX STADE RENÉ ROUSSEAU	202400154	4 560,00	0,00	0
23/04/2024	SIÈGE HAUT DOSSIER SOKOA SERVICE RH	202400141	388,28	273,00	1
23/04/2024	SIÈGE SOKOA MAX HAUT DOSSIER SERVICE RH	202400144	388,28	273,00	1
25/04/2024	LICENCE CROWDSTRIKE	202400196	12 105,98	1 654,00	5
26/04/2024	PROGRAMMATION ÉCOLE BÂTIMENT ECOLE MATHURINS	202400197	5 100,00	0,00	0
26/04/2024	ARMOIRE FORTE STAR PROTECT 480- POLICE MUNICIPALE	202400198	2 022,00	275,00	5
02/05/2024	INSTALLATION DE ROBINETS DE RADIATERUR	202400146	39 524,63	0,00	0
02/05/2024	INSTALLATION DE VOLET - PARC DES SPORTS	202400147	2 564,71	0,00	0
02/05/2024	INSTALLATION - SIGNALISATION VERTICALE	202400148	3 181,20	313,00	7
02/05/2024	ACHAT D'ARCEAU - BORNE ROMANE - CLE EMKA + POMPIER	202400149	7 450,08	733,00	7
02/05/2024	ACHAT D'HANDPAN SELA MEDLODY - SERVICE EDUC	202400150	19 980,00	2 730,00	5
03/05/2024	ACQUISITION MATÉRIELS INFORMATIQUE ET ACCESSOIRES	202305118	2 574,84	14 806,51	5
03/05/2024	PLANTATIONS D ARBRES DANS LES PARC	202400151	4 269,20	408,00	7
03/05/2024	RECYCLERIE CONTROLE TECHNIQUE	202400205	2 223,60	0,00	0
07/05/2024	TRAVAUX PARCELLE P43-EXTRACTION CUVE	202400152	8 866,39	294,00	20
07/05/2024	TRAVAUX PARCELLE P43 DERRIERE PISCINE	202400153	249 991,29	8 298,00	20
07/05/2024	TRAVAUX DE PLANTATION DE VEGETAUX	202400336	2 249,28	208,00	7
10/05/2024	GYMNAS R.R - INSTALLATION DE DETECTION INTRUSION	202400155	2 136,00	0,00	0
10/05/2024	PARC DES SPORTS - INSTALLATION DE DETECTION	202400156	2 976,00	0,00	0
10/05/2024	GS JULIO CURIE-INSTALLATION DE DETECTION INTRUSION	202400157	1 464,00	0,00	0
10/05/2024	GYMNASE R.R -CREATION DE PROJECTEUR AVEC DETECTION	202400158	2 359,04	0,00	0
10/05/2024	CRECHE PETIT MOULIN -CRÉATION DE SÉCU D'EVACUATION	202400159	5 352,79	176,00	20
13/05/2024	LAVE VAISSELLE A AVANCEMENT ECOLE P PAUL ELUARD	202400169	65 550,84	8 521,00	5
14/05/2024	ETUDES IMPLANTATION VIDEO RUE DES BLAINS/GARE RER	202400199	6 406,31	0,00	0
14/05/2024	MOBILIER SALLE ASSOCIATIVE CHAISE FOYER COUDON	202400200	3 147,00	396,00	5
14/05/2024	TRAVAUX DE SÉCURISATION DES ACCES- PARC DES SPORTS	202400202	18 885,11	0,00	0
14/05/2024	MATERIEL DE GYM STADES ET GYMNASES - GUIMIER	202400337	6 295,20	793,00	5
15/05/2024	REVETEMENTS DES SOLS/MAISON DES PROJETS	202400172	9 028,31	0,00	0
15/05/2024	ACQUISITION DE LICENCE SUIPI	202400201	3 600,00	452,00	5
15/05/2024	CRÉATION ÉCLAIRAGE CHEMINEMENT- STADE MATHURINS	202400203	10 609,55	0,00	0
15/05/2024	PASSAGE DE FOURREAUX INTERPHONIE - STADE MATHURINS	202400204	8 496,90	0,00	0
15/05/2024	CRÉATION D'UNE DALLE AVEC UNE TRAPPE- FOYER CROS	202400206	9 623,03	0,00	0
15/05/2024	MOBILIER URBAIN- TABLE PIQUE NIQUE	202400338	1 560,00	139,00	7
16/05/2024	CONTRIBUTION COMMUNE EXTENTION RESEAU RUE PASTEUR	202400339	11 927,78	496,00	15
16/05/2024	REMPLACEMENT DE RADIATEUR ECOLE PVC MATERNELLE	202400340	6 203,23	0,00	0
17/05/2024	MOBILIER SALLE ASSOCIATIVE CHAISES - G.PERI	202400207	4 531,68	563,00	5

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
21/05/2024	CLOS DES SOURCES - CREATION D'UNE MAISON DU PATRI	202400173	12 121,56	0,00	0
21/05/2024	REAMENAGEMENT / TRAVAUX ELEC - MAISON DES PROJETS	202400174	20 520,01	0,00	0
21/05/2024	TRAVAUX ELECTRICITE - DIVERS SITES	202400175	3 342,02	0,00	0
21/05/2024	SALLE GABRIEL PERI - RENOVATION COMPLETE ELEC	202400176	21 156,05	0,00	0
21/05/2024	LICENCES GOTOMEETING BUSINESS - GOTOROO	202400341	5 308,13	648,00	5
21/05/2024	RÉPARATION TOITURE SUITE TEMPETE TRINITE S/MER	202400359	55 899,58	0,00	0
23/05/2024	MO RÉAMÉNAGEMENT DU CMS	202400270	62 378,40	0,00	0
24/05/2024	IMPLANTATION CAMERA ROND POINT AUBRAC/BARBUSSE (202305367)	202305335	9 737,75	2 334,98	7
28/05/2024	CONGEL PROLINE CRECHE FAMILLIALE LES JEUNES POUSSE	202400170	278,99	181,00	1
28/05/2024	PERCEUSE/VISSEUSE A PERCUSSION	202400177	1 336,31	115,00	7
28/05/2024	POSET A SOUDER MMA PROGRYS	202400178	435,73	263,00	1
28/05/2024	TABLE ABATTANTE SALLE ASSOCIATIVE	202400208	4 390,85	546,00	5
28/05/2024	ACQUISITION ROUTEUR WIFI BOX 5G OUTDOOR	202400209	944,40	114,00	5
28/05/2024	INSTALLATION D'UN ÉVIER-LA PAUSE QUARTIER	202400210	1 514,66	0,00	0
30/05/2024	INSTALLATION BALLON - CRECHE DES PETITS MOULINS	202400212	1 149,67	34,00	20
30/05/2024	PPCM - INSTALLATION DE SYSTEME ANTI-PANIQUE	202400213	2 635,01	0,00	0
30/05/2024	CMS- REALISATION D'UN SONDAGE ET D'UN CAROTTAGE	202400214	1 624,82	0,00	0
30/05/2024	SERVICE TECHNIQUE - CRÉATION CLOISON SÉPARATION	202400215	9 737,50	0,00	0
30/05/2024	DECHARGE R.R - CRÉATION D'UN CHEMINEMENT	202400216	17 139,70	0,00	0
30/05/2024	DÉSEMBOUAGE CHAUFFAGE MAISON DES ARTS	202400222	4 870,09	0,00	0
30/05/2024	CTM - ACHAT DE GRILLE D'EXPRO SUR ROULETTES	202400223	2 299,20	198,00	7
30/05/2024	ÉLÉMENTS DE CUISINE/ELECTROMENAGER SALLE GA.PERI	202400226	1 200,00	0,00	0
30/05/2024	RÉNOVATION COMPLETE CUISINE SALLE G.PERI	202400227	1 833,97	0,00	0
30/05/2024	ACHAT VEHICULES ELECTRIQUE ZOE IMMAT GW413CD	202400228	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	ACHAT VEHICULES ZOE IMMAT GW078CD	202400229	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	ACHAT VEHICULE ZOE ELECTRIQUE GW928CD	202400230	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	ACHAT VEHICULE ZOE ELECTRIQUE GW804CD	202400231	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	ACHAT VEHICULE ELECTRIQUE ZOE GW572CD	202400232	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	ACHAT VEHICULE ELECTRIQUE ZOE GW238CD	202400234	28 575,76	1 674,00	10
30/05/2024	TRAVAUX MOBILIER URBAIN DIVERSES RUE DE LA COMMUNE	202400355	152 807,38	12 733,00	7
30/05/2024	TRAVAUX COMMUNAUX -PLANS TOPO PARKING MAIRIE	202400356	6 296,40	0,00	0
30/05/2024	TRAV COMMUNAUX-CREATION DALLE VELO NIKI ST PHALLE	202400357	7 694,58	644,00	7
30/05/2024	TRAVAUX COMMUNAUX- REVETEMENT DE CHAUSSEE	202400462	132 139,99	0,00	0
31/05/2024	TRAV. COMMUNAUX CREATION DALLE ABRI VELO H.WALLON	202400353	15 671,75	1 305,00	7
31/05/2024	TRAVAUX DE VOIRIE-MARQUAGE REVETEMENTS	202400354	13 513,73	0,00	0
03/06/2024	AMÉNAGEMENT ESPACE PUBLIC RUE ETIENNE DOLET	202305235	7 326,58	0,00	0
03/06/2024	PLANTATION RUE ETIENNE DOLET (202305368)	202305336	8 290,00	0,00	0
03/06/2024	AMENAGAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC PLATEAU (202305377)	202305345	71 486,27	0,00	0
03/06/2024	REALISATION DE SOL SOUPLE GYM HENRI WALLON	202400233	17 868,00	2 094,00	5
03/06/2024	SERRES MUNICIPAL - ALIMENTATION DU CHARGEUR	202400235	1 374,97	0,00	0
03/06/2024	RÉNOVATION REVETEMENT PVC SALLE GABRIEL.PERI	202400236	13 830,46	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
03/06/2024	TRAVAUX MODIFICATIFS-AJOUT DE 2 TUBAGES LOCAL ERP2	202400237	5 772,11	0,00	0
03/06/2024	REMPLACEMENT DE LA CLOTURE DU MONUMENT AUX MORTS	202400271	42 263,45	1 220,00	20
05/06/2024	FOURNITURE REVÊTEMENT DE SOL GYMNASE R ROLLAND	202400351	2 727,78	0,00	0
05/06/2024	RÉNOVATION COMPLÈTE DU BUREAU D'ACCUEIL SOL RPA	202400352	1 320,88	0,00	0
07/06/2024	DIRECTION DE LA JEUNESSE - ACHAT DE CHAISES	202400240	1 853,74	72,00	15
07/06/2024	ESPACE MARC LAUVIN - ACHAT DE TABLE PLIANTE	202400241	1 305,22	51,00	15
07/06/2024	ISOLATION ACOUSTIQUE - BUREAU SIRH	202400242	8 423,93	0,00	0
07/06/2024	AQUISITION D'OEUVRE : "RIVAGE SAUVAGE A NYC"	202400243	750,00	0,00	0
10/06/2024	EVOLUTION PARAMÉTRAGE DU LOGICIEL THOT	202400244	4 359,00	501,00	5
10/06/2024	REAMENAGEMENT DE LA MAISON DES PROJETS	202400245	16 658,76	0,00	0
10/06/2024	ACHAT FAUTEUIL - SERVICE DES SPORTS	202400246	310,81	173,00	1
11/06/2024	MISE EN ACCESSIBILITÉ CREATION CAGE ASCENSEURS PVC	202305168	6 588,48	23 537,22	20
11/06/2024	HABILLAGE DES FENÊTRES CLOS DES SOURCES	202400350	2 477,04	0,00	0
13/06/2024	REMPLACEMENT DE CAMERAS S11.013 - MAIRIE	202400247	1 947,66	157,00	7
13/06/2024	AUDITS ÉNERGÉTIQUES - PETITS MOULINS / GYMNASE R.R	202400248	6 864,00	0,00	0
14/06/2024	CAISSON MOBILE ACACIA LOCAL APPARITEURS	202400648	517,99	18,00	15
19/06/2024	COMMUNE DE BAGNEUX - FOUR WIRLPOOL + SET TEFAL SET	202400249	749,98	83,00	5
19/06/2024	TRAVAUX DE PLOMBERIE CHAUFFAGE- MAISON DES PROJETS	202400346	14 568,53	388,00	20
19/06/2024	TRAVAUX ÉLECTRICITÉ CLOS DES SOURCES	202400347	29 365,16	0,00	0
19/06/2024	TRAVAUX DE REVETEMENT DE TROTTOIR-RUE DES BLAINS	202400348	27 945,72	0,00	0
20/06/2024	COMBLEMENT DE CARRIÈRES SOUTERRAINES - STADE RENE	202400381	595 378,80	0,00	0
21/06/2024	RÉNOVATION, MISE EN PEINTURE SALLE G.PERI	202400342	12 827,00	0,00	0
21/06/2024	TRAVAUX-POSE MOBILIER AU PUMP TRACK-RUE MATHURINS	202400343	1 855,78	48,00	20
21/06/2024	MISE EN PLACE CUVETTE WC ET ROBINETTE GYM.R ROUSSE	202400344	4 406,81	0,00	0
21/06/2024	TRAVAUX DE PLANTATIONS JARDINIERES ANGL	202400345	3 263,05	246,00	7
21/06/2024	TRAVAUX DE PEINTURE MAISON DES PROJETS	202400360	12 461,89	0,00	0
26/06/2024	REMBAIEMENT DE FONTIS - 2 RUE DE CUVERONS	202400250	7 381,42	0,00	0
01/07/2024	IMPLANTATIONS NOUVELLES CAMERAS - BARBUSSE/LONGUET	202400258	3 719,17	275,00	7
01/07/2024	ELABORATION D UN PLAN DE GESTION DIFFERENCIEE	202400259	1 200,00	0,00	0
01/07/2024	TRAVAUX DE PLANTATION - RUE DE VERDUN	202400260	22 642,87	1 868,00	7
01/07/2024	TRAVAUX COMUNAUX - RUE DE VERDUN	202400261	30 206,18	2 241,00	7
02/07/2024	COMPLEMENT TRAVAUX COURS OASIS CACHIN	202400262	13 278,44	1 090,00	7
05/07/2024	POSE ADOUCISSEUR EAU FROIDE LAVE VAISSELLE COMENDA	202400263	975,12	95,00	5
05/07/2024	RAYONNAGE POUR PALETTES CUISINE CENTRALE	202400264	3 902,84	383,00	5
05/07/2024	POSE GRILLE D'AERATION ECOLE PRIMAIR PAUL ELUARD	202400265	1 428,00	139,00	5
05/07/2024	LAVE VAISSELLE FRONTALE COMENDA - CUISINE CENTRALE	202400266	4 848,06	474,00	5
11/07/2024	ACHAT CHARIOT MANITOU MSI25G OCCASION - DEPE	202400272	22 656,00	713,00	15
15/07/2024	FAUTEUIL BUREAU TISSU S LOCAL APPARITEURS	202400274	621,62	20,00	15
15/07/2024	CMS - DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX	202400275	9 592,47	0,00	0
15/07/2024	LICENCES ORION	202400276	7 418,02	712,00	5
19/07/2024	CRÉATION D'ÉCLAIRAGE -TENNIS MATHURINS	202400277	6 976,27	0,00	0
19/07/2024	POSE DE PROTECTIONS D'ANGLES LEO FERRE	202400278	2 608,93	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
19/07/2024	CUISINE HÉBERGEMENT STADE RENE ROUSSEAU	202400279	8 983,10	0,00	0
22/07/2024	TRAVAUX D'AMENAGEMENTS RECYCLERIE RUE FONTAINE V2	202400280	23 132,40	1 505,00	7
23/07/2024	FOUILLE POUR PASSAGE DE FOURREAUX - PARC DES SPORT	202400281	3 883,86	0,00	0
23/07/2024	AMENAGEMENT DE VOIRIE - RUE MATHURINS	202400282	264 808,18	0,00	0
23/07/2024	ACHAT DESTRUCTEUR DE DOCUMENTS -POLICE MUNICIPAL	202400283	759,20	24,00	15
23/07/2024	ACHAT CHAISES POUR CIMETIERE	202400284	581,88	18,00	15
23/07/2024	ACHAT DE CAISSONS DE BUREAU POUR J.RAKOTOBE	202400285	517,99	16,00	15
26/07/2024	ACHAT RENAULT ARKANA HYBRIDATION GQ-661-ZS	202400286	30 744,34	1 340,00	10
26/07/2024	RÉNOVATION REMPLACEMENT CTA - SALLE GABRIEL PERI	202400287	24 997,33	0,00	0
26/07/2024	ACHAT FAUTEUILS SUR CERTIFICAT MÉDICAL - RH	202400288	1 644,70	52,00	15
26/07/2024	INST ÉCLAIRAGE LED COURS 5 ET 6 - STADE DE TENNIS	202400289	24 098,15	0,00	0
26/07/2024	ELABORATION UN PLAN DE GESTION DIFF ET ECO DES EV	202400290	26 112,00	0,00	0
26/07/2024	ACQUISITION MATÉRIELS INFORMATIQUE ET ACCESSOIRES	202400291	29 527,46	2 788,00	5
26/07/2024	ACHAT DE DEUX TONDEUSES GRIM	202400292	4 128,00	357,00	5
29/07/2024	ACQUISITION APPLE MAC STUDIO+MONITEUR LCD	202400293	16 855,64	1 460,00	5
29/07/2024	ENREGISTREUR ECG SPIDERVIEW CMS	202400294	2 825,40	81,00	15
29/07/2024	LICENCES AUTOCAD LT 3 ANS+SUPPORT TECHNIQUE	202400295	11 214,00	971,00	5
29/07/2024	APPAREIL CARDIOVIT AT+ CHARIOT 4 ROUE AVEC SUPPORT	202400296	5 961,60	186,00	15
29/07/2024	REQUALIFICATION DE LA RUE DE ROBINSON	202400297	235 185,15	0,00	0
29/07/2024	TRAVAUX COMMUNAUX -REQUALIFICATION DE LA VOIX VERT	202400298	90 231,13	0,00	0
31/07/2024	AMÉNAGEMENT D'UNE RECYCLERIE - VRD MACONNERIE	202305248	3 190,09	0,00	0
31/07/2024	INSTALLATION D'UN DIFFUSEUR SONORE - GS M.THOREZ	202400299	1 854,57	0,00	0
31/07/2024	ACQUISITION MOBILES ET COQUES -GALAXY XCOVER 5 EE	202400300	2 940,00	271,00	5
31/07/2024	INSTALLATION D'UN POINT D'EAU - JULIOT CURIE	202400301	3 344,12	0,00	0
31/07/2024	ISOLATION DES COMBLES - ANCIENNE MAIRIE	202400302	21 976,64	0,00	0
31/07/2024	CRÉATION D'UNE RIGOLE AVEC GRILLES - RECYCLERIE	202400303	11 705,95	0,00	0
31/07/2024	AMÉNAGEMENT DE LA RECYCLERIE -PLOMBERIE/ CHAUFFAGE	202400304	34 101,85	0,00	0
31/07/2024	RÉALISATION DALLAGE ACCÈS TERRAIN - STADE TALBOT	202400305	28 685,36	0,00	0
31/07/2024	MOE COMBLEMENTS CARRIÈRES SOUTERRAINES	202400306	41 616,00	0,00	0
31/07/2024	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TVX - GS PVC	202400307	1 083,30	0,00	0
02/08/2024	RÉNOVATION TOTALE DE L'ESPACE SENIOR	202400309	6 587,57	0,00	0
02/08/2024	RENOVATION COMPLETE SOUS SOL-RESIDENCE PA	202400310	4 711,33	0,00	0
02/08/2024	INSTALLATIONS DE PROTECTION MURALES.	202400311	3 456,67	0,00	0
02/08/2024	RÉFECTION DE LA TOITURE CMS	202400312	382 442,46	0,00	0
02/08/2024	INSTALLATION DE RADIATEUR - MAISON DES ARTS	202400313	3 806,44	0,00	0
02/08/2024	PVC MATERNELLE - POSE ROBINETTERIES RADIATEURS	202400314	22 118,27	0,00	0
02/08/2024	REPRISE D'UNE TERRASSE BETONNEE - CLOS DES SOURCES	202400315	13 680,00	0,00	0
02/08/2024	BAT/GE/DIV/CS/ DIVERS TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ	202400316	6 894,07	0,00	0
02/08/2024	RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL - TRAVAUX DE PEINTURE	202400318	20 955,82	0,00	0
02/08/2024	TRAVAUX DE PEINTURE - GYMNASE R.R - 2 PANS DE MURS	202400319	2 450,60	0,00	0
05/08/2024	PRIME DE CONCOURS MOE - VOIE NINA SIMONE	202400320	12 000,00	0,00	0
05/08/2024	FOURNITURE + POSE DE FILM D'INTIMITE -HENRI WALLON	202400321	5 100,41	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
05/08/2024	INSTALLATION DE PETITS MOBILIERS - BAT GARLANDE	202400322	31 431,40	0,00	0
06/08/2024	RENOVATION DE LA MAISON DES PROJETS	202400323	71 727,80	0,00	0
06/08/2024	FOURNITURE ET POSE DE FILM - SERVICE POPULATION	202400324	511,08	0,00	0
06/08/2024	RÉALISATION D'OSSATURES METALLIQUES - GYM R.R	202400325	18 909,86	0,00	0
07/08/2024	FOURNITURE ET POSE FAUX-PLAFOND - PVC -LOG GARDIEN	202400326	2 155,68	0,00	0
12/08/2024	MISE EN ACCESSIBILITÉ DES SANITAIRES A PVC	202400327	9 191,04	181,00	20
12/08/2024	MISE EN ACC ET ISOLATION THERMIQUE - ECOLE PVC B	202400328	10 110,14	0,00	0
12/08/2024	PROGRAMMATION RÉHABILITATION R.ROUSSEAU	202400329	10 230,00	0,00	0
12/08/2024	DEPOSE DE GROUPE DE CLIMATISATION - CMS	202400330	3 104,51	0,00	0
12/08/2024	IMPLANTATION DE CAMERA LEO FERRE	202400331	37 406,20	2 122,00	7
13/08/2024	RÉNOVATION CUISINE HÉBERGEMENT - STADE RENE	202400332	1 216,00	0,00	0
16/08/2024	AMÉNAGEMENT UNE RECYCLERIE ASS DS UN HANGAR	202400333	13 383,00	0,00	0
20/08/2024	RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ÉCLAIRAGE INTERIEUR -ROSIER	202400334	4 956,48	0,00	0
20/08/2024	RÉALISATION D'UNE TRANCHEE PR PASSAGE - M.THOREZ	202400335	6 339,80	0,00	0
27/08/2024	POSE DE MOBILIER V2 - HOTEL DE VILLE/BLAINS/AUBRAC	202400361	3 814,37	189,00	7
27/08/2024	ACHAT DE FAUTEUILS - SERVICE CMS	202400362	3 108,12	71,00	15
27/08/2024	TRAVAUX DE PEINTURE PLS SALLES - GS PVC	202400435	22 883,23	0,00	0
02/09/2024	CRECHE DES ROSIERS - RÉFECTION AUVENT	202400363	3 096,97	52,00	20
02/09/2024	FOURNITURE ET POSE DE VOLET ROULANT - ELE PVC	202400364	30 879,22	0,00	0
02/09/2024	FOURNITURE ET POSE DE VOLET ROULANT - ELE PVC	202400365	29 883,72	0,00	0
02/09/2024	FOURNITURE ET POSE DE VOLET ROULANT - ELE PVC	202400366	30 879,22	0,00	0
02/09/2024	TRAVAUX DE PLANTATIONS DE VEGETAUX VOIE VERTE	202400367	6 684,11	323,00	7
02/09/2024	PLANTATION DES VEGETAUX ECOLE PVC MAT	202400368	16 363,81	785,00	7
02/09/2024	RÉNOVATION LGT GARDIEN - PVC	202400369	4 797,68	0,00	0
02/09/2024	SERVICE SPORT - ACHAT BABYFOOT + TABLE DE TENNIS	202400370	2 935,22	194,00	5
02/09/2024	EPANDEUR ROTARY STADES ET GYMNAGES	202400371	1 329,12	87,00	5
04/09/2024	DEPOSE ET EVACUATION UNE ESTRADE ECOLE WALLON A	202400372	2 080,74	97,00	7
06/09/2024	POSE DE RESEAU POUR LA FIBRE COMMUNAL	202400377	96 111,00	0,00	0
09/09/2024	TRAVAUX COUR ALBERT PETIT JEUX KOMPAN	202400374	38 143,04	1 786,00	7
09/09/2024	TRAVAUX DE PEINTURE EN RAVALEMENT - PAUL LANGEVIN	202400375	39 172,93	0,00	0
09/09/2024	RÉNOVATION LOGEMENT DU GARDIEN + LOGE - PVC	202400376	14 743,05	0,00	0
09/09/2024	RACCORD DE FAIENCE MURALE - CRECHE PETITS MOULINS	202400378	3 206,69	52,00	20
09/09/2024	RÉALISATION DE 17 PERCEMENTS/SONDAGES - CMS	202400379	5 192,68	0,00	0
09/09/2024	PEINTURE LIMON ET GARDE-CORPS -ECOLE PAUL LANGEVIN	202400380	13 135,60	0,00	0
09/09/2024	RESTAURATION MONUMENT AUX MORTS	202400383	14 443,20	0,00	0
11/09/2024	PANIER POUR POCHAGE XL CUISINE CENTRALE	202400373	2 749,70	178,00	5
11/09/2024	THERMOSCELLEUSE MELASEAL+TABLE COMFORT MELASEA	202400382	3 404,26	211,00	5
12/09/2024	RÉNOVATION COMPLÈTE DES PORTAILS GS MAURICE THOREZ	202400384	5 748,32	0,00	0
12/09/2024	POSE REVETEMENT DE SOL DU HANGAR - RECYCLAB	202400385	3 788,65	166,00	7
12/09/2024	MISSION D ÉTUDES SUR RUES MICHELS, MEUNIER,NERUDA	202400386	9 720,00	0,00	0
12/09/2024	LICENCES ADOBE	202400443	17 545,25	1 062,00	5
13/09/2024	RÉFECTION TOITURE - JOLIOT CURIE ELEMENTAIRE	202305223	315 642,96	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
21/09/2024	ACHAT DE CARTOUCHES TASER - PM	202400436	2 025,00	112,00	5
23/09/2024	CRÉATION GAINE TECHNIQUE -ISOLATION RESERVES - PVC	202400389	8 347,25	0,00	0
23/09/2024	REPRISE DE FONDATIONS - ECOLE PVC	202400390	291 855,30	0,00	0
23/09/2024	ACHAT REFRIGERATEUR - SECRETARIAT DES ÉLUS	202400391	198,89	56,00	1
24/09/2024	BAIES DE STOCKAGE	202400392	37 129,42	2 269,00	5
25/09/2024	ACHAT D'EQUIPEMENTS DE LA CUISIN -CUISINE CENTRALE	202400393	2 475,62	148,00	5
25/09/2024	TRAVAUX DE DEMOLITION DES ABORDS DU POSTE EDF	202400394	22 806,00	950,00	7
25/09/2024	TRAVAUX DE PLANTATION - COURS JULIO CURIE	202400395	4 900,03	204,00	7
25/09/2024	TRAVAUX DEGAGEMENT DE FORAGE - STADE RENE ROUSSEAU	202400396	5 047,29	210,00	7
25/09/2024	FOURNITURES ESPACE VERT- 26 AV. ALBERT PETIT	202400397	1 345,46	77,00	5
25/09/2024	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA MAISON DU PATRIMOINE	202400398	19 350,00	0,00	0
26/09/2024	MISE À JOUR DE LA LICENCE D'AXEL PORTAIL FAMILLES	202400404	17 040,00	918,00	5
27/09/2024	ACHAT TABLE ABATTANTE - FOYER COUDON	202400399	2 927,23	167,00	5
27/09/2024	INSTALLATION DE STORE VENITIENS - SALLE GABRIEL PE	202400400	2 700,29	0,00	0
27/09/2024	AMÉNAGEMENT HANGAR SI T'ES MÔME	202400401	27 885,06	0,00	0
27/09/2024	HALTE NORD - MISE EN PEINTURE	202400402	6 218,03	82,00	20
27/09/2024	CRÉATION DE TABLETTES DE RANGEMENT - ECOLE ALBERT	202400403	16 445,26	0,00	0
27/09/2024	RESTAURATION D'UN COMPTOIR - CLOS DES SOURCES	202400405	28 654,92	0,00	0
27/09/2024	RÉFECTION AUVENT - CRECHE DES ROSIERS	202400406	16 273,84	212,00	20
02/10/2024	DÉBLOCAGE FT - LIEN OPTIQUE MAIRIE STADE	202400407	4 350,92	0,00	0
02/10/2024	RACCORDEMENT THD BÂTIMENTS COM - MAIRIE A TALBOT	202400408	30 668,39	0,00	0
02/10/2024	CRÉATION 3 RAMPES D'ACCES EXT - MAISON DES PROJETS	202400409	9 131,28	119,00	20
02/10/2024	RÉNOVATION DES SANITAIRES - ECOLE PVC	202400410	194 963,70	0,00	0
02/10/2024	ACHATS DE MEUBLES - ECOLE ELE P.ELUARD	202400411	3 936,32	74,00	15
02/10/2024	ACHAT TABLEAUX + SERIGRAPHIE - ECOLE PVC	202400412	770,27	14,00	15
02/10/2024	ETUDE DE RECENSEMENT FAUNE FLORE HABITAT	202400413	10 274,40	0,00	0
02/10/2024	FAUTEUIL POUR MADAME LE MAIRE	202400414	875,20	16,00	15
07/10/2024	TRAVAUX DE MENUISERIE FAUX PLAFOND - TRINITE	202400415	13 966,64	0,00	0
07/10/2024	RÉNOVATION COMPLÈTE DE LA SALLE COWORKING	202400417	7 071,67	0,00	0
07/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE TRAPPES - STUDIO ROSENBERG	202400418	748,48	0,00	0
07/10/2024	RÉNOVATION DES SANITAIRES + PMR	202400419	9 060,79	110,00	20
07/10/2024	TRAVAUX PORTAIL HENRI WALLON JLC	202400454	7 833,34	0,00	0
08/10/2024	TABLEAU CHEVALET MATER NIKI ST PHALLE	202400444	1 995,85	30,00	15
08/10/2024	RÉNOVATION COMPLÈTE DES SANITAIRES ECOLE PVC	202400445	83 515,39	0,00	0
08/10/2024	ETUDE À LA RESTAURATION MONUMENT - CIMETIERE	202400446	3 000,00	0,00	0
08/10/2024	REMPLACEMENT DE LAVABOS AUGES MATER HENRI WALLON	202400447	21 346,39	0,00	0
09/10/2024	RÉNOVATION DU LOGEMENT GARDIEN - ECOLE PVC	202400448	16 848,88	0,00	0
09/10/2024	TABLES ET CHAISES NOA ECOLE PVC	202400449	4 197,77	63,00	15
09/10/2024	TABLE,CHAISES NOA, MEUBLE ENSEIGNANT MATER A.PETIT	202400450	3 070,01	46,00	15
09/10/2024	TABLES, CHAISES ALEXANDRA ECOLE ELEM H.WALLON B	202400451	3 348,82	50,00	15
09/10/2024	ARMOIRES, CHAISES VERO ECOLE ELEM J.CURIE	202400452	5 655,32	85,00	15
09/10/2024	CHAISES ALEXANDRA,CASIERS ECOLE ELE. P.ELUARD	202400453	4 057,14	61,00	15

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
09/10/2024	ACHAT CLUB CAR URBAN- GZ 269 HN	202400467	33 821,23	770,00	10
09/10/2024	TABOURET ECOLE MATERNELLE J.CURIE	202400468	1 310,40	19,00	15
09/10/2024	TABLEAU ET CHAISES ECOLE MAT P.LANGEVIN	202400469	989,00	15,00	15
09/10/2024	ARMOIRE ECOLE MATER M.THOREZ	202400470	531,97	8,00	15
09/10/2024	SECHE DESSINS, BANC- ECOLE MAT P. LANGEVIN	202400471	1 872,65	28,00	15
09/10/2024	MEUBLE 2 COLONNES, BIBLIOTHEQUE ECOLE MAT. WALLON	202400472	954,00	14,00	15
09/10/2024	3 BACS PROFOND, MEUBLE GRANDES CASES GS ROSENBERG	202400473	1 446,53	21,00	15
09/10/2024	PANNEAU AFFICHAGE MEUBLE PROF- MATER N.ST PHALLE	202400497	5 507,16	83,00	15
10/10/2024	ACHAT D'UN AUTOCLAVE POUR LE CENTRE DENTAIRE	202400387	9 362,81	182,00	15
10/10/2024	OCCULTATION DU AUVENT PAR POLYCARBONATE	202400388	2 316,08	0,00	0
10/10/2024	RÉFRIGERATEUR POLICE MUNICIPALE THOMSON CTH311NFIX	202400416	788,99	13,00	15
10/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE VOLET ROULANT PVC	202400420	36 845,71	0,00	0
10/10/2024	RÉFECTION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUE PVC	202400421	20 760,49	0,00	0
10/10/2024	POSE DE RADIATEURS-MARC LANVIN	202400422	7 170,76	0,00	0
10/10/2024	POSE DE RADIATEURS-ANCIENNE MAIRIE	202400423	9 186,47	0,00	0
10/10/2024	ACHAT DE REFRIGERATEUR	202400424	638,99	9,00	15
10/10/2024	ACHAT DE LAVE LINGE	202400425	299,99	69,00	1
10/10/2024	TRAVAUX - MARQUAGE AU SOL DIVERS VILLE	202400426	26 986,75	0,00	0
10/10/2024	TRAVAUX ENROBES DEPOT JEAN--JAURES	202400427	28 628,90	0,00	0
10/10/2024	AUDIT AVANT TRAVAUX DECRET BACS- DIVERS SITES	202400466	36 720,00	0,00	0
10/10/2024	TRAVAUX DE REPRISE DALLES SOUS PORTAIL PARC RICHEL	202400632	4 648,80	149,00	7
11/10/2024	AUDITS ÉNERGÉTIQUES GROUPE SCOLAIRES	202400464	32 340,08	0,00	0
11/10/2024	AUDITS ENERGETIQUES 14 SITES ASSUJETTIS DIVERS	202400465	59 824,03	0,00	0
15/10/2024	ACHAT FAUTEUIL + REPOSE PIEDS - MME DA CRUZ	202400428	460,01	98,00	1
15/10/2024	ACHAT DE MOBILERS - "MME LECORNU"	202400429	975,08	13,00	15
15/10/2024	ACHAT FAUTEUIL + CAISSON - BUREAU POUR M.TOURNIER	202400430	577,57	8,00	15
15/10/2024	EQUIPEMENT AUDIO SALLE GYMNASE GUIMIER	202400463	17 939,90	0,00	0
18/10/2024	RÉFECTION DE COUVERTURE ECOLE MATER P.LANGEVIN	202400488	99 000,00	0,00	0
21/10/2024	COORDINATION MUSÉOGRAPHIE CLOS DES SOURCES	202400431	18 480,00	0,00	0
21/10/2024	REMPLACEMENT CENTRALE PROGRAMMATION DU TENNIS	202400504	3 326,63	92,00	7
22/10/2024	AMÉNAGEMENT PAYSAGER DE LA VOIRIE RUE ROBINSON	202400634	33 102,37	906,00	7
22/10/2024	TRAVAUX RUE DE ROBINSON ENTRETIEN VOIRIE	202400635	11 740,20	321,00	7
23/10/2024	ACHAT DE LAVE VAISSELLE- RELATIONS PUBLIQUES	202400498	8 729,58	329,00	5
24/10/2024	RÉNOVATION DU LOGEMENT STUDIO - GARDIEN ROSENBERG	202400490	11 751,50	0,00	0
24/10/2024	RÉNOVATION DES SANITAIRE+ PMR GYMNASE R.ROLLAND	202400495	3 360,85	0,00	0
24/10/2024	INSTALLATION BORNES ROMANES -AVENUE FOCH ET DAMPIE	202400636	13 242,44	352,00	7
24/10/2024	POSE DE MOBILIER DEPE	202400637	5 728,73	71,00	15
25/10/2024	AMÉNAGEMENT D'UNE TERRASE CLOS DES SOURCES	202400487	10 914,36	0,00	0
25/10/2024	INSTALLATION RADIATIEUR-GARLANDE BUREAU FINANCIER	202400496	2 570,84	0,00	0
25/10/2024	RÉALISATION TRANCHÉ VILLAGE VAC. TRINITE S/MER	202400503	6 139,20	0,00	0
28/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE CABINE SANITAIRE PVC	202400432	41 838,18	0,00	0
28/10/2024	CRÉATION SANITAIRE PMR-GYMNASE ROMAIN ROLLAND	202400433	17 743,31	184,00	20

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
29/10/2024	CREATION MAISON DU PATRIMOINE - CLOS DES SOURCES	202400434	223 780,68	0,00	0
29/10/2024	DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX -GROUPE SCOLAIRE J.CURIE	202400489	19 869,00	0,00	0
29/10/2024	RÉNOVATION LOGEMENT GARDIEN ROSENBERG	202400491	19 143,01	0,00	0
29/10/2024	GRAND BARNUM OSSATURE MODULABLE	202400507	17 768,40	612,00	5
29/10/2024	ACHAT PLANCHER GRAND BARNUM	202400508	22 734,00	783,00	5
29/10/2024	MACHINE A NETTOYER LES BALLONS	202400521	3 334,86	114,00	5
29/10/2024	FAUTEUILS ROULANT MULTISPORT	202400522	3 591,96	123,00	5
29/10/2024	ASPIRATEUR DYSON LA DIRECTION DE LA PETITE ENFANCE	202400628	2 113,18	72,00	5
30/10/2024	CREATION D'UNE COURS OASIS ECOLE ALBERT PETIT	202400501	178 138,45	2 012,00	15
30/10/2024	FOURNITURE ET POSE DE PROGRAMMATEUR DIVERS SITES	202400505	2 290,62	55,00	7
07/11/2024	AMÉNAGEMENT DE LA RECYCLERIE MEZZANINE INDISUTRIEL	202305181	3 574,87	0,00	0
08/11/2024	PROGRAMME TECHNIQUE ET MUSÉOGRAPHIQUE CLOS DES SOU	202400474	6 300,00	0,00	0
08/11/2024	RENOUVELLEMENT ABONEMENT CARPOOL-ABO 24 MOIS	202400475	10 506,24	225,00	7
08/11/2024	KIT PANNEAU WITTY PRO DIRECTION DES SPORTS	202400476	2 447,10	76,00	5
08/11/2024	INSTALLATION D'UNE SIRÈNE A TURBINE-GS ROSENBERG	202400477	828,00	0,00	0
08/11/2024	AMÉNAGEMENT DE LA RECYCLERIE-MENUISERIE METAL	202400478	40 271,11	0,00	0
08/11/2024	LICENCE ANYDESK 12 MOIS N° C1126004805	202400479	1 161,18	43,00	5
08/11/2024	ACHAT NETTOYEUR HAUTE PRESSION K2160TST	202400480	1 412,16	48,00	5
08/11/2024	GROS ENTRETIEN P3	202400481	17 155,55	209,00	15
08/11/2024	GROS ENTRETIEN P3	202400482	17 155,55	209,00	15
12/11/2024	RÉNOVATION DU SOL SALLE GABRIEL COSSON	202400499	1 729,02	0,00	0
12/11/2024	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ DIVERS SITES	202400500	9 234,24	0,00	0
12/11/2024	CRÉATION D'UNE LIGNE EN CABLE CHANTIER CMS	202400502	5 280,80	0,00	0
12/11/2024	ACHAT D'UN ECRAN DE CONNEXION ARMOIRE	202400506	502,80	13,00	5
14/11/2024	ACHAT DE FAUTEUIL POLE TEDD (M. LE GUYADER)	202400484	262,48	45,00	1
14/11/2024	AHCTA DE VISSEUSE - RABOT - SCIE - CTM	202400492	4 708,79	87,00	7
14/11/2024	ACHAT DE PERFORATEUR SDS-PLUS 18 V - CTM	202400493	644,21	12,00	7
14/11/2024	ACHAT DE 2 BATTERIES - CHARGEUR + BATTERIE - CTM	202400494	290,66	37,00	1
15/11/2024	CONGELATEUR LIEBHERR ECOLE ELEM. HENRI WALLON	202400483	514,00	17,00	5
18/11/2024	ASSISTANCE TECHNIQUE RAPPORT ETUDE POUR CMS	202400519	960,00	0,00	0
18/11/2024	AUTOLAVEUSE BD 38/12 C BP PACK	202400629	5 033,10	85,00	7
18/11/2024	REFRIGERATEUR CONGEL THOMSON ELEM ALBERT PETIT	202400630	508,99	60,00	5
18/11/2024	TV SAMSUNG TU50DU7175 MARC LANVIN	202400631	1 158,96	9,00	15
18/11/2024	ACHAT DE KIT DE RENOVATION FUSION	202400638	6 516,00	111,00	7
20/11/2024	ETUDE GÉOTECHNIQUE CMS	202400518	18 391,73	0,00	0
21/11/2024	REPRISE SOL CAVE ECOLE ALBERT PETIT	202400514	26 544,14	0,00	0
21/11/2024	FOURNITURE ET POSE DE FILM SOLAIRE DIVERS SITES	202400517	4 781,39	0,00	0
22/11/2024	DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX-JOLIOT CURIE	202400485	2 890,80	0,00	0
22/11/2024	REMISE EN ETAT CHAMBRE FROIDE	202400520	27 072,01	586,00	5
25/11/2024	DÉPOSE DE 3 STALLES D'URINOIRS	202400515	9 651,38	0,00	0
25/11/2024	FOURNITURE ET POSE DOUBLE VITRAGE STADE P.TALBOT	202400516	3 447,64	0,00	0
25/11/2024	INSTALLATION D'UNE PERGOLA EN BOIS CRECHE MOULINS	202400523	11 702,74	58,00	20

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée
			31/12/N	en années (2)
28/11/2024	SONDAGES COMPLÉMENTAIRES DIAGNOSTIC POLLUTION SOLS	202400509	1 620,00	0,00	0
28/11/2024	ETUDE DE QUALITÉ AGRONOMIQUE DES SOLS	202400510	14 304,00	0,00	0
28/11/2024	ACQUISITION MATÉRIEL PACK TC21	202400511	1 140,00	53,00	5
02/12/2024	CESSION DE L'OEUVRE D'ART "NUAGE-MUE"	202400513	700,00	0,00	0
02/12/2024	ACQUISTION EATON 9PX ET ACCESSOIRES	202400591	2 270,25	36,00	5
02/12/2024	ETUDE DE RECENSEMENT FAUNE FLORE HABITATS 4 SAISON	202400639	3 825,60	61,00	5
04/12/2024	REMPLACEMENT DES DÉTECTEURS IONIQUES TRINITE SUR M	202400525	12 451,20	202,00	7
04/12/2024	LEVÉES DE RÉSERVES SUITE AU PASSAGE DU BUREAU DE C	202400526	4 110,90	0,00	0
04/12/2024	REMPLACEMENT RESEAU CHAUFFAGE SERRES MUNICIPALES	202400527	11 552,40	0,00	0
04/12/2024	REMPLACEMENT EXTRACTEUR VMC BATIMENT GARLANDE	202400528	1 021,55	0,00	0
04/12/2024	RÉNOVATION DES SANITAIRES +PMR GYMNASE R.ROLLAND	202400529	42 394,03	200,00	20
04/12/2024	ACHAT DE 10 BANCS CENTAURE	202400530	9 168,00	156,00	7
06/12/2024	ACQUISITION MATÉRIELS ET ET ACCESSOIRES	202400592	305,58	21,00	1
10/12/2024	RÉHABILITATION DES SONNERIES DES COURS - ELE PVC	202400531	10 548,00	0,00	0
10/12/2024	FOURNITURE + POSE CENTRALE DE COMMANDE - EGLISE	202400532	2 404,80	0,00	0
10/12/2024	TRANSFORMATION WC À LA TURQUE-STADE RENE ROUSSEAU	202400533	2 684,05	0,00	0
10/12/2024	RÉNOVATION DES SANITAIRES - GYMNASE ROMAIN ROLLAND	202400534	9 879,98	43,00	20
10/12/2024	TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT - SALLE GABRIEL PERI	202400535	2 910,41	0,00	0
10/12/2024	LICENCE ALTOSPAM	202400536	12 674,34	253,00	5
10/12/2024	ABONNEMENT LOGICIEL DOCTOLIB	202400537	7 163,52	135,00	5
10/12/2024	LEVÉE DES RÉSERVES SUITE BUREAU CONTROLE SDF	202400538	4 528,22	0,00	0
10/12/2024	RÉNOVATION DE LA LOGE - SOL GROUPE SCOLAIRE PVC	202400539	972,82	0,00	0
10/12/2024	REMPLACEMENT COMPLET POUR FOSSE ESPACE M.LANVIN	202400540	6 629,96	0,00	0
10/12/2024	LOT OUTILS VISSEUCE MEULEUSE PERFORATEUR	202400541	2 390,28	37,00	7
10/12/2024	CESSION D'OEUVRE : " TETE DE LUNE "	202400542	800,00	0,00	0
10/12/2024	ACQUISITION MOBILES 20 SAMSUNG GALAXY XCOVER	202400543	7 176,00	115,00	5
10/12/2024	ACQUISITION IMPRIMANTE - CONSOMMABLE POUR LE CMS	202400544	2 079,94	65,00	5
10/12/2024	ACQUISITION MATÉRIELS ET ET ACCESSOIRES INFORMATIQ	202400545	5 886,30	117,00	5
10/12/2024	POUSSETTES ET TRANSAT CRECHE LES JEUNES POUSSES	202400546	1 027,94	23,00	5
11/12/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART "ENTRE CIELO Y TIERRA"	202400590	770,00	0,00	0
12/12/2024	CUISINIÈRE VITROCÉRAMIQUE AMICA .CSC GUEFFIER	202400547	538,99	7,00	5
12/12/2024	GROUPE FROID EASY COOL AVEC COMPRESSEUR HERMETIQUE	202400548	45 224,17	678,00	5
12/12/2024	GROUPE OMTE-152D-TFD-501 CUISINE CENTRALE	202400549	49 921,92	748,00	5
12/12/2024	MOBILIER FARID HOUSNI CHAISE LUGE + TABLE RONDE	202400551	1 274,09	9,00	15
12/12/2024	TABLE DE RÉUNION POUR LA CITOYENNETÉ	202400552	874,72	10,00	15
12/12/2024	CRÉATION DE CLOISONS-MAISON DES CHATS	202400553	1 602,19	0,00	0
12/12/2024	TRAVAUX INFILTRATION DES FACADES/RENOVATION ECHANT	202400554	16 990,20	0,00	0
13/12/2024	DIRECTION PETITE ENFANCE - ACHAT D'ASPIRATEUR	202400550	4 512,56	62,00	5
13/12/2024	RÉFECTION DE LA TOITURE GROUPE SCOLAIRE J.CURIE	202400555	57 518,08	0,00	0
13/12/2024	INSTALLATION RADIATEUR CRECHE JEUNES POUSSES	202400556	2 902,87	10,00	20
13/12/2024	MOBILIER ÉDUCATION CAISSON	202400557	321,40	24,00	1
13/12/2024	MOBILIER - 3 ARMOIRES	202400558	1 490,29	21,00	5

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
13/12/2024	FOURNITURE ET POSE PANIERS A FOND PLAT	202400559	567,12	12,00	5
13/12/2024	AVALOIR RUE ENGUEHARD + JARDINIERES AUTRES SITES	202400640	71 078,00	0,00	0
13/12/2024	TRAVAUX COMMUNAUX-REFECTION D ALLER PARC MITTERAND	202400641	24 417,76	174,00	7
13/12/2024	TRAVAUX COMMUNAUX -REFECTION DU SENTIER DES MONCEA	202400642	8 596,43	61,00	7
13/12/2024	TRAVAUX-REALISATION D UN ESCALIER PARC MITTERAND	202400643	31 162,98	222,00	7
16/12/2024	RÉALISATION DUNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE	202400560	16 052,40	0,00	0
17/12/2024	MODERNISATION DES ECLAIRAGE - GYMNASE J.GUIMIER	202400561	9 771,49	0,00	0
17/12/2024	POSE DES SONDES DE TEMPÉRATURE - BAT GARLANDE	202400562	1 926,20	0,00	0
17/12/2024	TRAVAUX D'ÉLECTRIQUES DIVERS -DIVERS SITES	202400563	6 114,88	0,00	0
17/12/2024	FOURNITURE ET POSE TRINGLES + RIDEAUX-DIVERS SITES	202400564	1 610,11	0,00	0
17/12/2024	FOURNITURE ET POSE DE MOUSTIQUAIRE - GARLANDE	202400565	5 624,74	0,00	0
17/12/2024	ISOLATION EXTÉRIEURE DES SANITAIRES - PVC	202400566	94 238,33	0,00	0
17/12/2024	ACQUISITION MODULE DEMATDOC ULTIME ET GESTION	202400567	23 472,00	365,00	5
17/12/2024	REMPLACEMENT TUYAUTERIE EN CANIVEAU - PVC	202400568	53 633,70	0,00	0
17/12/2024	FOURNITURE-POSES DE 3 VARIATEURS SUR CTA - ELUARD	202400569	14 883,30	0,00	0
17/12/2024	GROS ENTRETIEN P3 S2 2024	202400570	17 454,90	80,00	15
17/12/2024	CERTIFICAT CLIENT RGS	202400571	414,00	25,00	1
17/12/2024	TRAVAUX DE PLOMBERIE - GABRIEL PERI	202400572	5 677,18	0,00	0
17/12/2024	RÉNOVATION TUYAUTERIE CUISINE HEBERGEMENT	202400573	1 504,87	0,00	0
17/12/2024	POSE D'UN JEUX ET PANNEAU -SQUARE ANCIENNE MAIRIE	202400644	27 815,40	54,00	20
18/12/2024	FOURNITURE ET POSE DIVERS MATERIELS - MARC LANVIN	202400574	4 409,71	51,00	5
18/12/2024	ACHAT ASPIRATEURS	202400575	3 554,40	41,00	5
18/12/2024	ACHAT DE BATTERIE GD5 + BATTERY LI 36V	202400576	3 314,64	34,00	5
18/12/2024	ACHAT DE NETTOYEUR DE VAPEUR	202400577	2 453,76	24,00	5
18/12/2024	TRAVAUX COMMUNAUX- REVETEMENT DE CHAUSSEE 2023	202400585	188 746,68	0,00	0
18/12/2024	MISSION DE SYNTHESE PHASE II PUP DES MATHURINS	202400645	9 616,93	0,00	0
19/12/2024	ACHAT D'UN ATTACHEUR AVEC LIENS PAPIER	202400646	1 186,80	7,00	5
20/12/2024	TRAVAUX DE VOIRIE -PARKING DE L'ANCIENNE MAIRIE	202400586	98 727,58	0,00	0
20/12/2024	TRAVAUX RUE ROBINSON - COMPLEMENT DE TRAVAUX	202400587	50 932,63	0,00	0
20/12/2024	TRAVAUX DE VOIRIE -REQUALIFICATION VOIE VERTE	202400588	27 097,60	0,00	0
20/12/2024	TRAVAUX ENROBES MATHURINS	202400589	111 667,54	0,00	0
20/12/2024	POSE DE FOURREAU DN45 FIBRE-RUE DE VERDUN	202400647	17 280,00	0,00	0
23/12/2024	POMPE A DEBOUCHER H PUMP	202400578	379,80	23,00	1
23/12/2024	ACHAT DE TAPIS - CRECHE DES ROSIERS	202400579	1 887,12	6,00	15
23/12/2024	OEUVRES COLLECTION MUNICIPALE PAS DE NUIT	202400580	3 000,00	0,00	0
23/12/2024	ACHAT D'ARMOIRE MELAMINE - CRECHE GRAINE DE LUNE	202400581	1 264,68	14,00	5
23/12/2024	RÉNOVATION SANITAIRE ET CREATION PMR	202400582	6 755,32	18,00	20
23/12/2024	CONGELATEUR THOMSON THD254NFWH CL P.ELUARD ELEM	202400583	508,99	4,00	5
23/12/2024	ACHAT DE MEUBLE - ECOLE NIKKI ST PHALLE	202400584	13 986,08	51,00	15
23/12/2024	PROJECTEUR PACKOUT HYB M18 POALC-0 SOLO	202400593	599,84	2,00	7
23/12/2024	SOUFFEUR THERMIQUE	202400594	1 406,40	11,00	5
23/12/2024	INSTALLATION D'UNE ALARME DETECTION INTRUSION	202400595	1 776,00	0,00	0

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée 31/12/N	Durée en années (2)
23/12/2024	ACHAT DE TRAVEE + TABLETTE EP. - MAT PAUL ELUARD	202400596	848,28	4,00	15
23/12/2024	ACHAT ARMOIRE MELAMINE - CRECHE GRAINE DE LUNE	202400597	457,38	25,00	1
23/12/2024	ACHAT DE CHAISE APPUI SUR TABLE - ELEM CACHIN	202400598	1 360,15	5,00	15
23/12/2024	MEUBLES+CANAPE+TABLEAU BLANC - CR PETITS MOULINS	202400599	3 684,59	8,00	15
23/12/2024	SOUFFLEUR AIRION 3 SANS CORDON	202400600	2 220,00	13,00	5
23/12/2024	ACHAT D'ESCALIERS + POUTRES	202400601	1 278,00	3,00	15
23/12/2024	RANGEMENT A RIDEAUX -CENTRE DE LOISIRS PAUL ELUARD	202400602	364,16	12,00	1
23/12/2024	TABLEAUX SCOLAIRES + SERIGRAPHES - ELEM PVC	202400603	770,27	1,00	15
23/12/2024	TABLEAUX SCOLAIRES + SERIGRAPHIES - ELEM JULIOT	202400604	1 540,54	3,00	15
23/12/2024	TABLEAUX PIVOTANTS + SERIGRAPHIE - ELEM CACHIN	202400605	555,55	1,00	15
23/12/2024	TAPIS SOL-KIT PARCOURS-ENSEMBLE PTT MONSTRE- RPE	202400606	1 464,50	9,00	5
23/12/2024	TABLEAUX/SERIGRAPHIE/SIEGE/ ACCOUDOIRS - MAT NSP	202400607	1 022,30	2,00	15
23/12/2024	ACHAT ARMOIRES + REHAUSSE ARMOIRE - ELEM A.PETIT	202400608	932,76	2,00	15
23/12/2024	ACHAT ARMOIRE +REHAUSSE ARMOIRE - EC MARCEL CACHIN	202400609	932,76	2,00	15
23/12/2024	TABLE RABATTABLE/ARMOIRE HAUTE - ACM CHALET	202400610	1 760,45	3,00	15
23/12/2024	FOURNITURE ET POSE BOITIER POUR ASCENSEUR - NSP	202400611	1 883,60	0,00	0
23/12/2024	ACHAT D'AMOIRE 198*100 + 4 TAB - MAGASIN CENTRAL	202400612	493,30	20,00	1
23/12/2024	ACHAT SAMSUNG GALAXY XCOVER 7 EE 5G 128 GO NOIR	202400613	3 588,00	35,00	5
24/12/2024	SOLUTION BYOD PANACAST 50 JABRA	202400614	997,20	6,00	5
24/12/2024	REFECTION DE RIVE EN TUILES - CTM	202400615	34 807,18	0,00	0
24/12/2024	MISE EN PLACE D'UN ROBINET POUR MACHINE - RPA	202400616	2 008,22	0,00	0
24/12/2024	AUDITS ÉNERGÉTIQUES -	202400617	7 692,67	0,00	0
24/12/2024	POSE D'UN RADIATEUR - BUREAU SIRH	202400618	1 889,22	0,00	0
24/12/2024	ACHAT FAUTEUIL MME DESMARAIS	202400619	701,80	5,00	15
24/12/2024	ACHAT FAUTEUIL POUR MME COUTHON	202400620	701,06	5,00	15
24/12/2024	TAPIS DE COURSE + MACHINES DE MUSCU - DS	202400621	12 699,00	105,00	5
24/12/2024	COUPE BORDURE SARP	202400622	320,00	16,00	1
24/12/2024	ACHAT COUPE-BORDURE (ROTOFIL)	202400623	320,00	16,00	1
26/12/2024	IMPLANTATIONS NOUVELLES CAMERAS- BARBUSSE/LONGUET (202305366)	202305334	9 601,54	1 275,91	7
26/12/2024	RÉHABILITATION TERRAIN RENE ROUSSEAU INFRASTRUCTUR	202400624	362 415,33	0,00	0
26/12/2024	POUSSETTE SOKO CRECHE FAMILIALE LES JEUNES POUSSES	202400626	817,14	5,00	5
26/12/2024	AUDITS ÉNERGÉTIQUES-GS ET BATIMENTS TERTIAIRES	202400627	4 450,94	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.
(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES

B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**1 777 896,00**	**257 320,33**	
Cessions à titre onéreux							**1 777 896,00**	**257 320,33**	
31/12/2024	PREEMPTION REPUBLIQUE AC105 - AC151 CESSION COMMERCES ET LOGEMENTS	14/09/2023	1 520 575,67	0	0,00	1 520 575,67	1 777 896,00	257 320,33	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
30/01/2024	vehicule kangoo FCOJAF	01/01/2001	11 840,40	10	11 840,40	0,00	0,00	0,00	0,00
30/01/2024	CAMIONNETTE FOURGON 581 BHT	01/01/1998	11 392,48	10	11 392,48	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

IV
B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	1 080 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	1 777 896,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 520 575,67

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE — C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**5 487 830,74**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**5 487 830,74**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**8 756 241,65**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**5 487 830,74**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**14 244 072,39**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**7 815 000,00**	**7 637 000,39**	**12 636 877,15**	**20 273 877,54**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**16 192 526,71**	**7 097 041,61**	**2 009 359,69**	**9 106 401,30**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**8 377 526,71**	**-539 958,78**	**-10 627 517,46**	**-11 167 476,24**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**5 487 830,74**			**5 487 830,74**
Affectation au 1068 (C)	**8 756 241,65**	**8 756 241,65**		**8 756 241,65**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**14 244 072,39**			**14 244 072,39**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**3 076 596,15**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

IV

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**7 815 000,00**	**I 7 637 000,39**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**7 725 000,00**	**7 547 385,76**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	7 700 000,00	7 522 385,76
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	25 000,00	25 000,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**90 000,00**	**89 614,63**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*90 000,00*	*89 614,63*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

IV
C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**16 192 526,71**	**III**	**7 097 041,61**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 650 000,00**		**2 417 582,30**
10222	FCTVA	1 500 000,00		1 951 853,63
10226	Taxe d'aménagement (2)	150 000,00		465 728,67
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**14 542 526,71**		**4 679 459,31**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 500 000,00*		*15 017,88*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*7 505,07*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*95 457,14*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*1 800,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*0,00*		*22 629,93*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*		*48 700,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*261 893,94*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*158 271,38*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*66 929,21*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*831 293,81*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*172,80*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*179 129,59*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*132 883,77*
28152	*Installations de voirie*	*183 000,00*	*282 135,70*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*126 844,96*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*92,64*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*49 625,57*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*5 045,49*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*3 137,34*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*1 058 373,44*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*241 515,31*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*326 923,90*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*2 412,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*240 294,49*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*521 373,95*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 080 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*8 779 526,71*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	429 100,57	0,00	0,00	0,00	429 100,57	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	342 965,55	27 815,40	0,00	237 220,84	77 929,31	0,00
A125	Constructions	3 675 196,07	632 669,57	0,00	33 542,39	3 008 984,11	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	2 000 944,50	384 761,20	0,00	79 561,53	1 519 341,77	17 280,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	363 978,91	323 425,03	0,00	17 897,88	22 656,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 051 959,42	384 156,56	0,00	0,00	1 667 802,86	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 864 145,02**	**1 752 827,76**	**0,00**	**368 222,64**	**6 725 814,62**	**17 280,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	429 100,57	0,00	0,00	429 100,57	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	342 965,55	27 815,40	237 220,84	77 929,31	0,00
A125	Constructions	3 675 196,07	632 669,57	33 542,39	3 008 984,11	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	2 000 944,50	384 761,20	79 561,53	1 519 341,77	17 280,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	363 978,91	323 425,03	17 897,88	22 656,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	2 051 959,42	384 156,56	0,00	1 667 802,86	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**8 864 145,02**	**1 752 827,76**	**368 222,64**	**6 725 814,62**	**17 280,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 734 864,20	753 454,08	0,00	29 016,40	952 393,72	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	12 812,62	0,00	0,00	0,00	12 812,62	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 413 850,39	45 333,94	0,00	5 352,79	2 363 163,66	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 290 157,56	189 306,58	0,00	17 071,08	1 083 779,90	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	509 321,24	336 539,98	0,00	0,00	172 781,26	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	388 293,88	27 815,40	0,00	237 220,84	123 257,64	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	15 924,00	0,00	0,00	0,00	15 924,00	0,00
8	Transports	2 498 921,13	400 377,78	0,00	79 561,53	2 001 701,82	17 280,00
	TOTAL	**8 864 145,02**	**1 752 827,76**	**0,00**	**368 222,64**	**6 725 814,62**	**17 280,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 734 864,20	753 454,08	29 016,40	952 393,72	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	12 812,62	0,00	0,00	12 812,62	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 413 850,39	45 333,94	5 352,79	2 363 163,66	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 290 157,56	189 306,58	17 071,08	1 083 779,90	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	509 321,24	336 539,98	0,00	172 781,26	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	388 293,88	27 815,40	237 220,84	123 257,64	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	15 924,00	0,00	0,00	15 924,00	0,00
8	Transports	2 498 921,13	400 377,78	79 561,53	2 001 701,82	17 280,00
	TOTAL	**8 864 145,02**	**1 752 827,76**	**368 222,64**	**6 725 814,62**	**17 280,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

D1.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Régie simple	bulletin Municipal			SPA

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

DIVERS (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1)

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

DIVERS (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	36 177,96
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**36 177,96**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**36 177,96**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**36 177,96**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

IV D1.2.1

INSERTIONS PUBLICITAIRES (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1)

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

INSERTIONS PUBLICITAIRES (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	162 628,13	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	15 886,74
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,11	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**162 628,24**	**Total recettes réelles et mixtes**		**15 886,74**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**162 628,24**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**15 886,74**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**162 628,24**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**15 886,74**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

IV D1.2.1

PRESTATIONS RETAURATION (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1)

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE

D1.2.1

PRESTATIONS RETAURATION (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			**TITRES EMIS**		
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	395,20
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**395,20**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**395,20**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**395,20**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

IV D6

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
SALAUN LAURENCE	CIDEFE	412,00	22 ET 23 NOVEMBRE 2024 MONTREUIL	CAMPUS D AUTOMNE
TRIVIDIC CHLOE	ELUES LOCALES	700,00	22 NOVEMBRE 2024 DISTANCIEL	METTRE EN LUMIERE SES ACTIONS ET SON BILAN
TRIVIDIC CHLOE	ELUES LOCALES	700,00	23 NOVEMBRE 2024 DISTANCIEL	FEDERER ET MOBILISER AUTOUR DE SON PROJET

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	40 791 398,35	20 750 351,80	12 633 703,15	7 407 343,40
RECETTES	40 791 398,35	30 219 340,72	2 009 359,69	8 562 697,94
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	98 934 526,71	89 885 801,89	0,00	9 048 724,82
RECETTES	98 934 526,71	103 740 454,75	0,00	-4 805 928,04

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES/ N°SIRET : 21920007800265				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 000,00	12 000,00	0,00	0,00
RECETTES	12 000,00	14 261,25	0,00	-2 261,25

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	40 791 398,35	20 750 351,80	12 633 703,15	7 407 343,40
RECETTES	40 791 398,35	30 219 340,72	2 009 359,69	8 562 697,94
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	98 946 526,71	89 897 801,89	0,00	9 048 724,82
RECETTES	98 946 526,71	103 754 716,00	0,00	-4 808 189,29

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	40 791 398,35	20 750 351,80	12 633 703,15	7 407 343,40
RECETTES	40 791 398,35	30 219 340,72	2 009 359,69	8 562 697,94
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	98 946 526,71	89 897 801,89	0,00	9 048 724,82
RECETTES	98 946 526,71	103 754 716,00	0,00	-4 808 189,29
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**139 737 925,06**	**110 648 153,69**	**12 633 703,15**	**16 456 068,22**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**139 737 925,06**	**133 974 056,72**	**2 009 359,69**	**3 754 508,65**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	33,47	0,00	31 176 000,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	31,39	0,00	163 000,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	23,15	0,00	806 000,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**32 145 000,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ABDOU Hakim	
AMIABLE Marie-Hélène	
B CANAL Blodine	
BALSECA Agnés	
BARBEROUSSE Olivier	
BENSOUSSAN Paul	
BIDAULT Ingrid	
BIZERAY Léa	
BOUDJENAH Yasmine	
CHAMI-OUADDANE Nezha	
CHASSAT Lionel	
CHIRINIAN Joelle	
CILLIERES Hélène	
DIMBAGA Sidi	
DOUVILLE Fanny	
DURU Patrick	
FAUVEL Elisabeth	
FOURNIER Rafaella	
GABIACHE Claire	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_4-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

GORENDS Justine	
GUILLEMIN Nicolas	
HADDAD Mouloud	
HENNOUCHE Nassera	
HOUSNI Farid	
KADOUCI Fatima	
KANDEL Laurent	
LACRAMPE Rémy	
MARTIN Patrice	
MEKER Pascale	
MOUTAOUKIL Aicha	
NDJEHOYA James	
OUEDRAOGO Serges Kader	
PINARD Jean Louis	
PUJOL Corinne	
QUILGARS Jean-Pierre	
REYNAUD Michel	
ROUSSEAU Jean-Luc	
SALAUN Laurence	
TEDJANI Mehdi	
TRIVIDIC Chloé	
TUDER Bruno	
ZAMBETTI Gilberto	
ZANI Said	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_5

Information du Conseil municipal sur le bilan des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Commune et l'établissement foncier d'Ile-de-France en 2024.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_5

Aménagement urbain

Compte administratif 2024 (Bilan des acquisitions et cessions foncières)

Objet : **Information du Conseil municipal sur le bilan des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Commune et l'établissement foncier d'Ile-de-France en 2024.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le décret n°2015-525 du 12 mai 2015 par lequel, depuis le 1er janvier 2016, l'EPF 92 a été intégré à l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF) qui a repris les biens, droits et obligations, notamment les conventions d'interventions ;

Vu le bilan des acquisitions et cessions foncières réalisées en 2024, par la commune de Bagneux d'une part et par l'EPFIF d'autre part ;

Vu la convention d'intervention foncière signée entre la commune de Bagneux et l'établissement public foncier d'Île-de-France, en date du 23 décembre 2021;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant que la Commune est appelée à délibérer sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par cette dernière, en application de l'article L,2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que chaque année, le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire de la Commune par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la Commune donne lieu à une délibération, en application de l'article L,2241-1 du Code général des collectivités territoriales;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prend acte du bilan, ci-annexé, des acquisitions et des cessions foncières réalisées en 2024 par la commune de Bagneux et l'établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF), dans le cadre de la convention d'intervention foncière conclue avec ce dernier.

Ce bilan sera annexé au compte administratif de l'année 2024.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS

REALISEES PAR LA VILLE DE BAGNEUX EN 2024

CESSIONS VILLE

DESIGNATION	CONTENANCE CADASTRALE EN m²	REFERENCE CADASTRALE	ADRESSE	VENDEUR	ACQUEREUR	DELIBERATION DU CM OU DECISION	PRIX	DATE DE L'ACTE
Cession de locaux commerciaux à VSD	115m² et 175m²	AC105, AC151	1 avenue Henri Ravera et 2 rue de la République	Commune de Bagneux	Vallée Sud Développement	DCM du 21/05/2024	922 896 €	03/10/2024
Cession logements VSH	115m² et 175m²	AC105, AC151	1 avenue Henri Ravera et 2 rue de la République	Commune de Bagneux	Office Public de l'Habitat Vallée Sud Habitat	DCM du 15/10/2024	855 000€	05/12/2024

ACQUISITION VILLE

DESIGNATION	CONTENANCE CADASTRALE EN m²	REFERENCE CADASTRALE	ADRESSE	VENDEUR	ACQUEREUR	DELIBERATION DU CM OU DECISION	PRIX	DATE DE L'ACTE
Rétrocession foncière à la commune projet AIC 4 Frères Lumières	Terrain à usage de voirie pour une surface totale de 103m²	AO259, AO260, AO262, AO264, AO266, AO268, AO270	4 à 10 rue des Frères Lumières	Société AIC 4 frères Lumière	Commune de Bagneux	15/10/2024	Gratuit	19/11/2024
Rétrocession foncière à la commune, projet SANOFI	Voiries de circulation et trottoirs, assainissement et réseaux, espaces verts et plantations pour une surface de 3 964m²	AI152, AI153, AI154, AI155, AI158, AI160, AI163	144-146 et 154 rue des Blains et 1 allée de l'Abbé Grégoire	Bouygues Immobilier	Commune de Bagneux	27/06/2016 Délibération approuvant la convention de transfert	Gratuit	19/11/2024

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_5-DE

BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS

REALISEES PAR L'EPFIF EN 2024

ACQUISITIONS EPFIF

Opération	Adresse	Réf cadastrale	Vendeur	Nature	Surface totale des parcelles	Surface totale des lots	Montant	Date de la signature de l'acte
ZI	39 rue Alphonse Pluchet	F116	Pluchet	Immeuble de bureau	388 m²	279 m²	650 000 €	03/04/2024
ZI	34-36 rue Alphonse Pluchet et 3-5 avenue de Garlande	G149, 151, 175, 178, 62, 61, 58	Dekra Industrial Holding	Immeuble de bureau	5 771 m²	7 246 m²	6 449 118 €	07/06/2024
ZI	32 rue Alphonse Pluchet	G172	Mme Barrabes Josianne Anne Marie	Pavillon	424 m²	130 m²	598 000 €	14/06/2024
MEUNIER MICHELS	141 rue des Meuniers	V91	Indivision Danguy/Nusbaumer Mme Danguy Véronique Marie Alice	Pavillon	529 m²	103 m²	550 000 €	24/05/2024

CESSIONS EPFIF

Sans objet

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_6-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_6

Information du Conseil municipal sur l'utilisation par la Commune du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Île-de-France au titre de l'année 2024

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_6-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_6

Finances

Fonds de Solidarité des Communes de la Région Île-de-France au titre de l'année 2024

Objet : **Information du Conseil municipal sur l'utilisation par la Commune du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Île-de-France au titre de l'année 2024**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_6-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant que la commune de Bagneux a été bénéficiaire d'une attribution au titre du Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) à hauteur de 4 068 348 € pour l'année 2024 et qu'il convient de rendre compte de l'exercice de dépenses à ce titre ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prend acte de la présentation du rapport et du tableau ci-joints à la présente délibération retraçant les réalisations entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_6-DE

FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

ACTION	Dépenses 2024	Part du FSRIF à 55 %
Accessibilité des espaces publics	139 220,29	76 571,16

ACTION	Dépenses 2024	Part du FSRIF à 60 %
Equipement des écoles	172 168,14	103 300,88
Entretien des écoles	2 584 584,21	1 550 750,53
Création de cours Oasis	191 416,89	114 850,13

ACTION	Dépenses 2024	Part du FSRIF à 55 %
Réhabilitation des terrains sportifs	274 145,33	150 779,93
Entretien des équipements sportifs	823 297,89	452 813,84

ACTION	Dépenses 2024	Part du FSRIF à 68,42 %
Sécurisation et embellissement des espaces publics	2 366 678,65	1 619 281,53

TOTAL GENERAL	**6 551 511,40**	**4 068 348,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_7-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_7

Affectation du résultat de l'exercice 2024 au budget principal de la Commune.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_7-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_7

Finances

Affectation du résultat du budget principal de la Commune

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2024 au budget principal de la Commune.

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_7-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu les articles L2311-5 et L2311-11 et suivant du CGCT ;

Vu la loi n°94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales ;

Vu l'instruction codificatrice M57 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique en date du 10 juin 2025 ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif 2024 de la Commune ;

Considérant que le compte administratif 2024 présente un excédent de fonctionnement de 13 854 652,86 € et un excédent d'investissement de 9 468 988,92 € ;

Considérant que le solde des restes à réaliser en investissement, reporté sur l'exercice 2025, s'élève à -10 624 343,46 € générant ainsi un besoin de financement de la section d'investissement de 1 155 354,54 € ;

Ayant entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : affecte sur le budget 2025 le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 de la manière suivante :

- En couverture du besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice 2025, soit la somme de 1 155 354,54 € ;
- En financement de la section de fonctionnement de l'exercice 2025, soit la somme de 12 699 298,32 €.

Article 2 : cette affectation du résultat sera reprise au budget supplémentaire 2025 comme suit :

En recette d'investissement **:**	
Compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	1 155 354,54 €
En recette de fonctionnement **:**	
Compte 002 : résultat de fonctionnement reporté	12 699 298,32 €

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 2
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_8 — **Approbation du budget supplémentaire 2025 de la Commune**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_8

Finances

Budget supplémentaire 2025 (budget principal de la Commune)

Objet : Approbation du budget supplémentaire 2025 de la Commune

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2312-1 et L. 2122-21 ;

Vu la délibération n° DEL_20250204_3 du Conseil municipal du 4 février 2025 adoptant le budget primitif 2025 ;

Vu la délibération n° DEL_20250204_5 du Conseil municipal du 4 février 2025 fixant les taux des impôts directs locaux au titre de l'année 2025 ;

Vu la délibération n° DEL_20250617_4 du Conseil municipal du 17 juin 2025 approuvant le compte administratif 2024 ;

Vu la délibération n° DEL_20250617_7 du Conseil municipal du 17 juin 2025 décidant d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique en date du 10 juin 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le budget supplémentaire afférent au budget principal de la Commune au titre de l'exercice 2025 comme suit :

SECTION	DEPENSES		RECETTES	
FONCTION-NEMENT	Ajustements 2025	14 845 298,32 €	Ajustements 2025	2 146 000,00 €
			Résultat de fonctionne-ment 2024 reporté	12 699 298,32 €
	Sous-total	**14 845 298,32 €**	**Sous-total**	**14 845 298,32 €**
INVESTIS-SEMENT	Ajustements 2025	2 934 700,00 €	Ajustements 2025	2 934 700,00 €
	Restes à réaliser 2024	12 633 703,15 €	Restes à réaliser 2024	2 009 359,69 €
			Excédent de fonctionne-ment capitalisé 2024	1 155 354,54 €
			Résultat d'investisse-ment 2024 reporté	9 468 988,92 €
	Sous-total	**15 568 403,15 €**	**Sous-total**	**15 568 403,15 €**
TOTAL		**30 413 701,47 €**	**TOTAL**	**30 413 701,47 €**

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée «

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au Comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 26/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : MAIRIE DE BAGNEUX (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21920007800216

POSTE COMPTABLE : COMMUNE DE BAGNEUX

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET BAGNEUX (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 33
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 36
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 39
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 45

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 48
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 62
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 65
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 66
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 69
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 71
A1.908 - Fonction 8 - Transports 74
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 78
A2.01 - Opérations non ventilables 80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 81
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 92
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 96
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 99
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 100
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 101
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 104
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 106
A2.938 - Fonction 8 - Transports 109

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	113
B3.1 - Etat des provisions constituées	115
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	117
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	118
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	119
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	121

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	43814

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	63640023.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	2075.46
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1145.50
3	Dépenses d'équipement brut / population	824.10
4	Encours de dette / population (2) (3)	1086.49
5	DGF / population	272.29
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	53.90
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	119.12
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	35.86
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	47.27
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	17.37

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	110 630 139,54	127 517 366,05	6 436 459,45	A1	23 323 685,96
Investissement	20 750 351,80	24 731 509,98	(3) 5 487 830,74	A2	9 468 988,92
Fonctionnement	89 879 787,74	102 785 856,07	(4) 948 628,71	A3	13 854 697,04

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	12 633 703,15	III + IV	2 009 359,69	B1	-10 624 343,46
Investissement	I	12 633 703,15	III	2 009 359,69	B2	-10 624 343,46
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	12 699 342,50
Investissement	**A2 + B2**	-1 155 354,54
Fonctionnement	**A3 + B3**	13 854 697,04

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES — G2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**12 633 703,15**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**2 563 636,41**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**219 628,08**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**3 478 463,08**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**6 371 975,58**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES — CJ

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**2 009 359,69**
018	**RSA**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**		**2 009 359,69**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Fiscalité locale**		**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	2 934 700,00	4 090 054,54
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	12 633 703,15	2 009 359,69
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 9 468 988,92
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	15 568 403,15	15 568 403,15

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	14 845 298,32	2 146 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 12 699 298,32
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	14 845 298,32	14 845 298,32

TOTAL DU BUDGET (5)	30 413 701,47	30 413 701,47

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

II C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	265 000,00	219 628,08	77 100,00	77 100,00	561 728,08
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	1 375 000,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00	2 890 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	8 993 677,00	3 478 463,08	123 000,00	123 000,00	12 595 140,08
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	13 638 323,00	6 371 975,58	0,00	0,00	20 010 298,58
Total des dépenses d'équipement		**24 272 000,00**	**10 070 066,74**	**1 715 100,00**	**1 715 100,00**	**36 057 166,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	2 563 636,41	825 000,00	825 000,00	3 388 636,41
16	Emprunts et dettes assimilées	6 450 000,00	0,00	0,00	0,00	6 450 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**6 450 000,00**	**2 563 636,41**	**825 000,00**	**825 000,00**	**9 838 636,41**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**30 772 000,00**	**12 633 703,15**	**2 540 100,00**	**2 540 100,00**	**45 945 803,15**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*500 000,00*		*394 600,00*	*394 600,00*	*894 600,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***600 000,00***		***394 600,00***	***394 600,00***	***994 600,00***
TOTAL		**31 372 000,00**	**12 633 703,15**	**2 934 700,00**	**2 934 700,00**	**46 940 403,15**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**46 940 403,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	8 091 785,00	2 009 359,69	0,00	0,00	10 101 144,69
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	8 873 215,00	0,00	-8 853 998,32	-8 853 998,32	19 216,68
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**16 965 000,00**	**2 009 359,69**	**-8 853 998,32**	**-8 853 998,32**	**10 120 361,37**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	1 155 354,54	1 155 354,54	1 155 354,54
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 730 000,00	0,00	-640 000,00	-640 000,00	1 090 000,00
Total des recettes financières		**3 330 000,00**	**0,00**	**515 354,54**	**515 354,54**	**3 845 354,54**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**20 345 000,00**	**2 009 359,69**	**-8 338 643,78**	**-8 338 643,78**	**14 015 715,91**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*6 027 000,00*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*	*18 061 098,32*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*4 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*500 000,00*		*394 600,00*	*394 600,00*	*894 600,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 027 000,00***		***12 428 698,32***	***12 428 698,32***	***23 455 698,32***
TOTAL		**31 372 000,00**	**2 009 359,69**	**4 090 054,54**	**4 090 054,54**	**37 471 414,23**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**9 468 988,92**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**46 940 403,15**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**22 461 098,32**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II
G2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	19 337 000,00	0,00	1 940 700,00	1 940 700,00	21 277 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	49 057 000,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	49 017 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	17 638 000,00	0,00	475 500,00	475 500,00	18 113 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**86 032 000,00**	**0,00**	**2 381 200,00**	**2 381 200,00**	**88 413 200,00**
66	Charges financières	2 000 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	2 130 000,00
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	41 000,00		300 000,00	300 000,00	341 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**88 123 000,00**	**0,00**	**2 811 200,00**	**2 811 200,00**	**90 934 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*6 027 000,00*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*	*18 061 098,32*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*4 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*4 500 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 527 000,00***		***12 034 098,32***	***12 034 098,32***	***22 561 098,32***

TOTAL	**98 650 000,00**	**0,00**	**14 845 298,32**	**14 845 298,32**	**113 495 298,32**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**113 495 298,32**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	144 500,00	0,00	0,00	0,00	144 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	9 578 500,00	0,00	1 098 000,00	1 098 000,00	10 676 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 270 000,00	0,00	0,00	0,00	18 270 000,00
731	Fiscalité locale	50 861 400,00	0,00	764 000,00	764 000,00	51 625 400,00
74	Dotations et participations (4)	19 213 200,00	0,00	284 000,00	284 000,00	19 497 200,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	477 400,00	0,00	0,00	0,00	477 400,00
Total des recettes de gestion courante		**98 545 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**100 691 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**98 550 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**100 696 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***100 000,00***		***0,00***	***0,00***	***100 000,00***
TOTAL		**98 650 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**100 796 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**12 699 298,32**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**113 495 298,32**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**22 461 098,32**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	3 388 636,41	*0,00*	3 388 636,41
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	296 728,08	*0,00*	296 728,08
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	1 515 000,00	*0,00*	*1 515 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	3 601 463,08	*394 600,00*	3 996 063,08
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	6 371 975,58	*0,00*	*6 371 975,58*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**15 173 803,15**	***394 600,00***	**15 568 403,15**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 568 403,15**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 940 700,00		1 940 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-40 000,00		-40 000,00
014	Atténuations de produits	5 000,00		5 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	475 500,00	*0,00*	475 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	130 000,00	*0,00*	130 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	300 000,00	*0,00*	300 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*12 034 098,32*	12 034 098,32
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 811 200,00**	***12 034 098,32***	**14 845 298,32**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 845 298,32**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Hors chapitres opérations.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		2 009 359,69	*0,00*	2 009 359,69
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-8 853 998,32	*0,00*	-8 853 998,32
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*394 600,00*	394 600,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*12 034 098,32*	12 034 098,32
024	Produits des cessions d'immobilisations		-640 000,00		-640 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**-7 484 638,63**	***12 428 698,32***	**4 944 059,69**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**9 468 988,92**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**1 155 354,54**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 568 403,15**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 098 000,00		1 098 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	764 000,00		764 000,00
74	Dotations et participations (8)	284 000,00		284 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**2 146 000,00**	***0,00***	**2 146 000,00**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			12 699 298,32
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			14 845 298,32

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**31 372 000,00**	**12 633 703,15**	**0,00**	**2 934 700,00**	**2 934 700,00**	**0,00**	**2 934 700,00**	**15 568 403,15**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	265 000,00	219 628,08	0,00	77 100,00	77 100,00	0,00	77 100,00	296 728,08
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 375 000,00	0,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00
21	Immobilisations corporelles	8 993 677,00	3 478 463,08	0,00	123 000,00	123 000,00	0,00	123 000,00	3 601 463,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	13 638 323,00	6 371 975,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 371 975,58
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**24 272 000,00**	**10 070 066,74**	**0,00**	**1 715 100,00**	**1 715 100,00**	**0,00**	**1 715 100,00**	**11 785 166,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 563 636,41		825 000,00	825 000,00		825 000,00	3 388 636,41
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 450 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**6 450 000,00**	**2 563 636,41**	**0,00**	**825 000,00**	**825 000,00**	**0,00**	**825 000,00**	**3 388 636,41**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**30 772 000,00**	**12 633 703,15**	**0,00**	**2 540 100,00**	**2 540 100,00**	**0,00**	**2 540 100,00**	**15 173 803,15**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*500 000,00*			*394 600,00*	*394 600,00*		*394 600,00*	*394 600,00*
Total des dépenses d'ordre		**600 000,00**			**394 600,00**	**394 600,00**		**394 600,00**	**394 600,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**15 568 403,15**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**31 372 000,00**	**2 009 359,69**	**2 934 700,00**	**2 934 700,00**	**4 944 059,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	8 091 785,00	2 009 359,69	0,00	0,00	2 009 359,69
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	8 873 215,00	0,00	-8 853 998,32	-8 853 998,32	-8 853 998,32
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**16 965 000,00**	**2 009 359,69**	**-8 853 998,32**	**-8 853 998,32**	**-6 844 638,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 730 000,00	0,00	-640 000,00	-640 000,00	-640 000,00
Total des recettes financières		**3 330 000,00**	**0,00**	**-640 000,00**	**-640 000,00**	**-640 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**20 345 000,00**	**2 009 359,69**	**-9 493 998,32**	**-9 493 998,32**	**-7 484 638,63**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 027 000,00*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*	*12 034 098,32*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*4 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*500 000,00*		*394 600,00*	*394 600,00*	*394 600,00*
Total des recettes d'ordre		***11 027 000,00***		***12 428 698,32***	***12 428 698,32***	***12 428 698,32***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**9 468 988,92**

Affectation au compte 1068 (9)	**1 155 354,54**

Total des recettes d'investissement cumulées	**15 568 403,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**31 372 000,00**	**12 633 703,15**	**0,00**	**2 934 700,00**	**2 934 700,00**	**0,00**	**2 934 700,00**	**15 568 403,15**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	265 000,00	219 628,08	0,00	77 100,00	77 100,00	0,00	77 100,00	296 728,08
2031	Frais d'études	105 000,00	159 987,78		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	194 987,78
2033	Frais d'insertion	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	150 000,00	59 640,30		42 100,00	42 100,00	0,00	42 100,00	101 740,30
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 375 000,00	0,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	175 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 200 000,00	0,00		1 515 000,00	1 515 000,00	0,00	1 515 000,00	1 515 000,00
21	Immobilisations corporelles	8 993 677,00	3 478 463,08	0,00	123 000,00	123 000,00	0,00	123 000,00	3 601 463,08
2111	Terrains nus	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100 000,00	19 316,91		0,00	0,00	0,00	0,00	19 316,91
2128	Autres agencements et aménagements	400 000,00	12 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
21311	Bâtiments administratifs	600 000,00	64 371,04		0,00	0,00	0,00	0,00	64 371,04
21312	Bâtiments scolaires	900 000,00	1 076 547,12		0,00	0,00	0,00	0,00	1 076 547,12
21314	Bâtiments culturels et sportifs	275 000,00	127 932,01		0,00	0,00	0,00	0,00	127 932,01
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	2 240 000,00	762 036,61		0,00	0,00	0,00	0,00	762 036,61
21351	Bâtiments publics	500 000,00	243 274,03		0,00	0,00	0,00	0,00	243 274,03
2138	Autres constructions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	260 000,00	45 555,77		0,00	0,00	0,00	0,00	45 555,77
21533	Réseaux câblés	305 000,00	111 597,14		0,00	0,00	0,00	0,00	111 597,14
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 620 000,00	231 463,13		0,00	0,00	0,00	0,00	231 463,13
21611	Biens sous-jacents	0,00	6 583,20		0,00	0,00	0,00	0,00	6 583,20

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits ouverts hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	**111 327,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	7 000,00	2 412,00		0,00	0,00	0,00	0,00	2 412,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	2 640,00		0,00	0,00	0,00	0,00	2 640,00
21828	Autres matériels de transport	220 000,00	492 334,57		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	542 334,57
21838	Autre matériel informatique	200 000,00	131 376,28		0,00	0,00	0,00	0,00	131 376,28
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	90 000,00	14 695,19		0,00	0,00	0,00	0,00	14 695,19
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	64 000,00	21 713,19		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	29 713,19
2188	Autres immobilisations corporelles	391 350,00	112 614,89		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	177 614,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	13 638 323,00	6 371 975,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 371 975,58
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 260 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	10 904 130,00	3 540 757,82		0,00	0,00	0,00	0,00	3 540 757,82
2315	Install., matériel et outill. technique	1 374 193,00	1 942 863,50		0,00	0,00	0,00	0,00	1 942 863,50
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	888 354,26		0,00	0,00	0,00	0,00	888 354,26
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**24 272 000,00**	**10 070 066,74**	**0,00**	**1 715 100,00**	**1 715 100,00**	**0,00**	**1 715 100,00**	**11 785 166,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 563 636,41		825 000,00	825 000,00		825 000,00	3 388 636,41
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	2 563 636,41		825 000,00	825 000,00		825 000,00	3 388 636,41
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	6 450 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 425 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	25 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits ouverts hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**6 450 000,00**	**2 563 636,41**	**0,00**	**825 000,00**	**825 000,00**	**0,00**	**825 000,00**	**3 388 636,41**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45816	TRAVAUX RESIDENCE AUTONOMIE POUR CCAS	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**30 772 000,00**	**12 633 703,15**	**0,00**	**2 540 100,00**	**2 540 100,00**	**0,00**	**2 540 100,00**	**15 173 803,15**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*28 600,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*20 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*10 500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139148	*Subv. transf. Autres communes*	*4 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139158	*Subv. transf. Autres groupements*	*36 400,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*500,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*500 000,00*			*394 600,00*	*394 600,00*		*394 600,00*	*394 600,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*4 100,00*	*4 100,00*		*4 100,00*	*4 100,00*
21311	*Bâtiments administratifs*	*20 000,00*			*26 800,00*	*26 800,00*		*26 800,00*	*26 800,00*

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	TOTAL hors AP	
			I			II		(RAR N-1 + Vote)	III = I + II
21312	*Bâtiments scolaires*	*30 000,00*			*25 290,00*	*25 290,00*		*25 290,00*	*25 290,00*
21313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*0,00*			*21 420,00*	*21 420,00*		*21 420,00*	*21 420,00*
21314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*			*69 500,00*	*69 500,00*		*69 500,00*	*69 500,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*270 000,00*			*49 620,00*	*49 620,00*		*49 620,00*	*49 620,00*
2152	*Installations de voirie*	*118 000,00*			*151 990,00*	*151 990,00*		*151 990,00*	*151 990,00*
21533	*Réseaux câblés*	*60 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*2 000,00*			*27 730,00*	*27 730,00*		*27 730,00*	*27 730,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*18 150,00*	*18 150,00*		*18 150,00*	*18 150,00*
Total des dépenses d'ordre		**600 000,00**			**394 600,00**	**394 600,00**		**394 600,00**	**394 600,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**31 372 000,00**	**2 009 359,69**	**2 934 700,00**	**2 934 700,00**	**4 944 059,69**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	8 091 785,00	2 009 359,69	0,00	0,00	2 009 359,69
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	83 500,00	89 581,00	0,00	0,00	89 581,00
1312	Subv. transf. Régions	175 000,00	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00
1313	Subv. transf. Départements	40 000,00	33 688,00	0,00	0,00	33 688,00
13148	Subv. transf. Autres communes	70 000,00	45 820,39	0,00	0,00	45 820,39
13158	Subv. transf. Autres groupements	100 000,00	106 557,70	0,00	0,00	106 557,70
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	6 250,00	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	65 449,33	0,00	0,00	65 449,33
1323	Subv. non transf. Départements	4 772 633,00	1 299 064,60	0,00	0,00	1 299 064,60
13258	Subv. non transf. Autres groupements	49 900,00	36 083,67	0,00	0,00	36 083,67
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	2 744 502,00	47 715,00	0,00	0,00	47 715,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	8 873 215,00	0,00	-8 853 998,32	-8 853 998,32	-8 853 998,32
1641	Emprunts en euros	8 865 715,00	0,00	-8 853 998,32	-8 853 998,32	-8 853 998,32
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**16 965 000,00**	**2 009 359,69**	**-8 853 998,32**	**-8 853 998,32**	**-6 844 638,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
26	Participations et créances rattachées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 730 000,00	0,00	-640 000,00	-640 000,00	-640 000,00
Total des recettes financières		**3 330 000,00**	**0,00**	**-640 000,00**	**-640 000,00**	**-640 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**20 345 000,00**	**2 009 359,69**	**-9 493 998,32**	**-9 493 998,32**	**-7 484 638,63**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 027 000,00*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*	*12 034 098,32*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*4 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*15 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*8 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*2 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*25 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*235 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*151 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*60 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*821 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*300,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*180 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*131 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*200 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*130 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*5 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 100,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 010 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*252 600,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*320 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*500,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
041	*Opérations patrimoniales (10)*	***500 000,00***		***394 600,00***	***394 600,00***	***394 600,00***
2031	*Frais d'études*	*350 000,00*		*390 000,00*	*390 000,00*	*390 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*50 000,00*		*4 600,00*	*4 600,00*	*4 600,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***11 027 000,00***		***12 428 698,32***	***12 428 698,32***	***12 428 698,32***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		**98 650 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 845 298,32**	**14 845 298,32**	**0,00**	**14 845 298,32**	**14 845 298,32**
011	Charges à caractère général (4)	19 337 000,00	0,00	0,00	1 940 700,00	1 940 700,00	0,00	1 940 700,00	1 940 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	49 057 000,00	0,00		-40 000,00	-40 000,00		-40 000,00	-40 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	17 638 000,00	0,00	0,00	475 500,00	475 500,00	0,00	475 500,00	475 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**86 032 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 381 200,00**	**2 381 200,00**	**0,00**	**2 381 200,00**	**2 381 200,00**
66	Charges financières	2 000 000,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
67	Charges spécifiques (4)	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	41 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 091 000,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**430 000,00**		**430 000,00**	**430 000,00**
Total des dépenses réelles		**88 123 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 811 200,00**	**2 811 200,00**	**0,00**	**2 811 200,00**	**2 811 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 027 000,00*			*12 034 098,32*	*12 034 098,32*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*4 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 527 000,00**			**12 034 098,32**	**12 034 098,32**		**12 034 098,32**	**12 034 098,32**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**14 845 298,32**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**98 650 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	144 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	9 578 500,00	0,00	1 098 000,00	1 098 000,00	1 098 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	50 861 400,00	0,00	764 000,00	764 000,00	764 000,00
74	Dotations et participations (3)	19 213 200,00	0,00	284 000,00	284 000,00	284 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	477 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**98 545 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**98 550 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**100 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**12 699 298,32**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**14 845 298,32**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**98 650 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 845 298,32**	**14 845 298,32**	**0,00**	**14 845 298,32**	**14 845 298,32**
011	Charges à caractère général (5)	19 337 000,00	0,00	0,00	1 940 700,00	1 940 700,00	0,00	1 940 700,00	1 940 700,00
6042	Achats de prestations de services	4 194 372,00	0,00		295 400,00	295 400,00	0,00	295 400,00	295 400,00
60611	Eau et assainissement	316 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 327 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	90 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	2 488 425,00	0,00		400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
60628	Autres fournitures non stockées	326 192,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	182 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	581 336,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	32 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	108 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	57 730,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	6 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	81 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	29 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	247 260,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	180 904,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	200 000,00	0,00		38 000,00	38 000,00	0,00	38 000,00	38 000,00
61351	Matériel roulant	126 441,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	291 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	638 500,00	0,00		85 000,00	85 000,00	0,00	85 000,00	85 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	465 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	400 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	17 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	98 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61558	Entretien autres biens mobiliers	300 175,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	966 135,00	0,00		158 500,00	158 500,00	0,00	158 500,00	158 500,00
6161	Multirisques	169 961,00	0,00		73 000,00	73 000,00	0,00	73 000,00	73 000,00
617	Etudes et recherches	149 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	58 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	166 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	6 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	24 390,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	63 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	700 000,00	0,00		518 000,00	518 000,00	0,00	518 000,00	518 000,00
6231	Annonces et insertions	107 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	90 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	265 040,00	0,00		1 800,00	1 800,00	0,00	1 800,00	1 800,00
6241	Transports de biens	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	515 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6248	Divers	13 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	83 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	77 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	80 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	44 677,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	441 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	376 000,00	0,00		230 000,00	230 000,00	0,00	230 000,00	230 000,00
6288	Autres services extérieurs	83 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
63512	Taxes foncières	161 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	10 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	18 712,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	49 057 000,00	0,00		-40 000,00	-40 000,00		-40 000,00	-40 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	1 064 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	867 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	712 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	406 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	14 761 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	664 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	130 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	3 731 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64121	Rémunération principale	855 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	12 458 100,00	0,00		-40 000,00	-40 000,00		-40 000,00	-40 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	356 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	72 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 720 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 860 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	291 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	16 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	270 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	516 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	151 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	TOTAL Crédits gérés hors AE	(RAR N-1 + Vote) III = I + II
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	17 638 000,00	0,00	0,00	475 500,00	475 500,00	0,00	475 500,00	475 500,00
65131	Bourses	80 000,00	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
65132	Prix	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	5 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
65311	Indemnités de fonction	352 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	29 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	25 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	12 758 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	226 400,00	0,00		348 000,00	348 000,00	0,00	348 000,00	348 000,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 404 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 504 150,00	0,00		126 000,00	126 000,00	0,00	126 000,00	126 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	27 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**86 032 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 381 200,00**	**2 381 200,00**	**0,00**	**2 381 200,00**	**2 381 200,00**
66	Charges financières	2 000 000,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	TOTAL (RAR N-1 + Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
66111	Intérêts réglés à l'échéance	**1 895 000,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6681	Indemnités rbt anticipé emprunt à risque	0,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
67	Charges spécifiques (5)	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	41 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	23 000,00			300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	18 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**2 091 000,00**	**0,00**	**0,00**	**430 000,00**	**430 000,00**		**430 000,00**	**430 000,00**
Total des dépenses réelles		**88 123 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 811 200,00**	**2 811 200,00**	**0,00**	**2 811 200,00**	**2 811 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 027 000,00*			*12 034 098,32*	*12 034 098,32*		*12 034 098,32*	*12 034 098,32*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*4 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*4 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 527 000,00**			**12 034 098,32**	**12 034 098,32**		**12 034 098,32**	**12 034 098,32**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	100 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	334 401,33
= Différence ICNE N – ICNE N-1	100 000,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**98 650 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	144 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	9 578 500,00	0,00	1 098 000,00	1 098 000,00	1 098 000,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	40 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	101 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	700 000,00	0,00	518 000,00	518 000,00	518 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	18 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	79 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	121 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	2 015 000,00	0,00	580 000,00	580 000,00	580 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	4 297 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	35 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	615 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	14 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	3 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vo...	Total
			I		II	III = I + II
731	Fiscalité locale	**50 861 400,00**	**0,00**	**764 000,00**	**764 000,00**	**764 000,00**
73111	Impôts directs locaux	49 425 000,00	0,00	764 000,00	764 000,00	764 000,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	6 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	19 213 200,00	0,00	284 000,00	284 000,00	284 000,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	5 210 000,00	0,00	-165 000,00	-165 000,00	-165 000,00
741123	DSU des communes	6 600 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
744	FCTVA	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	90 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	251 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	691 300,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
74748	Participation autres communes	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	350 000,00	0,00	-350 000,00	-350 000,00	-350 000,00
747888	Autres	4 293 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 300 000,00	0,00	489 000,00	489 000,00	489 000,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	56 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	477 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	221 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	171 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	84 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**98 545 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vo...	Total
			I		II	III = I + II
77	Produits spécifiques (4)	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**98 550 000,00**	**0,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**	**2 146 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**100 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**6 450 000,00**	**7 404 100,00**	**0,00**	**147 550,00**	**4 498 000,00**	**790 327,00**	**2 528 800,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	202 100,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 477 000,00	0,00	132 550,00	1 748 000,00	490 327,00	298 800,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	2 750 000,00	300 000,00	1 215 000,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 817 071,22**	**3 485 000,00**	**0,00**	**80 000,00**	**1 120 000,00**	**69 750,00**	**939 400,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 755 354,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	50 000,00	3 477 500,00	0,00	80 000,00	1 120 000,00	69 750,00	889 400,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	11 716,68	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**10 158 323,00**	**120 000,00**	**100 000,00**	**1 115 000,00**		**33 312 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	825 000,00		825 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		6 450 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	115 000,00	0,00	10 000,00	0,00		342 100,00
204	Subventions d'équipement versées	1 700 000,00	50 000,00	0,00	0,00		2 890 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 520 000,00	70 000,00	90 000,00	290 000,00		9 116 677,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 773 323,00	0,00	0,00	0,00		13 638 323,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	50 000,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
RECETTES		**3 445 235,00**	**49 900,00**	**0,00**	**0,00**		**12 006 356,22**
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 090 000,00	0,00	0,00	0,00		1 090 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 755 354,54
13	Subventions d'investissement	2 355 235,00	49 900,00	0,00	0,00		8 091 785,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		19 216,68
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**6 450 000,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	6 425 000,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	25 000,00
RECETTES		**2 817 071,22**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 600 000,00
106	Réserves	1 155 354,54
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	50 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	11 716,68

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**7 254 100,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	192 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	2 990 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	775 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	562 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 485 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	3 377 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 404 100,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 100,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 990 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	775 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	562 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 485 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 377 500,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**147 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 550,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	12 550,00	0,00	0,00	0,00	12 550,00
RECETTES		**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 850 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	2 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**875 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	875 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**638 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 498 000,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	138 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**245 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 120 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	245 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	875 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**118 327,00**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	118 327,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**43 500,00**	**6 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	6 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**220 000,00**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**27 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**790 327,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 327,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	97 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 750,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 250,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 370 000,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215 000,00	0,00
RECETTES		**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**389 400,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	389 400,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 153 800,00**	**5 000,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 800,00	5 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 528 800,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 800,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 215 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**939 400,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 400,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**4 894 130,00**	**1 870 000,00**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 074 193,00**	**160 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	40 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00	0,00
211	Terrains	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	65 000,00	390 000,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	25 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	4 139 130,00	1 260 000,00	0,00	0,00	0,00	1 374 193,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 305 235,00**	**1 090 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	2 305 235,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 158 323,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 773 323,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 445 235,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 355 235,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 900,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 900,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 900,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 900,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**825 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	825 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 115 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	825 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**2 958 000,00**	**71 403 362,00**	**0,00**	**722 400,00**	**4 510 077,50**	**1 800 588,00**	**4 890 922,50**	**0,00**
011	Charges à caractère général	277 000,00	8 681 212,00	0,00	722 400,00	4 339 077,50	1 698 888,00	1 479 172,50	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	48 102 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	865 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	160 000,00	14 620 150,00	0,00	0,00	171 000,00	76 700,00	2 546 750,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	2 130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	341 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**83 470 000,00**	**1 478 500,00**	**0,00**	**206 600,00**	**1 989 000,00**	**819 600,00**	**9 387 800,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	144 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	570 000,00	150 500,00	0,00	0,00	1 892 000,00	304 000,00	4 995 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	18 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	50 669 000,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	13 961 000,00	98 400,00	0,00	201 600,00	97 000,00	515 600,00	4 351 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	230 100,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	41 800,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 449 300,00**	**152 600,00**	**1 058 750,00**	**1 988 200,00**		**90 934 200,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 446 600,00	127 600,00	1 058 750,00	1 447 000,00		21 277 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00		49 017 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00		5 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 700,00	0,00	0,00	536 200,00		18 113 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 130 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		341 000,00
RECETTES		**0,00**	**3 111 100,00**	**186 400,00**	**0,00**	**47 000,00**		**100 696 000,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		144 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 718 000,00	0,00	0,00	47 000,00		10 676 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		18 270 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	100 000,00	6 400,00	0,00	0,00		51 625 400,00
74	Dotations et participations	0,00	272 600,00	0,00	0,00	0,00		19 497 200,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	20 500,00	180 000,00	0,00	0,00		477 400,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**2 958 000,00**
617	Etudes et recherches	3 000,00
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00
628	Divers	100 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	164 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	160 000,00
661	Charges d'intérêts	2 000 000,00
668	Autres charges financières	130 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	341 000,00
RECETTES		**83 470 000,00**
708	Autres produits	570 000,00
731	Fiscalité locale	50 669 000,00
732	Fiscalité reversée	14 370 000,00
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	3 900 000,00
741	D.G.F.	11 930 000,00
744	FCTVA	150 000,00
748	Autres attributions et participations	1 881 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**70 953 962,00**	**0,00**	**7 800,00**	**12 700,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	766 850,00	0,00	7 800,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 886 764,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00
613	Locations	429 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 098 975,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	242 961,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	91 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	233 500,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	1 064 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	106 750,00	0,00	0,00	5 300,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	438 200,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	525 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	82 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	192 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	540 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 986 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	32 174 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	11 885 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	836 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	151 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	26 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	12 793 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 317 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	57 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 376 500,00**	**0,00**	**45 500,00**	**56 500,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	45 500,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	9 400,00	0,00	0,00	56 500,00	0,00
752	Revenus des immeubles	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**418 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 900,00**	**71 403 362,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	774 650,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 889 964,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	429 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 098 975,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 961,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 100,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 050,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	442 400,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	83 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 300,00	548 412,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 986 800,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 174 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 888 100,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	836 600,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 600,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 800,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 793 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 317 150,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 478 500,00**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	CHAPITRE
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 900,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 100,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**722 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**722 400,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	637 000,00	0,00	0,00	0,00	637 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	19 800,00	0,00	0,00	0,00	19 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	65 600,00	0,00	0,00	0,00	65 600,00
RECETTES		**196 600,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**206 600,00**
747	Participations	196 600,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	201 600,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 134 677,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	482 629,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	310 143,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	20 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	171 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 375 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 510 077,50**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	45 604,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 233,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 026 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 336 143,50
613	Locations	0,00	0,00	97 741,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 741,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	205 955,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 955,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 505,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 904 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 989 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 807 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 847 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
747	Participations	0,00	0,00	97 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**38 258,00**	**492 706,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	23 258,00	323 929,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 000,00	23 885,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	59 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	9 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	10 000,00	23 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	11 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	10 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**94 300,00**	**172 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	23 000,00	18 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
747	Participations	71 300,00	154 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**84 280,00**	**99 000,00**	**0,00**	**0,00**	**72 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	28 280,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	56 000,00	85 000,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**35 400,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	35 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**339 300,00**	**674 944,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 800 588,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	274 850,00	430 614,00	0,00	0,00	0,00	1 064 651,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	19 550,00	86 710,00	0,00	0,00	0,00	165 525,00
613	Locations	0,00	0,00	21 500,00	0,00	0,00	0,00	80 650,00
615	Entretien et réparations	0,00	40 500,00	22 080,00	0,00	0,00	0,00	305 580,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 390,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 040,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 450,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	1 100,00	10 140,00	0,00	0,00	0,00	12 490,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	600,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	13 412,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	76 500,00	0,00	0,00	0,00	76 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**154 700,00**	**360 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**819 600,00**
706	Prestations de services	0,00	69 700,00	155 500,00	0,00	0,00	0,00	268 600,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 400,00
747	Participations	0,00	85 000,00	204 900,00	0,00	0,00	0,00	515 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**37 100,00**	**0,00**	**973 800,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	30 000,00	0,00	190 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	7 100,00	0,00	143 950,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	46 200,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 750,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	581 400,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 387 400,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745 000,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	600 600,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 404 750,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 458 822,50**	**16 250,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 608,00	4 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	162 214,50	12 250,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	865 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 404 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 588 600,00**	**411 600,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 216 000,00	34 000,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 372 600,00	377 600,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 890 922,50**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480 608,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325 714,50
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 750,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 400,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	865 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 546 750,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 387 800,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 995 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 800,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**15 000,00**	**343 600,00**	**884 000,00**	**21 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**185 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	13 500,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	34 100,00	173 000,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	100 000,00	663 500,00	17 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 500,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
628	Divers	0,00	3 500,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**210 400,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 718 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 718 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	90 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	20 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**182 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	182 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 449 300,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 700,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	780 900,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 111 100,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 718 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 400,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 200,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**127 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	82 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	12 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**186 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	6 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 600,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 400,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 400,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 400,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 039 750,00**
604	Achats d'études, prestations de services	17 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 750,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 900,00
628	Divers	770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 058 750,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	598 730,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 250,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 670,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 987 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 218 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	536 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 988 200,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 218 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	536 200,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		2023-12-19
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens de faible valeur (strictement inférieur à 500 TTC)	1	19/12/2023
L	Frais d'étude non suivis de réalisation	5	19/12/2023
L	Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	19/12/2023
L	Logiciels	5	19/12/2023
L	Plantation d'arbres	7	19/12/2023
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	19/12/2023
L	Installations, agencement, aménagement des constructions bâtiments privés	20	19/12/2023
L	Matériel et outillage d'incendie	7	19/12/2023
L	Gros équipements de garages et ateliers	15	19/12/2023
L	Gros matériel ou installation de sport	15	19/12/2023
L	Installation matériel et outillage	7	19/12/2023
L	Installations et appareils de chauffage	15	19/12/2023
L	Gros appareil ou installation médicale	15	19/12/2023
L	Gros équipements de cuisine	7	19/12/2023
L	Outillage garage, ateliers espaces verts, voirie	7	19/12/2023
L	Restauration des uvres ou patrimoines historiques immobiliers	30	19/12/2023
L	Restauration des uvres ou patrimoines historiques mobiliers	5	19/12/2023
L	Aménagement de véhicules	10	19/12/2023
L	Camions, véhicules industriels de chantiers, autocars	15	19/12/2023
L	Engins à deux roues	10	19/12/2023
L	Voitures particulières véhicules légers	10	19/12/2023
L	Gros Matériel informatique	10	19/12/2023
L	Matériel micro-informatique	5	19/12/2023
L	Mobilier	15	19/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	19/12/2023
L	Electroménager	5	19/12/2023
L	Appareils et équipements médicaux	7	19/12/2023
L	Matériel sportif	5	19/12/2023
L	Matériel audiovisuel, son et lumière	5	19/12/2023
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	19/12/2023
L	Matériel de cuisine	5	19/12/2023

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Autres grosses immobilisations corporelles	7	19/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2023
L	Subventions déquipement versées finançant des biens mobiliers matériels et études	5	19/12/2023
L	Subventions déquipement versées finançant des bâtiments et installations	30	19/12/2023

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV
BS.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**132 363,00**	**132 363,00**	**0,00**	**132 363,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**132 363,00**	**132 363,00**	**0,00**	**132 363,00**
Provision pour risques contentieux	0,00	28/06/2022	55 000,00	55 000,00	0,00	55 000,00
Provision pour risques contentieux	0,00	28/06/2022	22 444,00	22 444,00	0,00	22 444,00
Provision pour risques contentieux	0,00	28/06/2022	23 419,00	23 419,00	0,00	23 419,00
Provision pour risques contentieux	0,00	27/12/2023	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00
Provision pour risques contentieux	0,00	27/12/2023	6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00
Provision pour risques contentieux	0,00	27/12/2024	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
Provision pour risques contentieux	0,00	27/12/2024	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
Provision pour risques contentieux	0,00	27/12/2024	3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**36 100,00**	**36 100,00**	**0,00**	**36 100,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**36 100,00**	**36 100,00**	**0,00**	**36 100,00**
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	0,00	12/02/2013	11 700,00	11 700,00	0,00	11 700,00
Provision pour dépréciation des comptes de tiers	0,00	17/12/2013	24 400,00	24 400,00	0,00	24 400,00
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**168 463,00**	**168 463,00**	**0,00**	**168 463,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Mo... de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**168 463,00**	**168 463,00**	**0,00**	**168 463,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE

C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**9 468 988,92**	**9 468 988,92**	**9 468 988,92**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**-10 624 343,46**	**-10 624 343,46**	**-10 624 343,46**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 155 354,54**	**-1 155 354,54**	**-1 155 354,54**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**1 155 354,54**	**1 155 354,54**	**1 155 354,54**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**-1 155 354,54**	**-1 155 354,54**	**-1 155 354,54**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**6 550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 550 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**13 857 000,00**	**11 394 098,32**	**11 394 098,32**	**25 251 098,32**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**7 307 000,00**	**11 394 098,32**	**11 394 098,32**	**18 701 098,32**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 6 550 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**6 450 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 425 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	25 000,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 13 857 000,00**	**11 394 098,32**	**VI 11 394 098,32**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 600 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 450 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	150 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**12 257 000,00**	**11 394 098,32**	**11 394 098,32**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*15 100,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
280415321	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*235 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*151 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*821 000,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*200,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*180 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*131 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*100,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*5 100,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 100,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 010 000,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281828	*Autres matériels de transport*	*252 600,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*320 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 730 000,00	-640 000,00	-640 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 027 000,00*	*12 034 098,32*	*12 034 098,32*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 43
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 28/05/2025

Présenté par Madame le Maire (1),
A Salle des fêtes Léo Ferré, le 17/06/2025

Délibéré par l'assemblée le conseil municipal (2), réunie en session le conseil municipal
A Salle des fêtes Léo Ferré, le 17/06/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le conseil municipal (2),(3).

.

ABDOU Hakim	
AMIABLE Marie-Hélène	
B CANAL Blodine	
BALSECA Agnés	
BARBEROUSSE Olivier	
BENSOUSSAN Paul	
BIDAULT Ingrid	
BIZERAY Léa	
BOUDJENAH Yasmine	
CHAMI-OUADDANE Nezha	
CHASSAT Lionel	
CHIRINIAN Joelle	
CILLIERES Hélène	
DIMBAGA Sidi	
DOUVILLE Fanny	
DURU Patrick	
FAUVEL Elisabeth	
FOURNIER Rafaella	
GABIACHE Claire	

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_8-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

GORENDS Justine	
GUILLEMIN Nicolas	
HADDAD Mouloud	
HENNOUCHE Nassera	
HOUSNI Farid	
KADOUCI Fatima	
KANDEL Laurent	
LACRAMPE Rémy	
MARTIN Patrice	
MEKER Pascale	
MOUTAOUKIL Aicha	
NDJEHOYA James	
OUEDRAOGO Serges Kader	
PINARD Jean Louis	
PUJOL Corinne	
QUILGARS Jean-Pierre	
REYNAUD Michel	
ROUSSEAU Jean-Luc	
SALAUN Laurence	
TEDJANI Mehdi	
TRIVIDIC Chloé	
TUDER Bruno	
ZAMBETTI Gilberto	
ZANI Said	

Certifié exécutoire par Madame le Maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 23/06/2025, et de la publication le 23/06/2025

A Hôtel de ville, le 17/06/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_9

Adoption du compte de gestion du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2024

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_9

Finances

Compte de gestion afférent à l'exercice 2024 (budget annexe du service extérieur des pompes funèbres)

Objet : Adoption du compte de gestion du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2024

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant qu'après s'être fait présenter le Budget Primitif 2024, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion dressé par le Comptable Public de la Commune accompagné des états de l'actif et du passif ;

Considérant qu'il apparaît après pointage que les opérations effectuées par le Comptable Public de la Commune au titre de l'exercice 2024 pour le Service Extérieur des Pompes Funèbres et reprises au Compte de Gestion, correspondent à celles inscrites au Compte Administratif et que les résultats sont identiques ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le Compte de Gestion dressé pour l'exercice 2024 par le Comptable Public de la Commune, visé et certifié conforme par l'ordonnateur qui fait ressortir le résultat suivant :

Fonctionnement :	Résultat de l'exercice 2024	2 261,25 €

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC MONTROUGE
N° CODIQUE 092109
Date Edition : 06/02/2025
Compte : DEFINITIF

REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thierry VILBERT
Mme Chantal CAVAUD

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 29/03/2024
DU 02/04/2024 AU 06/02/2025

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 38
4EME PARTIE : Page des signatures 39

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions		Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	2,26
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**2,26**
Créances	3,34	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités		Fournisseurs(2)	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	1,08
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**3,34**	**Total dettes à court terme**	**1,08**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**1,08**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**3,34**	**TOTAL PASSIF**	**3,34**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2025

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109 NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE ETABLISSEMENT : REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX -

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Fonds commercial, droit au bail				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER				

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I				

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109 NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE ETABLISSEMENT : REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX -

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	1 286,35		1 286,35	509,41
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	2 057,13		2 057,13	
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**3 343,48**		**3 343,48**	**509,41**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	ACTIF	Exercice 2024 BRUT	Exercice 2024 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2024 NET	Exercice 2023 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	0,77		0,77	
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**0,77**		**0,77**	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**3 344,25**		**3 344,25**	**509,41**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

PASSIF		Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 261,25	
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**2 261,25**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales	1 083,00	320,00
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
	Dettes envers les BA ou le BP		27,05
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**1 083,00**	**347,05**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BILAN (en Euros)

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		162,36
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		**162,36**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**3 344,25**	**509,41**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	14,26	4,96
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	14,26	4,96
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	12,00	4,96
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges		
Charges courantes non financières	12,00	4,96
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**2,26**	
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**2,26**	
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2,26**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

COMPTE DE RESULTAT 2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	14 261,25	4 962,57
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		0,57
TOTAL I	**14 261,25**	**4 963,14**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	12 000,00	4 963,14
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

COMPTE DE RESULTAT 2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations amortissements sur immob		
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges		
TOTAL II	**12 000,00**	**4 963,14**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**2 261,25**	
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

COMPTE DE RESULTAT 2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**2 261,25**	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

COMPTE DE RESULTAT 2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**14 261,25**	**4 963,14**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	**12 000,00**	**4 963,14**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2 261,25**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Opérations Compte de Tiers

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Opérations Compte de Tiers

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Résultats budgétaires de l'exercice

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)		12 000,00	12 000,00
Titres de recette émis (b)		14 288,98	14 288,98
Réductions de titres (c)		27,73	27,73
Recettes nettes (d = b - c)		14 261,25	14 261,25
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)		12 000,00	12 000,00
Mandats émis (f)		12 000,00	12 000,00
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)		12 000,00	12 000,00
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		2 261,25	2 261,25
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX -					
Investissement					
Fonctionnement			2 261,25		2 261,25
Sous-Total			**2 261,25**		**2 261,25**
TOTAL III			**2 261,25**		**2 261,25**
TOTAL I + II + III			**2 261,25**		**2 261,25**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
012	Charges de personnel et frais assimilés	12 000,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**12 000,00**		**12 000,00**	**12 000,00**		**12 000,00**	
TOTAL GENERAL		**12 000,00**		**12 000,00**	**12 000,00**		**12 000,00**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	12 000,00		12 000,00	14 288,98	27,73	14 261,25	-2 261,25
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**12 000,00**		**12 000,00**	**14 288,98**	**27,73**	**14 261,25**	**-2 261,25**
TOTAL GENERAL		**12 000,00**		**12 000,00**	**14 288,98**	**27,73**	**14 261,25**	**-2 261,25**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	12 000,00		12 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**12 000,00**		**12 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**12 000,00**		**12 000,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**12 000,00**		**12 000,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
706	Prestations de services	14 288,98	27,73	14 261,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES**	**14 288,98**	**27,73**	**14 261,25**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**14 288,98**	**27,73**	**14 261,25**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**14 288,98**	**27,73**	**14 261,25**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	Clients	509,41		1 286,35	509,41			1 795,76	509,41	1 286,35	
41	**Sous Total compte 41**	**509,41**		**1 286,35**	**509,41**			**1 795,76**	**509,41**	**1 286,35**	
4431	Dépenses			12 000,00	12 000,00			12 000,00	12 000,00		0,00
443	**Sous Total compte 443**			**12 000,00**	**12 000,00**			**12 000,00**	**12 000,00**		**0,00**
44551	TVA à décaisser		320,00	2 090,00	2 853,00			2 090,00	3 173,00		1 083,00
4455	**Sous Total compte 4455**		**320,00**	**2 090,00**	**2 853,00**			**2 090,00**	**3 173,00**		**1 083,00**
44571	TVA collectée			2 858,55	2 858,55			2 858,55	2 858,55		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**			**2 858,55**	**2 858,55**			**2 858,55**	**2 858,55**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**		**320,00**	**4 948,55**	**5 711,55**			**4 948,55**	**6 031,55**		**1 083,00**
44	**Sous Total compte 44**		**320,00**	**16 948,55**	**17 711,55**			**16 948,55**	**18 031,55**		**1 083,00**
451002	Compte de rattachement avec (à subdivis		27,05	16 207,46	14 123,28			16 207,46	14 150,33	2 057,13	
451	**Sous Total compte 451**		**27,05**	**16 207,46**	**14 123,28**			**16 207,46**	**14 150,33**	**2 057,13**	
45	**Sous Total compte 45**		**27,05**	**16 207,46**	**14 123,28**			**16 207,46**	**14 150,33**	**2 057,13**	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4711	Versements des régisseurs		162,36	16 369,82	16 207,46			16 369,82	16 369,82		0,00
471412	Excédents à réimputer - Personnes morale			33,28	33,28			33,28	33,28		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**
4714	**Sous Total compte 4714**			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**
471	**Sous Total compte 471**		**162,36**	**16 403,10**	**16 240,74**			**16 403,10**	**16 403,10**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			0,77				0,77		0,77	
478	**Sous Total compte 478**			**0,77**				**0,77**		**0,77**	
47	**Sous Total compte 47**		**162,36**	**16 403,87**	**16 240,74**			**16 403,87**	**16 403,10**	**0,77**	
	Total classe 4	**509,41**	**509,41**	**50 846,23**	**48 584,98**			**51 355,64**	**49 094,39**	**3 344,25**	**1 083,00**
51172	Chèques impayés			33,28	33,28			33,28	33,28		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**
511	**Sous Total compte 511**			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**
51	**Sous Total compte 51**			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5			**33,28**	**33,28**			**33,28**	**33,28**		**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité de					12 000,00		12 000,00		12 000,00	
621	**Sous Total compte 621**					**12 000,00**		**12 000,00**		**12 000,00**	
62	**Sous Total compte 62**					**12 000,00**		**12 000,00**		**12 000,00**	
	Total classe 6					**12 000,00**		**12 000,00**		**12 000,00**	
706	Prestations de services					27,73	14 288,98	27,73	14 288,98		14 261,25
70	**Sous Total compte 70**					**27,73**	**14 288,98**	**27,73**	**14 288,98**		**14 261,25**
	Total classe 7					**27,73**	**14 288,98**	**27,73**	**14 288,98**		**14 261,25**
	Total gÃ©nÃ©ral	**509,41**	**509,41**	**50 879,51**	**48 618,26**	**12 027,73**	**14 288,98**	**63 416,65**	**63 416,65**	**15 344,25**	**15 344,25**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2024

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_9-DE

Page des signatures

15602 - REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX - Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **REGIE POMPES FUNEBRES BAGNEUX -** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 37
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 1

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_10

Adoption du compte administratif du budget extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2024

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_10

Finances

Compte administratif afférent à l'exercice 2024 (budget annexe du service extérieur des pompes funèbres)

Objet : Adoption du compte administratif du budget extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2024

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

N'ayant pas participé au vote :
Madame Marie-Hélène AMIABLE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21;

Après avoir présenté le Budget Primitif de l'exercice 2024 ;

Attendu que l'assemblée délibérante a voté le budget de l'exercice 2024 par nature et par chapitre;

Vu le Compte de Gestion établi par le Comptable Public assignataire de la commune pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis de la Commission Municipale Unique du 10 juin 2025 ;

Vu la présentation faite par Madame le Maire du Compte Administratif 2024,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1er : Adopte le Compte Administratif 2024 du Service Extérieur des Pompes Funèbres arrêté comme suit :

Sections	**Exploitation**		**Investissement**		**Total cumulé**	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations de l'exercice 2024	12 000,00	14 261,25			12 000,00	14 261,25
Résultat 2024					**2 261,25**	

Article 2 : Atteste que les opérations effectuées, ainsi que les résultats inscrits au Compte Administratif 2024 sont conformes au Compte de Gestion 2024 présenté par le Comptable Public de la commune.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,



Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21920007800265	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus MAIRIE DE BAGNEUX

POSTE COMPTABLE DE : COMMUNE DE BAGNEUX

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

II A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 12 000,00	G 14 261,25	G-A 2 261,25
	Section d'investissement	B 0,00	H 0,00	H-B 0,00
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 0,00 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 12 000,00	Q= G+H+I+J 14 261,25	=Q-P 2 261,25

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 12 000,00	= G+I+K 14 261,25	2 261,25
	Section d'investissement	= B+D+F 0,00	= H+J+L 0,00	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 12 000,00	= G+H+I+J+K+L 14 261,25	2 261,25

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagé… mandatées	…restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

II
A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	12 000,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	12 000,00	14 261,25	0,00	0,00	-2 261,25
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé. Un service public non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	12 000,00		12 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**12 000,00**	***0,00***	**12 000,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**12 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 261,25		14 261,25
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**14 261,25**	***0,00***	**14 261,25**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 261,25**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	12 000,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts(BP+DM +RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***12 000,00***	***14 261,25***	***0,00***	***0,00***	***-2 261,25***
706	Prestations de services	*12 000,00*	*14 261,25*	*0,00*	*0,00*	*-2 261,25*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 000,00**	**14 261,25**	**0,00**	**0,00**	**-2 261,25**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*		*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES

A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

IV – ANNEXES	
ARRETE ET SIGNATURES	IV D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ABDOU Hakim	
AMIABLE Marie-Hélène	
B CANAL Blodine	
BALSECA Agnés	
BARBEROUSSE Olivier	
BENSOUSSAN Paul	
BIDAULT Ingrid	
BIZERAY Léa	
BOUDJENAH Yasmine	
CHAMI-OUADDANE Nezha	
CHASSAT Lionel	
CHIRINIAN Joelle	
CILLIERES Hélène	
DIMBAGA Sidi	
DOUVILLE Fanny	
DURU Patrick	
FAUVEL Elisabeth	
FOURNIER Rafaella	
GABIACHE Claire	
GORENDS Justine	
GUILLEMIN Nicolas	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_10-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

HADDAD Mouloud	
HENNOUCHE Nassera	
HOUSNI Farid	
KADOUCI Fatima	
KANDEL Laurent	
LACRAMPE Rémy	
MARTIN Patrice	
MEKER Pascale	
MOUTAOUKIL Aicha	
NDJEHOYA James	
OUEDRAOGO Serges Kader	
PINARD Jean Louis	
PUJOL Corinne	
QUILGARS Jean-Pierre	
REYNAUD Michel	
ROUSSEAU Jean-Luc	
SALAUN Laurence	
TEDJANI Mehdi	
TRIVIDIC Chloé	
TUDER Bruno	
ZAMBETTI Gilberto	
ZANI Said	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_11-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_11

Approbation de l'affectation du résultat de l'exercice 2024 au budget annexe du service extérieur des pompes funèbres.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_11-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_11

Finances

Affectation du résultat budget annexe du service extérieur des pompes funèbres

Objet : Approbation de l'affectation du résultat de l'exercice 2024 au budget annexe du service extérieur des pompes funèbres.

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_11-DE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 ;

Vu la loi n°94.504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales ;

Vu l'instruction codificatrice M4 ;

Vu les articles L2311-5 et L2311-11 et suivant du CGCT ;

Vu l'avis de la commission municipale unique en date du 10 juin 2025 ;

Considérant la présentation et l'approbation du compte administratif 2024 du Service Extérieur des Pompes Funèbres ;

Considérant que le compte administratif 2024 présente un excédent de fonctionnement de 2 261,25 € ;

Considérant que la section d'investissement ne présente pas de besoin de financement ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : affecte sur le budget 2025 le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 de la manière suivante :

- En financement de la section de fonctionnement de l'exercice 2025, soit la somme de 2 261,25 €.

Article 2 : cette affectation du résultat sera reprise au budget supplémentaire 2025 comme suit :

En recette de fonctionnement **:**	
Compte 002 : résultat de fonctionnement reporté	2 261,25 €

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_12

Approbation du budget supplémentaire 2025 du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_12

Finances

Budget supplémentaire 2025 (budget annexe du service extérieur des pompes funèbres)

Objet : Approbation du budget supplémentaire 2025 du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2312-1 et L. 2122-21 ;

Vu la délibération n° DEL_20250204_4 du Conseil municipal du 4 février 2025 adoptant le budget primitif annexe du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2025 ;

Vu la délibération n° DEL_20250617_10 du Conseil municipal du 17 juin 2025 approuvant le compte administratif 2024 du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2025 ;

Vu la délibération n° DEL_20250617_11 du Conseil municipal du 17 juin 2025 décidant d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique en date du 10 juin 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : adopte le budget supplémentaire afférent au budget annexe du service extérieur des pompes funèbres au titre de l'exercice 2025 comme suit :

SECTION	DEPENSES		RECETTES	
FONCTION-NEMENT	Ajustements 2025	3 200,00 €	Ajustements 2025	938,75 €
			Résultat de fonctionnement 2024 reporté	2 261,25 €
	Total	**3 200,00 €**	**Sous-total**	**3 200,00 €**

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au Comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,



Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 26/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21920007800265	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus MAIRIE DE BAGNEUX

POSTE COMPTABLE DE : COMMUNE DE BAGNEUX

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 200,00	938,75
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 261,25
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	3 200,00	3 200,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 200,00	3 200,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	12 000,00	0,00	3 100,00	3 100,00	15 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	100,00	100,00	100,00
Total des dépenses de gestion des services		**12 000,00**	**0,00**	**3 200,00**	**3 200,00**	**15 200,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**12 000,00**	**0,00**	**3 200,00**	**3 200,00**	**15 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**12 000,00**	**0,00**	**3 200,00**	**3 200,00**	**15 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**15 200,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	12 000,00	0,00	938,75	938,75	12 938,75
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**12 000,00**	**0,00**	**938,75**	**938,75**	**12 938,75**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**12 000,00**	**0,00**	**938,75**	**938,75**	**12 938,75**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**12 000,00**	**0,00**	**938,75**	**938,75**	**12 938,75**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 261,25**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**15 200,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

BS

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 100,00		3 100,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,00		100,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 200,00**	***0,00***	**3 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	938,75		938,75
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**938,75**	***0,00***	**938,75**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**2 261,25**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**12 000,00**	**3 100,00**	**3 100,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	12 000,00	3 100,00	3 100,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**100,00**	**100,00**
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	100,00	100,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**12 000,00**	**3 200,00**	**3 200,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**12 000,00**	**3 200,00**	**3 200,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 000,00**	**3 200,00**	**3 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**12 000,00**	**938,75**	**938,75**
706	Prestations de services	12 000,00	938,75	938,75
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		**12 000,00**	**938,75**	**938,75**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**12 000,00**	**938,75**	**938,75**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 000,00**	**938,75**	**938,75**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 261,25**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*
(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — BZ

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES

A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 43
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 11/06/2025

Présenté par (1) Madame le Maire,
A Salle des fêtes Léo Ferré le 17/06/2025
(1) Madame le Maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session le conseil municipal
A Salle des fêtes Léo Ferré, le 17/06/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

ABDOU Hakim	
AMIABLE Marie-Hélène	
B CANAL Blodine	
BALSECA Agnés	
BARBEROUSSE Olivier	
BENSOUSSAN Paul	
BIDAULT Ingrid	
BIZERAY Léa	
BOUDJENAH Yasmine	
CHAMI-OUADDANE Nezha	
CHASSAT Lionel	
CHIRINIAN Joelle	
CILLIERES Hélène	
DIMBAGA Sidi	
DOUVILLE Fanny	
DURU Patrick	
FAUVEL Elisabeth	
FOURNIER Rafaella	
GABIACHE Claire	
GORENDS Justine	

Envoyé en préfecture le 26/06/2025
Reçu en préfecture le 26/06/2025
Publié le 26/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_12-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

GUILLEMIN Nicolas	
HADDAD Mouloud	
HENNOUCHE Nassera	
HOUSNI Farid	
KADOUCI Fatima	
KANDEL Laurent	
LACRAMPE Rémy	
MARTIN Patrice	
MEKER Pascale	
MOUTAOUKIL Aicha	
NDJEHOYA James	
OUEDRAOGO Serges Kader	
PINARD Jean Louis	
PUJOL Corinne	
QUILGARS Jean-Pierre	
REYNAUD Michel	
ROUSSEAU Jean-Luc	
SALAUN Laurence	
TEDJANI Mehdi	
TRIVIDIC Chloé	
TUDER Bruno	
ZAMBETTI Gilberto	
ZANI Said	

Certifié exécutoire par (1) Madame le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le 20/06/2025, et de la publication le 20/06/2025
A Hôtel de ville,le 20/06/2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_13-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_13

Fixation des modalités applicables à la taxe de séjour instituée sur le territoire de la commune de Bagneux, à partir du 1er janvier 2026

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_13-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_13

Finances

Taxe de séjour

Objet : **Fixation des modalités applicables à la taxe de séjour instituée sur le territoire de la commune de Bagneux, à partir du 1er janvier 2026**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_13-DE

Vu les articles L 2333-26 et suivants, l'article L5211-21 ainsi que les articles R.2333-43 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° DEL_20180625_9 du Conseil municipal du 25 juin 2018 instituant la taxe de séjour sur le territoire de la commune de Bagneux à compter du 1er janvier 2019 et fixant les tarifs correspondants ;

Vu la délibération n° DEL_20200630_9 du Conseil municipal du 30 juin 2020 relative à la taxe de séjour applicable à compter du 1er janvier 2021 ;

Vu la délibération n° DEL_20210525_4 du Conseil municipal du 25 mai 2021 relative à la taxe de séjour applicable à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la délibération n° DEL_20230627_7 du Conseil municipal du 27 juin 2023 relative à la taxe de séjour applicable à compter du 1er janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant le nouveau barème légal pour chaque nature et catégorie d'hébergement, pour 2025, publié par l'INSEE ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : assujetis à compter du 1er janvier 2026 les natures d'hébergement suivantes à la taxe de séjour au réel :

1° Les palaces ;
2° Les hôtels de tourisme (dont auberges collectives) ;
3° Les résidences de tourisme ;
4° Les meublés de tourisme ;
5° Les villages de vacances ;
6° Les chambres d'hôtes ;
7° Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques ;
8° Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
9° Les ports de plaisance ;
10° Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9°.

Article 2 : fixe les tarifs communaux par nuitée et par personne conformément au tableau ci-après.

Les taux des taxes additionnelles départementale, régionale au profit de la Société des Grands Projets (SGP) et Ile-de-France Mobilités (IDFM) sont mentionnés à titre d'information ; ils sont votés respectivement par le Département des Hauts-de-Seine et institués par la loi de finances pour la Société des Grands Projets et Ile-de-France Mobilités.

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_13-DE

Catégories d'hébergement	Taxe communale	Taxe additionnelle 225 %	Taxe totale à collecter
Palaces	4.70 €	10.58 €	15.28 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3.40 €	7.65 €	11.05 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2.60 €	5.85 €	8.45 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1.70 €	3.83 €	5.53 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	1.00 €	2.25 €	3.25 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublé de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0.80 €	1.80 €	2.60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de campings-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.60 €	1.35 €	1.95 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20 €	0.45 €	0.65 €

Article 3 : applique à tous les hébergements en attente de classement ou sans classement (à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau ci-dessus) le taux de 5,00% (cinq pour cent) au prix de la nuitée par personne, taux plafonné à la catégorie la plus élevée, soit 4,70€ (catégorie des palaces).

S'ajouteront aux tarifs appliqués aux hébergements classés et au taux appliqué au hébergements non classés ou en attente de classement, les taux relatifs aux taxes additionnelles, soient 10% pour le Département des Hauts-de-Seine, 15% pour la Société des Grands Projets et 200 % pour Ile-de- France Mobilités.

Article 4 **:** maintient en complément des exonérations de droit commun fixées à l'article L 2333-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir : les personnes mineures, les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la Commune, les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire, l'exonération du paiement de la taxe de séjour pour les personnes qui occupent des locaux dont le loyer journalier est inférieur à un montant fixé à 20 €.

Article 5 : la collecte de la taxe de séjour est maintenue pendant toute l'année, soit du 1er janvier au 31 décembre.

Article 6 **:** la période de reversement à la Commune de la taxe de séjour collectée, est fixée à deux fois par an comme suit :

- Date limite de versement pour la période de collecte du 1er semestre de l'année N (1er janvier au 30 juin de l'année N) : 5 juillet de l'année N ;

- Date limite de versement pour la période de collecte du 2nd semestre de l'année N (1er juillet au 31 décembre de l'année N) : 5 janvier de l'année N+1.

Article 7 : charge Madame le Maire de notifier cette décision au Directeur général des finances publiques.

Article 8 **:** la recette liée à la taxe de séjour de la Commune sera imputée au chapitre 73, article 731721 du budget de l'année en cours.

Article 9 : pour le reversement des taxes additionnelles aux différents bénéficiaires, cf.supra, un ordre de paiement de l'ordonnateur appuyé par un état liquidatif sera transmis au comptable public.

Article 10 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_13-DE

personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 11 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_14-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_14 **Constatation de créances éteintes**

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_14-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_14

Finances

Créances éteintes

Objet : Constatation de créances éteintes

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 24/06/2025
Reçu en préfecture le 24/06/2025
Publié le 24/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_14-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21, et L. 2343-1 ;

Vu le Code de la consommation et notamment son article L. 741-1 ;

Vu les courriers du Comptable public en date du 14 janvier 2025 et du 3 mars 2025 relatifs à la situation de trois débiteurs ;

Vu le jugement de la commission de surendettement des particuliers qui a décidé d'imposer en faveur des trois débiteurs une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire avec effacement de leurs dettes personnelles ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant de ce fait qu'il y a lieu d'effacer la dette de ces débiteurs qui s'élève à 667,74 € pour le premier, à 85,58 € pour le deuxième et à 236,72 € pour le troisième ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : l'effacement des dettes de trois débiteurs est constaté pour un montant total de 990,04 €.

Article 2 : les crédits nécessaires découlant de l'exécution de la présente délibération sont prévus au chapitre 65, article 6542 du budget 2025.

Article 3 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 4 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Cécile ALLIAUD
Date de signature : 24/06/2025
Qualité : Directrice Générale des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_15

Octroi de la garantie communale au profit d'IDF Habitat pour un prêt d'un montant total de 5 410 408 € pour l'acquisition en VEFA de 26 logements situés dans le quartier des Mathurins à Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_15

Finances

Garantie communale au profit d'IDF Habitat souscrit auprès de la CDC

Objet : **Octroi de la garantie communale au profit d'IDF Habitat pour un prêt d'un montant total de 5 410 408 € pour l'acquisition en VEFA de 26 logements situés dans le quartier des Mathurins à Bagneux**

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2252-1 et L2252-2 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le courrier d'IDF Habitat en date du 15 janvier 2025 sollicitant la garantie de la Commune pour un prêt d'un montant total de 5 410 408 € souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations, destiné à financer l'acquisition de 26 logements sociaux situés rue Simone Veil à Bagneux ;

Vu le courrier de la Commune en date du 11 février 2025 donnant un avis favorable sur la garantie communale à hauteur de 100% sur cette réalisation et précisant que la Commune bénéficiera en contrepartie d'un contingent de 5 logements correspondant à 20% du total de l'opération ;

Vu le courrier d'IDF Habitat en date du 31 mars 2025 actualisant les taux d'intérêts ;

Vu le contrat de prêt en annexe (n°171001) signé entre IDF Habitat et la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'acquisition de 26 logements sociaux situés rue Simone Veil à Bagneux ;

Vu la convention en annexe à passer entre la Commune et IDF Habitat pour un droit de réservation de 20% des 26 logements sociaux situés rue Simone Veil à Bagneux, soit 5 logements au total, en contrepartie de la garantie communale ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant qu' IDF Habitat s'engage à accorder à la Commune, en contrepartie de sa garantie, un droit de réservation de 20%, soit 5 logements au total ;

Considérant la volonté de la Commune d'agir pour l'amélioration de la qualité de vie des balnéolais et de disposer d'un droit de réservation de 5 logements en accordant la garantie communale pour l'acquisition de 26 logements sociaux ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 5 410 408 € souscrit par IDF Habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°171001, constitué de 7 lignes de prêt, destiné à financer l'acquisition de 26 logements sociaux situés rue Simone Veil à Bagneux.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 410 408 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la commune de Bagneux est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par IDF Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à IDF Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Article 4 : approuve la convention de réservation de logements entre la commune [illegible] et autorise Madame le Maire ou son représentant à la signer ainsi que ses éventuels avenants.

Article 5 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 6 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à IDF Habitat et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Isabelle VERON
Date de signature : 23/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Delphine Valentin
DIRECTEUR GENERAL
IDF HABITAT
Signé électroniquement le 19/03/2025 13 04 :46

CONTRAT DE PRÊT

N° 171001

Entre

IDF HABITAT - n° 000290361

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Anne MCQUEEN
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 18/03/2025 17:16:15

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

IDF HABITAT, SIREN n°: 785678145, sis(e) 59 AVENUE CARNOT 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **IDF HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.18
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.19
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.20
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.26
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.27
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA les Mathurins 26 logements Bagneux, Parc social public, Acquisition en VEFA de 26 logements situés rue Simone Veil 92220 BAGNEUX.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq millions quatre-cent-dix mille quatre-cent-huit euros (5 410 408,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de huit-cent-quatre-vingt-quatre mille deux-cent-soixante-sept euros (884 267,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-dix-huit mille cent-quarante-deux euros (398 142,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de six-cent-quatre-vingt-deux mille six-cent-cinq euros (682 605,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de cent-soixante-quatre mille trois-cent-vingt-six euros (164 326,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant d'un million cent-soixante-et-un mille trois-cent-treize euros (1 161 313,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-dix mille huit-cent-soixante-quinze euros (910 875,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million deux-cent-huit mille huit-cent-quatre-vingts euros (1 208 880,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le **« Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le **« Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le **« Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/06/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Attestation du caractère définitif du permis de construire
  - Justificatifs des autres financements - Justificatif du prêt CIL 350000 euros
  - Acte de vente en l'état futur d'achèvement
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Projet définitif d'acte
  - Convocation chez le notaire pour la signature

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5659279	5659276	5659275	5659274
Montant de la Ligne du Prêt	884 267 €	398 142 €	682 605 €	164 326 €
Commission d'instruction	530 €	0 €	0 €	90 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	3,51 %	2 %	2,97 %	3,51 %
TEG de la Ligne du Prêt	3,51 %	2 %	2,97 %	3,51 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,4 %	0,57 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	3,51 %	2 %	2,97 %	3,51 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	0,57 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	3,51 %	2 %	2,97 %	3,51 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2,4 % (Livret A)**.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5659273	5659278	5659277	
Montant de la Ligne du Prêt	1 161 313 €	910 875 €	1 208 880 €	
Commission d'instruction	690 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,97 %	3 %	2,97 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,97 %	3 %	2,97 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	0,57 %	0,6 %	0,57 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	2,97 %	3 %	2,97 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	80 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,57 %	0,6 %	0,57 %	
Taux d'intérêt[2]	2,97 %	3 %	2,97 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2,4 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{"base\ de\ calcul"} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{"base\ de\ calcul"} - 1]$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie de toute nature, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE BAGNEUX	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659279
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659276
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659275
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659274
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659273
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659278
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

IDF HABITAT
59 AVENUE CARNOT
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE
2 avenue Pierre Mendès France
75013 Paris

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U148994, IDF HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 171001, Ligne du Prêt n° 5659277
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160392980484171 en vertu du mandat n° AADPH2024200000003 en date du 4 mars 2025.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659279
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2025

Capital prêté : 884 267 €
Taux actuariel théorique : 3,51 %
Taux effectif global : 3,51 %
Intérêts de Préfinancement : 63 164,97 €
Taux de Préfinancement : 3,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	3,51	41 159,98	7 905,12	33 254,86	0,00	939 526,85	0,00
2	18/03/2029	3,51	41 365,78	8 388,39	32 977,39	0,00	931 138,46	0,00
3	18/03/2030	3,51	41 572,61	8 889,65	32 682,96	0,00	922 248,81	0,00
4	18/03/2031	3,51	41 780,47	9 409,54	32 370,93	0,00	912 839,27	0,00
5	18/03/2032	3,51	41 989,37	9 948,71	32 040,66	0,00	902 890,56	0,00
6	18/03/2033	3,51	42 199,32	10 507,86	31 691,46	0,00	892 382,70	0,00
7	18/03/2034	3,51	42 410,32	11 087,69	31 322,63	0,00	881 295,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	18/03/2035	3,51	42 622,37	11 688,92	30 933,45	0,00	869 606,09	0,00
9	18/03/2036	3,51	42 835,48	12 312,31	30 523,17	0,00	857 293,78	0,00
10	18/03/2037	3,51	43 049,66	12 958,65	30 091,01	0,00	844 335,13	0,00
11	18/03/2038	3,51	43 264,90	13 628,74	29 636,16	0,00	830 706,39	0,00
12	18/03/2039	3,51	43 481,23	14 323,44	29 157,79	0,00	816 382,95	0,00
13	18/03/2040	3,51	43 698,64	15 043,60	28 655,04	0,00	801 339,35	0,00
14	18/03/2041	3,51	43 917,13	15 790,12	28 127,01	0,00	785 549,23	0,00
15	18/03/2042	3,51	44 136,71	16 563,93	27 572,78	0,00	768 985,30	0,00
16	18/03/2043	3,51	44 357,40	17 366,02	26 991,38	0,00	751 619,28	0,00
17	18/03/2044	3,51	44 579,18	18 197,34	26 381,84	0,00	733 421,94	0,00
18	18/03/2045	3,51	44 802,08	19 058,97	25 743,11	0,00	714 362,97	0,00
19	18/03/2046	3,51	45 026,09	19 951,95	25 074,14	0,00	694 411,02	0,00
20	18/03/2047	3,51	45 251,22	20 877,39	24 373,83	0,00	673 533,63	0,00
21	18/03/2048	3,51	45 477,48	21 836,45	23 641,03	0,00	651 697,18	0,00
22	18/03/2049	3,51	45 704,87	22 830,30	22 874,57	0,00	628 866,88	0,00
23	18/03/2050	3,51	45 933,39	23 860,16	22 073,23	0,00	605 006,72	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	18/03/2051	3,51	46 163,06	24 927,32	21 235,74	0,00	580 079,40	0,00
25	18/03/2052	3,51	46 393,87	26 033,08	20 360,79	0,00	554 046,32	0,00
26	18/03/2053	3,51	46 625,84	27 178,81	19 447,03	0,00	526 867,51	0,00
27	18/03/2054	3,51	46 858,97	28 365,92	18 493,05	0,00	498 501,59	0,00
28	18/03/2055	3,51	47 093,27	29 595,86	17 497,41	0,00	468 905,73	0,00
29	18/03/2056	3,51	47 328,73	30 870,14	16 458,59	0,00	438 035,59	0,00
30	18/03/2057	3,51	47 565,38	32 190,33	15 375,05	0,00	405 845,26	0,00
31	18/03/2058	3,51	47 803,20	33 558,03	14 245,17	0,00	372 287,23	0,00
32	18/03/2059	3,51	48 042,22	34 974,94	13 067,28	0,00	337 312,29	0,00
33	18/03/2060	3,51	48 282,43	36 442,77	11 839,66	0,00	300 869,52	0,00
34	18/03/2061	3,51	48 523,84	37 963,32	10 560,52	0,00	262 906,20	0,00
35	18/03/2062	3,51	48 766,46	39 538,45	9 228,01	0,00	223 367,75	0,00
36	18/03/2063	3,51	49 010,29	41 170,08	7 840,21	0,00	182 197,67	0,00
37	18/03/2064	3,51	49 255,34	42 860,20	6 395,14	0,00	139 337,47	0,00
38	18/03/2065	3,51	49 501,62	44 610,87	4 890,75	0,00	94 726,60	0,00
39	18/03/2066	3,51	49 749,13	46 424,23	3 324,90	0,00	48 302,37	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/03/2067	3,51	49 997,78	48 302,37	1 695,41	0,00	0,00	0,00
Total			**1 817 577,11**	**947 431,97**	**870 145,14**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659276
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 398 142 €
Taux actuariel théorique : 2,00 %
Taux effectif global : 2,00 %
Intérêts de Préfinancement : 16 084,94 €
Taux de Préfinancement : 2,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	2,00	13 896,69	5 612,15	8 284,54	0,00	408 614,79	0,00
2	18/03/2029	2,00	13 966,17	5 793,87	8 172,30	0,00	402 820,92	0,00
3	18/03/2030	2,00	14 036,00	5 979,58	8 056,42	0,00	396 841,34	0,00
4	18/03/2031	2,00	14 106,18	6 169,35	7 936,83	0,00	390 671,99	0,00
5	18/03/2032	2,00	14 176,71	6 363,27	7 813,44	0,00	384 308,72	0,00
6	18/03/2033	2,00	14 247,60	6 561,43	7 686,17	0,00	377 747,29	0,00
7	18/03/2034	2,00	14 318,84	6 763,89	7 554,95	0,00	370 983,40	0,00
8	18/03/2035	2,00	14 390,43	6 970,76	7 419,67	0,00	364 012,64	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	2,00	14 462,38	7 182,13	7 280,25	0,00	356 830,51	0,00
10	18/03/2037	2,00	14 534,69	7 398,08	7 136,61	0,00	349 432,43	0,00
11	18/03/2038	2,00	14 607,37	7 618,72	6 988,65	0,00	341 813,71	0,00
12	18/03/2039	2,00	14 680,40	7 844,13	6 836,27	0,00	333 969,58	0,00
13	18/03/2040	2,00	14 753,81	8 074,42	6 679,39	0,00	325 895,16	0,00
14	18/03/2041	2,00	14 827,58	8 309,68	6 517,90	0,00	317 585,48	0,00
15	18/03/2042	2,00	14 901,71	8 550,00	6 351,71	0,00	309 035,48	0,00
16	18/03/2043	2,00	14 976,22	8 795,51	6 180,71	0,00	300 239,97	0,00
17	18/03/2044	2,00	15 051,10	9 046,30	6 004,80	0,00	291 193,67	0,00
18	18/03/2045	2,00	15 126,36	9 302,49	5 823,87	0,00	281 891,18	0,00
19	18/03/2046	2,00	15 201,99	9 564,17	5 637,82	0,00	272 327,01	0,00
20	18/03/2047	2,00	15 278,00	9 831,46	5 446,54	0,00	262 495,55	0,00
21	18/03/2048	2,00	15 354,39	10 104,48	5 249,91	0,00	252 391,07	0,00
22	18/03/2049	2,00	15 431,16	10 383,34	5 047,82	0,00	242 007,73	0,00
23	18/03/2050	2,00	15 508,32	10 668,17	4 840,15	0,00	231 339,56	0,00
24	18/03/2051	2,00	15 585,86	10 959,07	4 626,79	0,00	220 380,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	2,00	15 663,79	11 256,18	4 407,61	0,00	209 124,31	0,00
26	18/03/2053	2,00	15 742,11	11 559,62	4 182,49	0,00	197 564,69	0,00
27	18/03/2054	2,00	15 820,82	11 869,53	3 951,29	0,00	185 695,16	0,00
28	18/03/2055	2,00	15 899,92	12 186,02	3 713,90	0,00	173 509,14	0,00
29	18/03/2056	2,00	15 979,42	12 509,24	3 470,18	0,00	160 999,90	0,00
30	18/03/2057	2,00	16 059,32	12 839,32	3 220,00	0,00	148 160,58	0,00
31	18/03/2058	2,00	16 139,62	13 176,41	2 963,21	0,00	134 984,17	0,00
32	18/03/2059	2,00	16 220,31	13 520,63	2 699,68	0,00	121 463,54	0,00
33	18/03/2060	2,00	16 301,42	13 872,15	2 429,27	0,00	107 591,39	0,00
34	18/03/2061	2,00	16 382,92	14 231,09	2 151,83	0,00	93 360,30	0,00
35	18/03/2062	2,00	16 464,84	14 597,63	1 867,21	0,00	78 762,67	0,00
36	18/03/2063	2,00	16 547,16	14 971,91	1 575,25	0,00	63 790,76	0,00
37	18/03/2064	2,00	16 629,90	15 354,08	1 275,82	0,00	48 436,68	0,00
38	18/03/2065	2,00	16 713,05	15 744,32	968,73	0,00	32 692,36	0,00
39	18/03/2066	2,00	16 796,61	16 142,76	653,85	0,00	16 549,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/03/2067	2,00	16 880,59	16 549,60	330,99	0,00	0,00	0,00
Total			**613 661,76**	**414 226,94**	**199 434,82**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659275
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 682 605 €
Taux actuariel théorique : 2,97 %
Taux effectif global : 2,97 %
Intérêts de Préfinancement : 41 148,86 €
Taux de Préfinancement : 2,97 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	2,97	20 868,42	0,00	20 868,42	627,07	723 753,86	627,07
2	18/03/2029	2,97	20 972,76	0,00	20 972,76	541,35	723 753,86	1 168,42
3	18/03/2030	2,97	21 077,62	0,00	21 077,62	452,57	723 753,86	1 620,99
4	18/03/2031	2,97	21 183,01	0,00	21 183,01	360,62	723 753,86	1 981,61
5	18/03/2032	2,97	21 288,92	0,00	21 288,92	265,42	723 753,86	2 247,03
6	18/03/2033	2,97	21 395,37	0,00	21 395,37	166,86	723 753,86	2 413,89
7	18/03/2034	2,97	21 502,35	0,00	21 502,35	64,83	723 753,86	2 478,72
8	18/03/2035	2,97	21 609,86	0,00	21 609,86	- 40,75	723 753,86	2 437,97

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	2,97	21 717,91	0,00	21 717,91	- 150,01	723 753,86	2 287,96
10	18/03/2037	2,97	21 826,50	0,00	21 826,50	- 263,06	723 753,86	2 024,90
11	18/03/2038	2,97	21 935,63	0,00	21 935,63	- 380,00	723 753,86	1 644,90
12	18/03/2039	2,97	22 045,31	0,00	22 045,31	- 500,97	723 753,86	1 143,93
13	18/03/2040	2,97	22 155,53	0,00	22 155,53	- 626,07	723 753,86	517,86
14	18/03/2041	2,97	22 266,31	237,58	22 028,73	- 517,86	723 516,28	0,00
15	18/03/2042	2,97	22 377,64	889,21	21 488,43	0,00	722 627,07	0,00
16	18/03/2043	2,97	22 489,53	1 027,51	21 462,02	0,00	721 599,56	0,00
17	18/03/2044	2,97	22 601,98	1 170,47	21 431,51	0,00	720 429,09	0,00
18	18/03/2045	2,97	22 714,99	1 318,25	21 396,74	0,00	719 110,84	0,00
19	18/03/2046	2,97	22 828,56	1 470,97	21 357,59	0,00	717 639,87	0,00
20	18/03/2047	2,97	22 942,71	1 628,81	21 313,90	0,00	716 011,06	0,00
21	18/03/2048	2,97	23 057,42	1 791,89	21 265,53	0,00	714 219,17	0,00
22	18/03/2049	2,97	23 172,71	1 960,40	21 212,31	0,00	712 258,77	0,00
23	18/03/2050	2,97	23 288,57	2 134,48	21 154,09	0,00	710 124,29	0,00
24	18/03/2051	2,97	23 405,01	2 314,32	21 090,69	0,00	707 809,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	2,97	23 522,04	2 500,08	21 021,96	0,00	705 309,89	0,00
26	18/03/2053	2,97	23 639,65	2 691,95	20 947,70	0,00	702 617,94	0,00
27	18/03/2054	2,97	23 757,85	2 890,10	20 867,75	0,00	699 727,84	0,00
28	18/03/2055	2,97	23 876,64	3 094,72	20 781,92	0,00	696 633,12	0,00
29	18/03/2056	2,97	23 996,02	3 306,02	20 690,00	0,00	693 327,10	0,00
30	18/03/2057	2,97	24 116,00	3 524,19	20 591,81	0,00	689 802,91	0,00
31	18/03/2058	2,97	24 236,58	3 749,43	20 487,15	0,00	686 053,48	0,00
32	18/03/2059	2,97	24 357,76	3 981,97	20 375,79	0,00	682 071,51	0,00
33	18/03/2060	2,97	24 479,55	4 222,03	20 257,52	0,00	677 849,48	0,00
34	18/03/2061	2,97	24 601,95	4 469,82	20 132,13	0,00	673 379,66	0,00
35	18/03/2062	2,97	24 724,96	4 725,58	19 999,38	0,00	668 654,08	0,00
36	18/03/2063	2,97	24 848,58	4 989,55	19 859,03	0,00	663 664,53	0,00
37	18/03/2064	2,97	24 972,83	5 261,99	19 710,84	0,00	658 402,54	0,00
38	18/03/2065	2,97	25 097,69	5 543,13	19 554,56	0,00	652 859,41	0,00
39	18/03/2066	2,97	25 223,18	5 833,26	19 389,92	0,00	647 026,15	0,00
40	18/03/2067	2,97	25 349,30	6 132,62	19 216,68	0,00	640 893,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	18/03/2068	2,97	25 476,04	6 441,50	19 034,54	0,00	634 452,03	0,00
42	18/03/2069	2,97	25 603,42	6 760,19	18 843,23	0,00	627 691,84	0,00
43	18/03/2070	2,97	25 731,44	7 088,99	18 642,45	0,00	620 602,85	0,00
44	18/03/2071	2,97	25 860,10	7 428,20	18 431,90	0,00	613 174,65	0,00
45	18/03/2072	2,97	25 989,40	7 778,11	18 211,29	0,00	605 396,54	0,00
46	18/03/2073	2,97	26 119,34	8 139,06	17 980,28	0,00	597 257,48	0,00
47	18/03/2074	2,97	26 249,94	8 511,39	17 738,55	0,00	588 746,09	0,00
48	18/03/2075	2,97	26 381,19	8 895,43	17 485,76	0,00	579 850,66	0,00
49	18/03/2076	2,97	26 513,10	9 291,54	17 221,56	0,00	570 559,12	0,00
50	18/03/2077	2,97	26 645,66	9 700,05	16 945,61	0,00	560 859,07	0,00
51	18/03/2078	2,97	26 778,89	10 121,38	16 657,51	0,00	550 737,69	0,00
52	18/03/2079	2,97	26 912,78	10 555,87	16 356,91	0,00	540 181,82	0,00
53	18/03/2080	2,97	27 047,35	11 003,95	16 043,40	0,00	529 177,87	0,00
54	18/03/2081	2,97	27 182,59	11 466,01	15 716,58	0,00	517 711,86	0,00
55	18/03/2082	2,97	27 318,50	11 942,46	15 376,04	0,00	505 769,40	0,00
56	18/03/2083	2,97	27 455,09	12 433,74	15 021,35	0,00	493 335,66	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	18/03/2084	2,97	27 592,37	12 940,30	14 652,07	0,00	480 395,36	0,00
58	18/03/2085	2,97	27 730,33	13 462,59	14 267,74	0,00	466 932,77	0,00
59	18/03/2086	2,97	27 868,98	14 001,08	13 867,90	0,00	452 931,69	0,00
60	18/03/2087	2,97	28 008,32	14 556,25	13 452,07	0,00	438 375,44	0,00
61	18/03/2088	2,97	28 148,37	15 128,62	13 019,75	0,00	423 246,82	0,00
62	18/03/2089	2,97	28 289,11	15 718,68	12 570,43	0,00	407 528,14	0,00
63	18/03/2090	2,97	28 430,55	16 326,96	12 103,59	0,00	391 201,18	0,00
64	18/03/2091	2,97	28 572,71	16 954,03	11 618,68	0,00	374 247,15	0,00
65	18/03/2092	2,97	28 715,57	17 600,43	11 115,14	0,00	356 646,72	0,00
66	18/03/2093	2,97	28 859,15	18 266,74	10 592,41	0,00	338 379,98	0,00
67	18/03/2094	2,97	29 003,44	18 953,55	10 049,89	0,00	319 426,43	0,00
68	18/03/2095	2,97	29 148,46	19 661,50	9 486,96	0,00	299 764,93	0,00
69	18/03/2096	2,97	29 294,20	20 391,18	8 903,02	0,00	279 373,75	0,00
70	18/03/2097	2,97	29 440,67	21 143,27	8 297,40	0,00	258 230,48	0,00
71	18/03/2098	2,97	29 587,88	21 918,43	7 669,45	0,00	236 312,05	0,00
72	18/03/2099	2,97	29 735,82	22 717,35	7 018,47	0,00	213 594,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	18/03/2100	2,97	29 884,50	23 540,74	6 343,76	0,00	190 053,96	0,00
74	18/03/2101	2,97	30 033,92	24 389,32	5 644,60	0,00	165 664,64	0,00
75	18/03/2102	2,97	30 184,09	25 263,85	4 920,24	0,00	140 400,79	0,00
76	18/03/2103	2,97	30 335,01	26 165,11	4 169,90	0,00	114 235,68	0,00
77	18/03/2104	2,97	30 486,68	27 093,88	3 392,80	0,00	87 141,80	0,00
78	18/03/2105	2,97	30 639,12	28 051,01	2 588,11	0,00	59 090,79	0,00
79	18/03/2106	2,97	30 792,31	29 037,31	1 755,00	0,00	30 053,48	0,00
80	18/03/2107	2,97	30 946,07	30 053,48	892,59	0,00	0,00	0,00
Total			**2 046 517,66**	**723 753,86**	**1 322 763,80**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659274
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLS - PLSDD 2025

Capital prêté : 164 326 €
Taux actuariel théorique : 3,51 %
Taux effectif global : 3,51 %
Intérêts de Préfinancement : 11 738,14 €
Taux de Préfinancement : 3,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	3,51	7 648,88	1 469,03	6 179,85	0,00	174 595,11	0,00
2	18/03/2029	3,51	7 687,13	1 558,84	6 128,29	0,00	173 036,27	0,00
3	18/03/2030	3,51	7 725,56	1 651,99	6 073,57	0,00	171 384,28	0,00
4	18/03/2031	3,51	7 764,19	1 748,60	6 015,59	0,00	169 635,68	0,00
5	18/03/2032	3,51	7 803,01	1 848,80	5 954,21	0,00	167 786,88	0,00
6	18/03/2033	3,51	7 842,03	1 952,71	5 889,32	0,00	165 834,17	0,00
7	18/03/2034	3,51	7 881,24	2 060,46	5 820,78	0,00	163 773,71	0,00
8	18/03/2035	3,51	7 920,64	2 172,18	5 748,46	0,00	161 601,53	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	3,51	7 960,25	2 288,04	5 672,21	0,00	159 313,49	0,00
10	18/03/2037	3,51	8 000,05	2 408,15	5 591,90	0,00	156 905,34	0,00
11	18/03/2038	3,51	8 040,05	2 532,67	5 507,38	0,00	154 372,67	0,00
12	18/03/2039	3,51	8 080,25	2 661,77	5 418,48	0,00	151 710,90	0,00
13	18/03/2040	3,51	8 120,65	2 795,60	5 325,05	0,00	148 915,30	0,00
14	18/03/2041	3,51	8 161,25	2 934,32	5 226,93	0,00	145 980,98	0,00
15	18/03/2042	3,51	8 202,06	3 078,13	5 123,93	0,00	142 902,85	0,00
16	18/03/2043	3,51	8 243,07	3 227,18	5 015,89	0,00	139 675,67	0,00
17	18/03/2044	3,51	8 284,28	3 381,66	4 902,62	0,00	136 294,01	0,00
18	18/03/2045	3,51	8 325,71	3 541,79	4 783,92	0,00	132 752,22	0,00
19	18/03/2046	3,51	8 367,33	3 707,73	4 659,60	0,00	129 044,49	0,00
20	18/03/2047	3,51	8 409,17	3 879,71	4 529,46	0,00	125 164,78	0,00
21	18/03/2048	3,51	8 451,22	4 057,94	4 393,28	0,00	121 106,84	0,00
22	18/03/2049	3,51	8 493,47	4 242,62	4 250,85	0,00	116 864,22	0,00
23	18/03/2050	3,51	8 535,94	4 434,01	4 101,93	0,00	112 430,21	0,00
24	18/03/2051	3,51	8 578,62	4 632,32	3 946,30	0,00	107 797,89	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	3,51	8 621,51	4 837,80	3 783,71	0,00	102 960,09	0,00
26	18/03/2053	3,51	8 664,62	5 050,72	3 613,90	0,00	97 909,37	0,00
27	18/03/2054	3,51	8 707,94	5 271,32	3 436,62	0,00	92 638,05	0,00
28	18/03/2055	3,51	8 751,48	5 499,88	3 251,60	0,00	87 138,17	0,00
29	18/03/2056	3,51	8 795,24	5 736,69	3 058,55	0,00	81 401,48	0,00
30	18/03/2057	3,51	8 839,22	5 982,03	2 857,19	0,00	75 419,45	0,00
31	18/03/2058	3,51	8 883,41	6 236,19	2 647,22	0,00	69 183,26	0,00
32	18/03/2059	3,51	8 927,83	6 499,50	2 428,33	0,00	62 683,76	0,00
33	18/03/2060	3,51	8 972,47	6 772,27	2 200,20	0,00	55 911,49	0,00
34	18/03/2061	3,51	9 017,33	7 054,84	1 962,49	0,00	48 856,65	0,00
35	18/03/2062	3,51	9 062,42	7 347,55	1 714,87	0,00	41 509,10	0,00
36	18/03/2063	3,51	9 107,73	7 650,76	1 456,97	0,00	33 858,34	0,00
37	18/03/2064	3,51	9 153,27	7 964,84	1 188,43	0,00	25 893,50	0,00
38	18/03/2065	3,51	9 199,04	8 290,18	908,86	0,00	17 603,32	0,00
39	18/03/2066	3,51	9 245,03	8 627,15	617,88	0,00	8 976,17	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/03/2067	3,51	9 291,23	8 976,17	315,06	0,00	0,00	0,00
Total			**337 765,82**	**176 064,14**	**161 701,68**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659273
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLS foncier - PLSDD 2025

Capital prêté : 1 161 313 €
Taux actuariel théorique : 2,97 %
Taux effectif global : 2,97 %
Intérêts de Préfinancement : 70 006,37 €
Taux de Préfinancement : 2,97 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	2,97	35 503,35	0,00	35 503,35	1 066,84	1 231 319,37	1 066,84
2	18/03/2029	2,97	35 680,86	0,00	35 680,86	921,01	1 231 319,37	1 987,85
3	18/03/2030	2,97	35 859,27	0,00	35 859,27	769,95	1 231 319,37	2 757,80
4	18/03/2031	2,97	36 038,56	0,00	36 038,56	613,53	1 231 319,37	3 371,33
5	18/03/2032	2,97	36 218,76	0,00	36 218,76	451,55	1 231 319,37	3 822,88
6	18/03/2033	2,97	36 399,85	0,00	36 399,85	283,87	1 231 319,37	4 106,75
7	18/03/2034	2,97	36 581,85	0,00	36 581,85	110,31	1 231 319,37	4 217,06
8	18/03/2035	2,97	36 764,76	0,00	36 764,76	- 69,33	1 231 319,37	4 147,73

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	2,97	36 948,58	0,00	36 948,58	- 255,21	1 231 319,37	3 892,52
10	18/03/2037	2,97	37 133,33	0,00	37 133,33	- 447,54	1 231 319,37	3 444,98
11	18/03/2038	2,97	37 318,99	0,00	37 318,99	- 646,49	1 231 319,37	2 798,49
12	18/03/2039	2,97	37 505,59	0,00	37 505,59	- 852,29	1 231 319,37	1 946,20
13	18/03/2040	2,97	37 693,12	0,00	37 693,12	- 1 065,13	1 231 319,37	881,07
14	18/03/2041	2,97	37 881,58	404,16	37 477,42	- 881,07	1 230 915,21	0,00
15	18/03/2042	2,97	38 070,99	1 512,81	36 558,18	0,00	1 229 402,40	0,00
16	18/03/2043	2,97	38 261,34	1 748,09	36 513,25	0,00	1 227 654,31	0,00
17	18/03/2044	2,97	38 452,65	1 991,32	36 461,33	0,00	1 225 662,99	0,00
18	18/03/2045	2,97	38 644,91	2 242,72	36 402,19	0,00	1 223 420,27	0,00
19	18/03/2046	2,97	38 838,14	2 502,56	36 335,58	0,00	1 220 917,71	0,00
20	18/03/2047	2,97	39 032,33	2 771,07	36 261,26	0,00	1 218 146,64	0,00
21	18/03/2048	2,97	39 227,49	3 048,53	36 178,96	0,00	1 215 098,11	0,00
22	18/03/2049	2,97	39 423,63	3 335,22	36 088,41	0,00	1 211 762,89	0,00
23	18/03/2050	2,97	39 620,75	3 631,39	35 989,36	0,00	1 208 131,50	0,00
24	18/03/2051	2,97	39 818,85	3 937,34	35 881,51	0,00	1 204 194,16	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	2,97	40 017,95	4 253,38	35 764,57	0,00	1 199 940,78	0,00
26	18/03/2053	2,97	40 218,03	4 579,79	35 638,24	0,00	1 195 360,99	0,00
27	18/03/2054	2,97	40 419,13	4 916,91	35 502,22	0,00	1 190 444,08	0,00
28	18/03/2055	2,97	40 621,22	5 265,03	35 356,19	0,00	1 185 179,05	0,00
29	18/03/2056	2,97	40 824,33	5 624,51	35 199,82	0,00	1 179 554,54	0,00
30	18/03/2057	2,97	41 028,45	5 995,68	35 032,77	0,00	1 173 558,86	0,00
31	18/03/2058	2,97	41 233,59	6 378,89	34 854,70	0,00	1 167 179,97	0,00
32	18/03/2059	2,97	41 439,76	6 774,51	34 665,25	0,00	1 160 405,46	0,00
33	18/03/2060	2,97	41 646,96	7 182,92	34 464,04	0,00	1 153 222,54	0,00
34	18/03/2061	2,97	41 855,19	7 604,48	34 250,71	0,00	1 145 618,06	0,00
35	18/03/2062	2,97	42 064,47	8 039,61	34 024,86	0,00	1 137 578,45	0,00
36	18/03/2063	2,97	42 274,79	8 488,71	33 786,08	0,00	1 129 089,74	0,00
37	18/03/2064	2,97	42 486,16	8 952,19	33 533,97	0,00	1 120 137,55	0,00
38	18/03/2065	2,97	42 698,60	9 430,51	33 268,09	0,00	1 110 707,04	0,00
39	18/03/2066	2,97	42 912,09	9 924,09	32 988,00	0,00	1 100 782,95	0,00
40	18/03/2067	2,97	43 126,65	10 433,40	32 693,25	0,00	1 090 349,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	18/03/2068	2,97	43 342,28	10 958,90	32 383,38	0,00	1 079 390,65	0,00
42	18/03/2069	2,97	43 558,99	11 501,09	32 057,90	0,00	1 067 889,56	0,00
43	18/03/2070	2,97	43 776,79	12 060,47	31 716,32	0,00	1 055 829,09	0,00
44	18/03/2071	2,97	43 995,67	12 637,55	31 358,12	0,00	1 043 191,54	0,00
45	18/03/2072	2,97	44 215,65	13 232,86	30 982,79	0,00	1 029 958,68	0,00
46	18/03/2073	2,97	44 436,73	13 846,96	30 589,77	0,00	1 016 111,72	0,00
47	18/03/2074	2,97	44 658,91	14 480,39	30 178,52	0,00	1 001 631,33	0,00
48	18/03/2075	2,97	44 882,21	15 133,76	29 748,45	0,00	986 497,57	0,00
49	18/03/2076	2,97	45 106,62	15 807,64	29 298,98	0,00	970 689,93	0,00
50	18/03/2077	2,97	45 332,15	16 502,66	28 829,49	0,00	954 187,27	0,00
51	18/03/2078	2,97	45 558,81	17 219,45	28 339,36	0,00	936 967,82	0,00
52	18/03/2079	2,97	45 786,61	17 958,67	27 827,94	0,00	919 009,15	0,00
53	18/03/2080	2,97	46 015,54	18 720,97	27 294,57	0,00	900 288,18	0,00
54	18/03/2081	2,97	46 245,62	19 507,06	26 738,56	0,00	880 781,12	0,00
55	18/03/2082	2,97	46 476,84	20 317,64	26 159,20	0,00	860 463,48	0,00
56	18/03/2083	2,97	46 709,23	21 153,46	25 555,77	0,00	839 310,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	18/03/2084	2,97	46 942,78	22 015,27	24 927,51	0,00	817 294,75	0,00
58	18/03/2085	2,97	47 177,49	22 903,84	24 273,65	0,00	794 390,91	0,00
59	18/03/2086	2,97	47 413,38	23 819,97	23 593,41	0,00	770 570,94	0,00
60	18/03/2087	2,97	47 650,44	24 764,48	22 885,96	0,00	745 806,46	0,00
61	18/03/2088	2,97	47 888,70	25 738,25	22 150,45	0,00	720 068,21	0,00
62	18/03/2089	2,97	48 128,14	26 742,11	21 386,03	0,00	693 326,10	0,00
63	18/03/2090	2,97	48 368,78	27 776,99	20 591,79	0,00	665 549,11	0,00
64	18/03/2091	2,97	48 610,62	28 843,81	19 766,81	0,00	636 705,30	0,00
65	18/03/2092	2,97	48 853,68	29 943,53	18 910,15	0,00	606 761,77	0,00
66	18/03/2093	2,97	49 097,95	31 077,13	18 020,82	0,00	575 684,64	0,00
67	18/03/2094	2,97	49 343,43	32 245,60	17 097,83	0,00	543 439,04	0,00
68	18/03/2095	2,97	49 590,15	33 450,01	16 140,14	0,00	509 989,03	0,00
69	18/03/2096	2,97	49 838,10	34 691,43	15 146,67	0,00	475 297,60	0,00
70	18/03/2097	2,97	50 087,29	35 970,95	14 116,34	0,00	439 326,65	0,00
71	18/03/2098	2,97	50 337,73	37 289,73	13 048,00	0,00	402 036,92	0,00
72	18/03/2099	2,97	50 589,42	38 648,92	11 940,50	0,00	363 388,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	18/03/2100	2,97	50 842,37	40 049,75	10 792,62	0,00	323 338,25	0,00
74	18/03/2101	2,97	51 096,58	41 493,43	9 603,15	0,00	281 844,82	0,00
75	18/03/2102	2,97	51 352,06	42 981,27	8 370,79	0,00	238 863,55	0,00
76	18/03/2103	2,97	51 608,82	44 514,57	7 094,25	0,00	194 348,98	0,00
77	18/03/2104	2,97	51 866,86	46 094,70	5 772,16	0,00	148 254,28	0,00
78	18/03/2105	2,97	52 126,20	47 723,05	4 403,15	0,00	100 531,23	0,00
79	18/03/2106	2,97	52 386,83	49 401,05	2 985,78	0,00	51 130,18	0,00
80	18/03/2107	2,97	52 648,75	51 130,18	1 518,57	0,00	0,00	0,00
Total			**3 481 732,10**	**1 231 319,37**	**2 250 412,73**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659278
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 910 875 €
Taux actuariel théorique : 3,00 %
Taux effectif global : 3,00 %
Intérêts de Préfinancement : 55 472,29 €
Taux de Préfinancement : 3,00 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	3,00	38 607,12	9 616,70	28 990,42	0,00	956 730,59	0,00
2	18/03/2029	3,00	38 800,16	10 098,24	28 701,92	0,00	946 632,35	0,00
3	18/03/2030	3,00	38 994,16	10 595,19	28 398,97	0,00	936 037,16	0,00
4	18/03/2031	3,00	39 189,13	11 108,02	28 081,11	0,00	924 929,14	0,00
5	18/03/2032	3,00	39 385,07	11 637,20	27 747,87	0,00	913 291,94	0,00
6	18/03/2033	3,00	39 582,00	12 183,24	27 398,76	0,00	901 108,70	0,00
7	18/03/2034	3,00	39 779,91	12 746,65	27 033,26	0,00	888 362,05	0,00
8	18/03/2035	3,00	39 978,81	13 327,95	26 650,86	0,00	875 034,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	3,00	40 178,70	13 927,68	26 251,02	0,00	861 106,42	0,00
10	18/03/2037	3,00	40 379,60	14 546,41	25 833,19	0,00	846 560,01	0,00
11	18/03/2038	3,00	40 581,49	15 184,69	25 396,80	0,00	831 375,32	0,00
12	18/03/2039	3,00	40 784,40	15 843,14	24 941,26	0,00	815 532,18	0,00
13	18/03/2040	3,00	40 988,32	16 522,35	24 465,97	0,00	799 009,83	0,00
14	18/03/2041	3,00	41 193,26	17 222,97	23 970,29	0,00	781 786,86	0,00
15	18/03/2042	3,00	41 399,23	17 945,62	23 453,61	0,00	763 841,24	0,00
16	18/03/2043	3,00	41 606,23	18 690,99	22 915,24	0,00	745 150,25	0,00
17	18/03/2044	3,00	41 814,26	19 459,75	22 354,51	0,00	725 690,50	0,00
18	18/03/2045	3,00	42 023,33	20 252,62	21 770,71	0,00	705 437,88	0,00
19	18/03/2046	3,00	42 233,45	21 070,31	21 163,14	0,00	684 367,57	0,00
20	18/03/2047	3,00	42 444,61	21 913,58	20 531,03	0,00	662 453,99	0,00
21	18/03/2048	3,00	42 656,84	22 783,22	19 873,62	0,00	639 670,77	0,00
22	18/03/2049	3,00	42 870,12	23 680,00	19 190,12	0,00	615 990,77	0,00
23	18/03/2050	3,00	43 084,47	24 604,75	18 479,72	0,00	591 386,02	0,00
24	18/03/2051	3,00	43 299,89	25 558,31	17 741,58	0,00	565 827,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	3,00	43 516,39	26 541,56	16 974,83	0,00	539 286,15	0,00
26	18/03/2053	3,00	43 733,97	27 555,39	16 178,58	0,00	511 730,76	0,00
27	18/03/2054	3,00	43 952,64	28 600,72	15 351,92	0,00	483 130,04	0,00
28	18/03/2055	3,00	44 172,41	29 678,51	14 493,90	0,00	453 451,53	0,00
29	18/03/2056	3,00	44 393,27	30 789,72	13 603,55	0,00	422 661,81	0,00
30	18/03/2057	3,00	44 615,24	31 935,39	12 679,85	0,00	390 726,42	0,00
31	18/03/2058	3,00	44 838,31	33 116,52	11 721,79	0,00	357 609,90	0,00
32	18/03/2059	3,00	45 062,50	34 334,20	10 728,30	0,00	323 275,70	0,00
33	18/03/2060	3,00	45 287,82	35 589,55	9 698,27	0,00	287 686,15	0,00
34	18/03/2061	3,00	45 514,26	36 883,68	8 630,58	0,00	250 802,47	0,00
35	18/03/2062	3,00	45 741,83	38 217,76	7 524,07	0,00	212 584,71	0,00
36	18/03/2063	3,00	45 970,54	39 593,00	6 377,54	0,00	172 991,71	0,00
37	18/03/2064	3,00	46 200,39	41 010,64	5 189,75	0,00	131 981,07	0,00
38	18/03/2065	3,00	46 431,39	42 471,96	3 959,43	0,00	89 509,11	0,00
39	18/03/2066	3,00	46 663,55	43 978,28	2 685,27	0,00	45 530,83	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/03/2067	3,00	46 896,75	45 530,83	1 365,92	0,00	0,00	0,00
Total			**1 704 845,82**	**966 347,29**	**738 498,53**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

Emprunteur : 0290361 - IDF HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 171001 / N° de la Ligne du Prêt : 5659277
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 1 208 880 €
Taux actuariel théorique : 2,97 %
Taux effectif global : 2,97 %
Intérêts de Préfinancement : 72 873,81 €
Taux de Préfinancement : 2,97 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/03/2028	2,97	36 957,55	0,00	36 957,55	1 110,54	1 281 753,81	1 110,54
2	18/03/2029	2,97	37 142,34	0,00	37 142,34	958,73	1 281 753,81	2 069,27
3	18/03/2030	2,97	37 328,05	0,00	37 328,05	801,50	1 281 753,81	2 870,77
4	18/03/2031	2,97	37 514,69	0,00	37 514,69	638,66	1 281 753,81	3 509,43
5	18/03/2032	2,97	37 702,27	0,00	37 702,27	470,05	1 281 753,81	3 979,48
6	18/03/2033	2,97	37 890,78	0,00	37 890,78	295,50	1 281 753,81	4 274,98
7	18/03/2034	2,97	38 080,23	0,00	38 080,23	114,83	1 281 753,81	4 389,81
8	18/03/2035	2,97	38 270,63	0,00	38 270,63	- 72,16	1 281 753,81	4 317,65

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 171001 Emprunteur n° 000290361

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/03/2036	2,97	38 461,99	0,00	38 461,99	- 265,67	1 281 753,81	4 051,98
10	18/03/2037	2,97	38 654,30	0,00	38 654,30	- 465,87	1 281 753,81	3 586,11
11	18/03/2038	2,97	38 847,57	0,00	38 847,57	- 672,97	1 281 753,81	2 913,14
12	18/03/2039	2,97	39 041,81	0,00	39 041,81	- 887,20	1 281 753,81	2 025,94
13	18/03/2040	2,97	39 237,01	0,00	39 237,01	- 1 108,75	1 281 753,81	917,19
14	18/03/2041	2,97	39 433,20	420,68	39 012,52	- 917,19	1 281 333,13	0,00
15	18/03/2042	2,97	39 630,37	1 574,78	38 055,59	0,00	1 279 758,35	0,00
16	18/03/2043	2,97	39 828,52	1 819,70	38 008,82	0,00	1 277 938,65	0,00
17	18/03/2044	2,97	40 027,66	2 072,88	37 954,78	0,00	1 275 865,77	0,00
18	18/03/2045	2,97	40 227,80	2 334,59	37 893,21	0,00	1 273 531,18	0,00
19	18/03/2046	2,97	40 428,94	2 605,06	37 823,88	0,00	1 270 926,12	0,00
20	18/03/2047	2,97	40 631,08	2 884,57	37 746,51	0,00	1 268 041,55	0,00
21	18/03/2048	2,97	40 834,24	3 173,41	37 660,83	0,00	1 264 868,14	0,00
22	18/03/2049	2,97	41 038,41	3 471,83	37 566,58	0,00	1 261 396,31	0,00
23	18/03/2050	2,97	41 243,60	3 780,13	37 463,47	0,00	1 257 616,18	0,00
24	18/03/2051	2,97	41 449,82	4 098,62	37 351,20	0,00	1 253 517,56	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/03/2052	2,97	41 657,07	4 427,60	37 229,47	0,00	1 249 089,96	0,00
26	18/03/2053	2,97	41 865,35	4 767,38	37 097,97	0,00	1 244 322,58	0,00
27	18/03/2054	2,97	42 074,68	5 118,30	36 956,38	0,00	1 239 204,28	0,00
28	18/03/2055	2,97	42 285,05	5 480,68	36 804,37	0,00	1 233 723,60	0,00
29	18/03/2056	2,97	42 496,48	5 854,89	36 641,59	0,00	1 227 868,71	0,00
30	18/03/2057	2,97	42 708,96	6 241,26	36 467,70	0,00	1 221 627,45	0,00
31	18/03/2058	2,97	42 922,51	6 640,17	36 282,34	0,00	1 214 987,28	0,00
32	18/03/2059	2,97	43 137,12	7 052,00	36 085,12	0,00	1 207 935,28	0,00
33	18/03/2060	2,97	43 352,80	7 477,12	35 875,68	0,00	1 200 458,16	0,00
34	18/03/2061	2,97	43 569,57	7 915,96	35 653,61	0,00	1 192 542,20	0,00
35	18/03/2062	2,97	43 787,42	8 368,92	35 418,50	0,00	1 184 173,28	0,00
36	18/03/2063	2,97	44 006,35	8 836,40	35 169,95	0,00	1 175 336,88	0,00
37	18/03/2064	2,97	44 226,38	9 318,87	34 907,51	0,00	1 166 018,01	0,00
38	18/03/2065	2,97	44 447,52	9 816,79	34 630,73	0,00	1 156 201,22	0,00
39	18/03/2066	2,97	44 669,75	10 330,57	34 339,18	0,00	1 145 870,65	0,00
40	18/03/2067	2,97	44 893,10	10 860,74	34 032,36	0,00	1 135 009,91	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	18/03/2068	2,97	45 117,57	11 407,78	33 709,79	0,00	1 123 602,13	0,00
42	18/03/2069	2,97	45 343,16	11 972,18	33 370,98	0,00	1 111 629,95	0,00
43	18/03/2070	2,97	45 569,87	12 554,46	33 015,41	0,00	1 099 075,49	0,00
44	18/03/2071	2,97	45 797,72	13 155,18	32 642,54	0,00	1 085 920,31	0,00
45	18/03/2072	2,97	46 026,71	13 774,88	32 251,83	0,00	1 072 145,43	0,00
46	18/03/2073	2,97	46 256,84	14 414,12	31 842,72	0,00	1 057 731,31	0,00
47	18/03/2074	2,97	46 488,13	15 073,51	31 414,62	0,00	1 042 657,80	0,00
48	18/03/2075	2,97	46 720,57	15 753,63	30 966,94	0,00	1 026 904,17	0,00
49	18/03/2076	2,97	46 954,17	16 455,12	30 499,05	0,00	1 010 449,05	0,00
50	18/03/2077	2,97	47 188,94	17 178,60	30 010,34	0,00	993 270,45	0,00
51	18/03/2078	2,97	47 424,89	17 924,76	29 500,13	0,00	975 345,69	0,00
52	18/03/2079	2,97	47 662,01	18 694,24	28 967,77	0,00	956 651,45	0,00
53	18/03/2080	2,97	47 900,32	19 487,77	28 412,55	0,00	937 163,68	0,00
54	18/03/2081	2,97	48 139,82	20 306,06	27 833,76	0,00	916 857,62	0,00
55	18/03/2082	2,97	48 380,52	21 149,85	27 230,67	0,00	895 707,77	0,00
56	18/03/2083	2,97	48 622,42	22 019,90	26 602,52	0,00	873 687,87	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	18/03/2084	2,97	48 865,54	22 917,01	25 948,53	0,00	850 770,86	0,00
58	18/03/2085	2,97	49 109,86	23 841,97	25 267,89	0,00	826 928,89	0,00
59	18/03/2086	2,97	49 355,41	24 795,62	24 559,79	0,00	802 133,27	0,00
60	18/03/2087	2,97	49 602,19	25 778,83	23 823,36	0,00	776 354,44	0,00
61	18/03/2088	2,97	49 850,20	26 792,47	23 057,73	0,00	749 561,97	0,00
62	18/03/2089	2,97	50 099,45	27 837,46	22 261,99	0,00	721 724,51	0,00
63	18/03/2090	2,97	50 349,95	28 914,73	21 435,22	0,00	692 809,78	0,00
64	18/03/2091	2,97	50 601,70	30 025,25	20 576,45	0,00	662 784,53	0,00
65	18/03/2092	2,97	50 854,71	31 170,01	19 684,70	0,00	631 614,52	0,00
66	18/03/2093	2,97	51 108,98	32 350,03	18 758,95	0,00	599 264,49	0,00
67	18/03/2094	2,97	51 364,53	33 566,37	17 798,16	0,00	565 698,12	0,00
68	18/03/2095	2,97	51 621,35	34 820,12	16 801,23	0,00	530 878,00	0,00
69	18/03/2096	2,97	51 879,46	36 112,38	15 767,08	0,00	494 765,62	0,00
70	18/03/2097	2,97	52 138,85	37 444,31	14 694,54	0,00	457 321,31	0,00
71	18/03/2098	2,97	52 399,55	38 817,11	13 582,44	0,00	418 504,20	0,00
72	18/03/2099	2,97	52 661,54	40 231,97	12 429,57	0,00	378 272,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/03/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	18/03/2100	2,97	52 924,85	41 690,16	11 234,69	0,00	336 582,07	0,00
74	18/03/2101	2,97	53 189,48	43 192,99	9 996,49	0,00	293 389,08	0,00
75	18/03/2102	2,97	53 455,42	44 741,76	8 713,66	0,00	248 647,32	0,00
76	18/03/2103	2,97	53 722,70	46 337,87	7 384,83	0,00	202 309,45	0,00
77	18/03/2104	2,97	53 991,31	47 982,72	6 008,59	0,00	154 326,73	0,00
78	18/03/2105	2,97	54 261,27	49 677,77	4 583,50	0,00	104 648,96	0,00
79	18/03/2106	2,97	54 532,58	51 424,51	3 108,07	0,00	53 224,45	0,00
80	18/03/2107	2,97	54 805,22	53 224,45	1 580,77	0,00	0,00	0,00
Total			**3 624 342,73**	**1 281 753,81**	**2 342 588,92**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 2,40 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
2 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - Tél : 01 49 55 68 00
ile-de-france@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Convention fixant les modalités de réservation du contingent communal en contrepartie de la garantie d'emprunt

Achat en VEFA de 26 logements

Opération de 26 logements locatifs sociaux

Rue Simone Veil à Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

ENTRE

1. La Ville de BAGNEUX représentée par son Maire en exercice, Madame Marie-Hélène AMIABLE, agissant en application de la délibération n° DEL_20250617_13 du Conseil municipal du 17 juin 2025 portant octroi de la garantie communale au profit d'IDF Habitat pour un prêt d'un montant total de 5 410 408 euros pour l'acquisition en VEFA de 26 logements situés dans le quartier des Mathurins à Bagneux, ci-après dénommée « la Ville »,

D'une part,

ET

2. La SCIC HLM IDF HABITAT – 59 rue Carnot – 94507 Champigny sur Marne, représentée par Madame Delphine VALENTIN, Directrice Générale, ci-après dénommé « l'Organisme »

D'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

L'Organisme a obtenu de la Ville, par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2025, la garantie du service en intérêts d'un emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, aux taux pratiqués par l'Organisme prêteur au moment de l'établissement des contrats de prêts.

Par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2025, les conseillers ont approuvé le projet de convention et donné au Maire l'autorisation de la signer.

Ces prêts sont destinés à l'acquisition de 26 logements sociaux dans le cadre d'une vente en état futur d'achèvement (VEFA) sur le site des Mathurins, sis rue Simone Veil - Lot E4-1 à BAGNEUX.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles s'exercera, conformément aux articles R. 431-7 à R. 431-60 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), la garantie que la Ville va accorder pour le service des emprunts.

Article 1er : Hauteur de la garantie d'emprunt

En application de la délibération du 17 juin 2025, la Ville de BAGNEUX garantit à hauteur de 100 % le paiement des intérêts et le remboursement du capital des emprunts d'un montant total de 5 410 408 €, contractés auprès de la Caisse des

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

Dépôts et Consignations, 2 avenue Mendès France, CS 41342, 75648 PARIS CEDEX 13.

Article 2 : Caractéristiques des emprunts consentis

Les caractéristiques des emprunts consentis sont détaillées dans le contrat de prêt n° 171001, décomposé comme suit :

- Ligne de prêt Construction PLAI n° 5659276 d'un montant de 398 142 €, d'une durée de 40 ans
- Ligne de prêt PLAI Foncier n° 5659275 d'un montant de 682 605 €, d'une durée de 80 ans
- Ligne de prêt Construction PLUS n° 5659278 d'un montant de 910 875 €, d'une durée de 40 ans
- Ligne de prêt PLUS Foncier n° 5659277 d'un montant de 1 208 880 €, d'une durée de 80 ans
- Ligne de prêt Construction PLS n° 5659274 d'un montant de 164 326 €, d'une durée de 40 ans
- Ligne de prêt PLS Foncier n° 5659273 d'un montant de 1 161 313 €, d'une durée de 80 ans
- Ligne de prêt PLS Complémentaire n° 5659279 d'un montant de 884 267 €, d'une durée de 40 ans

Les emprunts visés par la présente convention sont basés sur les prix de la construction au moment de la mise en adjudication. Ils pourront être complétés par des emprunts complémentaires permettant de faire face aux augmentations de prix et à des dépenses imprévues qui pourraient survenir par la suite.

La présente convention sera également applicable à ces emprunts complémentaires.

Article 3 : Conditions de la mise en jeu de la garantie d'emprunt

La garantie de la Ville porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Organisme dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Si ce dernier ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, il devra en avertir la Ville au moins deux mois à l'avance. La Ville de BAGNEUX réglera en lieu et place de l'Organisme le montant des annuités à concurrence de la défaillance de cet Organisme, à titre d'avances recouvrables.
Ces avances seront remboursées par l'Organisme, étant entendu que ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne fera pas obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues aux établissements prêteurs.

Ces avances ne porteront pas d'intérêts.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

<u>Article 4</u> : Contreparties en matière de réservation

La contrepartie de la garantie d'emprunt du programme neuf cité dans l'exposé permet une valorisation jusqu'à 20% des droits de réservation (article R 441-5-3 du CCH).

<u>Les premières attributions s'effectueront en stock, et sur la stricte répartition des droits et des financements initiaux</u>.

S'agissant d'une garantie totale, IDF HABITAT s'engage à réserver 20% des logements, soit 5 logements dont les caractéristiques sont les suivantes :

- T2 n° 601 – Bâtiment A2 - PLS
- T3 n° 602 – Bâtiment A2 - PLS
- T4 n° 603 – Bâtiment A2 - PLUS
- T2 n° 701 – Bâtiment A2 - PLUS
- T5 n° 703 – Bâtiment A2 - PLAI

<u>Article 5</u> : Règles de réservation post premières attributions

En contrepartie de la dite garantie, l'Organisme, par la présente, concède à la Ville des droits de réservation sur l'assiette des logements de son parc soumis à la gestion en flux, le tout dans le respect des dispositions portant sur la gestion en flux, prévues à l'article R.441-5-3 du CCH dans sa rédaction issue du décret n° 2020-145 du 20 février 2020.

Les modalités applicables pour les droits de réservation en flux, une fois l'opération neuve mise en service, sont celles relevant des textes réglementaires. L'organisme avisera la Ville par lettre ou courriel, des nouvelles offres de logements qui lui seront proposées au titre de ses droits de réservation en flux.

Cette offre fera apparaître :

- Les conditions de relocation dudit logement
- Les modalités de visite dudit logement
- La date à laquelle le logement sera libre de toute occupation
- La date à laquelle le délai de préavis du locataire sortant expire

Dès réception de cette offre, la Ville disposera d'un délai d'un mois pour désigner une liste de candidats (au moins 3) et transmettre leur dossier complet dans le respect des dispositions règlementaires relatives à l'attribution (article L. 441-1 du CCH modifiée par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018). Au-delà du délai visé ci-dessus, la Ville remettra le logement.

Les droits de réservation, postérieurement, à leur première affectation « en stock », seront automatiquement convertis en droits uniques et viendront s'ajouter à l'ensemble

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_15-DE

des droits de réservation de la Ville de BAGNEUX, et mis à disposition dans un délai qui n'excédera pas la durée de la garantie du prêt le plus long, plus 5 ans.

L'ensemble des logements dudit programme viendront alimenter l'assiette globale du bailleur au 31/12 de l'année qui suivra sa livraison et feront l'objet d'une communication au Préfet, conformément aux dispositions du décret portant sur la gestion en flux.

Ces logements, à leur prochaine libération, seront traités dans les conditions citées au chapitre I de la convention bilatérale.
A l'issue du premier peuplement, ces droits de suite seront convertis en droits uniques dans le cadre de la gestion en flux, en prenant en compte la durée restante de chaque réservation et en appliquant le taux de rotation du bailleur.

Les attributions s'effectueront conformément à la règlementation HLM en vigueur, dans le respect des plafonds de ressources et en tenant compte notamment de la composition des familles et de leur solvabilité.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de la signature des parties. L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la commune. Elle se poursuivra pendant une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral des emprunts contractés avec la Ville, conformément à l'article R.441-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Fait en deux exemplaires originaux

à

le

Pour IDF HABITAT

Delphine VALENTIN
Directrice Générale

Pour la Commune de Bagneux

Marie Hélène AMIABLE
Maire de Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_16

Information au Conseil municipal sur le compte-rendu annuel à la collectivité locale relatif à la zone d'aménagement concertée (ZAC) de l'écoquartier des Musiciens au titre de l'année 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_16

Aménagement urbain

ZAC éco quartier des musiciens (CRACL 2023)

Objet : **Information au Conseil municipal sur le compte-rendu annuel à la collectivité locale relatif à la zone d'aménagement concertée (ZAC) de l'écoquartier des Musiciens au titre de l'année 2023**

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.300-4 et L.300-5 ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux sociétés d'économies mixtes locales, modifiées notamment par la loi n°2002-1 du 22 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économies mixtes locales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'inscription du quartier de la Pierre plate dans la liste des quartiers dits d'intérêt national en mars 2015 par le conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Bagneux du 31 janvier 2017 approuvant les modalités de la concertation et des objectifs poursuivis en vue de la création de la ZAC pour le projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre plate,

Vu le compte-rendu du comité d'engagement de l'ANRU reçu le 25 juillet 2019, concernant la validation du projet de renouvellement urbain de la Pierre plate ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de l'Établissement public territorial Vallée Sud – Grand Paris en date du 19 septembre 2019, approuvant le bilan de concertation préalable à la création de la ZAC des Musiciens à Bagneux ;

Vu la mise à disposition au public par voie électronique du dossier de création de la ZAC des Musiciens à Bagneux, qui s'est déroulée du 22 octobre 2019 au 22 novembre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire du 24 février 2020 approuvant la création de la ZAC des Musiciens à Bagneux ;

Vu la délibération du Bureau de Territoire du 29 janvier 2021 désignant le groupement SADEV94-CITALLIOS comme aménageur de la ZAC des Musiciens et approuvant le traité de concession d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire du 10 février 2021 approuvant la rectification du périmètre de la ZAC des Musiciens dans le cadre du dossier de création de la ZAC ;

Vu la délibération n° DEL_20231010_13 du Conseil municipal en date du 10 octobre 2023 portant approbation du principe de réalisation des équipements publics de la ZAC des musiciens devant revenir à la commune de Bagneux ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire du 14 décembre 2023 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC ;

Vu le compte rendu annuel à la collectivité relatif à l'exercice 2023 établi par SADEV94 au nom du groupement ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant que le montant des dépenses réalisées au titre de l'exercice 2023 s'élève à 1 746 936 € HT portant à 2 179 542 € HT le montant des dépenses cumulées depuis le début de l'opération ;

Considérant que les recettes perçues au titre de l'exercice 2023 et cumulée depuis le début de l'opération s'élèvent à 10 813 € HT ;

Considérant que le résultat d'opération au 31 décembre 2023 est de – 1 736 123 € HT au titre de l'exercice 2023 et de – 2 168 729 € HT depuis le début de l'opération ;

Considérant l'augmentation du bilan prévisionnel de la ZAC passant de 38 416 269€ à 42 993 611 en raison des surcoûts sur les équipements publics ;

Considérant que l'augmentation du bilan est équilibrée par une augmentation des recettes de participation constructeurs, de l'Etablissement Public d'Aménagement Vallée Sud Grand Paris à hauteur de 2 340 212€, de l'ANRU et de nouvelles subventions du Fonds Verts et de la Banque des Territoires ;

Considérant que la ZAC des Musiciens est une opération de plein droit de l'Établissement public Territorial Vallée Sud-Grand Paris qui en est le concédant et se substitue de plein droit à la commune de Bagneux dans ses droits et obligations ;

Considérant que, conformément aux articles L.300-5 du Code de l'Urbanisme et à l'article L. 1523-3 du Code

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Général des Collectivités Territoriales, le concédant qui a décidé de participer à l'opération exerce un contrôle technique, financier et comptable ;

Considérant qu'à cet effet, le concessionnaire doit fournir chaque année un compte-rendu financier comportant :

- le bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession, faisant apparaître l'estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser,

- le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération,

- un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prend acte du compte rendu annuel d'activité à la collectivité locale (CRACL) pour l'exercice 2023 relatif à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des musiciens à Bagneux par la Société d'aménagement des villes et du département du Val-de-Marne (SADEV 94). Il est donné un avis favorable suite à son approbation par le Bureau de Territoire du 11 juin 2025.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 20/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

COMPTE RENDU AUX COLLECTIVITES LOCALES

Nom de la ville	BAGNEUX
Nom de l'opération	ZAC DES MUSICIENS
Numéro de l'opération	451
Date	2023

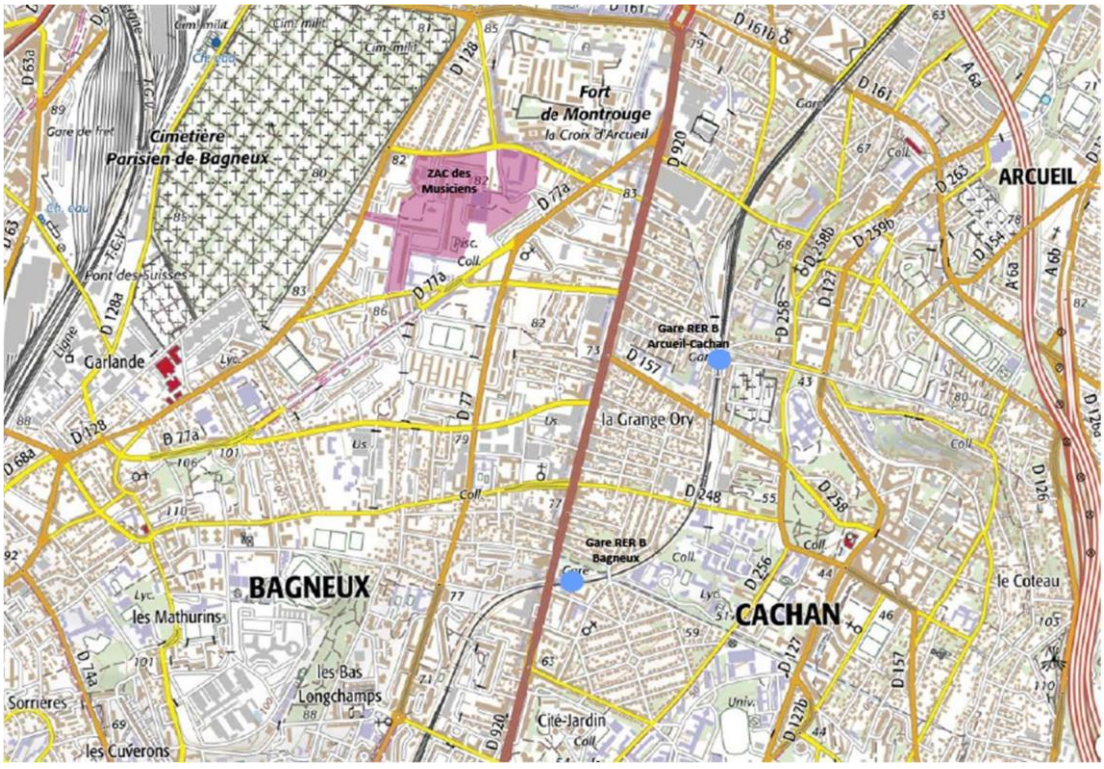
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

I - PREAMBULE

A – Contexte de réalisation de la ZAC DES MUSICIENS

La ville de Bagneux fait partie de l'Établissement public territorial (EPT) Vallée Sud-Grand Paris avec dix autres communes depuis le 1er janvier 2016. Cet EPT, ayant la compétence Aménagement depuis le 1er janvier 2018, accueille plus de 403 000 habitants dont 10% vivent à Bagneux (41 131 habitants). La commune est entourée par les villes de Montrouge au nord, Châtillon et Fontenay-aux-Roses à l'ouest, Sceaux et Bourg-la-Reine au sud et Arcueil et Cachan à l'est. La ville de Bagneux est actuellement desservie par le RER B dont la station se situe dans le sud-est, à la frontière de la ville de Cachan.

Le quartier de la Pierre Plate qui se situe dans le nord de Bagneux est à environ 25 min à pied de la station RER « Bagneux » et 20 min à pied de la station RER « Arcueil-Cachan ». L'arrivée en janvier 2022 de la ligne 4 au pied du projet a constitué une réelle opportunité de désenclavement du site et des quartiers alentours, à dominante résidentielle. Le tissu urbain du nord de Bagneux est marqué par la présence d'habitat pavillonnaire, de grands ensembles, d'équipements publics et de commerces de proximité.

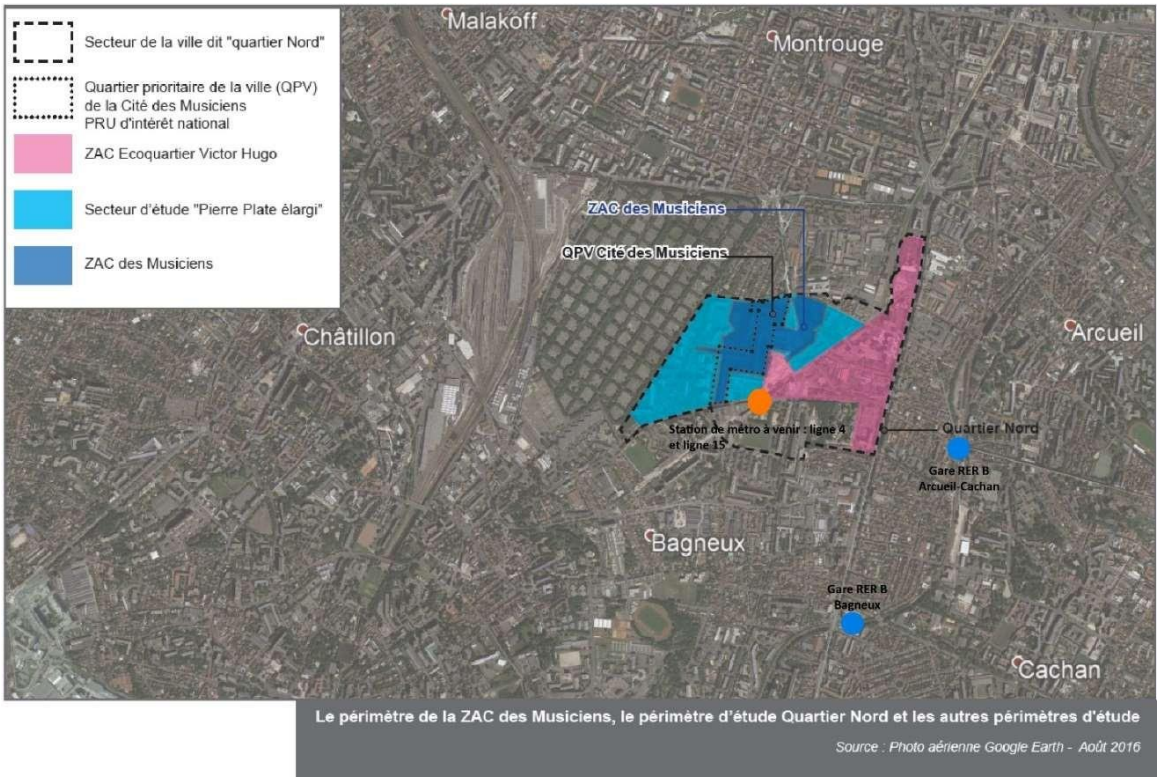


Carte de localisation de la ZAC des Musiciens et du RER B (réalisée par Une Fabrique de la Ville, fond de plan : Géoportail

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Localisation et périmètre

La ZAC des Musiciens s'étend sur une emprise d'environ 12 hectares. Son périmètre ne suit pas exactement celui du quartier de la Pierre Plate (classé quartier prioritaire de la politique de la ville et dans le dispositif du NPNRU de l'ANRU) qui s'étend du cimetière de Bagneux à l'ouest au futur écoquartier Victor-Hugo à l'est. Au nord, la ZAC est délimitée par la rue Jean-Marin-Naudin et au sud par la rue de Verdun.

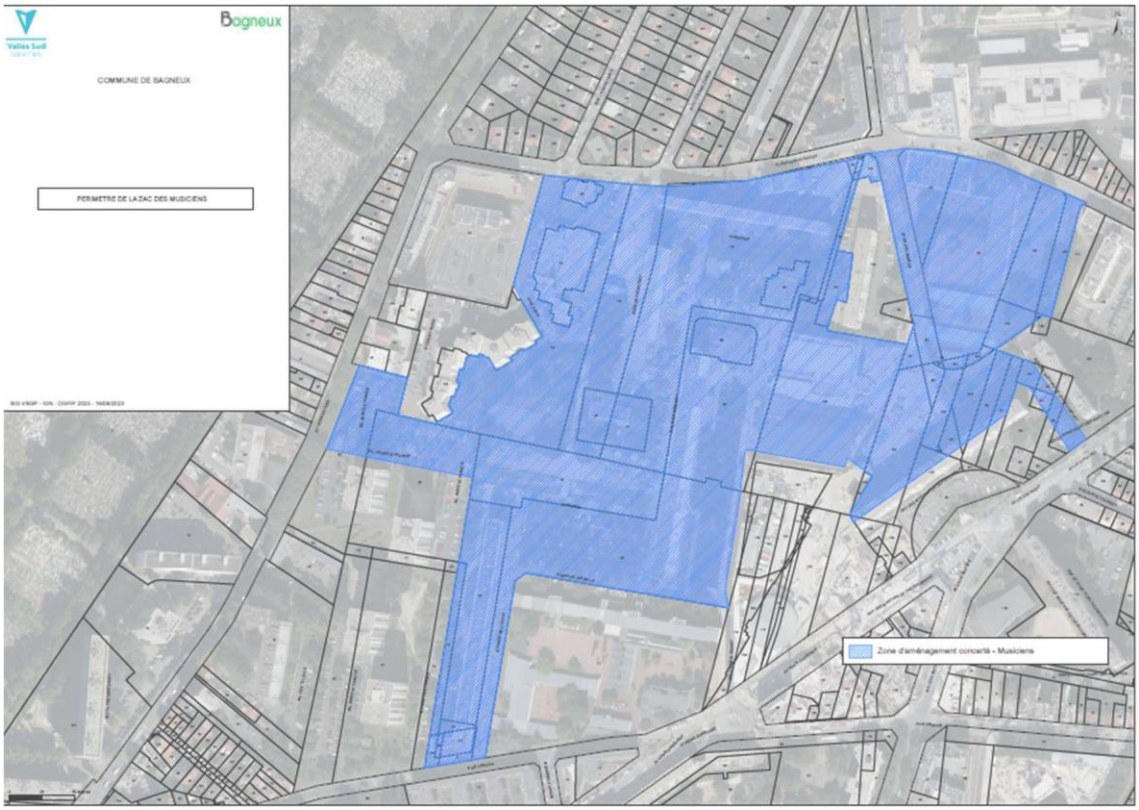


Localisation de la station de métro et des gares de RER B (réalisée par Une Fabrique de la Ville, source : étude d'impact réalisée par l'Atelier Anne Teyssier)

Les fonctions du quartier sont majoritairement résidentielles et de services, un grand nombre d'équipements publics se trouvent dans le périmètre de la ZAC ou à proximité : école, collège, crèche, gymnase, centre socio-culturel. De plus, le quartier accueille des commerces de proximité.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Périmètre de la ZAC des Musiciens _ 2023



B - Les objectifs de la ZAC DES MUSICIENS

Le projet de renouvellement urbain et social de la Pierre Plate et de la ZAC des Musiciens s'inscrit dans une dynamique d'évolution profonde du quartier Nord de la ville de Bagneux, lui-même intégré dans un contexte métropolitain où d'intenses transformations urbaines, économiques et sociales, sont à l'œuvre.

L'arrivée de nouvelles infrastructures de transport (le prolongement de la ligne 4 inauguré en janvier 2022 et la ligne 15 du futur métro automatique Grand Paris Express) générera de nombreux effets : transit potentiel de 35 000 usagers, attractivité renforcée de l'offre d'habitation mais aussi du potentiel économique de la ville, transformation du paysage urbain. Il importait que ces profondes mutations à venir bénéficient également au quartier d'habitat social de la Pierre Plate, contigü à la place des gares.

La réflexion engagée par la Ville et le bailleur SEQENS (ex-DOMAXIS) a abouti en 2013 à un schéma de référence du quartier Nord définissant les orientations d'un projet articulant la ZAC Ecoquartier Victor-Hugo à l'est en cours de réalisation et le projet de renouvellement urbain et social de la Pierre Plate. Il s'agit notamment d'inclure la Pierre Plate, quartier d'habitat social enclavé et au patrimoine vieillissant dans un projet d'ensemble afin d'éviter son décrochage et favoriser son renouvellement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

La réflexion sur l'évolution du quartier Nord de Bagneux doit donc répondre à plusieurs enjeux :

- Introduire une cohérence entre le projet urbain du quartier Nord et le secteur de la Pierre Plate à travers une démarche globale d'écoquartier.
- Réussir l'objectif de mixité sociale non seulement entre les deux quartiers ZAC Ecoquartier Victor-Hugo, et Zac des Musiciens, mais aussi au sein même du quartier de la Pierre Plate en faisant en sorte :
    - De développer les parcours résidentiels par une offre variée : une proportion de logements sociaux neufs, de l'accession maitrisée, du logement intermédiaire, de l'accession libre, qui fera passer la proportion de logements sociaux de 100% à 50%
    - D'être attentif aux souhaits de relogement des habitants de la Pierre plate pour leur permettre de rester dans le quartier s'ils le souhaitent afin de profiter de l'offre des futurs métros et des équipements renouvelés.
- Valoriser les espaces publics du quartier Pierre Plate en favorisant l'accès des habitants à des espaces agrandis et reconfigurés, en donnant une place importante au végétal et à l'agriculture urbaine ;
- Favoriser les espaces verts plantés d'arbres, facteurs limitants des ilots de chaleur ;
- Connecter les secteurs du quartier nord, désenclaver la Pierre Plate et apaiser l'avenue Victor-Hugo par la création de nouvelles voies et la démolition de barres de la cité des Musiciens.
- Développer une nouvelle attractivité autour du pôle gare avec une programmation adaptée, notamment en matière de développement économique et d'économie sociale et solidaire, mais aussi sur le plan culturel avec l'intégration d'un nouveau théâtre, et éducatif grâce à la reconstruction du collège Joliot-Curie.
- Introduire une diversité des formes urbaines et diversifier l'offre de logement, par la construction neuve et l'amélioration durable de l'existant
- Favoriser la connexion des quartiers par le biais de trames vertes et développer les circulations douces.

Il s'agit donc de tirer profit de l'arrivée des deux métros et du pôle d'intermodalité sur l'îlot-gares pour favoriser un développement urbain et social, mixte et équilibré de l'ensemble du Quartier Nord, territoire stratégique du Contrat de Développement Territorial (CDT) "Campus Sciences et Santé" et déjà amorcé avec la ZAC écoquartier Victor-Hugo, en intégrant le quartier d'habitat social de la Pierre Plate dans cette dynamique de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Les objectifs de l'opération devant permettre la mutation du quartier tels que définis dans le dossier de création de ZAC des Musiciens sont les suivants :

- La démolition de 296 logements sociaux, visant à désenclaver le quartier (sous maîtrise d'ouvrage de SEQENS)
- La réhabilitation de 553 logements sociaux afin d'améliorer le cadre de vie des habitants (rénovation thermique, mise aux normes des parties communes et des logements, etc.), sous maîtrise d'ouvrage de SEQENS
- La densification et la diversification du parc de logement permettant de favoriser la mixité sociale du site et le rééquilibrage de l'offre sociale,
- La construction d'une nouvelle offre de logements locatifs sociaux participant à la reconstitution de l'offre démolie (reconstitution hors quartier de la Pierre plate)

Cette mutation du parc de logement sera accompagnée d'une restructuration de l'offre en équipements publics via :

- La démolition-reconstruction des équipements publics vieillissants,
- La restructuration de la trame viaire et le développement d'espaces publics de qualité,
- La constitution de nouveaux ilots avec le développement de cœurs d'ilot verts.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

C - Programmation

Des études pré-opérationnelles urbaines et paysagères réalisées en 2017 et 2018 par l'équipe ESTRAN production - atelier Roberta - Grand Paris Aménagement – Filigrane programmation - Atelier Anne Tessier sous la direction de la commune de Bagneux ont conduit à plusieurs hypothèses de formes et densité pour aboutir à un plan-projet validé par les partenaires en comité de pilotage de mai 2018.



Plan guide des espaces paysagers (source : ESTRAN Production / Atelier Roberta)

A l'issue de ces études, le programme de l'opération d'aménagement s'est précisé. Il comprend la restructuration du parc de logement de l'ensemble du quartier à travers la mise en œuvre du Projet de Renouvellement Urbain et Social (PRUS) de la Pierre Plate ainsi que la construction d'une nouvelle offre de logement.

Le PRUS prévoit la démolition d'une partie de l'offre de logement locatifs sociaux, la réhabilitation du parc de logements sociaux existant non démoli et le développement d'une offre nouvelle diversifiée. Sur l'ensemble de la ZAC 296 logements sociaux seront démolis, 553 logements sociaux seront réhabilités, et environ 600 logements diversifiés seront construits.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

La délibération du Conseil Territorial de Vallée Sud – Grand Paris en date du 24 février 2020, engageant la réalisation de l'opération d'aménagement et sa mise en œuvre à travers une Zone d'aménagement concertée, a acté les orientations programmatiques validées par les partenaires en 2018.

Réhabilitations

- La réhabilitation des logements sociaux dans le cadre du PRUS, aujourd'hui achevée, a été menée sous maîtrise d'ouvrage du bailleur social SEQENS et concerne les bâtiments Chopin, Prokofiev et partiellement Debussy. La réhabilitation de la barre Chopin s'est achevée en juillet 2020, celles de Debussy et Prokofiev se sont achevés en 2022.

Démolitions

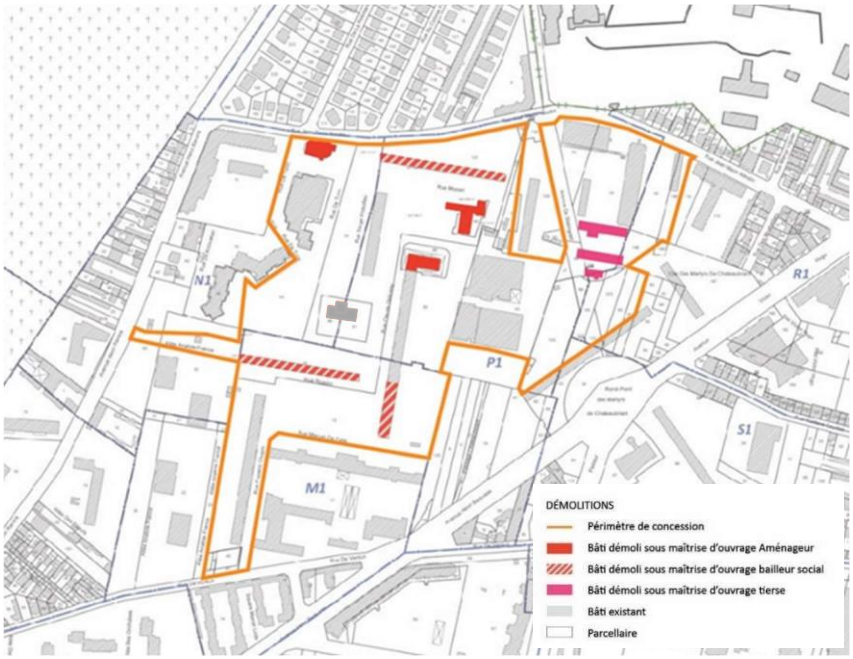


Schéma des démolitions sur le périmètre de la ZAC

- Les démolitions, sous maîtrise d'ouvrage du bailleur SEQENS, concernent les barres Mozart, Rossini et une partie de la barre Debussy (numéros 8-9-10). Elles permettront la création de nouveaux axes nord-sud et est-ouest et ouvriront des perspectives en termes de liaisons urbaines au-delà du simple périmètre du quartier. Le relogement est achevé sur la barre Rossini, et sur la barre Debussy s'est achevé en 2024 pour la barre Mozart. La Barre Rossini a été démolie en mars 2021, la barre Debussy, a été réduite en avril 2023. La barre Mozart sera détruite au premier semestre 2024.
- La totalité des bâtiments de l'école maternelle Châteaubriant sera démolie par le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine dans le cadre de leur opération de construction d'un collège provisoire, durant la démolition-reconstruction du collège Joliot-Curie.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

- Concernant les autres bâtiments devant faire l'objet d'une démolition, ces démolitions seront à la charge de l'aménageur. Il s'agit des locaux commerciaux de la SEMABA, du Centre Social et Culturel Jacques-Prévert, du multi accueil nord et des locaux situés rue Jean-Marin-Naudin (pharmacie et locaux de médecins).
- Le centre social et culturel sera reconstruit au sein de l'îlot G3 situé sur l'îlot-gares dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor-Hugo. L'aménagement intérieur sera sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Bagneux.
- Il est prévu également sur la bordure de la ZAC la démolition / reconstruction par le Département des Hauts-de-Seine du collège Joliot-Curie pour une ouverture prévue à la rentrée scolaire 2028. Les dépenses du collège seront prises en charge par le Département. Les dépenses liées à la reconstruction du Gymnase Joliot-Curie étaient initialement prises en charge en partie par le Département mais les travaux restaient sous maitrise d'ouvrage Ville de Bagneux. Ce point a été rediscuté par les parties et la construction du gymnase sera finalement réalisée par le Département dans le cadre de la démolition reconstruction du collège.
- Il est également prévu la construction d'un nouveau théâtre au sein du projet de la Pierre Plate. Ce nouveau théâtre sera entièrement financé par le territoire Vallée Sud Grand Paris.

PROGRAMME PREVISIONNEL DE CONSTRUCTION DE LA ZAC

Une partie de ce programme sera réalisée par le bailleur social SEQENS et le bailleur Toit & Joie. Une participation des constructeurs et des bailleurs aux équipements de la ZAC est prévue (voir paragraphe 6.3 de ce document).

Le programme des constructions est réparti en 10 îlots identifiés sur le schéma ci-dessous. Les îlots 1, 2.1, 4.1, 4.2 et 6 seront développés par l'aménageur. L'aménageur aura la charge de réaliser une majeure partie du programme de logements libres, soit environ 23 000 m² sdp (340 logements), dont environ 11% seront fléchés en accession à prix maîtrisé permettant de répondre aux exigences de la Charte de la Construction et de la Promotion de la Ville de Bagneux délibérée en janvier 2021.

La partie du programme réalisée par le bailleur social SEQENS concerne les îlots 2.2, 5.1, 5.2 et 5bis et se décompose ainsi :

- Logement libre : 6 143 m²sdp, soit 64 logements
- Logement locatif libre : 8 188 m²sdp, soit 115 logements, réalisé par l'Association Foncière Logement dans le cadre des contreparties aux financements du PRUS de la Pierre Plate inscrit en opération dite « d'intérêt national » dans le cadre du NPNRU
- Logement locatif social : 5 717 m²sdp, soit 85 logements, de type PLS

Le bailleur social Toit & Joie réalisera le lot 7 de la ZAC, totalisant environ 2 200m², soit 32 logements en BRS.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

	Nombre de logement indicatif	SDP totale indicative	Propriétaire	Opérateur	Programme
Ilot 1	34	2 375 m² sdp	Copropriété, Commune de Bagneux	Aménageur	Accession
Ilot 2.1	56	2 706 m² sdp	Seqens (bailleur)	Aménageur	Accession
Ilot 2.2	39	4 400 m² sdp	Seqens (bailleur)	Aménageur	Accession
Ilot 4.1	91	6 767 m² sdp	Seqens (bailleur), Commune de Bagneux, Copropriété	Aménageur	Accession
Ilot 4.2	47	3 769 m² sdp	Seqens (bailleur), Commune de Bagneux, Copropriété	Aménageur	Accession
Ilot 5.1	85	5 717 m² sdp	Seqens (bailleur)	Seqens (bailleur)	LLS (PLS)
Ilot 5.2	115	8 188 m² sdp	Seqens (bailleur)	AFL	AFL
Ilot 5bis	25	1 743 m² sdp	Seqens (bailleur)	Aménageur	Accession
Ilot 6	91	6 253 m² sdp	Commune de Bagneux, Hauts-de-Seine Habitat - OPH	Aménageur	Accession
Ilot 7	32	2 200 m² sdp	Toit & Joie	Toit & Joie	BRS
Total	**615**	**43 800 m² sdp**			

Ilots développés par le bailleur Seqens

Ilots développés par le bailleur Toit et Joie

Cette programmation est celle arrêtée dans le dossier de réalisation de la ZAC

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Le programme des équipements publics de la ZAC a été délibéré par la ville de Bagneux et le Conseil territorial de Vallée Sud – Grand Paris, respectivement en octobre 2023 et décembre 2023.

Equipements d'infrastructure

Afin de renforcer la trame verte et bleue et de valoriser le paysage à l'échelle du quartier, un travail particulièrement minutieux est attendu sur le traitement des espaces publics. L'enrichissement en espaces verts – qui couvriront 3,2 hectares de la ZAC – ainsi que la création de liens entre les équipements du quartier et avec les quartiers alentours guideront l'aménagement des espaces publics autour des interventions suivantes :

- Extension et requalification du parc Nelson Mandela et création d'un square
- Aménagement et restructuration du mail Debussy
- Aménagement d'un parvis des équipements en lien avec la requalification du square chateaubriand
- Aménagement ou requalification des rues et venelles nécessaires aux dessertes des opérations de construction ou des résidentialisations, ainsi qu'au fonctionnement du quartier et de ses équipements.

Equipements de superstructure

Equipement d'accueil des jeunes enfants

L'opération prévoit la construction d'un Etablissement d'accueil du jeune enfant de 60 berceaux par le concessionnaire. La crèche sera réalisée en superstructure indépendante des ensembles immobiliers par réhabilitation et extension d'un bâtiment existant conservé. A noter que le bâtiment réutilisé était autrefois une crèche de 40 berceaux, désaffectée depuis plusieurs années.

Autres équipements publics ou ouverts au public liés à l'opération d'aménagement :
Il est à noter que dans le cadre du développement du quartier Nord des équipements seront réalisés hors ZAC.

- La reconstruction du Centre social et culturel Jacques-Prévert démoli dans le cadre de la ZAC des Musiciens (reconstruit dans l'îlot G3 de la ZAC Ecoquartier Victor-Hugo),
- La reconstruction et l'extension du collège Joliot-Curie,
- La démolition reconstruction du gymnase Joliot-Curie,
- Le projet de construction d'un nouveau théâtre au sein du projet de la Pierre Plate.
- Une station de métro de la ligne 4 et une station du Grand Paris Express ligne 15. Ces deux lignes de transport seront implantées au rond-point des Martyrs de Château-briant.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

D - Rappel des procédures

CONVENTION ANRU
La convention ANRU du PRUS de la Pierre plate a été signée en mars 2022 à la suite d'un protocole de préfiguration signé en novembre 2017.

A la suite du CE ANRU d'octobre 2023 actant la ventilation à 50% de la subvention initialement fléchée sur la démolition-reconstruction du gymnase Joliot Curie sur les opérations d'aménagement et de construction de la crèche et du city stade, la rédaction d'un avenant n°1 a la convention ANRU est en cours. Il devrait être signé par les parties au début de 2024.

CREATION DE LA ZAC
Le dossier de création de la ZAC des Musiciens a été délibéré au Conseil Territorial du 24 février 2020. Ce dossier de création comprend une étude d'impacts du projet.

SIGNATURE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT
Le traité de concession de la ZAC des Musiciens a été signé avec le groupement Sadev94-Citallios le 19 février 2021. Un avenant n°1 au traité de concession sera rédigé en 2024.

DOSSIER DE REALISATION DE LA ZAC
Le dossier de réalisation de la ZAC des Musiciens a été délibéré au Conseil Territorial du 14 décembre 2023. Ce dossier de réalisation fixe le programme des équipements publics de la ZAC, sa constructibilité, ainsi que le financement prévisionnel de la ZAC.

ETUDE DE SURETE ET DE SECURITE PUBLIQUE
Une étude ESSP, non obligatoire, a été réalisée en 2023, sur le projet ZAC et résidentialisation du bailleur Seqens.

DOSSIER LOI SUR L'EAU
Le dossier loi sur l'eau sera réalisé sur la base des études AVP. Il sera déposé auprès de la police de l'eau au cours de l'année 2024.

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
Le projet de la ZAC des Musiciens fera l'objet d'un dossier de DUP à partir de la fin 2024 sur la base du dossier de réalisation et du nouveau PLUi exécutoire à la fin de l'année 2024.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

E – Mise en œuvre de la concession d'aménagement

La Concession d'Aménagement a été confiée par notification de Vallée Sud – Grand Paris au groupement SADEV94-Citallios pour la réalisation du programme de la ZAC des Musiciens.

En raison du versement direct des subventions de la Région Île-de-France dans le cadre de la Convention régionale de développement urbain (CRDU) à l'aménageur et de la nécessaire compensation des participations constructeurs non versées par l'AFL, un avenant au TCA devra être négocié. Cet avenant permettra également d'intégrer les modifications du programme et de ses impacts.

1. Calendrier de l'opération

A l'issue de la notification du traité de concession d'aménagement au groupement d'aménageur, les études de la ZAC ont été engagées.

Les discussions avec les collectivités sur l'implantation d'un théâtre de 400 places et la prise en compte d'une chaufferie gaz en sous-sol de la galerie commerciale Debussy imposant de relocaliser la crèche, ainsi que la relocalisation du city-stade ont entrainé des reprises d'études préliminaires longues avant l'arrêt définitif du nouveau plan guide. Elles se sont poursuivies jusqu'en 2023, pour intégrer ces modifications du programme de la ZAC initial.

En 2023, avec la délibération du Dossier de Réalisation de la ZAC et Programme des Equipement Publics de la ZAC, le calendrier de l'opération fait état d'un retard de près de 2 ans par rapport au calendrier prévisionnel inscrit en annexe n°5 du TCA.

2. Etat d'avancement de la maîtrise foncière dans le périmètre de ZAC

Acquisitions ville

Le diagnostic foncier établi en 2021 a permis la vérification des différentes propriétés de la Ville. Leur calendrier d'acquisition sera défini en fonction du phasage des travaux et de la commercialisation des lots.

La rédaction d'un protocole foncier pour les futures acquisitions SADEV94 auprès de la ville sera conduite au cours de l'année 2024.

Acquisitions bailleurs

Les trois bailleurs propriétaires fonciers du périmètre (Seqens, Hauts de Seine Habitat et Toit et Joie) ont été rencontrés à la fin 2023 pour engager les discussions d'acquisitions foncières, sur la base des arbitrages du plan guide et du phasage de l'opération.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

SADEV94 et SEQENS travailleront à la signature d'une promesse de vente au premier semestre 2024.

La rédaction d'un protocole foncier pour les futures acquisitions SADEV94 auprès de HDSH, sera conduite au cours de l'année 2024.

Acquisitions propriétés privées

La propriétaire du cabinet médical de la rue de Turin a été rencontrée en 2021 et les négociations amiables seront reprises sur la base d'une estimation des biens en 2022. La demande de relocalisation formulée ne pourra être étudiée que dans le cadre d'une adéquation financière entre la valeur du bien actuel et le local proposé.

En 2023, SADEV94 a acquis auprès de la SEMABA l'ancienne galerie commerciale Debussy. Celle-ci doit être détruite à partir de 2024.

3. Mise en état des sols

Aucune démarche n'a été engagé sur ce sujet en 2023.
Néanmoins, concernant la démolition de la galerie commerciale Debussy, celle-ci, implantée au-dessus d'une chaufferie gaz, classée ICPE, appartenant à Seqens et mise à disposition de BAGEOPS pour l'apport ponctuel en chaleur sur le réseau de chaleur de la ville. La présence de cette chaufferie en sous-sol du volume à démolir revêt une complexité particulière sur laquelle la maitrise d'œuvre démolition travaillera en 2024.

4. Etudes et d'assistance à maitrise d'ouvrage

Coordination urbaine

En 2023, le groupement de maitrise d'œuvre a poursuivi et finalisé le plan guide de la ZAC, arrêté avec la relocalisation du City Stade sur le parvis des équipements.

La maitrise d'œuvre urbaine a également réalisé le travail sur les prescriptions urbaines, paysagères, architecturales et environnementales de la ZAC. Cela a par la suite permis d'entamer le travail sur les faisabilités des futurs lots et des fiches de lots.

Conception des espaces publics

Après la validation du plan guide de la ZAC, la maitrise d'œuvre a engagé au printemps 2023, les études préliminaires des espaces publics de la ZAC. Elles se sont poursuivies avec les études AVP des espaces publics et réseaux de la ZAC. L'AVP des espaces publics a été présenté en

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

comité technique aux services du Concédant et de la ville en juillet. Il sera entériné en Comité de Pilotage Ville tout début janvier 2024.

L'estimation financière de l'AVP des espaces publics présente un surcout de près de 6M€ par rapport aux montants estimés et inscrit au PEP. Ces surcouts sont induits par la forte inflation sur les prix de la construction depuis 2020, liée aux crises sanitaire et Ukrainienne, mais également à plusieurs évolutions programmatiques et qualitatives.

Le CRACL 2023 intègre les surcouts directs et indirects induits par ces travaux ; Les recettes complémentaires étudiées avec le concédant et les partenaires de l'opération équilibrent ce dernier.

AMO développement durable

En 2023, le groupement d'AMO DD a poursuivi son accompagnement de la maitrise d'œuvre, à la fois dans la rédaction des prescriptions environnementales de la ZAC ainsi que des fiches de lots.

Assistance à Maitrise d'Usage

En 2023, la Belle Friche a poursuivi les réunions de concertation qui ont accompagné la finalisation du plan guide. Les ateliers de concertation se sont ensuite poursuivis en phase APS pour la programmation et la définition des espaces publics.

Durant la période estivale, Atelier Craft a participé à l'activation du futur parvis des équipements. Celle-ci s'est concrétisée avec la réalisation de modules de glisse à destination des plus jeunes.

Enfin, Soletdev a accompagné la ville et l'APES (association d'Action logement) dans le lancement de l'Appel à Manifestation d'Intérêt des rez-de-chaussée de la barre Debussy. Le Jury final s'est tenu en décembre 2023.

Autres études

<u>Etudes techniques de sol</u>

En 2023, l'aménageur a engagé les études de sol et de réseaux de la ZAC : Un repérage des réseaux existants, des inspections télévisées (ITV) sur l'état des réseaux potentiellement conservés sur la ZAC, des études de déflectométrie, des tests de perméabilité des sols, l'étude piézométrique de la nappe phréatique, les études pollution, amiante et HAP des terres et voiries, ainsi que les études G2 AVP du sol, pour accompagner la réalisation des études AVP et de la constitution du dossier loi sur l'eau.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Etudes de démolition

Au dernier trimestre 2023, l'aménageur a retenu la maitrise d'œuvre pour la démolition de la galerie commerciale Debussy et le centre social et culturel Jacques Prévert. La maitrise d'œuvre démarrera ses études sur la démolition de la galerie commerciale, au premier trimestre de 2024.

5. Etat d'avancement des travaux d'aménagement et de construction

5.1. Travaux d'espaces publics

Les premiers travaux d'espaces publics provisoires ont été engagés avec l'ouverture de la voie Nina Simone au mois d'août 2022.

Ils se sont poursuivis en 2023, avec l'aménagement de la parcelle ville P43 sud, dans le prolongement de la place Lucie Aubrac. L'ouverture de ce premier espace reconnecte la place des métros avec le gymnase et la piscine. Une consigne installée sur ce nouvel espace par VSGP au premier trimestre 2024.

5.2. Travaux d'équipements publics

En 2022, le programmiste Alphaville/Métamorphose urbaine a remis son étude programmatique et d'orientations pour la réalisation d'une crèche d'environ 870 m² SDP, aménagée en 4 unités de 15 berceaux, permettant l'installation d'une crèche de 45 berceaux et d'un multi-accueil de 15 berceaux.

A l'été 2023, la Ville a fait part de son souhait d'explorer une crèche en gestion unique de 3 unités totalisant 60 berceaux, les trois unités devant être aménagées de plain-pied. Une cuisine de production devra également être intégrée.

Au vu de l'ampleur des modifications, l'aménageur a commandé un nouveau programme et programme technique, présenté fin 2023. Sa validation par les élus est prévue pour le second trimestre 2024.

Le projet de crèche Prokofiev réintégrera notamment les besoins du multi accueil du CSC J. Prévert, qu'il est prévu de détruire avant la livraison de la crèche, à l'horizon S2 2026. Une solution de relocalisation temporaire, afin d'éviter une rupture du service, doit être actée en 2024.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

6. Etat d'avancement de la commercialisation des programmes

6.1. Cessions de charge foncière

Aucune démarche n'a été engagée en 2023 sur les futures cessions de charge foncière.

6.2. Opérations en participation et contreparties foncières

Le bailleur Seqens et l'AFL ont été rencontrés pour partager un calendrier de travail pour le développement des opérations prévues sur les fonciers non commercialisés par l'aménageur. L'aménageur a retravaillé une répartition des logements permettant de créer deux résidences locatives (115 logements AFL et 85 logements sociaux Seqens) sur l'assiette du lot 5 permettant à Seqens de développer deux opérations de valorisation en cédant les projets des lots 2.2 et 5bis à des promoteurs pour des programmes d'accession privée.

Le lot n°7 sera quant à lui développé en BRS par Toit & Joie sur son propre foncier.

7. Participations publiques

7.1. Participation aux équipements publics

Les subventions régionales (CRDU), initialement fléchées vers les collectivités locales, seront versées directement à l'aménageur entrainant une baisse correspondante des participations publiques.

7.1.1. VSGP

La participation aux équipements du concédant a été augmentée de 2 340 212 €HT, correspondant au financement des évolutions programmatiques actées au stade AVP. Ce montant de participation aux équipements est soumis à la TVA.

7.1.2. Ville de Bagneux

La participation de la ville de Bagneux est réduite de 100 000 €HT, correspondant à l'intégration de la part de de la subvention ANRU, fléchées pour l'équipement et perçues directement par l'aménageur.

7.2. Participation à l'équilibre

La participation à l'équilibre du concédant n'a pas évolué en 2023.

7.3. Subvention ANRU

La suppression de la participation de l'AFL entraine mécaniquement une augmentation du déficit subventionnable par l'ANRU. La subvention a donc été revalorisée et conventionnée en 2022.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

A la suite du CE ANRU d'octobre 2023 actant la ventilation à 50% de la subvention initialement fléchée sur la démolition-reconstruction du gymnase Joliot Curie sur les opérations d'aménagement et de construction de la crèche et du city stade, la rédaction d'un avenant n°1 a la convention ANRU est en cours. Il devrait être signé par les parties en 2024.

L'avenant comprendra également les évolutions de contreparties proposées par l'aménageur à Action Logement.

7.4. Subvention CRDU

La Région accompagne le nouveau programme national de renouvellement urbain en partenariat avec l'État et l'ANRU via la convention régionale de développement urbain. Cette subvention a été actée dans le cadre des négociation ANRU, notamment pour l'opération de la ZAC des Musiciens, préalablement à la désignation de l'aménageur. Une délibération du conseil territorial en date du 7 décembre 2021 vient déléguer l'enveloppe à SADEV94/CITALLIOS, à qui il incombera d'effectuer les demande de versement de subventions.

Le montant accordé est de 1 801 000€ pour les travaux d'aménagement et de 224 000€ pour la construction de la crèche.

7.5. Subvention Urbanisme Transitoire

L'aménageur a réalisé une demande d'aide auprès de la Région Ile-de-France au titre de son Appel à Manifestation d'Intérêt « Urbanisme transitoire ». La demande a été validée en commission permanente du 10 novembre 2022. Le montant conventionné est de 50 000€.

7.6. Subvention Banque des Territoires

L'Etat, en Copil NPNRU, ayant demandé un pilotage renforcé sur la durée de l'opération, les partenaires ont pris la décision de missionner un OPCU-IC inter-maîtrises d'ouvrage sur toute la durée des chantiers. Cette mission sera portée par l'aménageur et SEQENS.

Pour permettre le financement de la mission, non prévue dans les bilans des maîtres d'ouvrage, la Banque des Territoire apportera un concours financier à hauteur de 50% des dépenses éligibles.

7.7. Autres subventions

En 2023, l'aménageur a déposé un dossier pour le programme 100 Quartiers Innovants et Ecologiques de la Région IDF. Sa candidature n'a toutefois pas été retenue.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

8. Calendrier des projets alentours

Travaux Seqens
La démolition de la résidence Rossini est achevée depuis 2021.
La démolition partielle de la résidence Debussy a été réalisée en 2023.

Après le relogement planifiée du dernier résident de la barre Mozart, les démolitions du bailleur Seqens se termineront en 2024 avec la démolition de cette barre.

Le projet de résidentialisation des trois barres Chopin, Debussy et Prokofiev a été validé en commission d'urbanisme en novembre 2023. Elle aboutira au début de 2024 au dépôt des demandes d'autorisations, pour un début des travaux avant la fin de l'année 2024.

Travaux CD92
Le CD 92 réalise la démolition reconstruction du collège Joliot-Curie. Un collège provisoire sera mis en œuvre sur le site de l'école Chateaubriant. Le CD92 se chargera de la démolition de l'école puis de la remise en état du terrain après démolition du collège provisoire. Ce site sera ensuite acquis par l'aménageur auprès de la Ville.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :
- 2024/2025 : construction du collège provisoire
- Eté 2025 : Démolition du collège
- Eté 2027 : livraison collège définitif
- Début 2028 : libération de la parcelle

Un marché global de performance a été lancé en 2022 par le CD92 pour la conception, réalisation, maintenance et démontage du collège provisoire. Le permis de construire provisoire sera déposé début 2024.

Un concours de maitrise d'œuvre a été lancé par le CD92 en 2022. Le permis de construire du collège définitif sera déposé au premier trimestre 2024.

Mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination Interchantiers
L'aménageur lancera au début 2024 un appel d'offres pour une mission OPCU-IC sur le périmètre élargi de la ZAC des Musiciens. La mission de l'OPCU-IC sera de préparer avec l'ensemble des acteurs l'organisation des chantiers et le phasage des différentes opérations en site occupé.

Travaux RATP
Le 13 janvier 2022, la RATP a ouvert la nouvelle station du métro 4, Bagneux – Lucie Aubrac.

Travaux de la SGP
La SGP poursuit les aménagements intérieurs de la gare et l'ouvrage annexe Pierre Plate.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

II - PRESENTATION DU CRACL 2023

BILAN DE L'EXERCICE 2023

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2023 :

Le CRACL est présenté en euros HT.

Le CRACL se base sur les taux de TVA en vigueur en 2023.

Le bilan synthétique qui est joint est transmis en € HT. Il fait apparaître le budget général de l'opération ainsi que les montants engagés, facturés à fin 2023, et le mouvement de l'année 2023.

Le document appelé « budget et échéancier prévisionnel » apparaît en € TTC. La colonne « à fin 2023 » représente les règlements effectués depuis le début de l'opération d'aménagement.

Le CRACL détaillé ci-dessous présente certaines évolutions notables comme :

- L'intégration du budget travaux des espaces publics, à l'issue de l'estimation de l'AVP. Cette estimation représente un surcout de l'ordre de 6M€HT. Ce surcout est en partie intégré dans le CRACL 2023.

- L'évolution corrélée des rémunérations de la maitrise d'œuvre et de l'aménageur, en lien avec le montant total des travaux.

- L'actualisation des recettes attendues en cessions foncières et participations, sur la base de la constructibilité arrêtée dans le dossier de réalisation de la ZAC.

- L'actualisation de la subvention ANRU, à l'issue du CE ANRU d'octobre 2023, actant la ventilation à hauteur de 50% de la subvention fléchée sur le gymnase.

- L'augmentation de la participation de l'établissement public territorial Vallée Sud – Grand Paris concédant de la ZAC des Musiciens au financement des équipements publics

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

REALISATION DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2023

Au titre des dépenses, le budget **d'un montant cumulé 42 993 611 € HT**, se répartit de la façon détaillée ci-après. Au 31/12/2023 le montant total des dépenses s'élève à 2 179 541 € HT.

Acquisitions foncières ..... **13 401 770 € HT**

Ce poste correspond aux acquisitions nécessaires à la réalisation du projet de la ZAC soit la réalisation d'espaces et d'équipements publics, soit la vente de terrain à bâtir.

Il comprend donc les montants d'acquisition aux bailleurs, à la ville et aux propriétaires privés compris dans le périmètre de la ZAC, mais aussi les frais d'acquisition regroupant les frais de notaires, les frais de gardiennage éventuels et les aléas sur ces différents postes.

Evolutions du budget

Le poste Acquisitions foncières a été réduit de 59 190 € HT, correspondant à la libération de deux provisions, sur les indemnités de transfert de la galerie commerciale Debussy et pour la redevance archéologie.

Dépenses réalisées sur le poste

709 373 € HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 709 373 € HT.

Ils correspondent à l'acquisition de la galerie commerciale de la SEMABA auprès de la SEMABA et des frais de notaires associés.

Mise en état des sols..... **4 934 332 € HT**

Ce poste correspond aux frais de démolition des biens acquis, de dépollution éventuelle, de neutralisation et de dévoiement de réseaux ainsi que les comblements de carrières sous les espaces publics et les lots à bâtir. Sont également intégrés à ce poste, et les aléas pour ces dépenses.

Ces dépenses sont réalisées au fur et à mesure de l'acquisition et de la commercialisation des lots, ou de la démolition de la galerie commerciale

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Dépenses réalisées sur le poste

9 500 € HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 46 870 € HT.

Ils correspondent aux tests d'infiltration réalisés dans le cadre des études de sols.

Études et AMO ..... 2 572 727 € HT

Ce poste intègre les différentes études dont la conception et la coordination urbaine et paysagère, la mission d'Assistance à Maitrise d'ouvrage sur les ambitions de développement durable du projet, l'assistance à maitrise d'usage, et les différentes études techniques (études de sol, circulation, géomètre…).

En 2021, la sélection du groupement Richez / Berim en maitrise d'œuvre urbaine et paysagère, d'AltoStep en AMO Développement durable et de La Belle Friche en Assistant à Maitrise d'Usage, a permis le lancement des différentes études nécessaires à la production des documents cadres de l'opération en 2022.

Evolutions du budget

Le budget global du poste ETUDES ET AMO a été augmenté de 238 982 € HT, correspondant à l'augmentation des honoraires de la maitrise d'œuvre en phase EXE, lié à l'augmentation du budget des travaux des espaces publics (6,2%).

Dépenses réalisées sur le poste

623 782 € HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 813 957 € HT.

Ils correspondent aux différentes études ayant accompagnées le lancement de l'AVP des espaces publics et des réseaux, la réalisation des prescriptions de la ZAC et des premières fiches de lots :

- Etudes préliminaires et AVP des espaces publics et lancement des prescriptions de la ZAC à hauteur de 406 652 € HT
- Poursuite de la mission AMU à hauteur de 66 400 € HT
- L'AMO développement durable à hauteur de 38 383€ HT
- Le lancement des plans de découpage foncier du géomètre pour 1 700 € HT
- La poursuite de l'étude ESSP pour 4 000 € HT
- La réalisation d'une études juridique complémentaire sur l'extension du périmètre de la ZAC 3 080 €HT
- La réalisation des différentes études de sols pour 100 267 € HT :
  - Géo détection des réseaux existants pour 81 641 € HT
  - Essais de déflectométrie des voiries conservées pour 1 551 € HT
  - Réalisation d'ITV sur la rue de Turin pour 17 075 € HT

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Travaux d'espaces publics ..... **15 014 253 € HT**

Ce poste correspond à la réalisation ou à la requalification des voiries, parvis ou espaces verts du périmètre, la création et l'extension des réseaux divers sous voiries publiques et les raccordements sur ces réseaux des programmes à construire, ainsi que les travaux des concessionnaires et l'installation de bornes d'apport enterrées.

Ces travaux interviennent à l'issue de l'acquisition et de la mise en état des sols des terrains et seront réalisés au fur et à mesure de la construction des immeubles. Ils s'échelonneront jusqu'à la fin de la ZAC.

Ce poste comprend également les frais d'activation des futurs espaces publics et la construction de folies installées par l'assistant à maitrise d'usage.

Evolutions du budget

Le budget du poste TRAVAUX DES ESPACES PUBLICS a été augmenté de 4 177 123 € HT en 2023, à la suite du chiffrage AVP des espaces publics et réseaux.

Le chiffrage global de l'AVP des espaces publics et des réseaux a été estimé à 14 200 000 €HT. Lors des échanges avec les collectivités, plusieurs options de réalisation des espaces publics ont été proposées. L'option de l'aménagement de la rue de Turin ouest (pour env. 500k€), ainsi que la réalisation du parvis du théâtre (pour env. 800k€) n'ont pas été retenues à ce stade.

Le budget de l'AVP a donc été limité à ce stade à hauteur de 12 900 000€HT. Les options non retenues seront réintégrées en fonction des recettes complémentaires perçues.

Dépenses réalisées sur le poste

75 694 €HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 111 751€ HT.

Ils correspondent à la réalisation des modules de glisses pour l'activation de la parcelle P43 par l'atelier CRAFT pour 29 500 €HT, aux premiers travaux d'aménagement du parvis des équipements pour 8 940€HT ainsi qu'à plusieurs travaux d'amélioration du quotidien à hauteur de 28 389 €HT ou de gestion des flux de circulation sur la rue Nina Simone (location de GBA) pour 8 865 €HT.

Travaux d'équipements publics ..... **2 508 000 € HT**

Ce poste comprend la construction de la crèche, prévue au programme des équipements de la ZAC et les aléas sur ces travaux. Il distingue la réalisation de la coque brute des aménagements intérieurs comme demandé lors de la négociation du traité de concession. L'intitulé sera modifié pour tenir compte de l'arbitrage en faveur d'une crèche en superstructure.

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Dépenses réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Honoraires techniques et de maitrise d'œuvre..... **976 695 € HT**

Ce poste correspond aux missions de maitrise d'œuvre pour la mise en état des sols, et la réalisation des espaces publics et des équipements publics.

Il comprend également les autres honoraires techniques (Labellisation, études de programmation, CT, CSPS, OPC, référés…)

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Dépenses réalisées sur le poste

2 430 € HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 24 515 € HT.

Ils correspondent à la réalisation d'une mission complémentaire de chiffrage dans l'étude d'un nouveau scénario de programmation de la crèche.

Frais généraux..... **230 000 € HT**

Ce poste couvre les dépenses de frais divers comme les coursiers, la reprographie ou la publication de marchés publics, la mise en place d'une communication d'opération ainsi que les dépenses de communication événementielle autour de la stratégie de concertation.

Ce budget comprend également les dépenses de communication destinées à mettre en valeur l'opération d'aménagement à l'occasion d'évènements portés par SADEV 94 (salons, conférences…).

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Dépenses réalisées sur le poste

31 539 €HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 44 682 €HT.

Ils correspondent aux frais de représentation pour le salon MIPIM 2023, pour 13.879 €HT, à différentes phases d'affichage ou de communication sur la ZAC et le secteur nord, pour 4 159,72€HT, ainsi que pour la communication du projet des Musiciens dans la presse et événements locaux pour 13 500€HT.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Frais financiers ..... 610 875 € HT

Ce poste comprend les frais financiers liés aux moyens de financement qui seront mobilisés sur l'opération. Il sera nécessaire d'avoir recours à des moyens de financement afin de faire face à la trésorerie de l'opération.

Les frais financiers sont dus au moment de la mobilisation des emprunts et lignes de trésorerie et jusqu'à leur remboursement.

Evolutions du budget

Le budget du poste FRAIS FINANCIERS a été augmenté de 10 875 € HT en 2023, à la suite de l'affinement du calcul des frais liés à l'emprunt contracté auprès de la Caisse d'Epargne.

Dépenses réalisées sur le poste

156 161 € HT ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 168 911 € HT.

Ils correspondent aux premiers versement des intérêts de l'emprunt.

Rémunération concessionnaire ..... 2 744 958 € HT

La rémunération de l'aménageur, fixée par la Concession d'aménagement signée le 19 février 2021, se décompose ainsi :

- Rémunération sur dépenses
  La rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un pourcentage de 3,3% sur l'ensemble des dépenses hors taxes hors frais financiers et rémunération concessionnaire.
- Rémunération sur les cessions de charges foncières et participations constructeurs
  La rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un pourcentage de 2,2% sur l'ensemble des recettes hors taxes de charges foncières et de participations constructeurs.
- Rémunération sur le suivi de la maquette ANRU, le pilotage des partenaires, la gestion locative
  La rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un montant forfaitaire de 270 000 € nets de taxe correspondant aux frais à engager pour le suivi de la maquette ANRU et ses dispositifs complexes, pour le pilotage et l'accompagnement des partenaires institutionnels dans et hors ZAC, et pour la gestion du patrimoine locatif futur de la ZAC dans son ensemble. Ils représentent un montant de 30 000 € par an sur 10 ans.
- Rémunération sur le suivi administratif de la ZAC
  La rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un montant forfaitaire de 405000 € nets de taxe correspondant aux frais de gestion pour le suivi administratif au quotidien de la ZAC. Ils représentent un montant de 45 000 € par an sur 10 ans.
- Rémunération pour la clôture d'opération
  La rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un montant forfaitaire de 50 000 € nets de taxe correspondant aux frais à engager pour organiser avec réussite la clôture administrative de la ZAC (récolement des factures, purges, rétrocessions définitives…). Cette

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

rémunération sera imputée au compte de l'opération lors du quitus donné par le Concédant à l'aménageur lors de la présentation du bilan de clôture de l'opération.

Cette rémunération sera complétée, le cas échéant, par une rémunération équivalant à 2,9 % du montant des éventuelles nouvelles subventions obtenues du fait de l'Aménageur et non prévues initialement dans le bilan, et à l'exclusion des subventions au titre de la convention ANRU. La rémunération au titre des subventions nouvelles est conditionnée à l'accord du Concédant, par tout moyen, et notamment par le biais d'une « fiche-navette », donné préalablement à la sollicitation de la subvention.

Evolutions du budget

Le budget du poste Rémunération concessionnaire a été augmenté de 209 552 € HT en 2023, du fait de l'augmentation de la valeur vénale de dépenses (+ 143 778 €HT) et de l'augmentation des recettes (+ 10 852 €HT), ainsi que la rémunération à hauteur de 2,9% des nouvelles subventions perçues (54 922 €HT).

Dépenses réalisées sur le poste

138 457 € ont été dépensés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 259 483 € HT.

Ils correspondent à la rémunération appelée par le groupement d'aménageurs pour une partie du second semestre 2022, l'année 2023 sur les dépenses réalisées, le suivi des subventions.

Le mouvement global constaté en dépenses en 2023 est de 1 746 936 € HT, portant le réalisé de l'opération à 2 179 542 €HT.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

REALISATION DES RECETTES AU 31 DECEMBRE 2023

Au titre des recettes, le budget s'établit à un montant cumulé de **42 993 611 €HT, comprenant 28 546 933 € HT de recettes privées et 14 446 678 € HT de recettes publiques**

Les recettes privées

Cession de charges foncières..... **25 764 595 € HT**

Ce poste correspond à la vente des droits à construire sur les 5 lots cédés par l'aménageur à des promoteurs constructeurs (lots 1, 2.1, 4.1, 4.2 et 6).
Ces lots comportent des logements en accession libre, des logements en accession à prix maitrisé et des coques destinées aux activités ESS en rez-de-chaussée.

Evolutions du budget

Le budget des cessions de charges foncières a été réduit de 675 630 €HT en 2023. Cette réduction correspond aux évolutions de répartition de la densité, actées au niveau du plan guide, entre les lots cédés et ceux en participation.

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Participations constructeurs ..... **2 582 338 € HT**

Ce poste correspond à la perception de participations constructeurs dans le cadre de conventions signées au titre de l'article L311-4 du Code de l'urbanisme sur les programmes réalisés sur du foncier appartement à un tiers (en l'occurrence le bailleur Seqens), dans le périmètre de l'opération.

Le montant indiqué au TCA sur ce poste est de 2 509 650€ car il intégrait tous les programmes immobiliers développés sur le foncier Seqens, y compris ceux correspondant aux compensations destinées à Action Logement au titre de la convention ANRU. La confirmation par l'AFL de leur exonération de participation constructeur, entraine une modification de ce poste avec une diminution de 1 096 000€ HT, compensée en partie par la participation financière à l'équilibre de l'EPT conformément aux négociations du TCA.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Evolutions du budget

Le budget des participations constructeurs a été augmenté de 1 168 888 €HT en 2023. Cette évolution est due à l'intégration du futur lot Toit et Joie dans la constructibilité générale de la ZAC, mais aussi à l'augmentation significative de la participation constructeurs aux besoins de la ZAC, du fait notamment du surcoût de l'AVP des espaces publics.

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Produits de gestion ..... 200 000 € HT

Ce poste correspond à la perception de redevance d'occupation ou de loyers sur du foncier propriété du concessionnaire.

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Recettes réalisées sur le poste

10 813 € HT ont été enregistrés sur ce poste en 2023, portant le réalisé à 10 813 € HT.

Ils correspondent au paiement par Seqens du repérage des réseaux existants sur leur foncier des futures résidentialisations.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Les recettes publiques

Participation de l'EPT pour la quote-part des équipements publics dépassant le besoin des usagers ..... **2 340 212 € HT**

Cette participation du concédant correspondait au financement des équipements publics réalisés pour la quote-part ne répondant pas aux besoins des futurs usagers du programme de construction de la ZAC, cette dernière étant financée par la charge foncière et les participations constructeurs. La perception directe d'un financement régional initialement perçu par le territoire VSGP pour le financement des espaces publics du PRUS vient se substituer à ce financement.

Evolutions du budget

La participation à pour la quote-part des équipements a été réévaluée de 2 340 212 €HT en 2023. Cette augmentation correspond à la prise en charge par l'EPT, dans le respect de son engagement de **financement global à hauteur de 10M €HT** auprès de la ville de Bagneux et du bailleur Seqens, des surcoûts liés aux évolutions programmatiques actées en AVP.

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Participation de l'EPT à l'équilibre de l'opération ..... **4 379 514 € HT**

Cette participation du concédant a été ajustée en 2022 afin de compenser la perte des participations constructeurs liées à l'AFL, et d'acter la perception directe par l'aménageur des subventions de la RIDF liées à la Convention Régionale de Développement Urbain.

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Participation Ville au financement de la crèche..... 2 608 080 € HT

Cette participation de la ville de Bagneux correspond au financement de la crèche prévue au programme des équipements (coûts travaux HT et coûts des honoraires de maitrise d'œuvre et autre honoraires techniques), déduit du financement de la région (224 000€ HT) au titre de la maquette ANRU, initialement fléché en perception ville et modifié en 2021 pour versement direct à l'aménageur.

Evolutions du budget

La participation à pour participation ville au financement de la crèche a été réduite de 100 000 €HT en 2023. Cette réduction correspond à la re ventilation de la subvention ANRU sur l'équipement crèche à hauteur de 100 000€HT.

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Les subventions

Subventions ANRU ..... 1 900 872 € HT

Le montant inscrit au TCA est de 1,2 M€. Ce montant a fait l'objet d'un premier recalcul pour tenir compte de l'absence de participation due par Action logement relativement à ses contreparties (convention NPNRU établie sur la base d'un montant de subvention de 1 466 706,65 €). Ensuite, le montant a été modifié pour intégrer les discussions avec les services de l'Etat engagées pour tenir compte de la nécessaire réaffectation de la subvention accordée au titre de la reconstruction du gymnase Joliot-Curie.

Evolutions du budget

Le budget des subventions ANRU a été réévalué de 700 872€HT en 2023. Cette augmentation fait suite à la ventilation de la subvention initialement fléchée pour le gymnase Joliot-Curie, sur l'aménagement, la crèche et le déplacement du City Stade, actée en CE ANRU en octobre 2023.

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Sub. RIDF au titre de la Convention Régionale de Développement Urbain …….2 025 000 € HT
Ce poste est intégré au bilan de la ZAC depuis la délibération du conseil territorial en date du 7 décembre 2021 qui a délégué l'enveloppe à Sadev94/CITALLIOS.

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Sub. RIDF au titre du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire…….50 000 € HT
A l'issue de la commission permanente du 10 novembre 2022, le Région Ile de France a attribué au GME, une subvention de 50 000€ dans le cadre du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire. Ce poste est intégré au bilan de la ZAC en 2022.

Evolutions du budget

Aucune évolution du budget sur ce poste en 2023

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Sub. Banque des Territoires pour l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination urbaine du projet ..... 143 000 € HT
A l'issue du comité d'engagement ANRU, la Banque des Territoires a confirmé la subvention d'une partie de la mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination Urbaine du NPNRU de la Pierre Plate. Une subvention à hauteur de 143 000€HT dans le cadre du dispositif de soutien au respect des objectifs calendaires de l'opération. Ce poste est intégré au bilan de la ZAC en 2023.

Evolutions du budget

Nouvelle ligne budgétaire crée 2023

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

Sub. fonds vert au titre du recyclage foncier..... **1 000 000 € HT**
Le groupement SADEV/Citallios a été désigné Lauréat du fonds vert 2024 _ Recyclage foncier pour l'opération d'aménagement de la ZAC des Musiciens. La DRIEAT a notifié la subvention de 1 000 000€ dans le cadre du dispositif de soutien au recyclage foncier des opérations en NPNRU. Ce poste est intégré au bilan de la ZAC en 2023.

Evolutions du budget

Nouvelle ligne budgétaire crée 2023

Recettes réalisées sur le poste

Aucun mouvement n'a eu lieu sur ce poste en 2023

Le mouvement global constaté en recettes en 2023 est de 10 813 € HT.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

III – ENJEUX ET PERSPECTIVES 2024

Après une année 2023 consacrée au lancement des études des espaces publics, des prescriptions et des fiches de lots, l'année 2024 sera consacrée à la fin des démarches administratives de la ZAC et au lancement des premières commercialisations.

A – Procédures administratives

En 2024, SADEV94 débutera le travail de constitution d'un dossier de DUP à partir du troisième trimestre 2024, pour envisager une délibération dès l'entrée en vigueur du PLUi.

En 2024, le concédant et le concessionnaire devront discuter et signer un avenant au traité de concession d'aménagement afin d'intégrer les évolutions actées en 2021 sur :

- L'impossibilité de percevoir des participations constructeurs de l'AFL et la nécessaire augmentation de la participation d'équilibre versée par le concédant
- L'intégration de la perception directe par l'aménageur des subventions régionales et la diminution des lignes de participation publique à la crèche et aux équipements publics qui comprenaient ces subventions initialement perçues par les collectivités
- la modification du périmètre de l'opération pour y intégrer notamment un lot développé par Toit & Joie, ainsi que la prolongation de la rue de Stalingrad jusqu'à l'avenue Victor Hugo.
- L'actualisation des subventions de l'ANRU à la suite du CE ANRU d'octobre 2023
- L'actualisation du calendrier prévisionnel de la ZAC

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

B – Missions liées à l'opérationnel

1 – Missions de conception et coordination urbaine

- **Architecte urbaniste**

En 2023 la maitrise d'œuvre urbaine finalisera le travail entamé sur les fiches de lot de la ZAC.

Elle suivra l'analyse des premières demandes d'autorisations telles que le celles du CD92 (Collège + collège provisoire) ou encore les projets de résidentialisations du bailleur Seqens.

Elle accompagnera également l'aménageur dans la mise en place d'une stratégie de commercialisation des premiers lots de la ZAC.

- **Marché de maitrise d'œuvre des espaces publics**

En 2024, la maitrise d'œuvre sera mobilisée pour finaliser la rédaction des fiches de lot de la ZAC (raccordements réseaux, nivellement…).
La maitrise d'œuvre conduira les discussions avec les différents concessionnaires afin d'établir les conventions qui encadreront le déploiement des réseaux concessionnaires sur le périmètre.

A la suite de la validation de l'AVP des espaces publics, le groupement de maitrise d'œuvre poursuivra les études en phase PRO et DCE suivant le phasage de réalisation validé avec l'OPCUIC de la ZAC.

- **AMO DD**

En 2024, Altostep accompagnera l'aménageur dans la démarche d'obtention du label Ecoquartier, ainsi que dans la rédaction des pièces administratives des futures cessions telles qu'une charte chantier à faible nuisance.

Mobius, le prestataire en charge de la stratégie du réemploi, confirmera sur la base du diagnostic réalisé, une stratégie de réemploi d'une partie des mobiliers et matériaux issus de la démolition, permettant l'installation d'une halle du réemploi sur le projet.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

- **Assistant à Maitrise d'Usage**

En 2024, La Belle Friche poursuivra les ateliers de concertation en lien avec la phase PRO des espaces publiques. Elle engagera les démarches d'activation et de programmation du futur parvis des équipements, axés sur le sport.

La Belle Friche réalisera avec l'agence Craft un projet d'activation et d'occupation temporaire de la crèche Prokofiev axé sur la rencontre des habitants et des activités ESS.

2 – Etudes techniques pré-opérationnelles

- **Programmation de la crèche**

Il est rappelé que l'offre de l'aménageur proposait la construction de la crèche en lieu et place de la galerie commerciale appartenant à la SEMABA. Une chaufferie gaz, appartenant à l'AFUL de bailleurs et mise à disposition, via une délégation de services publics, de Dalkia Bageops, ayant été identifiée dans le sous-sol de la galerie lors d'une visite de site de l'aménageur et des équipes de maitrise d'œuvre, il a été décidé de proposer d'autres options à l'EPT et à la Ville dans le cadre d'une révision complète du plan guide.

La reprise du travail sur le plan guide et les sujets de relocalisation de la future crèche ont nécessité d'interrompre dans un premier temps la mission de programmation de la crèche afin d'avoir un site d'implantation figé pour aborder le chiffrage des hypothèses.
La programmation a été finalisée au deuxième trimestre 2023.

La demande de la Ville ayant évolué, un second programme a été commandé.

L'année 2024 sera consacrée à la désignation de la Maitrise d'œuvre de l'équipement par concours, dès validation par la Ville du programme et budget proposé.

- **Etude de sécurité publique**

En 2024, le prestataire Cronos actualisera son étude de sécurité publique suivant l'AVP des espaces publics, mais également pour le projet de résidentialisation du bailleur Seqens. Cette étude permettra d'appeler les premières subventions liées à la sécurisation du quartier.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

C – Acquisitions foncières

En 2024, l'aménageur devra poursuivra les échanges entamés en 2023 avec le bailleur Seqens pour arrêter un calendrier et une méthodologie d'acquisition de son foncier.
Cette méthodologie, qui devra intégrer la sortie de l'AFUL à partir de l'été 2024, devra également anticiper la question de la gestion de ce foncier dans ses différentes phases.

En 2024, les discussions devront être également engagées avec Toit et Joie pour l'acquisition et l'aménagement de la voirie sur son foncier à partir de 2025.

Le foncier du bailleur Hauts-de-Seine Habitat fera également l'objet de discussions. La rédaction d'un protocole d'acquisition foncière débutera au premier trimestre 2024, afin de définir un calendrier de négociation mais également d'anticiper les éventuelles divisions parcellaires en amont de la DUP afin de n'y intégrer que les parcelles effectivement dans le périmètre d'acquisition de l'aménageur.

L'aménageur étudiera également avec la ville de Bagneux la méthodologie la plus adéquate pour les futures acquisitions du foncier de la ville avec ou sans déclassement préalable.

D – Mise en état des sols

Les études de sol ont été réalisées en 2023. Les futurs comblements seront réalisés à partir de 2025, suivant les préconisations de l'IGC sur les futures demandes d'autorisations.

La maitrise d'œuvre de démolition entamera ses études sur la démolition complexe de la galerie commerciale Debussy. Les premiers diagnostics seront engagés au premier trimestre de l'année 2024. La maitrise d'œuvre de démolition devra alors confirmer le montant de la démolition de la galerie, en considérant l'ensemble des contraintes techniques liés à cet ICPE.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

E – Travaux d'espaces publics et honoraires techniques

En 2024 est prévue la poursuite de l'activation des espaces publics sur le parvis des équipements. Ces activations seront réalisées sur la parcelle propriété de la ville (P43) à l'est de la piscine après son réaménagement par la Ville de Bagneux dans le cadre de la convention de mise à disposition Ville-RATP. L'aménageur participera au cahier des charges de cet aménagement afin d'en vérifier la compatibilité avec la période d'activation prévue sur ce site dans l'attente des aménagements définitifs.

Les premiers travaux de démolition de la galerie commerciale Debussy seront engagés à la fin de l'année 2024.

Enfin les premiers travaux de réseaux et de voiries seront envisagés pour accompagner les projets de résidentialisation du bailleur Seqens, prévus au dernier trimestre de 2024.

F – Equipements publics

En 2024, les études de programmation, complétées des diagnostics et études complémentaires pour l'extension de la crèche, ainsi que les fiches de lots rédigées par la MOE urbaine permettront la production d'un DCE pour la sélection d'une équipe de maitrise d'œuvre par concours.

A noter également que la construction de la crèche fera l'objet d'un accompagnement Bâtiment Durable Francilien.

G – Recettes

En 2024, l'aménageur envisage la commercialisation des deux premiers lots de la ZAC. La méthodologie et le calendrier des premières cessions seront établis et validés avec le concédant et la ville.

Les premières cessions de charge foncière ou de participation constructeur sont attendues en 2025.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

H – Subventions

En 2024, l'aménageur prévoit le dépôt des demandes de subventions suivantes :

- Fonds vert (Etat) au titre de la renaturation des quartiers (à confirmer en fonction du calendrier de mise en œuvre des espaces verts)
- Aides de l'Agence de l'eau Seine-Normandie (à confirmer en fonction du calendrier de validation de l'AVP des espaces publics et de lancement des marchés de travaux d'aménagement des espaces publics).

L'aménageur assurera également une mission de veille sur les autres financements mobilisables.

ANRU :

L'avenant correspondant aux modifications de l'assiette de subvention de l'opération d'aménagement et de création de l'opération de construction de la crèche et du city-stade est prévu pour le premier semestre 2024.

En 2024, il est également prévu que les partenaires signent la charte d'insertion adossée à la convention NPNRU.

I - Moyens de financement

Afin d'équilibrer les premières dépenses de l'opération et d'anticiper les importantes acquisitions foncières, un emprunt de 10 M€ a été contracté en 2022 auprès de la Caisse d'Epargne. D'une durée de 7 ans, cet emprunt sera totalement amorti en juillet 2029.

Au 31 décembre 2023, le capital restant dû s'élevait à 8 571 428,56 €.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

ANNEXES

ANNEXE 1 : Bilan synthétique HT

ANNEXE 2 : Bilan prévisionnel TTC

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

ANN. 01 – Bilan Synthétique HT

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

ANN. 02 – Echéancier prévisionnel TTC

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE

CONCESSION D'AMENAGEMENT ZAC DES MUSICIENS *CRACL 2023*

	DEPENSES	BILAN 2022	BILAN 2023	Delta 2022 / 2023	Réalisé cumulé 2022	Réalisé du 01.01.2023 au 31.12.2023	Reste à réaliser	Commentaires
	FONCIER	**13 460 960 €**	**13 401 770 €**	**- 59 190 €**	**- €**	**709 373 €**	**12 692 397 €**	
	ACQUISITIONS	**12 584 224 €**	**12 555 034 €**	**- 29 190 €**	**- €**	**697 410 €**	**11 857 624 €**	
	Acquisition des parcelles Ville de Bagneux	1 112 500 €	1 112 500 €	- €		- €	1 112 500 €	
	Acquisition des parcelles bailleur social Seqens	8 225 416 €	8 225 416 €	- €		- €	8 225 416 €	
	Acquisition des parcelles Toit et joie	240 841 €	240 841 €	- €		- €	240 841 €	
	Acquisition foncier HDS Habitat	1 443 467 €	1 443 467 €	- €		- €	1 443 467 €	
	Acquisition des parcelles Propriétaires privés	**1 562 000 €**	**1 532 810 €**	- 29 190 €	- €	**697 410 €**	**835 400 €**	
	Acquisition lots copropriété 11 rue de Turin N58 (4 lots)	*517 400 €*	*517 400 €*	- €			*517 400 €*	
	Indemnités transfert occupants commerciaux 11 rue de Turin N58 (6 occupants)	*318 000 €*	*318 000 €*	- €			*318 000 €*	
	Acquisition locaux commerciaux Semaba P86	*696 600 €*	*697 410 €*	*810 €*		697 410 €	- €	Régularisation du montant d'acquisition
	Indemnités transfert occupants commerciaux P86	*30 000 €*	- €	*30 000 €*			- €	Provision libérée
	FRAIS D'ACQUISITION	**695 618 €**	**695 618 €**	**- €**	**- €**	**10 755 €**	**684 863 €**	
	Frais de notaire, droits d'enregistrement	209 737 €	209 737 €	- €		9 608 €	200 129 €	
	Frais de gestion (Gardiennage, etc.)	50 000 €	50 000 €	- €		1 147 €	48 853 €	
	Aléas	435 881 €	435 881 €	- €			435 881 €	
	IMPÔTS ET TAXES	**181 119 €**	**151 119 €**	**- 30 000 €**	**- €**	**1 208 €**	**149 911 €**	
	Provision impôts fonciers, taxes	144 719 €	144 719 €	- €			144 719 €	
	Assurances	- €	6 400 €	6 400 €		1 208 €	5 192 €	Création d'une ligne Assurances
	Redevance archéologie préventive	36 400 €	- €	- 36 400 €		- €	- €	Absence de prévention archéologique -> Provision libérée
	MISE EN ETAT DES SOLS	**4 934 332 €**	**4 934 332 €**	**- €**	**37 370 €**	**9 500 €**	**4 887 462 €**	
	Diagnostics (démilition, dépollution, geotechnique)	70 000 €	70 000 €	- €	37 370 €	9 500 €	23 130 €	Création d'une ligne dédiée pour les diagnostics sur le budget comblement
	Déconstructions, désamiantage	250 000 €	250 000 €	- €		- €	250 000 €	
	Dépollution des sols (hors coût confortement opérations immobilières, hors coût dépollution opérations immobilières)	25 000 €	25 000 €	- €		- €	25 000 €	
	Comblement carrières	4 090 302 €	4 090 302 €	- €		- €	4 090 302 €	
	Suppression branchements	50 000 €	50 000 €	- €		- €	50 000 €	
	Aléas mise en état des sols	449 030 €	449 030 €	- €		- €	449 030 €	
	ETUDES ET AMO	**2 333 745 €**	**2 572 727 €**	**238 982 €**	**190 175 €**	**623 782 €**	**1 758 770 €**	
	Etudes pré-opérationnelles	80 000 €	60 000 €	- 20 000 €	7 915 €		52 085 €	Réduction du budget études préliminiaires
	MOEU _ Coordination urbaine, paysagère + maitrise d'œuvre espaces publics	1 127 000 €	1 385 982 €	258 982 €	56 760 €	406 652 €	922 570 €	Actualisation sur montant travaux espaces publics
	AMODD _ AMO développement durable	149 500 €	149 500 €	- €	37 730 €	38 383 €	73 387 €	
	AMU _ Concertation / Evennementiel et animation du rez de ville	465 400 €	465 400 €	- €	40 500 €	66 700 €	358 200 €	
	Etudes de sols (pollution, hydro géotechnique et fondations, plan de gestion et son suivi)	256 845 €	256 845 €	- €		100 267 €	156 578 €	
	Assistance juridique	80 000 €	80 000 €	- €	3 960 €	3 080 €	72 960 €	
	Etudes Diverses (Circulations, déplacements, stationnement, avenants, autres)	115 000 €	95 000 €	- 20 000 €	2 800 €	7 000 €	85 200 €	Fusion de 2 lignes
	Géomètre	60 000 €	80 000 €	20 000 €	40 510 €	1 700 €	37 790 €	
	TRAVAUX ESPACES PUBLICS	**10 837 130 €**	**15 014 253 €**	**4 177 123 €**	**36 057 €**	**75 694 €**	**14 902 502 €**	
	TRAVAUX D'ESPACES PUBLICS	8 722 877 €	12 900 000 €	4 177 123 €		8 940 €	12 891 060 €	Fusion de 3 lignes incluant les BAVES Budget hors options de la rue de turin ouest et parvis theatre
	TRAVAUX TRANSITOIRES	- €	146 447 €	146 447 €	9 551 €	37 254 €	99 642 €	Ligne crée pour les travaux spécifiques transitoires (aménagement P43 etc.)
	Conteneurs enterrés / BAVES	146 447 €	- €	- 146 447 €			- €	Ligne fusionnée avec travaux Espaces Publics AVP
	Raccordement concessionnaires	436 144 €	436 144 €	- €			436 144 €	
	Urbanisme Tactique : Activations ; Folies ; Amgt crèche	340 000 €	340 000 €	- €	26 506 €	29 500 €	283 994 €	Fusion de 2 lignes
9,13%	Aléas	1 191 663 €	1 191 663 €	- €			1 191 663 €	
	TRAVAUX D'EQUIPEMENTS PUBLICS	**2 508 000 €**	**2 508 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**2 508 000 €**	
	Travaux rénnovation et extension crèche Prokofiev	2 280 000 €	2 280 000 €	- €	- €	- €	2 280 000 €	Fusion de 2 lignes + Actualisation du montant travaux suivant PATD nov. 2023
	Aléas	228 000 €	228 000 €	- €	- €	- €	228 000 €	
	HONORAIRES TECHNIQUES ET DE MAITRISE D'ŒUVRE	**976 695 €**	**976 695 €**	**- €**	**22 085 €**	**2 430 €**	**952 180 €**	
	HONORAIRES DE MAITRISE D'ŒUVRE	**424 080 €**	**424 080 €**	**- €**	**22 085 €**	**2 430 €**	**399 565 €**	
	MAITRISE D'ŒUVRE équipements publics	273 600 €	273 600 €	- €	17 160 €	2 430 €	254 010 €	
	AUTRE HONORAIRES TECHNIQUES équipements publics	150 480 €	150 480 €	- €	4 925 €		145 555 €	
	HONORAIRES TECHNIQUES	**552 615 €**	**552 615 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**552 615 €**	
	MAITRISE D'ŒUVRE mise en état des sols, espaces publics	198 077 €	198 077 €	- €	- €	- €	198 077 €	
	AUTRES HONORAIRES TECHNIQUES mise en état des sols, CT, CSPS, OPC, référés	354 538 €	354 538 €	- €	- €	- €	354 538 €	
	FRAIS GENERAUX	**230 000 €**	**230 000 €**	**- €**	**13 143 €**	**31 539 €**	**185 318 €**	
	Frais divers, gestion, reprographie	30 000 €	30 000 €	- €	4 371 €	- €	25 629 €	
	Communication ZAC	200 000 €	200 000 €	- €	8 772 €	31 539 €	159 690 €	
	FRAIS FINANCIERS	**600 000 €**	**610 875 €**	**10 875 €**	**12 750 €**	**156 161 €**	**441 964 €**	
	Décomposition frais financiers	600 000 €	610 875 €	10 875 €	12 750 €	156 161 €	441 964 €	Actualisation des frais financier sur emprunt
	REMUNERATION CONCESSIONNAIRE	**2 535 406 €**	**2 744 958 €**	**209 552 €**	**121 026 €**	**138 457 €**	**2 485 475 €**	
	Rémunération sur valeur vénale toutes dépenses (hors frais financiers et rémunération concessionnaire)	1 173 508 €	1 317 287 €	143 778 €	8 053 €	52 008 €	1 257 225 €	
	Rémunération sur cessions de charges foncières et participations constructeurs	636 897 €	647 749 €	10 852 €		- €	647 749 €	
	Suivi maquette ANRU, partenaires, gestion locative	270 000 €	270 000 €	- €	42 500 €	37 500 €	190 000 €	
	Suivi administratif annuel pour durée TCA 10 ans	405 000 €	405 000 €	- €	70 473 €	48 950 €	285 578 €	
	Clôture d'opération	50 000 €	50 000 €	- €		- €	50 000 €	
	Rémunération aménageur sur les nouvelles subventions obtenues à hauteur de 2.9%.	- €	54 922 €	54 922 €	- €	- €	54 922 €	Rémunération sur la sub AMI, augmentation de la sub ANRU, Fonds Vert et BDT
	TOTAL DEPENSES	**38 416 269 €**	**42 993 611 €**	**4 577 342 €**	**432 606 €**	**1 746 936 €**	**40 814 069 €**	

	RECETTES							
	CESSION DE CHARGES FONCIERES	**26 440 225 €**	**25 764 595 €**	**- 675 630 €**	**- €**	**- €**	**25 764 595 €**	
	CESSION DE CHARGES FONCIERES			- €				
	Cession lot 1	248 400 €	2 758 563 €	2 510 163 €		- €	2 758 563 €	Actualisation à la suite du DRZ
	Cession lot 2.1	24 083 400 €	4 559 373 €	- 19 524 027 €		- €	4 559 373 €	Actualisation à la suite du DRZ
	Cession lot 4.1	2 108 425 €	7 337 038 €	5 228 613 €		- €	7 337 038 €	Actualisation à la suite du DRZ
	Cession lot 4.2	- €	3 846 761 €	3 846 761 €		- €	3 846 761 €	Actualisation à la suite du DRZ
	Cession lot 6	- €	7 262 860 €	7 262 860 €		- €	7 262 860 €	Actualisation à la suite du DRZ
	PARTICIPATION CONSTRUCTEURS	**1 413 450 €**	**2 582 338 €**	**1 168 888 €**	**- €**	**- €**	**2 582 338 €**	**Actualisation à la suite du DRZ + Augmentation participation à 210 €/m²**
	Produits de gestion	**200 000 €**	**200 000 €**	**- €**	**- €**	**10 813 €**	**189 187 €**	
	SOUS TOTAL RECETTES PRIVEES	**28 053 675 €**	**28 546 933 €**	**493 258 €**	**- €**	**10 813 €**	**28 536 120 €**	
	RESULTAT APRES PARTICIPATIONS VILLE / EPT EQUIPEMENTS PUBLICS	- 10 312 594 €	- 14 446 678 €					
	PARTICIPATION EPT QUOTE PART EQUIPEMENTS PUBLICS DEPASSANT LE BESOIN DES USAGERS	**- €**	**2 340 212 €**	**2 340 212 €**	**- €**	**- €**	**2 340 212 €**	
	Participation EPT aux équipements	**- €**	**2 340 212 €**	**2 340 212 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**Intégration d'une participation de 2 340 212 €HT**
				- €				
	PARTICIPATION VILLE FINANCEMENT CRECHE	**2 708 080 €**	**2 608 080 €**	**- 100 000 €**	**- €**	**- €**	**2 608 080 €**	**Prise en compte de la reventillation de la subvention ANRU avec 100k€HT fléché sur la crèche**
	PARTICIPATION COLLECTIVITE EQUILIBRE OPERATION	**4 379 514 €**	**4 379 514 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**4 379 514 €**	
	SUBVENTIONS	**3 275 000 €**	**5 118 872 €**	**1 843 872 €**	**- €**	**- €**	**5 118 872 €**	
	SUBVENTION ANRU SELON LE SCORING	1 200 000 €	1 900 872 €	700 872 €	- €	- €	1 900 872 €	Actualisation subvention ANRU suivant CE oct. 2023. Compris 100k€ pour la crèche
	SUBVENTION CRDU	2 025 000 €	2 025 000 €	- €	- €		2 025 000 €	**Perception directe subventions CRDU** **Compris 224k€ pour la crèche**
	SUBVENTION RIF AMI URBANISME TRANSITOIRE	50 000 €	50 000 €	- €	- €	- €	50 000 €	
	SUBVENTION FONDS VERT _ Recyclage urbain	- €	1 000 000 €	1 000 000 €	- €	- €	1 000 000 €	
	SUBVENTION BDT _ Financement mission OPCUIC	- €	143 000 €	143 000 €	- €	- €	143 000 €	
	SOUS TOTAL RECETTES PUBLIQUES	**10 362 594 €**	**14 446 678 €**	**4 084 084 €**	**- €**	**- €**	**14 446 678 €**	
	TOTAL RECETTES	**38 366 269 €**	**42 993 611 €**	**4 627 342 €**	**- €**	**10 813 €**	**42 982 798 €**	
	RESULTAT FINAL	**- 0 €**	**- €**	**0 €**	**- 432 606 €**	**- 1 736 123 €**	**2 168 729 €**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_16-DE
VERSION DU 05/05/2025

CONCESSION D'AMENAGMENT ZAC DES MUSICIENS CRACL 2023 - ECHEANCIER PREVISIONNEL

DEPENSES	BILAN 2023 TTC	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
FONCIER	**15 616 215 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**709 602 €**	**1 464 319 €**	**7 681 629 €**	**4 194 663 €**	**1 566 002 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
ACQUISITIONS	**14 759 479 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**697 410 €**	**1 400 583 €**	**7 291 779 €**	**3 994 150 €**	**1 375 556 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Acquisition des parcelles Ville de Bagneux	1 335 000 €	- €	- €	- €	- €		468 300 €	250 500 €	616 200 €	- €	- €		- €
Acquisition des parcelles bailleur social Seqens	9 870 499 €	- €	- €	- €	- €	1 141 883 €	5 302 966 €	3 425 650 €	- €	- €	- €		- €
Acquisition des parcelles Toit et joie	289 009 €	- €	- €	- €	- €	- €	289 009 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Acquisition foncier HDS Habitat	1 732 160 €	- €	- €	- €	- €	- €	972 804 €	- €	759 356 €	- €	- €		- €
Acquisition des parcelles Propriétaires privés	**1 532 810 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**697 410 €**	**258 700 €**	**258 700 €**	**318 000 €**	**- €**	**- €**	**- €**		**- €**
Acquisition lots copropriété 11 rue de Turin N58 (4 lots)	517 400 €	- €	- €	- €	- €	258 700 €	**258 700 €**	- €	- €	- €	- €		- €
Indemnités transfert occupants commerciaux 11 rue de Turin N58 (6 occupants)	318 000 €	- €	- €	- €	- €	- €		318 000 €	- €	- €	- €		- €
Acquisition locaux commerciaux Semaba P86	697 410 €	- €		- €	697 410 €								- €
Indemnités transfert occupants commerciaux P86	- €	- €	- €	- €	- €								- €
FRAIS D'ACQUISITION	**705 618 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**10 984 €**	**48 610 €**	**317 369 €**	**159 938 €**	**168 718 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Frais de notaire, droits d'enregistrement	209 737 €	- €	- €	- €	9 608 €	8 740 €	108 487 €	68 464 €	14 438 €		- €		- €
Frais de gestion (Gardiennage, etc.)	60 000 €	- €	- €	- €	1 376 €	14 000 €	10 000 €	34 624 €	- €				- €
Aléas	435 881 €	- €		- €	- €	25 870 €	198 881 €	56 850 €	154 280 €	- €	- €		- €
IMPÔTS ET TAXES	**151 119 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**1 208 €**	**15 126 €**	**72 481 €**	**40 575 €**	**21 728 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Provision impôts fonciers, taxes	144 719 €	- €	- €	- €	- €	13 918 €	71 273 €	39 367 €	20 160 €		- €		- €
Assurances	6 400 €			- €	1 208 €	1 208 €	1 208 €	1 208 €	1 568 €				
Redevance archéologie préventive	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €				
MISE EN ETAT DES SOLS	**5 921 199 €**	**- €**	**- €**	**44 844 €**	**11 400 €**	**227 480 €**	**1 949 588 €**	**3 149 177 €**	**538 710 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Diagnostics (démilition, dépollution, geotechnique)	84 000 €	- €	- €	44 844 €	11 400 €	16 800 €	10 956 €		- €	- €	- €	- €	- €
Déconstructions, désamiantage	300 000 €	- €	- €	- €	- €	150 000 €	60 000 €	90 000 €	- €	- €	- €	- €	- €
Dépollution des sols (hors coût confortement opérations immobilières, hors coût dépollution opérations immobilières)	30 000 €	- €	- €	- €	- €	30 000 €							
Comblement carrières	4 908 362 €	- €	- €	- €	- €	- €	1 671 397 €	2 752 888 €	484 077 €				
Suppression branchements	60 000 €	- €	- €	- €	- €	10 000 €	30 000 €	20 000 €	- €	- €	- €	- €	- €
Aléas mise en état des sols	538 836 €	- €	- €	- €	- €	20 680 €	177 235 €	286 289 €	54 632 €				
ETUDES ET AMO	**3 087 272 €**	**- €**	**- €**	**228 210 €**	**748 538 €**	**451 888 €**	**331 653 €**	**600 048 €**	**289 337 €**	**27 432 €**	**410 165 €**	**- €**	**- €**
Etudes pré-opérationnelles	72 000 €		- €	9 498 €	- €	62 502 €							- €
MOEU _ Coordination urbaine, paysagère + maitrise d'œuvre espaces publics	1 663 178 €	- €	- €	68 112 €	487 982 €	237 597 €	207 897 €	151 198 €	138 598 €	20 790 €	351 004 €		- €
AMODD _ AMO développement durable	179 400 €	- €	- €	45 276 €	46 060 €	25 629 €	22 425 €	16 309 €	14 950 €	2 243 €	6 509 €		- €
AMU _ Concertation / Evennementiel et animation du rez de ville	558 480 €	- €	- €	48 600 €	80 040 €	11 520 €	11 520 €	406 800 €					- €
Etudes de sols (pollution, hydro géotechnique et fondations, plan de gestion et son suivi)	308 214 €		- €	3 360 €	120 320 €	38 527 €	15 411 €	10 274 €	120 323 €				- €
Assistance juridique	96 000 €	- €	- €	4 752 €	3 696 €	13 714 €	12 000 €	10 667 €	10 667 €	1 200 €	39 304 €		- €
Etudes Diverses (Circulations, déplacements, stationnement, avenants, autres)	114 000 €		- €	- €	8 400 €	52 800 €	52 800 €				- €		- €
Géomètre	96 000 €		- €	48 612 €	2 040 €	9 600 €	9 600 €	4 800 €	4 800 €	3 200 €	13 348 €		- €
TRAVAUX ESPACES PUBLICS	**18 017 104 €**	**- €**	**- €**	**43 268 €**	**90 833 €**	**720 042 €**	**3 796 836 €**	**4 331 103 €**	**4 319 384 €**	**3 523 715 €**	**1 191 922 €**	**- €**	**- €**
TRAVAUX D'ESPACES PUBLICS	15 480 000 €	- €	- €	- €	10 728 €	456 832 €	3 096 000 €	3 870 000 €	3 870 000 €	3 096 000 €	1 080 440 €		- €
TRAVAUX TRANSITOIRES	175 736 €	- €	- €	11 461 €	44 705 €	47 034 €	72 536 €						- €
Conteneurs enterrés / BAVES	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Raccordement concessionnaires	523 373 €	- €	- €	- €	- €	90 153 €	258 886 €	37 617 €	35 899 €	94 133 €	6 685 €		- €
Urbanisme Tactique : Activations ; Folies ; Amgt crèche	408 000 €	- €	- €	31 807 €	35 400 €	80 000 €	80 000 €	70 000 €	60 000 €	50 793 €	- €		- €
Aléas	1 429 995 €	- €	- €	- €	- €	46 023 €	289 414 €	353 486 €	353 486 €	282 789 €	104 797 €		- €
TRAVAUX D'EQUIPEMENTS PUBLICS	**3 009 600 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**752 400,00 €**	**1 504 800,00 €**	**752 400,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
Travaux rénnovation et extension crèche Prokofiev	2 736 000 €		- €	- €	- €	- €	- €	684 000 €	1 368 000 €	684 000 €	- €		
Aléas 10%	273 600 €		- €	- €	- €			68 400 €	136 800 €	68 400 €	- €		
HONORAIRES TECHNIQUES ET DE MAITRISE D'ŒUVRE	**1 172 034 €**	**- €**	**- €**	**26 502 €**	**2 916 €**	**145 926 €**	**377 491 €**	**326 877 €**	**172 641 €**	**35 091 €**	**84 590 €**	**- €**	**- €**
HONORAIRES DE MAITRISE D'ŒUVRE	**508 896 €**	**- €**	**- €**	**26 502 €**	**2 916 €**	**87 005 €**	**218 989 €**	**98 496 €**	**74 988 €**	**- €**	**- €**	**- €**	
MAITRISE D'ŒUVRE équipements publics	328 320 €		- €	20 592 €	2 916 €	32 832 €	98 496 €	98 496 €	74 988 €				
AUTRE HONORAIRES TECHNIQUES équipements publics	180 576 €		- €	5 910 €	- €	54 173 €	120 493 €						
HONORAIRES TECHNIQUES	**663 138 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**58 921 €**	**158 502 €**	**228 381 €**	**97 653 €**	**35 091 €**	**84 590 €**		
MAITRISE D'ŒUVRE mise en état des sols,	237 692 €	- €	- €	- €	- €	1 872 €	67 294 €	110 116 €	19 363 €	- €	39 048 €		
AUTRES HONORAIRES TECHNIQUES mise en état des sols, CT, CSPS, OPC, référés	425 446 €	- €	- €	- €	- €	57 049 €	91 208 €	118 266 €	78 290 €	35 091 €	45 542 €		
FRAIS GENERAUX	**276 000 €**	**- €**	**5 246 €**	**10 526 €**	**37 847 €**	**39 429 €**	**34 500 €**	**30 667 €**	**30 667 €**	**3 450 €**	**83 670 €**	**- €**	**- €**
Frais divers, gestion, reprographie	36 000 €	- €	5 246 €	- €	- €	5 143 €	4 500 €	4 000 €	4 000 €	450 €	12 662 €		
Communication ZAC	240 000 €	- €	- €	10 526 €	37 847 €	34 286 €	30 000 €	26 667 €	26 667 €	3 000 €	71 008 €		
FRAIS FINANCIERS	**610 875 €**	**- €**	**- €**	**12 750 €**	**156 161 €**	**132 589 €**	**109 017 €**	**85 446 €**	**61 875 €**	**38 303 €**	**14 734 €**	**- €**	**- €**
Décomposition frais financiers	610 875 €		- €	12 750 €	156 161 €	132 589 €	109 017 €	85 446 €	61 875 €	38 303 €	14 734 €		
REMUNERATION CONCESSIONNAIRE	**2 744 958 €**	**- €**	**34 418 €**	**86 608 €**	**138 457 €**	**158 850 €**	**779 974 €**	**637 137 €**	**306 592 €**	**354 190 €**	**198 732 €**	**50 000 €**	**- €**
Rémunération sur valeur vénale toutes dépenses (hors frais financiers et rémunération concessionnaire)	1 317 287 €		118 €	7 935 €	52 008 €	83 850 €	389 722 €	368 086 €	231 592 €	119 407 €	64 569 €	- €	
Rémunération sur cessions de charges foncières et participations constructeurs	647 749 €		- €	- €	- €	- €	293 283 €	161 098 €	- €	159 783 €	33 585 €		
Suivi maquette ANRU, partenaires, gestion locative	270 000 €		10 000 €	32 500 €	37 500 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	40 000 €		
Suivi administratif annuel pour durée TCA 10 ans	405 000 €		24 300 €	46 173 €	48 950 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €	60 578 €		
Clôture d'opération	50 000 €		- €	- €	- €							50 000 €	
Rémunération aménageur sur les nouvelles subventions obtenues à hauteur de 2.9%.	54 922 €		- €	- €	- €		21 969 €	32 953 €					
TOTAL DEPENSES	**50 455 257 €**	**- €**	**39 664 €**	**452 708 €**	**1 895 755 €**	**3 340 523 €**	**15 060 688 €**	**14 107 517 €**	**8 790 009 €**	**4 734 582 €**	**1 983 813 €**	**50 000 €**	**- €**

RECETTES		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
CESSION DE CHARGES FONCIERES	**30 917 514 €**	**- €**	**- €**		**- €**	**- €**	**14 275 693 €**	**7 926 389 €**	**- €**	**8 715 432 €**	**- €**	**- €**	**- €**
CESSION DE CHARGES FONCIERES				- €									
Cession lot 1	3 310 276 €	- €	- €	- €	- €			3 310 276 €					- €
Cession lot 2.1	5 471 248 €	- €	- €	- €	- €		5 471 248 €						- €
Cession lot 4.1	8 804 446 €	- €	- €	- €	- €		8 804 446 €						- €
Cession lot 4.2	4 616 113 €	- €	- €	- €	- €			4 616 113 €					
Cession lot 6	8 715 432 €	- €	- €	- €	- €					8 715 432 €			
	- €	- €	- €	- €	- €								
PARTICIPATION CONSTRUCTEURS	**2 582 338 €**	**- €**	**- €**		**- €**	**- €**	**1 721 559 €**	**860 779 €**	**- €**	**- €**	**- €**		**- €**
				- €									
Produits de gestion	**240 000 €**	**- €**	**- €**		**12 976 €**	**55 000 €**	**45 000 €**	**35 000 €**	**20 000 €**	**15 000 €**	**57 024 €**		**- €**
				- €									
SOUS TOTAL RECETTES PRIVEES	**33 739 852 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**12 976 €**	**55 000 €**	**16 042 252 €**	**8 822 168 €**	**20 000 €**	**8 730 432 €**	**57 024 €**	**- €**	**- €**
PARTICIPATION EPT QUOTE PART EQUIPEMENTS PUBLICS DEPASSANT LE BESOIN DES USAGERS	**2 808 254 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**561 651 €**	**1 123 302 €**	**1 123 302 €**	**- €**
Participation EPT aux équipements	**2 808 254 €**									**561 651 €**	**1 123 302 €**	**1 123 302 €**	
PARTICIPATION VILLE FINANCEMENT CRECHE	**3 129 696 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**1 877 818 €**	**625 939 €**	**625 939 €**	**- €**	**- €**	**- €**
PARTICIPATION COLLECTIVITE EQUILIBRE OPERATION	**4 379 514 €**			**- €**								**4 379 514 €**	
				- €									
SUBVENTIONS	**5 118 872 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**366 910 €**	**314 378 €**	**868 078 €**	**1 113 617 €**	**1 205 177 €**	**1 250 712 €**	**- €**
SUBVENTION ANRU SELON LE SCORING	1 900 872 €	- €	- €	- €	- €		99 410 €	131 978 €	131 978 €	411 117 €	431 177 €	695 212 €	- €
SUBVENTION CDRU	2 025 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	6 000 €	22 400 €	536 100 €	502 500 €	502 500 €	455 500 €	
SUBVENTION RIF AMI URBANISME TRANSITOIRE	50 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	40 000 €	10 000 €	- €	- €	- €	- €	
SUBVENTION RIF AMI URBANISME TRANSITOIRE	1 000 000 €	- €	- €	- €	- €		150 000 €	150 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	100 000 €	
SUBVENTION RIF AMI URBANISME TRANSITOIRE	143 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	71 500 €	- €	- €	- €	71 500 €	- €	
SOUS TOTAL RECETTES PUBLIQUES	**15 436 336 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**366 910 €**	**2 192 196 €**	**1 494 017 €**	**2 301 207 €**	**2 328 479 €**	**6 753 528 €**	**- €**
TOTAL RECETTES	**49 176 188 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**12 976 €**	**55 000 €**	**16 409 162 €**	**11 014 364 €**	**1 514 017 €**	**11 031 639 €**	**2 385 503 €**	**6 753 528 €**	**- €**
Rattrapage TVA	**1 279 069 €**		**- €**	**41 236 €**	**117 029 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	**160 115 €**	

Tréso brut	**-**	**39 664 €**	**-**	**411 472 €**	**-**	**1 765 750 €**	**-**	**3 125 408 €**	**1 508 589 €**	**-**	**2 933 038 €**	**-**	**7 115 877 €**	**6 457 172 €**	**561 805 €**	**6 863 642 €**	**- €**
Tréso cumulée	-	39 664 €	-	451 136 €	-	2 216 886 €	-	5 342 294 €	- 3 833 705 €	-	6 766 743 €	-	13 882 620 €	- 7 425 448 €	- 6 863 643 €	-	0 €	- 0 €
	-	39 664 €	-	409 900 €	-	2 099 857 €	-	5 182 179 €	- 3 673 590 €	-	6 606 628 €	-	13 722 505 €	- 7 265 333 €	- 6 703 528 €		160 114 €	- 0 €

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 0
Abstentions : 2
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_17

Avis du Conseil municipal sur l'actualisation de l'étude d'impact 2025 du dossier de réalisation modificatif

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_17

Aménagement urbain

ZAC Ecoquartier Victor-Hugo

Objet : Avis du Conseil municipal sur l'actualisation de l'étude d'impact 2025 du dossier de réalisation modificatif

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.122 .1 V et suivants et R122-6 et suivants, lesquels prévoient que, lorsqu'un projet est soumis à l'évaluation environnementale, le dossier présentant le projet comprenant l'étude d'impact et la demande d'autorisation déposée est transmis pour avis à l'autorité environnementale ainsi qu'aux collectivités territoriales et à leurs groupements intéressés par le projet ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les article L.103-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27 septembre 2011 créant la ZAC Quartier Nord de l'écoquartier Victor-Hugo ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 15 mai 2012 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Quartier Nord de l'écoquartier Victor-Hugo ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 15 mai 2012 approuvant le programme des équipements publics de la ZAC Quartier Nord de l'écoquartier Victor Hugo ;

Vu le traité de concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC de l'écoquartier Victor-Hugo signé le 4 juin 2012 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 2014 approuvant les modalités de la concertation et des objectifs poursuivis en vue de la modification de la ZAC Quartier Nord de l'écoquartier Victor-Hugo ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact en date du 23 février 2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Bagneux du 20 septembre 2016 tirant le bilan de la concertation de la ZAC Quartier Nord de l'écoquartier Victor-Hugo, et approuvant le dossier de création de ZAC modifié ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2018 prenant acte de l'actualisation du dossier de réalisation approuvé le 15 mai 2012 ;

Vu la délibération du Bureau du territoire du 9 avril 2019 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC de l'écoquartier Victor-Hugo ;

Vu le courrier de saisine reçu le 8 septembre 2023 par lequel M. le Président de l'Établissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris adressait pour avis l'étude d'impact actualisée dans le cadre du projet de dossier de réalisation modificatif n°2 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ;

Vu les compléments d'étude joints à la lettre de saisine valant actualisation de l'étude d'impact de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ;

Vu la délibération n° DEL_20231219_11 du Conseil municipal du 19 décembre 2023, émettant un avis favorable à l'actualisation de l'étude d'impact du dossier de réalisation modificatif n°1 ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant l'étude d'impact de 2015 ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Considérant que l'opération a connu depuis 2019 de nombreuses évolutions programmatiques notamment le secteur 6 de la ZAC ;

Considérant l'avis du 7 octobre 2021 de l'Autorité Environnementale sur l'étude d'impact du lot G3 réalisée en 2021, ainsi que les études techniques supplémentaires (circulation, air et santé, bruit, émissions de gaz à effet de serre) ;

Considérant la saisine de la SADEV auprès de la MRAe en janvier 2023 intégrant les réponses aux remarques de l'Autorité Environnementale ;

Considérant l'avis rendu en janvier 2024 par la MRAe recommandant au maître d'ouvrage de présenter une nouvelle étude d'impact de la ZAC dans sa programmation actuelle ;

Considérant que l'opération ZAC Ecoquartier Victor Hugo doit faire l'objet d'un dossier de réalisation modificatif n°2 pour intégrer une augmentation de 35 578m² de SDP, ce qui nécessite une actualisation de l'étude d'impact ;

Considérant que cette augmentation de la constructibilité est répartie de la manière suivante : de 219 990 m² à 236 768 m² pour le foncier maîtrisé et de 45 000 m² à 63 800 m² pour les opérations privées ; soit + 13 % pour les logements, + 2 % pour les bureaux, + 9 % pour les commerces dans le foncier maîtrisé ; soit + 80 % de logements , + 6 % de bureaux, + 34 % de commerces pour ce qui est des opérations privées ;

Considérant le courrier du 5 mars 2025 de Vallée Sud-Grand Paris sollicitant la Commune de Bagneux pour avis de l'actualisation de l'évaluation environnementale du projet en application des dispositions de l'article L.122-1 V du Code de l'environnement ;

Considérant le dossier de réalisation modificatif n°2 qui devra être approuvé par le Bureau de l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud-Grand Paris du 16 septembre 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : émet un avis favorable sur l'actualisation de l'étude d'impact dans le cadre du projet de réalisation modificatif n°2 de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Ecoquartier Victor Hugo.

Article 2 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 3 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée au Président de l'Établissement public territorial de Vallée Sud-Grand Paris et publiée sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

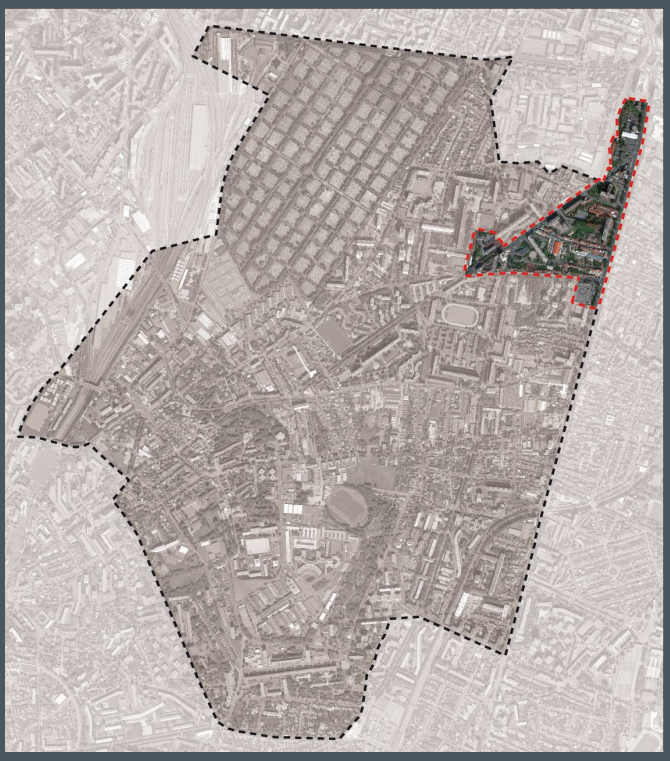
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 20/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

SADEV 94
AMENAGEUR DEVELOPPEUR DE VILLES



Bagneux

Zone d'Aménagement Concerté Ecoquartier Victor Hugo

DOSSIER DE REALISATION

Modification n°2

Projet de février 2025

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE 3

1. Contexte et objectifs 3
2. Evolution administrative et opérationnelle de l'opération 4

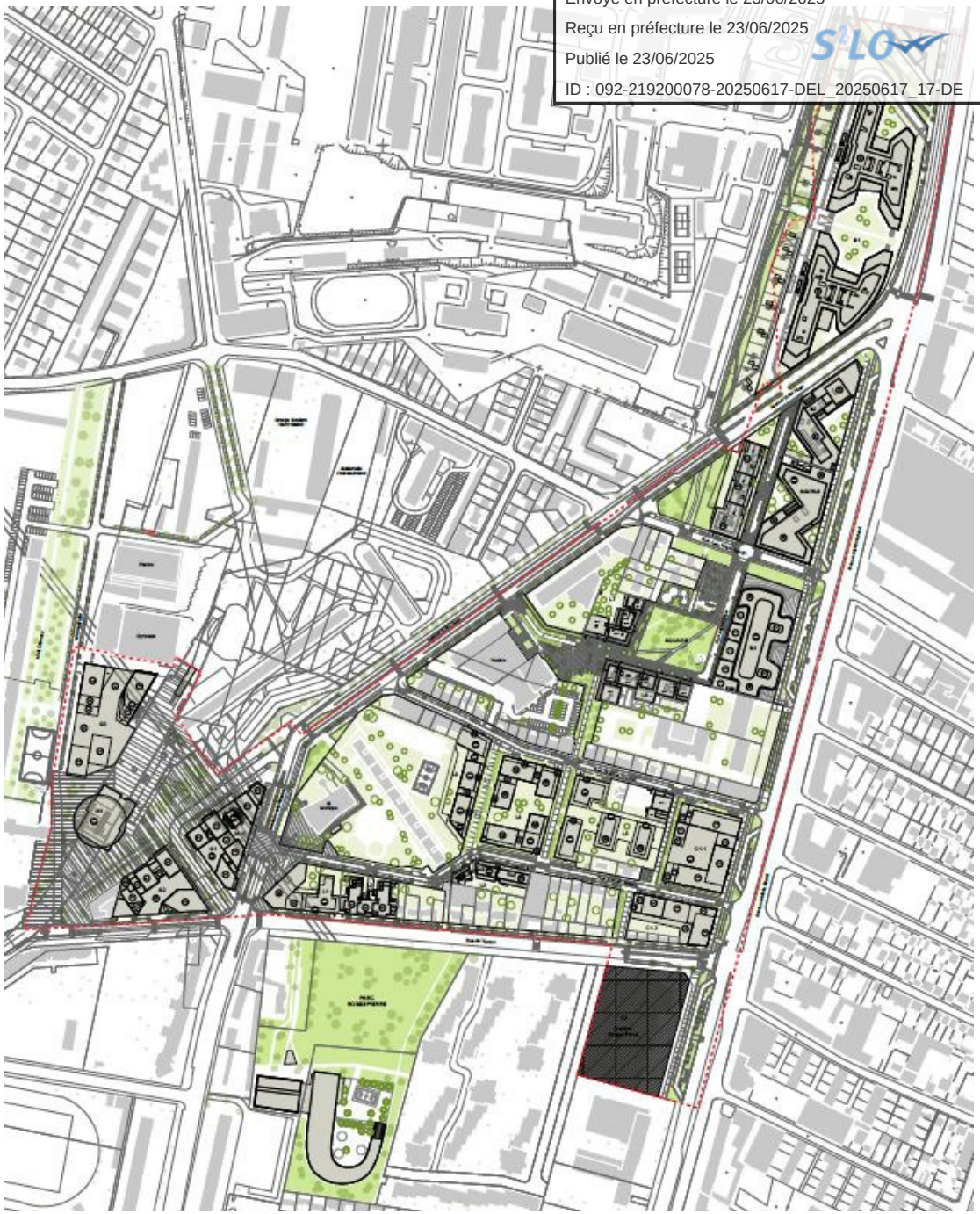
A. PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER DANS LA ZONE 5

1. Liste des équipements publics de la ZAC 5
2. Description des réseaux 10

B. PROJET DE PROGRAMME GLOBAL DES CONSTRUCTIONS A REALISER DANS LA ZONE 18

C. MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT, ECHELONNEES DANS LE TEMPS. 19

ANNEXES 20



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE

1. Contexte et objectifs

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo se situe au nord de la commune de Bagneux à la limite avec les communes d'Arcueil, et Cachan. Son périmètre est bordé par deux routes départementales (avenue Aristide Briand - RD920 et l'avenue Victor Hugo). La ZAC fait partie d'un ensemble géographique dit « Quartier nord » regroupant également le quartier d'habitat social de la Pierre Plate, retenu par l'ANRU comme quartier d'intérêt national en mars 2016 et faisant l'objet d'un projet de Renouvellement Urbain et Social (PRUS).

D'un quartier populaire, au tissu-urbain désarticulé et mal relié aux quartiers voisins et au centre-ville, la ZAC Ecoquartier Victor Hugo a pour objectifs :

- La lutte contre l'étalement urbain et la promotion d'un modèle urbain compact, de mixité fonctionnelle et sociale, à proximité d'un mode de transport collectif majeur pour la commune et ses habitants ;

- Le développement de l'activité économique (activités tertiaires et commerciales) en redynamisant la façade urbaine sur l'avenue Aristide Briand et le futur pôle multimodal, contribuant ainsi à un accroissement et une diversification des emplois sur le territoire de la commune de Bagneux ;

- La construction de logements diversifiés contribuant à mieux répondre aux attentes en matière d'habitat et à renforcer la mixité sociale dans un site où l'offre en transports collectifs va considérablement s'améliorer ;

- La réalisation d'équipements publics dans le domaine de l'enfance (reconstruction et extension de la crèche située sur la future emprise des travaux du métro, construction d'un nouveau groupe scolaire) ;

- Un projet urbain de haute qualité environnementale et de développement durable, inscrit dans un Ecoquartier et objet d'une concertation innovante et pérenne (maison du projet) : Approche environnementale de l'urbanisme, éco architecture, énergies renouvelables (géothermie notamment), Coulée verte au nord du site mettant en valeur les jardins familiaux existants, continuité de liaisons douces paysagères depuis l'aqueduc de la Vanne au nord jusqu'au parc Robespierre au sud, requalification de l'entrée de ville Victor-Hugo – Aristide Briand, réalisation d'un boulevard urbain planté le long de l'avenue Aristide Briand, amélioration des circulations et création de nouvelles circulations douces, réalisation d'espaces publics favorisant la convivialité et l'accessibilité du site et des quartiers avoisinants.

- Un projet urbain ayant fait l'objet d'une concertation innovante : Ateliers de co-production avec outils 3D, codécision, sensibilisation du jeune public, approche environnementale globale du projet urbain.

Le Quartier nord, avec l'interconnexion des métros lignes 4 et 15 du Grand Paris Express, va connaître de profondes transformations. La Ville a souhaité profiter de cette dynamique pour développer un projet urbain ambitieux qui s'attache à développer une mixité sociale, une mixité fonctionnelle, des espaces publics qualitatifs et confortables pour les modes doux, une trame verte structurant le quartier autour du pôle gare et des exigences au niveau des performances énergétiques et en termes de gestion durable.

Ce projet se construit en cohérence avec le reste de la ville dans un souci de développement harmonieux, équilibré et répondant à tous les besoins et pensé avec ses habitants afin de répondre à l'enjeu du vivre ensemble.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2. Evolution administrative et opérationnelle de l'opération

La ZAC a été créée en 2011 et le dossier de réalisation approuvé en 2012. Sélectionnée comme aménageur en 2012, la Semaba a depuis cédé l'opération en 2016 à Sadev 94 qui en reprend les prérogatives.

Le dossier de création modificatif a été approuvé en septembre 2016 pour tenir compte de l'évolution du projet à la suite de la confirmation de la dimension métropolitaine du quartier par l'arrivée future des lignes de métro M4 et M15, et la qualification de Pierre Plate en quartier d'intérêt national.

En avril 2019, le dossier de réalisation de la ZAC, a été modifié afin d'intégrer les modifications relatives à la modification du dossier de création de 2016, actant la modification du périmètre de la ZAC, les évolutions de la programmation, ainsi que l'évolution du programme des équipements publics. La constructibilité de la ZAC a également été actualisée.

La modification du dossier de réalisation modificatif de 2019 doit prendre acte des évolutions approuvées dans le cadre de la signature du schémas de référence du pole gare de Bagneux et des dernières évolutions de la ZAC :

a) Les évolutions liées à la notification en 2021, du schéma de référence du pole gare actant notamment :
   - L'intégration des voies communale Henri Barbusse et départementale Louis Pasteur dans le programme des équipements publics.
   - Le financement du pôle d'intermodalité gare de Bagneux par les transporteurs IDFM, la SGP ainsi que le CD 92.

b) L'intégration des subventions de l'agence de l'eau pour la réalisation de noues d'infiltration

c) Depuis 2018, la constructibilité de la ZAC a évolué avec :
   – L'augmentation de la constructibilité bureau sur le secteur 6, lié à la programmation du lot L1.
   – L'augmentation de la constructibilité de logements dans le diffus des secteurs 3 et 4

Conformément au code de l'urbanisme et à son article R311-7, le dossier de réalisation comprend :

- Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ; lorsque celui-ci comporte des équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissements publics, le dossier doit comprendre les pièces faisant état de l'accord de ces personnes publiques sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement ;

- Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone ;

- Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. PROJET DE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER DANS LA ZONE

1. Liste des équipements publics de la ZAC

Le programme d'équipements publics de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo correspond aux voiries, aux réseaux divers, aux espaces publics et aux équipements publics visant à répondre aux besoins des futurs habitants de la ZAC.

Il contient précisément les équipements suivants, figurés également au plan de repérage général des équipements publics de la ZAC :

- **Equipements de superstructure**
  1. **Groupe scolaire** * et sa voie d'accès (hors périmètre de ZAC).
  2. **Crèche** de 90 berceaux.

- **Equipements d'infrastructure voirie**
  3. **Réaménagement de la rue Jean-Marin Naudin**, entre l'avenue Victor Hugo et l'avenue Aristide Briand.
  4. **Réaménagement de la rue Gustave Courbet**, entre l'avenue Victor Hugo et l'avenue Aristide Briand.
  5. **Réaménagement et extension de la rue Romain Rolland** de l'avenue Aristide Briand à l'avenue Pasteur, et aménagement du parvis du lot L1.
  6. **Réaménagement de la partie nord de la rue de Verdun**, entre l'avenue Henri Barbusse et l'avenue Aristide Briand, **et du trottoir nord de l'opération Casino**.
  7. **Aménagement d'une voie nouvelle « rue Assia Djebar »**, reliant l'avenue Victor Hugo en deux points avec un carrefour sur la rue Jean-Marin Naudin.
  8. **Aménagement de 3 trames vertes circulations douces** entre la rue Romain Rolland et la rue Gustave Courbet
  9. **Aménagement d'1 trame verte de circulations douces** entre la rue de Verdun et la rue Romain Rolland
  10. **Aménagement d'1 trame verte de circulations douces** entre la rue Gustave Courbet et la rue Assia Djebar.
  11. **Aménagement de la place des gares** (dont une voie nouvelle entre les lots G1 et G2) - *hors réaménagement de l'avenue Henri Barbusse et de l'avenue Pasteur*
  12. **Aménagement d'une voie nouvelle longeant le mail Debussy** entre l'avenue Henri Barbusse et le quartier Pierre Plate.
  13. **Réaménagement paysager au-dessus de l'aqueduc Eau de Paris** le long de la rue Jean-Marin Naudin.
  14. **Aménagement des espaces publics du quartier du Théâtre** autour de la rue Assia Djebar (parvis du théâtre et de la crèche, jardin boisé, aire de jeux et jardins partagés).
  15. **Aménagement de contre-allées et trottoirs sur l'avenue Aristide Briand** et du trottoir du lot B1 sur l'avenue Victor Hugo
  16. **Aménagement d'une place nouvelle** entre les jardins ouvriers de l'avenue Prieur de la Côte d'Or (Arcueil)
  17. **Aménagement de la voie Henri Barbusse** sur les abords des lots G1 et G2
  18. **Aménagement de l'avenue Pasteur** sur les abords du lot G1.
  19. **Aménagement du square des martyrs de Chateaubriant**
  20. **Aménagement de la rue de Verdun (chaussée et trottoir sud)** sur les abords des lots G1 et G2 et le carrefour avec l'avenue Henri Barbusse

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Equipements d'infrastructure réseaux**

21. Création ou transformation du **réseau d'assainissement**
22. Création ou transformation du **réseau d'éclairage public**
23. Création ou transformation du **réseau d'eau potable et de défense incendie**
24. Création ou transformation du **réseau d'électricité**
25. Création ou transformation du **réseau de chauffage urbain**
26. Création ou transformation du **réseau de télécommunications**
27. Mise en place de **bornes d'apport volontaire enterrées** (BAVE)

Voir détail dans les tableaux et le plan de repérage des équipements publics (annexe 1).

* Le groupe scolaire sera composé d'une vingtaine de classes, dont 11 à 12 financées par la ZAC et le reste par la Ville et la Région Île-de-France

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Tableau synthétique des équipements publics de la ZAC :

		Maitre d'ouvrage	Gestionnaire	Financement
1	**Groupe scolaire (environ 20 classes)**	Ville de Bagneux	Ville de Bagneux	Aménageur (11 à 12 classes) ; Ville + Région (8 à 9 classes)
2	**Crèche**	Aménageur	Ville de Bagneux	Ville de Bagneux + Département + Région + CAF
3	**Rue Jean Marin Naudin**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Région
4	**Rue Gustave Courbet**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur
5	**Rue Romain Rolland**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + SGP + Agence de l'eau SN + Région
6	**Rue de Verdun (trottoir nord et abords RD920)**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + IDFM + Agence de l'eau SN + Région
7	**Rue Assia Djebar**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Région
8	**Trames vertes 1, 2 et 3 Rolland/Courbet**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Région + Agence de l'eau SN
9	**Trames verte Verdun/Rolland**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Agence de l'eau SN + Région
10	**Trame verte Courbet/Djebar**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Région + Agence de l'eau SN
11	**Place gare hors réaménagement de l'avenue Henri Barbusse et de l'avenue Pasteur**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + SGP + CD92 + Agence de l'eau SN
12	**Voie Nouvelle longeant le mail Debussy**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + IDFM
13	**Aménagement paysager aqueduc Eau de Paris**	Aménageur	Eau de Paris / Ville de Bagneux	Aménageur + Région
14	**Espaces publics du quartier du Théâtre**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + Région + Agence de l'eau SN
15	**Contre-allées et trottoirs de l'avenue Aristide Briand longeant la RD920**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur
16	**Place nouvelle jardins ouvriers**	Aménageur	Eau de Paris	Aménageur
17	**Voie Henri Barbusse longeant G1 et G2**	Aménageur	Ville de Bagneux	Aménageur + IDFM + CD92

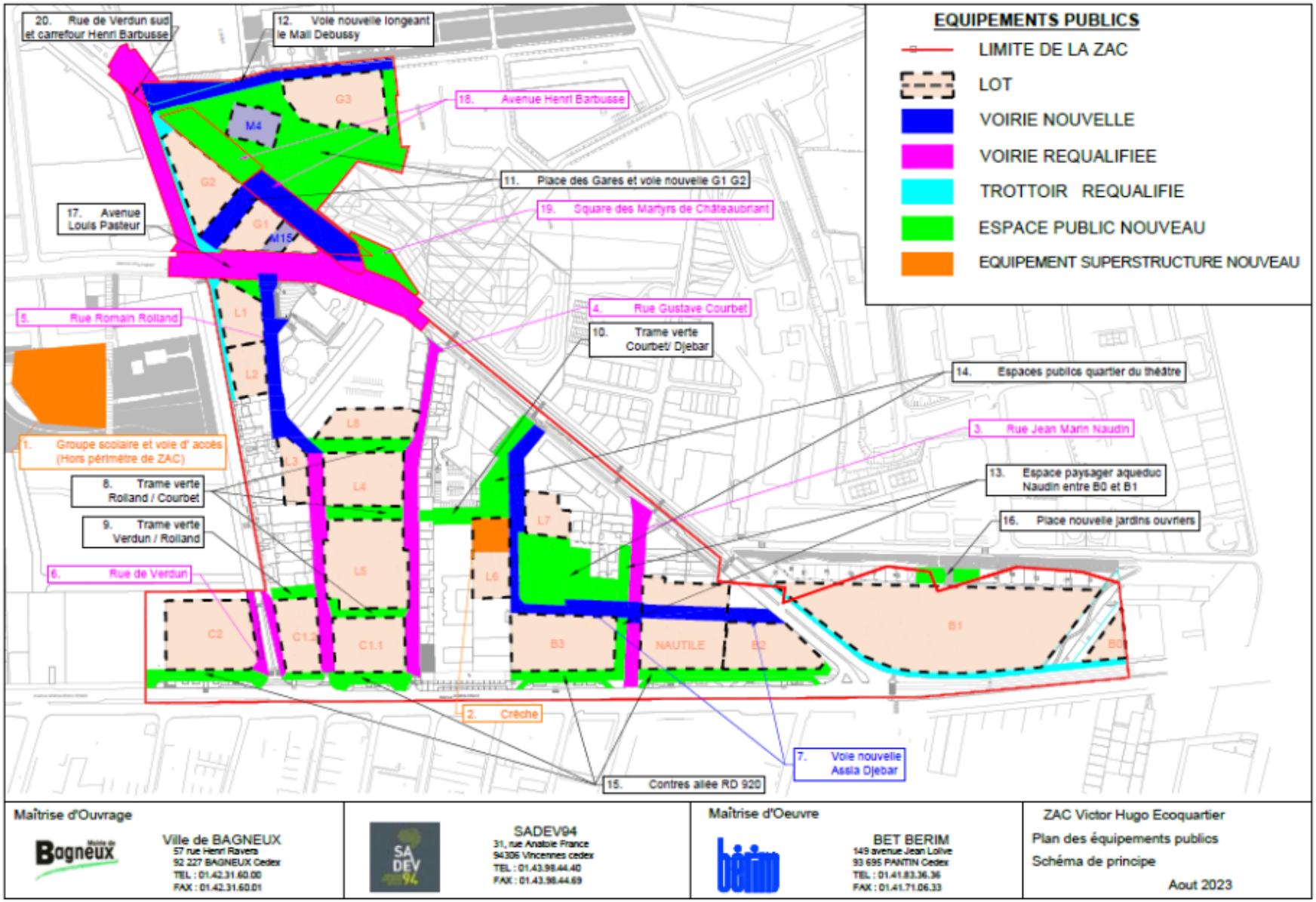
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

18	**Voie Louis Pasteur longeant G1**	Aménageur	CD92	Aménageur + CD92 + IDFM
19	**Square des Martyrs de Chateaubriant**	Aménageur	Ville de Bagneux	Ville de Bagneux
20	**Rue de Verdun sud et carrefour Verdun / Henri Barbusse**	Aménageur	Ville de Bagneux	Ville de Bagneux + CD92 + IDFM
21	**Réseau d'assainissement**	Aménageur	Vallée Sud Grand Paris	Aménageur + Région + Agence de l'eau SN
22	**Réseau d'éclairage public**	Aménageur	Vallée Sud Grand Paris	Aménageur + Région
23	**Réseau d'eau potable et de défense incendie**	Aménageur	Vallée Sud Grand Paris / Veolia	Aménageur + Région
24	**Réseau d'électricité**	Aménageur	ENEDIS	Aménageur + Région
25	**Réseau de chauffage urbain**	Dalkia / Bageops	Dalkia / Bageops	Dalkia / Bageops
26	**Réseau de télécommunications**	Aménageur	SIPPEREC	Aménageur + Région
27	**Bornes d'apport volontaire enterrées**	Aménageur	Vallée Sud Grand Paris	Aménageur

Conformément à l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme, l'aménageur prend à sa charge la réalisation et le financement des équipements publics visant à répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Plan de repérage des équipements publics de la ZAC (annexe 2)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2. Description des réseaux

Les Etablissements Publics Territoriaux ont été créés au 1er janvier 2016. Un transfert de compétences de la ville de Bagneux, de la communauté d'agglomération Sud de Seine, vers l'EPT Vallée Sud Grand Paris a eu lieu. Il concerne les compétences suivantes :

- **Assainissement**
- **Eclairage public**
- **Collecte des ordures ménagères**

2.1. Assainissement

2.1.1. Assainissement existant

L'ensemble du secteur de la ZAC est desservi par un réseau d'assainissement unitaire composé par deux types de réseaux :

- Un réseau appartenant et géré par l'EPT Vallée Sud Grand Paris,
- Un réseau départemental appartenant au Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (CD92) et géré par la SEVESC.

Le tableau ci-après présente les caractéristiques des réseaux existants :

Réseaux existants Assainissement	
Localisation	**Type**
Rue Jean Marin Naudin - Avenue Aristide Briand RD920 nord	
Chaussée	Un réseau Unitaire Départemental
Avenue Aristide Briand RD920 sud	
Chaussée	Un réseau Unitaire Départemental
Avenue Victor Hugo RD20 – Tronçon nord	
Trottoir	Quatre réseaux Unitaires Départementaux
Avenue Victor Hugo RD20 – Tronçon sud	
Trottoir	Deux réseaux Unitaires Départementaux
Avenue Louis Pasteur	
Trottoirs est et ouest	Deux réseaux Unitaires Départementaux
Avenue Henri Barbusse	
Chaussé	Unitaire Départemental
Rue de Verdun	
Chaussée Ouest	Deux réseaux Unitaires Départementaux
Rue Gustave Courbet	
Trottoir Sud	Un réseau Unitaire appartenant à Vallée Sud Grand Paris
Rue Romain Rolland	
Trottoir Sud	Un réseau Unitaire Départemental
	Un réseau eau pluviale appartenant à Vallée Sud Grand Paris
Limite sud du site	
	Emissaire sud 2 branches

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Outre les canalisations existantes listées dans le tableau précédent, les infrastructures suivantes ont été réalisées dans le cadre des premiers travaux de la ZAC :

- Bassin de rétention rue Assia Djebar
- Noue sur la contre allée RD920 face au lot B3

2.1.2. Assainissement projeté : Eaux pluviales

Contrainte réglementaire

Avant la création de la ZAC, l'emprise du projet ne fait pas l'objet de rétention : l'ensemble des eaux de ruissellement sont rejetés vers les réseaux unitaires sans rétention préalable.

La Direction de l'Eau du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (DE du CD92) fixe un débit maximal de rejet des eaux pluviales aux réseaux publics de 2 l/s/ha pour tous les projets d'aménagement et un dimensionnement des ouvrages de stockage des eaux de pluie basé sur une pluie décennale.

Afin d'atteindre les objectifs du cahier des prescriptions urbaines, paysagères, architecturales et environnementales de la ZAC, le projet prévoit un débit de fuite maximal de 1 l/s/ha pour une pluie décennale.

Les études de dimensionnement du réseau d'assainissement projeté ont été réactualisés suites à l'avis de l'Autorité Environnementale de février 2016 sur le dossier de création modificatif.

Principes

Espaces privés

Les lots créés devront prévoir une rétention à la parcelle selon les mêmes contraintes que sur les espaces publics, à savoir 1 l/s/ha pour une pluie décennale. Lorsque le débit de fuite théorique est inférieur à 1 l/s, le débit admis dans le réseau d'eau pluviale sera de 1 l/s (limite de faisabilité technique des ouvrages de régulation des eaux pluviales).

Les ouvrages mis en œuvre dans les lots pourront prendre la forme de toitures terrasses végétalisées, de noues paysagères…

Les rejets des parcelles existantes seront mis en conformité par rapport à la création de réseaux séparatifs sur les voiries existantes requalifiées et créées.

Espaces publics

Les voiries requalifiées ne feront pas l'objet de rétention.

Pour les espaces publics, les ouvrages de rétentions créés prennent essentiellement la forme de noues paysagères le long des voiries. Les ouvrages de rétention sont répartis sur l'ensemble de la ZAC afin de favoriser l'intégration urbaine et paysagère des ouvrages.

Les systèmes de rétention à ciel ouvert tels que les noues, bassins végétalisés, rivières sèches et places inondables auront une hauteur maximale de lame d'eau de 40 cm.

Des bassins enterrés sont prévus au droit de la Place de la Gare ou sur la rue nouvelle Assia Djebar en complément des noues et des jardins de pluie. Des bassins enterrés seront également mis en œuvre dans le cas où les emprises des voiries existantes ne permettent pas la mise en œuvre d'ouvrages de rétention à ciel ouvert.

Dans le cadre d'aménagement d'espaces paysagers (Square du Théâtre, Place des gares), les ouvrages mutualisés sont privilégiés : bassins secs plantés, bassin d'agrément, place inondable, aires de jeux inondables…

2.1.3. Assainissement projeté – Eaux usées

Le réseau d'eaux usées est dimensionné pour répondre aux besoins du programme.

Le réseau de collecte des eaux usées créé est constitué des branchements des eaux usées des futurs lots et de la création d'une extension de réseau sous la voie nouvelle à l'Ouest du lot G3. Il est également prévu un nouveau réseau EU sous la rue Assia Djebar en remplacement d'un réseau unitaire. Enfin, une nouvelle canalisation eaux usées est prévue sous la trame verte Roland / Courbet entre les lots L4 et L5.

Un branchement est prévu par lot.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2.2. Eclairage public

2.2.1. Réseau d'éclairage public existant

Le réseau d'éclairage public est géré par l'EPT Vallée Sud Grand Paris pour les voiries communales. Le réseau d'éclairage public de la Ville de Bagneux fonctionne sur un réseau Haute Tension/Basse Tension. Le réseau Basse Tension alimente des candélabres routiers et piétons implantés le long des voiries publiques existantes.

2.2.2. Réseau d'éclairage projeté

Au stade du présent dossier de réalisation, il est prévu de réhabiliter l'ensemble du réseau existant et de changer l'intégralité du mobilier d'éclairage public existant.

Afin d'assurer un bon niveau environnemental, l'ensemble du matériel d'éclairage public permettra de maîtriser les consommations d'énergies. La mise en place de lampes à LED et de variateurs d'énergie ainsi que le choix des matériaux constituant les différents matériels sera privilégié.

En fonction des usages des différents espaces publics, des systèmes de détection de mouvement seront mis en place. Ces derniers permettront d'éteindre les matériels (notamment dans les parcs et jardins) durant la nuit et de fonctionner sur les espaces piétonniers (coulées vertes et jardins ouvriers) en fonction des besoins.

2.3. Eau potable et Défense incendie

2.3.1. Réseau d'eau potable transport existant

Au nord du site de la ZAC, deux réseaux de transport d'eau potable (DN 2100 et DN 1200) appartenant à la Ville de Paris et gérés par EAU DE PARIS, cheminent le long des jardins ouvriers, sous la rue Jean Marin Naudin, puis sous l'Avenue Aristide Briand.

Ces ouvrages bénéficient d'une protection sanitaire. Cette protection est composée de 3 zones de protection (voir schéma ci-après) :

- La zone de ***protection immédiate*** constituée par l'emprise appartenant à la Ville de Paris,
- Les zones de ***protection rapprochée*** constituées par deux bandes de terrain de 13 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise,
- Les zones de ***protection éloignée*** constituées par deux bandes de terrain s'étendant des limites extérieures des zones de protection rapprochée jusqu'à une distance de 40 mètres de l'aqueduc.



Chacune de ces zones fait l'objet de prescriptions techniques particulières décrites dans une fiche « Maîtrise des processus » jointe en annexe 14.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2.3.2. Réseau d'eau potable distribution et défense incendie existant

Vallée Sud Grand Paris exerce la compétence Eau Potable. Les réseaux sont gérés et entretenus par VEOLIA. Voici les caractéristiques du réseau existant :

Réseaux existants Assainissement
Implantation
Avenue Aristide Briand RD920
Une canalisation et 7 Bouches Incendie sous trottoir
Avenue Victor Hugo RD20
Une canalisation et 3 Bouches Incendie sous trottoir
Rue Jean Marin Naudin
Deux canalisations et 1 Bouche Incendie sous trottoir
Impasse Villa Jean Marin Naudin
Une canalisation
Rue Gustave Courbet
Une canalisation et 2 Bouches Incendie sous trottoir
Rue Romain Rolland
Une canalisation
Rue de Verdun
Deux canalisations et 1 Bouche Incendie sous trottoir
Avenue Louis Pasteur
Une canalisation et 1 Bouche Incendie sous trottoir
Avenue Henri Barbusse
Une canalisation et 1 Bouche Incendie sous trottoir
Rue Assia Djebar
Une canalisation et 1 Bouche Incendie sous trottoir

2.3.3. Réseau d'eau potable transport projeté

Aucune intervention sur le réseau d'eau potable transport existant n'est prévue.

Cependant, dans le cadre du projet de la ZAC, la rue nouvelle Assia Djebar a été réalisée et se raccorde sur la rue Jean-Marin Naudin. Le débouché de cette voie empiète en partie sur l'emprise foncière de la Ville de Paris. De fait, un certain nombre de prescriptions techniques vis-à-vis de ces ouvrages sont à respecter. Ces prescriptions sont décrites dans un courrier d'Eau de Paris joint en annexe 14.

D'autre part, des conventions de superposition d'affectation du domaine public et de travaux ont été établies entre la Ville de Bagneux et Eau de Paris.

2.3.4. Réseau d'eau potable distribution projeté

Défense Incendie

Un dossier de défense incendie ZAC a été établi et transmis à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris pour instruction. Après l'instruction de ce dernier, les pompiers ont émis un avis favorable (cf. annexe 15).

9 appareils d'incendie de type DN100 (débit unitaire de 60m3/h) et 1 appareil DN150 (débit unitaire de 120m3/h) sont à créer en plus du nombre d'appareils existants (cf. plan de défense incendie annexe 4).

Le nombre des appareils à créer a été calculé en fonction du programme d'aménagement défini au présent dossier de réalisation. Toute modification du programme entraînera un complément au dossier de défense incendie qu'il sera nécessaire de soumettre pour avis aux pompiers.

L'implantation des bouches incendies (cf. plan eau potable et défense incendie) est indicative. Leur positionnement et leur nombre sera à ajuster à l'avancement du projet suivant le classement des futurs bâtiments et suivant les attendus des pompiers des différents permis de construire.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Canalisation d'eau potable distribution projeté

En fonction des besoins en défense incendie et du dimensionnement du réseau existant, il est nécessaire de compléter le réseau existant par le renforcement et le prolongement du réseau rue Romain Rolland, la création d'un réseau sur une des trames vertes Rolland/Courbet et sur l'avenue Pasteur.

Compte tenu du dimensionnement du réseau actuel, de l'avis de l'Autorité environnementale en février 2016 sur le dossier de création modificatif de la ZAC et de l'évolution de la programmation de la ZAC, une étude est en cours visant à vérifier la compatibilité du nouveau programme de construction avec le réseau existant. Cette étude sera pilotée par la Ville de Bagneux pour tenir compte des besoins à l'échelle de la commune en fonction des autres projets urbains en cours de développement.

2.4. Electricité

2.4.1. Réseau d'électricité existant

L'ensemble du secteur de la ZAC est desservi par un réseau HT/BT appartenant et géré par Enedis.

7 postes de distribution publique alimentent le secteur :

- Le poste BG BURSUD implanté Avenue Aristide Briand,
- Le poste BG BUREAUX implanté Avenue Victor Hugo,
- Le poste BG PARLAQUE implanté Avenue Aristide Briand
- Le poste BG ARIS implanté Avenue Aristide Briand
- Le poste CASINO implanté Avenue Aristide Briand,
- Le poste BG CHATEAUBRIAND implanté Avenue Louis Pasteur
- Le poste BG NAUDIN implanté Avenue Victor Hugo.
- Le poste VICTOR HUGO situé rue Assia Djebar (créé dans une première phase de travaux de la ZAC)

L'ensemble de ces postes sont alimentés depuis un réseau HTA implanté sous les voiries existantes. L'ensemble des bâtiments existants sont alimentés en basse tension depuis ces différents postes.

2.4.2. Réseau de transport R.T.E.

Un réseau de transport RTE passe sous le trottoir de l'Avenue Victor Hugo et de l'Avenue Aristide Briand (au droit des abords des lots B1 et B2).

2.4.3. Réseau d'électricité projeté

Une convention-cadre de ZAC a été établie en 2014.

Une nouvelle convention a été signé en 2020 pour tenir compte de la substitution de Sadev 94 à la Semaba et de l'évolution de la programmation de la ZAC.

Les postes BG BURSUD, BG BUREAUX et BG PARLAQUE, actuellement implantés dans des bâtiments destinés à être démolis dans le cadre des travaux de la ZAC, seront démolis. Le poste BG CHATEAUBRIAND et le poste CASINO seront déplacés et le poste BG NAUDIN sera conservé.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Dans le cadre de la ZAC, en fonction des besoins estimés pour les futures opérations de la ZAC, il sera nécessaire de créer **5** postes de distribution publique (**+ 3** pour les îlots G2 et G3 à confirmer) :

- 1 dans l'îlot C2 / rue de Verdun
- 1 dans l'îlot C1-1 / rue Gustave Courbet
- 1 dans l'îlot L8 / rue Gustave Courbet
- 1 dans l'îlot L3 / rue Romain Rolland
- 1 dans l'îlot B0 / avenue Aristide Briand

Ces postes seront intégrés dans les futurs bâtiments de la ZAC (cf. plan Electricité). Ils alimenteront en basse tension les futurs programmes. La répartition des alimentations BT des postes sera définie dans la convention de ZAC.

2.5. Gaz

2.5.1. Réseau de gaz distribution existant

Des réseaux de gaz existent sous les voiries adjacentes à l'opération. Les caractéristiques du réseau sont les suivantes :

Réseaux existants GAZ
Localisation et type
Avenue Aristide Briand
Un réseau moyenne pression sous trottoir ouest
Avenue Victor Hugo
Un réseau moyenne pression sous trottoir est
Avenue Louis Pasteur
Un réseau moyenne pression sous trottoir est
Avenue Henri Barbusse
Un réseau moyenne pression sous trottoir ouest Un réseau moyenne pression sous trottoir est
Rue de Verdun – tronçon ouest
Un réseau moyenne pression sous trottoir nord
Rue de Verdun – tronçon est
Un réseau moyenne pression sous trottoir nord Un réseau moyenne pression sous trottoir sud
Rue Romain Rolland
Un réseau basse pression sous trottoir sud
Rue Gustave Courbet
Un réseau basse pression sous trottoir nord
Amorce voie nouvelle Assia Djebar
Un réseau moyenne pression sous trottoir nord
Rue/Villa Jean Marin Naudin
Un réseau moyenne pression sous trottoir sud

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2.5.2. Réseau de transport

Il n'y a pas de réseau de gaz transport sur la zone ou à proximité immédiate de la zone.

2.5.3. Réseau de gaz projeté

L'aménageur de la ZAC ne prévoit aucun déploiement du réseau de gaz pour la desserte des constructions nouvelles. Le PLU impose un raccordement au réseau de chaleur (chauffage urbain). Un dévoiement du réseau existant pourrait intervenir rue Gustave Courbet sous réserve de vérification de la charge existante du réseau.

2.6. Chauffage urbain

2.6.1. Réseaux de Chauffage urbain existant

La Ville de Bagneux via le SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication) a choisi la ressource géothermale pour son nouveau réseau de chaleur.

Dalkia réalise et exploite ce réseau. Ce réseau est baptisé Bagéops.

Un réseau a été réalisé sous la voie Assia Djebar. Un réseau existant passe également sur l'avenue Victor Hugo et la rue Pasteur.

2.6.2. Réseaux de Chauffage urbain projeté

Au stade actuel du dossier de réalisation, il est prévu d'étendre le réseau de chaleur existant sur l'ensemble de la ZAC.

Cette extension est composée d'une alimentation en eau chaude (alimentation basse température et basse pression). Le réseau de chaleur est composé de canalisations de diamètre extérieur 300mm environ.

Chaque opération créée sera ainsi équipée d'une sous-station à la charge du promoteur, via des droits de raccordements.

2.7. Télécommunications

Une convention est en cours de signature entre la ville de Bagneux et le SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication). Dans ce cadre, la Ville de Bagneux délègue au SIPPEREC la gestion des réseaux urbains de communications électroniques. De fait, SIPPEREC, met en place un réseau d'infrastructures mutualisées sur l'ensemble du territoire.

D'autre part, le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine développe sur l'ensemble de son territoire un réseau Très Haut Débit (THD Seine). Ce réseau est un service public accessible à tous (particuliers, entreprises privées, administrations) et qui permet de desservir tous les immeubles en fibres optiques.

2.7.1. Réseaux de Télécommunications existant : Réseau France Telecom

L'ensemble du secteur de la ZAC est desservi par les réseaux de télécommunications France Télécom / Orange et de SFR / Numericable.

2.7.2. Réseaux de Télécommunications projeté

Un réseau de télécommunication mutualisé sera créé sur les voies nouvelles (infrastructure déjà réalisée sur la rue Assia Djebar).

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2.8. Colonnes enterrées de collecte des déchets ménagers

L'établissement Public Grand Paris met en œuvre, sur l'ensemble de son territoire, un système de collecte des déchets par colonnes enterrées ou bornes d'apport volontaire enterrées (BAVE).

Sur la ZAC, les colonnes enterrées seront mises en œuvre pour desservir les opérations nouvelles, hors lots G1 et G2.

PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. PROJET DE PROGRAMME GLOBAL DES CONSTRUCTIONS A REALISER DANS LA ZONE

ZAC Ecoquartier Victor Hugo		SDP totale (hors équipement) en m²	SDP Bureaux prévue en m²	SDP Commerces prévue en m²	SDP Logements prévue en m²
Charge foncière	Secteur 1	54 585	54 585	0	0
	Secteur 2	28 465	28 465	0	0
	Secteur 3	33 793	24 676	324	8 793
	Secteur 4-5	49 301	0	2 875	46 426
	Secteur 6	70 624	526	11 961	58 137
	Total	**236 768**	**108 252**	**15 160**	**113 356**
Participations constructeurs	Secteur 1	6 466	0	1 167	5 299
	Secteur 2	14 028	8 488	0	5 540
	Secteur 3	13 700	13 700	0	0
	Secteur 4-5	29 606	148	4 211	25 247
	Secteur 6	0	0	0	0
	Total	**63 800**	**22 336**	**5 378**	**36 086**
Total cumulé charges foncières + Participations constructeurs		**298 643**	130 588	18 613	149 442

Voir l'annexe 3 : « Plan des secteurs opérationnels de la ZAC » pour leur localisation sur plan.

NB : Sont extraits de ces totaux :

- La superficie du groupe scolaire situé hors périmètre de ZAC,
- La superficie de la crèche du lot L6 (1 219 m²).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

-

C. MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT, ECHELONNEES DANS LE TEMPS.

			BILAN K€HT	REALISE K€HT fin 2022	2023 - 2024	2025 et suivants
DEPENSES	Foncier		142 085	140 000	2 085	
	Mise en état des sols		8 615	8 042	573	
	Equipements	1 - Groupe scolaire (besoins ZAC)	7 554	7 554		
		2 - Crèche	3 450	3 450		
		TOTAL EQUIPEMENTS	11 004	11 004	0	0
	Travaux et frais divers VRD	3 - Rue Jean Marin Naudin - **Secteur 2**	370	370		
		4 - Rue Gustave Courbet - **Secteur 4**	1 300	500	800	
		5 - Rue Romain Rolland - **Secteur 4**	2 557	1 900	657	
		6 - Rue de Verdun (trottoir nord et abords RD920) - **Secteur 4**	1 200	200	800	200
		7 - Rue Assia Djebar - **Secteur 2 et 3**	3 093	2 793	300	
		8 - Trames vertes 1, 2 et 3 Rolland Courbet - **Secteur 4**	945	250	695	
		9 - Trame verte Verdun/Rolland - **Secteur 4**	148	134		
		10 - Trame verte Courbet/Djebar - **Secteur 3**	134	141		
		11 - Place des gares - Lucie Aubrac **Secteur 6** - *hors réaménagement de l'avenue Henri Barbusse*	6 819	3 700	1 538	1 581
		12 - Voie Nouvelle longeant le mail Debussy - Nina Simone - **Secteur 6**	1 497	722		775
		13 - Aménagement paysager aqueduc Eau de Paris - **Secteur 1**	30	30		
		14 - Espaces publics de quartier du Théâtre - **Secteur 3**	1 000	1 000		
		15 - Contre-allées et trottoirs de l'avenue Aristide Briand longeant la RD920	2 940	2 300		640
		16 - Place nouvelle jardins ouvriers - **Secteur 1**	37	37		
		17- Avenue Louis Pasteur - **Secteur 6**	1 774			1 774
		18 - Avenue Henri Barbusse - **Secteur 6**	1 255	500		755
		19 - Square des martyrs de chateaubriant	300			300
		20 - Rue de Verdun sud et carrefour Henri Barbusse	1 850	750	150	950
		Parking Efidis - **secteur 3**	297	297		
		Jardins ouvriers - **Secteur 1**	427	427		
		Divers travaux	1 020	1 020		
		Etudes et honoraires VRD	3 245	1 972	352	922
		Aléas VRD	366		105	261
		TOTAL TRAVAUX VRD	32604	19 043	5 397	8 165
	Etudes générales		2 619	2 445	149	25
	Frais généraux aménageur		6 054	4 411	628	1 015
	Frais financiers		7 089	6 278	628	183
	Communication		205	123	77	5
	TOTAL DEPENSES		210 275	191 346	9 537	9 393
RECETTES	Charges foncières	Secteur 1	28 812	28 812		
		Secteur 2	13 491	13 491		
		Secteur 3	24 265	24 265		
		Secteur 4-5	49 326	49 326		
		Secteur 6	60 839	37 161		23 678
		TOTAL CHARGES FONCIERES	176 733	153 055	0	23 678
	Participations	Secteur 1	915	915		
		Secteur 2	1 995	1 995		
		Secteur 3	1 948	1 948		
		Secteur 4-5	3 781	3 415	366	
		Secteur 6	-			
		TOTAL PARTICIPATION	8 639	8 273	366	0
	Autres cessions		9 636	6 063	2 151	1422
	Produits de gestions et divers		1 720	1 250	150	100
	TOTAL RECETTES		196 728	168 641	2 667	25 200
RESULTAT HORS PARTICIPATIONS PUBLIQUES			-13 547	-22 705	-6 870	15 808
PARTICIPATIONS PUBLIQUES ET SUBVENTIONS	Participation Ville à l'opération	financement de la crèche	3 450	3 450		
		financement des espaces publics	2 150		1 100	1 050
	Subventions	100 quartiers innovants	1 194	1 194		
		Agence de l'eau	410		106	303
		RIDF	159			159
		IDFM	2 465		215	2 250
		SGP	1 066		800	266
		Conseil Départemental 92	1 875		517	1 358
		Fond vert Etat	780		500	280
		Total subventions	7 949	1 194	2 138	4 616
	TOTAL PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS		13 549	4 644	3 238	5 666
RESULTAT CUMULE			2	-18 061	-3 632	21 474

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

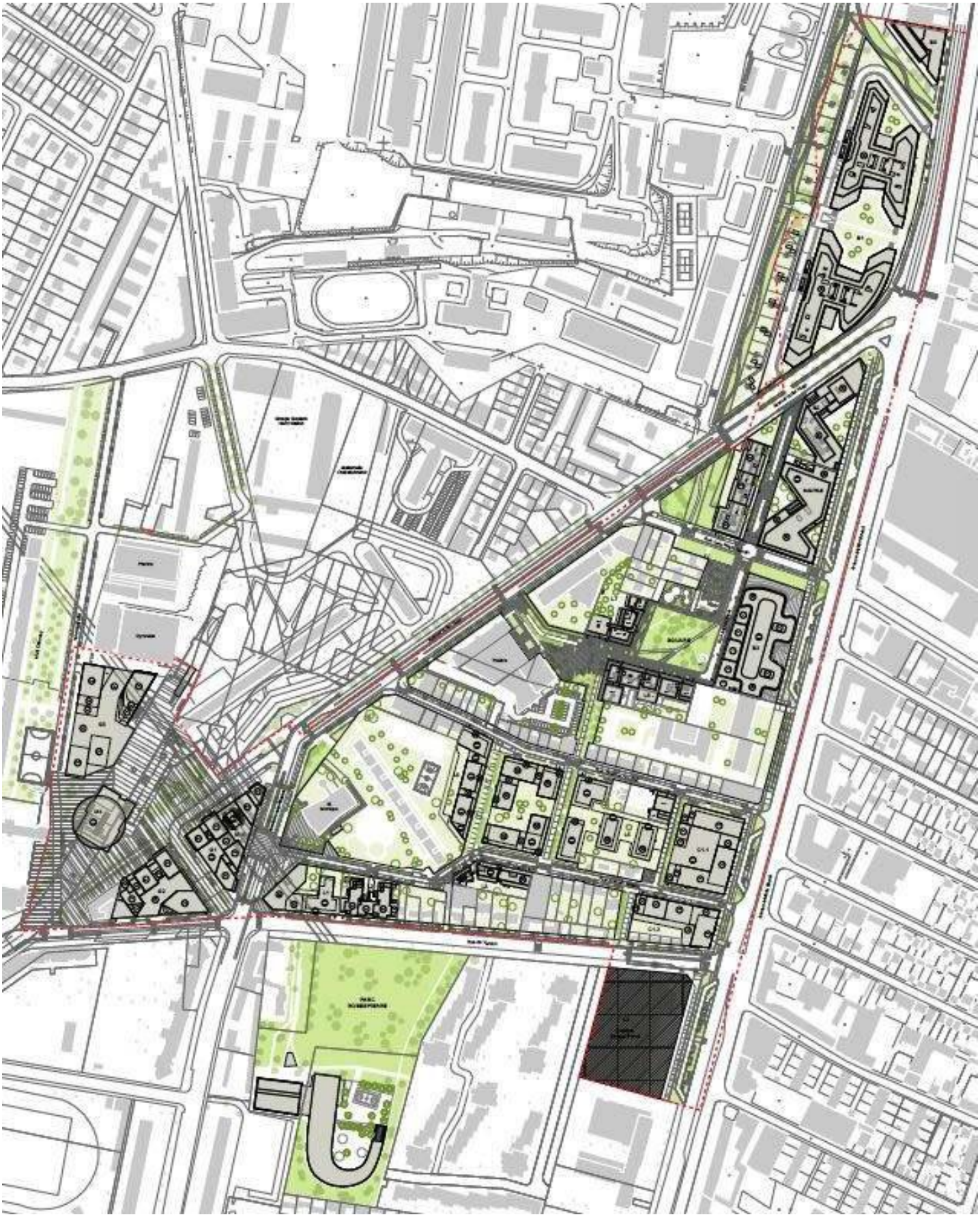
ANNEXES

- Annexe 1 : Plan Guide
- Annexe 2 : Plan de Repérage des équipements publics
- Annexe 3 : Plans des Secteurs opérationnels
- Annexe 4 : Plan de la Défense incendie
- Annexe 5 : Plan du réseau d'Alimentation en eau potable
- Annexe 6 : Plan du réseau d'Assainissement
- Annexe 7 : Plan du réseau d'Electricité
- Annexe 8 : Plan du réseau d'Eclairage
- Annexe 9 : Plan du réseau Télécom
- Annexe 10 : Plan du réseau de Chauffage urbain
- Annexe 11 : Plan du réseau de Gaz
- Annexe 12 : Plan des Bornes d'apport volontaire enterrées
- Annexe 13 : Plan des servitudes Eau de Paris
- Annexe 14 : Fiche Eau de Paris « Maitrise des processus »
- Annexe 15 : Avis 2011 et 2013 de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

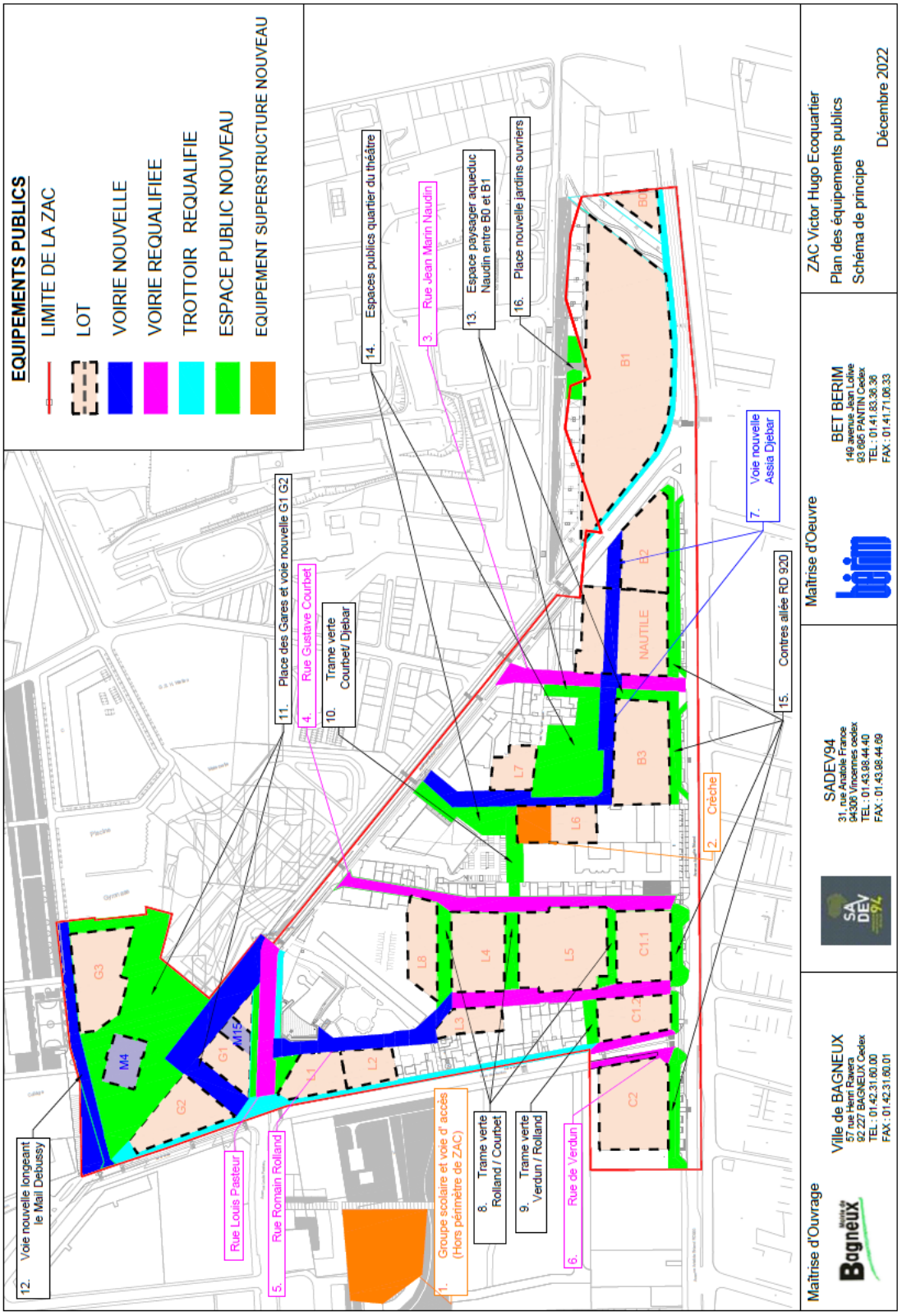
ANNEXE 1 : Plan Guide

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



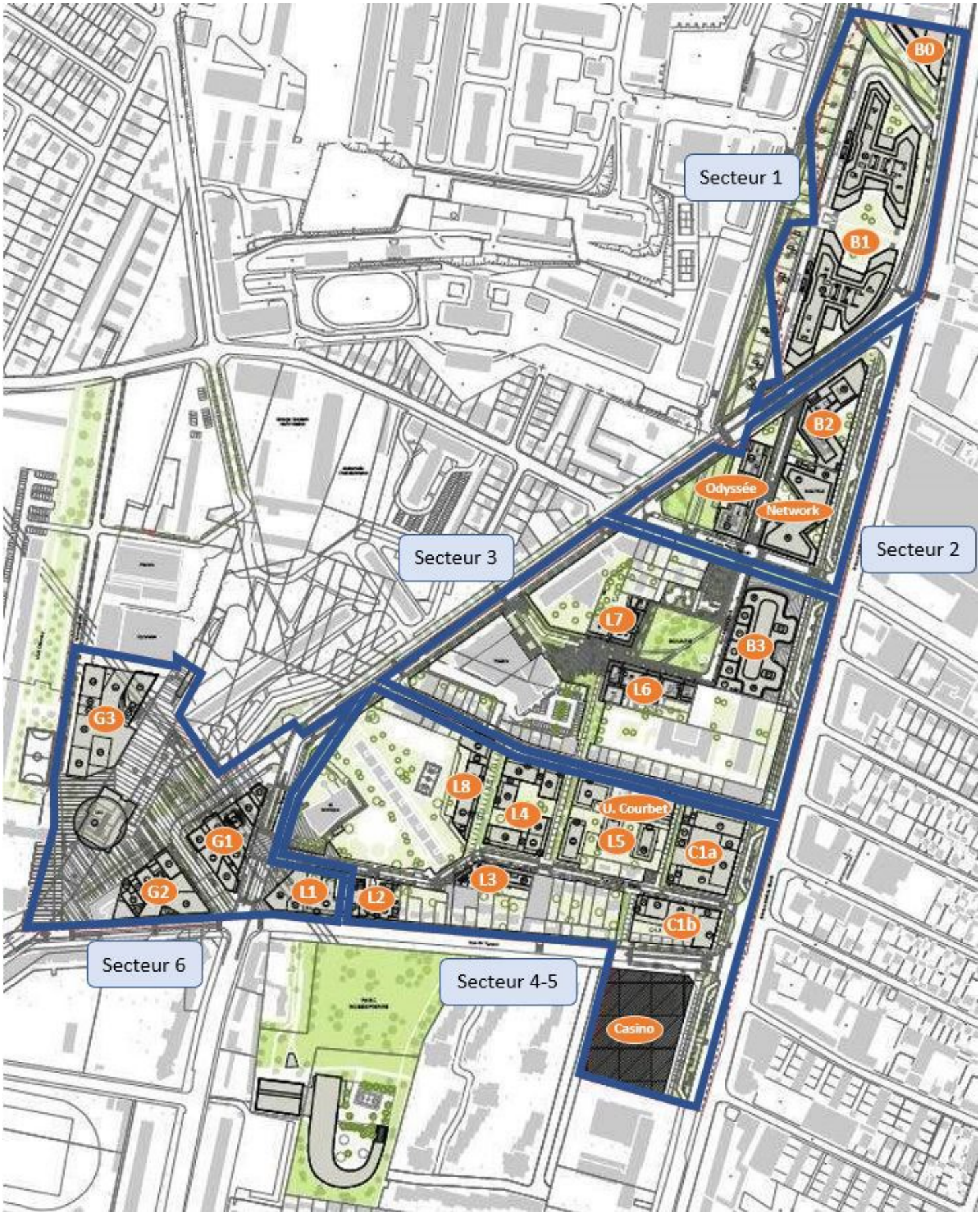
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 2 : Plan de Repérage des équipements publics



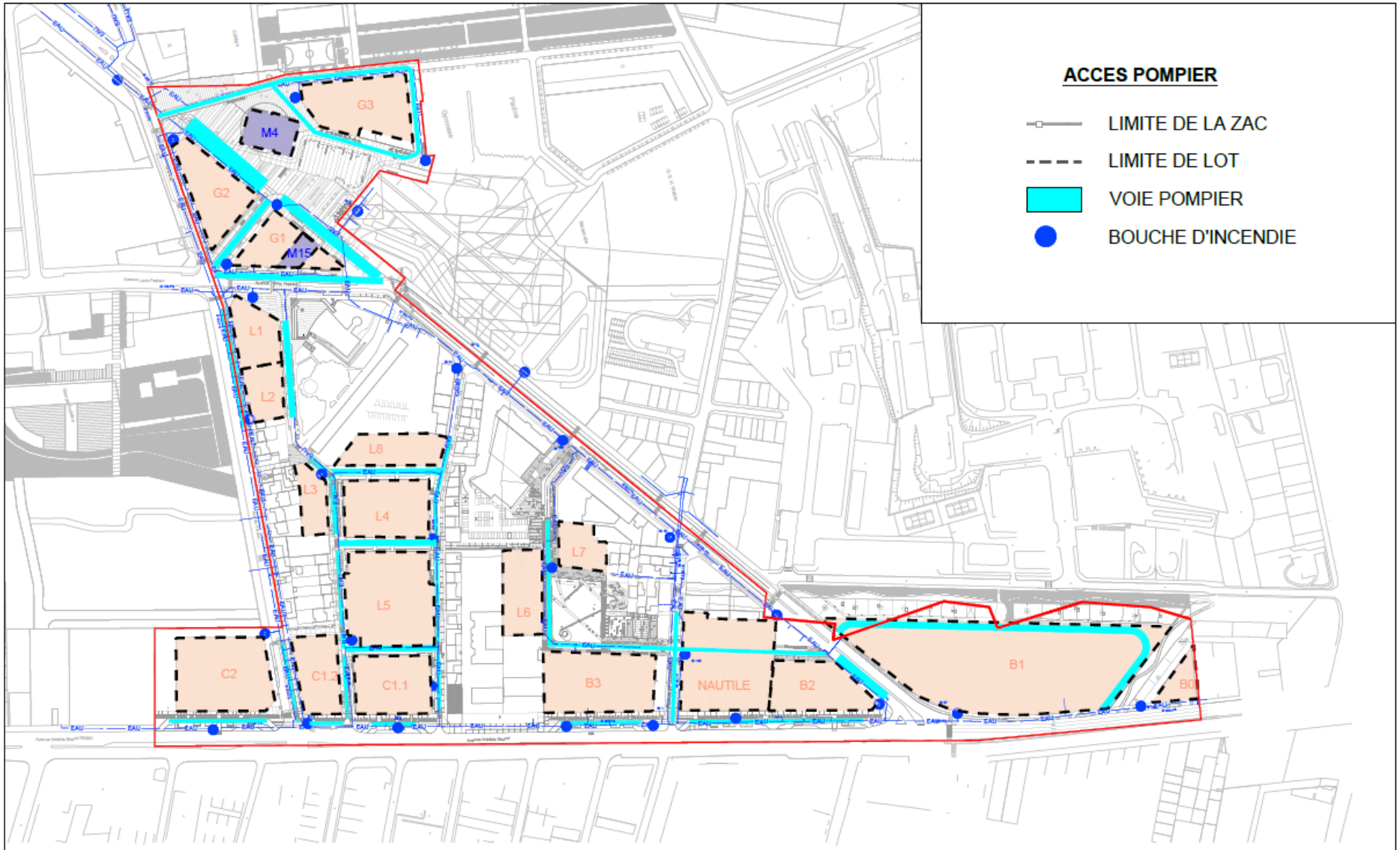
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 3 : Plan des Secteurs opérationnels



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

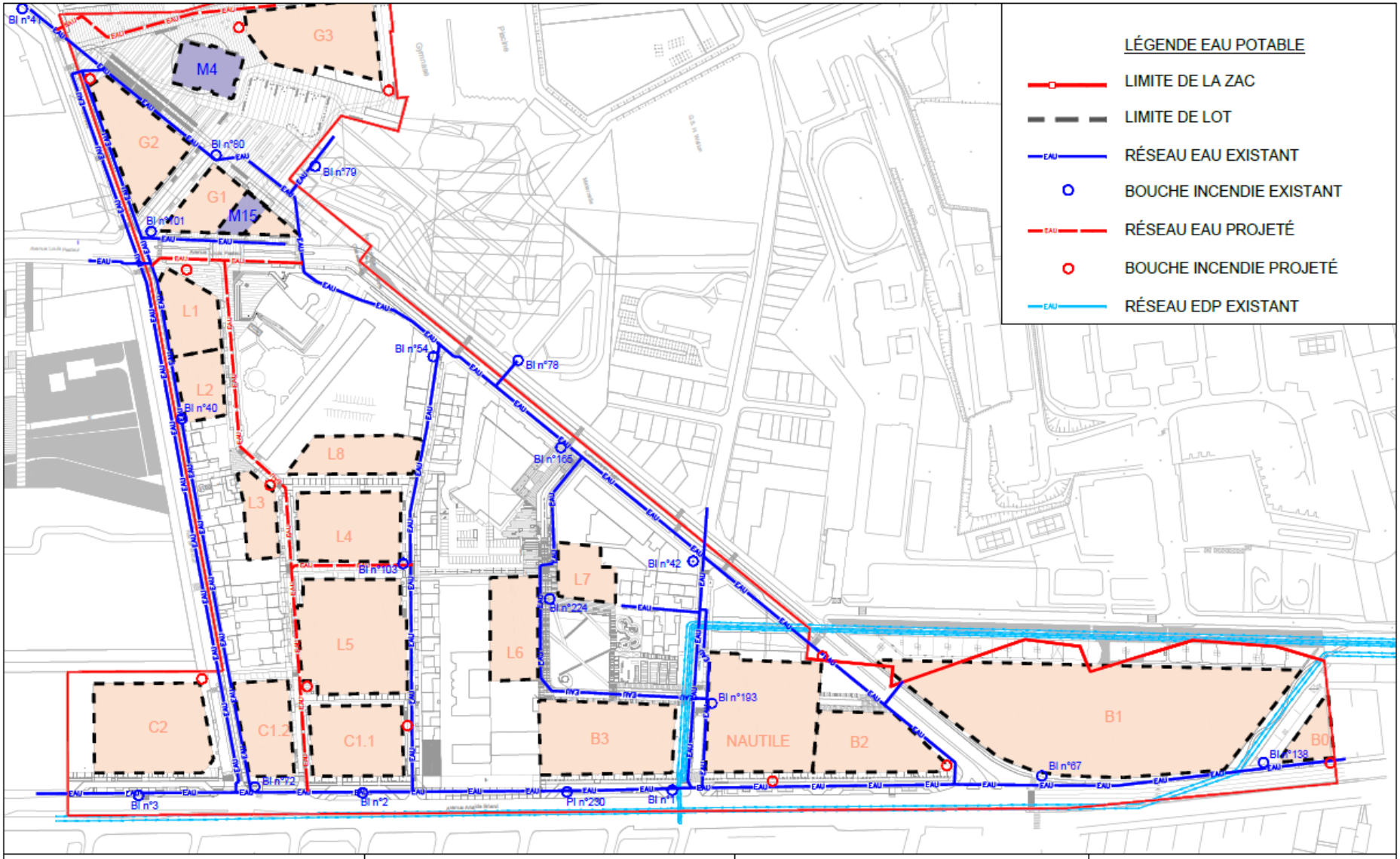
ANNEXE 4 : Plan de la Défense incendie



Maîtrise d'Ouvrage		Maîtrise d'Oeuvre	
Ville de BAGNEUX 57 rue Henri Ravera 92 227 BAGNEUX Cedex TEL : 01.42.31.60.00 FAX : 01.42.31.60.01	SADEV94 31, rue Anatole France 94306 Vincennes cedex TEL : 01.43.98.44.40 FAX : 01.43.98.44.69	BET BERIM 149 avenue Jean Lolive 93 695 PANTIN Cedex TEL : 01.41.83.36.36 FAX : 01.41.71.06.33	ZAC Victor Hugo Ecoquartier Plan 2: Accessibilité pompiers Schéma de principe Mars 2018

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

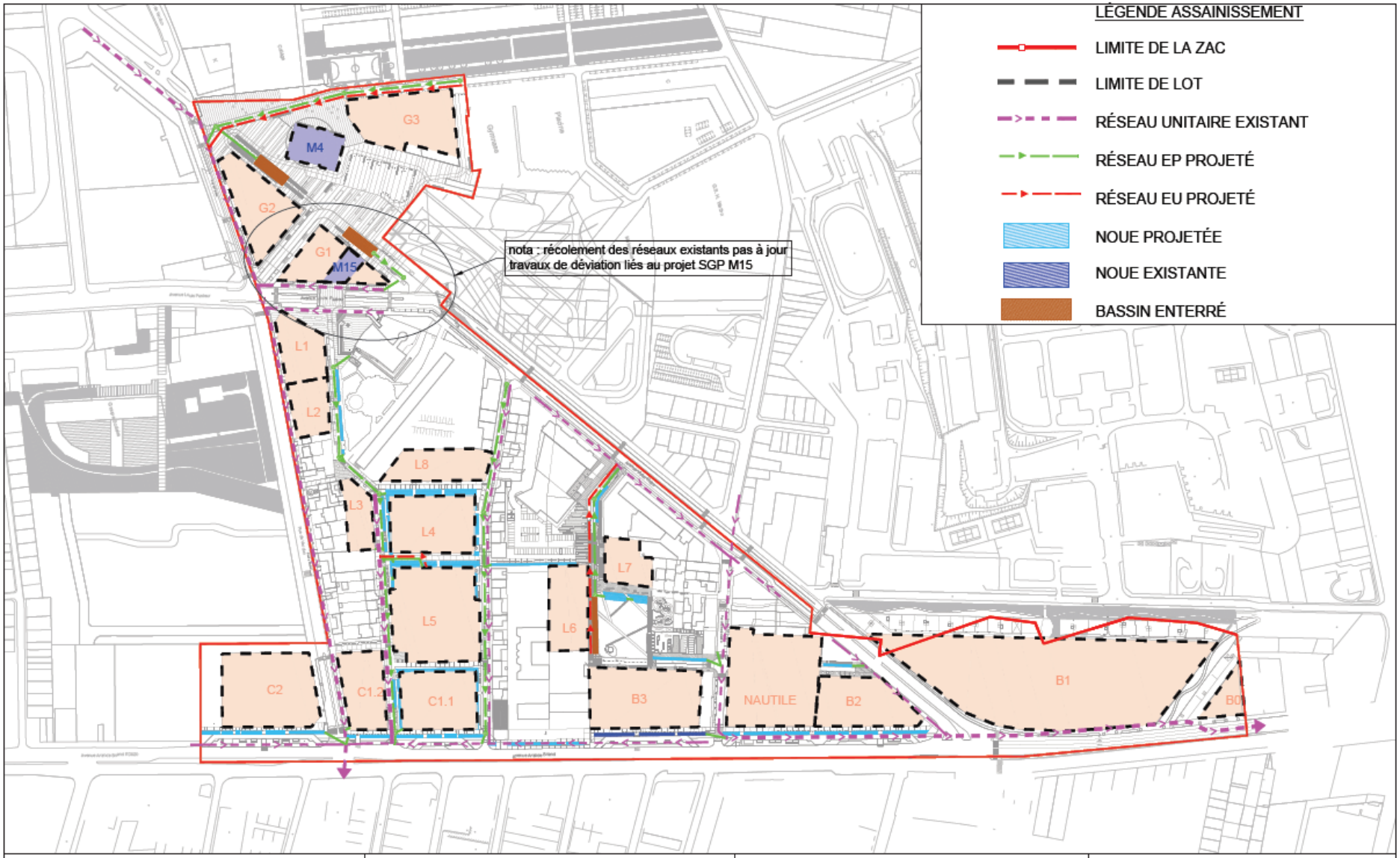
ANNEXE 5 : Plan du réseau d'Alimentation en eau potable



Maîtrise d'Ouvrage		Maîtrise d'Oeuvre	
Ville de BAGNEUX 57 rue Henri Ravera 92 227 BAGNEUX Cedex TEL : 01.42.31.60.00 FAX : 01.42.31.60.01	SADEV94 31, rue Anatole France 94306 Vincennes cedex TEL : 01.43.98.44.40 FAX : 01.43.98.44.69	BET BERIM 149 avenue Jean Lolive 93 695 PANTIN Cedex TEL : 01.41.83.36.36 FAX : 01.41.71.06.33	ZAC Victor Hugo Ecoquartier Plan 5: Réseau EAU POTABLE Schéma de principe Mars 2018

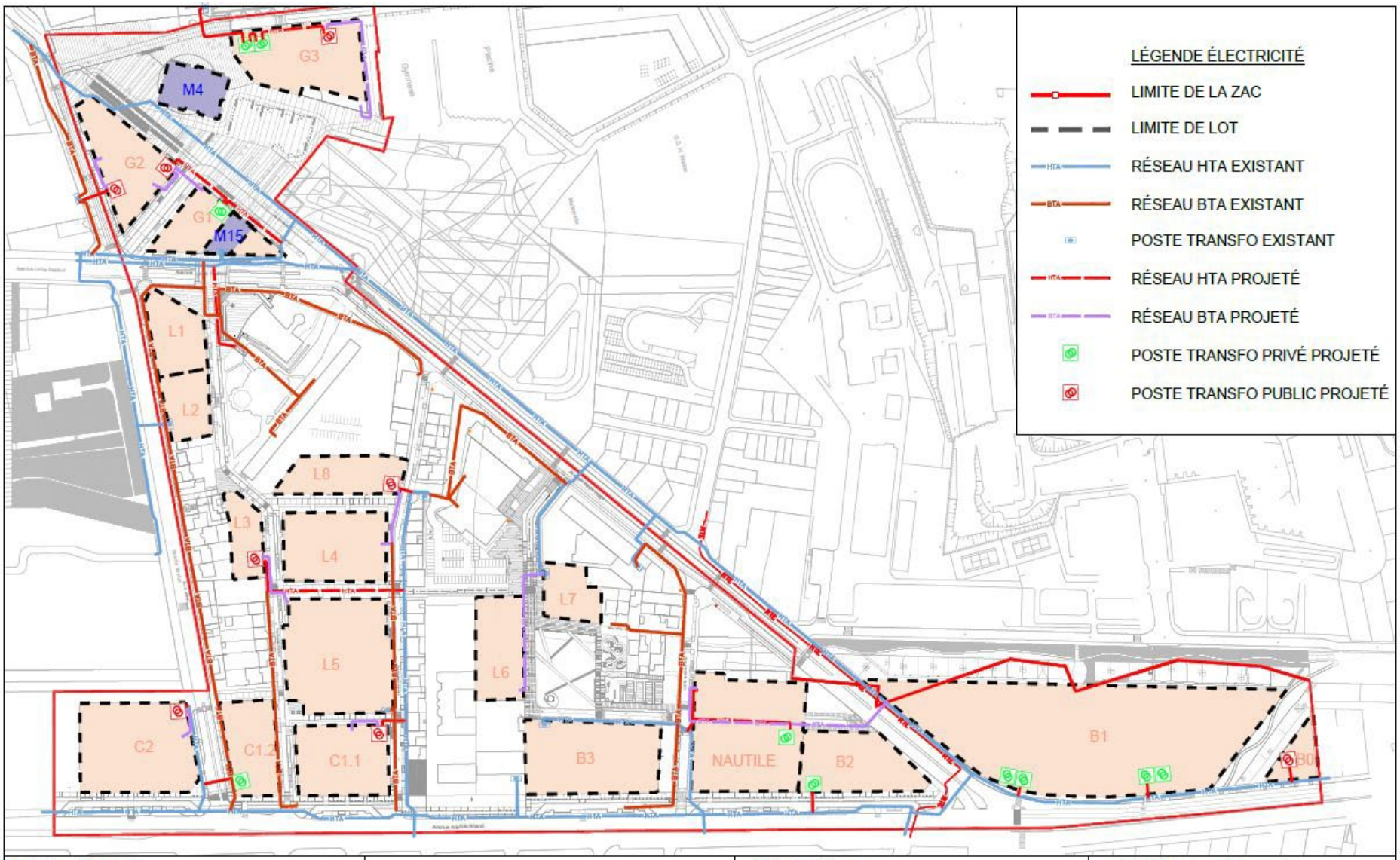
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 6 : Plan du réseau d'Assainissement



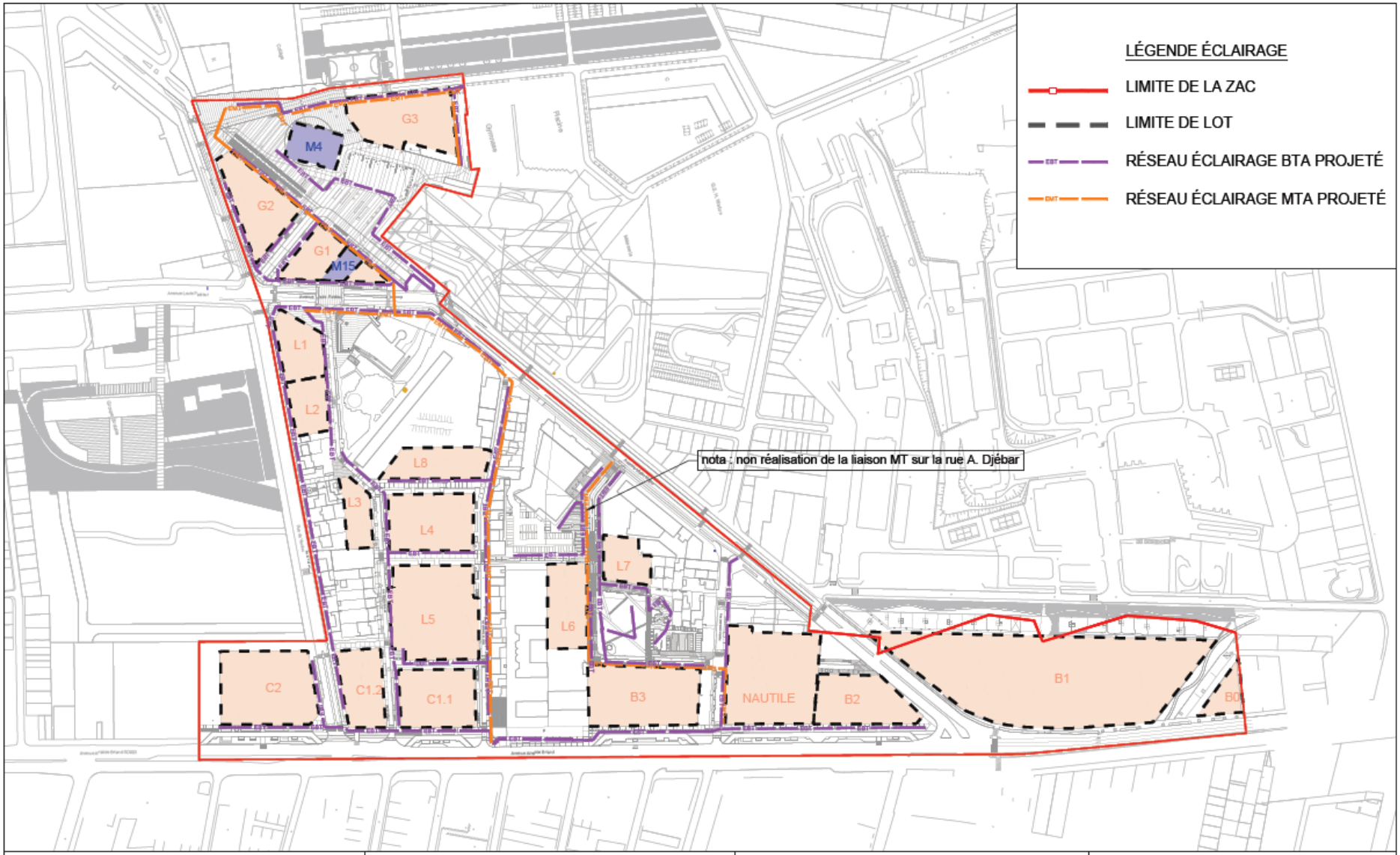
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 7 : Plan du réseau d'Electricité



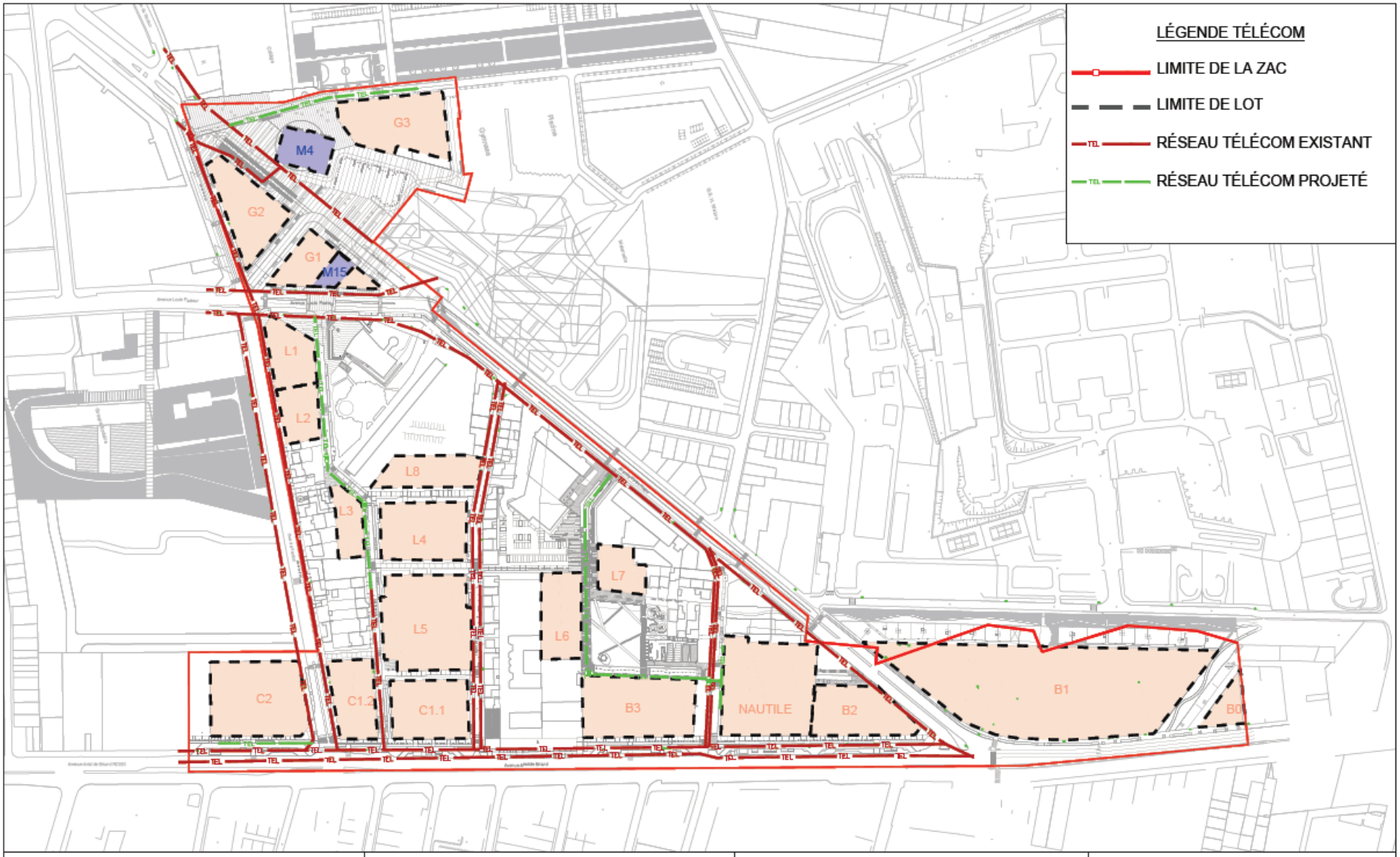
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 8 : Plan du réseau d'Eclairage



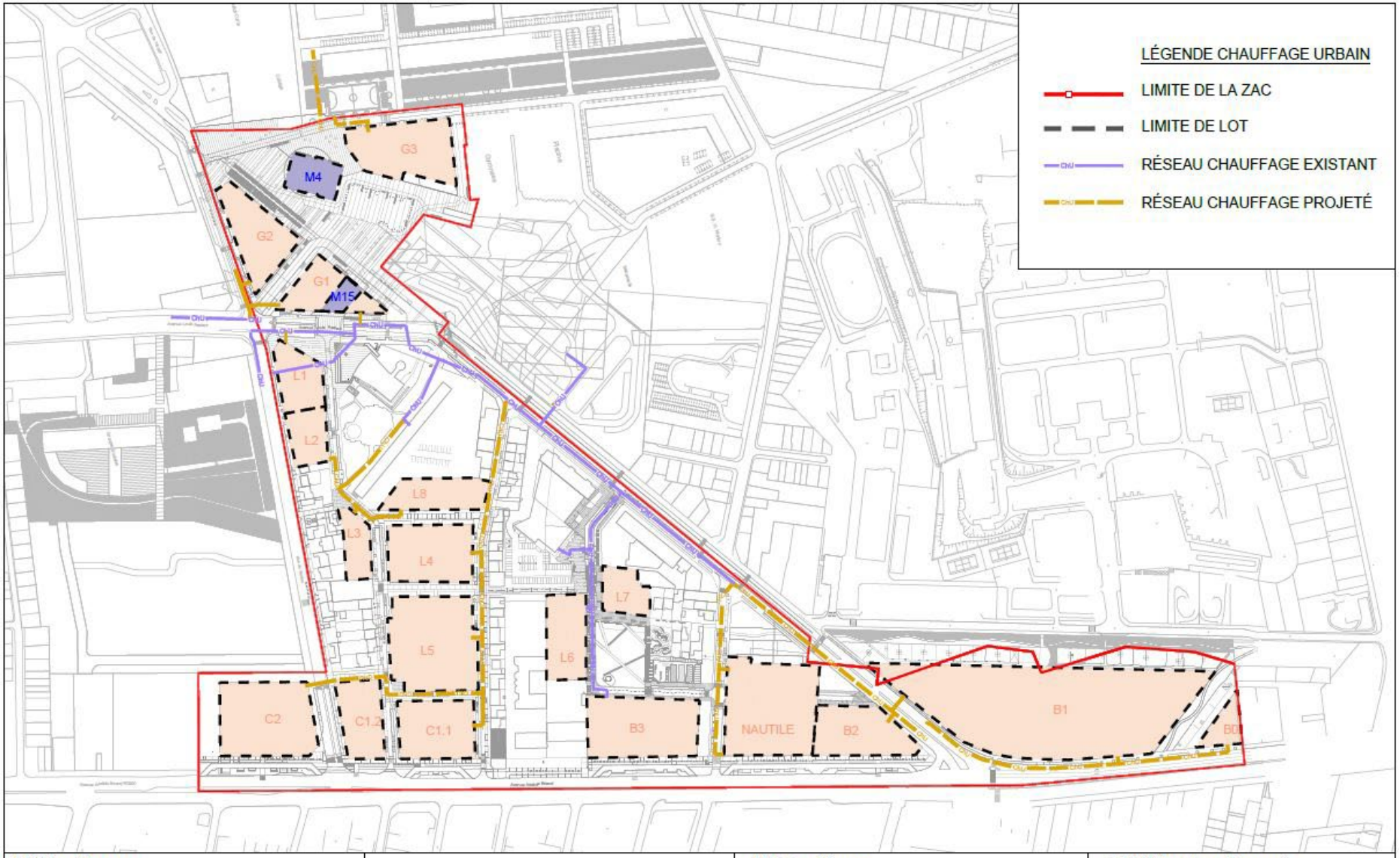
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 9 : Plan du réseau Télécom



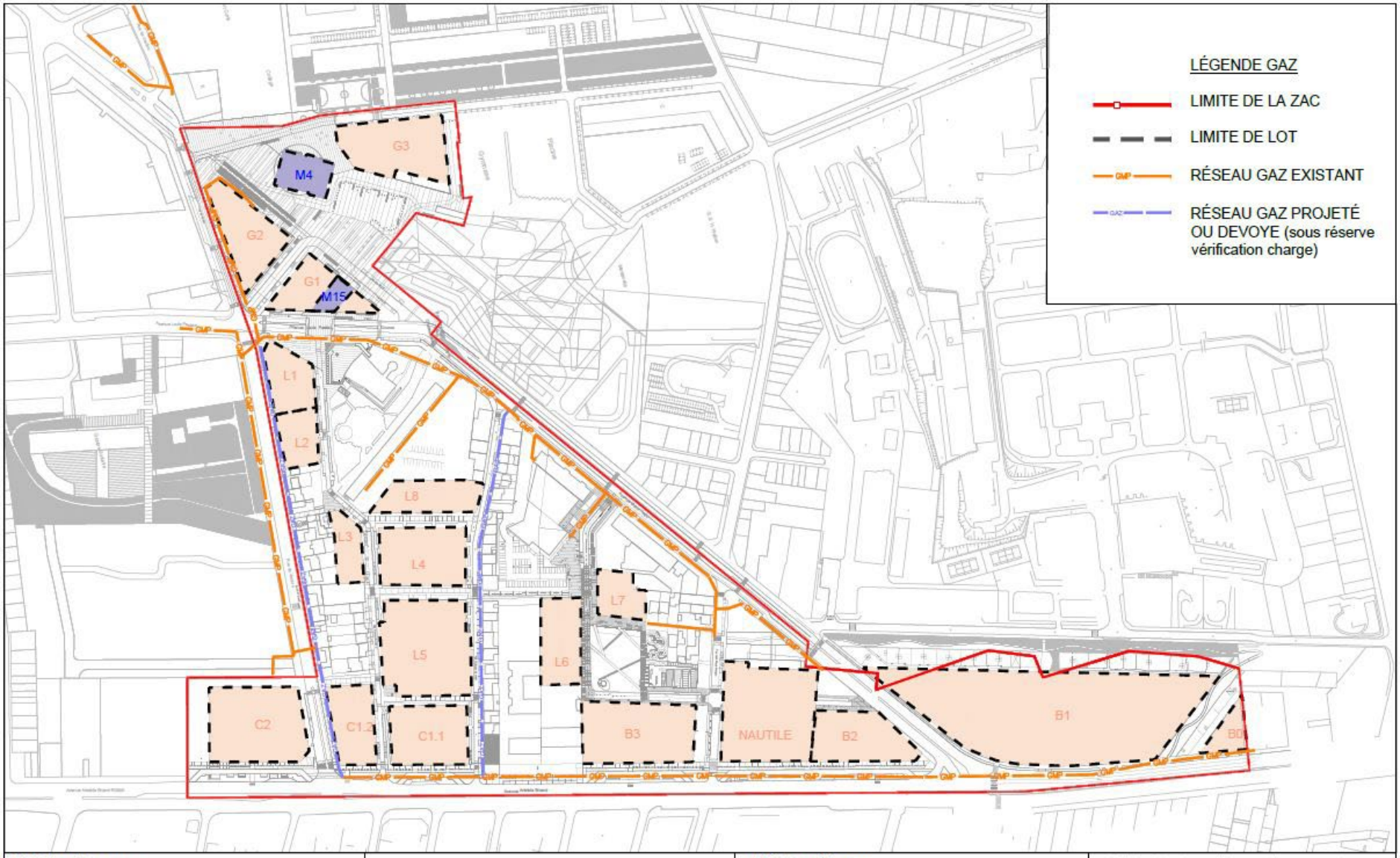
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 10 : Plan du réseau de Chauffage urbain



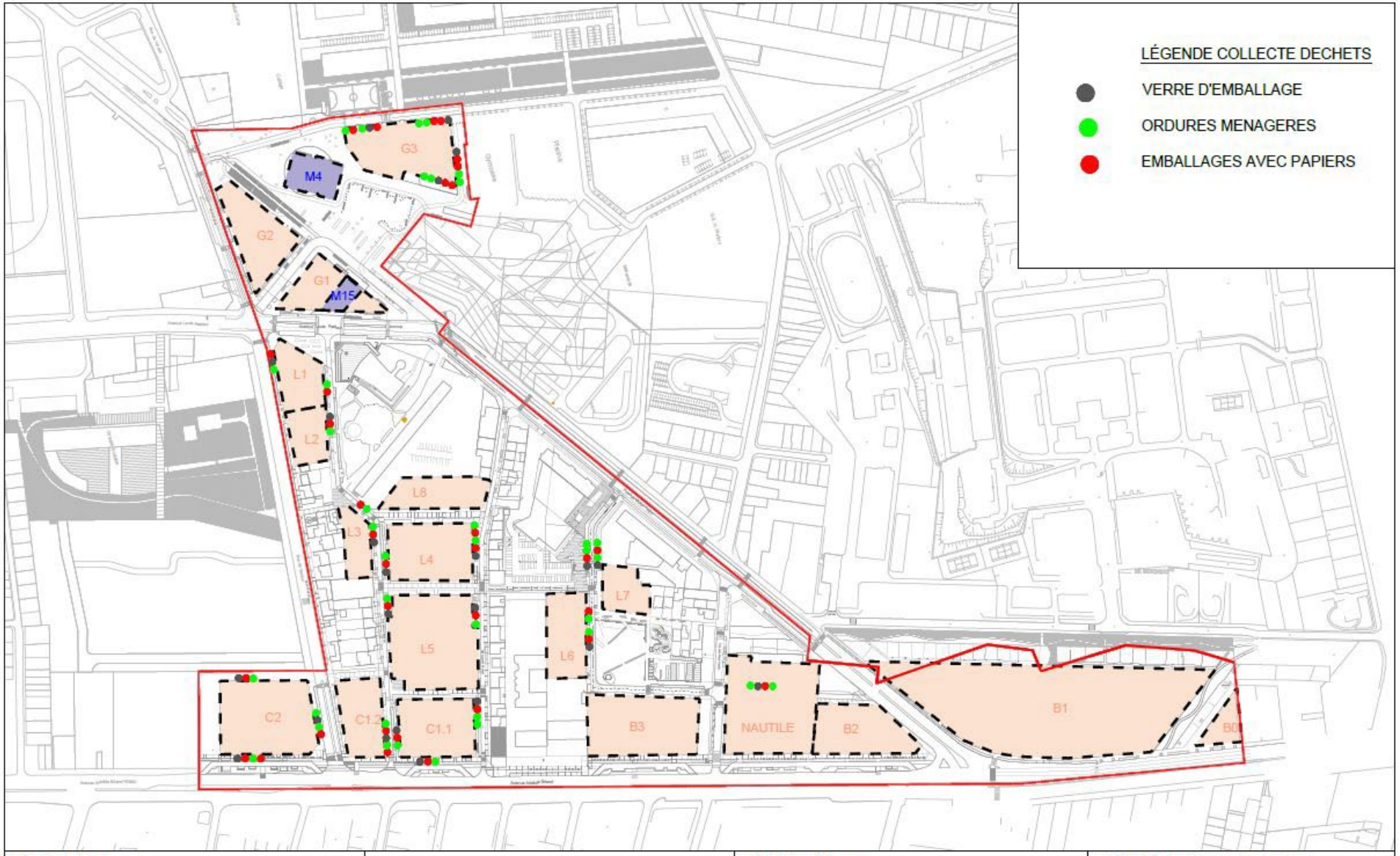
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 10 : Plan du réseau de Gaz



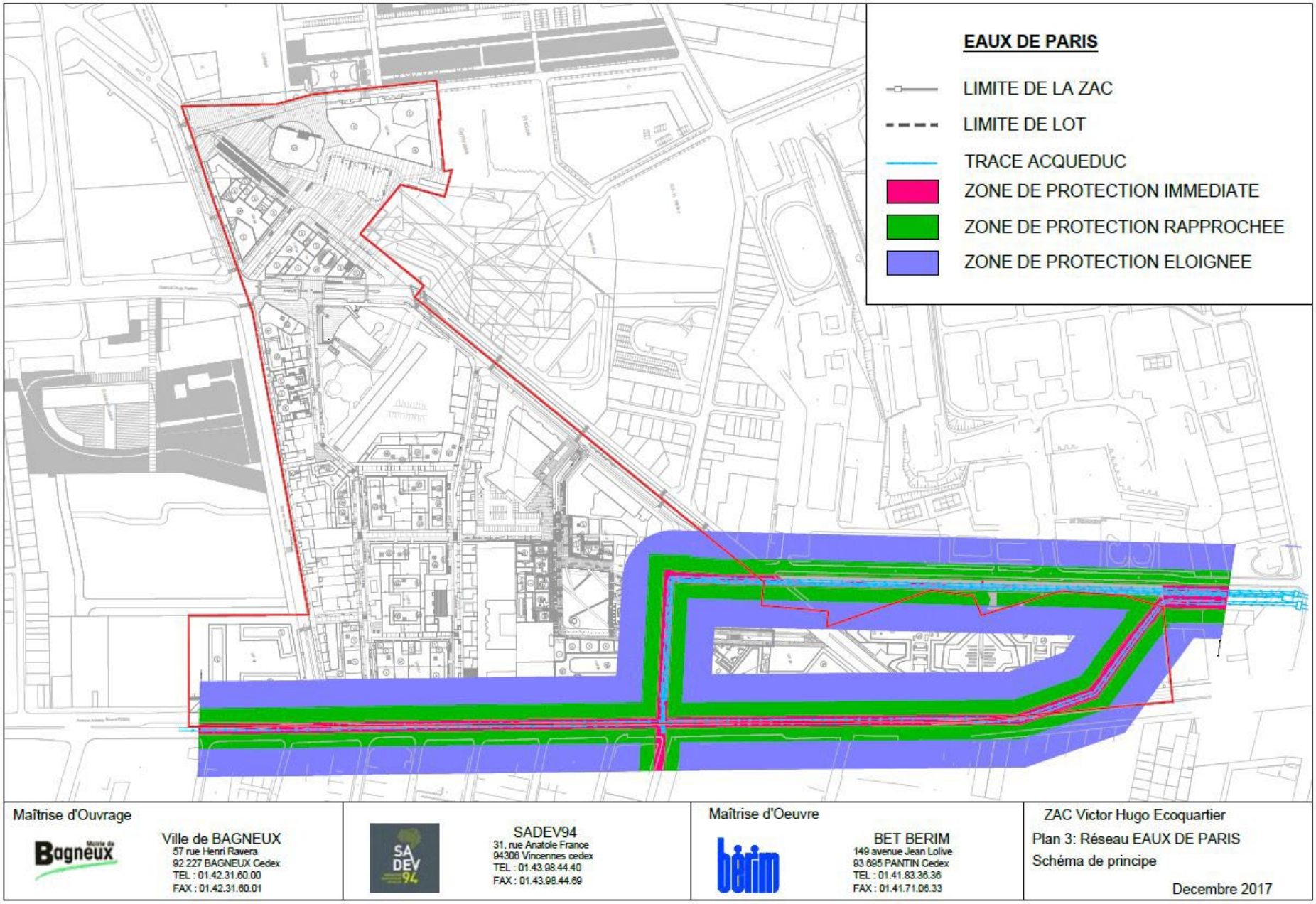
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 12 : Plan des Bornes d'apport volontaire enterrées



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 13 : Plan des servitudes Eau de Paris



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 14 : Fiche Eau de Paris « Maitrise des processus »

EAU DE PARIS	MANUEL METHODES	N° YOD-D-09-03
Unité Seine-Marne Pôle Orly-L'Haÿ	Maîtrise des processus PROTECTION SANITAIRE DES AQUEDUCS DE LA VILLE DE PARIS	Rev. 0 Page 1/5



AVERTISSEMENT

Seules les versions informatiques des documents sont applicables
Les reproductions et diffusions internes sont autorisées
comme support d'information ou de travail

Références :
SUP-D-01-01 : Prévention eaux souterraines note d'organisation

Objet :
Protection sanitaire des aqueducs de la Ville de Paris

Sommaire :

1. FONDEMENT DES PRESCRIPTIONS ATTACHEES AU SERVICE PUBLIC D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE 2

2. COLLECTIVITÉ BÉNÉFICIAIRE DES PRESCRIPTIONS 2

3. CONCESSIONNAIRE DU SERVICE PUBLIC 2

4. EFFET DES PRESCRIPTIONS 2

5. ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE 3

6. ZONES DE PROTECTION RAPPROCHEE 3

7. ZONES DE PROTECTION ELOIGNEE 4

Indice	Date d'approbation	Description de l'évolution
0	28 Août 2007	Émission originale

DIFFUSION

MANUEL METHODES et INQA
DQE

VISA

Rédacteur	Responsable	Qualité Environnement Sécurité	Approbateur
P.BOULVARD		P.BRUNET	D.PETIT

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

1. FONDEMENT DES PRESCRIPTIONS ATTACHEES AU SERVICE PUBLIC D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Prescriptions relatives à la protection des eaux destinées à la consommation humaine instituées en vertu de l'article L.20 du Code de la Santé Publique pour un transport en aqueduc à plan d'eau libre :

- Loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 - Art. 7
- Loi n° 92-3 du 03 janvier 1992
- Décret modifié 89-3 du 03 juillet 1989
- Circulaire n° 62-50 du 15 mars 1962 (Instructions techniques du Ministre de la Santé Publique et de la Population).
- Code de l'urbanisme articles R.111.2 et R.126.1
- Règlement sanitaire départemental - Section 4 : art 20 (Circulaire du 9 août 1978 - Article L47 du Code de la Santé Publique)

2. COLLECTIVITE BENEFICIAIRE DES PRESCRIPTIONS

VILLE DE PARIS - Hôtel de Ville - 75196 PARIS RP

3. CONCESSIONNAIRE DU SERVICE PUBLIC

EAU DE PARIS-S.A.G.E.P. (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris)
9 rue Victor Schoelcher - 75675 PARIS CEDEX 14 -

4. EFFET DES PRESCRIPTIONS

Protection sanitaire des aqueducs.

Trois zones de protection sont à considérer :

1. La zone de *protection immédiate* constituée par l'emprise appartenant à la Ville de Paris.
2. Les zones de *protection rapprochée* constituées par deux bandes de terrain de 13 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise.
3. Les zones de *protection éloignée* constituées par deux bandes de terrain s'étendant des limites extérieures des zones de protection rapprochée jusqu'à une distance de 40 mètres de l'aqueduc.

Dans chacune de ces zones, les prescriptions suivantes doivent être observées.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

5. ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE

Toute construction y est interdite excepté celle liée à l'exploitation de l'aqueduc.
Dans cette zone, seules peuvent être éventuellement tolérées les traversées de routes, d'ouvrages d'art ou de canalisations après autorisation de EAU DE PARIS, autorisation matérialisée par des conventions fixant les conditions techniques et administratives d'exécution et d'exploitation.

Si EAU DE PARIS est amenée à protéger l'aqueduc pour garantir sa stabilité ou la qualité de l'eau transitée, les frais correspondants sont à la charge du maître des nouveaux ouvrages.

6. ZONES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Dans cette zone :

sont interdits :

- Toutes constructions, quelles qu'elles soient sauf celles liées à l'exploitation de l'aqueduc,
- Dispositifs d'assainissement assurant un traitement préalable, (fosses septiques, bac séparateur, installation biologique à boues activées,...) et autres dispositifs.
- Dispositifs d'assainissement assurant simultanément ou séparément l'épuration et l'évacuation des effluents, (puits filtrants, tranchées filtrantes, drains pour épandage dans le sol naturel ou reconstitué, filtre bactérien percolateur ...).
- Fouilles, carrières et décharges.
- Fumiers, immondices, dépôts de matières quelconques susceptibles de souiller les eaux d'alimentation
- Stations service, stockage de liquide ou de gaz à usage industriel, commercial ou domestique.
- Parcs de stationnement pour véhicules : quelle que soit leur nature.

sont tolérés :

- Chaussées et trottoirs : sous réserve qu'ils comportent un revêtement rigoureusement étanche et que les caniveaux présentent une section et une pente suffisante pour assurer un écoulement rapide des eaux de ruissellement les éloignant de l'aqueduc.
- Canalisations d'eaux pluviales et d'eaux usées :

  * parallèles à l'aqueduc :
    eaux pluviales : la canalisation devra être constituée par un égout visitable.

    eaux usées : la canalisation devra être étanche et placée en galerie visitable (cette galerie pouvant elle-même servir à transiter des eaux pluviales).

  * transversales par rapport à l'aqueduc : la canalisation devra être établie au-dessous de l'aqueduc, sa génératrice supérieure se situant à une cote d'altitude inférieure d'au moins 0,50 mètre à celle de la génératrice inférieure de l'aqueduc : à défaut elle devra être placée en caniveau étanche ou en fourreau étanche avec regards de visite.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

mètre à celle de la génératrice inférieure de l'aqueduc ; à défaut la canalisation devra être placée en caniveau étanche avec regards de visite.

- Canalisations transportant des hydrocarbures : sous réserve qu'elles soient placées en fourreau étanche en acier ou en béton armé capable de résister à la pression normale de service du fluide transporté, avec regards de visite.

Remarque :

Pour le respect des prescriptions édictées ci-dessus, toute demande de permis de construire dans les zones de protection rapprochée et éloignée devra être soumise pour avis, au cours de l'instruction, au service bénéficiaire :

Pour toutes demandes concernant le Val de Marne :

EAU DE PARIS
Direction des Installations de Traitement
4 avenue Pierre Mendès France
94 340 JOINVILLE-LE-PONT
Tél : 01 45 11 03 00
Fax : 01 45 11 02 99

Pour toutes demandes concernant les autres départements :

EAU DE PARIS
Direction des Eaux Souterraines
3, route de Moret-Sorques
77 690 MONTIGNY SUR LOING
Tél : 01 64 45 22 00
Fax : 01 64 45 64 24

l'aqueduc.

- Canalisations d'eaux pluviales et d'eaux usées :

  * parallèles à l'aqueduc et distantes de celui-ci de moins de 25 mètres :

    eaux pluviales : la canalisation devra être constituée par un égout visitable.

    eaux usées : la canalisation devra être étanche et placée en galerie visitable (cette galerie pouvant elle-même servir à transiter des eaux pluviales).

* parallèles à l'aqueduc et distantes de celui-ci de plus de 25 mètres, ou transversales à l'aqueduc : la génératrice supérieure de la canalisation devra être à une cote d'altitude inférieure d'au moins 0,50

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ANNEXE 15 : Avis 2011 et 2013 de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BRIGADE DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS

BERIM
03 JAN. 2012

Paris, le 27 DEC. 2011 12110

N° 148 .0 – 19/12/2011 – 912640

ETAT-MAJOR

Bureau prévention
86, rue Regnault
75013 PARIS

Affaire suivie par :
Le major
Patrick FOURNIER

Tél : 01.40.77.33.28
Fax : 01.40.77.33.05

Le général Gilles GLIN
commandant la brigade de
sapeurs-pompiers de PARIS

à

Mairie de Bagneux
57, avenue Henri Ravera
92220 BAGNEUX

OBJET : ZAC Victor Hugo - Eco quartier - 92220 Bagneux.

REFERENCE : le courrier de la société BERIM du 23 novembre 2011

PLANS DATES DU : Novembre 2011.

Par transmission de référence, vous m'avez communiqué un dossier concernant le projet mentionné en objet.

Dans le cadre de l'opération cité en objet, vous nous interrogez sur la défense extérieure contre l'incendie. L'aménagement du quartier porte sur la création de voiries, et la création d'ensembles immobiliers.

J'ai l'honneur de vous proposer d'émettre un **avis favorable** sous réserve de la réalisation des mesures suivantes :

1°) Maintenir l'ensemble des appareils existants.

2°) Implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, **11** appareils d'incendie type DN 100 débit unitaires de 60 m³/h et **5** appareils d'incendie DN 150 débit unitaire 120 m3/h conforme aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, munis d'un regard de vidange (80 x 80 x 120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.

Si le choix d'installation de poteaux est retenu, celui-ci sera doté d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Dans le cas présent les 16 appareils se situeront **conformément au plan de référence** :
A : Avenue Aristide Briand devant ilot FO.
B : Nord Ilot FO, Promenade végétalisée.
C : Avenue Victor Hugo, angle voie privée Nord.
D : Voie privée Nord
E : Voie privée Nord
F : Avenue Victor hugo, angle Aristide Briand.
G : Nouvelle contre allée Aristide Briand.
H: Avenue Victor Hugo, devant ilot F2.
I: Voie nouvelle Est/Ouest, Ilot F12.
J : Nouvelle contre allée Aristide Briand, devant lot B, ilot F3.
K : Voie nouvelle Est/Ouest, ilot F12.
L : Nouvelle contre allée Aristide Briand, ilot F5.
M : Nouvelle voie Nord/sud.
N : Nouvelle contre allée Aristide Briand, ilot F5.
O: Rue Romain Rolland, ilot F7.
P: Rue Romain Rolland, ilot F6 devant lot F.

3°) **Dimensionner le réseau d'adduction d'eau** de manière à permettre l'utilisation de 2 appareils incendie totalisant un débit simultané de 120 m³/h entre les appareils demandés et/ou les appareils les plus proches, indépendamment des besoins spécifiques des établissements implantés sur le site.

4°) Faire réceptionner les appareils par le bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris - groupe hydraulique (Tél. : 01.40.77.33.28) - en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

Nota : Cet avis ne préjuge en rien les avis qui peuvent être donnés concernant les dossiers de permis de construire des bâtiments.

Les raccords d'alimentation des éventuelles colonnes sèches devront se trouver à l'extérieur des bâtiments, à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée pour chaque bâtiment où se situe la colonne et à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie.

Le niveau d'accès de chaque raccord d'alimentation doit être le même que celui du niveau d'accès des véhicules des services de lutte contre l'incendie (à l'exception du cas particulier des ensembles sur dalle) et son emplacement exact doit être déterminé en accord avec le Bureau Prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Les voies publiques ou privées devront répondre à l'article R 111-5 du code de l'urbanisme concernant l'accès et la mise en œuvre des matériels des sapeurs-pompiers.

Le lieutenant-colonel Ronan POILVERD
Chef du bureau prévention - prévision

Copie à :

Société d'ingénierie
BERIM
149, avenue Jean LOLIVE
93695 Pantin Cedex

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PRÉFECTURE DE POLICE

MAIRIE DE BAGNEUX
16 DEC. 2013
ARRIVÉ LE

AC2013/10771

Paris, le 10 DEC. 2013 017978
N°BGX.148.0. – 13/11/2013 – 16667

ETAT-MAJOR

Bureau prévention
16, avenue Boutroux
75634 PARIS Cedex 13

Affaire suivie par :
L'adjudant-chef
Jean-Marc JOUANNAIS

Tél : 01.40.77.33.28
Fax : 01.40.77.33.05

Le général Gaëtan PONCELIN de RAUCOURT
Commandant la Brigade

à

Mairie de Bagneux
57, avenue Henri Ravera
92225 BAGNEUX CEDEX

Objet : Premier modificatif au schéma de défense extérieure contre l'incendie de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo – 92226 BAGNEUX.

Références :
- Circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. (Ressources en eau nécessaires pour l'incendie).
- Normes françaises NF S 61-211 et NF S 61-213 (poteaux et bouches d'incendie – spécifications du matériel).
- Norme française NF S 62-200 (poteaux et bouches d'incendie – règles d'installation, de réception et de maintenance).

Plans datés du : 15 octobre 2013.

Annexes :
- Dossier de BERIM BM 4813 0207 en date du 7 novembre 2013 (affaire suivie par Madame PORTENEUVE).
- Avis BSPP n° 12110 en date du 27 décembre 2011.

Par courrier cité en annexe, la société d'ingénierie « BERIM », me sollicite directement afin de valider les modifications des principes de défense incendie concernant la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
Agissant en qualité de conseiller technique de l'administration, il ne m'appartient pas de lui répondre directement, aussi je vous transmets sa correspondance ainsi que mon avis.

Pour mémoire, le projet de défense incendie de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo a reçu un avis favorable de ma part en date du 27 décembre 2011.

Ce courrier a pour objet de présenter les principaux changements concernant les aménagements des voies échelles ainsi que le projet de construction d'immeubles de grande hauteur.

J'ai l'honneur de vous proposer d'émettre un **avis favorable** sous réserve de la réalisation des mesures suivantes :

1°) Maintenir l'ensemble des appareils existants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2°) Implanter, selon les dispositions de la norme NF S 62-200, **14** appareils d'incendie type DN 100 débit unitaire de 60 m³/h et 3 appareils d'incendie DN 150 débit unitaire 120 m3/h conforme aux normes NF S 61-211 ou NF S 61-213, munis d'un regard de vidange (80 x 80 x 120) raccordé, dans toute la mesure du possible, au réseau d'assainissement.

Si le choix d'installation de poteaux est retenu, ceux-ci seront dotés d'une vidange automatique et, de préférence, de prises apparentes.

Dans le cas présent les 17 appareils se situeront **conformément au plan de référence** :

A :	**DN 100**	– Avenue Aristide Briand devant lot B0.
B :	**DN 100**	– Voie privée lot B01.
C :	**DN 100**	– L'avenue Aristide Briand à 50 mètres de la rue Jean Naudin lotB2.
F :	**DN 100**	– Avenue Victor Hugo à 130 mètres de l'avenue Aristide Briand.
G :	**DN 100**	– Nouvelle contre allée Aristide Briand lot B3.
H :	**DN 100**	– Voie nouvelle à 100 mètres de l'avenue Victor Hugo, devant lot L7.
I :	**DN 100**	– Voie nouvelle Est/Ouest à 90 mètres de l'avenue Aristide Briand lot L6.
K :	**DN 100**	– Rue Romain Rolland angle voie nouvelle à 90 mètres de l'avenue Aristide Briand lot L4.
L :	**DN 100**	– Rue Romain Rolland à 80 mètres de l'avenue Louis Pasteur lot L2.
M :	**DN 100**	– Rue de Verdun à 80 mètres de l'avenue Aristide Briand face lot C2.
N :	**DN 100**	– Rue de Verdun à 110 mètres de l'avenue Louis Pasteur lot G2.
O:	**DN 100**	– Rue de Verdun à 160 mètres de l'avenue Louis Pasteur lot G2.
P :	**DN 100**	– Voie nouvelle à 170 mètres de la rue de Verdun lot G3.
Q :	**DN 100**	– Voie nouvelle à 120 mètres de la rue de Verdun lot G3.
CX :	**DN 150**	– Voie privée lot B01.
BX :	**DN 150**	– Angle avenue Victor Hugo, avenue Aristide Briand.
JX :	**DN 150**	– Rue Romain Rolland à 30 mètres de l'avenue Aristide Briand lot C1.

3°) Implanter, comme prévu par l'aménageur un appareil DN 150 débit unitaire 120 m³/h en remplacement de l'appareil incendie n° 920070003 de type DN 100 débit unitaire 60m³/h.
Dans le cas présent, l'emplacement de cet appareil se situera au même emplacement.

4°) Dimensionner le réseau d'adduction d'eau de manière à permettre l'utilisation de 3 appareils incendie totalisant un débit simultané de 180 m³/h entre les appareils demandés et/ou les appareils les plus proches, indépendamment des besoins spécifiques des établissements implantés sur le site.

5°) Faire réceptionner les appareils par le bureau prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris - groupe hydraulique (Tél. : 01.40.77.33.28) - en fournissant au préalable, pour l'installation, l'attestation de conformité délivrée par l'installateur.

Nota : Cet avis ne préjuge en rien les avis qui peuvent être donnés concernant les dossiers de permis de construire des bâtiments.

Les raccords d'alimentation des éventuelles colonnes sèches devront se trouver à l'extérieur des bâtiments, à une distance maximale de 3 mètres de l'entrée pour chaque bâtiment où se situe la colonne et à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau d'incendie.

Le niveau d'accès de chaque raccord d'alimentation doit être le même que celui du niveau d'accès des véhicules des services de lutte contre l'incendie (à l'exception du cas particulier des ensembles sur dalle) et son emplacement exact doit être déterminé en accord avec le Bureau Prévention de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les voies publiques ou privées devront répondre à l'article R 111-5 du code de l'urbanisme concernant l'accès et la mise en œuvre des matériels des sapeurs-pompiers.

Cette correspondance annule et remplace tous mes avis précédents.

Le lieutenant-colonel José VAZ de MATOS
Chef du bureau prévention



Copie à :

Société d'ingénierie
BERIM
149, avenue Jean LOLIVE
93695 Pantin Cedex

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

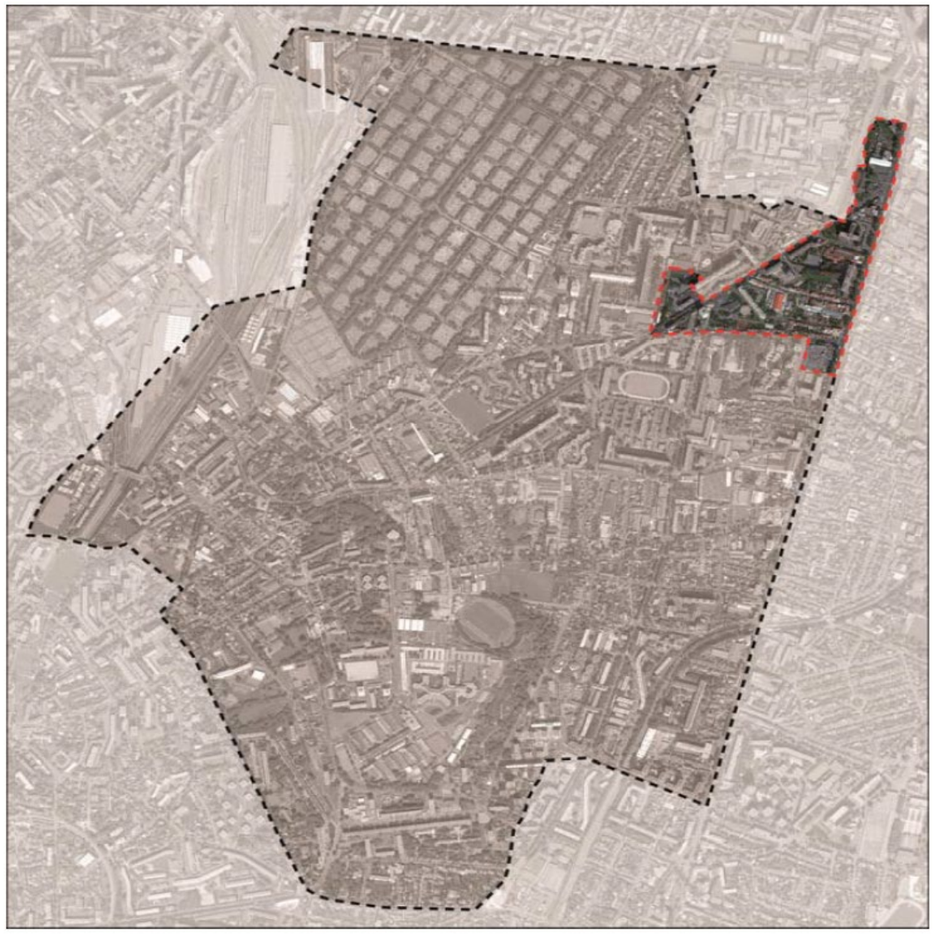
ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE

ECOQUARTIER VICTOR HUGO

DOSSIER DE ZAC

MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT

1. Résumé non technique



Version du 10 mars 2025

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Partie 1 : Résumé non technique 5

I – PROJET 6
I.1 – Le site de projet 6
I.2 – Description du projet retenu 7

II – DESCRIPTION DE L'ETAT ACTUEL DU SECTEUR DE PROJET ET DES MILIEUX SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LE PROJET 13
II.1 – Présentation générale de la ville et du site de la ZAC 13
II.2 – Organisation des déplacements 15
II.3 - Contexte socio-économique de Bagneux 19
II.4 – Documents cadres et contexte réglementaire 23

III. DESCRIPTION DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PROJET 31
III.1 – Paysage et patrimoine 31
III.2 - Conditions de circulation sur le secteur en 2022 33
III.3 – Climat 35
III.4 – Risques majeurs 36
III.5 – Ressource eau 39
III.6 – Milieu naturel et biodiversité 40
III.7 – Sols et terres 46
III.8 – Environnement sonore 50
III.9 – Qualité de l'air et santé 51
III.10 – Les énergies renouvelables 52
III.11 – Synthèse des enjeux environnementaux 53

III – PROJETS CONNUS DANS L'ENVIRONNEMENT DU PROJET 54
III.1 – Projets connus 54
III.2 – Effets cumulés avec le projet 56

IV – IMPACTS DES PROJETS ET MESURES ASSOCIEES 58
IV.1. - Scénario au fil de l'eau 58
IV.2 - Effets temporaires et mesures prévues en phase de chantier 60
IV.3 - Effets permanents du projet et mesures prévues 66

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 1 : RESUME NON TECHNIQUE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

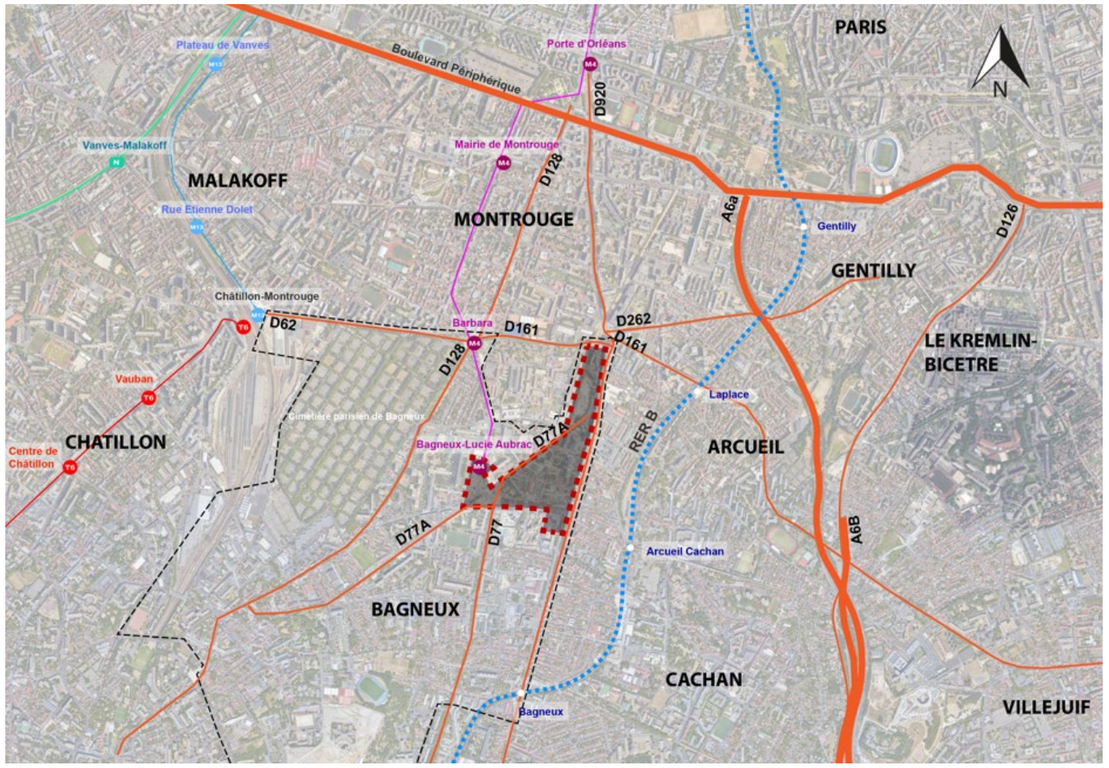
I – PROJET

I.1 – Le site de projet

A/ Localisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est localisé au Nord-Est du territoire de Bagneux, proche du Fort de Montrouge et en limite de la ville d'Arcueil à l'Est. Il couvre une surface d'environ 19,5 hectares.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo bénéficie d'une excellente desserte routière, car il est directement desservi par les départementales RD920, RD61, RD77 et RD77a et RD262.



Source : SYNTHESE ARCHITECTURE

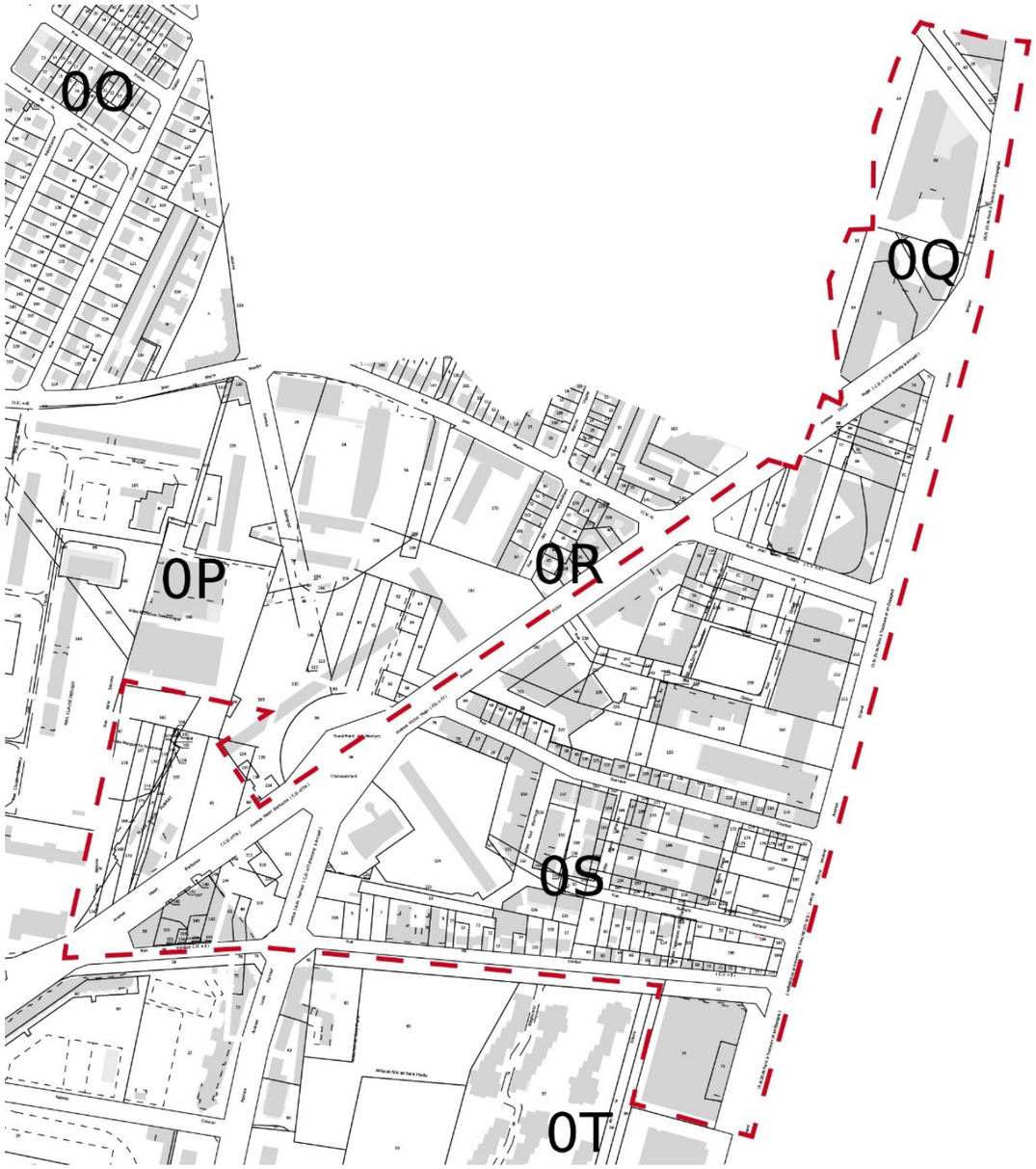
La ZAC de l'Ecoquartier Victor Hugo bénéficie d'une excellente desserte par les transports en commun. Elle accueille dans sa partie Sud-Ouest la station de métro Bagneux-Lucie Aubrac depuis le 13 janvier 2022, terminus du prolongement de la ligne 4 du métro.

Entièrement souterraine, et connectée au pôle de bus avec les lignes de la RATP 162, 187, 188, 193,388 et N14, cette nouvelle station permettra fin 2025 une correspondance avec la ligne 15 du Grand Paris Express, ligne de métro en rocade autour de Paris.

Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la gare de métro « Bagneux » de la ligne 15 sera située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur entourée du G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot G1 de la « place des Métros » à être aménagé) et connectée à la ligne 4 du métro.

B/ Emprise foncière du site de projet

Le site de projet représente une superficie d'environ 19,5 hectares



Source : Cadastre.gouv

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.2 – Description du projet retenu

A/ Les différentes évolutions du projet

La réflexion quant à l'opportunité de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur la partie nord-est du territoire de Bagneux a été engagée lors de l'élaboration du PLU en 2003 à partir des constats suivants :

- Le secteur nord de Bagneux comprend de nombreuses emprises mutables, peu ou mal occupées, dont l'évolution au cours des années constitue un enjeu déterminant pour l'ensemble de la ville ;
- L'entrée de ville par la RD 920 présente un paysage hétéroclite, sans grande qualité urbaine, et ponctuellement très dégradé, ce qui n'est pas favorable à son image et n'est pas porteur en termes de développement économique ;
- Il existe une dynamique économique autour de la RD 920 dont la ville de Bagneux pourrait mieux tirer parti, en complémentarité avec les actions engagées autour du carrefour de la Vache Noire. Cette dynamique sera encore renforcée par la requalification de la RD 920 projetée par le Conseil Général des Hauts-de-Seine ;
- L'arrivée de la ligne 4 du métro parisien sur le site du Rond-point des Martyrs de Châteaubriant va créer de nouveaux besoins et une nouvelle dynamique dont il faudra tirer parti pour la Ville et les quartiers.

Sur cette base d'intervention, la volonté de la Ville de Bagneux a été de mettre en œuvre un projet d'urbanisme d'ensemble, de haute qualité architecturale et paysagère, qui se développe autour d'un axe fédérateur, l'avenue Victor Hugo.

La ZAC Victor Hugo a été créée et annulée en 2007 par la Cour Administrative de Versailles. Une nouvelle ZAC a été actée par délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2011. Les dimensions du projet étaient les suivantes :

- L'intensification urbaine (lutte contre l'étalement urbain)
- La bonne desserte en transports en commun et par conséquence une utilisation moindre de la voiture ;
- La mixité fonctionnelle par le biais d'une programmation d'activités économiques, de logements, de commerces et d'équipements ;
- La mixité sociale (accession libre, accession sociale, logements locatifs sociaux)
- La conception des espaces publics intégrant une gestion économe et durable des éléments naturels (eau, végétaux…), l'utilisation de techniques alternatives (éclairage public, rétention des eaux pluviales…) et la valorisation des ressources existantes (jardins ouvriers, friches…) ;
- Une approche énergétique des nouvelles constructions et l'utilisation de la géothermie ;
- Le développement de formes urbaines innovantes (mixité d'habitat intermédiaire, d'habitat collectif…) ;
- Le fait d'être situé sur un site en renouvellement urbain avec la préservation et la valorisation d'une partie du tissu urbain existant ;
- La gouvernance du projet qui implique les habitants dans la conception du projet urbain.

Depuis la création de la ZAC en septembre 2011, les projets de transports se sont confirmés (métros ligne 4 et ligne 15) assurant une dimension métropolitaine pour le quartier Nord de Bagneux. Par ailleurs, en mars 2015, le conseil d'administration de l'ANRU décida de qualifier le quartier de la Pierre Plate en "quartier d'intérêt national". Ce quartier limitrophe de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo allait ainsi pouvoir s'inscrire dans l'évolution globale de la ville et profiter pleinement des évolutions engendrées par l'arrivée des deux métros et la construction de la ZAC. Ces évolutions ont notamment conduit à envisager une modification du dossier de création de ZAC de 2011, initiée par la délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2014.

Les principales évolutions programmatiques de la modification du dossier de création de la ZAC de 2015 sont les suivantes :

- La création de logements supplémentaires notamment le long de la RD920.
- La diminution du programme commercial assez marquée suite au réajustement des programmes des lots B0 à B3 au bénéfice de la construction de logements, avec un programme commercial resserré au niveau de l'îlot des Gares et au Sud de l'avenue Aristide Briand.
- La suppression de l'école du programme de la ZAC, qui prend place hors périmètre de la ZAC, mais à proximité immédiate. En effet, sa réalisation est prévue sur une partie de l'actuel square Robespierre.

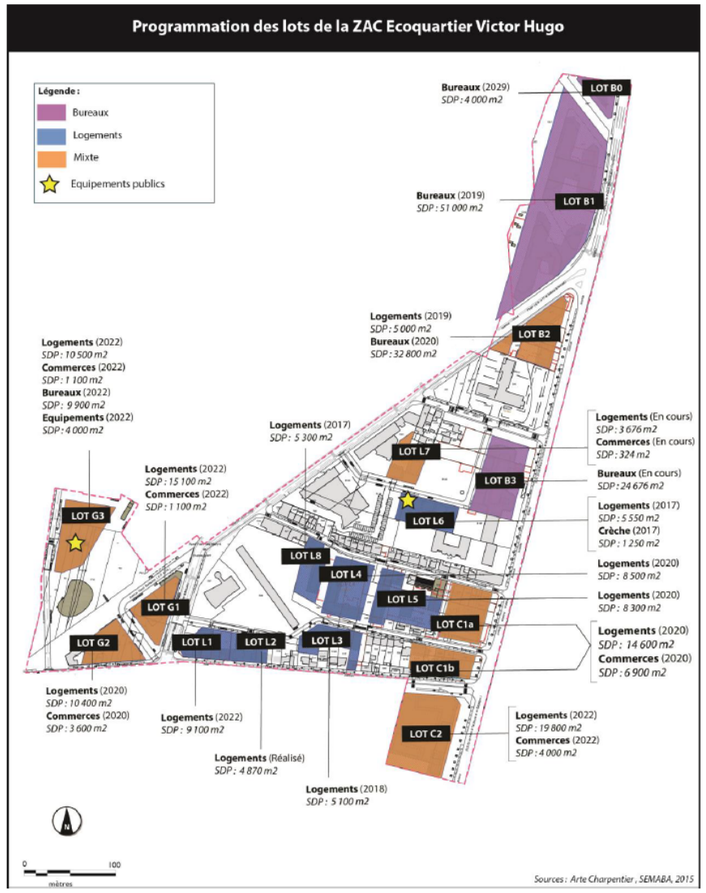
  La crèche reste donc le seul équipement public de superstructure du programme de la ZAC.

  Un équipement polyvalent dont le contenu reste à définir et sera par ailleurs réalisé sur l'îlot G3. Celui-ci n'entre pas en compte dans le programme prévisionnel de la ZAC car il relève d'une logique géographique plus large (ensemble des quartiers Nord, voire au-delà) et devrait, à ce titre, bénéficier d'un financement ANRU.

<u>Programmation de construction dans DRM 2018 :</u>

ZAC Ecoquartier Victor Hugo		SDP TOTALE (hors équipements) en m²	SDP Bureaux prévue en m²	SDP Commerces prévue en m²	SDP Logements prévue en m²
Charges foncières	Secteur 1	55 000	55 000	0	0
	Secteur 2	28 000	28 000	0	0
	Secteur 3	34 500	25 000	500	9 000
	Secteur 4-5	49 000	0	4 000	45 000
	Secteur 6	67 000	2 000	7 000	58 000
	Total	**233 500**	110 000	11 500	112 000
Participations constructeurs	Secteur 1	6 000	0	1 000	5 000
	Secteur 2	15 000	9 000	0	6 000
	Secteur 3	0	0	0	0
	Secteur 4-5	21 000	0	4 000	17 000
	Secteur 6	0	0	0	0
	Total	**42 000**	9 000	5 000	28 000
Total cumulé charges foncières + participations constructeurs		**275 500**	119 000	16 500	140 000

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



B/ Etat des lieux d'avancement de la programmation de la ZAC en 2024

La programmation a évolué depuis 2015. Les principales évolutions ont porté sur :

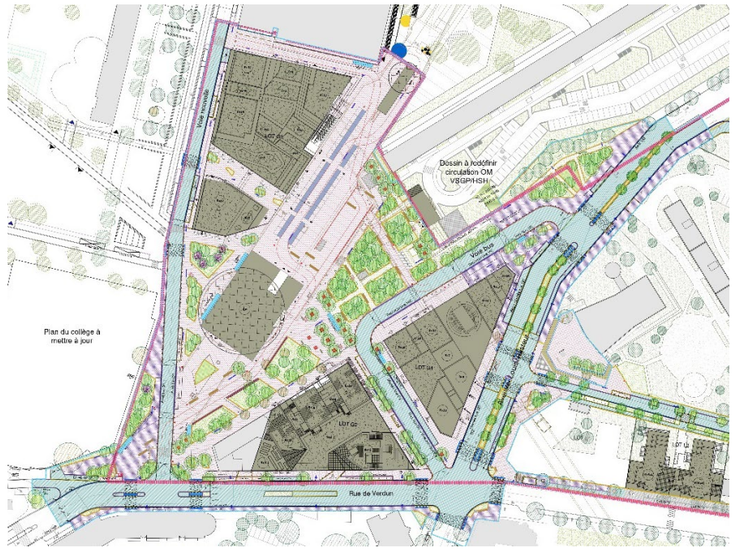
- **La confirmation de la programmation bureaux** (+2% sur les lots de la ZAC) d'environ 132 000 m² de SDP créées au lieu des 127 000 m² prévus initialement ;
- **Le renforcement de la programmation logements** sur les lots de la ZAC avec une augmentation de 13 356 m² SDP (soit +13%), mais surtout le développement des opérations privées dans le périmètre de la ZAC (36 086 m² SDP de SDP logements au lieu des 20 000 m² envisagés en 2015). Cette évolution s'explique par une ambition métropolitaine confirmée pour le secteur des quartiers nord de Bagneux :
  - o la programmation de logements sur l'îlot des Gares a été augmentée suite à l'extension du périmètre et à l'intégration de l'îlot G3 dans une logique d'interconnexion entre la gare du métro 4 et celle du Grand Paris Express.
  - o l'évolution de la programmation sur la RD920 au sud de la ZAC (secteur Rolland-Courbet et Casino) avec la création de logements envisagée en lieu et place des bureaux.
- **La confirmation de la programmation commerces** dans l'ensemble du périmètre de la ZAC opérations privées comprises avec 18 613 m² SDP au lieu des 17 960 m² SDP prévus en 2015 ; afin de concentrer l'attractivité commerciale sur des polarités comme l'îlot des Gares et au sud de l'avenue Aristide Briand.

L La carte et le tableau suivant permettent de dresser un état des lieux de l'avancement de la ZAC de l'Ecoquartier Victor Hugo et illustre en 2025 que :

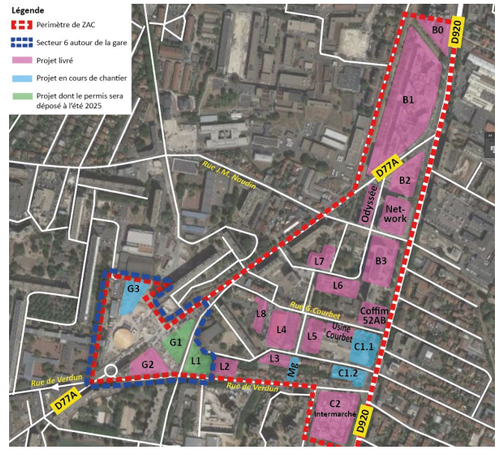
- 221 985 m² de SDP ont été livrés, représentant 73% du programme de construction
- 52 209 m² de SDP sont en cours de chantier, représentant 17% du programme de construction (lots C1, G3, Opel et Mg Partner)
- 30 491 m² de SDP prévus à un horizon 2027-2028 représentant 10% du programme de construction (lots L1 et lot G1 dépendant de la fin du chantier du métro 15, ainsi qu'un lot privé à l'étude sur la rue de Verdun).

Par ailleurs :

- Il reste 10% de l'ensemble du programme sur du foncier maîtrisé à réaliser (lots L1 et G1), soit 7% d'augmentation de la constructibilité globale par rapport au dossier de création modificatif de 2015.
- Des PC sont à l'étude dans le diffus : on observe une augmentation importante des demandes d'autorisation de déposer des PC (42% d'augmentation de la construction en participation prévue par rapport au dossier de création modificatif de 2015).

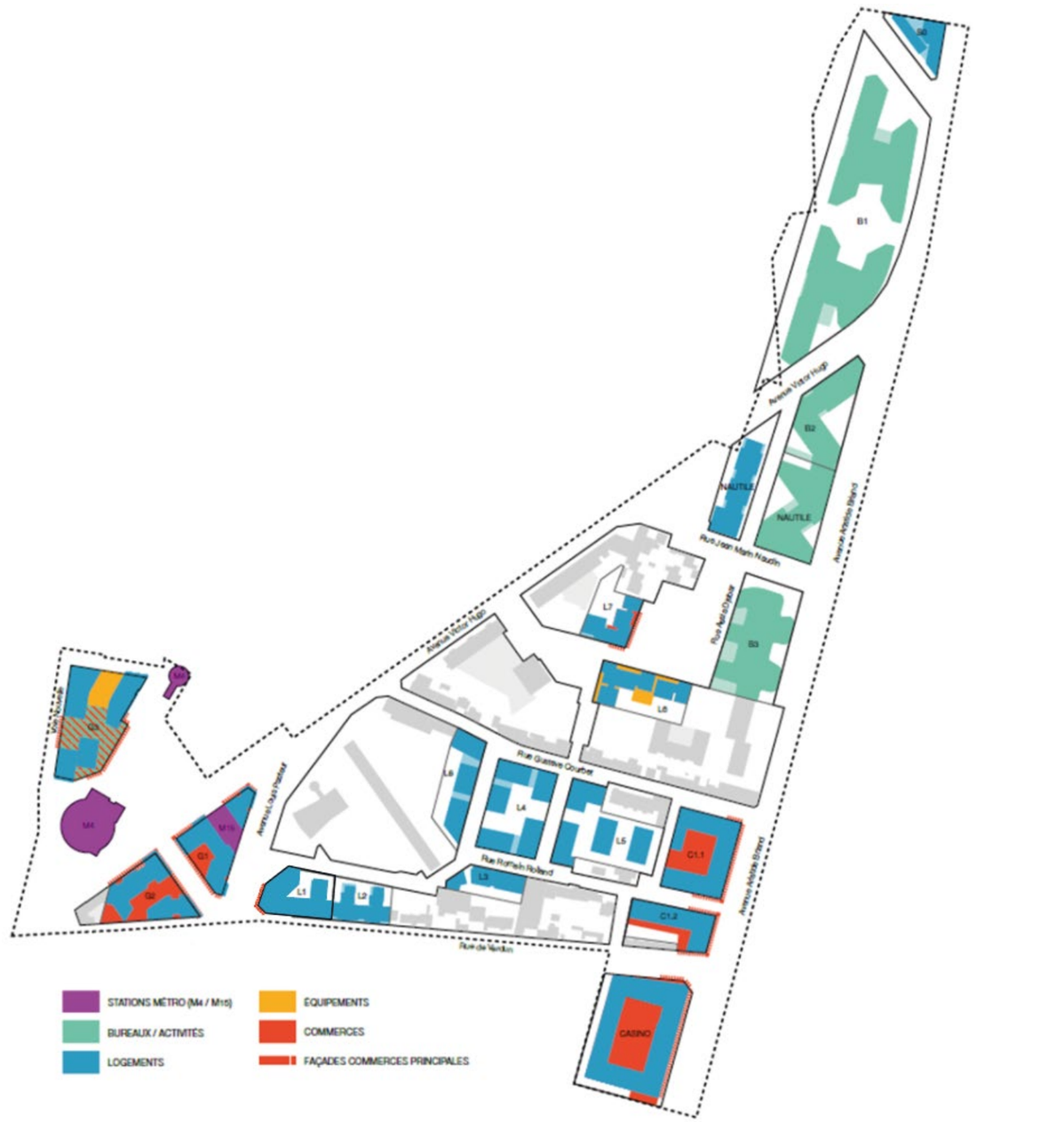


Plan masse secteur 6 - AVP 4



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Bilan du programme de construction de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO						
Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m² SDP	Echéancier
Lots de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO						
B1	54 585				54 585	Livré
B2	15 991				15 991	Livré
Network 1	12 474				12 474	Livré
B3	24 676				24 676	Livré
L6		5 106		1219	6 325	Livré
L7		3 687	324		4 011	Livré
L2		4 870			4 870	Livré
L3		3 033			3 033	Livré
L4		7 886			7 886	Livré
L5		9 763			9 763	Livré
L8		5 700			5 700	Livré
C1		15 253	2 875	772	18 900	*En chantier, livraison prévue en 2026*
G3	526	22 695	2 596	2 047	27 864	*En chantier, livraison prévue en 2025*
L1		7 408	4 792		12 200	2028
G1		14 741	850		15 591	2028
G2		13 293	3 723		17 016	Livré
Total	108 252	113 356	15 160	4 117	240 885	
Opérations privées dans la ZAC						
B0		5 299	1 167		6 466	Livré
Network 1	8 488				8 488	Livré
Odyssée		5 540			5 540	Livré
Coffim 52AB	13 700				13 700	Livré
C2 Casino		15 999	4 000		19 999	Livré
Usine Courbet		1 462			1 462	Livré
Mg Partner		2 920			2 920	*En chantier*
Opel	148	2 166	211		2 525	*En chantier*
Livinx		2 700			2 700	*Préparation PC en cours*
Total	22 336	36 086	5 378	0	63 800	
Total	**130 588**	**149 442**	**20 538**	**4 117**	**304 685**	



Bilan des destinations de sols des lots de la ZAC

Les espaces publics ont également été repensés afin de :

- de désenclaver ce secteur et de le rendre perméable aux déplacements ;
- de le structurer d'une nouvelle trame viaire orientée Nord-Sud ;
- de créer de nouvelles voies publiques paysagées apaisées et de nouvelles voies vertes ;
- de le doter de nouveaux espaces publics : place des 2 gares, parvis du théâtre, jardin de jeux, jardins partagés, ancien jardin du SETRA conforté et devenu public baptisé « jardin Ilan Halimi ».

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE


L6


L7


L5 et usine courbet

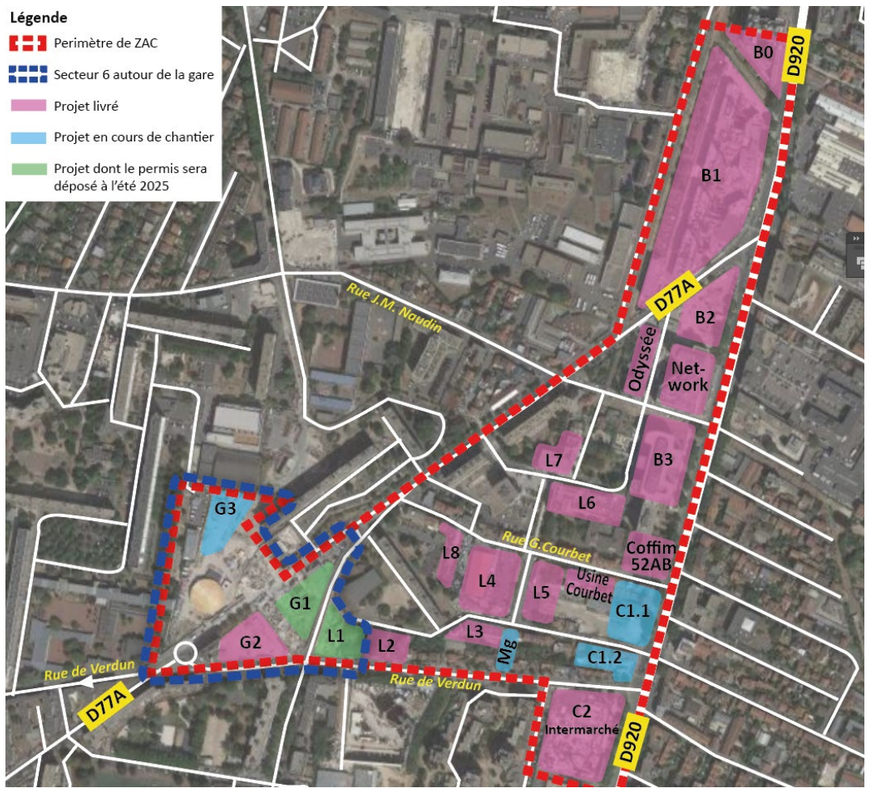


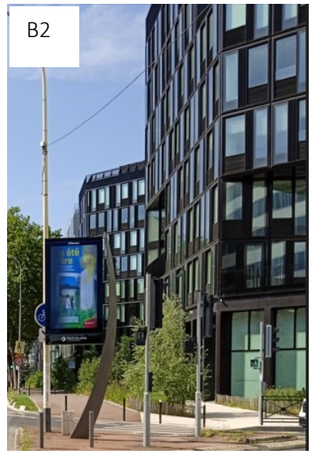

B1


L8


Lot L4 et lot L5






B2

L2

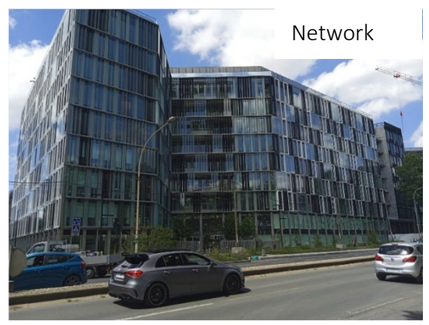


L1



G2

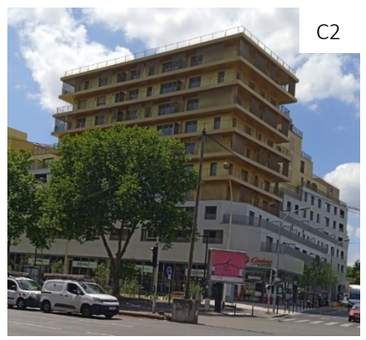



Network

L3



C2



Coffim 52AB



B3



Odyssée



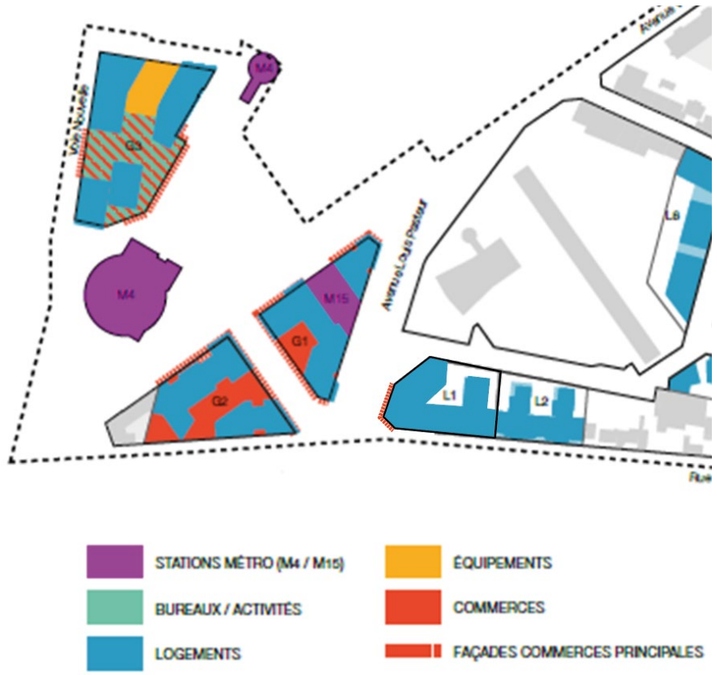
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Zoom sur le dernier secteur opérationnel : le secteur Gare

Depuis 2015, la ZAC Ecoquartier est entrée largement dans son développement opérationnel avec le démarrage de nombreux chantiers et la livraison des premiers logements et des immeubles de bureaux.

Le secteur 6 de la ZAC, correspondant aux lots G1, G2, G3 et L1, constitue les opérations du quartier « Pôle Gare ». Ces opérations accompagnent la création d'une nouvelle centralité organisée autour de la place des Métros et du pôle intermodal composé de la gare Bagneux - Lucie Aubrac du prolongement de la ligne 4 de métro (mise en service en 2022) et de la future gare de Bagneux de la ligne 15 Sud du GPE - Pont de Sèvres - Noisy-Champs (mise en service prévisionnelle : 2026)

A cet égard, le secteur 6 permet la création d'une vitrine nouvelle pour la ville et favorise l'implantation d'un cœur de vie avec des logements, commerces, bureaux et équipements tout en conservant l'objectif de mixité fonctionnelle voulu initialement pour la ZAC.



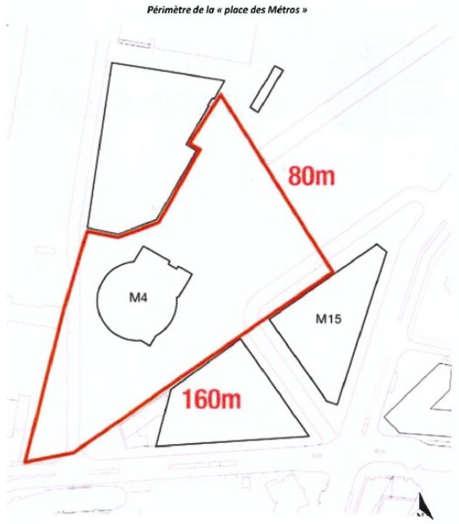
Autour de la future place, les immeubles des lots résidentiels G1, G2 et G3 dont la hauteur est limitée à R+17 maximum, accueilleront des implantations commerciales. L'objectif est de faire de ce lieu une nouvelle centralité de la ville de Bagneux dans les premiers niveaux de construction, en suivant le plan de marchandisage développé par la ville.

La place des Métros

Le secteur s'inscrit dans l'aménagement de la nouvelle place urbaine autour de la gare Bagneux - Lucie Aubrac de la ligne 4 et de la future gare de la ligne 15. Ce secteur constitue ainsi une nouvelle polarité qui dessine une nouvelle identité du paysage urbain.

La place des Métros (appelée aussi « Place Lucie Aubrac »} d'environ 13 000m² est un espace dédié largement aux piétons qui se compose d'un îlot central entièrement piétonnier et d'une voie nouvelle réservée aux transports en commun et aux modes doux (au Sud de l'îlot G3).

Elle est accessible à tous sans différence de niveaux, sans emmarchement permettant une cohabitation harmonieuse des usagers afin d'en faire un espace d'intermodalité qui s'inscrit dans l'espace de la rue.

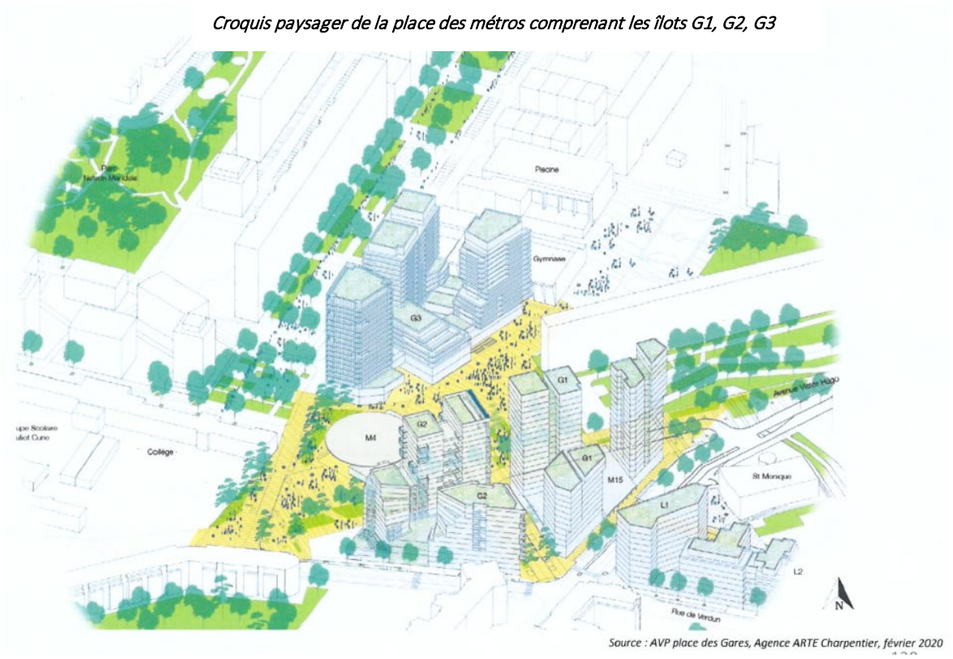


Périmètre de la « Place des métros »

Permettant la création d'une nouvelle vitrine pour la ville et favorisant l'implantation d'un cœur de vie avec des logements, commerces, bureaux et équipements prévus sur les trois îlots (G3, G2 et G1), la place doit constituer un espace urbain dense, mixte et porteur d'une identité architecturale et paysagère forte (plantation de plus d'une centaine d'arbres).

L'usage de ce parvis sera multifonctionnel : place végétale (arbres de hautes tiges, pièces végétales composées de gazon/prairie, noues...), espace de promenade, marché, …

Croquis paysager de la place des métros comprenant les îlots G1, G2, G3



Source : AVP place des Gares, Agence ARTE Charpentier, février 2020

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Présentation du secteur 6 par lots

Ces deux tableaux permettent de comparer les évolutions programmatiques du secteur 6, qui montrent que l'évolution principale a porté sur le lot G3, avec une part de bureaux diminuée au profit des logements.

Programmation des lots du secteur 6 de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO - 2015

Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m²
G3	9 900	10 500	1 100	4 000	25 500
L1		9 100			9 100
G1		14 741	850		15 591
G2		10 400	3 600		14 000
Total	**9 900**	**44 741**	**5 550**	**4 000**	**64 191**

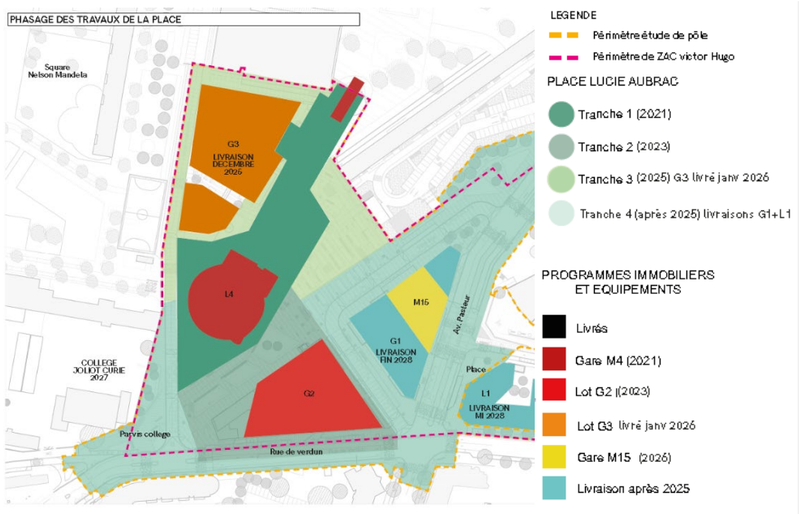
Bilan de la programmation des lots du secteur 6 de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO - 2025

Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m² SDP	Echéancier
G3	526	22 695	2 594	2 047	27 864	*En chantier 2025*
L1		7 408	4 792		12 200	2028
G1		14 741	850		15 591	2028
G2		13 293	3 723		17 016	*Livré*
Total	**526**	**58 137**	**11 959**	**2 047**	**72 671**	

Le secteur 6 accompagne la création d'une nouvelle centralité autour du pôle intermodal, composé des gares des lignes du métro : ligne 4 (au Sud) et ligne 15 (en souterrain sous l'îlot G1 au Sud-est), dénommé « la Place des Métros ».

A cet égard, ce nouveau « pôle » permet la création d'une vitrine nouvelle pour la ville et favorise l'implantation d'un cœur de vie avec l'accueil de logements, commerces, bureaux et équipements, tout en conservant l'objectif de mixité fonctionnelle voulu initialement pour la ZAC.

Il constituera un espace urbain dense, mixte et porteur d'une identité architecturale forte, structuré autour de la Place des Métros qui constituera un espace public dimensionné à l'échelle de la ville offrant un lieu de vie pour les quartiers et une nouvelle centralité à la ville.



Cette nouvelle centralité est entourée de trois ensembles immobiliers remarquables, nouveau signal urbain, marqueur fort d'un quartier renouvelé :

- L'îlot G1, situé de part et d'autre de la future sortie du métro 15,
- L'îlot G2, au Sud-Est de la place, dont le chantier a été lancé courant 2020,
- L'îlot G3, à l'Ouest de la ligne 4.



Perspectives prévisionnelles de la place de la Gare



Photo des travaux de la Place de la Gare (février 2025)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II – DESCRIPTION DE L'ETAT ACTUEL DU SECTEUR DE PROJET ET DES MILIEUX SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES PAR LE PROJET

II.1 – Présentation générale de la ville et du site de la ZAC

A/ Situations géographique et administrative

La ville de Bagneux est située dans l'arrondissement d'Antony à 2 kilomètres de la Porte d'Orléans, au Sud de Paris. Elle fait partie des villes de la 1ère couronne de la banlieue parisienne. Sa situation est particulière puisqu'elle se situe à l'extrémité Sud-Est du département des Hauts-de-Seine, en limite avec le Val-de-Marne. Cette séparation administrative est marquée par la RD 920 (ancienne RN 20), qui constitue la limite Est de Bagneux, ainsi que sa principale voie de desserte. Elle a pour communes limitrophes Montrouge, Arcueil, Cachan, Bourg-la-Reine, Sceaux, Fontenay aux Roses et Châtillon.

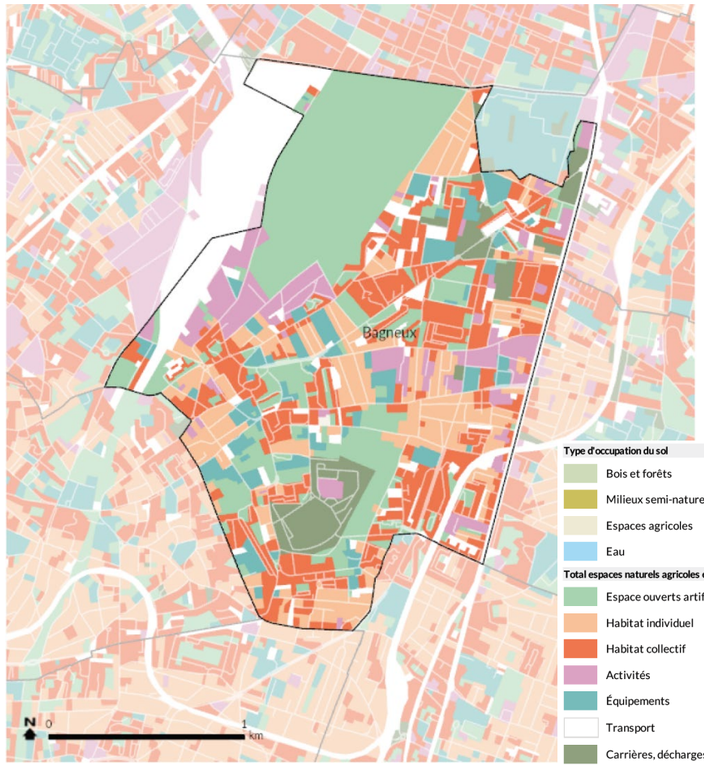
D'après le recensement INSEE de 2020, la population municipale de Bagneux est de 41 967habitants, soit une augmentation démographique d'environ 8% par rapport à 2014 (38 817).



Situation de la ville de Bagneux dans le département

La ville de Bagneux fait désormais partie de l'Etablissement Public Territorial « Vallée Sud Grand Paris ». Ce territoire comprend 11 communes, pour une superficie totale de 47 km² et une population d'environ 402 600 habitants, selon l'INSEE en 2018.

La composition urbaine de Bagneux est très spécifique à son développement. Une grande partie du territoire est ainsi composée de tissus modernes, de logements collectifs organisés en grands ensembles, qui coexistent avec des logements individuels et des secteurs d'activités. Chaque entité comprend ses spécificités d'organisation de la trame viaire et des espaces publics, de typologies architecturales, forme du parcellaire et de densités.



Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	0.0	0.0	0.0
Milieux semi-naturels	0.0	0.0	0.0
Espaces agricoles	0.27	0.27	0.27
Eau	0.0	0.0	0.0
Total espaces naturels agricoles et forestiers	**0.27**	**0.27**	**0.27**
Espace ouverts artificialisés	124.27	125.65	122.46
Habitat individuel	69.92	68.46	67.95
Habitat collectif	88.17	93.08	95.34
Activités	50.13	46.99	36.11
Équipements	33.42	31.51	30.97
Transport	46.28	44.73	40.68
Carrières, décharges et chantiers	6.18	7.96	24.86
Total espaces artificialisés	**418.38**	**418.38**	**418.38**
Total communal	**418.65**	**418.65**	**418.65**

Source : Mode d'Occupation des Sols 2021 (Source : IAURIF)

D'une superficie d'environ 418 hectares, la ville de Bagneux présente une occupation du sol variée, composée à la fois de secteurs urbanisés, mais également d'espaces verts importants :

- **Les espaces ouverts artificialisés (29,2%) :** Il s'agit principalement des grands espaces végétalisés du Cimetière Parisien de Bagneux, de la coulée verte du sud parisien, du talus du RER B, du secteur de la Butte de Bagneux et des espaces verts privatifs et publics, dont les stades, parcs, squares et jardins publics.

- **Les espaces construits artificialisés (55,0%) :** Ils sont majoritairement constitués « d'habitat collectif » (41,1%). L'habitat individuel représente quant à lui 29,4% des espaces construits sous une forme pavillonnaire, constitué parfois de lotissements, d'époques de construction variables. Les « activités » occupent 15,7% du territoire et sont notamment situées en limite communale ouest, avec Châtillon dans la Zone Industrielle le long du chemin de fer. Les « équipements » occupent 13,5% du territoire qui distribuent l'ensemble des quartiers de la ville.

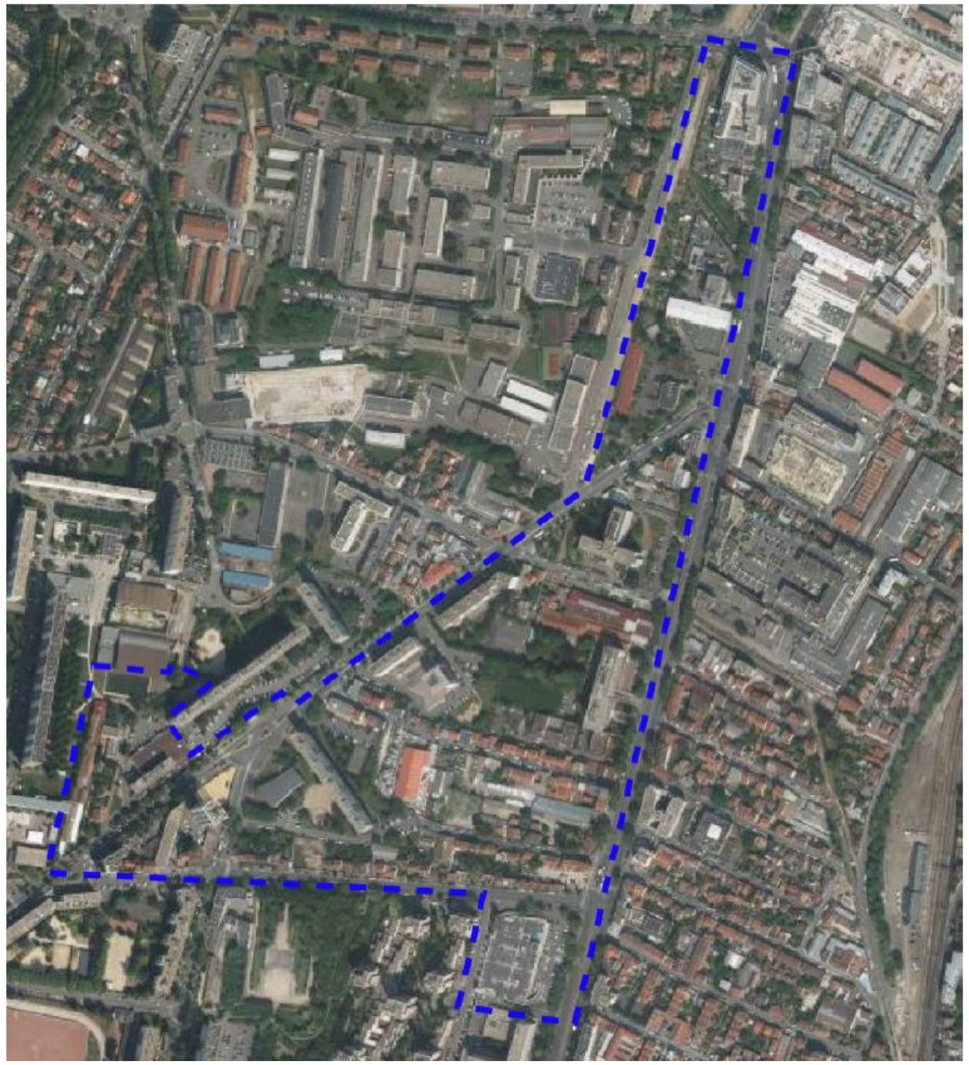
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B / Secteur de projet

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est situé au Nord-Est du territoire communal, en limite du Fort de Montrouge et de la ville d'Arcueil. Il couvre une superficie de 19,5 hectares.

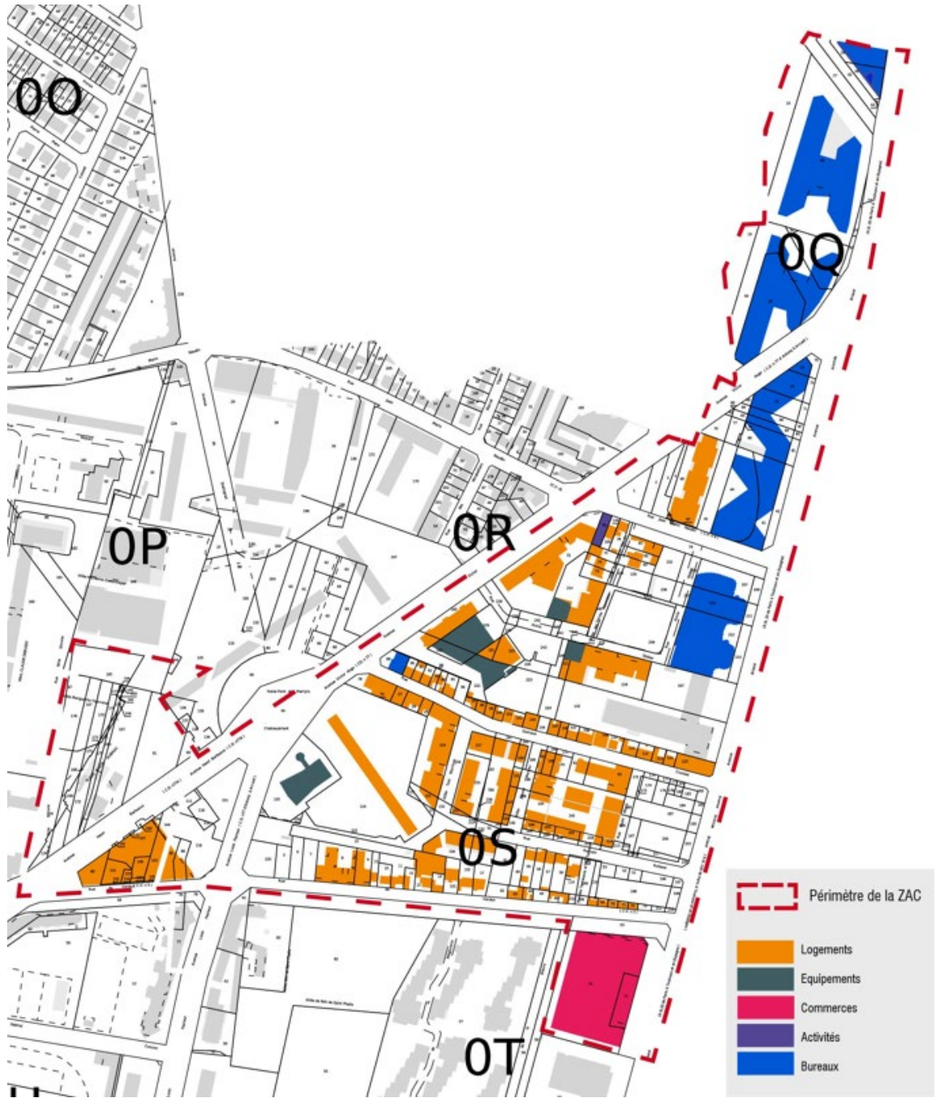
Au moment de la création de la ZAC en 2011, ce périmètre s'insérait dans un quartier mal relié aux quartiers voisins, d'une densité bâtie relativement faible. Le site était dominé par de l'habitat, dont la principale caractéristique reposait sur une juxtaposition de tous les types résidentiels depuis le pavillon isolé, les maisons individuelles en bande, les immeubles collectifs.

Périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Google

En 2022, le mode d'occupation du sol fait apparaître un nouveau linéaire de bureaux en vitrine le long de la D920 dans sa partie centre nord et le développement d'un nouveau parc résidentiel en arrière-plan des bureaux et dans sa partie sud, dans la continuité des logements existants.



Source : Synthèse Architecture

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.2 – Organisation des déplacements

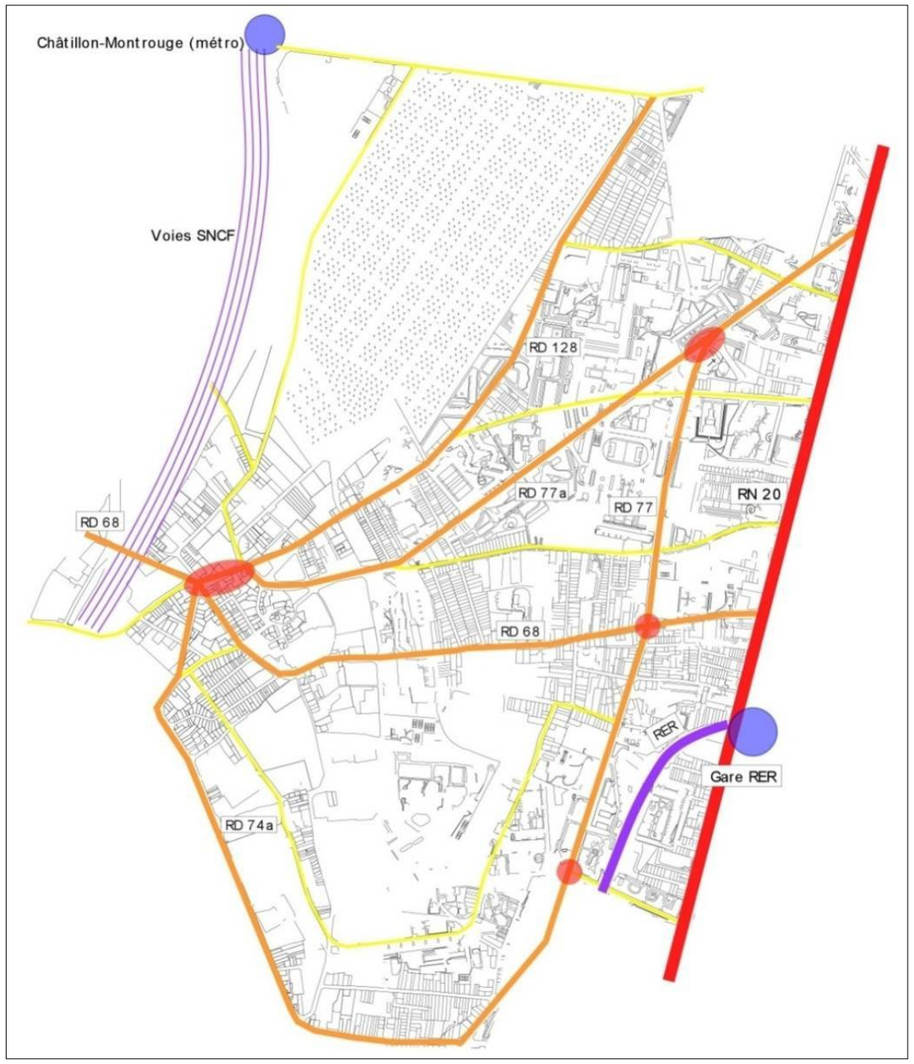
A/ Le réseau viaire

♦ Réseau viaire communal

Située à seulement 2 kilomètres de la Porte d'Orléans, la ville de Bagneux bénéficie d'un réseau routier performant.

Le réseau viaire de la ville de Bagneux est dominé par la RD 920 (ancienne RN 20) qui borde la commune à l'est. Cet axe historique, organisé en 2X3 voies, est une voie structurante qui accueille une part importante de trafic de transit et constitue la principale vitrine de Bagneux pour les usagers de la voie depuis la Porte d'Orléans.

La ville de Bagneux est plus directement irriguée par 5 voies départementales : la RD 77, la RD 77a, la RD 128, la RD 68 et la RD 74a.



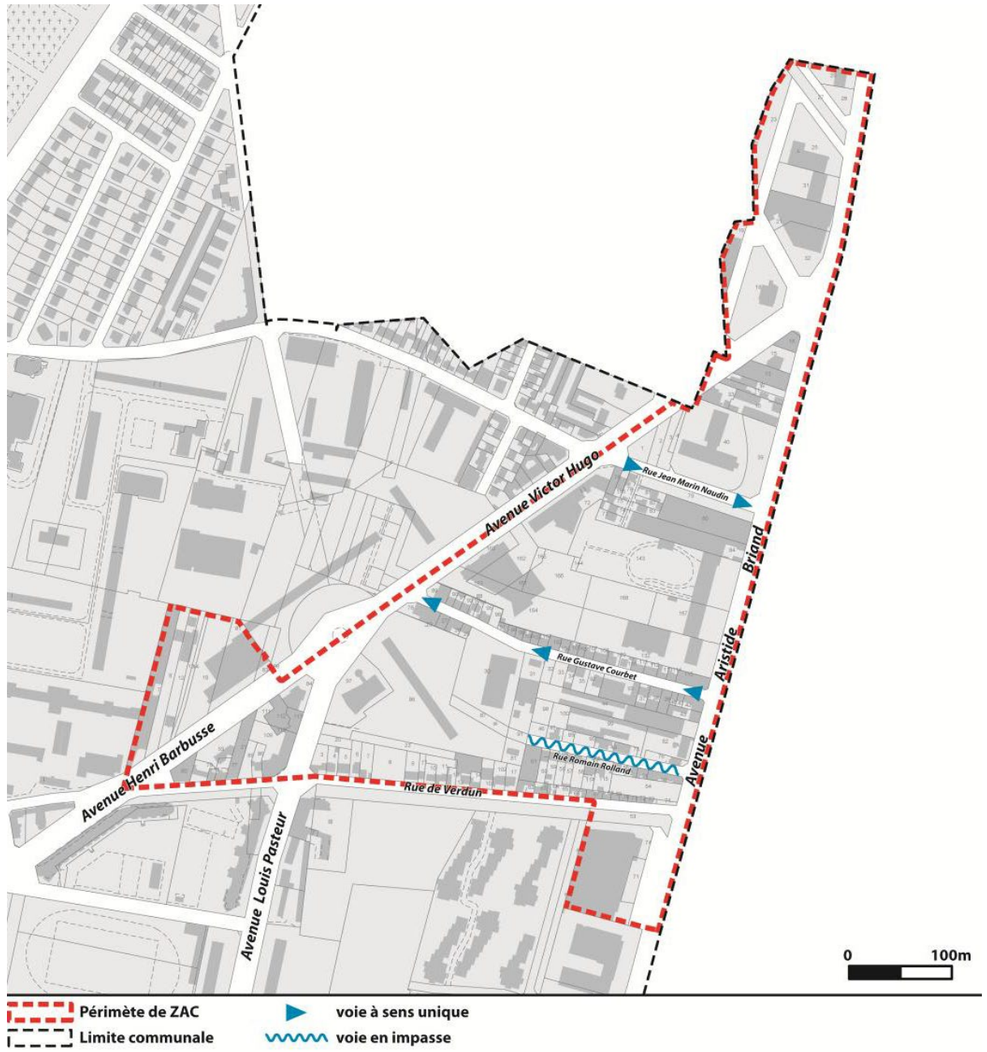
♦ Grand maillage viaire de la ZAC

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est bordée à l'est par la RD 920.

A l'ouest, le site est limité et, en partie, traversé par l'avenue Victor Hugo. Cette route départementale (RD 77a) est un axe important qui relie la RD 920 au centre-ville.

Au sud, la rue de Verdun constitue la limite du site. Elle constitue un barreau de liaison important entre l'axe Victor Hugo-Henri Barbusse et la RD 920, les liaisons entre ces deux axes étant limitées.

Enfin, les rues Gustave Courbet, Jean Marin Naudin et Romain Rolland assurent une desserte locale du secteur. La rue Romain Rolland est une voie en impasse.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

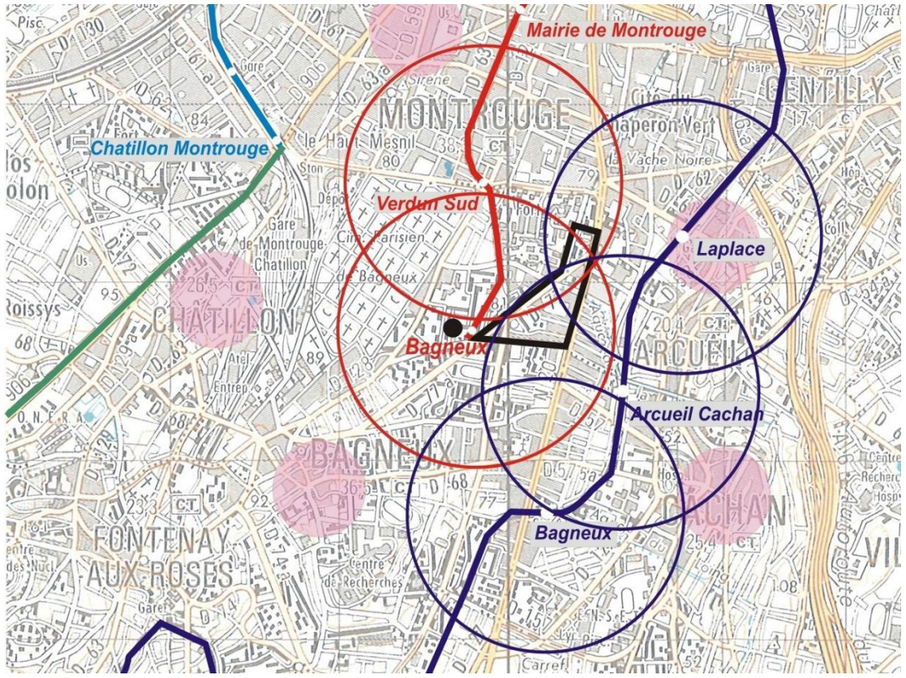
B/ Transports en commun

♦ Desserte ferroviaire

Avant 2022, la ville de Bagneux était principalement desservie par :

- la gare RER de Bagneux-Pont Royal sur la ligne B, située à l'extrémité est du territoire, sur la ville de Cachan (94). Les temps de parcours offerts par la ligne étaient très compétitifs et plaçaient Bagneux à 10 minutes de Denfert-Rochereau, 20 minutes de Châtelet-les-Halles et 25 minutes de gare du Nord.
- l'arrêt de métro Châtillon-Montrouge, terminus sud de la ligne de métro 13 situé sur Montrouge. Cependant, la station de métro se situant à l'extrémité nord-ouest de Bagneux, à proximité des secteurs les moins urbanisés du territoire communal, celle-ci ne concernait directement qu'un nombre limité d'habitants de Bagneux. Elle offrait néanmoins une très bonne desserte pour les usagers situés à proximité, puisqu'elle permettait de relier la gare Montparnasse en 10 minutes et la gare Saint-Lazare en 21 minutes avec une fréquence de 4 minutes en heure de pointe.
- des arrêts de RER B d'Arcueil-Cachan et Laplace. Ces deux gares RER bénéficiaient d'une desserte équivalente ou supérieure à la gare RER de Bagneux.

Depuis la desserte ferroviaire de Bagneux, et notamment ses quartier Nord, s'est considérablement améliorée, avec l'arrivée de la ligne de métro 4 (tronçon Porte d'Orléans/ Mairie de Montrouge) prolongée jusqu'à la station « Bagneux - Lucie Aubrac ». Elle est mise en service depuis le 13 janvier 2022 et devient le terminus Sud de cette ligne. Elle dessert également la station Barbara, à cheval sur Montrouge et Bagneux.



Source : étude AEU, AGI2D

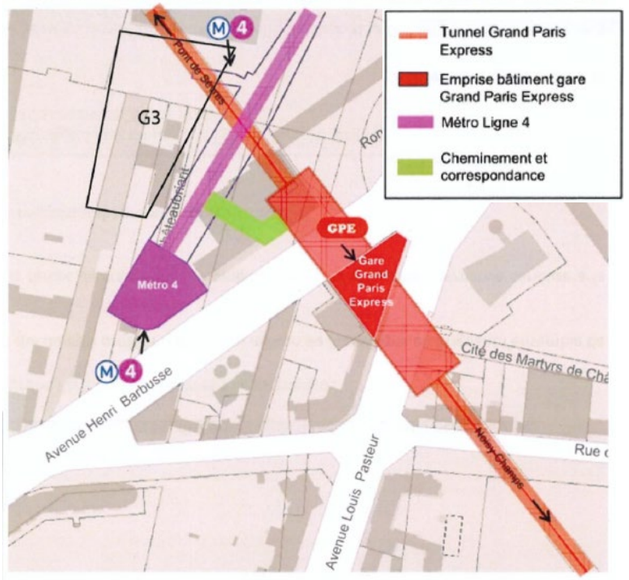
Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la gare de métro « Bagneux » de la ligne 15 sera située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur entourée du G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot G1 de la « place des Métros » à être aménagé) et connectée à la ligne 4 du métro.

Avec des quais à 33 mètres sous terre et quatre niveaux de mezzanine pour y descendre, la gare Bagneux est l'une des plus profondes du réseau Grand Paris Express. La zone de contrôle d'accès à la gare se situera au niveau –1. La correspondance directe avec la ligne 4 du métro se fera au niveau –2. Aux niveaux –3 et –4 s'effectueront les échanges et l'accès aux quais pour les voyageurs.

La partie en surface de la gare est un bâtiment ouvert, avec un passage couvert entre l'avenue Louis Pasteur et le parvis. Les accès au bâtiment gare devraient se faire par l'Est depuis le trottoir de l'avenue Pasteur et à l'Ouest depuis le parvis.

La mise en service est prévue fin 2025.

Présentation de l'interconnexion ligne 4 et ligne 15 et proximité avec l'ilot G3 (représentation schématique)



Source : Ile-de-France Mobilités, 2020

♦ Desserte en bus

La ville de Bagneux bénéficie d'un réseau de bus développé. L'ensemble des lignes qui desservent le territoire communal sont en rabattement sur un arrêt de transport ferré : gares RER (Bagneux, Arcueil-Cachan, Laplace) ou gares de métro (Bagneux, Porte d'Orléans, Châtillon-Montrouge). La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est particulièrement concernée par les lignes de bus suivantes : 162, 187, 188, 197, 297 et 388.

Un pôle multimodal sera aménagé au terminus de la ligne 4 sur le site de la ZAC, pour permettre d'assurer le meilleur lien possible entre les différents modes de transports (bus, vélo, piéton…) et le métro.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

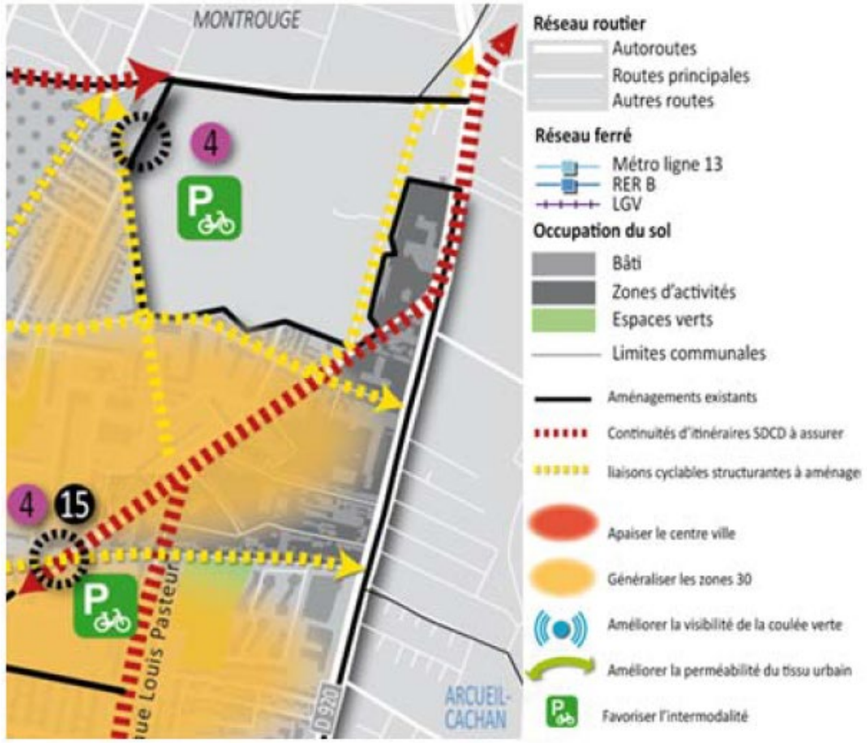
C/ Modes de déplacement doux

La Ville de Bagneux s'est engagée en 2013 dans l'élaboration du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables (SDIC). ***A l'échelle régionale, le Plan de Déplacement Urbain en Ile-de-France (PDUIF) fixe des objectifs ambitieux en matière de développement des modes actifs de déplacements avec un objectif de croissance de 10 % des déplacements en modes actifs.***

Ce document cadre a été complété par un Plan régional Vélo (validé en juin 2011) qui définit un certain nombre d'itinéraires structurants à l'échelle régionale, ainsi qu'un panel d'actions spécifiques de promotion du mode vélo (stationnement et service, portail vélo régional, accessibilité des lycées, jalonnement…) et des critères de financement des projets vélo des collectivités locales.

Concernant le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, il est à noter plusieurs continuités d'itinéraires à assurer avec le Schéma Départemental des Circulations Douces : une première le long de l'avenue Louis Pasteur et une seconde le long de la D77 et D77A en lien avec la RD920.

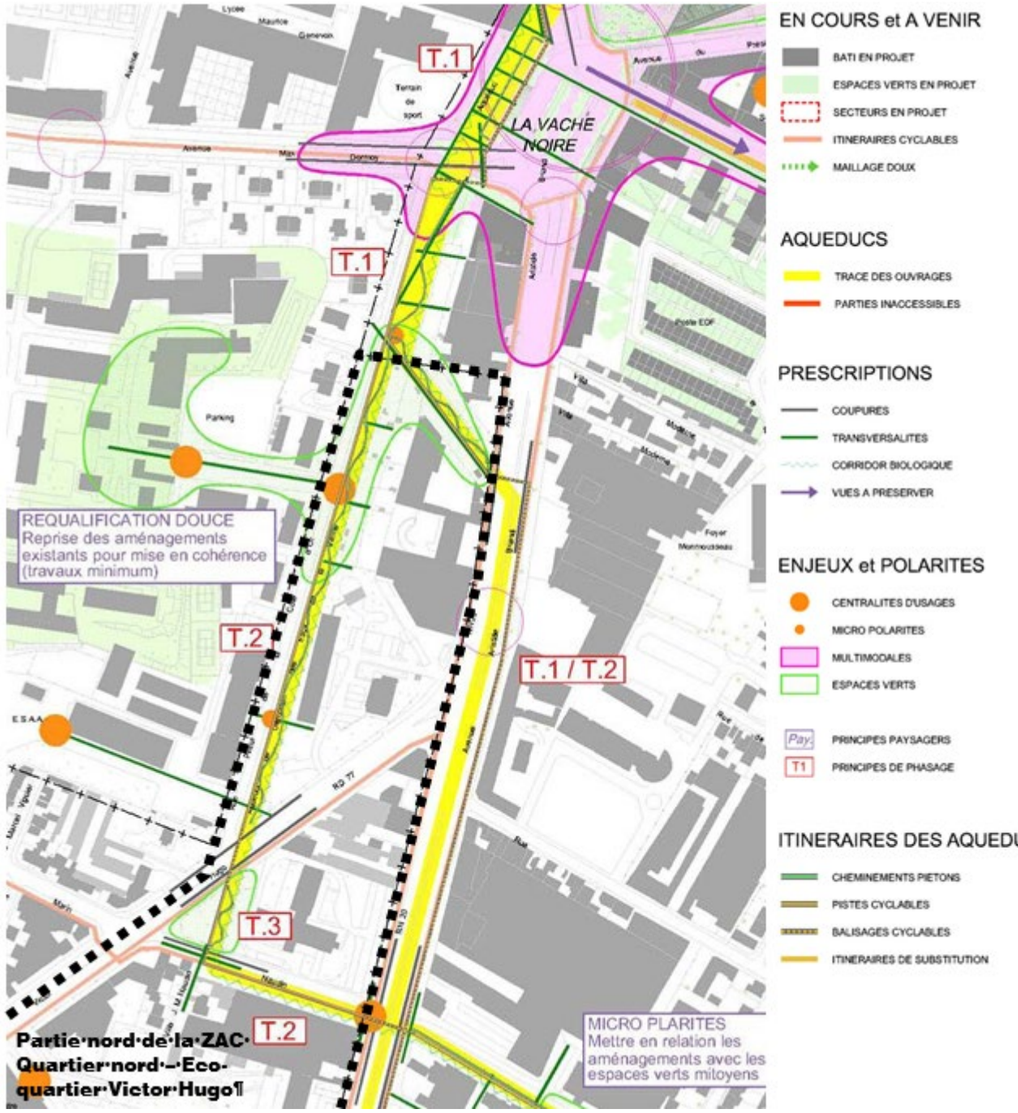
Deux liaisons structurantes à aménager sont également projetées le long des rues Jean-Marin Naudin et Gustave Courbet. Enfin, une intervention plus globale est envisagée sur l'ensemble du périmètre de la ZAC concernant le déploiement de zones de circulation apaisée de types quartiers et zone « 30 ».



En termes de propositions d'aménagement sur le secteur de la ZAC Victor Hugo, le projet de SDIC propose :

- L'aménagement d'une zone « 30 » avec un double sens cyclable le long de la rue Jean-Marin Naudin.
- L'aménagement de pistes cyclables unidirectionnelles intercalées entre le trottoir et le stationnement, et la suppression ou la réduction d'une voie de circulation. L'étude rappelle que cette proposition est à envisager en fonction des aménagements de bus qui seront mis en place avec l'arrivée du métro. Elle préconise aussi l'étude du carrefour pour l'insertion d'un aménagement au niveau de l'intersection avec la rue Jean Marin Naudin. La piste cyclable pourra être transformée en bande cyclable au droit des arrêts de bus.

Au niveau du site d'étude, l'emprise de l'aqueduc de la Vanne sera aménagée pour constituer un corridor biologique. Des transversalités est-ouest seront mises en évidence.



Séquence 3 : carrefour Vache Noire et abords du fort de Montrouge

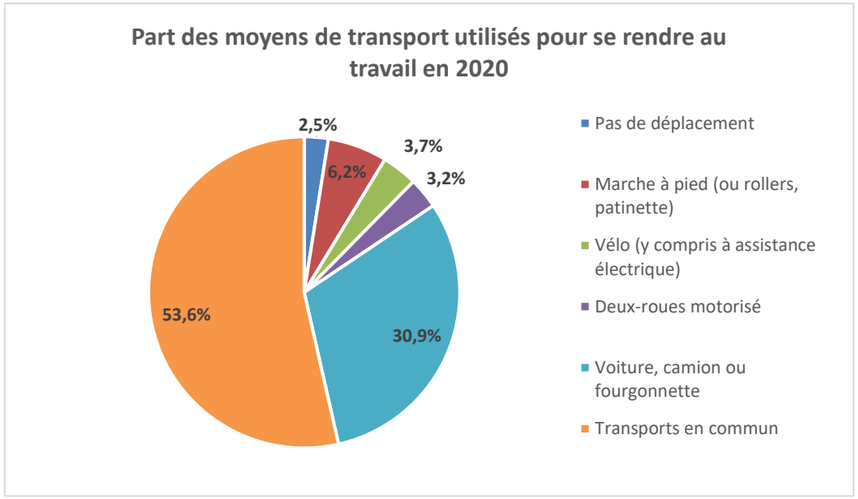
Le schéma d'aménagement comporte un « cahier de recommandations » à l'attention des futurs concepteurs afin de garantir le respect de l'esprit du projet global, et d'éclairer les choix des maîtres d'œuvres. Il précise les matériaux, produits, végétaux ou encore modes d'intervention.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Mobilité des Balnéolais

Pour se rendre au travail, plus de la moitié des habitants actifs utilisent les transports en commun (53,6%). La voiture reste le deuxième mode de transport le plus utilisé avec une part modale de 30,9 %.

Une part significative des actifs (6,2%) se déplace à pied (en grande majorité les actifs travaillant dans la commune). Les choix modaux sont fonction de l'offre de transports et des temps de parcours.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2020 (Source : INSEE – traitement : Synthèse Architecture)

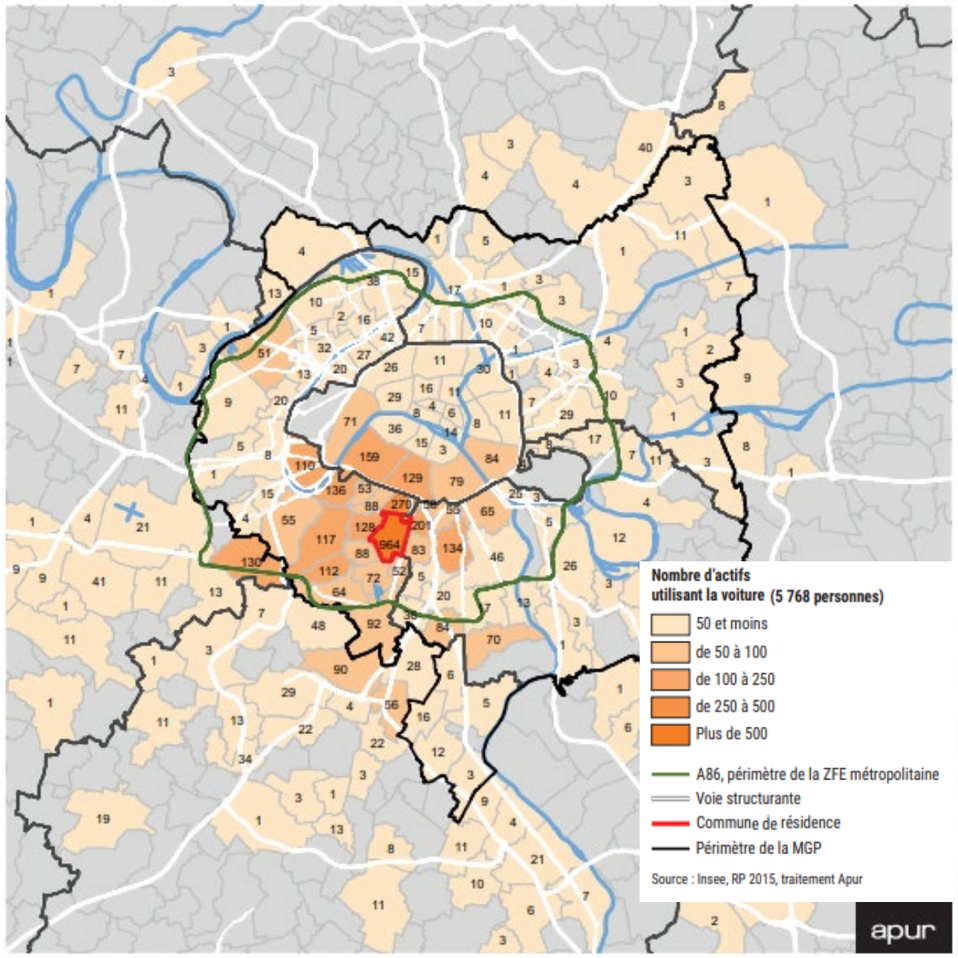
Il est à constater une diminution du nombre de personnes ayant au moins une voiture avec une part de 61,7% des ménages en 2020 contre 66,2% en 2009, et parallèlement une baisse des ménages disposant de 2 voitures ou plus : 13,0% en 2009 contre 11,7% en 2020.

	2009	2014	2020
Au moins un emplacement réservé au stationnement	45,1%	45,6%	48,2%
Au moins une voiture	66,2%	64,4%	61,7%
1 voiture	53,2%	51,9%	50,0%
2 voitures ou plus	13,0%	12,5%	11,7%

Équipement automobile des ménages (Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.)

Selon l'étude « *Portail des mobilités dans le Grand Paris* » de l'APUR de 2022, le taux de motorisation sur la commune de Bagneux est compris entre 0,59 et 0,75. Sur les communes avoisinantes, il est à noter des taux assez comparables.

La distribution des flux domicile-travail dont le choix est porté sur le véhicule est en tache d'huile, c'est-à-dire que le rayon d'influence est assez large et homogène. Bagneux est le principal lieu de travail des actifs de Bagneux. 19 % des actifs y travaillent, soit 3269 personnes. Les deux autres lieux de travail les plus représentés sont Paris 15e (5 % des actifs) et Paris 14e (4 %). Les autres lieux de travail sont les bassins d'emploi à proximité tels que Montrouge et les arrondissements sud parisiens. Paris, tout arrondissement confondu, représente 28 % des destinations de travail.



Carte des lieux de travail des actifs balnéolais allant travailler en voiture (Source : APUR– 2019)

En transports en commun, la distribution correspond à l'offre de transports en commun puissante, à savoir les arrondissements Sud et Ouest de Paris (desservis par le RER B).

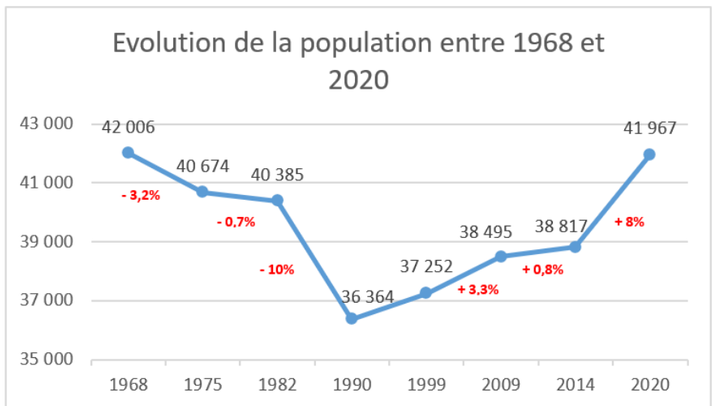
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.3 - Contexte socio-économique de Bagneux

A/ Population

♦ Une population qui augmente depuis les années 90

La Ville de Bagneux compte 41 967 habitants en 2020, soit 3 150 habitants de plus qu'au recensement de 2014 représentant une croissance démographique d'environ 8%. Cette croissance de population permet à la ville de Bagneux de retrouver son poids de population de la fin des années 60.

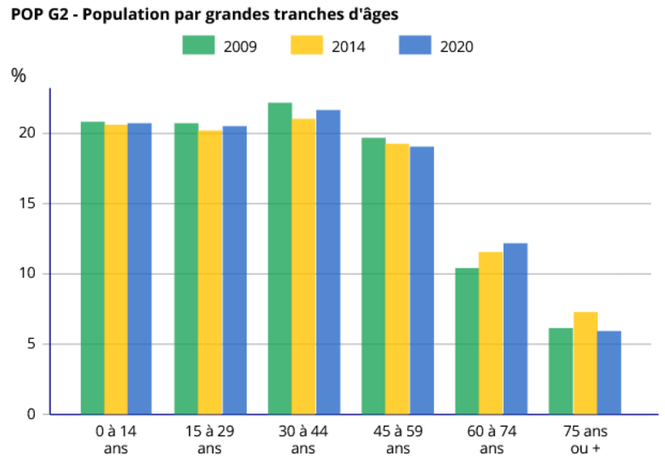


Source : INSEE 2020

La diminution du nombre d'habitants constatée sur la ville de Bagneux entre 1968 et 1990 était principalement due à un solde migratoire très déficitaire. Il est à noter que sur la dernière période intercensitaire, le solde migratoire est devenu positif (0,2 %) ce qui explique une augmentation de la croissance de population.

♦ Une population relativement jeune

La ville de Bagneux compte 41,2% d'habitants de moins de 30 ans et 18,1% de plus de 60 ans. La population est légèrement plus jeune que la moyenne départementale (38,2% de moins de 30 ans et 20,2% de plus de 60 ans).



Source : INSEE RP 2020

♦ Une taille des ménages qui stagne

Avec 17 448 ménages en 2020, la taille des ménages est de 2,36 personnes. Cette taille des ménages est plus importante que la moyenne d'Ile-de-France (2,28) et que celle du Département (2,19).

Néanmoins, elle diminue légèrement car elle était de 2,39 en 1999. Cette baisse est liée aux évolutions de la société : décohabitation (séparation, divorce), hausse de la part des personnes âgées qui vivent souvent seules, etc.

Les compositions familiales de Bagneux se caractérisent en effet par :

- Une part importante de personnes seules (33,9% en 2020) et une augmentation des familles monoparentales (17,1% contre 14,8% en 2014) ;
- Des couples avec enfants en baisse (27,2% contre 28,7% en 2014) ;
- Une augmentation de la proportion de couples sans enfant (18,1% contre 16 ,9% en 2014)

Ainsi, de nouvelles configurations des ménages sont à considérer :

- Une hausse des personnes seules et des familles monoparentales ;
- Une baisse des couples avec enfants.

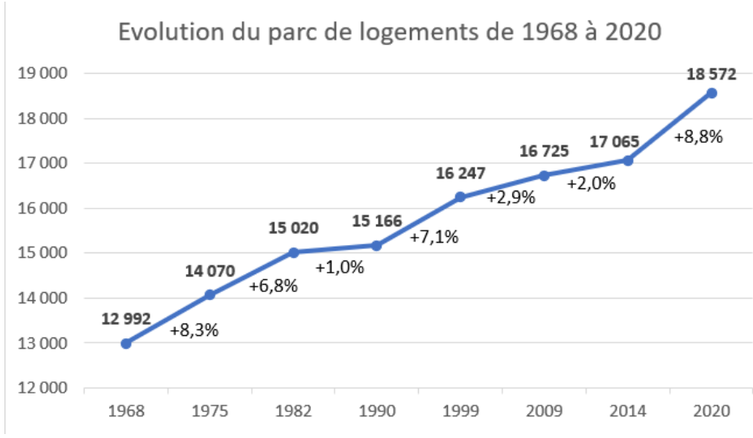
♦ Des ménages avec des niveaux de revenus modestes

En 2021, le revenu disponible médian par unité de consommation sur la ville de Bagneux s'élève à 21 040 €, ce qui est comparativement plus bas que celui des Hauts-de-Seine de 29 720 € et que celui de la moyenne francilienne de 25 210 €. Par ailleurs, près d'un ménage sur 2 n'est pas imposable (45%), contre 29,6% pour la moyenne départementale.

B/ Parc de logements

♦ Une évolution continue et soutenue du parc résidentiel

La ville de Bagneux a connu une croissance de logements entre 1968 et 1982, suivie d'une période d'inflexion expliquant notamment la baisse de population pendant ces périodes. La dernière période intercensitaire illustre en revanche une nouvelle dynamique du parc résidentiel, avec 18 572 logements en 2020.



Source : INSEE RP 2020

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Des logements de taille moyenne

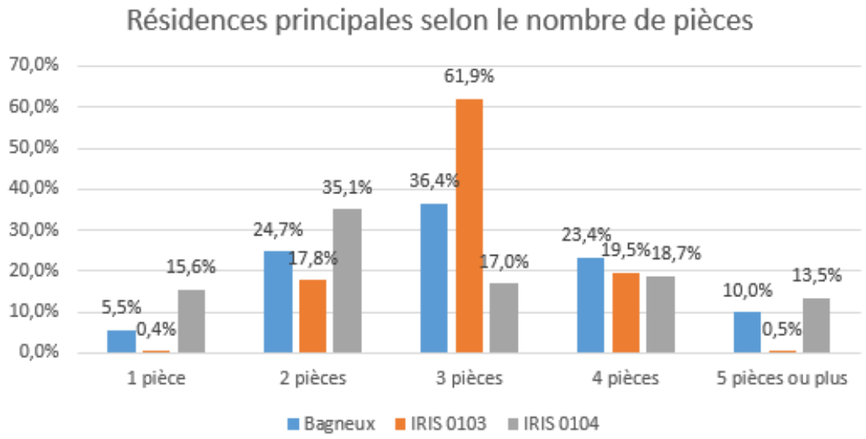
Les appartements sont largement majoritaires sur la ville de Bagneux puisqu'ils représentent 90,1% des logements contre seulement 9,0% de maisons.

Le parc résidentiel est à 84,5% composé de logements de taille moyenne (T2, T3, T4), au détriment des petits logements (T1 : 5,5%) et des très grands logements (5 pièces ou plus : 10%).

A l'échelle de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, les données renseignées logements par l'INSEE correspondent aux IRIS 0103 et 0104. L'IRIS 0104, le plus représentatif du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, comprend 6,4% des logements de la ville.

Sur l'IRIS 104 (le plus représentatif de la ZAC), il est à noter que plus de moitié du parc résidentiel est composé de petits logements T1et T2) et notamment caractérisé par une forte représentation de logements de 2 pièces (35,1% des résidences principales).

Le taux de vacance des logements est inférieur à la moyenne de l'ensemble des IRIS (3,0% pour l'IRIS 0104 contre 4,3% de moyenne). Ce taux n'est pas inquiétant car il correspond à un niveau classique de fluidité du marché.



♦ Une majorité de locataires du social

Selon les données de l'INSEE de 2020, la ville de Bagneux compte 57,4% de locataires du social, 24,4% de propriétaires et 16,6% de locataires du privé.

Le statut d'occupation des logements à Bagneux est très différent de la moyenne départementale. En effet, environ 42,9% des résidences principales des Hauts-de-Seine sont occupées par des propriétaires, et 54,6% sont des locataires, dont 24,5% de locataires du social.

Ce contraste est encore plus fort comparé au secteur de l'IRIS 0104 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, où environ 62 % des résidences principales sont occupées par des locataires du social, près de 21% par des locataires du privé et moins de 16 % par des propriétaires.

C/ Population active et emplois

♦ Population active

En 2020, Bagneux comptait 21 555 actifs, dont 18 237 actifs ayant un emploi.

La ville est marquée par la présence des cadres et professions intellectuelles supérieures (30,0% des actifs), des professions intermédiaires (27,8% des actifs) et des employés (22,7% des actifs). Elle se caractérise par une faible proportion d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise (5,1%).

77,6% des actifs balnéolais travaillent dans le tertiaire, 15,3% dans l'industrie et 7,1% dans la construction.
Parmi les 18 237 actifs ayant un emploi, seulement 16,6% travaillent sur la ville de Bagneux.
Selon le recensement INSEE, Bagneux comptait environ 11 475 emplois sur son territoire en 2020, soit 1 509 emplois en moins par rapport à 2014. Le taux de chômage de 2020 était de 15,4% (- 1,1 point de pourcentage par rapport à 2014).

En 2020 :
- Près de 83,4% des actifs ayant un emploi travaillent en dehors du territoire de Bagneux ;
- 89,6% sont des salariés.

Sur la période 2014-2020, on observe :
- Une augmentation de 9,5 % du nombre d'actifs ;
- Une diminution de 1,7 point de pourcentage du nombre d'actifs ayant un emploi dans la ville ;
- Un taux de chômage en légère diminution (- 1,1 point de pourcentage).

♦ Emplois

Selon le dernier recensement de l'INSEE, **le territoire de Bagneux accueillait 11 475 emplois en 2020,** chiffre en baisse de 17,5% depuis 2009.

	2009	2014	2020
Nombre d'emplois dans la zone	13 921	12 984	11 475
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	17 105	16 567	18 491
Indicateur de concentration d'emploi	81,4	78,4	62,1
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	65,2	64,3	65,5

Source : INSEE 2020

L'indicateur de concentration d'emploi (0,62 en 2020), inférieur à 1, révèle un nombre d'emploi total proposé par le territoire inférieur au nombre d'actif occupés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Tissu économique

♦ Etablissements

La ville de Bagneux dispose fin 2020 de 3 287 établissements, dont 2 588 issus du secteur tertiaire.

	Nombre	%
Ensemble	**3 287**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	119	3,6
Construction	379	11,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 208	36,8
Information et communication	282	8,6
Activités financières et d'assurance	71	2,2
Activités immobilières	96	2,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	645	19,6
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	286	8,7
Autres activités de services	201	6,1

Source : INSEE 2020

La répartition des établissements à Bagneux illustre une surreprésentation des activités de construction au détriment des activités de services, par rapport aux profils des Hauts-de-Seine et de l'Ile-de-France.

♦ Localisation des entreprises et des activités

Les entreprises et les activités occupent environ 8% du territoire communal. La majorité d'entre elles est implantée le long de la RD 920. Les autres secteurs accueillant de nombreuses activités sont la ZAC Garlande (environ 50 entreprises de haute technologie qui représentent près de 650 emplois) et la Zone Industrielle située en bordure des voies SNCF (environ 800 emplois).

♦ Evolution des d'activités

Selon le MOS, il est à noter entre 2012 et 2021 une baisse d'environ 14 hectares de terrains qui accueillaient des activités, ce qui corrobore la baisse de 1 500 emplois enregistrée entre 2014 et 2020.

Avec l'arrivée des deux métros dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, qui permettront de relier la ville de Bagneux à tous les points névralgiques de la région Île-de-France, l'enjeu communal à l'horizon 2030 est de créer 12 000 emplois supplémentaires.

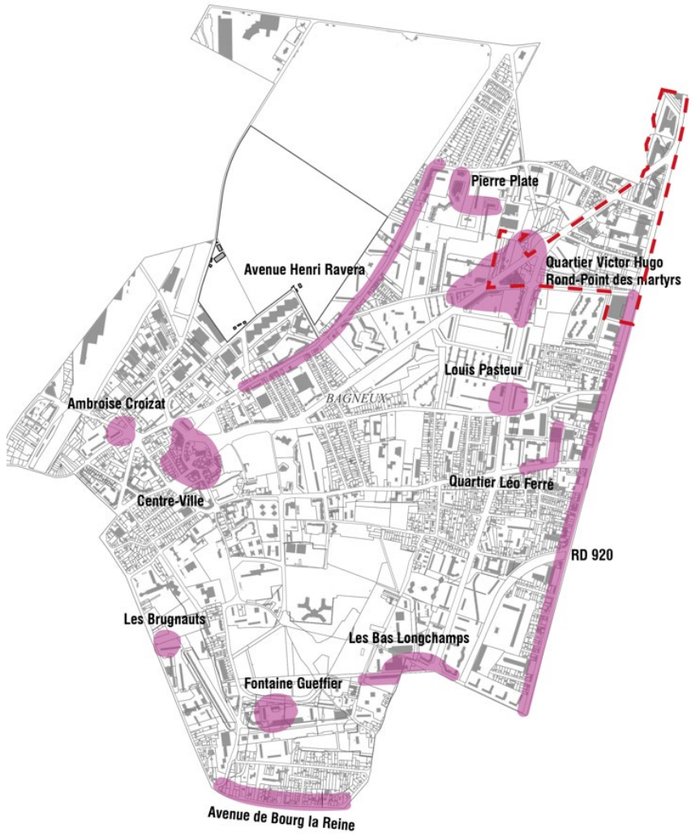
La ZAC Ecoquartier Victor Hugo contribuera à son terme à remplir cet objectif ainsi que l'opération O'Mathurins avec sa programmation de bureaux et de commerces.

Rappelons qu'en 2011, le site d'étude était essentiellement composé d'activités regroupant quelques immeubles de bureaux, de nombreuses emprises faiblement occupées et des activités économiques installées dans des bâtiments parfois vétustes, avec des dépôts ou des commerces plus ou moins précaires. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité, ne permettait pas non plus à donner une image valorisante de l'entrée de ville Nord du territoire communal.

E/ Tissu commercial

La Ville de Bagneux dispose d'un appareil commercial riche et varié de plus de 300 établissements ainsi que de nombreux artisans composé notamment de :

- Métiers de bouche avec des boucheries (8), des boulangeries-pâtisseries (15), une charcuterie -traiteur, des primeurs (3)
- Cafés -bars-Brasserie-Tabac (3)
- Santé-beauté -hygiène : coiffeur (18), optique (4), Pharmacie (10), Cosmétique (10)
- Equipement de la maison et jardin (23)
- Equipement de la personne (7)
- Restauration (54)
- Supermarchés-supérettes-Alimentation générale (20)



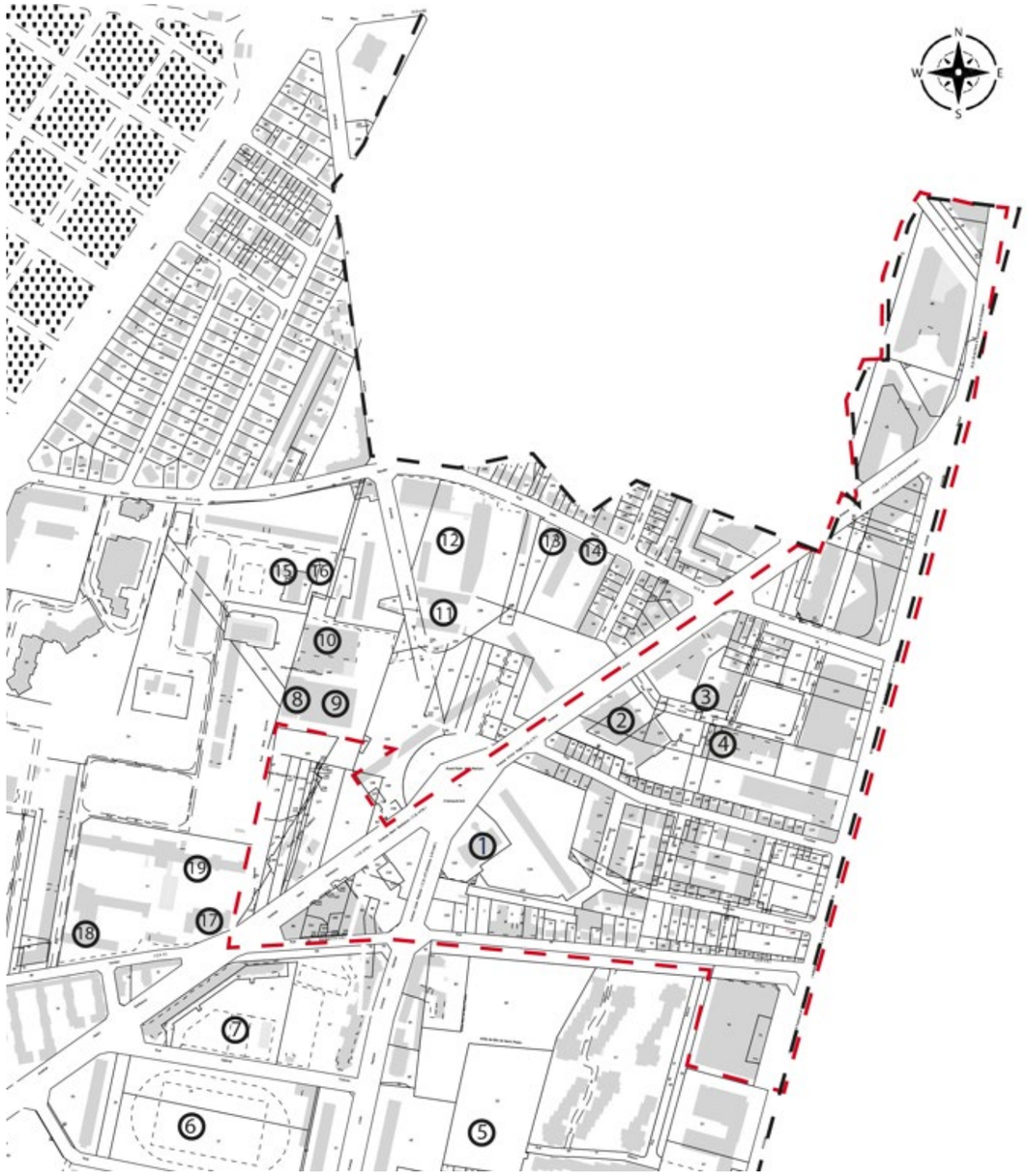
Localisation des principaux pôles commerciaux de Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F/ Equipements publics

Depuis les années 50, la Ville s'est dotée de nombreux équipements publics nécessaires aux besoins de la population. En conséquence, la ville dispose d'un nombre important d'équipements dans de nombreux domaines. Ces équipements sont utilisés au maximum de leurs capacités et satisfont donc de manière générale à la demande de la population.

Equipements à l'échelle du site dans l'environnement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.4 – Documents cadres et contexte réglementaire

A/ Schéma Directeur de la région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E)

Le SDRIF-E, adopté le 11 septembre 2024 par les élus du Conseil Régional, constitue le document de référence pour l'aménagement de l'Île-de-France et la planification stratégique du territoire, afin de garantir un cadre de vie de qualité aux Franciliens à l'horizon 2040.

PRINCIPALES ORIENTATION DU SDRIF-E SUR LA VILLE DE BAGNEUX :

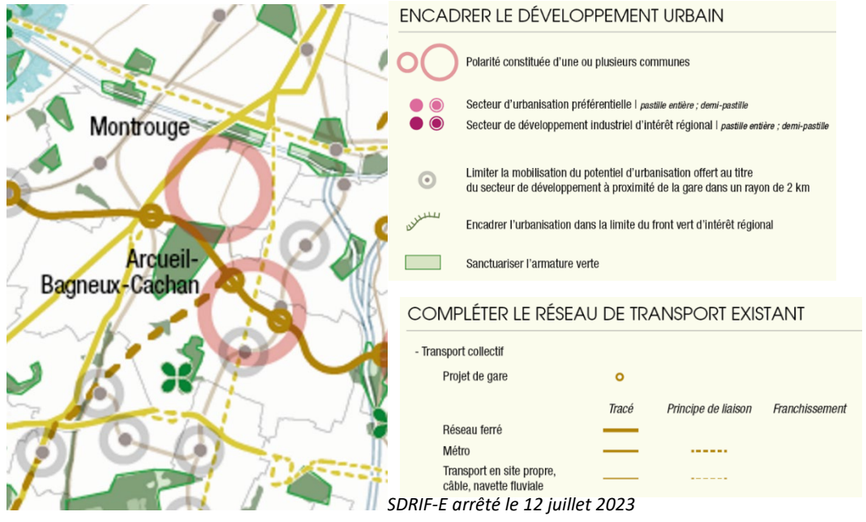
- **Maîtriser et encadrer le développement urbain**

- Objectifs d'accroissement de la densité résidentielle

La ville de Bagneux, avec les villes de Arcueil et de Cachan, constitue une polarité constituée. **Elle est donc concernée par l'orientation régionale (OR 57)** qui vise des objectifs **d'accroissement de la densité résidentielle** en renouvellement urbain, et porte de grands principes pour renforcer les polarités et des zones les mieux desservies d'ici 2040 par les transports en commun.

Pour s'inscrire dans ces principes et atteindre cet objectif régional, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre d'accroître significativement le nombre de logements au sein des espaces urbanisés existants. Ainsi, le nombre de logements au sein des espaces urbanisés de Bagneux à la date d'approbation du SDRIF-E doit progresser en moyenne de 17 % à l'horizon 2040 car la ville de Bagneux est dotée d'une gare.

Pour Bagneux cela représente 18 572 logements (source INSEE 2020) X 17% soit 3 157 logements, soit environ 200 logements par an entre 2025 et 2040.



SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023

Cette carte présente également l'enjeu de compléter le transport existant avec :

- Le projet de ligne 15 du Grand Paris et ses gares
- Un principe de liaison de trans en site propre le long de la RD 920.

- **Placer la nature au cœur du développement régional**

Le territoire de Bagneux est concerné par :

- **L'Orientation Régionale (OR2) de l'armature verte,** où **t**oute nouvelle urbanisation y est exclue, sauf dans le cadre des exceptions prévues dans les espaces agricoles et dans les espaces boisés et les espaces naturels. Ces secteurs concernent plus particulièrement le Cimetière parisien de Bagneux, le parc Richelieu et le parc François Mitterrand).
- **L'Orientation Régionale (OR27) de** créer un espace vert et/ou un espace de loisirs d'intérêt régional au niveau de la rue Pichet
- **L'Orientation Régionale (OR4) de renforcer les** liaisons notamment les départementales (D62,D77A, D77) entre espaces contribuant au maintien et au rétablissement des continuités d'espaces ouverts et pouvant être le support de circulations douces lorsqu'elles sont compatibles avec la fonction écologique ou paysagère de ces liaisons.



SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023

- **Développer l'indépendance productive régionale**

Le territoire de Bagneux est concerné par l'objectif de conforter l'attractivité économique de la région avec l'orientation de requalifier et de moderniser la zone industrielle.

SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023





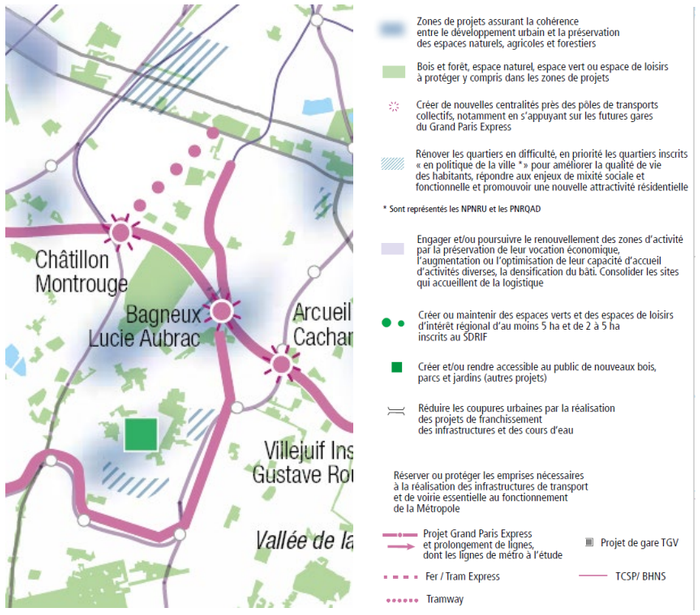
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Paris

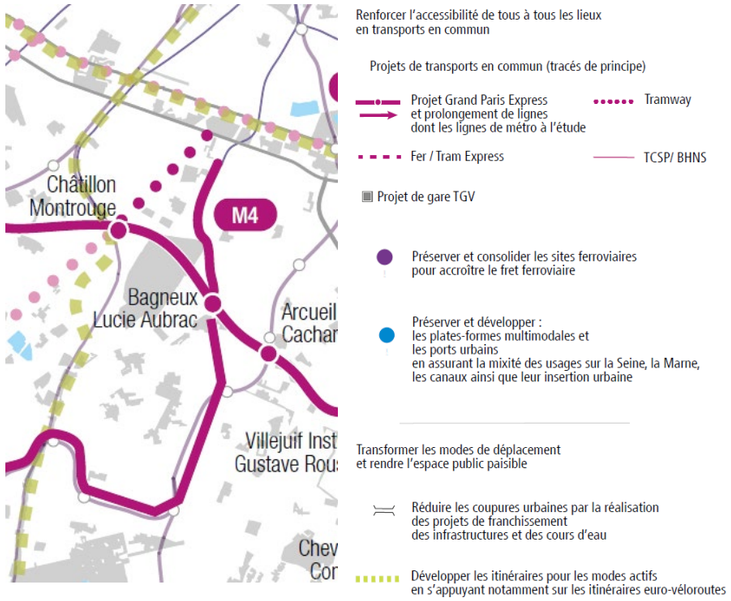
Le 13 juillet 2023, le Conseil de la Métropole du Grand Paris, sous la Présidence de Patrick OLLIER, a approuvé définitivement son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Les objectifs du SCoT sont traduits dans 6 cartes, dont les extraits au niveau de la ville de Bagneux sont présentés ci-dessous.

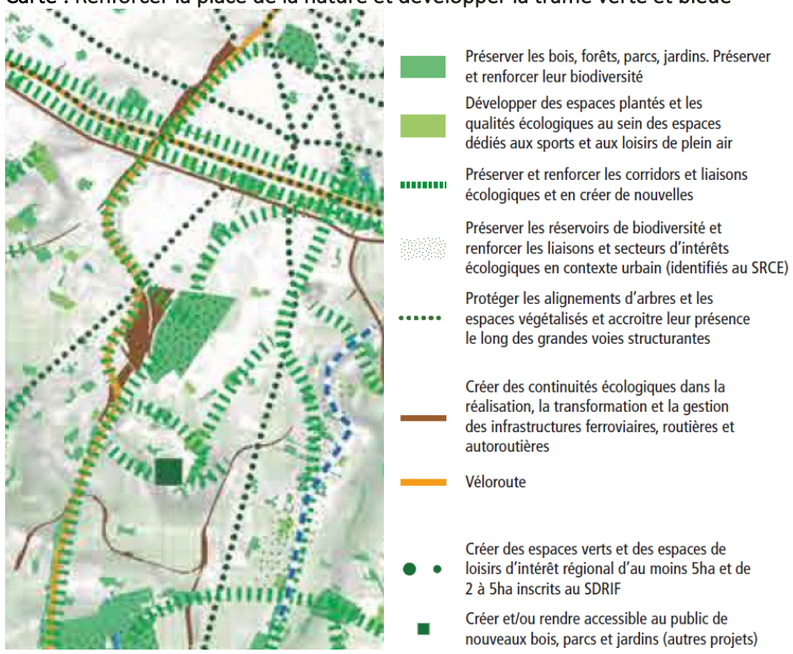
Carte : Veiller à un développement équilibré dans des zones d'intensité urbaines sur le territoire métropolitain



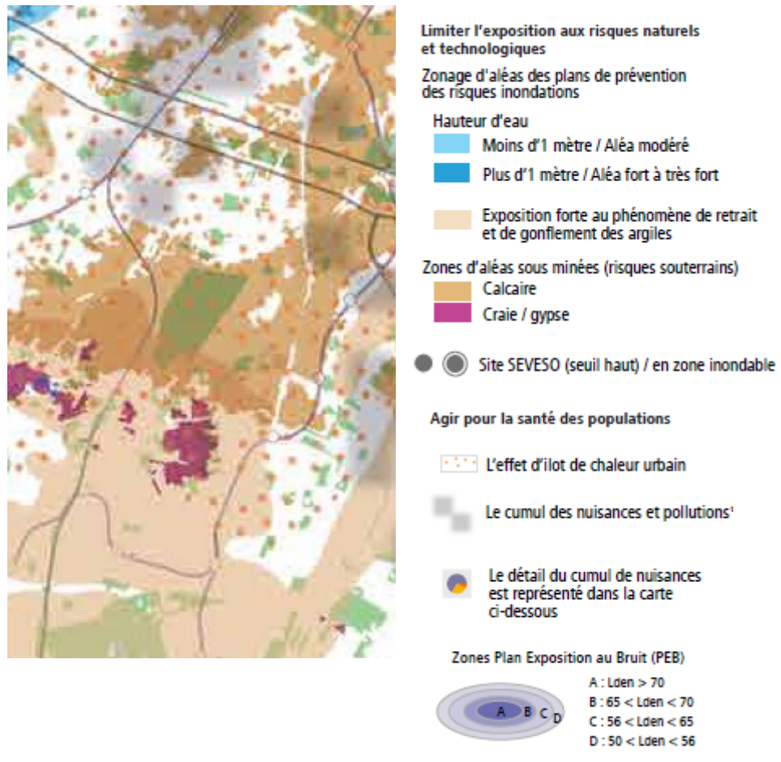
Carte : Tisser des liens entre territoires



Carte : Renforcer la place de la nature et développer la trame verte et bleue



Carte : Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte : Maîtriser Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse de transition énergétique, d'économie circulaire et de réduction des déchets



Pérénniser les installations des grands services urbains existantes, prévoir les emplacements nécessaires à leur extension, à leur adaptation et à leur création

Limiter l'exposition des services indispensables au fonctionnement de la Métropole aux risques d'inondation

- Site SEVESO (seuil haut)
- Site de recyclage des matériaux et principaux centres de retraitements de déchets de chantiers
- Site de récupération d'énergie (incinérateur)
- Datacenter
- Grand service urbain (assainissement, production d'eau potable, déchets, etc.)

- Réseau de chaleur existant
- Ligne à très haute tension
- Projet d'enfouissement de ligne à très haute tension

Zonage d'aléas des plans de prévention des risques inondations
Hauteur d'eau
- Moins d'1 mètre / Aléa modéré
- Plus d'1 mètre / Aléa fort à très fort

Carte : Protéger et mettre en valeur les paysages de la métropole du grand paris



Préserver les grands paysages structurants hérités de la topographie naturelle

- Préserver les vues depuis les bélvédères
- Mettre en valeur les paysages des vallées et des pentes de coteaux

Préserver la qualité des espaces agricoles naturels et forestiers

- Renforer la qualité paysagère des grandes forêts, bois, parcs et jardins et valoriser la présence des grands arbres dans le paysage
- Préserver l'activité agricole et renforcer la qualité des grands paysages ouverts
- Renaturer les cours d'eau et plans d'eau et assurer la continuité des promenades sur leurs berges

Préserver les paysages urbains

- Renforcer la qualité paysagère et architecturale en zone urbaine et périurbaine
- Valoriser les grandes compositions
- Mettre en valeur le paysage des abords des autoroutes et des voies structurantes

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF)

Le Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF) fixe la politique de déplacements des personnes et des marchandises pour l'ensemble des modes de transport sur le territoire régional.
Le PDUIF est actuellement en cours de révision.

Prescriptions concernant le secteur d'études :

- Réserver de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public.

Le ratio de places de stationnement vélo sur l'ensemble des places de stationnement est différent selon les territoires franciliens. Pour le secteur appelé « cœur de métropole », à lequel appartient la ville de Bagneux, le ratio à respecter est de 1 place sur 40. Le PDU indique que les places réservées pour les vélos devront être implantées de préférence à proximité des réseaux de transports en commun et des équipements.

- Normes minimales de surface de stationnement vélo pour l'habitat, les bureaux, les activités et les établissements scolaires.

Cette prescription s'applique sur tout le territoire de Bagneux, y compris dans le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Les normes minimales sont les suivantes :

- Habitat collectif : 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et 1,5 m² par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3 m²
- Bureaux : 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher
- Activités, commerces de plus de 500 m² de SdP, industries et équipements publics : a minima 1 place pour 10 employés, avec aussi un stationnement pour les visiteurs
- Établissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, universités) : 1 place pour 8 à 12 élèves, en adaptant l'offre de stationnement vélo selon le niveau de l'établissement scolaire concerné.

Les valeurs proposées par le PDUIF sont des valeurs minimales. Le PLU peut fixer des valeurs plus contraignantes.

- Par ailleurs des objectifs concrets sont à traduire dans les PLU en termes de stationnement

Pour le logement :
A Bagneux, il est recommandé de ne pas créer plus de 1,85 places de stationnement par logement, (1,23*1.5).
Pour le Logement Locatif Social (LLS), il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Pour les bureaux :
A Bagneux, la norme plancher à moins de 500 mètres d'un point de desserte TC structurante est de 1 place pour 60 m² de surface de plancher (SDP). Au-delà d'un rayon de 500 mètres d'un point de desserte TC structurante la norme plancher est de 1 place pour 50 m² de surface de plancher (SDP).

- Autres actions concernant le secteur d'étude

Le partage de la voirie
Deux voies du secteur de projet figurent dans la carte du réseau routier régional du PDUIF : RD 920 et RD 77.
Il s'agit de deux voies du réseau structurant, supports des déplacements automobiles de moyenne distance, (notamment les déplacements intercommunaux), des lignes de transports collectifs structurantes, des poids lourds pour les parcours finaux, mais aussi des déplacements à pied et à vélo (lorsqu'elle est située en zone urbanisée), présentant donc un fort enjeu de partage de la voirie.

Les transports collectifs
Le PDUIF préconise le développement de l'offre de transports collectifs pour qu'elle réponde à la diversité des besoins de déplacements et à l'augmentation de la demande, un renforcement de la qualité du service et une amélioration des conditions d'intermodalité.

Le prolongement de la ligne 4 du métro et la réalisation ligne 15 du Grand Paris Express ont actuellement réalisé.

En ce qui concerne le réseau de bus, deux lignes de bus desservant le secteur d'étude sont classées dans le réseau Mobilien : la ligne 187 et la ligne 197. Le PDUIF définit des critères de niveau de service pour chaque catégorie de ligne. Ces critères sont à respecter dans le cadre d'une évolution d'une ligne à une catégorie supérieure.

Le futur pôle d'échange de Bagneux à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le PDUIF préconise l'aménagement de tous les pôles d'échanges d'Ile-de-France à l'horizon 2020. Le secteur d'étude est concerné par l'aménagement de deux futures gares.
L'aménagement des pôles d'échanges devra répondre à des objectifs généraux et à des objectifs variables en fonction du type de pôle concerné.

Le réseau cyclable

Dans l'objectif affirmé par le PDUIF de mettre en place un réseau régional structurant d'itinéraires cyclables à horizon 2020, un itinéraire cyclable structurant est projeté dans le secteur d'étude sur l'avenue Aristide Brillant. Il permettrait de relier les Hauts-de-Seine à Paris via une voie douce et d'offrir aux cycles plus de sécurité sur cet axe.

Le stationnement

Le PDUIF définit des préconisations sur la gestion du stationnement sur voirie, différenciés selon les territoires franciliens et selon le contexte urbain (morphologie urbaine, desserte en transports collectifs, type de quartier).

La ville de Bagneux fait partie de la catégorie « cœur de métropole ». Elle est concernée par :

- Le secteur Gare : la règlementation doit viser à orienter le stationnement des usagers des transports collectifs vers les parcs relais.
- Le secteur mixte résidentiel et activités : la règlementation doit viser à favoriser le stationnement des résidents par rapport à celui des actifs.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté du 27 mars 2024

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France a été arrêté par le Conseil régional le 27 mars 2024.

- Les prescriptions du Plan des mobilités

La grande majorité des actions du Plan des mobilités constituent des recommandations.
Toutefois, le plan comporte cinq prescriptions quatre existaient déjà dans le PDUIF 2010-2020 et sont pérennisées, voire renforcées, la cinquième, concernant les axes bus prioritaires, est nouvelle et est créée par le Plan des mobilités en Île-de-France 2030.

- Rappel des prescriptions du PDUIF 2010-2020
  Dans le PDUIF 2010-2020, la quasi-totalité des actions étaient formulées sous la forme de recommandations. Toutefois, il comportait aussi quelques mesures prescriptives s'imposant aux documents d'urbanisme, aux décisions prises par les autorités chargées de la police et de la circulation, aux actes pris au titre du pouvoir de la police du stationnement et aux actes relatifs à la gestion du domaine public routier. Ces mesures concernaient :
- les normes de stationnement automobile plafond pour les bureaux dans les PLU(i),
- les normes de stationnement minimales pour les vélos dans les PLU(i),
- le nombre de places de stationnement vélo à réaliser sur l'espace public (voirie),
- la priorité aux tramways et aux lignes de bus Mobilien dans la gestion des carrefours.

- Une pérennisation et un renforcement de ces prescriptions

Ces prescriptions sont conservées dans le Plan des mobilités et leur ambition accrue. En particulier, le Plan des mobilités :

- renforce, par rapport au PDUIF, les normes plafond de stationnement automobile pour les bureaux dans les PLU(i), en particulier pour le cœur de l'Île-de-France, en cohérence avec l'évolution de la desserte transports collectifs, notamment la mise en service à venir du Grand Paris Express (voir ACTION 9.3 « Réguler l'offre de stationnement automobile dans le domaine privé »),
- fixe des normes de stationnement vélo dans les PLU(i) plus exigeantes que celles du PDUIF, notamment pour les logements et les bureaux, mais cohérentes avec celles du Code de la construction et de l'habitation (voir ACTION 4.2 « Accroître et sécuriser l'offre de stationnement »),
- définit un ratio minimal de places de stationnement vélo par rapport au nombre de places de stationnement automobile existantes sur le domaine public plus ambitieux que celui du PDUIF, en particulier pour Paris et ses communes limitrophes, à hauteur de 2 places vélo pour 1 place voiture sur voirie (voir ACTION 4.2 « Accroître et sécuriser l'offre de stationnement »).

La prescription visant à assurer la priorité aux tramways et aux bus à haut niveau de service (BHNS) dans la gestion des carrefours est conservée à l'identique par rapport au PDUIF (voir ACTION 1.3 « Développer les réseaux de surface et en améliorer la performance »).

- Une nouvelle prescription en faveur des axes bus prioritaires
  Par rapport au PDUIF, une nouvelle prescription est ajoutée concernant les axes bus prioritaires (voir ACTION 1.3 « Développer les réseaux de surface et en améliorer la performance »). Sur les axes de voirie empruntés par plus de 300 bus par jour, deux sens confondus, la réalisation d'aménagements de voirie doit intégrer la résorption des points durs de circulation bus identifiés sur l'axe concerné. En outre, sur ces axes, les gestionnaires de voirie assurent la priorité des lignes de bus aux carrefours.

➔ **Des objectifs concrets à traduire dans les PLU en termes de stationnement**

Pour le logement :

.
A Bagneux, il est recommandé de ne pas exiger plus d'une place par logement.

Pour les bureaux :

Pour Bagneux, il est exigé de respecter les normes plafond ci-dessous :

- **1 place pour 60 m² de surface de plancher (SDP), à moins de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**
- **1 place pour 50m² de surface de plancher (SDP), à plus de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**

Pour les commerces :

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté recommande que les PLU fixent des normes plafond pour le stationnement automobile dans les nouveaux centres ou zones de commerces et/ou de loisirs à savoir pour Bagneux

- **1 place pour 70 m² de surface de plancher (SDP), à moins de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**
- **1 place pour 55 m² de surface de plancher (SDP), à plus de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**

Pour les aires de livraisons :

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté recommande de retenir a minima les normes suivantes :

- Pour les commerces : une aire de livraison pour 1 000 m² de surface de vente et stockage. Cette aire doit permettre l'accueil d'un véhicule de 2,60 m de large, d'au moins 6 m de long et 4,20 m de haut, y compris le débattement de ses portes et d'un hayon élévateur. En outre, elle doit disposer d'une zone de manutention (de l'ordre de 10 m²). Ces dimensions pourraient être diminuées sur justification.
- Pour les bureaux et activités ainsi que pour les équipements publics : une aire de livraison de 100 m² pour 6 000 m² de surface de plancher.

  Il est également possible d'inscrire dans les OAP sectorielles des objectifs de surfaces d'aires de livraison au sein de l'espace public en fonction des surfaces commerciales prévues

Pour le stationnement vélo privé :
Les normes du Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté sont minimales, il appartiendra aux collectivités de s'investir plus avant en faveur du vélo en proposant des normes plus contraignantes, qui exigent la réalisation de davantage de places.

- Habitat collectif : 1 place par logement par logement jusqu'à deux pièces principales et 2 places par logement à partir de trois pièces principales
- Bureau : 1 place pour 90 m² de surface de plancher.
- Artisanat et commerce de 500 m² et plus de surface de plancher : 1 place
- Industrie : 1 place pour 400 m² de surface de plancher
- Entrepôt : 1 place pour 1 000 m² de surface de plancher

Pour les équipements recevant du public, neufs ou rénovés, et équipés d'un parc de stationnement automobile : 15 % de l'effectif maximal total déclaré, public et personnel confondu

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Plan Local d'Urbanisme (PLU)

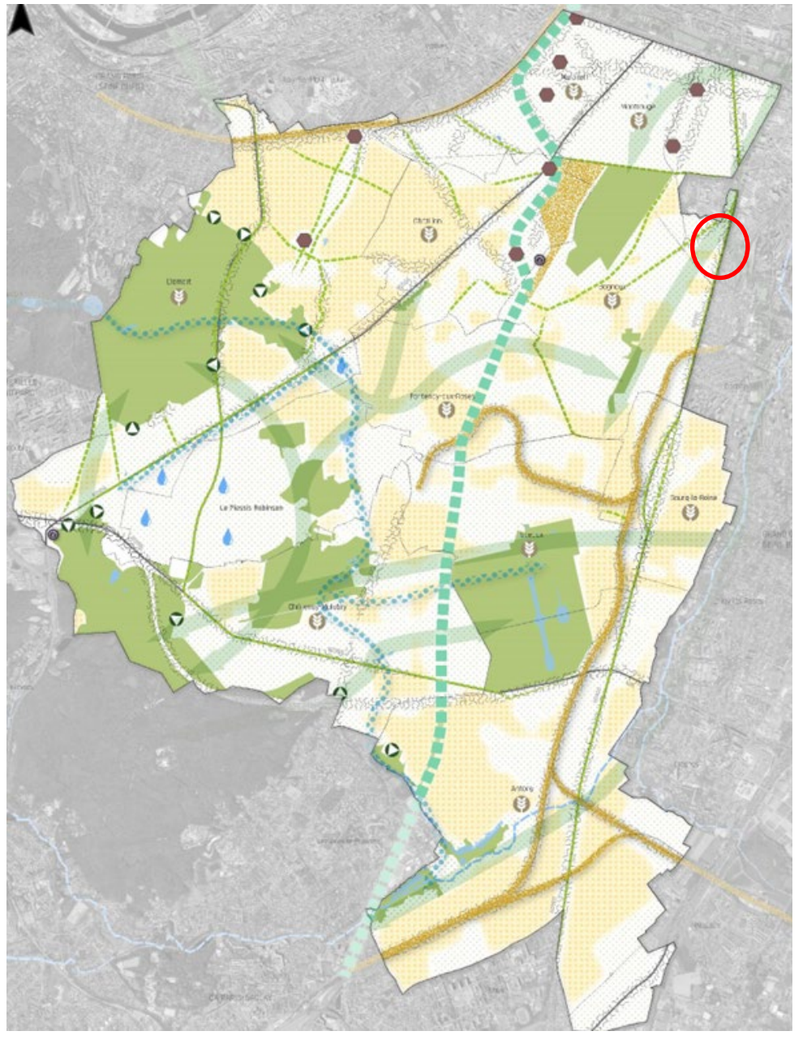
Le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'EPT Vallée Sud Grand Paris a été approuvé par le Conseil de Territoire le 11 décembre 2024.

♦ PADD (Projet d'aménagement et de Développement Durables)

Il se décline en 2 axes :

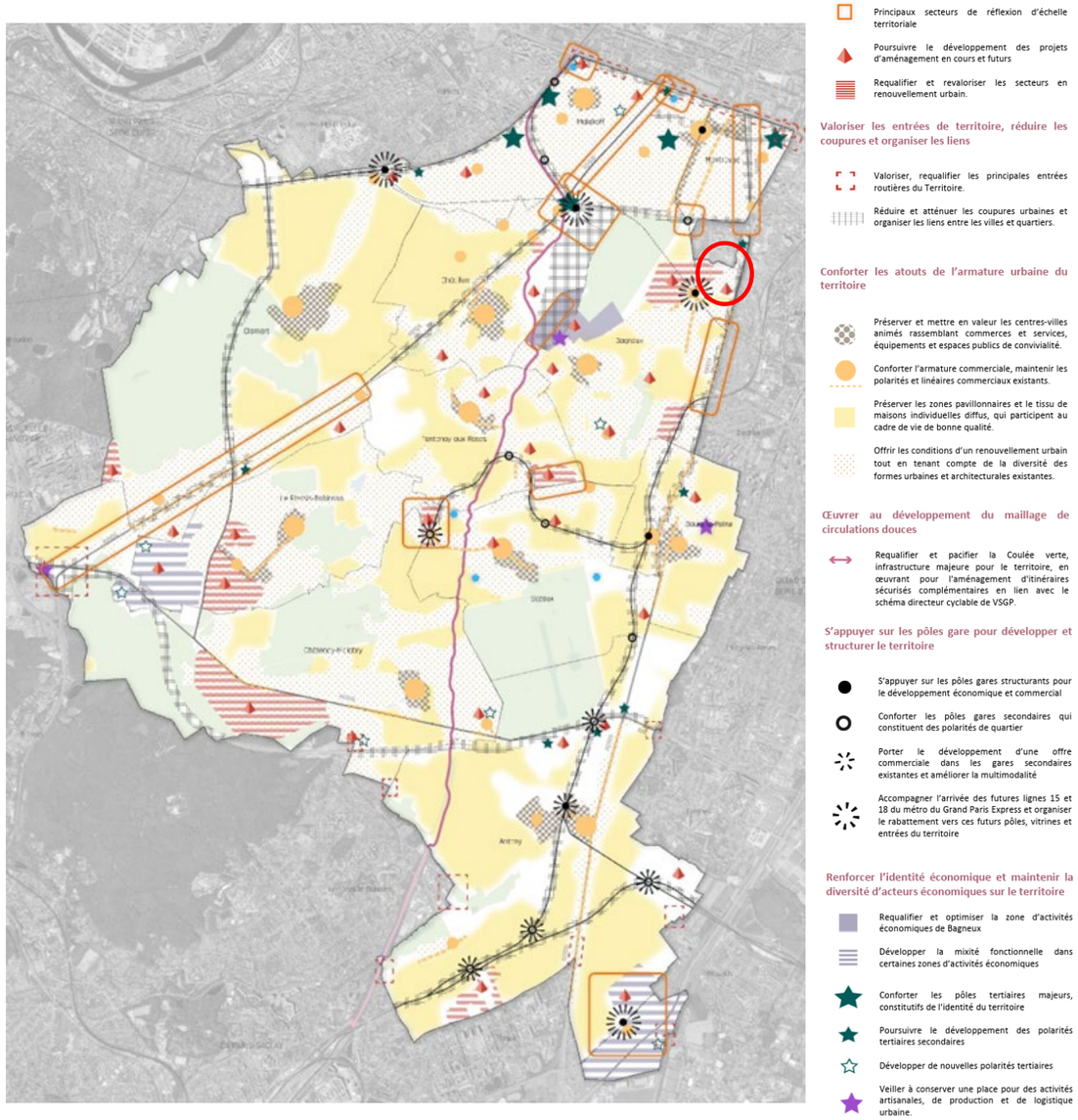
- AXE 1 : VALLEE SUD – GRAND PARIS, UN TERRITOIRE DURABLE, ACTEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Le site de projet est identifié par les orientations suivantes :
- Veiller à végétaliser et désimperméabiliser les espaces supports de lien entre les parcs et espaces verts
- Favoriser la renaturation d'axes structurants du territoire
- Adapter les manières de végétaliser la ville selon les spécificités de chaque secteur
- Agir sur les nuisances sonores



- AXE 2 : VALLEE SUD – GRAND PARIS, UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET ACCUEILLANT POUR VIVRE, ETUDIER ET TRAVAILLER

Le site de projet est identifié par les orientations suivantes :
- Poursuivre le développement des projets d'aménagements en cours et futurs.
- Requalifier et revaloriser les secteurs en renouvellement urbain.
- Offrir toutes les conditions d'un renouvellement urbain tout en tenant compte de la diversité des formes urbaines et architecturales existantes.
- S'appuyer sur les pôles gares structurants pour le développement économique et commercial.
- Accompagner l'arrivée des futures ligne 15 et 18 du métro du GPE et organiser le rabattement vers ces futurs pôles, vitrines et entrées du territoire.
- Poursuivre le développement des polarités tertiaires secondaires.

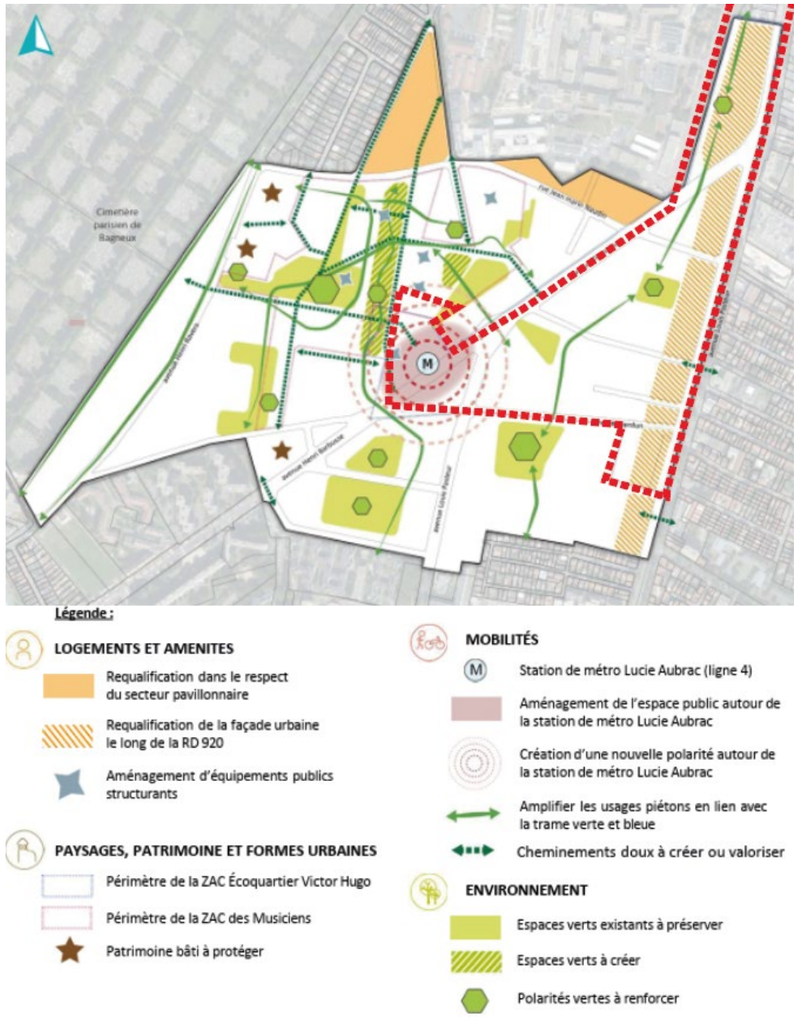


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation)

❖ OAP Quartier Nord

Le périmètre de l'OAP du Quartier Nord englobe la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le PRUS de la Pierre Plate et, sur ses franges, les cités du Prunier-Hardy, de la tannerie, le stade cosson et une partie de l'avenue Henri Ravera.



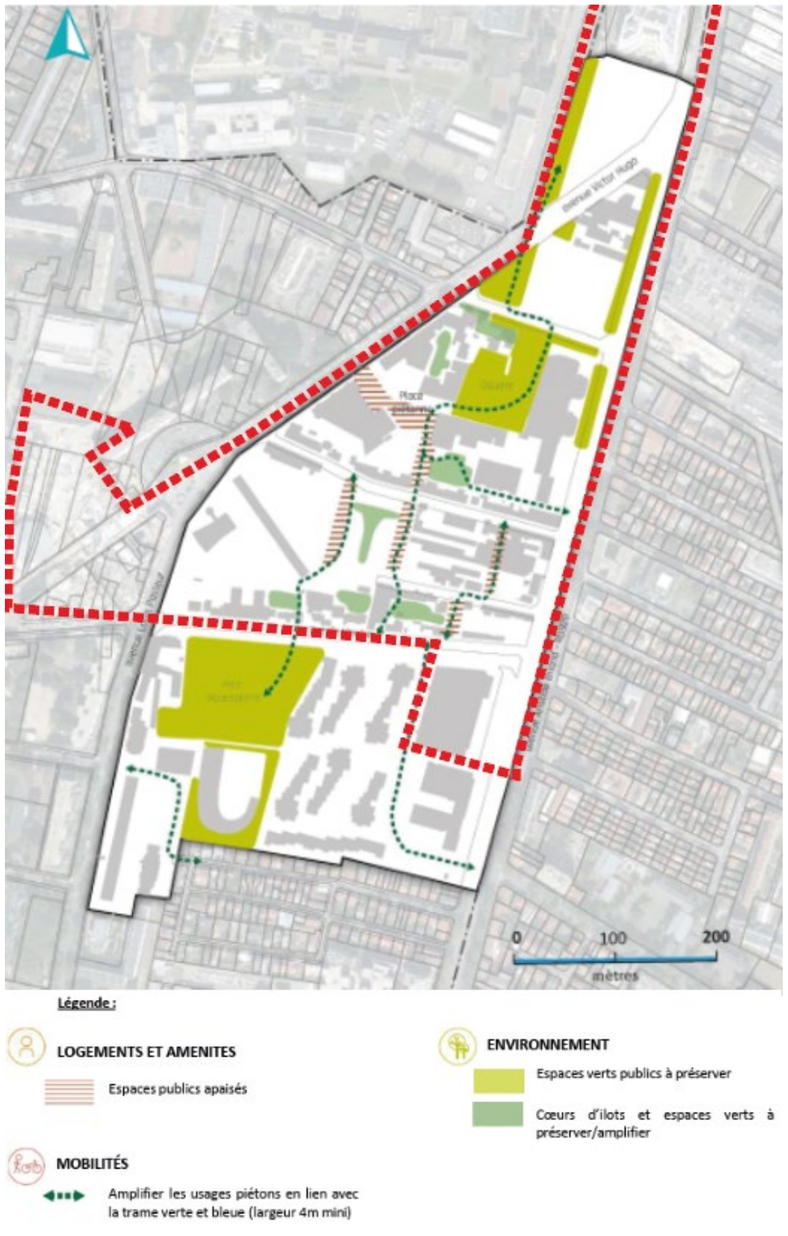
Plus spécifiquement sur la ZAC Ecoquartier Victor Hugo les orientations sont :

- Requalification de la façade urbaine le long de la RD920
- Création d'une nouvelle polarité autour de la station de métro Lucie Aubrac
- Aménagement de l'espace public autour de la station de métro Lucie Aubrac
- Polarités vertes à renforcer
- Espaces verts existants à préserver
- Amplifier les usages piétons en lien avec la TVB
- Cheminement doux à créer ou valoriser

❖ OAP Quartier Nord – Secteur Ecoquartier Victor Hugo

Cette OAP détaille les orientations sur le secteur Victor Hugo. Sur la ZAC Les orientations sont :

- Des espaces verts existants à préserver
- Des cœurs d'ilots et espaces verts à préserver / amplifier
- Des espaces publics apaisés
- Amplifier les usages piétons en lien avec la TVB (largeur de 4m mini)



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Zonage et règlement

L'occupation du sol sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier est régie par 4 zonages correspondant chacun à des fonctions urbaines spécifiques :

Secteur U3b et U3b& : Il s'agit de secteurs mixtes, situés généralement en transition entre les centralités et les quartiers pavillonnaires ou secteurs mixtes moins denses du territoire.

Secteurs UPBa2c et UPBa2d : Il s'agit d'un secteur de projet de renouvellement urbain. L'indice « Ba » correspond à la commune de Bagneux et le « 2 » correspond au quartier nord.

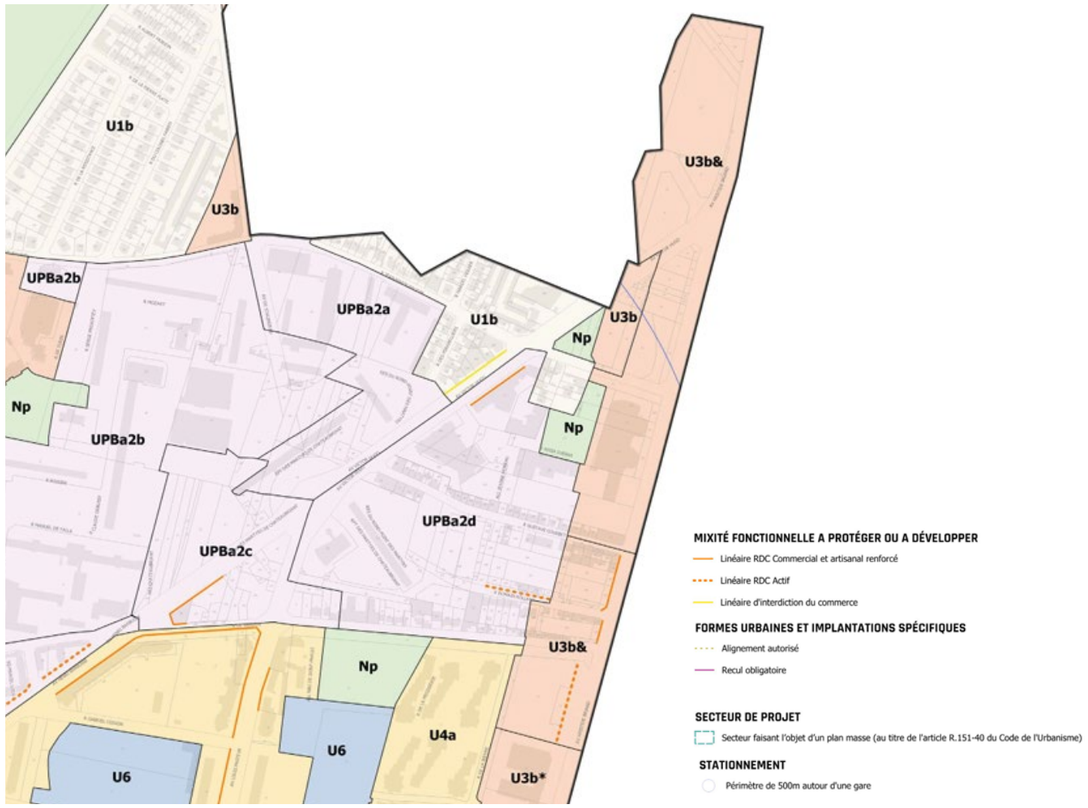
Zone Np : il s'agit d'un secteur naturel.

Secteur U1b : Il s'agit d'un secteur de préservation du tissu pavillonnaire.

La ZAC Ecoquartier au plan de zonage est également concernée :

- Des linéaires rez-de-chaussée commercial et artisanal renforcé le long de l'avenue Aristide Briand et de l'avenue Victor Hugo ;

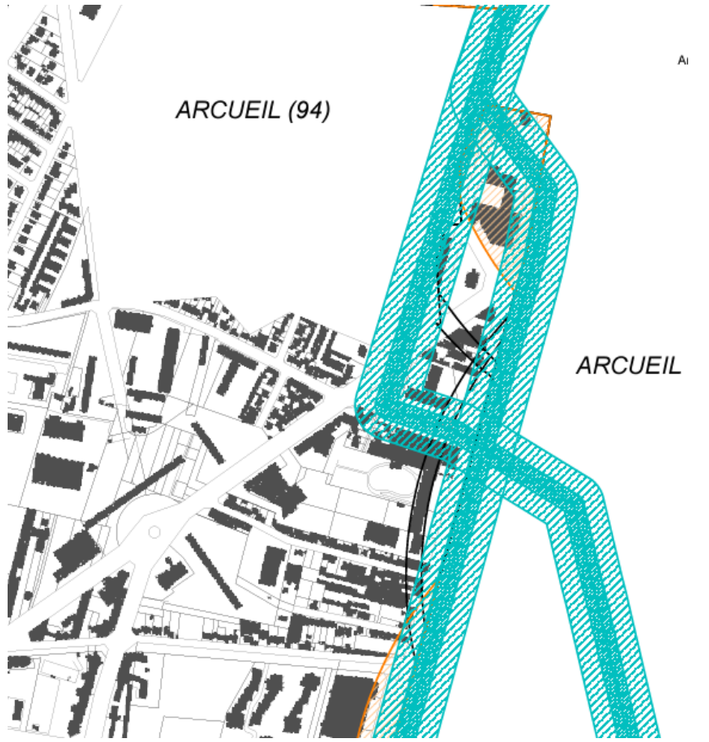
- Des linéaires rez-de-chaussée actif le long de l'avenue Aristide Briand et de la rue Romain Rolland



F/ Servitudes d'Utilité Publique

Le site est concerné par 3 servitudes :

- Périmètres de protection des monuments historique
- Périmètre de prévention des risques liés aux anciennes carrières
- Zone de protection des deux aqueducs de dérivation des eaux de la Vanne et du Loing



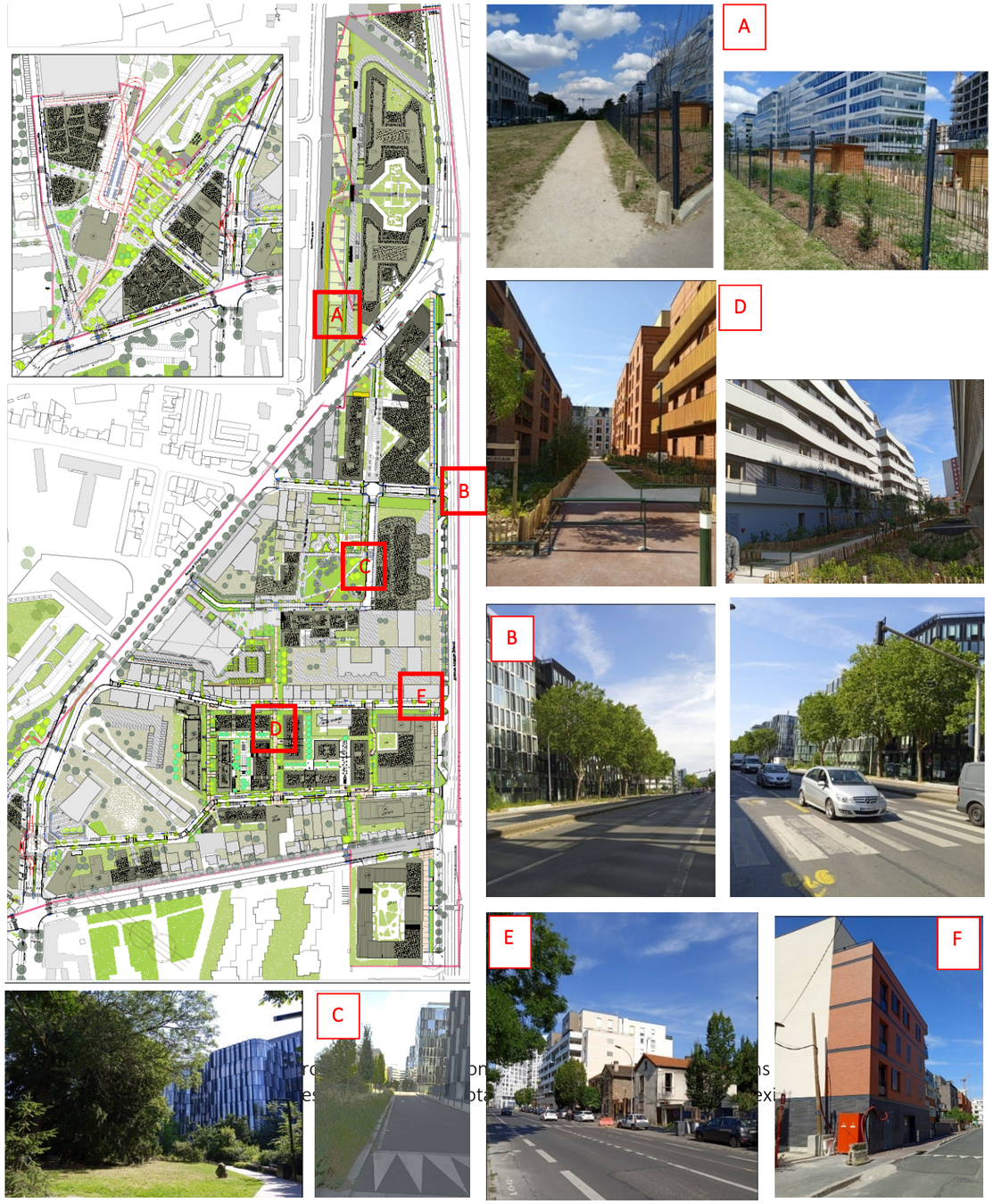
Source : PLU de Bagneux

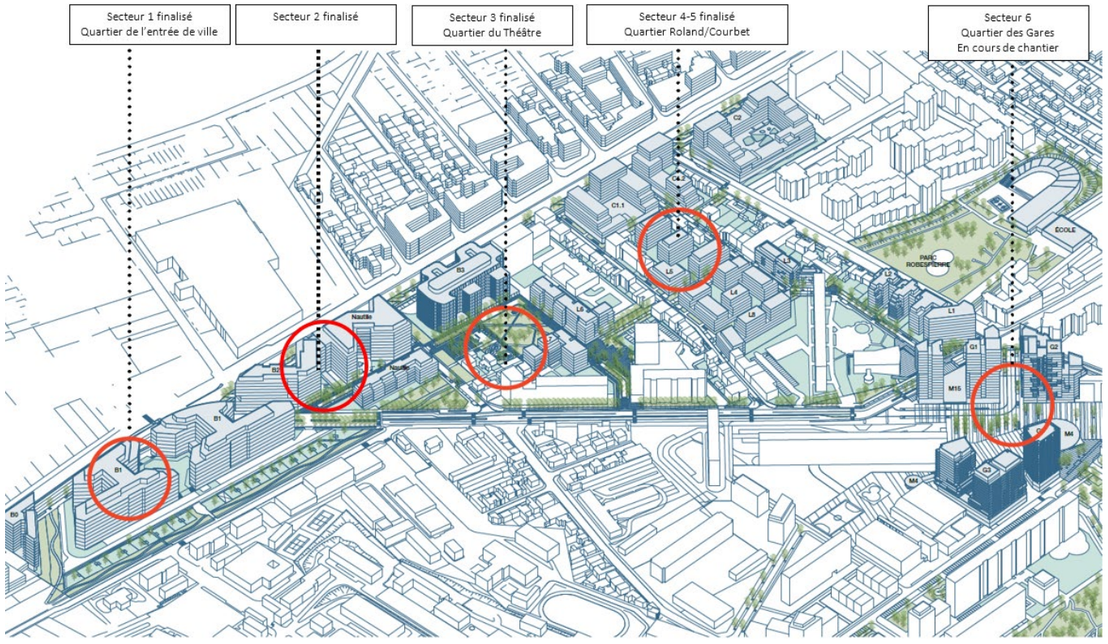
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III. DESCRIPTION DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PROJET

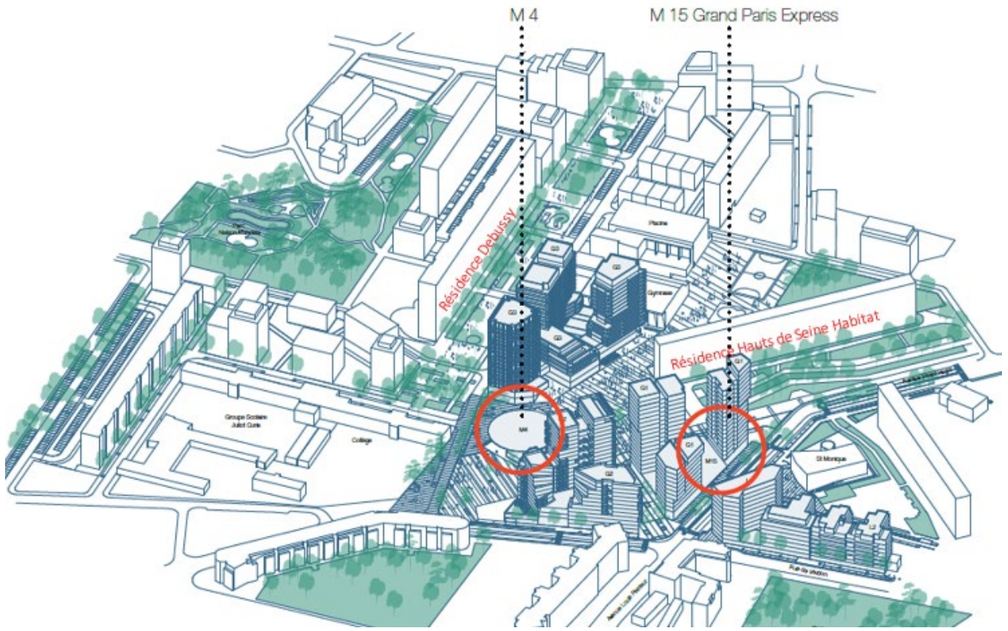
III.1 – Paysage et patrimoine

A/ Paysage du site de projet en 2024





Cette axonométrie réalisée au niveau de la place des deux gares permet de donner un aperçu des dimensions de l'îlot G 3 et des distances notamment dans son environnement Nord (barres de logement et le gymnase Henri Wallon).



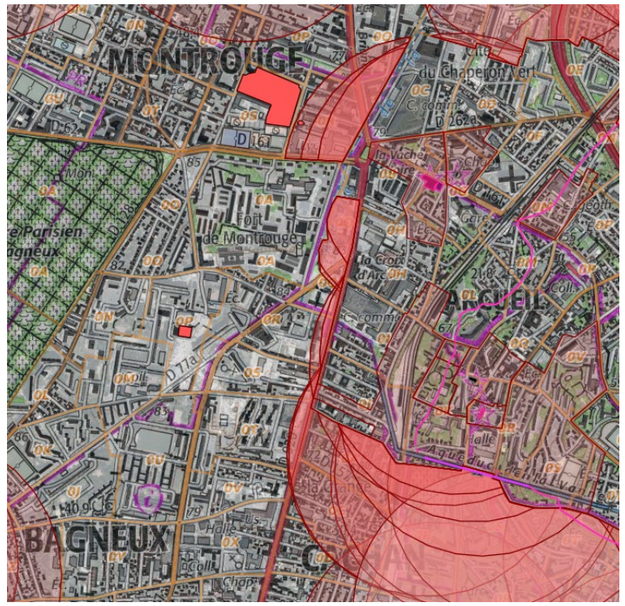
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Patrimoine culturel et archéologique

♦ Sites classés et inscrits

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas concerné par un site inscrit ou un site classé.

♦ Monuments Historiques Classés et Inscrits



Monuments historiques Classés et Inscrits (Source : Atlas des Patrimoines)

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concerné par des périmètres de protection de Monuments Historiques.

♦ Patrimoine recensé à l'Inventaire général du patrimoine culturel

Dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, deux ensembles bâtis sont recensés à l'Inventaire général du patrimoine culturel.

- **L'immeuble de Bureaux dit « Etablissements Martin » :** Le bâtiment est situé au 13 rue Gustave Courbet. La construction date de 1937, elle a été réalisée par l'architecte Raymond Lacombe. L'élément est par ailleurs identifiable par sa cheminée, qui constitue un véritable repère urbain à l'échelle du quartier. Le gros œuvre est en brique/béton et la couverture en tuile plate mécanique. La façade ordonnancée est percée de larges ouvertures pour faire parvenir la lumière à l'intérieur de l'édifice. L'intérêt architectural de la construction et son caractère d'unicité en font un patrimoine intéressant du XX^{ème} siècle.

- **Les maisons en série de la tannerie Sueur :** La série de 5 maisons accolées est située aux numéros 137, 139, 141, 143 et 145 de l'avenue de Verdun. La tannerie Sueur détruite dans le 3ème quart du XX^{ème} siècle occupait un vaste terrain, avenue de Verdun dont il ne reste que ces 5 maisons en série qui se différencient par le décor de la façade datant du 1er quart du XX^{ème} siècle.





♦ Autre patrimoine remarquable protégé au PLU

Dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, deux ensembles bâtis sont recensés à l'Inventaire général du patrimoine culturel.

- **L'Eglise Sainte-Monique :** Achevée en 1963, l'église Sainte-Monique propose une architecture atypique, la combinaison d'une forme allongée et de l'usage de la brique blanche lui donnant une silhouette de paquebot. La façade principale est ornée de vitraux réalisés par l'artiste verrier Le Chevallier, récemment restauré, tout comme l'intérieur de l'édifice.

- **Deux bâtiments de rapport** au 17-19 rue Romain Rolland





♦ Patrimoine archéologique

Il n'existe pas de servitude liée à un patrimoine archéologique sur l'ensemble du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Par ailleurs et d'après les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, le site de la ZAC n'est pas répertorié comme site à forte valeur archéologique.

Aucun chantier archéologique en cours ou terminé n'a été organisé sur la commune selon le site de l'INRAP.

Toutefois, il conviendra au maître d'ouvrage des travaux de rappeler la nécessité d'informer le Directeur régional des affaires culturelles/ service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux conformément aux dispositions du code du patrimoine, article R.531-8 à R.531-10.

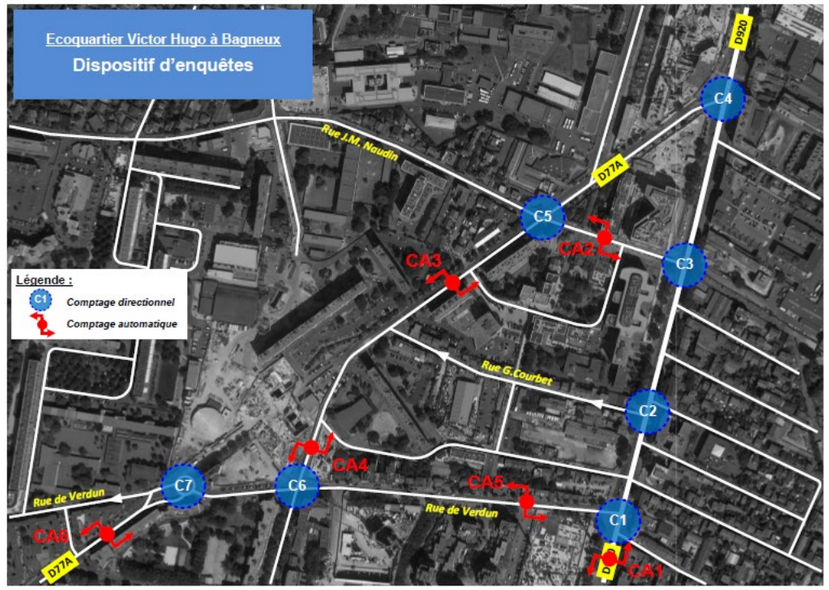
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.2 - Conditions de circulation sur le secteur en 2022

Une étude de trafic a été réalisée par le cabinet CDVIA afin d'analyser les effets du programme global du trafic de la ZAC de l'écoquartier Victor Hugo et notamment l'impact des lots à bâtir (L1, G1 et G3 à proximité de la station de métro 4 Bagneux - Lucie Aubrac), en termes de distribution des flux sur les voiries, afin de s'assurer que le réseau est en capacité d'absorber les flux supplémentaires y compris ceux des projets alentours.

La campagne de comptages routiers a été réalisée du 9 au 15 mars 2022 avec :

- Des comptages directionnels ont été réalisés le mardi 15 mars 2022 entre 7h00 et 10h00, puis entre 16h30 et 19h30 à l'aide de mâts.
- Des comptages automatiques ont également été réalisés à l'aide de radars pendant une semaine complète, du 9 au 15 mars 2022.

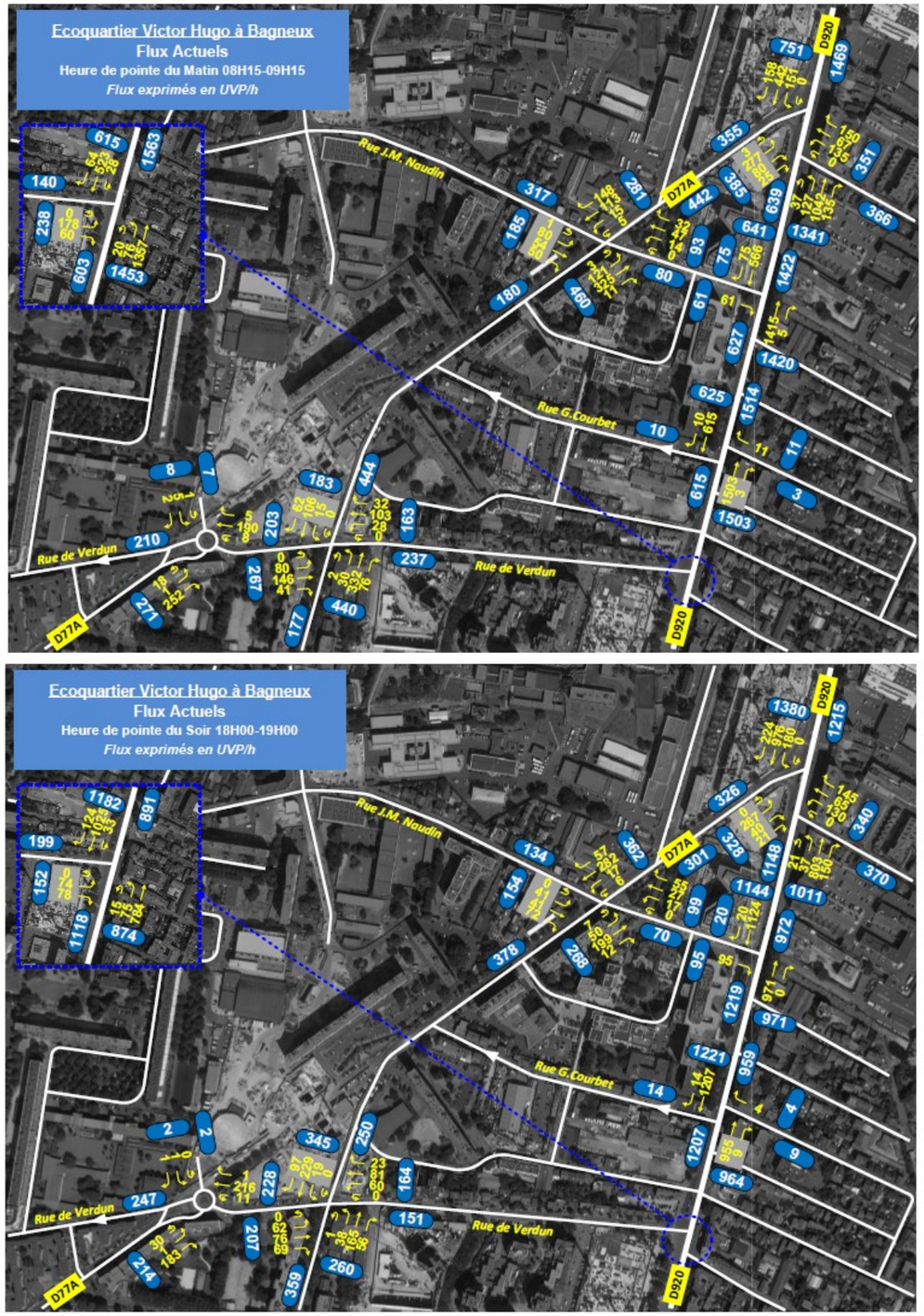


♦ Flux aux Heures de Pointe

A l'heure de pointe du matin (8h15-9h15), la circulation est dense sur la RD920 avenue Aristide Briand, notamment dans le sens Sud → Nord avec plus de 1500 uvp/h sur la section la plus chargée. Dans l'autre sens, les flux sont plus faibles avec 750 uvp/h au Nord du carrefour avec la RD77A avenue Victor Hugo et de l'ordre de 600 uvp/h au Sud de ce carrefour.
Sur la RD77A, parallèle à la RD920, le sens de la pointe le matin est le même, avec de l'ordre de 400 uvp/h dans le sens Sud → Nord à l'approche du carrefour avec la RD920, contre moins de 200 uvp/h à l'approche du carrefour avec la rue de Verdun dans l'autre sens.
Les volumes de trafic sur la rue Jean Marin Naudin à l'Est de la RD77A et la rue Gustave Courbet (voies internes au futur écoquartier) sont plus modestes, avec moins de 200 uvp/h 2 sens confondus sur la première, et seulement une dizaine de véhicules / heure sur la seconde.

A l'heure de pointe du soir (18h00-19h00), le sens de la pointe est inversé sur la RD920 avenue Aristide Briand (flux pendulaires). Il est recensé ainsi près de 1400 uvp/h à l'approche du carrefour avec la RD77A dans le sens Nord → Sud.
Dans l'autre sens, les flux restent soutenus avec plus de 1200 uvp/h en direction du carrefour de la Vache Noire plus au Nord.

Sur la RD77A à l'approche du carrefour avec la rue de Verdun, il est recensé de l'ordre de 350 uvp/h dans le sens Nord → Sud et 250 uvp/h dans l'autre sens.
Les volumes de trafic sur les voies internes au futur écoquartier sont similaires à ceux observés le matin.

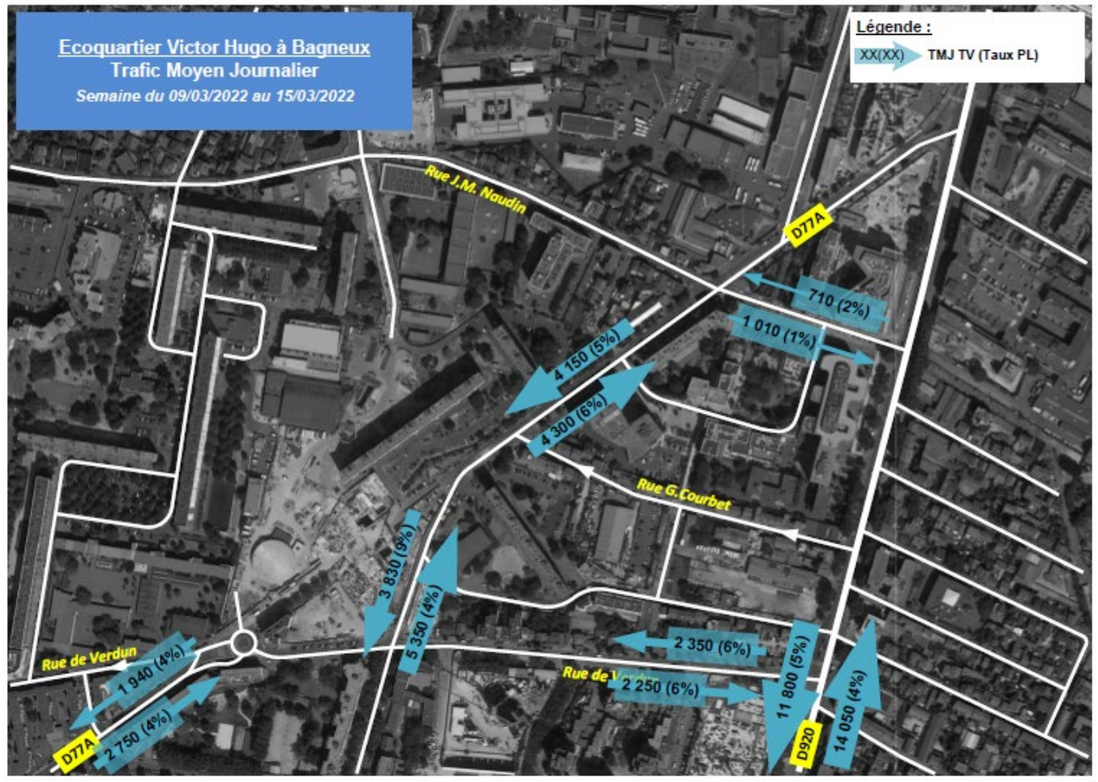


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Trafics moyens journaliers

Les compteurs automatiques mis en place permettent d'obtenir les Trafics Moyens Journaliers (TMJ) sur les voies enquêtées.

Il est recensé ainsi en moyenne :
- **14 050 véhicules / jour** sur la RD920 au Sud de la rue de Verdun dans le sens Sud → Nord, et **11 800 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **710 véhicules / jour** sur la rue Jean Marin Naudin dans le sens Est → Ouest, et **1 010 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **4 300 véhicules / jour** sur la RD77A avenue Victor Hugo dans le sens Sud → Nord, et **4 150 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **5 350 véhicules / jour** sur l'avenue Louis Pasteur au Nord de la rue de Verdun dans le sens Sud → Nord, et **3 830 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **2 350 véhicules / jour** sur la rue de Verdun dans le sens Est → Ouest, et **2 250 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **1 940 véhicules / jour** sur la RD77A avenue Henri Barbusse dans le sens Est → Ouest, et **2 750 véhicules / jour** dans l'autre sens,



♦ Analyse de fonctionnement des carrefours

Suivant le type de carrefour, les calculs des réserves de capacité des carrefours aux heures de pointe du matin et du soir ont été réalisé.

❖ CARREFOUR A FEUX C1 : RD920 / RUE DE VERDUN

La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

❖ CARREFOUR C2 : RD920 / RUE GUSTAVE COURBET

La rue Gustave Courbet étant en sens unique depuis la RD920, il n'y a aucun conflit entre les véhicules au droit de ce carrefour.

❖ CARREFOUR C3 : RD920 / RUE JEAN MARIN NAUDIN

L'ensemble des réserves de capacité des entrées du carrefour est supérieur à 20%, ce qui assure un écoulement fluide des véhicules aux heures de pointe.
Cela est conforme aux observations effectuées sur site.

Toutefois, les mouvements de tourne-à-gauche depuis la RD920 vers l'avenue Victor Hugo et surtout vers la rue Berthollet doivent se stocker dans le carrefour et disposent de peu de temps pour s'écouler entre les deux phases principales. Ainsi, il arrive que le feu passe au vert sur la rue Berthollet alors que la totalité des véhicules provenant de la RD920 Nord à destination de la rue Berthollet ne s'est pas encore écoulée.

Enfin, il convient de vérifier la capacité des Sas sur la RD920 à accueillir les flux tournant à gauche depuis l'avenue Victor Hugo et la rue Berthollet. En effet, ces flux se retrouvent devant un feu rouge au droit des Sas au cours de la phase 2. En moyenne par cycle, les flux amenés à se stocker dans les Sas sont les suivants :
- 7 véhicules le matin et 7 le soir dans le Sas Victor Hugo
- 4 véhicules le matin et 4 le soir dans le Sas Berthollet

Ces valeurs sont compatibles avec la capacité des Sas (jusqu'à environ 18 véhicules dans le Sas Victor Hugo et 6 véhicules dans le Sas Berthollet).

❖ CARREFOUR A FEUX C5 : RD77A / RUE JEAN MARIN NAUDIN

La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

❖ CARREFOUR A FEUX C6 : AVENUE LOUIS PASTEUR / RUE DE VERDUN

La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

❖ GIRATOIRE C7 : AVENUE HENRI BARBUSSE / RUE DE VERDUN

La configuration actuelle du carrefour permet largement de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.3 – Climat

La station météorologique de référence utilisée pour l'étude du climat est celle de Paris-Montsouris, située à environ 5 kilomètres au nord du secteur d'étude.

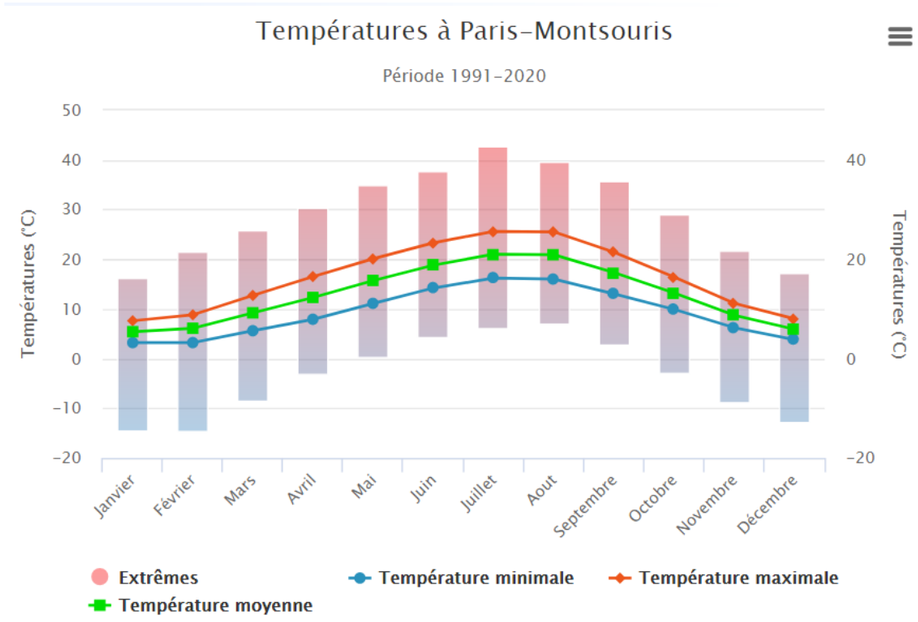
Le climat francilien est de type océanique. Il est caractérisé par un été chaud et sec, un automne pluvieux, un hiver marqué mais doux, et un printemps pluvieux. La situation géographique de la région Ile-de-France, peu éloignée de l'Océan Atlantique et positionnée au creux du Bassin Parisien, explique en grande partie ces données climatiques.

La normale, utilisée comme comparaison par la suite, désigne les moyennes calculées généralement entre 1991-2020.

A/ Températures

D'après les relevés effectués à la station météorologique de Paris-Montsouris entre 1991 et 2020, le mois de janvier apparait comme le mois le plus froid avec une température moyenne de 5,4°C. Juillet et août représentent les mois les plus chauds de l'année avec des températures moyennes respectives de 21,0°C et 20,9°C.

Les températures sont plutôt douces en moyenne, avec des écarts moyens entre l'été et l'hiver de l'ordre de 15°C. Certaines données climatiques peuvent être localement modifiées en raison de la proximité de la Seine et de l'apparition de phénomènes climatiques exceptionnels.



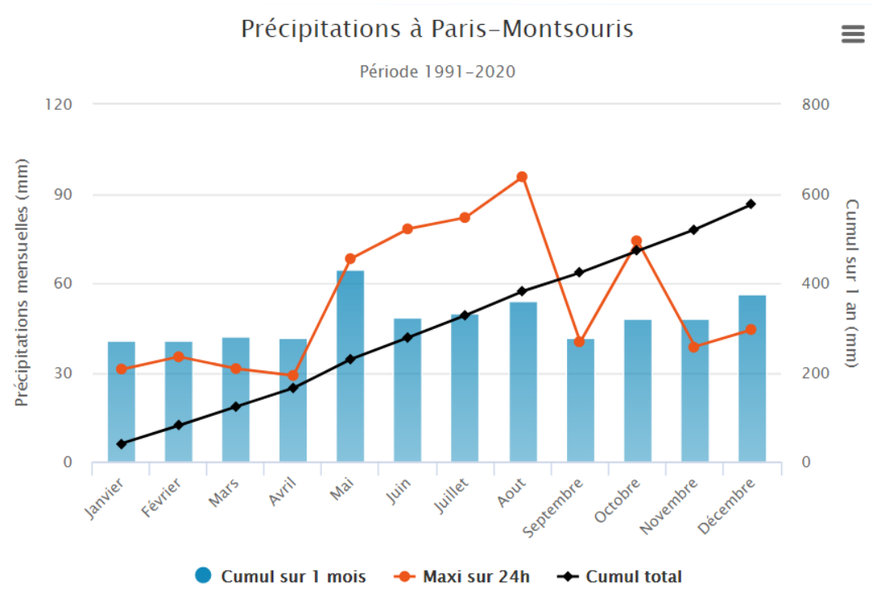
Températures moyennes mensuelles à Paris-Montsouris (d'après les données Météo-France/DRIC)

A Paris-Montsouris, la température moyenne annuelle s'élevait à 12,9°C sur la période 1991-2020. Sur la période 1991-2020 à Paris-Montsouris, ont été enregistrés 17 jours de forte chaleur au cours desquels la température maximale a atteint ou dépassé 30°C., entre juin et septembre

B/ Précipitations

Sur la période 1991-2020, 576,4 mm de cumul moyen de hauteurs de précipitations ont été relevés à la station Paris-Montsouris. Les mois de mai, août et décembre ont montré des excédents de précipitation importants, avec des cumuls moyens qui s'élève respectivement à 64,4 mm, 54 mm et 56,4 mm par rapport à la moyenne qui s'élève à 48 mm (576,4 / 12).

A l'inverse, les mois de janvier, février, mars, avril et septembre ont été les plus secs avec des cumuls mensuels entre 40 et 42 mm. Les mois de mai à août connaissent les plus forts cumuls sur 24h avec un cumul maximum en août de 95,7 mm en 24h. A contrario, les mois de janvier à avril ont connu les plus faibles cumuls sur 24h avec des valeurs comprises entre 29 mm et 36 mm en 24h.



C/ Ensoleillement

Sur la période 1991-2010, la durée d'ensoleillement moyenne annuelle enregistrée à la station Paris-Montsouris est d'environ 1708 heures. Les mois les plus ensoleillés sont juillet et août avec plus de 200 heures d'ensoleillement, contre une moyenne mensuelle de 142 heures. Les mois les moins ensoleillés sont décembre et janvier avec respectivement 60,4 et 51,5 heures d'ensoleillement.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, une analyse sur l'ensoleillement a été réalisée pour prendre en compte les futures constructions au droit de la place des Métros, afin d'analyser l'impact des nouveaux immeubles sur les bâtiments environnants.

Les conclusions de l'étude « ensoleillement » sont présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Vent (aéraulique)

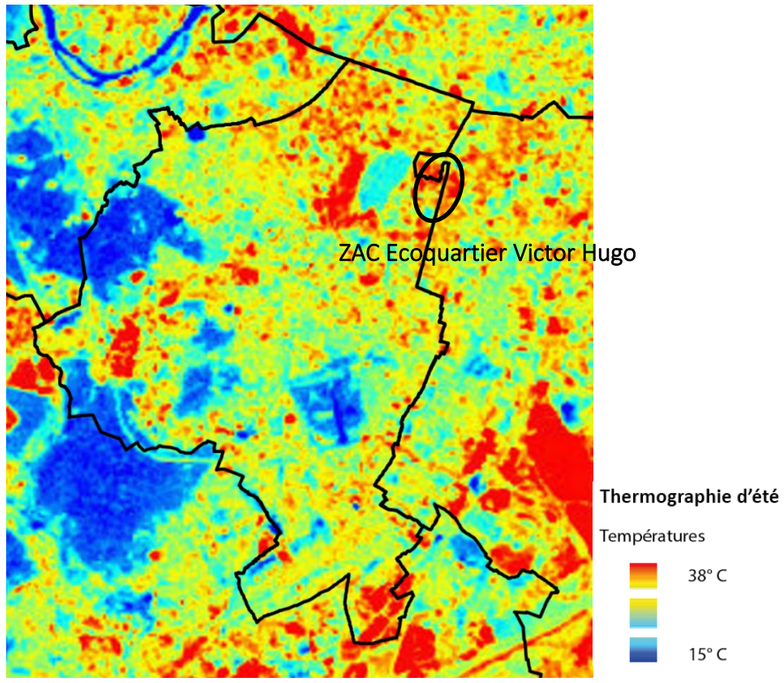
Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, une analyse du confort aéraulique au droit de la place des Métros a été réalisée en 2020 (voir annexe n°7). Selon cette étude, et dans l'ensemble, les vitesses de vent sont la plupart du temps modérées : elles dépassent 8 m/s durant 5.9% du temps seulement.

Sur la base de ces constats (direction du vent et vitesse), des modalisations ont été réalisées prenant en compte les futures constructions au droit de la place des Métros, afin de définir la sensibilité au vent des futurs usagers/habitants du secteur et notamment le seuil de gêne susceptible d'être accru par la réalisation des trois ilots (G2, G3 et G1) c'est-à-dire la vitesse limite au-delà de laquelle un individu ressent une sensation d'inconfort lors de l'usage de l'espace.

Les modélisations et conclusions de l'étude de ventement sont présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

E/ Ilot de chaleur

Le phénomène d'îlot de chaleur est présent sur le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.



Thermographie d'été Source : APUR, 2020)

Une étude et des modélisations « îlots de chaleur urbains » ICU ont été réalisées au niveau des projets autour de la place des Métros, afin de constater les espaces exposés à un effet d'élévation de la température des espaces extérieurs et d'éviter, réduire ou compenser l'effet îlot de chaleur qu'ils sont est susceptibles d'amplifier.

Les modélisations et conclusions de cette étude présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

III.4 – Risques majeurs

A/ Risques naturels

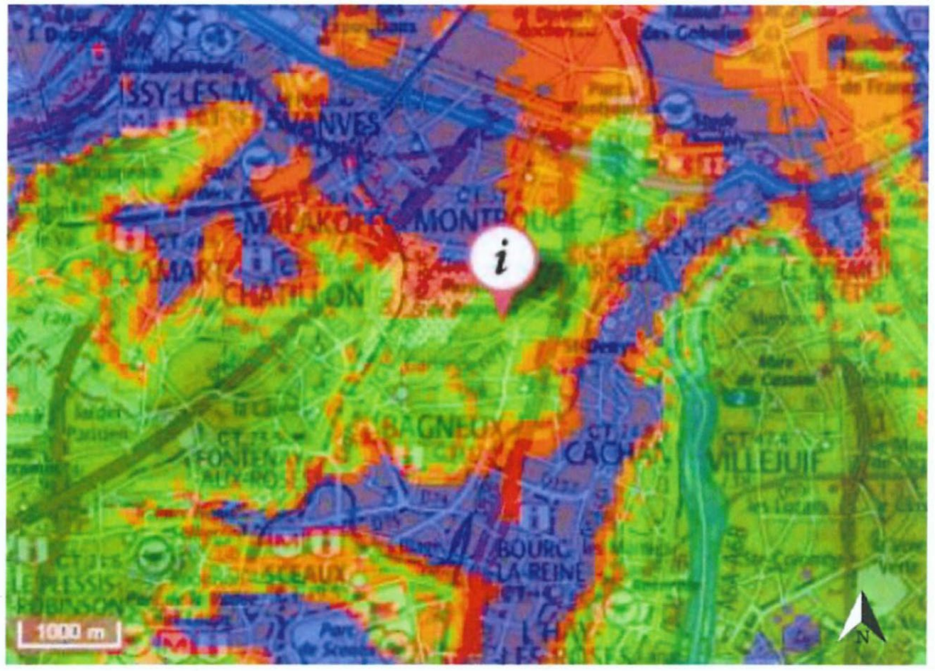
♦ Risque d'inondation

❖ Par remontée de cours d'eau

La ville de Bagneux et la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne sont pas concernées par ce risque.

❖ Par phénomène de remontée de nappe

Localisation du risque inondation par remontée de nappes au droit de la ZAC



La sensibilité à l'inondation par remontée de nappes phréatiques a été jugée de très faible à faible.

♦ Risque sismique

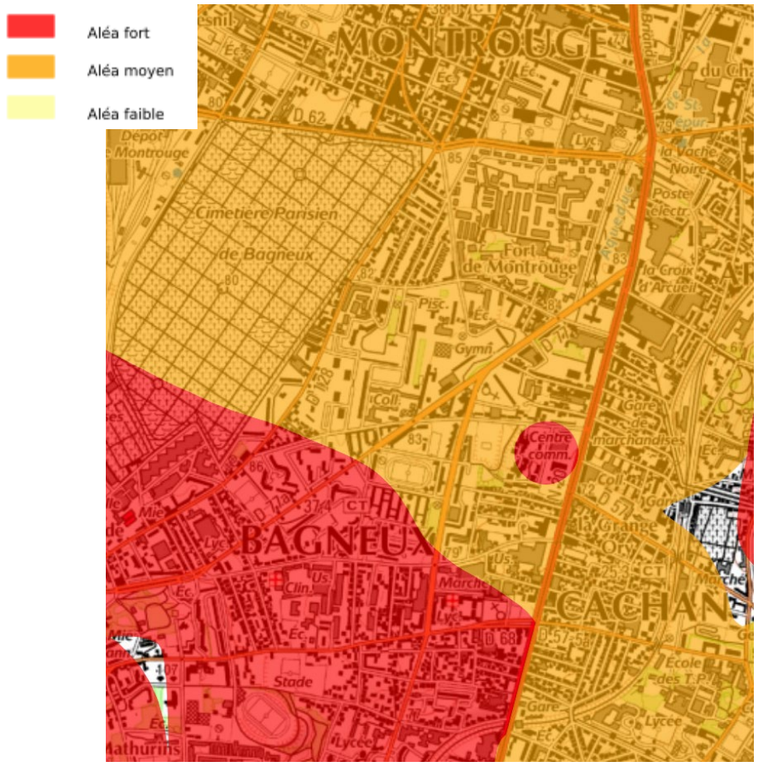
La ville de Bagneux est située en aléa très faible concernant le risque sismique.

♦ Aléa retrait-gonflement des argiles

D'après la carte relative à l'aléa « retrait-gonflement » des argiles du BRGM, l'ensemble du secteur de projet la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est répertorié dans la zone d'aléa moyen, hormis le lot du centre commercial en aléa fort.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le territoire communal a également fait l'objet de 3 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle de type « mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols » en 2006.



Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM)

- Carrières

La ville de Bagneux est concernée par des risques liés à la présence d'anciennes carrières.

Un périmètre de risque, défini au titre de l'article R 111-3 du code de l'urbanisme en 1985 et valant PPR depuis la loi Barnier de 1995, est arrêté sur Bagneux.
Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entièrement compris dans ce périmètre.

Afin de limiter les risques d'accidents, l'Inspection Générale des Carrières peut formuler des prescriptions techniques concernant les fondations du bâtiment et/ou la consolidation du terrain qui est appelé à supporter le projet ou même émettre un avis défavorable pouvant ainsi entraîner un refus de d'autorisation de construire. Cependant, la définition, le dimensionnement et la réalisation des travaux de mise en sécurité restent de la responsabilité du maître d'ouvrage et des entreprises qu'il a mandatées.

Les études géotechniques déjà réalisés sur plusieurs lots confirment la présence de carrières souterraines. Des prescriptions s'agissant des travaux préalables à l'édification de construction sont ainsi édictées au cas par cas.
(cf. partie effets et mesures).

L'étude d'impact portant sur le prolongement du métro 4 entre Montrouge et Bagneux évoque aussi la présence confirmée d'anciennes carrières souterraines partiellement comblées.

Sur le lot G3, FONDASOL a étudié le « risque carrière » au droit du site. En effet, et d'après l'Atlas des carrières, le sous-sol du site de projet a fait l'objet d'exploitations souterraines (le sol du niveau bas de l'exploitation serait situé vers 27/30 m de profondeur).

Le bureau d'étude avait détecté une anomalie (perte du fluide d'injection à partir de 24,5 à 26 m de profondeur environ correspondant à un passage décomprimé et non vide franc) caractéristique des sols carriers.

Toutefois, le lot G3 étant situé à proximité de la future station de la ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés sur cette parcelle préalablement à la réalisation de la station, par la RATP.
Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station, ont également été réalisés par la SGP, préalablement au passage du tunnelier de la ligne 15 Sud.

En effet, les risques liés à la réalisation du tunnel au tunnelier sous les carrières, en particulier vue la couverture très réduite, étaient les suivants :

- déstabilisation des carrières souterraines (du fait des tassements et des vibrations engendrées par le passage du tunnelier), ce qui peut se traduire par des effondrements plus ou moins localisés des carrières et la remontée de fontis en surface,
- rencontre de vide par le tunnelier et perte de la pression de confinement, ce qui peut se traduire par une augmentation des tassements engendrés par le tunnelier.

A cet égard, la solution de traitement des risques menée par la SGP a consisté à conforter les carrières par injections depuis la surface en suivant les prescriptions de l'Inspection Générale des Carrières (et la notice technique du 15 janvier 2003, « Travaux de consolidation souterraines exécutés par injection pour les carrières de Calcaire Grossier, de gypse, de craie et les marnières ») selon la méthode suivante :

- réalisation de barrages pour délimiter la zone à traiter (bande de 30 m de large centrée sur l'axe du tunnel),
- réalisation des forages avec un maillage de 3 m x 3 m dans la zone à traiter,
- comblement et clavage des vides au mortier déversé gravitairement ou sous faible pression,
- injection sous pression des remblais de carrières, des terrains sus-jacents partiellement décomprimés (Marnes et Caillasses) et des éventuels fontis détectés lors de la réalisation des forages.

Les objectifs attendus étaient les suivants :

- suppression des vides en carrières,
- amélioration des caractéristiques géotechniques des terrains injectés.

Des sondages de contrôle (10 forages destructifs et des essais pressiométriques) ont ensuite été faits au Nord de la parcelle du lot G3.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Risques technologiques

Il n'y a pas de Plan de Prévention des Risques Technologiques prescrit, approuvé ou prévu sur le territoire de Bagneux, et donc sur le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

♦ Installations classées pour l'environnement

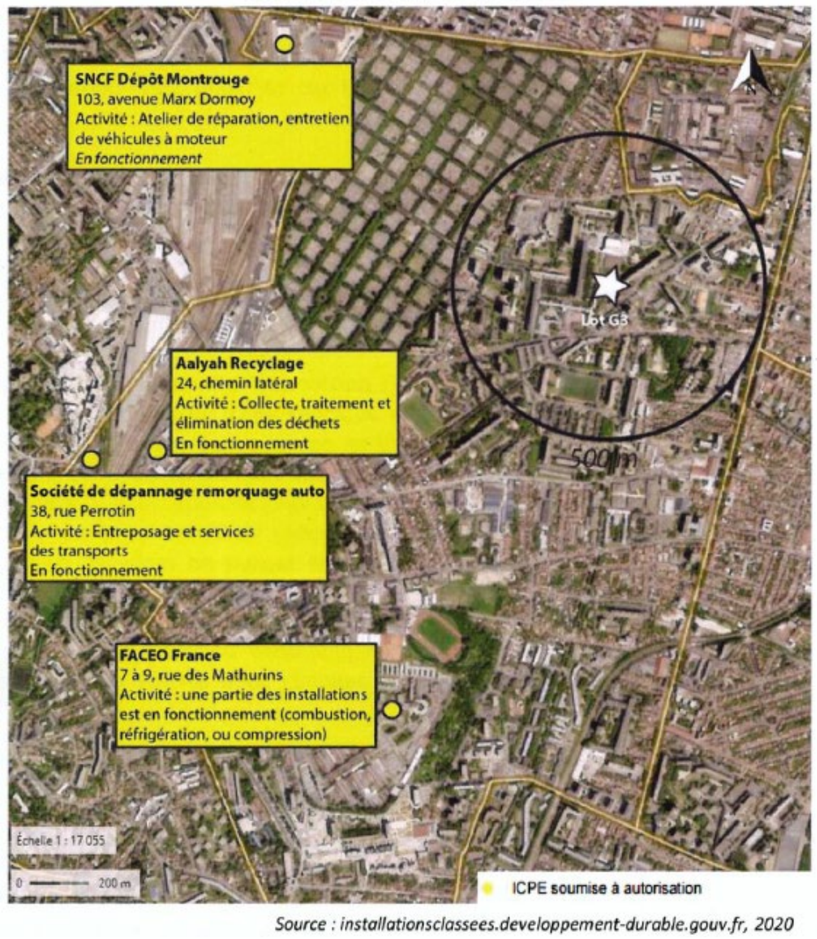
La ville de Bagneux ne compte aucun établissement classé au titre de la Directive SEVESO.

Le site SEVESO le plus proche est localisé à plus de 7 km au Sud-est du secteur sur la ville de Vitry-sur-Seine (Laboratoires SANOFI, ICPE SEVESO Seuil bas) et compte tenu de sa distance, aucun impact sur l'aménagement du secteur n'est à relever.

Les ICPE proches de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en activité sont au nombre de 4 sur le territoire de Bagneux :

- 3 sont soumises à autorisation,
- 1 soumise à enregistrement (autorisation simplifiée).

Localisation des ICPE à proximité du site G3



Source : installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr, 2020

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
AALYAH RECYCLAGE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
FACEO FRANCE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
SNCF DEPOT MONTROUGE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
SOCIETE DEPANNAGE REMORQUAGE AUTOMOBILE	92220	BAGNEUX	Enregistrement	Non Seveso

♦ Transport de matières dangereuses

A Bagneux, l'ensemble du territoire est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses, du fait de la circulation de camions citernes, principalement sur la RD 920 et l'avenue Jean-Jaurès, mais aussi d'une canalisation de transport de gaz de haute pression située le long de l'avenue Max Dormoy et des rues de Chartres et Perrotin.

Le transport de matières dangereuses fait aussi l'objet d'un plan de secours spécialisé élaboré par la Préfecture des Hauts-de-Seine et la Préfecture de police de Paris. En cas d'accident, c'est la Cellule Mobile d'Intervention Chimique des Sapeurs-Pompiers qui définit les mesures à mettre en place.

♦ Risque d'exposition au plomb

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concernée par le risque d'exposition plomb.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.5 – Ressource eau

A/ Contexte institutionnel

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie (SDAGE)

La ville de Bagneux est concernée par le SDAGE du Bassin de Seine-Normandie adopté par le comité de bassin le 23 mars 2022.

- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bièvre

Le SAGE a fait l'objet d'une révision partielle entre 2021 et 2023. Le SAGE révisé a été approuvé par la CLE le 17 mars 2023 et approuvé par arrêté inter-préfectoral n° 2023-02397 du 4 juillet 2023. Il est entré en vigueur le 12 juillet 2023.

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo dépend du SAGE de la Bièvre.

Les grandes ambitions du SAGE de la Bièvre sont les suivantes :

- La reconquête des milieux naturels à travers une revalorisation de la Bièvre en milieu urbain, avec la renaturation et la réouverture de tronçons cohérents (notamment rétablir la confluence de la Bièvre avec la Seine).

- L'amélioration de la qualité de l'eau en vue d'atteindre le bon potentiel ou le bon état sur le territoire du SAGE : la stratégie vise à réduire les pollutions d'eaux usées temporaires (en temps de pluie) et les pollutions permanentes (par une mise en conformité des rejets d'eaux usées), à réduire la pollution phytosanitaire ainsi que les rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épuration.

- La maîtrise des ruissellements urbains et la gestion des inondations : améliorer la prévision du risque d'inondation (par une coordination des différents acteurs compétents et des systèmes de gestion des ouvrages de régulation notamment) et limiter le ruissellement à la source (réseaux routiers, nouveaux projets d'aménagement et de rénovation, intégration de ce principe dans les règlements d'assainissement et les documents d'urbanisme).

- La valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager dans le respect des milieux afin de sensibiliser la population locale aux fonctionnalités et richesses de la vallée de la Bièvre : l'objectif est notamment de communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre.

B/ Réseau hydrographique

La ville de Bagneux s'est construite sur un plateau, loin des cours d'eau et des bassins, qui ont pourtant structuré son environnement. En effet, le réseau hydrographique est totalement absent du territoire communal.

Le cours d'eau le plus proche du site est la Seine, situé à 5,3 km au Nord-Ouest, et qui s'écoule globalement du Sud-Est vers le Nord-Ouest en réalisant plusieurs méandres.
Les plans d'eau les plus proches du site sont :

- Le Grand Canal du Parc de Sceaux, situé à environ 3,9 km au Sud-Ouest du site sur les villes de Sceaux et d'Anthony.
- L'étang Colbert, situé à environ 4,2 km au Sud-Ouest du site sur la ville de Plessis-Robinson.

Le réseau hydrographique est jugé non vulnérable compte-tenu de son éloignement du site de la ZAC. Il est néanmoins à noter néanmoins la présence :

- du cours d'eau canalisé, le ru des Blagis, qui traverse l'Hay-les-Roses, au Sud de Bagneux ;
- des mares de la Lisette représentant trois mares d'eau situées dans un des prés des coteaux de la Lisette (présentes au Sud de la ville à proximité du site des Mathurins).
- Des aqueducs de la Vanne, du Loing et du Lunain qui traversent en souterrain le Nord de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Ces deux canaux ont été créés au 19ème siècle pour acheminer de l'eau potable à Paris, depuis des sources situées dans les régions de Fontainebleau et de Troyes. Fruit du travail de l'homme, ces ouvrages d'art séculaires marquent le paysage de leur passage :

Sur le site d'étude, la présence des aqueducs est visible en deux points :

- Le long de l'avenue Prieur de la Côte d'Or, située sur Arcueil, aux abords du fort de Montrouge, l'espace est ouvert et accessible. Une bande engazonnée s'inscrit entre, d'un côté, des parcelles potagères en accès direct sur l'emprise aqueduc et des petits bâtiments préfabriqués, et de l'autre côté, la rue présentant une façade urbaine bien structurée ;
- Dans la continuité de la bande engazonnée, l'emprise des aqueducs est visible sur un terrain clos non bâti s'apparentant à une parcelle privée, en front de la rue Jean Naudin.

Piloté par la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, un Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing a été élaboré en 2005-2006. À l'échelle régionale, l'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing doit permettre de construire de manière progressive une continuité de cheminement doux de Paris vers Rungis, complétant le réseau de liaisons douces du sud parisien
Ce schéma prévoit notamment la mise en lumière des parties émergeantes des aqueducs et l'accompagnement, par une promenade aménagée, des parties souterraine (cf. chapitre sur les circulations douces).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Hydrogéologie

La ZAC est localisée sur le bassin versant de la Bièvre, son sens d'écoulement s'effectuant du Nord (depuis l'avenue Aristide Briand) vers le Sud.

Carte des bassins versants présents sur la ville



L'évacuation des effluents est assurée gravitairement par le réseau unitaire vers la station d'Achères.
La partie communale du réseau est constituée de 25 km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 200 à 600mm.

La partie départementale est constituée de 20 km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 20 cm à 1 mètre, ou ovoïdes de 1,60 m à 2 mètres de hauteur totale.
Les collecteurs du réseau départemental reçoivent les effluents transportés par le réseau communal.

A proximité du secteur 6 comprenant les lots G1, G2 et G 3, le réseau départemental est constitué par :

- rue Victor Hugo des deux côtés de la rue: diamètres 300/400,
- rue de Verdun : diamètre 800,
- avenue Louis Pasteur des deux côtés de la rue: diamètre 400,
- avenue Henri Barbusse : diamètre non renseigné,
- l'émissaire Sud, deux branches de diamètre 2750 traverse la partie Sud de la « place des Métros.

D/ Utilisation de l'eau

Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas localisé sur un périmètre de protection de captage AEP.

Le territoire le plus proche concernée par cette protection est la ville de Choisy-le-Roi à plus de 7 km au Sud-est.

III.6 – Milieu naturel et biodiversité

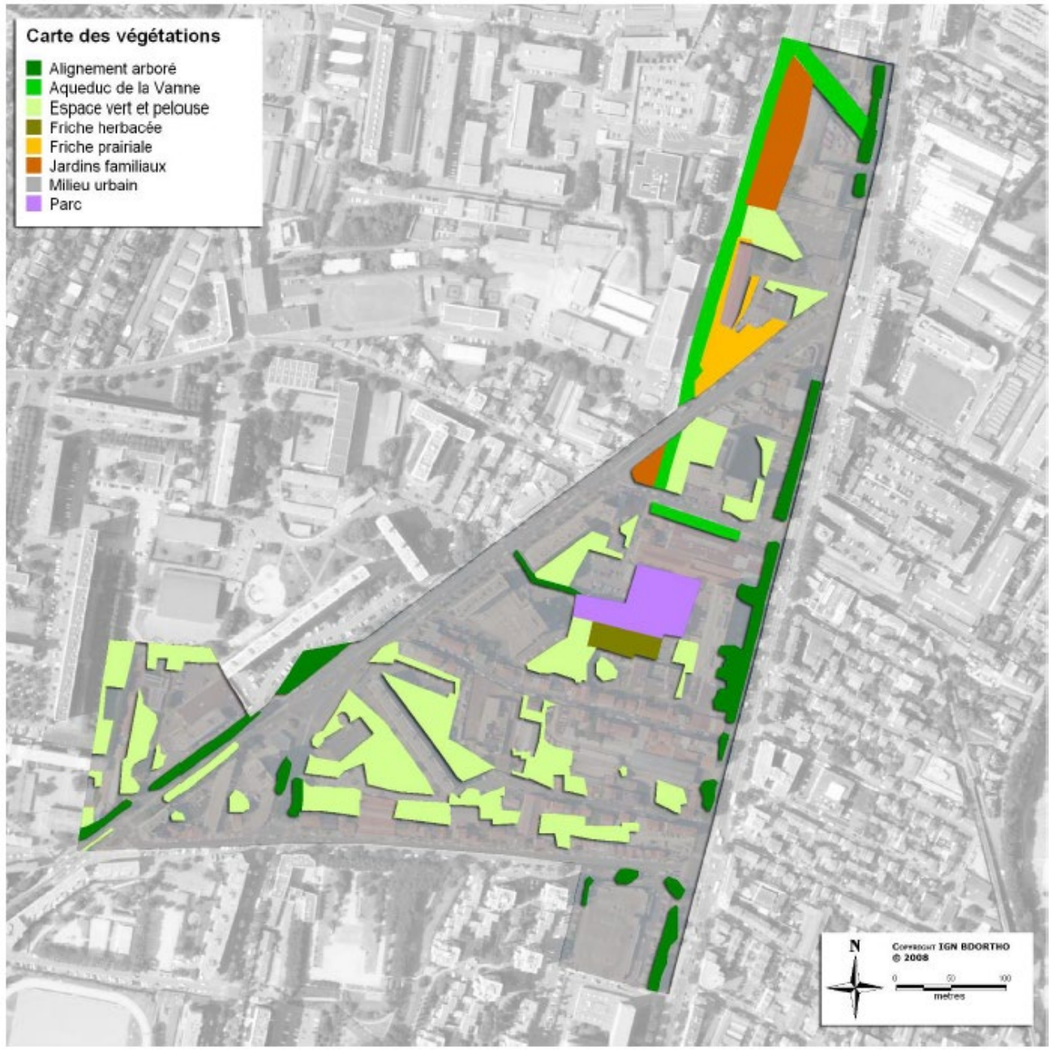
A/ Biodiversité et cadre végétal du secteur de la ZAC

♦ Les habitats

Au regard de l'étude d'impact de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo de 2016, les terrains de la ZAC avant aménagement représentaient trois types d'habitats à dynamique naturelle ou pseudo-naturelle :

- Aqueduc de la Vanne (code CORINNE 85.12) : type pelouses de parcs
- Friche (code CORINNE 87.1) : type terrains en friche
- Friche prairiale (code CORINNE 87.1) : type terrains en friche

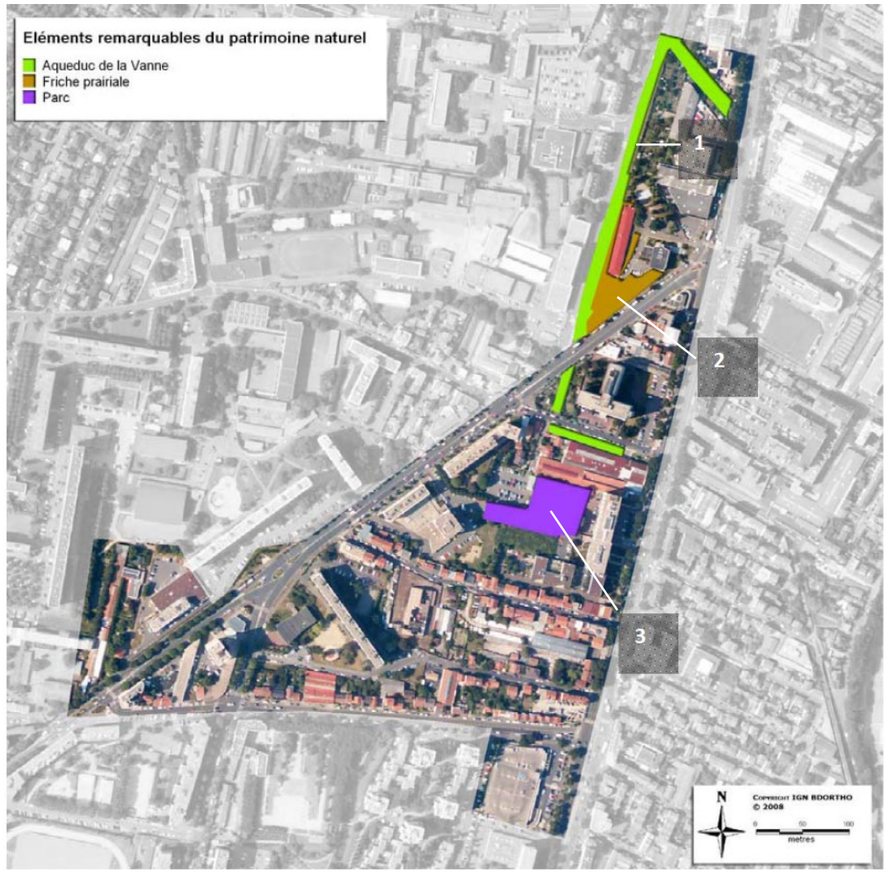
Aucun de ces habitats ne présentait de valeur réglementaire ou patrimoniale.



.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D'après le code Corine Biotope, les éléments et habitats remarquables du patrimoine naturel sur le site de la ZAC qui présentaient des enjeux potentiels et/ou avérés, étaient les suivants.



Source : IAURIF, 2009

	Intérêt fonctionnel	Intérêt stationnel
Aqueduc de la Vanne	**FORT.** L'intérêt premier de l'aqueduc est son caractère d'élément fixe du paysage.	**FAIBLE à MODERE.** →Présence potentielle de *Torilis nodosa*, (espèce déterminante ZNIEFF) → Présence possible d'espèces de flore patrimoniales, accompagnatrices de *Torilis nodosa*.
Friche prairiale	**MODERE** L'intérêt fonctionnel réside dans la proximité immédiate avec les surfaces enherbées de l'aqueduc	**FAIBLE à MODERE** → Présence potentielle du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF. → Présence possible d'espèces de flore patrimoniale
Parc central	**FAIBLE à MODERE** Rôle à définir pour les Mammifères Chiroptères (présence de la Pipistrelle commune) et les Oiseaux	**FAIBLE à MODERE** → Présence d'une station d'espèce de Flore rare en Ile-de-France (Orobanche du Lierre) → Présence potentielle de Mammifères Chiroptères et Oiseaux

Source : Etude d'impact 2015

♦ La flore vasculaire recensée

Aucune espèce sous statut réglementaire de protection n'est présente à l'échelle de la commune et a fortiori de la zone d'étude.

En synthèse, l'enjeu portant sur la flore était potentiellement modéré, du fait de la présence très probable de Torilis noueux, déterminante ZNIEFF en Ile-de-France. Les autres enjeux attendus concernaient des espèces à dynamique urbaine, qui trouvent en ville des habitats de substitution à des conditions stationnelle qui se raréfient par ailleurs dans la région (espèces originairement associées au pâturage ovin, par exemple).

♦ Les espèces faunistiques recensées

La première étape du travail a consisté à synthétiser l'ensemble des données faunistiques disponibles au sein des bases de données nationales (I.N.P.N.) et départementales (Atlas de la faune sauvage des Hauts-de-Seine).
Les données ont été collectées pour 10 groupes taxonomiques sur la commune de Bagneux.

- **Odonates (Libellules et demoiselles)**

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'Odonate n'est recensée au vu des études recueillies.

- **Lépidoptères (Papillons)**

Il y a 7 espèces de Lépidoptères recensées sur le territoire de Bagneux. Toutes les espèces sont communes en Ile-de-France.
Par ailleurs, la friche prairiale située au nord de la zone d'étude est potentiellement l'habitat d'espèces associées aux prairies permanentes. C'est le cas du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF en Ile-de-France et rare en petite couronne.

- **Orthoptères (criquet, grillons, sauterelles) et Dictyoptères (mantes)**

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'orthoptère n'est recensée. Néanmoins, la présence des voies ferrées aux limites communales de la ville ainsi que la présence de friche laissent présager une possibilité de présence de la Mante religieuse (*Mantis religiosa*), espèce protégée au niveau régional et déterminante ZNIEFF.
Cette espèce est caractéristique des friches herbacées plus ou moins lignifiées, avec une gestion extensive permettant l'établissement d'un cycle larvaire sur deux ans (fauche tardive).

- **Coléoptères**

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée de Coléoptère n'est recensée.

- **Amphibiens**

Une seule espèce d'Amphibiens est citée sur la commune, au niveau de la friche des trois mares, il s'agit du Crapaud commun (*Bufo bufo*). Sa présence sur la zone d'étude est exclue compte tenu de l'absence de zones humides.
Néanmoins, ce groupe constituera un enjeu de recolonisation potentiel en cas de création d'habitat aquatique au sein de la ZAC. Rappelons que cette espèce a un statut assez rare à rare dans les Hauts-de-Seine et qu'il est protégé sur le territoire.

- **Reptiles**

Aucune donnée de reptiles n'est mentionnée sur la commune de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Oiseaux

La synthèse des données porte à 37 le nombre d'espèces d'oiseaux recensées sur la ville de Bagneux. Parmi ces espèces, les enjeux écologiques sont les suivants :

- Le Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), espèce inscrite en liste rouge de l'UICN en catégorie vulnérables
- Le Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus)*, espèce inscrite en liste rouge de l'IUCN en catégorie NEARTHREATENED soit quasi menacé.

Ce sont des espèces forestières qui s'adaptent aux boisements des grands parcs urbains.

Par ailleurs les visites de site ont permis de recenser la présence d'espèces communes :
Serin cini, Pic vert, Mésange à longue queue, Accenteur mouchet, Troglodyte mignon…. Toutes ces espèces ont été recensées au niveau de l'ancien jardin central.

- Mammifères

Une seule espèce de mammifère a été recensée, il s'agit de la pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*). Elle est protégée au niveau national et communautaire. Les statuts de protection incluent son habitat et « l'ensemble des conditions nécessaires à l'accomplissement de son cycle vital ».

La Pipistrelle commune étaient très probablement présente au sein de l'ancien jardin central de la ZAC. Les alignements de marronniers ainsi que l'ouvrage central maçonné sont en effet des abris potentiellement utilisés par les Chiroptères.

Toutes les espèces de Chiroptères représentent un enjeu compte tenu de leur statut réglementaire et de leur statut de conservation, défavorable pour la majorité des espèces. Ce groupe constitue de fait un réel enjeu en milieu urbain. La Pipistrelle commune s'adapte localement aux centres villes à partir du moment où la densité d'arbres âgés est suffisante (présence de cavités naturelles).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Situation en 2024

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo présente aujourd'hui un cadre végétal largement complété et réhabilité, avec une place plus généreuse accordée au végétal, dont l'enjeu est également de désimperméabiliser les sols.

2011
3 650m² d'espaces publics
25% de terres perméables



A terme 2 fois plus d'espaces publics avec la trame verte
27% de terres perméables, soit +2 % supplémentaires
+ 46% d'arbres soit 315 nouveaux arbres plantés



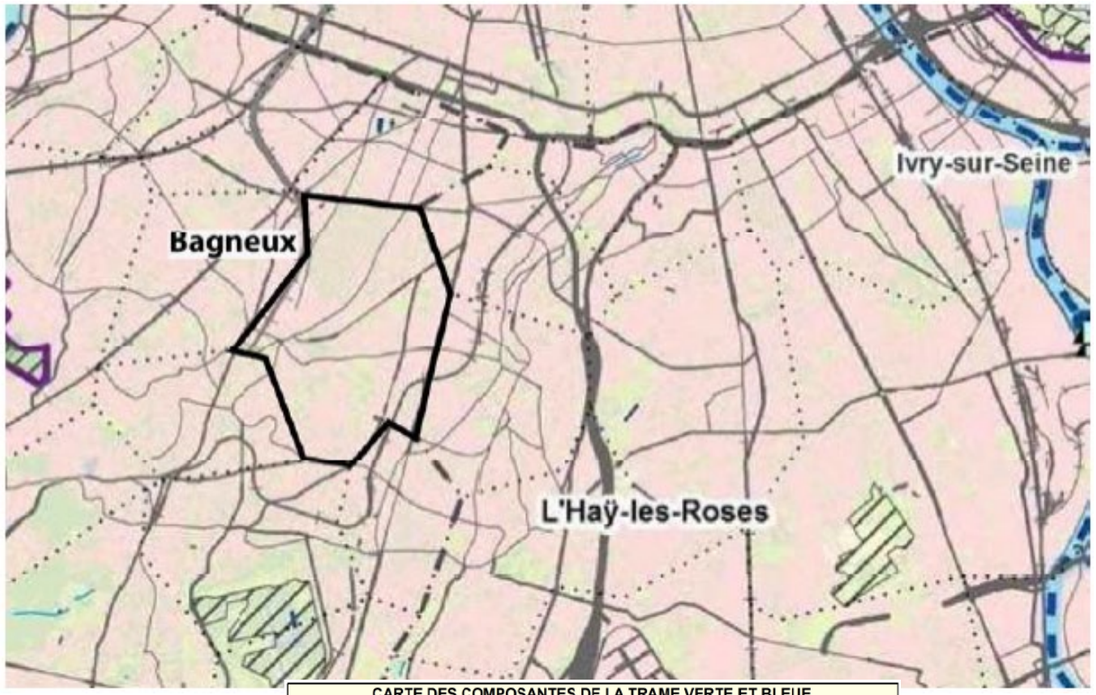
ARTE CHARPENTIER ARCHITECTES

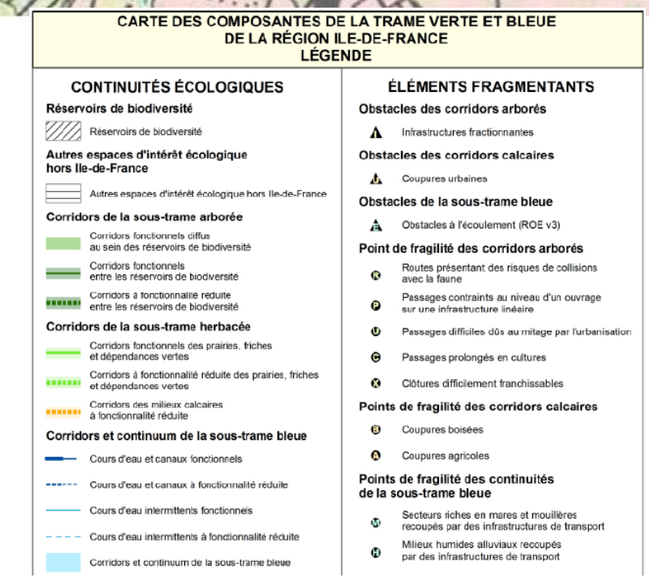
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Schéma de Cohérence Régional Ecologique (SRCE)

Comme le montre le zoom réalisé sur la commune de Bagneux, le territoire de Bagneux et le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne possèdent aucun élément de la trame verte et bleue inscrit au SRCE.
Ils ne sont concernés par aucune des « continuités écologiques » (cours d'eaux, corridors, réserves de biodiversité, …) recensées dans la Trame Verte et Bleue du SRCE.

Carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France (source : SRCE)





D/ Outils d'inventaire de gestion et de protection du patrimoine naturel

- Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

La ville de Bagneux n'est pas incluse dans un périmètre d'inventaire, cependant il est à noter la présence de deux ZNIEFF dans un rayon de 5 kilomètres :

- une ZNIEFF de type 1 n°110020469 - **Prairies et boisements du Parc départemental de Sceaux** d'une surface de 118 hectares distante de plus de **3 kilomètres** désignée pour 2 espèces d'orthoptères que sont la Decticelle carroyée *Platycleis tessellata* et la Decticelle bariolée *Roeseliana roeselii* ainsi qu'une espèce de lépidoptère, le Demi-deuil *Melanargia galathea;*

- une ZNIEFF de type 2 n°110030022 - **Forêts domaniales de Meudon et de fausses-reposes et parc de Saint-Cloud** d'une surface de 1 890 hectares distante de **4 kilomètres** et désignée notamment pour le Grand Capricorne *Cerambyx cerdo,* le Blaireau européen *Me/es me/es,* le Faucon Hobereau *Falco Subbuteo Linnaeus....*

Localisation des ZNIEFF à proximité du site de projet



Source : Géoportail, 2020

- Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par le classement ZICO

- D/ Arrêté préfectoral de protection de biotope

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par un arrêté préfectoral de protection de biotope.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Réserves naturelles nationales et régionales

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas concernée par une réserve nationale et régionale

- Parc Naturel Régional (PNR)

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par un PNR.

- Espaces Boisés Classés (EBC)

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas concerné par un périmètre d'EBC.

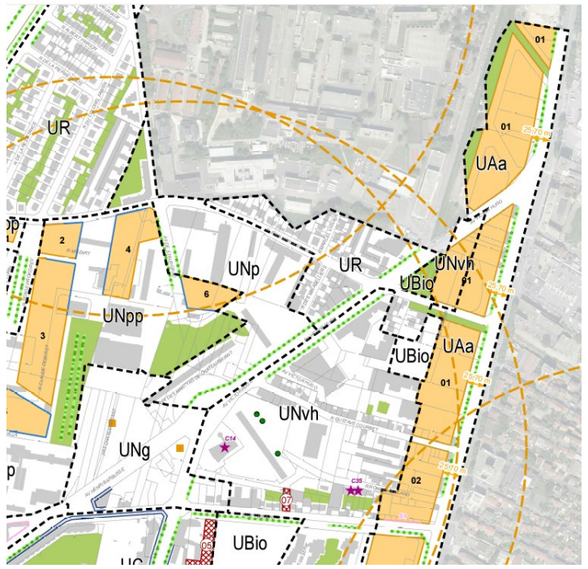
- Eléments de paysage à préserver pour la préservation des continuités écologiques

Sur le territoire de Bagneux, ces éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme représentent globalement une superficie d'environ 26,3 ha, représentant 2,5% du territoire communal.

Quelques secteurs de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont concernés par cette protection.

La ZAC Ecoquartier au plan de zonage est concernée par :

- Des espaces non bâtis en cœur d'îlot ou linéaire nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger.
- De linéaires végétalisés protégés situés le long de la rue Aristide Briand (RD920) et de la RD77A (avenue Victor Hugo)
- De 3 arbres remarquables

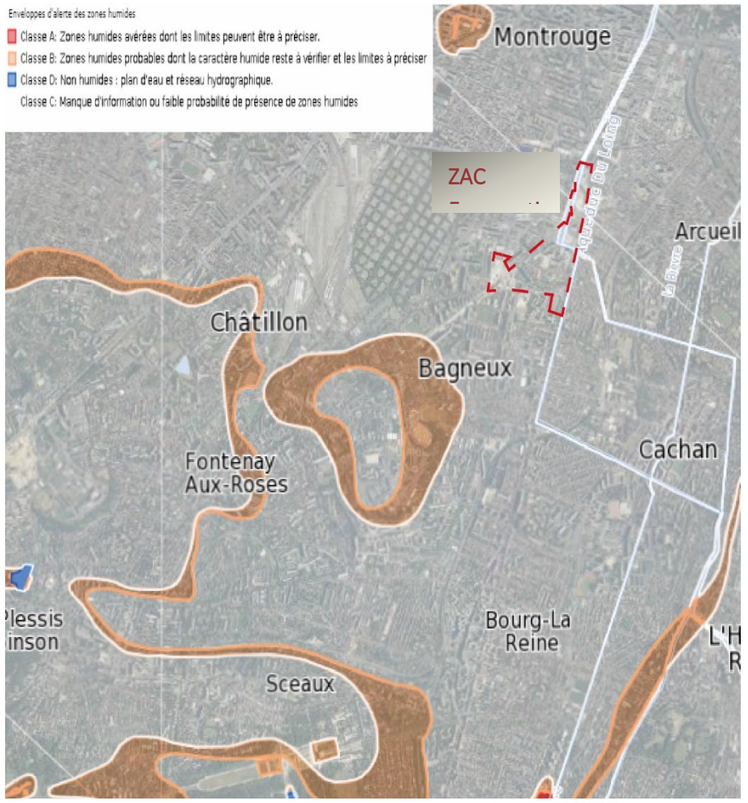


Trame Verte et Bleue

- Espace boisé classé au titre de l'Article L.130.1 du Code de l'Urbanisme
- Friche écologique à sauvegarder au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Mare à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Espace non bâti en cœur d'îlot ou linéaire nécessaire au maintien des continuités écologiques à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Linéaires végétalisés protégés au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Arbre remarquable protégé au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme

E/ Zones humides

La carte de l'enveloppe des zones potentiellement humides illustre qu'il n'existe pas de zones humides sur le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.



Source : DRIEAT

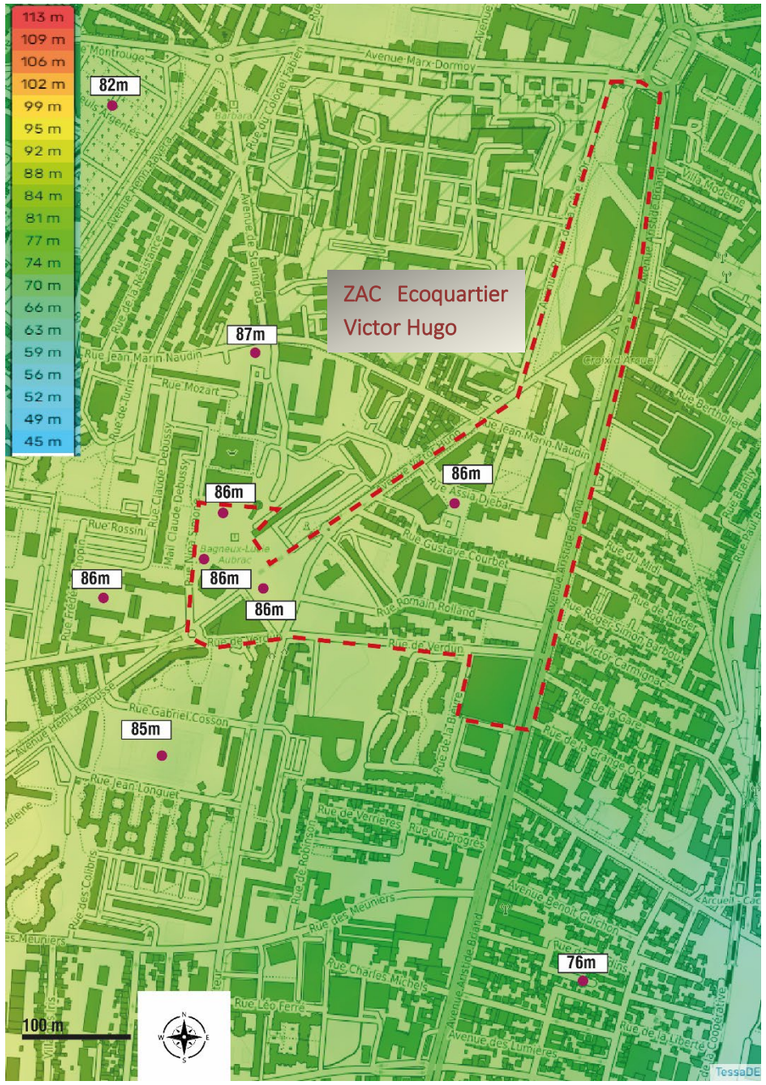
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.7 – Sols et terres

A/ Topographie

Le site de la ZAC est caractérisé par un relief plat.

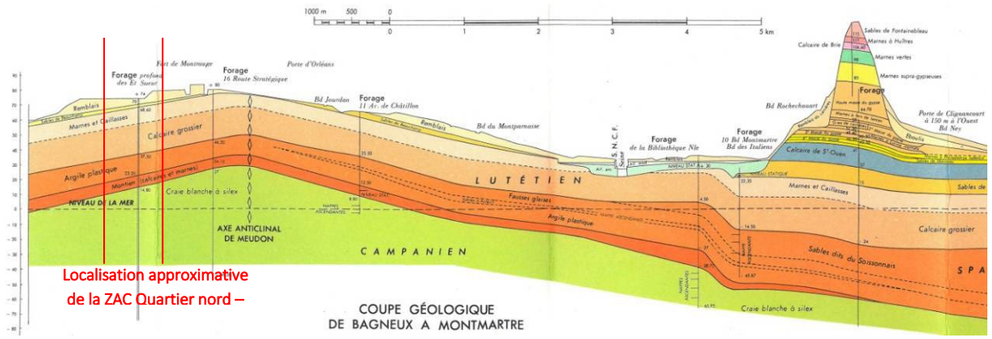
Il se situe à une altitude variant de **73 à 84 mètres du nord au sud.** Le point le plus bas se situe au sud du site, au niveau de la rue de Verdun ; tandis que le point le plus élevé se trouve à l'extrémité nord, à environ 84 m d'altitude. Les écarts d'altitude sont faibles, à peine plus de 10 mètres, et sont donc peu perceptibles sur l'ensemble de la zone étudiée.



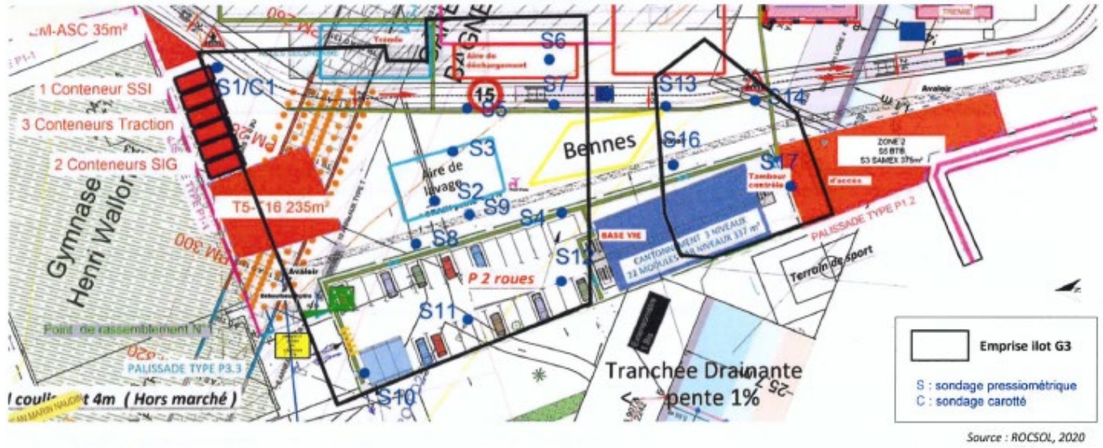
Source : topographic map

B/ Géologie et géotechnique

Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo se situe à l'affleurement du calcaire de Saint-Ouen et des marnes supra gypseuses.



Sur le secteur 6 dernier îlot opérationnel de la ZAC, une étude géotechnique de type G2 a été réalisée par ROCSOL en septembre 2020. La campagne de sondages a donc été réalisée avec 2 sondages pressiométriques à 40 m, 17 sondages pressiométriques à 35 m et 1 piézomètre à 35 m pour vérifier la présence d'eau sous la carrière.



Les résultats de la campagne montrent un sous-sol composé de :

- des remblais sur des épaisseurs très variables (entre 81,3 à 79,7 NGF);
- des marnes de bonne compacités ;
- des sables de Beauchamp à partir de 73,3 ou 71,7 NGF;
- des marnes et caillasses sous les sables de Beauchamp;
- le Calcaire Grossier au-delà (dont le toit est noté entre 58,7 et 61 NGF).

Le bureau d'étude note également que sur la quasi-totalité des sondages (sauf S4, S6 - au centre de « l'ilot », S15 et S16 - sur la tour « Signal ») une exploitation souterraine du Calcaire Grossier est à relever.

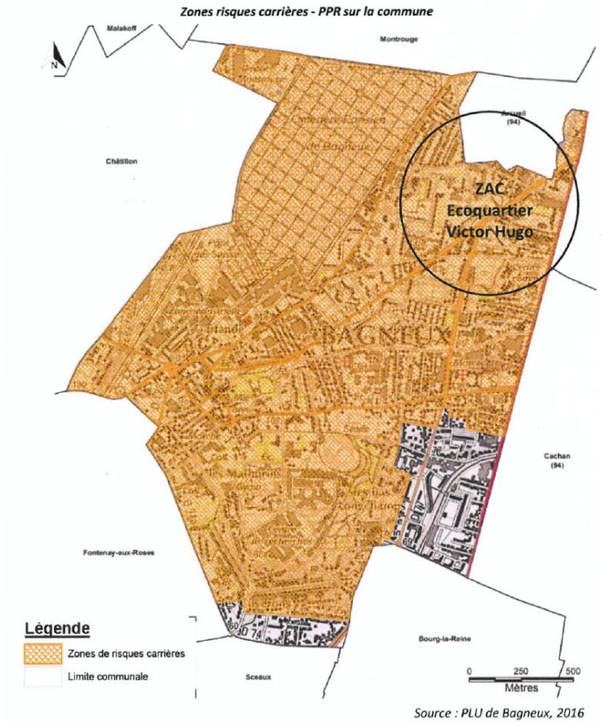
Suivant les sondages, le toit de l'exploitation varie de 58,8 à 56,6 NGF et sa base, de 57,8 à 55,8 NGF.
Ces observations ont notamment permis de définir les traitements nécessaires au sol préalablement à la construction des bâtiments de l'ilot G3 {voir Chapitre 4 « incidences et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation de l'opération »).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'arrêté préfectoral du 7 aout 1985, valant Plan de Prévention du Risque, a classé en zone de risque carrières quasiment l'ensemble du territoire de Bagneux : les sous-sols du territoire abritent en effet un réseau de carrières abandonnées parmi les plus grands d'Île-de-France.

Au Nord, s'étendent d'anciennes carrières de calcaire (219 ha) et au Sud, d'anciennes carrières de gypse (43 ha). Seule la partie du territoire communal située entre la RD 920 et la ligne B du RER n'est pas concernée par ce risque.

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entièrement compris dans ce périmètre.



Source : PLU de Bagneux, 2016

Le bureau d'étude FONDASOL a étudié le « risque carrière » au droit du site du lot G3. En effet, et d'après l'Atlas des carrières, le sous-sol du site de projet a fait l'objet d'exploitations souterraines (le sol du niveau bas de l'exploitation serait situé vers 27/30 m de profondeur).

Le bureau d'étude avait ainsi détecté une anomalie (perte du fluide d'injection à partir de 24,5 à 26 m de profondeur environ correspondant à un passage décomprimé et non vide franc) caractéristique des sols carriers.

En tenant compte de ces observations, **et avant tout travaux de construction sur l'emprise du projet,** il **est donc prévu de traiter les passages décomprimés liés à la présence d'exploitation souterraines au droit du projet.**

Toutefois, le **lot G3 étant situé à proximité de la future station de** la **ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés sur cette parcelle** préalablement **à la réalisation de la station, par la RATP.**

Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station, ont également été réalisés par la SGP, préalablement au passage du tunnelier de la ligne 15 Sud.

C/ Qualité environnementale des sols et des eaux souterraines

♦ Etude historique

❖ Base de données BASOL

Aucun site BASOL n'est recensé à Bagneux.

La base de données BASOL recense quatre sites à moins de 5 km de la ZAC :
- à Cachan (établissements MOIA), dans le Val-de-Marne à plus d'l,3 km au Sud-
- à Arcueil (Zschimmer & Schwarz France), dans le Val-de-Marne à plus d'l,2 km à l'Est
- à Gentilly, dans le Val-de-Marne à plus d'2,3 km au Nord-est: site utilisé par une station-service ELF d'une superficie d'environ 1 000 m²•
- à Clamart (entreprise Popihn), dans les Hauts-de-Seine à plus d'3,6 km à l'Ouest

Sites BASOL localisés à moins de 5 km de la ZAC



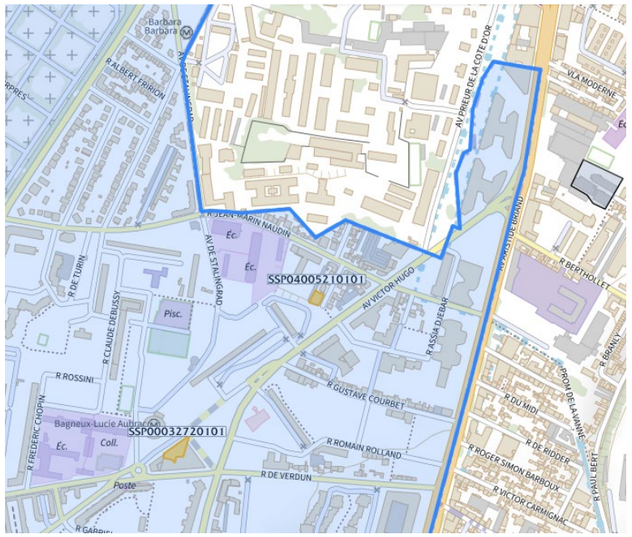
❖ Secteur d'Information des Sols (SIS)

Le seul Secteur d'Information des Sols sur le territoire de Bagneux est localisé sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Il s'agit de l'ancienne station-service qui était située au 36 avenue Henri Barbusse, exploitée sur ce site jusqu'au 15/07/2014.

Un diagnostic de la qualité des sols a été réalisé le 09/12/2014. Une pollution en hydrocarbures totaux a été mise en évidence au niveau d'une ancienne cuve entre 0 et 1 m de profondeur. Il a été recommandé à l'exploitant d'excaver les terres à cet endroit.

Il appartiendra au nouveau propriétaire du terrain de rendre compatible le site avec l'usage prévu.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



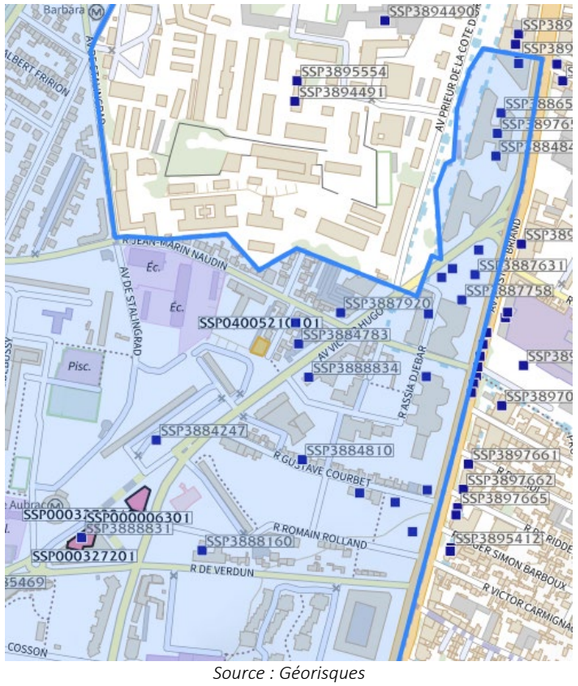
Source : Géorisques

❖ Base de données BASIAS

D'après les données BASIAS, environ 113 sites ont été recensés sur le territoire de Bagneux dont 18 sites dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Il faut toutefois rappeler que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Localisation des 18 sites BASIAS recensés dans le périmètre de la ZAC

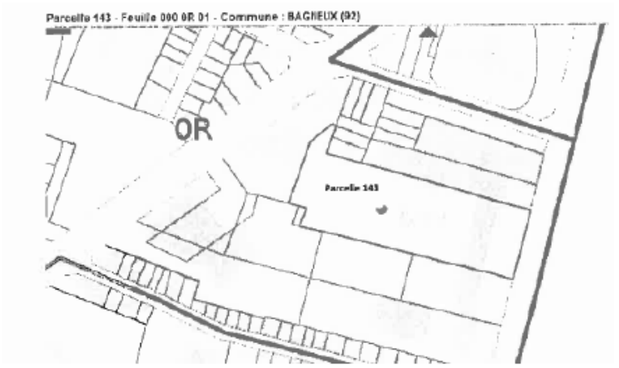


Source : Géorisques

❖ Etudes de pollutions menées sur le secteur de projet

<u>Secteur Avenue et rue Victor Hugo – Jardin du Setra</u>

Le 1er diagnostic de pollution réalisé sur ce secteur a été mené par la société Antea en 2010 sur la parcelle du SETRA cadastrée OR 143 d'une superficie de 8 498 m²



Source : Investigations complémentaires en vue d'une recherche de pollutions des sols, Antea, 2010

Les investigations ont permis de mettre en évidence :

- La présence de remblai sur environ 1 mètre d'épaisseur couvrant la moitié est du site. Ces remblais ont fait l'objet d'analyses complètes en métaux et composés organiques qui n'ont relevé aucune anomalie générant de contrainte quant à leur utilisation future.
- Un impact marqué en hydrocarbures lourd à l'endroit de deux anciennes cuves enterrées alimentant la chaudière fioul. Cet impact est sensible sur 3 points de sondages en dessous de 2 m de profondeur, avec notamment une forte anomalie jusqu'au moins 5 m de profondeur au droit de la zone de dépotage supposé, en limite d'emprise du site.

L'étude recommandait d'effectuer une évaluation quantitative des risques sanitaires pour déterminer la compatibilité avec les usages futurs du site. Elle conseillait d'effectuer des analyses complémentaires sur les échantillons de sol de terrain naturel impactés :

- Répartition hydrocarbures aromatiques et hydrocarbures aliphatiques de l'impact
- Mesure du carbone organique total sur un sol non impacté
- Estimation de la perméabilité à l'air du sol au moyen d'une analyse de type diagramme SCS.

Le diagnostic de pollution des sols réalisé en 2012 par le cabinet Arcadis sur deux lots de la ZAC (lots 6 et 7) a permis de déterminer ponctuellement les types et niveaux de pollution. Le lot 6 correspond pour partie à l'ancienne parcelle du Setra.



Source : Arcadis 2012

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Des compléments d'investigation réalisés en 2013 par GEOLIA indiquaient que sur 10 analyses localisées dans les remblais, deux présentaient des concentrations supérieures aux critères d'admissibilité en ISDI pour l'antimoine lixiviable.

Les autres paramètres sont compatibles avec une évacuation en ISDI. Il était à noter également des concentrations anomaliques en métaux dans les remblais. Les échantillons analysés, issus du terrain naturel, ne présentent pas d'anomalie notable.

Secteur rue de Verdun

Un diagnostic de pollution du sous-sol a été réalisé au 105 rue de Verdun par la société Tesora en juin 2013 afin de connaître les contraintes environnementales du site. La zone d'étude correspond aux parcelles S8 (1028 m2) et S9 (385 m2) :

Cette étude a consisté en la réalisation de 6 sondages pour prélèvements et analyses d'échantillons de sols. Les observations organoleptiques des sols ont mis en évidence :

- Des anomalies en métaux avec des teneurs supérieures au seuils des anomalies naturelles modérées dans les remblais (zinc, cuivre, plomb).
- Des anomalies non significatives en HTC, HAP, COVH et PCB avec des teneurs inférieures aux valeurs seuils (définies par l'arrêté du 28 octobre 2010 ou aux limites de qualification du laboratoire).
- La majeure partie des échantillons prélevés dans les remblais présentait des teneurs en sulfates et fraction soluble supérieures aux valeurs seuils.
- Le terrain naturel fut caractérisé inerte.
- Les remblais non-inertes devaient être évacués en filière adaptée en centre de comblement de carrière (classe 3+).

Les remblais non inertes ont été évacués du site lors des affouillements préalables à l'édification des constructions :

- 153 m^3 de remblais ont été évacués en centre de comblement de carrière,
- 67,40 tonnes de terres odorantes ont été évacuées en Biocentre
- 1 122 m^3 de gravats ont été évacués en filière pour gravats dont 340 m^3 au droit de maille non inerte.

Le reste des matériaux, correspondant aux remblais non odorants et au terrain naturel, a été évacué en ISDI.
Ainsi, à l'issue des travaux de dépollution, les terres laissées en place, correspondant au terrain naturel, n'étaient pas susceptibles d'être à l'origine de risques sanitaires pour les futurs usagers du site.
Par conséquent, à l'issue des travaux, le site était compatible avec l'usage fixé et aucune recommandation supplémentaire n'a été émise.

Lot G3

ICF Environnement a procédé en 2017 à la réalisation de sondages à 10 m de profondeur (indicés S1 à S7).

Le diagnostic **conclut en l'absence de composés organiques et volatils sur site qui auraient pour effet de rendre incompatible le projet avec son usage futur. Les échantillons prélevés entre 9 et 10 m de profondeur (compte tenu de la réalisation du parking en sous-sol) ne révèlent aucune trace de contamination.**

Toutefois, une gestion particulière des terres non inertes devra être mise en œuvre afin de permettre leur orientation vers les installations de stockage spécialisées.

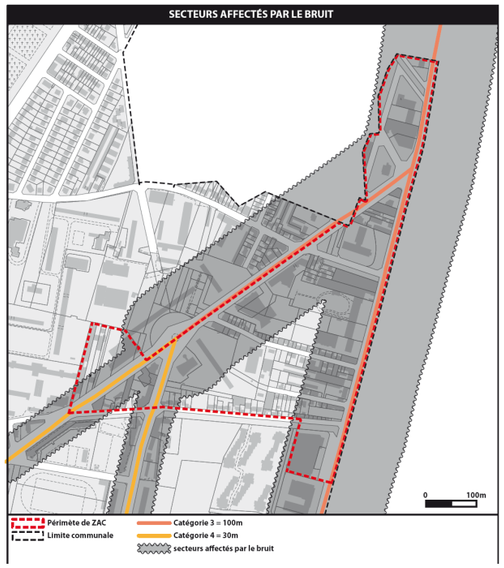
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.8 – Environnement sonore

A/ Bruit des infrastructures de transport

- Classement des infrastructures de transport

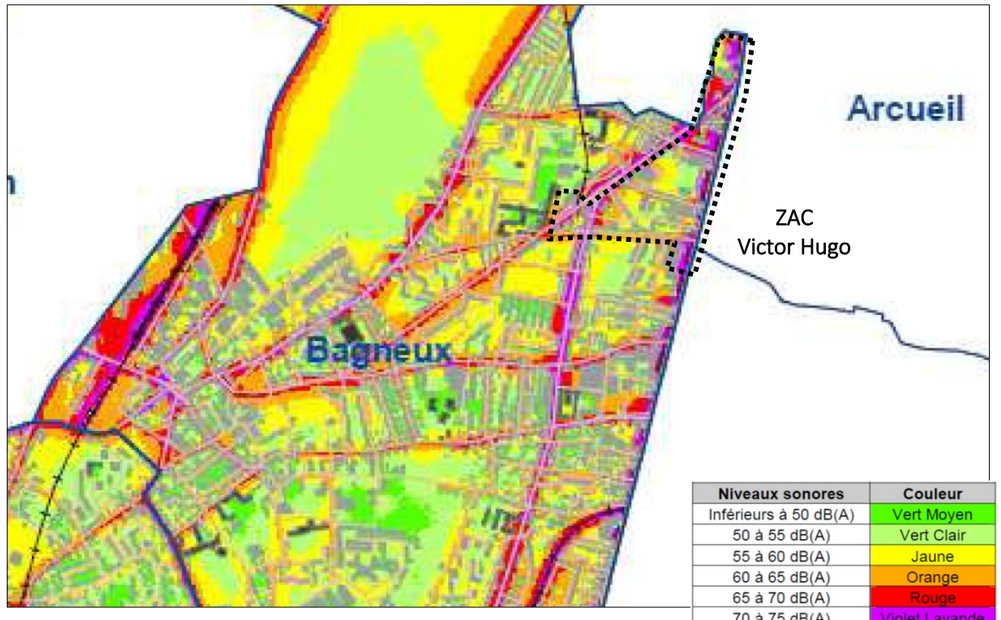
Sur le territoire communal, un arrêté préfectoral du 3 avril 2000, portant classement des infrastructures de transports terrestres, prescrit l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit (RD 920, avenue Victor Hugo, rue de Fontenay, avenue Dormoy…)



- Cartes stratégiques de bruit

Les nuisances sonores présentes sur le site d'étude de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont directement liées à la circulation routière sur la RD920 et la RD77.

Exposition au bruit global (indicateur : Lden)

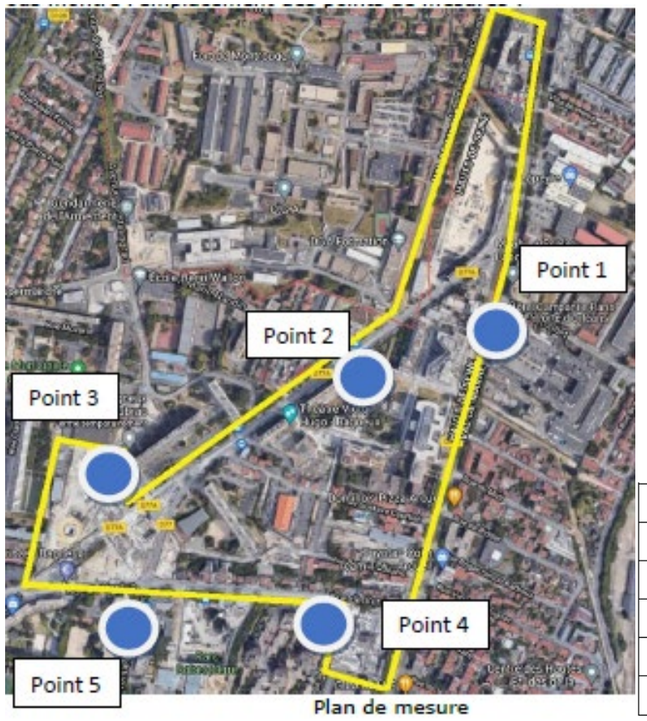


Niveaux sonores	Couleur
Inférieurs à 50 dB(A)	Vert Moyen
50 à 55 dB(A)	Vert Clair
55 à 60 dB(A)	Jaune
60 à 65 dB(A)	Orange
65 à 70 dB(A)	Rouge
70 à 75 dB(A)	Violet Lavande
Supérieurs à 75 dB(A)	Violet foncé

B/ Etude acoustique

Une étude de bruit a été réalisée par le bureau d'étude ARUNDO ACOUSTIQUE afin de qualifier les niveaux sonores existants régnant sur le site de la ZAC de l'écoquartier Victor Hugo et notamment l'impact des lots L1, G1 et G3 en mai 2022.

Le bureau d'étude ARUNDO ACOUSTIQUE a effectué des mesures acoustiques du 10 au 11 mai 2022 qui a consisté en 5 points de mesures en périodes Jour et Nuit. (Points de mesure courtes durées de 30 minutes minimum et points 24h). Le plan ci-dessous montre l'emplacement des points de mesures :



Plan de mesure

Points	Emplacement	Sources caractérisées
Point 1	A 10m de l'avenue Aristide Briand D920 au R+4	Avenue Aristide Briand D920
Point 2	A 20m de la rue Victor Hugo à 1,5m de hauteur	Avenue Victor Hugo D77A
Point 3	Entre métro et et gymnase au niveau du lot G3	Ambiance au niveau du site Lot G3
Point 4	A 20m de la rue de Verdun A 1,5m de hauteur	rue de Verdun
Point 5	A 20m de la rue de Verdun au R+4 14m de hauteur	rue de Verdun

Remarque : point 5 : données Bruitparif, station de mesure en continu

Le trafic est très élevé (au-delà de 20 000 veh/j) sur l'avenue Aristide Briand. Les niveaux sonores mesurés le long de cette voie sont de 68 dB(A) de jour, et de 63 dB(A) de nuit (correspondant à des zones bruyantes). Cette avenue est éloignée de la zone des lots G1- G3-L1 et a peu d'influence.
Le long de l'avenue Victor Hugo, les niveaux sonores relevés sont de 62,5 dB(A) de jour et 54,5dB(A) de nuit, correspondant à des zones moyennement bruyantes.
Les niveaux sonores mesurés le long de la rue de Verdun sont de 58 dB(A) de jour et 51 dB(A) de nuit. Cette rue est relativement calme.

Au niveau du lot G3, l'influence des infrastructures routières est plus faible. En effet, cette zone est située à plus de 100 mètres des routes. La zone du lot G3 correspond à une zone calme de jour comme de nuit.
Globalement, les niveaux sonores relevés sur la zone du projet du lot G3 correspondent à des zones calmes.
Les lots L1 et G1 sont exposés au bruit de l'avenue Louis Pasteur et de la rue de Verdun et correspondent à des zones moyennement bruyantes.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.9 – Qualité de l'air et santé

A/ Identification des principales sources de pollution

L'emprise projet appartient à 6 mailles concernées en 2021, pour partie de leurs surfaces, par 4 nuisances environnementales (bruit, pollution de l'air, pollution des sols d'origine industrielle et présentent un cadre de vie dégradé).

Selon les modélisations 2020/2021 d'Airparif, à l'échelle de l'emprise projet, il apparait que les seuils réglementaires annuels (PM10, PM2,5, benzène) sont respectés ainsi que le nombre maximum de dépassements autorisés du seuil journalier en PM10.

En revanche, la valeur limite annuelle pour le NO_2 est dépassée le long de la D920 au Nord du projet.

Certains objectifs de qualité annuels sont respectés sur l'ensemble de l'emprise projet (PM10, benzène), et d'autre sont dépassés (NO_2, PM2,5).
Les recommandations de l'OMS pour le NO_2 (10 µg/m^3), les PM10 (15 µg/m^3) et les PM2,5 (5 µg/m^3) en moyenne annuelle sont toutes dépassées sur l'emprise projet.

L'objectif de qualité en ozone correspondant au seuil de protection de la santé est dépassé. La formation de ce polluant est fortement dépendante des conditions météorologiques. L'ensoleillement et les épisodes de fortes chaleurs, de plus en plus fréquents et intenses sur le territoire, favorisent sa production.

En tout état de cause, la qualité de l'air sur le *périmètre projet* peut être qualifiée de plutôt moyenne, compte tenu des recommandations OMS non respectées et de la valeur réglementaire en NO_2 dépassée en bordure des voies de circulation de la D920.

B/ Synthèse de la campagne de mesure

De manière à compléter les diverses informations, il a été mené une campagne de mesures *in situ* en proximité directe de l'emprise projet, afin d'évaluer la qualité de l'air à l'échelle locale de la zone d'étude.
La campagne de mesures a été menée sur la période du 10 mai au 8 juin 2022 pour le dioxyde d'azote (16 points) par tubes passifs et pour les particules (3 points) par micro-capteurs laser.

Dans l'ensemble, les conditions météorologiques lors de la campagne étaient plutôt neutres vis-à-vis de l'accumulation/dispersion des polluants, et ce, suivant les polluants considérés. Les vents présents étaient faibles, ce qui ne permet pas une dispersion efficace. Les précipitations faibles et peu fréquentes n'ont pas permis un lessivage fréquent de l'air mais ce phénomène a néanmoins été présent. Le fort ensoleillement présent permet une diminution des concentrations de certains polluants dans l'air (notamment le dioxyde d'azote) mais en corollaire fait augmenter les teneurs en ozone.

Pour les **particules PM10** et **PM2,5**, les teneurs dépendent fortement des conditions météorologiques.
-Sur la période de 30 jours, aucune journée n'a présenté une concentration moyenne dépassant le seuil réglementaire journalier en PM10 (50 µg/m^3) ou la recommandation journalière de l'OMS (45 µg/m^3) aux points n°2, 7 et 14.
Note : la norme française autorise 35 jours de dépassements de 50 µg/m^3 en moyenne journalière sur l'année ; l'OMS préconise de ne pas dépasser le seuil de 45 µgPM10/m^3 en moyenne journalière plus de 3 jours par an.
- Concernant les PM2,5, aucun dépassement du seuil journalier recommandé par l'OMS (15 µg/m^3) n'est survenu aux points n°2, n°7 et n°14.

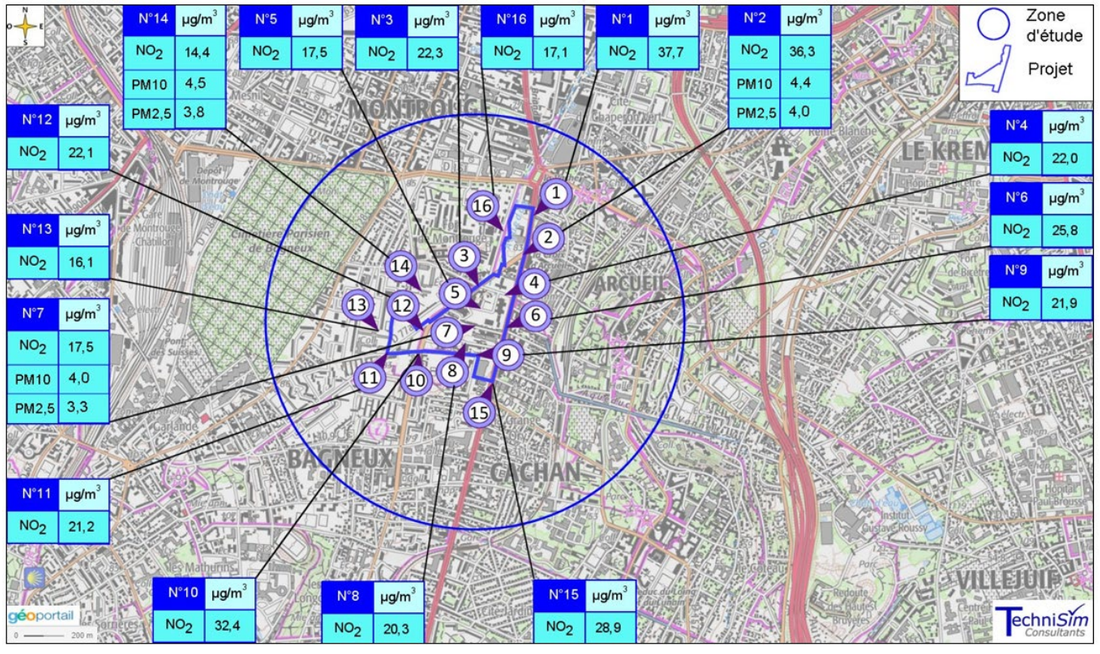
Note : la règlementation française n'impose pas de seuil journalier pour les PM2,5 ; l'OMS recommande de ne pas dépasser le seuil de 15 µgPM2,5/m^3 plus de 3 jours par an.
-En comparaison des mesures des stations Airparif, il est observé que les teneurs sur la zone d'étude sont dans l'ensemble inférieures aux teneurs de fond urbain pour les PM10 et équivalentes pour les PM2,5 à celles relevées par Airparif.
Les teneurs faibles en particules peuvent s'expliquer par une utilisation vraisemblablement nulle du chauffage résidentiel/tertiaire (gros émetteur de particules fines) lors de la campagne (températures estivales).

Pour le **dioxyde d'azote**, les teneurs relevées sont comprises entre 14,4 µgNO_2/m^3 (condition de fond) et 37,7 µgNO_2/m^3 (condition trafic).
Les points les plus proches des axes routiers à fort trafic (points n°1, 2, 6, 10 et 15) présentent logiquement les concentrations en NO_2 les plus élevées. Les autres points présentent des concentrations plus faibles.
La concentration moyenne en NO_2 pour la station Airparif Place Victor Basch (trafic) est de l'ordre de grandeur des mesures *in situ* au niveau des points n°1 et 2.
Pour les autres stations, les mesures sont de l'ordre de grandeur des points placés en retrait du trafic (n°5, 7, 13, 14 et 16).

Les résultats sont en adéquation avec le contexte géographique (région 'parisienne', proximité des axes routiers plus ou moins caractérisée) ainsi qu'avec les conditions météorologiques rencontrées lors de la campagne de mesure.

Il faut garder à l'esprit que ces résultats sont donnés à titre informatif, compte tenu de la durée des mesures et ne sont pas comparables à la réglementation en moyenne annuelle. En outre, les valeurs sont valables exclusivement à proximité des points de mesure.

Les concentrations en polluants relevées au niveau des différents points de mesures *in situ* sont reportées sur la planche suivante.



Résultats des mesures in situ sur la zone d'étude (moyennes sur la période de mesure)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.10 – Les énergies renouvelables

A/ Géothermie

Cette source d'énergie renouvelable a été privilégiée par la Ville de Bagneux qui suite à une étude de faisabilité détaillée concernant la mise en œuvre d'un réseau de chauffage urbain alimenté à base de géothermie au Dogger12 a transféré au Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), partenaire de la commune, sa compétence en matière de mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique.

Par ailleurs, le syndicat a signé une convention de délégation de service public auprès de Dalkia Ile-de-France pour le service de production et de distribution publique d'énergie calorifique. Le délégataire a en charge le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un équipement de production d'énergie géothermale et d'un réseau de chaleur sur le territoire de la commune de Bagneux.

Le périmètre de la délégation de service public de production et de distribution de chaleur couvre le tracé de la ZAC Victor Hugo et plus généralement l'ensemble du territoire de la commune de Bagneux. La nature des énergies utilisées se répartissent comme suit :

- Géothermie : 45%
- Pompe à chaleur : 20%
- Chaufferies d'appoint centralisées fonctionnant au gaz naturel : 32%
- Chaufferies d'appoint décentralisées fonctionnant au gaz naturel : 3%

En juin 2015, les travaux sont en cours.

B/ Filière bois

Le recours au bois pour le chauffage sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pourrait être envisagé, par la mise en place d'une chaufferie collective utilisant le bois ou de chaudières bois individuelles.

Précisons cependant que ces deux solutions ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

C/ Solaire

Il serait intéressant de favoriser l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Précisons cependant que ces deux solutions « solaires » ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

D/ Eolien

La pertinence d'une installation d'éoliennes sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne semble pas avérée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.11 – Synthèse des enjeux environnementaux

THEMES	ENJEU NUL		ENJEU FAIBLE		ENJEU MOYEN		ENJEU FORT		ENJEU TRES FORT	
	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi
MILIEU NATUREL										
Milieux naturels et politiques territoriales	SRCE : pas d'enjeu Pas d'ENS			ZNIEFF de type à 5km zone NATURA 2000 à + de 10 km de l'aire d'étude			Espaces Boisés Classés à l'Ouest Espace Vert Protégé			
Habitats naturels										
Flore										
Zones humides	Pas de zone humide référencée à la DRIEE					Sur 100 m²				
Faune			La grande partie du périmètre présente un enjeu faible		Ponctuellement : Oiseaux Chiroptères et insectes					
PAYSAGE ET PATRIMOINE										
Relief							Talus pentus entre 6 et 18% sur les pourtours Ouest et Nord			
Monument historique/ AVAP/Secteur sauvegardé	Pas de sites répertoriés									
Site classé/site inscrit	Pas de sites répertoriés			Etang Colbert site inscrit						
Site archéologique	Pas de sites									
RISQUES MAJEURS										
Risque d'inondation	Pas de PPRI									
Risque de remontée de nappe	Sensibilité « très faible »									
Gonflement des argiles					Risque d'aléa de retrait fort					
Carrières	Pas de carrières recensées									
Transport de matières dangereuses					Avenue de la Résistance : canalisation de gaz à haute pression Φ300					
Risques technologiques	Pas de PPRT Pas de SEVESO et d'activités soumises à autorisation et à enregistrement		Activités soumises à déclaration	500 m d'une INB : Centre CEA de Fontenay-aux-Roses.						

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV – PROJETS CONNUS DANS L'ENVIRONNEMENT DU PROJET

IV.1 – Projets connus

A/ Projets de transports collectifs

- Métro ligne 15 Sud : La gare Bagneux

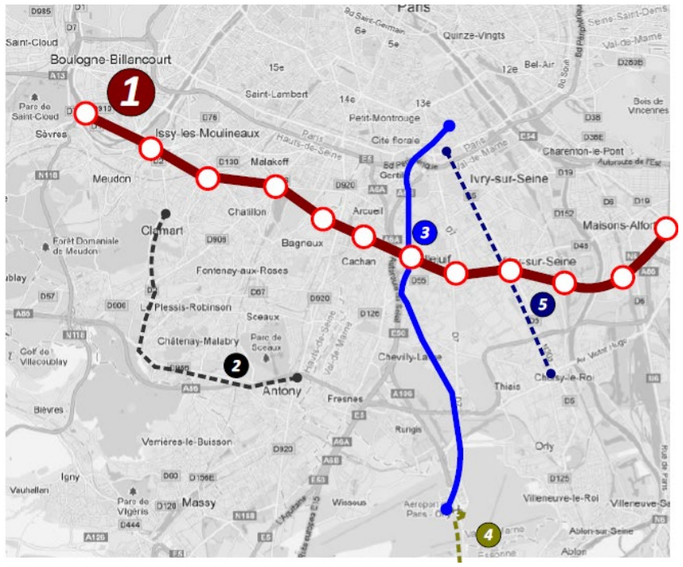
Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la gare de métro « Bagneux » de la ligne 15 sera située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur entourée du G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot G1 de la « place des Métros » à être aménagé) et connectée à la ligne 4 du métro.
Les quais seront situés à 33 mètres en dessous du niveau du rez-de-chaussée.

- Autres projets

Ci-dessous est présenté le tableau récapitulatif des projets d'évolution du réseau de transports collectifs sur le secteur. Il faut toutefois signaler que d'autres projets non identifiés sur la carte ont également été pris en compte. Ces projets sont :

- Le projet Trans-Val de Marne (TVM) Est
- Le projet T12 Tram-Train Massy-Evry
- Le TCSP Pompadour à Sucy

Ci-dessous les hypothèses de report modal considérées sur les nouveaux axes de transports collectifs :



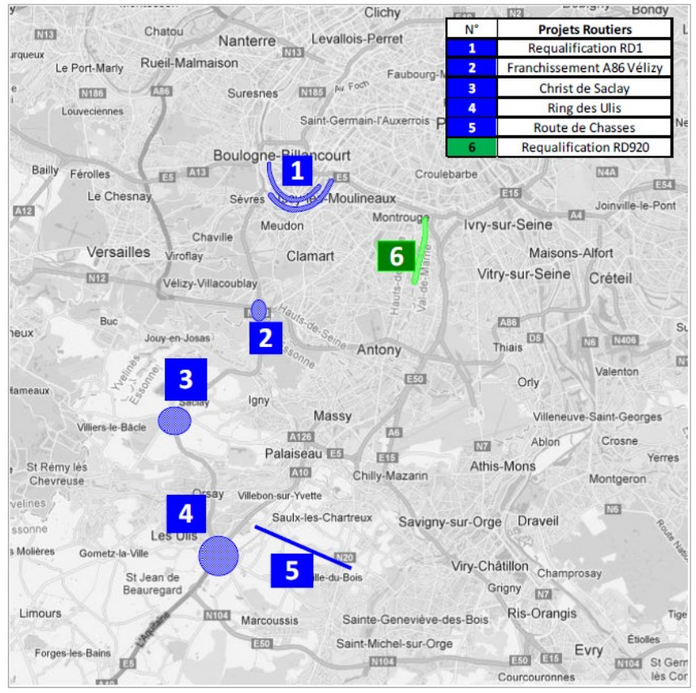
Principaux projets TC pris en compte à terme	
Numéro	**Type**
Projets figurant sur la carte	
1	Ligne 15 Grand Paris Express
2	Tramway Antony - Clamart
3	Prolongement ligne 14 Sud à Orly
4	Prolongement T7 depuis Juvisy
5	T5 Porte de Vitry-Rouget de Lisle

B/ Projets du réseau routier

A proximité immédiate de l'Ecoquartier, le projet de requalification de la RD920 en boulevard urbain est pris en compte. Cela entraînera une légère baisse de capacité sur cet axe dans les 2 sens de circulation avec la réduction du nombre de files de circulation sur plusieurs sections.

Les autres projets pris en compte sur un périmètre plus large sont les suivants :

- Requalification de la RD1 à Paris
- Création d'un franchissement supplémentaire de l'A86 au niveau de Vélizy-Villacoublay
- Achèvement des travaux du Christ de Saclay
- Réalisation du projet du Ring des Ulis
- Construction de la route des Chasses



N°	Projets Routiers
1	Requalification RD1
2	Franchissement A86 Vélizy
3	Christ de Saclay
4	Ring des Ulis
5	Route de Chasses
6	Requalification RD920

Après l'arrivée de la ligne de métro 4 depuis le 13 janvier 2022, le prochain transport collectif structurant ayant une station sur le territoire de la commune de Bagneux est la ligne 15 du Grand Paris Express. Les stations des lignes 4 et 15 seront en correspondance, avec l'aménagement d'un parvis piétons au sein de l'Ecoquartier Victor Hugo.

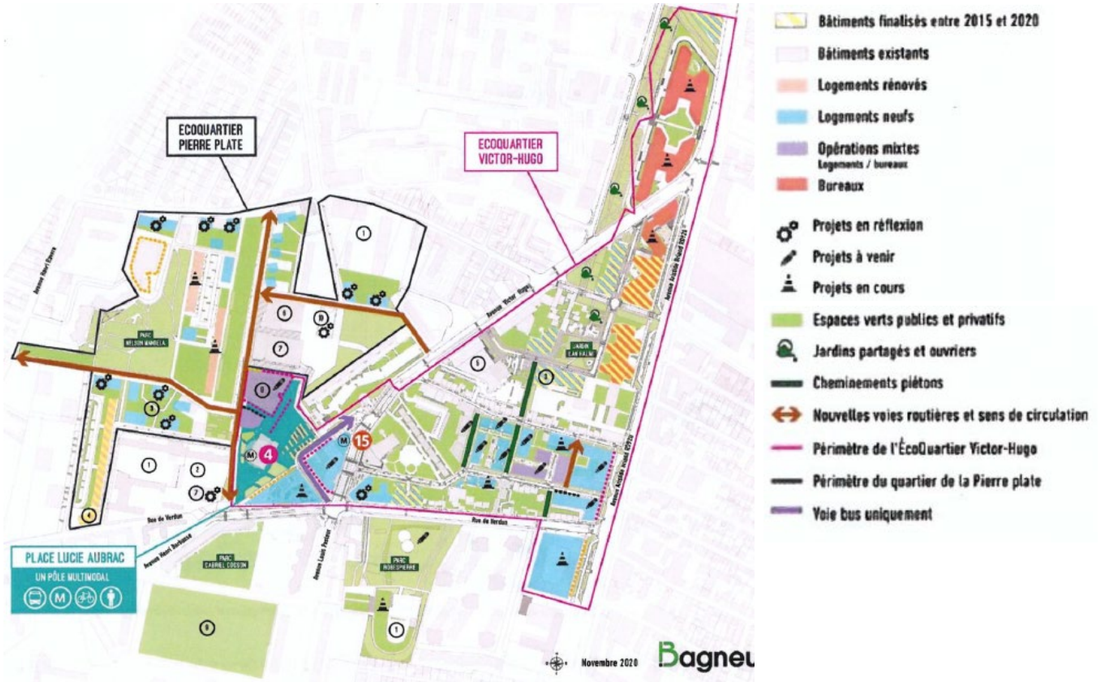
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Projets urbains

♦ Le quartier Nord

Le quartier Nord constitue l'un des secteurs stratégiques de la ville en matière de renouvellement urbain.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo, aujourd'hui en bonne partie aménagée, est la première réalisation forte de ce processus de renouvellement urbain du quartier Nord qui couvre à peu près la moitié Est de ce quartier. **Un second projet complète le renouvellement urbain du secteur : le renouvellement du quartier de la Pierre Plate** (« **Cité des Musiciens** ») qui cherche à éviter le « décrochage urbain » de ce secteur au sein du quartier Nord et intégrer les futures stations de métro dans la nouvelle dynamique urbaine en cours de constitution.



Le projet urbain de la Pierre Plate matérialise la partie Ouest du projet d'aménagement global du quartier Nord de Bagneux, dans la continuité de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

La réflexion engagée par la Ville a abouti en 2013 à un schéma de référence du Quartier Nord définissant les orientations d'un projet qui articule la ZAC Écoquartier Victor Hugo et le PRUS de la Pierre Plate.

La réflexion sur l'évolution du quartier Nord de Bagneux devait répondre à plusieurs enjeux :

- Introduire une cohérence entre le projet urbain du quartier Nord et le périmètre QPV des Musiciens (la Pierre Plate) à travers une démarche globale d'écoquartier
- Introduire l'espace public dans le secteur de la Pierre Plate
- Connecter les secteurs du quartier Nord, désenclaver la Pierre Plate et apaiser l'avenue Victor Hugo
- Développer une nouvelle attractivité autour du pôle gare avec une programmation adaptée, notamment en matière de développement économique et d'économie sociale et solidaire
- Introduire une diversité de formes urbaines et diversifier l'offre de logement, par de la construction neuve et l'amélioration durable de l'existant
- Favoriser la connexion des quartiers par le biais de trames vertes et développer les circulations douces

Cette opération s'étendra jusqu'en 2029-2030. Elle porte sur la réhabilitation de 553 logements (bâtiments « Chopin », « Prokofiev » et « Debussy »), la démolition de 296 logements et la construction de 600 logements.
L'opération a pour objectif de renforcer la mixité sociale et fonctionnelle du quartier et offrir aux habitants un cadre de vie plus agréable et apaisé. Au-delà de ces forts enjeux, d'importants travaux de rénovation thermique ont été engagés
À l'issue du chantier, une bonne partie des appartements, neufs ou réhabilités, seront proposés en accession à la propriété.

La 2ème phase de transformation du quartier de la Pierre Plate vient d'être engagée. Les travaux d'aménagement extérieur vont permettre de résidentialiser les bâtiments et de repenser l'offre de stationnement avec l'arrivée de la ligne 4 du métro et la ligne 15 du Grand Paris Express.

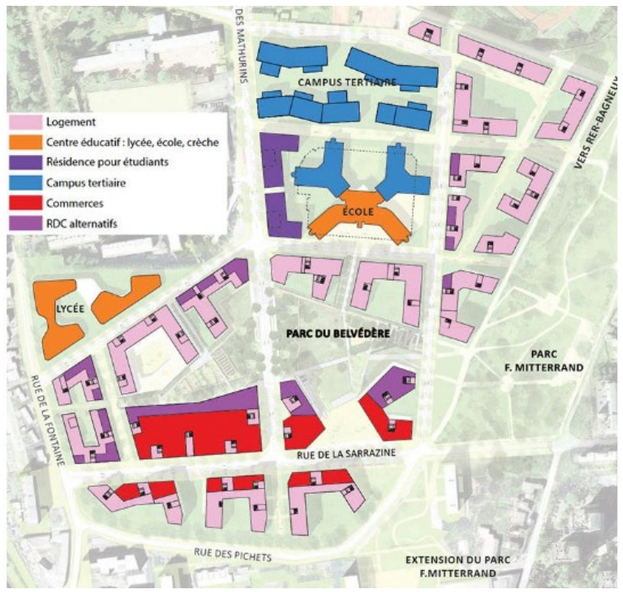
Ce projet de renouvellement urbain comprend, la démolition et la reconstruction du centre social et culturel Jacques-Prévert dans l'équipement polyvalent prévu dans l'îlot G3, et l'agrandissement du collège Joliot-Curie. À cela s'ajouteront la reconstruction de la crèche Prokoviev, et la démolition/reconstruction du gymnase.

♦ Collège Joliot-Curie

Le collège Joliot-Curie est situé en limite Sud-Ouest de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Il accueille environ 400 élèves et une extension pour recevoir 200 élèves supplémentaires est prévue à l'horizon 2027.

Planning prévisionnel :

- Janvier 2023 : débuts des travaux de maîtrise d'œuvre
- 3ème trimestre 2024 : Lancement des consultations de travaux
- 1er trimestre 2025 : démarrage des travaux
- Eté 2025 : travaux de démolition
- Livraison : automne 2027
- Décembre 2027 : Mise en service



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ ZAC Moulin Blanchard

A l'Ouest de Bagneux, tout près du centre-ville, la ZAC du Moulin-Blanchard, créée en 2004 par la commune, a fait l'objet d'une convention publique d'aménagement avec la SEMABA qui prévoit le réaménagement de la rue Ledru-Rollin, la création d'un équipement pour la petite enfance ainsi que l'édification de logements locatifs sociaux et en accession à la propriété selon des formes variées : immeubles et maisons de ville.

Sur 450 logements prévus, la moitié a été livrée. La SEMABA a confié à SADEV 94 un mandat de gestion opérationnelle de la ZAC en 2016. Une opération privée est en cours de montage pour la réalisation d'environ 80 logements et d'une cellule commerciale.

♦ Site Blanchard-Croizat/Fortin

Dans le cadre de l'appel à projets "Inventons la Métropole du Grand Paris (APIM), le groupement de promoteurs Brémond/Lamotte a été désigné lauréat avec son projet "Le Temps sur Mesure" destiné à réaménager le site Blanchard-Croizat-Fortin. Le site d'une emprise de 1,8 hectare (hors voiries) occupe une position stratégique d'entrée de ville entre le centre ancien, le faisceau ferroviaire TGV, la coulée verte du sud parisien et une zone industrielle destinée à être requalifiée.

Programmation :
- 1 750 m² d'activités (70 emplois)
- 25 000 m² de surface de plancher (400 Logements)
- 1 450 m² d'exploitation maraîchère en toiture

♦ O'Mathurins

Jusqu'alors occupé par les grands noms de l'industrie tels que Thomson, Thalès et la DGA, le site O'Mathurins de 16 hectares fait l'objet d'une transformation urbaine majeure.

Programmation :
- 2 500 nouveaux logements diversifiés
- 12 000 m² de commerces
- 4 000 emplois créés
- 3,2 hectares de parcs et jardins
- 1 nouveau groupe scolaire
- 1 lycée
- 50 000 m² de bureaux
- 1 résidence pour étudiants

IV.2 – Effets cumulés avec le projet

A / Effets cumulés en phase chantier

Les impacts cumulés concernent principalement les thématiques liées au trafic de camions et aux nuisances qui y sont associées (qualité de l'air et nuisance sonore).

Même si ces phases sont temporaires, la durée consécutive plus ou moins longue de ces travaux pourrait avoir un impact sur le secteur, en termes de perturbation sur le cadre de vie (qualité de l'air, circulation, bruit, …). Ainsi, pour chaque projet, des mesures spécifiques de protection de la vie urbaine (circulation, sécurité, propreté des sites, etc.) seront mises en œuvre.

Au vu des calendriers de livraisons des projets répertoriés dans le secteur d'étude, prévus soit en amont ou en aval du chantier des travaux de la fin de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, il ne devrait a priori pas avoir d'interférences qui pourraient avoir des conséquences nuisibles sur le cadre de vie.

Dans le cas de décalage de planning des projets analysés, et qui entraînerait une réalisation de chantiers de manière proche ou de manière simultanée, une coordination des chantiers pourra être nécessaire afin d'appréhender les conséquences de cumul d'effets et de proposer les mesures correspondantes : par exemple, un plan de déviation, la programmation différée ou au contraire, une limitation dans le temps de certaines activités bruyantes, …

Ainsi, une concertation avec les maîtrises d'ouvrage concernées sera mise en œuvre. Elle permettra d'assurer la meilleure coordination possible entre les projets, dans un souci d'optimisation et d'efficacité et afin de limiter l'impact sur les populations riveraines et les usagers de la route.

Pour chaque projet, des mesures spécifiques de protection de la vie urbaine (circulation, sécurité, propreté des sites, etc.) seront mises en œuvre, permettant d'atténuer les effets cumulés sur le cadre de vie des riverains.

B / Effets cumulés en phase d'exploitation

Les principaux effets cumulés pour la phase exploitation liés à ces opérations concernent :

- **L'eau** : La plupart des projets proposent des mesures alternatives à la gestion des eaux de pluie. Chaque pétitionnaire de projet se devra de gérer à la parcelle ses eaux pluviales Des procédures Loi sur l'Eau s'appliqueront à la plupart des projets (suivant les rubriques de la nomenclature prises en compte).

  Par conséquent, les impacts sur le contexte hydrographique et les risques d'inondation sont particulièrement faibles, car ces derniers seront directement intégrés à la conception des différents projets.
- **Le milieu naturel** : La plupart des projets concernent du renouvellement urbain, l'impact des effets cumulés des différents projets est donc faible car le milieu naturel est peu représenté. De manière générale, les projets d'aménagement cherchent à améliorer le cadre paysager du territoire communal. Ils s'appuient notamment sur la volonté de créer de nouveaux milieux naturels axés pour la plupart sur l'élaboration de nouvelles trames vertes.
- **Le relief et la géologie :** les impacts sur le relief et le contexte géologique seront nuls puisque les remaniements auront lieu exclusivement en phase chantier des projets.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Le cadre de vie :** Les différents projets vont impliquer du renouvellement urbain alliant nouveaux logements, activités ou équipements municipaux. L'ensemble de ces projets intègre les notions de confort et d'amélioration du cadre de vie des résidents et usagers.
- **Le paysage :** L'impact cumulé des différents projets est dans l'ensemble positif, car les projets prévoient de nouvelles architectures et l'insertion de trames vertes dans le milieu urbain.
- **Les transports collectifs** : avec l'arrivée du métro 15 du Grand Paris Express la part modale des transports collectifs va être augmentée. Par ailleurs, la ligne 4, directement accessible sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo permet d'ores et déjà d'améliorer l'offre générale sur le secteur.
- **Les déplacements automobiles :** Avec ces projets, la ville de Bagneux va accueillir de nouvelles populations (résidents, usagers, actifs …) générant indéniablement des déplacements routiers notamment domicile travail. La localisation des projets va entraîner en conséquent une hausse du flux automobile plus ou moins limitée par les mesures prises pour favoriser les modes de transports alternatifs.

En exploitation, les projets à proximité du site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo vont entraîner une augmentation de trafic automobile et ainsi impacter la qualité de l'air et le bruit ambiant.

Dans le chapitre suivant intitulé « Les effets permanents du projet sur l'environnement et mesures prévues » sont intégrés les effets cumulés des autres projets dans l'environnement du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. **Les facteurs retenus aux fins de l'analyse des effets cumulatifs sont le trafic routier, l'air et la santé ainsi que le facteur bruit.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V – IMPACTS DES PROJETS ET MESURES ASSOCIEES

V.1. - Scénario au fil de l'eau

A/ Milieux naturels

En l'absence de la réalisation des derniers îlots opérationnels de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, l'occupation des sols resterait inchangée. Les espaces verts, du fait de leur entretien régulier (tontes, coupes) n'évolueraient pas. Les seules évolutions pourraient être liées aux changements des pratiques de gestion des espaces verts.

B/ Paysage

En l'absence de la réalisation des derniers îlots opérationnels de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le paysage du site ne serait pas modifié.

C/ Climat

En l'absence du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo faute de développement d'espaces verts et en eau sur le site, une augmentation de la température pourrait être observée. Cependant avec l'arrivée des lignes de métro à proximité, il peut être attendu une réduction des émissions à effet de serre, grâce à une réduction de l'utilisation de la voiture sur le secteur.

D/ Sols et sous-sol

Aucune évolution du sol et des sous-sols de l'aire d'étude n'est attendue. Ainsi en cas de non réalisation du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo persisteraient les pollutions de sol constatées.

F/ Risques naturels et technologiques

Pas d'évolution attendue en cas de non réalisation du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

G/ Pollution de l'air et santé

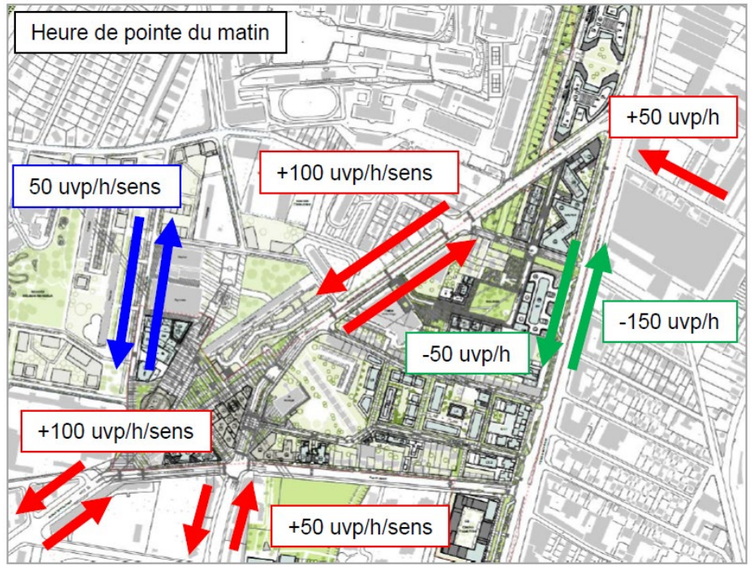
Pas d'aggravation par rapport à la situation actuelle de référence.

Pour le sujet « Qualité de l'air et santé », cette situation « fil de l'eau » est étudiée dans la partie suivante, car elle sert d'élément de référence au BET pour développer avec la situation de référence son analyse des incidences globales.

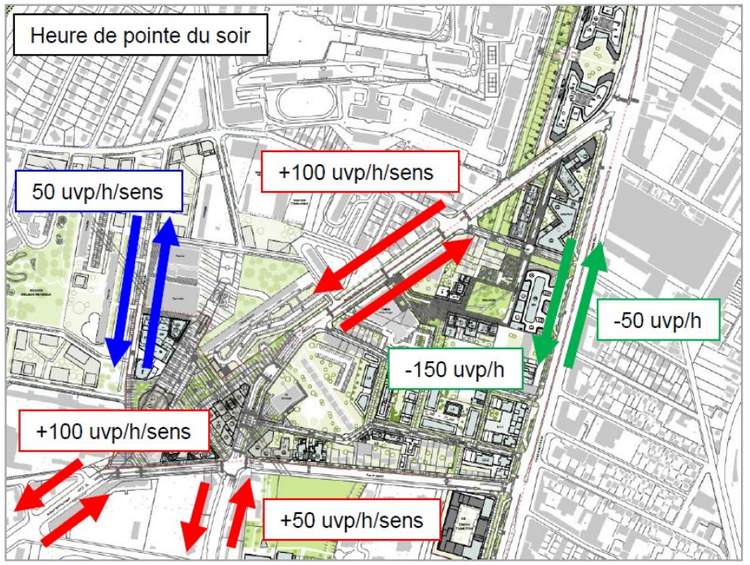
H/ Déplacements

- Evolution des trafics moyens journaliers

A partir de ces tendances, l'estimation des évolutions de trafic aux heures de pointe sur les voies autour de l'écoquartier (en uvp/h) sont illustrées sur les schémas ci-après :



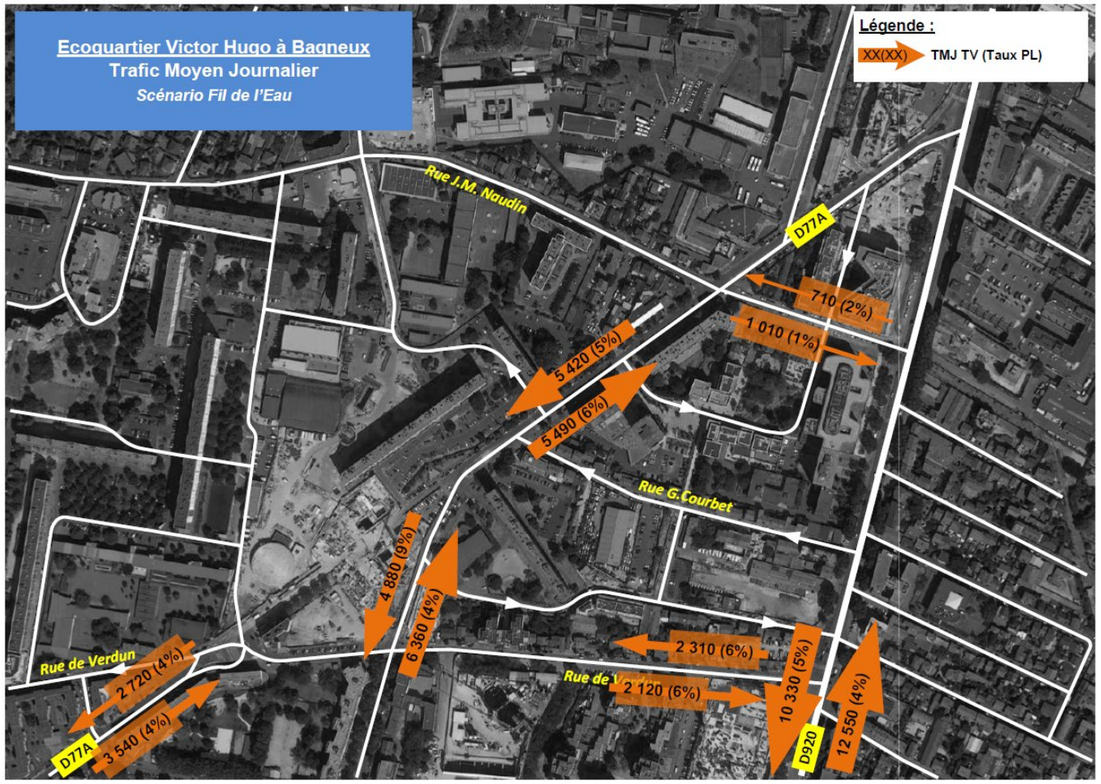
Ordre de grandeur des évolutions des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du matin



Ordre de grandeur des évolutions des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du soir

A partir des flux aux heures de pointe et à l'aide de ratios de passage, l'estimation des Trafics Moyens Journaliers au Fil de l'eau sur les sections ayant été enquêtées est présentée ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



- Analyse de fonctionnement des carrefours

  - ❖ CARREFOUR A FEUX C1 : RD920 / RUE DE VERDUN

La requalification de la RD920 entraîne une réduction des flux sur l'axe aux heures de pointe et une réduction du nombre de files sur la RD920 Nord (au Sud, la configuration est la même qu'au moment des enquêtes, la file supprimée correspondant à la file actuellement réservée aux vélos).
Ainsi, les réserves de capacité diminuent sur l'entrée RD920 Nord et augmentent sur la RD920 Sud par rapport à la situation actuelle.
La réduction à une file de circulation sur la rue de Verdun dégrade les réserves de capacité sur cette entrée, mais elles restent satisfaisantes (>20%).
La configuration du carrefour après requalification de la RD920 permet ainsi de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir dans le scénario Fil de l'eau.

  - ❖ CARREFOUR C2 : RD920 / RUE GUSTAVE COURBET

Comme en situation actuelle, la rue Gustave Courbet étant en sens unique depuis la RD920, il n'y a aucun conflit entre les véhicules au droit de ce carrefour.

  - ❖ CARREFOUR C3 : RD920 / RUE JEAN MARIN NAUDIN

Du fait de la baisse de trafic attendue sur la RD920, les réserves de capacité sont légèrement meilleures qu'en situation actuelle. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour aux heures de pointe.

  - ❖ CARREFOUR A FEUX C4 : RD920 / RD77A / RUE BERTHOLLET

La modification du phasage du fait de l'ajout d'une ligne de feu pour le tourne-à-gauche vers la rue Berthollet entraîne des modifications dans les durées de vert octroyées aux différentes entrées, et une dégradation générale du fonctionnement aux heures de pointe.
Ainsi, le carrefour sera chargé, avec des ralentissements ponctuels au droit du feu de tourne-à-gauche vers la rue Berthollet, de la rue Berthollet et de la RD920 Nord le soir.

  - ❖ CARREFOUR A FEUX C5 : RD77A / RUE JEAN MARIN NAUDIN

La configuration prévue pour ce carrefour permet de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

  - ❖ CARREFOUR A FEUX C6 : AVENUE LOUIS PASTEUR / RUE DE VERDUN

La configuration prévue pour ce carrefour permet de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

  - ❖ CARREFOUR A FEUX C7 : VOIE NOUVELLE / RUE DE VERDUN

Les réserves de capacité des entrées sont confortables, ce qui permet théoriquement d'écouler de façon fluide les véhicules aux heures de pointe. Il faudra toutefois veiller à aménager un espace au centre du carrefour permettant de stocker 2 véhicules (soit environ 10m) souhaitant tourner à gauche depuis la rue de Verdun Ouest, afin que les véhicules continuant tout droit ne se retrouvent pas bloqués (comme anticipé en accès de l'îlot G2 un peu plus à l'Est sur la rue de Verdun).

I/ Bruit

Les cartographies de bruit illustrent une légère dégradation le long de la rue de Verdun (augmentation du trafic automobile) et une amélioration le long de la D920 (avenue Aristide Briand) due à la pacification de l'axe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V.2 - Effets temporaires et mesures prévues en phase de chantier

A/ Réalisation des chantiers

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Emprise des chantiers	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Circulation et accès riverains	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures de réduction :</u> Les itinéraires de circulation des camions seront étudiés afin de créer le moins de perturbations possibles sur la voirie locale. Dans la mesure du possible, le maître d'œuvre réalisera un plan de circulation. Une limitation des vitesses et une signalisation adéquate seront mises en place. Une information routière en amont des chantiers préviendra de la présence de ces derniers. En entrée de site, un lieu d'affichage sera installé permettant d'informations. Un Plan d'Installation de Chantier (P.I.C.) sera mis en place.	→ Réduire l'impact sur la circulation → Communiquer auprès des usagers	Suivi réalisé par la MOa, le coordinateur chantier et le coordonnateur SPS. Rédaction d'un règlement de chantier joint au CCTP et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances Plan d'Installation de Chantier Note d'organisation des chantiers	Suivi réalisé par la MOa. Application des mesures du CCTP et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances	Lié à la réalisation du chantier
Déchets	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures de réduction et d'évitement :</u> Minimisation, tri et suivi des déchets. Recyclage et plan de gestion des déchets de chantier conforme aux plans de gestion d'Ile-de-France Un SOGED sera élaboré. Les déchets devront être collectés de manière sélective sur le chantier. Un pré-tri minimum sera imposé sur le site. Chaque entreprise est responsable du devenir de ses déchets. Les excédents de matériaux seront envoyés dans des filières de traitements de déchets adéquats. Pour les sols, à l'issue des travaux d'excavation, un dossier de fin de travaux devra être rédigé. Les déchets de toute nature, susceptibles de libérer des fibres d'amiante seront conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.	→ Réduire les quantités de déchets liées aux différents chantiers et assurer une élimination vers des filières adaptées de façon mutualisée ainsi qu'un recyclage possible de ces déchets → Eviter toute pollution du site par une gestion adaptée des déchets produits	Suivi du SOGED et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances Suivi réalisé par la MOa et la MOe déléguée pour la gestion des terres. Application des mesures du CCTP et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances Comité de suivi	Suivi réalisé par la MOa, la MOe déléguée pour la gestion des terres.	Lié à la réalisation du chantier
Pollution des sols	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures de réduction et d'évitement :</u> Diagnostic de pollution des sols réalisé préalablement aux travaux d'affouillement. En cas de pollution des sols, mise en place des procédés de dépollution si nécessaire par un BET spécialisé. La gestion des terres polluées fera l'objet de dispositions particulières, suivant le plan de gestion et du schéma conceptuel établi par le bureau d'étude.	→ Dépolluer le site afin de le rendre compatible avec son usage futur	Le suivi des travaux de réhabilitation des sols et de gestion des terres devra être réalisé par la MOa et la MOe déléguée pour la gestion des terres. Application des mesures du CCTP et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances	Suivi réalisé par la MOa, la Moe déléguée pour la gestion des terres. Suivi des processus par les services de la Préfecture Transmission du plan de dépollution et du mémoire de réhabilitation au MOa et à l'aménageur	Lié à la réalisation du chantier
Emploi et économie	Effet temporaire positif	Aucune mesure particulière				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Nuisances liées aux chantiers

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Le bruit et les vibrations	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures de réduction : Les entreprises de travaux devront respecter la règlementation acoustique et vibratoire en vigueur. En complément, une charte de chantier vert et/ou à faibles nuisances sera mise en place pour fixer les objectifs et les moyens pour limiter les nuisances sonores.	Réduire notablement les niveaux sonores et les vibrations durant les périodes d'activité du chantier.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordonnateur SPS. Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier joint au CCTP et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa et le coordonnateur SPS Application des mesures du CCCT et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances. Ecoute des réclamations	Lié à la réalisation du chantier
Production de poussières et de boues	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures de réduction : Mise en place d'une charte de chantier vert et/ou à faibles nuisances	Réduire l'envol de poussières en assurant la propreté des chantiers et de leurs abords	Suivi réalisé par la MOa, le MOe et le coordonnateur SPS. Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa et le coordonnateur SPS. Application des mesures du CCCT Ecoute des réclamations éventuelles des riverains	Lié à la réalisation du chantier
Circulation et stationnement	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures de réduction : Les parcours de desserte seront soumis à l'approbation des services concernés, afin de générer le moins de nuisances pour les riverains. Les stationnements des véhicules seront pensés pour gêner le moins possible les usagers du quartier. Le maintien des files de circulation sur le réseau de desserte du quartier sera recherché. Mise en place de clôtures et de cheminements piétonniers jalonnés.	Sécuriser les parcours.	Suivi réalisé par la MOa, le MOe et le coordonnateur SPS. Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa et le coordonnateur SPS Application des mesures du CCCT Ecoute des réclamations éventuelles des riverains	Lié à la réalisation du chantier
Sécurité du public	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement : Charte Chantier vert et/ou à faibles nuisances Respect d'itinéraires d'accès, signalisation des entrées / sorties. Emprises des travaux réservées aux activités propres de l'entreprise. Mise en place d'une signalétique et d'un contrôle d'accès. La zone de travaux sera clôturée et ses accès interdits au public. Des consignes de sécurité en cas d'incident ou accident seront dispensées aux personnes intervenant sur le chantier. Le chantier sera doté d'un coordonnateur SPS. Installation de palissades. Une permanence technique sera mise en place par le responsable environnemental de l'ensemble de chantier. La gestion des doléances des riverains sera réalisée.	Eviter les risques d'accident sur les zones de chantier et les risques d'intrusion de tiers sur le chantier. Informer et être à l'écoute des usagers, riverains, …	Suivi réalisé par la MOa, le MOe et le coordonnateur SPS. Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa et le coordonnateur SPS Application des mesures du CCCT Ecoute des réclamations éventuelles des riverains Lien direct avec la police municipale	Lié à la réalisation du chantier
Paysage	Effet temporaire positif	Mesures de réduction : Soin tout particulier sera porté à la qualité des clôtures de chantiers. Prescription relative à l'implantation, à la hauteur et à l'aménagement des bases vie. Information du projet sur les clôtures de chantier Un nettoyage régulier des abords et accès du chantier sera réalisé.	Réduire la perception des travaux.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur SPS. Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa. Application des mesures du CCCT. Ecoute des réclamations éventuelles des riverains	Lié à la réalisation du chantier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Milieu physique

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Topographie	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures de réduction et d'évitement :</u> Les travaux de constructions des bâtiments, des voiries nouvelles et autres réseaux, chercheront à minimiser les impacts sur la topographie en limitant la réalisation de déblais-remblais. La mise en œuvre du projet veillera également à réutiliser les matériaux déblayés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.	Réutiliser les matériaux déblayés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur des chantiers Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa Application des mesures du CCCT	Lié à la réalisation du chantier
Géologie	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures d'évitement :</u> Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés en fonction des principes constructifs et des sollicitations appliquées aux fondations.	Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur des chantiers Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa Application des mesures du CCCT	
Eaux souterraines et superficielles	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures d'évitement :</u> L'information des personnels travaillant sur le chantier. Les entreprises retenues respecteront un règlement de Chantier vert et/ou à faibles nuisances environnementales ». La gestion du chantier intégrera des mesures spécifiques pour limiter des risques de déversement accidentel de produits potentiellement polluants et en s'assurant de la mise en œuvre rapide de toutes les dispositions nécessaires à leur traitement. Toutes les mesures seront prises de façon à veiller à ce que le déroulement des travaux n'entraîne pas de dégradation des milieux aquatiques à proximité des zones de travaux. Par ailleurs, en cas de pollution accidentelle qui n'aurait pas pu être évitée, des mesures devront être prises. Les services de l'État (ARS et Police de l'eau) devront être avertis. Un plan d'intervention et d'alerte sera élaboré.	Réduire le risque de ruissellement et de pollution	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur des chantiers Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa Application des mesures du CCCT	Lié à la réalisation du chantier
Sous-sol	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures compensatoires :</u> Des études géotechniques devront être réalisées afin de fournir les caractéristiques géotechniques de sol pour le dimensionnement des fondations et des ouvrages de soutènement du projet, de définir les principes généraux de construction des ouvrages géotechniques et de connaître le niveau de la nappe.	Travailler la phase chantier au sec Garantir la stabilité des constructions et des infrastructures Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments et des infrastructures	Suivi réalisé par la MOa, le BET « loi sur l'eau, la MOe le BET structure Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa Application des mesures du CCCT	Lié à la réalisation du chantier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Hydrogéologie		Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures de réduction : Dossier de déclaration loi sur l'eau. Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements hydrauliques est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre.	Contrôle de la qualité des aménagements hydrauliques	Suivi réalisé par la MOa, le BET « loi sur l'eau, la MOe, le BET structure Respect des dispositions inscrites dans le dossier de déclaration et études techniques	L'entretien et le suivi des dispositifs de rétention et d'infiltration seront à la charge de la Ville de Bagneux.	
Hydrographie et hydrogéologie		Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures de réduction : Lle projet prévoit un débit de fuite maximal de 1 l/s/ha pour une pluie décennale. Il prévoit également la mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales par filtre à sable plantés en amont des rejets dans les réseaux d'assainissement existants. Dossier loi sur l'eau déposé le 18 février 2014 et un second récépissé a été émis par la préfecture en date du 04 juin 2014.	Réduire le risque d'inondation	Suivi réalisé par la MOa, le BET « loi sur l'eau, la MOe Application des mesures du CCCT	Les exploitants devront se conformer aux prescriptions du dossier Loi sur l'Eau et assurer la maintenance des différents ouvrages	Aménagements inhérents au projet
Captage d'eau		Aucun effet	Pas de mesure particulière				
Risques naturels	**Retrait gonflement des argiles**	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement et de réduction : Des dispositions constructives adéquates seront prescrites dans le cadre des études géotechniques de chaque lot. Les mesures prescrites seront respectées en phase « travaux ». Elles permettront de n'avoir aucun impact négatif sur la géologie du sol.	Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments	Suivi réalisé par la MOa, la MOe Application des mesures du CCCT	Suivi réalisé par la MOa	
	Carrières	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement et de réduction : Au regard de l'analyse des sous-sols, une attention particulière sera portée aux prescriptions des rapports à réaliser sur la structure des sols, notamment en prenant en compte la présence d'anciennes carrières. L'aménageur et les constructeurs devront s'engager à respecter les prescriptions énoncées. Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés avec recherche de présence éventuelle de cavités.	Réduire et éviter le risque d'effondrement et/ou de dégradations physiques des bâtiments	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et l'Inspection Générale des Carrières. Application des mesures du CCCT	Suivi réalisé par la MOa des éventuels travaux de comblement, d'injection (…) préalables à l'édification des constructions et possibilité de contrôle par l'Inspection Générale des Carrières.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

		Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Habitats naturels		Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement et de réduction : Respect de l'emprise du chantier Circulation des engins : Afin de réduire l'impact des engins sur les milieux naturels lors de la réalisation des travaux : - la circulation se fera au maximum sur les voies existantes du périmètre de chantier - la vitesse de déplacement des engins durant les travaux sera limitée, conformément aux règles de circulation et de sécurité instaurées sur le chantier. Protection de la biodiversité : Des précautions sont et seront prises pendant les travaux pour assurer une protection suffisante des arbres existants et à maintenir Des mesures complémentaires sont et seront mises en œuvre à la fin de chaque chantier : nettoyage des arbres après le chantier, remise en état des sols, entretien des arbres. Les zones sensibles seront balisées et protégées pendant les travaux et la réutilisation sur place des terres d'excavation sera favorisée.	Eviter la destruction des habitats naturels à conserver.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe paysage Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa	Lié à la réalisation du chantier
Faune	**Avifaune (oiseaux)**	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement et de réduction : La mise en place de mesures comme le respect de l'emprise des travaux a permis et permettra pour le reste du projet de s'affranchir du risque de destruction d'individus adultes ou de jeunes en phase travaux.				
	Chiroptères	Effet temporaire négatif direct à court terme	Mesures d'évitement et de réduction : Précautions lors de l'abattage d'arbres et d'arbustes : L'abattage d'une partie des arbres a été nécessaire, et préalablement il a été vérifié que les arbres à abattre ne disposaient pas de cavités fréquentées par les Chiroptères. L'éclairage, les travaux et la circulation nocturne seront proscrits. Si des éclairages sont prévus, ils devront répondre aux critères suivants : - Faible proportion d'UV - Éclairage dit « indirect » - Si possible, régulation du niveau d'éclairement en fonction des impératifs de sécurité La technologie LED permet de répondre aux impératifs cités ci-dessus. Le choix des LED se portera sur des diodes émettant peu voire pas d'UV et le choix des candélabres sur de l'éclairage indirect respectant les normes citées plus haut.	Eviter et réduire la destruction d'individus et les dérangements sonores et visuels de la faune. Eviter la destruction de spécimens de la faune et de la flore situés en bordure immédiate des zones de chantier. Ne pas interférer avec les espèces aux mœurs nocturnes ou crépusculaires, notamment les chiroptères, et les insectes nocturnes. Vérifier l'absence de chiroptères afin d'éviter l'abattage des arbres.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe paysage Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Patrimoine archéologique	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Equipements	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures d'évitement :</u> La charte chantier intègrera la législation en vigueur concernant la mise en sécurité des réseaux sur le site et aux abords du site. Préalablement aux travaux, il conviendra de vérifier le risque d'interception des réseaux existants. Les entreprises réalisant les travaux veilleront à ne pas produire d'interruption d'alimentation des riverains.	Eviter le risque d'abimer les réseaux et maintenir au mieux les services publics.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur des chantiers Respect des engagements inscrits dans le règlement de chantier joint au CCTP et des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa.	
Eau potable	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Qualité de l'air	Effet temporaire négatif direct à court terme	<u>Mesures de réduction :</u> Les entreprises retenues respecteront un règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances, fixant des objectifs et des moyens minimums à mettre en œuvre pour préserver la qualité de l'air. Les entreprises préciseront en outre leurs engagements afin de limiter les pollutions de l'air tels que les mesures de réduction des émissions de poussière, de gaz d'échappement ou des émanations chimiques.	Réduire les émissions de gaz à effet de serre et les poussières émises	Suivi réalisé par la MOa, la MOe et le coordinateur des chantiers Respect des engagements inscrits dans le règlement de chantier joint au CCTP et des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.	Suivi réalisé par la MOa.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V.3 - Effets permanents du projet et mesures prévues

A/ Milieu naturel

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Incidences Natura 2000	Ce chapitre fait l'objet d'une partie spécifique au chapitre VII de la présente étude d'impact.					
Autres protections réglementaires	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Contexte écologique	Effet direct positif	<u>Mesures de compensation :</u> Il a été réalisé une importante trame verte, cohérente à l'échelle du projet permettant d'établir des liaisons globales entres les différents « milieux naturels urbains » (Parc Robespierre et Aqueduc), qui constitue une mesure de compensation à la perte de biodiversité sur le site de l'ancien jardin du SETRA. La plantation d'espèces locales d'arbres et d'arbustes sa été et sera privilégiée. Par ailleurs pour chaque lot de la ZAC, un pourcentage d'espaces libres, de surfaces en pleine terre, un nombre d'arbres à planter (…) a été et sera imposé. Chaque projet de construction comportera, dans son permis de construire, un volet paysage et plantations détaillant la nature des aménagements et des plantations à réaliser. A son terme, l'aménagement paysager de la ZAC propose une augmentation d'environ 2% de la surface totale d'espaces verts. Le pourcentage de terres perméables sur ces espaces correspond à environ 27%. Créations de zones de prairies-pelouses par la mise en place d'une gestion différenciée : des zones refuges non fauchées au moment de chaque tonte créant ainsi des zones de prairies-pelouses. Cette gestion consistera également à proscrire tout intrant chimique. La mise en place d'une trame viaire constituée de strates buissonnantes, arbustives sur le site devrait permettre de compenser la perte des buissons et des arbres abattus favorables aux oiseaux et chiroptères. De plus un aménagement paysager connectant l'ensemble de ces milieux permettra de consolider les corridors écologiques locaux. Il sera préférable d'utiliser des plantes indigènes et locales d'Ile de France. Une attention toute particulière sera portée sur les essences envahissantes, afin de diminuer leur présence, voire les supprimer entièrement.	**Développer** les continuités écologiques **Créer** de la biodiversité **Améliorer** les déplacements faunistiques	Suivi réalisé par la MOa, la MOe paysagère Respect des dispositions du PLU, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères joint au CCCT.	Les services compétents en urbanisme et environnement, éventuellement assistés d'un paysagiste ou écologue conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions. Entretien assuré par la collectivité et par les exploitants sur les espaces privés	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Patrimoine architectural et paysage

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Patrimoine architectural	Aucun effet particulier	Les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'Architecte des Bâtiments de France.				
Grand paysage	Effet direct positif	<u>Mesures d'accompagnement :</u> Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo devra permettre la réalisation de formes urbaines innovantes et la conception de constructions contemporaines, pour s'inscrire dans sa temporalité et constituer un maillon architectural et urbain de plus dans l'écriture de l'histoire urbaine de Bagneux	Création d'une plus-value visuelle grâce à une nouvelle signature architecturale et paysagère, qualitative et contemporaine plus adaptée à ce secteur qui se renouvelle.	Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre Respect des dispositions du PLU, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Milieu socio-économique

		Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Evolution de la population		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesure d'accompagnement : Dans le cadre de la densification résidentielle, le projet prend en compte l'augmentation induite des besoins en équipements, services et commerces. L'offre en transport en commun sera considérablement renforcée par l'arrivée du métro 4 et le projet en cours de la ligne 15 du Grand Paris Express.	Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.			
Evolution des caractéristiques du parc de logements		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Aucune mesure n'est à prévoir			L	
Evolution du contexte économique		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures compensatoires : Les activités supprimées dans le cadre du projet pouvaient être relocalisées sur la commune. L'opportunité a été offerte pour certaines entreprises préexistantes impactées de réinvestir la ZI existante.	Redresser le taux d'emploi communal.			
Evolution du contexte commercial		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : Les immeubles de logements seront implantés et conçus de sorte à permettre un changement d'usage des logements en rez-de-chaussée en locaux professionnels, locaux associatifs ou locaux commerciaux.	Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.			
Evolution des équipements de proximité	**Equipements scolaires**	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : **Le groupe scolaire Niki-de-Saint-Phalle, situé hors périmètre de la ZAC** mais à proximité immédiate a été livré à la rentrée scolaire de septembre 2021 pour notamment absorber les besoins scolaires de la ZAC. Les besoins pour les collégiens pourront être traités dans les collèges existants de la commune car ils disposent de capacités d'accueil suffisantes. **Le Département des Hauts-de-Seine a lancé la reconstruction du collège Joliot-Curie, dont la livraison est prévue à la rentrée 2027.** Pendant la phase travaux, il est prévu la réalisation d'un collège provisoire pour accueillir les élèves dès le mois d'avril 2025.				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Equipements petite enfance	Effet direct positif à court, moyen et long terme	<u>Mesure d'accompagnement :</u> Le projet de la ZAC a prévu la relocalisation de la crèche municipale du *Champ des Oiseaux* ainsi que son extension, pour assurer la continuité de l'offre en équipements. Avant la démolition de cet équipement, la nouvelle crèche « Graine de lune » a été reconstruite et agrandie (90 places) à l'intérieur du lot 6 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, pour absorber les besoins générés par la ZAC. Par ailleurs, il a été également réalisé le Relais Petite Enfance (RPE) « Clé de sol » dans le projet immobilier « A Ciel Ouvert » situé dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, rue de Verdun.	Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.	Suivi annuel par le service scolaire de Bagneux de l'évolution des effectifs dans les différentes écoles proches du périmètre de la ZAC.		

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Cadre de vie et commodités de voisinage

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Hygiène, salubrité publique	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Sécurité publique	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	<u>Mesures d'accompagnement :</u> Les voies de desserte devront permettre l'accessibilité aux engins d'incendie et respecter les principes de sécurité suivants : - la création de trottoirs suffisamment larges pour accueillir confortablement les flux induits par les usages sans toutefois encourager le détournement d'usage, - la continuité des trottoirs et des circuits piétons, - le renforcement des dispositifs incitant à la vigilance des automobilistes, - la mise en place d'un éclairage nocturne continu et adapté aux usages, - un entretien courant régulier, systématique ,uniforme et visible, - la lisibilité des accès, - la cohérence des dispositifs de signalétique.	Augmenter la perméabilité du site de la ZAC et assurer la sécurité publique	Suivi réalisé par la MOa et la MOe VRD et de conception des espaces publics Les services compétents en urbanisme, veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi par l'exploitant du site	
Gestion des déchets	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	<u>Mesures compensatoires :</u> Une collecte en bornes enterrées sera mise en place sur le site pour desservir les nouveaux logements ainsi que les logements existants (dont maisons de ville et individuelles) situés à l'intérieur de la ZAC. La fonctionnalité de la pratique du tri des déchets, en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux dans le cadre de l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, s'inscrit dans le cadre d'une étude d'optimisation et d'harmonisation des collectes des déchets, menée sur le territoire. La nature et la quantité des déchets seront évalués et mis en adéquation avec les capacités de traitement des déchets sur la zone par SEPUR. Le cas échéant, des équipements complémentaires seront à prévoir. Concernant les espaces verts et les jardins partagés, la priorité ira à la réduction des déchets verts et des nuisances par le choix de végétaux à croissance lente.	Gérer les déchets en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux.	Suivi réalisé par la MOa et la Moe de conception des espaces publics Les services compétents en urbanisme veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi annuel des tonnages collectés, de l'efficience du tri par SEPUR	
Radiations	Aucun effet particulier	Aucune mesure particulière				
Pollutions lumineuses	Effet négatif direct à court, moyen et long terme Effet négatif direct à court, moyen et long terme	<u>Mesure d'évitement :</u> Les luminaires de basse consommation énergétique seront privilégiés. L'éclairage extérieur devra être orienté vers le sol, direction lumineuse la plus favorable à la préservation de la biodiversité nocturne	Limiter les pollutions lumineuses.	Suivi réalisé par la MOa et la Moe de conception des espaces publics Les services compétents en urbanisme veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi par l'exploitant du site et le gestionnaire du réseau	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F/ Déplacements

		Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Transports en commun		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : La reconfiguration de l'offre en transports en commun permettra de répondre largement aux nouveaux besoins (nouveaux logements et nouvelles activités). La conception et l'aménagement du pôle multimodal dont l'enjeu est de pacifier les déplacements des usagers et des bus sera de rendre efficace et attractif le pôle bus au sein de l'îlot des gares.	Accompagner la densification du quartier Nord et les flux de circulation supplémentaires.			
Réseau viaire	**Etude de circulation de 2014**	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures de réduction : Cette étude de déplacement intégrait des préconisations qui ont été prises en compte dans le projet de ZAC qui a permis de faire évoluer les préconisations d'aménagement de la voirie. L'avenue Louis Pasteur (D77) sera réaménagée afin d'accueillir une ligne de bus en site propre. Les deux fois deux voies seront réduites à deux fois une voie, et des dispositions seront prises aux carrefours pour permettre un écoulement acceptable du trafic. Le carrefour Pasteur x rue de Verdun a fait l'objet d'une analyse spécifique en raison de l'insertion de la voie bus de l'îlot gares. Des voies de stockage seront prévues en approche du carrefour pour permettre un bon écoulement du trafic sans perturber le fonctionnement des lignes de bus. Les dimensionnements et les aménagements des profils des voiries au sein du périmètre de la ZAC seront conçus pour permettre de hiérarchiser les flux de circulation. La réglementation des voies devait permettre de mettre en œuvre un plan de hiérarchisation. Ainsi, la plupart des voies résidentielles situées au cœur du quartier ont été traitées en zone 30.	Aggraver le moins possible le fonctionnement automobile du quartier			
	Etude de circulation de 2022	Effet peu significatif à court, moyen et long terme	Mesures de réduction : Sur le carrefour entre la rue de Verdun et la voie nouvelle (accès Sud au lot G3), il faudra toutefois veiller à aménager un espace au centre du carrefour permettant de stocker 2 véhicules (soit environ 10 m) souhaitant tourner à gauche depuis la rue de Verdun Ouest, afin que les véhicules continuant tout droit ne se retrouvent pas bloqués (comme anticipé en accès de l'îlot G2 un peu plus à l'Est sur la rue de Verdun).	Aggraver le moins possible le fonctionnement automobile du quartier	Suivi réalisé par la MOa, la MOe chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux.	Suivi par le service des espaces publics. Ajustement si nécessaire du phasage des feux tricolores.	
Stationnement		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesure de recommandation : Ces places seront prises en charge hors voie publique. Les modalités de réalisation des aires de stationnement seront conformes au règlement du PLU. L'organisation du stationnement intégrera les aires réservées aux PMR selon les normes en vigueur. Les aires de livraison seront prévues sur les emprises foncières des activités et non sur l'espace public.	Ne pas encombrer les voiries	Les services compétents en urbanisme, veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi périodique de la situation du stationnement dans le périmètre de la ZAC par la Ville.	
Modes doux		Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesure d'accompagnement : Une signalétique adaptée permettra d'indiquer les points d'intérêt. Dans le cadre de l'étude d'impact de 2015, afin de favoriser l'usage du vélo, étaient prévues au minimum 0,75 par logement, aménagés en totalité en RdC. Pour les opérations de bureaux, un ratio de 1,5% de la SDP de bureaux sera affecté au stationnement des vélos dont un tiers en RdC. Pour les dernières opérations, l'installation de locaux vélos doit être conforme à l'arrêté du 30/06/22.	Réduire les déplacements automobiles en favorisant les déplacements doux	Un BET V.R.D. est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux. Les services compétents en urbanisme veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi par le service des espaces publics de la Ville de Bagneux.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

G/ Réseaux

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Assainissement	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : Solutions de rétention sur l'ensemble de la ZAC : Il est à retenir de l'évolution du projet que : - La surface des noues prévues initialement a environ doublé, ce qui augmente sensiblement le volume déconnecté du réseau par infiltration et évapotranspiration. - Bien que les surfaces des noues aient augmenté, les volumes de stockage à ciel ouvert ont diminué à la suite des études détaillées. En effet les capacités de stockage par surface disponible ont été surestimés initialement. - De même, les volumes de stockage en enterré ont été sous-estimés. Particulièrement, place des gares, bien que le volume de rétention initiale ait augmenté, il a fallu prévoir un stockage en enterré complémentaire pour les besoins de l'opération.	Réduire les eaux pluviales	Le dossier DLE a déjà été déposé. Il sera mis à jour, si nécessaire. MOa et MOe V.R.D. chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux. Les services techniques de la Ville veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi par les services techniques de la Ville.	
Eau potable	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : Compte tenu des besoins en eau potable liés au programme de la ZAC (logements, activités économiques, équipements), un renforcement du réseau existant sera réalisé avec des mesures à mettre en œuvre pour limiter la consommation d'eau potable et donc l'impact sur la ressource en eau. - Toute opération devra étudier les possibilités de réduction des consommations d'eau potable et obligatoirement limiter la pression à 3 bars tout en mettant en œuvre des systèmes hydro-économes. - L'eau potable ne sera pas utilisée pour l'arrosage ou le nettoyage des espaces extérieurs, on privilégiera l'utilisation des eaux pluviales récupérées.	Alimenter les besoins de la ZAC Economiser l'eau potable	MOa et MOe V.R.D. chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux Des exigences en termes de réduction des consommations en eau potables seront définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.	Les services techniques de la Ville, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	
Energie	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Mesures d'accompagnement : Raccordement par géothermie profonde en cours de réalisation à Bagneux. Réalisation d'un bâtiment passif pour la crèche. Conception des bâtiments et des espaces publics visant à réduire les consommations énergétiques.	Alimenter les besoins de la ZAC Limiter les consommations d'énergie	MOa et MOe pour les constructions qui suivront les des exigences en termes de performances énergétiques t définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales. MOa et MOe pour la réalisation de l'espace public pour le raccordement au réseau de chaleur.	Les services urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Risques technologiques	Effet peu significatif à court, moyen et long terme	Mesures de recommandation : Au cas où une implantation d'activité économique relevant de la nomenclature des installations classées était envisagée, devront être réalisées : - Si l'installation est soumise à déclaration : une déclaration comprenant des renseignements sur la nature et le volume des activités, les conditions d'évacuation et d'épuration des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que les conditions d'élimination des déchets et résidus de l'exploitation. - Si l'installation est soumise à autorisation : une étude d'impact spécifique et une étude danger relative aux risques d'accidents, aux moyens de secours privés et publics disponibles et aux mesures propres à réduire la probabilité des accidents.	Réduire et éviter le risque technologique.			
Qualité des sols	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	Mesures d'évitement : L'objectif du traitement des pollutions éventuels sera de décanter ces particules par les regards munis de décanteur et les ouvrages de régulations pour éviter leur rejet dans le milieu récepteur (via réseau existant).	Réduire le risque de pollution			
Qualité de l'air	Effet peu significatif direct à court, moyen et long terme	Aucune mesure particulière				
Nuisances sonores	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	Mesures d'évitement : **Aucune mesure particulière sauf celle de respecter les réglementations applicables**	Gérer le bruit conformément à la législation en vigueur.	Suivi réalisé par la MOa, la MOe Respect des dispositions de l'arrêté et des isolements acoustiques minimums à respecter, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	
Sécurité publique	Effet direct positif à court, moyen et long terme	Le nouveau maillage de la voirie ainsi que l'organisation des espaces publics et des constructions prévus permet d'augmenter la perméabilité du site, ce qui implique donc une meilleure capacité d'intervention des services assurant la sécurité publique.				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I/ Climat et vulnérabilité du projet au changement climatique

	Effets temporaires du projet	Mesures	Effets des mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets	Estimation des dépenses
Phénomènes microclimatiques induits par le projet : effet « venturi » et confort au vent	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	Mesures de réduction et d'évitement : Selon le bureau d'étude, l'inconfort ne devrait pas être très important sur la zone d'arrêt de bus ; une densification des arbres à des endroits stratégiques peut venir aisément à bout de ce désagrément.	Améliorer le confort piéton à l'arrêt de bus	Suivi réalisé par la MOa et la MOe de conception des espaces publics et du paysagiste Les services urbanisme veilleront à l'application de cette mesure.	Suivi par l'exploitant du site	
Phénomènes microclimatiques induits par le projet : ombrage et ensoleillement	Effet peu significatif direct à court, moyen et long terme	Aucune mesure particulière				
Phénomènes microclimatiques induits par le projet : Ilot de Chaleur Urbain	Effet négatif direct à court, moyen et long terme	Mesures de réduction et d'évitement : La mesure de réduction présentée ci-contre est la même que celle pour le confort au vent du piéton qui consiste à implanter des arbres supplémentaires sur l'espace séparant les arrêts de bus et le collège Joliot-Curie. Par l'optimisation, il est ainsi à constater une diminution de l'ICU. L'apport de végétation permet donc d'atténuer la diffusion de l'ICU et régule la température sur la zone d'arrêt de bus. **La végétation implantée permet donc de faire « barrière » à la l'air chaud cumulés sur la cour du collège.** Température du sol Autre élément jouant sur le ressenti thermique, la **température de sol** est plus importante sur toute la durée de la journée sur la chaussée en absence d'arbres. La pertinence d'intégrer des arbres supplémentaires permet de créer un espace protégé des rayonnements solaires, direct et réfléchi, permettant ainsi de baisser légèrement la température d'air, et d'abaisser fortement la température de sol, qui reçoit moins de rayonnement solaire. Ces éléments permettent d'améliorer le confort thermique des usagers, en plus de créer une zone agréable à circuler.	Baisser l'ICU au niveau de l'arrêt de bus	Suivi réalisé par la MOa et la MOe de conception des espaces publics et du paysagiste Les services urbanisme veilleront à l'application de cette mesure.	Suivi par l'exploitant du site	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale
ÎLE-DE-FRANCE

Avis délibéré
sur le projet de la zone d'aménagement concerté (Zac) Victor Hugo à Bagneux (92)

N°MRAe APJIF-2024-004
du 10/01/2024

v23Reve

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Synthèse de l'avis

Le présent avis concerne le projet de zone d'aménagement concerté (Zac) Victor Hugo, située à Bagneux (92), portée par la Sadev 94, et son étude d'impact actualisée, datée de janvier 2023. Il est émis dans le cadre d'une modification du dossier de réalisation de la Zac.

Créée en 2011, la Zac Écoquartier Victor Hugo s'implante sur un périmètre de 19,5 ha.

L'aménagement de ce secteur vise à accompagner l'arrivée de la ligne 15 du Grand Paris Express et celle du prolongement de la ligne 4 du métro. Le programme global de la Zac prévoit d'accueillir 2 200 nouveaux logements ainsi que des activités de bureaux, de commerces et des équipements publics. La programmation de la Zac a évolué au cours des années. Depuis sa création, 131 930 m² de surface de plancher du programme de construction de la Zac (soit environ 45 % du programme) ont été réalisés, et 90 055 m² de surface de plancher sont en chantier (soit environ 30 %). La réalisation du reste de la Zac, soit 78 785 m² de surface de plancher (ou 25 % du programme), concernant notamment les lots C1, G3, L1 et G1, est prévue entre 2025 et 2027.

La Zac a déjà fait l'objet de plusieurs avis de l'Autorité environnementale dont le dernier a été émis en 2021.

Le présent avis est sollicité sur des compléments apportés à l'étude d'impact de 2015, notamment pour intégrer les évolutions programmatiques intervenues depuis 2015 à l'échelle de la Zac et notamment du secteur 6 (lots G1, G2, G3 et L1), les réponses aux remarques de l'Autorité environnementale dans son avis délibéré du 7 octobre 2021 sur l'étude d'impact de l'îlot G3 réalisée en 2021 dans le cadre du permis de construire [1] ainsi que les études techniques complémentaires (circulation, air et santé, bruit, émissions de gaz à effet de serre).

Les principaux enjeux environnementaux identifiés par l'Autorité environnementale pour ce projet concernent :

- l'insertion paysagère,
- le cadre de vie (exposition au vent, ensoleillement, îlots de chaleur),
- les consommations énergétiques et le bilan carbone,
- les déplacements,
- les effets cumulés avec les projets avoisinants.

L'Autorité environnementale constate que l'étude d'impact a été actualisée avec la mise à jour des différentes études thématiques mais que celles-ci ne permettent de répondre que partiellement aux recommandations qu'elle avait formulées. L'Autorité environnementale considère ainsi que la plupart d'entre elles doivent être maintenues.

Plus globalement, elle relève que les différentes évolutions programmatiques de la Zac depuis sa création ont conduit à une forte augmentation (de l'ordre du triplement) des surfaces de plancher (SDP) : celles prévues pour le logement étaient de 75 000 m² à la création de la Zac en 2011, de 102 320 m² en 2015 et actuellement de 144 897 m². De même, la SDP totale était de 235 700 m² en 2011, 270 446 m² en 2015 et aujourd'hui de 295 000 m². Cette évolution constitue une modification substantielle du projet qui appelle une refonte de l'étude d'impact.

[1] https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-ile-de-france-a783.html

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Sommaire

Synthèse de l'avis....2

Préambule....4

Avis détaillé....6

1. Présentation du projet....6
2. Historique du dossier et précédents avis de l'autorité environnementale....7
3. Avis de l'autorité environnementale....8
4. Suites à donner à l'avis de l'Autorité environnementale....8

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Préambule

Le système européen d'évaluation environnementale des projets, plans et programmes est fondé sur la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certaines planifications sur l'environnement[2] et sur la directive modifiée 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Les démarches d'évaluation environnementale portées au niveau communautaire sont motivées par l'intégration des préoccupations environnementales dans les choix de développement et d'aménagement.

Conformément à ces directives un avis de l'autorité environnementale vise à éclairer le public, le maître d'ouvrage, les collectivités concernées et l'autorité décisionnaire sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le projet, plan ou programme.

* * *

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France a été saisie par l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris pour rendre un avis sur le projet de zone d'aménagement concerté (Zac) Victor Hugo, présenté par la Sadev94[3], situé à Bagneux (92) et sur son étude d'impact actualisée datée de janvier 2023.

Cette saisine étant conforme au I de l'article R. 122-6 du code de l'environnement relatif à l'autorité environnementale compétente, il en a été accusé réception par le pôle d'appui à la MRAe le 30 novembre 2023. Conformément au II de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, l'avis doit être rendu dans le délai de deux mois à compter de cette date.

Conformément aux dispositions du III de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, le pôle d'appui a consulté le directeur de l'agence régionale de santé d'Île-de-France le 1er décembre 2023. Sa réponse du 21 décembre 2023 est prise en compte dans le présent avis.

L'Autorité environnementale s'est réunie le 10 janvier 2024. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet de zone d'aménagement concerté (Zac) Victor Hugo à Bagneux (92).

Sur la base des travaux préparatoires du pôle d'appui et sur le rapport de Éric ALONZO, coordonnateur, après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Chacun des membres ayant délibéré atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

Il est rappelé que pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

[2] L'environnement doit être compris au sens des directives communautaires sur l'évaluation environnementale. Il comprend notamment la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs (annexe I, point f de la directive 2001/42/CE sur l'évaluation environnementale des plans et programmes, annexe IV, point I 4 de la directive 2011/92/UE modifiée relative à l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement).

[3] Société d'aménagement et de développement des villes et du département du Val-de-Marne (société d'économie mixte).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Au même titre que les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public, le maître d'ouvrage prend en considération l'avis de l'autorité environnementale pour modifier, le cas échéant, son projet. Cet avis, qui est un avis simple, est un des éléments que l'autorité compétente prend en considération pour prendre la décision d'autoriser ou non le projet.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Avis détaillé

1. Présentation du projet

Créée en 2011[4], la zone d'aménagement concerté (Zac) Écoquartier Victor Hugo dans la commune de Bagneux, 43 700 habitants (Insee 2021), dans les Hauts-de-Seine, s'implante sur un périmètre de 19,5 hectares, soit environ 5 % du territoire de la commune. L'aménagement de ce secteur vise à accompagner l'arrivée de la ligne 15 du Grand Paris Express et celle du prolongement de la ligne 4 du métro. Le programme global de la Zac prévoit d'accueillir 2 200 nouveaux logements (soit 5 200 nouveaux habitants) ainsi que des activités de bureaux, de commerces et des équipements publics. Le territoire de la commune est constitué à 85 % d'espace urbain construit, principalement du tissu urbain discontinu et des infrastructures de transports. Les espaces verts urbains recouvrent environ 15 %.

Depuis sa création, 131 930 m² de surface de plancher[5] (soit environ 45 % du programme) ont été réalisés, et 90 055 m² de surface de plancher sont en chantier (dont le lot G2, soit environ 30%). La réalisation du reste de la Zac, soit 78 785 m² de surface de plancher (25 % du programme), concernant notamment les lots C1[6], G3, L1 et G1, est prévue entre 2025 et 2027. La programmation de la Zac a cependant évolué au cours des années avec augmentation de plus de 25 % de la surface de plancher initialement prévue de 235 700 m².

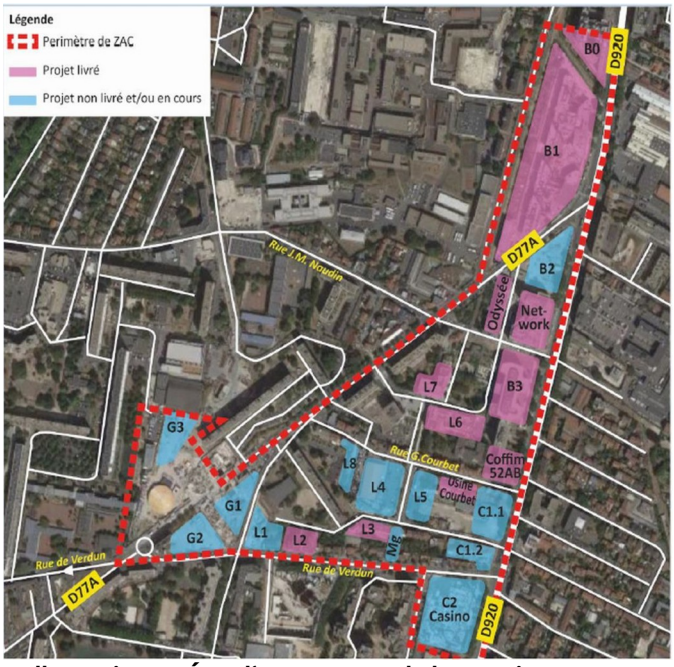


Illustration 1 : État d'avancement de la Zac Victor Hugo, source : compléments à l'étude d'impact, p. 10

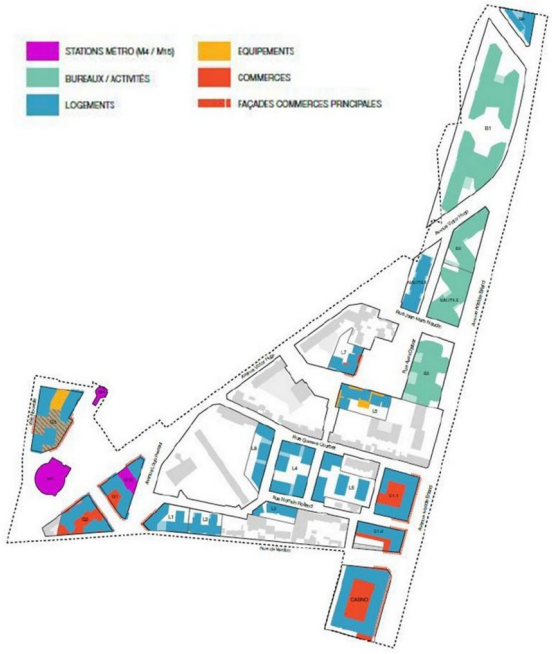


Illustration 2 : Programmation de la Zac Victor Hugo, source : compléments à l'étude d'impact, p. 12

[4] Nouvelle création, faisant suite à l'annulation par la Cour administrative d'appel de Versailles de la délibération initiale du conseil municipal approuvant le dossier de création de la Zac en 2007, en raison de l'insuffisance de l'étude d'impact.

[5] La surface de plancher ne comprend ni les murs, ni les espaces de circulation (escaliers, ascenseurs, etc.) ni ceux de stationnement.

[6] Le lot C1 a fait l'objet d'une décision de dispense d'évaluation environnementale par le préfet de région le 14 janvier 2020 (n° DRIEE-SDDTE-2020-018)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

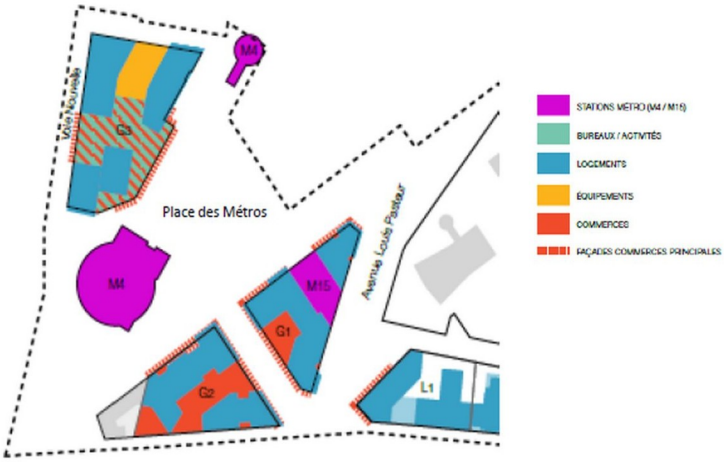


Illustration 3 : Zoom sur le secteur 6 – Place des Métros, source : compléments à l'étude d'impact, p. 13

La programmation finalement arrêtée est ainsi de 295 770 m² de surface de plancher (SDP) au total comprenant : 144 897 m² de SDP de logements, 131 638 m² de SDP de bureaux, 13 216 m² de SDP de commerces, et 6 019 m² de SDP d'équipements publics.

2. Historique du dossier et précédents avis de l'autorité environnementale

Pour rappel, ce projet a fait l'objet d'un avis du préfet de région (alors autorité environnementale) le 23 février 2016 qui pointait que « *certaines thématiques telles que le paysage, le trafic routier, les nuisances sonores et la pollution de l'air pourraient être davantage approfondies* ». L'Autorité environnementale (MRAe) a rendu ensuite un avis du 14 décembre 2018[7], sur le projet de construction de l'îlot G2 à la suite d'une décision du 28 juin 2018 du préfet de région (n° DRIEE-SDDTE-2018-133) le soumettant à évaluation environnementale, ainsi qu'un avis du 7 octobre 2021[8] sur le projet de construction de l'îlot G3 suite à une décision de soumission à évaluation environnementale du 20 août 2019 (n° DRIEE-SDDTE-2019-183).

L'avis de 2018 sur l'îlot G2 constatait que « *l'étude s'est souvent contentée de reprendre les éléments figurant dans les études spécifiques sans apporter d'analyses complémentaires, par exemple pour expliquer les enjeux découlant des résultats obtenus ainsi que les limites des études menées* » et demandait des approfondissements sur les enjeux de gestion des sols pollués, d'exposition au bruit et de gestion des eaux. L'avis de l'Autorité environnementale sur l'îlot G3 considérait que l'étude d'impact était de bonne qualité notamment à l'échelle de l'îlot G3 mais que « *certaines thématiques (paysage et déplacements notamment), mériteraient cependant d'être approfondies à l'échelle de la Zac afin de les apprécier de manière satisfaisante* ».

La présente saisine intervient sur la base d'une mise à jour, datée du 30 janvier 2023, de l'étude d'impact, qui prend la forme d'un document séparé intitulé « Compléments à l'étude d'impact ». Ce document intègre notamment les réponses aux observations émises par l'Autorité environnementale en octobre 2021 et détaille l'historique du projet, ses évolutions, l'état d'avancement de la Zac ainsi que les études thématiques mises à jour (annexées au dossier notamment). Le dossier comprend également en annexe l'étude d'impact de 2015.

[7] https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projet-de-la-mrae-ile-de-france-en-a524.html

[8] https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-ile-de-france-a783.html

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'Autorité environnementale constate que l'étude d'impact a été actualisée avec la mise à jour des différentes études thématiques mais que celles-ci ne permettent de répondre que partiellement aux recommandations qu'elle avait formulées. L'Autorité environnementale considère ainsi que la plupart d'entre elles doivent être maintenues.

3. Avis de l'autorité environnementale

Le dossier décrit les différentes étapes de mise en place de la Zac, ses évolutions programmatiques et son état d'avancement actuel (p. 7-10[9]). Il en résulte une forte augmentation des surfaces de plancher (SDP) : celles prévues pour le logement étaient de 75 000 m² à la création de la Zac en 2011, de 102 320 m² en 2015 et actuellement de 144 897 m². De même, la SDP totale était de 235 700 m² en 2011, 270 446 m² en 2015 et aujourd'hui de 295 000 m². Cette évolution constitue une modification substantielle du projet qui appelle une refonte de l'étude d'impact.

(1) La MRAe recommande de présenter une nouvelle d'étude d'impact de la Zac dans sa programmation actuelle.

4. Suites à donner à l'avis de l'Autorité environnementale

Le présent avis devra être joint au dossier de consultation du public par voie électronique.

Conformément à l'article L.122-1 du code de l'environnement, le présent avis de l'autorité environnementale devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19. Ce mémoire en réponse devrait notamment préciser comment le maître d'ouvrage envisage de tenir compte de l'avis de l'Autorité environnementale, le cas échéant en modifiant son projet. Il sera transmis à l'Autorité environnementale à l'adresse suivante : mrae-idf.migt-paris.igedd@developpement-durable.gouv.fr

L'Autorité environnementale rappelle que, conformément au IV de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, une fois le projet autorisé, l'autorité compétente rend publiques la décision ainsi que, si celles-ci ne sont pas déjà incluses dans la décision, les informations relatives au processus de participation du public, la synthèse des observations du public et des autres consultations, notamment de l'autorité environnementale ainsi que leur prise en compte, et les lieux où peut être consultée l'étude d'impact.

L'avis de l'Autorité environnementale est disponible sur le site internet de la Mission régionale de l'autorité environnementale d'Île-de-France.

Délibéré en séance le 10 janvier 2024

Siégeaient :

Éric ALONZO, Isabelle BACHELIER-VELLA, Sylvie BANOUN, Noël JOUTEUR, Ruth MARQUES, Brian PADILLA, Sabine SAINT-GERMAIN, Philippe SCHMIT, *président*, Jean SOUVIRON.

[9] Les références aux pages renvoient au document « Complément à l'étude d'impact » du 30 janvier 2023.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Mairie de Bagneux

Zone d'Aménagement Concerté

Ecoquartier Victor Hugo



DOSSIER DE ZAC

D. Etude d'impact

Septembre 2015

CODRA

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Demandeur :

Mairie de Bagneux

57 avenue Henri-Ravera

92 220 Bagneux

Tél. : 01 42 31 60 00

Auteurs de l'étude d'impact (y compris du volet déplacements):

Bureau d'étude CODRA (conduite de l'étude d'impact globale) :

- David LIZION - urbaniste qualifié OPQU 2011-630 – directeur d'études
- Amandine MARTIN-LAVAL – Architecte-urbaniste – chef de projet
- François PERON – urbaniste spécialiste des déplacements – chef de projet
- Pablo CARRERAS – urbaniste et économiste, spécialiste de la mobilité – chargé d'études
- Djalila SOUALEHI – apprentie-urbaniste (IUG Grenoble) – assistante d'études
- Raphaëlle BERGEROT – Cartographe-géomaticienne – assistante d'études

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Contenu

PREAMBULE 9

CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT 10

A. LE CADRE DE REALISATION D'UNE ETUDE D'IMPACT 10

B. LE CONTENU D'UNE ETUDE D'IMPACT 10

PRESENTATION DU SITE ET DE SON CONTEXTE 12

C. LE POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF DE LA COMMUNE 12

D. LE SITE DE LA ZAC ECOQUARTIER VICTOR-HUGO 13

I - ETAT DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT 14

LE CONTEXTE PHYSIQUE 14

A. LES DONNEES TOPOGRAPHIQUES 14

B. LES DONNEES HYDROGEOLOGIQUES 15

C. LES DONNEES GEOLOGIQUES 17

D. LES DONNEES CLIMATIQUES 20

LE CONTEXTE BIOLOGIQUE ET ECOLOGIQUE 32

A. LA TRAME VERTE COMMUNALE 32

B. LA BIODIVERSITE DU SITE D'ETUDE 42

C. LE PATRIMOINE NATURA 2000 68

LE CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER 71

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. LA CONSTRUCTION DU TERRITOIRE COMMUNAL 71

B. LE CADRE BATI DU SITE 73

C. LA VALEUR PATRIMONIALE DU SITE 78

LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE 83

A. L'EVOLUTION DE LA POPULATION 83

B. L'EVOLUTION ET LES CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS 85

C. LE CONTEXTE ECONOMIQUE 87

D. LE CONTEXTE COMMERCIAL 92

E. L'OFFRE EN EQUIPEMENTS 102

L'ORGANISATION DES DEPLACEMENTS 108

A. LES TRANSPORTS EN COMMUN 108

B. LE RESEAU VIAIRE 117

C. LA GESTION DU STATIONNEMENT 127

D. LES AMENAGEMENTS DES MODES DOUX 139

E. LES DONNEES DE MOBILITE 147

LA DESSERTE EN RESEAUX 150

A. LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT 150

B. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE 151

C. LA DISTRIBUTION ENERGETIQUE ET LES TELECOMMUNICATIONS 155

E. LA GESTION DES DECHETS 168

LES RISQUES SUR LA SANTE HUMAINE 172

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. LES RISQUES NATURELS 172

B. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES 177

C. LA POLLUTION DE L'AIR 178

D. LA POLLUTION DES SOLS 180

E. LA POLLUTION ELECTROMAGNETIQUE 189

F. LES NUISANCES SONORES 190

LE CONTEXTE FONCIER ET REGLEMENTAIRE 195

A. LE SCHEMA DIRECTEUR D'ILE-DE-FRANCE 195

B. LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS D'ILE-DE-FRANCE 199

C. LE PROJET TERRITORIAL DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD DE SEINE 207

D. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE LA CA SUD DE SEINE 208

E. LE CONTRAT DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL (CDT) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD DE SEINE 209

F. LE PLAN LOCAL D'URBANISME 209

G. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE 215

H. LE SDAGE ET LE PROJET DE SAGE DE LA BIEVRE 216

I. LE CONTEXTE FONCIER 217

SYNTHESE GLOBAL ET PRINCIPAUX ENJEUX D'AMENAGEMENT 220

II – PROGRAMME ET RAISONS DU CHOIX DU PROJET 224

LES PARTIS ENVISAGES, PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION 225

A. UN PRINCIPE D'AMENAGEMENT ENGAGE DES 2003 225

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. UN PREMIER PARTI D'AMENAGEMENT ETABLI EN 2007 226

D. L'ANNULATION DE LA DELIBERATION DE CREATION DE LA ZAC EN 2010 229

LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU : UN ECOQUARTIER 232

A. CONSTRUIRE AVEC LES HABITANTS UN ECOQUARTIER 232

B. LE PROJET URBAIN 232

C. L'ORGANISATION DES ESPACES PUBLICS 235

D. LE PROGRAMME PREVISIONNEL DE CONSTRUCTION 244

E. LES PHASAGES DE L'OPERATION 247

EVOLUTIONS DU PROJET NECESSITANT UNE MODIFICATION DU DOSSIER DE CREATION DE LA ZAC EN 2015 248

A. EVOLUTION DU PERIMETRE 249

B. EVOLUTION DU PROGRAMME 250

C. EVOLUTION DU PARTI D'AMENAGEMENT 253

LES RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SANTE HUMAINE 258

III – ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE ET MESURES DE PREVENTION, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION ENVISAGEES 261

LES EFFETS TEMPORAIRES LIES AU CHANTIER ET LES MESURES DE PREVENTION, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION ENVISAGEES 262

A. LA COMMODITE DU VOISINAGE 262

B. LES NUISANCES SUR L'ENVIRONNEMENT 264

LES EFFETS PERMANENTS ET LES MESURES DE PREVENTION, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION ENVISAGEES 267

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. *EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE PHYSIQUE* 267

B. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE BIOLOGIQUE ET ECOLOGIQUE 269

C. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER 274

D. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE 276

E. EFFETS ET MESURES SUR L'ORGANISATION DES DEPLACEMENTS 279

F. EFFETS ET MESURES SUR LA DESSERTE EN RESEAUX 281

G. EFFETS ET MESURES SUR LES RISQUES SUR LA SANTE HUMAINE 285

H. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE FONCIER ET ARTICULATION DU PROJET AVEC LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE 291

ANALYSE DES EFFETS CUMULES DU PROJET AVEC D'AUTRES PROJETS CONNUS296

DISPOSITIFS DE SUIVI DES MESURES ET DE LEURS EFFETS 302

N. ESTIMATION FINANCIERE DES MESURES 316

IV – METHODES DE CALCULS ET RATIOS UTILISES 317

METHODES ET RATIOS SUR LA POPULATION.....318

A. ESTIMATION DU NOMBRE D'HABITANTS ACCUEILLIS SUR LE SITE 318

B. ESTIMATION DES BESOINS EN EQUIPEMENTS SCOLAIRES 318

C. PETITE ENFANCE 321

METHODES ET RATIOS SUR LES DEPLACEMENTS.....322

A. ESTIMATION DU TRAFIC SUPPLEMENTAIRE GENERE PAR LE PROJET 322

B. ESTIMATION DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT NECESSAIRES 327

C. METHODES ET RATIOS SUR LES RESEAUX 327

D. METHODES SUR LA BIODIVERSITE 330

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

RESUME NON TECHNIQUE (NON MIS A JOUR POUR L'INSTANT) 345

A. LE CONTEXTE PHYSIQUE 346

B. LE CONTEXTE BIOLOGIQUE ET ECOLOGIQUE 347

C. LE CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER 348

D. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE 349

E. L'ORGANISATION DES DEPLACEMENTS 351

F. LA DESSERTE EN RESEAUX 352

G. LES RISQUES SUR LA SANTE HUMAINE 354

H. LE CONTEXTE FONCIER ET REGLEMENTAIRE 356

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Contenu de l'étude d'impact

A. Le cadre de realisation d'une etude d'impact

L'article L.122-1 du Code de l'Environnement, modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle 2, fixe un grand principe du droit de l'environnement :

« Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact. »

L'annexe à l'article R.122-2 précise que, lorsqu'ils sont situés *« sur le territoire d'une commune dotée, à la date du dépôt de la demande, d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu »*, les *« zones d'aménagement concerté, permis d'aménager et lotissements »* sont soumis à étude d'impact lorsque l'opération crée une SHON supérieure ou égale à 40 000 m² (121 000m^2)ou dont le terrain d'assiette couvre une superficie supérieure à 10 hectares.

Le projet d'aménagement envisagé aujourd'hui sur la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, prévoyant la création d'une surface de plancher bien plus élevée que 40 000 m² et s'étendant sur une surface bien plus importante que 10 ha, est donc soumis à étude d'impact.

B. Le contenu d'une etude d'impact

Le contenu de l'étude d'impact est précisé par l'article R 122-5 du Code de l'Environnement, modifié par le décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 :

« I. Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

II. L'étude d'impact présente :

1. *Une description du projet […] ;*
2. *Une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet […] ;*
3. *Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement […] ;*
4. *Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus […] ;*
5. *Une esquisse des principales solutions de substitution examinées […] ;*
6. *Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable […] ;*
7. *Les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour :*
   - *éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- *compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité […] ;*

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments visés au 3° ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur les éléments visés au 3°.

8. *Une présentation des méthodes utilisées […] ;*

9. *Une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;*

10. *Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;*

[…]

11. *Lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.*

[…]

IV. Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci est précédée d'un résumé non technique des informations visées aux II et III. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant. »

En complément de ce contenu réglementé, toute étude d'impact doit également intégrer :

- Une étude d'incidence Natura 2000, conformément à l'article R 414-19 du code de l'environnement ;
- Une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, conformément à l'article L 128-4 du code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Présentation du site et de son contexte

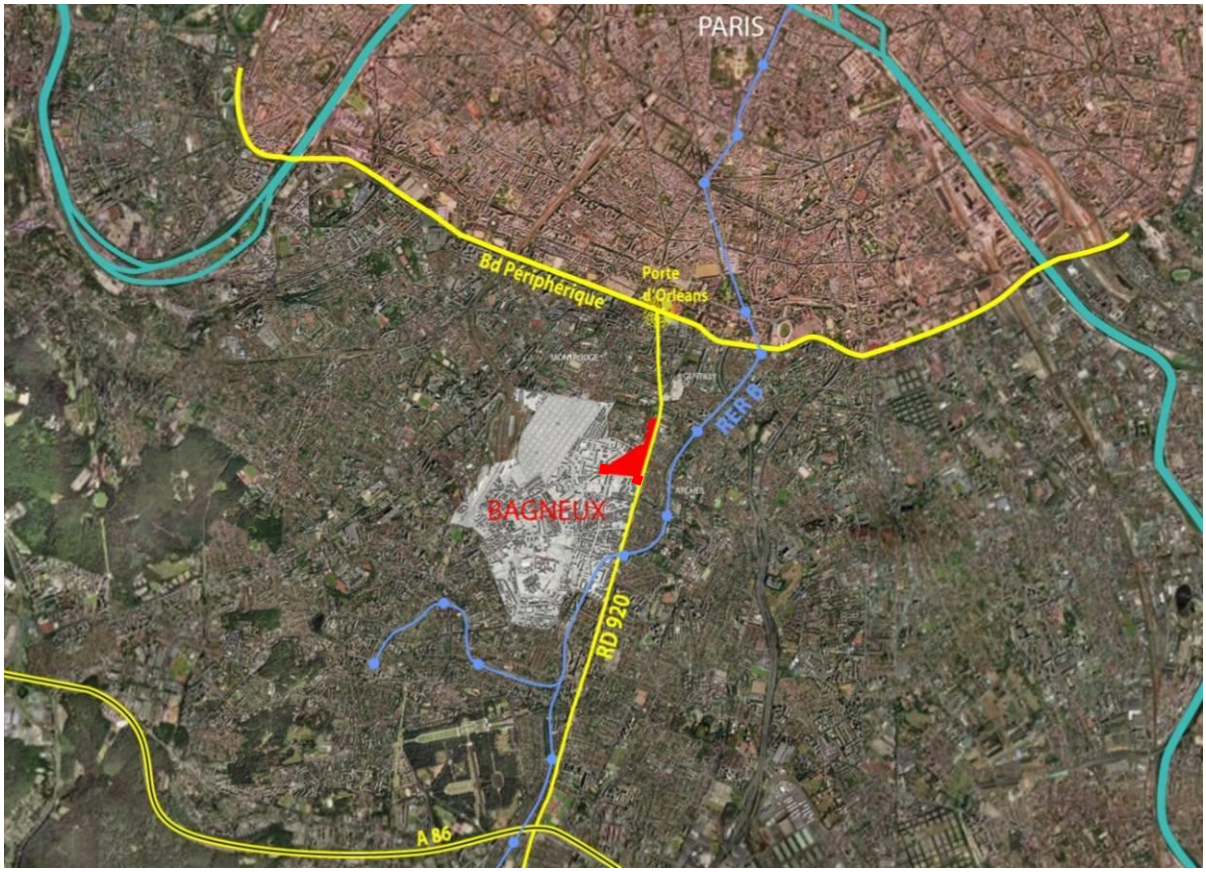
C. Le positionnement geographique et administratif de la commune

Bagneux est située dans l'arrondissement d'Antony à 2 kilomètres au sud de Paris/Porte d'Orléans. Elle fait partie des communes de la proche banlieue parisienne.

Administrativement, sa situation est particulière puisqu'elle se situe à l'extrémité sud-est du département des Hauts-de-Seine, en limite avec le Val-de-Marne. Cette séparation administrative est marquée par la RD 920 (ancienne RN 20), qui constitue la limite est de la commune, ainsi que sa principale voie de desserte. Elle a pour communes limitrophes Montrouge, Arcueil, Cachan, Bourg la Reine, Sceaux, Fontenay aux Roses et Châtillon.

D'après le recensement Insee de 2011, la population municipale de Bagneux est de 38 002 habitants, soit une diminution de 2,4 % par rapport à 2006 (38 936).

Carte 1: Positionnement géographique de la commune



Source : Géoportail, Réalisation : Codra, 2011

La Communauté d'Agglomération Sud de Seine, créée le 1er janvier 2005, rassemble 4 communes du département des Hauts-de-Seine : Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses et Malakoff. Elle regroupe en 2011 une population de 144 789 habitants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

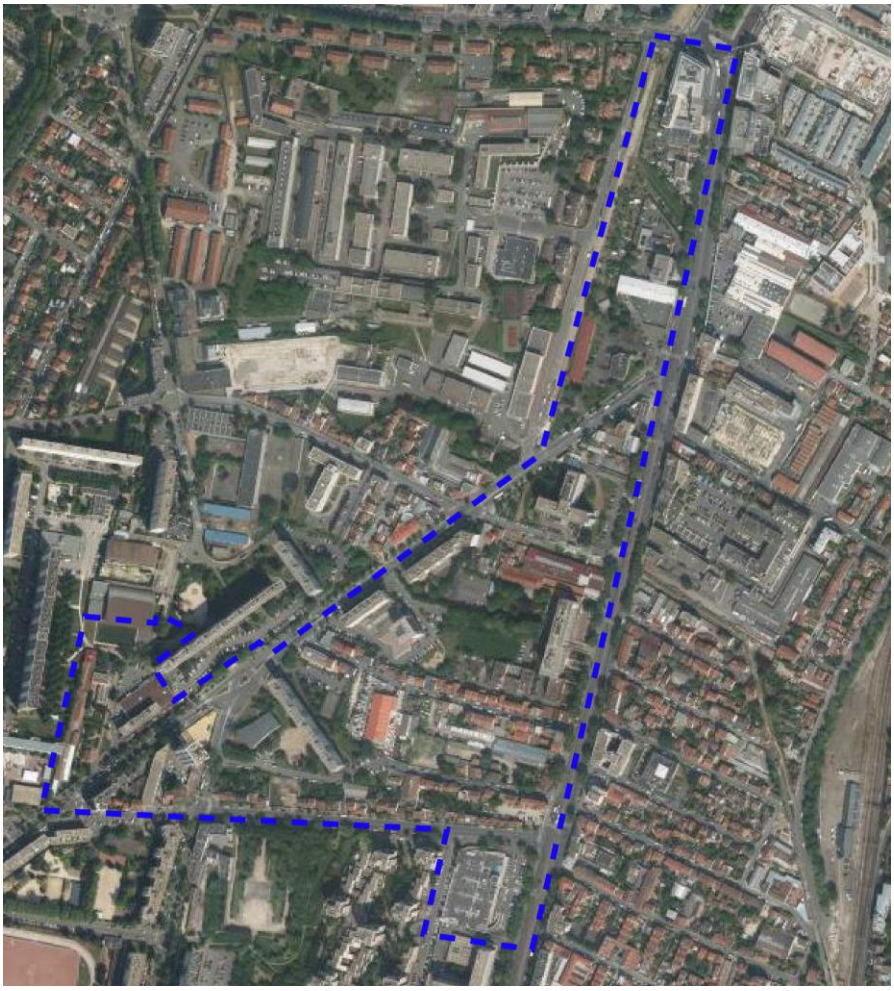
Située au sud du département des Hauts-de-Seine, cette Communauté d'agglomération bénéficie d'un environnement économique, technologique, social et culturel exceptionnel. Ce territoire s'étend aux portes de la capitale et jusqu'au cœur de la Vallée Scientifique de la Bièvre.

D. Le site de la ZAC Ecoquartier Victor-Hugo

Le site de la ZAC est situé au nord-est de la commune, en limite du Fort de Montrouge et de la commune d'Arcueil. Il couvre une surface de 19,5 hectares.
Ce périmètre s'insère dans un quartier populaire, mal relié aux quartiers voisins, d'une intensité bâtie relativement faible. Le site est dominé par l'habitat dont la principale caractéristique est la juxtaposition de tous les types d'habitat depuis le pavillon isolé, les maisons individuelles en bande, les immeubles collectifs, une barre de 117 m de longueur et de 11 niveaux et une tour de 14 étages.

La principale potentialité de cette ZAC est de se trouver au contact direct avec le futur pôle intermodal de Bagneux. L'arrivée de la gare terminus du prolongement de la ligne 4 du métro et sa connexion avec la rocade Grand Paris Express sont un enjeu majeur de la ville de Bagneux dans son évolution sociale, économique et culturelle dans son avenir proche. Cela est encore plus vrai pour le quartier qui doit accueillir physiquement la gare de Bagneux.

Carte 2 : Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Géoportail.fr

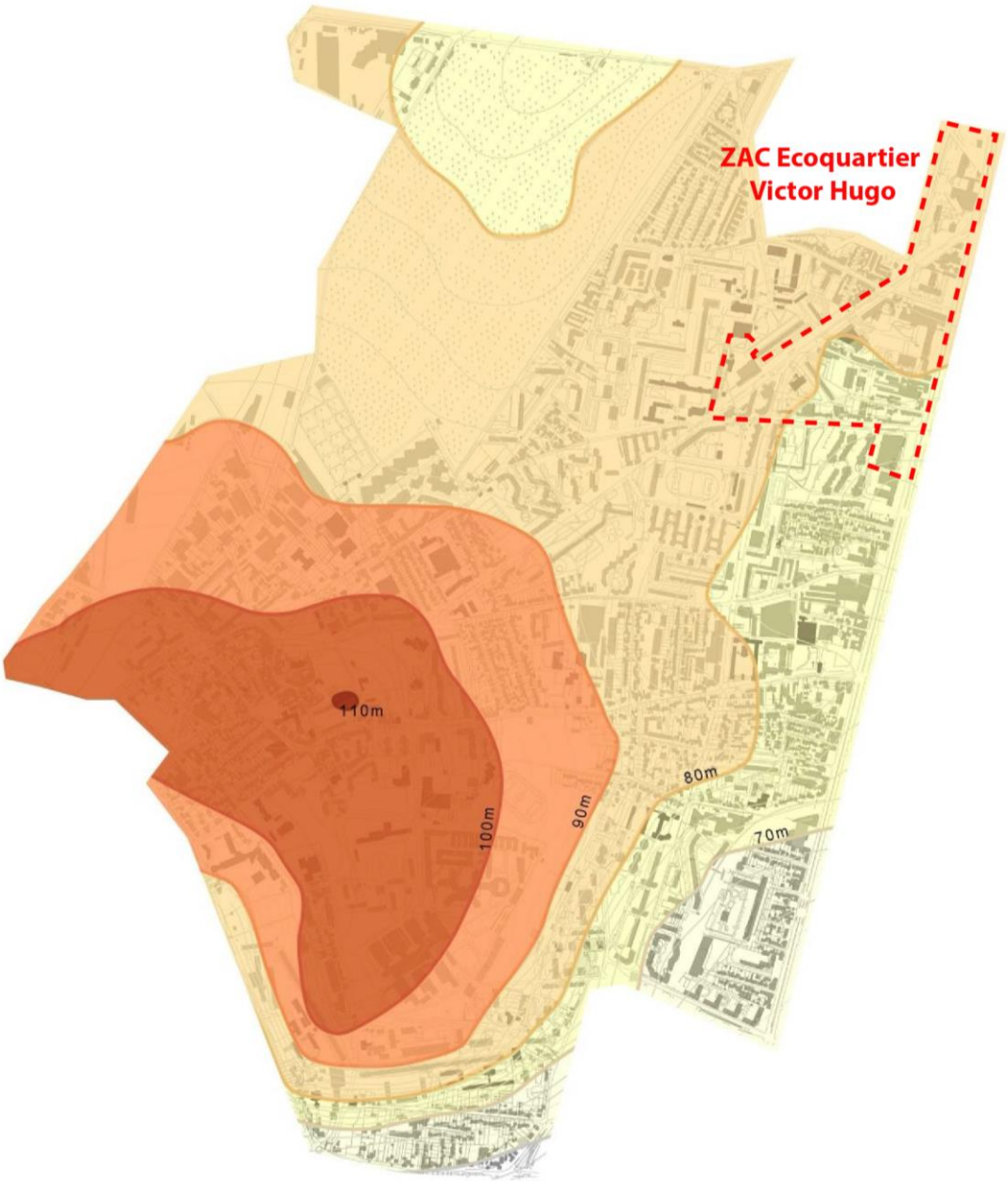
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I - ETAT DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le contexte physique

A. LES DONNEES TOPOGRAPHIQUES

Carte 3 : Carte du relief communal



Source : Plan Local d'Urbanisme, 2006

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La topographie communale

La commune est située sur un plateau d'une altitude moyenne de 80 mètres, entaillé par la vallée de la Bièvre et un de ses affluents, (le ru de la Fontaine au Moulin) qui ne sont pas situés sur le territoire communal.

La partie haute du plateau s'étend en arc de cercle, le point le plus élevé se situant légèrement au sud-est du centre-ville à une altitude de 111 mètres. La présence des cours d'eau ayant structuré cet ensemble se ressent essentiellement dans la partie sud où les pentes sont marquées et où l'altitude diminue rapidement en passant de plus de 100 m à environ 60 m. Dans une large partie nord, les pentes sont plus douces et le plateau s'incline progressivement vers le nord et Paris.

La topographie du site

Le site est caractérisé par un relief plat. Il se situe à une altitude variant de 73 à 84 mètres du nord au sud. Le point le plus bas se situe au sud du site, au niveau de la rue de Verdun ; tandis que le point le plus élevé se trouve à l'extrémité nord, à environ 84 m d'altitude. Les écarts d'altitude sont faibles, à peine plus de 10 mètres, et sont donc peu perceptibles sur l'ensemble de la zone étudiée.

B. LES DONNEES HYDROGEOLOGIQUES

Bagneux comprenait autrefois beaucoup de sources et ruisseaux. Bien qu'ayant structuré le relief, ce réseau hydrographique a aujourd'hui totalement disparu du territoire communal.

Cependant, le site d'étude est traversé en souterrain par l'aqueduc de la Vanne et par l'aqueduc du Loing et du Lunain. Ces deux canaux ont été créés au 19ème siècle pour acheminer de l'eau potable à Paris, depuis des sources situées dans les régions de Fontainebleau et de Troyes. Fruit du travail de l'homme, ces ouvrages d'art séculaires marquent le paysage de leur passage :

- soit de façon discrète, en réservant des emprises non construites et peu plantées ouvrant l'horizon, comme cela est le cas sur le site ;
- soit de façon spectaculaire, en franchissant la Bièvre par un pont de 40 mètres de haut qui embrasse l'ensemble du panorama de la vallée, comme cela est le cas sur la commune voisine d'Arcueil.

Illustration 1: Aqueduc du Loing



Source : wikipédia.org

La présence de ces ouvrages d'art engendre des servitudes (cf. chapitre sur les servitudes).

Sur le site d'étude, la présence des aqueducs est visible en deux points :

- Le long de l'avenue Prieur de la Côte d'Or, située sur la commune d'Arcueil, aux abords du fort de Montrouge, l'espace est ouvert et accessible. Une bande engazonnée s'inscrit entre, d'un côté, des parcelles potagères en accès direct sur l'emprise aqueduc et des petits bâtiments préfabriqués, et de l'autre côté, la rue présentant une façade urbaine bien structurée ;
- Dans la continuité de la bande engazonnée, l'emprise des aqueducs est visible sur un terrain clos non bâti s'apparentant à une parcelle privée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 2 : Jonction des aqueducs de la Vanne et du Loing sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

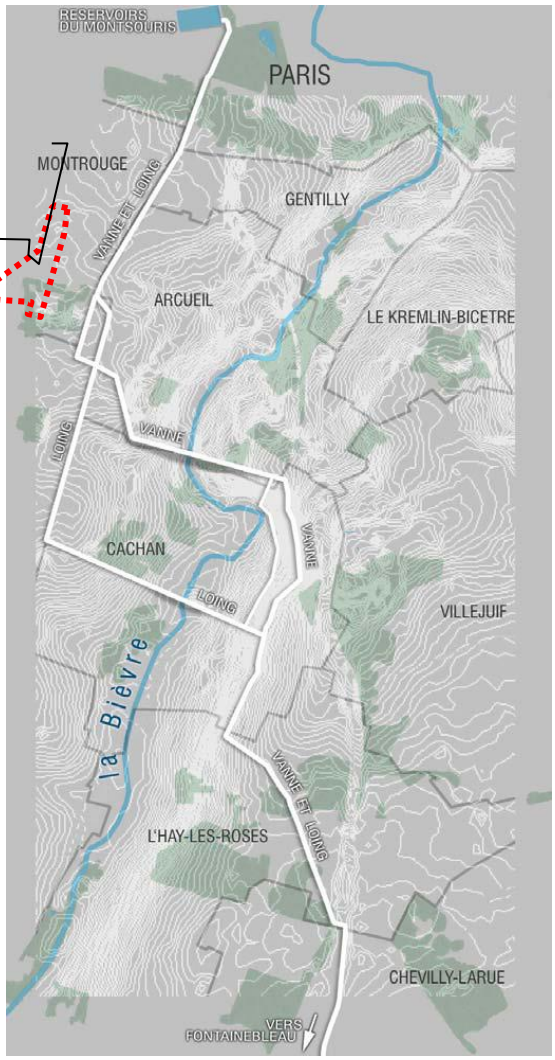


Source : Codra, 2011

Piloté par la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, un Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing a été élaboré en 2005-2006. À l'échelle régionale, l'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing doit permettre de construire de manière progressive une continuité de cheminement doux de Paris vers Rungis, complétant le réseau de liaisons douces du sud parisien
Ce schéma prévoit notamment la mise en lumière des parties émergeantes des aqueducs et l'accompagnement, par une promenade aménagée, des parties souterraine (cf. chapitre sur les circulations douces).

Illustration 3 : Localisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo par rapport au tracé des aqueducs





Source : Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C. LES DONNEES GEOLOGIQUES

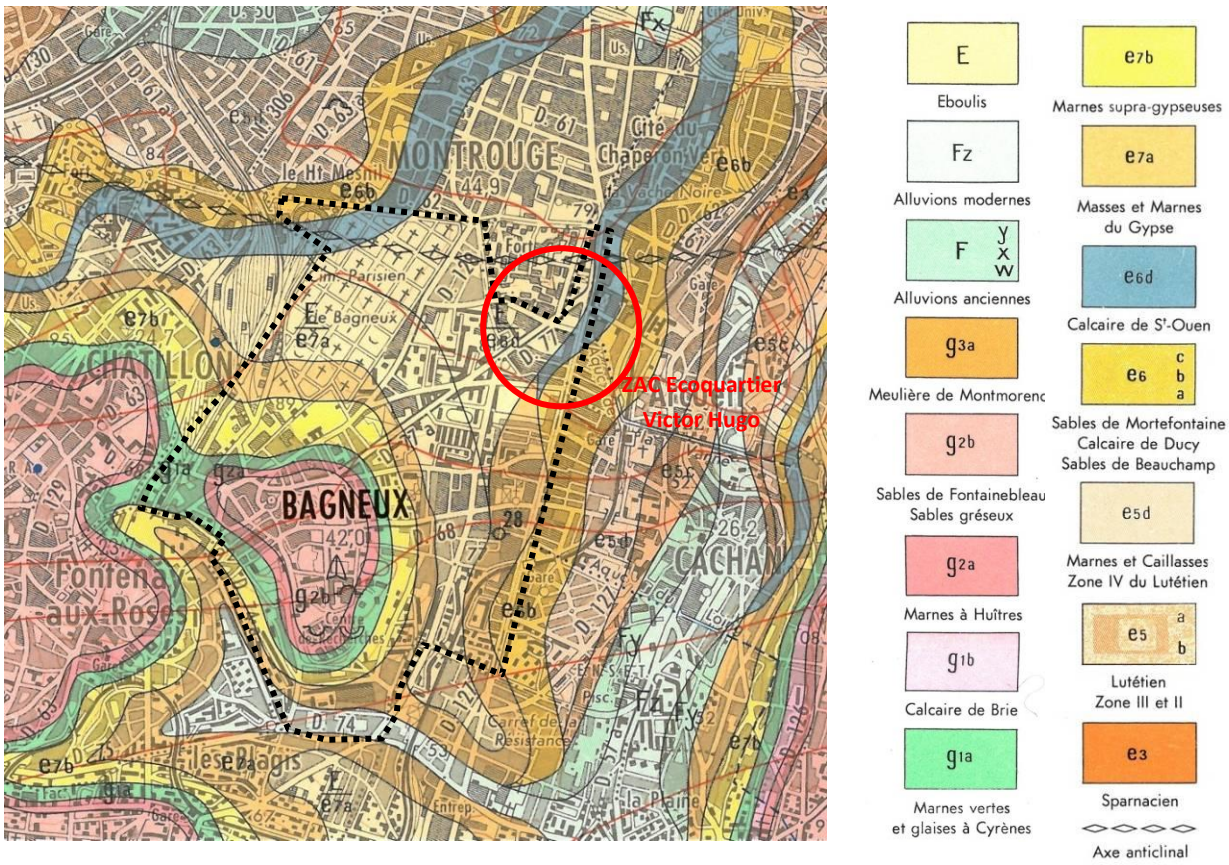
La géologie communale

Le département des Hauts-de-Seine est situé entre deux axes tectoniques, au nord du synclinal de la Seine et au sud, l'anticlinal de Meudon. Le substratum général de la série tertiaire constituant le toit de la Craie est affectée par un prolongement sud-ouest / nord-est avec un pendage de 8 à 9 %. Les phénomènes tectoniques affectent aussi les formations du tertiaire, ce qui explique en général le pendage des couches vers le nord-est.

La structure géologique qui caractérise la commune résulte de l'action érosive de la Seine et de la Marne sur les terrains sédimentaires déposés au cours de l'ère tertiaire. Du fait de cette action érosive, la totalité de la couverture géologique de surface est constituée d'alluvions du quaternaire. Néanmoins, en raison de la présence humaine depuis de nombreux siècles, cette série géologique est recouverte de remblais.

De la surface vers le sous-sol, on trouve ainsi des remblais, puis des sables, des marnes et des caillasses, puis une épaisse couche de calcaire grossier. Ce calcaire a été largement exploité, ce qui a engendré la présence de carrières. Ces carrières ont été remblayées avec divers matériaux dont la stabilité et la qualité du soutènement sont parfois insuffisantes. Cette situation se traduit ponctuellement par une certaine fragilité du sous-sol.
Les caractéristiques géologiques ont été appréhendées à partir des documents du BRGM (Bureau de recherches Géologiques et Minières), carte au 1 / 50 000.

Carte 4 : Géologie de Bagneux et du site d'étude



Source : Infoterre, BRGM

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

On rencontre sur le territoire de Bagneux, les formations affleurantes suivantes :

- **Sables et grès de Fontainebleau (g2b)** : les sables et les grès de Fontainebleau qui ont occupé autrefois toute la région parisienne forment des massifs importants sur les collines en liaison avec l'axe de Meudon (principalement dans Paris même à Montmartre, à Belleville et à l'est, à Romainville). Leur hauteur peut atteindre 60 m. Ils sont formés de sables quartzeux, blancs quand ils sont purs, jaunâtres ou rougeâtres lorsqu'ils sont colorés par les infiltrations. Ils ne renferment plus de fossiles, par suite de leur grande perméabilité, mais les bancs de grès, étagés à diverses hauteurs dans les sables, sont criblés d'empreintes d'une faune variée.

- **Marnes à huîtres (g2a)** : Ainsi nommées parce qu'elles renferment en abondance des valves d'*Ostrea cyathula* et *O. longirostris*, elles forment le support bien continu des sables de Fontainebleau. Ce sont des marnes grises, jaunâtres ou verdâtres, calcareuses, qui durcissent à l'air, avec niveaux gréseux et filets argileux. Très fossilifères dans la région de Paris, elles renferment une faune abondante. L'épaisseur des marnes à huîtres ne dépasse pas 6 m.

- **Marnes argileuses verdâtres, argile verte du sannoisien (g1a) :** Ce sont des marnes argileuses, d'un vert vif, compactes, qui constituent les Marnes vertes. Plusieurs cordons de nodules calcaires, ainsi que des rognons isolés, sont répartis sur la hauteur de ces marnes, qui peuvent atteindre 7 m d'épaisseur.

- **Les calcaires de Saint Ouen - Marinésien (e6b).** Dotés d'une puissance de près de 15m, ils présentent une alternance de calcaires blanc crème, marneux ou siliceux.

- **Marnes supragypseuses (e7b)** : Cette formation comprend deux niveaux : au sommet siègent les Marnes de Pantin et à la base, les Marnes bleues ou Marnes d'Argenteuil. Les premières, généralement fossilifères, sont constituées par des marnes calcaires, blanches en sommet et légèrement teintées à la base ; elles présentent une épaisseur moyenne de 7 m. Les secondes, comprennent des bancs successifs de marnes argileuses et marnes calcaires où se rencontrent vers la base 3 à 5 bancs de gypse.

- **Masses et marnes du gypse (e7a)** : Cette série comprend trois masses de gypse séparées par des assises marneuses. La première masse est composée de gypse blanc - rosé fossilifère. La deuxième masse est exempte de fossile. On peut y rencontrer parfois quelques bancs marneux. La troisième masse, plus marneuse que les précédentes, renferme des filets de gypse cristallisé.

- **Marnes et calcaires de Saint-Ouen (e6d)** : Cette formation est constituée par une série de marnes crèmes et de bancs calcareux où s'intercalent des feuillets argileux. L'épaisseur moyenne du calcaire de Saint-Ouen est de 10 m.

La géologie du site

Le secteur se situe à l'affleurement du calcaire de Saint-Ouen et des marnes supra gypseuses.

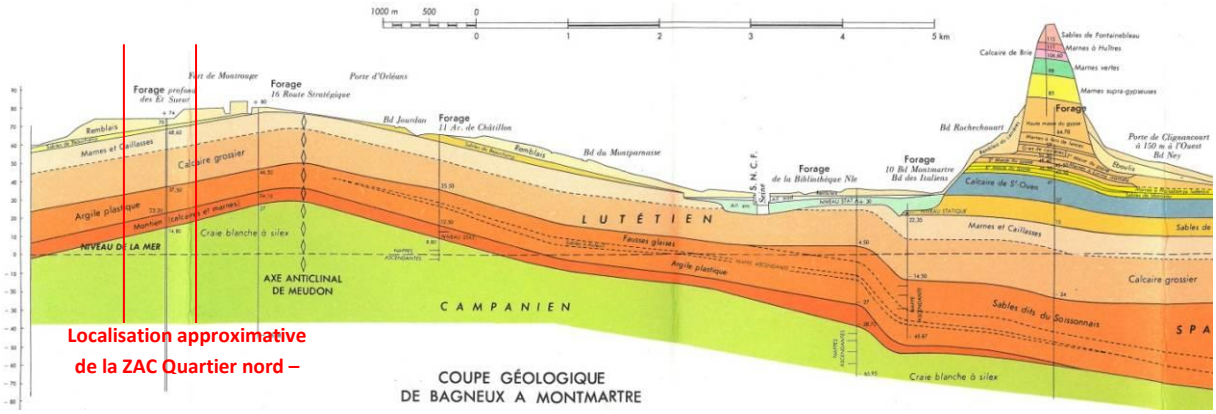
Les marnes sont des roches imperméables en raison des espaces très faibles qui existent entre ses grains et surtout du fait que l'eau, s'immisçant entre les feuillets microscopiques qui constituent les molécules d'argile, les transforme en une sorte de ciment.

Les calcaires sont des carbonates de chaux, plus ou moins impurs. Le carbonate de chaux est soluble dans l'eau chargée d'acide carbonique. L'eau pénètre facilement dans les couches calcaires parce qu'elles sont fissurées. Le calcaire n'est pas perméable sur un petit espace, de quelques centimètres carrés, mais l'est à grande échelle à cause de ces fissures.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Ainsi, l'extrémité est du site est localisé sur un sol perméable, du fait de la présence plus importante du calcaire de Saint-Ouen, qui favorise la percolation de l'eau, alors que le reste des sols du site, représentant la grande majorité, est constituée de marnes, caractérisées par leur imperméabilité.

Illustration 4 : Coupe géologique de Bagneux à Montmartre



Source : Notice géologique de la feuille de Rambouillet

La diagnostic initial de pollution des sols réalisé en 2012 par le cabinet Arcadis sur deux lots de la ZAC (lots 6 et 7) a permis de reconnaitre les sols du périmètre d'étude de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo conformément au contexte géologique :

- des limons des plateaux ont été identifiés en surface sur une épaisseur de 1,20 m environ, composés d'un ensemble remanié de limon marron et de marne grisâtre à blanchâtre voire localement ocre ;
- des masses et marnes du gypse ont été identifiés entre 3,60 et 4,30 m de profondeur, composées de marnes beige à marron-crème voire verdâtre à jaunâtre légèrement gypseuses ;
- des sables de Beauchamp, composés de sable fin verdâtre légèrement argileux ont été rencontrés à partir de 9,50 m à 11,50 m et jusqu'à une profondeur de 12,45 m minimum ;
- des marnes et caillasses ont enfin été relevées entre 22,8 et 23,3 m de profondeur environ, composés d'un ensemble sédimentaire d'origine laguno-lacustre dans lequel on retrouve principalement des marnes blanches et des bancs calcaires siliceux (caillasse).

Localisation des études de sols



Source : Arcadis 2012

L'étude géotechnique a cherché à caractériser l'environnement du site par le biais d'une étude de vulnérabilité, l'objectif étant de retracer les activités qui se sont succédées sur le site et de rechercher la présence éventuelle

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

de pollution. Elle apporte des éléments de compréhension des sols en place et détermine leurs menaces et potentialités afin d'orienter les futurs aménagements du projet urbain de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
Des sondages, une collecte d'échantillons représentatifs des sols et des analyses en laboratoire ont été menés. Globalement, les terrains rencontrés sur le site d'étude depuis la surface correspondent à :

- des remblais hétérogènes constitués de sables fins, de limons marrons et de quelques cailloutis. L'épaisseur de formation varie entre 30 cm et 1,5 m ;
- du calcaire altéré blanchâtre avec quelques passages argileux et des marnes altérées. L'épaisseur de cette formation varie entre 2,7 m et 4,2 m.

(Les conclusions en termes de pollutions sont présentées dans le chapitre pollutions du sol de l'état initial de l'environnement)

Le contexte hydrogéologique

D'après l'étude technique menée par Arcadis sur ces mêmes deux lots de la ZAC, il existe deux nappes souterraines au droit du site :

- la première nappe rencontrée est associée au calcaire de St-Ouen et aux sables de Beauchamp, située à une profondeur estimée à 8 m. Selon la carte hydrographique de Paris (N°183, 1970), cette nappe s'écoule localement vers l'Est, puis vers le Nord-Est en direction de la Seine ;
- la seconde nappe rencontrée est liée à la formation du Lutétien, en charge sous les Marnes et les Caillasses, à des horizons semi-perméables.

Il existe une forte vulnérabilité de la nappe présente dans les sables de Beauchamps en raison de sa relative faible profondeur (8 mètres) et de l'absence de formation perméable sus-jacente.

Le contexte hydrologique

Le cours d'eau le plus proche du site est la Seine, situé à 5,3 km au Nord-Ouest, et qui s'écoule globalement du Sud-Est vers le Nord-Ouest en réalisant plusieurs méandres.
Les plans d'eau les plus proches du site sont :

- le Grand Canal du Parc de Sceaux, situé à environ 3,9 km au Sud-Ouest du site sur les communes de Sceaux et d'Anthony ;
- l'étang Colbert, situé à environ 4,2 km au Sud-Ouest du site sur la commune de Plessis-Robinson.

Le réseau hydrographique est jugé non vulnérable compte-tenu de son éloignement du site de la ZAC.

D. LES DONNEES CLIMATIQUES

Le climat de la région découle à la fois de sa situation géographique à l'extrême ouest de l'Europe et de sa position au fond du creux central du Bassin Parisien.
La station météorologique la plus proche de l'aire d'étude et disposant des données statistiques sur une longue période est celle du parc Montsouris dans le 14ème arrondissement de Paris.

Des températures douces en moyenne

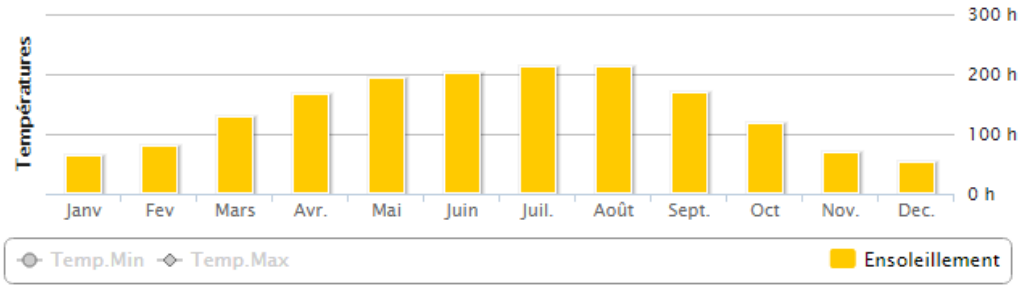
La température moyenne annuelle est de 12,3°C avec une amplitude thermique de 15,6°C. Janvier est le mois le plus froid avec une température moyenne de 4,9 °C et juillet est le mois le plus chaud avec une température moyenne de 20,5°C.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Un bon ensoleillement

La durée moyenne d'ensoleillement est de 1661.6 heures dont 152 jours de faible ensoleillement et 51 jours de fort ensoleillement. Juillet et août sont les moins les plus ensoleillés avec 212 h de soleil en moyenne et décembre est le mois le moins ensoleillé (62 heures).

Illustration 5 : Durée d'ensoleillement en heures (normales 1981-2010)



Source : Météo France, Station de Paris, Montsouris

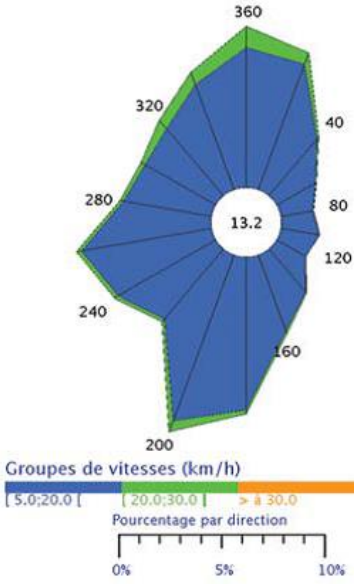
Des précipitations fréquentes mais généralement faibles

Les précipitations sont réparties de façon homogène sur l'année. Calculée entre 1981 et 2010, la moyenne mensuelle des précipitations varie de 41.2 mm au mois de février à 63.2 mm en mai pour un total annuel de 637 mm. Le nombre moyen de jours de pluie (précipitations supérieures ou égales à 1 mm) est de 111. Depuis le début des relevés au Parc Montsouris (1873), l'année la plus sèche a été 1921 avec seulement 267 mm et la plus arrosée 2000 avec plus de 900 mm. Le 6 Juillet 2001, on a enregistré la hauteur maximale de précipitations en 24 heures avec 104,2 mm.

Une prédominance des vents de sud-ouest et nord

Les vents les plus forts sont de sud-ouest et nord. Des rafales de vent supérieures à 58 km/h en moyenne sont relevées 44 jours par an. Le 26 Décembre 1999, des rafales de 169 km/h ont été enregistrées à Paris-Montsouris. Au sommet de la Tour Eiffel, elles ont dépassé 220 km/h.

Illustration 6 : Les vents dominants sur la commune de Bagneux



Source : PLU, 2006

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Evènements climatiques

Les orages se produisent essentiellement de mai à août environ 16 à 20 jours par an. Il ne grêle que 3 jours par an et en moyenne, il neige 10 à 15 jours. Le nombre de jours de brouillard peut être assez élevé (30 à 40 jours) ainsi que le nombre de jours de gel (40 à 60 jours).

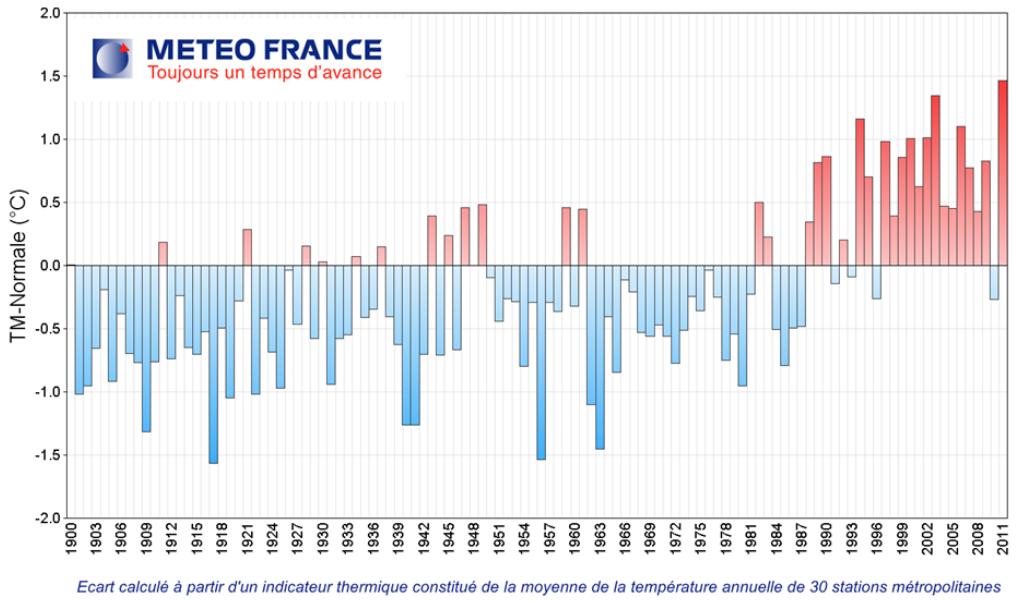
En Ile-de-France, durant la période 1999-2012, de nombreux évènements exceptionnels ont été relevés :

- Tempête hivernale « Joachim » des 15 et 16 décembre 2011 (vent à 96 km/h) ;
- Episode neigeux en décembre 2010 (16 jours avec 1cm de neige minimum – station Paris Montsouris) ;
- Tempête Xynthia les 27 et 28 février 2010 (vent à 110 km/h) ;
- Vague de chaleur du 15 au 20 août 2009 (température > 34°C) ;
- Canicule du 10 au 28 juillet 2006 ;
- Vague de froid début mars 2005 (température : -10°C) ;
- Canicule du 1er au 18 août 2003 (10 jours > 35° et 2 jours > 40°C) ;
- Violents orages le 06 juillet 2001 accompagnés de fortes précipitations ;
- Tempête Lothar des 25 et 26 décembre 1999 (vent à 100 km/h).

Le secteur Victor Hugo, du fait de sa situation géographique et de sa topographie, n'est pas particulièrement exposé aux phénomènes météorologiques très intenses, en dehors des évènements de nature exceptionnelle.

Les évolutions du climat régional

Illustration 7 : Les évolutions du climat national



Source : Météo France

L'histogramme précédent présente l'évolution de la température annuelle en France depuis plus d'un siècle selon l'écart à la moyenne de référence (1971-2000). La tendance est la même sur la commune de Bagneux. Depuis 20 ans, nous assistons donc à une augmentation moyenne des températures avec un écart moyen de 0,7°C par rapport à la moyenne de référence. Et au vu du résultat de 2011, cela continue d'augmenter. Ce réchauffement climatique, similaire à l'échelle mondiale, s'explique par l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, liées essentiellement au trafic routier, à l'industrie et au secteur résidentiel. Ce réchauffement climatique n'est pas sans conséquences.

Pour l'Île-de-France, comme ailleurs, les signes du réchauffement global pourraient trouver une traduction dans l'augmentation de la fréquence et de l'amplitude des phénomènes climatiques extrêmes : sécheresse,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

canicule, inondations, tempête, etc. La tempête de décembre 1999, les canicules d'août 2003 et 2006 sont des événements exceptionnels récents qui ont touché la région.

Des conséquences sont prévisibles dans presque tous les domaines, avec par exemple des changements dans la gestion de l'eau, dans les pratiques agricoles, dans les essences forestières, dans la répartition de la flore et de la faune, dans la conception des logements, dans la résistance des structures et réseaux de transports, dans les activités économiques, dans la nécessité de renforcer le lien social. Elles interpellent directement la vulnérabilité de la région.

Des simulations climatiques ont été menées par Météo France et le groupe de recherche du Centre National de Recherches Météorologiques (CNRM) afin d'évaluer quel serait le climat de la région Ile-de-France à court terme, à moyen terme et à long terme et les conséquences notables associées.
Les simulations de température et de précipitation se basent sur trois scénarios pour modéliser le « modèle Aladin » :

- Scénario avec une politique climatique visant à faire baisser les concentrations de CO^2 (RCP2.6) ;
- Scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO^2 (RCP4.5) ;
- Scénario sans politique climatique (RCP8.5).

Les simulations de sécheresse météorologique et d'humidité des sols se basent sur trois autres scénarios pour modéliser le « modèle Arpège V-4. 6 » étiré de Météo-France :

- Optimiste (B1) : actions engagées pour l'environnement et le développement durable ;
- Intermédiaire (B2) : augmentation moins rapide qu'aujourd'hui des émissions de gaz à effet de serre ;
- Pessimiste (A2) : augmentation proche de celle d'aujourd'hui des émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, plusieurs phénomènes apparaissent :

Une hausse moyenne des températures

Illustration 8 : Les évolutions de température moyenne en Ile-de-France



Source : CNRM, DRIAS, 2014

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La carte ci-dessus représente les hausses des températures en moyennes annuelles, simulées par un modèle climatique, à l'échelle de la région Ile-de-France. Les résultats sont représentés pour 3 scénarios d'évolutions socio-économiques sur 3 horizons de projection au cours du XXI^{ème} siècle (la comparaison de référence étant le période de 1976 à 2005).
Par sa situation en Ile-de-France, Bagneux ne fait pas partie des communes franciliennes les plus touchées par la hausse des températures. Toutefois, la hausse sera plus prononcée sans politique climatique, voire même, sur le long terme, avec une simple politique de stabilisation. La mise en place de politiques, que ce soit au niveau local, national ou même mondial, est primordiale. La préservation des espaces verts est aussi importante afin d'aider au rafraichissement de l'air par évapotranspiration.

Une baisse moyenne des précipitations

Illustration 9 : Les évolutions de précipitation en Ile-de-France



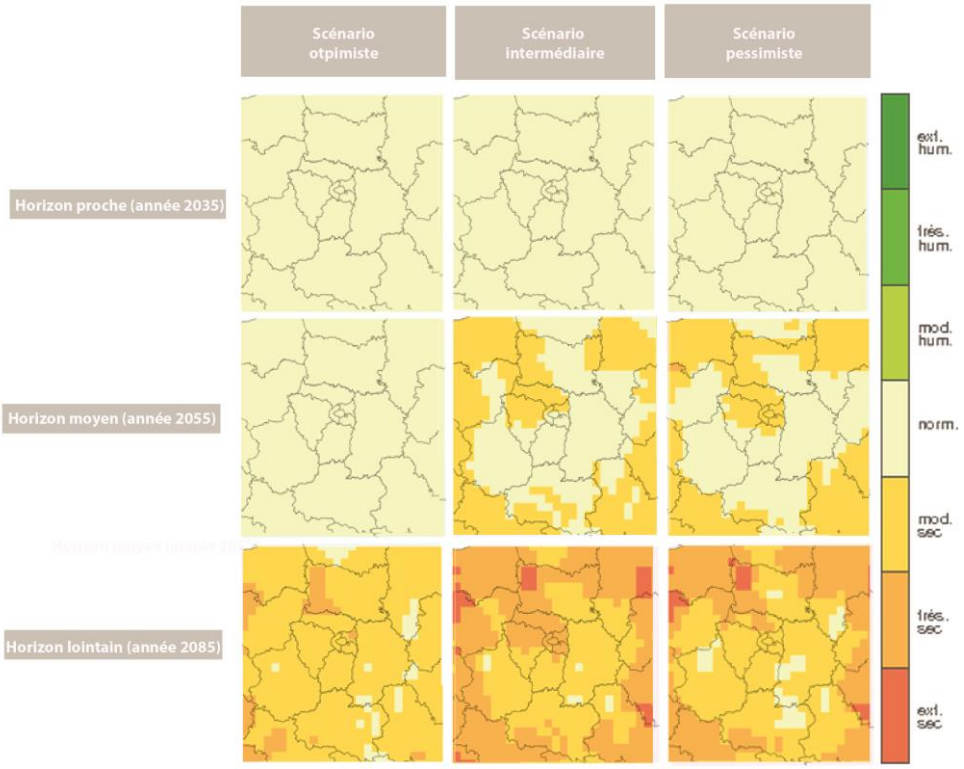
Source : CNRM, DRIAS, 2014

La carte ci-dessus représente le cumul des précipitations totales, en moyennes journalières, simulées par un modèle climatique. Les résultats sont représentés pour 3 scénarios d'évolutions socio-économiques sur 3 horizons de projection au cours du XXI^{ème} siècle (la comparaison de référence étant le période de 1976 à 2005). Bagneux, comme le reste de la région Ile-de-France, connaîtra une baisse moyenne journalière des précipitations.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Une hausse de la sécheresse météorologique

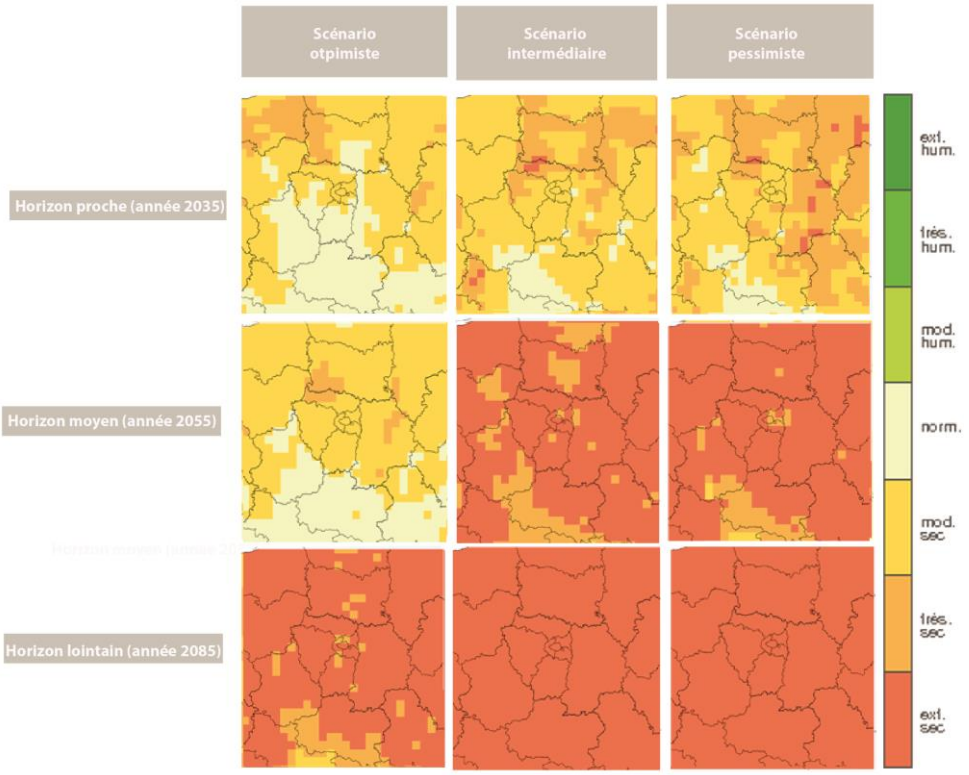
Illustration 10 : Les évolutions de la sécheresse météorologique



Source : CLIMSEC, DRIAS, 2014

Une diminution de l'humidité des sols

Illustration 11: Les évolutions d'humidité des sols en Ile-de-France



Source : CLIMSEC, DRIAS, 2014

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les cartes précédentes représentent l'augmentation moyenne de l'indicateur de sécheresse météorologique et de l'indicateur d'humidité des sols, simulée sur 3 différents horizons de projection au cours du XXI^{ème} siècle (la comparaison de référence étant la période de 1976 à 2005).

On remarque que, couplée à la réduction de la pluviométrie, la recharge des nappes souterraines sera plus difficile. Il est donc nécessaire de favoriser la perméabilité des sols pour aider à ce rechargement, sauf problèmes géotechniques spécifiques : créer des espaces verts de pleine terre, éviter les cheminements imperméables, etc…
Ces travaux apportent donc des précisions sur les évolutions conséquentes attendues :

- hausse significative de la vulnérabilité à la chaleur (augmentation du nombre de jours chauds, augmentation des épisodes caniculaires à partir de la deuxième moitié du XXI^{ème} siècle) ;
- baisse significative de la vulnérabilité aux épisodes de froid ;
- hausse significative de la vulnérabilité aux sécheresses (épisodes plus fréquents, moins de ressources en eau avec des étiages plus marqués) ;
- à l'horizon 2055, les recharges de nappes souterraines devraient considérablement diminuer.

Dans cette perspective les bâtiments doivent apporter une attention particulière au confort d'été (surchauffe des bâtiments et gestion de l'ilot de chaleur urbain) et la forme urbaine doit anticiper la gestion des vents forts en évitant les effets venturi et la création de zones de turbulence pour le confort dans l'espace public.

L'ilot de chaleur urbain

Description et causes du phénomène

L'îlot de chaleur urbain est un phénomène thermique créant une sorte de microclimat urbain où les températures sont significativement plus élevées dans le centre-ville qu'en périphérie. Il résulte d'une combinaison de causes et effets liée également à la situation géographique, climatique et topographique de la ville. Les écarts de température sont davantage marqués durant la nuit et pendant la période hivernale.

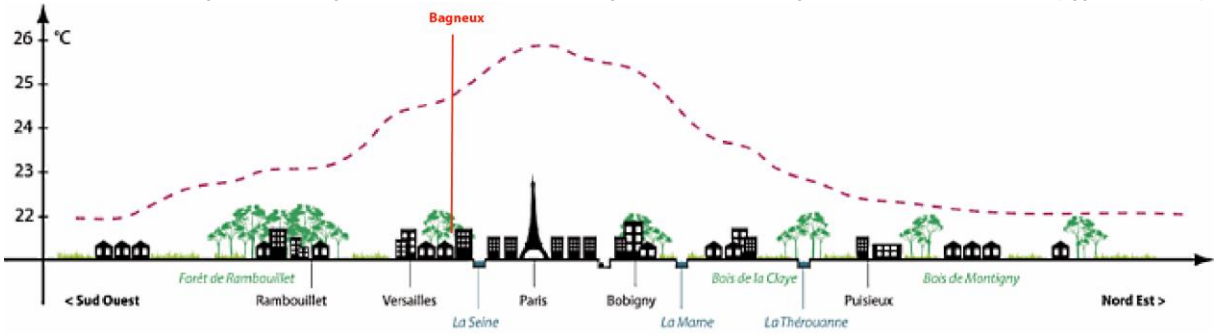
Cette augmentation de températures en centre-ville s'explique par plusieurs facteurs : l'occupation du sol et son albédo (indice de réfléchissement d'une surface), la circulation de l'air et l'activité humaine. Le bâti, selon ses matériaux, absorbe ou réfléchit l'énergie solaire. En journée, la ville absorbe entre 15 et 30% d'énergie en plus qu'une aire urbaine et cette énergie est ensuite restituée lentement durant la nuit sous forme d'infrarouge, donc de chaleur. A l'opposé, l'eau et la végétation constituent des moyens de rafraîchissement : par évaporation et évapotranspiration, elles rafraîchissent l'air dans la journée. Cependant, l'eau ruisselle tellement rapidement vers les émissaires artificiels (égouts...) à cause de l'imperméabilité du sol urbain qu'elle n'a pratiquement pas le temps de s'évaporer. Ainsi, la minéralité des villes et la densité du bâti sont donc des éléments fondamentaux dans la formation des îlots de chaleur.

L'îlot de chaleur urbain dépend également des vents. Un vent fort va favoriser la circulation de l'air et donc diminuer le réchauffement du substratum urbain par un air chaud. A l'inverse, un vent faible entraîne une stagnation des masses d'air qui ont alors le temps de réchauffer le bâti. De plus, la forme urbaine joue sur le régime des vents : une rue étroite et encaissée, formant un canyon, empêche les vents de circuler et fait alors stagner les masses d'air.

A cela se rajoute également la chaleur anthropique, notamment en hiver : chauffage, climatisation, industries, circulation automobile, éclairage, etc.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

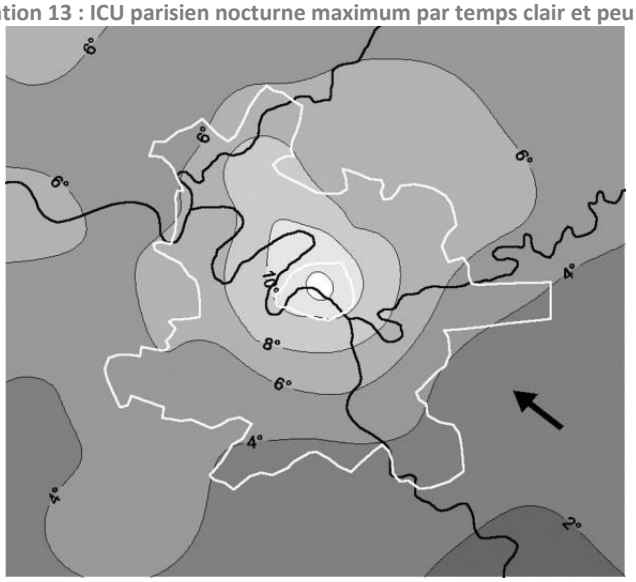
Illustration 12 : Coupe schématique de visualisation des températures en 2008 pour une nuit de canicule (type été 2003)



Source : Groupe Descartes

En Ile-de-France, dans le cœur de métropole, les températures moyennes mensuelles s'élèvent de 1,5 à 2 °C de plus que la moyenne régionale, du fait d'un îlot de chaleur urbain, mais les contrastes nocturnes peuvent être plus importants. De l'ordre de 68 % de la population francilienne habite dans cette zone de climat urbain particulier.

Illustration 13 : ICU parisien nocturne maximum par temps clair et peu venté



Source : Cantat, 2004

Par sa proximité de Paris, la commune de Bagneux est très sensible au phénomène d'îlot de chaleur urbain. En période nocturne, par un temps clair et peu venteux, on pourra assister à une élévation de +8 à +10°C environ par rapport à une zone rurale très éloignée. A Paris cette élévation pourra atteindre 10 à 12°C.

Conséquences de l'îlot de chaleur urbain :

Ce phénomène fait diminuer l'humidité relative, le nombre de jours de gel et les brouillards. Il modifie le régime des pluies en faisant diminuer les perturbations en hiver lorsque le temps est stable, mais, lorsque le temps est instable, l'îlot de chaleur urbain provoque une augmentation de l'intensité des précipitations provoquant parfois de violents orages.

Autre conséquence notable : les différences de chaleur entre centre et périphéries (tout comme entre des lieux chauds comme les rues et des lieux frais comme les parcs à plus petite échelle) sont à l'origine de "brises de campagne", c'est-à-dire des vents thermiques faibles qui vont des zones froides aux zones plus chaudes, favorisant ainsi la concentration de polluants dans les secteurs les plus urbanisés et les plus denses.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Si les îlots de chaleur urbains ne sont ni une cause, ni une conséquence du changement climatique, les effets de l'un sur l'autre aggravent les impacts de chacun. Ainsi, le changement climatique qui prévoit une augmentation des températures générales rendra l'îlot de chaleur urbain encore plus intense. De même, dans une bien moindre mesure toutefois, les dynamiques qui président à la formation des îlots de chaleur urbains et leurs conséquences (consommations d'énergie pour se réchauffer ou se rafraîchir, pollutions, etc.) sont d'autant plus de facteurs du changement climatique.

Moyens de lutte contre les îlots de chaleur urbains

Le premier intérêt de la lutte contre les îlots de chaleur urbains est de diminuer les risques sanitaires qui lui sont liés, particulièrement les risques liés aux canicules, mais aussi les problèmes, notamment respiratoires, dus à la pollution des villes.

La réduction de l'îlot de chaleur urbain implique d'agir sur plusieurs facteurs que ce soit d'un point de vue architectural ou d'organisation des zones urbaines. La question du revêtement joue un rôle important, en particulier celui des espaces publics qui représentent en moyenne 50% de l'espace occupé et qui ont toujours un albédo faible. Les moyens d'action sont :

- **Le choix des matériaux :** Opter pour des matériaux clairs et/ou réfléchissants, caractérisés par des albédos élevés permettent de réduire efficacement le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Cependant, cela peut avoir des répercussions négatives sur les usagers comme l'éblouissement des piétons ou des automobilistes.

- **L'utilisation du végétal :** Il s'agit de la solution d'aménagement la plus intéressante pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. En réintroduisant des espaces naturels et de la végétation en ville, cela permet d'augmenter le taux d'humidité de l'air grâce à la transpiration des plantes et également d'utiliser les eaux de ruissellement. Ainsi, les zones boisées urbaines sont 2 à 8°C plus fraîches que le reste de la ville. Par exemple, les arbres d'alignement permettent de créer des zones d'ombre sur l'espace public et sur les façades des bâtiments, empêchant ainsi les logements de surchauffer. L'installation de toitures et de murs végétalisés favorisent également la réduction des îlots de chaleur urbains mais ne peuvent se substituer aux espaces verts « traditionnels ».

- **L'exploitation de la ressource en eau** : L'eau est un élément essentiel dans les mécanismes de rafraîchissement de la ville. Les plans d'eau ou les fontaines sont d'importantes sources de rafraichissement grâce aux possibilités d'évaporation qu'ils génèrent. Par exemple, les gouttelettes d'eau provenant des fontaines sont transportées par le vent et créées un effet « brumisateur » naturel. La réouverture de rus et de rivière serait une solution idéale.

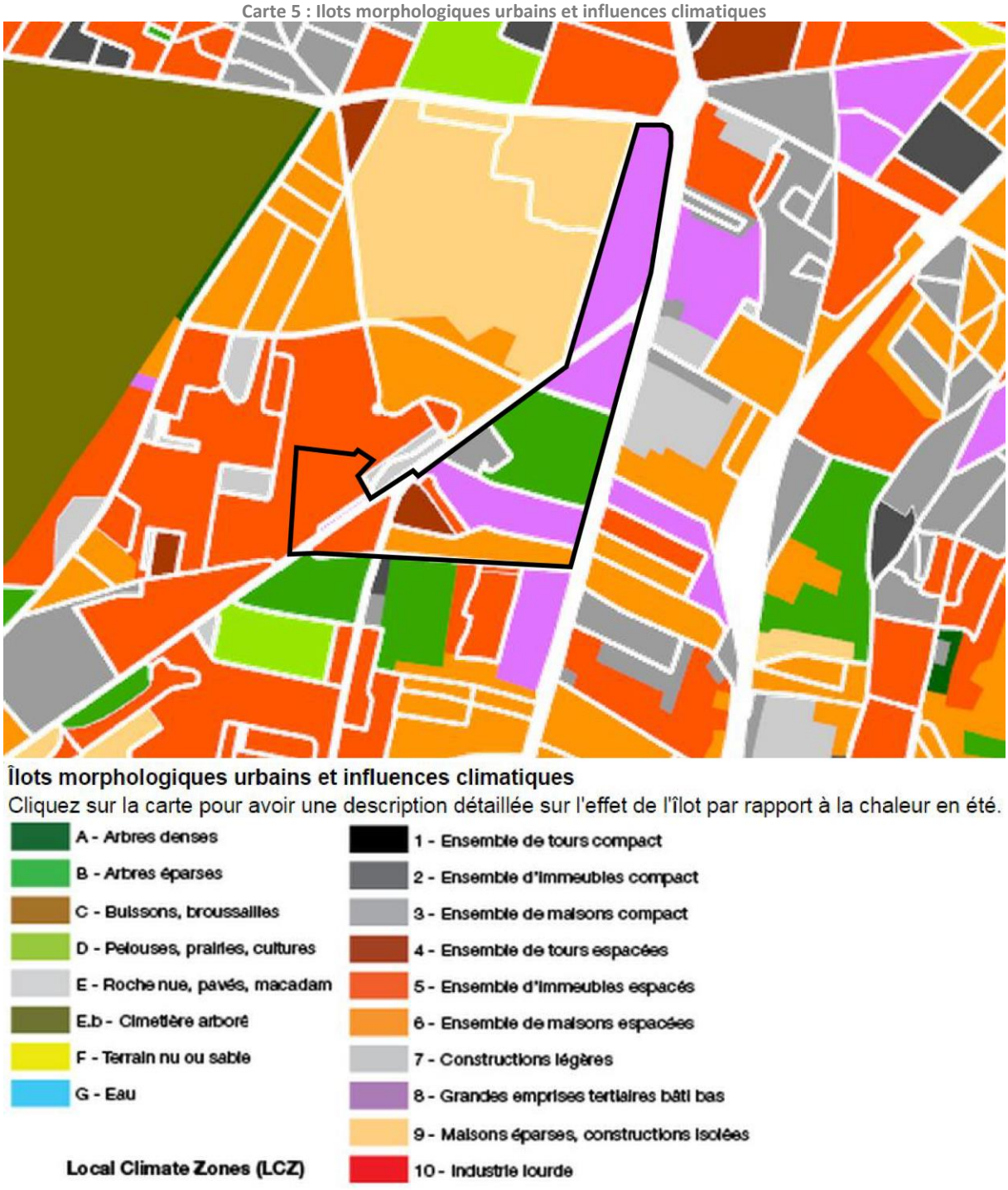
- **La forme urbaine à éviter :** Les rues canyons (rues étroites bordées par des bâtiments de plusieurs étages) participent fortement au phénomène d'îlot de chaleur urbain car la ventilation naturelle y est difficile. Et sans vent, la chaleur reste « prisonnière » de la rue. La densification de la ville ne doit donc pas se faire au détriment de la ventilation naturelle.

Morphologie des îlots du périmètre de ZAC et zones climatiques locales

L'institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile de France propose une analyse infracommunale basée sur les ilots morphologiques urbains auxquels sont attachées des zones climatiques locales (LCZ).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 5 : Ilots morphologiques urbains et influences climatiques



Source : IAU IdF, 2014

Les différents ilots sont analysés selon différents items et notés selon leur sensibilité. Le tableau suivant détaille pour le secteur d'étude, les effets de chaleur des ilots composant l'état initial.

ZAC Ecoquartier Victor Hugo- analyse des îlots de chaleur *(Source : IAU IdF 2014)*

LCZ principale	4 - Ensemble de tours espacées		8 - Grandes emprises tertaires bâties bas		8 - Grandes emprises tertaires bâties bas		8 - Grandes emprises tertaires bâties bas		3 - Ensemble de maisons compact		5- Ensemble d'immeubles espacés		5- Ensemble d'immeubles espacés		6 - Ensemble de maisons espacées		E - Roche nue, pavés, macadam		B - Arbres éparses	
LCZ secondaire			9 - Maisons éparses, constructions isolées		5 - Ensemble d'immeubles espacés		3 - Ensemble de maisons compactes		5 - Ensemble d'immeubles espacés				8 - Grandes emprises tertiaires bâties bas							
Effet de chaleur/fraîcheur lié à :	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**	**le jour**	**la nuit**
Nombre de surfaces bâties	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Hauteur du bâti	9,0m		13,7 m		13,5m						22,5m		13,0m		6,6m		0,0m		12,4m	
Ventilation de l'îlot	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Nature du sol et écoulement de l'air	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Obstacle à la vue du ciel	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Rues étroites bordées d'immeubles hauts		●		●		●		●		●		●		●		●				●
Ombrage lié aux arbres	●						●				●				●		●		●	
Imperméabilisation des sols	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Propriétés thermiques des matériaux	1500		1548,9		1545,6		1534,2		1600		1600		1562,4		1600		2150		1400	
Présence de végétation	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Taux de végétation haute	14,50%		4,00%		7,10%		12,20%		5,30%		7,05%		9,40%		11,30%		12,40%		21,00%	
Taux de végétation basse	40,10%		31,80%		25,40%		25,50%		9,60%		18,15%		13,40%		37,60%		51,10%		26,10%	
Taux de végétation agricole	0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%	
Présence d'eau	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Réfléchissement de la lumière	●		●		●		●		●		●		●		●		●		●	
Chaleur produite par l'activité humaine	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Rappel canicule 2003																				
Zone ICU nocturne lors de la canicule 2003		●		●		●		●		●		●		●		●		●		●
Sensibilité humaine																				
Densité humaine	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Part de la population sensible	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Densité d'occupation des logements	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

Légende :

Effet de l'îlot de chaleur :	Fraicheur	Fraicheur	Faible	Moyen	Fort
Sensibilité à la présence humaine :	Aucune	Aucune	Faible	Moyen	Fort

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D'une façon générale, on remarque :

- l'absence d'eau de surface est un facteur aggravant le phénomène d'ICU. Plus la surface en eau est importante, plus le rafraichissement de l'air est efficace ;
- Un rappel de l'indicateur de nuit tropicale de 2003 montrant que Bagneux et donc le périmètre du site d'étude ont été particulièrement affectés par les effets de la canicule d'une durée de 10 jours lors de l'été 2003 ;
- La densité humaine assez forte sur le site de la ZAC accroit la sensibilité à l'ICU ;
- La proportion de surface bâtie et la nature du sol renforcent le phénomène de l'ICU.

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo offre un relief quasiment plat qui ne présente pas de contraintes particulières pour le projet.

- L'hydrographie ne présente pas de contraintes particulières pour le projet. La servitude liée au passage de l'aqueduc de la Vanne et de celui du Loing et du Lunain en souterrain devra être prise en compte et le schéma d'aménagement paysager de ces aqueducs pourra être mis en œuvre. Le réseau hydrographique naturel (Seine) est jugé non vulnérable compte-tenu de son éloignement du site de la ZAC.

- Il existe une forte vulnérabilité de la nappe présente dans les sables de Beauchamps en raison de sa relative faible profondeur (8 mètres) et de l'absence de formation perméable sus-jacente.

- L'extrémité est du site est localisée sur un sol perméable, du fait de la présence plus importante du calcaire de Saint-Ouen, alors que le reste des sols du site, représentant la grande majorité, est constituée de marnes caractérisées par leur imperméabilité. On notera la présence de remblais hétérogènes sur les premiers horizons

- Le secteur Victor Hugo, du fait de sa situation géographique et de sa topographie, n'est pas particulièrement exposé aux phénomènes météorologiques très intenses, en dehors des évènements de nature exceptionnelle. Par sa situation à proximité de Paris et la densité urbaine présente, le site de la ZAC est sensible au phénomène d'Ilot de Chaleur Urbain.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le contexte biologique et écologique

A. LA TRAME VERTE COMMUNALE

Carte 6 : Les principaux espaces verts et alignements d'arbres



Source : PLU, 2006

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les espaces verts

Bagneux possède plus de 100 hectares d'espaces verts, soit 26% de la surface de la commune.
En raison de l'ancienneté de l'urbanisation et de son importance, les milieux naturels au sens propre du terme ont disparu. L'environnement végétal que l'on peut trouver sur la commune est ainsi très marqué par la présence de l'homme. Il se compose principalement :

- d'espaces verts de proximité : parcs, squares et jardins publics,
- de plantations d'alignement le long de certains axes
- des jardins privatifs et des cœurs d'îlots verts,
- d'espaces ouverts pouvant comporter un couvert végétal : terrains de sport de plein air, cimetières…
- de la « coulée verte du sud parisien » qui se compose de deux sites situés à l'ouest de la commune de part et d'autre des voies ferrées.

Les plantations d'alignement

Les alignements d'arbres jouent un rôle non négligeable dans la perception de l'espace urbain. Ils contribuent en effet à atténuer son caractère minéral en masquant les constructions et en introduisant une présence végétale importante. Les principaux alignements se situent le long de la RD 920, des avenues Paul Vaillant Couturier, Albert Petit, Henri Barbusse, Henri Ravera…

L'inventaire floristique

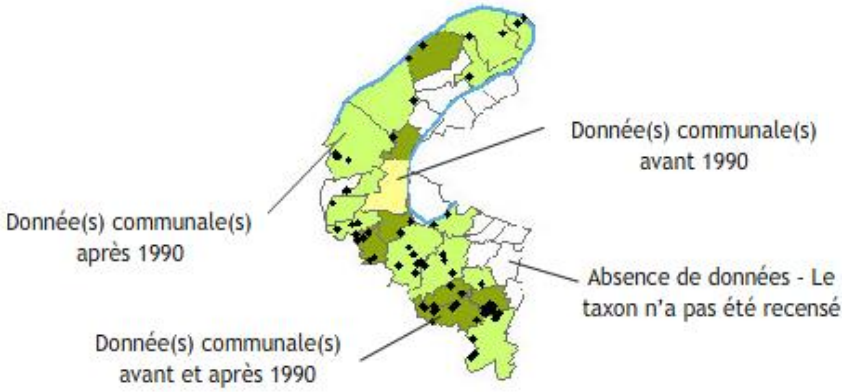
L'Atlas de la Flore des Hauts-de-Seine a été élaboré par le Conseil Général 92 en association avec le Conservatoire botanique national du Bassin parisien et le Musée National d'Histoire Naturelle. Ils souhaitaient créer un outil de sensibilisation, ludique et attractif, ayant pour thème le patrimoine naturel en général et la flore sauvage en particulier.

Cet Atlas de la flore fait l'inventaire de toutes les espèces de fleurs recensées dans le département, organisées par type ou par famille. Il regroupe les fiches de 1 355 espèces dont 769 sont encore observées aujourd'hui. Plus de 50 000 données floristiques modernes et historiques sont rassemblées et participent à la connaissance de la flore dans le département.

Pour toutes les espèces (indigènes, naturalisées, accidentelles et subspontanées), une carte de répartition départementale a été établie à partir des connaissances acquises jusqu'à ce jour pour le CBNBP. Ces cartes apportent plusieurs types d'information :

- un code couleur à l'échelle départementale permettant de savoir si l'espèce a uniquement été observée soit avant, soit uniquement après 1990 ou alors avant puis après cette date de référence ;
- une localisation exacte des stations où l'espèce en question a été inventoriée (il arrive pour certains taxons et notamment ceux qui ont été mentionnées il y a plusieurs dizaines d'années que la précision ne soit cependant que communale).

Illustration 14: Schéma de la répartition environnementale



Source : Atlas de la Flore des Hauts-de-Seine, Conseil Général 92 - Conservatoire botanique national du Bassin parisien, Musée National d'Histoire Naturelle.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Rareté des espèces

Un indice de rareté est attribué à chaque espèce, indice calculé sur la base du nombre de communes où l'espèce est présente après 1990, par rapport au nombre de communes du département des Hauts-de-Seine (36 communes). Ce facteur ne concerne que les espèces indigènes et naturalisées. Chaque espèce moderne a ainsi été classée dans l'une des sept catégories suivantes :

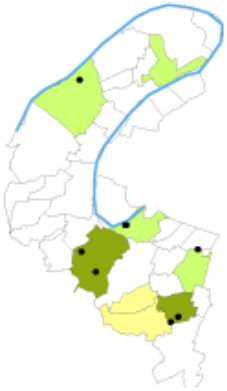
- espèce non revue depuis 1990 (espèce considérée comme disparue);
- espèce très rare (espèce présente sur 1 seule commune) ;
- espèce rare (espèce présente sur 2 à 3 communes) ;
- espèce assez rare (espèce présente sur 4 à 6 communes) ;
- espèce assez commune (espèce présente sur 7 à 12 communes) ;
- espèce commune (espèce présente sur 13 à 20 communes) ;
- espèce très commune (espèce présente sur plus de 21 communes).

Sur le territoire communal de Bagneux, 243 espèces ont été recensées, dont 9 espèces assez rares et 10 espèces rares généralement situées dans le cimetière parisien ou dans le sud de la commune. L'inventaire ne comprend ni espèce très rare ni espèce non revue depuis 1990.

Aucune de ces espèces n'a été recensée à proximité immédiate ou à l'intérieur du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Espèces assez rares présentes à Bagneux Espèces présentes dans 4 à 6 communes des Hauts-de-Seine		
Apera spica-venti (L.) P.Beauv. L'Agrostis épi-du-vent	L'Agrostis épi-du-vent croît habituellement dans les moissons. Dans le département des Hauts-de-Seine, il fréquente les friches urbaines, mais on le trouve également dans les cimetières et au bord des chemins. Cette Graminée est présente de manière dispersée sur le territoire, sans préférence géographique. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Avena fatua L. La Folle avoine	La Folle avoine s'observe dans les friches et le long des voies de communication de quelques communes du nord et du sud du territoire. Cette Poacée se reconnaît à sa grande taille ainsi qu'à ses épillets souvent penchés vers le bas et longuement aristés (2.5 à 4 cm). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cynosurus cristatus L. La Crételle	La Crételle est une Poacée typique de certaines prairies, pelouses, friches et clairières sur sols secs. Connue dans les Hauts-de-Seine depuis la fin du 17ème siècle et son observation par J. Tournefort à Meudon en 1698, elle est actuellement répartie dans plusieurs parcs, bois et cimetières du département. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Geranium columbinum L. Le Géranium des colombes	Le Géranium des colombes est une plante typique des gazons en milieu urbain, des bords de chemin forestiers et des friches sur sols secs. Facilement identifiable par ses poils appliqués sur les tiges, ce Géranium n'est présent que sur six communes des Hauts-de-Seine, principalement réparties dans la moitié sud du département. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Hieracium lachenalii sensu 3, 5, 6 (groupe) L'Epervière vulgaire	L'Epervière vulgaire est observée la plupart du temps au bord de chemins forestiers, dans des friches, les ballasts ou sur les parements de la Seine. Répartie de manière assez aléatoire dans les Hauts-de-Seine, cette espèce a tout de même été répertoriée récemment dans cinq communes différentes. La confusion fréquente avec Hieracium vulgatum Fr. nous a amené à regrouper les données de cette espèce avec celles du Hieracium lachenalii sensu 3, 5, 6. Ce dernier aurait été noté sur des murs de la commune de Garches (Ch. Guffroy, 1909) ainsi qu'en Forêt Domaniale de Meudon à Clamart (G. Arnal, 1999). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Hieracium murorum L. L'Epervière des murs	Espèce des murs, des rochers, des zones de ballast et des lisières forestières, l'Epervière des murs est connue dans les Hauts-de-Seine depuis son observation par J. Cornut en 1635 à Boulogne-Billancourt. Il faut attendre ensuite le 20ème siècle pour que cette Epervière des murs soit de nouveau mentionnée dans le département : à Rueil-Malmaison, près d'un "talus aux abords de l'Etang de Saint- Cucufa" (L. Engel, 1941), le long d'une voie ferrée à Colombes (G. Arnal, 1991), dans les cimetières et sur de vieux murs à Suresnes (A. Muratet et B. Germain, 2003) et à Bagneux (A. Muratet, 2002) ainsi que dans des zones boisées de la Maison de Chateaubriand (B. Yannig, 2001) et dans le Parc de la Vallée aux Loups (Ph. Julve, 1983) à Châtenay-Malabry. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Lathyrus tuberosus L. La Gesse tubéreuse	La Gesse tubéreuse est une plante des friches, des bords de chemins et des lisières forestières. Espèce présentant un caractère calcicline, sa distribution se cantonne à la boucle de Gennevilliers et au sud-est du département qui repose sur des marnes calcaires. Les observations faites sur les communes de Bagneux (G. Bimont, 1913), de Bourg-la-Reine et d'Antony (J. Tournefort, 1743 ; L. Kralik, 1845) n'ont, jusqu'à ce jour, pas d'équivalents en données modernes. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Sambucus ebulus L. Le Sureau yèble	Contrairement aux autres espèces du même genre, le Sureau yèble est une plante vivace herbacée. Plante fréquemment rencontrée en Ile-de-France, elle a été inventoriée dans six communes des Hauts-de-Seine : sur des terrains en friche, en lisières forestières ou dans des parcs et des jardins publics dans le sud du département et sur les berges stabilisées de la Seine dans la moitié nord. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

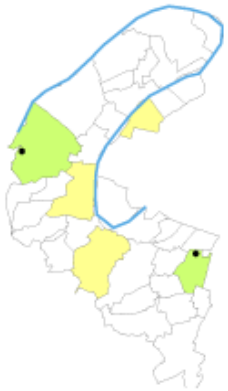
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Veronica agrestis L. La Véronique agreste	Connue depuis peu dans les Hauts-de-Seine, dans les parcs de Sceaux et de la Vallées aux Loups (Ph. Julve, 1983), la Véronique agreste a par la suite surtout été observée dans la moitié sud du département. La répartition de cette espèce des bords de cultures et des friches est assez mal appréciée du fait de la confusion fréquente avec d'autres véroniques morphologiquement très ressemblantes comme la Véronique à feuilles luisantes. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Espèces rares présentes à Bagneux Espèces présentes dans 2 à 3 communes dans Hauts-de-Seine		
Allium oleraceum L. L'Ail maraîcher	L'Ail maraîcher croît sur les talus des voies de communication, dans les terrains vagues ainsi que sur des remblais dans les communes de Suresnes, Bagneux et Antony. Il est signalé dans le département depuis 1983 et l'observation de Ph. Julve, dans le Parc de la Vallée aux Loups à Châtenay-Malabry. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Bromus catharticus Vahl Le Brome purgatif	Ce Brome d'Amérique du Sud se rencontre généralement dans les terrains vagues et au bord des chemins. Dans les Hauts-de-Seine, il a été observé dans deux friches urbaines à Bagneux (A. Muratet, 2001) et à Meudon (A. Muratet et E. Fonty, 2003). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Dianthus armeria L. L'Oeillet velu	L'Oeillet velu croît dans des pelouses ouvertes sur des sables plus ou moins calcaires. Il a été recensé dans la Forêt Domaniale de Meudon, sans localisation précise (J. Tournefort, 1698) et sur la commune de Meudon proprement dite, dans une pelouse piétinée au bord de l'Etang de Chalais (A. Muratet et al. 2003), à Ville-d'Avray, "sur les bords de la chaussée de l'étang inférieur" (L. Engel, 1941) et, enfin, sur la commune de Bagneux, dans une pelouse du Cimetière Parisien, avenue des Tilleuls argentés (A. Muratet, 2002). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Iris foetidissima L. L'Iris fétide	L'Iris fétide est une plante de sous-bois sur sols calcaires. Elle a récemment été notée dans un petit boisement à Rueil-Malmaison (G. Arnal, 2000) et également au Cimetière Parisien de Bagneux (A. Muratet, 2002). Les données bibliographiques font état de sa présence ancienne sur les communes de Meudon (J. Tournefort, 1698 et 1743 ; A. Chatin, 1861), de Neuilly-sur-Seine (M. Bonnet et H. Fournier, 1858 ; E. Bonnet, 1861 ; A. Chatin, 1861) et de Saint-Cloud (A. Chatin, 1861). Elle se reconnaît à ses fleurs de couleur bleuâtre mais surtout à l'odeur de "jambon périmé" de ses feuilles à la cassure. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Lepidium didymum L. La Corne-de-cerf didyme	Inventoriée dans un parc urbain à Clichy (A. Muratet et Ph. Thiébault, 2003) et dans les cimetières d'Asnières-sur-Seine (Ph. Thiébault, 2003) et de Bagneux (A. Muratet, 2002), la Corne-de-cerf didyme est une espèce qui provient d'Amérique du Sud. Cette espèce se distingue de la Corne-de-cerf écailleuse par ses silicules lisses. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Muscari comosum (L.) Mill. Le Muscari à toupet	Le Muscari à toupet s'observe le long de chemins, en bordure de cultures ou dans des friches. Dans les Hauts-de-Seine, ce Muscari a essentiellement été noté au Cimetière Parisien de Bagneux (A. Muratet, 2002) ainsi que sur la commune de Colombes, sans localisation précise (Ch. Martin et Cl. Martin, 2007). Le Muscari à toupet se distingue du Muscari à grappes par une inflorescence lâche à fleurs brunâtres étalées et par la présence d'une houppe de fleurs stériles bleuâtres longuement pédicellées. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Poa bulbosa L. Le Pâturin bulbeux	Le Pâturin bulbeux colonise des milieux secs sur sols calcaires (pelouses, talus, vieux murs). Très présent en Ile-de-France dans la région naturelle du Gâtinais, ce Pâturin est connu dans les Hauts-de-Seine à Chaville (A. Muratet, 2003), Issy-les-Moulineaux (A. Muratet et G. Arnal, 2004) et à Bagneux, où il a été vu dans le Cimetière parisien (A. Muratet, 2002). Il présente la particularité d'avoir une tige dont la base est bulbeuse. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Verbascum blattaria L. La Molène blattaire	Très présente dans la vallée de la Seine, en particulier dans le secteur de la Bassée, la Molène blattaire se développe dans des friches mais aussi à proximité des cours d'eau. Elle fut autrefois référencée à Boulogne-Billancourt (J. Cornut, 1635) et dans des fossés humides à Sèvres et Bagneux (F.V. Mérat, 1836). Plus récemment, cette Molène a été vue à Clichy, près d'un parking (A. Muratet et Ph. Thiébault, 2003), à Issy-les-Moulineaux, en bordure de Seine dans le parc de l'île Saint-Germain (G. Arnal, 1996 ; Ecosphère, 1998) et à Vanves, le long d'une voie ferrée (B. Macé, 1999). Comme la Molène noire, on observe la présence de poils laineux violacés à l'intérieur des fleurs (en fait ce sont les filets des étamines qui sont laineux), mais, contrairement à cette espèce, les trois étamines supérieures sont à anthère terminale et les deux inférieures à anthère latérale. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	
Vincetoxicum hirundinaria Medik. Le Dompte-venin	Le Dompte-venin est une plante qui se développe habituellement sur des pelouses calcicoles en cours de fermeture mais également en boisements clairs mais toujours sur des sols secs. Le Dompte-venin fut mentionné par J. Cornut en 1635 au Mont-Valérien à Suresnes ainsi que dans le bois de Boulogne mais aussi par G. Rouy en 1876 à Ville-d'Avray, toujours en contexte boisé. Plus récemment, il a été vu en Forêt Domaniale de Meudon à Chaville (G. Arnal, 1999) ainsi qu'à Bagneux, dans une friche où étaient stockés des matériaux de remblais (A. Muratet et E. Fonty, 2003). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Vulpia bromoides (L.) Gray La Vulpie queue-d'écureuil	La Vulpie queue-d'écureuil est une espèce des pelouses et des friches sur sols acides, très secs et faiblement riches en nutriments. Elle est très présente dans les régions naturelles du Gâtinais, de la Bassée, du Massif de Fontainebleau et de la Basse vallée de la Seine. Anciennement mentionnée au cimetière des Bruyères à Sèvres ainsi qu'en bordure de route à Chaville (G. Bimont, 1904), la Vulpie queue-d'écureuil est connue à ce jour sur un quai de Seine à Puteaux (A. Muratet, 2003) mais aussi au Cimetière Parisien de Bagneux (A. Muratet, 2002). Par rapport aux autres espèces du genre également présentes dans le département, la Vulpie queue-d'écureuil possède une glume inférieure au moins égale à la moitié de la glume supérieure. La tige est également souvent nue (pas de feuilles) sous la panicule. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	

Réglementation et protection des espèces

Sur les 243 espèces recensées à Bagneux, 3 ont un statut particulier.

Espèces végétales déterminantes en Ile-de-France (Catégorie 3-1)		
Torilis nodosa (L.) Gaertn. Le Torilis noueux	Plante déterminante ZNIEFF des milieux anthropogènes, le Torilis noueux est très fréquent à Paris ainsi qu'en petite couronne parisienne, alors qu'il est beaucoup plus discret dans le reste de la région. A l'image de nombreuses espèces messicoles, ce Torilis paraît régresser en bordure des champs du fait de l'intensification des pratiques culturales. Au contraire, il semble s'accroître dans des milieux secondaires tels que les friches et les gazons urbains. Dans les Hauts-de-Seine, c'est notamment dans ces milieux qu'il est le plus souvent rencontré. Le Torilis noueux est reconnaissable à ses ombelles sessiles ou très courtement pédonculées opposées aux feuilles. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	 **Espèce assez commune**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Règlement communautaire CITES (Annexe B)		
Epipactis helleborine (L.) Crantz L'Epipactis à larges feuilles	Cette Orchidée se développe dans les fourrés humides, les lisières forestières et les forêts sur des sols riches en base. Elle peut parfois être rencontrée en ville (plates-bandes, haies, pieds des murs). Les stations de cette espèce sont principalement réparties dans les forêts domaniales du sud-ouest et le long de la Seine au nord. L'Epipactis à larges feuilles et l'Epipactis pourpre peuvent parfois être observées dans le même milieu, d'où une possible confusion entre ces deux espèces (voir commentaire de cette dernière espèce). ***Périmètre de la ZAC non concerné***	 **Espèce commune**
Ophrys apifera Huds. L'Ophrys abeille	L'Ophrys abeille peur être observée dans des prairies, des pelouses, des friches, des bords de route et même des parcs urbains à condition que le sol soit à dominante calcaire. Dans le cas des Hauts-de-Seine, cette espèce est connue sur sept communes réparties dans le département. Par son aptitude à se développer dans différents types de milieux, cette espèce est l'une des orchidées les plus communes dans les Hauts-de-Seine. L'appendice situé à l'extrémité du labelle et orienté vers l'arrière permet de distinguer l'Ophrys abeille de l'Ophrys bourdon. ***Périmètre de la ZAC non concerné***	 **Espèce assez commune**

Source : Atlas de la Flore des Hauts-de-Seine, Conseil Général 92 - Conservatoire botanique national du Bassin parisien, Musée National d'Histoire Naturelle.

B. LA BIODIVERSITE DU SITE D'ETUDE

Le SRCE et les continuités écologiques

Les outils « trame verte » et « trame bleue » s'appuient sur les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE). Instaurés par la loi Grenelle 2, les SRCE sont des documents cadre établis en copilotage Etat-Régions et soumis à l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN).

Un Schéma Régional de Cohérence Ecologique doit comporter les informations suivantes :

- la présentation des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la restauration des continuités écologiques ;
- un volet identifiant l'ensemble des composantes de la trame verte et bleue (espaces naturels, continuités écologiques, cours d'eau, zones humides…) ;
- une cartographie de la trame verte et bleue à l'échelle de la région ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- les mesures contractuelles mobilisables pour la préservation ou la restauration des continuités écologiques ;
- les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques pour les communes concernées par le projet de schéma.

Les éléments du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Ile-de-France (adopté Le 21 octobre 2013) permettent de faire ressortir que le territoire communal de Bagneux et ses abords immédiats sont concernés par les éléments suivants ci-dessous.

Les composantes identifiées de la TVB à Bagneux et à proximité immédiate sont (cf. cartes pages suivantes) :

- **Aucune continuité écologique ;**
- **Occupation du sol :**

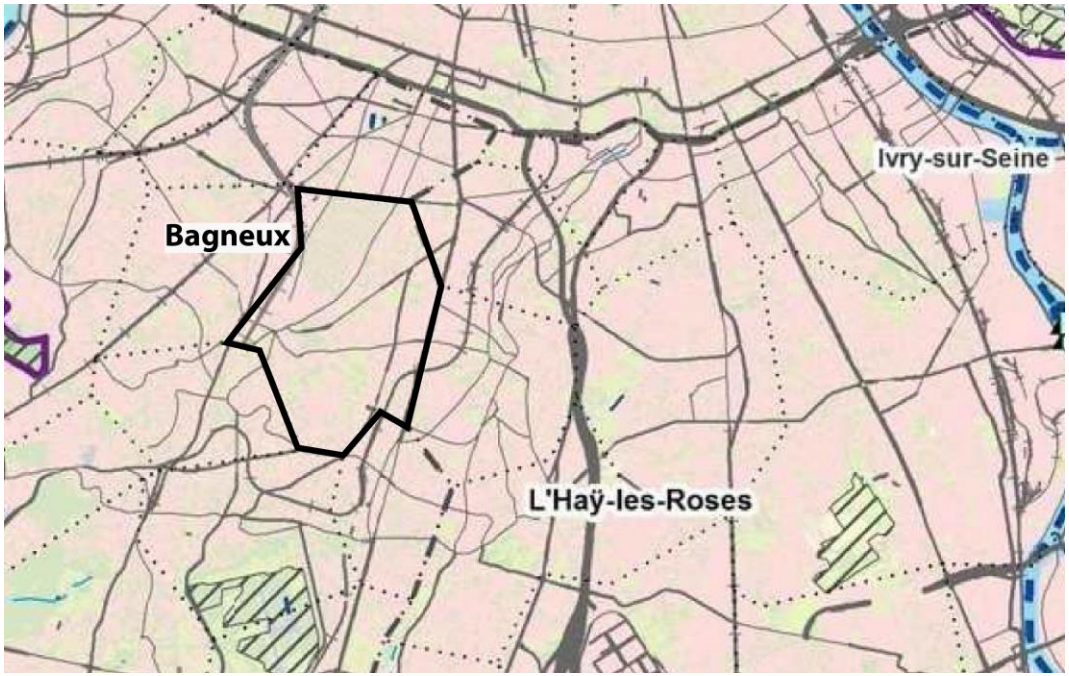
- tissu urbain ;
- boisements ;
- formations herbacées.
- **Aucun élément fragmentant sur et à proximité immédiate de la zone d'étude.**

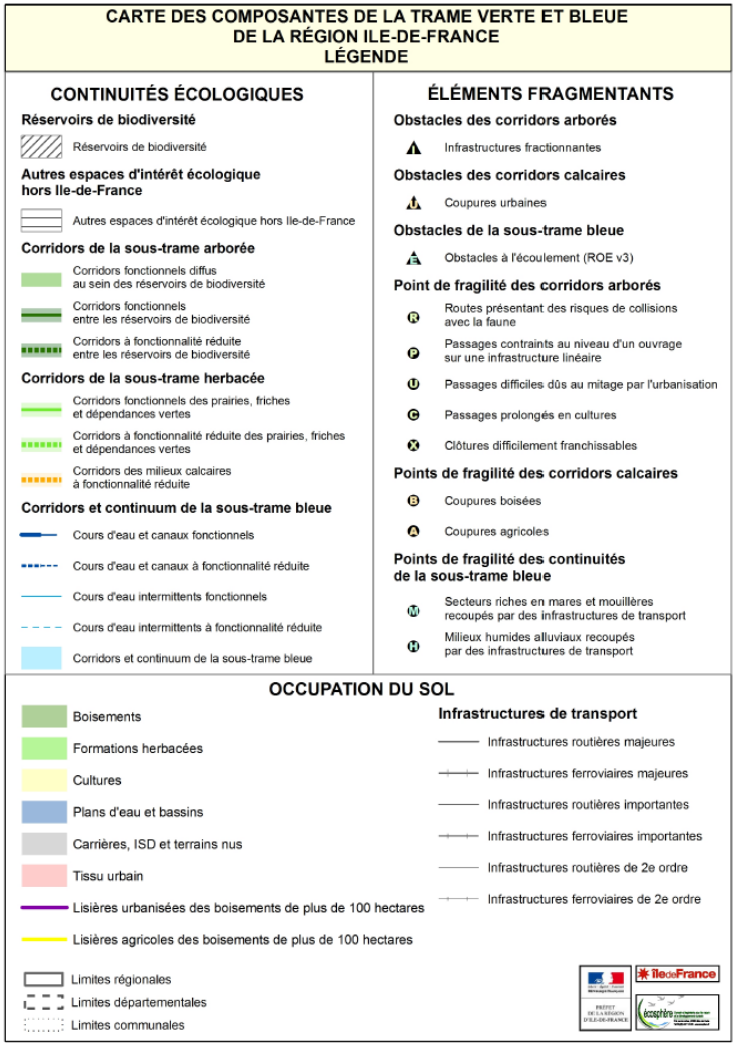
Le SRCE définit à proximité immédiate de Bagneux **un cours d'eau souterrain susceptible de faire l'objet d'opération de réouverture** (en dehors du périmètre communal)**.**

Aucun enjeu fort n'est identifié au sein de la zone d'étude d'après ce document.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 7 : Composantes de la Trame verte et bleue (SRCE)

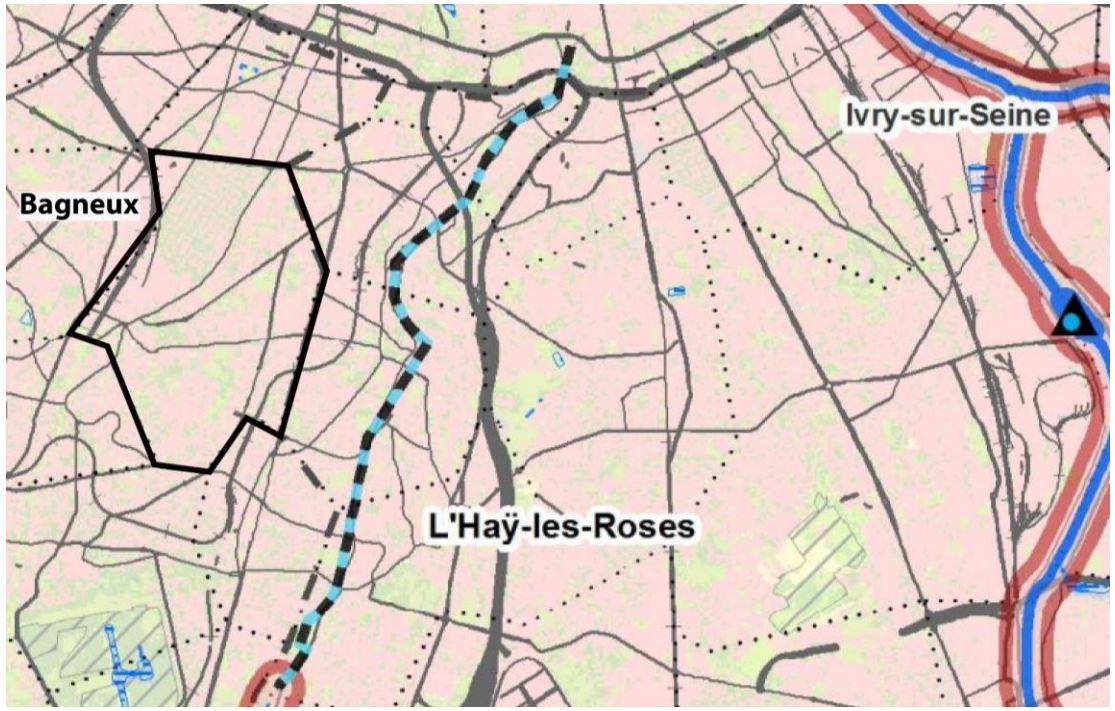




Source : SRCE, IAURIF, 2013

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 8 : Objectifs de restauration et de préservation de la Trame verte et bleue



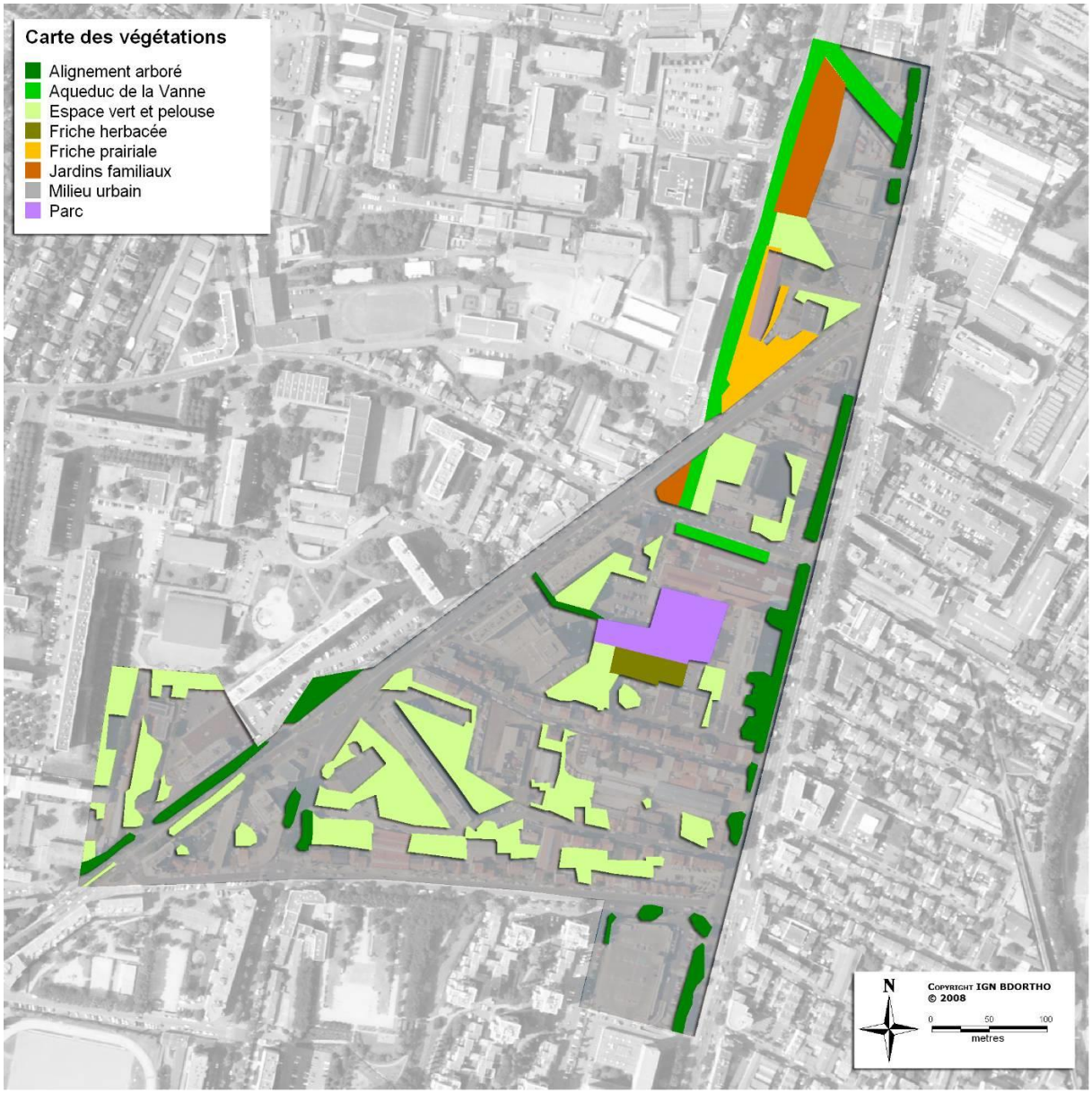
Source : SRCE, AURIF, 2013



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les habitats naturels

Illustration 15 : Les habitats naturels à l'échelle du périmètre d'étude (1)



Source : IAURIF, 2009

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Sept postes sont cartographiés, parmi lesquels trois habitats à dynamique naturelle ou pseudo-naturelle.

Habitats présents	Code CORINE (1)	Intitulé CORINE (1)	DHFF (2)	ZNIEFF (3)	EUR27 (4)	Intitulé EUR27 (4)
Aqueduc de la Vanne	85.12	Pelouses de parcs	-	-	-	-
Friche	87.1	Terrains en friche	-	-	-	-
Friche prairiale	87.1	Terrains en friche	-	-	-	-
→ Autres postes						
Alignements d'arbres	84.1	Alignements d'arbres	-	-	-	-
Espaces verts et pelouses	85.12	Pelouses de parcs	-	-	-	-
Parc	85.2	Petits parcs et squares citadins	-	-	-	-
Jardins familiaux	85.32	Jardins potagers de subsistance	-	-	-	-

***(1)** : Bissardon M, Guibal L, Rameau JC, 1997. « Corine biotopes, version original, types d'habitats français », ENGREF-ATEN*

***(2)** : Cahiers d'Habitats Natura 2000*[1]

***(3)** : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF*

***(4)** : European Commission, 2007. Interpretation manual of European Union habitats. EUR 27. European Commission, DG Environment, 142 p.*

En soi, aucun habitat ne présente de valeur réglementaire ou patrimoniale. L'intérêt fonctionnel de ces habitats est discuté aux chapitres suivants.

[1] Bensettiti F., Rameau J.-C. & Chevallier H. (coord.), 2001. « *Cahiers d'habitats* » *Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 1 - Habitats forestiers.* MATE/MAP/MNHN. Éd. La Documentation française, Paris, 2 volumes : 339 p. et 423 p. + cédérom.

Bensettiti F., Gaudillat V. & Haury J. (coord.), 2002. « *Cahiers d'habitats* » *Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 3 - Habitats humides.* MATE/MAP/ MNHN. Éd. La Documentation française, Paris, 457 p. + cédérom.

Bensettiti F., Boullet V., Chavaudret-Laborie C. & Deniaud J. (coord.), 2005. « *Cahiers d'habitats* » *Natura 2000. Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Tome 4 - Habitats agropastoraux.* MEDD/MAAPAR/MNHN. Éd. La Documentation française, Paris, 2 volumes : 445 p. et 487 p. + cédérom.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

→ Aqueduc de la Vanne

Corine Biotope : 85.12 – Pelouses de parcs



→ Friche

Corine Biotope : 87.1 – Terrains en friche



→ Friche prairiale

Corine Biotope : 87.1 – Terrains en friche



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La flore vasculaire recensée

Le croisement de différentes sources d'information porte à 237 le nombre d'espèces de Flore recensées sur la commune, au sein desquelles on dénombre 207 espèces indigènes (i.e. non plantées, introduites volontairement ou involontairement, etc.).

? CCC CC C AC	1 97 49 29 9	Fonds floristique 185 sp.
AR R RR	11 9 2	Espèces patrimoniales 22 sp.

Le peuplement est constitué à 89% d'espèces communes. 22 espèces ont un statut assez rare à très rare en Ile-de-France. Il faut noter la présence douteuse de 3 espèces sur la commune de Bagneux, l'Oseille des champs (*Rumex x pratensis*), le Pissenlit officinal (*Taraxacum campolydes*) et le Géranium des bois (*Geranium sylvaticum*). Ces trois espèces n'étant pas référencées dans la Flore d'Ile-de-France (JAUZEIN & NAWROT, 2011), elles ne sont pas incluses dans l'analyse.

Aucune espèce sous statut réglementaire de protection n'est présente à l'échelle de la commune et a fortiori de la zone d'étude. Se distinguent néanmoins 22 espèces à valeur patrimoniale, dont une 1 espèce déterminante de ZNIEFF en Ile-de-France.

Parmi des espèces, certaines sont possiblement à très probablement présentes au sein de la zone d'étude :

- *Torilis nodosa.* Le cas de cette espèce est équivoque. Alors qu'elle est en régression affirmée dans ses habitats agropastoraux, elle a trouvé un habitat de substitution en ville et particulièrement dans le centre de l'agglomération parisienne, dans les gazons piétinés ou souffrant d'un rythme de tonte trop important. Elle est par exemple commune en petite couronne de même que dans Paris.
  Le Torilis noueux est très probablement présent sur la zone d'étude, notamment localement sur l'aqueduc de la Vanne.

- A l'instar de la précédente, le Pâturin grêle *Poa infiirma* ou encore la Stellaire pâle *Stellaria media* occupent des habitats de substitution en ville : pieds d'arbres, gazons piétinés.

- Enfin, la possibilité de présence d'autres espèces rares à assez rares en Ile-de-France et citées de la commune, ne peut être totalement exclue pour au moins deux d'entre elles : l'Œillet arméria (*Dianthus armeria)* et le Mélilot officinal (*Melilotus officinalis)*. Le cas échéant, ces espèces seraient également présentes au sein des pelouses de l'aqueduc ou de la friche prairiale de l'ancienne cantine du SETRA.

En synthèse, l'enjeu portant sur la flore est potentiellement modéré, du fait de la présence très probable de *Torilis nodosa*, déterminante ZNIEFF en Ile-de-France. Les autres enjeux attendus concernent des espèces à dynamique urbaines, qui trouvent en ville des habitats de substitution à des conditions stationnelles qui se raréfient par ailleurs dans la région (espèces originairement associées au pâturage ovin, par exemple).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Taxon	Nom commun	Rar. IDF 2010	Cot. UICN IDF	Prot. IDF Dir. Hab.	ZNIEFF	habitat	potentialité de présence zone d'étude
***Torilis nodosa* (L.) Gaertn.**	Torilis noueux	R	LC		Z 3	Gazons urbains	XXX
***Poa infirma* Kunth**	Paturin grêle	RR	DD			Gazons urbains	XX
***Stellaria pallida* (Dumort.) Piré**	Stellaire pâle	RR	LC			Gazons urbains, talus, friche ouverte	XX
***Allium oleraceum* L.**	Ail des maraîchers	R	LC			Gazons urbains, friche sèche, talus secs	
***Aristolochia clematitis* L.**	Aristoloche clématite	R	LC			Friches humides, haies	
***Dianthus armeria* L.**	Oeillet velu	R	LC			Gazons urbains, friche, berme, carrière	x
***Festuca marginata* (Hack.) K.Richt.**	Fétuque de Timbal-Lagrave	R	LC			Pelouse sèche, talus, bermes, friche sèche, carrières	
***Hieracium murorum* L.**	Epervière des murs	R	LC			Murs, affleurements rocheux	
***Lamium hybridum* Vill.**	Lamier hybride	R	LC			Vieux murs, friches	
***Lathyrus sylvestris* L.**	Gesse des bois	R	LC			Haie, talus, berme, friche	
***Poa bulbosa* L.**	Pâturin bulbeux	R	LC			Vieux murs, affleurements rocheux, carrière, pelouse sèche	
***Anthriscus caucalis* M.Bieb.**	Cerfeuil commun	AR	LC			Friche pionnière, talus	
***Cynosurus cristatus* L.**	Crételle	AR	LC			Prairie fraîche, gazon, bord de chemin	
***Diplotaxis tenuifolia* (L.) DC.**	Roquette jaune	AR	LC			Friche sèche, friche pionnière sur alluvions, friche ferroviaire, carrière	
***Hieracium lachenalii* sensu 3, 5, 6**	Epervière de Lachenal	AR	LC			Talus, vieux murs, pelouse	
***Iris foetidissima* L.**	Iris fétide	AR	LC			Bois sec, lisière	
***Melilotus officinalis* Lam.**	Mélilot officinal	AR	LC			Friches urbaines, carrières, prairies	x

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

***Minuartia hybrida* (Vill) Schischk.**	Sabline hybride	AR	LC	Friche pionnière, pelouse, vieux murs
***Primula vulgaris* Huds.**	Primevère commune	AR	DD	Prairie fraîche, talus
***Ranunculus sardous* Crantz**	Renoncule sarde	AR	LC	Maraîchage, jardin, fossé
***Vincetoxicum hirundinaria* Medik.**	Dompte-venin	AR	LC	Pelouses calcicoles sèches
***Vulpia bromoides* (L.) Gray**	Vulpie faux-Brome	AR	LC	Friche pionnière, pelouse sableuse

Liste, statuts et potentialité de présence sur la zone d'étude des espèces patrimoniales communales.

Notons enfin, qu'une station d'Orobanche du Lierre *Orobanche hederae* a été observée le 20 mars 2012 dans le parc attenant à l'immeuble SETRA.

Illustration 16 : Station d'Orobanche du Lierre Orobanche hederae dans l'ancien jardin central



Source : SRCE, IAURIF, 2009

L'Orobanche du Lierre est une plante sciaphile, parasite, comme son nom l'indique, du lierre. Sa répartition francilienne est tout à fait singulière : l'espèce est commune au centre de l'agglomération parisienne (notamment Paris et première couronne), très localisée ailleurs. Ceci explique son statut de rareté à l'échelle régionale.
La présence de cette station témoigne de l'intérêt d'un parc ancien en milieu urbain : des communautés originales de faune et/ou de flore s'installent avec le temps, même au sein des milieux urbains.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les espèces faunistiques recensées

La première étape de ce travail consiste à synthétiser l'ensemble des données faunistiques disponibles au sein des bases de données nationales (I.N.P.N.) et départementales (Atlas de la faune sauvage des Hauts-de-Seine). Les données ont été collectées pour 10 groupes taxonomiques sur la commune de Bagneux.

Présence/absence de données sur la commune de Bagneux

Groupes taxinomiques	BAGNEUX
Coléoptères	NON
Lépidoptères	OUI
Odonates	NON
Orthoptères	NON
Mammifères	OUI
Oiseaux	OUI
Amphibiens	OUI
Reptiles	NON
Poissons	NON
Flore	OUI-

Cinq taxons sont renseignés, l'absence de cours d'eau justifie l'absence de données pour les poissons et les odonates.

Les données bibliographiques consultées sont les suivantes :

	Volet flore	Volet faune
Documents fournis par la ville :		
Inventaires CORIF- BAGNEUX, 2011	non	oui
AERHO-BAGNEUX 2011	non	oui
ONF/ ASCONIT Diagnostic écologique phase 1, 2011	oui	oui
BAGNEUX-Atlas-Faune	non	oui

Dans un deuxième temps, les données brutes sont mises en regard des statuts de valeur réglementaire (protection communautaire, nationale et régionale) et patrimoniales (espèces déterminantes ZNIEFF, inscrites en Liste Rouge…)

Synthèse des statuts réglementaires/patrimoniaux par taxons

Taxon	Nb sp.	ZNIEFF (1)	PN (3)	DHFF (4)	DO (4)	PR (5)	LR (6)
Oiseaux	37	-	24	-	-	-	2
Amphibiens	1	-	1	-	-	-	-
Mammifères	1	-	1	1	-	-	-
Lépidoptères	7	-	-	-	-	-	-

(1) *Déterminante ZNIEFF*
(3) *Protection nationale*
(4) *Directive Habitat faune flore et Directive oiseau*
(5) *Protection régionale*
(6) *Figurant sur la Liste rouge de France.*

Odonates (Libellules et demoiselles)

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'Odonate n'est recensée au vu des études recueillies.

Lépidoptères (Papillons)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Il y a 7 espèces de Lépidoptères recensées sur le territoire de Bagneux. Toutes les espèces sont communes en Ile-de-France.

Liste des Lépidoptères recensés sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN (1)	PR-IDF (2)	DHFF (3)	ZNIEFF (4)	INPN-BAGNEUX
Acherontia atropos	Sphynx tête de mort	-	-	-	-	**2007**
Aglais urticae	La Petite-Tortue, la Vanesse de l'Ortie	-	-	-	-	**2006**
Inachis io	Paon du jour	-	-	-	-	**2010**
Macroglossum stellatarum	Sphinx colibri	-	-	-	-	**2006**
Parapoynx stratiotata		-	-	-	-	**2010**
Vanessa atalanta	Vulcain	-	-	-	-	**2010**
Vanessa cardui	Belle-Dame	-	-	-	-	**2009**

(1) : Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection
(2) : Arrêté du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Ile-de-France complétant la liste nationale
(3) : DIRECTIVE 92/43/CEE DU CONSEIL du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages
(4) = Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF

Par ailleurs, la friche prairiale située au nord de la zone d'étude est potentiellement l'habitat d'espèces associées aux prairies permanentes. C'est le cas du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF en Ile-de-France et rare en petite couronne.

Orthoptères (criquet, grillons, sauterelles) et Dictyoptères (mantes)

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'orthoptère n'est recensée. Néanmoins, la présence des voies ferrées aux limites communales de la ville ainsi que la présence de friche laissent présager une possibilité de présence de la Mante religieuse (*Mantis religiosa*), espèce protégée au niveau régional et déterminante ZNIEFF. Cette espèce est caractéristique des friches herbacées plus ou moins lignifiées, avec une gestion extensive permettant l'établissement d'un cycle larvaire sur deux ans (fauche tardive).

Coléoptères

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée de Coléoptère n'est recensée.

Amphibiens

Une seule espèce d'Amphibiens est citée sur la commune, au niveau de la friche des trois mares, il s'agit du Crapaud commun (*Bufo bufo*). Sa présence sur la zone d'étude est exclue compte tenu de l'absence de zones humides.
Néanmoins, ce groupe constituera un enjeu de recolonisation potentiel en cas de création d'habitat aquatique au sein de la ZAC. Rappelons que cette espèce a un statut assez rare à rare dans les Hauts-de-Seine et qu'il est protégé sur le territoire.

Liste des Amphibiens présents sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN (1)	DHFF (2)	LR France (3)	ZNIEFF (4)	CORIF-BAGNEUX
Bufo bufo (Linné, 1758)	Crapaud commun	art. 3	-	-	-	2011

(1)Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, NOR : DEVN0766175A, JO, 18 déc. L'article 2 de l'arrêté étend la protection des espèces à leur habitat
(2) *directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune et de la flore sauvages. L'annexe IV fixe la liste des espèces protégées au niveau européen*
(3) *Liste Rouge des espèces menacées en France : Reptiles et Amphibiens de France Métropolitaine. UICN-MNHN mars 2008*
Espèces menacées de disparition de France :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

CR : En danger critique d'extinction
EN : En danger
VU : Vulnérable
Autres catégories :
RE : Espèce éteinte en métropole
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)
DD : Insuffisamment documenté
***(4)** Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. /*

Reptiles

Aucune donnée de reptiles n'est mentionnée sur la commune de Bagneux.

Oiseaux

La synthèse des données porte à 37 le nombre d'espèces d'oiseaux recensées sur la ville de Bagneux.

Parmi ces espèces, les enjeux écologiques sont les suivants :

- Le Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), espèce inscrite en liste rouge de l'UICN en catégorie VULNERABLES,

Illustration 17 : Le Bouvreuil pivoine



Source : Biodiversita

- Le Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus)*, espèce inscrite en liste rouge de l'IUCN en catégorie NEAR-THREATENED soit quasi menacé.

Illustration 18 : Le pouillot fitis

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Biodiversita

Ce sont des espèces forestières qui s'adaptent aux boisements des grands parcs urbains.

Par ailleurs les visites de site du 16 et 20 mars ont permis de recenser la présence d'espèces communes : Serin cini, Pic vert, Mésange à longue queue, Accenteur mouchet, Troglodyte mignon…. Toutes ces espèces ont été recensées au niveau de l'ancien jardin central.

Mammifères

Une seule espèce de mammifère a été recensée, il s'agit de la pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*). Elle est protégée au niveau national et communautaire. Les statuts de protection incluent son habitat et « l'ensemble des conditions nécessaires à l'accomplissement de son cycle vital ».

Liste des mammifères recensés sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom commun	PN - art. 2 (1)	LR France (2)	D.H. (3)	Znieff IDF (4)	CORIF-BAGNEUX
Pipistrellus pipistrellus	Pipistrelle commune	X		IV	-	2011

(1) : *Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection - NOR: DEVN0752752A - JORF n°108 du 10 mai 2007*
(2) *: Liste Rouge des espèces menacées en France : Mammifères de France Métropolitaine. UICN-MNHN février 2009*
(3) *: Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune et de la flore sauvages. L'annexe IV fixe la liste des espèces protégées au niveau européen.*
(4) : *Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF*

La Pipistrelle commune est très probablement présente au sein de l'ancien jardin central de la ZAC. Les alignements de marronniers ainsi que l'ouvrage central maçonné sont en effet des abris potentiellement utilisés par les Chiroptères.

Toutes les espèces de Chiroptères représentent un enjeu compte tenu de leur statut réglementaire et de leur statut de conservation, défavorable pour la majorité des espèces. Ce groupe constitue de fait un réel enjeu en milieu urbain. La Pipistrelle commune s'adapte localement aux centres villes à partir du moment où la densité d'arbres âgés est suffisante (présence de cavités naturelles).

Illustration 19 : Pipistrelle commune (Pipistrellus pipistrellus) (Wikicommon)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

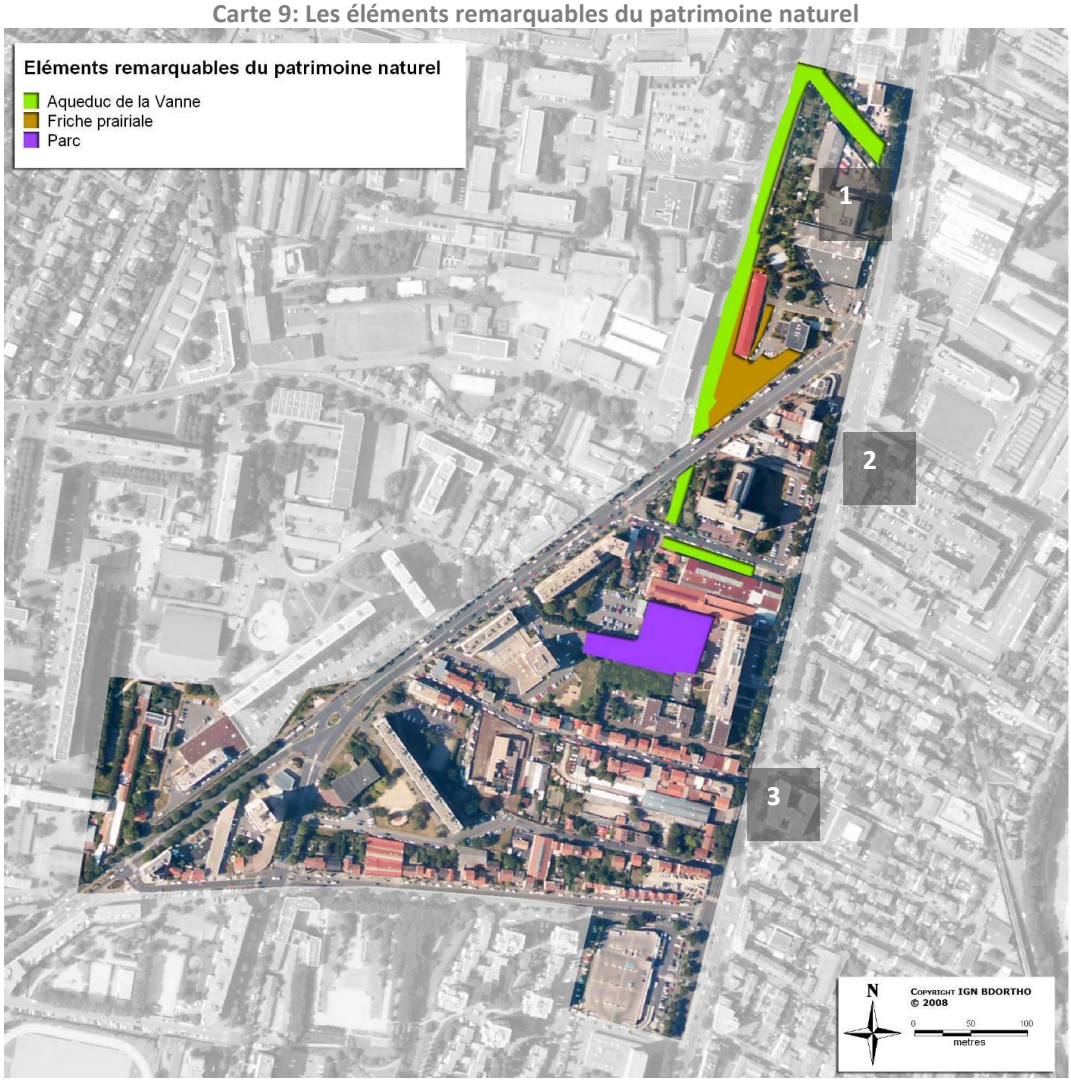


Source : Biodiversita

Les éléments et habitats remarquables du patrimoine naturel

Sur la zone d'étude, les enjeux, potentiels et avérés, sont répartis en trois compartiments :

Carte 9: Les éléments remarquables du patrimoine naturel



Source : SRCE, IAURIF, 2009

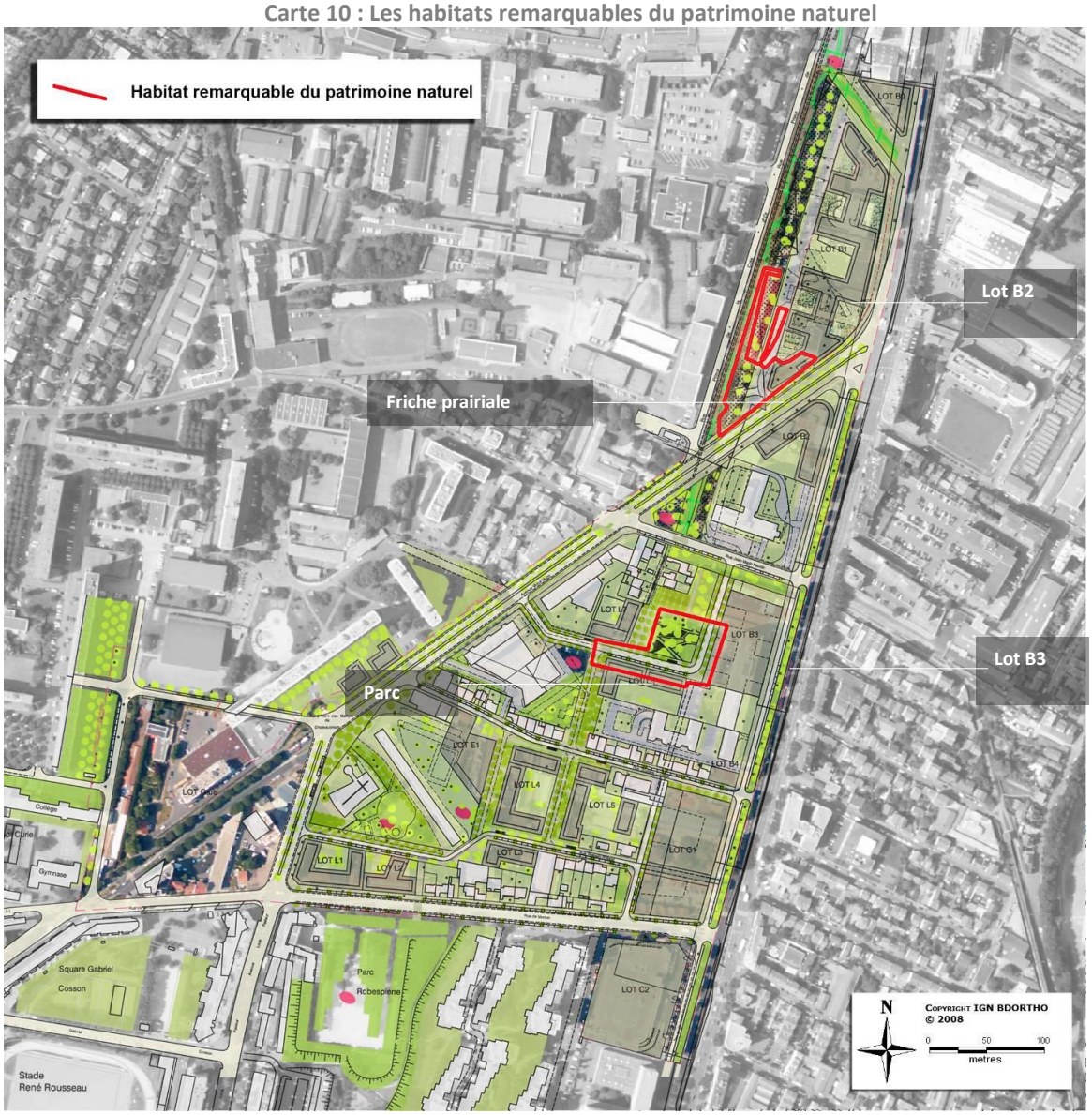
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Intérêt fonctionnel	Intérêt stationnel
Aqueduc de la Vanne	**FORT**. L'intérêt premier de l'aqueduc est son caractère d'élément fixe du paysage.	**FAIBLE à MODERE**. →Présence potentielle de *Torilis nodosa*, (espèce déterminante ZNIEFF) → Présence possible d'espèces de flore patrimoniales, accompagnatrices de *Torilis nodosa*.
Friche prairiale	**MODERE** L'intérêt fonctionnel réside dans la proximité immédiate avec les surfaces enherbées de l'aqueduc	**FAIBLE à MODERE** → Présence potentielle du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF. → Présence possible d'espèces de flore patrimoniale
Parc central	**FAIBLE à MODERE** Rôle à définir pour les Mammifères Chiroptères (présence de la Pipistrelle commune) et les Oiseaux	**FAIBLE à MODERE** → Présence d'une station d'espèce de Flore rare en Ile-de-France (Orobanche du Lierre) → Présence potentielle de Mammifères Chiroptères et Oiseaux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les interactions projet/enjeux sont majoritairement localisées à deux secteurs :

Carte 10 : Les habitats remarquables du patrimoine naturel



Source : SRCE, IAURIF, 2009

Enjeux à vérifier (confirmation des potentialités de présence) :

- intérêt écologique stationnel de la friche herbacée, pour les groupes suivants :
- Insectes Lépidoptères
- Insectes Orthoptères
- Flore vasculaire
- Intérêt écologique stationnel du Par central pour les groupes suivants :
- Mammifères Chiroptères
- Oiseaux
- Intérêt écologique stationnel des pelouses de l'Aqueduc de la Vanne pour les groupes suivants :
- Flore vasculaire

	Flore vasculaire	Insectes Lépidoptères	Insectes Orthoptères	Oiseaux	Mammifères Chiroptères
Aqueduc de la Vanne	X				
Friche prairiale		X	X		
Parc				X	X

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'aqueduc de la Vanne

L'intérêt stationnel est potentiellement faible, mais peut s'avérer localement modéré en fonction de la présence de *Torilis nodosa* et autres espèces urbaines de flore patrimoniale. En revanche, l'intérêt fonctionnel est fort. L'aqueduc constitue en effet une trame autant qu'un corridor écologique. D'autant plus qu'il s'agit d'un point fixe urbain, ce qui assure la pérennité de sa fonction au sein du tissu urbain. La perméabilité d'un espace urbain pour la faune et la flore se mesure autant par sa friction que par l'existence d' « infrastructures naturelles » à même d'assurer les transferts de faune et de flore. L'aqueduc constitue de ce point de vue un support de choix.





En l'état l'aqueduc présente une valeur stationnelle faible à nulle mais une valeur fonctionnelle élevée associée à un potentiel de restauration important

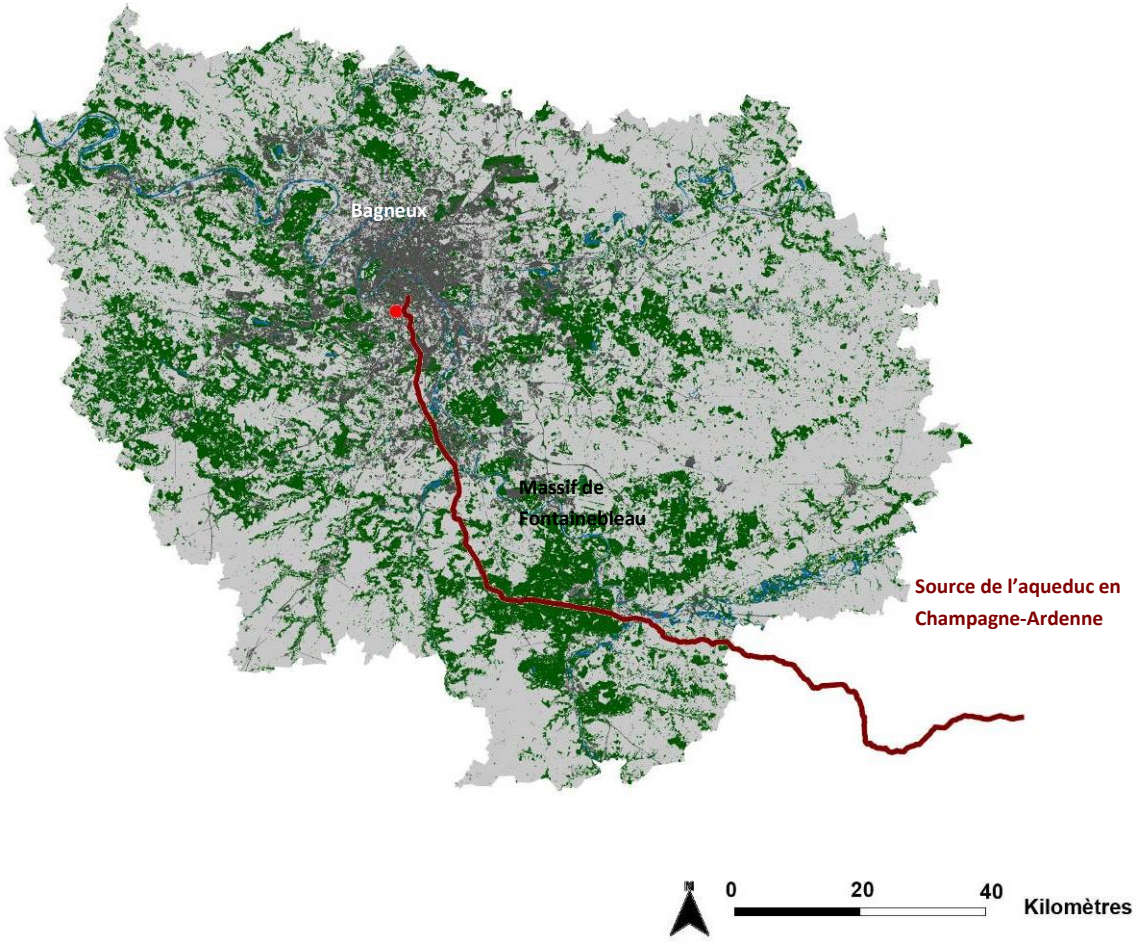
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La valeur fonctionnelle de l'aqueduc n'apparaît pas au sein des documents de l'IAURIF et par ailleurs de manière très diffuse également dans l'étude des continuités écologiques du Conseil Général du 92. La traduction du schéma départemental pour la commune de Bagneux signale les points suivants :

- commune non concernée directement par les cœurs de nature,
- absence de « corridor terrestre écologique potentiel »,
- rôle secondaire en tant que corridor pour les oiseaux (présence du cimetière parisien ; identifié comme « zone intéressante pour l'avifaune en Hauts-de-Seine »).

Il s'agit évidemment d'une lecture du territoire communal à une échelle non adaptée. De fait, l'argumentaire général qui conclue à une absence de « corridor terrestre écologique potentiel » ne tient plus face à une évidence à l'échelle locale (présence de l'aqueduc dans l'emprise de la ZAC)…. mais également supra-locale. La carte suivante montre l'étendue de l'infrastructure depuis sa source (la Vanne en Champagne Ardenne) à son extrémité le bassin de stockage de Montsouris.

Illustration 20 : Source de l'aqueduc en Champagne-Ardenne

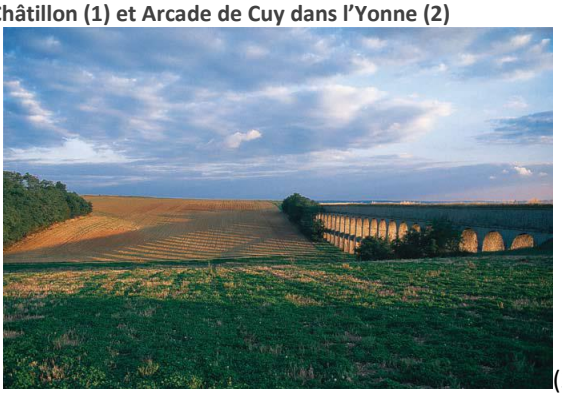


Source : SRCE, IAURIF, 2009

La morphologie de l'ouvrage est variable et l'intérêt écologique également. Néanmoins, il s'agit d'un ouvrage fixe et ancien de 156 km de long depuis sa source (la Vanne) jusqu'au réservoir de Montsouris (75014).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 21 : Aqueduc de la Vanne à Viry-Châtillon (1) et Arcade de Cuy dans l'Yonne (2)

(1)   (2)

Sources : viry-chatillon.fr et Eau de Paris

Le Conservatoire Botanique du Bassin Parisien a mis en évidence l'intérêt particulier du tronçon de l'aqueduc passant par la forêt de Fontainebleau comme station d'espèces remarquables. En effet, deux espèces protégées et très rares en Ile-de-France occupent leurs seules (et dernières) stations sur l'aqueduc même :
Botryche lunaire *Botrychium lunaria* : RRR / CR / PR / ZNIEFF
Spiranthe d'automne Spiranthes spiralis : RRR / EN / PR / ZNIEFF

Illustration 22 : Station de Botryche lunaire sur l'aqueduc de la Vanne à Fontainebleau, avant la fauche et après



Source : MNHN/CBNBP

La friche prairiale

Cette friche illustre l'intérêt que peut acquérir un espace soumis à une déshérence de gestion durant plusieurs années. Il est probable que l'intérêt floristique et faunistique, originellement très faible, ai acquis une maturité à la faveur d'un rythme de fauche moins régulier et moins intensif. Par ailleurs, l'abandon de l'exploitation du site a probablement créé une zone de tranquillité favorable à la faune et la flore.



En l'état, la structure de végétation est de type prairial, ce qui vient en rupture des végétations de parcs et jardins, généralement pauci-spécifiques et soumises à une gestion intensive. L'intérêt floristique serait à vérifier, de même que son intérêt faunistique, notamment pour les Insectes Lépidoptères (Papillons) et Orthoptères. Il est fort probable que des espèces à affinité urbaine y soient présentes.

Deux espèces d'Insectes protégées au niveau régional et/ou déterminantes ZNIEFF sont potentiellement présentes :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- la Mante religieuse (PR/ZNIEFF) : Cette espèce spectaculaire se rencontre sur les pelouses, les landes et autres lieux herbeux avec quelques buissons, dans des secteurs bien ensoleillés. La régression de ces habitats et l'usage des pesticides ont raréfié ses populations, notamment au nord de la Loire. La Mante est **assez rare, vulnérable, déterminante ZNIEFF** et **protégée en Île-de-France.** C'est une espèce caractéristique des milieux herbacés à gestion extensive. En effet, la Mante religieuse est un indicateur de la stabilité des milieux d'une année sur l'autre puisque les adultes pondent en fin d'été sur une branche ou une brindille et les juvéniles n'émergent qu'au mois de mai suivant. Par conséquent cette espèce est sensible à la tonte ou au débroussaillage de ses habitats. Cette friche prairiale constitue donc un habitat potentiellement favorable à sa présence.
- le Demi-deuil (ZNIEFF) : Cette espèce de papillon est potentiellement présente dans toutes les belles prairies de graminées. La friche prairiale du site d'étude présente potentiellement les plantes hôtes nécessaires au développement des chenilles (poacée). Le Demi-deuil est **déterminant ZNIEFF en Île-de-France** et reste un très bon indicateur de la qualité des prairies et des friches.

Illustration 23 : Mante religieuse (Mantis religiosa) et Demi-deuil (Melanargia galathea)



Source : Wiki common

Le parc / jardin du SETRA

La présence d'arbres remarquables, notamment d'un Hêtre (*Fagus sylvatica*) et d'alignements de Marronniers âgés, confère à ce parc un intérêt particulier notamment pour l'avifaune et les mammifères Chiroptères. La présence de cavités naturelles témoigne généralement d'un intérêt écologique notable, d'autant plus en milieu urbain.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 24 : Eléments remarquables du parc : Hêtre Fagus sylvatica, alignement de Marronniers, bosquets d'ifs Taxus baccata



L'identification du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA :

Une mission de conseil en gestion du patrimoine horticole a été menée par le cabinet Pierre Grillet. L'étude de diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux analyse les

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

caractéristiques du patrimoine arboré, en termes de structure et d'état phytosanitaire et présente des préconisations d'entretien et de mises en sécurité des arbres inventoriés pour une gestion optimisée sur le site d'étude. Le rapport de synthèse est repris ci-dessous.

Caractéristiques du patrimoine arboré

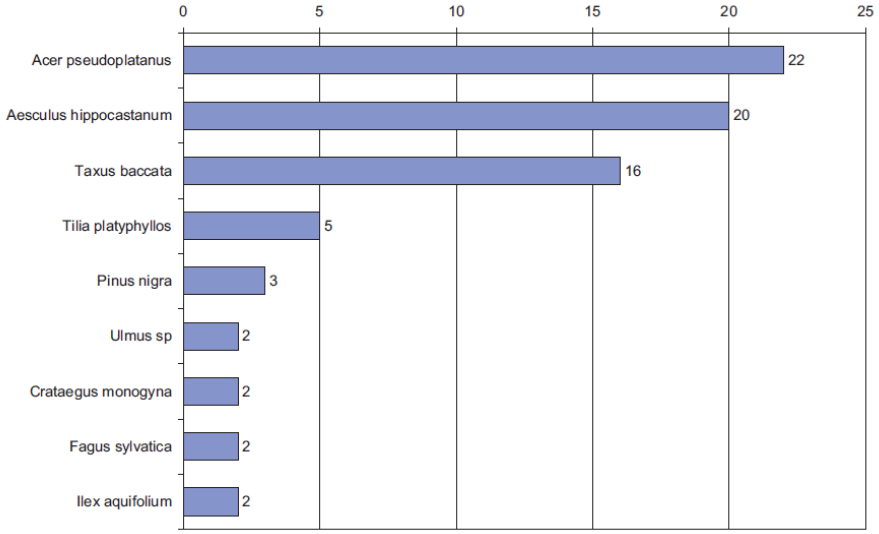
Structure du patrimoine arboré

Composition des essences :
Le patrimoine arboré du site d'étude est composé 81 arbres de 16 essences différentes. Les trois essences principales sont très communes en Île-de-France. Elles représentent 70 % du peuplement à elles seules, ce qui traduit une diversité moyenne voire faible sur l'ensemble du site. Il s'agit :

- des érables sycomores,
- des marronniers d'Inde,
- des ifs.

Les érables sycomores et les marronniers d'Inde sont surtout plantés dans les alignements au sud du site. Les plus beaux marronniers sont plus valorisés, et souvent accompagnés d'un sous-bois d'ifs.

Illustration 25 : répartition des arbres par essences



Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

Les arbres remarquables :
10 arbres remarquables ont été relevés et identifiés sur le secteur d'étude, offrant une perspective paysagère verte et apaisée dans un milieu bâti et minéral, et seul le cyprès ne présente pas de dommage. Il s'agit de :

- 7 marronniers,
- 1 cèdre de l'Atlas,
- 1 if,
- 1 cyprès de Provence.

Données dendrométrie :
Le patrimoine arboré recensé sur le site d'étude présente :
Une nette dominance pour les diamètres de 10 à 50 cm,
Plus de 50% des arbres mesurent entre 15 et 30 mètres,
75% des arbres ont un fût de plus de 2 mètres,
Plus de 90% des arbres ont une couronne de diamètre supérieure à 5 mètres.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

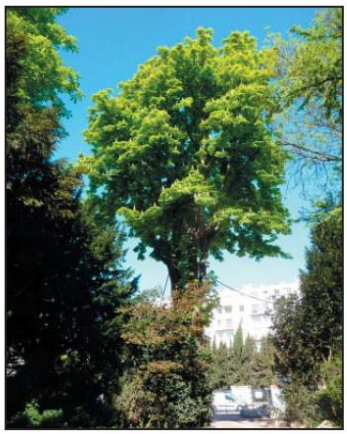
Forme actuelle :
Exceptée une minorité d'arbres contraints par du bâti ou de la circulation piétonne et motorisée, la majorité des arbres est actuellement conduite en port libre. Le port libre doit être privilégié dès que le volume aérien disponible le permet car le nombre de plaies et blessures dues à l'élagage peut être réduit, ainsi que la sensibilité des arbres aux pathogènes et les coûts d'entretien nécessaires aux tailles régulières.

Contraintes :
Les contraintes de surface : elles prennent en compte le sol sur lequel l'arbre se développe et déterminent les conditions des échanges d'air et d'eau entre le sol de plantation et la surface. On distingue les sols perméables (sol végétalisé, sol stabilisé), autorisant ces échanges, et les revêtements imperméables qui les interdisent. La totalité des arbres du site disposent d'un revêtement au sol perméable. Ils sont majoritairement concernés par les contraintes de surfaces et peuvent s'y adapter.
Les contraintes environnementales : elles prennent en compte les éléments rencontrés proches de l'arbre limitant ou gênant son développement. Cela concerne en majorité des facteurs humains liés au milieu urbain :

- les réseaux aériens (électricité, télécommunication) ou souterrains (gaz, eau) ;
- le bâti ;
- le stationnement ;
- la circulation automobile ;
- le piétinement (passage intensif de piétons écrasant et mettant à nu les racines superficielles, imperméabilisant, érodant et stérilisant le sol);
- le mobilier urbain (bancs, affichages, panneaux, barrières, signalisation).

Les espèces formant des rejets comme les ifs demandent une taille annuelle.

Illustration 26 : Exemples d'arbres remarquables : (1) Marronnier situé à l'entrée ouest du jardin et (2) cèdre de l'Atlas à l'entrée est du jardin

(1)   **(2)**

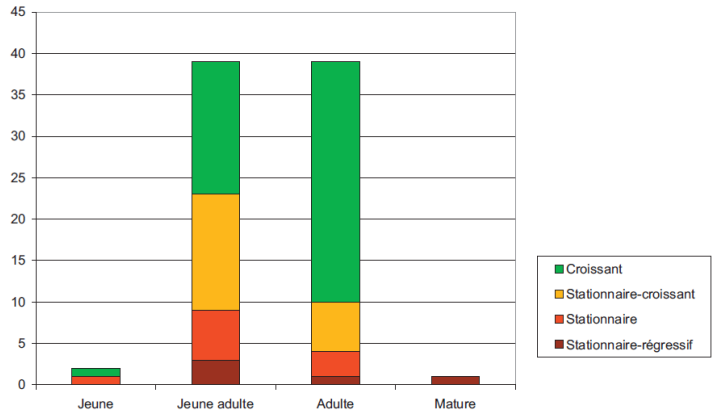
Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

Etat phytosanitaire

Etat ontogénique :
Le croisement entre le stade de développement et la dynamique de croissance permet de dresser un état ontogénique de l'arbre, autrement dit sa capacité à atteindre son plein développement.
L'étude présente une répartition des arbres selon leur stade de développement et leur dynamique de croissance :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 27 : Répartition des arbres selon leur stade de développement et leur dynamique de croissance



Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

- Le peuplement se caractérise par un équilibre entre jeunes adultes et adultes ;
- La dynamique de croissance est bonne : plus de 80% des arbres est stationnaire croissante à croissante. ;
- L'état ontogénique global parait relativement correct avec une population majoritairement croissante.

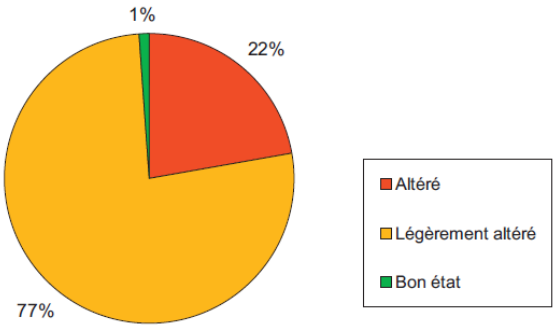
Etat pathologique :

Le patrimoine arboré est globalement en bon état pathologique (plus de 90% des sujets). Seuls 2 arbres sont dans un état préoccupant (un hêtre pourpre doit être abattu et un érable sycomore pourpre nécessite un diagnostic complémentaire). Les autres affections sont ponctuelles et ne présentent pas encore de gravité, et la plupart des agents pathogènes présents n'ont pas pu être identifiés précisément.

Etat mécanique :

L'état mécanique est moyennement bon :

Illustration 28 : Répartition des arbres selon leur état mécanique



Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

Les altérations les plus courantes sont :

- des plaies et des blessures, voire des cavités dans les houppiers suite à d'anciennes coupes drastiques sur des branches de gros calibres sans suivi et parfois mal faites (exemples : tous les marronniers et tous les érables de l'alignement) ;
- des arbres non nettoyés : bois mort et lierre envahissant (exemples : les érables de l'alignement).

Au-delà de ces faiblesses dues notamment à des pratiques d'entretien inadéquates, l'étude relève il existe aussi des dommages causés par le chantier de déconstruction de l'immeuble du SETRA. Ce ne sont pas les travaux eux-mêmes qui sont à l'origine de ces dégâts, mais le passage d'engins à travers le jardin. Le rapport de synthèse rapporte que des branches, des racines et des écorces ont visiblement été arrachées et des déchets et de multiples matériaux pouvant nuire gravement aux arbres ont été stockés à leur pied.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 29 : Détériorations dues aux travaux de chantier



Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

L'étude montre qu'il n'est pas possible d'évaluer à ce jour les dégâts faits dans le sol par le passage des véhicules. Le cheminement des engins s'effectue au pied des arbres, atteignant forcément leur système racinaire, écrasé ou bien encore asphyxié dans un sol tassé. Ces opérations remettent en cause la survie de ces arbres, sans que personne ne puisse dire quelles en seront les conséquences exactes dans les années à venir.

Dangerosité

L'étude de l'ensemble des observations sectorielles a permis de dégager un niveau de dangerosité pour chaque arbre. Le patrimoine arboré présente peu de signe de dangerosité, avec 5% des sujets potentiellement dangereux et 1% de sujets dangereux :

- Les arbres présentant des défauts considérés comme dangereux doivent faire l'objet d'abattages ou de tailles de mise en sécurité ;
- Les arbres morts doivent être abattus. Ils ont été marqués à la peinture verte, d'une croix en cas de prescription d'abattage, d'un trait pour la coupe d'une charpentière et d'un point pour la suppression de bois mort.
- L'étude ne prend pas en compte les dégâts non visibles ou postérieurs aux travaux en cours.

Avenir physiologique

L'espérance de vie d'un arbre est uniquement basée sur son état physiologique. Il constitue une évaluation stratégique à la planification des renouvellements. Il est défini par la synthèse de toutes les observations réalisées et se décline selon les modalités suivantes :

Court terme : L'avenir des arbres est limité à quelques années (< 10 ans). Dans l'attente du renouvellement, les budgets d'entretien devront être à minima sur ces arbres.

Moyen terme : Ces arbres constituent le noyau dur du patrimoine existant, ils sont la base de sa structure. Leur avenir se situe entre 10 et 50 ans. Bien suivis et en consacrant les efforts nécessaires, ces arbres disposent d'un potentiel plus important. La protection de ces arbres et les budgets d'entretien ou de préservation doivent être à la hauteur des enjeux de maintien et de sauvegarde de ce patrimoine.

Long terme : Ces arbres sont des sujets proches de zéro défaut (essentiellement des jeunes arbres en bon état, en place sur des sols favorables à leur développement), leur avenir implique de tout mettre en œuvre pour leur sauvegarde et leur vitalité. Les budgets d'entretien et de sauvegarde doivent être prioritaires sur ce patrimoine.

Le taux d'arbres ayant un avenir à moyen terme est de 97,5 % et de 2,5 % pour un avenir à court terme. Ces résultats sont donnés en dehors de tous travaux postérieurs à l'étude et de tous dégâts non visibles liés au chantier en cours.

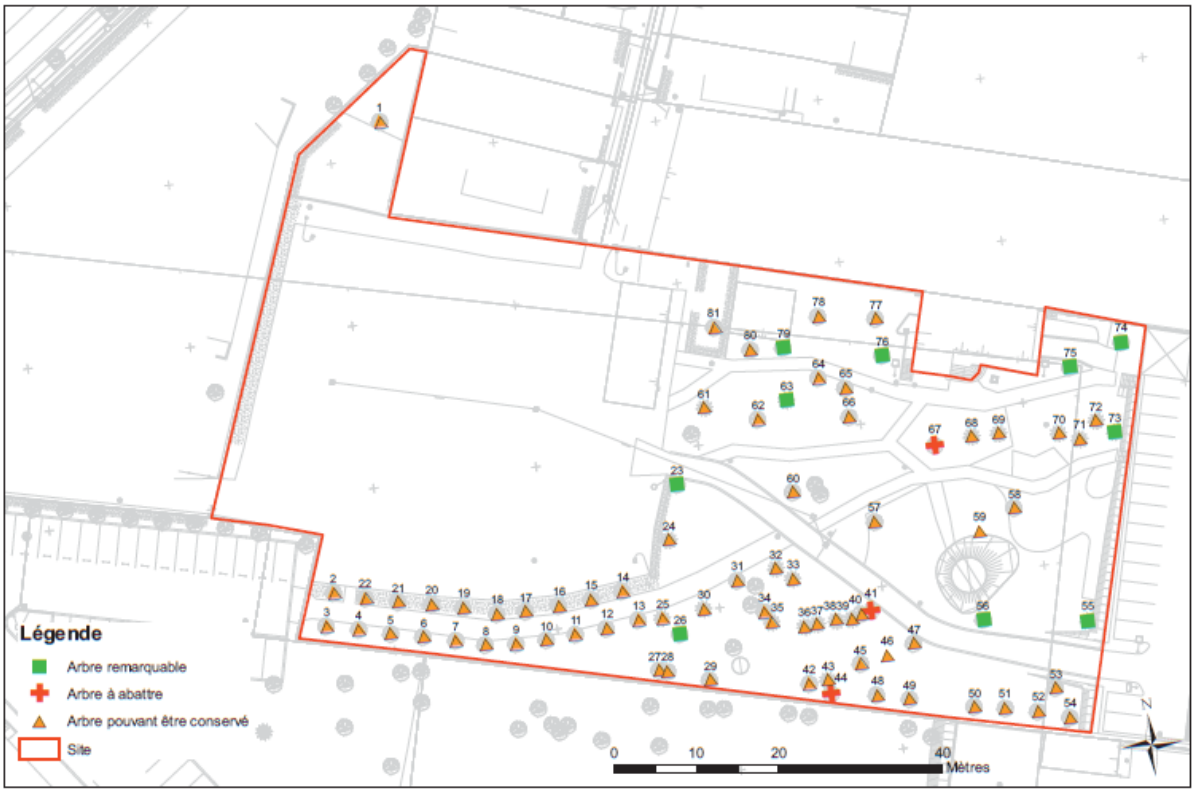
Diagnostics approfondis :

Au cours du diagnostic effectué sur le terrain, 20 arbres doivent faire l'objet d'une expertise approfondie. Certains fûts présentent des altérations particulières et certaines couronnes doivent pouvoir être visitées, car certaines observations ne peuvent être faites depuis le sol. Le diagnostic approfondi au sol consiste en un diagnostic au maillet puis au résistographe. Pour l'observation et le contrôle de zones inaccessibles depuis le sol, il est nécessaire d'utiliser des techniques d'élévation et de déplacement sur le tronc et dans le houppier. Cela concerne 20 arbres qui présentent des cavités potentielles localisées sur des charpentières et à l'insertion de branches maîtresses, suite aux élagages drastiques opérés, et qu'il est nécessaire de vérifier. 9 de ces arbres

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

doivent en plus faire l'objet d'un diagnostic complémentaire au sol. Ces diagnostics permettront de conclure plus précisément quant à la dangerosité des sujets du point de vue de leur tenue mécanique et de préconiser les interventions les mieux adaptées.

Carte 11 : Répartition et état des arbres au sein de l'ancien jardin du SETRA en 2013



Source: Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

C. LE PATRIMOINE NATURA 2000

Natura 2000 est un réseau européen d'espaces naturels identifiés pour la qualité, la rareté ou la fragilité des espèces animales ou végétales et de leurs habitats naturels. Il vise à maintenir la diversité biologique à l'échelle de l'Union européenne. La conservation des espèces et des habitats reconnus d'intérêt communautaire passent notamment par le maintien des activités humaines et des pratiques qui ont participé à forger l'intérêt écologique de ces territoires.
La politique européenne en matière de protection de la nature locale repose actuellement sur deux directives : « oiseaux » et « habitats ». Complémentaires, elles ont un objectif commun : la construction d'un réseau qui regroupe les sites naturels les plus remarquables de l'Union européenne, le réseau Natura 2000.



En Ile-de-France, les milieux naturels sont rencontrés essentiellement dans les départements des Yvelines, de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise.
Ainsi, 35 sites à enjeux pour le réseau Natura 2000 ont été désignés pour l'Ile-de-France :

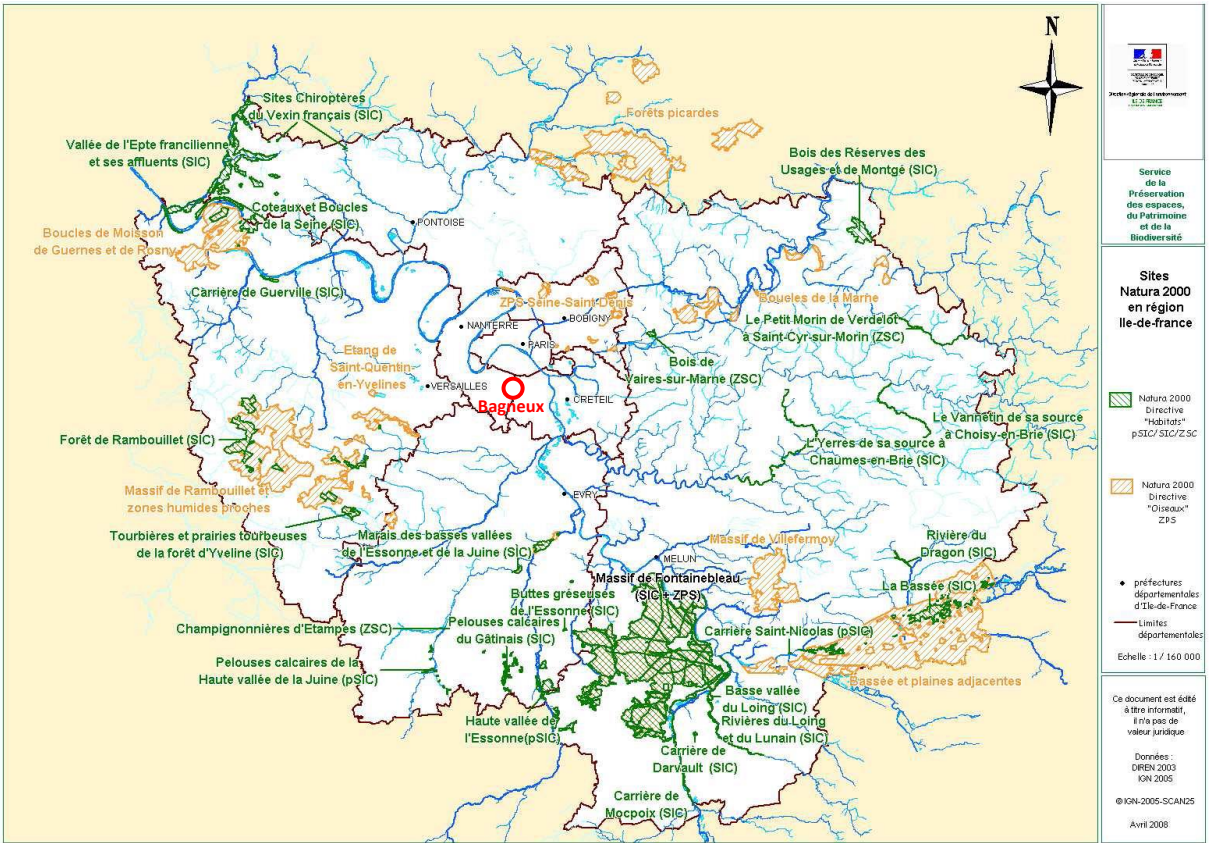
- 25 sites au titre de la directive Habitats

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- 10 sites au titre de la directive Oiseaux dont 1 chevauche en partie la région Picardie.

Leur superficie totale est de 98 427 hectares représentant environ 8% du territoire d'Ile-de-France. Le dispositif Natura 2000 concerne donc près de 285 communes, soit environ 20% de l'ensemble des communes d'Ile-de-France.

Carte 12: Le réseau Natura 2000 en Ile-de-France



*Source : **Source : DIREN, 2008***

La commune de Bagneux n'est pas concernée par le dispositif Natura 2000. Les sites désignés Natura 2000 les plus proches de la ZAC se trouvent à environ 15 km concernant celui au titre de la directive Oiseaux (ZPS Seine-Saint-Denis) et à environ 30 km pour celui au titre de la directive Habitats (Bois de Vaires-sur-Marne).

De même, la commune n'est pas concernée par les zonages ZNIEFF de type 1 et 2. Les plus proches sont la ZNIEFF de type 2 Vallée de la Bièvres et les ZNIEFF de type 1 Etangs de Meudon, de la Garenne et de Chalais situés respectivement à environ 3 et 6 kilomètres.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- En raison de l'ancienneté de l'urbanisation et de son importance, les milieux naturels au sens propre du terme ont disparu du territoire communal. L'environnement végétal que l'on peut y trouver est très marqué par la présence de l'homme.
- Les principaux alignements d'arbres se situent le long de la RD 920, à proximité immédiate du site, et des avenues Paul Vaillant Couturier, Albert Petit, Henri Barbusse, Henri Ravera.
- Aucune espèce assez rare, très rare ou disparue n'est recensée par *l'Atlas de la Flore des Hauts-de-Seine* à proximité immédiate ou à l'intérieur du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
- A proximité immédiate du site se trouve le parc Robespierre, qui joue un rôle important à l'échelle du quartier.
- Les plantes qui existent sur le site d'étude sont considérées comme communes. Elles sont marquées par une forte artificialisation liée principalement à la forte urbanisation.
- La flore et la faune recensées sur le site n'ont pas révélé d'intérêt particulier.
- La commune de Bagneux n'est pas concernée par le dispositif Natura 2000.
- Le diagnostic du patrimoine arboré du jardin du SETRA révèle qu'il existe 81 arbres de 16 essences différentes. Une dizaine d'arbres sont considérés comme remarquables. Ce parc présente un intérêt certain pour l'avifaune et les chiroptères.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le contexte urbain et paysager

A. LA CONSTRUCTION DU TERRITOIRE COMMUNAL

Un village rural

Jusqu'au milieu du 19ème siècle, Bagneux est resté un village agricole regroupé autour de l'église. Les constructions constituant le bourg étaient principalement des maisons de cultivateurs et de vignerons. A la périphérie étaient implantées des résidences agrémentées de parcs et occupées par des notables parisiens. Des traces de cette ceinture de parcs et jardins subsistent encore aujourd'hui. Au-delà, s'étendait un paysage rural inhabité et diversement mis en valeur. Des carrières destinées à l'exploitation du gypse et de la pierre occupaient la plaine située entre Bagneux et Montrouge. Des cultures s'étendaient vers l'est et le sud était couvert de vignobles. La liaison entre le village, les villages voisins et la route d'Orléans (aujourd'hui RD 920) était assurée par des chemins en terre et un chemin pavé.

Une commune isolée par de grandes emprises publiques

Au cours du 19ème siècle, quelques constructions commencent à s'implanter le long des voies. En 1847, la création du fort de Montrouge à l'entrée nord du territoire va constituer un obstacle à la poursuite de l'extension de l'agglomération parisienne vers le sud en direction de Bagneux. Cette rupture avec Paris va être accentuée avec l'achat par la ville de Paris d'un vaste terrain de 67 hectares situé à la limite nord avec Montrouge pour y créer un cimetière. Depuis le nord, le seul accès direct pour se rendre à Bagneux est ainsi constitué par un chemin passant entre les murs du cimetière et la zone des servitudes du fort. L'isolement du centre ancien est également accentué par la création de deux voies de chemin de fer au sud-est et au nord-ouest (Paris-Arpajon et Paris-Sceaux).

L'amorce du développement urbain

Cet isolement relatif a eu des conséquences sur le développement de la commune. Même si celui-ci s'est un peu accéléré à partir du début du 20ème siècle, il est malgré tout resté en retard par rapport aux communes voisines. Suite à l'arrivée de la ligne de tramway Châtenay – Champs de Mars, quelques lotissements sont apparus dans le village en morcelant certaines propriétés. La partie qui s'est la plus développée est située le long de la route d'Orléans avec l'implantation de maisons, de lotissements et de quelques activités. Cette urbanisation s'est prolongée le long des voies à l'intérieur du territoire.

L'expansion urbaine de l'après-guerre

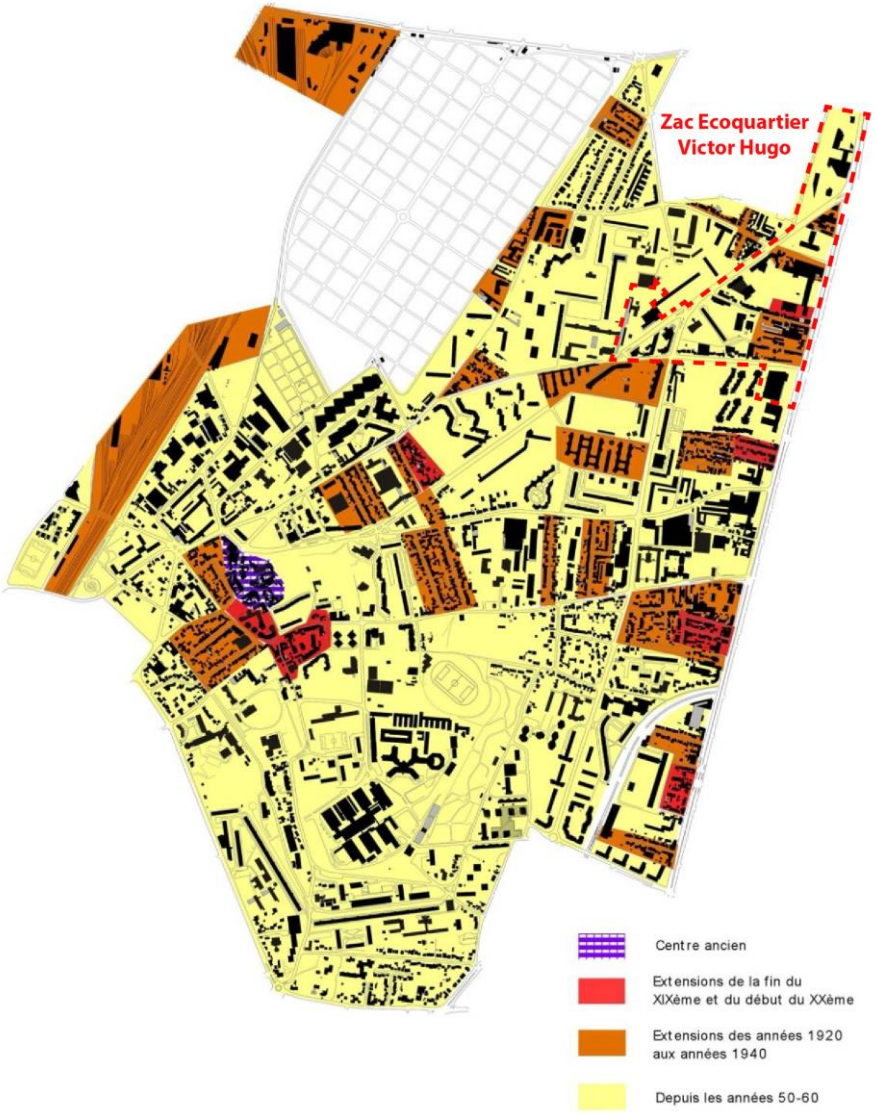
Malgré sa situation à proximité de Paris, Bagneux présentait encore juste après-guerre des caractéristiques essentiellement rurales, avec une prédominance des cultures maraîchères, de l'horticulture, des vergers et des jardins familiaux. A part la réalisation d'une cité HLM et de quelques constructions pavillonnaires, la construction était demeurée très faible et avait notamment été dissuadée par la présence d'importantes carrières souterraines.

L'urbanisation de Bagneux s'est ainsi essentiellement effectuée dans les années 50 et 60. Cette urbanisation répondait aux besoins en logement de l'après-guerre et était à la fois liée aux besoins de relogement de la population parisienne et au desserrement et à l'expansion de Paris et de son agglomération. Plus de 7000 logements furent ainsi construits entre 1954 et 1960 sur des terrains appartenant à la commune et que celle-ci céda gratuitement. La population est ainsi passée de 13 520 à 38 044 habitants entre 1954 et 1962. Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

joua ainsi un rôle « d'expérimentation sociale » avec en particulier, la réalisation de la Cité des Oiseaux dans les années 30, puis avec la construction de la barre des Tertres dans les années 50.
Ensuite, une période de forte urbanisation va principalement toucher le sud de la commune avec la réalisation de 3500 logements, essentiellement sociaux, entre 1955 et 1980. Parallèlement à la construction de logements, l'urbanisation va s'accompagner de la réalisation d'équipements culturels, sociaux, scolaires, sportifs… ainsi que d'espaces verts. Une forte politique de réserves foncières va être menée par la ville jusque dans les années 80 grâce à laquelle elle va se constituer un important patrimoine permettant non seulement de maîtriser l'urbanisation, mais aussi de créer les équipements nécessaires aux habitants.
La commune est désormais complètement urbanisée et depuis les années 1990, l'urbanisation se traduit par une gestion / réhabilitation de l'existant et une part de renouvellement urbain sur certains secteurs.

Carte 13: Les différentes phases d'urbanisation de Bagneux

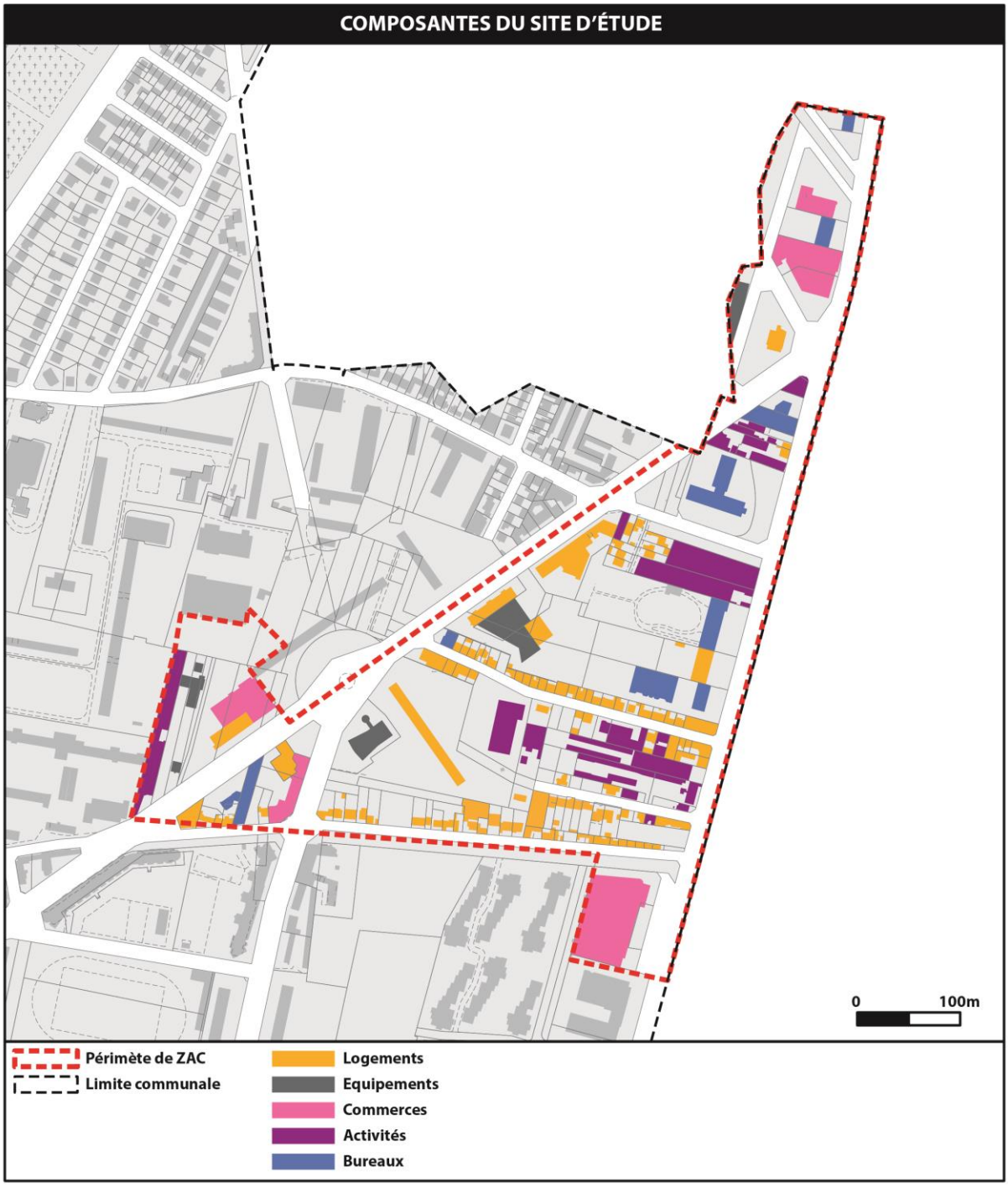


Source : POS, 1997

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. LE CADRE BATI DU SITE

Carte 14 : Composantes du site d'étude



Source : Réalisation Codra, 2011 ; Réactualisation 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Un paysage hétérogène

Depuis l'avenue Prieur de la Côte d'Or

En premier plan, apparaît la coulée verte de l'aqueduc de la Vanne, vaste étendue enherbée. Au second plan, de grands immeubles coupent l'horizon.





Depuis la RD 920

Le front bâti visible depuis la RD 920 est essentiellement composé de façades de commerces ou d'activités. Certaines devantures sont de qualité médiocre et mériteraient d'être requalifiées.







Depuis le parc Robespierre

Au-delà de la rue de Verdun, le front bâti est formé par des habitations individuelles, ainsi que des établissements industriels. La résidence du rond-point des Martyrs de Châteaubriant apparaît au second plan, du fait de sa hauteur élevée.



Depuis le rond-point des Martyrs de Châteaubriant et l'avenue Victor Hugo

Depuis le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, le premier plan offre une perspective sur l'église Sainte-Monique. La résidence du rond-point des Martyrs de Châteaubriant est également visible depuis la rue.



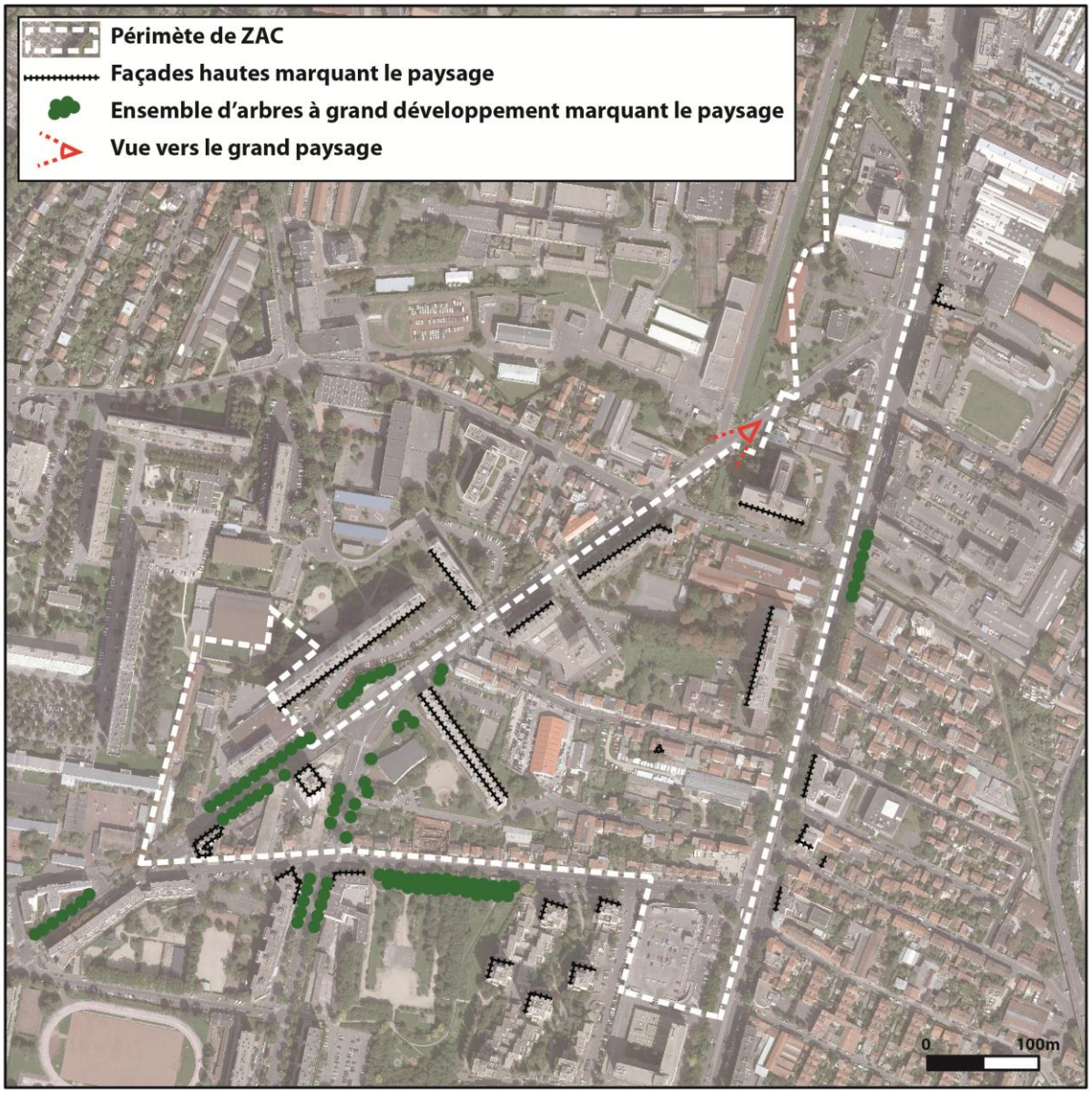


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Du fait de la topographie et du contexte urbain du site, les vues depuis l'espace public vers le grand paysage sont limitées. Uniquement la partie haute de l'avenue Victor Hugo offre une vue vers les parcs publics du Puits Saint- Etienne et Richelieu, dans le centre ancien de Bagneux. Ainsi, le paysage est principalement marqué par la présence de bâtiments de grande hauteur et d'arbres d'alignement à grand développement.



Vue vers les parcs du Puits Saint- Etienne et Richelieu depuis le haut de l'avenue Victor Hugo



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Une entrée de ville peu valorisante

La RD 920 est un axe structurant du sud de l'Ile-de-France. Elle constitue une entrée de ville et la principale vitrine de Bagneux.

Cette voie se caractérise par une emprise importante, un niveau d'entretien parfois médiocre et des trottoirs peu agréables. Jusqu'à présent, elle restait considérée comme une voie de circulation rapide destinée à accueillir le trafic de transit de et vers la capitale. Dans cette perspective elle devait être élargie et, à la demande de l'Etat, ses abords faisaient l'objet d'un emplacement réservé ce qui ne favorisait pas les projets de renouvellement du tissu urbain. Certaines opérations ont néanmoins eut lieu, avec des constructions nouvelles implantées en retrait assez hautes, alors que le bâti ancien est généralement plus bas et implanté à l'alignement.

Le front bâti est aujourd'hui implanté de manière très hétérogène. Le mode d'occupation du sol fait apparaître une forte imbrication entre habitat (essentiellement sous forme de petits collectifs ou pavillonnaire), bureaux, activités et commerces. Sur l'ensemble du linéaire, les hauteurs varient d'un à une dizaine de niveaux : les activités industrielles ou artisanales et les logements occupent des bâtiments généralement bas alors que les bureaux occupent des immeubles élevés.
Les abords de la RD 920 font apparaître une « vitrine économique » regroupant quelques immeubles de bureaux, de nombreuses emprises faiblement occupées et des activités économiques installées dans des bâtiments parfois vétustes, avec des dépôts ou des commerces plus ou moins précaires. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité, ne donne pas une image valorisante de la commune.
Cette grande hétérogénéité en fait un espace sans véritable unité ni homogénéité et marqué par la présence de l'automobile. Seul l'alignement de platanes donne une impression de cohérence.

Une polarité développée autour du rond-point des Martyrs de Châteaubriant

Le mode d'occupation du sol fait apparaître une forte présence de logements collectifs et de commerces. Ce type d'occupation du sol s'accompagne de nombreux espaces non bâtis, publics ou privés, dont certains sont aménagés en espaces verts, qui contribuent à aérer le tissu urbain.

Le secteur du Rond-Point des Martyrs de Châteaubriant constitue un enjeu important pour la commune car il devrait accueillir d'ici quelques années le terminus de la ligne 4 du métro et sa connexion avec le métro en rocade Grand Paris Express.

La requalification des secteurs alentours

L'aménagement du secteur des Portes d'Arcueil constitue un élément favorable à l'aménagement de l'entrée de ville de Bagneux et du front bâti situé le long de la RD 920. Le programme de l'opération des Portes d'Arcueil, déclinée en deux ZAC (Portes d'Arcueil et Vache Noire), comporte des immeubles de bureaux, des nouveaux logements et un centre commercial et de loisirs.

Le programme donnant corps à l'opération des Portes d'Arcueil visait à offrir aux habitants un nouveau cadre de vie, riche en animations culturelles et commerciales et à permettre l'accueil des entreprises dans un environnement économique de qualité, aux portes de la capitale. Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit dans la continuité et dans la complémentarité de cette nouvelle dynamique économique.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Place de la Vache Noire



Entrée de Ville Bagneux au 1er plan et Carrefour de la Vache Noire au second plan



Nouveaux immeubles de bureaux depuis le carrefour de la Vache Noire

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Bureaux et centre commercial sur le carrefour de la Vache Noire

C. LA VALEUR PATRIMONIALE DU SITE

Monuments historiques, classés ou inscrits au titre de la loi de 1913

Aucun bâtiment classé ou inscrit à l'Inventaire des monuments historiques n'est présent dans le périmètre de la ZAC. Toutefois, le site d'étude est concerné par plusieurs périmètres de protections de monuments historiques situés sur la commune voisine d'Arcueil :

- **Ancienne usine pharmaceutique Raspail** (usine Anis Gras) sise au 53 avenue Laplace. Société créée en 1858, la maison Raspail mettait au point des médicaments à base de camphre censés soigner des maux variés. Les bâtiments ont probablement été construits par Emile Raspail dans les années 1880, sans doute d'après les élévations de l'architecte Ulysse Gravigny. Ils sont en brique et métal, sauf l'orangerie et le pavillon du gardien déjà présents sur le terrain. Sont inscrits depuis le 9 juin 2000 les façades et toitures des bâtiments de l'usine (à l'exception des appentis), la distillerie en totalité et le sol des deux cours.

- **Aqueduc des Eaux de Rungis** ou aqueduc Médicis. L'aqueduc permettait l'acheminement des eaux de Rungis vers Paris, et notamment le Palais du Luxembourg. Il est le témoin de l'architecture pré-industrielle du 17ème siècle. L'ensemble est inscrit depuis le 6 août 1975 et l'ancien regard de l'aqueduc, dit Pavillon des Fontainiers, avec ses réservoirs souterrains des 17ème et 19ème siècles, ainsi que les escaliers et couloirs de circulation qui leur sont liés, sont classés depuis le 4 mars 1994.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Maison Raspail** sise au 51 avenue Laplace. La maison a été construite en 1840 pour la famille Raspail. En 1856, Emile Raspail, ingénieur, installe avenue Laplace une fabrique de droguerie. François Vincent Raspail fait de sa maison un lieu de réunion et y vit de 1876 à sa mort en 1878. Une bibliothèque est construite en 1857 au nord-ouest de la maison ; utilisée comme salle de réunion jusqu'à la mort de Raspail, elle devient bibliothèque à partir de 1881. Sont inscrits depuis le 7 juillet 1993 le bâtiment principal avec le perron et la marquise sur la façade antérieure et la véranda sur face postérieure, la bibliothèque d'un étage carré, le décor intérieur du bâtiment principal (plafonds stuqués et plafonds de bois à caissons), la reproduction de bas-reliefs de Bouchardon au-dessus des linteaux de porte au 1er étage et les trois étages de cave, dont deux probablement antérieurs à la maison.



- **Chapelle des Franciscains ou chapelle Auguste Perret** sise aux 52 avenue Laplace et 2 avenue Wladimir-Ilitch-Lenine. La chapelle est construite entre 1927 et 1929 par les frères Perret pour les religieuses franciscaines de l'Immaculée Conception qui tenaient l'orphelinat des Petites-Filles-Pauvres d'Arcueil. Disposant d'un budget très limité, les architectes réalisent un bâtiment simple, de plan rectangulaire, avec une structure de poteaux et poutres en béton armé et une maçonnerie en brique creuse. La nef est éclairée par les trois grandes verrières du mur ouest et les claustras des parties hautes. La chapelle est installée à l'étage, dégageant au rez-de-chaussée une grande salle, initialement préau ouvert. Un escalier mène à la chapelle et se prolonge au niveau supérieur donnant accès à la tribune. La chapelle, qui n'a subi aucune modification, est actuellement désaffectée. Elle a été classée le 29 octobre 1999.

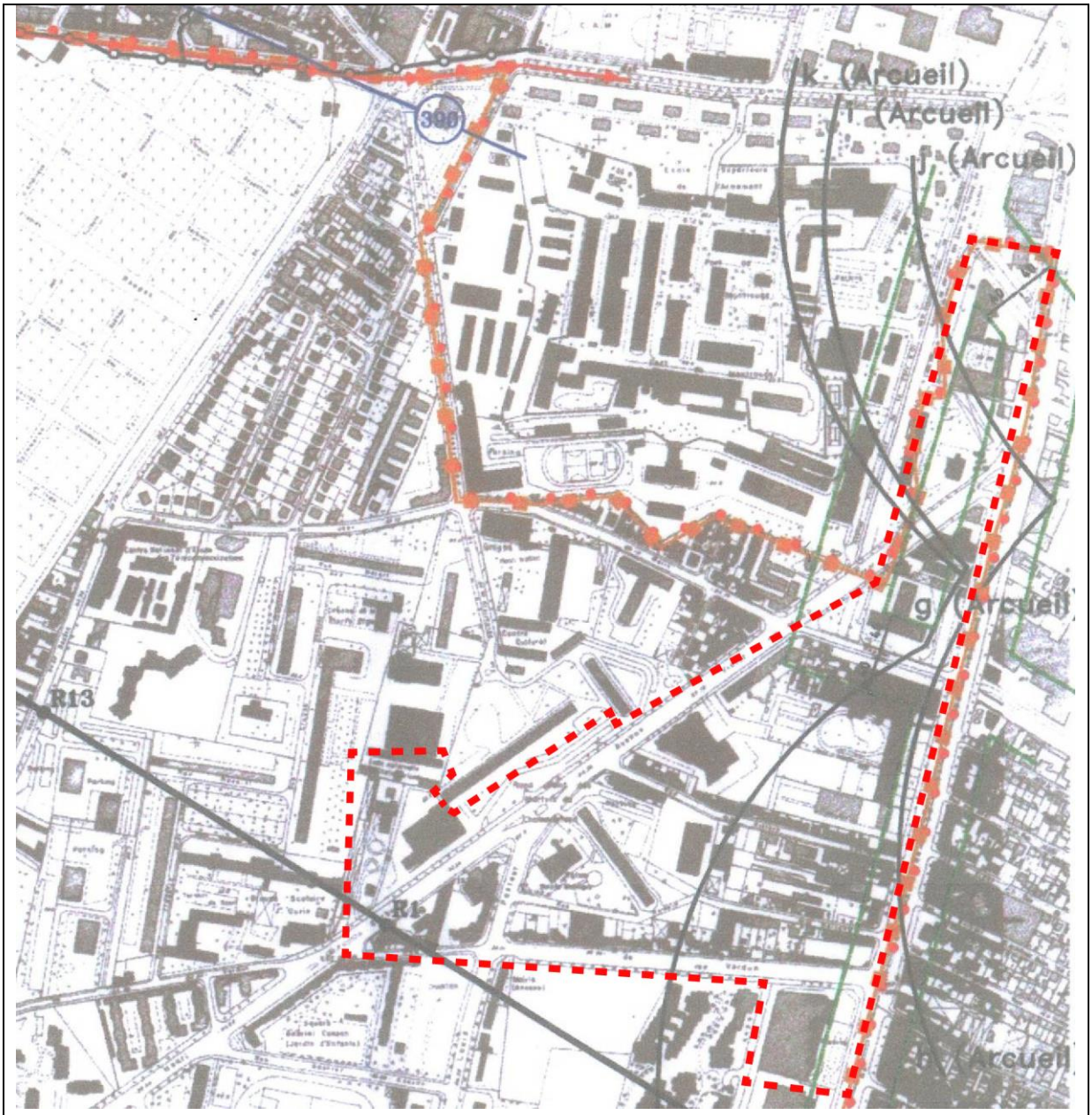


- **Immeuble** sis au 47 rue Emile-Raspail. La fontaine et le perron du jardin datent du 18ème siècle, ils sont inscrits depuis le 10 avril 1929.

- **Eglise Saint-Denys** sise rue Emile-Raspail. Le bâtiment est classé depuis le 20 juillet 1908.

Ces périmètres sont reportés sur le Plan des Servitudes d'Utilité Publique délivré par la DDE 92 lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Bagneux approuvé en 2006.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



–Servitudes relatives à la conservation du patrimoine culturel

Monument historique classé et périmètre de protection de 500 m de rayon

Monument historique inscrit et périmètre de protection de 500 m de rayon

Extrait du Plan des Servitudes d'Utilité Publique délivré par la DDE 92 lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Bagneux en 2006

D'après le Plan des Servitudes d'Utilité Publique, le périmètre de la ZAC est bien soumis à 6 périmètres de protection de monuments historiques, 3 monuments « inscrits » et 3 monuments « classés » à l'Inventaire des Monuments Historiques.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Patrimoine recensé à l'Inventaire général du patrimoine culturel

Fondé en 1964 par André Malraux et inscrit dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'Inventaire général du patrimoine culturel « recense, étudie et fait connaître les éléments du patrimoine qui présentent un intérêt culturel, historique ou scientifique » (art.95, I).

L'Inventaire général est une entreprise documentaire qui n'entraîne **aucune contrainte juridique ou réglementaire** : les résultats des opérations, mis en forme selon des normes qui les rendent comparables, consultables et utilisables par tous, ont vocation à enrichir la connaissance d'un patrimoine commun pour décider de son avenir.

Dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, deux ensembles bâtis sont recensés à l'Inventaire général du patrimoine culturel.

L'immeuble de Bureaux dit « Etablissements Martin »



Le bâtiment est situé au 13 rue Gustave Courbet. La construction date de 1937, elle a été réalisée par l'architecte Raymond Lacombe, peut-être pour les anciens établissements Martin, actuellement industrie de métaux précieux.
L'élément est par ailleurs identifiable par sa cheminée, qui constitue un véritable repère urbain à l'échelle du quartier (1). Le gros œuvre est en brique/béton et la couverture en tuile plate mécanique. La façade ordonnancée est percée de larges ouvertures pour faire parvenir la lumière à l'intérieur de l'édifice (2). L'intérêt architectural de la construction et son caractère d'unicité en font un patrimoine intéressant du XXème siècle. Le site a longtemps été occupé par une industrie de métaux précieux. Il fait aujourd'hui l'objet d'un permis de construire pour être transformé en logements, avec une surélévation : il semble indispensable de veiller au maintien de la qualité du bâtiment.

Les maisons en série de la tannerie sueur

La série de 5 maisons accolées est située aux numéros 137, 139, 141, 143 et 145 de l'avenue de Verdun. La tannerie sueur détruite dans le 3ème quart du XXème siècle occupait un vaste terrain avenue de Verdun dont il ne reste que ces 5 maisons en série qui se différencient par le décor de la façade datant du 1er quart du XXème siècle.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Autre patrimoine

Achevée en 1963, l'église Sainte-Monique propose une architecture atypique, la combinaison d'une forme allongée et de l'usage de la brique blanche lui donnant une silhouette de paquebot. La façade principale est ornée de vitraux réalisés par l'artiste verrier Le Chevallier, récemment restauré, tout comme l'intérieur de l'édifice.



Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- La RD 920 est un axe structurant du sud de l'Ile-de-France. Elle constitue une entrée de ville et la principale vitrine de Bagneux. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité et au paysage dégradé, ne donne pas une image valorisante de la commune.

- Sur le site, le mode d'occupation du sol fait apparaître une forte présence de logements collectifs et de commerces. Ce type d'occupation du sol s'accompagne de nombreux espaces non bâtis, publics ou privés, dont certains sont aménagés en espaces verts, qui contribuent à aérer le tissu urbain.

- Le secteur du rond-point des Martyrs de Châteaubriant constitue un enjeu important pour la commune car il devrait accueillir d'ici quelques années un pôle multimodal majeur : terminus métro ligne 4, pôle bus, métro en rocade Grand Paris Express.

- Aucun bâtiment classé ou inscrit à l'Inventaire des monuments historiques n'est présent dans le périmètre de la ZAC. Toutefois, le site d'étude est concerné par plusieurs périmètres de protections de monuments historiques situés sur la commune voisine d'Arcueil.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le contexte socio-économique

Les constats et analyses développés dans ce chapitre s'appuient essentiellement des données provenant de l'INSEE, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, qui collecte, produit et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises. En plus de fournir des données générales pour chaque commune, l'INSEE a découpé les villes en IRIS (Ilots Regroupés pour l'Information Statistique) permettant l'analyse à une échelle infracommunale. La partie résidentielle du secteur d'étude « ZAC Ecoquartier Victor Hugo » correspond aux IRIS 0103 et 0104. L'IRIS 0104 est le plus représentatif du secteur d'étude.

Les données proviennent du recensement de 2011.

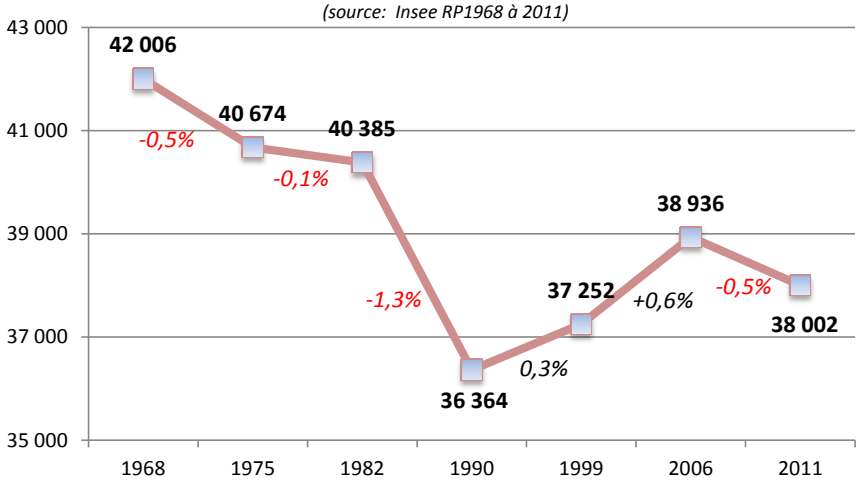
A. L'EVOLUTION DE LA POPULATION

Une diminution du nombre d'habitants

Bagneux compte 38 002 habitants (Insee 2011), soit 934 habitants de moins qu'au recensement de 2006. La population a baissé de près de 10% depuis 1968.

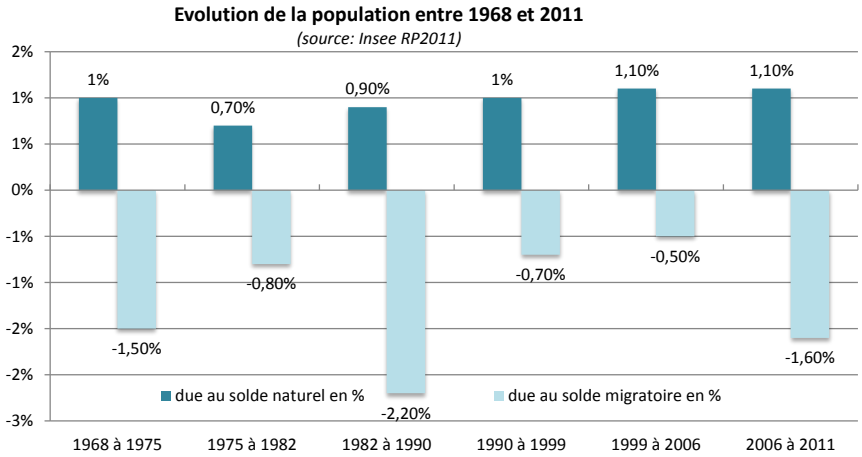
Evolution de la population entre 1968 et 2011

(source: Insee RP1968 à 2011)



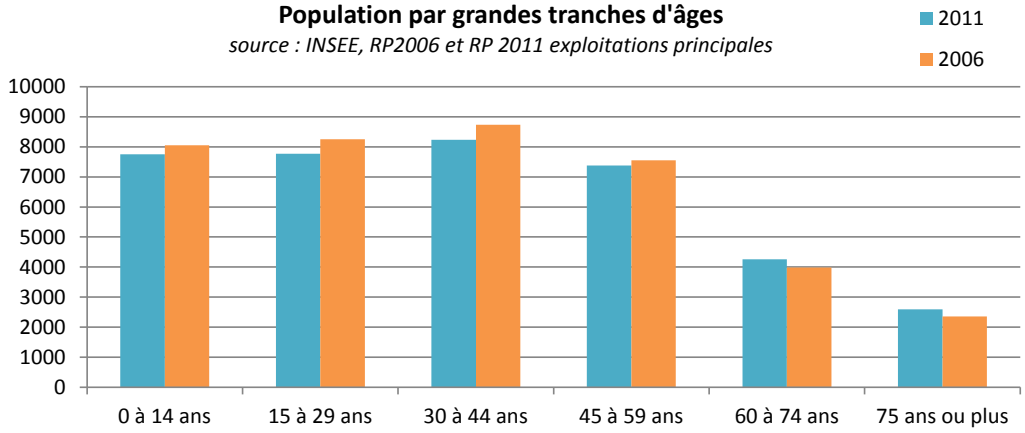
Si le solde naturel est relativement stable (autour de 1% par an depuis trois décennies), la diminution du nombre d'habitants constatée sur la commune est due à un solde migratoire assez déficitaire (- 1,6% par an entre 2006 et 2011).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Une population plutôt jeune

La commune de Bagneux compte 41% de moins de 30 ans et 18% de plus de 60 ans. La population est légèrement plus jeune que la moyenne départementale (39% de moins de 30 ans et plus de 18% de plus de 60 ans). Toutefois, la population de plus de 60 ans est la seule à avoir augmenté entre 2006 et 2011 (+1,1 point).



2,35 personnes par ménage en moyenne

Avec 15 888 ménages en 2011, la taille des ménages est de 2,35 personnes, ce qui correspond à la moyenne de l'Ile-de-France. Cette taille des ménages est plus importante que la moyenne départementale (2,23). Néanmoins, elle diminue légèrement : elle était de 2,39 en 1999. Cette baisse est liée aux évolutions de la société : décohabitation pour cause de séparation ou divorce, hausse de la part des personnes âgées qui vivent souvent seules dans leur logement, etc.

Les compositions familiales de Bagneux se caractérisent par :

- Une part importante de personnes seules (36% en 2011) et une augmentation des familles monoparentales (14%, soit une augmentation de près de 10% depuis 1999) ;
- Une prégnance des couples avec enfants (28%, avec un léger recul depuis 1999) ;
- Une proportion plus réduite de couples sans enfant (18%, soit une diminution de près de 10%).

Ainsi, de nouvelles configurations des ménages sont à considérer :

- Une hausse des personnes seules et des familles monoparentales ;
- Une baisse des couples avec enfants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Des ménages avec des niveaux de revenus modestes

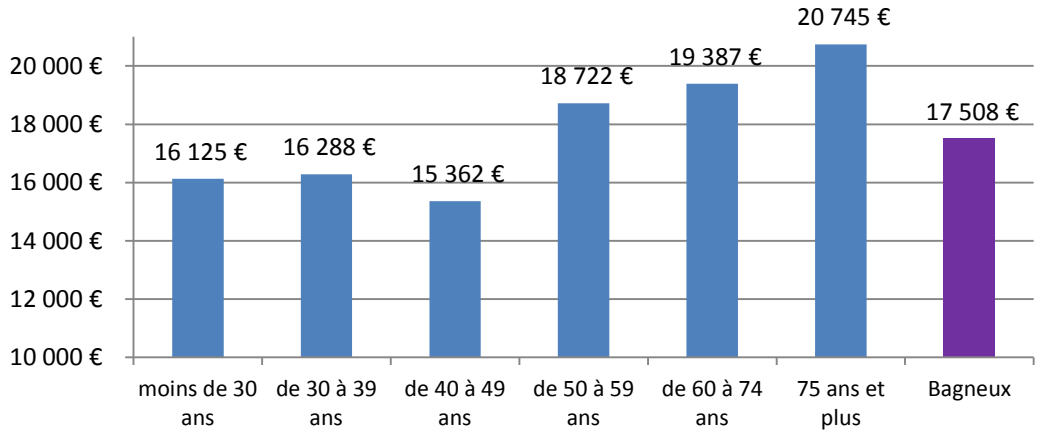
Le revenu fiscal moyen par foyer fiscal sur la ville de Bagneux s'élève à 22 424 €, comparativement à la moyenne des Hauts-de-Seine (39 448 €) et à la moyenne francilienne (32 541 €).

Par ailleurs, près d'un ménage sur 2 n'est pas imposable (41,6%), contre 29,5% pour la moyenne départementale.

Concernant le revenu médian[2], on observe de fortes disparités au sein de la population :

Revenu médian par unité de consommation selon l'âge de la personne de référence

source : INSEE DGFiP 2011



De manière générale, le revenu médian d'un balnéolais s'élève à 17 508 €. Autrement dit, la moitié des ménages perçoit un revenu annuel inférieur et l'autre moitié un revenu supérieur à 17 508 euros.

On note que le revenu médian est 22% inférieur au revenu moyen.

B. L'EVOLUTION ET LES CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

Un parc composé de 17 000 logements

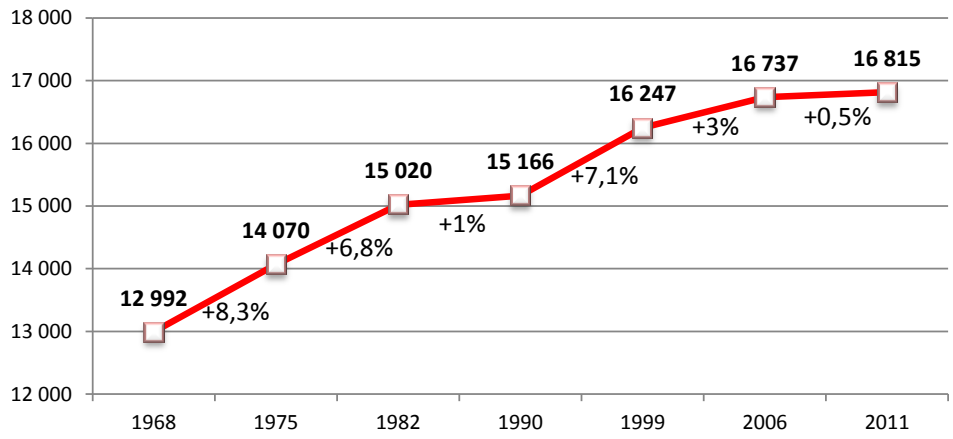
Bagneux comptait 16 815 logements en 2011, dont 15 886 résidences principales, soit 94,4% des logements. Seulement 10,4% des logements sur Bagneux datent de l'avant-guerre. La commune a connu une très forte croissance des logements entre 1946 et 1999. La fin des années 90 marque le début du ralentissement du rythme des constructions. Dès lors, la hausse du nombre de logements a été très faible et régulière jusqu'en 2011 (+3,5%).

[2] Revenu tel que la moitié de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus. Il se différencie du revenu moyen qui est la moyenne de l'ensemble des revenus de la population considérée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Evolution du parc de logements

(source: Insee RP 1968 à 2011)

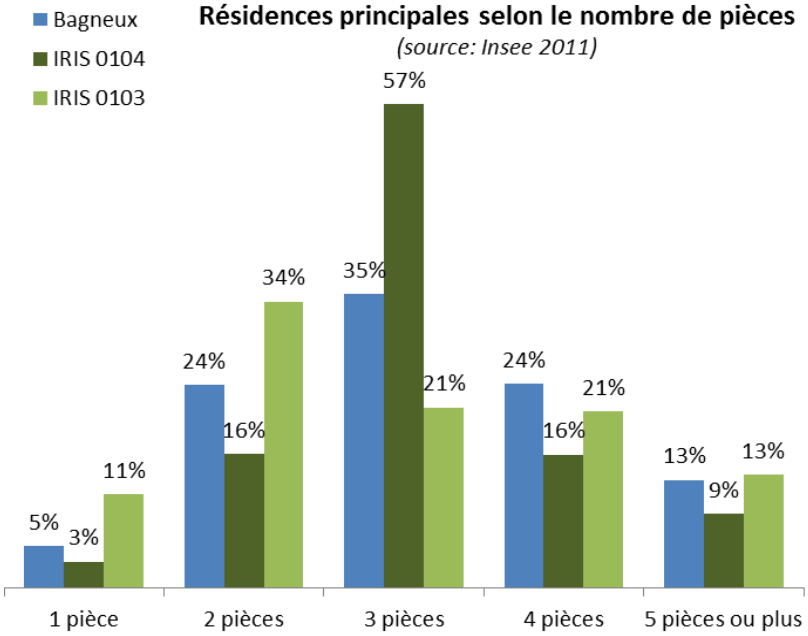


Des logements de taille moyenne

Les appartements sont largement majoritaires sur la commune de Bagneux puisqu'ils représentent 88% des logements contre seulement 11,3% de maisons.
A l'échelle de la commune, le parc est en grande partie composé de logements de taille moyenne (T2, T3, T4) au détriment des petits logements (T1) et des très grands logements (5 pièces ou plus).
A l'échelle de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, les données logement renseignées par l'INSEE correspondent aux IRIS 0103 et 0104. L'IRIS 0104 est le plus représentatif du secteur d'étude.
On note que le déséquilibre dans les typologies de logement est encore plus marqué. En effet, alors que les logements de 3 pièces constituent plus de la moitié du parc de résidences principales, les logements de 1 et 5 pièces et plus composent moins du quart. Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est caractérisé par une forte représentation de logements de 3 pièces (57% des résidences principales).

Résidences principales selon le nombre de pièces

(source: Insee 2011)



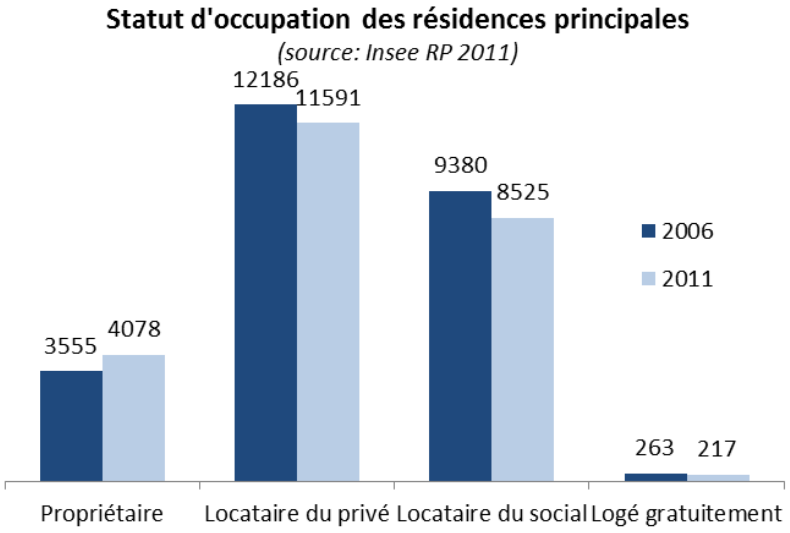
L'IRIS 0104, le plus représentatif du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, comprend 7,3 % de la population communale issue de l'addition des 17 IRIS de la commune et 3% des logements.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le taux de vacance des logements est équivalent à la moyenne de l'ensemble des IRIS (4,8% pour l'IRIS 0104 contre 4,9% de moyenne). Ce taux n'est pas inquiétant car il correspond à un niveau classique de fluidité du marché.

Une majorité de locataires du social

Selon les données de l'INSEE, Bagneux compte 53,7% de locataires du social, 25,7% de propriétaires et seulement 19,3% de locataires du privé. Cependant, le decompte SRU du 1er janvier 2013 fait état d'un taux de 67% de logements sociaux sur la commune.
Le statut d'occupation des logements à Bagneux est très différent de la moyenne départementale. En effet, environ 42,3% des résidences principales des Hauts-de-Seine sont occupées par des propriétaires, et 54,7% sont des locataires, dont 24,7% de locataires du social.
Ce contraste est encore plus fort comparé à la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, où environ 62 % des résidences principales sont occupées par des locataires du social, près de 21% par des locataires du privé et moins de 16 % par des propriétaires.



C. LE CONTEXTE ECONOMIQUE

L'emploi et son évolution à l'échelle communale3

En 2011, Bagneux comptait 19 346 actifs, dont 16 590 actifs ayant un emploi. La commune est marquée par la présence des cadres et professions intellectuelles supérieures (33,1% des actifs), des professions intermédiaires (26,2% des actifs) et des employés (23,2% des actifs). Elle se caractérise par une faible proportion d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise (4%). 83,6% des actifs balnéolais travaillent dans le tertiaire, 10,8% dans l'industrie et 5,6% dans la construction.

Parmi les 16 590 actifs ayant un emploi, 18,7% travaillent sur la commune de Bagneux, 26% dans une autre commune des Hauts-de-Seine et 51,8% dans une autre commune d'Ile-de-France (hors Hauts-de-Seine).

[3] Source INSEE RGP et Enquête Régionale sur l'Emploi

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Selon le recensement INSEE, Bagneux comptait environ 13 823 emplois sur son territoire en 2011, soit 423 emplois en moins par rapport à 2006. Le taux de chômage de 2011 était de 14,2% (+ 0,4 points de pourcentage par rapport à 2006).

En 2011 :

- Près de 81% des actifs ayant un emploi travaillent en dehors de la commune ;
- 92,2% sont des salariés ;
- L'indicateur de concentration d'emploi[4] est de 82,8 ;
- Le taux de chômage est de 14,8% pour les hommes et de 13,7% pour les femmes ;
- Près de 77% des actifs ont entre 25 et 55 ans ;
- Le taux d'activité parmi les 15 ans ou plus est de 64,3%.

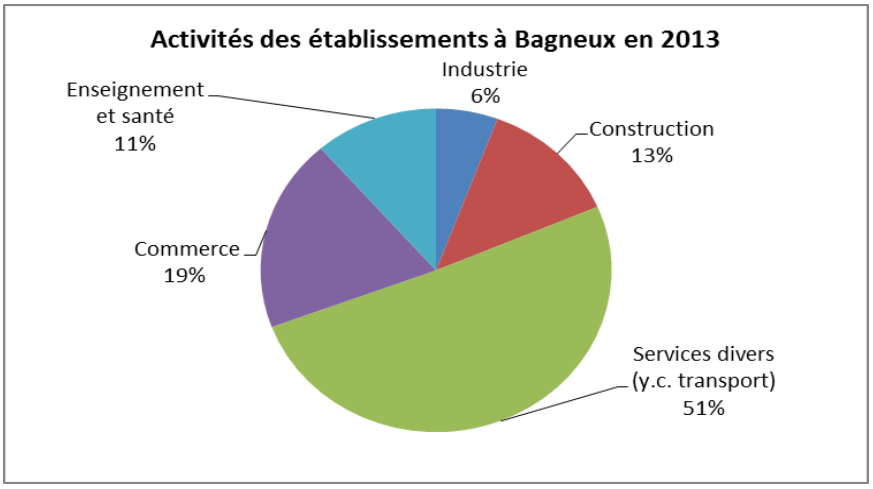
Sur la période 2006-2011 :

- Une diminution de 2,6 % du nombre d'actifs ;
- Une diminution de 3,8% du nombre d'actifs ayant un emploi dans la commune ;
- Un taux de salariés légèrement en baisse (-1,4 points de pourcentage) mais toujours fort (92,2%) ;
- Un taux de chômage en légère progression (+0,4%).

Le tissu économique

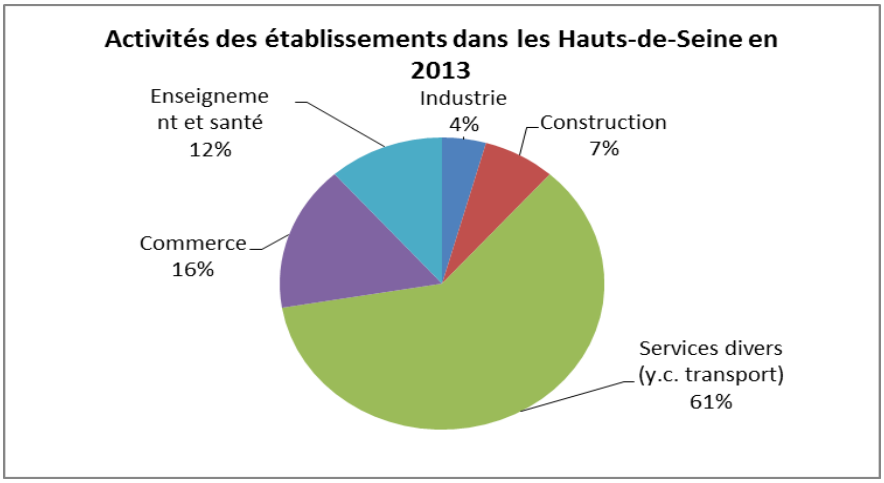
Les établissements en 2013

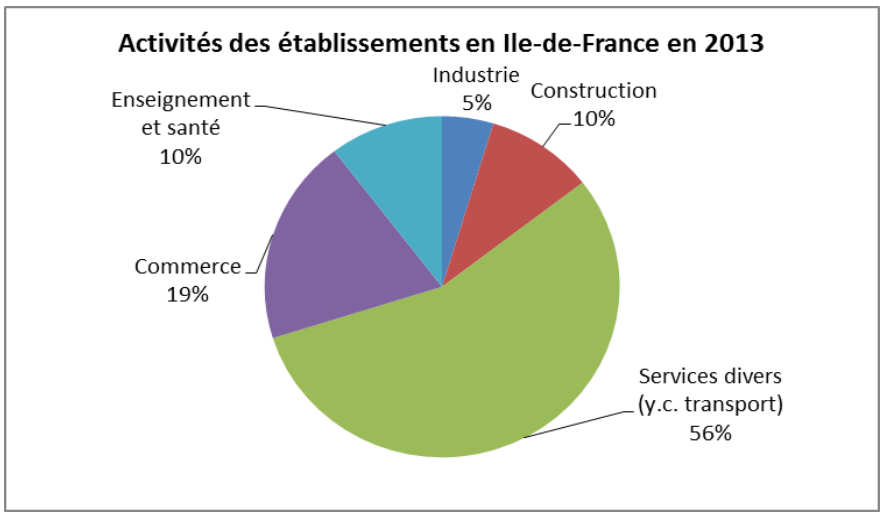
Le tissu des établissements d'entreprises se réparti de la façon suivante :



[4] L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résident dans la zone.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE





Source : Insee, Démographie des établissements, 2013

La commune dispose en 2013 de 1 684 établissements, dont 1 046 issus du secteur tertiaire.

Nombre d'établissements par secteur d'activité en 2013	
Industrie	96
construction	217
Services (dont transport)	854
Commerce	325
Enseignement et santé	192
Ensemble	1 684

Source : Insee 2013, REE (Sirène), Démographie des entreprises et de leurs établissements

La répartition des établissements à Bagneux est légèrement différent du profil des Hauts-de-Seine et assez proche de celui de l'Ile-de-France. On notera notamment un légère surreprésentation des activités de construction au détriment des activités de services.

L'évolution des implantations d'activités

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

De manière générale, et plus particulièrement en matière d'activités économiques, la commune bénéficie d'une situation attractive. Non seulement par rapport à son accessibilité (proximité de Paris, RD 920, ligne B du RER, proximité des autoroutes A6, A10 et A11), mais aussi en raison de la fluidité de la circulation et de la gratuité du stationnement. Ce contexte spatial favorable a permis à la commune de connaître une augmentation sensible du nombre d'implantation des entreprises depuis 1997.
De même, la participation de la commune au sein de la Vallée Scientifique de la Bièvre constitue un atout pour son développement.
Ainsi, alors que l'offre globale de locaux était de 34 000 m² au 31 juillet 1997, celle-ci n'était plus que de 9 000 m² au 15 mars 2003. Cette diminution en locaux disponibles a été particulièrement forte pour les locaux d'activités et de services (seuls 6 500 m² restent aujourd'hui disponibles contre 30 000 m² en 1997), mais de moindre importance pour les locaux commerciaux.
L'implantation d'entreprises nouvelles s'est notamment traduite par l'arrivée d'Orange Distribution en 2001 (530 salariés) et de Norisko, aujourd'hui DEKRA, en 2002 (cabinet de contrôle de 300 salariés).

La localisation des entreprises et des activités

Les entreprises et activités occupent environ 12% du territoire communal. La majorité d'entre elles est implantée le long de la RD 920. Les autres secteurs accueillant de nombreuses activités sont la ZAC Garlande (environ 50 entreprises de haute technologie qui représentent près de 650 emplois) et la Zone Industrielle située en bordure des voies SNCF (environ 800 emplois).
Le site de THALES occupé par la DGA (Direction Générale de l'Armement) est une vaste emprise entourée de secteurs d'habitat dans le centre sud de la commune, en limite de l'Opération de Renouvellement Urbain.

Les activités à l'échelle du site

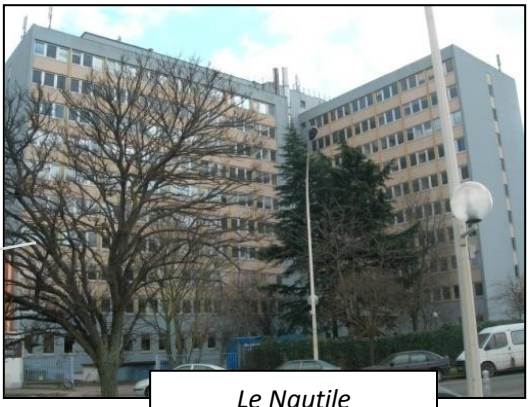
Les principaux immeubles de bureaux sur site			
Société	**Localisation**	**Secteur d'activité**	**Tranche effectif**
ARENE Le Nautile	113 rue Jean Marin Naudin	Construction	10 à 19
Compagnie Française de Démolition		Construction	20 à 49
Construction, maintenance et service		Construction	10 à 19
NEOPOST Technologie		Industrie	20 à 49
NUMILOG		Services	6 à 9
NEOPOST		Services	10 à 19
SETRA	46 av Aristide Briand	Service technique du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire	NC
Géo Concept, Ranger France, Bell Microproducts	56 avenue Aristide Briand	Services	NC

Source : annuaire des entreprises de plus de 5 salariés, Communauté d'agglomération Sud de Seine, 6/11/2008, et déplacement terrain, mars 2008

Par décision du Premier Ministre, le SETRA a été transféré à Sourdun en 2011.
Les principaux immeubles de bureaux sur le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE





Le Nautile



Le SETRA



Immeuble de bureaux –

56 av Aristide Briand

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. LE CONTEXTE COMMERCIAL

Le commerce à l'échelle intercommunale

Le contexte commercial à l'échelle de l'entrée de ville



L'environnement commercial sur le site et ses alentours immédiats se caractérise par la présence de deux grandes surfaces liées à l'équipement de la maison, Mondial Moquette et Lapeyre, et deux grandes surfaces alimentaires (CORA et Casino).

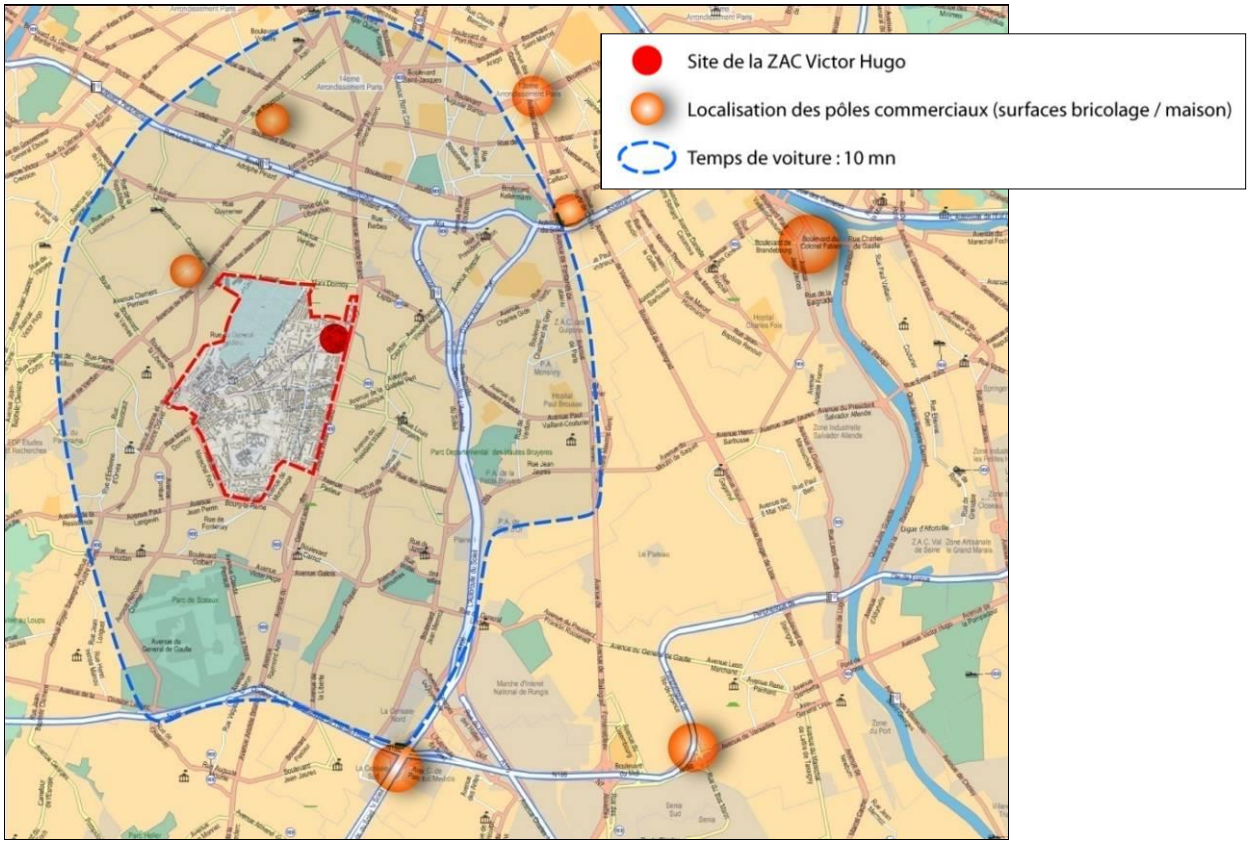
Actuellement, ces commerces de grande envergure ne contribuent pas à valoriser l'entrée de ville sur le plan esthétique.

Le commerce alimentaire à l'échelle du Sud Parisien



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

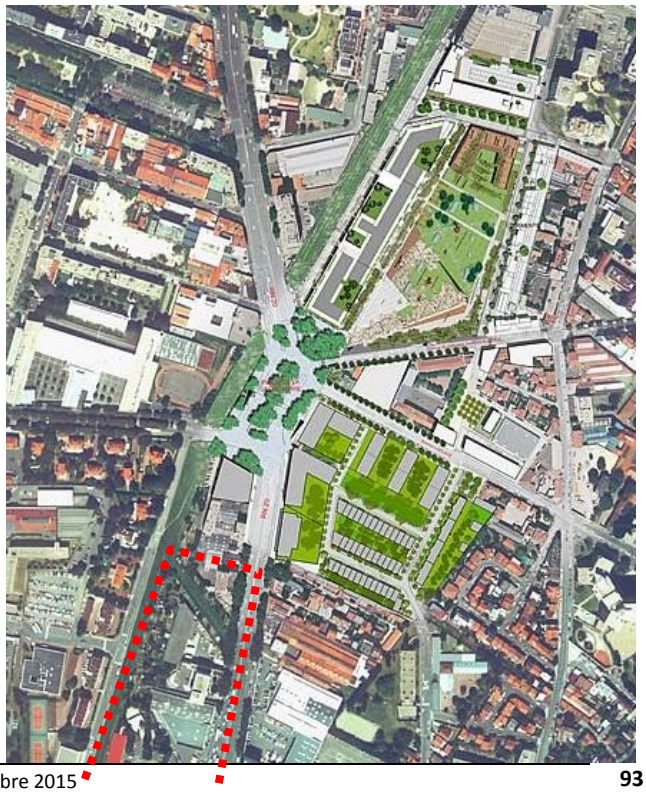
Le commerce lié à l'équipement de la maison à l'échelle du Sud Parisien



Le pôle commercial de la Vache Noire

Par son importance économique et sociale, environnementale et culturelle, le quartier des "Portes d'Arcueil" est un des principaux pôles de développement urbain de l'ouest val-de-marnais. Située le long de la RD 920, l'opération des Portes d'Arcueil décline un important programme d'activités économiques, un centre commercial d'une superficie de 50 000 m², plus de 60 000 m² de bureaux, 90 commerces aux pieds des bureaux et aux pieds des logements, auquel s'ajoute 500 nouveaux logements en accession et en locatif et des équipements publics.

Le projet est réparti sur deux ZAC : la ZAC des Portes d'Arcueil et la ZAC de la Vache Noire. Il offre une nouvelle identité urbaine au secteur.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Une offre commerciale équilibrée mais peu diversifiée à l'échelle de Bagneux

Une mission de diagnostic en urbanisme commercial a été menée par le cabinet « Intencité ». Le rapport : *Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce*, établi un état des lieux de l'armature commerciale de Bagneux. L'analyse de l'offre commerciale existante à l'échelle de la commune de Bagneux et de son environnement permet de dégager 5 polarités commerciales et plusieurs polarités d'hyper-proximité. **Les 5 polarités commerciales sont développées ci-dessous.**

L'ensemble des typologies commerciales sont présentes avec notamment :

- Une bonne représentation des commerces alimentaires ;
- Un taux de services dans la moyenne observée ;
- Une offre en culture/loisirs bien représentée ;
- Une sur-représentation des cafés/hôtels/restaurant.

L'offre en restauration se caractérise par une prédominance de l'offre en restauration rapide (40%). Les services sont composés à près de 40% de services tertiaires (37% banque, 13% agence immobilière) et la part de l'hygiène/beauté/santé se compose pour 34% de salons de coiffure et pour 31% de pharmacie.

Répartition de l'offre commerciale existante

Typologie	Effectif	Part	Moyennes observées
Alimentaire (Supermarché, boulangerie, boucherie, épicerie, primeur, produits exotiques)	54	**21%**	12-14%
Café-hôtel-restaurants (bars brasserie, restaurant traditionnel, snack, restaurant thématique	53	**20%**	15-18%
Services (Agence immobilière, banque, assurance, auto-école, interim, laverie/pressing, etc.)	45	**17%**	15-20%
Hygiène-beauté-santé (Coiffeur, pharmacie, institut de beauté, optique)	39	**15%**	10-12%
Culture-Loisirs (tabac/presse, Librairie, Fleuriste, photo, etc.)	21	**8%**	6-8%
Equipement de la personne (Prêt-à-porter, chaussures, bijouterie, etc.)	9	**3%**	10-12%
Equipement de la maison (Meuble, décoration, bazar)	9	**3%**	6-8%
Vacant	32	**12%**	5-8%
Total	**262**	**100%**	

Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

L'offre commerciale existante se caractérise par :

- **Une offre essentiellement de proximité** : le territoire communal de Bagneux est marqué par une absence de commerces dit d'achats plaisir (équipement de la personne, équipement de la maison, culture/loisirs).
- **Une offre commerciale concentrée** : 77% de l'offre commerciale se concentre au sein de 4 polarités :
  - Le Rond-point des Martyrs / Victor Hugo (62 commerces, soit 24% de l'offre commerciale de la ville),
  - La RD 920 (57 commerces soit 22%),
  - Le centre-ville (49 commerces soit 19%),
  - Le centre commercial Bas Longchamps (31 commerces soit 12%)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les autres polarités commerciales concentrent une offre souvent inférieure à 10 commerces mais permettent de proposer une offre commerciale au sein des différents quartiers de Bagneux.

- **Un centre-ville peu structurant au niveau commercial pour la ville de Bagneux** : Le centre-ville, par son faible nombre de commerces et par la diversité limitée de son armature commerciale possède une faible attractivité commerciale.
- **Un taux de vacances élevé** : le taux de vacance permet d'évaluer une bonne adéquation entre l'offre et la demande commerciale. Il est généralement compris entre 5 et 8%, ce qui correspond aux rythmes normaux des transactions et projets des exploitants (départs à la retraite, projets personnels). A Bagneux ce taux est au-dessus de la moyenne (12%).

Carte 15 : Localisation des polarités commerciales existantes



Polarité commerciale	Nombre de comerces	Part
Victor Hugo	62	24%
RD 920	57	22%
Centre-Ville	49	19%
CC Bas Lonchamps	31	12%
Henri Ravera	17	6%
Av. Bourg-la-Reine	8	3%
Ambroise Crozet	7	3%
Pierre Plate	6	3%
Les Brugnauts	7	3%
Louis Pasteur	8	3%
Léo Férré	5	2%
Fontaine Gueffier*	4	2%
Total	**262**	**100%**

Source : Intencité Avril 2013

Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

Une offre commerciale répartie sur 5 pôles

L'offre commerciale est répartie sur plusieurs pôles fonctionnant de manière indépendante les uns des autres. Avec l'appui de l'étude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, réalisée par Intencité en 2013, il peut paraitre pertinent de distinguer 5 pôles commerciaux répartis sur la commune selon leur typologie :

- 4 pôles de type centre-ville ;
- 1 pôle autour du marché.

Ils sont organisés autour d'une artère commerçante. Ils comprennent du commerce traditionnel de proximité et des moyennes surfaces commerciales, ces dernières jouant souvent le rôle de locomotive de pôle.

4 polarités commerciales de type centre-ville :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

1. Le secteur Victor Hugo

Ce secteur, regroupe 62 commerces et services, soit 24% de l'offre commerciale totale de la ville. **Cette polarité commerciale est la plus importante en nombre de la ville de Bagneux**.

Le dispositif commercial s'organise autour d'une moyenne surface alimentaire sous enseigne Simply Market (1 600 m²), de commerces Leaders (boulangeries, tabac) et de commerces complémentaires (cordonnier, coiffeur, banque, restaurant, etc.).
On note une part importante de commerces alimentaires (27% des commerces du pôle) et plus globalement de commerces répondant aux besoins du quotidien soit 60% de l'offre commerciale de la polarité de Victor Hugo (comparativement à 55% pour la ville de Bagneux).

Des fragilités sont à à prendre en compte :

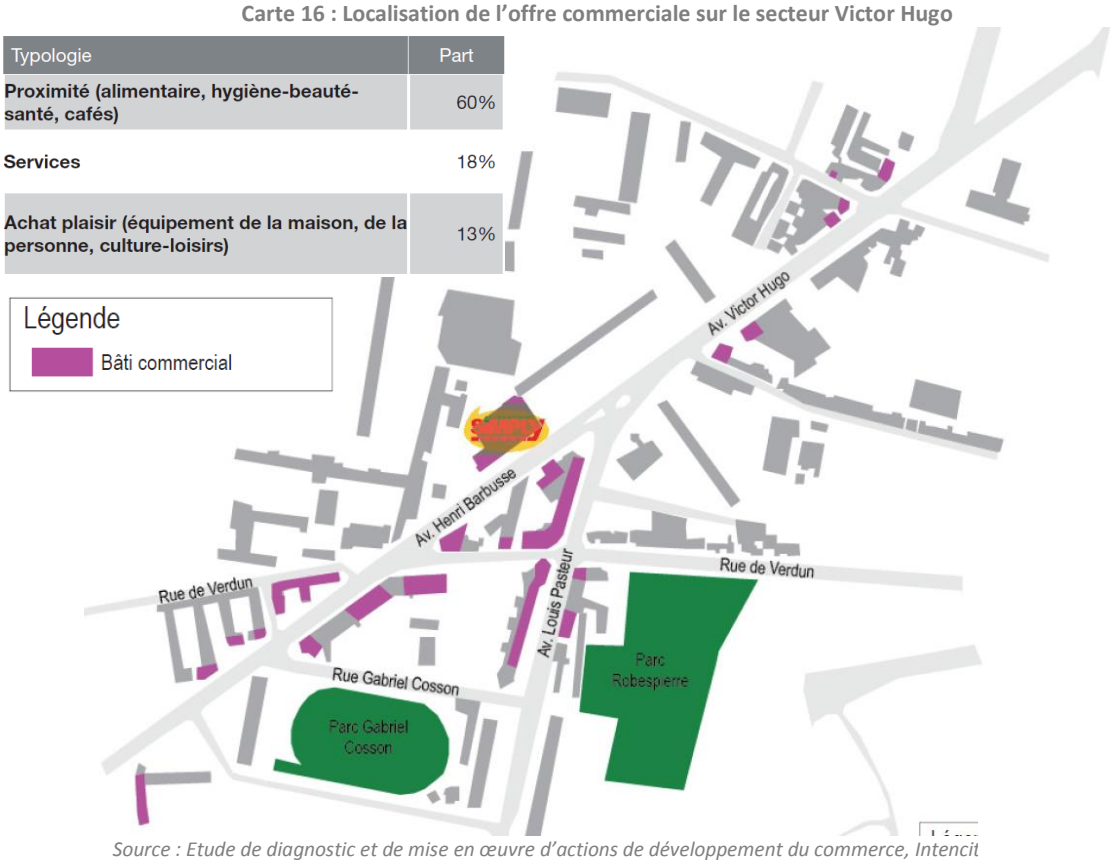
- Un taux de service élevé avec 18% de l'effectif commercial du pôle (ce taux se situe dans la fourchette haute observée usuellement, puisque la moyenne est comrpise entre 15 et 20%) ;
- Un taux de vacance (10%) se situant également dans la fourchette haute des moyennes observées (moyenne comprise entre 5 et 8%) ;
- Une diffusion du commerce sur plusieurs linéaires avec la présence de deux séquences marchandes :

1. le long de l'avenue Henri Barbusse proposant une offre liée plutôt au flux (banques, services, restauration rapide, station essence etc.) ;
2. le long de l'avenue Louis Pasteur avec une offre commerciale plutôt dédiée à de la proximité (primeurs, boucherie, boulangerie, instituts de beauté…). A noter, la localisation du Simply Market bien positionné sur les flux de l'avenue Henri Barbusse mais qui participe peu à générer des flux en faveur des commerces de l'avenue Pasteur, du fait d'une déconnection de ces derniers.

Ces trois facteurs (taux de services et taux de vacance élevés et diffusion des commerces) sont peu vecteurs de commercialité et peuvent nuire à l'attractivité de l'armature de la polarité commerciale.

Carte 16 : Localisation de l'offre commerciale sur le secteur Victor Hugo

Typologie	Part
Proximité (alimentaire, hygiène-beauté-santé, cafés)	60%
Services	18%
Achat plaisir (équipement de la maison, de la personne, culture-loisirs)	13%



Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencit

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'offre marchande est bien irriguée par les axes : les avenues Victor Hugo, Henri Barbusse et Louis Pasteur constituent des pénétrantes majeures à l'échelle de la ville de Bagneux. Ces axes sont à double sens et constituent une bonne desserte de l'armature commerciale, mais la déambulation des piéton est peu aisée.
En effet, la largeur de l'avenue Henri Barbusse et Victor Hugo et le faible nombre de passages piétons ne facilitent pas la traverse de l'avenue et la connexion entre le Simply Market et les différents commerces.

L'offre en stationnement est satisfaisante : il existe 504 places gratuites (442 places en longitudinales et 62 places en parking) à proximité des commerces du quartier Victor Hugo, ce qui représente 1 place pour 10 m² de surface commerciale. Cependant, l'absence de zones bleues et la gratuité du stationnement favorise un stationnement ventouse laissant peu de places dédiées aux commerces. Ces facteurs limite la possibilité pour les commerces de capter aisément les flux routiers.

L'axe Victor Hugo laisse peu de place aux piétons dans le cadre d'un commerce de proximité




Enfin, l'étude menée par Intencité montre un environnement urbain et commercial peu qualitatif et peu propice à la dynamique commerciale :
La présence de larges axes et la place importante de la voiture nuit l'attractivité des commerces ;
Les commerces localisés en rez-de-chaussée de grands immeubles sont souvent peu visibles depuis les axes routiers ;
Les commerces implantés au sein du secteur Victor Hugo sont dans l'ensemble peu qualitatifs.

Les vitrines sont vieillissantes et peu visibles




Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

2. Le centre-ville

Le centre-ville dispose d'une vocation de proximité dont la composition commerciale ne permet pas en l'état, un rayonnement sur la commune et au-delà. Il possède peu de commerces (49) par rapport aux autres linéaires commerciaux de la commune.

Malgré un nombre de commerces faible pour un centre-ville, l'armature commerciale se caractérise par une bonne représentativité des commerces liés aux achats du quotidien (48% - alimentaire, hygiène/beauté/santé, restauration et services).

Par ailleurs, le centre-ville dispose de la principale offre en achat de plaisir de la commune avec des commerces indépendants en équipement de la personne et de culture/loisirs (Chérie du centre, Santoline, L'Univers de Kastafiore, etc.).
Enfin, le centre-ville de Bagneux n'offre aucun commerce sous enseigne nationale à ses habitants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Des facteurs d'attractivité sont à souligner:

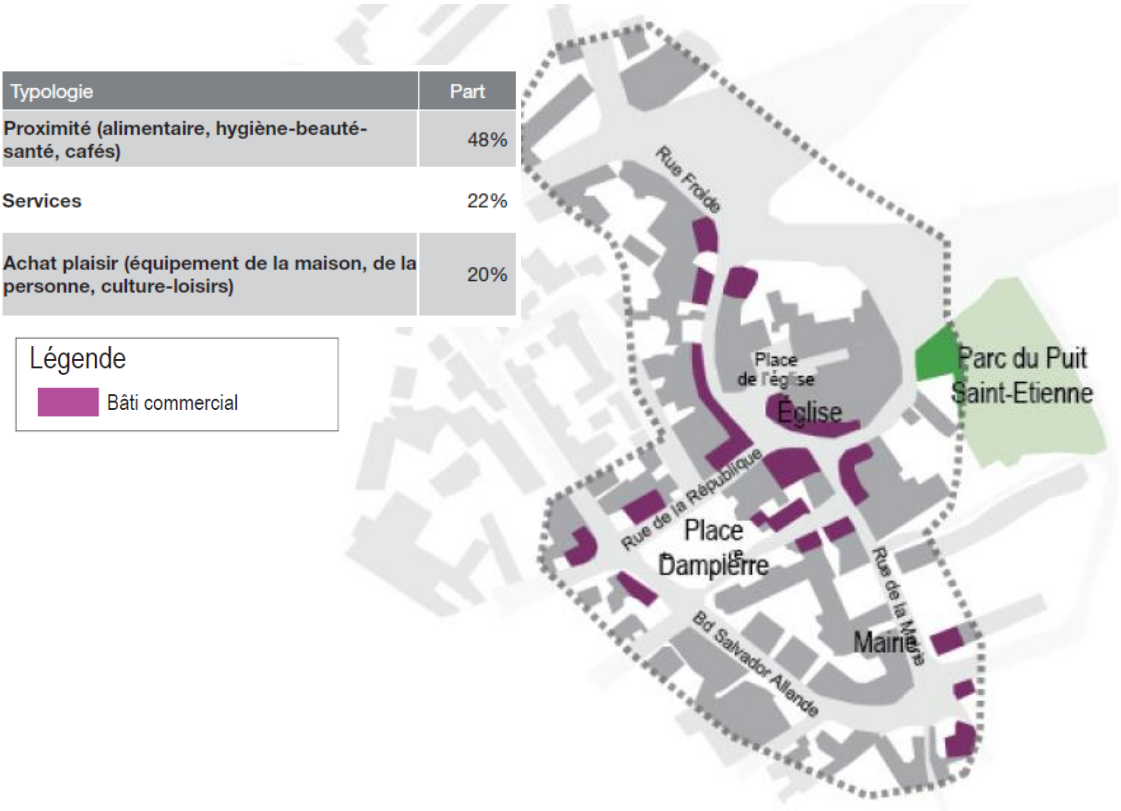
- la présence importante et diversifiée de l'offre alimentaire (primeurs, boulangeries/pâtisseries, boucherie, épicerie, Franprix) ;
- la présence d'un marché de soirée (15 étals) venant compléter l'offre alimentaire (traiteur, poissonnier) et en produits manufacturés.

Des points de vigilance sont à noter :

- la forte présence de services tertiaires (les agences immobilières, banques et assurances représentent 22%, contre une moyenne usuelle située entre 15 et 20%) participant peu à l'animation du centre-ville ;
- la présence d'une moyenne surface alimentaire sous enseigne Franprix, bien localisée sur les flux à proximité de l'avenue Henri Ravera et Gabriel Péri mais désaxé par rapport au cœur marchand.

Carte 17 : Localisation de l'offre commerciale en centre-ville

Typologie	Part
Proximité (alimentaire, hygiène-beauté-santé, cafés)	48%
Services	22%
Achat plaisir (équipement de la maison, de la personne, culture-loisirs)	20%



Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013





Une ambiance de centre-ville

3. Le secteur de la RD 920

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le secteur de la RD 920 se caractérise par une polarité à vocation de flux. 57% de l'offre commerciale est à destination des flux (café/restaurant, services et équipements de la maison), en lien avec le trafic routier de la RD 920 (entre 17 000 et 34 000 véhicules / jour).

De fait, l'offre de restauration est très importante (17 commerces dont 9 de type restauration rapide), qui fonctionne à la fois avec des salariés des immeubles d'activités situés à proximité et avec les flux de la RD 920.
En revanche, la surreprésentation de services ne participe pas à l'animation commerciale du linéaire.
Les enseignes (KFC, Mondial Moquette, Casino, Ligne Roset) localisées à proximité du centre commercial (Le Forum 20 » d'Arcueil ; sont les seules (en dehors des moyennes surfaces alimentaires et d'un Optic 200) à être présentes sur le territoire de Bagneux.

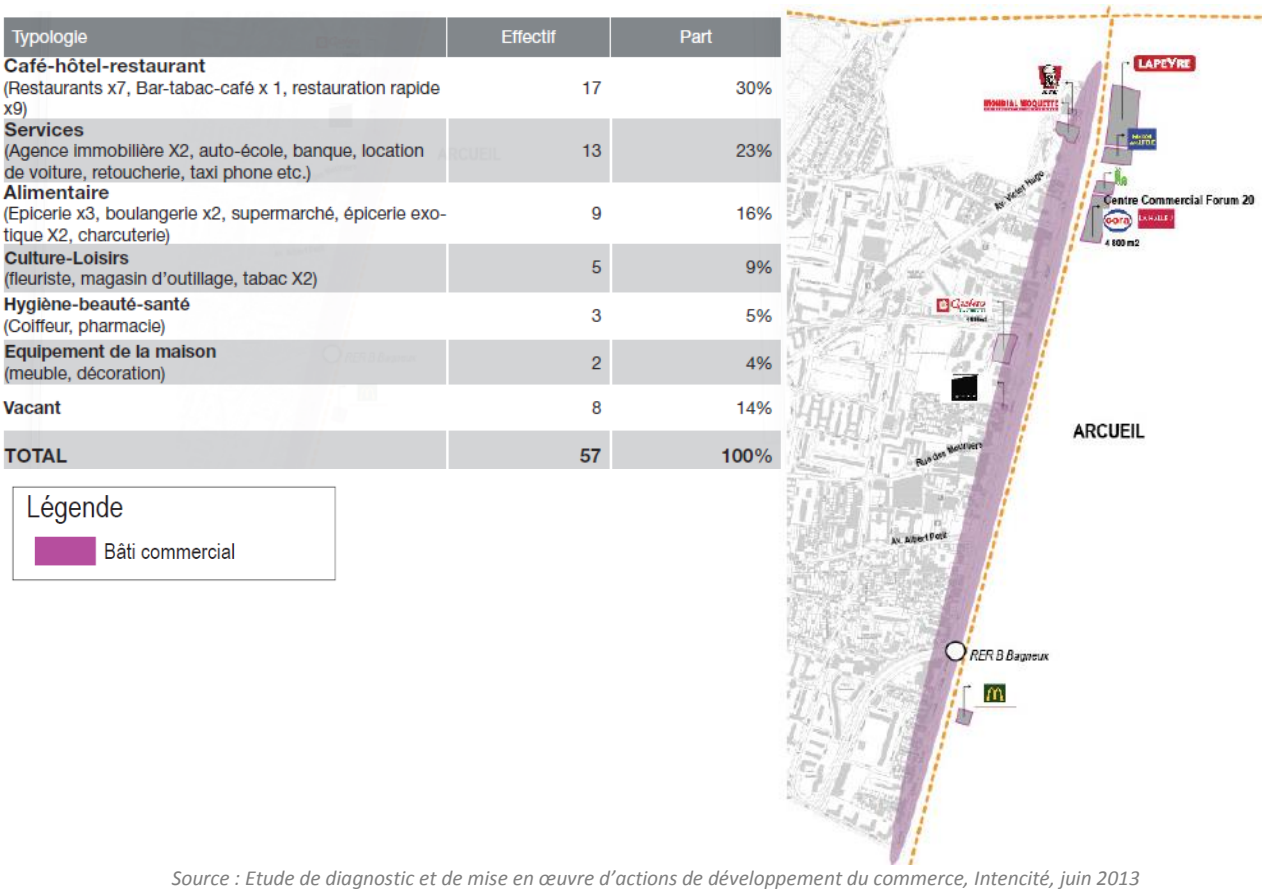
Si l'offre commerciale de la RD 920 est liée à des logiques d'implantation historiques, l'ancrage de la RD 920 ne détient pas d'interaction visible avec les autres secteurs de Bagneux. Ces logiques d'implantation historiques (équipement de la maison, café-restaurant) au gré des opportunités foncières ne confèrent pas une identité clairement visible pour les habitants.

Le secteur de la RD 920 se caractérise par un linéaire commercial long de 2.4 km ponctué de plusieurs séquences commerciales :

- une concentration des activités à proximité de la Gare RER et au Nord du linéaire ;
- une offre commerciale de destination représentée par des grandes enseignes qui se juxtaposent à une offre d'hyper-proximité ;
- des commerces bénéficiant de la présence d'immeubles de bureaux à proximité (à termes 1 700 salariés supplémentaires devraient occuper les locaux tertiaires le long de la RD 920.

Carte 18 : Localisation de l'offre commerciale de la RD 920

Typologie	Effectif	Part
Café-hôtel-restaurant (Restaurants x7, Bar-tabac-café x 1, restauration rapide x9)	17	30%
Services (Agence immobilière X2, auto-école, banque, location de voiture, retoucherie, taxi phone etc.)	13	23%
Alimentaire (Epicerie x3, boulangerie x2, supermarché, épicerie exotique X2, charcuterie)	9	16%
Culture-Loisirs (fleuriste, magasin d'outillage, tabac X2)	5	9%
Hygiène-beauté-santé (Coiffeur, pharmacie)	3	5%
Equipement de la maison (meuble, décoration)	2	4%
Vacant	8	14%
TOTAL	**57**	**100%**



Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Un environnement routier peu accueillant

4. Le secteur des Bas Longchamps

Ce secteur se caractérise par une offre commerciale diversifiée et à vocation de proximité (5 commerces alimentaires avec un supermarché DIA jouant un rôle de locomotive et 6 commerces en Hygiène-Santé-Beauté) qui répond aux besoins quotidiens d'une population résidente à proximité.

L'étude menée par Intencité montre que l'ensemble des typologies commerciales sont représentées dans la polarité des Bas Longchamps grâce à une offre en commerces complémentaires (culture loisirs, équipement de la maison, équipement de la personne).

L'offre commerciale des Bas Longchamps se localise sur 3 séquences:

- Le Rond-point du Dr Schweitzer (Boulangerie, tabac/Presse, restaurant, pharmacie) ;
- Le centre-commercial des Bas Longchamps (MSA, pharmacie, Bazars, Boucherie, primeur...) ;
- La rue de la Sazarrine (Agence de voyages, boutique de téléphonie, locaux vacants).

Une diffusion de l'offre commerciale sur 3 séquences marchandes:

- Rond-point du docteur Schweitzer ;
- Rue de la Sarrazine ;
- Centre commercial des Bas Longchamps.

Carte 19 : Localisation de l'offre commerciale des Bas Longchamps



Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Typologie	Effectif	Part
Hygiène-beauté-santé (Coiffeur, pharmacie, produits cosmétiques, onglerie)	6	19%
Alimentaire (Supermarché, boulangerie, boucherie, primeur)	5	16%
Culture-Loisirs (Bazar/Taxi phone, produits exotiques tabac)	5	16%
Café-hôtel-restaurant (Restaurants rapide, Café, Restaurant)	3	10%
Equipement de la Personne (vêtements, maroquinerie/accessoires X2)	3	10%
Services (Agence de voyage, laverie)	2	6%
Equipement de la maison (meuble, linge de maison)	2	6%
Vacant	5	16%
TOTAL	**31**	**100%**

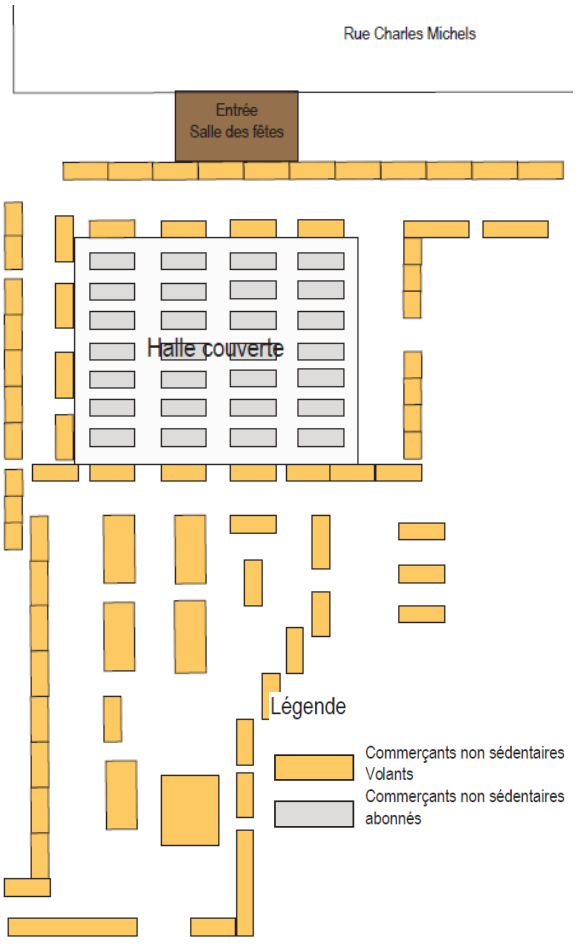
1 pôle autour du marché

1. Le marché Léo Ferré

La bonne diversité des étals présents (48% d'étals en alimentaire, 32% en équipement de la personne) fait du marché une locomotive et un lieu de convivialité important pour la commune

Les principales caractéristiques du marché :

Un marché qui se tient 2 fois par semaine (jeudi et dimanche) ;
Une proportion relativement élevée d'étals alimentaires (48%) et une bonne diversité des typologies alimentaires dont la plupart sont en nombre important (permettant une concurrence attractive): primeurs, poissonniers, bouchers, crémiers, traiteurs... ;
Un assortiment commercial complété par de nombreux étals manufacturés qui pallient à une absence parmi les commerces sédentaires (exemple : prêt-à-porter, chaussures et accessoires, linge de maison...) ;
Un marché dynamique : une association de commerçants forte, qui mène de nombreuses actions de fidélisation régulière (animations, promotions, bons d'achats, paniers gagnants...) ;
Une localisation isolée au sein de la commune ne bénéficiant à aucune polarité commerciale de la ville. Cependant, sa localisation en limite des villes d'Arcueil et Cachan permet un rayonnement au-delà de la ville de Bagneux ;
La déconnection du marché avec les commerces sédentaires peut néanmoins apparaitre comme une fragilité en limitant les synergies entre les 2 types d'offres sédentaires et non sédentaires.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Typologie	Nombre d'étals	Part
Alimentaire	53	48%
Equipement de la personne	35	32%
Equipement de la maison	12	11%
Culture-Loisirs	7	6%
Hygiène-Beauté-Santé	2	2%
Café-Hôtel-Restaurant	1	1%
Service	1	1%
TOTAL	**111**	**100%**



Source : Etude de diagnostic et de mise en œuvre d'actions de développement du commerce, Intencité, juin 2013

Cette étude a permis de dresser un état des lieux des polarités de commerce à l'échelle de la commune de Bagneux. Le secteur Victor Hugo se caractérise par la présence de locomotives (présence de Simply Market, boulangeries, tabac…). Il s'agit d'une polarité bien irriguée par les flux et qui présente une bonne fréquentation malgré un environnement urbain peu apaisé et la faible qualité des devantures et des enseignes.

E. L'OFFRE EN EQUIPEMENTS

Depuis les années 50, la Ville s'est dotée de nombreux équipements publics nécessaires aux besoins de la population. En conséquence, la ville dispose d'un nombre important d'équipements dans de nombreux domaines. Ces équipements sont utilisés au maximum de leurs capacités et satisfont donc de manière générale à la demande de la population.

Les équipements administratifs :

- Centre Administratif réaménagé et étendu,
- Mairie-Annexe, réimplantée dans le nouveau centre des Bas Longchamps,
- Autres administrations : bureaux de poste, centre de sécurité sociale, trésorerie, ANPE…
- Commissariat de Police.

Les équipements scolaires :

Le secteur primaire

En 2014, la commune comptait :

- 10 écoles maternelles accueillant 1 836 élèves ;
- 8 écoles élémentaires accueillant 2 349 élèves.

On observe globalement une augmentation des effectifs depuis 2007 (date de référence pour la 1ère étude d'impact) de près de 12% (en 2007, les écoles maternelles accueillaient 1 690 élèves, et les écoles élémentaires accueillaient 2 058 élèves).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Durant les dernières années, des extensions et des aménagements ont été réalisés au sein des groupes scolaires afin de mieux répondre aux besoins. Se substituant à la maternelle Etienne Dolet, l'école maternelle Paul Langevin a été réalisée avec une capacité d'accueil de 8 classes et l'implantation de locaux spécifiques au centre de loisirs.
Plusieurs maternelles et élémentaires du sud de la commune sont classées en ZEP (Zone d'Education Prioritaire).
A proximité du site du projet, les groupes scolaires Joliot-Curie et Henri Wallon ainsi que la maternelle Châteaubriant sont classés en REP (Réseau d'Education Prioritaire).
Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain, la reconstruction du groupe scolaire Paul Eluard a été achevée en 2011 (maternelle, élémentaire et centre de loisirs).

Le secteur secondaire[5]

Trois collèges et 1 lycée sont implantés sur la commune :

- Le collège Henri Barbusse, inscrit dans le dispositif « Réseau Ambition Réussite » : 375 élèves répartis dans 17 classes.
- Le collège Joliot-Curie, classé en REP (Réseau d'Education Prioritaire) : 264 élèves répartis dans 11 classes.
- Le collège Romain Rolland Classé en ZEP (Zone d'Education Prioritaire) : 429 élèves répartis dans 20 classes et 47 élèves en SEGPA (Sections d'enseignement général et professionnel adapté), 4 élèves en ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) et 7 élèves et 7 élèves en CAP (Certificat d'Aptitude Professionnel).
- Le Lycée d'Enseignement Professionnel « Léonard de Vinci » accueille 290 élèves.

Compte tenu de la forte proportion de jeunes parmi la population de Bagneux, la commune souhaite l'implantation d'un lycée d'enseignement général et d'un établissement d'enseignement supérieur sur son territoire.

Les équipements sociaux

A destination des enfants

En 2014, les équipements liés à la petite enfance à Bagneux sont regroupés en 10 structures pour un potentiel de 370 places en accueil collectif régulier ou occasionnel :

- 4 crèches collectives municipales, dont 1 familiale ;
- 2 multi-accueils ;
- 1 crèche départementale ;
- 1 crèche associative ;
- 1 micro-crèche associative ;
- 1 Relais Assistance Maternelles (R.A.M.) ;
- 1 Lieu d'Accueil Enfant-Parent (L.A.E.P.).

[5] Données concernant l'année scolaire 2013-2014

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Types de structures d'accueils	Noms	Nombre de places
Crèches collectives municipales	Les Petits Moulins	60
	Prokofiev	40
	Les Rosiers	60
Crèche collective municipale familiale	Bas-Longchamp	60
Crèche départementale	Crèche départementale	60
Mutli-accueils	Multi-accueil Nord	20
	Multi-accueil Sud	15
Crèche associative	Arc-en-ciel	45
Micro-crèche associative	Pimprenelle	10
Total sur le territoire de Bagneux		**370**

Pour les enfants en âge scolaire (de 2 à 13 ans), des *centres de loisirs* sont organisés les mercredis et les jours de congés scolaires. Ceux-ci sont ouverts dans les écoles maternelles ou primaires mais aussi dans des lieux propres (« Rosenberg, chalet des découvertes rue des Blains »). Ces centres de loisirs rencontrent un grand succès et des besoins importants. Comme en matière d'accueil scolaire, les besoins d'accueil et l'évolution des projets éducatifs génèrent des besoins de locaux supplémentaires.

Trois *centres de Protection Maternelle et Infantile* (« Jean-Marin Naudin, Gabriel Péri, Rosiers ») se trouvent sur la commune. Ils assurent le suivi médical des jeunes enfants et mettent en contact les parents et les assistantes maternelles pour la garde des enfants de 3 mois à 3 ans. Un service de vaccination est aussi assuré par ces centres.

Une Maison des Parents a été ouverte en 2001. Elle constitue un relais entre les associations et les institutions, un lieu d'échange ouvert à tous les parents leur permettant de faire part de leurs questions par rapport à l'éducation de leur(s) enfant(s).

En direction des jeunes, la commune de Bagneux dispose de plusieurs outils et structures :

- 1 Service Municipal de la Jeunesse (S.M.J.) ;
- 1 bureau d'information jeunesse Thierry-Ehrhard (Maison citoyenne, aide aux devoirs, conseil local de la jeunesse, projet jeunes, sos scolarité, activités multimédia, débats café philo) ;
- L'espace Marc Lanvin (accompagnement scolaire, ateliers multimédias, d'écriture, de théâtre, vidéo, …) ;
- Les Studios La Chaufferie (lieu de création et d'animation artistique)

Au niveau professionnel :

- La Mission Locale Intercommunale de Bagneux, Clamart, Malakoff, ayant pour charge l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans.
- Le conseil Local de la Jeunesse

On peut aussi mentionner :

- Les Ateliers Pédagogiques Personnalisés (A.P.P.). Il s'agit d'une structure intercommunale (Bagneux, Sceaux, Fontenay et Bourg la Reine) gérée par l'Association Intercommunale des Blagis qui s'adresse aux jeunes de 16 – 25 ans en leur apportant une mise à niveau dans les formations de base ainsi qu'une aide personnalisée.
- Le PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi), en partenariat avec les institutions et associations locales, propose à tout demandeur d'emploi balnéolais rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle un parcours personnalisé vers l'emploi.

A destination des personnes âgées

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Bagneux se caractérise par une forte implication en direction des personnes âgées autour de plusieurs axes : le maintien à domicile, le développement des activités de loisirs et des initiatives de solidarité (banquet, galette, sorties, conférences, etc.).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le CCAS gère le foyer résidence pour personnes âgées dit « Résidence du Clos Lapaume » Elle comprend 77 studios équipés d'une cuisinette et d'une salle de bains et s'adresse aux personnes totalement autonomes. Des salles sont mises à la disposition des résidents pour diverses activités (gymnastique, ateliers, clubs).

Il existe plusieurs autres équipements destinés aux personnes âgées :

- Des foyers offrant diverses activités aux retraités dans le courant de la journée (le foyer Cros, le foyer Concorde, le foyer Coudon, le club Claude Marty, le club Yvonne Torty qui se réunit à la résidence du Clos Lapaume).

- Quatre Etablissements Hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD)[6] : la maison médicalisé Les Parentèles, la maison de retraite Korian (privée), la résidence Les Clos des Meuniers et la résidence Villa Garlande (privée Orpéa). Il s'agit de maisons médicalisées habilitées à l'aide sociale.

Les équipements sportifs[7]

La Ville de Bagneux est une ville où la dimension sportive occupe une place importante. De nombreuses installations sportives d'intérieur et de plein air y sont d'ailleurs implantées, il s'agit de :

- 10 courts de Tennis ;
- 3 dojos ;
- 1 piscine municipale (2 bassins) ;
- 6 gymnases (Saint Gabriel, Henri Wallon, Joliot Curie, Romain Rolland, Henri Barbusse) ;
- 1 parc de tir à l'arc
- 2 pistes d'athlétisme et 1 stade d'athlétisme ;
- 2 salles de mise en forme (Foyer Caudon et halle des sports Janine-Jambu) ;
- 2 salles de boxe ;
- 1 salle de danse ;
- 3 salles de gymnastique et 2 salles de musculation
- 4 salles omnisports ;
- 1 skate park ;
- 7 terrains de basket-ball ;
- 6 terrains de football ;
- 3 terrains multisports ;
- 1 terrain de hand-ball ;
- 1 terrain de rugby ;
- 5 terrains de pétanque.

Une part importante de ces structures a été créée au cours des années 90. Ces équipements répondent de manière satisfaisante aux besoins de la population, mais l'évolution des disciplines sportives nécessite une réflexion constante pour mieux adapter les locaux à la demande.

Les équipements culturels

- La bibliothèque-médiathèque municipale « Louis Aragon », rue Gabriel Péri ;
- Le théâtre « Victor Hugo » qui offre un grand choix de spectacles (théâtre, cinéma, danse, variétés…) ;
- La Maison de la musique et de la danse ;
- La Maison des Arts, jouxtant le Parc Richelieu ;
- Le Centre socio-culturel Jacques Prévert, au cœur des équipements du quartier Nord de la commune, proche de la future station de la ligne 4 du métro ;
- Le Centre socio-culturel de la Fontaine Gueffier, en reconstruction en plein cœur de l'Opération de Renouvellement Urbain des quartiers Sud ;
- La Chaufferie (studio d'enregistrement et de répétitions) ;

[6] Source : FINESS, 2014.
[7] Source : Recensement des équipements sportifs, Ministère de la ville, de le jeunesse et des sports, 2014.

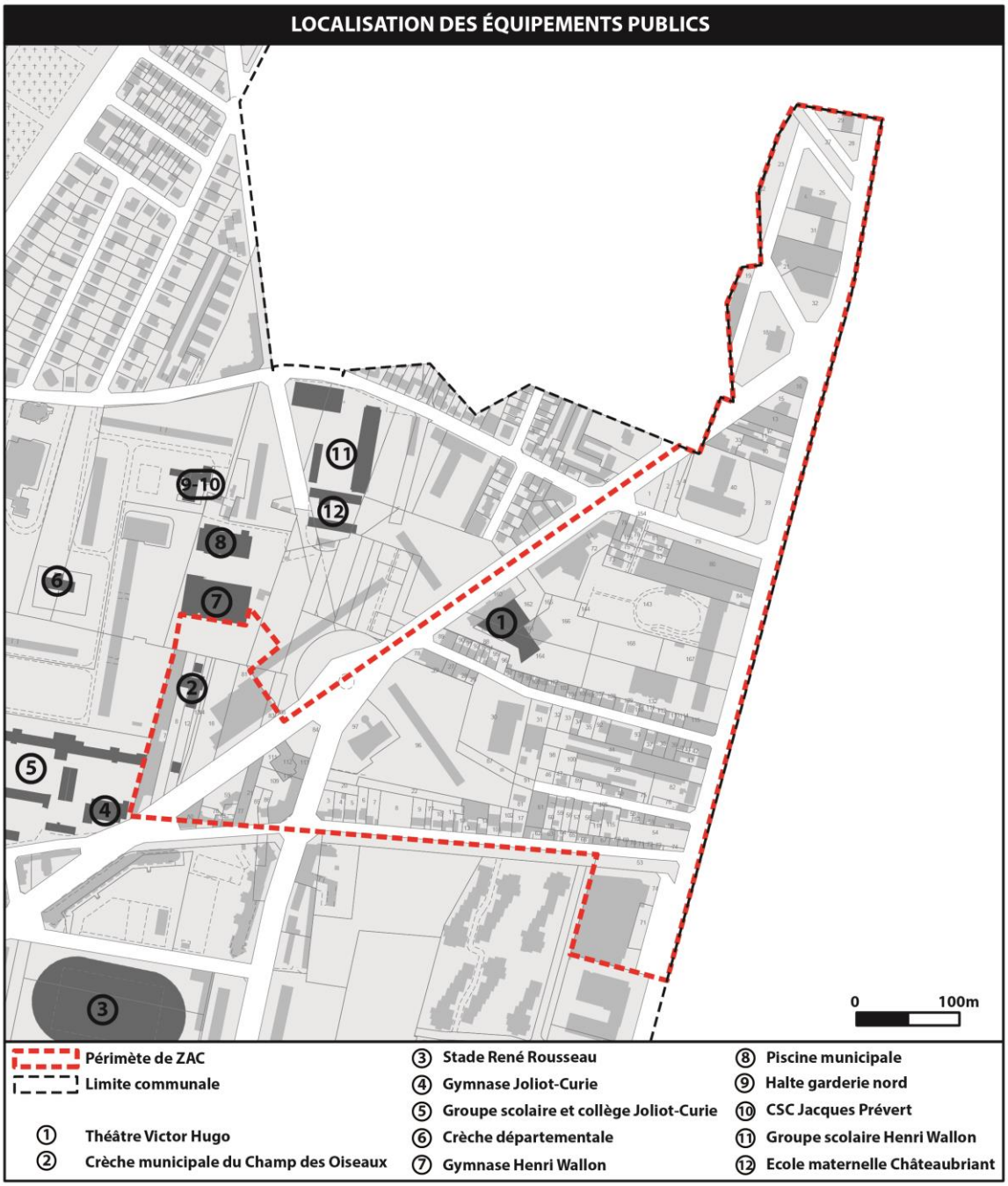
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- La salle des fêtes municipale, lieu d'accueil des évènements municipaux et associatifs, mais aussi lieu de spectacles musicaux ;
- Les salles de quartier polyvalentes particulièrement destinées à la vie associative et à la concertation municipale avec les habitants, mais qui sont aussi des lieux conviviaux et festifs pour les clubs de retraités balnéolais : Maison pour tous Pierre Causse, salle Louis Concorde, salle René Cros, salle Claude Marty, salle Gabriel Péri, salle des Bas Longchamps, salle Paul Vaillant Couturier.

Ce patrimoine en matière d'équipements traduit à la fois un héritage historique à préserver, à entretenir et à améliorer, mais aussi une volonté de s'adapter et répondre aux demandes liées aux évolutions sociales.

Les équipements à l'échelle du site d'étude

Carte 20 : Localisation des équipements publics à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Codra 2011 ; Réactualisation 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Deux équipements sont situés dans le périmètre de la ZAC :

- **Le théâtre Victor Hugo** : Le site accueille le théâtre Victor Hugo qui se situe en pied d'immeuble, le long de l'avenue Victor Hugo. L'objectif de ce théâtre est de proposer aux Balnéolais une programmation artistique diversifiée et de qualité. La tarification pratiquée répond à l'orientation municipale et permet au plus grand nombre de familles balnéolaises d'avoir accès à la culture. Pour favoriser l'accès à la culture, il développe également en partenariat avec d'autres structures (notamment les Centres Sociaux Culturels) des représentations de proximité. Par ailleurs, le théâtre accueille également des expositions de la Maison des Arts, et apporte un soutien Logistique et technique au Service Municipal de la Jeunesse pour son festival Alliances Urbaines. Au mois de juin le théâtre s'ouvre aux associations et aux institutions balnéolaises afin qu'elles puissent présenter leurs spectacles de fin d'année.

- **La crèche municipale du Champ des Oiseaux** : Elle accueille 60 berceaux. Les travaux d'aménagement de la future station de métro entraîneront la démolition de cet équipement qui sera reconstruit au sein de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

D'autres équipements, scolaires, sportifs et sociaux, sont présents à proximité immédiate du site.

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- Une diminution de la population se confirme depuis le recensement de 2006. Avec 934 habitants en moins en 2011, la population de Bagneux a diminué de 2,4%.
- Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo se caractérise par une forte représentation des logements de type T3 (près de 57% de l'offre).
- Les emplois salariés ont diminué d'environ 1,4 points entre 2006 et 2011. La part d'emplois non-salariés a légèrement augmenté. Au total, sur la période, le nombre d'emplois a connu une diminution : - 423 emplois.
- Le rapport habitant/emploi fait apparaitre un déficit en matière d'emploi par rapport au nombre d'actif (L'indicateur de concentration de l'emploi est de 0.82). Bagneux compte en effet aujourd'hui plus d'actifs que d'emploi.
- De manière générale, et plus particulièrement en matière d'activités économiques, la commune bénéficie d'une situation attractive. Les entreprises et activités occupent environ 12% du territoire communal. La majorité d'entre elles sont implantées le long de la RD 920.
- Le site de la ZAC Victor Hugo est le plus important site commercial de la commune. De nombreux commerces présents sur le site présentent cependant un caractère vieillissant et une attractivité médiocre du fait d'un contexte urbain peu favorable.
- Deux équipements sont situés dans le périmètre de la ZAC : le théâtre Victor Hugo et la crèche municipale du Champ des Oiseaux. D'autres équipements, scolaires, sportifs et sociaux, sont présents à proximité immédiate du site.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'organisation des déplacements

A. LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les transports en commun à l'échelle de la commune

La desserte ferroviaire

La commune de Bagneux est principalement desservie par la gare RER de Bagneux-Pont Royal sur la ligne B, située à l'extrémité est du territoire, sur la commune de Cachan (94). Cette gare bénéficie d'une bonne desserte même si l'ensemble des RER ne marquent pas l'arrêt. En heure de pointe, 10 trains effectuent le trajet Banlieue > Paris et 10 également assurent la liaison inverse. Les temps de parcours offerts par la ligne sont très compétitifs et placent la commune à 10 minutes de Denfert-Rochereau, 20 minutes de Châtelet-les-Halles et 25 minutes de gare du Nord.

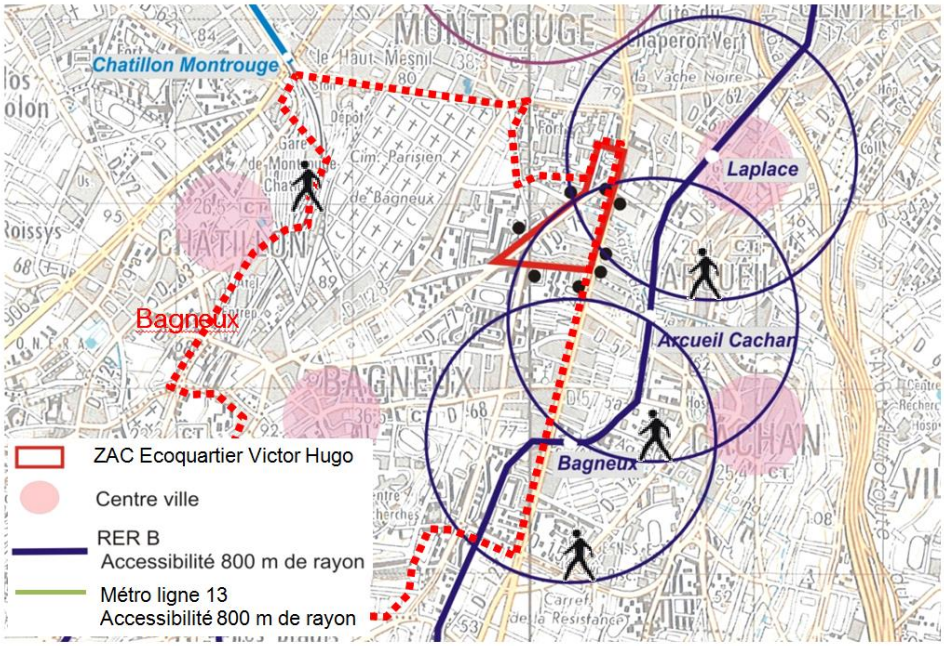
La commune bénéficie également de la desserte de l'arrêt de métro Châtillon-Montrouge, terminus sud de la ligne de métro 13 situé sur la commune de Montrouge. Cependant, la station de métro se situant à l'extrémité nord-ouest de la commune de Bagneux, à proximité des secteurs les moins urbanisés du territoire communal (Cimetière parisien de Bagneux, gare de triage (dépôt de Montrouge situé pour l'entretien des trains du réseau Montparnasse, atelier RATP de Châtillon-Bagneux pour l'entretien des rames de la ligne 13 du métro)…), celle-ci ne concerne directement qu'un nombre limité d'habitants de Bagneux. Elle offre néanmoins une très bonne desserte pour les usagers situés à proximité puisqu'elle permet de relier la gare Montparnasse en 10 minutes et la gare Saint-Lazare en 21 minutes avec une fréquence de 4 minutes en heure de pointe.

Plusieurs secteurs de la commune profitent également des arrêts de RER B d'Arcueil-Cachan et Laplace, étant situés dans l'aire d'attractivité de ces stations. Ces deux gares RER bénéficient d'une desserte équivalente (gare d'Arcueil Cachan) ou supérieure (Gare de Laplace : 15 trains par heure en heure de pointe par sens de circulation) à la gare RER de Bagneux.

Les deux gares d'Arcueil Cachan et Laplace font l'objet d'un contrat de pôle.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 21 : Les transports ferroviaires à l'échelle de la commune de Bagneux



Source : Etude AEU, AGI2D

La desserte en bus

Une part importante du territoire de la commune n'étant pas concernée par la desserte ferroviaire, la commune de Bagneux bénéficie d'un réseau de bus développé. L'ensemble des lignes qui desservent la commune sont en rabattement sur un arrêt de transport ferré, une gare RER (Bagneux, Arcueil-Cachan, Bourg-la-Reine) ou un arrêt de métro (Porte d'Orléans, Châtillon-Montrouge).

Numéro de ligne	Itinéraire	Type de ligne	Correspondance avec le réseau ferrée	Fréquence de la ligne en minutes en heure de pointe du matin	
128	Paris Porte d'Orléans > Sceaux/Robinson RER (sens 1)	Ligne radiale (Paris <> Banlieue)	Métro 4/ Tram 3 : Porte d'Orléans RER B : Robinson	Sens 1 8	Sens 2 8
162	Villejuif > Meudon RER (sens 1)	Ligne rocade (de banlieue à banlieue)	Métro 7 : Villejuif - Louis Aragon RER B : Arcueil Cachan RER C : Meudon Val Fleury	Sens 1 15	Sens 2 13
187	Paris Porte d'Orléans > Fresnes (sens 1)	Ligne radiale (Paris <> Banlieue)	Métro 4/ Tram 3 : Porte d'Orléans RER B : Arcueil Cachan	Sens 1 6	Sens 2 6
188	Paris Porte d'Orléans > Bagneux (sens 1)	Ligne radiale (Paris <> Banlieue)	Métro 4/ Tram 3 : Porte d'Orléans	Sens 1 12	Sens 2 12
197	Paris Porte d'Orléans > Massy (itinéraire par la RD 920 (sens 1)	Ligne radiale (Paris <> Banlieue)	Métro 4/ Tram 3 : Porte d'Orléans RER B : Bagneux, Bourg-la-Reine, Parc de Sceaux, Antony, Orlyval	Sens 1 10	Sens 2 9

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

297	Paris Porte d'Orléans > Longjumeau (sens 1)	Ligne radiale (Paris <> Banlieue)	Métro 4/ Tram 3 : Porte d'Orléans RER B : Bagneux, Bourg-la-Reine, Parc de Sceaux, Antony, Orlyval RER C : Chilly-Mazarin	Aucun passage en heure de pointe	
388	Châtillon Montrouge >Bourg-la-Reine (sens 1)	Ligne rocade (de banlieue à banlieue)	Métro 13 : Châtillon - Montrouge RER B : Bourg-la-Reine	Sens 1 8	Sens 2 8
391	Châtillon Montrouge >Bagneux (sens 1)	Ligne rocade (de banlieue à banlieue)	Métro 13 : Châtillon - Montrouge RER B : Bagneux	Sens 1 18 (12 jusqu'au centre de Bagneux)	Sens 2 22 (14 depuis le centre de Bagneux)
DM151	Arpajon, Porte d'Etampes > Paris, Porte d'Orléans (sens 1)	Ligne rocade intercommunale	RER B : Massy	4	4
V1 Ligne 542	Kremlin-Bicêtre > Mairie de l'Hay-les-Roses	Ligne rocade intercommunale	RER B : Arcueil – Cachan	1	1
V4 Ligne 562	Hôtel de ville – centre (Arcueil) > Hôtel de ville – Centre (Arcueil)	Ligne communale	RER B : Arcueil - Cachan	1	1
N14	Mairie de St-Ouen > Bourg-la-Reine RER	Ligne nocturne	RER B : Pont -Royal RER B : Bourg-la-Reine	-	-

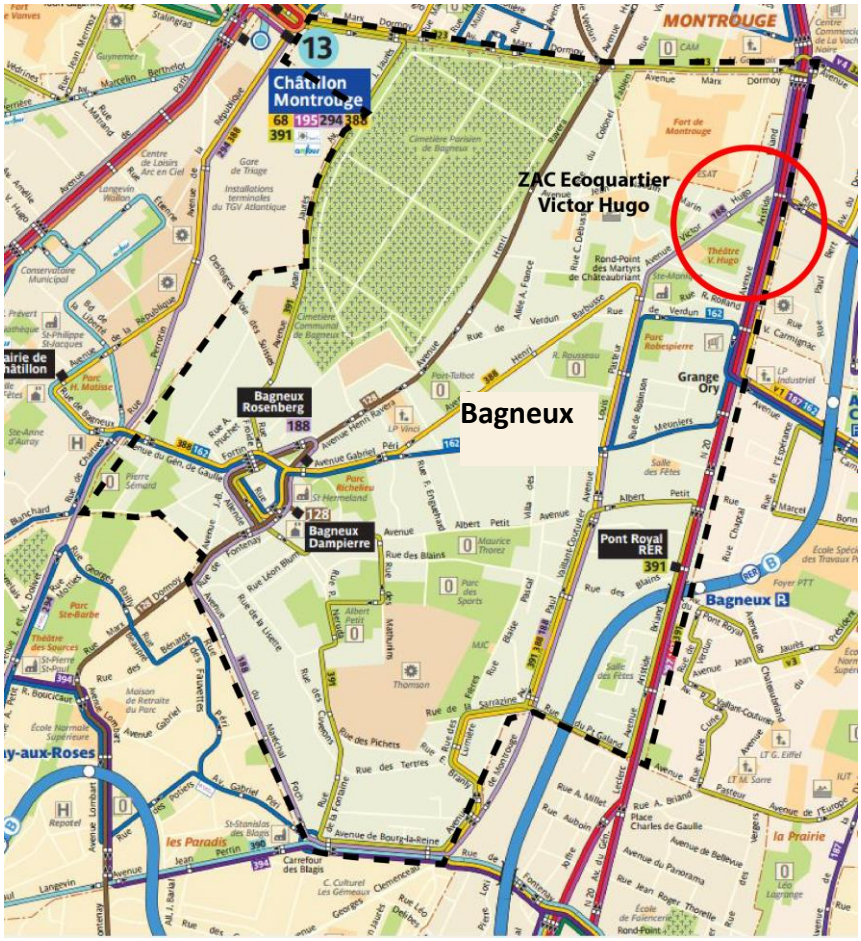
La ligne 187 est une ligne Mobilien qui doit faire l'objet d'un comité d'axe. Les études sont en cours de réalisation. Le réseau Mobilien est un projet dont l'objectif principal est le renforcement du réseau d'autobus par la mise en œuvre, sur certaines lignes de bus structurantes d'actions en faveur des bus (aménagement de voirie, augmentation de la fréquence,…).

La commune est également desservie par une ligne de bus nocturne, dite « Noctilien ». La ligne n°14 assure la liaison toute la nuit de la Mairie de Saint-Ouen à la gare RER de Bourg-la-Reine. Elle emprunte la RD 920 et dessert donc une partie de la commune de Bagneux.

L'ensemble des lignes citées précédemment n'est toujours pas accessible aux personnes à mobilité réduite, hormis les lignes communales V1 et V4.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 22 : La desserte en bus à l'échelle de la commune de Bagneux



Source : RATP, 2014

La desserte en Autolib'

Autolib' est un service de voitures électriques en libre-service de l'agglomération parisienne dont la mise en place sur la commune de Bagneux date de septembre 2011.

Dès l'origine, le service Autolib' n'a pas été pensé uniquement à l'échelle de la capitale intra-muros, mais à une échelle intercommunale plus large. Ainsi, la commune de Paris s'est alliée à 81 autres communes représentant le cœur dense de l'agglomération parisienne, dont Bagneux, pour participer au dispositif. Afin de piloter le projet sur l'ensemble des communes intéressées, une structure intercommunale dédiée a été créée : le Syndicat mixte Autolib'.

A l'heure actuelle, 8 stations d'Autolib' sont implantées sur la commune de Bagneux, dont 5 à proximité immédiate de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. À proximité directe de Bagneux, une station est disponible à la gare RER de Bagneux, située sur la commune de Cachan.

Les projets de desserte

1) L'extension de la ligne 4 vers le sud :

La ligne 4 de métro assure aujourd'hui le lien entre la Porte de Clignancourt et la Porte d'Orléans.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Son extension vers le sud permettra de relier Bagneux à Paris. Depuis 2012, la Mairie de Montrouge est desservie par la ligne 4. Deux autres stations de métro sont prévues à l'horizon 2019, Verdun Sud en lisière de Montrouge et Bagneux, et la station de Bagneux Henri Barbusse qui deviendra le terminus de la ligne.

Au total, la ligne sera prolongée de 1,9, km, soit 6 700 voyageurs le matin sur le prolongement.

Le réseau de bus sera alors restructuré et la desserte en bus de la commune de Bagneux devrait être profondément modifiée.
Le prolongement de la ligne 4 permettra de desservir 41 400 habitants et emplois (population et emplois concernés dans un rayon de 600 m). La RATP a estimé à 37 000 le nombre de voyages par jour dans ces 2 nouvelles stations.

Un pôle multimodal sera aménagé au terminus de la ligne 4 pour permettre d'assurer le meilleur lien possible entre les différents modes de transports (bus, vélo, piéton…) et le métro.

Illustration 30 : L'extension de la ligne 4 vers le sud



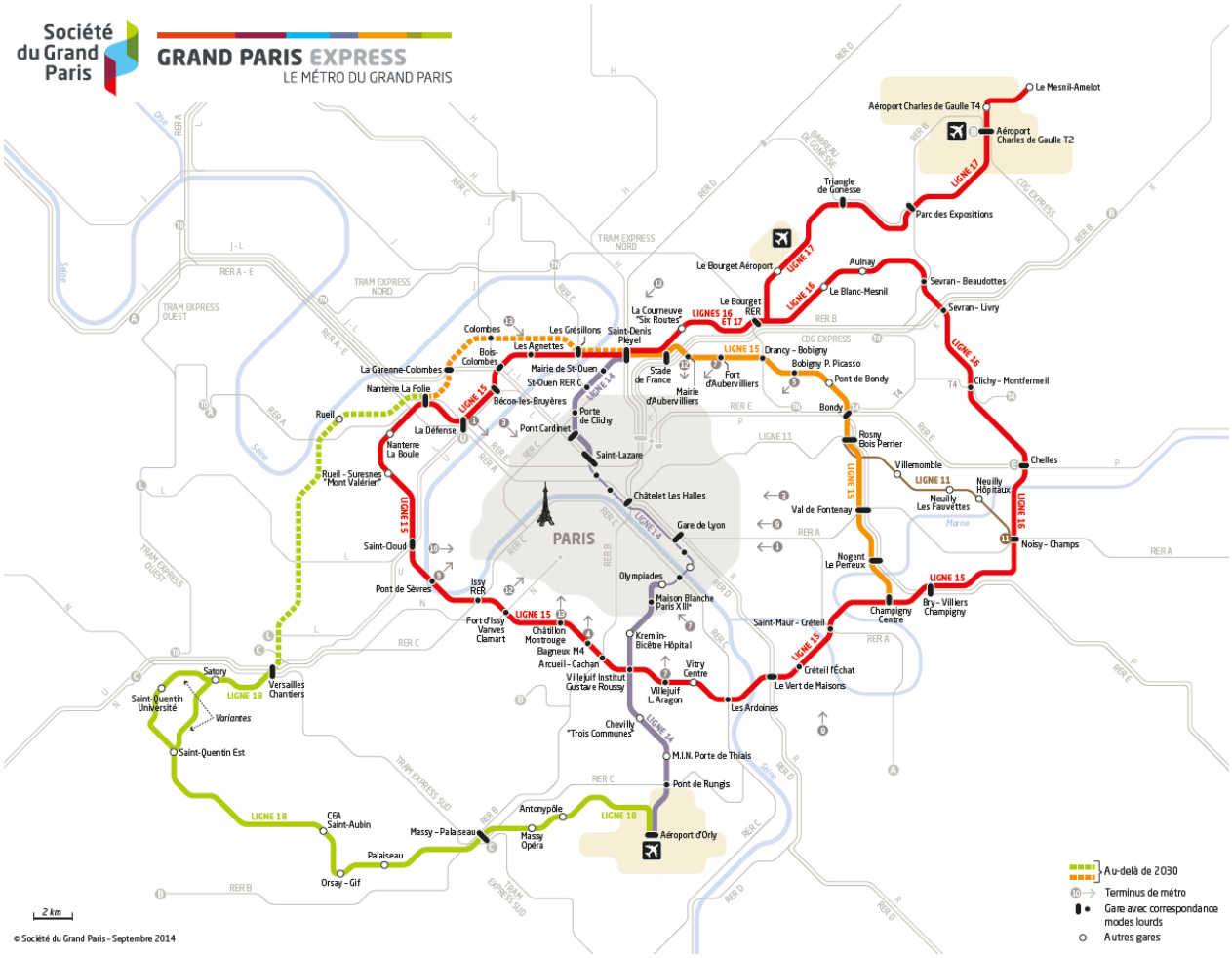
Source : RATP, 2014

2) Le Grand Paris Express :

Depuis Mars 2013, l'Etat et la Région Ile-de France ont trouvé un accord sur le tracé définitif du métro en rocade autour de Paris, avec pour objectif principal de faciliter les déplacements des Franciliens, de banlieue à banlieue, sans avoir à passer par Paris.
A terme, le projet devrait former une boucle autour de Paris composée de quatre arcs (nord, sud, est et ouest). Les arcs sud et nord sont présentés comme des axes prioritaires.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

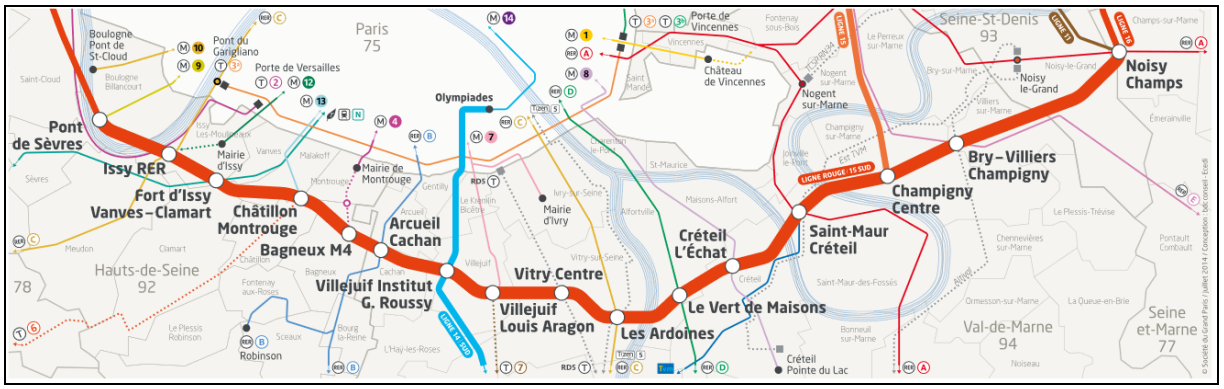
Carte 23 : Le Métro du Grand Paris



Source : Société du Grand Paris, 2014

Dénommé « Grand Paris Express », ce futur réseau de transport collectif passera par Bagneux et plus particulièrement par le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo via la ligne 15 en interconnexion avec le métro 4.

Carte 24: Tracé de la ligne 15



Source : Société du Grand Paris, 2014

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La ligne 15 est une ligne de métro de rocade autour de Paris. Le premier tronçon qui sera mis en service est le tronçon Sud, entre Pont-de-Sèvres et Noisy-Champs. Ce tronçon dessert 22 communes des départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne. Il parcourt 33 km et comprend 16 gares, dont 15 sont en correspondance avec le métro, le RER ou le tramway. A terme, la ligne 15 Sud devrait assurer près de 300 000 voyages quotidiens.
Les premiers travaux préparatoires (déviation de réseaux) ont démarré fin 2014 et les travaux sur les tunnels démarreront fin 2016. La mise en service de la ligne 15 Sud est prévue pour fin 2020.

La commune était, dès le départ, favorable à ce scénario, avec une interconnexion au niveau du terminus de la ligne 4, qui présente de nombreux avantages :

- une plus grande fréquentation avec 2 300 passagers en heure de pointe du matin (sans prendre en compte le nouveau programme de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo) ;
- un nombre plus important de correspondances avec les bus (au moins 4 bus en passage et 2 en terminus) ;
- une centralité géographique ;
- un territoire en développement avec la création de l'écoquartier Victor Hugo.

3) Le projet de requalification de la RD 920 en boulevard urbain

La RN 20 était une voie de circulation rapide, qui permettait de relier la banlieue sud à Paris. Un projet d'élargissement a longtemps été envisagé, à la demande de l'Etat, faisant l'objet d'un emplacement réservé qui bloquait la plupart des projets de réaménagement.
Avec l'approbation du Plan de Déplacement Urbains de l'Ile-de-France, le projet d'élargissement de la RN20 devenue RD 920 a été abandonné. Les enjeux déterminants du projet mené par le Conseil Général des Hauts-de-Seine sont désormais de diminuer les nuisances liées au caractère éminemment routier de l'axe : réduction du bruit, de la pollution et diminution du ruissellement des eaux pluviales. Elle est donc actuellement engagée dans une procédure de requalification, dans le cadre de son emprise actuelle en boulevard urbain afin de permettre une mixité des usages (piétons, motorisés, cyclistes).

Compte tenu de la complexité du projet, la RD 920 a été décomposée en deux parties : le secteur nord et le secteur sud, et en 7 tronçons de travaux de requalification.

Le conseil général propose un aménagement en boulevard urbain sur les 5,7 km entre l'Essonne et la place de la Résistance à Bourg-la-Reine : réduction des largeurs de voirie à deux files par sens de circulation (en section courante), continuité des itinéraires cyclables, optimisation du stationnement, sécurisation des carrefours… Les travaux d'aménagement sont terminés concernant les tronçons :

- Antony-Massy : Carrefour RD920 et Av. Kennedy,
- Antony-Sceaux : Carrefour RD920 et Av. Duchesse du Maine,
- Antony : A. Raymond Aron,
- Bourg-la-Reine : Av. du Général Leclerc,
- Bourg-la-Reine : place Condorcet et ZAC de Bièvre.

Et ils sont en en cours de réalisation concernant les tronçons :

- Antony : Av. de la Division Leclerc entre le carrefour Kennedy et la rue Gabriel Péri,
- Antony : Carrefour RD920 et Av. du Président John Fitzgerald.

Les transports en commun à l'échelle du site

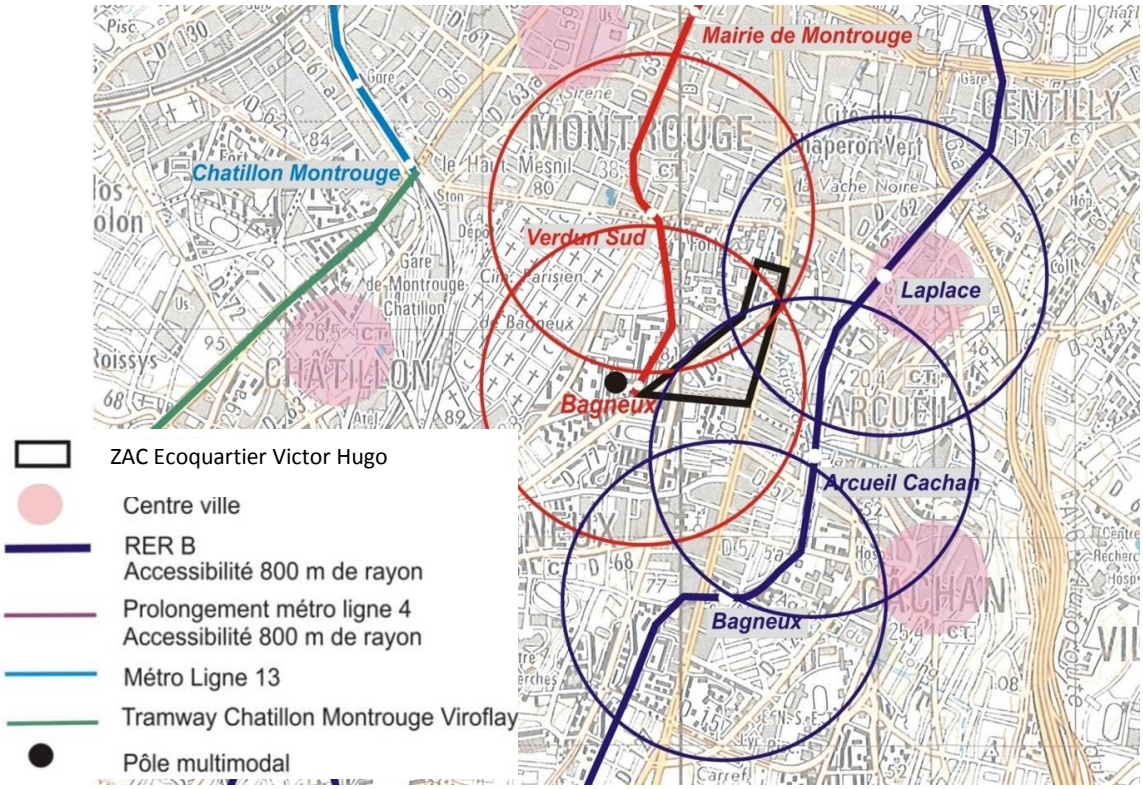
La desserte ferroviaire

Comme cela a été constaté dans les paragraphes précédents consacrés aux transports collectifs à l'échelle communale, le niveau de desserte varie de manière importante d'un secteur à l'autre de la commune de Bagneux. La ZAC Ecoquartier Victor Hugo, qui constitue notre périmètre d'étude, fait partie des secteurs les mieux desservis de la commune.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Elle se situe d'ores et déjà dans le périmètre d'attractivité à pied des stations de RER Laplace et Arcueil-Cachan. Et à l'horizon du prolongement de la ligne 4 de métro vers le sud, d'ici 2019, celle-ci bénéficiera des arrêts de métro Verdun sud et Bagneux.

Carte 25 : La desserte ferroviaire à l'échelle du site ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Source : Etude AEU, AGI2D

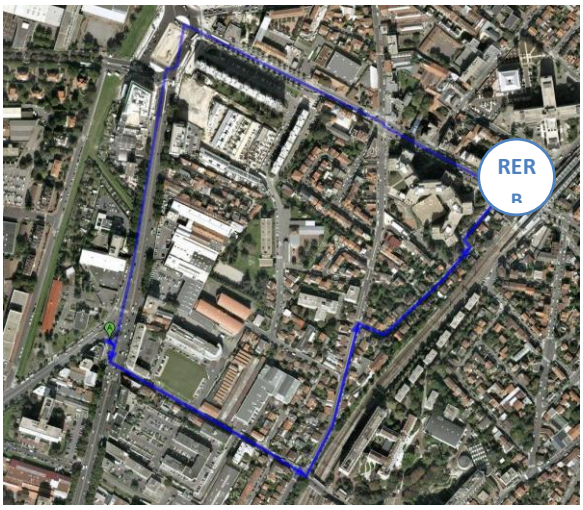
Concernant la desserte en RER, l'aire d'attractivité de l'arrêt Laplace est à relativiser. En effet, dans la réalité le tissu urbain de la commune d'Arcueil ne permet pas aux personnes se situant dans la partie nord de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo d'accéder facilement au RER. Ceux-ci sont obligés d'emprunter :

- itinéraire nord, avenue Laplace via le centre-commercial de La Vache Noire : 900 m
- itinéraire sud, via la rue Berthollet : 1km

Ces distances commencent à être un peu longues pour les usagers, aux alentours de 10 minutes de trajet à pied. Cette gare sera probablement utilisée par une part minoritaire des salariés du nord de la ZAC, à moins qu'une desserte bus efficiente ne soit mise en place. Actuellement seule la ligne communale d'Arcueil V4 permet de relier le nord de la ZAC à la gare de Laplace, mais sa fréquence n'est pas à la hauteur des besoins induits par des déplacements domicile-travail.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 31 : L'attractivité de la gare RER Laplace sur le périmètre d'étude



Source : Vianavigo

La desserte en bus

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est particulièrement concernée par une partie des lignes de bus présentées précédemment :

- ligne 162 : Villejuif > Meudon RE
- ligne 187 : Paris Porte d'Orléans > Fresnes
- ligne 188 : Paris Porte d'Orléans > Bagneux
- ligne 197 : Paris Porte d'Orléans > Massy (itinéraire par la RD 920
- ligne 297 : Paris Porte d'Orléans > Longjumeau
- ligne 388 : Châtillon Montrouge >Bourg-la-Reine

Chacune de ces lignes offrent une fréquence de passage inférieure à 15 minutes à l'heure de pointe du matin et relie le secteur à plusieurs lignes de métro :

Ligne de transport ferrée accessible depuis la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en bus	Ligne concernée	Fréquence en heure de pointe du matin (moyenne des fréquences des différentes lignes)
Métro 4	187, 188, 197, 297	9 minutes
Métro 7	162	13 minutes
Métro 13	388	12 minutes
RER B	162, 187, 197, 297, 388	10 minutes
RER C	162	15 minutes
Tram 3	187, 188, 197, 297	9 minutes

Le site bénéficie donc d'une bonne desserte même si la proche saturation de la RD 920 ne facilite pas la circulation des bus en période de pointe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

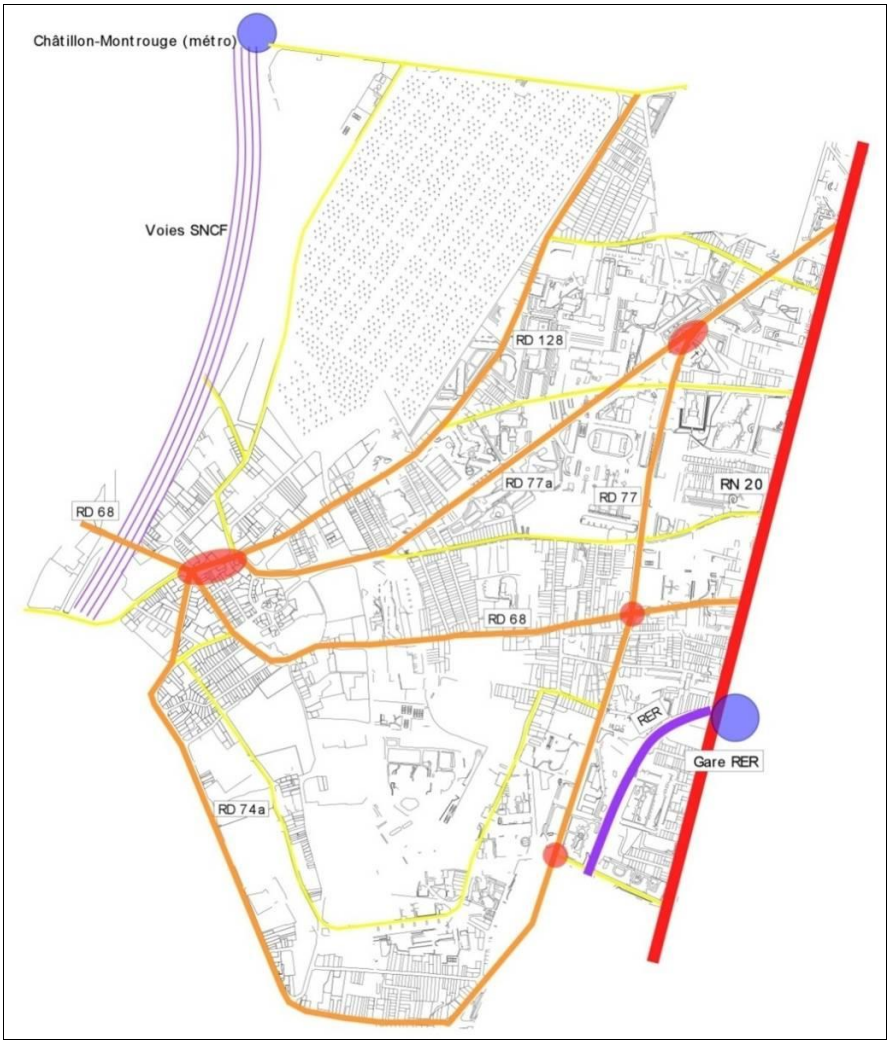
B. LE RESEAU VIAIRE

Le réseau viaire structurant à l'échelle de la commune

Le réseau viaire est dominé par la RD 920 (ancienne RN 20) qui borde la commune à l'est. Cet axe historique, organisé en 2X3 voies, est une voie structurante qui accueille une part importante de trafic de transit et supporte un trafic de l'ordre de 40 000 véhicules par jour. Il constitue la principale vitrine de Bagneux pour les non-résidents.

La commune est plus directement irriguée par 5 voies départementales :

- la RD 77 (avenues Pasteur et Paul-Vaillant Couturier) qui traverse la partie est de la commune du nord au sud, du rond-point des Martyrs de Châteaubriant au rond-point du Docteur Schweitzer,
- la RD 77a (avenues Victor Hugo et Henri Barbusse) qui relie le centre-ville à la RN 20,
- la RD 128 (avenue Henri Ravera) qui longe le cimetière et relie le centre-ville à Montrouge, elle a récemment fait l'objet d'un réaménagement,
- la RD 68 (avenue Albert Petit) qui traverse la commune d'est en ouest,
- la RD 74a (avenue Foch) qui borde la commune au sud-ouest.



Ces voies convergent toutes vers le centre-ville et créent un important carrefour à l'intersection entre l'avenue Jean Baptiste Fortin et le carrefour Croizat. Parmi les autres carrefours importants, il convient de signaler le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, ainsi que l'intersection entre les avenues Pasteur/Vaillant Couturier et l'avenue Albert Petit, et le rond-point du Docteur Schweitzer.

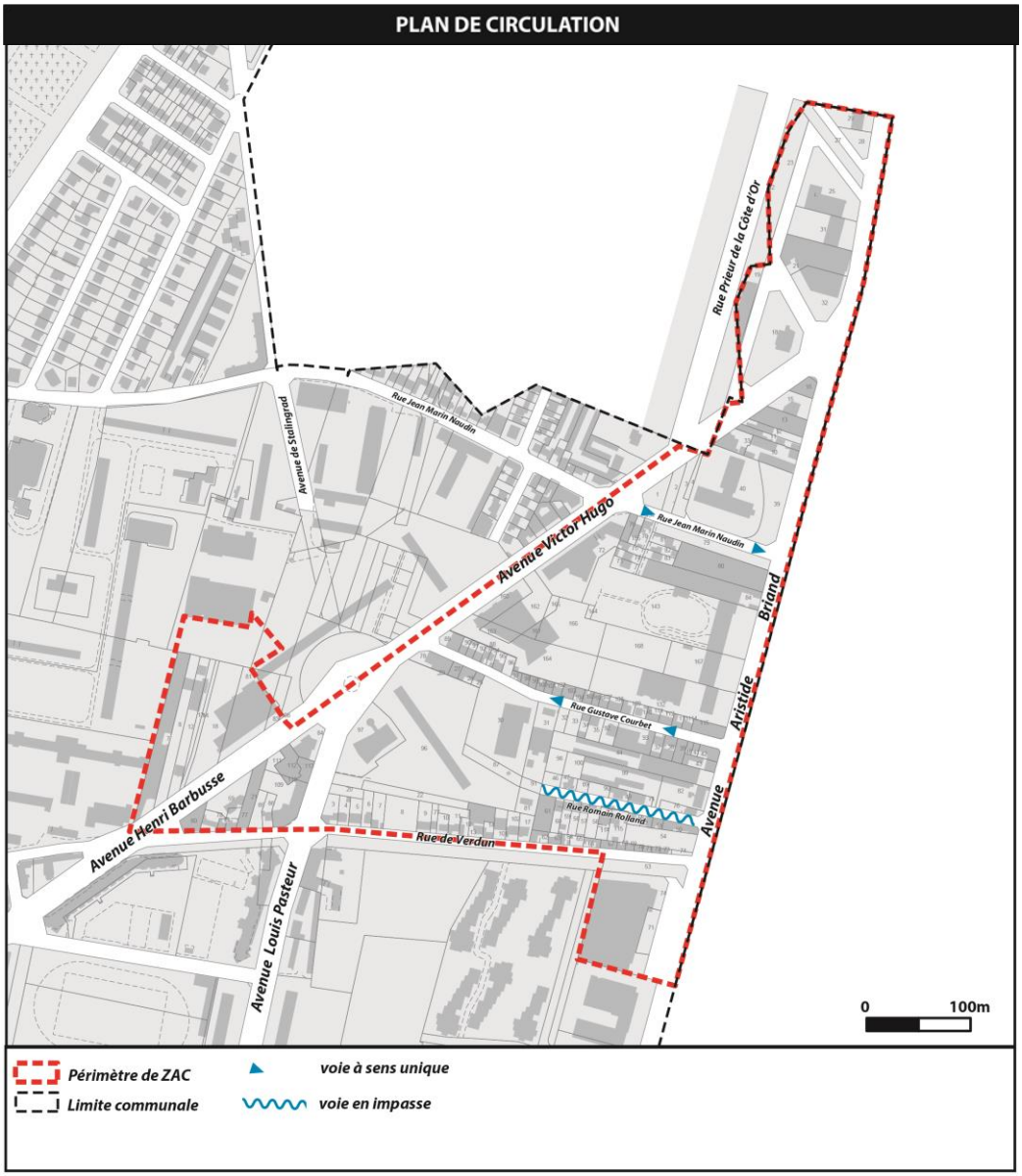
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D'autres voies ont une fonction de desserte locale et assurent le lien avec les principaux axes (rue des Meuniers, rue de Verdun…).

Le réseau viaire à l'échelle du site

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est bordée à l'est par la RD 920.
A l'ouest, le site est limité et, en partie, traversé par l'avenue Victor Hugo. Cette route départementale (RD 77a) est un axe important qui relie la RD 920 et le centre-ville.
Au sud, la rue de Verdun constitue la limite du site. Elle constitue un barreau de liaison important entre l'axe Victor Hugo-Henri Barbusse et la RD 920, les liaisons entre ces deux axes étant limitées.
Enfin, les rues Gustave Courbet, Jean Marin Naudin et Romain Rolland assurent une desserte locale du secteur. La rue Romain Rolland est une voie en impasse.

Carte 26 : Plan de circulation



Source : Google Maps 2014 ; Réalisation : Codra, 2015

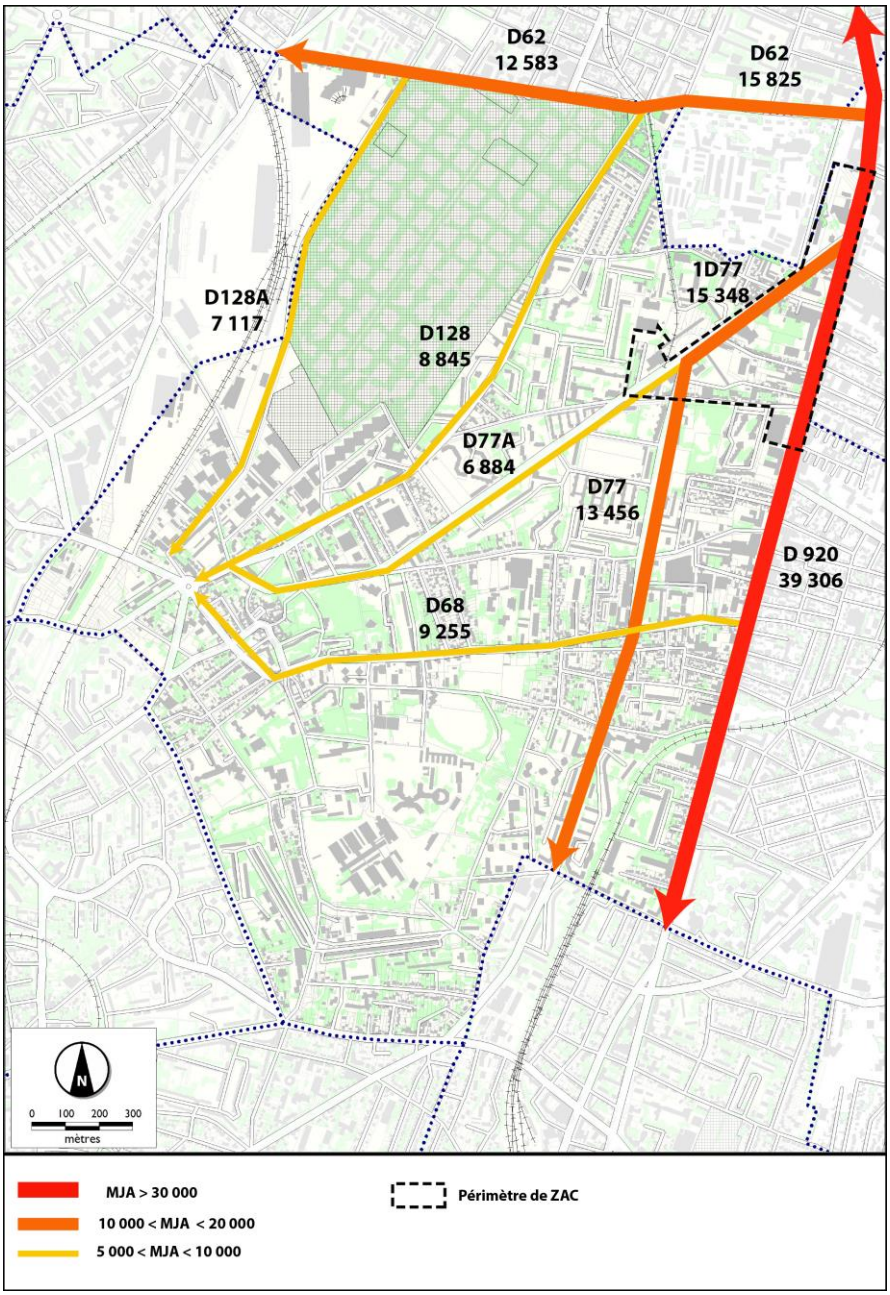
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les niveaux de trafic sur la RD920

Les niveaux de trafic sur les axes bordant la ZAC Ecoquartier Victor Hugo varient de manière importante d'une voie à l'autre. L'avenue Aristide Briand (RD 920), voie structurante du secteur, est une voie relativement chargée. Sur les secteurs qui bordent le site, la circulation est organisée en 2x3 voies dont deux voies sont réservées à la circulation des bus sur la quasi-totalité de l'axe. Le trafic est donc proche de la saturation sur cet axe, une file de circulation étant saturée quand le niveau de trafic atteint les 12 000 véhicules/jour.

Les autres axes sont moins empruntés par les automobilistes et le niveau de trafic est nettement moins important. Le carrefour à feux de la Vache Noire crée cependant des ralentissements en période de pointe, l'ensemble des axes donnant sur ce carrefour étant des axes où le niveau de trafic est élevé.

Carte 27 : Les niveaux de trafic à l'échelle de la commune de Bagneux et de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Conseil Régional des Hauts-de-Seine, 2013 ; Réalisation : Codra, 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

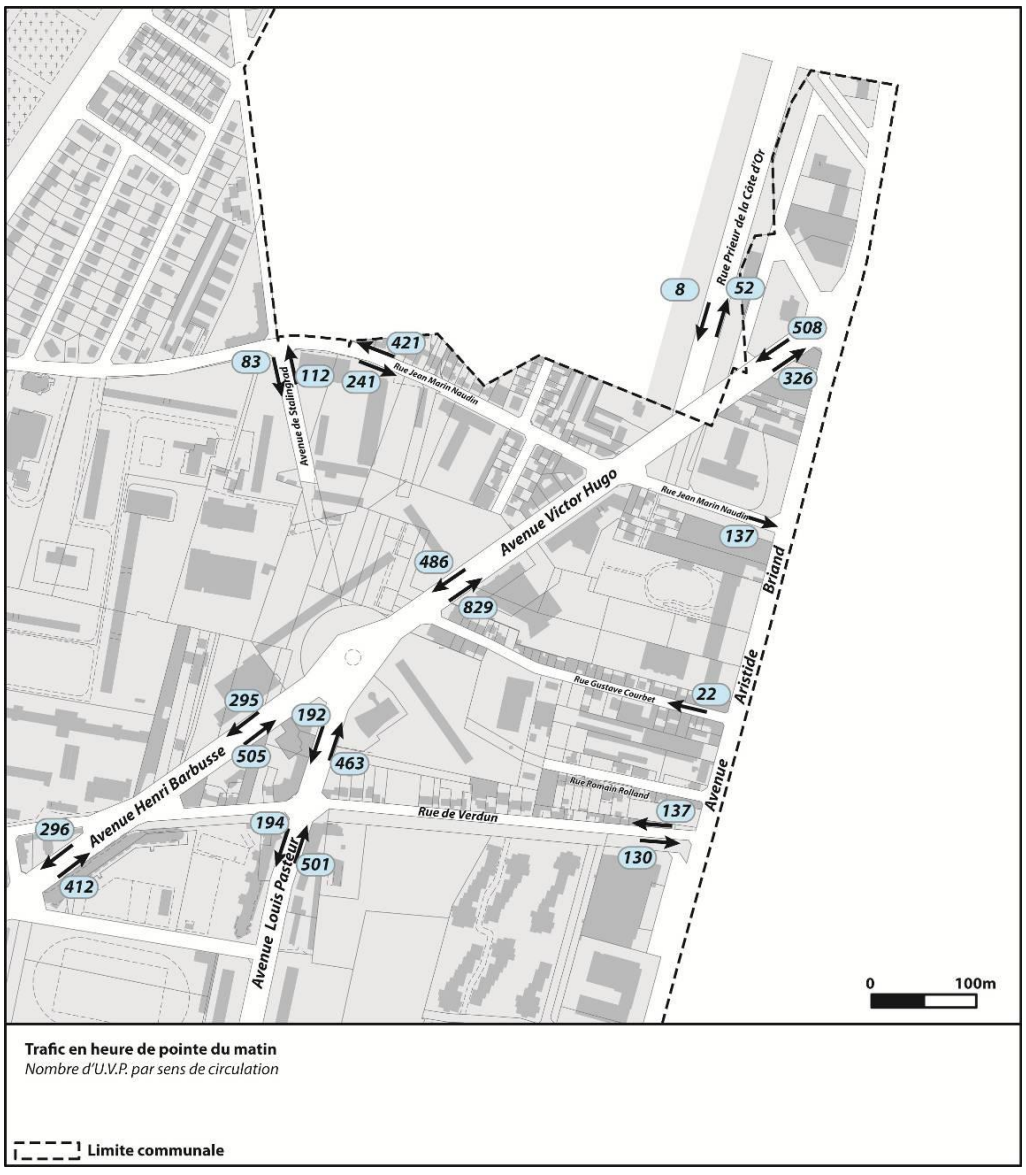
Les niveaux de trafic à l'échelle du site

NOTA : En janvier 2011, une étude de « déplacement-stationnement » a été menée sur le site de la ZAC. Elle est basée sur la réalisation de comptages précis. Les analyses suivantes sont extraites de cette étude.
Les niveaux de trafic présentés sont ceux comptabilisés en heure de pointe du matin (HPM) qui est la période la plus dimensionnante. L'étude déplacement-stationnement apporte des éléments complémentaires sur les niveaux de trafic en heure de pointe du soir.

Les trafics entrants et sortants de la zone en **heure de pointe du matin** sont relativement équilibrés :

- 1 912 U.V.P.[8] entrent dans la zone, dont **2,5 %** de poids lourds (PL) soit **24 PL** et **3,3 %** de bus soit **32 bus**
- 1 668 U.V.P. sortent de la zone, dont **2 %** de poids lourds (PL) soit **17 PL** et **3,8 %** de bus soit **32 bus**

Carte 28 : Les niveaux de trafic à l'échelle du site



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

[8] U.V.P. (Unité de Véhicule Particulier). 1 UVP = 1 voiture = 0,5 camion = 2 vélos

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

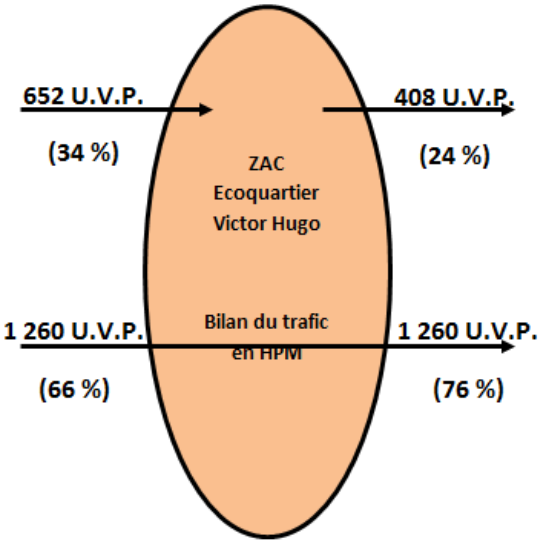
Toutefois, cet équilibre apparent masque d'importantes disparités en termes d'importance de flux :

- entre les axes de la zone enquêtée
- entre les sens de circulation sur un même axe

La section la plus chargée du périmètre d'étude est l'avenue Victor Hugo, en direct de Paris, de l'avenue Pasteur à la rue Jean Marin Naudin. Elle accueille plus de 800 U.V.P. en HPM[9]. L'avenue Victor Hugo (sens nord > sud) et l'avenue Pasteur (sens sud > nord) reçoivent également un des trafics les plus importants du secteur, près de 500 U.V.P. Cependant, ces voiries offrent chacune deux voies de circulation par sens de circulation, et par conséquent un gabarit leur permettant d'absorber l'ensemble du trafic sans créer de difficultés de circulation particulières.
En revanche, les trafics de l'avenue Henri Barbusse (sens sud > nord) et de la rue Jean Marin Naudin (sens est > ouest), équivalents à ces différents axes, sont en réalité plus élevés au regard à la capacité du réseau de voirie, offrant une seule voie de circulation par sens de circulation.

Bilan de l'enquête cordon

Le trafic de transit représente une part importante du trafic qui entre et qui sort de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en HPM. Tous les véhicules qui sont entrés et sortis du périmètre d'enquête pendant l'HPM sont comptabilisés dans les véhicules en transit.
Près de deux véhicules sur trois qui sont entrés dans la zone entre 8h15 et 9h15 en sont sortis immédiatement ou en faisant un arrêt de courte durée. Pour les véhicules qui sont sortis de la zone, cela concerne trois véhicules sur quatre.
Cette proportion de trafic de transit est importante, de nombreux axes du secteur constituant des voies structurantes à l'échelle de la commune de Bagneux. L'axe Henri Barbusse/Pasteur <> Victor Hugo, notamment, est utilisé par les automobilistes comme une voie de délestage permettant de ne pas emprunter la RD 920 où la circulation est souvent difficile en raison du niveau de trafic. La rue Jean Marin Naudin est également un axe très emprunté. Cette voie est une des seules à offrir une liaison est > ouest et permet aux automobilistes d'éviter le carrefour de la Vache Noire (via l'avenue Victor Hugo).



Les principales entrées et sorties du périmètre

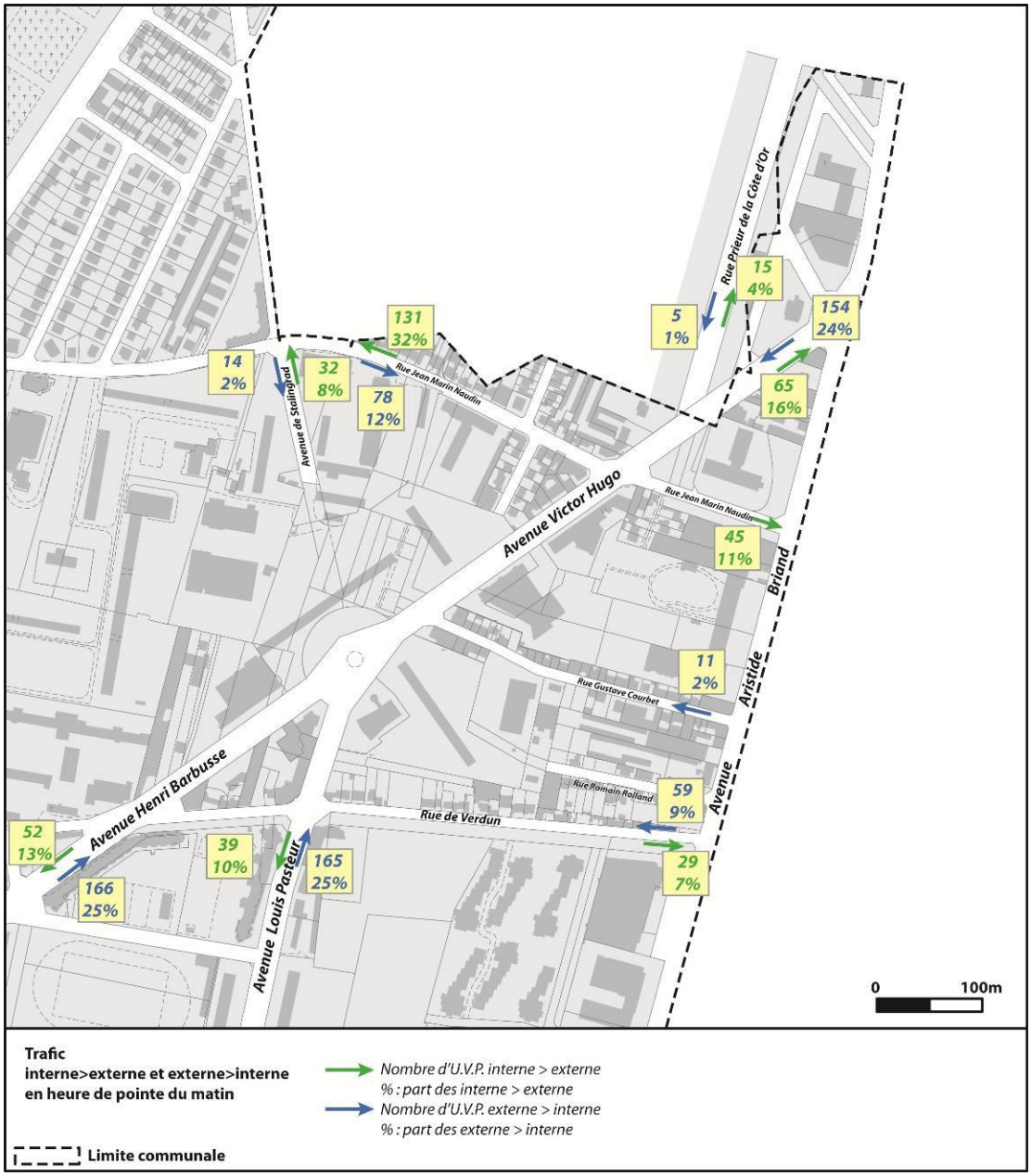
L'analyse de ces données permet de connaître les axes empruntés par les personnes qui ont un lien direct avec le quartier enquêté ; les flux pris en compte dans cette analyse, excluent, de fait, les véhicules en transit.
En heure de pointe du matin, les personnes qui sortent de la zone d'étude peuvent être assimilées aux habitants du quartier. En revanche, celles qui y entrent sont pressenties comme des automobilistes venant travailler dans le quartier.
Les habitants du secteur qui quittent le quartier le matin se dirigent vers trois directions :

- le nord/ouest : 40 % du trafic, soit 163 U.V.P.,
- la RD 920 : 38 % du trafic, soit 154 U.V.P.,
- le sud : 23 % du trafic, soit 91 U.V.P.

[9] HPM : Heure de Pointe du Matin

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 29 : Les principales entrées et sorties du périmètre



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

La rue Jean Marin Naudin est la voie la plus utilisée par les habitants pour sortir de la zone d'étude, plus de 130 automobilistes l'utilisent (32% de l'ensemble des véhicules qui sortent de la zone).
L'avenue Victor Hugo, l'avenue Henri Barbusse et l'avenue Louis Pasteur constituent les trois points d'entrée principaux de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pour les personnes qui travaillent dans le secteur. Près de trois véhicules sur quatre (74%) qui entrent dans la zone empruntent un de ces axes.
L'avenue Prieur de la Côte d'Or et la rue Gustave Courbet sont des points d'entrée nettement plus confidentiels ; seul 16 U.V.P. entrent par un de ces axes.
La répartition globale sur l'ensemble du quartier pour les véhicules qui entrent dans la zone est la suivante :

- le nord/ouest : 14 % du trafic, soit 92 U.V.P.,
- la RD 920 : 36 % du trafic, soit 229 U.V.P.,
- le sud : 50 % du trafic, soit 331 U.V.P.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

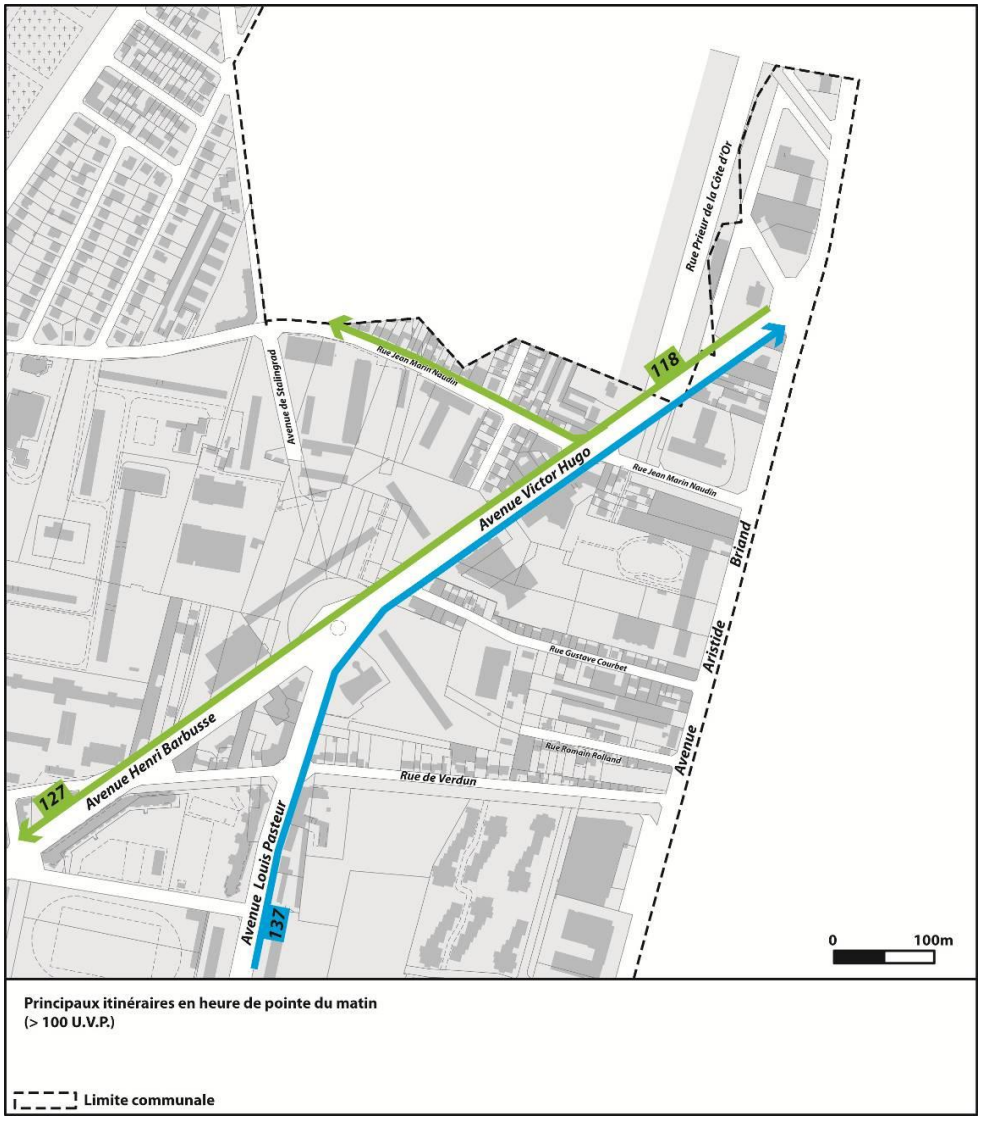
Ces données permettront dans un second temps d'évaluer les lieux de destination des futurs habitants du quartier et la provenance des personnes qui vont occuper les nouveaux emplois du secteur.

Le trafic de transit

Comme vu précédemment, le trafic de transit représente une part importante du trafic qui entre dans la zone, 66% des véhicules qui entrent dans le périmètre d'étude en ressortent rapidement (1 260 U.V.P.).
La carte suivante met en évidence les itinéraires de transit les plus empruntés par les automobilistes, plus de 100 U.V.P. en heure de pointe du matin. L'analyse de ces trafics confirme le caractère structurant de l'avenue Victor Hugo, l'avenue Henri Barbusse, l'avenue Louis Pasteur et la rue Jean Marin Naudin :

- 137 U.V.P entrent dans le périmètre par l'avenue Louis Pasteur, puis l'avenue Victor Hugo pour rejoindre la RD 920,
- 127 U.V.P. empruntent l'avenue Victor Hugo et l'avenue Henri Barbusse depuis la RD 920 pour rejoindre le sud de la commune de Bagneux,
- 118 U.V.P. se dirigent vers l'ouest de la commune depuis la RD 920, via la rue Jean Marin Naudin.

Carte 30 : Le trafic de transit à l'échelle du périmètre d'étude



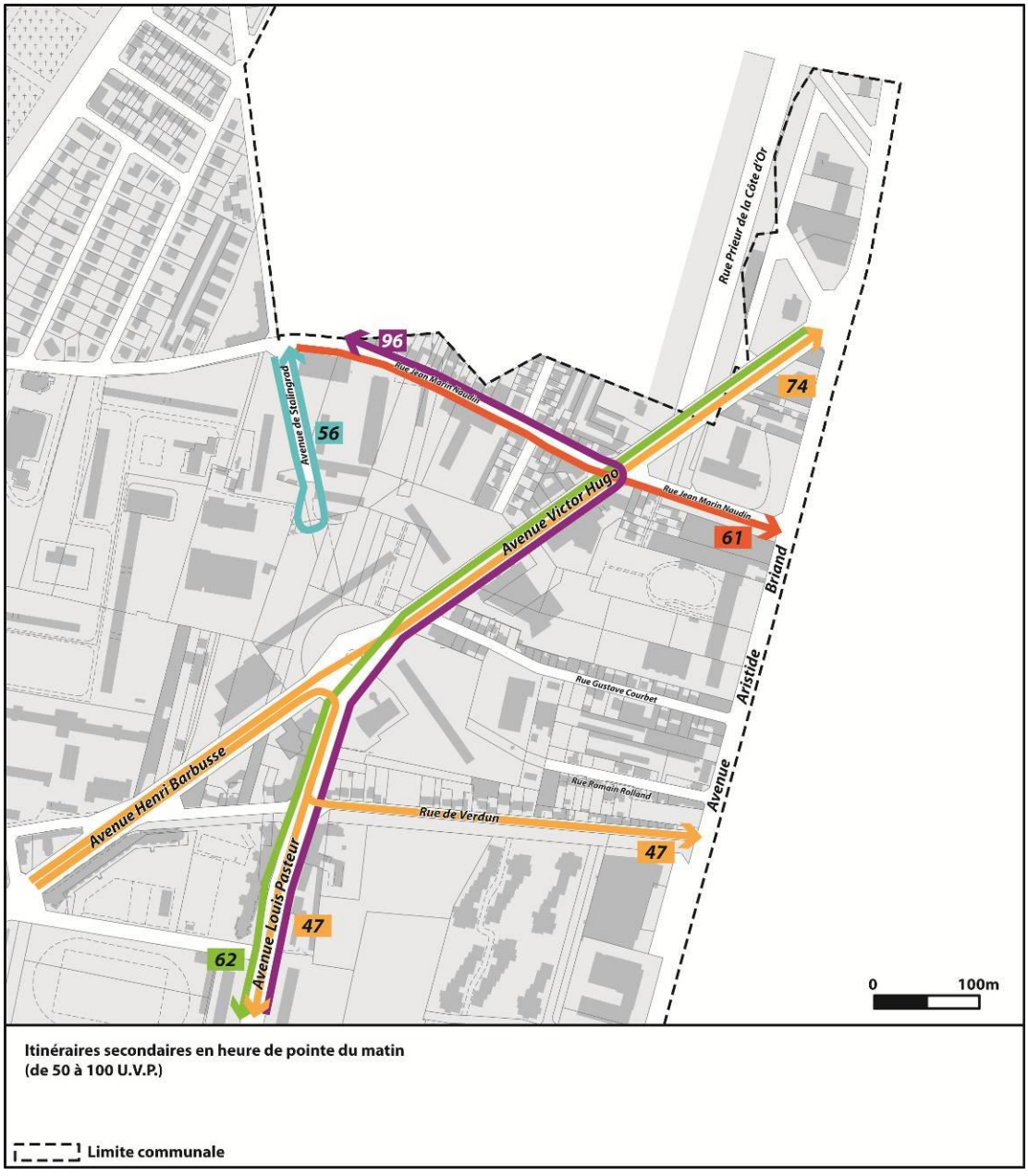
Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Les itinéraires secondaires de trafic sont répartis sur l'ensemble du périmètre d'étude :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- échanges nord <> sud via l'avenue Victor Hugo, l'avenue Henri Barbusse, l'avenue Louis Pasteur et la rue Jean Marin Naudin,
- échanges est <> ouest via la rue Jean Marin Naudin, la rue de Verdun (section située à l'est de l'avenue Pasteur),
- dépose des enfants au groupe scolaire Wallon et l'école maternelle Chateaubriand via l'avenue de Stalingrad.

Carte 31 : Les itinéraires du bus à l'échelle du périmètre d'étude (1)



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

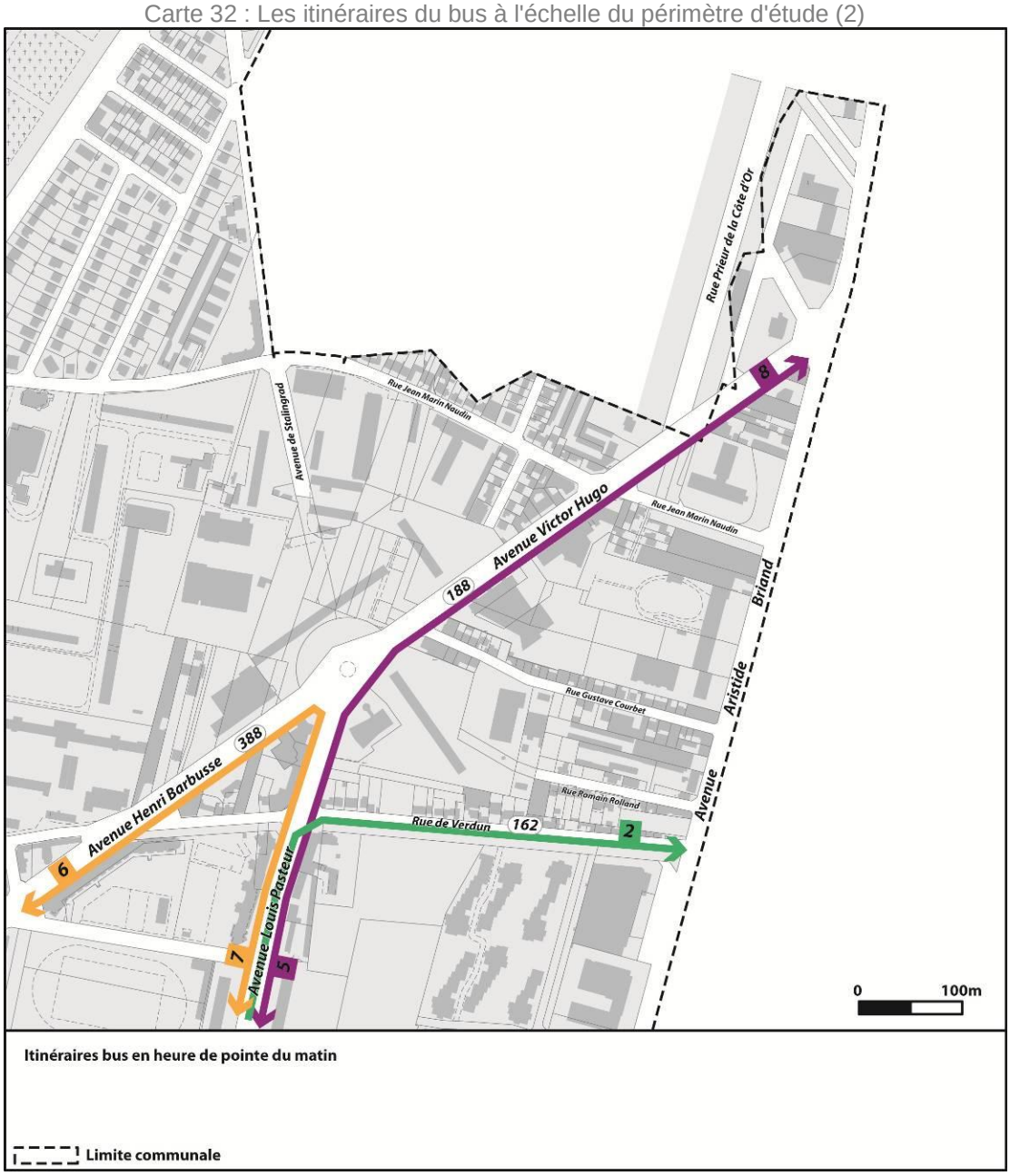
Les itinéraires de bus représentés ci-après correspondent aux trois lignes RATP qui desservent actuellement le périmètre d'étude :

- la ligne 188 a effectué 8 passages dans le sens sud > nord et 5 dans le sens inverse à l'HPM ;
- la ligne 388 a effectué 7 passages en provenance de l'avenue Henri Barbusse vers l'avenue Louis Pasteur et 6 dans le sens inverse à l'HPM ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- la ligne 162 a effectué 2 passages. Son trajet dans le quartier se fait uniquement dans un sens de circulation, de l'avenue Pasteur vers la RD 920.

Carte 32 : Les itinéraires du bus à l'échelle du périmètre d'étude (2)



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Bilan

Le niveau de trafic du secteur est acceptable au regard de la capacité du réseau viaire. Aucune voie ne présente un niveau de trafic en heure de pointe susceptible de générer des difficultés de circulation. Les files de circulation les plus chargées accueillent environ 500 U.V.P par heure, aux heures les plus chargées de la journée, ce qui ne constitue pas un trafic particulièrement élevé.

Le périmètre d'étude est cependant traversé par des axes très structurants à l'échelle de la commune, principalement :

- l'avenue Victor Hugo,
- l'avenue Henri Barbusse,
- l'avenue Louis Pasteur,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- la rue Jean Marin Naudin (un des seuls axes de la commune permettant des échanges est-ouest à l'échelle de l'agglomération).

Une part importante du trafic accueilli par ces voies peut être qualifiée de trafic de transit. Les véhicules entrent dans la zone et en ressortent immédiatement ou après un court arrêt. Ces voies sont utilisées comme des axes de délestage ; ils permettent aux automobilistes de ne pas emprunter la RD 920 (principalement pour les trois avenues citées ci-dessus) et d'éviter le carrefour de la Vache Noire (rue Jean Marin Naudin), souvent encombré, malgré un réaménagement.

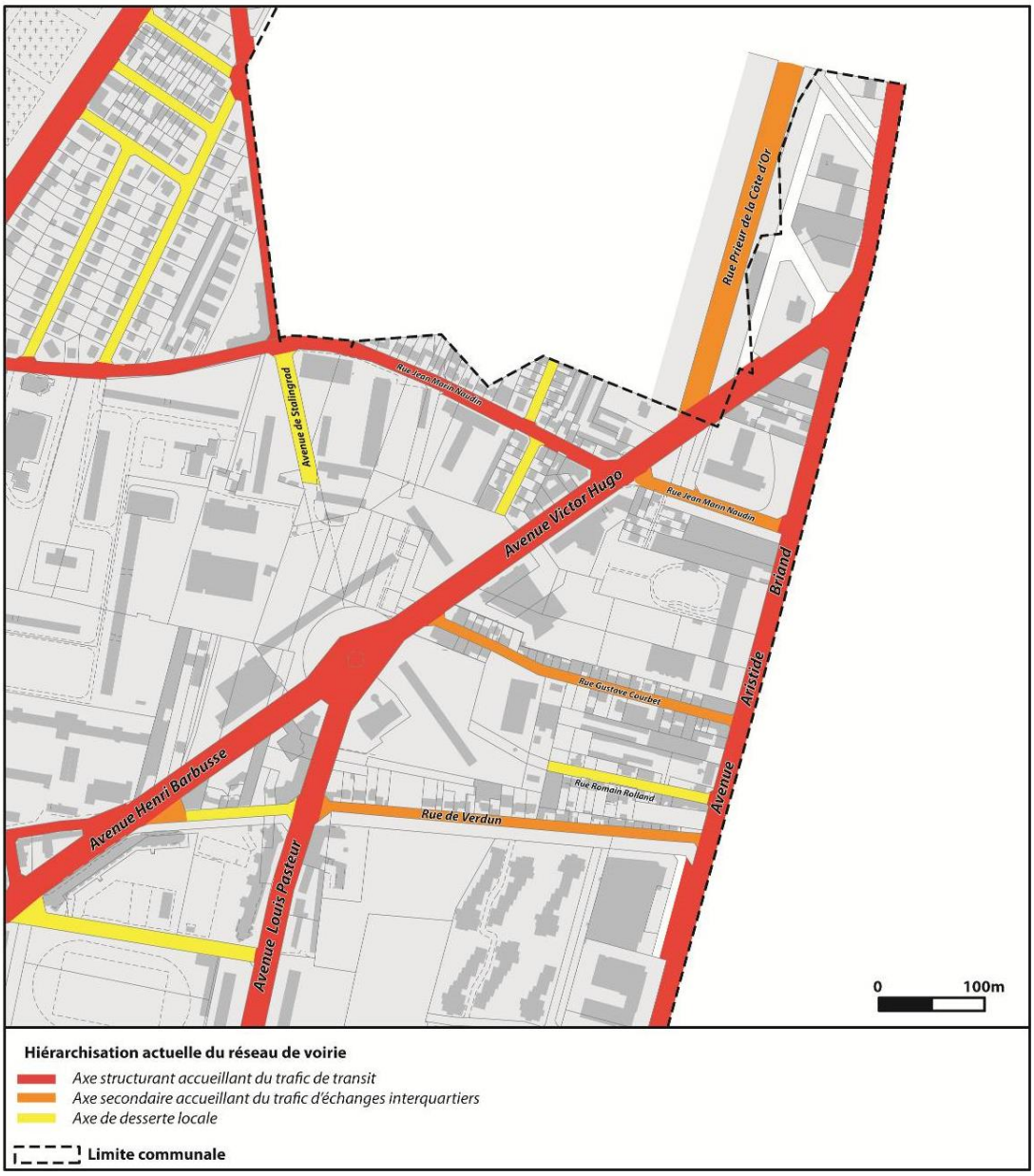
L'ensemble des résultats analysés ont permis d'établir le schéma actuel de hiérarchisation de la voirie :

- axe structurant accueillant du trafic de transit,
- axe secondaire accueillant du trafic d'échanges interquartiers,
- axe de desserte locale.

La classification des différents axes du périmètre a nécessité la prise en compte d'un ensemble de données : niveau de trafic, part du trafic de transit, expertise in-situ…
L'évolution du territoire va cependant conduire à une augmentation des niveaux de trafic ; nous en évaluerons les impacts dans la deuxième partie du dossier. Une attention particulière sera portée sur la nouvelle trame viaire : conséquences sur la répartition du trafic, mesures à mettre en œuvre pour faire respecter le plan de hiérarchisation de la voirie souhaité.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 33 : Hiérarchisation de la voirie à l'échelle du périmètre d'étude



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

C. LA GESTION DU STATIONNEMENT

Les termes ci-dessous sont des termes couramment utilisés dans le cadre d'études stationnement. Ils permettent d'avoir une vision précise de l'offre et de la demande en stationnement sur un secteur et seront calculés pour le secteur de la ZAC Victor Hugo.

- **Taux d'occupation :** Rapport entre le nombre instantané de véhicules sur places autorisées et le nombre de places autorisées
- **Taux de vide :** Rapport entre le nombre instantané de places autorisées libres et le nombre de places autorisées

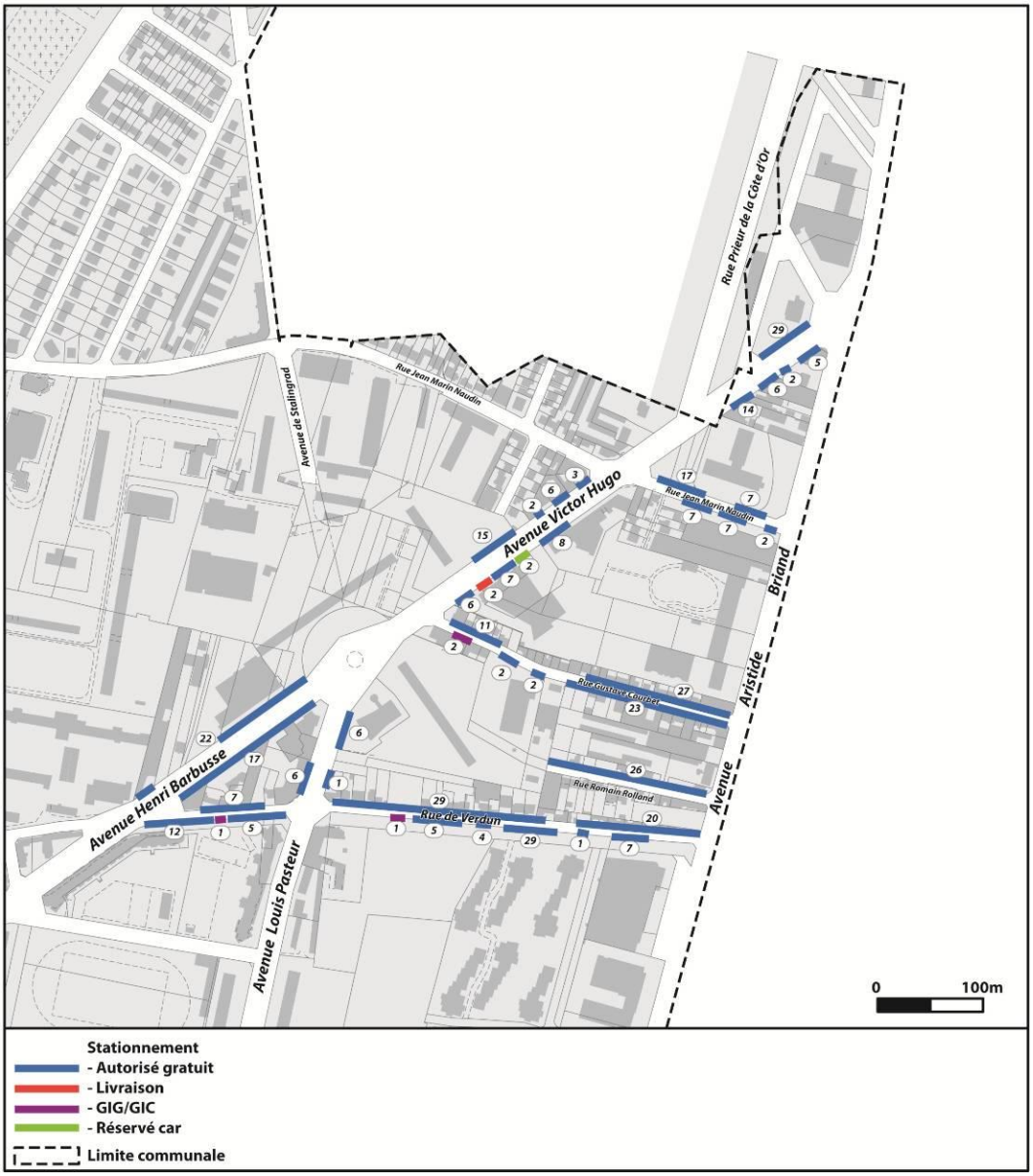
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Taux de congestion :** Rapport entre le nombre instantané de véhicules en stationnement (autorisé et interdit) et le nombre de places autorisées
- **Taux d'interdit :** Rapport entre le nombre instantané de véhicules en stationnement interdit, et le nombre total de véhicules en stationnement (autorisé et interdit)

Offre et règlementation actuelle

Le stationnement autorisé ou réservé

Carte 34 : Le stationnement autorisé ou réservé à l'échelle du périmètre d'étude



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

L'ensemble de l'offre en stationnement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est gratuite. Les places sont réparties de la manière suivante :

- 413 places gratuites autorisées
- 2 places de livraisons, 4 places GIG-GIC et 2 emplacements réservés aux cars

Ces places sont réparties sur l'ensemble de la zone d'étude, de part et d'autre de la chaussée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le stationnement interdit

La zone dispose d'un nombre important de places de stationnement non autorisées :

- 137 places où le marquage interdit le stationnement
- 25 places au niveau des arrêts de bus
- 33 places au niveau des passages piétons
- 104 places au niveau de bateau pavé
- 12 places dans des carrefours

Ces places (311) représentent 42% du stationnement total de la zone.

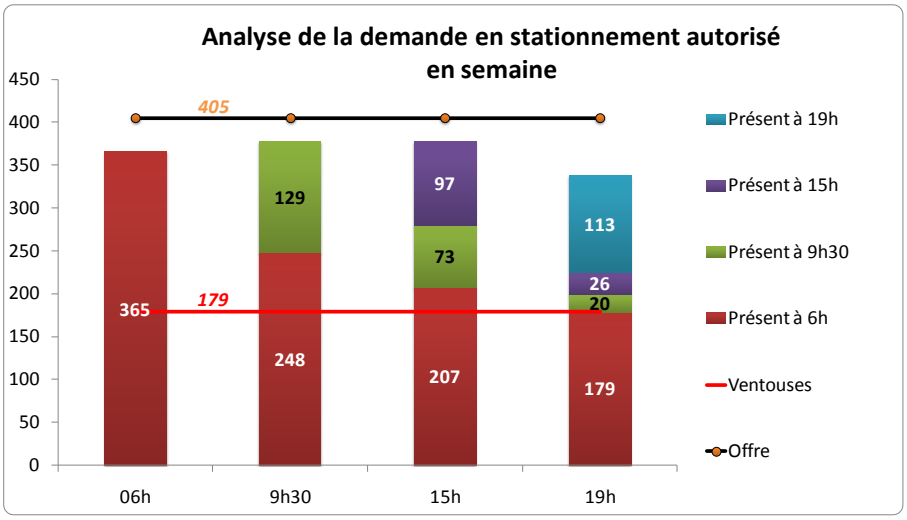
Analyse de la demande actuelle en semaine

L'occupation du stationnement autorisée est importante ; elle est supérieure à 80% sur l'ensemble de la journée et dépasse les 90 % de 6h à 15h (au plus tôt).

	6h	9h30	15h	19h
Taux d'occupation	90 %	93 %	93 %	83 %

Près de 180 véhicules ne changent pas d'emplacement durant toute la journée. Ces véhicules sont appelés des voitures ventouses ; ils appartiennent à des résidents du secteur qui n'utilisent pas leur véhicule personnel régulièrement et le laisse stationner plusieurs jours de suite, voire plusieurs semaines sans l'utiliser.

Illustration 32 : Analyse de la demande en stationnement autorisé en semaine



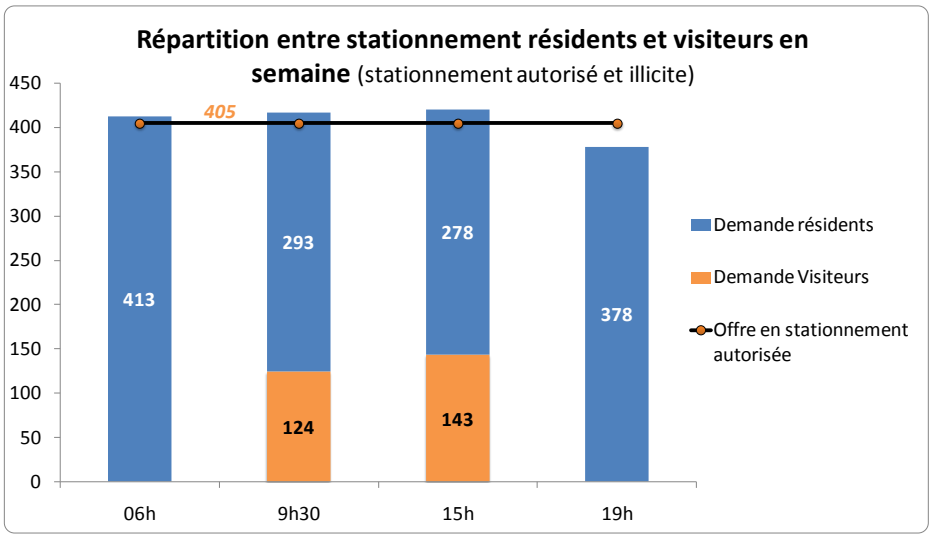
Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Avec l'arrivée de la ligne 4 de métro dans le secteur, programmée pour 2017/2018, et celle d'Arc Express ou du projet du Grand Paris, les habitudes de déplacements vont être modifiées. Le taux de motorisation du secteur devrait diminuer, les habitants privilégiant les transports collectifs pour leurs déplacements.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le stationnement dans le quartier a aujourd'hui une vocation très résidentielle, les visiteurs représentant seulement 30 % des voitures stationnées à 9h30 et 34 % à 15h.

Illustration 33 : Répartition entre stationnement résidents et visiteurs en semaine



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

En tenant compte de l'ensemble des véhicules stationnés sur le secteur (véhicules autorisés et illicites), nous pouvons nous rendre compte que le secteur est congestionné. En effet, le taux de congestion dépasse légèrement les 100 % pendant la journée, pour finalement diminuer en fin d'après-midi.
Cependant, ce taux de congestion est acceptable et ne représente pas, à court terme, une problématique très critique pour le secteur. On considère qu'un secteur est congestionné quand ce taux dépasse les 110 %.
Il nécessite cependant que du stationnement soit envisagé pour les futurs équipements et logements du secteur. Cette question sera précisément étudiée dans la deuxième partie du dossier.

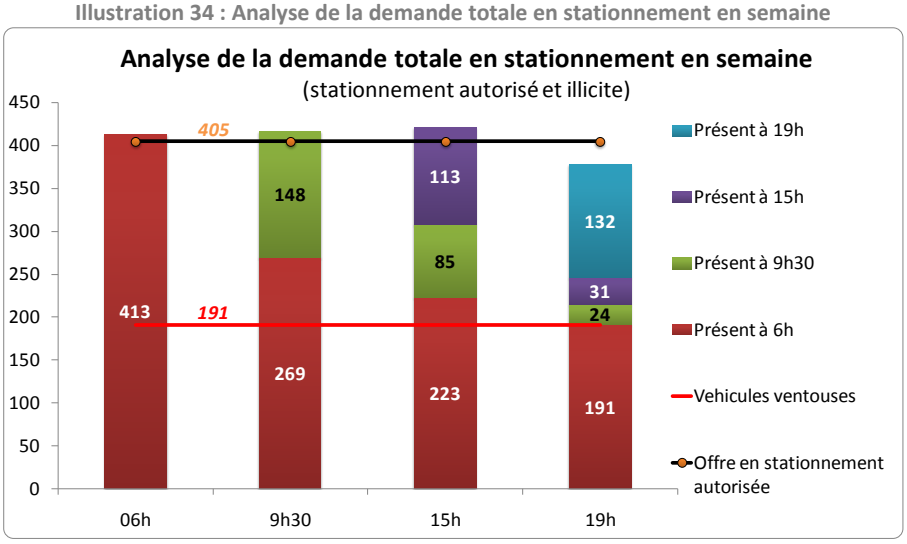
	6h	9h30	15h	19h
Taux de congestion	102 %	103 %	104 %	93 %

Ce taux de congestion s'explique notamment par la présence de véhicules stationnés de manière illicite ; le taux d'interdit atteint les 10% à toute heure de la journée.

	6h	9h30	15h	19h
Taux d'interdit	12 %	10 %	10 %	11 %

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

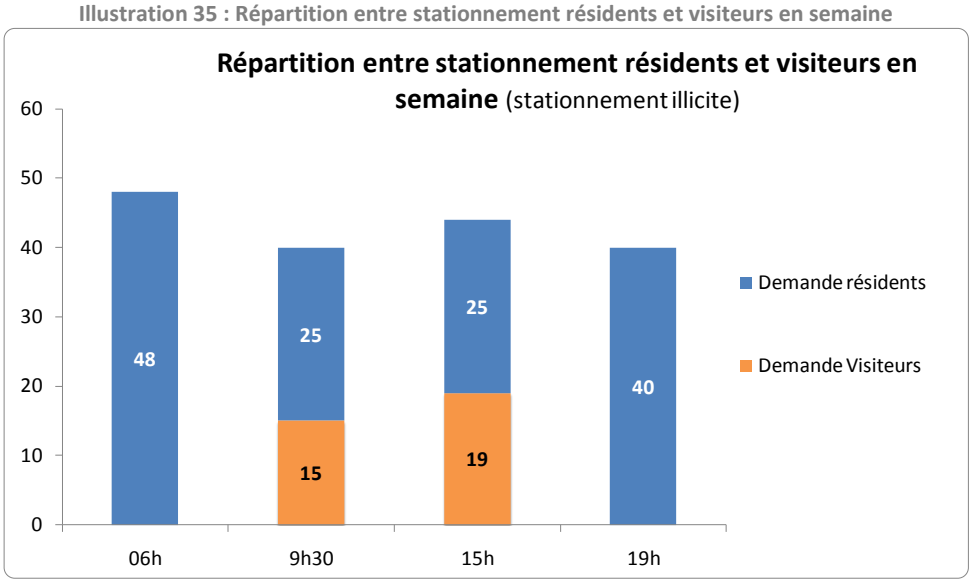
Illustration 34 : Analyse de la demande totale en stationnement en semaine



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Les résidents participent de manière importante au stationnement illicite dans le quartier, ils représentent près d'un véhicule sur trois en stationnement interdit à 9h30 du matin et 57 % à 15h.

Illustration 35 : Répartition entre stationnement résidents et visiteurs en semaine

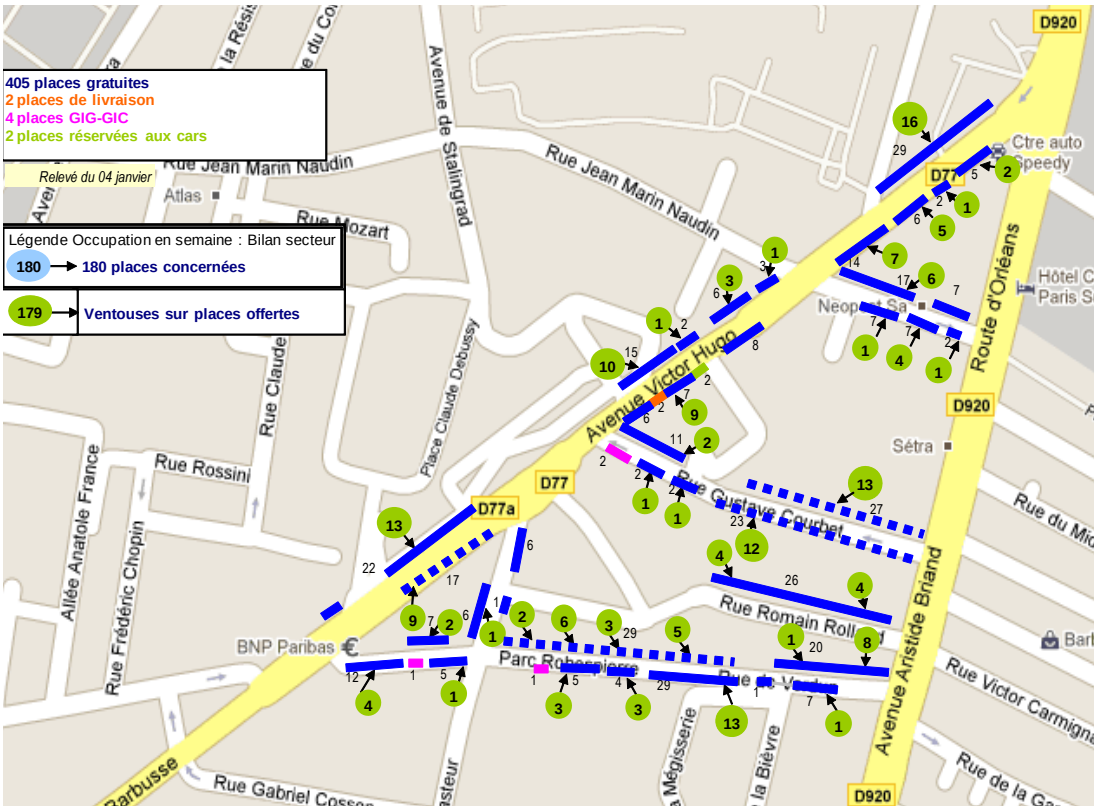


Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Le stationnement des voitures ventouses se fait sur l'ensemble du périmètre d'étude. Toutes les rues ont une partie de leur stationnement occupé par des voitures qui ne sont pas utilisées de la journée en semaine. L'enquête complémentaire, réalisée le week-end, permettra de savoir si ces voitures sont utilisées par leurs propriétaires en dehors des déplacements domicile-travail.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 35: Répartition des voitures ventouses sur l'ensemble du périmètre d'étude



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

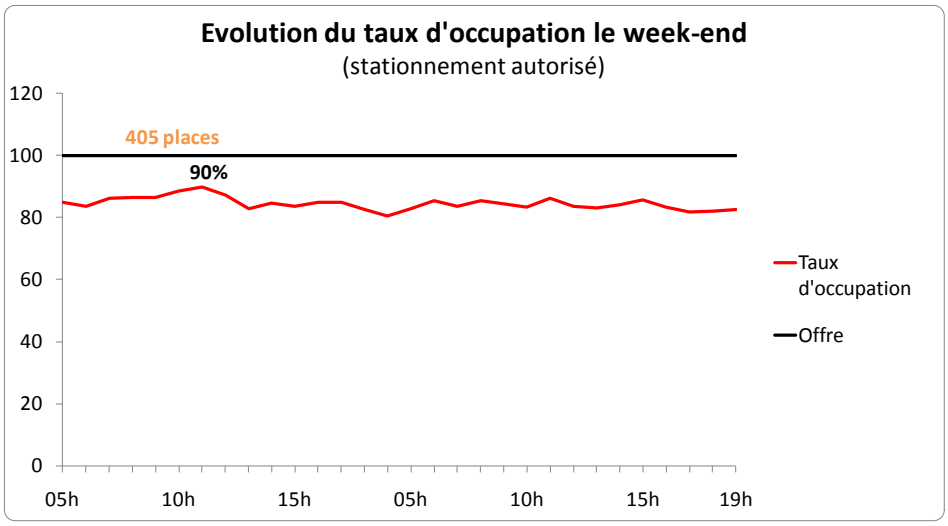
Analyse de la demande actuelle le week-end

Préambule : Les résultats d'enquêtes du week-end sont présentés sur le même graphique le samedi et le dimanche. Le relevé a été programmé de telle sorte que le premier tour du dimanche s'appuie sur les véhicules présents lors du dernier tour du samedi pour avoir un suivi précis des voitures ventouses et de l'occupation du stationnement interdit.

L'occupation du stationnement autorisée est également importante le week-end. Comme la semaine, elle est supérieure à 80% sur l'ensemble de la journée mais en revanche, elle ne dépasse pas les 90 %.

Illustration 36: Evolution du taux d'occupation le weekend

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

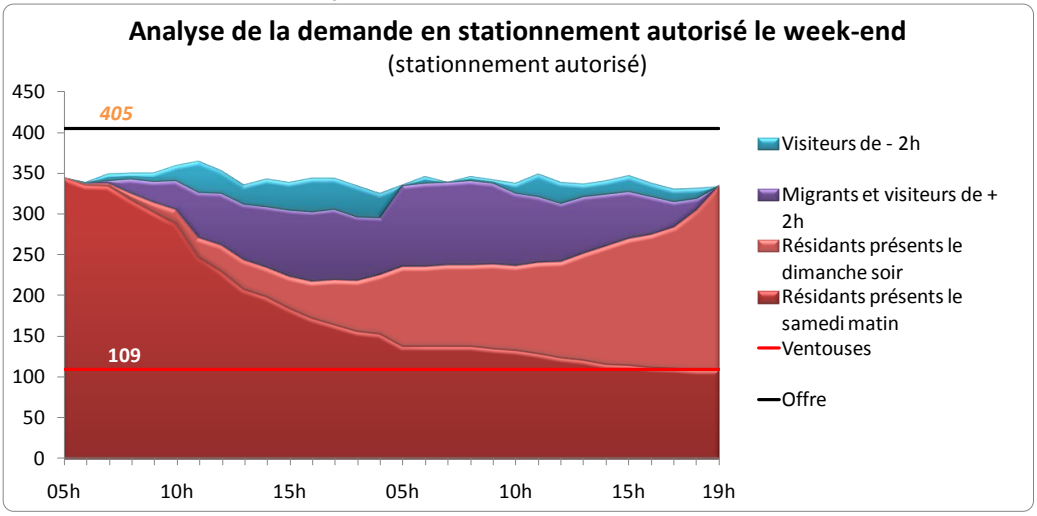


Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Le stationnement ventouse est lui aussi important. Plus de 100 véhicules ne changent pas d'emplacement durant tout le week-end, contre 180 véhicules en semaine. Ces données signifient que la moitié des personnes qui n'utilisent pas leur voiture la semaine, s'en servent le week-end, pour faire un déplacement dans la journée et/ou quitter le quartier pour la nuit.

Le graphique ci-dessous montre que le nombre de résidents présents le samedi matin et le dimanche soir est équivalent. En revanche, la part des résidents présents le samedi après-midi (résidents présents le samedi matin et résidents présents le dimanche soir) est nettement moins importante.

Illustration 37 : Analyse de la demande en stationnement autorisé le weekend

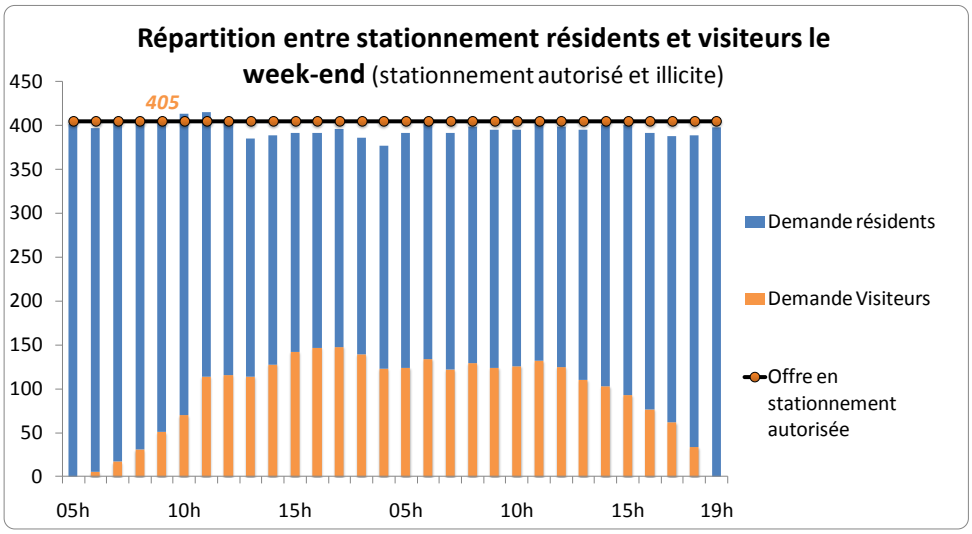


Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

La part des visiteurs est supérieure ou égale à 30 % de 14h le samedi à 12h le dimanche. En revanche, les visiteurs « courte durée (moins de 2h) » sont plus nombreux le samedi que le dimanche, ce qui peut s'expliquer par la présence de commerces. Les visiteurs du quartier qui viennent le dimanche matin restent généralement plus de 2h.
Contrairement à la semaine, la présence de visiteurs ne baisse pas le samedi soir. La répartition entre résidents et visiteurs est similaire entre une journée de la semaine et la totalité du week-end.

Illustration 38 : Répartition entre le stationnement résidents et les visiteurs le weekend

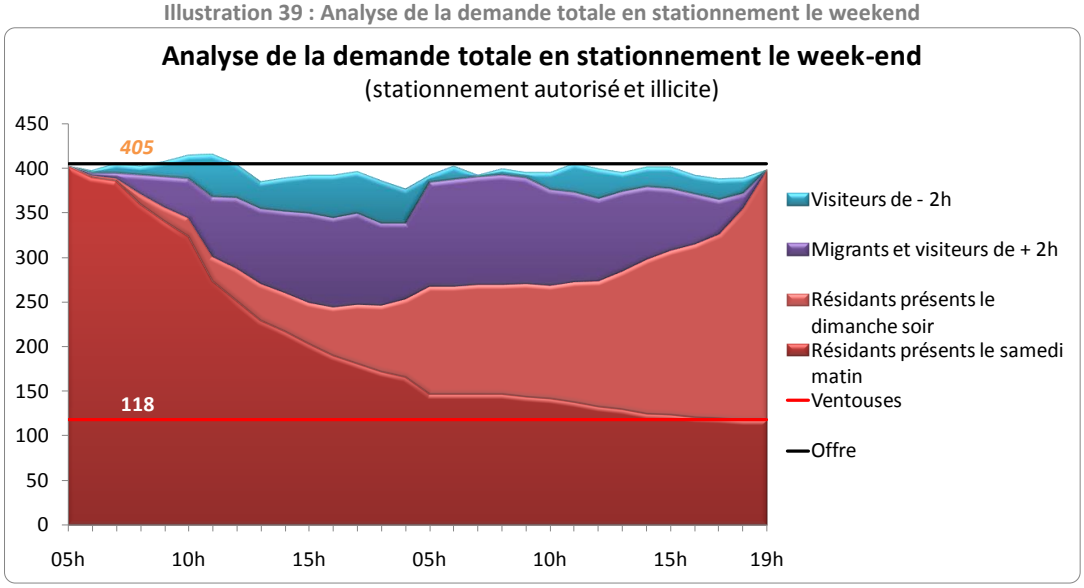
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

La congestion du secteur est nettement moins importante le week-end que la semaine. En effet, le taux de congestion (stationnement autorisé et illicite) dépasse les 100 % uniquement de 10h à 12h, le samedi.

Illustration 39 : Analyse de la demande totale en stationnement le weekend

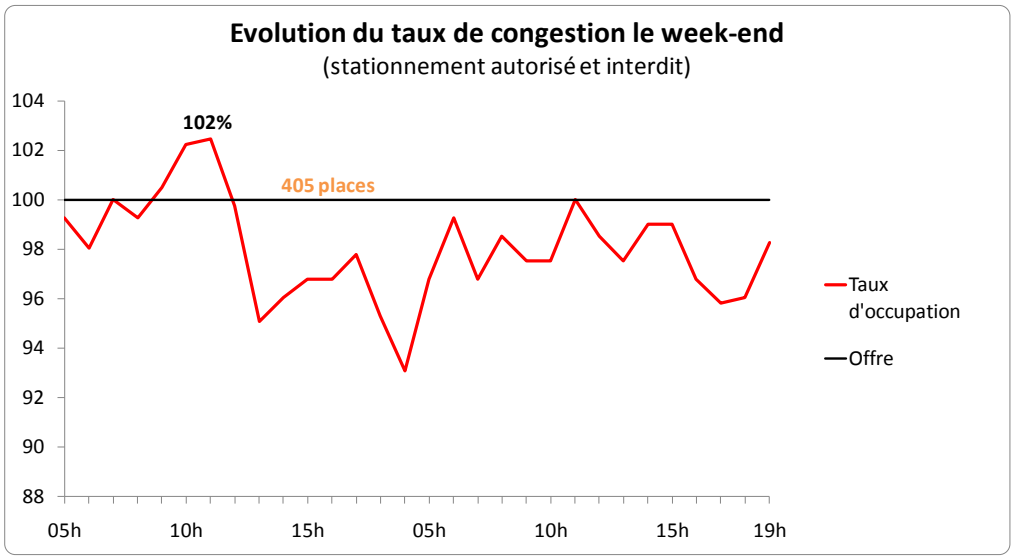


Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Le taux de congestion est au plus bas le samedi soir à 19h, il est de 93 %.

Illustration 40 : Evolution du taux de congestion le weekend

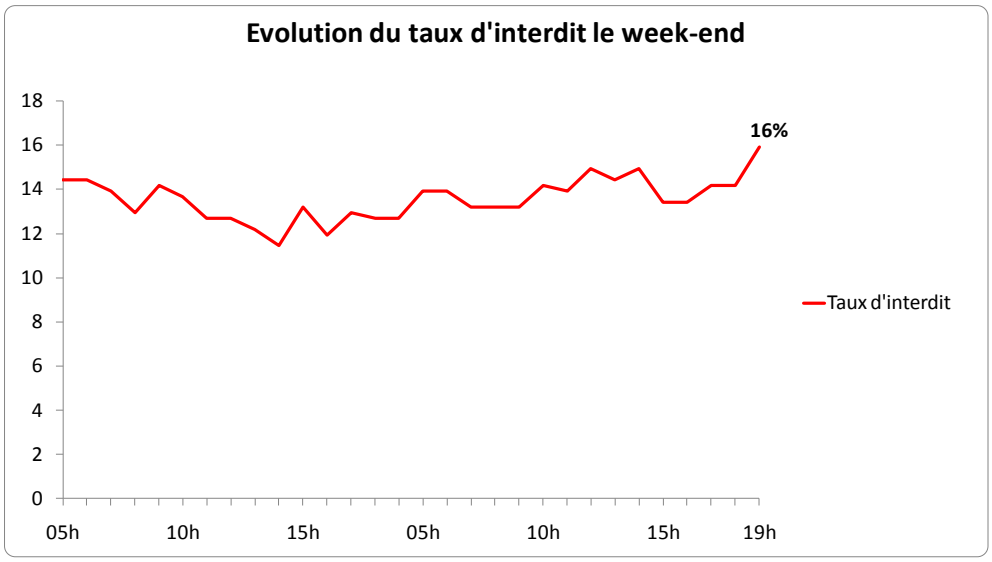
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Ce taux de congestion s'explique notamment par la présence de véhicules stationnés de manière illicite ; le taux d'interdit dépasse les 11% sur l'ensemble du week-end. De manière générale, le nombre de voitures stationnées de manière illicite est supérieur à la semaine, bien que le taux de congestion soit inférieur : entre 50 et 60 voitures sont stationnées de manière illicite le week-end, contre 40 à 50 en semaine.

Illustration 41 : Evolution du taux d'interdit le weekend

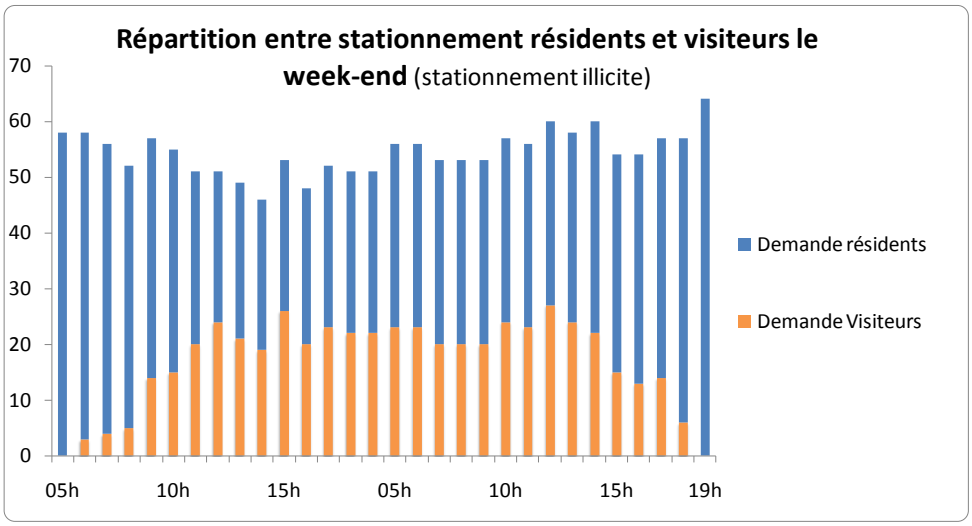


Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Comme en semaine, les visiteurs participent de manière importante au stationnement illicite dans le quartier, ils représentent plus d'un véhicule sur trois de 11h le samedi à 15h le dimanche. Une fois de plus la répartition entre visiteurs et résidents est la même sur une journée en semaine que sur l'ensemble du week-end.

Illustration 42 : Répartition entre stationnement résidents et visiteurs le weekend

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Le stationnement des voitures ventouses se fait, comme en semaine, sur l'ensemble du périmètre d'étude. Toutes les rues ont une partie de leur stationnement occupé par des voitures qui ne sont pas utilisées de la journée en semaine.

En revanche, comme nous l'avons vu précédemment, le nombre de voitures ventouses est divisé par deux le week-end. Cependant, le nombre de personnes qui n'utilise leur voiture ni le week-end, ni la semaine est relativement élevé, autour de 100 véhicules.

Illustration 43: Répartition des voitures ventouses sur l'ensemble du périmètre d'étude le weekend



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Le stationnement privé

Les parkings gérés par les bailleurs sont très occupés, la nuit et également en journée. Les places ne sont pas numérotées et il n'y a aucune possibilité d'abonnement ; les « premiers arrivés » occupent les places disponibles.
Le stationnement des parkings des logements, situés aux 11-15 allées du Rond-Point des Martyrs Châteaubriand, sont occupés en journée à environ 65 % et sont saturés la nuit. Ces trois parkings sont gérés par des barrières, ce qui limite l'accès aux seuls résidants. Ces parkings sont globalement en bon état, avec un éclairage suffisant, un bon état de la chaussée et un marquage au sol relativement lisible, en dehors du parking dont l'entrée se fait par l'avenue Victor Hugo où les places ne sont pas délimitées par de la peinture.
Le parking situé au 61 avenue Louis Pasteur est lui aussi très saturé, la nuit et en journée, d'autant plus que ce parking n'est pas fermé par des barrières. En journée, son occupation avoisine les 90 %, le parking étant utilisé par des entreprises voisines de l'immeuble. L'état de la chaussée et le marquage au sol sont relativement bons mais l'éclairage est de mauvaise qualité.
Quelques voitures « épaves » sont présentes sur l'ensemble de ces parkings.

Bilan du stationnement

L'occupation de l'offre en stationnement autorisée dans le secteur est importante, le taux de vide ne dépasse pas les 10% pendant la journée en semaine et atteint les 20% le samedi soir et 18 % le dimanche soir. L'occupation est la plus élevée en semaine, sur une partie importante de la journée, et le samedi, aux alentours de 10h, les visiteurs venant occuper les places libres du secteur. En semaine, en tenant compte des véhicules stationnés de manière illicite, l'offre en stationnement est saturée, en dehors de la période de la fin d'après-midi où une partie des résidents n'est pas encore revenue du travail.

Le stationnement privé étant également saturé, il ne représente pas une solution pour soulager le stationnement résidentiel extérieur.
Toutefois, la situation actuelle n'est pas alarmante ; un taux d'occupation de 100% est relativement courant dans les quartiers où le stationnement résidentiel est important. Cela ne signifie pas la présence de difficultés particulières.

La question du stationnement n'est cependant pas à négliger dans ce quartier où des évolutions importantes sont attendues, tant en terme d'équipements que de logements. Les besoins des logements et des bureaux devront être gérés à la parcelle ; le stationnement des visiteurs pourra lui se faire sur voirie.

Par ailleurs, le très important taux de véhicules ventouses (près de 50 % de la demande totale en semaine et de 30% le week-end) permet de supposer que les résidents n'utilisent que très peu, voire pas, leurs véhicules, particulièrement en semaine. L'arrivée conjointe de la ligne 4 du métro, du Grand Paris Express mais aussi d'Autolib permettra de répondre aux besoins occasionnels en déplacement d'une part importante des propriétaires de ces véhicules.

Analyse du stationnement actuel à l'échelle des quartiers Nord de Bagneux

L'étude pour l'élaboration d'une politique de stationnement à l'échelle du quartier Nord à horizons 2020 et 2030 réalisée par Sareco en juillet 2014 établit un bilan confrontant l'estimation de la demande à l'évolution de l'offre en stationnement (sur voirie et dans les nouvelles constructions) sur le secteur Nord de Bagneux. De nouvelles enquêtes ont été réalisées pour les besoins de cette étude, incluant notamment le secteur de la Pierre Plate et les parkings résidentiels de pieds d'immeubles. De manière générale sur le périmètre de la ZAC Victor Hugo, le rapport apporte plusieurs conclusions :

L'offre en stationnement en 2014 :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

En 2014, l'ensemble du quartier Nord, y compris le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, est avant tout résidentiel. Hors logements, ses principaux générateurs sont des immeubles de bureaux situés le long de la RD 920 qui disposent de leurs propres parkings. L'offre de stationnement se caractérise par :

- du stationnement public gratuit sur voirie, principalement dans l'habitat individuel ;
- du stationnement privé sur voies privées ouvertes au public ou du stationnement privé protégé dans des parkings au sol ou souterrains.

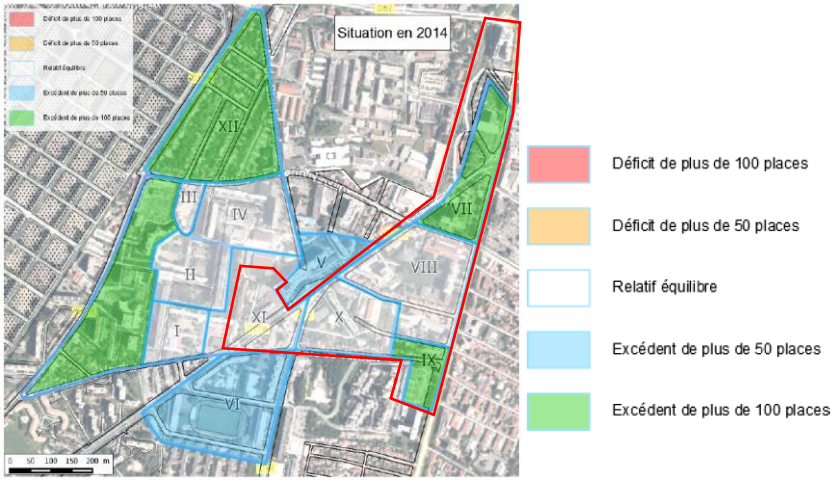
La demande se caractérise par une demande résidentielle :

- 0.48 place louée par logement (ne comptabilise pas la demande en dehors des parkings privés payants des résidences)
- plus de 0.66 véhicules/logements la nuit

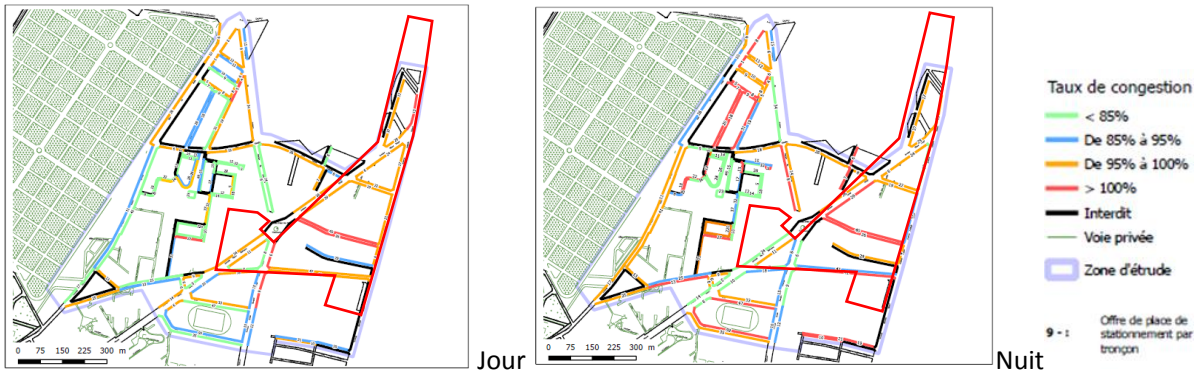
Une demande des travailleurs :

- Une part importante des places est réservée ce qui limite le foisonnement et donc la capacité des parkings
- Le taux de venue en voiture compris entre 40 et 50%

L'offre est aujourd'hui nettement supérieure à la demande ce qui permet de trouver un endroit pour stationner plus ou moins licite.



On note une pointe de demande la nuit, mais la situation reste confortable



Toutefois cette situation nuit aux piétons dont les déplacements sont sérieusement entravés par du stationnement sur trottoir (notamment sur les rues Pierre Plate et Fririon au nord de la ZAC). Par ailleurs, certains espaces verts sont aussi pollués visuellement par la présence de véhicules de chaque côté des voies (à l'exemple de la rue courbet).

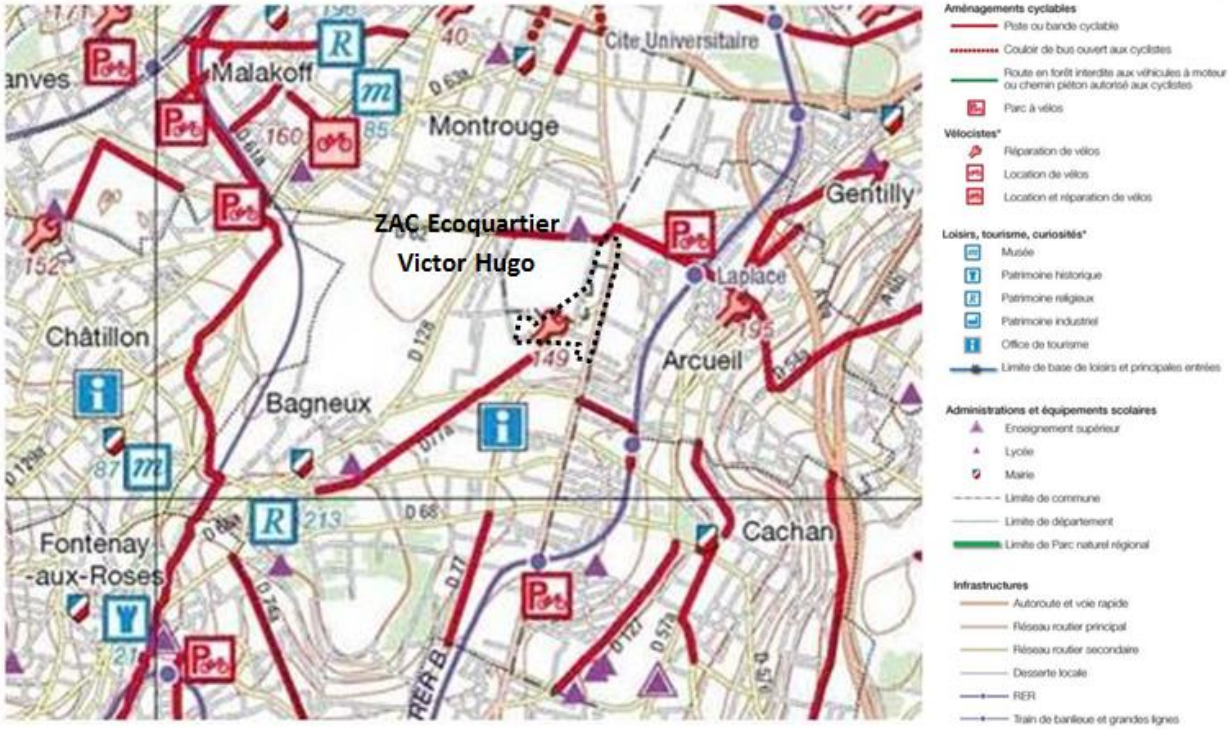
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. LES AMENAGEMENTS DES MODES DOUX

Les aménagements actuels

Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est situé à relative proximité de quelques aménagements cyclables existants sur la commune de Bagneux et sur les communes voisines.

Carte 36: Répartition des pistes cyclables à l'échelle du périmètre d'étude



Source : Région-Ile-de-France, 2008

Les pistes cyclables unidirectionnelles aménagées sur le boulevard Henri Barbusse permettent depuis l'extrémité sud de la ZAC de rejoindre le centre-ville de Bagneux sur un itinéraire continu et sécurisé.
Les bandes cyclables unidirectionnelles rue Laplace facilitent également le déplacement à vélo depuis la ZAC Ecoquartier Victor Hugo jusqu'à la gare RER de Laplace, même si les aménagements sont existants uniquement depuis le centre commercial de la Vache Noire. Il est cependant possible pour les cyclistes d'emprunter la rue Prieur de la Côte d'Or aménagée en zone 30 et donc favorable à la circulation des vélos.

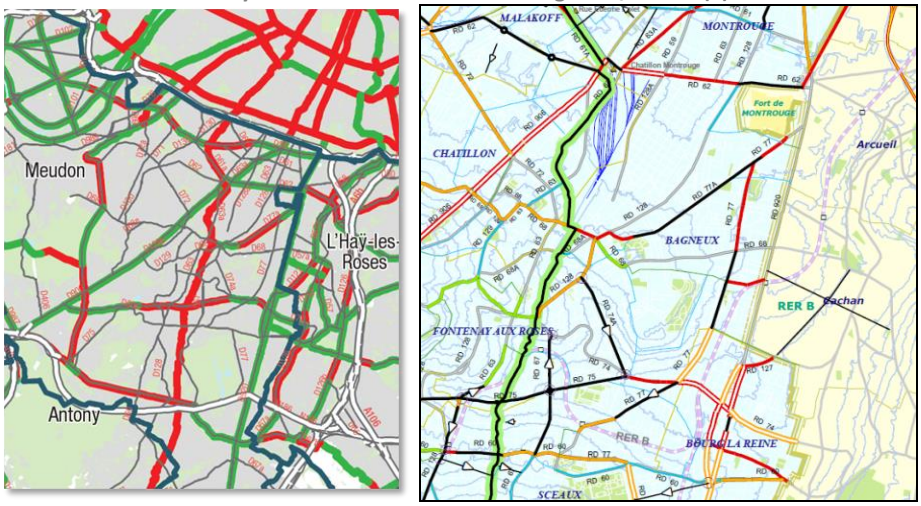
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Le schéma directeur des aménagements cyclables de Bagneux

La commune de Bagneux s'est engagée en 2013 dans l'élaboration du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables. A l'échelle régionale, le Plan de Déplacement Urbain en Ile-de-France (PDUIF) fixe des objectifs ambitieux en matière de développement des modes actifs de déplacements avec un objectif de croissance de 10 % des déplacements en modes actifs. Ce document cadre a été complété par un Plan régional Vélo (validé en Juin 2011) qui définit un certain nombre d'itinéraires structurants à l'échelle régionale, ainsi qu'un panel d'actions spécifiques de promotion du mode vélo (stationnement et service, portail vélo régional, accessibilité des lycées, jalonnement…) et des critères de financement des projets vélo des collectivités locales.

Extrait de la carte des itinéraires cyclables inscrits au Plan vélo Régional / PDUIF (1) et SDCD des Hauts-de-Seine



Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Au niveau départemental le Conseil Général des Hauts-de-Seine a également défini un Schéma Directeur des Circulations Douces (SDCD) sur son territoire, avec l'inscription d'itinéraires structurants en termes de desserte cyclable.

La volonté de la commune de Bagneux de s'engager dans l'élaboration d'une politique cyclable, via la définition de son Schéma Directeur des Itinéraires Cyclable (SDIC), répond à des objectifs fixés à l'échelle régionale, et intègre les orientations définies au niveau du Département et de l'agglomération :

- Etablir un réseau maillé, sécurisé et hiérarchisé d'itinéraires cyclables ;
- Résorber les discontinuités actuelles d'aménagement et les points durs du réseau ;
- Faciliter et sécuriser les déplacements cyclables en réduisant les effets de coupure urbaine ;
- Améliorer le rabattement cyclable vers les principaux équipements de la commune ;
- Faciliter les déplacements multimodaux et assurer la complémentarité entre les différents modes de transports ;
- Améliorer la qualité de vie urbaine en apaisant les conditions de circulation.

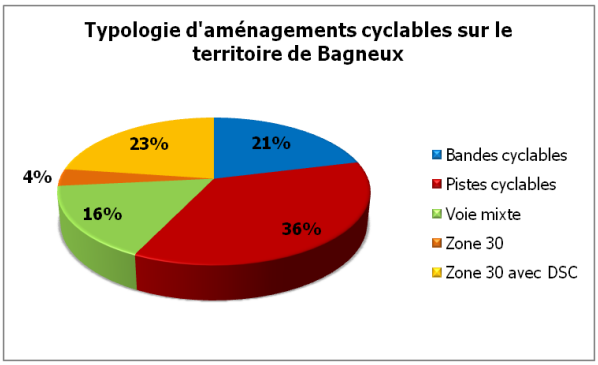
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le diagnostic du SDIC de Bagneux met en évidence plusieurs conclusions importantes à l'échelle de la commune et du périmètre d'étude :

- Une demande importante de déplacements vers l'extérieur du territoire, pour les publics actifs et scolaires ;
- Un besoin de déplacement fort vers paris, sur des distances pertinentes pour l'usage du vélo, qui souligne l'enjeu du développement d'une liaison vélo express Bagneux / Paris ;
- Des points noirs de sécurité vélo à résorber sur le territoire, mettant en évidence l'enjeu majeur de sécurisation des intersections et franchissements complexes ;
- Un relief marqué seulement sur le sud du territoire ;
- Une pratique cyclable existante mais encore méconnue.

L'analyse de l'offre cyclable actuelle :

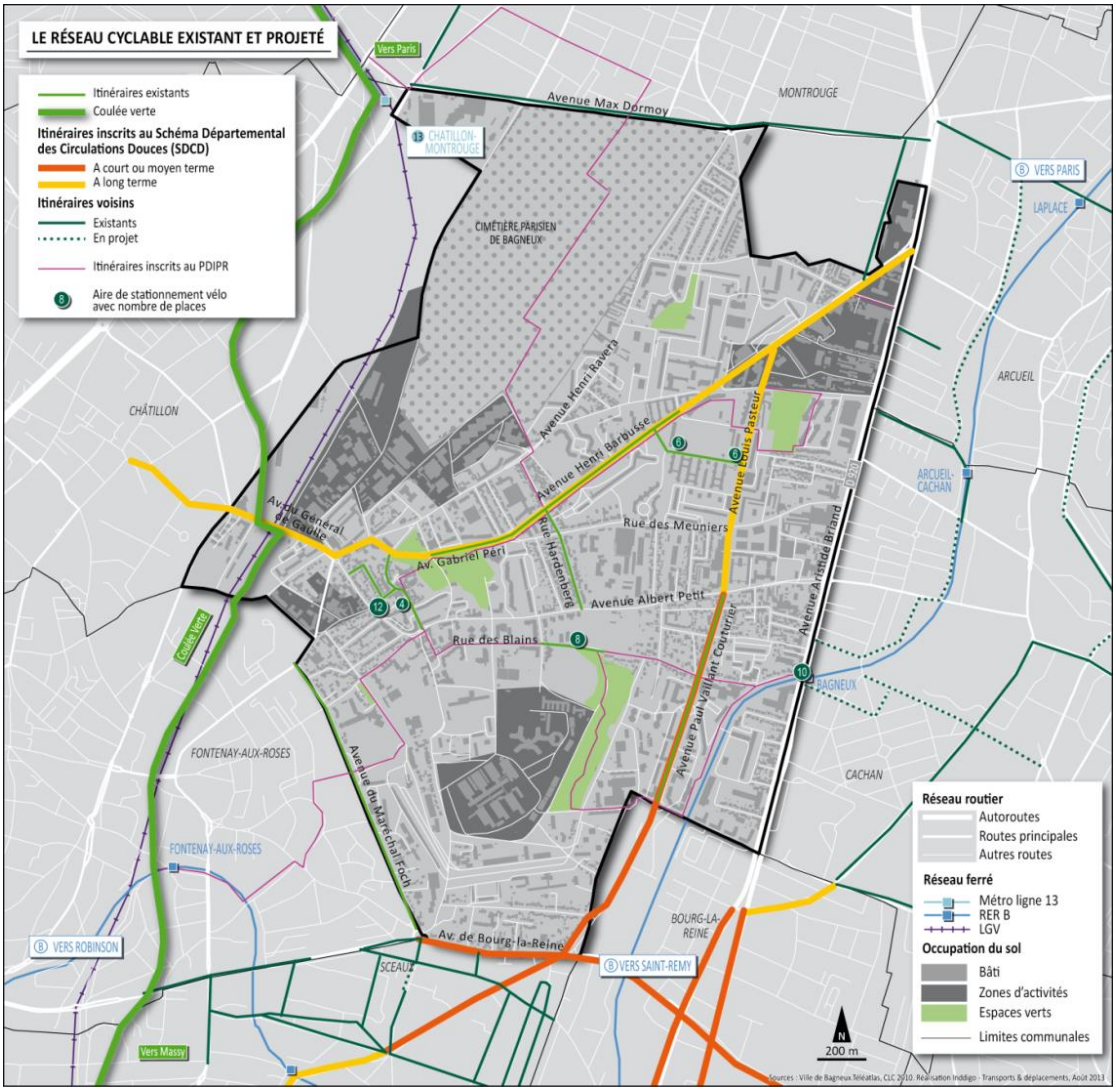
4,7 km de voirie sont aujourd'hui aménagés pour les cycles sur le réseau viaire de Bagneux. Ces aménagements sont éparses et n'assurent pas de continuité d'itinéraires, ayant été aménagés au fil des projets et opportunités d'aménagement. La typologie d'aménagements recensés sur le territoire reste aujourd'hui variée et on y retrouve la majeure partie des outils réglementaires existants pour favoriser les déplacements des cycles.



Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013.

Les pistes cyclables constituent la majeure partie du linéaire, en lien avec les axes aménagés par le Conseil Général sur ses axes départementaux. Une portion de la D77 au nord Est de la ZAC Victor Hugo est projetée à l'inscription à long terme au Schéma Départemental des Circulations Douces.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Les enjeux suivants sont identifiés :

- Une absence de « réseau » des aménagements cyclables actuels ;
- Un enjeu de sécurisation des intersections ;
- Un enjeu d'amélioration de la visibilité/lisibilité des itinéraires cyclables
- Un fort potentiel de développement de la zone 30 sur le réseau viaire secondaire
- Une offre de stationnement vélo encore trop faible, à étendre, avec un enjeu spécifique sur les pôles d'échanges multimodaux et les autres pôles générateurs privés (établissements scolaires, pôles d'emplois, logement social…) ;
- Un travail de sensibilisation des bailleurs sur la problématique cyclable à mener pour améliorer la perméabilité « modes doux » du territoire ;
- Une révision nécessaire du partage multimodal sur le réseau d'espaces publics et de voirie du territoire : se positionner en faveur d'une réduction de l'emprise automobile (gestion du parc de stationnement, révision du plan de circulation).

Ces enjeux spécifiques conduisent à plusieurs orientations concernant SDIC de Bagneux, projetant au total 17 km d'aménagements dédiés aux modes doux :

- Mailler et densifier le réseau cyclable actuel ;
- Développer un réseau de zones 30 sur le réseau secondaire de voirie ;
- S'appuyer sur la coulée verte et les aménagements cyclables dédiés pour inciter à la remise en selle de la population ;
- Déployer une offre de stationnement sécurisé au droit des principaux équipements publics ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Mettre en place des actions complémentaires pour inciter au développement de la pratique ;
- Faciliter l'orientation du cycliste sur un territoire bâti pour la voiture (faible densité, emprise foncière importante, coupures).

Concernant le périmètre de la ZAC Victor Hugo, on note plusieurs continuités d'itinéraires à assurer avec le Schéma Départemental des Circulations Douces : une première le long de l'avenue Louis Pasteur et une seconde le long de la D77 et D77A en lien avec la RD920. Deux liaisons structurantes à aménager sont également projetées le long des rues Jean-Marin Naudin et Gustave Courbet. Enfin, une intervention plus globale est envisagée sur l'ensemble du périmètre de la ZAC concernant le déploiement de zones de circulation apaisée de types quartiers et zone « 30 ».



Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

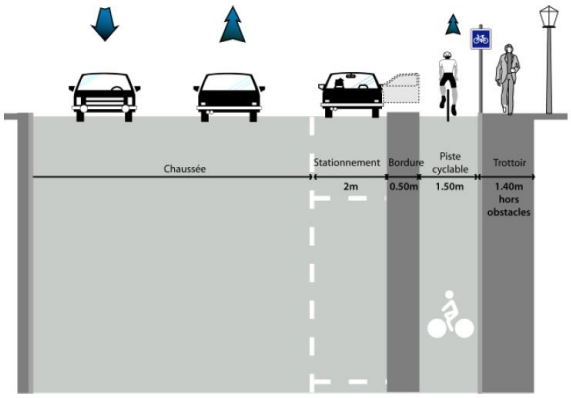
En termes de propositions d'aménagement sur le secteur de la ZAC Victor Hugo, le projet de SDIC propose :

- L'Aménagement d'une zone « 30 » avec un double sens cyclable le long de la rue Jean-Marin Naudin (1).
- L'aménagement de pistes cyclables unidirectionnelles intercalées entre le trottoir et le stationnement, et la suppression ou la réduction d'une voie de circulation. L'étude rappelle que cette proposition est à envisager en fonction des aménagements de bus qui seront mis en place avec l'arrivée du métro. Elle préconise aussi l'étude du carrefour pour l'insertion d'un aménagement au niveau de l'intersection avec la rue Jean Marin Naudin. La piste cyclable pourra être transformée en bande cyclable au droit des arrêts de bus (2).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



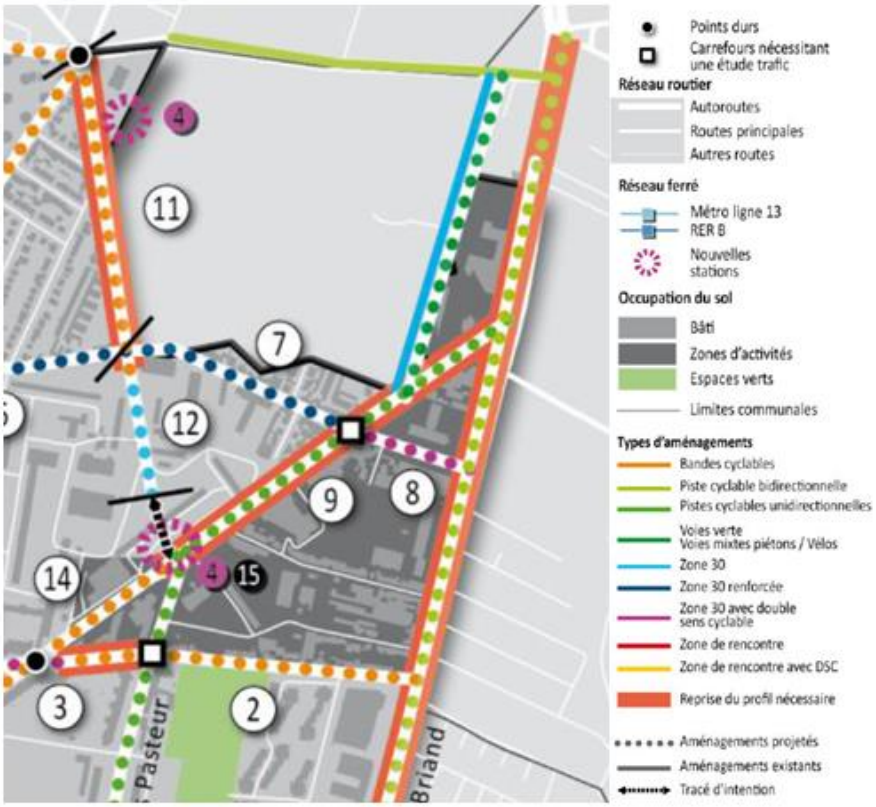
(1)



(2)

Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Propositions d'aménagements à l'échelle du périmètre de la ZAC Victor Hugo



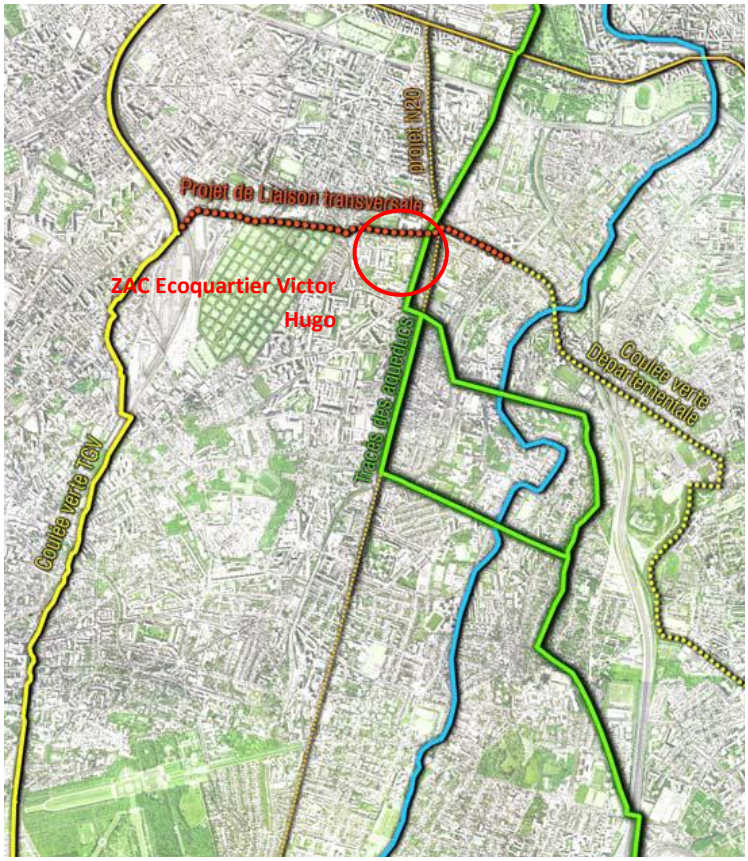
Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Le projet d'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing

La Communauté d'Agglomération de Val de Bièvre a amorcé un processus de transformation et de valorisation des aqueducs de la Vanne et du Loing sur son territoire. Le projet vise la réalisation d'un espace public de qualité ouvert à tous sur une emprise aujourd'hui interdite d'accès, par l'aménagement d'une promenade piétonne et cyclable.

Illustration 44: Schéma d'aménagement paysager des aqueducs et la Vanne et du Loing

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

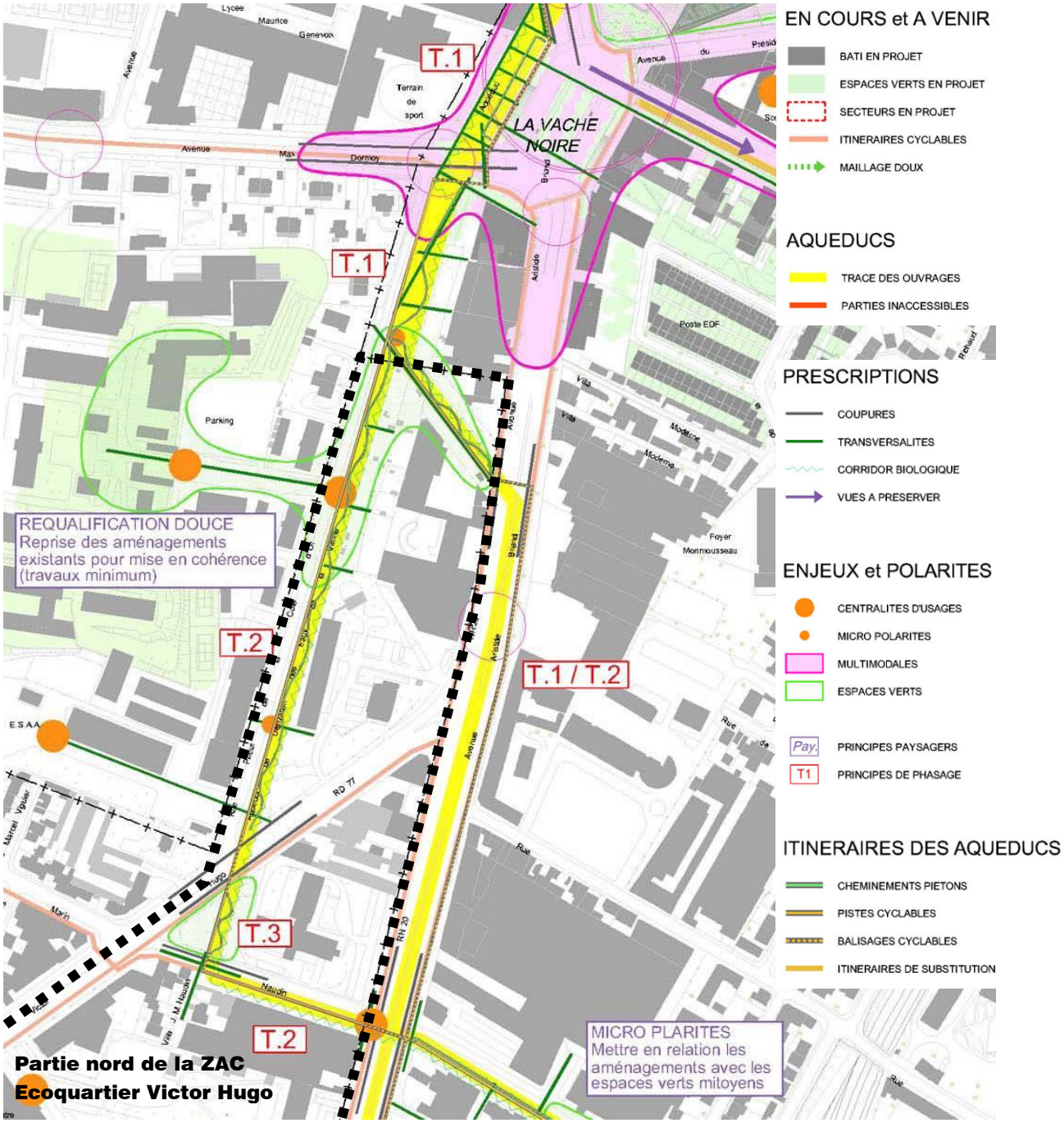


À l'échelle régionale, l'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing doit permettre de construire de manière progressive une continuité de cheminement doux de Paris vers Rungis, complétant le réseau de liaisons douces du sud parisien. En effet, deux coulées vertes à échelle régionale jouxtent le tracé des aqueducs : la coulée verte TGV à l'ouest et la coulée verte départementale Bièvre Lilas, à l'est. Une mise en relation de ces axes avec le projet des aqueducs constitue un enjeu majeur dans la mise en place d'une ossature primaire de déplacements doux au sud de Paris. En plus du développement du champ des déplacements doux, cette disposition génère des boucles de promenades permettant à la fois de découvrir le territoire (chemins de randonnées) et de compléter localement les espaces publics d'agrément.

Un plan guide d'aménagement a été élaboré pour synthétiser, sur la base d'un document ouvert, l'ensemble des thématiques portées par le projet régional. Il a pour vocation de servir d'outil et de guide aux futurs aménagements en les plaçant dans une cohérence à l'échelle de l'agglomération. Le projet d'un parcours continu se place dans une temporalité du moyen / long terme, et demande une volonté très forte de la part des partenaires. Dans ce sens, le plan guide est conçu de façon ouverte et non restrictive.
Au niveau du site d'étude, l'emprise de l'aqueduc de la Vanne sera aménagée pour constituer un corridor biologique. Des transversalités est-ouest seront mises en évidence.

Illustration 45 : Extrait du plan guide d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing (Séquence 3 : carrefour Vache Noire et abords du fort de Montrouge)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Le schéma d'aménagement comporte un « cahier de recommandations » à l'attention des futurs concepteurs afin de garantir le respect de l'esprit du projet global, et d'éclairer les choix des maîtres d'œuvres. Il précise les matériaux, produits, végétaux ou encore modes d'intervention.

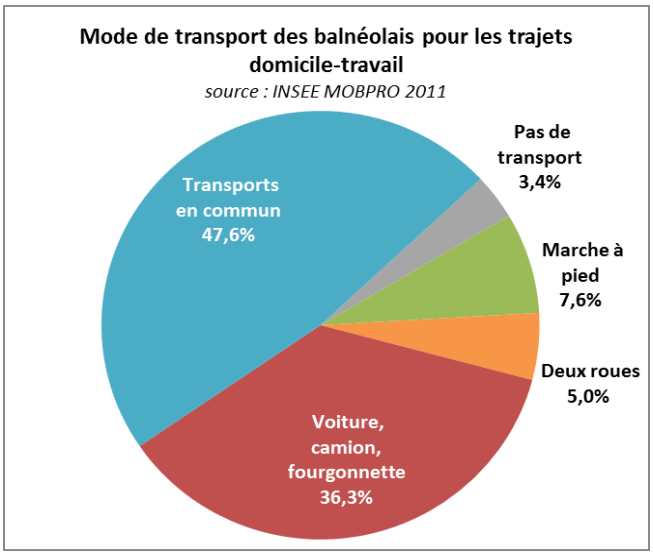
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. LES DONNEES DE MOBILITE

Les données de mobilité disponibles pour la commune de Bagneux portent uniquement sur les déplacements domicile-travail et domicile-étude (INSEE 2011). Les autres types de déplacements sont traités dans le cadre de l'Enquête Globale Transport (EGT), dont la dernière a été réalisée en 2010 dans le cadre de l'observatoire régional de la mobilité OMNIL par la DRIEA, le STIF, et l'IAU d'Ile-de-France. Cependant, cette dernière ne permettant pas des extractions à l'échelle communale ou infra communale, elle n'est pas abordée dans le présent document.

Les transports collectifs sont les modes de transport les plus utilisés par les habitants de Bagneux pour se rendre sur leur lieu de travail. Près d'un actif sur deux, ayant un emploi, utilise un transport collectif. La part de la voiture est également importante, elle concerne plus d'un actif sur trois.

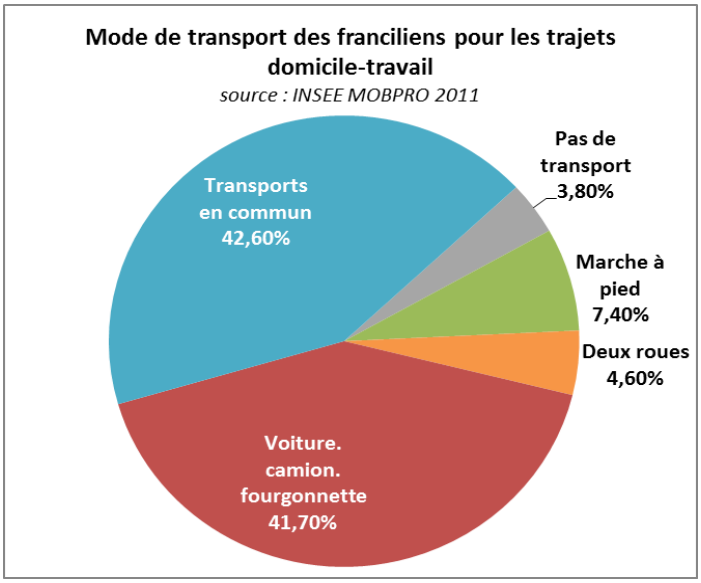
La part de la marche à pied est également importante, elle concerne en effet près de 7,6 % des actifs.



La comparaison de ces données locales aux données générales recensées en Ile-de-France montre l'importance de l'utilisation des transports collectifs par les Balnéolais, + 5 points par rapport à l'ensemble des actifs franciliens. La part d'utilisation de la voiture est quant à elle moins importante, - 5 ponts par rapport à l'Ile-de-France.

C'est principalement l'usage de ces deux modes qui varie entre Bagneux et l'Ile-de-France ; la part des autres modes reste équivalente.

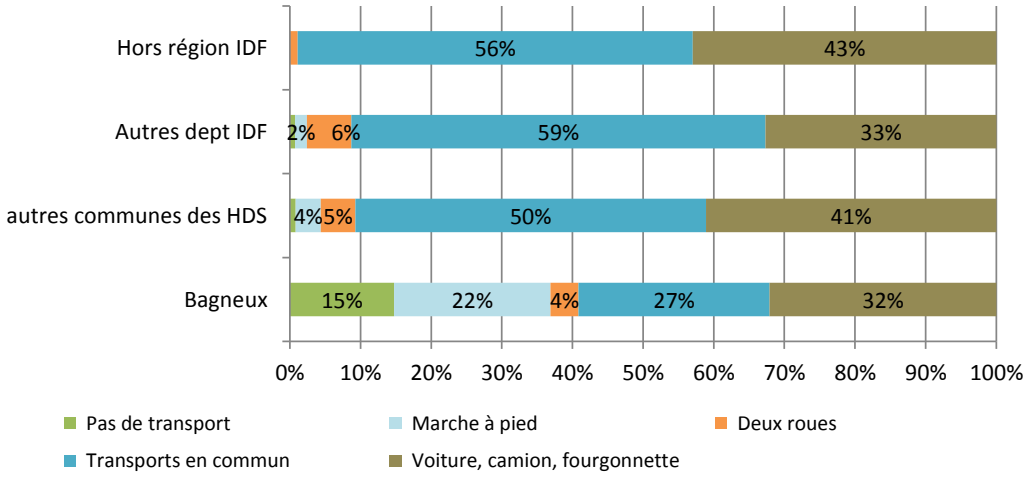
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



L'analyse des modes de déplacement selon le lieu de travail montre les différences de pratique entre les différents habitants de Bagneux. Logiquement les habitants de Bagneux qui y travaillent sont les plus nombreux à faire usage de la marche à pied pour se rendre sur leur lieu de travail. Ils sont également approximativement le même nombre à utiliser les transports collectifs et la voiture.

Mode de transports des balnéolais pour les trajets domicile-travail selon le lieu d'emploi

(source : INSEE RP 2011)



Pour les habitants de Bagneux qui travaillent dans les Hauts-de-Seine ou dans un autre département de l'Ile-de-France, l'utilisation des différents modes de transports est à peu près équivalente même si la part d'utilisation des transports collectifs est légèrement plus importante pour les habitants de Bagneux qui travaillent en dehors des Hauts-de-Seine.

Cette différence s'explique par la situation géographique de Bagneux, à la limite départementale avec le département du Val de Marne et à l'extrémité est des Hauts-de-Seine. Il est par exemple plus facile de se rendre en transports collectifs à Paris que dans la plupart des autres communes des Hauts-de-Seine.

Les ménages sont globalement peu motorisés à Bagneux. Ils sont 65% à posséder au moins une voiture, contre 66,9% en moyenne dans les Hauts-de-Seine, la moyenne nationale étant de 83,3% des ménages. En revanche, comme dans le reste du département, la tendance est à la baisse de la possession d'une voiture par les

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ménages : en 2007, à Bagneux, 66,7% des ménages étaient motorisés, soit une baisse de 1,7 points en 5 ans. Avec l'amélioration de la desserte de la commune par les transports collectifs et l'augmentation du nombre d'emplois à Bagneux, cette tendance devrait connaître une nette accélération à partir de la fin de la décennie et la livraison de ces infrastructures.

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- Le site bénéficie d'une bonne desserte en transport en commun, même si la proche saturation de la RD 920 ne facilite pas la circulation des bus en période de pointe.
- Le prolongement de la ligne 4 du métro jusqu'au périmètre d'étude modifiera en profondeur la desserte actuelle du site. Un pôle multimodal sera aménagé au terminus de la ligne 4 pour permettre d'assurer le meilleur lien possible entre les différents modes de transports.
- La connexion entre la ligne 4 et le métro en rocade du Grand Paris Express au niveau du pôle multimodal de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo va considérablement renforcer l'accessibilité à ce nouveau quartier et même au-delà, à toute la commune.
- Le site de la ZAC ne comprend pas d'aménagements cyclables. Cependant la plupart des grands axes la desservant sont inscrits comme itinéraires cyclables au schéma départemental des circulations douces des Hauts-de-Seine. La commune s'est dotée d'un schéma directeur des itinéraires cyclables qui prévoit un équipement relativement complet pour l'écoquartier Victor Hugo.
- Des stations d'Autolib' se situent à proximité immédiate de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
- Les transports collectifs sont les modes de transport les plus utilisés par les habitants de Bagneux pour se rendre sur leur lieu de travail. Près d'un actif sur deux, ayant un emploi, utilise un transport collectif.
- Le niveau de trafic du secteur est acceptable au regard de la capacité du réseau viaire. Aucune voie ne présente un niveau de trafic susceptible de générer des difficultés de circulation. Le périmètre d'étude est traversé par des axes très structurants à l'échelle de la commune. Une part importante du trafic accueilli par ces voies peut être qualifiée de trafic de transit.
- L'occupation de l'offre en stationnement autorisée dans le secteur est importante, le taux de vide ne dépasse pas les 10% pendant la journée. L'important taux de véhicules ventouses permet de supposer que les résidents n'utilisent que très peu, voire pas, leurs véhicules.

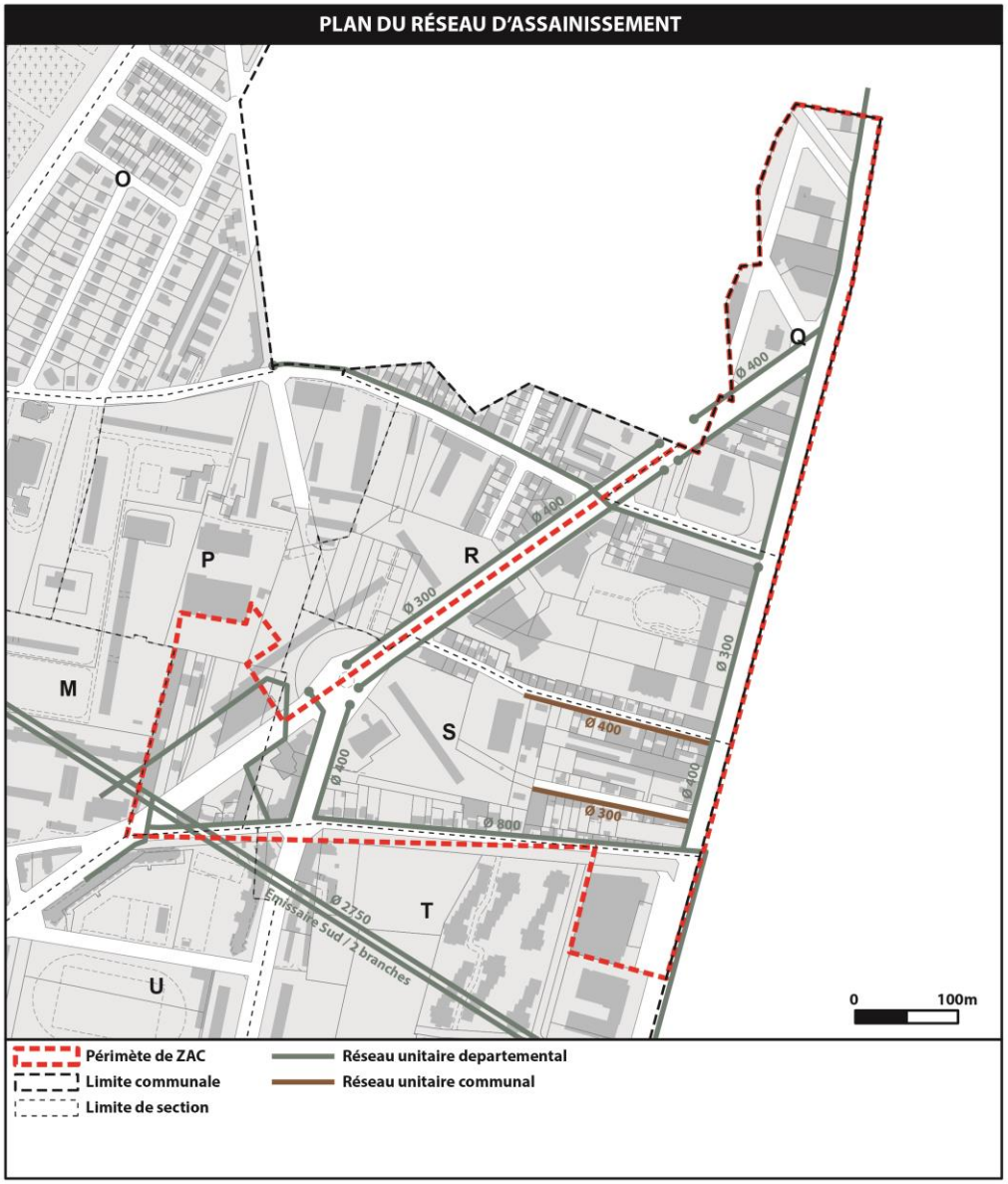
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La desserte en réseaux

A. Le reseau d'assainissement

L'ensemble de la commune est desservi par un réseau d'assainissement collectif. Dans la partie nord de la ville, où se trouve la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, l'évacuation des effluents est assurée gravitairement par le réseau unitaire vers la station d'Achères. Dans la partie sud de la ville, l'évacuation des effluents est assurée gravitairement par un réseau séparatif vers la station d'épuration de Valenton.
La partie communale du réseau est constituée de 25 km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 200 à 600mm. La partie départementale est constituée de 20km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 20 cm à 1 mètre, ou ovoïdes de 1,60 m à 2 mètres de hauteur totale.

Carte 37 : Plan du réseau d'assainissement à l'échelle du périmètre de la ZAC Victor Hugo



Source : PLU, 2006; Réalisation Codra, 2011 ; 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les collecteurs du réseau départemental reçoivent les effluents transportés par le réseau communal. L'exploitation d'une partie du réseau d'assainissement départemental, situé sur le territoire de la commune, est affermée par le Département à la SEVESC. Les effluents sont alors transportés jusqu'aux ouvrages du Syndicat Interdépartemental de l'Agglomération Parisienne (SIAAP). Ces derniers ouvrages assurent le transport des effluents jusqu'aux stations d'épuration d'Achères et de Valenton où ils sont traités. Au droit du site d'étude, le réseau départemental est constitué par :

- avenue Aristide Briand jusqu'au croisement avec la rue Jean Marin Naudin: diamètre 400 de la rue de Verdun à la rue Gustave Courbet et diamètre 300 de la rue Gustave Courbet à l'avenue Jean Marin Naudin.
- rue Jean Marin Naudin côté sud et avenue Aristide Briand au nord du croisement avec Jean Marin Naudin : Diamètre 200.
- rue Victor Hugo des deux côtés de la rue: Diamètres 300-400.
- rue de Verdun : Diamètre 800.
- avenue Louis Pasteur des deux côtés de la rue : Diamètre 400.
- avenue Henri Barbusse : diamètre non renseigné.
- l'émissaire sud, deux branches de diamètre 2750 traverse l'îlot dessiné par les rues de Verdun, Louis Pasteur et Henri Barbusse.

Le service de l'assainissement est assuré par la commune pour ce qui concerne la collecte des eaux usées des parcelles situées en bordure des voies comportant un réseau d'assainissement communal. Les effluents sont pris en charge à la limite séparative de la parcelle et du domaine public. Cette limite constitue l'origine de la partie publique du branchement d'assainissement. Les effluents sont transportés jusqu'aux collecteurs du réseau départemental. Concernant le réseau communal, le site du projet est desservi par :

- rue Romain Rolland : Ø 300. Raccordement au réseau de l'avenue Aristide Briand.
- rue Gustave Courbet : Ø 400. Raccordement au réseau de l'avenue Aristide Briand.
- rue Villa Jean Marin Naudin : Ø 300. Raccordement au réseau de la rue Jean Marin Naudin.
- perpendiculaire à l'Avenue Henri Barbusse, côté ouest, aux abords du rond-point des martyrs de Chateaubriand : Ø 200.

B. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE[10]

La production d'eau potable

La gestion du service public de distribution de l'eau est assurée pour la ville par le Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) qui regroupe 144 communes réparties dans 7 départements de la Région Parisienne. La distribution de l'eau potable à Bagneux est assurée à partir des ressources de l'usine Edouard Pépin à Choisy le Roi qui pompe l'eau de la Seine. Le SEDIF diversifie par ailleurs son approvisionnement en recourant ponctuellement à des eaux de nappes localisées hors de son territoire, comme la nappe du calcaire de Champigny située aux environs de Melun. L'usine de Choisy le Roi a la capacité théorique de fournir 350 000 m^3 par jour et se classe aujourd'hui parmi les plus importantes usines d'eau potable du monde. La fourniture moyenne est d'environ 350 000 m^3 par jour pour alimenter 1,7 millions d'habitants de la banlieue sud (soit 521 000 abonnements).

Afin de protéger la prise d'eau de l'usine dans la Seine, de nombreuses stations automatiques d'alerte et de mesure des paramètres de l'eau ont été installées. L'acquisition de données fiables sur les eaux brutes reste un objectif primordial pour la production d'eau potable et pour le maintien de la qualité de l'eau distribuée aux consommateurs.

[10] PLU de Bagneux, Annexes sanitaires, juin 2004

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La distribution et la consommation d'eau potable

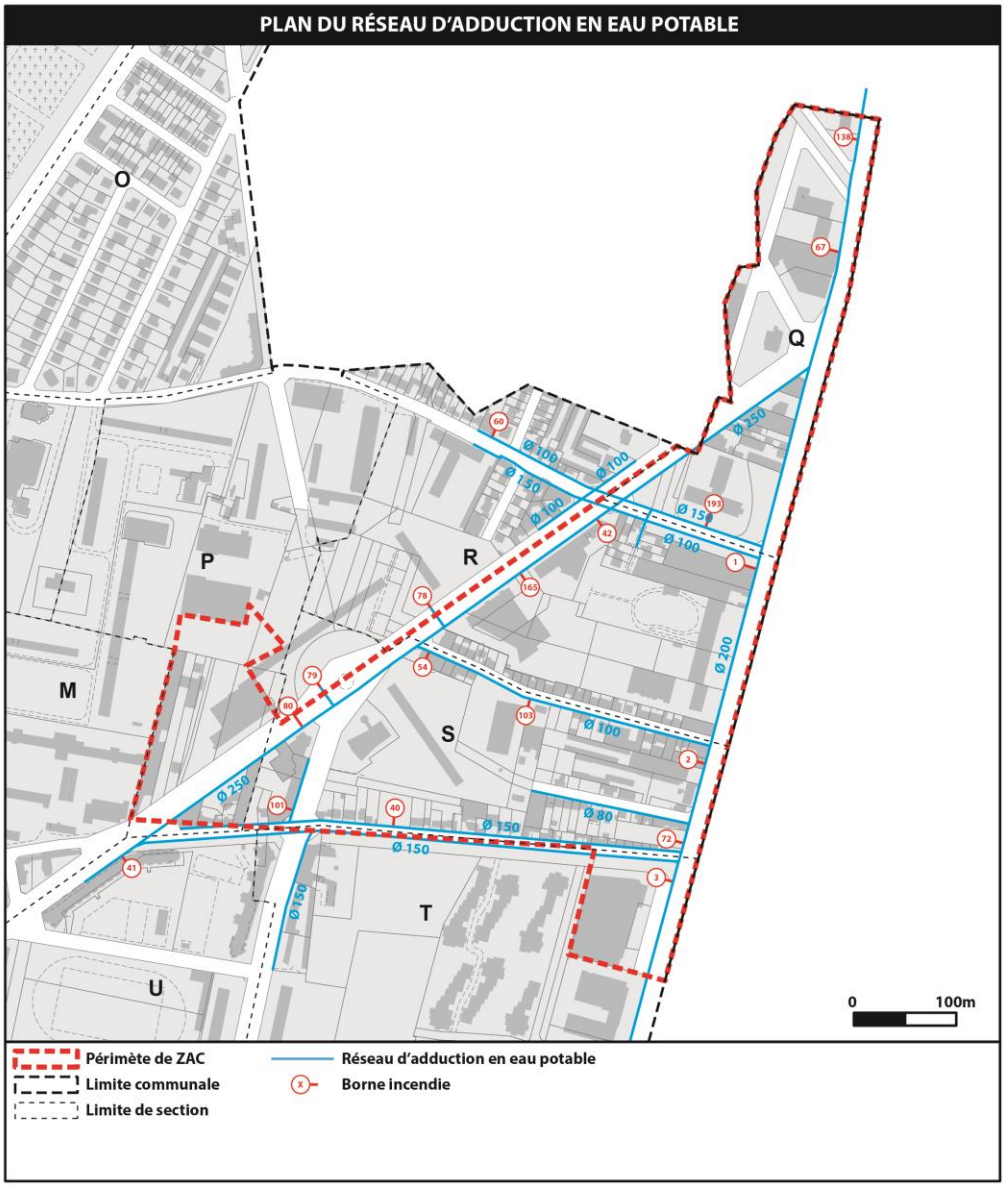
Le réseau du SEDIF est constitué de 8 689 km de canalisations. La base du réseau est formée par le réseau primaire, composé des conduites directement issues des usines qui alimentent les réservoirs principaux également appelées conduites de refoulement (leur diamètre peut atteindre 2 mètres). Le réseau alimente de plus un ensemble de canalisations secondaires (de 20 à 40 cm de diamètre) desservant à leur tour des conduites locales (de 10 à 15 cm de diamètre) auxquelles sont raccordés les branchements desservant les abonnés.

Sur Bagneux, le linéaire de canalisation pour l'eau potable est de 83 899 mètres. La consommation enregistrée en 2007 sur la ville de Bagneux a été de 2 402 355 m^3, soit une évolution de +5,9% par rapport à 2002. La consommation représente ainsi 64,5 m^3 par habitant et par an, soit une augmentation de 1,7% par rapport à 2002.

Le site du projet est desservi par le réseau d'eau potable. Ce réseau suit les différentes voies du secteur. La RD 920 à l'est et l'avenue Victor Hugo à l'ouest sont respectivement munies d'une canalisation Ø 200 et Ø 250. Une canalisation Ø 150 passe sous la rue Gustave Courbet. Deux canalisations, Ø 100 et Ø 150, passent sous la rue Jean Marin Naudin. Une canalisation Ø 100 passe sous l'avenue Louis Pasteur et une autre Ø 150 sous la rue Verdun côté ZAC. Ces canalisations existantes sont toutes maillées.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 38 : Plan de réseau d'adduction en eau potable à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : PLU, 2006; Réalisation Codra, 2011 ; 2015

En matière de renforcement et d'extension du réseau, des études ont été faites en vue de subvenir à des besoins nouveaux et il semble que des aménagements locaux des réseaux existants soient suffisants en fonction des éléments d'appréciation actuels. Ainsi, sur l'ensemble de la commune, les canalisations sont dimensionnées pour alimenter les besoins connus. Les renforcements se feront en fonction des opérations à réaliser, suivant les cheminements possibles, adaptés à chaque nature d'opération.

La qualité de l'eau potable

Des mesures sont mises en œuvre pour garantir en permanence une eau non seulement parfaitement saine et conforme à la réglementation sanitaire, mais également agréable à boire. Ainsi, 64 paramètres sont systématiquement analysés. Ces contrôles sont définis et suivis sur le terrain par le Ministère de la Santé, en vertu de la législation européenne.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Pour être conforme, l'eau doit respecter des conditions essentielles :

- ne pas contenir de substances bactériologiques comme les microbes et virus par exemple,
- ne pas présenter de concentration supérieure aux normes pour les substances indésirables ou toxiques, comme les nitrates ou les métaux lourds par exemple.

Un processus de contrôle de la qualité de l'eau est effectué, il débute au niveau de la ressource elle-même et se poursuit à toutes les étapes du traitement et de la distribution.

L'Agence Régionale de Santé Ile-de-France est chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable pour le compte du Préfet. L'eau distribuée en 2013 est conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés. Le tableau de synthèse suivant prend en compte les résultats d'analyses de 143 échantillons d'eau prélevés en production et de 765 échantillons prélevés sur le réseau de distribution.

Bactériologie	Eau d'excellente qualité bactériologique – 100% de conformité.
Dureté	Eau calcaire, aucune incidence sur la santé. Moyenne : 24,7 °F - Maximum : 28,6°F
Nitrates	Eau conforme à la limite de qualité, contenant peu de nitrates. Moyenne : 20,8 mg/l - Maximum : 28 mg/l
Pesticides	Eau conforme à la limite de qualité (Classe C = La teneur n'a jamais dépassé 0,1 micro gramme par litre). Max : 0,05 (Glyphosate)
Fluor	Eau conforme à la limite de qualité – Très peu fluorée. Moyenne : 0,11 mg/l - Maximum : 0,16 mg/l

Source : Agence Régionale de Santé, Ile-de-France, 2011

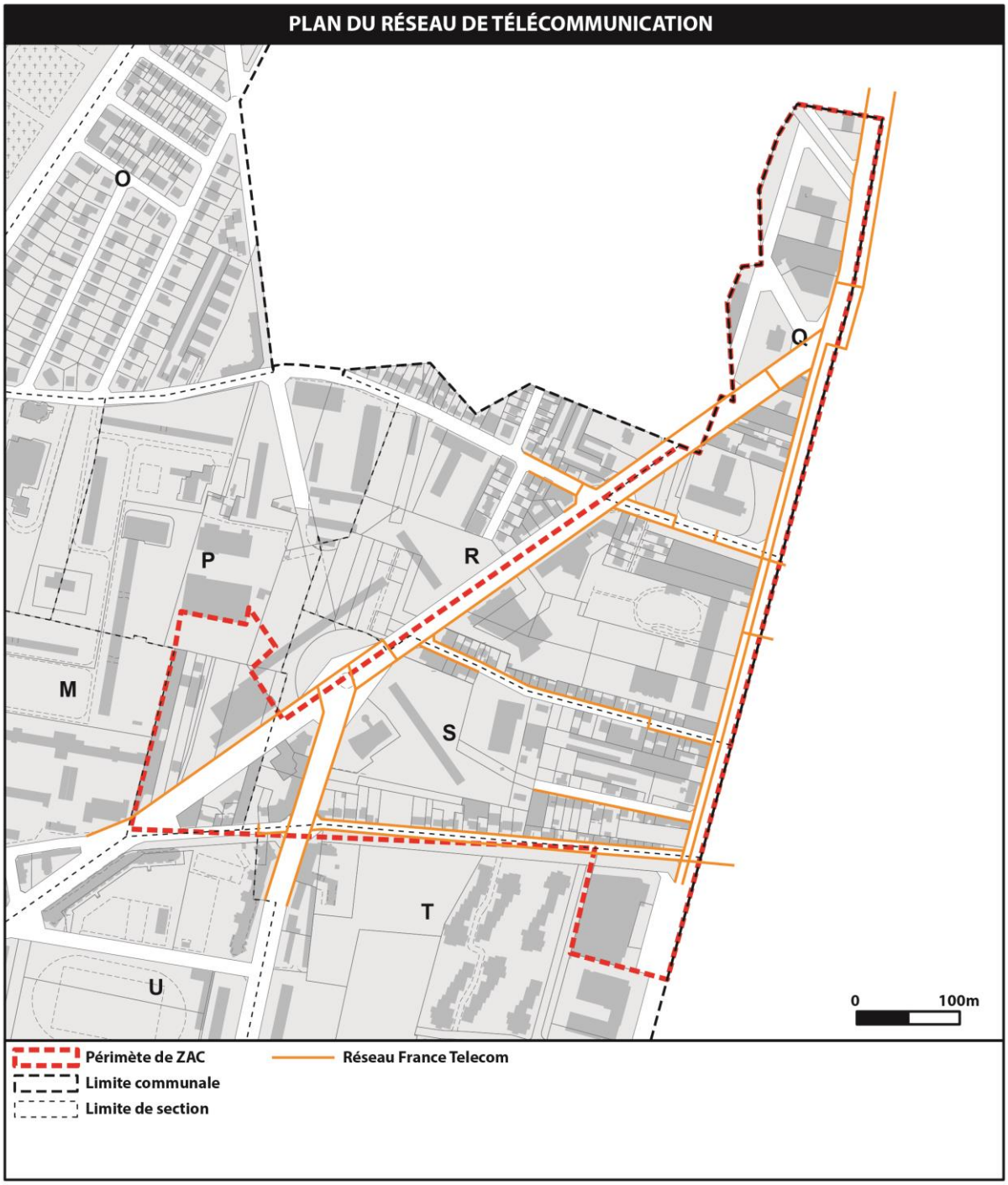
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C. LA DISTRIBUTION ENERGETIQUE ET LES TELECOMMUNICATIONS

L'état actuel du réseau

Le site est desservi par les réseaux EDF, gaz et de télécommunications.

Carte 39 : Plan de réseau de télécommunication



Source : PLU, 2006; Réalisation Codra, 2011 ; 2015

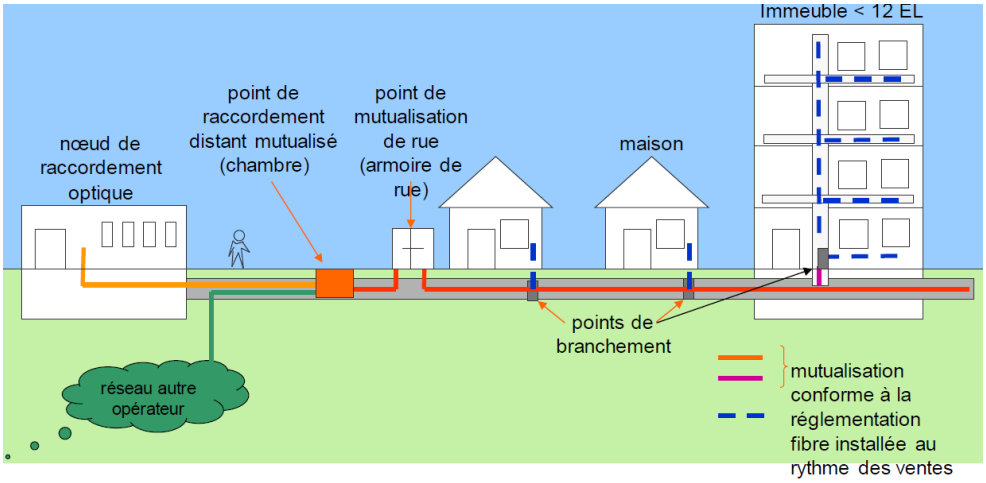
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Fibre optique :

En 2015, Bagneux bénéficie d'un bon déploiement pour la fibre optique Très Haut Débit avec 43% des logements qui sont raccordés et 86% de rues équipées.

L'opérateur Orange est en cours d'opération pour couvrir la commune de Bagneux et raccorder les immeubles de moins de douze logements et les pavillons. Il s'agit d'un raccordement différentié sur l'ensemble de la commune :

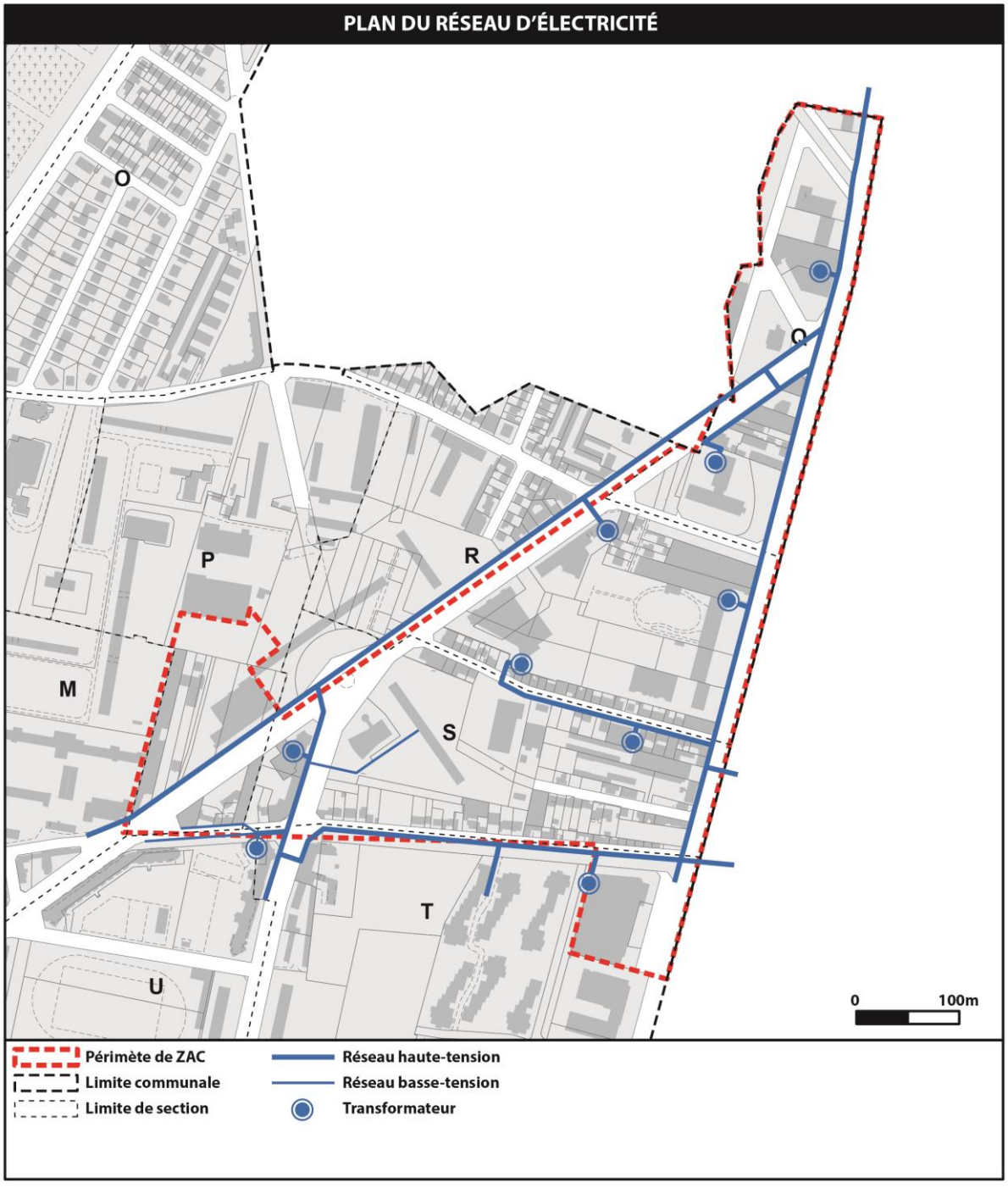
- la zone dense : le point de mutualisation est dans le domaine public
- les logements adressables : la fibre est dans la rue
- les logements raccordables : la fibre est dans l'immeuble ou les chambres desservant les maisons
- les logements raccordés : la fibre est dans le logement



Source : Bagneux, DO IDF / UI Hauts-de-Seine, 22 avril 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 40 : Plan du réseau d'électricité

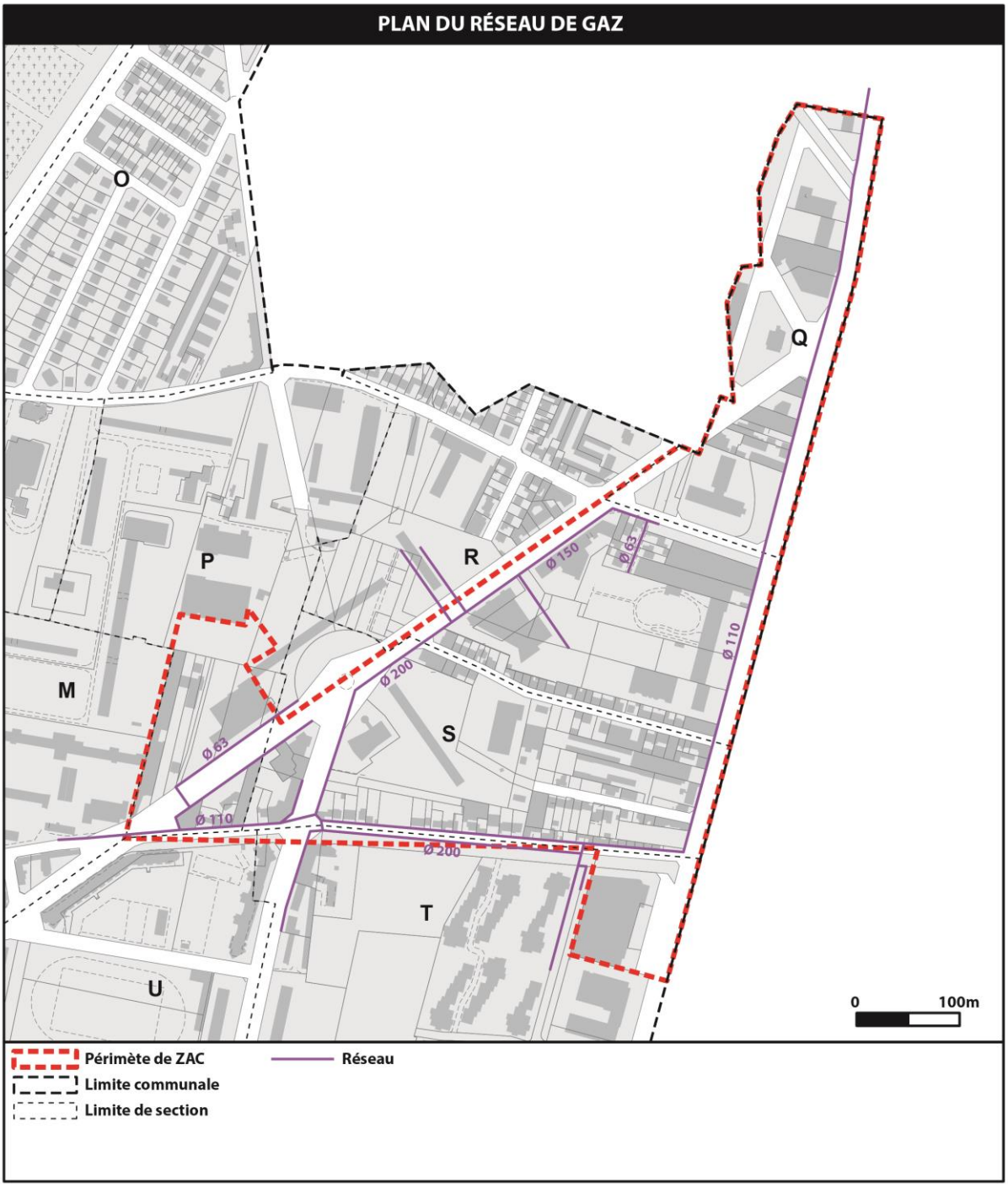


P

PLU, 2006; Réalisation Codra, 2011 ; 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 41 : Plan du réseau de gaz



PLU, 2006; Réalisation Codra, 2011 ; 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les réseaux énergétiques

Le cadre réglementaire

Le site est soumis à plusieurs réglementations ou cadres volontaires, présentés brièvement ci-dessous du plus global au plus local :

- **Le Plan Climat Energie Européen**, dit « 3 X 20 » fixe des objectifs pour la France à l'horizon 2020 : diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, réduire de 20 % la consommation d'énergie primaire par rapport au scénario tendanciel, atteindre 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergies finales en 2020.
- **Le grenelle de l'environnement** a pour objectif de renforcer la réglementation à partir de 2010 et de relever progressivement les normes en vue de généraliser les bâtiments à énergie neutre ou positive.
- **Le code de l'urbanisme**,
- **La réglementation thermique 2012**,
- **Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de l'Île-de-France** dans sa version définitive du 14 décembre 2012. Il précise qu'en Ile-de-France, quatre grandes sources représentent plus de 85% du bilan d'énergies renouvelables et de récupération : les pompes à chaleur aérothermiques et géothermiques sur les bâtiments (30% du bilan), la biomasse, essentiellement utilisée en maison individuelle, et comme chauffage d'appoint (25% du bilan), la récupération de chaleur et la production d'électricité à partir des Unités d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM)(27% du bilan) et la production de chaleur sur réseaux par géothermie (8% du bilan).
- **Le Plan Régional pour le Climat d'Ile-de-France**
- **Le Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Ile-de-France** dans sa version « révision approuvée » du 25 mars 2013

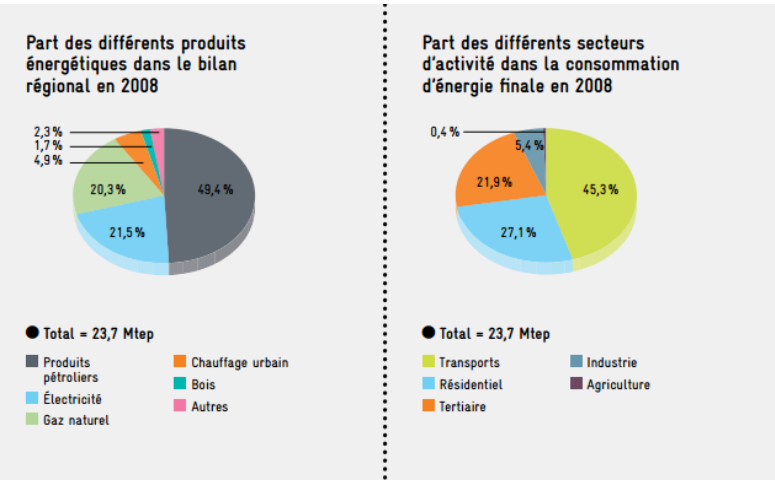
Les consommations énergétiques régionales

Les données de consommation énergétique présentées ci-dessous sont issues du « *Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012*, données de 2008 ».

Entre 2005 et 2008, la consommation finale d'énergie a diminué d'environ 2%. Toutefois, rapportée au nombre d'habitants, la consommation d'énergie est moindre dans la région qu'au niveau national : 2,03 tep par Francilien, contre 2,6 tep par Français. Cela s'explique en partie par une plus grande proportion d'habitat collectif et par un tissu urbain plus dense que dans le reste de la France.

Les graphiques ci-dessous présentent la part des différents produits énergétiques, ainsi que les secteurs énergivores :

Illustration 46 : La consommation régionale d'énergie



Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

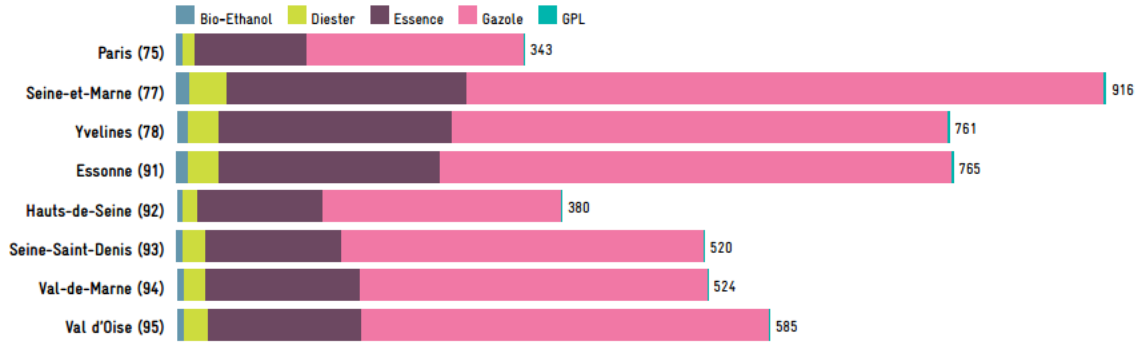
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. Les transports

Les transports représentent 45.3% de la consommation d'énergie en 2008. Il s'agit du secteur le plus consommateur en Ile-de-France.

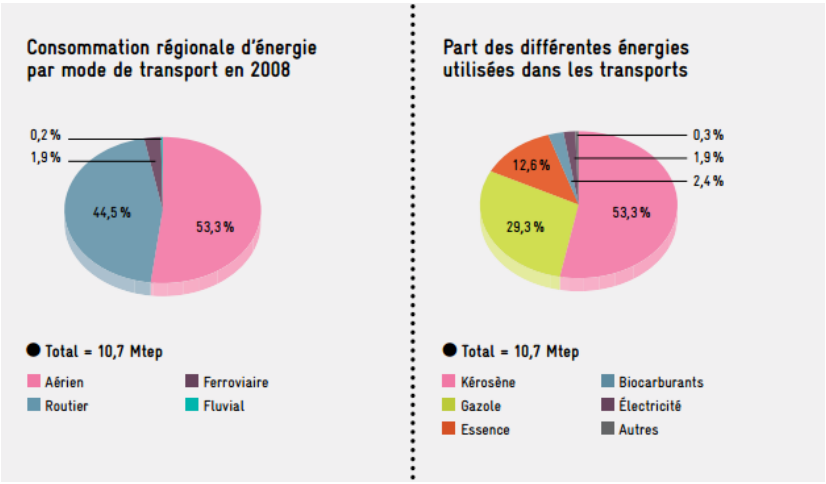
Les déplacements en Ile-de-France ont représenté en 2008 environ 10,7 Mtep, soit 1% de plus qu'en 2005 (10,6 Mtep). Tous les moyens de transport n'ont pas connu la même évolution. Le secteur aérien reste le premier consommateur d'énergie avec près de 53% des consommations totales du secteur (5,6 Mtep). A l'inverse, le secteur routier, deuxième poste de consommation avec 4,9 Mtep, soit 45% du bilan régional, a consommé en 2008 moins d'énergie qu'en 2005. Les consommations par forme d'énergie mettent en avant la place prépondérante des produits pétroliers qui représentent 10,2 Mtep, soit près de 95% des consommations régionales dans les transports. Les biocarburants, ont vu leur part augmenter dans les consommations entre 2005 et 2008 du fait de la politique nationale d'incorporation des biocarburants. Leur consommation est passée de 73 ktep en 2005 à 265 ktep en 2008, soit une augmentation de 263%.

Illustration 47 : La consommation d'énergie du transport routier (hors TC) par département et par type de carburant en 2008 (en Ktep)



Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

Illustration 48 : Le secteur des transports



Source « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

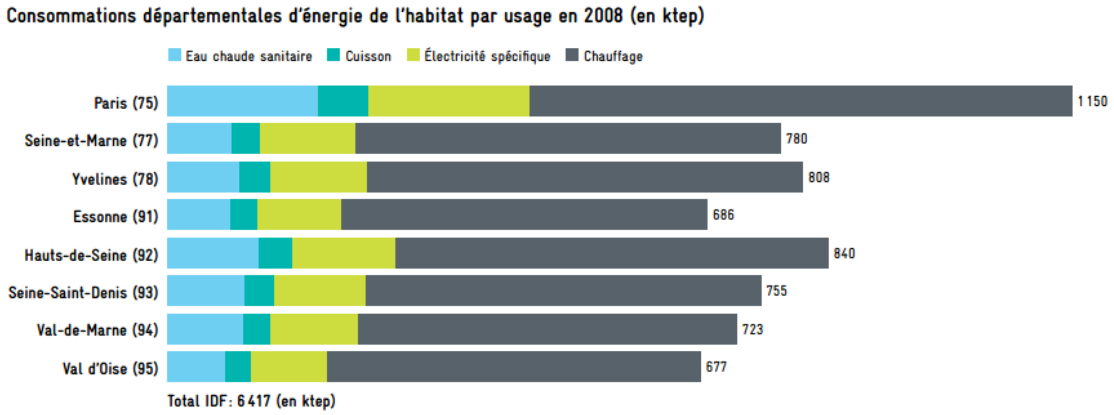
A. L'habitat

La consommation d'énergie dans l'habitat a diminué de 5,5% entre 2005 et 2008, passant de 6,7 Mtep à 6,4 Mtep. Les consommations dans l'habitat francilien diminuent d'environ 100 ktep par an, passant de 6,7 Mtep en 2005 à 6,4 Mtep en 2008. La consommation moyenne d'un logement francilien s'élevait en 2008 à 1,2 tep par logement contre 1,3 tep en 2005. Les principales responsables de cette diminution sont les consommations

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

de chauffage et d'eau chaude qui ont diminué de 6%. Cela s'explique par le renouvellement des équipements et le choix d'installations plus économes en énergie grâce à la mise en place de mesures de financement. Par ailleurs, en raison du nombre plus important de ménages équipés en électroménagers, la consommation des appareils électriques a augmenté de 5% sur la même période.

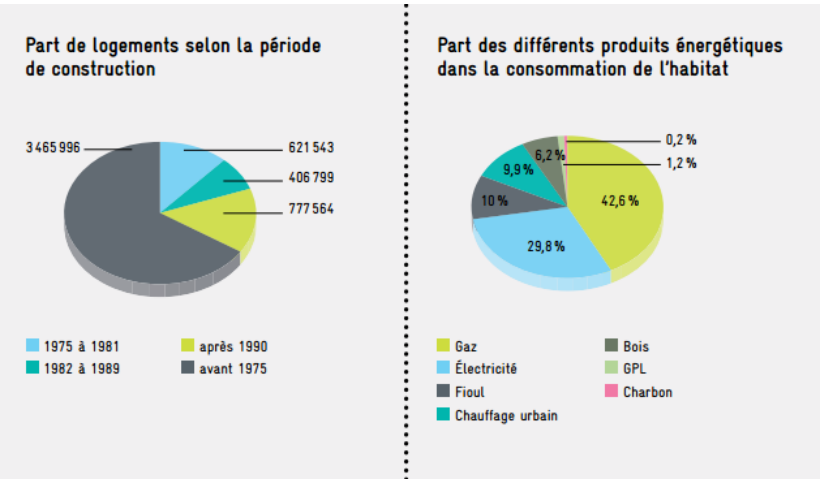
Illustration 49 : Les consommations départementales d'énergie de l'habitat par usage en 2008 (en ktep)



Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

Avec 27,1% de la consommation d'énergie en Ile-de-France, le secteur résidentiel reste le second secteur le plus énergivore de la région. Cela s'explique essentiellement par le parc de logement vétuste de la région. En effet, 65,7% des habitations ont été construites avant 1975, date de la première réglementation thermique. De nombreuses perditions de chaleur sont observées ce qui entraine une forte consommation de chauffage. L'utilisation du gaz comme source d'énergie reste majoritaire dans le parc de logement francilien, comme le montre le graphique ci-dessous, mais sa part diminue depuis 2005 (-5%) au profit de celle de l'électricité (+5%).

Illustration 50 : Le secteur de l'habitat



Source « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

B. Le secteur tertiaire

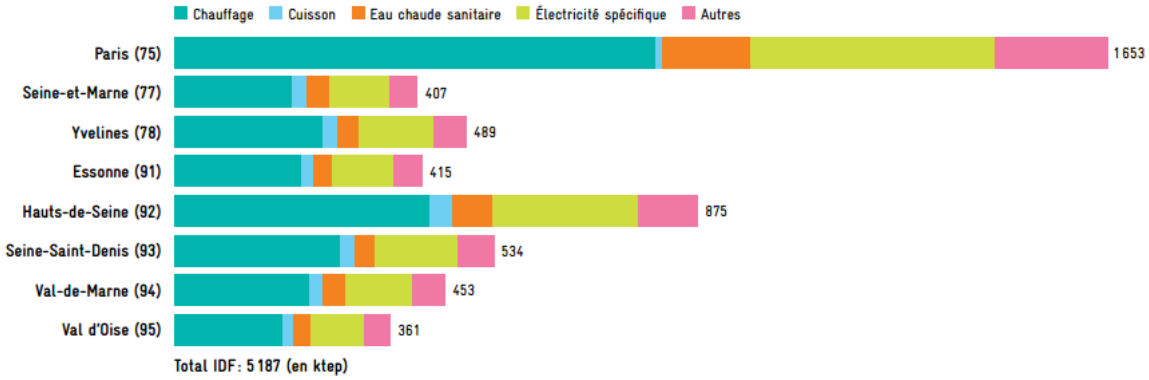
Le secteur tertiaire représente 21,9% de la consommation énergétique régionale. La consommation du secteur tertiaire a augmenté de 6%, passant de 4,9 Mtep en 2005 à 5,2 Mtep en 2008. Le chauffage des bâtiments est de loin le plus important poste consommateur d'énergie du secteur tertiaire en Ile-de-France, avec 2 571 ktep en 2008. Viennent ensuite l'électricité spécifique (1 315 Ktep), les usages divers (604 ktep), l'eau chaude sanitaire (423 ktep) et la cuisson (273 ktep).

Les bureaux représentent 27% des surfaces du secteur tertiaire et sont responsables de 32% des consommations. Le chauffage, la climatisation, les usages spécifiques et la bureautique représentent 63% de l'énergie consommée, et la bureautique 16% à elle seule.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

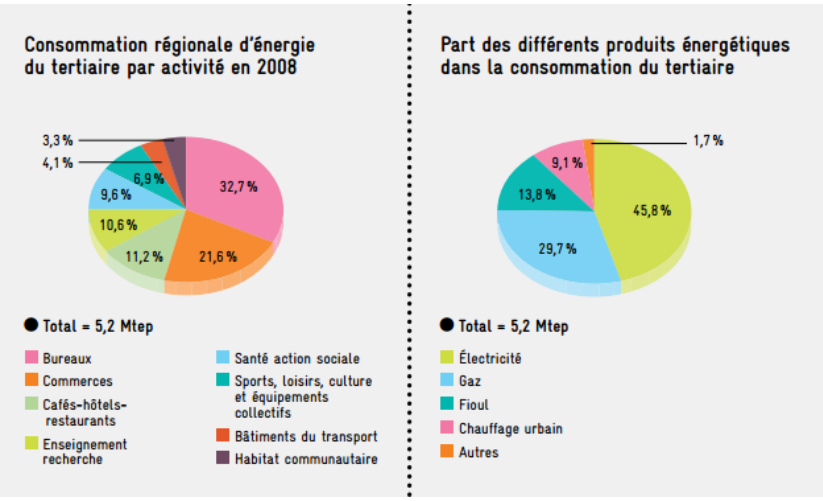
Les deux tiers des surfaces chauffées dans les bâtiments de l'enseignement et de la recherche appartiennent à des établissements construits avant 1975.
Le département des Hauts-de-Seine est le deuxième département d'Ile-de-France dont les activités tertiaires sont les plus énergivores, rien d'étonnant avec le quartier d'affaires de la Défense. Sa consommation correspond à 14% de la consommation totale de l'Ile-de-France, loin derrière Paris (32,6%).

Illustration 51 : Les consommations d'énergie des activités tertiaires par département en 2008 (en ktep)



Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

Illustration 52 : Le secteur tertiaire



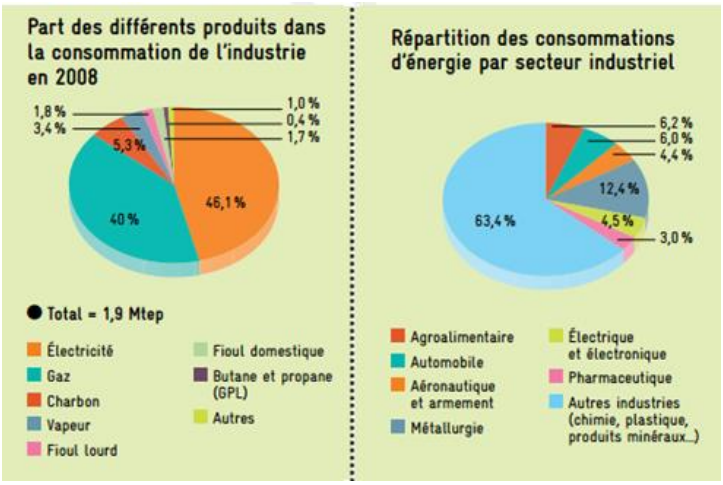
Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

C. *L'industrie*

L'industrie est responsable de 5,4% de la consommation énergétique en Ile-de-France. Avec la désindustrialisation et les progrès en matière d'efficacité énergétique, la consommation énergétique de l'industrie en Ile-de-France a chuté de 33% entre 2005 et 2008. Seul le secteur dit des « Autres industries (chimie, plastique, produits minéraux…) » représente plus de 50% des consommations. L'industrie francilienne fait appel au gaz pour plus de 40% de ses besoins en énergie, et l'électricité en couvre 46,1%.

Illustration 53 : Le secteur de l'industrie

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

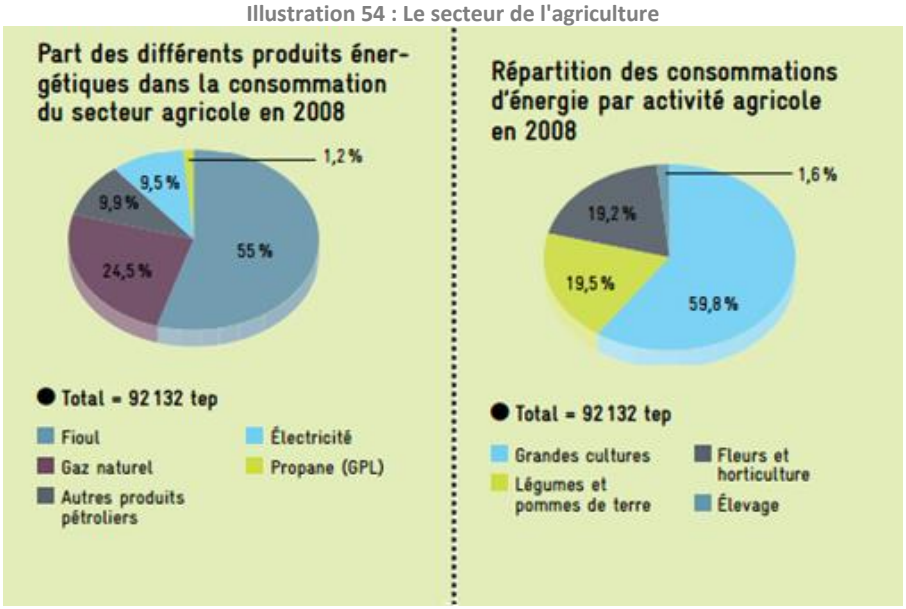


Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

D. *L'agriculture*

Depuis 2005, le nombre d'exploitations agricoles a chuté de 7%, phénomène amplifié par une urbanisation croissante et une diminution des petites exploitations au profit des plus grandes. L'Île-de-France ne compte que 5 474 exploitations agricoles, contre 527 350 exploitations au niveau national, mais elles sont plus étendues qu'une exploitation française moyenne : 98 ha contre 77 ha. Le département de la Seine-et-Marne concentre la majorité des exploitations, en étant le plus grand et le moins urbanisé des départements d'Ile-de-France. L'agriculture francilienne n'est pas une grosse consommatrice d'énergie avec une part de seulement 0,4% de la consommation énergétique régionale. La consommation est restée identique entre 2005 (93 ktep) et 2008 (92 ktep). La principale énergie utilisée est le fioul.

Illustration 54 : Le secteur de l'agriculture



Source : « Tableau de bord de l'énergie en Ile-de-France, ADEME et ARENE Edition 2012, données de 2008 ».

Les performances énergétiques de Bagneux

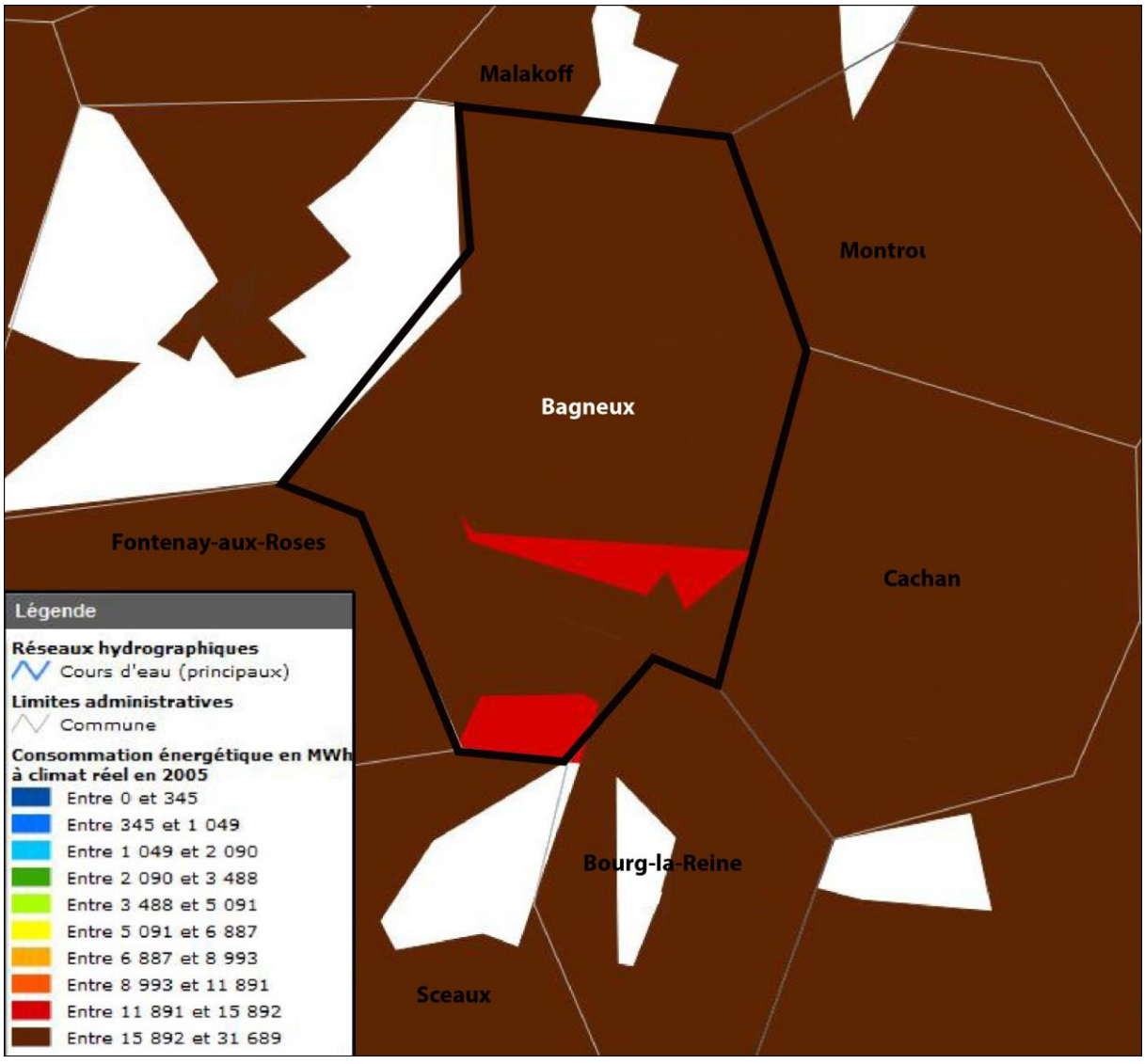
Accessible depuis le site internet de l'IAU Ile-de-France, le Visiau Énergie CENTER rassemble des données et indicateurs sur la consommation énergétique du bâti résidentiel et tertiaire en Île-de-France pour l'année de

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

référence 2005. Les données proviennent des travaux de modélisation et de territorialisation de l'étude «CENTER» confiée par mandat à Airparif et à l'IAU Ile-de-France par le Conseil régional d'Île-de-France, la Direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement d'Île-de-France (DRIEE) et la Direction régionale Île-de-France de l'Agence de l'environnement et de la maitrise de l'énergie (Ademe), dans le cadre des études préalables à l'élaboration du Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) en Île-de-France.

Concernant la commune de Bagneux pour l'année 2005, les consommations énergétiques du bâti résidentiel et du bâti tertiaire ont été cartographiées à l'Iris. On remarque que l'ensemble de la commune de Bagneux présente une forte consommation énergétique, dû notamment à un parc de logements qui est ancien. Par conséquence, le secteur d'étude présente des consommations énergétiques très élevées, de l'ordre de 15 892 à 31 689 Mwh.

Carte 42: Les performances énergétiques de Bagneux



Source : IAURIF, Consommation énergétique du bâti résidentiel par IRIS, 2005

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La consommation énergétique actuelle à l'échelle de la ZAC

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est déjà occupé par une part importante de bâti. Sont dénombrés 1 107 logements, 8 entreprises, 1 500 m² de commerces et 100 m² d'équipements. Ces constructions engendrent des consommations énergétiques estimées à environ 14 000 kW par jour.

	Données	Consommation gaz en kW	Consommation électrique en kW
Logements	1107 logements	4 428	6 642
Bureaux	20 000 m²	250	2 400
Commerces	1 500 m²	20	195
Equipements	1 000 m²	16	120
TOTAUX		**4 714**	**9 357**

La faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, les énergies renouvelables constituent l'un des leviers pour atteindre des objectifs ambitieux tel que la division par 4 des émissions françaises de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 (facteur 4). Le Grenelle de l'Environnement renforcé par les objectifs dits du « triple 20% » à l'échelle européenne, consacre, à côté de l'amélioration de l'efficacité énergétique, le rôle stratégique des énergies renouvelables pour atteindre le facteur 4, mais aussi pour structurer un tissu d'industries, d'artisans et de sociétés de service à la base de la société post carbone de demain. Ainsi, la France s'est engagée à satisfaire, à l'horizon 2020, 23% de sa consommation d'énergie, à partir de ressources renouvelables.
Aujourd'hui, l'Ile-de-France dépend de l'extérieur pour ses approvisionnements en énergie : importations en provenance de l'étranger pour ce qui concerne les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) mais également importation d'électricité des autres régions françaises. La production régionale d'électricité couvre, selon les années, entre 3 et 10% de la consommation régionale d'énergie électrique. Globalement, la production régionale d'énergie ne subvient qu'à 7% des besoins énergétiques.

La géothermie

La géothermie, énergie renouvelable propre, est l'un des atouts majeurs de la région Ile-de-France en termes de diversification des ressources, en tant qu'activité locale et créatrice d'emplois et comme technologie propre.

Après des débuts prometteurs dans les années 70 et 80, facilités par un prix élevé des produits pétroliers d'une part, et par une forte implication de l'Etat et des collectivités locales d'autre part, la géothermie a par la suite connu un manque d'intérêt dû principalement à la chute des prix de l'énergie et également à un problème d'image suite à de mauvaises opérations. Aujourd'hui, la technique est maîtrisée et le potentiel géothermique de la région est énorme.

A l'heure actuelle, on dénombre 34 installations de production géothermale en Ile-de-France. La plus ancienne est celle de la Maison de la Radio, à Paris, en fonction depuis 1961 à partir d'un puits unique alimenté par l'aquifère de l'Albien. Le fluide géothermal est puisé à 500 m de profondeur et sa température s'élève à 27°c. A Bruyères-le-Châtel, un puits unique fournit de la chaleur à partir de l'aquifère du Néocomien depuis 1982. Les autres installations sont alimentées à partir de la nappe du Dogger. Au total, ce sont environ 140 000 équivalents logements qui sont alimentées en énergie à partir de la géothermie.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

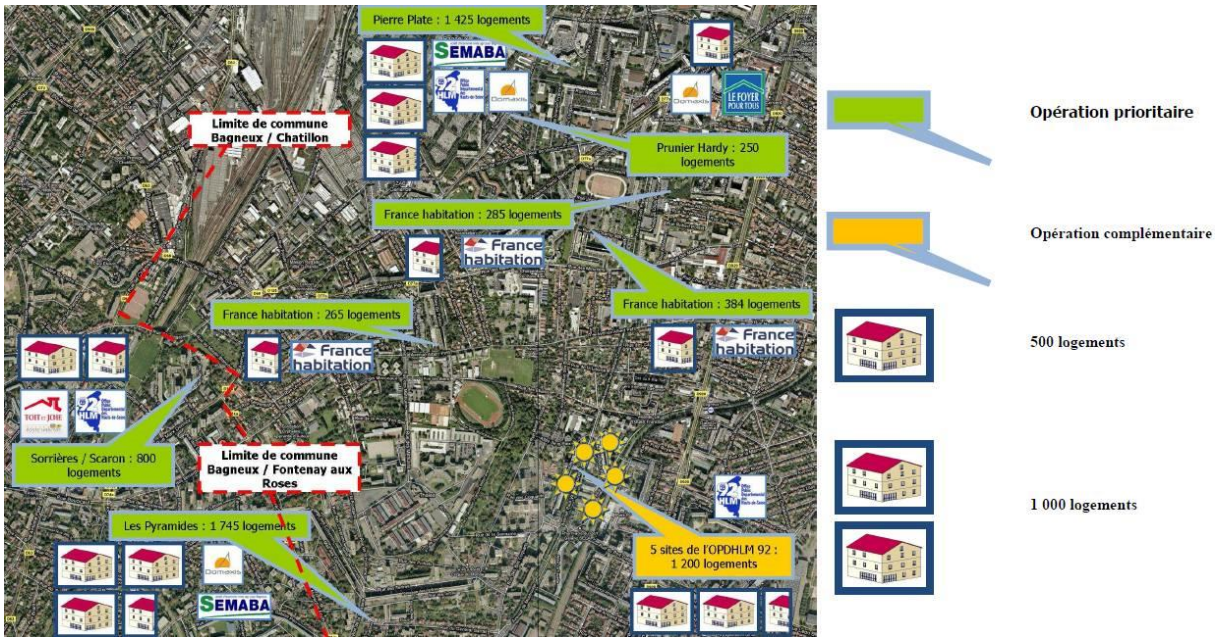
Ville	Date de mise en service	Température en tête de puits en °C	Débit en m3/h
Chevilly La Rue	1985	72,6	560
Cachan	1984	70	360
Orly 1 et 2	1984	75	355
Maison Alfort 1	1985	73,2	240
Maison Alfort 2	1986	74	260
Alfortville	1986	73	275
Créteil	1985	78,9	300
Moyenne pour un puits		**74**	**261**
Minimum		**70**	**360**
Maximum		**78,9**	**240**

Les caractéristiques des puits en activité près de Bagneux.

En 2009, la Ville de Bagneux a engagé une réflexion visant à apprécier l'intérêt de la réalisation d'une opération de géothermie profonde sur le territoire de la commune. Cette réflexion était justifiée par l'évolution actuelle importante du contexte énergétique et notamment par l'augmentation du prix des énergies fossiles, par l'évolution des règlementations environnementales et par l'évolution du système de subventions des énergies renouvelables. En conséquence, la ville a demandé à la SEMABA[11] de faire mener une pré-étude de faisabilité permettant d'apprécier l'intérêt d'une telle opération.

Dans le cadre de cette étude, l'ensemble des bailleurs sociaux de la commune, ainsi que ceux des communes de la CA Sud de Seine, dont le patrimoine se situait à proximité de Bagneux ont été contactés. Les bâtiments communaux de ces quatre villes faisaient également partie du périmètre de cette étude.

L'étude a montré qu'au vu des besoins en chaleur potentiellement raccordables (besoins en chaleurs suffisants et régime de température des émetteurs de chaleur adéquates), une opération de géothermie profonde était réalisable sur la commune de Bagneux. Au total, 5 554 logements existants sur Bagneux et environ 800 sur Fontenay-aux-Roses sont raccordables à un réseau de géothermie et plusieurs opérations d'aménagement en cours ou à venir le sont également, dont la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.



[11] Société d'Economie Mixte Agir pour Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cette source d'énergie renouvelable a été privilégiée par la Ville de Bagneux qui suite à une étude de faisabilité détaillée concernant la mise en œuvre d'un réseau de chauffage urbain alimenté à base de géothermie au Dogger12 a transféré au Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), partenaire de la commune, sa compétence en matière de mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique. Par ailleurs, le syndicat a signé une convention de délégation de service public auprès de Dalkia Ile-de-France pour le service de production et de distribution publique d'énergie calorifique. Le délégataire a en charge le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un équipement de production d'énergie géothermale et d'un réseau de chaleur sur le territoire de la commune de Bagneux. Le périmètre de la délégation de service public de production et de distribution de chaleur couvre le tracé de la ZAC Victor Hugo et plus généralement l'ensemble du territoire de la commune de Bagneux.
La nature des énergies utilisées se répartissent comme suit :

- Géothermie : 45%
- Pompe à chaleur : 20%
- Chaufferies d'appoint centralisées fonctionnant au gaz naturel : 32%
- Chaufferies d'appoint décentralisées fonctionnant au gaz naturel : 3%

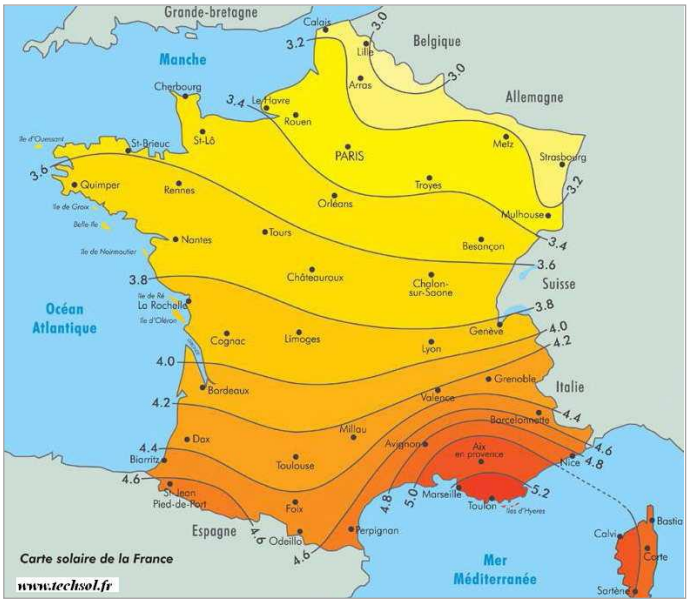
En juin 2015, les travaux sont en cours.

La filière bois

L'énergie bois, utilisée par l'homme pendant des millénaires jusqu'à la découverte du charbon et des énergies fossiles, ne représente aujourd'hui plus que 14 % de la demande mondiale d'énergie et 2 % des besoins de l'Union Européenne.

Pourtant les arguments en faveur du développement d'une filière bois énergie sont nombreux à condition que son utilisation se fasse dans les meilleures conditions (choix des technologies les plus performantes, bonne gestion de la ressource bois). La ressource régionale de bois énergie est importante mais elle a été jusqu'à aujourd'hui sous-exploitée faute d'une filière professionnelle crédible. Pour remédier à cette situation, l'ARENE en partenariat avec la délégation régionale de l'ADEME a engagé depuis 1999, un ensemble d'actions allant de l'étude de faisabilité de la filière (état des lieux des opérations et des structures d'approvisionnement, identification des acteurs, recherche des points de blocage, élaboration d'un programme régional bois énergie) au soutien à la mise en œuvre d'opérations pilote et d'opérations de diffusion en passant par les études de faisabilité de projets.

Deux types d'utilisation du bois énergie sont possibles. L'utilisation domestique du bois énergie pour le chauffage individuel des habitations (cheminées, poêles ou chaudières bois raccordées sur le réseau de distribution intérieure de l'habitation) ou alors l'utilisation du bois en chaufferies collectives ou dans des installations industrielles. Encore assez peu développées en France, les chaufferies collectives au bois présentent l'avantage de permettre la valorisation de grandes quantités de bois dans des conditions de performances énergétiques et écologiques optimales.



Ainsi, le recours au bois pour le chauffage sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pourrait être envisagé, par la mise en place

[12] Etude et annexes de la Délégation de service public pour la création d'un réseau de géothermie, Gestion et exploitation des réseaux de production, de distribution et de livraison d'énergie calorifique sur le territoire de la commune de Bagneux, SIPPEREC, Novembre 2013.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

d'une chaufferie collective utilisant le bois ou de chaudières bois individuelles. Précisons cependant que ces deux solutions ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

Le solaire

Le rayonnement solaire moyen annuel est de 1150 kWh/m2 en Ile-de-France soit seulement 20 % de moins que dans le sud de la France. Cette énergie peut être utilisée via des capteurs solaires thermiques pour produire de la chaleur, application la plus courante (eau chaude sanitaire et/ou chauffage) mais aussi du froid (rafraîchissement solaire). Un tel système permet de capter 50 % de l'énergie incidente. L'énergie solaire peut permettre aussi de produire de l'électricité par des panneaux photovoltaïques.

L'Ile-de-France, première région française en terme de population, présente probablement le plus grand potentiel régional en matière de solaire thermique. Elle représente, en effet, à elle seule, 10% du parc national de maisons individuelles et plus de 25% des logements collectifs équipés de chauffage central. Par ailleurs, si l'ensoleillement moyen annuel est plus faible au nord de la Loire que dans le Sud de la France, l'énergie du soleil peut en revanche y être utilisée sur une plus grande période (saison de chauffe plus longue) et il suffit d'installer seulement 20 % de surface de capteurs supplémentaires pour capter la même quantité d'énergie que dans le sud de la France. On estime, en toute théorie, qu'en Ile-de-France, 20 à 30 % des besoins de chauffage et 50 à 60 % des besoins en eau chaude sanitaire des pavillons ou des logements collectifs pourraient être couverts par le solaire thermique.
Il serait intéressant de favoriser l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Précisons cependant que ces deux solutions «solaires» ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

L'éolien

L'ARENE Ile-de-France a évalué les potentiels franciliens en énergies renouvelables. Avec le partenariat de l'ADEME et le concours de l'IAURIF, elle a réalisé un atlas francilien du gisement éolien. Cet atlas constitue une cartographie des densités d'énergie éolienne (proportionnelles à la vitesse moyenne du vent) exploitables en Ile-de-France à différentes altitudes (10 m, 30 m, 60 m et 90 m). Il intègre les zones de protection environnementales où l'implantation d'éoliennes est proscrite ou soumise à des dispositions spécifiques. Une première approche a permis d'évaluer à 100 MW le potentiel d'éolien exploitable en Ile-de-France à l'horizon 2010.

Etant donné la localisation du projet dans un contexte très urbain, l'installation de grandes éoliennes ne serait pas opportune. La mise en place d'éolienne de petite taille serait peut être une solution. Cependant, l'analyse des installations existantes montre que la présence en milieu urbain d'éoliennes de petite puissance est extrêmement limitée, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Par ailleurs, on dispose de très peu de retour d'expérience (performances techniques et économiques) sur les quelques réalisations identifiées. On sait aujourd'hui que le gisement éolien en milieu urbain est fortement limité par une "rugosité" aérodynamique importante liée à la présence d'obstacles multiples. Le rendement de toute éolienne qui n'est pas placée à une hauteur importante est donc médiocre.
La pertinence d'une installation d'éoliennes sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne semble pas avérée.

E. LA GESTION DES DECHETS

L'organisation

Depuis le 1er janvier 2005, la compétence « déchets » a été transférée à la Communauté d'agglomération Sud de Seine.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La Communauté d'agglomération Sud de Seine est membre du SIELOM (Syndicat Intercommunal d'Elimination des Ordures Ménagères du département des Hauts de Seine), chargé d'assurer certaines prestations et de représenter la CA Sud de Seine au SYCTOM (Syndicat Mixte Central de Traitement des Ordures Ménagères) qui assure le traitement des déchets pour le compte des communes syndiquées.

Ces adhésions permettent à la ville d'accéder aux installations de traitement, de transfert et de valorisation gérées par le SYCTOM, moyennant des participations financières évaluées en fonction de la population desservie et des tonnages présentés dans les centres.

La collecte

Les déchets sont essentiellement stockés dans des conteneurs. Le service public de collecte en porte à porte des déchets ménagers est assuré par la société SITA Ile-de-France. La collecte est effectuée depuis 2006 par des bennes d'ordures ménagères et de collecte sélective fonctionnant au gaz sur les trajets de transfert vers les centres de traitement.

- La collecte des déchets ménagers s'effectue 2 fois par semaine dans les quartiers d'habitat individuel et 3 fois pour les quartiers d'habitat collectif et les professionnels.
- La collecte sélective a été mise en place depuis de nombreuses années, en porte à porte une fois par semaine.
- Les encombrants sont collectés 1 fois par mois en fonction de 4 secteurs distincts.
- Le verre est collecté en porte-à-porte, excepté en ce qui concerne 10 colonnes d'apport volontaire et 16 colonnes enterrées.
- 5 colonnes d'apport volontaire des papiers-journaux sont disposées sur le territoire de la commune.
- Depuis 2009, la collecte des déchets végétaux s'effectue une fois par semaine, de la 1ère semaine de mars à la dernière semaine de novembre.
- Par ailleurs, des opérations ponctuelles de collecte sont assurées par les services municipaux dans certains cas (dépôts sauvages sur la voie publique par exemple).
- La collecte des déchets ménagers spéciaux est assuré 2 à 4 fois par mois, via le service spécialisé TRIADIS ou par le service de propreté communale.
- Enfin, des flux complémentaires sont gérés à l'échelle de la Communauté d'Agglomération : collecte des déchets médicaux, des textiles, des cartouches d'encre, des radiographies usées, des réfrigérateurs et des piles.

Par ailleurs la commune de Bagneux accueille sur son territoire une déchèterie mobile (dispositif mis en place et géré par le SYELOM). Les habitants peuvent y déposer gratuitement des gravats, des déchets d'équipements électriques et électroniques, des encombrants et des déchets verts et jours et horaires d'ouverture. La déchèterie fixe se situe à Meudon.

En 2006, l'OPH de Malakoff a installé 26 colonnes enterrées destinées à la collecte des ordures ménagères, des emballages et des journaux-magazines. Depuis lors et grâce aux subventions de la CA Sud de Seine (50% de la fourniture des colonnes enterrées), ce nouveau dispositif de stockage des déchets a considérablement évolué et plusieurs bailleurs du territoire ont mis en place de système.

Sur la commune de Bagneux, un nouveau projet de colonne enterrée est né en 2012, sur la résidence Allée de Poitou par le bailleur France Habitation (15 colonnes implantées).

Enfin, depuis 2008, la CA Sud de Seine met à disposition des composteurs individuels.

La répartition des tonnages collectés

En 2013, près de **56 000** tonnes de déchets ont été collectés sur l'ensemble de la CA Sud de Seine. Ils se répartissent de la manière suivante :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Ordures ménagères	39 885 t
Encombrants	39 31 t
Emballages	5 510 t
Verre	2 708 t
Déchets verts	2 247 t
Déchèterie mobile	1 294 t
Textiles	253 t
Déchets toxiques	59 t
Déchets médicaux	2,1 t
TOTAL déchets collectés / commune	**55 889 t**

Source : rapport annuel service public d'élimination des déchets CA Sud de Seine 2013.

Selon les chiffres de 2013, les tonnages de déchets collectés ramenés au nombre d'habitants donnent une production moyenne de 383 kg par an et par habitant pour les déchets collectés.

Le traitement

Le traitement reste du ressort de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine via le SYCTOM.
Les ordures ménagères et les emballages et journaux et magazines sont dirigés vers l'usine d'incinération du SYCTOM à Issy-les-Moulineaux. Les encombrants et le verre sont acheminés au centre de la société VEOLIA TAIS à Châtillon. Les déchets verts sont envoyés au centre Bio Yvelines Services.

Synthèse et principaux enseignements

- L'ensemble de la commune est desservi par un réseau d'assainissement collectif, un réseau d'eau potable et par les réseaux EDF, gaz et de télécommunications.
- Une étude géothermie a montré qu'une opération de géothermie profonde était réalisable sur la commune de Bagneux. Au total, 5 554 logements existants sur Bagneux et environ 800 sur Fontenay aux Roses sont raccordables à un réseau de géothermie et plusieurs opérations d'aménagement en cours ou à venir le sont également, dont la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Le choix de la commune s'est porté sur cette source d'énergie. Une convention a été signée en 2014 avec SIPPEREC. Le développement du réseau est en cours et couvrira les besoins de la ZAC en terme de chauffage et d'eau chaude sanitaire.
- Le recours au bois pour le chauffage sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pourrait être envisagé, par la mise en place d'une chaufferie collective utilisant le bois ou de chaudières bois individuelles. Ces deux solutions ne seront envisagées qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Il serait intéressant de favoriser l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Ces deux solutions «solaires» ne seront envisagées qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

- Les déchets sont essentiellement stockés dans des conteneurs. Le service public de collecte, en porte à porte, est assuré par la société SITA Ile-de-France. La collecte est effectuée, depuis 2006, par des bennes d'ordures ménagères et de collecte sélective fonctionnant au gaz sur les trajets de transfert vers les centres de traitement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

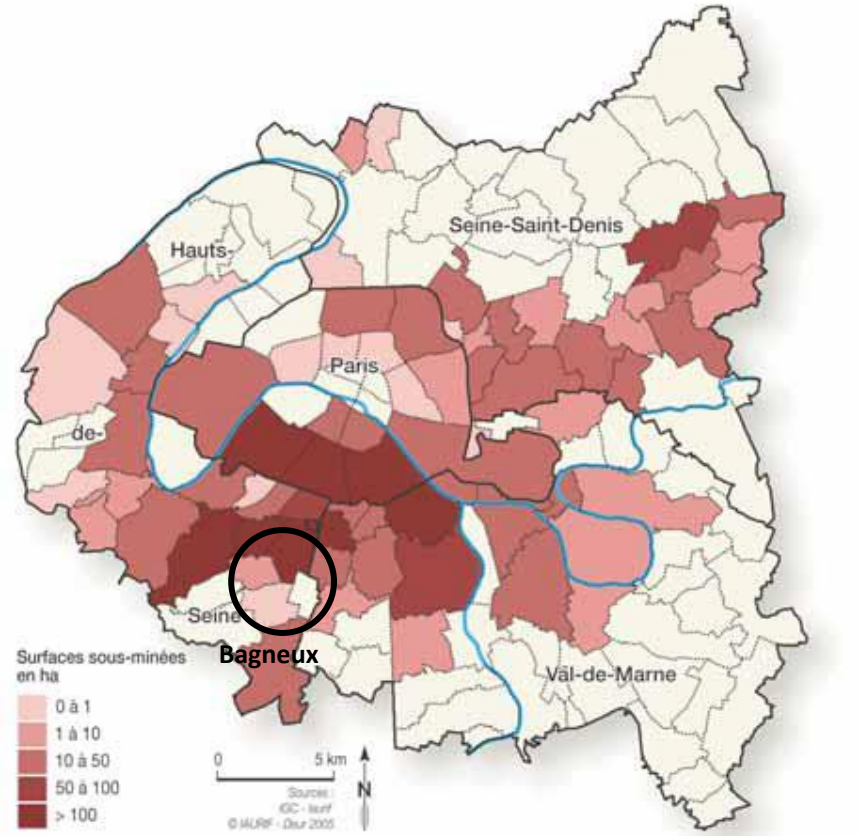
Les risques sur la santé humaine

A. LES RISQUES NATURELS

Le risque lié à la présence de carrières

L'agglomération parisienne est largement sous-minée par d'anciennes carrières de matériaux de construction exploitées depuis l'époque gallo-romaine. Ces carrières, aujourd'hui abandonnées, constituent un ensemble de vides souterrains dont la dégradation peut entraîner des risques d'affaissement et d'effondrement du sol.

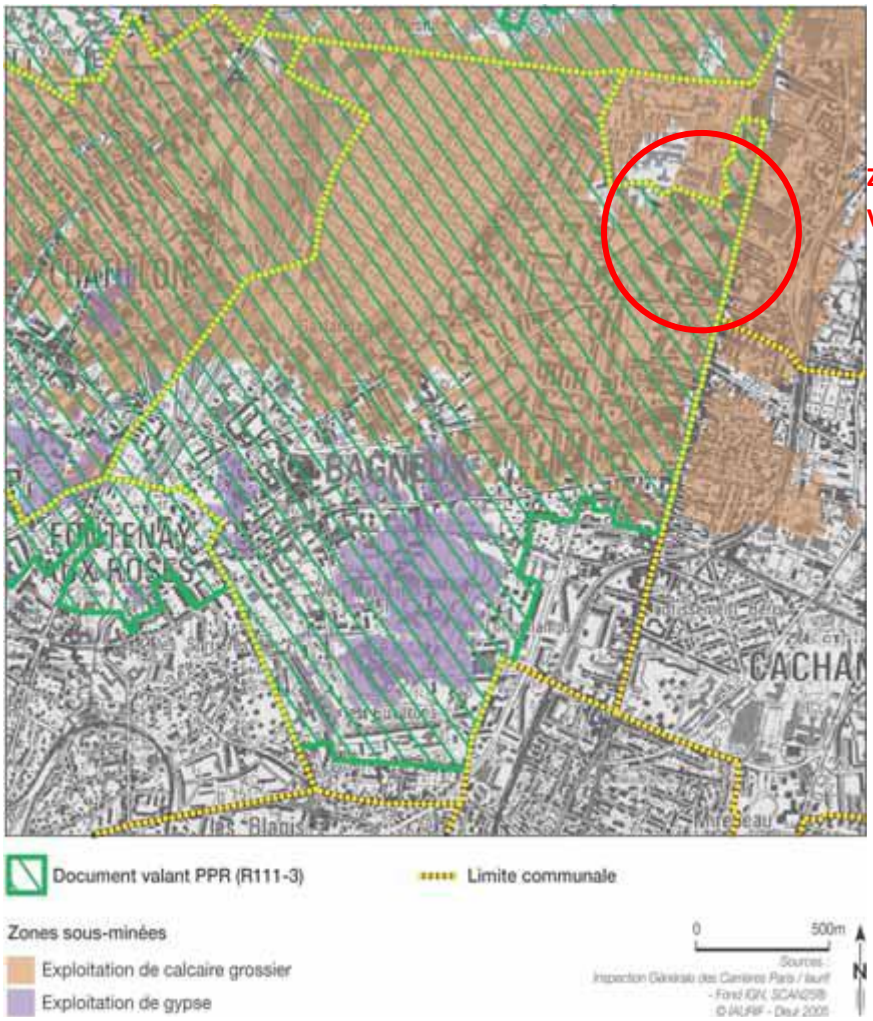
En Île-de-France, plus de 300 communes sont exposées à ces risques de mouvements de terrains liés à des anciennes carrières souterraines, dont la ville de Bagneux.



Carte des communes franciliennes sous-minées par d'anciennes carrières souterraines

Plus de 60% du territoire communal est sous-miné par d'anciennes exploitations. Au nord, s'étendent d'anciennes carrières de calcaire (219 ha) et au sud, d'anciennes carrières de gypse (43 ha). Seule la partie du territoire communal située entre la RD 920 et la ligne du RER n'est pas concernée par ce risque.
Un périmètre de risque, défini au titre de l'article R 111-3 du code de l'urbanisme en 1985 et valant PPR depuis la loi Barnier de 1995, est arrêté sur la commune. Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entièrement compris dans ce périmètre.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Un inventaire des carrières souterraines connu a été réalisé par l'Inspection Générale des Carrières (IGC) de la Ville de Paris. Depuis 1777, l'IGC a notamment pour mission l'établissement, la tenue à jour et la publication des cartes au 1/1000ème des carrières souterraines connues.

Les études géotechniques déjà réalisés sur plusieurs lots confirment la présence de carrières souterraines. Des prescriptions s'agissant des travaux préalables à l'édification de construction sont ainsi édictées au cas par cas. (cf. partie effets et mesures).
L'étude d'impact portant sur le prolongement du métro 4 entre Montrouge et Bagneux évoque aussi la présence confirmée d'anciennes carrières souterraines partiellement comblées.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

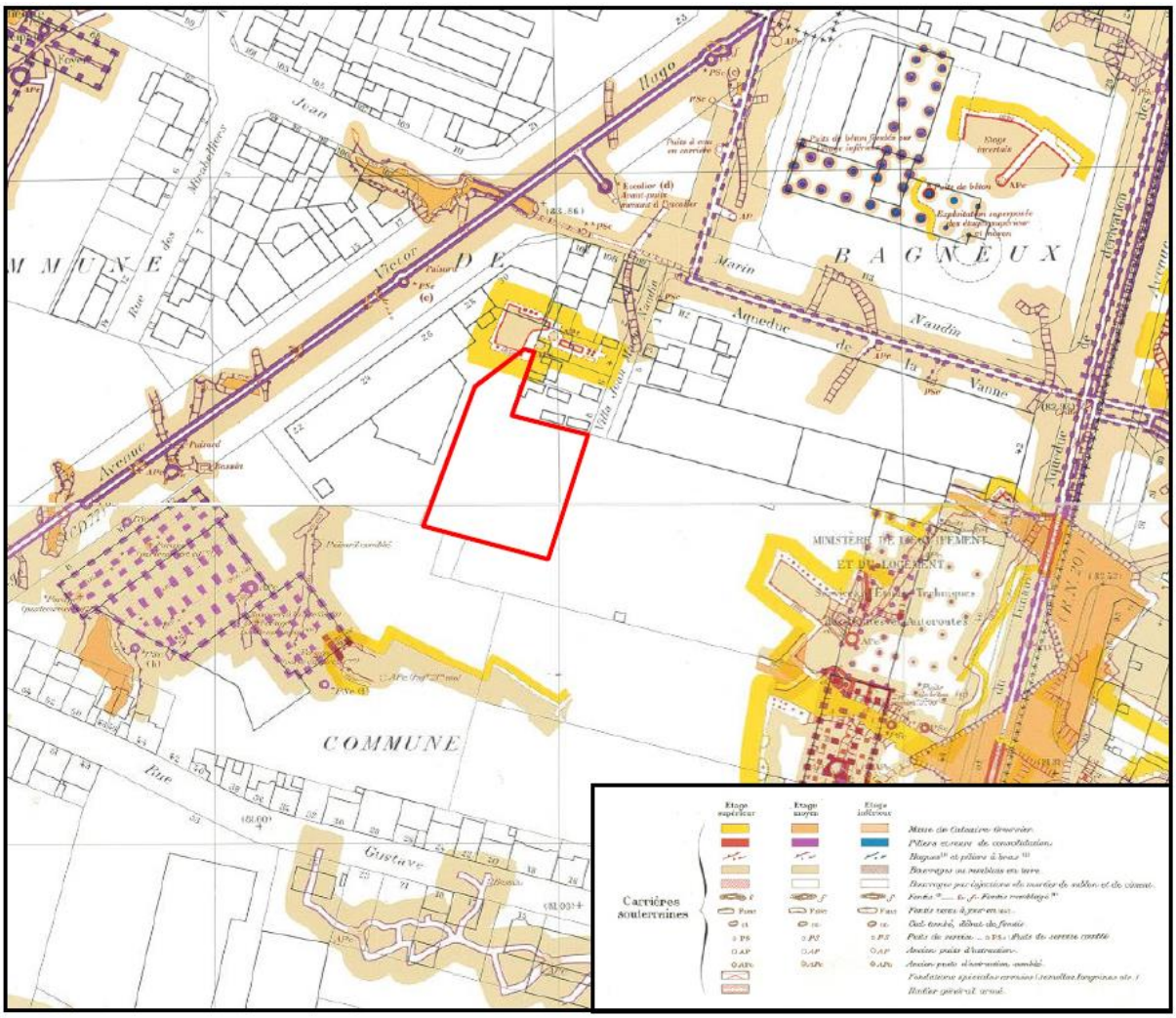


Figure 2 : Extrait de l'atlas des cartes des carrières souterraines feuille 24-58 et 24-59

Extrait de l'étude géotechnique du lot 7 de la ZAC (GEOLLIA)

Afin de limiter les risques d'accidents, l'Inspection Générale des Carrières peut formuler des prescriptions techniques concernant les fondations du bâtiment et/ou la consolidation du terrain qui est appelé à supporter le projet ou même émettre un avis défavorable pouvant ainsi entraîner un refus de d'autorisation de construire. Cependant, la définition, le dimensionnement et la réalisation des travaux de mise en sécurité restent de la responsabilité du maître d'ouvrage et des entreprises qu'il a mandatées.

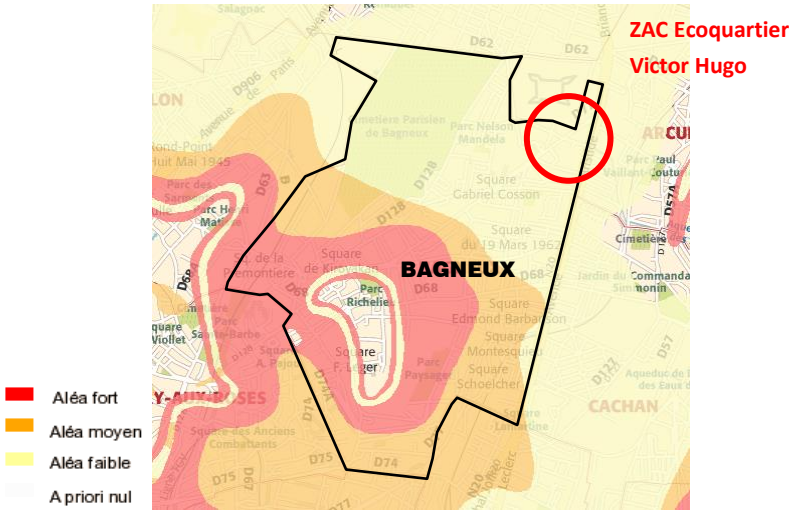
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le risque de retrait-gonflement des argiles

Le retrait-gonflement des argiles se manifeste dans les sols argileux et il est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface (retrait) ; à l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement. La lenteur et la faible amplitude du phénomène de retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'homme. Néanmoins, l'apparition de tassements différentiels peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments.

La commune de Bagneux est concernée par un aléa nul à fort de retrait-gonflement des argiles. Le secteur le plus sujet au retrait-gonflement des argiles est la partie haute du plateau. Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est sujet à un aléa faible.

Le retrait-gonflement des argiles



Le risque sismique

Les articles R563-4 et suivants du code de l'Environnement définissent les modalités d'application de l'article L.563-1, en ce qui concerne les règles particulières de construction parasismique pouvant être imposées aux équipements, bâtiments et installations dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique.
Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique aux bâtiments, équipements et installations de la classe dite "à risque normal" (les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat), le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante : zones de sismicité 1 (très faible) ; zone 2 (faible) , zone 3 (modérée) ; zone 4 (moyenne) et zone 5 (forte).

La commune de Bagneux est classée dans la zone 1, à risque sismicité très faible.

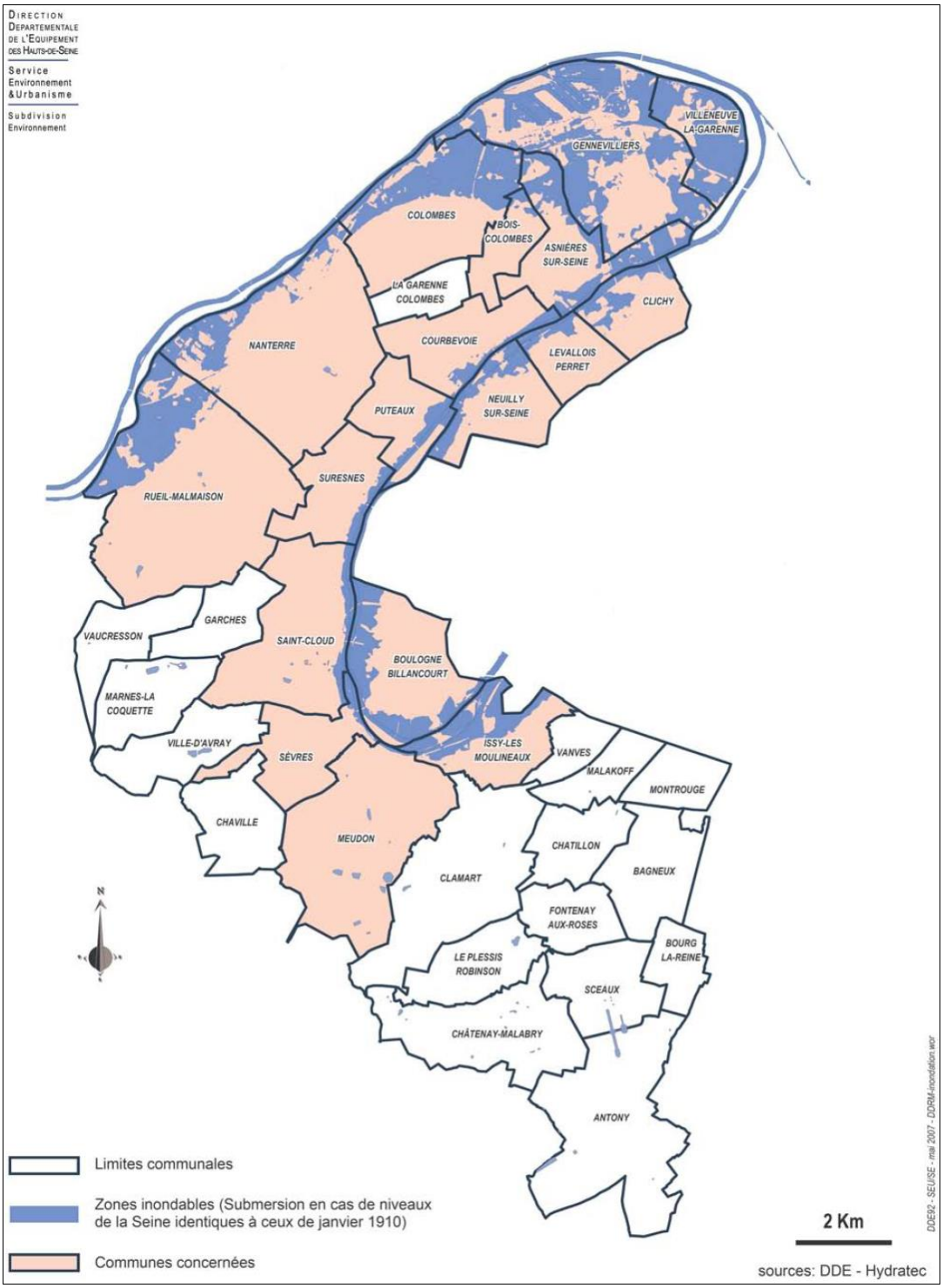
Le risque d'inondation

L'inondation est le principal et le plus grave des risques naturels auquel est confronté l'Île-de-France. En effet, environ un tiers des communes franciliennes est menacé à des degrés divers par des inondations provoquées par le débordement direct des eaux de rivières.
Les conséquences d'une inondation majeure, du niveau de la crue d'occurrence centennale de 1910, seraient catastrophiques. En exposant simultanément les huit départements franciliens, un tel événement aurait un impact considérable sur la vie de la région, affectant à des degrés divers, plus de 2 millions de personnes.
La commune de Bagneux n'est pas concernée par les risques d'inondation par débordement de la Seine.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cependant, aux inondations par débordement s'ajoutent également les risques d'inondations par ruissellement, favorisés en milieu urbain par l'imperméabilisation des surfaces et la saturation des réseaux d'évacuation. La commune de Bagneux a enregistré 4 arrêtés de catastrophes naturelles dues aux inondations depuis 1982.

Carte 43 : Le risque inondation par débordement de la Seine dans le cas d'une crue identique à celle de 1910



Source : DDE – Hydrac

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Le transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations. On peut observer trois types d'effets, qui peuvent être associés :

- une explosion peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles, par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions. Ces effets, à la fois thermiques et mécaniques, sont ressentis à proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres ;
- un incendie peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle, l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage.
- un dégagement de nuage toxique peut provenir d'une fuite de produit toxique ou résulter d'une combustion. En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte, par la consommation de produits contaminés ou par contact. Selon la concentration des produits et la durée d'exposition, les symptômes varient d'une simple irritation de la peau ou d'une sensation de picotements de la gorge, à des atteintes graves (asphyxies, œdèmes pulmonaires). Ces effets peuvent être ressentis jusqu'à quelques kilomètres du lieu du sinistre.

Afin d'éviter la survenue d'accident, plusieurs législations ont été mises en place :

- Le transport par route est régi par le règlement ADR du 5 décembre 1996, transcrit par l'arrêté français du 1er juillet 2001. Ce règlement concerne aussi la signalisation des véhicules, les opérations de chargement et de déchargement des marchandises. Il impose également des prescriptions techniques d'emballage, de contrôle et de construction des véhicules ;
- Le transport par voie ferrée est régi de la même façon par le règlement RID ;
- Les transports fluviaux nationaux et internationaux sont régis par l'accord européen ADNR ;
- Le transport par canalisation fait l'objet de différentes réglementations qui permettent notamment d'intégrer les zones de passage des canalisations dans les documents d'urbanisme des communes traversées (afin de limiter les risques en cas de travaux).

Les statistiques montrent que les modes de transport de marchandises dangereuses les plus sûrs sont les voies ferrées et les canalisations.

A Bagneux, l'ensemble de la commune est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses, du fait de la circulation de camions citernes, principalement sur la RD 920 et l'avenue Jean-Jaurès, mais aussi d'une canalisation de transport de gaz de haute pression située le long de l'avenue Max Dormoy et des rues de Chartres et Perrotin.

Le transport de matières dangereuses fait aussi l'objet d'un plan de secours spécialisé élaboré par la Préfecture des Hauts-de-Seine et la Préfecture de police de Paris. En cas d'accident, c'est la Cellule Mobile d'Intervention Chimique des Sapeurs-Pompiers qui définit les mesures à mettre en place.

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Ces installations, qu'elles soient soumises à autorisation ou à déclaration, sont du ressort des pouvoirs de police spéciale du préfet. Seules les installations soumises à la directive « SEVESO II » sont obligatoirement dotées d'un Plan Particulier d'Intervention. Actuellement, aucune société installée sur la commune ne relève de cette directive.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le principal risque lié à ces installations réside dans la pollution accidentelle du réseau d'eau potable et nécessiterait l'organisation d'une distribution d'eau aux personnes situées dans le périmètre pollué, pendant toute la durée des opérations de dépollution.
La base des installations classées du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, répertorie 5 installations classées recensées sous le régime de l'autorisation. Il s'agit d'établissements considérés comme susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains.

Liste d'installations classées (ICPE) situées à proximité de la commune de Bagneux en 2015

Libellé ICPE	Type
AALYAH RECYCLAGE (ex BAGNEUX METAUX)	Autorisation
FACEO France	Autorisation
SDRA	Autorisation
SNCF DEPOT MONTROUGE	Autorisation

Source : Diagnostic Etats des Risques Naturels, Miniers et Technologiques (ERNMT), 2015.

C. LA POLLUTION DE L'AIR

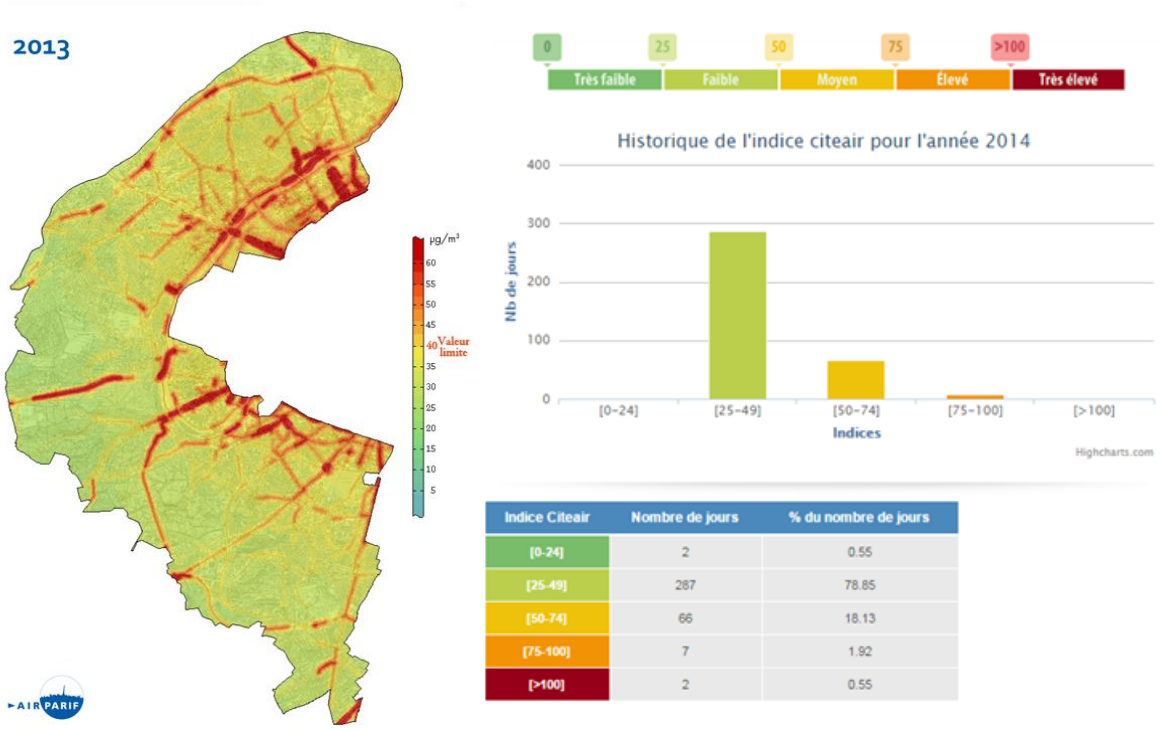
La qualité de l'air

L'agglomération parisienne bénéficie, la majeure partie du temps, d'un climat océanique venteux ou pluvieux favorable à la dispersion de la pollution par brassage et lessivage de l'atmosphère. Cependant, certaines situations météorologiques, anticycloniques et absence de vents, bloquent les polluants sur place et peuvent conduire pour les mêmes émissions de l'agglomération, à des niveaux nettement supérieurs à ceux des jours moins pollués. Les principaux polluants émis dans l'atmosphère sont liés à l'activité humaine. Les transports et principalement les automobiles jouent un rôle majeur dans la production de polluants.
La station de mesure de la qualité de l'air du réseau régional qui peut renseigner sur la situation à Bagneux est localisée à Cachan.

L'indice Citeair, développé sur l'initiative de réseaux de surveillance de la qualité de l'air dans le cadre du projet européen du même nom (Citeair – Common information to European air, cofinancé par les programmes INTERREG IIIc et IVc), indique un indice de qualité de l'air majoritairement faible sur l'année 2014 pour la ville de Bagneux : seulement 7 jours avec une valeur élevée. En 2014, 82% des jours ont connu un indice de qualité de l'air faible ou très faible.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 55 : Exemple de l'exposition à la pollution au Dioxyde d'Azote en 2013 et Indice Citeair de qualité de l'air pour la commune en 2014



Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	2	0.55
[25-49]	287	78.85
[50-74]	66	18.13
[75-100]	7	1.92
[>100]	2	0.55

Source Airparif, 2014

La proximité de la RD920, de la RD77 et de l'agglomération parisienne influent directement sur la qualité de l'air observée. A l'échelle de la commune, des dégradations de qualité de l'air s'observent aux abords des voies de plus forte circulation pour les paramètres dioxyde d'azote, particules PM10 et particules PM2.5.
Néanmoins, il existe sur des poches de concentration de NOx liées au trafic automobile autour des axes routiers majeurs traversant ou bordant la commune et concernant la RD920 et la RD77. Le passage de la RD 920 à l'extrémité est de la zone d'étude peut induire une baisse de la qualité de l'air, principalement localisée à proximité de cette infrastructure, en fonction des conditions atmosphériques favorisant ou non la dispersion des polluants liés à l'automobile. On observe une dégradation marquée de la qualité de l'air pour les paramètres dioxyde d'azote, particules PM10 et particules PM2, 5. Les pics associés à l'ozone, polluant secondaire, et le benzène, sont spatialement plus diffus.

Le secteur d'étude est longé par cette voie. Il est donc probable que la partie est du secteur ait une qualité de l'air légèrement inférieure à celle indiquée sur le tableau ci-dessus. Toutefois, au regard de l'historique des indices de pollutions, la qualité de l'air du secteur d'étude demeure largement convenable.

La législation en matière de qualité de l'air

Les effets nocifs de la pollution atmosphérique ont été définis légalement dans l'article 1er de la loi du 2 août 1961. Cette loi a été abrogée, à l'exception de ses dispositions relatives aux pollutions dues à des substances radioactives par la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996.
La loi de 1996, article 2, définit la pollution atmosphérique comme « étant l'introduction par l'homme, directement ou indirectement, dans l'atmosphère et les espaces clos, de substances ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

écosystèmes, à influer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels et à provoquer des nuisances olfactives excessives ».
Le décret d'application de la loi de 1961, du 13 mai 1974, encore applicable dans l'attente de l'intervention des décrets d'application de la loi du 30 décembre 1996, précise, dans le même esprit, que par émission polluante, « il y a lieu d'entendre l'émission dans l'atmosphère de gaz ou de particules solides ou liquides, corrosifs, toxiques ou odorants, de nature à compromettre la santé publique ou la qualité de l'environnement ou à nuire au patrimoine agricole, forestier ou bâti ».
Au niveau réglementaire, des valeurs limites ou des valeurs guides ont été édictées, tant par le législateur français que par les instances internationales. Le décret en Conseil d'Etat du 25 octobre 1991 sur la qualité de l'air (modifiant le décret du 13 mai 1974) définit les niveaux de concentration à ne pas dépasser en ce qui concerne : l'anhydride sulfureux, les particules en suspension, le plomb et le dioxyde d'azote. Ce décret a été complété en 1996 pour prendre en compte l'ozone.

D. LA POLLUTION DES SOLS

Les sites de la base de données BASOL

La base de données BASOL est un tableau de bord des sites sur lesquels l'administration a une action à titre préventif ou curatif. Cette base de données comporte plus de 34 000 sites sur le territoire national et est actualisée trois à quatre fois par an.
Sur la commune de Bagneux, la base de données BASOL comptabilise 1 site pollué en cours de traitement (BASOL, 2013). **Le site pollué ne se situe pas sur le périmètre d'étude.**

Nom usuel du site	Description du site	Types de pollution
STATION-SERVICE ELF RELAIS DE BAGNEUX	Une installation de stockage et de distribution de carburants a été exploitée sur ce site de 1987 à 2004. Cette station-service était soumise à déclaration sous les rubriques 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées. La notification de cessation d'activité a été adressée à la Préfecture des Hauts de Seine le 07 octobre 2004, et complétée en 2007. Le site, d'une superficie d'environ 600 m² se trouve dans un quartier résidentiel (maisons individuelles et habitations collectives).	**Sol pollué** Nappe polluée.

Suite à cette information, un arrêté préfectoral du 13/12/2012 impose à l'exploitant :

- la mise en place d'un dispositif de traitement de la nappe suffisamment dimensionné;
- la surveillance de la qualité des eaux souterraines selon une fréquence adaptée;
- la justification de la bonne réalisation des travaux et l'atteinte des objectifs, notamment par la réalisation d'une analyse des risques résiduels,
- la vérification de la compatibilité de l'état environnemental des milieux avec les usages au travers d'une démarche d'interprétation de l'État des milieux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Une mission de diagnostic de pollution des sols au droit de plusieurs parcelles a été menée par le cabinet Arcadis en avril 2012 dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. L'étude : Diagnostic initial de pollution Ecoquartier de la ZAC Victor Hugo, analyse la vulnérabilité environnementale du site, retrace les activités qui se sont succédées et présente des investigations sur les sols, en termes de pollution réelle et de sensibilité potentielle. Le rapport de synthèse nous permet de préciser l'état des sols dans un périmètre de 5 km autour du site : 4 sites étaient recensés dans la base de données de BASOL :

Source d'information Création de la fiche ou dernière mise à jour	Nom du site ou utilisation du site	Localisation par rapport à la périphérie la plus proche du site	Information sur la pollution
		BASOL	
BASOL N°16 (12/10/2006)	Etablissements Moia - Cogedim (Traitement de surface)	Cachan (94) 1,3 km au Sud-Est	- Pollution de la nappe par des COHV, des métaux, des BTEX et par du chrome hexavalent
BASOL N°51 (07/08/2006)	Zschimmer & Schwarz France (fabrication de détergent industriels)	Arcueil (94) 1,2 km à l'Est	- Présence diffuse de métaux, HCT, traces de COHV (trichloréthylène, tétrachloréthylène, cis dichloréthylène), de BTEX (benzène), et HAP (benzo(a)pyrène) - Les sols et les eaux souterraines sont impactés
BASOL N°08 (07/08/2006)	Station-Service Elf	Gentilly (94) 2,3 km au Nord-Est	- Concentrations en hydrocarbures totaux et en BTEX très élevées dans les eaux souterraines
BASOL N°17 (20/12/2006)	Entreprise Popihn (ancien stockage-distribution de charbon et fuel)	Clamart (92) 3,6 km à l'Ouest	- Travaux de dépollution partiels suite à détection d'une teneur importante en hydrocarbures dans le sol et dans la nappe au droit du site et en aval

Source : Diagnostic initial de pollution, Rapport final, Arcadis, 2012

Les sites de la base de données BASIAS

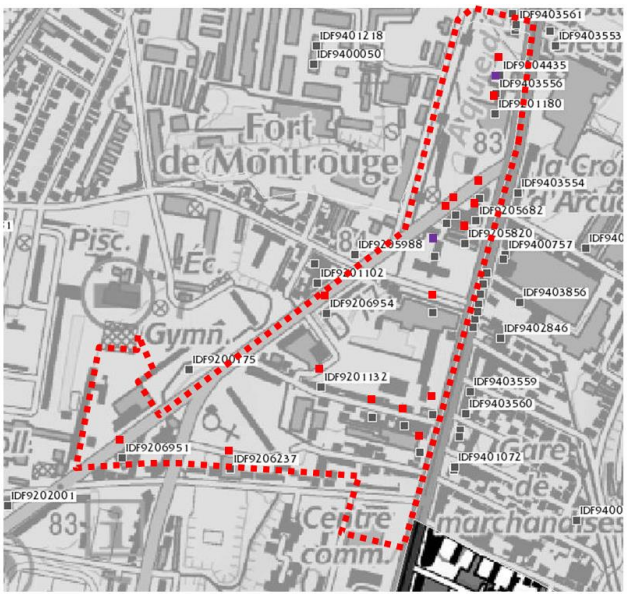
La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS. Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- de recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- de conserver la mémoire de ces sites,
- de fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Il faut rappeler toutefois que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Carte 44 : Répartition des sites recensés dans la base BASIAS à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : http://basias.brgm.fr

La base BASIAS référence 113 sites sur la commune dont 18 sites dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Pour chacun d'eux, une fiche précise ses caractéristiques : type d'activité, localisation, dates d'exploitation…

Le tableau ci-dessous détaille les principales caractéristiques de 16 sites uniquement. Localisés en violet sur le plan ci-dessus, 2 sites ont des fiches erronées qui ne sont donc pas exploitables (sites identifiés sur la commune d'Arcueil à une mauvaise adresse).

Activité	Adresse	Etat du site	Dates d'activité	Activité
Fabrication d'affiches publicitaires	6 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 01/01/1949 Fin : 30/08/2005	- Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants - Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) - Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)
Atelier de réparation automobile	10 avenue Aristide Briand		Début : 02/12/1979	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)
Station-service	50 avenue Victor Hugo		Début : 01/01/2005	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Laboratoire	20 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 30/04/1970 Fin : 19/12/1984	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Garage	42 avenue Victor Hugo		Début : 24/09/1974	Garages, ateliers, mécanique et soudure

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Activité	Adresse	Etat du site	Dates d'activité	Activité
Société Sanglan Fils	40 avenue Victor Hugo		Début : 23/03/1930 Fin : 23/03/1930	Chaudronnerie, tonnellerie
Carrosserie		En activité	Début : 08/03/1930	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...) - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Pressing	8 avenue Victor Hugo	Activité terminée*	Début : 27/08/1996	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons
Etablissements Guilleux	44 avenue Aristide Briand	Activité terminée*	Début : 21/03/1977	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Garage	60 avenue Aristide Briand		Début : 02/12/1931	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Ateliers de réparation	5-7 rue Gustave Courbet	Activité terminée	Début : 14/02/1934 Fin : 30/08/2005	- Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux - Fonderie de métaux légers - Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres - Garages, ateliers, mécanique et soudure
Etablissement Auclair	68 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 30/06/1958 Fin : 30/08/2005	- Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
Métaux Précieux Industries	11 rue Gustave Courbet	Activité terminée*		- Sidérurgie
Etablissements Lavergne	32 rue Gustave Courbet	Activité terminée	Fin : 30/08/2005	- Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électro médicaux et électro thérapeutiques, matériel médico-chirurgical et d'orthopédie - Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...) - Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Activité	Adresse	Etat du site	Dates d'activité	Activité
Commerce de gros de matériaux de construction	105 rue de Verdun	Activité terminée*	Début : 27/05/1963	- Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Station-service	36 avenue Henri Barbusse	En activité	Début : 09/06/2000	- Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)

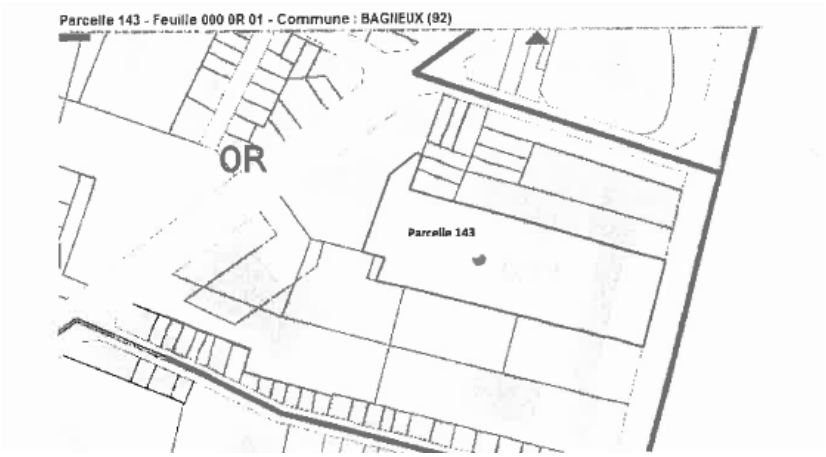
** ces sites sont indiqués « en activité » dans la base BASIAS, ils sont cependant fermés depuis plusieurs mois.*

Diagnostics de pollution de certains sites de la ZAC

Secteur Avenue et rue Victor Hugo – Jardin du Setra

Le 1er diagnostic de pollution réalisé sur ce secteur ont été menées par la société Antea en 2010 sur la parcelle du SETRA cadastrée OR 143 d'une superficie de 8 498 m²

Illustration : Plan cadastral de la zone d'étude



Source : Investigations complémentaires en vue d'une recherche de pollutions des sols, Antea, 2010

Les investigations ont permis de mettre en évidence :

- La présence de remblai sur environ 1 mètre d'épaisseur couvrant la moitié est du site. Ces remblais ont fait l'objet d'analyses complètes en métaux et composés organiques qui n'ont relevé aucune anomalie générant de contrainte quant à leur utilisation future.
- Un impact marqué en hydrocarbures lourd à l'endroit de deux anciennes cuves enterrées alimentant la chaudière fioul. Cet impact est sensible sur 3 points de sondages en dessous de 2 m de profondeur, avec notamment une forte anomalie jusqu'au moins 5 m de profondeur au droit de la zone de dépotage supposé, en limite d'emprise du site.

L'étude recommandait d'effectuer une évaluation quantitative des risques sanitaires pour déterminer la compatibilité avec les usages futurs du site. Elle conseillait d'effectuer des analyses complémentaires sur les échantillons de sol de terrain naturel impactés :

- Répartition hydrocarbures aromatiques et hydrocarbures aliphatiques de l'impact
- Mesure du carbone organique total sur un sol non impacté
- Estimation de la perméabilité à l'air du sol au moyen d'une analyse de type diagramme SCS.

La diagnostic de pollution des sols réalisé en 2012 par le cabinet Arcadis sur deux lots de la ZAC (lots 6 et 7) a permis de déterminer ponctuellement les types et niveaux de pollution. Le lot 6 correspond pour partie à l'ancienne parcelle du Setra.

Localisation des études de sols

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : Arcadis 2012

Aucun impact réel de pollution n'est identifié. Les dépassements des seuils de références, notamment en métaux, sont courants dans les remblais en provenance d'Ile de France et restent, dans le cas des sondages réalisés, dans des gammes de valeur du même ordre de grandeur que les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 28/10/2010 et ceux des terres banalisables. Ces dépassements ponctuels, associés parfois à la présence de mâchefer ou de couleur suspecte sont susceptibles d'engendrer un refus en ISDI (installation de stockage de déchets inertes).
En cas de maintien des terrains en place, notamment ceux dépassant des VTB (métaux lourds surtout), la mise en place d'un revêtement (dalle béton, enrobé ou terres végétale saine) permettra de limiter le contact cutané.
En cas de maintien en place de terrains et dans le cadre d'aménagement de bâtiments en rez-de-chaussée, l'absence de risque sanitaire lié au mercure devra être vérifiée.
Sur ces mêmes sites, des compléments d'investigation réalisés en 2013 par GEOLIA indique que sur 10 analyses localisées dans les remblais, deux présentent des concentrations supérieures aux critères d'admissibilité en ISDI pour l'antimoine lixiviable. Les autres paramètres sont compatibles avec une évacuation en ISDI. On note également des concentrations anomaliques en métaux dans les remblais. Les échantillons analysés, issus du terrain naturel, ne présentent pas d'anomalie notable.

Secteur rue de Verdun

Un diagnostic de pollution du sous-sol a été réalisé au 105 rue de Verdun par la société Tesora en juin 2013 afin de connaitre les contraintes environnementales du site. La zone d'étude correspond aux parcelles S8 (1028 m2) et S9 (385 m2) :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration : Vue aérienne du site d'étude (105 rue de Verdun) à Bagneux



Source : Google Maps

La zone d'étude était occupée par une parcelle en friche (parcelle S 8) et une parcelle occupée par une maison d'habitation (parcelle S 9). Le projet d'aménagement prévoyait la réalisation d'un immeuble d'habitation sur 2 niveaux de sous-sol sur l'emprise totale des deux parcelles (1 413 m2). Ce projet a été réalisé. Cependant le diagnostic de pollution donne des informations utiles quant aux différentes pollutions de sol susceptibles d'affecter l'ensemble du périmètre de la ZAC.

Résumé du diagnostic de 2010 :

Un premier diagnostic de pollution avait été mené en 2010 par le Bureau Veritas à la suite duquel des travaux de purge des terres impactées en hydrocarbures ont été réalisés en 2010 (Suez/Sita). Cette première étude avait mis en évidence que le site aurait accueilli une cuve de fuel de 10 m3 au nord-ouest de la parcelle, sans que cette information n'ait pu être vérifiée et la localisation ne soit précisée. De plus, l'étude relevait que le certificat d'inertage n'était pas fourni. Par la suite, un stockage de peinture était présent. Ce magasin a été détruit par un incendie en 2009 et les déchets ainsi que les sols pollués auraient été évacués. Néanmoins aucun document attestant de ces évacuations ou des résultats des éventuels contrôles de fouille n'a été fourni. Le diagnostic de pollution du sous-sol mené par Bureau Veritas mettait en évidence une source ponctuelle significative en indice hydrocarbures. Suites à ces investigations, la société Sita/Suez a réalisé la purge des terres polluées (270,95 tonnes de terres ont été évacuées en biocentre).

Résumé du diagnostic de 2013

Des investigations complémentaires ont été menées en 2013 par la société Tesora en amont des travaux de construction. Cette dernière étude a consisté en la réalisation de 6 sondages pour prélèvements et analyses d'échantillons de sols. Les observations organoleptiques des sols ont mis en évidence :

- Des anomalies en métaux avec des teneurs supérieures au seuils des anomalies naturelles modérées dans les remblais (zinc, cuivre, plomb).
- Des anomalies non significatives en HTC, HAP, COVH et PCB avec des teneurs inférieures aux valeurs seuils (définies par l'arrêté du 28 octobre 2010 ou aux limites de qualification du laboratoire).
- La majeure partie des échantillons prélevés dans les remblais présente des teneurs en sulfates et fraction soluble supérieures aux valeurs seuils.
- Le terrain naturel est caractérisé inerte.
- Les remblais non-inertes doivent être évacués en filière adaptée en centre de comblement de carrière (classe 3+)

Les remblais non inertes ont été évacués du site lors des affouillements préalables à l'édification des constructions :

- 153 m3 de remblais ont été évacués en centre de comblement de carrière,
- 67,40 tonnes de terres odorantes ont été évacuées en Biocentre
- 1 122 m3 de gravats ont été évacués en filière pour gravats dont 340 m3 au droit de maille non inerte.

Le reste des matériaux, correspondant aux remblais non odorants et au terrain naturel, a été évacué en ISDI.

Ainsi, à l'issue des travaux de dépollution, les terres laissées en place, correspondant au terrain naturel, ne sont pas susceptibles d'être à l'origine de risques sanitaires pour les futurs usagers du site.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Par conséquent, à l'issue des travaux, le site est compatible avec l'usage fixé et aucune recommandation supplémentaire n'a été émise.

Les risques liés à la présence de radon

Le radon est un gaz radioactif présent partout à la surface de la planète qui provient principalement des sous-sols granitiques et volcaniques. Il est issu de la dégradation de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre.

Le radon se diffuse dans l'air et se trouve, par effet de confinement, à des concentrations plus élevées à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur. L'entrée du radon dans les bâtiments résulte de nombreux paramètres (concentration dans le sol, perméabilité et humidité du sol, présence de fissures ou de fractures dans la roche sous-jacente) et notamment des caractéristiques propres de l'habitat (procédé de construction, fissuration de la surface en contact avec le sol, système de ventilation…). Dans une moindre mesure, la présence de radon dans les locaux habités peut cependant avoir d'autres origines : l'air extérieur, les matériaux de construction, l'eau à usage domestique… Le radon constitue la part la plus importante de l'exposition aux rayonnements naturels reçus par l'homme.

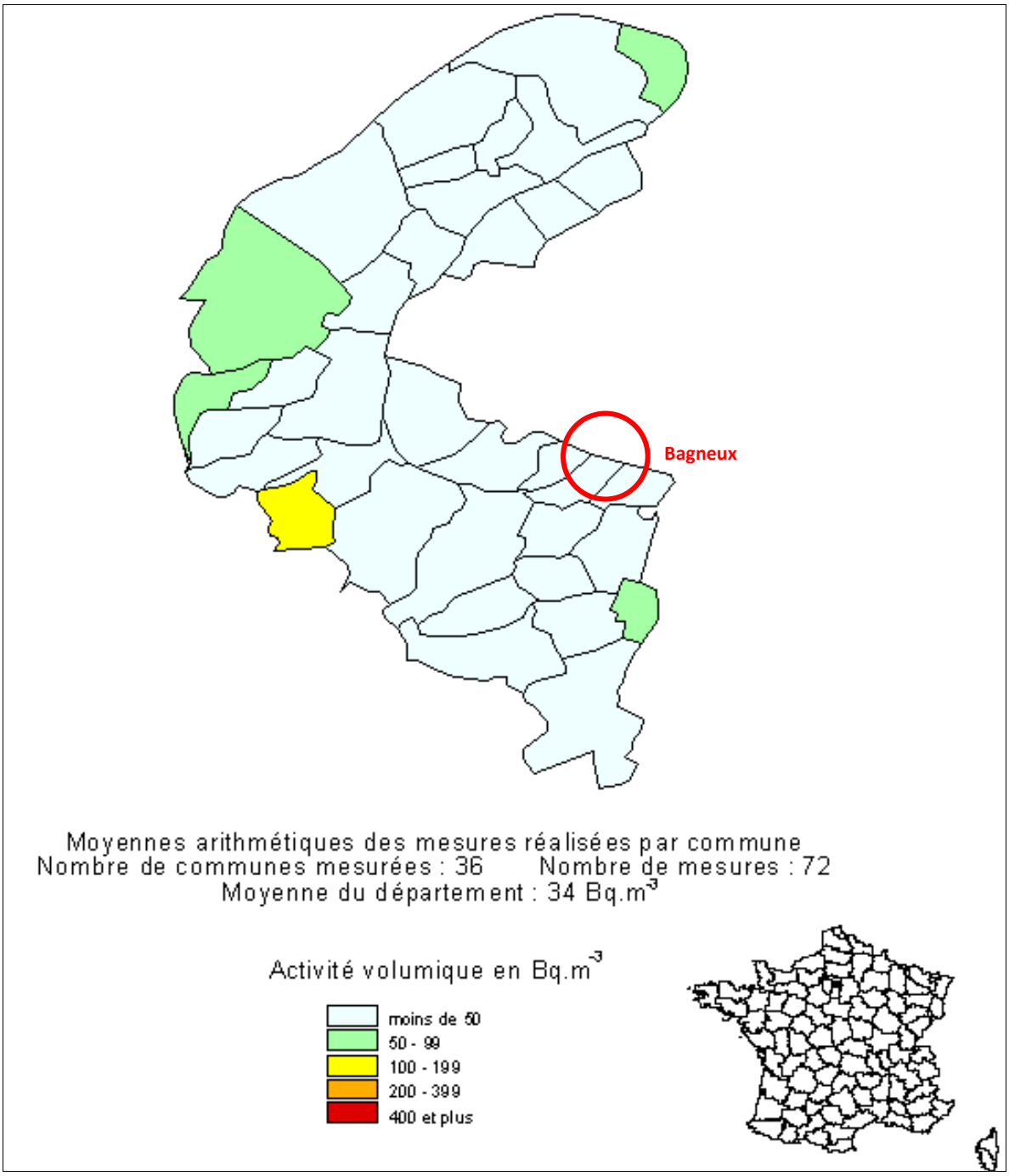
Les risques pour la santé liés à l'exposition au radon ont été établis à partir de nombreuses études menées chez l'homme (en particulier auprès des ouvriers des mines) et chez l'animal, faisant apparaître un lien avec le cancer du poumon. Le nombre annuel de décès par cancer qui serait attribuable à l'exposition domestique au radon en France métropolitaine varie d'environ 1 200 à 2 900. Ces chiffres montrent que l'exposition domestique au radon constitue un enjeu majeur de santé publique.

L'exposition des populations au radon dans les habitations, peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France. Plusieurs organismes internationaux (UNSCEAR, OMS, etc.) élaborent une synthèse des données disponibles afin de définir une politique globale de gestion du risque associé à l'exposition domestique au radon.

La prise de conscience du problème en France est relativement récente. Pour évaluer l'exposition de la population, l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) réalise depuis plusieurs années des campagnes de mesure du radon dans les habitations. Sur la base de ces mesures, il y aurait en France 300 000 bâtiments où la concentration moyenne annuelle serait supérieure à 400 Bq/m3, niveau d'activité volumique du radon au-dessus duquel doivent être mises en œuvre les actions nécessaires pour réduire l'exposition des personnes, et 60 000 bâtiments où la concentration moyenne annuelle serait supérieure à 1 000. A Bagneux, les mesures effectuées ont mis en évidence un niveau d'activité volumique de radon inférieur à 50 Bq/m3.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 45 : Carte des activités volumétriques du radon dans les habitations des Hauts-de-Seine



Source : IRSN.fr, Bilan janvier 2000 issu de la campagne nationale de mesure de la radioactivité naturelle dans les départements français

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. LA POLLUTION ELECTROMAGNETIQUE

Les champs électromagnétiques (CEM) ont des effets reconnus nocifs sur le corps humain lors d'expositions aiguës à des intensités élevées. Pour les éviter, la recommandation européenne de 1999, transcrite en droit français par le décret n°2002-775 du 3/05/02, fixe les limites d'exposition. Toutefois, cette recommandation ne traite pas des effets à long terme, y compris les effets cancérogènes, car les données scientifiques sont actuellement insuffisantes et ne permettent pas d'établir un lien de causalité.

Des ondes électromagnétiques sont émises par les équipements de télécommunication : antennes de radio et de télévision, téléphonie mobile, équipements civils et militaires... La gamme des fréquences utilisées est très large : de 10 kHertz à 300 GHertz ; les puissances d'émission peuvent aller de quelques milliwatts à plusieurs gigawatts.

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo intègre 2 antennes-relais et il est aussi concerné par la présence de 3 autres antennes situées à proximité.

Carte 46 : Localisation des antennes-relais



Source : ANFR.fr

Emplacement sur la carte	Type d'antenne	Localisation	Hauteur
1	1 antenne de radiotéléphonie	16 avenue Aristide Briand	34.8 mètres
2	1 antenne de radiotéléphonie	113 rue Jean-Marie Naudin	40.0 mètres
3	1 antenne de radiotéléphonie	9 rue de la Mégisserie	50.5 mètres
4	1 antenne de radiotéléphonie	20 avenue Louis Pasteur	37.6 mètres
5	1 antenne de radiotéléphonie	Arcueil	24.0 mètres

**V /m : volt par mètre*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La valeur limite la plus faible (la valeur limite varie selon les fréquences) fixée par l'arrêté du 3 mai 2002 est de 28V/m.
Une mesure a été effectuée le 7 avril 2014 en intérieur au point rue 1 Berthollet à Arcueil, à proximité immédiate du périmètre de la ZAC. **La valeur enregistrée est de 0.97 volt par mètre, soit 28,8 fois plus petite que la valeur limite.**

Adresse	Type de mesure	Niveau global d'exposition	Respect des valeurs décret 03/05/2002	Date de la mesure
18 rue Berthollet 94 114 Arcueil	Intérieure	0,97 V/m*	Oui	07/04/2014

Les pollutions électromagnétiques sont devenues une préoccupation des usagers, particulièrement depuis la multiplication d'émetteurs de radiotéléphonie.

F. LES NUISANCES SONORES

Le bruit est une source de gêne très présente en Ile-de-France, altérant la qualité de vie de la grande majorité des Franciliens. Dans ce sens, un Francilien sur quatre est particulièrement gêné par le bruit, puisqu'il se déclare souvent ou en permanence gêné à son domicile. Significativement plus importante en Ile-de-France qu'en province, cette gêne est très liée au degré d'urbanisation. Parmi les différentes sources de bruit, la circulation routière est de loin la première source de gêne.
Au-delà de la gêne ressentie, le bruit a des conséquences néfastes sur la santé. Il a des effets négatifs sur le système auditif (surdité) mais aussi sur le système cardio-respiratoire (élévation de la tension artérielle lors d'expositions chroniques à des bruits supérieurs à 85 dB(A), troubles du rythme respiratoire et cardiaque) et sur le système neuromusculaire (crampes, spasmes, hypertonie). Certaines atteintes sont irréversibles comme la surdité. On observe aussi d'autres conséquences, comme des atteintes du champ visuel, des comportements agressifs, des baisses de la perception des couleurs, une détérioration importante de la vision nocturne, une perturbation du sommeil et notamment de la phase d'endormissement, une perturbation des secrétions hormonales… Les réactions psychiques, quant à elles, peuvent aller jusqu'à la violence chez certains sujets fragiles ou fatigués, et chez tous, une gêne de la concentration ou de l'attention.

La réglementation

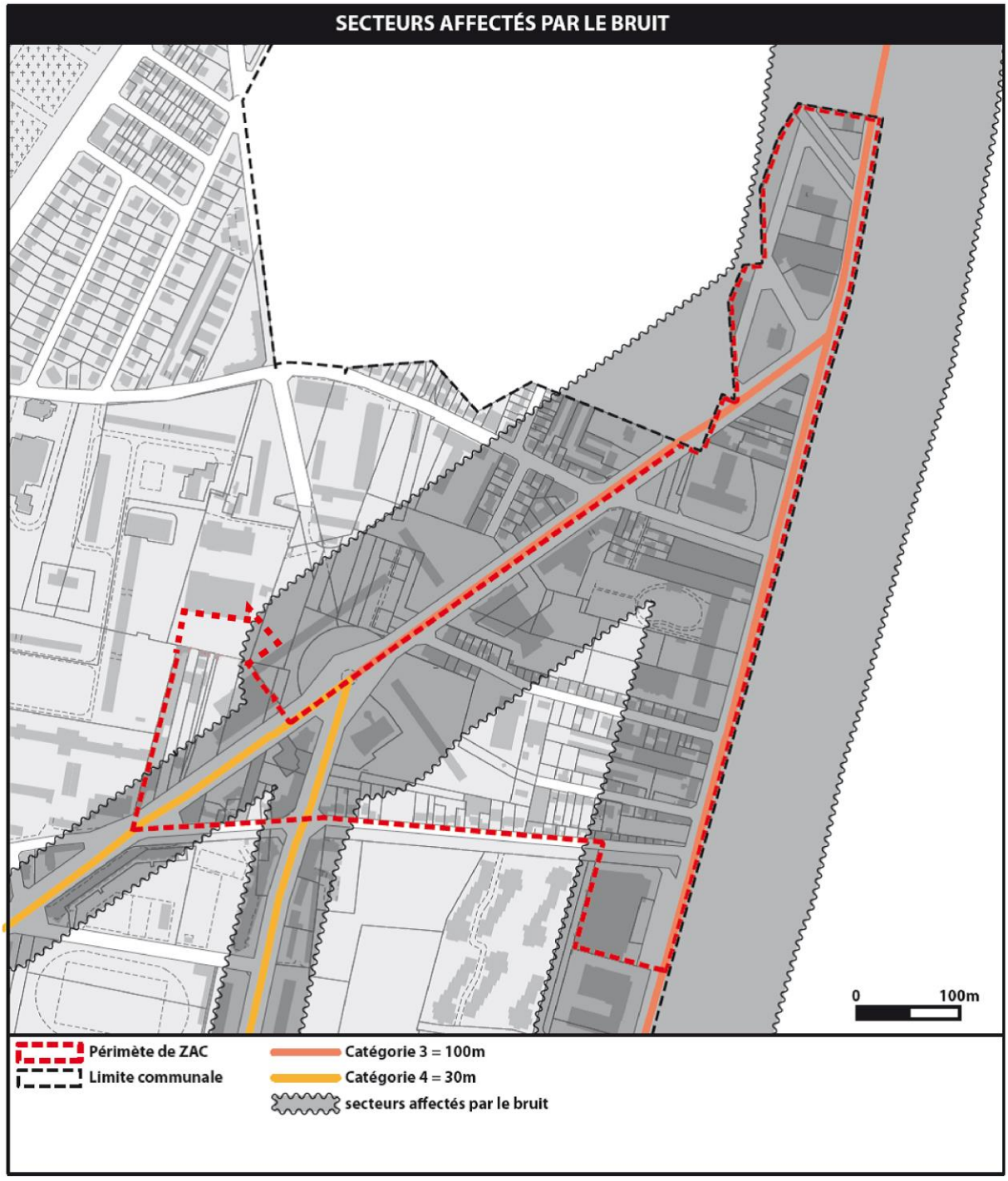
Le bruit est réglementé par la loi n° 92-1444 du 31décembre 1992, qui a pour objet de lutter contre les bruits et les vibrations pouvant nuire à la santé ou porter atteinte à l'environnement (article 1), et par un ensemble de mesures. Des décrets d'application de cette loi ont été publiés concernant notamment le bruit des infrastructures de transport terrestre. Ainsi, l'arrêté du 30 mai 1996, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, a pour objet :
de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transport terrestre recensées ;
de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situé de part et d'autre de ces infrastructures ;
de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres.

Niveau sonore de réf. LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de réf. Laeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Isolement minimal DnAT	Zone de bruit maxi de part et d'autre de l'ouvrage routier
L > 81 76 < L < 81	L > 76 71 < L < 76	1 2 3	45 dB(A) 42 dB(A) 38 dB(A)	d = 300 m d = 250 m d = 100 m

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

70 < L < 76 65 < L < 70 60 < L < 65	65 < L < 71 60 < L < 65 55 < L < 60	4 5	35 dB(A) 30dB(A)	d = 30 m d = 10 m

Il appartient au Préfet de procéder au recensement des infrastructures terrestres concernées par la loi situées dans son département et de les classer dans les catégories établies.
Sur la commune, un arrêté préfectoral du 3 avril 2000, portant classement des infrastructures de transports terrestres, prescrit l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit (RD 920, avenue Victor Hugo, rue de Fontenay, avenue Dormoy…)



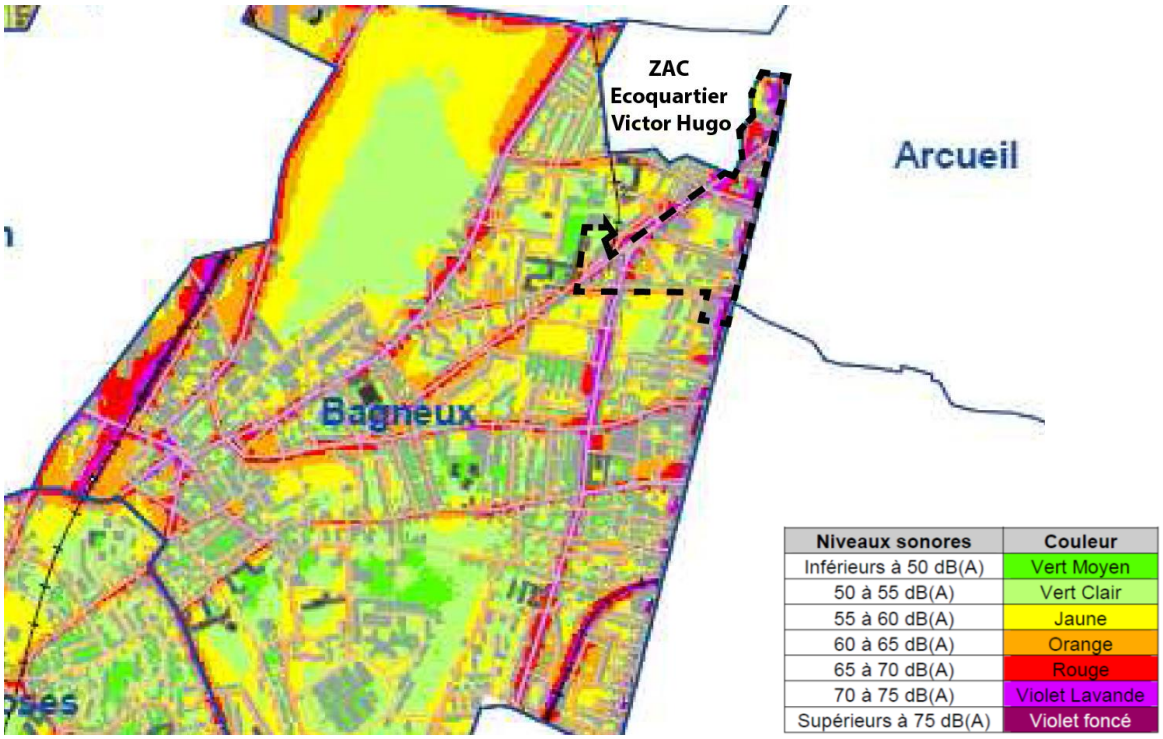
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les cartes stratégiques de bruit sur le territoire de la CA Sud de Seine

La directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 définit les bases communautaires de la lutte contre le bruit dans l'environnement. Elle impose la réalisation de *cartes stratégiques du bruit* et des *plans d'actions*, destinés à lutter contre les nuisances sonores, en particulier en provenance des infrastructures de transport, et à protéger les zones calmes.
Cette Directive, dont la transposition dans le Code de l'Environnement Français a été faite (décret et arrêté d'application du 24 mars et du 4 avril 2006), fixe un cadre méthodologique et technique pour mener à bien cette démarche. Elle impose à toutes les grandes aires urbaines de réaliser, à brève échéance, une cartographie stratégique du bruit sur leur territoire, afin d'établir un référentiel qui puisse servir de support aux décisions d'amélioration ou de préservation de l'environnement sonore, et qui permette par ailleurs de valoriser l'action politique locale sur cette thématique.
Dans le cadre de ses compétences environnementales, incluant la lutte contre le bruit, la Communauté d'Agglomération Sud de Seine a souhaité mettre en œuvre les prescriptions de la Directive Européenne en construisant un référentiel cartographique, afin de fédérer et mettre en cohérence les moyens de lutte contre le bruit à l'aide de la cartographie stratégique du bruit, dont découlera le plan de prévention du bruit dans l'environnement.

Les cartes stratégiques de bruit imposées par la Directive européenne représentent l'impact du bruit sur un territoire pour une période définie. Ce sont des documents d'information, non opposables aux tiers, établis pour une année de référence. Elles ont vocation à être révisées au minimum tous les 5 ans.

Carte 47 : Exposition au bruit sur le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Niveaux sonores	Couleur
Inférieurs à 50 dB(A)	Vert Moyen
50 à 55 dB(A)	Vert Clair
55 à 60 dB(A)	Jaune
60 à 65 dB(A)	Orange
65 à 70 dB(A)	Rouge
70 à 75 dB(A)	Violet Lavande
Supérieurs à 75 dB(A)	Violet foncé

Source : Données communales

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

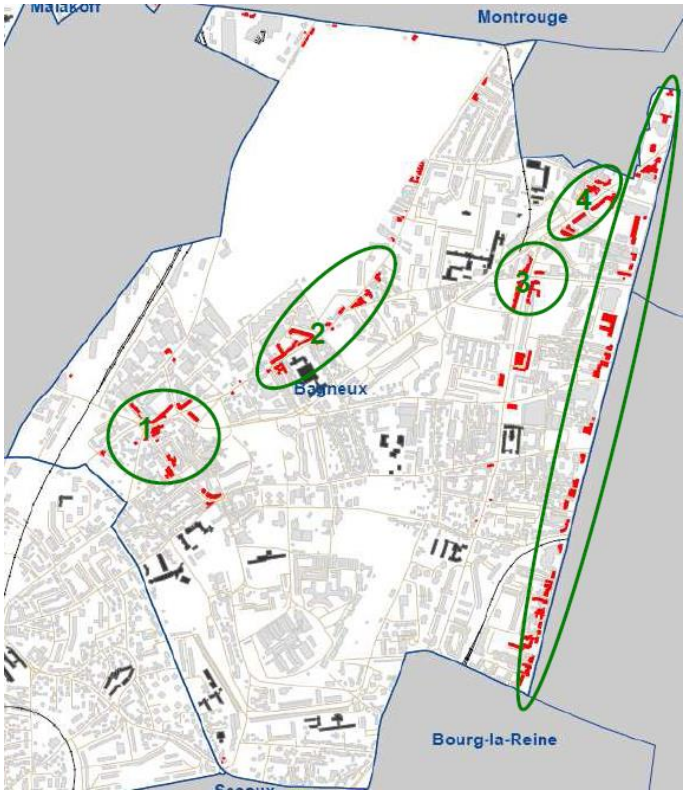
La source de bruit majoritaire, sur le territoire de Sud de Seine est constituée principalement par les infrastructures de transports routiers, et dans une moindre mesure, parce que plus localisées, par les infrastructures ferroviaires.

Des dépassements des valeurs limites sont constatés pour les 4 communes. A Bagneux, le nombre d'habitants concernés par des dépassements de seuils pour le bruit routier est estimé à 5 200 personnes.

En dehors de la RD 920 qui présentent des niveaux sonores élevés le long de la limite communale, 4 secteurs regroupent des bâtiments potentiellement exposés à des niveaux importants, en raison principalement du trafic routier.

La zone 3 sur la carte ci-contre, située au carrefour de la rue de Verdun et l'avenue Louis Pasteur, est d'une zone d'habitat résidentiel.

La zone 4 correspond à une zone mixte habitat résidentiel et zone d'habitat individuel le long de la RD 77 (avenue Victor Hugo) avant son rattachement à la RD 920.



Les nuisances sonores présentes sur le site d'étude sont directement liées à la circulation routière sur la RD920 et la RD77.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- Plus de 60% du territoire communal, dont le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, est soumis au risque lié à la présence de carrières souterraines. Afin de limiter les risques d'accidents, tout permis de construire ou autorisation de travaux est soumis à l'avis de l'Inspection Générale des Carrières.

- Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est sujet à un aléa faible de retrait-gonflement des argiles.

- La commune de Bagneux n'est pas concernée par les risques d'inondation.

- A Bagneux, l'ensemble de la commune est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses, du fait de la circulation de camions citernes, principalement sur la RD 920 et l'avenue Jean-Jaurès, mais aussi d'une canalisation de transport de gaz de haute pression située le long de l'avenue Max Dormoy et des rues de Chartres et Perrotin.

- La qualité de l'air à Bagneux est qualifiée de « bonne » environ 82% des jours de l'année.

- La base de données BASOL ne comptabilise aucun site pollué ou ayant fait l'objet d'investigation sur le périmètre de la ZAC. Toutefois, la base BASIAS référence 19 sites potentiellement pollués dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Les sols composés de remblais, fréquents sur le périmètre de la ZAC, présentent généralement une pollution aux métaux lourds nécessitant des mesures particulières au moment des aménagements, voire une extraction. Des secteurs localisés de pollution ont été repérés à l'occasion de diagnostics de pollution préalables à l'édification de constructions. Des mesures adaptées ont été mises en œuvre pour évacuer les terres polluer et garantir l'absence de risque pour les usagers.

- Les nuisances sonores présentes sur le site d'étude sont directement liées à la circulation routière sur la RD 920 et la RD 77.

- Les nuisances électromagnétiques sont largement inférieures à la valeur limite réglementaire.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le contexte foncier et réglementaire

A. Le schema directeur d'Ile-de-France

Le Schéma directeur Île-de-France 2030 a été approuvé le 27 décembre 2013. Il porte le projet de la transition de l'aménagement régional. Il est conçu à l'aune du développement durable, dans la perspective des décennies à venir. Il est établi en association avec l'État et le Conseil économique, social et environnemental régional, en concertation avec l'ensemble des collectivités et des acteurs d'Île-de-France, et en lien avec le Bassin parisien. Il vise à l'attractivité et au rayonnement francilien et place au cœur de ses préoccupations le cadre de vie et le quotidien du Francilien d'aujourd'hui et de demain.
Document d'aménagement et d'urbanisme d'échelle régionale, le SDRIF s'inscrit dans la hiérarchie des normes d'urbanisme. Il s'impose donc à certains documents et doit également respecter différentes dispositions. Les documents de planification et les décisions devant être compatibles avec le SDRIF et permettant sa mise en œuvre sont notamment :

- le Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF),
- le Schéma régional des infrastructures et des transports (SRIT),
- les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et, en leur absence, les plans locaux d'urbanisme (PLU)

Pour être compatibles, les documents ou décisions concernés doivent permettre la réalisation des objectifs et options que le SDRIF a retenus pour la période d'application desdits documents ou décisions et «ne pas compromettre la réalisation des objectifs et les options retenus pour une phase ultérieure». Ce rapport de compatibilité «doit être regardé comme s'appliquant aux options fondamentales et aux objectifs essentiels de l'aménagement et du développement par lesquels s'exprime la cohérence globale des orientations du SDRIF».
L'objet de ce chapitre est de rappeler ce que le SDRIF prévoit sur le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo puisque le plan local d'urbanisme de Bagneux est antérieur au SDRIF.

Orientations générales

S'agissant de l'axe « polariser et équilibrer » de la stratégie du SDRIF, **de nombreuses orientations de portée générale guident l'opportunité et le contenu des projets urbains.** Il s'agit par exemple des orientations suivantes :

- priorité à la densification et donc au renouvellement urbain, afin de limiter la consommation d'espaces naturels, boisés et agricoles ;
- maitriser l'urbanisation sur les nouveaux espaces et mettre en œuvre une densité en lien avec le niveau d'équipement et de desserte ;
- favoriser la mutabilité des terrains et la densification des constructions dans les tissus urbains existants, notamment en exploitant des friches et des enclaves urbaines ;
- renforcer la mixité des fonctions et sa traduction dans l'aménagement de l'espace ;
- renforcer les centres de villes existants et leur armature ;
- coordonner les extensions et les densifications avec les possibilités d'alimentation par les réseaux (eau et énergie) et de gestion des déchets et des rejets, en limitant les impacts quantitatifs et qualitatifs ;
- réduire la vulnérabilité aux risques naturels et technologiques ;
- limiter l'imperméabilisation et faire progresser la surface d'espaces publics non imperméabilisés ;
- privilégier une gestion des eaux pluviales intégrée à l'aménagement urbain (toiture végétale, récupération, noues, etc.) ainsi que l'infiltration des eaux non polluées et la rétention de l'eau à la source ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- la gestion alternative des eaux pluviales visera à optimiser la maîtrise du ruissellement et à limiter les rejets dans les réseaux de collecte (en l'absence de normes plus restrictive, un débit de fuite gravitaire limité à 2 l/s/ha pour une pluie décennale) ;
- développer et mailler les espaces ouverts pour contribuer à structurer l'espace, à mettre en valeur l'environnement naturel et urbain, et à améliorer la qualité urbaine ;
- dans les communes comprenant des secteurs déficitaires en espaces verts, porter à minimum 10 m²/habitant l'offre d'espaces verts publics de proximité ;
- reconquérir des espaces dans les communes disposant de moins de 10% de leur superficie en espaces agricoles, boisés, naturels et d'espaces ouverts urbains, afin de rétablir un réseau écologique ;
- préserver l'accès aux ressources en matériaux ;
- préserver le paysage des coteaux et les belvédères ;

(…).

Plus spécifiquement pour le logement :

- dans les territoires porteurs d'un développement économique riche en emplois, la croissance
- de l'offre de locaux destinés à l'activité doit être accompagnée d'une augmentation
- proportionnelle de l'offre de logements ;
- l'offre locative sociale et intermédiaire, essentielle au fonctionnement de la région métropolitaine, doit être développée, ainsi que l'offre d'habitat spécifique ;
- (…).

Plus spécifiquement pour les activités économiques :

- la localisation des espaces de construction de bureaux doit être guidée par la recherche d'une accessibilité optimale ;
- les nouvelles zones d'activités doivent minimiser la consommation d'espaces ;
- les nouvelles implantations commerciales diffuses, en particulier le long des axes routiers, doivent être évitées ;
- (…).

Plus spécifiquement pour les équipements :

- les grands équipements, fortement générateurs de déplacements de personnes, doivent se localiser de manière préférentielle à proximité d'une gare ;
- l'intégration environnementale des grands équipements doit être assurée afin de minimiser les impacts sur l'eau, l'air (émissions sonores et de polluants atmosphériques engendrés par un surcroît de déplacements motorisés), l'espace, l'énergie ainsi que la production de déchets ;
- Les emplacements destinés aux commerces de proximité, voués à satisfaire prioritairement les besoins quotidiens, doivent être créés, maintenus et développés dans les espaces résidentiels.
- (…).

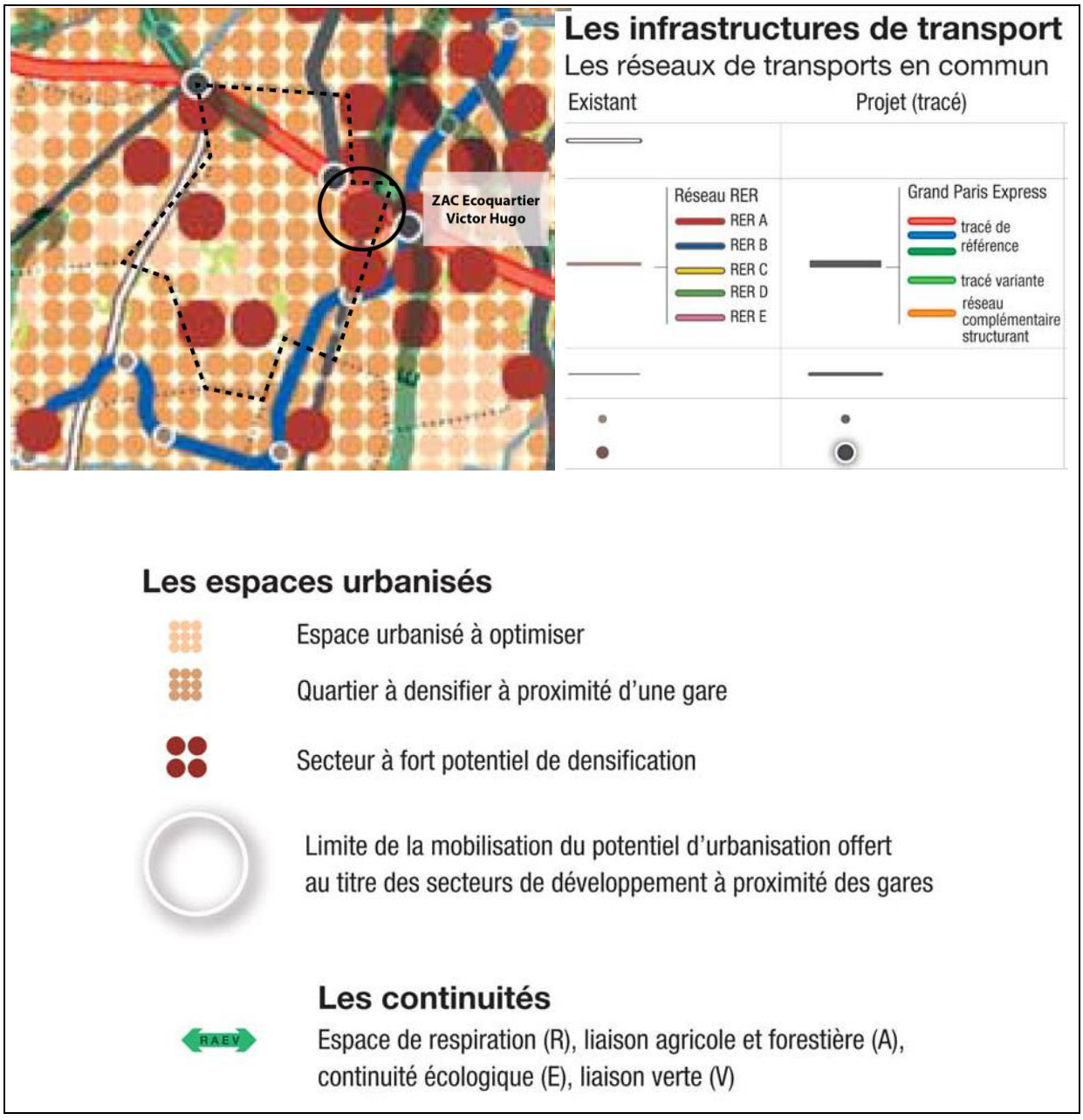
La carte de destination générale des sols fait apparaitre Bagneux comme un espace urbanisé où les quartiers sont à densifier à proximité des gares, certains secteurs sont d'ailleurs identifiés comme ayant un fort potentiel de densification : l'actuelle gare RER B de Bagneux et la future gare d'interconnexion entre le métro 4 et la ligne rouge du Grand Paris Express. Une petite partie de la commune est classée comme des espaces urbanisés à optimiser.
Comme l'agglomération parisienne dans sa quasi-totalité, Bagneux est également comprise dans le périmètre d'extension de l'urbanisation de la superficie de l'espace urbanisé communal, au titre du développement à proximité des gares.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Précisions sur le secteur ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le SDRIF identifie 4 types d'espaces sur le périmètre de projet et 1 principe de continuité.

Carte 48 : Extrait du SDRIF de 2013



Source : SDRIF 2013

La ZAC écoquartier Victor Hugo se situe dans une zone définie comme à fort potentiel de densification, notamment par sa localisation géographique idéale par rapport aux infrastructures de transports en commun : les gares RER B d'Arcueil-Cachan et Laplace, les futures gares du Grand Paris Express Arcueil-Cachan (interconnexion avec le RER B) et Bagneux (station multimodale avec interconnexion avec la future extension de la ligne 4 du métro parisien).

Les espaces urbanisés sont représentés sur la carte de destination générale des différentes parties du territoire selon la typologie suivante :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Les espaces urbanisés à optimiser :** (représentés par des points de couleur « saumon »)

A l'horizon 2030, est attendue une augmentation minimale de **10 %** de :

- la densité humaine
- la densité moyenne des espaces d'habitat à l'échelle communale ou intercommunale.

Cet intitulé concerne la commune de Bagneux mais pas la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

- **Les espaces à densifier à proximité des gares** (représentés par des points de couleur orangé)

Ces quartiers sont définis par un rayon de l'ordre de 1 000 mètres autour d'une gare ferroviaire ou d'une station de métro, existante ou à venir, et de l'ordre de 500 mètres d'une station de transport collectif en site propre existante ou à venir.
A l'horizon 2030, est attendue une augmentation minimale de **15%** de :

- la densité humaine
- la densité moyenne des espaces d'habitat à l'échelle communale ou intercommunale.

Cet intitulé concerne la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

- **Les secteurs à fort potentiel de densification** (en gros points bordeaux)

Il s'agit de secteurs comprenant des emprises mutables importantes ou des secteurs disposant d'un fort potentiel de valorisation.
Ces secteurs offrent un potentiel de mutation majeur qui ne doit pas être compromis. Ils doivent être le lieu d'efforts accrus en matière de densification du tissu urbain, tant dans les secteurs d'habitat que dans ceux réservés aux activités.
Ils doivent contribuer de façon significative à l'augmentation et la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins locaux et participer à la satisfaction des besoins régionaux.
Cet intitulé concerne la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

- **La mobilisation du potentiel d'urbanisation offert au titre des secteurs de développement à proximité des gares** (ligne blanche)

Sont concernés les secteurs situés dans un rayon de l'ordre de 2 kilomètres autour d'une gare, c'est-à-dire l'agglomération parisienne dans sa quasi-totalité.
À l'horizon 2030, une extension de l'urbanisation de l'ordre de 5 % de la superficie de l'espace urbanisé communal est possible dans ces secteurs. Ces extensions doivent être en continuité de l'espace urbanisé existant au sein duquel la gare est implantée.
Cet intitulé concerne la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Bagneux doit densifier ces tissus existants de 10% dans les zones urbaines à optimiser et de 15% dans les quartiers à proximités des gares existantes ou à venir.

- **Les continuités écologiques**

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est également concerné par une flèche verte marquée d'un E, symbole qui représente « les continuités écologiques, qui désignent des continuités boisées, herbacées, agricoles et humides permettant la circulation des espèces entre des réservoirs de biodiversité ». Les flèches vertes identifient « les segments à enjeux pour pérenniser l'intégralité de la continuité ».
Les orientations réglementaires du SDRIF précise que « ces continuités doivent être maintenues ou créées sur les secteurs dont le développement urbain pourrait grever l'intérêt régional de préservation/valorisation des espaces ouverts et leur fonctionnement (secteurs d'urbanisation préférentielle ou conditionnelle, projets d'infrastructures, etc.). En milieu urbain, s'il n'est pas toujours possible de maintenir une emprise large pour

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ces continuités leur caractère multifonctionnel est essentiel à préserver, voire à améliorer (trame verte d'agglomération, corridor fluvial, rivière urbaine, etc.). Leur rétablissement doit être favorisé à l'occasion d'opérations d'aménagement et de renouvellement urbain.

B. Le Plan de Deplacements Urbains d'Ile-de-France

Le Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF) fixe la politique de déplacements des personnes et des marchandises pour l'ensemble des modes de transport sur le territoire régional à l'horizon 2020. Il vise à « atteindre un équilibre durable entre les besoins de mobilité des personnes et des biens, d'une part, la protection de l'environnement et de la santé et la préservation de la qualité de vie, d'autre part ».
Les documents d'urbanisme établis à l'échelle locale (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme), doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le PDUIF.
Le principal objectif du PDUIF est de réduire l'usage des modes individuels motorisés par rapport à leur niveau actuel : croissance des déplacements en transports collectifs, croissance des déplacements en modes actifs (marche et vélo), diminution des déplacements en voiture et deux-roues motorisés.

La stratégie du PDUIF est articulée autour de 9 défis :

- Défi 1 : Construire une ville plus favorable à l'usage des transports collectifs, de la marche et du vélo ;
- Défi 2 : Rendre les transports collectifs plus attractifs ;
- Défi 3 : Redonner de l'importance à la marche dans la chaîne de déplacement ;
- Défi 4 : Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo ;
- Défi 5 : Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés ;
- Défi 6 : Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement ;
- Défi 7 : Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transport par fret ferroviaire et par voie d'eau ;
- Défi 8 : Construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre du PDUIF ;
- Défi 9 : Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Actions concernant la commune de Bagneux

Le PDUIF établit une série d'actions répondant aux défis présentés plus haut, avec pour ambition de faire évoluer l'usage des modes de déplacements vers une mobilité plus durable.
La commune de Bagneux fait partie du **cœur de métropole**, tel qu'elle est définie dans le PDUIF. Dans ce territoire, les priorités stratégiques à mettre en œuvre sont les suivantes :

- Orienter le développement urbain autour des lignes de transports collectifs structurantes, tout particulièrement pour celle qui vont être réalisées d'ici 2020, et la conception de quartiers favorables aux modes actifs ;
- Atteindre une fiabilisation du réseau ferré existant pour permettre l'amélioration de la régularité et de résorber les situations de saturation qui se produisent sur les tronçons les plus chargés des lignes ;
- Renforcer l'offre sur les lignes existantes et le développement du métro, des tramways et du Tzen vont jouer un rôle majeur en offrant des capacités supplémentaires importantes. Ce sera particulièrement le cas avec le tronçon sud de la ligne 15 du Grand Paris Express;
- Réaliser des aménagements de voierie permettant de fiabiliser les temps de parcours ;
- Renforcer l'intermodalité entre les différents modes de transports collectifs mais aussi les accès piétons et vélos;
- Conforter des modes actifs au cœur de la mobilité par l'aménagement de l'espace public;
- Développer des politiques de stationnement visant à limiter l'usage de la voiture et des modes individuels motorisés, tout en développant l'offre de transport collectifs et des politiques en faveur des modes actifs ;
- Garantir la sécurité des deux roues et développer une politique de stationnement adaptée ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Prendre des mesures incitant aux usages partagés de la voiture, développer l'autopartage et encourager le développement des nouveaux véhicules urbains;
- Repenser la logistique des transports de marchandises : limiter les distances parcourues par les poids lourds et les véhicules utilitaires légers, tout en préservant des plateformes logistiques en zone urbaine dense, en particulier celles desservies par le réseau ferré ou situées en bord de voie d'eau, et développer le recours à des véhicules innovants.

Prescriptions concernant le secteur d'études

Dans le PDUIF, certaines actions marquées comme « prescription du PDUIF » ont un caractère prescriptif et s'imposent aux documents d'urbanisme, aux décisions prises par les autorités chargées de la police et de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans la région Île-de-France, aux actes pris au titre du pouvoir de la police du stationnement et aux actes relatifs à la gestion du domaine public routier.

Réserver de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public.

La première prescription concerne la réservation de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public. Le PDU précise qu'une partie des places de stationnement sur le domaine public, dans les zones urbaines et à urbaniser du PLUI (zones U et AU) et dans un rayon de 800 m autour des pôles d'échanges multimodaux, devra être réservée au stationnement des vélos.

Cette prescription devra être appliquée aux abords du pôle de Bagneux.

Le ratio de places de stationnement vélo sur l'ensemble des places de stationnement est différent selon les territoires franciliens. Pour le secteur appelé « cœur de métropole », à lequel appartient la commune de Bagneux, le ratio à respecter est de 1 place sur 40.

Le PDU indique que les places réservées pour les vélos devront être implantées de préférence à proximité des réseaux de transports en commun et des équipements. Il précise par ailleurs qu'il convient de privilégier les places de stationnement sur la chaussée situées aux abords des carrefours, les vélos ne constituant pas une obstruction visuelle.

Normes minimales de surface de stationnement vélo pour l'habitat, les bureaux, les activités et les établissements scolaires.

La deuxième prescription du PDUIF concerne les normes minimales de surface de stationnement vélo pour les différents types de construction.
Les normes minimales sont les suivantes :

- Habitat collectif : 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et 1,5 m² par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3 m²
- Bureaux : 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher
- Activités, commerces de plus de 500 m² de SdP, industries et équipements publics : a minima 1 place pour 10 employés, avec aussi un stationnement pour les visiteurs
- Établissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, universités) : 1 place pour 8 à 12 élèves, en adaptant l'offre de stationnement vélo selon le niveau de l'établissement scolaire concerné.

Cette prescription s'applique dans toute la commune de Bagneux, y compris dans le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Les valeurs proposées par le PDUIF sont des valeurs minimales. Le PLUI peut fixer des valeurs plus contraignantes. Il est à noter que puisqu'il s'agit de normes plancher, les promoteurs pourront créer des surfaces de stationnement vélo plus importantes.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Inclure, dans les plans locaux d'urbanisme, des normes de plafond de stationnement pour les opérations de bureaux.

La troisième prescription du PDUIF concerne les normes de stationnement pour les opérations de bureaux.
La valeur de la norme plafond à inscrire dans les plans locaux d'urbanisme diffère selon les territoires. Elle tient compte de la proximité d'une desserte par les réseaux de transports collectifs structurants. Pour la commune de Bagneux (commune du cœur de métropole), les normes plafond à inscrire dans le PLUI sont les suivantes :

- 1 place pour 60 m² de SdP à moins de 500 m d'un point de desserte structurante
- 1 place pour 50 m² de SdP à plus de 500 m d'un point de desserte TC structurante.

La norme de production des places s'entend pour l'ensemble des véhicules motorisés individuels ; elle inclut notamment le stationnement des deux-roues motorisés.
Cette prescription s'applique donc dans le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, avec des exigences différentes en fonction de la proximité des points de desserte structurante.
L'objectif de cette mesure est de limiter le nombre de places de stationnement à disposition afin d'orienter le choix du mode de transport pour se rendre à son travail vers les modes alternatifs à la voiture particulière. Les valeurs indiquées ci-dessus sont des valeurs maximales. Les valeurs fixées par le PLUI peuvent être plus contraignantes. Puisqu'il s'agit de normes plafond, les promoteurs ne pourront pas les dépasser.

Inclure, dans les plans locaux d'urbanisme, des normes plancher de stationnement pour les opérations de logement

La troisième prescription du PDUIF concerne les normes plancher de stationnement pour les opérations de logements.

Le PDUIF affirme que le PLUI ne pourra exiger la création d'un nombre de places de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune (selon les derniers résultats disponibles du recensement de la population).
La norme de production des places s'entend pour l'ensemble des véhicules individuels motorisés, elle inclut notamment le stationnement des deux-roues motorisés.
Cette prescription s'applique à l'échelle communale. Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est donc concerné par cette obligation.
L'objectif de cette mesure est d'éviter que les normes plancher soient trop fortes par rapport au taux de motorisation réel des ménages, ce qui conduirait à réaliser un nombre trop important de places par application de l'obligation fixée dans le PLUI.
La valeur indiquée ci-dessus est une valeur maximale. La valeur fixée par le PLUI peut être moins contraignante. Il est à noter que puisqu'il s'agit de normes plancher, les promoteurs pourront créer autant de places de stationnement qu'ils le jugent nécessaire.

Autres actions concernant le secteur d'étude

Le partage de la voirie

Deux voies du secteur de projet figurent dans la carte du réseau routier régional du PDUIF :

- RD 920 ;
- RD 77.

Il s'agit de 2 voies du réseau structurant, supports des déplacements automobiles de moyenne distance, (notamment les déplacements intercommunaux), des lignes de transports collectifs structurantes, des poids lourds pour les parcours finaux, mais aussi des déplacements à pied et à vélo (lorsqu'elle est située en zone urbanisée), présentant donc un fort enjeu de partage de la voirie.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le partage de la voierie doit assurer la cohérence entre les usages de la voierie et les fonctions urbaines présentes. Le secteur de projet sera concerné par plusieurs types d'espace :

- Un futur pôle de transports collectifs ;
- Une zone mixte ;

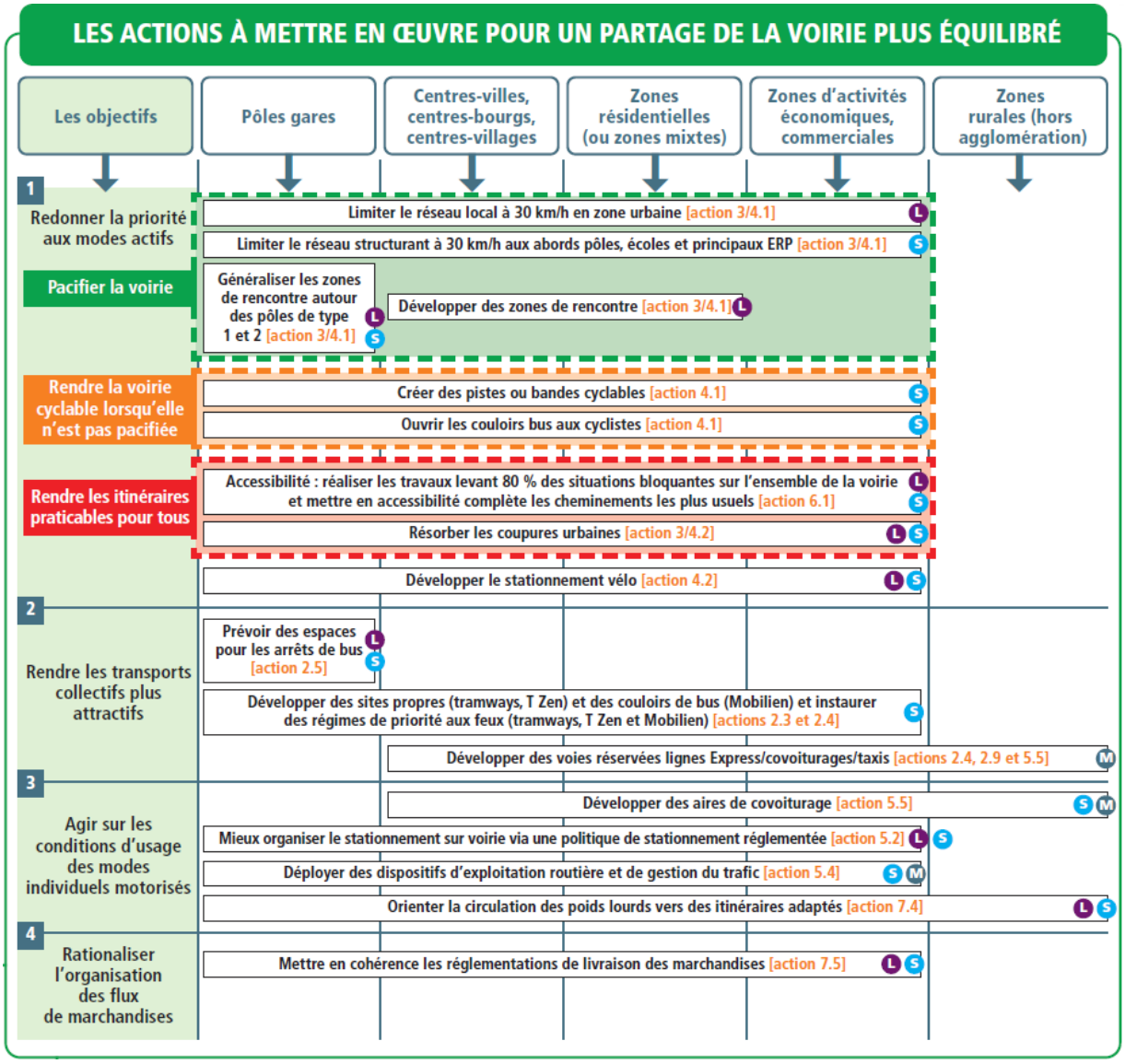
Le PDUIF préconise des actions pour un partage de la voirie équilibré en fonction de l'espace urbain concerné :

Carte 49 : Réseau routier régional du PDUIF



Source : PDUIF, 2014

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : PDUIF, 2014

Les transports collectifs

Le PDUIF préconise le développement de l'offre de transports collectifs pour qu'elle réponde à la diversité des besoins de déplacements et à l'augmentation de la demande, un renforcement de la qualité du service et une amélioration des conditions d'intermodalité.

Le prolongement de la ligne 4 du métro et la réalisation ligne 15 du Grand Paris Express sont actuellement en cours de mise en œuvre.

Ce document propose d'étudier le plan de mobilisation et le plan du Grand Paris Express, afin de définir l'itinéraire précis de cette ligne. A l'horizon du PDUIF, en 2020, la mise en service de la ligne 15 sera mise en service de Pont de Sèvres à Noisy Champs.

En ce qui concerne le réseau de bus, 2 lignes de bus desservant le secteur d'étude sont classées dans le réseau Mobilien : la ligne 187 et la ligne 197.

Le PDUIF définit des critères de niveau de service pour chaque catégorie de ligne. Ces critères sont à respecter dans le cadre d'une évolution d'une ligne à une catégorie supérieure.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Critères de sélection	Quels objectifs de niveaux de service minimum ?
Les lignes Express	→ Longueur de ligne supérieure à 20 km → Distance moyenne entre les arrêts supérieure à 1 km → Correspondance avec au moins deux gares et/ou emprunt de voies express	→ Une amplitude de 6h à 21h → Un service cadencé (fréquence en heure de pointe de 30 mn minimum et en heure creuse de 60 mn minimum) → Un service identique tous les jours de l'année (hors période creuse d'été) → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Des investissements ponctuels de voirie pour supprimer les points durs → Une exploitation en car interurbain
Les lignes Mobilien	→ Ratio d'efficacité en petite couronne > 7 et en grande couronne > 4,5 → Ratio de densité de trafic : en petite couronne > 1 500 et en grande couronne > 1 000 → Plus de trois communes desservies → Correspondance avec au moins deux gares ou stations	→ Une amplitude de 5h30 à 0h30 → Une fréquence en heure de pointe de 5 mn minimum → Une fréquence en heure creuse de 10 mn minimum → Un service assuré tous les jours → Une offre lissée minimisant l'impact des vacances scolaires → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Une vitesse garantie par des aménagements de voirie ambitieux en faveur des bus et la mise en place de priorités aux carrefours à feux → Une exploitation en bus articulés
Les lignes fortes	→ Ratio d'efficacité en petite couronne compris entre 3,5 et 7 et en grande couronne entre 3 et 4,5 → Ratio de densité de trafic : en petite couronne compris entre 600 et 1 500, et en grande couronne > 400 → Correspondance avec au moins une gare ou station → Ligne présentant moins de dix sous-lignes différentes	→ Une amplitude de 6h à 22h → Un niveau de service important qui s'adapte à la demande, en particulier aux périodes de pointe (fréquence en heure de pointe entre 5 et 15 mn et en heure creuse entre 10 et 30 mn) → Un service assuré tous les jours → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Des investissements ponctuels de voirie pour supprimer les points durs → Une exploitation en bus standard
Les lignes locales	→ Correspondance avec au moins une gare → Structure de ligne pouvant présenter de nombreuses sous-lignes → Ratio d'efficacité en petite couronne compris entre 2,5 et 3,5 → Ratio de densité de trafic compris entre 150 et 600	→ Un fonctionnement en journée en jour ouvrable et le samedi → Des abris ou poteaux aux arrêts avec une information fixe
Les dessertes de proximité	→ Longueur de ligne inférieure à 5 km, desservant moins de deux communes → Ratio de densité < 150 → Structure souvent en boucle	→ Un fonctionnement au moins les jours ouvrables → Une adaptation très locale à des besoins non structurants → Des arrêts qui ne sont pas forcément définis (transport à la demande) → Une exploitation par bus de types standard, mini ou midi

Source : PDUIF, 2014

Le futur pôle d'échange de Bagneux à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le PDUIF préconise l'aménagement de tous les pôles d'échanges d'Ile-de-France à l'horizon 2020. Le secteur d'étude est concerné par l'aménagement de deux futures gares.

L'aménagement des pôles d'échanges devra répondre à des objectifs généraux et à des objectifs variables en fonction du type de pôle concerné.

Les objectifs généraux sont :

- disposer d'une information complète et multi-transporteurs ;
- pouvoir se déplacer dans des espaces de qualité, avec un sentiment de sûreté ;
- bénéficier de correspondances bus optimisées ;
- disposer de cheminements piétons sécurisés, confortables et accessibles aux PMR ;
- disposer d'aires de stationnement et d'accès vélo sécurisés ;
- disposer d'aires de dépose automobile dédiées et sécurisées.

Les objectifs pour les pôles de desserte des cœurs de territoire, catégorie à laquelle appartiendront les 2 gares de Bagneux projetées sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Dans les pôles de desserte des secteurs denses	
Objectif de service pour le voyageur	**Aménagement cible**
Pouvoir accéder à pied et en vélo au pôle en toute sécurité	Parvis piéton devant l'accès principal ou zone 30 / zone de rencontre autour de la gare, aménagement des itinéraires d'accès piétons. stationnement des vélos sécurisé d'une capacité suffisante . Plans isochrones des temps d'accès en marche autour du pôle
Avoir accès à une information claire et complète sur l'offre bus	Plan multi-transporteurs des réseaux et des lignes de bus depuis le pôle
Repérer facilement les arrêts de bus et y accéder par des cheminements sécurisés	Optimisation de l'aménagement des arrêts de bus, plan du quartier avec localisation des arrêts de bus, jalonnement des correspondances bus dans la gare, labellisation qualité des gares routières
Être informé en temps réel des temps d'attente, des correspondances et des perturbations	Écrans d'information en temps réel à chaque arrêt de bus et sur les quais de la gare
Se déplacer dans un espace de qualité assurant un sentiment de sécurité	Rénovation intérieure des salles d'échanges, couloirs de correspondance et quais
Pouvoir accéder au pôle et s'y déplacer en situation de mobilité réduite	Mise en accessibilité PMR des gares
Disposer d'une aire de dépose-minute dédiée et sécurisée	Zone de stationnement minute dédiée avec liaison piétonne sécurisée

Source : PDUIF, 2014

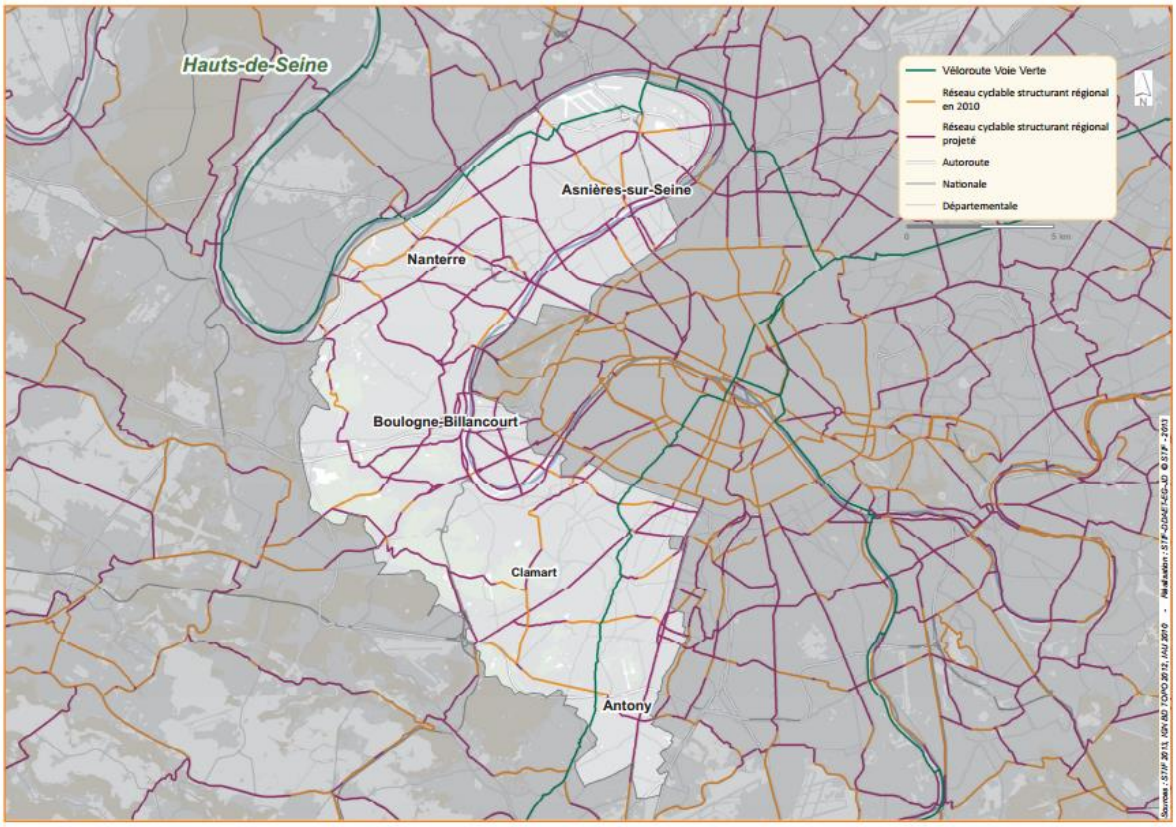
Les coupures urbaines

La RD 920 a été identifiée dans le PDUIF comme une des principales coupures urbaines d'Ile-de-France. Elle doit être résorbée à travers des projets d'infrastructures et des aménagements à l'horizon 2020.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le réseau cyclable

Illustration 56: Réseau cyclable régional du PDUIF



Source : PDUIF, 2014

Dans l'objectif affirmé par le PDUIF de mettre en place un réseau régional structurant d'itinéraires cyclables à horizon 2020, un itinéraire cyclable structurant est projeté dans le secteur d'étude sur l'avenue Aristide Brillant.
Il permettrait de relier les Hauts-de-Seine à Paris via une voie douce et d'offrir aux cycles plus de sécurité sur cet axe.

Le stationnement

Le PDUIF définit des préconisations sur la gestion du stationnement sur voirie, différenciés selon les territoires franciliens et selon le contexte urbain (morphologie urbaine, desserte en transports collectifs, type de quartier).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

<table>
<tr><td></td><td rowspan="4">Stationnement payant rotatif ou mixte visiteurs/résidents</td><td>Stationnement payant rotatif ou mixte visiteurs/résidents</td><td>Réglementation rotative ou mixte résidents/visiteurs</td><td rowspan="3">Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Secteur commercial (dont centre-ville)</td><td colspan="2" rowspan="2">Réglementation visant à orienter le stationnement des usagers des transports collectifs vers les parcs relais</td></tr>
<tr><td>Secteur gare rencontrant des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Secteur mixte résidentiel et activités</td><td>Réglementation visant à favoriser le stationnement des résidents par rapport à celui des actifs</td><td>Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Secteurs purement résidentiels</td><td colspan="4" rowspan="2">Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Autres secteurs</td></tr>
</table>

Source : PDUIF, 2014

La commune de Bagneux fait partie de la catégorie « cœur de métropole » (deuxième colonne depuis la gauche). Elle est concernée par :

- Le secteur Gare : la règlementation doit viser à orienter le stationnement des usagers des transports collectifs vers les parcs relais.
- Le secteur mixte résidentiel et activités : la règlementation doit viser à favoriser le stationnement des résidents par rapport à celui des actifs.

C. Le Projet Territorial de Developpement Durable de la Communaute d'Agglomeration Sud de Seine

La Communauté d'agglomération de Sud de Seine réunit quatre communes engagées dans la mise en œuvre de politiques de développement territorial prenant en compte les enjeux du développement durable. Un Projet Territorial de Développement Durable vise à intégrer et traduite les objectifs du développement durable (réchauffement climatique, préservation de la biodiversité...) au sein de la stratégie territoriale. Il doit donc concilier efficacité économique, justice sociale et qualité de l'environnement. En conjuguant Projet de territoire et Développement durable, la Communauté d'Agglomération Sud de Seine a l'ambition de constituer une éco-intercommunalité autour de la constitution d'un Agenda 21 (Programme d'actions pour le 21ème siècle).

A partir du diagnostic du territoire, 30 défis ont été identifiés puis soumis aux attentes de la population et aux marges de progrès perçues par les services de la Communauté d'agglomération et des communes. Ce travail a abouti à une mise en priorité des défis, dont les plus prioritaires sont :

- la réduction de la consommation énergétique
- l'optimisation de la gestion des déchets
- le développement des commerces de proximité
- le développement de la mixité fonctionnelle
- la facilitation du développement de l'usage des transports en commun

Cela a permis d'identifier 11 enjeux transversaux de développement durable du territoire. La stratégie du Projet Territorial de Développement Durable répond à ces enjeux à travers la formulation d'objectifs stratégiques. Après 4 mois d'élaboration, 58 actions ont finalement été retenues pour constituer le programme d'actions du Projet territorial de développement durable. Ces actions ont été programmées sur les 3 prochaines années (de 2010 à 2012).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. Le Programme Local de l'Habitat de la CA Sud de Seine

En 2008, la Communauté d'Agglomération du Sud de Seine, regroupant les communes de Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses et Malakoff, a élaboré son Programme Local de l'Habitat (PLH).

Les élus de la Communauté d'Agglomération du Sud de Seine partageaient des objectifs généraux qui ont constitué la feuille de route du PLH :

- Favoriser le maintien de la population actuelle dans sa diversité et en amont le parcours résidentiel des ménages ;
- Rechercher une mixité sociale au travers d'équilibres urbains à l'échelle de l'agglomération avec la mise en œuvre d'une offre de logements nouvelle et dans le souci d'une qualité globale des quartiers nouveaux ou existants (et la prise en compte du renouvellement urbain) ;
- Faciliter l'installation de jeunes ménages sur le territoire ;
- S'assurer de la mise à niveau de confort du parc existant, public ou privé.

Concernant la ville de Bagneux, le diagnostic du PLH a mis en évidence le potentiel de développement important de la commune grâce à des mutations dans le tissu industriel et à des opérations d'urbanisme stratégique. En effet, la commune de Bagneux, déjà engagée sur de nombreux projets d'habitat, pouvait en 2008 augmenter à terme faire son parc de logements d'environ 1500 unités (dont 240 étaient prévus ZAC du Moulin Blanchard).

Ainsi Bagneux pouvait afficher des potentiels de projets à hauteur de 250 logements par an. Ces potentiels se situent bien au-delà du rythme de construction très modéré enregistré entre 1999 et 2005 et sont supérieurs au point mort théorique[13] calculé (150 logements par an). Compte-tenu de ces éléments, il a été envisagé de fixer un objectif cible de production de logements à Bagneux de 200 logements par an (contre 270 à Clamart, 35 à Fontenay-aux-Roses et 120 à Malakoff).

Le PLH prévoit la réalisation de 1 200 logements sur 6 ans à Bagneux répartie de la manière suivante :

- 50 % de logements locatifs aidés
- 5 % de logements locatifs intermédiaires
- 15 % de logements en accession sociale ou plafonnée
- 30 % en marché privé.

En 2010, la cession du patrimoine d'Icade à des bailleurs a porté la proportion de logements sociaux de 50 à 70% sur la commune de Bagneux. En conséquence, la politique municipale d'habitat est réorientée vers davantage de logements en accession, y compris sociale. Dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, il est prévu une proportion de logements locatifs sociaux de 25 à 30%.

Le PLH est actuellement en cours de révision. Au 14 septembre 2015, le dossier finalisé devait être soumis au prochain comité régional de l'habitat et de l'hébergement.
En cohérence avec la TOL, les objectifs de ce nouveau PLH pour la Ville de Bagneux sont :

- la production d'environ 360 logements par an pour l'horizon 2015-2030
- dont 25% de logements locatifs sociaux (PLAi, PLUS et PLS)
- dont 15% d'accession sociale ou plafonnée
- 60% pour le marché privé en accession et location

[13] Le « point mort théorique » correspond au nombre de logements nécessaires pour maintenir la population en place sur chacune des 4 communes de l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. Le Contrat de Developpement Territorial (CDT) de la Communaute d'agglomeration Sud de Seine

Le Contrat de Développement Territorial (CDT) de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine s'appuie sur le Schéma de Développement Territorial (SDT), défini en 2010 par la conférence territoriale de la Vallée Scientifique de la Bièvres (VSB). Cette conférence regroupe l'ensemble des collectivités appartenant à la VSB. Intitulé « Campus Sciences et Santé », le CDT scelle un engagement partenarial sur les quinze prochaines années entre l'Etat, la Conférence territoriale de la Vallée scientifique de la Bièvre, et les collectivités. Il concerne huit villes (les 7 villes de la communauté d'agglomération du Val de Bièvre et Bagneux) et s'inscrit dans le territoire de référence de la Vallée scientifique de la Bièvre.

Le premier projet de contrat de développement territorial « Campus Sciences et Santé » a été ratifié le 28 octobre 2013 par la ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, le préfet de la Région d'Ile-de-France, les préfets régionaux et départementaux, le président de la CT VSB, le député-maire de Cachan, les présidents et vice-présidents des Communautés d'agglomération du Val-de-Bièvre, du conseil général du Val-de-Marne et du Conseil de développement du Val-de-Marne, les maires et présidents des Intercommunalités concernées et le délégué général de la Conférence territoriale de la Vallée Scientifique de la Bièvres.

Les enjeux du CDT

Le Contrat est porteur d'une dynamique urbaine forte et équilibrée, articulée autour de l'arrivée du métro du Grand Paris Express, portant notamment sur :

- la création de 9 nouvelles gares de métro sur le territoire de la Vallée Scientifique de la Bièvre, dont 2 sur le territoire de Bagneux, et 1 sur le site d'étude ;
- 23 secteurs opérationnels, dont la ZAC Ecoquartier Victor Hugo
- La production annuelle de 1 700 logements pendant 15 ans, avec une offre diversifiée et une part importante de logements sociaux ;
- Un développement économique permettant un rééquilibrage habitat-emploi, autour de filières stratégiques (avec au premier rang la santé, mais également le numérique, les PME-PMI...) et une production immobilière volontariste.

Une dominante Santé & Recherche

La force de ce territoire réside dans l'existence de grands équipements de santé (Institut Gustave Roussy, hôpitaux Paul Brousse et Paul Guiraud, CHU de Bicêtre) et d'enseignement supérieur (l'Ecole spéciale des travaux publics et ENS de Cachan). Ce sera le point d'ancrage d'un bioparc de rang international.

Le CDT est signé pour une durée de 15 ans, et fera l'objet d'un suivi annuel au cours d'un comité de pilotage réunissant le préfet de région, les maires et présidents des intercommunalités concernées et les conseils généraux pour réaliser le projet.

F. Le Plan Local d'Urbanisme

Le PLU de Bagneux est actuellement en révision et intégrera, à cette occasion, les modifications nécessaires à la réalisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

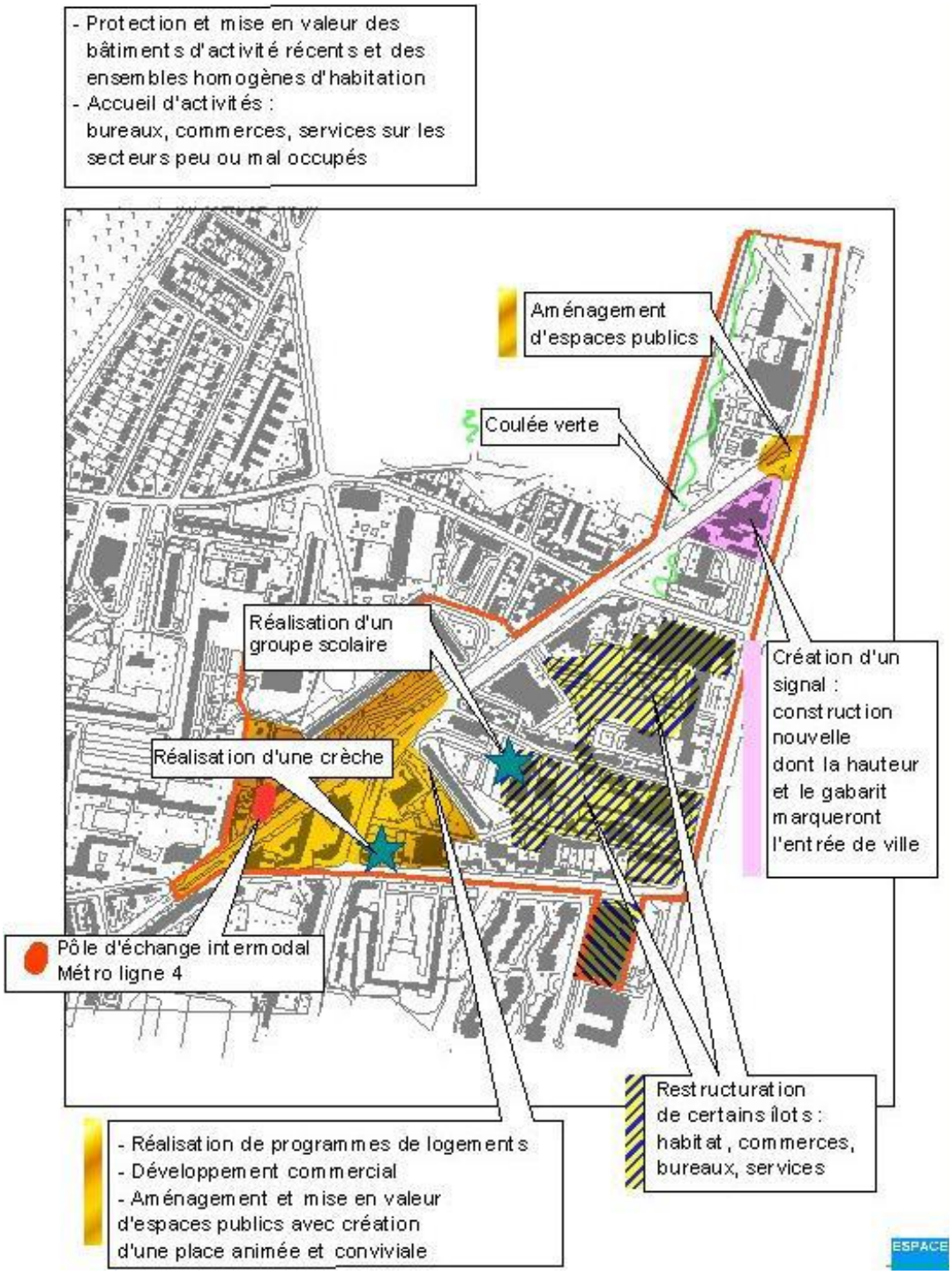
Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur

Le PLU a été approuvé le 31 janvier 2006 à la suite d'une large concertation. Dans ce document, le PADD et les orientations d'aménagement prévoyaient déjà l'évolution du quartier Victor Hugo.
Le PLU a ensuite fait l'objet d'une modification approuvée le 15 janvier 2008 et enfin d'une révision simplifiée approuvée le 31 mai 2011 afin d'y intégrer le nouveau périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et d'adapter les règles d'urbanisme aux caractéristiques actuelles du projet : implantations, hauteur, économies d'énergies, espaces verts… Cette procédure a pu être mise en œuvre car le projet présente un caractère d'intérêt général :

- création d'une nouvelle offre de logements diversifiés face à une demande qui reste très importante à Bagneux et plus généralement en petite couronne ;
- valorisation de l'axe de l'avenue Aristide Briand, en particulier sur le plan économique ce qui se traduira par l'implantation de nouvelles activités et des créations d'emplois ;
- inscription d'une logique de développement durable en s'appuyant sur les transports collectifs actuels et futurs pour la desserte des nouveaux logements et des nouvelles activités qui seront installés dans la zone ;
- opération de renouvellement en valorisant des opportunités foncières situées au cœur de quartiers existants à proximité des équipements, des commerces et des services.

Illustration 57: Extrait du PLU

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Elles présentent le projet comme devant constitué « *un quartier qui décline une véritable intensité urbaine en s'appuyant sur la desserte en transports en commun (Métro ligne 4, à plus long terme un métro en rocade), qui soit économe en énergie et qui utilise les énergies renouvelables, qui fait la part belle aux espaces publics, et permet de protéger ou de réintroduire la biodiversité. […] Le projet visera à la constitution, autour du métro, d'un quartier accueillant diverses fonctions et permettant de créer des espaces d'échanges et de convivialité. Le réaménagement prendra également en compte la mise en valeur de l'entrée de ville Nord aux abords de la RD 920*».

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'occupation du sol sur le périmètre de la ZAC sera régie par 3 zonages correspondant chacun à des fonctions urbaines spécifiques :

Zone UB : activités économiques aux abords de la RD 920

UBa correspond à un secteur composé majoritairement d'activités économiques (COS de 3), dans lequel le confortement de bâtiments d'habitation est autorisé.
UBvh correspond à un secteur dont la vocation principale est d'accueillir des activités économiques. Elle correspond à une partie du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo : le secteur situé aux abords de la RD 920 qui doit faire l'objet d'une ambitieuse opération de renouvellement urbain.

Zone UC : immeubles d'habitat collectif semi-dense

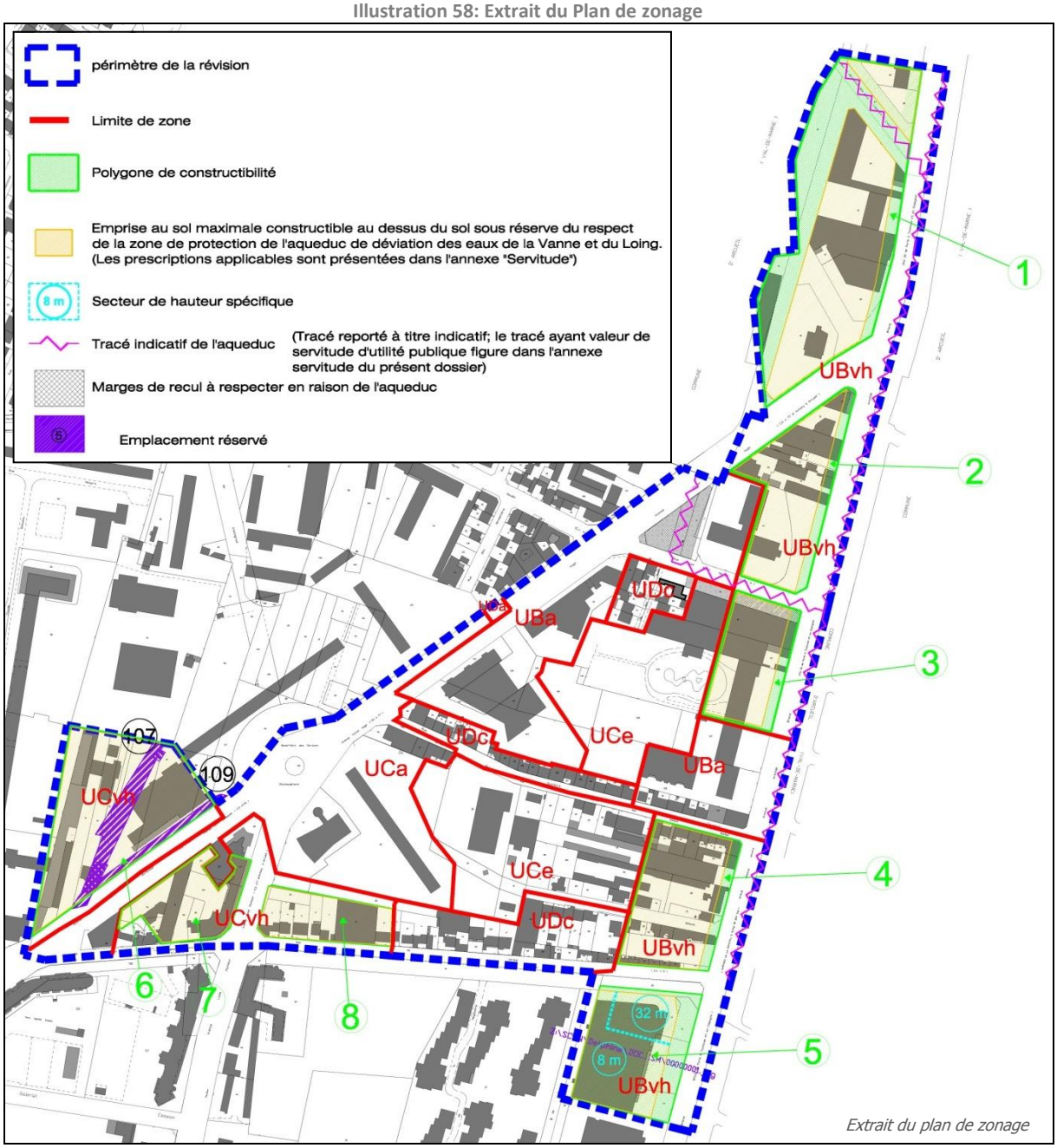
UCa correspond à un secteur d'habitat collectif dense composé de bâtiments hauts discontinus.
UCe correspond à un secteur déjà en grande partie bâti qui pourra évoluer progressivement afin d'accueillir des équipements et des immeubles d'habitation.
UCvh correspond aux îlots situés aux abords du pôle multimodal et qui font l'objet d'une ambitieuse opération de renouvellement urbain.

Zone UD : zone d'habitat à caractère pavillonnaire

UD correspond à un secteur d'habitat peu dense, de petits parcellaires, de constructions pavillonnaires réalisées en ordre discontinu dans laquelle sont admis de petits immeubles d'habitat collectif. Les secteurs UDa, UDb et UDc se caractérisent par une densité légèrement supérieure.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 58: Extrait du Plan de zonage



La modification n°2 du PLU

LA ville de Bagneux a procédé à une modification du PLU en 2013. A cette occasion, la commune a défini des objectifs pour cette modification qui étaient, notamment, les suivants :

Au sein de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo spécifiquement en cohérence avec le cahier des prescriptions architecturales, urbaines et paysagères de la ZAC :

- Adapter les normes de stationnement dans les zones concernées par le projet de renouvellement urbain (UBvh, UCvh, Uce) en lien avec l'arrivée des métros ligne 4 et du Grand Paris ;
- Imposer un pourcentage minimal de pleine terre (10%) ;
- Modifier le zonage autour du polygone 2 de la zone Ubvh ;
- Intégrer les prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Sur l'ensemble du territoire communal :

- Stationnement (Article 12 et annexes) : modification des normes de construction et intégration des nouvelles normes de stationnement des deux roues ;
- Mise en cohérence de certaines dispositions du PLU contradictoires entre elles ou source d'interprétations divergentes ;
- Modification de rédaction de certains articles du règlement manquant de précision à l'origine de difficultés dans l'instruction des autorisations du droit des sols ;
- Suppressions d'emplacements réservés suite soit à un abandon par son bénéficiaire soit une obsolescence ;
- Modification réglementaire d'implantation des bâtiments au sein de la zone constructible du cimetière parisien, à la demande de la Ville de Paris ;
- Mises à jour des plans annexes du PLU.

Par ailleurs, il est apparu opportun d'apporter un certain nombre d'améliorations techniques au règlement du PLU pour les raisons suivantes :

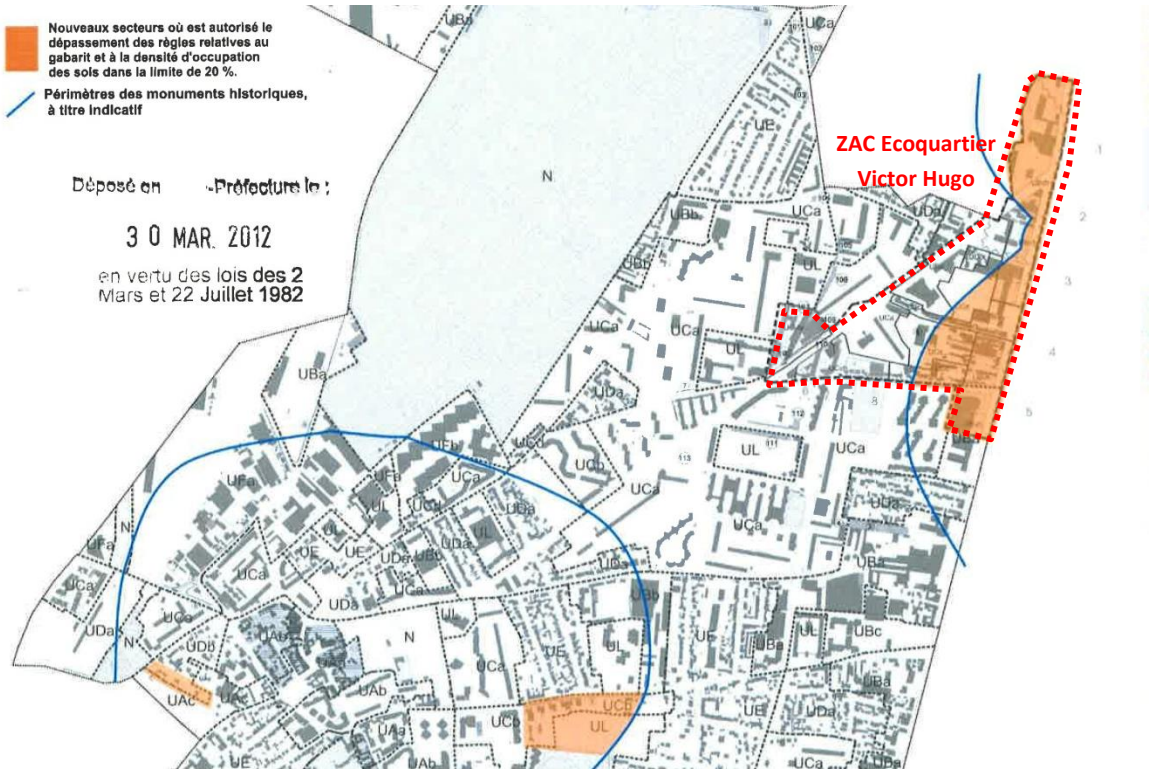
- préciser un certain nombre de points du règlement ou à certaines définitions ;
- rectifications matérielles ou actualisations pour tenir compte des évolutions législatives ou réglementaires récentes ;
- prise en compte des demandes formulées par l'Etat à la suite de la modification de 2008.
- actualisation du plan des informations utiles ;
- modification de la rédaction de l'article 4 afin de clarifier la compréhension de la règle et de faciliter les raccordements à l'égout public ;
- augmentation du Coefficient d'occupation des sols dans les zones d'habitation individuelle (UD, UE): pour tenir compte de la nouvelle Surface de Plancher en zone pavillonnaire qui inclut désormais les caves, le COS est augmenté de 0,05.

Le bonus de constructibilité

Le Conseil Municipal du 27 mars 2012 a autorisé, dans les zones urbaines du Plan Local d'Urbanisme, le dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols, dans la limite de 30%, et dans le respect des autres règles du PLU, pour les constructions satisfaisant à des critères de performances énergétiques élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération, sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception de certaines zones citées à l'article L 128-1 du Code de l'Urbanisme, au sein desquelles ce dépassement n'excédera pas 20% et uniquement dans les secteurs délimités dans le plan ci-dessous, comprenant une partie de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 50: Nouveaux secteurs où est autorisé le dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols dans la limite de 20%



Source : Extrait du PLU

Au vue des évolutions législatives et règlementaires des labels relatifs à la RT 2012, une nouvelle délibération devra prochainement être prise par la Ville car celle du 27 mars 2012 est devenue obsolète.

G. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Le site est concerné par 3 servitudes :

- Périmètres de protection des monuments historique (cf. infra - chapitre 3 sur la valeur patrimoniale du site)
- Périmètre de prévention des risques liés aux anciennes carrières (cf. infra – chapitre 7 sur les risques naturels)
- Zone de protection des deux aqueducs de dérivation des eaux de la Vanne et du Loing

Les servitudes liées à la présence des aqueducs de la Vanne et du Loing

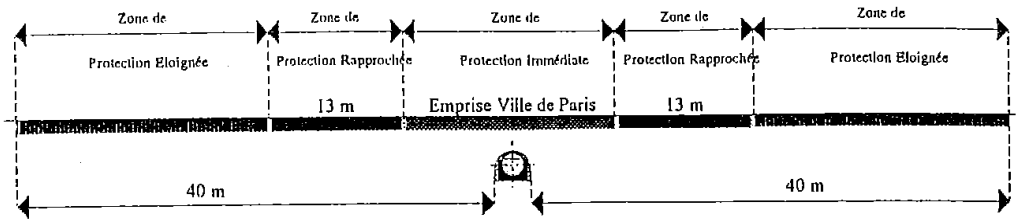
Les prescriptions relatives à la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont instituées en vertu de l'article L.20 du Code de la Santé Publique pour un transport en aqueduc à plan d'eau libre.
On distingue trois zones de protection de l'aqueduc de déviation des eaux de la Vanne et du Loing :

- **La zone de protection immédiate** est constituée par l'emprise appartenant à la ville de Paris. Dans cette zone, toute construction et installation est interdite.
- **La zone de protection rapprochée** est constituée de deux bandes de terrain de 13 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise. Dans cette zone, toute construction, installation, fouille ou carrière est interdite. Les chaussées et trottoirs sont tolérés s'ils comportent un revêtement rigoureusement

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

étanche ainsi que certaines canalisations (assainissement, alimentations) qui font l'objet de dispositions spéciales (regards visitables, canalisations étanches…).

- **La zone de protection éloignée** est constituée de deux bandes de 40 mètres de part et d'autre des ouvrages Dans cette zone, les constructions sont permises, sauf les stations-service et les stockages de liquide ou gaz à usage industriel. Les parcs de stationnement sont tolérés si leur sol est rigoureusement étanche. Les dispositions relatives aux réseaux sont conservées.



Des aménagements implantés sur l'emprise des aqueducs doivent faire l'objet d'une convention d'occupation. Ils doivent, en outre, garantir le respect des contraintes suivantes :

- Les aménagements, travaux et plantations, doivent recevoir l'accord du gestionnaire. Ils doivent en outre être démontables pour permettre au personnel de la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris) d'accéder aux installations.
- Les véhicules à moteur sont interdits.
- L'utilisation de produits chimiques et d'engrais organiques est interdite.
- Le bénéficiaire assure l'entretien des secteurs aménagés (au minimum fauche annuelle, élagage des arbres, entretien régulier des ouvrages d'évacuation des eaux de surface).
- Le bénéficiaire assure l'ordre public sur les secteurs aménagés : surveillance, protection, et secours.
- D'une façon générale, un accord doit être établit avec le concessionnaire concernant l'entretien et le financement des aménagements de telle sorte que la charge de la SAGEP ne soit pas alourdie.

Toute demande de permis de construire dans les zones de protection rapprochée et éloignée doit être soumise pour avis au service de la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris).

H. Le SDAGE et le projet de SAGE de la Bievre

Le périmètre de la ZAC est concerné par le :

- SDAGE Seine Normandie qui énonce des objectifs en faveur de la réduction de la pollution des cours d'eau, mais aussi de la protection et de la restauration des milieux s'appliquant à l'échelle du bassin versant.
- Le SAGE Bièvre (en cours d'élaboration) qui fixe un objectif d'amélioration de la qualité de l'eau (réduction des pollutions ponctuelles et diffuses et la maîtrise de la pollution par temps de pluie).

Issus de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ont été élaborés, dès 1992, par les comités de bassin en concertation étroite avec l'ensemble des usagers et acteurs concernés (conseils généraux, régionaux, milieux économiques et associatifs, services de l'Etat…).
Ce sont des outils de planification pour l'eau et les milieux aquatiques sur les 10 à 15 prochaines années. Ils encadrent désormais les décisions publiques et les programmes de l'Etat et des collectivités territoriales en matière d'assainissement, d'inondations, de zones humides, d'aménagement des rivières, de police de l'eau… Ils sont officiellement entrés en vigueur à la fin de l'année 1996.
Le SDAGE du bassin Seine - Normandie couvre 8 régions, 25 départements et 9 000 communes. Il s'étend sur environ 100 000 km2, soit 1/5 du territoire national. La population du bassin est de 17 millions d'habitants (30% de la population française) dont 80% vivent en zone urbaine. Il en résulte des pressions fortes sur les milieux et sur les régions voisines pour l'alimentation en eau potable, en granulats extraits des principales vallées alluviales et sur l'aval, pour l'évacuation des rejets. Le bassin parisien représente 40% des activités industrielles du pays et 60 000 km2 (60% de la superficie) en terres agricoles.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'analyse des causes de la dégradation des milieux aquatiques à l'échelle du bassin et l'incapacité de satisfaire à tous les usages ont permis de définir les grandes orientations du SDAGE du bassin Seine - Normandie et l'ont amené à promouvoir une nouvelle politique de l'eau fondée sur une approche globale et intégrée.

Plusieurs enjeux majeurs sont mis en avant :

- Progresser vers un aménagement du territoire et une agriculture compatibles avec la
- préservation des milieux aquatiques et des ressources souterraines.
- Restaurer la richesse et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.
- Garantir une alimentation des collectivités en eau potable de qualité.
- Parvenir à un assainissement fiable et performant.

Instauré par la loi sur l'eau de 1992, le SAGE est un document de planification à l'échelle d'un bassin versant qui va permettre de décliner au niveau local le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin Seine-Normandie par exemple) et d'élaborer de façon décentralisée et concertée des outils ayant pour objectif la recherche d'une gestion équilibrée, concertée et durable de la ressource en eau.

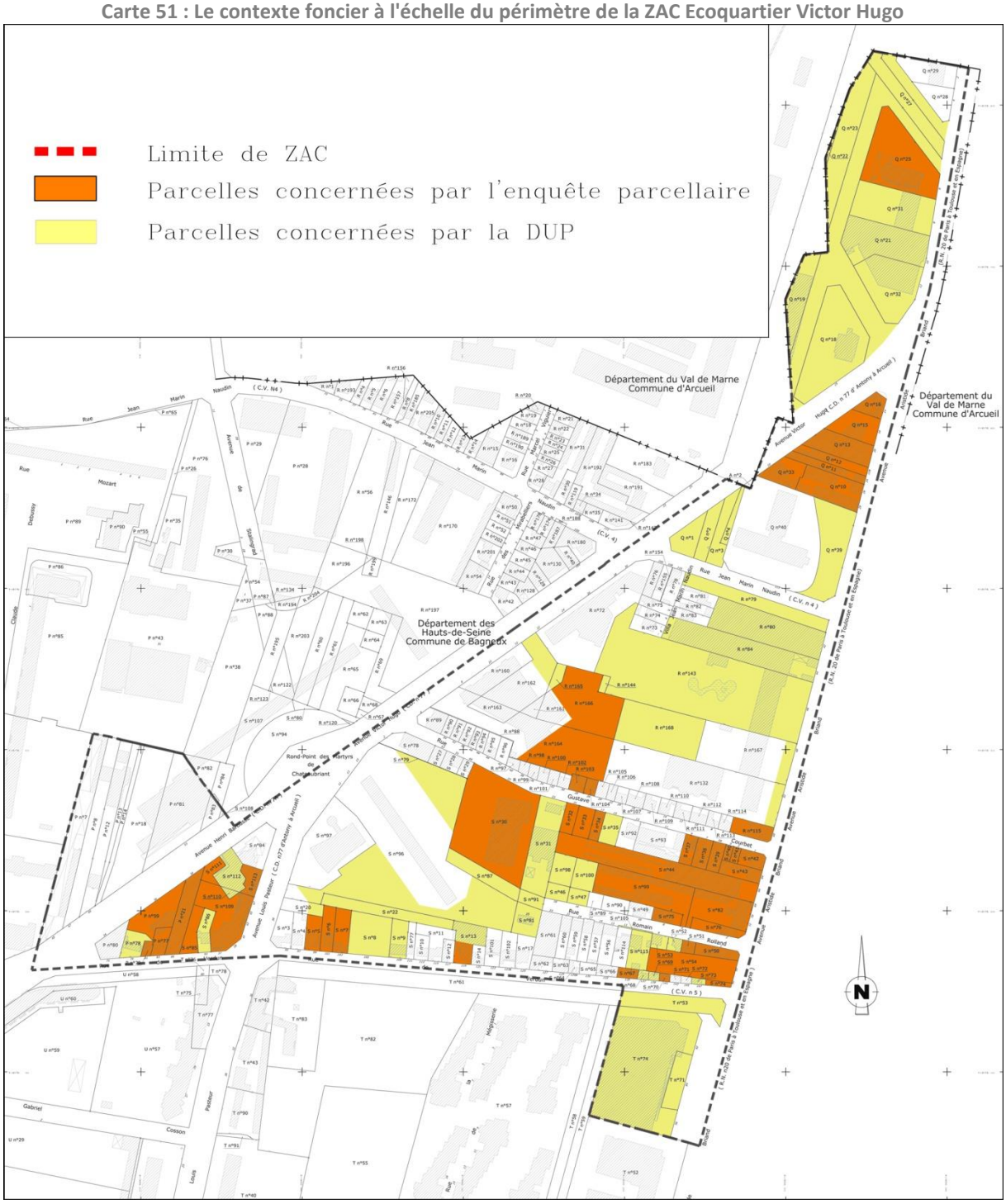
Il existe un SAGE en cours d'élaboration spécifique à l'unité hydrographique du bassin versant de la Bièvre.

I. Le Contexte foncier

40 parcelles impactées par le projet appartiennent à la SEMABA, à l'Etablissement Public Foncier des Hauts-de-Seine, à la ville de Bagneux, au Conseil Général des Hauts-de-Seine ou à la Préfecture de Paris. Certaines d'entre elles ont été acquises par le biais d'une précédente DUP.
Les autres parcelles appartiennent toujours à des propriétaires privés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte 51 : Le contexte foncier à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Extrait PLU

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Synthèse et principaux enjeux d'aménagement

- Le Plan de Destination Générale des Sols du SDRIF 2014, document actuellement en vigueur, fait apparaître le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comme un espace urbanisé à optimiser, comportant des secteurs de densification préférentielle autour des gares futures et une continuité écologique à développer.

- L'objectif cible de production de logements par le PLH a été fixé à Bagneux à 200 logements par an.

- La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est un des sites identifié dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable comme un secteur à enjeux pour lequel des orientations particulières d'aménagement ont été définies.

- Le PDUIF a pour ambition d'assurer un équilibre durable entre les besoins de mobilité des Franciliens et la protection de leur environnement et de leur santé. Ces objectifs se déclinent autour de 9 défis :
  - Construire une ville favorable aux modes doux,
  - Rendre les transports collectifs plus attractifs,
  - Redonner de l'importance à la marche,
  - Encourager la pratique du vélo,
  - Améliorer les conditions des modes individuels motorisés,
  - Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement,
  - Rationaliser l'organisation des flux de marchandises ,
  - Construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs,
  - Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

- Le Plan Local d'Urbanisme de Bagneux est en cours de révision et intégrera les évolutions nécessaires à la réalisation de la ZAC. Le dossier de réalisation de la ZAC ne pourra être approuvé que si le projet est conforme aux dispositions du PLU en vigueur lors de cette approbation.

- Des servitudes d'inconstructibilité ou de constructibilité restreinte engendrées par le passage des aqueducs de la Vannes et du Loing affectent le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

- Une procédure de Déclaration d'Utilité Publique est active sur certaines parcelles de la ZAC afin d'assurer la maitrise foncière des terrains supportant de futurs aménagements.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Synthèse global et principaux enjeux d'aménagement

L'analyse approfondie de l'état initial du site et de son environnement met en évidence de nombreux enjeux et contraintes d'aménagement que le projet devra intégrer :

Milieu physique :

- Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo offre un relief quasiment plat qui ne présente pas de contraintes particulières pour le projet.
- L'hydrographie ne présente pas de contraintes particulières pour le projet. La servitude liée au passage de l'aqueduc de la Vanne et de celui du Loing et du Lunain en souterrain devra être prise en compte et le schéma d'aménagement paysager de ces aqueducs pourra être mis en œuvre. Le réseau hydrographique naturel (Seine) est jugé non vulnérable compte-tenu de son éloignement du site de la ZAC.
- Il existe une forte vulnérabilité de la nappe présente dans les sables de Beauchamps en raison de sa relative faible profondeur (8 mètres) et de l'absence de formation perméable sus-jacente.
- L'extrémité est du site est localisée sur un sol perméable, du fait de la présence plus importante du calcaire de Saint-Ouen, alors que le reste des sols du site, représentant la grande majorité, est constituée de marnes caractérisées par leur imperméabilité. On notera la présence de remblais hétérogènes sur les premiers horizons
- Le secteur Victor Hugo, du fait de sa situation géographique et de sa topographie, n'est pas particulièrement exposé aux phénomènes météorologiques très intenses, en dehors des évènements de nature exceptionnelle. Par sa situation à proximité de Paris et la densité urbaine présente, le site de la ZAC est sensible au phénomène d'Ilot de Chaleur Urbain.

Milieux naturels et biodiversité :

- En raison de l'ancienneté de l'urbanisation et de son importance, les milieux naturels au sens propre du terme ont disparu du territoire communal. L'environnement végétal que l'on peut y trouver est très marqué par la présence de l'homme.
- Les principaux alignements d'arbres se situent le long de la RD 920, à proximité immédiate du site, et des avenues Paul Vaillant Couturier, Albert Petit, Henri Barbusse, Henri Ravera.
- Aucune espèce assez rare, très rare ou disparue n'est recensée par l'Atlas de la Flore des Hauts-de-Seine à proximité immédiate ou à l'intérieur du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
- A proximité immédiate du site se trouve le parc Robespierre, qui joue un rôle important à l'échelle du quartier.
- Les plantes qui existent sur le site d'étude sont considérées comme communes. Elles sont marquées par une forte artificialisation liée principalement à la forte urbanisation.
- La flore et la faune recensées sur le site n'ont pas révélé d'intérêt particulier.
- La commune de Bagneux n'est pas concernée par le dispositif Natura 2000.
- Le diagnostic du patrimoine arboré du jardin du SETRA révèle qu'il existe 81 arbres de 16 essences différentes. Une dizaine d'arbres sont considérés comme remarquables. Ce parc présente un intérêt certain pour l'avifaune et les chiroptères.

Contexte urbain et paysager :

- La RD 920 est un axe structurant du sud de l'Ile-de-France. Elle constitue une entrée de ville et la principale vitrine de Bagneux. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité et au paysage dégradé, ne donne pas une image valorisante de la commune.
- Sur le site, le mode d'occupation du sol fait apparaître une forte présence de logements collectifs et de commerces. Ce type d'occupation du sol s'accompagne de nombreux espaces non bâtis, publics ou privés, dont certains sont aménagés en espaces verts, qui contribuent à aérer le tissu urbain.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Le secteur du rond-point des Martyrs de Châteaubriant constitue un enjeu important pour la commune car il devrait accueillir d'ici quelques années un pôle multimodal majeur : terminus métro ligne 4, pôle bus, métro en rocade Grand Paris Express.
- Aucun bâtiment classé ou inscrit à l'Inventaire des monuments historiques n'est présent dans le périmètre de la ZAC. Toutefois, le site d'étude est concerné par plusieurs périmètres de protections de monuments historiques situés sur la commune voisine d'Arcueil.

Contexte socio-économique

- Une diminution de la population se confirme depuis le recensement de 2006. Avec 934 habitants en moins en 2011, la population de Bagneux a diminué de 2,4%.
- Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo se caractérise par une forte représentation des logements de type T3 (près de 57% de l'offre).
- Les emplois salariés ont diminué d'environ 1,4 point entre 2006 et 2011. La part d'emplois non-salariés a légèrement augmenté. Au total, sur la période, le nombre d'emplois a connu une diminution : - 423 emplois.
- Le rapport habitant/emploi fait apparaitre un déficit en matière d'emploi par rapport au nombre d'actif (L'indicateur de concentration de l'emploi est de 0.82). Bagneux compte en effet aujourd'hui plus d'actifs que d'emploi.
- De manière générale, et plus particulièrement en matière d'activités économiques, la commune bénéficie d'une situation attractive. Les entreprises et activités occupent environ 12% du territoire communal. La majorité d'entre elles sont implantées le long de la RD 920.
- Le site de la ZAC Victor Hugo est le plus important site commercial de la commune. De nombreux commerces présents sur le site présentent cependant un caractère vieillissant et une attractivité médiocre du fait d'un contexte urbain peu favorable.
- Deux équipements sont situés dans le périmètre de la ZAC : le théâtre Victor Hugo et la crèche municipale du Champ des Oiseaux. D'autres équipements, scolaires, sportifs et sociaux, sont présents à proximité immédiate du site.

Transports et déplacements

- Le site bénéficie d'une bonne desserte en transport en commun, même si la proche saturation de la RD 920 ne facilite pas la circulation des bus en période de pointe.
- Le prolongement de la ligne 4 du métro jusqu'au périmètre d'étude modifiera en profondeur la desserte actuelle du site. Un pôle multimodal sera aménagé au terminus de la ligne 4 pour permettre d'assurer le meilleur lien possible entre les différents modes de transports.
- La connexion entre la ligne 4 et le métro en rocade du Grand Paris Express au niveau du pôle multimodal de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo va considérablement renforcer l'accessibilité à ce nouveau quartier et même au-delà, à toute la commune.
- Le site de la ZAC ne comprend pas d'aménagements cyclables. Cependant la plupart des grands axes la desservant sont inscrits comme itinéraires cyclables au schéma départemental des circulations douces des Hauts-de-Seine. La commune s'est dotée d'un schéma directeur des itinéraires cyclables qui prévoit un équipement relativement complet pour l'écoquartier Victor Hugo.
- Des stations d'Autolib' se situent à proximité immédiate de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
- Les transports collectifs sont les modes de transport les plus utilisés par les habitants de Bagneux pour se rendre sur leur lieu de travail. Près d'un actif sur deux, ayant un emploi, utilise un transport collectif.
- Le niveau de trafic du secteur est acceptable au regard de la capacité du réseau viaire. Aucune voie ne présente un niveau de trafic susceptible de générer des difficultés de circulation. Le périmètre d'étude est traversé par des axes très structurants à l'échelle de la commune. Une part importante du trafic accueilli par ces voies peut être qualifiée de trafic de transit.
- L'occupation de l'offre en stationnement autorisée dans le secteur est importante, le taux de vide ne dépasse pas les 10% pendant la journée. L'important taux de véhicules ventouses permet de supposer que les résidents n'utilisent que très peu, voire pas, leurs véhicules

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Réseaux divers

- L'ensemble de la commune est desservi par un réseau d'assainissement collectif, un réseau d'eau potable et par les réseaux EDF, gaz et de télécommunications.
- Une étude géothermie a montré qu'une opération de géothermie profonde était réalisable sur la commune de Bagneux. Au total, 5 554 logements existants sur Bagneux et environ 800 sur Fontenay aux Roses sont raccordables à un réseau de géothermie et plusieurs opérations d'aménagement en cours ou à venir le sont également, dont la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Le choix de la commune s'est porté sur cette source d'énergie. Une convention a été signée en 2014 avec SIPPEREC. Le développement du réseau est en cours et couvrira les besoins de la ZAC en terme de chauffage et d'eau chaude sanitaire.
- Le recours au bois pour le chauffage sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pourrait être envisagé, par la mise en place d'une chaufferie collective utilisant le bois ou de chaudières bois individuelles. Ces deux solutions ne seront envisagées qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.
- Il serait intéressant de favoriser l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Ces deux solutions «solaires» ne seront envisagées qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.
- Les déchets sont essentiellement stockés dans des conteneurs. Le service public de collecte, en porte à porte, est assuré par la société SITA Ile-de-France. La collecte est effectuée, depuis 2006, par des bennes d'ordures ménagères et de collecte sélective fonctionnant au gaz sur les trajets de transfert vers les centres de traitement.

Risques et nuisances

- Plus de 60% du territoire communal, dont le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, est soumis au risque lié à la présence de carrières souterraines. Afin de limiter les risques d'accidents, tout permis de construire ou autorisation de travaux est soumis à l'avis de l'Inspection Générale des Carrières.
- Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est sujet à un aléa faible de retrait-gonflement des argiles.
- La commune de Bagneux n'est pas concernée par les risques d'inondation.
- A Bagneux, l'ensemble de la commune est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses, du fait de la circulation de camions citernes, principalement sur la RD 920 et l'avenue Jean-Jaurès, mais aussi d'une canalisation de transport de gaz de haute pression située le long de l'avenue Max Dormoy et des rues de Chartres et Perrotin.
- La qualité de l'air à Bagneux est qualifiée de « bonne » environ 82% des jours de l'année.
- La base de données BASOL ne comptabilise aucun site pollué ou ayant fait l'objet d'investigation sur le périmètre de la ZAC. Toutefois, la base BASIAS référence 19 sites potentiellement pollués dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Les sols composés de remblais, fréquents sur le périmètre de la ZAC, présentent généralement une pollution aux métaux lourds nécessitant des mesures particulières au moment des aménagements, voire une extraction. Des secteurs localisés de pollution ont été repérés à l'occasion de diagnostics de pollution préalables à l'édification de constructions. Des mesures adaptées ont été mises en œuvre pour évacuer les terres polluer et garantir l'absence de risque pour les usagers.
- Les nuisances sonores présentes sur le site d'étude sont directement liées à la circulation routière sur la RD 920 et la RD 77.
- Les nuisances électromagnétiques sont largement inférieures à la valeur limite réglementaire.

Documents cadres et contexte réglementaire

- Le Plan de Destination Générale des Sols du SDRIF 2014, document actuellement en vigueur, fait apparaître le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comme un espace urbanisé à optimiser, comportant des secteurs de densification préférentielle autour des gares futures et une continuité écologique à développer.
- L'objectif cible de production de logements par le PLH a été fixé à Bagneux à 200 logements par an.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Le PDUIF a pour ambition d'assurer un équilibre durable entre les besoins de mobilité des Franciliens et la protection de leur environnement et de leur santé.
- La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est un des sites identifiés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU comme un secteur à enjeux pour lequel des orientations particulières d'aménagement ont été définies.
- Le Plan Local d'Urbanisme de Bagneux est en cours de révision simplifiée pour intégrer le projet de ZAC. Le dossier de réalisation de la ZAC ne pourra être approuvé que si le projet est conforme aux dispositions du PLU en vigueur lors de cette approbation.
- Des servitudes d'inconstructibilité ou de constructibilité restreinte engendrées par le passage des aqueducs de la Vannes et du Loing affectent le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
- Une procédure de Déclaration d'Utilité Publique est active sur certaines parcelles de la ZAC afin d'assurer la maitrise foncière des terrains supportant de futurs aménagements.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II – Programme et raisons du choix du projet

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les partis envisagés, principales solutions de substitution

A. UN PRINCIPE D'AMENAGEMENT ENGAGE DES 2003

La réflexion quant à l'opportunité de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur la partie nord-est de la commune de Bagneux a été engagée lors de l'élaboration du PLU en 2003 à partir des constats suivants :

- Le secteur nord de la commune comprend de nombreuses emprises mutables, peu ou mal occupées, dont l'évolution au cours des années constitue un enjeu déterminant pour l'ensemble de la commune ;
- L'entrée de ville par la RD 920 présente un paysage hétéroclite, sans grande qualité urbaine, et ponctuellement très dégradé, ce qui n'est pas favorable à son image et n'est pas porteur en terme de développement économique ;
- Il existe une dynamique économique autour de la RD 920 dont la commune pourrait mieux tirer parti, en complémentarité avec les actions engagées autour du carrefour de la Vache Noire. Cette dynamique sera encore renforcée par la requalification de la RD 920 projetée par le Conseil Général des Hauts-de-Seine ;
- L'arrivée de la ligne 4 du métro parisien sur le site du Rond-point des Martyrs de Châteaubriant va créer de nouveaux besoins et une nouvelle dynamique dont il faudra tirer parti pour la Ville et les quartiers.

Sur cette base d'intervention, la volonté de la Ville de Bagneux a été de mettre en œuvre un projet d'urbanisme d'ensemble, de haute qualité architecturale et paysagère, qui se développe autour d'un axe fédérateur, l'avenue Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. UN PREMIER PARTI D'AMENAGEMENT ETABLI EN 2007

Afin de disposer des outils juridiques et procéduraux adaptés à la réalisation de cette opération, la Ville de Bagneux a décidé de lancer la concertation par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2006. Le 27 mars 2007, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la ZAC Victor Hugo.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les objectifs de composition du projet

Le projet établi portait trois objectifs principaux :

a. La redynamisation de la façade urbaine le long de la RD 920 en réalisant des immeubles de bureaux et des surfaces d'activités commerciales, permettant de réaliser un front bâti de grande qualité architecturale.

b. La restructuration de l'environnement immédiat du rond-point des Martyrs de Châteaubriant à la sortie du futur métro avec des commerces et des services de proximité. Pour cela, une vraie place publique piétonne, conviviale et animée était créée à l'emplacement du rond-point actuel. Le traitement minéral du sol permettait de délimiter et d'identifier la place qui intégrait l'église Sainte-Monique et le monument des Martyrs de Châteaubriant. Aux abords de la future station de métro, l'aménagement d'un pôle bus permettait également de requalifier l'espace public, d'organiser les flux de déplacements piétons induits par la station de métro et d'atténuer le caractère routier de cet espace.

c. La requalification de certains îlots avec la réalisation de petites opérations de logements diversifiés (individuels et collectifs) dans le respect de l'organisation et de l'image du quartier. De petits immeubles de logements étaient localisés là où des opportunités se présentaient, notamment rue de Verdun face au parc Robespierre. Le pôle culturel situé à proximité du théâtre Victor Hugo était conforté avec la création d'une école des Arts du cirque.

Le programme envisagé

Le programme envisagé portait sur 139 000 m² de SHON environ qui permettaient de répondre aux besoins en termes de développement économique, de création de logements et de maintien du niveau d'équipements :

- Activités économiques : 110 000 m² de SHON répartis en 70 000 m² de bureaux et 40 000 m² de commerces et services réalisés principalement le long de la RD 920, mais également aux abords de la future station de métro.
- Logements diversifiés : 25 000 m² de SHON en cœur d'îlot, entre l'avenue Victor Hugo, la RD 920 et la rue de Verdun.
- Equipements publics : 4 000 m² de SHON, dont 1 500 m² pour une crèche collective municipale et 2 500 m² pour l'école des arts du cirque.
- Aménagement d'espaces publics : place des Martyrs de Châteaubriant, entrée de ville Victor Hugo / RD 920 et réalisation d'une coulée verte avec renforcement des circulations douces.

La mise en place d'une démarche AEU

La Ville de Bagneux a demandé à la SEMABA de mener deux études : une sur la géothermie, qui est toujours en cours, et une expertise confiée à un bureau d'études agrée par l'ADEME[14] pour élaborer un cahier des charges relatif à une **Approche Environnementale de l'Urbanisme** du projet d'aménagement.

Cette Approche Environnementale de l'Urbanisme avait comme objectifs d'optimiser le plan masse existant au regard des critères environnementaux, de définir des préconisations dans le parti d'aménagement prenant en compte des enjeux environnementaux et énergétiques, de proposer des transcriptions dans les documents réglementaires et contractuels et de rechercher les modalités de financement des préconisations.

[14] Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C. L'EVOLUTION DU PARTI D'AMENAGEMENT ET DU PROGRAMME EN 2010

Le 22 juin 2010, le Conseil Municipal de Bagneux a approuvé le lancement de la concertation et l'évolution du programme.

Cette modification a été motivée par plusieurs éléments :

a. Le projet du SDRIF 2008 : Ce document réglementaire préconise, entre autres, le développement de l'offre en transports et le maillage des réseaux, l'accroissement de la construction de logements diversifiés, la lutte contre l'étalement urbain et la promotion d'un modèle urbain compact de qualité, le développement économique, la préservation et l'amélioration du cadre de vie et des ressources naturelles. La commune a jugé important d'intégrer ces éléments qui renforcent les objectifs poursuivis pour la réalisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, afin de mettre en œuvre un projet de rénovation urbaine s'inscrivant dans un écoquartier, répondant aux exigences de développement durable, de mixité fonctionnelle, de compacité et d'intensité urbaine, à proximité d'un mode de transport collectif majeur (métro ligne 4, métro en rocade).

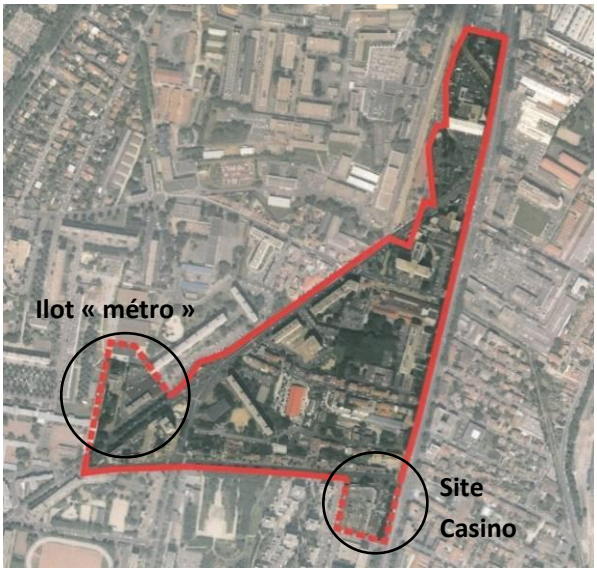
b. La volonté d'intégrer le développement urbain du pôle multimodal (transports, logements, commerces) : Le périmètre de la ZAC est étendu afin d'englober l'îlot « métro » sur lequel sera réalisée la nouvelle station de métro, une moyenne surface alimentaire de qualité (le magasin actuel disparaissant avec la DUP RATP), des commerces et des logements.

c. L'opportunité de redynamisation du site du SETRA pour lequel la commune a exercé un droit de priorité suite à l'annonce de son départ.

d. Le projet de développement et de requalification environnementale de la société Casino (située en limite de ZAC), intégrant l'extension du supermarché Casino existant, la réalisation de près de 11 000 m² de surface de bureaux et trois niveaux de parking souterrain.



Périmètre initial



Périmètre élargi

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. L'ANNULATION DE LA DELIBERATION DE CREATION DE LA ZAC EN 2010

La Ville de Bagneux a reçu le 22 novembre 2010 notification de l'arrêt du 4 Novembre 2010 de la Cour Administrative d'Appel de Versailles, relatif à la requête en appel présentée par le Syndicat Coopératif et autres du 48-50 Avenue Victor Hugo, et décidant l'annulation de la délibération du Conseil Municipal du 27 Mars 2007 qui approuvait le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Victor Hugo ».

Il est à noter que le Tribunal Administratif de Versailles avait été saisi le 30 mai 2007 d'une requête présentée par le Syndicat Coopératif du 48-50 Avenue Victor Hugo et autres (au total 15 requérants propriétaires de bureaux et de logements dans cet immeuble) en vue de l'annulation de la délibération du 27 Mars 2007 portant création de la ZAC.

Par jugement en date du 8 avril 2009, le Tribunal Administratif de Versailles avait décidé que les requérants n'étaient pas fondés à demander l'annulation de la délibération attaquée et avait par conséquent rejeté la requête.

L'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Versailles du 4 novembre 2010 fait droit aux fins de non-recevoir soulevées par l'avocat de la Ville de telle sorte que seuls 4 requérants ont été déclarés recevables à agir sur les 15 requérants.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse des considérants de l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel du 4 novembre 2010 que l'annulation de la délibération a été exclusivement prononcée pour une insuffisance de l'étude d'impact résultant :

- d'une part, de l'absence de mention dans ce document de quatre monuments classés à l'inventaire des monuments historiques situés sur le territoire de la Commune d'Arcueil alors que le périmètre de la ZAC recouperait celui desdits monuments ;
- d'autre part, du fait qu'elle ne comporterait l'exposé d'aucune mesure propre à prévenir le risque identifié d'affaissement voire d'effondrement du sol du fait des travaux dans la zone d'aménagement, compte tenu de la présence d'anciennes carrières.

Prenant acte de cet arrêt, le Conseil Municipal a approuvé le 15 décembre 2010 le lancement de la concertation en vue de la création de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Chronologie des décisions municipales relatives à la

ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Janvier 2006	**Approbation du PLU et mise en place d'un périmètre de constructibilité limitée sur la partie nord-est de la commune en vue de la définition d'un projet d'aménagement d'ensemble du quartier.**
Année 2006	**Réflexions, enquêtes, débats, propositions, ateliers thématiques.**
Décembre 2006	**Approbation du lancement de la concertation pour la ZAC Quartier nord.**
Mars 2007	**Approbation du bilan de la concertation et création de la ZAC Victor Hugo.**
Juin 2007	**Attribution de la concession d'aménagement à la SEMABA[15].**
Septembre 2007	**Approbation de l'ouverture de l'enquête publique préalable à la modification du PLU.**
Octobre à Novembre 2007	**Déroulement de l'enquête publique.**
Décembre 2007	**Avis favorable du commissaire enquêteur sur la modification du PLU.**
Janvier 2008	**Approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme.**
Décembre 2008	**Approbation du dossier de réalisation de la ZAC Quartier nord – Ecoquartier Victor Hugo et du programme des équipements publics à réaliser dans la zone.**
Mars 2009	**Approbation du lancement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique conjointement à l'enquête parcellaire au profit de la SEMABA.**
Mai 2010	**Déclaration d'Intérêt Général du projet par le Conseil Municipal.**
Juin 2010	**Approbation du lancement de la concertation pour l'extension de la ZAC**

[15] Société d'Economie Mixte Agir pour Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Quartier nord – Ecoquartier Victor Hugo et la révision simplifiée du PLU.
Novembre 2010	**Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Versailles annulant la délibération de création de la ZAC du 27 mars 2007.**
Décembre 2010	**Approbation des objectifs et des modalités de concertation de la ZAC Quartier nord-Eco-quartier Victor Hugo par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2010.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le parti d'aménagement retenu : un écoquartier

A. CONSTRUIRE AVEC LES HABITANTS UN ECOQUARTIER

Les différentes dimensions du projet d'écoquartier sont les suivantes :

- L'intensification urbaine (lutte contre l'étalement urbain),
- La bonne desserte en transports en commun et par conséquence une utilisation moindre de la voiture ;
- la mixité fonctionnelle par le biais d'une programmation d'activités économiques, de logements, de commerces et d'équipements ;
- La mixité sociale (accession libre, accession sociale, logements locatifs sociaux)
- la conception des espaces publics intégrant une gestion économe et durable des éléments naturels (eau, végétaux…), l'utilisation de techniques alternatives (éclairage public, rétention des eaux pluviales…) et la valorisation des ressources existantes (jardins ouvriers, friches…) ;
- une approche énergétique des nouvelles constructions et l'utilisation de la géothermie ;
- Le développement de formes urbaines innovantes (mixité d'habitat intermédiaire, d'habitat collectif…) ;
- le fait d'être situé sur un site en renouvellement urbain avec la préservation et la valorisation d'une partie du tissu urbain existant ;
- la gouvernance du projet qui implique les habitants dans la conception du projet urbain.

Dans ce cadre, l'ouverture de la Maison du Projet en septembre 2010, situé au cœur du quartier, lieu de rencontres, d'échanges et de débats avec les habitants, leurs associations et les partenaires, a permis d'élaborer et d'engager avec les Balnéolais une nouvelle démarche de démocratie participative : ateliers thématiques, balades urbaines, liens avec les conseils de quartier, permanences régulières à la Maison du Projet, expositions …

B. LE PROJET URBAIN

Le projet d'écoquartier Victor Hugo répond notamment aux exigences de développement durable, de mixité fonctionnelle et sociale, de promotion d'un modèle urbain compact de haute qualité environnemental, à proximité d'un mode de transport collectif majeur (métro ligne 4, pôle bus, métro en rocade) pour la commune et ses habitants. Ces objectifs se traduisent par :

- le développement de l'activité économique pour un accroissement et une diversification des emplois sur la commune, notamment en redynamisant la façade urbaine sur la RD920 (activités tertiaires et commerciales) avec la construction d'immeubles de bureaux et l'accueil d'enseignes commerciales et

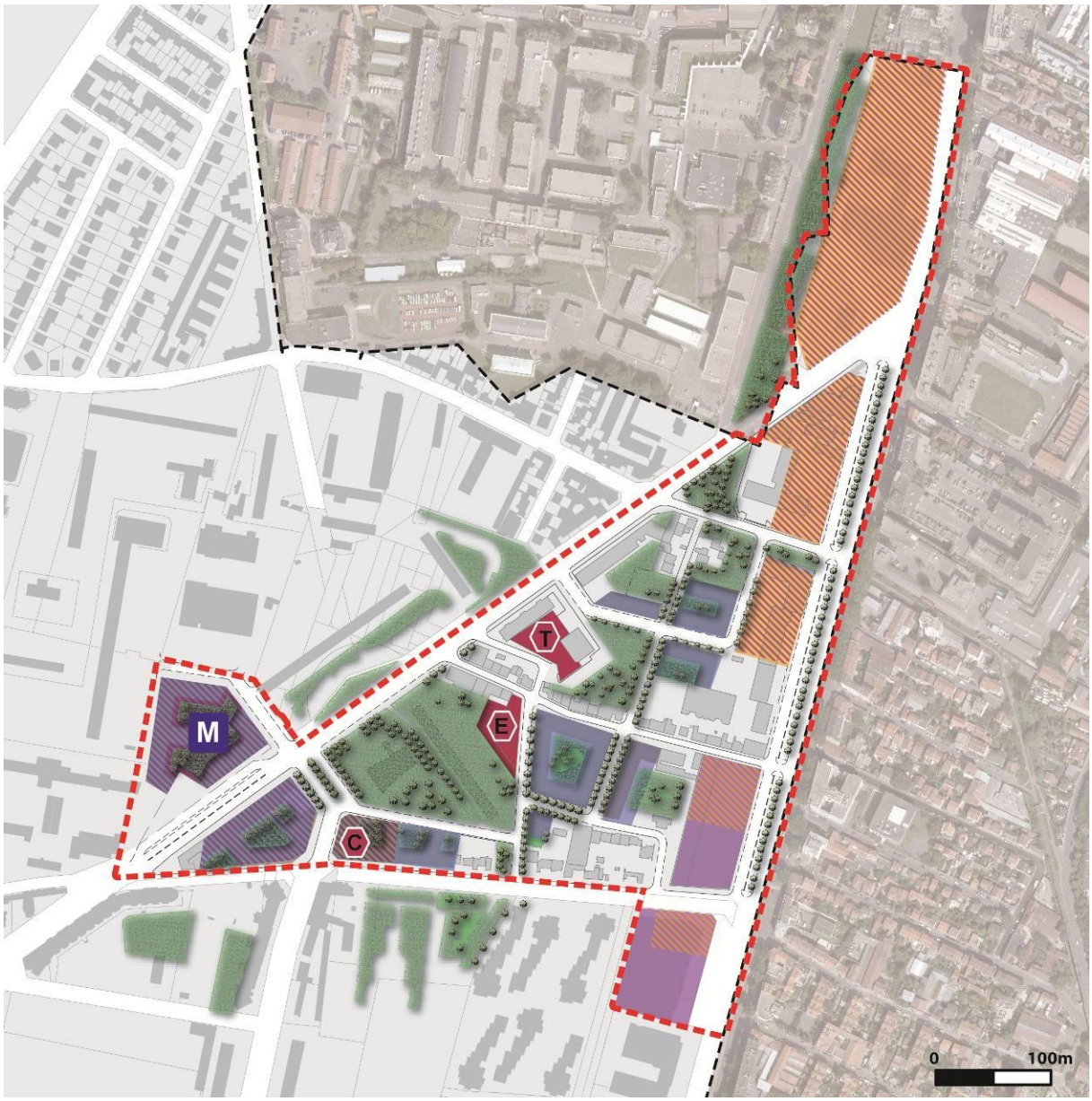
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

en prenant en compte la requalification du site du SETRA et le projet de développement sur le site Casino.

- la construction de logements diversifiés contribuant à mieux répondre aux attentes en matière d'habitat et à renforcer la mixité sociale dans un site où l'offre en transports collectifs va considérablement s'améliorer.
- le développement urbain d'un pôle multimodal (logements, commerces, services) aux abords du rond-point des Martyrs de Châteaubriant : futur terminus de la ligne 4 du métro, lignes de bus, connexion ligne 4 / Grand Paris Express, mais aussi transports doux (vélos, Autolib').
- la réalisation d'équipements publics dans le domaine de l'enfance (crèche, groupe scolaire) et de la culture (requalification et parc de stationnement pour le théâtre Victor Hugo),
- un projet urbain de haute qualité environnementale : Approche-Environnementale de l'Urbanisme, éco architecture, énergies renouvelables (géothermie notamment), coulée verte de l'aqueduc, circulations douces, espaces publics, favorisant la convivialité et l'accessibilité du site et des quartiers avoisinants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Projet de plan masse – janvier 2011



Bâti existant
Ilots de logements diversifiés
Commerces
Bureaux
Equipements publics

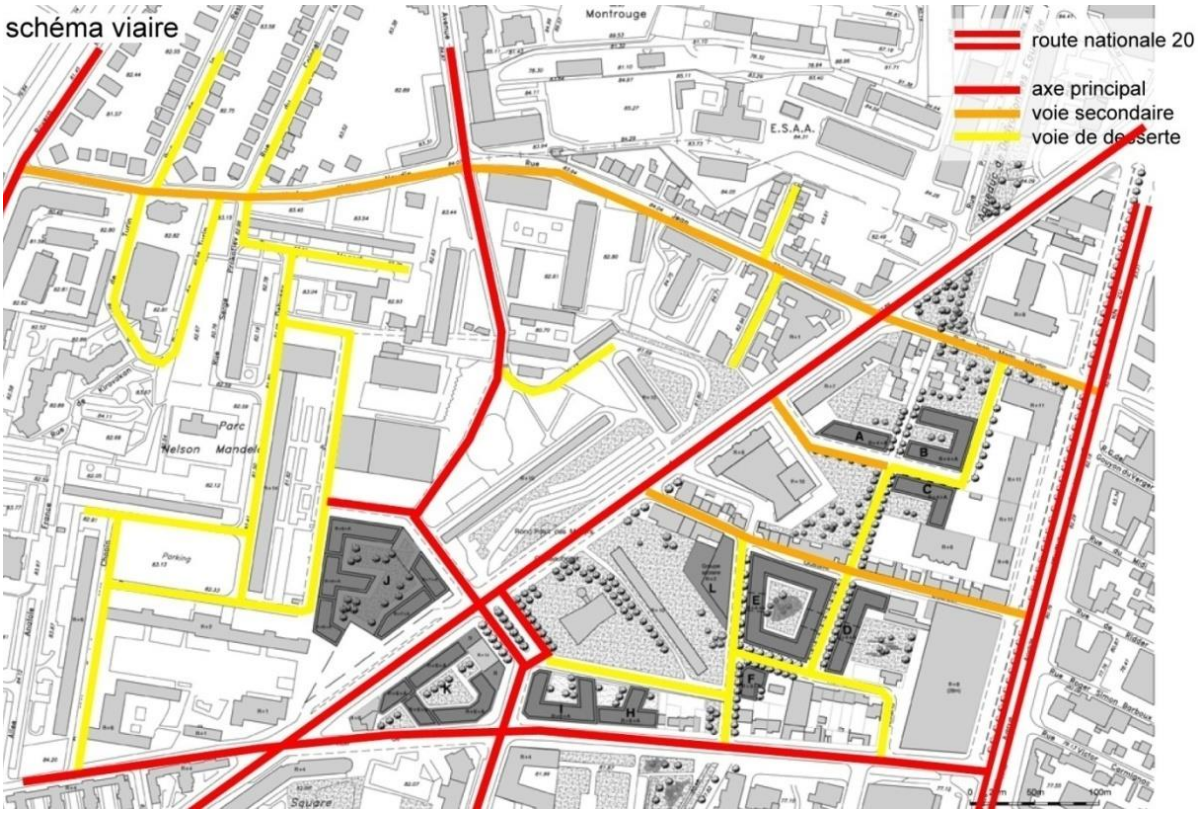
M Pôle multimodal
T Théâtre Victor Hugo
E Groupe scolaire
C Crèche
Espaces verts publics ou privés

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

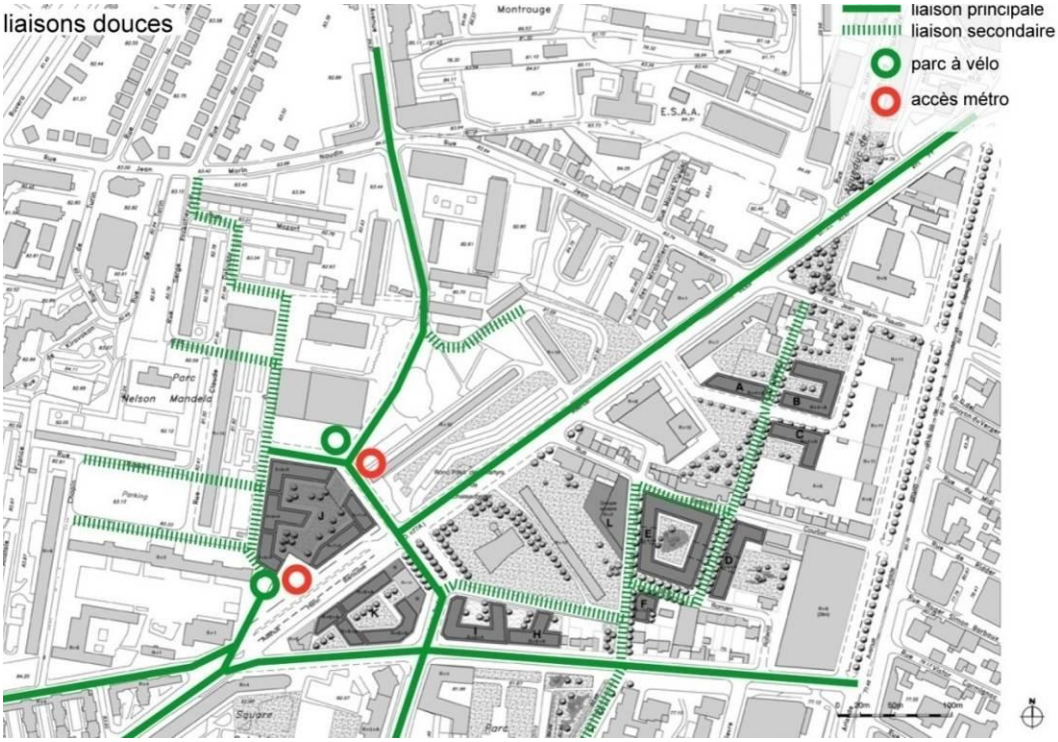
C. L'ORGANISATION DES ESPACES PUBLICS

La composition de la trame viaire

Cette proposition de maillage de voirie plus homogène sur les quartiers environnant la gare permettra à terme de positionner l'îlot de la gare au centre d'une maille viaire qui oriente ses ramifications en direction des quatre points cardinaux. Il est possible de penser que dans un horizon pas si lointain, la nouvelle gare de Bagneux aura pour effet de relier les deux quartiers situés de part et d'autre de l'avenue Henri Barbusse et de l'avenue Victor Hugo en un seul et même quartier dont la gare serait le centre.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Le réaménagement de la place des Martyrs de Châteaubriant

Le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, comme son nom l'indique, fut à l'origine implanté sur une emprise circulaire. Avec la construction de la cité de la Pierre Plate, il est devenu un carrefour en « Y » dimensionné au seul bénéfice du trafic routier. Avec l'avenue Victor Hugo et l'avenue Henri Barbusse, ce carrefour très important est devenu une barrière de franchissement entre la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et le quartier de la Pierre Plate.

Le projet propose de traiter ce carrefour de façon plus urbaine à partir des quatre orientations suivantes :

- Créer une place plus réduite de forme rectangulaire entre la tour de 15 étages d'un côté et l'église Sainte-Monique de l'autre à l'alignement de l'avenue Henri Barbusse.

- Casser la fonctionnalité routière de ce carrefour en raccordant l'avenue Louis Pasteur perpendiculairement à l'avenue Henri Barbusse. La transformation du carrefour en « Y » en lui donnant une forme en « X », permet de ralentir le trafic automobile en provenance et à destination de l'avenue Louis Pasteur et permet une connexion plus facile avec la voie nouvelle de l'îlot de la gare et de son prolongement vers l'avenue de Stalingrad.

- Créer un terre-plein central sur la place ; cette disposition facilite la traversée des piétons en deux temps, elle facilite le mouvement des bus à proximité du pôle bus et permet si besoin le déplacement du monument dédié aux Martyrs de Châteaubriant dans une mise en scène plus urbaine, sur une vraie place.

- Cette nouvelle place peut être aménagée de façon plus qualitative à partir d'un pavement de sol sur un plan horizontal ou les espaces de circulation automobiles sont balisés par des potelets.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Faire coïncider la façade principale de l'église avec la nouvelle place.

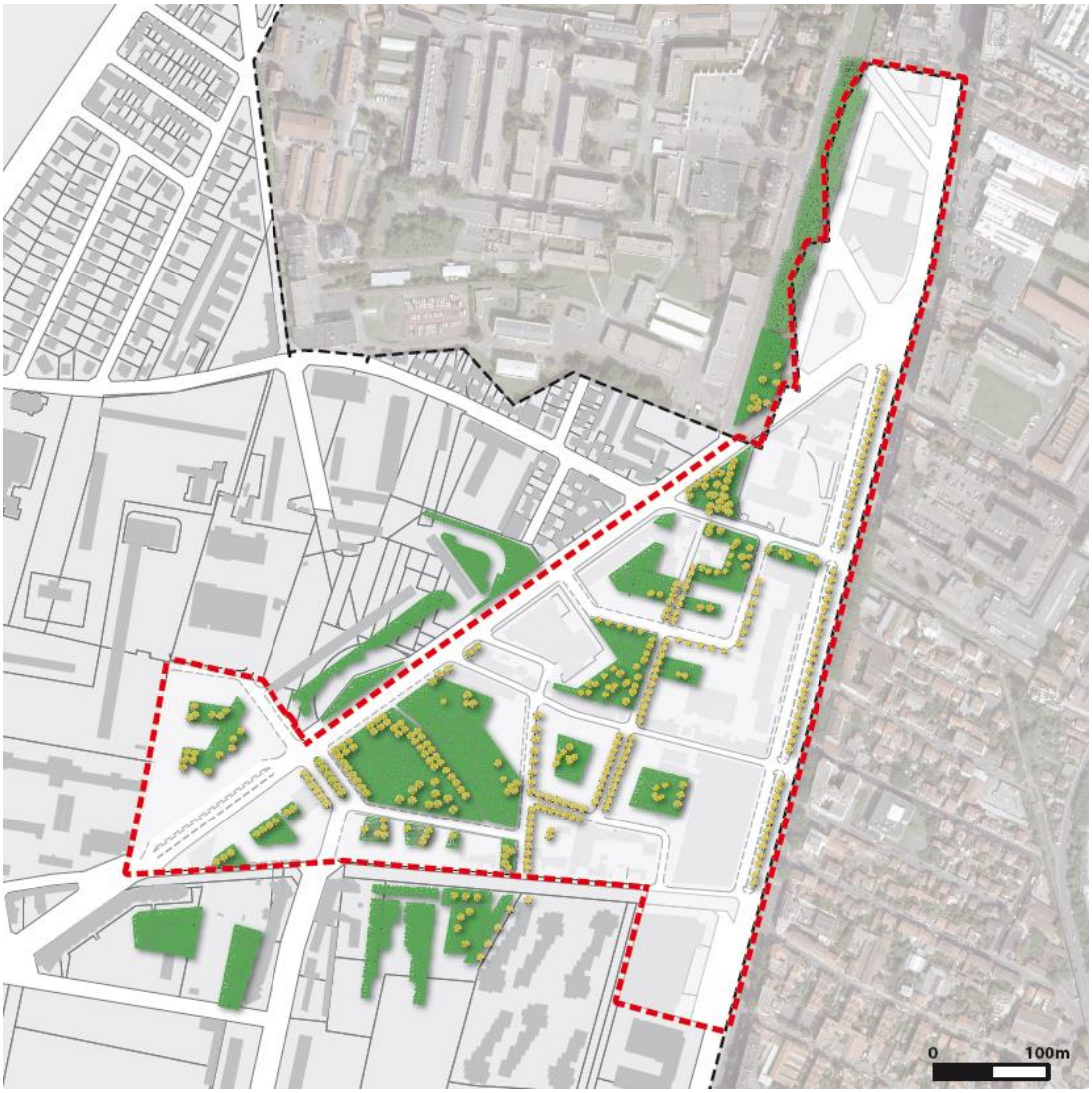
L'aménagement d'un parvis à la sortie de la gare

- Créer une nouvelle centralité reliant le quartier Victor Hugo à celui de la Pierre Plate et au reste de la ville.
- Favoriser les circulations douces (piétons, deux roues) pour le pôle multimodal et l'accès aux commerces.

La création d'un mail planté convivial

- Sur tout le nord du site jusqu'à la rue Jean-Marin Naudin, la mise en valeur d'une coulée verte intégrant les jardins familiaux ;
- La création d'un mail planté convivial de 230 m de long au cœur de la ZAC pouvant accueillir les circulations douces ;
- Le partage de la voirie entre les circulations douces des piétons, des patineurs et des cyclistes, et une circulation apaisée des véhicules sur les voies publiques en prenant les dispositions qui permettent de gérer les flux de circulation (« zone 30 », « zone de rencontre », sens unique, piste cyclables, etc.) ;
- La desserte des équipements et espaces publics
- L'aménagement des espaces verts publics notamment en bordure d'une voie accessible à la circulation publique.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Projet de trame verte

Les formes bâties

Les formes urbaines privilégiées seront des immeubles (habitat collectif, intermédiaire, activités économiques) disposés en continu, en bordure des voies nouvelles, entourés d'espaces collectifs de qualité. Les constructions seront implantées en limite des îlots afin de bien marquer la limite entre espace public et espace privé et de ménager des espaces verts calmes et protégés en cœur d'îlot. Des ruptures dans les fronts bâtis seront aménagées afin de créer des percées visuelles vers les cœurs d'îlots.

Les hauteurs bâties des différents îlots seront intégrées au tissu existant et seront donc modulées en fonction du contexte environnant, de dépassant pas :

- R+3+Attique ou R+4+Attique en cœurs d'îlots ;
- R+6+Attique ou R+7+Attique sur l'îlot métro et ses abords.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Pour faciliter l'accueil des commerces, de services ou de petites activités, un cahier des charges pourra imposer des dispositions techniques en rez-de-chaussée de certains immeubles (hauteur sous plafond, gaines de ventilation, structure des façades, etc.).Ces équipements pourront s'implanter dans ce quartier à court, moyen et long terme en fonction de l'évolution des besoins et du marché qui évolueront sans aucun doute avec l'arrivée programmée de la plateforme d'échange des transports en commun de Bagneux.

La façade urbaine de la RD920

Le projet de ZAC s'inscrit dans la démarche de restructuration des abords de la RD920. Les futures réalisations devront rechercher une plus grande qualité urbaine, tant par l'architecture et l'aspect esthétique des constructions que par le traitement des espaces publics. La marge de retrait permettant d'aménager une contre-allée le long de la RD920 est maintenue dans l'objectif d'élargir l'espace pour les piétons et les deux-roues et de réaliser des aménagements paysagers.

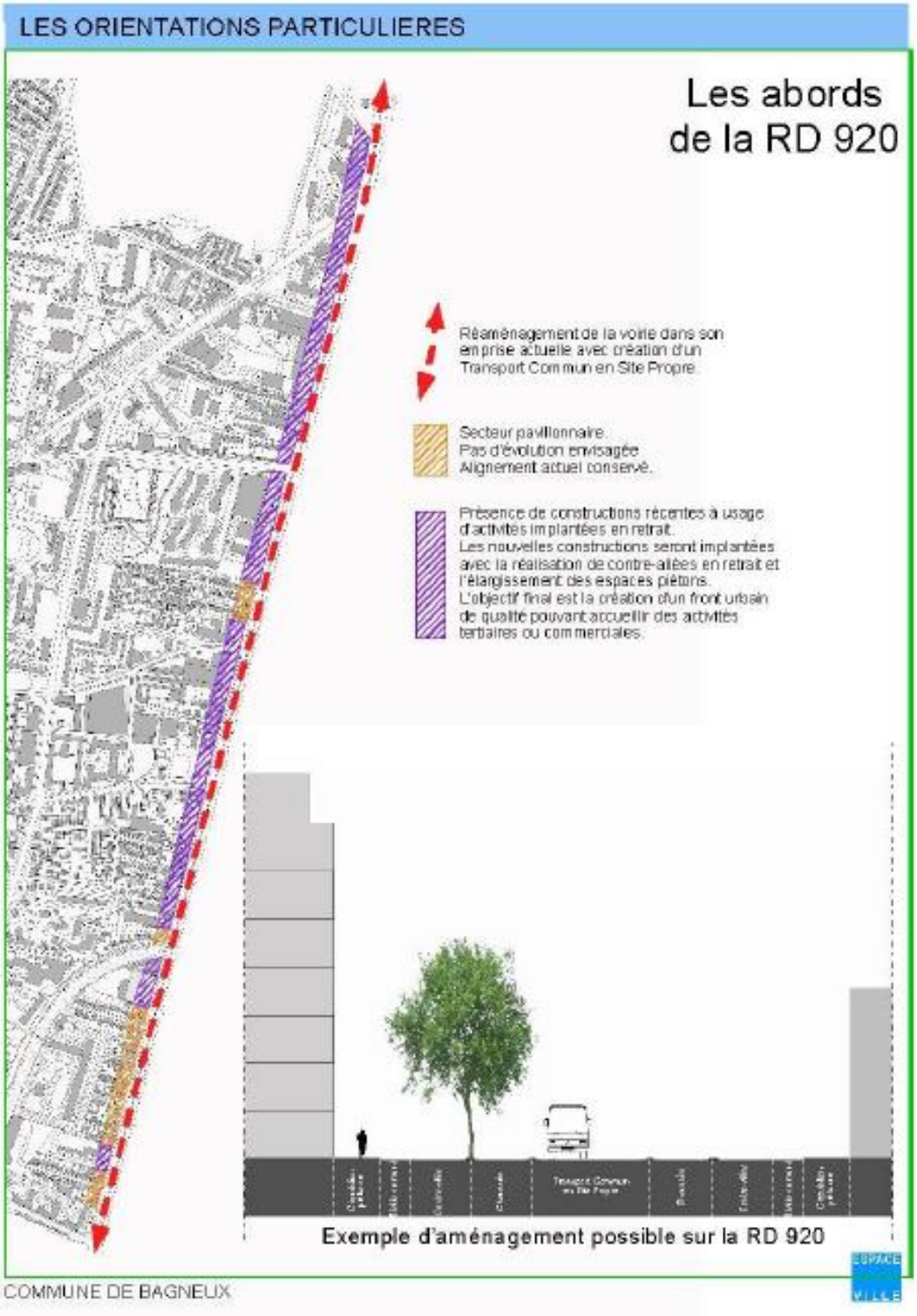
L'orientation particulière prévue au PLU relative aux abords de la RD920, dont un extrait est représenté ci-après, sera donc mise en œuvre par le projet de ZAC.

Le projet Casino

L'agencement des masses du projet inscrites dans le tissu, existant et projeté, s'organise sur une séquence nord-sud.

Dans son rapport à la rue, la façade commerciale du supermarché est rapprochée pour retrouver l'alignement principal. Cet ajustement lui donne plus de visibilité ; lui conférant un statut constitutif du tissu urbain. Le bâtiment de bureau en élévation vient compléter le front bâti de grande hauteur déjà présent le long de cet axe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Enjeux de composition urbaine	Réponses apportées par le projet
« Faire de la ville »	1. Avoir pour référence un sol « unique », plat, permettant de mieux organiser un ensemble d'activités de façon lisible, facilement repérable et accessible. 2. Etablir une trame viaire pour gérer à la fois la circulation automobile et l'habitabilité des îlots. 3. Implanter les façades en limite séparative des îlots et permettre l'implantation de commerces et de service en rez-de-chaussée et faciliter la complémentarité bruit et calme par le côté rue et le côté jardin. 4. Juxtaposer et superposer des programmes différents car la mono-fonctionnalité à grande échelle nuit à l'animation des quartiers, notamment en soirée et le week-end. 5. Donner la priorité aux transports en commun et aux modes doux pour que l'organisation des déplacements tende progressivement vers des modes de transport en site propre avec des circulations piétonnes sûres et agréables. 6. Partager le stationnement dans la ville entre les îlots privatifs (majorité du stationnement) et l'espace public, notamment pour faciliter le développement du commerce et des activités de service en rez-de-chaussée le long des rues. 7. Mettre en place un concept urbain adaptable et évolutif car les besoins d'aujourd'hui ne sont pas ceux de demain.
Améliorer l'image du quartier	1. Améliorer la qualité des espaces publics dans leurs emprises et leur mise en relation les uns aux autres (places, rues, jardins, allées, passages, etc.). 2. Mettre en valeur l'architecture dans une mise en scène contextuelle et cohérente des immeubles implantés côte-à-côte. 3. Aménager des plantations d'alignement et d'autres types d'aménagement paysager sur l'espace public et au cœur des îlots privatifs. 4. Implanter des œuvres d'art comme repères urbains dans la ville.
Relier plus fortement les quartiers entre eux	1. Par un réseau de voies reliées les unes aux autres. 2. Par l'incorporation des impasses existantes dans ce nouveau maillage. 3. Par la possibilité d'améliorer les relations physiques à terme entre la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et le quartier de la Pierre Plate par des traversées nouvelles de part et d'autre de l'avenue Victor Hugo en plusieurs endroits.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Insérer au mieux la nouvelle gare dans son environnement urbain	1. Définir un îlot en tenant compte du projet de la RATP, de la géométrie existante des lieux et de la situation foncière du site. 2. Entourer cet îlot de voies facilitant l'accès de la gare depuis toutes les directions cardinales à court, moyen et long terme. 3. Faciliter l'accès de la gare en priorité par les bus, les taxis, les modes « alternatifs » et surtout les vélos et piétons (avec parc à vélos). 4. Densifier cet îlot parfaitement valorisé par sa situation au-dessus de la gare, par un programme mixte : activités économiques (centre commercial notamment) et logements. 5. Définir une place piétonne devant la trémie de l'entrée principale de la gare. 6. Mettre en relation la place piétonne avec les quais du pôle bus. 7. Mettre en valeur les boutiques du centre commercial en priorité le long de l'avenue Henri Barbusse. 8. Protéger des nuisances sonores du pôle bus les façades des logements exposées sur l'avenue Henri Barbusse. 9. Faire de la gare et du centre commercial la nouvelle centralité urbaine d'un nouveau quartier englobant la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et le quartier de la Pierre Plate.
Fabriquer de la densité autour de la gare	1. En favorisant l'implantation des immeubles à la périphérie des îlots définis par la maille viaire. 2. En proposant des hauteurs variant de R+7+Attique à R+3+Attique en fonction de la distance des îlots à la gare. L'attique est le dernier étage en retrait à 45° par rapport à la façade principale de l'immeuble. 3. En recommandant un coefficient d'emprise au sol (CES) élevé qui permet d'avoir une densité plus forte sans augmenter la hauteur des bâtiments.
Favoriser la mixité des programmes	1. Juxtaposer des logements locatifs et en accession. 2. Juxtaposer des logements sociaux et « libres ». 3. Diversifier la taille des logements (du studio au T5). 4. Juxtaposer logements et activités. 5. Réserver la possibilité de transformer les rez-de-chaussée des immeubles pour accueillir des commerces, services et autres activités. 6. Assurer la continuité bâtie par juxtaposition des immeubles pour tisser du lien entre les immeubles.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Enjeux de conception architecturale	Réponses apportées par le projet
Assurer la fonctionnalité des immeubles de logements	1. Dimensionner suffisamment les locaux à vélos en rez-de-chaussée d'immeuble pour inciter les habitants à utiliser ce mode de déplacement. 2. Dimensionner les locaux poubelles de façon à faciliter le tri sélectif et la collecte selon les dispositions arrêtées par l'autorité compétente. 3. Dimensionner les entrées d'immeubles pour en faire un lieu de rencontre et de convivialité. 4. Faciliter, à proximité des grands axes et du pôle-gare, la transformation des rez-de-chaussée initialement occupés par des logements pour pouvoir y accueillir à plus ou moins long terme des commerces, des services ou de petites activités compatibles avec le logement, par des dispositifs tel que structure du rez-de-chaussée par poteau, hauteur sous plafond à 3,00 m minimum, niveau du plancher au niveau du trottoir, gaines de ventilation préventives, statut juridique du rez-de-chaussée compatible avec la transformation du logement en activité.
Assurer l'intégration paysagère des bâtiments	1. Réaliser le programme de logements et d'équipements par phases selon un principe élaboré conjointement par la ville de Bagneux et la SEMABA. 2. Définir chaque phase par un découpage des îlots constructibles en « tranches opérationnelles ». 3. Relier chaque opération à sa voisine par un mur pignon ou une césure quand le cahier des charges l'autorise. 4. Faire correspondre à chaque opération une unité d'acteur (un promoteur, un architecte, un bureau d'étude et une entreprise). 5. Inscrire chaque opération dans une parcelle donnée pour une réalisation dans un temps donné (dimension spatio-temporelle du projet architectural). 6. Assurer la coordination architecturale grâce à un cahier des charges spécifiant notamment pour chaque opération la hauteur maximum et la volumétrie du bâtiment, l'implantation au sol de la construction, le type de percement des baies, la nature des matériaux recommandés pour les façades, un schéma de coloration ou de clarté, la position des accès au bâtiment (entrée principale, parking)… 7. Désigner un architecte-urbaniste coordonnateur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pour assurer le bon déroulement des opérations de coordination. 8. Le choix des promoteurs et architectes pourra donner lieu à des consultations organisées par la SEMABA sous le contrôle de la ville de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. LE PROGRAMME PREVISIONNEL DE CONSTRUCTION

Logements	70 000 m² de SHON
Activités économiques	153 000 m² de SHON
Equipements publics	6 000 m² de SHON

Les logements

Le programme prévoit la construction de 70 000 m² de SHON d'habitation, soit environ 850 logements. La part de logements sociaux n'est aujourd'hui pas encore fixée, mais elle s'élèvera très certainement autour de 25 à 30 %.

Enjeux sociaux	Réponses apportées par le projet
Favoriser la mixité entre les habitants	1. Mixité intergénérationnelle en proposant sur un même site une grande variété de logements et de prix de location ou d'achat. 2. Mixité des programmes de logements (location et accession). 3. Mixité des financements des logements (sociaux et libres).
Une participation citoyenne à la mise en place du projet de quartier	1. Rédaction d'un bulletin d'information sur le contenu du projet urbain (tracés urbains, environnement, architecture, économie, gouvernance et évolution). 2. Ouverture de la Maison du Projet en septembre 2010. 3. Proposer des supports à l'échange d'information, (réunions, ateliers, blogs, etc.). 4. Proposer le débat entre les différents acteurs de la ville. 5. Organiser des conférences par thème. 6. Proposer des ateliers par thème : Transports, déplacement circulation et stationnement, Activités économiques, commerciales et emploi, Equipements publics, Habitat, Environnement, espaces verts, traitement des déchets, colonnes enterrées, etc.

Les activités économiques

Les surfaces dédiées aux bureaux et commerces représentent environ 153 000 m² de SHON. Elles seront essentiellement développées le long de la RD920 ainsi que sur l'îlot gare où un centre commercial de 6 000 m² environ sera réalisé en remplacement de la superette actuellement située dans l'emprise de la future gare de la RATP

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La recomposition du plan masse à partir d'îlots et de rues construites à l'alignement de façon continue favorise l'implantation de commerces, de services et d'activités diverses en rez-de-chaussée compatibles avec le caractère résidentiel du quartier. Tous les rez-de-chaussée ne seront pas affectés à des activités autres que résidentielles, mais il est important de l'encourager partout où cela est possible.

Enjeux socio-économiques	Réponses apportées par le projet
Développer une économie sociale et solidaire	1. Ouvrir les emplois de chantier du site de la ZAC en priorité aux chômeurs de Bagneux : emplois du chantier de la gare RATP, emplois des chantiers des opérations de logements, emploi d'entretien de l'espace public… 2. Prévoir des clauses d'insertion pour toutes les opérations 3. Développer une micro-économie de services à la personne.

Les équipements publics

LE GROUPE SCOLAIRE

Le futur groupe scolaire comprendra une école maternelle, une école primaire ainsi qu'un centre de loisirs. Au regard des nouveaux logements construits, et sachant que ce groupe scolaire ne sera pas réservé uniquement à la ZAC et que la carte scolaire sera redéfinie, les besoins estimés sont de 170 places en maternelle, soit 6 à 7 classes, et de 255 places en primaire, soit 9 à 10 classes. Concernant le centre de loisirs, les besoins estimés sont de 140 places.

Une surface de 5 000 m² est dès à présent réservée dans l'îlot de la barre. Cette position est très centrale par rapport à l'implantation géographique des immeubles d'habitation. Le programme de l'école pourra s'implanter dans un bâtiment de trois niveaux de façon à libérer un maximum d'espaces libres pour la cour de récréation. La section maternelle sera implantée en priorité au rez-de-chaussée. L'accès à ce nouveau groupe scolaire sera pratiqué à partir d'une voie nouvelle.

LA CRECHE

Comme le centre commercial, la crèche actuelle du *Champ des oiseaux*, accueillant 60 berceaux, occupe l'emprise du futur chantier de la gare de la RATP. Elle doit donc être démolie pour permettre l'aménagement de l'« îlot métro ». Sa reconstruction, qui doit être terminée avant le démarrage des travaux de la gare programmé en 2013, sera faite dès la première tranche de logements à réaliser dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, sur un des îlots dont le foncier a été acquis (rue de Verdun…).

Afin de prendre en compte les besoins des nouveaux logements et de permettre un bon fonctionnement de la future crèche, l'offre en berceaux sera augmentée et scindée en deux unités de 45 berceaux chacune. Le fait de créer deux unités a l'intérêt de mutualiser certains locaux et de garantir une bonne qualité d'accueil.

LA REQUALIFICATION DU THEATRE VICTOR HUGO

Le théâtre est un équipement culturel majeur à l'échelle de la commune et du quartier, mais il est actuellement peu visible depuis l'avenue Victor Hugo. Pour mieux l'intégrer au fonctionnement du secteur, et ainsi développer son attractivité, le bâtiment va être entièrement rénové. Son entrée, aujourd'hui tournée au cœur d'îlot, sera repositionnée le long de l'avenue Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les espaces verts

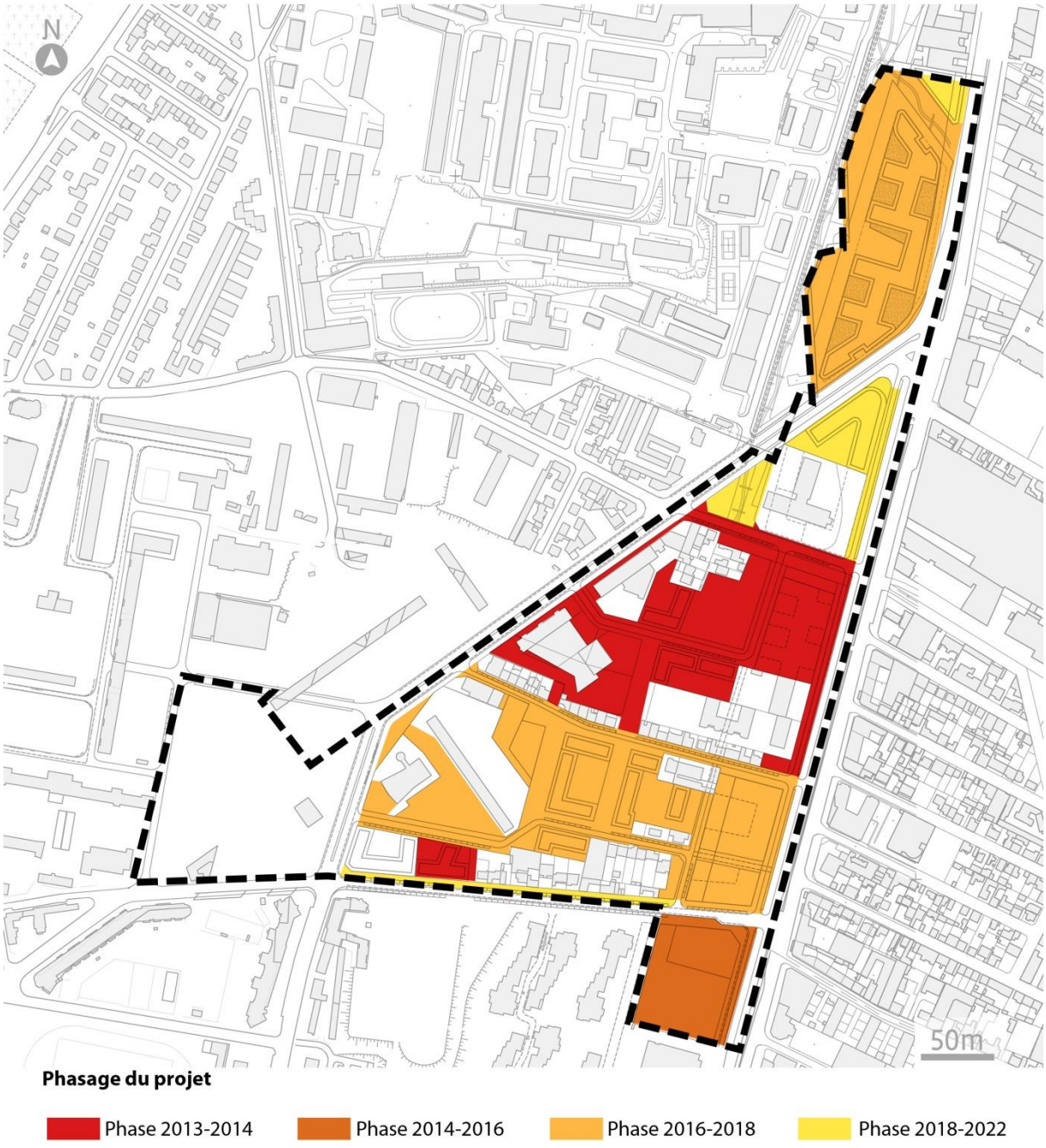
Secteur	Surface	Commentaires
Jardins familiaux	2 080 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne
Triangle Jean Marin Naudin	1 520 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne
Ilot A	1 010 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot B	2 300 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot C	560 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC
Ilot du théâtre	2 710 m²	Situé à l'extérieur de la DUP
Ilot D	1 930 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot E	1 020 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot F	pm	Réserve foncière pour construction ultérieure
Ilot H	550 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC Comprend les éventuels jardins de la crèche
Ilot I	440 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC Comprend les éventuels jardins de la crèche
Ilot J	3 310 m²	Surface éventuelle de jardin sur dalle Comprend les éventuels jardins à usage privatif sur dalle
Ilot K	1 570 m²	Surface éventuelle de jardin sur dalle Comprend les éventuels jardins à usage privatif sur dalle
TOTAL[1]	**19 000 m²**	

[1] *Les surfaces de ce tableau sont données à titre indicatif.*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. LES PHASAGES DE L'OPERATION

Il est prévu que les travaux de construction de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo se déroulent sur 9 années de 2013 à 2022. Ils seront réalisés en 4 phases, définies selon la disponibilité du foncier et le phasage des travaux des stations du métro ligne 4 et de la ligne 15 du Grand Paris Express.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Evolutions du projet nécessitant une modification du dossier de création de la ZAC en 2015

Depuis la création de la ZAC en septembre 2011, les projets transports se sont confirmés avec l'arrivée programmée, à l'horizon 2019/2020, des métros ligne 4 et ligne 15. C'est dans ce contexte d'intenses transformations urbaines que la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entrée dans une phase opérationnelle avec le démarrage de chantier d'opérations de logements et de bureaux.

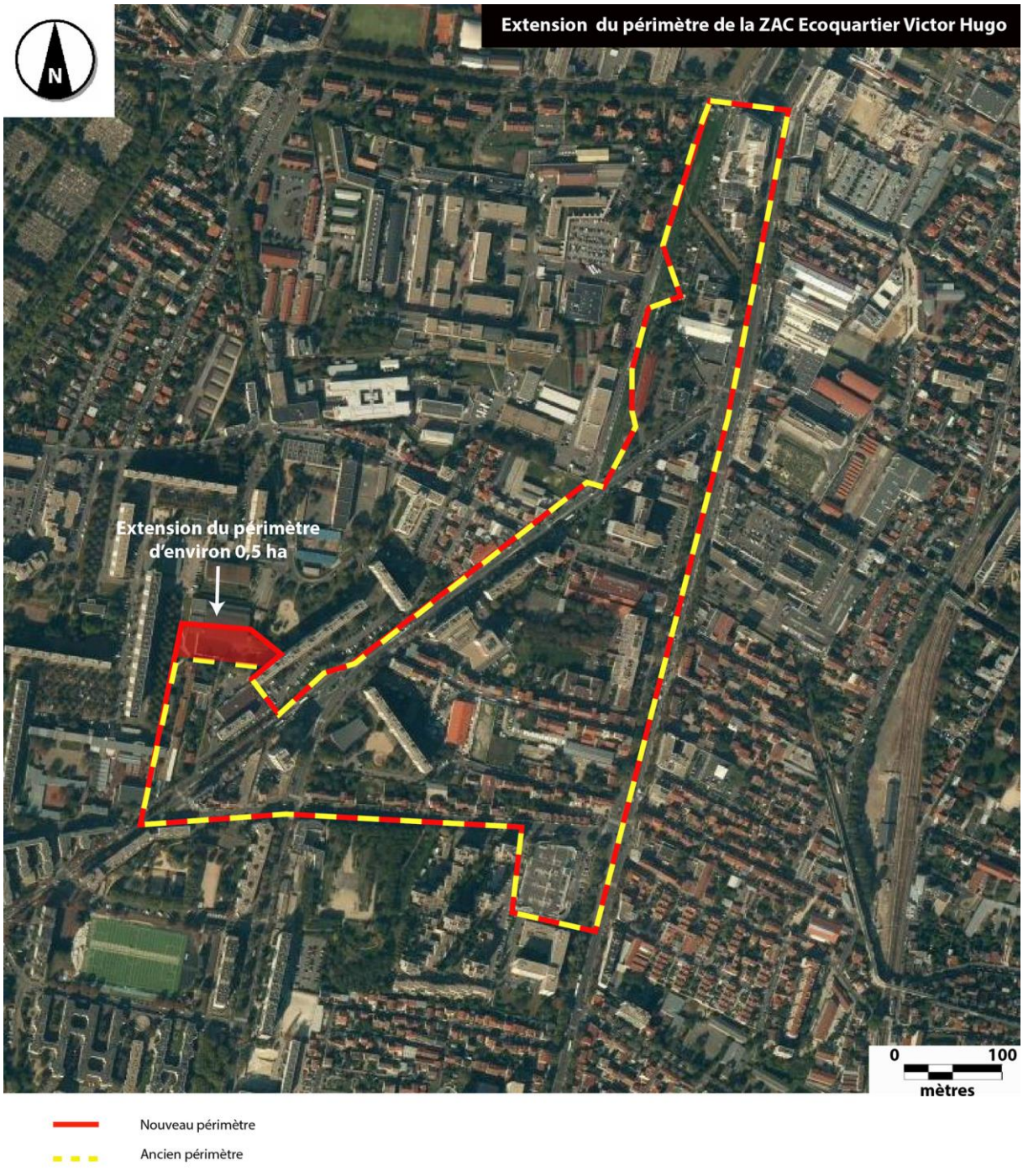
Ces évolutions du projet urbain, telles que l'arrivée des deux métros, nécessitent la mise en place d'une procédure de modification du dossier de création de ZAC afin de permettre la réalisation du projet urbain intégrant ces évolutions. Cette procédure de modification de ZAC, initiée par délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2014 a pour objectifs :

- La modification du périmètre initial de la ZAC permettant de renforcer le lien entre le quartier de la Pierre Plate et l'Ilot Gares de la ZAC ;
- L'évolution de la programmation dans une logique de renforcement de la mixité fonctionnelle, sociale et de la trame des espaces publics ;
- L'évolution du programme des équipements publics en lien avec les besoins des futurs habitants mais aussi de manière plus globale au regard des besoins en équipements scolaires à l'échelle du quartier nord.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. EVOLUTION DU PERIMETRE

Le périmètre de la ZAC a été très légèrement étendu en partie ouest au niveau de la future station de la ligne 4 du métro. Le nouveau périmètre mesure 19,5 hectares contre 19 hectares pour le dossier de création initial.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. EVOLUTION DU PROGRAMME

	Surface de plancher		
Années - projet	**ZAC en 2013**	**ZAC en 2015**	**Différence +/-**
Logements	75 000 m²	122 000 m²	*+47 000 m²*
Activités économiques	155 000 m²	140 000 m² *dont commerce : 17 000 m²*	*-15 000 m²*
Equipements publics	5 700 m²	1 250 m² (crèche)	*-4 450 m²*

Les principales évolutions programmatiques sont les suivantes :

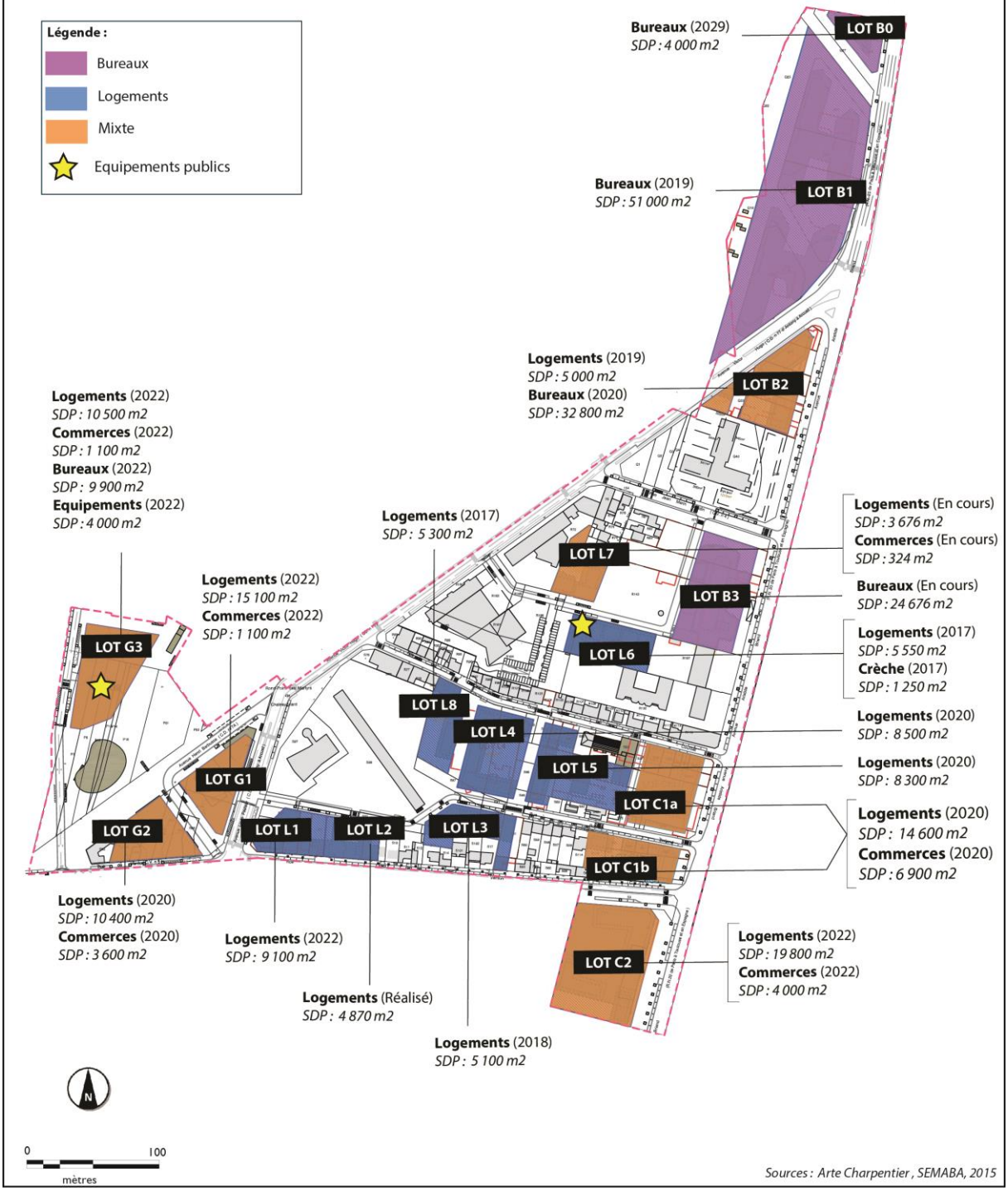
- Création d'environ 1 000 logements supplémentaires faisant notamment leur apparition le long de la RD920. Il s'agit d'une évolution majeure du programme. La programmation totale est ainsi estimée à 1850 logements environ.

- La diminution du programme commercial est assez marquée suite au réajustement des programmes des lots B0 à B3 au bénéfice de la construction de logements. Le programme commercial se resserre ainsi au niveau de l'ilot des Gares et au sud de l'avenue Aristide Briand.

- La suppression de l'école du programme de la ZAC. Celle prendra place hors périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate. En effet, sa réalisation est prévue sur une partie de l'actuel square Robespierre. La crèche reste donc le seul équipement public de superstructure du programme de la ZAC. Un équipement polyvalent dont le contenu reste à définir sera par ailleurs réalisé sur l'ilot G3. Celui n'entre pas en compte dans le programme prévisionnel de la ZAC car il relève d'une logique géographique plus large (ensemble des quartiers Nord, voir au-delà) et devrait, à ce titre, bénéficier d'un financement ANRU.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Programmation des lots de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Programmes déjà réalisé et en cours de réalisation :

- Le programme de du lot L2 situé rue de Verdun a été réalisé (opération Flora Verde de 70 logements).



- Le programme du lot L7 est en cours de réalisation (opération les jardins du Théâtre de 46 logements et 3 commerces).



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Le programme du lot B3 est en cours de réalisation (opération Résonnance de 24 676 m² de bureaux).



C. EVOLUTION DU PARTI D'AMENAGEMENT

Une évolution majeure : la montée en puissance de l'îlot gare

Les deux projets de gares (M4, M15) ont permis l'émergence d'un projet d'aménagement qualitatif qui se construit autour de ces deux équipements structurants. La création d'immeubles de logements collectifs sur l'Ilot des Gares doit permettre de répondre à la préconisation majeure du Grand Paris : densifier le tissu urbain autour de ces pôles. L'îlot des gares formera une nouvelle entrée de ville depuis le métro et constituera une nouvelle vitrine pour la ville de Bagneux.

Une mixité fonctionnelle est attendue sur le site afin de répondre au développement économique de la commune ainsi qu'aux besoins des habitants. La création d'un pôle commercial dynamique favorisera l'animation de l'espace public. Le nouveau parti d'aménagement du projet réoriente la majeure partie des surfaces commerciales sur cet îlot.

L'Ilot Gares est souhaité avec une programmation ambitieuse développée sur 3 entités foncières présentes autour des deux gares à savoir : G1, G2 et G3.

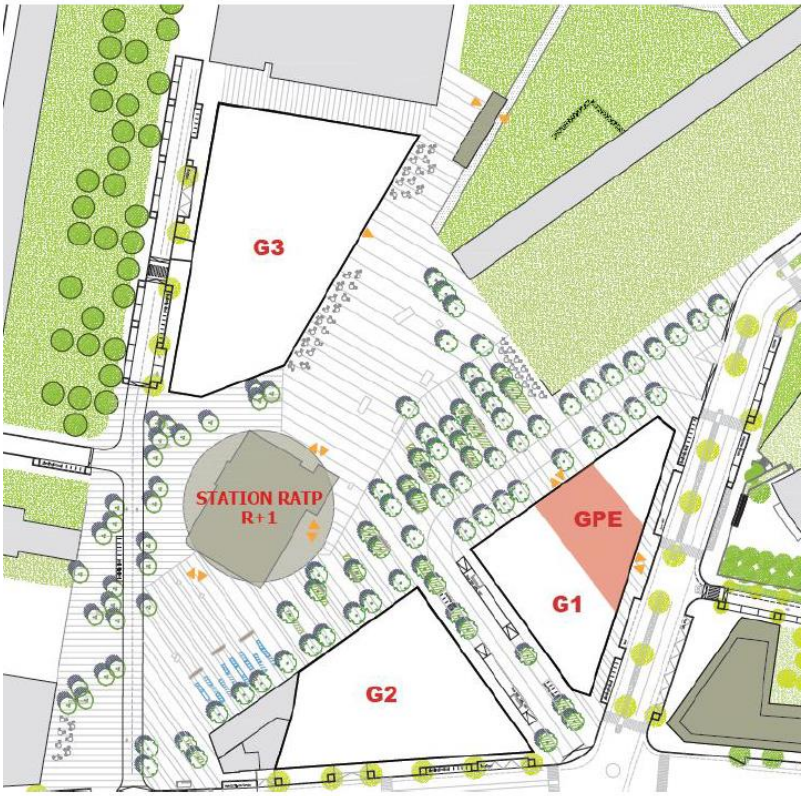
La place des Gares

L'îlot des gares sera composé de trois lots (G1, G2, G3) qui seront implantés autour d'une place d'envergure qui deviendra un lieu de partage, de détente et de connexion. Cette place exclura la circulation des voitures mais non des bus, qui s'insèreront par une voie bus. Cet espace situé à l'interconnexion de deux gares de métro dont les architectures travaillées en feront des lieux emblématiques, permettra de mettre en œuvre la « Ville dense et durable » proposée par le Grenelle de l'Environnement. Elle devra permettre aux usagers de renouer avec le milieu dans lequel ils évoluent et, de par son identité architecturale, pourra prendre sa « place » dans la Ville et jouer pleinement son rôle d'espace de convergence. Des terrasses de restaurants ou de cafés orientés vers le Sud et l'Ouest seront prévues afin d'animer l'espace public.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La place sera fermée par la création de kiosques entre le lot G1 et le grand ensemble du rond-point des Martyrs. Elle accueillera les nouveaux flux tout en donnant les traits d'un cœur de ville au site. Une rue commerçante sera ainsi créée entre les lots G1 et G2. La place sera végétalisée afin de poursuivre la démarche de l'Ecoquartier. Sa structure devra prendre en compte, les infrastructures souterraines des métros. L'aménagement de l'espace public prendra en compte la gestion des flux des usagers grâce à :

- La création d'espaces piétons agréable et suffisamment dimensionné. La réalisation de pistes cyclables et de stationnements adaptés au vélo.
- La réalisation d'arrêts de bus Enfin, le projet d'Ecoquartier a pour objectif de favoriser l'utilisation des transports en commun ou les modes de déplacement doux. Les voitures seront donc exclues de la Place des Gares et la maîtrise du respect des règles de stationnements sera un enjeu de long majeur.



Source : ARTE CHARPENTIER

Le lot G1 : « le signal »

Afin de caractériser le nouveau pôle multimodal et la nouvelle centralité que constituera l'îlot gare, l'opération immobilière qui se développera sur le lot G1, et en particulier sa pointe nord, est appelée à devenir un signal urbain. Immédiatement repérable, appel vertical, visible et lisible de loin et notamment depuis l'entrée de ville par l'avenue Victor Hugo, l'ensemble immobilier de l'ilot G1 par son expression architecturale et sa volumétrie singularise le pôle de transport qui devient une nouvelle centralité intégrée à la ville existante.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Localisée au sein de l'ilot, la gare du Grand Paris Express, conçu par le groupement SETEC TPI / Atelier BARANI, confère à l'ensemble immobilier sa dimension métropolitaine et justifie pleinement l'ambition urbaine recherchée sur cet ilot par l'aménageur et la SGP. Accessible depuis la rue Louis Pasteur, la gare du Grand Paris Express s'ouvre largement sur la future Place gagnant ainsi en visibilité sans interférer avec les programmes qui prendront place à son pourtour : commerces, activités et logements.

A l'horizon de l'arrivée du métro à Bagneux, le réseau de bus aura été restructuré. Une partie des bus qui empruntent aujourd'hui la RD 920 jusqu'à la Porte d'Orléans seront en terminus à l'arrêt de métro de Bagneux, leur évitant des temps de trajet très pénalisants jusqu'à la Porte d'Orléans. Néanmoins une desserte de cabotage ou de proximité sera maintenue sur la RD920 entre la nouvelle gare de Bagneux et Paris.

La restructuration du pôle bus à l'horizon de la ligne 15 n'étant pas connue à ce jour, le STIF, la SGP, la RATP et la Ville de Bagneux ont convenu d'étudier la desserte et le dimensionnement du pôle bus sur la base du programme issu de l'AVP du terminus de la ligne 4, à savoir :

- 3 lignes en terminus à la station de métro Bagneux : 187 (Bagneux métro > Fresnes), 188 (Bagneux métro > Robinson), 297 (Bagneux > Longjumeau)
- 3 lignes en passage : 162 (Meudon > Parc de Saint Cloud), 197 (Porte d'Orléans > Massy), 388 (Châtillon Montrouge > Bourg-la-Reine)

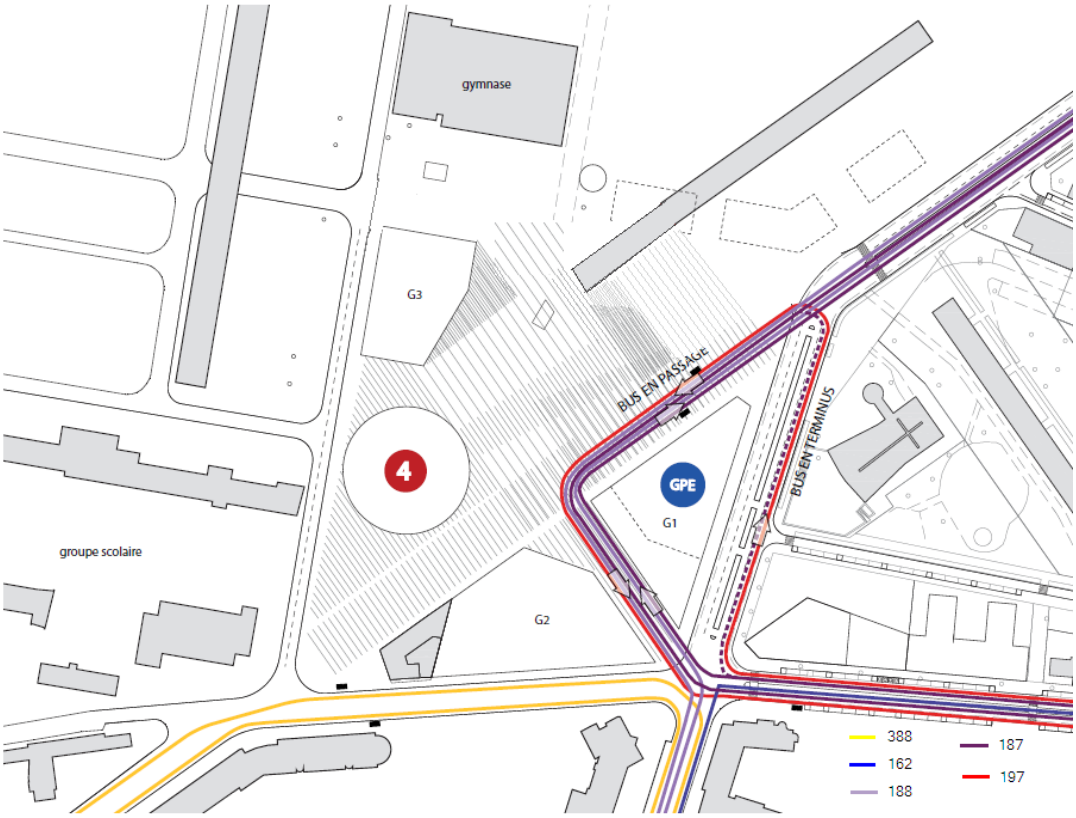
Des évolutions du projet sont en cours de réflexion pour l'aménagement d'un véritable pôle d'échanges à cette gare. Les modalités d'exploitation de la ligne 187, notamment, doivent être approfondies avec l'exploitant de la ligne (la RATP).
Dans le nouveau projet d'aménagement de l'îlot Gares, la circulation des bus en passage s'organise autour du lot G1. La dépose/reprise des usagers s'effectue donc directement sur la place. Cette proposition présente 2 avantages :

- l'optimisation de l'interface entre les différents modes de transports offerts en organisant l'ensemble des échanges sur la place,
- faire « vivre » la place grâce à ce point de mobilité important.

Les bus en terminus stationnent quant à eux sur l'avenue Pasteur ce qui permet de positionner les locaux pour les chauffeurs en rez-de-chaussée du lot G1. Leur retournement s'effectue autour du lot G1. La création d'un plateau sur l'avenue Pasteur permet d'apaiser la circulation et de sécuriser les traversées sur cette avenue et donc de faciliter les échanges. Des réflexions sont en cours pour sur les modalités d'exploitation de la ligne 187, notamment, qui doivent être approfondies avec l'exploitant de la ligne (la RATP) pour ne pas consommer d'espaces trop important et pouvoir effectuer leur retournement de manière satisfaisante.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration 59 : L'organisation du futur pôle bus



Source : Dossier pôle gare – Ville de Bagneux

Le lot G2 : logements et commerces

La programmation attendue sur ce lot est exclusivement dédié au logement avec en rez-de-chaussée des commerces de proximité ainsi qu'une moyenne surface alimentaire. Cette programmation de logements et commerces sur le lot G2 devra aussi intégrer l'immeuble déjà présent faisant l'angle entre la rue de Verdun et l'Avenue Victor Hugo, au 75 rue de Verdun.

Le lot G3 : mixité programmatique

Il est attendu la réalisation d'un minimum de 10 500m² de surface de plancher logement dont au moins 6 650 m² de logements libres en accession, 10 000 m² de surface de plancher bureaux, 550m² de surface de plancher commerce en pied de ce lot dédiés essentiellement à la restauration ainsi qu'un équipement multifonctionnel d'environ 4 000m².

Parc de stationnement

Un parc de stationnement sur 4 niveaux en sous-sol sera créé sur l'îlot gare afin de répondre aux besoins des résidents et des commerces. Il sera conçu dabs un objectif de mutualisation des emplacements. Les accès voiture du parking seront localisés depuis la rue de Verdun.

Diverses autres évolutions de l'espace public :

L'emprise des voies de circulations douces a été réduite par rapport au 1er projet afin de donner plus de constructibilité aux lots. Cependant ces voies auront tout de même une largeur minimale de 3 mètres. Cette

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

évolution implique par ailleurs une évolution dans la gestion des eaux pluviales (à compléter lorsque la question aura été traitée par BERIM en août 2015).

Au niveau de l'avenue Louis Pasteur, l'ilot L intègre désormais un petit parvis donnant réponse à celui de l'église.



Source : ARTE CHARPENTIER

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu au regard de l'environnement et de la santé humaine

Enjeux environnementaux

	Réponses apportées par le projet
Proposer des espaces publics et privatifs paysagés	1. Apporter une richesse « naturelle » au paysage urbain. 2. Apporter une ombre limitant l'insolation directe des piétons et des sols par des plantations d'arbres. 3. Favoriser la circulation de l'air dans les couloirs urbains. 4. Offrir des aires de détente et de loisirs attractifs.
Proposer des espaces publics sécurisés pour la circulation	1. Réduire la vitesse des véhicules à moteur par la réduction de la largeur des files de circulation à 2,80 m, 2. Mettre en place des « zone 30 » au cœur des zones résidentielles. 3. Implanter une trame de voies régulière pour augmenter le nombre de carrefours et réduire la distance de ces carrefours entre eux. 4. Réduire l'intensité de l'éclairage public nocturne sur les grands axes de circulation.
Proposer des espaces publics sécurisés pour les personnes	1. Optimiser la dimension des voies accessibles au public. 2. Encadrer les jardins publics par des voies accessibles aux véhicules de sécurité (police, pompiers, ambulance, …). 3. Supprimer les impasses. 4. Eviter les voies formant des coudes. 5. Implanter systématiquement les immeubles à l'alignement des voies pour constituer une clôture naturelle entre l'espace public et l'espace privé. 6. Augmenter l'intensité de l'éclairage public dans les zones résidentielles.
Proposer une accessibilité aux équipements pour tous	1. Permettre l'accessibilité PMR à tous les espaces et équipements publics. 2. Favoriser l'accès aux équipements par des itinéraires facilement utilisables par les modes alternatifs et les modes doux. 3. Proposer des aires de stationnement pour les vélos aux abords des équipements. 4. Améliorer l'accessibilité du pôle de gare au plus grand nombre par la densification des quartiers alentours.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Gérer de manière plus économe les ressources	1. Proposer une gestion adaptée des eaux pluviales compatible avec la densité proposée pour le quartier. 2. Gérer l'approvisionnement en eau potable. 3. Favoriser les économies d'énergie, essentiellement sur le domaine bâti, en travaillant sur l'implantation des bâtiments, leur isolation et le recours aux énergies renouvelables. 4. Permettre la gestion des déchets par tri sélectif 5. Relier les nouvelles constructions au réseau de géothermie s'il est réalisé

Enjeux d'évolutivité du projet urbain	Réponses apportées par le projet
Elargir le champ visuel de l'étude à la ville	1. L'îlot de la gare deviendra à terme le centre d'un nouveau quartier composé des différents quartiers qui l'entourent aujourd'hui, comme la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et le quartier de la Pierre Plate, 2. Toutes les voies, réseaux et infrastructures qui seront réalisées sur la ZAC Ecoquartier Victor Hugo doivent contribuer à l'émergence de cette future centralité urbaine, 3. La trame des voies proposée pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est compatible avec une extension à moyen terme vers le quartier de la Pierre Plate. 4. La trame proposée pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est parfaitement compatible à l'intégration de cette opération dans le « quartier de la gare » et à plus grande échelle dans la ville de Bagneux.
Retenir des solutions compatibles avec le long terme	1. La largeur des emprises publiques dessinées aujourd'hui sur la ZAC Ecoquartier Victor Hugo doit être compatible avec le fonctionnement du quartier dans les cinquante prochaines années. 2. Les dispositifs d'accès de la future gare aux différents modes de déplacement doivent être définis dans des emprises pouvant supporter une croissance du trafic à long terme au profit des transports en commun, des modes « alternatifs » (covoiturage, voiture en copropriété, « auto lib ». 3. Les emprises publiques doivent permettre de s'adapter à des évolutions des pratiques dans le temps.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Tendre vers la réduction de la place de la voiture	1. Le partage de l'espace public selon les modes de déplacement est une question politique gérée par les élus de Bagneux. 2. La suppression de la voiture à l'intérieur du quartier peut se faire en plusieurs étapes, en fonction de paramètres économiques, technologiques et environnementaux extérieurs et à partir d'expériences ponctuelles qui se révèlent positives. 3. La ZAC peut et doit accueillir des « voies évolutives ». Qu'est-ce qu'une « voie évolutive » ; - Une largeur de voie optimisée pour faciliter cette évolution, - Des plantations d'alignement et des avaloirs localisés de façon la moins contraignante pour faciliter un changement des usages dans le temps afin de valoriser les investissements publics à moyen et long terme, - Eviter les « sites propres » comme les pistes cyclables dans les petites rues au cœur du quartier qui figent les usages, - Accélérer dans le temps le processus de piétonisation du « mail planté convivial » au cœur de la ZAC en localisant les accès des parkings des logements sur les rues transversales.

Enjeux sur la santé humaine	Réponses apportées par le projet
Proposer des logements éloignés des nuisances sonores	• La constitution d'un front urbain dense et haut de bureau et activité le long de la RD920 permettre de couper les nuisances sonores liées à la circulation automobile et offrira à l'arrière des quartiers plus apaisés, propices au logement.
Améliorer la sécurité urbaine	• La recomposition des îlots, la distinction plus nette entre espaces publics et espaces privés et la suppression des voies en impasse amélioreront la sécurité des habitants

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III – Analyse des effets du projet sur l'environnement et la santé humaine et mesures de prévention, de réduction et de compensation envisagées

Pour des raisons de lisibilité comparative, les parties *effets du projet de l'environnement* et *mesures de prévention, de réduction et de compensation* de cette étude d'impact sont présentées en parallèle, les premiers dans la colonne de gauche, les seconds dans celle de droite.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les effets temporaires liés au chantier et les mesures de prévention, de réduction et de compensation envisagées

Les principaux effets temporaires des constructions sur l'environnement sont les impacts générés par le chantier. Les travaux consistent en la viabilisation des terrains, l'aménagement paysager et la construction de nouveaux bâtiments. Ces impacts de chantiers (bruit, poussières, ruissellement, circulation…) sont temporaires.

Bien évidemment, les chantiers seront soumis aux lois, normes et règlements en vigueur en matière de protection de l'environnement.

A. LA COMMODITE DU VOISINAGE

La ZAC écoquartier Victor Hugo est un projet au long cours dont les opérations de réhabilitation ou construction neuve seront étalées sur plusieurs années. Le quartier sera donc en chantier sur une longue période, alors que des activités et du logement auront déjà été mis en place.

L'enjeu est de conserver une qualité de vie optimale, même pendant les périodes de travaux, pour les nouveaux usagers du quartier comme pour les riverains de la ZAC. C'est pourquoi toute opération se devra de limiter les nuisances dues au chantier.

Effets temporaires	Mesures envisagées
Les nuisances sonores et vibratoires	
Tout au long du chantier, les engins de construction et les camions de livraison de matériaux auront un impact sonore perceptible par les riverains mais qui sera de faible ampleur et temporaire (uniquement durant les heures de travail).	Mise en place d'une charte de chantier vert et ou à faibles nuisances. Pour limiter les nuisances, les matériels utilisés seront conformes à la règlementation (marquage CE et parfois marquage acoustique garanti en référence à l'arrêté du 18 mars 2002). L'utilisation de brise-roches hydrauliques qui implique trop de vibrations sera proscrite. On veillera enfin à privilégier les moteurs électriques plutôt que thermiques… Les plans d'installation de chantier seront conçus de façon à limiter l'usage des avertisseurs de recul, éloigner les équipements et activités bruyantes des espaces environnants les plus sensibles au bruit. Tout chantier se verra imposer le respect d'un niveau acoustique maximum en limite de chantier (émergence < à 5 dB de jour), contrôlé sous la responsabilité de l'opérateur. Information préalable des riverains à l'occasion du démarrage de

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	chaque chantier.

Les poussières et les boues

La circulation des engins pourra provoquer par temps sec le soulèvement de poussières et en période humide déposer de la boue sur les voiries adjacentes.	Mise en place d'une charte de chantier vert et ou à faibles nuisances. Il sera pris toutes précautions nécessaires pour éviter des émissions de poussières susceptibles d'apporter une gêne aux riverains : • Les stockages de matériaux pulvérulents sur les chantiers devront être protégés des vents dominants. • On prévoira pendant les travaux une brumisation avec de l'eau de pluie récupérée. • Les camions transportant des matériaux pulvérulents seront bâchés. • Le brûlage à l'air libre est interdit sur toute la surface des chantiers, conformément aux textes en vigueur. Nettoyage quotidien des voies en cas de présence de boues. Information préalable des riverains à l'occasion du démarrage de chaque chantier.

La circulation et le stationnement

Le trafic généré par le chantier sera minime et ne devrait pas induire de modifications notables sur les conditions de circulation.	En tout état de cause, les parcours de desserte (approvisionnement et évacuations) seront soumis à l'approbation des services concernés, qui prendront en compte l'accès le plus direct possible au chantier afin de générer le moins de nuisances pour les riverains. Les stationnements des véhicules destinés à l'acheminement du personnel seront pensés pour gêner le moins possible les usagers du quartier. De plus, ce stationnement devra prendre en compte les circulations douces et prévoir des emplacements destinés aux vélos. Le maintien des files de circulation sur le réseau de desserte du quartier sera recherché même lors des encombrements ponctuels de la chaussée liée aux livraisons de chantier. La sécurité des piétons sera prise en compte par la mise en place

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	de clôtures et de cheminements piétonniers jalonnés. Ils resteront à l'abri de tout risque éventuel inhérent au chantier. Information préalable des riverains à l'occasion du démarrage de chaque chantier.

Les nuisances visuelles

La construction de nouveaux bâtiments et les éventuels déblais entraîneront des nuisances visuelles. L'impact visuel des travaux sera temporaire et limité.	Un soin tout particulier sera porté à la qualité des clôtures de chantiers. La qualité paysagère prévue sera effective au fur et à mesure de la réalisation du projet. Une période de courte durée doit être escomptée pour que la végétation se développe et participe à l'intégration définitive des nouveaux bâtiments en apportant à cet espace une valeur nouvelle. Un nettoyage permanent des abords et accès du chantier sera réalisé.

B. LES NUISANCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Effets temporaires	Mesures envisagées

Les risques de pollution

Les risques de pollution ponctuelle du terrain du site et de ses abords immédiats sont essentiellement liés à la circulation des engins de travaux (pertes d'hydrocarbures, d'huile, émissions de particules, salissures et dégradation des bitumes), ainsi qu'au stockage de ces mêmes engins et de produits polluants (bidons, fûts, déchets).	Lors de l'exécution des chantiers, toutes les précautions seront prises afin d'éliminer les risques de pollution accidentelle par des substances nocives et notamment, les hydrocarbures. Ainsi, les infiltrations dans le sol des résidus de nettoyage des toupies à béton seront proscrites .Des bacs de rétention pourront être prévus pour le lavage des outils et bennes. Des bacs de décantation de l'eau utilisée pour le béton seront régulièrement entretenus pour limiter la pollution des rejets En cas de déversement accidentel, les terres souillées seront évacuées vers une décharge agréée. Les produits utilisés sur le chantier et pouvant présenter un danger pour la qualité des eaux, en cas de déversement accidentel, seront stockés au-dessus des bacs de rétention. Ils ne

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

seront, en aucun cas, rejetés dans les égouts.

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée sinon les quantités d'huile minérale mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire.

La faune et l'équilibre biologique

Les nuisances déjà évoquées pour les humains (bruits, vibrations, poussières…) et le dérangement occasionné auront peu d'impact sur la faune et la flore des environs.

Le passage répété des engins de chantier, l'apport et le stockage de matériaux ainsi que la présence de déchets ont un impact sur les arbres encore en place de l'ancien jardin du SETRA.



Présence de déchets, matériaux de remblais et tassements à proximité des arbres à conserver. Lots B3 et L7)

Des précautions sont et seront prises pendant les travaux pour assurer une protection suffisante des arbres existants et à maintenir : ne pas sectionner les racines, éviter les chocs d'engins occasionnant des blessures, ne pas enterrer ni entasser de gravats au pied de l'arbre et éviter le compactage du sol.



Barrières de protection durant la phase chantier des lots B3 et L7 (en cours) afin de protéger l'ensemble arboré restant.

Des mesures complémentaires seront mises en œuvre à la fin du chantier :

- Nettoyage des arbres après le chantier : dépoussiérage par aspersion d'eau
- Remise en état des sols : décompactage si nécessaire, apport de terre végétale
- Entretien des arbres : tailles d'adaptation, tailles de formation

Afin de protéger la biodiversité pendant les chantiers, les zones sensibles (identifiées comme telles dans l'étude de biodiversité ou selon le cahier de prescriptions paysagères) seront balisées et protégées pendant les travaux et la réutilisation sur place (à l'échelle de l'écoquartier) des

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	terres d'excavation sera favorisée.

La gestion des déchets de chantier

Effets temporaires	Mesures envisagées
Le chantier génèrera une quantité importante de déchets, notamment liés à la démolition de bâtiments existants, aux différents emballages, produits et matériaux utilisés.	La minimisation des déchets devra se faire en amont du chantier, et les déchets de chantier seront triés (déchets inertes / déchets dangereux / déchets industriels banals / emballages / bois / métal / plâtre).Le suivi des déchets issus du chantier sera assuré par bordereaux contrôlés et rassemblés par la maîtrise d'œuvre. Un bilan de valorisation sera périodiquement demandé.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les effets permanents et les mesures de prévention, de réduction et de compensation envisagées

Les effets permanents, directs ou indirects, sont engendrés par la réalisation du programme de construction. Ils n'auront pas d'incidence au niveau du fonctionnement urbain à une échelle communale, voire intercommunale.

A. Effets et mesures sur le contexte physique

Effets permanents	Mesures envisagées
Les données topographiques	
Le projet est un projet de renouvellement urbain, sur un site d'ores et déjà urbanisé et dont la topographie a été remodelée (profilage des terrains) pour l'implantation des constructions existantes (ou en cours de démolition). La configuration plane du site initial avant urbanisation se prêtait en tout état de cause à des aménagements sans modification notable de la topographie préexistante. Le principal impact sur la topographie sera lié à la réalisation de parkings semi-enterrés et/ou souterrains. Les autres impacts seront plus ponctuels et liés : • à l'aménagement des voiries et des constructions nouvelles ; • à l'aménagement des réseaux enterrés qui engendreront des terrassements en déblais localement importants mais dont l'impact se limitera dans le temps à la période des travaux.	Les travaux de constructions des bâtiments, des voiries nouvelles et autres réseaux, chercheront à minimiser les impacts sur la topographie en limitant la réalisation de déblais-remblais. La mise en œuvre du projet veillera également à réutiliser les matériaux déblayés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.
Les données hydrographiques	
Le projet n'aura pas d'impact direct sur le réseau hydrographique superficiel puisqu'aucun élément de	La Direction de l'Eau du Conseil Général des Hauts-de-Seine fixe un débit maximal de rejet des eaux pluviales aux réseaux publics de 2l/s/ha pour tous

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ce réseau n'est présent sur le site.

Les impacts seront plutôt liés aux modifications de condition des écoulements d'eaux pluviales. S'agissant d'un site d'ores et déjà urbanisé, l'impact attendu sera plutôt celui du maintien voire d'une diminution du débit des eaux ruisselées issues du site du projet.

les projets d'aménagement et un dimensionnement des ouvrages de stockage des eaux de pluie basé sur une pluie décennale.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux de la ZAC attendu par le maître d'ouvrage, le projet prévoit un débit de fuite maximal de 1 l/s/ha pour une pluie décennale. Il prévoit également la mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales par filtre à sable plantés en amont des rejets dans les réseaux d'assainissement existants.

Conformément au code de l'environnement (article L214-1 à 6 et R214-11 – nomenclature loi sur l'Eau), le projet a fait l'objet d'un dossier de déclaration déposé en préfecture le 24 octobre 2013 (rubriques 1.1.1.0. et 3.2.3.0.). Suite à la délivrance d'un 1er récépissé le 10 décembre 2013 assorti d'une demande de compléments. Le dossier complété (rubriques 2.1.5.0. et 3.2.4.0 ajoutées) a été déposé le 18 février 2014 et un second récépissé a été émis par la préfecture en date du 04 juin 2014.

(cf. chapitre effets-mesures sur le réseau d'assainissement)

Les données géologiques

Le site étant localisé sur un sol en majorité imperméable, son recouvrement n'impliquera pas de déséquilibres notoires.

Cependant, les différents aménagements (voirie, parkings, assises des bâtiments…) nécessiteront des terrassements ponctuels. La couche superficielle du sol sera donc remaniée et devra subir un reprofilage lors de la réalisation de ces aménagements.

Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés en fonction des principes constructifs et des sollicitations appliquées aux fondations.

Les études géotechniques suivront la classification NF P94-500 de décembre 2006, en fonction de l'avancement des projets.

Les données climatiques

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le projet modifiera très localement l'écoulement des vents et les conditions locales d'ensoleillement.

La trame verte de la ZAC, les différents espaces verts publics et privés situés au cœur de la ZAC créeront un microclimat agréable l'été permettant de limiter le phénomène d'ilot de chaleur urbain.

Ces impacts limités à l'emprise même du site n'induisent aucun impact à plus grande échelle sur la climatologie locale.

Pour tous les projets, le promoteur favorisera au maximum la lumière naturelle dans les locaux. Les projets optimiseront les surfaces vitrées et leurs protections solaires pour avoir le meilleur équilibre entre luminosité, vision, confort d'été, déperditions thermiques et intimité.

Des protections solaires extérieures fixes et/ou mobiles seront intégrées au projet architectural pour limiter les surchauffes d'été et l'éblouissement éventuel des usagers.

Les principes d'alternance des hauteurs des bâtiments seront appliqués, permettant ainsi d'atténuer les effets d'ombres portées et les effets perturbateurs liés aux vents dominants

B. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE BIOLOGIQUE ET ECOLOGIQUE

Effets permanents	Mesures envisagées

La trame verte communale

Le projet prévoit la création ou l'affirmation de nombreuses liaisons douces qui permettront d'améliorer la perméabilité de la majorité des espaces verts du site. Les circulations douces qui permettent de relier les espaces verts du site joueront le rôle de corridor écologique. La plus importante de ces liaisons est le mail qui reliera la promenade de l'aqueduc de la Vanne au nord et le parc Robespierre au sud.

Les espaces verts et les jardins qui bordent la promenade de l'aqueduc seront conservés ainsi que les plantations le long des places, avenues, et aux abords de l'église. De nouveaux espaces verts seront créés en accompagnement des projets de construction.

Afin de prendre en compte la biodiversité, la plantation d'espèces locales d'arbres et d'arbustes sera privilégiée.

Chaque lot devra préserver une surface d'espace libre : 20% pour les bureaux, 35% pour les logements, 10% pour les commerces.

La moitié des espaces libres sera végétalisée. Au moins 10% de la superficie du lot seront traités en pleine terre. Les surfaces de pleine terre seront

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

plutôt localisées le long des voies publiques.

Les projets architecturaux devront présenter un aménagement paysager intégré à la trame verte et respecter les éléments suivants :

- Les surfaces sur dalles seront végétalisées avec un minimum de 40 cm de terre végétale pour les gazons et couvre-sols, un minimum de 70 cm pour les arbustes et un minimum de 100 cm pour les arbres,
- Au minimum 2 arbres à grand développement (circonférence 25/30 à la plantation) seront plantés pour 100 m² de pleine-terre,
- un arbre à moyen ou à grand développement (circonférence 18/20 ou cépée en 300/350 minimum à la plantation) pour 200 m² d'espaces libres.

La biodiversité du site d'étude

La promenade de l'aqueduc sera conservée ainsi que les plantations le long des places, des avenues et aux abords de l'église.

De nouveaux espaces verts seront créés en accompagnement des projets de construction des immeubles.

Cependant, deux secteurs, constituant des éléments remarquables du patrimoine naturel à l'échelle de la ZAC et mis en évidence par l'étude sur la biodiversité, la friche prairiale et le parc (ancien jardin privé du SETRA), feront l'objet de modification dans le cadre du projet.

S'agissant de l'ancien jardin du SETRA, le recensement exhaustif et le diagnostic phytosanitaire établis en mai 2013 faisait état d'un patrimoine arboré comprenant 80 arbres dont 10 remarquables et aucune espèce protégée.

Ce patrimoine arboré n'a pu être conservé qu'à hauteur de 25% des individus (cf carte page suivante) du fait :

La consommation de la friche prairiale dans le cadre du projet sera directement compensable par l'aménagement de l'aqueduc attenant, en privilégiant la trame prairiale.

Sur l'aqueduc de la Vanne, une végétalisation orientée, favorisant un système prairial à gestion extensive, constituera premièrement :

- une compensation de la perte d'habitat prairial
- une réelle plus-value en termes de biodiversité à l'échelle du quartier.

Concernant l'ancien jardin du SETRA, le maintien d'un ensemble arboré uni composé de 12 individus et le maintien sur place de 9 individus isolés permettra au futur jardin public à aménager de bénéficier d'une « base » intéressante s'agissant de la consistance paysagère et du maintien-redéploiement d'un habitat favorable à l'accueil de la faune.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- de la création d'une voie au sud et à l'est de la parcelle (en angle droit)
- des travaux pour la réalisation de l'immeuble Résonnance (en cours) qui ont nécessité la création d'une voie d'accès au chantier traversant le jardin de l'angle sud-ouest à l'angle nord-ouest (cf. photo)

60% des arbres dits remarquables ont cependant pu être conservés (cf. carte page suivante). Il s'agit de 5 marronniers et d'1 if.



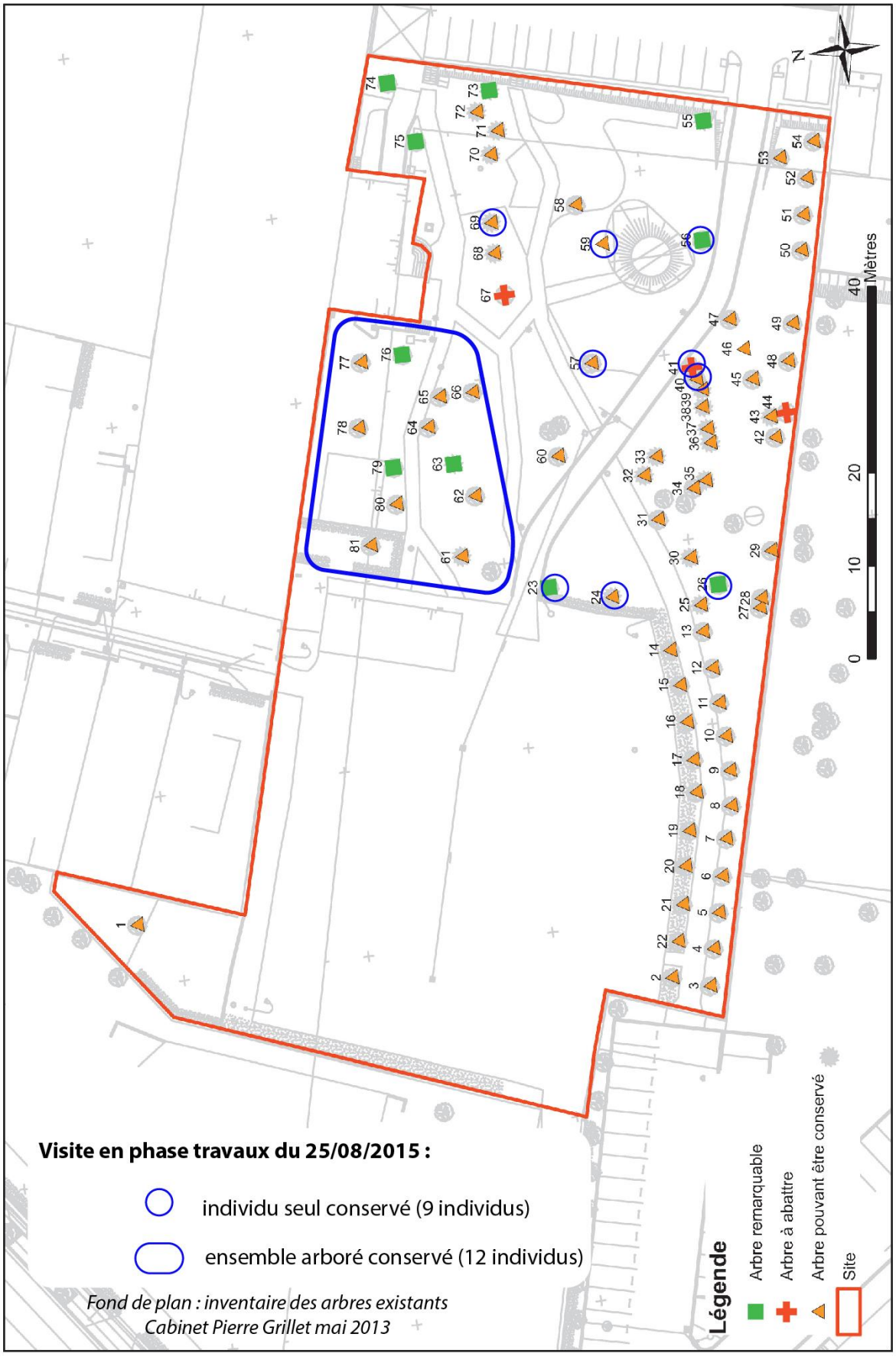
Ensemble arboré maintenu sur site (photo août 2015)

La création d'une trame verte cohérente à l'échelle du projet et permettant d'établir des liaisons globales entres les différents « milieux naturels urbains » (Parc Robespierre et Aqueduc) constitue une mesure de compensation à la perte de biodiversité sur le site de l'ancien jardin du SETRA. A l'échelle du projet, la superficie d'espace vert public s'élève à ? /m². La plantation d'environ ???? arbres est envisagée.

La présence du végétal pourra également être renforcée par la réalisation de toitures terrasses plantées.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Inventaire des arbres conservés sur le site de l'ancien Jardin privé du SETRA d'après visite de terrain de CODRA le 25/08/2015



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le patrimoine Natura 2000

La commune de Bagneux n'est pas concernée par le dispositif Natura 2000 et les sites désignés les plus proches sont éloignés du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Aucune mesure n'est à prévoir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER

Effets permanents	Mesures envisagées

La construction du territoire communal

Le projet urbain à long terme mettra en valeur les différentes époques de l'histoire de l'urbanisation de la ville de Bagneux en juxtaposant harmonieusement :

- La période pavillonnaire du début du XXème siècle en conservant une partie de l'habitat pavillonnaire ou en bande sur la partie nord de la rue Gustave Courbet ;
- La reconstruction des années 1960 avec la barre mise en valeur par la proximité de ses nombreux équipements et par la tour traitée comme le signal du quartier et le futur repère le l'îlot de la gare au pied de la nouvelle place des Martyrs de Chateaubriand ;
- Les nouveaux « îlots fermés » inspirés de l'architecture bioclimatique et qui manifestent le retour à un urbanisme plus maitrisé dans sa géométrie et dans le partage plus strict de l'espace public et de l'espace privé.

En permettant la réalisation de formes urbaines innovantes et la conception de constructions contemporaines, le projet s'inscrit dans sa temporalité et constitue un maillon de plus dans l'écriture de l'histoire urbaine de Bagneux.

Le cadre bâti et paysager du site

Le tissu urbain actuel de Bagneux est caractérisé par une disparité d'échelles et de formes urbaines : les parcelles individuelles des pavillons côtoient les grandes parcelles des Grands Ensembles des années 60. Cette disparité d'échelle offre des qualités d'espaces verts largement perceptibles depuis les voies publiques, qu'il importe de conserver, tout en recomposant les parcelles existantes. Le nouveau découpage permet la création et la desserte d'îlots urbains de taille plus réduite, favorisant l'urbanité en étant plus en harmonie avec l'échelle humaine.

Appliquer les principes d'alignement sur rue aux constructions :

Tous les bâtiments à usage de bureaux et de commerces seront implantés à l'alignement sur l'emprise publique, le long de la contre-allée de la RD 920 ou le long des voies principales (Avenue Aristide Briand, Henri Barbusse et Victor Hugo). Tous les bâtiments à usage de logements seront implantés à l'alignement sur l'emprise publique, sauf indication contraire sur la fiche de lot.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le projet a été conçu afin de réduire au maximum l'impact des constructions sur le paysage et d'assurer une continuité visuelle avec l'environnement existant : sur le secteur d'habitat, les hauteurs diminuent progressivement, assurant une transition douce entre les différents gabarits.

Le projet a notamment pour objectif la réalisation d'une vitrine en partie commerciale et tertiaire le long de l'avenue Aristide Briand (RD 920). Cette intervention permettra de restructurer le front bâti, ce qui aura un impact positif sur le paysage et sur l'image de cette entrée de ville.

Le projet prévoit également la création et la mise en valeur d'espaces publics : mise en valeur de l'entrée de ville et requalification de la place des Martyrs de Châteaubriant (place urbaine fonctionnelle et conviviale).

C'est la morphologie urbaine la mieux adaptée à fabriquer de la mixité sociale, de la mixité de programmes, de la porosité, avec une plus grande capacité à gérer ces espaces publics en matière d'entretien et de sécurité.

Créer des volumes simples en harmonie avec le bâti existant :

Le long de l'avenue Aristide Briand, les volumes à usages de bureaux et de commerces souligneront le front bâti sur toute la largeur de la façade par une masse de forme simple coté avenue et pouvant faire un ou plusieurs redans côté cœur d'îlot. Pour les lots de logements, les volumes seront traités à l'alignement et formeront une masse de formes simples. Il est imposé la juxtaposition de petits immeubles de 25 à 35 m de linéaire de façade pour animer et varier les propositions architecturales. Dans tous les cas, les projets valoriseront le patrimoine bâti local, l'histoire et l'identité du quartier

Effectuer un traitement soigné des angles des bâtiments :

Les angles des bâtiments situés au carrefour entre 2 voies seront affirmés par un traitement du bâti sur toute leur hauteur. Si un pan coupé est imposé sur un lot (fiche de lot), cette contrainte s'appliquera uniquement au niveau du rez-de-chaussée sur une hauteur de 6 m. L'angle du carrefour entre l'avenue Aristide Briand et l'avenue Victor Hugo doit être mis en scène pour manifester l'existence d'une « porte urbaine » à l'échelle de la ville de Bagneux.

Marquer la ligne de ciel des bâtiments par un traitement des attiques

L'attique est situé à 3 m minimum en retrait du plan de la façade principale au-dessus du dernier étage courant. Il est limité à 4 m de hauteur. Pour multiplier les dispositions architecturales entre l'attique et le volume principal, et pour varier l'échelle des hauteurs, des volumes d'attiques sur deux niveaux sont autorisés, sans dépasser la hauteur autorisée.

La valeur patrimoniale du site

Le site n'est pas répertorié par les services de la DRAC comme site à forte valeur archéologique.

Le périmètre de la ZAC est situé dans le rayon de 500

Au titre de l'archéologie préventive, il est prévu une obligation de saisine du Préfet de Région (Direction Régionale des Affaires Culturelles) pour toute création de ZAC (article 3 du décret 2002-89 du 16

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

mètres de 3 monuments historiques classés et de 3 monuments historiques inscrits, tous situés sur la commune d'Arcueil.

Les trois principaux éléments patrimoniaux présents sur le périmètre de la ZAC (Etablissements Martin, Maisons en série de la tannerie Sueur et l'église Sainte-Monique) sont conservés par le projet.

janvier 2002). Cette formalité sera effectuée.

Les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'Architecte des Bâtiments de France qui analysera les effets du projet en ce qui concerne la protection et les effets de co-visibilité liés aux Monuments Historiques

D. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

Effets permanents	Mesures envisagées

L'évolution de la population

L'opération projetée créera un apport de population estimé à 4 350 habitants, sur la base de 2,35 personnes par logement. Cet apport représente environ 11% de la population actuelle.

Etant donné l'historique démographique de la commune, celle-ci sera capable d'absorber un afflux de nouvelle population de cette envergure.

L'arrivée de population consécutive aux constructions nouvelles, permettra même de rééquilibrer la structure démographique caractérisée par un accroissement significatif des retraités et des inactifs, en misant sur l'accueil de ménages jeunes actifs, jeunes ménages, étudiants…

Dans le cadre de la densification résidentielle, le projet prend en compte l'augmentation induite des besoins en équipements, services et commerces.

L'offre en transport en commun sera considérablement renforcée par l'arrivée du métro 4 et la ligne 15 du Grand Paris Express.

L'évolution et les caractéristiques du parc de logements

Le programme pressenti pour la ZAC comprend la réalisation de 122 000 m² de SP de logements, soit environ 1 850 logements (maximum). Cet apport représente environ 11% du parc de logement actuel.

L'opération traduit concrètement la volonté de renforcer l'offre et de diversifier le parc de

Aucune mesure n'est à prévoir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

logement.

Par ailleurs, l'accent est mis sur la mixité sociale, avec une part significative de logements construits en locatif et accession aidés, en veillant aux équilibres au sein du quartier et avec les quartiers environnants.

La plupart des logements existants, notamment les immeubles d'habitat collectif, ne connaîtront pas d'évolution majeure.

Le contexte économique

La réalisation de la ZAC aura pour conséquence de dynamiser la création d'emplois sur le territoire communal, avec au minimum 4 000 à 4 500 nouveaux emplois, ce qui représente environ 30% du volume d'emplois offert à Bagneux.

La réalisation du projet devrait largement participer au redressement du taux d'emploi. Cette opération devrait, à terme, contribuer à réduire de manière significative les migrations journalières en sédentarisant des actifs résidant sur la commune.

Les activités supprimées dans le cadre du projet pourront être relocalisées sur le territoire communal, notamment au sein de la ZI de Bagneux qui doit être requalifiée.

L'opportunité est offerte pour certaines entrerpises préexistantes impactées de réinverstir la ZI existante. Cela pourrâit être le cas pour certains garages par exemple.

Ce type de mesure a déjà été mis en œuvre à Bagneux pour la Corderie Clément initialement localisée sur l'emprise de la ligne 4 du métro et relocalisée rue Charles Michels.

Le contexte commercial

Compte tenu de l'importante programmation commerciale (17 000 m²) et de la qualité des aménagements urbains et des dessertes en transport en commun à venir. Le projet aura un impact très positif sur la structure commerciale du secteur et sur celui de la commune. Il permettra d'accroître l'attractivité commerciale de Bagneux.

De plus, la nouvelle population engendrée par la construction de nouveaux logements, constituera

Les immeubles de logements seront implantés et conçus de sorte à permettre un changement d'usage des logements en rez-de-chaussée en locaux professionnels, locaux associatifs ou locaux commerciaux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

une clientèle supplémentaire pour les commerces du quartier et plus généralement pour les commerces de la commune.

L'offre en équipements

Les effectifs scolaires maximum générés par la ZAC sont de l'ordre de :

- Période de crête (2024-2025) : 640 élèves, soit 23 à 25 classes
- Période apaisée (2035-2040) : 450 élèves, soit 16 à 18 classes

Les besoins générés par le projet Pierre Plate (700 logements) s'élèvent à :

- Période de crête (2027-2028) : 250 élèves, soit 9 à 10 classes
- Période apaisée (2040-…) : 150 élèves, soit 6 classes

Ainsi les effets cumulés des 2 projets s'agissant des effectifs scolaires conduisent à accueillir un effectif maximum d'environ 880 élèves entre 2024 et 2028 soit 32 à 36 classes. En phase d'apaisement (après 2035), les effectifs à accueillir devrait évoluer autour de 600 élèves à accueillir, soit 22 à 24 classes.

Concernant la petite enfance, les besoins estimés sont de 40 berceaux environ.

Les besoins éventuels pour les collégiens pourront être traités dans les collèges existants de la commune car ils disposent de capacités d'accueil suffisantes.

Dans le domaine culturel, la mise en valeur du théâtre Victor Hugo devrait accroître la fréquentation du public.

Un groupe scolaire d'environ 20 classes sera réalisé en dehors du périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate de la ZAC (sur une partie de l'actuel Parc Robespierre).

L'actuelle école maternelle Châteaubriand situé dans le quartier de Pierre Plate doit faire l'objet de travaux d'extension visant à créer 7 classes supplémentaires.

Ainsi, 80% des besoins estimés en phase crête seront couverts. Le nombre d'élèves reste très dépendant de la programmation de logements (taille, type, étudiants…). Le delta de 20% peut être considéré comme une marge d'appréciation. Cependant, il convient de prévoir lors de la construction du nouveau groupe scolaire de 20 classes sur le Parc Robespierre, une possibilité d'extension ultérieure à 25 classes minimum.

Le projet prévoit la relocalisation de la crèche municipale du *Champ des Oiseaux* ainsi que son extension. Pour assurer la continuité de l'offre en équipements, la nouvelle crèche sera réalisée avant la démolition de l'actuelle construction. La reconstruction de cet équipement, avec une capacité supplémentaire d'au moins 30 berceaux (capacité d'accueil de 60 à 90 berceaux) permettra de d'absorber les besoins générés par la ZAC.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. EFFETS ET MESURES SUR L'ORGANISATION DES DEPLACEMENTS

Effets permanents	Mesures envisagées

Les transports en commun

L'offre et la demande en transports en commun tous modes seront complètement reconfigurées dans le cadre de l'aménagement du pôle multimodal. Le quartier sera desservi par :

- Le métro avec le terminus de la ligne 4
- Le métro en rocade avec la ligne 15 du Grand Paris Express
- Plusieurs lignes de bus rassemblées au sein d'un pôle bus

La reconfiguration de l'offre en transports en commun permettra de répondre largement aux besoins supplémentaires engendrés par la présence de nouveaux logements et par l'installation des nouvelles activités.

Les qualités d'intermodalité du pôle bus au sein de l'îlot des gares le rendront efficace et attractif aux yeux des usagers.

La conception et l'aménagement du pôle multimodal seront envisagés avec le STIF, la SGP et la RATP afin de réduire au maximum les nuisances engendrées par les flux de circulation des usagers et des bus.

Le réseau viaire

Aujourd'hui, en dehors des grands axes de circulation (avenue Victor Hugo, avenue Henri Barbusse et avenue Louis Pasteur), les voies du secteur sont peu chargées.

A l'heure de pointe du matin, la ZAC induira un trafic sortant d'environ 850 véhicules et un trafic entrant d'environ 1 800 véhicules.

La configuration de l'avenues Victor Hugo (deux files par sens de circulation) permet d'accueillir sans difficulté ce trafic supplémentaire.

L'avenue Henri Barbusse dispose uniquement d'une file de circulation par sens, mais dans la configuration actuelle du secteur devant la future station de métro, ce trafic est tout à fait acceptable et ne présente pas de difficultés particulières.

Une étude spécifique sur les déplacements a été réalisée. Elle intègre des préconisations qui seront prises en compte dans le projet de ZAC. Elle intègre une simulation dynamique de trafic, réalisée début 2014 et qui a permis de faire évoluer les préconisations d'aménagement de la voirie.

L'avenue Louis Pasteur sera réaménagée afin d'accueillir une ligne de bus en site propre. Les deux fois deux voies seront réduites à deux fois une voie, et des dispositions seront prises aux carrefours pour permettre un bon écoulement du trafic.

Le carrefour Pasteur x rue de Verdun a fait l'objet d'une analyse spécifique en raison de l'insertion de la voie bus de l'îlot gares. Des voies de stockage seront prévues en approche du carrefour pour permettre un bon écoulement du trafic sans perturber le fonctionnement des lignes de bus.

Les dimensionnements et les aménagements des profils des voiries seront conçus pour permettre de

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

hiérarchiser les flux de circulation.

La réglementation des voies devra permettre de mettre en œuvre le plan de hiérarchisation. Ainsi, la plupart des voies résidentielles situées au cœur du quartier seront traitées en zone 30.

La gestion du stationnement

Les besoins en stationnement des logements et des activités, estimés à 3 560 (selon la future règle PLU) à 5 040 places (au regard du règlement du PLU actuel) au total. Ces places seront prises en charge hors voie publique dans le cadre de la réalisation de chaque opération. Quelles options du futur PLU sur la stationnement / application normes PDUif : attente confirmation de la ville de Bagneux.

Les modalités de réalisation des aires de stationnement seront conformes au règlement du PLU révisé.

L'organisation du stationnement automobile intégrera les aires réservées aux personnes à mobilité réduite selon les normes en vigueur.

Les aires de livraison seront prévues sur les emprises foncières des activités et non sur l'espace public.

Les aménagements en faveur des modes doux

Le projet permettra le développement d'un réseau de cheminements doux, par la création des nouvelles liaisons et par les connexions au projet de promenade des aqueducs et au parc Robespierre existant.

La grande place piétonne de l'îlot gare et les connexions avec le quartier de la pierre plate donnent une priorité très forte aux piétons sur l'espace public.

Une signalétique adaptée permettra d'indiquer les points d'intérêt (équipements publics, centre-ville, gares…).

Afin de favoriser l'usage du vélo, seront prévues au minimum 1 place de stationnement vélo pour 10 salariés des bureaux et 0,75 par logement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F. EFFETS ET MESURES SUR LA DESSERTE EN RESEAUX

Effets permanents	Mesures envisagées

Le réseau d'assainissement

La topographie du site permet la mise en œuvre d'une collecte des eaux pluviales entièrement gravitaire.

Chaque constructeur réalisera sa rétention à la parcelle et justifiera du débit de rejet de 1 l/s/ha, comme prévu dans le cahier des prescriptions urbaines, paysagères, architecturales et environnementales de la ZAC.

Les rejets d'eaux usées liés au nombre de nouveaux habitants (environ 4 350 habitants) et employés (environ 4 500 employés) qui seront présents sur le site sont estimés à environ 878 m^3 environ par jour.

Toutes les dispositions nécessaires à la lutte contre les inondations seront prises dans la ZAC, par la création de réseaux séparatifs sous les voies communales existantes requalifiées.

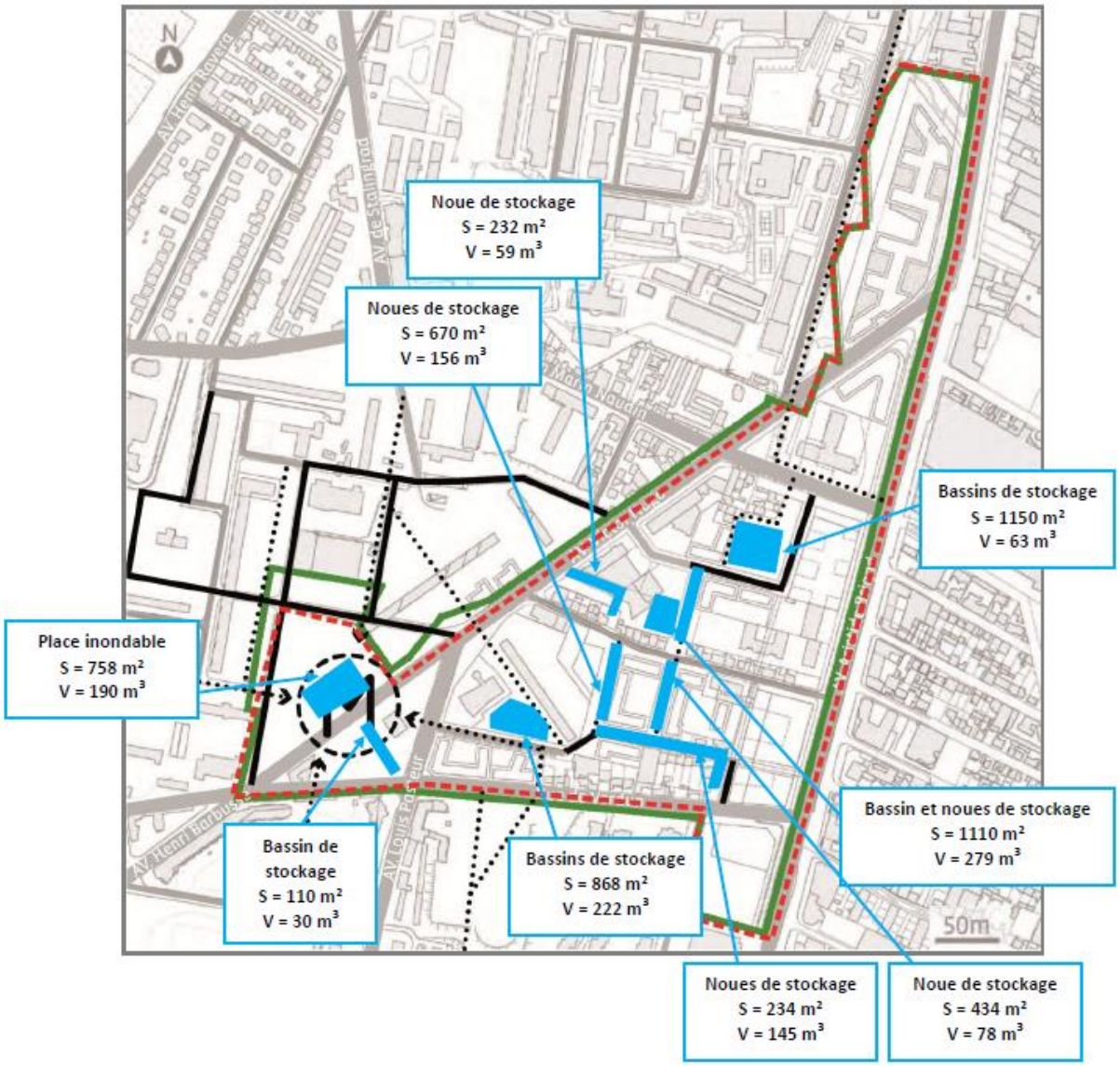
Conformément au code de l'environnement (article L214-1 à 6 et R214-11 – nomenclature loi sur l'Eau), le projet a fait l'objet d'un dossier de déclaration déposé en préfecture le 24 octobre 2013 (rubriques1.1.1.0. et 3.2.3.0.). Suite à la délivrance d'un 1er récépissé le 10 décembre 2013 assorti d'une demande de compléments. Le dossier complété (rubriques 2.1.5.0. et 3.2.4.0 ajoutées) a été déposé le 18 février 2014 et un second récépissé a été émis par la préfecture en date du 04 juin 2014.

Afin de répondre au mieux à la contrainte réglementaire, les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront répartis sur l'ensemble de la ZAC afin de favoriser leur intégration urbaine et paysagère en mettant en œuvre des ouvrages de faible profondeur (40 cm maximum), et de réduire les dimensions des réseaux de collecte et de transport des eaux pluviales.

Les ouvrages de rétentions créés prendront essentiellement la forme de noues paysagères le long des voiries. Dans le cadre d'aménagement d'espaces paysagers (square du Théâtre, square Sainte-Monique), les ouvrages mutualisés sont privilégiés : bassins secs plantés, bassin d'agrément, place inondable, aires de jeux inondables…

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La surface totale des bassins de stockage et des noues est égale à 5 566 m². La figure suivante permet de localiser les bassins et noues à ciel ouvert avec les surfaces et volumes correspondants



D'après la synthèse ZAC du 22-07-2014, la surface totale perméable sur l'emprise concernée par les travaux était de 41 056 m² soit 22% des 19 hectares de la ZAC. Avec les derniers aménagements arrêtés, les surfaces perméables occupent 64 168 m², soit 34% de la surface de la ZAC.

Par ailleurs, les noues et bassins prévus dans le cadre du projet (cf plan)) ne seront pas étanches malgré la présence ponctuelle de carrière en sous-sol. En effet, le bureau d'études géotechnique, suite à ses sondages sur le site, a indiqué que la présence de carrières n'empêchait pas l'infiltration sur le site. Il y aura donc une infiltration en surface dans les noues et bassins enherbés. Néanmoins, ces derniers ne sont aujourd'hui pas dimensionnés en tenant compte de l'infiltration au regard des premiers essais effectués sur le site qui ont démontré que la perméabilité du sol était très faible. Cela permet de conserver une marge supplémentaire.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'alimentation en eau potable

Les réseaux sous les voies existantes sont de section insuffisante à l'alimentation des bâtiments projetés et à la défense incendie.

Les besoins en eau potable liés au nombre d'habitants supplémentaires (environ 4 350 personnes) et au nombre d'emplois nouveaux (environ 4 500 emplois) sur le quartier sont estimés à 878 m^3 par jour, ce qui correspond à 13% de la consommation journalière à l'échelle de la ville.

Un renforcement du réseau existant est à envisager, cependant, les études à venir définiront exactement les portions de réseaux concernées.

Diverses mesures seront mises en œuvre pour limiter la consommation d'eau potable et donc l'impact sur la ressource en eau :

- Le promoteur de toute opération devra étudier les possibilités de réduction des consommations d'eau potable et obligatoirement limiter la pression à 3 bars tout en mettant en œuvre des systèmes hydro-économes.
- L'eau potable ne sera pas utilisée pour l'arrosage ou le nettoyage des espaces extérieurs, on privilégiera l'utilisation des eaux pluviales récupérées.

La distribution énergétique et les télécommunications

Les consommations énergétiques supplémentaires générées par la ZAC sont estimées à environ 51 250 kW/j.

Les divers réseaux seront établis et alimentés à partir du réseau existant à proximité et sur le site. Ils seront dimensionnés pour répondre aux besoins de la ZAC.

Une étude a montré qu'un réseau de chaleur par géothermie profonde est réalisable à Bagneux. Un raccordement des bâtiments à ce futur réseau sera recommandé. Le SIPPEREC a été nommé comme maître d'ouvrage délégué. Les travaux de réalisation sont en cours sur l'ensemble de la commune.

Le règlement du PLU précise que « des panneaux solaires pourront être intégrés dans la composition générale de l'ensemble. »

Dans l'objectif de limiter les consommations énergétiques, la conception de la crèche permettra d'en faire un bâtiment passif.

En ce qui concerne le confort d'été, la température de consigne ne devra pas être inférieure à 26°C dans les périodes où le recours à un rafraîchissement passif (par échange direct sur le réseau de nappe, sans fonctionnement des PAC ou rafraîchissement adiabatique) est jugé indispensable par l'exploitant

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Des émetteurs de chauffage fonctionnant à basse température, une bonne isolation thermique de l'enveloppe avec suppression des ponts thermiques, la préférence d'une ventilation naturelle en dehors de la période de chauffe et d'une ventilation efficace énergétiquement seront à mettre en place.

On visera dans la mesure du possible à minimiser les besoins de ventilation mécanique des parkings, par la mise en place d'une ventilation naturelle. Une lumière naturelle (même faible) est également recherchée dans les parkings, pour limiter les consommations d'éclairage mais aussi pour créer un cadre plus agréable pour les utilisateurs. En cas de ventilation mécanique, elle sera obligatoirement asservie au taux de monoxyde de carbone (CO).

Les consommations électriques liées à l'éclairage seront réduites. L'éclairage nocturne des espaces publics, des bâtiments et des parcelles privatives sera limité tout en conservant un éclairage sécurisant. L'éclairage naturel sera favorisé dans les halls d'entrées traversants et les circulations et l'emploi de systèmes efficaces, faisant intervenir des détecteurs de présence, des sondes d'éclairement naturel et en veillant à supprimer tout éclairage inutile en période d'inoccupation, sera encouragé. L'éclairage des plateaux de bureaux en dehors des heures d'occupation sera banni, de même que l'éclairage extérieur purement décoratif. On visera à minimiser les consommations des éclairages de secours, par exemple en prohibant l'usage de blocs autonomes usuels et en les remplaçant par des blocs à LED.

La gestion des déchets

La production d'ordures ménagères générée par le projet est estimée à environ 2 430 tonnes par an, soit 4,3 % de la production totale de la CA Sud de Seine.

Une collecte en bornes enterrées sera mise en place sur le site pour desservir les nouveaux logements ainsi que les logements existants (dont maisons de ville et individuelles) situés à l'intérieur de la ZAC.

La fonctionnalité de la pratique du tri des déchets, en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux dans le cadre de la

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	compétence de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine, sera précisée. La nature et la quantité des déchets seront évalués et mis en adéquation avec les capacités de traitement des déchets sur la zone par le SIELOM[16]. Le cas échéant, des équipements complémentaires seront à prévoir. Concernant les espaces verts et les jardins partagés, la priorité ira à la réduction des déchets verts et des nuisances par le choix de végétaux à croissance lente.

G. EFFETS ET MESURES SUR LES RISQUES SUR LA SANTE HUMAINE

Effets permanents ou temporaires	Mesures envisagées
Les risques naturels Il existe sur le site une servitude liée à la présence d'anciennes carrières. Des dispositions étant d'ores et déjà prises pour prendre en compte cette contrainte, la présence de carrières ne présente pas de risques majeurs pour la mise en œuvre du projet.	Au regard de l'analyse des sous-sols, une attention particulière sera portée aux prescriptions des rapports à réaliser sur la structure des sols, notamment en prenant en compte la présence d'anciennes carrières. L'aménageur et les constructeurs devront s'engager à respecter les prescriptions énoncées. La recherche de cavités éventuelles est un préalable à l'aménagement dans ces zones sensibles. Elles pourront être mises en évidence au moyen de techniques de géophysique (migrogravimétrie, sondages sismiques, etc.), mais surtout grâce aux sondages de reconnaissance. Dès lors qu'une cavité

[16] Syndicat Mixte Central de traitement des ordures Ménagères

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

souterraine est identifiée au droit d'un projet, on peut opter pour une solution de remplissage ou de fondations profondes descendant au-delà de la cavité.

S'agissant par exemple du lot L7 les prescriptions suivantes ont été édictées par les études géotechniques (source rapport GEOLLIA mission G2) :

- Préalablement au début des travaux, il y aura lieu de prévoir une injection de consolidation de l'étage exploité et éventuellement du recouvrement décomprimé s'il est mis en évidence.
- Ce confortement sera réalisé conformément à la notice technique de l'IGC du 15 janvier 2003 et nous recommandons qu'un Maître d'œuvre spécialisé soit missionné à cet effet.
- Il sera suivi par des sondages de contrôle attestant de la qualité des injections dans le respect de la notice de l'IGC, un mois après la fin du traitement correspondant au temps de séchage, à raison de 1 sondage de contrôle pour 10 forages de travaux.

Les risques technologiques

La nature des activités envisagées (logement, activités commerciales, bureaux, services, équipements publics) n'induira a priori pas de risque technologique particulier.

Au cas où une implantation d'activité économique relevant de la nomenclature des installations classées était envisagée, devront être réalisées :

- si l'installation est soumise à déclaration : une déclaration comprenant des renseignements sur la nature et le volume des activités, les conditions d'évacuation et d'épuration des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que les conditions d'élimination des déchets et résidus de l'exploitation ;
- si l'installation est soumise à autorisation : une étude d'impact spécifique et une étude danger relative aux risques d'accidents, aux moyens de secours privés et publics disponibles et aux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

mesures propres à réduire la probabilité des accidents.

La pollution de l'air

Tout projet d'urbanisation induit une production d'émissions polluantes dans l'atmosphère et des consommations énergétiques supplémentaires liées à l'augmentation du trafic routier d'une part et aux constructions elles-mêmes d'autre part.

De nouveaux rejets polluants seront donc engendrés par l'augmentation de la circulation générée par le projet. Néanmoins, la hausse du trafic restera minime car les transports en commun seront fortement développés sur le site.

De plus, l'équilibre habitat / emploi généré par la création de nouveaux emplois sur le territoire communal répond aux objectifs de la loi sur l'air. En effet, celle-ci introduit dans le Code de l'urbanisme la nécessité de maîtriser et de rationaliser la demande de déplacement, ainsi que de prévenir les pollutions et les nuisances de toute nature.

Les constructions seront a minima conforme à la RT2012 et auront donc un impact diminué sur les émissions de gaz à effet de serre et sur la qualité de l'air.

Afin de diminuer au maximum l'utilisation de la voiture particulière, le projet incite à l'utilisation des modes doux et au rabattement sur les transports en commun : places de stationnement pour les vélos, aménagements cyclables et zone 30, trame piétonne et qualité des espaces public, création de la place des gares, réduction du nombre de places de stationnement pour la voiture particulière sur l'espace public...

Pour limiter les rejets polluants liés aux nouveaux bâtiments, certaines constructions iront au-delà de la réglementation en vigueur en étant des bâtiments passifs : à ce jour, il est prévu que la crèche ainsi que 43 logements sociaux seront intégrés dans une construction passive. D'autres bâtiments pourraient suivre le même objectif. De plus, sur le périmètre de la ZAC, un bonus de constructibilité est accordé aux constructions portant le label HPE.

La pollution des sols

Le site de la ZAC est ponctuellement concerné par des pollutions du sol :

- Les expertises menées sur les lots L6 et L7 (secteur Victor Hugo et ancien Jardin du Setra) ont révélés la présence de métaux lourds dans les anciens remblais.
- Les expertises menées sur le lots= L2 (opération Flora Verde réalisée rue de Verdun) ont révélé

Un diagnostic de pollution sera réalisé préalablement aux travaux d'affouillement.

Si une pollution du sol s'avère existante, la réalisation du projet permettra une dépollution des sols et la dépose des installations sources de pollution. Toutes les précautions seront prises pour vérifier la compatibilité de l'état du site, après

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

de nombreuses anomalies dans les anciens remblais

dépollution éventuelle, avec sa vocation future.

En cas de maintien de certains terrains pollués en place, la mise en place d'un revêtement (dalle béton, terre végétale, enrobé) permettra de limiter le contact cutané.

Les remblais non inertes seront évacués des sites lors des affouillements préalables à l'édification des constructions. Ils seront dirigés vers les installations de stockage ou de traitement adéquats.

Une entreprise spécialisée sera missionnée pour suivre et validée le déroulement des travaux de dépollution.

La pollution électromagnétique

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo étant bien desservi par les réseaux de téléphonie mobiles et d'électricité, le projet ne prévoit pas explicitement l'implantation de nouvelles antennes ou réseaux aériens d'électricité à haute tension.

L'augmentation de la densité de population résidente et des usagers sur le périmètre de la ZAC devrait conduire à une augmentation des émissions électromagnétiques. Cependant, compte-tenu de valeurs mesurées très faibles aujourd'hui, aucune valeur limite ne sera franchie.

En cas d'implantation de nouvelles installations émettrices de champs électriques et magnétiques, celles-ci devront respecter à minima les valeurs limites imposées par les lois en vigueur.

Les nuisances sonores

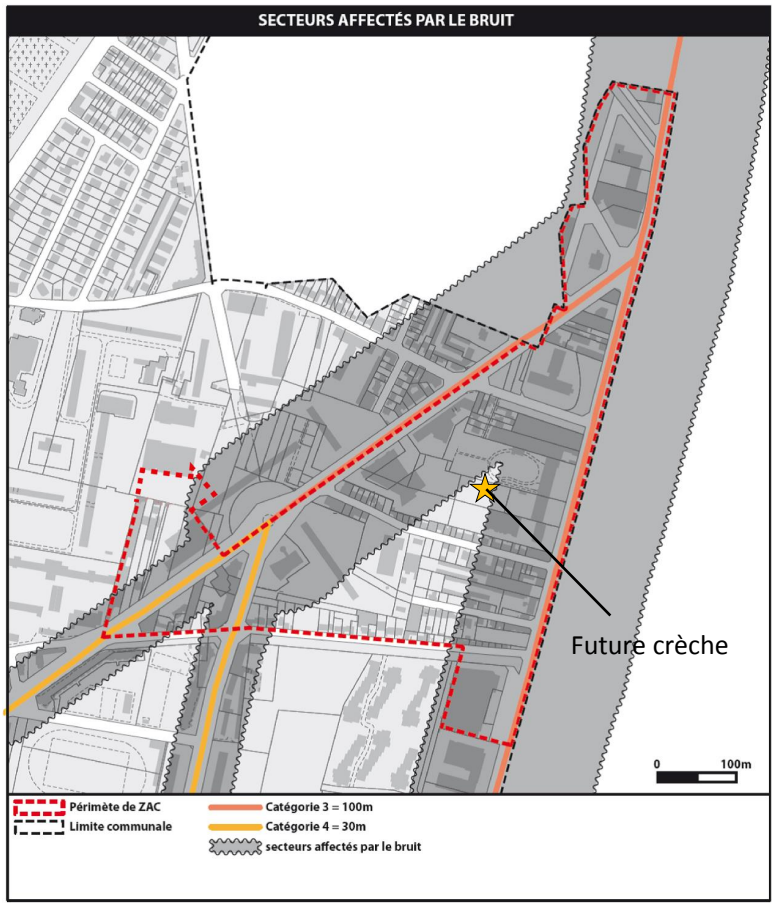
Les logements sont pour partie situés en cœur de ZAC, relativement éloignés des principaux axes bruyants. Les programmes développés le long de la RD920 seront exposés à des nuisances qui seront prises en compte par les concepteurs de projet afin d'obtenir un confort

Pour diminuer les nuisances liées aux nouvelles voies traversant le site, des zones piétonnes, des zones de rencontre et/ou des zones 30 seront envisagées au cœur de ZAC, à proximité des logements et des équipements sensibles.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

intérieur conforme à la réglementation acoustique.

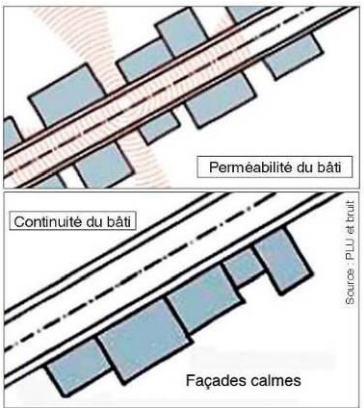
La crèche (seul établissement sensible recevant du public) sera située sur le lot L6, en cœur de ZAC et éloigné des principaux axes de circulation existants ou renforcés par la ZAC.



De plus, l'arrêté du 30 mai 1996 a défini les modalités de classement des infrastructures de transport terrestre. En application de ce texte, le classement sonore et les zones de protection acoustique ont été définis par l'arrêté préfectoral du 3 avril 2000 selon 5 types. Dans les bandes d'isolement acoustique de part et d'autre des infrastructures bruyantes concernées, des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors des demandes de permis de construire.

Enfin, les bâtiments d'activité ou mixtes d'une hauteur comprise entre 32 et 38m, qui sont ceux situés au plus près de la RD 920, assureront la protection des logements situés à l'arrière, dont la hauteur envisagée est d'environ 21 m.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Source : PLU et bruit, Développement Durable.



Afin de ne pas nuire à l'ensoleillement, un axe bruyant incite à ce que les rangs successifs de bâtiments s'organisent par ordre de hauteur croissante lorsque qu'il est situé au sud du front bâti ...

Un front bâti continu permet de protéger des nuisances sonores les bâtiments situés à l'arrière de celui-ci, même si sa hauteur est

La construction (en cours) du bâtiment Résonnance (lot B3) en façade sur la RD920 illustre bien ces principes (hauteur et contiguïté avec le bâtiment voisin). Le secteur situé à l'arrière (futur parc, crèche et logements notamment) seront protégés des émissions sonores liées à la RD920.



Le bâtiment Résonnance en construction sur le lot B3

La sécurité publique (attente dernière étude si nécessaire)

Le nouveau maillage de la voirie ainsi que l'organisation des espaces publics et des constructions prévus permet d'augmenter la perméabilité du site, ce qui implique donc une meilleure capacité d'intervention des services

Les voies de desserte devront permettre l'accessibilité aux engins d'incendie. On veillera par ailleurs à respecter quelques principes :

- la création de trottoirs suffisamment larges

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

assurant la sécurité publique.

pour accueillir confortablement les flux induits par les usages sans toutefois encourager le détournement d'usage,

- la continuité des trottoirs et des circuits piétons,
- le renforcement des dispositifs incitant à la vigilance des automobilistes,
- la mise en place d'un éclairage nocturne continu et adapté aux usages,
- un entretien courant régulier, systématique, uniforme et visible,
- la lisibilité des accès,
- la cohérence des dispositifs de signalétique.

H. EFFETS ET MESURES SUR LE CONTEXTE FONCIER ET ARTICULATION DU PROJET AVEC LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Effets permanents ou temporaires	Mesures envisagées

Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France

Le SDRIF du 27 décembre 2013 en vigueur identifie pleinement le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comme un secteur à fort potentiel de densification en lien notamment avec la réalisation des deux gares. Dans son évolution, le projet a intégré cette exigence. L'apport d'environ 1000 logements nouveaux par rapport au précédent programme s'inscrit particulièrement dans cette logique.

Une continuité écologique est aussi identifiée sur le tracé de l'aqueduc de la Vanne. Les emprises de l'aqueduc sont entièrement conservées et laissées libres de toute occupation dans le projet. Un aménagement paysager avec la plantation d'espèces du type prairial sera mis en œuvre permettant de conserver une cohérence sur l'ensemble de l'emprise de l'aqueduc.

Le projet oriente une partie de sa trame verte en connexion avec la continuité écologique de l'aqueduc. Cela permet de consolider l'efficience de la continuité écologique du SDRIF.

Aucune autre mesure n'est à prévoir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le projet est ainsi en bonne cohérence avec le SDRIF en vigueur.	

Le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France

Le projet est en cohérence avec les intentions du Plan de Déplacements Urbains.	Les modes de transport alternatifs à la voiture seront favorisés. Equilibre emploi / logement / commerces / équipements = réduction des déplacements

Le Projet Territorial de Développement Durable de la CA Sud de Seine

Le projet retenu dans le cadre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit parfaitement dans la mise en œuvre concrète des orientations du Projet Territorial de Développement Durable.	Aucune mesure n'est à prévoir.

Le contrat de développement territorial de la CA Sud de Seine

La programmation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit pleinement dans les attendus du CDT.	Aucune mesure n'est à prévoir.

Le Programme Local de l'Habitat

A ce stade, la programmation retenue permettra d'atteindre les objectifs fixés par le PLH avec notamment 25% de logements locatifs sociaux.	La typologie des logements restant à livrer dans la ZAC s'adaptera aux besoins, en compatibilité avec les objectifs fixés dans le nouveaux PLH.

Le Plan Local d'Urbanisme

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La révision générale du PLU est en cours. Le projet de PLU doit être arrêté en décembre 2015.	Les modifications du programme et ses impacts sur la réglementation seront pris en compte dans la révision du PLU dont l'approbation est envisagée pour septembre 2016. Cependant, compte tenu de l'avancement du projet des îlots Gares, une modification du PLU pourrait intervenir plus tôt si nécessaire, afin de pouvoir délivrer les permis de construire.

Les servitudes liées à la présence des aqueducs de la Vanne et du Loing

Aucune construction n'est prévue sur les servitudes de l'aqueduc. Le projet prévoit de mettre en valeur ces secteurs liés à la servitude en aménageant une continuité paysagère (coulée verte jusqu'à la rue Jean-Marin Naudin, aménagement paysager et circulations douces jusqu'à la rue de Verdun).	Aucune mesure n'est à prévoir.

SDAGE et SAGE

Le SDAGE appelle, dans tous les projets d'aménagement affectant directement les ressources en eau, qualitativement ou quantitativement, à rechercher l'intérêt collectif à l'échelle du bassin versant.	Les principales dispositions du SDAGE que le projet doit respecter sont : D1 - Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur : La réalisation du projet s'accompagnera d'une maîtrise quantitative et qualitative des rejets d'eaux pluviales dans le milieu récepteur (volume tampon de 1 l/s/ha pour une pluie décennale pour les rejets d'eaux pluviales dans les réseaux unitaires existants). Cette maîtrise quantitative va même au-delà du débit imposé par la réglementation de 2 l/s/ha. D2 - Prévoir des mesures compensatoires en hydromorphologie pour limiter les effets des pollutions classiques. Des techniques de traitement alternatif sont employées pour ce fait sur la ZAC : noues végétalisées et filtres à sable plantés. D90 - Éviter la propagation des espèces exotiques par les activités humaines. Un nettoyage des engins de chantier sera effectué avant et après le

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

déplacement sur d'autres chantiers.

D104 - Limitation spécifique de création de plans d'eau et D105 – Autoriser sous réserve

la création de plans d'eau : Conformément à la réglementation, le secteur de la

ZAC ne fait pas partie d'une emprise de ZNIEFF, de site Natura 2000 et n'abrite pas de zones humides remarquables. La création de plan d'eau y est donc autorisée. Les plans d'eau créés (noues, bassins de rétention) ont, par ailleurs, un impact positif quant à la gestion des eaux de ruissellement.

D108 - Le devenir des plans d'eau hors d'usage. Les bassins et noues de rétention projetés pourront facilement être revalorisés (par simple comblement) dans le cas où leur utilité ne serait plus démontrée (nouveau projet d'aménagement…). Par ailleurs, leur entretien régulier (faucardage, curage…) permettra de leur assurer une durée de vie et un fonctionnement optimaux.

Au-delà de ces dispositions, nous rappelons, également, qu'en termes de consommation d'eau potable, le projet prévoit la mise en œuvre de fontaines sur la place de la gare (jets d'eau) et derrière l'église Saint-Monique dans le parc (zones humides et plan d'eau). Elles fonctionneraient principalement à partir de la récupération des eaux de ruissellement du bassin versant qui les concerne ainsi qu'avec des appoints sur le réseau d'eau potable. Le projet limite ainsi les consommations d'eau potable par l'espace public.

Toujours dans cette logique de réduction des consommations d'eau potable, le promoteur de toute opération devra étudier les possibilités de réduction des consommations d'eau potable et obligatoirement limiter la pression à 3 bars tout en mettant en œuvre des systèmes hydroéconomes, comme des chasses d'eau à double commande et à volume réduit pour les WC, des mousseurs pour les lavabos, des robinets thermostatiques pour les douches. Là où cela sera juge nécessaire, des systèmes de temporisation, notamment pour les

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

robinets des sanitaires, seront installés.

L'eau potable ne sera pas utilisée pour l'arrosage ou le nettoyage des espaces extérieurs : l'utilisation des eaux pluviales récupérées sera privilégiée.

Le contexte foncier

Le projet d'aménagement envisagé sur le site provoquera une transformation du parcellaire : la

répartition entre « domaine public » et « domaine privé » évoluera, et ce, afin de répondre aux modes d'occupation projetés.

De plus, le projet s'étend sur des parcelles appartenant aujourd'hui à des propriétaires privés.

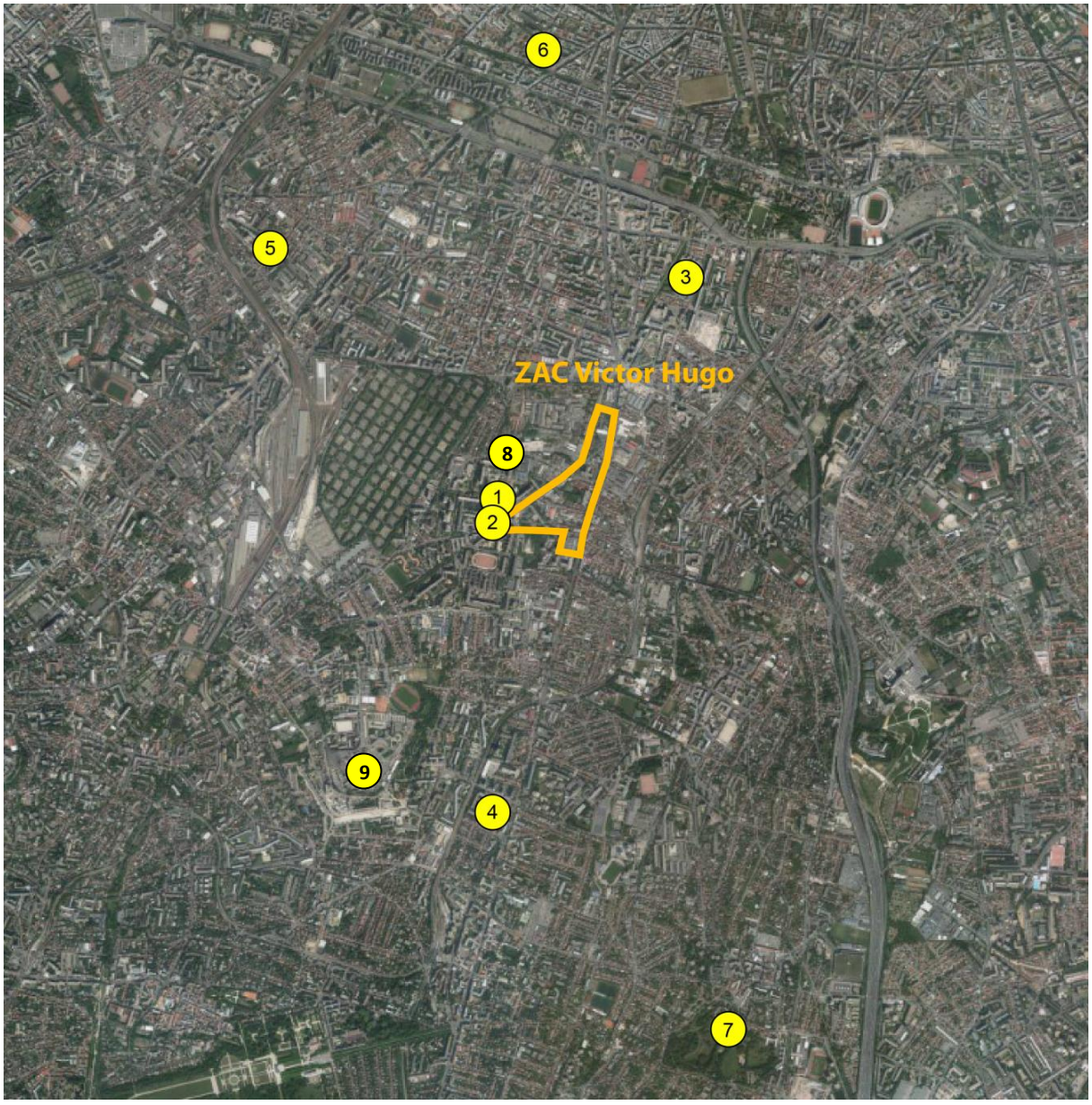
La Déclaration d'utilité publique de l'opération a été prononcée par arrêté du Préfet des Hauts-de-Seine en date du 22 septembre 2014.

Lorsque pour réaliser sa mission, l'aménageur acquiert des immeubles bâtis, la Concession d'Aménagement prévoit qu'il devra privilégier le dialogue à l'amiable pour les acquisitions foncières nécessaires et formuler des propositions de relogement. Il est également prévu que la collectivité autorise l'aménageur à mettre en œuvre une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique dans le cas où aucun accord amiable n'aurait pu intervenir entre les propriétaires et l'aménageur pour les terrains situés dans le périmètre opérationnel.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus

Remarques : certains effets cumulés avec d'autres projets situés à proximité de la ZAC écoquartier Victor Hugo ont déjà été analysés sur certains thèmes (projet du quartier Pierre Plate pour les effectifs scolaires, et les déplacements notamment.



1 *PROJET DU TRONÇON T0 (PONT DE SEVRES – NOISY CHAMPS) DU RESEAU GRAND PARIS EXPRESS M15*

Le tronçon T0 constitue la partie sud de la ligne rouge reliant les gares de Pont-de-Sèvres et de Noisy-Champs. Il représente 33 km de lignes souterraines nouvelles qui traversent d'ouest en est le sud des Hauts-de-Seine et l'ensemble du département du Val-de-Marne, jusqu'à la limite de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne. Vingt-deux communes, situées pour la plupart en proche couronne, sont concernées par ce projet dont Bagneux. Le projet comprend 16 gares **dont une dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La mise en service du tronçon nécessite la réalisation des futures gares, mais aussi d'ouvrages annexes permettant l'accès des services de secours, la ventilation de l'ensemble des ouvrages souterrains, la récupération et l'évacuation des eaux d'infiltration ainsi que l'alimentation en électricité de la ligne et des équipements du tunnel et des gares. A tous ces travaux s'ajoutent aussi le creusement de puits d'accès tunnelier dans le Parc Robespierre et l'installation des bases chantiers nécessaires à la réalisation des infrastructures prévues.

Les principaux effets négatifs susceptibles de se cumuler avec ceux de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont liés à la phase chantier. En effet, les travaux de la gare de Bagneux du Grand Paris Express se dérouleront entre 2015 et 2020, soit pendant les travaux de certains îlots de la ZAC. Ils génèreront des déblais ainsi que des nuisances liées notamment aux travaux et aux transports de déblais. La circulation à l'échelle du quartier sera également perturbée.

Les travaux sur la gare d'Arcueil-Cachan, hors du périmètre de la ZAC, pourra avoir des répercussions sur la circulation, notamment au niveau de la RD920.

Ces effets seront temporaires et comme les chantiers seront simultanés, la durée de nuisance pour le voisinage sera par conséquent limitée dans le temps.

S'agissant du Parc Robespierre, situé hors périmètre de la ZAC, celui sera doublement impacté :

- **Creusement du puits d'accès pour le tunnelier**
- **Création du groupe scolaire nécessaire à la ZAC Ecoquartier Victor Hugo**

A contrario, ce projet de métro automatique aura des effets positifs sur le fonctionnement global du secteur (accès aux équipements, accès aux zones d'emploi accès aux commerces,…). L'apport de population généré par la création de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ainsi que d'autres projets de logements sur la ville de Bagneux et sur les communes limitrophes, aura des répercussions notables sur le réseau de transports en commun, aujourd'hui déjà saturé. Le projet de Grand Paris Express, combiné au projet de prolongement de la ligne 4 du métro parisien, permettra ainsi de désengorger le réseau et par conséquent de réduire les effets liés à l'apport de population à l'échelle de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. **Le projet de métro 15 et sa gare balnéolaise constituent un « accélérateur » dans l'intensification urbaine de Bagneux. D'ailleurs, la nouvelle programmation, avec l'ajout de près de 1000 logements, confirme cette analyse.**

La consultation de l'étude d'impact de cette infrastructure (version du 18 mars 2015) et notamment de sa partie d'analyse des effets sur l'urbanisation a permis de confirmer ces éléments d'analyse.

2 *PROJET DE PROLONGEMENT DE LA LIGNE 4 DU METRO PARISIEN JUSQU'A BAGNEUX*

La phase 2 de ce prolongement concerne les deux stations dénommées provisoirement « Verdun sud » et « Bagneux ». La seconde sera implantée **dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo**. Les longueurs d'inter-stations seront de 967 mètres entre « Mairie de Montrouge » et « Verdun sud », et de 610 mètres entre « Verdun sud » et « Bagneux ». Le tunnel se prolonge 900 mètres au-delà de la station « Bagneux » pour en constituer l'arrière-gare. Celle-ci sera aménagée en centre de maintenance et de garage.

Les autres ouvrages à réaliser concernent les éléments nécessaires au fonctionnement de la ligne (accès au tunnel par les services de secours, ventilation du tunnel et des stations, récupération des eaux d'infiltration, alimentation électrique de la ligne, des équipements du tunnel, des stations et des ouvrages annexes).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les effets de ce projet susceptibles de se cumuler avec ceux de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo concernent uniquement la gare de Bagneux. La gare de Verdun Sud est jugée trop éloignée pour avoir une incidence notable sur le quartier de la ZAC.

Les principaux effets négatifs sont liés à la phase chantier. En effet, les travaux de la gare de Bagneux du Métro ligne 4 se dérouleront entre 2014 et 2019, soit pendant les travaux de certains îlots de la ZAC. Ils génèreront des déblais ainsi que des nuisances liées notamment aux travaux et aux transports de déblais. La circulation à l'échelle du quartier sera également perturbée. Ces effets seront temporaires et comme les chantiers seront simultanés, la durée de nuisance pour le voisinage sera par conséquent limitée dans le temps.

A contrario, ce projet de prolongement de la ligne 4 du métro parisien aura des effets positifs sur le fonctionnement global du secteur (accès aux équipements, accès aux zones d'emploi accès aux commerces,…). L'apport de population généré par la création de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, ainsi que d'autres projets de logements sur la ville de Bagneux et sur les communes limitrophes, aura des répercussions notables sur le réseau de transports en commun, aujourd'hui déjà saturé. Le projet de prolongement la ligne 4, combiné au projet du Grand Paris Express, permettra ainsi de désengorger le réseau et par conséquent de réduire les effets liés à l'apport de population à l'échelle de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

La consultation de l'étude d'impact de cette infrastructure (version du 18 mars 2015) a permis de confirmer ces éléments d'analyse.

3 *PROJET DE CREATION DE LA ZAC LENINE A GENTILLY*

Situé à 1,3 km du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le projet consiste à créer 302 logements familiaux dont 149 logements sociaux et un gymnase. L'ensemble des constructions possèdera un parking en sous-sol de deux niveaux dans le but de préserver au maximum des zones paysagées en pleine terre.

La création de cette ZAC permettra, notamment, de désenclaver le quartier du Chaperon Vert en l'ouvrant vers les autres quartiers de Gentilly.

Les impacts générés par ce projet ne semblent pas se cumuler avec ceux issus de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

4 *PROJET DE REQUALIFICATION DE LA RD 920 – SECTION SUD SUR LES COMMUNES DE MASSY, D'ANTONY, DE SCEAUX ET DE BOURG-LA-REINE*

Situé entre 1,6 km et 8 km du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, ce projet de requalification (en cours) a pour objectif de fluidifier et d'apaiser la circulation, recomposer l'espace pour un plus grand partage entre les différents usagers, créer un aménagement urbain de qualité et limiter les nuisances.

Les impacts générés par ce projet ne semblent pas se cumuler avec ceux issus de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

5 *PROJET DE CREATION DE LA ZAC « DOLET-BROSSOLETTE» A MALAKOFF*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Situé à 2,2 km du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le projet prévoit un programme mixte de 23 200 m² de logements, 12 000 m² de bureaux, 2 600 m² de résidences étudiantes, 1 500 m² de locaux commerciaux, une aire de jeu sportive de 750 m² de surface et 800 places de stationnements en sous-sol. Ce projet permettra d'accueillir 850 nouveaux habitants et a l'objectif de favoriser le maintien de la population sur la commune tout en renouvelant le parc d'habitat assez ancien.

Les impacts générés par ce projet ne semblent pas se cumuler avec ceux issus de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

6 *PROJET D'AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS DANS LE SITE DE L'ANCIEN HOPITAL BROUSSAIS ET SES ABORDS DANS LE 14EME ARRONDISSEMENT DE PARIS*

Situé à 2,5 km du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le projet est inclus dans le Grand Projet de Renouvellement Urbain (GPRU) « Plaisance – Porte de Vanves » de Paris.

Ce projet d'aménagement comprend la création d'une promenade plantée d'un hectare environ avec des activités de plein-air, d'espaces publics destinés aux circulations douces et à la desserte incendie, d'un parvis ouvert devant le futur équipement culturel et une voirie locale desservant le site.

Ce projet vise à désenclaver une partie du site Broussais et à prolonger le square Auguste Renoir par une allée plantée.

Les impacts générés par ce projet ne semblent pas se cumuler avec ceux issus de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

7 *PROJET D'AMENAGEMENT DE LA ZAC MULTI-SITES DU CENTRE-VILLE A L'HAŸ-LES-ROSES*

Situé à 3 km du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le projet se situe sur deux secteurs distincts, éloignés d'environ un kilomètre l'un de l'autre.

Le premier, appelé « secteur de la Roseraie », s'étendra sur 2 hectares et consistera à créer une grande place publique, 100 logements, 350m² de commerces en pied d'immeuble et 100 places de stationnement.

Le second, dans le secteur du « Marché Locarno », prévoit de construire sur 2,6 hectares 190 logements, 600m² de commerces en pied d'immeuble et 150 à 200 places de stationnement.

Ce projet de ZAC multi-sites permettra d'améliorer la qualité de la vie des habitants du centre-ville et ouvrira l'accès aux équipements par des modes de déplacement doux.

Les impacts générés par ce projet ne semblent pas se cumuler avec ceux issus de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

8 Le projet du quartier Pierre Plate

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les difficultés sociales et urbaines que connaît le secteur de la Pierre Plate appellent une réponse ambitieuse en termes de programmation urbaine et d'aménagement pour pouvoir inverser la tendance actuelle et favoriser l'émergence d'une nouvelle image du quartier. L'objectif est de constituer un lieu attractif pour ses habitants actuels comme pour les ménages et les entreprises désireux de s'y installer. Cette ambition devra également prendre la mesure du quartier, de ses habitants, de leurs pratiques quotidiennes, de leur histoire, sans en gommer les spécificités. Le projet urbain propose ainsi un cadre souple qui permet d'assurer graduellement la transition de la situation actuelle vers plus d'urbanité, plus d'ouverture.

Dans ce contexte, cinq axes majeurs s'imposent pour le renouvellement de la Pierre Plate selon les propositions d'aménagements suivantes :

- Prolongement de l'avenue Stalingrad pour faciliter les relations entre le secteur de la Pierre Plate et l'écoquartier Victor-Hugo,
- Développement du "mail Debussy" existant comme un élément structurant du quartier qui sera support d'animation,
- Création d'une liaison douce est-ouest permettant une bonne accessibilité entre le pôle gare et l'avenue Henri-Ravera,
- Densification du pôle gare en proposant une programmation adaptée en pied d'immeuble,
- Requalification du parc Robespierre qui sera fortement impacté par les travaux du Grand Paris Express.

En complément de ces axes de projets, les réhabilitations des logements sociaux de la Pierre Plate, des démolitions d'équipements peu qualitatifs et des constructions seront également nécessaires pour requalifier le quartier. 700 nouveaux logements devraient être livrés entre 2020 et 2024.

A ce stade de la définition du projet, les effets cumulés du projet avec le programme de la ZAC sont d'ordre socio-économique, s'agissant d'apport supplémentaire de population et des conséquences induites sur les équipements publics. Les effets, s'agissant notamment des effectifs scolaires et des déplacements ont été analysés dans la partie effets-mesures de la présente étude d'impact.

S'agissant des déplacements, la réalisation de ce projet renforce le rôle des espaces publics de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo dans l'accès aux deux gares de métro (M4 et M15).

9 Le projet dit des Mathurins

Ce projet est aujourd'hui en cours de définition. Il se situe à environ 2 km au sud de la ZAC Ecoquartier Vitor Hugo. Il consiste, pour la Ville de Bagneux, à investir le site de la Direction Générale de l'Armement et permettre ainsi un raccordement entre le sud de Bagneux et le centre-ville.

Le projet prévoit sur 16 hectares :

- 2 800 logements, soit 6 200 habitants environ
- Des bureaux
- Des équipements publics (lycée, résidence étudiante)
- Des commerces (environ 5000 m²)
- La création d'un important parc

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Un projet de TCSP en lien avec la gare RER de Bourg-la-Reine et le métro 15 du Grand Paris Express à Bagneux, dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

A ce stade de la définition du projet, les effets cumulés du projet avec le programme de la ZAC sont d'ordre socio-économique, s'agissant d'apport supplémentaire de population et des conséquences induites sur les équipements publics, de création d'emplois et d'activité commerciale. Cela suppose une vision d'ensemble de la part de la Ville de Bagneux afin d'anticiper les besoins de la population.

S'agissant des déplacements, la réalisation de ce projet renforce le rôle des espaces publics de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo dans l'accès aux deux gares de métro (M4 et M15).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

DISPOSITIFS DE SUIVI DES MESURES ET DE LEURS EFFETS

Pour mesurer au mieux les effets du projet, un processus de veille sera adopté en amont comme durant la phase de réalisation. Le maître d'ouvrage continuera de s'informer des études générales menées par les institutions compétentes et, comme il le fait actuellement, il mettra à disposition les différentes données qu'il détient. Cette veille permet et permettra au maître d'ouvrage d'adapter l'exploitation et les caractéristiques du site en fonction des conclusions de ces études.

Les principales modalités assurant la qualité environnementale et sanitaire du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo passent par la réalisation de plusieurs documents joints au cahier des charges de cession de terrains :

- **un *Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales,*** document contractuel entre l'aménageur et les futurs promoteurs-constructeurs, support en complément du PLU à l'analyse des projets (en phase esquisse et permis de construire). Il aura pour objectifs, entre autres, d'assurer la qualité architecturale et l'intégration urbaine et paysagère des futures constructions, d'identifier la palette de végétaux à planter sur site, de détailler les modes d'entretien à mettre en œuvre, de préciser les performances énergétiques attendues…
- **Une *Charte de Chantier Vert*** qui intègrera de nombreuses prescriptions en faveur de la réalisation de chantiers à faibles nuisances, elle permettra de limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier, les risques sur la santé des ouvriers, les pollutions de proximité lors du chantier et la quantité de déchets de chantier mis en décharge. Elle fera partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. En accompagnement, un responsable du suivi de la mise en œuvre de la charte de chantier sera présent quotidiennement sur le chantier et chargé de vérifier les pratiques, de constater d'éventuels dysfonctionnements et d'alerter le cas échéant le maître d'ouvrage. Un médiateur de chantier sera ponctuellement présent afin d'informer les passants et riverains sur les évolutions en cours (contenu du projet, impact sur les déplacements, durée et évolution des nuisances et contraintes…).

Les avis de l'architecte-urbaniste conseil et de l'ingénieur-écologue conseil de la ZAC à l'occasion de chaque esquisse et permis de construire garantie le respect du cahier des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales.

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Contexte physique	**Hydrographie** Réalisation d'un dossier de déclaration type loi sur l'eau. Réalisation de différents dispositifs de rétention et d'infiltration des eaux pluviales.	Le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement (nomenclature loi sur l'eau) a déjà été déposé. Il sera mis à jour, si nécessaire, en fonction des évolutions du projet. Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements hydrauliques est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre.	Contrôle de la qualité des aménagements hydrauliques lors de la réception des travaux par le maitre d'ouvrage et l'aménageur. L'entretien et le suivi des dispositifs de rétention et d'infiltration seront à la charge de la Ville de Bagneux qui pourra constater périodiquement le niveau d'efficience des différents ouvrages.
	Topographie/géologie Recherche d'une optimisation déblais-remblais et réutilisation des matériaux réutilisables. Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés en fonction des principes constructifs et des sollicitations appliquées aux fondations.	Les études de sol suivront la classification NF P94-500 de décembre 2006, en fonction de l'avancement des projets. Le choix des bureaux d'étude sera réalisé en fonction de compétences précises et d'un niveau d'expertise élevé. Les études de sol réalisées pour le compte de l'aménageur et/ou des constructeurs seront communiquées à l'aménageur et au maître d'ouvrage.	Les études de sol seront jointes aux DCE confectionnés pour les travaux d'aménagement de la ZAC et pour les travaux de construction. Elles conditionneront en partie la nature des travaux à réaliser. Les promoteurs-concepteurs se verront remettre un exemplaire de l'étude de sol avec obligation d'en tenir compte. Les éventuels travaux de dépollution feront l'objet d'un suivi par une entreprise spécialisée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Climat Recherche d'une optimisation climatique des bâtiments (confort d'été et d'hiver,…)	Le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales prévoyant des dispositions pour favoriser la conception bioclimatique est annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots. Il s'impose donc aux constructeurs.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Contexte biologique et écologique	Conservation des espaces verts et des jardins qui bordent la promenade de l'aqueduc ainsi que les plantations le long des places, avenues, et aux abords de l'église. Création de nouveaux espaces verts en accompagnement des projets de construction. La plantation d'espèces locales d'arbres et d'arbustes sera privilégiée. Réglementation pour chaque lot du % d'espace libre et de surfaces en pleine terre, nb d'arbres (…) La création d'une trame verte cohérente à l'échelle du projet et permettant d'établir des liaisons globales entres les différents « milieux naturels urbains » (Parc Robespierre et Aqueduc) constitue une mesure de compensation à la perte de biodiversité sur le site de l'ancien jardin du SETRA. A l'échelle du projet, la superficie d'espace vert public s'élève à ? /m². La plantation d'environ ???? arbres est envisagée. La présence du végétal pourra également être renforcée par la réalisation de toitures terrasses plantées.	Un bureau d'études spécialisé en paysage et en biodiversité sera chargé de la conception des aménagements d'espaces verts publics et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre. Chaque projet de construction comportera, dans son permis de construire, un volet paysage et plantations détaillant la nature des aménagements et des plantations à réaliser. Ce volet et sa mise en œuvre seront compatibles avec le cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales de la ZAC.	Contrôle de la qualité des aménagements lors de la réception des travaux de réalisation des espaces verts par le maitre d'ouvrage et l'aménageur. Les services compétents en urbanisme et environnement, éventuellement assistés d'un paysagiste ou écologue conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions. Un contrôle de conformité des aménagements pourra être réalisé pour les projets privés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Contexte urbain et paysager	Appliquer les principes d'alignement sur rue aux constructions Créer des volumes simples en harmonie avec le bâti existant Effectuer un traitement soigné des angles des bâtiments Marquer la ligne de ciel des bâtiments par un traitement des attiques	Rédaction d'un règlement d'urbanisme adapté au travers de : • l'évolution du plan local d'urbanisme • la rédaction d'un Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Equipements d'intérêt collectif	Un groupe scolaire d'environ 20 classes sera réalisé en dehors du périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate de la ZAC (sur une partie de l'actuel Parc Robespierre). L'actuelle école maternelle Châteaubriand situé dans le quartier de Pierre Plate doit faire l'objet de travaux d'extension visant à créer 7 classes supplémentaires. Il convient de prévoir lors de la construction du nouveau groupe scolaire de 20 classes sur le Parc Robespierre, une possibilité d'extension ultérieure à 25 classes minimum. Le projet prévoit la relocalisation de la crèche municipale du Champ des Oiseaux ainsi que son extension d'une capacité supplémentaire d'au moins 30 berceaux	Réalisation d'une étude de programmation de la nouvelle école intégrant l'éventualité d'une extension ultérieure. Lancement, par la Ville de Bagneux de concours architecturaux de conception de la future école du Parc Robespierre et de l'extension de l'école maternelle Châteaubriand. Lancement des marchés de construction pour ces deux équipements scolaires. Le projet de construction du lot L6 intègre déjà la relocalisation de la crèche.	Suivi annuel par le service scolaire de Bagneux de l'évolution des effectifs dans les différentes écoles proches du périmètre de la ZAC.
Organisation des déplacements	**Transports en commun :** reconfiguration de l'offre en transports en commun avec de grandes qualités d'intermodalité du pôle bus au sein de l'îlot des gares	La conception et l'aménagement du pôle multimodal seront envisagés avec le STIF, la SGP et la RATP afin de réduire au maximum les nuisances engendrées par les flux de circulation des usagers et des bus.	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Réseau viaire : Une étude spécifique sur les déplacements a été réalisée et intègre une simulation dynamique de trafic, réalisée début 2014. Réaménagement de l'avenue Louis Pasteur pour accueillir une ligne de bus en site propre. Analyse spécifique du carrefour Pasteur x rue de Verdun en raison de l'insertion de la voie bus de l'îlot gares. Des voies de stockage seront prévues en approche du carrefour pour permettre un bon écoulement du trafic sans perturber le fonctionnement des lignes de bus. Dimensionnement des profils des voiries conçus pour permettre de hiérarchiser les flux de circulation. La plupart des voies résidentielles situées au cœur du quartier seront traitées en zone 30.	Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements routier est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre.	Suivi par le service des espaces publics de la Ville de Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Stationnement : Les modalités de réalisation des aires de stationnement seront conformes au règlement du PLU révisé. L'organisation du stationnement automobile intégrera les aires réservées aux personnes à mobilité réduite selon les normes en vigueur. Les aires de livraison seront prévues sur les emprises foncières des activités et non sur l'espace public.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi périodique de la situation du stationnement dans le périmètre de la ZAC par la Ville de Bagneux.
	Modes actifs Une signalétique adaptée permettra d'indiquer les points d'intérêt (équipements publics, centre-ville, gares…). Afin de favoriser l'usage du vélo, seront prévues au minimum 1 place de stationnement vélo pour 10 salariés des bureaux et 0,75 par logement.	Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements routier est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre. Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.	Suivi par le service des espaces publics de la Ville de Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Desserte en réseaux	**Assainissement des eaux :** Création de réseaux séparatifs sous les voies communales existantes requalifiées. Réalisation d'un dossier de déclaration type loi sur l'eau. Réalisation de différents dispositifs de rétention et d'infiltration des eaux pluviales. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront répartis sur l'ensemble de la ZAC en mettant en œuvre des ouvrages de faible profondeur (40 cm maximum). Les ouvrages de rétentions créés prendront la forme de noues paysagères le long des voiries. Les ouvrages mutualisés sont privilégiés : bassins secs plantés, bassin d'agrément, place inondable, aires de jeux inondables…	Le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement (nomenclature loi sur l'eau) a déjà été déposé. Il sera mis à jour, si nécessaire, en fonction des évolutions du projet. Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements hydrauliques est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre.	Contrôle de la qualité des aménagements hydrauliques lors de la réception des travaux par le maitre d'ouvrage et l'aménageur. L'entretien et le suivi des dispositifs de rétention et d'infiltration seront à la charge de la Ville de Bagneux qui pourra constater périodiquement le niveau d'efficience des différents ouvrages. Des contrôles de débit de fuite pourront être réalisés par l'aménageur de la ZAC ou la Ville de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Eau potable Renforcement du réseau existant Limitation de la consommation d'eau potable dans les constructions : (systèmes hydro-économes, limitation de la pression Récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des espaces verts	Des exigences en termes de réduction des consommations en eau potables seront définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.	Un suivi des consommations en eau des bâtiments sera réalisé et des dispositifs d'alerte en cas de consommations anormalement élevées seront installés.
	Energie Raccordement au réseau de chaleur par géothermie profonde en cours de réalisation à Bagneux. Réalisation d'un bâtiment passif pour la crèche. Conception des bâtiments et des espaces publics visant à réduire les consommations énergétiques.	Pour l'espace public, intégration des mesures dès la conception des espaces. Pour les constructions, des exigences en termes de performances énergétiques seront définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.
	Déchets domestiques Une collecte en bornes enterrées sera mise en place.	Intégration de la mesure dans les marchés de conception et maitrise d'œuvre des espaces publics	Suivi annuel des tonnages collectés, de l'efficience du tri par le SIELOM

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Risques sur la santé humaine	**Présence d'anciennes carrières souterraines** Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés avec recherche de présence éventuelle de cavités	Les études de sol suivront la classification NF P94-500 de décembre 2006, en fonction de l'avancement des projets. Les études de sol réalisées pour le compte de l'aménageur et/ou des constructeurs seront communiquées à l'aménageur et au maître d'ouvrage. L'inspection générale des carrières sera sollicitée pour chaque permis de construire concerné.	Suivi par la ville et l'aménageur des éventuels travaux de comblement, d'injection (…) préalables à l'édification des constructions et possibilité de contrôle par l'inspection générale des carrières.
	Pollution de l'air Développement des transports en commun Développement des modes actifs Diminution des exigences de stationnement Création de bâtiments passifs (crèche notamment)	Prise en compte des mesures dans la conception des espaces publics de la ZAC et dans l'évolution du règlement du PLU (stationnement) Des préconisations relatives aux matériaux à mettre en œuvre seront définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.	Un bilan carbone sera effectué pour l'ensemble de l'opération

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Pollutions du sol Un diagnostic de pollution sera réalisé préalablement aux travaux d'affouillement. Mise en place de procédés de dépollution si nécessaire En cas de maintien de certains terrains pollués en place, la mise en place d'un revêtement permettant de limiter le contact cutané.	Etablissement d'un plan de gestion de dépollution du site. Une entreprise spécialisée sera missionnée par chaque constructeur pour suivre et validée le déroulement des travaux de dépollution. Réalisation d'un mémoire de réhabilitation du site Prise en compte de ces mesures par le coordinateur SPS de chaque chantier	Suivi des processus par les services de la Préfecture Transmission du plan de dépollution et du mémoire de réhabilitation au maître d'ouvrage et à l'aménageur

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
	Nuisances sonores Des zones piétonnes, des zones de rencontre et/ou des zones 30 seront réalisée au cœur de ZAC, à proximité des logements et des équipements sensibles. Dans les bandes d'isolement acoustique de part et d'autre des infrastructures bruyantes des prescriptions d'isolement acoustique seront imposées lors des demandes de permis de construire. Enfin, les bâtiments d'activité ou mixtes d'une hauteur comprise entre 32 et 38m, qui sont ceux situés au plus près de la RD 920, assureront la protection des logements situés à l'arrière, dont la hauteur envisagée est d'environ 21 m.	Les exigences particulières seront rappelées le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.	Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Thème	Mesures envisagées	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
Gestion du chantier	**Commodité du voisinage** Mise en place d'une charte de chantier vert et ou à faibles nuisances. Utilisation de matériels conformes à la réglementation et procédés volontairement réducteurs de nuisances. Information préalable des riverains à l'occasion du démarrage de chaque chantier. Limitation des émissions de poussières susceptibles d'apporter une gêne aux riverains : Nettoyage quotidien des voies en cas de présence de boues. Mise en place d'un plan de déplacement du chantier	Une Charte de Chantier vert ou à faibles nuisances sera élaborée puis inscrite parmi les pièces du marché de travaux. Elle sera signée par les entreprises de construction et assureront la mise en œuvre des divers mesures de protection de la biodiversité, de limitation des nuisances liées au chantier, de gestion des déchets… La charte devra fixer des règles de suivi des incidents éventuels. Mise en place d'un médiateur de chantier. Une maison du projet est déjà créée afin de faciliter la concertation avec les populations riveraines.	Un responsable « chantier vert », ou coordinateur environnement au sein de l'équipe des entreprises sera désigné au démarrage du chantier. Il travaillera en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage, à qui il fera un reporting hebdomadaire sur le suivi de chantier. L'application de la Charte de Chantier Vert sera contrôlée par l'aménageur.
	Nuisances sur l'environnement Précautions dans le stockage des produits de chantier et les risques de pollution accidentelle Mise en place de bacs de rétention pour le lavage des outils et bennes		

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

N. ESTIMATION FINANCIERE DES MESURES

Le projet d'aménagement de l'écoquartier Victor Hugo a fait l'objet d'une démarche de conception itérative dans la cadre de l'Approche Environnementale de l'Urbanisme et de la concertation publique: les enjeux d'environnement et les dispositions à prévoir pour les prendre en compte ont ainsi été intégrés au fur et à mesure de la réflexion. De ce fait, nombre des mesures de réduction des effets négatifs énoncées dans les chapitres précédents sont incluses dans la conception même de l'aménagement. Elles sont donc très difficilement individualisables d'un point de vue financier du coût global de l'opération évalué à ce jour dans le cadre du dossier de création de la ZAC.

(chiffrage à vérifier cf dossier labellisation écoquartier)

Mesures	Estimation du coût HT en €
Montant de l'étude d'élaboration du dossier de déclaration Loi sur l'eau	??????
Etude faune / flore réalisée	8 000 €
Coût des études de simulation de trafic pour la ZAC	???????
Réalisation du groupe scolaire (hors ZAC)	11 000 000 €
Reconstruction de la crèche	3 000 000 €
Coût de raccordement et enfouissement des réseaux	Environ 65€ / m²
Coût pour le traitement des espaces verts, plantations, paysage	Environ 5% du coût global de l'aménagement
Réalisation des liaisons douces : voie piétonne et/ou trottoirs mixtes	Environ 30 à 50 € / m²
Stationnement vélo	Environ 500 € / place (pose comprise)
Surcoût pour la réalisation de toitures terrasses végétalisées	Environ 25 à 30 €/m²
Surcoût entraîné par une éventuelle démarche HQE dans les constructions nouvelles et les aménagements publics	Environ 5% du coût global de construction
Pour information : mesures liées au chantier	55 € le mètre linéaire

Ces estimations seront vérifiées et précisées lors de l'établissement des annexes techniques du dossier de réalisation modifié. Elles sont donc susceptibles d'évoluer.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV – Méthodes de calculs et ratios utilisés

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Méthodes et ratios sur la population

A. Estimation du nombre d'habitants accueillis sur le site

L'INSEE enregistre en 2011 une moyenne de 2,35 personnes par ménage sur la commune de Bagneux. On considère que ce nouveau quartier composé de logements diversifiés accueillera toujours des ménages de 2,35 personnes.

L'apport de population est estimé à environ 4 350 nouveaux habitants.

Nombre total de logements produits	1850
Nombre de personnes par ménage	2,35
Apport de population	**4 350**

B. Estimation des besoins en equipements scolaires

Pour évaluer les besoins en équipements scolaires, les calculs se basent sur les ratios observés à Bagneux sur les quartiers Nord en 2015 et les données sociodémographiques locales.

- Maternelle : 0,10 élève par logement
- Primaire/élémentaire : 0,16 élève par logement

Il s'agit de taux assez bas. La matrice utilisée pour le calcul des effectifs scolaires générés par un projet urbain applique une méthode selon l'âge des urbanisations et nécessite d'estimer les taux plancher observés sur la commune s'agissant du nb d'élèves par logement. Les taux moyens constatés aujourd'hui sur les quartiers Nord étant assez bas, nous considérons qu'ils s'approchent des taux plancher. En les réduisant d'environ 20%, les taux plancher suivant sont pris comme hypothèse :

- Maternelle : 0,08 élève par logement
- Primaire/élémentaire : 0,13 élève par logement

Ainsi sur la période 2015-2035, les taux appliqués pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo oscilleront entre :

- 0,08 et 0,15 pour les effectifs maternels
- et 0,13 et 0,22 pour les effectifs élémentaires

Enfin, les hypothèses retenues concernant le nb d'élèves par classe sont les suivantes :
« Normes » Education Nationale :

- 30 élèves par classe en maternelle
- 27 élèves par classe en élémentaire

« Normes » communales :

- 25 élèves par classe en maternelle
- 25 élèves par classe en élémentaire

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'approche s'intéresse aussi aux effets cumulés à avec le projet du quartier Pierre Plate situé à proximité et comprenant la création nette de 700 logements environ sur 5 ans (hypothèse) entre 2020 et 2025. Les mêmes taux s'appliqueront.

ZAC écoquartier Victor Hugo

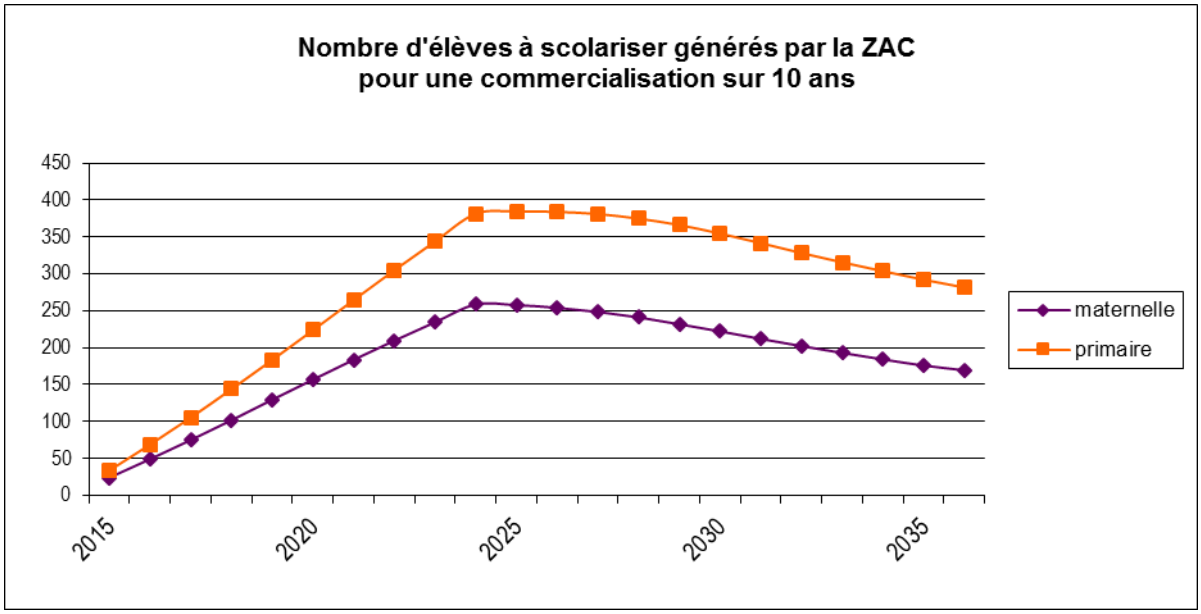
Hypothèse nb de logements = 1850

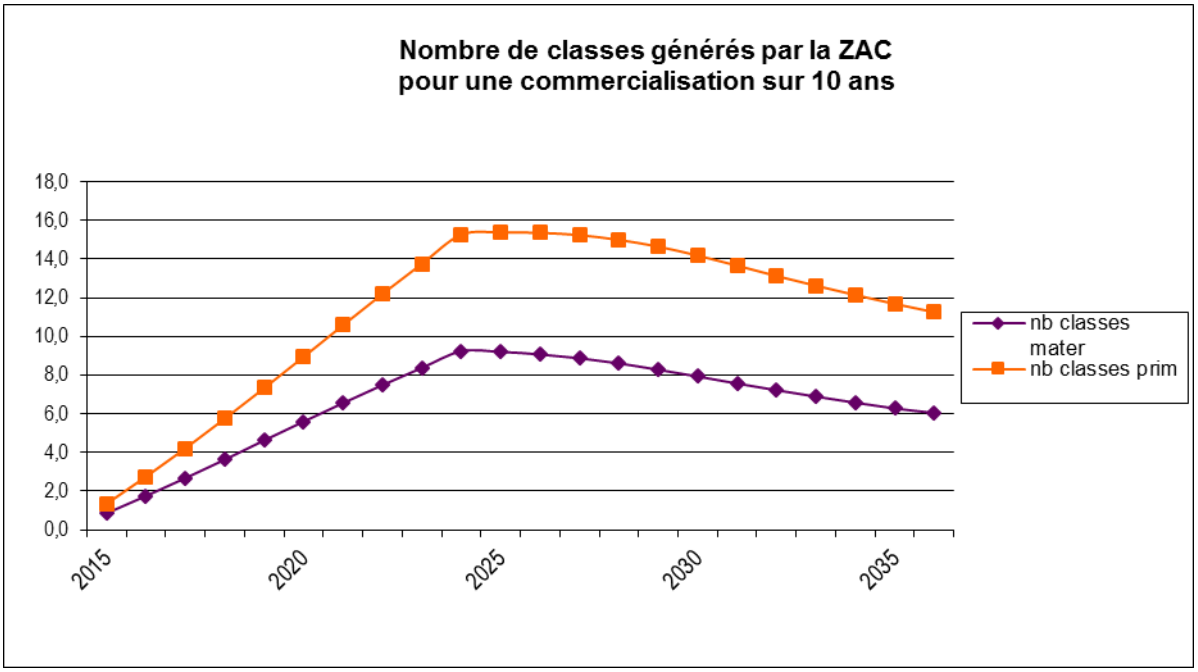
Période de livraison 2015-2024 (10 ans)

Commercialisation des logements sur 10 ans

Années début commercialisation	Total élèves maternelle	Total élèves primaire	Total élèves	Hypothèse effectifs constants de la commune		Hypothèse eff.maxi. de l'Education Nationale	
				nb classes mater	nb classes prim	nb classes mater	nb classes prim
2015	24	34	58	0,9	1,3	0,8	1,2
2016	49	69	118	1,8	2,8	1,6	2,5
2017	75	105	180	2,7	4,2	2,5	3,9
2018	102	144	246	3,6	5,8	3,4	5,3
2019	130	183	313	4,6	7,3	4,3	6,8
2020	157	224	380	5,6	8,9	5,2	8,3
2021	184	265	448	6,6	10,6	6,1	9,8
2022	210	305	514	7,5	12,2	7,0	11,3
2023	234	344	578	8,4	13,8	7,8	12,7
2024	259	381	640	9,2	15,3	8,6	14,1
2025	258	384	642	9,2	15,4	8,6	14,2
2026	254	384	638	9,1	15,4	8,5	14,2
2027	248	381	629	8,9	15,2	8,3	14,1
2028	241	375	616	8,6	15,0	8,0	13,9
2029	232	366	598	8,3	14,6	7,7	13,6
2030	222	354	576	7,9	14,2	7,4	13,1
2031	212	342	553	7,6	13,7	7,1	12,6
2032	202	328	530	7,2	13,1	6,7	12,1
2033	193	316	508	6,9	12,6	6,4	11,7
2034	184	304	488	6,6	12,1	6,1	11,2
2035	176	292	468	6,3	11,7	5,9	10,8
2036	169	281	451	6,0	11,3	5,6	10,4

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE





Les besoins générés par la ZAC (1850 logements) s'élèvent à :

- Période de crête (2024-2025) : 640 élèves, soit 23 à 25 classes
- Période apaisée (2035-2040) : 450 élèves, soit 16 à 18 classes

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Projet Pierre Plate (effets cumulés)

Hypothèse nb de logements = 700
Période de livraison 2020-2024 (5 ans)

Commercialisation des logements sur 5 ans

Années début commercialisation	Total élèves maternelle	Total élèves primaire	Total élèves	Hypothèse effectifs constants de la commune		Hypothèse eff.maxi. de l'Education Nationale	
				nb classes mater	nb classes prim	nb classes mater	nb classes prim
2020	18	25	44	0,7	1,0	0,6	0,9
2021	37	52	89	1,5	2,1	1,2	1,9
2022	57	80	136	2,3	3,2	1,9	3,0
2023	77	109	186	3,1	4,4	2,6	4,0
2024	98	139	237	3,9	5,5	3,3	5,1
2025	100	144	244	4,0	5,8	3,3	5,3
2026	102	148	250	4,1	5,9	3,4	5,5
2027	102	151	253	4,1	6,0	3,4	5,6
2028	100	151	252	4,0	6,1	3,3	5,6
2029	98	150	248	3,9	6,0	3,3	5,6
2030	95	147	242	3,8	5,9	3,2	5,4
2031	90	142	233	3,6	5,7	3,0	5,3
2032	86	137	223	3,4	5,5	2,9	5,1
2033	82	132	214	3,3	5,3	2,7	4,9
2034	78	127	205	3,1	5,1	2,6	4,7
2035	74	121	195	2,9	4,8	2,5	4,5
2036	70	116	186	2,8	4,6	2,3	4,3
2037	67	111	178	2,7	4,4	2,2	4,1
2038	64	107	171	2,6	4,3	2,1	4,0
2039	62	103	164	2,5	4,1	2,1	3,8
2040	60	100	159	2,4	4,0	2,0	3,7
2041	58	97	155	2,3	3,9	1,9	3,6

Les besoins générés par le projet Pierre Plate (700 logements) s'élèvent à :

- Période de crête (2027-2028) : 250 élèves, soit 9 à 10 classes
- Période apaisée (2040-…) : 150 élèves, soit 6 classes

C. PETITE ENFANCE

A Bagneux, les moins de 3 ans représentaient en 2012, 4,6% de la population. Le taux de couverture actuelle par les structures collectives publiques ou privées s'élève à environ 20% pour ces enfants de moins de 3 ans.

Le nombre de berceaux a été estimé en maintenant ces taux soit :

- Nb d'enfants de moins de 3 ans générés à terme par la ZAC (1850 logX2,35pers/ménX4,6%=200) = 200 enfants
- Le nb d'enfants à accueillir en structures collectives s'élève à 40 enfants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Méthodes et ratios sur les déplacements

A. ESTIMATION DU TRAFIC SUPPLEMENTAIRE GENERE PAR LE PROJET

Les calculs effectués dans l'étude d'impact de 2011 ont été remis à jour sur la base du nouveau programme. Ils induisent une diminution du trafic généré par les activités économiques mais une augmentation du trafic généré par les logements (domicile travail, déplacements générés par l'école et la crèche).

Méthode de calcul

Les tableaux suivants expliquent la manière dont est calculée la génération de trafic pour les logements, les bureaux, les commerces et les établissements scolaires. Les ratios utilisés sont issus :

- de données locales issues du recensement 2011 :
  - taux d'actifs dans la commune ayant un emploi (15-64 ans)
  - taux d'habitants ayant entre 15 et 64 ans
  - taux d'usage de la voiture pour les résidants
  - taux d'usage de la voiture pour les personnes travaillant à Bagneux
- de données issues de l'Enquête Globale des transports 2002
  - taux de déplacements domicile-travail en heure de pointe
  - taux de déplacements hors domicile-travail en heure de pointe
- de l'expérience CODRA pour ce type d'étude :
  - taux d'absentéisme et de visiteurs
  - taux d'occupation des véhicules
  - taux d'usage de la voiture pour l'accompagnement des enfants à l'école
  - taux de personnels d'une école
  - taux de déplacements du personnel de l'école en heure de pointe

Nota : HPM = Heure de Pointe du Matin

HPS = Heure de Pointe du Soir

L'ensemble de ces ratios est présenté dans le tableau ci-dessous.

Type de ratio	Valeur
Taux d'actifs dans la commune (15 - 64 ans)	66,7 % des habitants sont des actifs
Taux d'habitants ayant entre 15 et 64 ans	67,1 % ont entre 15 et 64 ans
Taux d'usage de la voiture pour les résidants	41 % utilisent la voiture
Taux d'usage de la voiture pour les personnes travaillant à Bagneux	50 % utilisent la voiture

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Taux d'occupation des véhicules	1,05 personne par véhicule
Taux de déplacements domicile-travail en heure de pointe	66 % des déplacements en HPM 41 % des déplacements en HPS
Taux de déplacements hors domicile-travail en heure de pointe	15 % des déplacements en HPM 33 % des déplacements en HPS
Taux de déplacements du personnel de l'école à l'heure de pointe	50 % des déplacements en HPM 3 % des déplacements en HPS
Taux de déplacements des parents d'élèves à l'heure de pointe	75 % des déplacements en HPM 0 % des déplacements en HPS
Taux d'absentéisme	10 % des employés
Taux de visiteurs	5 % des employés
Taux d'enfants accompagnés en voiture à l'école/crèche	15 %/20 % des élèves
Taux de personnel d'une école	20 % des élèves

Les résultats de cette génération de trafic sont présentés dans le tableau ci-dessous. Le détail des calculs figure après le tableau.

	HPM		HPS	
	Trafic entrant	Trafic sortant	Trafic entrant	Trafic sortant
Trafic généré par employés, visiteurs et habitants	1352	451	840	280
Trafic généré par les établissements accueillant des enfants	111	77	0	2
trafic hors pendulaires et affaires	318	318	560	560

Le trafic généré par la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est important au regard des trafics sur les voies avoisinant le site d'étude, notamment en heure de pointe du matin.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Détails des calculs

Déplacements VP liés aux employés de la ZAC	
Taux d'absentéisme	0,1
Taux d'usage VP des employés	0,5
Taux d'occupation des VP	1,05
surface d'activités	140000
Nombre d'employés (1 emploi / 31 m² en moyenne)	4516
Nombre d'employés présents	4065
Nombre d'employés utilisant les VP	2032
Déplacements VP domicile-travail	**1935**

Déplacements VP liés aux visiteurs professionnels de la ZAC	
Taux de visiteurs	0,05
Taux d'usage VP des visiteurs	0,5
Nombre de visiteurs	226
Déplacements VP des visiteurs	**113**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Déplacements VP liés aux habitants de la ZAC	
Taux d'actifs ayant un emploi (15 - 64 ans)	0,667
Taux d'habitants ayant entre 15 et 64 ans	0,671
Taux d'absentéisme	0,1
Taux d'usage VP des actifs résidant dans la ZAC	0,41
Taux d'occupation des VP	1,05
nombre de logements	1850
Nombre d'habitants (2,35 / logement - INSEE 2011)	4347,5
Nombre d'habitants ayant entre 15 ans et 64 ans	2917
Nombre de résidants actifs ayant un emploi (15-64 ans)	1946
Nombre d'actifs allant travailler	1751
Nombre de résidants actifs utilisant VP	718
Déplacements VP domicile-travail	684

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Déplacements VP liés aux écoles/crèches	
Taux d'enfants accompagnés en voiture à l'école	0,15
Taux de personnels d'une école	0,2
Taux d'usage VP des employés de Bagneux	0,5
Nombre d'enfants (640 élèves + 40 enfants en crèche)	680
Déplacements VP des parents d'élèves	102
Nombre de personnes travaillant à l'école	136
Nombre de personnel utilisant une voiture	68
Déplacements en HPM des parents d'élèves	0,75
Déplacements en HPM du personnel de l'école	0,5
Déplacements en HPS des parents d'élèves	0
Déplacements en HPS du personnel de l'école	0,03
Accompagnement des èlèves en HPM	77
Accompagnement des èlèves en HPS	0
Déplacement du personnel en HPM	34
Déplacement du personnel en HPS	2
HPM entrées	**111**
HPM sorties	**77**
HPS entrées	**0**
HPS sorties	**2**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. ESTIMATION DU NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT NECESSAIRES

Cette estimation prend en compte les besoins générés par la création des nouvelles constructions. Elle permet d'estimer le nombre de places de stationnement à créer pour ces nouvelles constructions au regard des règles du PLU, et pour le logement, des règles préconisées dans l'étude SARECO de février 2015 qui correspondent à une adaptation à la motorisation réelle des ménages. L'évolution en cours du PLU devrait proposer une règle basée sur une moyenne de 0,7 place par logement.

Constructions nouvelles	**Règles PLU sur le stationnement**	
	Ratios	Nombre de places
	Règle PLU : 1,5 place par logement en moyenne	(maxi) 2775
Logements : 1850	*Étude SARECO : 0,8 place par logement en moyenne*	1480
	Evolution du PLU à venir : 0,7 place par logement	(mini) 1295
Activités : 140 000 m² SdP	*40% de la SHON / 25m² pour 1place*	2240
Equipements : 5000 m² SdP	*Selon le besoin (≈1 place pour 200 m²)*	≈25
TOTAL		**(mini) 3560** **(maxi) 5040**

C. METHODES ET RATIOS SUR LES RESEAUX

Estimation de la consommation en eau et du rejet d'eaux usées générés par le projet

La consommation journalière en eau potable est estimée à 150 litres par habitants (moyenne France) et dans les secteurs d'emplois à 50 litres par employé.

Un équivalent-habitant correspond à 60g de la Demande biologique en oxygène (DBO5), 135g de la Demande chimique en oxygène (DCO) dans une quantité quotidienne de 150 litres d'eaux usées (article R2224-6 – du Code Général des Collectivités Territoriales).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

	Nombres de personnes nouvelles sur le site	Consommation eau potable par jour en litre	
		Par personne	Au total
Logements	4 350 nouveaux habitants	150	652 500
Activités	4 500 nouveaux employés	70	225 000
	TOTAL		**877 500**

La consommation d'eau potable estimée pour la ZAC s'élève à 877,5 m3, soit 5850 EH environ.

Estimation de la consommation énergétique

Ces estimations se basent sur des ratios journaliers établis par le BERIM suivant ses propres références.

Consommation énergétique des constructions existantes

Secteurs	Quantité	Ratios journaliers utilisés		Consommations journalières estimées	
		Chauffage gaz	Electricité	Chauffage gaz	Electricité
Logements	1 107 logements	4000 W/logt	6000 W/logt	4 428 kW	6 642 kW
Bureaux	20 000 m² *	12,5 W/m²	120 W/m²	250 kW	2 400 kW
Commerces	25 000 m²	13,5 W/m²	130 W/m²	338 kW	3 250 kW
Equipements	1 000 m²	16 W/m²	120 W/m²	16 kW	120 kW
TOTAL				**5 032 kW**	**12 412 kW**

*On recense 8 entreprises sur le site de la ZAC : 6 sont de petites tailles (10 à 49 salariés) et 2 sont de tailles plus importantes (100 à 250 salariés). En considérant qu'un emploi occupe 25m², on obtient donc une surface globale haute sur la zone de 20 000m².

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Consommation énergétique des bâtiments démolis dans le cadre du projet

Secteurs	Quantité	Ratios journaliers utilisés		Consommations journalières estimées	
		Chauffage gaz	Electricité	Chauffage gaz	Electricité
Logements	110 logements	4000 W/logt	6000 W/logt	440 kW	660 kW
Bureaux	9 020 m²	12,5 W/m²	120 W/m²	113 kW	1 082 kW
Commerces	10 000 m²	13,5 W/m²	130 W/m²	135 kW	1 300 kW
TOTAL				**688 kW**	**3 042 kW**

Consommation énergétique des nouvelles constructions générées par la ZAC

Secteurs	Quantité	Ratios journaliers utilisés			Consommations journalières estimées en kW		
		Chauffage gaz	Chauffage urbain	Electricité	Chauffage gaz	Chauffage urbain	Electricité
Logements	1 850 logt (122 000 m²)	2000 W/logt	165 Wh/m²	3000 W/logt	3 700	20 130	5 550
Bureaux	123 000 m²	6,25 W/m²	117 Wh/m²	60 W/m²	769	14 391	7 380
Commerces	17 000 m²	6,75 W/m²	154 Wh/m²	65 W/m²	115	2 618	1 105
Equipements	5 250 m²	8 W/m²	130 Wh/m²	60 W/m²	42	683	315
TOTAL					**4626**	**37 822**	**8 800**

Consommation énergétique de l'ensemble des constructions existantes et à venir dans le périmètre de la ZAC

Secteurs	Quantité	Consommations journalières estimées en kW		
		Chauffage gaz	Chauffage urbain	Electricité
Logements	2 847 log	7 688	20130	11532
Bureaux	133 980 m²	906	14391	8 698
Commerces	32 000 m²	318	2618	3055
Equipements	6 250 m²	58	683	435
TOTAL		**8 970**	**37 822**	**23 720**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La consommation énergétique de l'ensemble des constructions comprises dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est estimée à 70 512 kW/j, soit un apport de 51 248 kW/j.

Estimation de la production d'ordures ménagères générées par le projet

La production annuelle de déchets dans la zone d'habitat est estimée à 300 kg par habitants et dans la zone d'activités à 250 kg par employé.

	Nombres de personnes nouvelles sur le site	**Production de déchets par an en kg**	
		Par personne	Au total
Logement	4 350 nouveaux habitants	300	1 305 000
Activité	4 500 nouveaux employés	250	1 125 000
	TOTAL		**2 430 000**

La production d'ordures ménagères générée par le projet est estimée à environ 2 430 tonnes par an.

D. METHODES SUR LA BIODIVERSITE

Collecte des données naturalistes

Dans le cadre de notre mission, nous avons recensés les données naturalistes existantes sur la commune de Bagneux. La collecte a débuté par la consultation des bases de données en libre accès (Atlas de la faune et de la flore des Hauts de Seine, INPN). Puis nous avons dépouillés différents documents recueillis auprès de la commune de Bagneux. Il s'agit de l'étude d'impact de la ZAC, d'un inventaire du CORIF, d'une étude du bureau AERHO et du diagnostic écologique de l'ONF et ASCONIT.

DOCUMENT	SOURCE
Inventaires CORIF 2011	Ville Bagneux
AERHO 2011	Ville de Bagneux
ONF/ ASCONIT - Diagnostic écologique phase 1, 2011	Ville de Bagneux
Atlas FLORE des Hauts-de-Seine	CG92 - http://atlas.promenades.hauts-de-seine.net/
Atlas FAUNE des Hauts-de-Seine	CG92 - http://promenades.hauts-de-seine.net/atlas-faune
INPN (données brutes communales)	MNHN - http://inpn.mnhn.fr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Liste des documents mis à disposition

Deux visites de terrain ont été effectuées en mars 2012 et ont eu pour objet de relever l'intérêt des habitats au regard de la faune et de la flore.

Bibliographie

ASSOCIATION ESPACE DE RENCONTRE ENTRE L'HOMME ET LES OISEAUX (AERHO), 2011, Etude du pigeon sur la commune de Bagneux

CENTRE ORNITHOLOGIQUE D'ILE DE France (CORIF), 2011, Inventaire avifaunistique, batrachologique et chiroptérologique de la friche de la porte d'en bas, de la friche des trois mares et du parc François Mitterrand à Bagneux.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD DE SEINE, 2011, Diagnostique écologique et schéma d'aménagement du territoire de la Communauté d'agglomération Sud de Seine, Phase 1 : Diagnostic du territoire

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE (CG92), 2010, Etude des continuités écologiques du Département des Hauts-de-Seine

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2009, Schéma régional des continuités écologiques : la trame herbacée. Note rapide sur l'environnement N° 468, avril 2009

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2009, Schéma régional des continuités écologiques : la trame boisée. Note rapide sur l'environnement N° 469, avril 2009

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2009, Schéma régional des continuités écologiques : la trame aquatique. Note rapide sur l'environnement N° 470, avril 2009

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2009, Schéma régional des continuités écologiques : la trame Grande faune. Note rapide sur l'environnement N° 471, avril 2009

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2009, Schéma régional des continuités écologiques : la trame humide. Note rapide sur l'environnement N° 472, avril 2009

INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (IAURIF), 2010, Atlas régional de l'Ile-de-France – Les milieux humides selon ECOMOS 2000 – octobre 2010

LE MARECHAL, P., LESAFFRE, G., 2000, Les Oiseaux d'Ile-de-France – L'avifaune de Paris et de sa région. Delachaux et Niestlé, Paris

Liste de la Flore vasculaire recensée à l'échelle communale

(1) : Filoche *et al.* (2011) Catalogue de la flore vasculaire d'Ile-de-France. CBNBP/MNHN. / **(2) :** Arrêté du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national. / **(3) :** Arrêté du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Ile-de-France complétant la liste nationale/ **(4) :** Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Nota bene : 6 catégories ont été distingués concernant les espèces invasives. 5 : Taxon invasif, à distribution généralisée dans les milieux naturels non ou faiblement perturbés potentiellement colonisables, 4 : Taxon localement invasif, n'ayant pas encore colonisé l'ensemble des milieux naturels, 3 : Taxon exotiques se propageant dans les milieux non patrimoniaux fortement perturbés par les activités humaines, 2 : Taxon invasif émergent dont l'ampleur de la propagation n'est pas connue ou reste encore limitée, 1 : Taxon exotique non invasif, naturalisé de longue date ne présentant pas de comportement invasif, 0 : Taxon exotique insuffisamment documenté, d'introduction récente

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Col. UICN IDF (1)	Col. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Acer campestre* L.**	Erable champêtre	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Acer platanoides* L.**	Erable plane	Nat. (E.)	CC	NA					**2003**	
***Acer pseudoplatanus* L.**	Erable sycomore	Nat. (E.)	CCC	NA					**2003**	
***Achillea millefolium* L.**	Achillée millefeuille	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Agrimonia eupatoria* L.**	Aigremoine eupatoire	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Agrostis stolonifera* L.**	Agrostis stolonifère	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Ailanthus altissima* (Mill.) Swingle**	Ailante glanduleux	Nat. (E.)	AC	NA				4	**2003**	
***Alliaria petiolata* (M. Bieb.) Cavara & Grande**	Alliaire	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Allium oleraceum* L.**	Ail des maraîchers	Ind.	R	LC					**2003**	
***Allium vineale* L.**	Ail des vignes	Ind.	C	LC					**2003**	
***Alopecurus myosuroides* Huds.**	Vulpin des champs	Ind.	C	LC					**2002**	
***Alopecurus pratensis* L.**	Vulpin des prés	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Amaranthus deflexus* L.**	Amarante couchée	Nat. (E.)	AR	NA				1	**2001**	
***Amaranthus retroflexus* L.**	Amarante réfléchie	Nat. (E.)	AC	NA				1	**2003**	
***Anagallis arvensis* L.**	Mouron rouge	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Anthriscus caucalis* M.Bieb.**	Cerfeuil commun	Ind.	AR	LC					**2003**	
***Anthriscus sylvestris* (L.) Hoffm.**	Cerfeuil des bois	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Apera spica-venti* (L.) P.Beauv.**	Agrostis jouet-du-vent	Ind.	C	LC					**2002**	
***Aphanes arvensis* L.**	Alchémille des champs	Ind.	C	LC					**2002**	
***Arabidopsis thaliana* (L.)**	Arabette de Thalius	Ind.	C	LC					**2002**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
Heynh.										
***Arctium lappa* L.**	Grande bardane	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Arctium minus* (Hill) Bernh.**	Petite bardane	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Arenaria serpyllifolia* L.**	Sabline à feuilles de serpolet	Ind.	CCC	LC						**2002**
***Aristolochia clematitis* L.**	Aristoloche clématite	Ind.	R	LC					**2003**	
***Arrhenatherum elatius* (L.) P.Beauv. ex J. & C.Presl**	Fromental élevé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Artemisia vulgaris* L.**	Armoise commune	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Atriplex patula* L.**	Arroche étalée	Ind.	C	LC					**2003**	
***Avena fatua* L.**	Folle-avoine	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Ballota nigra* L.**	Ballote noire	Ind.	C	LC					**2003**	
***Barbarea vulgaris* R.Br.**	Barbarée commune	Ind.	C	LC					**2002**	
***Bellis perennis* L.**	Pâquerette vivace	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Brachypodium sylvaticum* (Huds.) P.Beauv.**	Brachypode des bois	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Bromus catharticus* Vahl**	Brome purgatif	Nat. (S.)	RR	NA				0	**2001**	
***Bromus hordeaceus* L.**	Brome mou	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Bromus sterilis* L.**	Brome stérile	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Bryonia dioica* Jacq.**	Bryone dioïque	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Buddleja davidii* Franch.**	Buddleia du père David	Nat. (E.)	C	NA				3	**2002**	
***Calamagrostis epigejos* (L.) Roth**	Calamagrostis épigéios	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Calystegia sepium* (L.) R.Br.**	Liseron des haies	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Capsella bursa-pastoris* (L.) Medik.**	Capselle bourse-à-pasteur	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Cardamine hirsuta* L.**	Cardamine hérissée	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Carex divulsa* Stokes**	Laîche écartée	Ind.	C	LC					**2002**	
***Catapodium rigidum* (L.) C.E.Hubb.**	Fétuque raide	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Centaurea thuillieri* (Dostál) J.Duvign. & Lambinon**	Centaurée des prés	Ind.	CC	LC					**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Cerastium fontanum* Baumg.**	Céraiste commun	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Cerastium glomeratum* Thuill.**	Céraiste aggloméré	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Chaerophyllum temulum* L.**	Cerfeuil penché	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Chelidonium majus* L.**	Grande chélidoine	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Chenopodium album* L.**	Chénopode blanc	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Cirsium arvense* (L.) Scop.**	Cirse des champs	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Cirsium vulgare* (Savi) Ten.**	Cirse commun	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Clematis vitalba* L.**	Clématite des haies	Ind.	CCC	LC					**2011**	
***Convolvulus arvensis* L.**	Liseron des champs	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Conyza canadensis* (L.) Cronquist**	Vergerette du Canada	Nat. (E.)	CCC	NA				3	**2003**	
***Conyza sumatrensis* (Retz.) E.Walker**	Vergerette de Sumatra	Nat. (E.)	C	NA				3	**2003**	
***Cornus sanguinea* L.**	Cornouiller sanguin	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Crataegus monogyna* Jacq.**	Aubépine à un style	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Crepis capillaris* (L.) Wallr.**	Crépide capillaire	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Crepis setosa* Haller f.**	Crépide hérissée	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Cymbalaria muralis* G.Gaertn., B.Mey. & Scherb.**	Ruine de Rome	Nat. (E.)	CC	NA				0	**2002**	
***Cynosurus cristatus* L.**	Crételle	Ind.	AR	LC					**2002**	
Dactylis glomerata L. subsp. *glomerata*	Dactyle aggloméré	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Datura stramonium* L.**	Stramoine commune	Nat. (E.)	AR	NA				1	**2003**	
***Daucus carota* L.**	Carotte sauvage	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Dianthus armeria* L.**	Oeillet velu	Ind.	R	LC		CO			**2002**	
***Diplotaxis tenuifolia* (L.) DC.**	Roquette jaune	Ind.	AR	LC					**2002**	
***Duchesnea indica* (Andrews) Focke**	Fraisier d'Inde	Nat. (S.)	AR	NA				3	**2002**	
***Echinochloa crus-galli* (L.) P.Beauv.**	Panic pied-de-coq	Ind.	CC	LC					**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Elytrigia repens* (L.) Desv. ex Nevski**	Chiendent commun	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Epilobium hirsutum* L.**	Epilobe hérissé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Epilobium parviflorum* Schreb.**	Epilobe à petites fleurs	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Epilobium tetragonum* L.**	Epilobe à quatre angles	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Epipactis helleborine* (L.) Crantz**	Epipactis à larges feuilles	Ind.	CC	LC	LC				**2003**	
***Eragrostis minor* Host**	Eragrostis faux-pâturin	Nat. (E.)	AC	NA				1	**2003**	
***Erodium cicutarium* (L.) L'Her.**	Bec-de-grue à feuilles de ciguë	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Erophila verna* (L.) Chevall.**	Drave printanière	Ind.	C	LC						**2002**
***Euphorbia helioscopia* L.**	Euphorbe réveil-matin	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Euphorbia peplus* L.**	Euphorbe omblette	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Fallopia convolvulus* (L.) A.Love**	Renouée faux-liseron	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Festuca arundinacea* Schreb.**	Fétuque faux-roseau	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Festuca marginata* (Hack.) K.Richt.**	Fétuque de Timbal-Lagrave	Ind.	R	LC					**2002**	
***Festuca rubra* L.**	Fétuque rouge	Ind.	C	LC					**2003**	
***Foeniculum vulgare* Mill.**	Fenouil commun	Nat. (E.)	AR	NA				1	**2003**	
***Fragaria vesca* L.**	Fraisier des bois	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Fraxinus excelsior* L.**	Frêne élevé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Fumaria officinalis* L.**	Fumeterre officinale	Ind.	C	LC					**2002**	
***Galinsoga quadriradiata* Ruiz & Pav.**	Galinsoga cilié	Nat. (E.)	AC	NA				1	**2001**	
***Galium aparine* L.**	Gaillet gratteron	Ind.	CCC	LC						**2003**
***Geranium columbinum* L.**	Géranium des colombes	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Geranium dissectum* L.**	Géranium découpé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Geranium molle* L.**	Géranium à feuilles molles	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Geranium pusillum* L.**	Géranium fluet	Ind.	CC	LC					**2002**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Geranium pyrenaicum* Burm.f.**	Géranium des Pyrénées	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Geranium robertianum* L.**	Géranium herbe-à-Robert	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Geranium rotundifolium* L.**	Géranium à feuilles rondes	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Geum urbanum* L.**	Benoîte des villes	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Glechoma hederacea* L.**	Lierre terrestre	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Hedera helix* L.**	Lierre grimpant	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Heracleum sphondylium* L.**	Berce commune	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Hieracium lachenalii* sensu 3, 5, 6**	Epervière de Lachenal	Ind.	AR	LC					**2002**	
***Hieracium murorum* L.**	Epervière des murs	Ind.	R	LC					**2002**	
***Holcus lanatus* L.**	Houlque laineuse	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Hordeum murinum* L.**	Orge des rats	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Hypericum perforatum* L.**	Millepertuis perforé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Hypochaeris radicata* L.**	Porcelle enracinée	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Ilex aquifolium* L.**	Houx	Ind.	C	LC		CO			**2001**	
***Iris foetidissima* L.**	Iris fétide	Ind.	AR	LC					**2002**	
***Juglans regia* L.**	Noyer commun	Nat. (E.)	CC	NA				1	**2003**	
***Juncus effusus* L.**	Jonc épars	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Juncus inflexus* L.**	Jonc glauque	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Lactuca serriola* L.**	Laitue sauvage	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Lamium album* L.**	Lamier blanc	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Lamium amplexicaule* L.**	Lamier à feuilles embrassantes	Ind.	C	LC					**2002**	
***Lamium hybridum* Vill.**	Lamier hybride	Ind.	R	LC					**2002**	
***Lamium purpureum* L.**	Lamier pourpre	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Lapsana communis* L.**	Lampsane commune	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Lathyrus sylvestris* L.**	Gesse des bois	Ind.	R	LC					**2003**	
***Lepidium didymum* L.**	Corne-de-cerf didyme	Nat. (S.)	RR	NA				1	**2002**	
***Lepidium draba* L.**	Passerage drave	Nat. (E.)	AR	NA				1	**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Lepidium squamatum* Forssk.**	Corne-de-cerf écailleuse	Ind.	C	LC					**2003**	
***Leucanthemum vulgare* Lam.**	Marguerite commune	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Linaria vulgaris* Mill.**	Linaire commune	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Lolium perenne* L.**	Ivraie vivace	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Lotus corniculatus* L.**	Lotier corniculé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Malva neglecta* Wallr.**	Petite mauve	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Malva sylvestris* L.**	Mauve des bois	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Matricaria discoidea* DC.**	Matricaire fausse-camomille	Nat. (E.)	CC	NA				1	**2002**	
***Matricaria perforata* Mérat**	Matricaire inodore	Ind. ?	CCC	LC					**2003**	
***Matricaria recutita* L.**	Matricaire camomille	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Medicago arabica* (L.) Huds.**	Luzerne tachetée	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Medicago lupulina* L.**	Luzerne lupuline	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Medicago sativa* L.**	Luzerne cultivée	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Melilotus albus* Medik.**	Mélilot blanc	Ind.	C	LC					**2003**	
***Melilotus officinalis* Lam.**	Mélilot officinal	Ind.	AR	LC					**2003**	
***Mercurialis annua* L.**	Mercuriale annuelle	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Mercurialis perennis* L.**	Mercuriale vivace	Ind.	C	LC					**2001**	
***Minuartia hybrida* (Vill.) Schischk.**	Sabline hybride	Ind.	AR	LC					**2002**	
***Muscari comosum* (L.) Mill.**	Muscari à toupet	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Onopordum acanthium* L.**	Onopordon fausse-acanthe	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Ophrys apifera* Huds.**	Ophrys abeille	Ind.	AC	LC	LC				**2002**	
***Ornithogalum umbellatum* L.**	Dame-d'onze-heures	Nat. (S.)	R ?	NA		CO		0	**2002**	
***Oxalis corniculata* L.**	Oxalide corniculée	Nat. (E.)	AC	NA				1	**2002**	
***Papaver rhoeas* L.**	Coquelicot	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Parietaria judaica* L.**	Pariétaire de Judée	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Parthenocissus inserta* (A.Kern.) Fritsch**	Vigne-vierge commune	Nat. (S.)	AR	NA				3	**2001**	
***Pastinaca sativa* L.**	Panais cultivé	Ind.	CCC	LC					**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Phleum pratense* L.**	Fléole des prés	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Picris echioides* L.**	Picride fausse-vipérine	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Picris hieracioides* L.**	Picride fausse-éperviaire	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Plantago lanceolata* L.**	Plantain lancéolé	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Plantago major* L.**	Grand plantain	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Poa annua* L.**	Pâturin annuel	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Poa bulbosa* L.**	Pâturin bulbeux	Ind.	R	LC					**2002**	
***Poa compressa* L.**	Pâturin comprimé	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Poa infirma* Kunth**	Pâturin grêle	Ind.	RRR ?	DD					**2002**	
***Poa nemoralis* L.**	Pâturin des bois	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Poa pratensis* L.**	Pâturin des prés	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Poa trivialis* L.**	Pâturin commun	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Polygonum aviculare* L.**	Renouée des oiseaux	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Polygonum persicaria* L.**	Renouée persicaire	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Portulaca oleracea* L.**	Pourpier cultivé	Nat. (E.)	CC	NA				1	**2001**	
***Potentilla reptans* L.**	Potentille rampante	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Primula vulgaris* Huds.**	Primevère commune	Ind.	R ?	DD					**2002**	
***Prunella vulgaris* L.**	Brunelle commune	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Prunus avium* (L.) L. [1755]**	Merisier vrai	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Prunus laurocerasus* L.**	Laurier-cerise	Nat. (S.)	AR	NA				2	**2003**	
***Quercus petraea* Liebl.**	Chêne sessile	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Ranunculus acris* L.**	Renoncule âcre	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Ranunculus bulbosus* L.**	Renoncule bulbeuse	Ind.	C	LC					**2002**	
***Ranunculus ficaria* L.**	Ficaire fausse-renoncule	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Ranunculus repens* L.**	Renoncule rampante	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Ranunculus sardous* Crantz**	Renoncule sarde	Ind.	AR	LC					**2002**	
***Ranunculus sceleratus* L.**	Renoncule scélérate	Ind.	C	LC					**2002**	
***Reseda lutea* L.**	Réséda jaune	Ind.	CC	LC					**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Reseda luteola* L.**	Réséda des teinturiers	Ind.	C	LC					**2002**	
***Reynoutria japonica* Houtt.**	Renouée du Japon	Nat. (E.)	C	NA				5	**2003**	
***Robinia pseudoacacia* L.**	Robinier faux-acacia	Nat. (E.)	CCC	NA				5	**2001**	
***Rosa arvensis* Huds.**	Rosier des champs	Ind.	CCC	LC					**2001**	
***Rubus caesius* L.**	Rosier bleue	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Rubus fruticosus* (Groupe)**	Ronce commune	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Rumex acetosella* L.**	Petite oseille	Ind.	C	LC					**2002**	
***Rumex crispus* L.**	Oseille crépue	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Rumex obtusifolius* L.**	Oseille à feuilles obtuses	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Sagina apetala* Ard.**	Sagine apétale	Ind.	C	LC					**2002**	
***Salix alba* L.**	Saule blanc	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Salvia pratensis* L.**	Sauge des prés	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Sambucus ebulus* L.**	Sureau yèble	Ind.	C	LC					**2003**	
***Sambucus nigra* L.**	Sureau noir	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Sanguisorba minor* Scop.**	Petite Pimprenelle	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Saponaria officinalis* L.**	Saponaire officinale	Nat. (E.)	C	NA				1	**2003**	
***Saxifraga tridactylites* L.**	Saxifrage à trois doigts	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Sedum acre* L.**	Orpin acre	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Sedum album* L.**	Orpin blanc	Ind.	C	LC					**2003**	
***Senecio jacobaea* L.**	Séneçon jacobée	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Senecio vulgaris* L.**	Séneçon commun	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Setaria viridis* (L.) P.Beauv.**	Sétaire verte	Ind.	C	LC					**2003**	
***Sherardia arvensis* L.**	Rubéole des champs	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Silene latifolia* Poir.**	Compagnon blanc	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Sinapis arvensis* L.**	Moutarde des champs	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Sisymbrium officinale* (L.) Scop.**	Sisymbre officinal	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Solanum dulcamara* L.**	Morelle douce-amère	Ind.	CCC	LC					**2003**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Solanum nigrum* L.**	Morelle noire	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Solidago canadensis* L.**	Solidage du Canada	Nat. (E.)	C	NA				3	**2003**	
***Sonchus arvensis* L.**	Laiteron des champs	Ind.	CC	LC					**2001**	
***Sonchus asper* (L.) Hill**	Laiteron rude	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Sonchus oleraceus* L.**	Laiteron potager	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Stellaria media* (L.) Vill.**	Mouron des oiseaux	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Stellaria pallida* (Dumort.) Piré**	Stellaire pâle	Ind.	RR	LC					**2002**	
***Tanacetum vulgare* L.**	Tanaisie commune	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Taxus baccata* L.**	If	Nat. (E.)	AC	NA		CO		1	**2003**	
***Torilis japonica* (Houtt.) DC.**	Torilis faux-cerfeuil	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Torilis nodosa* (L.) Gaertn.**	Torilis noueux	Ind.	R	LC			Z 3		**2002**	
***Tragopogon pratensis* L.**	Salsifis des prés	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Trifolium campestre* Schreb.**	Trèfle des champs	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Trifolium dubium* Sibth.**	Trèfle douteux	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Trifolium fragiferum* L.**	Trèfle fraise	Ind.	CC	LC					**2003**	
***Trifolium pratense* L.**	Trèfle des prés	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Trifolium repens* L.**	Trèfle blanc	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Tussilago farfara* L.**	Tussilage	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Typha latifolia* L.**	Massette à larges feuilles	Ind.	C	LC					**2003**	
***Ulmus minor* Mill.**	Orme champêtre	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Urtica dioica* L.**	Grande ortie	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Urtica urens* L.**	Ortie brûlante	Ind.	AC	LC					**2002**	
***Valerianella carinata* Loisel.**	Mâche carénée	Ind.	C	LC					**2002**	
***Verbena officinalis* L.**	Verveine officinale	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Veronica agrestis* L.**	Véronique agreste	Ind.	?	DD					**2001**	
***Veronica arvensis* L.**	Véronique des champs	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Veronica chamaedrys* L.**	Véronique petit-chêne	Ind.	CC	LC					**2002**	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

TAXON	NOM COMMUN	Stat.1 IDF (1)	Rar. IDF 2010 (1)	Cat. UICN IDF (1)	Cat. UICN Nat. (2)	Prot. IDF (3)	Det. ZNIEFF (4)	Inv (1)	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
***Veronica hederifolia* L.**	Véronique à feuilles de lierre	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Veronica officinalis* L.**	Véronique officinale	Ind.	C	LC					**2002**	
***Veronica persica* Poir.**	Véronique de Perse	Nat. (E.)	CCC	NA				1	**2003**	
***Vicia hirsuta* (L.) Gray**	Vesce hérissée	Ind.	C	LC					**2002**	
***Vicia sativa* L.**	Vesce cultivée	Ind.	CCC	LC					**2003**	
***Vincetoxicum hirundinaria* Medik.**	Dompte-venin	Ind.	AR	LC					**2003**	
***Viola odorata* L.**	Violette odorante	Ind.	CCC	LC					**2002**	
***Viola riviniana* Rchb.**	Violette de Rivinus	Ind.	CC	LC					**2002**	
***Vulpia bromoides* (L.) Gray**	Vulpie faux-Brome	Ind.	AR	LC					**2002**	

Liste détaillée des oiseaux recensés à l'échelle communale

(1) Le Maréchal, P. et Lesaffre, G. (2000) Les Oiseaux d'Ile-de-France - L'avifaune de Paris et de sa région. Delachaux et Niestlé, Paris-Lausanne, 343 p.

Statut biologique :

N : espèce nicheuse

NS : espèce nicheuse en majorité sédentaire

M : espèce observée en migration

H : espèce hivernante

S : sédentaire

Degré de rareté :

Nicheur :	Migrateur et hivernant :
O : occasionnel, ne niche pas tous les ans	O : occasionnel
TR : très rare, de 1 à 20 couples	TR : très rare, de 1 à 50 individus
R : rare, de 21 à 200 couples	R : rare, de 51 à 500 ind.
PC : peu commun, de 201 à 2000 couples	PC : peu commun, de 501 à 5 000 ind.
C : de 2001 à 20 000 couples	C : commun, de 5 001 à 50 000 ind.
TC : de 20 001 couples à 100 000 couples	TC : très commun, de 50 001 à 250 000 ind.
A : abondant, plus de 100 000 couples	A : abondant, plus de 250 000 ind.

(2) Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF / (3) Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. JORF du 5 décembre 2009. / (4) Espèces inscrites à l'annexe I de la Directive « Oiseau »: espèces faisant l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution / (5) Liste Rouge des espèces menacées en France : Oiseaux nicheurs de France Métropolitaine. UICN-MNHN décembre 2008 / (6) Liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Île-de-France 2012

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Espèces menacées de disparition de France :

CR : En danger critique d'extinction

EN : En danger

VU : Vulnérable

RE : Espèce éteinte en métropole

Autres catégories :

NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)

LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)

DD : Insuffisamment documenté

NA : Non applicable

NOM FRANCAIS	*NOM SCIENTIFIQUE*	STATUT EN ILE-DE-France (1)	ZNIEFF IDF_nicheurs (2) ou ZNIEFF IDF_hivernants	PN - art. 3 (3)	An. I Dir. Ois. (4)	LR France (5)	LR IdF (6)	CORIF-BAGNEUX	AERHO- BAGNEUX	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	ATLAS FAUNE BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	NA /MA/HA		x		LC	LC	2011				
Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	NC /MC/HC		x		VU	NT	2011				
Canard colvert	*Anas platyrhynchos*	NC /MC/HC					LC	2011				
Corneille noire	*Corvus corone*	NTC/HA				LC	LC	2011	2011			1998
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	NA /MA/HA				LC	LC	2011				
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	NTC/MTC/HTR		x		LC	LC	2011				
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	NTC/MTC/HTC				LC	LC	2011				
Goéland argenté	*Larus argentatus*	NTR/MC/HC		x		LC	LC		2011			
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	NTC/S		x		LC	LC	2011				
Grive draine	*Turdus viscivorus*	NC /MC/HC				LC	LC	2011				
Grive mauvis	*Turdus iliacus*	MC/HC				LC		2011				
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	NTC/MTC/HTC				LC	LC	2011				
Martinet noir	*Apus apus*	NTC/MTC		x		LC	LC	2011				
Merle noir	*Turdus merula*	NA /MA/HA				LC	LC	2011			X	
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	NTC/S		x		LC	LC	2011				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

NOM FRANCAIS	*NOM SCIENTIFIQUE*	STATUT EN ILE-DE-France (1)	IDF_nicheurs (2) ou ZNIEFF IDF_hivernants	PN - art. 3 (3)	An. I Dir. Ois. (4)	LR France (5)	LR IdF (6)	CORIF-BAGNEUX	AERHO- BAGNEUX	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	ATLAS FAUNE BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*	NA /MA.HA		x		LC	LC	2011				
Mésange charbonnière	*Parus major*	NA /MA.HA		x		LC	LC	2011				
Moineau domestique	*Passer domesticus*	NA /S		x		LC	LC	2011			X	
Mouette rieuse	*Chroicocephalus ridibundus*	NC /MTC/HTC		x		LC	LC	2011	2011			
Perruche à collier	*Psittacula krameri*	NTR/MTR (population férale)					NA	2011				
Pic vert	*Picus viridis*	NC /S		x		LC	LC	2011				
Pie bavarde	*Pica pica*	NA /S				LC	LC	2011	2011			
Pigeon biset	*Columba livia*	NTC/S					LC		2011	X	X	
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	NTC/MTC/HTC				LC	LC	2011			X	
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	NA /MA		x		LC	LC	2011				
Pinson du Nord	*Fringilla montifringilla*	MPC/HPC		x				2011				
Pouillot fitis	*Phylloscopus trochilus*	NTC/MTC		x		NT	NT	2011				
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	NA /MA/HR		x		LC	LC	2011				
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapillus*	NPC/MPC/HPC		x		LC	LC	2011				
Roitelet huppé	*Regulus regulus*	NTC/MTC/HTC		x		LC	LC	2011				
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	NC /MC		x		LC	LC	2011				
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	NA /MA/HA		x		LC	LC	2011				
Serin cini	*Serinus serinus*	NC /MC/HR		x		LC	LC	2011				
Sittelle torchepot	*Sitta europaea*	NTC/S		x		LC	LC	2011				
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	NC /S				LC	LC	2011				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

NOM FRANCAIS	*NOM SCIENTIFIQUE*	STATUT EN ILE-DE-France (1)	ZNIEFF IDF_nicheurs (2) ou ZNIEFF IDF_hivernants	PN - art. 3 (3)	An. I Dir. Ois. (4)	LR France (5)	LR IdF (6)	CORIF-BAGNEUX	AERHO- BAGNEUX	ONF/ASCONIT-BAGNEUX	ATLAS FAUNE BAGNEUX	INPN-BAGNEUX
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodytes*	NA /MA/HA		x		LC	LC	2011			X	
Verdier d'Europe	*Carduelis chloris*	NTC/MTC/HA		x		LC	LC	2011				

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Résumé non technique (non mis à jour pour l'instant)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A. LE CONTEXTE PHYSIQUE

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
Les données topographiques			
Le site est caractérisé par un relief plat. Il se situe à une altitude variant de 73 à 84 mètres du nord au sud.	Le projet est un projet de renouvellement urbain, sur un site d'ores et déjà urbanisé et dont la topographie a été remodelée pour l'implantation des constructions existantes.	Le principal impact sur la topographie sera lié à la réalisation de parkings semi-enterrés et/ou souterrains.	Les travaux chercheront à minimiser les impacts sur la topographie en limitant la réalisation de déblais-remblais. Les matériaux déblayés seront réutilisés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.
Les données hydrographiques			
Bien que jouant un rôle structurant dans le relief, le réseau hydrographique est aujourd'hui totalement absent du territoire communal. Cependant, le site d'étude est traversé en souterrain par l'aqueduc de la Vanne et par l'aqueduc du Loing et du Lunain.	Le projet est un projet de renouvellement urbain, sur un site d'ores et déjà urbanisé.	Les impacts seront liés aux modifications de condition des écoulements d'eaux pluviales.	Le stockage et les ouvrages de régulation seront dimensionnés de façon à limiter le rejet à 2 l/s par ha. Conformément à la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, le projet doit faire l'objet d'un dossier de déclaration. Une étude VRD complémentaire sera menée.
Les données géologiques			
Le secteur se situe à l'affleurement du calcaire de Saint-Ouen et des marnes supra gypseuses. Le site est localisé sur un sol en majorité imperméable.	Les aménagements nécessiteront des terrassements ponctuels.	Le site étant localisé sur un sol en majorité imperméable, son recouvrement n'impliquera pas de déséquilibres notoires. La couche superficielle du sol sera remaniée et devra subir un reprofilage lors de la réalisation de ces aménagements.	Au regard de l'analyse des sous-sols, une attention particulière sera portée aux prescriptions des rapports à réaliser sur la structure des sols, notamment en prenant en compte la présence d'anciennes carrières.
Les données climatiques			
Le site n'est pas particulièrement exposé aux phénomènes météorologiques.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet n'aura aucun impact sur le macroclimat. Les espaces verts situés au cœur de la ZAC créeront un microclimat agréable l'été.	Sur les espaces constructibles, les principes d'alternance des hauteurs et de transparence dans l'ordonnancement des bâtiments pourront être appliqués.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B. LE CONTEXTE BIOLOGIQUE ET ECOLOGIQUE

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
La trame verte communale			
En raison de l'ancienneté de l'urbanisation et de son importance, les milieux naturels au sens propre du terme ont disparu. L'environnement végétal que l'on peut trouver sur la commune est ainsi très marqué par la présence de l'homme.	Le projet prévoit la création ou l'affirmation de nombreuses liaisons douces.	Les circulations douces qui permettent de relier les espaces verts du site joueront le rôle de corridor écologique.	Des espaces verts, des jardins, des plantations le long des places, avenues, et aux abords de l'église seront conservés. De nouveaux espaces verts seront créés en accompagnement des projets de construction. La plantation d'espèces locales d'arbres et d'arbustes sera privilégiée.
La biodiversité du site d'étude			
Le site est aujourd'hui très urbanisé avec une faible proportion d'espace réellement naturel.	De nouveaux espaces verts seront créés en accompagnement des projets de construction ou de reconstruction des immeubles.	Le projet n'aura pas d'impact négatif sur la fréquentation du site par la faune et l'avifaune. Au contraire, les quelques impacts sur la strate végétale existante seront largement compensés par les espaces paysagers de qualité qui seront insérés dans le site.	Une étude spécifique sur la biodiversité va être menée. L'article 13 du règlement du PLU de Bagneux permettra d'assurer que tout projet de construction neuve traitera obligatoirement un pourcentage minium de sa parcelle en espace vert.
Le patrimoine Natura 2000			
La commune de Bagneux n'est pas concernée par le dispositif Natura 2000 et les sites désignés les plus proches sont éloignés du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.	Le projet est un projet de renouvellement urbain, sur un site d'ores et déjà urbanisé.	Aucun effet	Aucune mesure n'est à prévoir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C. LE CONTEXTE URBAIN ET PAYSAGER

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
La construction du territoire communal			
Le site est majoritairement occupé par des constructions datant des années 1950-1960 ainsi que par des extensions datant des années 1920 à 1940 aux abords des rues traversantes est-ouest.	Le projet de renouvellement urbain prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet urbain à long terme mettra en valeur les différentes époques de l'histoire de l'urbanisation de la ville de Bagneux.	En permettant la réalisation de formes urbaines innovantes et la conception de constructions contemporaines, le projet s'inscrit dans sa temporalité et constitue un maillon de plus dans l'écriture de l'histoire urbaine de Bagneux.
Le cadre bâti du site			
L'entrée de ville est peu valorisée. Le front bâti est aujourd'hui implanté de manière très hétérogène. C'est un espace qui manque d'unité et d'homogénéité. La RD 920 constitue une entrée de ville et la principale vitrine de Bagneux. Cette voie se caractérise par une emprise importante, un niveau d'entretien parfois médiocre et des trottoirs peu agréables.	Le projet est conçu afin de réduire au maximum l'impact des constructions sur le paysage et d'assurer une continuité visuelle avec l'environnement existant. Le projet a notamment pour objectif la réalisation d'une vitrine commerciale et tertiaire le long de l'avenue Aristide Briand (RD 920) et au niveau de l'entrée de ville.	L'intervention avenue Aristide Briand permettra de restructurer le front bâti, ce qui aura un impact positif sur le paysage et sur l'image de cette entrée de ville. Le projet prévoit également la création et la mise en valeur d'espaces publics : mise en valeur de l'entrée de ville et requalification de la place des Martyrs de Châteaubriant.	L'article 11 du règlement du PLU des zones UBvh, UCe et UCvh préconise des « architectures innovantes, qui peuvent s'inspirer de l'architecture bioclimatique pouvant associer les éléments végétaux et l'utilisation de matériaux naturels ou recyclables. »
La valeur patrimoniale du site			
Le site n'est pas répertorié par les services de la DRAC comme site à forte valeur archéologique. Le périmètre de la ZAC est situé dans le rayon de 500 mètres de 3 monuments historiques classés et de 3 monuments historiques inscrits, tous situés sur la commune d'Arcueil.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Aucun effet.	Au titre de l'archéologie préventive, il est prévu une obligation de saisine du Préfet de Région pour toute création de ZAC. Cette formalité sera effectuée. Les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'Architecte des Bâtiments de France.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
L'évolution de la population			
En 2007, la population de Bagneux est de 38 936 habitants.	Le programme pressenti pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comprend la réalisation de 70 000 m² de SHON de logements, soit 850 logements.	L'opération projetée créera un apport de population estimée à 2000 habitants, soit un apport de 5% de la population actuelle.	Dans le cadre de la densification résidentielle, le projet prend en compte l'augmentation induite des besoins en équipements, services et commerces.
L'évolution et les caractéristiques du parc de logements			
En 2007, le parc de logements à Bagneux est composé de 16 767 unités.	Le programme pressenti pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comprend la réalisation de 70 000 m² de SHON de logements, soit 850 logements.	Cet apport représente 5% du parc de logement actuel.	Aucune mesure n'est à prévoir.
Le contexte économique			
En 1999, la commune comptait 14 338 emplois dont 13 435 emplois salariés.	Le projet prévoit la création d'environ 4 800 emplois.	La réalisation du projet devrait largement participer au redressement du taux d'emploi.	Aucune mesure n'est à prévoir.
Le contexte commercial			
Actuellement, de nombreux commerces présents sur le site présentent un caractère vieillissant et une attractivité médiocre.	Le projet prévoit la création de nouveaux commerces le long de la RD 920 et la restructuration des commerces de proximité situés aux abords de la place des Martyrs de Châteaubriant.	Le projet aura un impact positif sur la structure commerciale du secteur et de la commune et permettra d'accroître l'attractivité commerciale de Bagneux.	Une surface commerciale sera reconstituée sur le secteur. De plus, les immeubles de logements seront implantés de sorte à faciliter l'installation de commerces et de services en rez-de-chaussée.
L'offre en équipements			
Le site de la ZAC accueille aujourd'hui deux équipements publics : la crèche municipale du Champ des Oiseaux et le théâtre Victor Hugo.	Le projet prévoit la réalisation d'un groupe scolaire, le déplacement et l'extension de la crèche existante ainsi que la requalification du théâtre.	Les effectifs scolaires maximum générés par la ZAC sont de l'ordre de 550 nouveaux enfants à l'horizon 2020. Les effectifs supplémentaires engendrés par la ZAC nécessiteront la création d'environ 19 classes.	Un groupe scolaire va être réalisé dans le cadre de la ZAC. Son dimensionnement permettra d'accueillir l'ensemble des nouveaux élèves. Pour assurer la continuité de l'offre en équipements, la

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

		Concernant la petite enfance, les besoins estimés sont de 30 places.	nouvelle crèche sera réalisée avant la démolition de l'actuelle construction. La reconstruction de cet équipement, avec une capacité supplémentaire de 30 berceaux (capacité d'accueil de 60 à 90 berceaux) permettra d'absorber les besoins générés par la ZAC.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E. L'ORGANISATION DES DEPLACEMENTS

ETAT INITIAL **PROJET** **EFFETS** **MESURES**

Les transports en commun			
Le site est bien desservi par les transports en commun (1 ligne de RER et 6 lignes de bus).	L'offre et la demande en transports en commun tous modes sera complètement reconfigurée dans le cadre de l'aménagement du pôle multimodal.	La reconfiguration de l'offre en transports en commun permettra de répondre largement aux besoins supplémentaires engendrés par la présence de nouveaux logements et par l'installation des nouvelles activités.	La conception et l'aménagement du pôle multimodal seront envisagés avec la RATP afin de réduire au maximum les nuisances engendrées par les flux de circulation des usagers et des bus.
Le réseau viaire			
Aujourd'hui, en dehors des grands axes de circulation (avenue Victor Hugo, avenue Henri Barbusse et avenue Louis Pasteur), les voies du secteur sont peu chargées.	Le projet prévoit un nouveau maillage de voirie plus homogène sur les quartiers environnant la gare permettra à terme de positionner l'îlot de la gare au centre d'une maille viaire qui oriente ses ramifications en direction des quatre points cardinaux.	A l'heure de pointe du matin, la ZAC induira un trafic sortant d'environ 550 véhicules et un trafic entrant d'environ 1 800 véhicules. La configuration actuelle des voies permet d'accueillir ce trafic supplémentaire.	Une étude spécifique sur les déplacements a été réalisée. Elle intègre des préconisations qui seront prises en compte dans le projet de ZAC.
La gestion du stationnement			
L'occupation de l'offre en stationnement autorisée dans le secteur est importante, le taux de vide ne dépasse pas les 10% pendant la journée.	Le projet prévoit la prise en charge des places de stationnement hors voie publique dans le cadre de la réalisation de chaque opération.	Les besoins en stationnement des logements et des activités, estimés à 3970 places au total au regard du règlement du PLU.	Les modalités de réalisation des aires de stationnement seront conformes au règlement du PLU.
Les aménagements en faveur des modes doux			
Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est situé à relative proximité de quelques aménagements cyclables existants sur la commune de Bagneux et sur les communes voisines.	Le projet prévoit la création ou l'affirmation de nombreuses liaisons douces.	Le projet permettra le développement d'un réseau de cheminements doux, par la création des nouvelles liaisons et par les connexions au projet de promenade des aqueducs et au parc Robespierre existant.	Une signalétique adaptée permettra d'indiquer les points d'intérêt (équipements publics, centre-ville, gares…). Afin de favoriser l'usage du vélo, des mesures devront être prises en matière de stationnement vélos à proximité des équipements.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F. LA DESSERTE EN RESEAUX

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
Le réseau d'assainissement			
Le site du projet est intégralement desservi par le réseau unitaire.	Les rejets d'eaux usées liés au nombre de nouveaux habitants (environ 2000 habitants) et employés (environ 4800 employés) qui seront présents sur le site sont estimés à environ 716 m³ par jour.	Toutes les dispositions nécessaires à la lutte contre les inondations seront prises dans la ZAC, par la création de réseaux séparatifs sous les voies communales existantes requalifiées. Chaque constructeur réalisera sa rétention à la parcelle et justifiera du débit de rejet de 2 l/s/ha, comme prévu par le règlement du PLU.	Une étude hydraulique sur les eaux pluviales permettra d'établir des préconisations pour limiter le ruissellement et l'imperméabilisation de la zone.
L'alimentation en eau potable			
Le site du projet est desservi par le réseau d'eau potable.	Les besoins en eau potable liés au nombre d'habitants supplémentaires (environ 2000 personnes) et au nombre d'emplois nouveaux (environ 4800 emplois) sur le quartier sont estimés à 896 m3 par jour.	Les réseaux sous les voies existantes sont de section insuffisante à l'alimentation des bâtiments projetés et à la défense incendie.	Un renforcement du réseau existant est à envisager, cependant, les études à venir définiront exactement les portions de réseaux concernées.
La distribution énergétique et les télécommunications			
Le site est desservi par les réseaux EDF, gaz et de télécommunications.	Le projet prévoit la construction de 70 000 m² de SHON de logement, 153 000 m² de SHON de d'activités, d'un groupe scolaire et une crèche.	Les divers réseaux seront établis et alimentés à partir du réseau existant à proximité et sur le site.	La possibilité de branchement sera vérifiée auprès des opérateurs. Une étude a montré qu'un réseau de chaleur par géothermie profonde est réalisable à Bagneux. Un raccordement des bâtiments à ce futur réseau sera recommandé.
La gestion des déchets			
Les déchets sont essentiellement stockés dans des conteneurs.	Le projet prévoit la construction de 70 000 m² de SHON de logement, 153 000 m² de SHON de d'activités, d'un groupe scolaire et une crèche.	La production d'ordures ménagères générée par le projet est estimée à environ 1 800 tonnes par an. Une collecte en bornes enterrées pourra être	La fonctionnalité de la pratique du tri des déchets, en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux dans le cadre de la compétence de la

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

		envisagée sur le site de la ZAC.	Communauté d'Agglomération Sud de Seine, sera précisée. La nature et la quantité des déchets seront évalués et mis en adéquation avec les capacités de traitement des déchets sur la zone par le SIELOM.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

G. LES RISQUES SUR LA SANTE HUMAINE

ETAT INITIAL **PROJET** **EFFETS** **MESURES**

Les risques naturels			
La quasi-totalité du territoire de Bagneux est située sur d'anciennes carrières.	Le projet est en adéquation avec le PLU qui fait état de servitudes liées à la présence de carrières.	La présence de carrières ne présente pas de risques majeurs pour la mise en œuvre du projet.	La recherche de cavités éventuelles est un préalable à l'aménagement dans ces zones sensibles. Elles pourront être mises en évidence au moyen de techniques de géophysique.
Les risques technologiques			
Actuellement, aucune société installée sur la commune ne relève de la directive « SEVESO II », (installations obligatoirement dotées d'un Plan Particulier d'Intervention) malgré la présence d'une soixantaine d'installations classées.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	La nature des activités envisagées n'induira a priori pas de risque technologique particulier.	Au cas où une implantation d'activité économique relevant de la nomenclature des installations classées était envisagée, devront être réalisées soit une déclaration, soit une étude d'impact spécifique et une étude danger.
La pollution de l'air			
L'air est de bonne qualité à Bagneux.	Il s'agit d'un projet de rénovation urbaine répondant aux exigences du développement durable : mixité fonctionnelle et mixité sociale, compacité et intensité urbaine, en misant sur sa localisation à proximité immédiate d'un mode de transport collectif majeur.	Le projet aura un impact négligeable sur la pollution de l'air : la circulation supplémentaire n'aura donc qu'un impact négligeable sur les rejets atmosphériques et l'équilibre habitat / emploi généré par la création de nouveaux emplois sur le territoire communal répond aux objectifs de la loi sur l'air.	Les constructions réalisées dans le cadre de la ZAC respecteront, à minima, la réglementation thermique en vigueur. La ville incitera le recours aux moyens de transport collectif et aux modes doux de déplacements (pistes cyclables, déplacements piétons).
La pollution des sols			
Sur la commune de Bagneux, la base de données BASOL ne comptabilise aucun site pollué, potentiellement pollué ou ayant fait l'objet d'investigations. Par contre, la base BASIAS référence 19 sites dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet n'engendrera pas de pollution des sols.	Si une pollution du sol s'avère existante, la réalisation du projet permettra une dépollution des sols et la dépose des installations sources de pollution.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La pollution électromagnétique			
Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo intègre 2 antennes-relais et il est aussi concerné par la présence de 3 autres antennes situées à proximité.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo étant bien desservi par les réseaux de téléphonie mobiles et d'électricité, le projet ne prévoit pas explicitement l'implantation de nouvelles antennes ou réseaux aériens d'électricité à haute tension.	En cas d'implantation de nouvelles installations émettrices de champs électriques et magnétiques, celles-ci devront respecter à minima les valeurs limites imposées par les lois en vigueur.
Les nuisances sonores			
Sur la commune, un arrêté préfectoral du 3 avril 2000, portant classement des infrastructures de transports terrestres, prescrit l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit (RD 920, avenue Victor Hugo, rue de Fontenay, avenue Dormoy…).	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Les logements et les équipements sensibles sont relativement protégés des nuisances sonores.	Pour diminuer les nuisances liées aux nouvelles voies traversant le site, des zones piétonnes, des zones de rencontre et/ou des zones 30 seront envisagées au cœur de ZAC, à proximité des logements et des équipements sensibles. Les bâtiments d'activité, qui sont ceux situés au plus près de la RD 920, assureront la protection des logements situés à l'arrière.
La sécurité publique			
La ville dispose des services de sécurité publique courants.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le nouveau maillage de la voirie ainsi que l'organisation des espaces publics et des constructions prévus permet d'augmenter la perméabilité du site, ce qui implique donc une meilleure capacité d'intervention des services assurant la sécurité publique.	Les voies de desserte devront permettre l'accessibilité aux engins d'incendie.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

H. LE CONTEXTE FONCIER ET REGLEMENTAIRE

ETAT INITIAL	PROJET	EFFETS	MESURES
Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France			
Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France, approuvé le 26 avril 1994, définit les grandes orientations d'aménagement du territoire régional. Il fait apparaître le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comme un espace urbanisé.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet est en cohérence avec le SDRIF 1994 en vigueur ainsi qu'avec le projet de SDRIF 2008.	Le maître d'ouvrage se tiendra informé de l'éventuelle parution d'un nouveau SDRIF.
Le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France			
Le PDUIF a pour ambition d'assurer un équilibre durable entre les besoins de mobilité des Franciliens et la protection de leur environnement et de leur santé. Il a été approuvé en 2000, dans le cadre réglementaire de la loi sur l'air et est actuellement en cours de révision.	Le projet prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet est en cohérence avec les intentions du Plan de Déplacements Urbains.	Les modes de transport alternatifs à la voiture seront favorisés.
Le Projet Territorial de Développement Durable de la CA Sud de Seine			
En conjuguant Projet de territoire et Développement durable, la Communauté d'Agglomération Sud de Seine a l'ambition de constituer une éco-intercommunalité autour de la constitution d'un Agenda 21.	Le projet intègre les principes de réalisation d'un écoquartier.	Le projet retenu dans le cadre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit parfaitement dans la mise en œuvre concrète des orientations du Projet Territorial de Développement Durable.	Aucune mesure n'est à prévoir.
Le Programme Local de l'Habitat			
Le PLH fixe un objectif cible de production de logements à Bagneux de 200 logements par an.	Le projet prévoit la réalisation de 850 logements.	La programmation retenue permettra d'atteindre les objectifs fixés par le PLH.	L'habitat social sera intégré au reste du tissu. Les produits bâtis seront ciblés en privilégiant les besoins locaux en résidence principale.
Le Plan Local d'Urbanisme			
La révision du PLU est réalisée	Le projet prévoit la	Le projet est en cohérence	Les orientations

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

en parallèle de la conception de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.	construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	avec le PLU.	d'aménagement du PLU et le règlement du zonage fixent les principes d'implantation des constructions, de desserte de la zone, d'organisation des circulations et de répartition des espaces publics et des espaces bâtis.

Les servitudes liées à la présence des aqueducs de la Vanne et du Loing			
Le site est concerné par une zone de protection des deux aqueducs de dérivation des eaux de la Vanne et du Loing.	Aucune construction n'est prévue sur les servitudes de l'aqueduc.	Le projet prévoit de mettre en valeur ces secteurs liés à la servitude en aménageant une continuité paysagère (coulée verte jusqu'à la rue Jean-Marin Naudin, aménagement paysager et circulations douces jusqu'à la rue de Verdun).	Aucune mesure n'est à prévoir.
Le contexte foncier			
Une enquête publique préalable à Déclaration d'Utilité Publique a été réalisée, sur la base du périmètre de ZAC établi en 2007.	Il s'agit d'un projet de renouvellement urbain qui prévoit la construction d'immeubles de logement, de bâtiments de bureaux et d'équipements publics.	Le projet d'aménagement envisagé sur le site provoquera une transformation du parcellaire.	Lorsque pour réaliser sa mission, l'aménageur acquiert des immeubles bâtis, la Concession d'Aménagement prévoit qu'il devra privilégier le dialogue à l'amiable pour les acquisitions foncières nécessaires et formuler des propositions de relogement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTE

ECOQUARTIER VICTOR HUGO

DOSSIER DE ZAC

MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT

2. Etude d'impact



Version du 10 mars 2025

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE 7

1. LE CONTEXTE DE LA MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT 8
2. LES OBJECTIFS DE LA MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT 9
3. AIRES D'ETUDE 9
4. METHODOLOGIE GENERALE SUIVIE POUR LE PRESENT DOCUMENT 10

Partie 2 : Description du projet 11

I – LE SITE DE PROJET 12
III – DESCRIPTION DU PROJET RETENU 14
III.1 – Différents partis envisagés depuis 2003, principales solutions de substitution 14
III.2 – Bilan de la ZAC en 2025 23
III.3– Zoom sur le dernier secteur opérationnel : le secteur des Gares 32
IV – TYPES DE RESIDUS, D'EMISSIONS ET DE DECHETS ATTENDUS 50

Partie 3 : Description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement 52

I – PRESENTATION generale de la ville et DU SITE DE la ZAC 53
I.1 – Situation géographique et administrative 53
I.2 - Secteur de projet 55
II - ORGANISATION DES DEPLACEMENTS 57
II.1 – Réseau viaire 57
II.2 – Transports en commun 59
II.3 – Modes de déplacement doux 63
II.4 – Mobilité des Balnéolais 67
III – CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE DE BAGNEUX 69
III.1.- Population 69
III.2.- Parc de logements 70
III.3.- Population active et emplois 71
III.4.- Tissu économique 71
III.5.- Tissu commercial 72
III.6.- Equipements publics 73
Vi – DECHETS 75
VI.1 – Contexte réglementaire 75
VI.2 – Gestion des déchets de Bagneux 76
V – ENERGIE 77
V.1 – Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) 77
V.2 – Schéma Régional Eolien (SRE) 78
V.3 – Plan Climat Territorial des Hauts-de-Seine 78
VI – DOCUMENTS CADRES ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE 79
VI.1 –Schéma Directeur de la région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E) 79
VI.2 – Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Paris 82
VI.3 –Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF) 84
VI.4 –Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté du 27 mars 2024 87
VI.5 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'EPT Vallée Sud Grand Paris 89
VI.6 – Servitudes d'Utilité Publique 92

Partie 4 : Description des facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet 93

I – PAYSAGE ET PATRIMOINE 94
I.1 – Paysage communal 94
I.2 – Paysage de l'environnement proche du secteur de projet 96
I.3 – Paysage du secteur de projet 99
I.4 – Patrimoine culturel et archéologique 105
II – TRAFIC AUTOMOBILE ET STATIONNEMENT SUR L'AIRE DU secteur de projet 108
II.1 - Conditions de circulation sur le secteur en 2011 108
II.2 - Conditions de circulation sur le secteur en 2022 111
III. – CLIMAT 118
III.1 – Températures 118
III.2 – Précipitations 119
IV.3 – Ensoleillement 119
IV.4 – Vent (aéraulique) 120
III.5 – Ilot de chaleur 121
IV– RISQUES MAJEURS 123
IV.1 – Quelques définitions 123
IV.2 - Risques naturels 123
IV.3 - Risques technologiques 128
IV. – RESSOURCE EAU 130
IV.1 – Contexte institutionnel 130
IV.2 – Réseau hydrographique 132
IV.3 – Hydrogéologie 133

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V – MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE 135
V.1 – Paysage et cadre végétal de Bagneux 135
V.2 – Biodiversité et cadre végétal du secteur de la ZAC 137
V.3 – Schéma de Cohérence Régional Ecologique (SRCE) 149
V.4 – Outils d'inventaire de gestion et de protection du patrimoine naturel 150
VI – SOLS ET TERRES 155
VI.1 – Topographie 155
VI.2 – Géologie et géotechnique 156
VI.3 - Qualité environnementale des sols et des eaux souterraines 160
VII – ENVIRONNEMENT SONORE 165
VII.1 - Bruit des infrastructures de transport 165
VII.2 – Etude acoustique 167
VIII – QUALITE DE L'AIR ET SANTE 169
IX –LES ENERGIES RENOUVELABLES 182
IX.1 - Géothermie 182
IX.2 – Filière bois 182
IX.3 – Solaire 183
IX.4 – Eolien 183
X – SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 184
X.1 – Grille de hiérarchisation des enjeux environnementaux 184
X.2 Synthèse des enjeux environnementaux sur le secteur de projet 185

Partie 5 : Analyse des incidences du projet sur l'environnement et définition des mesures prévues pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine 187

PREAMBULE : DEFINITION DES EFFETS ET DES MESURES 188
I – CUMUL DES INCIDENCES AVEC D'AUTRES PROJETS 189
I.1 – Principaux projets connexes connus dans l'environnement du projet 189
I.2 – Effets cumulés avec le projet 194
II - SCENARIO AU FIL DE L'EAU 195
II.1 – Milieux naturels 195
II.2 – Paysage 195
II.3 – Climat 195
II.4 – Sols et sous-sol 195
II.5 – Risques technologiques 195
II.6 – Pollution de l'air et santé 195
II.7 – Déplacements 196
II.8 – Bruit 206
III - EFFETS TEMPORAIRES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PREVUES 207
III.1 - Réalisation des chantiers 208
III.2 - Nuisances liées aux chantiers 211
III.3 - Effets et mesures sur le milieu physique 214
II.4 - Effets et mesures sur le milieu naturel 219
III.5 - Effets et mesures sur le milieu humain, culturel 221
IV - EFFETS PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PREVUES 222
IV.1 - Effets et mesures sur le milieu naturel 222
IV.2 - Effets et mesures sur le patrimoine architectural et sur le paysage 225
IV.3 - Effets et mesures sur le milieu socio-économique 227
IV.4 - Effets et mesures sur le cadre de vie et les commodités de voisinage 229
IV.5 - Effets et mesures sur les déplacements 231
IV.6 - Effets et mesures sur les réseaux 234
IV.7 - Effets et mesures sur la santé 242
V.8 -Effets et mesures sur le climat et la vulnérabilité du projet au changement climatique 249
V – ANALYSE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES EN PHASE TRAVAUX ET EN PHASE D'EXPLOITATION 266
VII –INCIDENCES DU PROJET SUR LES ZONES NATURA 2000 272

Partie 6 : Description des incidences négatives notables sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs 274

I – DOSSIER DEPARTEMENTAL SUR LES RISQUES MAJEURS (DDRM) 275

Partie 7 : Compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par les documents d'urbanisme, plans et schémas régionaux 279

I - COMPATIBILITE AVEC L'AFFECTION DES SOLS DEFINIE PAR LES DOCUMENTS D'URBANISME OPPOSABLES 280
I.1 –Schéma Directeur de la région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E) 280
I.2 – Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Paris 280
I.3 - Plan Local d'Urbanisme (PLU) 281
II - ARTICULATION DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE 284
II.1 - Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France (PDUIF) de 2015 284

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.2 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 285
II.3 - Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bièvre 286
II.4 - Plans de prévention des déchets 286
II.5 - Plan de Protection de l'Atmosphère francilien (PPA) 287
II.6 - Schéma Régional du Climat Air et Energie (SRCAE) 287
II.7 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique en Ile-de-France (SRCE) 288

Partie 8 : Méthodes utilisées pour établir l'état initial et évaluer les effets du projet sur l'environnement et les difficultés éventuelles pour réaliser l'étude 289

I - METHODOLOGIE GENERALE DE L'ETUDE D'IMPACT 290
II - DIFFICULTES EVENTUELLES DE NATURE TECHNIQUE OU SCIENTIFIQUE POUR REALISER L'ETUDE D'IMPACT 291

Partie 9 : Auteurs de l'étude d'impact et des études liées à sa réalisation 292

I - REDACTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT 293
II - BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES 293

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

1. LE CONTEXTE DE LA MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo, située au Nord-Est de la commune de Bagneux et s'étendant sur près de 19 hectares a été créée par délibération du Conseil municipal en date du 27 septembre 2011. Son dossier de réalisation et son programme des équipements publics ont été approuvés en mai 2012. L'étude d'impact avait alors été rédigée en avril 2011.

Depuis la création de la ZAC, les projets transports se sont confirmés avec l'arrivée programmée des métros ligne 4 et ligne 15, assurant une dimension métropolitaine pour le quartier nord de Bagneux.

Par ailleurs, en mars 2015, le conseil d'administration de l'ANRU a décidé de qualifier le quartier de la Pierre Plate en "quartier d'intérêt national". Ce quartier limitrophe de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo va ainsi pouvoir s'inscrire dans l'évolution globale de la ville et profiter pleinement des évolutions engendrées par l'arrivée des deux métros et la construction de la ZAC.

Ces évolutions et la nécessité de repenser une centralité à l'échelle de la Ville ont conduit la municipalité de Bagneux à modifier le dossier de création initial par délibération du 24 juin 2014.

Cette modification avait pour objet :

- Une modification du périmètre initial de la ZAC
- Une évolution de la programmation
- Une évolution du programme d'équipements publics :

	Surface de plancher		
Années – projet	**ZAC en 2013**	**ZAC en 2015**	**Différence +/-**
Logements	75 000 m²	100 000 m² *(aménageur)* 20 000 m² *(participations)*	*+45 000 m²*
Activités économiques	155 000 m²	144 990 m² *dont bureaux : 106 030 m² (aménageur)* *dont bureaux : 21 000 m² (participations)* *dont commerce : 13 960 m² (aménageur)* *dont commerce : 4 000 m² (participations)*	*-10 000 m²*
Equipements publics	5 700 m²	1 250 m² *(crèche)* 4 600 m² *(nouvelle école hors périmètre dont 2 600 m² en réponse aux besoins de la ZAC)*	*- 1 850 m²*

Programme prévisionnel dans le dossier de création modificatif approuvé en 2016

L'étude d'impact a donc été actualisée par le BET CODRA en 2014, et a fait l'objet d'un premier avis de la DRIEE en 2015.

Sur cette base, un dossier de réalisation modificatif a été approuvé en avril 2019 qui précise la programmation, sans faire l'objet d'une nouvelle saisine de la DRIEE.

ZAC Ecoquartier Victor Hugo		SDP TOTALE (hors équipements) en m²	SDP Bureaux prévue en m²	SDP Commerces prévue en m²	SDP Logements prévue en m²
Charges foncières	Secteur 1	55 000	55 000	0	0
	Secteur 2	28 000	28 000	0	0
	Secteur 3	34 500	25 000	500	9 000
	Secteur 4-5	49 000	0	4 000	45 000
	Secteur 6	67 000	2 000	7 000	58 000
	Total	**233 500**	110 000	11 500	112 000
Participations constructeurs	Secteur 1	6 000	0	1 000	5 000
	Secteur 2	15 000	9 000	0	6 000
	Secteur 3	0	0	0	0
	Secteur 4-5	21 000	0	4 000	17 000
	Secteur 6	0	0	0	0
	Total	**42 000**	9 000	5 000	28 000
Total cumulé charges foncières + participations constructeurs		**275 500**	119 000	16 500	140 000

Rappel du projet global des constructions réalisées dans la zone (DRM 2018)

En juillet 2019, le DRIEE a été saisie dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas relative au projet de construction d'un ensemble immobilier de 27 600 m² destiné à accueillir 330 logements, des équipements et des commerces, correspondant au lot G3 de la ZAC.

La DRIEE a répondu en aout 2019 que le projet de construction nécessitait la réalisation d'une évaluation environnementale et que celle-ci devrait respecter le contenu de l'étude d'impact tel que prévu par l'article R.122-5 du Code de l'environnement. Les objectifs spécifiques visés sont :

- L'évolution du projet depuis 2015.
- L'articulation du projet avec l'aménagement du secteur 6 et les impacts cumulés des différents projets en cours sur le secteur 6.
- La mise à jour des études paysagères.
- La mise à jour des études déplacement, de bruit, et de qualité de l'air.
- L'analyse des effets du projet sur l'ensoleillement, la circulation des vents et l'effet d'ilot de chaleur.
- La mise à jour des impacts du projet sur les réseaux d'alimentation en eau potable et de rejet des eaux usées, ainsi que sur les consommations d'énergie.
- L'analyse des effets engendrés par les différents chantiers.
- La protection des biens et personnes au regard du risque de mouvement de terrain.

Une étude d'impact a donc été réalisée sur le programme immobilier de l'ilot G3 de la ZAC et a fait l'objet d'un avis de la MRAe en octobre 2021. Cet avis recommande notamment d'approfondir certaines thématiques à l'échelle de la ZAC afin de les apprécier de manière satisfaisante.

Un complément de l'étude d'impact a donc été rédigé et a fait l'objet d'une saisine auprès de la MRAe en janvier 2023. Ce complément intégrait les évolutions programmatiques intervenues depuis 2015 à l'échelle de la ZAC et notamment du secteur 6 (lots G1, G2, G3 et L1), les réponses aux remarques de l'Autorité environnementale dans son avis délibéré du 7 octobre 2021 sur l'étude d'impact du lot G3 réalisée en 2021, ainsi que les études techniques supplémentaires (circulation, air et santé, bruit, émissions de gaz à effet de serre).

L'avis rendu en janvier 2024 recommande au maitre d'ouvrage de présenter une nouvelle étude d'impact de la ZAC dans sa programmation actuelle. C'est en réponse à cet avis qu'est élaboré la présente mise à jour de l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

2. LES OBJECTIFS DE LA MISE A JOUR DE L'ETUDE D'IMPACT

La modification du dossier de réalisation, dont fait partie la présente étude d'impact, a pour objectif :

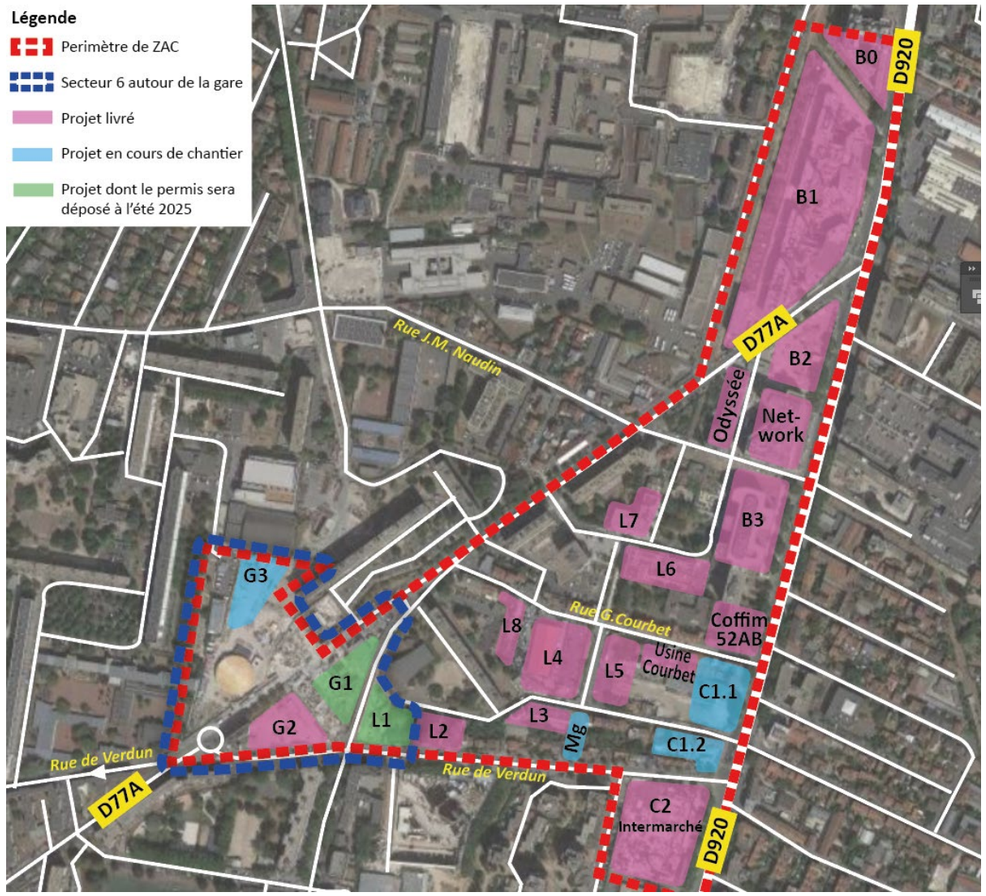
1- de permettre la finalisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo dont une grande partie a déjà été réalisée :

En effet, depuis 2015, la ZAC est entrée largement dans son développement opération avec le démarrage de nombreux chantiers et la livraison d'une grande partie des lots : 213 072 m² SDP ont été développé sur le foncier maîtrisé au sein du périmètre de la ZAC.

Le dernier secteur à développer sur le foncier maîtrisé de la ZAC se situe autour de la gare (secteur 6) avec la réalisation programmée des lots L1 et G1 dont les permis doivent être déposés à l'été 2025.

2- D'objectiver l'augmentation de la construction privée dans le périmètre de la ZAC depuis sa création :

En effet, outre le programme prévisionnel de l'opération d'aménagement publique, la maîtrise foncière partielle au sein du périmètre de la ZAC ainsi que l'engouement provoqué par l'arrivée des métros ont permis le développement dans le périmètre de la ZAC de nombreuses opérations privées, dont le dossier de réalisation modificatif achève de faire l'inventaire.



Etat d'avancement de la ZAC fin 2024

3. AIRES D'ETUDE

La présente étude d'impact concerne le projet global de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, avec une attention particulière pour le secteur des métros en cours de réalisation.

Trois aires d'étude ont été définies :

- L'aire **d'étude immédiate** correspondant au périmètre de la ZAC permettant d'apprécier les caractéristiques de la zone d'influence.
- L'aire **d'étude rapprochée**, prenant en compte une zone d'environ 800 mètres autour du site de la ZAC. Elle permet de caractériser l'état initial pour les composantes de proximité (paysages, contraintes ponctuelles telles que l'occupation des sols…) et de prendre en compte l'ensemble des impacts potentiels des projets d'aménagement sur le paysage voisin, l'acoustique, ou encore une grande part des déplacements.
- L'aire **d'étude élargie** : sur des composantes plus générales, l'aire d'étude a été élargie à une échelle allant de la commune de Bagneux pour traiter les sujets économiques et sociodémographiques, le patrimoine architectural et paysager de la commune, jusqu'à l'échelle de la Région Ile-de-France pour certaines problématiques. En effet, certains enjeux environnementaux, comme le réseau NATURA 2000 ou les ZNIEFF ou encore la Trame Verte et Bleue, se développent sur de larges espaces pour lesquels l'analyse sur la seule aire de 800 mètres ou même de la commune ne permet pas une approche complète des sensibilités environnementales.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

4. METHODOLOGIE GENERALE SUIVIE POUR LE PRESENT DOCUMENT

L'article R122-5 du Code de l'Environnement régissant la réalisation et le contenu des études d'impact, indique plusieurs notions importantes dont nous allons expliquer ici comment nous les intégrons à notre dossier.

Scénario de référence

Dans une réécriture récente (25 Avril 2017) l'article R122-5 indique que le scénario de référence doit « décrire les facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet » et « décrire les aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement ». Ce scénario va donc servir de socle à l'analyse environnementale des BET et de la maîtrise d'œuvre.

Évolution en cas de mise en œuvre du projet

Ce scénario peut être lu selon la formule suivante : scénario de référence et prise en compte du projet. Il s'agit donc de l'état de l'environnement si le projet était mené à son terme.

Évolution en cas de non mise en œuvre du projet : Scénario au fil de l'eau

Ce scénario implique de se projeter à horizon « projet », ainsi 2028, sans construction du projet, en décrivant ce que pourrait être l'évolution « naturelle » de l'environnement au cours des années à venir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 2 : DESCRIPTION DU PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

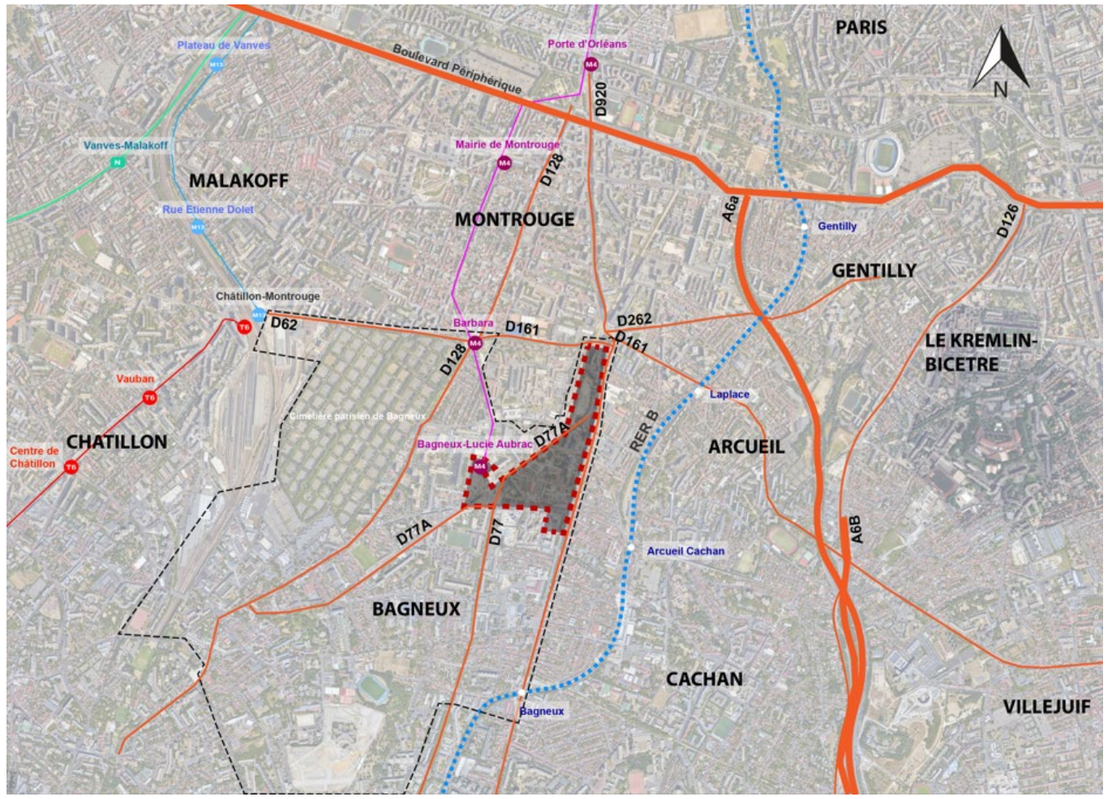
I – LE SITE DE PROJET

A/ Localisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est localisé au Nord-Est du territoire de Bagneux, proche du Fort de Montrouge et en limite de la ville d'Arcueil à l'Est. Il couvre une surface d'environ 19,5 hectares.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo bénéficie d'une excellente desserte routière, car il est directement desservi :

- par la RD920 qui constitue sa limite Est et relie le site de la ZAC à Paris (Porte d'Orléans) au Nord et à Arcueil Cachan au Sud,
- par la RD161 qui constitue sa limite Nord et relie le site de la ZAC à Châtillon et Malakoff à l'Ouest, et à Arcueil, à l'A6 et à Villejuif à l'Est,
- par la D77 et la D77a vers les quartiers résidentiels et au centre-ville de Bagneux vers le Sud,
- par la D262 au Nord-Est.

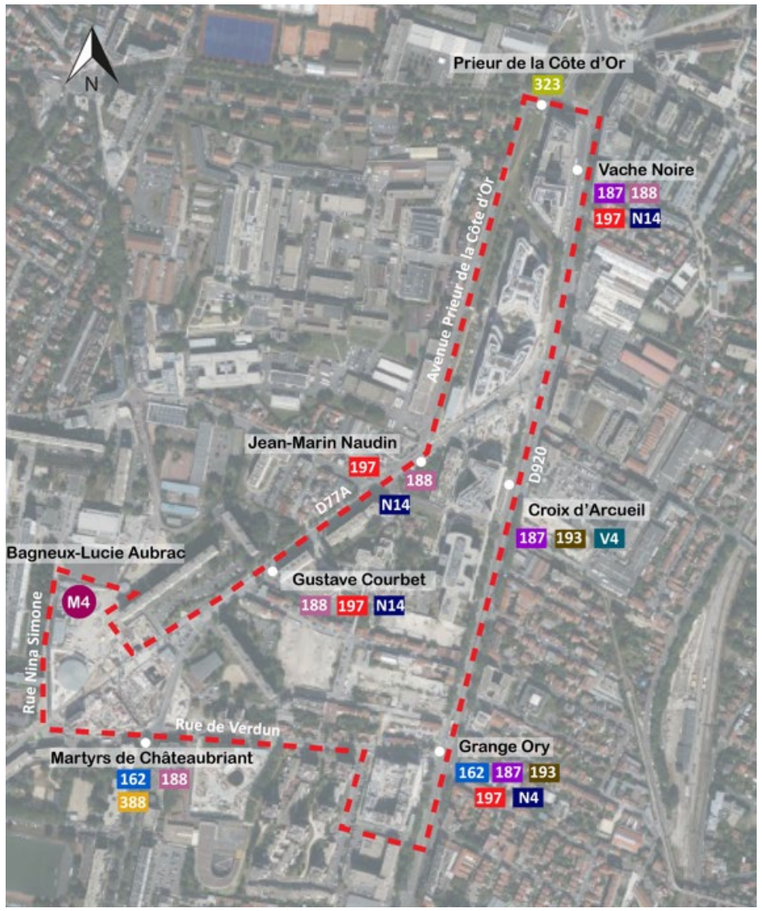


Source : SYNTHESE ARCHITECTURE

La ZAC de l'Ecoquartier Victor Hugo bénéficie d'une excellente desserte par les transports en commun. Elle accueille dans sa partie Sud-Ouest la station de métro Bagneux-Lucie Aubrac depuis le 13 janvier 2022, terminus du prolongement de la ligne 4 du métro.

Entièrement souterraine, et connectée au pôle de bus avec les lignes de la RATP 162, 187, 188, 193,388 et N14, cette nouvelle station permettra fin 2025 une correspondance avec la ligne 15 du Grand Paris Express, ligne de métro en rocade autour de Paris.

Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la gare de métro « Bagneux » de la ligne 15 sera située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur entourée du G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot G1 de la « place des Métros » à être aménagé) et connectée à la ligne 4 du métro.

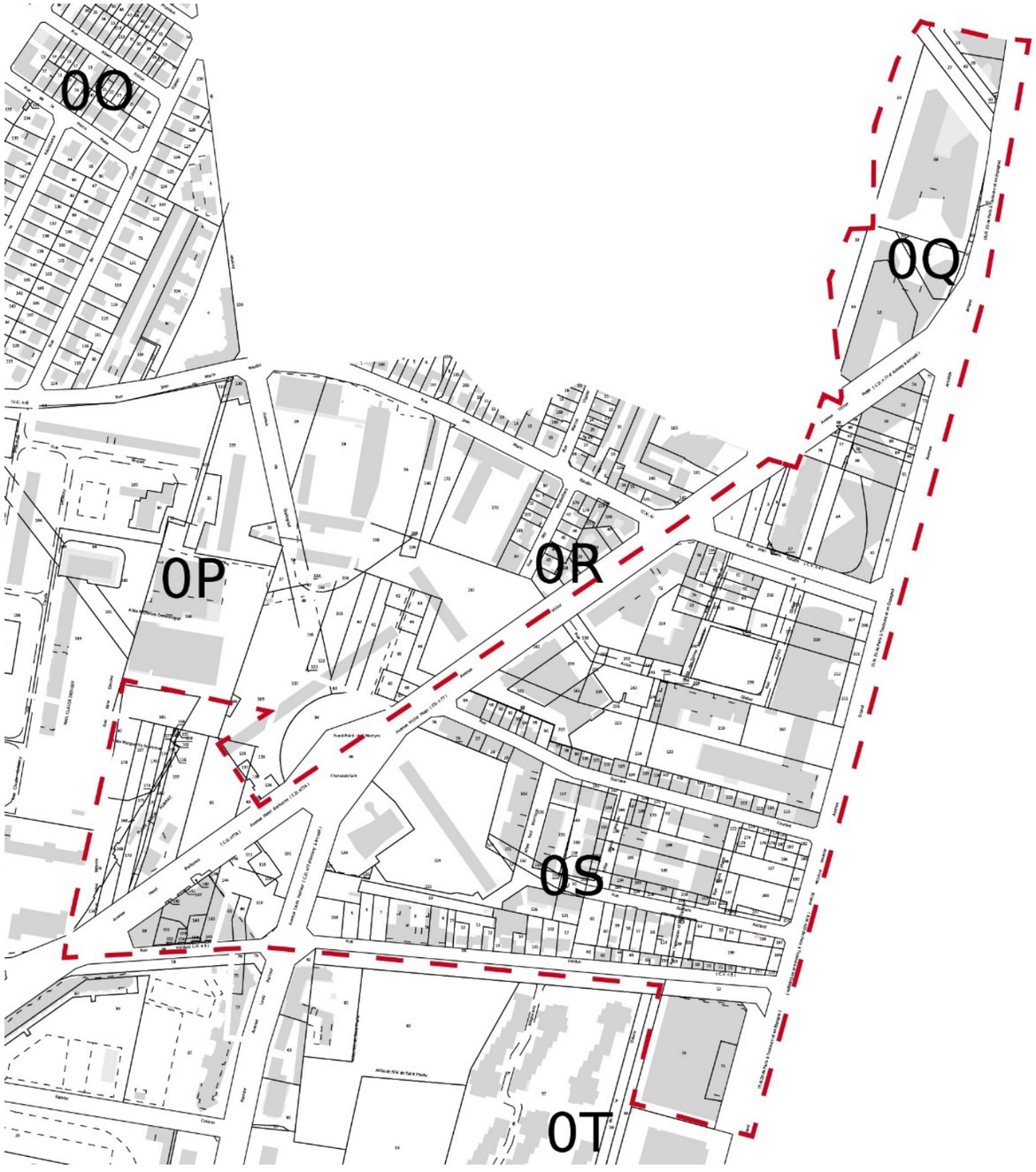


Source : SYNTHESE ARCHITECTURE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Emprise foncière du site de projet

Le site de projet représente une superficie d'environ 19,5 hectares



Source : Cadastre.gouv

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III – DESCRIPTION DU PROJET RETENU

III.1 – Différents partis envisagés depuis 2003, principales solutions de substitution

La réflexion quant à l'opportunité de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur la partie nord-est du territoire de Bagneux a été engagée lors de l'élaboration du PLU en 2003 à partir des constats suivants :

- Le secteur nord de Bagneux comprend de nombreuses emprises mutables, peu ou mal occupées, dont l'évolution au cours des années constitue un enjeu déterminant pour l'ensemble de la ville ;

- L'entrée de ville par la RD 920 présente un paysage hétéroclite, sans grande qualité urbaine, et ponctuellement très dégradé, ce qui n'est pas favorable à son image et n'est pas porteur en termes de développement économique ;

- Il existe une dynamique économique autour de la RD 920 dont la ville de Bagneux pourrait mieux tirer parti, en complémentarité avec les actions engagées autour du carrefour de la Vache Noire. Cette dynamique sera encore renforcée par la requalification de la RD 920 projetée par le Conseil Général des Hauts-de-Seine ;

- L'arrivée de la ligne 4 du métro parisien sur le site du Rond-point des Martyrs de Châteaubriant va créer de nouveaux besoins et une nouvelle dynamique dont il faudra tirer parti pour la Ville et les quartiers.

Sur cette base d'intervention, la volonté de la Ville de Bagneux a été de mettre en œuvre un projet d'urbanisme d'ensemble, de haute qualité architecturale et paysagère, qui se développe autour d'un axe fédérateur, l'avenue Victor Hugo.

Création de la ZAC Victor Hugo en 2007

Par délibération du 27 mars 2007, le Conseil Municipal a donc créé la ZAC Victor Hugo, dont les objectifs principaux portaient sur :

- La revalorisation de la façade urbaine le long de la RD920 par la construction d'immeubles de bureaux et de surfaces d'activités commerciales, permettant de réaliser un front bâti de grande qualité architecturale
- Le réaménagement du rond-point des Martyrs de Châteaubriant de façon plus urbaine à travers l'aménagement d'une place publique piétonne, la réduction de la fonctionnalité routière du carrefour, l'aménagement d'un pôle de bus aux abords des futures gares et la création d'une nouvelle centralité reliant le quartier Victor Hugo au quartier de la Pierre Plate et au reste de la ville ;
- La requalification de certains îlots avec la réalisation de petites opérations de logements diversifiés (individuels et collectifs) dans le respect de l'organisation et de l'image du quartier ;
- La création d'un mail planté au cœur de la ZAC pouvant accueillir les circulations douces et mettre en valeur une coulée verte intégrant les jardins ouvriers.

Le programme envisagé avait pour ambition de répondre aux besoins en termes de développement économique, de création de logements et de maintien du niveau d'équipements :

- Logements diversifiés : 25 000 m² de SdP en cœur d'îlot, entre l'avenue Victor Hugo, la RD 920 et la rue de Verdun ;
- Activités économiques : 110 000 m² de SdP répartis en 70 000 m² de bureaux et 40 000 m² de commerces et services, principalement le long de la RD 920, mais également aux abords de la future station de métro ;
- Équipements publics : 4 000 m² de SdP, dont 1 500 m_2 pour une crèche collective municipale et 2 500 m² pour une école des arts du cirque ;
- Aménagement d'espaces publics : place des Martyrs de Châteaubriant, entrée de ville Victor Hugo / RD 920, réalisation d'une coulée verte avec renforcement des circulations douces.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Annulation de la ZAC Victor Hugo de 2007 et nouvelle création de ZAC en 2011

En novembre 2010, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a annulé la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2007 qui approuvait le dossier de création de la ZAC Victor Hugo (insuffisances de l'étude d'impact). Prenant acte de cet arrêt, le Conseil Municipal de Bagneux a approuvé le 15 décembre 2010, le lancement de la concertation en vue d'une nouvelle création de ZAC.

Une évolution du périmètre et du programme de construction de la ZAC est également décidée, motivée par plusieurs éléments :

- Le projet du Schéma Directeur d'Ile-de-France de 2008. Ce document réglementaire supra communal préconisait : le développement de l'offre en transports et le maillage des réseaux, l'accroissement de la construction de logements diversifiés, la lutte contre l'étalement urbain et la promotion d'un modèle urbain compact de qualité, le développement économique, la préservation et l'amélioration du cadre de vie et des ressources naturelles ;
- La volonté d'intégrer le développement urbain du pôle multimodal : le périmètre de la ZAC est alors étendu afin d'englober l'îlot « métro » sur lequel sera réalisée la nouvelle station de métro, une moyenne surface alimentaire de qualité (le magasin existant disparaissant pour les besoins de la ligne), des commerces et des logements ;
- L'opportunité de redynamiser le site du SETRA (dorénavant le CERTU) ;
- Le projet de développement et de requalification environnementale de la société Casino.

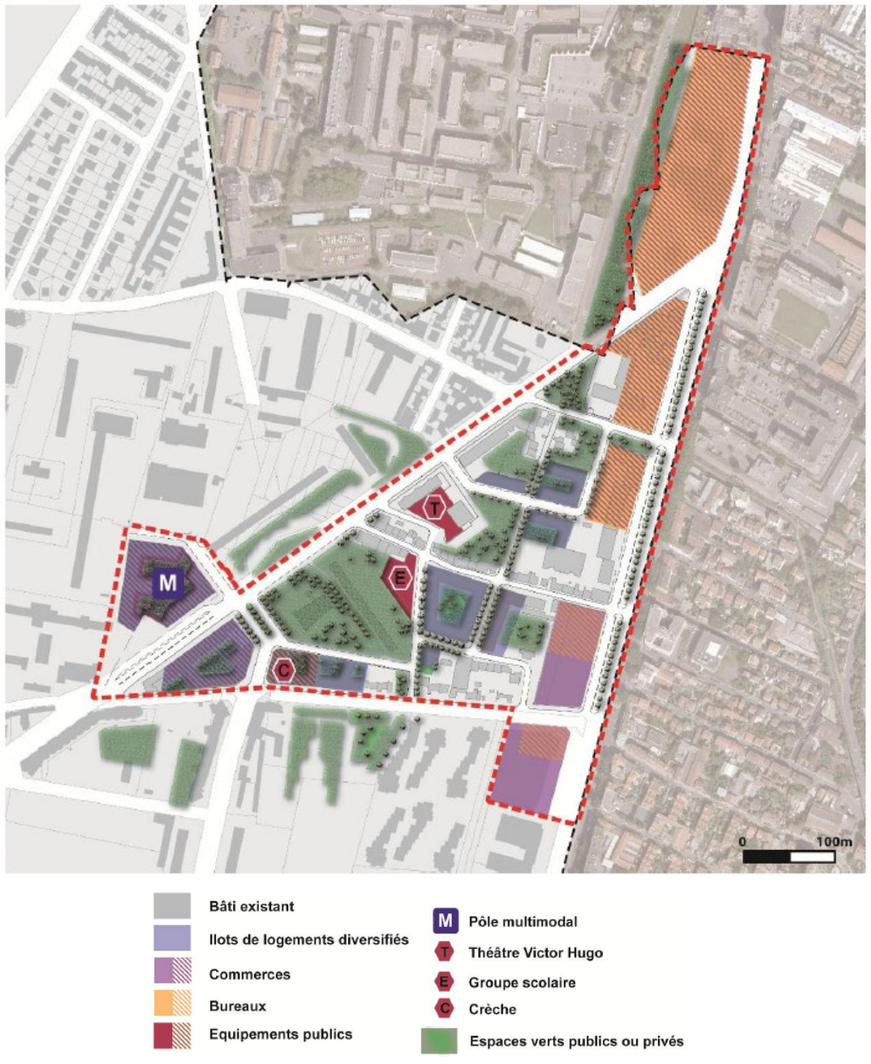
Sur la base de ces évolutions, la création de la ZAC a été actée par délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2011, avec le parti d'aménagement de créer un écoquartier.

Les différentes dimensions du projet d'écoquartier étaient les suivantes :

- L'intensification urbaine (lutte contre l'étalement urbain)
- La bonne desserte en transports en commun et par conséquence une utilisation moindre de la voiture ;
- La mixité fonctionnelle par le biais d'une programmation d'activités économiques, de logements, de commerces et d'équipements ;
- La mixité sociale (accession libre, accession sociale, logements locatifs sociaux)
- La conception des espaces publics intégrant une gestion économe et durable des éléments naturels (eau, végétaux…), l'utilisation de techniques alternatives (éclairage public, rétention des eaux pluviales…) et la valorisation des ressources existantes (jardins ouvriers, friches…) ;
- Une approche énergétique des nouvelles constructions et l'utilisation de la géothermie ;
- Le développement de formes urbaines innovantes (mixité d'habitat intermédiaire, d'habitat collectif…) ;
- Le fait d'être situé sur un site en renouvellement urbain avec la préservation et la valorisation d'une partie du tissu urbain existant ;
- La gouvernance du projet qui implique les habitants dans la conception du projet urbain.

Dans ce cadre, l'ouverture de la Maison du Projet en septembre 2010, situé au cœur du quartier, lieu de rencontres, d'échanges et de débats avec les habitants, leurs associations et les partenaires, a permis d'élaborer et d'engager avec les Balnéolais une nouvelle démarche de démocratie participative : ateliers thématiques, balades urbaines, liens avec les conseils de quartier, permanences régulières à la Maison du Projet, expositions …

Projet de plan masse – janvier 2011



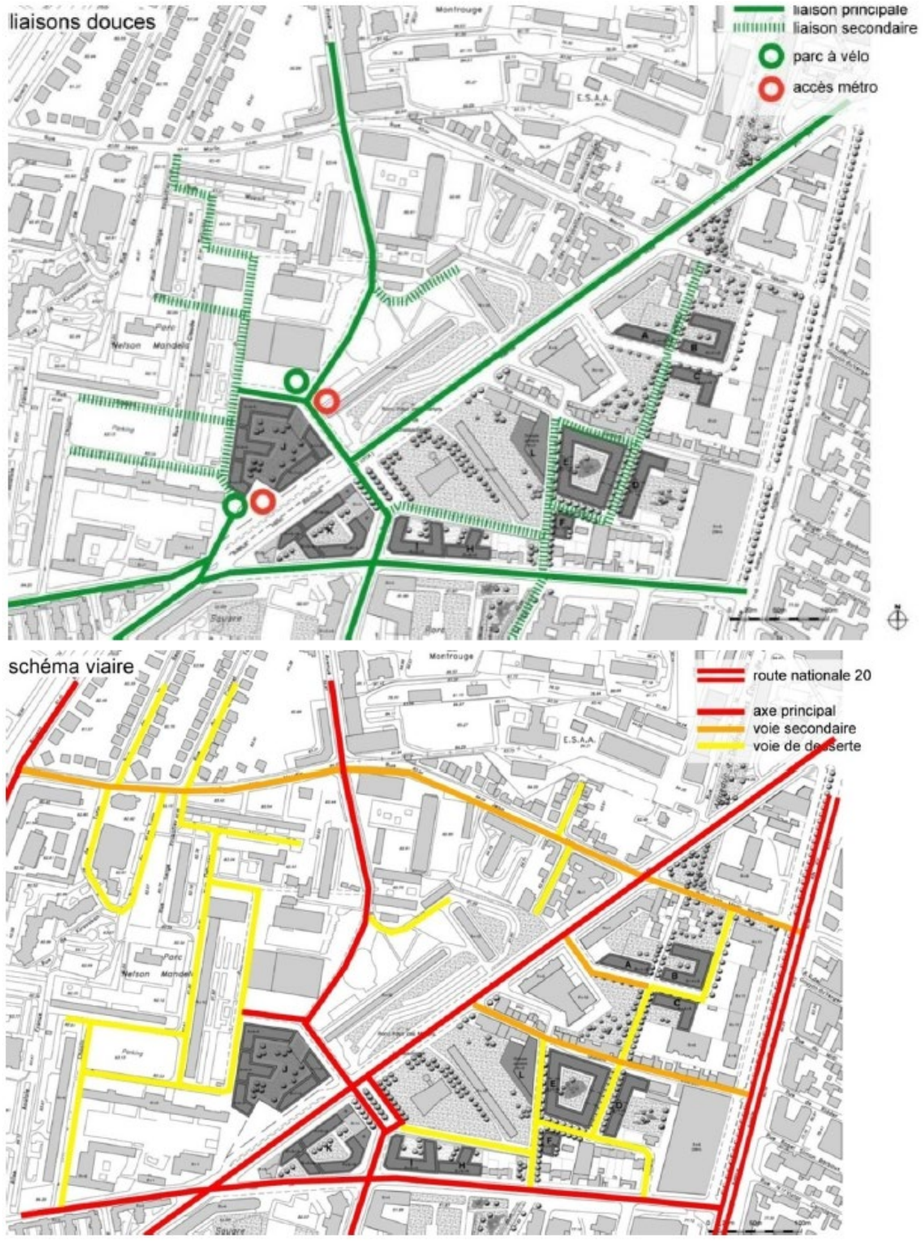
La programmation du projet d'écoquartier Victor Hugo représentait à cette période :

- 75 000m² de SDP de logements (soit environ 850 logements)
- 155 000m² de SDP de bureaux et de commerces
- 5 700m² d'équipements publics (crèche, groupe scolaire et requalification du théâtre Victor Hugo)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La composition de la trame viaire

Cette proposition de maillage de voirie plus homogène sur les quartiers environnant la gare permettra à terme de positionner l'îlot de la gare au centre d'une maille viaire qui oriente ses ramifications en direction des quatre points cardinaux. Il est possible de penser que dans un horizon pas si lointain, la nouvelle gare de Bagneux aura pour effet de relier les deux quartiers situés de part et d'autre de l'avenue Henri Barbusse et de l'avenue Victor Hugo en un seul et même quartier dont la gare serait le centre.



Source : Etude d'impact de 2015

Le réaménagement de la place des Martyrs de Châteaubriant

Le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, comme son nom l'indique, fut à l'origine implanté sur une emprise circulaire. Avec la construction de la cité de la Pierre Plate, il est devenu un carrefour en « Y » dimensionné au seul bénéfice du trafic routier. Avec l'avenue Victor Hugo et l'avenue Henri Barbusse, ce carrefour très important est devenu une barrière de franchissement entre la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et le quartier de la Pierre Plate.
Le projet propose de traiter ce carrefour de façon plus urbaine à partir des quatre orientations suivantes :

- Créer une place plus réduite de forme rectangulaire entre la tour de 15 étages d'un côté et l'église Sainte-Monique de l'autre à l'alignement de l'avenue Henri Barbusse ;
- Casser la fonctionnalité routière de ce carrefour en raccordant l'avenue Louis Pasteur ; perpendiculairement à l'avenue Henri Barbusse. La transformation du carrefour en « Y » en lui donnant une forme en « X », permet de ralentir le trafic automobile en provenance et à destination de l'avenue Louis Pasteur et permet une connexion plus facile avec la voie nouvelle de l'îlot de la gare et de son prolongement vers l'avenue de Stalingrad.
- Créer un terre-plein central sur la place ; cette disposition facilite la traversée des piétons en deux temps, elle facilite le mouvement des bus à proximité du pôle bus et permet si besoin le déplacement du monument dédié aux Martyrs de Châteaubriant dans une mise en scène plus urbaine, sur une vraie place.
- Cette nouvelle place peut être aménagée de façon plus qualitative à partir d'un pavement de sol sur un plan horizontal ou les espaces de circulation automobiles sont balisés par des potelets.
- Faire coïncider la façade principale de l'église avec la nouvelle place.

L'aménagement d'un parvis à la sortie de la gare

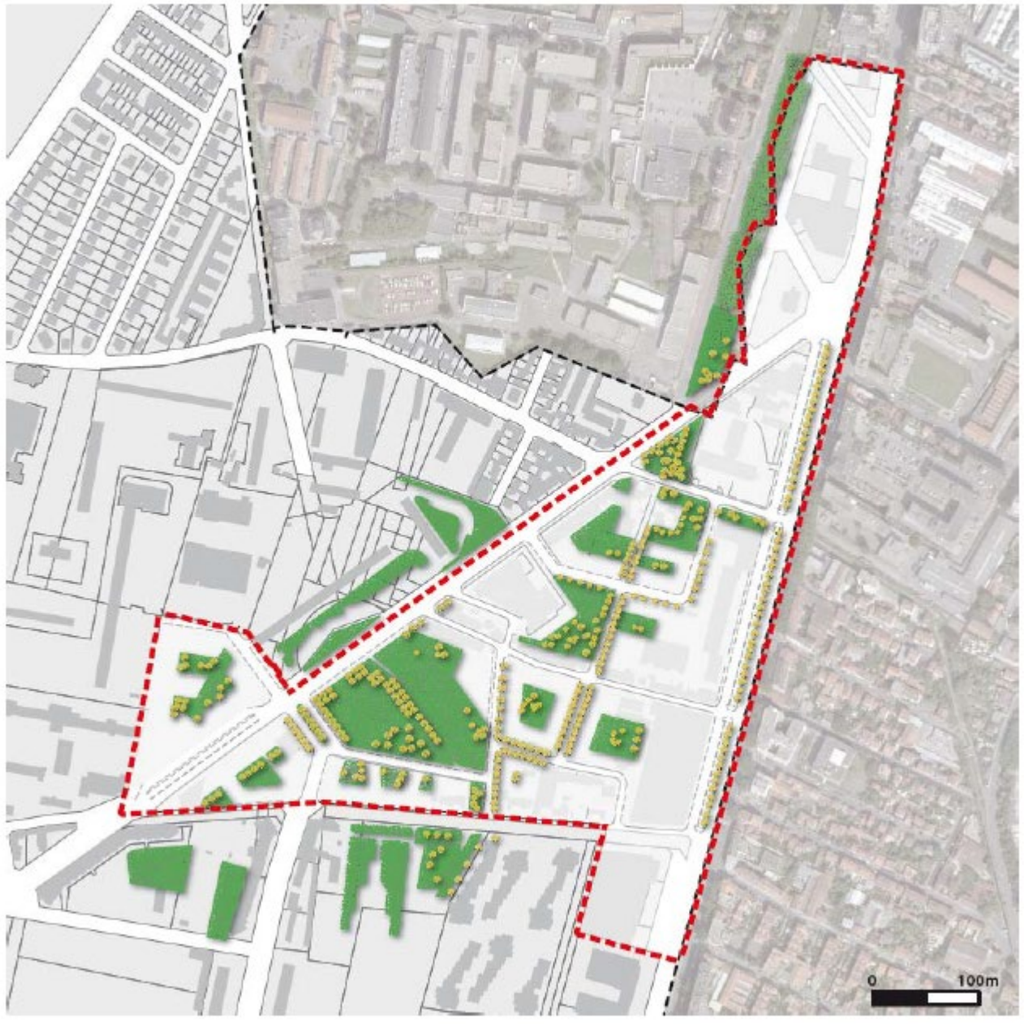
- Créer une nouvelle centralité reliant le quartier Victor Hugo à celui de la Pierre Plate et au reste de la ville.
- Favoriser les circulations douces (piétons, deux roues) pour le pôle multimodal et l'accès aux commerces.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La création d'un mail planté convivial

- Sur tout le nord du site jusqu'à la rue Jean Marin Naudin, la mise en valeur d'une coulée verte intégrant les jardins familiaux ;
- La création d'un mail planté convivial de 230 m de long au cœur de la ZAC pouvant accueillir les circulations douces
- Le partage de la voirie entre les circulations douces des piétons, des patineurs et des cyclistes, et une circulation apaisée des véhicules sur les voies publiques en prenant les dispositions qui permettent de gérer les flux de circulation (« zone 30 », « zone de rencontre », sens unique, pistes cyclables, etc.) ;
- La desserte des équipements et espaces publics ;
- L'aménagement des espaces verts publics notamment en bordure d'une voie accessible à la circulation publique.

Projet de trame verte



Source : Etude d'impact de 2015

Les formes bâties

Les formes urbaines privilégiées seront des immeubles (habitat collectif, intermédiaire, activités économiques) disposés en continu, en bordure des voies nouvelles, entourés d'espaces collectifs de qualité.
Les constructions seront implantées en limite des îlots afin de bien marquer la limite entre espace public et espace privé et de ménager des espaces verts calmes et protégés en cœur d'îlot. Des ruptures dans les fronts bâtis seront aménagées afin de créer des percées visuelles vers les cœurs d'îlots.

Les hauteurs bâties des différents îlots seront intégrées au tissu existant et seront donc modulées en fonction du contexte environnant, de dépassant pas :

- R+3+Attique ou R+4+Attique en cœurs d'îlots ;
- R+6+Attique ou R+7+Attique sur l'îlot métro et ses abords.

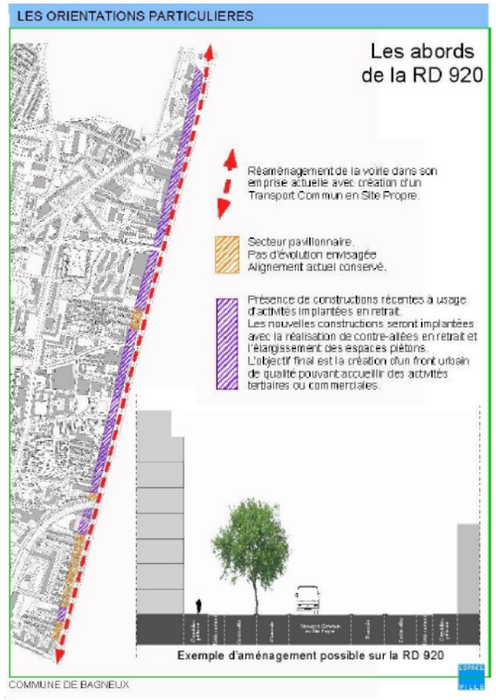
La façade urbaine de la RD920

Le projet de ZAC s'inscrit dans la démarche de restructuration des abords de la RD920.

Les futures réalisations devront rechercher une plus grande qualité urbaine, tant par l'architecture et l'aspect esthétique des constructions que par le traitement des espaces publics.

La marge de retrait permettant d'aménager une contre-allée le long de la RD920 est maintenue dans l'objectif d'élargir l'espace pour les piétons et les deux roues et de réaliser des aménagements paysagers.

L'orientation particulière prévue au PLU relative aux abords de la RD920, dont un extrait est représenté ci-après, sera donc mise en œuvre par le projet de ZAC.



L'agencement des masses du projet inscrites dans le tissu, existant et projeté, s'organise sur une séquence nord-sud.

Dans son rapport à la rue, la façade commerciale du supermarché Casino est rapprochée pour retrouver l'alignement principal. Cet ajustement lui donne plus de visibilité ; lui conférant un statut constitutif du tissu urbain.

Le bâtiment de bureau au-dessus du supermarché vient compléter le front bâti de grande hauteur déjà présent le long de cet axe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les équipements publics prévus en 2013

- Le groupe scolaire

Le futur groupe scolaire comprendra une école maternelle, une école primaire ainsi qu'un centre de loisirs.
Au regard des nouveaux logements construits (programmation de 850 logements en 2013), et sachant que ce groupe scolaire ne sera pas réservé uniquement à la ZAC et que la carte scolaire sera redéfinie, les besoins étaient estimés à environ 170 places en maternelle, soit 6 à 7 classes, et 255 places en primaire, soit 9 à 10 classes.
Concernant le centre de loisirs, les besoins estimés étaient de 140 places.
Une surface de 5 000 m² était réservée dans l'îlot de la barre. Cette position était très centrale par rapport à l'implantation géographique des immeubles d'habitation.

- La crèche

Comme le centre commercial, la crèche actuelle du *Champ des oiseaux* qui accueillait 60 berceaux, occupait l'emprise du chantier de la gare de la RATP. Elle a été démolie pour permettre l'aménagement de « l'îlot métro ». Sa reconstruction sera faite dès les premières tranches de logements à réaliser dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, sur un des îlots dont le foncier a été acquis (rue de Verdun…).

Afin de prendre en compte les besoins des nouveaux logements et de permettre un bon fonctionnement de la future crèche, l'offre en berceaux sera augmentée et scindée en deux unités de 45 berceaux chacune. La création de deux unités a l'intérêt de mutualiser certains locaux et de garantir une bonne qualité d'accueil.

- La requalification du théâtre Victor Hugo

Le théâtre est un équipement culturel majeur à l'échelle de la ville et du quartier, mais il est actuellement peu visible depuis l'avenue Victor Hugo. Pour mieux l'intégrer au fonctionnement du secteur, et ainsi développer son attractivité, le bâtiment va être entièrement rénové. Le projet est porté par la CA Sud de Seine.

Les espaces verts prévus en 2013

Secteur	Surface	Commentaires
Jardins familiaux	2 080 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne
Triangle Jean Marin Naudin	1 520 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne
Ilot A	1 010 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot B	2 300 m²	Compris les emprises de l'aqueduc de la Vanne Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot C	560 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC
Ilot du théâtre	2 710 m²	Situé à l'extérieur de la DUP
Ilot D	1 930 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot E	1 020 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC En liaison directe avec le mail planté central
Ilot F	pm	Réserve foncière pour construction ultérieure
Ilot H	550 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC Comprend les éventuels jardins de la crèche
Ilot I	440 m²	Comprend les éventuels jardins à usage privatif en RDC Comprend les éventuels jardins de la crèche
Ilot J	3 310 m²	Surface éventuelle de jardin sur dalle Comprend les éventuels jardins à usage privatif sur dalle
Ilot K	1 570 m²	Surface éventuelle de jardin sur dalle Comprend les éventuels jardins à usage privatif sur dalle
TOTAL[1]	19 000 m²	

Surfaces données à titre indicatif

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modification du dossier de création de ZAC en 2015

Depuis la création de la ZAC en septembre 2011, les projets de transports se sont confirmés avec l'arrivée programmée (initialement à l'horizon 2019/2020) des métros ligne 4 et ligne 15 assurant une dimension métropolitaine pour le quartier Nord de Bagneux.

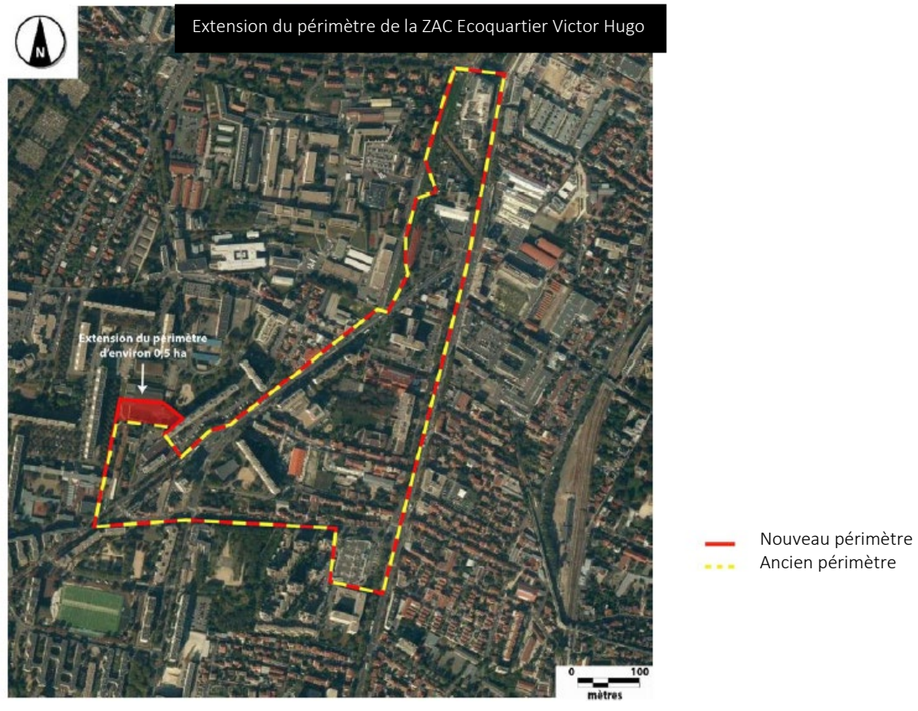
Par ailleurs, en mars 2015, le conseil d'administration de l'ANRU décida de qualifier le quartier de la Pierre Plate en "quartier d'intérêt national". Ce quartier limitrophe de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo allait ainsi pouvoir s'inscrire dans l'évolution globale de la ville et profiter pleinement des évolutions engendrées par l'arrivée des deux métros et la construction de la ZAC.

Ces évolutions ont notamment conduit à envisager une modification du dossier de création de ZAC de 2011, initiée par la délibération du Conseil Municipal du24 juin 2014 dont les objectifs étaient :

- La modification du périmètre initial de la ZAC afin de renforcer le lien entre le quartier de la Pierre Plate et les projets de transports réalisés dans le cadre du Grand Paris Express ;
- L'évolution de la programmation dans une logique de renforcement de la mixité fonctionnelle, sociale et de la trame des espaces publics ;
- L'évolution du programme des équipements publics en lien avec les besoins des futurs habitants, mais aussi de manière plus globale au regard des besoins en équipements scolaires à l'échelle du quartier Nord.

Evolution du périmètre de la ZAC

Le périmètre de la ZAC a été très légèrement étendu en partie ouest au niveau de la future station de la ligne 4 du métro. L'évolution de l'ilot des Gares avec l'intégration du lot G3 et une ambition métropolitaine a rendu nécessaire cette évolution de périmètre.
Le nouveau périmètre a une superficie de 19,5 hectares contre 19 hectares pour le dossier de création initial.



Evolution du parti d'aménagement

➢ Une évolution majeure : la montée en puissance de l'îlot gare

Les deux projets de gares (M4, M15) ont permis l'émergence d'un projet d'aménagement qualitatif qui se construit autour de ces deux équipements structurants. La création d'immeubles de logements collectifs sur l'Ilot des Gares doit permettre de répondre à la préconisation majeure du Grand Paris : densifier le tissu urbain autour de ces pôles. L'îlot des gares formera une nouvelle entrée de ville depuis le métro et constituera une nouvelle vitrine pour la ville de Bagneux.
Une mixité fonctionnelle est attendue sur le site afin de répondre au développement économique de la ville de Bagneux ainsi qu'aux besoins des habitants. La création d'un pôle commercial dynamique favorisera l'animation de l'espace public. Le nouveau parti d'aménagement du projet réoriente la majeure partie des surfaces commerciales sur cet îlot. Un équipement polyvalent est aussi prévu.
L'Ilot Gares est souhaité avec une programmation ambitieuse développée sur 3 entités foncières présentes autour des deux gares à savoir : G1, G2 et G3.

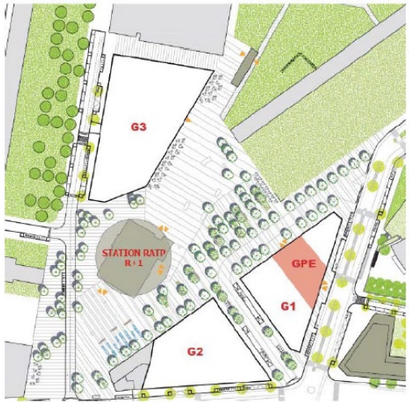
➢ La place des Gares

L'îlot des gares sera composé de trois lots (G1, G2, G3) qui seront implantés autour d'une place d'envergure qui deviendra un lieu de partage, de détente et de connexion. Cette place exclura la circulation des voitures mais non des bus, qui s'insèreront par une voie bus. Cet espace situé à l'interconnexion de deux gares de métro dont les architectures travaillées en feront des lieux emblématiques, permettra de mettre en œuvre la « Ville dense et durable » proposée par le Grenelle de l'Environnement. Elle devra permettre aux usagers de renouer avec le milieu dans lequel ils évoluent et, de par son identité architecturale, pourra prendre sa « place » dans la ville et jouer pleinement son rôle d'espace de convergence. Des terrasses de restaurants ou de cafés orientés vers le sud et l'est seront prévues afin d'animer l'espace public. Par ailleurs, le positionnement d'un marché y est envisagé.

Elle accueillera les nouveaux flux tout en donnant les traits d'un cœur de ville au site. Une rue commerçante sera ainsi créée entre les lots G1 et G2 en plus des commerces réalisés sur la place en rez-de-chaussée des lots G1 et G2. La place sera végétalisée afin de poursuivre la démarche de l'Ecoquartier. Sa structure devra prendre en compte, les infrastructures souterraines des métros. L'aménagement de l'espace public prendra en compte la gestion des flux des usagers grâce à :

- La création d'espaces piétons agréable et suffisamment dimensionné. La réalisation de pistes cyclables et de stationnements adaptés au vélo.
- La réalisation d'arrêts de bus Enfin, le projet d'Ecoquartier a pour objectif de favoriser l'utilisation des transports en commun ou les modes de déplacement doux. Les voitures seront donc exclues de la Place des Gares et la maîtrise du respect des règles de stationnements sera un enjeu majeur.

Source : ARTE CHARPENTIER



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Localisée au sein de l'îlot, la gare du Grand Paris Express, conçu par le groupement SETEC TPI / Atelier BARANI, confère à l'ensemble immobilier sa dimension métropolitaine et justifie pleinement l'ambition urbaine recherchée sur cet îlot par l'aménageur et la SGP.

Accessible depuis l'Avenue Louis Pasteur, la gare du Grand Paris Express s'ouvre largement sur la future Place gagnant ainsi en visibilité sans interférer avec les programmes qui prendront place à son pourtour : commerces, activités et logements.

A l'horizon de l'arrivée du métro à Bagneux, le réseau de bus aura été restructuré. Une partie des bus qui empruntent aujourd'hui la RD 920 jusqu'à la Porte d'Orléans seront en terminus à l'arrêt de métro de Bagneux, leur évitant des temps de trajet très pénalisants jusqu'à la Porte d'Orléans. Néanmoins une desserte de cabotage ou de proximité sera maintenue sur la RD920 entre la nouvelle gare de Bagneux et Paris.

Le STIF, la SGP, la RATP et la Ville de Bagneux ont convenu d'étudier la desserte et le dimensionnement du pôle bus sur la base du programme issu de l'AVP du terminus de la ligne 4, à savoir :

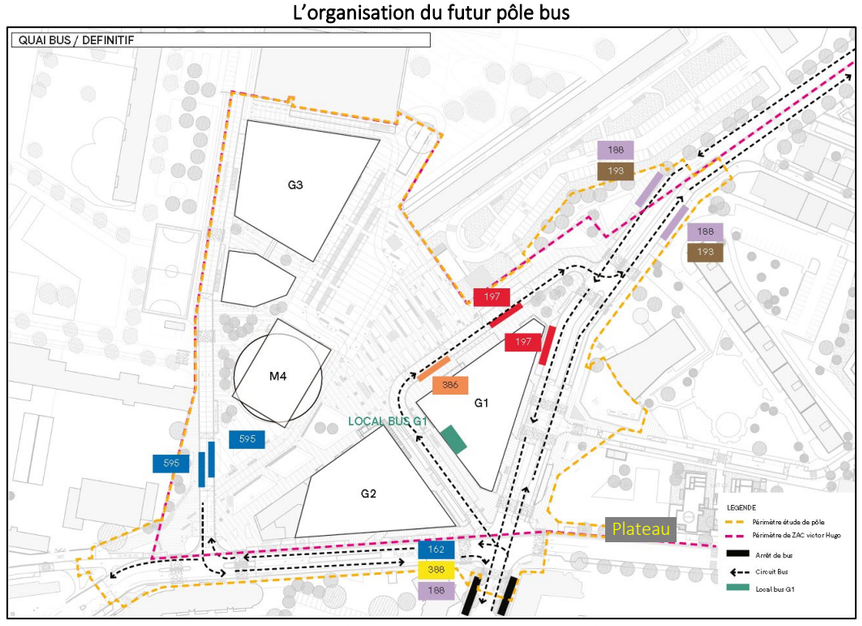
- 3 lignes en terminus à la station de métro Bagneux : 187 (Bagneux métro > Fresnes), 188 (Bagneux métro > Robinson), 297 (Bagneux > Longjumeau)
- 3 lignes en passage : 162 (Meudon > Parc de Saint Cloud), 197 (Porte d'Orléans > Massy), 388 (Châtillon Montrouge > Bourg-la-Reine)

Dans le nouveau projet d'aménagement de l'îlot Gare, la circulation des bus en passage s'organise autour du lot G1. La dépose/reprise des usagers s'effectue donc directement sur la place. Cette proposition présente 2 avantages :

- l'optimisation de l'interface entre les différents modes de transports offerts en organisant l'ensemble des échanges sur la place,
- faire « vivre » la place grâce à ce point de mobilité important.

Les bus en terminus stationnent quant à eux sur l'avenue Pasteur ce qui permet de positionner les locaux pour les chauffeurs en rez-de-chaussée du lot G1. Leur retournement s'effectue autour du lot G1. La création d'un plateau sur l'avenue Pasteur permet d'apaiser la circulation et de sécuriser les traversées sur cette avenue et donc de faciliter les échanges. Des réflexions sont en cours pour sur les modalités d'exploitation de la ligne 187, notamment, qui doivent être approfondies avec l'exploitant de la ligne (la RATP) pour ne pas consommer d'espaces trop important et pouvoir effectuer leur retournement de manière satisfaisante.

L'organisation du futur pôle bus



Source : Notice AVP 4, 2024 – Arte Charpentier

L'îlot des gares composé de trois lots (G1, G2, G3) sera décomposé de la façon suivante :

➢ Le lot G1 : « le signal »

Afin de caractériser le nouveau pôle multimodal et la nouvelle centralité que constituera l'îlot gare, l'opération immobilière qui se développera sur le lot G1, et en particulier sa pointe nord, est appelée à devenir un signal urbain. Immédiatement repérable, appel vertical, visible et lisible de loin et notamment depuis l'entrée de ville par l'avenue Victor Hugo, l'ensemble immobilier du lot G1 par son expression architecturale et sa volumétrie singularise le pôle de transport qui devient une nouvelle centralité intégrée à la ville existante.

➢ Le lot G2 : logements et commerces

La programmation attendue sur ce lot est exclusivement dédiée au logement avec en rez-de-chaussée des commerces de proximité ainsi qu'une moyenne surface alimentaire. Cette programmation de logements et commerces sur le lot G2 devra aussi intégrer l'immeuble déjà présent faisant l'angle entre la rue de Verdun et l'Avenue Henri Barbusse, au 75 rue de Verdun.

➢ Le lot G3 : mixité programmatique

Il est attendu la réalisation d'un minimum de 10 500 m² de surface de plancher logement dont au moins 6 650 m² de logements libres en accession, 10 000 m² de surface de plancher bureaux, 550 m² de surface de plancher commerce en pied de ce lot dédié essentiellement à la restauration ainsi qu'un équipement multifonctionnel d'environ 4 000m².

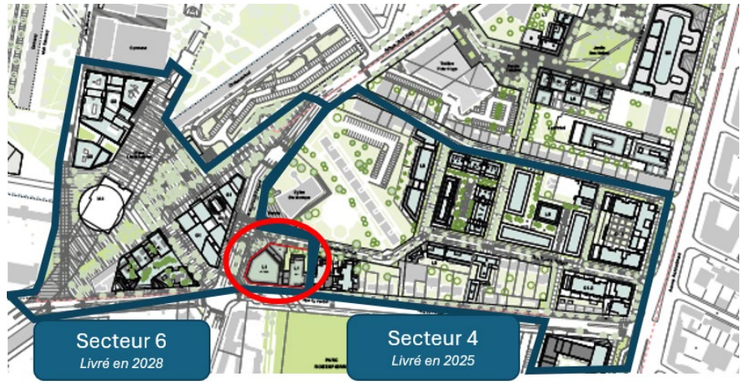
Parc de stationnement

Un parc de stationnement sur 4 niveaux en sous-sol sera créé sur l'îlot gare afin de répondre aux besoins des résidents et des commerces. Il sera conçu dans un objectif de mutualisation des emplacements. Les accès voiture du parking seront localisés depuis la rue de Verdun.

Diverses autres évolutions de l'espace public

L'emprise des voies de circulations douces a été réduite par rapport au 1er projet suite à la redéfinition des assiettes foncières des programmes immobiliers. Ces voies auront une largeur minimale de 3 mètres.
Les principes de gestion des eaux pluviales restent les mêmes qu'initialement prévu (noues, bassins de rétention, …). Les aménagements seront précisés et détaillés dans les phases ultérieures du projet.
Au niveau de l'avenue Louis Pasteur, le lot L intègre désormais un parvis dans la continuité de la place des Gares et du plateau piétons de l'avenue Louis Pasteur.

Le lot L1 assure la transition entre le secteur gare et le secteur résidentiel de la rue de Verdun.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Evolution de la programmation

Le dossier de création de la ZAC modifié en 2015 présente la programmation de construction suivante intégrant les opérations d'initiative privées au sein de la ZAC (participations aux équipements de la ZAC) :

	Surface de plancher		
Années - projet	**ZAC en 2013**	**ZAC en 2015**	**Différence +/-**
Logements	75 000 m²	100 000 m² *(aménageur)* 20 000 m² *(participations)*	*+45 000 m²*
Activités économiques	155 000 m²	144 990 m² *dont bureaux : 106 030 m² (aménageur)* *dont bureaux : 21 000 m² (participations)* *dont commerce : 13 960 m² (aménageur)* *dont commerce : 4 000 m² (participations)*	*-10 000 m²*
Equipements publics	5 700 m²	1 250 m² *(crèche)* 4 600 m² *(nouvelle école hors périmètre dont 2 600 m² en réponse aux besoins de la ZAC)*	*- 1 850 m²*

Les principales évolutions programmatiques de la modification du dossier de création de la ZAC de 2015 sont les suivantes :

- La création de logements supplémentaires notamment le long de la RD920.

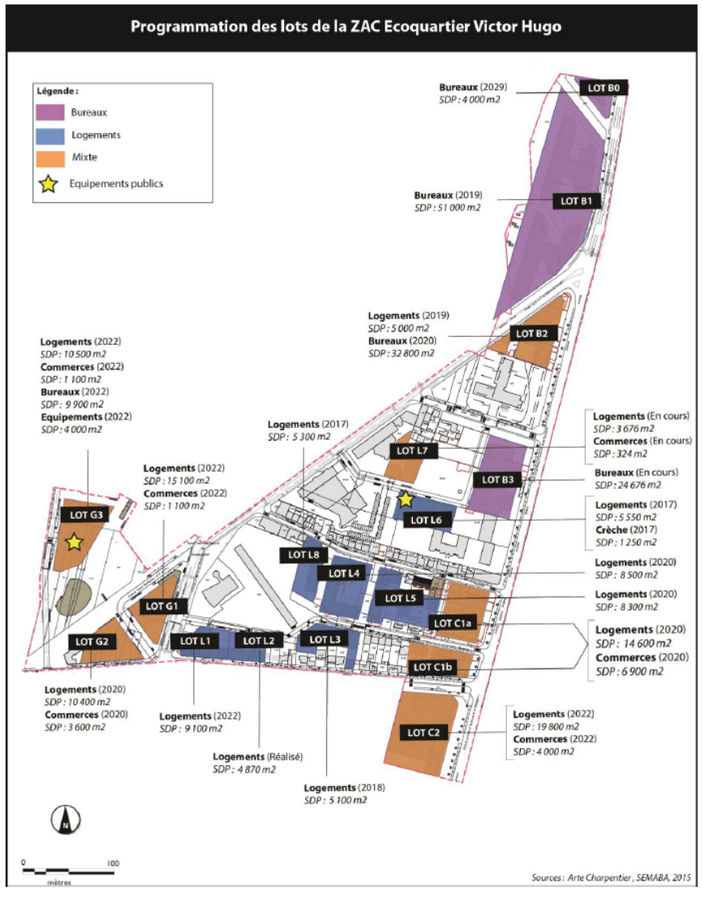
- La diminution du programme commercial assez marquée suite au réajustement des programmes des lots B0 à B3 au bénéfice de la construction de logements, avec un programme commercial resserré au niveau de l'îlot des Gares et au Sud de l'avenue Aristide Briand.

- La suppression de l'école du programme de la ZAC, qui prend place hors périmètre de la ZAC, mais à proximité immédiate. En effet, sa réalisation est prévue sur une partie de l'actuel square Robespierre.
  La crèche reste donc le seul équipement public de superstructure du programme de la ZAC.

  Un équipement polyvalent dont le contenu reste à définir et sera par ailleurs réalisé sur l'îlot G3. Celui-ci n'entre pas en compte dans le programme prévisionnel de la ZAC car il relève d'une logique géographique plus large (ensemble des quartiers Nord, voire au-delà) et devrait, à ce titre, bénéficier d'un financement ANRU.

Programmation de construction dans DRM 2018 :

ZAC Ecoquartier Victor Hugo		SDP TOTALE (hors équipements) en m²	SDP Bureaux prévue en m²	SDP Commerces prévue en m²	SDP Logements prévue en m²
Charges foncières	Secteur 1	55 000	55 000	0	0
	Secteur 2	28 000	28 000	0	0
	Secteur 3	34 500	25 000	500	9 000
	Secteur 4-5	49 000	0	4 000	45 000
	Secteur 6	67 000	2 000	7 000	58 000
	Total	**233 500**	110 000	11 500	112 000
Participations constructeurs	Secteur 1	6 000	0	1 000	5 000
	Secteur 2	15 000	9 000	0	6 000
	Secteur 3	0	0	0	0
	Secteur 4-5	21 000	0	4 000	17 000
	Secteur 6	0	0	0	0
	Total	**42 000**	9 000	5 000	28 000
Total cumulé charges foncières + participations constructeurs		**275 500**	119 000	16 500	140 000



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modification du dossier de réalisation de la ZAC en 2018

Pour rappel, **les objectifs de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo** tels qu'ils ont été définis au sein du dossier de réalisation sont les suivants :

- **La lutte contre l'étalement urbain et la promotion d'un modèle urbain compact,** de mixité fonctionnelle et sociale, à proximité d'un mode de transport collectif majeur pour la ville et ses habitants ;
- Le **développement de l'activité économique** (activités tertiaires et commerciales) en redynamisant la façade urbaine sur l'avenue Aristide Briand et le futur pôle multimodal, contribuant ainsi à un accroissement et une diversification des emplois sur le territoire de Bagneux ;
- **La construction de logements diversifiés** contribuant à mieux répondre aux attentes en matière d'habitat et à renforcer la mixité sociale dans un site où l'offre en transports collectifs va considérablement s'améliorer ;
- **La réalisation d'équipements publics** dans le domaine de l'enfance (reconstruction et extension de la crèche située sur la future emprise des travaux du métro, construction d'un nouveau groupe scolaire) et de la culture (requalification du Théâtre Victor Hugo) ;
- **Un projet urbain de haute qualité environnementale et de développement durable,** inscrit dans un Ecoquartier et objet d'une concertation innovante et pérenne (maison du projet) : Approche environnementale de l'urbanisme, Eco architecture, Énergies renouvelables (géothermie notamment), Coulée verte au Nord du site mettant en valeur les jardins familiaux existants, continuité de liaisons douces paysagères depuis l'aqueduc de la Vanne au Nord jusqu'au parc Robespierre au Sud, requalification de l'entrée de ville Victor-Hugo -Aristide Briand, réalisation d'un boulevard urbain planté le long de l'avenue Aristide Briand, amélioration des circulations et création de nouvelles circulations douces et enfin, réalisation d'espaces publics favorisant la convivialité et l'accessibilité du site et des quartiers avoisinants.

A cet égard, et en décembre 2015, le ministère de l'Égalité des territoires et du Logement prévoyait d'accorder le **label « Ecoquartier » à l'ensemble du projet du quartier Nord de la ville de Bagneux, qui englobe à la fois la ZAC Victor-Hugo et le quartier de la Pierre plate.**

Le projet a donc été reconnu dans sa démarche de développement durable et verra sa labellisation définitivement confirmée lorsque la moitié du projet sera livrée.

Dans ce contexte, le développement du projet immobilier prévu sur l'ilot G3 a été défini dans une volonté affirmée de créer, sur une emprise foncière restreinte, un projet répondant à des critères qualitatifs en matière d'environnement, tant pour la construction que dans l'usage à venir.

ZAC Ecoquartier Victor Hugo		SDP TOTALE (hors équipements) en m²	SDP Bureaux prévue en m²	SDP Commerces prévue en m²	SDP Logements prévue en m²
Charges foncières	Secteur 1	55 000	55 000	0	0
	Secteur 2	28 000	28 000	0	0
	Secteur 3	34 500	25 000	500	9 000
	Secteur 4-5	49 000	0	4 000	45 000
	Secteur 6	67 000	2 000	7 000	58 000
	Total	**233 500**	110 000	11 500	112 000
Participations constructeurs	Secteur 1	6 000	0	1 000	5 000
	Secteur 2	15 000	9 000	0	6 000
	Secteur 3	0	0	0	0
	Secteur 4-5	21 000	0	4 000	17 000
	Secteur 6	0	0	0	0
	Total	**42 000**	9 000	5 000	28 000
Total cumulé charges foncières + participations constructeurs		**275 500**	119 000	16 500	140 000

Etude d'impact du Permis de Construire de l'îlot G3 de Juin 2021

Les objectifs de l'îlot G3, la participation à la création d'un pôle intermodal
Opération de construction à part entière, l'îlot G3 accompagne la création d'une nouvelle centralité : le pôle intermodal composé des gares des lignes 4 (au Sud) et 15 (en souterrain de l'îlot G1 au Sud-Est) dénommé « la Place des Métros ».

A cet égard, ce nouveau « pôle » permet la création d'une vitrine nouvelle pour la ville et favorise l'implantation d'un cœur de vie avec des logements, commerces, bureaux et équipements, tout en conservant l'objectif de mixité fonctionnelle voulu initialement pour la ZAC.

Il constitue un espace urbain dense, mixte et porteur d'une identité architecturale forte dénommé « La place des Métros ». Autour de lui, un espace public dimensionné à l'échelle de la ville est envisagé au cœur de l'îlot offrant un lieu de vie pour les quartiers et une nouvelle centralité à la ville.

Cette nouvelle centralité du pôle gare est entourée de trois ensembles immobiliers remarquables, nouveau signal urbain, marqueur fort d'un quartier renouvelé :

- L'îlot G1, situé de part et d'autre de la future sortie du métro 15 ;
- L'îlot G2, au Sud-Est de la place, dont le chantier a été lancé courant 2020 ;
- L'îlot G3, à l'Ouest de la ligne 4.

Au sein de la ZAC, l'îlot G3 d'une SDP de 27 000m² a fait l'objet d'une étude d'impact dans le cadre d'une procédure de permis de construire. Ce projet consiste, sur une emprise de 4 000 m², en la construction d'un ensemble immobilier mixte composé, de part et d'autre d'une venelle en relation avec l'espace public, d'une tour isolée de 17 étages et de quatre autres volumes (trois tours et un immeuble à gradins) sur un socle commun de deux étages. Cet ensemble doit accueillir 348 logements, un équipement polyvalent (social et culturel), des commerces, des bureaux et un pôle santé

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.2 – Bilan de la ZAC en 2025

A/ Evolution programmatique de la ZAC entre 2015 et 2025

Les principales évolutions du projet entre 2015 et 2025 sont les suivantes :

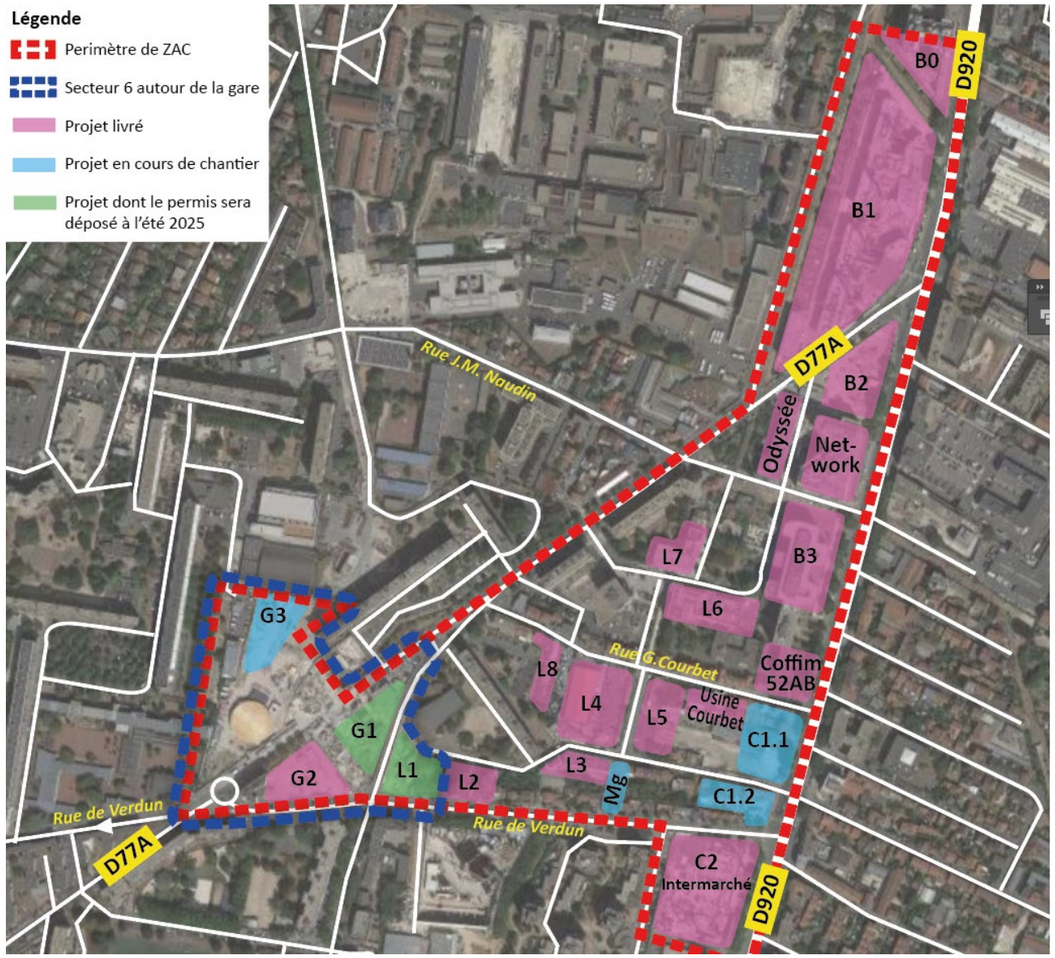
- **La confirmation de la programmation bureaux** (+3% sur les lots de la ZAC) d'environ 130 588 m² de SDP créées au lieu des 127 000 m² prévus initialement ;
- **Le renforcement de la programmation logements** sur les lots de la ZAC avec une augmentation de 13 356 m² SDP (soit +13%), mais surtout le développement des opérations privées dans le périmètre de la ZAC (36 086 m² SDP de SDP logements au lieu des 20 000 m² envisagés en 2015). Cette évolution s'explique par une ambition métropolitaine confirmée pour le secteur des quartiers nord de Bagneux :
  - o la programmation de logements sur l'îlot des Gares a été augmentée suite à l'extension du périmètre et à l'intégration de l'îlot G3 dans une logique d'interconnexion entre la gare du métro 4 et celle du Grand Paris Express.
  - o l'évolution de la programmation sur la RD920 au sud de la ZAC (secteur Rolland-Courbet et Casino) avec la création de logements envisagée en lieu et place des bureaux.
- **La confirmation de la programmation commerces** dans l'ensemble du périmètre de la ZAC opérations privées comprises avec 18 613 m² SDP au lieu des 17 960 m² SDP prévus en 2015 ; afin de concentrer l'attractivité commerciale sur des polarités comme l'îlot des Gares et au sud de l'avenue Aristide Briand.

La carte et le tableau suivant permettent de dresser un état des lieux de l'avancement de la ZAC de l'Ecoquartier Victor Hugo et illustre en 2025 que :

- 221 985 m² de SDP ont été livrés, représentant 73% du programme de construction
- 52 209 m² de SDP sont en cours de chantier, représentant 17% du programme de construction (lots C1, G3, Opel et Mg Partner)
- 30 491 m² de SDP prévus à un horizon 2027-2028 représentant 10% du programme de construction (lots L1 et lot G1 dépendant de la fin du chantier du métro 15, ainsi qu'un lot privé à l'étude sur la rue de Verdun).

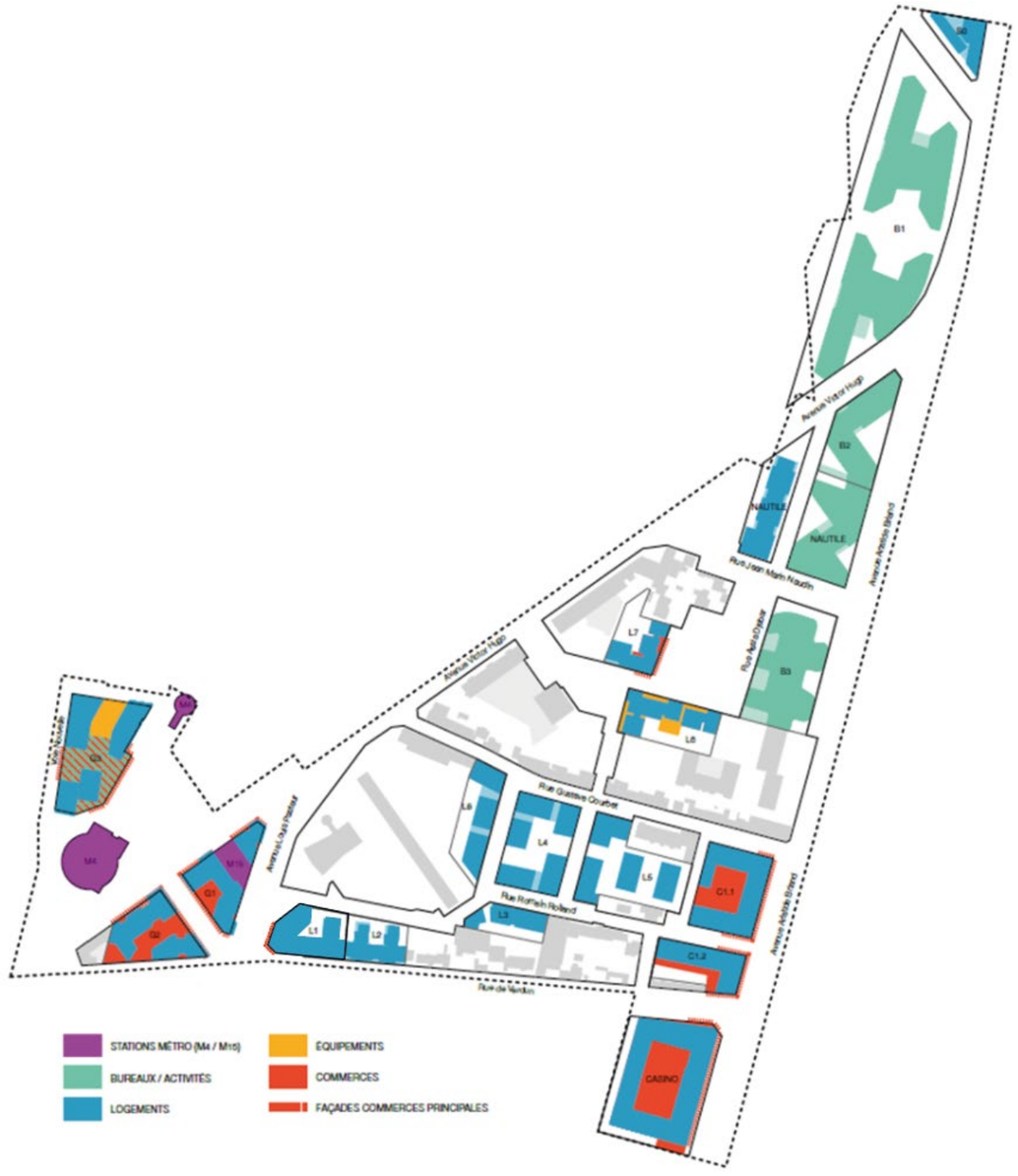
Par ailleurs :

- Il reste 10% de l'ensemble du programme sur du foncier maîtrisé à réaliser (lots L1 et G1), soit 7% d'augmentation de la constructibilité globale par rapport au dossier de création modificatif de 2015.
- Des PC sont à l'étude dans le diffus : on observe une augmentation importante des demandes d'autorisation de déposer des PC (42% d'augmentation de la construction en participation prévue par rapport au dossier de création modificatif de 2015).



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

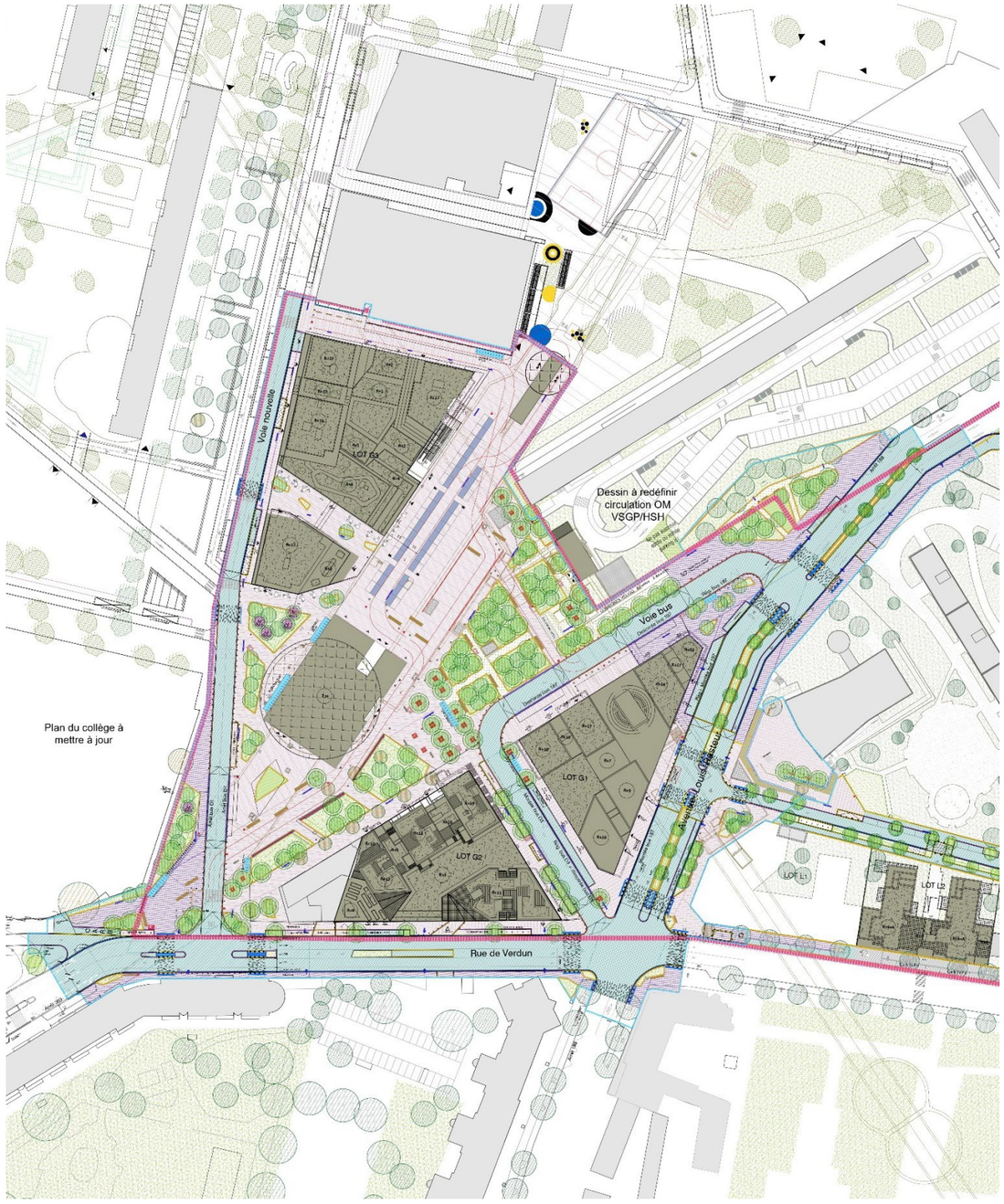
Bilan du programme de construction de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO						
Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m² SDP	Echéancier
Lots de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO						
B1	54 585				54 585	Livré
B2	15 991				15 991	Livré
Network 1	12 474				12 474	Livré
B3	24 676				24 676	Livré
L6		5 106		1219	6 325	Livré
L7		3 687	324		4 011	Livré
L2		4 870			4 870	Livré
L3		3 033			3 033	Livré
L4		7 886			7 886	Livré
L5		9 763			9 763	Livré
L8		5 700			5 700	Livré
C1		15 253	2 875	772	18 900	*En chantier, livraison prévue en 2026*
G3	526	22 695	2 596	2 047	27 864	*En chantier, livraison prévue en 2025*
L1		7 408	4 792		12 200	2028
G1		14 741	850		15 591	2028
G2		13 293	3 723		17 016	Livré
Total	108 252	113 356	15 160	4 117	240 885	
Opérations privées dans la ZAC						
B0		5 299	1 167		6 466	Livré
Network 1	8 488				8 488	Livré
Odyssée		5 540			5 540	Livré
Coffim 52AB	13 700				13 700	Livré
C2 Casino		15 999	4 000		19 999	Livré
Usine Courbet		1 462			1 462	Livré
Mg Partner		2 920			2 920	*En chantier*
Opel	148	2 166	211		2 525	*En chantier*
Livinx		2 700			2 700	*Préparation PC en cours*
Total	22 336	36 086	5 378	0	63 800	
Total	**130 588**	**149 442**	**20 538**	**4 117**	**304 685**	



Bilan des destinations de sols

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Plan de masse de 2024 (secteur 6)



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE


L6


L7


L5 et usine courbet

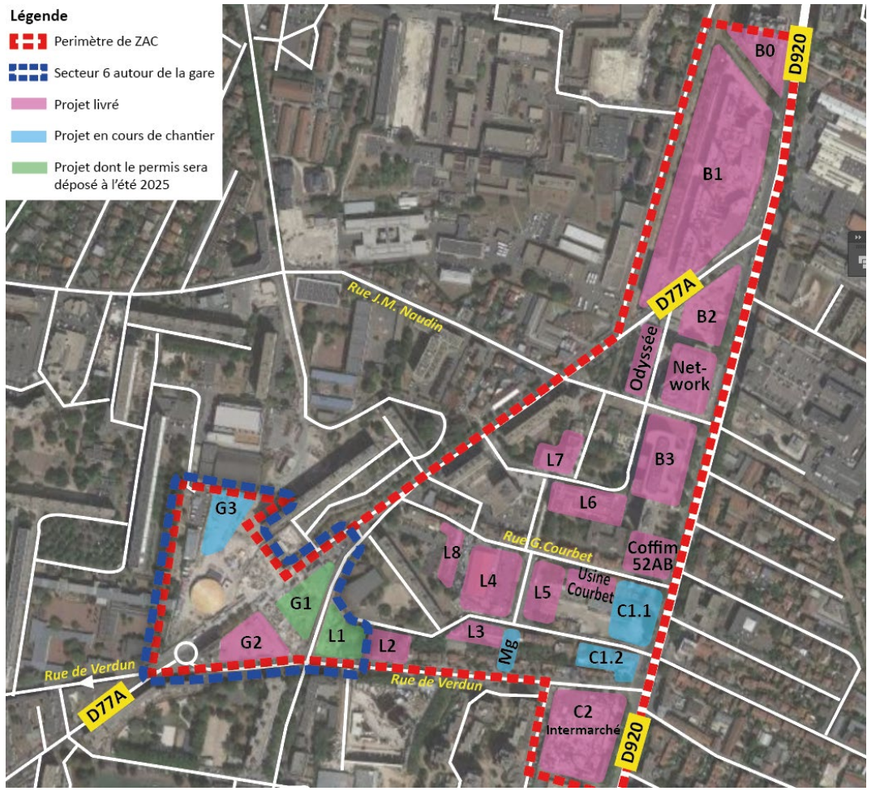

B0

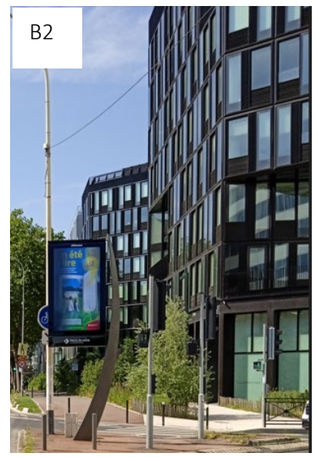

B1


L8




Lot L4 et lot L5



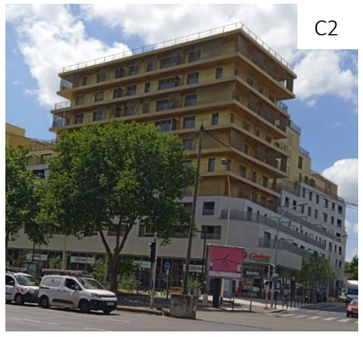

B2


L2


L1


G2

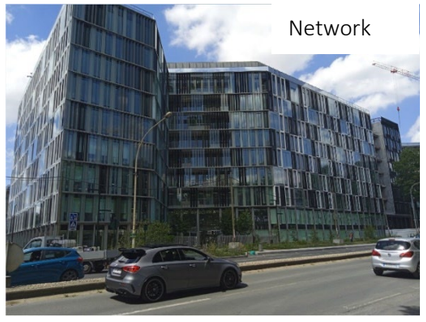

L3


C2


Coffim 52AB


B3


Odyssée


Network

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

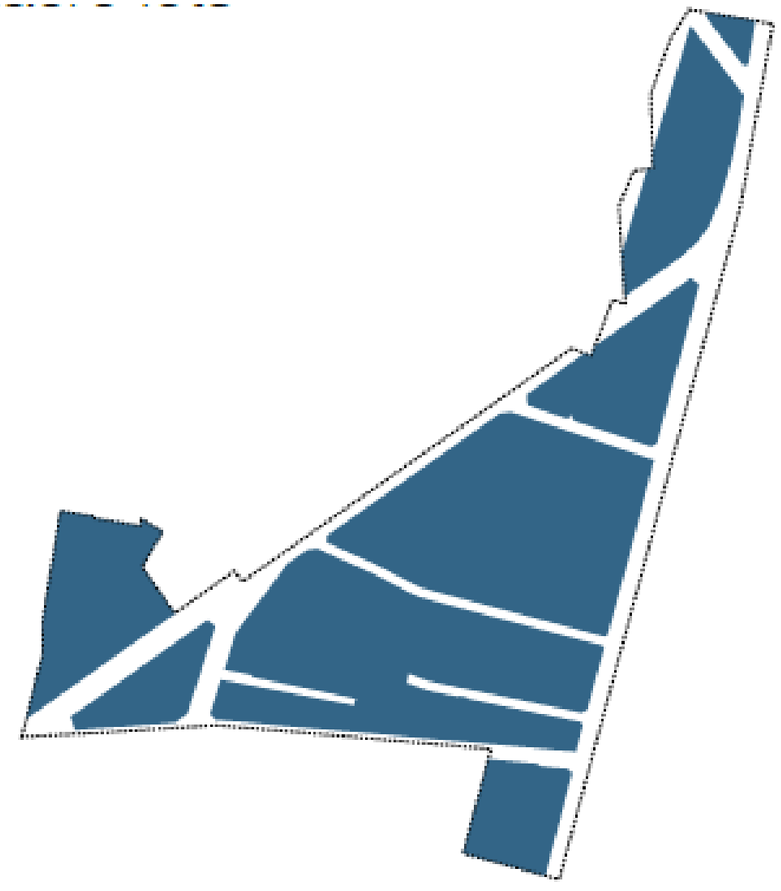
C/ Etat des lieux de l'avancement des espaces publics de la ZAC en 2024

Une trame viaire enrichie et apaisée

En 2011, le site de la ZAC en étant formé de macros lots, constituait un secteur peu perméable aux déplacements. Il était principalement desservi sur ses limites :

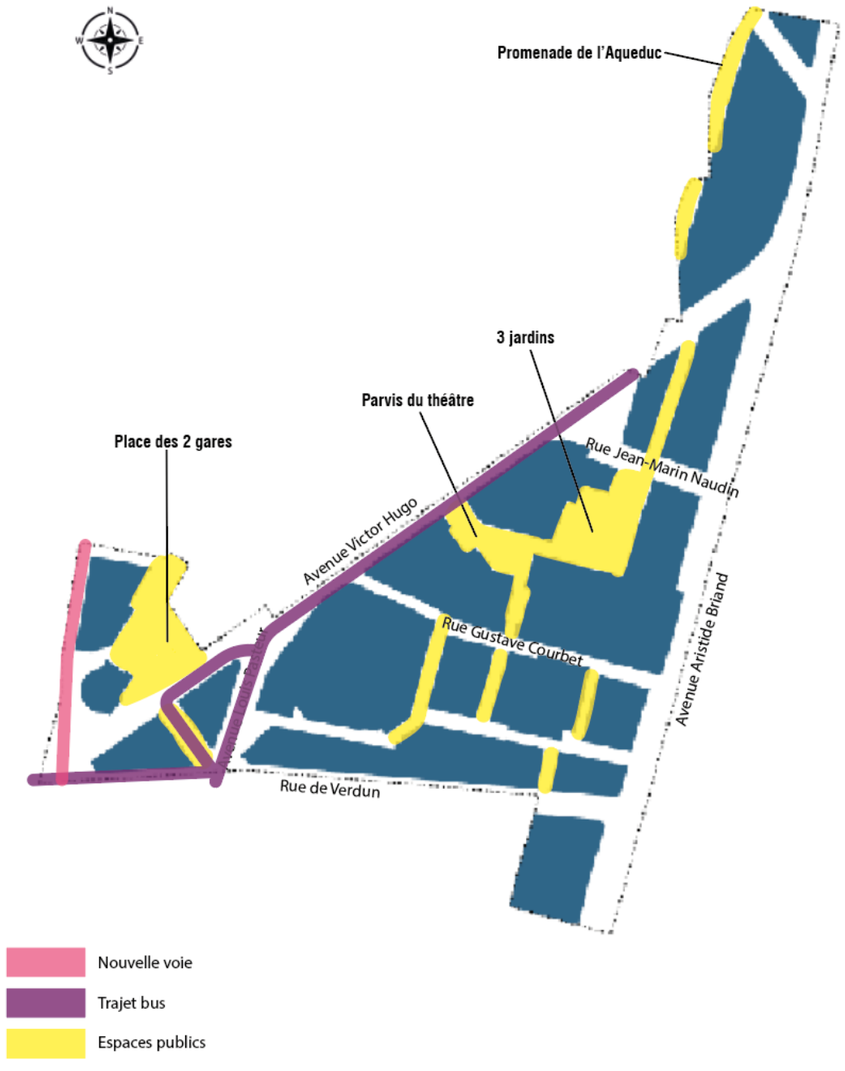
- par la RD920 (Aristide Briand) à l'Est ;
- par la RD77A et la RD777 (avenue Victor Hugo et avenue Louis Pasteur)à l'Ouest, Sud-Ouest ;
- par la rue de Verdun au Sud.

Sa partie centrale était uniquement distribuée par des voies uniquement orientées Est / Ouest avec les rues Jean Marin Naudin au Nord, la rue Gustave Courbet, et une impasse sur sa partie au Sud.



L'enjeu a donc été :

- de désenclaver ce secteur et de le rendre perméable aux déplacements ;
- de le structurer d'une nouvelle trame viaire orientée Nord-Sud ;
- de créer de nouvelles voies publiques paysagées apaisées et de nouvelles voies vertes ;
- de le doter de nouveaux espaces publics (place des 2 gares, parvis du théâtre, jardin de jeux, jardins partagés, ancien jardin du SETRA conforté et devenu public baptisé « jardin Ilan Halimi ».



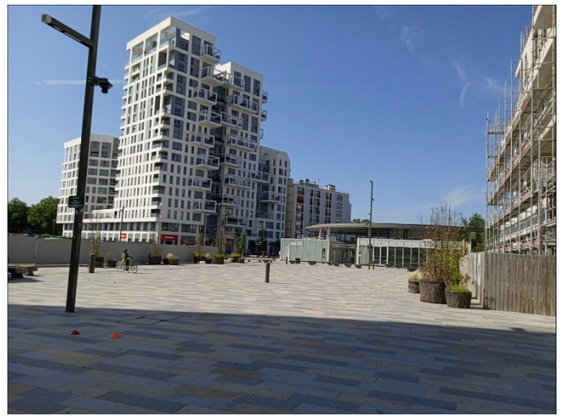
Source : Synthèse Architecture

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

De nouveaux espaces publics







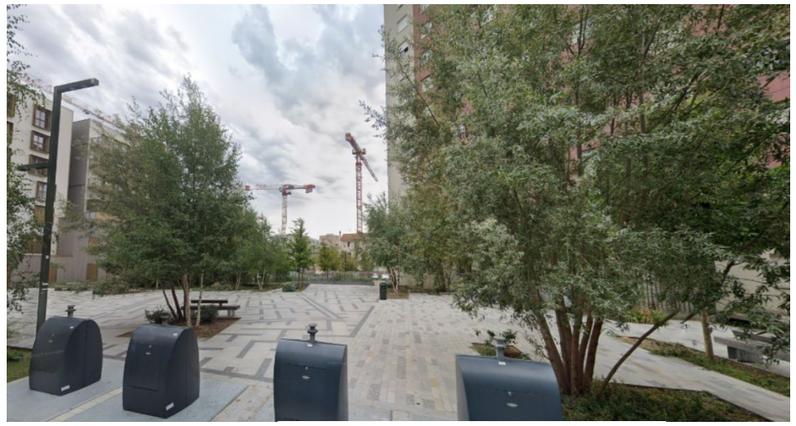




La place du métro 4 et ses parkings vélos



Le parvis de l'église



L'aire de jeux



La promenade de l'aqueduc et les jardins familiaux



Les potagers du théâtre Victor Hugo



L'aire de jeux



Jardin Ilan-Halimi

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

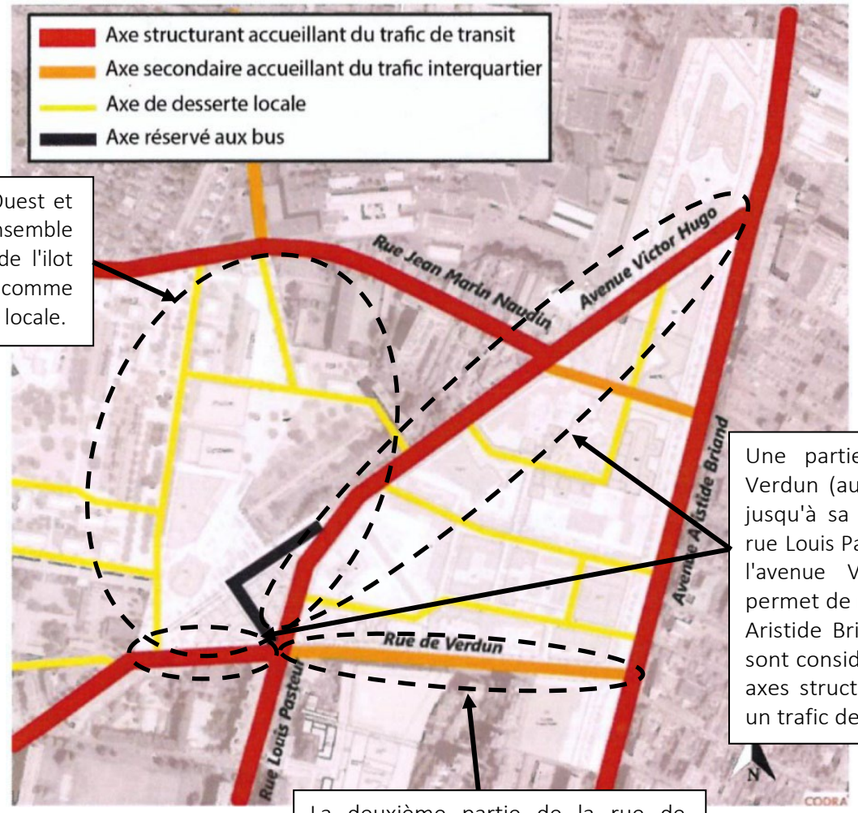
Une nouvelle trame viaire

<u>Restructuration des voies de dessertes du secteur dans le cadre de la ZAC en vue de favoriser la fluidité des axes</u>

En plus de la voie nouvelle au Sud de l'ilot G3 (réservée aux bus et aux piétons, entre les îlots G2 et G1), l'avenue Henri Barbusse sera également aménagée en voie semi-piétonne : **une partie de la voie sera dévolue au parvis piéton de la ligne 4 et l'autre partie, pour les besoins exclusifs des bus venant via la voie nouvelle.**

Au droit du site, la voie nouvelle à l'Ouest de l'îlot permettra une connexion avec l'avenue Henri Barbusse puis la rue de Verdun pour un accès direct à la RD920.

La hiérarchie des voies est donc repensée :



La voie nouvelle à l'Ouest et plus largement, l'ensemble des voies au Nord de l'ilot G3 sont considérées comme des axes de desserte locale.

Une partie de la rue de Verdun (au Sud de l'îlot G2) jusqu'à sa connexion avec la rue Louis Pasteur puis au-delà l'avenue Victor Hugo (qui permet de rejoindre l'avenue Aristide Briand et la RD920) sont considérées comme des axes structurants accueillant un trafic de transit.

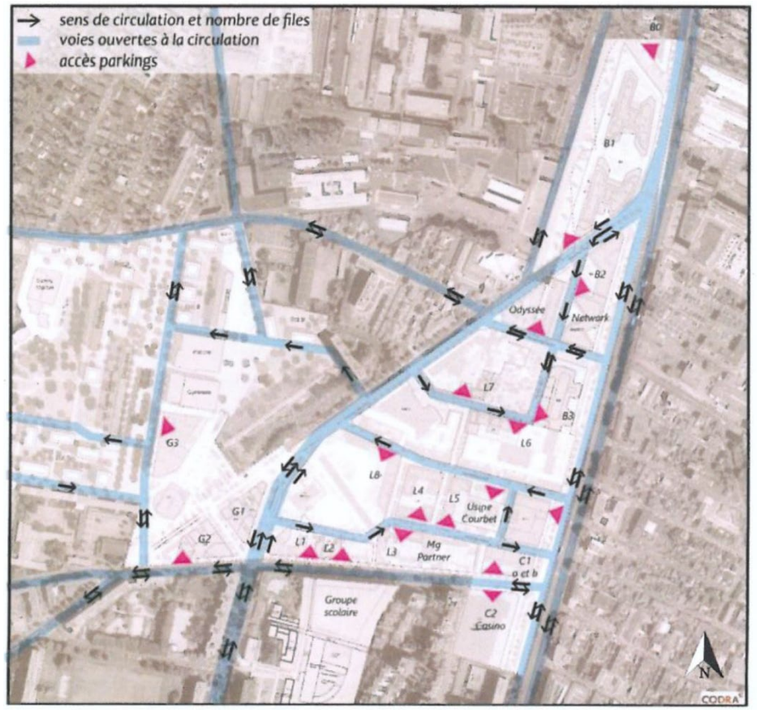
La deuxième partie de la rue de Verdun (à l'Est de la rue Louis Pasteur) est repensée comme un axe secondaire accueillant du trafic d'échanges inter-quartier.

De plus et afin de concrétiser la hiérarchisation de la voirie future et favoriser la fluidité du réseau les principes d'aménagement suivants ont été retenus :

- sur les axes structurants et axes secondaires : double sens de circulation, vitesse limitée à 50 km/h, pistes ou bandes cyclables ;

- sur les axes de desserte locale : vitesse limitée à 30 km/h maximum, zones 30 voire zone de rencontre, doubles sens cyclables dans les rues en sens unique.

Dans le cadre de ce schéma de circulation au terme de la ZAC, le plan de circulation envisagé pour le projet est adapté.

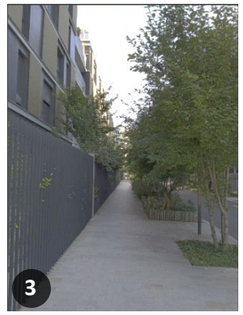


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Liaisons douces et apaisées





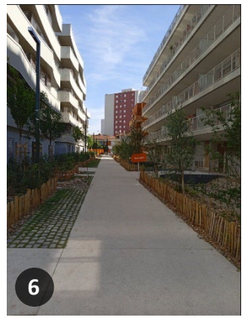






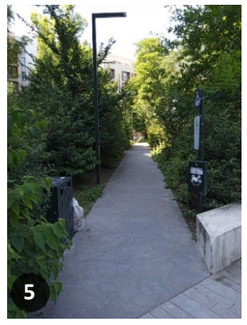




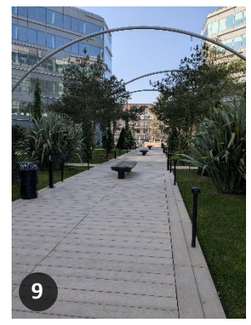


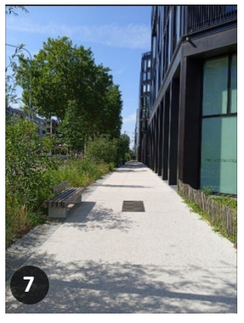
Liaisons douces

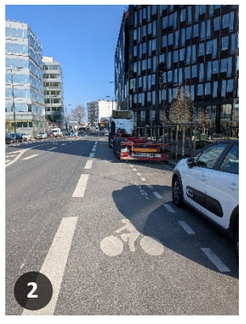




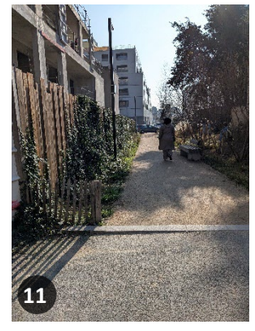








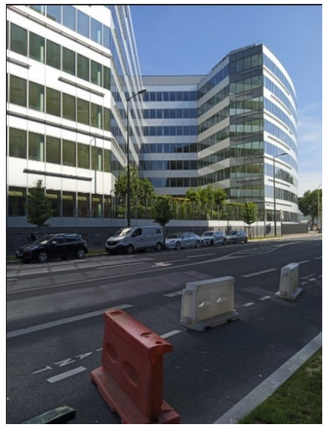




Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Une nouvelle trame viaire paysagère bordée de noues





Le long de la D920





Avenue Victor Hugo D77A

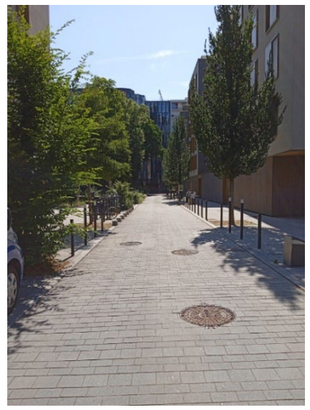
Rue de Verdun



Rue Gustave Courbet



Lot L4




Rue Gustave Courbet



Rue Gustave Courbet









Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.3– Zoom sur le dernier secteur opérationnel : le secteur des Gares

A/ Une évolution majeure : la montée en puissance de l'îlot gare

Les deux projets de gares (M4, M15) ont permis l'émergence d'un projet d'aménagement qualitatif qui se construit autour de ces deux équipements structurants. La création d'immeubles de logements collectifs sur l'Ilot des Gares doit permettre de répondre à la préconisation majeure du Grand Paris : densifier le tissu urbain autour de ces pôles.

A son terme, l'îlot des gares formera une nouvelle entrée de ville depuis le métro et constituera une nouvelle vitrine pour la ville de Bagneux.
Une mixité fonctionnelle est attendue sur le site de la ZAC afin de répondre au développement économique de la Ville ainsi qu'aux besoins des habitants.
Le nouveau parti d'aménagement du projet réoriente la majeure partie des surfaces commerciales sur cet îlot pour créer un pôle commercial dynamique qui favorisera et l'animation de l'espace public. Un équipement polyvalent est aussi prévu.

L'Ilot Gares est souhaité avec une programmation ambitieuse développée sur 3 entités foncières présentes autour des deux gares à savoir : G1, G2 et G3.

- La place des Gares

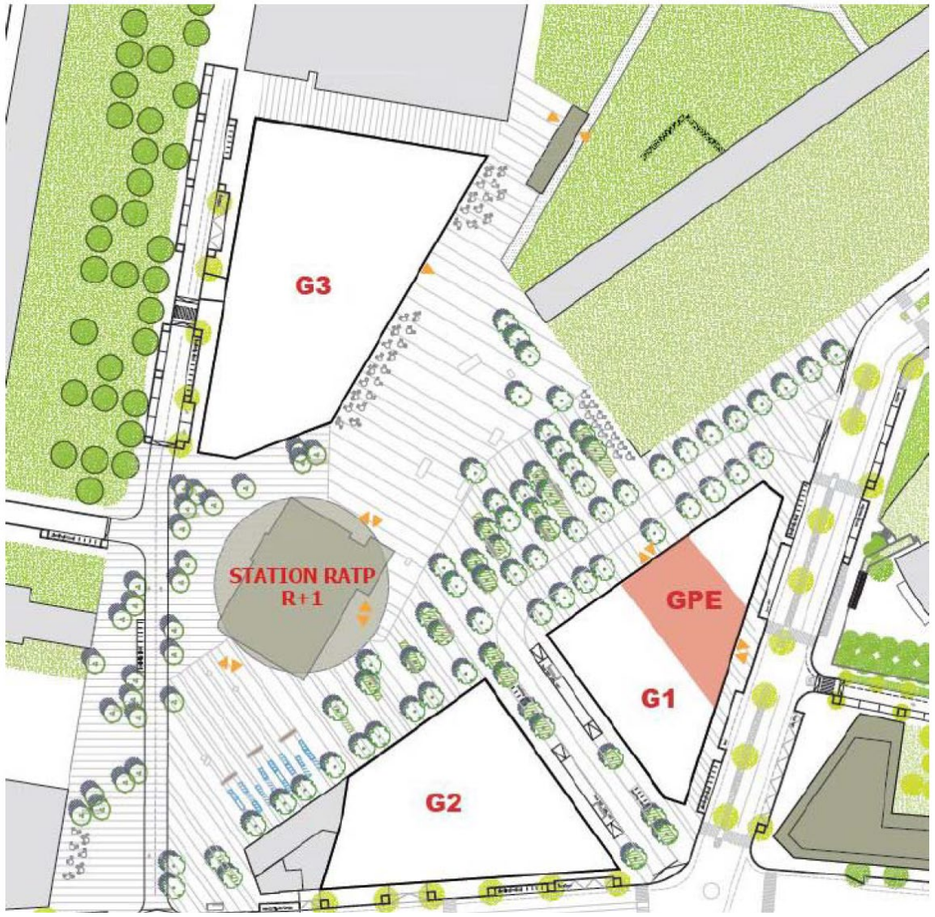
L'îlot des gares sera composé de trois lots (G1, G2, G3) qui seront implantés autour d'une place d'envergure qui deviendra un lieu de partage, de détente et de connexion.

Cette place exclura la circulation des voitures mais non celle des bus, qui s'insèreront par le biais d'une voie bus. Cet espace situé à l'interconnexion de deux gares de métro dont les architectures travaillées en feront des lieux emblématiques, permettra de mettre en œuvre la « Ville dense et durable » proposée par le Grenelle de l'Environnement.

Elle devra permettre aux usagers de renouer avec le milieu dans lequel ils évoluent et, de par son identité architecturale, pourra prendre sa « place » dans la ville et jouer pleinement son rôle d'espace de convergence. Des terrasses de restaurants ou de cafés orientés vers le sud et l'est seront prévues afin d'animer l'espace public.

Elle accueillera les nouveaux flux tout en donnant les traits d'un cœur de ville au site. Une rue commerçante sera ainsi créée entre les lots G1 et G2 en plus des commerces réalisés sur la place en rez-de-chaussée des lots G1 et G2. La place sera végétalisée afin de poursuivre la démarche de l'Ecoquartier. Sa structure devra prendre en compte, les infrastructures souterraines des métros.

L'aménagement de l'espace public prendra en compte la gestion des flux des usagers grâce à :
- La création d'espaces piétons agréables et suffisamment dimensionnés.
- La réalisation de pistes cyclables et de stationnements adaptés au vélo.
- La réalisation d'arrêts de bus. Enfin, le projet d'Ecoquartier a pour objectif de favoriser l'utilisation des transports en commun ou les modes de déplacement doux. Les voitures seront donc exclues de la Place des Gares et la maîtrise du respect des règles de stationnements sera un enjeu de long majeur.



Source : ARTE CHARPENTIER

Localisée au sein de l'îlot, la gare du Grand Paris Express, conçu par le groupement SETEC TPI / Atelier BARANI, confère à l'ensemble immobilier sa dimension métropolitaine et justifie pleinement l'ambition urbaine recherchée sur cet îlot par l'aménageur et la Société du GP.
Accessible depuis l'Avenue Louis Pasteur, la gare du Grand Paris Express s'ouvre largement sur la future Place gagnant ainsi en visibilité sans interférer avec les programmes qui prendront place à son pourtour : commerces, activités et logements.

A l'horizon de l'arrivée du métro 15 à Bagneux, le réseau de bus aura été restructuré. Une partie des bus qui empruntent aujourd'hui la RD 920 jusqu'à la Porte d'Orléans seront en terminus à l'arrêt de métro de Bagneux, leur évitant des temps de trajet très pénalisants jusqu'à la Porte d'Orléans. Néanmoins une desserte de cabotage ou de proximité sera maintenue sur la RD920 entre la nouvelle gare de Bagneux et Paris.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

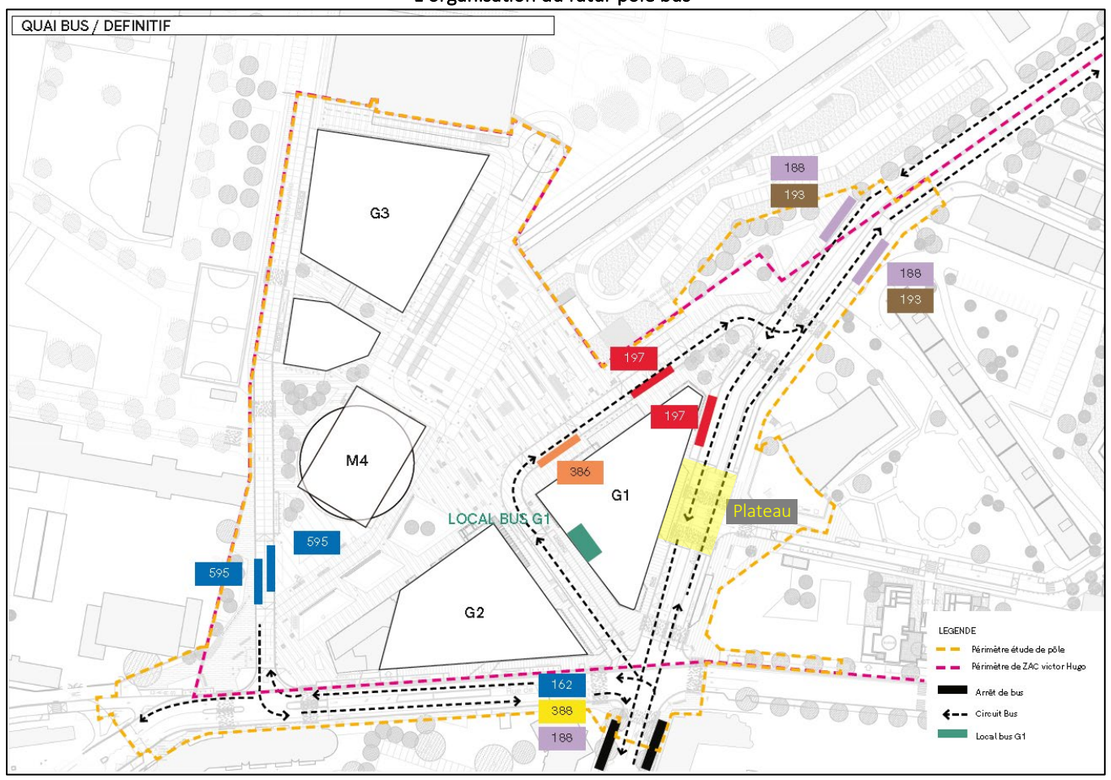
Ile de-France Mobilités, la SGP, la RATP et la Ville de Bagneux ont convenu d'étudier la desserte et le dimensionnement du pôle bus sur la base du programme issu de l'AVP du terminus de la ligne 4, à savoir :

- 3 lignes en terminus à la station de métro Bagneux : 187 (Bagneux métro > Fresnes), 188 (Bagneux métro > Robinson), 297 (Bagneux > Longjumeau)
- 3 lignes en passage : 162 (Meudon > Parc de Saint Cloud), 197 (Porte d'Orléans > Massy), 388 (Châtillon Montrouge > Bourg-la-Reine)

Dans le nouveau projet d'aménagement de l'îlot Gares, la circulation des bus en passage s'organise autour du lot G1. La dépose/reprise des usagers s'effectue donc directement sur la place.

Les bus en terminus stationnent quant à eux sur l'avenue Pasteur ce qui permet de positionner les locaux pour les chauffeurs en rez-de-chaussée du lot G1. Leur retournement s'effectue autour du lot G1. La création d'un plateau sur l'avenue Pasteur permet d'apaiser la circulation et de sécuriser les traversées sur cette avenue et donc de faciliter les échanges.

L'organisation du futur pôle bus



Source : Notice AVP 4, 2024 – Arte Charpentier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Zoom sur le secteur Pôle Gares

Depuis 2015, la ZAC Ecoquartier est entrée largement dans son développement opérationnel avec le démarrage de nombreux chantiers et la livraison des premiers logements et des immeubles de bureaux.

La consultation lancée par la Ville de Bagneux et la Société du Grand Paris sur les lots G1 G2 en tant que projets connexes de l'arrivée du métro a confirmé la forme urbaine du secteur des gares avec des immeubles de 17 étages sur des socles actifs. Cette forme urbaine a également été appliquée au lot G3 dans sa définition en 2017-2018.

Le travail des espaces publics a été repris pour répondre aux contraintes techniques des infrastructures de transport en cours de réalisation en dessous de la future place Lucie Aubrac. Une vaste réflexion sur la gestion des eaux pluviales a été menée afin de diminuer au maximum leur rejet dans les réseaux. Ainsi le traitement paysager a intégré de larges espaces en creux permettant de stocker et d'absorber une grande partie des pluies.

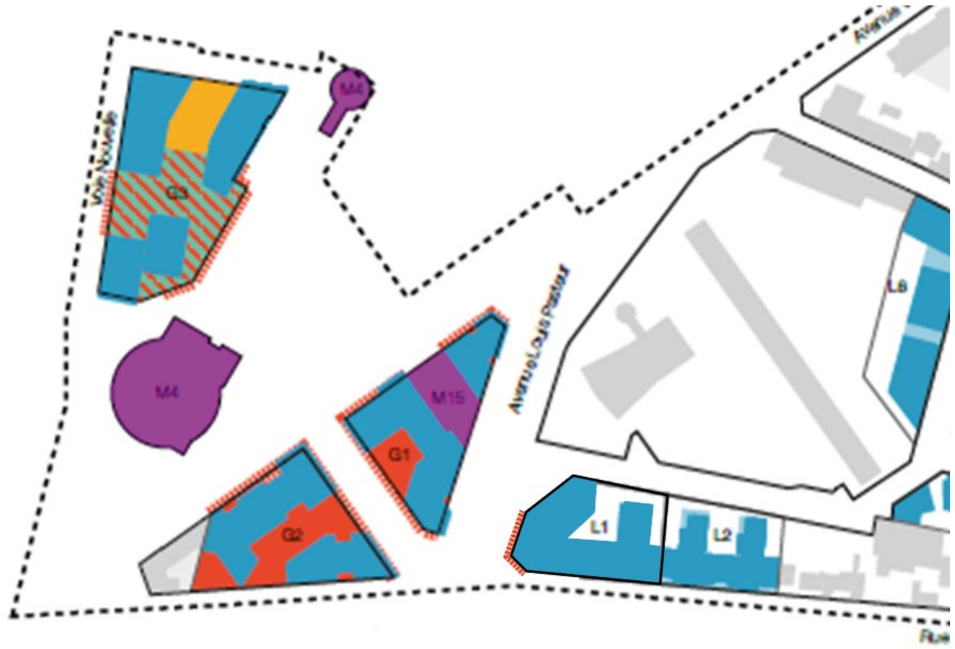
Le travail de co-conception avec les maîtrises d'œuvre des projets immobiliers et les habitants du secteur 4 de la ZAC (lots L4, L5 et L8) a également permis l'élaboration de projets immobiliers innovants en terme technique (construction bois, terre crue, immeubles œuvre d'art) mais également d'usage (Soho, locaux communs, cours artisanales, équipements culturels).

Présentation générale du secteur 6

Le secteur 6 de la ZAC, correspondant aux lots G1, G2, G3 et L1, constitue les opérations du quartier « Pôle Gare ». Ces opérations accompagnent la création d'une nouvelle centralité organisée autour de la place des Métros et du pôle intermodal composé de la gare Bagneux - Lucie Aubrac du prolongement de la ligne 4 de métro (mise en service en 2022) et de la future gare de Bagneux de la ligne 15 Sud du GPE - Pont de Sèvres - Noisy-Champs (mise en service prévisionnelle : 2026)

A cet égard, le secteur 6 permet la création d'une vitrine nouvelle pour la ville et favorise l'implantation d'un cœur de vie avec des logements, commerces, bureaux et équipements tout en conservant l'objectif de mixité fonctionnelle voulu initialement pour la ZAC.





La ville de Bagneux a approuvé en septembre 2016, la révision du Plan Local d'Urbanisme, créant une zone UNg autour des futures gares de métro.

Les caractéristiques de cette zone comprennent le déplafonnement des hauteurs de bâtiment pour affirmer un nouveau repère dans la ville et concrétiser les ambitions de la ville en matière d'urbanisation.

Autour de la future place, les immeubles des lots résidentiels G1, G2 et G3 dont la hauteur est limitée à R+17 maximum, accueilleront des implantations commerciales. L'objectif est de faire de ce lieu une nouvelle centralité de la ville de Bagneux dans les premiers niveaux de construction, en suivant le plan de marchandisage développé par la ville.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La place des Métros

Le secteur s'inscrit dans l'aménagement de la nouvelle place urbaine autour de la gare Bagneux - Lucie Aubrac de la ligne 4 et de la future gare de la ligne 15. Ce secteur constitue ainsi une nouvelle polarité qui dessine une nouvelle identité du paysage urbain.

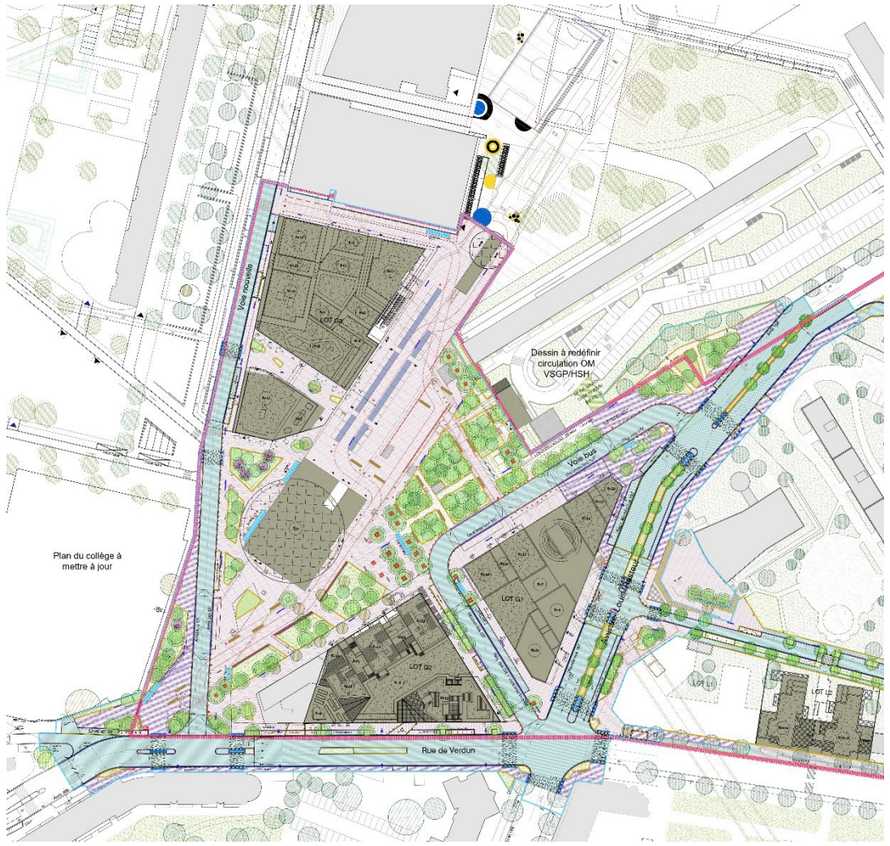
La place des Métros (appelée aussi « Place Lucie Aubrac »} d'environ 13 000m² est un espace dédié largement aux piétons qui se compose d'un îlot central entièrement piétonnier et d'une voie nouvelle réservée aux transports en commun et aux modes doux (au Sud de l'îlot G3).

Elle est accessible à tous sans différence de niveaux, sans emmarchement permettant une cohabitation harmonieuse des usagers afin d'en faire un espace d'intermodalité qui s'inscrit dans l'espace de la rue.

Périmètre de la « Place des métros »



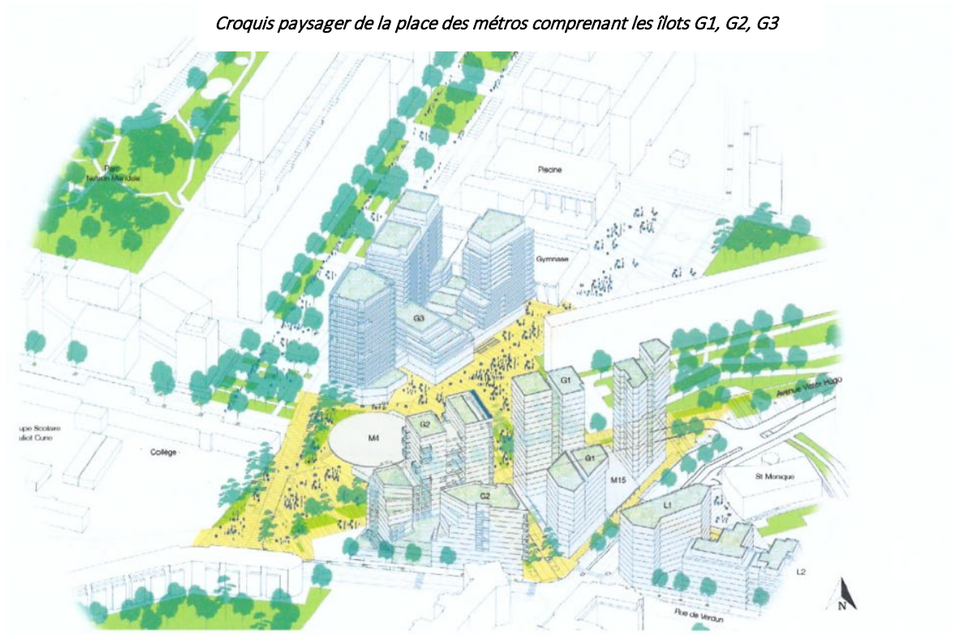
Principes urbains (Plan masse, AVP4)

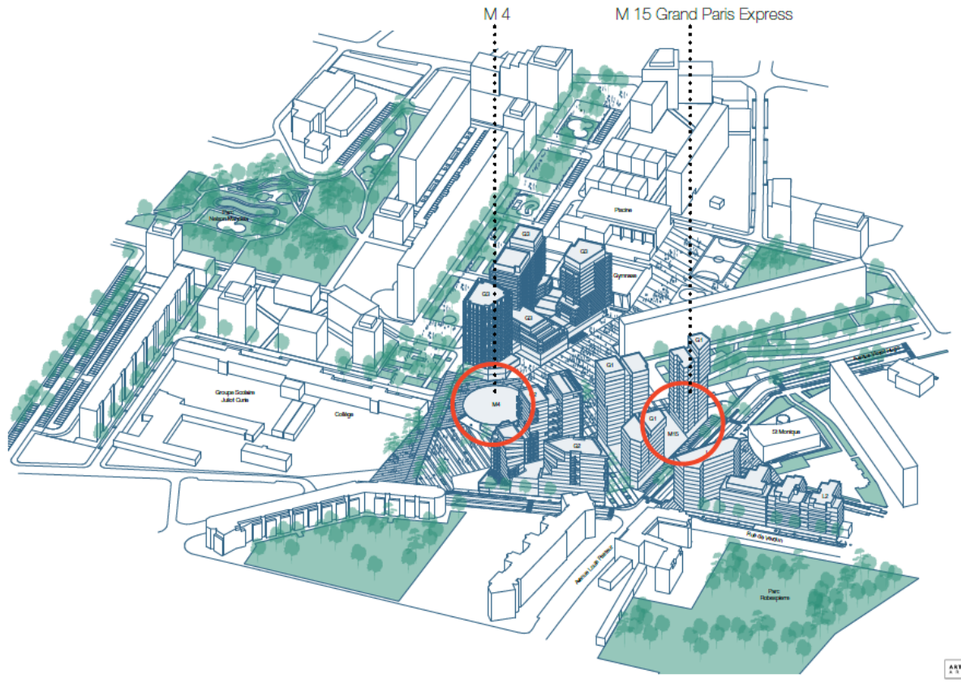


Permettant la création d'une nouvelle vitrine pour la ville et favorisant l'implantation d'un cœur de vie avec des logements, commerces, bureaux et équipements prévus sur les trois îlots (G3, G2 et G1), la place doit constituer un espace urbain dense, mixte et porteur d'une identité architecturale et paysagère forte (plantation de plus d'une centaine d'arbres).

L'usage de ce parvis sera multifonctionnel : place végétale (arbres de hautes tiges, pièces végétales composées de gazon/prairie, noues...), espace de promenade, marché, …

Croquis paysager de la place des métros comprenant les îlots G1, G2, G3





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

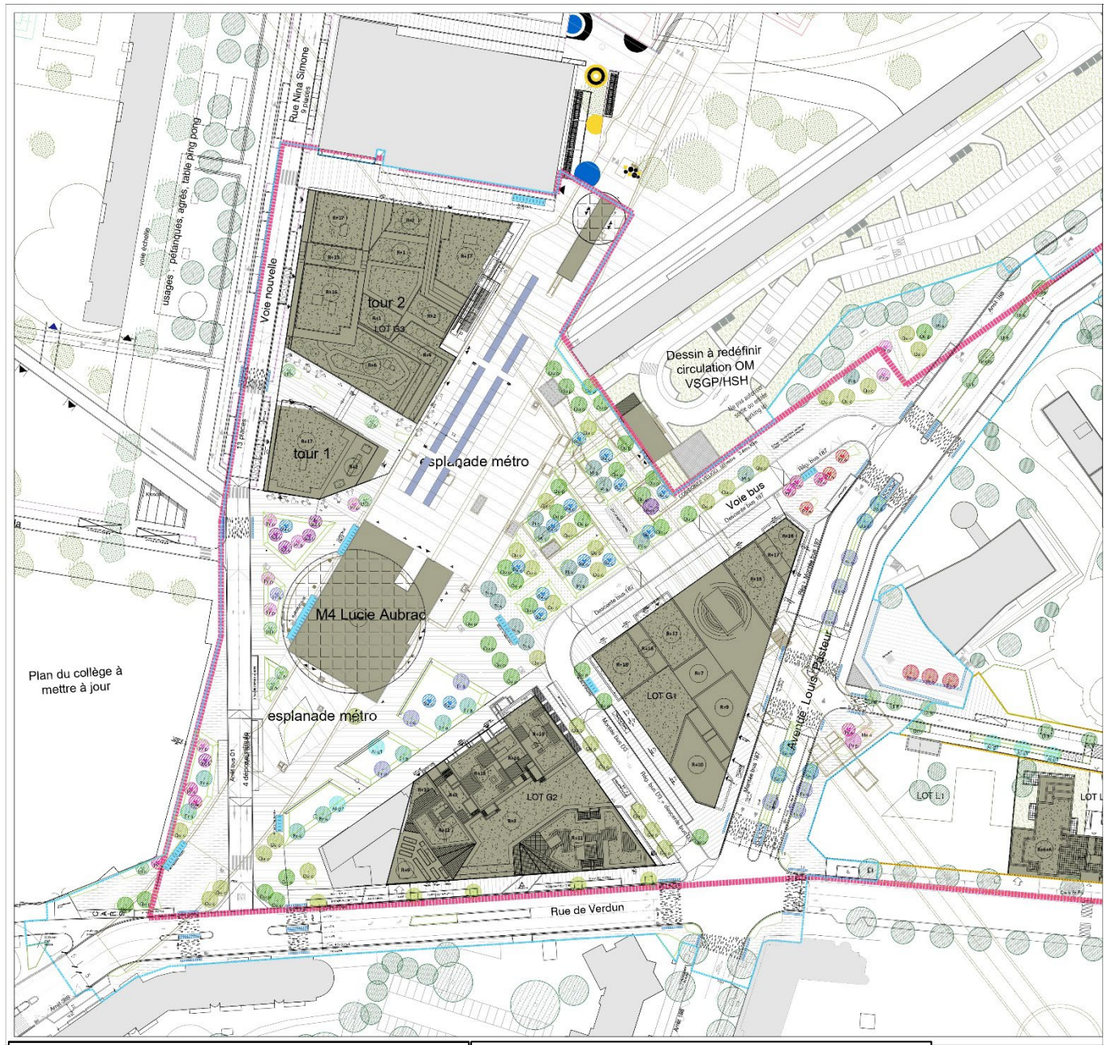
Typologie des espaces publics



Source : AVP place des Gares, Agence ARTE Charpentier, février 2020

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Ambiance paysagère recherchée sur le parvis (végétation)



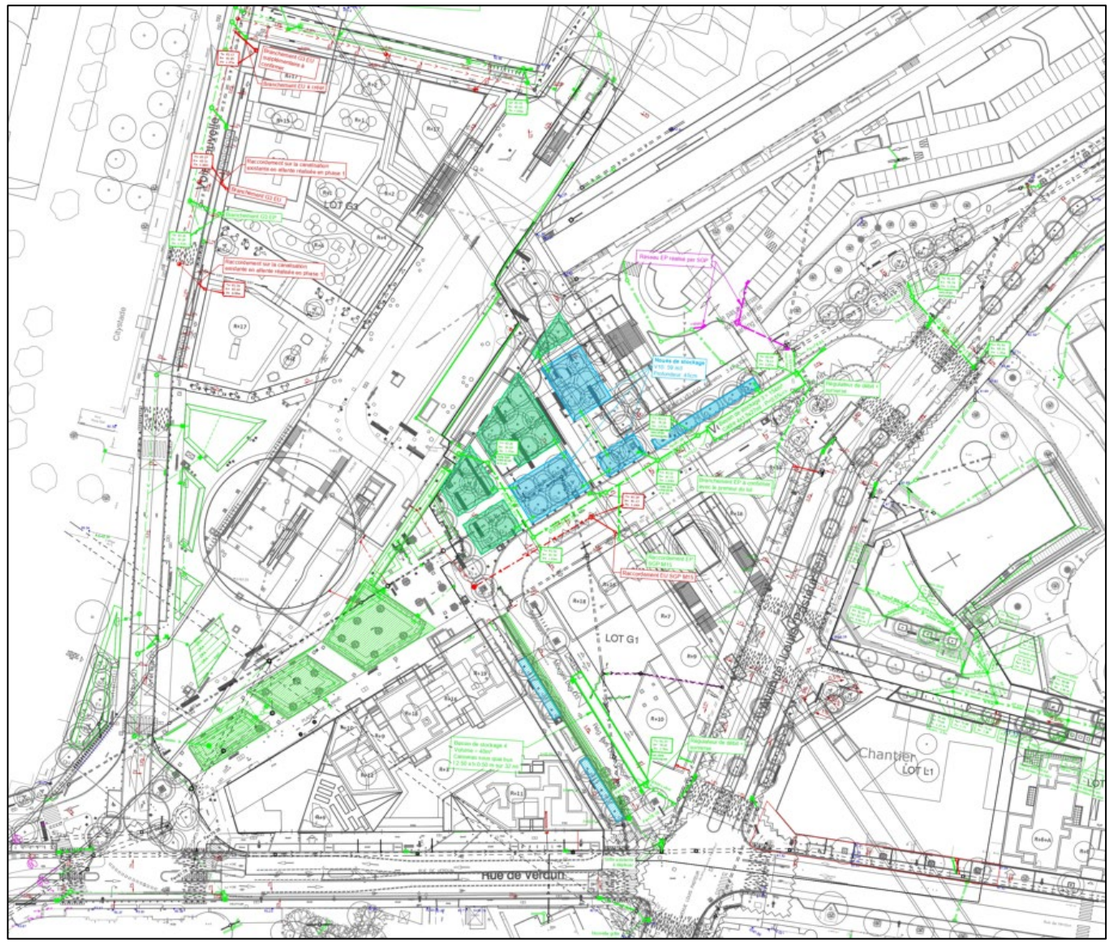
LEGENDE ARBRES

		Arbres existants
HAUTE TIGE	CEPEE	Arbres d'alignements (Pôle Gare, voies vertes et rues) :
		Pinus sylvestris (pin sylvestre)
		Quercus petraea (chêne rouvre ou sessile)
		Quercus cerris (chêne chevelu)
		Quercus robur fastigiata Coster
		Tilia cordata
		Ulmus hollandica (orme de Hollande)
		Ulmus glabra fastigiata

		Arbres de milieux humide, (noues):
		Alnus glutinosa 'Imperialis'(aulne glutineux, a.noir)
		Fraxinus americana (frêne blanc)
		Fraxinus ornus (frêne à fleur)
		Salix caprea mas (saule marsault)
		Arbres ornementaux et fruitiers (voies vertes, placettes et jardins):
		Prunus avium (merisier)
		Prunus padus (merisier à grappes)
		Prunus serotina (cerisier d'automne)
		Sorbus torminalis (sorbier, alisier torminal)
		Arbre du Grand Paris:
		Paulownia tomentosa

Plan masse secteur 6 AVP4 2024

Ambiance paysagère recherchée sur le parvis (principe de gestion alternative des eaux pluviales)



Réseaux existants :

Assainissement communal :
- *Assainissement Eaux Pluviales*
- *Assainissement Eaux Usées*
- *Assainissement Unitaire*
- *Assainissement abandonné*

Parois moulées RATP :
- *Zone recépée*
- *Zone non recépée*

Limites :
- *Emprise AVP*

Réseaux projetés :
- *Assainissement Eaux Pluviales*
- *Assainissement Eaux Usées*
- *Regard de visite EP / EU*
- *Regard de branchement EP / EU*
- *Bouche Avaloir à grille*
- *Grille 400x400*
- *Grille 600x600*
- *Grille 800x800*
- *Caniveau à grille*
- *Grille 750x300*
- *Dispositif de rétention à ciel ouvert (noue, jardin en creux). Profondeur 40cm*
- *Noue de collecte à ciel ouvert. Profondeur 20cm*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Illustration paysagère du projet de la Place des Métros



ARTE CHARPENTIER ARCHITECTES a

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les futures voies nouvelles irriguant la place des Métros pour renforcer l'intermodalité sont les suivantes :

- *La voie nouvelle Nord/Sud à l'Ouest de l'îlot G3 (rue Nina Simone)*

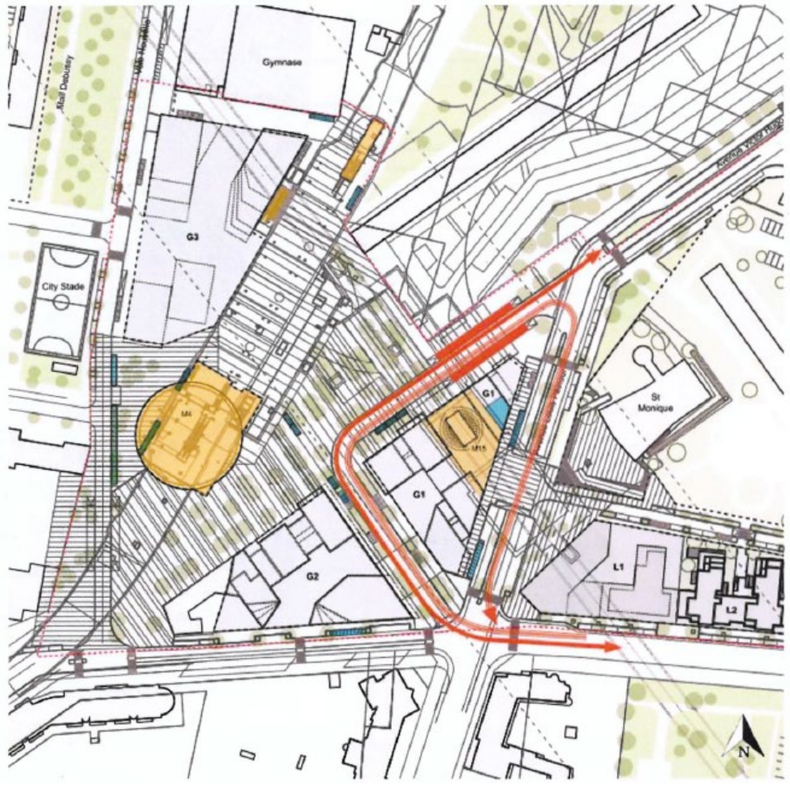
La voie circulée le long de l'îlot G3 à l'ouest aura les caractéristiques suivantes :

- Double sens Nord-Sud ;
- Largeur 6,5 m pour permettre le croisement des bus ;
- Circulation de tous types de véhicules (particuliers, pompiers, collecte déchets...) ;
- Circulation des bus de la ligne Dl (après livraison de l'ilot G3). L'aménagement de cette voie se fait en deux parties :
  - l'emprise inscrite dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo d'environ 200 m de long (allant de la rue de Verdun jusqu'à l'entrée de la première des tours Nord-ouest) sera réalisée par l'aménageur de la ZAC ;
  - le reste de l'axe, jusqu'à la rue Jean Marin Naudin au Nord, sera réalisé dans le cadre de l'aménagement de la ZAC des Musiciens (opération de renouvellement du quartier Pierre Plate).



- *La voie nouvelle entre les îlots G2 et G1*

D'une longueur d'environ 60 m, cette voie est réservée aux cyclistes et aux bus exclusivement et scinde les îlots G1 et G2 (au Sud de l'îlot G3).
De larges trottoirs, des bandes vertes et des arbres en alignement finaliseront la création de ce nouvel accès depuis la rue de Verdun, parallèle à l'avenue Louis Pasteur maintenue en front de l'îlot G1.



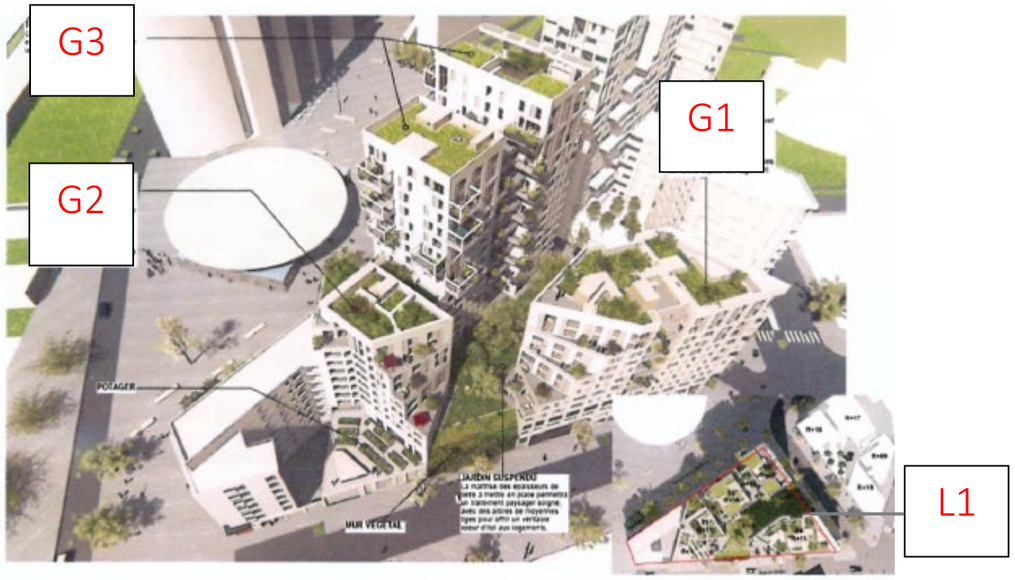
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Présentation du secteur 6 par lots

Ces deux tableaux permettent de comparer les évolutions programmatiques du secteur 6, qui montrent que l'évolution principale a porté sur le lot G3, avec une part de bureaux diminuée au profit des logements.

Programmation des lots du secteur 6 de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO - 2015					
Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m²
G3	9 900	10 500	1 100	4 000	25 500
L1		9 100			9 100
G1		14 741	850		15 591
G2		10 400	3 600		14 000
Total	**9 900**	**44 741**	**5 550**	**4 000**	**64 191**

Bilan de la programmation des lots du secteur 6 de la ZAC Ecoquartier Victor HUGO - 2025						
Lots	Bureaux	Logements	Commerces	Equipements publics	Total m² SDP	Echéancier
G3	526	22 695	2 594	2 047	27 864	*En chantier 2025*
L1		7 408	4 792		12 200	2028
G1		14 741	850		15 591	2028
G2		13 293	3 723		17 016	*Livré*
Total	**526**	**58 137**	**11 959**	**2 047**	**72 671**	



Source : Atelier d'architecture Brenac et Gonzalez & Associés, 2018

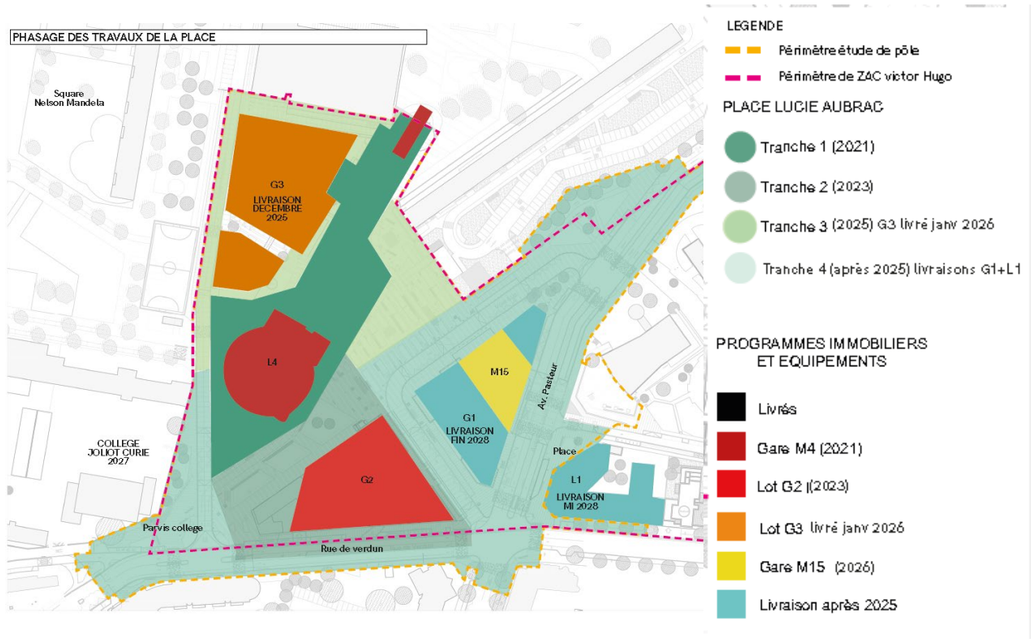
Le secteur 6 accompagne la création d'une nouvelle centralité autour du pôle intermodal, composé des gares des lignes du métro : ligne 4 (au Sud) et ligne 15 (en souterrain sous l'îlot G1 au Sud-est), dénommée « la Place des Métros ».

A cet égard, ce nouveau « pôle » permet la création d'une vitrine nouvelle pour la ville et favorise l'implantation d'un cœur de vie avec l'accueil de logements, commerces, bureaux et équipements, tout en conservant l'objectif de mixité fonctionnelle voulu initialement pour la ZAC.

Il constituera un espace urbain dense, mixte et porteur d'une identité architecturale forte, structuré autour de la Place des Métros qui constituera un espace public dimensionné à l'échelle de la ville offrant un lieu de vie pour les quartiers et une nouvelle centralité à la ville.

Cette nouvelle centralité est entourée de trois ensembles immobiliers remarquables, nouveau signal urbain, marqueur fort d'un quartier renouvelé :

- L'îlot G1, situé de part et d'de la future sortie du métro 15,
- L'îlot G2, au Sud-Est de la place, dont le chantier a été lancé courant 2020,
- L'îlot G3, à l'Ouest de la ligne 4.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Perspective prévisionnelle des façades des îlots G1, G2 et de la gare ligne 15, depuis le parvis de la gare de ligne 4



Perspective prévisionnelle des façades de l'îlot G3 depuis la voie nouvelle



Perspective prévisionnelle du parvis de la gare L4

Perspectives prévisionnelles de la place de la Gare



Photo des travaux de la Place de la Gare (février 2025)

<u>Lot G1</u> :

La conception et la mise en œuvre du lot G1 sont conditionnées à l'avancement puis à l'achèvement des travaux de la ligne de station de métro M15.
En chantier actuellement (lancé en mars 2015), la création de la gare, sous maîtrise d'ouvrage Société du Grand Paris devrait être finalisée en 2026.

Les quais sont prévus à 38 m au-dessous du niveau du rez-de-chaussée. La partie en surface de la gare est un bâtiment ouvert, un passage couvert d'un niveau généreux, entre l'avenue Louis Pasteur (au Sud Est du lot G1) et le parvis. Les accès au bâtiment de la gare se feront par l'Est depuis le trottoir de l'avenue Pasteur et à l'Ouest depuis le parvis.

Le lot G1 constitue un projet connexe de logements, dont la pointe nord-est s'illustrera comme un signal (prévisionnellement R+18) entre les avenues Louis Pasteur et Henri Barbusse. Il s'appuiera sur la paroi moulée au Nord de la gare M15.

Ce projet résidentiel d'environ 14 000m² (environ 250 logements) se présentera comme un signal urbain fort par sa verticalité. Finalisant l'aménagement de la « place des Métros », il accueillera également des commerces en rez-de-chaussée (1650 m² environ).

Perspective prévisionnelle de l'entrée de la ligne 15 depuis le parvis de la gare de la ligne 4



Source : Atelier Barani, SGP, 2018

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

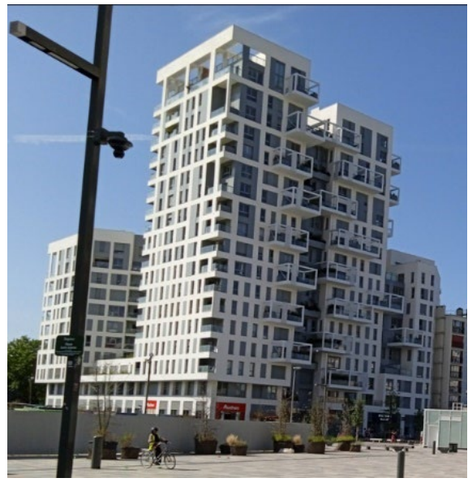
Le lot G1 sera séparé du lot G2 par une voie nouvelle créée dans le cadre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pour permettre la desserte et la sortie des bus, depuis l'avenue Henri Barbusse.



Source : Etude d'impact de la ligne 15 Sud, SGP, 2015

Lot G2

Ce lot a fait l'objet d'une étude d'impact en 2018 et d'un avis de l'autorité environnementale en date du 14 décembre 2018. Son aménagement en 2024 est terminé.



Le programme de construction d'environ 17 000 m² de surface de plancher a permis la réalisation de 4 plots résidentiels (environ 200 logements) comprenant des émergences à R+17 au maximum sur deux plots, et R+11 sur les deux autres.
Des surfaces commerciales en rez-de-chaussée ont été réalisées dont une supérette.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Lot G3 :

La programmation de ce lot d'une grande mixité propose des logements en accession, locatif libre ou locatif sociaux, des commerces, un plateau de bureaux ou activité et un équipement polyvalent regroupant plusieurs équipements municipaux dont le centre social et culturel Jacques Prévert.
Cette programmation est issue de la concertation préalable à la création de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en 2013, mais également de la concertation préalable de la ZAC des Musiciens en 2018, qui a précisé les besoins en équipements et commerces notamment.

Eu égard à l'enjeu de ce programme pour le quartier, la Ville et Sadev94 ont très vite imaginé associer les habitants à sa définition.

En 2015 déjà, la consultation promoteur / architecte pour les lots G1 et G2 a fait l'objet d'un avis citoyen rendu par un groupe d'habitant tirés au sort pour émettre un avis sur les projets candidats ; avis pris en compte par le jury composé de la Ville, de la SGP et de l'aménageur.

En 2018, il a été décidé d'associer directement les habitants au jury de sélection de la maîtrise d'œuvre. A ce titre, un groupe de 14 habitants a été tiré au sort pour faire partie de ce jury, après une formation sur les enjeux architecturaux de ces projets. 7 habitants (et 7 suppléants) ont donc eu une voix délibérative pour le choix de l'un des 4 projets architecturaux proposé, au même titre que 7 promoteurs et 7 élus et représentants de sadev94.

Ce lot G3 a fait l'objet d'une étude d'impact en 2021 et d'un avis de l'autorité environnementale en date du 7 octobre 2021.

Ce projet en juillet 2024 est en cours de chantier.



Vue depuis la rue de Verdun

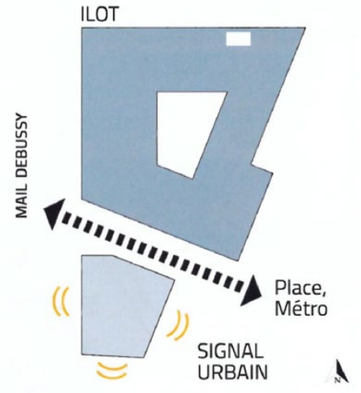


Vue depuis la place du métro 4

Plan de composition

De par sa configuration atypique, l'îlot G3 a la particularité de ne pas posséder de « façade arrière », chaque orientation réclamant un dialogue fin avec son contexte urbain :

- Au Sud, une configuration en pointe qui agit comme un signal architectural fort depuis la place et l'avenue Henri Barbusse.
- Au Nord, la programmation du G3 doit venir renforcer le pôle d'équipements déjà existant (gymnase Henri Wallon, Dojo Olivier Pierre Goin et piscine municipale),
- A l'Est, l'îlot vient border l'espace public majeur du secteur « Pôle Gare », place d'envergure aux usages de partage de détente et de connexion,
- A l'Ouest, l'îlot se tourne vers le quartier Pierre Plate et le mail Debussy en se positionnant en fond de perspective de la voie nouvelle, axe de recomposition majeur du quartier.



Le lot 3 doit apparaître comme un point d'appel des habitants de la Pierre Plate vers la centralité du Pôle Gare et offre l'opportunité de lier des parties de la ville pour créer une harmonie en matière d'urbanisme et de morphologie.

A cette volonté de relier toutes les parties mitoyennes de la parcelle par une circulation douce et directe s'ajoute l'idée de proposer un signal architectural fort en tête d'îlot, qui participe pleinement d'un mouvement de rotation entre les grands axes urbains.

Pour parvenir à ces objectifs, l'ilot G3 se divise en deux ensembles avec une venelle qui oriente dès la sortie de la gare sur le quartier de « Pierre Plate » reliant physiquement et visuellement le mail Debussy à l'Ouest et à la « place des Métros à l'Est.

. au Nord de la venelle, un « îlot » regroupant les commerces à rez-de-chaussée, des locaux d'activités, les salles d'activités de l'équipement culturel au premier étage ainsi qu'un pôle médical, et enfin dans les niveaux supérieurs la majorité des logements;

. au Sud de la venelle, un bâtiment vertical comprenant les logements en accession et l'équipement polyvalent culturel forme le soubassement, véritable signal urbain de l'îlot G3 : le bâtiment« Signal ».

La venelle sera en pleine terre avec une partie de revêtement par pavage semi-imperméable et une partie de revêtement par dallage.
La partie minérale sera animée par les dispositions variées d'arbres plantés soit en bouquet pour créer un couvert végétal dense soit isolés pour former des « sculptures vivantes ».

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Programmation

La programmation de l'opération prévoit un ensemble immobilier composé de 4 immeubles (environ 350 logements), dont les volumes sont découpés en des hauteurs distinctes, fabriquant la verticalité et la monumentalité.

- les plots 1 et 3 correspondent aux tours « Signal » et « Est »
- le plot 2 correspond à la tour Nord-ouest, scindée en deux bâtiments
- le plot 4, au centre de l'îlot représente une « résidence en gradins »

Plan masse du projet

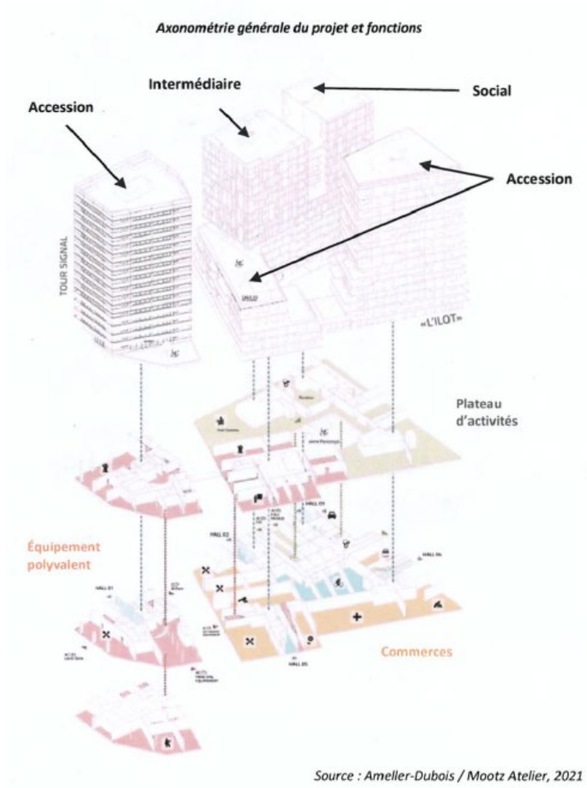


Source : Ameller-Dubois / Mootz Atelier, 2021

La surface de plancher totale de l'îlot G3 est d'environ 27 810 m² répartie de la manière suivante :

- 22 566 m² SDP à destination de logements (soit 346 logements et comprenant environ 20% de logements sociaux)
- 2 124 m² SDP à destination d'un équipement polyvalent dont une partie sera réservée aux besoins de la ville
- un plateau « actif » de 1 724 m² SDP qui permet l'accueil d'activités diverses au pied des métros avec locaux d'activités tertiaires et pôle médical
- 1 396 m² SDP en rez-de-chaussée des constructions, dont une cafétéria d'environ 150 m² SDP

Axonométrie générale du projet et fonctions



Source : Ameller-Dubois / Mootz Atelier, 2021

L'équipement polyvalent a été imaginé comme l'équipement public majeur du quartier mêlant équipement social et culturel permettant le développement de l'activité associative et citoyenne et favorisant l'accès aux démarches administratives et aux droits. Il s'agit de renforcer l'offre actuelle du Centre Social et Culturel pour constituer un équipement polyvalent, appropriable par les habitants du quartier et les salariés du secteur.

Le bâtiment regroupe ainsi des équipements déjà existants du quartier ou de la ville qui pour des raisons techniques (vétusté), fonctionnelles (surfaces trop petites) ou urbaines (opportunité de libérer du foncier) recherchent un nouvel emplacement :

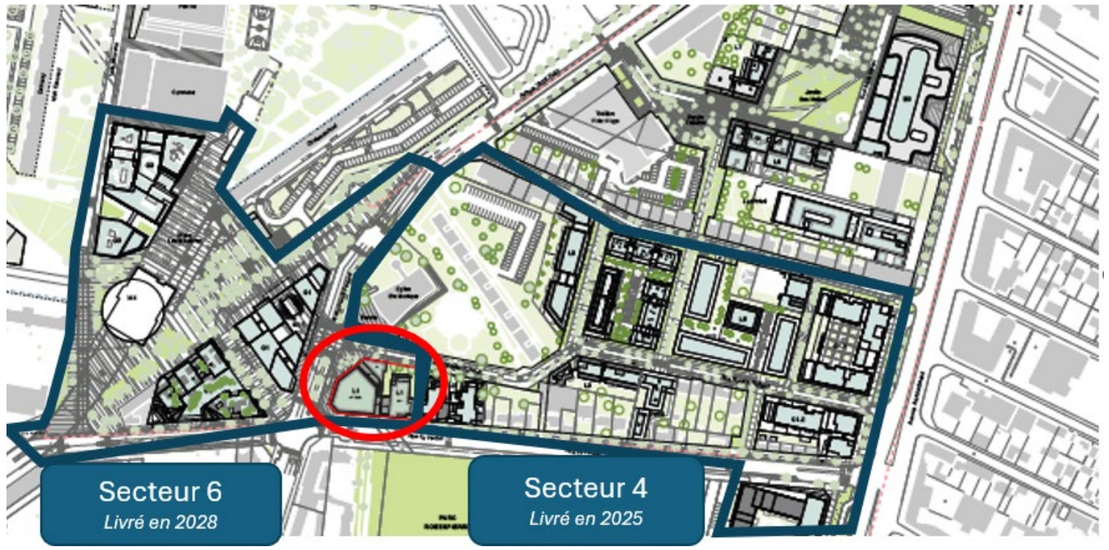
- les usages du centre social Jacques Prévert (vétuste et trop petit qui sera détruit),
- la Chaufferie (espace dédié à la musique - studios entres autres – situé aujourd'hui au sous-sol du centre de santé municipal Pasteur),
- les salles polyvalentes associatives Causse et Cosson pourront donc être rassemblés dans la mesure où ils ont des objectifs de fonctionnement et publics similaires et que leur regroupement constitue une véritable opportunité.

Ce nouvel équipement constitue également une opportunité pour la ville d'offrir une antenne de proximité pour les démarches administratives.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Lot L1 :

Le lot L1 est un lot de transition enter le secteur gare et le secteur résidentiel de la rue de Verdun. Il prend place sur une emprise occupée par la présence d'une émergence d'un édicule d'air de la SGP et par le passage en sous-sol du tunnel de la ligne 15 Sud.



La programmation du lot 3 prévoit un programme mixte représentant 12 200 m² de SDP et composé de :

- une salle d'escalade : 1 145 m² de SDP
- un hôtel Moxy 3 étoiles : 3 533 m² SDP
- une résidence multigénérationnelle : 7 408 m² SDP
- Un café restaurant : 115 m² SDP

Le porteur de projet du Lot 1 a été désigné en 2024 ; il s'agit de Bouygues Immobilier. Le démarrage du chantier est prévu pour le premier trimestre 2026.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Perspective prévisionnelle des îlots G1, G2 et de la gare 15, depuis le parvis de la gare de ligne 4



Perspective prévisionnelle des façades de l'îlot G3 depuis la voie nouvelle

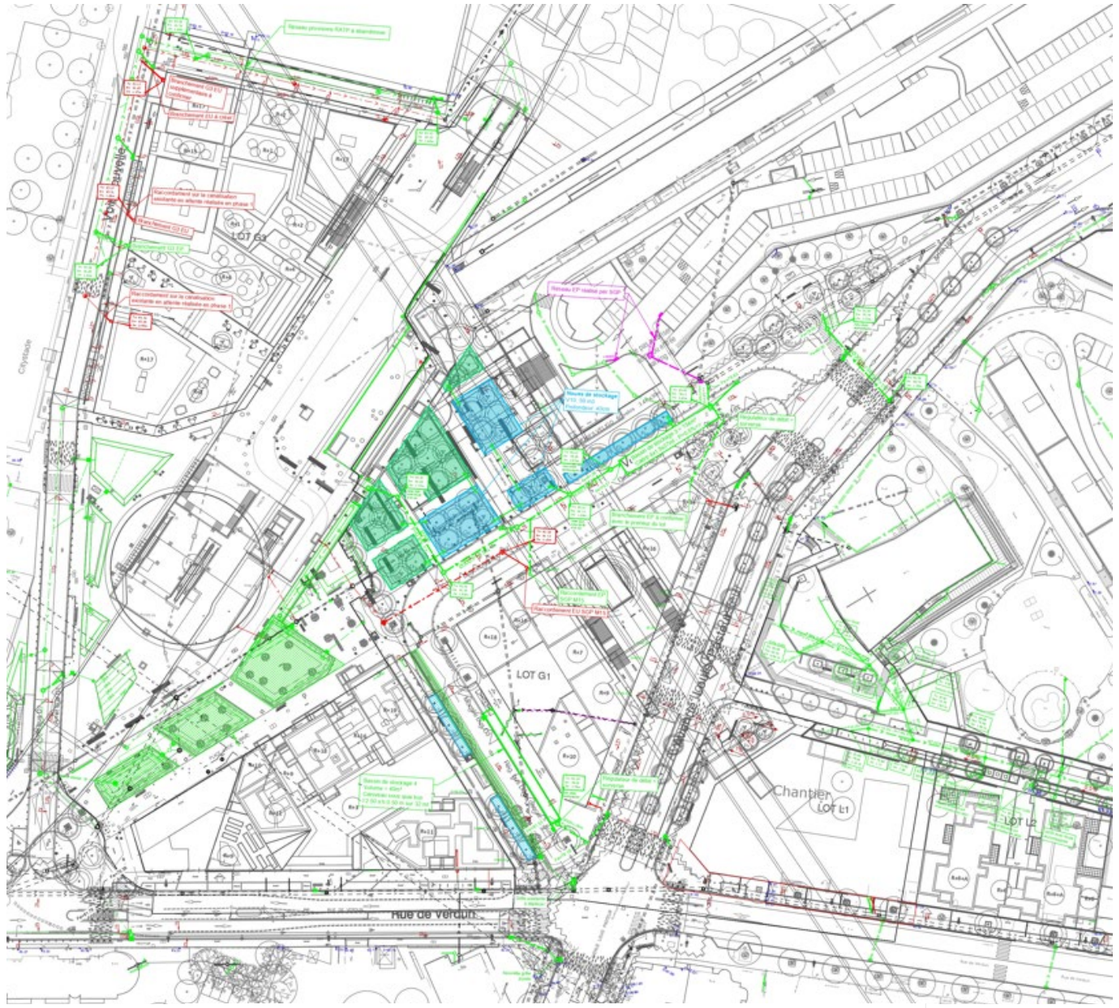


Perspective prévisionnelle du parvis de la gare ligne 4 et de l'îlot G1



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Réseau d'assainissement (eaux pluviales et eaux usées)



Réseaux existants :

Assainissement communal :
- *Assainissement Eaux Pluviales*
- *Assainissement Eaux Usées*
- *Assainissement Unitaire*
- *Assainissement abandonné*

Parois moulées RATP :
- *Zone recépée*
- *Zone non recépée*

Limites :
- *Emprise AVP*

Réseaux projetés :
- *Assainissement Eaux Pluviales*
- *Assainissement Eaux Usées*
- *Regard de visite EP / EU*
- *Regard de branchement EP / EU*
- *Bouche Avaloir à grille*
- *Grille 400x400*
- *Grille 600x600*
- *Grille 800x800*
- *Caniveau à grille*
- *Grille 750x300*
- *Dispositif de rétention à ciel ouvert (noue, jardin en creux). Profondeur 40cm*
- *Noue de collecte à ciel ouvert. Profondeur 20cm*

Réseau d'assainissement secteur 6

D/ Réseau d'eau potable



Réseaux existants :
- *Eau Potable*
- *Eau Potable Eau de Paris*
- *Bouche incendie*
- *Poteau incendie*
- *Eau Potable abandonné*

Réseaux dévoyés dans le cadre des travaux des gares :
- *Eau Potable*

Limites :
- *Limite de la ZAC*
- *Limite des lots*
- *Périmètre AVP*

Réseaux projetés :
- *Eau Potable*
- *Bouche d'incendie*

Réseaux projetés réalisés par le concessionnaire (hors marché) :
- *Eau Potable*
- *Bouche d'incendie*

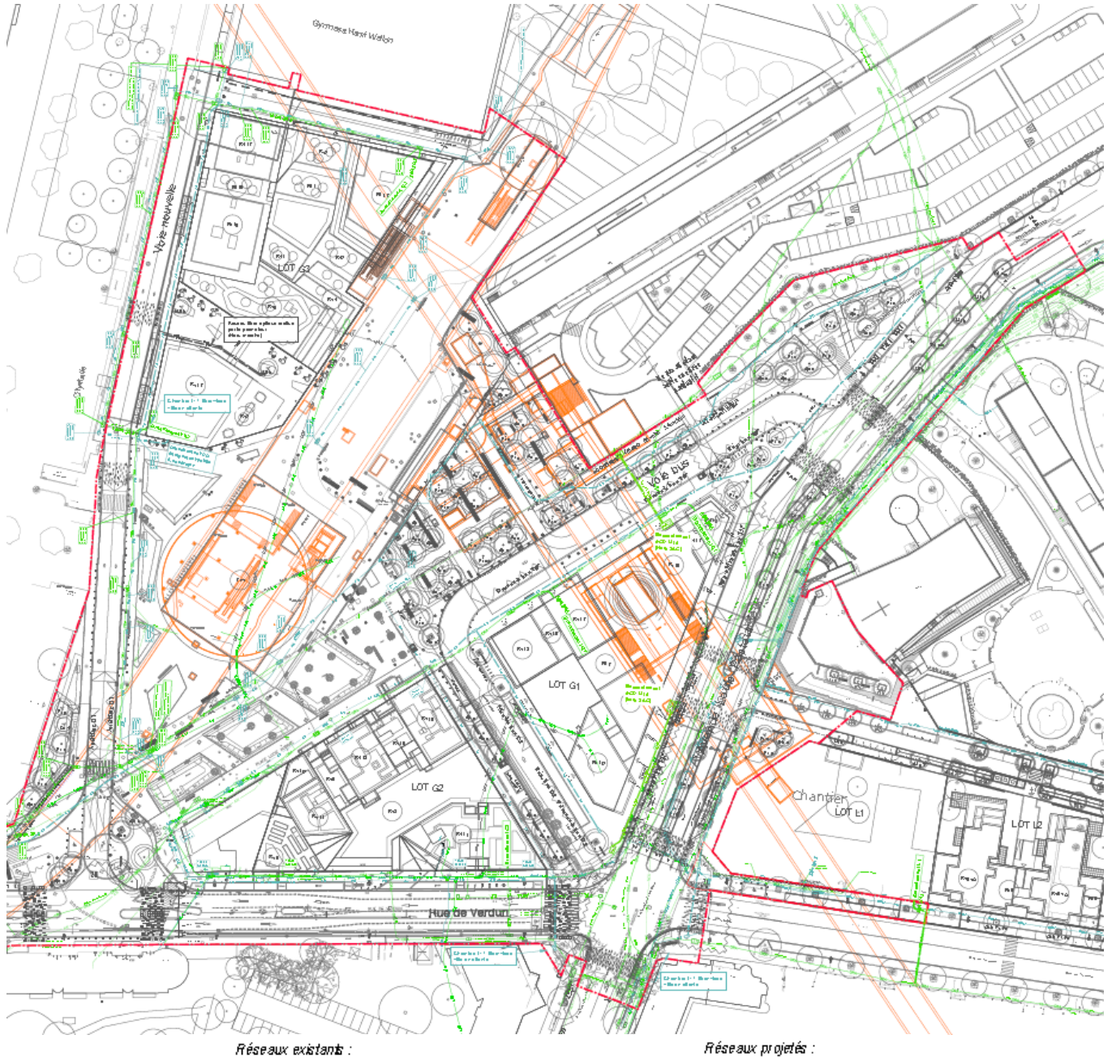
Batiments projetés :
- *Colonne sèche (implantations prévisionnelles d'après plans PC)*

Parois moulées RATP :
- *Zone recépée*
- *Zone non recépée*

Réseau d'eau potable secteur 6

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Réseau Télécommunications



Réseaux existants :

- ORA — ORANGE
- ORA — ORANGE Aérien
- NUM — NUMERICABLE
- NUM — NUMERICABLE aérien
- SFR — SFR
- FO — Fibre optique ville

Réseaux projetés :

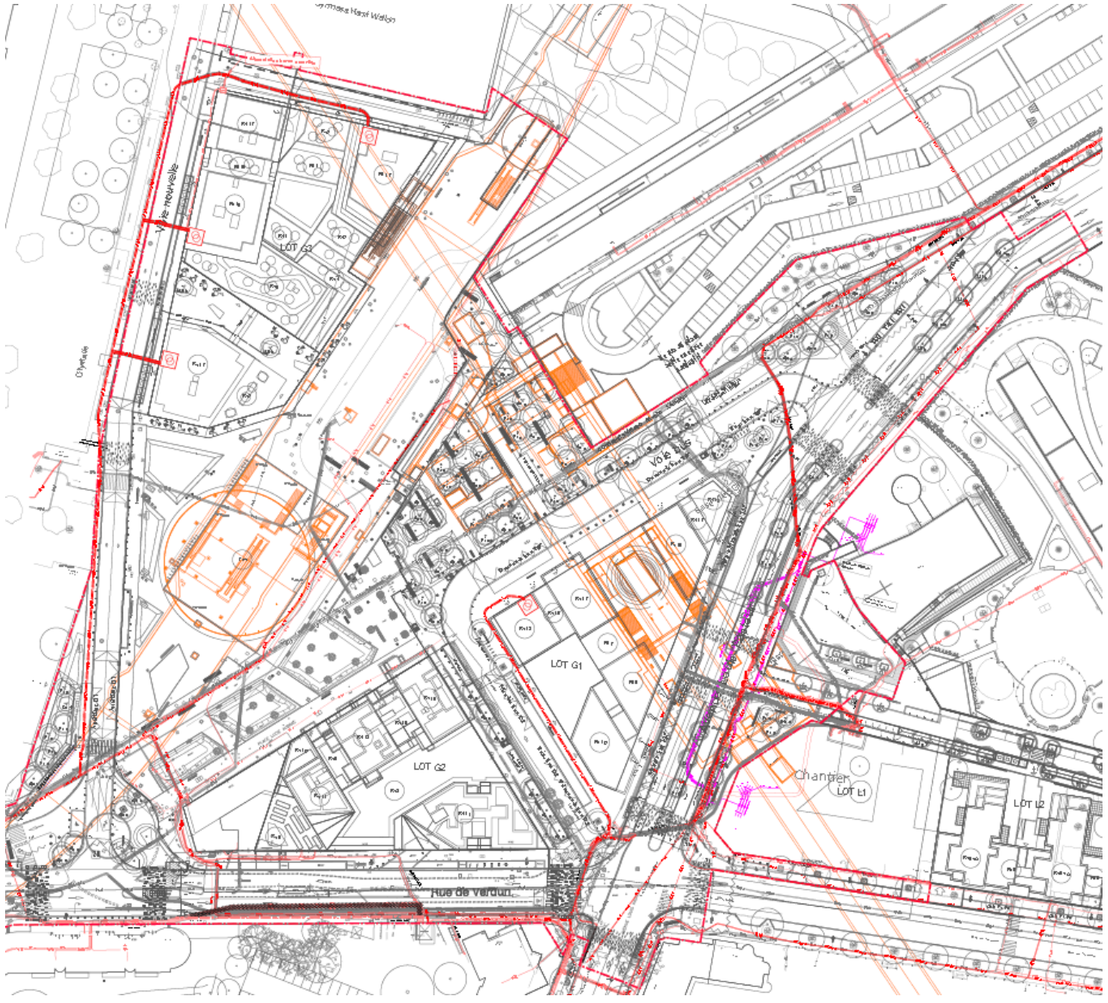
- ORA — ORANGE
- Chambres de tirage
- FO — Fibre Optique
- Chambre L1T Fibre Optique
- SGP — SGP hors marché

Limites :

- Emprise AVP

Réseau télécommunication secteur 6

F/ Réseau Electricité



Réseaux existants :

- BTA — Electricité Basse Tension
- BTA — Electricité Basse Tension abandonné
- HTA — Electricité Haute Tension
- HTA — Electricité Haute Tension abandonné
- RHT — Electricité Haute Tension RATP
- Poste Transformateur

Réseaux projetés :

- BTA — Electricité Basse Tension
- HTA — Electricité Haute Tension
- Coffret de comptage basse tension
- Poste Transformateur Public

Limites :

- Emprise AVP

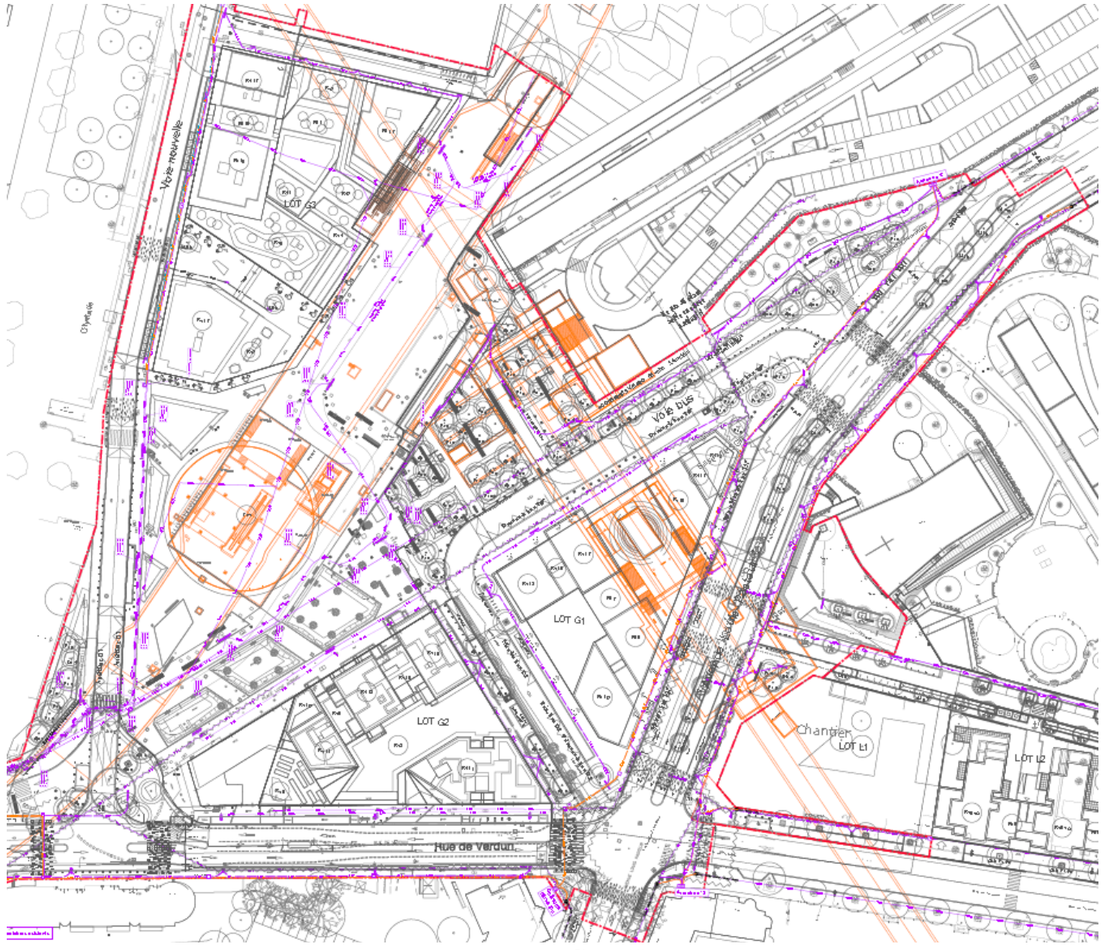
Parois moulées RATP :

- Zone recépée
- Zone non recépée

Réseau d'électricité secteur 6

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

G/ Réseau Eclairage public



Réseaux existants :
- ECL — *Eclairage Public*
- *Eclairage Public câble BT existant 3x50² ou 4x50²*

Limites :
- *Emprise AVP*

Réseaux projetés :
- EBT — *Eclairage Public Basse Tension 4x50² sous fourreau ø110*
- EBT — *Eclairage Public Basse Tension 4x16² sous fourreau ø63*
- EHT — *Fourreau en réserve ø110 pour extention réseau HT*
- *Armoire éclairage public*
- *Chambre EP80*
- *Chambre EP120*
- *Jonction sur câble existant*
- *Mât section carrée 10*10cm à une branche h. totale 5m, type modèle Nill de Comatelec ou équivalent*
- *Mât section carrée 10*10cm à 2 branches, h. totale 7m branche inf. 5m, type modèle Nill de Comatelec ou équivalent*
- *Mât section carrée 10*10cm à 2 branches h. totale 11m? branches inf. 7 et 5m, type modèle Nill de Comatelec ou équivalent (place des gares)*
- *Mat type Furyo de chez Comatelec ou équivalent, rue de Verdun*
- *Mat existant conservé av. A. Briand (RD920)*
- *Mat existant déplacé av. A. Briand (RD920)*

Réseau d'éclairage public secteur 6

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Pollution de l'eau

- En période de travaux, le transit de véhicules de chantier, occasionne une production de polluants (hydrocarbures, huiles...) et nécessite un stockage de matières nocives (peintures, chaux, ciments et adjuvants, …) qui pourraient être à l'origine de pollution accidentelles des eaux superficielles et souterraines.

Les mouvements de matériaux génèrent également des eaux de ruissellement chargées en matières en suspension. Les eaux issues de l'arrosage des chantiers par temps sec ou du nettoyage des véhicules peuvent également être fortement chargées en particules fines.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5 partie III.4 de la présente étude d'impact.

- En période de fonctionnement, les impacts accidentels liés à la l'exploitation du site sont peu probables en raison de l'absence de cours d'eau à proximité ou de captage d'eau sur ou à proximité du site.

- Air

- En période de travaux, des perturbations prévisibles et inévitables concernant la qualité de l'air sont attendues. La qualité de l'air sera effectivement affectée par les émissions suivantes :

- les gaz et les poussières fines produites par le passage des camions,
- les poussières émises lors des périodes sèches pendant les travaux de terrassement,
- les odeurs émises notamment par les véhicules.

En effet, les poussières soulevées par les engins ou dues au transport de matériaux pourront provoquer une gêne respiratoire.

Par ailleurs, les déblais évacués par poids lourds pourront engendrer une dispersion des poussières sur l'itinéraire.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie III.3 de la présente étude d'impact.

- En période de fonctionnement, les émissions de polluants liées notamment aux circulations des nouveaux habitants et en particulier aux flux de circulation routière sont attendues. Dans ce cadre, une étude sur la pollution de l'air a été réalisée dans le cadre du dossier, et les résultats et conclusions sont présentés dans le chapitre 5 partie IV.7 de la présente étude d'impact.

- Sol et sous-sols

- En période de chantier, la pollution des sols sera à gérer. Pour résumé, les résultats analytiques ont mis en évidence

- dans les sols :
  - des indices organoleptiques entre 1 et 4 m à proximité du séparateur à hydrocarbures (odeur d'hydrocarbures ou de vase, couleur grise, verte à noire) ;
  - l'absence d'impact pour l'ensemble des paramètres analysés.
- sur les cuttings :
  - la mise en évidence de terres inertes à seuils réhaussés (ISDI+) stockées dans le big-bag n°2.
  - dans les eaux souterraines :
  - l'absence d'impact pour l'ensemble des paramètres analysés ;
  - des traces de HAP, COHV et PCB majoritairement sur l'ensemble des piézomètres.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie IV.2 de la présente étude d'impact, sur la base d'un schéma conceptuel pour l'usage futur de la zone d'étude.

- En période de fonctionnement, il n'est pas introduit dans la programmation d'activités susceptibles de modifier la qualité des sols et des sous-sols.

- Poussières et de boues

Tout chantier est générateur de poussières et de boues. Les sources concernent essentiellement :

- les mouvements des engins mobiles d'extraction
- la circulation des engins de chantiers (pour le chargement et le transport)
- les travaux d'aménagement et de construction.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie III.3 de la présente étude d'impact.

- Bruit

La phase chantier est toujours génératrice de nuisances sonores pour le voisinage. Bien que le site ne soit pas directement implanté dans un quartier d'habitat qui puisse augmenter une sensibilité au bruit, il impactera notamment les actifs des activités limitrophes.

Le chantier sera responsable de deux types d'effets sur cette population :

- effets directs liés à l'augmentation des niveaux sonores pendant toute la durée du chantier,
- effets indirects sur la santé humaine en lien à l'exposition au bruit.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie III.3 de la présente étude d'impact.

- En période de fonctionnement, les circulations automobiles des nouveaux résidents sont susceptibles d'entraîner une modification de l'environnement sonore. Dans ce cadre, une étude de bruit a été réalisée pour qualifier l'état initial projeté du site avec les nouveaux bâtiments. Cette étude et la mise en place de mesure de réduction sont présentées dans le chapitre V.4.7 de la présente étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Vibration

- La phase chantier est toujours génératrice de nuisances sonores pour le voisinage. La mise en place de mesures de réduction conformes à la règlementation en vigueur apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre V.3.3 de la présente étude d'impact.

- En période de fonctionnement, il n'est pas attendu d'occupations de sol susceptibles de générer des vibrations.

- Pollution lumineuse

Le site de projet s'inscrit dans un contexte fortement urbanisé où la pollution lumineuse est effective et omniprésente. En phase de fonctionnement notamment, la question de l'éclairage urbain sur le projet est prise en compte, dans l'objectif de diminuer les pollutions lumineuses.

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie IV.8 de la présente étude d'impact.

- Radiations

En phase chantier ou encore en phase de fonctionnement, les projets ne développent pas d'activités ou d'installations susceptibles de créer des substances radioactives et de générer des radiations.

- Déchets

Les chantiers génèreront des déchets importants notamment liés à la démolition des bâtiments existants et aux travaux de terrassements (et travaux de génie civil ultérieurs).

La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative et sont présentées dans le chapitre 5, partie III.2 de la présente étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 3 : DESCRIPTION DES ASPECTS PERTINENTS DE L'ETAT ACTUEL DE L'ENVIRONNEMENT

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I – PRESENTATION GENERALE DE LA VILLE ET DU SITE DE LA ZAC

I.1 – Situation géographique et administrative

A/ Situation géographique

La ville de Bagneux est située dans l'arrondissement d'Antony à 2 kilomètres de la Porte d'Orléans, au Sud de Paris. Elle fait partie des villes de la 1ère couronne de la banlieue parisienne.

Sa situation est particulière puisqu'elle se situe à l'extrémité Sud-Est du département des Hauts-de-Seine, en limite avec le Val-de-Marne. Cette séparation administrative est marquée par la RD 920 (ancienne RN 20), qui constitue la limite Est de Bagneux, ainsi que sa principale voie de desserte.
Elle a pour communes limitrophes Montrouge, Arcueil, Cachan, Bourg-la-Reine, Sceaux, Fontenay aux Roses et Châtillon.

D'après le recensement INSEE de 2020, la population municipale de Bagneux est de 41 967habitants, soit une augmentation démographique d'environ 8% par rapport à 2014 (38 817).

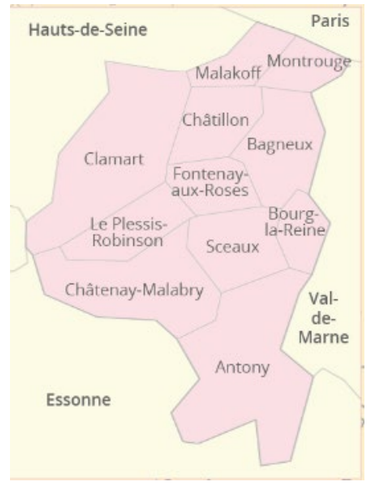


B/ Situation administrative

La ville de Bagneux faisait partie depuis 2005 de la Communauté d'Agglomération Sud de Seine, structure intercommunale qui a été dissoute le 31 décembre 2015, compte tenu de la création de l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris le 1er janvier 2016, dans le cadre de la mise en place de la métropole du Grand Paris.

La ville de Bagneux fait donc désormais partie de l'Etablissement Public Territorial « Vallée Sud Grand Paris » né de la fusion de trois intercommunalités : les communautés d'agglomération des Hauts-de-Bièvre, de Sud de Seine et la communauté de communes de Châtillon-Montrouge.

Ce territoire comprend 11 communes, pour une superficie totale de 47 km² et une population d'environ 402 600 habitants, selon l'INSEE en 2018.



Territoire « Vallée Sud Grand Paris »

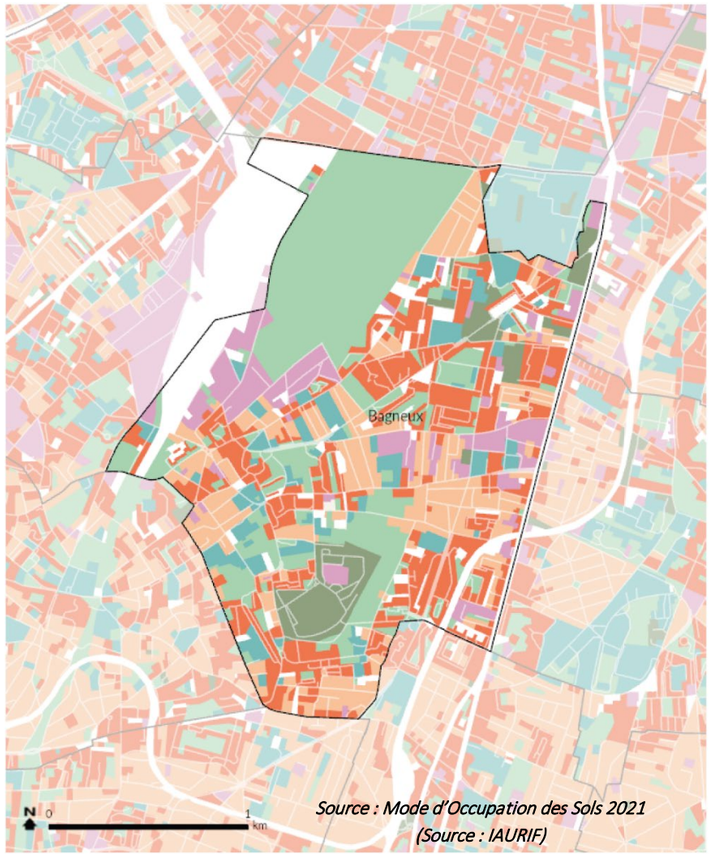


Situation de la ville de Bagneux dans le département

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Occupation de sols de la ville de Bagneuxr

La composition urbaine de Bagneux est très spécifique à son développement. Une grande partie du territoire est ainsi composée de tissus modernes, de logements collectifs organisés en grands ensembles, qui coexistent avec des logements individuels et des secteurs d'activités. Chaque entité comprend ses spécificités d'organisation de la trame viaire et des espaces publics, de typologies architecturales, forme du parcellaire et de densités.



Source : Mode d'Occupation des Sols 2021 (Source : IAURIF)

Type d'occupation du sol	2012	2017	2021
Bois et forêts	0.0	0.0	0.0
Milieux semi-naturels	0.0	0.0	0.0
Espaces agricoles	0.27	0.27	0.27
Eau	0.0	0.0	0.0
Total espaces naturels agricoles et forestiers	**0.27**	**0.27**	**0.27**
Espace ouverts artificialisés	124.27	125.65	122.46
Habitat individuel	69.92	68.46	67.95
Habitat collectif	88.17	93.08	95.34
Activités	50.13	46.99	36.11
Équipements	33.42	31.51	30.97
Transport	46.28	44.73	40.68
Carrières, décharges et chantiers	6.18	7.96	24.86
Total espaces artificialisés	**418.38**	**418.38**	**418.38**
Total communal	**418.65**	**418.65**	**418.65**

D'une superficie d'environ 418 hectares, la ville de Bagneux présente une occupation du sol variée, composée à la fois de secteurs urbanisés, mais également d'espaces verts importants.

Les espaces ouverts artificialisés (29,2%)

Les espaces ouverts artificialisés occupent une surface importante sur le territoire (122,5 hectares). Il s'agit principalement des grands espaces végétalisés du Cimetière Parisien de Bagneux qui constitue un vaste réservoir de biodiversité au Nord-Ouest du territoire, de la coulée verte du sud parisien, du talus du RER B, du secteur de la Butte de Bagneux et des espaces verts privatifs et publics, dont les stades, parcs, squares et jardins publics.

Les espaces construits artificialisés (55,0%)

Les espaces construits artificialisés sont majoritairement constitués « d'habitat collectif » (41,1%) présents sur une grande partie du territoire balnéolais. Ils présentent une diversité architecturale et d'époque de construction puisque ce sont à la fois de grands ensembles de logements sociaux des années 60 et des petits collectifs plus récents.

L'habitat individuel représente quant à lui (29,4%) des espaces construits sous une forme pavillonnaire, constitué parfois de lotissements, d'époques de construction variables.

Les « activités » occupent 15,7% du territoire. Elles sont notamment situées en limite communale ouest avec Châtillon dans la Zone Industrielle le long du chemin de fer.

Les « équipements » occupent 13,5% du territoire qui distribuent l'ensemble des quartiers de la ville.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

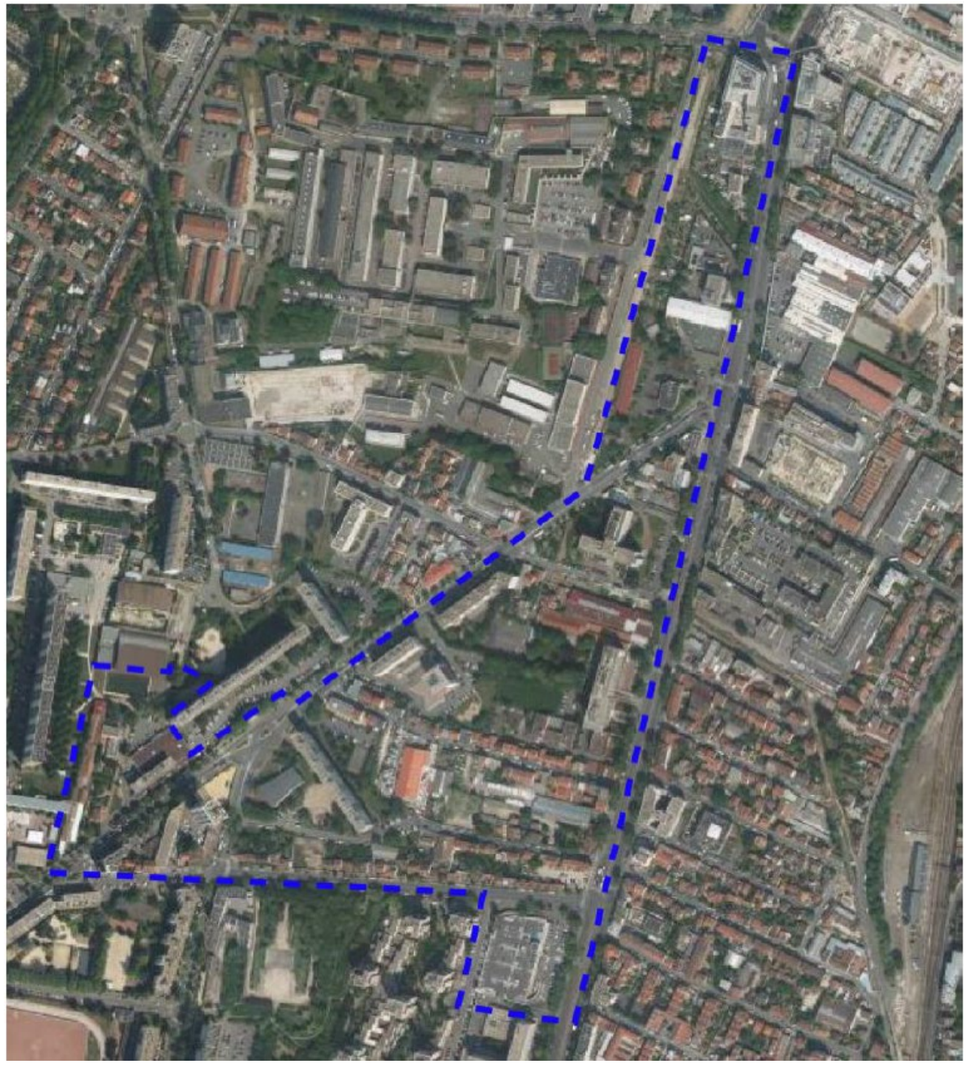
I.2 - Secteur de projet

A/ Localisation

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est situé au Nord-Est du territoire communal, en limite du Fort de Montrouge et de la ville d'Arcueil. Il couvre une superficie de 19,5 hectares.

Au moment de la création de la ZAC en 2011, ce périmètre s'insérait dans un quartier mal relié aux quartiers voisins, d'une densité bâtie relativement faible. Le site était dominé par de l'habitat, dont la principale caractéristique reposait sur une juxtaposition de tous les types résidentiels depuis le pavillon isolé, les maisons individuelles en bande, les immeubles collectifs.

Périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Google

La réflexion quant à l'opportunité de créer une ZAC, sur cette partie Nord-Est du territoire communal de Bagneux, a été engagée lors de l'élaboration du PLU en 2003 à partir des constats suivants :

- Le secteur nord de Bagneux comprenait de nombreuses emprises mutables, peu ou mal occupées, dont l'évolution au cours des années constituait un enjeu déterminant pour l'ensemble du territoire communal ;

- L'entrée de ville par la RD 920 présentait un paysage hétéroclite, sans grande qualité urbaine et ponctuellement très dégradé, peu favorable à son image et pas porteur en termes de développement économique ;

- Il existait une dynamique économique autour de la RD 920 dont la Ville pouvait mieux tirer parti, en complémentarité avec les actions engagées autour du carrefour de la Vache Noire ; dynamique qui devait être encore renforcée par la requalification de la RD 920 projetée par le Conseil Général des Hauts-de-Seine

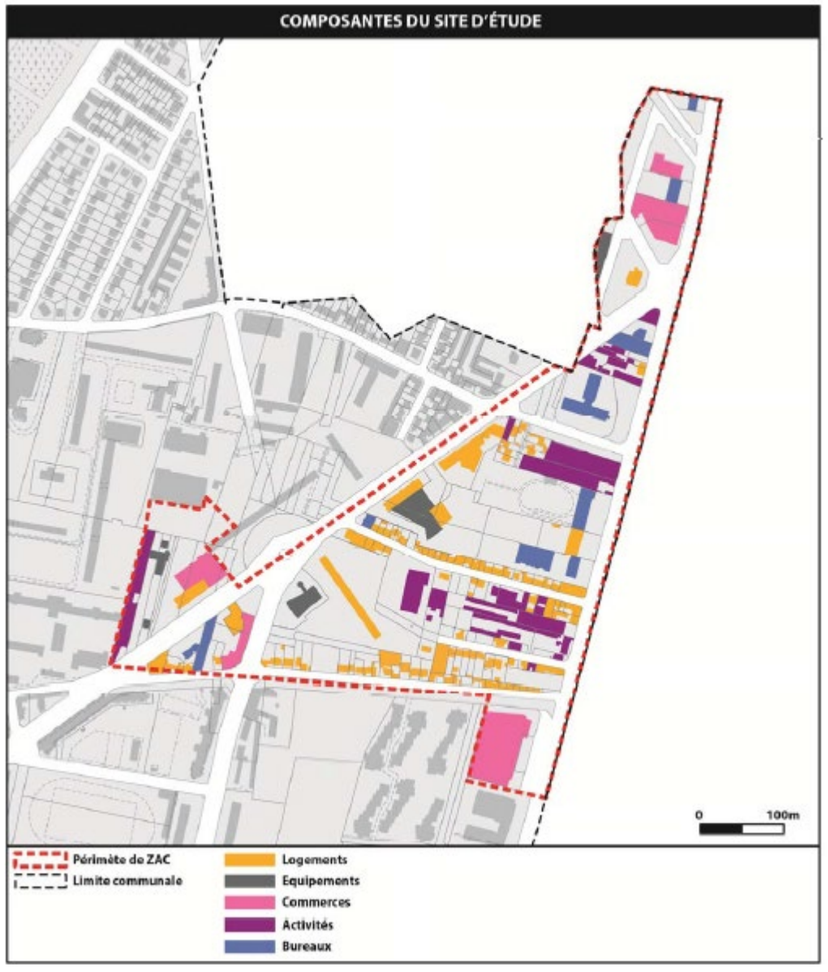
- L'arrivée de la ligne 4 du métro parisien sur le site du Rond-point des Martyrs de Châteaubriant devait créer de nouveaux besoins et une nouvelle dynamique dont il fallait tirer parti pour la Ville et les quartiers.

Sur cette base d'intervention, la volonté de la Ville de Bagneux a été de mettre en œuvre un projet d'urbanisme durable visant à répondre aux besoins en logements de la Bagneux et de son territoire, à développer l'activité économique et à accompagner l'arrivée du prolongement de la ligne 4 de métro et du réseau Grand Paris Express.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Occupation du secteur de la ZAC en 2011

Le mode d'occupation du sol fait apparaître une forte imbrication entre habitat (essentiellement sous forme de collectifs ou de pavillonnaire), bureaux, activités et commerces. Sur l'ensemble du linéaire, les hauteurs varient d'un à une dizaine de niveaux : les activités industrielles ou artisanales et les logements occupent des bâtiments généralement bas alors que les bureaux occupent des immeubles élevés.

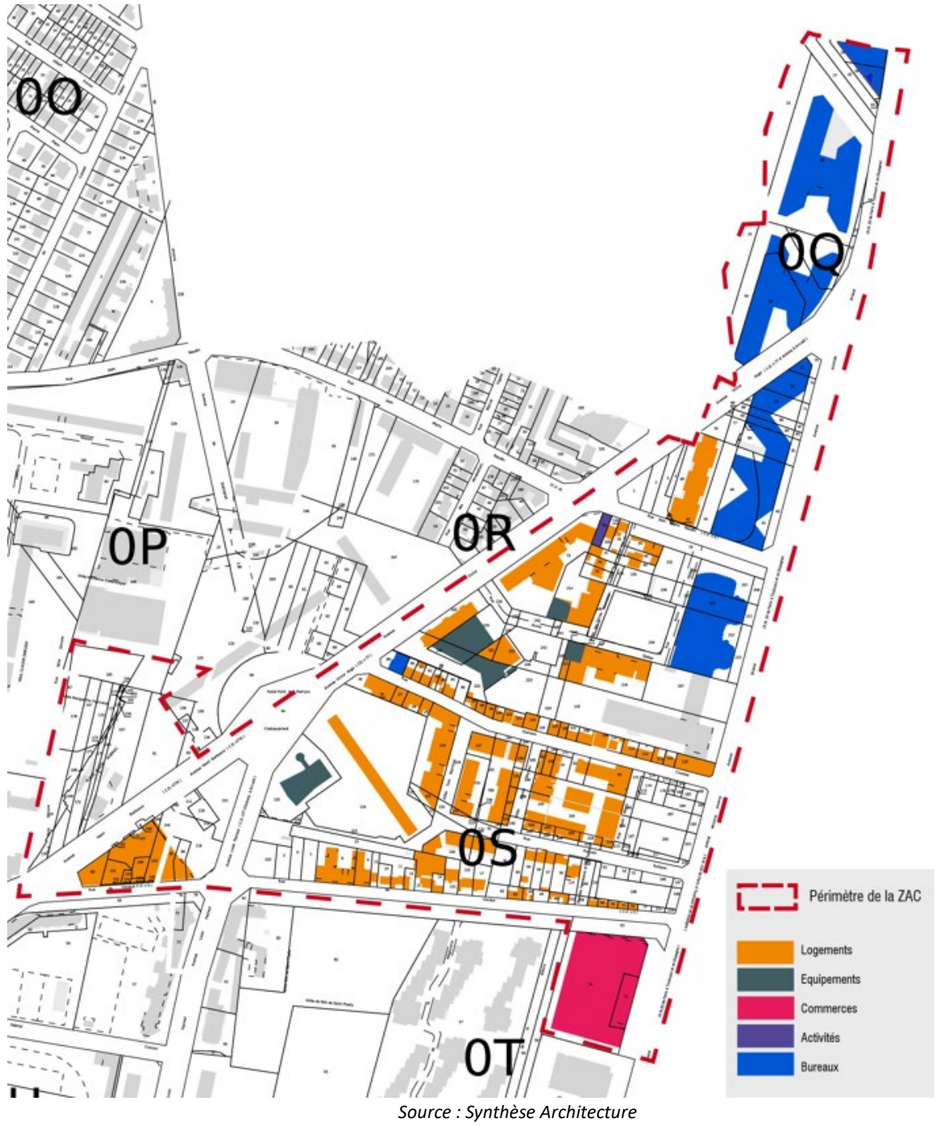


Source : CODRA 2011

C/ Occupation du secteur de la ZAC en 2022

Composantes du site

Le mode d'occupation du sol fait apparaître un nouveau linéaire de bureaux en vitrine le long de la D920 dans sa partie centre nord et le développement d'un nouveau parc résidentiel en arrière-plan des bureaux et dans sa partie sud, dans la continuité des logements existants.



Source : Synthèse Architecture

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II - ORGANISATION DES DEPLACEMENTS

II.1 – Réseau viaire

A/ Le réseau viaire structurant à l'échelle de la ville

Située à seulement 2 kilomètres de la Porte d'Orléans, la ville de Bagneux bénéficie d'un réseau routier performant.

Le réseau viaire de la ville de Bagneux est dominé par la RD 920 (ancienne RN 20) qui borde la commune à l'est. Cet axe historique, organisé en 2X3 voies, est une voie structurante qui accueille une part importante de trafic de transit et constitue la principale vitrine de Bagneux pour les usagers de la voie depuis la Porte d'Orléans.

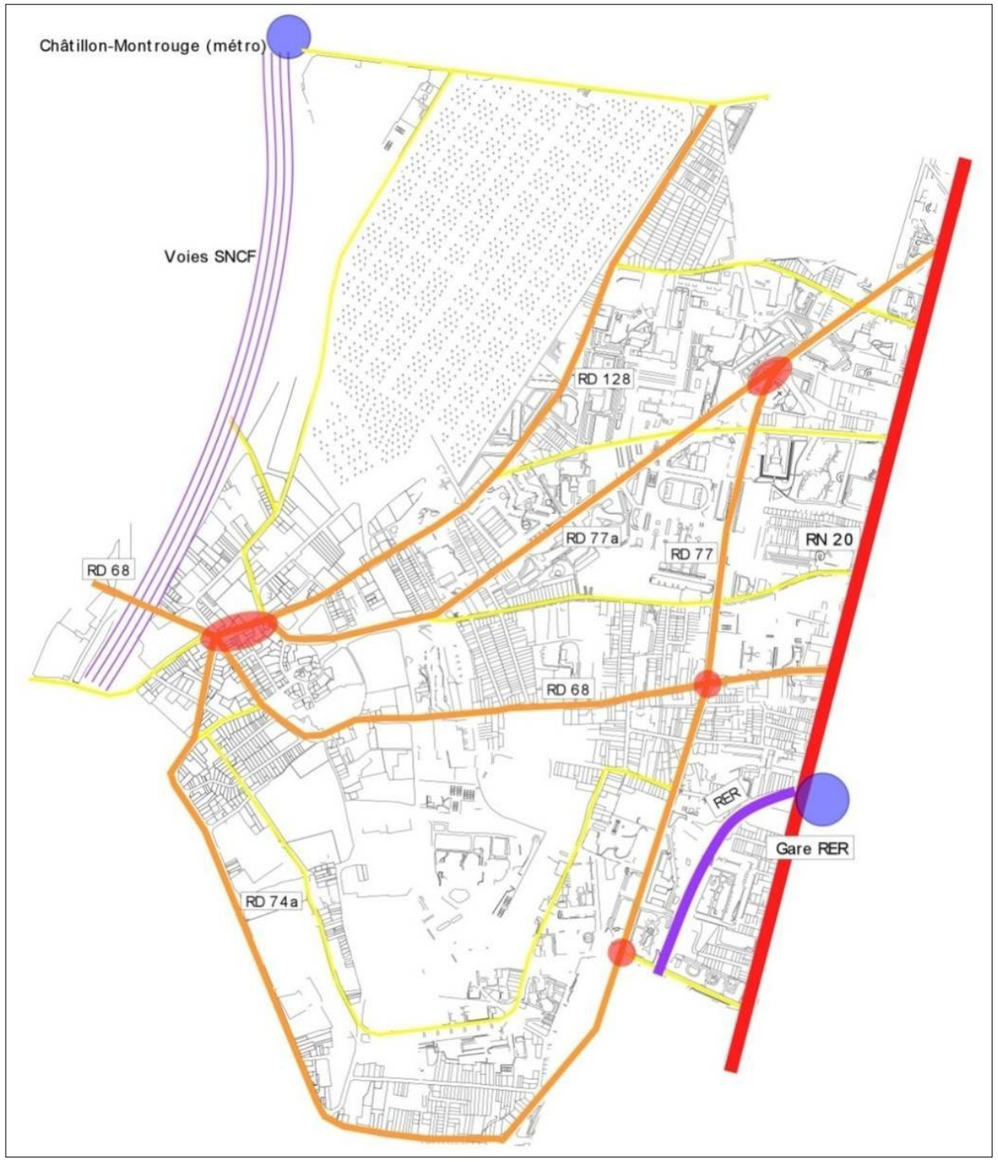
La ville de Bagneux est plus directement irriguée par 5 voies départementales :

- La RD 77 (avenues Pasteur et Paul-Vaillant Couturier) qui traverse la partie est de la commune du nord au sud, du rond-point des Martyrs de Châteaubriant au rond-point du Docteur Schweitzer.
- La RD 77a (avenues Victor Hugo et Henri Barbusse) qui relie le centre-ville à la RD 20.
- La RD 128 (avenue Henri Ravera) qui longe le cimetière et relie le centre-ville à Montrouge.
- La RD 68 (avenue Albert Petit) qui traverse la commune d'est en ouest.
- La RD 74a (avenue Foch) qui borde la commune au sud-ouest.

Ces voies convergent toutes vers le centre-ville et créent un important carrefour à l'intersection entre l'avenue Jean Baptiste Fortin et le carrefour Croizat.

Parmi les autres carrefours importants, il convient de signaler le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, ainsi que l'intersection entre les avenues Pasteur/Vaillant Couturier et l'avenue Albert Petit, et le rond-point du Docteur Schweitzer.

D'autres voies ont une fonction de desserte locale et assurent le lien avec les principaux axes (rue des Meuniers, rue de Verdun…).



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

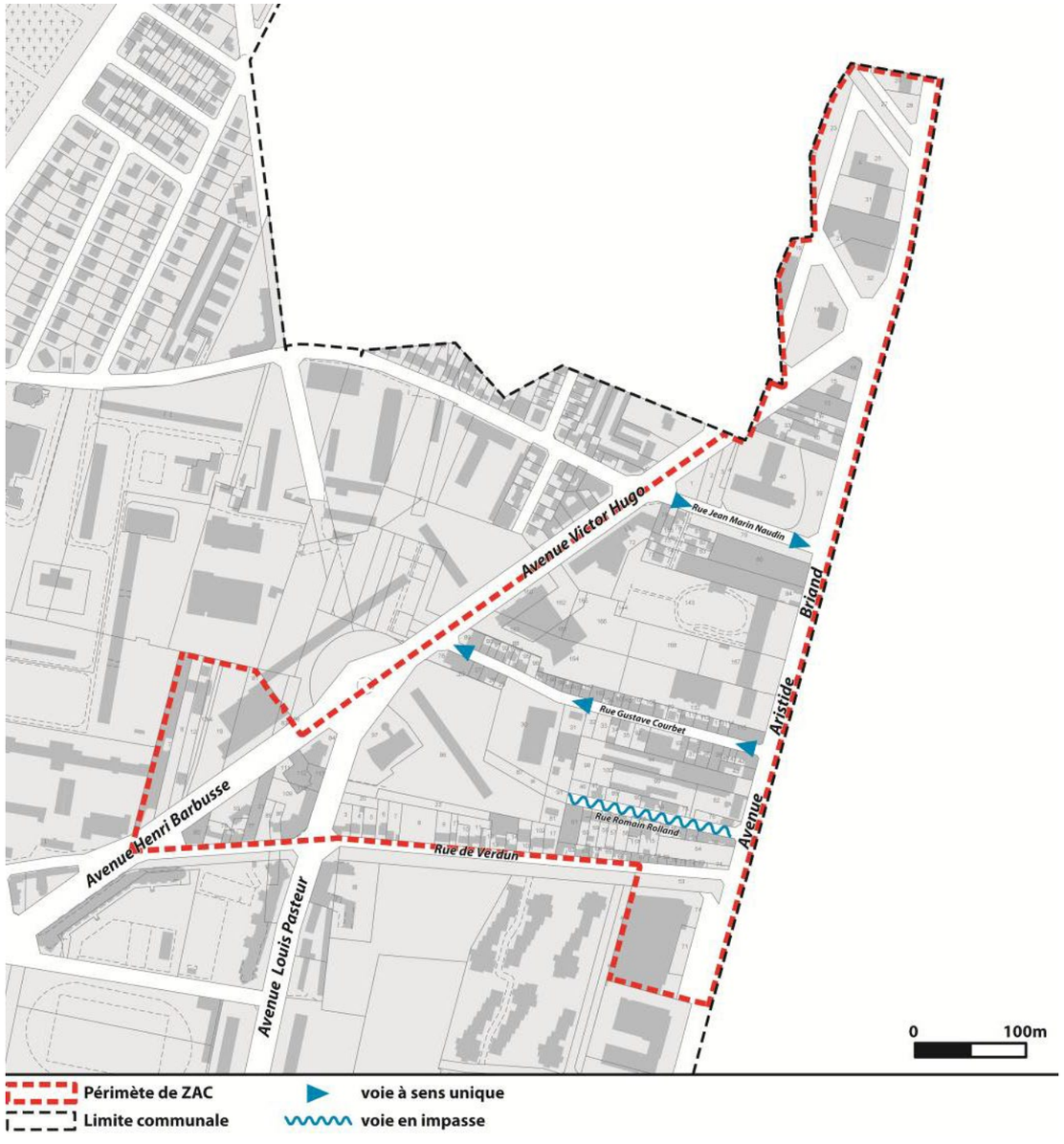
B/ Grand maillage viaire de la ZAC

La ZAC Eco-quartier Victor Hugo est bordée à l'est par la RD 920.

A l'ouest, le site est limité et, en partie, traversé par l'avenue Victor Hugo. Cette route départementale (RD 77a) est un axe important qui relie la RD 920 au centre-ville.

Au sud, la rue de Verdun constitue la limite du site. Elle constitue un barreau de liaison important entre l'axe Victor Hugo-Henri Barbusse et la RD 920, les liaisons entre ces deux axes étant limitées.

Enfin, les rues Gustave Courbet, Jean Marin Naudin et Romain Rolland assurent une desserte locale du secteur. La rue Romain Rolland est une voie en impasse.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.2 – Transports en commun

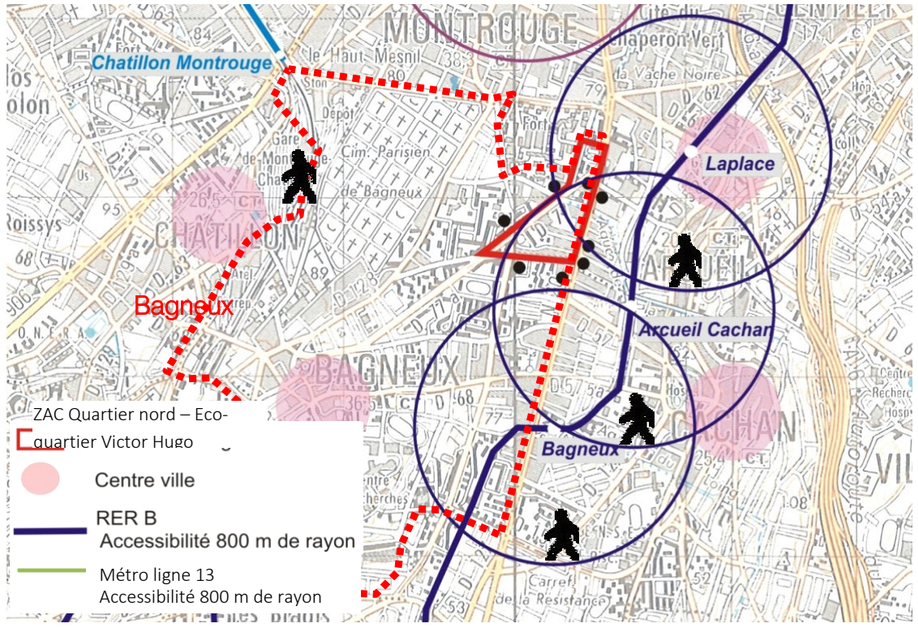
A/ Desserte ferroviaire

♦ Desserte ferroviaire à l'échelle communale en 2011

Avant 2022, la ville de Bagneux était principalement desservie par la gare RER de Bagneux-Pont Royal sur la ligne B, située à l'extrémité est du territoire, sur la ville de Cachan (94). Cette gare bénéficiait d'une bonne desserte même si l'ensemble des RER ne marquait pas l'arrêt. Les temps de parcours offerts par la ligne étaient très compétitifs et plaçaient Bagneux à 10 minutes de Denfert-Rochereau, 20 minutes de Châtelet-les-Halles et 25 minutes de gare du Nord.

La ville bénéficiait également de la desserte de l'arrêt de métro Châtillon-Montrouge, terminus sud de la ligne de métro 13 situé sur Montrouge. Cependant, la station de métro se situant à l'extrémité nord-ouest de Bagneux, à proximité des secteurs les moins urbanisés du territoire communal (Cimetière parisien de Bagneux, gare de triage (dépôt de Montrouge situé pour l'entretien des trains du réseau Montparnasse, atelier RATP de Châtillon-Bagneux pour l'entretien des rames de la ligne 13 du métro…), celle-ci ne concernait directement qu'un nombre limité d'habitants de Bagneux. Elle offrait néanmoins une très bonne desserte pour les usagers situés à proximité, puisqu'elle permettait de relier la gare Montparnasse en 10 minutes et la gare Saint-Lazare en 21 minutes avec une fréquence de 4 minutes en heure de pointe.

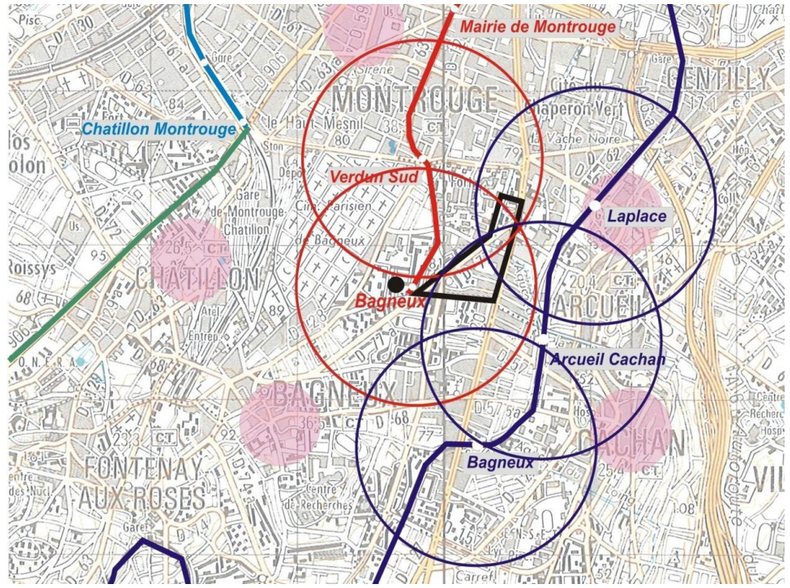
Plusieurs secteurs de la ville de Bagneux profitaient également des arrêts de RER B d'Arcueil-Cachan et Laplace, étant situés dans l'aire d'attractivité de ces stations. Ces deux gares RER bénéficiaient d'une desserte équivalente (gare d'Arcueil Cachan) ou supérieure (Gare de Laplace : 15 trains par heure en heure de pointe par sens de circulation) à la gare RER de Bagneux.



Source : étude AEU, AGI2D

♦ Desserte ferroviaire à l'échelle communale en 2024

Depuis la desserte ferroviaire de Bagneux, et notamment ses quartier Nord, s'est considérablement améliorée, avec l'arrivée de la ligne de métro 4 (tronçon Porte d'Orléans/ Mairie de Montrouge) prolongée jusqu'à la station « Bagneux - Lucie Aubrac ». Elle est mise en service depuis le 13 janvier 2022 et devient le terminus Sud de cette ligne.



Source : étude AEU, AGI2D

La ligne de métro 4 (tronçon Porte d'Orléans/ Mairie de Montrouge) a été prolongée jusqu'à la station « Bagneux - Lucie Aubrac ». Elle dessert également la station Barbara, à cheval sur Montrouge et Bagneux.

Entièrement souterraine (liaison de 2,7 km jusqu'à la station Mairie de Montrouge) et connectée à un pôle de bus avec les lignes RATP 162, 187, 188, 193,388 et N14, la nouvelle station située sur le site de la ZAC permettra une correspondance avec la nouvelle ligne 15.

Elle est mise en service depuis le 13 janvier 2022 et devient le terminus Sud de cette ligne.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Desserte ferroviaire à l'échelle du site en 2024

Métro ligne 4 : station « Bagneux - Lucie Aubrac »

L'accès principal de la gare Lucie Aubrac-Bagneux donne sur la place de la gare au droit de l'avenue Henri Barbusse (à environ 50 mètres du lot G3). Un autre accès plus secondaire débouche sur l'avenue de Stalingrad, le groupe scolaire Henri Wallon, le passage Chateaubriand, le gymnase/dojo et la piscine municipale.



Métro ligne 15 Sud : gare Bagneux

La Ligne 15 Sud fait partie de la Ligne 15 du Grand Paris Express, ligne de métro en rocade autour de Paris, longue de 75 km et comportant 36 gares. Scindée en deux (ligne 15 Nord et Sud), la Ligne 15 Sud est la première du Grand Paris Express à être entrée en travaux.

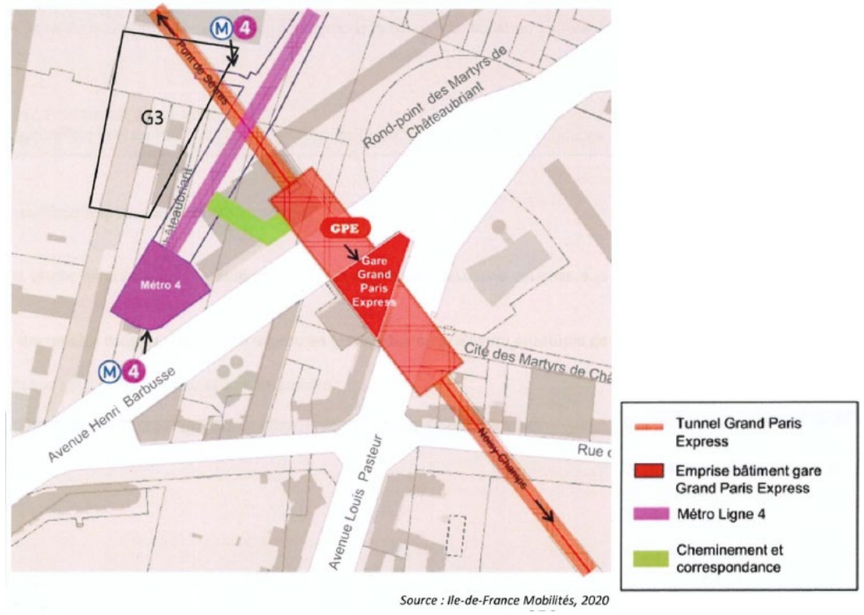
Située sur un axe domicile-travail majeur, la ligne 15 Sud permettra d'abaisser le temps de transport de nombreux actifs et offrira une réelle alternative à la voiture individuelle.

- Bagneux – Pont de Sèvres : aujourd'hui 60 mn – demain **8 mn**
- Bagneux – Créteil l'Echat : aujourd'hui 45 mn – demain **18 mn**
- Bagneux – La Défense : aujourd'hui 57 mn – demain **21 mn**
- Bagneux - Aéroport d'Orly : aujourd'hui 51 mn – demain **15 mn**

Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la ligne 15 est située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur, la gare Bagneux. La gare Bagneux M15 s'inscrit en souterrain de l'îlot G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot de la « place des Métros » à être aménagé). Sa correspondance sera assurée avec la ligne 4. Avec des quais à 33 mètres sous terre et quatre niveaux de mezzanine pour y descendre, la gare Bagneux est l'une des plus profondes du réseau Grand Paris Express. La zone de contrôle d'accès à la gare se situera au niveau –1. La correspondance directe avec la ligne 4 du métro se fera au niveau –2. Aux niveaux –3 et –4 s'effectueront les échanges et l'accès aux quais pour les voyageurs.

La partie en surface de la gare est un bâtiment ouvert, avec un passage couvert entre l'avenue Louis Pasteur et le parvis. Les accès au bâtiment gare devraient se faire par l'Est depuis le trottoir de l'avenue Pasteur et à l'Ouest depuis le parvis.

Présentation de l'interconnexion ligne 4 et ligne 15 et proximité avec l'îlot G3 (représentation schématique)



Source : Ile-de-France Mobilités, 2020

Calendrier :

Entre novembre 2017 et décembre 2018, les parois moulées de la future gare ont été réalisées.
D'avril 2019 au premier trimestre 2021, c'est l'étape du creusement de l'intérieur de la boîte gare qui a été réalisée en taupe, c'est-à-dire à l'abri d'une dalle de couverture, ceci afin de limiter les nuisances pour les riverains.
Depuis mars jusqu'à l'été 2021, les équipes travaux ont réalisé le radier, qui correspond au plancher de la gare. En parallèle depuis le début de l'année le couloir de correspondance reliant la ligne 4 du métro et la ligne 15 sud du Grand Paris Express est en construction.
Le premier trimestre 2022 marque la fin du génie civil, et le début du marché tout corps d'état qui consiste à aménager et à équiper l'espace intérieur de la gare.

La mise en service est prévue fin 2025.



Chantier en cours de la future ligne 15

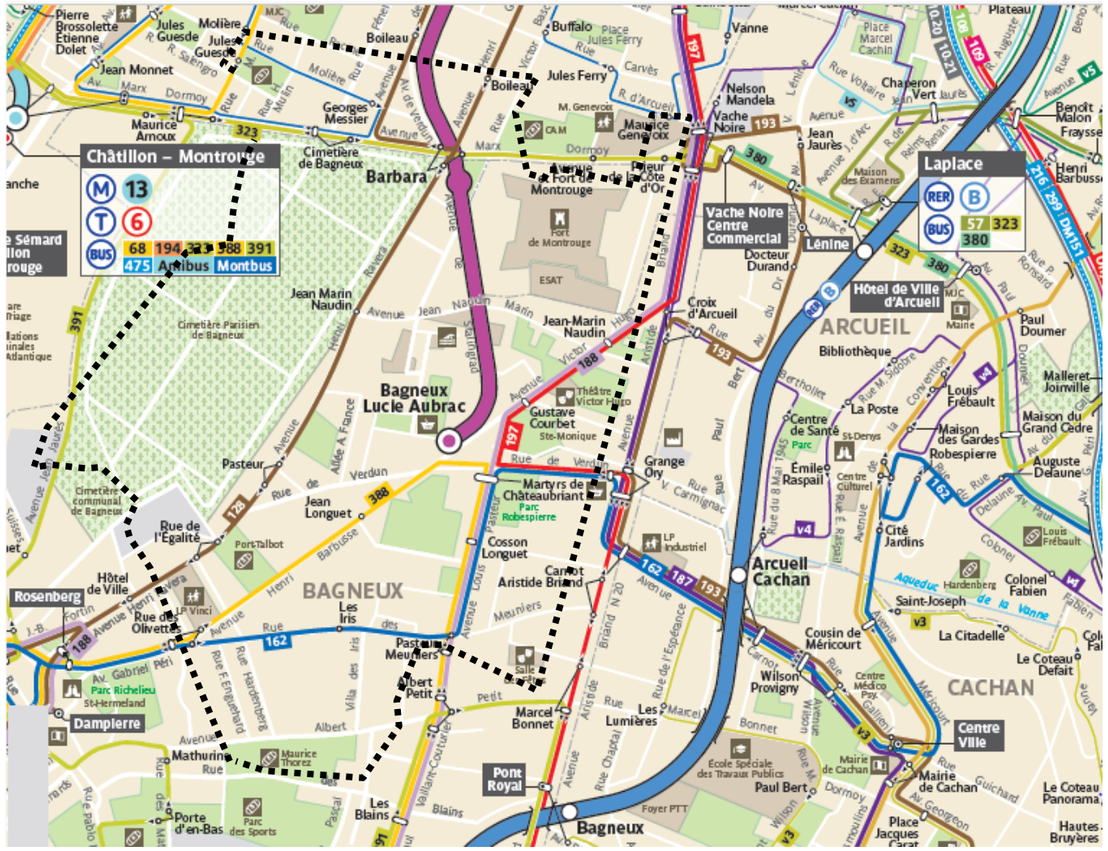
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A/ Desserte bus

♦ La desserte à l'échelle communale

La ville de Bagneux bénéficie d'un réseau de bus développé. L'ensemble des lignes qui desservent le territoire communal sont en rabattement sur un arrêt de transport ferré : gares RER (Bagneux, Arcueil-Cachan, Laplace) ou gares de métro (Bagneux, Porte d'Orléans, Châtillon-Montrouge).

Numéro de ligne	Itinéraire	Correspondance avec le réseau ferrée	Fréquence de la ligne en minutes en heure de pointe du matin	
128	Paris Porte d'Orléans > Sceaux/Robinson RER	**Métro 4/ Tram 3** : Porte d'Orléans **RER B** : Robinson	Vers Porte d'Orléans	Vers Robinson
			10 à 14	5 à 15
162	Villejuif > Louis Aragon Clamart Meudon RER	**Métro 7** : Villejuif - Louis Aragon **RER B** : Arcueil Cachan **RER C** : Meudon Val Fleury	Vers Villejuif	Vers Clamart
			15	12
187	Paris Porte d'Orléans > Fresnes	**Métro 4/ Tram 3** : Porte d'Orléans **RER B** : Arcueil Cachan	Vers Porte d'Orléans	Vers Fresnes
			4 à 5	5 à 7
188	Paris Porte d'Orléans > Bagneux	**Métro 4/ Tram 3** : Porte d'Orléans	Vers Porte d'Orléans	Vers Bagneux
			12	12
197	Paris Porte d'Orléans > Massy	**Métro 4/ Tram 3** : Porte d'Orléans **RER B** : Bagneux, Bourg-la-Reine, Parc de Sceaux, Antony, Orlyval	Vers Porte d'Orléans	Vers Massy
			14 à 15	15 à 18
297	Paris Porte d'Orléans >Longjumeau	**Métro 4/ Tram 3** : Porte d'Orléans **RER B** : Bagneux, Bourg-la-Reine, Parc de Sceaux, Antony, Orlyval **RER C** : Chilly-Mazarin	Vers Longjumeau	Vers Antony RER
			10 à15	13 à 16
388	Paris Porte d'Orléans >Bourg-la-Reine	**Métro 13** : Châtillon - Montrouge **RER B** : Bourg-la-Reine	Vers Bourg-la-Reine	Vers Porte d'Orléans
			9 à 14	10 à 15
391	Gare de Bagneux RER B Vanves Malakoff	**Métro 13** : Châtillon - Montrouge **RER B** : Bagneux	Vers Malakoff	Vers RER B
			14	14
323	Gambetta Issy Val de Seine RER	**Métro 13** : Châtillon - Montrouge **Métro 4** **RER B** : Bagneux	Vers Gambetta	Vers Issy
			8 à 10	8 à 10
390	Bourg -la-Reine RER Vélizy Europe Sud	**Tram 6**	Vers Bourg-la-Reine	Vers Vélizy Europe Sud
			7 à 14	10 à 15



La ville de Bagneux est également desservie par une ligne de bus nocturne, dite « Noctilien ». La ligne n°14 assure la liaison toute la nuit de la Mairie de Saint-Ouen à la gare RER de Bourg-la-Reine. Elle emprunte la D920 et dessert donc une partie du territoire de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- La desserte à l'échelle de la ZAC

La ZAC Eco-quartier Victor Hugo est particulièrement concernée par une partie des lignes de bus présentées précédemment :

- ligne 162 : Villejuif > Meudon RER
- ligne 187 : Paris Porte d'Orléans > Fresnes
- ligne 188 : Paris Porte d'Orléans > Bagneux
- ligne 197 : Paris Porte d'Orléans > Massy
- ligne 297 : Paris Porte d'Orléans > Longjumeau
- ligne 388 : Châtillon Montrouge >Bourg-la-Reine

Chacune de ces lignes offrent une fréquence de passage inférieure à 15 minutes à l'heure de pointe du matin et relie le secteur à plusieurs lignes de métro :
Le site bénéficie donc d'une bonne desserte même si la circulation de la D 920 est importante et ne facilite pas toujours la circulation des bus en période de pointe.

Un pôle multimodal sera aménagé au terminus de la ligne 4 sur le site de la ZAC, pour permettre d'assurer le meilleur lien possible entre les différents modes de transports (bus, vélo, piéton…) et le métro.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

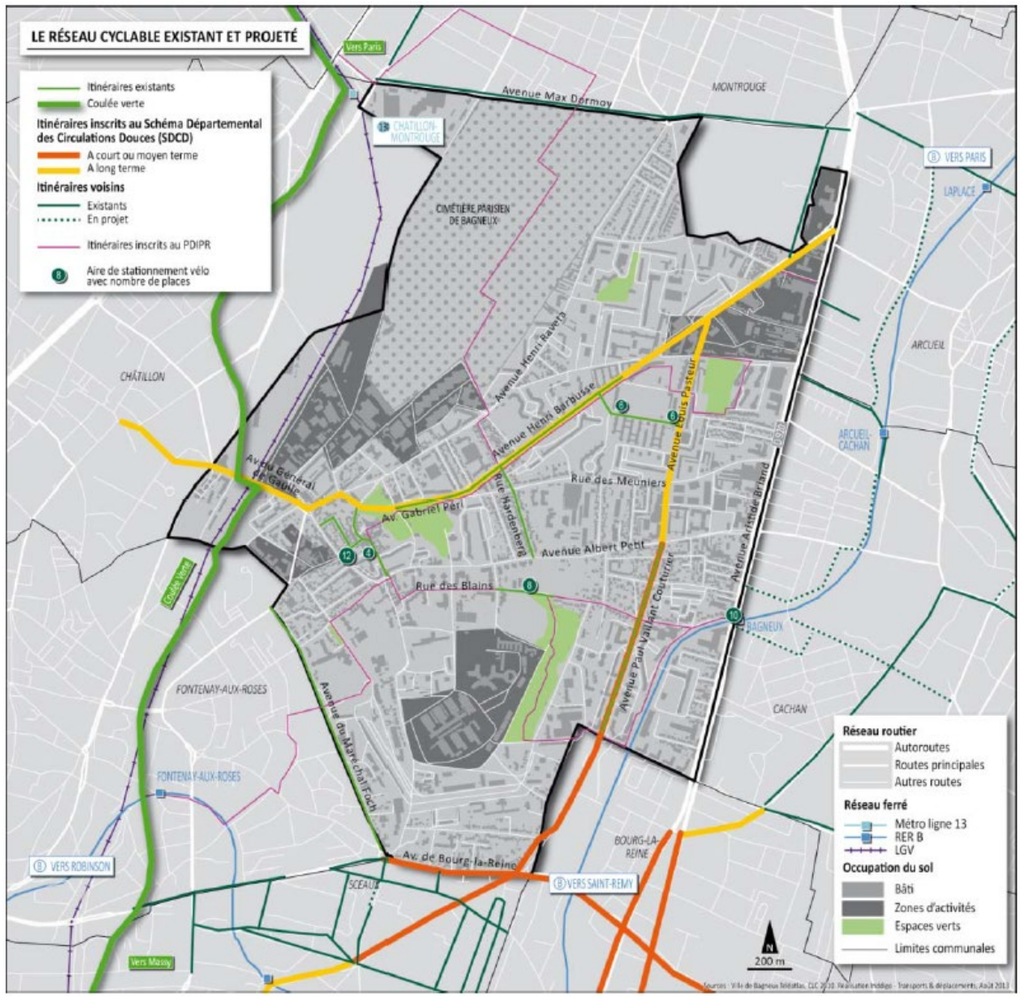
II.3 – Modes de déplacement doux

A/ Desserte communale

- Le schéma directeur des aménagements cyclables de Bagneux

La Ville de Bagneux s'est engagée en 2013 dans l'élaboration du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables (SDIC). *A l'échelle régionale, le Plan de Déplacement Urbain en Ile-de-France (PDUIF) fixe des objectifs ambitieux en matière de développement des modes actifs de déplacements avec un objectif de croissance de 10 % des déplacements en modes actifs.*

Ce document cadre a été complété par un Plan régional Vélo (validé en Juin 2011) qui définit un certain nombre d'itinéraires structurants à l'échelle régionale, ainsi qu'un panel d'actions spécifiques de promotion du mode vélo (stationnement et service, portail vélo régional, accessibilité des lycées, jalonnement…) et des critères de financement des projets vélo des collectivités locales.



Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Les enjeux suivants étaient alors identifiés :

- Une absence de « réseau » des aménagements cyclables actuels ;
- Un enjeu de sécurisation des intersections ;
- Un enjeu d'amélioration de la visibilité/lisibilité des itinéraires cyclables ;
- Un fort potentiel de développement de la zone 30 sur le réseau viaire secondaire ;
- Une offre de stationnement vélo encore trop faible, à étendre, avec un enjeu spécifique sur les pôles d'échanges multimodaux et les autres pôles générateurs privés (établissements scolaires, pôles d'emplois, logement social…) ;
- Un travail de sensibilisation des bailleurs sur la problématique cyclable à mener pour améliorer la perméabilité « modes doux » du territoire ;
- Une révision nécessaire du partage multimodal sur le réseau d'espaces publics et de voirie du territoire : se positionner en faveur d'une réduction de l'emprise automobile (gestion du parc de stationnement, révision du plan de circulation).

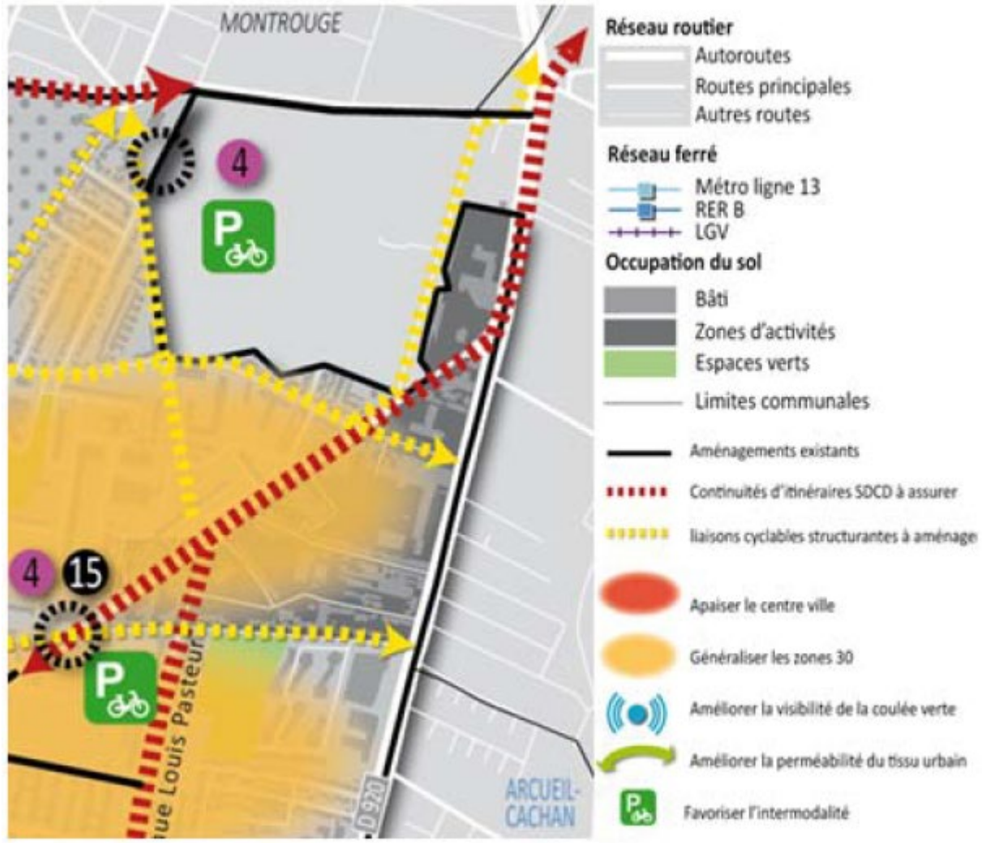
Ces enjeux spécifiques ont conduit à plusieurs orientations concernant SDIC de Bagneux, projetant au total 17 km d'aménagements dédiés aux modes doux :

- Mailler et densifier le réseau cyclable actuel ;
- Développer un réseau de zones 30 sur le réseau secondaire de voirie ;
- S'appuyer sur la coulée verte et les aménagements cyclables dédiés pour inciter à la remise en selle de la population ;
- Déployer une offre de stationnement sécurisé au droit des principaux équipements publics ;
- Mettre en place des actions complémentaires pour inciter au développement de la pratique ;
- Faciliter l'orientation du cycliste sur un territoire bâti pour la voiture (faible densité, emprise foncière importante, coupures).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Concernant le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, il est à noter plusieurs continuités d'itinéraires à assurer avec le Schéma Départemental des Circulations Douces : une première le long de l'avenue Louis Pasteur et une seconde le long de la D77 et D77A en lien avec la RD920.

Deux liaisons structurantes à aménager sont également projetées le long des rues Jean-Marin Naudin et Gustave Courbet. Enfin, une intervention plus globale est envisagée sur l'ensemble du périmètre de la ZAC concernant le déploiement de zones de circulation apaisée de types quartiers et zone « 30 ».



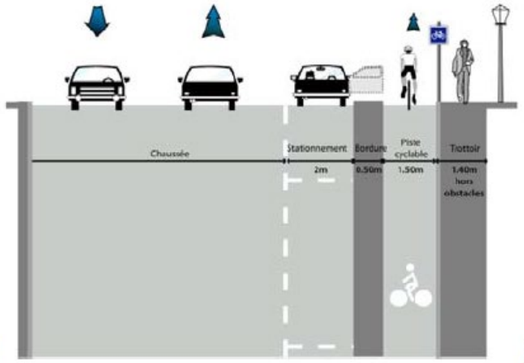
Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

En termes de propositions d'aménagement sur le secteur de la ZAC Victor Hugo, le projet de SDIC propose :

- L'Aménagement d'une zone « 30 » avec un double sens cyclable le long de la rue Jean-Marin Naudin (1).
- L'aménagement de pistes cyclables unidirectionnelles intercalées entre le trottoir et le stationnement, et la suppression ou la réduction d'une voie de circulation. L'étude rappelle que cette proposition est à envisager en fonction des aménagements de bus qui seront mis en place avec l'arrivée du métro. Elle préconise aussi l'étude du carrefour pour l'insertion d'un aménagement au niveau de l'intersection avec la rue Jean Marin Naudin. La piste cyclable pourra être transformée en bande cyclable au droit des arrêts de bus (2).



(1)



(2)

Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Propositions d'aménagements à l'échelle du périmètre de la ZAC Victor Hugo



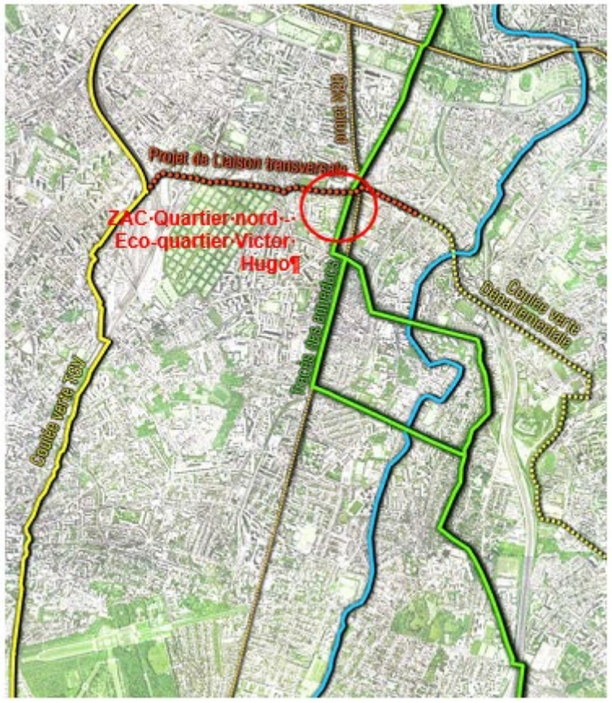
Source : Elaboration du Schéma Directeur des Itinéraires cyclables, Ville de Bagneux, Inddigo, 2013

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le projet d'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing

La Communauté d'Agglomération de Val de Bièvre a amorcé un processus de transformation et de valorisation des aqueducs de la Vanne et du Loing sur son territoire. Le projet vise la réalisation d'un espace public de qualité ouvert à tous sur une emprise aujourd'hui interdite d'accès, par l'aménagement d'une promenade piétonne et cyclable.

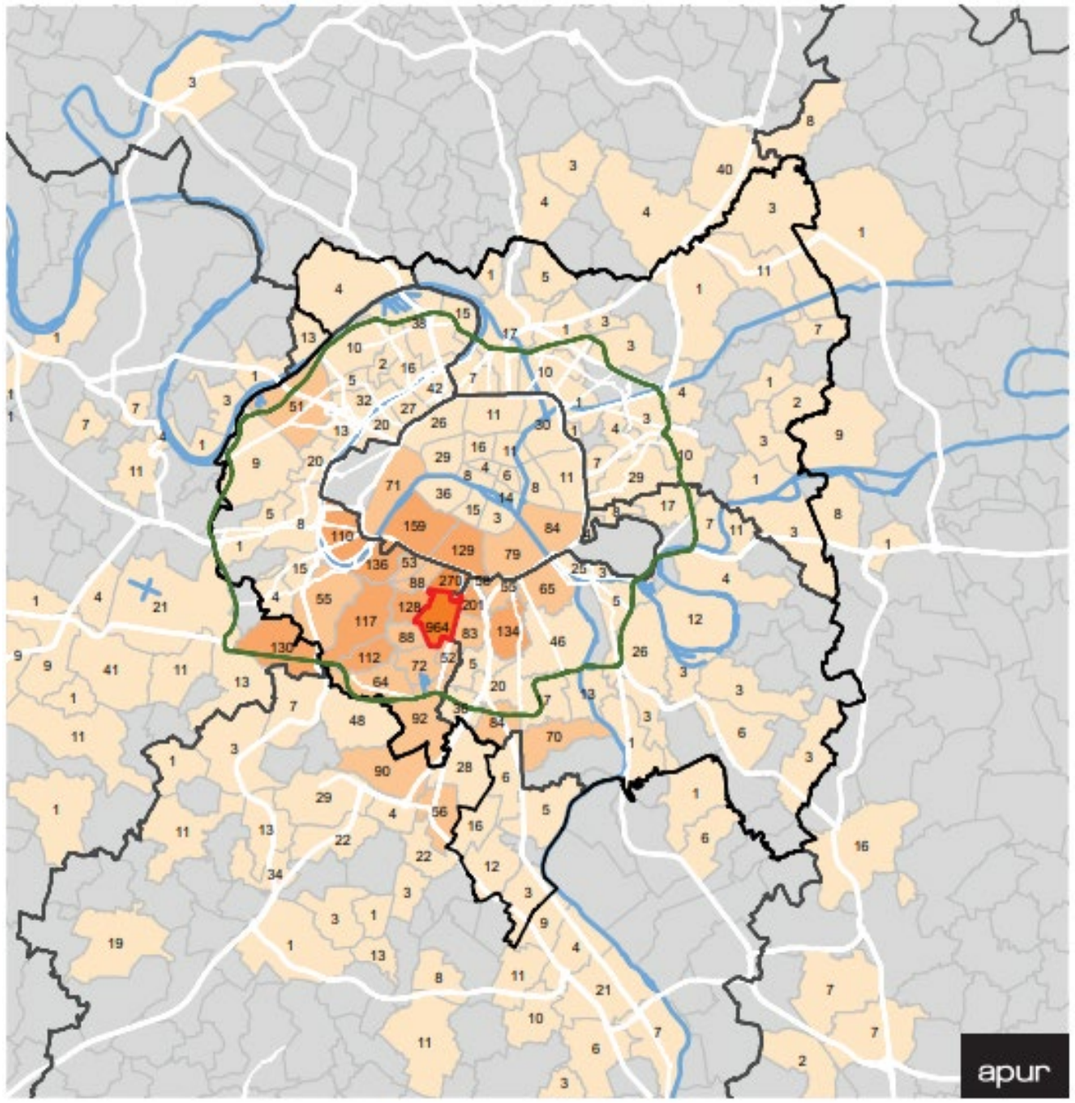
À l'échelle régionale, l'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing doit permettre de construire de manière progressive une continuité de cheminement doux de Paris vers Rungis, complétant le réseau de liaisons douces du sud parisien. En effet, deux coulées vertes à échelle régionale jouxtent le tracé des aqueducs : la coulée verte TGV à l'ouest et la coulée verte départementale Bièvre Lilas, à l'est. Une mise en relation de ces axes avec le projet des aqueducs constitue un enjeu majeur dans la mise en place d'une ossature primaire de déplacements doux au sud de Paris.
En plus du développement du champ des déplacements doux, cette disposition génère des boucles de promenades permettant à la fois de découvrir le territoire (chemins de randonnées) et de compléter localement les espaces publics d'agrément.



Source : Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing

Un plan guide d'aménagement a été élaboré pour synthétiser, sur la base d'un document ouvert, l'ensemble des thématiques portées par le projet régional. Il a pour vocation de servir d'outil et de guide aux futurs aménagements en les plaçant dans une cohérence à l'échelle de l'agglomération. Le projet d'un parcours continu se place dans une temporalité du moyen / long terme, et demande une volonté très forte de la part des partenaires. Dans ce sens, le plan guide est conçu de façon ouverte et non restrictive.

Au niveau du site d'étude, l'emprise de l'aqueduc de la Vanne sera aménagée pour constituer un corridor biologique. Des transversalités est-ouest seront mises en évidence.



Séquence 3 : carrefour Vache Noire et abords du fort de Montrouge

Le schéma d'aménagement comporte un « cahier de recommandations » à l'attention des futurs concepteurs afin de garantir le respect de l'esprit du projet global, et d'éclairer les choix des maîtres d'œuvres. Il précise les matériaux, produits, végétaux ou encore modes d'intervention.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Desserte du secteur de projet en 2024

La ville de Bagneux développe un réseau de circulations douces desservant l'ensemble des quartiers de la commune. Ce réseau a pour objectif d'offrir aux Balnéolais une alternative intéressante en matière de liaisons piétonnières ou cyclistes en plus de l'arrivée du Vélib' en 2018.

Les aménagements réalisés dans les années passées se poursuivent via le schéma des circulations douces : réseau conforté et mis en valeur avec continuité des circulations, renforcement de la trame verte jusqu'à la station RER Bagneux, réflexions au sein du comité d'axe RD 920...

Un schéma directeur des itinéraires cyclables (SDIC) a été élaboré à l'échelle du territoire communal. Il fixe les aménagements à réaliser dans les prochaines années pour développer la pratique du vélo en ville.

En concertation avec les habitants de Bagneux, un diagnostic et un inventaire ont révélé l'absence d'un véritable maillage entre les aménagements existants et une offre de stationnement destiné aux cyclistes assez faible.

Il s'agit donc de développer ce réseau en augmentant, à terme, sa surface de 12 kilomètres, hors voiries départementales.



Carte des aménagements cyclables - DEPE - sept. 2020

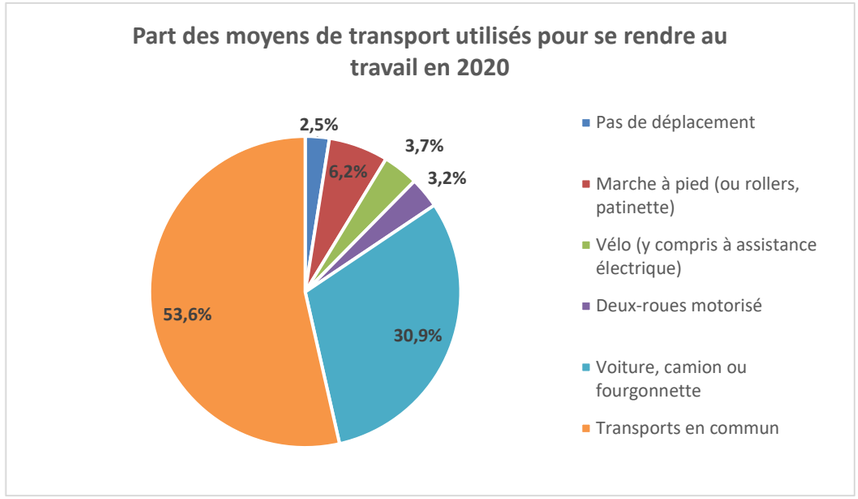
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.4 – Mobilité des Balnéolais

A/ Part des transports en commun

Pour se rendre au travail, plus de la moitié des habitants actifs utilisent les transports en commun (53,6%).

La voiture reste le deuxième mode de transport le plus utilisé avec une part modale de 30,9 %.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2020 (Source : INSEE – traitement : Synthèse Architecture)

Les actifs de Bagneux se déplacent en majorité en transports en commun pour le motif domicile-travail (53,6 %) – Source : INSEE 2020.

Une part significative des actifs (6,2%) se déplace à pied (en grande majorité les actifs travaillant dans la commune). Les choix modaux sont fonction de l'offre de transports et des temps de parcours.

Il est à constater une diminution du nombre de personnes ayant au moins une voiture avec une part de 61,7% des ménages en 2020 contre 66,2% en 2009, et parallèlement une baisse des ménages disposant de 2 voitures ou plus : 13,0% en 2009 contre 11,7% en 2020.

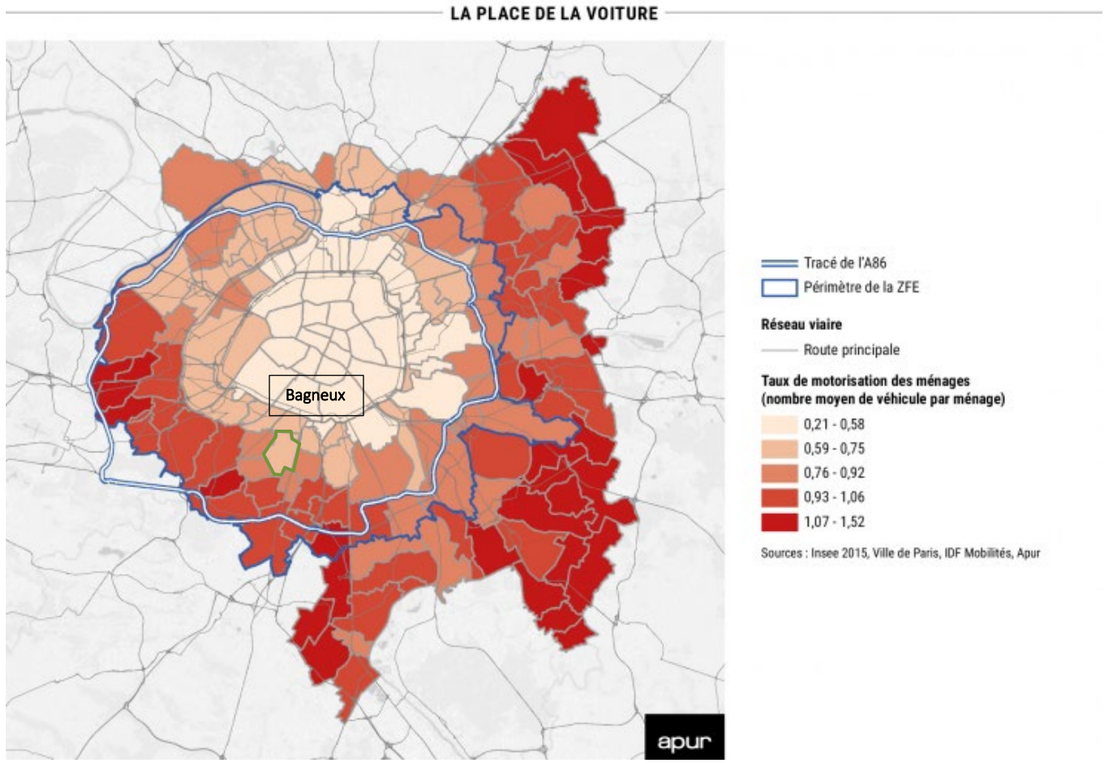
	2009	2014	2020
Au moins un emplacement réservé au stationnement	45,1%	45,6%	48,2%
Au moins une voiture	66,2%	64,4%	61,7%
1 voiture	53,2%	51,9%	50,0%
2 voitures ou plus	13,0%	12,5%	11,7%

Équipement automobile des ménages (Source : Insee, RP2009, RP2014 et RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.)

B/ Taux de motorisation

Selon l'étude « *Portail des mobilités dans le Grand Paris* » de l'APUR de 2022, le taux de motorisation sur la commune de Bagneux est compris entre 0,59 et 0,75. Sur les communes avoisinantes, il est à noter des taux assez comparables.

Portail des mobilités dans le Grand Paris
Source : APUR Juillet 2022 - https://www.apur.org/fr/nos-travaux/portail-mobilites-grand-paris)



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Distribution des déplacements en véhicules

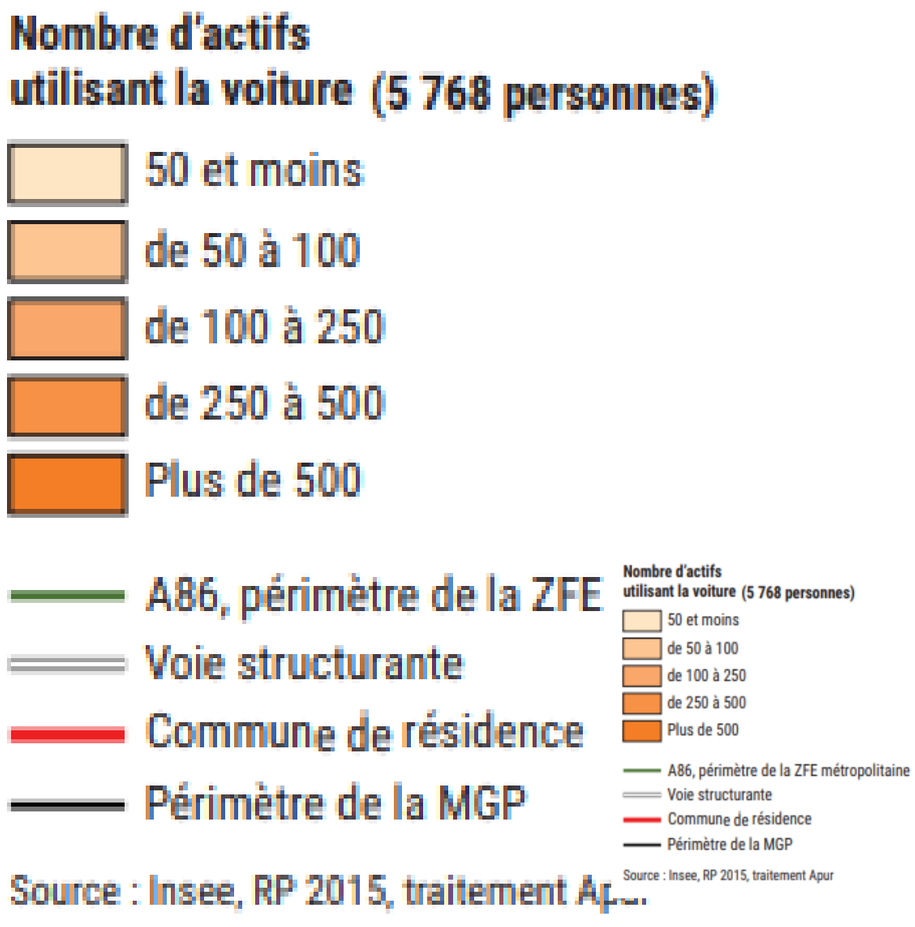
La distribution des flux domicile-travail dont le choix est porté sur le véhicule est en tache d'huile, c'est-à-dire que le rayon d'influence est assez large et homogène.

Bagneux est le principal lieu de travail des actifs de Bagneux. 19 % des actifs y travaillent, soit 3269 personnes.

Les deux autres lieux de travail les plus représentés sont Paris 15e (5 % des actifs) et Paris 14e (4 %).

Les autres lieux de travail sont les bassins d'emploi à proximité tels que Montrouge et les arrondissements sud parisiens.

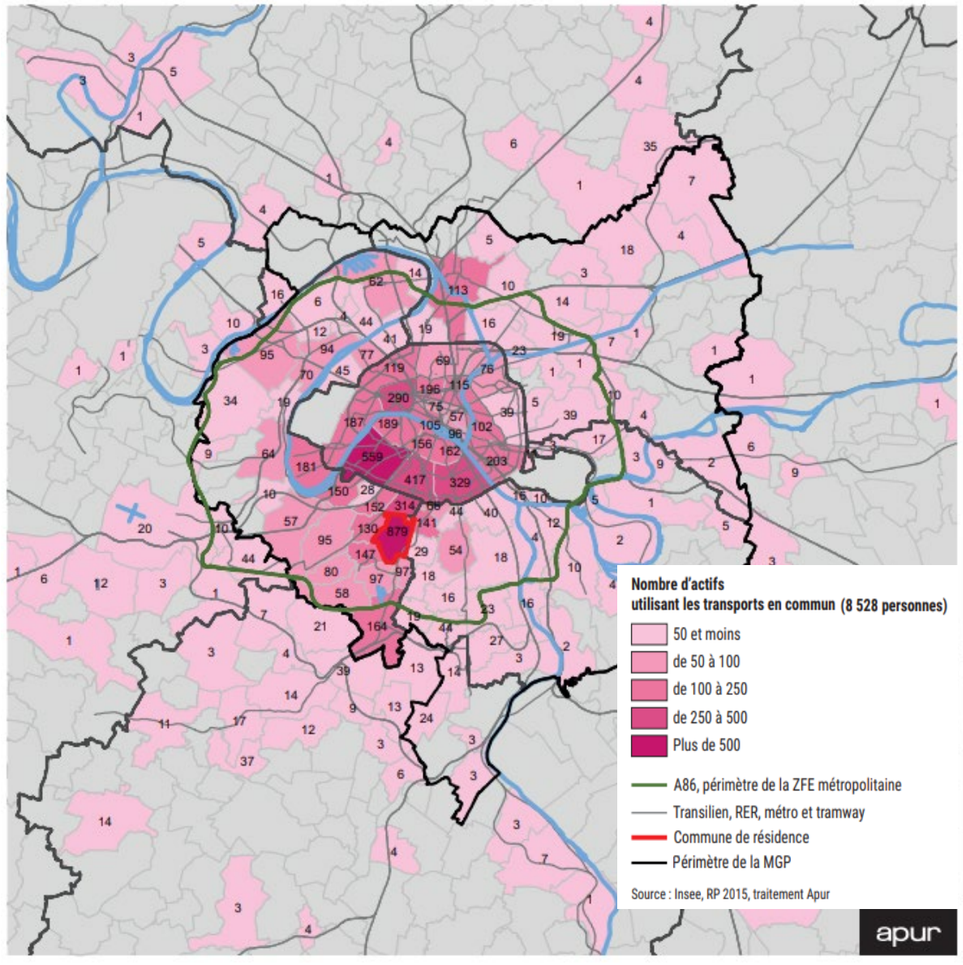
Paris, tout arrondissement confondu, représente 28 % des destinations de travail (source : analyse des mobilités domicile-travail – APUR – 2019).



Carte des lieux de travail des actifs balnéolais allant travailler en voiture (Source : APUR– 2019)

D/ Distribution des déplacements en transports en commun

En transports en commun, la distribution correspond à l'offre de transports en commun puissante, à savoir les arrondissements Sud et Ouest de Paris (desservis par le RER B).



Carte des lieux de travail des actifs balnéolais allant travailler en transport en commun (Source : APUR– 2019)

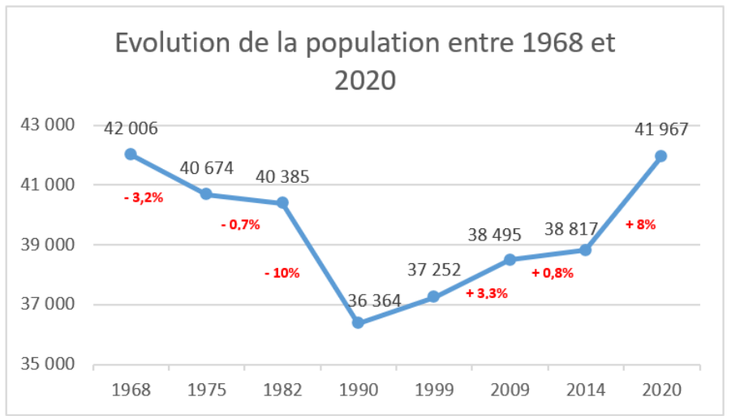
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III – CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE DE BAGNEUX

III.1.- Population

A/ Une population qui augmente depuis les années 90

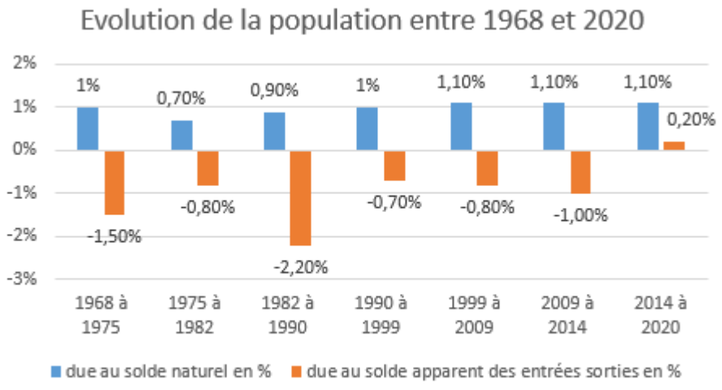
La Ville de Bagneux compte 41 967 habitants en 2020, soit 3 150 habitants de plus qu'au recensement de 2014 représentant une croissance démographique d'environ 8%. Cette croissance de population permet à la ville de Bagneux de retrouver son poids de population de la fin des années 60.



Source : INSEE 2020

Si le solde naturel est relativement stable (autour de 1% par an depuis trois décennies), la diminution du nombre d'habitants constatée sur la ville de Bagneux entre 1968 et 1990 était principalement due à un solde migratoire très déficitaire.

Il est à noter que sur la dernière période intercensitaire, le solde migratoire est devenu positif (0,2 %) ce qui explique une augmentation de la croissance de population



Source : INSEE RP 2020

B/ Une population relativement jeune

La ville de Bagneux compte 41,2% d'habitants de moins de 30 ans et 18,1% de plus de 60 ans. La population est légèrement plus jeune que la moyenne départementale (38,2% de moins de 30 ans et 20,2% de plus de 60 ans).

Source : INSEE RP 2020

C/ Une taille des ménages qui stagne

Avec 17 448 ménages en 2020, la taille des ménages est de 2,36 personnes. Cette taille des ménages est plus importante que la moyenne d'Ile-de-France (2,28) et que celle du Département (2,19).

Néanmoins, elle diminue légèrement car elle était de 2,39 en 1999. Cette baisse est liée aux évolutions de la société : décohabitation pour cause de séparation ou divorce, hausse de la part des personnes âgées qui vivent souvent seules dans leur logement, etc.

Les compositions familiales de Bagneux se caractérisent en effet par :

- Une part importante de personnes seules (33,9% en 2020) et une augmentation des familles monoparentales (17,1% contre 14,8% en 2014) ;
- Des couples avec enfants en baisse (27,2% contre 28,7% en 2014) ;
- Une augmentation de la proportion de couples sans enfant (18,1% contre 16 ,9% en 2014)

Ainsi, de nouvelles configurations des ménages sont à considérer :

- Une hausse des personnes seules et des familles monoparentales ;
- Une baisse des couples avec enfants.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

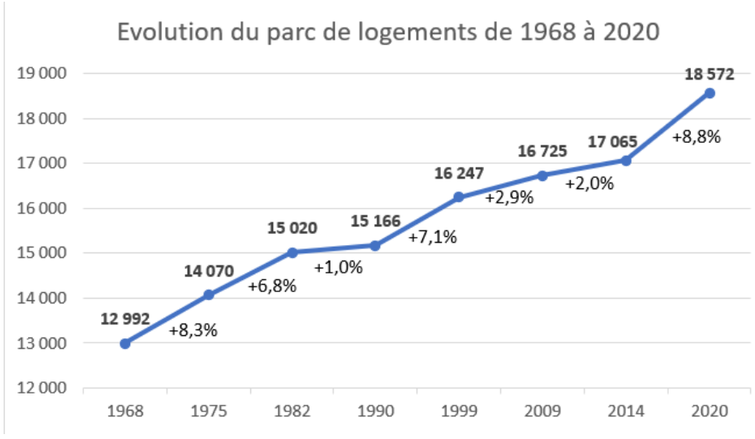
D/ Des ménages avec des niveaux de revenus modestes

En 2021, le revenu disponible médian par unité de consommation sur la ville de Bagneux s'élève à 21 040 €, ce qui est comparativement plus bas que celui des Hauts-de-Seine de 29 720 € et que celui de la moyenne francilienne de 25 210 €.
Par ailleurs, près d'un ménage sur 2 n'est pas imposable (45%), contre 29,6% pour la moyenne départementale.

III.2.- Parc de logements

A/ Une évolution continue et soutenue du parc résidentiel

La ville de Bagneux a connu une croissance de logements entre 1968 et 1982, suivie d'une période d'inflexion expliquant notamment la baisse de population pendant ces périodes.
La dernière période intercensitaire illustre en revanche une nouvelle dynamique du parc résidentiel, avec 18 572 logements en 2020.



Source : INSEE RP 2020

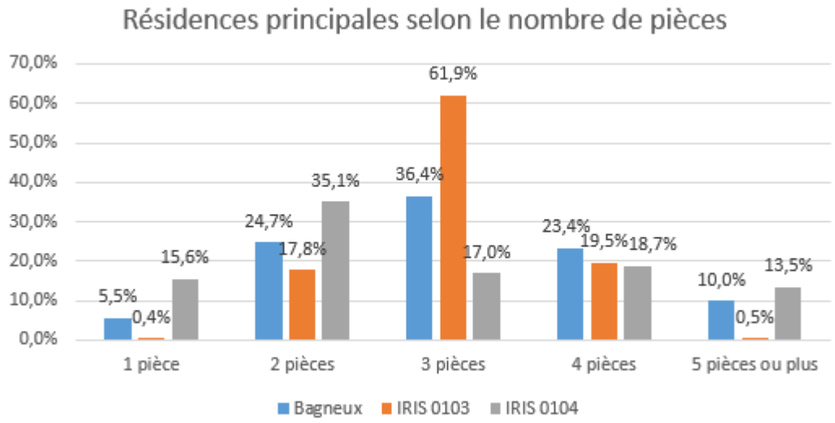
B/ Des logements de taille moyenne

Les appartements sont largement majoritaires sur la ville de Bagneux puisqu'ils représentent 90,1% des logements contre seulement 9,0% de maisons.

Le parc résidentiel est à 84,5% composé de logements de taille moyenne (T2, T3, T4), au détriment des petits logements (T1 : 5,5%) et des très grands logements (5 pièces ou plus : 10%).

A l'échelle de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, les données renseignées logements par l'INSEE correspondent aux IRIS 0103 et 0104.
L'IRIS 0104, le plus représentatif du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, comprend 6,4% des logements de la ville.

Il est à noter que le déséquilibre dans les typologies de logement est encore plus marqué. En effet, alors que les logements de 3 pièces constituent plus de la moitié du parc de résidences principales, les logements de 1 et 5 pièces et plus composent moins du quart. Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est caractérisé par une forte représentation de logements de 2 pièces (35,1% des résidences principales)

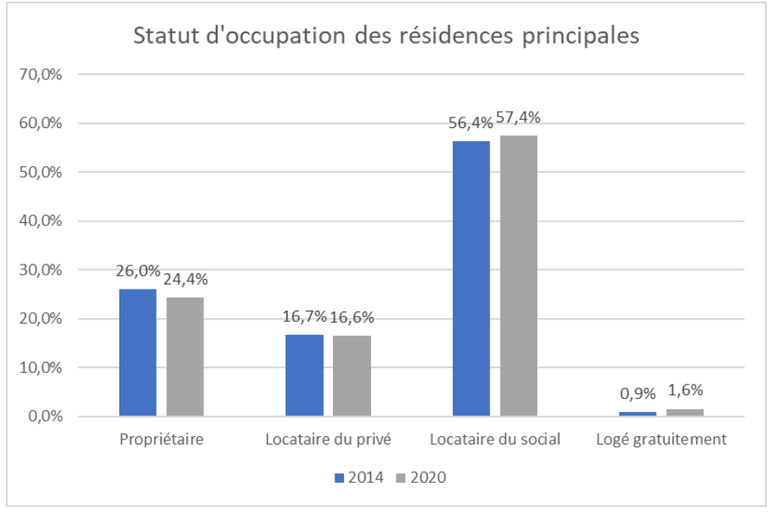


Sur l'IRIS 104 (le plus représentatif de la ZAC), il est à noter que plus de moitié du parc résidentiel est composé de petits logements T1et T2) et notamment caractérisé par une forte représentation de logements de 2 pièces (35,1% des résidences principales).

Le taux de vacance des logements est inférieur à la moyenne de l'ensemble des IRIS (3,0% pour l'IRIS 0104 contre 4,3% de moyenne). Ce taux n'est pas inquiétant car il correspond à un niveau classique de fluidité du marché.

C/ Une majorité de locataires du social

Selon les données de l'INSEE de 2020, la ville de Bagneux compte 57,4% de locataires du social, 24,4% de propriétaires et 16,6% de locataires du privé.
Le statut d'occupation des logements à Bagneux est très différent de la moyenne départementale. En effet, environ 42,9% des résidences principales des Hauts-de-Seine sont occupées par des propriétaires, et 54,6% sont des locataires, dont 24,5% de locataires du social.
Ce contraste est encore plus fort comparé au secteur de l'IRIS 0104 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, où environ 62 % des résidences principales sont occupées par des locataires du social, près de 21% par des locataires du privé et moins de 16 % par des propriétaires.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.3.- Population active et emplois

A/ Population active

En 2020, Bagneux comptait 21 555 actifs, dont 18 237 actifs ayant un emploi.

La ville est marquée par la présence des cadres et professions intellectuelles supérieures (30,0% des actifs), des professions intermédiaires (27,8% des actifs) et des employés (22,7% des actifs). Elle se caractérise par une faible proportion d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise (5,1%).

77,6% des actifs balnéolais travaillent dans le tertiaire, 15,3% dans l'industrie et 7,1% dans la construction.
Parmi les 18 237 actifs ayant un emploi, seulement 16,6% travaillent sur la ville de Bagneux.
Selon le recensement INSEE, Bagneux comptait environ 11 475 emplois sur son territoire en 2020, soit 1 509 emplois en moins par rapport à 2014. Le taux de chômage de 2020 était de 15,4% (- 1,1 point de pourcentage par rapport à 2014).

En 2020 :
- Près de 83,4% des actifs ayant un emploi travaillent en dehors du territoire de Bagneux ;
- 89,6% sont des salariés.

Sur la période 2014-2020 :
- Une augmentation de 9,5 % du nombre d'actifs ;
- Une diminution de 1,7 point de pourcentage du nombre d'actifs ayant un emploi dans la ville ;
- Un taux de chômage en légère diminution (- 1,1 point de pourcentage).

B/ Emplois

Selon le dernier recensement de l'INSEE, **le territoire de Bagneux accueillait 11 475 emplois en 2020,** chiffre en baisse de 17,5% depuis 2009.

	2009	2014	2020
Nombre d'emplois dans la zone	13 921	12 984	11 475
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	17 105	16 567	18 491
Indicateur de concentration d'emploi	81,4	78,4	62,1
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	65,2	64,3	65,5

Source : INSEE 2020

L'indicateur de concentration d'emploi (0,62 en 2020), inférieur à 1, révèle un nombre d'emploi total proposé par le territoire inférieur au nombre d'actif occupés.
L'indicateur de concentration d'emploi permet d'informer sur l'attractivité économique d'un territoire. Il s'agit du rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs ayant un emploi résidant sur le territoire. Quand cet indicateur est de 100, il est considéré comme satisfaisant car il veut dire que le tissu économique génère des emplois proportionnellement au nombre d'actifs résidents sur une commune.

Cet indicateur de concentration d'emploi baisse d'un recensement d'emploi expliqué d'une part par la baisse d'emplois sur le territoire (fermeture des entreprises tels que Thomson, Thalès et la DGA sur le site O'Mathurins fait l'objet d'une transformation urbaine majeure) et également depuis 2020 par la hausse d'actifs ayant un emploi sur la ville.

III.4.- Tissu économique

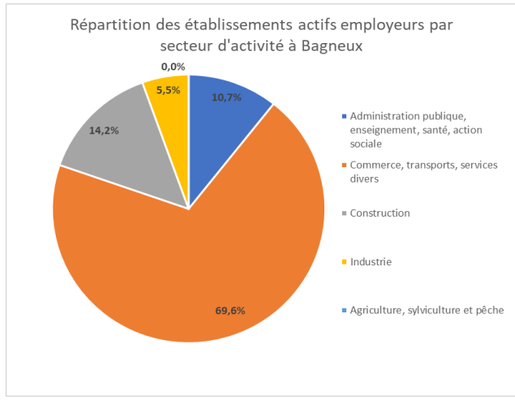
A/ Etablissements

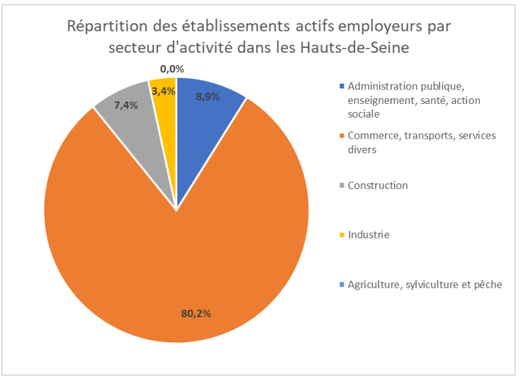
La ville de Bagneux dispose fin 2020 de 3 287 établissements, dont 2 588 issus du secteur tertiaire.

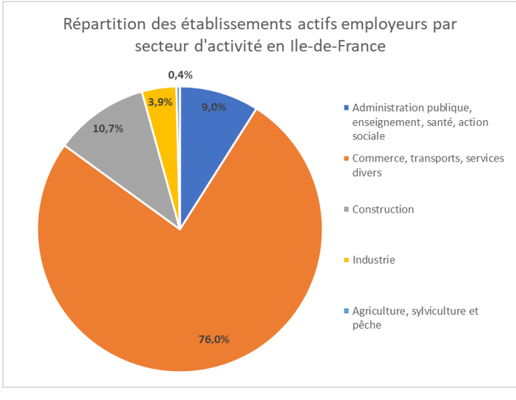
	Nombre	%
Ensemble	**3 287**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	119	3,6
Construction	379	11,5
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 208	36,8
Information et communication	282	8,6
Activités financières et d'assurance	71	2,2
Activités immobilières	96	2,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	645	19,6
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	286	8,7
Autres activités de services	201	6,1

Source : INSEE 2020

La répartition des établissements à Bagneux illustre une surreprésentation des activités de construction au détriment des activités de services par rapport aux profils des Hauts-de-Seine et de l'Ile-de-France.







Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Localisation des entreprises et des activités

Les entreprises et les activités occupent environ 8% du territoire communal. La majorité d'entre elles est implantée le long de la RD 920. Les autres secteurs accueillant de nombreuses activités sont la ZAC Garlande (environ 50 entreprises de haute technologie qui représentent près de 650 emplois) et la Zone Industrielle située en bordure des voies SNCF (environ 800 emplois).

C/ Evolution des d'activités

Selon le MOS, il est à noter entre 2012 et 2021 une baisse d'environ 14 hectares de terrains qui accueillaient des activités, ce qui corrobore la baisse de 1 500 emplois enregistrée entre 2014 et 2020.

Avec l'arrivée des deux métros dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, qui permettront de relier la ville de Bagneux à tous les points névralgiques de la région Île-de-France, l'enjeu communal à l'horizon 2030 est de créer 12 000 emplois supplémentaires.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo contribuera à son terme à remplir cet objectif ainsi que l'opération O'Mathurins avec sa programmation de bureaux et de commerces.

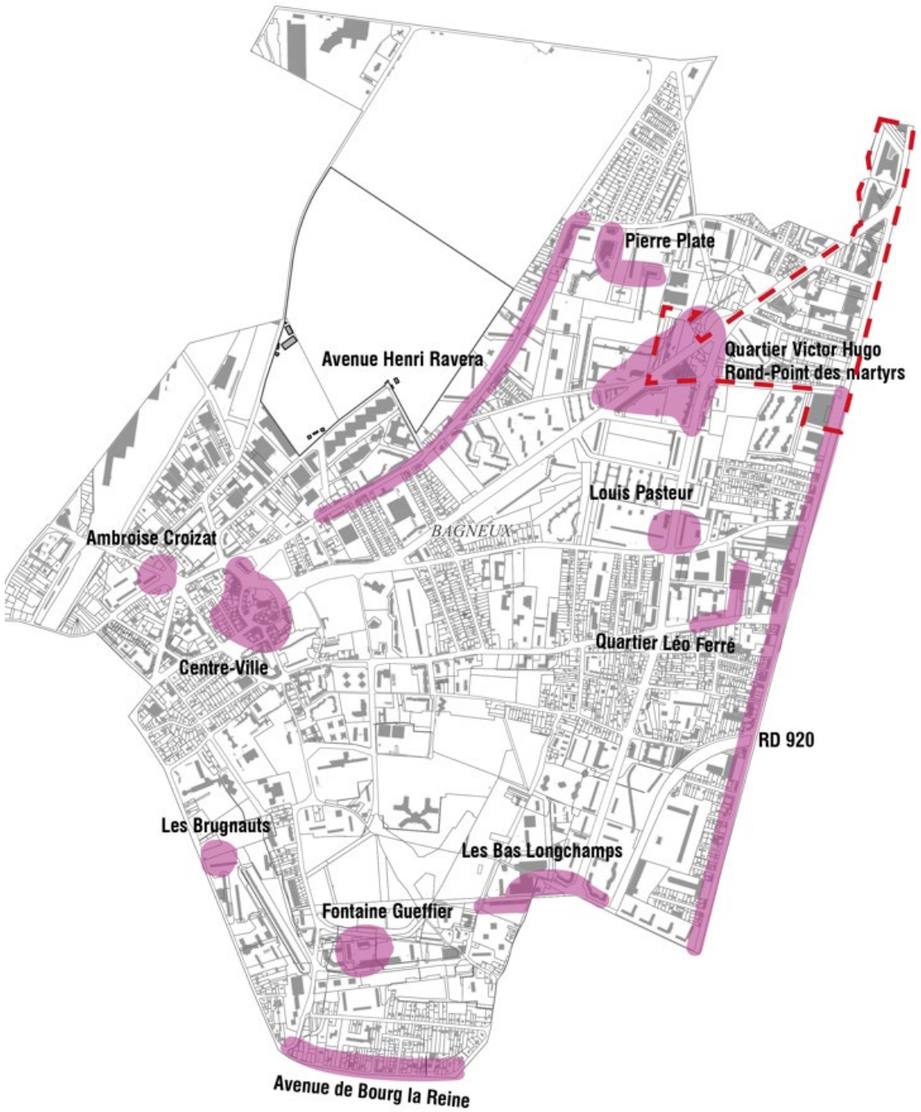
Rappelons qu'en 2011, le site d'étude était essentiellement composé d'activités regroupant quelques immeubles de bureaux, de nombreuses emprises faiblement occupées et des activités économiques installées dans des bâtiments parfois vétustes, avec des dépôts ou des commerces plus ou moins précaires. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité, ne permettait pas non plus à donner une image valorisante de l'entrée de ville Nord du territoire communal.

III.5.- Tissu commercial

La Ville de Bagneux dispose d'un appareil commercial riche et varié de plus de 300 établissements ainsi que de nombreux artisans composé notamment de :

- Métiers de bouche avec des boucheries (8), des boulangeries-pâtisseries (15), une charcuterie -traiteur, des primeurs (3)
- Cafés -bars-Brasserie-Tabac (3)
- Santé-beauté -hygiène (coiffeur 18), optique (4), Pharmacie (10), Cosmétique (10)
- Equipement de la maison et jardin (23)
- Equipement de la personne (7)
- Restauration (54)
- Supermarchés-supérettes-Alimentation générale (20)
- …

Localisation des principaux pôles commerciaux de Bagneux



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.6.- Equipements publics

Depuis les années 50, la Ville s'est dotée de nombreux équipements publics nécessaires aux besoins de la population. En conséquence, la ville dispose d'un nombre important d'équipements dans de nombreux domaines. Ces équipements sont utilisés au maximum de leurs capacités et satisfont donc de manière générale à la demande de la population.

A/ Equipements de la petite enfance

Bagneux dispose également de plusieurs structures d'accueil gérée par la Ville :

- Trois crèches collectives :
  . **La crèche « Graine de lune » reconstruite et agrandie (90 places) à l'intérieur du lot 6 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo**
  . La crèche municipale multi-accueil « des Petits Moulins » : 60 places
  . La crèche « des Rosiers » : 60 places

- La crèche familiale municipale des « Jeunes Pousses » : 60 places
- Trois multi-accueils :
  . Le Multi-accueil Nord
  . Le Multi-accueil des « Jeunes Pousses »
  . La halte jeux « des Rosiers »

- Deux Relais Petite Enfance (REP) : environ 130 assistantes maternelles
  . Le RAM La Fontaine
  . Le RAM « Clé de sol » dans le projet immobilier « A Ciel Ouvert » situé dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, rue de Verdun.

Sur le territoire communal, il existe également :

- Trois micro crèches :
  . La crèche « Les petIte Colombes »
  . La crèche « Les Colombes »
  . La crèche « Pollux- la Maison Bleue »

- Une crèche inter-entreprise « Babilou »

- Une crèche associative « Arc-en-ciel ».

B/ Equipements scolaires

♦ Secteur primaire

La Ville de Bagneux compte 12 écoles maternelles et 9 écoles élémentaires.
Durant les dernières années, des extensions et des aménagements ont été réalisés au sein des groupes scolaires afin de mieux répondre aux besoins.
L'enjeu scolaire pour Bagneux est majeur afin de répondre aux besoins des projets résidentiels (ZAC, Pierre Plate, O'Mathurins, …) et au désengorgement des écoles existantes de la Ville.
Pour répondre à cet enjeu, deux nouvelles écoles regroupant des classes de maternelles et d'élémentaires ont été réalisées sur le territoire balnéolais :

- **L'école Rosenberg**

Au centre de la Ville, l'école-parc Éthel et Julius Rosenberg située avenue Gabriel Péri a ouvert ses portes pour la rentrée scolaire 2019 avec un accueil de loisirs ouvert au public en 2020.
La capacité de l'école (de la maternelle à l'élémentaire) est de 16 classes, pour accueillir 480 élèves.

- **L'école Niki-de-Saint-Phalle**

Située (hors ZAC) dans la moitié sud du parc Robespierre, l'école Niki de Saint-Phalle livrée à la rentrée scolaire 2021 a pour enjeu de notamment répondre aux projets résidentiels du quartier Nord, dispose de 22 classes pour accueillir 660 élèves (10 classes de maternelles et 12 classes élémentaires) dont 2 classes, qui peuvent être affectées soit à la maternelle soit à l'école élémentaire en fonction des effectifs. Intégré à la structure, un nouvel accueil de loisirs est également mis à la disposition des besoins scolaires.
L'entrée se fait face à la ZAC Ecoquartier Victor Hugo par la rue de Verdun via un cheminement piéton.

Il existe également un groupe scolaire d'enseignement privé « Saint-Gabriel » et une école de la 2ème chance.

- **Site opérationnel O'Mathurins**

Sur le site des O'Mathurins, il est prévu la réalisation d'un nouveau groupe scolaire et d'un lycée général de 1 200 élèves.

♦ Secteur secondaire

Trois collèges et 1 lycée sont implantés sur le territoire communal :

- Le collège Henri Barbusse, inscrit dans le dispositif « Réseau Ambition Réussite »

- Le collège Joliot-Curie, classé en REP (Réseau d'Education Prioritaire) qui sera reconstruit sur l'emprise foncière du groupe scolaire Joliot Curie, avec une capacité d'accueil de 600 élèves (contre 400 aujourd'hui).

- Le collège Romain Rolland Classé en ZEP (Zone d'Education Prioritaire) et en SEGPA (Sections d'enseignement général et professionnel adapté), en ULIS (Unité localisée pour l'inclusion scolaire) et 7 élèves et 7 élèves en CAP (Certificat d'Aptitude Professionnel).

- Le Lycée d'Enseignement Professionnel « Léonard de Vinci ».

Compte tenu de la forte proportion de jeunes parmi la population de Bagneux, il est prévu l'implantation d'un lycée d'enseignement général sur le site des O'Mathurins.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Equipements sportifs

La Ville de Bagneux est une ville où la dimension sportive occupe une place importante. De nombreuses installations sportives d'intérieur et de plein air y sont d'ailleurs implantées, il s'agit notamment de :

- 1 piscine - sauna – hammam - solarium
- 2 city stades l'un au Nord, l'autre au Sud
- 1 complexe municipal de tennis des Mathurins
- 1 dojo Olivier-Pierre Goin
- 4 gymnases (Romain Rolland, Saint-Gabriel, Joliot Curie, Jean Guimier)
- 2 halles des sports (Janine Jambu,Henri Wallon)
- 1 Parc des Sports
- 4 stades (Albert Petit, Pierre Semard, Port Talbot, René Rousseau)
- 1 plaine de Jeux Maurice Thorez
- 1 maison du Sport
- 1 salle de gym en plein dans le parc Nelson Mandela
- 1 parcours fitness et un parcours d'orientation dans le parc François Mitterand

Ces équipements ré pondent de manière satisfaisante aux besoins de la population, mais l'évolution des disciplines sportives nécessite une réflexion constante pour mieux adapter les locaux à la demande.

E/ Equipements culturels et de loisirs

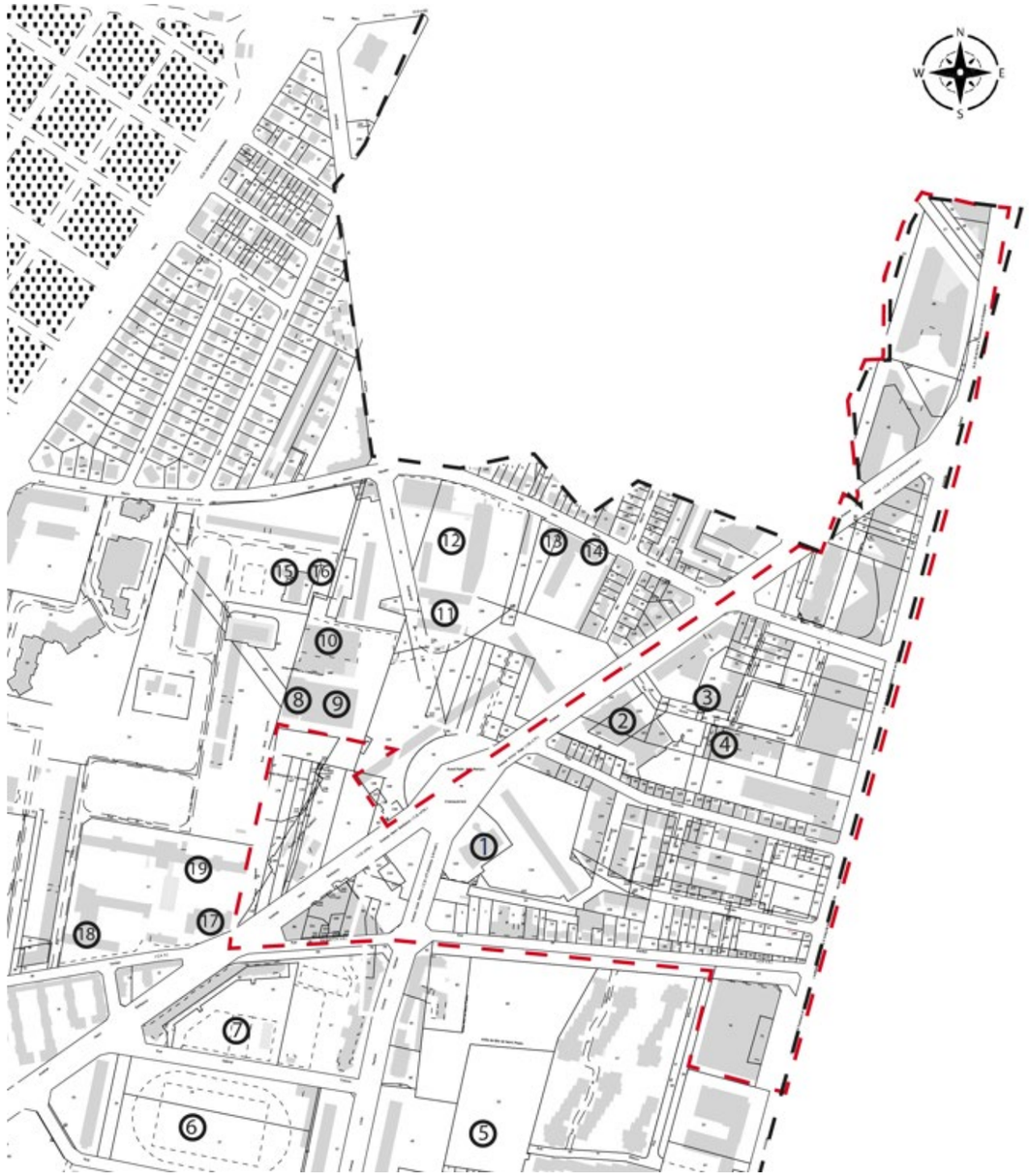
Le centre-ville concentre près de la moitié des grands équipements culturels de la ville. Une deuxième typologie d'équipements prend la forme d'un maillage dense d'équipements destinés à l'éducation culturelle, aux activités associatives et à la jeunesse.

Le territoire de Bagneux dispose notamment de :

- La médiathèque Louis Aragon en limite Sud-Ouest du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ;
- Le théâtre Victor Hugo dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ;
- La Maison de la Musique et de la Danse,
- La Maison des Arts jouxtant le parc Richelieu ;
- La Maison des Arts ;
- Le cinéma Victor Hugo ;
- Une école du cirque ;
- Le studio de musique « la Chaufferie » ;
- Deux centres socio-culturels ;
- La maison du patrimoine à l'actuel Clos de Sources en cours de livraison ;
- Un centre municipal de santé qui sera agrandi et rénové pour 2025.

Plus de 280 associations répertoriées sur la ville agissent dans des domaines très divers : sport, humanitaire, culture, loisirs, logement, emploi et formation…qui se rassemblent dans des salles de quartier polyvalentes.

Equipements à l'échelle du site dans l'environnement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Atelier Urbanisme et Environnement

Périmètre de ZAC
Limite communale

1. Eglise Sainte Monique
2. Théâtre Victor Hugo
3. Micro crèche Pollux
4. Crèche Graine de Lune
5. Ecole Niki de Saint Phalle
6. Stade René Rousseau
7. Parc Gabriel Cosson
8. Dojo Olivier Pierre Goin
9. Hall des sports Henri Wallon
10. Piscine
11. Ecole maternelle Châteaubriant
12. Groupe scolaire Henri Wallon
13. PMI Jean Marie Naudin
14. Club d'échec
15. CSC Jacques Prévert
16. Structure multi-accueil nord
17. Gymnase Joliot-Curie
18. Groupe scolaire Joliot-Curie
19. Collège Joliot-Curie

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI – DECHETS

VI.1 – Contexte réglementaire

Différents plans et une chartre de gestion des déchets sont en vigueur sur le territoire.

A/ Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics – PREDEC

Le PREDEC est un outil de planification relatif à l'ensemble des déchets générés par les chantiers du bâtiment et travaux publics franciliens. Il est élaboré en concertation avec les différents acteurs de la gestion des déchets et fait office de document de référence à l'échelle régionale (service de l'Etat, collectivité, professionnels, associations…).

Ce plan propose un état des lieux de la gestion de ces déchets, fixe les objectifs à 6 et 12 ans et propose de prendre des mesures pour entre autres prévenir la production de déchets ou encore d'améliorer leur gestion.

Ce plan a fait l'objet d'une enquête publique du 26 septembre au 5 novembre 2014 inclus. Le conseil départemental de Seine-Saint-Denis a émis un avis favorable en demandant le relais par l'État des dispositions techniques et administratives par des engagements forts en matière de législation et de contrôles. Le préfet de la région a émis un avis favorable avec réserve. L'autorité environnementale a décrété le rapport environnemental complet et préconise un suivi régulier du gisement des déchets inertes dans sa répartition selon les filières de traitement. En effet compte tenu des incertitudes de la prospective, il ne faut pas que les objectifs s'écartent des hypothèses retenues.

B/ Plan régional des déchets dangereux – PREDD

Un déchet est qualifié de dangereux s'il présente une ou plusieurs des propriétés suivantes : explosif, inflammable, irritant, nocif, cancérogène, corrosif, infectieux, tératogènes, mutagène ou écotoxique. Ils sont de tous types : solvants, huiles de vidange, peintures, vernis, encres, emballages souillés, pesticides. Ils sont produits par de nombreuses activités telles que l'industrie, les activités médicales, agricoles, le BTP, mais aussi par les ménages.

La région Ile-de-France a repris la compétence d'élaboration du PREDD avec un certain nombre d'axes prioritaires de travail, ceux-ci sont repris ci-dessous :

- Minimisation des impacts environnementaux et sanitaires (pris en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale).
- Principe de proximité : favoriser un traitement de proximité des déchets dangereux produits en Ile-de-France, et encadrer les importations de déchets dangereux sur les installations franciliennes.
- Le meilleur captage des diffus est également l'un des objectifs majeurs, les capacités de traitement et de regroupement ne constituent pas à première vue le facteur bloquant, l'effort est donc essentiellement à mener sur les dispositifs de pré-collecte mis en place par les collectivités locales (déchèteries acceptant les dangereux…) ou les acteurs privés (déchèteries professionnelles, opérations de branche, de zone…).

C/ Charte pour une gestion durable des déchets de chantiers du BTP pour paris et la petite couronne Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne

La charte a pour objectif d'inciter les différents acteurs à accomplir, chacun dans son domaine, les actions qui permettront de réduire le volume de déchets produits, d'en assurer une gestion correcte et d'en recycler une part croissante afin de concourir à la réduction des dépôts sauvages.

La charte identifie des engagements que tous les acteurs du BTP conviennent de prendre dans les meilleurs délais, dans la limite de leurs compétences et de leurs missions pour accompagner au mieux les objectifs et problématiques définis par le plan.

Outre ces grands objectifs, le diagnostic et l'analyse des spécificités locales ont fait ressortir un certain nombre d'objectifs concrets qui ont été adoptés comme tels dans le Plan :

- Mettre en place au plus vite une gestion durable des déchets par tous les maîtres d'ouvrage publics et privés, en intégrant des critères d'impact environnemental pouvant être pris en compte lors de l'analyse des offres,
- Impliquer toute la chaîne de responsabilité, du donneur d'ordre à l'éliminateur (gestionnaire de centre de recyclage, de décharge…), ce qui passe par l'information et la formation de tous les acteurs,
- Mettre fin au mélange des DIS (déchets industriels spéciaux ou déchets dangereux) avec les autres déchets,
- Mettre fin aux pratiques de dépôts sauvages, mêmes internes au chantier,
- Conforter et favoriser le transport alternatif des déchets (voie d'eau et voie ferrée).

D/ Plan régional de réduction des déchets en Ile de France – PREDIF

Ce plan régional de prévention des déchets, appelé plan de réduction des déchets en Ile-de-France ou PREDIF, a ainsi pour objectif de faire évoluer les pratiques en mobilisant et soutenant les acteurs et partenaires régionaux. Il a été élaboré à la suite d'un diagnostic de territoire et d'une démarche de concertation. Il s'agit en fait d'une stratégie régionale pour la mise en œuvre de la prévention des déchets en Ile-de-France.

Ce plan est doté de 4 axes et de principes d'actions associés. Ces axes sont les suivants :

Axe 1 : Créer une dynamique régionale pour la réduction des déchets

Axe 2 : Faciliter le développement des actions de prévention et mobiliser de nouveaux acteurs, dont les acteurs économiques

Axe 3 : Mettre en œuvre et valoriser l'exemplarité de l'institution régionale

Axe 4 : Modalités de gouvernance et suivi à mettre en œuvre

La Ville (et par conséquent la ZAC) sont concernées par ce plan régional de réduction des déchets.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés – PREDMA

Entrent dans le champ du PREDMA :

- Les déchets, quotidiens et occasionnels, des ménages et des activités collectés dans le cadre du service public (ordures ménagères, collectes séparatives, déchets des artisans…),
- Les déchets des activités non dangereux et non inertes collectés hors du service public (déchets des entreprises, des collectivités…) y compris ceux issus du secteur du BTP,
- Les déchets issus de la gestion de l'eau (boues et résidus de STEP)
- les déchets issus des activités d'élimination des déchets (refus de tri, mâchefers…).

L'exercice de planification consiste à décrire l'évolution de la gestion des déchets à partir d'une situation existante de référence et une projection à 5 et 10 ans basée sur des objectifs d'amélioration. Le plan doit présenter les préconisations à développer pour atteindre lesdits objectifs et évaluer l'incidence de l'atteinte de ces objectifs sur les installations en particulier en termes de besoins de capacités et donc de nouvelles installations.

Les enjeux et objectifs de ce plan sont les suivants : - Préserver les ressources - Optimiser les filières de traitement - Réduire les distances pour le transport des déchets par la route - Connaître les coûts de la gestion des déchets - Innover et développer un pôle de recherche.

La Ville – et par conséquent la ZAC – est concernée par ce plan régional PREDMA.

VI.2 – Gestion des déchets de Bagneux

La gestion des déchets est une compétence transférée à Vallée Sud Grand Paris (VSGP).

Vallée Sud-Grand Paris cherche à optimiser et harmoniser la collecte des déchets sur l'ensemble de ses communes (Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtillon Chatenay-Malabry, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Malakoff, Montrouge, Sceaux, Plessis-Robinson).

Depuis le 1er février 2017, Vallée Sud - Grand Paris s'est associé avec SEPUR pour la collecte de vos déchets. Cette association s'inscrit dans le cadre d'une étude d'optimisation et d'harmonisation des collectes des déchets, menée sur le territoire.

- La collecte des ordures ménagères se fait en porte à porte. Elle se réalise tous les jours.
- Les bacs à emballages et papiers sont collectés une fois par semaine.
- La collecte du verre se fait sur la base de l'apport volontaire jusqu'à des bornes enterrées ou aériennes.
- La déchèterie gratuite est accessible sur le parking rue de Robinson tous les mercredis et le 1er samedi de chaque mois l'après-midi.
- La collecte des végétaux a lieu chaque semaine de mi-mars à mi-décembre.
- Les déchets d'origine végétale peuvent être compostés à domicile. Vallée Sud – Grand Paris vous propose gratuitement des composteurs et lombricomposteurs.
- La collecte des textiles se fait sur la base de l'apport volontaire jusqu'à des points de dépôts.
- Les déchets de verre s'effectuent dans des bornes sur l'espace public.
- La collecte des produits toxiques se réalise par points de collecte.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V – ENERGIE

V.1 – Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

La ville de Bagneux est concernée par le Schéma Régional Climat Air Energie d'Ile-de-France qui traduit la stratégie régionale visant à garantir la performance des politiques publiques au regard de leur impact sur l'énergie, le climat et l'air, et plus largement, sur l'environnement.

Ce document a été approuvé par le Conseil régional le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de région le 14 décembre 2012. La stratégie régionale s'organise autour :

- D'orientations sectorielles avec des objectifs quantifiés mesurables. Elles concernent tous les domaines prioritaires d'actions visant à une plus grande sobriété et une plus grande efficacité, que ce soit dans le domaine de l'aménagement (bâtiments, transports, urbanisme), dans les différents secteurs d'activité, et de développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les potentialités, mais aussi avec les contraintes des territoires (réseaux de chaleur, biomasse, géothermie, éolien…),
- D'orientations transversales qui concernent l'ensemble des secteurs, par exemple, l'adaptation aux conséquences du changement climatique, la qualité de l'air, les modes de consommation durable ou encore la maîtrise des consommations électriques,
- D'orientations structurantes (mise en œuvre et suivi) qui fondent la stratégie d'action territoriale sur des principes de gouvernance collégiale, de changement de comportements et de mise en place de mesures et d'outils pour une région moins consommatrice d'énergie.

Le SRCAE contient des objectifs chiffrés spécifiques à chaque secteur pour atteindre les objectifs du 3x20 (20% d'énergie renouvelables, - 20% de Gaz à effet de serre, + 20% d'efficacité énergétique) et positionner la région dans une dynamique d'atteinte du Facteur 4 (réduction par 4 des gaz à effet de serre). Les principaux objectifs du SRCAE à 2020 sont les suivants :

<u>Bâtiments :</u>

- Améliorer la qualité des rénovations pour atteindre 25 % de réhabilitations de type BBC (Bâtiment Basse Consommation),
- Réhabiliter 125 000 logements par an soit une multiplication par 3 du rythme actuel,
- Réhabiliter 7 millions de mètres carrés de surfaces tertiaires par an soit une multiplication par 2 du rythme actuel,
- Raccorder 450 000 logements supplémentaires au chauffage urbain (soit + 40 % par rapport à aujourd'hui), - Réduire progressivement le fioul, le GPL et le charbon avec une mise en place de solutions alternatives performantes pour les énergies de chauffage,
- Réduire de 5 % les consommations énergétiques par des comportements plus sobres.

<u>Énergies renouvelables et de récupération :</u>

- Augmenter de 30 % à 50 % la part de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur à partir d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) : usine d'incinération d'ordures ménagères, géothermie, biomasse…,
- Augmenter la production par pompes à chaleur de 50 %,
- Multiplier par 7 la production de biogaz valorisé sous forme de chaleur, d'électricité ou par injection directe sur le réseau gaz de ville,
- Installer 100 à 180 éoliennes,
- Equiper 10 % des logements existants en solaire thermique,
- Passer de 15 à 520 MWe pour le solaire photovoltaïque,
- Stabiliser les consommations de bois individuelles grâce à l'utilisation d'équipements plus performants,
- Stabiliser la production d'agrocarburants.

<u>Transports :</u>

- Réduire de 2 % les trajets en voiture particulière et en deux-roues motorisés,
- Augmenter de 20 % les trajets en transports en commun,
- Augmenter de 10 % les trajets en modes de déplacement actifs (marche, vélo…),
- Passer à 400 000 véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V.2 – Schéma Régional Eolien (SRE)

Le Schéma Régional Eolien francilien a été approuvé le 28 septembre 2012 et établit la liste des 648 communes situées dans des zones favorables à l'éolien et donc susceptibles de porter des projets éoliens. Elles ont été définies en tenant compte à la fois du "gisement" de vent et des enjeux environnementaux, paysagers ou patrimoniaux dont la région Ile-de-France est riche. Leur identification a donné lieu à une concertation dans chacun des territoires de grande couronne, présentant un potentiel éolien.

Il définit à l'horizon 2020, par zone géographique, les objectifs qualitatifs et quantitatifs du potentiel éolien. Il définit la contribution de la région Île-de-France à l'atteinte de l'objectif national de 19 000 MW de puissance éolienne terrestre à mettre en œuvre sur le territoire à l'horizon 2020.

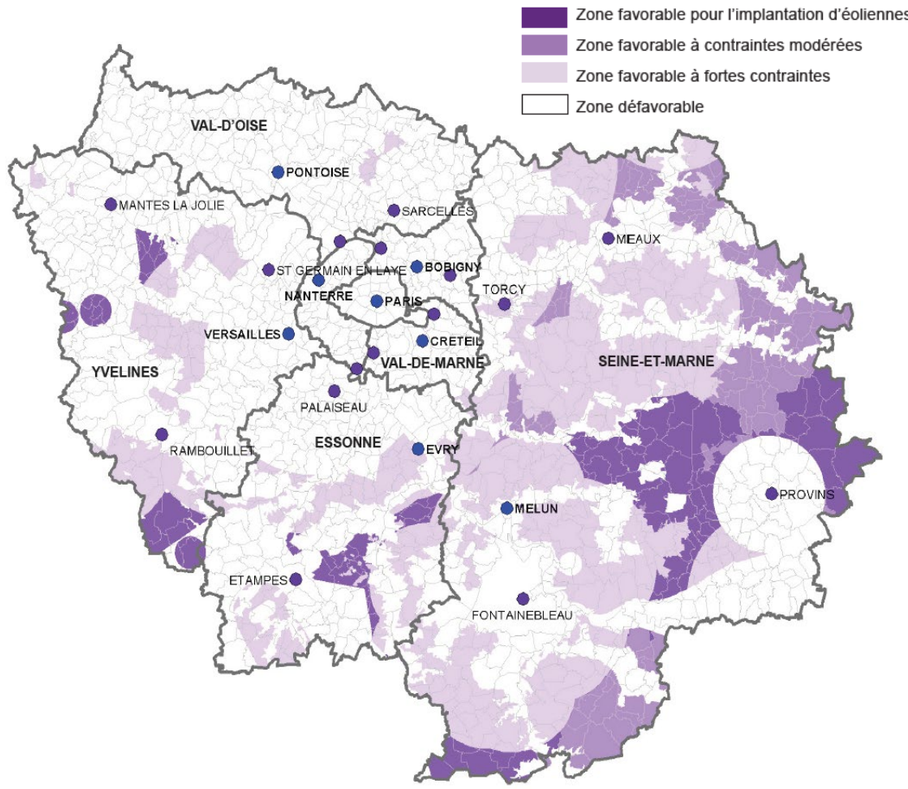
Ce document prend en compte les Zones de Développement de l'Eolien (ZDE*) créées antérieurement à son élaboration et établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables. Les zones de développement de l'éolien, prévues par l'article L314-9 du Code de l'énergie, doivent être situées au sein des parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne. Il est également destiné à éclairer les porteurs de projets et en particulier les collectivités territoriales dans leurs compétences en matière de planification du développement éolien (demande d'autorisation de création de Zone de Développement Eolien).

Le Schéma Régional Eolien francilien a été guidé par deux préoccupations majeures :

- Favoriser le développement de l'éolien à hauteur des engagements européens et des objectifs du Grenelle, tout en veillant à la juste prise en compte des enjeux paysagers, patrimoniaux, environnementaux et techniques ;

- Donner aux territoires la maîtrise du développement de l'éolien en mobilisant l'ensemble des collectivités territoriales qui présentent des secteurs potentiellement favorables à l'accueil d'éoliennes.

La ville de Bagneux fait partie des zones défavorables au développement de l'éolien.



Source : Schéma Régional Eolien (SRE)

V.3 – Plan Climat Territorial des Hauts-de-Seine

Le Plan Climat Territorial des Hauts-de-Seine, adopté par le Conseil Départemental le 22 décembre 2006, fixait comme objectif de réduire de 10%, d'ici 2010, les émissions de gaz à effet de serre du département de l'ouest parisien.

Le Plan Climat des Hauts de Seine fait suite à la réalisation d'un bilan carbone. Les émissions de CO2 produites sur le territoire des Hauts-de-Seine, ou induites par ses activités et ses habitants, sont évaluées à 16 millions de tonnes. Pour les faire baisser de 10% dans les quatre ans, et de 75 % d'ici 2050, ce programme comprend une palette de mesures sur les énergies renouvelables, la création de « quartiers durables » ou les transports en commun.

Parmi les mesures innovantes, le Conseil Départemental veut expérimenter des revêtements de chaussée tel le béton dépolluant, devant absorber les oxydes d'azote générés par la circulation automobile, ou les enrobés tièdes, dont la pose à basse température « n'accentue pas l'effet de serre ».

La ville de Bagneux est concernée par le Plan Climat Territorial des Hauts-de-Seine et ses objectifs.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI – DOCUMENTS CADRES ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE

VI.1 –Schéma Directeur de la région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E)

Le schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) est le document de référence pour la planification stratégique afin d'encadrer la croissance urbaine, l'utilisation de l'espace et de favoriser le rayonnement international de la région. Il a été adopté le 11 septembre 2024 par les élus du Conseil Régional.

L'objectif du projet de SDRIF-E est de garantir un cadre de vie de qualité aux Franciliens à l'horizon 2040 avec pour objectif :

- D'encadrer la croissance urbaine, l'utilisation de l'espace et la préservation des zones rurales et naturelles ;
- De déterminer la localisation des grandes infrastructures de transports et des grands équipements ;
- De favoriser le rayonnement international de la région.

Mis en œuvre il y a 10 ans, le précédent schéma de planification de décembre 2013 ne permet plus d'accompagner les grandes mutations que nous imposent les bouleversements de notre siècle tels que le changement climatique, la désindustrialisation ou encore les fractures sociales et territoriales.

Partant de ce constat, **le SDRIF-E, adopté le 11 septembre 2024 par les élus du Conseil Régional, constitue le document de référence pour l'aménagement de l'Île-de-France et la planification stratégique du territoire**, afin de garantir un cadre de vie de qualité aux Franciliens à l'horizon 2040.

- <u>Les grands enjeux du SDRIF-E</u>

- Un nouvel équilibre autour d'une région polycentrique

Partant du principe que les fractures urbaines ne sont pas effacées mais déplacées, le futur SDRIF-E propose **un nouvel équilibre axé autour de 139 communes et groupes de communes identifiés comme polarités**, autour desquels se renforceront les bassins de vie des Franciliens.
Ces polarités permettront de structurer un territoire ZAN (zéro artificialisation nette), ZEN (zéro émission nette) en plaçant la circularité au cœur du modèle économique francilien.

En termes de développement démographique, **le document prévoit l'accueil de 50.000 nouveaux Franciliens chaque année** et la **construction de 70.000 logements par an**, tout en r**éduisant la consommation foncière de 20 % par décennie**.

Un nouvel objectif qui vient **diviser par 3 la consommation foncière prévue par l'ancien schéma de planification, adopté en 2013**. La mise en œuvre d'un réel polycentrisme permettra quant à elle le rééquilibrage entre la zone dense et la Grande Couronne, **créant ainsi des bassins de vie cohérents et adaptés aux aspirations des Franciliens en termes de logements, emplois, services et équipements dans une « région des 20 minutes »**.

- Une Île-de-France plus verte

Le nouveau SDRIF-E institue pour la 1ère fois l'environnement comme un pilier fondamental du développement francilien. Dans la lignée du Plan vert et du Plan régional d'adaptation au changement climatique, le SDRIF-E adopte de nouvelles règles pour lutter contre l'étalement urbain et protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers.
Pour la 1ère fois, la sanctuarisation de 13 % du territoire francilien et de la quasi-totalité des espaces verts de la zone urbaine et périurbaine est actée. 130 espaces verts à créer ou à agrandir sont également inscrits dans le SDRIF-E pour permettre à chaque Francilien d'avoir accès à un espace de nature à moins de 10 minutes.

Placée ainsi au cœur de la démarche du SDRIF-E, la reconquête de la nature doit à la fois permettre de répondre aux nouvelles aspirations des Franciliens et de faire de la région un territoire résilient, capable de résister aux effets du changement climatique.

- Une Île-de-France connectée

Pour se construire, la région polycentrique doit s'appuyer sur **un réseau de transports dense permettant de relier ses différents territoires.**

Dans le même temps, la nécessaire **réduction des émissions de gaz à effet de serre** passe par le **développement de transports collectifs toujours plus performants,** couplés à des modes de déplacements plus souples pour ce que l'on nomme « le dernier kilomètre ».

De leur côté, les mobilités douces sont également favorisées et facilitées pour les déplacements du quotidien. Enfin, le réseau routier sera fluidifié pour **limiter les bouchons et la pollution aérienne qui en découle.**

Pour cela, le nouveau SDRIF-E prévoit notamment :
- 70 projets de transports en commun, dont 3 projets de navettes fluviales et 5 nouvelles gares, pour un total de plus de 750 km de prolongements du réseau existant,
- 700 km de pistes cyclables
- 34 projets routiers sur 260 km.

- Préserver le capital productif francilien

Afin de préserver la souveraineté alimentaire, le SDRIF-E porte la volonté de **préserver l'ensemble de la filière agricole francilienne.**

Il permettra également la **réindustrialisation de l'Île-de-France** pour créer des emplois ouverts aux Franciliens dans tous les territoires, améliorer la résilience de l'approvisionnement de la Région en biens industriels et décarboner l'industrie ainsi que le transport de marchandises.

Pour cela, **27.000 hectares dédiés à l'activité économique** sont sanctuarisés, dont 54 % pour les activités industrielles et stratégiques.

Dans le même temps, l'accent sera mis sur le développement de la production d'énergie verte avec pour objectif d'atteindre **100 % d'énergie décarbonée à l'horizon 2050**. Pour cela, le SDRIF-E alloue près de 2.000 hectares pour garantir le foncier nécessaire au développement des énergies renouvelables telles que la géothermie, le biométhanisation et le photovoltaïque.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PRINCIPALES ORIENTATION DU SDRIF-E SUR LA VILLE DE BAGNEUX

- **Maîtriser et encadrer le développement urbain**

- Objectifs d'accroissement de la densité résidentielle

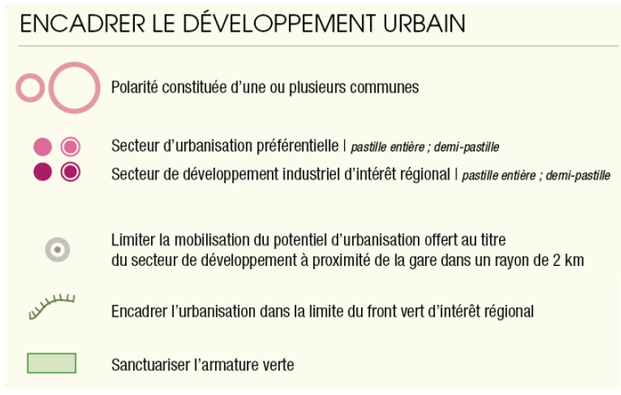
La ville de Bagneux, avec les villes de Arcueil et de Cachan, constitue une polarité constituée.

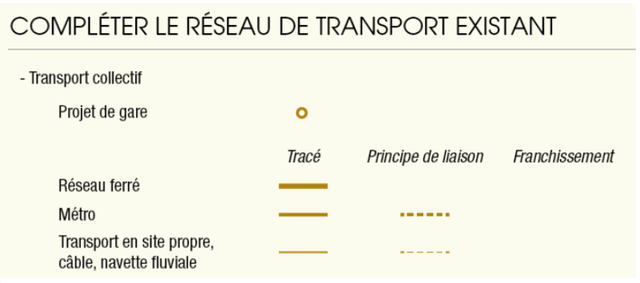
Elle est donc concernée par l'orientation régionale (OR 57) qui vise des objectifs **d'accroissement de la densité résidentielle** en renouvellement urbain, et porte de grands principes pour renforcer les polarités et des zones les mieux desservies d'ici 2040 par les transports en commun.
Pour s'inscrire dans ces principes et atteindre cet objectif régional, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre d'accroître significativement le nombre de logements au sein des espaces urbanisés existants. Ainsi, le nombre de logements au sein des espaces urbanisés de Bagneux à la date d'approbation du SDRIF-E doit progresser en moyenne de 17 % à l'horizon 2040 car la ville de Bagneux est dotée d'une gare.

Pour Bagneux cela représente 18 572 logements (source INSEE 2020) X 17% soit 3 157 logements, soit environ 200 logements par an entre 2025 et 2040.



SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023





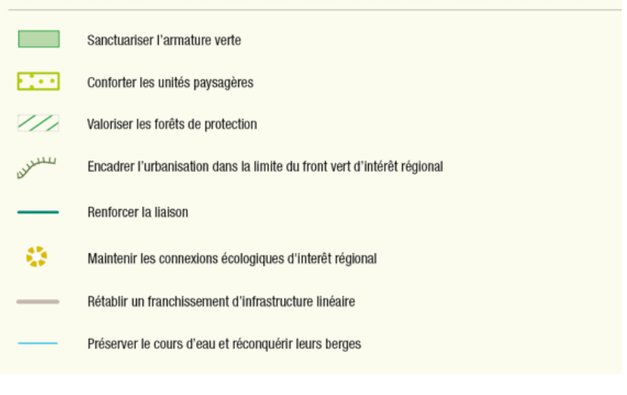
Cette carte présente également l'enjeu de compléter le transport existant avec :
- Le projet de ligne 15 du Grand Paris et ses gares ainsi qu'un principe de liaison du métro entre
- Un principe de liaison de trans en site propre le long de la RD 920.

- **Placer la nature au cœur du développement régional**

Le territoire de Bagneux est concerné par :
- **L'Orientation Régionale (OR2) de l'armature verte,** où **t**oute nouvelle urbanisation y est exclue, sauf dans le cadre des exceptions prévues dans les espaces agricoles et dans les espaces boisés et les espaces naturels. Ces secteurs concernent plus particulièrement le Cimetière parisien de Bagneux, le parc Richelieu et le parc François Mitterrand).
- **L'Orientation Régionale (OR27) de** créer un espace vert et/ou un espace de loisirs d'intérêt régional au niveau de la rue Pichet
- **L'Orientation Régionale (OR4) de renforcer les** liaisons notamment les départementales (D62,D77A, D77) entre espaces contribuant au maintien et au rétablissement des continuités d'espaces ouverts et pouvant être le support de circulations douces lorsqu'elles sont compatibles avec la fonction écologique ou paysagère de ces liaisons.



SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Développer l'indépendance productive régionale

Le territoire de Bagneux est concerné par l'objectif de conforter l'attractivité économique de la région avec l'orientation de requalifier et de moderniser la zone industrielle



CONFORTER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION

Polarité constituée d'une ou plusieurs communes

Sanctuariser le site d'activité d'intérêt régional

Requalifier/moderniser le site économique existant

Requalifier le site commercial

Ne pas compromettre le potentiel de mutation du site commercial

Maintenir la compétitivité des quartiers d'affaires internationaux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.2 – Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Paris

Le SCoT métropolitain est la colonne vertébrale de la Métropole pour les 20 ans à venir. C'est le cadre de référence de la planification stratégique métropolitaine et l'instrument de mise en cohérence de l'ensemble de ses politiques en cours d'élaboration.

Le 23 juin 2017, le Conseil métropolitain a voté à l'unanimité le lancement de la procédure d'élaboration de ce document, qui doit servir de cadre de **référence pour tous les documents de planification à venir** (PMHH, PCAEM, SMAN), et définir un ensemble d'orientations pour le développement et l'aménagement du territoire de la Métropole. Le 13 juillet 2023, le Conseil de la Métropole du Grand Paris, sous la Présidence de Patrick OLLIER, a approuvé définitivement son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Le SCoT est le premier document de planification urbaine réfléchi à l'échelle du territoire et du bassin de vie métropolitain. Jusqu'alors, les évolutions de ce territoire étaient encadrées à l'échelle communale par le PLU (Plan Local d'Urbanisme) ainsi qu'à l'échelle intercommunale avec le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal).
Un des enjeux principaux de ce SCoT est la construction d'une métropole résiliente face aux aléas climatiques, aux risques naturels, technologiques et sanitaires. Il aspire à une métropole accueillante pour tous, qui réduit les déséquilibres et les inégalités territoriales.

Il a été retenu trois grands objectifs de ce document réglementaire :

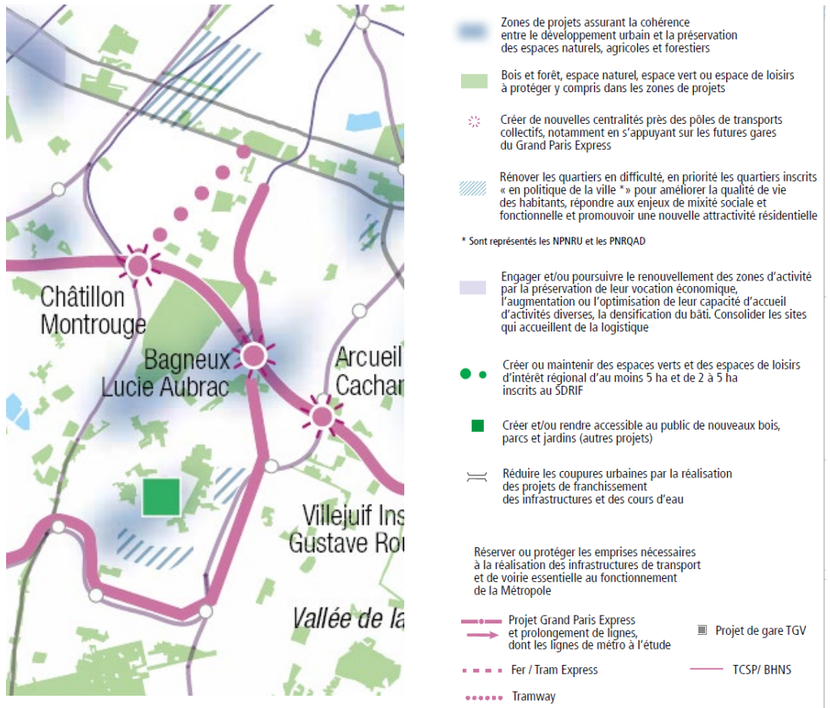
- Contribuer à la création de la valeur, conforter l'attractivité et le rayonnement métropolitain ;
- Améliorer la qualité de vie de tous les habitants, réduire les inégalités afin d'assurer les équilibres territoriaux et impulser des dynamiques de solidarité ;
- Construire une Métropole résiliente.

Les 12 orientations du SCoT Métropolitains sont les suivants :

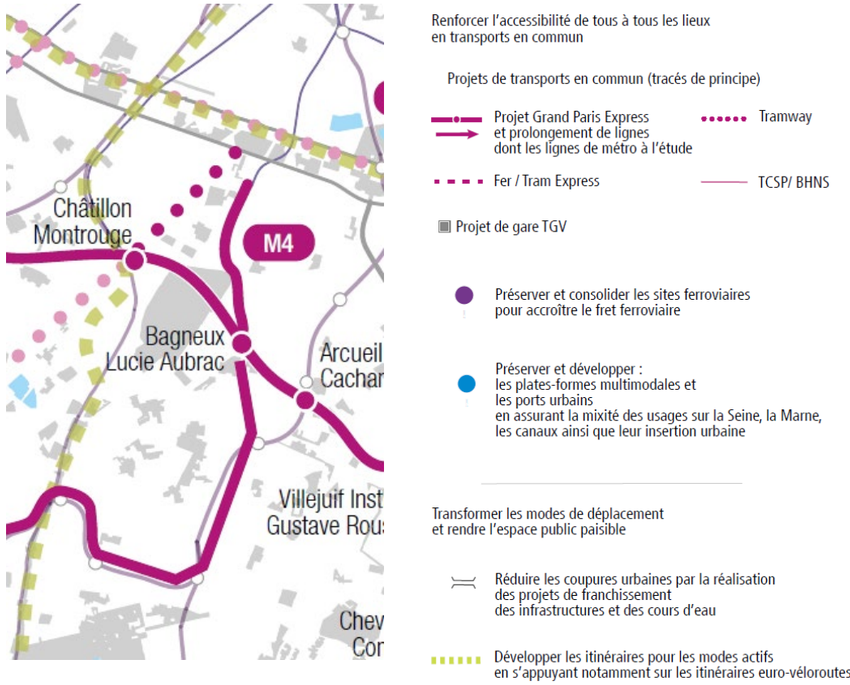
1. Conforter une Métropole polycentrique, économe en espaces et équilibrée dans la répartition de ses fonctions
2. Embellir la Métropole et révéler les paysages, renforcer la présence de la nature et de l'agriculture en ville, renforcer le développement de la biodiversité en restaurant notamment des continuités écologiques telles que les trames vertes et bleues, tout en offrant des ilots de fraicheur et la rétention de l'eau à la parcelle
3. Permettre aux quartiers en difficulté de retrouver une dynamique positive de développement
4. S'appuyer sur les nouvelles technologies et les filières d'avenir pour accélérer le développement économique, la création d'emplois et la transition écologique
5. Mettre en valeur la singularité culturelle et patrimoniale de la Métropole du Grand Paris au service de ses habitants et de son rayonnement dans le monde
6. Offrir un parcours résidentiel à tous les Métropolitains
7. Agir pour la qualité de l'air, transformer les modes de déplacement et rendre l'espace public paisible
8. Renforcer l'accessibilité de tous à tous les lieux en transports en commun et tisser des liens entre territoires
9. Confirmer la place de la Métropole comme une première créatrice de richesse en France en confortant les fonctions productives et la diversité économique
10. Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse d'économie circulaire et de réduction des déchets
11. Organiser la transition énergétique
12. Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales, notamment par l'arrêt de la consommation et la reconquête des espaces naturels, boisés et agricoles

Ces objectifs sont traduits dans 6 cartes, dont les extraits au niveau de la ville de Bagneux sont présentés ci-dessous.

Carte : Veiller à un développement équilibré dans des zones d'intensité urbaines sur le territoire métropolitain



Carte : Tisser des liens entre territoires



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Carte : Renforcer la place de la nature et développer la trame verte et bleue



Préserver les bois, forêts, parcs, jardins. Préserver et renforcer leur biodiversité

Développer des espaces plantés et les qualités écologiques au sein des espaces dédiés aux sports et aux loisirs de plein air

Préserver et renforcer les corridors et liaisons écologiques et en créer de nouvelles

Préserver les réservoirs de biodiversité et renforcer les liaisons et secteurs d'intérêts écologiques en contexte urbain (identifiés au SRCE)

Protéger les alignements d'arbres et les espaces végétalisés et accroitre leur présence le long des grandes voies structurantes

Créer des continuités écologiques dans la réalisation, la transformation et la gestion des infrastructures ferroviaires, routières et autoroutières

Véloroute

Créer des espaces verts et des espaces de loisirs d'intérêt régional d'au moins 5ha et de 2 à 5ha inscrits au SDRIF

Créer et/ou rendre accessible au public de nouveaux bois, parcs et jardins (autres projets)

Carte : Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales



Limiter l'exposition aux risques naturels et technologiques

Zonage d'aléas des plans de prévention des risques inondations

Hauteur d'eau

Moins d'1 mètre / Aléa modéré

Plus d'1 mètre / Aléa fort à très fort

Exposition forte au phénomène de retrait et de gonflement des argiles

Zones d'aléas sous minées (risques souterrains)

Calcaire

Craie / gypse

Site SEVESO (seuil haut) / en zone inondable

Agir pour la santé des populations

L'effet d'ilot de chaleur urbain

Le cumul des nuisances et pollutions[1]

Le détail du cumul de nuisances est représenté dans la carte ci-dessous

Zones Plan Exposition au Bruit (PEB)

A : Lden > 70
B : 65 < Lden < 70
C : 56 < Lden < 65
D : 50 < Lden < 56

Carte : Maîtriser Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse de transition énergétique, d'économie circulaire et de réduction des déchets



Pérénniser les installations des grands services urbains existantes, prévoir les emplacements nécessaires à leur extension, à leur adaptation et à leur création

Limiter l'exposition des services indispensables au fonctionnement de la Métropole aux risques d'inondation

Site SEVESO (seuil haut)

Site de recyclage des matériaux et principaux centres de retraitements de déchets de chantiers

Site de récupération d'énergie (incinérateur)

Datacenter

Grand service urbain (assainissement, production d'eau potable, déchets, etc.)

Réseau de chaleur existant

Ligne à très haute tension

Projet d'enfouissement de ligne à très haute tension

Zonage d'aléas des plans de prévention des risques inondations

Hauteur d'eau

Moins d'1 mètre / Aléa modéré

Plus d'1 mètre / Aléa fort à très fort

Carte : Protéger et mettre en valeur les paysages de la métropole du grand paris



Préserver les grands paysages structurants hérités de la topographie naturelle

Préserver les vues depuis les bélvédères

Mettre en valeur les paysages des vallées et des pentes de coteaux

Préserver la qualité des espaces agricoles naturels et forestiers

Renforer la qualité paysagère des grandes forêts, bois, parcs et jardins et valoriser la présence des grands arbres dans le paysage

Préserver l'activité agricole et renforcer la qualité des grands paysages ouverts

Renaturer les cours d'eau et plans d'eau et assurer la continuité des promenades sur leurs berges

Préserver les paysages urbains

Renforcer la qualité paysagère et architecturale en zone urbaine et périurbaine

Valoriser les grandes compositions

Mettre en valeur le paysage des abords des autoroutes et des voies structurantes

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.3 –Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF)

Le Plan de déplacements urbains de la région Île-de-France (PDUIF) fixe la politique de déplacements des personnes et des marchandises pour l'ensemble des modes de transport sur le territoire régional.
Le PDUIF est actuellement en cours de révision.

Il vise à « atteindre un équilibre durable entre les besoins de mobilité des personnes et des biens, d'une part, la protection de l'environnement et de la santé et la préservation de la qualité de vie, d'autre part ».
Les documents d'urbanisme établis à l'échelle locale (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme), doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le PDUIF.

Le principal objectif du PDUIF est de réduire l'usage des modes individuels motorisés par rapport à leur niveau actuel : croissance des déplacements en transports collectifs, croissance des déplacements en modes actifs (marche et vélo), diminution des déplacements en voiture et deux-roues motorisés.

La stratégie du PDUIF est articulée autour de 9 défis :
- Défi 1 : Construire une ville plus favorable à l'usage des transports collectifs, de la marche et du vélo ;
- Défi 2 : Rendre les transports collectifs plus attractifs ;
- Défi 3 : Redonner de l'importance à la marche dans la chaîne de déplacement ;
- Défi 4 : Donner un nouveau souffle à la pratique du vélo ;
- Défi 5 : Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés ;
- Défi 6 : Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement ;
- Défi 7 : Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transport par fret ferroviaire et par voie d'eau ;
- Défi 8 : Construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre = du PDUIF ;
- Défi 9 : Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Actions concernant la ville de Bagneux :

- Orienter le développement urbain autour des lignes de transports collectifs structurantes, tout particulièrement pour celles qui vont être réalisées d'ici 2020, et la conception de quartiers favorables aux modes actifs ;
- Atteindre une fiabilisation du réseau ferré existant pour permettre l'amélioration de la régularité et de résorber les situations de saturation qui se produisent sur les tronçons les plus chargés des lignes ;
- Renforcer l'offre sur les lignes existantes et le développement du métro, des tramways et du Tzen vont jouer un rôle majeur en offrant des capacités supplémentaires importantes. Ce sera particulièrement le cas avec le tronçon sud de la ligne 15 du Grand Paris Express ;
- Réaliser des aménagements de voierie permettant de fiabiliser les temps de parcours ;
- Renforcer l'intermodalité entre les différents modes de transports collectifs mais aussi les accès piétons et vélos ;
- Conforter des modes actifs au cœur de la mobilité par l'aménagement de l'espace public ;
- Développer des politiques de stationnement visant à limiter l'usage de la voiture et des modes individuels motorisés, tout en développant l'offre de transport collectifs et des politiques en faveur des modes actifs ;
- Garantir la sécurité des deux roues et développer une politique de stationnement adaptée ;
- Prendre des mesures incitant aux usages partagés de la voiture, développer l'autopartage et encourager le développement des nouveaux véhicules urbains ;
- Repenser la logistique des transports de marchandises : limiter les distances parcourues par les poids lourds et les véhicules utilitaires légers, tout en préservant des plateformes logistiques en zone urbaine dense, en particulier celles desservies par le réseau ferré ou situées en bord de voie d'eau, et
- Développer le recours à des véhicules innovants.

Prescriptions concernant le secteur d'études

- Réserver de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public.

Le PDU précise qu'une partie des places de stationnement sur le domaine public, dans les zones urbaines et à urbaniser du PLUI (zones U et AU) et dans un rayon de 800 m autour des pôles d'échanges multimodaux, devra être réservée au stationnement des vélos. Cette prescription devra être appliquée aux abords du pôle de Bagneux.

Le ratio de places de stationnement vélo sur l'ensemble des places de stationnement est différent selon les territoires franciliens. Pour le secteur appelé « cœur de métropole », à lequel appartient la ville de Bagneux, le ratio à respecter est de 1 place sur 40. Le PDU indique que les places réservées pour les vélos devront être implantées de préférence à proximité des réseaux de transports en commun et des équipements.

- Normes minimales de surface de stationnement vélo pour l'habitat, les bureaux, les activités et les établissements scolaires.

Cette prescription s'applique sur tout le territoire de Bagneux, y compris dans le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
Les normes minimales sont les suivantes :
- Habitat collectif : 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et 1,5 m² par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3 m²
- Bureaux : 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher
- Activités, commerces de plus de 500 m² de SdP, industries et équipements publics : a minima 1 place pour 10 employés, avec aussi un stationnement pour les visiteurs
- Établissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, universités) : 1 place pour 8 à 12 élèves, en adaptant l'offre de stationnement vélo selon le niveau de l'établissement scolaire concerné.

Les valeurs proposées par le PDUIF sont des valeurs minimales. Le PLU peut fixer des valeurs plus contraignantes.

- Par ailleurs des objectifs concrets sont à traduire dans les PLU en termes de stationnement

Pour le logement :

Le PDUIF recommande que les PLU ne puissent pas exiger la création d'un nombre de places de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune.
Pour approcher les taux de motorisation sur la commune de Bagneux, il est possible d'utiliser les données INSEE relatives à l'équipement automobile des ménages en 2020. En 2020, sur la commune 50% des ménages ont une voiture et 11,7% des ménages ont deux voitures ou plus.
Le taux de motorisation en 2020 à Bagneux peut être estimé à 1,23 voiture par ménages ((50,0/100) + (11,7/100)*2).

A Bagneux, il est recommandé de ne pas créer plus de 1,85 places de stationnement par logement, (1,23*1.5).
Pour le Logement Locatif Social (LLS), il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

Pour les bureaux :
Le PDUIF impose aux PLU de fixer un nombre maximum de places de stationnement à réaliser lors de la construction d'opérations de bureaux. Il s'agit ainsi de limiter le nombre de places de stationnement à disposition, afin d'orienter le choix du mode de transport pour se rendre à son travail vers les modes alternatifs à la voiture particulière.

A Bagneux, la norme plancher à moins de 500 mètres d'un point de desserte TC structurante est de 1 place pour 60 m² de surface de plancher (SDP). Au-delà d'un rayon de 500 mètres d'un point de desserte TC structurante la norme plancher est de 1 place pour 50 m² de surface de plancher (SDP).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

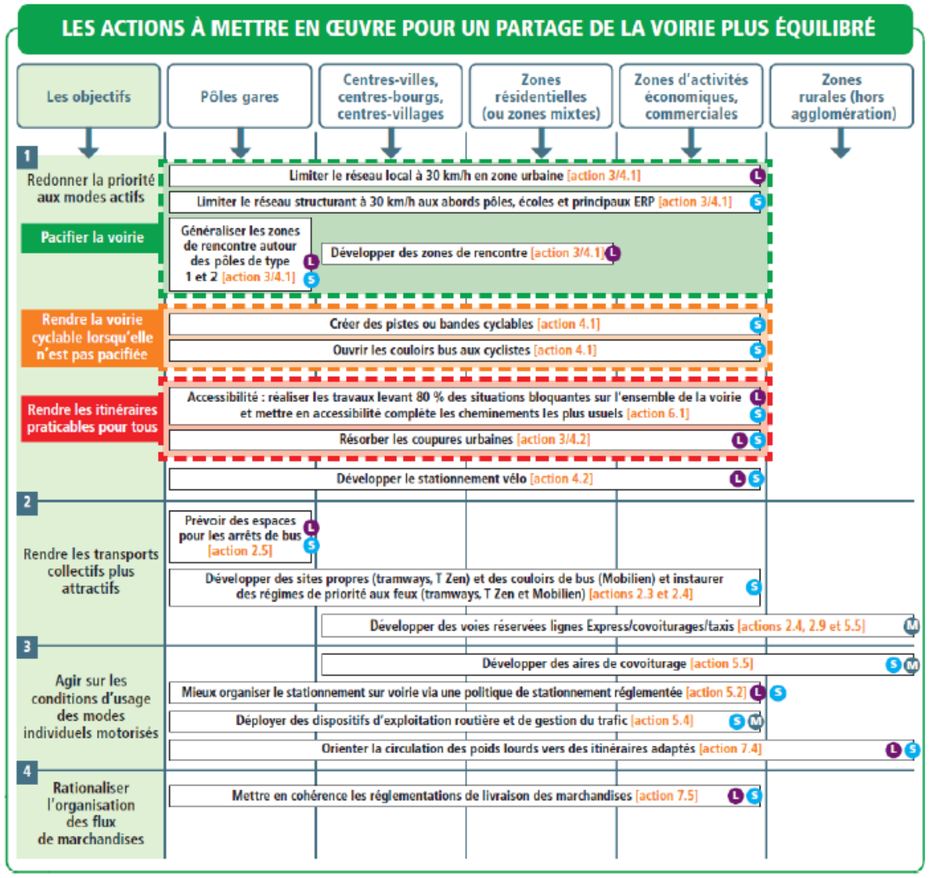
- Autres actions concernant le secteur d'étude

Le partage de la voirie

Deux voies du secteur de projet figurent dans la carte du réseau routier régional du PDUIF :

- RD 920 ;
- RD 77.

Il s'agit de deux voies du réseau structurant, supports des déplacements automobiles de moyenne distance, (notamment les déplacements intercommunaux), des lignes de transports collectifs structurantes, des poids lourds pour les parcours finaux, mais aussi des déplacements à pied et à vélo (lorsqu'elle est située en zone urbanisée), présentant donc un fort enjeu de partage de la voirie.



Source : PDUIF, 2014

Les transports collectifs

Le PDUIF préconise le développement de l'offre de transports collectifs pour qu'elle réponde à la diversité des besoins de déplacements et à l'augmentation de la demande, un renforcement de la qualité du service et une amélioration des conditions d'intermodalité.

Le prolongement de la ligne 4 du métro et la réalisation ligne 15 du Grand Paris Express actuellement réalisé.

En ce qui concerne le réseau de bus, deux lignes de bus desservant le secteur d'étude sont classées dans le réseau Mobilien : la ligne 187 et la ligne 197. Le PDUIF définit des critères de niveau de service pour chaque catégorie de ligne. Ces critères sont à respecter dans le cadre d'une évolution d'une ligne à une catégorie supérieure.

	Critères de sélection	Quels objectifs de niveaux de service minimum ?
Les lignes Express	→ Longueur de ligne supérieure à 20 km → Distance moyenne entre les arrêts supérieure à 1 km → Correspondance avec au moins deux gares et/ou emprunt de voies express	→ Une amplitude de 6h à 21h → Un service cadencé (fréquence en heure de pointe de 30 mn minimum et en heure creuse de 60 mn minimum) → Un service identique tous les jours de l'année (hors période creuse d'été) → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Des investissements ponctuels de voirie pour supprimer les points durs → Une exploitation en car interurbain
Les lignes Mobilien	→ Ratio d'efficacité en petite couronne > 7 et en grande couronne > 4,5 → Ratio de densité de trafic : en petite couronne > 1 500 et en grande couronne > 1 000 → Plus de trois communes desservies → Correspondance avec au moins deux gares ou stations	→ Une amplitude de 5h30 à 0h30 → Une fréquence en heure de pointe de 5 mn minimum → Une fréquence en heure creuse de 10 mn minimum → Un service assuré tous les jours → Une offre lissée minimisant l'impact des vacances scolaires → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Une vitesse garantie par des aménagements de voirie ambitieux en faveur des bus et la mise en place de priorités aux carrefours à feux → Une exploitation en bus articulés
Les lignes fortes	→ Ratio d'efficacité en petite couronne compris entre 3,5 et 7 et en grande couronne entre 3 et 4,5 → Ratio de densité de trafic : en petite couronne compris entre 600 et 1 500, et en grande couronne > 400 → Correspondance avec au moins une gare ou station → Ligne présentant moins de dix sous-lignes différentes	→ Une amplitude de 6h à 22h → Un niveau de service important qui s'adapte à la demande, en particulier aux périodes de pointe (fréquence en heure de pointe entre 5 et 15 mn et en heure creuse entre 10 et 30 mn) → Un service assuré tous les jours → Des abris avec information dynamique à chaque arrêt → Des investissements ponctuels de voirie pour supprimer les points durs → Une exploitation en bus standard
Les lignes locales	→ Correspondance avec au moins une gare → Structure de ligne pouvant présenter de nombreuses sous-lignes → Ratio d'efficacité en petite couronne compris entre 2,5 et 3,5 → Ratio de densité de trafic compris entre 150 et 600	→ Un fonctionnement en journée en jour ouvrable et le samedi → Des abris ou poteaux aux arrêts avec une information fixe
Les dessertes de proximité	→ Longueur de ligne inférieure à 5 km, desservant moins de deux communes → Ratio de densité < 150 → Structure souvent en boucle	→ Un fonctionnement au moins les jours ouvrables → Une adaptation très locale à des besoins non structurants → Des arrêts qui ne sont pas forcément définis (transport à la demande) → Une exploitation par bus de types standard, mini ou midi

Source : PDUIF, 2014

Le futur pôle d'échange de Bagneux à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le PDUIF préconise l'aménagement de tous les pôles d'échanges d'Ile-de-France à l'horizon 2020. Le secteur d'étude est concerné par l'aménagement de deux futures gares.

L'aménagement des pôles d'échanges devra répondre à des objectifs généraux et à des objectifs variables en fonction du type de pôle concerné.

Les objectifs généraux sont :

- Disposer d'une information complète et multi-transporteurs ;
- Pouvoir se déplacer dans des espaces de qualité, avec un sentiment de sûreté ;
- Bénéficier de correspondances bus optimisées ;
- Disposer de cheminements piétons sécurisés, confortables et accessibles aux PMR ;
- Disposer d'aires de stationnement et d'accès vélo sécurisés ;
- Disposer d'aires de dépose automobile dédiées et sécurisées.

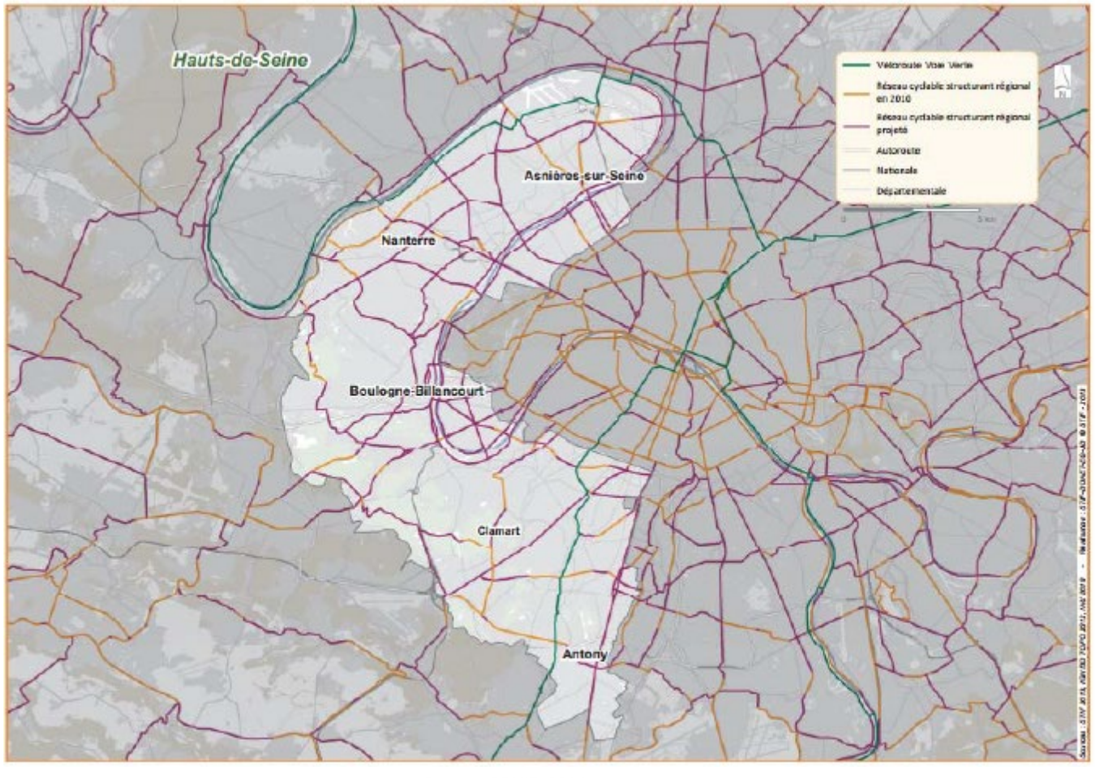
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les objectifs pour les pôles de desserte des cœurs de territoire, catégorie à laquelle appartiendront les 2 gares de Bagneux projetées sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont les suivants :

Dans les pôles de desserte des secteurs denses	
Objectif de service pour le voyageur	**Aménagement cible**
Pouvoir accéder à pied et en vélo au pôle en toute sécurité	Parvis piéton devant l'accès principal ou zone 30 / zone de rencontre autour de la gare, aménagement des itinéraires d'accès piétons. stationnement des vélos sécurisé d'une capacité suffisante . Plans isochrones des temps d'accès en marche autour du pôle
Avoir accès à une information claire et complète sur l'offre bus	Plan multi-transporteurs des réseaux et des lignes de bus depuis le pôle
Repérer facilement les arrêts de bus et y accéder par des cheminements sécurisés	Optimisation de l'aménagement des arrêts de bus, plan du quartier avec localisation des arrêts de bus, jalonnement des correspondances bus dans la gare, labellisation qualité des gares routières
Être informé en temps réel des temps d'attente, des correspondances et des perturbations	Écrans d'information en temps réel à chaque arrêt de bus et sur les quais de la gare
Se déplacer dans un espace de qualité assurant un sentiment de sécurité	Rénovation intérieure des salles d'échanges, couloirs de correspondance et quais
Pouvoir accéder au pôle et s'y déplacer en situation de mobilité réduite	Mise en accessibilité PMR des gares
Disposer d'une aire de dépose-minute dédiée et sécurisée	Zone de stationnement minute dédiée avec liaison piétonne sécurisée

Source : PDUIF, 2014

Le réseau cyclable



Source : PDUIF, 2014

Dans l'objectif affirmé par le PDUIF de mettre en place un réseau régional structurant d'itinéraires cyclables à horizon 2020, un itinéraire cyclable structurant est projeté dans le secteur d'étude sur l'avenue Aristide Brillant.
Il permettrait de relier les Hauts-de-Seine à Paris via une voie douce et d'offrir aux cycles plus de sécurité sur cet axe.

Le stationnement

Le PDUIF définit des préconisations sur la gestion du stationnement sur voirie, différenciés selon les territoires franciliens et selon le contexte urbain (morphologie urbaine, desserte en transports collectifs, type de quartier).

<table>
<tr><td>Secteur commercial (dont centre-ville)</td><td rowspan="3">Stationnement payant rotatif ou mixte visiteurs/résidents</td><td>Stationnement payant rotatif ou mixte visiteurs/résidents</td><td>Réglementation rotative ou mixte résidents/visiteurs</td><td rowspan="3">Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Secteur gare rencontrant des conflits d'usage</td><td colspan="2">Réglementation visant à orienter le stationnement des usagers des transports collectifs vers les parcs relais</td></tr>
<tr><td>Secteur mixte résidentiel et activités</td><td>Réglementation visant à favoriser le stationnement des résidents par rapport à celui des actifs</td><td>Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Secteurs purement résidentiels</td><td colspan="4" rowspan="2">Pertinence d'une réglementation à définir localement, en fonction des conflits d'usage</td></tr>
<tr><td>Autres secteurs</td></tr>
</table>

Source : PDUIF, 2014

La ville de Bagneux fait partie de la catégorie « cœur de métropole » (deuxième colonne depuis la gauche). Elle est concernée par :

- Le secteur Gare : la règlementation doit viser à orienter le stationnement des usagers des transports collectifs vers les parcs relais.
- Le secteur mixte résidentiel et activités : la règlementation doit viser à favoriser le stationnement des résidents par rapport à celui des actifs.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.4 –Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté du 27 mars 2024

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France a été arrêté par le Conseil régional le 27 mars 2024.

- <u>Les objectifs à l'échelle régionale</u>

Les objectifs d'évolution de la mobilité francilienne s'inscrivent dans un contexte de baisse de la mobilité totale induite par une démographie moins porteuse que pendant les décennies précédentes (augmentation de la population francilienne de 3 % entre 2020 et 2030, en petite et en grande couronne ; vieillissement de la population), mais aussi par la diminution de la mobilité dite « contrainte » grâce à l'essor du télétravail, le développement des outils de communication à distance, etc.

Par ailleurs, les modélisations conjointes d'Île-de-France Mobilités et d'Airparif montrent que seul un scénario ambitieux de réduction des déplacements en modes individuels motorisés, accompagné par un volontarisme fort en matière de transition énergétique du parc automobile, permet d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre nécessaire à l'échéance 2030 pour tenir la trajectoire de la neutralité carbone en 2050.

Le Plan des mobilités d'Ile-de-France vise ainsi globalement :

- une diminution des déplacements en modes individuels motorisés de l'ordre de 15 % entre 2019 et 2030 ; cette baisse sera notamment permise par le télétravail et par le report modal engendré par l'évolution de l'offre de transports collectifs,
- une croissance de 2% du nombre de déplacements en transports collectifs entre 2019 (situation de référence avant la crise sanitaire) et 2030 ; compte tenu de la baisse de fréquentation des transports collectifs occasionnée par la crise sanitaire, cet objectif correspond à une augmentation de l'ordre de 15 % entre 2023 et 2030,
- un fort développement de l'usage du vélo avec un triplement du nombre de déplacements effectués avec ce mode entre 2019 et 2030,
- un maintien de la marche en tant que mode de déplacement le plus utilisé par les Franciliens à l'horizon 2030.

- <u>Les prescriptions du Plan des mobilités</u>

La grande majorité des actions du Plan des mobilités constituent des recommandations.
Toutefois, le plan comporte cinq prescriptions quatre existaient déjà dans le PDUIF 2010-2020 et sont pérennisées, voire renforcées, la cinquième, concernant les axes bus prioritaires, est nouvelle et est créée par le Plan des mobilités en Île-de-France 2030.

- <u>Rappel des prescriptions du PDUIF 2010-2020</u>
  Dans le PDUIF 2010-2020, la quasi-totalité des actions étaient formulées sous la forme de recommandations. Toutefois, il comportait aussi quelques mesures prescriptives s'imposant aux documents d'urbanisme, aux décisions prises par les autorités chargées de la police et de la circulation, aux actes pris au titre du pouvoir de la police du stationnement et aux actes relatifs à la gestion du domaine public routier. Ces mesures concernaient :
- les normes de stationnement automobile plafond pour les bureaux dans les PLU(i),
- les normes de stationnement minimales pour les vélos dans les PLU(i),
- le nombre de places de stationnement vélo à réaliser sur l'espace public (voirie),
- la priorité aux tramways et aux lignes de bus Mobilien dans la gestion des carrefours.

- <u>Une pérennisation et un renforcement de ces prescriptions</u>

Ces prescriptions sont conservées dans le Plan des mobilités et leur ambition accrue. En particulier, le Plan des mobilités :

- renforce, par rapport au PDUIF, les normes plafond de stationnement automobile pour les bureaux dans les PLU(i), en particulier pour le cœur de l'Île-de-France, en cohérence avec l'évolution de la desserte transports collectifs, notamment la mise en service à venir du Grand Paris Express (voir ACTION 9.3 « Réguler l'offre de stationnement automobile dans le domaine privé »),
- fixe des normes de stationnement vélo dans les PLU(i) plus exigeantes que celles du PDUIF, notamment pour les logements et les bureaux, mais cohérentes avec celles du Code de la construction et de l'habitation (voir ACTION 4.2 « Accroître et sécuriser l'offre de stationnement »),
- définit un ratio minimal de places de stationnement vélo par rapport au nombre de places de stationnement automobile existantes sur le domaine public plus ambitieux que celui du PDUIF, en particulier pour Paris et ses communes limitrophes, à hauteur de 2 places vélo pour 1 place voiture sur voirie (voir ACTION 4.2 « Accroître et sécuriser l'offre de stationnement »).

La prescription visant à assurer la priorité aux tramways et aux bus à haut niveau de service (BHNS) dans la gestion des carrefours est conservée à l'identique par rapport au PDUIF (voir ACTION 1.3 « Développer les réseaux de surface et en améliorer la performance »).

- Une nouvelle prescription en faveur des axes bus prioritaires
  Par rapport au PDUIF, une nouvelle prescription est ajoutée concernant les axes bus prioritaires (voir ACTION 1.3 « Développer les réseaux de surface et en améliorer la performance »). Sur les axes de voirie empruntés par plus de 300 bus par jour, deux sens confondus, la réalisation d'aménagements de voirie doit intégrer la résorption des points durs de circulation bus identifiés sur l'axe concerné. En outre, sur ces axes, les gestionnaires de voirie assurent la priorité des lignes de bus aux carrefours.

➔ **Des objectifs concrets à traduire dans les PLU en termes de stationnement**

<u>Pour le logement :</u>
Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté recommande que les PLU ne puissent pas exiger la création d'une place ou d'un nombre de places de stationnement supérieur à 0,9 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune s'il est inférieur à 0,9 et à 1 au-delà.
Pour rappel le taux de motorisation est de 1,23 à Bagneux en utilisant les données INSEE relatives à l'équipement automobile des ménages en 2020.
A Bagneux, il est recommandé de ne pas exiger plus d'une place par logement.

<u>Pour les bureaux :</u>

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté prescrit de respecter les normes plafond du PDUIF qui impose aux PLU de fixer un nombre maximum de places de stationnement à réaliser lors de la construction d'opérations de bureaux est reconduite, qui est pour mémoire :

Pour Bagneux, il est exigé de respecter les normes plafond ci-dessous :

- **1 place pour 60 m² de surface de plancher (SDP), à moins de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**
- **1 place pour 50m² de surface de plancher (SDP), à plus de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**

Par ailleurs, le plan de mobilités d'Ile-de-France arrêté rappelle que selon l'article L.111-19-1 du code de l'urbanisme, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 m² associés aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 m² d'emprise au sol, doivent intégrer sur au moins 50 % de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Pour les commerces :

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté recommande que les PLU fixent des normes plafond pour le stationnement automobile dans les nouveaux centres ou zones de commerces et/ou de loisirs à savoir pour Bagneux

- **1 place pour 70 m² de surface de plancher (SDP), à moins de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**
- **1 place pour 55 m² de surface de plancher (SDP), à plus de 500 mètres d'une gare ou station de transport collectif**

Par ailleurs, le plan de mobilités d'Ile-de-France arrêté rappelle que selon l'article L.111-19-1 du code de l'urbanisme, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 m² associés aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, lorsqu'elles créent plus de 500 m² d'emprise au sol, doivent intégrer sur au moins 50% de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation. Il convient de privilégier la réalisation de stationnement en sous-sol ou en silo en zone dense.

Pour les aires de livraisons :

Le Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté recommande de retenir a minima les normes suivantes :

- Pour les commerces : une aire de livraison pour 1 000 m² de surface de vente et stockage. Cette aire doit permettre l'accueil d'un véhicule de 2,60 m de large, d'au moins 6 m de long et 4,20 m de haut, y compris le débattement de ses portes et d'un hayon élévateur. En outre, elle doit disposer d'une zone de manutention (de l'ordre de 10 m²). Ces dimensions pourraient être diminuées sur justification.

- Pour les bureaux et activités ainsi que pour les équipements publics : une aire de livraison de 100 m² pour 6 000 m² de surface de plancher.

  Il est également possible d'inscrire dans les OAP sectorielles des objectifs de surfaces d'aires de livraison au sein de l'espace public en fonction des surfaces commerciales prévues

Pour le stationnement vélo privé :

Les normes du Plan de mobilité d'Ile-de-France arrêté sont minimales, il appartiendra aux collectivités de s'investir plus avant en faveur du vélo en proposant des normes plus contraignantes, qui exigent la réalisation de davantage de places.

- Habitat collectif : 1 place par logement par logement jusqu'à deux pièces principales et 2 places par logement à partir de trois pièces principales
- Bureau : 1 place pour 90 m² de surface de plancher.
- Artisanat et commerce de 500 m² et plus de surface de plancher : 1 place
- Industrie : 1 place pour 400 m² de surface de plancher
- Entrepôt : 1 place pour 1 000 m² de surface de plancher

Pour les équipements recevant du public, neufs ou rénovés, et équipés d'un parc de stationnement automobile : 15 % de l'effectif maximal total déclaré, public et personnel confondu

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.5 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'EPT Vallée Sud Grand Paris

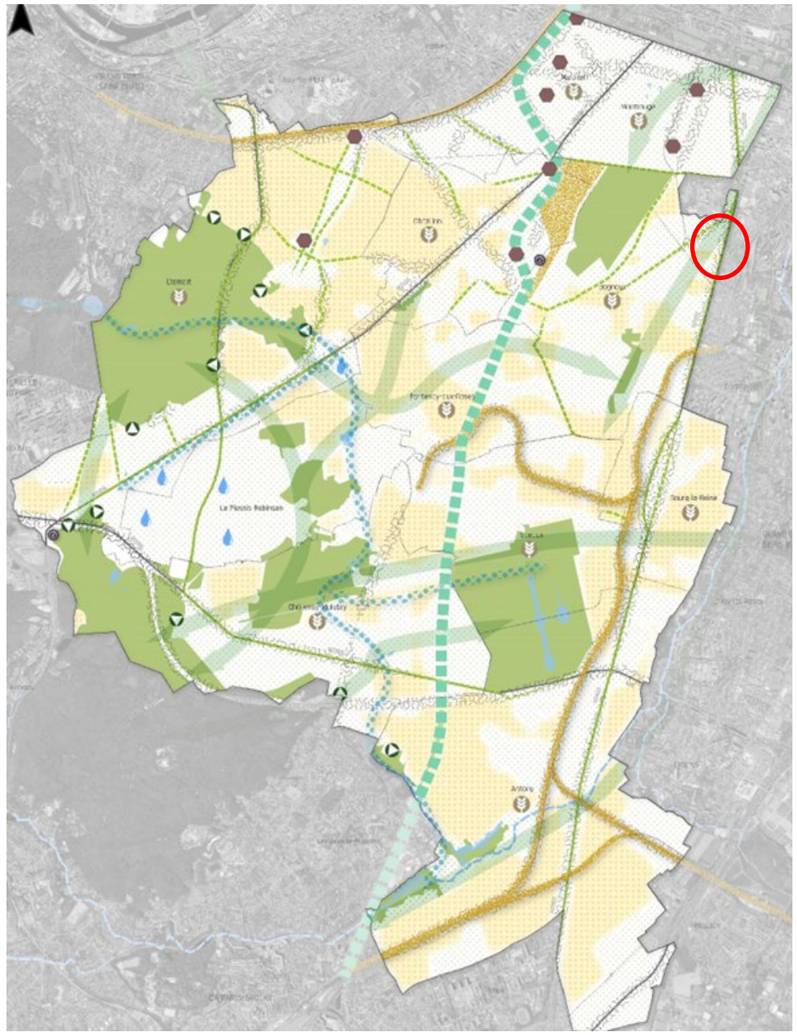
Le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'EPT Vallée Sud Grand Paris a été approuvé par le Conseil de Territoire le 11 décembre 2024.

A/ PADD (Projet d'aménagement et de Développement Durables)

Il se décline en 2 axes :

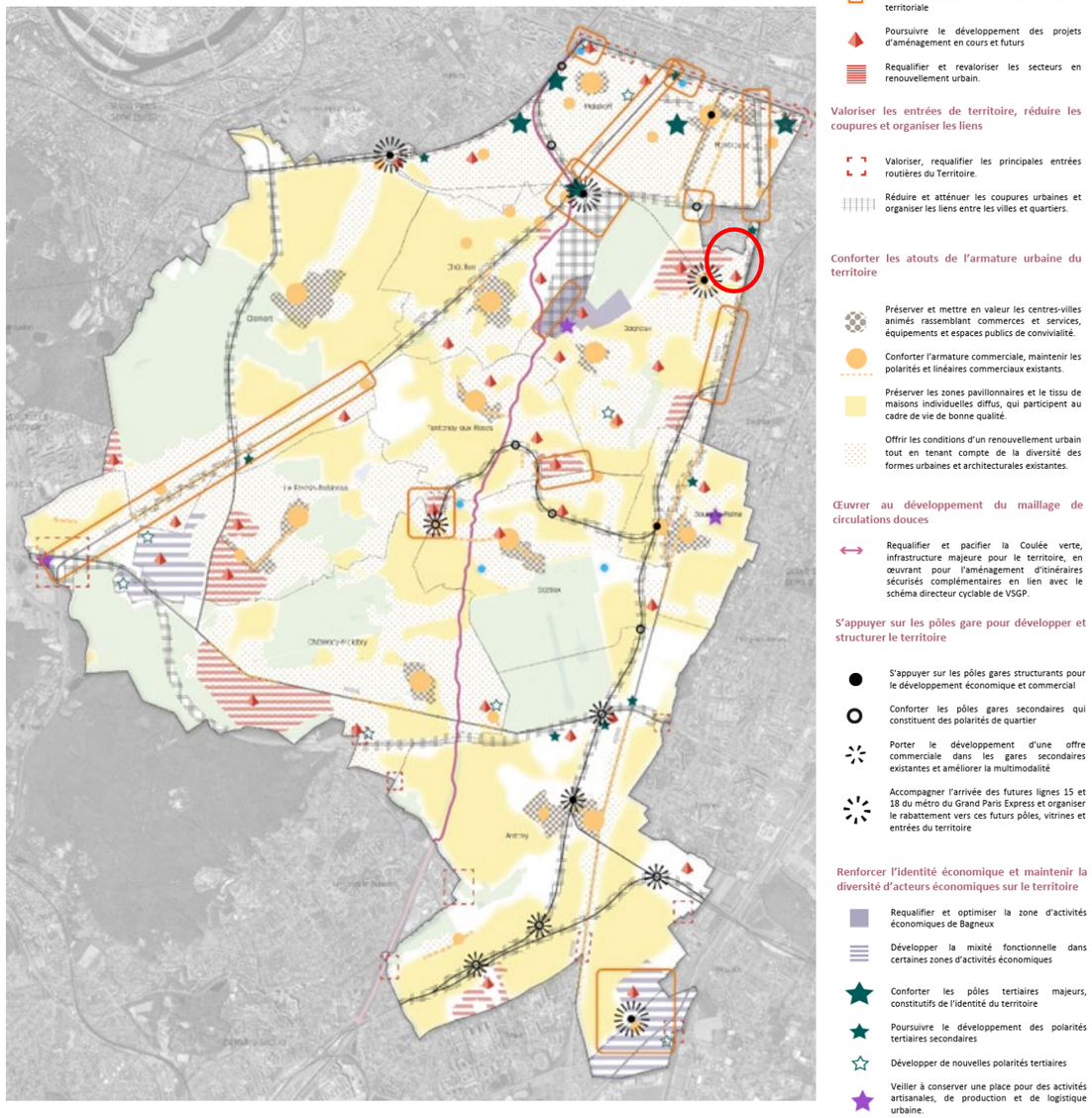
- AXE 1 : VALLEE SUD – GRAND PARIS, UN TERRITOIRE DURABLE, ACTEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Le site de projet est identifié par les orientations suivantes :
- Veiller à végétaliser et désimperméabiliser les espaces supports de lien entre les parcs et espaces verts
- Favoriser la renaturation d'axes structurants du territoire
- Adapter les manières de végétaliser la ville selon les spécificités de chaque secteur
- Agir sur les nuisances sonores



- AXE 2 : VALLEE SUD – GRAND PARIS, UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET ACCUEILLANT POUR VIVRE, ETUDIER ET TRAVAILLER

Le site de projet est identifié par les orientations suivantes :
- Poursuivre le développement des projets d'aménagements en cours et futurs.
- Requalifier et revaloriser les secteurs en renouvellement urbain.
- Offrir toutes les conditions d'un renouvellement urbain tout en tenant compte de la diversité des formes urbaines et architecturales existantes.
- S'appuyer sur les pôles gares structurants pour le développement économique et commercial.
- Accompagner l'arrivée des futures ligne 15 et 18 du métro du GPE et organiser le rabattement vers ces futurs pôles, vitrines et entrées du territoire.
- Poursuivre le développement des polarités tertiaires secondaires.

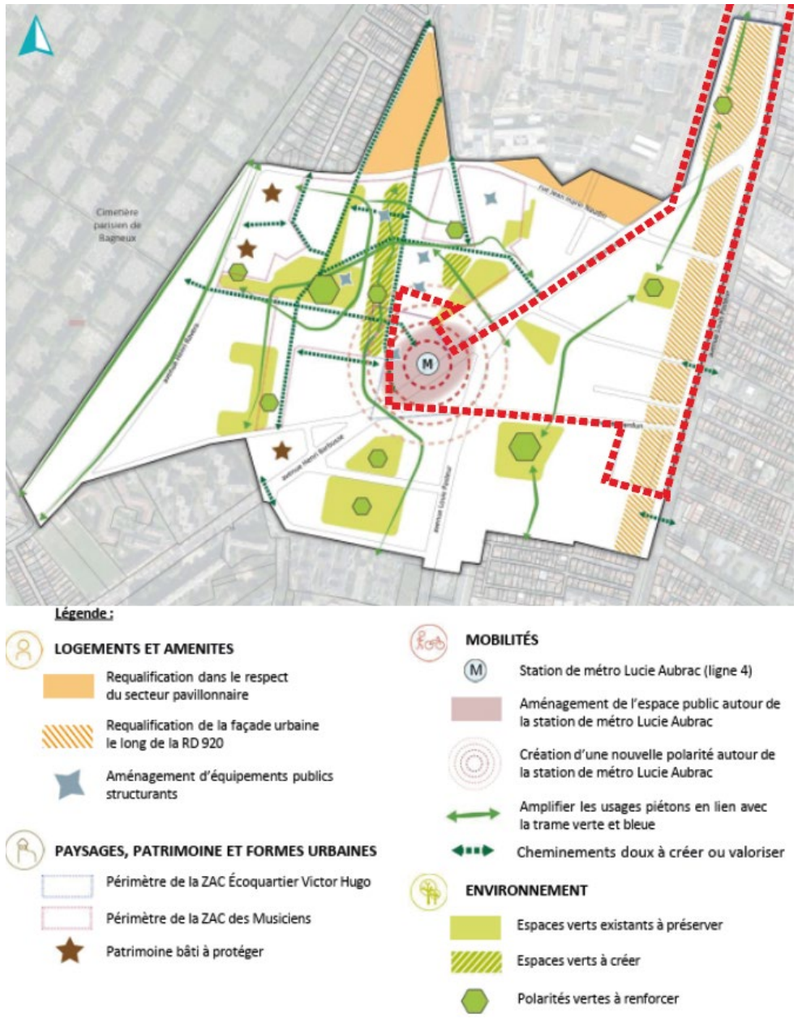


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation)

♦ OAP Quartier Nord

Le périmètre de l'OAP du Quartier Nord englobe la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le PRUS de la Pierre Plate et, sur ses franges, les cités du Prunier-Hardy, de la tannerie, le stade cosson et une partie de l'avenue Henri Ravera.



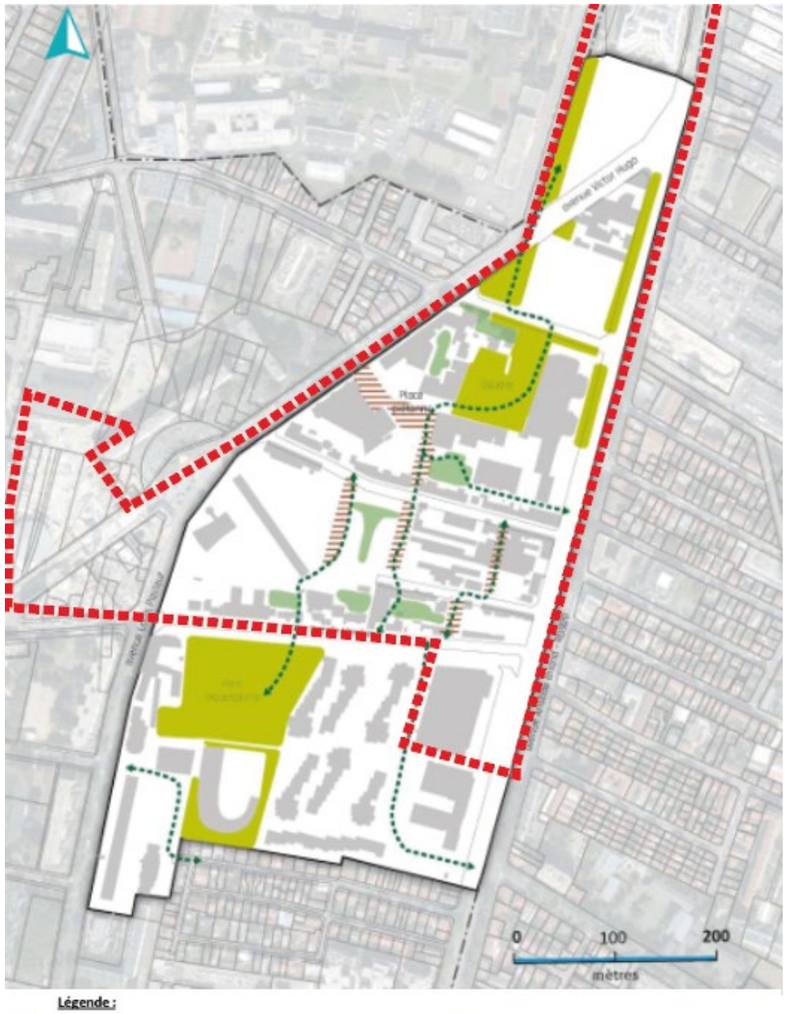
Plus spécifiquement sur la ZAC Ecoquartier Victor Hugo les orientations sont :

- Requalification de la façade urbaine le long de la RD920
- Création d'une nouvelle polarité autour de la station de métro Lucie Aubrac
- Aménagement de l'espace public autour de la station de métro Lucie Aubrac
- Polarités vertes à renforcer
- Espaces verts existants à préserver
- Amplifier les usages piétons en lien avec la TVB
- Cheminement doux à créer ou valoriser

♦ OAP Quartier Nord – Secteur Ecoquartier Victor Hugo

Cette OAP détaille les orientations sur le secteur Victor Hugo. Sur la ZAC Les orientations sont :

- Des espaces verts existants à préserver
- Des cœurs d'ilots et espaces verts à préserver / amplifier
- Des espaces publics apaisés
- Amplifier les usages piétons en lien avec la TVB (largeur de 4m mini)



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Zonage et règlement

L'occupation du sol sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier est régie par 4 zonages correspondant chacun à des fonctions urbaines spécifiques :

Secteur U3b et U3b& : Il s'agit de secteurs mixtes, situés généralement en transition entre les centralités et les quartiers pavillonnaires ou secteurs mixtes moins denses du territoire.

Secteurs UPBa2c et UPBa2d : Il s'agit d'un secteur de projet de renouvellement urbain. L'indice « Ba » correspond à la commune de Bagneux et le « 2 » correspond au quartier nord.

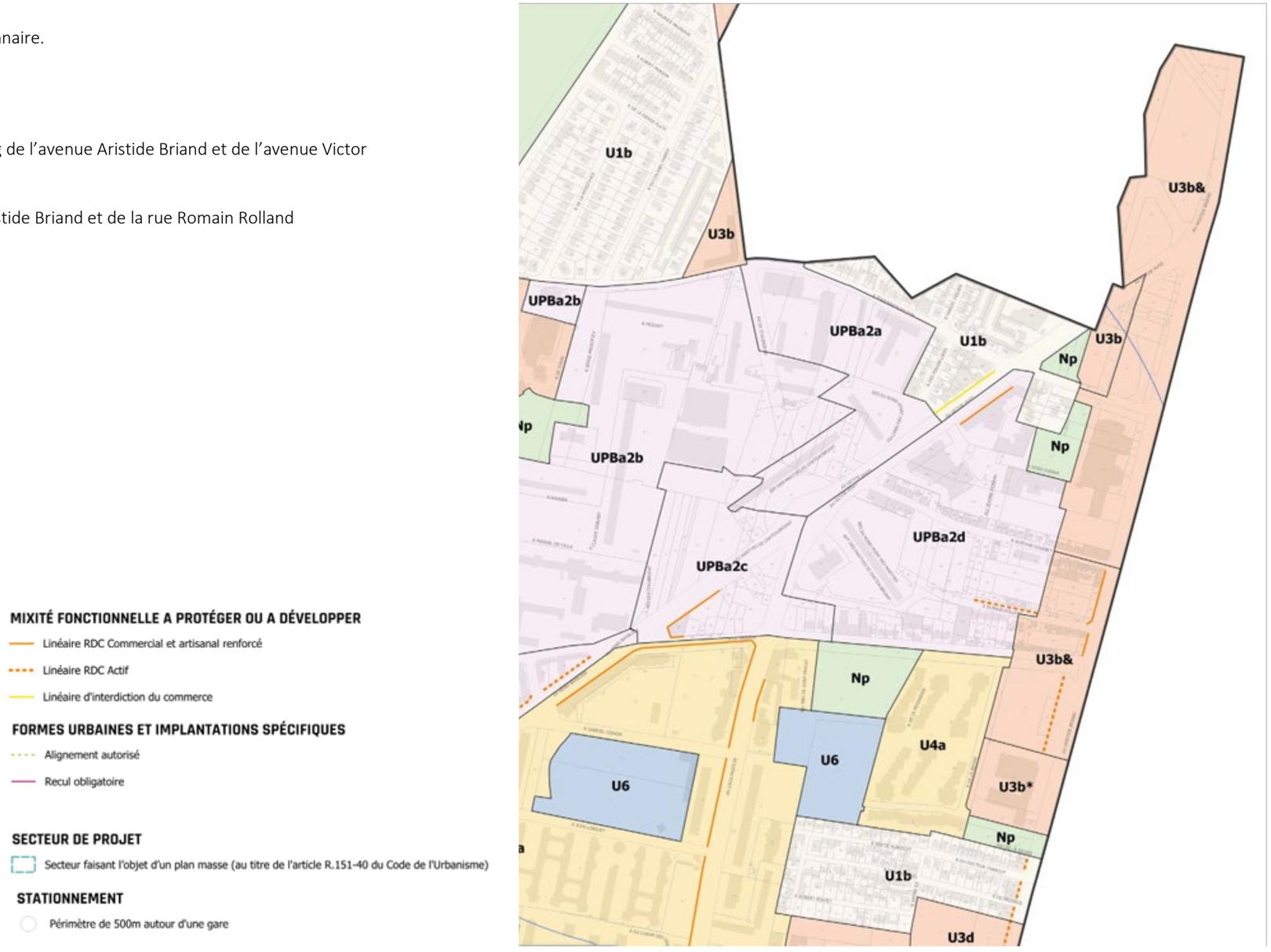
Zone Np : il s'agit d'un secteur naturel.

Secteur U1b : Il s'agit d'un secteur de préservation du tissu pavillonnaire.

La ZAC Ecoquartier au plan de zonage est également concernée :

- Des linéaires rez-de-chaussé. eet artisanal renforcé le long de l'avenue Aristide Briand et de l'avenue Victor Hugo ;

- Des linéaires rez-de-chaussée actif le long de l'avenue Aristide Briand et de la rue Romain Rolland



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.6 – Servitudes d'Utilité Publique

Le site est concerné par 3 servitudes :

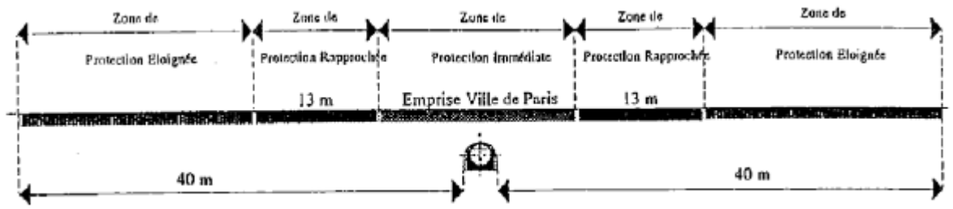
- Périmètres de protection des monuments historique
- Périmètre de prévention des risques liés aux anciennes carrières
- Zone de protection des deux aqueducs de dérivation des eaux de la Vanne et du Loing

<u>Les servitudes liées à la présence des aqueducs de la Vanne et du Loing</u>
Les prescriptions relatives à la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont instituées en vertu de l'article L.20 du Code de la Santé Publique pour un transport en aqueduc à plan d'eau libre.
Il existe trois zones de protection de l'aqueduc de déviation des eaux de la Vanne et du Loing :

- La zone de protection immédiate est constituée par l'emprise appartenant à la ville de Paris. Dans cette zone, toute construction et installation est interdite.

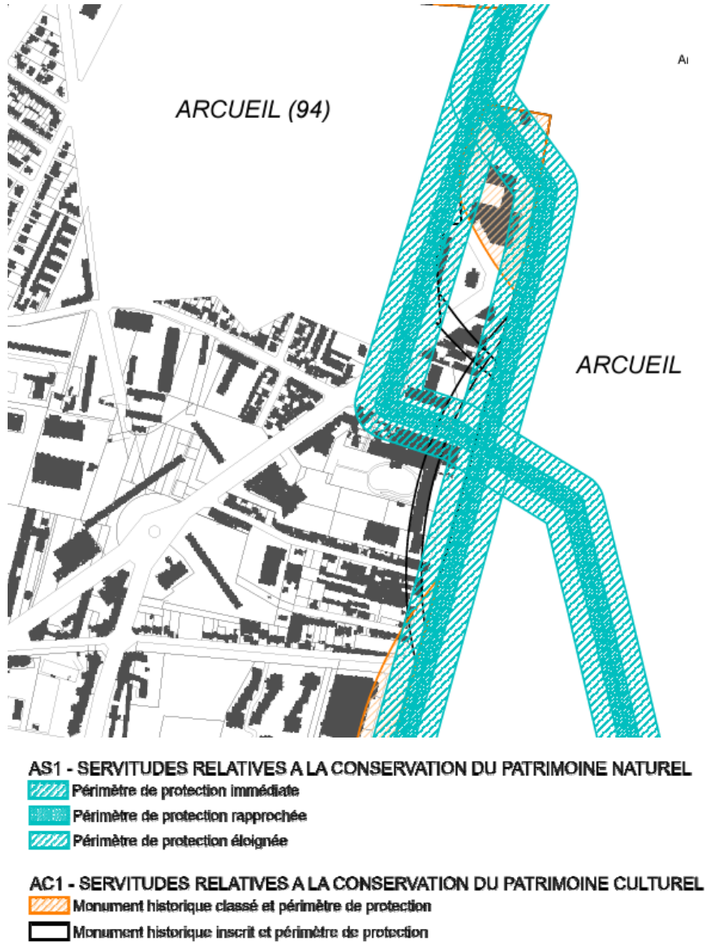
- La zone de protection rapprochée est constituée de deux bandes de terrain de 13 mètres de largeur de part et d'autre de l'emprise. Dans cette zone, toute construction, installation, fouille ou carrière est interdite. Les chaussées et trottoirs sont tolérés s'ils comportent un revêtement rigoureusement étanche ainsi que certaines canalisations (assainissement, alimentations) qui font l'objet de dispositions spéciales (regards visitables, canalisations étanches…).

- La zone de protection éloignée est constituée de deux bandes de 40 mètres de part et d'autre des ouvrages Dans cette zone, les constructions sont permises, sauf les stations-service et les stockages de liquide ou gaz à usage industriel. Les parcs de stationnement sont tolérés si leur sol est rigoureusement étanche. Les dispositions relatives aux réseaux sont conservées.



Des aménagements implantés sur l'emprise des aqueducs doivent faire l'objet d'une convention d'occupation.
Ils doivent, en outre, garantir le respect des contraintes suivantes :

- Les aménagements, travaux et plantations, doivent recevoir l'accord du gestionnaire. Ils doivent en outre être démontables pour permettre au personnel de la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris) d'accéder aux installations.
- Les véhicules à moteur sont interdits.
- L'utilisation de produits chimiques et d'engrais organiques est interdite.
- Le bénéficiaire assure l'entretien des secteurs aménagés (au minimum fauche annuelle, élagage des arbres, entretien régulier des ouvrages d'évacuation des eaux de surface).
- Le bénéficiaire assure l'ordre public sur les secteurs aménagés : surveillance, protection, et secours.
- D'une façon générale, un accord doit être établit avec le concessionnaire concernant l'entretien et le financement des aménagements de telle sorte que la charge de la SAGEP ne soit pas alourdie.
  Toute demande de permis de construire dans les zones de protection rapprochée et éloignée doit être soumise pour avis au service de la SAGEP (Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris).



Source : PLU de Bagneux

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 4 : DESCRIPTION DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PROJET

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I – PAYSAGE ET PATRIMOINE

I.1 – Paysage communal

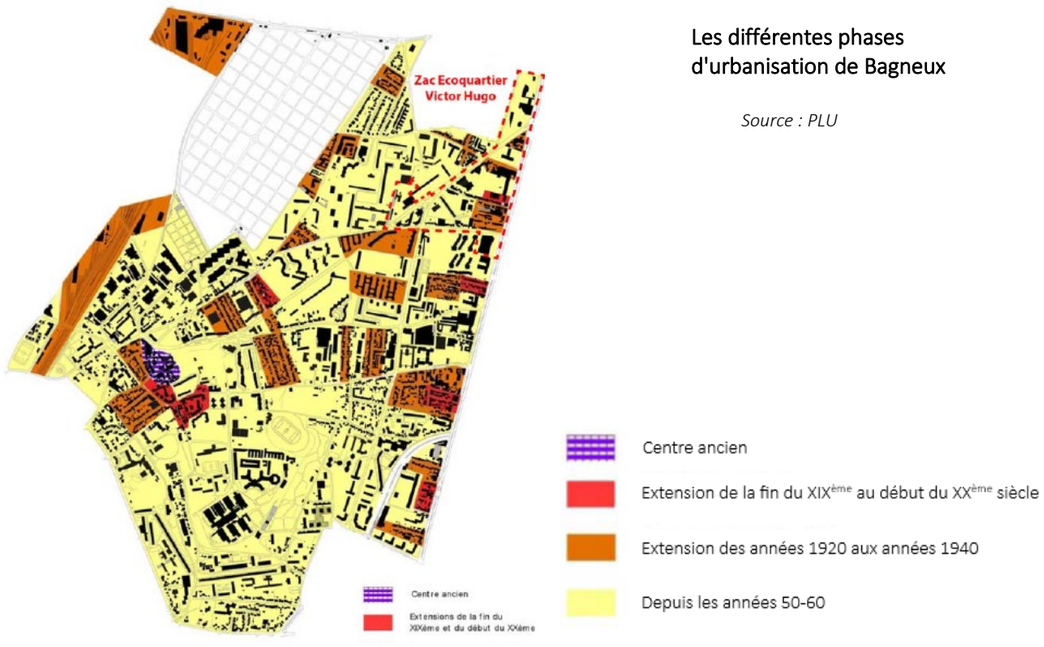
A/ Rappel historique

Malgré sa situation à proximité de Paris, Bagneux présentait encore juste après-guerre des caractéristiques essentiellement rurales, avec une prédominance des cultures maraîchères, de l'horticulture, des vergers et des jardins familiaux. A part la réalisation d'une cité HLM et de quelques constructions pavillonnaires, la construction était demeurée très faible et avait notamment été dissuadée par la présence d'importantes carrières souterraines.

L'urbanisation de Bagneux s'est ainsi essentiellement effectuée dans les années 50 et 60.
Cette urbanisation répondait aux besoins en logement de l'après-guerre, à la fois liée aux besoins de relogement de la population parisienne et au desserrement et à l'expansion de Paris et de son agglomération. Plus de 7000 logements furent ainsi construits entre 1954 et 1960 sur des terrains appartenant à la ville et que celle-ci céda gratuitement. La population est ainsi passée de 13 520 à 38 044 habitants entre 1954 et 1962. Bagneux joua ainsi un rôle « d'expérimentation sociale » avec en particulier, la réalisation de la Cité des Oiseaux dans les années 30, puis avec la construction de la barre des Tertres dans les années 50.

Ensuite, une période de forte urbanisation va principalement toucher le sud de la ville avec la réalisation de 3500 logements, essentiellement sociaux, entre 1955 et 1980.
Parallèlement à la construction de logements, l'urbanisation va s'accompagner de la réalisation d'équipements culturels, sociaux, scolaires, sportifs… ainsi que d'espaces verts. **Une forte politique de réserves foncières va être menée par la ville jusque dans les années 80,** grâce à laquelle elle va se constituer un important patrimoine permettant non seulement de maîtriser l'urbanisation, mais aussi de créer les équipements nécessaires aux habitants.

La ville de Bagneux est désormais complètement urbanisée et depuis les années 1990, l'urbanisation se traduit par une gestion / réhabilitation de l'existant et une part de renouvellement urbain sur certains secteurs.

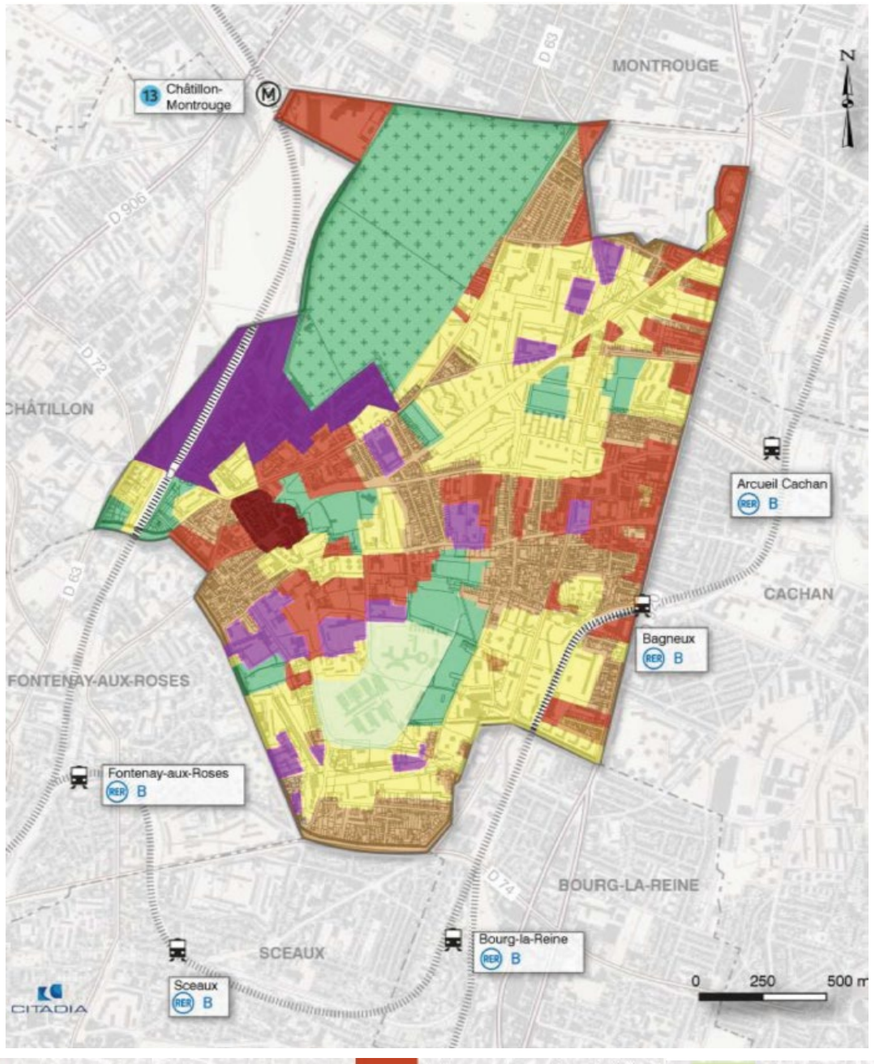


Les différentes phases d'urbanisation de Bagneux

Source : PLU

Avant la réalisation de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le paysage communal illustre une diversité de formes urbaines répartie sur l'ensemble du territoire, réalisées à des époques de constructions aux spécificités architecturales propres à chaque quartier, et conférant des ambiances différentes

Structure urbaine



Source : PLU

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Les secteurs de projets

L'un des axes forts du PADD est de renforcer l'équilibre social, urbain et économique en oeuvrant à la fois au développement de la mixité urbaine et au rééquilibrage habitat/emploi, ainsi qu'en maîtrisant la structuration de l'organisation de la structure urbaine par le biais notamment du maintien et du développement des centralités constituées.

Sur le territoire de Bagneux, plusieurs secteurs de renouvellement urbain sont en cours de réalisation ou en projet.

- **Le Quartier Nord, avec la ZAC Ecoquartier Victor Hugo**, qui accompagne les développements liés aux futures gares des lignes 4 et 15 du métro et qui prévoit la construction d'environ 1350 logements, et le quartier de la Pierre Plate avec 650 logements ;

- **Le Site des Mathurins**, occupé par la DGA, voué à muter à partir de 2016. Il représente presque 6% de la surface du territoire communal (16ha) et devrait accueillir un projet mixte, d'habitat, activités économiques, lycée, équipements publics ;

- **L'Opération de Renouvellement Urbain Quartier Sud** : la barre des Tertres sera démolie, la barre des Cuverons sera réhabilitée et résidentialisée, et environ 450 logements seront reconstruits ;

- **La Requalification de la Zone Industrielle**, pour répondre à des enjeux de valorisations environnementales et économiques ;

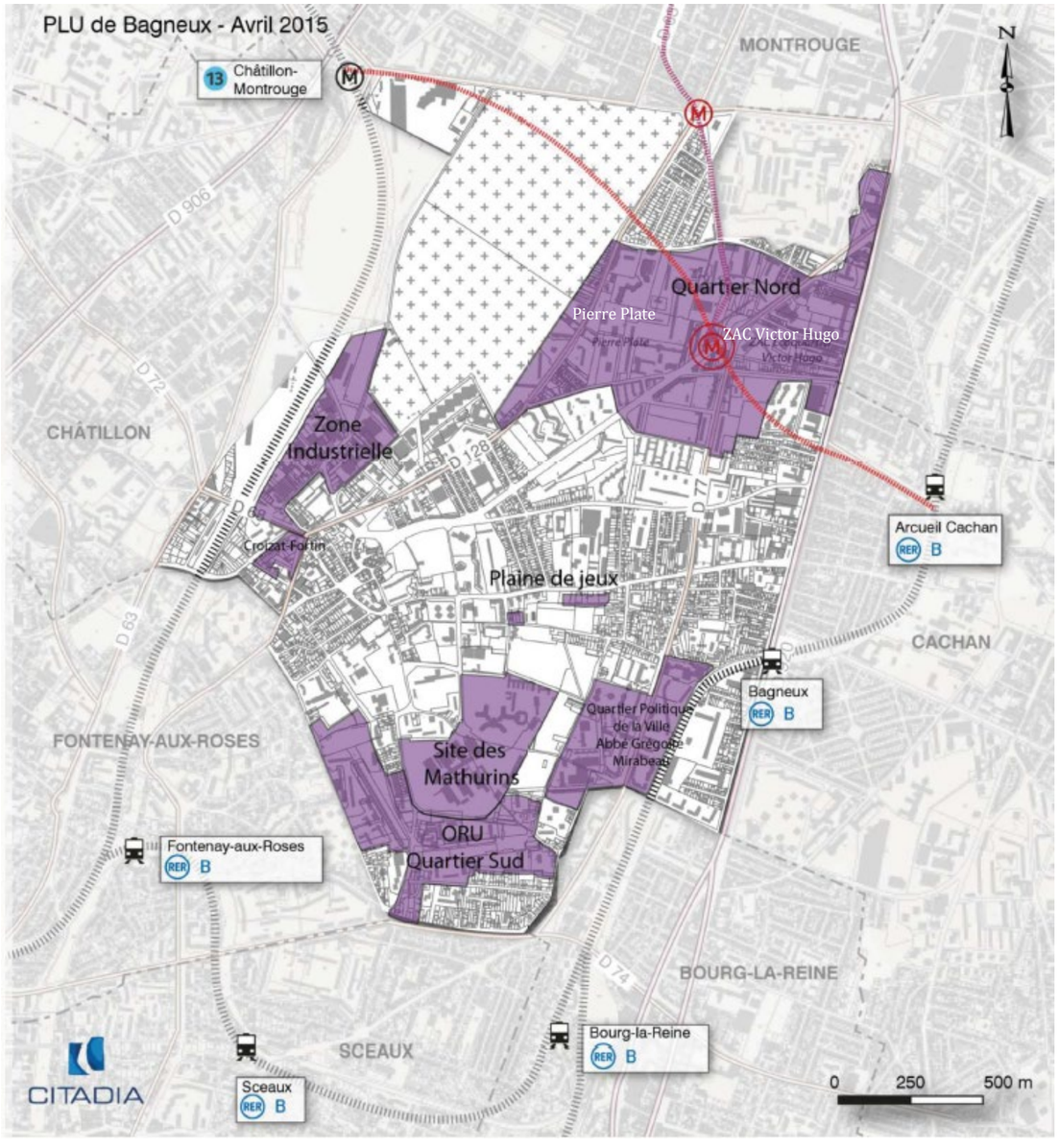
- **La ZAC Moulin Blanchard** qui participe à redynamiser et réaménager le centre-ville, avec la construction d'environ 350 logements ;

- **Le site Croizat-Fortin**, permettant d'assurer une continuité entre la ZAC Moulin Blanchard et la Zone Industrielle ;

- **La Plaine de Jeux** avec construction d'environ 190 logements et la création d'une maison des sports et d'un centre de loisirs (réalisés).

- **Le Quartier** Prioritaire de la Politique de la Ville **Abbé Grégoire-Mirabeau**.

Ce sont au total 7 350 nouveaux logements qui sont programmés dans les différents secteurs de projets urbains (ZAC Victor Hugo, Pierre Plate, site des Mathurins, secteur Abbé Grégoire et Mirabeau, Mirabeau, extension de la ZAC Blanchard et Zone Industrielle) mais également dans la ville « ordinaire », d'ici 2030.



Source : PLU

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.2 – Paysage de l'environnement proche du secteur de projet

L'environnement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est structuré comme suit :

- Au Nord : le périmètre le périmètre de la ZAC s'étend majoritairement sur la partie Nord de Bagneux, territoire urbanisé qui mixte habitat collectif (à la fois résidentiel et social dont le **quartier de la Pierre-Plate)** et individuel, mais aussi des équipements divers (écoles, infrastructures sportives et culturelles...).

  Le Nord-ouest du périmètre est occupé en grande partie par le **Cimetière Parisien de Bagneux.**

  Au-delà au Nord, **le Fort de Montrouge** (ville d'Arcueil) occupe un vaste tènement (incluant des bâtiments et logements de l'armée et de la gendarmerie). Au-delà de l'avenue Marx Dormoy qui sépare Bagneux de Montrouge et Arcueil, s'étendent les premiers quartiers d'habitation de Montrouge et les infrastructures sportives du **Cercle Athlétique de Montrouge** (CAM).

- A l'Ouest : le périmètre de la ZAC est également en grande partie occupé par le Cimetière Parisien de Bagneux.

  Au Sud-ouest, le tissu est également dense en habitat, avec divers équipements de toute nature : lycée professionnel Léonard de Vinci, stade de rugby Port Talbot, CNAM, Poste principale, centre Les Jacquets (Maison d'Enfants à Caractère Social), EHPAD Villa Clos des Meuniers...

  En limite Sud-ouest du périmètre de la ZAC, s'étend le **Parc de Garlande** (entouré par le Cimetière), une petite zone d'activités qui accueille des PMI/PME et également un Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ainsi qu'une cafétéria (ESAT de Garlande).

- Au Sud : le périmètre le périmètre de la ZAC s'étend sur les quartiers centraux de Bagneux jusqu'à la rue de Blains.
  Ce secteur dispose d'une forte densité urbaine, notamment en habitat collectif. Divers équipements sportifs ou de loisirs maillent ce bassin : **stade omnisport René Rousseau,** square et stade bouliste Cosson... Plus au Sud, le périmètre regroupe un pôle de loisirs, **le groupe scolaire Maurice-Thorez** et la Plaine de jeu éponyme (en limite du kilomètre).

  Au Sud-est, le périmètre de la ZAC couvre à l'Est de la rue Pasteur, avec notamment le collège Henri Barbusse, **l'Espace des fêtes Léo Ferré** (qui accueille le marché couvert), des bâtiments tertiaires **(Green square Bagneux) ...**

- A l'Est : le périmètre de la ZAC s'étend sur la partie Ouest des villes d'Arcueil et de Cachan.

  Côté Arcueil, le bassin s'étend aux quartiers Laplace et Jules Ferry, avec des équipements de proximité : groupes scolaires Danielle Casanova, Aimé Césaire et Jules Ferry, crèche Paul Éluard...

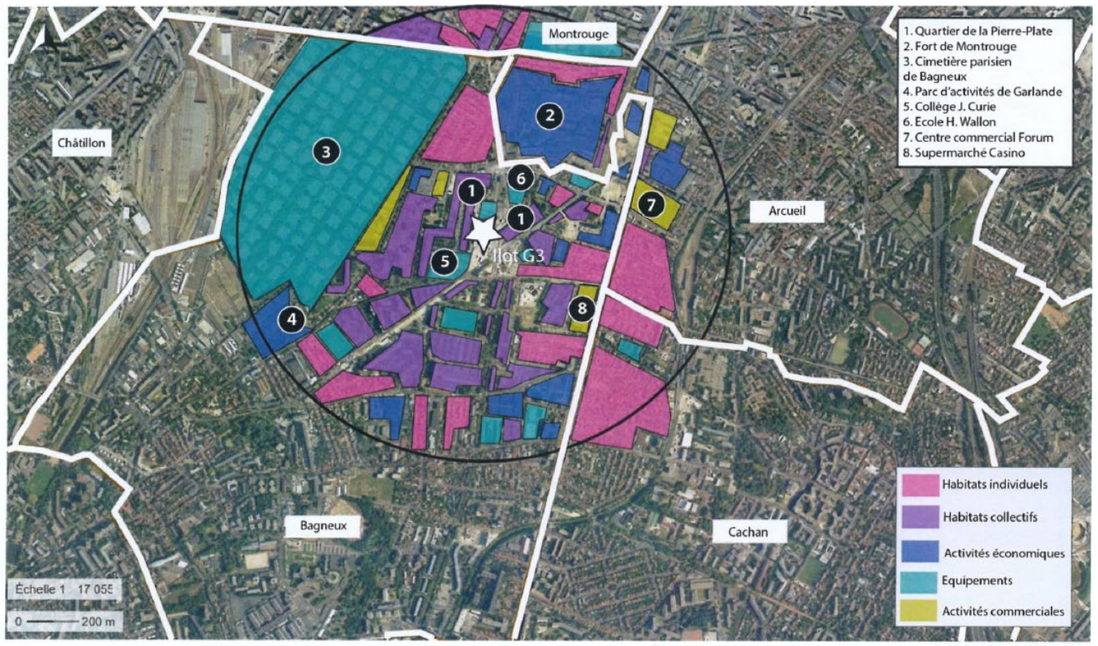
  En bordure de la RD 920, le Nord-est du secteur accueille des activités économiques diverses : bâtiment tertiaire (Enedis), **centre commercial Forum** (Cora et galerie marchande), hôtel Campanile, espace fitness, détaillants en aménagement de la maison (Lapeyre, Porcelanosa, Maison de la literie), centre hospitalier vétérinaire, concession Renault et station-service Total...

  Le Sud-est du périmètre de la ZAC s'étend jusqu'au-delà de la **gare d'Arcueil-Cachan** (future station de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express, travaux en cours) et les voies du RER B, jusqu'au Parc Paul Vaillant Couturier et à **l'Espace Jean Vilar.**

Côté Cachan, le périmètre couvre une partie du **quartier résidentiel Grange Ory** avec un établissement scolaire **(lycée professionnel - Annexe Carnot)** et des bâtiments abritant des bureaux...
Ce périmètre est également délimité par les voies du RER B.

A l'instar de Bagneux, la façade Est de l'avenue Aristide Briand (RD 910) en bordure des territoires d'Arcueil et de Cachan, regroupe des activités économiques de toute nature (en solo ou en pied d'immeubles d'habitation) : commerces et services, restaurants, services, agence immobilière, pharmacie, agences bancaires, concession et service à l'automobile (Toyota, Midas) ...

L'environnement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo



Source : Géoportail, 2020

Paysage résidentiel :

L'habitat dans le périmètre du projet est, dans sa très grande majorité, à dominante collective dense. Cependant, quelques îlots de maisons individuelles subsistent dans le périmètre, principalement au Nord de la Cité de la Pierre-Plate, à l'Est de l'avenue Louis Pasteur et au sud côté stade Port-Talbot et plus principalement de l'autre côté de la RD920 côté Arcueil.

L'activité économique se concentre sur le Fort de Montrouge, le long des grands axes et notamment la RD920

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Dans l'environnement de la ZAC, il est à noter les hauteurs des constructions suivantes :

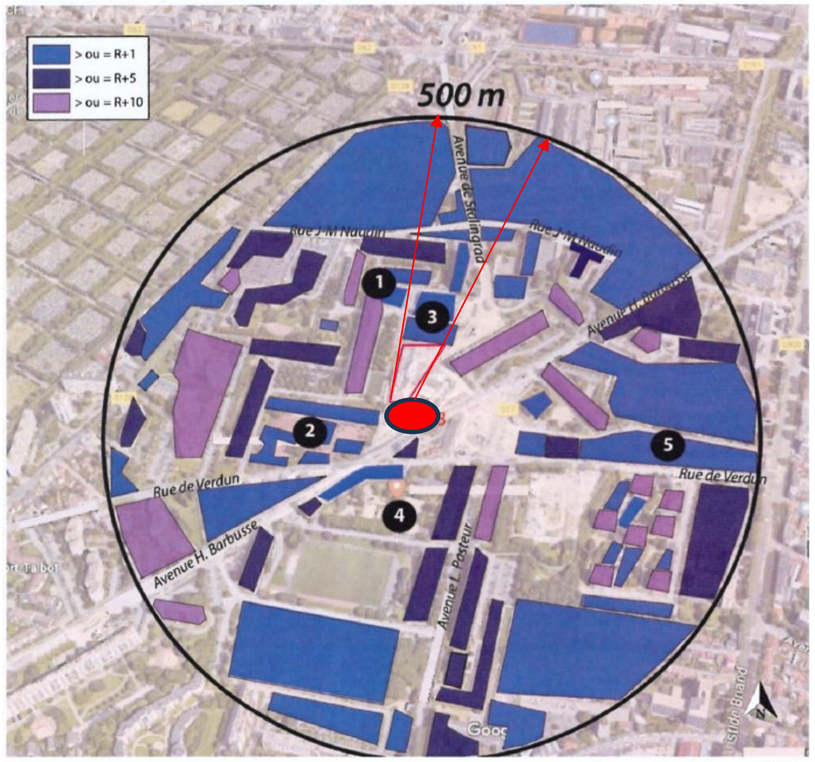
- 1. les grands ensembles de la Pierre-Plate composés de longues barres construites dans les années 1950 et 1960). Ces constructions peuvent monter jusqu'à R+13 (immeuble à l'Ouest de l'ilot G3) ;

- 2. le groupe scolaire et le collège Joliot Curie au Sud- ouest de l'îlot (R1 à R+3) et des équipements sportifs au Nord (R+1/R+2) ;

- 3. l'avenue Louis Pasteur composée de bâtiments de logements collectifs des années 1970 (R+7 et R+11) ;

- 4- au Sud-ouest les grands ensembles du « Champ des oiseaux » construits dans les années 1930. Ces immeubles collectifs de taille modérée (R+4/R+7) sont les premiers immeubles préfabriqués en France ;

- 5- la rue de Verdun au Sud comprenant pavillons en front de rue (R+1+C/R+1)



Source : Google images, 2020

<u>Paysage commercial</u> :

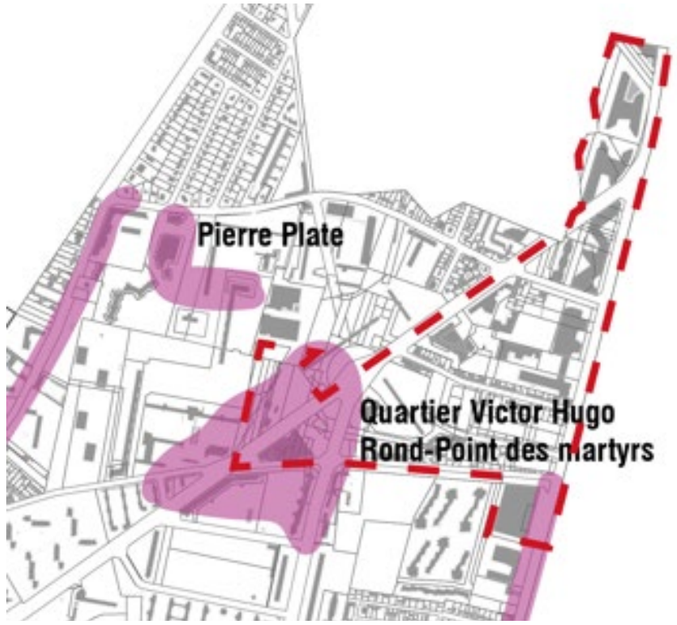
Les principales centralités commerciales de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont les suivantes :

- Secteur Verdun/Barbusse (Quartier Victor Hugo) l'activité commerciale du secteur est actuellement présente avec des métiers de bouche (boulangerie, boucherie...), une supérette AUCHAN, des pharmacies, des services (salon de coiffure, optique, agences bancaires, ...);

- Secteur RD920 : le supermarché Casino reconstruit et agrandi dans le cadre de la ZAC, et un secteur orienté vers les détaillants automobiles, services (pharmacie, tabac, divers...). Il est à noter également le centre commercial Cora sur Arcueil et quelques opérateurs en aménagement de l'habitat/maison.

- Secteur Pierre-Plate/Louis Pasteur : un magasin AUCHAN rénové et une pharmacie ainsi que quelques commerces alimentaires et des services.

La programmation de surfaces commerciale au sein des lots G2 et G3 renforcera la centralité commerciale du secteur Verdun/Barbusse, en complément des commerces implantés dans l'environnement proche du projet et de la présence des gares.
A noter également qu'un supermarché alimentaire de moyenne surface a été implanté au sein du lot G2, pour notamment remplacer le Simply Market (groupe Auchan) localisé au rond-point des Martyrs de Châteaubriant, démoli au cours de l'année 2014 pour laisser la place au chantier RATP de la ligne 4.



Source : Synthèse Architecture

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Paysage tertiaire :

Même si le quartier d'implantation est à dominante résidentielle, une place est laissée à des tènements fonciers pour permettre le développement des activités économiques, principalement des immeubles de bureaux.

C'est notamment le cas de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo qui inclut un peu plus de 130 000 m^2 de bureaux, dont la plupart des lots sont réalisés ; l'enjeu communal étant de renforcer l'équilibre habitat/emploi sur les axes structurants.

Au Nord de ce programme, trois autres lots sont également prévus avec des surfaces destinées aux bureaux allant prévisionnellement de 16 000 à 55 000 m^2 SDP.

Plus globalement, d'autres bâtiments tertiaires sont présents en bordure de l'avenue Aristide Briand (RD 920) dans et à l'extérieur de la ZAC (Loxam, Sud de l'avenue Louis Pasteur - Parc d'affaire Green Square) ou plus au Sud de Bagneux (en limite Sud-ouest par exemple, le Parc de Garlande entouré par le Cimetière, est une petite zone d'activités (PMI/PME) qui accueille également un ESAT et une cafétéria).



« Resonance » *Parc de Garlande* *Loxam*



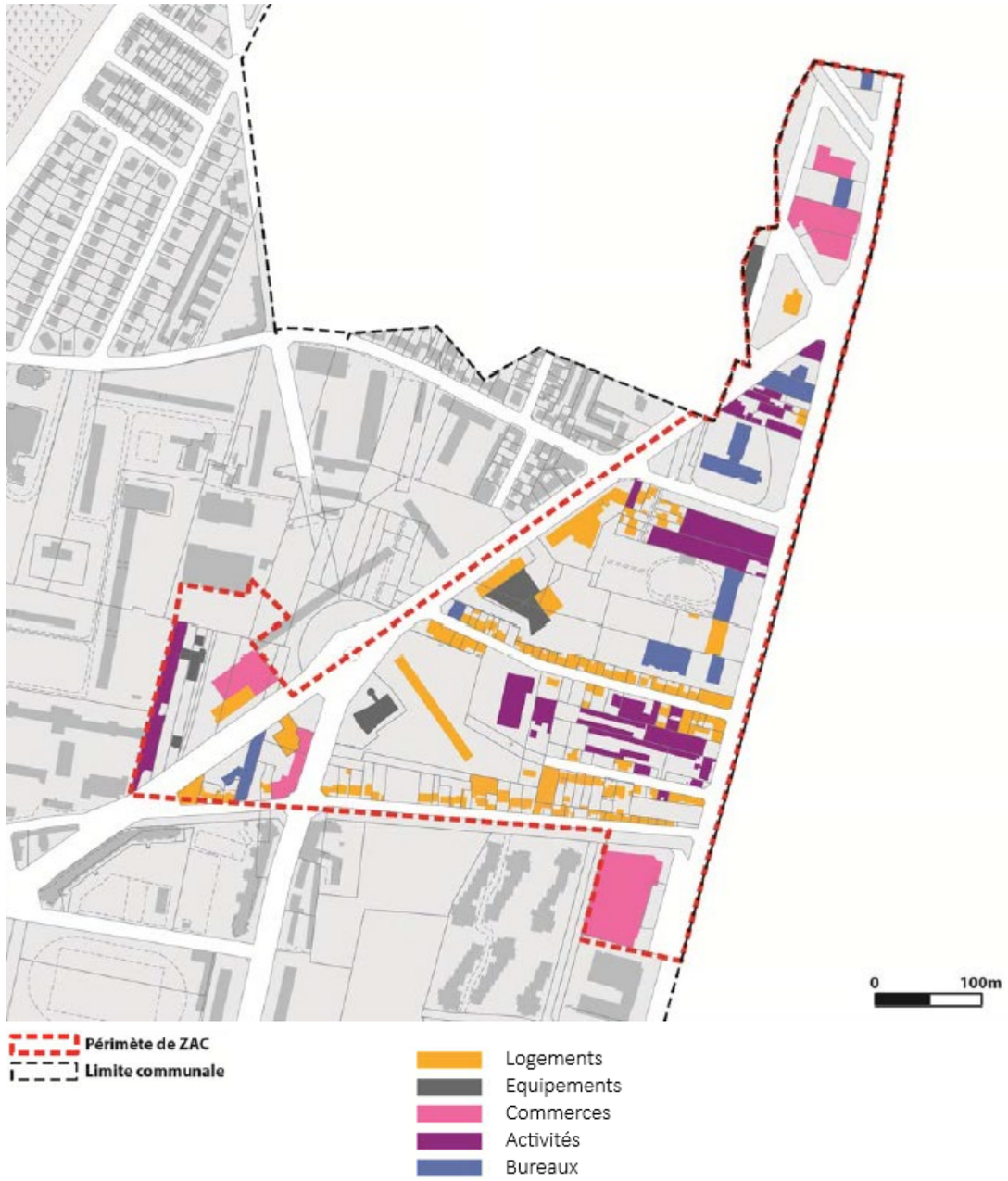
Source : Géoportail, 2020

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.3 – Paysage du secteur de projet

A/ Rappel du paysage 2011

♦ Composantes du site



Source : CODRA 2011, réactualisation 2015

♦ Un paysage hétérogène

Depuis l'avenue Prieur de la Côte d'Or

En premier plan, la coulée verte de l'aqueduc de la Vanne constituait une vaste étendue enherbée. Au second plan, de grands immeubles coupaient l'horizon.




Depuis la RD 920

Le front bâti visible depuis la RD 920 étaient essentiellement composé de façades de commerces ou d'activités. Certaines devantures étaient de qualité médiocre et méritaient d'être requalifiées.







Depuis le parc Robespierre

Au-delà de la rue de Verdun, le front bâti était formé par des habitations individuelles, ainsi que par des établissements industriels. La résidence du rond-point des Martyrs de Châteaubriant apparaissait au second plan, du fait de sa hauteur élevée.



Depuis le rond-point des Martyrs de Châteaubriant et l'avenue Victor Hugo

Depuis le rond-point des Martyrs de Châteaubriant, le premier plan offrait une perspective sur l'église Sainte-Monique. La résidence du rond-point des Martyrs de Châteaubriant était également visible




Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Une entrée de ville peu valorisante

La RD 920 est un axe structurant du Sud de l'Ile-de-France. Elle constitue une entrée de ville et la principale vitrine de Bagneux.

Cette voie se caractérisait par une emprise importante, un niveau d'entretien parfois médiocre et des trottoirs peu agréables. Jusqu'à présent, elle restait considérée comme une voie de circulation rapide destinée à accueillir le trafic de transit de et vers la capitale. Dans cette perspective elle devait être élargie et, à la demande de l'Etat, et ses abords faisaient l'objet d'un emplacement réservé ce qui ne favorisait pas les projets de renouvellement du tissu urbain. Certaines opérations ont néanmoins eu lieu, avec des constructions nouvelles implantées en retrait assez hautes, alors que le bâti ancien est généralement plus bas et implanté à l'alignement.

Le front bâti était en 2011 implanté de manière très hétérogène.
Les abords de la RD 920 montraient une « vitrine économique » regroupant quelques immeubles de bureaux, de nombreuses emprises faiblement occupées et des activités économiques installées dans des bâtiments parfois vétustes, avec des dépôts ou des commerces plus ou moins précaires. Ce secteur, au potentiel économique sous-exploité, ne donnait pas une image valorisante de la ville.
Cette grande hétérogénéité en faisait un espace sans véritable unité ni homogénéité et marqué par la présence de l'automobile. Seul l'alignement de platanes donnait une impression de cohérence.

♦ La requalification des secteurs alentour

L'aménagement du secteur des Portes d'Arcueil constitua un élément favorable à l'aménagement de l'entrée de ville de Bagneux et du front bâti situé le long de la RD 920. Le programme de l'opération des Portes d'Arcueil, déclinée en deux ZAC (Portes d'Arcueil et Vache Noire), comporte des immeubles de bureaux, des nouveaux logements et un centre commercial et de loisirs.

Le programme donnant corps à l'opération des Portes d'Arcueil visait à offrir aux habitants un nouveau cadre de vie, riche en animations culturelles et commerciales et à permettre l'accueil des entreprises dans un environnement économique de qualité, aux portes de la capitale. Le projet de la ZAC Quartier nord – Eco-quartier Victor Hugo s'inscrit dans la continuité et dans la complémentarité de cette nouvelle dynamique économique.



Place de la Vache Noire



Entrée de Ville Bagneux au 1er plan et Carrefour de la Vache Noire au second plan



Nouveaux immeubles de bureaux depuis le carrefour de la Vache Noire



Bureaux et centre commercial sur le carrefour de la Vache Noir

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Du fait de la topographie et du contexte urbain du site, les vues depuis l'espace public vers le grand paysage sont limitées. Uniquement la partie haute de l'avenue Victor Hugo offre une vue vers les parcs publics du Puits Saint-Etienne et Richelieu, dans le centre ancien de Bagneux. Ainsi, le paysage est principalement marqué par la présence de bâtiments de grande hauteur et d'arbres d'alignement à grand développement.



Vue vers les parcs du Puits Saint- Etienne et Richelieu depuis le haut de l'avenue Victor Hugo

Sur le site, le mode d'occupation du sol faisait apparaître une forte présence de logements collectifs et de commerces. Ce type d'occupation du sol s'accompagne de nombreux espaces non bâtis, publics ou privés, dont certains étaient aménagés en espaces verts, qui contribuaient à aérer le tissu urbain.



Source : CODRA 2015

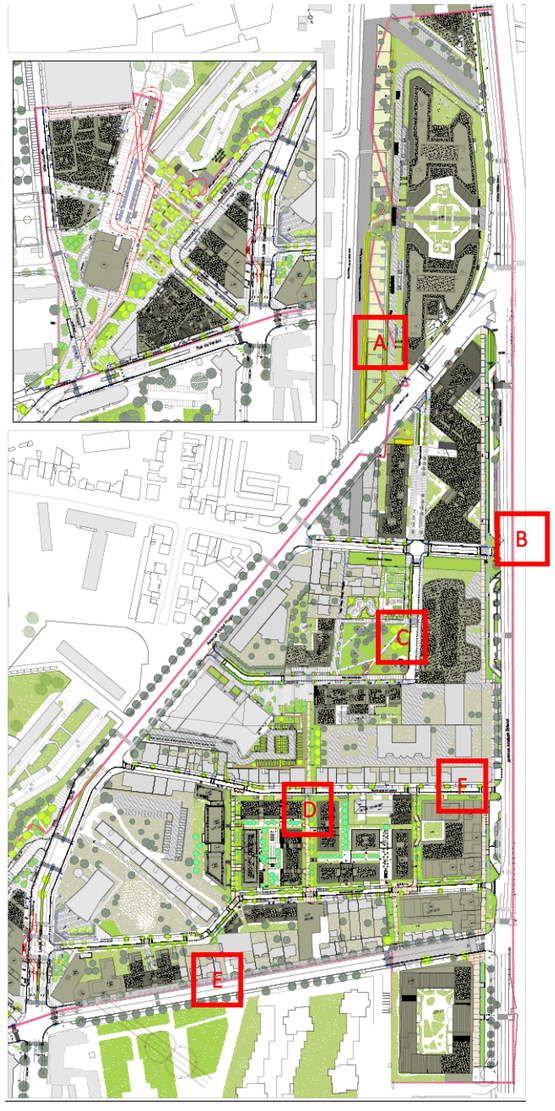
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Paysage en 2024

A







B





C





D

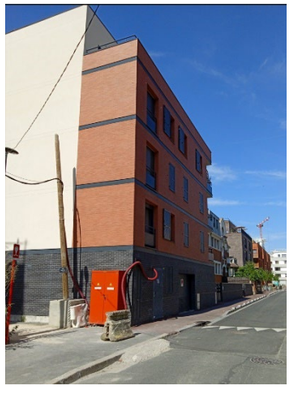




E



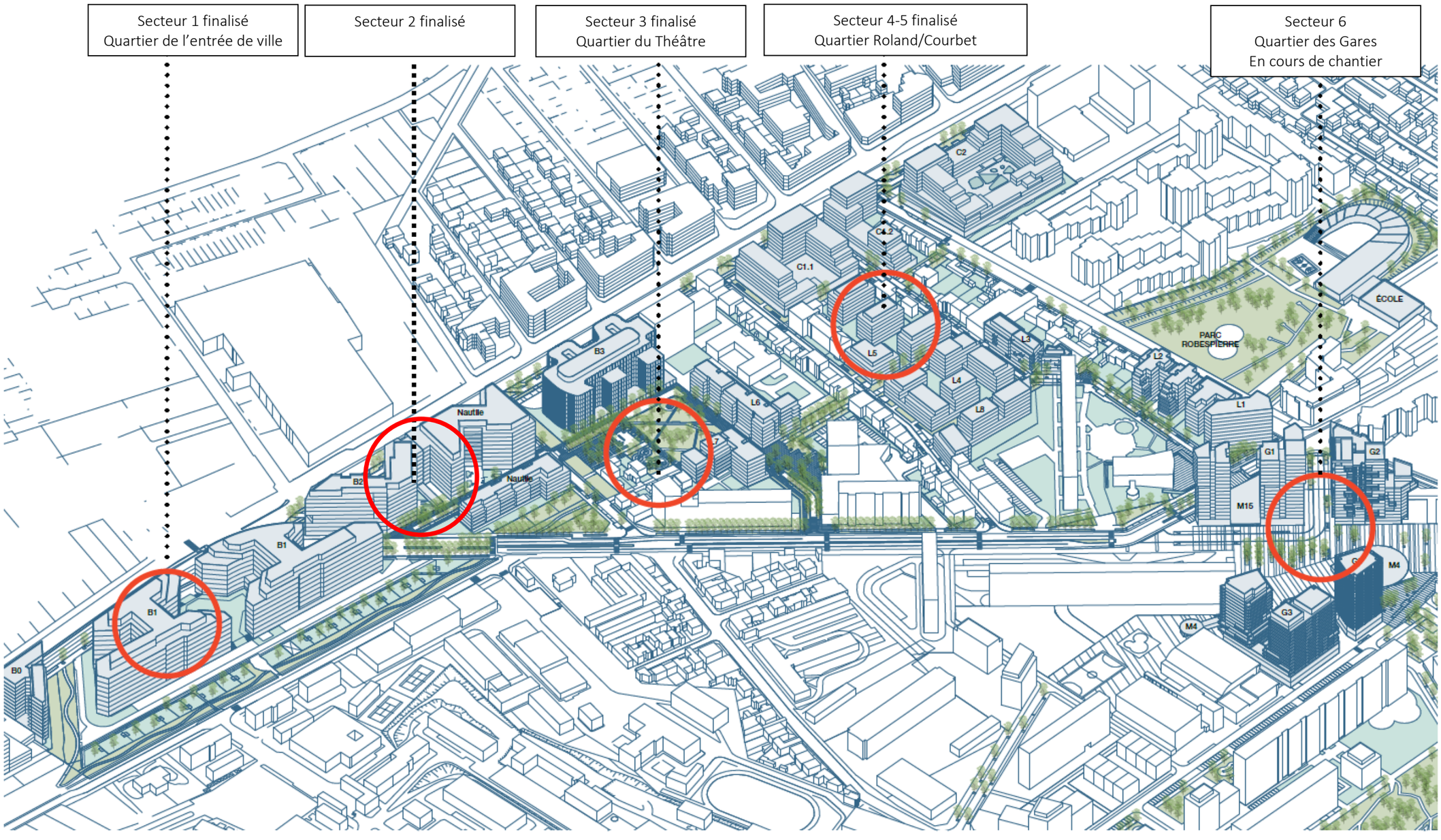
F



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

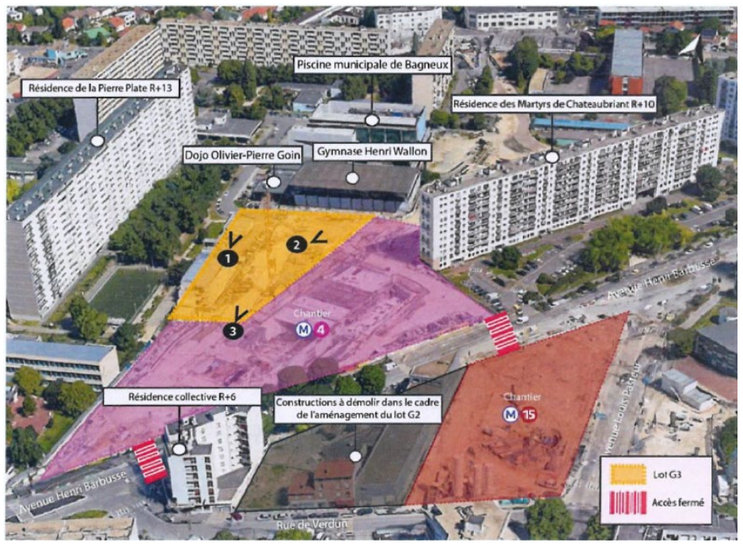
Ce volet vise également à illustrer la recommandation de l'avis de l'Autorité Environnementale (de l'étude d'impact sur le dossier de Permis de Construire de l'îlot G3 en date du 7 octobre 2021) d'apprécier les différences de hauteur du projet rapportées à l'éloignement par rapport au bâti environnant.

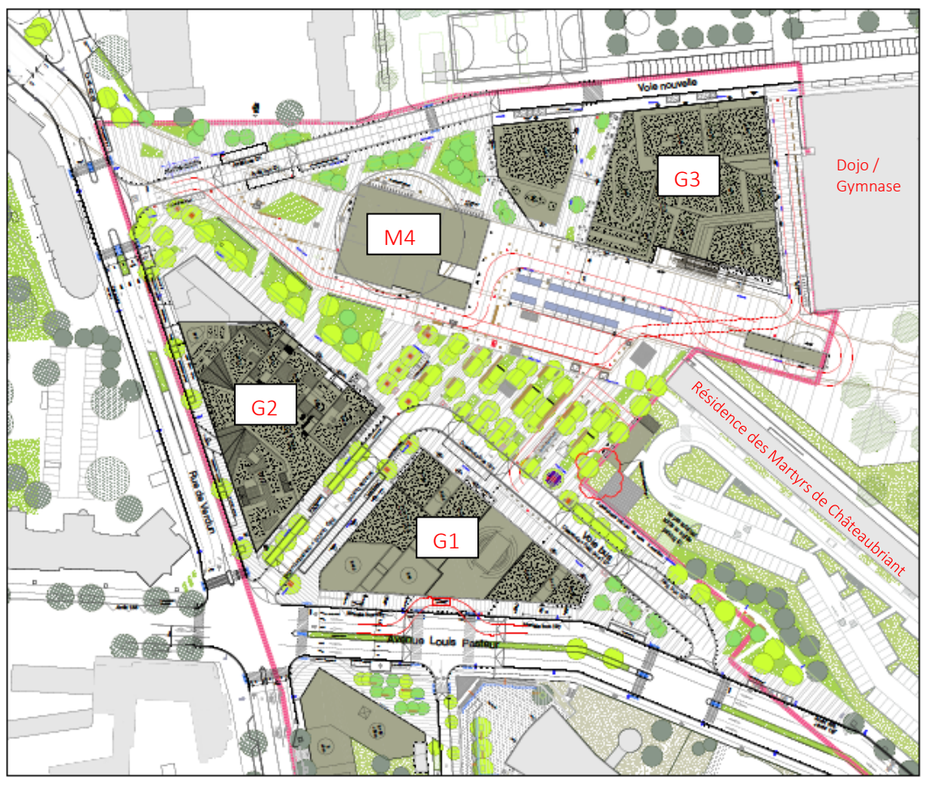
L'axonométrie de l'ensemble des projets de construction dans le périmètre de la ZAC dans l'environnement permet d'apprécier les rapports de distances et de hauteurs notamment avec les constructions existantes.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

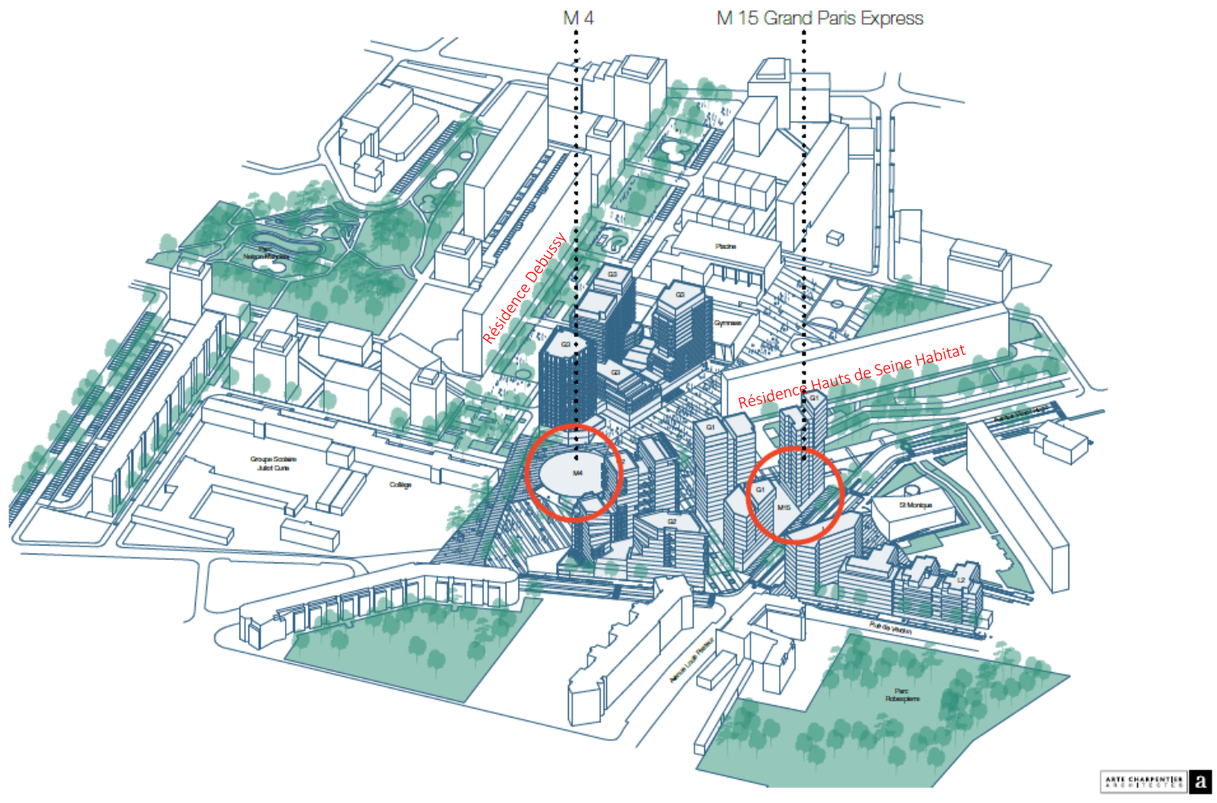
Cette axonométrie réalisée au niveau de la place des deux gares permet de donner un aperçu des dimensions de l'îlot G 3 et des distances notamment dans son environnement Nord (barres de logement et le gymnase Henri Wallon).
Distance G3 / résidence de la Pierre Plate (R+13) : environ 40 mètres
Distance G3 / résidence des Martyrs de Châteaubriant (R+10) : environ 33 mètres
Distance G3 / dojo - gymnase Henri Wallon : environ 10 mètres





Dojo Olivier-Pierre Goin et Gymnase Henri Wallon





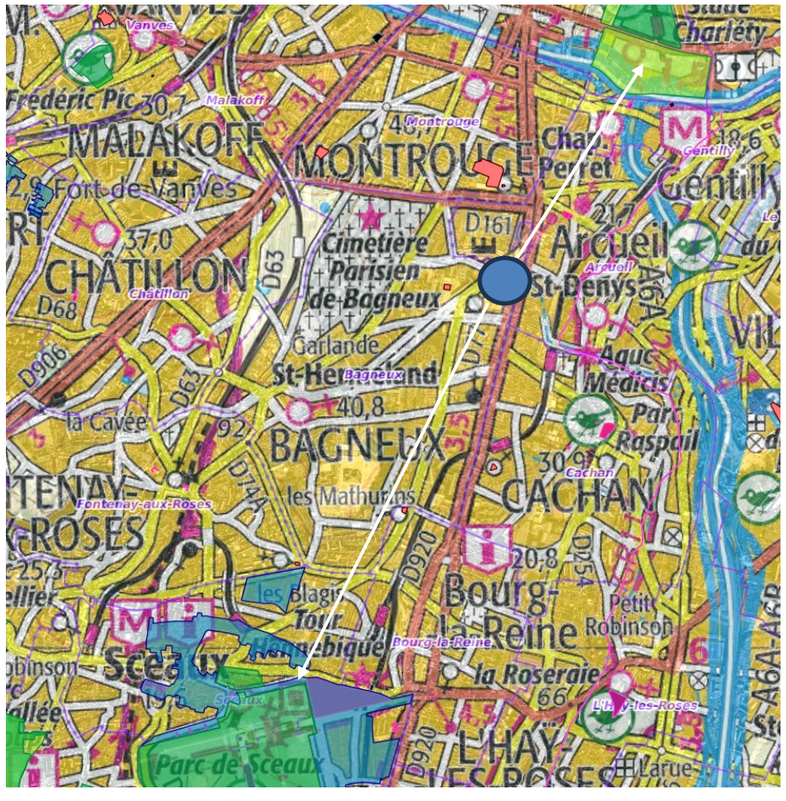
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.4 – Patrimoine culturel et archéologique

A/ Sites classés et inscrits

La loi du 2 mai 1930, désormais codifiée (Articles L.341-1 à 342-22 du Code de l'Environnement), prévoit que les monuments naturels ou les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque présentant un intérêt général peuvent être protégés. L'inscription d'un site est la reconnaissance de l'intérêt d'un site dont l'évolution demande une vigilance toute particulière.
C'est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement. Le classement est une protection très forte destinée à conserver les sites d'une valeur patrimoniale exceptionnelle ou remarquable.

Le territoire de Bagneux ne compte pas de sites classés ou inscrits. Les sites les plus proches sont situés à Paris au Sud du Stade Charléty (site inscrit) et à Sceaux pour le parc des Sceaux (site classé).



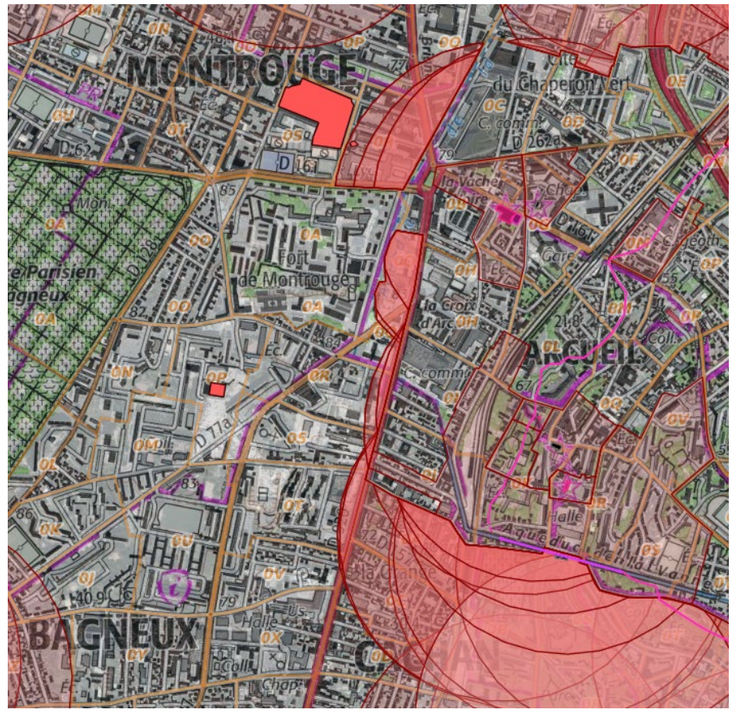
Sites inscrits et sites classés (Source : Atlas des Patrimoines)

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas concerné par un site inscrit ou un site classé.

B/ Monuments Historiques Classés et Inscrits

Aucun bâtiment classé ou inscrit à l'Inventaire des monuments historiques n'est présent dans le périmètre de la ZAC. Toutefois, le site de la ZAC est concerné par plusieurs périmètres de protections de monuments historiques situés sur la commune voisine d'Arcueil :

- **L'ancienne usine pharmaceutique Raspail** (usine Anis Gras) au 53 avenue Laplace. Sont inscrits depuis le 9 juin 2000 les façades et toitures des bâtiments de l'usine (à l'exception des appentis), la distillerie en totalité et le sol des deux cours.
- **L'Aqueduc des Eaux de Rungis ou aqueduc Médicis**. L'ensemble est inscrit depuis le 6 août 1975 et l'ancien regard de l'aqueduc, dit Pavillon des Fontainiers, avec ses réservoirs souterrains des 17ème et 19ème siècles, ainsi que les escaliers et couloirs de circulation qui leur sont liés, sont classés depuis le 4 mars 1994.
- **La Maison Raspail** sise au 51 avenue Laplace est inscrite depuis le 7 juillet 1993.
- **La chapelle des Franciscains ou chapelle Auguste Perret** sise aux 52 avenue Laplace et 2 avenue Wladimir-Ilitch-Lenine a été classée le 29 octobre 1999.



Monuments historiques Classés et Inscrits (Source : Atlas des Patrimoines)

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concerné par des périmètres de protection de Monuments Historiques.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Patrimoine recensé à l'Inventaire général du patrimoine culturel

Fondé en 1964 par André Malraux et inscrit dans la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'Inventaire général du patrimoine culturel « recense, étudie et fait connaître les éléments du patrimoine qui présentent un intérêt culturel, historique ou scientifique » (art.95, I).

L'Inventaire général est une entreprise documentaire qui n'entraîne **aucune contrainte juridique ou réglementaire** : les résultats des opérations, mis en forme selon des normes qui les rendent comparables, consultables et utilisables par tous, ont vocation à enrichir la connaissance d'un patrimoine commun pour décider de son avenir.

Dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, deux ensembles bâtis sont recensés à l'Inventaire général du patrimoine culturel.

- **L'immeuble de Bureaux dit « Etablissements Martin »**

Le bâtiment est situé au 13 rue Gustave Courbet. La construction date de 1937, elle a été réalisée par l'architecte Raymond Lacombe.

L'élément est par ailleurs identifiable par sa cheminée, qui constitue un véritable repère urbain à l'échelle du quartier. Le gros œuvre est en brique/béton et la couverture en tuile plate mécanique. La façade ordonnancée est percée de larges ouvertures pour faire parvenir la lumière à l'intérieur de l'édifice. L'intérêt architectural de la construction et son caractère d'unicité en font un patrimoine intéressant du XX^{ème} siècle.



- **Les maisons en série de la tannerie Sueur**

La série de 5 maisons accolées est située aux numéros 137, 139, 141, 143 et 145 de l'avenue de Verdun. La tannerie Sueur détruite dans le 3ème quart du XX^{ème} siècle occupait un vaste terrain, avenue de Verdun dont il ne reste que ces 5 maisons en série qui se différencient par le décor de la façade datant du 1er quart du XX^{ème} siècle.



D/Autre patrimoine remarquable protégé au PLU

Dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, deux ensembles bâtis sont recensés à l'Inventaire général du patrimoine culturel.

- **L'Eglise Sainte-Monique**

Achevée en 1963, l'église Sainte-Monique propose une architecture atypique, la combinaison d'une forme allongée et de l'usage de la brique blanche lui donnant une silhouette de paquebot. La façade principale est ornée de vitraux réalisés par l'artiste verrier Le Chevallier, récemment restauré, tout comme l'intérieur de l'édifice.



- **Deux bâtiments de rapport** au 17-19 rue Romain Rolland



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Patrimoine archéologique

Les sites archéologiques relèvent des dispositions réglementaires suivantes :

- Article 1er du décret n° 86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique ;

- Article R.111-3-2 du code de l'urbanisme ;

- Loi du 27 septembre 1941 validée par l'ordonnance du 13 septembre 1945 : elle soumet les fouilles archéologiques à un régime d'autorisations spéciales de l'Etat sur l'ensemble du territoire. L'article 14 réglemente plus particulièrement les découvertes fortuites en prévoyant la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique ;

- Loi n°80-532 du 15 juillet 1980 protégeant les terrains contenant des vestiges archéologiques ;

- Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive indiquant, article 11, que si la réalisation de fouilles archéologiques préventives a été prescrite, le permis de construire ne pourra être entrepris qu'après l'achèvement des fouilles. L'archéologie préventive « relève de missions de services publics » ; l'Etat est prescripteur des opérations archéologiques ;

- Décret du 16 janvier 2002 « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique définie par la loi du 17 janvier 2001 ».

Il n'existe pas de servitude liée à un patrimoine archéologique sur l'ensemble du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Par ailleurs et d'après les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, le site de la ZAC n'est pas répertorié comme site à forte valeur archéologique.

Aucun chantier archéologique en cours ou terminé n'a été organisé sur la commune selon le site de l'INRAP.

Toutefois, il conviendra au maître d'ouvrage des travaux de rappeler la nécessité d'informer le Directeur régional des affaires culturelles/ service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux conformément aux dispositions du code du patrimoine, article R.531-8 à R.531-10.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II – TRAFIC AUTOMOBILE ET STATIONNEMENT SUR L'AIRE DU SECTEUR DE PROJET

II.1 - Conditions de circulation sur le secteur en 2011

Le réseau viaire à l'échelle du site

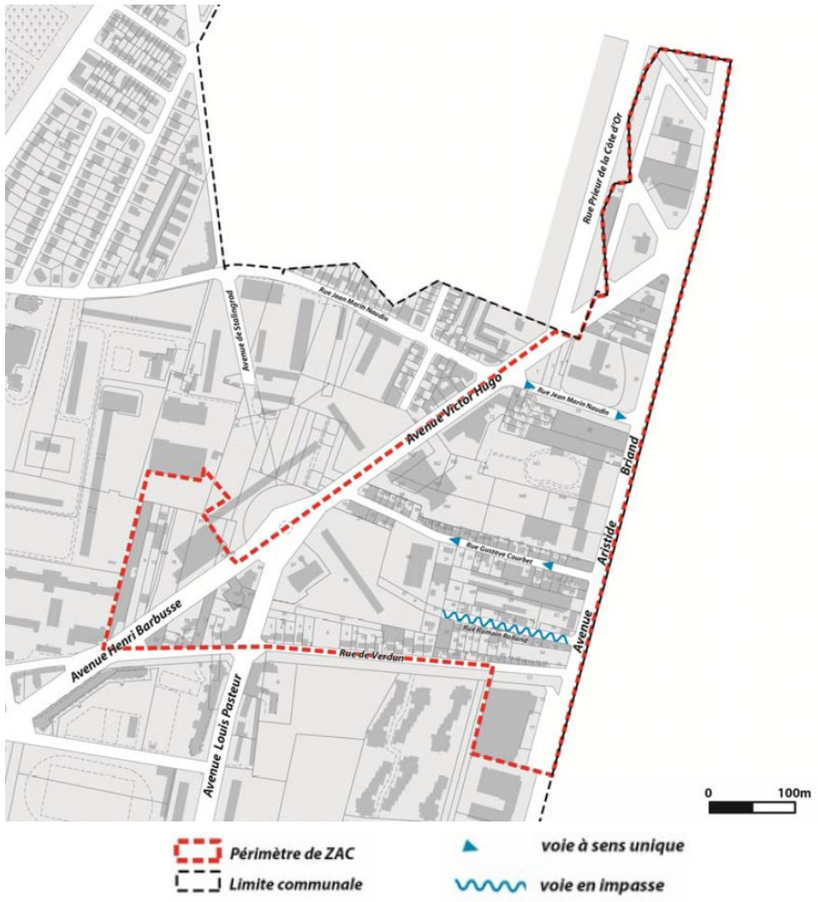
La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est bordée à l'est par la RD 920.

A l'ouest, le site est limité et, en partie, traversé par l'avenue Victor Hugo. Cette route départementale (RD 77a) est un axe important qui relie la RD 920 au centre-ville.

Au sud, la rue de Verdun constitue la limite du site. Elle constitue un barreau de liaison important entre l'axe Victor Hugo-Henri Barbusse et la RD 920, les liaisons entre ces deux axes étant limitées.

Enfin, les rues Gustave Courbet, Jean Marin Naudin et Romain Rolland assurent une desserte locale du secteur.
La rue Romain Rolland est une voie en impasse.

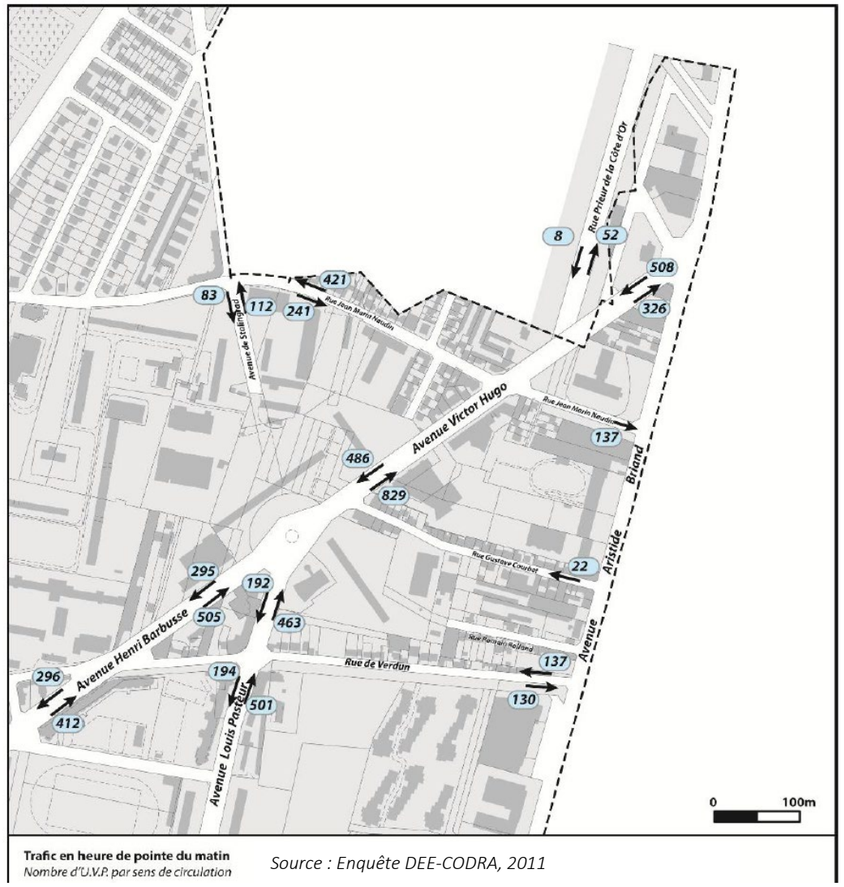
Plan de circulation



Les niveaux de trafic à l'échelle du site

En janvier 2011, une étude de « déplacement-stationnement » a été menée sur le site de la ZAC, basée sur la réalisation de comptages. Les niveaux de trafic présentés étaient ceux comptabilisés en heure de pointe du matin (HPM), période la plus dimensionnante. Les trafics entrants et sortants de la zone en heure de pointe du matin étaient relativement équilibrés :

- 1 912 U.V.P.8 entraient dans la zone, dont 2,5 % de poids lourds (PL) soit 24 PL et 3,3 % de bus soit 32 Bus
- 1 668 U.V.P. sortaient de la zone, dont 2 % de poids lourds (PL) soit 17 PL et 3,8 % de bus soit 32 bus



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

La section la plus chargée du périmètre d'étude était l'avenue Victor Hugo, en direct de Paris, de l'avenue Pasteur à la rue Jean Marin Naudin, en accueillant plus de 800 U.V.P. en HPM.
L'avenue Victor Hugo (sens nord > sud) et l'avenue Pasteur (sens sud > nord) recevaient également un des trafics les plus importants du secteur, près de 500 U.V.P. Cependant, ces voiries offraient chacune deux voies de circulation par sens de circulation, et par conséquent un gabarit leur permettant d'absorber l'ensemble du trafic sans créer de difficultés de circulation particulières.

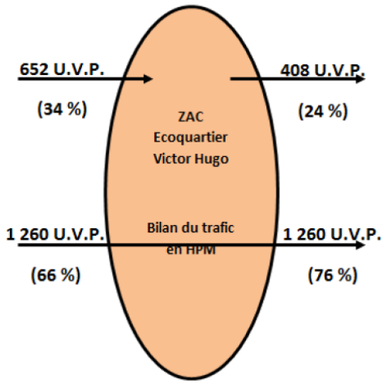
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Bilan de l'enquête cordon

Le trafic de transit représentait une part importante du trafic qui entre et qui sort de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en HPM.
Tous les véhicules qui étaient entrés et sortis du périmètre d'enquête pendant l'HPM étaient comptabilisés dans les véhicules en transit. Près de deux véhicules sur trois qui étaient entrés dans la zone entre 8h15 et 9h15 en étaient sortis immédiatement ou en faisant un arrêt de courte durée. Pour les véhicules qui sont sortis de la zone, cela concerne trois véhicules sur quatre.

Cette proportion de trafic de transit était importante, de nombreux axes du secteur constituant des voies structurantes à l'échelle de la ville de Bagneux.

L'axe Henri Barbusse/Pasteur <> Victor Hugo, notamment, était utilisé par les automobilistes comme une voie de délestage permettant de ne pas emprunter la RD 920 où la circulation était souvent difficile en raison du niveau de trafic. La rue Jean Marin Naudin était également un axe très emprunté. Cette voie était une des seules à offrir une liaison est > ouest et permettait aux automobilistes d'éviter le carrefour de la Vache Noire (via l'avenue Victor Hugo).

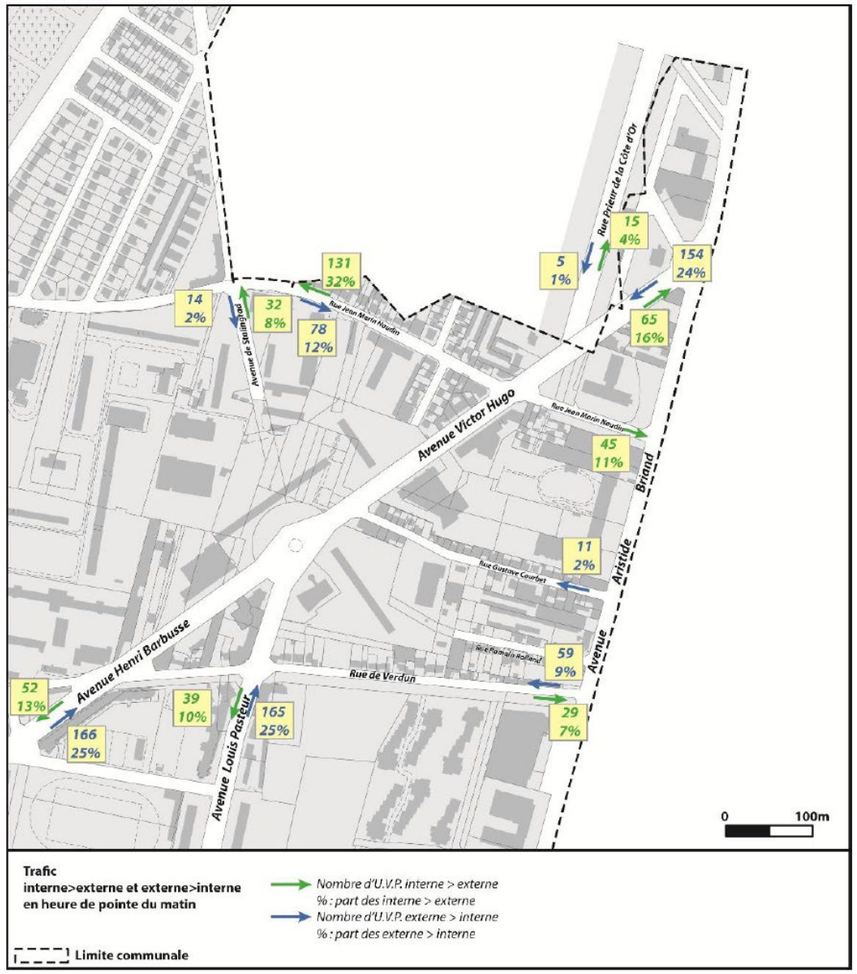


- Les principales entrées et sorties du périmètre

L'analyse de ces données a permis de connaître les axes empruntés par les personnes qui avaient un lien direct avec le quartier enquêté ; les flux pris en compte dans cette analyse, excluaient, de fait, les véhicules en transit.
En heure de pointe du matin, les personnes qui sortaient de la zone d'étude pouvaient être assimilées aux habitants du quartier. En revanche, celles qui y entraient ont été pressenties comme des automobilistes venant travailler dans le quartier.
Les habitants du secteur qui quittaient le quartier le matin se dirigeaient vers trois directions :

- le nord/ouest : 40 % du trafic, soit 163 U.V.P.,
- la RD 920 : 38 % du trafic, soit 154 U.V.P.,
- le sud : 23 % du trafic, soit 91 U.V.P.

Les principales entrées et sorties du périmètre



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

La rue Jean Marin Naudin était la voie la plus utilisée par les habitants pour sortir de la zone d'étude, plus de 130 automobilistes l'utilisaient (32% de l'ensemble des véhicules qui sortaient de la zone).
L'avenue Victor Hugo, l'avenue Henri Barbusse et l'avenue Louis Pasteur constituaient les trois points d'entrée principaux de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pour les personnes qui travaillaient dans le secteur. Près de trois véhicules sur quatre (74%) qui entraient dans la zone empruntaient un de ces axes.
L'avenue Prieur de la Côte d'Or et la rue Gustave Courbet étaient des points d'entrée nettement plus confidentiels ; seul 16 U.V.P. entraient par un de ces axes.

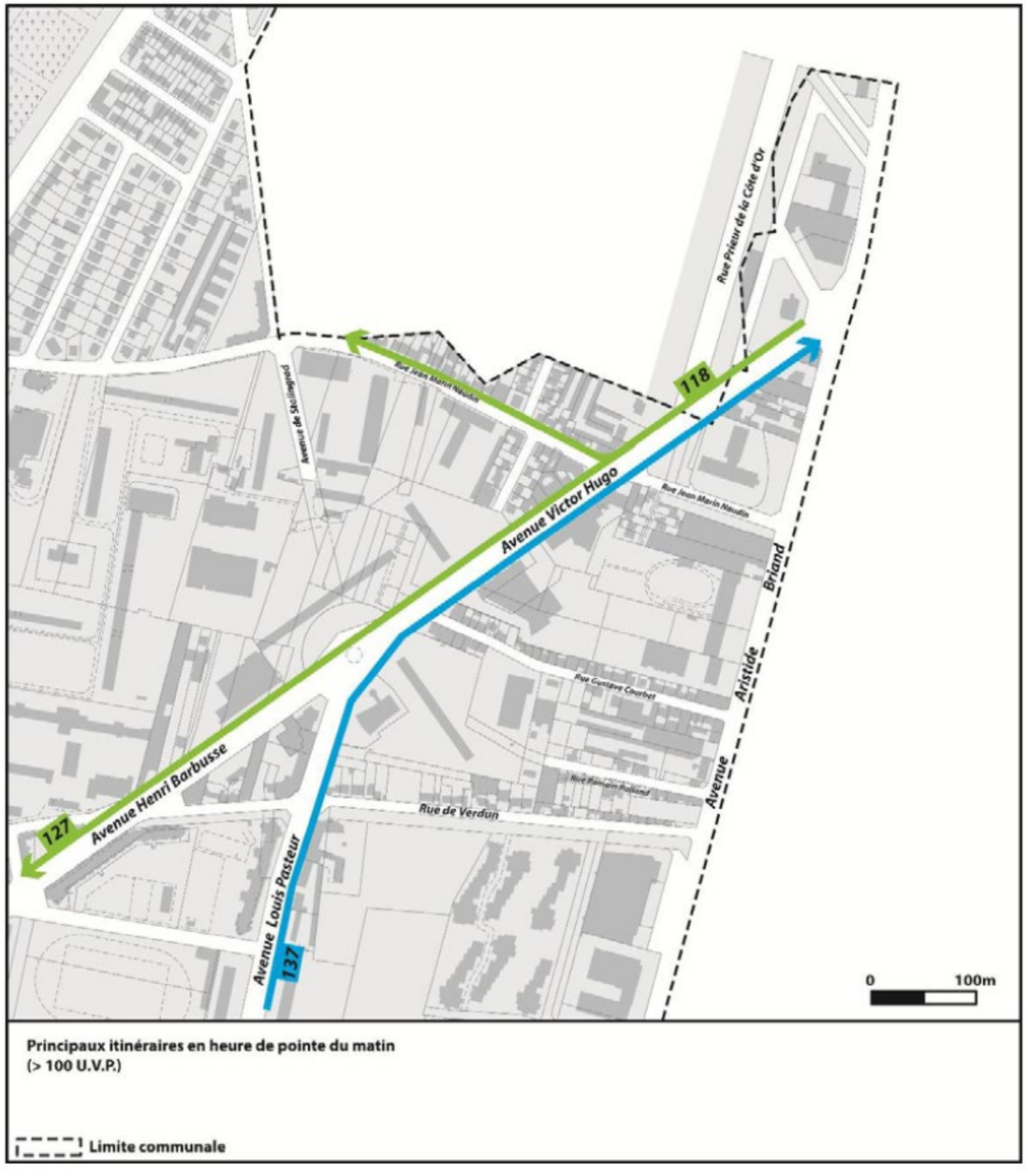
La répartition globale sur l'ensemble du quartier pour les véhicules qui entraient dans la zone était la suivante :

- le nord/ouest : 14 % du trafic, soit 92 U.V.P.,
- la RD 920 : 36 % du trafic, soit 229 U.V.P.,
- le sud : 50 % du trafic, soit 331 U.V.P.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le trafic de transit

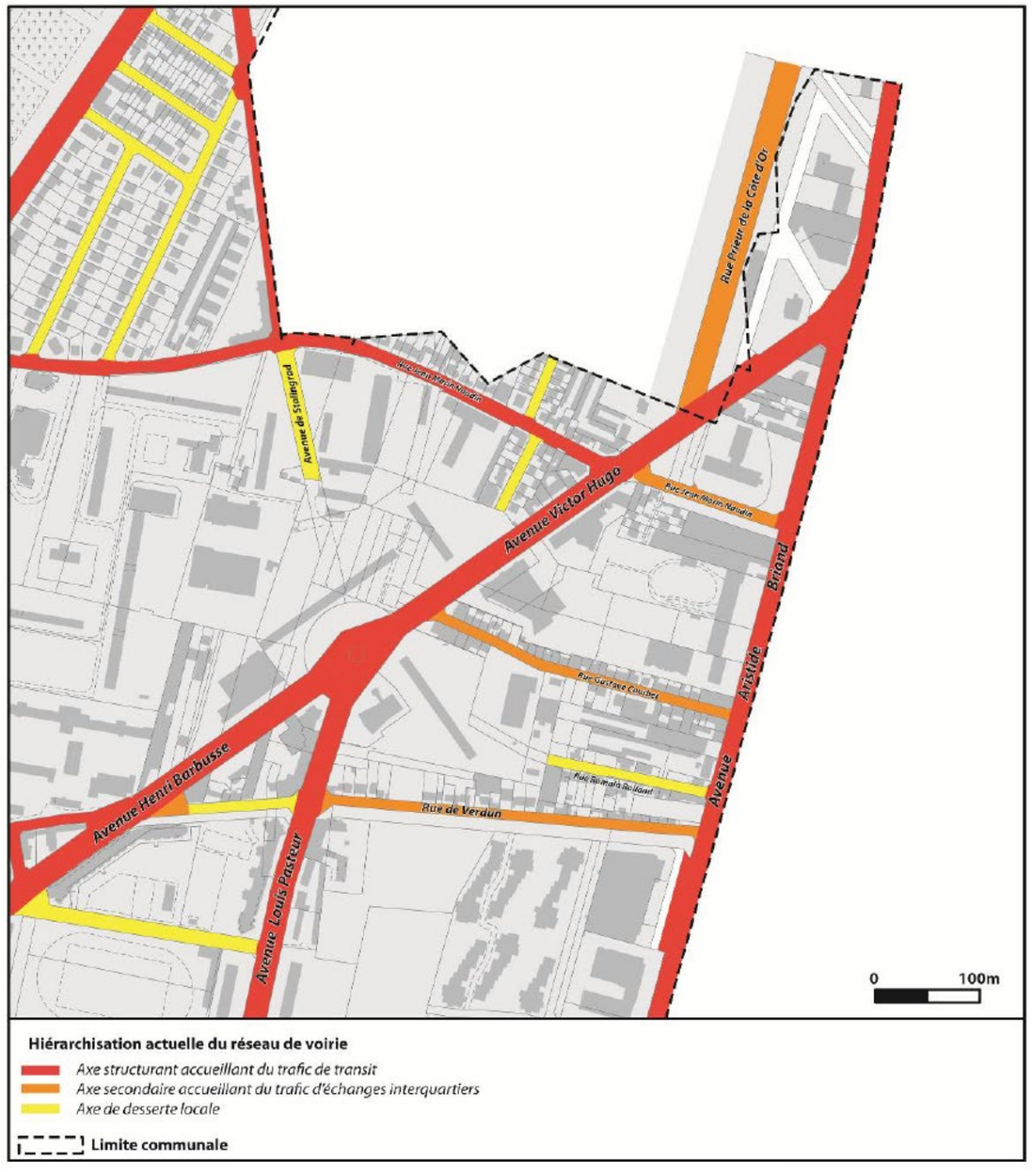
Comme vu précédemment, le trafic de transit représentait une part importante du trafic qui entrait dans la zone, 66% des véhicules qui entraient dans le périmètre d'étude en ressortaient rapidement (1 260 U.V.P.).
La carte suivante met en évidence les itinéraires de transit les plus empruntés par les automobilistes, plus de 100 U.V.P. en heure de pointe du matin.



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

L'ensemble des résultats analysés a permis d'établir le schéma actuel de hiérarchisation de la voirie :

- axe structurant accueillant du trafic de transit,
- axe secondaire accueillant du trafic d'échanges inter-quartiers,
- axe de desserte locale.



Source : Enquête DEE-CODRA, 2011

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.2 - Conditions de circulation sur le secteur en 2022

Une étude de trafic a été réalisée par le cabinet CDVIA afin d'analyser les effets du programme global du trafic de la ZAC de l'écoquartier Victor Hugo et notamment l'impact des lots à bâtir (L1, G1 et G3 à proximité de la station de métro 4 Bagneux - Lucie Aubrac), en termes de distribution des flux sur les voiries, afin de s'assurer que le réseau est en capacité d'absorber les flux supplémentaires y compris ceux des projets alentours.

Analyse de la situation actuelle 2022

♦ Contexte et dispositif

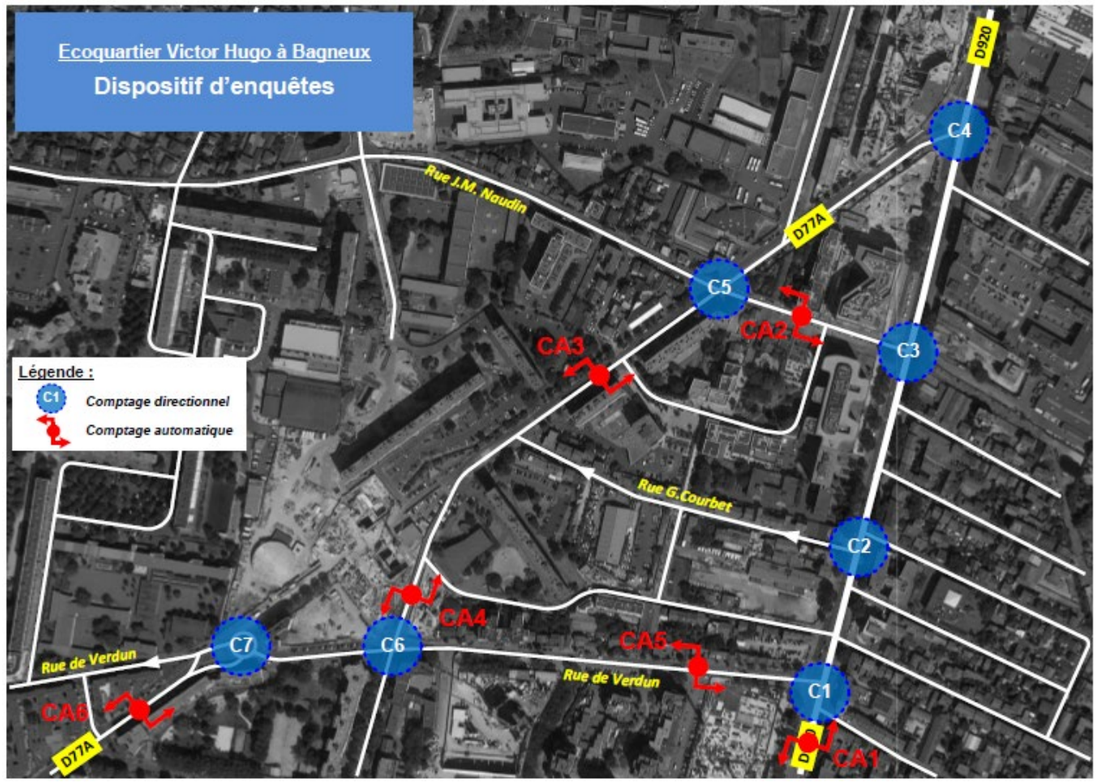
La campagne de comptages routiers a été réalisée du 9 au 15 mars 2022.

Des comptages directionnels ont été réalisés le mardi 15 mars 2022 entre 7h00 et 10h00, puis entre 16h30 et 19h30 à l'aide de mâts.

Sept carrefours ont été enquêtés :
- Le carrefour à feux rue de Verdun / RD920 avenue Aristide Briand (C1)
- Le carrefour rue Gustave Courbet / RD920 avenue Aristide Briand (C2)
- Le carrefour rue Jean Marin Naudin / RD920 avenue Aristide Briand (C3)
- Le carrefour à feux RD77A avenue Victor Hugo / RD920 avenue Aristide Briand / rue Berthollet (C4)
- Le carrefour à feux rue Jean Marin Naudin / RD77A avenue Victor Hugo (C5)
- Le carrefour à feux rue de Verdun / avenue Louis Pasteur (C6)
- Le giratoire rue de Verdun / RD77A avenue Henri Barbusse (C7)

Des comptages automatiques ont également été réalisés à l'aide de radars pendant une semaine complète, du 9 au 15 mars 2022, afin de recenser les véhicules circulant sur :

- La RD920 avenue Aristide Briand au sud de la rue de Verdun (CA1)
- La rue Jean Marin Naudin (CA2)
- La RD77A avenue Victor Hugo (CA3)
- L'avenue Louis Pasteur au Nord de la rue de Verdun (CA4)
- La rue de Verdun (CA5)
- La RD77A avenue Henri Barbusse (CA6)



♦ Flux aux Heures de Pointe

Les résultats des comptages sont donnés en unités de véhicules particuliers (1 voiture = 1 UVP, 1 bus ou 1 poids lourds = 2 UVP, 1 deux roues = 0.3 UVP).

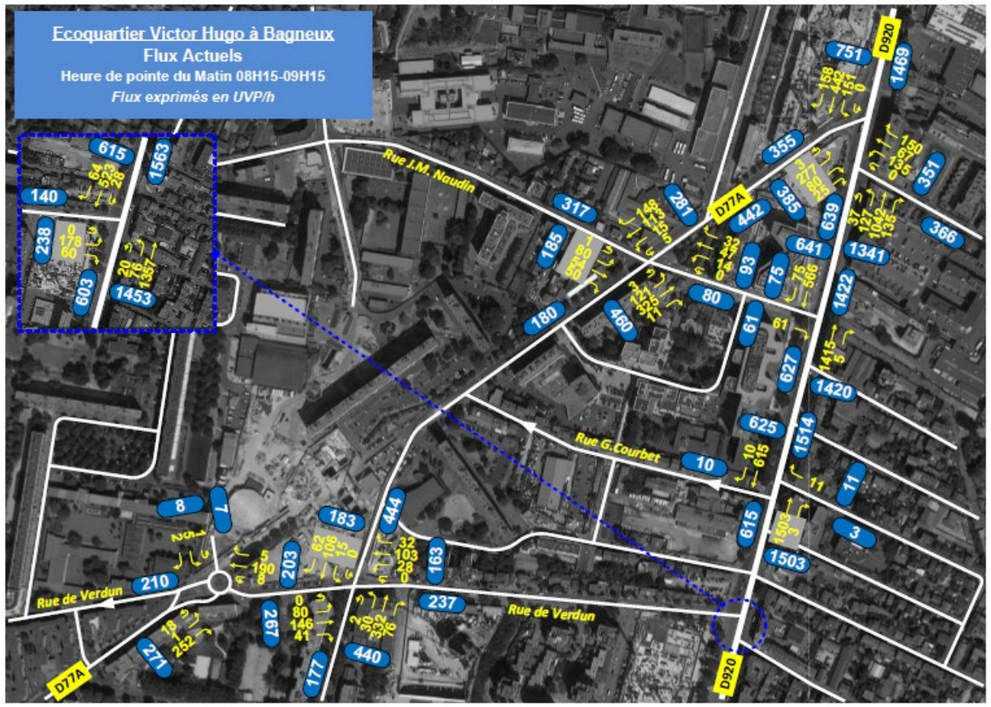
A l'heure de pointe du matin (8h15-9h15), la circulation est dense sur la RD920 avenue Aristide Briand, notamment dans le sens Sud → Nord avec plus de 1500 uvp/h sur la section la plus chargée. Dans l'autre sens, les flux sont plus faibles avec 750 uvp/h au Nord du carrefour avec la RD77A avenue Victor Hugo et de l'ordre de 600 uvp/h au Sud de ce carrefour.
Sur la RD77A, parallèle à la RD920, le sens de la pointe le matin est le même, avec de l'ordre de 400 uvp/h dans le sens Sud → Nord à l'approche du carrefour avec la RD920, contre moins de 200 uvp/h à l'approche du carrefour avec la rue de Verdun dans l'autre sens.

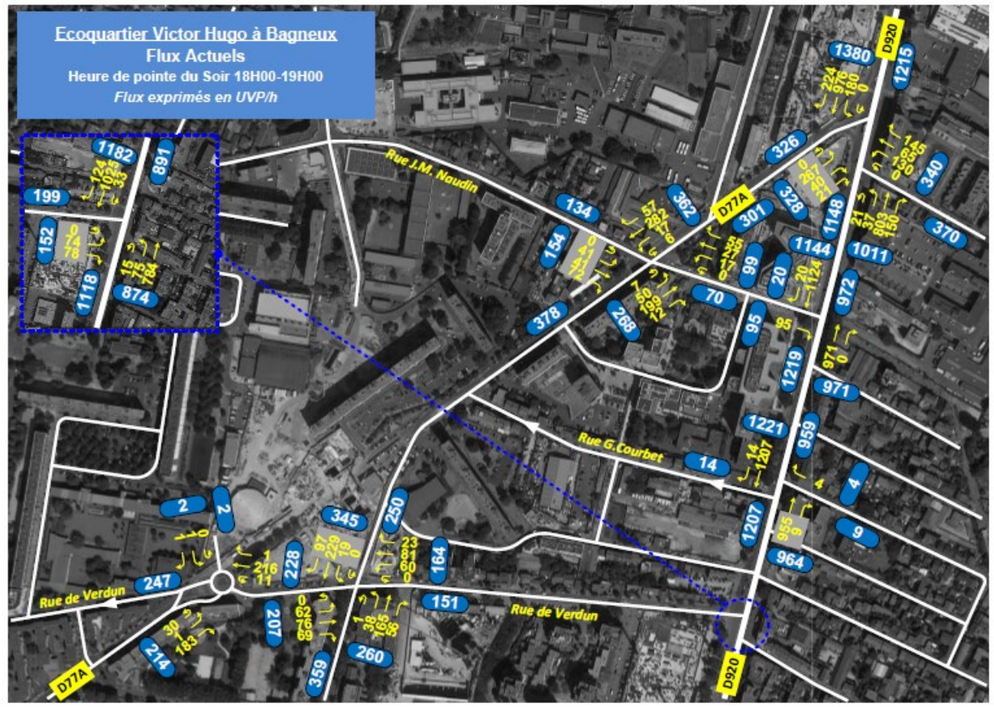
Les volumes de trafic sur la rue Jean Marin Naudin à l'Est de la RD77A et la rue Gustave Courbet (voies internes au futur écoquartier) sont plus modestes, avec moins de 200 uvp/h 2 sens confondus sur la première, et seulement une dizaine de véhicules / heure sur la seconde.

A l'heure de pointe du soir (18h00-19h00), le sens de la pointe est inversé sur la RD920 avenue Aristide Briand (flux pendulaires). Il est recensé ainsi près de 1400 uvp/h à l'approche du carrefour avec la RD77A dans le sens Nord → Sud.
Dans l'autre sens, les flux restent soutenus avec plus de 1200 uvp/h en direction du carrefour de la Vache Noire plus au Nord.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Sur la RD77A à l'approche du carrefour avec la rue de Verdun, il est recensé de l'ordre de 350 uvp/h dans le sens Nord → Sud et 250 uvp/h dans l'autre sens.
Les volumes de trafic sur les voies internes au futur écoquartier sont similaires à ceux observés le matin.



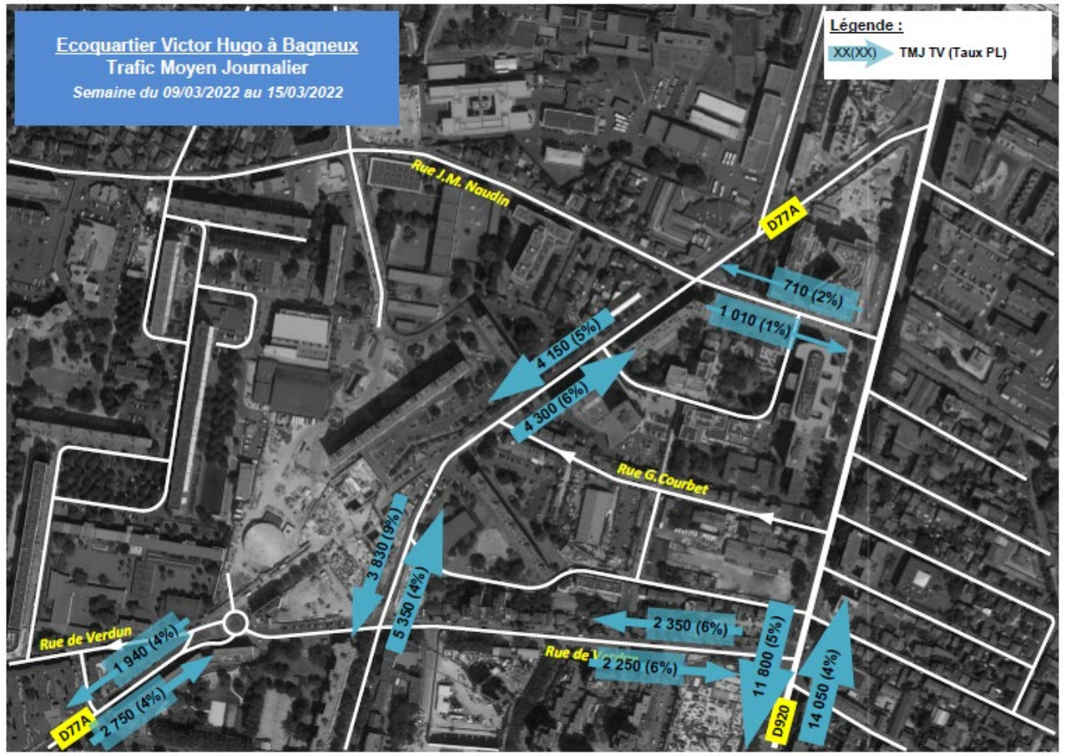


♦ Trafics moyens journaliers

Les compteurs automatiques mis en place permettent d'obtenir les Trafics Moyens Journaliers (TMJ) sur les voies enquêtées.

Il est recensé ainsi en moyenne :
- **14 050 véhicules / jour** sur la RD920 au Sud de la rue de Verdun dans le sens Sud → Nord, et **11 800 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **710 véhicules / jour** sur la rue Jean Marin Naudin dans le sens Est → Ouest, et **1 010 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **4 300 véhicules / jour** sur la RD77A avenue Victor Hugo dans le sens Sud → Nord, et **4 150 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **5 350 véhicules / jour** sur l'avenue Louis Pasteur au Nord de la rue de Verdun dans le sens Sud → Nord, et **3 830 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **2 350 véhicules / jour** sur la rue de Verdun dans le sens Est → Ouest, et **2 250 véhicules / jour** dans l'autre sens,
- **1 940 véhicules / jour** sur la RD77A avenue Henri Barbusse dans le sens Est → Ouest, et **2 750 véhicules / jour** dans l'autre sens,

Les comptages automatiques renseignent par ailleurs le taux de Poids-Lourds sur les voies enquêtées.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Analyse de fonctionnement des carrefours

Suivant le type de carrefour, les calculs des réserves de capacité des carrefours aux heures de pointe du matin et du soir ont été réalisés à l'aide :

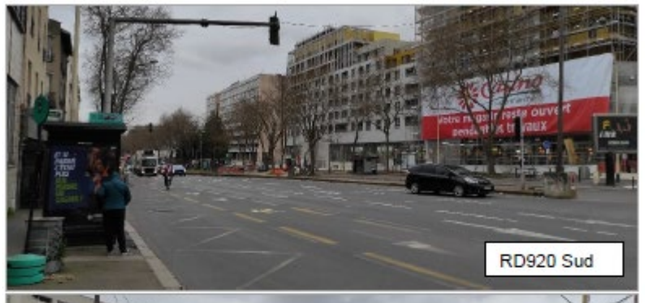
- du logiciel Plan de feux, basé sur deux documents de référence, "Carrefours à feux" du CETUR et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière "6ème partie – Feux de circulation permanents",
- du logiciel Girabase, développé par le Certu (Maîtrise d'Ouvrage) et le CETE Ouest (Maîtrise d'Oeuvre),
- de la méthode allemande inspirée des travaux de Harders et de Siegloch (pour les carrefours gérés par Stop ou cédez-le-passage)

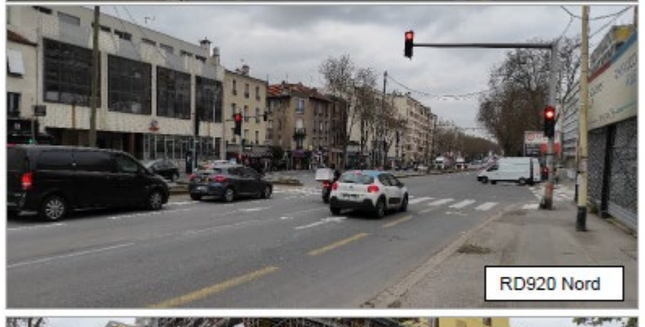
La réserve de capacité représente le volume de trafic supplémentaire admissible avant saturation de l'entrée considérée.

- **CARREFOUR A FEUX C1 : RD920 / RUE DE VERDUN**

La configuration de ce carrefour au moment des enquêtes est la suivante :

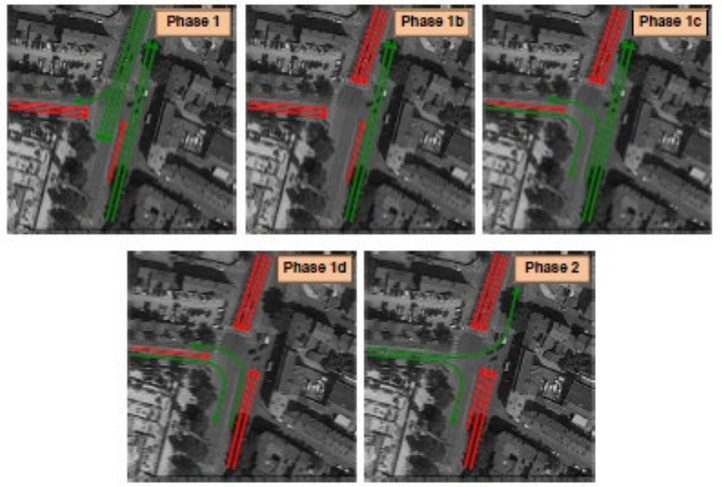
- RD920 Sud : 2 files pour le mouvement direct (la 3ème file étant réservée aux vélos) + 1 file pour le mouvement de tourne-à-gauche (TàG) vers la rue de Verdun,
- RD920 Nord : 3 files pour le mouvement direct, dont 1 mixte pour le mouvement de tourne-à-droite (TàD) vers la rue de Verdun (la 4ème file étant réservée aux vélos),
- Rue de Verdun : 1 file pour le mouvement de tourne-à-gauche + 1 file pour le mouvement de tourne-à-droite.







Le carrefour fonctionne en 2 phases principales, avec un temps de cycle de 90 s, conformément au schéma de phasage ci-après :



Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD920 avenue Aristide Briand / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

			Actuel (2022)	
			HPM	HPS
Aménagement :	RD920 Nord	3 files	71%	46%
	Rue de Verdun TàG	1 file	53%	80%
Durée de cycle : 90 s	Rue de Verdun TàD	1 file	91%	89%
	RD920 Sud Direct	2 files	38%	64%
	RD920 Sud TàG	1 file	55%	58%
	Charge globale		**2306**	**2208**

La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

CARREFOUR C2 : RD920 / RUE GUSTAVE COURBET

La rue Gustave Courbet étant en sens unique depuis la RD920, il n'y a aucun conflit entre les véhicules au droit de ce carrefour.

- CARREFOUR C3 : RD920 / RUE JEAN MARIN NAUDIN

Ce carrefour est géré à l'aide d'un cédez-le-passage sur la rue Jean Marin Naudin. Seuls les mouvements de tourne-à-droite depuis/vers la rue Jean Marin Naudin sont autorisés sur ce carrefour.

Les flux étant relativement modestes sur la rue Jean Marin Naudin, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour aux heures de pointe.



		Actuel (2022) HPM	Actuel (2022) HPS
Aménagement :	Rue JM Naudin TàD 1 file	91%	75%
	Charge globale	702	1239

La configuration de ce carrefour au moment des enquêtes est la suivante :

▪ RD920 Sud : 2 files pour le mouvement direct (la 3ème file étant réservée aux vélos). Au cours des repérages sur site, il a été constaté que la file de droite normalement réservée aux vélos était utilisée par les véhicules tournant à droite vers la rue Bertholet et par une petite partie des véhicules allant tout droit (notamment le matin où les volumes de trafic sont importants sur cette entrée),
▪ RD920 Nord : 3 files pour le mouvement direct (la 4ème file étant réservée aux vélos) + 1 file pour le mouvement de tourne-à-droite (TàD) vers l'avenue Victor Hugo,
▪ RD77A avenue Victor Hugo : 1 file pour le mouvement de tourne-à-gauche + 1 file pour le mouvement de tourne-à-droite,
▪ Rue Berthollet : 1 file de circulation pour tous les mouvements.
Par ailleurs, plusieurs autres feux sur la RD920 assurent les traversées piétonnes ainsi que le stockage des véhicules sur la RD920 dans le sens Sud → Nord pour permettre l'écoulement de ceux provenant de l'avenue Victor Hugo.

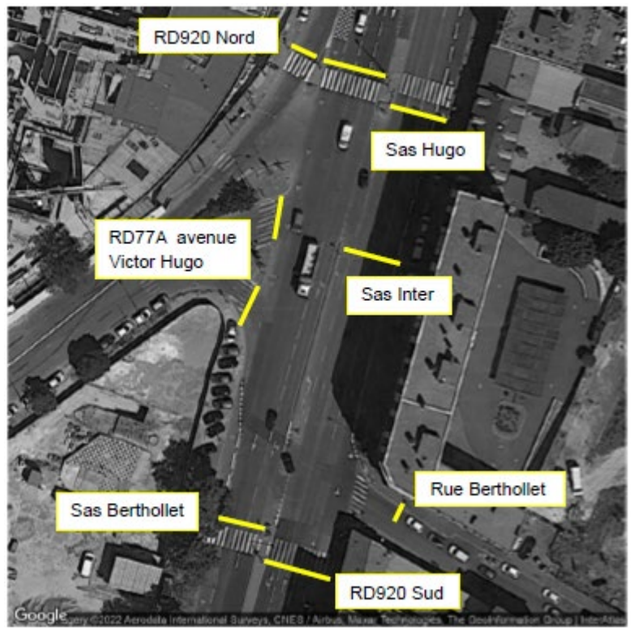








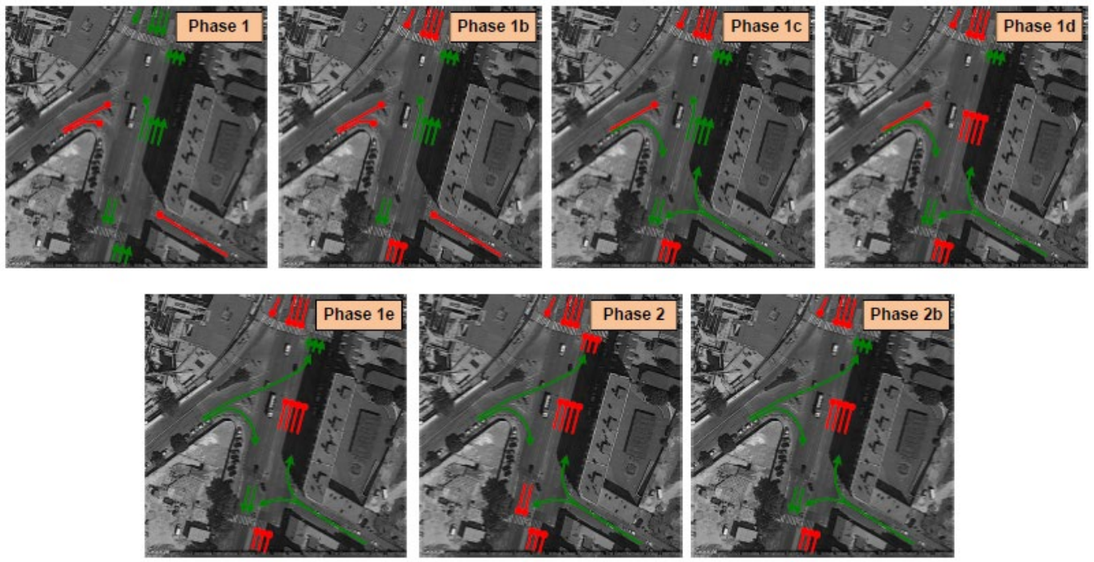




Lignes de feux au droit du carrefour (Fond de plan : Google Maps)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le carrefour fonctionne en 2 phases principales, avec un temps de cycle de 90 s, conformément au schéma de phasage ci-après :



Pour le calcul des réserves de capacité, il a été considéré sur la RD920 Sud :

- 2 files pour le mouvement direct
- 1 file pour le mouvement de tourne-à-gauche (voie normalement réservée aux vélos mais utilisée aux heures de pointe par les véhicules pour tourner à droite vers la rue Berthollet)

Par rapport aux comportements observés, cela correspond à une situation pessimiste ; en effet, il est considéré ainsi qu'aucun véhicule allant tout droit n'emprunte la file réservée aux vélos, alors qu'une partie de ceux-ci ont été observés l'empruntant.

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD920 avenue Aristide Briand / RD77A avenue Victor Hugo / rue Berthollet sont données dans le tableau ci-dessous :

			Actuel (2022)	
			HPM	HPS
Aménagement :	RD920 Nord	4 files	70%	46%
	RD920 Nord Sas Berthollet	2 files	72%	50%
Durée de cycle : 90 s	RD920 Sud	2 files	23%	45%
	RD920 Sud Sas Inter	4 files	57%	66%
	RD920 Sud Sas Hugo	3 files	57%	65%
	RD77A avenue Victor Hugo Direct	1 file	50%	52%
	RD77A avenue Victor Hugo TàD	1 file	83%	90%
	Rue Berthollet	1 file	43%	45%
	Charge globale		**2829**	**3059**

L'ensemble des réserves de capacité des entrées du carrefour est supérieur à 20%, ce qui assure un écoulement fluide des véhicules aux heures de pointe.
Cela est conforme aux observations effectuées sur site.

Toutefois, les mouvements de tourne-à-gauche depuis la RD920 vers l'avenue Victor Hugo et surtout vers la rue Berthollet doivent se stocker dans le carrefour et disposent de peu de temps pour s'écouler entre les deux phases principales. Ainsi, il arrive que le feu passe au vert sur la rue Berthollet alors que la totalité des véhicules provenant de la RD920 Nord à destination de la rue Berthollet ne s'est pas encore écoulée.



Véhicules encore présents dans le carrefour lorsque le feu passe au vert sur la rue Berthollet

Enfin, il convient de vérifier la capacité des Sas sur la RD920 à accueillir les flux tournant à gauche depuis l'avenue Victor Hugo et la rue Berthollet. En effet, ces flux se retrouvent devant un feu rouge au droit des Sas au cours de la phase 2. En moyenne par cycle, les flux amenés à se stocker dans les Sas sont les suivants :

- 7 véhicules le matin et 7 le soir dans le Sas Victor Hugo
- 4 véhicules le matin et 4 le soir dans le Sas Berthollet

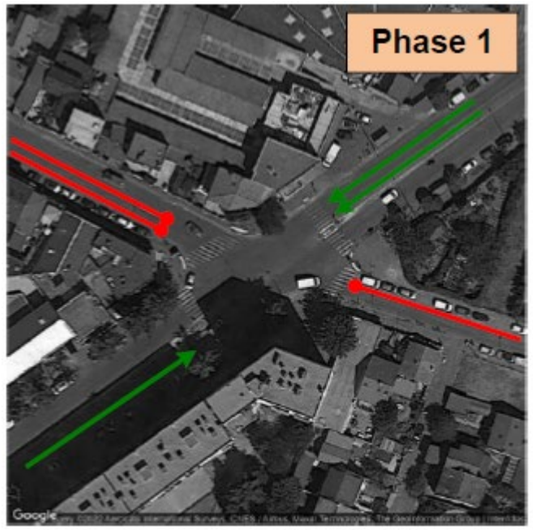
Ces valeurs sont compatibles avec la capacité des Sas (jusqu'à environ 18 véhicules dans le Sas Victor Hugo et 6 véhicules dans le Sas Berthollet).

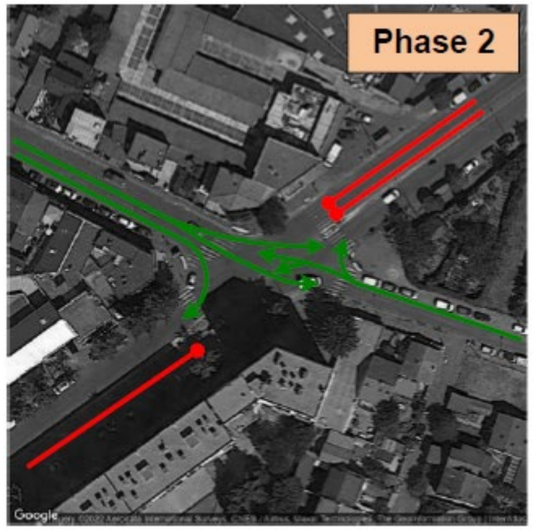
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- CARREFOUR A FEUX C5 : RD77A / RUE JEAN MARIN NAUDIN

La configuration de ce carrefour au moment des enquêtes est la suivante :
- RD77A avenue Victor Hugo Nord : 2 files,
- Rue Jean Marin Naudin Est : 1 file,
- RD77A avenue Victor Hugo Sud : 1 file,
- Rue Jean Marin Naudin Ouest : 2 files.

Le carrefour fonctionne en 2 phases, avec un temps de cycle de 70 s, conformément au schéma de phasage ci-après :





Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD77A avenue Victor Hugo / rue Jean Marin Naudin sont données dans le tableau ci-dessous :

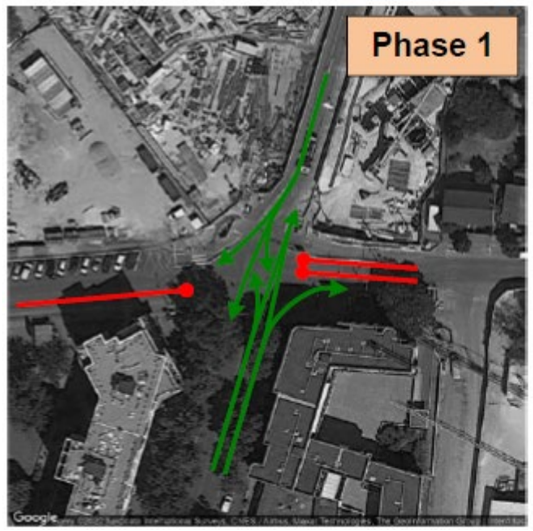
			Actuel (2022)	
			HPM	HPS
Aménagement :	RD77A Nord	2 files	85%	81%
Durée de cycle : 70 s	Rue JM Naudin Est	1 file	78%	76%
	RD77A Sud	1 file	49%	71%
	Rue JM Naudin Ouest	2 files	76%	81%
	Charge globale		**1019**	**883**

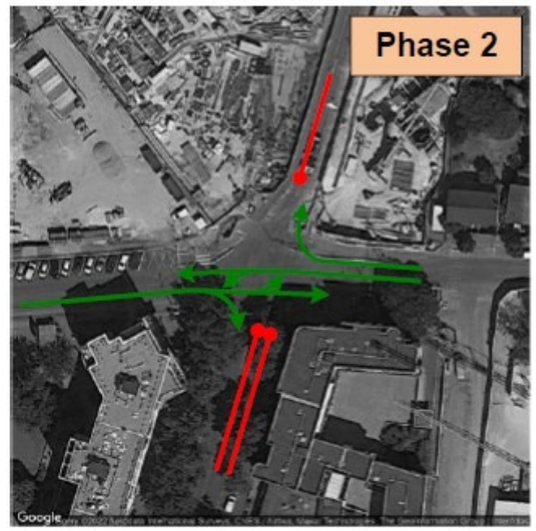
La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

CARREFOUR A FEUX C6 : AVENUE LOUIS PASTEUR / RUE DE VERDUN

La configuration de ce carrefour au moment des enquêtes est la suivante :
- Avenue Louis Pasteur Nord : 1 file,
- Rue de Verdun Est : 2 files dont 1 pour le mouvement de tourne-à-droite,
- Avenue Louis Pasteur Sud : 2 files,
- Rue de Verdun Ouest : 1 file.

Le carrefour fonctionne en 2 phases, avec un temps de cycle de 75 s, conformément au schéma de phasage ci-après :





Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour avenue Louis Pasteur / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

			Actuel (2022)	
			HPM	HPS
Aménagement :	Av. L. Pasteur Nord	1 file	74%	52%
Durée de cycle : 75 s	Rue de Verdun Est	2 files	77%	73%
	Av. L. Pasteur Sud	2 files	69%	81%
	Rue de Verdun Ouest	1 file	51%	62%
	Charge globale		**1053**	**976**

La configuration actuelle du carrefour permet ainsi de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **GIRATOIRE C7 : AVENUE HENRI BARBUSSE / RUE DE VERDUN**

Ce carrefour a été réaménagé en giratoire pour faciliter l'accès des Poids- Lourds de chantier aux différents sites. La branche Nord-Est RD77A est actuellement fermée.



Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du giratoire avenue Henri Barbusse / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

			Actuel (2022) HPM	Actuel (2022) HPS
Aménagement : *Rayon extérieur : 13 m* *Rayon îlot : 6 m* *Bande franchissable : 0 m* *Largeur d'anneau : 7 m*	Rue de Verdun Est	1 file	93%	92%
	Av. Henri Barbusse	1 file	90%	92%
	Charge globale		482	444

La configuration actuelle du carrefour permet largement de supporter les flux recensés aux heures de pointe du matin et du soir. Comme observé sur site, il n'y a pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III. – CLIMAT

La station météorologique de référence utilisée pour l'étude du climat est celle de Paris-Montsouris, située à environ 5 kilomètres au nord du secteur d'étude.

Le climat francilien est de type océanique. Il est caractérisé par un été chaud et sec, un automne pluvieux, un hiver marqué mais doux, et un printemps pluvieux. La situation géographique de la région Ile-de-France, peu éloignée de l'Océan Atlantique et positionnée au creux du Bassin Parisien, explique en grande partie ces données climatiques.

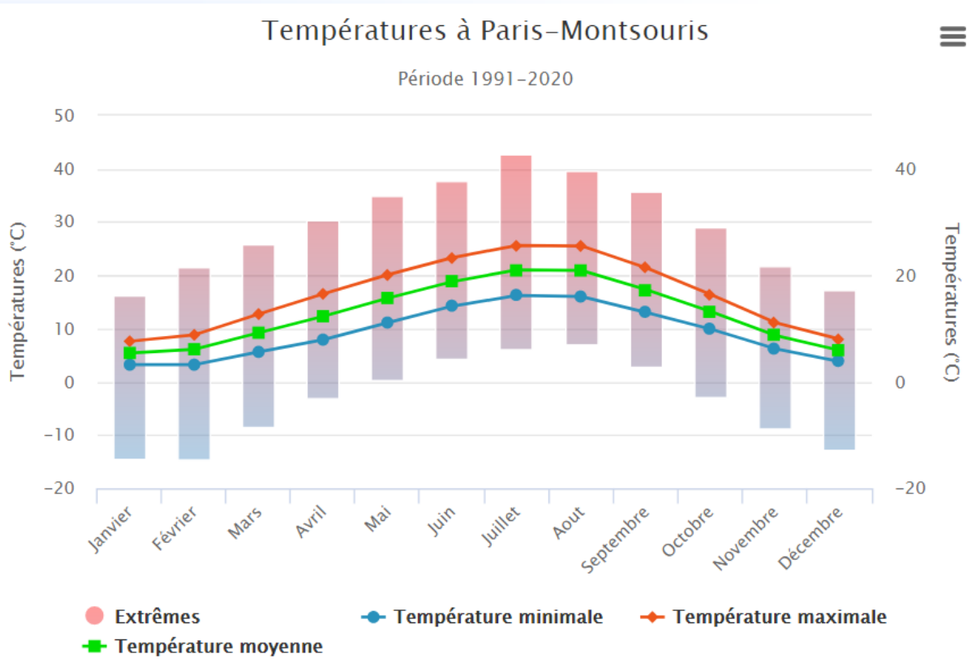
La normale, utilisée comme comparaison par la suite, désigne les moyennes calculées généralement entre 1991-2020.

III.1 – Températures

D'après les relevés effectués à la station météorologique de Paris-Montsouris entre 1991 et 2020, le mois de janvier apparait comme le mois le plus froid avec une température moyenne de 5,4°C.

Juillet et août représentent les mois les plus chauds de l'année avec des températures moyennes respectives de 21,0°C et 20,9°C.

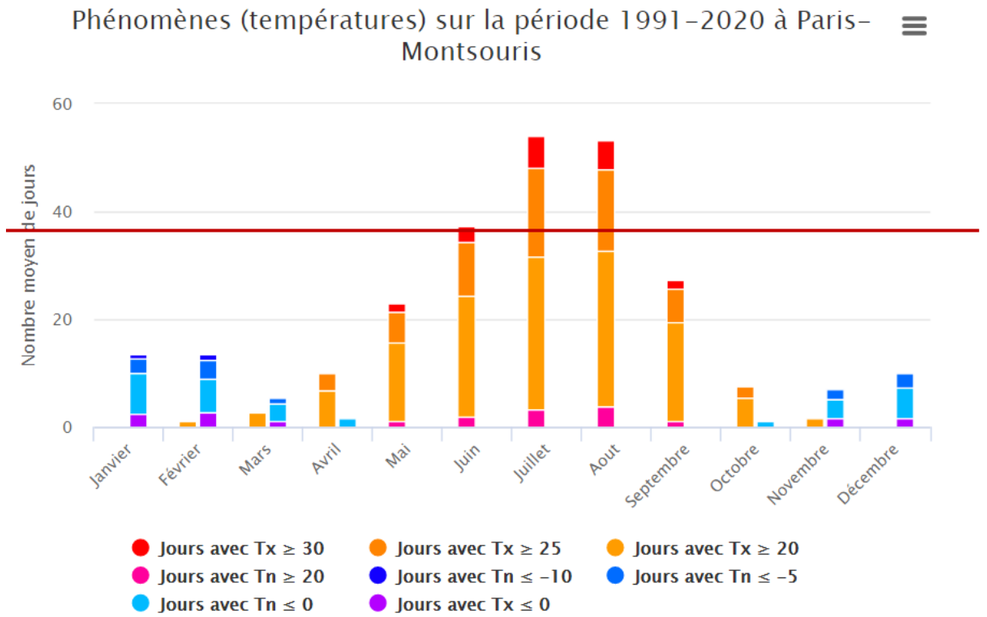
Les températures sont plutôt douces en moyenne, avec des écarts moyens entre l'été et l'hiver de l'ordre de 15°C. Certaines données climatiques peuvent être localement modifiées en raison de la proximité de la Seine et de l'apparition de phénomènes climatiques exceptionnels.



Températures moyennes mensuelles à Paris-Montsouris (d'après les données Météo-France/DRIC)

A Paris-Montsouris, la température moyenne annuelle s'élevait à 12,9°C sur la période 1991-2020

Sur la période 1991-2020 à Paris-Montsouris, ont été enregistrés 17 jours de forte chaleur au cours desquels la température maximale a atteint ou dépassé 30°C., entre juin et septembre



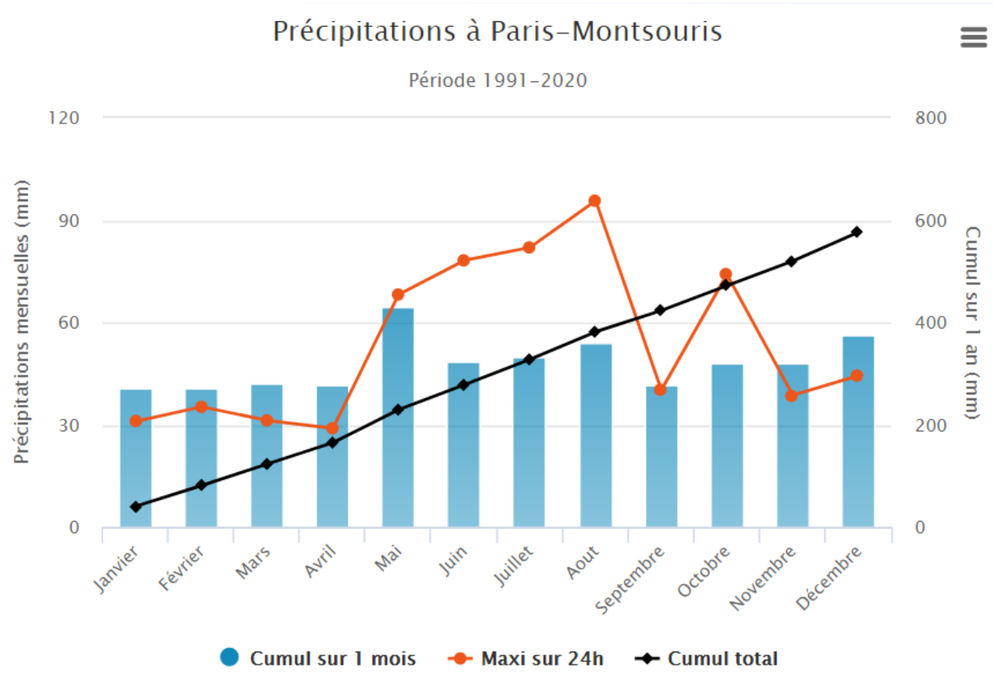
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.2 – Précipitations

Sur la période 1991-2020, 576,4 mm de cumul moyen de hauteurs de précipitations ont été relevés à la station Paris-Montsouris.

Les mois de mai, août et décembre ont montré des excédents de précipitation importants, avec des cumuls moyens qui s'élève respectivement à 64,4 mm, 54 mm et 56,4 mm par rapport à la moyenne qui s'élève à 48 mm (576,4 / 12).

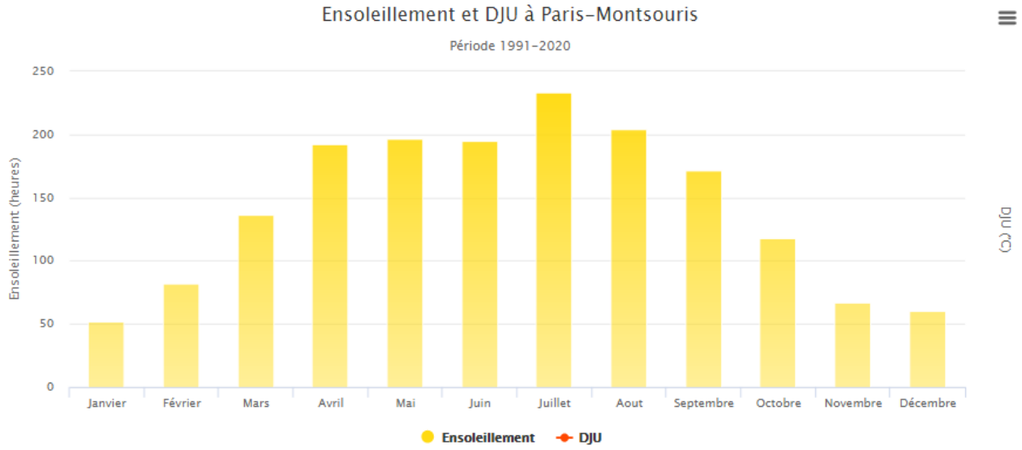
A l'inverse, les mois de janvier, février, mars, avril et septembre ont été les plus secs avec des cumuls mensuels entre 40 et 42 mm.



Les mois de mai à août connaissent les plus forts cumuls sur 24h avec un cumul maximum en août de 95,7 mm en 24h. A contrario, les mois de janvier à avril ont connu les plus faibles cumuls sur 24h avec des valeurs comprises entre 29 mm et 36 mm en 24h.

IV.3 – Ensoleillement

Sur la période 1991-2010, la durée d'ensoleillement moyenne annuelle enregistrée à la station Paris-Montsouris est d'environ 1708 heures. Les mois les plus ensoleillés sont juillet et août avec plus de 200 heures d'ensoleillement, contre une moyenne mensuelle de 142 heures. Les mois les moins ensoleillés sont décembre et janvier avec respectivement 60,4 et 51,5 heures d'ensoleillement.



Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, une analyse sur l'ensoleillement a été réalisée pour prendre en compte les futures constructions au droit de la place des Métros, afin d'analyser l'impact des nouveaux immeubles sur les bâtiments environnants.

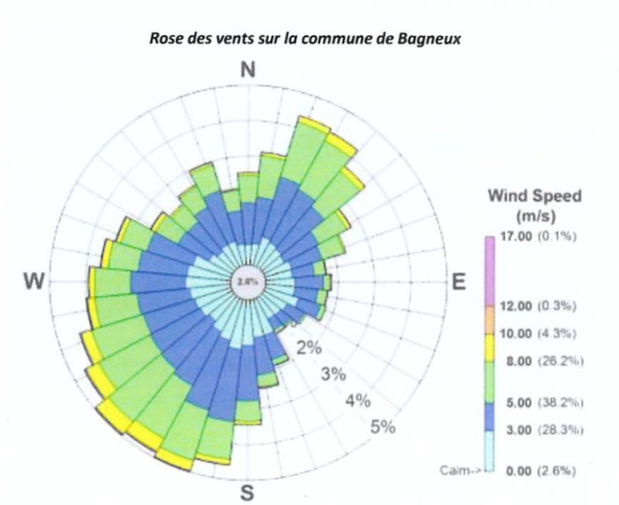
Les conclusions de l'étude « ensoleillement » sont présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.4 – Vent (aéraulique)

Sur la ville de Bagneux, les régimes de vent sur une année sont les suivants :

- **Vents forts et chauds** provenant de l'Ouest - Sud/Ouest
- **Vents plus faibles, froids et secs** provenant du Nord-Est



Les vitesses et températures de vents fluctuent fortement au cours de l'année du fait du climat relativement instable en Île-de-France.
Leurs **vitesses moyennes mesurées** sur **une année oscillent entre 1 et 5 m/s avec des rafales ponctuelles** pouvant atteindre 17 m/s (notamment entre Décembre et Février).
Les vents faibles représentent 33% du temps. Localement, la vallée de la Seine canalise les vents, modifie leur direction et provoque des accélérations.

Dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, une analyse du confort aéraulique au droit de la place des Métros a été réalisée en 2020 (voir annexe n°7). Selon cette étude, et dans l'ensemble, les vitesses de vent sont la plupart du temps modérées : elles dépassent 8 m/s durant 5.9% du temps seulement.

Sur la base de ces constats (direction du vent et vitesse), des modalisations ont été réalisées prenant en compte les futures constructions au droit de la place des Métros, afin de définir la sensibilité au vent des futurs usagers/habitants du secteur et notamment le seuil de gêne susceptible d'être accru par la réalisation des trois ilots (G2, G3 et G1) c'est-à-dire la vitesse limite au-delà de laquelle un individu ressent une sensation d'inconfort lors de l'usage de l'espace.

Les modélisations et conclusions de l'étude de ventement sont présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.5 – Ilot de chaleur

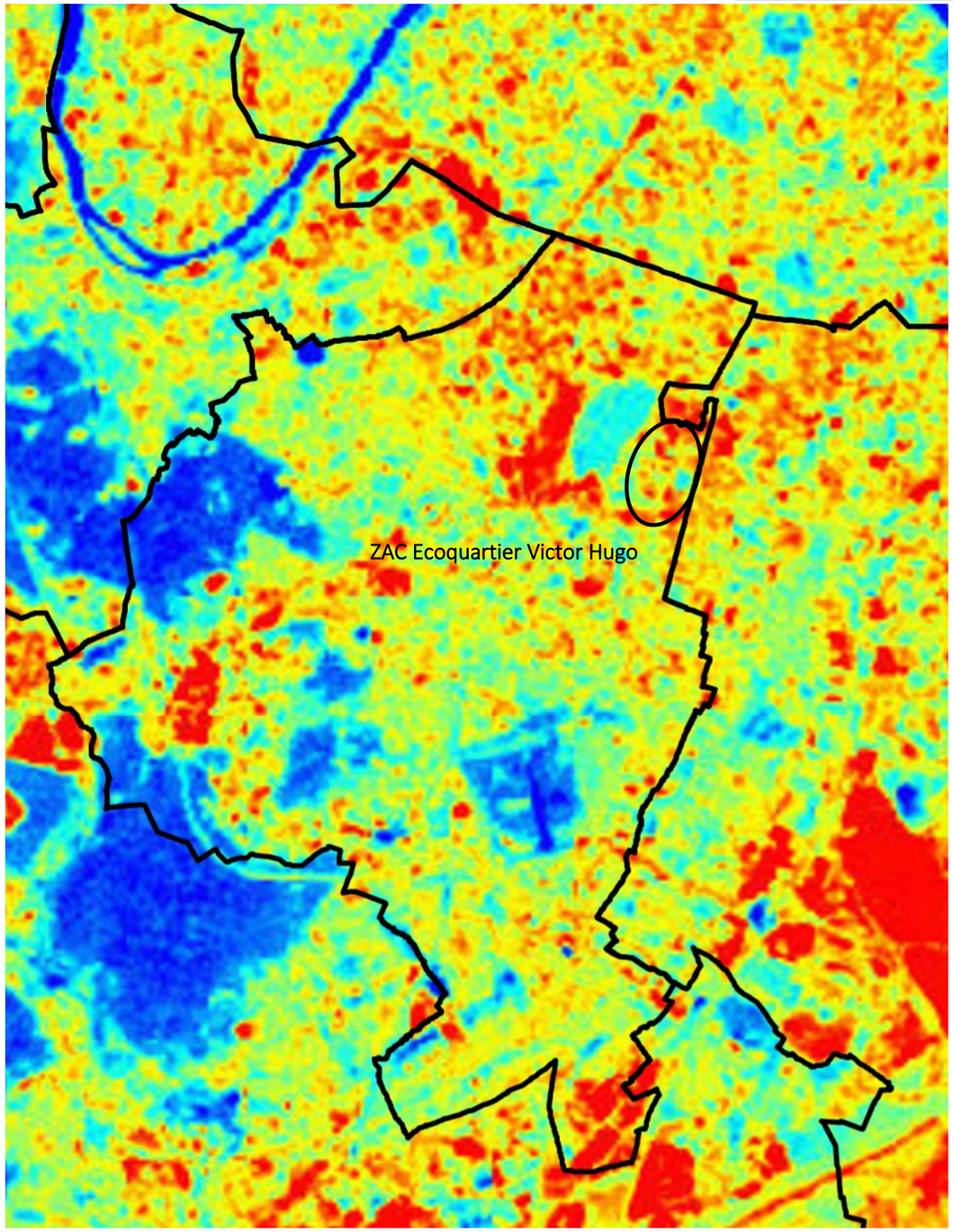
Comme l'ensemble des grandes métropoles, la métropole parisienne est particulièrement concernée par le phénomène d'Ilot de Chaleur Urbain (ICU). Les différences observées à une échelle locale dépendent de :

- La rétention de la chaleur, liée aux propriétés radioactives et thermiques des matériaux, à la géométrie urbaine, à l'exposition des surfaces au rayonnement solaire ainsi qu'à l'absence d'ombrage.
- La perturbation de la dynamique des masses d'air, liée à la morphologie urbaine (géométrie, rugosité des sols) qui limite l'écoulement des vents.
- La réduction de l'évapotranspiration, liée à l'imperméabilisation des sols.
- Les émissions de chaleur par les activités anthropiques, due aux équipements des bâtiments, aux activités et aux transports produisant de la chaleur.

La cartographie ci-dessous illustre la température des espaces extérieurs en période estivale.

Le phénomène d'îlot de chaleur est présent sur le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

La carte permet également d'illustrer la présence d'îlots de fraicheur proches de la ZAC avec le cimetière parisien au Nord-ouest ainsi que de quelques espaces verts privés (Parc Mandela) et public (Parc Robespierre) au Sud.



Thermographie d'été
Source : APUR, 2020)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A/ Conséquences de l'îlot de chaleur urbain

Ce phénomène fait diminuer l'humidité relative, le nombre de jour de gel et les brouillards. Il modifie le régime des pluies en faisant diminuer les perturbations en hiver lorsque le temps est stable, mais, lorsque le temps est instable, l'îlot de chaleur urbain provoque une augmentation de l'intensité des précipitations provoquant parfois de violents orages.

Autre conséquence notable : les différences de chaleur entre centre et périphéries (tout comme entre des lieux chauds comme les rues et des lieux frais comme les parcs à plus petite échelle) sont à l'origine de "brises de campagne", c'est-à-dire des vents thermiques faibles qui vont des zones froides aux zones plus chaudes, favorisant ainsi la concentration de polluants dans les secteurs les plus urbanisés et les plus denses.

B/ Moyens de lutte contre les îlots de chaleur urbains

La réduction de l'îlot de chaleur urbain implique d'agir sur plusieurs facteurs que ce soit d'un point de vue architectural ou d'organisation des zones urbaines. La question du revêtement joue un rôle important, en particulier celui des espaces publics qui représentent en moyenne 50% de l'espace occupé et qui ont toujours un albédo (pouvoir réfléchissant d'une surface, soit le rapport de l'énergie lumineuse réfléchie à l'énergie lumineuse incidente) faible.

Les moyens d'action sont :

- <u>Le choix des matériaux</u>

Opter pour des matériaux clairs et/ou réfléchissants, caractérisés par des albédos élevés permettent de réduire efficacement le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Cependant, cela peut avoir des répercussions négatives sur les usagers comme l'éblouissement des piétons ou des automobilistes.

- <u>L'utilisation du végétal</u>

Il s'agit de la solution d'aménagement la plus intéressante pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. En réintroduisant des espaces naturels et de la végétation en ville, cela permet d'augmenter le taux d'humidité de l'air grâce à la transpiration des plantes et également d'utiliser les eaux de ruissellement. Ainsi, les zones boisées urbaines sont 2 à 8°C plus fraîche que le reste de la ville.
Par exemple, les arbres d'alignement permettent de créer des zones d'ombre sur l'espace public et sur les façades des bâtiments, empêchant ainsi les logements de surchauffer.
L'installation de toitures et de murs végétalisés favorisent également la réduction des îlots de chaleur urbains mais ne peuvent se substituer aux espaces verts « traditionnels ».

- <u>L'exploitation de la ressource en eau</u>

L'eau est un élément essentiel dans les mécanismes de rafraîchissement de la ville. Les plans d'eau ou les fontaines sont d'importantes sources de rafraichissement grâce aux possibilités d'évaporation qu'ils génèrent. Par exemple, les gouttelettes d'eau provenant des fontaines sont transportées par le vent et créées un effet « brumisateur » naturel.

- <u>La forme urbaine</u>

Les rues étroites bordées par des bâtiments de plusieurs étages participent au phénomène d'îlot de chaleur urbain car la ventilation naturelle y est difficile.

La densification de la ville doit donc prendre en compte la ventilation naturelle.

Une étude et des modélisations « îlots de chaleur urbains » ICU ont été réalisées au niveau des projets autour de la place des Métros, afin de constater les espaces exposés à un effet d'élévation de la température des espaces extérieurs et d'éviter, réduire ou compenser l'effet îlot de chaleur qu'ils sont est susceptibles d'amplifier.

Les modélisations et conclusions de cette étude présentées au sein du « Chapitre 4 » de l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV– RISQUES MAJEURS

IV.1 – Quelques définitions

Le risque majeur résulte d'un évènement potentiellement dangereux se produisant sur une zone où des enjeux humains, économiques et environnementaux peuvent être atteints.

Il existe deux familles de types de risques auxquels chacun peut être exposé :

- **Les risques naturels** : avalanche, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, cyclone, tempête, séisme et éruption volcanique ;
- **Les risques technologiques** : d'origine anthropique, ils regroupent les risques industriels, nucléaires, biologiques, liés aux ruptures de barrage, etc.

Deux critères caractérisent le risque majeur :

- Une faible périodicité : l'homme et la société peuvent être d'autant plus enclins à l'ignorer que son irruption est peu fréquente ;
- Une importante gravité : il provoque de nombreuses victimes et des dommages importants aux biens et à l'environnement.

La loi 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile définit, à l'article 13, le **Plan Communal de Sauvegarde (PCS)**. Ce document vise à améliorer la prévention et la gestion de crise en confortant le rôle des communes.

Le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 stipule que le PCS s'intègre dans l'organisation générale des secours, il constitue ainsi un outil complémentaire au dispositif ORSEC. Ce document est arrêté et mis en œuvre par le maire et transmis au préfet du département.

Le PCS regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population en cas de survenance d'une catastrophe majeure, d'un phénomène climatique ou de tout autre évènement de sécurité civile. Ainsi, il prévoit la répartition des tâches entre les différents acteurs et les mesures et actions à mettre en œuvre en cas de crise.

Le **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)** vise à informer la population sur les risques majeurs existants sur la ville et les moyens de s'en protéger. Il indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Il est élaboré à l'initiative du maire qui informe son existence par voie d'affichage et le met à disposition en mairie pour une libre consultation.

Ce document est ajouté au PCS lorsque celui-ci est présent.

IV.2 - Risques naturels

A/ Risque d'inondation

- Par remontée de cours d'eau

Le secteur de la ZAC est implanté **à** plus **de 6 km à l'Est de** la **Seine, la ville de Bagneux n'est pas concernée par les risques d'inondation par débordement de** la **Seine.**

Elle n'est pas ailleurs pas comprise au sein d'un périmètre de Plan de Prévention des Risques d'inondation approuvé sur la région parisienne.

La ville de Bagneux et la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne sont pas concernées par ce risque.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Par phénomène de remontée de nappe

Un phénomène de remontée de nappes phréatiques jusqu'au niveau du sol survenant lors d'épisodes pluvieux exceptionnels, et induisant une possible inondation, reste toujours possible.

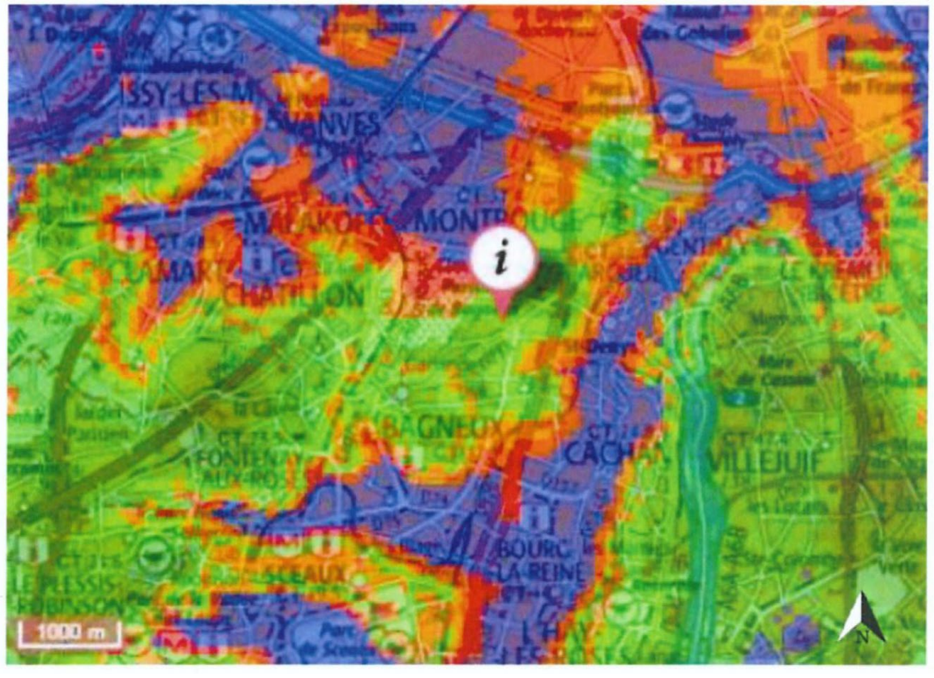
En effet, 4 arrêtés de catastrophe naturelle pour ce type de phénomène ont été recensés entre 1989 et 2008 sur le territoire communal.

Ces inondations sont associées au ruissellement et aux remontées de nappes, le risque d'inondation par débordement de cours d'eau étant absent à Bagneux en raison de l'absence de rivière majeure.

A Bagneux, le risque concerne l'ensemble du territoire et est potentiellement plus important dans les secteurs de bas de pente comme par exemple les extrémités Nord (Cimetière Parisien) et Sud du territoire (risque fort à très fort et présence de nappes sub-affleurantes).

Le Ministère de l'Ecologie, du développement Durable et de l'énergie et le BRGM ont réalisé une carte nationale des sensibilités à l'aléa inondation par remontée de nappe.

Localisation du risque inondation par remontée de nappes au droit de la ZAC



La sensibilité à l'inondation par remontée de nappes phréatiques a été jugée de très faible à faible.

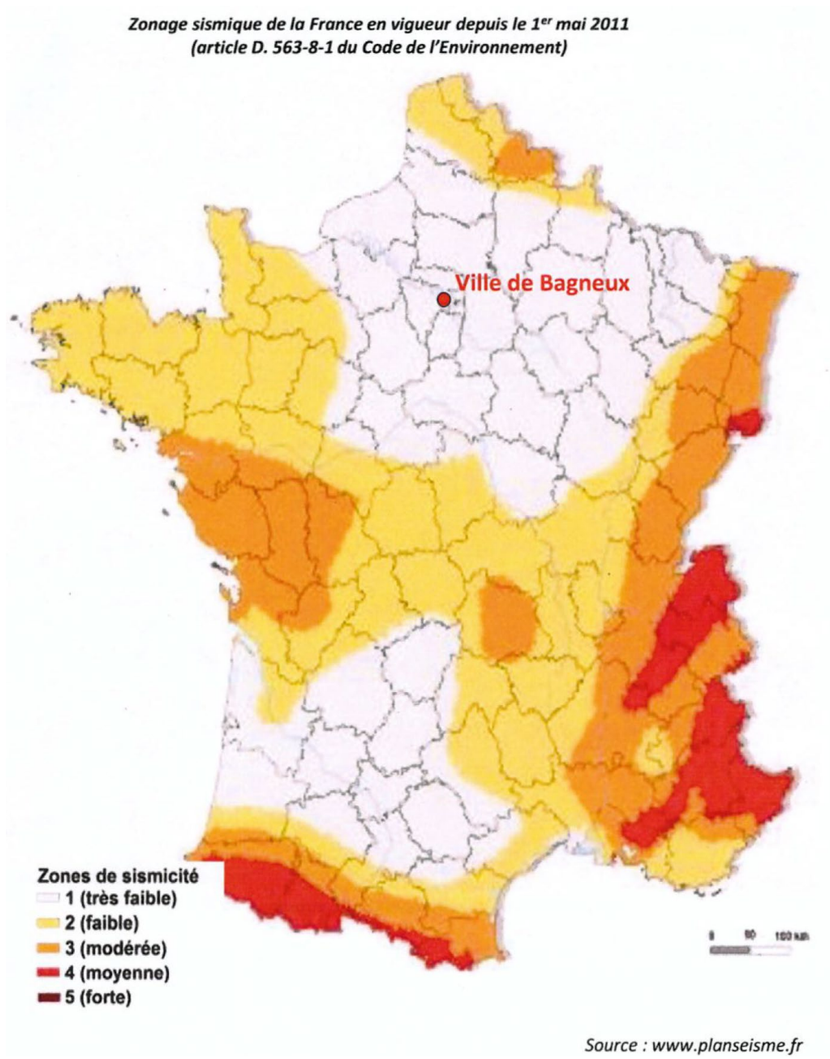
B/ Risque sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à RS63-8 du Code de l'Environnement

- **Une zone de sismicité 1** correspondant à un aléa sismique très faible (mouvement du sol avec une accélération inférieure à 0.7m/s^2). Dans cette zone, il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal.

- **Quatre zones de sismicité 2 à 5** correspondant à des aléas, faible à fort (mouvement du sol dont l'accélération allant de 0.7m/s2 à plus de 3.0m/s2). Dans ces zones, les règles de construction parasismiques sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières.

Zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011
(article D. 563-8-1 du Code de l'Environnement)



Source : www.planseisme.fr

La ville de Bagneux est située en aléa très faible concernant le risque sismique.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

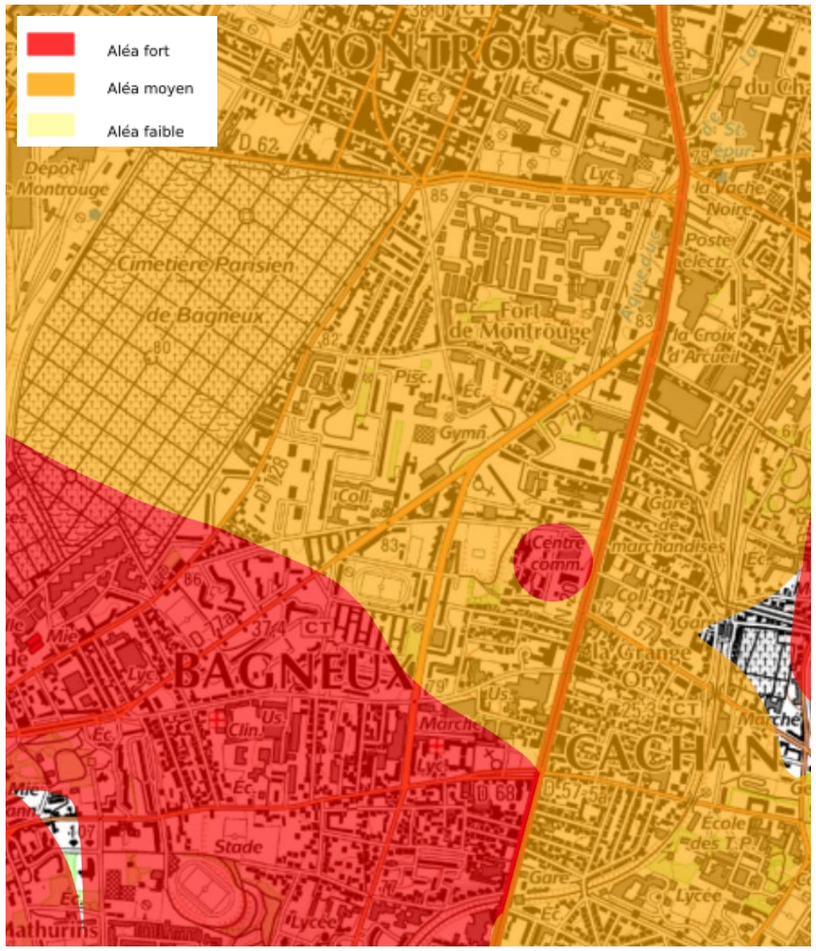
C/ Aléa retrait-gonflement des argiles

Il se manifeste dans les sols argileux et est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface : on parle de retrait. À l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement.

La lenteur et la faible amplitude du phénomène de retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'Homme. Néanmoins, l'apparition de tassements différentiels peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles. Les désordres se manifestent par la fissuration des structures, la dislocation des dallages et des cloisons, la rupture des canalisations enterrées, etc.

D'après la carte relative à l'aléa « retrait-gonflement » des argiles du BRGM, l'ensemble du secteur de projet la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est répertorié dans la zone d'aléa moyen, hormis le lot du centre commercial en aléa fort.

Le territoire communal a également fait l'objet de 3 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle de type « mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols » en 2006.



Carte de l'aléa retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ Carrières

La ville de Bagneux est concernée par des risques liés à la présence d'anciennes carrières.

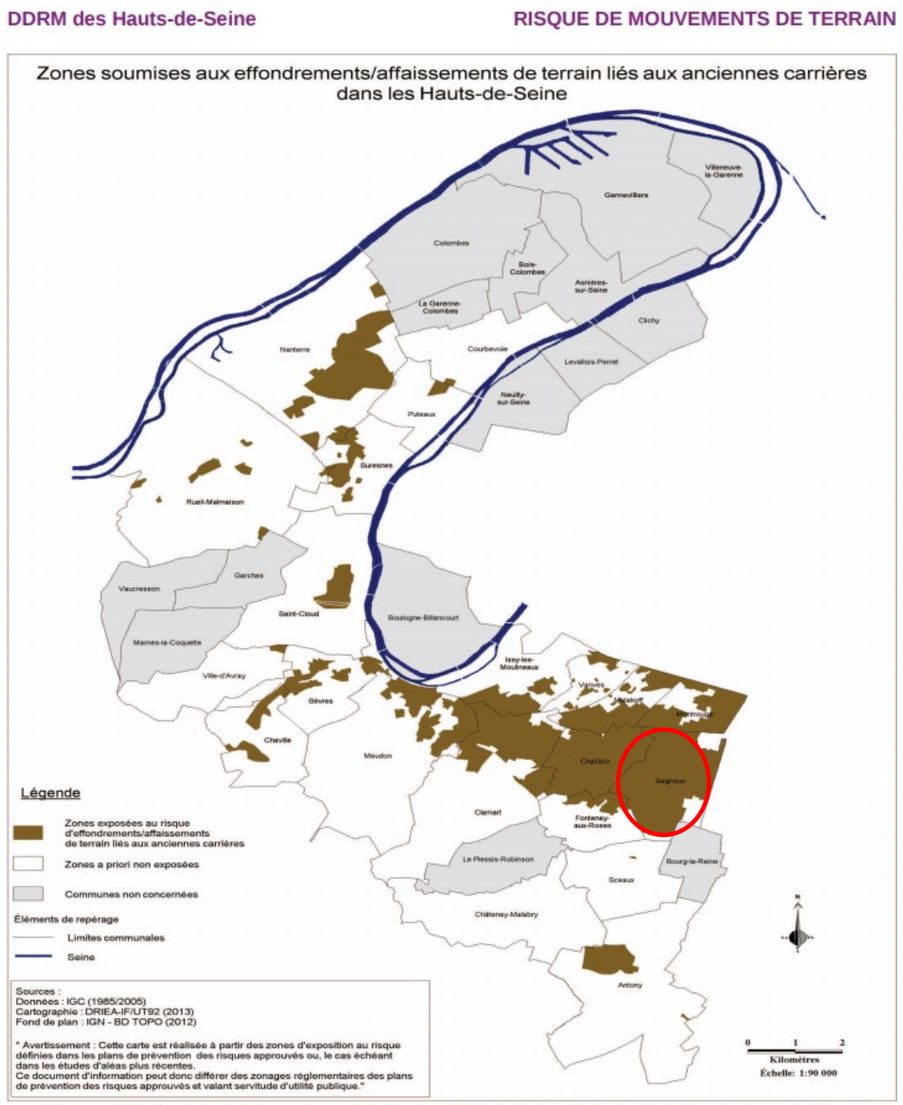


Fig. 32 : Cartographie des zones soumises aux effondrements/affaissements de terrain liés aux anciennes carrières (DRIA/UTEA 92)

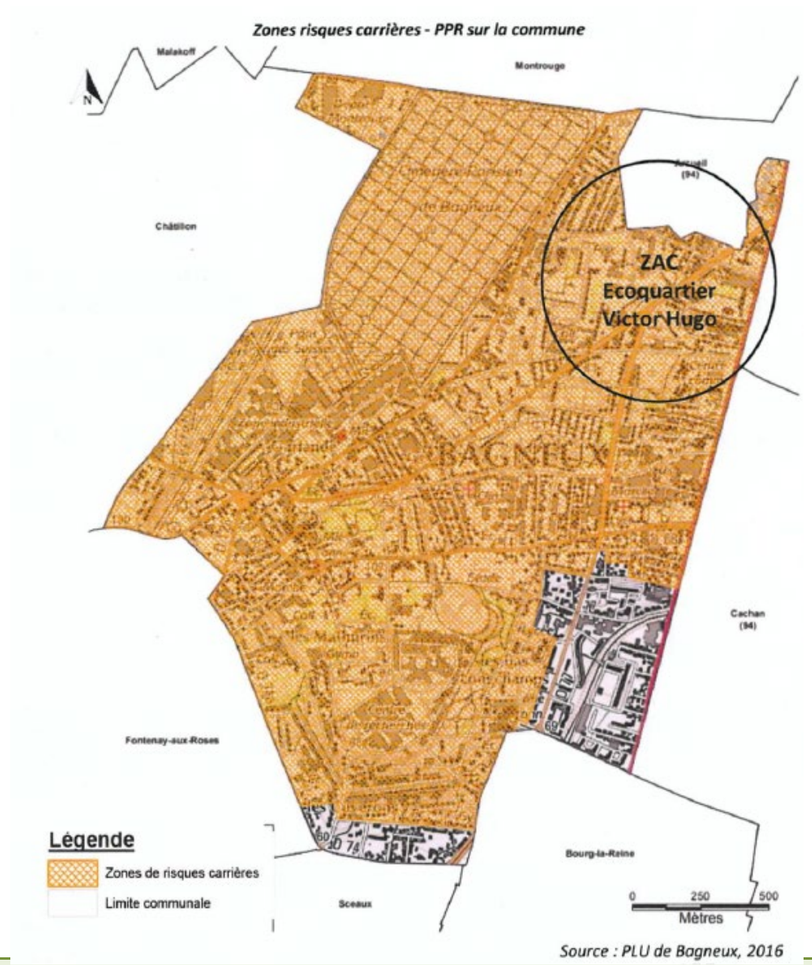
L'arrêté préfectoral du 7 aout 1985, valant Plan de Prévention du Risque, a classé en zone de risque carrières quasiment l'ensemble du territoire de Bagneux : les sous-sols du territoire abritent en effet un réseau de carrières abandonnées parmi les plus grands d'Île-de-France.

Au Nord, s'étendent d'anciennes carrières de calcaire (219 ha) et au Sud, d'anciennes carrières de gypse (43 ha). Seule la partie du territoire communal située entre la RD 920 et la ligne B du RER n'est pas concernée par ce risque.

Un périmètre de risque, défini au titre de l'article R 111-3 du code de l'urbanisme en 1985 et valant PPR depuis la loi Barnier de 1995, est arrêté sur Bagneux.
Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entièrement compris dans ce périmètre.

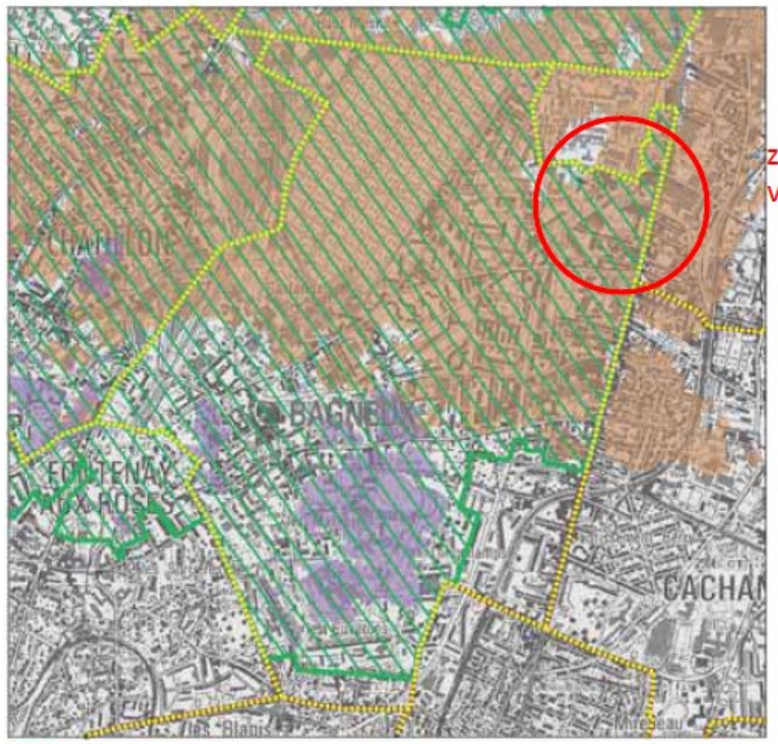
Afin de limiter les risques d'accidents, l'Inspection Générale des Carrières peut formuler des prescriptions techniques concernant les fondations du bâtiment et/ou la consolidation du terrain qui est appelé à supporter le projet ou même émettre un avis défavorable pouvant ainsi entraîner un refus de d'autorisation de construire.

Cependant, la définition, le dimensionnement et la réalisation des travaux de mise en sécurité restent de la responsabilité du maître d'ouvrage et des entreprises qu'il a mandatées.



Source : PLU de Bagneux, 2016

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Les études géotechniques déjà réalisés sur plusieurs lots confirment la présence de carrières souterraines. Des prescriptions s'agissant des travaux préalables à l'édification de construction sont ainsi édictées au cas par cas.
(cf. partie effets et mesures).

L'étude d'impact portant sur le prolongement du métro 4 entre Montrouge et Bagneux évoque aussi la présence confirmée d'anciennes carrières souterraines partiellement comblées.

Sur le lot G3, FONDASOL a étudié le « risque carrière » au droit du site. En effet, et d'après l'Atlas des carrières, le sous-sol du site de projet a fait l'objet d'exploitations souterraines (le sol du niveau bas de l'exploitation serait situé vers 27/30 m de profondeur).

Le bureau d'étude avait détecté une anomalie (perte du fluide d'injection à partir de 24,5 à 26 m de profondeur environ correspondant à un passage décomprimé et non vide franc) caractéristique des sols carriers.

Toutefois, le lot G3 étant situé à proximité de la future station de la ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés sur cette parcelle préalablement à la réalisation de la station, par la RATP.
Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station, ont également été réalisés par la SGP, préalablement au passage du tunnelier de la ligne 15 Sud.

En effet, les risques liés à la réalisation du tunnel au tunnelier sous les carrières, en particulier vue la couverture très réduite, étaient les suivants :

- déstabilisation des carrières souterraines (du fait des tassements et des vibrations engendrées par le passage du tunnelier), ce qui peut se traduire par des effondrements plus ou moins localisés des carrières et la remontée de fontis en surface,
- rencontre de vide par le tunnelier et perte de la pression de confinement, ce qui peut se traduire par une augmentation des tassements engendrés par le tunnelier.

A cet égard, la solution de traitement des risques menée par la SGP a consisté à conforter les carrières par injections depuis la surface en suivant les prescriptions de l'Inspection Générale des Carrières (et la notice technique du 15 janvier 2003, « Travaux de consolidation souterraines exécutés par injection pour les carrières de Calcaire Grossier, de gypse, de craie et les marnières ») selon la méthode suivante :

- réalisation de barrages pour délimiter la zone à traiter (bande de 30 m de large centrée sur l'axe du tunnel),
- réalisation des forages avec un maillage de 3 m x 3 m dans la zone à traiter,
- comblement et clavage des vides au mortier déversé gravitairement ou sous faible pression,
- injection sous pression des remblais de carrières, des terrains sus-jacents partiellement décomprimés (Marnes et Caillasses) et des éventuels fontis détectés lors de la réalisation des forages.

Les objectifs attendus étaient les suivants :

- suppression des vides en carrières,
- amélioration des caractéristiques géotechniques des terrains injectés.

Des sondages de contrôle (10 forages destructifs et des essais pressiométriques) ont ensuite été faits au Nord de la parcelle du lot G3.

Localisation des sondages de contrôle réalisés après comblement pour les besoins des gares



Source : SGP, 2019

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.3 - Risques technologiques

Il n'y a pas de Plan de Prévention des Risques Technologiques prescrit, approuvé ou prévu sur le territoire de Bagneux, et donc sur le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

A/ Installations classées pour l'environnement

Au regard du code de l'environnement :

Selon l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976, codifié à l'article 511-1 du code de l'environnement, toutes « les usines, ateliers, dépôts, chantiers, carrières et d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par une personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments » sont considérées comme des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Ainsi, il existe différents niveaux de classement suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter l'exploitation de ces installations :

- Non classée (NC) : toutes les activités de l'établissement sont en dessous des seuils de classement. L'établissement n'est pas une installation classée et n'est dans ce cas soumis à aucune obligation particulière. Il relève de la police du maire ;
- Déclaration (D) : l'installation classée doit faire l'objet d'une déclaration au préfet avant sa mise en service. Le risque est considéré acceptable moyennant des prescriptions standard au niveau national, appelées « arrêtés types » ;
- Déclaration avec contrôle (DC) : l'installation classée doit faire l'objet d'une déclaration au préfet avant sa mise en service et fait de plus l'objet d'un contrôle périodique effectué par un organisme agréé par le ministère du Développement durable ;
- Enregistrement (E) : l'activité doit préalablement à sa mise en service, déposer une demande d'enregistrement qui prévoit, entre autres, d'étudier l'adéquation du projet avec les prescriptions générales applicables. Le préfet statue sur la demande après consultation des conseils municipaux concernés et du public ;
- Autorisation (A) : avant toute mise en service, l'installation doit faire l'objet d'une demande d'autorisation, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement. Dans l'affirmative, un arrêté préfectoral d'autorisation est élaboré au cas par cas ;
- Autorisation avec servitude (AS) : concerne les installations présentant des risques technologiques. La démarche est la même que pour l'autorisation, mais des servitudes d'utilité publique sont instaurées pour interdire ou limiter les constructions dans un périmètre de risque.

Au regard de la Directive SEVESO :

Certaines ICPE utilisant des substances ou des préparations dangereuses peuvent être classées SEVESO, selon la directive européenne SEVESO 2 de 1996. Contrairement à la réglementation ICPE, la réglementation européenne ne concerne que les risques industriels majeurs.

La directive SEVESO distingue deux types d'établissements, selon la quantité totale de matières dangereuses sur site :

- Les établissements SEVESO seuil bas,
- Les établissements SEVESO seuils hauts, dits AS (soumis à autorisation avec servitudes).

Elle a été transposée en droit français au travers de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cet arrêté et sa circulaire d'application du 10 mai 2000 prévoient les dispositions organisationnelles à mettre en œuvre par les exploitants en matière de prévention des accidents majeurs (mise en place d'un système de gestion de la sécurité).

La directive SEVESO 2012/18/UE dite Seveso 3 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, a été adoptée le 4 juillet 2012. Elle est entrée en vigueur le 1er juin 2015 et a remplacé la directive SEVESO 2. Elle a pour principaux objectifs :

- d'aligner la liste des substances concernées par la directive sur le nouveau système de classification des substances dangereuses du règlement sur la classification, l'étiquetage et l'empaquetage des substances et des mélanges (dit règlement Classification, Labelling, Packaging-CLP), qui établit de nouvelles méthodes de classification des substances et crée de nouvelles dénominations de dangers,
- de renforcer les obligations d'information du public.

La ville de Bagneux ne compte aucun établissement classé au titre de la Directive SEVESO.

Le site SEVESO le plus proche est localisé à plus de 7 km au Sud-est du secteur sur la ville de Vitry-sur-Seine (Laboratoires SANOFI, ICPE SEVESO Seuil bas) et compte tenu de sa distance, aucun impact sur l'aménagement du secteur n'est à relever.

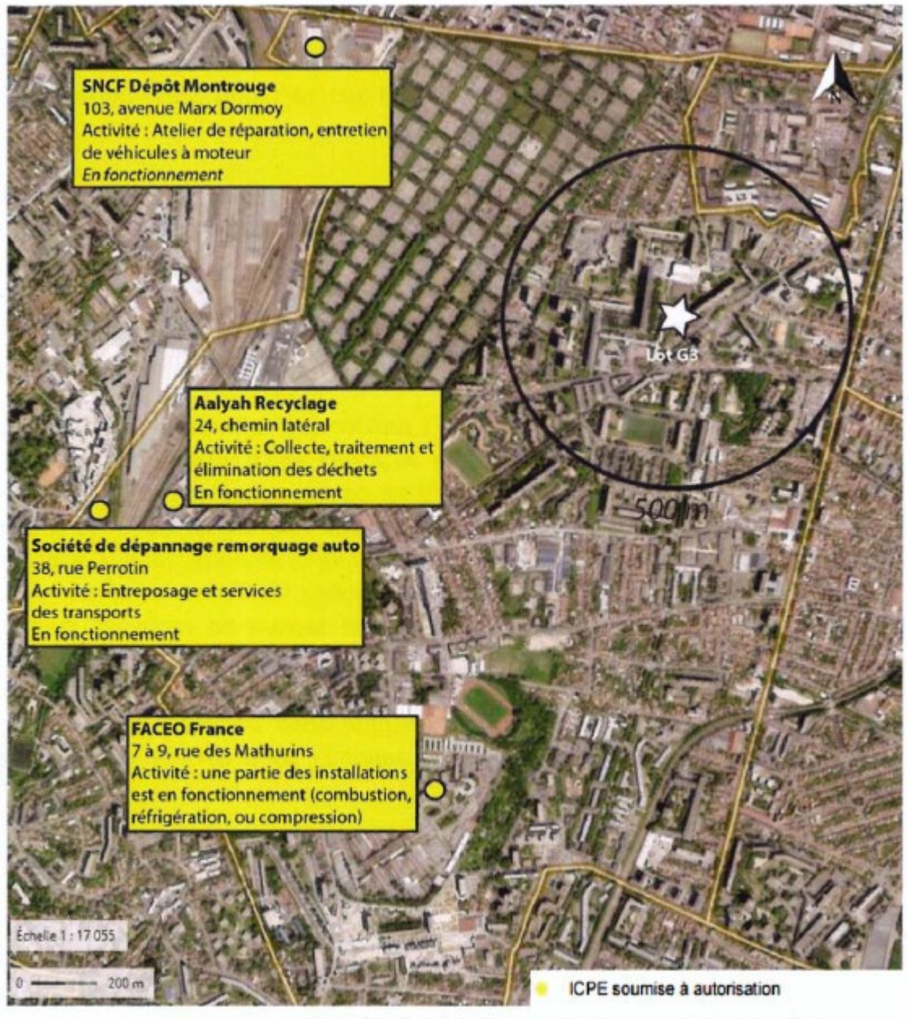
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Classement ICPE

Les ICPE proches de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en activité sont au nombre de 4 sur le territoire de Bagneux :

- 3 sont soumises à autorisation,
- 1 soumise à enregistrement (autorisation simplifiée).

Localisation des ICPE à proximité du site G3



Source : installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr, 2020

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime	Statut Seveso
AALYAH RECYCLAGE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
FACEO FRANCE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
SNCF DEPOT MONTROUGE	92220	BAGNEUX	Autorisation	Non Seveso
SOCIETE DEPANNAGE REMORQUAGE AUTOMOBILE	92220	BAGNEUX	Enregistrement	Non Seveso

B/ Transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations. On peut observer trois types d'effets, qui peuvent être associés :

- une explosion peut être provoquée par un choc avec production d'étincelles, par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de plusieurs produits ou par l'allumage inopiné d'artifices ou de munitions. Ces effets, à la fois thermiques et mécaniques, sont ressentis à proximité du sinistre et jusque dans un rayon de plusieurs centaines de mètres ;
- un incendie peut être causé par l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle, l'inflammation accidentelle d'une fuite, une explosion au voisinage immédiat du véhicule, voire un sabotage ;
- un dégagement de nuage toxique peut provenir d'une fuite de produit toxique ou résulter d'une combustion. En se propageant dans l'air, l'eau et/ou le sol, les matières dangereuses peuvent être toxiques par inhalation, par ingestion directe ou indirecte, par la consommation de produits contaminés ou par contact. Selon la concentration des produits et la durée d'exposition, les symptômes varient d'une simple irritation de la peau ou d'une sensation de picotements de la gorge, à des atteintes graves (asphyxies, oedèmes pulmonaires). Ces effets peuvent être ressentis jusqu'à quelques kilomètres du lieu du sinistre.

Afin d'éviter la survenue d'accident, plusieurs législations ont été mises en place :

- Le transport par route est régi par le règlement ADR du 5 décembre 1996, transcrit par l'arrêté français du 1er juillet 2001. Ce règlement concerne aussi la signalisation des véhicules, les opérations de chargement et de déchargement des marchandises. Il impose également des prescriptions techniques d'emballage, de contrôle et de construction des véhicules ;
- Le transport par voie ferrée est régi de la même façon par le règlement RID ;
- Les transports fluviaux nationaux et internationaux sont régis par l'accord européen ADNR ;
- Le transport par canalisation fait l'objet de différentes réglementations qui permettent notamment d'intégrer les zones de passage des canalisations dans les documents d'urbanisme des communes traversées (afin de limiter les risques en cas de travaux).

Les statistiques montrent que les modes de transport de marchandises dangereuses les plus sûrs sont les voies ferrées et les canalisations.

A Bagneux, l'ensemble du territoire est concerné par le risque lié au transport de matières dangereuses, du fait de la circulation de camions citernes, principalement sur la RD 920 et l'avenue Jean-Jaurès, mais aussi d'une canalisation de transport de gaz de haute pression située le long de l'avenue Max Dormoy et des rues de Chartres et Perrotin.

Le transport de matières dangereuses fait aussi l'objet d'un plan de secours spécialisé élaboré par la Préfecture des Hauts-de-Seine et la Préfecture de police de Paris. En cas d'accident, c'est la Cellule Mobile d'Intervention Chimique des Sapeurs-Pompiers qui définit les mesures à mettre en place.

D/ Risque d'exposition au plomb

L'ensemble du département des Hauts de Seine a été classé « zone à risque d'exposition au Plomb » (Arrêté préfectoral du 16 mai 2000). Il est ainsi obligatoire de réaliser un état des risques l'accessibilité au plomb sur les peintures et revêtements des habitations construites avant 1948, préalablement à toute vente.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concernée par le risque d'exposition plomb.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV. – RESSOURCE EAU

IV.1 – Contexte institutionnel

A/ La directive Cadre sur l'Eau (DCE)

Approuvée par le Conseil Européen le 23 octobre 2000, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) fixe un cadre pour la politique de l'eau dans les Etats membres de l'Union Européenne. Cette directive est transposée en droit interne par la loi N°2004-338 du 21 avril 2004.

L'idée fondatrice de la Directive est de fixer comme objectif que les milieux aquatiques devaient être en bon état en 2015. Pour mettre en œuvre cette politique, la Directive a demandé aux acteurs de l'eau de tenir compte des perspectives d'aménagement du territoire, puisque celles-ci ont nécessairement des effets sur les milieux aquatiques. En France, les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) ont donc été révisés en 2009 pour faire office de plan de gestion.

B/ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie (SDAGE)

S'appuyant un état des lieux renouvelé tous les 6 ans, le SDAGE, en application des articles L.212-1 et suivants du Code de l'environnement, est le document de planification de la gestion de l'eau établi pour chaque bassin hydrographique. Il fixe les orientations fondamentales permettant d'assurer une gestion équilibrée et durable de la ressources eau, détermine les objectifs associés aux différents milieux aquatiques, aussi appelés masses d'eau. Il prévoit également les dispositions nécessaires pour atteindre ces objectifs environnementaux, prévenir la détérioration de l'état des eaux et décliner les orientations fondamentales. C'est une composante essentielle de la mise en œuvre, par la France, de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE)

La ville de Bagneux est concernée par le SDAGE du Bassin de Seine-Normandie.



Le SDAGE révisé de 2022-2027 a été adopté par le comité de bassin le 23 mars 2022. Il fixe notamment les objectifs du bassin en matière de protection et de reconquête de la qualité des cours d'eau, nappes, zones humides, captages destinés à l'eau potable. Ces objectifs contribuent plus globalement à préserver la biodiversité, clé de la résilience des territoires.

Le SDAGE 2022-2027 se décline en 5 grandes orientations :

- **Orientation fondamentale 1** : Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée
- **Orientation fondamentale 2** : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable
- **Orientation fondamentale 3** : Pour un territoire sain, réduire les pressions ponctuelles
- **Orientation fondamentale 4** : Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique
- **Orientation fondamentale 5** : Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral

C/ Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bièvre

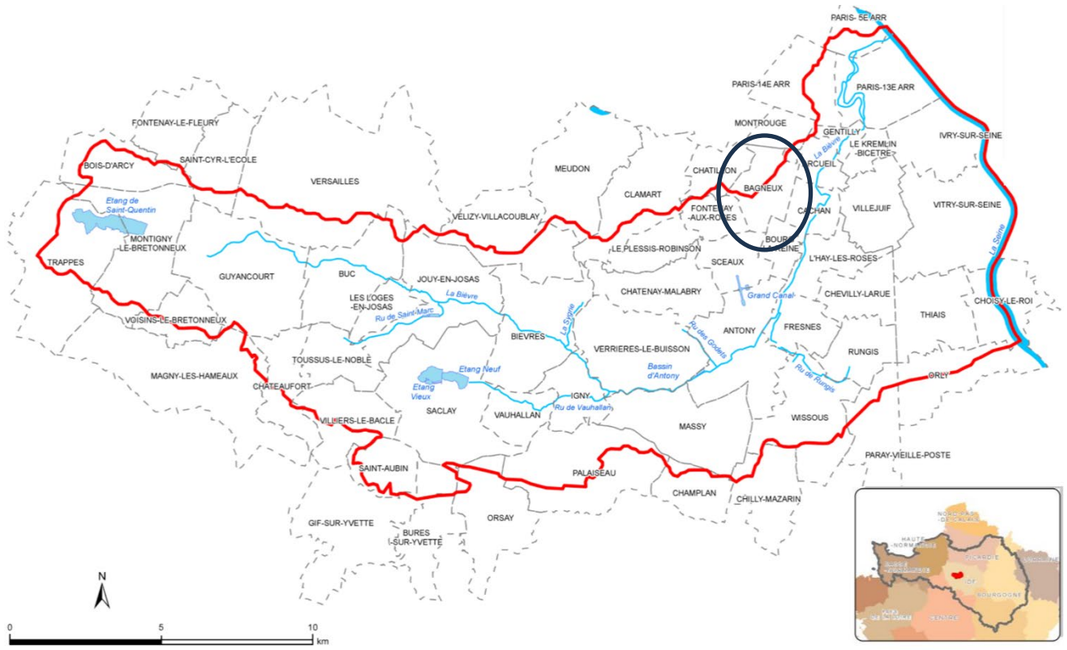
A une échelle plus locale, les orientations du SDAGE sont déclinées par les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) pour des cours d'eau, bassins versants ou systèmes aquifères particuliers et à plus petite échelle. La ville de Bagneux dépend partiellement du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE} de la Bièvre.

Le premier SAGE de la Bièvre, approuvé par arrêté inter-préfectoral n° 2017-1415 du 19 avril 2017 est **entré en vigueur le 7 août 2017**. Ainsi, depuis cette date, les décisions prises dans le domaine de l'eau (ICPE, schémas départementaux des carrières, etc.) doivent être rendues compatibles avec les dispositions du PAGD du SAGE.

Le SAGE a fait l'objet d'une révision partielle entre 2021 et 2023. Le SAGE révisé a été approuvé par la CLE le 17 mars 2023 et approuvé par arrêté inter-préfectoral n° 2023-02397 du 4 juillet 2023. Il est entré en vigueur le 12 juillet 2023.

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo dépend du SAGE de la Bièvre.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Les enjeux du SAGE (et le code couleur) déclinés dans la suite du document sont les suivants :

GOUVERNANCE, AMENAGEMENT, SENSIBILISATION, COMMUNICATION	MILIEU : amélioration, restauration et préservation des milieux : de leurs fonctionnalités et de leurs continuités écologiques
	QUALITE : atteinte du bon état ou du bon potentiel écologique sur les masses d'eau
	RUISSELLEMENT : prévention, maitrise du risque inondation et des submersions
	PATRIMOINE : renforcer l'attrait des cours d'eau, protéger, restaurer et promouvoir le patrimoine lié à l'eau

Les grandes ambitions du SAGE de la Bièvre sont les suivantes :

- La reconquête des milieux naturels à travers une revalorisation de la Bièvre en milieu urbain, avec la renaturation et la réouverture de tronçons cohérents (notamment rétablir la confluence de la Bièvre avec la Seine).

- L'amélioration de la qualité de l'eau en vue d'atteindre le bon potentiel ou le bon état sur le territoire du SAGE : la stratégie vise à réduire les pollutions d'eaux usées temporaires (en temps de pluie) et les pollutions permanentes (par une mise en conformité des rejets d'eaux usées), à réduire la pollution phytosanitaire ainsi que les rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épuration.

- La maîtrise des ruissellements urbains et la gestion des inondations : améliorer la prévision du risque d'inondation (par une coordination des différents acteurs compétents et des systèmes de gestion des ouvrages de régulation notamment) et limiter le ruissellement à la source (réseaux routiers, nouveaux projets d'aménagement et de rénovation, intégration de ce principe dans les règlements d'assainissement et les documents d'urbanisme).

- La valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager dans le respect des milieux afin de sensibiliser la population locale aux fonctionnalités et richesses de la vallée de la Bièvre : l'objectif est notamment de communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.2 – Réseau hydrographique

La ville de Bagneux s'est construite sur un plateau, loin des cours d'eau et des bassins, qui ont pourtant structuré son environnement. En effet, le réseau hydrographique est totalement absent du territoire communal.

Le cours d'eau le plus proche du site est la Seine, situé à 5,3 km au Nord-Ouest, et qui s'écoule globalement du Sud-Est vers le Nord-Ouest en réalisant plusieurs méandres.
Les plans d'eau les plus proches du site sont :

- Le Grand Canal du Parc de Sceaux, situé à environ 3,9 km au Sud-Ouest du site sur les villes de Sceaux et d'Anthony.
- L'étang Colbert, situé à environ 4,2 km au Sud-Ouest du site sur la ville de Plessis-Robinson.

Le réseau hydrographique est jugé non vulnérable compte-tenu de son éloignement du site de la ZAC. Il est néanmoins à noter néanmoins la présence :

- du cours d'eau canalisé, le ru des Blagis, qui traverse l'Hay-les-Roses, au Sud de Bagneux ;
- des mares de la Lisette représentant trois mares d'eau situées dans un des prés des coteaux de la Lisette (présentes au Sud de la ville à proximité du site des Mathurins).
- Des aqueducs de la Vanne, du Loing et du Lunain qui traversent en souterrain le Nord de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Carte des cours d'eau et bassins sur la commune



Source : Géoportail, 2020

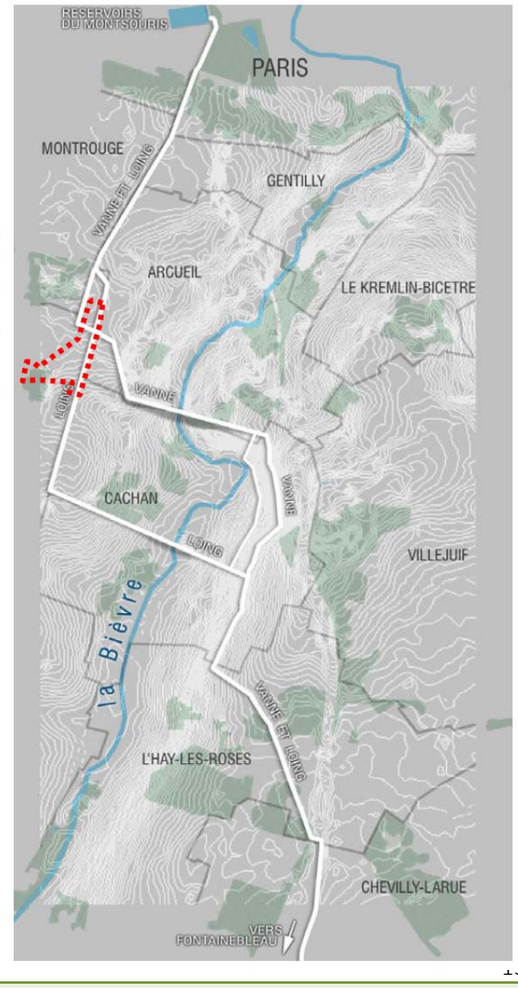
Ces deux canaux ont été créés au 19ème siècle pour acheminer de l'eau potable à Paris, depuis des sources situées dans les régions de Fontainebleau et de Troyes. Fruit du travail de l'homme, ces ouvrages d'art séculaires marquent le paysage de leur passage :

Sur le site d'étude, la présence des aqueducs est visible en deux points :

- Le long de l'avenue Prieur de la Côte d'Or, située sur Arcueil, aux abords du fort de Montrouge, l'espace est ouvert et accessible. Une bande engazonnée s'inscrit entre, d'un côté, des parcelles potagères en accès direct sur l'emprise aqueduc et des petits bâtiments préfabriqués, et de l'autre côté, la rue présentant une façade urbaine bien structurée ;
- Dans la continuité de la bande engazonnée, l'emprise des aqueducs est visible sur un terrain clos non bâti s'apparentant à une parcelle privée, en front de la rue Jean Naudin.

Piloté par la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, un Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing a été élaboré en 2005-2006. À l'échelle régionale, l'aménagement des aqueducs de la Vanne et du Loing doit permettre de construire de manière progressive une continuité de cheminement doux de Paris vers Rungis, complétant le réseau de liaisons douces du sud parisien
Ce schéma prévoit notamment la mise en lumière des parties émergeantes des aqueducs et l'accompagnement, par une promenade aménagée, des parties souterraine (cf. chapitre sur les circulations douces).





Source : Schéma d'aménagement paysager des aqueducs de la Vanne et du Loing

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.3 – Hydrogéologie

A/ Contexte hydrogéologique balnéonais

La géologie de la région parisienne est essentiellement composée de terrains tertiaires éocènes et oligocènes, reposant sur la Craie blanche campanienne et recouverts par des terrains quaternaires alluvionnaires en vallée et limoneux sur les plateaux.

Il existe dans cette série sédimentaire 2 horizons imperméables auxquels s'ajoutent des horizons de perméabilités faibles qui permettent de différencier plusieurs nappes :

- la nappe alluviale dans les alluvions anciennes,
- la nappe du Stampien ou des Glaises Vertes, qui est une nappe perchée à Paris, dans les Sables de Fontainebleau et dans les formations marno-calcaires de Brie,
- la nappe de l'Eocène supérieur dans la partie supérieure des Sables de Beauchamp et dans les marno-calcaires de Saint Ouen,
- la nappe lutétienne dans le Calcaire Grossier moyen et supérieur, dans les Marnes et Caillasses et dans la partie inférieure des Sables de Beauchamp,
- la nappe de l'Yprésien supérieur dans les Sables Supérieurs ou dans les Sables de Cuise,
- la nappe de l'Yprésien inférieur dans les Sables d' Auteuil,
- la nappe de la Craie,
- la nappe profonde de l'Albien Néocomien.

Bagneux se situe en limite d'une masse d'eau souterraines d'écoulement libre, celle du Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix et au centre de la masse d'eau captive de l' Albien- néocomien.

La nappe de l'Albien Néocomien constitue une nappe identifiée par le SDAGE comme devant être préservée.

D'après l'étude technique menée par Arcadis sur les lots 6 et 7 de la ZAC, il existe deux nappes souterraines au droit du site :

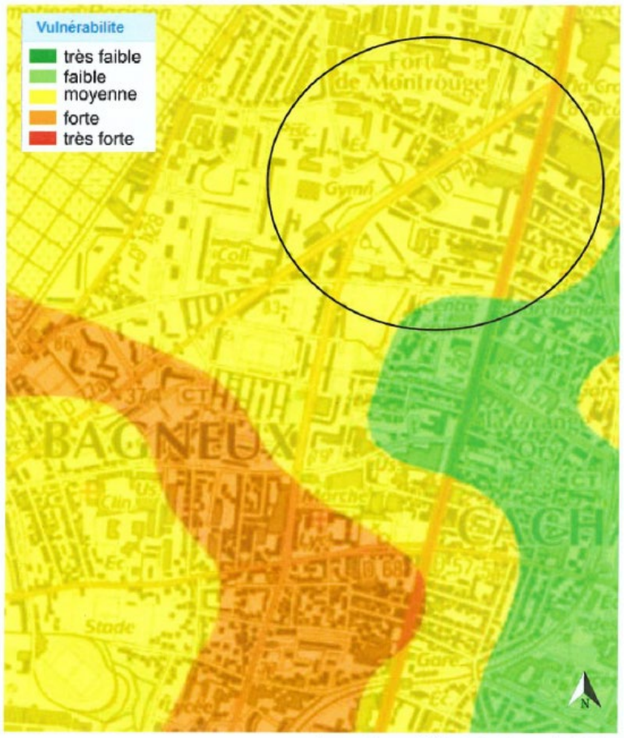
- La première nappe rencontrée est associée au calcaire de Saint-Ouen et aux sables de Beauchamp, située à une profondeur estimée à 8 m. Selon la carte hydrographique de Paris (N°183, 1970), cette nappe s'écoule localement vers l'Est, puis vers le Nord-Est en direction de la Seine ;
- La seconde nappe rencontrée est liée à la formation du Lutétien, en charge sous les Marnes et les Caillasses, à des horizons semi-perméables.

L'étude d'impact de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (2016) mentionnait la présence d'une nappe souterraine à 8 m de profondeur. Le dossier soulignait la forte vulnérabilité de cette nappe, du fait de la faible profondeur de la nappe, de la pollution avérée des sols et de l'absence de protection offerte par les couches sus-jacentes.

La vulnérabilité est représentée par la capacité donnée à l'eau située en surface de rejoindre le milieu souterrain saturé en eau.
La notion de vulnérabilité repose sur l'idée que le milieu physique en relation avec la nappe d'eau souterraine procure un degré plus ou moins élevé de protection vis-à-vis des pollutions suivant les caractéristiques de ce milieu.

La carte éditée par le SIGES Seine-Normandie (ci-dessous) précise la vulnérabilité intrinsèque des eaux souterraines dans le secteur de Bagneux.

Vulnérabilité des eaux souterraines au droit du secteur de la ZAC



Source : Agence de l'Eau Seine-Normandie, 2020

Dans le cas de Bagneux en général, et du secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo en particulier, **la vulnérabilité intrinsèque est qualifiée de « moyenne » du fait de la faible profondeur de la nappe, de la nature des sols et de la nature des activités humaines sur le site.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Niveaux piézométriques
Lors des sondages menés par FONDASOL pour le lot G3, afin de définir la géotechnie des sols, et compte tenu de la création de parking en sous-sol, un piézomètre a été mis en place au sein du sondage SDS à 35 m de profondeur (pointe Nord-ouest du lot G3). **Cet ouvrage est resté sec.**

Lors des sondages menés par ROCSOL en 2020, le niveau de la nappe relevé est assez profond (au-delà de 54 NGF) et n'intéressa pas le projet.
En revanche, il est possible que les eaux de ruissellements s'accumulent au toit et au sein des Sables de Beauchamp nécessitant un pompage en fond de fouille potentiellement.

B/ Les éléments hydrologiques sur le secteur de projet de la ZAC

La ZAC est localisée sur le bassin versant de la Bièvre, son sens d'écoulement s'effectuant du Nord (depuis l'avenue Aristide Briand) vers le Sud.

Carte des bassins versants présents sur la ville



L'évacuation des effluents est assurée gravitairement par le réseau unitaire vers la station d'Achères.
La partie communale du réseau est constituée de 25 km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 200 à 600mm.

La partie départementale est constituée de 20 km de collecteurs circulaires non visitables d'un diamètre de 20 cm à 1 mètre, ou ovoïdes de 1,60 m à 2 mètres de hauteur totale.
Les collecteurs du réseau départemental reçoivent les effluents transportés par le réseau communal.

A proximité du secteur 6 comprenant les lots G1, G2 et G 3, le réseau départemental est constitué par :
- rue Victor Hugo des deux côtés de la rue: diamètres 300/400,
- rue de Verdun : diamètre 800,
- avenue Louis Pasteur des deux côtés de la rue: diamètre 400,
- avenue Henri Barbusse : diamètre non renseigné,
- l'émissaire Sud, deux branches de diamètre 2750 traverse la partie Sud de la « place des Métros.

C/ Utilisation de l'eau

L'utilisation des ressources en eau est évaluée à partir du rapport de présentation du PLU de Bagneux et des données disponibles auprès de I'ARS (Agence Régionale de Santé} et du Conseil Départemental.
Ces données sont complétées par les informations disponibles localement au travers des données de la Banque du Sous-sol Eaux Souterraines (BSS} du BRGM.

La gestion des eaux de Bagneux est assurée par le SEDIF (Syndicat des Eaux d'lle-de-France}, qui regroupe 144 communes franciliennes. Les ressources mises en œuvre pour alimenter Bagneux proviennent de l'usine Édouard Pépin, située à Choisy le Roi, et qui pompe l'eau de la Seine.

Cette usine de production fournit 300 000 m^3 d'eau par jour aux habitants du sud parisien, soit 1,91million d'habitants. Sa capacité totale s'élève à 600 000 m^3 /jour.

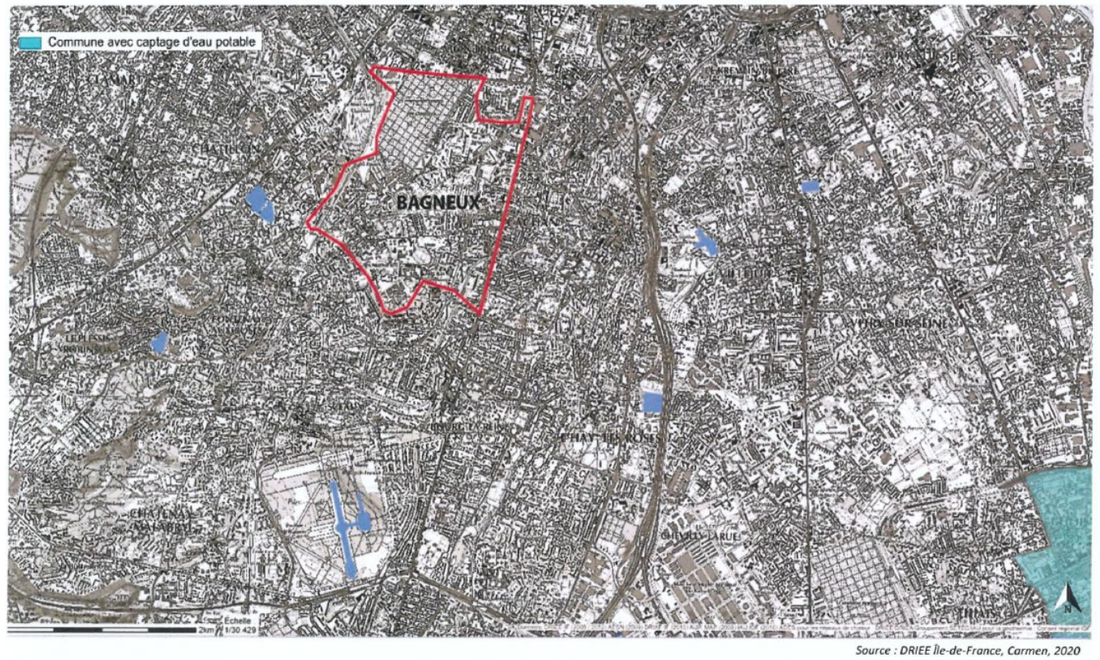
Elle présente donc une marge de capacité permettant d'assurer l'alimentation actuelle en eau potable et de prévenir une augmentation future de la population.

Le réseau est également relié aux nappes souterraines (nappe phréatique du calcaire de Champigny) qui constituent des réservoirs de secours et représentent un appoint potentiel de 50 m^3 /jour.
D'après la Banque Nationale des Prélèvements en Eau (BNPE) ; le territoire de Bagneux ne fait pas l'objet de prélèvements d'eau pour un usage en eau potable.

Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas localisé sur un périmètre de protection de captage AEP.

Le territoire le plus proche concernée par cette protection est la ville de Choisy-le-Roi à plus de 7 km au Sud-est.

Localisation des communes à proximité de Bagneux concernées par une protection de captage d'eau



Source : DRIEE Île-de-France, Carmen, 2020

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V – MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

V.1 – Paysage et cadre végétal de Bagneux

Selon le PLU en vigueur, en raison de l'ancienneté de l'urbanisation et de son importance, les milieux naturels au sens propre du terme ont disparu. Cependant **Bagneux possède plus de 100 hectares d'espaces verts,** soit 26% de la surface communale.

Bagneux dispose de plus de 47 hectares d'espaces verts publics, soit 11% de la surface du territoire communal, ce qui représente un ratio moyen de 12,2m² par habitant.



Source : Site internet de la Ville

Cet environnement végétal très diversifié se compose principalement de :

- **9 parcs couvrant une superficie de 15,35 hectares** (parc Gabriel-Cosson (6 300 m2), parc Nelson- Mandela (6 600 m2), parc du Puits-Saint- Étienne (7 200 m²), parc de la Coulée verte (2 hectares), parc Richelieu (2,1 hectares), parc Maximilien-Robespierre (2,3 hectares), parc paysager François Mitterrand (6,3 hectares et 3,2 hectares d'extension), jardin Ilan-Halimi (2 400 m²).

- **6 squares couvrant une superficie de 1,1 hectares** (square de la Résidence (500 m²), square des Oiseaux (890 m²), square Commaille (900 m²), square Kirovakan (1 500 m²), square Marx- Dormoy (2 000 m²), square du 19 mars 1962 (3 061 m²).

- **Des espaces verts uniques couvrant une superficie de 2,8 hectares** (espaces verts du centre des arts du cirque et des cultures émergentes - PPCM (1 200 m²), espace vert rue des Pichets (1 500 m²), espace Léo Ferré (1 500 m²), jardin de la Maison des arts (2 893 m²), friche des 3 mares (5 040 m²), pré de la Lisette (1,1 hectare), jardin de la Porte d'en Bas (1 000 m²), friche des Monceaux (2 000 m²).

- **Du Cimetière parisien de Bagneux.**

A ce potentiel s'ajoutent :

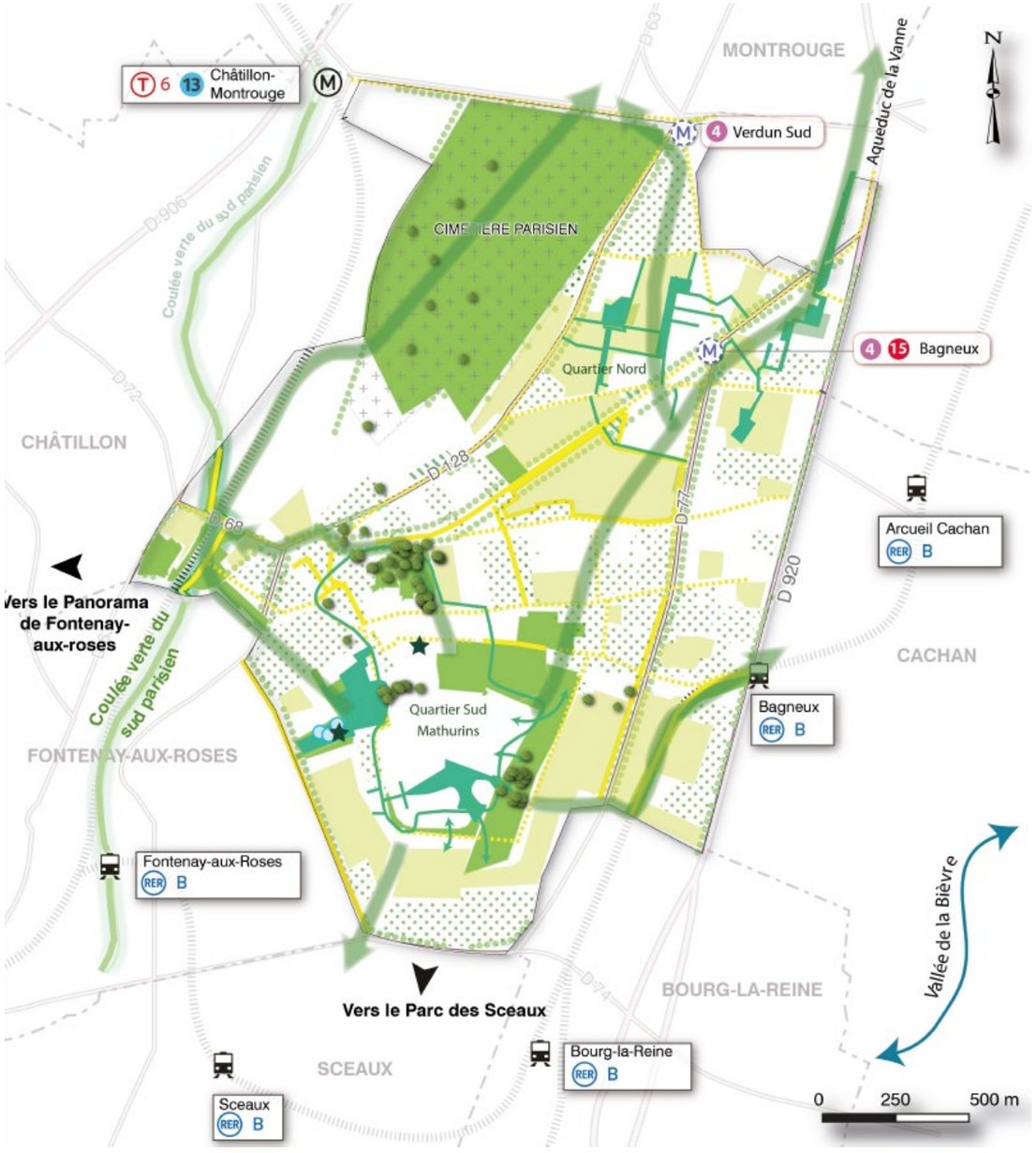
- Environ 1 700 arbres d'alignement dont 400 le long des voies communales et 1 290 sur les voies départementales.
  Près de 800 arbres remarquables sont répertoriés à l'inventaire départemental des arbres remarquables dont environ 750 dans le Cimetière parisien de Bagneux.
  Tous les arbres de la Ville sont numérotés et répertoriés par rue et par site. Ils font l'objet d'un contrôle et d'un entretien annuel.

- Les espaces ouverts pouvant comporter un couvert végétal : terrains de sport de plein air, …

- Les espaces verts privatifs.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'enjeu municipal est de préserver cette trame verte et bleue et de la conforter, notamment dans le cadre de l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) « Trame Verte et Bleue » établie dans le cadre de la dernière révision du PLU.



Orientation d'Aménagement et de Programmation

Trame Verte et Bleue

PLU de Bagneux

Orientation 1 : Garantir la pérennité et la fonctionnalité du réseau de Trame Verte et Bleue en assurant la protection et la valorisation de ses composantes naturelles

Perdurer un équilibre entre espaces construits et espaces de respiration dans la conception de la ville de demain afin de maintenir un accès à l'offre d'espaces verts de qualité

- Préserver les arbres remarquables
- Préserver les réservoirs de biodiversité (mares, parcs, cimetière)
- Valoriser particulièrement les friches de biodiversité
- Garantir le maillage des cœurs d'îlots vert (corridors en pas japonais)
- Renforcer l'intérêt écologique des espaces verts d'agrément des ensembles collectifs
- Maintenir les alignements d'arbres
- Conserver les continuités écologiques

Orientation 2 : Renforcer le réseau de Trame Verte et Bleue, notamment au travers des projets urbains

Favoriser la création de nouveaux espaces végétalisés en lien avec le réseau existant au sein des périmètres de projets

- Assurer la création d'espaces verts dans les projets
- Favoriser les continuités entre les espaces verts créés et valorisés, grâce à un réseau de cheminements doux (ring des espaces verts dans le Quartier Nord et boucle des parcs dans le Quartier Sud)

Orientation 3 : Tirer profit de la Trame Verte et Bleue pour de multiples fonctions

Favoriser les usages en lien avec la Trame Verte et Bleue au service du cadre de vie balnéolais

- *existant* / *intention* Développer de nouvelles liaisons douces (piétonnes et/ou cyclables) végétalisées, et notamment pour améliorer l'accessibilité des espaces verts publics.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

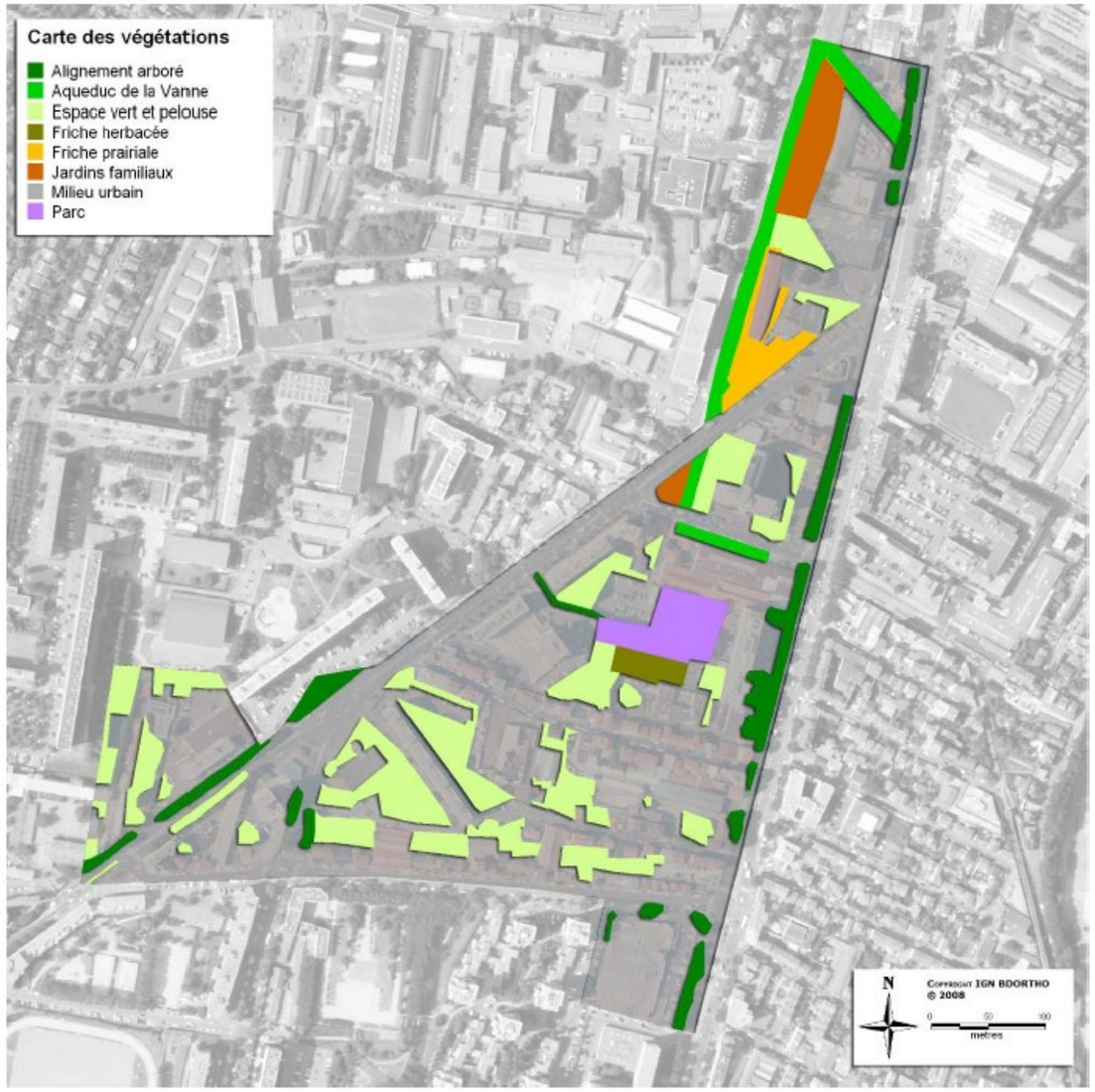
V.2 – Biodiversité et cadre végétal du secteur de la ZAC

A/ Situation en 2011

Au regard de l'étude d'impact de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo de 2016, les terrains de la ZAC avant aménagement représentaient trois types d'habitats à dynamique naturelle ou pseudo-naturelle :

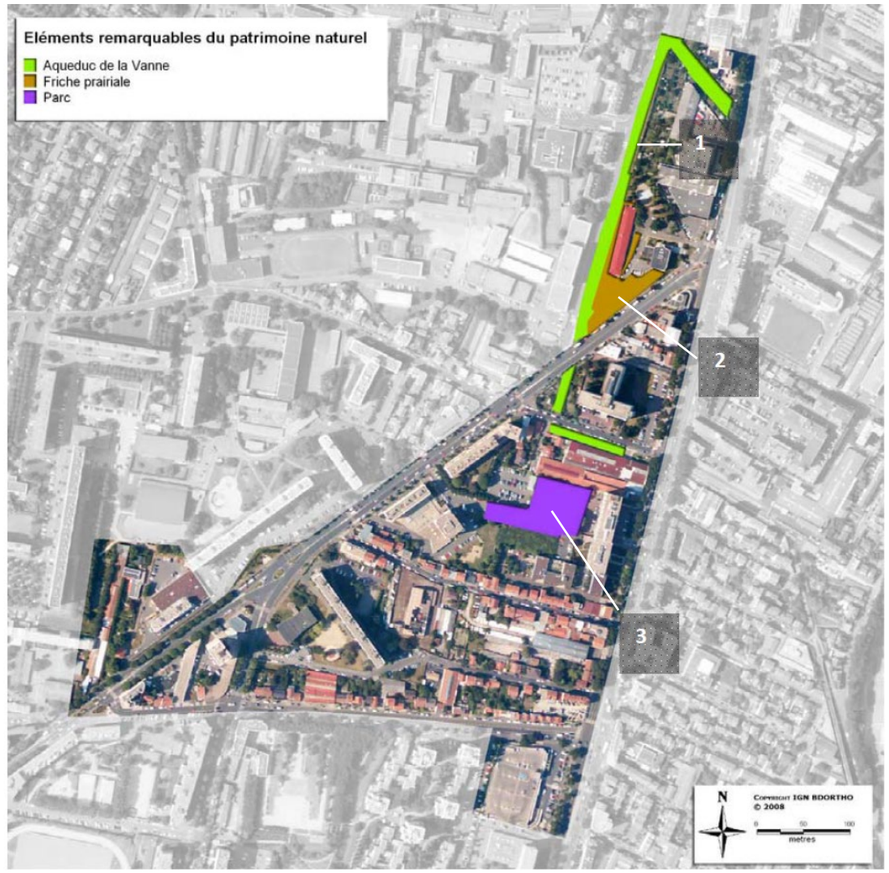
- Aqueduc de la Vanne (code CORINNE 85.12) : type pelouses de parcs
- Friche (code CORINNE 87.1) : type terrains en friche
- Friche prairiale (code CORINNE 87.1) : type terrains en friche

Aucun de ces habitats ne présentait de valeur réglementaire ou patrimoniale.



.

D'après le code Corine Biotope, les éléments et habitats remarquables du patrimoine naturel sur le site de la ZAC qui présentaient des enjeux potentiels et/ou avérés, étaient les suivants.



Source : IAURIF, 2009

	Intérêt fonctionnel	Intérêt stationnel
Aqueduc de la Vanne	**FORT**. L'intérêt premier de l'aqueduc est son caractère d'élément fixe du paysage.	**FAIBLE à MODERE**. →Présence potentielle de *Torilis nodosa*, (espèce déterminante ZNIEFF) → Présence possible d'espèces de flore patrimoniales, accompagnatrices de *Torilis nodosa*.
Friche prairiale	**MODERE** L'intérêt fonctionnel réside dans la proximité immédiate avec les surfaces enherbées de l'aqueduc	**FAIBLE à MODERE** → Présence potentielle du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF. → Présence possible d'espèces de flore patrimoniale
Parc central	**FAIBLE à MODERE** Rôle à définir pour les Mammifères Chiroptères (présence de la Pipistrelle commune) et les Oiseaux	**FAIBLE à MODERE** → Présence d'une station d'espèce de Flore rare en Ile-de-France (Orobanche du Lierre) → Présence potentielle de Mammifères Chiroptères et Oiseaux

Source : Etude d'impact 2015

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ La flore vasculaire recensée

Le croisement de différentes sources d'information porte à 237 le nombre d'espèces de Flore recensées sur la commune de Bagneux, au sein desquelles on dénombre 207 espèces indigènes (i.e. non plantées, introduites volontairement ou involontairement, etc.).

Le peuplement est constitué à 89% d'espèces communes.
22 espèces ont un statut assez rare à très rare en Ile-de-France. Il faut noter la présence douteuse de 3 espèces sur la commune de Bagneux, l'Oseille des champs, le Pissenlit officinal et le Géranium des bois. Ces trois espèces n'étant pas référencées dans la Flore d'Ile-de-France (JAUZEIN & NAWROT, 2011), elles n'ont pas été pas incluses dans l'analyse.

Aucune espèce sous statut réglementaire de protection n'est présente à l'échelle de la commune et a fortiori de la zone d'étude.

Se distinguent néanmoins 22 espèces à valeur patrimoniale, dont une 1 espèce déterminante de ZNIEFF en Ile-de-France. Parmi des espèces, certaines sont possiblement à très probablement présentes au sein de la zone d'étude :

- Le Torilis noueux. Le cas de cette espèce est équivoque. Alors qu'elle est en régression affirmée dans ses habitats agropastoraux, elle a trouvé un habitat de substitution en ville et particulièrement dans le centre de l'agglomération parisienne, dans les gazons piétinés ou souffrant d'un rythme de tonte trop important. Elle est par exemple commune en petite couronne de même que dans Paris. Le Torilis noueux est très probablement présent sur la zone d'étude, notamment localement sur l'aqueduc de la Vanne.
- Le Pâturin grêle occupe des habitats de substitution en ville : pieds d'arbres, gazons piétinés.
- La possibilité de présence d'autres espèces rares à assez rares en Ile-de-France et citées de la commune, ne peut être totalement exclue pour au moins deux d'entre elles : l'Oeillet arméria et le Mélilot officinal. Le cas échéant, ces espèces seraient également présentes au sein des pelouses de l'aqueduc ou de la friche prairiale de l'ancienne cantine du SETRA.

En synthèse, l'enjeu portant sur la flore était potentiellement modéré, du fait de la présence très probable de Torilis noueux, déterminante ZNIEFF en Ile-de-France. Les autres enjeux attendus concernaient des espèces à dynamique urbaine, qui trouvent en ville des habitats de substitution à des conditions stationnelle qui se raréfient par ailleurs dans la région (espèces originairement associées au pâturage ovin, par exemple).

♦ Les espèces faunistiques recensées

La première étape du travail a consisté à synthétiser l'ensemble des données faunistiques disponibles au sein des bases de données nationales (I.N.P.N.) et départementales (Atlas de la faune sauvage des Hauts-de-Seine).
Les données ont été collectées pour 10 groupes taxonomiques sur la commune de Bagneux.

Présence/absence de données sur la commune de Bagneux

Groupes taxinomiques	BAGNEUX
Coléoptères	NON
Lépidoptères	OUI
Odonates	NON
Orthoptères	NON
Mammifères	OUI
Oiseaux	OUI
Amphibiens	OUI
Reptiles	NON
Poissons	NON
Flore	OUI-

Cinq taxons ont été renseignés, l'absence de cours d'eau justifiait l'absence de données pour les poissons et les odonates.

Les données bibliographiques consultées sont les suivantes :

	Volet flore	Volet faune
Documents fournis par la ville :		
Inventaires CORIF- BAGNEUX, 2011	non	oui
AERHO-BAGNEUX 2011	non	oui
ONF/ ASCONIT Diagnostic écologique phase 1, 2011	oui	oui
BAGNEUX-Atlas-Faune	non	oui

Dans un deuxième temps, les données brutes ont été mises en regard des statuts de valeur réglementaire (protection communautaire, nationale et régionale) et patrimoniales (espèces déterminantes ZNIEFF, inscrites en Liste Rouge…)

Synthèse des statuts réglementaires/patrimoniaux par taxons

Taxon	Nb sp.	ZNIEFF (1)	PN (3)	DHFF (4)	DO (4)	PR (5)	LR (6)
Oiseaux	37	-	24	-	-	-	2
Amphibiens	1	-	1	-	-	-	-
Mammifères	1	-	1	1	-	-	-
Lépidoptères	7	-	-	-	-	-	-

(1) Déterminante ZNIEFF
(3) Protection nationale
(4) Directive Habitat faune flore et Directive oiseau
(5) Protection régionale
(6) Figurant sur la Liste rouge de France.

- Odonates (Libellules et demoiselles)

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'Odonate n'est recensée au vu des études recueillies.

- Lépidoptères (Papillons)

Il y a 7 espèces de Lépidoptères recensées sur le territoire de Bagneux. Toutes les espèces sont communes en Ile-de-France.

Liste des Lépidoptères recensés sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN (1)	PR- IDF (2)	DHFF (3)	ZNIEFF (4)	INPN-BAGNEUX
Acherontia atropos	Sphynx tête de mort	-	-	-	-	2007
Aglais urticae	La Petite-Tortue, la Vanesse de l'Ortie	-	-	-	-	2006
Inachis io	Paon du jour	-	-	-	-	2010
Macroglossum stellatarum	Sphinx colibri	-	-	-	-	2006
Parapoynx stratiotata		-	-	-	-	2010
Vanessa atalanta	Vulcain	-	-	-	-	2010
Vanessa cardui	Belle-Dame	-	-	-	-	2009

(1) : Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection
(2) : Arrêté du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Ile-de-France complétant la liste nationale
(3) : DIRECTIVE 92/43/CEE DU CONSEIL du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages
(4) = Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Par ailleurs, la friche prairiale située au nord de la zone d'étude est potentiellement l'habitat d'espèces associées aux prairies permanentes. C'est le cas du Demi deuil *Melanargia galathea*, espèce déterminante ZNIEFF en Ile-de-France et rare en petite couronne.

- Orthoptères (criquet, grillons, sauterelles) et Dictyoptères (mantes)

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée d'orthoptère n'est recensée. Néanmoins, la présence des voies ferrées aux limites communales de la ville ainsi que la présence de friche laissent présager une possibilité de présence de la Mante religieuse (*Mantis religiosa*), espèce protégée au niveau régional et déterminante ZNIEFF.
Cette espèce est caractéristique des friches herbacées plus ou moins lignifiées, avec une gestion extensive permettant l'établissement d'un cycle larvaire sur deux ans (fauche tardive).

- Coléoptères

Sur la commune de Bagneux, aucune donnée de Coléoptère n'est recensée.

- Amphibiens

Une seule espèce d'Amphibiens est citée sur la commune, au niveau de la friche des trois mares, il s'agit du Crapaud commun (*Bufo bufo*). Sa présence sur la zone d'étude est exclue compte tenu de l'absence de zones humides.
Néanmoins, ce groupe constituera un enjeu de recolonisation potentiel en cas de création d'habitat aquatique au sein de la ZAC. Rappelons que cette espèce a un statut assez rare à rare dans les Hauts-de-Seine et qu'il est protégé sur le territoire.

Liste des Amphibiens présents sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	PN (1)	DHFF (2)	LR (3)	France	ZNIEFF (4)	CORIF-BAGNEUX
Bufo bufo (Linné, 1758)	Crapaud commun	art. 3	-	-		-	2011

(1)Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, NOR : DEVN0766175A, JO, 18 déc. L'article 2 de l'arrêté étend la protection des espèces à leur habitat
(2) directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune et de la flore sauvages. L'annexe IV fixe la liste des espèces protégées au niveau européen
(3) Liste Rouge des espèces menacées en France : Reptiles et Amphibiens de France Métropolitaine. UICN-MNHN mars 2008
Espèces menacées de disparition de France :
CR : En danger critique d'extinction
EN : En danger
VU : Vulnérable
Autres catégories :
RE : Espèce éteinte en métropole
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)
DD : Insuffisamment documenté
(4) Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. /

- Reptiles

Aucune donnée de reptiles n'est mentionnée sur la commune de Bagneux.

- Oiseaux

La synthèse des données porte à 37 le nombre d'espèces d'oiseaux recensées sur la ville de Bagneux.
Parmi ces espèces, les enjeux écologiques sont les suivants :

Le Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*), espèce inscrite en liste rouge de l'UICN en catégorie vulnérables



Le Pouillot fitis (*Phylloscopus trochilus)*, espèce inscrite en liste rouge de l'IUCN en catégorie NEARTHREATENED soit quasi menacé.



Ce sont des espèces forestières qui s'adaptent aux boisements des grands parcs urbains.

Par ailleurs les visites de site ont permis de recenser la présence d'espèces communes :
Serin cini, Pic vert, Mésange à longue queue, Accenteur mouchet, Troglodyte mignon…. Toutes ces espèces ont été recensées au niveau de l'ancien jardin central.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Mammifères

Une seule espèce de mammifère a été recensée, il s'agit de la pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*). Elle est protégée au niveau national et communautaire. Les statuts de protection incluent son habitat et « l'ensemble des conditions nécessaires à l'accomplissement de son cycle vital ».

Liste des mammifères recensés sur la commune de Bagneux

Nom scientifique	Nom commun	PN - art. 2 (1)	LR (2)	France	D.H. (3)	Znieff (4)	IDF	CORIF-BAGNEUX
Pipistrellus pipistrellus	Pipistrelle commune	X			IV	-		2011

(1) : Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection - NOR: DEVN0752752A - JORF n°108 du 10 mai 2007
(2) : Liste Rouge des espèces menacées en France : Mammifères de France Métropolitaine. UICN-MNHN février 2009
(3) : Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune et de la flore sauvages. L'annexe IV fixe la liste des espèces protégées au niveau européen.
(4) : Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN IDF) et Direction Régionale de l'Environnement d'Île-de-France (2002) Guide méthodologique pour la création de Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) en Île-de-France. Cachan, éditions DIREN IDF

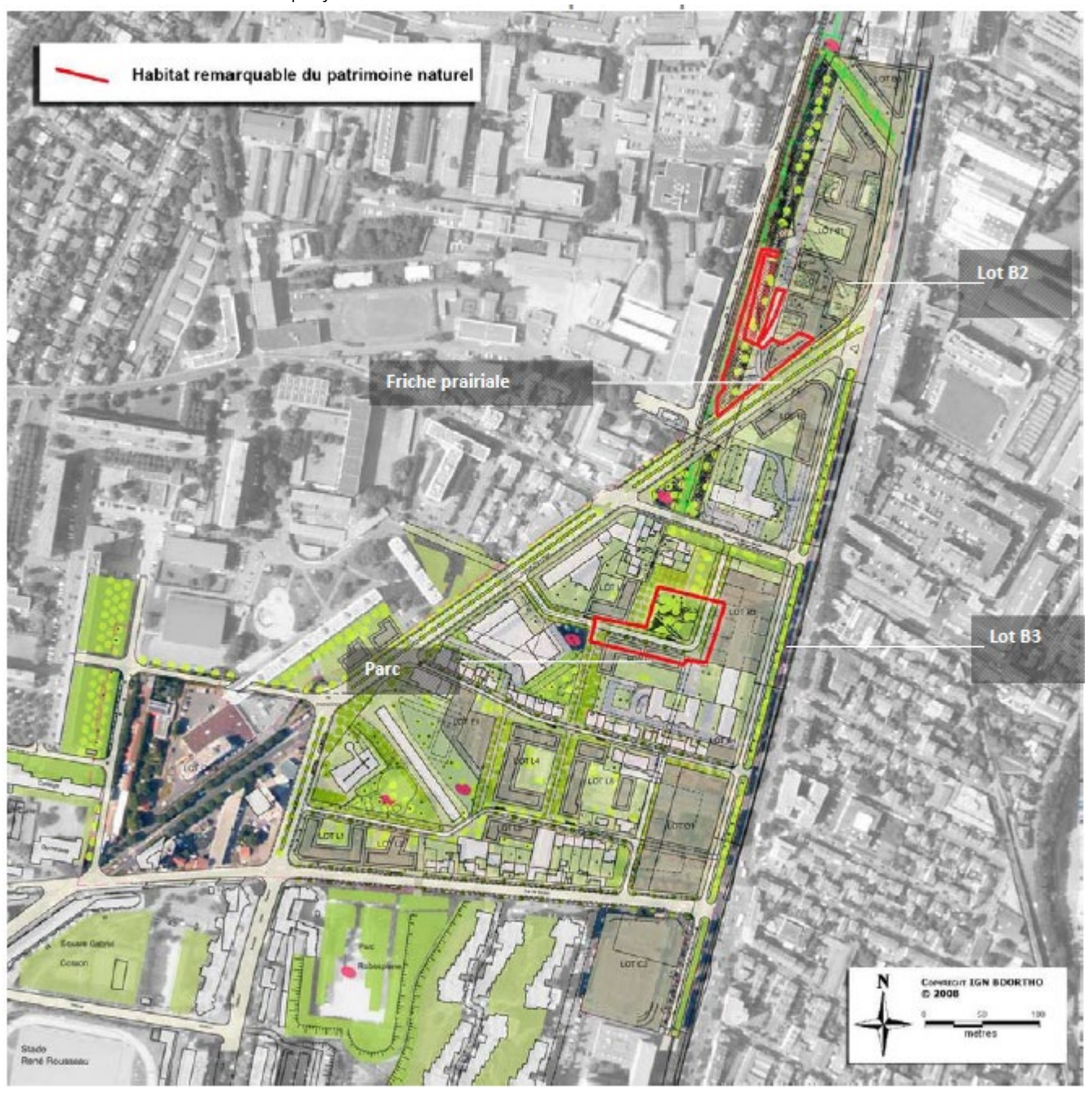
La Pipistrelle commune étaient très probablement présente au sein de l'ancien jardin central de la ZAC. Les alignements de marronniers ainsi que l'ouvrage central maçonné sont en effet des abris potentiellement utilisés par les Chiroptères.

Toutes les espèces de Chiroptères représentent un enjeu compte tenu de leur statut réglementaire et de leur statut de conservation, défavorable pour la majorité des espèces. Ce groupe constitue de fait un réel enjeu en milieu urbain. La Pipistrelle commune s'adapte localement aux centres villes à partir du moment où la densité d'arbres âgés est suffisante (présence de cavités naturelles).



Les interactions projet/enjeux ont été majoritairement localisées sur l'aqueduc de la Vanne et sur le parc.

Ces secteurs, constituant des éléments remarquables du patrimoine naturel à l'échelle de la ZAC et mis en évidence par l'étude sur la biodiversité, la friche prairiale et le parc (ancien jardin privé du SETRA), ont fait l'objet de modification dans le cadre du projet de ZAC.



Source : SRCE, IAURIF, 2009

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- L'aqueduc de la Vanne (Corine Biotope : 85.12 – Pelouses de parcs)

En l'état l'aqueduc présentait un intérêt fonctionnel fort (compte tenu de son caractère d'élément fixe du paysage bien qu'en souterrain sur cette partie de la zone) et un intérêt stationnel faible à modéré en raison de la présence potentielle du Torilis noueux, (espèce déterminante ZNIEFF) et de la présence possible d'espèces de flores patrimoniales l'accompagnant.




La friche prairiale (Corine Biotope : 87.1 – Terrains en friche)

Cette friche illustrait l'intérêt que pouvait acquérir un espace soumis à une déshérence de gestion durant plusieurs années. **Il était probable que l'intérêt floristique et faunistique, originellement très faible, avait acquis une maturité à la faveur d'un rythme de fauche moins régulier et moins intensif.**
En l'état, la structure de végétation de type prairial, pouvait avoir un intérêt modéré en raison de la présence potentielle de deux espèces d'Insectes protégées au niveau régional et/ou déterminantes :

- La Mante religieuse : Cette espèce se rencontre sur les pelouses, les landes et autres lieux herbeux avec quelques buissons, dans des secteurs bien ensoleillés. La Mante est assez rare, vulnérable, déterminante ZNIEFF et protégée en Île-de-France. C'est une espèce caractéristique des milieux herbacés à gestion extensive. Cette friche prairiale constituait donc un habitat potentiellement favorable à sa présence.

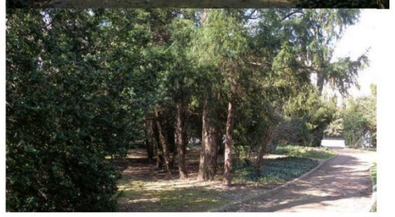
- Le Demi-deuil (ZNIEFF) : Cette espèce de papillon est potentiellement présente dans toutes les belles prairies de graminées. La friche prairiale du site d'étude présente potentiellement les plantes hôtes nécessaires au développement des chenilles (poacée). Le Demi-deuil est déterminant ZNIEFF en Île-de-France et reste un très bon indicateur de la qualité des prairies et des friches.

- Le parc / jardin du SETRA

En l'état la présence d'arbres remarquables, notamment d'un Hêtre (*Fagus sylvatica*) et d'alignements de Marronniers âgés, conférait à ce parc un intérêt particulier notamment pour l'avifaune et les mammifères Chiroptères qui pouvaient nicher dans leurs cavités naturelles.

Eléments remarquables du parc : Hêtre Fagus sylvatica, alignement de Marronniers, bosquets d'ifs Taxus baccata





Une mission de conseil en gestion du patrimoine horticole a été menée en 2013 par le cabinet Pierre Grillet, qui a établi un diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de ce parc, et a présenté des préconisations d'entretien et de mises en sécurité des arbres inventoriés pour une gestion optimisée sur le site d'étude. Une partie du rapport de synthèse est repris ci-dessous.

Le patrimoine arboré du jardin SETRA en 2013 était composé de 81 arbres de 16 essences différentes.

Les trois essences principales, très communes en Île-de-France (érables sycomores, marronniers d'Inde, ifs) représentaient 70 % du peuplement, traduisant une diversité moyenne, voire faible sur l'ensemble du site.

10 arbres remarquables avaient été relevés et identifiés sur le secteur d'étude, offrant une perspective paysagère verte et apaisée dans un milieu bâti et minéral. Il s'agissait de :

- 7 marronniers,
- 1 cèdre de l'Atlas,
- 1 if,
- 1 cyprès de Provence.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Exemples d'arbres remarquables : (1) Marronnier situé à l'entrée ouest du jardin et (2) cèdre de l'Atlas A l'entrée est du jardin

(1)

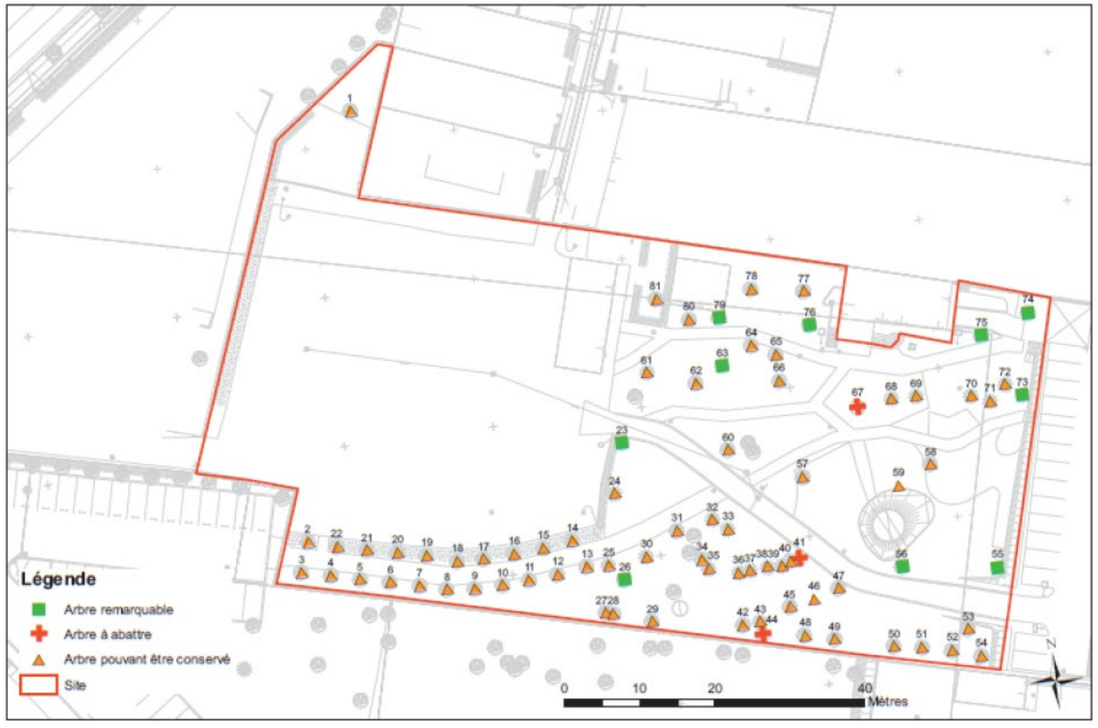


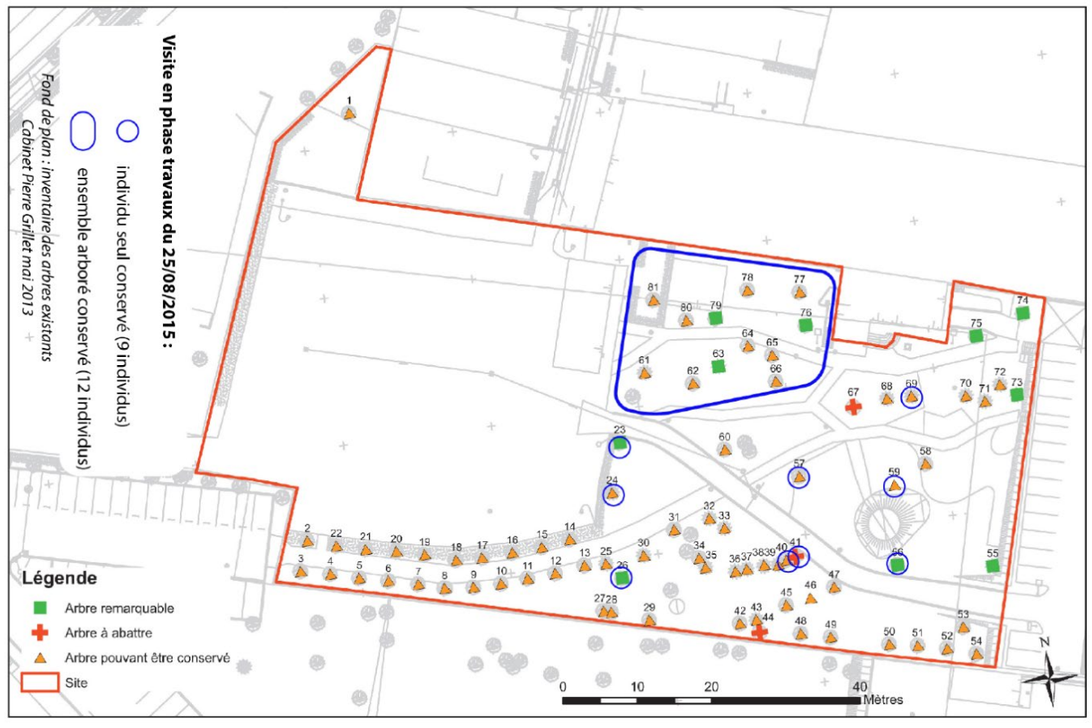


(2)

Source : Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

Au cours du diagnostic effectué sur le terrain, 20 arbres devaient faire l'objet d'une expertise approfondie.





Source : Diagnostic phytosanitaire du patrimoine arboré de l'ancien jardin privé du SETRA à Bagneux, Cabinet Pierre Grillet, 2013

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Situation en 2024

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo présente aujourd'hui un cadre végétal largement complété et réhabilité, avec une place plus généreuse accordée au végétal, dont l'enjeu est également de désimperméabiliser les sols.

2011
3 650m² d'espaces publics
25% de terres perméables



A terme 2 fois plus d'espaces publics avec la trame verte
27% de terres perméables, soit +2 % supplémentaires
+ 46% d'arbres soit 315 nouveaux arbres plantés



ARTE CHARPENTIER ARCHITECTES

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Nouvelles séquences paysagères

- Le secteur de l'aqueduc de la Vanne achevé

Situation 2011



Situation 2019



Plan masse AVP4



Sur l'aqueduc de la Vanne, une végétalisation favorisant un système prairial à gestion extensive, a été réalisé. L'enjeu a été de créer une réelle plus-value en termes de biodiversité à l'échelle du quartier, et de constituer une compensation de la perte d'habitat prairial qui existait avant la réalisation du projet.

La promenade sur son flanc Est est dorénavant valorisée avec la réalisation d'une série de jardins familiaux.

Les espaces verts privés accompagnent le linéaire de voirie paysager (alignement d'arbres et noues) au pied des nouveaux bâtiments à usage de bureau (lot B1, lot B2 et B3) et qui accueillent en cœurs d'îlots de nouveaux espaces paysagers plantés.

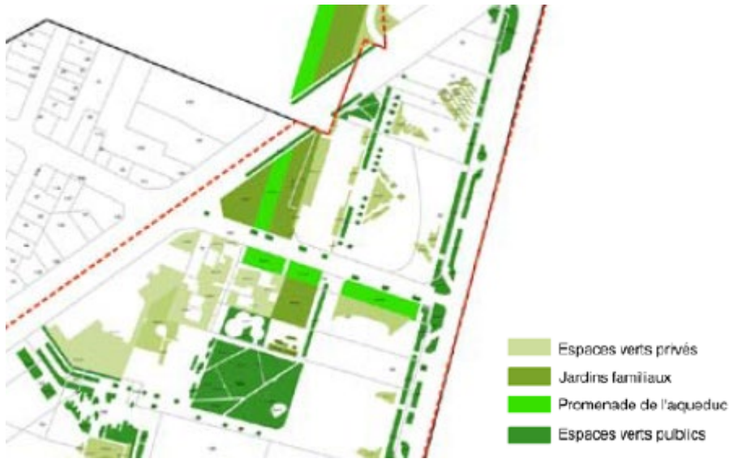
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Le secteur du parc et du théâtre achevé et livré en 2019

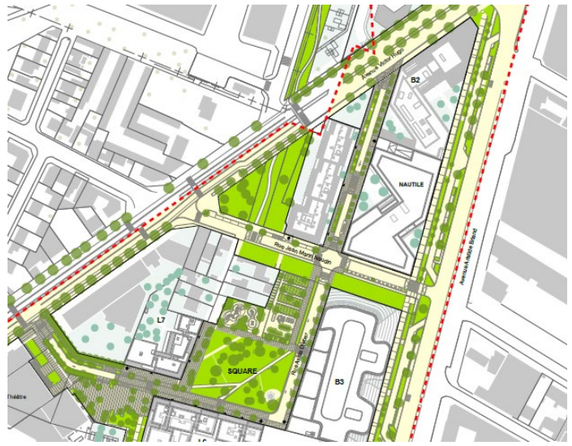
Situation 2011



Situation 2019



Plan de masse directeur 2022



L'ancien jardin privé du SETRA a été transformé en un jardin public baptisé Ilan Halimi d'une surface d'environ 2 000m². L'enjeu a été de maintenir un ensemble arboré composé, de 12 individus et 9 individus isolés, pour bénéficier d'une « base » intéressante et garder ainsi une consistance paysagère avec l'enjeu du maintien redéploiement d'un habitat favorable à l'accueil de la faune.

De nouvelles plantions sont venues le conforter. Le secteur paysager s'est étendu et s'est enrichi d'un jardin de jeux (environ 400m²), et de jardins partagés (environ 60) sur une surface d'environ 900m² sur l'emprise d'un ancien bâtiment.







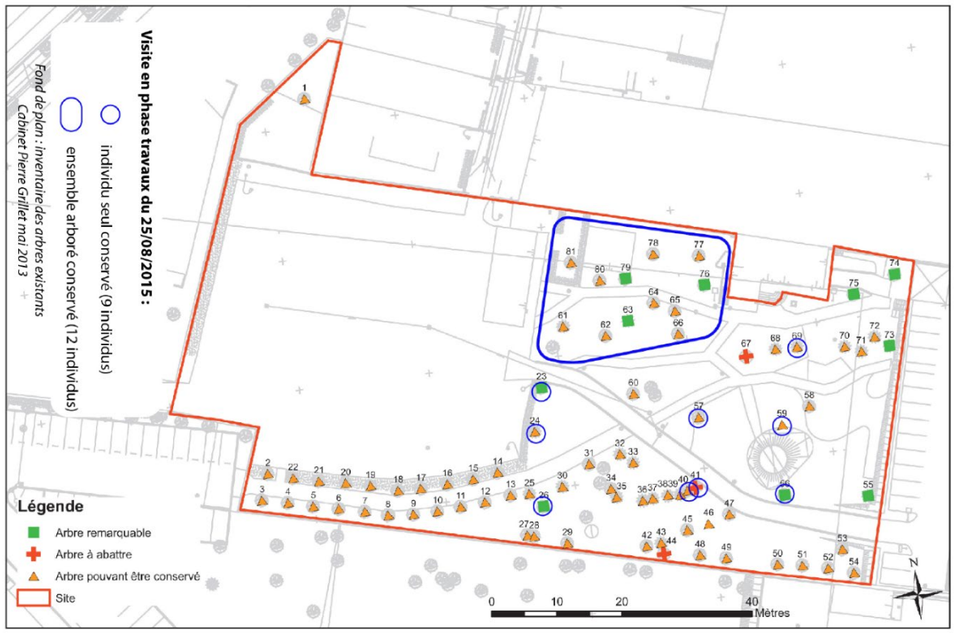


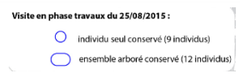
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Ce patrimoine arboré n'a pu être conservé dans sa totalité du fait :

- de la création d'une voie au sud et à l'est de la parcelle (en angle droit)
- des travaux pour la réalisation de l'immeuble Résonnance (réalisé) qui ont nécessité la création d'une v d'accès au chantier traversant le jardin de l'angle sud-ouest à l'angle nord-ouest (cf. photo)

Parmi les arbres dits remarquables, 5 marronniers et 1 if ont été conservés.

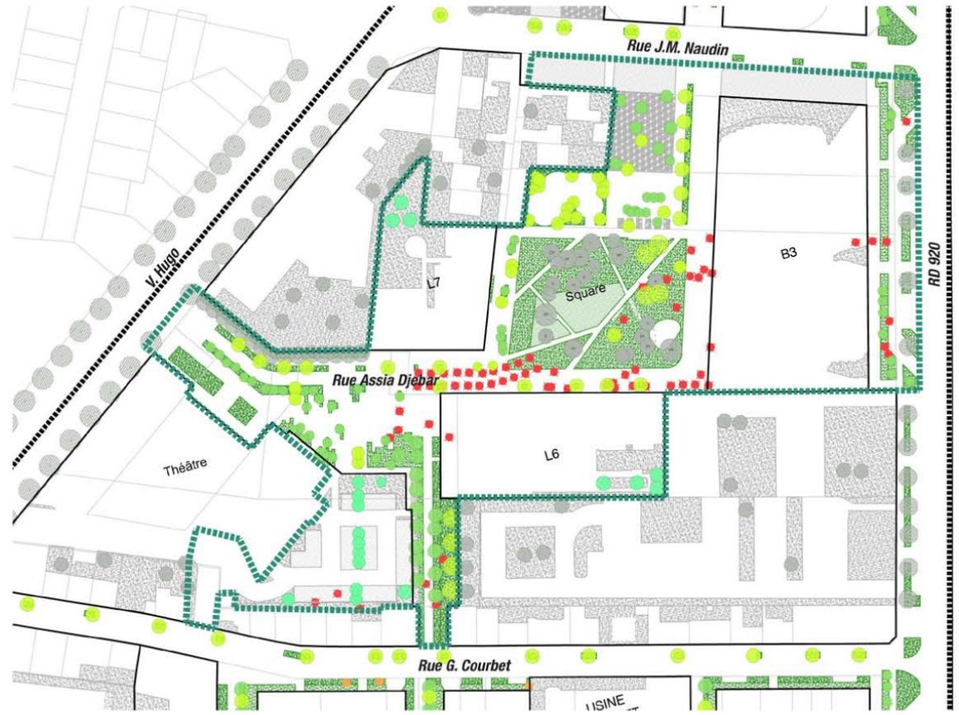




SECTEUR 3 : SECTEUR THEATRE
LIVRÉ EN 2019

Arbres abattus : 68
(dont 5 sur emprise de lots)
Arbres conservés : 43
Arbres plantés sur espace public 129
Arbres plantés sur espace privé : 12
(parking Efidis) +6 (Lot L6 et L7)

EN 2013 : 111 ARBRES
DEMAIN : 190 ARBRES



LEGENDE :

- Arbres conservés
- Arbres abattus
- Arbres à abattre
- Arbres plantés sur espace public : arbre tige
- Arbres plantés sur espace privé : cépée

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le secteur du quartier Roland/Courbet finalisé et en cours de chantier(lot C1) :

Situation 2011



Situation 2019



Plan de masse directeur 2022



L'ensemble de la voirie de ce secteur a été paysager et ou maintenu, et chaque projet de construction a développé des cœurs d'îlots paysagers.

Les abords paysagers de l'église Sainte Monique ont été conservés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le secteur Pôle Gare en cours

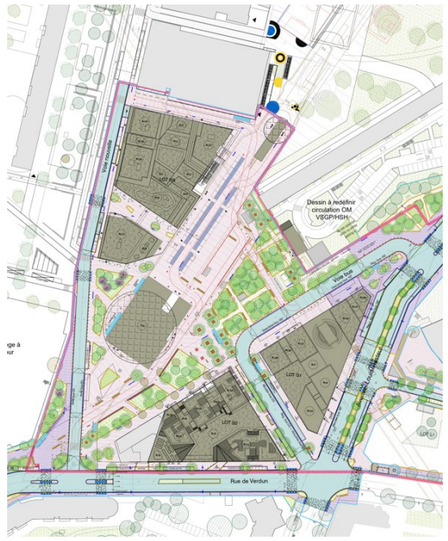
Situation 2011

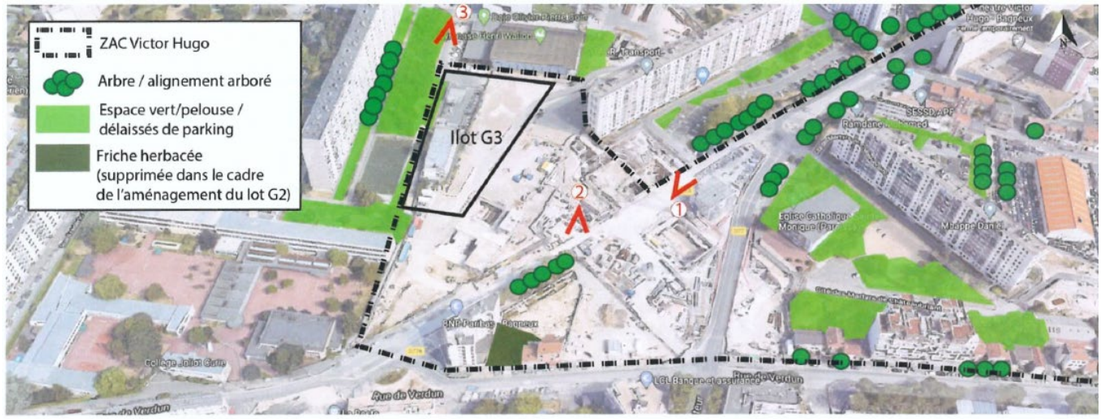


Situation 2019



Plan masse AVP4

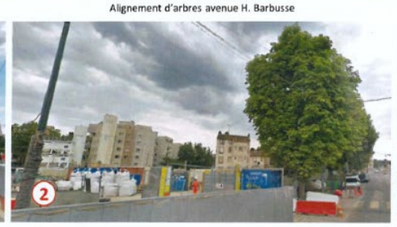




Square de la Cité des Martyrs barrièré



Alignement d'arbres avenue H. Barbusse



Espace vert à l'Ouest du lot G3 et de la base vie du chantier SGP



Source : Google images, 2020

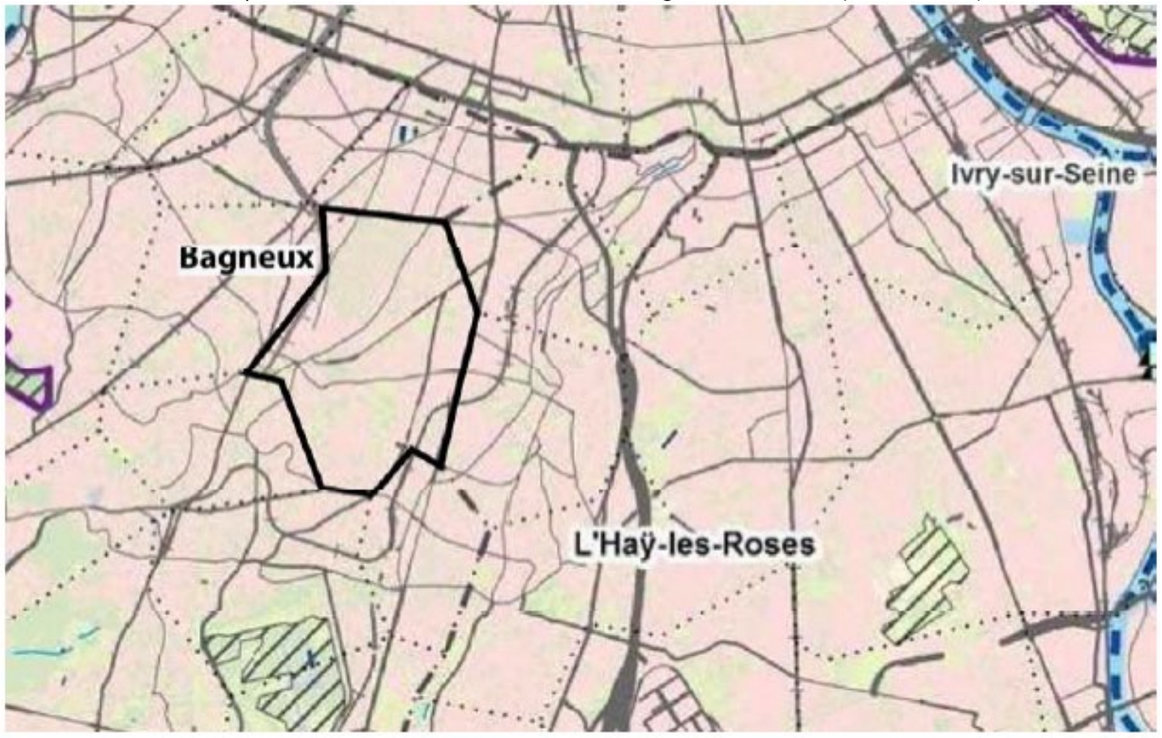
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

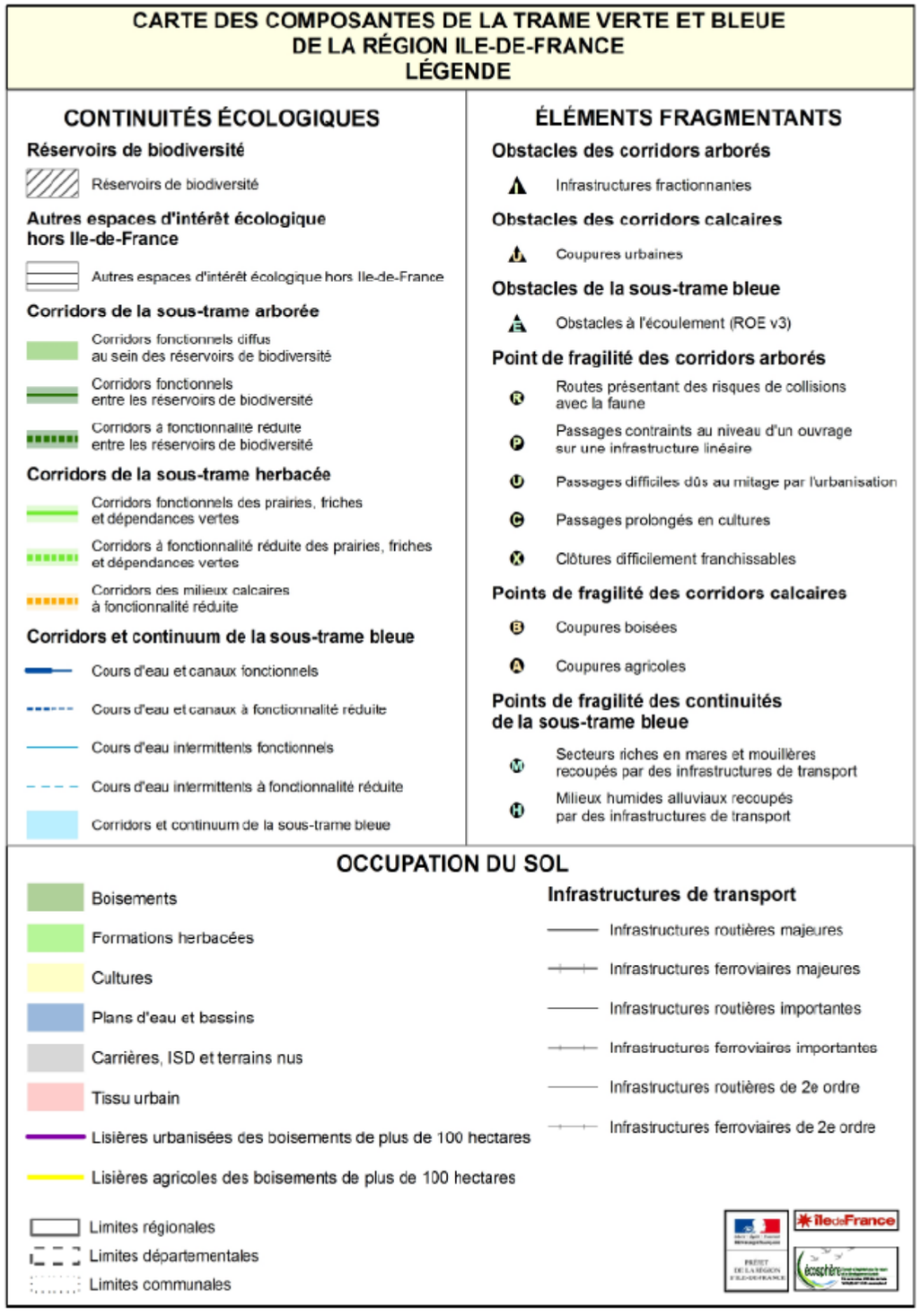
V.3 – Schéma de Cohérence Régional Ecologique (SRCE)

Approuvé par délibération du Conseil Régional du 26 septembre 2013, le Schéma de Cohérence Régional Ecologique (SRCE) repère les composantes de la Trame Verte et Bleue (TVB) en Ile-de-France. Ce document définit des objectifs de préservation et de remise en bon état des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques du territoire.

Comme le montre le zoom réalisé sur la commune de Bagneux, le territoire de Bagneux et le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne possèdent aucun élément de la trame verte et bleue inscrit au SRCE.
Ils ne sont concernés par aucune des « continuités écologiques » (cours d'eaux, corridors, réserves de biodiversité, …) recensées dans la Trame Verte et Bleue du SRCE.

Carte des composantes de la trame verte et bleue de la région Ile-de-France (source : SRCE)





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V.4 – Outils d'inventaire de gestion et de protection du patrimoine naturel

A/ Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique ou Floristique (Z.N.I.E.F.F.) a pour objectif d'identifier, de localiser et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques, un bon état de conservation et des éléments d'intérêt patrimonial.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type 1 : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique. De superficie réduite, ces zones accueillent au moins une espèce ou un habitat écologique patrimonial.
- ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes

L'inventaire ZNIEFF est avant tout un outil de connaissance répertoriant les espaces remarquables requérant une attention et des études plus approfondies ; cette classification n'entraîne aucune protection réglementaire.
Si les ZNIEFF n'ont aucune implication réglementaire, mais leur prise en compte dans un projet d'aménagement peut receler la présence d'espèces protégées gui nécessitent des dispositions réglementaires spécifiques en fonction des inventaires réalisés.

Localisation des ZNIEFF à proximité du site de projet



Source : Géoportail, 2020

La ville de Bagneux n'est pas incluse dans un périmètre d'inventaire, cependant il est à noter la présence de deux ZNIEFF dans un rayon de 5 kilomètres :

- une ZNIEFF de type 1 n°110020469 - **Prairies et boisements du Parc départemental de Sceaux** d'une surface de 118 hectares distante de plus de **3 kilomètres** désignée pour 2 espèces d'orthoptères que sont la Decticelle carroyée *Platycleis tessellata* et la Decticelle bariolée *Roeseliana roeselii* ainsi qu'une espèce de lépidoptère, le Demi-deuil *Melanargia galathea;*

- une ZNIEFF de type 2 n°110030022 - **Forêts domaniales de meudon et de fausses-reposes et parc de Saint-Cloud** d'une surface de 1 890 hectares distante de **4 kilomètres** et désignée notamment pour le Grand Capricorne *Cerambyx cerdo,* le Blaireau européen *Me/es me/es,* le Faucon Hobereau *Falco Subbuteo Linnaeus....*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sont des sites d'intérêts majeurs qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

La ville de Bagneux ne présente pas de ZICO sur son territoire ou dans sa proximité.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par le classement ZICO

D/ Arrêté préfectoral de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope est un outil de protection des milieux naturels. Un écosystème est constitué d'un biotope (milieu de vie physicochimique et spatiale) et d'une biocénose (ensemble des communautés vivantes dans ce biotope) en interaction l'une avec l'autre. Les espaces concernés sont des parties du territoire constituées par des formations naturelles peu exploitées, où l'exercice des activités humaines est réglementé soit pour préserver les biotopes nécessaires à la survie d'espèces animales ou végétales protégées, soit pour protéger l'équilibre biologique de certains milieux.

L'arrêté de protection de biotope découle de l'idée qu'on ne peut efficacement protéger les espèces que si on protège également leur milieu.

La ville de Bagneux ne présente pas d'arrêté préfectoral de protection de biotope sur son territoire ou dans sa proximité.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par un arrêté préfectoral de protection de biotope.

E/ Réserves naturelles nationales et régionales

En France, le système de protection par réserve naturelle fonctionne selon une échelle à deux niveaux :

- Les réserves naturelles **nationales**, dont la valeur patrimoniale est jugée nationale ou internationale, et qui sont classées par décision du ministre de l'Environnement ;
- Les réserves naturelles **régionales** (qui remplacent depuis 2002 les réserves naturelles volontaires), classées par décision en conseil régional, dont la valeur patrimoniale est de niveau régional.

L'autorité administrative à l'initiative du classement confie localement la gestion à un organisme qui peut être une association, une collectivité territoriale, un regroupement de collectivités, un établissement public, des propriétaires, un groupement d'intérêt public ou une fondation. Leur champ d'intervention est multiple :

- Préservation d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition ou remarquable.
- Reconstitution de populations animales ou végétales ou de leurs habitats.
- Conservation des jardins botaniques et arboretum constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition, rares ou remarquables.
- Préservation des biotopes et de formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables.
- Préservation ou constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage, études scientifiques ou techniques indispensables au développement des connaissances humaines.
- Préservation des sites présentant un intérêt particulier pour l'étude de la vie et des premières activités humaines.

La ville de Bagneux ne présente pas de réserves nationales et régionales sur son territoire ou dans sa proximité.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par une réserve nationale et régionale

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F/ Parc Naturel Régional (PNR)

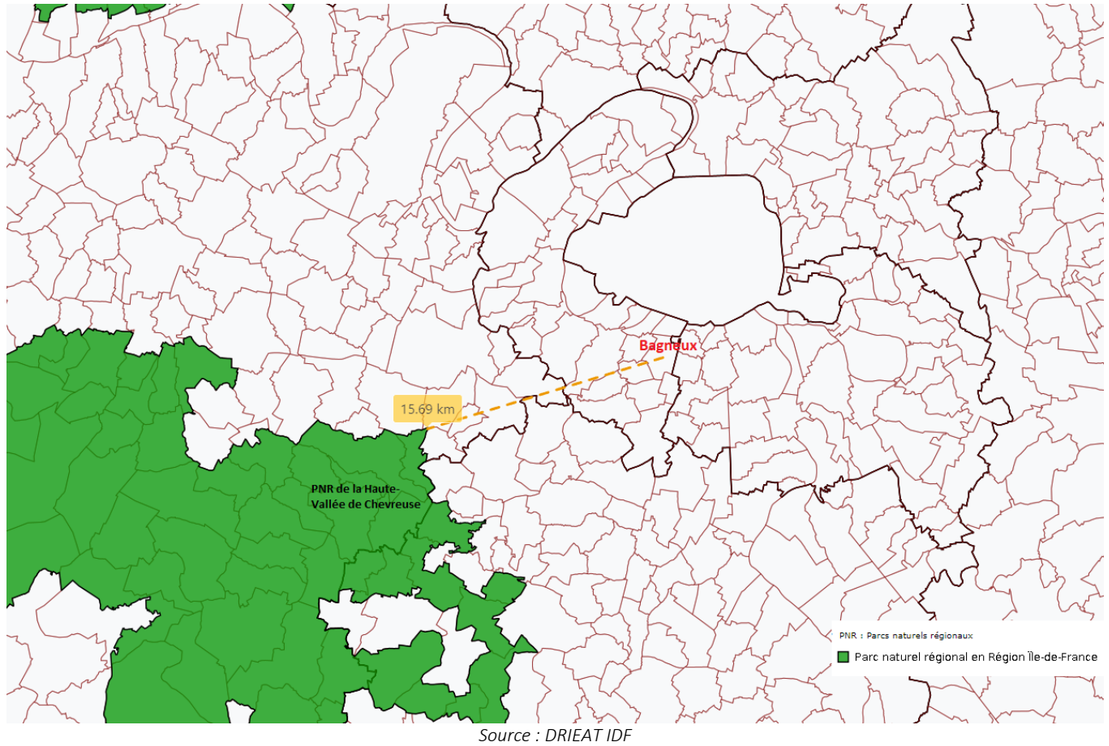
Les Parcs naturels régionaux, institués il y a maintenant 40 ans, ont pour objectif de protéger le patrimoine naturel et culturel remarquable d'espaces ruraux de qualité mais fragiles, parce que menacés soit par la dévitalisation, soit par une trop forte pression urbaine ou touristique. Leur mission est d'assurer un développement économique et social harmonieux de leurs territoires en s'appuyant sur le respect de l'environnement.

Un Parc naturel régional a pour missions :

- La protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- L'aménagement du territoire, en contribuant à la définition et l'orientation des projets d'aménagement ;
- Le développement économique et social, en animant et coordonnant les actions économiques et sociales pour assurer une qualité de vie sur son territoire ; le parc soutient les entreprises respectueuses de l'environnement qui valorisent ses ressources naturelles et humaines ;
- L'accueil, l'éducation et l'information du public. Il favorise le contact avec la nature, sensibilise les habitants aux problèmes environnementaux ;
- L'expérimentation. Le parc contribue à des programmes de recherche et a pour mission d'initier des procédures nouvelles et des méthodes d'actions.

Le territoire de Bagneux n'est inclus dans aucun périmètre de Parc Naturel Régional. Le PNR le plus proche est celui de la Haute-Vallée de Chevreuse (FR800001) situé à plus de 15 km au Sud-Ouest.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concernée par un PNR



Source : DRIEAT IDF

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

H/ Espaces Boisés Classés (EBC)

Sur le territoire de Bagneux, les Espaces Boisés Classés (E.B.C.) représentent globalement une superficie d'environ 10.53 ha, soit 2,5% du territoire communal. Ils concernent essentiellement les espaces verts de la zone UBIO qui constituent les réservoirs de biodiversité majeurs de Bagneux et offrent des boisements denses composés d'arbres de haute tige souvent anciens :

- le Parc François Mitterrand ;
- le Parc du Puits St Etienne ;
- le Parc Richelieu ;
- le Parc Kirovakan ;
- une partie de la Boucle des Parcs (ancien domaine de l'archevêché) ;
- la Coulée Verte du Sud Parisien (Promenade des Vallons de la Bièvre) ;
- le square de la Prémontière.
- Le square du 19 Mars 1962

Le secteur de projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est donc pas concerné par un périmètre d'EBC.

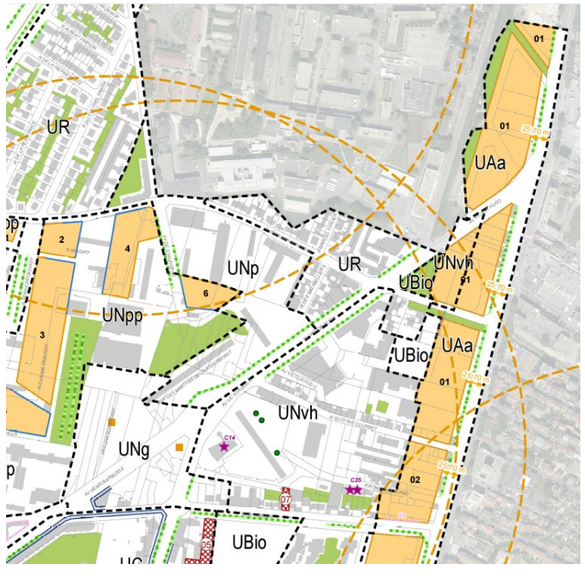
I/Eléments de paysage à préserver pour la préservation des continuités écologiques

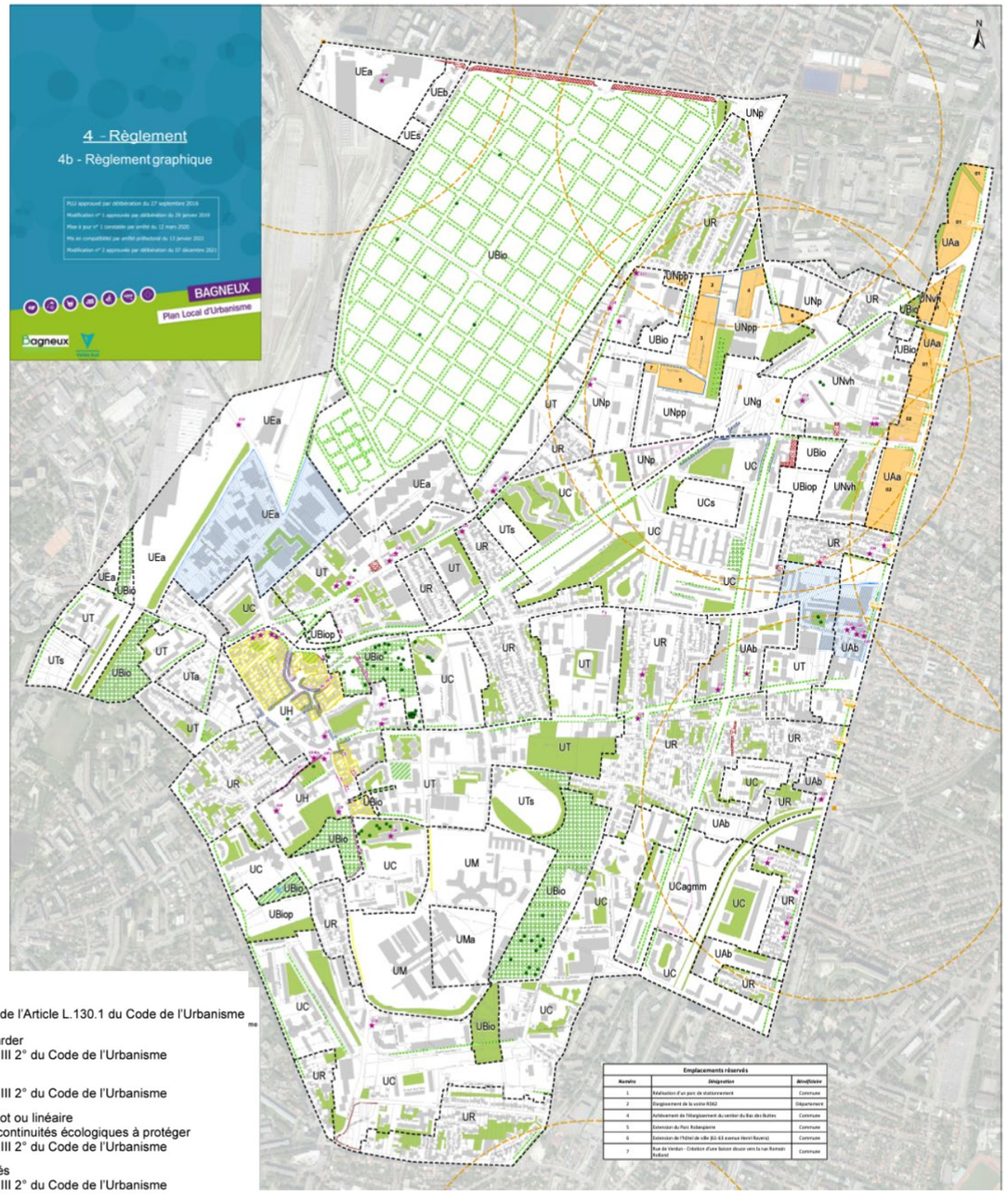
Sur le territoire de Bagneux, ces éléments protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme représentent globalement une superficie d'environ 26,3 ha, représentant 2,5% du territoire communal.

Quelques secteurs de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont concernés par cette protection.

La ZAC Ecoquartier au plan de zonage est concernée par :

- Des espaces non bâtis en cœur d'îlot ou linéaire nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger.
- De linéaires végétalisés protégés situés le long de la rue Aristide Briand (RD920) et de la RD77A (avenue Victor Hugo)
- De 3 arbres remarquables





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Zones humides

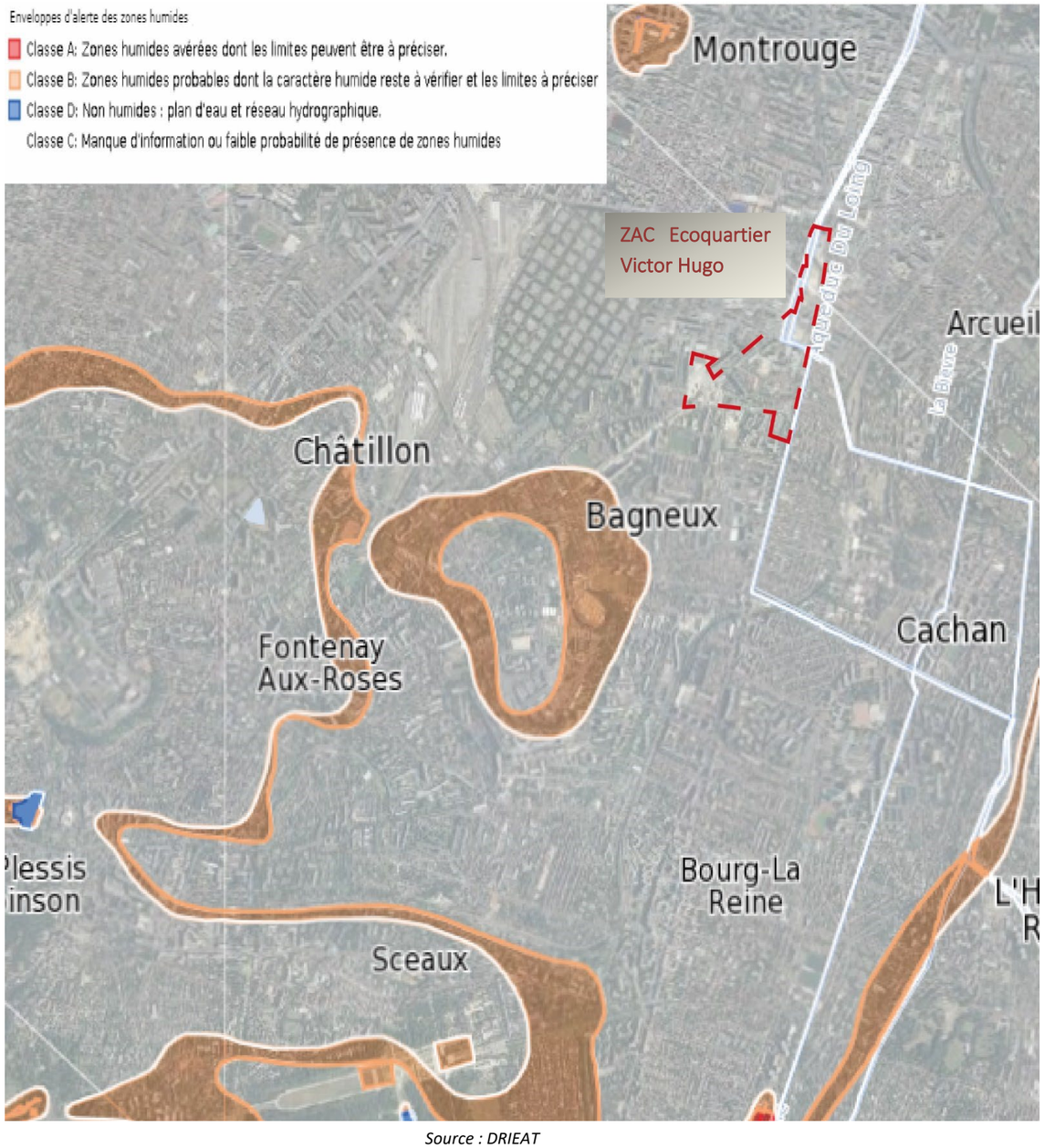
L'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 (« Loi sur l'Eau »), définit les zones humides comme des « *terrains habituellement inondés ou gorgés d'eau, de façon permanente ou temporaire* » ; il affirme la nécessité de préserver et de protéger ces écosystèmes aquatiques qui assurent des fonctions de réserves biologiques, animales, et végétales.

Les zones humides sont, depuis la loi sur l'eau de 1992 et le SDAGE de 1996, reconnues comme des entités de notre patrimoine qu'il convient de protéger et de restaurer. Depuis 2000, l'ensemble des travaux relatifs à la Directive Cadre sur l'Eau rappelle la contribution significative de ces zones humides à l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eaux. Plus récemment la loi relative au Développement des Territoires Ruraux précise la définition juridique de la « zone humide » et renforce sa protection.

Pour faciliter la préservation des zones humides, la DRIEAT Ile de France a lancé en 2009 une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides. Cette étude a abouti à une cartographie qui partitionne la région en cinq classes selon la probabilité de présence d'une zone humide.

La ville de Bagneux est concernée très ponctuellement par la zone de « Classe B ». Ce classement correspond à une probabilité de zones humides, mais dont le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser.

La carte de l'enveloppe des zones potentiellement humides illustre qu'il n'existe pas de zones humides sur le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.



Source : DRIEAT

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

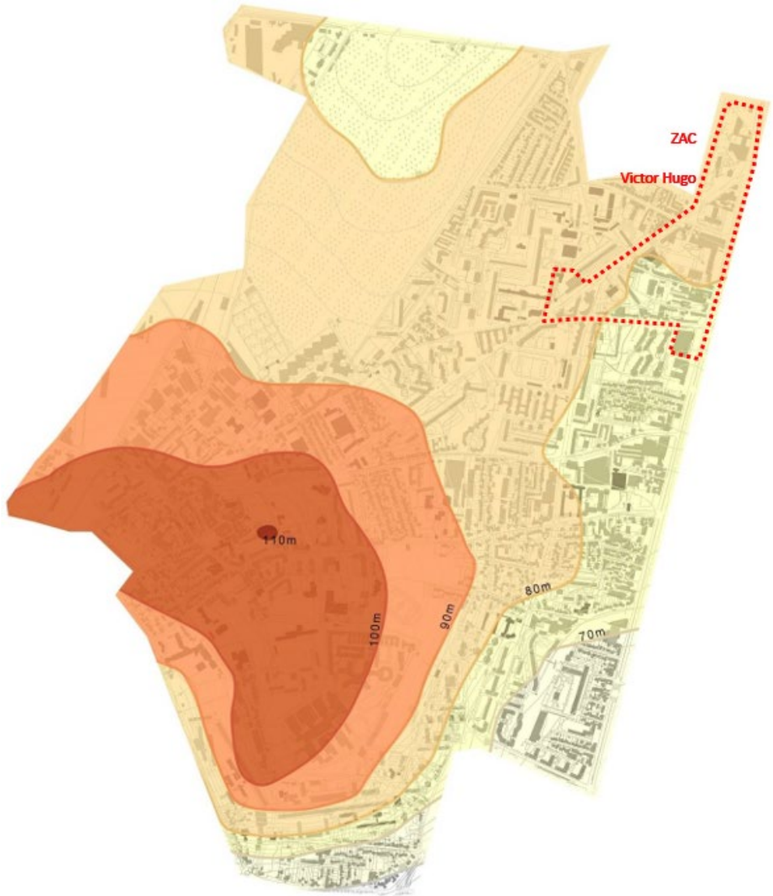
VI – SOLS ET TERRES

VI.1 – Topographie

La topographie communale

Le territoire de Bagneux est situé sur un plateau d'une altitude moyenne de 80 mètres, entaillé par la vallée de la Bièvre et un de ses affluents, (le ru de la Fontaine au Moulin) qui ne sont pas situés sur le territoire communal.

La partie haute du plateau s'étend en arc de cercle, le point le plus élevé se situant légèrement au sud-est du centre-ville à une altitude de 111 mètres. La présence des cours d'eau ayant structuré cet ensemble se ressent essentiellement dans la partie sud **où les pentes sont marquées** et où l'altitude diminue rapidement en passant de plus de 100 m à environ 60 m. Dans une large partie nord, les pentes sont plus douces et le plateau s'incline progressivement vers le nord et Paris.

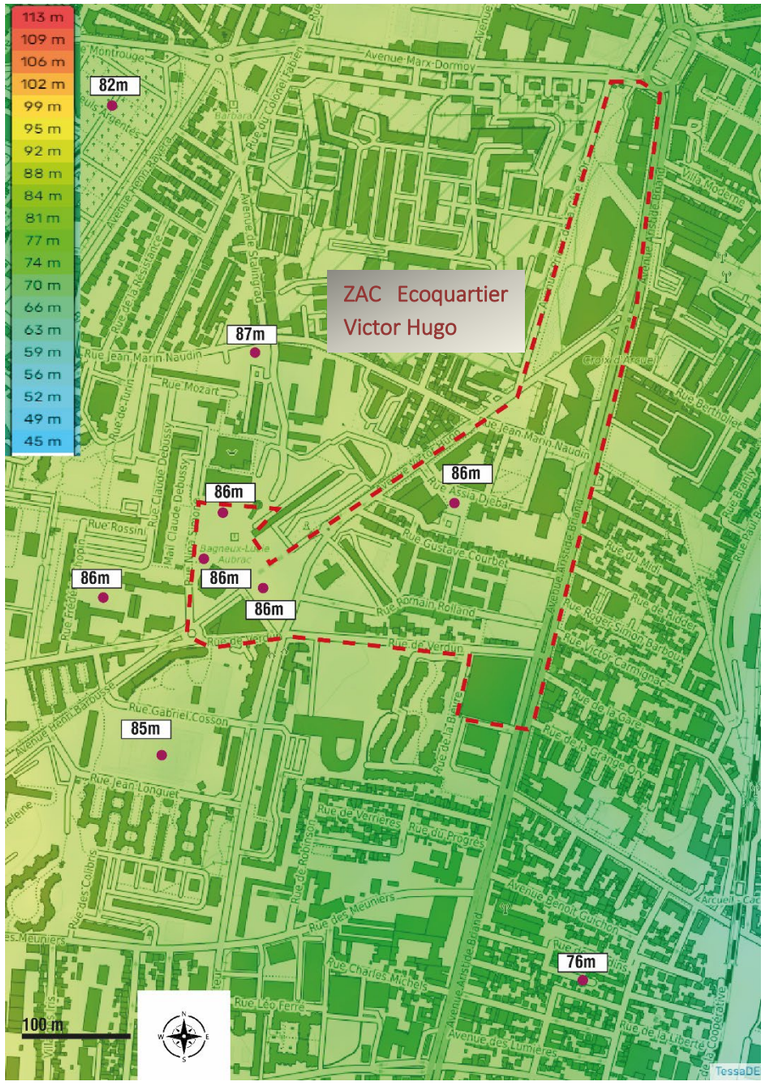


(Source : Plan Local d'Urbanisme 2006)

La topographie du site de la ZAC

Le site de la ZAC est caractérisé par un relief plat.

Il se situe à une altitude variant de **73 à 84 mètres du nord au sud.** Le point le plus bas se situe au sud du site, au niveau de la rue de Verdun ; tandis que le point le plus élevé se trouve à l'extrémité nord, à environ 84 m d'altitude. Les écarts d'altitude sont faibles, à peine plus de 10 mètres, et sont donc peu perceptibles sur l'ensemble de la zone étudiée.



Source : topographic map

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.2 – Géologie et géotechnique

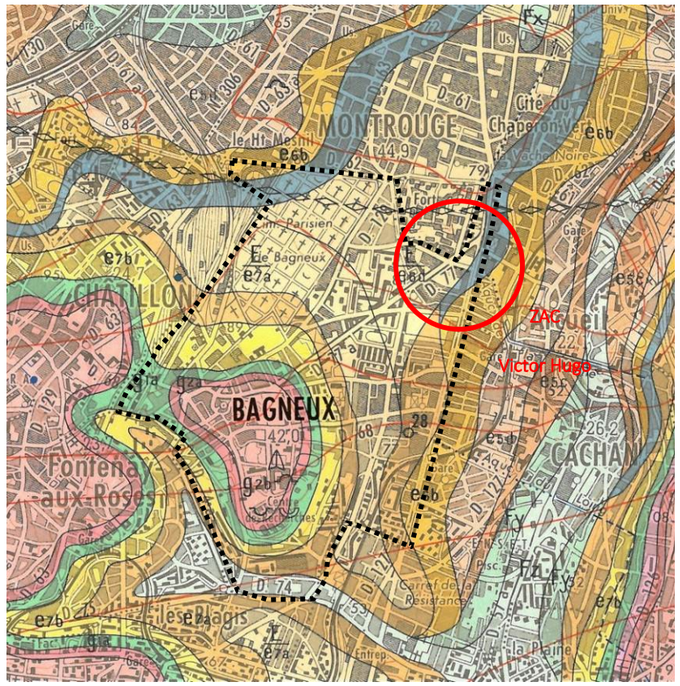
A/ Contexte géologique à l'échelle du territoire communal

Le département des Hauts-de-Seine est situé entre deux axes tectoniques, au nord du synclinal de la Seine et au sud, l'anticlinal de Meudon. Le substratum général de la série tertiaire constituant le toit de la Craie est affecté par un prolongement sud-ouest / nord-est avec un pendage de 8 à 9 %. Les phénomènes tectoniques affectent aussi les formations du tertiaire, ce qui explique en général le pendage des couches vers le nord-est.

La structure géologique qui caractérise le territoire communal résulte de l'action érosive de la Seine et de la Marne sur les terrains sédimentaires déposés au cours de l'ère tertiaire. Du fait de cette action érosive, la totalité de la couverture géologique de surface est constituée d'alluvions du quaternaire. Néanmoins, en raison de la présence humaine depuis de nombreux siècles, cette série géologique est recouverte de remblais.

De la surface vers le sous-sol, on trouve ainsi des remblais, puis des sables, des marnes et des caillasses, puis une épaisse couche de calcaire grossier. Ce calcaire a été largement exploité, ce qui a engendré la présence de carrières. Ces carrières ont été remblayées avec divers matériaux dont la stabilité et la qualité du soutènement sont parfois insuffisantes. Cette situation se traduit ponctuellement par une certaine fragilité du sous-sol.

Les caractéristiques géologiques ont été appréhendées à partir des documents du BRGM (Bureau de recherches Géologiques et Minières), carte au 1 / 50 000.



Sur le territoire de Bagneux, les formations rencontrées affleurantes sont les suivantes :

- **Sables et grès de Fontainebleau (g2b)** : les sables et les grès de Fontainebleau qui ont occupé autrefois toute la région parisienne forment des massifs importants sur les collines en liaison avec l'axe de Meudon (principalement dans Paris même à Montmartre, à Belleville et à l'est, à Romainville). Leur hauteur peut atteindre 60 m. Ils sont formés de sables quartzeux, blancs quand ils sont purs, jaunâtres ou rougeâtres lorsqu'ils sont colorés par les infiltrations. Ils ne renferment plus de fossiles, par suite de leur grande perméabilité, mais les bancs de grès, étagés à diverses hauteurs dans les sables, sont criblés d'empreintes d'une faune variée.

- **Marnes à huîtres (g2a)** : Ainsi nommées parce qu'elles renferment en abondance des valves d'*Ostrea cyathula* et *O. longirostris*, elles forment le support bien continu des sables de Fontainebleau. Ce sont des marnes grises, jaunâtres ou verdâtres, calcareuses, qui durcissent à l'air, avec niveaux gréseux et filets argileux. Très fossilifères dans la région de Paris, elles renferment une faune abondante. L'épaisseur des marnes à huîtres ne dépasse pas 6 m.

- **Marnes argileuses verdâtres, argile verte du sannoisien (g1a) :** Ce sont des marnes argileuses, d'un vert vif, compactes, qui constituent les Marnes vertes. Plusieurs cordons de nodules calcaires, ainsi que des rognons isolés, sont répartis sur la hauteur de ces marnes, qui peuvent atteindre 7 m d'épaisseur.

- **Les calcaires de Saint Ouen - Marinésien (e6b).** Dotés d'une puissance de près de 15m, ils présentent une alternance de calcaires blanc crème, marneux ou siliceux.

- **Marnes supragypseuses (e7b)** : Cette formation comprend deux niveaux : au sommet siègent les Marnes de Pantin et à la base, les Marnes bleues ou Marnes d'Argenteuil. Les premières, généralement fossilifères, sont constituées par des marnes calcaires, blanches en sommet et légèrement teintées à la base ; elles présentent une épaisseur moyenne de 7 m. Les secondes, comprennent des bancs successifs de marnes argileuses et marnes calcaires où se rencontrent vers la base 3 à 5 bancs de gypse.

- **Masses et marnes du gypse (e7a)** : Cette série comprend trois masses de gypse séparées par des assises marneuses. La première masse est composée de gypse blanc - rosé fossilifère. La deuxième masse est exempte de fossile. On peut y rencontrer parfois quelques bancs marneux. La troisième masse, plus marneuse que les précédentes, renferme des filets de gypse cristallisé.

- **Marnes et calcaires de Saint-Ouen (e6d)** : Cette formation est constituée par une série de marnes crèmes et de bancs calcareux où s'intercalent des feuillets argileux. L'épaisseur moyenne du calcaire de Saint-Ouen est de 10 m.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

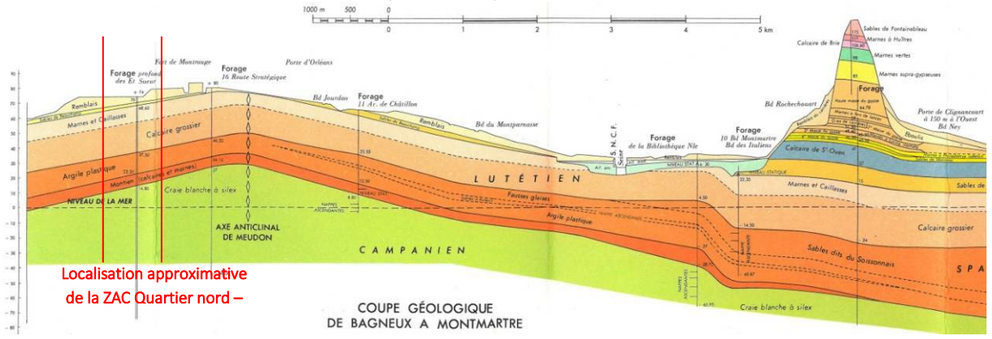
B/ Contexte géologique à l'échelle du site de la ZAC

Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo se situe à l'affleurement du calcaire de Saint-Ouen et des marnes supra gypseuses.

Les marnes sont des roches imperméables en raison des espaces très faibles qui existent entre ses grains et surtout du fait que l'eau, s'immisçant entre les feuillets microscopiques qui constituent les molécules d'argile, les transforme en une sorte de ciment.

Les calcaires sont des carbonates de chaux, plus ou moins impurs. Le carbonate de chaux est soluble dans l'eau chargée d'acide carbonique. **L'eau pénètre facilement dans les couches calcaires** parce qu'elles sont fissurées. Le calcaire n'est pas perméable sur un petit espace, de quelques centimètres carrés, mais l'est à grande échelle à cause de ces fissures.

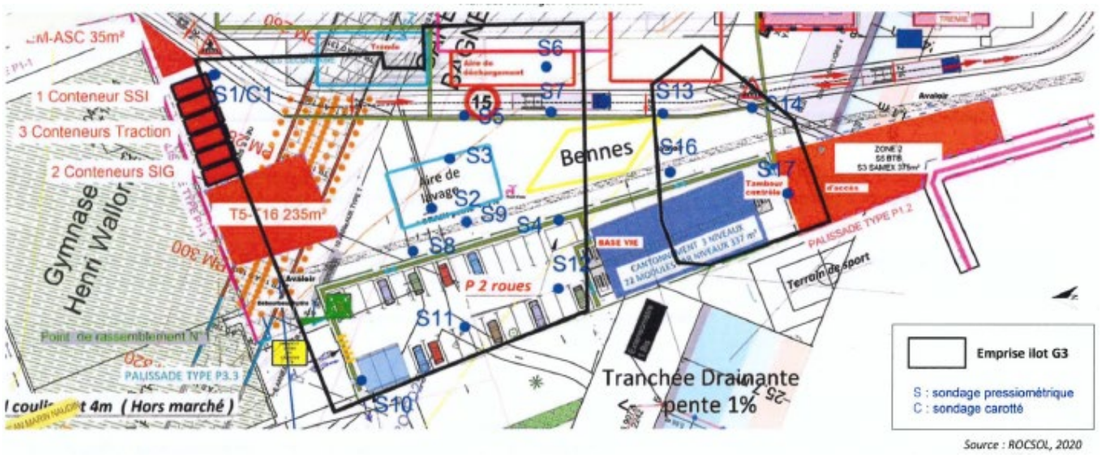
Ainsi, l'extrémité est du site est localisé sur un sol perméable, du fait de la présence plus importante du calcaire de Saint-Ouen, qui favorise la percolation de l'eau, alors que le reste des sols du site, représentant la grande majorité, est constituée de marnes, caractérisées par leur imperméabilité.



Sur le secteur 6 dernier îlot opérationnel de la ZAC, les études géotechniques menées sur le site du lot G3 à partir de sondages réalisés en mai-juin 2016 dans le cadre des premières études géotechniques permettent d'appréhender le contexte géotechnique suivant :

- **des remblais** sur des épaisseurs variant de 3 à 4 m environ d'aspects peu compacts, d'origine anthropique, pouvant contenir des éléments de toute nature et de toute taille (blocs, débris de démolition, …) ;
- **des marnes** reconnues jusqu'à 9 à 11 m de profondeur environ (pouvant être rattachée à la formation du Calcaire de Saint-Ouen) puis des marnes sableuses reconnues jusqu'à 15 à 17 m de profondeur ;
- **des marnes calcaires** (représentées par les marnes et caillasses) jusqu'à 24 à 27 m de profondeur environ ;
- des remblais de carrière de nature argileux, observés dans quelques sondages, correspondant aux anciennes exploitations souterraines du Calcaire Grossier partiellement remblayées,
- le Calcaire Grossier au-delà.

Afin de valider la qualité des premières assises naturelles, les sols de fondations probables et de confirmer la présence des exploitations souterraines de Calcaire Grossier, une seconde étude géotechnique de type G2 a été réalisée par ROCSOL en septembre 2020 (annexe n°6). Une nouvelle campagne de sondages a donc été réalisée avec 2 sondages pressiométriques à 40 m, 17 sondages pressiométriques à 35 m et 1 piézomètre à 35 m pour vérifier la présence d'eau sous la carrière.



Les résultats de la campagne montrent un sous-sol composé de :

- des remblais sur des épaisseurs très variables (entre 81,3 à 79,7 NGF);
- des marnes de bonne compacités ;
- des sables de Beauchamp à partir de 73,3 ou 71,7 NGF;
- des marnes et caillasses sous les sables de Beauchamp;
- le Calcaire Grossier au-delà (dont le toit est noté entre 58,7 et 61 NGF).

Le bureau d'étude note également que sur la quasi-totalité des sondages (sauf S4, S6 - au centre de « l'ilot », S15 et S16 - sur la tour « Signal ») une exploitation souterraine du Calcaire Grossier est à relever.

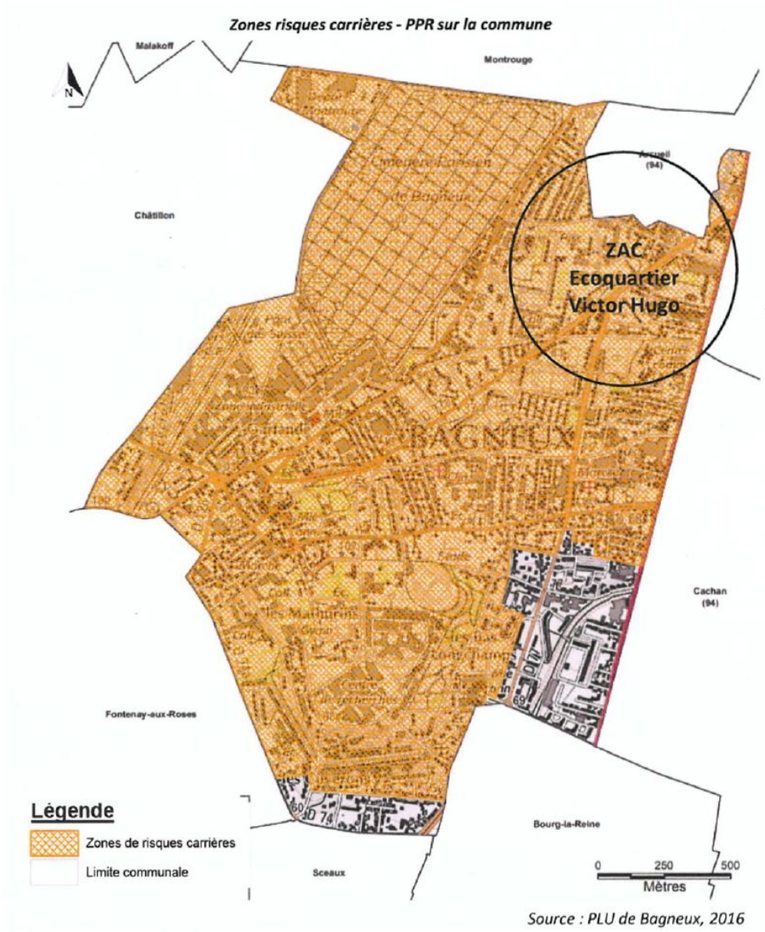
Suivant les sondages, le toit de l'exploitation varie de 58,8 à 56,6 NGF et sa base, de 57,8 à 55,8 NGF.
Ces observations ont notamment permis de définir les traitements nécessaires au sol préalablement à la construction des bâtiments de l'ilot G3 {voir Chapitre 4 « incidences et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation de l'opération »).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'arrêté préfectoral du 7 aout 1985, valant Plan de Prévention du Risque, a classé en zone de risque carrières quasiment l'ensemble du territoire de Bagneux : les sous-sols du territoire abritent en effet un réseau de carrières abandonnées parmi les plus grands d'Île-de-France.

Au Nord, s'étendent d'anciennes carrières de calcaire (219 ha) et au Sud, d'anciennes carrières de gypse (43 ha). Seule la partie du territoire communal située entre la RD 920 et la ligne B du RER n'est pas concernée par ce risque.

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est entièrement compris dans ce périmètre.



Source : PLU de Bagneux, 2016

Afin de limiter les risques d'accidents, l'Inspection Générale des Carrières peut formuler des prescriptions techniques concernant les fondations du bâtiment et/ou la consolidation du terrain qui est appelé à supporter le projet ou même émettre un avis défavorable pouvant ainsi entraîner un refus de d'autorisation de construire.

Cependant, la définition, le dimensionnement et la réalisation des travaux de mise en sécurité restent de la responsabilité du maître d'ouvrage et des entreprises qu'il a mandatées.

Le bureau d'étude FONDASOL a étudié le « risque carrière » au droit du site du lot G3. En effet, et d'après l'Atlas des carrières, le sous-sol du site de projet a fait l'objet d'exploitations souterraines (le sol du niveau bas de l'exploitation serait situé vers 27/30 m de profondeur).

Le bureau d'étude avait ainsi détecté une anomalie (perte du fluide d'injection à partir de 24,5 à 26 m de profondeur environ correspondant à un passage décomprimé et non vide franc) caractéristique des sols carriers.

En tenant compte de ces observations, **et avant tout travaux de construction sur l'emprise du projet,** il **est donc prévu de traiter les passages décomprimés liés à la présence d'exploitation souterraines au droit du projet** (voir *Chapitre 4* « *incidences et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation de l'opération»).*

Toutefois, le **lot G3 étant situé à proximité de la future station de** la **ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés sur cette parcelle** préalablement **à la réalisation de la station, par** la **RATP.**

Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station, ont également été réalisés par la SGP, préalablement au passage du tunnelier de la ligne 15 Sud.

En effet, les risques liés à la réalisation du tunnel au tunnelier sous les carrières, en particulier vue la couverture très réduite, sont les suivants :

- **déstabilisation des carrières souterraines** (du fait des tassements et des vibrations engendrées par le passage du tunnelier), ce qui peut se traduire par des effondrements plus ou moins localisés des carrières et la remontée de fontis en surface,

- **rencontre de vide par le tunnelier et perte de la pression de confinement,** ce qui peut se traduire par une augmentation des tassements engendrés par le tunnelier.

A cet égard, la solution de traitement des risques menée par la SGP a consisté à conforter les carrières par injections depuis la surface en suivant les prescriptions de l'Inspection Générale des Carrières (et la notice technique du 15 janvier 2003, « *Travaux de consolidation souterraines exécutés par injection pour les carrières de Calcaire Grossier, de gypse, de craie et les marnières* ») selon la méthode suivante :

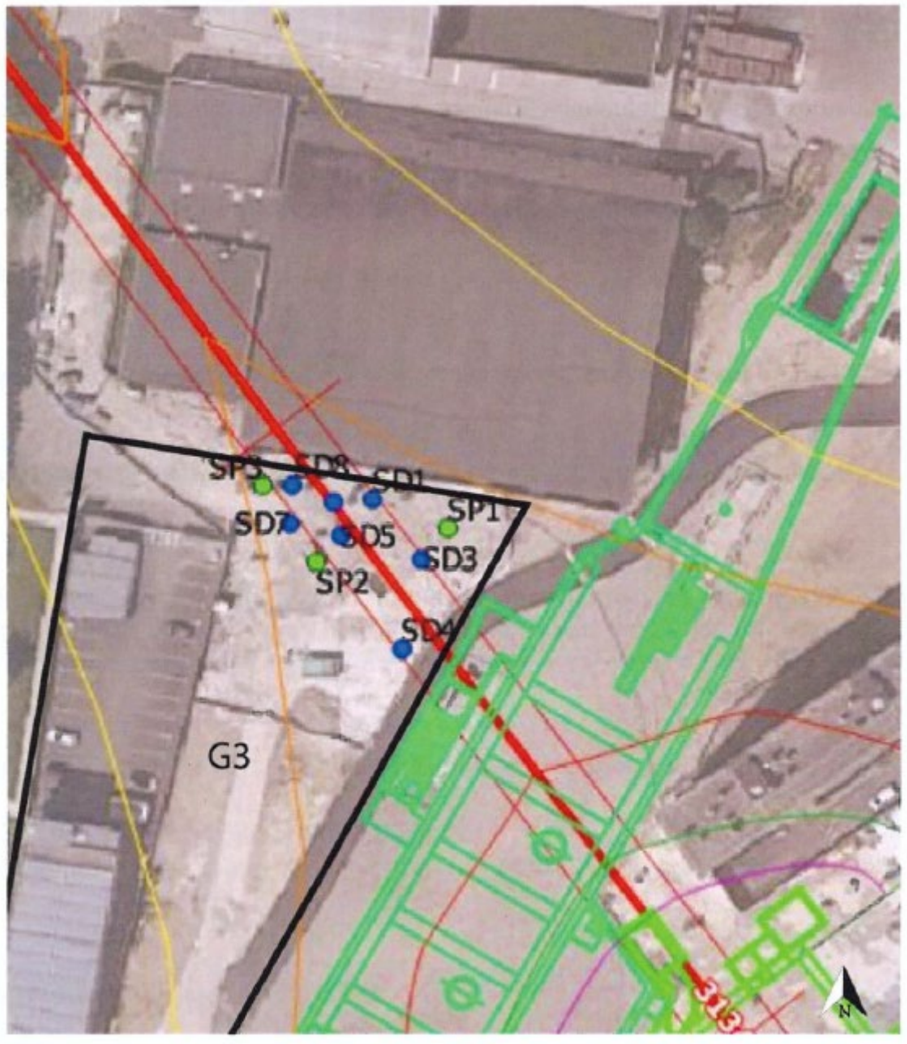
- réalisation de barrages pour délimiter la zone à traiter (bande de 30 m de large centrée sur l'axe du tunnel),
- réalisation des forages avec un maillage de 3 m x 3 m dans la zone à traiter,
- comblement et clavage des vides au mortier déversé gravitairement ou sous faible pression,
- injection sous pression des remblais de carrières, des terrains sus-jacents partiellement décomprimés (Marnes et Caillasses) et des éventuels fontis détectés lors de la réalisation des forages.

Les objectifs attendus étaient les suivants :
- suppression des vides en carrières,
- amélioration des caractéristiques géotechniques des terrains injectés,

Des sondages de contrôle (10 forages destructifs et des essais pressiométriques) ont ensuite été faits au Nord de la parcelle du lot G3 (voir localisation des forages page suivante).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Localisation des sondages de contrôle réalisés après comblement pour les besoins des gares



Source : SGP, 2019

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VI.3 - Qualité environnementale des sols et des eaux souterraines

A/ Etude historique

♦ Base de données BASOL

La base de données BASOL (recensement des sites potentiellement pollués appelant à une action des pouvoirs publics) permet, en complément de la base de données BAS/AS, de connaître l'état des sols de la zone d'étude et aux alentours.

Aucun site BASOL n'est recensé à Bagneux.

La base de données BASOL recense quatre sites à moins de 5 km de la ZAC :

- à Cachan (établissements MOIA), dans le Val-de-Marne à plus d'l,3 km au Sud-
- à Arcueil (Zschimmer & Schwarz France), dans le Val-de-Marne à plus d'l,2 km à l'Est
- à Gentilly, dans le Val-de-Marne à plus d'2,3 km au Nord-est: site utilisé par une station-service ELF d'une superficie d'environ 1 000 m²•
- à Clamart (entreprise Popihn), dans les Hauts-de-Seine à plus d'3,6 km à l'Ouest

Sites BASOL localisés à moins de 5 km de la ZAC



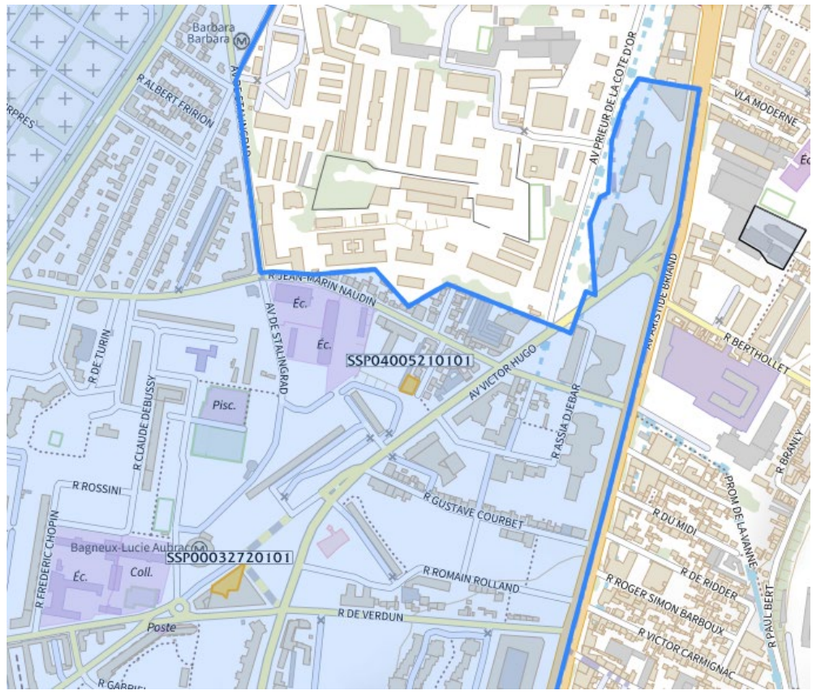
♦ Secteur d'Information des Sols (SIS)

Les Secteurs d'Information des Sols comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Le seul Secteur d'Information des Sols sur le territoire de Bagneux est localisé sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.
Il s'agit de l'ancienne station-service qui était située au 36 avenue Henri Barbusse, exploitée sur ce site jusqu'au 15/07/2014.

Un diagnostic de la qualité des sols a été réalisé le 09/12/2014. Une pollution en hydrocarbures totaux a été mise en évidence au niveau d'une ancienne cuve entre 0 et 1 m de profondeur. Il a été recommandé à l'exploitant d'excaver les terres à cet endroit.

Il appartiendra au nouveau propriétaire du terrain de rendre compatible le site avec l'usage prévu.



Source : Géorisques

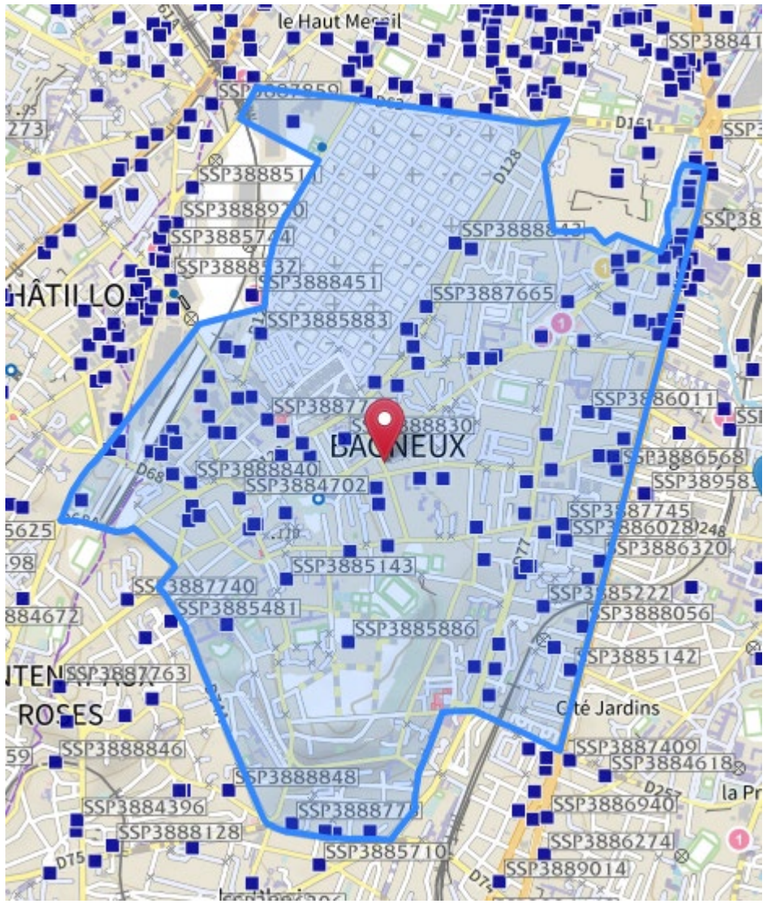
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Base de données BASIAS

L'inventaire des anciennes activités industrielles et activités de service a pour objectif de recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement.

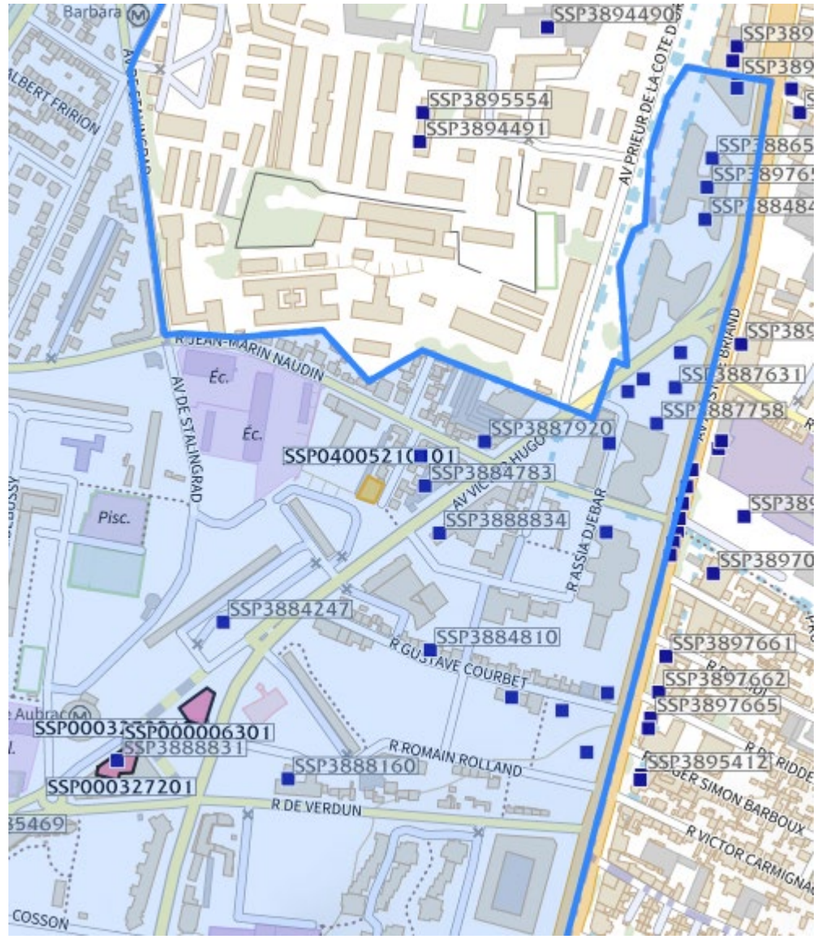
D'après les données BASIAS, environ 113 sites ont été recensés sur le territoire de Bagneux dont 18 sites dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Il faut toutefois rappeler que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.



Source : Géorisques

Localisation des 18 sites BASIAS recensés dans le périmètre de la ZAC



Source : Géorisques

Pour chacun d'eux, une fiche précise ses caractéristiques : type d'activité, localisation, dates d'exploitation…

Le tableau ci-dessous détaille les principales caractéristiques de 16 sites uniquement. Localisés en violet sur le plan ci-dessus, 2 sites ont des fiches erronées qui ne sont donc pas exploitables (sites identifiés sur le territoire de Arcueil à une mauvaise adresse).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

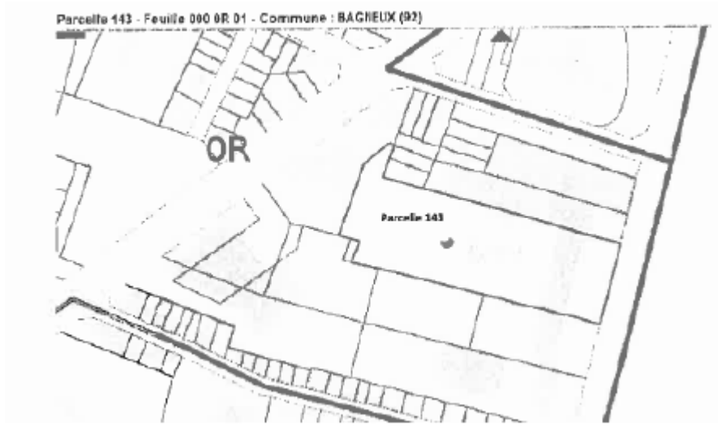
Activité	Adresse	Etat du site	Dates d'activité	Activité
Fabrication d'affiches publicitaires	6 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 01/01/1949 Fin : 30/08/2005	- Fabrication et/ou stockage (sans application) de peintures, vernis, encres et mastics ou solvants - Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.) - Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure,...)
Atelier de réparation automobile	10 avenue Aristide Briand		Début : 02/12/1979	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...)
Station-service	50 avenue Victor Hugo		Début : 01/01/2005	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Laboratoire	20 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 30/04/1970 Fin : 19/12/1984	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Garage	42 avenue Victor Hugo		Début : 24/09/1974	Garages, ateliers, mécanique et soudure
Société Sanglan Fils	40 avenue Victor Hugo		Début : 23/03/1930 Fin : 23/03/1930	Chaudronnerie, tonnellerie
Carrosserie		En activité	Début : 08/03/1930	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...) - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Pressing	8 avenue Victor Hugo	Activité terminée*	Début : 27/08/1996	Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et traitement des pailles, fibres textiles, chiffons
Etablissements Guilleux	44 avenue Aristide Briand	Activité terminée*	Début : 21/03/1977	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Garage	60 avenue Aristide Briand		Début : 02/12/1931	- Garages, ateliers, mécanique et soudure - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
Ateliers de réparation	5-7 rue Gustave Courbet	Activité terminée	Début : 14/02/1934 Fin : 30/08/2005	- Stockage de résidus miniers après traitement des minerais métalliques non ferreux - Fonderie de métaux légers - Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres - Garages, ateliers, mécanique et soudure
Etablissement Auclair	68 avenue Aristide Briand	Activité terminée	Début : 30/06/1958 Fin : 30/08/2005	- Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
Métaux Précieux Industries	11 rue Gustave Courbet	Activité terminée*		- Sidérurgie
Etablissements Lavergne	32 rue Gustave Courbet	Activité terminée	Fin : 30/08/2005	- Fabrication d'équipements d'irradiation médicale, d'équipements électro médicaux et électro thérapeutiques, matériel médico-chirurgical et d'orthopédie - Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...) - Décharge de déchets industriels spéciaux (D.I.S.
Commerce de gros de matériaux de construction	105 rue de Verdun	Activité terminée*	Début : 27/05/1963	- Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
Station-service	36 avenue Henri Barbusse	En activité	Début : 09/06/2000	- Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)

** ces sites sont indiqués « en activité » dans la base BASIAS, ils sont cependant fermés depuis plusieurs mois.*

B/ Etudes de pollutions menées sur le secteur de projet

Secteur Avenue et rue Victor Hugo – Jardin du Setra

Le 1er diagnostic de pollution réalisé sur ce secteur a été mené par la société Antea en 2010 sur la parcelle du SETRA cadastrée OR 143 d'une superficie de 8 498 m²



Source : Investigations complémentaires en vue d'une recherche de pollutions des sols, Antea, 2010

Les investigations ont permis de mettre en évidence :

- La présence de remblai sur environ 1 mètre d'épaisseur couvrant la moitié est du site. Ces remblais ont fait l'objet d'analyses complètes en métaux et composés organiques qui n'ont relevé aucune anomalie générant de contrainte quant à leur utilisation future.
- Un impact marqué en hydrocarbures lourd à l'endroit de deux anciennes cuves enterrées alimentant la chaudière fioul. Cet impact est sensible sur 3 points de sondages en dessous de 2 m de profondeur, avec notamment une forte anomalie jusqu'au moins 5 m de profondeur au droit de la zone de dépotage supposé, en limite d'emprise du site.

L'étude recommandait d'effectuer une évaluation quantitative des risques sanitaires pour déterminer la compatibilité avec les usages futurs du site. Elle conseillait d'effectuer des analyses complémentaires sur les échantillons de sol de terrain naturel impactés :

- Répartition hydrocarbures aromatiques et hydrocarbures aliphatiques de l'impact
- Mesure du carbone organique total sur un sol non impacté
- Estimation de la perméabilité à l'air du sol au moyen d'une analyse de type diagramme SCS.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le diagnostic de pollution des sols réalisé en 2012 par le cabinet Arcadis sur deux lots de la ZAC (lots 6 et 7) a permis de déterminer ponctuellement les types et niveaux de pollution. Le lot 6 correspond pour partie à l'ancienne parcelle du Setra.



Source : Arcadis 2012

Aucun impact réel de pollution n'a été identifié. Les dépassements des seuils de références, notamment en métaux, étant courants dans les remblais en provenance d'Ile de France et restent, dans le cas des sondages réalisés, dans des gammes de valeur du même ordre de grandeur que les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 28/10/2010 et ceux des terres banalisables. Ces dépassements ponctuels, associés parfois à la présence de mâchefer ou de couleur suspecte étaient susceptibles d'engendrer un refus en ISDI (installation de stockage de déchets inertes).

En cas de maintien des terrains en place, notamment ceux dépassant des VTB (métaux lourds surtout), la mise en place d'un revêtement (dalle béton, enrobé ou terres végétale saine) permettra de limiter le contact cutané.
En cas de maintien en place de terrains et dans le cadre d'aménagement de bâtiments en rez-de-chaussée, l'absence de risque sanitaire lié au mercure devra être vérifiée.

Sur ces mêmes sites, des compléments d'investigation réalisés en 2013 par GEOLIA indiquaient que sur 10 analyses localisées dans les remblais, deux présentaient des concentrations supérieures aux critères d'admissibilité en ISDI pour l'antimoine lixiviable.

Les autres paramètres sont compatibles avec une évacuation en ISDI. Il était à noter également des concentrations anomaliques en métaux dans les remblais. Les échantillons analysés, issus du terrain naturel, ne présentent pas d'anomalie notable.

Secteur rue de Verdun

Un diagnostic de pollution du sous-sol a été réalisé au 105 rue de Verdun par la société Tesora en juin 2013 afin de connaître les contraintes environnementales du site. La zone d'étude correspond aux parcelles S8 (1028 m2) et S9 (385 m2) :

Illustration : Vue aérienne du site d'étude (105 rue de Verdun) à Bagneux



Source : Google Maps

La zone d'étude était occupée par une parcelle en friche (parcelle S 8) et une parcelle occupée par une maison d'habitation (parcelle S 9). Le projet d'aménagement prévoyait la réalisation d'un immeuble d'habitation sur 2 niveaux de sous-sol sur l'emprise totale des deux parcelles (1 413 m^2). Ce projet a été réalisé. Cependant le diagnostic de pollution donne des informations utiles quant aux différentes pollutions de sol susceptibles d'affecter l'ensemble du périmètre de la ZAC.

Résumé du diagnostic de 2010 :
Un premier diagnostic de pollution avait été mené en 2010 par le Bureau Veritas, à la suite duquel des travaux de purge des terres impactées en hydrocarbures ont été réalisés en 2010 (Suez/Sita). Cette première étude avait mis en évidence que le site aurait accueilli une cuve de fuel de 10 m^3 au nord-ouest de la parcelle, sans que cette information n'ait pu être vérifiée et la localisation ne fut précisée.
De plus, l'étude relevait que le certificat d'inertage n'était pas fourni. Par la suite, un stockage de peinture fut présent. Ce magasin a été détruit par un incendie en 2009, et les déchets ainsi que les sols pollués auraient été évacués.
Néanmoins aucun document attestant de ces évacuations ou des résultats des éventuels contrôles de fouille n'a été fourni. Le diagnostic de pollution du sous-sol mené par Bureau Veritas mettait en évidence une source ponctuelle significative en indice hydrocarbures. Suite à ces investigations, la société Sita/Suez a réalisé la purge des terres polluées (270,95 tonnes de terres ont été évacuées en biocentre).

Résumé du diagnostic de 2013
Des investigations complémentaires ont été menées en 2013 par la société Tesora en amont des travaux de construction. Cette dernière étude a consisté en la réalisation de 6 sondages pour prélèvements et analyses d'échantillons de sols. Les observations organoleptiques des sols ont mis en évidence :

- Des anomalies en métaux avec des teneurs supérieures au seuils des anomalies naturelles modérées dans les remblais (zinc, cuivre, plomb).
- Des anomalies non significatives en HTC, HAP, COVH et PCB avec des teneurs inférieures aux valeurs seuils (définies par l'arrêté du 28 octobre 2010 ou aux limites de qualification du laboratoire).
- La majeure partie des échantillons prélevés dans les remblais présentait des teneurs en sulfates et fraction soluble supérieures aux valeurs seuils.
- Le terrain naturel fut caractérisé inerte.
- Les remblais non-inertes devaient être évacués en filière adaptée en centre de comblement de carrière (classe 3+).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les remblais non inertes ont été évacués du site lors des affouillements préalables à l'édification des constructions :

- 153 m^3 de remblais ont été évacués en centre de comblement de carrière,
- 67,40 tonnes de terres odorantes ont été évacuées en Biocentre
- 1 122 m^3 de gravats ont été évacués en filière pour gravats dont 340 m^3 au droit de maille non inerte.

Le reste des matériaux, correspondant aux remblais non odorants et au terrain naturel, a été évacué en ISDI.
Ainsi, à l'issue des travaux de dépollution, les terres laissées en place, correspondant au terrain naturel, n'étaient pas susceptibles d'être à l'origine de risques sanitaires pour les futurs usagers du site.
Par conséquent, à l'issue des travaux, le site était compatible avec l'usage fixé et aucune recommandation supplémentaire n'a été émise.

<u>Lot G3</u>

ICF Environnement a procédé à la réalisation de sondages à 10 m de profondeur (indicés S1 à S7) répartis sur tout le périmètre d'étude en vue de renseigner sur l'état chimique de contamination éventuelle du sous-sol et des éventuelles contraintes engendrées par cette contamination pour le projet d'aménagement (annexes 2).

Selon les résultats des investigations, il est à noter :

- <u>au niveau des remblais</u> :
  - un dépassement ponctuel du bruit de fond géochimique pour le mercure et le plomb (dans les remblais au droit du sondage S3),
  - des dépassements aux critères d'admissibilité des terres en ISDI pour :
    . le Carbone Organique Total (dans les remblais au droit du sondage S5)
    . les hydrocarbures totaux ((dans les remblais au droit du sondage S1)
    . le sulfate et la fraction soluble (au droit du sondage S4),
  - Aucune anomalie en BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène), HAP (hydrocarbures aromatiques), COHV (solvants chlorés par exemple) et PCB.

- <u>au niveau du terrain naturel</u> :
  - un dépassement en sulfate et fraction soluble (au droit du sondage S6 entre 4 et 5 m de profondeur),
  - des dépassements pour le Carbone Organique Total,
  - aucune anomalie en métaux lourds, hydrocarbures, BTEX, COHV et PCB

Le diagnostic **conclut en l'absence de composés organiques et volatils sur site qui auraient pour effet de rendre incompatible le projet avec son usage futur.**

Les échantillons prélevés entre 9 et 10 m de profondeur (compte tenu de la réalisation du parking en sous-sol) ne révèlent aucune trace de contamination.

Toutefois, une gestion particulière des terres non inertes devra être mise en œuvre afin de permettre leur orientation vers les installations de stockage spécialisées (voir *Chapitre 4 « incidences et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation de l'opération»*).

Localisation des points de sondage au sein de l'emprise de l'îlot G3



Source : ICF Environnement, 2017

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VII – ENVIRONNEMENT SONORE

VII.1 - Bruit des infrastructures de transport

A/ Trafic routier

Le bruit est une source de gêne très présente en Ile-de-France, altérant la qualité de vie de la grande majorité des Franciliens. Dans ce sens, un Francilien sur quatre est particulièrement gêné par le bruit, puisqu'il se déclare souvent ou en permanence gêné à son domicile. Significativement plus importante en Ile-de-France qu'en province, cette gêne est très liée au degré d'urbanisation. Parmi les différentes sources de bruit, la circulation routière est de loin la première source de gêne.

Au-delà de la gêne ressentie, le bruit a des conséquences néfastes sur la santé. Il a des effets négatifs sur le système auditif (surdité) mais aussi sur le système cardio-respiratoire (élévation de la tension artérielle lors d'expositions chroniques à des bruits supérieurs à 85 dB(A), troubles du rythme respiratoire et cardiaque) et sur le système neuromusculaire (crampes, spasmes, hypertonie). Certaines atteintes sont irréversibles comme la surdité. On observe aussi d'autres conséquences, comme des atteintes du champ visuel, des comportements agressifs, des baisses de la perception des couleurs, une détérioration importante de la vision nocturne, une perturbation du sommeil et notamment de la phase d'endormissement, une perturbation des secrétions hormonales… Les réactions psychiques, quant à elles, peuvent aller jusqu'à la violence chez certains sujets fragiles ou fatigués, et chez tous, une gêne de la concentration ou de l'attention.

La réglementation

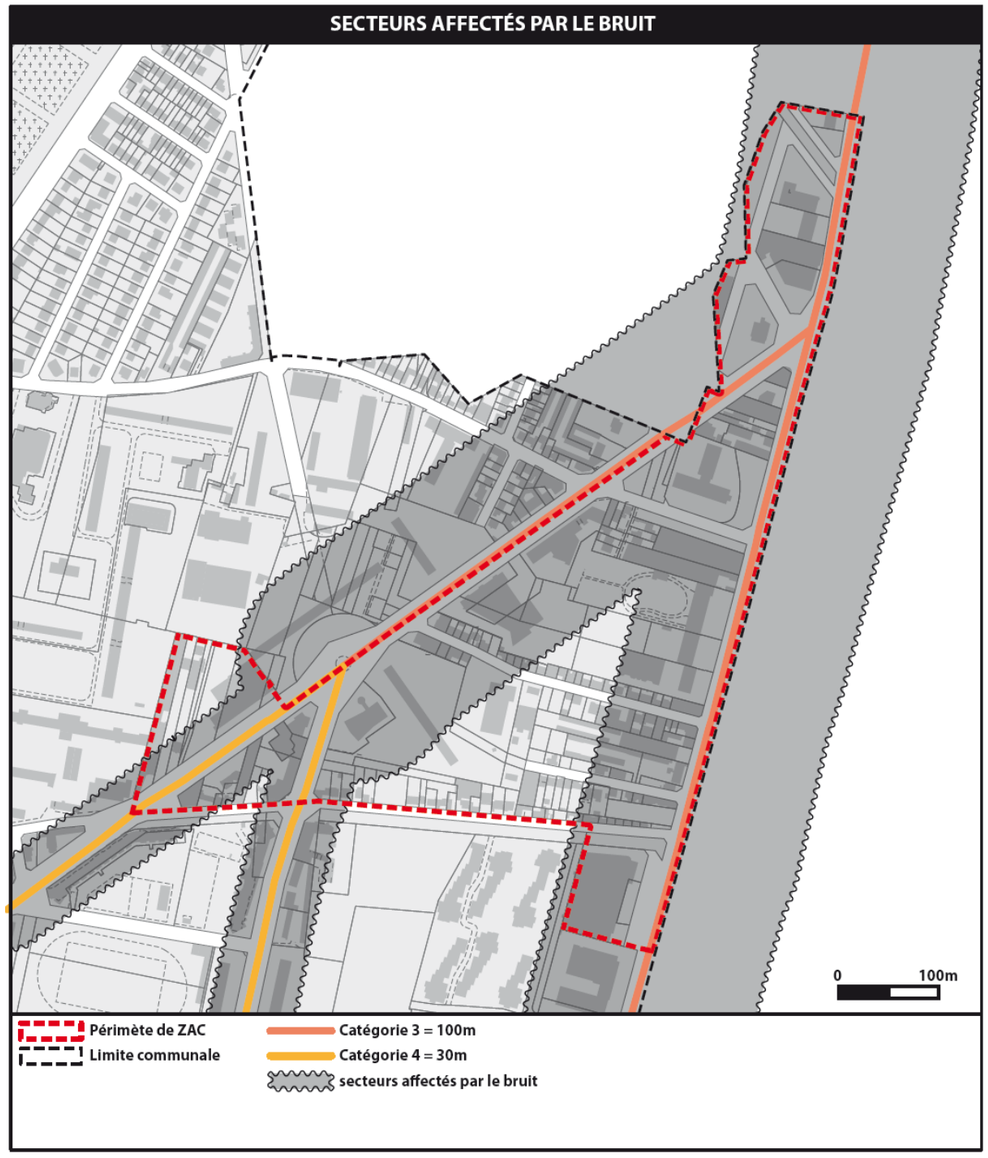
Le bruit est réglementé par la loi n° 92-1444 du 31décembre 1992, qui a pour objet de lutter contre les bruits et les vibrations pouvant nuire à la santé ou porter atteinte à l'environnement (article 1), et par un ensemble de mesures. Des décrets d'application de cette loi ont été publiés concernant notamment le bruit des infrastructures de transport terrestre. Ainsi, l'arrêté du 30 mai 1996, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, a pour objet :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transport terrestre recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situé de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres.

Niveau sonore de réf. LAeq (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de réf. Laeq (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Isolement minimal DnAT	Zone de bruit maxi de part et d'autre de l'ouvrage routier
L > 81	L > 76	1	45 dB(A)	d = 300 m
76 < L < 81	71 < L < 76	2	42 dB(A)	d = 250 m
70 < L < 76	65 < L < 71	3	38 dB(A)	d = 100 m
65 < L < 70	60 < L < 65	4	35 dB(A)	d = 30 m
60 < L < 65	55 < L < 60	5	30dB(A)	d = 10 m

Il appartient au Préfet de procéder au recensement des infrastructures terrestres concernées par la loi, situées dans son département et de les classer dans les catégories établies.

Sur le territoire communal, un arrêté préfectoral du 3 avril 2000, portant classement des infrastructures de transports terrestres, prescrit l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit (RD 920, avenue Victor Hugo, rue de Fontenay, avenue Dormoy…)



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

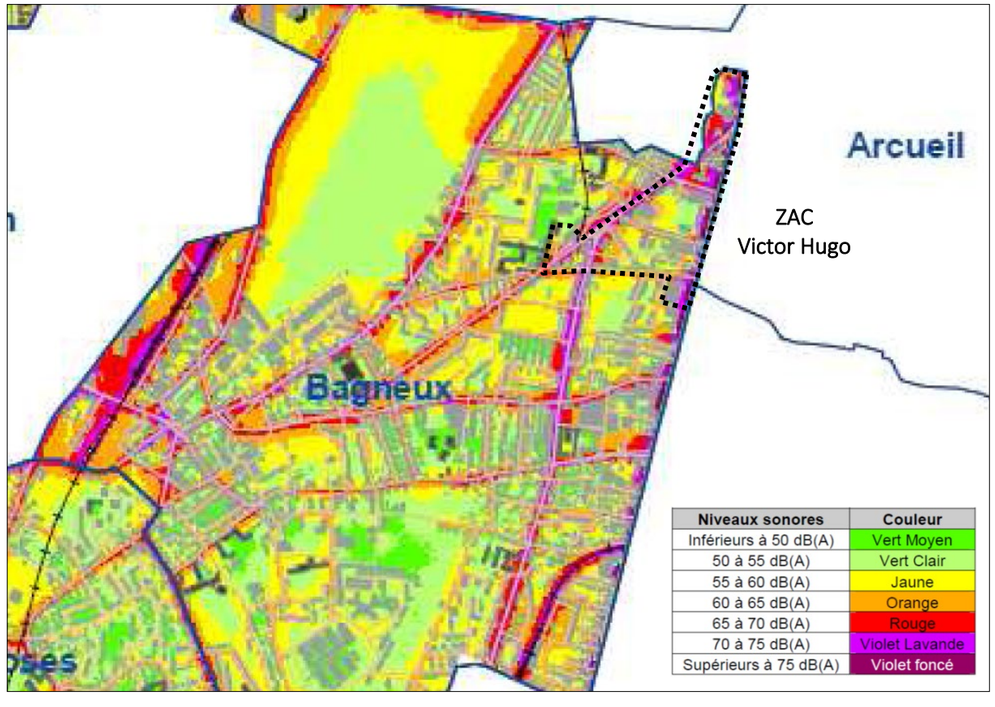
Les cartes stratégiques de bruit sur le territoire de la CA Sud de Seine

La directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 définit les bases communautaires de la lutte contre le bruit dans l'environnement. Elle impose la réalisation de *cartes stratégiques du bruit* et des *plans d'actions*, destinés à lutter contre les nuisances sonores, en particulier en provenance des infrastructures de transport, et à protéger les zones calmes.

Cette Directive, dont la transposition dans le Code de l'Environnement Français a été faite (décret et arrêté d'application du 24 mars et du 4 avril 2006), fixe un cadre méthodologique et technique pour mener à bien cette démarche. Elle impose à toutes les grandes aires urbaines de réaliser, à brève échéance, une cartographie stratégique du bruit sur leur territoire, afin d'établir un référentiel qui puisse servir de support aux décisions d'amélioration ou de préservation de l'environnement sonore, et qui permette par ailleurs de valoriser l'action politique locale sur cette thématique.
Dans le cadre de ses compétences environnementales, incluant la lutte contre le bruit, la Communauté d'Agglomération Sud de Seine a souhaité mettre en œuvre les prescriptions de la Directive Européenne en construisant un référentiel cartographique, afin de fédérer et mettre en cohérence les moyens de lutte contre le bruit à l'aide de la cartographie stratégique du bruit, dont découlera le plan de prévention du bruit dans l'environnement.

Les cartes stratégiques de bruit imposées par la Directive européenne représentent l'impact du bruit sur un territoire pour une période définie. Ce sont des documents d'information, non opposables aux tiers, établis pour une année de référence. Elles ont vocation à être révisées au minimum tous les 5 ans.

<u>Exposition au bruit global (indicateur : Lden)</u>



La source de bruit majoritaire, sur le territoire de Sud de Seine est constituée principalement par les infrastructures de transports routiers, et dans une moindre mesure, parce que plus localisées, par les infrastructures ferroviaires.

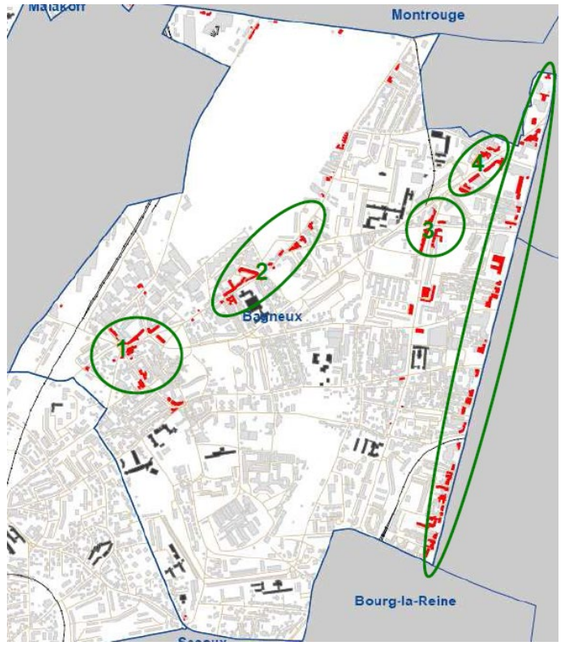
Des dépassements des valeurs limites sont constatés pour les 4 communes. A Bagneux, le nombre d'habitants concernés par des dépassements de seuils pour le bruit routier est estimé à 5 200 personnes.

En dehors de la RD 920 qui présentent des niveaux sonores élevés le long de la limite communale, 4 secteurs regroupent des bâtiments potentiellement exposés à des niveaux importants, en raison principalement du trafic routier.

La zone 3 sur la carte ci-contre, située au carrefour de la rue de Verdun et l'avenue Louis Pasteur, est d'une zone d'habitat résidentiel.

La zone 4 correspond à une zone mixte habitat résidentiel et zone d'habitat individuel le long de la RD 77 (avenue Victor Hugo) avant son rattachement à la RD 920.

Les nuisances sonores présentes sur le site d'étude de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sont directement liées à la circulation routière sur la RD920 et la RD77.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VII.2 – Etude acoustique

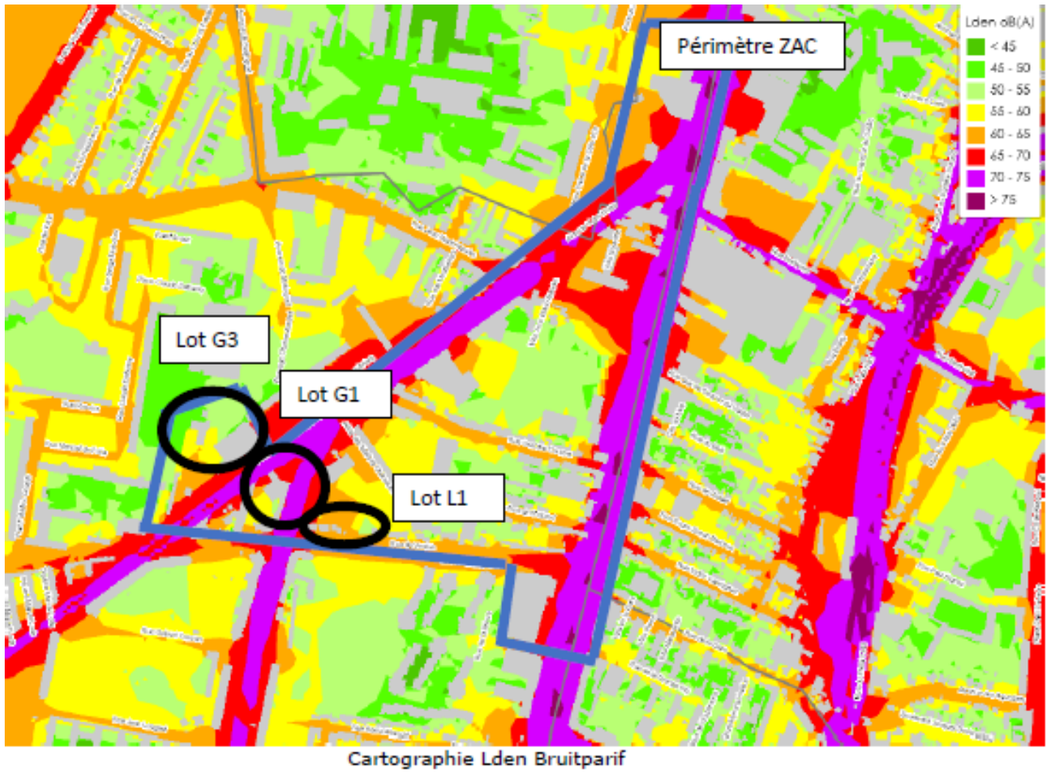
Une étude de bruit a été réalisée par le bureau d'étude ARUNDO ACOUSTIQUE afin de qualifier les niveaux sonores existants régnant sur le site de la ZAC de l'écoquartier Victor Hugo et notamment l'impact des lots L1, G1 et G3 en mai 2022.

Préalablement, le bureau d'étude a examiné la situation acoustique du projet au regard des indicateurs Lden (L day, evening, night) et Ln (Lnight) utilisés dans le cadre des cartographies européennes (Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) et Point Noirs de Bruit (PNB)

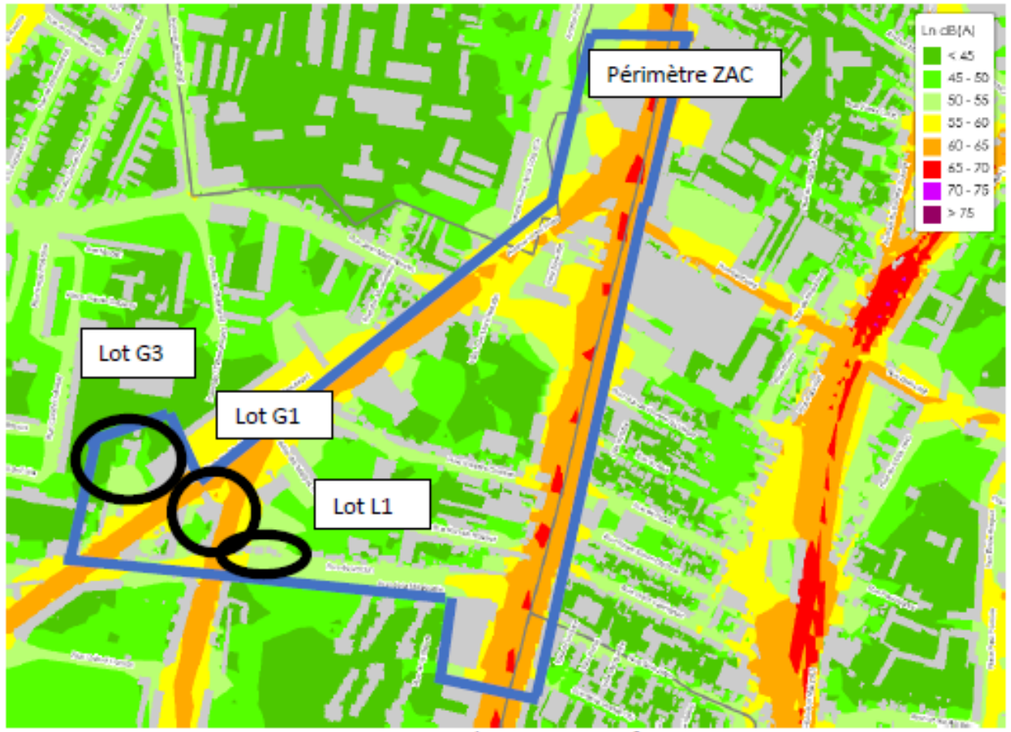
L'indicateur Lden correspond à un indicateur de bruit global perçu en moyenne sur 24 heures. Il tient compte de la sensibilité accrue des individus au bruit sur les périodes de soirée et de nuit.
L'indicateur Lden est calculé à partir des niveaux de bruit moyens équivalents sur les périodes de journée (6-18h), de soirée (18-22h) et de nuit (22-6h) en appliquant des pondérations de +5 dB(A) et de +10 dB(A) aux niveaux de bruit de soirée et de nuit. Il est évalué en moyenne sur l'année.

L'indicateur Ln correspond au niveau moyen énergétique de bruit sur la période nocturne (22-6h). Il est évalué en moyenne sur l'année.

L'indicateur Lden est utilisé pour ces cartographies européennes.
Les modélisations et simulations de ces indicateurs Lden et Lnight ont été réalisées par Bruitparif.



Cartographie Lden Bruitparif



Cartographie Ln Bruitparif

D'après les cartes de bruit ; le lot G3 est exposé à des niveaux Lden variant entre 45dB(A) et 60dB(A). L'indicateur nuit Lnight varie entre 55 dB(A) et 40dB(A) sur les zones calmes.

Les lots L1 et G1 sont exposés à des niveaux de bruit Lden variant de 70 dB(A) le long de l'avenue Pasteur à 60 dB(A).

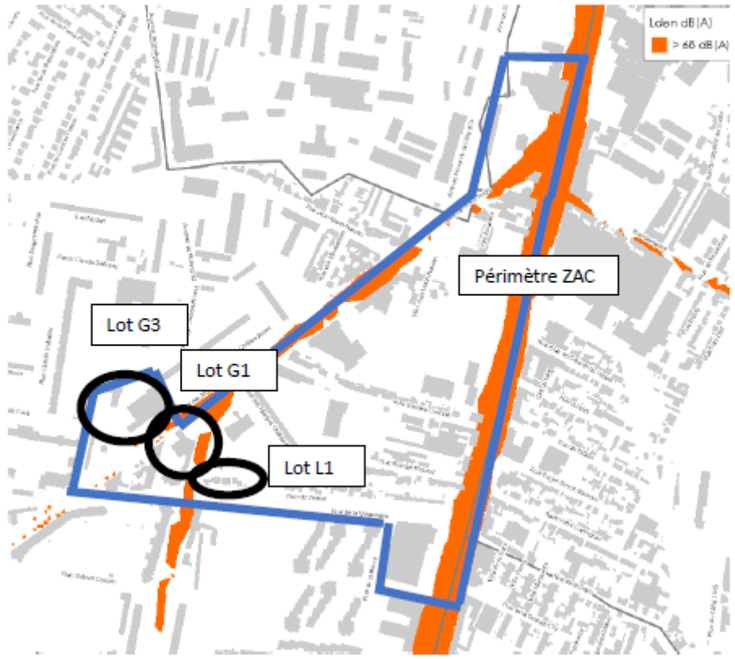
Ces cartographies permettent d'identifier les Points Noirs de Bruit (PNB) qui sont définis comme suit.

VALEURS LIMITES, EN dB(A)				
Indicateurs de bruit	Aérodromes	Route et/ou ligne à grande vitesse	Voie ferrée conventionnelle	Activité industrielle
Lden	55	68	73	71
Ln		62	65	60

La définition des « points noirs de bruit » est donnée par le décret du 24 mars 2006 relative au bruit des infrastructures de transports terrestres.

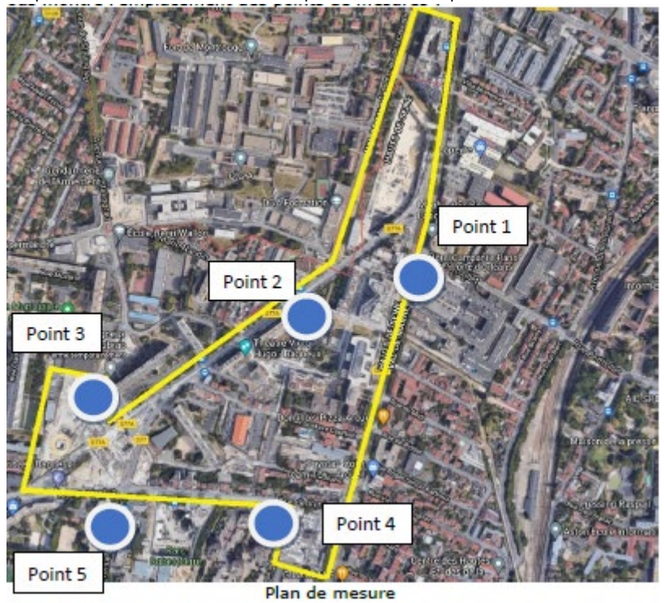
Un bâtiment existant est « point noir de bruit » si les niveaux sonores en façade dépassent les valeurs ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Le bureau d'étude ARUNDO ACOUSTIQUE a effectué des mesures acoustiques du 10 au 11 mai 2022 qui a consisté en 5 points de mesures en périodes Jour et Nuit. (Points de mesure courtes durées de 30 minutes minimum et points 24h).

Le plan ci-dessous montre l'emplacement des points de mesures :



Plan de mesure

Points	Emplacement	Sources caractérisées
Point 1	A 10m de l'avenue Aristide Briand D920 au R+4	Avenue Aristide Briand D920
Point 2	A 20m de la rue Victor Hugo à 1,5m de hauteur	Avenue Victor Hugo D77A
Point 3	Entre métro et et gymnase au niveau du lot G3	Ambiance au niveau du site Lot G3
Point 4	A 20m de la rue de Verdun A 1,5m de hauteur	rue de Verdun
Point 5	A 20m de la rue de Verdun au R+4 14m de hauteur	rue de Verdun

Remarque : point 5 : données Bruitparif, station de mesure en continu

Le tableau suivant présente les niveaux sonores relevés pour les différents points de mesure (arrondis au demi-décibel le plus proche).
Le LAeq (niveau sonore mesuré en niveau continu équivalent pondéré A) caractérise l'ambiance sonore globale.

Par ailleurs, divers indices acoustiques sont couramment utilisés pour caractériser la situation sonore d'un lieu :

- L'indice fractile L90 (niveau de pression acoustique dépassé pendant 90 % du temps) représente le bruit de fond
- L'indice fractile L50 (niveau de pression acoustique dépassé pendant 50 % du temps) représente le bruit moyen

Voie caractérisée	Point	Bruit mesuré			Commentaires
		L_{Aeq} en dB(A)	L_{50} (bruit moyen)	L_{90} (bruit de fond)	
Avenue Aristide Briand D920	Point 1 JOUR	68	65.5	59	Trafic très élevé
	Point 1 NUIT	63	54.5	44	trafic élevé
Avenue Victor Hugo D77A	Point 2 JOUR	62.5	57.5	52	trafic élevé
	Point 2 NUIT	54.5	47	44	trafic relativement faible
Ambiance au niveau du site Lot G3	Point 3 JOUR	50.5	49.5	47.5	-
	Point 3 NUIT	39	38.5	37.5	-
rue de Verdun Ouest	Point 4 JOUR	58	55.5	51.5	trafic relativement élevé
	Point 4 NUIT	51	44	35.5	trafic relativement faible
rue de Verdun Est	Point 5 JOUR	57.5	56.5	53	trafic relativement élevé
	Point 5 NUIT	49.5	48.5	45	trafic relativement faible

Le trafic est très élevé (au-delà de 20 000 veh/j) sur l'avenue Aristide Briand. Les niveaux sonores mesurés le long de cette voie sont de 68 dB(A) de jour, et de 63 dB(A) de nuit (correspondant à des zones bruyantes). Cette avenue est éloignée de la zone des lots G1- G3-L1 et a peu d'influence.
Le long de l'avenue Victor Hugo, les niveaux sonores relevés sont de 62,5 dB(A) de jour et 54,5dB(A) de nuit, correspondant à des zones moyennement bruyantes.
Les niveaux sonores mesurés le long de la rue de Verdun sont de 58 dB(A) de jour et 51 dB(A) de nuit. Cette rue est relativement calme.

Au niveau du lot G3, l'influence des infrastructures routières est plus faible. En effet, cette zone est située à plus de 100 mètres des routes. La zone du lot G3 correspond à une zone calme de jour comme de nuit.
Globalement, les niveaux sonores relevés sur la zone du projet du lot G3 correspondent à des zones calmes.
Les lots L1 et G1 sont exposés au bruit de l'avenue Louis Pasteur et de la rue de Verdun et correspondent à des zones moyennement bruyantes.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VIII – QUALITE DE L'AIR ET SANTE

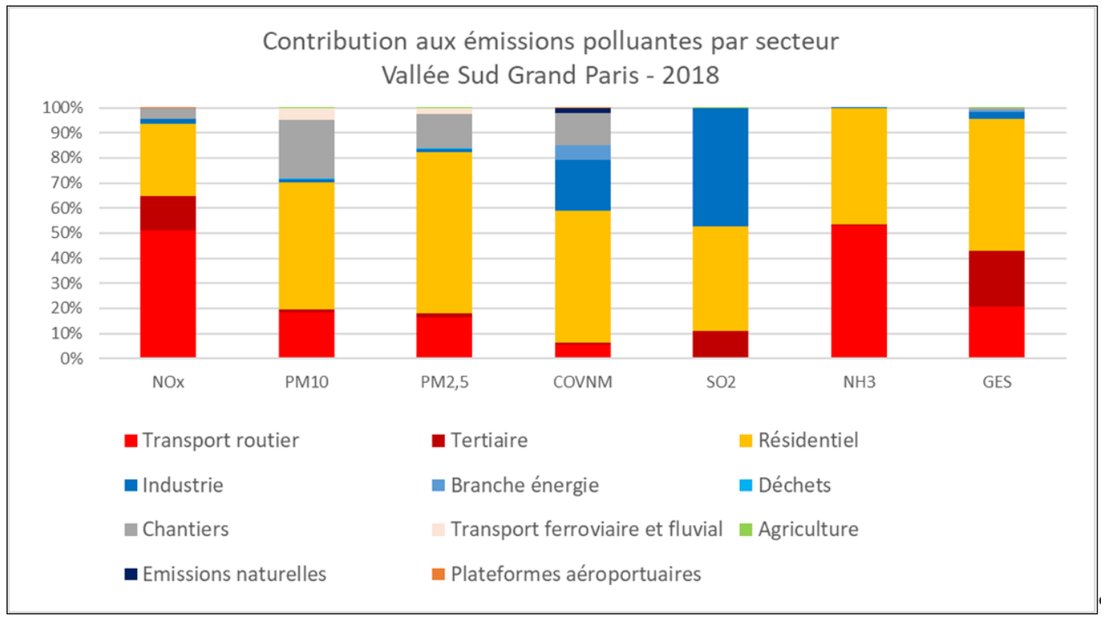
Dans l'étude « Air et santé » réalisée par le cabinet Technissim Consultants, l'établissement de l'état initial permet de qualifier les paramètres environnementaux relatifs à l'air, avant la mise en œuvre du projet.
Cet état initial porte sur les polluants atmosphériques réglementés, recense les sources de contamination déjà présentes dans le domaine d'étude et identifie les sites dits « sensibles » à la pollution atmosphérique.

VIII.1- Identification des principales sources d'émissions atmosphériques

- Inventaire des principales sources de pollution

  - **Bilan des émissions sur l'EPT Vallée Sud Grand Paris**

L'histogramme suivant illustre le bilan 2018 des émissions de polluants pour l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris (EPT VSGP) incluant 11 communes.



Bilan des émissions annuelles EPT Vallée Sud Grand Paris (estimations faites en 2020 pour l'année 2018) (source : Données Airparif)

En 2018, la répartition des émissions de polluants concernant l'EPT VSGP est la suivante :

- **Oxydes d'azote (NOx)** : le transport routier est l'émetteur majoritaire (51,1 %), suivi par le résidentiel (28,7 %) et le tertiaire (13,6 %).
- **Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM)** : le résidentiel est le principal émetteur (52,9 %), suivi par l'industrie (20,1 %) et les chantiers (12,8 %).
- **Particules PM10** : le principal émetteur est le secteur résidentiel (50,6 %), suivi par les chantiers (23,7 %) et le transport routier (18,3 %).
- **Particules PM2,5** : le secteur résidentiel est l'émetteur majoritaire (64,4 %), suivi par le transport routier (16,4 %) et les chantiers (13,7 %).
- **Dioxyde de soufre (SO_2)** : le secteur de l'industrie est le principal contributeur (46,8 %), suivi par le résidentiel (41,8 %), et le tertiaire (10,5 %).
- **Ammoniac (NH_3)** : le transport routier est l'émetteur majoritaire (53,2 %), suivi par le résidentiel (46,5 %).
- **Gaz à Effet de Serre (GES)** : le secteur du résidentiel est le principal émetteur de GES (52,8 %), suivi par le tertiaire (22,8 %) et le transport routier (20,7 %).

Le tableau ci-après reporte les émissions en polluants atmosphériques de l'EPT VSGP entre 2005 et 2018, et leurs évolutions.

Émissions annuelles de l'EPT Vallée Sud Grand Paris en polluants atmosphériques et GES, en 2005, 2010, 2015 et 2018 (source : Données Airparif**)**

	NOx t/an	PM10 t/an	PM2,5 t/an	COVNM t/an	SO_2 t/an	NH_3 t/an	GES kt/an
Émissions en 2005	1 776	303	245	2 427	235	42	1 017
Émissions en 2010	1 473	249	204	1 669	67	38	991
Émissions en 2015	1 153	207	158	1 320	91	31	811
Émissions en 2018	1 004	194	144	1 246	91	29	801
Variation entre 2005 et 2018	**-43,5 %**	**-36,2 %**	**-41,3 %**	**-48,7 %**	**-61,5 %**	**-30,9 %**	**-21,2 %**

Il est possible d'observer que pour l'EPT Vallée Sud Grand Paris, les émissions ont fortement diminué entre 2005 et 2018 pour chaque polluant donné, et pour les GES.

Sur le territoire de l'EPT Vallée Sud Grand Paris auquel appartient la commune de Bagneux, les principaux secteurs émetteurs de polluants atmosphériques sont le **transport routier** (NOx, PM10, PM2,5, NH_3), le **secteur résidentiel** (NOx, PM10, PM2,5, COVNM, SO_2, NH_3), l'**industrie** (COVNM, SO_2), et les **chantiers** (PM10, PM2,5, COVNM).

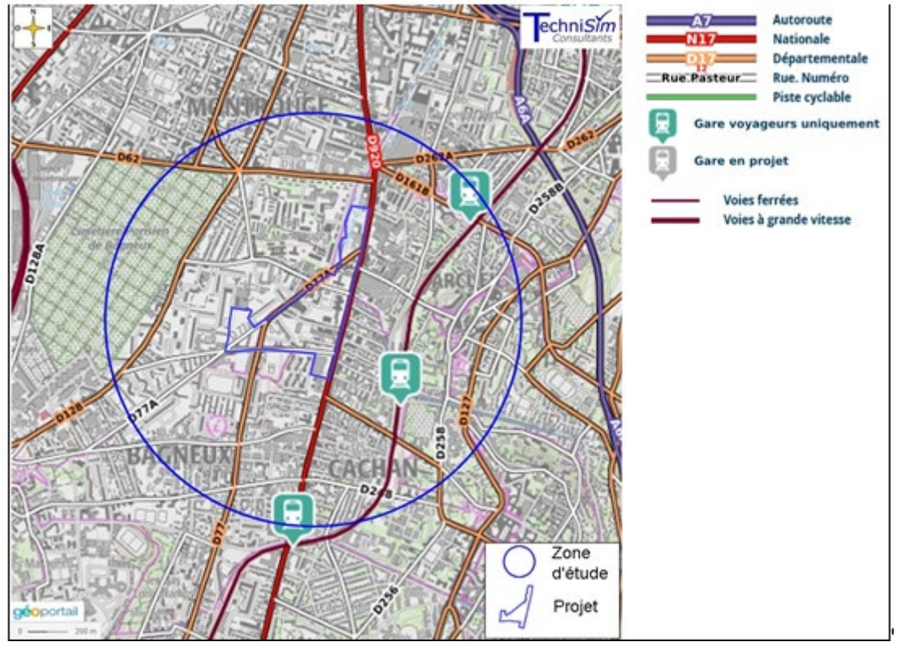
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Détail des principales sources de pollution

➢ **Réseau de transport**

Le réseau routier est le principal point d'étude de la partie Air du projet. Néanmoins, d'autres réseaux de transport (aérien, ferroviaire, fluvial) peuvent engendrer des rejets de polluants atmosphériques. Il convient donc de les analyser.
La planche suivante repère les réseaux de transport aériens aux alentours du projet.

Sur la zone d'étude, il est à noter la station « Bagneux - Lucie Aubrac », la mise en service depuis le 13 janvier 2022 de la ligne de métro 4 entièrement souterraine ainsi que le projet de la future gare de Bagneux de la Ligne 15 du Grand Paris Express, à l'horizon 2025 également en sous-sol.



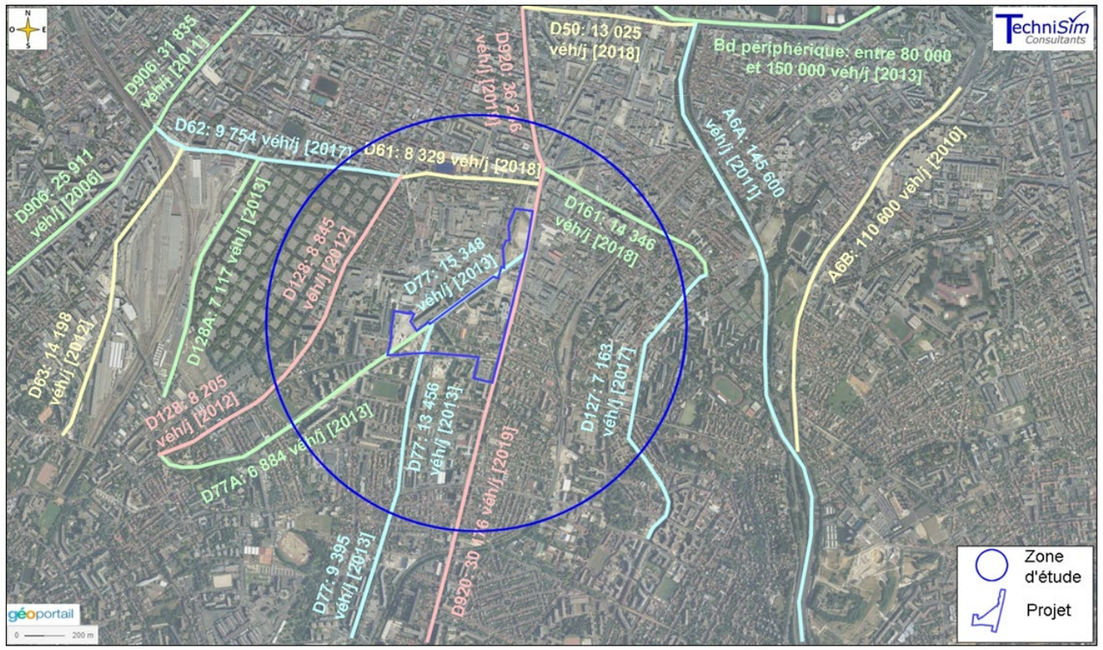
Réseaux de transport aux environs du projet

Sur la zone d'étude, concernant les émissions de polluants liées aux transports, le transport routier contribue de manière prépondérante. Le transport ferroviaire contribue également mais de manière négligeable comparativement au transport routier.

- **Transport routier**

Le trafic automobile impacte la qualité de l'air par le rejet de polluants dus aux moteurs à combustion des véhicules, et aussi par l'abrasion induite par le roulage et le freinage. Le trafic routier est générateur d'oxydes d'azote ; de particules PM10, PM2,5 et diesel ; de Gaz à Effet de Serre ; de composés organiques volatils ; de métaux, …

La planche suivante précise les axes routiers avec leur trafic respectif (TMJA), distingués autour de la zone d'étude.



Carte des Trafics Moyens Journaliers Annuels (TMJA) aux environs du projet (sources : Open Data des Hauts-de-Seine / data.gouv.fr**)**

La zone d'étude englobe plusieurs routes départementales présentant de forts trafics :

- D920 : 36 246 véh/j en 2019 ;
- D77 : 15 348 véh/j en 2019 ;
- D161 : 14 346 véh/j en 2018 ;
- D62 : 9 754 véh/j en 2017 ;
- D128 : 8 845 véh/j en 2012 ;
- D61 : 8 329 véh/j en 2018 ;
- D127 : 7 163 véh/j en 2017 ;
- D77A : 6 884 véh/j en 2013.

En dehors de la zone d'étude, il est également à noter la présence des voies suivantes :

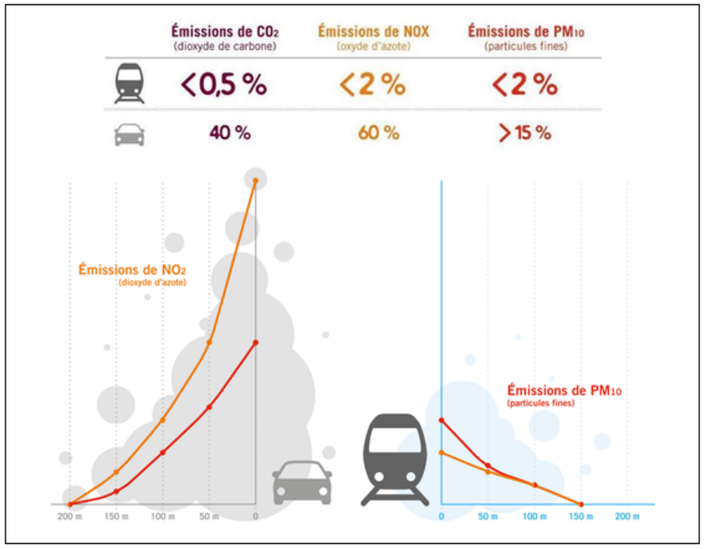
- Autoroute A6A (1,4 km à l'est du projet) : 145 600 véh/j en 2011 ;
- Autoroute A6B (1,5 km à l'est du projet) : 110 600 véh/j en 2010 ;
- Bd Périphérique (1,8 km au nord-est du projet) : TMJA entre 80 000 et 150 000 véh/j en 2013 ;
- D906 (1,9 km au nord-ouest du projet) : 31 835 véh/j en 2011.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

➢ Transport ferroviaire

Le réseau ferré est émetteur principalement de particules (PM10 et PM2,5) et de métaux (dont les principaux sont le fer, le cuivre et le zinc), notamment dus aux frottements des caténaires, des rails, et aux freinages lorsqu'il s'agit de voies électrifiées. Concernant les trains fonctionnant au diesel (très minoritaires sur le réseau ferré en France métropolitaine), des polluants liés à la combustion sont également émis.

Les voies ferrées aériennes les plus proches du projet sont situées à environ 450 m à l'est. Il s'agit de la ligne de RER B reliant les gares de Bagneux, Arcueil-Cachan et Laplace, présentes au sein de la zone d'étude.
L'influence du RER (en termes de facteur d'émission de particules et nombre de passages par jour) peut être considérée comme négligeable en comparaison au transport routier (cf. figure suivante).



Comparatif des émissions du transport routier et ferroviaire [Source : le train, un mode de transport bon pour l'air et le climat ; Air Rhône-Alpes, Atmo Auvergne 2015]

- **Transport fluvial**

Le transport fluvial est émetteur de NOx, particules, COVNM, SO_2.
Aucune voie navigable n'est présente sur la zone d'étude.

- **Transport aérien**

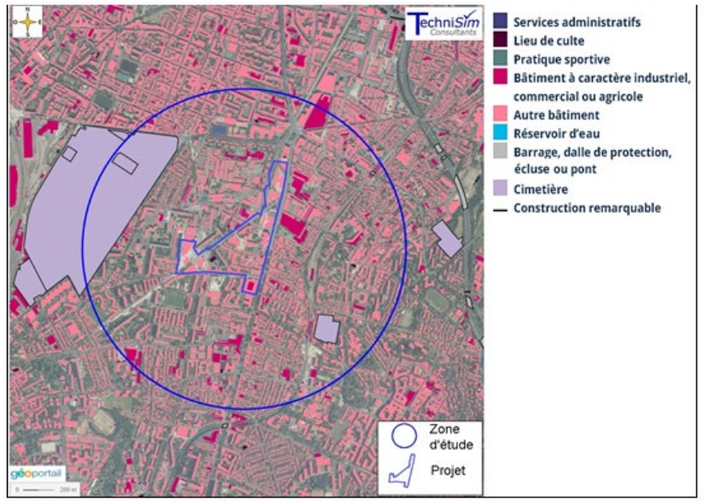
Les aéroports sont émetteurs de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone [CO_2] principalement, et dans une moindre mesure : méthane [CH_4] et protoxyde d'azote [N_2O]), d'hydrofluorocarbures [HFC] ; d'oxydes d'azote [NOx] ; de COV (Composés Organiques Volatils) et particules.
En outre, selon les données du Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA), le secteur du transport aérien est une source non négligeable de dioxyde de soufre [SO_2] et de plomb [Pb].

Aucun aéroport/aérodrome n'est présent au sein de la zone d'étude.
La Base aérienne 107 Villacoublay est située à 9,0 km au sud-ouest du projet.

➢ Secteur résidentiel et tertiaire

Le secteur résidentiel/tertiaire se décompose en deux sous-secteurs : le résidentiel, majoritairement émetteur, et le tertiaire.
Les émissions proviennent principalement de la climatisation des bâtiments, des appareils de combustion fixes (chaudières, inserts, foyers fermés et ouverts, cuisinières, etc.), et de l'utilisation de peintures et de produits contenant des solvants.
D'autres sources mineures existent pour le secteur résidentiel, parmi lesquelles il est possible de citer les feux ouverts de déchets verts et autres, la consommation de tabac, l'utilisation de feux d'artifice et les engins mobiles non routiers (loisirs et jardinage).

Ce secteur est émetteur de NOx, PM10, PM2,5, COVNM, de métaux (As et Cr), HAP et dioxines/furanes.



Environnement du projet par typologie de bâtiments

En l'état actuel, le périmètre projet comporte un bâtiment d'activités.
La zone d'étude comporte en majorité des bâtiments d'habitation ou de services ainsi que d'autres bâtiments à caractère industriel/commercial, un réservoir d'eau, des lieux pour la pratique sportive, des lieux de culte et des cimetières.
En l'état actuel, l'emprise projet comporte un lieu de culte, des bâtiments à caractères industriels et « autres bâtiments » notamment habitations.
La zone d'étude, comporte en majorité des bâtiments d'habitation ou de services ainsi que d'autres bâtiments à caractère industriel/commercial, des lieux pour la pratique sportive, des lieux de culte et des cimetières.

D'après les données Energif/Rose, au sein du territoire de Bagneux, les secteurs résidentiel et tertiaire ont consommé 373 GWh d'énergie à climat réel en 2018 répartis comme suit :

- 48,2 % gaz naturel (soit 180 GWh) ;
- 27,2 % électricité (soit 101 GWh) ;
- 19,0 % chauffage urbain (soit 71 GWh) ;
- 4,0 % charbon et produits pétroliers (soit 15 GWh) ;
- 1,6 % bois (soit 6 GWh).

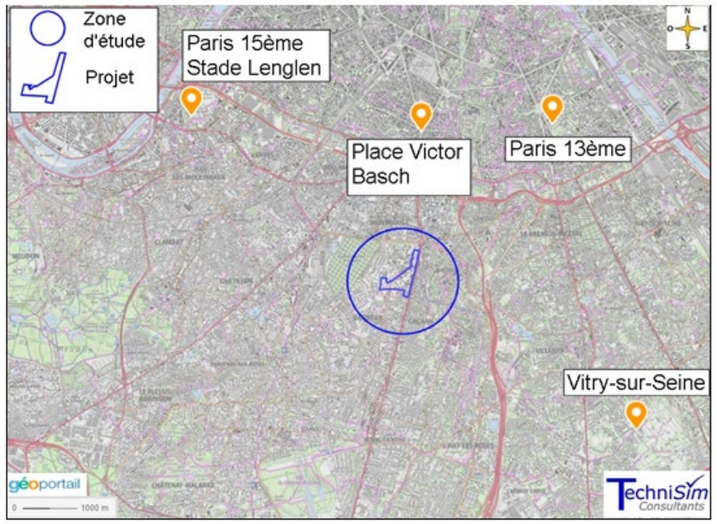
À l'échelle de la zone d'étude, les secteurs émetteurs de polluants sont le transport routier et le résidentiel /tertiaire. Le transport ferroviaire (RER B) contribue également mais de manière négligeable.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VIII.2 - Qualité de l'air

➢ Mesures réalisées par Airparif

L'association Airparif ne dispose pas de station de mesure à proximité immédiate du projet. La localisation et les caractéristiques des stations les plus proches sont fournies en figure et tableau suivants.



Localisation des stations de mesure Airparif par rapport au projet

STATIONS	Type station	Localisation	Distance projet	Polluants mesurés
PARIS STADE LENGLEN	Fond Urbain	1 boulevard des Frères Voisin 75015 Paris	4,9 km (nord-ouest)	• NOx, NO, NO_2 • PM10 • BTEX
PLACE VICTOR BASCH	Trafic	Avenue du Général-Leclerc 75014 Paris	2,8 km (nord)	• NOx, NO, NO_2 • PM10 • BTEX • CO
PARIS 13E	Fond urbain	11 rue George Eastman 75013 Paris	3,9 km (nord-est)	• NOx, NO, NO_2 • O_3 • BaP
VITRY-SUR-SEINE	Fond urbain	103 rue Paul Armangot 94400 Vitry-sur-Seine	5,1 km (sud-est)	• NOx, NO, NO_2 • PM10, PM2,5 • O_3 • BTEX • SO_2 • BaP

Caractéristiques des stations de mesure Airparif

Ces stations ne permettent pas de renseigner sur la qualité de l'air de la zone d'étude. Nonobstant, elles informent des tendances prévalant dans le contexte francilien.

Note : Les résultats des mesures de l'Aasqa figurent dans les tableaux fournis en annexe.

D'après les mesures d'Airparif, il est observé que depuis 2017 :

- Les concentrations moyennes annuelles en **dioxyde d'azote** sont inférieures chaque année au seuil réglementaire de 40 µg/m³, sauf pour la station trafic « Place Victor Basch ». La ligne directrice de l'OMS de 10 µg/m³ en moyenne annuelle est dépassée chaque année pour toutes les stations. Le seuil d'information-recommandations (200 µg/m³ en moyenne horaire) est dépassé pour la station trafic « Place Victor Basch » (sauf en 2021), et la recommandation journalière de l'OMS de 25 µg/m³ est dépassée pour toutes les stations.

- Les concentrations moyennes annuelles **en particules PM10** sont inférieures au seuil réglementaire (40 µg/m³) chaque année pour toutes les stations. Cependant, la ligne directrice de l'OMS (15 µg/m³) est dépassée chaque année. Le nombre de jours où les concentrations moyennes journalières sont supérieures au seuil journalier (50 µg/m³ en moyenne journalière) est inférieur à la valeur limite de 35 dépassements annuels chaque année. En revanche, la recommandation journalière de l'OMS (3 dépassements par an de 45 µg/m³ en moyenne journalière) est dépassée chaque année pour toutes les stations (sauf en 2018 pour la station « Paris Stade Lenglen »).

-Pour les **particules PM2,5**, la valeur limite en moyenne annuelle (25 µg/m³) est respectée pour toutes les stations chaque année, mais la ligne directrice de l'OMS (5 µg/m³) est systématiquement dépassée. Le nombre de dépassements de la valeur de 15 µg/m³ en moyenne journalière (recommandation de l'OMS) est systématiquement supérieur à la préconisation de 3 dépassements maximum par an.

- Le seuil d'information-recommandations pour l'**ozone** (180 µg/m³ en moyenne horaire) est dépassé chaque année (sauf en 2021). Le seuil d'alerte (240 µg/m³ en moyenne horaire) est toujours respecté.

- Les concentrations en **dioxyde de soufre** sont inférieures à la limite de détection.

- Les concentrations en **monoxyde de carbone** respectent largement la valeur réglementaire et la recommandation journalière de l'OMS.

- Les concentrations en **BTEX** sont très faibles. La valeur limite et l'objectif de qualité pour le **benzène** sont largement respectés.

- Les concentrations en **benzo[a]pyrène** respectent largement la valeur cible.

➢ Indice ATMO

L'historique du nouvel indice ATMO pour la ville de Bagneux en 2022 est fourni dans le tableau suivant.

Indice ATMO 2022	Nombre de jours en 2022*	Pourcentage de la période*
Bon	0	0 %
Moyen	103	67 %
Dégradé	29	19 %
Mauvais	20	13 %
Très Mauvais	1	1 %
Extrêmement Mauvais	0	0,0 %

*jusqu'au 03 juin 2022 inclus

Évolution et répartition des indices ATMO pour la ville de Bagneux en 2022 (source Airparif)

Selon l'indice ATMO, la qualité de l'air en 2022 (au 03 juin inclus) peut être qualifiée de « Moyenne » 67 % de la période, « Dégradée » 19 % de la période, « Mauvaise » 13 % de la période et « Très mauvaise » 1 % de la période.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

➢ Modélisations Airparif au niveau de la zone d'étude

Le tableau suivant récapitule les résultats numériques des modélisations Airparif en 2021 (2020 pour le benzène) au cœur de l'emprise projet.

Résultats numériques des modélisations Airparif au sein du périmètre projet en 2021 (benzène données 2020) (source : Airparif)

Paramètres	Valeur réglementaire Objectif de qualité Recommandation OMS	Valeurs au sein de l'emprise projet en 2021
Dioxyde d'azote Moyenne annuelle	Valeur limite : 40 µg/m³ Objectif de qualité : 40 µg/m³ Recommandation OMS : 10 µg/m³	22 à 42 µg/m³
PM10 Moyenne annuelle	Valeur limite : 40 µg/m³ Objectif de qualité : 30 µg/m³ Recommandation OMS : 15 µg/m³	19 à 24 µg/m³
PM10 Nombre de jours dépassant 50 µg/m³ en moyenne journalière	Valeur limite : 35 dépassements max	3 à 15 jours
PM2,5 Moyenne annuelle	Valeur limite : 25 µg/m³ Objectif de qualité : 10 µg/m³ Recommandation OMS : 5 µg/m³	11 à 14 µg/m³
Benzène Moyenne annuelle (données 2020)	Valeur limite : 5 µg/m³ Objectif de qualité : 2 µg/m³	1 µg/m³
Ozone Nombre de jours supérieurs à 120 µg/m³ pour 8 heures	Valeur cible : 25 dépassements max en moyenne sur 3 ans Objectif de qualité : 0 jour	4 jours

Selon les modélisations 2020/2021 d'Airparif, à l'échelle de l'emprise projet, il apparaît que les seuils réglementaires annuels (PM10, PM2,5, benzène) sont respectés ainsi que le nombre maximum de dépassements autorisés du seuil journalier en PM10.

En revanche, la valeur limite annuelle pour le NO_2 est dépassée le long de la D920 au Nord du projet.

Certains objectifs de qualité annuels sont respectés sur l'ensemble de l'emprise projet (PM10, benzène), et d'autres sont dépassés (NO_2, PM2,5)
Les recommandations de l'OMS pour le NO_2 (10 µg/m³), les PM10 (15 µg/m³) et les PM2,5 (5 µg/m³) en moyenne annuelle sont toutes dépassées sur l'emprise projet.

L'objectif de qualité en ozone correspondant au seuil de protection de la santé est dépassé. La formation de ce polluant est fortement dépendante des conditions météorologiques. L'ensoleillement et les épisodes de fortes chaleurs, de plus en plus fréquents et intenses sur le territoire, favorisent sa production.

En tout état de cause, la qualité de l'air sur le périmètre projet peut être qualifiée de plutôt moyenne, compte tenu des recommandations OMS non respectées et de la valeur réglementaire en NO2 dépassée en bordure des voies de circulation de la D920.

6.3.1.1. Exposition de la population à la pollution atmosphérique

L'exposition chronique correspond à la qualité de l'air à laquelle les populations sont exposées tout au long de l'année.

➢ Exposition aux PM10

Indicateurs d'exposition aux poussières PM10 – 2020 (source : Airparif)

PM10 – Dépassement 35 jours supérieurs à 50 µg/m³	Nombre d'habitants affectés	Superficie cumulée (km²)	Longueur de voirie concernée (km)
Bagneux	0	0	0
Hauts-de-Seine	0	Non significatif*	1
Ile-de-France	Non significatif*	Non significatif*	19
PM10 – Dépassement valeur limite annuelle 40 µg/m³	**Nombre d'habitants affectés**	**Superficie cumulée (km²)**	**Longueur de voirie concernée (km)**
Bagneux	0	0	0
Hauts-de-Seine	0	0	0
Ile-de-France	Non significatif*	Non significatif*	3
PM10 - Dépassement 3 jours supérieurs à 50 µg/m³ Ancienne recommandation OMS	**Nombre d'habitants affectés**	**Superficie cumulée (km²)**	**Longueur de voirie concernée (km)**
Bagneux	41 000	4	13
Hauts-de-Seine	1 400 000	150	626
Ile-de-France	6 000 000	734	3 390
PM10 - Dépassement ancienne recommandation OMS annuelle 20 µg/m³	**Nombre d'habitants affectés**	**Superficie cumulée (km²)**	**Longueur de voirie concernée (km)**
Bagneux	Non significatif*	Non significatif*	1
Hauts-de-Seine	100 000	9	174
Ile-de-France	1 100 000	89	1 330

** Les indicateurs de dépassement sont très faibles. Compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée, les chiffres ne sont pas significatifs.*

À Bagneux, en 2020, aucun habitant n'est exposé à des concentrations en PM10 supérieures aux normes réglementaires.

Le nombre de personnes exposées à des dépassements de l'ancienne recommandation annuelle de l'OMS pour les PM10 (20 µg/m³) est non significatif. En revanche, 41 000 habitants étaient exposés au dépassement de l'ancienne recommandation journalière de l'OMS pour les PM10 (3 jours pouvant dépasser 50 µg/m³).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

➢ Exposition aux PM2,5

Le tableau suivant reporte les indicateurs d'exposition aux PM2,5 à diverses échelles.

Indicateurs d'exposition aux poussières PM2,5 – 2020 (source : Airparif)

PM2,5 - Dépassement valeur limite annuelle 25 µg/m³	Nombre d'habitants affectés	Superficie cumulée (km²)	Longueur de voirie concernée (km)
Bagneux	0	0	0
Hauts-de-Seine	0	0	0
Ile-de-France	0	0	0
PM2,5 - Dépassement ancienne recommandation OMS annuelle 10 µg/m³	**Nombre d'habitants affectés**	**Superficie cumulée (km²)**	**Longueur de voirie concernée (km)**
Bagneux	Non significatif*	Non significatif*	1
Hauts-de-Seine	200 000	16	196
Ile-de-France	2 500 000	201	1 880

**Les indicateurs de dépassement sont très faibles. Compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée, les chiffres ne sont pas significatifs.*

L'évaluation des concentrations annuelles en PM2,5 ne met pas en évidence de personnes exposées à des concentrations supérieures au seuil réglementaire annuel ou à l'ancienne recommandation annuelle de l'OMS, à Bagneux en 2020.

➢ Exposition au NO2

Le tableau suivant présente les indicateurs d'exposition au NO2 à diverses échelles.

Indicateurs d'exposition au dioxyde d'azote (NO2) – 2020 (source : Airparif)

NO_2 - Dépassement valeur limite de 40 µg/m³	Nombre d'habitants affectés	Superficie cumulée (km²)	Longueur de voirie concernée (km)
Bagneux	0	0	0
Hauts-de-Seine	< 1%	< 1%	43
Ile-de-France	< 1%	17	494

* *Les indicateurs de dépassement sont très faibles. Compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée, les chiffres ne sont pas significatifs.*

En 2020, à Bagneux, aucun habitant n'est exposé à des concentrations supérieures au seuil réglementaire annuel en NO2 (correspondant à l'ancienne recommandation de l'OMS).

➢ Exposition au benzène

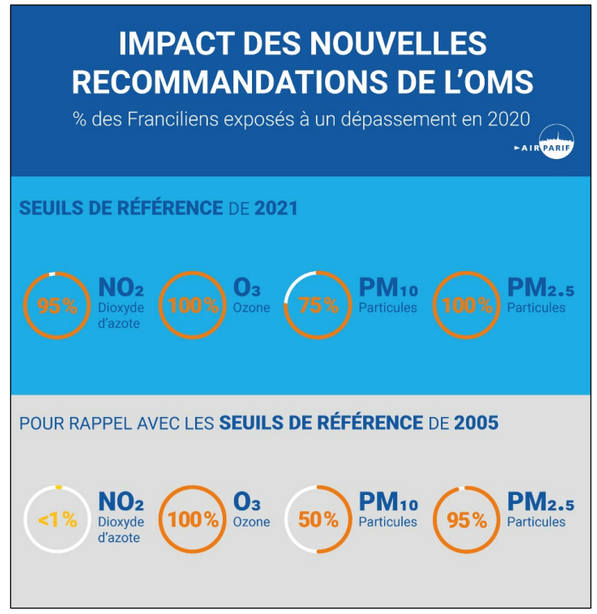
Le tableau suivant présente les indicateurs d'exposition au benzène à diverses échelles.

Indicateurs d'exposition au benzène – 2020 (source : Airparif)

Benzène - Dépassement valeur limite annuelle 5 µg/m³	Nombre d'habitants affectés	Superficie cumulée (km²)	Longueur de voirie concernée (km)
Bagneux	0	0	0
Hauts-de-Seine	0	0	0
Ile-de-France	0	0	0

L'évaluation des concentrations annuelles en benzène n'identifie pas de personnes exposées à des concentrations supérieures au seuil réglementaire annuel au niveau du territoire de Bagneux en 2020.

Impact de l'abaissement des seuils OMS sur l'exposition de la population en Île-de-France



Évolution des recommandations de l'OMS pour les PM10, PM2,5, le NO_2 et l'O_3 - comparaison de la proportion de franciliens exposés aux dépassements des seuils OMS en 2020 selon la référence OMS de 2005 et de 2021

L'emprise projet appartient à 6 mailles concernées en 2021, pour partie de leurs surfaces, par 4 nuisances environnementales (bruit, pollution de l'air, pollution des sols d'origine industrielle et présentent un cadre de vie dégradé).

En 2020, à Bagneux, les estimations d'Airparif indiquent qu'aucun habitant n'était exposé ni à des teneurs dépassant les seuils réglementaires en PM10, PM2,5, dioxyde d'azote et benzène, ni à des teneurs dépassant les anciennes recommandations annuelles de l'OMS (référence 2005) en NO2, PM10 et PM2,5.
En revanche, 41 000 habitants étaient exposés à des concentrations en PM10 dépassant l'ancienne recommandation journalière de l'OMS (seuils de référence OMS 2005).

En considérant les nouvelles recommandations de l'OMS (seuils de référence OMS 2021) sans distinction des recommandations journalières et annuelles, l'ensemble des Franciliens était exposé en 2021 à un dépassement des seuils pour l'ozone et les PM2,5. 95 % étaient exposés à un dépassement pour le NO2 et 80 % étaient concernés par un dépassement pour les PM10.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VIII.3 - Synthèse

Région Île-de-France

Depuis les années 1990, la qualité de l'air en Île-de-France va en s'améliorant.

L'année 2020 est apparue comme une année très singulière, du fait de la pandémie de Covid-19 et des mesures gouvernementales adoptées pour faire face à cette crise sanitaire. Ces mesures ont entrainé une réduction importante des émissions de polluants, notamment celles issues du trafic routier et aérien, et tout particulièrement pendant le confinement strict du printemps.
En 2021, comparativement à 2019, la baisse des niveaux de pollution chronique se poursuit, à l'exception de l'ozone qui continue d'augmenter.

En considérant les nouvelles recommandations de l'OMS (seuils de référence OMS 2021) sans distinction des recommandations journalières et annuelles, l'ensemble des Franciliens était exposé en 2021 à un dépassement des seuils pour l'ozone et les PM2,5. 95 % étaient exposés à un dépassement pour le NO_2 et 80 % étaient concernés par un dépassement pour les PM10.

Département des Hauts-de-Seine

En 2021, le département a connu 9 jours de dépassement du seuil d'information-recommandation pour les PM10. 2018 a marqué la première année sans déclenchement du seuil d'alerte des particules depuis l'abaissement des seuils pour les particules en 2011. Cela s'est confirmé chaque année depuis.

En fonction des années et des conditions météorologiques, les concentrations fluctuent.
Il demeure que des déclenchements de procédures pour les PM10 et l'ozone se produisent encore au niveau départemental.
Il est intéressant de retenir que les déclenchements concernent uniquement les PM10 (période hivernale) et l'ozone (période estivale).

Ville de Bagneux

Selon l'indice ATMO, la qualité de l'air en 2022 (au 03 juin inclus) peut être qualifiée de « Moyenne » 67 % de la période, « Dégradée » 19 % de la période, « Mauvaise » 13 % de la période et « Très mauvaise » 1 % de la période.

En 2020, à Bagneux, les estimations d'Airparif indiquent qu'aucun habitant n'était exposé ni à des teneurs dépassant les seuils réglementaires en PM10, PM2,5, dioxyde d'azote et benzène, ni à des teneurs dépassant les anciennes recommandations annuelles de l'OMS (référence 2005) en NO_2, PM10 et PM2,5.

En revanche, 41 000 habitants étaient exposés à des concentrations en PM10 dépassant l'ancienne recommandation journalière de l'OMS (seuils de référence OMS 2005).

Zone d'étude et Périmètre projet

L'emprise projet appartient à 6 mailles concernées en 2021, pour partie de leurs surfaces, par 4 nuisances environnementales (bruit, pollution de l'air, pollution des sols d'origine industrielle et présentent un cadre de vie dégradé).

Selon les modélisations 2020/2021 d'Airparif, à l'échelle de l'emprise projet, il apparait que les seuils réglementaires annuels (PM10, PM2,5, benzène) sont respectés ainsi que le nombre maximum de dépassements autorisés du seuil journalier en PM10.
En revanche, la valeur limite annuelle pour le NO_2 est dépassée le long de la D920 au Nord du projet.

Certains objectifs de qualité annuels sont respectés sur l'ensemble de l'emprise projet (PM10, benzène), et d'autre sont dépassés (NO_2, PM2,5).
Les recommandations de l'OMS pour le NO_2 (10 µg/m^3), les PM10 (15 µg/m^3) et les PM2,5 (5 µg/m^3) en moyenne annuelle sont toutes dépassées sur l'emprise projet.

L'objectif de qualité en ozone correspondant au seuil de protection de la santé est dépassé. La formation de ce polluant est fortement dépendante des conditions météorologiques. L'ensoleillement et les épisodes de fortes chaleurs, de plus en plus fréquents et intenses sur le territoire, favorisent sa production.

En tout état de cause, la qualité de l'air sur le *périmètre projet* peut être qualifiée de plutôt moyenne, compte tenu des recommandations OMS non respectées et de la valeur réglementaire en NO_2 dépassée en bordure des voies de circulation de la D920.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

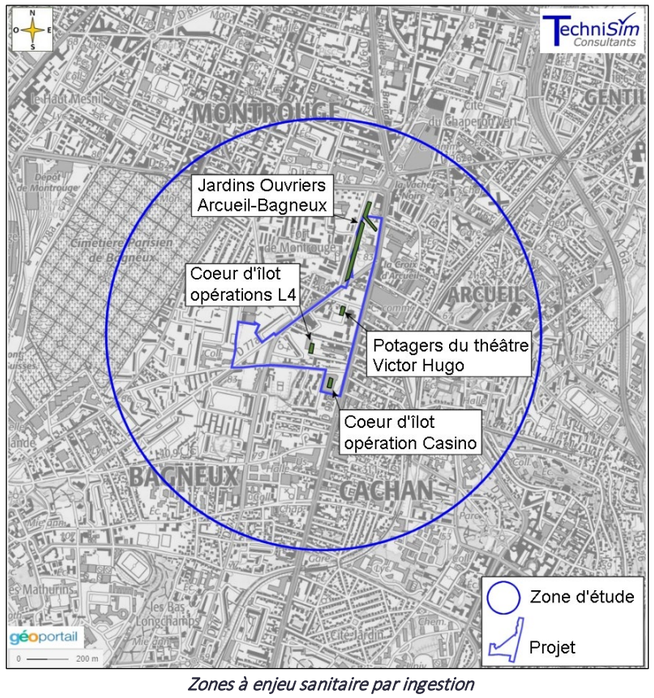
VIII.4 - Analyse du secteur d'étude

♦ Identification des zones à enjeux sanitaires par ingestion

Les zones de culture à même de présenter un enjeu sanitaire par ingestion ont été recherchées dans la zone d'étude, c'est-à-dire :

- Production alimentaire : jardins potagers, vergers, zones maraichères, terres cultivées à forte valeur ajoutée (vignes AOC, cultures biologiques, etc.), …
- Zones de jeux avec terrains meubles susceptibles d'être ingérés par les enfants : aires de jeux, cours d'école, …
- Jardins familiaux, partagés et collectifs.

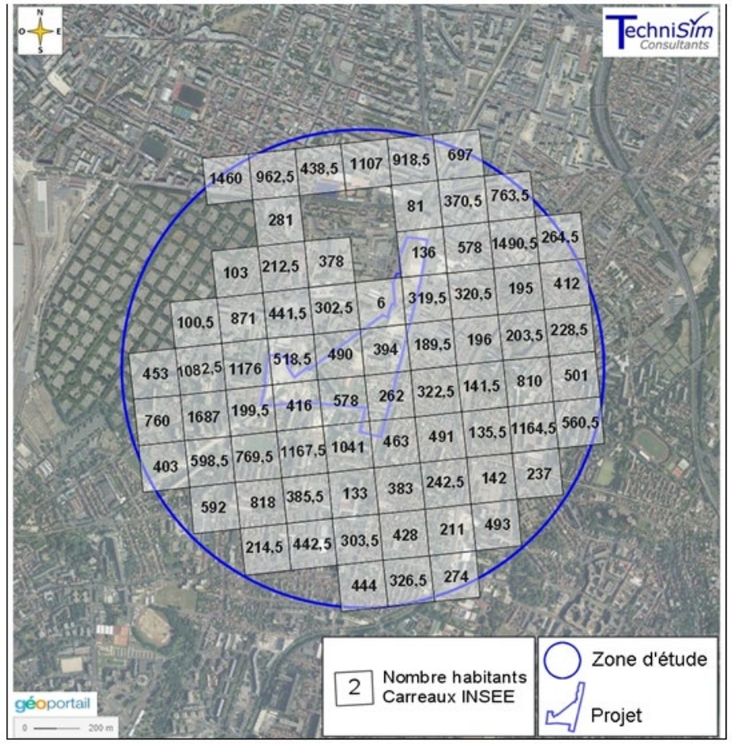
D'après la carte d'occupation des sols détaillée et la carte du registre parcellaire agricole 2020, aucune parcelle agricole n'est présente sur la zone d'étude.
4 zones de jardins partagés/ouvriers existantes (Jardins ouvriers Arcueil-Bagneux ; Potagers du théâtre Victor Hugo) ou en projet (cœurs d'ilots des opérations L4 et Casino) sont recensées à proximité ou au sein de la ZAC Victor Hugo.



Zones à enjeu sanitaire par ingestion

➢ Analyse de la population de la zone d'étude – Données INSEE

La planche suivante représente la population aux abords du projet, définie en carreaux de 200 mètres de côté (données carroyées de l'INSEE 2015 publiées en 2019).



Population dans la zone d'étude répartie en carreaux de 200m de côté (données carroyées INSEE 2015 publiées en 2019)

La zone d'étude compte 36 684 habitants, soit une densité moyenne de population estimée à 11 683 hab./km² pour l'ensemble de la zone d'étude (cercle de 1 km de rayon) et à 12 563 hab./km² si l'on ne considère que les parties habitées (carreaux = superficie de 2,92 km²).

Population par tranches d'âges en 2015 (données carroyées INSEE 2015 publiées en 2019)

	Ensemble	0 à 3 ans	4 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 17 ans	Moins de 11 ans
Effectif	36 684	2 269	1 081	2 390	3 100	5 740
Proportion	100 %	6,2 %	2,9 %	6,5 %	8,5 %	15,6 %
	18 à 24 ans	25 à 39 ans	40 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et +	Inconnu
Effectif	1 927	8 629	7 571	3 997	4 855	864
Proportion	5,3 %	23,5 %	20,6 %	10,9 %	13,2 %	2,4 %

Populations les plus vulnérables à la pollution atmosphérique = 10 595 personnes (soit 28,9 %)

Les deux classes d'âges les plus vulnérables aux effets de la pollution atmosphérique sont les enfants (moins de 11 ans) et les personnes âgées (65 ans ou plus). Ces catégories représentent respectivement **15,6 % (5 750 individus)** et **13,2 % (4 855 individus)** de la **population de la zone d'étude**.

La zone d'étude comporte 36 684 habitants dont 10 595 (soit 28,9 %) dits vulnérables à la pollution atmosphérique.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

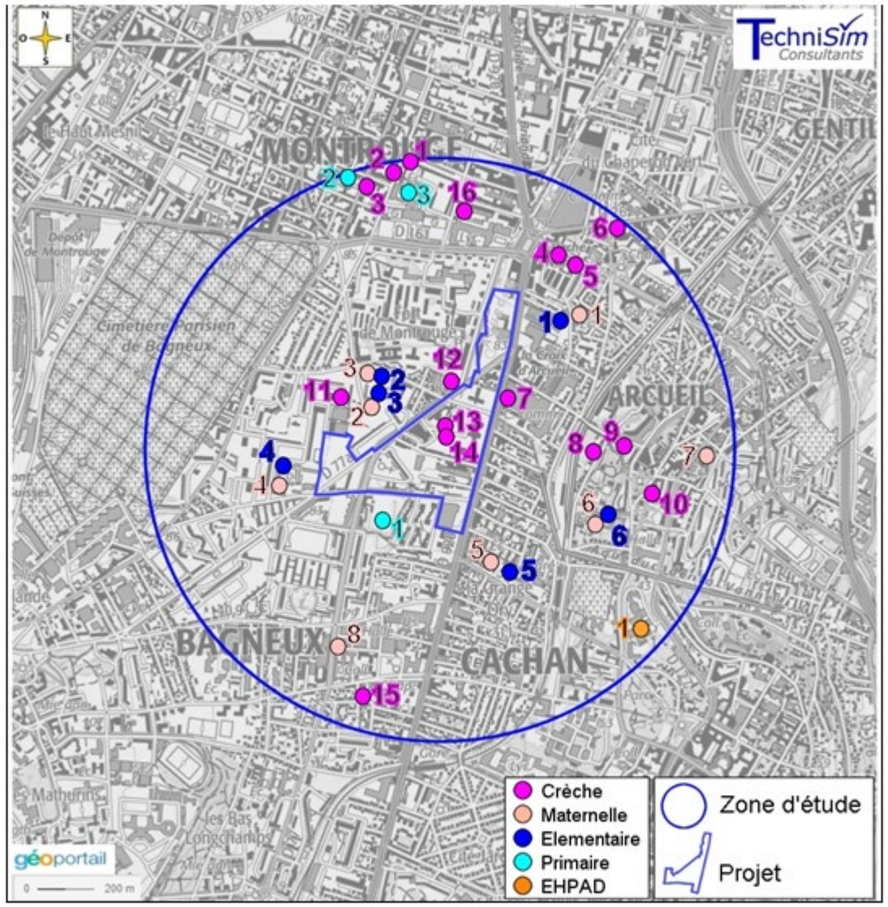
6.3.1.2. Identification des établissements vulnérables

Il a été recherché la présence d'établissements dits 'vulnérables' à la pollution atmosphérique sur la zone d'étude. Par lieux 'vulnérables', on entend toutes les structures fréquentées par des personnes considérées vulnérables aux effets de la pollution atmosphérique, c'est-à-dire :

- Établissements accueillant des enfants : les maternités, les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les établissements accueillant des enfants handicapés, etc. ;
- Établissements accueillant des personnes âgées : maisons de retraite, etc. ;
- Hôpitaux, cliniques, centres de soins.

Au total, 34 établissements vulnérables à la pollution atmosphérique (crèches, écoles, EHPAD) sont recensés en l'état actuel sur la zone d'étude.

Localisation des établissements vulnérables à la pollution atmosphérique présents en l'état actuel



Compte-tenu de l'orientation des vents annuels et de leur fréquence en fonction de leur vitesse, la dispersion des polluants atmosphériques semble plutôt efficace.
Il demeure que la pluviométrie annuelle est faible, avec une occurrence de jours pluvieux sur environ 30 % de l'année (tendant à diminuer légèrement compte-tenu des évolutions climatiques si l'on se réfère aux normales provisoires 1991-2020). L'ensoleillement est lui aussi assez faible, ce qui minimise la production de polluants photochimiques (ozone).
Le secteur projet est de ce fait soumis à des conditions météorologiques plutôt favorables à la dispersion des polluants.
Il n'empêche que des conditions d'accumulation peuvent survenir, notamment avec l'incidence de vents faibles du sud-ouest et du nord-est capables d'entrainer les polluants émis par la circulation de la D77A et de la D920 vers le projet, d'autant que le projet est situé en contrebas de reliefs moyennement marqués.

Enjeux sanitaires par inhalation

La zone d'étude comporte 36 684 habitants dont 10 595 (soit 28,9 %) dits vulnérables à la pollution atmosphérique.
Au total, 34 établissements vulnérables (crèches, écoles, EHPAD) sont recensés sur la zone d'étude en l'état actuel.

Enjeux sanitaires par ingestion

D'après la carte d'occupation des sols détaillée et la carte du registre parcellaire agricole 2020, aucune parcelle agricole n'est localisée sur la zone d'étude.
4 zones de jardins partagés/ouvriers existantes (Jardins ouvriers Arcueil-Bagneux ; Potagers du théâtre Victor Hugo) ou en projet (cœurs d'ilots des opérations L4 et Casino) sont recensées à proximité ou au sein de la ZAC Victor Hugo.

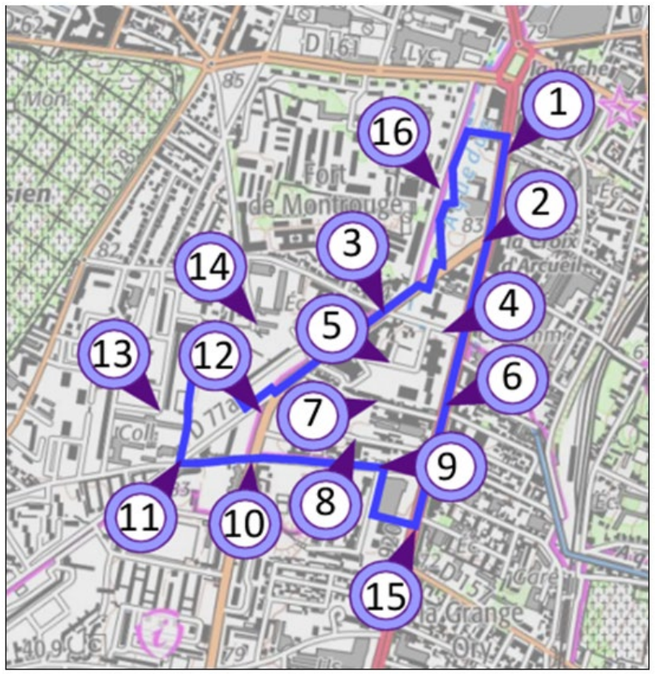
De nombreux projets immobiliers et d'infrastructures de transport (routes / transports en commun) commun sont recensées aux environs de la ZAC ÉcoQuartier Victor Hugo.
Ces opérations d'aménagement vont modifier les flux de déplacements et les choix modaux sur le secteur et sont donc susceptibles d'induire des effets cumulés avec le projet objet de la présente étude.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Résultats de la campagne de mesure

Afin de caractériser la qualité de l'air en proximité immédiate du secteur de projet, une campagne de mesures in situ (16 points) a été réalisée du 10 mai au 8 juin 2022pour les polluants suivants :

- Le dioxyde d'azote [NO2] ;
- Les poussières – PM10 et PM2,5.



Localisation des points de mesure in situ

Les prélèvements de NO_2 ont été effectués sur 16 points. Afin de s'assurer de la répétabilité des mesures, des réplicats ont été réalisés pour les points n°2, 7, 9, 12, 13 et 14. Un 'blanc' a été réalisé pour vérifier la non-contamination des échantillons pendant le transport (points n°1 et 10).
Les mesure de PM10 et PM2,5 ont été réalisées au niveau des points n°2, n°7 et n°14.

Dans l'ensemble, les conditions météorologiques lors de la campagne étaient plutôt neutres vis-à-vis de l'accumulation/dispersion des polluants, et ce, suivant les polluants considérés.
Les vents présents étaient faibles, ce qui ne permet pas une dispersion efficace. Les précipitations faibles et peu fréquentes n'ont pas permis un lessivage fréquent de l'air mais ce phénomène a néanmoins été présent.
Le fort ensoleillement présent permet une diminution des concentrations de certains polluants dans l'air (notamment le dioxyde d'azote) mais en corollaire fait augmenter les teneurs en ozone.

6.3.1.3. Particules PM10 et PM2,5

Les mesure de PM10 et PM2,5 ont été réalisées au niveau des points n°2, n°7 et n°14.

Aux points n°2, 7 et 14 sur la période de mesure, la préconisation de l'OMS relative au nombre annuel maximum de jours de dépassement de la teneur en moyenne journalière n'est pas franchie, que ce soit pour les PM10 ou les PM2,5.

➢ Point 2

Résultats des mesures en continu des particules PM10 et PM2,5 pour le point n°2

DATE	Pourcentage de couverture journalière des mesures	Moyenne PM10 (µg/m³)	Moyenne PM2,5 (µg/m³)	Rapport PM2,5/PM10
10/05/2022	45,1 %	6,4	6,0	93,5 %
11/05/2022	100 %	4,8	4,4	91,8 %
12/05/2022	100 %	2,1	1,6	76,8 %
13/05/2022	100 %	1,6	1,3	81,4 %
14/05/2022	100 %	4,1	3,6	89,2 %
15/05/2022	100 %	4,1	3,7	90,9 %
16/05/2022	100 %	8,2	7,6	92,5 %
17/05/2022	100 %	5,1	4,7	91,6 %
18/05/2022	100 %	4,0	3,7	91,2 %
19/05/2022	100 %	8,5	8,1	95,2 %
20/05/2022	100 %	7,8	7,2	92,4 %
21/05/2022	100 %	3,5	3,1	89,6 %
22/05/2022	100 %	4,4	4,0	89,5 %
23/05/2022	100 %	10,3	9,7	94,1 %
24/05/2022	100 %	1,7	1,4	84,2 %
25/05/2022	100 %	1,1	0,9	82,4 %
26/05/2022	100 %	0,9	0,7	75,5 %
27/05/2022	100 %	3,2	2,8	88,7 %
28/05/2022	100 %	5,1	4,5	88,9 %
29/05/2022	100 %	2,5	2,1	84,7 %
30/05/2022	100 %	4,3	3,8	88,4 %
31/05/2022	94,5 %	3,3	3,0	91,1 %
Période	**97,3 %**	**4,4**	**4,0**	**90,6 %**

** : Dépassement de la recommandation de l'OMS (45 µgPM10/m³ et 15 µgPM2,5/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours par an)*

Les concentrations moyennes journalières en PM10 et PM2,5 ont été comprises au point n°2 :
- entre 0,9 µgPM10/m³ (le 26/05/2022) et 10,3 µgPM10/m³ (le 23/05/2022) ;
- entre 0,7 µgPM2,5/m³ (le 26/05/2022) et 9,7 µgPM2,5/m³ (le 23/05/2022).

Selon les recommandations de l'OMS, le seuil de 45 µg/m³ en moyenne journalière ne doit pas être dépassé plus de 3 jours par an pour les particules **PM10**.
- Point n°2 : Aucun dépassement journalier pour les PM10 sur la période de mesure.

Pareillement, l'OMS recommande de ne pas dépasser le seuil de 15 µg/m³ en moyenne journalière plus de 3 jours par an pour les **PM2,5**.
- Point n°2 : aucun dépassement journalier pour les PM2,5 sur la période de mesure.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

➢ Point 7

Résultats des mesures en continu des particules PM10 et PM2,5 pour le point n°7

DATE	Pourcentage de couverture journalière des mesures	Moyenne PM10 (µg/m³)	Moyenne PM2,5 (µg/m³)	Rapport PM2,5/PM10
10/05/2022	41,0 %	7,0	6,3	90,0 %
11/05/2022	100 %	4,4	3,5	80,8 %
12/05/2022	100 %	2,7	1,8	66,2 %
13/05/2022	100 %	2,1	1,4	66,2 %
14/05/2022	100 %	2,9	2,2	76,3 %
15/05/2022	100 %	2,7	2,2	81,5 %
16/05/2022	100 %	7,1	6,2	87,2 %
17/05/2022	100 %	3,8	3,2	83,5 %
18/05/2022	100 %	3,0	2,5	82,4 %
19/05/2022	100 %	7,8	7,0	89,6 %
20/05/2022	100 %	7,7	6,6	86,7 %
21/05/2022	100 %	2,5	1,9	75,0 %
22/05/2022	100 %	2,7	2,2	82,6 %
23/05/2022	100 %	9,3	8,3	89,3 %
24/05/2022	100 %	2,0	1,4	70,9 %
25/05/2022	100 %	0,8	0,5	68,8 %
26/05/2022	100 %	1,0	0,6	62,3 %
27/05/2022	10,4 %	1,3	0,9	68,3 %
Période	**91,7 %**	**4,0**	**3,3**	**90,6 %**

** : Dépassement de la recommandation de l'OMS (45 µgPM10/m³ et 15 µgPM2,5/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours par an)*

Les concentrations moyennes journalières en PM10 et PM2,5 ont été comprises au point n°7 :

- entre 0,8 µgPM10/m³ (le 25/05/2022) et 9,3 µgPM10/m³ (le 23/05/2022) ;
- entre 0,5 µgPM2,5/m³ (le 25/05/2022) et 8,3 µgPM2,5/m³ (le 23/05/2022).

Selon les recommandations de l'OMS, le seuil de 45 µg/m³ en moyenne journalière ne doit pas être dépassé plus de 3 jours par an pour les particules **PM10**.

- Point n°7 : Aucun dépassement journalier pour les PM10 sur la période de mesure.

Pareillement, l'OMS recommande de ne pas dépasser le seuil de 15 µg/m³ en moyenne journalière plus de 3 jours par an pour les **PM2,5**.

- Point n°7 : aucun dépassement journalier pour les PM2,5 sur la période de mesure.

➢ Point 14

Résultats des mesures en continu des particules PM10 et PM2,5 pour le point n°14

DATE	Pourcentage de couverture journalière des mesures	Moyenne PM10 (µg/m³)	Moyenne PM2,5 (µg/m³)	Rapport PM2,5/PM10
10/05/2022	41,9 %	6,4	5,7	89,0 %
11/05/2022	100 %	4,7	4,1	86,8 %
12/05/2022	100 %	2,3	1,4	61,0 %
13/05/2022	100 %	1,4	0,8	58,5 %
14/05/2022	100 %	3,5	2,7	78,0 %
15/05/2022	100 %	3,5	2,8	81,4 %
16/05/2022	100 %	7,3	6,5	88,4 %
17/05/2022	100 %	4,4	3,7	83,7 %
18/05/2022	100 %	3,3	2,6	80,8 %
19/05/2022	100 %	7,8	6,8	87,9 %
20/05/2022	100 %	7,2	6,4	88,1 %
21/05/2022	100 %	2,9	2,2	73,5 %
22/05/2022	100 %	3,7	3,0	82,5 %
23/05/2022	100 %	9,6	8,8	91,5 %
24/05/2022	100 %	1,0	0,7	68,4 %
25/05/2022	100 %	0,9	0,6	72,6 %
26/05/2022	100 %	0,8	0,4	57,6 %
27/05/2022	100 %	2,5	1,9	75,8 %
28/05/2022	100 %	5,3	4,2	79,0 %
29/05/2022	100 %	2,7	2,1	78,2 %
30/05/2022	100 %	3,2	2,5	77,2 %
31/05/2022	100 %	2,6	2,1	79,2 %
01/06/2022	100 %	1,7	1,3	76,5 %
02/06/2022	100 %	3,6	3,2	86,8 %
03/06/2022	100 %	8,9	8,1	90,9 %
04/06/2022	100 %	16,2	15,0	92,0 %
05/06/2022	100 %	10,4	9,4	90,2 %
06/06/2022	100 %	3,2	2,8	86,9 %
07/06/2022	100 %	1,2	0,9	77,5 %
08/06/2022	48,1 %	3,5	2,6	75,4 %
Total	96,3 %	4,5	3,8	84,9 %

** : Dépassement de la recommandation de l'OMS (45 µgPM10/m³ et 15 µgPM2,5/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours par an)*

Les concentrations moyennes journalières en PM10 et PM2,5 ont été comprises au point n°14 :

- entre 0,8 µgPM10/m³ (le 26/05/2022) et 16,2 µgPM10/m³ (le 04/06/2022) ;
- entre 0,4 µgPM2,5/m³ (le 26/05/2022) et 15,0 µgPM2,5/m³ (le 04/06/2022).

Selon les recommandations de l'OMS, le seuil de 45 µg/m³ en moyenne journalière ne doit pas être dépassé plus de 3 jours par an pour les particules **PM10**.

- Point n°14: Aucun dépassement journalier pour les PM10 sur la période de mesure.

Pareillement, l'OMS recommande de ne pas dépasser le seuil de 15 µg/m³ en moyenne journalière plus de 3 jours par an pour les **PM2,5**.

- Point n°14 : aucun dépassement journalier pour les PM2,5 sur la période de mesure

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Il est possible de conclure que - sur la période de mesure - la qualité de l'air du secteur d'étude est faiblement impactée par les particules PM10 et PM2,5. Ces résultats sont cohérents avec les conditions météorologiques pendant la période de mesure et, de fait, l'absence des émissions de particules liées au chauffage (températures estivales).

6.3.1.4. Dioxyde d'azote

Résultats des mesures de dioxyde d'azote [µg/m³]

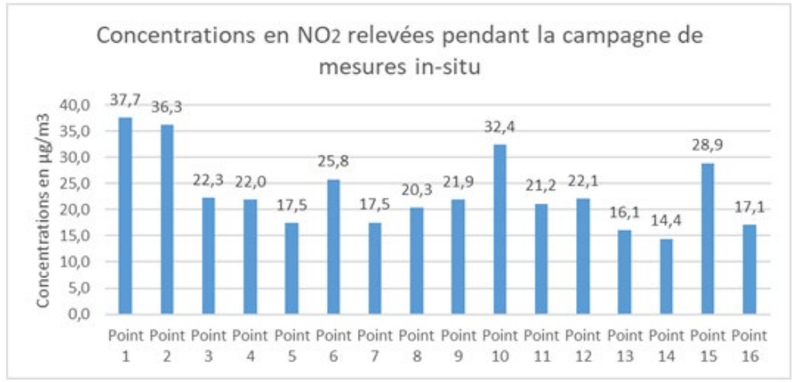
Dioxyde d'azote			
Points	**Durée d'exposition**	**Concentration [µg/m³]**	**Écart relatif**
N°1 (blanc)	696,5 h	< 0,3	-
N°1		37,7	
N°2	693,8 h	35,8	1,4 %
N°2 (bis)		36,8	
N°3	693,7 h	22,3	-
N°4	693,6 h	22,0	-
N°5	693,6 h	17,5	-
N°6	693,8 h	25,8	-
N°7	693,7 h	17,6	0,5 %
N°7 (bis)		17,5	
N°8	693,3 h	20,3	-
N°9	693,2 h	21,7	1,3 %
N°9 (bis)		22,2	
N°10 (blanc)	692,7 h	< 0,3	-
N°10		32,4	
N°11	692,6 h	21,2	-
N°12	693,1 h	21,9	1,0%
N°12 (bis)		22,3	
N°13	693,0 h	16,2	1,0 %
N°13 (bis)		15,9	
N°14	693,8 h	14,7	1,0 %
N°14 (bis)		14,2	
N°15	693,1 h	28,9	-
N°16	693,6 h	17,1	-

LD (Limite Détermination) = 0,3 µg/m³

À titre informatif, les seuils réglementaires sont les suivants :
- 40 µg/m³ en moyenne annuelle ;
- 200 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an.

Le graphe suivant illustre les teneurs moyennes en dioxyde d'azote pendant la campagne. Compte-tenu de la durée de la campagne, les résultats ne sont pas directement comparables à une teneur annuelle, ils informent toutefois de la répartition spatiale de la pollution en NO2 entre les différents points de mesures.

Résultats des mesures en dioxyde d'azote



Les teneurs relevées sont comprises entre 14,4 µg/m³ au point n°14 (celui placé davantage en retrait du trafic automobile) et 37,7 µg/m³ au point n°1.
Les points les plus proches des axes routiers à fort trafic (points n°1, 2, 6, 10 et 15) présentent les concentrations en NO_2 les plus élevées.
Les autres points présentent des concentrations plus faibles.

Les résultats sont en adéquation avec le contexte géographique du projet (région 'parisienne', proximité des voies routiers plus ou moins importantes) ainsi qu'avec les conditions météorologiques rencontrées lors de la campagne de mesure.

Comparaison avec les données Airparif

Le tableau ci-dessous résume les données d'Airparif en NO_2 sur la même période de mesure.

Données d'Airparif disponibles sur les concentrations en NO_2 mesurées du 10 mai au 8 juin 2022

	Paris 15ème (Stade Lenglen)	Place Victor Basch	Paris 13ème	Vitry-sur-Seine
	Fond	Trafic	Fond	Fond
Du 10 mai au 8 juin 2022	NO_2	NO_2	NO_2	NO_2
Concentration moyenne (µg/m³)	13,7	39,5	16,1	15,5
Concentration maximum horaire (µg/m³)	62,4	107,1	84,7	77,2
Nombre de dépassements du seuil de recommandation et d'information (200 µg/m³ en moyenne horaire)	0	0	0	0
Nombre de dépassements du seuil d'alerte (200 µg/m³ en moyenne horaire si dépassement la veille et risque de dépassement le lendemain)	0	0	0	0
Nombre de dépassements du seuil d'alerte (400 µg/m³ en moyenne horaire dépassé pendant 3h consécutives)	0	0	0	0

Au niveau des stations de mesures Airparif, aucun dépassement du seuil horaire en NO_2 n'est enregistré sur la période correspondant à la campagne de mesure *in situ*.
La concentration moyenne en NO_2 pour la station Airparif Place Victor Basch (trafic) est de l'ordre de grandeur des mesures *in situ* au niveau des points n°1 et 2.
Pour les autres stations, les mesures sont de l'ordre de grandeur des points placés plus en retrait des voies à fort trafics (n°5, 7, 13, 14 et 16).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

6.3.1.5. Synthèse de la campagne de mesure

De manière à compléter les diverses informations, il a été mené une campagne de mesures *in situ* en proximité directe de l'emprise projet, afin d'évaluer la qualité de l'air à l'échelle locale de la zone d'étude.
La campagne de mesures a été menée sur la période du 10 mai au 8 juin 2022 pour le dioxyde d'azote (16 points) par tubes passifs et pour les particules (3 points) par micro-capteurs laser.

Dans l'ensemble, les conditions météorologiques lors de la campagne étaient plutôt neutres vis-à-vis de l'accumulation/dispersion des polluants, et ce, suivant les polluants considérés. Les vents présents étaient faibles, ce qui ne permet pas une dispersion efficace. Les précipitations faibles et peu fréquentes n'ont pas permis un lessivage fréquent de l'air mais ce phénomène a néanmoins été présent. Le fort ensoleillement présent permet une diminution des concentrations de certains polluants dans l'air (notamment le dioxyde d'azote) mais en corollaire fait augmenter les teneurs en ozone.

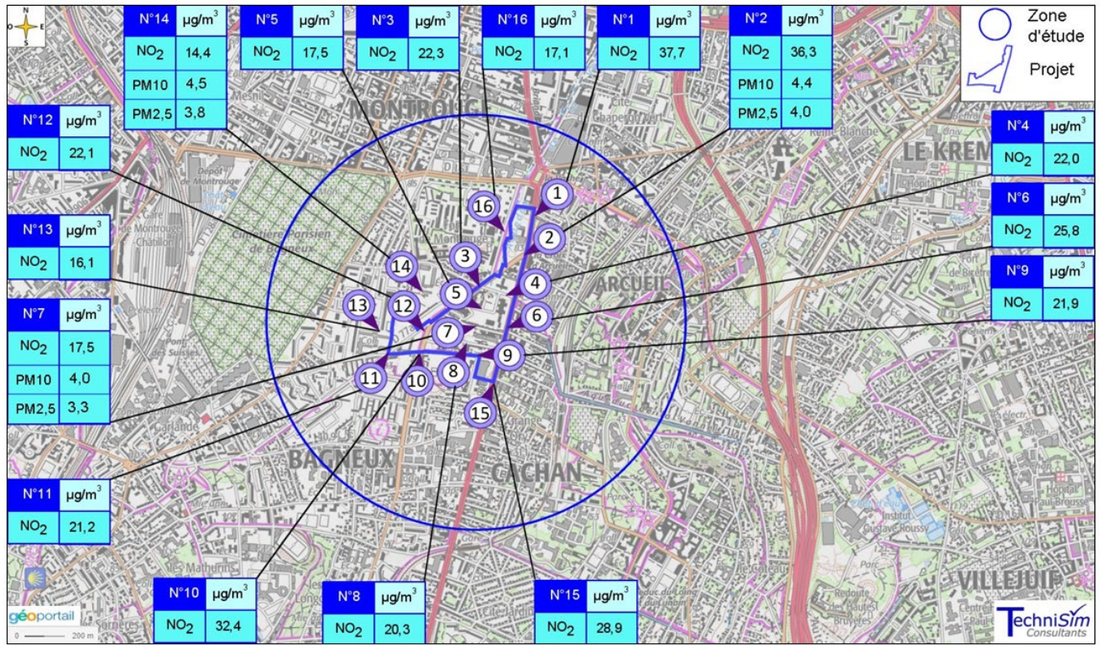
Pour les **particules PM10** et **PM2,5**, les teneurs dépendent fortement des conditions météorologiques.
-Sur la période de 30 jours, aucune journée n'a présenté une concentration moyenne dépassant le seuil réglementaire journalier en PM10 (50 µg/m^3) ou la recommandation journalière de l'OMS (45 µg/m^3) aux points n°2, 7 et 14.
Note : la norme française autorise 35 jours de dépassements de 50 µg/m^3 en moyenne journalière sur l'année ; l'OMS préconise de ne pas dépasser le seuil de 45 µgPM10/m^3 en moyenne journalière plus de 3 jours par an.
- Concernant les PM2,5, aucun dépassement du seuil journalier recommandé par l'OMS (15 µg/m^3) n'est survenu aux points n°2, n°7 et n°14.
Note : la règlementation française n'impose pas de seuil journalier pour les PM2,5 ; l'OMS recommande de ne pas dépasser le seuil de 15 µgPM2,5/m^3 plus de 3 jours par an.
-En comparaison des mesures des stations Airparif, il est observé que les teneurs sur la zone d'étude sont dans l'ensemble inférieures aux teneurs de fond urbain pour les PM10 et équivalentes pour les PM2,5 à celles relevées par Airparif.
Les teneurs faibles en particules peuvent s'expliquer par une utilisation vraisemblablement nulle du chauffage résidentiel/tertiaire (gros émetteur de particules fines) lors de la campagne (températures estivales).

Pour le **dioxyde d'azote**, les teneurs relevées sont comprises entre 14,4 µgNO_2/m^3 (condition de fond) et 37,7 µgNO_2/m^3 (condition trafic).
Les points les plus proches des axes routiers à fort trafic (points n°1, 2, 6, 10 et 15) présentent logiquement les concentrations en NO_2 les plus élevées. Les autres points présentent des concentrations plus faibles.
La concentration moyenne en NO_2 pour la station Airparif Place Victor Basch (trafic) est de l'ordre de grandeur des mesures *in situ* au niveau des points n°1 et 2.
Pour les autres stations, les mesures sont de l'ordre de grandeur des points placés en retrait du trafic (n°5, 7, 13, 14 et 16).

Les résultats sont en adéquation avec le contexte géographique (région 'parisienne', proximité des axes routiers plus ou moins caractérisée) ainsi qu'avec les conditions météorologiques rencontrées lors de la campagne de mesure.

Il faut garder à l'esprit que ces résultats sont donnés à titre informatif, compte tenu de la durée des mesures et ne sont pas comparables à la réglementation en moyenne annuelle. En outre, les valeurs sont valables exclusivement à proximité des points de mesure.

Les concentrations en polluants relevées au niveau des différents points de mesures *in situ* sont reportées sur la planche suivante.



Résultats des mesures in situ sur la zone d'étude (moyennes sur la période de mesure)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

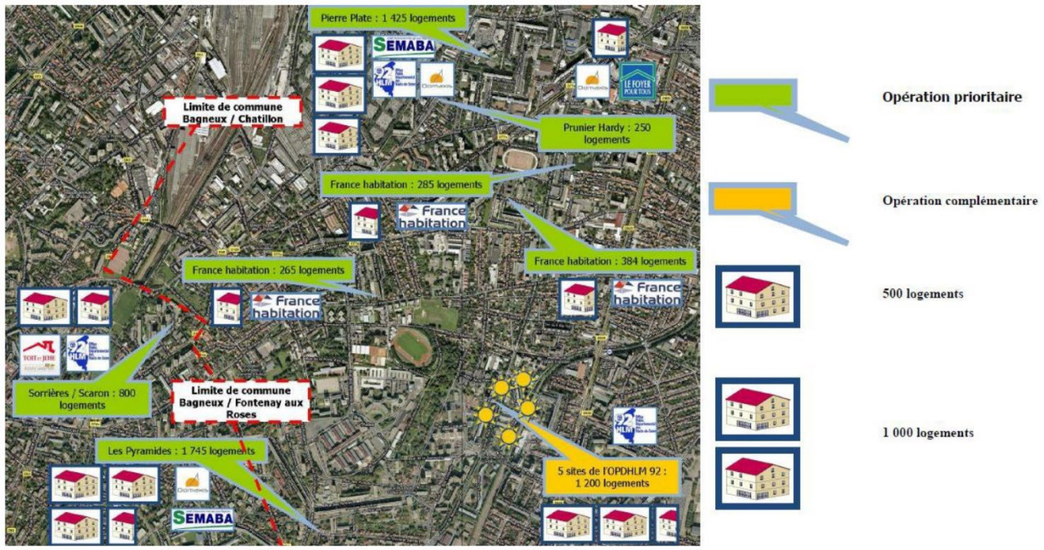
IX –LES ENERGIES RENOUVELABLES

IX.1 - Géothermie

En 2009, la Ville de Bagneux a engagé une réflexion visant à apprécier l'intérêt de la réalisation d'une opération de géothermie profonde sur le territoire de la commune. Cette réflexion était justifiée par l'évolution actuelle importante du contexte énergétique et notamment par l'augmentation du prix des énergies fossiles, par l'évolution des règlementations environnementales et par l'évolution du système de subventions des énergies renouvelables. En conséquence, la ville a demandé à la SEMABA11 de faire mener une pré-étude de faisabilité permettant d'apprécier l'intérêt d'une telle opération.

Dans le cadre de cette étude, l'ensemble des bailleurs sociaux de la commune, ainsi que ceux des communes de la CA Sud de Seine, dont le patrimoine se situait à proximité de Bagneux ont été contactés. Les bâtiments communaux de ces quatre villes faisaient également partie du périmètre de cette étude.

L'étude a montré qu'au vu des besoins en chaleur potentiellement raccordables (besoins en chaleurs suffisants et régime de température des émetteurs de chaleur adéquates), une opération de géothermie profonde était réalisable sur la commune de Bagneux. Au total, 5 554 logements existants sur Bagneux et environ 800 sur Fontenay-aux-Roses sont raccordables à un réseau de géothermie et plusieurs opérations d'aménagement en cours ou à venir le sont également, dont la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.



Source : Etude d'impact de 2015

Cette source d'énergie renouvelable a été privilégiée par la Ville de Bagneux qui suite à une étude de faisabilité détaillée concernant la mise en œuvre d'un réseau de chauffage urbain alimenté à base de géothermie au Dogger12 a transféré au Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), partenaire de la commune, sa compétence en matière de mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique.
Par ailleurs, le syndicat a signé une convention de délégation de service public auprès de Dalkia Ile-de-France pour le service de production et de distribution publique d'énergie calorifique. Le délégataire a en charge le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un équipement de production d'énergie géothermale et d'un réseau de chaleur sur le territoire de la commune de Bagneux.

Le périmètre de la délégation de service public de production et de distribution de chaleur couvre le tracé de la ZAC Victor Hugo et plus généralement l'ensemble du territoire de la commune de Bagneux.La nature des énergies utilisées se répartissent comme suit :

- Géothermie : 45%
- Pompe à chaleur : 20%
- Chaufferies d'appoint centralisées fonctionnant au gaz naturel : 32%
- Chaufferies d'appoint décentralisées fonctionnant au gaz naturel : 3%

En juin 2015, les travaux sont en cours.

IX.2 – Filière bois

La ressource régionale de bois énergie est importante mais elle a été jusqu'à aujourd'hui sous-exploitée faute d'une filière professionnelle crédible. Pour remédier à cette situation, l'ARENE en partenariat avec la délégation régionale de l'ADEME a engagé depuis 1999, un ensemble d'actions allant de l'étude de faisabilité de la filière (état des lieux des opérations et des structures d'approvisionnement, identification des acteurs, recherche des points de blocage, élaboration d'un programme régional bois énergie) au soutien à la mise en oeuvre d'opérations pilote et d'opérations de diffusion en passant par les études de faisabilité de projets.

Deux types d'utilisation du bois énergie sont possibles. L'utilisation domestique du bois énergie pour le chauffage individuel des habitations (cheminées, poêles ou chaudières bois raccordées sur le réseau de distribution intérieure de l'habitation) ou alors l'utilisation du bois en chaufferies collectives ou dans des installations industrielles. Encore assez peu développées en France, les chaufferies collectives au bois présentent l'avantage de permettre la valorisation de grandes quantités de bois dans des conditions de performances énergétiques et écologiques optimales.

Ainsi, le recours au bois pour le chauffage sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo pourrait être envisagé, par la mise en place d'une chaufferie collective utilisant le bois ou de chaudières bois individuelles.

Précisons cependant que ces deux solutions ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IX.3 – Solaire

Le rayonnement solaire moyen annuel est de 1150 kWh/m2 en Ile-de-France soit seulement 20 % de moins que dans le sud de la France. Cette énergie peut être utilisée via des capteurs solaires thermiques pour produire de la chaleur, application la plus courante (eau chaude sanitaire et/ou chauffage) mais aussi du froid (rafraîchissement solaire). Un tel système permet de capter 50 % de l'énergie incidente. L'énergie solaire peut permettre aussi de produire de l'électricité par des panneaux photovoltaïques.

L'Ile-de-France, première région française en termes de population, présente probablement le plus grand potentiel régional en matière de solaire thermique. Elle représente, en effet, à elle seule, 10% du parc national de maisons individuelles et plus de 25% des logements collectifs équipés de chauffage central. Par ailleurs, si l'ensoleillement moyen annuel est plus faible au nord de la Loire que dans le Sud de la France, l'énergie du soleil peut en revanche y être utilisée sur une plus grande période (saison de chauffe plus longue) et il suffit d'installer seulement 20 % de surface de capteurs supplémentaires pour capter la même quantité d'énergie que dans le sud de la France. On estime, en toute théorie, qu'en Ile-de-France, 20 à 30 % des besoins de chauffage et 50 à 60 % des besoins en eau chaude sanitaire des pavillons ou des logements collectifs pourraient être couverts par le solaire thermique.

Il serait intéressant de favoriser l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Précisons cependant que ces deux solutions « solaires » ne doivent être retenues qu'après étude de faisabilité technique et économique pour chaque bâtiment.

IX.4 – Eolien

L'ARENE Ile-de-France a évalué les potentiels franciliens en énergies renouvelables. Avec le partenariat de l'ADEME et le concours de l'IAURIF, elle a réalisé un atlas francilien du gisement éolien. Cet atlas constitue une cartographie des densités d'énergie éolienne (proportionnelles à la vitesse moyenne du vent) exploitables en Ile-de-France à différentes altitudes (10 m, 30 m, 60 m et 90 m). Il intègre les zones de protection environnementales où l'implantation d'éoliennes est proscrite ou soumise à des dispositions spécifiques.

Etant donné la localisation du projet dans un contexte très urbain, l'installation de grandes éoliennes ne serait pas opportune. La mise en place d'éolienne de petite taille serait peut-être une solution. Cependant, l'analyse des installations existantes montre que la présence en milieu urbain d'éoliennes de petite puissance est extrêmement limitée, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Par ailleurs, on dispose de très peu de retour d'expérience (performances techniques et économiques) sur les quelques réalisations identifiées. On sait aujourd'hui que le gisement éolien en milieu urbain est fortement limité par une "rugosité" aérodynamique importante liée à la présence d'obstacles multiples. Le rendement de toute éolienne qui n'est pas placée à une hauteur importante est donc médiocre.

La pertinence d'une installation d'éoliennes sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne semble pas avérée.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

X – SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

X.1 – Grille de hiérarchisation des enjeux environnementaux

Les enjeux correspondent aux valeurs reconnues à l'environnement sur la base de critères tels que la rareté (espèces animales ou végétales rares, habitats remarquables…) l'intérêt esthétique (paysage) ou patrimonial (archéologie, monument historique) …
Les enjeux, sont établis pour chacun des thèmes et classés suivant trois catégories : nul à faible, moyen à fort, très fort :

- L'enjeu **TRES FORT**, est attribué en chaque point de l'aire d'étude pour lequel une valeur environnementale est incompatible ou difficilement compatible avec toute modification : secteurs réglementairement protégés, zone de grand intérêt patrimonial ou naturel…

- L'enjeu **MOYEN à FORT** est attribué en chaque point de l'aire d'étude pour lequel une valeur environnementale est présente, mais n'entraine pas de difficulté majeure

- L'enjeu **NUL à FAIBLE** est attribué dans les zones où les valeurs environnementales ne sont pas incompatibles avec une modification.

Les tableaux présentés ci-après détaillent les niveaux d'enjeux attribués, pour chacune des valeurs environnementales existantes avec une modification.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

X.2 Synthèse des enjeux environnementaux sur le secteur de projet

THEMES	ENJEU NUL		ENJEU FAIBLE		ENJEU MOYEN		ENJEU FORT		ENJEU TRES FORT	
	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi
MILIEU NATUREL										
Milieux naturels et politiques territoriales	SRCE : pas d'enjeu Pas d'ENS			ZNIEFF de type à 5km zone NATURA 2000 à + de 10 km de l'aire d'étude			Espaces Boisés Classés à l'Ouest Espace Vert Protégé			
Habitats naturels										
Flore										
Zones humides	Pas de zone humide référencée à la DRIEE					Sur 100 m²				
Faune			La grande partie du périmètre présente un enjeu faible		Ponctuellement : Oiseaux Chiroptères et insectes					
PAYSAGE ET PATRIMOINE										
Relief							Talus pentus entre 6 et 18% sur les pourtours Ouest et Nord			
Monument historique/ AVAP/Secteur sauvegardé	Pas de sites répertoriés									
Site classé/site inscrit	Pas de sites répertoriés			Etang Colbert site inscrit						
Site archéologique	Pas de sites									
RISQUES MAJEURS										
Risque d'inondation	Pas de PPRI									
Risque de remontée de nappe	Sensibilité « très faible »									
Gonflement des argiles					Risque d'aléa de retrait fort					
Carrières	Pas de carrières recensées									

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Transport de matières dangereuses					Avenue de la Résistance : canalisation de gaz à haute pression Φ300					
Risques technologiques	Pas de PPRT Pas de SEVESO et d'activités soumises à autorisation et à enregistrement		Activités soumises à déclaration	500 m d'une INB : Centre CEA de Fontenay-aux-Roses.						

THEMES	ENJEU NUL		ENJEU FAIBLE		ENJEU MOYEN		ENJEU FORT		ENJEU TRES FORT	
	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi	Périmètre immédiat	Périmètre élargi
SANTE										
Bruit					Trafic routier de l'avenue de la Résistance					
Pollution de l'air					Classique de la Région Ile de France					
Pollution des sols					1 site BASIAS Point d'hydrocarbure localisé					
EAU										
Nappe					Nappe vulnérable					
Paroi plastique							Inscription du projet dans la paroi plastique			
Captage AEP	Pas de captage répertorié									
Eaux superficielles	Pas de cours d'eau répertorié									
DEPLACEMENTS										
Circulation automobile							Des problématiques de congestions routières aux heures de pointe en semaine.			

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 5 : ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET DEFINITION DES MESURES PREVUES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PREAMBULE : DEFINITION DES EFFETS ET DES MESURES

En dehors du corpus réglementaire et normatif auquel l'étude d'impact doit répondre, c'est par une approche thématique qu'est menée la détermination des impacts des projets concernant le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et l'identification de mesures d'évitement, réduction et compensation proposées pour les impacts recensés. Pour chacun de ces thèmes sont identifiés les impacts directs et indirects, temporaires et permanents à court, moyen et long terme de l'opération elle-même ainsi que des travaux nécessaires à sa réalisation.

Préalablement, il convient de préciser les notions d'effets et de mesures utilisées tout au long de ce chapitre.

Effets directs et indirects

- un effet direct traduit les conséquences immédiates du projet, dans l'espace et dans le temps,

- un effet indirect résulte d'une relation de cause à effet ayant à l'origine un effet direct.

Un effet indirect peut concerner des territoires éloignés du projet, ou apparaître dans un délai plus ou moins long.

Effets permanents et temporaires

- un effet permanent est un effet persistant dans le temps ; il est dû à la construction même du projet ou à son exploitation et son entretien,

- un effet temporaire est un effet limité dans le temps, soit parce qu'il disparaît immédiatement après cessation de la cause, soit parce que son intensité s'atténue progressivement jusqu'à disparaître.

Les travaux de réalisation d'un aménagement sont par essence limités dans le temps : la plupart des effets liés aux travaux sont de ce fait des effets temporaires.

Mesures d'évitement

Les atteintes aux enjeux majeurs doivent être évitées. L'évitement est la solution qui permet de s'assurer de la non-dégradation du milieu par le projet.

Elles sont généralement mises en œuvre ou intégrées dans la conception du projet

Mesures de réduction

Les mesures de réduction sont mises en œuvre dès lors qu'un effet négatif ou dommageable ne peut être supprimé totalement lors de la conception du projet. Elles visent à atténuer les effets négatifs du projet sur le lieu et au moment où ils se développent.

Mesures de compensation

Elles sont mises en œuvre dès lors qu'aucune possibilité de supprimer ou de réduire les impacts d'un projet n'a pu être déterminée.

Elles peuvent ainsi se définir comme tous travaux, actions et mesures ayant pour objet d'apporter une contrepartie aux conséquences dommageables qui n'ont pu être évitées ou suffisamment réduites

Court terme : Echéance 2028 (livraison du projet)

Moyen terme : Echéance 2030

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I – CUMUL DES INCIDENCES AVEC D'AUTRES PROJETS

I.1 – Principaux projets connexes connus dans l'environnement du projet

La nécessité de conduire une approche des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus constitue une évolution de l'étude d'impact. L'article R122-5 du Code de l'environnement précise les projets à intégrer dans l'analyse.

Ce chapitre concerne les projets susceptibles d'avoir des effets cumulés avec le dernier secteur opérationnel de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, c'est-à-dire le secteur des Gares.

Outre l'identification des projets susceptibles d'avoir des effets cumulés avec les projets, objets de la présente étude, il est nécessaire de définir l'aire d'influence des projets. Cette dernière est établie à partir des principaux impacts générés par le projet lui-même :

- Phase chantier : génération de nuisances (bruit, émission de poussière, perturbation de la circulation, dégradation temporaire du cadre de vie, …. Les projets susceptibles d'avoir des impacts cumulés sur cette partie sont les projets qui sont les plus proches géographiquement (ex : engins de chantier empruntant les mêmes voiries, augmentation temporaire de la circulation, même des riverains impactés, …

- Phase exploitation : les principaux effets sont à l'échelle locale (modification du paysage des riverains et usagers qui transitent par le secteur, augmentation de la circulation routière sur les axes à proximité du site, …).

Projets de transports collectifs

- Métro ligne 15 Sud : La gare Bagneux

Sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, la ligne 15 est située en grande partie sous les avenues Henri Barbusse et Louis Pasteur. La gare « Bagneux M15 » s'inscrit en souterrain de l'îlot G1 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo (dernier lot de la « place des Métros » à être aménagé) et sera à son terme connectée à la ligne 4 du métro.
Les quais seront situés à 33 mètres en dessous du niveau du rez-de-chaussée.

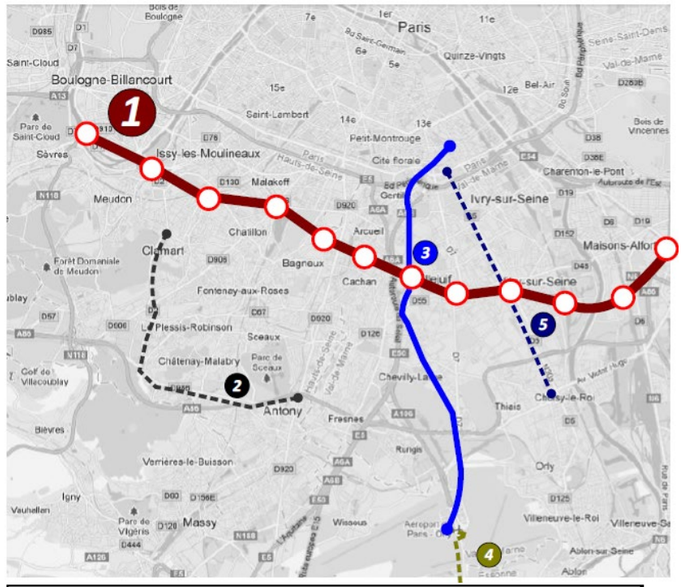


Chantier en cours de la future ligne 15

- Autres projets

Ci-dessous est présenté le tableau récapitulatif des projets d'évolution du réseau de transports collectifs sur le secteur. Il faut toutefois signaler que d'autres projets non identifiés sur la carte ont également été pris en compte. Ces projets sont :
- Le projet Trans-Val de Marne (TVM) Est
- Le projet T12 Tram-Train Massy-Evry
- Le TCSP Pompadour à Sucy

Ci-dessous les hypothèses de report modal considérées sur les nouveaux axes de transports collectifs :



Principaux projets TC pris en compte à terme	
Numéro	**Type**
Projets figurant sur la carte	
1	Ligne 15 Grand Paris Express
2	Tramway Antony - Clamart
3	Prolongement ligne 14 Sud à Orly
4	Prolongement T7 depuis Juvisy
5	T5 Porte de Vitry-Rouget de Lisle

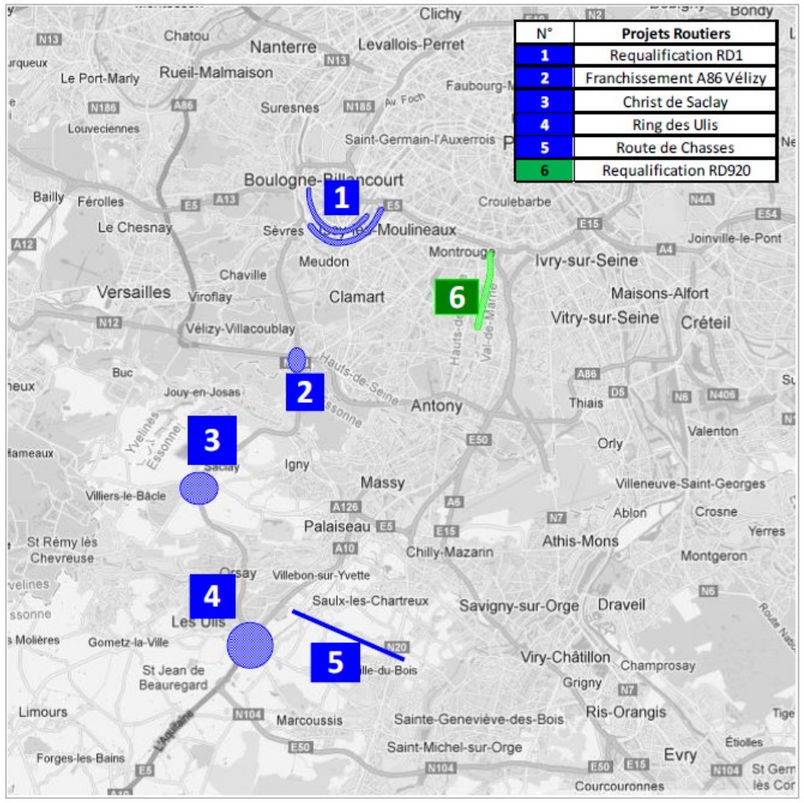
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Projets du réseau routier

A proximité immédiate de l'Ecoquartier, le projet de requalification de la RD920 en boulevard urbain est pris en compte. Cela entraînera une légère baisse de capacité sur cet axe dans les 2 sens de circulation avec la réduction du nombre de files de circulation sur plusieurs sections.

Les autres projets pris en compte sur un périmètre plus large sont les suivants :

- Requalification de la RD1 à Paris
- Création d'un franchissement supplémentaire de l'A86 au niveau de Vélizy-Villacoublay
- Achèvement des travaux du Christ de Saclay
- Réalisation du projet du Ring des Ulis
- Construction de la route des Chasses



Evolution du réseau de transports collectifs

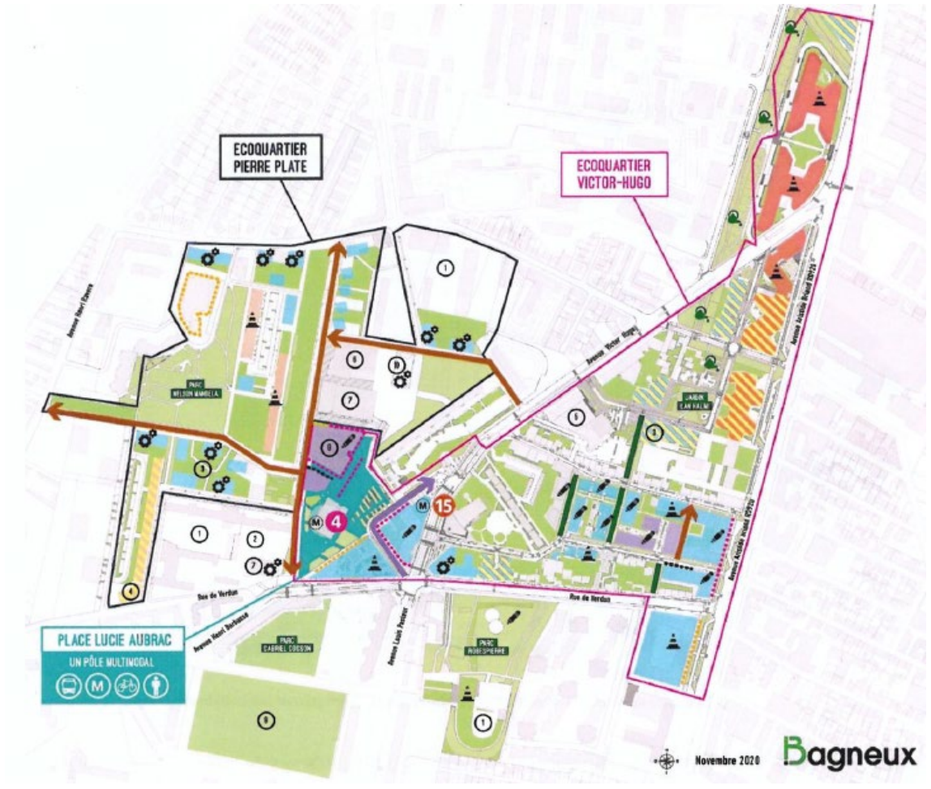
Après l'arrivée de la ligne de métro 4 depuis le 13 janvier 2022, le prochain transport collectif structurant ayant une station sur le territoire de la commune de Bagneux est la ligne 15 du Grand Paris Express. Les stations des lignes 4 et 15 seront en correspondance, avec l'aménagement d'un parvis piétons au sein de l'Ecoquartier Victor Hugo.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le quartier Nord

Le quartier Nord constitue l'un des secteurs stratégiques de la ville en matière de renouvellement urbain.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo, aujourd'hui en bonne partie aménagée, est la première réalisation forte de ce processus de renouvellement urbain du quartier Nord qui couvre à peu près la moitié Est de ce quartier. **Un second projet complète le renouvellement urbain du secteur : le renouvellement du quartier de la Pierre Plate** (« **Cité des Musiciens** ») qui cherche à éviter le « décrochage urbain » de ce secteur au sein du quartier Nord et intégrer les futures stations de métro dans la nouvelle dynamique urbaine en cours de constitution.



Le projet urbain de la Pierre Plate matérialise la partie Ouest du projet d'aménagement global du quartier Nord de Bagneux, dans la continuité de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Le Projet de Renouvellement Urbain et Social (PRUS) de la Pierre Plate s'inscrit dans un contexte métropolitain d'intenses transformations urbaines, économiques et sociales, en lien avec l'arrivée des deux métros dans le quartier Nord de Bagneux. Ces deux lignes généreront de nombreux effets : transit potentiel de 35 000 usagers, attractivité renforcée de l'offre d'habitation mais aussi du potentiel économique de la ville, transformation du paysage urbain.

Il importait que ces profondes mutations à venir concernent également le quartier de la Pierre Plate, contigu aux stations, quartier composé de barres d'immeubles enclavées et datant des années 60, au patrimoine vieillissant, marqué par une faible mixité sociale et par des dysfonctionnements.

La réflexion engagée par la Ville a abouti en 2013 à un schéma de référence du Quartier Nord définissant les orientations d'un projet qui articule la ZAC Écoquartier Victor Hugo et le PRUS de la Pierre Plate.

La réflexion sur l'évolution du quartier Nord de Bagneux devait répondre à plusieurs enjeux :

- Introduire une cohérence entre le projet urbain du quartier Nord et le périmètre QPV des Musiciens (la Pierre Plate) à travers une démarche globale d'écoquartier
- Introduire l'espace public dans le secteur de la Pierre Plate
- Connecter les secteurs du quartier Nord, désenclaver la Pierre Plate et apaiser l'avenue Victor Hugo
- Développer une nouvelle attractivité autour du pôle gare avec une programmation adaptée, notamment en matière de développement économique et d'économie sociale et solidaire
- Introduire une diversité de formes urbaines et diversifier l'offre de logement, par de la construction neuve et l'amélioration durable de l'existant
- Favoriser la connexion des quartiers par le biais de trames vertes et développer les circulations douces

Il s'agissait donc de tirer profit de l'arrivée des deux métros et du pôle d'intermodalité représenté par « la place des Métros » pour favoriser un développement urbain et social, mixte et équilibré de l'ensemble du Quartier Nord, déjà amorcé avec la ZAC écoquartier Victor Hugo, tout en évitant le décrochage du quartier d'habitat social de la Pierre Plate qui risquait de rester à l'écart de cette dynamique.

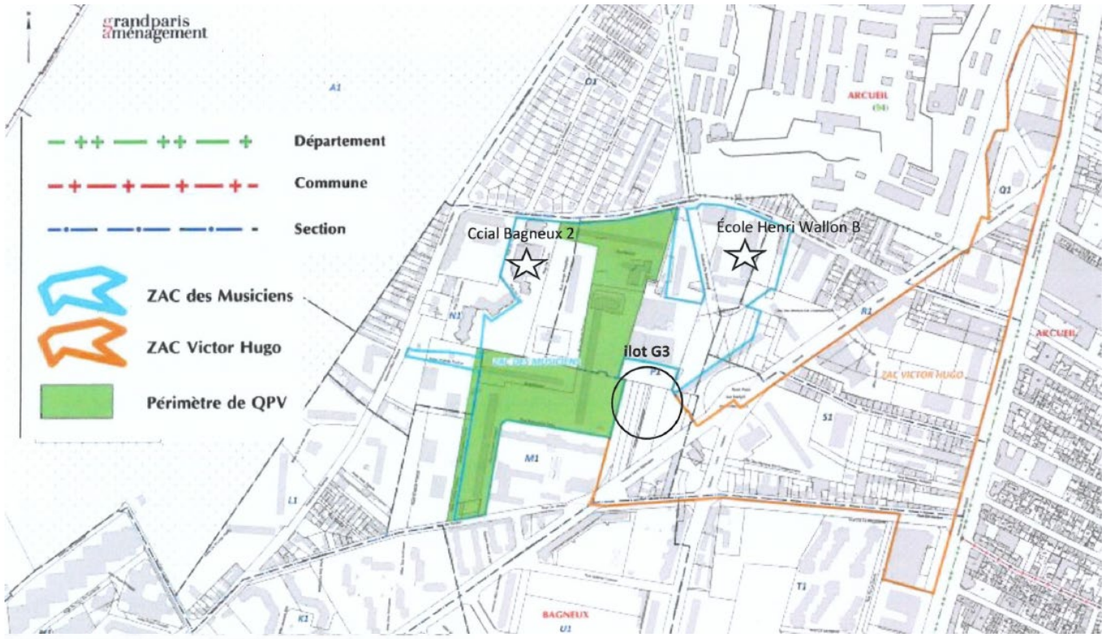
La « Cité des Musiciens » dans le secteur de la Pierre Plate fait partie des nouveaux quartiers prioritaires pour la politique de la ville (QPV), ceux qui, présentant un niveau d'intérêt national, bénéficient des aides de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) à court terme.

Elle a été retenue dans le cadre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain), et sa rénovation urbaine et sociale est aujourd'hui en cours d'engagement.

Le protocole de préfiguration du PRUS (Projet de Rénovation Urbaine et Sociale) de la Pierre Plate a été élaboré et signé par les différents partenaires du projet le 14 novembre 2017. Le protocole a ensuite été suivi d'une convention, signée par l'ANRU et les partenaires territoriaux et les bailleurs sociaux, début 2019.

Lancé par la municipalité de Bagneux et le bailleur social SEQENS (ex-Domaxis), le projet de renouvellement urbain et social du quartier de la Pierre plate est désormais **porté par l'Établissement public territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris, lequel pilotera, le montage administratif et opérationnel de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dites « Des Musiciens ».**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

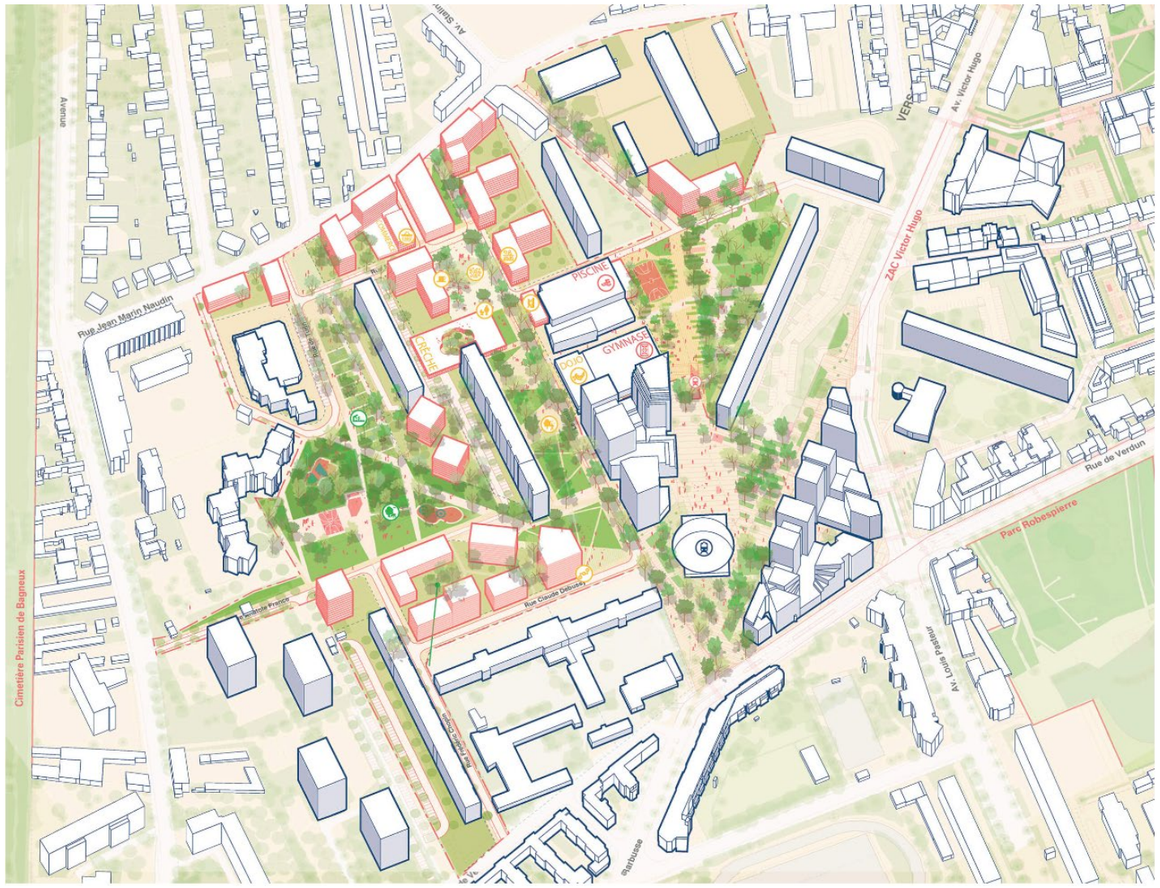


Source : Etude d'impact ZAC des Musiciens, 2018

Le 15 mars 2022, Laurent Hottiaux, le préfet des Hauts-de-Seine, Marie-Hélène Amiable, la maire de Bagneux, le bailleur Seqens et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) ont signé la convention de renouvellement urbain du quartier de la Pierre-Plate à Bagneux (Hauts-de-Seine). Ce projet, visant à transformer ce site de1 800 habitants, est porté par la Ville et l'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris. Il est en partie financé par l'ANRU et la commune.

Cette opération s'étendra jusqu'en 2029-2030. Elle porte sur la réhabilitation de 553 logements (bâtiments « Chopin », « Prokofiev » et « Debussy »), la démolition de 296 logements et la construction de 600 logements.
L'opération a pour objectif de renforcer la mixité sociale et fonctionnelle du quartier et offrir aux habitants un cadre de vie plus agréable et apaisé. Au-delà de ces forts enjeux, d'importants travaux de rénovation thermique ont été engagés
À l'issue du chantier, une bonne partie des appartements, neufs ou réhabilités, seront proposés en accession à la propriété.

La 2ème phase de transformation du quartier de la Pierre Plate vient d'être engagée. Les travaux d'aménagement extérieur vont permettre de résidentialiser les bâtiments et de repenser l'offre de stationnement avec l'arrivée de la ligne 4 du métro et la ligne 15 du Grand Paris Express.
Ce projet de renouvellement urbain comprend, la démolition et la reconstruction du centre social et culturel Jacques-Prévert dans l'équipement polyvalent prévu dans l'îlot G3, et l'agrandissement du collège Joliot-Curie. À cela s'ajouteront la reconstruction de la crèche Prokoviev, et la démolition/reconstruction du gymnase.



Le projet du quartier de la Pierre Plate prévoit également un enrichissement en matière d'espaces verts :

- Le prolongement du mail « Debussy », jusqu'à la rue Jean Marin Naudin, permettant de nouvelles plantations d'arbres de haute tige, et créant depuis cette rue, une image beaucoup plus verte et une ouverture du quartier de la Pierre Plate
- La requalification et l'extension du parc « Mandela »
- La création d'un nouveau square entre la piscine et l'immeuble Châteaubriant

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Collège Joliot-Curie

Le collège Joliot-Curie est situé en limite Sud-Ouest de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. Il accueille environ 400 élèves et une extension pour recevoir 200 élèves supplémentaires est prévue à l'horizon 2027.

Planning prévisionnel :
- Janvier 2023 : débuts des travaux de maîtrise d'œuvre
- 3ème trimestre 2024 : Lancement des consultations de travaux
- 1er trimestre 2025 : démarrage des travaux
- Eté 2025 : travaux de démolition
- Livraison : automne 2027
- Décembre 2027 : Mise en service

♦ ZAC Moulin Blanchard

A l'Ouest de Bagneux, tout près du centre-ville, la ZAC du Moulin-Blanchard, créée en 2004 par la commune, a fait l'objet d'une convention publique d'aménagement avec la SEMABA qui prévoit le réaménagement de la rue Ledru-Rollin, la création d'un équipement pour la petite enfance ainsi que l'édification de logements locatifs sociaux et en accession à la propriété selon des formes variées : immeubles et maisons de ville.

Sur 450 logements prévus, la moitié a été livrée. La SEMABA a confié à SADEV 94 un mandat de gestion opérationnelle de la ZAC en 2016. Une opération privée est en cours de montage pour la réalisation d'environ 80 logements et d'une cellule commerciale.

♦ Site Blanchard-Croizat/Fortin

Dans le cadre de l'appel à projets "Inventons la Métropole du Grand Paris (APIM), le groupement de promoteurs Brémond/Lamotte a été désigné lauréat avec son projet "Le Temps sur Mesure" destiné à réaménager le site Blanchard-Croizat-Fortin.

Le site d'une emprise de 1,8 hectare (hors voiries) occupe une position stratégique d'entrée de ville entre le centre ancien, le faisceau ferroviaire TGV, la coulée verte du sud parisien et une zone industrielle destinée à être requalifiée.

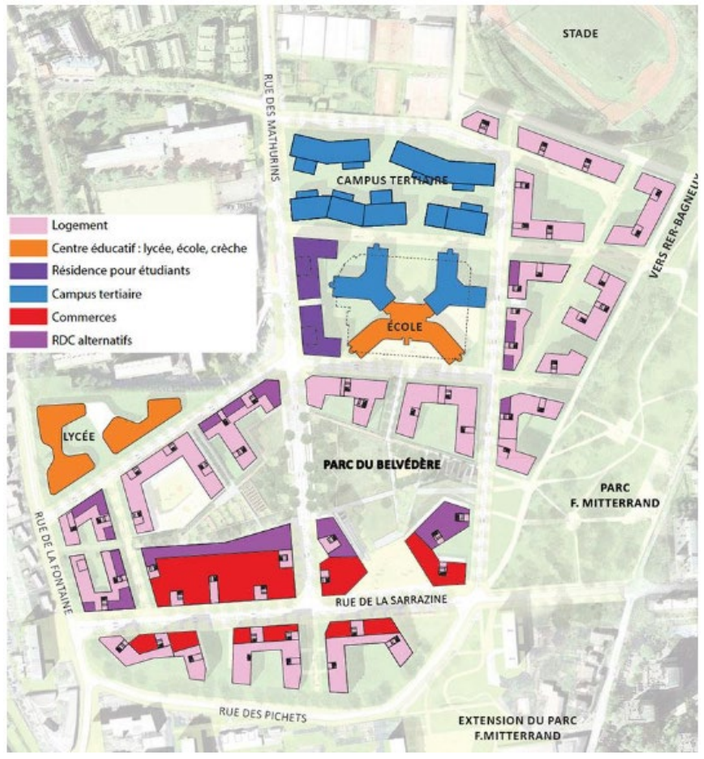
Programmation :
- 1 750 m² d'activités (70 emplois)
- 25 000 m² de surface de plancher (400 Logements)
- 1 450 m² d'exploitation maraîchère en toiture

O'Mathurins

Jusqu'alors occupé par les grands noms de l'industrie tels que Thomson, Thalès et la DGA, le site O'Mathurins de 16 hectares fait l'objet d'une transformation urbaine majeure.
Dédié à l'activité économique depuis l'installation de Thomson en 1957, le site des Mathurins était, jusqu'en 2016, occupé par la Direction Générale de l'Armement.

L'enjeu est aujourd'hui de redonner vie à cet espace pour en faire un quartier ouvert, qui profite à tous, connecté et durable, avec pour objectifs :
- D'ouvrir le site en créant les voies nécessaires pour le raccorder au reste du territoire
- De favoriser un développement urbain équilibré alliant activités économiques, logements, équipements publics et espaces verts
- De garantir une mixité sociale et d'offrir des possibilités de parcours résidentiel en réservant 25% de logements sociaux (locatifs et en accession)
- De favoriser un bon rapport ville-nature
- D'encourager les projets immobiliers innovants

Programmation :
- 2 500 nouveaux logements diversifiés
- 12 000 m² de commerces
- 4 000 emplois créés
- 3,2 hectares de parcs et jardins
- 1 nouveau groupe scolaire
- 1 lycée
- 50 000 m² de bureaux
- 1 résidence pour étudiants



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.2 – Effets cumulés avec le projet

La notion d'effets cumulatifs réfère à la possibilité que les impacts résiduels permanents occasionnés par le projet à l'étude s'ajoutent à ceux d'autres projets ou interventions passés, présents ou futurs dans le même secteur ou à proximité de celui-ci, qui engendreraient ainsi des effets de plus grande ampleur sur le milieu récepteur.

A / Effets cumulés en phase chantier

Les impacts cumulés concernent principalement les thématiques liées au trafic de camions et aux nuisances qui y sont associées (qualité de l'air et nuisance sonore).

Même si ces phases sont temporaires, la durée consécutive plus ou moins longue de ces travaux pourrait avoir un impact sur le secteur, en termes de perturbation sur le cadre de vie (qualité de l'air, circulation, bruit, …). Ainsi, pour chaque projet, des mesures spécifiques de protection de la vie urbaine (circulation, sécurité, propreté des sites, etc.) seront mises en œuvre.

Au vu des calendriers de livraisons des projets répertoriés dans le secteur d'étude, prévus soit en amont ou en aval du chantier des travaux de la fin de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, il ne devrait a priori pas avoir d'interférences qui pourraient avoir des conséquences nuisibles sur le cadre de vie.

Dans le cas de décalage de planning des projets analysés, et qui entraînerait une réalisation de chantiers de manière proche ou de manière simultanée, une coordination des chantiers pourra être nécessaire afin d'appréhender les conséquences de cumul d'effets et de proposer les mesures correspondantes : par exemple, un plan de déviation, la programmation différée ou au contraire, une limitation dans le temps de certaines activités bruyantes, …

Ainsi, une concertation avec les maîtrises d'ouvrage concernées sera mise en œuvre. Elle permettra d'assurer la meilleure coordination possible entre les projets, dans un souci d'optimisation et d'efficacité et afin de limiter l'impact sur les populations riveraines et les usagers de la route.

Pour chaque projet, des mesures spécifiques de protection de la vie urbaine (circulation, sécurité, propreté des sites, etc.) seront mises en œuvre, permettant d'atténuer les effets cumulés sur le cadre de vie des riverains.

B / Effets cumulés en phase d'exploitation

Les principaux effets cumulés pour la phase exploitation liés à ces opérations concernent :

- **L'eau** : La plupart des projets proposent des mesures alternatives à la gestion des eaux de pluie.
  Chaque pétitionnaire de projet se devra de gérer à la parcelle ses eaux pluviales Des procédures Loi sur l'Eau s'appliqueront à la plupart des projets (suivant les rubriques de la nomenclature prises en compte).
  Par conséquent, les impacts sur le contexte hydrographique et les risques d'inondation sont particulièrement faibles, car ces derniers seront directement intégrés à la conception des différents projets.

- **Le milieu naturel** : La plupart des projets concernent du renouvellement urbain, l'impact des effets cumulés des différents projets est donc faible car le milieu naturel est peu représenté.

De manière générale, les projets d'aménagement cherchent à améliorer le cadre paysager du territoire communal. Ils s'appuient notamment sur la volonté de créer de nouveaux milieux naturels axés pour la plupart sur l'élaboration de nouvelles trames vertes.

- **Le relief et la géologie :** les impacts sur le relief et le contexte géologique seront nuls puisque les remaniements auront lieu exclusivement en phase chantier des projets.

- **Le cadre de vie :** Les différents projets vont impliquer du renouvellement urbain alliant nouveaux logements, activités ou équipements municipaux. L'ensemble de ces projets intègre les notions de confort et d'amélioration du cadre de vie des résidents et usagers.

- **Le paysage :** L'impact cumulé des différents projets est dans l'ensemble positif, car les projets prévoient de nouvelles architectures et l'insertion de trames vertes dans le milieu urbain.

- **Les transports collectifs** : avec l'arrivée du métro 15 du Grand Paris Express la part modale des transports collectifs va être augmentée. Par ailleurs, la ligne 4, directement accessible sur le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo permet d'ores et déjà d'améliorer l'offre générale sur le secteur.

- **Les déplacements automobiles :** Avec ces projets, la ville de Bagneux va accueillir de nouvelles populations (résidents, usagers, actifs …) générant indéniablement des déplacements routiers notamment domicile travail. La localisation des projets va entraîner en conséquent une hausse du flux automobile plus ou moins limitée par les mesures prises pour favoriser les modes de transports alternatifs.

En exploitation, les projets à proximité du site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo vont entraîner une augmentation de trafic automobile et ainsi impacter la qualité de l'air et le bruit ambiant.

Dans le chapitre suivant intitulé « Les effets permanents du projet sur l'environnement et mesures prévues » sont intégrés les effets cumulés des autres projets dans l'environnement du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo. **Les facteurs retenus aux fins de l'analyse des effets cumulatifs sont le trafic routier, l'air et la santé ainsi que le facteur bruit.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II - SCENARIO AU FIL DE L'EAU

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo, est aujourd'hui en bonne partie aménagée. Pour réaliser ce chapitre « scénario au fil de l'eau », des études spécifiques (déplacement automobile, bruit, pollution de l'air) ont été réalisées au printemps 2022 de manière à apprécier l'impact du projet de l'Ecoquartier Victor Hugo et l'impact des derniers sites opérationnels de la ZAC (lot L1, G1 et G3).

Le présent chapitre a pour objet de présenter un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre de la fin de la ZAC (lot L1, G1 et G3), conformément au 3° du I de l'article R.122-5 du code de l'environnement. Ce scénario « au fil de l'eau » à l'horizon 2028 a pour vocation de présenter les perspectives d'évolution de l'environnement au droit du site.

Ce scénario prend néanmoins en compte la réalisation des autres projets connexes connus présentés au chapitre précédent « I.1 Principaux projets connus dans l'environnement de la ZAC » prévus tels que les projets d'infrastructures de transports et les projets d'aménagement connexes prévus.

II.1 – Milieux naturels

En l'absence de la réalisation des derniers îlots opérationnels de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, l'occupation des sols resterait inchangée. Les espaces verts, du fait de leur entretien régulier (tontes, coupes) n'évolueraient pas. Les seules évolutions pourraient être liées aux changements des pratiques de gestion des espaces verts.

II.2 – Paysage

En l'absence de la réalisation des derniers îlots opérationnels de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, le paysage du site ne serait pas modifié.

II.3 – Climat

En l'absence du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo faute de développement d'espaces verts et en eau sur le site, une augmentation de la température pourrait être observée. Cependant avec l'arrivée des lignes de métro à proximité, il peut être attendu une réduction des émissions à effet de serre, grâce à une réduction de l'utilisation de la voiture sur le secteur.

II.4 – Sols et sous-sol

Aucune évolution du sol et des sous-sols de l'aire d'étude n'est attendue. Ainsi en cas de non réalisation du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo persisteraient les pollutions de sol constatées.

II.5 – Risques technologiques

Pas d'évolution attendue en cas de non réalisation du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

II.6 – Pollution de l'air et santé

Pas d'aggravation par rapport à la situation actuelle de référence.

Pour le sujet « Qualité de l'air et santé », cette situation « fil de l'eau » est étudiée dans la partie suivante, car elle sert d'élément de référence au BET pour développer avec la situation de référence son analyse des incidences globales.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.7 – Déplacements

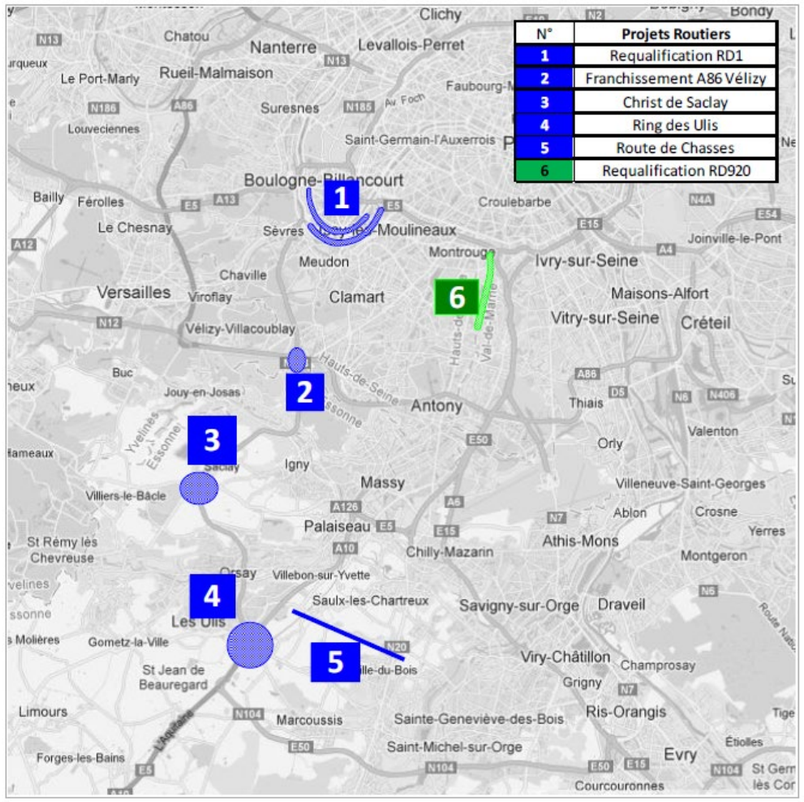
L'objectif de cette partie « fil de l'eau » est de constituer les flux aux heures de pointe du matin et du soir afin d'analyser le fonctionnement des carrefours pour le scénario dit "Fil de l'eau", dans lequel on considère l'ensemble des projets routiers, urbains et de transports prévus à l'horizon de mise en service de l'écoquartier Victor Hugo, sauf les derniers lots opérationnels L1, G1 et G3 qui feront l'objet d'une analyse spécifique dans la partie suivante.
Le modèle statique de trafic développé par le bureau d'étude de circulation CDVIA a ainsi été utilisé pour obtenir les tendances d'évolution des flux aux heures de pointe sur les voies du secteur en prenant en compte les effets cumulés de tous ces projets.

A/Hypothèses prises en compte par le bureau d'étude de circulation CDVIA

♦ Evolution du réseau routier

A proximité immédiate de l'Ecoquartier, le projet de requalification de la RD920 en boulevard urbain est pris en compte. Cela entraînera une légère baisse de capacité sur cet axe dans les 2 sens de circulation avec la réduction du nombre de files de circulation sur plusieurs sections.

Les autres projets pris en compte sur un périmètre plus large sont les suivants :
- Requalification de la RD1 à Paris
- Création d'un franchissement supplémentaire de l'A86 au niveau de Vélizy-Villacoublay
- Achèvement des travaux du Christ de Saclay
- Réalisation du projet du Ring des Ulis
- Construction de la route des Chasses



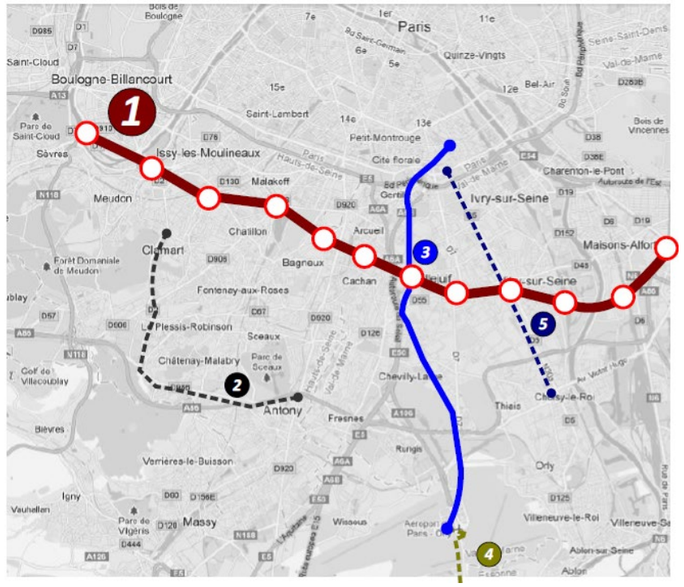
♦ Evolution du réseau de transports collectifs

Après l'arrivée de la ligne de métro 4 depuis le 13 janvier 2022, le prochain transport collectif structurant ayant une station sur le territoire de la commune de Bagneux est la ligne 15 du Grand Paris Express. Les stations des lignes 4 et 15 seront en correspondance, avec l'aménagement d'un parvis piétons au sein de l'Ecoquartier Victor Hugo.

Ci-dessous est présenté le tableau récapitulatif des projets d'évolution du réseau de transports collectifs sur le secteur. Il faut toutefois signaler que d'autres projets non identifiés sur la carte ont également été pris en compte. Ces projets sont :
- Le projet Trans-Val de Marne (TVM) Est
- Le projet T12 Tram-Train Massy-Evry
- Le TCSP Pompadour à Sucy

Ci-dessous les hypothèses de report modal considérées sur les nouveaux axes de transports collectifs :

	Report modal	Influence
Metro - RER - Grand Paris	10%	800m autour des stations
Tramway	8%	Corridor de 400m
TCSP	5%	Corridor de 400m



Principaux projets TC pris en compte à terme

Numéro	Type
Projets figurant sur la carte	
1	Ligne 15 Grand Paris Express
2	Tramway Antony - Clamart
3	Prolongement ligne 14 Sud à Orly
4	Prolongement T7 depuis Juvisy
5	T5 Porte de Vitry-Rouget de Lisle

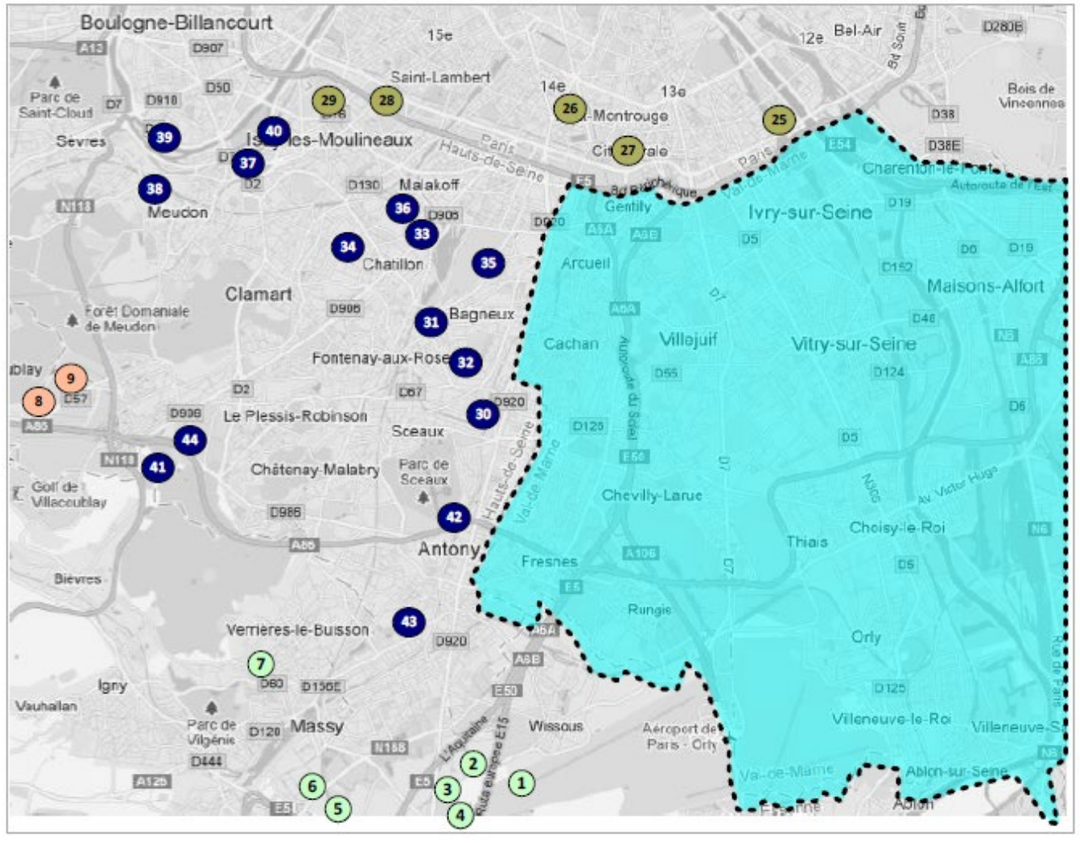
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Evolution de l'urbanisation

Outre l'écoquartier Victor Hugo, plusieurs projets urbains sont prévus sur la commune de Bagneux :

- ZAC des Musiciens
- O'Mathurins
- ZAC du Moulin Blanchard

Il est présenté sur la carte ci-dessous les projets pris en compte dans le modèle à l'échelle du département des Hauts-de-Seine et des départements limitrophes. **Concernant l'écoquartier Victor Hugo, tous les lots non livrés sauf les lots L1, G1 et G3 ont été considérés** (voir détail page suivante).



Principaux projets urbanisation pris en compte à terme

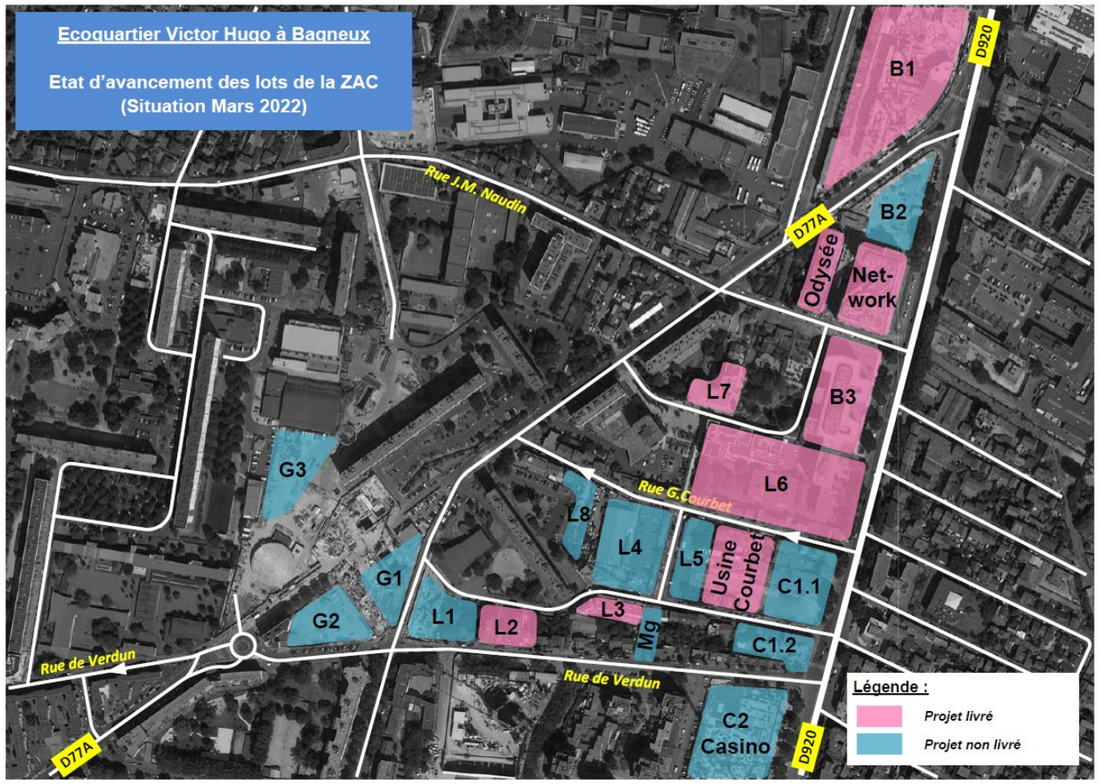
Département	Numéro	Commune	Projet	Superficie	Emplois	Logements	Commerce
Essone	1	Wissous	ZAC Les Montavas	8.5 Ha	300	0	0
	2	Wissous	Parc International	30 Ha	600	0	6000
	3	Wissous	ZAC du Pérou	13.7 Ha	100	0	0
	4	Chilly-Mazarin	ZAC Butte aux Bergers	22,8 Ha	700	0	0
	5	Massy	ZAC de la Bonde	34.2 Ha	2000	0	25000
	6	Massy	Atlantis	19 Ha	3000	900	
	7	Verrières-Le-buisson	Le Parc des Justices	9.2 Ha		150	
	8	Vélizy	*Dassault*	60.000 m²	3000		
	9	Vélizy	*ZIPEC*	184.000 m²	8970		
Val de Marne	11	Fresnes	ZAC Aqueduc de Médicis	17 Ha	150		
	12	Chevilly-la-Rue	ZAC RN7 Nord	17.9 Ha	1500	400	
	13	Villejuif	ZAC Centre Ville	5.2 Ha	100	150	
	14	Villejuif	ZAC Monsivry	4.9 Ha	400		200
	15	Le Kremlin Bicetre	ZAC Les Guipons	3.7 Ha	1000	200	
	16	Cachan	ZAC Le Coteau	2.8 Ha	400		
	17	Cachan	ZAC Desmoulins	9.5 Ha	200	200	
	18	Orly	Coeur d'Orly				
	19	Rungis	Extension SILIC		3500		
	20	Chevilly-la-Rue	ZAC Petit Leroy		2000		
	21	Arcueil	ZAC Voltaire			550	
	22	Ivry	Ivry-Confluences		5000	2000	
	23	Vitry	Ardoines		5000	3000	
	24	Vitry	ZAC Seine Gare		2500	2000	
Paris	25	Paris 13	ZAC Rive Gauche		15000	4000	
	26	Paris 14	Alesia Montsouris		500	1000	
	27	Paris 13	ZAC Gare de Rungis		600	200	
	28	Paris 15	Tour Triangle		5000		
	29	Paris 15	Aquaboulevard				60000
Hauts de Seine	30	Bourg La Reine	ZAC Multisites	1.6 ha	250		
	31	Bagneux	ZAC Moulin Blanchard	2.2 Ha		200	
	32	Bagneux	O'Mathurins	16 Ha	4000	2500	12000
	33	Malakoff	ZAC Porte Nord	12.4 Ha	1500		
	34	Châtillon	ZAC Aérospatiale	5 Ha		300	
	35	Bagneux	ZAC des Musiciens	6 Ha		300	
	36	Malakoff	ZAC Dolet	1.8 Ha	350	350	
	37	Issy-les-Moulineaux	ZAC Garibaldi	7.8 Ha	900		
	38	Meudon	ZAC Bas Meudon	???			
	39	Boulogne	ZAC Seguin	74 Ha	8500	6000	
	40	Issy-les-Moulineaux	ZAC Issy Val de Seine	???			
	41	Chatenay Malabry	ZAC Val de Sygrie	25 Ha	1000		
	42	Antony	ZAC Croix de Berny	2.2 ha	2500		
	43	Antony	ZAC Noyer Doré	2.2 ha		350	
	44	Clamart	Projet NOVEOS		1000		

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le détail de la programmation de chacun des lots prévus au sein de l'écoquartier Victor Hugo (type et surface) est présenté sur le tableau suivant. Il est distingué les lots pour lesquels la livraison était effective au moment des enquêtes de circulation réalisées (15 mars 2022) ; pour ces lots, aucun trafic supplémentaire n'a été considéré dans le scénario Fil de l'eau.

Lots	Secteur ZAC	SDP Totale	SDP Bureaux	SDP Commerces	SDP Logements	Nombre Logements	SDP Équipements	Livraison
B1	1	**54 585**	54 585					Livré
B2	2	**15 991**	15 991					Fin 2022
Network 1	2	**12 474**	12 474					Livré
B3	3	**24 676**	24 676					Livré
L6	3	**6 325**			5 106	68	1 219	Livré
L7	3	**4 011**		324	3 687	53		Livré
L2	4	**4 870**			4 870	70		Livré
L3	4	**3 033**			3 033	52		Livré
L4.1	4	**4 927**			4 848	76	79	S1 2024
L4.2	4	**2 959**			2 959	46		S1 2024
L5	4	**9 763**			9 763	139		S2 2023
L8	4	**5 700**			5 700	82		S1 2024
C1.1	4	**11 551**		498	9 128	239	1 925	2025
C1.2	4	**7 327**		452	6 125		750	2025
G3	6	**27 605**	2 315	1 697	21 568	347	2 025	2025
L1	6	**8 534**			8 534	130		2025
G1	6	**15 591**		1 656	13 935	199		2027
G2	6	**17 016**		3 723	13 293	200		2023
B0	1	**6 466**		1 167	5 299	193		Livré
Network 1	2	**8 488**	8 488					Livré
Odyssée	2	**5 540**			5 540	82		Livré
Coffim 52 AB	3	**13 700**	13 700					2023
C2 Casino*	4	**19 999**		4 000	15 999	244		2022 (logements)
Usine Courbet	4	**1 462**			1 462	22		Livré
Mg Partner	4	**2 920**			2 920	42		En cours de définition
TOTAL		**295 513**	**132 229**	**13 517**	**143 769**	**2284**	**5 998**	

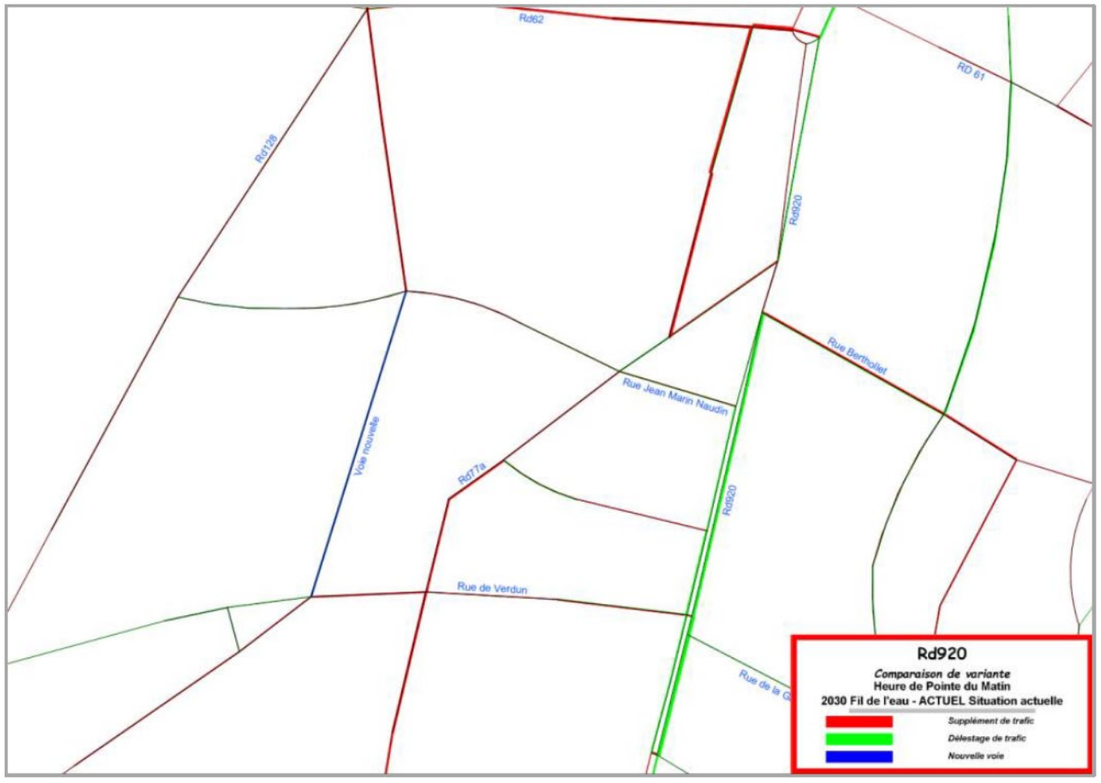
**Sur le lot C2, la Casino a été livré mais les logements sont toujours en construction au moment de l'écriture de ce rapport.*



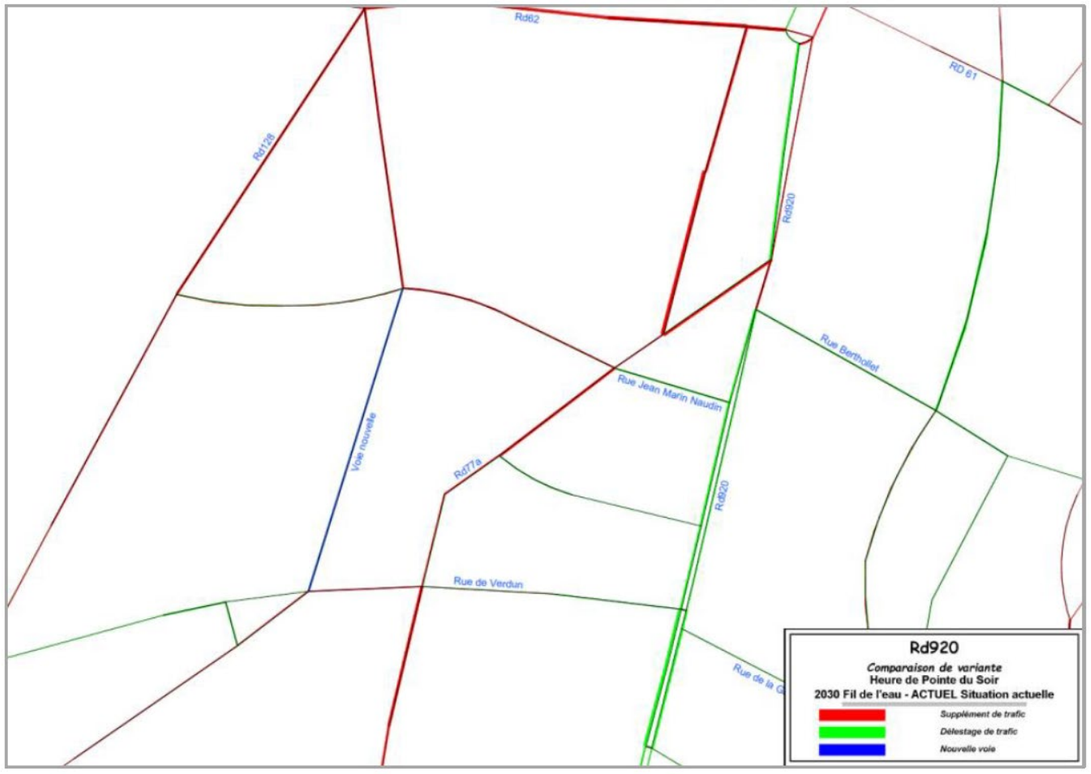
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Flux aux heures de pointe

Ci-après sont présentées, les tendances d'évolution des volumes de trafic aux heures de pointe du matin et du soir pour le scénario Fil de l'eau. Ces planches illustrent la comparaison des flux dans le scénario Fil de l'eau avec toutes les hypothèses présentées précédemment par rapport aux flux actuels (en rouge les suppléments de trafic, en vert les délestages et en bleu les nouvelles voies créées).



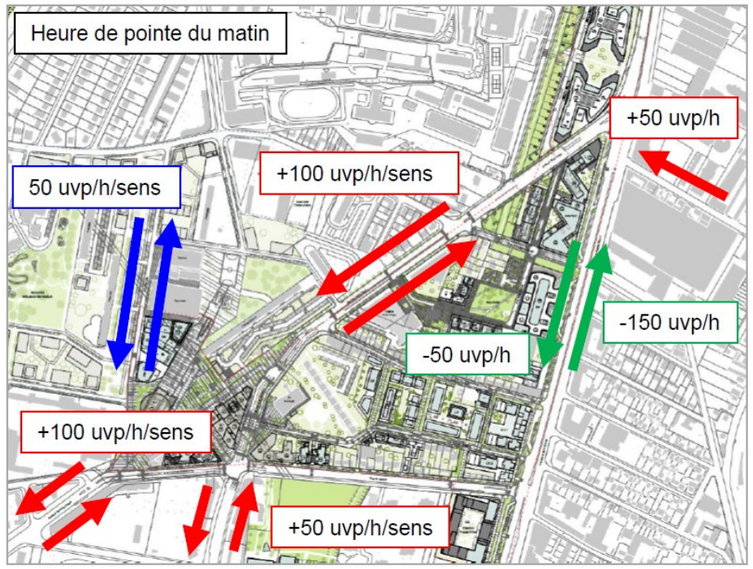
Comparaison des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du matin



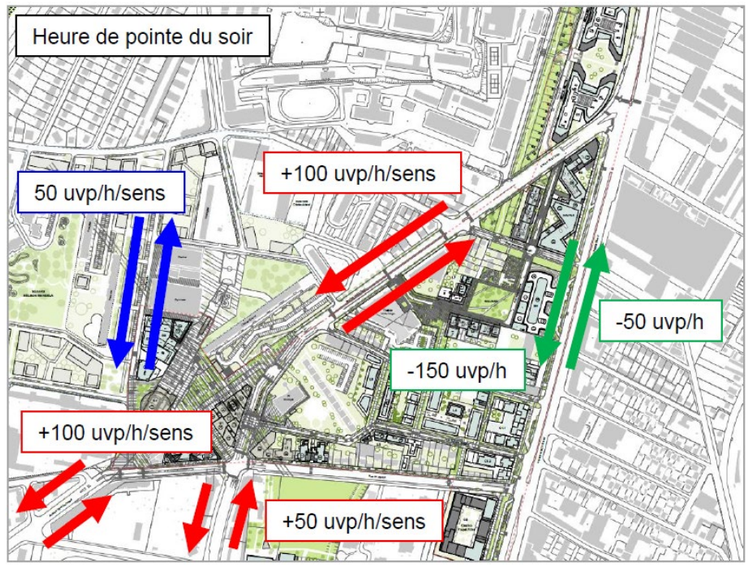
Comparaison des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du soir

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A partir de ces tendances, l'estimation des évolutions de trafic aux heures de pointe sur les voies autour de l'écoquartier (en uvp/h) sont illustrées sur les schémas ci-après :

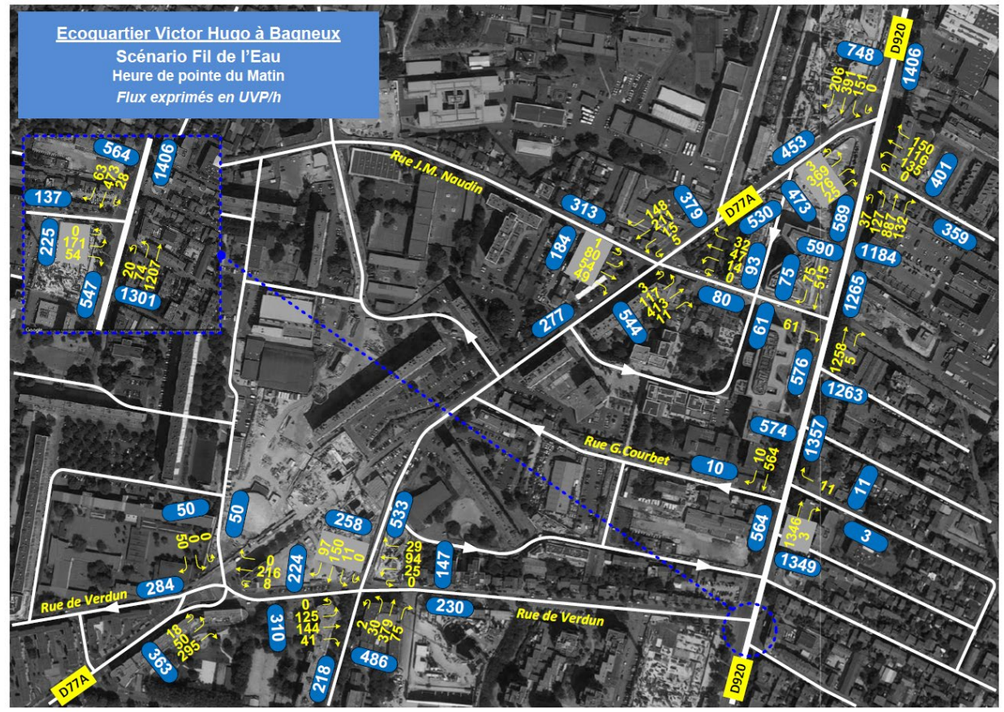


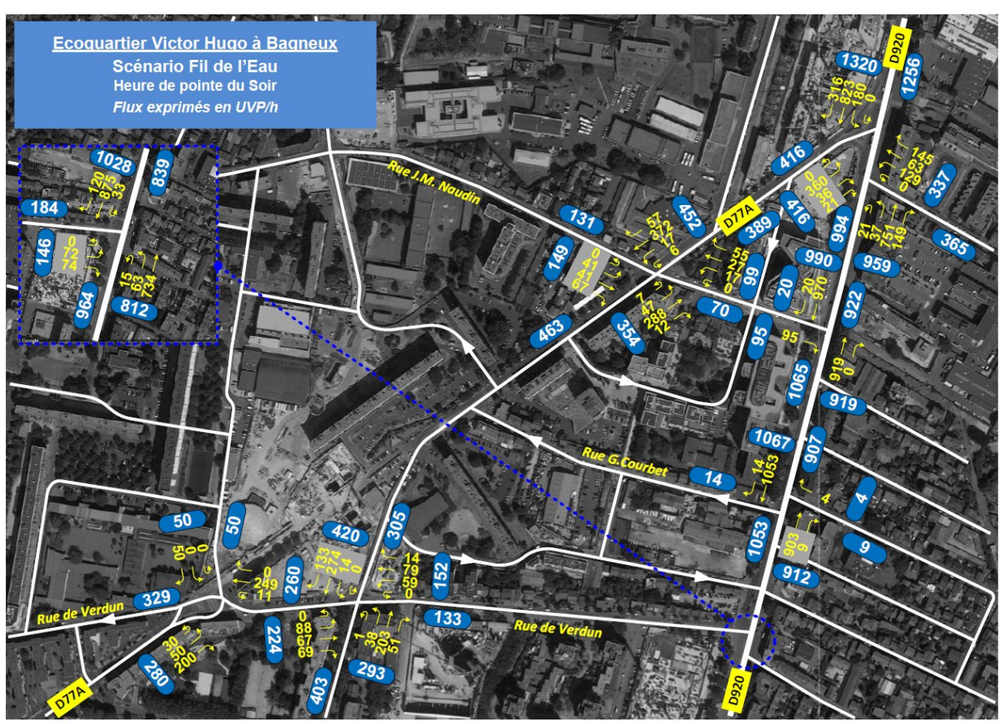
Ordre de grandeur des évolutions des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du matin



Ordre de grandeur des évolutions des flux entre le scénario Fil de l'eau et la situation actuelle à l'heure de pointe du soir

Ces évolutions ont été appliquées aux trafics relevés lors des enquêtes pour constituer les flux aux heures de pointe du scénario Fil de l'eau. Ce sont ces flux, illustrés sur les planches pages suivantes, qui ont servi de base pour l'analyse de fonctionnement des carrefours dans le scénario Fil de l'eau.

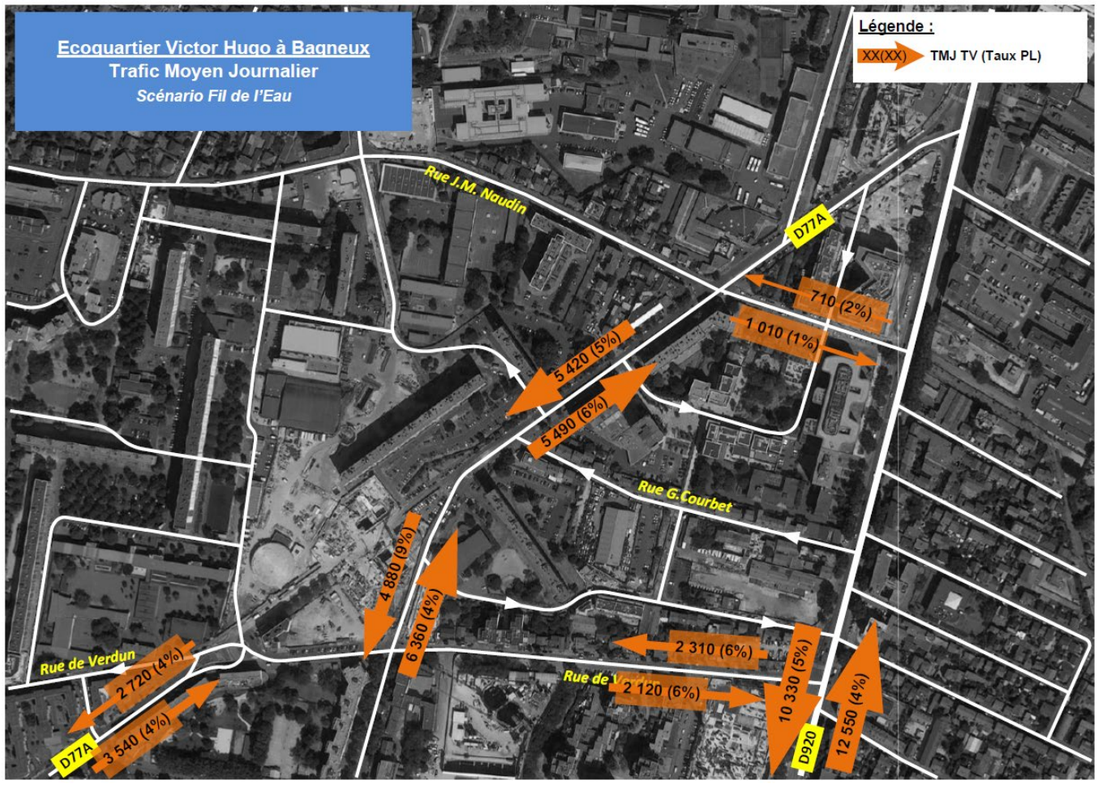




Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/Trafics moyen journaliers

A partir des flux aux heures de pointe et à l'aide de ratios de passage, l'estimation des Trafics Moyens Journaliers au Fil de l'eau sur les sections ayant été enquêtées est présentée ci-dessous.



C/Analyse de fonctionnement des carrefours

Les calculs des réserves de capacité des carrefours aux heures de pointe du matin et du soir ont été réalisés à l'aide des mêmes outils qu'en situation actuelle.
La réserve de capacité représente le volume de trafic supplémentaire admissible avant saturation de l'entrée considérée.

- CARREFOUR A FEUX C1 : RD920 / RUE DE VERDUN

La configuration de ce carrefour est modifiée dans le cadre de la requalification de la RD920, avec :

• RD920 Sud : 2 files pour le mouvement direct + 1 file pour le mouvement de tourne-à-gauche (TàG) vers la rue de Verdun,
• RD920 Nord : 2 files pour le mouvement direct, dont 1 mixte pour le mouvement de tourne-à-droite (TàD) vers la rue de Verdun,
• Rue de Verdun : 1 file réservée aux bus et 1 file pour les mouvements de tourne-à-gauche et de tourne-à-droite.



Configuration prévisionnelle du carrefour après requalification de la RD920 (Source : ATP703_Cahier_notice_04-corrigé)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Il est conservé le même temps de cycle (90 s) qu'en situation actuelle. Le phasage est modifié du fait de la nouvelle configuration de la rue de Verdun, comme illustré sur le schéma ci-dessous :

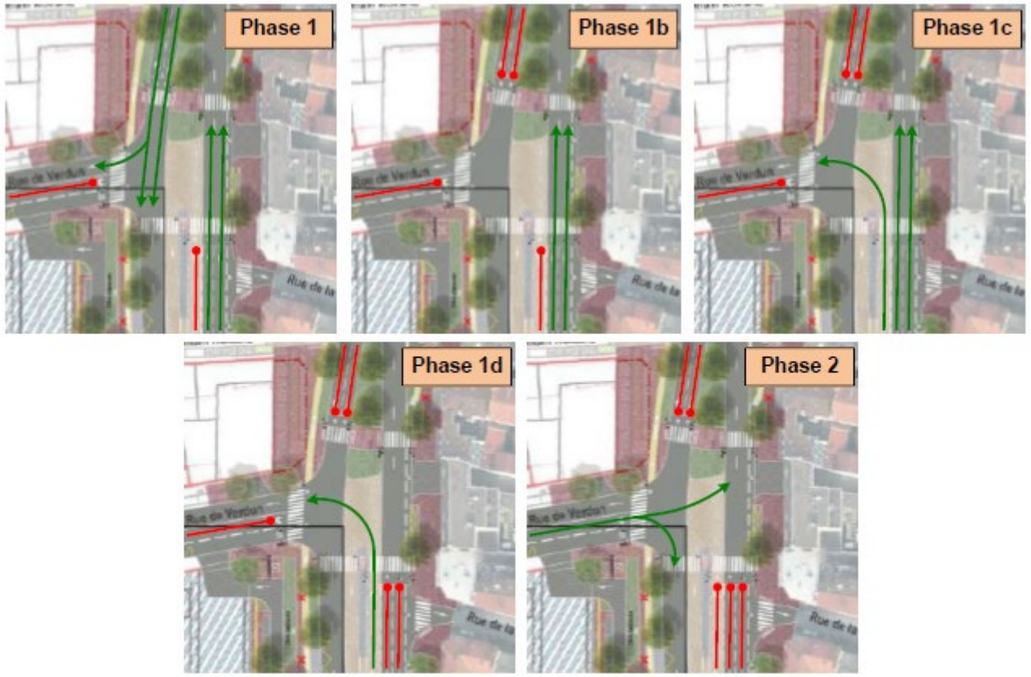


Schéma de phasage du carrefour (Fond de plan : ATP703_Cahier_notice_04- corrigé)

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD920 avenue Aristide Briand / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

			Fil de l'eau	
			HPM	HPS
Aménagement :	RD920 Nord	2 files	61%	30%
Durée de cycle : 90 s	Rue de Verdun	1 file	41%	61%
	RD920 Sud Direct	2 files	45%	66%
	RD920 Sud TàG	1 file	56%	64%
	Charge globale		**2089**	**1987**

La requalification de la RD920 entraîne une réduction des flux sur l'axe aux heures de pointe et une réduction du nombre de files sur la RD920 Nord (au Sud, la configuration est la même qu'au moment des enquêtes, la file supprimée correspondant à la file actuellement réservée aux vélos).
Ainsi, les réserves de capacité diminuent sur l'entrée RD920 Nord et augmentent sur la RD920 Sud par rapport à la situation actuelle.
La réduction à une file de circulation sur la rue de Verdun dégrade les réserves de capacité sur cette entrée, mais elles restent satisfaisantes (>20%).
La configuration du carrefour après requalification de la RD920 permet ainsi de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir dans le scénario Fil de l'eau.

- CARREFOUR C2 : RD920 / RUE GUSTAVE COURBET

Comme en situation actuelle, la rue Gustave Courbet étant en sens unique depuis la RD920, il n'y a aucun conflit entre les véhicules au droit de ce carrefour.

- CARREFOUR C3 : RD920 / RUE JEAN MARIN NAUDIN

Comme en situation actuelle, ce carrefour est géré à l'aide d'un cédez-le-passage sur la rue Jean Marin Naudin. Seuls les mouvements de tourne-à-droite depuis/vers la rue Jean Marin Naudin sont autorisés sur ce carrefour.



Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD920 avenue Aristide Briand / rue Jean Marin Naudin sont données dans le tableau ci-dessous :

			Fil de l'eau	
			HPM	HPS
Aménagement :	Rue JM Naudin TàD	1 file	91%	79%
	Charge globale		**651**	**1085**

Du fait de la baisse de trafic attendue sur la RD920, les réserves de capacité sont légèrement meilleures qu'en situation actuelle. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour aux heures de pointe.

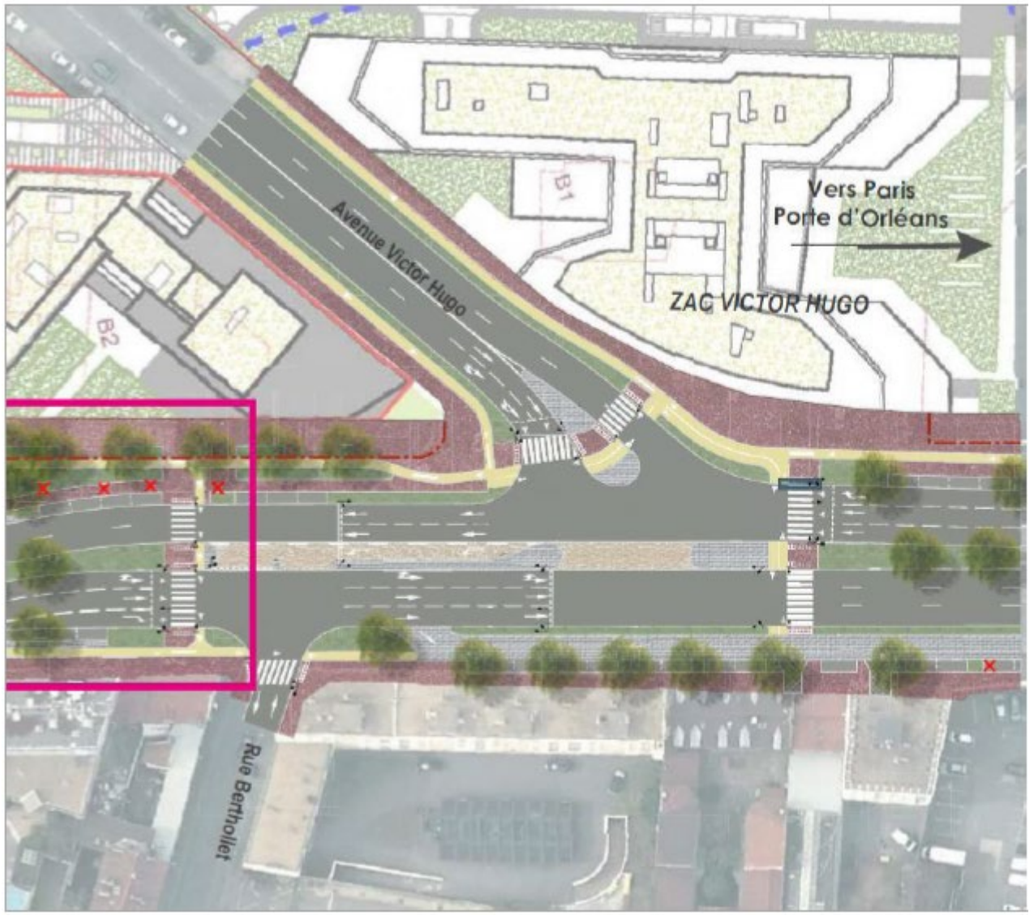
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- CARREFOUR A FEUX C4 : RD920 / RD77A / RUE BERTHOLLET

La configuration de ce carrefour est modifiée dans le cadre de la requalification de la RD920, avec :

- RD920 Sud : 2 files pour le mouvement direct + 1 file pour le mouvement de tourne-à-droite vers la rue Berthollet,
- RD920 Nord : 2 files pour le mouvement direct + 1 file pour le mouvement de tourne-à-droite (TàD) vers l'avenue Victor Hugo,
- RD77A avenue Victor Hugo : 2 files pour le mouvement de tourne-à-gauche dont 1 file mixte pour le mouvement de tourne-à-droite,
- Rue Berthollet : 1 file de circulation pour tous les mouvements.

Il est préconisé d'autoriser le mouvement direct sur la file de droite de la RD920 Sud, en plus du mouvement de tourne-à-droite vers la rue Berthollet (file mixte).



Configuration prévisionnelle du carrefour après requalification de la RD920 (Source : ATP703_Cahier_notice_04-corrigé)

La ligne de feu du Sas Berthollet est reculée par rapport à la situation actuelle, avec création d'un feu spécifique pour le mouvement de tourne-à-gauche vers la rue Berthollet.
Il est conservé le même temps de cycle qu'en situation actuelle (90 s), mais le phasage est modifié comme suit :

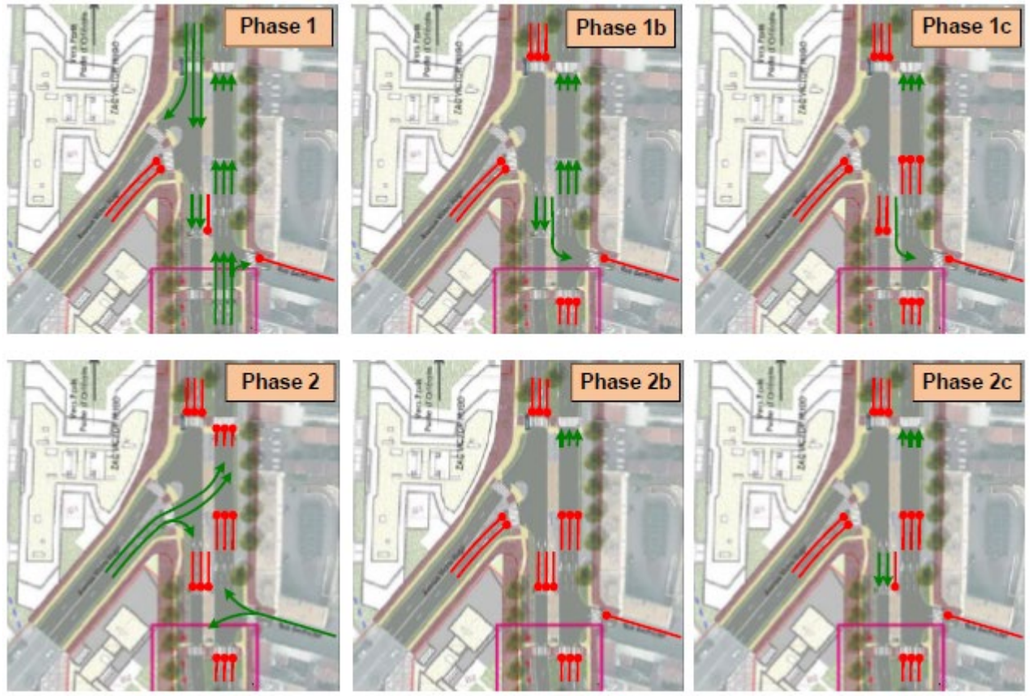


Schéma de phasage du carrefour (Fond de plan : ATP703_Cahier_notice_04- corrigé)

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD920 avenue Aristide Briand / RD77A avenue Victor Hugo / rue Berthollet sont données dans le tableau ci-dessous :

			Fil de l'eau	
			HPM	HPS
Aménagement :	RD920 Nord	3 files	37%	11%
	RD920 Nord Sas Berthollet Direct	2 files	77%	59%
Durée de cycle : 90 s	RD920 Nord Sas Berthollet TàG	1 file	16%	15%
	RD920 Sud	3 files	21%	48%
	RD920 Sud Sas Inter	3 files	43%	62%
	RD920 Sud Sas Hugo	3 files	57%	65%
	RD77A avenue Victor Hugo	2 files	49%	45%
	Rue Berthollet	1 file	15%	11%
	Charge globale		**2806**	**3032**

La modification du phasage du fait de l'ajout d'une ligne de feu pour le tourne-à-gauche vers la rue Berthollet entraîne des modifications dans les durées de vert octroyées aux différentes entrées, et une dégradation générale du fonctionnement aux heures de pointe.
Ainsi, le carrefour sera chargé, avec des ralentissements ponctuels au droit du feu de tourne-à-gauche vers la rue Berthollet, de la rue Berthollet et de la RD920 Nord le soir.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Comme en situation actuelle, il convient de vérifier la capacité du Sas sur la RD920 à accueillir les flux tournant à gauche depuis l'avenue Victor Hugo. De plus, il faut vérifier le stockage des véhicules au droit du nouveau feu gérant le tourne-à-gauche vers la rue Berthollet. En moyenne par cycle, les flux amenés à se stocker dans les Sas sont les suivants :

- 10 véhicules le matin et 10 le soir dans le Sas Victor Hugo
- 6 véhicules le matin et 6 le soir dans le Sas TàG vers Berthollet

Ces valeurs sont compatibles avec la capacité des Sas (jusqu'à environ 18 véhicules dans le Sas Victor Hugo et environ 8 véhicules dans le Sas Tà G vers Berthollet).

- CARREFOUR A FEUX C5 : RD77A / RUE JEAN MARIN NAUDIN

La configuration de ce carrefour est modifiée avec l'aménagement de l'écoquartier :

- RD77A avenue Victor Hugo Nord : 2 files,
- Rue Jean Marin Naudin Est : 1 file,
- RD77A avenue Victor Hugo Sud : 2 files,
- Rue Jean Marin Naudin Ouest : 2 files.

Il est conservé le même temps de cycle (70 s) et le même phasage qu'en situation actuelle, rappelé ci-après :

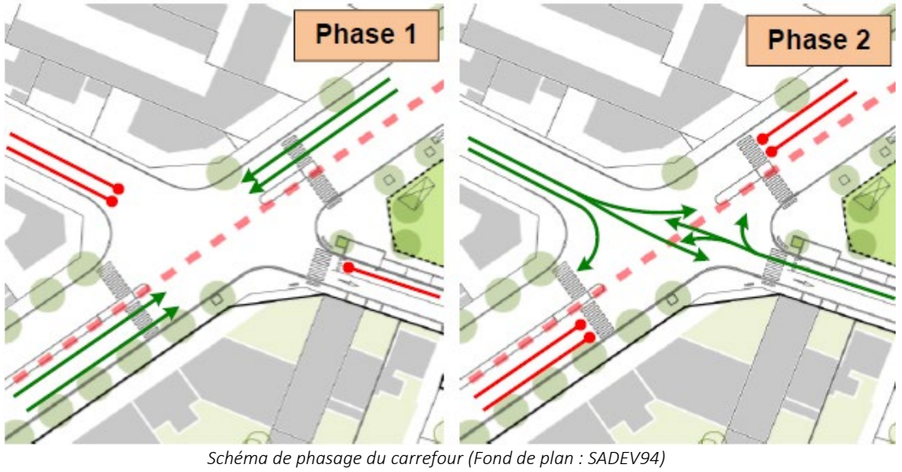


Schéma de phasage du carrefour (Fond de plan : SADEV94)

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour RD77A avenue Victor Hugo / rue Jean Marin Naudin sont données dans le tableau ci-dessous :

			Fil de l'eau HPM	Fil de l'eau HPS
Aménagement :	RD77A Nord	2 files	80%	77%
Durée de cycle : 70 s	Rue JM Naudin Est	1 file	78%	76%
	RD77A Sud	2 files	70%	81%
	Rue JM Naudin Ouest	2 files	76%	81%
	Charge globale		**1200**	**1054**

La configuration prévue pour ce carrefour permet de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

- CARREFOUR A FEUX C6 : AVENUE LOUIS PASTEUR / RUE DE VERDUN

La configuration de ce carrefour est modifiée avec l'aménagement de l'écoquartier :

- Avenue Louis Pasteur Nord : 2 files,
- Rue de Verdun Est : 2 files dont 1 pour le mouvement de tourne-à-droite,
- Avenue Louis Pasteur Sud : 2 files,
- Rue de Verdun Ouest : 2 files, dont 1 pour le mouvement de tourne-à-gauche.

Il est conservé le même temps de cycle (75 s) et le même phasage qu'en situation actuelle, rappelé ci-dessous :

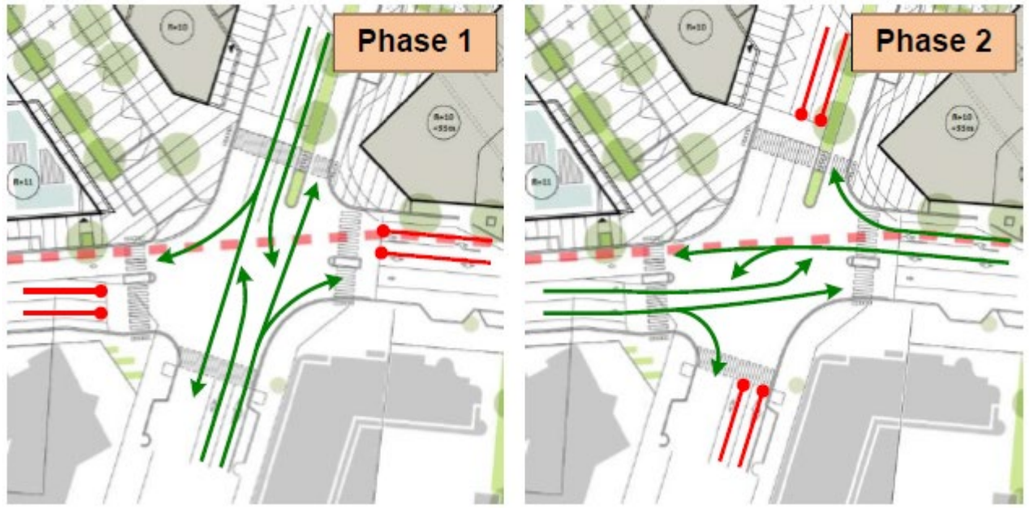


Schéma de phasage du carrefour (Fond de plan : SADEV94)

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour avenue Louis Pasteur / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

			Fil de l'eau HPM	Fil de l'eau HPS
Aménagement :	Av. L. Pasteur Nord	2 files	82%	71%
Durée de cycle : 75 s	Rue de Verdun Est	2 files	79%	74%
	Av. L. Pasteur Sud	2 files	66%	79%
	Rue de Verdun Ouest	2 files	70%	77%
	Charge globale		**1201**	**1089**

La configuration prévue pour ce carrefour permet de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir. Il n'y aura pas de difficultés particulières d'écoulement des flux sur ce carrefour.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- CARREFOUR A FEUX C7 : VOIE NOUVELLE / RUE DE VERDUN

La configuration de ce carrefour est modifiée avec l'aménagement de l'écoquartier et de la voie nouvelle qui constitue sa branche Nord. Le carrefour sera géré par feux. Il est proposé un fonctionnement en 2 phases avec un temps de cycle court (60 s), conformément au schéma de phasage ci-dessous :

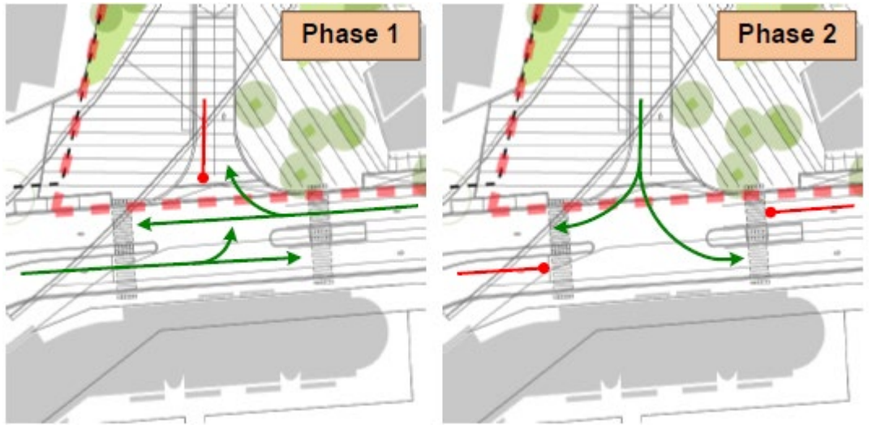
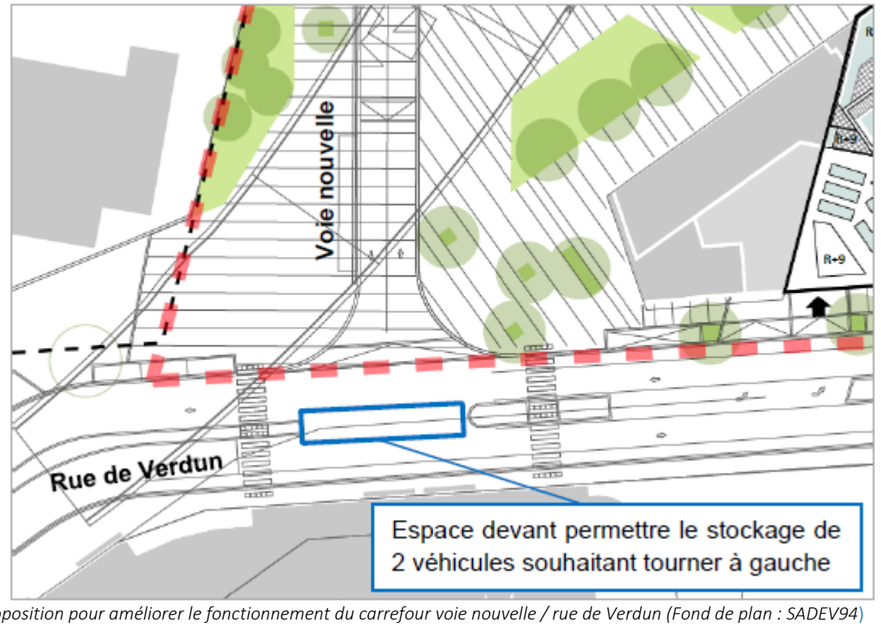


Schéma de phasage du carrefour (Fond de plan : SADEV94)

Les réserves de capacité obtenues aux heures de pointe du matin et du soir aux entrées du carrefour voie nouvelle / rue de Verdun sont données dans le tableau ci-dessous :

		Fil de l'eau	
		HPM	HPS
Aménagement : *Durée de cycle : 60 s*	Rue de Verdun Est 1 file	75%	71%
	Voie nouvelle 1 file	87%	87%
	Charge globale	**637**	**590**

Les réserves de capacité des entrées sont confortables, ce qui permet théoriquement d'écouler de façon fluide les véhicules aux heures de pointe. Il faudra toutefois veiller à aménager un espace au centre du carrefour permettant de stocker 2 véhicules (soit environ 10m) souhaitant tourner à gauche depuis la rue de Verdun Ouest, afin que les véhicules continuant tout droit ne se retrouvent pas bloqués (comme anticipé en accès de l'îlot G2 un peu plus à l'Est sur la rue de Verdun).



Proposition pour améliorer le fonctionnement du carrefour voie nouvelle / rue de Verdun (Fond de plan : SADEV94)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.8 – Bruit

Dans ce scénario au fil de l'eau, l'évolution du bruit sur le secteur de la ZAC, liée à la réalisation des autres projets connexes connus présentés au chapitre précédent « I.1 Principaux projets connus dans l'environnement de la ZAC », est prise en compte, sans prendre en compte les derniers lots opérationnels L1, G1 et G3.

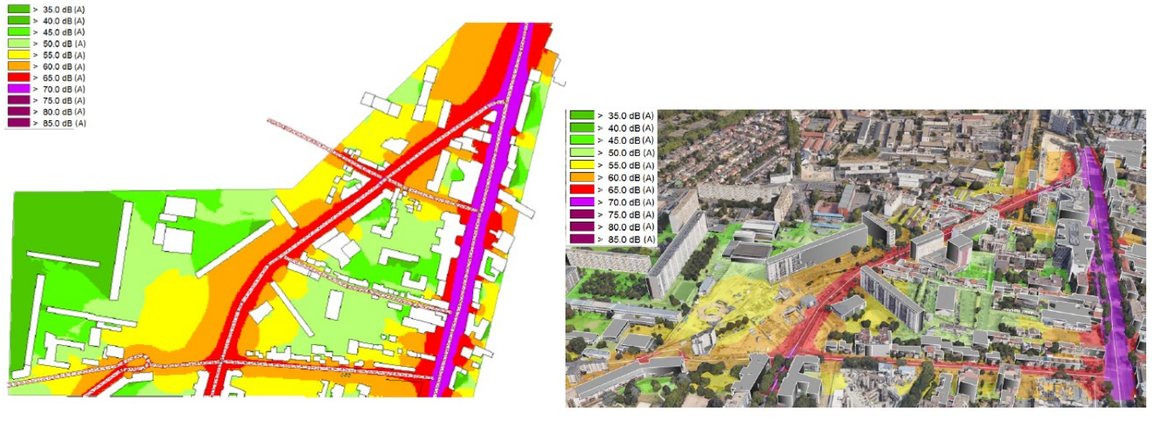
La simulation de bruit s'est basée sur les Trafics Moyens Journaliers (TMJ) sur le site de projet indiqués dans l'étude trafic réalisée par le bureau CDVIA en juin 2022 et qui indique les résultats suivants en véhicule jour :

Voie	TRAFIC MOYEN JOURNALIER SANS PROJET SITUATION ACTUELLE	TRAFIC MOYEN JOURNALIER SANS PROJET AU FIL DE L'EAU	TRAFIC MOYEN JOURNALIER AVEC PROJET	% de PL	Vitesse en km/h
rue de Verdun Est	4600	4430	4930	6,0%	50
rue de Verdun Centre	5450	6100	7150	4,1%	30
rue de Verdun Ouest	600	800	900	1,7%	30
D77A sud bd Henri Barbusse	4690	6260	7190	4,0%	50
D77 avenue Louis Pasteur Sud	8650	9800	10350	5,7%	50
D77 avenue Louis Pasteur Nord	9180	11240	11980	6,2%	50
D77A centre avenue victor hugo	8450	10910	11250	5,5%	50
D77A nord victor hugo	9150	11700	12250	5,3%	50
D920 Avenue Aristide Briand Nord	30750	30150	30700	4,4%	50
D920 Avenue Aristide Briand centre	27050	24150	24350	4,5%	50
D920 Avenue Aristide Briand Sud	25850	22880	23270	4,5%	50
rue G Courbet	200	200	200	0,0%	30
rue NJ Naudin est	1720	1720	1740	1,4%	30
rue NJ Naudin ouest	4750	4700	5050	2,0%	30

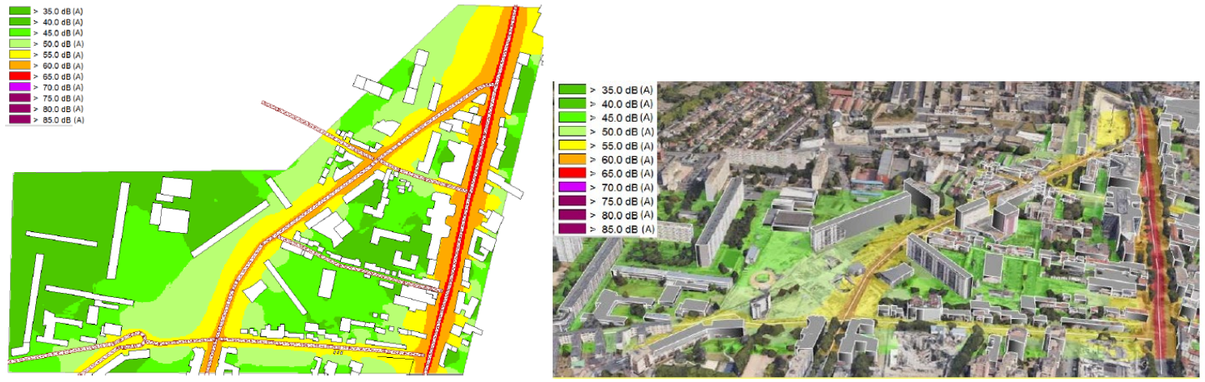
Les cartographies de bruit établies par le bureau d'étude bruit « Arundo Acoustiques » dressent une situation au fil de l'eau (sans les derniers sites opérationnels de la ZAC) mais intégrant à la situation existantes l'ensemble des projets autour du site (Cf. chapitre précédent « I.1 Principaux projets connus dans l'environnement de la ZAC ,).

Les cartographies ont été calculées à 5 m de hauteur, conformément à la norme NFS31-130 relative aux cartographies de bruit en milieu extérieur. Elles correspondent à des niveaux de pression acoustique équivalente LAeq, exprimés en dB (A) (niveaux sonores moyennés sur la période considérée).

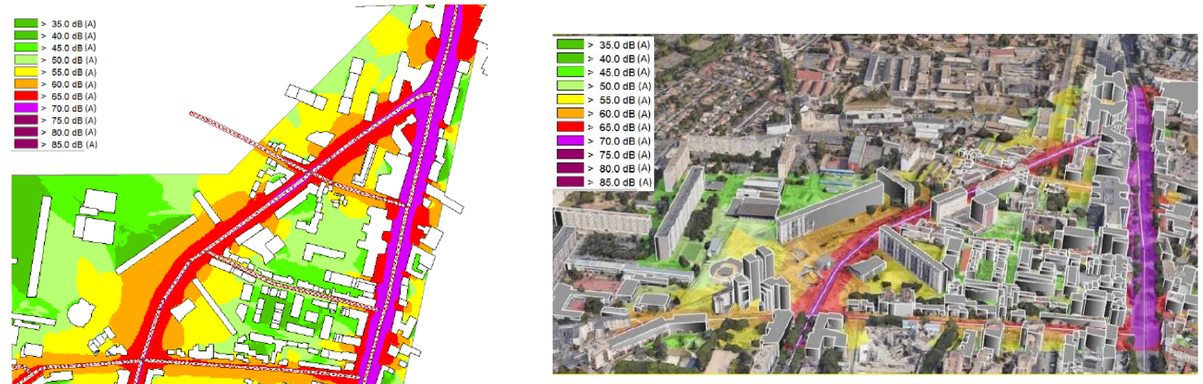
Etat actuel jour



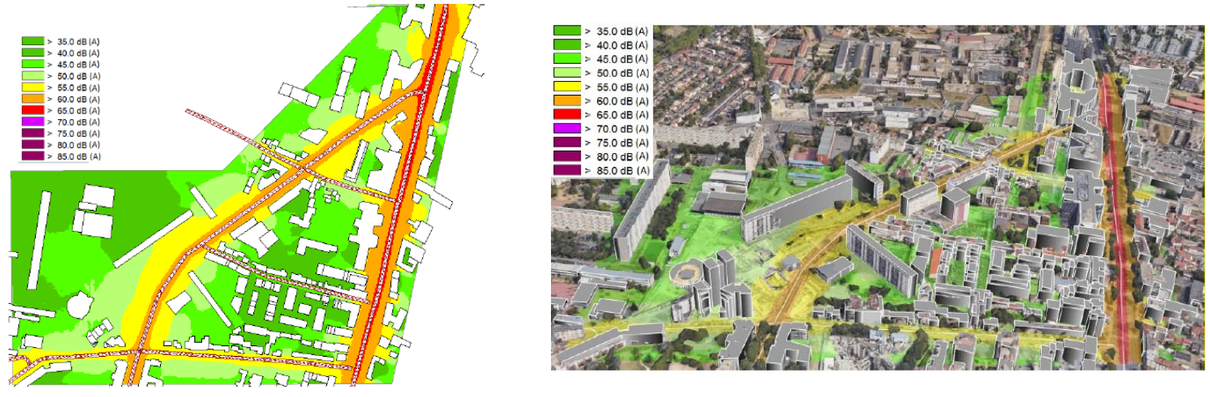
Etat actuel nuit



Fil de l'eau jour (sans lots L1, G1, G3)



Fil de l'eau nuit (sans lots L1, G1, G3



Ces cartographies illustrent une légère dégradation le long de la rue de Verdun (augmentation du trafic automobile) et une amélioration le long de la D920 (avenue Aristide Briand) due à la pacification de l'axe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III - EFFETS TEMPORAIRES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PREVUES

Les principaux effets temporaires des constructions sur l'environnement sont les impacts générés par le chantier. Les travaux consistent en la viabilisation des terrains, l'aménagement paysager et la construction de nouveaux bâtiments. Ces impacts de chantiers (bruit, poussières, ruissellement, circulation…) sont temporaires.
Bien évidemment, les chantiers seront soumis aux lois, normes et règlements en vigueur en matière de protection de l'environnement.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est un projet au long cours dont les opérations de réhabilitation ou construction neuve seront étalées sur plusieurs années. Le quartier sera donc en chantier sur une longue période, alors que des activités et du logement auront déjà été mis en place.

L'enjeu est de conserver une qualité de vie optimale, même pendant les périodes de travaux, pour les nouveaux usagers du quartier comme pour les riverains de la ZAC. C'est pourquoi toute opération se devra de limiter les nuisances dues au chantier.

Une Charte de Chantier Vert et/ou faibles nuisances intègrera de nombreuses prescriptions en faveur de la réalisation de chantiers à faibles nuisances, elle permettra de limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier, les risques sur la santé des ouvriers, les pollutions de proximité lors du chantier et la quantité de déchets de chantier mis en décharge. Elle fera partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. En accompagnement, un responsable du suivi de la mise en oeuvre de la charte de chantier sera présent quotidiennement sur le chantier et chargé de vérifier les pratiques, de constater d'éventuels dysfonctionnements et d'alerter le cas échéant le maître d'ouvrage. Un médiateur de chantier sera ponctuellement présent afin d'informer les passants et riverains sur les évolutions en cours (contenu du projet, impact sur les déplacements, durée et évolution des nuisances et contraintes…).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.1 - Réalisation des chantiers

A / L'emprise des chantiers

Les chantiers seront limités aux emprises de chaque lot.

AUCUN EFFET PARTICULIER
MESURE : Aucune mesure particulière sauf celle d'imposer une charte de chantier vert et ou à faibles nuisances.

B / La circulation et les accès riverains

Les chantiers génèreront un trafic supplémentaire sur et aux abords du projet avec une augmentation du nombre de véhicules/heure (camions et engins de chantier). Le projet aura des impacts temporaires sur les déplacements.

L'acheminement des matériaux, l'évacuation des déchets et les déplacements des engins pendant les travaux pourront impacter la circulation de manière temporaire.

Les accès aux différentes phases de chantier se feront à partir des voies structurantes en périphérie du site.

Le chantier pourra impacter les conditions de circulation et d'accès des véhicules et des piétons sur les voies desservant le site lorsque les travaux seront effectués en limite de l'espace public.
Les chantiers seront organisés de manière à maintenir les accès aux riverains.

MESURES DE REDUCTION :

Les itinéraires de circulation des camions sur les voies publiques seront étudiés de manière **à créer le moins de perturbations possibles** sur la voirie locale. Dans la mesure du possible, le maître d'œuvre imposera la circulation des engins dans le cadre d'un **plan de circulation**, réalisé en accord avec la ville de Bagneux qui définira les itinéraires de liaison entre les voies d'accès et le chantier si besoin.

Une limitation des vitesses et une signalisation adéquate seront mises en place sur l'emprise de la zone de travaux afin de réduire au maximum les risques liés au trafic routier.

Une information routière en amont des chantiers préviendra de la présence de ces derniers. Les accès à la zone de travaux seront visibles, jalonnés et réservés au personnel de chantier.

En entrée de site, un lieu d'affichage sera installé permettant de réunir l'ensemble des informations récapitulatives ou informatives concernant les différentes opérations sur les sites concernés.

U**n Plan d'Installation de Chantier (P.I.C.)** sera mis en place qui indiquera notamment :
- les aménagements spécifiques (base vie, passages piétons provisoires …),
- les zones de déchargement des camions en fonction de la localisation des engins de levage (grue à tour), le plan de circulation (itinéraire routier) des camions de chantier,
- si nécessaire la mise en place d'homme circulation pour la circulation d'engins,
- une signalisation (piétonnes, véhicules et chantier) et un marquage au sol, validés par les services de voiries,
- les panneaux à usage des camions et engins de chantier précisant les accès aux zones de travaux et le plan de circulation à l'intérieur de la zone chantier
- le plan des clôtures,
- les moyens mis en œuvre pour garantir la propreté des abords directs,
- les engins de levage et leurs caractéristiques.

Effet des Mesures

- Réduire l'impact sur la circulation
- Communiquer auprès des usagers

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le coordinateur chantier et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé)
Rédaction d'un règlement de chantier joint au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances
Plan d'Installation de Chantier
Note d'organisation des chantiers

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C / Les déchets

Les chantiers génèreront des déchets importants notamment liés à la démolition des bâtiments, aux travaux de terrassements ainsi qu'aux différents emballages, produits et matériaux utilisés.

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURE DE REDUCTION ET D'EVITEMENT :

La minimisation des déchets devra se faire en amont du chantier, et les déchets de chantier seront triés (déchets inertes / déchets dangereux / déchets industriels banals / emballages / bois / métal / plâtre). Le suivi des déchets issus du chantier sera assuré par bordereaux contrôlés et rassemblés par la maîtrise d'œuvre.
Un bilan de valorisation sera périodiquement demandé.

Les entreprises travaux assureront la collecte et la valorisation des déchets du chantier. Le recyclage et le plan de gestion des déchets de chantier se feront conformément aux plans de gestion d'Ile-de-France actuellement en vigueur. Celle-ci prévoit, pour les déchets du BTP, les opérations suivantes : la mise en place de collectes, la création d'installations de recyclage et la création de stockage de déchets ultimes.

Un Schéma d'Organisation et de Gestion d'Elimination des Déchets (S.O.G.E.D.) sera élaboré. Le S.O.G.E.D. s'appliquera aussi bien aux déchets de démolition des bâtiments existants, terrassements qu'aux déchets produits lors de la phase de construction. Il se présente sous la forme d'un tableau rempli par chaque entreprise qui fera partie intégrante de sa réponse à l'appel d'offres.

L'objectif de ce tableau est de suivre les opérations suivantes :
- Caractérisation et quantification des déchets par type,
- Organisation de la collecte,
- Intégration dans la logistique générale du chantier,
- Plan de traçabilité.

Pour une exemplarité totale, 100% des déchets seront tracés.

Ce tableau sera annexé au contrat de chaque entreprise intervenant sur l'opération. Par conséquent :
- Chaque entreprise intervenant sur le chantier devra justifier par écrit des procédures qu'elle mettra en place pour réduire sa production de déchets sur le site,
- Pour chaque type de déchet, les filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale,
- Les déchets devront être collectés de manière sélective sur le chantier. Un pré-tri minimum sera imposé sur le site. Enfin, pour valoriser le tri, le personnel sera formé et une signalisation adéquate sera mise en place pour les zones de stockages spécifiques,
- Chaque entreprise est responsable du devenir de ses déchets.

Il appartiendra aux entreprises, avant le commencement du chantier, de se procurer des possibilités locales de collecte et de valorisation des déchets, de consulter le plan de gestion des déchets du BTP du département. Elles procèderont, en collaboration avec le récupérateur, à une estimation des quantités produite afin de mettre en œuvre un plan logistique détaillé de la collecte des déchets. Dans le cadre des opérations de terrassement, il conviendra de prioritairement réutiliser les déblais produits sur site et d'équilibrer au mieux les quantités de déblais/ remblais afin de limiter les apports de matériaux extérieurs, si nécessaire.

Les excédents de matériaux seront envoyés dans des filières de traitements de déchets adéquats.

Pour les sols, à l'issue des travaux d'excavation, un dossier de fin de travaux devra être rédigé ; il comprendra, a minima, les éléments suivants :
- le bilan précis des mouvements de terres effectués (excavation, remblaiement, …) ;
- le plan altimétrique coté qui repositionnera précisément l'ensemble des excavations, des zones de confinement éventuelles de terres sur site ;
- un recueil des divers documents de suivi de chantiers (bordereaux de suivi de déchets (BSD), bons de pesée, bulletins d'analyses en laboratoire).

Le retrait des enrobés et la démolition des bâtiments existants contenant de l'amiante devra faire l'objet d'un traitement sur place des déblais et des déchets de démolition, conformément à l'article R1334-27 du code de la Santé publique.
Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires encadrent leur élimination. Les déchets de toute nature, susceptibles de libérer des fibres d'amiante seront conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Effets des mesures

- Réduire les quantités de déchets liées aux différents chantiers et assurer une élimination vers des filières adaptées de façon mutualisée ainsi qu'un recyclage possible de ces déchets
- Eviter toute pollution du site par une gestion adaptée des déchets produits

Modalités de suivi des mesures

Suivi du SOGED (Schéma d'Organisation de gestion d'Eliminations des Déchets) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances
Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et la maîtrise d'Œuvre déléguée pour la gestion des terres.
Application des mesures du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances
Comité de suivi

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre déléguée pour la gestion des terres.

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D/ La pollution des sols

Le site de la ZAC est ponctuellement concerné par des pollutions du sol :

Les expertises menées sur les lots L6 et L7 (secteur Victor Hugo et ancien Jardin du Setra) ont révélé la présence de métaux lourds dans les anciens remblais.

Les expertises menées sur le lot L2 (opération Flora Verde réalisée rue de Verdun) ont révélé de nombreuses anomalies dans les anciens remblais.

Les expertises menées par ICF Environnement sur le lot G3 ont révélé :
Dans les remblais :

- un dépassement ponctuel du bruit de fond géochimique pour le mercure et le plomb sur un sondage
- des dépassements aux critères d'admissibilité des terres en ISDI pour :
  . le Carbone Organique Total au droit d'un sondage;
  . les hydrocarbures totaux au droit d'un sondage
  . le sulfate et la fraction soluble (au droit d'un sondage
  . aucune anomalie en BTEX (Benzène, Toluène, éthylbenzène et Xylène), HAP (hydrocarbures aromatiques), COHV (solvants chlorés par exemple) et PCB.

Au niveau du terrain naturel :

- un dépassement en sulfate et fraction soluble au droit d'un sondage entre 4 et 5 m de profondeur
- des dépassements pour le Carbone Organique Total,
- aucune anomalie en métaux lourds, hydrocarbures, BTEX, COHV et PCB

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURE DE REDUCTION ET D'EVITEMENT :

Un diagnostic de pollution des sols sera réalisé préalablement aux travaux d'affouillement.

En cas de pollution des sols, il sera mis en place des procédés de dépollution si nécessaire par un bureau d'étude spécialisé.

La gestion des terres polluées fera l'objet de dispositions particulières, suivant le plan de gestion et du schéma conceptuel établi par le bureau d'étude.

Effets des mesures

Dépolluer le site afin de le rendre compatible avec son usage futur

Modalités de suivi des mesures

Le suivi des travaux de réhabilitation des sols et de gestion des terres devra être réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et la maîtrise d'Œuvre déléguée pour la gestion des terres.
Application des mesures du CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre déléguée pour la gestion des terres.
Suivi des processus par les services de la Préfecture

Transmission du plan de dépollution et du mémoire de réhabilitation au maître d'ouvrage et à l'aménageur

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier*Zoom sur les différentes filières d'évacuation des déchets d'activité*

Les déchets d'activité (dont les terres polluées) qui doivent être évacués dans le cadre du chantier sont représentés par trois types :

- *Les déchets inertes : déchets qui pendant leur stockage ne se décomposent pas, ne brulent pas et ne produisent aucune autre réaction physique au chimique (pierres naturelles, bétons, tuiles, briques, ...) ;*
- *Les déchets non dangereux : déchets non inertes mais ne présentant aucune caractéristique de " dangerosité " : non toxique, non corrosifs, non explosifs... (emballages, bois, plastiques, plâtre...) ;*
- *Les déchets dangereux : représentant un risque pour la santé ou l'environnement (peintures en solvant, amiante friable...).*

Le choix de la filière s'effectue en fonction de la nature du déchet et/ou de la matière polluées :

- *Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI} : interdite aux déchets banals ou dangereux. Ce type d'installation permet l'élimination de déchets industriels inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre. Les ISDI + acceptent en outre les terres sulfatées comme le gypse par exemple ;*
- *Installation de stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND} : interdite aux déchets dangereux, on y stocke des déchets ménagers et assimilés dans des conditions optimales de sécurité pour l'environnement ;*
- *Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD} : Ce type d'installation permet l'élimination de déchets dangereux, qu'ils soient d'origine industrielle ou domestique, et les déchets issus des activités de soins.*

Dans le cadre d'une réutilisation des terres polluées, lorsque ces dernières sont polluées par des composés organiques biodégradables (gasoil, fuel...), elles peuvent être envoyées en ISDND ou en Centre de Traitement Biologique (Biocentre), une dépollution à travers un traitement respectueux de l'environnement (action naturelle de micro-organismes qui dégradent les polluants) peut être envisagée.

E / L'emploi et l'économie

La phase de chantier du projet aura des retombées non négligeables sur l'économie du territoire. En effet, la phase travaux va générer des emplois :

- Directs dans le BTP, le génie civil, l'industrie et les services
- Indirects chez les fournisseurs, les commerces et les services aux abords du site

La présence d'une importante main-d'œuvre sur le site pendant la durée des travaux aura des retombées sur l'économie locale.

Le chantier sera conséquent et mobilisera de nombreuses entreprises locales et nationales. Seules des entreprises notables pourront assurer les gros chantiers. Par contre, un assez grand nombre de petites entreprises (artisans) pourront bénéficier de contrats de sous-traitance.
Les retombées socio-économiques de la phase chantier étant positives, aucune mesure compensatoire n'est à envisager.

EFFET TEMPORAIRE POSITIF A COURT TERME
Mesure : Aucune mesure particulière

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.2 - Nuisances liées aux chantiers

A / Le bruit et les vibrations

Tout au long du chantier, les engins de construction et les camions de livraison de matériaux auront un impact sonore perceptible par les riverains mais qui sera de faible ampleur et temporaire (uniquement durant les heures de travail).

MESURES DE REDUCTION :

Les entreprises de travaux devront respecter la règlementation acoustique et vibratoire en vigueur. En complément, une charte de chantier vert et/ou à faibles nuisances sera mise en place pour fixer les objectifs et les moyens pour limiter les nuisances sonores.

- Matériel utilisé :

De manière générale, Il sera privilégié le matériel électrique (moins bruyant que le matériel pneumatique). L'utilisation de matériel réputés très bruyants (BRH, Marteau Piqueur, scies, brise béton, etc.) fera l'objet d'un examen préalable pour chaque engin.

Dans tous les cas, l'utilisation de matériel à percussions sera limitée au strict minimum
L'utilisation de compresseurs et groupes électrogènes sera à éviter. Le branchement au réseau électrique permet d'éviter l'utilisation du groupe électrogène.

Les appareils générant du bruit seront arrêtés dès qu'ils ne sont pas utilisés. Les engins utilisés seront insonorisés lorsque les technologies le permettent.

- Communication :

Un interlocuteur dans l'entreprise de travaux, responsable des bruits et vibrations sera désigné par les entreprises de travaux. Cet interlocuteur devra faire un planning des taches bruyantes, coordonner les travaux bruyants en conséquence, sensibiliser le personnel de l'entreprise de travaux aux problématiques acoustiques et vibratoires, présenter les mesures prévues sur le chantier pour limiter les émissions de bruit et vibrations des machines, assurer la communication avec les riverains …

Les différents intervenants doivent être sensibilisés à la réduction des bruits sur le chantier (éteindre les moteurs lors des livraisons, éviter les chutes de matériels, limiter les bruits de choc, entretenir le matériel…). Les comportements individuels inutilement bruyants seront évités.

- Débris :

Les bruits de chute de débris seront atténués par l'utilisation d'amortisseur (pneus, tapis amortisseurs de type Regupol…) afin d'éviter bruits et vibration.

- Plans d'installation de chantier :

Les plans d'installation de chantier seront conçus de façon à limiter l'usage des avertisseurs de recul, éloigner les équipements et activités bruyantes des espaces environnants les plus sensibles au bruit. Tout chantier se verra imposer le respect d'un niveau acoustique maximum en limite de chantier (émergence < à 5 dB de jour), contrôlé sous la responsabilité de l'opérateur.

Effets des mesures :

Réduire notablement les niveaux sonores et les vibrations durant les périodes d'activité du chantier.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé).
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier joint au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances. Le règlement s'imposera à tous. Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et le coordonnateur SPS
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières) et de la charte chantier vert et/ou à faibles nuisances.
Ecoute des réclamations éventuelles des riverains

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

B / Production de poussières et de boues

Tout chantier est générateur de poussières et de boues. Les sources concernent essentiellement :

- Les mouvements des engins mobiles d'extraction
- La circulation des engins de chantiers (pour le chargement et le transport) qui peut provoquer par temps sec le soulèvement de poussières et en période humide déposer de la boue sur les voiries adjacentes.
- Les travaux d'aménagement et de construction.

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURES DE REDUCTION :

Mise en place d'une charte de chantier vert et/ou à faibles nuisances :

- Mettre en place pendant les travaux une brumisation avec de l'eau de pluie récupérée
- Bâcher le chargement des camions transportant des matériaux pulvérulents
- Stocker les matériaux pulvérulents à l'abri du vent
- Limiter la vitesse des engins sur les pistes de chantier
- Assurer un entretien régulier des abords de la zone de travaux
- Mettre en place des dispositifs de nettoyage des roues de camions
- Interdire les opérations de brûlage à l'air libre

Effets des mesures :

Réduire l'envol de poussières en assurant la propreté des chantiers et de leurs abords pendant toutes les phases de travaux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé).
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé)
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Ecoute des réclamations éventuelles des riverains

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

C /Circulation et stationnement

Le trafic généré par le chantier ne devrait pas induire de modifications notables sur les conditions de circulation.

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURE DE REDUCTION :

En tout état de cause, les parcours de desserte (approvisionnement et évacuations) seront soumis à l'approbation des services concernés, qui prendront en compte l'accès le plus direct possible au chantier afin de générer le moins de nuisances pour les riverains.

Les stationnements des véhicules destinés à l'acheminement du personnel seront pensés pour gêner le moins possible les usagers du quartier. De plus, ce stationnement devra prendre en compte les circulations douces et prévoir des emplacements destinés aux vélos.

Le maintien des files de circulation sur le réseau de desserte du quartier sera recherché même lors des encombrements ponctuels de la chaussée liée aux livraisons de chantier.

La sécurité des piétons sera prise en compte par la mise en place de clôtures et de cheminements piétonniers jalonnés. Ils resteront à l'abri de tout risque éventuel inhérent au chantier.

Effets des mesures :

Sécuriser les parcours.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS.
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé)
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Ecoute des réclamations éventuelles des riverains

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

D / Sécurité du public

Les impacts que présente le chantier sont la circulation des engins et les risques de chute.
La fréquentation par des personnes non autorisées dans la zone d'enceinte des travaux peut présenter un risque.

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURE D'EVITEMENT :

La charte Chantier vert et/ou à faibles nuisances fixera les règles générales et précisera les méthodes d'interventions particulières imposées aux entreprises.
Les entreprises s'engageront notamment au respect d'itinéraires d'accès au chantier, à la signalisation des entrées / sorties par tous les moyens nécessaires.

Les emprises des travaux seront réservées aux activités propres de l'entreprise.
Il sera mis en place une signalétique indiquant l'interdiction d'accès au public à chaque accès au chantier et éventuellement la mise en place d'un contrôle d'accès (badgage des personnes autorisées).

La zone de travaux sera clôturée et ses accès interdits au public. L'entreprise réalisant les travaux sera dans l'obligation de maintenir les clôtures en parfait état et la signalisation pour le trafic. Leur implantation sera définie avec les services de police et de voirie.

Des consignes de sécurité en cas d'incident ou accident seront dispensées aux personnes intervenant sur le chantier.

Conformément à la législation en vigueur, le chantier sera doté d'un coordonnateur pour la Sécurité et la Protection de la Santé, qui veillera au bon déroulement des travaux et au parfait entretien des installations et du matériel utilisé.

Des palissades seront installées le long des zones de chantier permettant de séparer physiquement les zones de chantier. Ces séparations serviront d'espaces de communication à destination des riverains et des clients sur l'avancée des travaux, les futurs espaces commerciaux, etc. Les informations légales obligatoires et les informations à destination du public seront affichées. Une information préalable sera réalisée auprès des riverains et des informations périodiques seront diffusées pendant la période de chantier.

Une permanence technique sera mise en place par le responsable environnemental de l'ensemble de chantier, de manière à humaniser les relations avec les riverains, ce qui évite à la collectivité locale d'être en première ligne de ces réclamations.

La gestion des doléances des riverains sera réalisée via des dispositions, telles que la mise en place d'une boîte aux lettres, l'affichage d'un numéro de téléphone où l'on peut joindre le responsable environnemental du chantier.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Effet des Mesures :

Eviter les risques d'accident sur les zones de chantier et les risques d'intrusion de tiers sur le chantier.
Informer et être à l'écoute des usagers, riverains, …

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé).
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage et le coordonnateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé)
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Ecoute des réclamations éventuelles des riverains
Lien direct avec la police municipale

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

E / Paysage

La construction de nouveaux bâtiments et les éventuels déblais entraîneront des nuisances visuelles. L'impact visuel des travaux sera temporaire et limité.

EFFET TEMPORAIRE NEGATIF DIRECT A COURT TERME
MESURE DE REDUCTION :

Un soin tout particulier sera porté à la qualité des clôtures de chantiers : clôtures homogènes constituées d'éléments jointifs, prescriptions relatives à l'implantation, à la hauteur et à l'aménagement des bases vie.

Information du projet sur les clôtures de chantier
Un nettoyage régulier des abords et accès du chantier sera réalisé.

Effet des Mesures :

Réduire la perception des travaux.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur SPS (Sécurité et la Protection de la Santé)..
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Ecoute des réclamations éventuelles des riverains

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.3 - Effets et mesures sur le milieu physique

A / Topographie

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est un projet de renouvellement urbain, sur un site déjà urbanisé et dont la topographie a été remodelée (profilage des terrains) pour l'implantation des constructions neuves (ou en cours de démolition).
La configuration plane du site initial avant urbanisation se prêtait en tout état de cause à des aménagements sans modification notable de la topographie préexistante.

Le principal impact sur la topographie est lié à la réalisation de parkings semi-enterrés et/ou souterrains.
Les autres impacts seront plus ponctuels et liés :

- à l'aménagement des voiries et des constructions nouvelles ;
- à l'aménagement des réseaux enterrés qui engendrent des terrassements en déblais localement importants mais dont l'impact se limite dans le temps à la période des travaux.

Mesure de réduction et d'évitement :

Les travaux de constructions des bâtiments, des voiries nouvelles et autres réseaux, chercheront à minimiser les impacts sur la topographie en limitant la réalisation de déblais-remblais.
La mise en œuvre du projet veillera également à réutiliser les matériaux déblayés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.

Effet des Mesures :

Réutiliser les matériaux déblayés pour constituer les remblais dès que cette utilisation se montrera possible.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur des chantiers
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

B / Géologie

Le site étant localisé sur un sol en majorité imperméable, son recouvrement n'impliquera pas de déséquilibres notoires.
Cependant, les différents aménagements (voirie, parkings, assises des bâtiments…) nécessiteront des terrassements ponctuels. La couche superficielle du sol sera donc remaniée et devra subir un reprofilage lors de la réalisation de ces aménagements.

MESURE D'EVITEMENT :

Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés en fonction des principes constructifs et des sollicitations appliquées aux fondations.
Les études géotechniques suivront la classification NF P94-500 de décembre 2006 et révisée en novembre 2013, en fonction de l'avancement des projets.
Le choix des bureaux d'étude sera réalisé en fonction de compétences précises et d'un niveau d'expertise élevé.

Effet des Mesures :

Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur des chantiers
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C / Eaux souterraines et superficielles

La période de travaux, du fait du transit de véhicules de chantier, occasionne une production de polluants (hydrocarbures, huiles...) et nécessite un stockage de matières nocives (peintures, chaux, ciments et adjuvants, …) qui pourraient être à l'origine de pollution accidentelles des eaux superficielles et souterraines.

Les mouvements de matériaux génèrent également des eaux de ruissellement chargées en matières en suspension. Les eaux issues de l'arrosage des chantiers par temps sec ou du nettoyage des véhicules peuvent également être fortement chargées en particules fines. La mise en place de mesures de réduction apparaît donc impérative.

MESURES DE REDUCTION :

L'information des personnels travaillant sur le chantier sur les dangers des produits, leur toxicité et les bonnes pratiques constituent d'emblée un moyen de prévention efficace pour limiter sensiblement le risque d'accident.

Les entreprises retenues respecteront un règlement de Chantier vert et/ou à faibles nuisances environnementales qui fixera des objectifs de préservation de la qualité des sols et de l'eau, et des prescriptions minimales concernant notamment les équipements, matériels, matériaux et processus de gestion et évacuation des déchets et eaux de chantier.

La gestion du chantier intégrera des mesures spécifiques pour limiter des risques de déversement accidentel de produits potentiellement polluants et en s'assurant de la mise en œuvre rapide de toutes les dispositions nécessaires à leur traitement. Le site de chantier sera équipé de kits de dépollution, à savoir au minimum : matériaux absorbants et cuvettes.

Toutes les mesures seront prises de façon à veiller à ce que le déroulement des travaux n'entraîne pas de dégradation des milieux aquatiques à proximité des zones de travaux.

Organisation des aires et du déroulement du chantier :

- le chantier devra respecter la réglementation relative à la gestion des huiles et des lubrifiants selon le décret n°77-254 du 8 mars 1977 ;
- les huiles usées et les liquides hydrauliques seront récupérés et stockés dans des réservoirs étanches et évacués par un professionnel agréé ;
- des dispositifs de sécurité liés au stockage de carburant, huiles et matières dangereuses (aire éloignée de l'eau, préservation des déversements accidentels…) seront mis en place ;
- les engins seront entretenus régulièrement et les opérations de maintenance seront réalisées au sein des ateliers et non sur le site, en particulier pour les opérations de vidange ;
- les déchets générés sur place seront systématiquement récupérés, et redistribués vers les filières de collecte de déchets spécifiques ;
- les plus gros travaux de terrassement se feront en dehors des fortes périodes pluvieuses ;
- pendant toute la période du chantier, il sera mis en place des sanitaires temporaires conformes. Ces derniers seront installés sur les installations de chantier ;
- en fin de travaux toutes les installations de chantier, déblais résiduaires, matériels de chantier seront évacués, et le terrain sera laissé propre ;
- pendant toute la durée des travaux, les différents rejets feront l'objet de contrôles par le service chargé de la maîtrise d'œuvre ;
- des dispositifs d'intervention efficaces contre les pollutions de type « pollu-kit », sacs de sable permettant de limiter et récupérer les hydrocarbures dans le milieu naturel, seront prévus sur le site des travaux ;
- des obligations seront également prescrites aux entreprises réalisant les travaux en matière de nettoyage et de circulation de camions ou engins.

Par ailleurs, en cas de pollution accidentelle qui n'aurait pas pu être évitée, des mesures devront être prises.

Les services de l'État (ARS et Police de l'eau) devront être avertis. Tout incident entraînant une dégradation du rejet sera immédiatement porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau qui préconisera, le cas échéant des mesures de sauvegarde.
Un plan d'intervention et d'alerte sera élaboré préalablement de manière à définir :

- les circonstances de l'accident (localisation, nombre de véhicules ou engins impliqués, nature des matières concernées),
- la liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (ARS, police de l'eau, …),
- les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes, ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention,
- l'inventaire des moyens d'action : emplacements, itinéraires d'accès permettant d'intervenir rapidement, localisation des dispositifs de rétention,
- la liste des laboratoires d'analyse d'eau agréés.

La conduite normale du chantier et le respect des règles de l'art sont de nature à éviter tout déversement accidentel susceptible de polluer le milieu naturel.

Effet des Mesures

Réduire le risque de ruissellement et de pollution

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur des chantiers
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

D / Sous-sol

Les effets sur le sous-sol sont essentiellement liés aux zones concernées par les opérations de terrassement, et de création de fondations.

MESURES COMPENSATOIRES :

Des études géotechniques devront être réalisées afin de fournir les caractéristiques géotechniques de sol pour le dimensionnement des fondations et des ouvrages de soutènement du projet, de définir les principes généraux de construction des ouvrages géotechniques et de connaître le niveau de la nappe.

Effet des Mesures

Travailler la phase chantier au sec
Garantir la stabilité des constructions et des infrastructures
Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments et des infrastructures

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le BET « loi sur l'eau, la Maîtrise d'Œuvre le BET structure
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

E / Hydrogéologie

Les effets sur l'hydrogéologie (des eaux souterraines) sont également liés aux zones concernées par les opérations de terrassement, et de création de fondations.

Le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement (nomenclature loi sur l'eau) a déjà été déposé. Il sera mis à jour, si nécessaire, en fonction des évolutions du projet.
Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements hydrauliques est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre.

Effet des Mesures

Contrôle de la qualité des aménagements hydrauliques

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le BET Loi sur l'eau, la Maîtrise d'Œuvre, le BET structure
Respect des dispositions inscrites dans le dossier de déclaration et études techniques

Modalités de suivi des effets

L'entretien et le suivi des dispositifs de rétention et d'infiltration seront à la charge de la Ville de Bagneux qui pourra constater périodiquement le niveau d'efficience des différents ouvrages.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F / Hydrographie et hydrogéologie

Le projet n'aura pas d'impact direct sur le réseau hydrographique superficiel puisqu'aucun élément de ce réseau n'est présent sur le site. Par ailleurs, le site présente une sensibilité d'inondation par phénomène de remontée de nappe faible à très faible.
Les impacts seront plutôt liés aux modifications de condition des écoulements d'eaux pluviales.
S'agissant d'un site d'ores et déjà urbanisé, l'impact attendu sera plutôt celui du maintien voire d'une diminution du débit des eaux ruisselées issues du site du projet.

MESURE DE REDUCTION :

La Direction de l'Eau du Conseil Général des Hauts-de-Seine fixe un débit maximal de rejet des eaux pluviales aux réseaux publics de 2l/s/ha pour tous les projets d'aménagement et un dimensionnement des ouvrages de stockage des eaux de pluie basé sur une pluie décennale.

Afin d'atteindre les objectifs environnementaux de la ZAC attendus par le maître d'ouvrage, le projet prévoit un débit de fuite maximal de 1 l/s/ha pour une pluie décennale. Il prévoit également la mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales par filtre à sable plantés en amont des rejets dans les réseaux d'assainissement existants.

Conformément au code de l'environnement (article L214-1 à 6 et R214-11 – nomenclature loi sur l'Eau), le projet a fait l'objet d'un dossier de déclaration déposé en préfecture le 24 octobre 2013 (rubriques 1.1.1.0 et 3.2.3.0). Suite à la délivrance d'un 1er récépissé le 10 décembre 2013 assorti d'une de compléments, le dossier complété (rubriques 2.1.5.0 et 3.2.4.0 ajoutées) a été déposé le 18 février 2014 et un second récépissé a été émis par la préfecture en date du 04 juin 2014. (Cf. chapitre effets-mesures sur le réseau d'assainissement).

Effet des Mesures :

Réduire le risque d'inondation

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, le BET « loi sur l'eau, la Maîtrise d'Œuvre
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Modalités de suivi des effets

Les exploitants devront se conformer aux prescriptions du dossier Loi sur l'Eau et assurer la maintenance des différents ouvrages

Estimation des dépenses

Aménagements inhérents au projet

G / Captage d'eau

Au regard des captages d'eau potable (dispositif de prélèvement d'eau) et selon le site de la DRIEE (voir carte ci-après), la ville de Bagneux n'est concernée par aucune protection de captage d'eau destinée à la consommation humaine.
La commune la plus proche concernée par cette protection est la ville de Choisy-le-Roi à plus de 7 km au Sud-est.

AUCUN EFFET
Mesure : aucune mesure particulière

H / Risques naturels

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'est pas concerné par un Plan de Prévention de Risque d'Inondation ou par un Plan de Prévention de Risques quelconque.

- Retrait-gonflement des argiles

Le site de la ZAC est concerné par un risque moyen de mouvement de terrain par retrait-gonflement des argiles.

Mesure d'évitement et de réduction :

Des dispositions constructives adéquates seront prescrites dans le cadre des études géotechniques de chaque lot. Les mesures prescrites seront respectées en phase « travaux ». Elles permettront de n'avoir aucun impact négatif sur la géologie du sol.

Effet des Mesures :

Réduire le risque de dégradations physiques des bâtiments

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Carrières

Il existe sur le site de la ZAC une servitude liée à la présence d'anciennes carrières.
Des dispositions étant d'ores et déjà prises pour prendre en compte cette contrainte, la présence de carrières ne présente pas de risques majeurs pour la mise en œuvre du projet.

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure de réduction et d'évitement :

Au regard de l'analyse des sous-sols, une attention particulière sera portée aux prescriptions des rapports à réaliser sur la structure des sols, notamment en prenant en compte la présence d'anciennes carrières. L'aménageur et les constructeurs devront s'engager à respecter les prescriptions énoncées.

Des sondages et des études géotechniques spécifiques aux fondations des ouvrages envisagés seront réalisés avec recherche de présence éventuelle de cavités.
Dès lors qu'une cavité souterraine est identifiée au droit d'un projet, il sera opté pour une solution de remplissage ou de fondations profondes descendant au-delà de la cavité.

S'agissant par exemple du lot L7, les prescriptions suivantes ont été édictées par les études géotechniques (source rapport GEOLLIA mission G2) :

- Préalablement au début des travaux, il y aura lieu de prévoir une injection de consolidation de l'étage exploité et éventuellement du recouvrement décomprimé s'il est mis en évidence.
  Ce confortement sera réalisé conformément à la notice technique de l'IGC du 15 janvier 2003 et nous recommandons qu'un Maître d'œuvre spécialisé soit missionné à cet effet.
- Il sera suivi par des sondages de contrôle attestant de la qualité des injections dans le respect de la notice de l'IGC, un mois après la fin du traitement correspondant au temps de séchage, à raison de 1 sondage de contrôle pour 10 forages de travaux.

S'agissant par exemple du lot G3, situé à proximité de la station de la ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés sur cette parcelle préalablement à la réalisation de la station, par la RATP. Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station, ont également été réalisés par la SGP, préalablement au passage du tunnelier de la ligne 15 Sud.

En effet, les risques liés à la réalisation du tunnel au tunnelier sous les carrières, en particulier vue la couverture très réduite, étaient :

- La déstabilisation des carrières souterraines (du fait des tassements et des vibrations engendrées par le passage du tunnelier), ce qui pouvait se traduire par des effondrements plus ou moins localisés des carrières et la remontée de fontis en surface,
- La rencontre de vide par le tunnelier et perte de la pression de confinement, ce qui peut se traduire par une augmentation des tassements engendrés par le tunnelier.

A cet égard, la solution de traitement des risques menée par la SGP a consisté à conforter les carrières par injections depuis la surface en suivant les prescriptions de l'Inspection Générale des Carrières (et la notice technique du 15 janvier 2003, « *Travaux de consolidation souterraines exécutés par injection pour les carrières de Calcaire Grossier, de gypse, de craie et les marnières* ») selon la méthode suivante :

- Réalisation de barrages pour délimiter la zone à traiter (bande de 30 m de large centrée sur l'axe du tunnel)
- Réalisation des forages avec un maillage de 3 m x 3 m dans la zone à traiter
- Comblement et clavage des vides au mortier déversé gravitairement ou sous faible pression
- Injection sous pression des remblais de carrières, des terrains sus-jacents partiellement décomprimés (Marnes et Caillasses) et des éventuels fontis détectés lors de la réalisation des forages

Des sondages de contrôle (10 forages destructifs et des essais pressiométriques) ont ensuite été faits au Nord de la parcelle du lot G3.
Compte tenu de sa situation à proximité de la future station de la ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés par la SGP sur l'emprise de l'ilot G3 préalablement à la réalisation de la station.
Des traitements complémentaires au droit de la parcelle, de part et d'autre de la station 15 ont également été réalisés, préalablement au passage du tunnelier.
Des travaux de comblement sur le reste de la zone ont été réalisés enfin par le maitre d'ouvrage de l'ilot G3 (consolidation par injections de coulis dans la carrière).

Effet des Mesures :

Réduire et éviter le risque d'effondrement et/ou de dégradations physiques des bâtiments

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et l'Inspection Générale des Carrières.
Application des mesures du CCCT (Cahier des Clauses Techniques Particulières)

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage des éventuels travaux de comblement, d'injection (…) préalables à l'édification des constructions et possibilité de contrôle par l'Inspection Générale des Carrières.

.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.4 - Effets et mesures sur le milieu naturel

A / Les habitats naturels

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne constitue pas un espace naturel remarquable à proximité (absence de zone NATURA 2000, de ZNIEFF, …) et reste également éloigné des premières continuités écologiques recensées par le SRCE (trames verte et/ou bleue).

Dans le cadre du volet faune/flore de l'étude d'impact réalisée en 2015, aucun enjeu de biodiversité n'avait été identifié. Les plantes qui existaient étaient considérées comme communes et marquées par une forte artificialisation liée principalement à la forte urbanisation.
Seul le parc arboré du jardin du SETRA, dont une dizaine d'arbres considérés comme remarquables, ont été conservés ainsi que la promenade de l'aqueduc et les plantations le long des places, des avenues et aux abords de l'église.

Dans le cadre des travaux des dernières phases opérationnelles, le passage répété des engins de chantier, l'apport et le stockage de matériaux ainsi que la présence de déchets peuvent avoir un impact sur les arbres en place à conserver.

MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION :

Respect de l'emprise du chantier
Afin d'éviter les impacts sur les milieux naturels en phase travaux, l'emprise des chantiers et les zones à imperméabiliser devront être respectées pour le reste des travaux. Ainsi, aucune intrusion, même temporaire dans les milieux naturels riverains ne sera réalisée. Il s'agira en particulier de ne pas circuler, de ne pas stationner et de ne pas stocker de matériel ou d'engin en dehors des zones de travaux, voies de circulation et base vie.

Circulation des engins
Afin de réduire l'impact des engins sur les milieux naturels lors de la réalisation des travaux :
- la circulation se fera au maximum sur les voies existantes du périmètre de chantier
- la vitesse de déplacement des engins durant les travaux sera limitée, conformément aux règles de circulation et de sécurité instaurées sur le chantier.
Ainsi, le risque d'écrasement accidentel de la faune sera réduit, voire évité et le dérangement sonore sera aussi réduit.
Afin de limiter la pollution atmosphérique, il sera préconisé, via une sensibilisation du personnel, de couper le moteur des véhicules non utilisés ou à l'arrêt.

Protection de la biodiversité Circulation des engins
Des précautions sont et seront prises pendant les travaux pour assurer une protection suffisante des arbres existants et à maintenir : ne pas sectionner les racines, éviter les chocs d'engins occasionnant des blessures, ne pas enterrer ni entasser de gravats au pied de l'arbre et éviter le compactage du sol.



Barrières de protection durant la phase chantier des lots B3 et L7 afin de protéger l'ensemble arboré restant du jardin du SETRA

Des mesures complémentaires sont et seront mises en œuvre à la fin de chaque chantier :
- Nettoyage des arbres après le chantier : dépoussiérage par aspersion d'eau
- Remise en état des sols : décompactage si nécessaire, apport de terre végétale
- Entretien des arbres : tailles d'adaptation, tailles de formation

Afin de protéger la biodiversité pendant les chantiers, les zones sensibles (identifiées comme telles dans l'étude de biodiversité ou selon le cahier de prescriptions paysagères) seront balisées et protégées pendant les travaux et la réutilisation sur place (à l'échelle de l'Ecoquartier) des terres d'excavation sera favorisée.

Effet des Mesures

Eviter la destruction des habitats naturels à conserver.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre paysage
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage

Estimation des dépenses

Lié à la réalisation du chantier

B / La faune

L'ancien parc du SETRA présentait avant la réalisation de la ZAC un certain intérêt pour l'avifaune et éventuellement pour les chiroptères.

♦ Avifaune (oiseaux)

Le projet du parc réalisé en lieu et en place risquait d'entraîner une destruction d'habitat de ces espèces, et un dérangement/perturbation de ces espèces pendant la phase de travaux.

MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION :

La mise en place de mesures comme le respect de l'emprise des travaux a permis et permettra pour le reste du projet de s'affranchir du risque de destruction d'individus adultes ou de jeunes en phase travaux.

♦ Chiroptères

Selon l'étude d'impact de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo de 2015, la Pipistrelle commune était très probablement présente au sein de l'ancien jardin central du SETRA. Les alignements de marronniers ainsi que l'ouvrage central maçonné constituaient en effet des abris potentiellement utilisés par les Chiroptères.

Il existait donc un risque de destruction/altération d'habitats et de destruction d'individus.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION :

Précautions lors de l'abattage d'arbres et d'arbustes

L'abattage d'une partie des arbres a été nécessaire, et préalablement il a été vérifié que les arbres à abattre ne disposaient pas de cavités fréquentées par les Chiroptères.

Travaux nocturnes

Les travaux sont se poursuivront de jour, afin de ne pas interférer avec les espèces aux mœurs nocturnes ou crépusculaires, notamment les chiroptères et les insectes nocturnes. Ainsi, l'éclairage, les travaux et la circulation nocturne seront proscrits.

Éclairage du site

Si des éclairages sont prévus, ils seront choisis afin de répondre aux critères suivants :

- Faible proportion d'UV : en effet, dans la lumière, ce sont principalement les UV qui attirent les insectes. En ce sens, réduire au minimum la proportion d'UV dans les lampes choisies permettra de réduire d'autant l'incidence de l'éclairage sur ce groupe.
- Éclairage dit « indirect » : outre l'aspect économique visant à n'éclairer que les surfaces nécessitant de l'être, cette mesure vise surtout à éviter la pollution lumineuse préjudiciable en orientant les éclairages vers le bas.
- Si possible, régulation du niveau d'éclairement en fonction des impératifs de sécurité ; il s'agira d'éclairer les sections type routes, cheminements piétons… et de couper ou réduire très fortement l'éclairage sur les zones naturelles au-delà d'une certaine heure le soir.

La technologie LED permet de répondre aux impératifs cités ci-dessus. Le choix des LED se portera sur des diodes émettant peu voire pas d'UV et le choix des candélabres sur de l'éclairage indirect respectant les normes citées plus haut.

Le schéma ci-après décrit la direction lumineuse la plus favorable à la préservation de la trame nocturne.



Effet des Mesures

Eviter et réduire la destruction d'individus et les dérangements sonores et visuels de la faune.
Eviter la destruction de spécimens de la faune et de la flore situés en bordure immédiate des zones de chantier.
Ne pas interférer avec les espèces aux mœurs nocturnes ou crépusculaires, notamment les chiroptères, et les insectes nocturnes.
Vérifier l'absence de chiroptères afin d'éviter l'abattage des arbres.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre paysage
Respect des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

III.5 - Effets et mesures sur le milieu humain, culturel

A / Patrimoine archéologique

Le site n'est pas répertorié par les services de la DRAC comme site à forte valeur archéologique.

Le Service Régional de l'Archéologie doit se voir communiquer, le plus en amont possible, le projet définitif, pour instruction. Conformément à la réglementation en vigueur, les aménagements qui doivent être précédés d'une étude d'impact ne peuvent être entrepris qu'après accomplissement de mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde si les opérations d'aménagement qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Le Maître d'Ouvrage ayant la charge de l'étude d'impact l'adresse au Préfet de région en même temps qu'un dossier décrivant les travaux projetés, notamment leur emplacement prévu.
En application des articles L.521-1 à L.524-16 du Code du Patrimoine relatifs à l'archéologie préventive le Préfet dispose alors d'un délai de 2 mois, à compter de la réception du dossier, pour prescrire la réalisation d'un diagnostic ou faire connaître son intention d'édicter une ou plusieurs prescriptions immédiates (diagnostic archéologique, fouilles, conservation du ou parties du site).
A l'issue de cette phase de diagnostic et en fonction des éléments mis au jour, il pourra être prescrit la réalisation de fouilles préventives complémentaires ou bien la conservation des vestiges identifiés (articles L.531-1 à L.531-19 du Code du Patrimoine). Le diagnostic archéologique vise, par des études de prospections ou travaux de terrains, à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site concerné par l'aménagement.
Cette formalité de saisine du Préfet de Région (Direction Régionale des Affaires Culturelles) sera réalisé.

AUCUN EFFET PARTICULIER

B / Equipements

Le chantier devra tenir compte de la présence des réseaux divers et définira leur localisation pour leur dévoiement, leur suppression ou leur création et extension.

MESURES D'EVITEMENT :

La charte chantier intègrera la législation en vigueur concernant la mise en sécurité des réseaux sur le site et aux abords du site.
Préalablement aux travaux, il conviendra de vérifier le risque d'interception des réseaux existants.
Pour cela, un repérage souterrain et aérien sera effectué, de manière à éviter toute rupture accidentelle et à limiter les interruptions au temps de travail nécessaire pour procéder aux raccordements indispensables. Afin de repérer très finement les réseaux existants, des demandes de Déclarations de Travaux (DT) ont été émises auprès des différents concessionnaires concernés par un réseau au droit du site. Ces concessionnaires émettront alors des consignes précises d'éloignement par rapport aux réseaux et de raccordement à ceux-ci. Cette démarche a pour but :

- de respecter les prescriptions spécifiques à chaque réseau présent sur le site, en vue d'une exploitation sans incident de chacun d'eux,
- d'éviter tout dommage au moment de la réalisation des tranchées pendant les travaux.

Les entreprises réalisant les travaux veilleront à ne pas produire d'interruption d'alimentation des riverains.

Effet des Mesures

Eviter le risque d'abimer les réseaux et maintenir au mieux les services publics.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur des chantiers
Respect des engagements inscrits dans le règlement de chantier joint au CCTP et des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage

C / Eau potable

Sur le chantier, la gestion de l'eau sera responsabilisée et il sera systématiquement recherché les fuites d'eau.
La charte chantier intègrera une clause concernant la gestion responsable de l'eau.

AUCUN EFFET PARTICULIER
Aucune mesure autre que celle de respecter la charte chantier

D / Qualité de l'air

Lors des travaux, des perturbations prévisibles et inévitables concernant la qualité de l'air sont attendues :

- les gaz et les poussières fines produites par le passage des camions,
- les poussières émises lors des périodes sèches pendant les travaux de terrassement,
- les odeurs émises notamment par les véhicules et par exemple, le coulage du bitume.

MESURES DE REDUCTION :

Les entreprises retenues respecteront un règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances, fixant des objectifs et des moyens minimums à mettre en œuvre pour préserver la qualité de l'air.
Les entreprises préciseront en outre leurs engagements afin de limiter les pollutions de l'air tels que les mesures de réduction des émissions de poussière, de gaz d'échappement ou des émanations chimiques. Pour cela :

- Mise en place et emploi de système de brumisation lors des travaux de démolition
- Arrosage des voiries par temps sec
- Limiter le temps d'attente des camions et ne pas faire tourner les moteurs inutilement

Effet des Mesures :

Réduire les émissions de gaz à effet de serre et les poussières émises

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le coordinateur des chantiers
Respect des engagements inscrits dans le règlement de chantier joint au CCTP et des dispositions inscrites dans le règlement de chantier vert et/ou à faibles nuisances.

Modalités de suivi des effets

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV - EFFETS PERMANENTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PREVUES

Pour mesurer au mieux les effets du projet, un processus de veille sera adopté en amont comme durant la phase de réalisation. Le maître d'ouvrage continuera de s'informer des études générales menées par les institutions compétentes et, comme il le fait actuellement, il mettra à disposition les différentes données qu'il détient. Cette veille permet et permettra au maître d'ouvrage d'adapter l'exploitation et les caractéristiques du site en fonction des conclusions de ces études.

Les principales modalités assurant la qualité environnementale et sanitaire du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo passent par :

- un cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales, (joint au cahier des charges de cession de terrains) document contractuel entre l'aménageur et les futurs promoteurs-constructeurs, support en complément du PLU à l'analyse des projets (en phase esquisse et permis de construire). Il aura pour objectifs, entre autres, d'assurer la qualité architecturale et l'intégration urbaine et paysagère des futures constructions, d'identifier la palette de végétaux à planter sur site, de détailler les modes d'entretien à mettre en œuvre, de préciser les performances énergétiques attendues…

- Les avis de l'architecte-urbaniste conseil et de l'ingénieur-écologue conseil de la ZAC à l'occasion de chaque esquisse et permis de construire garantiront le respect du cahier des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales.

IV.1 - Effets et mesures sur le milieu naturel

A / Incidence NATURA 2000

Ce chapitre fait l'objet d'une partie spécifique au chapitre VII de la présente étude d'impact.

B /Autres protections réglementaires

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ne fait l'objet d'aucune protection ou reconnaissance écologique directe et n'est notamment pas concerné par une protection règlementaire de type : ZNIEFF, Réserve naturelle, Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope, Espace Naturel Sensible, …).

- Protections réglementaires proches :

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est en revanche localisé à moins de 4 km de deux ZNIEFF :

- La ZNIEFF la plus proche de type I n°110020469 est celle dite « prairies et boisements du Parc départemental de Sceaux » distante de plus de 3 kilomètres désignée pour 2 espèces d'orthoptères (insectes) que sont la Decticelle carroyée *Platycleis tessellata* et la Decticelle bariolée *Roeseliana roeselii* ainsi qu'une espèce de lépidoptère (papillon), le Demi-deuil *Melanargia galathea.*

Etant donné l'absence de tels milieux au sein du périmètre d'étude, les échanges entre cette ZNIEFF et le secteur de la ZAC semblent très limités. Quelques zones arborées sont néanmoins présentes, quelques échanges pourraient donc se produire mais ils restent néanmoins limités.

- La ZNIEFF de type II n° 110030022 nommée « Forêts domaniales de Meudon et de fausses-reposes et parc de Saint-Cloud » se situe à 4 km du projet de ZAC. Ce massif forestier regroupe principalement des habitats liés aux chênaies sessiliflores et aux chênaies-charmaies. Les habitats humides regroupent des étangs, des mares et des boisements humides. Ainsi sont retrouvées dans cette ZNIEFF des espèces floristiques et faunistiques liées au milieux boisés et aux milieux humides.

Aucun milieu humide n'est présent dans le périmètre d'étude, les échanges entre cette ZNIEFF et le projet de la ZAC semblent limités. Quelques zones arborées sont présentes, quelques échanges pourraient donc se produire pour les espèces de l'avifaune des milieux boisés mais ils restent néanmoins limités.

AUCUN EFFET PARTICULIER
Mesure : Aucune mesure particulière

C / Contexte écologique

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo a tenu et tiendra compte de la végétalisation existante sur le site qui présentait une qualité de paysagère ou de biodiversité relevée dans le cadre de l'étude d'impact de 2015.

Deux secteurs, constituant des éléments remarquables du patrimoine naturel à l'échelle de la ZAC ont été mis en évidence par l'étude réalisée sur la biodiversité : la friche prairiale et l'ancien jardin privé du SETRA qui ont fait l'objet de modification dans le cadre du projet de ZAC.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- S'agissant de l'ancien jardin du SETRA, le recensement exhaustif et le diagnostic phytosanitaire établis en mai 2013 faisait état d'un patrimoine arboré comprenant 80 arbres, dont 10 remarquables et aucune espèce protégée.

Ce patrimoine arboré n'a pu être conservé dans sa totalité (Cf. carte page 159) du fait :
- de la création d'une voie au sud et à l'est de la parcelle (en angle droit)
- des travaux pour la réalisation de l'immeuble Résonnance (réalisé) qui ont nécessité la création d'une voie d'accès au chantier traversant le jardin de l'angle sud-ouest à l'angle nord-ouest.

Parmi les arbres dits remarquables, 5 marronniers et 1 if ont été conservés.

MESURES DE COMPENSATION :

Concernant l'ancien jardin du SETRA, le maintien d'un ensemble arboré uni composé de 12 individus et le maintien sur place de 9 individus isolés a permis au nouveau jardin public de bénéficier d'une « base » intéressante s'agissant de la consistance paysagère et du maintien redéploiement d'un habitat favorable à l'accueil de la faune.
Des aménagements ont été réalisés sur le jardin même avec de nouvelles plantations mais aussi une extension avec la création de jardins familiaux partagés, d'espaces de jeux…



Ensemble arboré maintenu sur site (photo août 2015)

- S'agissant de la friche prairiale, sa disparition a été directement compensée dans le cadre du projet par l'aménagement de l'aqueduc attenant, en privilégiant la trame prairiale.

Sur l'aqueduc de la Vanne, une végétalisation favorisant un système prairial à gestion extensive, devait constituer :
- une compensation de la perte d'habitat prairial
- une réelle plus-value en termes de biodiversité à l'échelle du quartier.

Ces aménagements sont terminés et tout a été mis en œuvre pour que les arbres remarquables conservés soient protégés lors des travaux.

Le parti d'aménagement de la ZAC a fait l'objet d'une étude paysagère en vue de permettre une organisation architecturale et paysagère en fonction de ses différents secteurs.

Un bureau d'études spécialisé en paysage et en biodiversité est chargé de la conception des aménagements d'espaces verts publics et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de Maîtrise d'œuvre.

A la conservation des jardins qui bordent la promenade de l'aqueduc et des plantations le long des places, avenues, et aux abords de l'église, il a été réalisé une importante trame verte, cohérente à l'échelle du projet permettant d'établir des liaisons globales entres les différents « milieux naturels urbains » (Parc Robespierre et Aqueduc), qui constitue une mesure de compensation à la perte de biodiversité sur le site de l'ancien jardin du SETRA. La plantation d'espèces locales d'arbres et d'arbustes sa été et sera privilégiée.

Par ailleurs pour chaque lot de la ZAC, un pourcentage d'espaces libres, de surfaces en pleine terre, un nombre d'arbres à planter (…) a été et sera imposé.
Chaque projet de construction comportera, dans son permis de construire, un volet paysage et plantations détaillant la nature des aménagements et des plantations à réaliser. Ce volet et sa mise en œuvre seront compatibles avec le cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales de la ZAC.

Pour information, à l'existant (2013) le périmètre de la ZAC comprenait environ 50 535 m² d'espaces verts (publics/privés) répartis entre :
- Espaces verts privés : environ 34 700 m²
- Promenade des aqueducs : environ 6 120 m²
- Jardins familiaux : environ 6 065 m²
- Espaces verts publics : environ 3 650 m²

Le pourcentage de terres perméables sur ces espaces correspondait à environ 25%.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

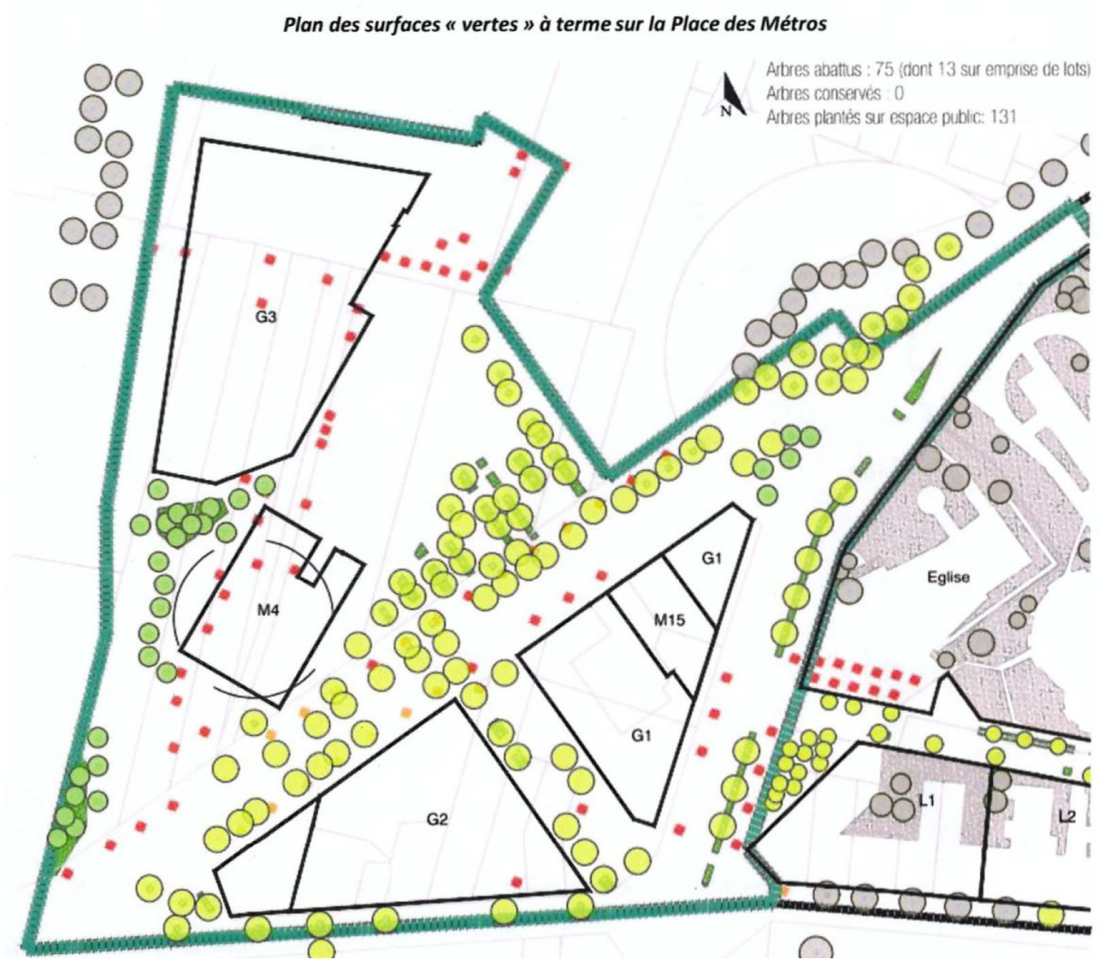
A son terme, l'aménagement paysager de la ZAC propose une augmentation d'environ 2% de cette surface totale d'espaces verts, soit environ 53 900 m² d'espaces verts (publics/privés) répartis entre :

- Espaces verts privés : environ 30 750 m²
- Promenade des aqueducs : environ 5 660 m²
- Jardins familiaux : environ 6 880 m²
- Espaces verts publics : environ 10 610 m2, soit une augmentation de près de 7 000m².

Le pourcentage de terres perméables sur ces espaces correspond à environ 27%.



Sur la place des Métros, par exemple (comprenant les derniers lots opérationnels G1, G2 et G3), il est prévu la plantation de 131 nouveaux arbres (soit +45% d'arbres par rapport à l'existant) en plus des aménagements paysagers propres à chacun des lots.



Source : ARTE ET CHARPENTIER

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cette couverture végétale a pour objectif de créer une mosaïque d'habitats et de mettre en place des mesures de gestion favorables à la biodiversité. Cet aménagement devra constituer une réelle plus-value écologique qui sera à la fois favorable à la faune volante impactée par le projet mais également pour les insectes ainsi que la flore pour lesquels le site ne présentait pas d'enjeux important.

Afin de rendre ces espaces verts plus favorables à la biodiversité, plusieurs actions pourront être effectuées :

Créations de zones de prairies-pelouses par la mise en place d'une gestion différenciée
La gestion différenciée consistera à conserver des zones refuges non fauchées au moment de chaque tonte créant ainsi des zones de prairies-pelouses. Ces zones seront fauchées plus tardivement en Octobre. Cette gestion consistera également à proscrire tout intrant chimique.
Ces zones de prairies-pelouses seront favorables à la présence d'espèces d'oiseaux qui pourront y effectuer leur nidification. Elles pourront également être favorables au développement d'espèces floristiques plus intéressantes ainsi que favoriser la présence d'insectes tels que les lépidoptères et les orthoptères. De plus, la fauche tardive limitera le risque de dérangement pour la faune.

La mise en place d'une trame viaire constituée de strates buissonnantes, arbustives sur le site devrait permettre de compenser la perte des buissons et des arbres abattus favorables aux oiseaux et chiroptères. De plus un aménagement paysager connectant l'ensemble de ces milieux permettra de consolider les corridors écologiques locaux.

Il sera préférable d'utiliser, pour les semis et les plantations, des plantes indigènes et locales d'Ile de France. En effet, le choix d'espèces indigènes et locales pour les plantations et les fleurs permettrait de favoriser la venue d'espèces d'insectes locales. Rappelons que les insectes constituent la base alimentaire pour de nombreuses autres espèces : oiseaux, micromammifères, d'autres insectes...

Pour pouvoir conserver au maximum les populations d'espèces animales en place, il est primordial de reconstituer dans les nouveaux espaces verts des formations végétales adaptées et de planter au maximum des espèces indigènes, inspirée de la végétation déjà en place, notamment les grands arbres de parc et de mettre en place une gestion adéquate de ces nouveaux milieux.
Une attention toute particulière sera portée sur les essences envahissantes, afin de diminuer leur présence, voire les supprimer entièrement, et empêcher que celle-ci ne se réimplantent sur le site par la suite.

EFFET DIRECT POSITIF
Effet des Mesures :

Développer les continuités écologiques
Créer de la biodiversité
Améliorer les déplacements faunistiques

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre paysagère
Respect des dispositions du PLU, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères joint au CCCT.

Modalités de suivi des effets

Les services compétents en urbanisme et environnement, éventuellement assistés d'un paysagiste ou écologue conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.
Entretien assuré par la collectivité et par les exploitants sur les espaces privés

IV.2 - Effets et mesures sur le patrimoine architectural et sur le paysage

A / Patrimoine architectural

♦ Monuments Historiques

Le périmètre de la ZAC est situé dans le rayon de 500 mètres de 3 monuments historiques classés et de 3 monuments historiques inscrits, tous situés sur la commune d'Arcueil.

AUCUN EFFET PARTICULIER
Mesure de réduction :

Les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'Architecte des Bâtiments de France qui analysera les effets du projet en ce qui concerne la protection et les effets de co-visibilité liés aux Monuments Historiques

♦ Eléments bâtis patrimoniaux

Dans le périmètre de la ZAC, il existe trois éléments bâtis patrimoniaux protégés au PLU de Bagneux, au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme. Il s'agit des établissements Martin, les maisons en série de la tannerie Sueur et l'église Sainte-Monique.

AUCUN EFFET PARTICULIER
Mesure de réduction :

Ces éléments bâtis sont conservés et intégrés au projet.

B / Grand paysage

♦ Un renouvellement bâti intégré dans son environnement

Le projet urbain à son terme mettra en valeur les différentes époques de l'histoire de l'urbanisation de la ville de Bagneux en juxtaposant harmonieusement :

- La période pavillonnaire du début du XX^{ème} siècle en conservant une partie de l'habitat pavillonnaire ou en bande sur la partie nord de la rue Gustave Courbet

- La reconstruction des années 1960 avec la barre mise en valeur par la proximité de ses nombreux équipements et par la tour traitée comme le signal du quartier et le futur repère du secteur de la gare au pied de la nouvelle place des Martyrs de Chateaubriand

- Les nouveaux « îlots fermés » inspirés de l'architecture bioclimatique, et qui manifestent le retour à un urbanisme plus maîtrisé dans sa géométrie et dans le partage plus strict de l'espace public et de l'espace privé.

EFFET DIRECT POSITIF
Mesure d'accompagnement :

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo devra permettre la réalisation de formes urbaines innovantes et la conception de constructions contemporaines, pour s'inscrire dans sa temporalité et constituer un maillon architectural et urbain de plus dans l'écriture de l'histoire urbaine de Bagneux (Cf. partie « Bilan de la ZAC » Page 39°.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Le cadre bâti et paysager du site

Le tissu urbain actuel de Bagneux est caractérisé par une disparité d'échelles et de formes urbaines : les parcelles individuelles des pavillons côtoient les grandes parcelles des grands ensembles des années 60. Cette disparité d'échelle offre des qualités d'espaces verts largement perceptibles depuis les voies publiques, qu'il importe de conserver, tout en recomposant les parcelles existantes.
Le nouveau découpage de la ZAC permet la création et la desserte d'îlots urbains de taille plus réduite, favorisant l'urbanité en étant plus en harmonie avec l'échelle humaine.

Le projet a été conçu afin de réduire au maximum l'impact des constructions sur le paysage et d'assurer une continuité visuelle avec l'environnement existant : sur le secteur d'habitat, les hauteurs diminuent progressivement, assurant une transition douce entre les différents gabarits.

Le projet a notamment pour objectif la réalisation d'une vitrine tertiaire le long de l'avenue Aristide Briand (RD 920). Cette intervention permet de restructurer le front bâti et de créer un écran phonique en arrière-plan pours les nouveaux secteurs résidentiels, ce qui aura également un impact positif sur le paysage, sur l'image de cette entrée de ville et sur le cadre de vie.

Le projet prévoit également la création et la mise en valeur d'espaces publics : mise en valeur de l'entrée de ville et requalification du secteur du rond-point des Martyrs de Châteaubriant (place urbaine fonctionnelle et conviviale).

- **Appliquer les principes d'alignement sur rue aux constructions :**

Tous les bâtiments à usage de bureaux et de commerces sont implantés à l'alignement sur l'emprise publique, le long de la contre-allée de la RD 920 ou le long des voies principales (avenues Aristide Briand, Henri Barbusse et Victor Hugo).
Tous les bâtiments à usage de logements en arrière-plan de la RD920 sont implantés à l'alignement sur l'emprise publique, sauf indication contraire sur la fiche de lot.

- **Créer des volumes simples en harmonie avec le bâti existant :**

Le long de l'avenue Aristide Briand, les volumes à usages de bureaux et de commerces soulignent le front bâti sur toute la largeur de la façade par une masse de forme simple coté avenue et pouvant faire un ou plusieurs redans côté cœur d'îlot.
Pour les lots de logements, les volumes seront traités à l'alignement et formeront une masse de formes simples. Il est imposé la juxtaposition de petits immeubles de 25 à 35 m de linéaire de façade pour animer et varier les propositions architecturales.
Dans tous les cas, les projets valoriseront le patrimoine bâti local, l'histoire et l'identité du quartier.

- **Effectuer un traitement soigné des angles des bâtiments :**

Les angles des bâtiments situés au carrefour entre deux voies seront affirmés par un traitement du bâti sur toute leur hauteur. Si un pan coupé est imposé sur un lot (fiche de lot), cette contrainte s'appliquera uniquement au niveau du rez-de-chaussée sur une hauteur de 6 m.
L'angle du carrefour entre l'avenue Aristide Briand et l'avenue Victor Hugo doit être mis en scène pour manifester l'existence d'une « porte urbaine » à l'échelle de la ville de Bagneux.

- **Marquer la ligne de ciel des bâtiments par un traitement des attiques**

L'attique est situé à 3 m minimum en retrait du plan de la façade principale au-dessus du dernier étage courant. Il est limité à 4 m de hauteur. Pour multiplier les dispositions architecturales entre l'attique et le volume principal, et pour varier l'échelle des hauteurs, des volumes d'attiques sur deux niveaux sont autorisés, sans dépasser la hauteur autorisée.

EFFET DIRECT POSITIF
Effet des Mesures :

Création d'une plus-value visuelle grâce à une nouvelle signature architecturale et paysagère, qualitative et contemporaine plus adaptée à ce secteur qui se renouvelle.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre
Respect des dispositions du PLU, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots.

Modalités de suivi des effets

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.3 - Effets et mesures sur le milieu socio-économique

A / Evolution de la population

La création nette de logements dans le cadre du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est estimée à environ 2 200 logements nouveaux à son terme (ratio utilisé : 143 769 m² de surface de plancher / 65m² de surface de plancher par logement).

Le poids de population lié à cette production de logements peut être estimé à environ 5 200 nouveaux habitants (*en considérant la taille moyenne des ménages à Bagneux de 2,36 personnes selon l'INSEE 2020*), soit :
2200 logements *2,36.

Etant donné l'historique démographique de la ville de Bagneux, celle-ci sera capable d'absorber un afflux de nouvelle population de cette envergure.
L'arrivée de population consécutive aux constructions nouvelles, permettra même de rééquilibrer la structure démographique caractérisée par un accroissement continu des personnes âgées, en misant sur l'accueil de ménages avec enfants, jeunes ménages, petites cellules familiales, … pour pallier à la baisse des couples avec enfants et à la hausse des personnes seules et des familles monoparentales.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesures d'accompagnement :

Dans le cadre de la densification résidentielle, le projet prend en compte l'augmentation induite des besoins en équipements, services et commerces.

L'offre en transport en commun sera considérablement renforcée par l'arrivée du métro 4 et le projet en cours de la ligne 15 du Grand Paris Express.

Effet des Mesures :

Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.

B /Evolution et les caractéristiques du parc de logements

Le programme prévisionnel pour la ZAC Ecoquartier Victor Hugo comprend la réalisation d'environ 143 769 m² de SDP de logements représentant environ 2 200 logements (maximum), soit une augmentation de la programmation depuis 2015 d'environ 24 000m²de SDP, représentant la réalisation d'environ 400 logements supplémentaires.

Cet apport de population totale dans la ZAC représente environ 12% du parc de logements actuel.

L'opération d'aménagement traduit concrètement la volonté de renforcer l'offre et de diversifier le parc de logement. Ainsi, l'accent est mis sur la mixité sociale, avec une part significative de logements construits en locatif et en accession aidé, en veillant aux équilibres au sein du quartier et avec les quartiers environnants.

La plupart des logements existants, notamment les immeubles d'habitat collectif, ne connaîtront pas d'évolution majeure.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Aucune mesure n'est à prévoir

C / Evolution du contexte économique

La réalisation de la ZAC aura pour conséquence de dynamiser la création d'emplois sur le territoire communal, avec environ 6 800 nouveaux emplois.

La réalisation la ZAC Ecoquartier Victor Hugo devrait participer au redressement du taux d'emploi communal. Cette opération devrait, à terme, contribuer à réduire de manière significative les migrations journalières en sédentarisant des actifs résidant sur la commune.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure compensatoire

Les activités supprimées dans le cadre du projet pouvaient être relocalisées sur le territoire communal, notamment au sein de la ZI de Bagneux qui doit être requalifiée.
L'opportunité a été offerte pour certaines entreprises préexistantes impactées de réinvestir la ZI existante. Cela a pu être le cas pour certains garages par exemple.
Ce type de mesure a déjà été mis en œuvre à Bagneux pour la Corderie Clément, initialement localisée sur l'emprise de la ligne 4 du métro et relocalisée rue Charles Michels.

Effet des Mesures :

Redresser le taux d'emploi communal.

D / Evolution du contexte commercial

Compte tenu de l'importante programmation commerciale (environ 13 000 m²), de la qualité des aménagements urbains et paysagers et de l'amélioration de la desserte en transport en commun, le projet aura un impact très positif sur la structure commerciale du secteur et sur celui de la ville. Il permettra d'accroître l'attractivité commerciale de Bagneux.

De plus, la nouvelle population engendrée par la construction de nouveaux logements et les actifs dans les bureaux, constituera une clientèle supplémentaire pour les commerces du quartier et plus généralement pour les commerces sur le territoire de Bagneux.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Les immeubles de logements seront implantés et conçus de sorte à permettre un changement d'usage des logements en rez-de-chaussée en locaux professionnels, locaux associatifs ou locaux commerciaux.

Effet des Mesures :

Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E / Evolution des équipements de proximité

♦ Les équipements scolaires

En ce qui concerne, plus particulièrement l'impact démographique sur les équipements scolaires, il a été calculé l'arrivée d'un potentiel d'enfants susceptibles de fréquenter les équipements scolaires, en fonction de ratios couramment utilisés dans le cadre des opérations d'aménagement, soit :
- Maternelle : (0.10*Nombre de logement) / 25 élèves par classe = X classes
- Elémentaire (0.15* Nombre de logement) / 25 élèves par classe = X classes

Dans le cadre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo cet impact démographique sur les effectifs scolaires avait été étudié dans le cadre de l'étude d'impact de 2015, et ainsi le besoin de réaliser un nouveau groupe scolaire d'environ 22 classes.

Les besoins scolaires liés à l'arrivée d'une population nouvelle sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo ont été estimés au terme de la ZAC à 13 classes élémentaires et à 9 classes maternelles, soit 22 classes pour accueillir 550 élèves environ :
- Maternelle : (0.10*2 200) / 25 = 9 classes (220 élèves)
- Elémentaire (0.15*2 200) / 25 = 13 classes (330 élèves)

Initialement prévue en REP (Réseaux d'Education Prioritaire), ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, le calcul des effectifs par classe peut ainsi être envisagé avec 30 élèves maximum par classe, pour accueillir 660 élèves environ (22 classes *30 élèves).
- Maternelle : (0.10*2 200) / 30 = 7 classes (210 élèves)
- Elémentaire (0.15*2 200) / 25 = 11 classes (280 élèves)

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Le groupe scolaire Niki-de-Saint-Phalle, situé hors périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate rue de Verdun dans la partie Sud du parc Robespierre, a été livré à la rentrée scolaire de septembre 2021 pour notamment absorber les besoins scolaires de la ZAC.

Il comporte 22 classes (10 classes de maternelles et 12 classes élémentaires) dont 2 classes qui pourront être affectées soit à la maternelle soit à l'élémentaire en fonction des effectifs selon les années.
Son entrée se réalise par la rue de Verdun via un cheminement piéton.



Les besoins pour les collégiens pourront être traités dans les collèges existants de la commune car ils disposent de capacités d'accueil suffisantes.

Le Département des Hauts-de-Seine a lancé la reconstruction du collège Joliot-Curie, dont la livraison est prévue à la rentrée 2027.
Pendant la phase travaux, il est prévu la réalisation d'un collège provisoire pour accueillir les élèves dès le mois d'avril 2025.

Cet équipement provisoire, réutilisable et biosourcé en cours est localisé sur le site de l'ancienne école maternelle Chateaubriant. L'objectif de cette construction modulaire est de pouvoir le réutiliser lors de prochains travaux dans les collèges du département.

♦ Les équipements de la petite enfance

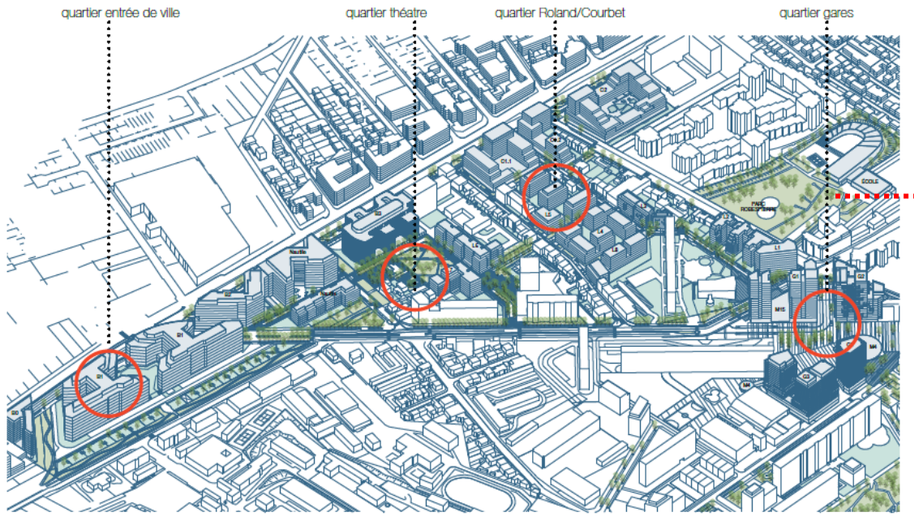
Concernant la petite enfance, les besoins estimés dans le cadre de l'étude d'impact de 2015 étaient de l'ordre de 40 berceaux.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Le projet de la ZAC a prévu la relocalisation de la crèche municipale du *Champ des Oiseaux* ainsi que son extension, pour assurer la continuité de l'offre en équipements.

Avant la démolition de cet équipement, la nouvelle crèche « Graine de lune » a été reconstruite et agrandie (90 places) à l'intérieur du lot 6 de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, pour absorber les besoins générés par la ZAC.

Par ailleurs, il a été également réalisé le Relais Petite Enfance (RPE) « Clé de sol » dans le projet immobilier « A Ciel Ouvert » situé dans la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, rue de Verdun.



Effet des Mesures :

Accompagner l'arrivée d'une nouvelle population.

Modalités de suivi des effets

Suivi annuel par le service scolaire de Bagneux de l'évolution des effectifs dans les différentes écoles proches du périmètre de la ZAC.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.4 - Effets et mesures sur le cadre de vie et les commodités de voisinage

A / Hygiène, salubrité publique

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo a pour effet d'améliorer et de bien s'intégrer dans son environnement (espaces publics et paysagers nouveaux).
Les constructions neuves conformes aux normes de confort respectent, dans tous les domaines, les règles d'hygiène et de salubrité publique.

AUCUN EFFET PARTICULIER
Mesure : Aucune mesure particulière

B / Sécurité publique

Le nouveau maillage de la voirie ainsi que l'organisation des espaces publics et des constructions prévus permet d'augmenter la perméabilité du site, ce qui implique donc une meilleure capacité d'intervention des services assurant la sécurité publique.

EFFET NEGATIF DIRECT MOYEN A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement :

Les voies de desserte devront permettre l'accessibilité aux engins d'incendie et respecter les principes de sécurité suivants :

- la création de trottoirs suffisamment larges pour accueillir confortablement les flux induits par les usages sans toutefois encourager le détournement d'usage,
- la continuité des trottoirs et des circuits piétons,
- le renforcement des dispositifs incitant à la vigilance des automobilistes,
- la mise en place d'un éclairage nocturne continu et adapté aux usages,
- un entretien courant régulier, systématique ,uniforme et visible,
- la lisibilité des accès,
- la cohérence des dispositifs de signalétique.

Effet des Mesures

Augmenter la perméabilité du site de la ZAC et assurer la sécurité publique

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre VRD et de conception des espaces publics

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi par l'exploitant du site

C / Gestion des déchets

Selon l'étude d'impact de 2015, la production d'ordures ménagères générée par le projet est estimée à environ 2 969 tonnes par an.

EFFET NEGATIF DIRECT MOYEN A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesures compensatoires :

Une collecte en bornes enterrées sera mise en place sur le site pour desservir les nouveaux logements ainsi que les logements existants (dont maisons de ville et individuelles) situés à l'intérieur de la ZAC.
La fonctionnalité de la pratique du tri des déchets, en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux dans le cadre de l'Établissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris, s'inscrit dans le cadre d'une étude d'optimisation et d'harmonisation des collectes des déchets, menée sur le territoire.

La nature et la quantité des déchets seront évalués et mis en adéquation avec les capacités de traitement des déchets sur la zone par SEPUR.
Le cas échéant, des équipements complémentaires seront à prévoir. Concernant les espaces verts et les jardins partagés, la priorité ira à la réduction des déchets verts et des nuisances par le choix de végétaux à croissance lente.

Effet des Mesures :

Gérer les déchets en cohérence avec les schémas de tri de la commune de Bagneux.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de conception des espaces publics

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi annuel des tonnages collectés, de l'efficience du tri par SEPUR

E / Radiations

Les projets ne développent pas d'activités ou encore d'installations susceptibles de créer des substances radioactives et de générer des radiations

AUCUN EFFET PARTICULIER
Mesure : Aucune mesure particulière

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

F / Pollutions lumineuses

Le site de projet s'inscrit dans un contexte urbanisé où la pollution lumineuse est effective. La question de l'éclairage urbain sur le projet est prise en compte, dans l'objectif de diminuer les pollutions lumineuses.

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT, MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'évitement :

Les luminaires de basse consommation énergétique seront privilégiés.
L'éclairage extérieur devra être orienté vers le sol, direction lumineuse la plus favorable à la préservation de la biodiversité nocturne.

Effet des Mesures

Limiter les pollutions lumineuses.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de conception des espaces publics

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi par l'exploitant du site et le gestionnaire du réseau

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.5 - Effets et mesures sur les déplacements

A/ Transports en commun

L'offre en transports en commun tous modes sera améliorée et complètement reconfigurée dans le cadre de l'aménagement du pôle multimodal.

A son terme, le quartier sera ainsi desservi par :
- La gare de métro Lucie Aubrac avec le terminus de la ligne 4
- La gare de métro en cours de construction « Bagneux » de la ligne 15 du Grand Paris Express
- Plusieurs lignes de bus rassemblées au sein d'un pôle bus

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement :

La reconfiguration de l'offre en transports en commun permettra de répondre largement aux besoins supplémentaires engendrés par la réalisation de nouveaux logements et par l'installation de nouvelles activités.

La conception et l'aménagement du pôle multimodal, envisagés avec le STIF, la SGP et la RATP, dont l'enjeu est de pacifier les déplacements des usagers et des bus sera de rendre efficace et attractif le pôle bus au sein de l'îlot des gares.

Effet des Mesures :

Accompagner la densification du quartier Nord et les flux de circulation supplémentaires.

B/ Réseau viaire

♦ Etude de circulation de 2014

Dans le cadre de l'étude d'impact de 2015, une étude de circulation a été réalisée en 2014. Elle concluait qu'en dehors des grands axes de circulation, les voies du secteur étaient peu chargées.

A l'heure de pointe du matin, la ZAC induisait un trafic sortant d'environ 970 véhicules et un trafic entrant d'environ 2600 véhicules. À l'heure de pointe du soir, la ZAC induisait un trafic entrant de l'ordre de 1055 véhicules et un trafic sortant estimé à 2045 véhicules.
Cet important trafic était réparti sur plusieurs voies : avenue Victor Hugo, avenue Henri Barbusse, rue de Verdun et avenue Pasteur.
Une part de saturation du trafic devait apparaître sur les périodes de pointes, notamment aux intersections avec la RD920. Il était rappelé qu'en cas de surcharges importantes et répétées du réseau de voirie, des itinéraires de substitution seraient utilisés à une échelle plus large que celle du quartier, limitant l'impact du trafic de transit régional sur le périmètre de la ZAC, dont la voirie serait davantage consacrée au trafic émis et attiré par la ZAC.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure de réduction :

Cette étude de déplacement intégrait des préconisations qui ont été prises en compte dans le projet de ZAC qui a permis de faire évoluer les préconisations d'aménagement de la voirie.

L'avenue Louis Pasteur (D77) sera réaménagée afin d'accueillir une ligne de bus en site propre. Les deux fois deux voies seront réduites à deux fois une voie, et des dispositions seront prises aux carrefours pour permettre un écoulement acceptable du trafic.
Le carrefour Pasteur x rue de Verdun a fait l'objet d'une analyse spécifique en raison de l'insertion de la voie bus de l'îlot gares. Des voies de stockage seront prévues en approche du carrefour pour permettre un bon écoulement du trafic sans perturber le fonctionnement des lignes de bus.
Les dimensionnements et les aménagements des profils des voiries au sein du périmètre de la ZAC seront conçus pour permettre de hiérarchiser les flux de circulation.
La réglementation des voies devait permettre de mettre en œuvre un plan de hiérarchisation. Ainsi, la plupart des voies résidentielles situées au cœur du quartier ont été traitées en zone 30 pour leur éviter de supporter un trafic autre que de la desserte locale.

Effet des Mesures :

Aggraver le moins possible le fonctionnement automobile du quartier

♦ Etude de circulation de 2022

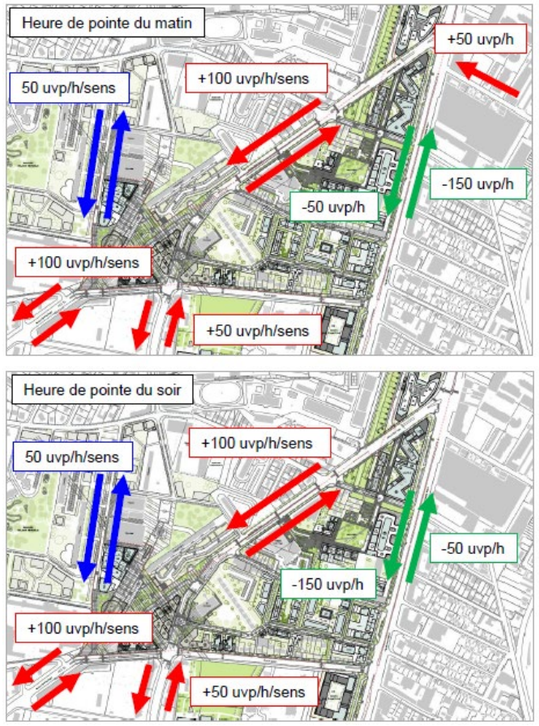
En mars 2022, une étude de circulation a été réalisée par le cabinet CDVIA pour analyser les effets du programme global du trafic de la ZAC de l'écoquartier Victor Hugo et notamment l'impact des derniers lots opérationnels L1, G1 et G3 à proximité de la station de métro 4 Bagneux - Lucie Aubrac, en termes de distribution des flux sur les voiries, afin de s'assurer que le réseau est en capacité d'absorber les flux supplémentaires y compris ceux des projets alentours.

Les enquêtes de circulation effectuées en mars 2022 ont permis d'obtenir les volumes de trafic aux heures de pointe du matin et du soir sur les carrefours du secteur ainsi que les volumes de trafic journaliers sur les voies principales, dans l'état d'avancement actuel de la ZAC.

A partir de ces données, le fonctionnement des carrefours aux heures de pointe a été analysé et ne révèle pas de difficultés particulières d'écoulement des flux, conformément aux observations sur site.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



A partir de la programmation restante (scénario avec les lots L1, G1 et G3), les flux générés aux heures de pointe du matin (HPM) et du soir (HPS) ont été estimés :

Données en uvp/h	HPM		HPS	
	Emis	Reçus	Emis	Reçus
Flux générés par le lot L1	**24**	**4**	**6**	**21**
Flux générés par le lot G1	**40**	**13**	**37**	**58**
Flux générés par le lot G3	**70**	**37**	**63**	**89**

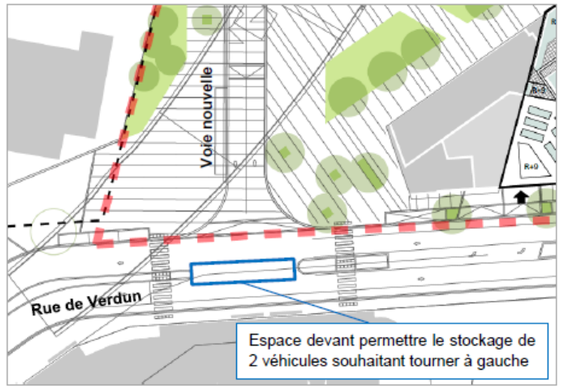
Ces flux ont été répartis sur le réseau de voirie suivant les données mobilités INSEE (trajets domicile-travail) de Bagneux et des communes proches.

L'analyse de fonctionnement des carrefours a été effectuée sur la base des flux estimés au Fil de l'eau (Cf. partie précédente) auxquels ont été ajoutés ceux générés par les derniers lots **opérationnels L1, G1 et G3. Les résultats montrent que la plupart des carrefours du secteur permet de supporter les flux estimés aux heures de pointe du matin et du soir.**

Comme pour le scénario au Fil de l'eau, seul le carrefour RD920 / avenue Victor Hugo / rue Berthollet sera chargé aux heures de pointe, avec des ralentissements ponctuels à prévoir sur plusieurs entrées.

EFFET PEU SIGNIFICATIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure de recommandation :

Sur le carrefour entre la rue de Verdun et la voie nouvelle (accès Sud au lot G3), il faudra toutefois veiller à aménager un espace au centre du carrefour permettant de stocker 2 véhicules (soit environ 10 m) souhaitant tourner à gauche depuis la rue de Verdun Ouest, afin que les véhicules continuant tout droit ne se retrouvent pas bloqués (comme anticipé en accès de l'îlot G2 un peu plus à l'Est sur la rue de Verdun).



Proposition pour améliorer le fonctionnement du carrefour voie nouvelle / rue de Verdun



Effet des Mesures :

Aggraver le moins possible le fonctionnement automobile du quartier

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre (bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements routier) chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux.

Modalités de suivi des effets

Suivi par le service des espaces publics de la Ville de Bagneux (en particulier niveaux de trafics, saturation des carrefours)
Ajustement si nécessaire du phasage des feux tricolores.

D/ Stationnement

Les besoins en stationnement des logements et des activités, ont été estimés au total selon les règles du PLU en vigueur.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Ces places seront prises en charge hors voie publique dans le cadre de la réalisation de chaque opération.
Les modalités de réalisation des aires de stationnement seront conformes au règlement du PLU.

L'organisation du stationnement automobile intégrera les aires réservées aux personnes à mobilité réduite selon les normes en vigueur.

Les aires de livraison seront prévues sur les emprises foncières des activités et non sur l'espace public.

Effet des Mesures :

Ne pas encombrer les voiries

Modalités de suivi des mesures

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi périodique de la situation du stationnement dans le périmètre de la ZAC par la Ville de Bagneux.

E/ Modes doux

Le projet permettra le développement d'un réseau de cheminements doux, par la création des nouvelles liaisons (voies douces et voies apaisées) qui permettront notamment des connexions aux promenades des aqueducs et du parc Robespierre existant.

La grande place piétonne de l'îlot gare et les connexions avec le quartier de la pierre plate donneront une priorité très forte aux piétons sur l'espace public.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Une signalétique adaptée permettra d'indiquer les points d'intérêt (équipements publics, centre-ville, gares…).

Dans le cadre de l'étude d'impact de 2015, afin de favoriser l'usage du vélo, étaient prévues au minimum 0,75 par logement, aménagés en totalité en rez-de-chaussée (soit 1388 places de stationnement vélo). Pour les opérations de bureaux, un ratio de 1,5% de la surface de plancher de bureaux sera affecté au stationnement des vélos (soit, selon les configurations, 950 à 1270 places) dont un tiers de cette surface en rez-de-chaussée.

Pour les dernières opérations à construire, l'installation de locaux vélos devra être conforme au nouvel arrêté du 30 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments qui précise les normes minimales suivantes
Les seuils minimaux d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos sont les suivants :

Ensemble d'habitation (un ou plusieurs bâtiment(s), à usage principal d'habitation groupant au moins deux logements) :

- 1 emplacement par logement jusqu'à 2 pièces principales,
- 2 emplacements par logement à partir de 3 pièces principales.

Bâtiments à usage industriel ou tertiaire constituant principalement un lieu de travail : 15 % de l'effectif total des salariés accueillis simultanément dans le bâtiment.

Bâtiments accueillant un service public :

- 15 % de l'effectif total des agents du service public accueillis simultanément dans le bâtiment,
- 15 % de l'effectif total des usagers de service public accueillis simultanément dans le bâtiment.

Bâtiments constituant un ensemble commercial (au sens de l'article L. 752-3 du Code du commerce) ou accueillant un établissement de spectacles cinématographiques : 10 % de la capacité du parc de stationnement avec une limitation de l'objectif réglementaire fixée à 100 emplacements.

Par ailleurs, le projet prévoit la création de nombreuses liaisons douces (voir partie Présentation du projet).

Effet des Mesures :

Réduire les déplacements automobiles en favorisant les déplacements doux

Modalités de suivi des mesures

Un bureau d'études spécialisé en V.R.D. et en aménagements routier est chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux dans le cadre d'une mission de maitrise d'œuvre dans le respect du plan de masse général.
Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi par le service des espaces publics de la Ville de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.6 - Effets et mesures sur les réseaux

A/ Assainissement

La topographie du site de la ZAC permet la mise en œuvre d'une collecte des eaux pluviales entièrement gravitaire.

Chaque constructeur réalisera sa rétention à la parcelle et justifiera du débit de rejet de 1 l/s/ha, comme prévu dans le cahier des prescriptions urbaines, paysagères, architecturales et environnementales de la ZAC.

Les rejets d'eaux usées liés au nombre de nouveaux habitants (environ 4 230 habitants) et employés (environ 6 800 employés) qui seront présents sur le site sont estimés à environ 1110 m3 environ par jour soit 7 400 EH.

Toutes les dispositions nécessaires à la lutte contre les inondations ont été prises et seront prises pour les derniers los opérationnels dans la ZAC, par la création de réseaux séparatifs sous les voies communales existantes requalifiées.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

- ♦ Principes de gestion des eaux pluviales initiaux

- **Espaces publics**

Pour les espaces publics, les ouvrages de rétentions créés prennent essentiellement la forme de noues paysagères le long des voiries sur l'ensemble de la ZAC, afin de favoriser l'intégration urbaine et paysagère des ouvrages. Les systèmes de rétention à ciel ouvert tels que les noues, bassins végétalisés, rivières sèches et places inondables auront une hauteur maximale de lame d'eau de 40 cm.

La réglementation de La Direction de l'Eau du Conseil Général des Hauts-de-Seine (DE du CG92) fixait un débit maximal de rejet des eaux pluviales aux réseaux publics de 2 l/s/ha pour tous les projets d'aménagement et un dimensionnement des ouvrages de stockage des eaux de pluie basé sur une pluie décennale. Le projet prévoyait un débit de fuite maximal de 1 l/s/ha pour une pluie décennale.

Pour permettre une libre circulation des flux piétons, des bassins enterrés étaient prévus au droit de la Place de la Gare. Des bassins enterrés seront également mis en œuvre dans le cas où les emprises des voiries existantes ne permettent pas la mise en œuvre d'ouvrages de rétention à ciel ouvert (cf. rue Gustave Courbet).
Les voiries de l'avenue Louis Pasteur, de l'Avenue Aristide Briand et de l'Avenue Victor Hugo sont des voiries départementales qui était non requalifiées dans le cadre de la ZAC.

Etant donné la topographie du site, la collecte des eaux pluviales est projetée entièrement en gravitaire.
Le projet prévoit également la mise en œuvre de dispositifs de traitement des eaux pluviales par filtre à sable plantés en amont des rejets dans les réseaux d'assainissement existants.

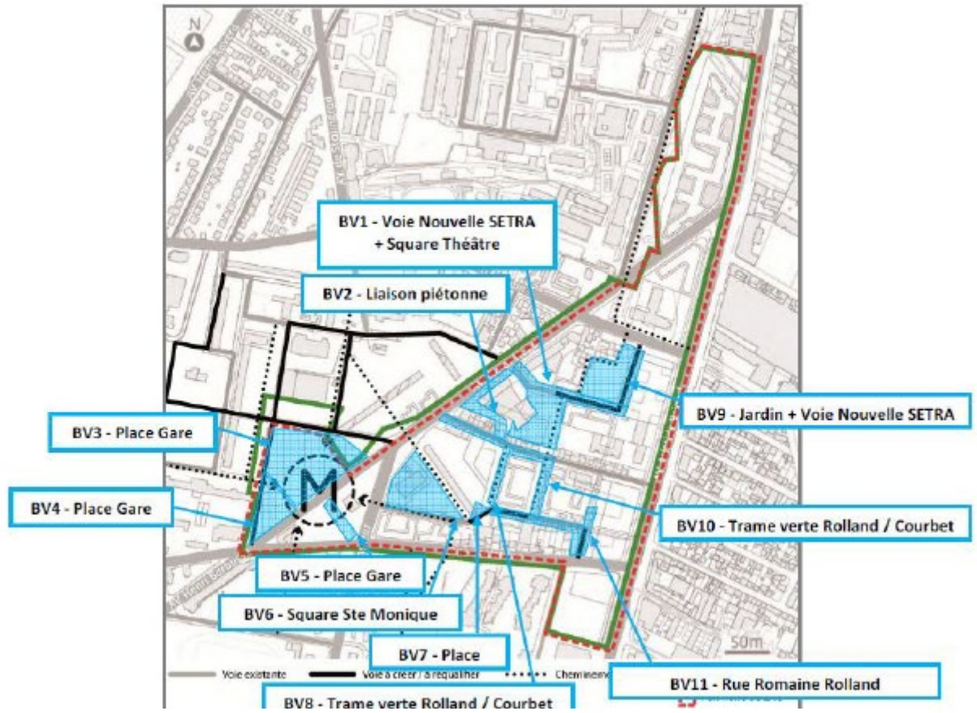
- **Espaces privés**

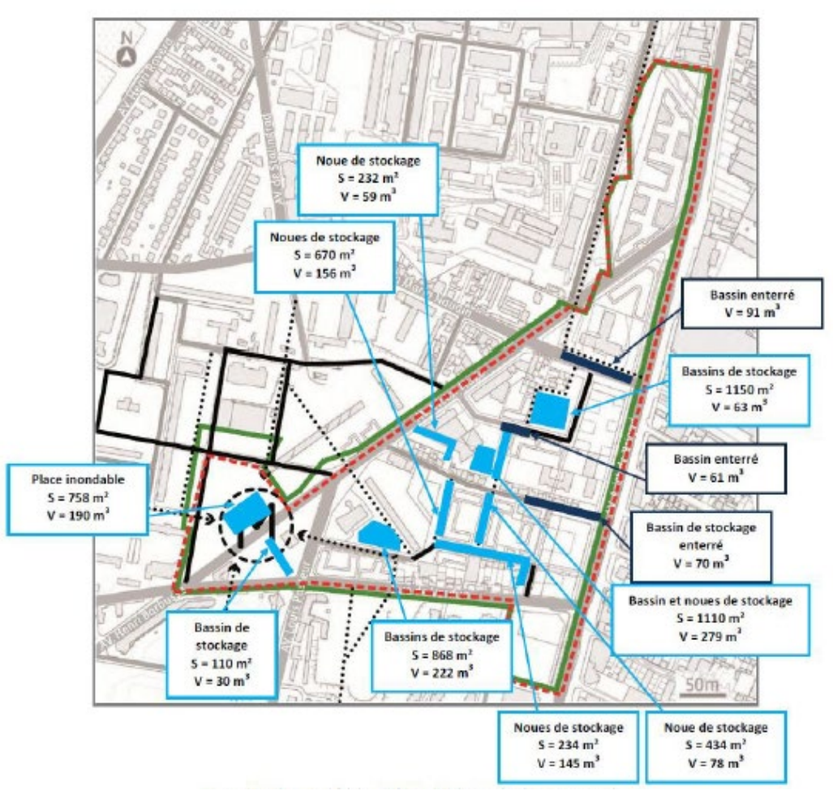
Pour les espaces privés, les lots créés devront prévoir une rétention à la parcelle selon les mêmes contraintes que sur les espaces publics, le débit admis dans le réseau d'eau pluviale sera de 1 l/s

- **Rétention des eaux pluviales sur les espaces publics**

Les volumes générés sont initialement calculés selon la Méthode des Pluies selon un débit de fuite de 1 l/s/ha.
Etant donné la faible perméabilité des sols, il n'est considéré aucune infiltration des eaux pluviales.

La ZAC a été décomposée en 11 bassins versants répartis comme suit.





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Principes de gestion des eaux pluviales actuels

- **Présentation générale du projet**

Le projet actuel reprend en grande partie les principes de gestion des eaux pluviales prévus initialement, à savoir l'implantation de noues paysagères pour la rétention à l'air libre, réparties sur l'ensemble des espaces publics de la ZAC. L'utilisation de bassins enterrés n'est prévue qu'en dernier recours.

Etant donné l'imperméabilité faible du site, de l'ordre de 10-7, les noues du projet sont conçues comme bassin de rétention avec débit de fuite raccordé sur le réseau avec un débit de fuite de 2l/s/ha. Il n'empêche qu'une partie non négligeable des eaux de pluies sont déconnectées du réseau par infiltration et par évapotranspiration, et ce bien que la conception initiale ne quantifie pas ces volumes déconnectés.

Pour certaines zones présentant une sensibilité particulière vis-à-vis de l'infiltration au regard de la présence de carrières en sous-sol, ou une proximité avec les réseaux d'Eau de Paris (infiltration réglementée), les noues prévues sont étanchées. Dans ce cas de figure, les ouvrages sont prévus en sur profondeur pour permettre la mise en œuvre d'une épaisseur conséquente de terre végétale permettant la percolation des eaux dans le substrat et l'évapotranspiration et donc la déconnection des petites pluies.

Le débit de fuite de 2l/s/ha a été augmenté par rapport au débit annoncé lors du DLE initial de 1l/s/ha, mais reste conforme aux exigences du Département Hauts-de-Seine. Cette décision a été prise en 2019 et vaut pour les espaces publics et les espaces privés. Il s'agissait de mettre en cohérence la doctrine de la ZAC avec celle du département et de Vallée Sud Grand Paris.

Sur la place de la gare, le principe de gestion des eaux pluviales par des noues paysagères a été repris. Les noues qui sont implantées au-dessus des dalles RATP ou SGP sont étanchéifiées.

Par ailleurs le plan d'eau permanent (fontaine) n'est plus prévu.

- **Présentation du projet par secteur**

Etant donné la nature de l'opération, un découpage en secteur et un sous découpage des travaux aux abords d'un ou de plusieurs Lots a été nécessaire afin de mener les travaux dans un quartier qui reste en activité.

Sont présentées les retentions réalisées sur chaque secteur de la ZAC.

- **Solutions de rétention : secteur 1**

Deux noues de stockage ont été ajoutées en cours de travaux pour les besoins d'assainissement de la placette avec la validation de la ville avec un volume de 11 m³. Ces noues sont étanches et non raccordées aux réseaux, elles sont vidangées par le phénomène d'évapotranspiration

Evolution par rapport au DLE Initial

	DLE initial	Projet actuel
Solution de la rétention de la pluie décennale	néant	Noues
Volume de rétention de la pluie décennale, enterré	0	0
Volume de rétention de la pluie décennale, A ciel Ouvert	0	11
Surface des plans d'eau	0	100
Débit de fuite pluie décennale	1l/s	2l/s

- **Solutions de rétention : secteur 2**

<u>Avenue Aristide Briand</u>

Les noues avenue Aristide Briand sont des noues étanches compte tenu de la présence d'ouvrage eau de Paris. Ces noues sont raccordées sur le réseau départemental avec un débit de fuite de 2l/s.

<u>Rue Assia Djebar</u>

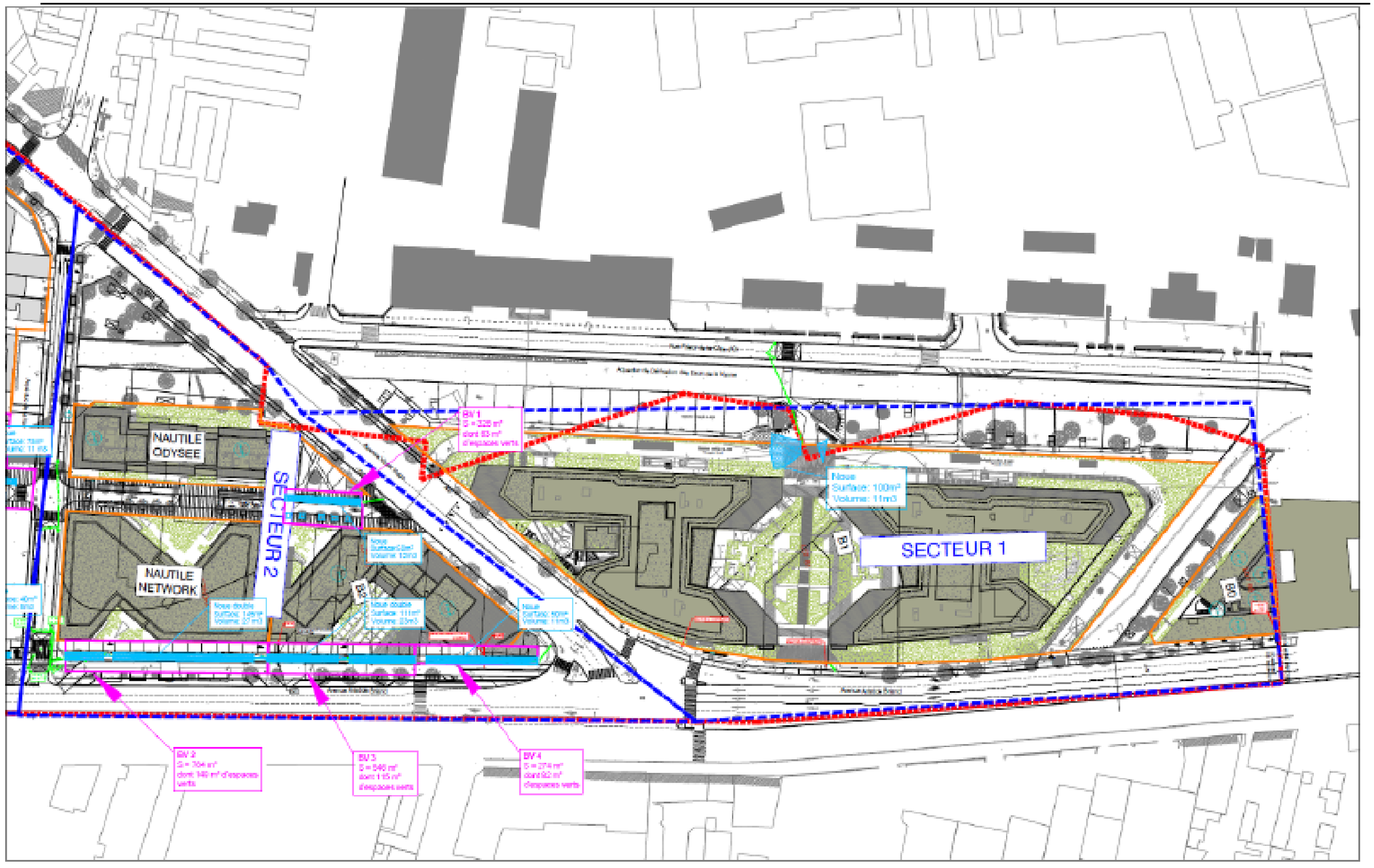
Une noue unique a été prévue à l'angle rue Assia Djebar et avenue Victor Hugo. Elle est raccordée au réseau avec débit de fuite étant donné la faible perméabilité. Mais n'étant pas étanché, une partie du volume est déconnecté du réseau par infiltration et évapotranspiration.

Evolution par rapport au DLE Initial

	DLE initial	Projet actuel
Solution de la rétention de la pluie décennale	Stockage enterré, noues	Noues
Volume de rétention de la pluie décennale, enterré	91	0
Volume de rétention de la pluie décennale, A ciel Ouvert	0	73
Surface des plans d'eau	417	0
Débit de fuite pluie décennale	1l/s	2l/s

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Secteurs 1 et 2



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

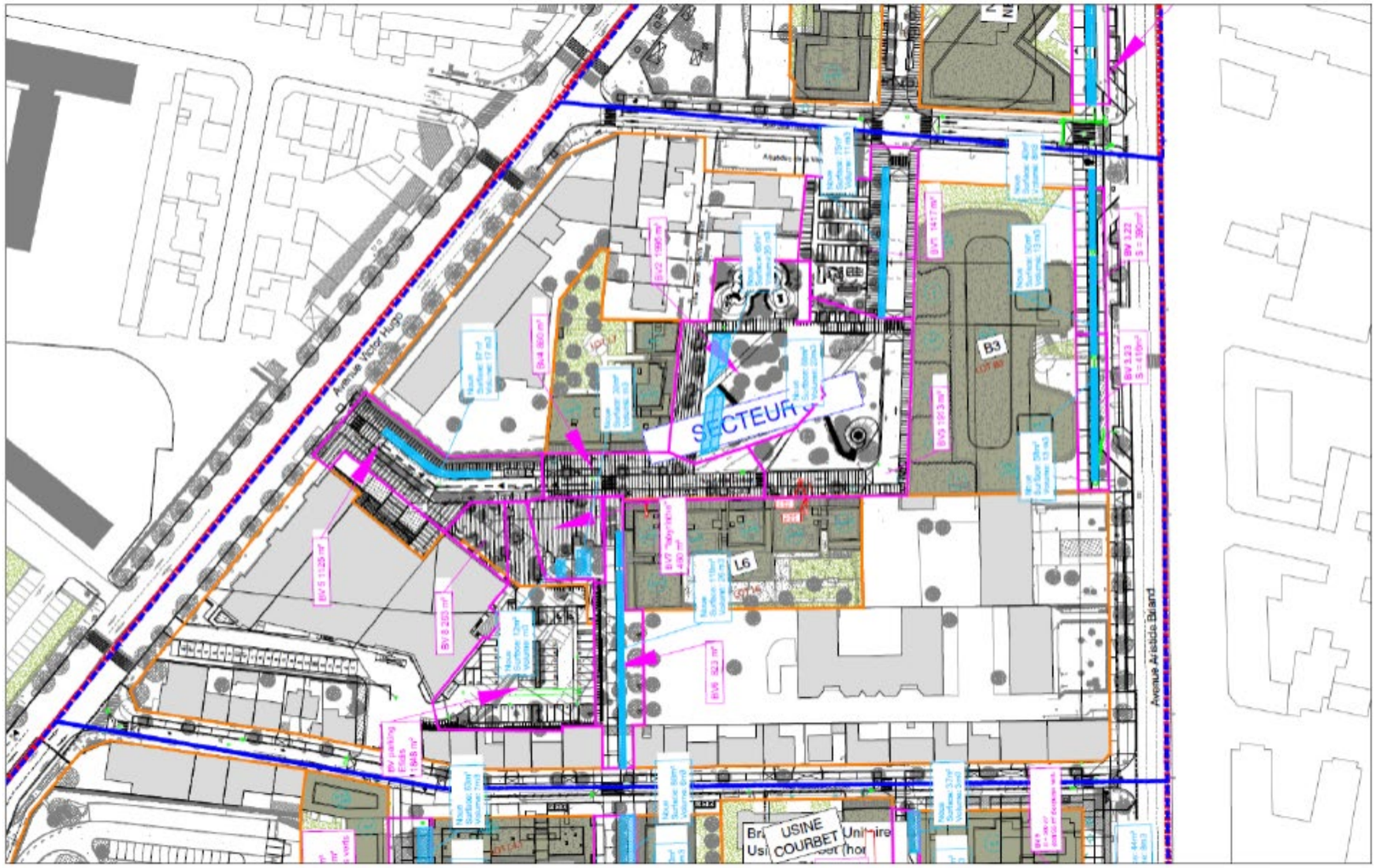
- Solutions de rétention : secteur 3

<u>Rue Assia Djebar</u>
Le principe de gestion des eaux pluviales est similaire aux autres secteurs. La solution adoptée consiste en la création de noues et de jardins inondables pour gérer la majorité du volume nécessaire pour la rétention.
Un stockage enterré est également prévu afin de compléter les volumes nécessaires. Il prend la forme de collecteurs surdimensionnés.

<u>Avenue Aristide Briand</u>
Les noues avenue Aristide Briand sont des noues étanches compte tenu de la présence d'ouvrage eau de Paris. Ces noues sont raccordées sur le réseau départemental avec un débit de fuite de 2 l/s/ha.

Evolution par rapport au DLE Initial

	DLE initial	Projet actuel
Solution de la rétention de la pluie décennale	Stockage enterré, noues	Stockage enterré, noues
Volume de rétention de la pluie décennale, enterré	61	163
Volume de rétention de la pluie décennale, A ciel Ouvert	209	148
Surface des plans d'eau	2492	595
Débit de fuite pluie décennale	1l/s	2l/s



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Solutions de rétention : secteurs 4-5

Les ouvrages de rétentions créés sont uniquement à ciel ouvert, sous la forme de noues paysagères.

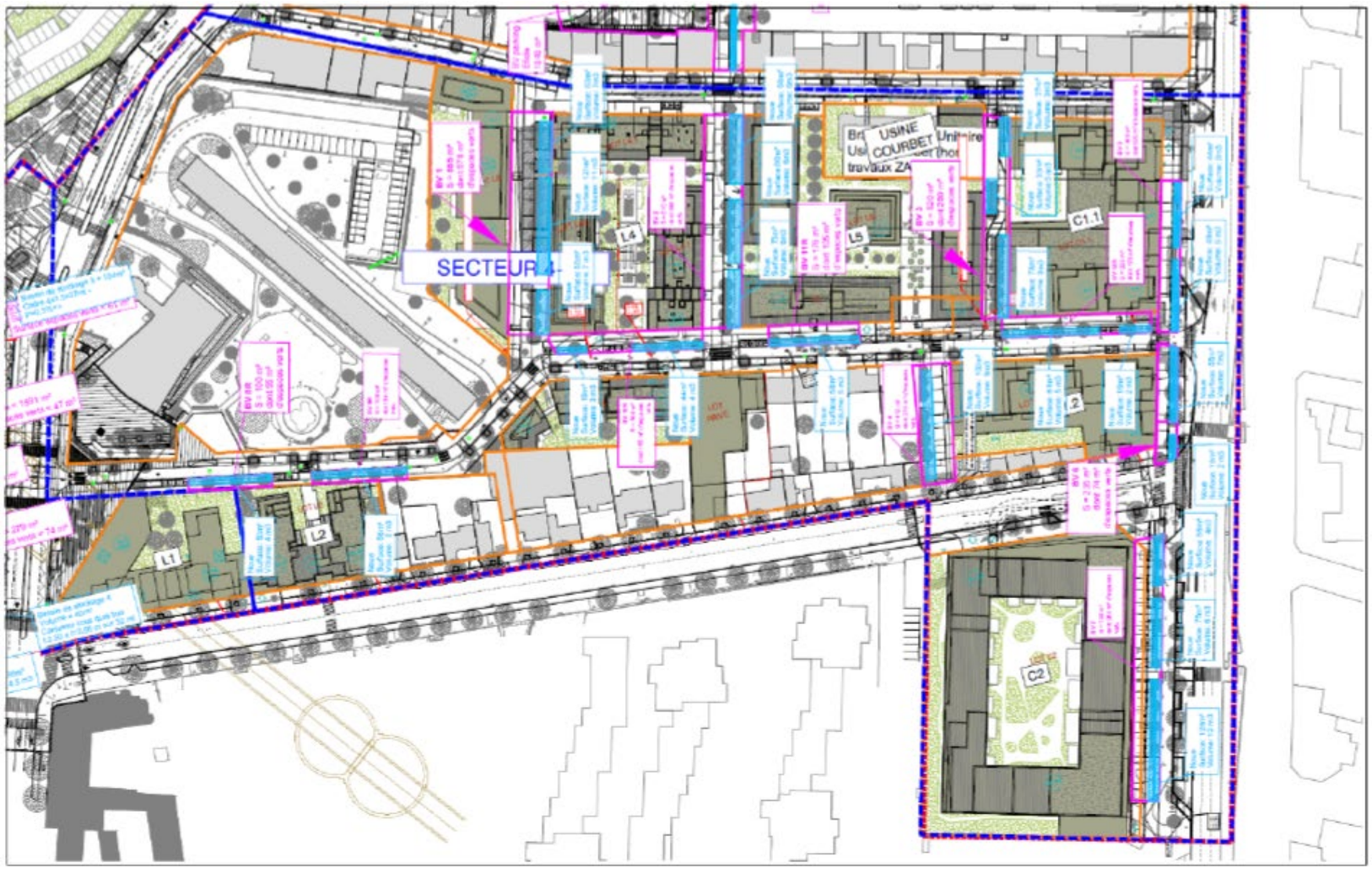
Les voiries requalifiées (rue Romain Rolland, rue Gustave Courbet et partiellement rue de Verdun) ne feront pas l'objet de rétention, sauf ponctuellement sur la rue Romain Rolland.
Sur celle-ci, des noues paysagères seront aménagées sur un côté du trottoir permettant uniquement de gérer une partie des eaux pluviales du trottoir adjacent à la noue. De plus, une mise en séparatif sera créée dans les rues Romain Rolland et Gustave Courbet. Les branchements des parcelles privées existantes sont prévus et maintenus selon leur fonctionnement actuel (rejets vers le réseau unitaire existant).

Sur les nouvelles voies vertes (venelles) des noues paysagères sont dimensionnées afin de stocker complètement à ciel ouvert la pluie décennale. Ces noues seront de faible profondeur (40 cm maximum)

Des noues paysagères seront également créées au niveau des contre-allées de la RD920. Ces noues seront de faible profondeur (40 cm maximum) et seront complétées par une tranchée drainante en fond de noue pour permettre le stockage de la pluie décennale. Elles seront étanches à cause de la proximité des ouvrages Eau de Paris.

Evolution par rapport au DLE Initial

	DLE initial	Projet actuel
Solution de la rétention de la pluie décennale	Stockage enterré, noues	Noues
Volume de rétention de la pluie décennale, enterré	70	0
Volume de rétention de la pluie décennale, A ciel Ouvert	601	132
Surface des plans d'eau	2206	1549
Débit de fuite pluie décennale	1l/s	2l/s



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- Solutions de rétention : secteur 6

Ce secteur peut être découpé en quatre bassins versants principaux, eux-mêmes découpés en sous-bassins. Le projet sur secteur prévoit la gestion des eaux pluviales sur les quatre bassins versants de la manière suivante

Voie nouvelle Nord (BV 1)
Création d'une tranchée drainante pour gérer les eaux de la venelle G3 dont l'exutoire sera le nouveau réseau EP créé dans le cadre du présent projet. Les eaux de voirie et du trottoir seront envoyées vers un bassin de rétention enterré (bassin enterré n°1) dont l'exutoire final est le réseau unitaire existant au Nord du quartier sur l'avenue de Stalingrad.

Voie nouvelle SUD et place de la gare zone abord M4 (BV2)
Plusieurs jardins en creux sont aménagés garantissant à la fois une qualité paysagère du site et un abattement de la pluie courante par évapotranspiration avec une épaisseur du substrat végétal de l'ordre de 40cm. Les eaux de ruissellement sur la place et le trottoir Est de la voie nouvelle Debussy seront dirigées vers ces espaces verts pour abattement et rétention puis évacuation à débit régulé (l'infiltration n'a pas été prise en compte du fait de la faible perméabilité du sol en place). Les eaux de ruissellement de la chaussée de la voie nouvelle et du trottoir Ouest sont renvoyées vers un bassin enterré (bassin enterré n°2). Ces dispositifs sont raccordés ensuite au réseau unitaire existant de l'avenue Henri Barbusse.

Place de la Gare zone abord M4- M15 (BV3)
Les eaux de ruissellement sur la place (en dehors de la zone accueillant le marché) sont renvoyées dans des bandes plantées permettant de gérer la pluie courante par évapotranspiration (épaisseur du substrat végétal : 30 cm). Ils jouent en même temps le rôle d'un bassin de rétention à ciel ouvert. Les eaux de ruissellement de la chaussée et du trottoir Sud de la voie bus ainsi que les eaux de la zone du marché de la place sont renvoyées vers un bassin enterré (bassin enterré n°3). Le raccordement de ce bassin versant se fera sur un réseau unitaire existant au niveau de l'avenue Victor Hugo.
Les bandes plantées aménagées au-dessus de la dalle métro sont imperméabilisées.

Voie Bus entre G1 et G2 (BV4)
Une noue longitudinale est prévue pour gérer les eaux de ruissellement du trottoir Est de la voie bus entre les lots G1 et G2. Les eaux de la chaussée et du trottoir Ouest sont gérées dans un ouvrage enterré (bassin enterré n°4) situé sous le quai bus. Le raccordement est prévu sur un réseau unitaire existant au niveau de l'avenue Pasteur.
Les noues sont imperméables parce qu'elles sont au-dessus de la dalle parking entre G1 et G2.

Evolution par rapport au DLE Initial

	DLE initial	Projet actuel
Solution de la rétention de la pluie décennale	Place inondable, noues	Stockage enterré, Noues
Volume de rétention de la pluie décennale, enterré	0	369
Volume de rétention de la pluie décennale, A ciel Ouvert	220	246
Surface des plans d'eau	868	7476
Débit de fuite pluie décennale	1l/s	2l/s

♦ Récapitulatif des solutions de rétention sur l'ensemble de la ZAC

Il est à retenir de l'évolution du projet que :

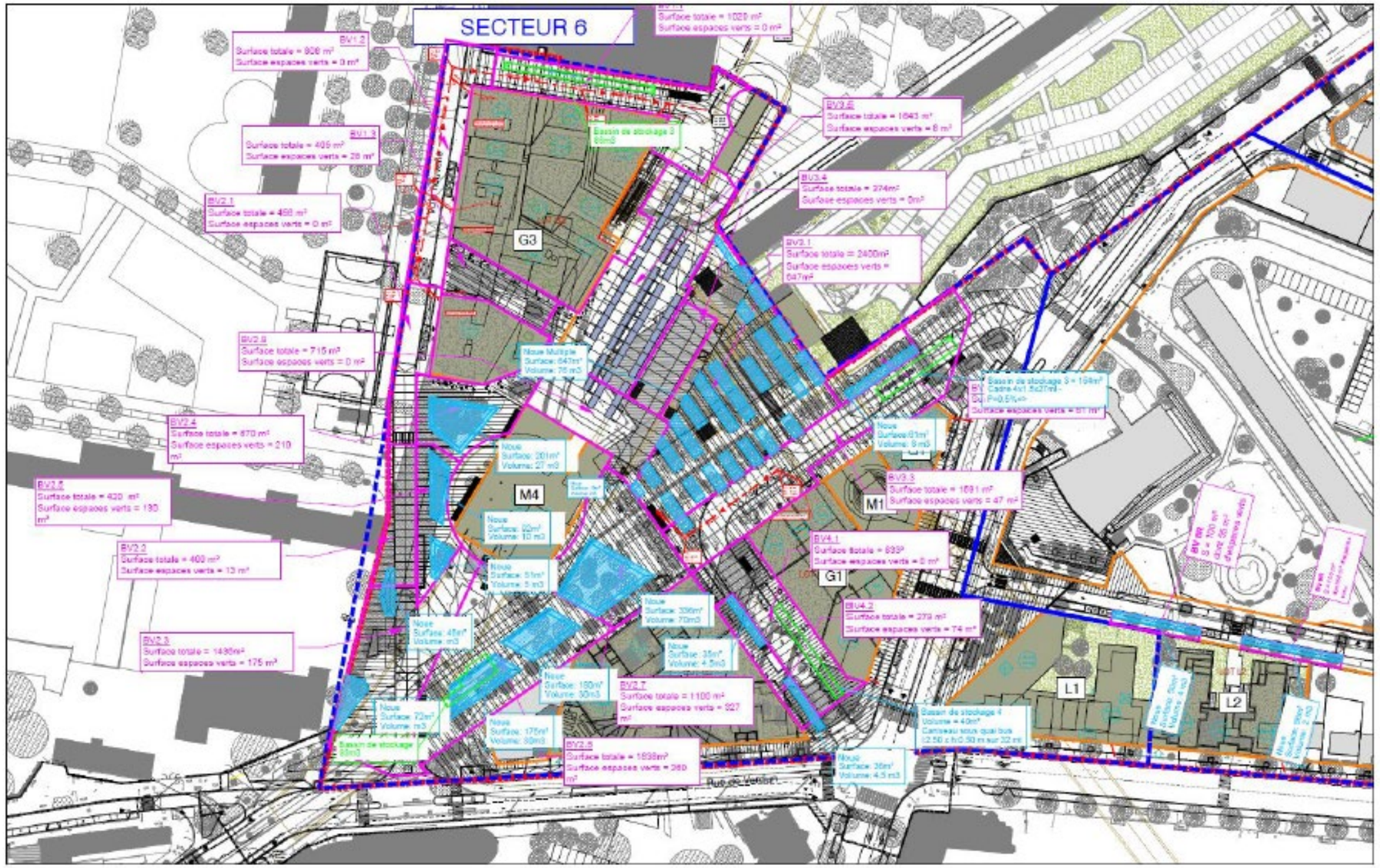
La surface des noues prévues initialement a environ doublé, ce qui augmente sensiblement le volume déconnecté du réseau par infiltration et évapotranspiration.

Bien que les surfaces des noues aient augmenté, les volumes de stockage à ciel ouvert ont diminué à la suite des études détaillées. En effet les capacités de stockage par surface disponible ont été surestimés initialement.

De même, les volumes de stockage en enterré ont été sous-estimés. Particulièrement, place des gares, bien que le volume de rétention initiale ait augmenté, il a fallu prévoir un stockage en enterré complémentaire pour les besoins de l'opération.

Bassin Versant	Surface du BV (m2)	Surface des noues en (m2)		Volume de stockage a ciel ouvert (m3)		Volume de stockage enterré (m3)	
		Projet actuel	Projet initial	Projet actuel	Projet initial	Projet actuel	Projet initial
Secteur 1	520	100	0	11	0	0	0
Secteur 2	1910	417	0	73	0	0	91
Secteur 3	11267	595	2492	148	209	163	61
Secteur 4-5	4857	1549	2206	132	601	0	70
Secteur 6	16442	7476	868	246	220	369	0
Total	34476	10037	5566	599	1030	532	222

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Effet des Mesures :

Réduire les eaux pluviales

Modalités de suivi des mesures

Le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement (nomenclature loi sur l'eau) a déjà été déposé. Il sera mis à jour, si nécessaire, en fonction des évolutions du projet.
Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre spécialisé en V.R.D. chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux
Les services techniques de la Ville, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Modalités de suivi des effets

Suivi par les services techniques de la Ville de Bagneux.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Eau potable

A l'état initial, les réseaux sous les voies existantes étaient de section insuffisante à l'alimentation des bâtiments projetés et à la défense incendie.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Compte tenu des besoins en eau potable liés au programme de la ZAC (logements, activités économiques, équipements), un renforcement du réseau existant sera réalisé avec des mesures à mettre en œuvre pour limiter la consommation d'eau potable et donc l'impact sur la ressource en eau.

- Toute opération devra étudier les possibilités de réduction des consommations d'eau potable et obligatoirement limiter la pression à 3 bars tout en mettant en œuvre des systèmes hydro-économes.

- L'eau potable ne sera pas utilisée pour l'arrosage ou le nettoyage des espaces extérieurs, on privilégiera l'utilisation des eaux pluviales récupérées.

Effet des Mesures :

Alimenter les besoins de la ZAC
Economiser l'eau potable

Modalités de suivi des mesures

Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre spécialisé en V.R.D. chargé de la conception des ouvrages et du suivi des travaux
Des exigences en termes de réduction des consommations en eau potables seront définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.

Modalités de suivi des effets

Les services techniques de la Ville, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

C/ Energie

A l'état initial, les réseaux existants à proximité et sur le site étaient insuffisants à l'alimentation de la ZAC.

Compte tenu des besoins en eau potable liés au programme de la ZAC (logements, activités économiques, équipements), un renforcement du réseau existant sera réalisé avec des mesures à mettre en œuvre pour limiter la consommation des énergies.

Une étude a montré qu'un réseau de chaleur par géothermie profonde est réalisable à Bagneux. Un raccordement des bâtiments à ce futur réseau sera réalisé. Le SIPPEREC a été nommé comme maître d'ouvrage délégué. Les travaux de réalisation sont en cours sur l'ensemble de la commune.

Le règlement du PLU précise que « des panneaux solaires pourront être intégrés dans la composition générale de l'ensemble. »
Dans l'objectif de limiter les consommations énergétiques, la conception de la crèche permettra d'en faire un bâtiment passif.

En ce qui concerne le confort d'été, la température de consigne ne devra pas être inférieure à 26°C dans les périodes où le recours à un rafraîchissement passif (par échange direct sur le réseau de nappe, sans fonctionnement des PAC ou rafraîchissement adiabatique) est jugé indispensable par l'exploitant

Des émetteurs de chauffage fonctionnant à basse température, une bonne isolation thermique de l'enveloppe avec suppression des ponts thermiques, la préférence d'une ventilation naturelle en dehors de la période de chauffe et d'une ventilation efficace énergétiquement seront à mettre en place.

On visera dans la mesure du possible à minimiser les besoins de ventilation mécanique des parkings, par la mise en place d'une ventilation naturelle. Une lumière naturelle (même faible) est également recherchée dans les parkings, pour limiter les consommations d'éclairage mais aussi pour créer un cadre plus agréable pour les utilisateurs. En cas de ventilation mécanique, elle sera obligatoirement asservie au taux de monoxyde de carbone (CO).

Les consommations électriques liées à l'éclairage seront réduites. L'éclairage nocturne des espaces publics, des bâtiments et des parcelles privatives sera limité tout en conservant un éclairage sécurisant. L'éclairage naturel sera favorisé dans les halls d'entrées traversants et les circulations et l'emploi de systèmes efficaces, faisant intervenir des détecteurs de présence, des sondes d'éclairement naturel et en veillant à supprimer tout éclairage inutile en période d'inoccupation, sera encouragé.

L'éclairage des plateaux de bureaux en dehors des heures d'occupation sera banni, de même que l'éclairage extérieur purement décoratif. On visera à minimiser les consommations des éclairages de secours, par exemple en prohibant l'usage de blocs autonomes usuels et en les remplaçant par des blocs à LED.

EFFET DIRECT POSITIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'accompagnement

Raccordement par géothermie profonde en cours de réalisation à Bagneux.
Réalisation d'un bâtiment passif pour la crèche.
Conception des bâtiments et des espaces publics visant à réduire les consommations énergétiques.

Effet des Mesures :

Alimenter les besoins de la ZAC
Limiter les consommations d'énergie

Modalités de suivi des mesures

Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre pour les constructions qui suivront les des exigences en termes de performances énergétiques t définies dans le Cahier de prescriptions urbaines, architecturales, paysagères, environnementales.
Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'espace public pour le raccordement au réseau de chaleur

Modalités de suivi des mesures

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

IV.7 - Effets et mesures sur la santé

A/ Risques technologiques

La nature des activités envisagées (logement, activités commerciales, bureaux, services, équipements publics) n'induira a priori pas de risque technologique particulier.

EFFET PEU SIGNIFICATIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure de recommandation :

Au cas où une implantation d'activité économique relevant de la nomenclature des installations classées était envisagée, devront être réalisées :

- Si l'installation est soumise à déclaration : une déclaration comprenant des renseignements sur la nature et le volume des activités, les conditions d'évacuation et d'épuration des eaux résiduaires et des émanations de toute nature ainsi que les conditions d'élimination des déchets et résidus de l'exploitation.

- Si l'installation est soumise à autorisation : une étude d'impact spécifique et une étude danger relative aux risques d'accidents, aux moyens de secours privés et publics disponibles et aux mesures propres à réduire la probabilité des accidents.

Effet des Mesures :

Réduire et éviter le risque technologique.

B/ Qualité des sols

Le projet ne prévoit pas la construction de bâti de type SEVESO ou d'activité industrielle ou mécanique particulière (garage, atelier de peinture, chaudronnerie...).

De façon générale, les risques de pollution des sols ou du sous-sol en phase exploitation peuvent provenir de l'infiltration d'eaux de pluie contaminée qui ruissellent ou/et d'une pollution accidentelle (déversement ou fuite des produits lors des opérations d'entretien et de maintenance).

La création de voiries peut être à l'origine de différents types de pollution des eaux (pollution chronique, risque de pollution accidentelle…).

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT MOYEN ET LONG TERME
Mesure d'évitement :

L'objectif du traitement des pollutions éventuels sera de décanter ces particules par les regards munis de décanteur et les ouvrages de régulations pour éviter leur rejet dans le milieu récepteur (via réseau existant).

Effet des Mesures :

Réduire le risque de pollution

B/ Qualité de l'air

Afin d'évaluer l'impact du projet de l'Ecoquartier Victor Hugo, les émissions de pollution dans l'air ambiant ont été étudiés par le Bureau d'étude Technisim « Air et Santé » en 2022 selon les horizons et scénarios suivants :

. Situation N°1 : Horizon actuel (année 2022) intégrant les lots déjà livrés de la ZAC ;
. Situation N°2 : Horizon de mise en service (année 2028) intégrant la ZAC sans les lots L1, G1 et G3 – Situation Fil de l'eau ;
. Situation N°3 : Horizon de mise en service (année 2028) intégrant la ZAC complète – Situation projetée.

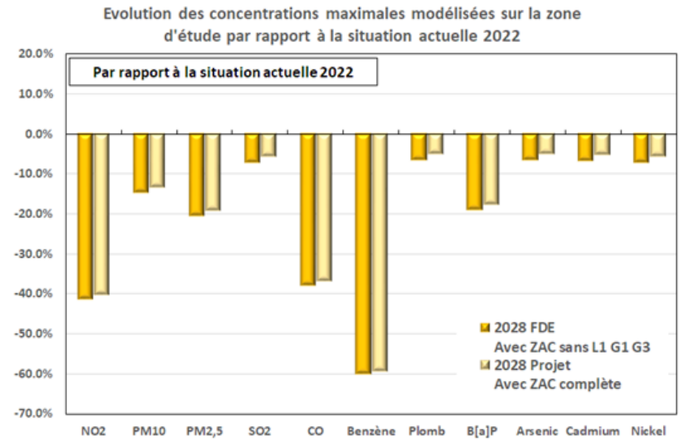
Cette étude s'est attachée plus particulièrement aux émissions de polluants liés au trafic routier données de circulation (fournies par le BE CDVIA) car le secteur résidentiel ne devrait pas être très impactant vis-à-vis de la pollution atmosphérique.

Les bâtiments créés seront conformes a minima à la règlement thermique en vigueur et pour cette fin de ZAC, le principal objectif de la RE2020 est de ramener à énergie positive la performance énergétique de tous les bâtiments construits « après 2020 ». Cela sous-entend que les bâtiments construits devront d'une part, être fortement isolés avec une réduction drastique des ponts thermiques et, d'autre part, être équipés de chauffage à haute efficacité énergétique. Ainsi, les émissions liées aux systèmes de chauffage seront limitées.

Par conséquent, les émissions polluantes liées au bâti devraient être restreintes et leurs impacts seront minimes, par rapport aux autres sources d'émissions déjà présentes, en particulier la circulation automobile.

En effet, afin de diminuer au maximum l'utilisation de la voiture particulière, le projet incite à l'utilisation des modes doux et au rabattement sur les transports en commun : places de stationnement pour les vélos, aménagements cyclables et zone 30, trame piétonne et qualité des espaces public, création de la place des gares, réduction du nombre de places de stationnement pour la voiture particulière sur l'espace public...

Les avancements de réalisation de l'aménagement de la « ZAC Ecoquartier Victor Hugo » sur le territoire de la commune de Bagneux vont engendrer une hausse de trafic sur les voies étudiées, comparativement à la situation actuelle 2022 (intégrant les lots déjà livrés de la ZAC).



Évolution pour les principaux polluants des concentrations maximales modélisées sur la zone d'étude à l'horizon 2028 (situation Fil de l'eau et Projet) comparativement à la situation actuelle 2022

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cependant, à l'horizon futur 2028, les teneurs maximales modélisées sur la zone d'étude diminuent fortement pour les principaux polluants émis à l'échappement par rapport à la situation actuelle 2022 (sauf SO_2 - pour lequel les concentrations maximales ne diminuent que faiblement). Cela étant corrélé avec les **améliorations des motorisations et des systèmes épuratifs,** ainsi qu'à l'**application des normes Euro** et au **développement des véhicules hybrides/électriques,** combinées au **renouvellement du parc roulant. Et ce, malgré l'augmentation globale des volumes de trafic, en situations Fil de l'eau et Projet,** par rapport à la situation actuelle 2022**.**

En tout état de cause, au niveau des lieux vulnérables (crèches, écoles, EHPAD) et sur l'emprise projet, les concentrations calculées à l'horizon futur 2028 en situations 'Fil de l'eau' et 'Projet' (en ne considérant que les émissions du trafic sur les brins du réseau d'étude) sont inférieures aux normes règlementaires pour les polluants faisant l'objet d'une règlementation, et cela même en les cumulant aux concentrations (moyennes annuelles 2021) relevées au niveau des stations de fond urbain Airparif les plus proches du projet.

Les impacts du projet (ZAC sans L1 G1 et G3 comme ZAC complète) sont, ***par rapport** à la **situation actuelle 2022*** :

- Pollution atmosphérique : une baisse des concentrations maximales en polluants est observée, sur la zone d'étude (environ -20,9 % pour la ZAC sans L1 G1 G3 et -19,6 % pour la ZAC au complet ; en moyenne sur les polluants réglementés).

- Enjeux populationnels (lieux vulnérables existants / habitations existantes et en projet) : il est possible de constater une baisse des concentrations en polluants émis à l'échappement (traceur NO_2) en situation 'Fil de l'eau' et 'Projet' au niveau des lieux vulnérables et de la majorité des habitations existantes ainsi que sur l'emprise projet. Quant aux polluants émis par l'abrasion (traceur PM10), il est observé soit des diminutions (pour la majorité des lieux vulnérables) soit des augmentations des concentrations en fonction des lieux vulnérables ; les augmentations demeurent toutefois très modérées.

Les impacts de la réalisation de la ZAC complète sont, ***par rapport** à la **ZAC sans la réalisation des lots L1 G1 et G3*** :

- Pollution atmosphérique : une très légère augmentation des concentrations maximales en polluants est observée sur la zone d'étude (environ +1,6 % ; en moyenne sur les polluants réglementés).

- Enjeux populationnels (lieux vulnérables existants / habitations existantes et en projet) : il est constaté une légère hausse des concentrations en polluants au niveau des lieux vulnérables, des habitations existantes ainsi que sur l'emprise projet. Les hausses les plus marquées sont situées logiquement aux abords des voies de circulation mais demeurent faibles en valeurs absolues.

Pour conclure, la réalisation au complet de la « ZAC Victor Hugo » et les variations de trafic associées sur la zone d'étude ne sont pas de nature à influer significativement sur les concentrations en polluants, que ce soit au niveau des habitations ou au niveau des lieux vulnérables existants ainsi que sur l'emprise projet, comparativement à la réalisation de la ZAC sans les lots L1 G1 G3.

EFFET PEU SIGNIFICATIF DIRECT A COURT MOYEN LONG TERME
Mesure : Aucune mesure particulière

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Nuisances sonores

Le parti d'aménagement s'est organisé en tenant compte de bandes d'isolement acoustique de part et d'autre des infrastructures bruyantes situées en bordure du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo et respecte les prescriptions d'isolement acoustique de l'arrêté préfectoral relatif au classement sonore des voies dans la commune de Bagneux.

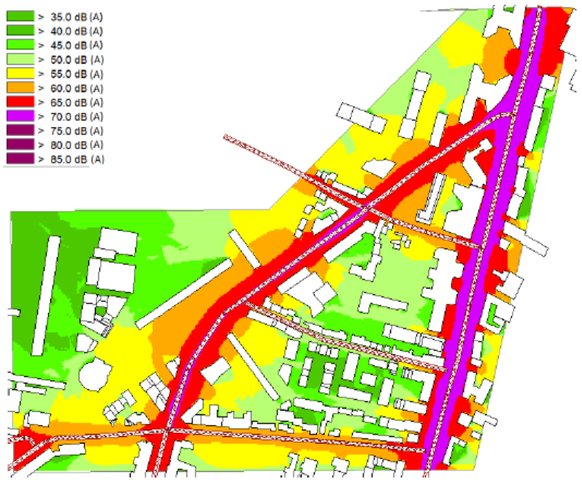
Par ailleurs, la composition du projet s'est orientée avec une implantation des bâtiments d'activités relativement hauts le long de la RD920 pour former un écran acoustique et réserver des zones calmes en cœur d'îlots, pacifiées avec la réalisation de zones piétonnes et de zones de rencontre et/ou de zones 30 pour accueillir des logements et des équipements sensibles.

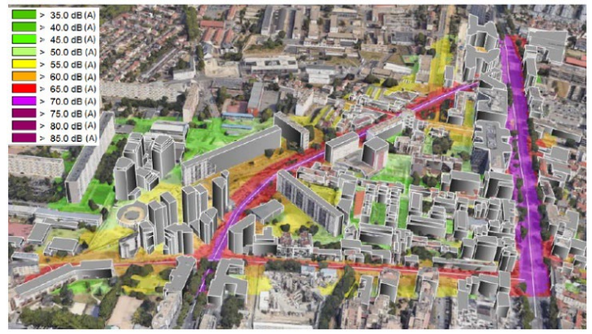
Les logements sont pour partie situés en cœur de ZAC, relativement éloignés des principaux axes bruyants. Les programmes développés le long de la RD920 seront exposés à des nuisances qui seront prises en compte par les concepteurs de projet afin d'obtenir un confort intérieur conforme à la réglementation acoustique. Pour diminuer les nuisances liées aux nouvelles voies traversant le site, des zones piétonnes, des zones de rencontre et/ou des zones 30 seront envisagées au cœur de la ZAC, à proximité des logements et de la crèche.

Afin d'évaluer l'impact du projet de l'Ecoquartier Victor Hugo à son terme en prenant en compte la réalisation des derniers lots opérationnels L1, G1 et G3, une simulation de bruit basée sur les Trafics Moyens Journaliers (TMJ) du bureau « CDVIA » en juin 2022 a été étudiée par le Bureau d'étude « Arundo Acoustiques ».

Les cartographies suivantes permettent de dégager quelques tendances de l'état sonore et d'apprécier les zones calmes et bruyantes.

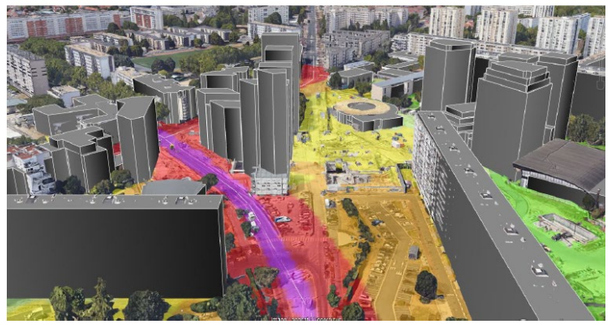
Etat avec lots G1, G2 et G3 Jour





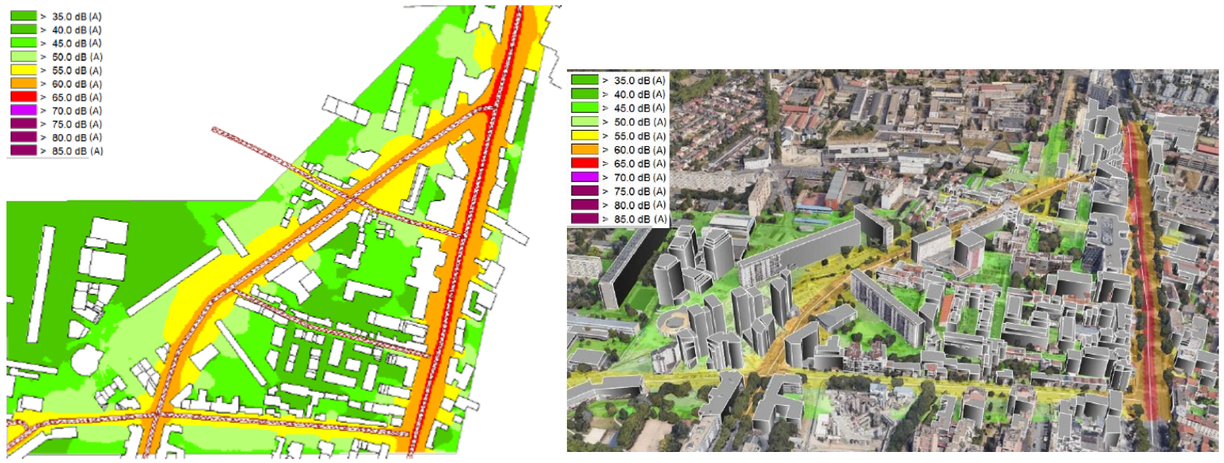






Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Etat avec lots G1, G2 et G3 Nuit



Globalement, la zone du lot G3 est calme, car elle se situe à plus de 100 mètres de toute infrastructure routière et se trouve masquée par d'autres bâtiments. Les façades des bâtiments les plus exposées sont soumis à des niveaux sonores jusqu'à 56 dB(A) de jour et 50 dB(A) de nuit, ce qui correspond à des zones relativement calmes.

Sur les lots L1 et G1, l'avenue Louis Pasteur génère des niveaux sonores en façade au maximum (aux étages inférieurs) de 68 dB(A) et période Jour et 60 dB(A) de nuit. Ces niveaux sonores correspondent à des zones bruyantes et il conviendra d'adapter les isolements de façade.

Distance (m)		0 à 10	10 à 15	15 à 20	20 à 25	25 à 30	30 à 40	40 à 50	50 à 65	65 à 80	80 à 100	100 à 125	125 à 160	160 à 200	200 à 250	250 à 300
Catégorie	**1**	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32
	2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30	
	3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30					
	4	35	33	32	31	30										
	5	30														

Le bruit dû à l'augmentation du trafic lié au projet reste très limité sur la zone. En effet, le projet engendrera une augmentation du bruit variant de 0 à +0.7 dB(A) selon les voies.

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT TERME
Mesure d'évitement : Aucune mesure particulière sauf celle de respecter les réglementations applicables

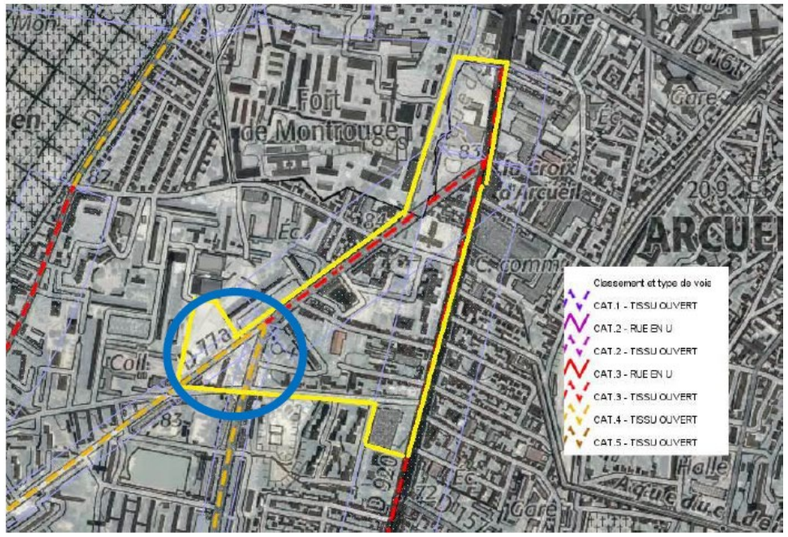
Les réglementations applicables pour les logements sont les suivantes :
- Arrêté Ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;
- Arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

Méthode forfaitaire

Une catégorie sonore est attribuée aux infrastructures en fonction des niveaux sonores émis par celle-ci : de la catégorie 1 à la catégorie 5. (Catégorie 1 est la plus bruyante et 5 la moins bruyante)

L'isolement de façade DnTA,Tr à respecter est alors calculé en fonction :
- De la catégorie de l'infrastructure,
- De la distance infrastructures / façade
- D'éventuelles corrections prenant en compte les écrans, les obstacles naturels, l'angle du bâtiment par rapport à l'infrastructure…
- De la densité des bâtiments (rue en U, tissu ouvert)

D'après l'arrêté préfectoral relatif au classement sonore des voies dans la commune de Bagneux, le projet du lot G3 ne se situe pas dans une zone d'influence de bruit des infrastructures terrestres.
Les projets des lots L1 et G1 se situent dans la zone d'influence de bruit de l'avenue Louis Pasteur, classée en catégorie 4.



Pour ce qui concerne les façades en vue directe, l'isolement ci-dessous en fonction de la distance à la source sera à appliquer :

L'isolement de façade des habitations ne pourra être inférieur à 30,0 dB.

Effet des Mesures :

Gérer le bruit conformément à la législation en vigueur.

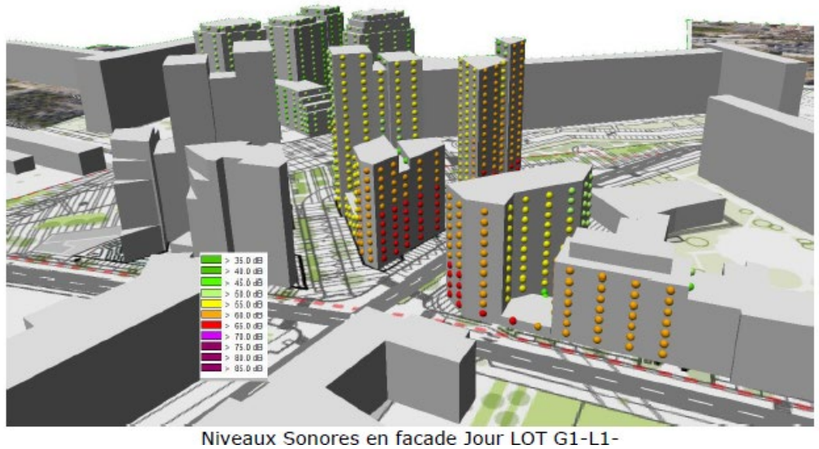
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Les niveaux sonores ont été simulés à 2 mètres des façades des dernières opération d'habitation par le bureau d'étude.

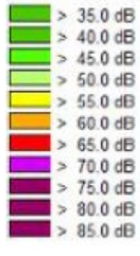
L'isolement acoustique DnTA,Tr est déterminé à partir de cette simulation, de telle sorte que le niveau de bruit à l'intérieur des pièces principales et cuisine soit égal ou inférieur à 35 dB(A) en période diurne (6h-22h) et 30 dB(A) en période nocturne (22h-6h).
Par exemple un niveau sonore simulé en façade LAeq de 70dB(A) en période diurne implique un isolement de DnTA,Tr des pièces principales et cuisines de 35 dB.



Niveaux Sonores en façade Jour LOT G3-



Niveaux Sonores en facade Jour LOT G1-L1-

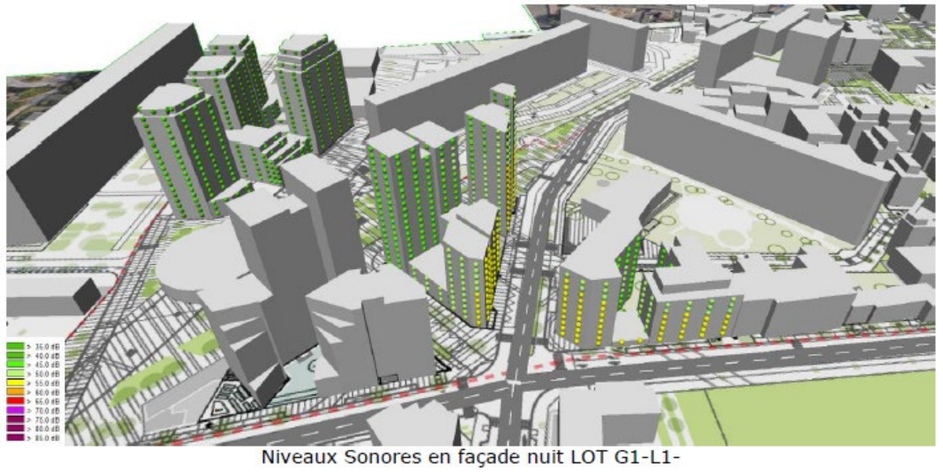




Niveaux Sonores en façade Jour LOT G1-L1-



Niveaux Sonores en façade Nuit LOT G3



Niveaux Sonores en façade nuit LOT G1-L1-

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT TERME
Mesure de réduction :

Isolements minimaux à respecter dans le cadre du projet

Les isolements minimums à respecter par façade, DnTAtr, déterminés à l'aide de la méthode forfaitaire et par la simulation (résultats les plus favorables aux futurs résidents) ont été déterminées.

- LOT G1



Les façades du lot G1 non marquées possèderont un isolement minimum DnTAtr de 30 dB (minimum réglementaire).

LOT G3

Toutes les façades du lot G3 possèderont un isolement minimum DnTAtr de 30 dB (minimum réglementaire).

LOT L1



Les façades du lot L1 non marquées possèderont un isolement minimum DnTAtr de 30 dB (minimum réglementaire).

Principes constructifs : cas d'un isolement de 30 dB à 35 dB

- Gros œuvre
Les murs seront en maçonnerie lourde, doublée.

- Menuiseries
Ensembles « menuiseries + vitrages » dotés d'un indice d'affaiblissement acoustique adapté pouvant être une fenêtre avec un double vitrage thermo-acoustique.

- Ventilation
Les entrées d'air pourront être intégrées dans les menuiseries ou dans les coffres de volets roulants.

Effet des Mesures :

Gérer le bruit conformément à la législation en vigueur.

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre
Respect des dispositions de l'arrêté et des isolements acoustiques minimums à respecter, des fiches de lot et du cahier des prescriptions environnementales et paysagères annexé au Cahier des charges de cession de terrains pour chacun des lots.

Modalités de suivi des effets

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de ces prescriptions.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Impact du projet dû à l'évolution du trafic sur les bâtiments existants

Réglementation

Le Maître d'Ouvrage doit respecter la réglementation applicable aux projets de routes nouvelles (code de l'environnement R571-44 à 52 et de l'arrêté du 5 mai 1995 relatifs aux bruits des infrastructures terrestres)
Sont concernées les nouvelles voies ainsi que les transformations significatives des routes existantes, dues au projet.
Une transformation est considérée comme **significative** si elle respecte les deux conditions suivantes :
- Résultant d'une intervention ou de travaux successifs (à l'exclusion des travaux de renforcement de chaussée, des travaux d'entretien, des aménagements ponctuels et des aménagements de carrefours non dénivelés)

ET

- Telle que la contribution sonore qui en résulterait à terme, serait supérieure de plus de 2 dB (A) à la contribution sonore à terme de l'infrastructure avant cette modification ou cette transformation.

Si la transformation n'est pas significative, aucune exigence n'est fixée.
Si la transformation est significative ou en cas de création d'une nouvelle voie, la contribution sonore du projet à terme ne devra pas engendrer des niveaux sonores supérieurs aux valeurs suivantes :

Usage et nature des locaux	**LAeq (6 h-22 h) (1)**	**LAeq (22 h-6 h) *(1)***
Etablissements de santé, de soins et d'action sociale *(2)*	60 dB (A)	55 dB (A)
Etablissements d'enseignement (à l'exclusion des ateliers bruyants et des locaux sportifs)	60 dB (A)	
Logements en zone d'ambiance sonore préexistante modérée	60 dB (A)	55 dB (A)
Autres logements	65 dB (A)	60 dB (A)
Locaux à usage de bureaux en zone d'ambiance sonore préexistante modérée	65 dB (A)	

En cas de dépassement de ces valeurs, une réduction du bruit à la source doit être envisagée (de type écran). Si cette action à la source n'est pas réalisable dans des conditions satisfaisantes d'insertion dans l'environnement ou à des coûts de travaux raisonnables, un traitement sur le bâti devra être réalisé (amélioration de l'isolement de façade défini dans l'article 4 arrêté du 5 mai 1995).

Evolution du trafic due au projet

Voie	TRAFIC MOYEN JOURNALIER SANS PROJET FIL DE L EAU	TRAFIC MOYEN JOURNALIER AVEC PROJET	Augmentation du trafic du au projet en %	Evolution des Niveaux sonores associés en dB(A) 10log (trafic projet/trafic sans projet)
rue de Verdun EST	4430	4930	11	0,5
rue de Verdun Centre	6100	7150	17	0,7
rue de Verdun Ouest	800	900	13	0,5
D77A sud bd Henri Barbusse	6260	7190	15	0,6
D77 avenue Louis Pasteur Sud	9800	10350	6	0,2
D77 avenue Louis Pasteur Nord	11240	11980	7	0,3
D77A centre avenue victor hugo	10910	11250	3	0,1
D77A nord victor hugo	11700	12250	5	0,2
D920 Avenue Aristide Briand Nord	30150	30700	2	0,1
D920 Avenue Aristide Briand centre	24150	24350	1	0,0
D920 Avenue Aristide Briand Sud	22880	23270	2	0,1
rue G Courbet	200	200	0	0,0
rue NJ Naudin est	1720	1740	1	0,1
rue NJ Naudin ouest	4700	5050	7	0,3

Il est à constater que le projet génère une augmentation due à l'évolution du trafic comprise entre 0,1 à 0,7 dB(A) au niveau des bâtiments existants.
Cette augmentation du niveau sonore due au projet est très faible et négligeable.

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT TERME
Aucune mesure

L'augmentation du niveau sonore due au projet est inférieure à 2 dB (A). **Cette augmentation n'est pas significative** au sens du code de l'environnement R571 44 à 52 et de l'arrêté du 5 mai 1995 relatifs aux bruits des infrastructures terrestres. **Aucun aménagement acoustique n'est à envisager au niveau des habitations existantes.**

E/ Sécurité publique

Le nouveau maillage de la voirie ainsi que l'organisation des espaces publics et des constructions prévus permet d'augmenter la perméabilité du site, ce qui implique donc une meilleure capacité d'intervention des services assurant la sécurité publique.

Les voies de desserte devront permettre l'accessibilité aux engins d'incendie. On veillera par ailleurs à respecter quelques principes :
- la création de trottoirs suffisamment larges pour accueillir confortablement les flux induits par les usages sans toutefois encourager le détournement d'usage,
- la continuité des trottoirs et des circuits piétons, le renforcement des dispositifs incitant à la vigilance des automobilistes,
- la mise en place d'un éclairage nocturne continu et adapté aux usages,
- un entretien courant régulier, systématique, uniforme et visible,
- la lisibilité des accès,
- la cohérence des dispositifs de signalétique.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

V.8 -Effets et mesures sur le climat et la vulnérabilité du projet au changement climatique

Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo étant réservée à des activités de bureau, d'habitat, de commerce et d'équipements, le projet n'est pas de nature à modifier directement le climat à l'échelle locale ou régionale.

En effet, l'aménagement du site de la ZAC ne produira pas de composés halogénés (brome, chlore) susceptibles de provoquer la diminution de la couche d'ozone stratosphérique. En revanche, la pollution atmosphérique liée aux gaz d'échappement des véhicules des résidents, employés ou visiteurs, le cas échéant, produira divers gaz à effet de serre : CO, CO 2, COV, N2O (voir paragraphe sur la qualité de l'air).

Des variations d'ordre microclimatique sont toutefois possibles, en raison de l'implantation des nouvelles constructions : augmentation des courants du vent (« effets venturi »), ombrage des constructions créant de fait des « îlots de fraîcheur » et augmentation de l'imperméabilisation des sols jouant un rôle de phénomène « d'îlot de chaleur ».

A/ -Phénomènes microclimatiques induits par le projet : effet « venturi » et confort au vent

Dans le cadre de l'aménagement de la place des Métros et de la création d'immeubles présentant des hauteurs similaires et importantes (R+17) sur les trois lots de la place des gares (G1, G2, G3), une étude aéraulique a été menée en 2020 (annexe n°7), afin d'évaluer le confort aéraulique piéton dans les espaces extérieurs.

- Etude aéraulique de 2020

  - <u>Méthodologie</u>

Comme présenté ci-contre, le modèle réalisé pour l'étude aéraulique s'est fondé sur une représentation 3D des bâtiments futurs (lots G1, G2, G3) et existants (immeubles du quartier de la Pierre Plate à l'Ouest et Nord-Est, de la Cité des Martyrs de Châteaubriand à l'Est ou encore de la cité « Chant des Oiseaux » au Sud et équipements publics au Nord, …).

Ce modèle a également pris en compte la topographie ainsi que les principes d'implantations des futures espèces arborées au droit de la place (selon les principes paysagers prévus dans le cadre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo sur la place).

Présentation du modèle utilisé pour l'étude aéraulique



Source : OASIS 2020

Les points colorés représentent les typologies d'arbres prévues sur le secteur : rose pour le pin sylvestre, bleu pour le chêne chevelu, jaune pour le prunus-sorbus, vert clair pour le frêne blanc, vert foncé pour le pommier sauvage et violet pour des arbres lambda.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Avant toute chose, le bureau d'étude a défini le seuil de gêne, correspondant à la vitesse du vent limite au-delà de laquelle un individu ressent une sensation d'inconfort.

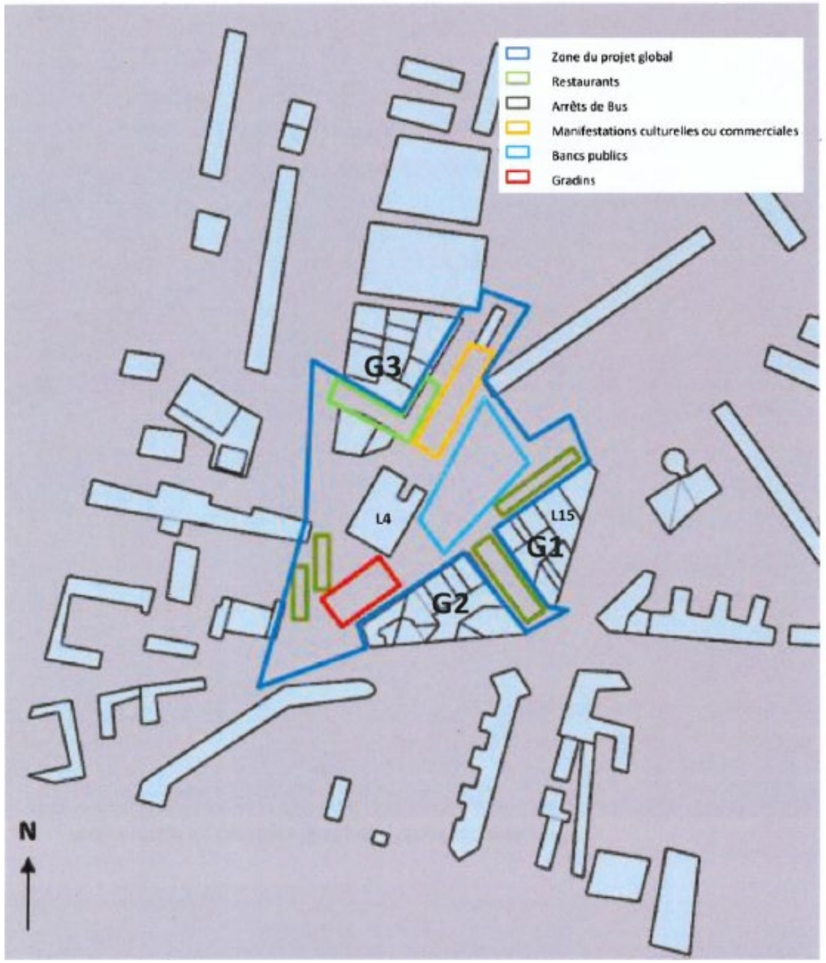
Cette vitesse est choisie en fonction des attentes d'un projet et des usages des espaces étudiés. Au regard de l'échelle de Beaufort, il est usuel de prendre un seuil correspondant à 3,6 m/s pour les espaces extérieurs (tels que des terrasses de cafés par exemple). Ce seuil correspond à une « légère brise ».

Ensuite et pour définir le seuil de gêne, il est nécessaire de relier la vitesse du vent à une hauteur d'intérêt afin de tenir compte des effets de l'altitude. En ce sens, les conditions de confort sont atteintes si la fréquence de dépassement de ce seuil n'excède pas une certaine valeur sur l'année, qui dépend de l'activité des piétons

- Assis / débout : dans cette activité, le confort du piéton est assuré si le seuil de 3,6 m/s est inférieur ou égal à 5% du temps sur l'année. Si le seuil est dépassé entre 5% et 10 % du temps, un risque d'inconfort est possible (au-delà de 10%, l'inconfort est assuré)

- Marche normale : dans cette activité, le confort du piéton est assuré si le seuil de 3,6 m/s est inférieur ou égal à 10% du temps sur l'année (au-delà de 10%, l'inconfort est assuré)

Les zones qui ont été étudiées sont comprises dans le périmètre de la « place des Métros » (voir carte ci-dessous).



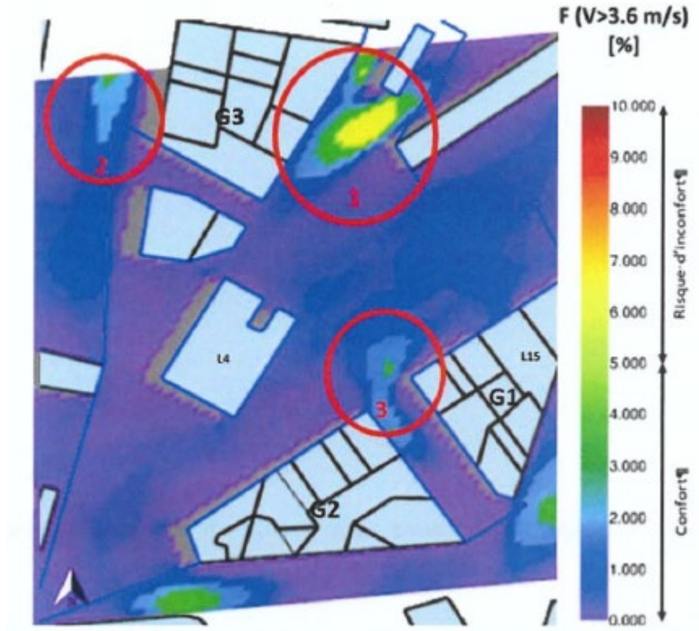
Source : OASIS 2020

- Résultats des simulations du confort au vent au droit du parvis piéton de la place des Métros

L'analyse du confort piéton annuel vise à localiser les zones inconfortables, et celles présentant un risque d'inconfort selon l'activité du piéton (inconfort à l'état statique, confort en état de marche).

Selon les simulations réalisées par le bureau d'étude :
- Aucune zone au droit du parvis ne semble inconfortable
- Certaines peuvent présenter un risque d'inconfort modéré notamment :
  . à l'extrémité Nord-est du parvis, entre le lot G3 et l'immeuble de la « cité des Martyrs de Châteaubriant» (zone 1) ;
  . à l'extrémité Nord-ouest du parvis, entre le lot G3 et l'immeuble du quartier de la Pierre Plate (zone 2) ;
  . au Sud du parvis, entre les lots G2 et G3 (zone 3).

Simulations du dépassement duseuil de 3,6 m/s en phase projet



Source : OASIS 2020

Globalement la configuration des bâtiments et l'implantation des arbres au droit de la place des Métros permettent une bonne protection au vent des espaces extérieurs.

Pour les zones présentant une légère accélération des vents : seules la zone de manifestations culturelles ou commerciales (zone 1 et 2) ainsi que la zone « Arrêt de Bus » au droit de la voie nouvelle entre les deux ilots G1 et G2 (zone 3) présentent un risque. Il s'agit cependant de zones d'activités plus piétonnes que statiques. La zone de manifestations commerciales et culturelles ne nécessite pas d'aménagement supplémentaire, l'inconfort piéton étant moins ressenti en activité, pour une durée moins importante également qu'une zone d'arrêt.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

EFFET NEGATIF DIRECT A COURT, MOYEN ET LONG TERME
Mesure de réduction et d'évitement :

Selon le bureau d'étude, l'inconfort ne devrait pas être très important sur la zone d'arrêt de bus ; une densification des arbres à des endroits stratégiques peut venir aisément à bout de ce désagrément.

- Etude aéraulique de 2022

Une nouvelle étude aéraulique extérieure a été réalisée en juin 2022 par le bureau d'étude OASIS pour répondre à l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact du secteur G3 réalisée en 2021, dont l'une des recommandations était de quantifier l'amélioration du confort aéraulique au niveau de la place des Métros et permise par les plantations envisagées.

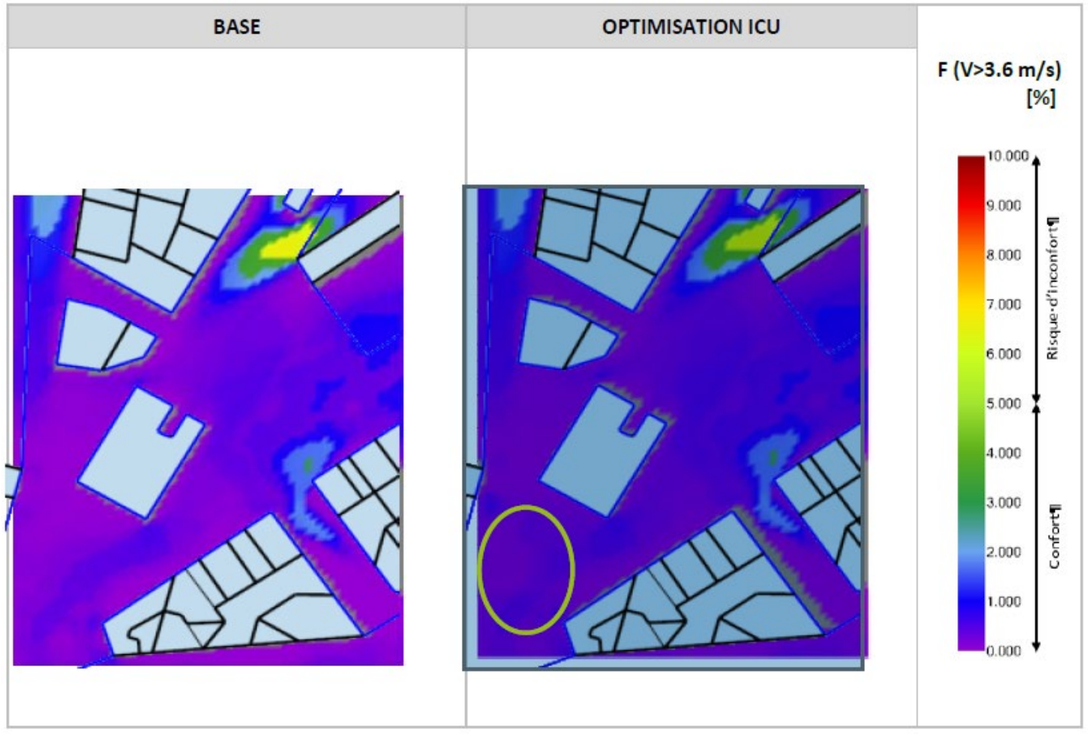
Cette étude aéraulique a été réalisée sur la base de l'étude réalisé en décembre 2020.
Ainsi des hypothèses de densification de la végétation sur la zone d'arrêt de bus ont été apportées sur d'éventuelles améliorations paysagères, notamment sur la zone d'arrêt de bus. Ces améliorations ont pour but d'éliminer les zones pouvant être considérées comme à risque au niveau de l'inconfort piéton en termes de confort thermique.

L'objectif ici est de constater l'impact des aménagements paysagers supplémentaires visant à limiter l'ICU sur le confort aéraulique, sur le projet optimisé.

Projet optimisé



Sont présentés ci-après les résultats de confort aéraulique obtenus sur la zone globale, sous la forme de **fréquences de dépassement du seuil 3.6 m/s de vitesse rafale** « F(V>3.6m/s) », exprimée **en pourcentage de temps**, toutes **directions confondues sur une année entière**.



Il est constaté que le risque d'inconfort sur la zone d'arrêt de bus est bien atténué par l'implantation d'arbres supplémentaires sur l'espace séparant les arrêts de bus et le collège Joliot-Curie.

Il s'observe en effet une réduction de l'exposition aux rafales de vent, la plantation d'arbres supplémentaires de la zone réduisant logiquement l'exposition au vent. En termes de végétaux, la densification proposée est modérée et permet de garder un espace suffisant pour la circulation et l'aménagement urbain.

L'aménagement en adéquation avec la problématique aéraulique de la zone commerciale a déjà été abordé lors de la première étude. Les usagers circulant sur cette zone, l'aspect d'inconfort est alors moins ressenti et reste passager. L'agencement en vigueur ne nécessitent pas d'aménagement supplémentaire.

Le projet est composé d'une très bonne conception aéraulique de base. L'optimisation proposée dans le cadre de cette seconde étude permet d'améliorer davantage la qualité cette conception, et d'améliorer le confort piéton sur 2 points : Le confort aéraulique et le confort thermique.

Effet des Mesures

Améliorer le confort piéton à l'arrêt de bus

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modalités de suivi des mesures

Suivi réalisé par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de conception des espaces publics et du paysagiste

Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de cette mesure.

Modalités de suivi des effets

Suivi par l'exploitant du site

B/ -Les phénomènes microclimatiques induits par le projet : ombrage et ensoleillement

Ce volet « Ensoleillement » réalisé en 2022 pour enjeu d'effectuer un constat d'ensoleillement entre la situation actuelle (2022) et le projet du secteur de la gare (lots G1, G2, G3) afin d'analyser l'impact des nouveaux immeubles sur les bâtiments environnants.

- <u>Méthodologie</u>

Le projet a été modélisé à l'aide du logiciel Sketch'up Pro, et Archiwizard. Ces logiciels sont des logiciels de dessin en 3D permettant de visualiser les bâtiments à différentes heures de la journée.

L'analyse porte sur 3 jours remarquables de l'année : le 21 mars, le 21 juin et le 21 décembre, représentant respectivement l'équinoxe de mars (correspondant au début du printemps), le solstice de juin (correspondant au début de l'été et à la course du soleil la plus haute dans le ciel) et le solstice de décembre (correspondant au début de l'hiver et à la course du soleil la plus basse dans le ciel).
Pour chaque date, quatre vues sont proposées :

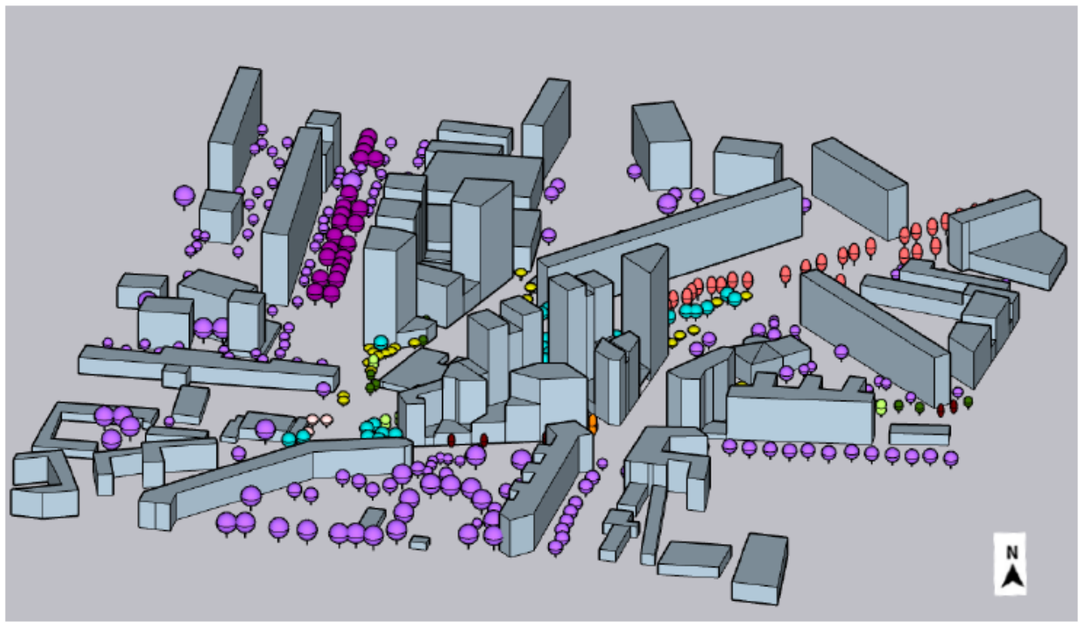
- Perspective Sud
- Perspective Nord
- Perspective Ouest
- Perspective Est.

Modèle 3D

- **Façade Sud travaux 2022**

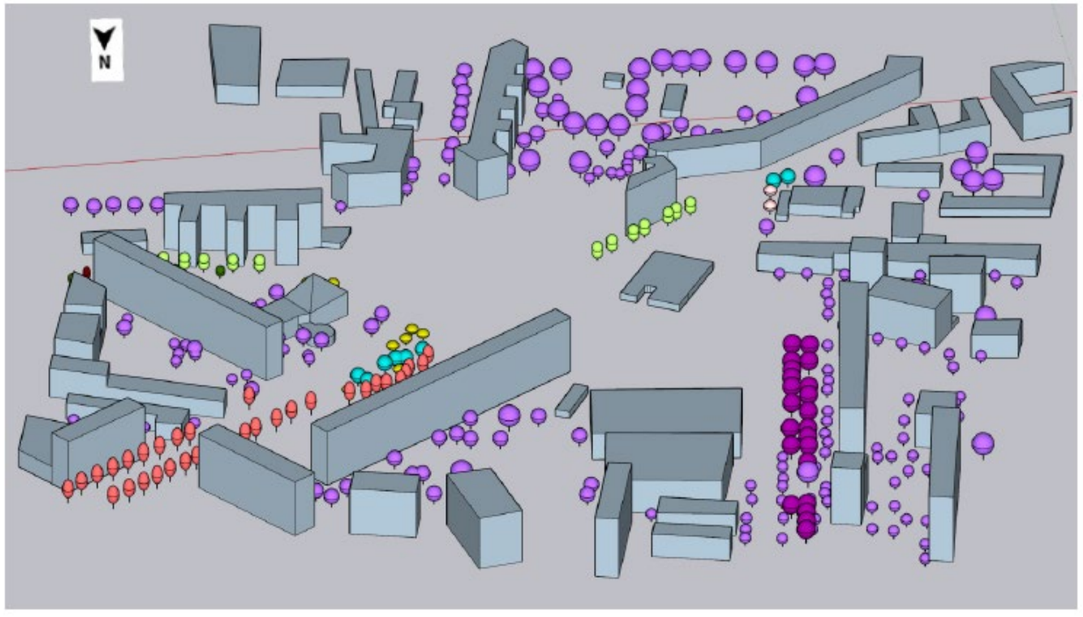


- **Façade Sud après travaux**

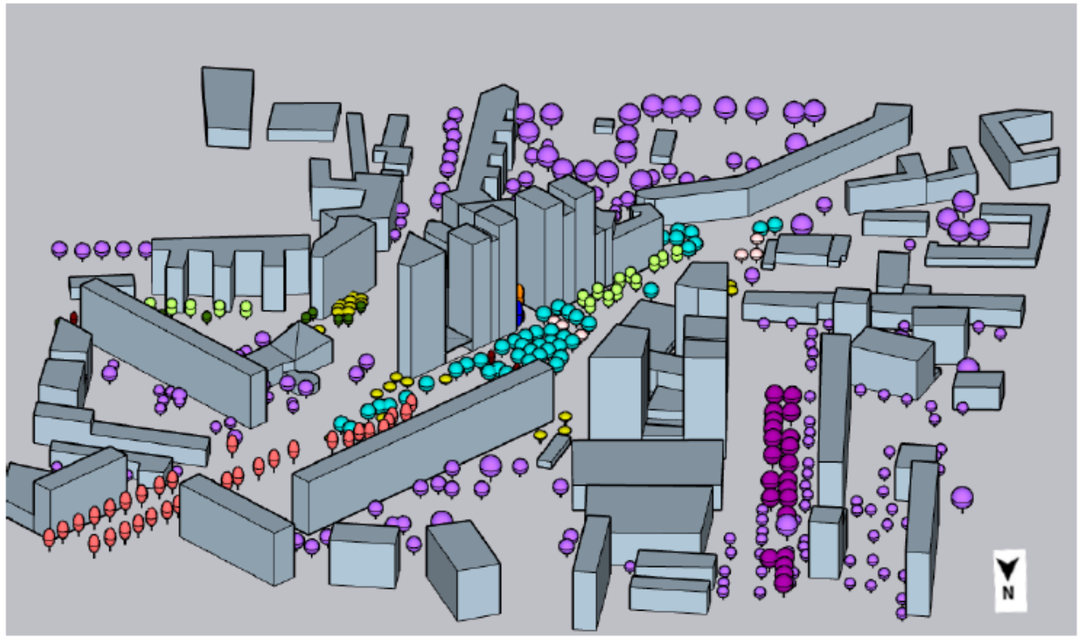


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Façade Nord travaux 2022**



- **Façade Nord après travaux**



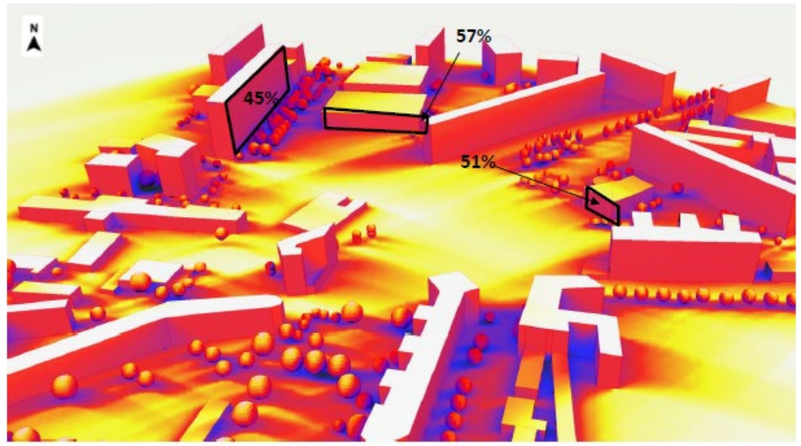
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

- **Résultats de l'imagerie solaire**

Solstice d'été : 21 juin

EXPOSITION AU FACADE SUD

Phase Travaux 2022

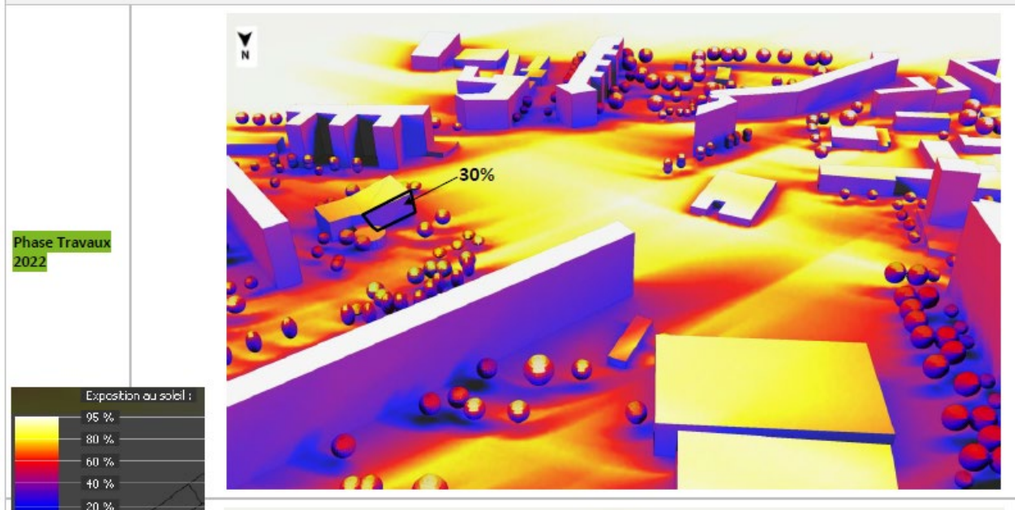


Après Travaux

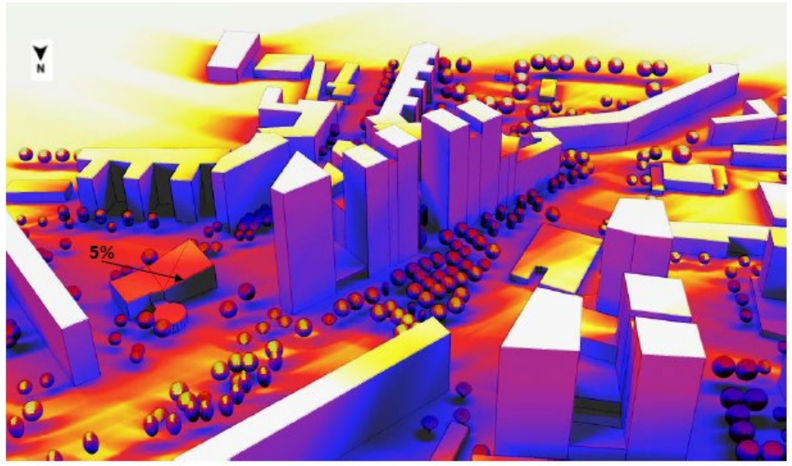
Analyse	• Les façades les plus impactées sont le gymnase ainsi que l'église Sainte Monique, où l'on constate un abaissement d'environ 30% du pourcentage du temps d'exposition au soleil en été, soit 4h30 d'ensoleillement journalier. • Les façades du projet ont une exposition au soleil assez importante avec un pourcentage allant de 46% à 61% du temps d'exposition au soleil. • La barre d'immeuble rue Claude Debussy perd 15% d'ensoleillement, localisé sur les logements côté sud du bâtiment, soit près de 2h30 d'ensoleillement • **Globalement, le projet impacte faiblement l'ensoleillement des bâtiments environnants. Seuls les équipements publics que sont l'église et le gymnase sont impliquées par l'abaissement d'ensoleillement, qui ne sont pas des lieux d'habitation.**

EXPOSITION AU FACADE NORD

Phase Travaux 2022



Après Travaux

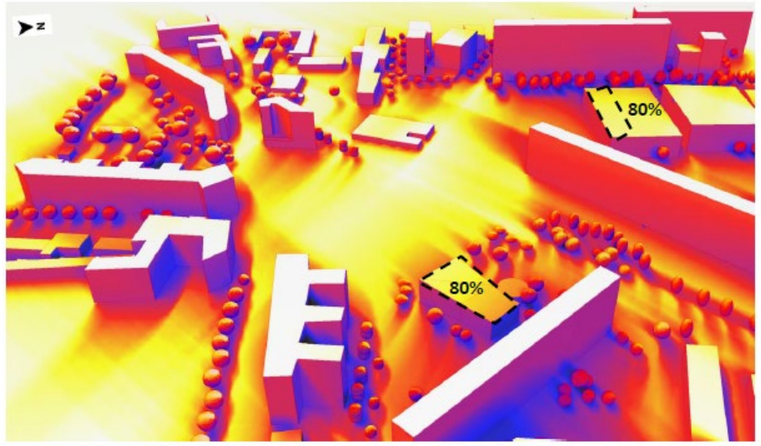


Analyse	• Le bâtiment le plus impacté est l'église Sainte Monique (encadré en noir), avec un abaissement d'environ 25% du pourcentage du temps d'exposition au soleil en période estivale pour la façade Nord après les travaux, soit près de 4h d'ensoleillement journalier. • Les façades du projet sont peu exposées au soleil. **Le projet impacte faiblement l'ensoleillement des bâtiments environnants ainsi que les riverains.**

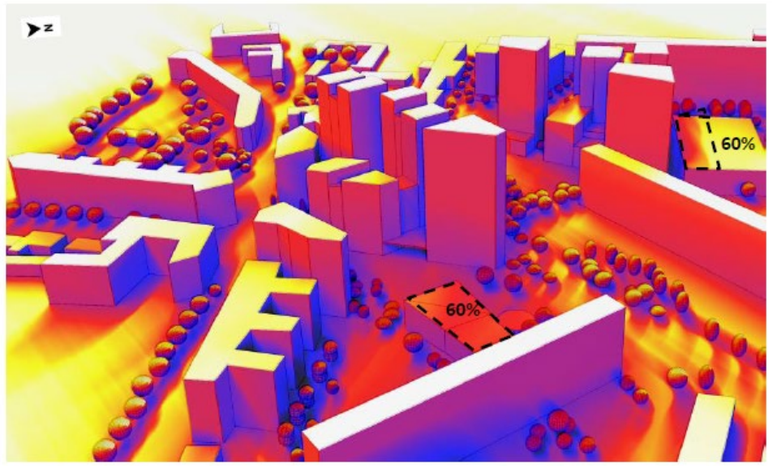
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

EXPOSITION AU FACADE EST

Phase Travaux 2022



Après Travaux

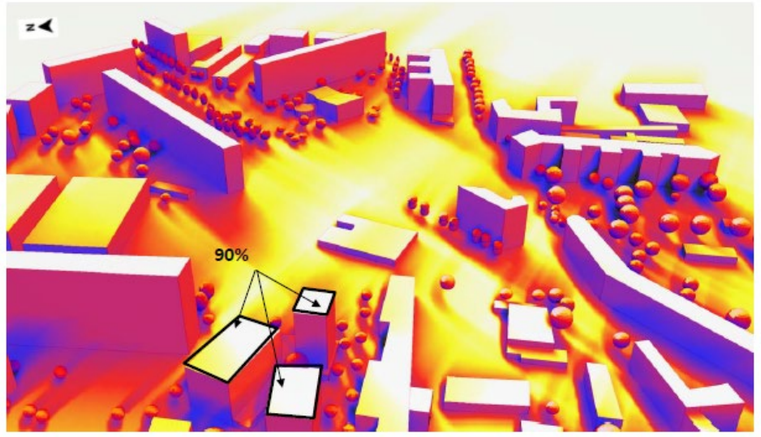


Analyse

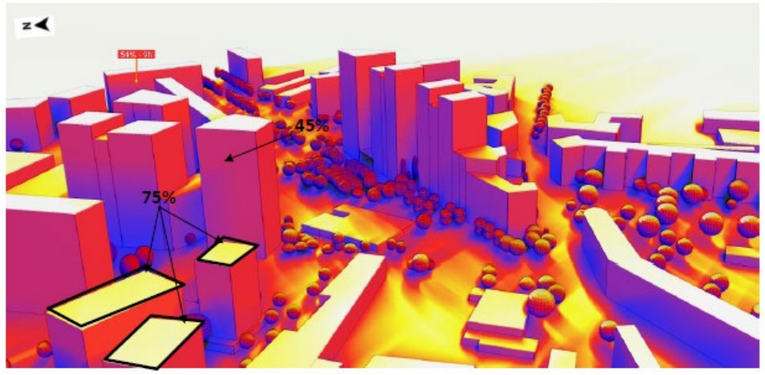
- Les toitures du gymnase et de l'église sont les plus impactées, on constate un abaissement d'environ 20% du pourcentage du temps d'exposition au soleil en été, soit 3h d'ensoleillement.
- **Les façades du projet gardent une exposition au soleil uniforme et très importante avec un pourcentage allant de 48% à 61% du temps d'exposition au soleil. Seule la toiture du gymnase et de l'église sont impactés, qui ne sont pas des zones a intérêt d'ensoleillement.**

EXPOSITION AU FACADE OUEST

Phase Travaux 2022



Après Travaux



Analyse

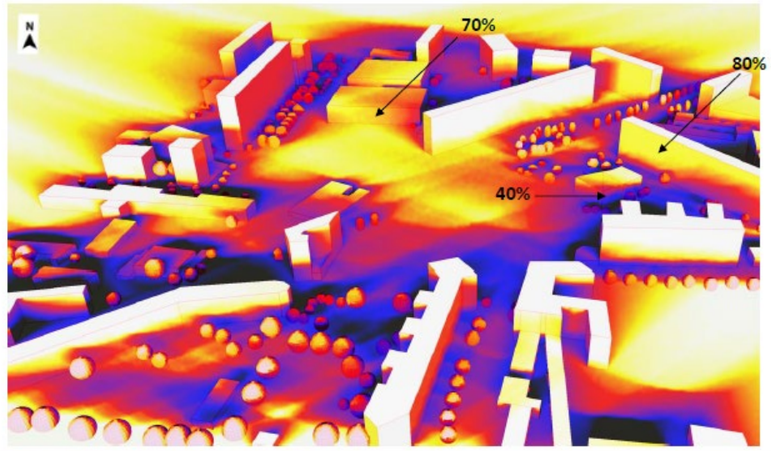
- Les toitures des bâtiments encadrés en noir sont masquées par le projet, on constate un abaissement d'environ 15% du pourcentage du temps d'exposition au soleil en été après travaux, soit 2h d'ensoleillement journalier.
- L'impact du projet sur les autres bâtiments environnants est faible voir négligeable.
- **Les façades du projet ont une exposition au soleil uniforme avec un pourcentage allant de 48% à 61% du temps d'exposition au soleil.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

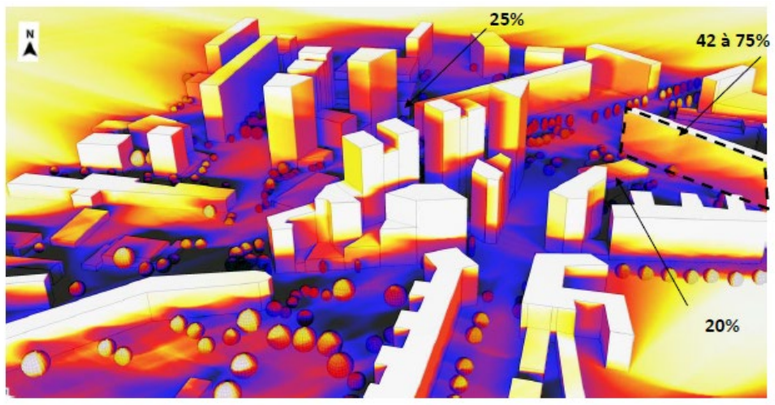
Solstice d'hiver : 21 décembre

EXPOSITION AU FACADE SUD

Phase Travaux 2022



Après Travaux

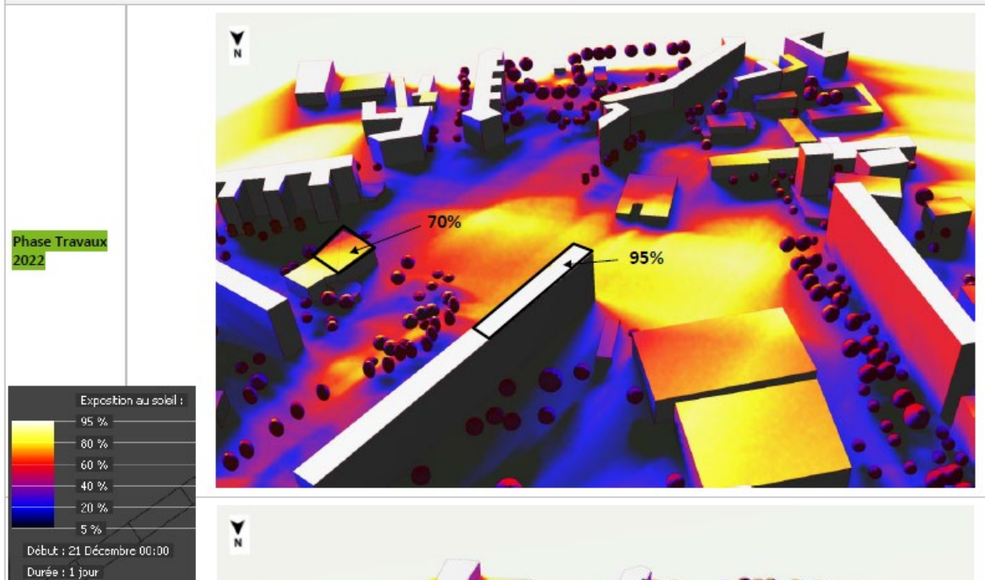


Analyse

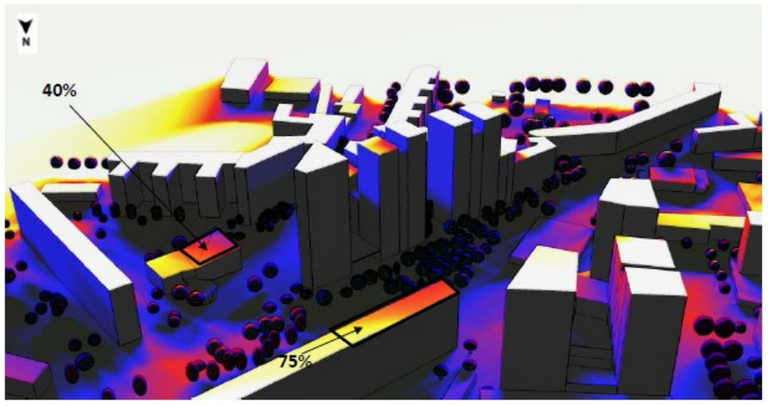
- Les façades de la barre d'immeuble de la résidence du Rond-Point des Martyrs, encadrées en noir à droite, passe d'un pourcentage d'exposition au soleil de 80% avant travaux à un pourcentage allant de 42 à 75% du temps d'ensoleillement après travaux, soit une perte, en moyenne 1h30 d'ensoleillement journalier. Le gymnase, identifié à gauche et la station de métro de Bagneux identifié au centre, perdent respectivement 20% et 45% d'ensoleillement.
- **L'impact du projet sur les autres bâtiments d'habitation environnants est faible voir négligeable. Seul la façade Sud de la barre d'immeuble de la résidence Haut de Seine est impactée, mais conservent une très bonne exposition.**
- **Les façades du projet ont une exposition au soleil très importante avec un pourcentage d'exposition au soleil allant de 65% à 100% du temps d'ensoleillement.**

EXPOSITION AU FACADE NORD

Phase Travaux 2022



Après Travaux



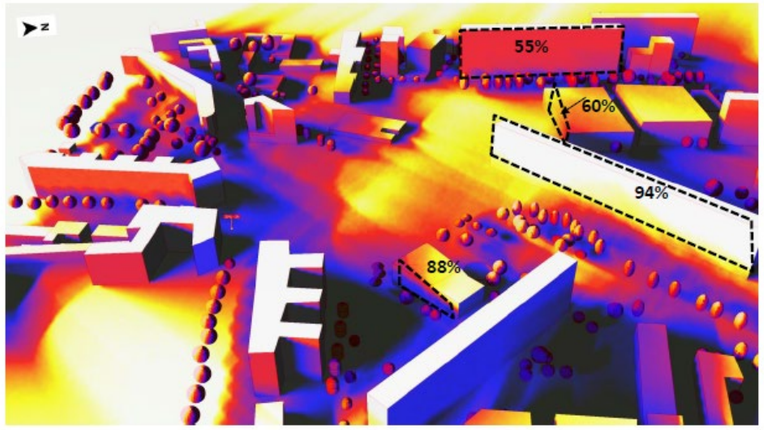
Analyse

- Dans les deux cas, les façades du projet sont très peu exposées au soleil.
- Un abaissement de l'ensoleillement de l'ordre de 30%, soit 2h45 est constaté au niveau de l'église et la barre d'immeuble « Rond-point des Martyrs de Châteaubriant »

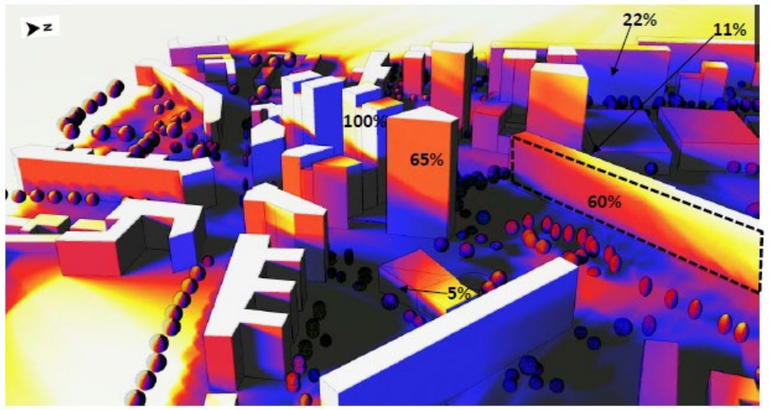
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

EXPOSITION AU FACADE EST

Phase Travaux 2022



Après Travaux

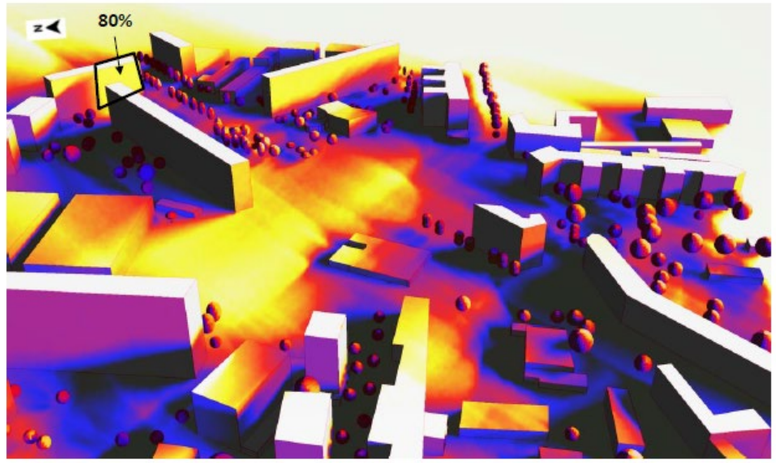


Analyse

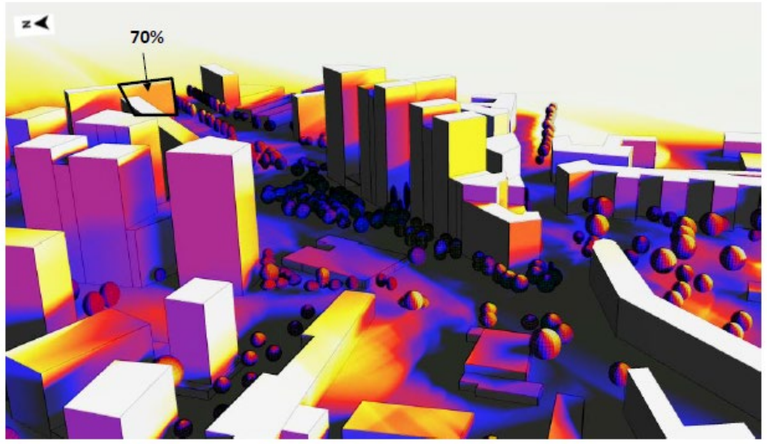
- Les bâtiments les plus impactés sont ceux encadrés en noir, on constate un abaissement supérieur à 30% du pourcentage du temps d'exposition au soleil en Hiver, pour la résidence Debussy et la la barre d'immeuble « Rond-point des Martyrs de Châteaubriant », encadrés, après travaux, soit 2h40 d'ensoleillement journalier.
- L'église perd conséquemment de l'ensoleillement, avec une chute de 80% du temps d'exposition au soleil.
- **Les façades du projet ont une exposition au soleil assez importante avec un pourcentage allant de 65% à 100% du temps d'exposition au soleil** sur la partie haute des façades. Les parties basses sont masquées par les masques en face.

EXPOSITION AU FACADE OUEST

Phase Travaux 2022



Après Travaux



Analyse

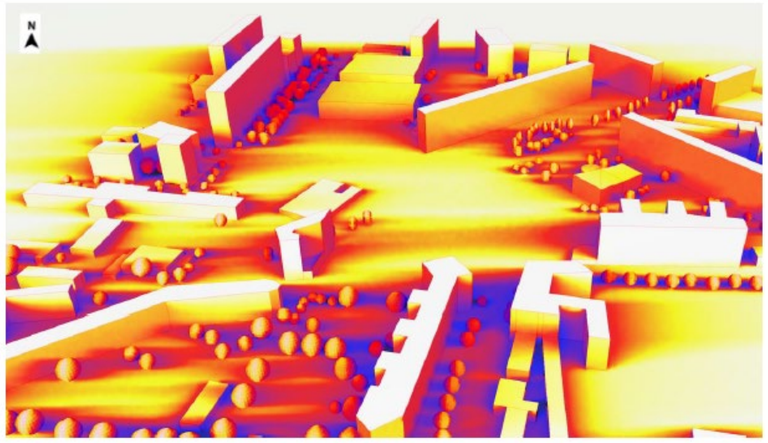
- En hiver, les façades du projet ont une exposition au soleil très faible avec un pourcentage allant de 30% à 42% du temps d'exposition au soleil, soit 3h d'ensoleillement journalier.
- **Le projet impacte faiblement l'ensoleillement des bâtiments environnants.** La seconde barre d'immeuble « Rond-Point des Martyrs de Châteaubriant » perd 10% d'ensoleillement sur les logements côté Sud, soit moins d'une heure d'ensoleillement.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

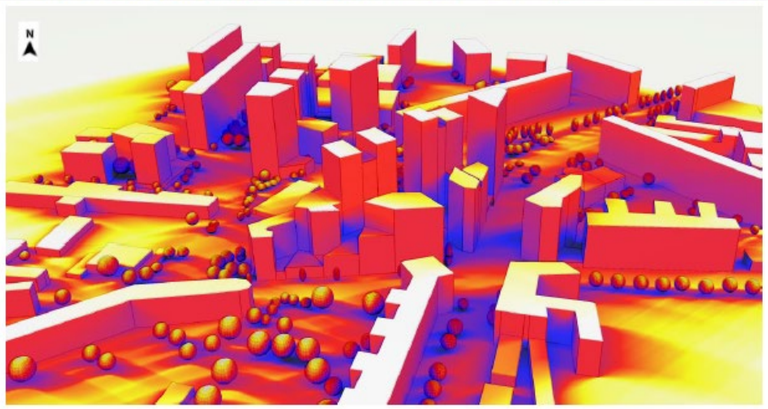
Equinoxe de printemps : 21 mars

EXPOSITION AU FACADE SUD

Phase Travaux 2022



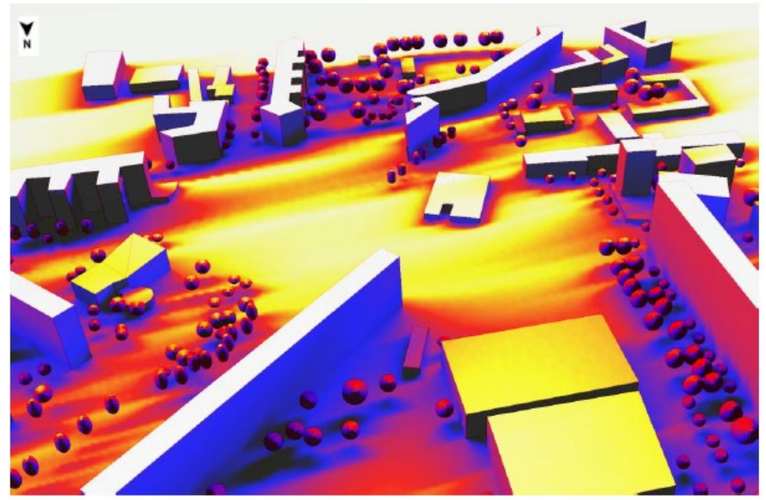
Après Travaux



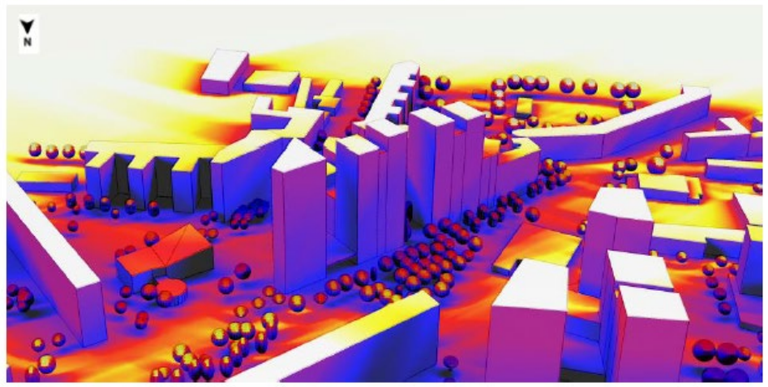
Analyse	Conclusion identique à celle du solstice d'été 21 juin.

EXPOSITION AU FACADE NORD

Phase Travaux 2022



Après Travaux

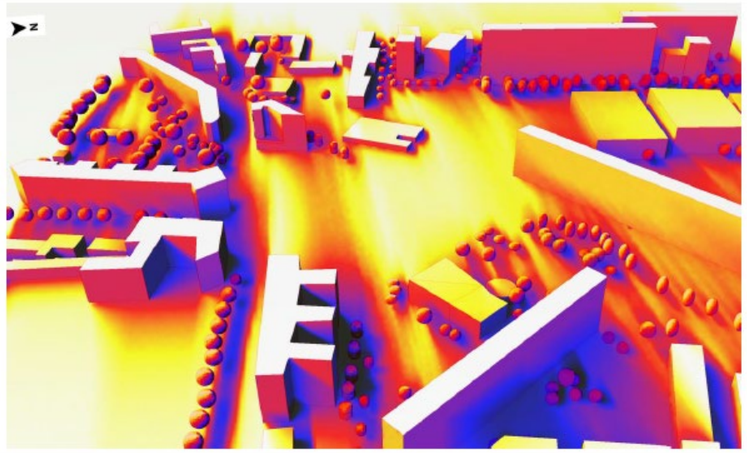


Analyse	Conclusion identique à celle du solstice d'été 21 juin.

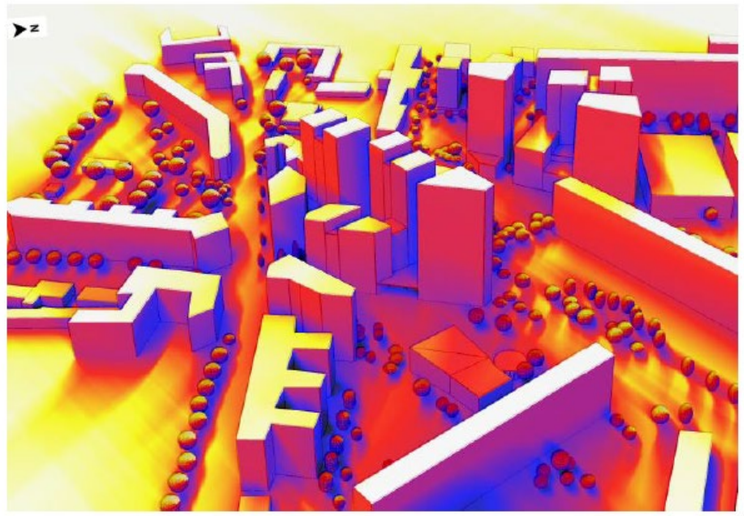
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

EXPOSITION AU FACADE EST

Phase Travaux 2022



Après Travaux

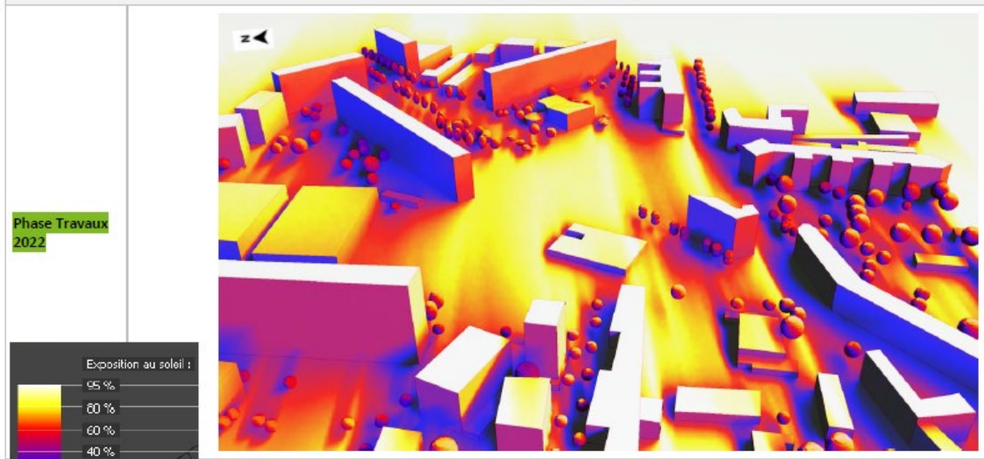


Analyse

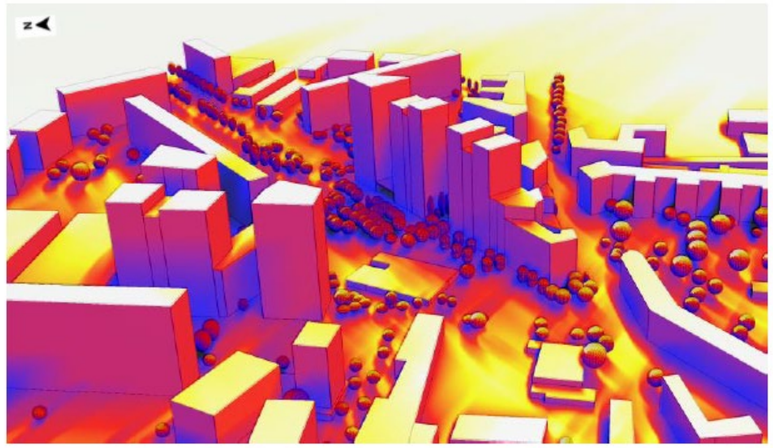
Conclusion identique à celle du solstice d'été 21 juin.

EXPOSITION AU FACADE OUEST

Phase Travaux 2022



Après Travaux



Analyse

Conclusion identique à celle du solstice d'été 21 juin.

EFFET PEU SIGNIFICATIF A COURT MOYEN ET LONG TERME
Aucune mesure particulière

L'abaissement de l'ensoleillement constaté sur les façades est très limité, le projet n'a pas d'impact important sur les masques environnants.

Les façade Sud, Est et Ouest du projet ont un pourcentage d'exposition au soleil considérable en été et en hiver, en l'état actuel et après travaux.

En habitation, seule la barre d'immeuble de la résidence Haut de Seine a un ensoleillement impacté par le projet, mais garde un bon niveau d'ensoleillement.

L'Eglise Sainte Monique et le gymnase sont les équipements les plus impactés. N'étant pas des lieux d'habitation, cette baisse d'ensoleillement est alors moins contraignante.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ -Les phénomènes microclimatiques induits par le projet : Ilot de Chaleur Urbain (ICU)

Ce volet ICU vise à préciser et démontrer l'efficacité attendue des mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser l'effet îlot de chaleur que le projet des lots autour de la place G1, G2 et G3 est susceptible d'amplifier et de le quantifier.

Pour ce faire, une étude Ilot de Chaleur Urbaine (ICU) a été réalisée en juin 2022 par le bureau d'étude OASIS, pour répondre à la problématique suivante :

- Constater les espaces exposés à un effet d'élévation de la température les espaces extérieurs.
- Proposer des pistes d'améliorations du confort thermique

- Méthodologie

L'étude d'Ilot de Chaleur Urbain (ICU) est réalisée avec le logiciel ENVI-met.
Ce logiciel permet de réaliser une simulation d'un modèle urbain en 3D au pas de temps horaire, sur un jour défini afin de suivre l'évolution des températures en différents points du modèle.

Le secteur étudié est compris comprises dans la zone du projet global. Il s'agit des espaces suivants :





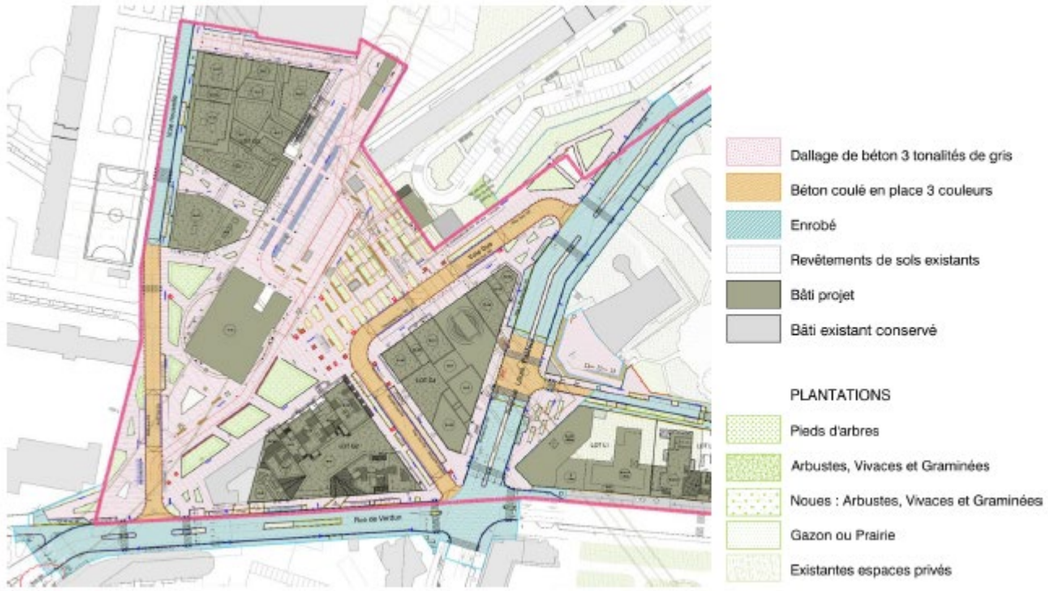
Les données météorologiques utilisées proviennent de la base de données MétéoNorm pour la station de Montsouris sur des prévisions à 2050 (scénario RCP4.5 du GIEC).

La période d'étude correspond au scénario horaire de la journée la plus chaude de l'année.
L'étude s'est placée dans le cas de la journée avec le maximum de température atteint.
Le vent provient principalement de l'Ouest : la direction principale est 270°, et les deux directions secondaires sont 240° et 90°. Les vitesses de vent sont la plupart du temps modérées.

- Présentation du projet

Revêtement de sol

Les revêtements de sol sont pris à partir des plans de revêtements fournis par la maîtrise d'œuvre :



Plan revêtements - AVP

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

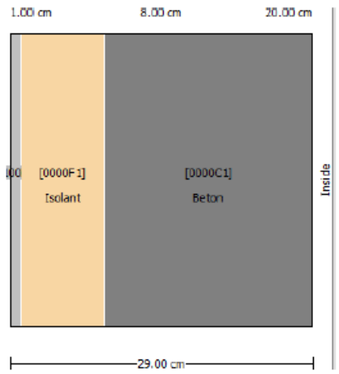
Les caractéristiques des matériaux utilisés pour les revêtements de sol sont décrites dans le tableau ci-dessous :

AMENAGEMENT PUBLIC - PROJET				
Type	**Composition**	**Identification**	**Albedo**	**Emissivité**
Dallage béton 3 tonalité de gris	- 10 cm de béton clair - 10 cm de sable - 180cm de terre sableuse - terre		0.4	0.9
Béton coulé	- 20 cm de béton - 180cm de terre sableuse - terre		0.3	0.9
Enrobé	- 30 cm Asphalte - 170 terre sableuse - terre		0.2	0.9
Enrobé rouge	- 30 cm Asphalte - 170 terre sableuse - terre		0.3	0.85

	Conductivité thermique (WK/m)	Capacité thermique volumique ($J.m^{-3}K^{-1}$)
Béton	1.65	2.08
Asphalte	0.9	2.25
Sable	1.21	0
Terre sableuse	1.32	0

Description des parois des bâtiments

Les matériaux constituant les parois des bâtiments ainsi que leur composition retenue sont les suivantes :



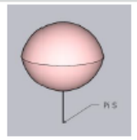
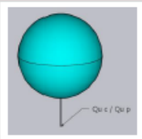
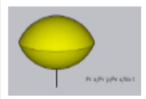
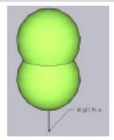
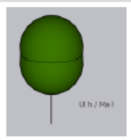
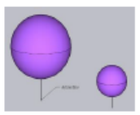
	Absorption	Réflexion	Densité (kg/L)	Chaleur spécifique (J/kg.K)	Conductivité thermique (WK/m)
Béton armé	0.4	-	2.5	1030	2.3
Isolation	0.5	-	0.4	1500	0.07

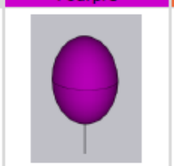
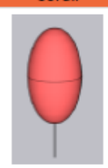
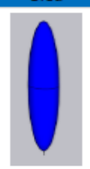
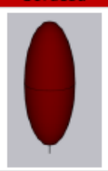
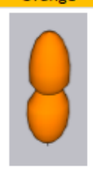
La couleur des murs extérieurs retenue est gris clair, offrant un coefficient de réflexion de 0.5.

Végétation

Afin d'optimiser l'évapotranspiration et la durée de vie des arbres, il est pertinent de conserver une nature vivante autour de leur implantation.
Il a été extrait différentes typologies d'arbres des plans paysagistes fournis. Chaque typologie regroupe différentes essences, classées par hauteur de tronc, hauteur de feuillage, diamètre du feuillage, albédo du feuillage ainsi que par la porosité associée.

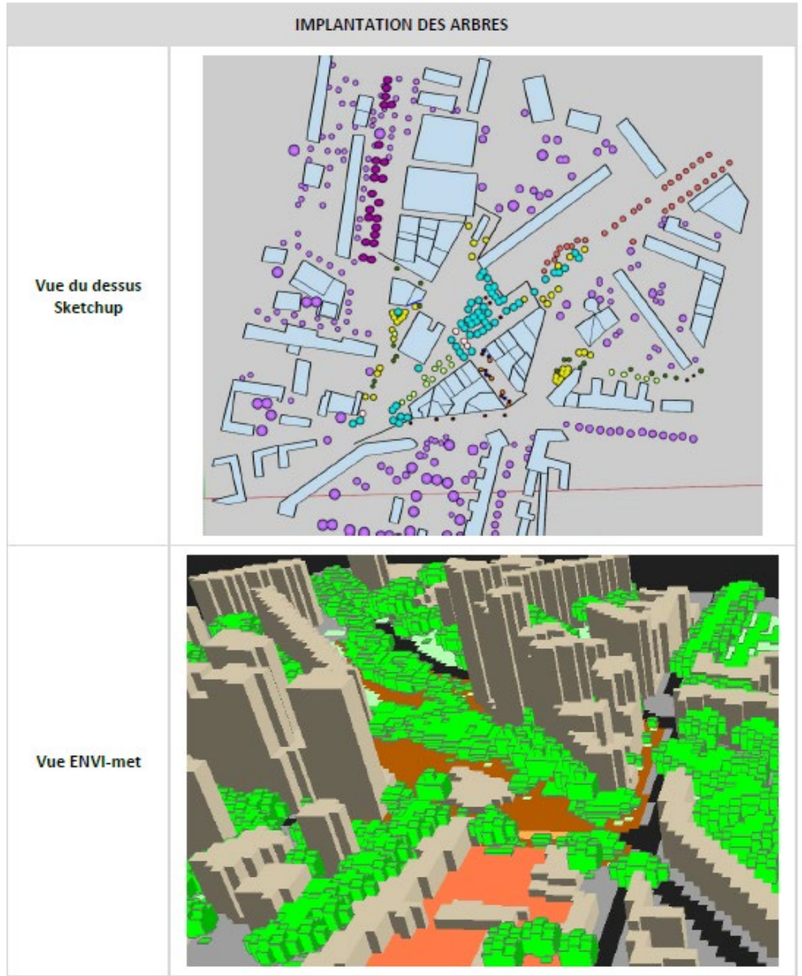
Tableau récapitulatif des typologies d'arbres prises en compte

ARBRES	TYPOLOGIE 1	TYPOLOGIE 2	TYPOLOGIE 3	TYPOLOGIE 4	TYPOLOGIE 5	TYPOLOGIE 6
Visuel						
Dénomination	Pins sylvestre	Chêne Chevelu	Prunus / Sorbus	Aulne GLutineux / FreneBlanc	Orme de hollande / Pommier sauvage	Arbres lambda environnants
Dénomination dans projet	Pi S	Qu c / Qu p	Pr a/Pr p/Pr s/So t	Al gl / Fr a	Ul h / MA l	Arbre Env
Taille de tronc (m)	2.5	2.5	1.5	1.8	2	-
Hauteur de feuillage (m)	5	7	4	8	5	-
Diamètre feuillage (m)	6	7	6	4	2	-
Albedo feuillage	0.6	0.18	0.6	0.18	0.18	0.2
Porosité	30%	70%	30%	30%	50%	50%
Couleur dans le modèle	Rose pale	Bleu clair	Jaune	Vert Clair	Vert foncé	Violet
Modèle 3D						

ARBRES	TYPOLOGIE 7	TYPOLOGIE 8	TYPOLOGIE 9	TYPOLOGIE 10	TYPOLOGIE 11
Visuel					
Dénomination	Tilleul	Ginko Biloba	Erable Champetre	quercus-palustris-fastigiata	Ulmus Columella
Dénomination dans projet	-	-	Acer Campestre	-	-
Taille de tronc (m)	3	3	0.5	0.5	0.5
Hauteur de feuillage (m)	9	9	13.5	7	12.5
Diamètre feuillage (m)	7	5	3	3	3.5
Densité du feuillage	Dense	Très Dense	Dense	Intermédiaire	Dense
Albédo feuillage	0.4	0.6	0.18	0.18	0.18
Porosité	30%	15%	30%	50%	30%
Couleur dans le modèle	Pourpre	Corail	Bleu	Bordeau	Orange
Modèle 3D					

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

L'implantation des végétaux reproduite sur le modèle 3D respecte celle de la vue architecturale.



- <u>Résultats de la simulation sur le secteur étudié</u>

La simulation s'effectue sur la journée la plus chaude à l'horizon 2050. Les résultats seront donc élevés au vu des paramètres d'entrée. Les résultats présenteront nécessairement un niveau élevé de température au regard des températures d'entrées.

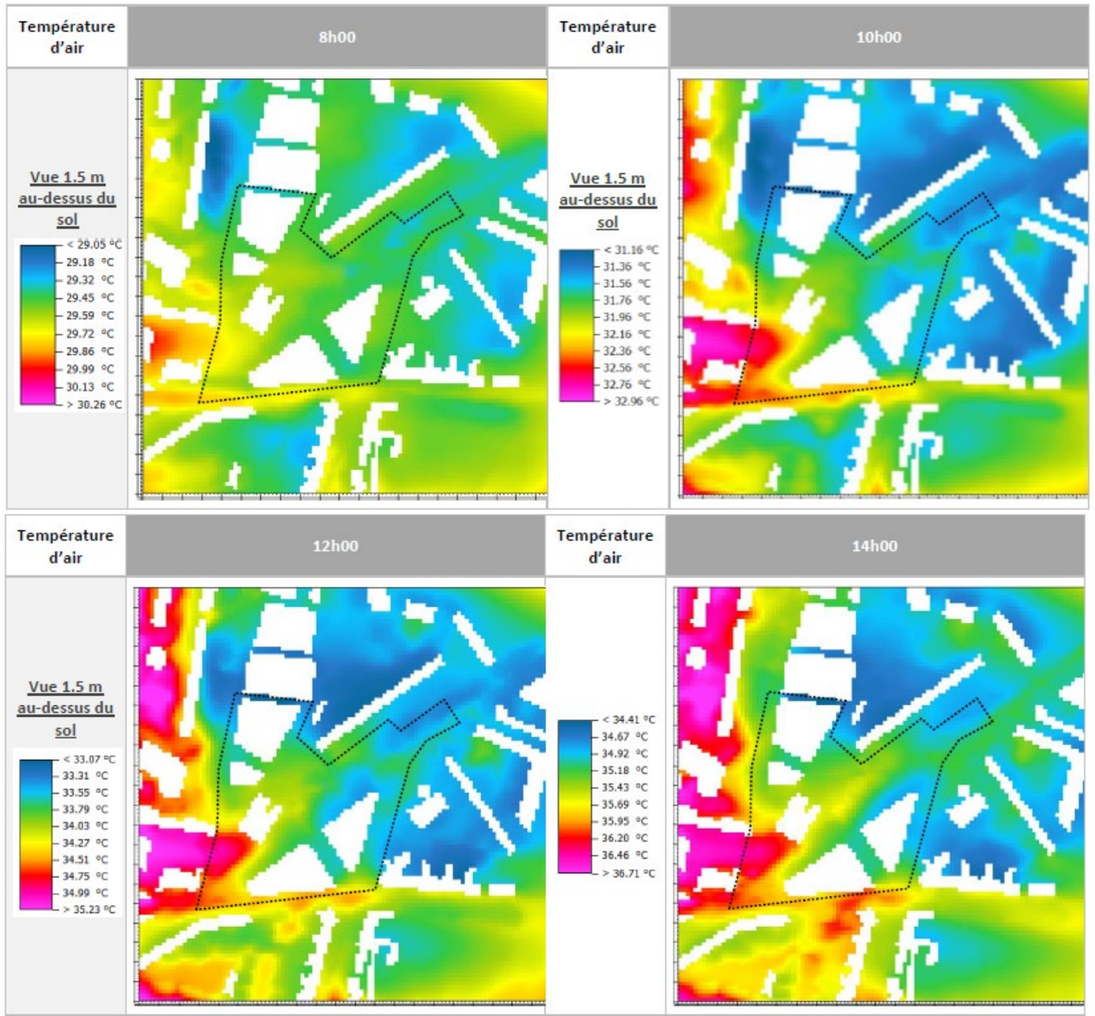
Les résultats du modèle sont présentés selon les 2 modèles suivants :

- Simulation du cas projet
- Simulation réalisée avec les hypothèses décrites dans le paragraphe (revêtement de sol, paroi des bâtiments, végétation)
- Simulation du cas projet AVEC OPTIMISATIONS sur zone identifiée avec ICU
- Simulation réalisée avec les hypothèses décrites dans le paragraphe E1 (revêtement de sol, paroi des bâtiments, végétation), ainsi que des aménagements complémentaires permettant d'améliorer le confort thermique.

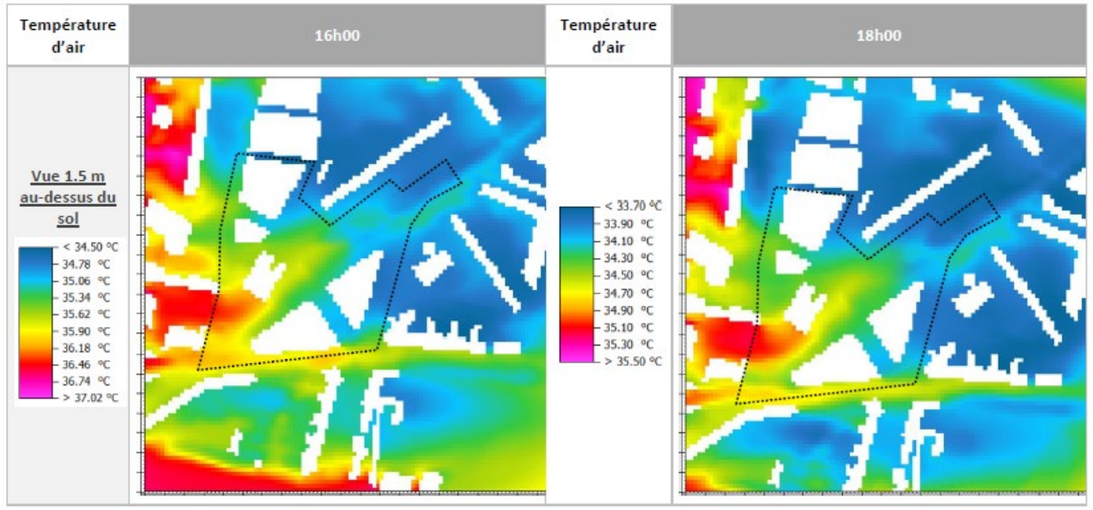
Les résultats sont présentés à 8h, 10h 12h, 14h, 16h, 18h pour les indicateurs suivants (Température d'air, Température Physiologique Equivalente (PET).

<u>Température d'air – Imagerie</u>

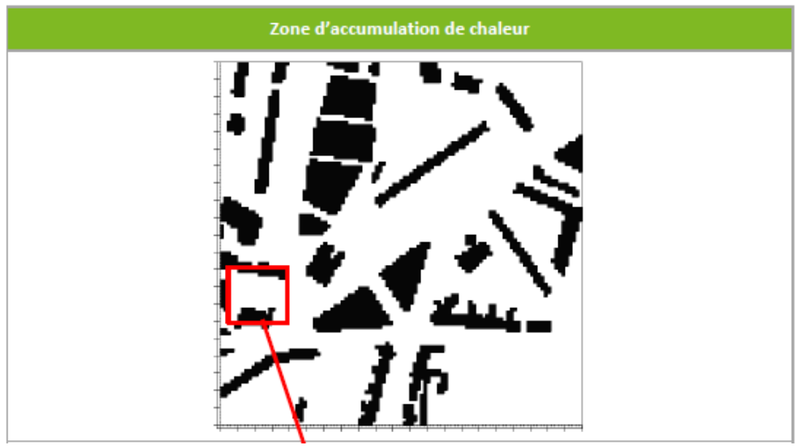
La Température d'air permet de constater la diffusion de variation de température sur l'ensemble de la zone d'étude.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

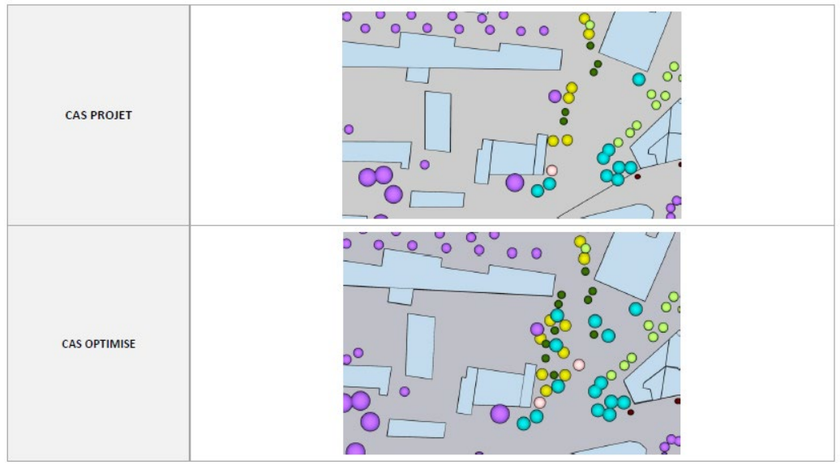


Il est à constater une accumulation de chaleur se diffusant sur les arrêts de bus et le parvis.
Un ICU se forme ainsi sur cet espace se forme du fait d'un fort ensoleillement et de son emplacement géographique.
Cet espace étant entouré de bâtiments de faible hauteur, la densité de végétation est insuffisante pour ombrager suffisamment la zone et protéger d'un effet cumulatif de la chaleur.
Sur le reste de la zone d'étude, il n'est pas constaté d'élévation anormale de température.

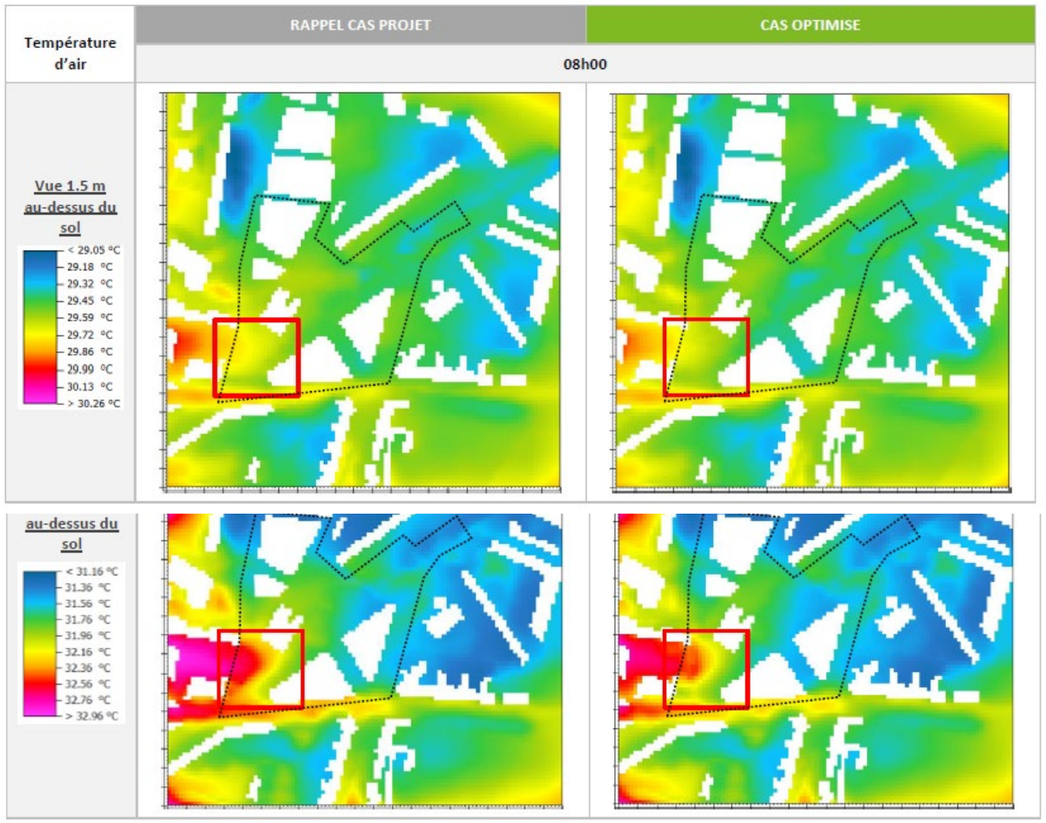


EFFET NEGATIF DIRECT A COURT, MOYEN ET LONG TERME
Mesure de réduction et d'évitement :

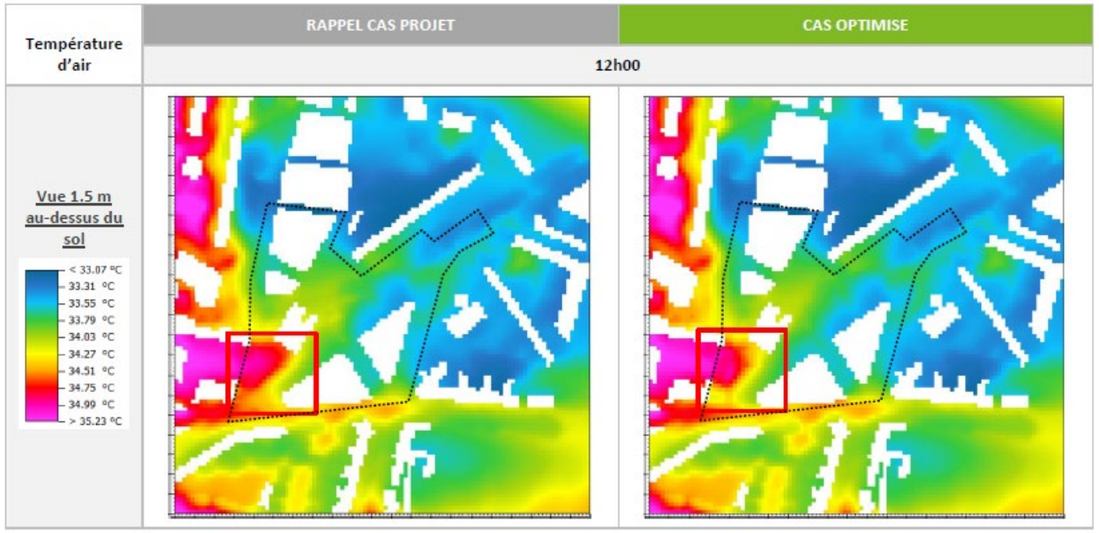
La mesure de réduction présentée ci-contre est la même que celle pour le confort au vent du piéton qui consiste à implanter des arbres supplémentaires sur l'espace séparant les arrêts de bus et le collège Joliot-Curie.

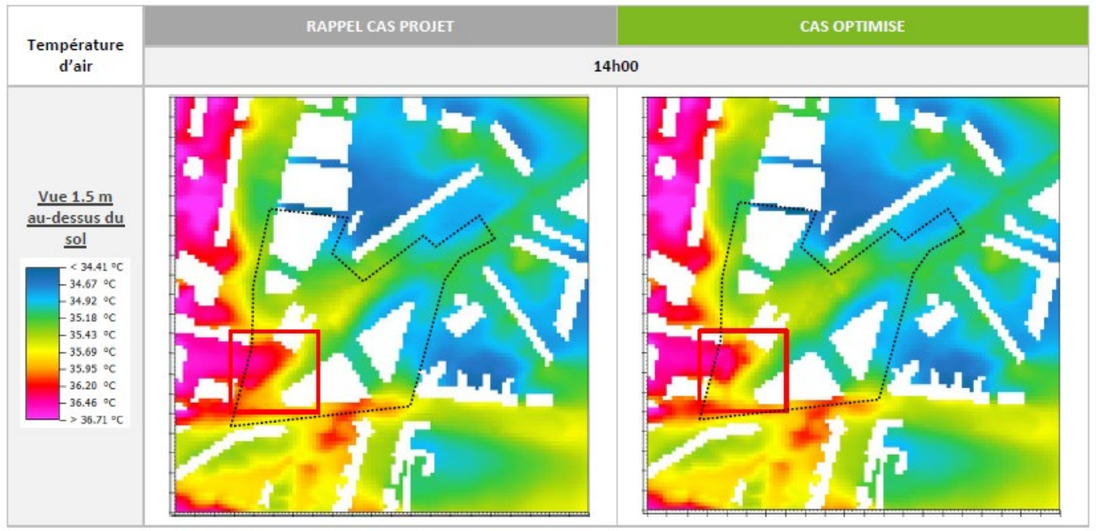


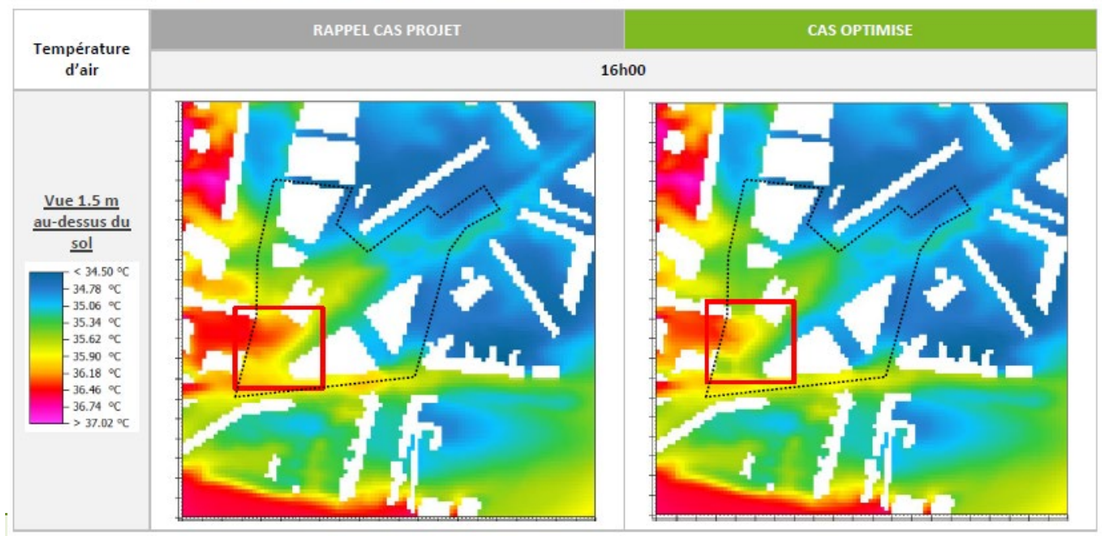
Température d'air densification de la végétation



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE







Par l'optimisation, il est ainsi à constater une diminution de l'ICU. L'apport de végétation permet donc d'atténuer la diffusion de l'ICU et régule la température sur la zone d'arrêt de bus.

La végétation implantée permet donc de faire « barrière » à la l'air chaud cumulés sur la cour du collège.

Température du sol

Autre élément jouant sur le ressenti thermique, la **température de sol** est plus importante sur toute la durée de la journée sur la chaussée en absence d'arbres.

La pertinence d'intégrer des arbres supplémentaires permet de créer un espace protégé des rayonnements solaires, direct et réfléchi, permettant ainsi de baisser légèrement la température d'air, et d'abaisser fortement la température de sol, qui reçoit moins de rayonnement solaire. Ces éléments permettent d'améliorer le confort thermique des usagers, en plus de créer une zone agréable à circuler.

Effet des Mesures

Baisser l'ICU au niveau de l'arrêt de bus

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Modalités de suivi des mesures	Suivi par l'exploitant du site
Suivi réalisé par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de conception des espaces publics et du paysagiste Les services compétents en urbanisme, éventuellement assisté d'un architecte-urbaniste conseil, lors de l'instruction des permis de construire, veilleront à l'application de cette mesure.	
Modalités de suivi des effets	Suivi par l'exploitant du site

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

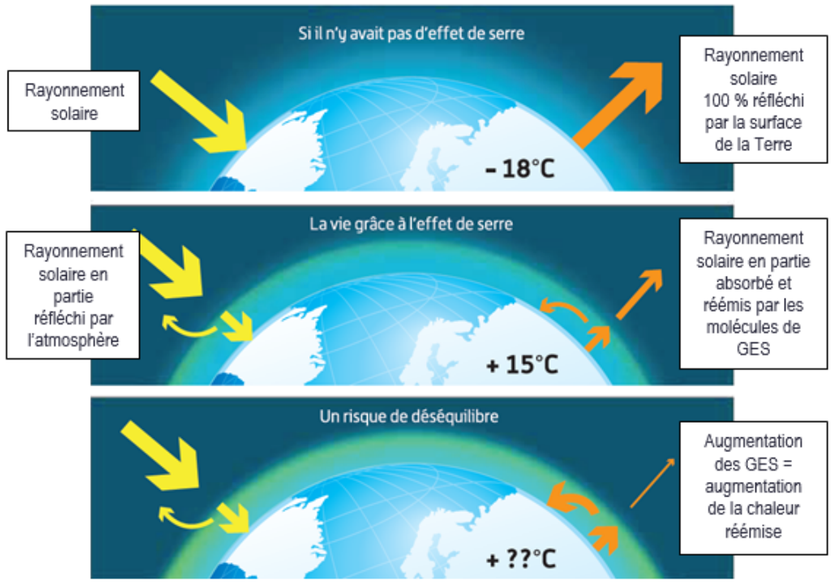
V – ANALYSE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET DES CONSOMMATIONS ENERGETIQUES EN PHASE TRAVAUX ET EN PHASE D'EXPLOITATION

Afin de répondre aux attentes spécifiques mentionnées dans la décision n°DRIEAT-SCDD-2021-091 du 03 août 2021 vis-à-vis de ce projet, le Bureau d'étude « Air et Santé » Technisim a réalisé une analyse des émissions de Gaz à Effet de Serre [GES], ainsi que des consommations énergétiques lors de la phase travaux et de la phase exploitation dudit projet.

A/ Définition

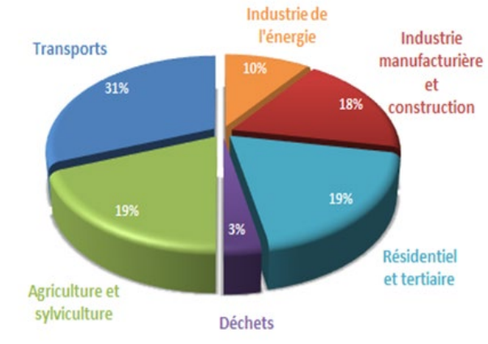
L'effet de serre est un phénomène physique naturel permettant de retenir une partie de la chaleur fournie par le soleil, ce qui maintient une température positive sur la planète Terre, condition nécessaire au développement de la vie. *A contrario*, une augmentation de l'effet de serre entraînerait une élévation de la température à la surface du globe. Les conséquences d'un tel réchauffement sont multiples et sont susceptibles de nuire à la biodiversité en général et à l'être humain en particulier :

- Augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes ;
- Élévation du niveau des mers ;
- Extinction d'espèces animales et végétales ;
- Baisse des rendements agricoles ;
- Hausse des dégâts sur les infrastructures de transports ;
- Déstabilisation géopolitique ;
- Perturbation de l'économie mondiale ;
- Etc.



Principe de l'effet de serre (source : GIEC)

Le diagramme ci-dessous représente graphiquement la répartition des émissions de gaz à effet de serre en France. Le secteur des transports est le principal émetteur de GES (136 MteqCO_2 en 2018, soit 31 % des émissions totales), suivi par les secteurs de l'agriculture / sylviculture, du résidentiel / tertiaire et de l'industrie manufacturière / construction (de 18 à 19 %).



(source : Citepa 2020)

B/ Méthodologie

♦ Phase travaux

Pour le présent dossier, les calculs d'émissions des Gaz à Effet de Serre sont réalisés à l'aide de l'outil **Bilan carbone®**, développé par l'Ademe. Ce logiciel permet de passer en revue tous les flux physiques qui concernent une activité (flux de personnes, d'objets, d'énergie, de matières premières…) et de leur faire correspondre les émissions de gaz à effet de serre qu'ils engendrent.

Pour la partie travaux, les calculs d'émissions des Gaz à Effet de Serre sont réalisés à l'aide de la méthode préconisée par le Cerema (centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) dans son document « *Recommandations pour l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre des projets routiers* » édité en mai 2020.
La méthodologie Cerema permet l'estimation et la quantification des émissions de GES pour l'ensemble des activités associées à la phase travaux, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à l'élimination des déchets.

Les consommations énergétiques sont calculées selon les données de consommation fournies, ainsi qu'à partir de facteurs de consommation issus de la littérature.
Les résultats sont fournis dans une unité d'énergie commune : le joule (J), et ses multiples mégajoule (MJ) et gigajoule (GJ).

Pour les émissions de GES et les consommations énergétiques liées à la phase travaux, les résultats ont été calculés pour les différents postes listés ci-après :

- Energie : consommation d'énergie liée aux grues, engins de chantier et base vie
- Intrants : flux de matières ou de services qui sont consommés ou incorporés dans le projet (matériaux de chantier, équipements, …)
- Déchets directs : déblais et déchets de démolition évacués en centre de traitement
- Transport : transport des déblais et des déchets jusqu'au lieu de traitement

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Phase d'exploitation

A l'égard de la phase exploitation, il a été tenu compte des émissions de GES et des consommations annuelles des bâtiments, ainsi que du surplus de circulation induit par le projet sur les voies routières étudiées dans le volet Air et Santé.
Les émissions de gaz à effet de serre ont été quantifiées à l'aide du tableur **Bilan Carbone.**
Concernant le trafic routier, les données proviennent de l'étude Air et Santé réalisée auparavant dans le cadre de ce projet.
Les calculs d'émissions de GES et de consommations en carburant ont été chiffrés avec la méthodologie et les facteurs d'émissions du logiciel COPERT V.

Pour les émissions de GES et les consommations énergétiques liées à la phase exploitation, les résultats ont été obtenus pour les différents postes suivants :
• Energie : consommation d'énergie annuelle des bâtiments
• Intrants : flux de matières consommées annuellement (paillage pour espaces verts)
• Déchets : déchets verts
• Transport : circulation supplémentaire engendrée par la réalisation du projet

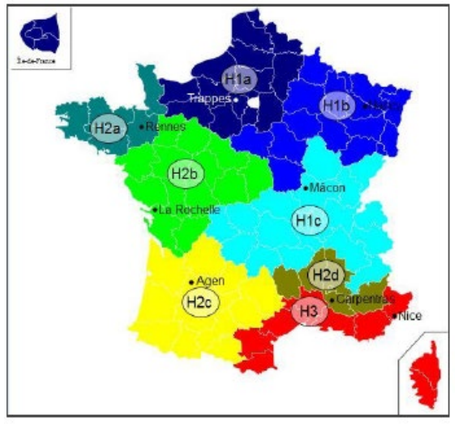
Les bâtiments du projet respecteront les exigences de consommation de la réglementation thermique RT2012.

Les valeurs utilisées dans ce rapport proviennent de l'étude sur le potentiel en énergie renouvelable de ce projet qui se base sur les consommations annuelles des bâtiments de la zone climatique H1a (cf. figure ci-après), avec un facteur majorant de 15 % pour refléter les consommations réelles en chauffage et eau chaude sanitaire, ainsi qu'un facteur de 20 % supplémentaire afin de prendre en compte les consommations spécifiques (équipements électroniques et ménagers, éclairage, …).

Selon ces hypothèses, il ressort que les bâtiments du projet auront une consommation énergétique maximale de 83 kWh/m²/an en énergie primaire.
Cette valeur a été utilisée pour le calcul des émissions de GES et des consommations énergétiques, en considérant une consommation électrique des bâtiments

D'autre part, pour l'éclairage extérieur du projet, il est considéré l'installation de 100 lampadaires de 32 LED d'une puissance de 51 W avec une hypothèse de 8h d'éclairage par jour en moyenne.

En sus des données du tableur Bilan Carbone®, il a été utilisé un facteur d'émission supplémentaire :
Déchets verts – compostage industriel : 140 kgéqCO2 / t.



Zones climatiques pour la RT2012

C/ Données d'entrée

♦ Phase travaux

Les données fournies pour le calcul des émissions de GES et des consommations énergétiques en phase travaux ont é té regroupées dans le tableau suivant.

Données d'entrée		Quantité
Energie (Électricité et carburants)	*Terres à excaver (carburant des engins)*	89 485 m³
	Déchets de démolition (carburant des engins)	73 000 m³
	Consommation électrique des grues (11h/j, 20 j/mois)	75 kW x 10 grues pendant 26 mois 75 kW x 4 grues pendant 17 mois
	Consommation électriques des bungalows (10h/j, 20 j/mois)	3 kW x 60 bungalows pendant 38 mois 3 kW x 20 bungalows pendant 23 mois
Intrants	*Béton pour allées circulées*	260 m³
	Grave ciment et sable stabilisé pour allées piétonnes	315 m³
	Géomembrane PEHD pour étanchéité du plan d'eau	7 000 m²
	Béton de protection de l'étanchéité du plan d'eau	560 m³
	Ouvrages de franchissement en béton armé	200 m³
	Canalisation PVC pour assainissement	400 m
	Candélabres en fonte	25 unités
	Mobilier urbain (barrières et potelets acier laqué)	50 unités
	Garde-corps métalliques (acier laqué)	150 m
	Clôture périphérique hauteur 2m	1 000 m
	Plantations d'arbres	89 arbres
	Panneautage de chantier et informations des riverains	12 000 € HT
	Désamiantage	7 613 280 € HT
	Clôtures de chantier	940 m
	Fermeture de la paroi plastique	1 409 858 € HT
	Rehaussement de la paroi plastique	299 430 € HT

Données d'entrée		Quantité
	Mise en place de parois parisiennes	6 150 341,70 € HT
	Isolement acoustique des façades Avenue de la Résistance	4 700 m²
	Aménagements paysagers	2 365 300 € HT
	Plan d'eau	3 958 000 € HT
	Aménagement d'une surlargeur de 5 à 6 véhicules Rue Arthur Ranc	61 250 € HT
	Aménagements piétons et cycles	952 000 € HT
Transport	*Destination des terres excavées*	3 km
	Destination des déchets de démolition	3 km
Déchets	*Terres excavées (traitement et stockage)*	89 485 m³
	Déchets de démolition (traitement et stockage)	73 000 m³

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

♦ Phase d'exploitation

Les données retenues pour le calcul des émissions de GES et des consommations énergétiques en phase exploitation sont résumées ci-dessous

Données d'entrée		Quantité
Energie	*Consommation énergétique des bâtiments*	60 000 m² de surface de plancher
	Éclairage extérieur	100 lampadaires
Intrants	*Volume annuel de paillage*	715 m³
Transport	*Emissions supplémentaires de GES dues au projet sur les voies routières proches [8]*	54 787 kéqCO_2 / an
	Consommations supplémentaires en carburants dues au projet sur les voies routières proches [8]	47,2 tep/ an
Déchets	*Déchets verts annuels*	500 m³ [9]

D/ Emissions de Gaz à Effet de Serre

♦ Phase travaux

Les résultats des calculs selon les postes d'émissions de GES sont synthétisés ci-après.

ENERGIE

Ce poste concerne les émissions engendrées par les engins de chantier pour le terrassement et la démolition de l'ancien site, par les grues et par les bungalows de chantier.

Emission de gaz à effet de serre :

- Electricité (base vie et grues) : 403 téqCO_2 ±24 %
- Gasoil (engins pour le terrassement et la démolition) : 123 téqCO_2 ±18 %

➢ TOTAL : **99 téqCO_2 ±19 %**



Terrassement



Bungalows de chantier

INTRANTS

Ce poste comprend les émissions induites par les divers matériaux utilisés (béton, grave ciment, …), par les équipements installés (candélabres, barrières, arbres, …), ainsi que par les diverses opérations évaluées de façon financière.

Emission de gaz à effet de serre :

- Matériaux de construction : 331 téqCO_2 ±18 %
- Equipements : 36 téqCO_2 ±16 %
- Opérations avec ratios monétaires : 8 216 téqCO_2 ±38 %

➢ TOTAL : **8 584 téqCO_2 ±37 %**



Allée en béton



Candélabre

TRANSPORT

Ce poste inclut les émissions générées par la consommation de gasoil des camions servant au transport des terres excavées et déchets de démolition jusque vers leur lieu de traitement.

Emission de gaz à effet de serre :

➢ TOTAL : **157 téqCO_2 ±44 %**



Camion pour le transport des terres excavées

DECHETS

Ce poste décrit les émissions associées au traitement des terres excavées et déchets de démolition.

Emission de gaz à effet de serre :

➢ TOTAL : **1 179 téqCO_2 ±17 %**

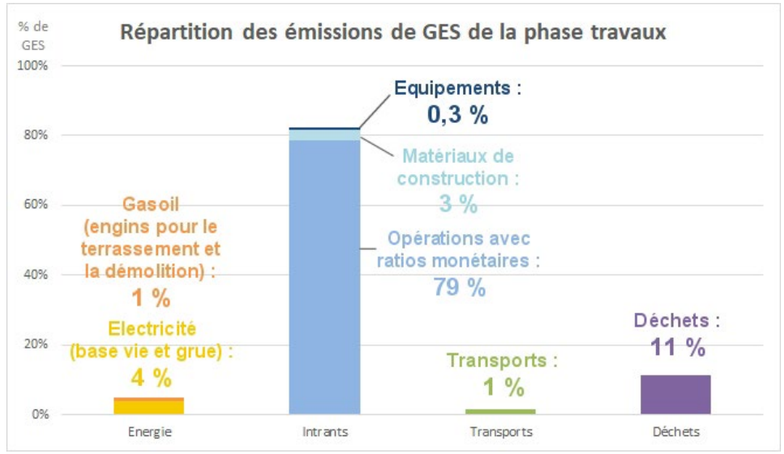


Apport des déchets de démolition en centre de traitement

La réalisation de la phase travaux du projet - dans les limites du périmètre d'étude défini - induira le rejet de 10 445 tonnes éqCO2 de Gaz à Effet de Serre dans l'atmosphère, avec une incertitude de ±30 %.

Le diagramme ci-après synthétise graphiquement les résultats des calculs réalisés pour la comptabilisation des Gaz à Effet de Serre générés par les travaux du projet.
Il ressort que le poste générant le plus de Gaz à Effet de Serre est celui des intrants (82 % du total des GES), principalement en raison des opérations ayant été quantifiées à l'aide de ratios monétaires.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



- Phase d'exploitation

Les résultats des émissions annuelles de GES pour la phase exploitation sont fournis dans les tableaux qui vont suivre.

DECHETS	
Ce poste concerne les émissions annuelles liées aux déchets verts.	Emission de gaz à effet de serre : ➢ TOTAL : **7 téqCO_2 / an ±71 %**



Collecte des déchets verts

TRANSPORT	
Ce poste inclut les émissions annuelles dues au trafic routier supplémentaire engendré par la réalisation du projet.	Emission de gaz à effet de serre : ➢ TOTAL : 55 téqCO_2 / an ±30 %



Trafic routier

ENERGIE	
Ce poste inclut les émissions annuelles générées par la consommation d'énergie électrique des bâtiments selon la réglementation thermique RT2012, et par l'éclairage extérieur.	Emission de gaz à effet de serre : ➢ Consommation des bâtiments : 298 téqCO_2 ±40 % ➢ Éclairage extérieur : 1 téqCO2 ±40 % ➢ TOTAL : 299 téqCO_2 / an ±37 %



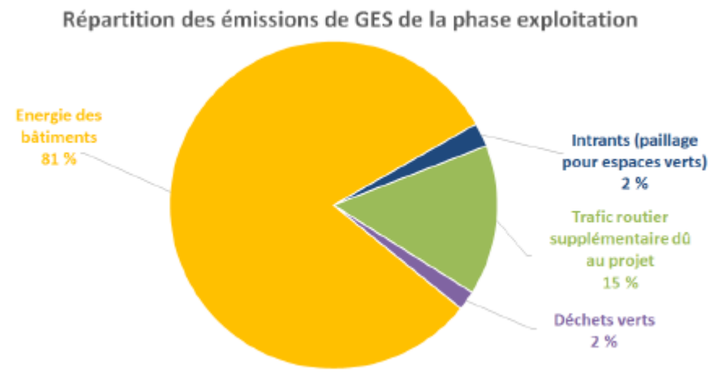
RT2012

INTRANTS	
Ce poste décrit les émissions associées au paillage annuel des espaces verts.	Emission de gaz à effet de serre : ➢ TOTAL : 9 téqCO_2 / an ±52 %



Paillage des espaces verts

Au niveau de la phase exploitation, dans les limites du périmètre d'étude, les émissions de Gaz à Effet de Serre liées au projet sont chiffrées à 370 téqCO2/an.
Les principales émissions sont dues à la consommation énergétique des bâtiments (81 %), ainsi qu'au trafic routier généré par le projet (15 %).

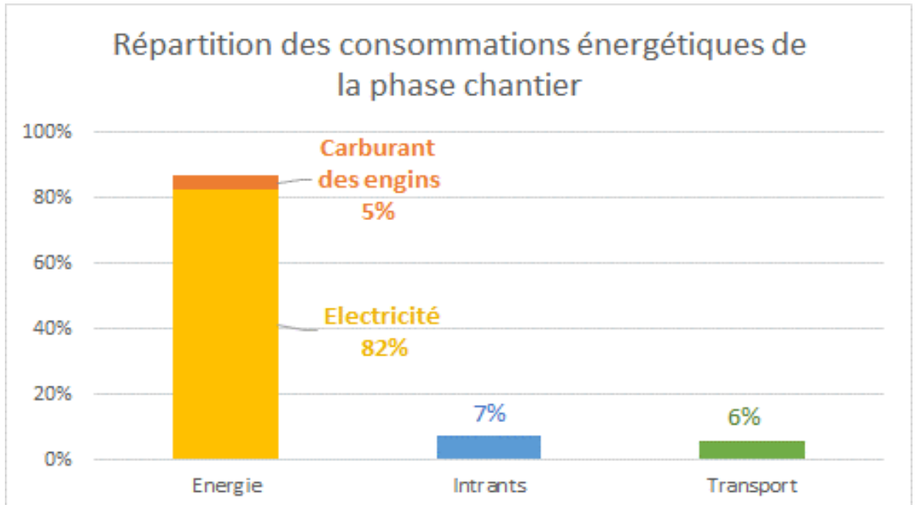


Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

E/ Consommations énergétiques

Les consommations énergétiques lors de la phase travaux sont résumées dans le tableau et la figure ci-après.

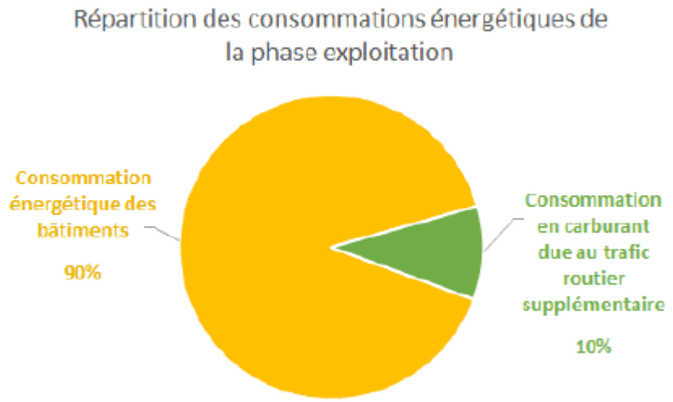
Poste		Consommation d'énergie en GJ	
Energie	*Consommations électriques (grues et bungalows)*	24 222 GJ (82 %)	Total : 25 597 GJ (87 %)
	Carburants des engins de chantier	688 GJ (5 %)	
Intrants	*Matériaux de construction (béton, béton armé, grave ciment)*	2 085 GJ (7 %)	
Transport	*Transport des terres excavées et déchets de démolition vers leur lieu de traitement*	1 753 GJ (6 %)	
TOTAL		**29 435 GJ**	



La phase travaux du projet - dans les limites du périmètre d'étude défini - entraînera une consommation énergétique de 29 435 GJ, dont la majeure partie (82 %) est due à l'énergie électrique des grues et bungalows

Le tableau et le graphique suivants précisent les consommations énergétiques induites lors de la phase exploitation du projet.

POSTES		Consommation d'énergie en GJ / an
Energie	*Consommation énergétique des bâtiments*	17 928 GJ / an (89,8 %)
	Éclairage extérieur	54 GJ / an (0,3 %)
Transport	*Consommations en carburant dues au trafic supplémentaire*	1 976 GJ / an (9,9 %)
TOTAL		**19 958 GJ / an**



Les consommations énergétiques annuelles relatives à la phase exploitation du projet seront de 19 958 GJ, principalement en raison de la consommation énergétique des bâtiments (90 %), suivie par la consommation en carburant du trafic routier généré par le projet (10 %).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

La réalisation de la phase travaux du projet - dans les limites du périmètre d'étude défini - entraînera le rejet de 10 445 tonnes éqCO2 de Gaz à Effet de Serre dans l'atmosphère, et une consommation d'énergie de 29 435 GJ.

Au niveau de la phase exploitation, les émissions de Gaz à Effet de Serre et les consommations énergétiques liées au projet seront respectivement de 370 téqCO2/an et 19 958 GJ/an, principalement en raison de l'énergie consommée annuellement par les divers bâtiments.

PRECONISATIONS

Plusieurs actions peuvent être envisagées afin de limiter l'impact de la phase travaux du projet :

- Utiliser des granulats recyclés : réduction jusqu'à -25 % des émissions liées aux granulats ;
- Engins de chantier : suivi précis de la consommation, optimisation des pleins et des trajets, mise en place de bonnes pratiques auprès des conducteurs (de -10 à -15 % de réduction) ;
- Camions pour le transport des matériaux : formation à l'écoconduite, vérification régulière de la pression des pneus, bon entretien des véhicules (jusqu'à -15 % de réduction) ;
- Base vie : isolation thermique, appareils électriques basse consommation, protections solaires extérieures (brise-soleil), luminaires pilotés par des détecteurs de présence et sonde de luminosité ;
- Choisir les équipements électriques peu consommateurs en privilégiant ceux ayant une puissance active grande ;
- Mettre en place une batterie d'équilibrage des phases sur chantier permettant de compenser le déphasage ;
- Équiper l'éclairage provisoire du chantier de lampes basse consommation.

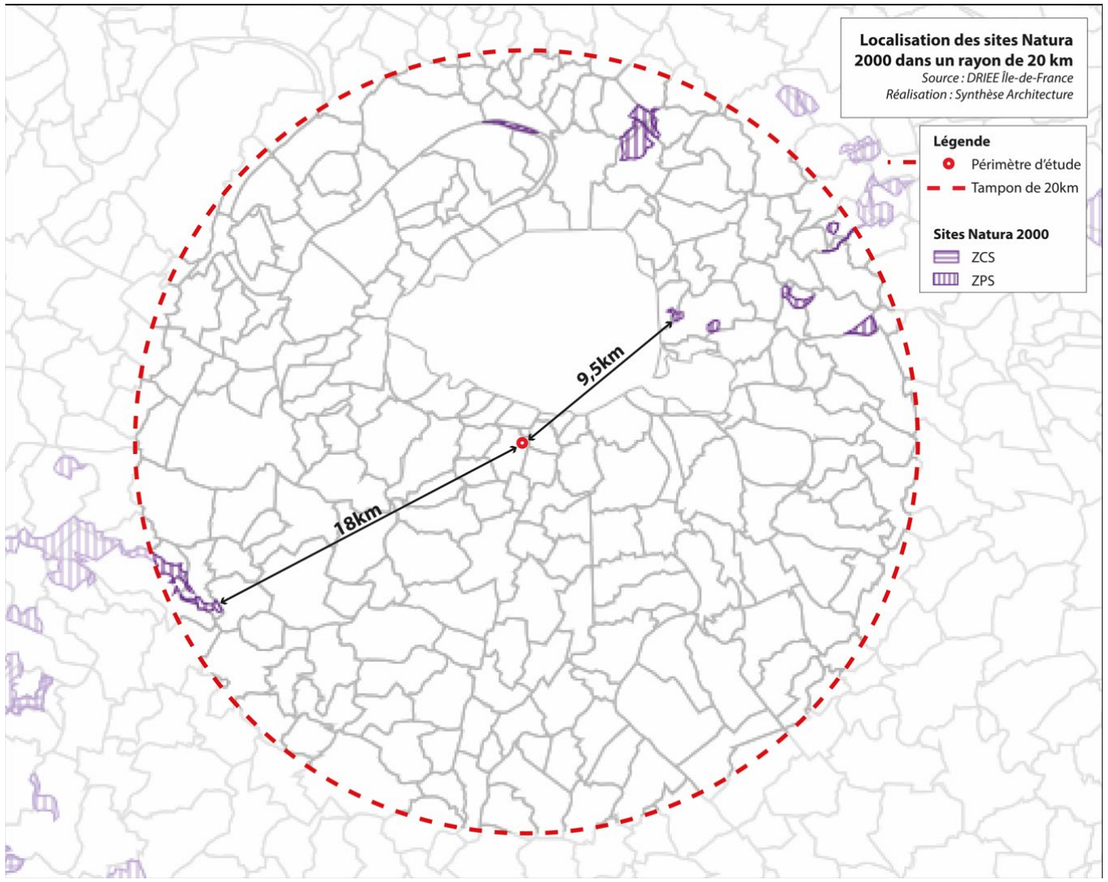
Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

VII –INCIDENCES DU PROJET SUR LES ZONES NATURA 2000

A / Situation du projet par rapport au réseau NATURA 2000

Aucun site Natura 2000 ne se trouve sur le territoire communal de Bagneux.

Quelques zones Natura 2000, se situent dans un rayon de 20 km autour du périmètre de la ZAC.
La plus proche au Nord-Est est la ZPS FR1112013 dénommée **« Sites de Seine-Saint-Denis »** directive oiseaux à environ 10 km, et celle la plus proche au Sud-Est est la ZPS n° FR1112011, dénommée **« Massif de Rambouillet et zones humides proches »** directive oiseaux à environ 18 km.



RESEAU NATURA 2000 – ZPS & ZSC
Réseau écologique européen cohérent formé par les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC (ou SIC avant désignation finale)) classées respectivement au titre de la Directive « Oiseaux » et de la Directive « Habitats/Faune/Flore ». L'objectif est de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union européenne. Dans ce réseau, les États membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les habitats et les espèces d'intérêt communautaire.

- **La ZPS FR1112011 dénommée « massif de Rambouillet et zones humides proches »**

Le périmètre de la ZAC est situé à 18 km de la ZPS FR1112011 dénommée « Massif de Rambouillet et zones humides proches ».
Le site du « Massif de Rambouillet et zones humides proches » s'étend sur 17 110 ha, selon les données de l'INPN.
Il se situe sur un plateau à argile sur sable et se compose principalement de boisements où sont ponctuellement retrouvés quelques cours d'eau, étangs, rigoles et fossés, à proximité desquels des zones humides variées (landes humides, milieux tourbeux) se sont développées.
La diversité des sols de la zone ainsi que la présence de diverses zones humides confèrent au site une richesse biologique importante. En effet, en dehors des nombreuses espèces hivernantes, le site se caractérise par la présence d'espèces nicheuses forestières comme le Pic mar, d'espèces fréquentant les clairières et les landes comme l'Engoulevent d'Europe et des zones humides avec de nombreuses espèces paludicoles, dont le Blongios nain.

Vulnérabilité : « Les zones humides (landes humides, milieux tourbeux) sont très sensibles aux perturbations hydrauliques (drainage par exemple). La gestion forestière doit permettre de maintenir une diversité de milieux favorable à l'avifaune ».

Classe d'habitat	Couverture
Eaux douces d'intérieures	2%
Marais (végétation de ceinture)	2 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	4%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1%
Forêts caducifoliées	80%
Forêt de résineux	8%
Forêt mixte	3%

Compte-tenu de la distance de ce site, peu d'échanges sont possibles. Toutefois, des connexions peuvent avoir lieu pour les espèces à grand rayon d'action.

- **La ZPS FR1112013 dénommée « Sites de Seine-Saint-Denis »**

Le périmètre de la ZAC est situé à environ 10 km de la ZPS FR1112013 dénommée « Sites de Seine-Saint-Denis ».
Le site du « Sites de Seine-Saint-Denis » s'étend sur 1157 ha, selon les données de l'INPN. Il se compose de plusieurs Ilots de milieux naturels ou semi-naturels retrouvés dans le département très urbanisé de la Seine-Saint-Denis. Ainsi on y retrouve des milieux créés de toute pièce comme le parc Georges-Valbon composé de reliefs, d'une vallée et de plusieurs lacs et étangs. On retrouve également des milieux plus naturels composés par exemple de boisements ou d'île de la Seine et de la Marne.
Composé d'une mosaïque d'habitats, le site est particulièrement attractif pour les oiseaux. Au total, douze espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe 1 de la Directive oiseaux fréquentent le site de manière plus ou moins régulière comme le Martin-Pêcheur d'Europe, la Bondrée Apivore ou le Pic noir nichant régulièrement sur le site mais aussi des espèces rares en région Ile-de-France, notamment la Bise cendrée ou la Fauvette babillarde ou encore des espèces en déclin en France comme le Râle d'eau.
Vulnérabilité : « La nature a su s'installer discrètement au sein du tissu urbain alors qu'elle n'y était pas ou peu attendue. Les éventuels projets d'aménagements ainsi que la gestion de ces espaces, devront prendre en compte les enjeux avifaunistiques de ce territoire. La fréquentation très importante de la plupart de ces sites […] pourra utilement être réorientée, dans certains secteurs, vers une sensibilisation à l'environnement, centrée notamment sur les oiseaux ».

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Classe d'habitat	Couverture
Eaux douces d'intérieures	5%
Marais (végétation de ceinture)	1 %
Pelouse sèches, steppes	1%
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	5%
Prairie améliorées	12%
Forêts caducifoliées	35%
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	21%
Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	10%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	10%

Compte-tenu de la distance de ce site, peu d'échanges sont possibles. Toutefois, des connexions peuvent avoir lieu pour les espèces à grand rayon d'action.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 6 : DESCRIPTION DES INCIDENCES NEGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT QUI RESULTENT DE LA VULNERABILITE DU PROJET A DES RISQUES D'ACCIDENTS OU DE CATASTROPHES MAJEURS

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I – DOSSIER DEPARTEMENTAL SUR LES RISQUES MAJEURS (DDRM)

Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) des Hauts de Seine a été établi par l'Etat en 2008, puis actualisé et approuvé par arrêté préfectoral le 22 mars 2016. Il précise que sur l'ensemble du département :

- Aucune commune n'est concernée par les alinéas 2° à 5° de l'article R.125-10-1du Code de l'environnement relatifs aux risques sismiques, d'éruption volcanique, d'incendie de forêt et de cyclone.

- Aucune commune n'est concernée par le risque minier, ou un risque majeur particulier en application de l'alinéa II de l'article R.125-10-1du Code de l'environnement.

- L'ensemble des communes visées à l'alinéa 6° de l'article R.125-10-1 du Code de l'environnement (existence d'une cavité souterraine ou existence d'une présomption réelle et sérieuse de l'existence d'une telle cavité) dispose de plans de prévention des risques liés aux cavités souterraines approuvés.

- L'ensemble du département est concerné par le risque d'inondation par ruissellement urbain et par remontée de nappe et toutes les communes (à l'exception de Levallois-Perret) sont concernées par le risque de mouvements de terrain différentiels liés au retrait/gonflement des sols argileux.

Un état des risques par commune est présenté ci-contre.

Si la ville de Bagneux n'est pas concernée par les risques inondation, industrie et nucléaire, le territoire reste néanmoins concerné par :

- **Les risques de mouvement de terrains** (glissement, cavité, carrière)
- **Les risques de transport de marchandise dangereuse** (canalisation de gaz et/ou hydrocarbure - transport par route et fer).

Etat des risques par commune

	Inondation		Mouvements de terrain				Industrie			Nucléaire	TMD	
	Inondation par débordement de la Seine	PPR de la Seine	Glissements	Effondrement de cavités souterraines	Périmètre de risque carrières	PPR (glissement et carrières)	ICPE classées Seveso	PPI	PPR		Canalisation de gaz et/ou hydrocarbures	Transport par route et/ou fer
Antony				x	x		x				x	x
Asnières-sur-Seine	x	x									x	x
Bagneux			x	x	x						x	x
Bois-Colombes	x	x										x
Boulogne-Billancourt	x	x									x	x
Bourg-la-Reine											x	x
Châtenay-Malabry				x	x							x
Châtillon				x	x						x	x
Chaville			x	x	x	x					x	x
Clamart			x	x	x						x	x
Clichy-sur-Seine	x	x									x	x
Colombes	x	x					x				x	x
Courbevoie	x	x		x	x						x	x
Fontenay-aux-Roses			x	x	x					x	x	x
Garches											x	x
Gennevilliers	x	x					x	x	x		x	x
Issy-les-Moulineaux	x	x	x	x	x						x	x
La Garenne-Colombes											x	x
Le Plessis-Robinson											x	x
Levallois-Perret	x	x									x	x
Malakoff				x	x						x	x
Marnes-la-Coquette											x	x
Meudon	x	x	x	x	x						x	x
Montrouge				x	x						x	x
Nanterre	x	x		x	x		x	x	x		x	x
Neuilly-sur-Seine	x	x									x	x
Puteaux	x	x		x	x						x	x
Rueil-Malmaison	x	x		x	x						x	x
Saint-Cloud	x	x	x	x	x	x					x	x
Sceaux				x	x						x	x
Sèvres	x	x		x	x						x	x
Suresnes	x	x		x	x						x	x
Vanves				x	x						x	x
Vaucresson											x	x
Ville d'Avray				x	x						x	x
Villeneuve-la-Garenne	x	x					x				x	x

Source : DDRM 92

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

A/ Le risque de mouvements de terrain

Sur la commune de Bagneux, les risques de mouvements de terrain peuvent se manifester à travers :

- des glissements de terrain,
- des effondrements de cavités souterraines,
- des phénomènes de retrait gonflement des argiles.

Pour rappel et par arrêté préfectorale du 7 août 1985 la quasi-totalité du périmètre de la commune fait l'objet d'un Plan de prévention des Risques Carrières.

Le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concerné par le Plan de Prévention des Risques Carrières.

Compte tenu de sa situation à proximité de la station de la ligne 4 du métro, des traitements de carrières ont déjà été réalisés par la SGP, préalablement à la réalisation de la station.

Des traitements complémentaires, de part et d'autre de la station 15 ont également été réalisés, préalablement au passage du tunnelier.

Des travaux de comblement sur le reste de la zone seront réalisés enfin par le maitre d'ouvrage de l'ilot G3 (consolidation par injections de coulis dans la carrière).

Ces mesures devront faire l'objet d'un avis favorable de l'Inspection Générale des Carrières.

Le risque carrière sera ainsi nul.



Source : PLU de Bagneux, 2016

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

B/ Le risque de transport de matières dangereuses

Il faut rappeler que ce type d'accident est faible, notamment du fait des mesures draconiennes de sécurité qui s'appliquent au Transport de Matières Dangereuses.

Le territoire de Bagneux se situe à proximité de Paris et est traversé par de nombreuses voies de communication.

La ville n'accueille toutefois aucun axe majeur pour la circulation de poids lourds transportant des matières dangereuses (autoroutes notamment).

Le tonnage moyen de matières dangereuses livrées à Bagneux (entre 4000 et 10 000t), reste globalement moyen contrairement à des territoires voisins traversés accueillant plus de 40 000 tonnes de matières dangereuses/an.

Même si toutes les infrastructures de transport sont potentiellement impactées par le risque de Transport de Matières Dangereuses, les voies les plus concernées sont : les voies ferrées, les départementales D920, D74A, D74 et D68.

Le risque peut également provenir de canalisation de gaz à haute pression exploitées par la société GRT gaz, bien que celles-ci passent en frontière du territoire :

- Canalisation HP Alfortville-Vannes de 1m de diamètre
- Canalisation HP antenne du poste de Montrouge de 0,5m de diamètre.

La présence de ce risque entraîne des restrictions en matière d'urbanisme et contraint l'implantation d'immeubles de grande hauteur (IGH) et d'établissements recevant du public (ERP).

Trois types d'effets peuvent être associés au TMD : une explosion, un incendie et un dégagement de nuage toxique.

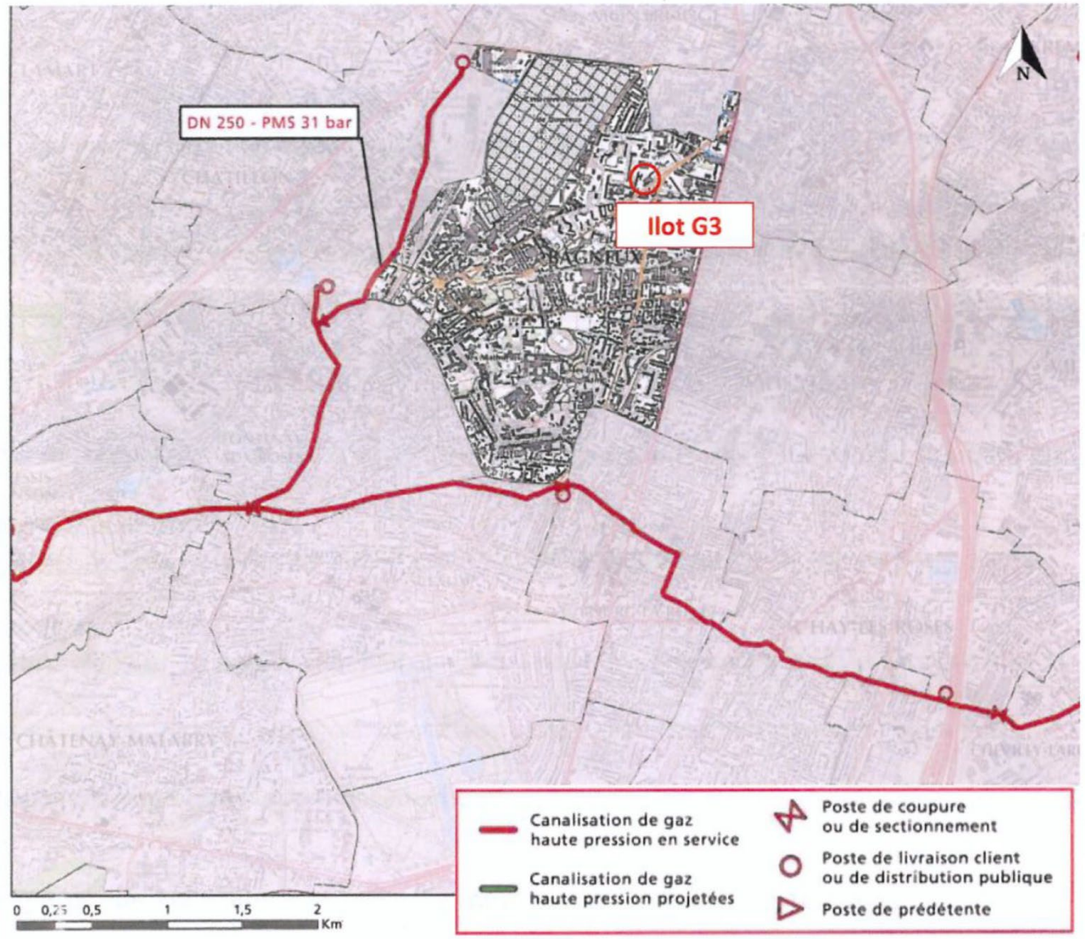
Comme présenté dans la carte ci-contre, la ZAC est distant de plus de 2 km d'une canalisation de gaz à haute pression en service (située le long de la rue de Chartres et de la rue Perrotin, sur la partie Ouest de la commune).

Le risque TMD est donc faible pour les habitants et les usagers des nouveaux programmes immobiliers du projet de la ZAC.

Néanmoins en cas de catastrophe, les principes du DDRM seront mis en œuvre :

- Respect des consignes des autorités
- Limitation des déplacements des habitants pour ne pas être exposés ou encombrer les axes nécessaires aux secours
- Rentrer rapidement dans le bâtiment le plus proche
- Fermer et calfeutrer portes, fenêtres et ventilations
- Veiller à ne pas provoquer un départ de feu en lien avec l'accident

Localisation de l'ouvrage de gaz à haute pression par rapport à l'ilot G3



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Le risque « bâtimentaire »

Dans les zones densément peuplées et fortement urbanisées, les risques d'incendie et de mouvements de panique dans les lieux qui accueillent du public, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Cette attention porte sur deux principaux types de bâtiments qui présentent un risque accru :

- Les équipements recevant du public (ERP) qui sont des bâtiments dans lesquels des personnes extérieures sont admises (Écoles, lycées, commerces, restaurants, structure d'accueil des personnes âgées...).

- Les immeubles de grandes hauteurs (IGH), supérieurs à 50 m pour les immeubles à usage d'habitation, présentent un risque accru en cas d'incendie et de mouvement de panique dans des lieux qui accueillent du public. En effet, les moyens de sauvetage traditionnels ne peuvent être mobilisés.

Si la commune de Bagneux accueille plusieurs ERP sur son territoire, il n'existe pas pour le moment d'immeubles de Grande Hauteur au regard de l'inventaire du Dossier Départemental sur les Risques Majeurs.

Le programme de construction de la ZAC ne prévoit pas non plus la construction d'immeubles de Grande Hauteur (le plancher bas du dernier niveau accessible - R+17 du lot G3 - est situé à une hauteur inférieure à 50 m}.

En revanche, l'opération comprend la construction de plusieurs établissements recevant du public (commerces, équipement}.

D'un point de vue environnemental, les principaux risques sur ce type d'établissement sont l'incendie, une coupure d'électricité et les mouvements de panique si on exclut les actes de malveillance.

Le public accueilli au sein d'ERP peut-être très varié, voire parfois d'origine étrangère, ce qui peut provoquer des mouvements de foules importants par une incompréhension des consignes en cas d'accident.

MESURES

La construction de programmes immobiliers ERP doit répondre à des réglementations spécifiques : les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes.

Ces mesures sont déterminées compte tenu de l'exploitation, des dimensions des locaux, du mode de construction et du nombre de personnes pouvant être admises dans l'établissement.

Les bâtiments de type ERP doivent être construits de manière à permettre l'évacuation rapide de la totalité des occupants. Par ailleurs l'aménagement des locaux, les matériaux utilisés et les équipements mis en place doivent respecter certaines caractéristiques réglementaires.

Enfin les ERP doivent prévoir des dispositifs d'alarme et d'avertissement et disposer d'un service de surveillance et de moyens de secours contre l'incendie.

Globalement, il est rappelé que ces constructions sont largement encadrées dès leur conception à travers :

- Le permis de construire qui ne pourra être délivré qu'après la consultation de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
- L'autorisation d'ouverture pour certaine ERP (de la 1ère à la 4ème catégorie)
- Des contrôles et des vérifications du respect de la réglementation qui interviennent au cours de la construction ou des travaux d'aménagement avant l'ouverture au public des établissements

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 7 : COMPATIBILITE DU PROJET AVEC L'AFFECTATION DES SOLS DEFINIE PAR LES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET SCHEMAS REGIONAUX

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I - COMPATIBILITE AVEC L'AFFECTION DES SOLS DEFINIE PAR LES DOCUMENTS D'URBANISME OPPOSABLES

I.1 –Schéma Directeur de la région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E)

PRINCIPALES ORIENTATION DU SDRIF-E SUR LA VILLE DE BAGNEUX

- **Maîtriser et encadrer le développement urbain**

- Objectifs d'accroissement de la densité résidentielle

La ville de Bagneux, avec les villes de Arcueil et de Cachan, constitue une polarité constituée.

Elle est donc concernée par l'orientation régionale (OR 57) qui vise des objectifs **d'accroissement de la densité résidentielle** en renouvellement urbain. Le nombre de logements au sein des espaces urbanisés de Bagneux à la date d'approbation du SDRIF-E doit progresser en moyenne de 17 % à l'horizon 2040 car la ville de Bagneux est dotée d'une gare. **Pour Bagneux cela représente 18 572 logements (source INSEE 2020) X 17% soit 3 157 logements, soit environ 200 logements par an entre 2025 et 2040.**

Le projet participe très largement à cet objectif. Il prévoit la production de 149 442 m² de SDP logements.

- **Placer la nature au cœur du développement régional**

Le territoire de Bagneux est concerné par :

- **L'Orientation Régionale (OR2) de l'armature verte,** où **t**oute nouvelle urbanisation y est exclue, sauf dans le cadre des exceptions prévues dans les espaces agricoles et dans les espaces boisés et les espaces naturels. Ces secteurs concernent plus particulièrement le Cimetière parisien de Bagneux, le parc Richelieu et le parc François Mitterrand).
- **L'Orientation Régionale (OR27) de** créer un espace vert et/ou un espace de loisirs d'intérêt régional au niveau de la rue Pichet
- **L'Orientation Régionale (OR4) de renforcer les** liaisons notamment les départementales (D62, D77A, D77) entre espaces contribuant au maintien et au rétablissement des continuités d'espaces ouverts et pouvant être le support de circulations douces lorsqu'elles sont compatibles avec la fonction écologique ou paysagère de ces liaisons.

Sur l'aqueduc de la Vanne, une végétalisation favorisant un système prairial à gestion extensive, a été réalisé. L'enjeu a été de créer une réelle plus-value en termes de biodiversité à l'échelle du quartier, et de constituer une compensation de la perte d'habitat prairial qui existait avant la réalisation du projet.
La promenade sur son flanc Est est dorénavant valorisée avec la réalisation d'une série de jardins familiaux.
Les espaces verts privés accompagnent le linéaire de voirie paysager (alignement d'arbres et noues) au pied des nouveaux bâtiments à usage de bureau (lot B1, lot B2 et B3) et qui accueillent en cœurs d'îlots de nouveaux espaces paysagers plantés.

La nature a donc une grande place au sein de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo, ce qui répond à l'objectif du SDRIF.

I.2 – Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Paris

Le SCoT métropolitain est la colonne vertébrale de la Métropole pour les 20 ans à venir. C'est le cadre de référence de la planification stratégique métropolitaine et l'instrument de mise en cohérence de l'ensemble de ses politiques en cours d'élaboration.

Le 13 juillet 2023, le Conseil de la Métropole du Grand Paris a approuvé définitivement son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Un des enjeux principaux de ce SCoT est de construire une métropole résiliente face aux aléas climatiques, aux risques naturels, technologiques et sanitaires. Il aspire à une métropole accueillante pour tous, qui réduit les déséquilibres et les inégalités territoriales.

Les 12 orientations du SCoT Métropolitains sont les suivants :

1. Conforter une Métropole polycentrique, économe en espaces et équilibrée dans la répartition de ses fonctions
2. Embellir la Métropole et révéler les paysages, renforcer la présence de la nature et de l'agriculture en ville, renforcer le développement de la biodiversité en restaurant notamment des continuités écologiques telles que les trames vertes et bleues, tout en offrant des ilots de fraicheur et la rétention de l'eau à la parcelle
3. Permettre aux quartiers en difficulté de retrouver une dynamique positive de développement
4. S'appuyer sur les nouvelles technologies et les filières d'avenir pour accélérer le développement économique, la création d'emplois et la transition écologique
5. Mettre en valeur la singularité culturelle et patrimoniale de la Métropole du Grand Paris au service de ses habitants et de son rayonnement dans le monde
6. Offrir un parcours résidentiel à tous les Métropolitains
7. Agir pour la qualité de l'air, transformer les modes de déplacement et rendre l'espace public paisible
8. Renforcer l'accessibilité de tous à tous les lieux en transports en commun et tisser des liens entre territoires
9. Confirmer la place de la Métropole comme une première créatrice de richesse en France en confortant les fonctions productives et la diversité économique
10. Engager le territoire métropolitain dans une stratégie ambitieuse d'économie circulaire et de réduction des déchets
11. Organiser la transition énergétique
12. Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales, notamment par l'arrêt de la consommation et la reconquête des espaces naturels, boisés et agricoles

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo entre bien dans la lignée de ces orientations.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I.3 - Plan Local d'Urbanisme (PLU)

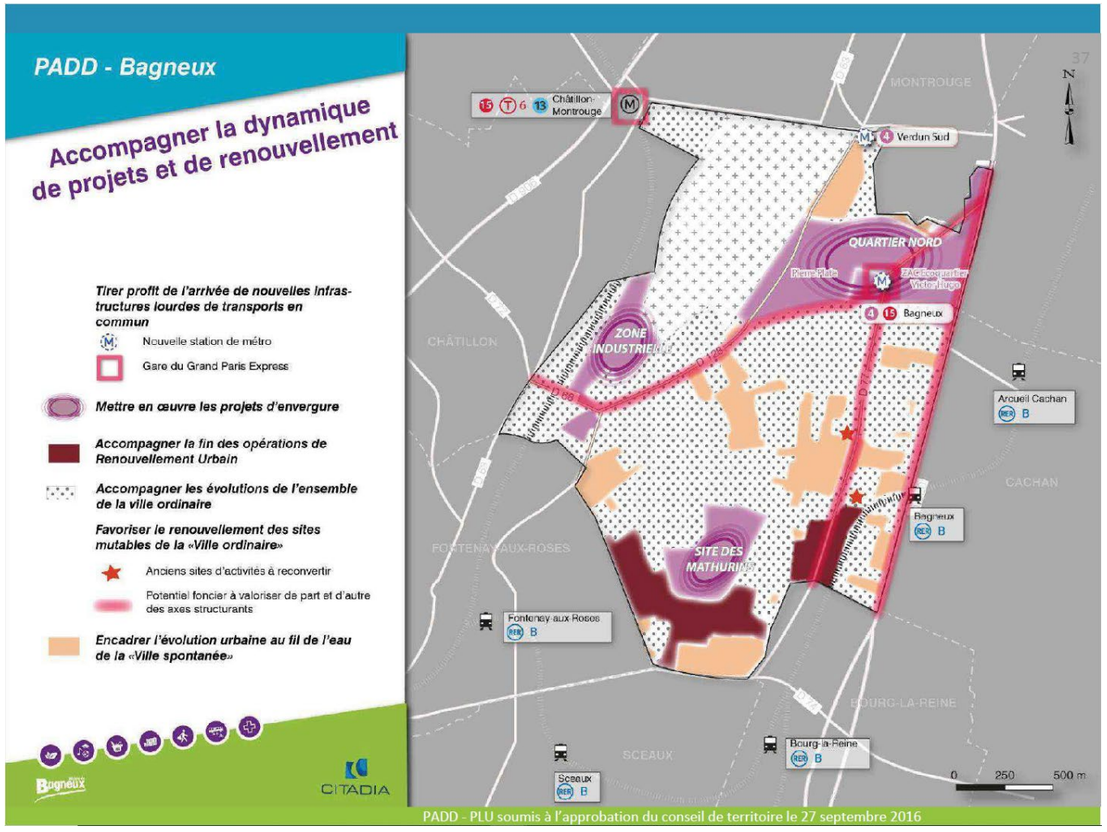
A / PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables)

Les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme sont définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

La ville de Bagneux connaît depuis plusieurs années une évolution urbaine importante qui s'est ancrée dans la perspective d'améliorer le cadre de vie, la mixité fonctionnelle et sociale, le parcours résidentiel et l'attractivité de son tissu économique.

Au document graphique du PADD, le site de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est concerné par l'enjeu d'accompagner la dynamique de projets et de renouvellement en tirant profit de l'arrivée de nouvelles infrastructures lourdes de transports en commun.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit parfaitement dans les grandes orientations du PADD.



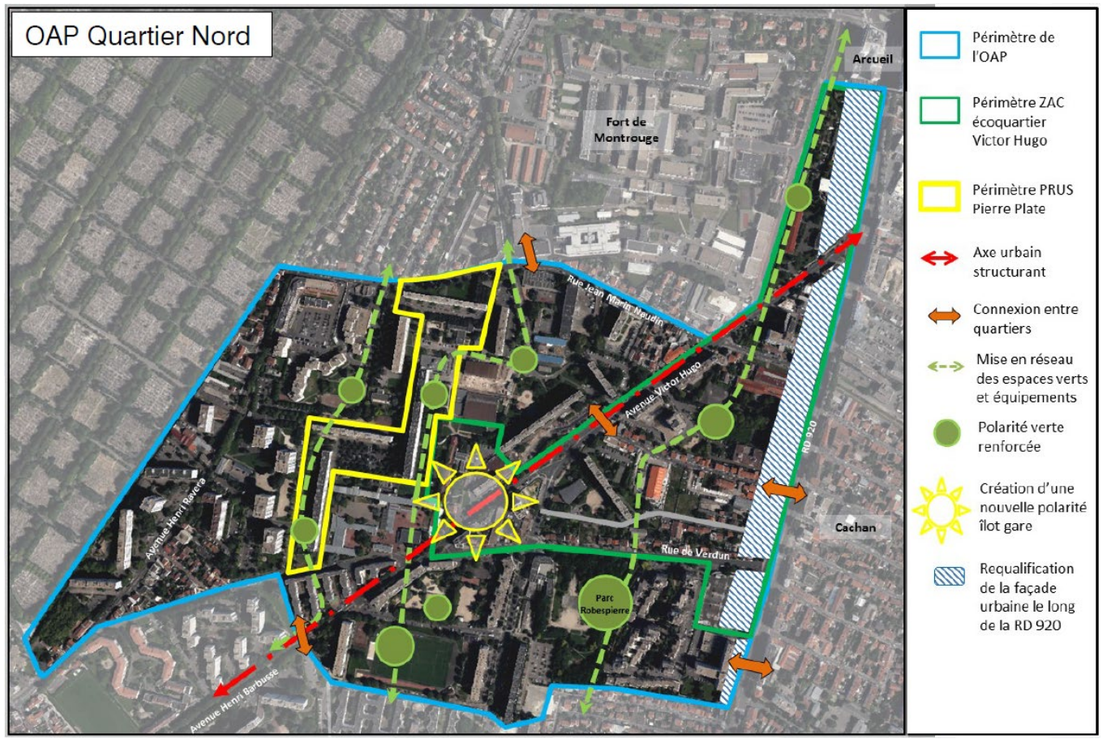
PADD - PLU soumis à l'approbation du conseil de territoire le 27 septembre 2016

B / OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) du quartier Nord

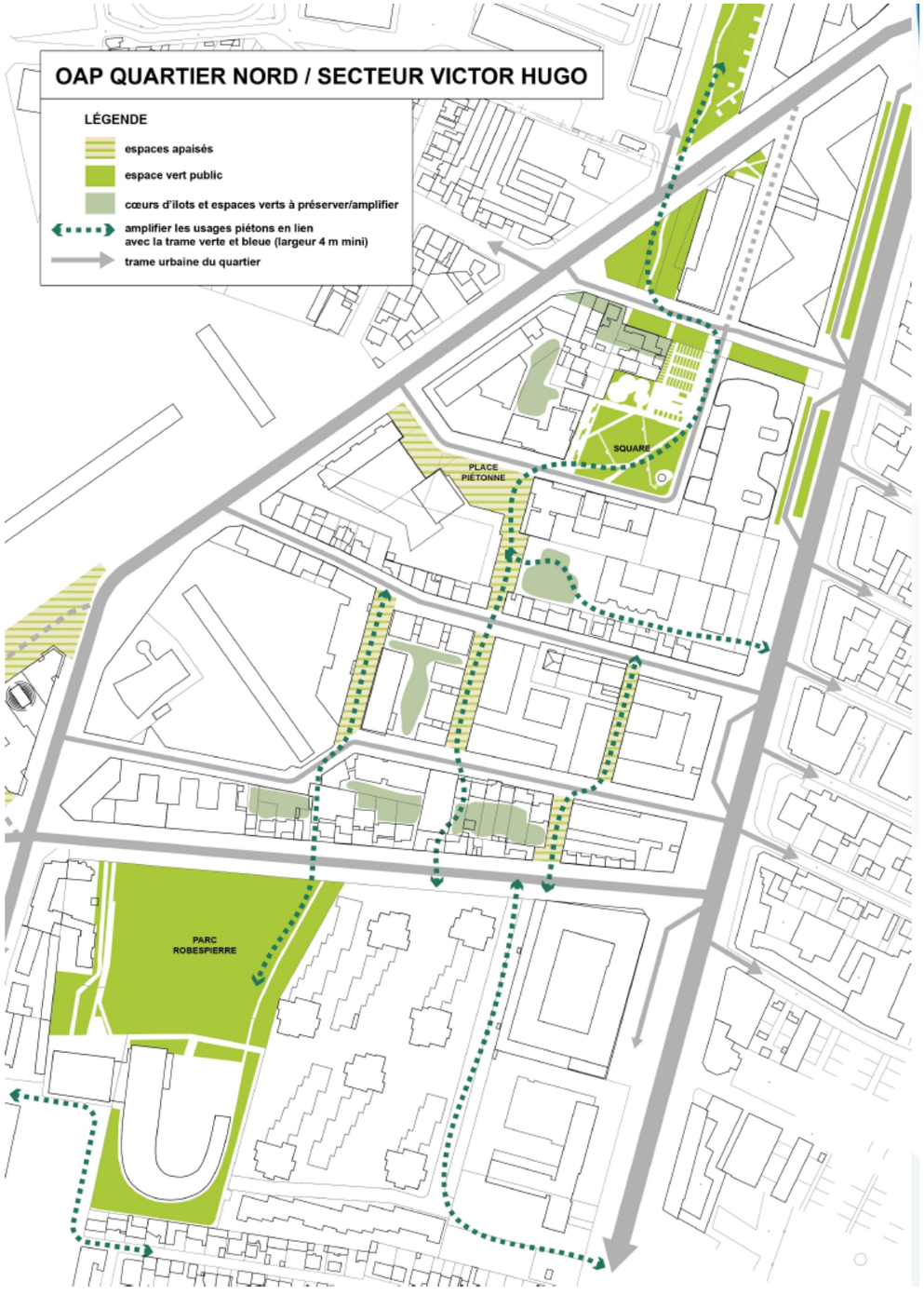
Le périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est incluse dans l'OAP du Quartier Nord, dont les enjeux sont :

- une nouvelle polarité autour du nouveau pôle gare avec les deux nouvelles lignes de métro 4 et 15
- une requalification de la façade urbaine le long de la RD920
- une mise en réseau des espaces verts et équipements vers le Parc Robespierre et l'aqueduc de la Vanne
- la création de connexion entre Cachan et le quartier de la Pierre lPlate

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo s'inscrit parfaitement dans les grandes orientations du PADD.



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE



Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

C/ Zonage

♦ Zonage

L'occupation du sol sur le périmètre de la ZAC Ecoquartier est régie par 4 zonages correspondant chacun à des fonctions urbaines spécifiques :

Secteur UAa. Ce secteur correspond au périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo le long de la RD 920, qui présente une vocation mixte favorisant le **développement économique**. Ce secteur offre une réponse aux objectifs de renforcement de l'équilibre habitat/emploi et de requalification des axes structurants affichés dans le PADD en développant, notamment, des règles favorables à l'implantation de nouvelles activités et à l'harmonisation des morphologies bâties existantes.

Secteurs UNvh et UNg. Ces secteurs permettent de favoriser le renouvellement d'un secteur stratégique en offrant les possibilités de mettre en œuvre la ZAC Ecoquartier Victor Hugo tout en accueillant le **futur pôle multimodal de la gare du projet Grand Paris Express.** La création de cette zone offre **une réponse aux objectifs de production de logements** définis par le Contrat de Développement Territorial et participe à la poursuite de l'objectif rééquilibrage du taux d'emploi à l'horizon 2030. Ce secteur multifonctionnel accueillant des logements, des équipements, des commerces et des bureaux, fera l'objet d'une densification pour accueillir les logements et emplois prévus, en réponse à une desserte accrue. Il permettra à cet égard d'assurer la création d'une nouvelle centralité permettant de satisfaire tant aux besoins dus à sa future fréquentation métropolitaine qu'à ceux des habitants du quartier.

Zone UBIO. Cette zone correspond aux **espaces verts ou aux espaces à forte qualité paysagère** présents dans le tissu urbain qui répond au double objectif de tenir compte à la fois du caractère urbanisé et densément peuplé de la ville de Bagneux en première couronne d'Île-de-France, et des besoins en matière d'accessibilité des espaces verts pour la population, complémentaires aux besoins en matière de Trame Verte et Bleue, qui fait l'objet d'une OAP spécifique.

La ZAC Ecoquartier au plan de zonage est également concernée :

- De bâtiments remarquables à protéger. Il s'agit de l'église Sainte-Monique et deux immeubles de rapport au 17-19 rue Romain Rolland
- L'Emplacement Réservé (ER) 7 pour la création d'une liaison douce rue de Verdun vers la rue Romain Rolland
- Des espaces non bâtis en cœur d'îlot ou linéaire nécessaires au maintien des continuité écologiques à protéger. Il s'agit de l'aqueduc, fonds de jardin existants, de reculs paysagers, de voies vertes entre le lot B0 et le lot B1
- De linéaires végétalisés protégés situés le long de la rue Aristide Briand (RD920) et de la RD 77A (avenue Victor Hugo) et de la rue de Verdun
- De trois arbres remarquables aux abords de l'église Sainte Monique



Limites de zone

Trame Verte et Bleue

- Espace boisé classé au titre de l'Article L.130.1 du Code de l'Urbanisme
- Friche écologique à sauvegarder au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Mare à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Espace non bâti en cœur d'îlot ou linéaire nécessaire au maintien des continuités écologiques à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Linéaires végétalisés protégés au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Arbre remarquable protégé au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme

Eléments de patrimoine

- Bâtiment remarquable à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Mur ou partie d'édifice remarquable à protéger au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme
- Séquence urbaine remarquable à préserver au titre de l'Article L.123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme

Autres prescriptions

- Emplacement réservé
- Ilot constructible dans le respect de l'Article 10 du règlement de zone
- Servitudes au titre de l'article L151-41 5° du Code de l'Urbanisme (Les constructions de plus de 40m² de surface de plancher sont interdites pour une durée de 5 ans à compter de l'approbation de la modification n°2 du PLU)
- Périmètre de hauteur spécifique : 12m
- Linéaire de hauteur spécifique : H=P
- Linéaire d'implantation et de hauteur spécifique conformément aux articles 6 et 10 du règlement de zone
- Dépassement de hauteur autorisée dans le secteur UNpp
- Linéaire de restriction de hauteur autorisé
- Linéaire de protection commercial au titre de l'Article L.123-1-5 II 5° du Code de l'Urbanisme
- Gare (existante ou en projet) et périmètre de 500 m

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II - ARTICULATION DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS, PROGRAMMES SOUMIS A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

II.1 - Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France (PDUIF) de 2015

Rappel des prescriptions concernant le secteur de la ZAC

Dans le PDUIF, certaines actions marquées comme « prescription du PDUIF » ont un caractère prescriptif et s'imposent aux documents d'urbanisme, aux décisions prises par les autorités chargées de la police et de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans la région Île-de-France, aux actes pris au titre du pouvoir de la police du stationnement et aux actes relatifs à la gestion du domaine public routier.

- Réserver de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public

La première prescription concerne la réservation de l'espace pour le stationnement vélo sur l'espace public. Le PDU précise qu'une partie des places de stationnement sur le domaine public, dans les zones urbaines et à urbaniser du PLU/PLUi (zones U et AU) et dans un rayon de 800 m autour des pôles d'échanges multimodaux, devra être réservée au stationnement des vélos.
Le PDU indique que les places réservées pour les vélos devront être implantées de préférence à proximité des réseaux de transports en commun et des équipements. Il précise par ailleurs qu'il convient de privilégier les places de stationnement sur la chaussée situées aux abords des carrefours, les vélos ne constituant pas une obstruction visuelle.

Cette prescription devra être appliquée aux abords du pôle de Bagneux.

- Normes minimales de surface de stationnement vélo pour l'habitat, les bureaux, les activités et les établissements scolaires.

La deuxième prescription du PDUIF concerne les normes minimales de surface de stationnement vélo pour les différents types de construction.

Les normes minimales sont les suivantes :
- Habitat collectif : 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et 1,5 m² par logement dans les autres cas, avec une superficie minimale de 3 m²
- Bureaux : 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher
- Activités, commerces de plus de 500 m² de SdP, industries et équipements publics : a minima 1 place pour 10 employés, avec aussi un stationnement pour les visiteurs
- Etablissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, universités) : 1 place pour 8 à 12 élèves, en adaptant l'offre de stationnement vélo selon le niveau de l'établissement scolaire concerné.

Cette prescription s'applique dans toute la commune de Bagneux, y compris dans le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo.

Néanmoins depuis l'application de l'arrêté du 30 juin relatif à la sécurisation des infrastructures des vélos dans les bâtiments, les derniers lots opérationnels devront respecter les normes minimales inscrites dans le tableau suivant.

Catégories de bâtiments	Seuil minimal de places de stationnement pour véhicules motorisés	Cyclistes visés	Seuil minimal d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos
Bâtiments neufs équipés de places de stationnement			
- Ensemble d'habitation - (un ou plusieurs bâtiment(s), à usage principal d'habitation groupant au moins deux logements)	Sans objet	Occupants	1 emplacement par logement jusqu'à 2 pièces principales 2 emplacements par logement à partir de 3 pièces principales
- Bâtiments à usage industriel ou tertiaire - constituant principalement un lieu de travail	Sans objet	Salariés	15% de l'effectif total des salariés accueillis simultanément dans le bâtiment
- Bâtiments accueillant un service public	Sans objet	Agents	15% de l'effectif total des agents du service public accueillis simultanément dans le bâtiment
		Usagers	15% de l'effectif total des usagers de service public accueillis simultanément dans le bâtiment
- Bâtiments constituant un ensemble commercial, au sens de l'article L. 752-3 du code du commerce, ou accueillant un établissement de spectacles cinématographiques	Sans objet	Clientèle	10% de la capacité du parc de stationnement avec une limitation de l'objectif réglementaire fixée à 100 emplacements

- Inclure, dans les plans locaux d'urbanisme, des normes de plafond de stationnement pour les opérations de bureaux.

La troisième prescription du PDUIF concerne les normes de stationnement pour les opérations de bureaux.

La valeur de la norme plafond à inscrire dans les plans locaux d'urbanisme diffère selon les territoires. Elle tient compte de la proximité d'une desserte par les réseaux de transports collectifs structurants. Pour la commune de Bagneux (commune du cœur de métropole), les normes plafond à inscrire dans le PLUI sont les suivantes :
- 1 place pour 60 m² de SdP à moins de 500 m d'un point de desserte structurante
- 1 place pour 50 m² de SdP à plus de 500 m d'un point de desserte TC structurante.

L'objectif de cette mesure est de limiter le nombre de places de stationnement à disposition afin d'orienter le choix du mode de transport pour se rendre à son travail vers les modes alternatifs à la voiture particulière. Les valeurs indiquées ci-dessus sont des valeurs maximales. Les valeurs fixées par le PLU peuvent être plus contraignantes. Puisqu'il s'agit de normes plafond, les promoteurs ne pourront pas les dépasser.

- Inclure, dans les plans locaux d'urbanisme, des normes plancher de stationnement pour les opérations de logement

La troisième prescription du PDUIF concerne les normes plancher de stationnement pour les opérations de logements.

Le PDUIF recommande que le PLU /PLUI ne pourra exiger la création d'un nombre de places de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune (selon les derniers résultats disponibles du recensement de la population).

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Cette prescription s'applique à l'échelle communale. Le secteur de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est donc concerné par cette obligation.

L'objectif de cette mesure est d'éviter que les normes plancher soient trop fortes par rapport au taux de motorisation réel des ménages, ce qui conduirait à réaliser un nombre trop important de places par application de l'obligation fixée dans le PLU.

- Le futur pôle d'échange de Bagneux à l'échelle du périmètre de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo

Le PDUIF préconise l'aménagement de tous les pôles d'échanges d'Ile-de-France à l'horizon 2020. Le secteur de la ZAC est concerné par l'aménagement de deux futures gares.

L'aménagement des pôles d'échanges devra répondre à des objectifs généraux et à des objectifs variables en fonction du type de pôle concerné.
Les objectifs généraux sont :

- disposer d'une information complète et multi-transporteurs ;
- pouvoir se déplacer dans des espaces de qualité, avec un sentiment de sûreté ;
- bénéficier de correspondances bus optimisées ;
- disposer de cheminements piétons sécurisés, confortables et accessibles aux PMR ;
- disposer d'aires de stationnement et d'accès vélo sécurisés ;
- disposer d'aires de dépose automobile dédiées et sécurisées.

Le PDUIF de 2015 est en cours de révision. Le Plan de Mobilité d'Ile-de-France arrêté le 27 mars 2024 viendra le remplacer dès son approbation.

II.2 - Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le SDAGE révisé du bassin Seine-Normandie et des cours d'eau côtiers normands a été adopté par le comité de bassin du 5 novembre 2015 qui a également donné un avis favorable sur le programme de mesures (cf. ci-après). Ces documents ont été arrêtés par le préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, préfet de la région Île-de-France, le 1er décembre 2015.

Le SDAGE est le document de planification de la ressource en eau au sein du bassin. À ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. De par sa portée juridique, ce schéma directeur oriente l'application de l'action publique dans le domaine de l'eau. Les différents représentants de cette action publique (État, collectivités, établissements publics) doivent ainsi assurer la cohérence entre leurs décisions et documents et les éléments pertinents du SDAGE.

Le SDAGE révisé de 2022-2027 a été adopté par le comité de bassin le 23 mars 2022. Il fixe notamment les objectifs du bassin en matière de protection et de reconquête de la qualité des cours d'eau, nappes, zones humides, captages destinés à l'eau potable. Ces objectifs contribuent plus globalement à préserver la biodiversité, clé de la résilience des territoires.

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo met en place les mesures nécessaires au respect des préconisations du SDAGE notamment par un certain nombre de précautions (présentées dans l'analyse des incidences du projet et des mesures) permettant de ne pas dégrader les milieux hydriques (superficiels et souterrains) proches notamment :

- Prévention des pollutions accidentelles : ravitaillement des engins à l'écart des points d'eau sur des aires spéciales, vérification et entretien du matériel
- Stockage des hydrocarbures dans des bacs de rétention spéciaux (avec déshuileurs) puis collecte par des entreprises spécialisées qui en assureront le transfert, le traitement et l'élimination
- Présence de dispositifs d'urgence (kits de dépollution, enlèvement des terres polluées, …)
- Interdiction de rejets dans le milieu aquatique
- Limitation de la dispersion des poussières (risques de matières en suspension dans les cours d'eau)
- Nettoyage du chantier, stockage dans des bennes étanches et recyclage des déchets conformément à la réglementation

Un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'Eau est élaboré concomitamment au présent dossier.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

II.3 - Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bièvre

Au niveau des sous-bassins hydrographiques, les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) élaborés en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau, sont des déclinaisons locales du SDAGE.

Il s'agit d'un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Le SAGE a pour but de fixer, au niveau d'un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère, « les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides » (Art. L. 212-3 du code de l'Environnement).

Le SAGE est établi par une Commission Locale de l'Eau représentant les divers acteurs du territoire et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique, car les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ses dispositions.

La ZAC Ecoquartier Victor Hugo est rattachée au **SAGE de la Bièvre dont la dernière révision date du 12 juillet 2023, et** dont les objectifs fixés sont :

- La reconquête des milieux naturels à travers une revalorisation de la Bièvre en milieu urbain, avec la renaturation et la réouverture de tronçons cohérents (notamment rétablir la confluence de la Bièvre avec la Seine).

- L'amélioration de la qualité de l'eau en vue d'atteindre le bon potentiel ou le bon état sur le territoire du SAGE : la stratégie vise à réduire les pollutions d'eaux usées temporaires (en temps de pluie) et les pollutions permanentes (par une mise en conformité des rejets d'eaux usées), à réduire la pollution phytosanitaire ainsi que les rejets ponctuels en eau traitée au milieu naturel en provenance des stations d'épuration.

- La maîtrise des ruissellements urbains et la gestion des inondations : améliorer la prévision du risque d'inondation (par une coordination des différents acteurs compétents et des systèmes de gestion des ouvrages de régulation notamment) et limiter le ruissellement à la source (réseaux routiers, nouveaux projets d'aménagement et de rénovation, intégration de ce principe dans les règlements d'assainissement et les documents d'urbanisme).

- La valorisation et la restauration du patrimoine hydraulique du petit patrimoine bâti et du patrimoine paysager dans le respect des milieux afin de sensibiliser la population locale aux fonctionnalités et richesses de la vallée de la Bièvre : l'objectif est notamment de communiquer auprès du grand public sur l'histoire de la Bièvre.

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo est cohérent avec les orientations SAGE, et en particulier avec celle de la maîtrise des ruissellements urbains avec des noues conçues comme bassin de rétention avec débit de fuite raccordé sur le réseau avec un débit de fuite de 2l/s/ha, mais avec une partie non négligeable des eaux de pluies déconnectées du réseau par infiltration et par évapotranspiration

Pour certaines zones présentant une sensibilité particulière vis-à-vis de l'infiltration au regard de la présence de carrières en sous-sol, ou une proximité avec les réseaux d'Eau de Paris (infiltration réglementée), les noues prévues sont étanchées. Dans ce cas de figure, les ouvrages sont prévus en sur profondeur pour permettre la mise en œuvre d'une épaisseur conséquente de terre végétale permettant la percolation des eaux dans le substrat et l'évapotranspiration et donc la déconnection des petites pluies.

II.4 - Plans de prévention des déchets

La phase travaux du projet engendre la production de déchets divers. Ainsi sur le chantier, quatre catégories de déchets principaux peuvent être identifiés et seront collectés et traités différemment :

- Déchets inertes (recyclables ou non) : emballages cartons propres, bois non souillé, ferraille, boues de curage non polluées, ...)
- Déchets Industriels Banals : tous les déchets, autres que les cartons, non pollués et dont la constitution est semblable aux déchets d'origine ménagère
- Déchets Industriels dangereux : déchets de soudures aluminothermiques (emballages ayant contenus des produits), autres emballages ou matériaux souillés (contenant ou ayant contenus des produits faisant l'objet de l'établissement d'une fiche de sécurité) boues de curage polluées, kits anti-pollution souillés, …
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE)
- Le Plan de réduction des déchets d'Ile-de-France prévu (PREDIF).

La gestion des déchets en phase travaux

L'objectif est de décrire de manière globale la gestion des déchets en phase travaux en lien avec la réglementation en vigueur.
L'entreprise travaux (ou les entreprise travaux) déterminera dans son Plan d'Assurance Environnement (PAE) et son Schéma Organisationnel de Gestion et d'Elimination des Déchets (SOGED), la façon dont le tri, le stockage, l'évacuation et la valorisation des déchets issus du chantier sera mise en œuvre.
Le maître d'œuvre assurera un VISA des procédures en amont du démarrage du chantier et assurera un suivi environnemental des travaux pour vérifier la bonne mise en œuvre de la gestion des déchets notamment.
L'ensemble des déchets sera collecté sur leur lieu de production, un pré-tri sera réalisé puis les déchets seront placés dans des contenants adaptés (sacs poubelles, big-bag, fûts métalliques étanches, dans des cartons) puis seront déposés quotidiennement dans des bennes ou fûts correspondants sur le site de la base travaux. Chaque benne ou fût sera identifié et protégé des intempéries.

Un lieu unique des stockages des déchets pour chaque station devra être défini en amont de la réalisation des travaux :

- Une benne pour les déchets recyclables : emballages, films pastiques non souillés, métaux divers, cartons d'emballages non souillés. Ces différents déchets seront physiquement séparés suivant leur nature afin d'être facilement repris par un prestataire « déchets ».
- Une benne pour les déchets banals : déchets d'emballages alimentaires ainsi que tout autre déchet alimentaire, tout emballage non souillé autre que les déchets recyclables et plus généralement tous textiles et matières non souillés.
- Des fûts « déchets dangereux » :
- Une benne déchets souillés simples : tout textile, emballage vide ou autres matériaux souillés par des carburants, liquides hydrauliques ou tout produit faisant l'objet d'une Fiche de Données Sécurité (FDS). Citons par exemple les kits antipollution souillés.
- Un fût déchets souillés réactifs
- Un fût produits liquides (bac double fond) : hydrocarbures par exemple.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le tableau suivant présente une synthèse des mesures mises en œuvre avant enlèvement pour chaque grande catégorie de déchets :

Catégories de déchets générés	Exemple de déchets	Pré-tri et contenant	Stockage avant enlèvement
Recyclables (non souillés)	Déchets bois (palettes, chevrons, …) Déchets films plastiques (emballages de palettes, …) Cartons d'emballage Ferrailles (cerclages de palettes, …)	Récupération unitaire et mise en place directement dans la benne correspondante	Bennes recyclables (en séparant bien les matières afin de faciliter la récupération par le prestataire)
Banals (non souillés)	Tous les déchets d'origine alimentaire ou autres emballages non souillés	Soit mis à l'unité dans la benne ou mis en sac poubelle (autre que de couleur rouge) avant mise en benne	Benne déchets banals
Dangereux	Emballages ou textiles souillés par des produits	Sac poubelle rouge	Benne déchets souillés simples
	Emballages ou textiles souillés par charges de soudures	Sac poubelle rouge	Benne Déchets Industriels Dangereux
	Produits non utilisés dans leur emballage d'origine	Récupération unitaire et mise en place directement dans le fût correspondant	Fût produits non utilisés
Terres	Boues de curage	Les terres sont retirées et placées immédiatement dans des bennes les camions pour transport vers le centre adapté	Bennes de camions. Mesures de pollution conformément à l'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations classées relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées
Piles et accumulateurs	Piles type LR3 présentes dans les lampes frontales	Le chef de chantier récupère les piles sur le chantier quotidiennement	Bac piles usagées présent sur le site de la base travaux
Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques	Frontales HS, calculatrices HS, GPS hs	Tout propriétaire de ce type de déchet l'isole avant de le stocker à l'endroit prévu	Bac DEEE présent sur le site de la base travaux

L'enlèvement
Un prestataire agréé se chargera de l'enlèvement (camions poly-benne ou camion grue) des différents types de déchets à la demande de l'entreprise travaux. Le responsable environnement se chargera d'envoyer les demandes d'enlèvements, bordereaux de suivi des déchets (BSDD) y compris lorsque leur établissement est nécessaire ainsi que le suivi de la traçabilité des déchets réalisés afin de centraliser les données.
Le renforcement des bennes se fera conformément aux besoins des travaux autorisés. Le brûlage des déchets sur site est interdit.
Chaque type de déchets sera acheminé vers les centres d'enfouissement techniques (CET1, 2 et 3) selon leur nature et seront recyclés, valorisés ou éliminés conformément aux plans nationaux, régionaux ou départementaux en vigueur et à la réglementation.
Le projet, par la mise en place de cette gestion des déchets en phase chantier, est compatible avec les différents plans applicables en Ile-de-France.

II.5 - Plan de Protection de l'Atmosphère francilien (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère est mis en place pour les agglomérations de plus de 225 000 habitants. Il doit permettre de ramener les niveaux de concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites, au sein de l'agglomération.

La révision du Plan de Protection de l'Atmosphère 2017-2025 (PPA) d'Île-de-France a été approuvée le 31 janvier 2018.

Construit autour de 25 défis, déclinés en 46 actions concrètes, il ambitionne de ramener notre région sous les seuils européens à l'horizon 2025. En effet, il doit permettre de réduire très fortement, entre 40 et 70 % selon les polluants, le nombre de franciliens exposés à des dépassements de valeurs limite de qualité de l'air.
Traduisant l'ambition de l'Etat pour réduire la pollution atmosphérique, le PPA vise tous les secteurs d'activité : l'aérien, l'agriculture, l'industrie, le résidentiel et les transports. Il vise particulièrement le chauffage au bois et le trafic routier, principales sources de particules fines et de dioxydes d'azote en Ile-de-France

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo tient compte de ce plan, car il s'attache à maîtriser la circulation automobile et fait des transports collectifs et des circulations douces une priorité pour réduire l'usage de la voiture. Il développe des aménagements pour les piétons et cycles : trajets courts, directs et sécurisés vers les gares de métro et de RER et les stations de bus limitrophes.

II.6 - Schéma Régional du Climat Air et Energie (SRCAE)

Ce document a été approuvé par le conseil régional le 23 novembre 2012.

La stratégie régionale formulée par le SRCAE doit permettre de garantir la performance des politiques publiques au regard de leur impact sur l'énergie, le climat et l'air, et plus largement, sur l'environnement. Pour cela, elle doit être à la fois ambitieuse et cohérente avec les finalités du développement durable. Elle doit également s'appuyer sur une démarche participative.

C'est ainsi que la stratégie régionale à 2020 s'organise autour :

- D'orientations sectorielles avec des objectifs quantifiés mesurables. Elles concernent tous les domaines prioritaires d'actions visant à une plus grande sobriété et une plus grande efficacité, que ce soit dans le domaine de l'aménagement (bâtiments, transports, urbanisme), dans les différents secteurs d'activité, et de développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les potentialités, mais aussi avec les contraintes des territoires (réseaux de chaleur, biomasse, géothermie, éolien…).

- D'orientations transversales qui concernent l'ensemble des secteurs, par exemple, l'adaptation aux conséquences du changement climatique, la qualité de l'air, les modes de consommation durable ou encore la maîtrise des consommations électriques.

- D'orientations structurantes (mise en œuvre et suivi) qui fondent la stratégie d'action territoriale sur des principes de gouvernance collégiale, de changement de comportements et de mise en place de mesures et d'outils pour une région moins consommatrice d'énergie.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Le projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo tient compte des orientations de ce plan car il s'attache à développer une trame de déplacements doux connectée aux transports collectifs pour réduire les gaz à émission de serre du trafic routier. Il mobilise autant que possible le développement du **réseau de chaleur. Il** augmente également la trame verte sur le site d'étude pour lutter contre les îlots de chaleur.

II.7 - Schéma Régional de Cohérence Ecologique en Ile-de-France (SRCE)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, co-élaboré par l'Etat et la Région, est le volet régional de la trame verte et bleue. Il est aujourd'hui approuvé. Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

A ce titre :

- Il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;

- Il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;

- Il propose les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Dans l'aire d'étude du projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo**, le SRCE n'identifie aucun enjeu écologique. L'opération d'aménagement ne peut donc pas le remettre en cause.**

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 8 : METHODES UTILISEES POUR ETABLIR L'ETAT INITIAL ET EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES DIFFICULTES EVENTUELLES POUR REALISER L'ETUDE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I - METHODOLOGIE GENERALE DE L'ETUDE D'IMPACT

Diverses méthodes ont été utilisées pour établir :

- la description de l'état actuel du site et les contraintes qui découlent des projets d'aménagement ;
- les effets que ces projets engendrent sur l'environnement ;
- les mesures préconisées pour réduire, compenser voire supprimer ces effets.

La méthodologie appliquée comprend :

- une recherche bibliographique ;
- un recueil de données effectué auprès des organismes compétents dans les divers domaines ;
- des études sur le terrain ;
- la compilation de l'ensemble des études existantes recueillies ;
- des études techniques jointes en annexe de l'étude d'impact ;
- des entretiens avec les principaux acteurs du projet.

Les études techniques réalisées :

- une étude de circulation et de stationnement ;
- une étude faune, flore et habitats ;
- une étude de pollution des sols ;
- une étude air et santé ;
- une étude géotechnique ;
- une étude de bruit ;
- une étude des énergies renouvelables.

Les observations sur le terrain ont permis :

- de préciser l'occupation actuelle du site et de ses abords ;
- d'appréhender les principes d'organisation et de fonctionnement du secteur ;
- d'observer les pratiques existantes ;
- de réaliser des prises de vue illustrant les propos.

Ces observations sur le terrain ont été effectuées par les urbanistes du bureau d'études SYNTHESE ARCHITECTURE pour appréhender :

Sur le site opérationnel :

- Occupation actuelle du site ;
- Fonctionnement : accès, circulations, stationnement, … ;
- Franges et espaces paysagers ;
- Points de vue, ….

Dans l'environnement immédiat du site :

- Occupation actuelle des franges du site ;
- Epannelage ;
- Equipements scolaires, sportifs, de la petite enfance, culturels… ;
- Circulations et stationnement… ;
- Espaces verts, sportifs et récréatifs… ;
- Constructions récentes, …

Milieu physique

Climat

- Relevés météorologiques de l'Ile de France (Météo France) et plus particulièrement des relevés météorologiques de la station

Relief

- Carte au 1/25000e (Institut Géographique National) ;
- Plan topographique du site fourni par le cabinet de géomètre.

Géologie

- Analyse des cartes et notices géologiques du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières).
- Etude géotechnique avec mesures in situ réalisée par FUGRO

Risques majeurs

- Bases de données BASOL du Ministère de l'écologie et du développement durable et BASIAS du BRGM pour les sites et sols pollués ;
- Site PRIM.NET pour les risques naturels (retrait gonflement des argiles, …) ;
- Inspection Générale des Carrières (IGC) ;
- Document Départemental des Risques Majeurs (DDRM) ;
- Données de la DRIEE - Prévention des risques ;
- Site internet Géorisques.gouv.fr pour les risques naturels (remontée de nappes souterraines, retrait gonflement des argiles, sismicité, …),
- Cartes CARMEN ;
- Bases de données des ICPE du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et le l'Energie.

Pollution des sols

- Etude historique et documentaire - Diagnostic de la qualité des sols avec mesures in situ réalisée par le bureau d'étude BURGEAP annexée à la présente étude d'impact.

Eau

- PLU de Bagneux ;
- SDAGE Seine Normandie ;
- Règlement d'assainissement de Vallée Sud Grand Paris

Air et santé

- Données issues de l'association de surveillance de la qualité de l'air, AIRPARIF ;
- Données du Registre Français des Emissions Polluantes (IREP) ;
- Historique de l'indice Citeair sur Bagneux ;
- Etude air et santé avec mesures in situ réalisée par le bureau d'étude TECHNISIM CONSULTANTS annexée à la présente étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

Faune-flore- milieux naturels-biodiversité

- Cartographies et inventaires officiels : ZICO, ZNIEFF, réseau NATURA 2000, Espaces Naturels Sensibles du département, etc.) ;
- Les données en ligne du Conservatoire Botanique National du Bassin parisien (CBNBP) ;
- Les données en ligne de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) ;
- Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Ile-de-France ;
- Enveloppes d'alerte zones humides en Ile-de-France DRIEE ;
- Etude faune-flore et habitat. Bureau d'étude CERE. L'étude est annexée à la présente étude d'impact.

Milieu humain

Données socio-économiques

- Chiffres clés INSEE 2017 ;
- Plan Local d'Urbanisme de Bagneux.

Documents d'urbanisme

- Plan Local d'Urbanisme de Bagneux ;
- SDRIF 2030 (Conseil Régional de l'Ile-de-France).

Déplacements, trafics

- Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (Direction régionale de l'Equipement de la Région Ile de France, 2014) ;
- PLU de Bagneux ;
- Etude de trafic et de stationnement avec comptages réalisée par le cabinet CDVIA sur le périmètre d'étude, annexée à la présente étude d'impact.

Réseaux techniques

- Les plans et études des ingénieurs VRD du bureau SOREC.

Contexte sonore :

- Etude de bruit avec mesures in situ réalisée par le bureau d'étude ARUNDO ACOUSTIQUE. L'étude est annexée à la présente étude d'impact ;
- Classement des infrastructures de transport terrestres à l'égard du bruit-
- Cartographie du bruit dans l'environnement
- Etude du plan de prévention du bruit dans l'environnement PPBE

II - DIFFICULTES EVENTUELLES DE NATURE TECHNIQUE OU SCIENTIFIQUE POUR REALISER L'ETUDE D'IMPACT

La rédaction de l'étude d'impact relative au projet de la ZAC Ecoquartier Victor Hugo n'a pas rencontré de difficultés majeures.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

PARTIE 9 : AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT ET DES ETUDES LIEES A SA REALISATION

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_17-DE

I - REDACTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT

ATELIER URBANISME ET ENVIRONNEMENT
Mme FARIN Patricia
35/37, rue Berthollet
94 110 ARCUEIL
Tel : 01.49.69.18.50

II - BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES

ETUDE DE CIRCULATION
CDVIA
M. MAISONDIEU Julien
2 rue Suchet
94 700 Maisons-Alfort
Tél : 01 43 53 68 92

ETUDE FAUNE, FLORE ET HABITATS
CERE
Mme LEVEQUE PAUTET Fanny
40, rue d'Epargnemailles
02 100 SAINT-QUENTIN
Tél : 03 23 67 28 45

ETUDE DE POLLUTION DES SOLS
GINGER BURGEAP
M. MICHAUX
143 avenue de Verdun
92442 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX
Tél : 01 69 59 13 86

ETUDE DE BRUIT
ARUNDO ACOUSTIQUE
M. HERO Nicolas
36, rue du Faubourg Saint Martin
75 010 PARIS
Tél : 09 81 43 90 09

ETUDE DE VOIRIE RESEAUX DIVERS
SOREC
M. HANTON Jean-Baptiste
4 rue Raye Tortues
92 350 LE PLESSIS ROBINSON
Tél : 01 40 83 06 80

ETUDE AIR ET SANTE
TECHNISIM CONSULTANTS
M. GOPAUL Ramesh
2, rue saint Théodore
69 003 LYON
Tel : 04.72.33.91.67

ETUDE EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET CONSOMMATIONS ENERGETIQUES
TECHNISIM CONSULTANTS
M. GOPAUL Ramesh
2, rue saint Théodore
69 003 LYON
Tel : 04.72.33.91.67

ETUDE GEOTECHNIQUE
FUGRO
M. PRUD'HON
5-6 Esplanade Charles de Gaulle,
92000 Nanterre
Tél : 01 69 59 13 86

ETUDE DE FAISABILITE DU POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
Cabinet LAMY Environnement
M. LAMY
8, Place Bellecour
69 002 LYON
Tel : 04 78 62 67 10

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 36
Votes contre : 2
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_18

Avis du Conseil municipal sur l'avenant n°6 au traité de concession relatif à la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Moulin Blanchard en vue de son approbation par le bureau territorial de Vallée Sud-Grand Paris

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_18

Aménagement urbain

ZAC du Moulin Blanchard

Objet : **Avis du Conseil municipal sur l'avenant n°6 au traité de concession relatif à la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Moulin Blanchard en vue de son approbation par le bureau territorial de Vallée Sud-Grand Paris**

Le Conseil municipal,

A LA MAJORITE ABSOLUE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment son article L. 300-5 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 29 juin 2004 créant la ZAC du Moulin Blanchard ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 29 juin 2004 confiant par convention à la SEMABA l'aménagement de la ZAC du Moulin Blanchard ;

Vu la convention publique d'aménagement signée le 12 juillet 2004 entre la ville et la SEMABA pour une durée de 8 ans, ayant pour objectif de mettre en œuvre sur le secteur « Blanchard », la réalisation de logements collectifs sociaux, locatifs et en accession, la création d'un équipement pour la petite enfance, le réaménagement de la rue Ledru Rollin ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 6 mars 2006 approuvant le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC ;

Vu l'avenant n°1 à la convention publique d'aménagement, signé le 4 juillet 2012 entre la Ville et la SEMABA, prorogeant la durée de la concession de 5 ans ;

Vu l'avenant n°2 à la convention publique d'aménagement, signé le 19 avril 2017 entre la Commune et la SEMABA, prorogeant la durée de la concession de 4 ans, soit jusqu'en 2021 ;

Vu la délibération du Bureau de Territoire de l'Etablissement public territorial Vallée Sud – Grand Paris en date du 7 novembre 2019, approuvant le changement de concessionnaire et l'avenant de transfert du traité de concession d'aménagement de la SEMABA à la SADEV94 ;

Vu l'avenant n°3 à la convention publique d'aménagement conclu le 6 mars 2020 entre Vallée Sud - Grand Paris, la commune de Bagneux, SEMABA et SADEV 94 formalisant le transfert de l'opération au profit de Vallée Sud-Grand Paris, nouvelle autorité concédante, et au profit de SADEV 94 en lieu et place de SEMABA, actant la subvention d'équilibre à la charge de la Commune de 1 058 000€ au bilan d'opération d'aménagement ;

Vu l'avenant n°4 à la convention publique d'aménagement conclu le 12 juillet 2021 entre Vallée Sud - Grand Paris et Sadev 94 prorogeant la durée de concession de 2 ans soit jusqu'au 15 juillet 2023 et actualisant le coût de participation de la Commune à l'opération d'aménagement passant de 1 058 000€ à 1 276 000€, devant être versé avant la fin du 1er semestre 2023 ;

Vu l'avenant n°5 à la convention publique d'aménagement conclu le 14 juin 2023 entre Vallée Sud - Grand Paris et Sadev 94 prorogeant la durée de concession de 2 ans soit jusqu'au 15 juillet 2025 en vue de la cession du foncier porté par la ZAC ;

Vu le projet d'avenant n°6 à la convention publique d'aménagement ci-joint annexé ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant que la convention publique d'aménagement arrive, dès lors, à son terme le 15 juillet 2025 et nécessite d'être prorogée par un avenant n°6, en vue de finaliser la cession du foncier porté par la ZAC, notamment par la commercialisation des deux derniers lots (le lot G et l'ilot Fontenay/Allende) et la rétrocession des biens de retour ;

Considérant que le projet d'avenant n°6 à la convention publique d'aménagement entre Vallée Sud - Grand Paris et SADEV 94 a été présenté en bureau de Territoire du 11 juin 2025 et prorogera la convention de dix huit mois supplémentaires soit jusqu'au 15 janvier 2027 ;

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Considérant qu'il convient également d'acter la participation financière de la Commune au déficit

de la ZAC par une subvention d'équilibre complémentaire maximale de 1 500 000 € pour favoriser le développement d'un projet moins dense (- 30%) et mieux intégré dans son environnement bâti sur l'ilot Fontenay/Allende, que son montant devra être ré-ajusté en fonction du résultat opérationnel ;

Considérant que, selon les accords et en application de la charte de gouvernance de l'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris, les déficits de ZAC communales, transférées de fait, doivent être supportés par chacune des communes membres du territoire concerné ;

Considérant que le bilan prévisionnel de la ZAC du Moulin Blanchard est prévu à 0€HT, il convient d'obtenir l'équilibre prévisionnel grâce au versement d'une subvention maximale de la Commune à hauteur de 1 500 000 € HT ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : prend acte du projet d'avenant n°6 à la convention publique d'aménagement relative à la ZAC du Moulin Blanchard entre la Société d'aménagement des villes et du département du Val-de-Marne (SADEV94) et l'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris conformément au projet joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 : prend acte de la prorogation de la convention publique d'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Moulin Blanchard pour 18 mois supplémentaires, soit jusqu'au 15 janvier 2027.

Article 3 : approuve la participation financière de la Commune au déficit de la ZAC par une subvention d'équilibre maximale de 1 500 000 € HT conformément au projet joint en annexe à la présente délibération.

Article 4 : prend acte que la Commune versera cette subvention d'équilibre selon l'échéancier suivant :

- juillet 2025 : 1 300 000€ ;
- décembre 2026 : 200 000€ (à réajuster en fonction du résultat opérationnel de la ZAC).

Article 5 :la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 6 : la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, notifiée à l'Etablissement Public Territorial Vallée Sud - Grand Paris et à la SADEV 94 et publié en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 20/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

AVENANT N° 6 A LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT POUR L'OPERATION D'AMENAGEMENT DU MOULIN BLANCHARD ENTRE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLEE SUD – GRAND PARIS et SADEV 94

ENTRE :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLE SUD GRAND PARIS, Personne morale de droit public, dont le siège est à Antony (Hauts de Seine), et dont les bureaux administratifs sont situés au 28, rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses, identifiée au SIREN sous le numéro 200 057 966, représenté par Monsieur Carl SEGAUD, agissant en sa qualité de Président dudit Etablissement Public Territorial et dûment autorisé à l'effet des présentes, par délibération du Bureau de Territoire du 11 juin 2025,

Ci-après dénommé « Le Territoire » ou « Le Concédant »

D'une part,

ET :

La **Société D'AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DU DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE (SADEV 94)**, société au capital de 10.099.050 € dont le siège social est situé 31 rue Anatole France à VINCENNES (94300) et immatriculée au RCS de Créteil sous le numéro 341 214 971, représentée par son directeur général en exercice, Mathias DOQUET-CHASSAING, agissant en vertu des pouvoirs que son Conseil d'Administration lui a conféré lors de la séance du 14 mai 2019,

Ci-après dénommée « SADEV 94 »

D'autre part,

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

Ayant pour objectif de mettre en œuvre l'aménagement et la restructuration du Secteur « Blanchard » en vue de permettre notamment la création d'un équipement pour la petite enfance, l'édification de logements locatifs sociaux, de logements en accession à la propriété, en immeubles et ensembles de maison de ville et le réaménagement de la rue Ledru Rollin, la Commune de Bagneux a procédé à la création de la ZAC du Moulin Blanchard lors de la séance de son conseil municipal du 29 juin 2004.

La Commune a décidé par délibération du 29 juin 2004 :

- De confier à la SEMABA les tâches nécessaires à la réalisation de l'aménagement de la ZAC du Moulin Blanchard,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

- D'approuver la convention publique d'aménagement,

- Et d'autoriser Madame Le Maire à la signer.

Ladite convention a été conclue entre la Commune et la SEMABA le 12 juillet 2004.

Aux termes de son article 4, la convention a été conclue pour une durée de 8 années à compter de sa date de prise d'effet, soit le 15 juillet 2004, date à laquelle la convention a été transmise au préfet et notifiée par la Commune à la SEMABA.

Le 4 juillet 2012, par avenant n°1 signé entre la Commune et la SEMABA, la prorogation de la convention publique d'aménagement a été entérinée par la modification de l'article 4 sur la date d'effet et la durée de la convention, modifiant sa rédaction comme suit : « Sa durée est fixée à 13 années à compter de sa date de prise d'effet, soit jusqu'en 2017. » En conséquence, le terme de la convention publique d'aménagement avait été fixé au 15 juillet 2017.

Le 19 avril 2017, par avenant n°2 signé entre la Commune et la SEMABA, la prorogation de la convention publique d'aménagement a été entérinée par la modification de l'article 4 sur la date d'effet et la durée de la convention, modifiant sa rédaction comme suit : « Sa durée est fixée à 17 années à compter de sa date de prise d'effet, soit jusqu'en 2021. ». En conséquence, le terme de la convention publique d'aménagement avait été fixé au 15 juillet 2021.

Le 6 mars 2020, par avenant signé entre Vallée Sud Grand Paris, la Semaba et Sadev 94, la convention publique d'aménagement a été adaptée pour :

- Acter la substitution de l'établissement public territorial Vallée Sud - Grand Paris à la Ville de Bagneux, en tant que concédant de la ZAC du Moulin Blanchard ;
- Acter le transfert de la convention publique d'aménagement de la Semaba à Sadev 94 ;
- Acter une participation supplémentaire sous forme de subvention versée par la commune de Bagneux au bilan de l'opération.

Le 12 juillet 2021, par avenant signé entre Vallée Sud Grand Paris et Sadev 94, la convention publique d'aménagement a été adaptée pour :

- Proroger sa durée de deux ans ;
- Faire évoluer la subvention de la Ville de Bagneux.

Enfin, le 14 juin 2023, l'avenant 5 signé entre Vallée Sud Grand Paris et Sadev 94 proroge la durée de la convention publique d'aménagement de deux ans, soit jusqu'au 12 juillet 2025, pour procéder à la cession du foncier de l'ilot Fontenay – Allende.

Aujourd'hui, la convention publique d'aménagement est prorogée de 18 mois en vue de finaliser la cession de l'ilot Fontenay- Allende et les rétrocessions des biens de retour. Elle est modifiée pour faire évoluer la subvention de la Ville de Bagneux en lien avec le projet retenu pour réalisation de l'îlot Fontenay Allende (article 21.5), ainsi qu'intégrer une précision de l'article 21.3 sur le financement de l'opération, décrivant le fonctionnement de la trésorerie des opérations de Sadev 94.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1er – PROROGATION DE LA DUREE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT

L'alinéa 2 de l'article 4 intitulé « DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT » est modifié comme suit :

« Sa durée est fixée à 22 années et 6 mois à compter de sa date de prise d'effet, soit jusqu'au 15 janvier 2027. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 2 – SUBVENTION VERSEE PAR LA COMMUNE DE BAGNEUX

A titre de clarification, l'intitulé et le contenu de l'article 21.5 est modifié.

Rédaction antérieure[1] :

« 21.5 Participation de l'Autorité concédante ou subvention de la Ville de Bagneux au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'autorité concédante ou la Ville de Bagneux par subvention peut participer au coût de l'opération d'aménagement objet de la présente convention. La ville de Bagneux a déjà procédé au versement d'une participation au titre du financement de l'équipement crèche, dont la maîtrise d'ouvrage a été réalisée par l'aménageur. En complément, la Ville de Bagneux versera avant la fin du premier semestre 2023 une subvention de 1276 000 €, conformément aux possibilités de financement public complémentaire prévues par les textes en vigueur.

Une partie du Compte rendu annuel financier et d'activités aux collectivités (CRAC) sera réservé à la réédition des comptes de subventions versées en application de l'article L 300-5 in fine ».

[1] Telle que modifiée par avenant n°4 le 12/07/2021

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

Désormais, en remplacement de cette rédaction, il convient de lire :

« 21.5 Participation de l'Autorité concédante ou subvention de la Ville de Bagneux au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'autorité concédante ou la Ville de Bagneux par subvention peut participer au coût de l'opération d'aménagement objet de la présente convention.
La ville de Bagneux a déjà procédé au versement d'une participation au titre du financement de l'équipement crèche, dont la maîtrise d'ouvrage a été réalisée par l'aménageur, ainsi qu'une subvention de 1 276 000€ à l'équilibre de l'opération, qui tenait compte de la programmation précédente du projet pour l'ilot Fontenay Allende.

En complément, et en vue de la réalisation d'un projet moins dense (-30% par rapport la SDP prévue initialement) et mieux intégré au tissu bâti du centre ancien, la Ville de Bagneux versera une subvention complémentaire maximale de 1 500 000€, suivant l'échéancier suivant et conformément aux possibilités de financement public complémentaires prévues par les textes en vigueur :

- *Juillet 2025 : 1 300 000 €*
- *Décembre 2026 : 200 000€.*

Une partie du Compte rendu annuel financier et d'activités aux collectivités (CRAC) sera réservé à la réédition des comptes de subventions versées en application de l'article L 300-5 in fine

La signature du présent avenant par l'autorité concédante vaut autorisation au titre de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

Article 3 – FINANCEMENT DE L'OPERATION

A titre de clarification, le contenu de l'article 21.3 est modifié.

Rédaction antérieure :

« 21.3 L'aménageur public peut contracter tout financement externe nécessaire au financement de l'opération. Préalablement, il doit obtenir l'accord de la Collectivité cocontractante sur l'organisme prêteur, la nature du prêt, sa durée, son montant et le taux d'intérêt. Cette stipulation vaut également pour des relais de trésorerie exceptionnels. Si la SEM utilise ses fonds propres pour la mise en place de ces relais, elle est autorisée à percevoir une rémunération au taux de : »

Désormais, en remplacement de cette rédaction, il convient de lire :
« 21.3 L'aménageur public peut contracter tout financement externe nécessaire au financement de l'opération. Préalablement, il doit obtenir l'accord de la Collectivité cocontractante sur l'organisme prêteur, la nature du prêt, sa durée, son montant et le taux d'intérêt. Cette stipulation vaut également pour des relais de trésorerie exceptionnels. L'Aménageur gère distinctement la trésorerie de l'opération au mieux de l'intérêt de l'opération en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_18-DE

onéreux entre les différentes opérations de l'Aménageur, ou avec les comptes propres de l'Aménageur ou avec un établissement financier.

L'Aménageur impute à l'opération, en fonction de la situation de trésorerie réelle de l'opération, soit les intérêts débiteurs au taux réel pratiqué par les établissements financiers auprès desquels il sollicite des découverts, soit des produits financiers au taux moyen des placements pratiqués sur l'exercice.

L'Aménageur justifiera annuellement lors de la production des CRACL les taux qu'il aura pratiqués par référence aux taux de financement qu'il se sera procurés, et le détail du mode de calcul des frais financiers imputés. »

Article 4 – REITERATION ET ENTREE EN VIGUEUR

A l'exception des dispositions contractuelles, objets des modifications ou ajouts prévus par l'article 1er du présent avenant, les dispositions du traité de convention publique d'aménagement du 12 juillet 2004, et de ses avenants successifs, continuent de recevoir entière application. Les clauses et conditions de la convention publique d'aménagement initiale non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant est rendu exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'autorité concédante notifiera à SADEV 94 le présent avenant signé en lui faisant connaître la date à laquelle il aura été reçu par le Représentant de l'Etat.

Fait à Fontenay-aux-Roses, le
En 2 exemplaires originaux

Pour l'Etablissement public territorial Vallée Sud – Grand Paris	**Pour SADEV 94**
Carl SEGAUD	Mathias DOQUET-CHASSAING
Président	Directeur Général

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_19

Approbation de la désaffectation et déclassement et approbation de la mise en vente d'un bien appartenant à la commune de Bagneux sis à Mieussy.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_19

Aménagement urbain

Désaffectation, déclassement et mise en vente d'un bien à Mieussy.

Objet : **Approbation de la désaffectation et déclassement et approbation de la mise en vente d'un bien appartenant à la commune de Bagneux sis à Mieussy.**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L.3221-1 ;

Vu l'avis des services de France Domaines délivré le 26 mai 2025 ;

Vu le contrat de mandat immo-interactif avec exclusivité joint à la délibération ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant l'intérêt pour la Commune de vendre le bien libre, en l'état, situé à MIEUSSY (74440), route de la Socrie, et anciennement à usage de centre de vacances communal ;

Considérant que les locaux sont actuellement vacants ainsi qu'il en résulte du constat de désaffectation établi par Me Stéphane DUCLOS en date du 16 mai 2025, reçu le 26 mai 2025, et qu'il convient d'en constater la désaffectation en vue de leur déclassement ;

Considérant l'intérêt de se faire accompagner par un notaire dans le cadre d'un service de vente interactive pour avoir la meilleure offre possible ;

Considérant qu'il convient de fixer un prix d'appel plus bas que celui fixé par les services fiscaux pour susciter une dynamique d'enchères ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : constate la désaffectation du bien sis à MIEUSSY (74440), route de la Socrie cadastré section H numéros 463/ 464 / H n°1497 / H n°439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460 et constituant l'ancien centre de vacances communal.

Article 2 : prononce le déclassement de ce bien du domaine public de la commune de Bagneux en vue de sa mise en vente.

Article 3 : décide de mettre en vente le bien sis à MIEUSSY (74440), route de la Socrie cadastré section H numéros 463/ 464 / H n°1497 / H n°439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460 via le dispositif immo-interactif des notaires de France.

Article 4 : pour susciter des offres d'acquéreurs potentiels, il pourra être fixé un prix d'appel décoté de la valeur du bien selon l'application interactive conformément au mandat présenté soit 980.000 euros, frais d'intermédiaire inclus.

Article 5 : les frais d'utilisation du service (publicités, visites, etc...), ainsi que les honoraires de négociation et les frais de l'acte notarié de vente seront mis à la charge de l'acquéreur.

Article 6 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer le mandat de négociation avec Maître Anne Renoux-Fontaine, notaire à Maisons-Alfort.

Article 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 8 : La présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge et publiée en ligne sur le site Internet de la Commune.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après [illegible] présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 20/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

MANDAT IMMO-INTERACTIF®
AVEC EXCLUSIVITÉ

Honoraires de négociation à la charge de l'acquéreur

(Arrêté du 26 février 2016 publié au JO du 28 février 2016 applicable au 1er mars 2016)
(Arrêtés ministériels du 27 mai 1982 et du 10 janvier 2017)

La soussignée

La Mairie de Bagneux, dont le siège est en l'hôtel de Ville 57 avenue Henri Ravera 92220 BAGNEUX, représentée par Madame Marie-Hélène AIMABLE prise en sa qualité de maire de ladite commune.

Ci-après dénommé(s) le ***MANDANT***

Déclare être seul propriétaire du bien à vendre.

Requiert

Maître Anne RENOUX-FONTAINE, Notaire au sein de l'office notarial SELARL Anne RENOUX-FONTAINE et Corinne PEROTTO Notaires
sis 3 allée de l'amourette
94700 MAISONS-ALFORT

Ci-après dénommé le ***NOTAIRE*** *ou l'****OFFICE NOTARIAL***

Les notaires de France ayant constitué un réseau national de négociation immobilière appelé Immobilier.notaires®, le présent mandat sera automatiquement délégué à l'ensemble des offices dudit Réseau qui pourront ainsi présenter des acquéreurs pour ce bien. La visibilité de la mise en vente du bien et la recherche d'acquéreurs seront ainsi démultipliées.

De rechercher un acquéreur pour le(s) bien(s) et droit(s) immobilier(s) ci-après désignés.

DESCRIPTION DU BIEN

Le MANDANT déclare concernant le bien immobilier désigné ci-dessous :

Un centre de vacances composé de 3 Bâtiments et terrains, sis route de la Socrie 74440 MIEUSSY, lieu-dit « les GETS » et « Les raies longues », parcelles H n°463 / 464 / H n°1497 / H n°439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460 d'une superficie cadastrale de 16.653m² composé de :

- **Un bâtiment principal dit « chalet prairial » construit en 1936 et situé sur la parcelle H n°463**
- **Un bâtiment secondaire situé sur la parcelle cadastrée H n°464**
- **Un chalet à usage d'habitation situé sur la parcelle cadastrée H n°1497**
- **Et des terrains attenants sis au lieu-dit « les Gets », à usage d'aire de jeu d'une superficie de 11 654m² en zone agricole**

Tels que lesdits biens existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

Ci-après dénommé le ***BIEN***

v20-03 © CSN - Toute reproduction est strictement interdite sans l'autorisation formelle de l'auteur. Plus d'information sur www.immobilier.notaires.fr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

DÉFINITION DE LA VENTE EN IMMO-INTERACTIF®

Créé au début des années 2000 par les Notaires de France, l'immo-Interactif® est un système d'appel d'offres qui permet d'obtenir le juste prix d'un bien immobilier par la confrontation en temps réel de l'offre et de la demande. La réception des offres d'achat se passe en ligne sur internet sous le contrôle du notaire. Les offres sont déposées en toute transparence par les acquéreurs potentiels sur immobilier.notaires.fr, site officiel de l'Immobilier des Notaires. L'immo-interactif® s'inscrit dans le cadre réglementaire du décret du 26 février 2016 (annexe 4-9).

ENGAGEMENTS DE L'OFFICE

Suite à la réquisition du mandant, l'**OFFICE NOTARIAL s'engage à** :

- Demander toutes pièces que l'office jugera utiles pour constituer le dossier nécessaire à la recherche et à l'information de tout acquéreur éventuel, et notamment se faire délivrer de tous tiers ou administrations toutes pièces et renseignements utiles : titres de propriété, certificats d'urbanisme ou d'alignement, renseignements hypothécaires, etc…

  D'une façon générale, faire tout ce qui paraîtra utile au mandataire pour rechercher des acquéreurs.
- Publier le BIEN sur immobilier.notaires.fr – site officiel de l'immobilier des Notaires de France - et effectuer en complément toutes publicités utiles sur tous supports pertinents selon la procédure et les méthodes immo-Interactif®. (cf. § PUBLICITE ci-dessous) ; Apporter à l'ensemble des membres du Réseau National Immobilier.notaires® toutes les informations utiles leur permettant de proposer le BIEN à leurs clients.
- Procéder à toutes visites du BIEN, levées de plans ; prendre et publier toutes photographies ou documents multimédia et assurer un compte rendu régulier des visites ou des remarques qui pourraient être faites par les acquéreurs potentiels.
- Accompagner et solliciter les offres de tous les acquéreurs potentiels avec ou sans collaboration de tout professionnel.
- Procéder à la constatation des meilleures offres sur le site immobilier des Notaires de France : Immobilier.notaires.fr et en faire le report au vendeur.
- Le Notaire et le gestionnaire du site ne pourront pas être tenus pour responsable de problèmes de transmission des offres, tels que coupure de courant, rupture de service provenant de l'hébergeur du site ou de l'équipement des internautes, défectuosité des lignes téléphoniques ou de tout autre réseau de data. En cas d'incident, le notaire prendra la décision de reporter la vente. Ce report interviendra au plus tard dans les 10 jours suivants.
-

Le notaire se réserve le droit de déléguer tout ou partie de ces prestations.

PUBLICITÉ

La publicité pour la vente en immo-interactif® du BIEN sera effectuée de la manière décrite ci-dessous. A noter que les communications comprendront obligatoirement l'adresse du BIEN.

- Information des offices membres du Réseau National Immobilier.notaires® et croisement avec leurs bases des acquéreurs.
- Édition d'affichette pour la publication dans la vitrine de l'office et l'envoi aux confrères aux alentours.
- Application du panneau « À vendre en immo-interactif® » portant les coordonnées de l'OFFICE NOTARIAL et les couleurs de la négociation immobilière notariale et du Réseau national Immobilier.notaires®
- Publication de l'annonce immo-interactif® sur les sites Internet :
  - immobilier.notaires.fr – le site officiel de l'immobilier des notaires de France
  - office-notarial.notaires.fr - le site internet de l'OFFICE NOTARIAL
  - leboncoin.fr et AVendreALouer.fr
  - seloger.fr
  - LeFigaro immo

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

- Propriétés LeFigaro
- Ouestfrance-immo.com
- Logic-immo

- Autres moyens de communication : publicité papier, bannière…

VISITES

Plages horaires : Des visites seront organisées par l'OFFICE NOTARIAL à des dates et plages horaires fixées en accord avec le MANDANT.

CONDITIONS DE LA TRANSACTION : PRIX ET HONORAIRES

Prix de vente minimum souhaité *Prix revenant au vendeur (en €, hors frais et honoraires)*	**1.200.000 € (UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS)**
Honoraires de négociation *(en € TTC)*	**4%** du prix de vente soit **48.000 € TTC**

Les honoraires de négociation seront recalculés, en fonction de l'offre retenue par le MANDANT, selon le BAREME de l'OFFICE NOTARIAL.
Le paiement des honoraires de négociation et des frais de publicité et de mise en vente sera supporté par l'acquéreur et effectué comptant le jour de la signature de l'acte de vente**.**

Frais de publicité et d'organisation de la vente *(en € TTC)*	**0 €** *(prix en lettres euros)*
Total *A titre indicatif, frais et honoraires de négociation inclus (en €)*	**1.248.000 €** *(prix en lettres euros)*

Ce total correspond à la valeur minimale du bien immobilier à atteindre lors de la réception des offres. Il représente l'objectif fixé avec le MANDANT et sert de base pour déterminer la 1ère offre possible *(cf § STRATEGIE DE MISE EN VENTE). Ici précisé que, le total inclus les frais de mise en vente et les honoraires de négociation dont le paiement sera supporté par l'acquéreur.*

En cas d'échec de la vente, le vendeur s'engage à garder à sa charge les frais de publicité et d'organisation de la vente indiqués ci-dessus. Le vendeur prendra également à sa charge les frais d'établissement des certificats obligatoires.

Les offres portées par les acquéreurs incluent les honoraires de négociation et, le cas échéant, les frais de mise en vente.

Les honoraires de négociation appliqués par l'OFFICE NOTARIAL sont calculés selon le barème décrit ci-dessous :

4% TTC du prix de vente

*Ci-après dénommé le **BAREME** de l'**OFFICE NOTARIAL***

STRATEGIE DE MISE EN VENTE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

La 1ère offre possible, affichée sur le site, sert de prix de départ pour la réception des offres à la hausse.

La 1ère offre possible sera de *(en €, honoraires de négociation et frais inclus)*	**NEUF CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS (980.000,00 EUR)**

Cette 1ère offre pourra être ajustée selon le contexte et les informations complémentaires apportées au dossier.

APPRÉCIATION DES OFFRES PAR LE MANDANT

Le MANDANT s'engage à donner son acceptation ou son refus de l'une des offres émises dans les **48 heures** de la transmission des offres par le notaire.

DURÉE DU MANDAT

Le présent mandat exclusif est donné pour une durée de **huit semaines** (8 semaines), à compter de la date de réservation de salle des ventes en ligne (date de création de l'annonce sur immobilier.notaires.fr)

Le NOTAIRE constatera les offres les plus élevées avant le terme dudit mandat (à la date annoncée dans les publicités et sur les sites internet) et les soumettra dans les 48 heures au MANDANT qui disposera alors lui-même de deux jours ouvrés pour indiquer au NOTAIRE son accord ou son refus, et en cas d'acceptation, quelle offre il retient.

Les parties seront alors convoquées dans les dix jours suivant la clôture des offres pour la signature de l'avant contrat.

ENGAGEMENTS DU MANDANT

LE MANDANT s'engage à :

- Fournir les pièces nécessaires à la constitution du dossier : titre de propriété, dossier de construction ou travaux et autres pièces justificatives demandées (charges, impôts, syndic, lotissement, ...).
- Communiquer au NOTAIRE, dans le cadre de son obligation d'information et de délivrance, tout élément susceptible d'intéresser l'acquéreur (vices cachés, travaux, servitudes publiées ou non, litiges,…)
- Laisser visiter son bien par toute personne présentée par l'OFFICE NOTARIAL, et à remettre, si nécessaire, deux trousseaux de clés dudit BIEN.
- Accepter l'ensemble des prestations effectuées par l'OFFICE NOTARIAL dans le cadre de la présente mise en vente en immo-interactif® (photographie, publicité, affichage, etc...). Le mandant déclare donner son accord express en ce qui concerne la publicité numérique.
- Informer l'office de toute proposition d'achat reçue d'un particulier ou d'un professionnel en dehors du processus immo-interactif®.
- Entretenir le bien jusqu'à la signature de l'acte authentique, et prendre toutes les dispositions nécessaires en ce qui concerne le risque de dégâts des eaux, de gel et d'incendie. Le mandat de mise en vente ne confère pas à l'OFFICE NOTARIAL la garde de l'immeuble.
- Continuer le contrat d'assurance ou à assurer l'immeuble contre tous ces risques.
- Confier par les présentes au NOTAIRE susnommé le mandat pour le conseiller et prêter son concours à la vente, ainsi que la charge de ses intérêts pour la rédaction des actes authentiques à venir et de la convention avec l'acquéreur (promesse ou compromis de vente). En conséquence, le présent mandat confère au NOTAIRE la qualité de notaire conseil.
- Faire réaliser à ses frais et fournir au plus tard pour le jour des visites, le dossier de diagnostic technique (DDT) obligatoire en cas de cession de tout ou partie d'immeuble bâti. Celui-ci devra être établi par un diagnostiqueur certifié par un organisme accrédité conformément à la législation en vigueur. La liste des diagnostics à fournir est annexée à ce présent mandat. A défaut, le MANDANT pourra charger l'OFFICE NOTARIAL de faire établir les divers certificats obligatoires.
- Rembourser au NOTAIRE, si le bien désigné est retiré de la vente ou que la vente n'a pas lieu, les frais de publicité et de mise

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

en vente tel que prévu au paragraphe Prix. Le remboursement aura lieu au moment de la signification du retrait de mise en vente. Il en sera de même si la rédaction de l'acte de vente est confiée à un autre office.

LE MANDANT s'interdit de :

- Confier un mandat de recherche d'acquéreurs ou de vente concernant le BIEN désigné à un autre professionnel de l'immobilier.
- Vendre directement le BIEN à une personne qui aurait préalablement effectué une visite, directe ou indirecte, par l'intermédiaire de l'OFFICE NOTARIAL. En cas de non-respect de l'un de ces engagements, le MANDANT devra verser à l'OFFICE NOTARIAL à titre de clause pénale la somme correspondant au montant des honoraires de négociation énoncés ci-dessus.
- Le MANDANT s'interdit de porter des offres, directement ou indirectement même par personne interposée. Cependant, en cas de vente de bien indivis, chacun des indivisaires pourra se porter acquéreur pour le tout dans les mêmes conditions qu'un tiers, sauf à bénéficier des conditions des licitations-partages en accord avec les autres bénéficiaires.
- de prendre toute initiative juridique ou matérielle sur le bien sans en référer préalablement au NOTAIRE.
-

LE MANDANT reconnaît et déclare :

- Que le BIEN n'est ni loué, ni occupé sans titre, ni mis à disposition ou qu'un congé a bien été donné dans les règles de forme prescrites par la loi
- Avoir pris connaissance du présent document et de ses annexes éventuelles, avoir sollicité et obtenu toutes explications nécessaires de l'OFFICE NOTARIAL notamment sur le § CONDITIONS DE LA TRANSACTION : PRIX et HONORAIRES inscrit ci-dessus et sur le mécanisme de l'immo-interactif®.
- Avoir reçu un exemplaire du présent mandat.
- N'avoir donné aucun mandat exclusif ou non exclusif à qui que ce soit.
- S'agissant d'un mandat de recherche d'acquéreurs, qu'au cas où il refuserait d'accepter toute offre égale ou supérieure au prix de vente minimum souhaité *(cf § CONDITIONS DE LA TRANSACTION)*, il serait redevable à l'Office Notarial sus-visé, à titre de clause pénale, d'une indemnité correspondant à, savoir :
  - ✓ la couverture des frais et débours liés à la mise en vente du BIEN (sur productions de justificatifs notamment frais de déplacement, de publicités et d'hébergement sur le site),
  - ✓ les honoraires de négociation suivant le barème énoncé ci-dessus calculé sur l'offre la plus élevée.

DONNEES PERSONNELLES

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement par L'OFFICE NOTARIAL, ci-après « Responsable de traitement », pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, et de négociation immobilière, conformément à l'exécution du mandat. Ce traitement est fondé sur l'exécution du présent mandat.
Pour la réalisation de la finalité précitée, vos données sont susceptibles d'être transférées notamment aux destinataires suivants : sites internet immobiliers, journaux d'annonces immobilières.
Le défaut de communication de vos données à ces destinataires pourrait aboutir à vous exclure du bénéfice du service ou du droit pour lequel vos données font l'objet du traitement.
Les données vous concernant sont conservées pendant la durée d'exécution du présent mandat, , sauf dispositions contraires.

Conformément à la réglementation, vous pouvez accéder aux données vous concernant. Le cas échéant, vous pouvez demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou vous y opposer pour des raisons tenant à votre situation particulière. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès.
Ces droits peuvent être exercés directement auprès du Responsable de traitement ou du Délégué à la protection des données de la profession notariale à l'adresse suivante : dpo.notaires@datavigiprotection.fr

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Si vous pensez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle : la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

Fait le à

En 2 exemplaires sur 6 pages

Signature du MANDANT

Faire précéder la signature manuscrite de la mention « Bon pour mandat de recherche d'acquéreurs »

Signature de l'OFFICE NOTARIAL

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de la Haute-Savoie

Pôle d'évaluation domaniale 74

7 avenue Dupanloup / Etage 7
74000 ANNECY

Courriel : ddfip74.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Marie-Pierre CHEVRIER
Courriel :marie-pierre.chevrier@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 50 88 40 22 / 06 18 18 69 77

Réf DS:24153927
Réf OSE : 2025-74183-35222

Le 26/05/2025

La Directrice départementale des Finances publiques de

à

Madame le Maire de BAGNEUX

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Nature du bien :	Ancien centre de vacances
Adresse du bien :	Route de la Socrie Mieussy
Valeur :	1 250 000 € - frais de démolition et désamiantage du bâtiment annexe, valeur assortie d'une marge d'appréciation de 10 %

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

1 - CONSULTANT

La commune de BAGNEUX

affaire suivie par : LORIDANT Chloé

2 - DATES

de consultation :	12/05/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	En 2021
du dossier complet :	12/05/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

La commune de Bagneux est propriétaire d'un ancien centre de vacances sur la commune de Mieussy. Ce centre n'est plus en activité et la commune envisage sa cession. En 2021, une estimation a déjà été rendue au prix de 1 200 000 €. La collectivité demande une actualisation afin de réaliser une vente interactive immobilière avec notaire.

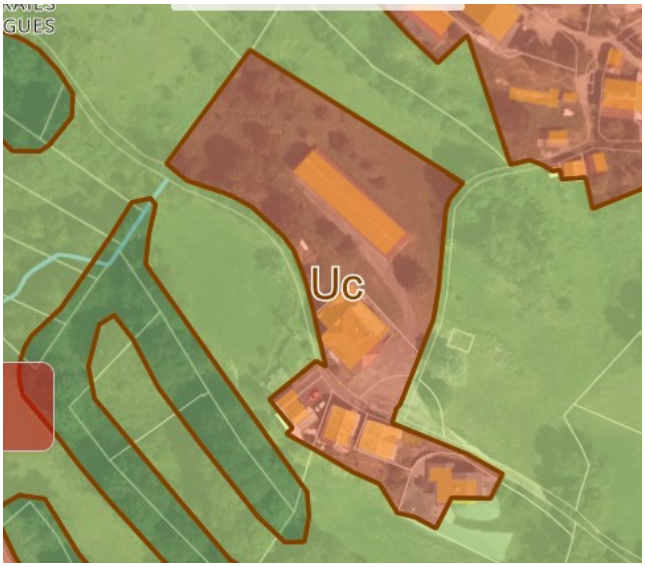
1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale





4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

Parcelles : H 463, 464, 1497, 439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460 d'une superficie totale de 16 653 m².

4.4. Descriptif (suite à la visite des lieux en 202)

La colonie de vacances est située dans la commune de Mieussy au lieu dit 'les Gets' et 'les Raies Longues', parcelles H n°463 , 464, 1497, 439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460.
La commune de Mieussy est dotée d'une station de ski familiale -Praz de lys-Sommand- de moyenne montagne (1500m d'altitude). Cependant la colonie n'est pas à proximité de la station de ski.

Propriété d'une superficie cadastrale de 16 653 m², composée de :

- Un bâtiment principal dit « Chalet Prairial » construit en 1936 et situé sur la parcelle cadastrée H n°463.
- Un bâtiment secondaire situé sur la parcelle cadastrée H n°464.
- Un chalet à usage d'habitation situé sur la parcelle cadastrée H n°1497.
- Et des terrains attenants sis au lieu-dit « les Gets » cadastrés H n° 439, 440, 452, 453, 455, 456 et 460, à usage d'aire de jeu d'une superficie de 11654 m² en zone agricole.

La commune indique que les locaux ont été partiellement rénovés en 2015.
Elle nous indique également la présence d'amiante dans le bâtiment construit en 1960.
La capacité d'accueil est de 60 enfants, outre les accompagnants et le personnel.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE



Etat des surfaces construites transmis par le consultant :

Bâtiment Annexe	
rdc	296,2
1er étage	317,6
sous-total :	**613,8**

Surface utile : 614 m²

Bâtiment Principal - Chalet Prairial	
sous-sol	81,8
rdc	265,1
1er étage	182,8
2ème étage	200,2
Combles	0
sous-total :	**729,9**

Surface utile : 648 m²

Chalet	
sous-sol	68
rdc	61,6
1er étage	61,76
Combles	0
sous-total :	**191,36**

Surface utile 146 m² après pondération (sous-sol pondéré à 0,3)

Total des Surfaces :	1535,06

Terrains en zone agricole : 11 654 m².

La colonie a fonctionné jusqu 'en 2018. Les bâtiments sont assez hétéroclites :

Le **bâtiment principal** construit en 1936 comprend rangements et chaufferie au sous-sol, cuisine, stockage, réfectoires, 3 bureaux, rangements, sanitaires et pièce de vie au rez-de-chaussée, salle de

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617-19-DE

classe, 8 chambres et sanitaires au 1er étage, 8 chambres, sanitaires [illegible] combles au R+3.

-Le bâtiment principal pourrait faire l'objet d'une rénovation et transformation en appartements, il est en état assez moyen -installations vieillissantes avec des rénovations à prévoir si poursuite d'usage.

















Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

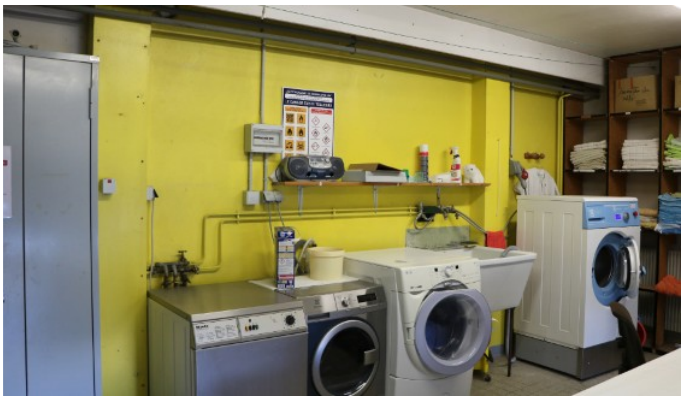




Le bâtiment annexe comporte 6 dortoirs et 2 chambres à l'étage, et 2 chambres au rez-de-chaussée, rangements, laverie, sanitaires et pièce de vie de 133 m² .
Construction années 60 sans cachet comportant de l'amiante selon les informations transmises (pas de diagnostics joints).
On évaluera ce bâtiment en poursuite d'usage, car il semble moins possible de le transformer en appartements.
Les coûts de désamiantages ne sont pas connus à ce stade. Il conviendra de les évaluer dans le cadre de la cession du bien.





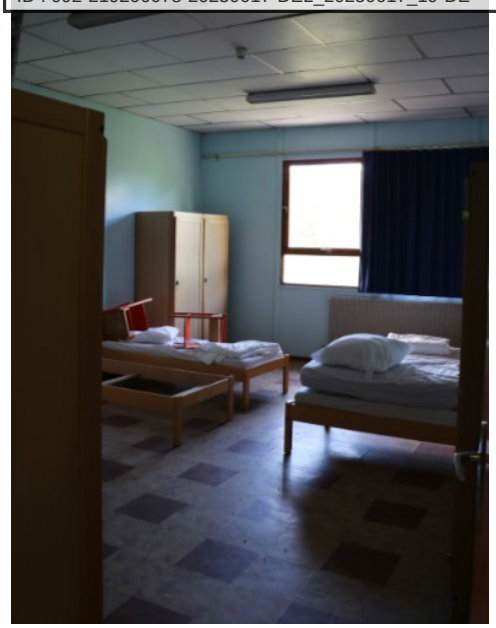




Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE











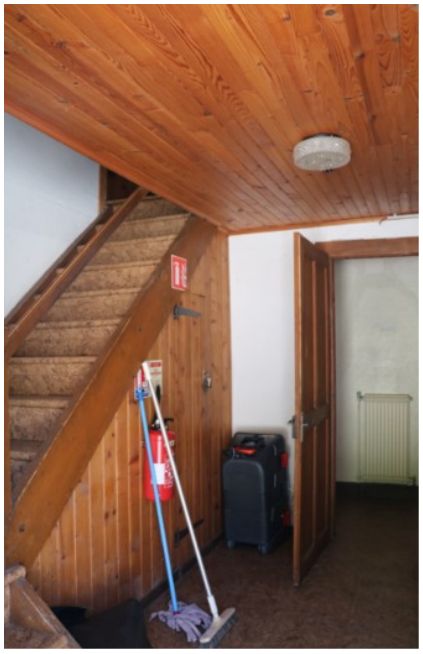
Le **chalet** comprend : au sous-sol garage et 2 rangements, au rez-de chaussée 4 chambres, dégagement, sanitaires et rangements , 4 chambres, salle d'eau et WC au 1er étage, combles au dessus.
Il s'agit d'un bâtiment situé de l'autre côté de la route, sans grand cachet, servant actuellement à loger les employés.





Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE





Conclusion sommaire :

Il s'agit d'un ensemble immobilier très hétéroclite nécessitant d'importants travaux.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble : La commune de BAGNEUX

Origine de propriété : Aucune origine récente.

5.2. Conditions d'occupation: libre de toute occupation

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Zone UC : Zone urbaine, secteur d'habitat résidentiel

Zone A : Zone agricole

7 - MÉTHODES D'ÉVALUATION MISES EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de la comparaison directe.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche –

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Vente de colonie de vacances dans le département :

date acte	n°publication	Situation	superficie	prix de vente	Prix unitaire	
11/07/19	2019P11884	22 chemin des Aravis Grand Bornand	2078	1600000	770	centre de vacances le Savoy- 179 personnes
01/06/22	2022P11315	1 route de Pignet Thônes	780	809650	1038	
19/09/19	2019P09651	Chatillon sur Cluses	1475	2330000	1580	Acquisition par le département pour l'accueil des migrants mineurs 160 lits
En cours d'acquisition par le département		Saint-Jean de sixt	1345	2100000	1561	Ancienne belle demeure + extension en très bon état intérieur
Avis 2022		Le Grand Bornand Centre vacances CE ALLIANZ	1565	2960000	1891	85 lits avec piscine espace bien être et chalet pour le gardien/ Très bon état
11/07/2024	2024P11815	Châtel Ancien centre de vacances EPAF	1 550	3100000	2000	41 chambres/80 lits – transformation en habitation
22/12/2022	2022P17633	Ancien centre de vacances de Senlis Impasse de Champs long SAMOENS	1732	1900000	1097	Comprends 3 bâtis construits entre 1913 et 1990
28/11/2018	2018P10804	Les marmoussets Megève	1608	4000000	2487	Proche habitation, raccordée aux différents réseaux (transformation en résidence de tourisme)
				Moyenne	1553	
				Médiane	1580	

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Etude sur les ventes de terrain en nature de pré dans le secteur :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²
7404P02 2023P12327	183//A/454//	MIEUSSY	BOIS RIANT	30/06/2023	9391	6 000	0,64
7404P02 2022P05064	183//E/984//	MIEUSSY	L ERFETTE	27/04/2022	1534	1 534	1
7404P02 2023P16578	183//I/908//	MIEUSSY	LES GRANDS PRES	31/08/2023	1740	1 500	0,86
7404P02 2024P15162	64//B/1194//	CHATILLON-SUR-CLUSES	LA MOUILLE DE CHATILLON	27/08/2024	682	500	0,73
7404P02 2023P02784	64//B/2581//	CHATILLON-SUR-CLUSES	PAVE	26/01/2023	1464	1 500	1,02
7404P02 2023P21262	241//C/3302//	SAINT-JEOIRE	CHAMPS DES BEULETS	23/11/2023	1434	2 600	1,81
7404P02 2022P10259	276//H/930//	TANINGES	HAUTEVILLE	25/08/2022	865	1 000	1,16
7404P02 2023P01328	183//C/1528//	MIEUSSY	LA CHENAZ	30/12/2022	4007	2 004	0,5
7404P02 2024P16908	183//C/392//	MIEUSSY	PEGNAT D EN HAUT	03/10/2024	1059	2 648	2,5
7404P02 2022P07276	183//J/385//	MIEUSSY	LES PROVERANNES	09/06/2022	3988	2 000	0,5

Année	Période	Prix au m² (€) *			
		Moyen	Médian	Minimum	Maximum
2022	avril-décembre	0,79	0,75	0,50	1,16
2023	janvier-décembre	1,08	0,94	0,64	1,81
2024	janvier-décembre	1,62	1,62	0,73	2,50
Synthèse		1,07	0,93	0,50	2,50

Etude sur les ventes de maisons anciennes dans le secteur :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Année construct.	Surface terrain	Surface utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)
7404P02 2024P14865	183//H/1482//	MIEUSSY	720 RTE DE MATRINGES	03/09/2024	1976	781	115	232 000	2017,39
7404P02 2022P08296	64//A/2207//	CHATILLON-SUR-CLUSES	195 RTE DES BOSSONNETS	08/07/2022	1978	1090	157	525 000	3343,95
7404P02 2024P07543	276//J/1086//	TANINGES	1541 RTE DE CHEVALY	06/05/2024	1977	630	155	581 945	3754,48
7404P02 2022P07861	276//G/2030//	TANINGES	318 RUE DES HOUTES	15/06/2022	1974	995	104	332 500	3197,12
7404P02 2022P04434	276//H/1153//	TANINGES	52 CHE DE SOUS MARCELLY	12/04/2022	1900	165	100	251 750	2517,5

Année	Période	Prix au m² (€) *			
		Moyen	Médian	Minimum	Maximum
2022	avril-décembre	3 019,52	3 197,12	2 517,50	3 343,95
2024	janvier-décembre	2 885,94	2 885,94	2 017,39	3 754,48
Synthèse		2 966,09	3 197,12	2 017,39	3 754,48

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Vente de grands terrains à bâtir dans le secteur :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	PLU
7404P02 2023P20975	64//B/3681//	CHATILLON-SUR-CLUSES	CLOISET	17/11/2023	2383	357 450	150	U col
7404P02 2024P04201	183//H/1434//	MIEUSSY	LECHAT	06/03/2024	1929	270 000	139,97	UC
7404P02 2023P19745	183//C/2007//	MIEUSSY	MESSY	13/10/2023	1000	170 000	170	Ubc
7404P02 2022P05611	190//B/4929//	MORILLON	LE CHOSAL	11/05/2022	1872	325 000	173,61	UH
7404P02 2022P05022	190//B/2966//	MORILLON	L ESSERTAZ	08/04/2022	3137	596 030	190	UH
7404P02 2023P21527	190//B/5021//	MORILLON	LA PUSAZ	06/10/2023	3060	562 547	183,84	UH
7404P02 2023P11685	241//A/6824//	SAINT-JEOIRE	CHARNY	19/06/2023	2813	461 148	163,93	UD
7404P02 2024P16427	241//B/1304//	SAINT-JEOIRE	PONT DU RISSE D EN BAS	18/09/2024	1070	100 000	93,46	UD
7404P02 2022P06024	252//A/2484//	SAINT-SIGISMOND	BAS CHOSEAUX	03/05/2022	1284	200 000	155,76	UB
7404P02 2023P12700	258//ZI/164//	SAMOENS	LA GLIERE	06/07/2023	1594	369 981	232,11	UC

Année	Période	Prix au m² (€) *			
		Moyen	Médian	Minimum	Maximum
2022	avril-décembre	173,12	173,61	155,76	190,00
2023	janvier-décembre	179,98	170,00	150,00	232,11
2024	janvier-décembre	116,72	116,72	93,46	139,97
Synthèse		165,27	166,97	93,46	232,11

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Estimation du chalet :

Ce chalet est assis sur la parcelle H 1487 d'une superficie totale de 258 m². Ce chalet peut être facilement détaché du reste de la propriété et réhabilité en maison individuelle.

La valeur des maisons anciennes varie entre 2 000 et 3 750 € le m², avec une valeur moyenne et médiane d'environ 3 000 € le m². Cette maison nécessite des travaux de réhabilitation assez importants et n'a que rès peu de terrain d'aisance. Le service retient la valeur de 2 000 € le m² en s'appuyant sur le terme à Mieussy. Il s'agit d'une maison également à rénover dans un secteur très proche.

Soit : 146 m² x 2 000 € = 292 000 € arrondis à 290 000 €

Estimation des terrains en nature de pré en zone A :

La valeur des terrains en nature de pré varie entre 0,50 et 2,5 € le m² avec une valeur moyenne et médiane d'environ 1 € le m².

Le service retient cette valeur moyenne.

Soit : 11 654 m² x 1 € = 11 654 € arrondis à 11 650 €.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Estimation du bâtiment principal :

Ce bâtiment est assis sur la parcelle H 463 d'une superficie de 698 m². La méthode de la récupération foncière semble donc peu envisageable. Le service procède donc à l'estimation de ce bâtiment par la méthode de la comparaison directe. La valeur des centres de vacances varie entre 770 et 2 500 € le m² avec une valeur moyenne et médiane d'environ 1 550 € le m². Au regard de sa situation géographique et de l'état général du bien , le service retient une valeur de 800 € le m².

Soit : 648 m² x 800 € = 518 400 € arrondis à 520 000 €

Estimation du bâtiment annexe :

Ce bâtiment est assis sur la parcelle H 464 d'une superficie totale de 4 043 m². Au regard de la petite superficie du bâti et de la qualité de la construction assez médiocre, la méthode de la récupération semble la plus réaliste.

La valeur des grands terrains à bâtir dans le secteur varie entre 90 et 230 € le m², avec une valeur moyenne et médiane d'environ 165 m². La plupart des références porte sur des terrains de plus petite superficie par conséquent le service retient la valeur de 140 €. Cette valeur semble assez cohérente par rapport à une vente très proche sur un tènement d'environ 2 000 m².

Soit : 4 043 m² x 140 € = 566 020 € arrondis à 565 000 € - frais de démolition et de désamiantage.

La valeur globale est donc estimée à 1 386 650 € arrondis à 1 387 000 €. Le service applique un abattement de 10 % pour vente en bloc soit une valeur ramenée à 1 248 300 € arrondis à 1 250 000 € - frais de démolition et désamiantage du bâtiment annexe.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **1 250 000 € - frais de démolition et désamiantage du bâtiment annexe.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_19-DE

Pour la Directrice Départementale
des Finances Publiques,
Administratrice Générale des Finances Publiques

Isabelle MOCELLIN
Administratrice des Finances Publiques Adjointe
Responsable de la Division Domaine

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

République française

Département des Hauts-de-Seine

Arrondissement d'Antony

COMMUNE DE BAGNEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 17 JUIN 2025

L'an deux mille vingt cinq, le dix sept juin, à 20h00, le Conseil municipal, légalement convoqué le , s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, à l'Espace Léo-Ferré sis rue Charles-Michels à Bagneux. / dans la salle des mariages de l'ancienne mairie, sise 1, rue de la Mairie à Bagneux, sous la présidence de Madame Marie-Hélène Amiable, Maire de Bagneux.

Nombre total de membres composant le Conseil municipal : 43

Nombre de membres présents et représentés lors de la séance, à l'appel :

- présents : 28
- représentés : 10
- absents : 5

Étaient présents :
Madame Marie-Hélène AMIABLE, Madame Yasmine BOUDJENAH, Monsieur Patrick DURU, Madame Aïcha MOUTAOUKIL, Monsieur Olivier BARBEROUSSE, Madame Chloé TRIVIDIC, Monsieur Lionel CHASSAT, Madame Pascale MEKER, Monsieur Bruno TUDER, Madame Hélène CILLIERES, Monsieur Laurent KANDEL, Madame Ingrid BIDAULT, Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Paul BENSOUSSAN, Monsieur Michel REYNAUD, Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Nicolas GUILLEMIN, Madame Blodine B.CANAL, Madame Corinne PUJOL, Monsieur James NDJEHOYA, Madame Rafaëlla FOURNIER, Madame Fanny DOUVILLE, Monsieur Mehdi TEDJANI, Madame Claire GABIACHE, Monsieur Hakim ABDOU, Madame Léa BIZERAY, monsieur Jean-louis PINARD, Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absents excusés ayant donné pouvoir :
Monsieur Jean Pierre QUILGARS à Monsieur Laurent KANDEL, Madame Laurence SALAUN à Monsieur Lionel CHASSAT, Monsieur Rémy LACRAMPE à Madame Pascale MEKER, Madame Nezha CHAMI OUADDANE à Madame Elisabeth FAUVEL, Monsieur Farid HOUSNI à Monsieur Farid HOUSNI, Monsieur Sidi DIMBAGA à Madame Hélène CILLIERES, Madame Agnès BALSECA à Madame Fanny DOUVILLE, Madame Nasséra HENNOUCHE à Madame Ingrid BIDAULT, Madame Justine GORENDS à Monsieur Mouloud HADDAD, Monsieur Patrice MARTIN à Monsieur Jean Luc ROUSSEAU

Étaient absent(e)s :
Monsieur Gilbert ZAMBETTI, Madame Fatima KADOUCI, Monsieur Saïd ZANI, Monsieur Serges Kader OUEDRAOGO, Madame Joëlle CHIRINIAN

Votes pour : 38
Votes contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Les membres présents formant la majorité des conseillers en exercice, ils peuvent valablement délibérer en application de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire ayant ouvert la séance et l'appel nominal des conseillers municipaux ayant été effectué, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du code précité, à la désignation d'un secrétaire dans le sein du conseil.

Mme Yasmine BOUDJENAH ayant obtenu la majorité des suffrages, elle a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a acceptée.

DEL_20250617_20

Approbation de la convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP), délégation Hauts-de-Seine pour la mise à disposition d'un conseiller CCIP

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

COMMUNE DE BAGNEUX

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL_20250617_20

Aménagement urbain

Convention Bagneux / CCI IDF mise à disposition conseiller

Objet : **Approbation de la convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris (CCIP), délégation Hauts-de-Seine pour la mise à disposition d'un conseiller CCIP**

Le Conseil municipal,

À l'unanimité,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2129-2 et L.2122-21 ;

Vu les statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Hauts-de-Seine ;

Vu le projet de convention de mise à disposition d'un conseiller CCI dédié au territoire de Bagneux sur une période de six mois ;

Vu l'avis de la commission municipale unique du 10 juin 2025 ;

Considérant les enjeux que connaît la commune de Bagneux en terme de commerce, de l'étude de stratégie commerce menée en 2023 et du calendrier d'actions à mettre en œuvre ;

Considérant l'expertise et l'expérience de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Hauts-de- Seine en termes d'accompagnement des actions en faveur du commerce ;

Considérant la nécessité de renouveler la collaboration avec la CCI en qualité d'expert et d'intervenant auprès des commerçants et des artisans ;

Considérant la proposition de la CCI de mettre à disposition un conseiller CCI dédié au service de la commune de Bagneux, deux jours par semaine, sur une période d'environ six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Ayant entendu le rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1er : approuve la convention de mise à disposition d'un conseiller de la Chambre de commerce d'industrie conclue entre la Commune et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, délégation Hauts-de-Seine, à compter de la date de signature de la convention et jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 2 : autorise Madame le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout acte y afférent.

Article 3 : la dépense d'un montant de 11 760€ TTC sera imputée au chapitre 011, article 6042.

Article 4 : la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes auxquelles elle fait grief dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy (95000). Il peut être intenté par voie dématérialisée au moyen de l'application informatique dénommée « télérecours citoyens » (accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr).

Article 5: la présente délibération sera transmise au Préfet des Hauts-de-Seine, au comptable public de Montrouge, à la CCI de Paris et publiée en ligne sur le site internet de la Commune.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et, après lecture, les membres présents ayant signé.

Pour extrait conforme,
Pour le Maire, et par délégation,

Signé électroniquement par : Chloé LORIDANT
Date de signature : 20/06/2025
Qualité : Directrice Générale Adjointe des Services

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

LA VILLE DE BAGNEUX

ET

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

DE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE

POUR LA PERIODE DU 18 JUIN 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

Entre,

La Ville de Bagneux, 57, avenue Henri RAVERA, 92220 Bagneux, représentée par son Maire, Madame Marie-Hélène AMIABLE,

ci-dessous désignée « la Ville »

ci-dessous désignée « la Ville»,

d'une part,

La Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris Ile-de-France, établissement public administratif, dont le siège se situe 27 avenue de Friedland, 75008 Paris, domiciliée pour les besoins de la présente convention dans les locaux de sa Chambre départementale des Hauts-de-Seine, sise Cœur Défense, Tour A, 90-110 esplanade du Général-de-Gaulle 92931 Paris La Défense Cedex, représentée par le Président de la CCI Hauts-de-Seine, M. Benoit FEYTIT,

ci-dessous désignée «la CCI Hauts-de-Seine».

d'autre part,

ci-après dénommés « les partenaires »,

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

Il a été convenu ce qui suit :

En préambule, il est rappelé que :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de région Paris Ile-de-France intervient en matière de développement économique dans le département des Hauts-de-Seine par l'intermédiaire de sa Chambre départementale. Celle-ci dispose, au sein de ses équipes, de moyens humains et techniques permettant de :

- mener les études préalables nécessaires à la définition des projets *(connaissance du tissu économique local, suivi d'indicateurs, diagnostic, …),*
- conduire des actions concertées d'animation économique *(information et motivation de relais professionnels tels que les associations de commerçants),*
- réaliser des actions d'appui direct auprès des entreprises,
- participer à l'ingénierie *(montage administratif et financier)* des projets de développement économique.

Elle est donc à même d'intervenir dans l'élaboration des projets en faveur du commerce et de l'artisanat en assurant, aux côtés des communes, des missions d'information et d'animation auprès des acteurs locaux. En particulier, elle promeut une large gamme d'actions de développement du commerce et favorise, notamment, la création et le développement d'associations de commerçants, la transition digitale des commerçants et leur transition écologique.

La Ville de Bagneux est actuellement engagée dans une grande transformation de son territoire. Avec l'arrivée des lignes 4 et 15 au nord, le développement du futur quartier O'Mathurins plus au sud, et les nombreux aménagements urbains qui en découlent, c'est une ville moderne et active qui se révèle et qui affirme son intégration dans la Métropole du Grand Paris.

Elle développe une politique de soutien au commerce qui combine action sur l'espace public, accompagnement des commerçants de manière à réduire significativement le nombre de locaux commerciaux vacants et à dynamiser le tissu socio-économique local.

La Ville de Bagneux et la CCI Hauts-de-Seine sont donc convenues de conjuguer leurs efforts en vue de concourir à la redynamisation du commerce à Bagneux. C'est l'objet de la présente convention que d'organiser cette collaboration dans un cadre partenarial.

Ceci étant exposé, et compte tenu de leur communauté d'intérêts, la Ville de Bagneux et la CCI Hauts-de-Seine ont arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention et ses annexes représentent l'intégralité de la volonté des parties. Elles ont pour objet de définir le contenu et les modalités du partenariat entre la CCI Hauts-

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

de-Seine et la Ville, en vue de la redynamisation du commerce de la Ville de Bagneux. En particulier, il s'agit d'affecter un conseiller commerce de la CCI Hauts-de-Seine, à temps partagé, sur la ville de Bagneux.

ARTICLE 2 - CONTENU DES MISSIONS DE LA CCI HAUTS-DE-SEINE ET DE LA VILLE

ARTICLE 2.1. – Missions générales du conseiller commerce à temps partagé dédié à la ville de Bagneux

La CCI Hauts-de-Seine dédie un collaborateur référent à cette mission d'accompagnement de la redynamisation aux actions prioritaires de la ville en matière d'accompagnement des commerces et de leur redynamisation, **du 18 juin au 31 décembre 2025, à raison de 2 jours par semaine, soit 46 jours jusqu'au 31 décembre 2025, son encadrement *(soit 14 jours sur la période)* étant assuré par la CCI Hauts-de-Seine**.

Les missions de ce collaborateur de la CCI Hauts-de-Seine consistent en particulier à élaborer, déployer ou mettre en œuvre (suivant les cas) avec la ville de Bagneux une stratégie :

- d'accompagnement de la chargée de mission commerce sur la mise en œuvre du plan d'action stratégique de l'étude commerce déjà réalisée
  - propositions de mise en œuvre des différents points du plan d'action de l'étude,
  - aide à l'organisation des réunions *(appui à l'organisation administrative et logistique, rédaction des invitations, des CR, participation consultative à ces instances…),*
  - suivi des dossiers et impulsion des travaux
  - organisation des relations partenariales et collaborations nécessaires

- de prospection commerciale *(recherche d'enseignes et de commerces indépendants)*
  - recherche d'enseignes et de commerces indépendants en fonction des typologies et besoins définis par la ville, et des locaux disponibles
  - repérage des cellules commerciales vacantes
  - veille sur les cellules disponibles
  - sourcing de porteurs de projets, notamment dans les locaux neufs et au sein de la ZAC
  - contacts permanents avec des commerces potentiellement intéressés à s'installer…

- de soutien à l'association des commerçants :
  - proposition d'animations,
  - aide à leur mise en œuvre
  - soutien technique opérationnel (préparation des AG et Bureaux, rédaction des courriers d'invitation, comptes-rendus de séance …
  - prospection de nouveaux adhérents
  - soutien juridique

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

- coordination avec les services municipaux…

- <u>d'accompagnement et d'orientation des porteurs de projets :</u>
  - mise en relations avec des bailleurs et propriétaires,
  - soutien à la création et à la constitution de business plan, en relation avec le service création d'entreprise de la CCI 92
  - recherche de financements (avec l'aide de la Business Unit de la CCI 92)

Parallèlement, la CCI Hauts-de-Seine s'engage à réaliser **un accompagnement individuel consistant en des « diagnostics 360 » à hauteur de 10 commerçants sur la période,** sur prospection réalisée par la Ville :

- évaluation de la maturité digitale /environnementale / accueil des touristes étrangers / besoins de financement / politique RH Recrutement… de l'entreprise
- définition de 3 priorités avec le commerçant concerné *(besoin RH / financement / soutien numérique…)*
- préconisations et proposition d'un plan d'actions.
- rendez-vous de suivi.

Dans le cadre de cette mission, la CCI Hauts-de-Seine s'engage à :

- Recruter/dédier/former/encadrer un conseiller commerce à temps partagé.
- Encadrer ce conseiller commerce qui reste son collaborateur, comme tout autre collaborateur de la CCI Hauts-de-Seine, mais en collaboration étroite avec la ville.
- En le faisant bénéficier à cette occasion de toutes les synergies dont un conseiller commerce de la CCI bénéficie de plein droit.

Pour sa part, la Ville s'engage à :

- transmettre toutes les informations relatives aux cellules à pourvoir *(plans, dimensions, branchements et arrivée des flux, propriété, prix ou loyers…),*
- recevoir les prospects que la CCI Hauts-de-Seine lui proposera,
- se coordonner avec la CCI sur toute question liée au commerce traitée par le conseiller commerce dédié pour faciliter sa mission et son pilotage opérationnel,
- soutenir l'activité du conseiller commerce en fournissant le bureau d'accueil et le matériel nécessaire *(matériel de projection, impression des supports papier, etc…).*

Pour mener à bien ses missions, le collaborateur de la CCI Hauts-de-Seine s'appuiera sur les ressources de la CCI Hauts-de-Seine, et notamment :

- l'observatoire des animations en Ile-de-France,
- l'offre de digitalisation des commerces,
- le service juridique Inforeg,
- les programmes d'actions prévus dans le cadre de « la plateforme partenariale en faveur du commerce en Ile-de-France »,
- les experts CCI,
- ses outils de veille économique…

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

Ces missions sont menées dans le respect de son statut et dans la limite des règles de fonctionnement propres à la ville.

ARTICLE 2.2 - Modalités pratiques d'organisation des missions du conseiller commerce

Le conseiller commerce est un collaborateur de la CCI Hauts-de-Seine et bénéficie donc de l'encadrement de celle-ci. A ce titre, la CCI Hauts-de-Seine lui fournit un bureau, un ordinateur portable et un smartphone, comme à tous ses collaborateurs. Il rend compte de son action à la CCI Hauts-de-Seine qui est son employeur.

Pour sa part, la ville s'engage à mettre à disposition de ce conseiller commerce un lieu d'accueil dans ses locaux, afin qu'il bénéficie d'un espace de travail et d'un accès à une solution de parking en tant que de besoin lors de ses déplacements sur le territoire de la ville.

Au-delà de l'équipement bureautique de base du conseiller commerce assumé par la CCI, seules les charges relatives à la masse salariale sont prises en compte dans ce partenariat. Les autres frais de fonctionnement restent à la charge de la ville en ce qui la concerne.

La CCI Hauts-de-Seine veille à associer la ville au choix du conseiller commerce, tout en conservant intégralement ses responsabilités et compétences propres à sa qualité d'employeur.

ARTICLE 3 - MODALITÉS FINANCIÈRES DU PARTENARIAT

La CCI Hauts de Seine dédiera un conseiller commerce à la ville à hauteur de 2 jours par semaine *(soit 46 jours travaillés sur près de 6,5 mois).*

La CCI prendra en charge le salaire de ce conseiller commerce et assumera entièrement la charge de son encadrement.

Dans l'exercice de ses fonctions, il restera un collaborateur de la CCI, bénéficiera de son encadrement et de son appui logistique.

Les collaborateurs de la CCI prêtant leur concours au partenariat resteront soumis au statut de la CCI.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville mettra à disposition les moyens humains et logistiques nécessaires à la réalisation des missions *(avec mise à disposition de salle, connexion internet, routage d'invitations, etc.)* et en dehors des périodes de congés du conseillé dédié.

Par ailleurs, l'encadrement assuré par la CCI Hauts-de-Seine correspondra à 14 jours sur la période.

L'investissement consacré par la CCI Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre des actions étant supérieur à celui préalablement défini, la Ville lui versera la somme de **11 760 euros** pour les 6,5 mois concernés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

La présente convention de partenariat n'est pas assujettie à la TVA, en application de l'article 256 B du CGI.

La Ville s'engage à verser les sommes dues, dont le décompte aura été effectué par la CCI Hauts-de-Seine.

Cette somme sera versée dans les conditions définies à l'article 16 de la présente convention.

La Ville prendra en charge le financement de ses engagements définis à l'article 2.

ARTICLE 4. COMITÉ DE PILOTAGE ET COMITÉ OPERATIONNEL

Afin d'animer et de piloter leur dispositif partenarial, la CCI Hauts-de-Seine et la Ville conviennent de créer les structures suivantes :

- **un comité de pilotage** qui réunira les représentants de la Ville et de ses services *(le Maire ou son représentant, le responsable de la Direction du Développement économique, de l'Emploi, et du Commerce, le manager du commerce ou le chargé de mission commerce),* et ceux de la CCI Hauts-de-Seine *(le Président, le Directeur Général Délégué Départemental, le responsable du Pôle Territoires et Commerce, le conseiller commerce référent),* ainsi que sur décision expresse et conjointe des deux parties la ou les associations de commerçants et d'artisans conventionnées avec la ville ou, selon les besoins, différents partenaires extérieurs.

Dans ce cadre, la CCI Hauts-de-Seine s'engage à :

- participer et animer le comité *(estimation : 1 au début de la convention et 1 avant la fin de la convention)* avec la Ville. L'ordre du jour sera établi par la CCI Hauts-de-Seine,
- planifier avec la Ville la date retenue pour ce comité.

La Ville mettra à disposition une salle et le matériel nécessaire à la tenue du comité de pilotage.

- **un comité opérationnel** qui réunira **tous les 2 ou 3 mois** les représentants des services de la Ville et de la CCI Hauts-de-Seine. Sur décision expresse et conjointe des deux parties, il pourra s'adjoindre le ou les présidents d'associations de commerçants et d'artisans conventionnées avec la ville. Il planifiera et organisera la mise en œuvre des différentes actions prévues dans le cadre du projet de dynamisation du commerce local. Le lieu de réunion reste à la convenance des deux parties.

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

La Ville associera la CCI Hauts-de-Seine dans sa communication concernant les actions et manifestations inscrites dans le programme, notamment en faisant figurer son nom et son logo sur les supports utilisés.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

A cet effet, la CCI Hauts-de-Seine mettra à disposition son logo gracieusement.

Toutefois, la Ville soumettra à la CCI Hauts-de-Seine, pour approbation, préalable une épreuve du support de communication destiné à recevoir son logo.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE

En cas de communication du contenu de cette convention à des tiers, la Ville et la CCI Hauts-de-Seine devront en informer l'autre partie.

La Ville et la CCI Hauts-de-Seine se reconnaissent tenues de l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont elles auront connaissance au cours de l'exécution de cette mission.

ARTICLE 7 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cas où une des parties serait amenée à collecter ou à être en possession de données à caractère personnel dans le cadre du partenariat, chaque partie s'engage au respect de la loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés », au Règlement Général européen UE 2016-679 du 27 avril 2016 et à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

La CCI Hauts-de-Seine utilise les informations via son outil de gestion de la relation client dédié (CEOS) conforme à la loi « informatique et libertés » pour mener à bien les actions prévues dans la convention.

Ces informations ne sont pas communiquées à des tiers.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, au Règlement Général européen UE 2016-679 du 27 avril 2016 et à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, ces personnes disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant qu'elles peuvent exercer auprès du correspondant à la protection des données à caractère personnel : cpdp@cci-paris-idf.fr.

ARTICLE 8 - DIFFUSION ET PROMOTION DES RÉSULTATS

Les données et résultats de l'opération, validés par les parties, ont vocation à être diffusés.

La Ville et la CCI Hauts-de-Seine s'engagent à mentionner conjointement leurs noms *(ou leurs identités visuelles)* lors de la diffusion des résultats, des actions de promotion de l'opération, quel que soit le support utilisé, par voie de communiqué de presse ou par tout autre vecteur de promotion *(journal municipal, site internet, réseaux sociaux, etc.).*

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

ARTICLE 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

La CCI Hauts-de-Seine accorde à la Ville qui l'accepte un droit d'usage sur l'ensemble des documents, productions et supports réalisés dans le cadre de la présente convention.

Ce droit d'usage est accordé à titre gratuit à la Ville dans le cadre des actions de partenariat en faveur du développement durable et du commerce de son territoire.

Le droit d'usage comprend notamment :

- Le droit de reproduire les documents en tout ou en partie, sur tous les supports *(tels que notamment : supports, papier, magnétiques, numériques, informatiques et tous supports analogues)* et par tous moyens tant actuels que futurs, connus ou inconnus (tels que notamment : impression, numérisation et tous procédés analogues) ;
- Le droit de représenter ou de faire représenter les documents, en tout ou partie, par tous moyens de diffusion et de communication actuels ou futurs connus ou inconnus, online ou offline *(tels que notamment : présentation ou projection, télédiffusion, etc.) ;*
- Le droit d'adapter, de traduire en toute langue et/ou de modifier *(y compris par incorporation)*, partiellement ou en totalité, les documents sur tout support et par tous moyens.

Pour chaque utilisation, la Ville s'engage à respecter le droit de paternité de la CCI Hauts-de-Seine par l'ajout d'une mention précisant la source.

Ce droit d'usage est consenti sans limitation quantitative, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle. Le droit d'usage inclut celui des supports et œuvres. Il est attribué exclusivement à la Ville, et est incessible.

ARTICLE 10 - AVENANT

Un changement significatif de la nature des missions détaillées dans la présente convention au cours du déroulement du programme devra faire l'objet d'une sollicitation écrite des parties. Dans cette éventualité, la CCI Hauts-de-Seine se réserve le droit d'arrêter ou de suspendre sa participation aux actions en cours.

Dans le cas contraire, la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 11 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 6,5 mois, du 18 juin 2025 au 31 décembre 2025.

Les parties s'engagent à réaliser les actions dans la durée définie par la présente convention.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

Si l'une des parties ne respecte pas ses engagements, la présente convention pourra être résiliée, de plein droit, par la ou les parties lésées.

La décision de résiliation interviendra si, à l'expiration d'un délai d'un mois, suivant une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure, la partie défaillante ne se conforme pas aux engagements de la présente convention.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficulté quant à l'interprétation et/ou à l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable au litige. En l'absence d'un tel règlement, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

ARTICLE 14 - PROBITE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La CCIR Ile-de-France déclare avoir actionné un dispositif interne de prévention de la corruption fondé sur les dispositions de l'article 3 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016. Ce dispositif adapté à son organisation interne et destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein, est disponible à travers le Code de conduite sur internet via le lien suivant :
https://www.cci-paris-idf.fr/sites/default/files/2022-08/Code-conduite-anti-corruption-2022-08-04.pdf également accessible sur le site internet de la CCI Paris Île-de-France : https://www.cci-paris-idf.fr/fr/notre-groupe/finances-juridique.

Elle dispose également d'une plateforme de signalement interne permettant de signaler tout fait contraire au Code de conduite anti-corruption et accessible sur son site internet via le lien ci-dessus, ou directement via le lien suivant :
https://cci-paris-iledefrance.signalement.net/entreprises

La Ville déclare avoir pris connaissance de ce dispositif et s'engage à le respecter.

Les Parties certifient ne pas avoir fait, ni leurs dirigeants ou représentants, l'objet d'une condamnation pour des faits de corruption, trafic d'influence, concussion, prise illégale d'intérêt, détournement de fonds publics, favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Elles reconnaissent également ne pas avoir bénéficié d'une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature.

Les parties s'engagent à faire preuve d'une parfaite transparence et à s'informer mutuellement de la commission de tels faits pendant la durée des présentes ou de tout autre manquement à la probité.

En outre, les Parties reconnaissent et garantissent qu'elles respectent l'ensemble des réglementations qui leur sont applicables eu égard à leur statut et qui sont relatives à la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

La présente clause constitue un élément substantiel, et entraînera en cas de non-respect par l'une des parties, la résiliation des présentes de plein droit sans préavis ni indemnité et sans mise en demeure préalable, aux torts et griefs exclusifs de l'autre partie.

ARTICLE 15 : FORCE MAJEURE

La survenance d'un cas de force majeure a pour effet de suspendre l'exécution des obligations contractuelles des Parties et de les exonérer de toute responsabilité.

Aucune des Parties ne sera tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre, de l'inexécution ou des retards dans l'exécution de leurs obligations prévues au présent Contrat, et qui seraient dus à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence et par les tribunaux français.

Si l'évènement de force majeure perdure pendant une durée supérieure à 3 mois consécutifs, les Parties se réservent le droit de résilier tout ou partie du présent Contrat.

La résiliation, dans une telle hypothèse, devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet à la date de réception de ladite lettre, ou à défaut à la date de sa première présentation.

ARTICLE 16 - MODALITÉS DE REGLEMENT

Comme indiqué en article 3, l'investissement consacré par la CCI Hauts-de-Seine pour la mise en œuvre des actions étant supérieure à celui consacré par la Ville, cette dernière lui versera une **somme de 11 760** euros*,* correspondant à **42 journées de travail tarifées sur 6,5 mois** *(pour **46 journées de travail et 14 jours d'encadrement, au total**).*

Pour le paiement :

Pour 2025 : 11 760 euros

- 50 % de la somme annuelle, soit 5 880 € sera appelée à la signature de la convention,
- et le solde de 5 880 €, soit les 50% annuels restants, sera appelé au 30 septembre 2025.

Au vu des appels de fonds de la CCI Hauts-de-Seine, la Ville disposera d'un délai de paiement global de 30 jours, par virement sur le compte de la CCI Hauts-de-Seine. Un RIB est fourni en annexe.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

Fait à ……, le ……

Pour la Ville de Bagneux	Pour la CCI Paris Ile-de-France La CCI Hauts-de-Seine
Le Maire	**le Président**
Marie-Hélène AMIABLE	**Benoit FEYTIT**

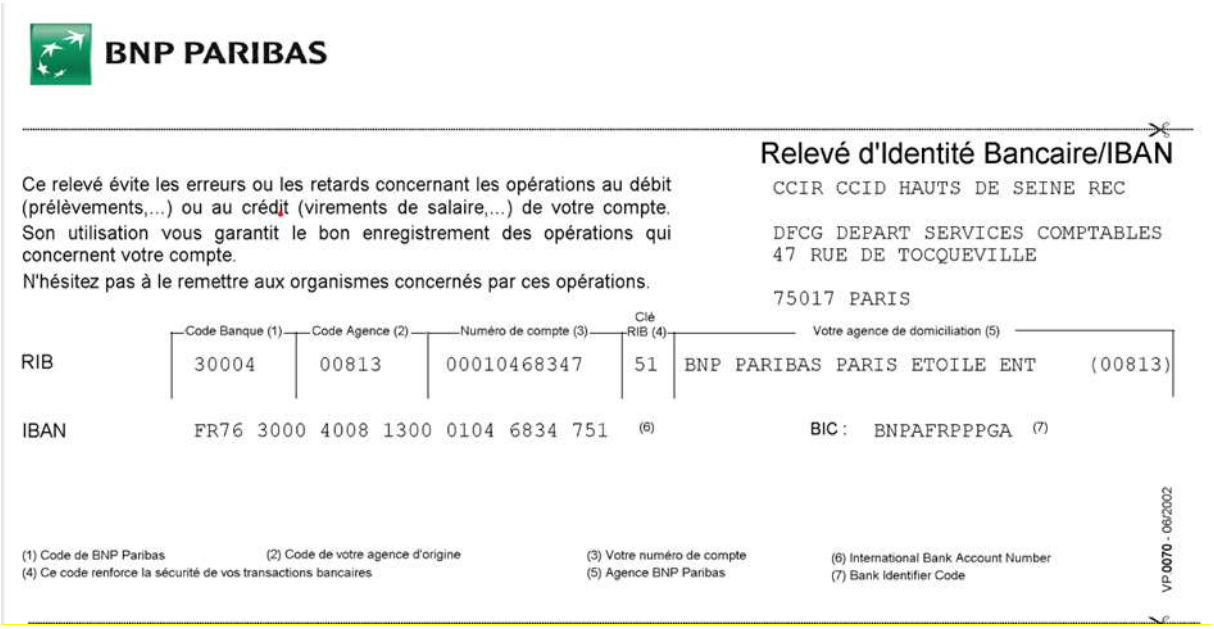
La Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France déclare gérer ses engagements contractuels au sein d'une base de données. A ce titre sont collectées les données personnelles figurant dans les conventions. Les destinataires de ces données sont les co-contractants, la direction générale de la CCIR, les directions en charge de la mise en œuvre de la convention ainsi que la direction des affaires juridiques et la direction générale adjointe des finances. la durée de conservation des données correspond à la durée de la convention toute reconduction comprise. Les données sont archivées selon les principes des archives publiques.
La personne dont les données ont été collectées bénéficie d'un droit d'accès, mais également d'un droit de rectification ou de suppression qu'elle exerce auprès de cpdp@cci-paris-idf.fr.

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

ANNEXES

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

ANNEXE 1 : RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE



BNP PARIBAS

Relevé d'Identité Bancaire/IBAN

Ce relevé évite les erreurs ou les retards concernant les opérations au débit (prélèvements,...) ou au crédit (virements de salaire,...) de votre compte. Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations qui concernent votre compte.
N'hésitez pas à le remettre aux organismes concernés par ces opérations.

CCIR CCID HAUTS DE SEINE REC

DFCG DEPART SERVICES COMPTABLES
47 RUE DE TOCQUEVILLE

75017 PARIS

	Code Banque (1)	Code Agence (2)	Numéro de compte (3)	Clé RIB (4)	Votre agence de domiciliation (5)
RIB	30004	00813	00010468347	51	BNP PARIBAS PARIS ETOILE ENT (00813)

IBAN FR76 3000 4008 1300 0104 6834 751 (6) BIC : BNPAFRPPPGA (7)

(1) Code de BNP Paribas (2) Code de votre agence d'origine (3) Votre numéro de compte (6) International Bank Account Number
(4) Ce code renforce la sécurité de vos transactions bancaires (5) Agence BNP Paribas (7) Bank Identifier Code

VP 0070 - 06/2002

Envoyé en préfecture le 23/06/2025
Reçu en préfecture le 23/06/2025
Publié le 23/06/2025
ID : 092-219200078-20250617-DEL_20250617_20-DE

ANNEXE 2 : TABLEAU RELATIF AUX MODALITES FINANCIERES DU PARTENARIAT
6,5 mois sur 2025

	Total		Répartition des missions du partenariat			
			Part Ville		Part CCI	
Missions	Temps homme *(en jours)*	Coût par mission	Temps homme (en jours)	Coût par mission	Temps homme (en jours)	Coût par mission
Affectation d'un conseiller commerce dedié à la ville de Bagneux en tant que Manager Commerce	46	12 880 €	42	11 760 €	4	1 120 €
Encadrement	14	6 300 €	0	0 €	14	6 300 €
Total	**60**	**19 180 €**	**42**	**11 760 €**	**18**	**7 420 €**
Part	**100%**		**61,31%**		**38,69%**	